

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats

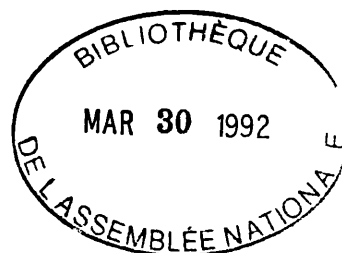
### Commission parlementaire spéciale

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 28 août 1991 — No 1**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**



---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Adoption de l'ordre du jour	CEAS- 1
Présentation du secrétaire et du secrétaire adjoint	CEAS- 1
Structure du secrétariat	CEAS- 1
Fonctionnement de la commission	CEAS- 2
Possibilité d'entendre des conférenciers	CEAS- 6
Administration	CEAS- 6
Possibilité d'entendre des conférenciers (suite)	CEAS- 8
Séances	CEAS- 9
Planification des travaux	CEAS-13

### **Intervenants**

**M. Guy Bélanger, président**

**M. Jacques Brassard  
M. François Gendron  
M. Gil Rémillard  
M. Henri-François Gauthrin  
M. Robert Benoit  
M. Cosmo Maciocia  
M. Jacques Parizeau**

**\* M. François Geoffrin, secrétaire de la commission**

**Abonnement:** 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

**Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:**  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

**Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762**

**Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102**



Le mercredi 28 août 1991

(Quinze heures vingt minutes)

#### Adoption de l'ordre du jour

**Le Président (M. Bélanger):** À l'ordre, s'il vous plaît! Nous procédons donc à l'adoption de l'ordre du jour. Je suggérerais que l'ordre du jour qu'on a devant nous soit adopté mais que le point 2 soit rapporté au point 6.4; je vous expliquerai pourquoi tout à l'heure. Alors, que la motion d'enregistrement des délibérations soit rapportée à 6.4. M. le député?

**M. Brassard:** Est-ce qu'on peut proposer des amendements, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** J'aurais deux points à ajouter à l'ordre du jour. Aux points 8.0, Plan de travail et 8.4, Télédiffusion des débats.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Est-ce qu'il y a d'autres points à l'ordre du jour? Ça nous convient comme ça? Alors, est-ce que l'ordre du jour, tel qu'amendé, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

#### Présentation du secrétaire et du secrétaire adjoint

**Le Président (M. Bélanger):** Adopté. Je vous remercie. Ça nous amène donc au point 4, Présentation du secrétaire général et du secrétaire adjoint. Alors, c'est avec grand plaisir que je vous présente – à ceux qui ne l'ont pas encore rencontré – le secrétaire général de la commission, M. François Geoffrion. M. Geoffrion est un économiste de formation. Alors, certains se complairont avec lui, je présume. Il était aux Finances auparavant – semblerait-il qu'il a gagné ses galons avec beaucoup de gloire et de... enfin, d'emblée – et, par la suite, au ministère de l'Énergie et des Ressources comme sous-ministre en titre. Donc, je pense que c'est une personne qualifiée.

Je tiens aussi à préciser que M. Geoffrion est un fonctionnaire de carrière, qu'il est ici et qu'il a accepté cette fonction-là dans une attitude de non-partisanerie, ni dans un sens ni dans un autre. Il est là pour rendre plus faciles les travaux de la commission. Donc, en aucun moment il ne va s'impliquer dans le contenu ou l'orientation des débats mais plus dans le contenant que dans le contenu. Alors, c'est une précision que je tenais à faire et qui vaut, d'ailleurs, pour l'ensemble du personnel du secrétariat qui tient à garder cette neutralité, et je pense que

c'est important.

La deuxième personne, c'est M. Onil Roy. M. Roy, je n'ai malheureusement pas son curriculum vitae avec moi, mais je sais qu'il était sous-ministre adjoint au ministère de l'Énergie et des Ressources, lui aussi. Donc, ils ont travaillé ensemble auparavant et à peu près dans le même ordre. Alors, je pense que c'est dans une suite logique ou dans un esprit de continuité qu'ils vont nous offrir leurs bons services. On nous dit grand bien de M. Roy aussi. Lorsqu'on a fait la sélection, en tout cas, le président Dauphin et moi, on nous avait dit grand bien de lui. Alors, on se souhaite mutuellement bonne chance dans cette commission.

Il y a aussi M. Étienne Genest qui est à l'administration. Ceux qui ont fait la commission Bélanger-Campeau se rappelleront cet homme qui nous a coupé les sous en deux et en trois et qui a fait des "prodiges". Alors, on espère qu'il fera la même chose avec notre budget, ici.

**Une voix:** Ce n'est pas des prodiges, il a fait des prodiges.

**Le Président (M. Bélanger):** Il a fait des prodiges. Oui, oui. Il a été loin d'être prodigue. Je vous remercie de la correction. Ha, ha, ha!

Aux études juridiques, nous aurons Me Jules Brière. Alors, Me Brière est, je pense, avantageusement connu par tous ceux qui ont déjà occupé des postes dans l'appareil public. Il sera notre conseiller juridique référent. Aux études socio-économiques, on n'a encore personne, ça s'en vient. Au service aux membres, c'est Mme Marie Gaudreau; le reste de l'équipe s'ajoutera au fur et à mesure. On préférerait ajouter le personnel quand on en aura besoin plutôt que de partir avec une grosse équipe et d'en mettre quelques-uns en "storage", là, qui attendraient.

Nous avons aussi nos bureaux au 2, Place Québec, au 6<sup>e</sup> étage, local 612. Le numéro de téléphone – on va le donner tout de suite parce que tout le monde nous le demande – c'est 528-9640, et le numéro de télécopieur est 418-528-9665. Ça, c'est le "fax", en bon français.

Alors, ça termine la présentation de l'équipe. Tous les autres gens ici, je pense qu'on se connaît, qu'on n'a pas besoin de présentation. Ça nous amène donc au point suivant qui est la présentation de la structure du secrétariat. Je demanderais donc, si vous permettez, à M. Geoffrion de nous présenter ce point-là. M. Geoffrion.

#### Structure du secrétariat

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Je pensais que ça avait été fait un petit peu à

travers... Au fond, pour ceux qui ont touché à Bélanger-Campeau, ça va se ressembler un peu. Ça prend un petit groupe qui fait de l'administration, bien sûr, pour payer les factures et les crayons; ça prend un petit groupe aussi qui va organiser, ici, les travaux parlementaires pour que ça baigne un peu dans l'huile sur le plan de la logistique. C'est Mme Tanguay qui va s'en occuper, que la plupart d'entre vous connaissent. Éventuellement, on va devoir avoir des équipes que j'appellerais de recherche, dépendant des plans de travaux que se donneront les deux commissions. Et avant de fourbir ces équipes-là, des meilleurs professionnels qu'on puisse trouver, bien on est un peu impatient, au fond, d'avoir une meilleure idée de ce que les membres des commissions attendent du secrétariat. Compte tenu, je pense, que Bélanger-Campeau a soulevé des questions, jusqu'à quel point on veut y revenir, si on veut aller plus loin dans... Donc, on est un peu dans l'expectative des attentes des membres des commissions. Nous essayerons, bien sûr, de trouver les meilleurs talents que le Québec a à sa disposition pour répondre à vos questions.

#### Fonctionnement de la commission

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, est-ce qu'il y a des questions sur le fonctionnement?

**M. Brassard:** Oui, est-ce qu'on aura éventuellement un organigramme, nous?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, et on vous invite aussi à visiter les locaux, Place Québec; c'est tout au bout du tunnel, alors vous serez les bienvenus en tout temps, évidemment. Ce sont les locaux de la commission, ce ne sont pas nos locaux. Alors, ne vous gênez pas, vous êtes les grands bienvenus.

Dans le fonctionnement de la commission, il y a certaines règles administratives qu'on voudrait expliquer aujourd'hui. D'abord, il faut dire que, grosso modo, pour ceux qui sont initiés, les règles qu'on avait adoptées à Bélanger-Campeau ont été rapatriées à peu près in extenso pour la présente commission, avec quelques modifications de concordance, c'est tout. Alors, dans les grandes lignes, ce qu'on a rapatrié, je vous l'annonce tout de suite: Le député qui est membre de l'une des commissions a droit au remboursement de 10 voyages aller-retour supplémentaires pour chaque exercice financier, conformément à l'article 2 du règlement sur l'allocation aux députés adopté par la décision 007 du 26 mai 1983, ce qui veut dire que les allocations de voyage et de séjour pour les députés qui sont membres de la commission ont été augmentées de 10 et les 10 premiers voyages sont aux frais de la commission. Alors, ils ne sont pas aux frais de l'Assemblée nationale mais aux frais de la commission, ce qui est une

différence avec Bélanger-Campeau. M. le député d'Abitibi-Ouest?

**M. Gendron:** Ah! Tout simplement, M. le Président, je n'ai aucune objection, mais je ne vois pas pourquoi vous ne nous envoyez pas ça, là, et on va en prendre connaissance. Tu sais, je veux dire, il serait peut-être plus simple que vous distribuez ces documents.

**Le Président (M. Bélanger):** Qu'on les distribue par écrit?

**M. Gendron:** De toute façon, la plupart des membres les connaissent.

**M. Brassard:** Écoutez, avant de les distribuer, M. le Président, c'est sous réserve.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** C'est sous réserve de l'approbation par le Bureau.

**Le Président (M. Bélanger):** Écoutez, il y a peut-être des questions... De l'approbation par le Bureau ce soir.

**M. Brassard:** Parce que le Bureau n'a pas encore statué là-dessus. Le Bureau de l'Assemblée nationale...

**M. Gendron:** Oui, mais a fortiori.

**M. Brassard:** ...va se réunir à 17 h 15, il n'a pas statué là-dessus.

**M. Gendron:** Davantage, je souhaiterais que... Ça, ce n'est pas urgent ces choses-là. Que le Bureau statue, et après que le Bureau aura statué pour que ça devienne un document autorisé officiellement, vous le distribuerez aux membres de la commission et ça va nous faire plaisir de prendre connaissance de ça.

**Le Président (M. Bélanger):** J'en suis convaincu.

**M. Gendron:** Mais je ne pense pas...

**M. Rémillard:** M. le Président, je crois que votre démarche est sage dans le sens que vous nous informez de ces mesures administratives qui sont importantes. Il faut qu'on en prenne connaissance, que les gens puissent s'exprimer, savoir ce qu'ils en pensent. Pourquoi les membres de cette commission ne pourraient-ils pas dire ce qu'ils en pensent de ces mesures-là? Et lorsqu'on aura fait un consensus, vous aurez les résultats des commentaires de chacun et chacune des membres de la commission; vous pourrez aller voir le Bureau et lui dire: Bien, voici ce qu'on propose. S'il y a des modifications, vous

reviendrez nous en parler. Je pense que, logiquement, ce qui s'impose c'est qu'on puisse discuter de ces questions administratives et qu'ensuite vous pourriez très clairement aller voir le Bureau, ayant en main le consentement de tous les membres de cette commission. Il me semble que c'est logique, M. le Président, et j'appuie la démarche que vous suivez depuis le début de l'ouverture de ces travaux.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, on s'entend là-dessus, il y en a pour cinq minutes. Avait été ajouté aussi, dans un deuxième temps, un montant maximal prévu par l'article 22 du règlement sur les allocations aux députés, un montant additionnel de 3200 \$ dans le cas des députés qui occupent le poste de président d'une commission. Ce sont, d'après ce qu'on m'a expliqué, quelques frais de repas ou des choses comme ça qu'on aura à assumer en cours de route. Alors, c'est prévu dans la loi. Des frais de séjour dans un établissement hospitalier au montant prévu dans cet article 22 peuvent être déboursés conformément à l'article 23 de ce règlement...

**Une voix:** ...hôtelier, pas hospitalier.

**Le Président (M. Bélanger):** Hôtelier, oui. Si le débat se durcit, ça sera hospitalier.

**M. Brassard:** M. le Président, ce ne sera pas si sanglant que ça.  
(15 h 30)

**Le Président (M. Bélanger):** J'espère que non. De toute façon, les amputations, ce n'est pas...

**M. Gendron:** Je n'ai pas d'objection, sauf que je trouve un peu déplorable, puisque vous le faites, que les membres de la commission n'aient même pas le document. Puisque vous le faites, on n'a même pas ça. Vous savez bien que ce n'est pas prêt, que ce n'est pas mûr, que ça ne presse pas. Ça devient un petit peu, entre guillemets, inutile de penser qu'on pourra faire une discussion intelligente sur ces choses-là, en termes de représentation au Bureau, n'ayant même pas copie de ce que vous nous livrez. Ça n'urge pas, ça ne presse pas. Qu'on en prenne connaissance et que nous revenions, éventuellement, pour faire des échanges ou de la représentation si nous croyons qu'il y a des points sur lesquels il y aurait lieu d'éclaircir davantage les membres du Bureau. Là, vous faites une lecture inopportune et inappropriée.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, dans le fond, ce qu'il était peut-être le plus important d'avoir aujourd'hui, c'était votre avis sur les voyages supplémentaires qui sont ajoutés. Est-ce que ça convient à tout le monde? Est-ce que ça peut faciliter les choses? Parce que dans les calculs qui ont été faits, il semblerait que si on

siège aussi fréquemment qu'on le doit, les députés n'auraient pas une enveloppe suffisante. Alors, avec ça, on pense que tout le monde devrait être confortable. Alors, s'il y a des commentaires là-dessus, vous nous les ferez. Effectivement, on va le faire adopter par le Bureau en fin d'après-midi et, dès demain, copie de ce document sera livrée à tout le monde. Ça devrait faciliter les choses. Mais il y a quand même des éléments très importants à relever là-dedans, entre autres le statut, par exemple, du secrétaire général qui demeure le même statut que celui d'un sous-ministre, tel que reconnu au sens du règlement de la fonction publique.

**M. Gendron:** Mais, M. le Président, justement parce qu'il est fort possible qu'il y ait des points importants là-dedans, y a-t-il moyen, puisque vous l'évoquez, que nous en ayons une copie, à tout le moins? Nous, là, les membres de l'Opposition officielle, on le demande.

**Le Président (M. Bélanger):** Je n'en ai pas.

**M. Gendron:** C'est bien sûr que si les ministériels en veulent, ça me fait plaisir.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, vous allez en avoir une, c'est juste que je n'en ai pas, là. Elles ne sont pas... Je pensais qu'elles avaient été distribuées, mais elles ne le sont pas.

**M. Brassard:** M. le Président, c'est parce que vous êtes trop rapide. C'est parce que ça doit être adopté par le Bureau de l'Assemblée nationale, en vertu d'un article précis de la loi, avant que ça puisse être rendu public et que ça devienne des règles applicables pour les membres de la commission. Parce que, si on commence à discuter de ça, moi, je suis membre du Bureau aussi en plus, là. J'ai examiné tout ça et puis j'ai des réserves sur certains points. Je vais les exprimer à l'instance appropriée, c'est-à-dire au Bureau de l'Assemblée nationale, pas en commission.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, moi, au contraire, je trouve que vous n'allez pas trop vite. Voyons donc! Au début, il s'agit de consulter. Vous nous informez. On ne peut pas vous reprocher de nous informer. Vous nous informez des mesures administratives que vous entendez prendre et s'il y a des réactions, elles vont s'exprimer. Il y a des réactions autour de la table, elles vont s'exprimer, et puis vous allez au Bureau. J'entends le député de Lac-Saint-Jean dire: Je suis membre du Bureau et c'est nous qui allons décider. Je ne conteste pas ça, M. le Président. Que ce soit le Bureau de l'Assemblée nationale qui décide, personne ne conteste ça. C'est dans la loi et c'est comme ça que ça se

passé. Cependant, je trouve que votre démarche est très significative quant à l'importance que vous voulez donner à chaque membre de cette commission. Vous voulez simplement que, au point de vue administratif, les gens puissent s'exprimer. Et puis s'il y a des points qu'on veut faire valoir, je pense que les députés ont le droit de savoir ça et de faire valoir leurs points.

Et, même ça, M. le Président, je trouve, je me permets de le dire, que le député de Lac-Saint-Jean devrait peut-être informer immédiatement cette commission de la réserve qu'il a, comme membre du Bureau. Oui, M. le Président, qu'il informe les collègues. Qu'il informe les collègues de cette réserve pour qu'on puisse réagir en conséquence. Là, M. le Président, voici le député de Lac-Saint-Jean qui nous dit: Moi, je suis membre du Bureau et c'est le Bureau qui a autorité; on n'a pas à parler de ça ici et moi, je peux vous dire, entre autres, comme membre du Bureau, que j'ai des objections, j'ai des réserves.

M. le Président, pourquoi le député de Lac-Saint-Jean ne nous ferait-il pas part de ses réserves, ici, pour qu'on puisse en discuter? C'est, je pense, extrêmement important qu'on sache dans quelles conditions matérielles les députés vont travailler. Or, M. le Président, je demande au député de Lac-Saint-Jean de nous faire part des réserves qu'il a, comme membre du Bureau, pour qu'on en soit informé.

**M. Brassard:** Ça, ça me fait rire, M. le Président, parce que j'ai l'habitude, souvent, de poser des questions semblables au ministre des Affaires Internationales. Et puis, sa réponse est toujours la même: Écoutez, je dois rendre compte d'abord au Conseil des ministres. Je suis membre du Conseil des ministres. Je suis membre d'un gouvernement. C'est au gouvernement que je vais d'abord rendre des comptes avant... Combien de fois ne m'a-t-il pas fait cette réponse-là?

Alors, je lui fais la même réponse. Je suis membre du Bureau et c'est au Bureau que je vais faire mes réserves. Point final.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, ceci étant dit, est-ce qu'il y a d'autres commentaires là-dessus?

**Une voix:** Non.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, pour clore le débat, nous allons nous organiser pour vous faire parvenir dans les meilleurs délais copie de ce projet de règlement – puisqu'il n'est pas encore adopté, donc c'est un projet de règlement – et dès que ce projet sera adopté – ça, on le saura suite à la rencontre du Bureau, ce soir – on vous donnera les modifications qu'il y a eu ou la copie révisée du règlement, tel qu'il s'imposera. Et si on en a besoin, à la prochaine réunion, on pourra en faire l'explication. Il ne faut pas oublier, même si on est en séance

publique, que c'est quand même une séance de travail où ces premiers déblayages-là, à notre avis, s'imposaient pour qu'on parte d'aplomb là-dessus. M. le ministre?

**M. Rémillard:** M. le Président, est-ce que vous allez nous informer un petit peu du budget que vous voyez pour qu'on puisse discuter un petit peu de l'aspect administratif? Tout à l'heure, on a accepté, par exemple, des modifications à notre ordre du jour. On a, entre autres, accepté qu'à 8.4, on parle de la télédiffusion des débats. Bon, moi, je veux bien qu'on parle de la télédiffusion des débats et je pense que c'est un sujet important. Cependant, M. le Président, on sait que ça signifie des déboursés très importants. On ne peut quand même pas discuter ça in abstracto. Je sais que le leader de l'Opposition qui est ici va me comprendre très bien et va même me soutenir dans mon intervention. On doit avoir quand même des perspectives administratives, financières pour qu'on puisse savoir où on va, combien ça va coûter tout ça et qu'on puisse prendre notre décision.

Alors, il y a bien des questions, ici, dont on aura à discuter mais il va falloir qu'on sache un petit peu, au point de vue administratif, quelle est la situation que vous envisagez et, au point de vue budget, quelle sorte de budget vous envisagez. Alors, j'espère que vous allez pouvoir nous informer de tout ça avant qu'on puisse discuter au fond des questions importantes qu'on veut discuter. Mais il faudrait avoir l'ensemble de la situation pour pouvoir se prononcer.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, au point 8.4, sur la télédiffusion des débats, on pourra regarder toutes les incidences et les impacts que ça aurait sur l'éventuel budget qui est à être accepté, lui aussi, au Bureau, ce soir. On pourra évidemment poser toutes ces questions-là à ce moment-là, M. le ministre. D'autres commentaires? Ça va? Donc, c'est le règlement, on s'entend bien. À la prochaine séance de travail, qu'elle soit publique ou pas, on pourra réviser ou poser les questions qui s'imposent sur les aspects pratiques ou la plomberie de l'administration de la commission.

**M. Rémillard:** M. le Président, excusez-moi.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Rémillard:** Quand vous parlez d'indemnité du député, vous parlez aussi de ses dépenses afférentes, bien sûr?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Rémillard:** Il y a aussi l'indemnité journalière.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Rémillard:** C'est ça que vous voulez dire?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. M. le secrétaire général va nous préciser très exactement, dans les...

**M. Rémillard:** J'aimerais ça que le secrétaire général puisse nous en parler brièvement parce que, à un moment donné, ces questions-là sont en suspens et j'aimerais ça qu'on puisse avoir immédiatement... Écoutez, M. le Président, je ne veux pas toucher à la décision qui doit venir du Bureau de l'Assemblée nationale. Je comprends tout ça. Je veux que le député de Lac-Saint-Jean me comprenne bien. Je ne veux pas toucher à son autorité comme membre du Bureau. C'est dans la loi, je le respecte. Simplement, qu'on puisse avoir la possibilité d'avoir des informations sur les conditions dans lesquelles, matériellement, les députés auront à travailler. Brièvement. Je pense que ça ne sera pas très long de faire ça.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Très vrai. Sur le plan des indemnités, ce sera la règle usuelle, l'indemnité usuelle que touche un député lorsqu'il participe à une commission qui siège en dehors des périodes où siège l'Assemblée. Donc, de ce point de vue là, il n'y aura rien de nouveau dans la pratique. Les membres seront rémunérés par une indemnité additionnelle quand l'Assemblée ne siègera pas en même temps que la commission, donc quand on va siéger à l'extérieur des périodes où l'Assemblée siège.

**M. Rémillard:** M. le Président, c'est peut-être que le député de Lac-Saint-Jean ne veut pas me parler de la réserve qu'il a et je le comprends. Il dit qu'il veut en parler directement au Bureau, puis il fait la relation avec le Conseil des ministres et tout ça. Je respecte bien cette relation parce que l'Assemblée nationale est souveraine et le Bureau qui l'administre exprime donc cette souveraineté, sous certains aspects, et il faut le respecter comme parlementaire. Je le respecte pleinement, mais est-ce qu'il pourrait nous donner quelques indications pour qu'on puisse seulement avoir quand même à l'esprit ses réserves? Est-ce que ce serait possible de savoir, de la part du député de Lac-Saint-Jean, si ses réserves sont en fonction, par exemple, des dépenses allouées – le budget de dépenses pour les membres – ou si c'est l'allocation dont on vient de parler? Est-ce qu'il serait possible de savoir sur quel aspect il a des problèmes?

**M. Brassard:** M. le Président, je vais faire un "deal" avec le ministre.

**M. Rémillard:** Vous allez faire un "deal" avec moi?

**M. Brassard:** Oui, je vais faire un "deal" avec vous. Je vais vous exprimer mes réserves et en retour, vous allez me dire ce que ça veut dire "la maîtrise d'oeuvre".

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Rémillard:** M. le Président...

**M. Brassard:** Mais vous commencez le premier. Vous commencez à me dire ce que ça veut dire, puis après ça, j'exprimerai mes réserves.

**M. Rémillard:** M. le Président, j'ai de la difficulté à comprendre la réponse du député de Lac-Saint-Jean lorsque je me réfère à ce qui s'est passé ce matin, où on n'a pas pu vraiment discuter un programme de travail qu'on aurait voulu discuter, pour étudier les offres éventuelles du gouvernement fédéral et les propositions qui pourraient nous arriver. Alors, ça aurait été le forum approprié pour discuter ça. Et je crois comprendre de l'intervention du député de Lac-Saint-Jean qu'à l'heure du déjeuner, et à l'heure aussi de la période de questions, où j'ai vu ces questions qu'il a posées au premier ministre, que tout à coup, il a compris que la commission sur les offres sera très utile pour les Québécois qui ont le droit de savoir. Je crois comprendre, et j'aimerais qu'il me le confirme, que nous aurons la collaboration de l'Opposition pour qu'on puisse étudier pleinement, et avec la plus grande diligence, toutes les propositions et les offres qui peuvent nous être communiquées.

**M. Brassard:** M. le Président, là, je prends ça avec un énorme grain de sel, et avec le sourire, mais personne n'est dupe de ce côté-ci, personne n'est dupe. Je me rends compte que le ministre est en train de faire un "filibuster" et qu'il ne veut pas qu'on arrive à l'item "Plan de travail", parce qu'on en a un à soumettre, un substantiel, articulé, complet. Bien oui, mais manifestement le ministre ne veut pas qu'on s'y rende. Alors, bon, il a bien le droit de le faire. C'est très différent de ce qui s'est passé ce matin. Ce matin, quand même on se serait rendu à l'item "Offres", on ne serait pas plus avancé, il n'y en a pas d'offres. Alors ça n'aurait pas avancé les choses bien plus.

Tandis que là, sur les questions afférentes à la souveraineté, il y en a des sujets qu'on peut commencer à aborder tout de suite et nous avons, nous, un plan de travail à soumettre à la commission, qu'on a préparé soigneusement, tout le monde ensemble de ce côté-ci, qu'on a revu et corrigé, et qu'il pourrait être intéressant de discuter. Mais je vois que ça n'intéresse manifestement pas le ministre qui veut arriver jusqu'à 17 heures sans qu'on aborde ce sujet-là. Bien, je veux simplement lui dire que nous, on ne parlera pas plus, là, mais on n'est pas dupes, on n'est

pas naïfs de la tactique manifeste du ministre.

**Une voix:** C'est très gros.

**M. Rémillard:** M. le Président, ce n'est pas correct de dire que je veux faire un "filibuster", pas plus que ça n'aurait été correct de ma part si j'avais fait une telle remarque...

**Le Président (M. Bélanger):** ...à l'ordre s'il vous plaît!

**M. Rémillard:** ...ce matin. Oh, je n'aurais jamais fait une telle remarque ce matin, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, pas de gros mots de part et d'autre, M. le ministre.

**M. Rémillard:** Non, mais la "fébrilité" est un mot, quand même, avec beaucoup de gentillesse.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, s'il vous plaît!

**M. Rémillard:** Mais, M. le Président, je veux simplement dire que nous suivons l'ordre du jour tel que proposé et tel qu'amendé, en tout temps. Nous sommes strictement dans une discussion qui concerne ce plan de travail. Il n'est pas de mon intention, d'aucune façon, et ce n'est pas l'intention des membres de cette commission de retarder les travaux, mais d'aucune façon, bien au contraire. Vous voulez déposer un plan de travail, et nous avons aussi notre plan de travail. Dans ce contexte-là, je ne vois absolument pas de difficulté, M. le Président.

Tout ce que je demande, tout simplement, c'est qu'on s'entende sur un item qui est à l'ordre du jour, qui n'a pas été amendé à ma connaissance, et qui est les explications de certaines règles administratives. Tout simplement, mes collègues, comme vous, je suis convaincu que vous voulez savoir ces règles administratives. D'ailleurs, le président l'a très bien exprimé et il s'est référé à notre secrétaire qui nous a donné les explications voulues. Alors, je ne vois pas ce qu'il y a de pas correct à ce que je demande ça. Et ça serait beaucoup plus simple qu'on ait ces règles administratives le plus rapidement possible, puis, là, on tournerait la page et on pourrait discuter d'autres choses.

#### Possibilité d'entendre des conférenciers

**Le Président (M. Bélanger):** Ça va? D'autres commentaires? O.K. Alors, donc, nous sommes rendus au point 6.2 qui est la possibilité d'entendre des conférenciers afin d'établir une base commune d'information pour les membres.

À ce point-là, ce que je voudrais dire, c'est qu'il nous apparaissait important de rencontrer

des gens qui nous donneraient un vocabulaire sur lequel on s'entendrait, qu'on ait un vocabulaire commun. Je pense que toutes les commissions qui débutent des travaux comme ça s'entendent d'abord sur un lexique ou un vocabulaire de base qui devient ensuite le langage usuel de la commission. Alors, nous pourrions utiliser les mêmes experts que nous avons utilisés à Bélanger-Campeau et qui nous feraient une présentation assez semblable, finalement, puisque, quand même, je pourrais dire que les trois quarts des membres ici n'ont par participé à Bélanger-Campeau donc, ça pourrait être extrêmement intéressant, je pense, de reprendre cette chose-là. Alors, j'en fais donc la suggestion. J'aimerais vous entendre là-dessus et voir si nous allons éventuellement faire venir ces experts, oui ou non. M. le ministre.

(15 h 45)

**M. Rémillard:** M. le Président, je comprends que vous êtes en train de discuter 6.2...

**Le Président (M. Bélanger):** C'est bien ça.

**M. Rémillard:** ...donc, est-ce qu'on a terminé la discussion sur 6.1 avec le... chose? J'avais une question que je voulais poser au point de vue administration.

#### Administration

**Le Président (M. Bélanger):** Ah! Je vous en prie, M. le ministre.

**M. Rémillard:** Bien. Je voulais vous demander... C'est que l'administration... Vous parlez de certaines règles administratives. On sait qu'il n'y a pas de prévu formellement, par exemple, un comité ou un petit comité d'administration ou un groupe de travail, appelez-le comme vous voudrez, qui regrouperait des membres de part et d'autre et qui serait peut-être susceptible d'une discussion souvent administrative. Est-ce que vous auriez pensé en termes d'une telle structure? Est-ce qu'on pourrait en entendre parler s'il vous plaît, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. Alors, vous nous... Nous avons effectivement pensé à un mécanisme de consultation. Il nous apparaissait important de pouvoir, de part et d'autre, échanger, en tout cas au niveau de la présidence, pour donner une certaine orientation aux travaux ou une certaine... pas une structure parce que les travaux sont organisés, mais au niveau des contenus, par exemple, dans le choix des experts, dans le choix d'une certaine démarche, des orientations et des précisions. Alors, nous avons pensé faire une sous-commission qui serait mixte, qui grouperait les gens des deux commissions, qui pourrait servir à déterminer ou à recommander au président ses orientations. C'est une sous-commission qui, évidemment, n'a pas de pouvoir

décisionnel mais ferait des recommandations à la présidence ou aux deux présidents pour nous aider à mettre en place un certain nombre de choses ou pour faciliter les débats. Plutôt que de les reprendre ici en grands groupes, en grand nombre à chaque fois, on pourrait alors... On avait pensé... Oui? Alors, je vais terminer. Alors, on avait pensé adjoindre là-dessus des gens des trois formations politiques, c'est-à-dire du parti ministériel, de l'Opposition et du Parti Égalité qui pourra avoir aussi un représentant à ce comité. Alors c'était, dans les grandes lignes, ce qu'on avait pensé faire. On soumet simplement l'idée sur une base de "goodwill"...

**M. Rémillard:** Il serait composé comment, M. le Président, ce comité?

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. Alors, la composition... On ne l'a pas là-dedans, hein?

**M. Brassard:** Est-ce qu'on peut intervenir là-dessus, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Vous intervenez et je donnerai la composition après parce que je n'ai pas le document et je ne voudrais pas faire d'erreur.

**M. Brassard:** Je vais intervenir et je ne serai pas gentil, gentil.

**Le Président (M. Bélanger):** Ah! Vous avez le droit.

**M. Brassard:** Quand on a étudié le projet de loi 150 en commission parlementaire, j'avais en face de moi le même ministre qui est là. Je lui ai proposé un amendement pour créer un comité directeur de la commission et de nommer aussi un vice-président de la commission pour que ces deux commissions-là, parlementaires, fonctionnent exactement comme les commissions parlementaires permanentes, avec un comité directeur où l'Opposition serait partie prenante et représentée par un vice-président. Ça a été rejeté par vous, M. le ministre. Vous n'avez pas accepté ces amendements-là. Vous n'avez pas accepté les arguments qu'on a développés longuement en commission parlementaire pour essayer de vous faire comprendre que ce serait important, essentiel que ces commissions parlementaires créées par le projet de loi 150 fonctionnent exactement comme les commissions parlementaires permanentes et que, par conséquent, ça émane du pouvoir législatif seulement et qu'il y ait un vice-président nommé par l'Opposition et que, par conséquent, il y ait aussi un comité directeur. Vous avez refusé ça. Vous avez balayé ça du revers de la main. Tous nos amendements ont été refusés, qui allaient dans ce sens-là pour rendre plus conformes les commissions parlementaires à celles qui existent de façon permanente en ce Parlement.

Tous les amendements ont été refusés. Vous avez la mémoire courte, M. le ministre. Et là, vous venez nous dire: Ce ne serait peut-être pas mauvais qu'il y ait un comité aviseur avec des membres des deux formations politiques pour débayer le terrain, préparer les travaux. Bien, il n'en est pas question. Vous n'aviez qu'à accepter les amendements qu'on avait proposés. Point final.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. Alors...

**M. Brassard:** Alors, tout va se régler en commission avec tous les membres. Point. À la ligne.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, avant de céder la parole à M. le ministre, je dois préciser que l'idée est venue des deux présidents et que c'était sur une base de "gentlemen's agreement", de "goodwill", et dans ce sens-là. Maintenant, si vous voulez que ça se fasse ici, ça se fera ici; ce sera plus long. Il n'y a aucun problème, ça ne me dérange pas du tout. Le ministre, il a simplement accepté qu'on propose l'idée; je la propose; si ce n'est pas accepté, on en disposera et on procèdera d'une autre façon. Moi, ça ne me dérange absolument pas, d'une façon ou d'une autre.

**M. Rémillard:** M. le Président, je ne vois pas pourquoi le député de Lac-Saint-Jean prend ce ton-là. De fait, c'est très vrai qu'on en a discuté et qu'on a dit que, dans la loi elle-même, ce n'était pas le moment. Ce n'était pas le temps de le faire, quitte ensuite à l'apprécier comme tel, parce qu'on ne voulait pas créer une autre structure. Vous vous souvenez très bien de l'argumentation. D'ailleurs, de par votre réaction à ce moment-là, j'ai cru que vous n'y teniez pas tellement.

**Une voix:** ...

**M. Rémillard:** Vous n'y teniez pas tellement. Vous étiez bien content, finalement, vous compreniez très bien qu'on ne voulait pas avoir toutes ces structures qui pouvaient nous causer des embêtements dans ce qui est prévu dans la loi mais que, lorsqu'on arriverait dans le fonctionnement administratif, on pouvait, M. le Président, pour un meilleur fonctionnement administratif, on pouvait fort bien d'une façon consensuelle entre vous et nous en arriver à la conclusion que pour une meilleure administration, pour que nos travaux soient les plus efficaces possible, on pourrait avoir un tel comité informel.

Ce n'est pas... De toute façon, ça ne vient pas de moi, la proposition. Ça ne vient pas du gouvernement, d'aucune façon. J'ai posé la question s'il envisageait un mécanisme quelconque d'administration; j'ai eu une réponse de la prési-

dence. Mais ça démontre une chose, M. le Président. Tantôt, lorsqu'on m'accusait de faire un "filibuster", ça démontre une chose, la réaction du député de Lac-Saint-Jean qui repousse catégoriquement cette idée-là. Je respecte le fait qu'il ne soit pas d'accord, mais ça démontre une chose: ça démontre que l'item fonctionnement de la commission, il ne faut pas le négliger, il faut en parler.

On est à une première séance et pourquoi négligerait-on tous ces éléments administratifs qui sont au fondement même du fonctionnement administratif qu'on va avoir? Pourquoi? Pourquoi, tout à coup, il n'y a plus de problème administratif, on n'a plus de moyen d'avoir le contrôle administratif? Mais pourquoi ne prend-on pas cette séance, M. le Président, pour vider ces questions et, entre autres, cette importante question d'un comité informel ou d'un groupe? Je ne sais pas quelle est l'intention de la présidence, mais la présidence pourra nous en informer et vous pourriez nous donner votre opinion. Je ne sais pas si c'est l'opinion définitive du député de Lac-Saint-Jean. Il l'a exprimée, je sais, avec beaucoup de spontanéité mais peut-être qu'il aimerait prendre un peu plus de temps, peut-être qu'il voudrait y réfléchir, et ça, je le comprendrais fort bien.

Mais ma simple remarque, M. le Président et je termine là-dessus: Attention au fonctionnement de la commission! Je comprends que vous vouliez présenter votre programme et, pas de problème, nous aussi, on a un plan de travail à soumettre. Il n'y a pas de problème là-dessus. Mais ne négligeons pas, quand même, les éléments administratifs. Et la première rencontre devrait nous permettre de régler ces problèmes administratifs.

**Le Président (M. Bélanger):** D'autres commentaires là-dessus? Alors, je ne demande pas de réponse aujourd'hui sur cette proposition; elle est sur la table. On y réfléchira dans une prochaine séance de travail; on évaluera si c'est pertinent de la maintenir ou pas. Si ça doit être retiré, ce sera retiré; si ça doit être maintenu, ce sera maintenu. On appréciera ensemble. Je ne voudrais pas qu'aujourd'hui, dans le feu de l'émotivité, on mette de côté un instrument qui pourrait nous être utile. C'est tout simplement pour ça que ça a été pensé.

**M. Rémillard:** M. le Président, dans la foulée de ce que vous venez de dire, je vais clore le sujet là-dessus. Est-ce que je peux demander au député de Lac-Saint-Jean si sa réaction est une position définitive ou s'il se réserve la possibilité d'en parler avec ses collègues, d'en discuter, de voir si ça ne pourrait pas être utile? Je comprends sa réaction de tout à l'heure, je la comprends. Mais est-ce qu'on peut la considérer comme une réponse catégorique ou si on ne peut pas considérer aussi la

possibilité de réfléchir, quitte à y revenir un peu plus tard...

**M. Brassard:** M. le Président.

**M. Rémillard:** ...quitte à y revenir. Et on va passer au plan de travail dans un avenir prochain.

**M. Brassard:** Je peux vous dire tout de suite: La position que j'ai adoptée, M. le Président, ce n'est pas un livre blanc, ce n'est pas un livre vert, et ça lie formellement tous les membres du Parti québécois. Ça lie formellement; on est liés formellement. Donc, c'est final et définitif.

#### **Possibilité d'entendre des conférenciers (suite)**

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, la proposition ne reviendra plus. C'est réglé; on lavera tout ça ici, ensemble, au grand plaisir de ceux qui rient en arrière. Alors, ça nous amène donc au point 6.3, les différents types de séances. Dans les différents types de séances... Ah! excusez, oui. 6.2, qui était la possibilité d'entendre les conférenciers avant d'établir... J'en ai parlé tout à l'heure. On avait commencé tout à l'heure à élaborer là-dessus, que nous pourrions recevoir des conférenciers pour établir le langage commun, si vous voulez, ou les bases communes comme à peu près toutes les commissions de ce genre le font. Alors, là-dessus, est-ce qu'on est, d'abord, d'accord? Est-ce qu'il y a un intérêt pour cela? Oui, M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Certainement, je pense qu'il y a un intérêt commun de manière à avoir un intérêt certain pour avoir un langage commun pour éviter de se permettre... Il ne faudrait pas non plus – parce que le temps est quand même relativement court – qu'on prenne tout le temps avant de dire si on est d'accord ou pas. Combien de temps des séances de la commission vous êtes prêts à accorder pour entendre les conférenciers?

**Le Président (M. Bélanger):** On pensait, un maximum de deux heures.

**M. Gauthrin:** Bon, parfait.

**Le Président (M. Bélanger):** À moins qu'on me dise que c'est nécessaire, plus de deux heures, je pense qu'on est capable de faire le tour. Et je pensais aussi – je dis, je pensais, parce qu'on n'en a pas encore discuté avec M. Geoffrion et M. Dauphin – mais j'avais pensé qu'on pourrait inviter les mêmes qu'on avait vus à Bélanger-Campeau, c'est-à-dire M. Montigny et M. Masson. C'était Masson, le nom?

**Une voix:** Oui, Claude Masson.



**Le Président (M. Bélanger):** Claude Masson. Alors, les deux qu'il... Les présentations qu'ils nous avaient faites avaient été très appréciées et comme, je présume, ils doivent encore avoir leurs choses en mémoire ou en notes proches, ça nous permettrait peut-être de procéder plus rapidement avec ces deux personnes-là. Là-dessus, on est aussi d'accord? Ça nous convient? Je comprends que qui ne dit mot consent. Donc, on demandera à M. Masson et à M. Montigny les mêmes présentations pour une prochaine séance. D'autres questions là-dessus? L'article 6.2 est réglé.

**M. Gauthrin:** Juste un point, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Gauthrin:** Je comprends qu'on n'a pas à parler pour l'autre commission, mais j' imagine que, probablement, ils voudront faire la même démarche. Et pour éviter des coûts, je pense que le comité que vous nous avez proposé tantôt aurait finalement, dans cet angle-là, pu éviter des coûts en travaillant avec une certaine cohérence. Alors, on a un cas typique ici où ce comité aurait pu éviter des coûts en ayant ces mêmes conférenciers pour les deux commissions. Et même s'il n'y a pas de comité, j'invite... qu'on essaie d'avoir les deux commissions ensemble quand nous inviterons ces conférenciers, pour éviter des coûts.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, il y a une proposition qui est faite que les deux commissions soient jointes pour cette présentation. Est-ce qu'il y a des commentaires là-dessus?

**M. Benoit: ...**

**M. Gendron:** C'est évident qu'il y a des commentaires. On voudrait bien, nous, mais le ministre nous a invités à respecter la loi. On va la respecter, donc, ce n'est pas conforme du tout. Ça n'a rien à voir avec le mandat. Le mandat de l'autre commission, c'est d'étudier les offres qu'on n'a pas. Alors, on ne commencera pas à faire des travaux conjoints alors qu'on n'a pas du tout les mêmes responsabilités. D'aucune façon, les responsabilités ne sont les mêmes. En conséquence, c'est encore une mesure de diversion. Alors, on n'y agrée pas. C'est non.

**M. Benoit:** M. le Président, je suis d'accord pour dire que les deux commissions ont des mandats différents. Ça va de soi. D'autre part, au niveau de la linguistique, nous allons devoir comprendre les mêmes choses et les mêmes significations des mêmes mots. Et je pense qu'au-delà de votre perception de ce qui est la responsabilité de chacune des commissions, les membres devront comprendre les mêmes choses. Et, encore une fois, je pense qu'il serait valable

que les membres des deux commissions puissent écouter ces experts nous expliquer ce qu'ils ont fait à Bélanger-Campeau, avec beaucoup de savoir.

**M. Gendron:** Le problème, M. le Président, très rapidement, c'est que, aux membres de cette commission, ça pourrait servir, compte tenu qu'on va être au travail rapidement. Aux membres de l'autre commission, compte tenu que les offres, on les aura peut-être juste en avril, on va être obligé de recommencer la procédure puis il y a un certain nombre de personnes qui risqueraient d'oublier les notions. Donc, c'est complètement, encore là, une perte de temps, inutile, et on n'est pas d'accord.

**Le Président (M. Bélanger):** Comme dirait Cyrano: "C'est un peu court."

**M. Gendron:** Oui.

**M. Brassard:** M. le Président, sur le strict plan réglementaire et des règles de fonctionnement, je pense que ce n'est pas recevable. Ce n'est pas une commission conjointe, là, ce n'est pas une commission mixte que la loi 150 a créée. Depuis le matin que le ministre nous rappelle qu'il faut respecter scrupuleusement la loi. La loi a créé deux commissions. Il n'y a rien qui prévoit dans la loi que les deux commissions peuvent, quand elles le veulent, quand elles le désirent, se réunir, devenir des commissions mixtes, faire des travaux ensemble. Il n'y a rien de prévu là-dedans et le règlement de l'Assemblée nationale concernant les commissions est très clair. Chaque commission fonctionne séparément des autres et il n'est pas question de les réunir, de les fusionner, de les joindre, de les marier. Il n'en est pas question. Alors, on demande tout simplement le respect des règles de fonctionnement et le respect du règlement. (16 heures)

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, si je comprends bien, la suggestion serait rejetée?

**M. Gendron:** Vous comprenez bien.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, on vous remercie de cet effort, mais ça n'est pas retenu. M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, quand vous dites rejetée, si vous me permettez, je dirai peut-être que c'est une simple suggestion qui a été faite par mon collègue dans un but d'efficacité. Peut-être que dans un autre temps et à d'autres moments on pourra en rediscuter.

#### Séances

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Alors, sur ce point, est-ce qu'il y a d'autres

interventions? Donc, nous passons au 6.3 qui est l'explication des divers types de séances. Alors, on a, au sens du règlement et de la loi, prévu trois sortes de réunions, de séances publiques. Alors, sauf lorsqu'il s'agit d'une séance de travail, toute commission siège en public; les délibérations sont consignées au **Journal des débats**, articles 159 et 161R.

Une séance de travail, c'est non public; les délibérations ne sont pas enregistrées, sauf quand la commission en fait la demande avec l'accord de la majorité de ses membres, c'est-à-dire selon les articles 159 et 161R et la règle de fonctionnement 14.

Une séance à huis clos, c'est évidemment non public et, dans une séance à huis clos, il n'y a pas de présence de personnel de soutien, de personnel politique. C'est vraiment juste les élus entre eux. Alors, il y a le secret des témoignages entendus, des documents reçus et des délibérations quand la majorité des membres de chaque groupe parlementaire le décide. Alors, si c'est la double majorité, qu'on impose le huis clos, ça prend l'unanimité pour le relever. Si jamais on décidait de relever les membres de leur obligation du huis clos, c'est-à-dire l'obligation de secret, etc., ça prend l'unanimité de tous les membres. Il faut se rappeler cette règle-là.

Alors donc, ce sont les trois types de séances qu'on aura à convoquer. Règle générale, on travaillera en séances publiques, mais il est possible qu'on ait des séances de travail, c'est-à-dire, des séances de déblayage qui ne sont pas vraiment d'intérêt public et qui permettront simplement d'établir un certain nombre de choses.

M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, est-ce qu'il y a possibilité que cette commission crée des sous-commissions pour étudier certaines questions et qui fassent rapport après à la commission?

**Le Président (M. Bélanger):** La commission est maîtresse de ses travaux et peut envisager tous les moyens qui lui sont utiles dans l'accomplissement de son mandat. Alors, on...

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** ...si besoin est, on avisera. Et c'est prévu aussi dans la loi 150, la création de sous-commissions, s'il y a lieu.

Alors, une motion d'enregistrement des débats, l'article 2, qu'on avait reporté à 6.4. Ce qu'on voulait dire par là, c'est qu'on voulait s'entendre sur une procédure où, dans les séances de travail, les débats sont enregistrés sur cassettes, sur bobines, mais on ne les ferait pas reproduire. C'est une question de diminuer les coûts, sauf s'il y avait demande expresse. Par exemple, M. le ministre ou M. le député de Lac-Saint-Jean nous demande telle partie de l'en-

registrement ou telle partie de la séance, alors on pourrait la lui donner; il n'y a pas de problème. Ou sur demande de n'importe quel autre membre de la commission qui voudrait avoir...

L'objectif de ça, ce n'est pas de limiter l'accès à l'information ou la circulation de cette information-là, c'est tout simplement de limiter nos dépenses. Et au sens du règlement, la chose est possible puisque le plus comprend toujours le moins. Dans ce sens-là, on en met moins que la loi en prévoit, alors ça ne poserait aucun problème. Alors, là-dessus, est-ce qu'il y aurait des commentaires?

La motion se lirait comme suit... Est-ce qu'on a des copies à distribuer à tout le monde? Oui. Alors, la motion, c'est: "Que les délibérations des séances de travail de la commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté soient enregistrées, ne soient pas diffusées et soient transcrites seulement sur demande spéciale." Elles sont tout aussi disponibles, c'est juste que c'est sur demande au lieu d'automatiquement. Pardon?

**M. Gauthrin:** C'est seulement pour les séances de travail?

**Le Président (M. Bélanger):** Les séances de travail, oui, oui.

**M. Gauthrin:** Dans les séances publiques, c'est...

**Le Président (M. Bélanger):** Les séances publiques sont toujours, automatiquement, enregistrées et diffusées.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Est-ce que je peux expliquer un peu?

**Le Président (M. Bélanger):** M. Geoffrion aurait peut-être une...

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** C'est une option qui existe, qui est conforme au règlement de l'Assemblée. Habituellement, les séances de travail ne sont pas enregistrées. L'idée de les enregistrer mais de ne pas diffuser... parce que si c'était diffusé, ce serait une séance publique, automatiquement. Il semble que dans les dernières commissions, particulièrement Bélanger-Campeau, il leur a été utile, à certaines occasions, aux membres, d'avoir la transcription de ce qui s'était dit quelques réunions antérieurement.

Donc, cette fois-ci, si jamais on a des séances de travail et qu'on ne les enregistre pas, le même problème pourrait être soulevé par certains membres, de ne pas être capables d'avoir une base de référence claire à des séances précédentes, à l'occasion. Une manière de pallier à ça, si les membres le désirent, c'est, bien sûr d'enregistrer, de ne pas diffuser, ce qui garde

une séance de travail, et de transcrire seulement quand le président est avisé par un des whips des formations ou un des membres des commissions. Donc, ça limite les coûts et ça permet, si les membres le désirent, de revenir vers le texte exact d'une commission antérieure de travail. C'est une option qui existe et qu'on a voulu vous présenter.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Oui. Sauf que je me demande si c'est conforme aux règlements. Je vous signale une décision du président en séance du 3 décembre 1986 où le président souligne que, "depuis le début de la présente législature, les commissions ont, à plus d'une reprise, demandé et obtenu l'enregistrement et la transcription des séances de travail." Il indique que cette pratique est contraire aux règlements et que seules les séances publiques peuvent être enregistrées et transcrites. Après débat, la commission convient à l'unanimité que, conformément aux règlements, les délibérations des séances de travail des commissions ne seront plus enregistrées.

Donc, il y avait une pratique avant qui permettait... où des commissions votaient et obtenaient l'enregistrement des débats en séances de travail. Le président s'est penché sur cette question-là. Il a rendu décision le 3 décembre 1986 à la commission de l'Assemblée nationale; ce n'est pas à l'Assemblée comme telle mais c'est la CAN, la commission de l'Assemblée nationale et elle a été déposée le 19 décembre à l'Assemblée nationale. Je veux simplement vous signaler cette décision-là. Sur le plan réglementaire, je ne suis pas sûr qu'on n'est pas dans...

**Le Président (M. Bélanger):** Ce qu'on dit à l'article 14, M. le député de Lac-Saint-Jean, c'est: "Les commissions dont les délibérations ne sont pas obligatoirement consignées au *Journal des débats* doivent, pour en demander l'enregistrement, obtenir l'accord de la majorité de leurs membres. Le président de l'assemblée statue sur chaque demande."

**M. Brassard:** Quel...

**Le Président (M. Bélanger):** L'article 14, page 129, dans les règles de fonctionnement. Bien, écoutez, ce n'est pas... Nous, on faisait ça tout simplement pour rendre les choses plus faciles, pour éviter les embêtements qu'on avait eus à la dernière.

**M. Brassard:** Est-ce que vous pourriez quand même... Est-ce qu'on ne pourrait pas suspendre là-dessus et vous pourriez fouiller un peu la décision du président...

**Le Président (M. Bélanger):** Pas de problè-

me.

**M. Brassard:** ...de décembre 1986, du président et de la commission de l'Assemblée nationale, la CAN?

**Le Président (M. Bélanger):** O.K.

**M. Brassard:** Décembre 1986.

**Le Président (M. Bélanger):** Décembre 1986, O.K. On va fouiller ça.

**M. Brassard:** 3 décembre 1986.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Parce qu'on avait eu l'aval sur la base de ça, mais on n'avait pas fait de grandes recherches. Alors, si vous... Parfait. Alors donc, cette question est suspendue jusqu'à la prochaine séance où on vous communiquera les résultats de nos recherches au niveau des juristes de l'Assemblée nationale.

Dans les documents préparatoires requis. Ah oui! On avait pensé vous fournir une série de documents avant de commencer nos travaux de commission, c'est-à-dire, entre autres, un certain nombre de témoignages de gens qui sont venus à Bélanger-Campeau. On ne fera pas revenir ces gens-là. On ne voudrait pas recommencer des coûts inutiles, mais ceux qui désirent avoir copie de ces choses-là, vous pouvez nous les demander, ils sont à votre disposition. On les reproduira en nombre et la quantité qu'il faudra.

**M. Gendron:** M. le Président, vous ne venez pas... C'est parce que, peut-être, il y a eu un lapsus. Vous venez d'affirmer qu'on ne fera pas revenir ces gens-là pour éviter des coûts inutiles. Alors...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, oui, mais pas sur la même chose.

**M. Gendron:** C'est ça. Il y en a qu'on souhaite faire revenir pour approfondir et, à partir du moment où, très clairement dans le mandat, on a l'opportunité, vous n'êtes pas contre ça?

**Le Président (M. Bélanger):** Non, non, non.

**M. Gendron:** Donc, ce n'est pas ce que vous avez dit.

**Le Président (M. Bélanger):** Non. Ça a dépassé ma pensée.

**M. Gendron:** Voilà.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est simplement que sur les sujets sur lesquels on les a déjà fait venir, où les avis sont écrits, tout ça, ça ne donne rien de les recommencer, tu sais?

Mais si on veut aller plus loin avec eux, bien, il est bien évident qu'on peut les ramener à tout moment. Il n'y a pas de problème.

**M. Gendron:** Non, mais regardez. C'est parce que vous faites l'item "Documents préparatoires requis." C'est à cet item-là que vous étiez.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. 8.

**M. Gendron:** Alors, sur la base des documents, moi, je n'ai pas d'objection. On ne les fera pas venir ici pour livrer les documents qu'on a.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça.

**M. Gendron:** Mais, d'aucune façon, je ne voudrais que vous ayez dit qu'on serait incapables, comme membres de cette commission, de faire venir des témoins, présents physiquement, qui ont déjà livré des contenus d'information majeurs à Bélanger-Campeau. Vous n'avez pas d'objection à ce que nous puissions les faire revenir?

**Le Président (M. Bélanger):** Absolument pas. Absolument pas, et ça n'allait absolument pas dans ce sens-là. Ce n'est pas pour mettre de restriction.

**M. Gendron:** C'est strictement sur les documents.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est tout simplement que les documents qu'on a en main, si vous voulez les avoir, on va vous les envoyer.

**M. Gendron:** Excellent.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est plus ça que j'aurais dû dire.

**M. Gendron:** Oui.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Si je peux me permettre, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** C'est qu'au lieu d'envoyer deux caisses de documents à tout le monde, on a envoyé le strict minimum. Puis, au fond, on dit aux membres, s'il y en a qui vous intéressent...

**M. Gendron:** On vous félicite. On a assez de caisses comme ça.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** On a un service aux membres, une dame Gaudreau qui va s'occuper de vous faire parvenir tout ce qui peut vous intéresser.

**M. Gendron:** Excellent.

**Le Président (M. Bélanger):** Parce que vous allez voir, quand les documents vont commencer à rentrer, ça en fait.

**Une voix:** J'en ai déjà plein mon bureau.

**Le Président (M. Bélanger):** J'en avais 12 boîtes, moi aussi. Alors, c'était tout simplement pour économiser à ce niveau-là. Or, donc, s'il y a des documents que vous voulez avoir, des documents qui sort du gouvernement ou qui sont d'ailleurs, vous nous le dites, on va faire la recherche, avec toutes les références, évidemment, que vous nous donnerez, et dans la mesure du possible on va les fournir. Je dis dans la mesure du possible, là. On n'ira pas les chercher à Washington; j'exagère, mais partout où ils seront accessibles, on les rendra possibles à tous ceux qui les désireront. D'accord?

Alors on se comprend bien sur ce point-là. Donc, les demandes de documents, vous contactez M. Geoffrion pour les avoir. D'autres questions, d'autres commentaires là-dessus? Ça va?

Alors, Planification des travaux; 8.0 Plan de travail.

**M. Brassard:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Rémillard:** M. le Président, excusez, je ne comprends pas, là.

**Le Président (M. Bélanger):** On l'a ajouté tout à l'heure à l'ordre du jour.

**M. Brassard:** Il a été adopté.

**M. Rémillard:** 8.0 on l'a adopté? On a adopté 8.0?

**Des voix:** Oui.

**M. Rémillard:** Ça n'existe pas, ça, 8.0. 8.0 c'est marqué: "Planification des travaux", 8.0.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Rémillard:** Pas 8.0, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, 8.0.

**M. Rémillard:** Bien voyons donc! Je n'ai jamais vu ça, moi. 8.0 c'est "Planification des travaux." 8.1, mettez à 8... vous pouvez mettre 8.4. On a discuté un 8.4, mais pas un 8.0. Voyons donc! Voyons donc, M. le Président! Il faut quand même faire des choses qui se tiennent.

**Planification des travaux**

**Le Président (M. Bélanger):** Je reprends les choses. L'article 8 étant la Planification des travaux, on m'a demandé tout à l'heure d'écrire en 8.0, Plan de travail; 8.1 Horaire de travail; 8.2 Objet des séances; 8.3 Calendrier; 8.4 Télédiffusion des débats.

Alors, c'est ce qu'on a accepté tout à l'heure comme ordre du jour.

**M. Rémillard:** Bien oui, mais, M. le Président, simplement, ça s'est peut-être fait dans le brouhaha du début. Mais voyons donc! Si vous avez un plan, vous avez une planification des travaux; c'est marqué 8 Ici, Planification des travaux. 8.0, à mon sens, c'est 8.

**M. Brassard:** Bien non.

**M. Rémillard:** Bon. Voyons donc! 8.1, 8.2, 8.3, ensuite on a ajouté 8.4 Télédiffusion des débats. Bien sûr qu'on peut ajouter le plan de travail. Qu'on le mette, le plan de travail, mais qu'on le mette à sa bonne place, M. le Président. On a accepté que le plan de travail soit discuté, oui, mais 8.0, voyons donc!

**M. Gendron:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Abitibi-Ouest.

**M. Gendron:** Oui, M. le Président, d'Abitibi-Ouest. C'est on ne peut plus clair, M. le Président. D'ailleurs, pour un président du comité de législation, c'est un peu renversant. De tout temps, quand on a un ordre du jour comme ça... Et d'abord, c'était à l'item 3, là, ce n'était pas dans le brouhaha, là. C'était commencé, et puis on vous avait attendu 15 minutes, puis il y avait une demi-heure d'écoulée. Premier point.

À 8.3, vous avez dit est-ce qu'il y en a? C'est-à-dire au point 3, vous avez dit est-ce qu'il y en a qui ont des modifications à apporter à l'ordre du jour? Nous, on a dit oui, on en a. On les a fait connaître. Et, pour un président du comité de législation... Il y a quelque chose d'écrit pour donner ce qu'on appelle le titre général, qui s'appelle "Planification des travaux", avec des éléments qu'on va analyser sous le chapitre, ou sous le titre ou l'intitulé, Planification des travaux.

Nous, on a dit, comme premier point qu'on veut étudier, suite à l'intitulé "Planification des travaux", c'est le point 8.0. On n'a pas le choix, il y avait déjà un 8.1 et puis on trouvait qu'il y avait quelque chose qui devait devancer ça. Vous faites ça régulièrement au comité de législation. Vous faites ça continuellement au comité de législation. Les membres de la commission l'ont adopté. On est rendu là, M. le Président. Je demande d'appeler le point 8.0, où on est rendu,

qui s'appelle "Plan de travail."

**M. Rémillard:** J'avais la parole, et j'ai perdu la parole.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, mais si vous permettez. En vue de l'alternance, on va laisser à M. le ministre le droit de réplique, et ensuite M. le député de Lac-Saint-Jean. S'il vous plaît.

**M. Rémillard:** Oui, tout simplement, M. le Président. Je regarde 8, c'est Planification des travaux. Il me semble que c'est logique de parler de l'horaire des travaux au départ. Il n'y a personne qui va contester ça qu'au départ, on parle de l'horaire des travaux?

Deuxièmement, est-ce qu'on va contester que, dans un deuxième temps, il faut parler de l'objet des séances? Moi, je... Il faut parler du programme, bien sûr, parce que ça fait partie de la planification de nos travaux d'avoir un programme. Je vous le dis, nous aussi, on a des éléments de discussion à vous soumettre. Il n'y a pas de problème là-dedans. Mais quand vous nous avez parlé de 8.0, est-ce qu'il y a un 6, un 6.0? Il n'y a pas de 6.0.

**M. Gendron:** Non, parce qu'on n'a pas modifié. On a le droit de ne pas modifier. À 8, on a modifié, M. le Président, c'est clair comme de l'eau de roche, là.

**M. Rémillard:** M. le Président, pourquoi n'étudierait-on pas le programme à 8.4, quitte à mettre "8.5, Télédiffusion des débats"? Pourquoi ne ferait-on pas ça? Ça ne serait pas logique?

**M. Gendron:** Parce qu'on a adopté un ordre du jour et on va le suivre. Et on va étudier 8.4, et 8.5 quand on sera rendu là. On traverse les rivières quand on arrive aux ponts, M. le ministre. Et là...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean. M. le député de Viger. Excusez.

**M. Brassard:** M. le Président, je ne vois pas pourquoi on discute; l'ordre du jour est adopté, adopté unanimement. Tout le monde m'a entendu quand j'ai proposé ces éléments nouveaux-là à l'ordre du jour et il n'y a personne qui a dit un mot, y compris le ministre. Il est adopté, il est adopté. On le suit; c'est tout. Plan de travail... Et j'en ai un à proposer. Je vais demander un droit de parole là-dessus.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Alors, M. le député.

**M. Maciocia:** M. le Président, je crois qu'il y a probablement eu un malentendu. Moi aussi, j'y crois.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! S'il vous plaît! S'il vous plaît!

**M. Maciocia:** Juste un instant. Est-ce que je vous ai laissé parler? Est-ce que vous avez entendu ma voix?

**Des voix:** ...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Maciocia:** Alors, j'ai la parole et je continue à parler. C'est le président qui va m'arrêter.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, oui. Continuez, M. le député.

**M. Maciocia:** Je crois qu'il y a probablement un malentendu et que tout le monde pensait que c'était à 8.4 qu'on parlait de plan de travail et de télédiffusion des débats. Étant donné que ce n'est pas ça, apparemment, c'est 8.0, et pas 8.4, moi, je demanderais, et je pense que c'est mon droit, M. le Président, de demander une reformulation de l'ordre du jour. Au lieu de 8.0, qu'on mette aussi "Plan de travail" à 8.4. Et à ce moment-là, on va voir si la majorité des membres de l'assemblée de la commission, sur télédiffusion et plan de travail, sont d'accord avec 8.0 plutôt que 8.4. On mettrait à 8.4 "Plan de travail" et on mettrait à 8.5 "Télédiffusion des débats". Et j'en fais une proposition, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, avant, s'il vous plaît, on va se consulter. Ha, ha, ha! Je vais me consulter sur cette proposition parce que...

**Une voix:** On suspend les travaux pour deux minutes.

(Suspension de la séance à 16 h 17)

(Reprise à 16 h 24)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît. Est-ce qu'on peut avertir les petits amis de l'autre bord? Si vous permettez, donc, il y a une motion du député de Viger nous demandant de renuméroter l'ordre du jour pour le chapitre 8 Planification des travaux, c'est-à-dire de placer Plan de travail en 8.4 et Télédiffusion des débats en 8.5 plutôt que de mettre Plan de travail en 8.0 et 8.1 Horaire des travaux, etc. Alors, sur la recevabilité, M. le député, on vous écoute.

**M. Maciocia:** M. le Président, comme je l'ai dit tantôt, probablement qu'il y a eu un malentendu au début, de la part de je ne sais pas trop qui, et je pense que pour résoudre un peu ce

problème-là, comme on l'a fait ce matin aussi sur la question de la séance de travail, que ce soit à huis clos ou que ce soit, disons, public, je pense qu'avec un consentement de l'Opposition, on pourrait très bien renuméroter l'ordre du jour. Je crois que c'est beaucoup plus important que dans la planification des travaux, à 8.1 il y ait Horaire des travaux, à 8.2 Objet des séances, à 8.3 Calendrier des travaux et à 8.4 Plan de travail, parce que, à ce moment-là, je pense que c'est plus dans la logique des choses.

Et sur la question que c'est recevable, moi, j'y crois parfaitement parce que la commission, d'après moi, M. le Président, est souveraine aussi pour décider pour un changement de l'ordre du jour, pas seulement pour faire des additions à l'ordre du jour, des modifications à l'ordre du jour mais même pendant que cette commission étudie l'ordre du jour, elle peut toujours faire des changements et une renumérotation de cet ordre du jour.

Et c'est dans ce sens-là, M. le Président, étant donné qu'on a dit, comme vous l'avez dit au début aussi, que c'est très important qu'on parte sur le bon pied, c'est très important qu'on travaille en collaboration, qu'on travaille vraiment – comment je pourrais dire – dans l'intérêt de tout le monde et dans l'intérêt du Québec en même temps. Je pense qu'à ce moment-ci, ce serait une preuve de bonne volonté aussi de la part de l'Opposition d'accepter ce changement dans l'ordre du jour actuel.

M. le Président, je le répète, étant donné que j'ai toujours considéré et que j'ai toujours entendu, depuis 10 ans que je suis ici au Parlement, qu'une commission est souveraine, qu'elle peut décider à n'importe quel moment de n'importe quel changement et de n'importe quelle chose qu'elle peut étudier à l'intérieur de son mandat, moi, je crois que la proposition ou l'amendement que je viens de faire est recevable.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Je serai très bref, M. le Président. Je pense que c'est tout à fait irrecevable. Un ordre du jour, quand il a été adopté au début d'une séance, doit demeurer inchangé jusqu'à la fin des travaux. Sinon, vous imaginez un peu dans quelle situation on pourrait se retrouver? Si une majorité, dans une commission, pouvait, à tout bout de champ en cours d'exercice et en cours de travaux, changer l'ordre du jour, ça n'aurait aucun sens. Les règles de fonctionnement sont très claires: Une fois qu'un ordre du jour est adopté, il demeure inchangé et la commission doit en disposer tel qu'il a été adopté.

D'autre part, un peu pour répondre au député de Viger sur la commission maîtresse de ses travaux: maîtresse de ses travaux, oui, mais en conformité et dans le respect des règles, en respectant les règles et le règlement. Chaque fois

qu'une commission ou l'Assemblée nationale... C'est vrai que l'Assemblée nationale et une commission peuvent enfreindre une règle ou mettre de côté une règle, mais le consentement unanime est requis. Il faut le consentement unanime, sinon, ce n'est pas possible. Alors, maîtresse de ses travaux, oui, j'en conviens, mais maîtresse de ses travaux dans le cadre des règles établies et dans le cadre du règlement. Donc, ce n'est pas recevable, alors on n'a même pas à en disposer. Ce n'est pas recevable.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, la décision, c'est que, sur le fond, la motion est recevable parce qu'il n'y a aucun article du règlement qui nous empêche de jouer là-dedans, aucun article de loi ou de règlement auquel il est contrevenu par cette demande-là. Par contre, je dois préciser que tout changement à l'ordre des travaux qui a été accepté au début devrait être l'objet d'une acceptation unanime; en tout cas, c'est dans le code de procédure. Alors, dans ce sens-là, s'il y a un consentement unanime, on fera la modification. Sinon, elle n'aura pas lieu. Mais je dois avouer aussi, en toute honnêteté, que, moi, ici, j'avais marqué: Planification des travaux, 8.0, Plan de travail, Horaire des travaux, que je l'avais répété et que, par la suite, on l'a adopté. Je dois aussi préciser ça. Alors, ça m'apparaissait être assez clair pour tout le monde. Je pense que je me devais de dire ça. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, d'une part, vous avez clairement établi que ça demandait le consentement unanime; je pense qu'on s'entend autour de cette question. Je pense qu'évidemment, une fois qu'on a accepté un ordre du jour... Et ça, je pense que c'est clair. Au point 8.0 on avait réellement mis "Plan de travail". La seule question qui est soulevée par le député de Viger, c'est la suivante: Est-ce qu'il est logique...

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse, M. le député de Verdun, est-ce que c'est une façon indirecte de contester la décision du président...

**M. Gauthrin:** Absolument pas.

**Le Président (M. Bélanger):** ...ou si c'est un éclairage pour la commission? Je vous en informe parce que...

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** ...si c'est pour contester la décision du président, je ne veux pas vous entendre.

**M. Gauthrin:** Je ne veux pas contester la décision du président. Actuellement, vous avez reçu la motion comme telle. Donc, actuellement, je parle sur le fond de la motion qui est, à

l'heure actuelle, de dire que la présente séance de travail de la commission s'est transformée en séance... non pas celle-là... qu'on change l'ordre du jour - ça, c'est la motion de fond - et l'objet de mon intervention c'est de convaincre nos ennemis d'en face d'être en mesure de voter en faveur de cette motion de manière qu'on puisse avoir le consentement unanime. C'est dans ce cadre-là que j'interviens, M. le Président.

**M. Brassard:** C'est demander le consentement unanime, M. le Président.

**M. Gauthrin:** Une fois que ceci est dit, M. le Président, je me permets de rappeler que c'est vrai que, initialement, l'ordre du jour, au point 8.02 mettait bien la question "Planification, plan de travail". C'est la seule question qu'on peut se poser.

**M. Gendron:** Question de règlement.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Abitibi-Ouest.

**M. Gendron:** Oui, c'est évident, vous avez rendu votre décision. Vous savez bien que... Je veux bien que vous pourriez lui donner un cours, l'aider, mais il est mêlé, là. Il dit que la décision c'était: Est-ce que c'est recevable ou pas? La réponse c'est que ce n'est pas recevable.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est recevable mais ça prend le...

**M. Gendron:** Il faut suivre l'ordre... Oui, oui, mais écoutez. C'est recevable sur le fond mais non sur la forme parce que ça prendrait le consentement. Ce sont vos paroles intégrales. C'est votre parole intégrale. Alors, votre parole est prise. La décision est prise. Il y a une seule chose que vous pourriez demander: Est-ce que c'est effectif s'il n'y a pas consentement?

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'il y a consentement? C'est ça.

**M. Gendron:** Si vous demandez ça, là, je suis d'accord, mais je ne veux plus entendre d'autres explications là-dessus, votre décision est rendue.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais vous conviendrez avec moi qu'on peut quand même entendre les parlementaires, qu'on ne va baillonner personne. On va écouter tous les arguments et quand ça sera fini, ça va être fini et on va passer à autre chose d'une façon claire. Or, si vous voulez, brièvement, s'il vous plaît. Il y aura une réplique de l'autre côté.

**M. Gauthrin:** Brièvement...

**M. Gendron:** Brièvement sur quoi, M. le Président?

**M. Gauthrin:** Sur le fait... pour vous convaincre de voter en faveur. Une fois que c'est recevable, vous pouvez vous exprimer pour savoir si vous êtes d'accord ou non.

**M. Gendron:** Non, non.

**Le Président (M. Bélanger):** Il plaide sur la motion. C'est ça qu'il nous dit.

**M. Gendron:** Non mais, M. le Président, vous avez dit que sur le plan de la forme c'était non recevable.

**Le Président (M. Bélanger):** Recevable.

**M. Gendron:** Non, non, vous avez dit: Sur le fond, recevable, sur la forme, non recevable.

**Le Président (M. Bélanger):** Ce que j'ai dit c'est que la motion...

**Une voix:** Vous avez dit: C'est recevable mais ça prend un consentement.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît. La motion est recevable...

**M. Gendron:** Oui, mais ça prend...

**Le Président (M. Bélanger):** ...mais ça prend le consentement unanime pour accéder à cette demande-là.

**M. Gendron:** Oui mais, M. le Président, jamais, dans aucune commission parlementaire, sérieusement, là, dans aucune commission parlementaire je n'ai entendu une plaidoirie additionnelle pour savoir s'il y en avait cinq autres qui s'aligneraient, pour demander notre consentement, si on allait le donner. Le président, rendu à l'étape où nous en sommes, pose une question: Y a-t-il consentement unanime des membres de cette commission? Il n'y a pas consentement, on vous l'a dit. Alors, si le député de Verdun... Bien oui, qu'il l'a demandé. On lui a répondu. Le président l'a demandé. S'il ne l'a pas demandé, demandez-lui qu'il le demande. Ça, c'est permis. Non, non, mais je veux dire, ça, c'est permis à un membre de la commission. Tout autre propos n'est pas permis.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît. Donc, on connaît les intentions de l'un et les intentions de l'autre. Or, sur cette motion du député de Viger, est-ce qu'il y a consentement unanime?

**M. Gendron:** Il n'y a pas consentement.

**Le Président (M. Bélanger):** Il n'y pas consentement, donc la motion est rejetée. Or, nous procédons avec Planification des travaux: 8.0 Plan de travail.

**M. Brassard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean la parole est à vous.

**M. Brassard:** ...je vous demande la parole pour faire une proposition quant à un plan de travail pour cette commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté et je demanderais qu'on distribue cette proposition de plan de travail. Un point technique qu'on me demande de préciser, M. le Président, c'est qu'on nous signale que les débats ne sont pas retransmis à la tribune de la presse par ce qu'on appelle familièrement "les perroquets". Est-ce qu'il y a moyen de vérifier ça, s'il vous plaît?

**Une voix:** On s'en occupe tout de suite. C'est supposé.

**Le Président (M. Bélanger):** On s'en occupe tout de suite.

**M. Brassard:** Très bien. Alors, M. le Président, les membres ont entre les mains le plan de travail que, nous, les députés de l'Opposition, membres de cette commission proposons à la commission conformément au mandat qui se retrouve à l'article 3 de la loi 150 qui précise que la commission a pour mandat d'étudier et d'analyser toute question relative à l'accession du Québec à la pleine souveraineté et de formuler, donc, à cet égard des recommandations à l'Assemblée nationale. Et vous avez un plan de travail en trois parties ou trois chapitres: l'aménagement de la souveraineté, les dimensions économiques de la souveraineté et l'accession à la souveraineté.

Dans l'aménagement de la souveraineté et les questions qu'il nous apparaît essentiel d'examiner comme commission, il y a toute la question du territoire et des frontières d'un Québec souverain, question d'actualité, qui a fait l'objet, d'ailleurs, d'une question en Chambre hier par le chef de l'Opposition et d'une réponse, pour une fois claire, du premier ministre - ça n'arrive pas souvent, il faut le signaler.

Deuxièmement, toute la question de succession aux traités...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît.

**M. Brassard:** ...succession aux traités de l'État successeur par rapport à l'État prédécesseur. On sait qu'il y en a de nombreux dont le Canada est signataire actuellement et qui lient les provinces, forcément.



Troisièmement, la Constitution et les Institutions politiques. Un Québec souverain devra se doter d'une constitution permanente ou, en tout cas, certainement transitoire pour les premiers temps de son cheminement comme État souverain; continuité de l'ordre juridique et des lois fédérales, question majeure. Qu'est-ce qui se passe avec les lois qui sont de juridiction fédérale une fois que le Québec a accédé à sa souveraineté? Qu'est-ce qui arrive concrètement sur le plan juridique? L'intégration du personnel québécois oeuvrant au sein de l'administration publique fédérale? On sait que c'était une obsession de notre bon ami, membre de la commission Bélanger-Campeau, venant de Hull, M. Marcel...

**Une voix:** Beaudry.

**M. Brassard:** Beaudry. Bien, je pense que c'est une question majeure. Nationalité et citoyenneté. Toute la question de la citoyenneté.

Le deuxième chapitre serait sur les dimensions économiques de la souveraineté, avec comme premier point la monnaie et toutes les questions qui tournent autour d'une monnaie québécoise, d'une monnaie commune ou d'une union monétaire avec le Canada.

Partage de la dette et des actifs fédéraux. Je pense que le partage du Service de la dette et des actifs fédéraux, tout ça est une question majeure qui a été étudiée par la commission Bélanger-Campeau. Il y a une étude très fouillée du secrétaire de la commission, M. Rousseau, et de son équipe, mais je pense qu'il faut, comme commission, creuser davantage, aller au fond des choses sur cette question-là.

L'implication financière et fiscale de la prise en charge par le Québec des responsabilités assumées par le gouvernement fédéral. Il y aura des transferts de juridiction, il y aura des transferts de responsabilités, de compétences, ça va se faire comment? Ça va s'aménager de quelle façon? Je pense qu'il faut se pencher là-dessus.

De l'espace économique canadien à l'espace économique Canada-Québec, ça aussi, c'est un consensus très large. Il faut maintenir l'espace économique Canada-Québec. Quels sont les éléments clés de cet espace économique qu'il convient de maintenir, de conserver et même de renforcer?

Intégration économique et intégration politique. Je pense que ça aussi, il faut aborder ça, en particulier l'expérience européenne. Il y en a qui prétendent, comme l'actuel premier ministre du Québec, qu'on ne peut pas imaginer une intégration économique sans qu'elle soit accompagnée d'une intégration politique, ce qui n'est pas notre point de vue à nous, mais je pense que c'est une question qui mérite d'être débattue et regardée sous tous ses angles.

Dernier chapitre: l'accession à la souveraineté, autrement dit, comment ça va se faire concrètement, comment le Québec va passer du

statut de province au statut d'État souverain. L'accession constitutionnelle à la souveraineté, la déclaration de souveraineté, les négociations avec le Canada, forcément, pour aménager bien des choses dont le partage de la dette et des actifs, le rapatriement des responsabilités fédérales, l'intégration des Québécois au sein de la fonction publique fédérale, etc. Et, enfin, reconnaissance comme État souverain par la communauté internationale et sa participation aux organismes internationaux; tout ça devra être examiné. Comment le Québec souverain sera-t-il reconnu comme État membre à part entière de la communauté des nations? Comment les choses se font-elles? Comment ça se fait? Quelles sont les règles du droit international qui président à cette reconnaissance et comment le Québec souverain devient-il membre des grands organismes internationaux?

Je pense que ça couvre toutes les questions que les députés se posent, que nous nous sommes posées à la commission Bélanger-Campeau et, aussi, beaucoup des questions que les citoyens se posent. Et en vertu du mandat même de la commission prévu à l'article 3 de la loi 150, mandat d'étudier, d'analyser toute question relative à l'accession du Québec à la pleine souveraineté, on définit ce qu'est la souveraineté. Bien, je pense qu'on couvre assez bien tout le terrain et qu'on retrouve dans ce plan de travail-là à peu près toutes les questions qui sont relatives à l'accession du Québec à la souveraineté, aussi bien en termes d'aménagement de la souveraineté de dimension économique que d'accession proprement dite à la souveraineté.

En conclusion, M. le Président, tout simplement pour signaler que contrairement à ce que certains prétendaient, ça a été dit dans le débat sur le projet de loi 150, contrairement à ce que certains prétendent encore, le Parti québécois n'a aucune crainte, mais alors aucune crainte et n'a aucune objection à ce que l'on parle de la souveraineté en long et en large, sous tous ses angles et selon toutes ses dimensions, mais alors aucunement. Je pense que le plan de travail qu'on vous soumet, qu'on soumet à la commission présentement est la preuve bien concrète et bien manifeste que, comme parti souverainiste, on n'a absolument aucune crainte et aucune objection à ce qu'on en parle et qu'on traite de toutes ces questions en profondeur. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Est-ce qu'il y a des commentaires? M. le ministre.

**M. Rémillard:** Oui, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je ferai juste remarquer que... J'espère que tout le monde a bien compris qu'on n'adoptait pas comme tel le plan aujourd'hui. Il est déposé à la commission, il va être soumis aux délibérations du président

et de l'organisation parce qu'il peut y avoir des problèmes techniques, là, autres, qu'on n'envisage pas tout de suite; par exemple la disponibilité d'experts et tout ça. Peut-être qu'un point pourra passer avant l'autre, enfin, toutes des choses de même. Donc, aujourd'hui on le prend à titre de recommandation, point. Alors, M. le ministre.

**M. Rémillard:** Oui, M. le Président. Nous prenons bonne note de ce projet de plan de travail que dépose l'Opposition aujourd'hui devant vous. Nous n'avons pas eu, il va sans dire, le temps de l'étudier, de le regarder à fond. Notre objectif, je l'ai dit ce matin à la commission sur les offres et je le répète, comme gouvernement et comme groupe parlementaire qui travaillons à cette commission comme pour ceux qui travaillent à la commission sur les offres, est de faire en sorte que les Québécois soient bien informés, que les Québécois puissent recevoir un maximum d'information sur les deux options que la commission Bélanger-Campeau elle-même a identifiées, soit un fédéralisme profondément renouvelé ou la souveraineté.

M. le Président, nous n'avons qu'un but à cette commission, c'est qu'on puisse avoir le maximum d'information, qu'on puisse savoir exactement quelles sont toutes ces questions, les réponses, dis-je, aux questions afférentes à la souveraineté. Je vois que le plan qui nous est déposé est un plan qui prévoit plusieurs aspects.

Si je me réfère à l'article 3 de la loi 150, donc, de la loi qui crée ces commissions parlementaires, on dit à l'article 3 de cette loi que: "La commission a pour mandat d'étudier et d'analyser toute question relative à l'accession du Québec à la pleine souveraineté - là, on définit cette souveraineté, au départ, sans ambiguïté - cette dernière signifiant la capacité exclusive du Québec, par ses Institutions démocratiques, de faire ses lois, de prélever ses impôts sur son territoire et d'agir sur la scène internationale pour conclure toute forme d'accords ou de traités avec d'autres États Indépendants et participer à diverses organisations internationales; cette commission devra formuler, à cet égard, des recommandations à l'Assemblée nationale."

Il n'y a pas d'ambiguïté dans cette définition de la souveraineté, contrairement, par exemple, à la question qui avait été posée aux Québécois en 1980, qui aurait pu fort bien se situer dans le cadre d'un fédéralisme profondément renouvelé. On a ici, dans la loi, une définition de la souveraineté qui établit clairement les paramètres de définition de la souveraineté.

(16 h 45)

Mais, M. le Président, il y a aussi un autre aspect dans le mandat de cette commission. Cet autre aspect c'est celui qui apparaît au deuxième alinéa de l'article 3 lorsqu'on lit: "Elle a égale-

ment pour mandat, dans l'hypothèse où le gouvernement du Canada ferait l'offre formelle d'un partenariat économique, d'étudier et d'analyser telle offre et de formuler, à cet égard, des recommandations à l'Assemblée nationale." Alors, M. le Président, je comprends, par le coup d'oeil rapide que j'ai fait à ce projet de plan de travail, que les associations économiques, ça pourrait être compris à l'intérieur, donc, du plan qui nous est fourni.

M. le Président, c'est la présidence, c'est le président, en fonction de l'article 12 de la loi, qui dit que: "Le président d'une commission établit le plan d'effectifs, les prévisions des dépenses et le plan des travaux de la commission." C'est donc vous, M. le Président, qui décidez. Nous recevons donc, pour la première fois, ce projet de plan qui nous est déposé par l'Opposition. Nous avons aussi, du côté du gouvernement, un projet de plan, mais je crois, M. le Président, que ce qui serait le plus intéressant, comme vous avez semblé, je crois, le souligner tout à l'heure, c'est que vous pourriez tout simplement prendre en délibéré et, à la prochaine séance, pour notre part, nous aimerions arriver avec des commentaires sur ce plan pour qu'il soit le plus complet...

**Une voix: ...**

**M. Rémillard:** Non, sur votre plan - pour qu'il soit le plus complet possible.

**M. Brassard:** D'accord. Mais, juste une petite question, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Brassard:** Vous avez dit que vous aviez aussi un plan. Ce serait intéressant que les membres de la commission en prennent aussi connaissance et que la présidence aussi en prenne connaissance. Pourriez-vous le déposer également?

**M. Rémillard:** Non. Notre plan, pour nous, est en fonction, comme je vous l'ai mentionné, de l'article 3 comme de l'article 12 se référant au président, et notre plan, c'est strictement en fonction d'une connaissance, comme je le mentionnais tout à l'heure, la plus complète. Vous nous soumettez un plan et je crois que ce que vous attendez de nous, c'est qu'on fasse des commentaires sur votre plan. Et je suis certain que vous êtes très ouverts, si c'est possible de le bonifier. Vous allez être ouverts, vous allez dire: Oui et merci. Parce que vous voulez, comme vous l'avez mentionné, M. le député de Lac-Saint-Jean, au tout début de nos travaux, vous avez bien mentionné que vous vouliez informer la population, que vous vouliez mettre fin à certaines façons de voir les choses qui auraient pu être diffusées, selon vous, erronément.

Alors, voilà, là, un forum intéressant et, par conséquent, je suis convaincu que vous êtes prêts à accueillir nos commentaires, j'en suis certain, avec beaucoup d'intérêt – je ne dis pas positivement, je dis avec de l'intérêt – puis, ensuite, vous les évaluez et, si vous jugez que ça pourrait améliorer la qualité de nos travaux...

**M. Brassard:** On pourrait faire la même chose.

**M. Rémillard:** Mais, je pense, pour que ce soit...

**M. Brassard:** D'après ce que je peux voir, on ne pourra faire des commentaires, nous, sur votre plan puisque vous ne voulez pas nous le soumettre.

**M. Rémillard:** M. le Président, vous pourriez faire des commentaires sur les commentaires qu'on va faire, ce qui va nous amener à avoir un plan commun. On n'est quand même pas pour faire des travaux où vous aurez votre plan et on aura le nôtre. C'est le président qui fait le plan, et le président va pouvoir l'établir en fonction du plan que vous avez d'établi, les commentaires que, nous, on pourra faire, et peut-être aussi qu'on proposera des suggestions. Nous pourrions, à ce moment-là, en arriver à un plan à suggérer au président.

Donc, M. le Président, ce que je suggère, c'est que vous puissiez prendre ce plan en délibéré, comme vous l'avez dit, et moi, je vous dis qu'à notre prochaine séance, j'arriverai avec des commentaires sur ce plan.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Je vous remercie. Est-ce qu'il y a d'autres interventions? M. le chef de l'Opposition.

**M. Parizeau:** M. le Président, avant de commencer mes commentaires sur le plan que nous vous proposons cet après-midi, je voudrais, de mon côté, passer quelques commentaires aussi sur certaines des choses que le ministre des Affaires Intergouvernementales vient de nous communiquer. Je voudrais simplement être tout à fait certain que ce qu'il nous a dit, je le comprends bien.

Il nous a dit tout à l'heure qu'il avait un plan. Il nous a dit que, là, il voudrait se contenter de faire des commentaires sur notre plan et puis, à la prochaine séance, de faire des commentaires à nouveau sur notre plan ou sur les indications que vous donneriez quant au plan. Est-ce que je le comprends bien en disant que, donc, il a un plan; il ne veut pas nous le montrer aujourd'hui, il veut le garder secret? Il le communiquera à la présidence; seule la présidence verra ce qu'est le plan. Est-ce que j'ai bien compris le ministre? Il nous a dit qu'il avait un plan?

**M. Rémillard:** Oui.

**M. Parizeau:** Il nous a dit qu'il ne nous le montrerait pas, qu'il le communiquerait à la présidence et qu'il se contenterait de faire des commentaires sur notre plan. C'est bien ça que nous avons entendu? Je veux simplement clarifier cette chose. C'est fort intéressant si c'est comme ça que ça se présente. Fort intéressant.

**M. Rémillard:** Alors, M. le Président, la question s'adresse à moi et j'y réponds avec beaucoup de plaisir. J'ai dit en effet que nous avons un plan, comme gouvernement, et c'est tout à fait, je pense, compréhensible que nous puissions, en fonction de l'article 3 et de tout le débat que nous avons fait sur la loi 150, de même que toute la réflexion qui est engagée de notre côté, comme elle est engagée de votre côté, que nous ayons dans ces grandes lignes des aspects que nous pouvons concevoir comme un plan. Mais il s'agit, j'ai bien dit, M. le Président, et je reviens sur ce mot, j'ai dit: une ébauche et un plan. Donc, ce n'est pas formel. Nous n'avons rien de formel, mais l'Opposition nous arrivant aujourd'hui avec un plan très détaillé, je dois dire, donc qui mérite étude, je suis convaincu que le chef de l'Opposition va comprendre que ça mérite qu'on puisse l'étudier à fond.

Je vois qu'il commence les travaux, par exemple, concernant l'aménagement de la souveraineté, en parlant du territoire et je trouve ça intéressant. Je peux lui dire au départ que son premier sujet, je trouve intéressant qu'on commence par ce sujet du territoire. Lorsqu'on parle d'un État, M. le Président, on parle d'un territoire, on parle d'une population, on parle d'une souveraineté, d'un gouvernement. Et le territoire demeure donc l'assise juridique de l'exercice de la souveraineté.

D'autre part, M. le Président, non seulement sur le plan théorique en fonction de nos débats mais, d'autre part, en ce qui regarde le débat qui a présentement cours au Québec, cette question du territoire soulève beaucoup de questions. Le premier ministre, hier, a été très clair. En réponse aux questions du chef de l'Opposition, il a dit que l'intégrité du territoire québécois ne fait pas de doute et que cette intégrité, peu important les options, doit être protégée. Et, dans ce contexte-là, M. le Président, je crois qu'il est utile que l'on puisse aborder ce sujet, dans un premier temps, dès que nous aurons précisé des concepts, dès que nous aurons fait le point sur la perception que nous pouvons avoir de certaines grandes idées. Je crois que je peux lui dire immédiatement mes commentaires. Évidemment, il comprendra que je me réserve, et je termine là-dessus...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre, si vous permettez.

**M. Rémillard:**...sur les autres commentaires. Et là-dessus, je suis...

**Le Président (M. Bélanger):** Vous réagissiez à une question de M. le chef de l'Opposition. J'aimerais revenir à M. le chef de l'Opposition et on reviendra à vous après.

**M. Parizeau:** Bon. Alors, je tire simplement comme conclusion de ce bref échange qu'il y a un plan du gouvernement pour nos études, que nous ne le verrons pas et que le public ne le verra pas. Seul le président le verra. Cela étant dit, maintenant, j'aborde les commentaires du plan que nous déposons aujourd'hui.

**M. Rémillard:** Vous me permettez peut-être de vous dire que ce n'est pas ce que j'ai dit.

**M. Parizeau:** Ah! C'est ce que j'ai cru comprendre.

**M. Rémillard:** Ce que je vous ai dit c'est que nous avons un plan, comme gouvernement, c'est évident, mais que ce plan n'est pas formel, dans le fond, spécifique comme celui que vous pouvez présenter aujourd'hui sur un sujet que vous avez développé et que, par conséquent, en fonction des idées que nous pouvons avoir, en fonction d'un plan et en fonction de ce que vous avez présenté comme plan, nous ferons des commentaires pour, bien modestement, si on peut, améliorer ce plan que vous proposez. Ou, si on peut proposer quelque chose de complémentaire, je pense que vous ne verrez pas d'objection à ce qu'on puisse l'étudier.

**M. Parizeau:** M. le Président, voici quelques commentaires que je voudrais présenter quant au plan de travail que nous déposons devant la commission. La commission Bélanger-Campeau a abordé un grand nombre de questions qui intéressent l'accession à la souveraineté, les conséquences de cette accession, certaines, le cadre dans lequel cela peut se faire, aussi bien d'ailleurs sur le plan juridique ou constitutionnel que sur le plan financier ou sur le plan du fonctionnement de l'espace économique nord-américain, canadien, canadien-québécois.

Il ne faudrait pas cependant s'imaginer que toutes ces études ont été acceptées d'emblée par tout le monde. Elles ont eu, je pense, cependant, le grand mérite, ces études, de lancer le débat, un débat qui a pris toutes espèces de directions et qui n'avait pas de point de chute. Ceux qui sont d'accord ou qui ne sont pas d'accord avec telle ou telle étude, avec telle ou telle précision apportée par Bélanger-Campeau vont s'exprimer, qu'il devant une tribune publique, qui dans un journal, qui à la télévision. Beaucoup des commentaires qui ont été faits sur Bélanger-Campeau ont été faits en dehors du Québec, d'ailleurs. Certaines des études ont été faites... Je pense à

des journaux de Toronto. Par exemple, *The Toronto Star*, cet été, a présenté des études remarquablement bien faites. On peut être d'accord ou pas d'accord avec les conclusions, mais des études remarquablement bien faites. Il y en a eu d'autres dans l'Ouest. Il n'y a pas d'endroit où l'on peut ramasser tout ça et il faudrait le faire.

C'est dans cet esprit qu'on vous présente le plan de travail, à l'heure actuelle. Vous noterez que presque toutes les questions qui apparaissent ici sont des questions qui, ou bien ont été récemment, ou sont à l'heure actuelle, très fortement et très clairement débattues dans l'opinion publique. Je voudrais vous en donner quelques exemples pour qu'on puisse bien se comprendre.

La question du territoire. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'on a parfois l'impression, au cours de cet été, qu'on ne parle que de ça et non seulement on en a parlé un peu partout au Québec, mais on en a parlé aux États-Unis, on en a parlé en Europe. Encore récemment, *The Economist* de Londres, dans un article dans l'ensemble fort bien fait, dans le numéro spécial sur le Canada, mentionnait en six lignes, comme si ça allait de soi, que le jour où le Québec devient souverain les Cris partent avec les deux tiers du territoire. Dans l'esprit, après tout, ce n'est pas farfelu, *The Economist*. Ce n'est pas une succursale de *Croc*. Il lançait ça comme si ça allait de soi. Il est évident qu'il faut qu'on aborde cette question.

Moi, je suis très heureux de voir qu'effectivement le premier ministre et moi sommes clairement d'accord avec ça, ne pas remettre en cause les frontières du Québec ni sur le plan juridique, ni sur le plan constitutionnel. Pour lui, comme pour moi, ça paraît clair. Mais ce n'est certainement pas clair pour – et je vais vous en donner un seul exemple – M. Billy Diamond qui est la première des signatures, alors qu'il était Grand chef des Cris, qui apparaît sur la Convention de la Baie James, la première signature. Il l'a signée comme Grand chef des Cris. Pourtant, il y a quelques jours à peine, il nous disait qu'il avait de remarquables arguments juridiques à l'effet que ce territoire couvert par la Convention de la Baie James où, en vertu de l'article 2.1 on renonce explicitement aux droits sur le territoire, qu'il avait d'excellents arguments juridiques pour les maintenir.

Il ne faut pas s'imaginer qu'une déclaration comme ça est sans effet. Je pense qu'il est très important qu'on puisse, abordant cette question du territoire, faire venir – et Dieu sait si on en a le pouvoir et la possibilité – par exemple, M. Billy Diamond, en disant: Ces arguments juridiques sont de quel ordre? Vous nous surprenez beaucoup. Nous, on pensait que c'était réglé cette question, mais vous affirmez haut et fort que ce n'est pas le cas. Alors, expliquez-nous les arguments juridiques. Je pense qu'il faut faire ça

parce que, autrement, le débat en public sur ces questions va partir dans toutes les directions.

La succession aux traités. C'est une question qui, comme ça, présentée abstraitement, a l'air d'avoir une portée très générale. Ça n'a pas une portée très générale. C'a été des choses. Il s'est dit et continue de se dire des choses très spécifiques à cet égard. Prenons, par exemple, le traité de libre-échange avec les États-Unis. Le Québec devenant souverain, est-ce qu'il continue de faire partie du traité de libre-échange ou bien s'il faut tout renégocier? On a entendu M. Simon Reisman – après tout, ce n'est pas le premier venu, c'était le négociateur en chef de cette entente – dire: il faudra que le Québec reprenne tout à partir de zéro. Mais quand on dit ça, il y a un endroit aussi où il faudrait revenir nous le dire, ici, et qu'on puisse discuter de la chose, c'est fondamental. C'est fondamental qu'on puisse aborder une question comme celle-là et avec ceux qui font les déclarations les plus spectaculaires à l'heure actuelle. NORAD, le maintien du Québec dans NORAD, une foule d'autre traités, la Voie maritime du Saint-Laurent, le...

**Une voix:** Le GATT.

**M. Parizeau:** Le GATT, bien sûr, encore que le GATT, dans mon esprit, c'est peut-être plus clair. Et je n'ai pas vu beaucoup de gens jusqu'à maintenant dire: Ce sera compliqué, le GATT. Mais, dans d'autres cas, oui, on a vu des gens dire: Écoutez, ça va poser des tas de difficultés, entendons-les. Constitution et Institutions politiques. On pourrait en dire autant. Continuité de l'ordre juridique et des lois fédérales. Ce sont des sujets qui sont importants.

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse, il est 17 heures, ce qui, techniquement, nous oblige à mettre fin à nos travaux.

**Une voix:** À moins qu'il y ait consentement.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'il y a consentement pour continuer?

**Des voix:** Non.

**Une voix:** Ah, il n'y en a pas eu ce matin.

**Le Président (M. Bélanger):** Ah, il n'y en a pas eu ce matin. Bon.

**M. Parizeau:** M. le Président, je m'arrête où j'en étais.

**Des voix:** ...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**Une voix:** ...une autre commission.

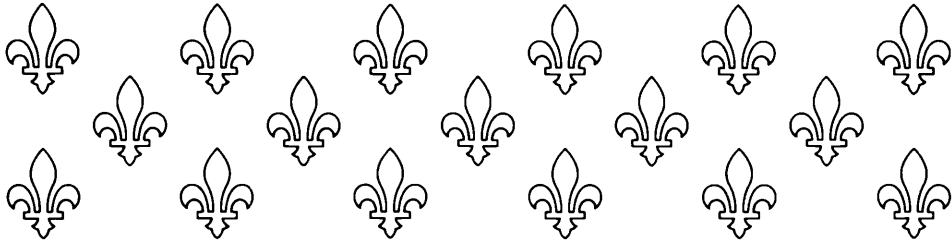
**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, M. le chef de l'Opposition.

**M. Parizeau:** Je pense avoir indiqué dans quel esprit nous présentons ce plan très articulé. Je suis tout à fait disposé à ce que nous continuions la prochaine fois.

**Le Président (M. Bélanger):** À la prochaine rencontre, on continuera. Ce sera le premier point à l'ordre du jour. Avant de terminer, je voudrais d'abord demander une chose aux gens, au personnel de soutien, à tous les gens qui sont dans la salle. S'il vous plaît, vos "cellulaires", laissez-les dehors. D'accord? C'est que ça sonne constamment; ça contribue à créer du bruit, tout ça. Alors, s'il vous plaît, n'amenez pas de "cellulaires" ici. Ça va nous rendre la vie beaucoup plus facile. Sur ce, la commission ajourne ses travaux sine die.

(Fin de la séance à 17 h 2)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le jeudi 5 septembre 1991 — No 2**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Planification des travaux (suite)	CEAS-23
Adoption de l'ordre du jour	CEAS-25
Planification des travaux (suite) Plan de travail	CEAS-25
Motion relative au dépôt d'études et de rapports	CEAS-29
Débat sur la recevabilité	CEAS-30
Décision du président	CEAS-31
Débat sur la motion	CEAS-32

### Intervenants

M. Guy Bélanger, président

M. Jacques Brassard

M. Gil Rémillard

M. Cosmo Maciocia

M. Jacques Léonard

M. Jean-Claude Gobé

\* M. François Geoffrion, secrétaire de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec)  
G1R 5P3

tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102



Le jeudi 5 septembre 1991

(Onze heures dix-huit minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, s'il vous plaît, je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place.

#### Planification des travaux (suite)

O.K. Alors, nous avons quorum autour de la table. Je demanderais aux autres de bien vouloir prendre leur place s'ils veulent participer au débat. Alors, la séance est ouverte. Nous avions, la semaine dernière, convenu de continuer avec le même plan de travail pour aujourd'hui, même proposition d'agenda de travail pour aujourd'hui. Nous étions au plan des travaux. Il y avait eu un plan déposé par le Parti québécois et M. Parizeau était à nous le commenter au moment où les travaux ont été ajournés sine die.

**M. Brassard:** M. le Président, peut-être avant d'aborder...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** Une précision ou une clarification quant à nos échanges de lettres que nous avons eus la semaine dernière. Je vous rappelle le contenu de la mienne où, essentiellement, je vous demandais de me transmettre copie du plan de travail des ministériels, puisque ces derniers avaient indiqué qu'ils en avaient un aussi, mais qu'ils n'avaient pas jugé utile de le déposer à la commission et que donc, si vous l'aviez entre les mains, de me le transmettre.

Vous m'avez répondu que j'avais peut-être mal compris ou interprété les propos du ministère des Affaires intergouvernementales canadiennes. Il me semble que, dans votre entrevue avec le chroniqueur parlementaire...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean. S'il vous plaît, est-ce qu'on pourrait faire moins de bruit dans la salle? Il est très difficile de se concentrer puis de travailler efficacement. Je vous demanderais votre collaboration, s'il vous plaît.

**M. Brassard:** Alors, je vous signale que, dans votre entrevue avec le chroniqueur parlementaire du *Journal de Québec*, M. Girard, vous avez indiqué et je vous cite: "C'est à croire qu'ils se sont parlé avant, me suis-je dit, quand j'ai pris connaissance du plan de travail que le ministre Rémillard avait en sa possession, mais qu'il n'a pas rendu public." Donc, vous en avez pris connaissance. Est-ce que vous l'avez eu entre les mains? Est-ce que le ministre vous l'a transmis et que, par conséquent, à partir de ce

moment-là, je serais en droit de m'attendre que vous me le transmettiez également, de même qu'à tous les autres membres de la commission?

Qu'est-ce qu'il s'est passé? Est-ce que vous avez simplement vu ou jeté un coup d'oeil sur le plan de travail, mais que vous n'avez pas eu une transmission officielle de la part du ministre, ce qui ne vous permettait pas, à ce moment-là, de me le transmettre comme membre de la commission? Est-ce qu'on pourrait clarifier ce point-là?

**Le Président (M. Bélanger):** C'est dans une rencontre d'échanges avec M. le ministre qu'on avait discuté du plan de travail, des éléments du plan de travail. J'avais pris des notes personnelles, mais je ne peux pas vous déposer des notes qui ne sont pas le plan. Alors, le texte comme tel, comme écrit, je ne l'ai pas en ma possession. Donc, je ne peux pas le déposer puisque je ne l'ai pas. Mais ce que dit l'article est tout à fait véridique; on a rapporté exactement ce que j'ai dit, là. Là-dessus, il n'y a pas de problème. Sauf que je n'ai pas le plan de façon écrite. J'en ai discuté avec M. Rémillard, c'est bien sûr, parce que je voulais savoir à quelle place on s'en allait avec les travaux. J'avais tenté d'avoir les mêmes contacts avec quelqu'un de chez vous. Bon, et pour toutes sortes de raisons, ça n'avait pas été possible.

Alors, on avait donc essayé de formuler... j'avais essayé de me formuler une hypothèse de travail et on avait convenu avec M. Bourassa, suite à des déclarations, d'ailleurs, de M. Parizeau sur l'intégrité du territoire, que ça devrait être un des premiers points qu'on devrait étudier. Moi, je m'étais dit: Ça m'apparaît évident, là, et M. Rémillard m'avait confirmé la même évidence aussi. Il dit: Écoute, c'était aussi notre intention de proposer ça comme premier point. Or, d'où les conclusions que j'avais tirées qu'on devrait commencer par l'intégrité du territoire comme premier point de travail. Mais ça n'allait pas plus loin que ça. Je n'ai jamais eu le document écrit comme tel dans les mains.

**M. Brassard:** Si vous n'avez pas pu me le transmettre et le transmettre aux autres membres de la commission, c'est parce qu'il ne vous a pas été à vous-même transmis officiellement.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça. Mais je dois préciser que dès que, comme président de la commission, je reçois un document, je m'empresse toujours de le faire parvenir aux autres membres parce que dès qu'il me vient à moi, je pense qu'il appartient à la commission, ça devient un geste public et je n'ai comme choix que de le distribuer à tout le monde. Alors,

prenez donc avis que quand vous me transmettez un document, il est clair que dans les heures qui vont suivre, il va aller au reste de la commission. M. le ministre.

**M. Rémillard:** Oui, M. le Président, je veux simplement confirmer un élément d'information, comme vous venez de le dire. C'est vrai qu'on a eu à discuter. Je vous avais parlé de certaines lignes qu'on voulait suivre. Je vous avais dit, entre autres, vous vous souvenez, que nous voulions être pratiques, que les Québécoises, les Québécois avaient le droit de savoir et qu'à partir de là, nous voulions avoir un plan pratique, pas simplement des questions théoriques concernant les méthodes ou les moyens que nous pourrions utiliser pour accéder à la souveraineté, comme le plan qui a été proposé le fait, mais quelque chose de très pratique qui nous amènerait à étudier, très objectivement, quels sont les impacts, parce que c'est ça le mandat.

Alors, c'est ce que je vous avais dit, M. le Président. J'avais parlé de quelques idées, mais il n'y avait pas de plan formel de déposé. Nous en avons un à déposer maintenant. Ça me fera un grand plaisir de le déposer, recherchant toujours l'aspect pratique: ce que les Québécoises, les Québécois doivent savoir. Ils ont le droit de savoir, bien objectivement. Il y a des questions théoriques sur lesquelles on peut philosopher pendant des heures et des heures, mais on a le devoir, comme parlementaires, M. le Président, de faire le point sur ces impacts, de le faire le plus objectivement, le plus ouvertement possible. C'est dans ce sens-là, M. le Président, que j'avais parlé de certains éléments et que, ce matin, nous pouvons proposer un plan.

**M. Brassard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez...

**M. Brassard:** ...avant, j'ai une question de règlement.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Alors, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Je ne veux pas entrer dans les détails ni refaire les mêmes arguments, mais je pense que vous comprendrez. J'ai vu que vous étiez présent à la séance de l'autre commission. Vous comprendrez que nous soulevons, quant à nous, la même question de règlement que nous étions en train de débattre tout à l'heure, à savoir qui est habilité à établir le plan de travail? Je vous soumets bien humblement, sans reprendre les mêmes arguments, que nous pensons que c'est à la commission elle-même qu'il convient d'adopter un tel plan de travail. Alors, je ne reprends rien des arguments. C'est la même question qu'on a soulevée à l'autre commission.

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous voulez bien, M. le député...

**M. Brassard:** Je pense qu'il est important qu'elle soit soulevée ici aussi.

**Le Président (M. Bélanger):** D'accord. Avant d'en venir à votre question, si vous permettez, il y a des points de procédure qu'on n'a pas eu le temps de faire parce qu'on a enclenché les débats un petit peu vite. Alors, est-ce qu'il y a des remplacements?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Oui, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Chez les ministériels, oui. Alors, M. le secrétaire général.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je comprends que M. Benoît (Orford) remplace M. Bourassa (Saint-Laurent), M. Lafrance (Iberville) remplace M. Després (Limoulu), M. Gobé (LaFontaine) remplace M. Thérien (Rousseau). C'est tout.

**Le Président (M. Bélanger):** Dans la formation du Parti québécois, est-ce qu'il y a des remplacements? M. Brassard?

**M. Brassard:** Non, ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez. M. le député de Lac-Saint-Jean, excusez.

**M. Brassard:** Ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Il n'y a pas de remplacement.

**M. Brassard:** Non.

**Le Président (M. Bélanger):** Donc, ça va là-dessus. Je reviens donc au plan de travail. Avant, est-ce qu'on pourrait adopter l'horaire de travail pour s'entendre sur la continuité des travaux aujourd'hui?

**M. Rémillard:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui?

**M. Rémillard:** Est-ce que je pourrais à ce moment-ci déposer... Je viens de parler du plan de travail sur la souveraineté. Est-ce que je pourrais simplement le déposer pour des fins d'information de tous les membres ici, déposer le plan?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. J'autorise le dépôt du document. Il n'y a pas de problème. Alors, si vous voulez en distribuer aussi.

**M. Rémillard:** M. le Président, je dépose ce

plan qui, comme je l'ai mentionné tout à l'heure, a le but de pouvoir permettre à cette commission d'exercer son mandat, c'est-à-dire d'étudier des impacts de la souveraineté.

**M. Brassard:** J'espère qu'on va le distribuer aux membres de la commission maintenant, avant.

**M. Rémillard:** Oui, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors est-ce qu'il y en a des copies en quantité suffisante?

**M. Rémillard:** Oui, oui.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est après se faire? O.K.

**M. Rémillard:** Bien oui, quand je suis dans ce salon rouge, M. le Président, je me souviens du temps du beau risque en mai 1985. On se souvient qu'on avait averti Ottawa du livre bleu. Était présenté à Ottawa le livre bleu sur le beau risque avant de le présenter aux parlementaires québécois, ici, dans ce salon. Alors, là-dessus, s'il y a eu un petit accroc tantôt bien léger...

#### Adoption de l'ordre du jour

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre, je dois vous déclarer hors d'ordre. J'accuse réception de votre document et sur l'agenda de l'ordre du jour prévu pour la journée qui était: 1 planification des travaux; 1.1 plan de travail, horaire des travaux, objet des séances, calendrier des travaux, télédiffusion des travaux, puis motion d'enregistrement des délibérations - celle-là m'apparaît inutile - et, en 2 prochaines réunions. Pluriel? Alors, cet ordre du jour est-il accepté?

**M. Brassard:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Accepté? Donc, on va fonctionner avec ça. Nous en étions au point 1.1, mais auparavant, vous avez soulevé une question de règlement, M. le député de Lac-Saint-Jean. Si vous vouliez résumer brièvement.

#### Planification des travaux (suite)

##### Plan de travail

**M. Brassard:** Écoutez, je ne voudrais pas reprendre les arguments qui ont été exprimés par moi, mon collègue de Joliette également. Je veux simplement vous signaler que la même question de règlement, nous la soulevons ici aussi parce qu'elle est tout à fait pertinente ici aussi. Il s'agit de trancher la question, à savoir qui est habilité à débattre et adopter le plan de travail de la commission. Encore une fois, nous pensons que c'est à la commission elle-même

qu'il appartient de le faire et non pas au président de façon discrétionnaire. Je ne veux pas reprendre les arguments. Je veux simplement vous signaler que je vous demande de trancher cette question-là au moment que vous jugerez opportun. Je ne veux pas vous pousser puis vous obliger à le faire immédiatement. Votre collègue Dauphin aura à le faire lui aussi. J'imagine que vous souhaitez y réfléchir et également peut-être consulter le président de l'Assemblée nationale, faire des recherches et réfléchir là-dessus avant de rendre une décision. Mais je vous signale que nous soulevons aussi ici cette question.

(11 h 30)

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, moi aussi, je ne voudrais pas reprendre les argumentations que nous avons soulevées, il y a à peine quelques minutes. Cependant, pour les fins du débat, je rappelle que, pour nous, il faut se référer tout d'abord à l'article 12 qui établit, sans aucune ambiguïté, que c'est le président qui établit le plan des travaux de la commission. Je cite cet article 12, qui est sans aucune ambiguïté, et nous devons aussi nous référer à l'article 22, qui est un article clé, déterminant, et cet article 22 nous donne la possibilité, comme membres de la commission, d'avoir les modalités nécessaires d'exercice de notre mandat en demandant des études, en entendant des personnes, des organismes intéressés. M. le Président, pour nous, la conclusion qui s'impose, elle est très claire. C'est au président d'établir le plan des travaux de la commission conformément à 12.

J'ajouterai un argument, M. le Président, pour compléter mon argumentation d'il y a quelques minutes, lors de nos travaux en ce qui regarde la commission concernant les offres. Je dirais qu'on doit se souvenir que le règlement de l'Assemblée nationale prévoit que dans les autres commissions qui ne sont pas formées par une loi spéciale, dans les autres commissions, c'est le comité directeur qui décide du plan de travail. Or, M. le Président, nous n'avons pas de comité directeur dans cette loi. L'intention du législateur a été à l'effet qu'il n'y ait pas de comité directeur.

C'est ça. M. le Président, qu'on soit pour ou contre, peu importe, la réalité des choses, lorsqu'on étudie la loi, c'est de voir comment elle est. Nous n'avons pas de comité directeur et nous avons cette discrétion qui est accordée au président, sans ambiguïté, à l'article 12. M. le Président, en fonction de tous ces arguments-là, comment peut-on argumenter le contraire, si ce n'est que nous en sommes à une discussion qui nous fait perdre un temps précieux? Et, là-dessus, je suis d'accord avec le député de Lac-Saint-Jean. On met fin aux plaidoiries et c'est à vous, M. le Président, de décider.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'il y a

d'autres interventions sur le même sujet? Bien, alors, avant de rendre une décision, si vous permettez, je vais me consulter. Ha, ha, ha! On va prendre ça en délibéré deux minutes. J'ai des petites vérifications techniques à faire et je vous reviens dans un instant. On va donc suspendre les travaux pour deux minutes, le temps d'aller vérifier certains points de technique et on vous revient.

(Suspension de la séance à 11 h 33)

(Reprise à 11 h 42)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, je vous demanderais à chacun de bien vouloir reprendre sa place.

Alors, si tout le monde est prêt, la présidence va rendre sa décision. D'abord, on va lire l'article 12 et donner aussi toutes les précisions qui s'imposent sur l'article 12 et l'article 22 qui a été invoqué dans le présent cas. Alors, dans l'article 12, il est dit que le président d'une commission établit le plan d'effectifs, les prévisions des dépenses et le plan des travaux de la commission. Il autorise les demandes au Bureau de l'Assemblée nationale. Donc, l'article 12 est formel: il établit les plans d'effectifs, les prévisions des dépenses et le plan des travaux de la commission. Donc, c'est le président qui décide de l'organisation des travaux. Et on peut s'appuyer sur la loi 150.

D'ailleurs, il y a eu un vaste débat là-dessus et ça a été l'objet de représentations très claires du parti de l'Opposition. C'était évident qu'ils s'opposaient là-dessus. Si le législateur avait eu l'intention de partager ce pouvoir, il aurait à ce moment-là établi un comité directeur, c'est-à-dire un vice-président et la structure habituelle qu'on a dans les commissions parlementaires. Or, cette commission parlementaire a cette particularité que ce sont les présidents et les présidents seuls qui voient à l'organisation des travaux. On pourra m'objecter qu'une commission est souveraine dans l'exécution de son mandat et dans ses décisions, ce qui est vrai. C'est prévu au niveau du fonctionnement. Et je m'explique.

À l'article 22, on dit: "Les commissions peuvent, en vue de l'exécution de leur mandat, commander les études et mener des consultations qu'elles jugent nécessaires et entendre toute personne ou tout organisme intéressé." Cela veut dire que, lorsqu'une motion simple est déposée en vertu de l'article 170 du règlement habituel de la commission et, dans l'éventualité où cette motion est acceptée, il est de mon avis — et c'est la consultation qu'on vient de faire — que les présidents sont liés par cette décision et que ça devient ni plus ni moins qu'un ordre au président. Donc, ils doivent, à un moment donné ou l'autre, tenir compte dans leur cédule de travaux

de cette motion qui a été acceptée en commission. Je pense que c'est l'ouverture que je voyais là-dessus. Mais ça m'apparaît bien formel: Ce sont les présidents qui établissent le plan des travaux de la commission. Or, la décision étant rendue, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Puis-je me permettre une question?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, je vous en prie.

**M. Brassard:** Dans l'article 12 où l'on dit que "le président d'une commission établit le plan d'effectifs, les prévisions de dépenses", est-ce que vous reconnaissez que si le président établit les prévisions de dépenses, ces dernières doivent être approuvées par le Bureau de l'Assemblée nationale?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** Alors, pourquoi ne pas admettre également que pour le plan de travail, ce ne serait pas la même chose?

**Le Président (M. Bélanger):** C'est que toutes les dépenses du gouvernement doivent être approuvées, soit par le Conseil du trésor ou par le Bureau de l'Assemblée nationale. Personne, nul, que ce soit une commission, que ce soit le premier ministre, ne peut autoriser des paiements sans passer par l'une ou l'autre de ces instances.

**M. Brassard:** Très bien. Je prends la décision que vous rendez, M. le Président, tout en vous indiquant que nous aurions souhaité que vous la preniez en délibéré et que vous preniez davantage de temps pour l'examiner. Moi, je vous signale bien simplement que ça confirme toutes les appréhensions et les inquiétudes qu'on avait exprimées lors du débat à l'Assemblée nationale sur le projet de loi 150. Le fait, comme vous l'indiquez, qu'il n'y ait pas de comité directeur, le fait que vous ayez été nommé par le premier ministre, toutes les appréhensions à l'effet que ces commissions vont être des créatures du bunker, téléguidées par le bunker, ces appréhensions-là se confirment de jour en jour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, si vous me permettez, je dois dire que, nous aussi, nos appréhensions se confirment de jour en jour. Vous avez voté contre la loi 150 et je dois dire bien honnêtement qu'on appréhendait votre attitude. Ça s'est confirmé à notre première rencontre, lorsqu'on n'a pas été capable de présenter notre plan de travail sur les offres, parce que vous avez finalement fait en sorte qu'on n'ait pas pu s'exprimer. Je l'ai déposé

aujourd'hui. Là, vous venez, entre autres, de soulever encore un long débat, grand débat, sur un article qui était très clair, l'article 12 relié à l'article 22.

Le député de Lac-Saint-Jean nous dit que ça confirme ses appréhensions. Oui, ça confirme nos appréhensions que, du côté de l'Opposition ils n'ont pas accepté la loi 150. Lorsqu'il s'agit de parler de souveraineté, ah, pas de problème! Vous allez voir, on va parler de la grande théorie, on va organiser ça; il n'y a pas de problème, il n'y a pas de difficulté. Lorsqu'il s'agit de parler de la possibilité pour les Québécoises et Québécois d'avoir une connaissance adéquate des deux options, là, c'est complètement différent, M. le Président. Mais on ne trompe pas les Québécois comme ça, hein? On ne trompe pas les Québécois comme ça, M. le Président. Je voudrais simplement dire qu'on devrait s'en tenir...

**M. Brassard:** Vous ne les trompez pas.

**M. Rémillard:** ...quand même à un mandat de parlementaires, tel que c'est mentionné dans cette loi et accepté par l'Assemblée nationale.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. Alors, moi, il y a peut-être un commentaire que je voudrais ajouter suite à l'intervention de M. le député de Lac-Saint-Jean. Je comprends votre méfiance. Je suis un libéral qui a été nommé par le premier ministre à ce poste de président de commission et je réalise avec vous qu'on a des pouvoirs très importants comme président de cette commission-là.

Donc, qui dit pouvoir dit aussi responsabilité, et ma responsabilité n'est pas juste envers le parti ministériel; elle l'est aussi envers le parti de l'Opposition et envers la population en général. Donc, j'ai un devoir d'objectivité qui est très grand à ce niveau-là et, dans toute la dimension humaine et avec toute l'objectivité dont je serai capable, je vous garantis que je vais essayer d'être objectif parce que, si on n'est pas du même bord, je pense qu'on cherche le même port: donner aux Québécois l'heure juste, donner aux Québécois ce qu'il faut pour prendre une décision. Et dans ce sens-là, c'est comme ça que je voudrais que les travaux de la commission se mènent et sur la base de cette affirmation-là, pas autre chose.

Moi, je ne prêterai d'intention à personne, ni dans un sens ni dans l'autre, et je ne voudrais pas qu'on m'en prête non plus. En parlementarisme, on dit toujours: Il faut donner la chance au coureur. Laissez-moi courir un bout et si ça ne va pas bien, vous m'enfargerez. D'accord? Mais je vous fais confiance. Il y en a qui sont spécialistes de la jambette à l'occasion. Ne la donnez pas inutilement parce que j'aurai la réplique, à ce moment-là, très féroce. Je vous le garantis. Mais ce n'est pas un avertissement.

Moi, je ne fais jamais de menaces; je fais juste des promesses et je tiens toujours ma parole.

**M. Brassard:** Ce n'est pas du chantage ni de l'intimidation, là?

**Le Président (M. Bélanger):** Non. Non, mais écoutez, reprenons les choses comme il faut. Vous m'écrivez une lettre et vous me dites déjà que je ne suis pas objectif, alors que je n'avais rien à voir là-dedans. Je n'avais même pas... Tu sais! Écoutez, a priori, vous prêtez des intentions. Ça fait que je vous dis: Ne m'en prêtez pas puis je ne les aurai pas. O.K.?

**M. Brassard:** Mais est-ce que je comprends bien votre décision, M. le Président? Vous dites que c'est vous qui avez à établir un plan de travail.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** Mais que, par contre, en vertu de l'article 22, cette commission peut, à partir de motions...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** ...demander que des choses soient faites, que des questions soient étudiées. Par conséquent, une fois que votre plan de travail sera déposé, on pourra par motion, en vertu de l'article 22, le modifier, le changer, y ajouter des choses, établir des priorités à étudier. Si je comprends bien votre plan de travail, c'est vous qui l'établissez, mais c'est la commission qui peut en disposer, en vertu de l'article 22, par voie de motion.

**Le Président (M. Bélanger):** Par voie de motion, je le pense. C'est là que la commission ici présente exercera sa souveraineté et c'est, je pense, dans sa sagesse, que le législateur avait laissé cette ouverture. Mais on peut aussi ajouter des choses. Alors si, par exemple, on décide que tel groupe d'intérêt public doit être consulté puis que les présidents ne l'avaient pas prévu, pour toutes sortes de raisons, s'il y a une motion qui est adoptée à cet effet-là, eh bien, on ira dans ce sens-là, il n'y a pas de problème.

**M. Rémillard:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** Pour simplement souligner que, par motion, la commission est souveraine, oui, mais la limite de cette souveraineté, M. le Président, demeure la loi, et, par une motion, c'est évident que cette commission ne peut pas aller à l'encontre de la loi. Or, la loi, à l'article 12, dit que c'est vous qui déterminez le plan de travail. Alors, la motion que nous pouvons faire

ici doit être en conformité avec la loi.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça.

**M. Rémillard:** Cependant, M. le Président, je pense qu'on peut tous être d'accord sur une chose: le pouvoir que vous avez à l'article 12, en ce qui regarde les plans de nos travaux, je sais que vous le considérez, comme nous tous le considérons, comme un pouvoir discrétionnaire et non pas arbitraire. C'est une décision discrétionnaire et dont nous pourrions discuter, je l'espère bien, M. le Président, en toute démocratie dans laquelle nous sommes. Il faut faire la distinction entre un arbitraire sans aucun fondement qui nous serait imposé ici et une discrétion dûment autorisée en fonction de nos règles parlementaires et en fonction de cette loi 150 qui a été acceptée, votée par l'Assemblée nationale, qu'on doit respecter, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. M. le ministre, sur une base de bonne foi et vraiment de bonne foi, il est sûr qu'à l'occasion nous ferons preuve d'une certaine souplesse, ceci dans le meilleur intérêt de la commission et des résultats que l'on veut avoir à cette commission. Alors, dans la mesure où un climat de travail efficace et de confiance s'établira, il est bien évident que beaucoup de choses se feront d'une façon habituelle. On se parle et on règle les choses.

Je pense, en tout cas, en ce qui concerne ma commission, je serai ouvert à ça. Je ne veux pas lier mon collègue Dauphin, mais il est bien évident que du monde, ça se parle puis que, dans la mesure où on se comprend et qu'on vise les mêmes choses, qu'on passe par A ou par B, ça m'importe peu, d'abord qu'on arrive à C, qui est le point qu'on vise, parfait! Qu'on s'entende là-dessus à l'intérieur des échanciers parce que je me dis: Il faut finir pour le mois d'avril ou à peu près, en tout cas.

Ça ne met pas fin pour autant à la commission parce qu'il y a un article qui dit à quelque part que si on peut étudier aussi des offres d'association avec le fédéral... En tout cas, je ne me rappelle pas trop quel article, mais il y a un autre article qui nous dit ça. Donc, ça ne met pas fin automatiquement à notre commission. Elle a également pour mandat, dans l'hypothèse où le gouvernement du Canada ferait l'offre formelle d'un partenariat économique, d'étudier et d'analyser telle offre et de formuler, à cet égard, des recommandations à l'Assemblée nationale.

Ça reste une partie du mandat qui, je présume, sera ouverte au bout, mais je pense qu'on va travailler dans un climat de bonne entente et de bonne foi.

**M. Brassard:** M. le Président, je vous ai bien compris. C'est que le plan de travail que

vous allez soumettre – c'est la décision que vous avez rendue – n'est pas en béton armé, que par le biais de l'article 22, il est possible de l'amender, d'y ajouter des choses, de l'améliorer. Je vous ai bien compris parce que ce n'est pas ça que le ministre vient de nous dire.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est que la présidence...

**M. Brassard:** Il semble nous dire que l'article 12 vous donne un pouvoir d'imposer...

**Le Président (M. Bélanger):** ...bien que je devrais...

**M. Brassard:** ...un plan de travail en béton armé, intouchable.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien que je ne doive pas dire ça – on interprétera ça comme de la naïveté ou n'importe quoi, je dis: La présidence de la commission ne pense pas avoir toute la vérité de son côté. Si quelqu'un, d'aventure, est capable d'amener des lumières intéressantes, bien, je n'ai aucun scrupule à revenir et à modifier mon point de vue ou mon idée. Il n'y a que les sots qui ne changent jamais d'idée. Bien qu'on m'en tienne grief si ça arrive à ce moment-là, je sais, j'en suis très conscient, mais je tiens quand même à dire que ça pourrait exister comme ouverture.

**M. Brassard:** Je comprends, M. le Président, mais là, je veux bien que vous soyez clair parce que ce que vous dites là, ce n'est pas la même chose que vous m'avez dite tantôt et ni dans votre décision d'ailleurs. Dans votre décision...

**Le Président (M. Bélanger):** La décision, c'est le président qui décide du plan. Point.

**M. Brassard:** ...vous avez dit: "Par motion, en vertu de l'article 22, par motion, la commission peut prévoir des sujets d'étude, commander des études, faire faire des choses, convoquer des témoins". Donc, en quelque sorte, en définitive et en pratique, modifier et changer votre plan de travail. Là, ce que vous venez de dire, c'est que vous êtes ouvert; les suggestions, je peux modifier. Ce n'est pas ce que vous avez dit au début et ce n'est pas votre décision.

**Le Président (M. Bélanger):** Je n'ai pas dit que je pouvais modifier. J'ai dit qu'on pourrait manifester une certaine souplesse. Mais les motions, n'oubliez pas – vous connaissez les règlements comme moi – devraient être d'abord recevables. Et M. le ministre a amené un point du règlement qui est formel. Une motion, si elle va à l'encontre de la loi, n'est pas recevable. Il faut aussi se rappeler ça, là.

**M. Rémillard:** M. le Président, simplement, si vous me permettez, c'est que l'article 22 nous donne donc les possibilités d'exécuter notre mandat. Ce mandat est en conformité avec l'article 12 où vous avez vos responsabilités. Moi, je comprends votre décision, M. le Président. On ne fera pas d'ambiguïté autour de votre décision. Votre décision, elle est claire: Le président établit le plan des travaux de la commission. Vous confirmez la lettre, l'esprit de la loi 150 en ce qui regarde en particulier l'article 12. Ça, c'est clair. C'est ça votre décision, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Rémillard:** À partir de ça, il est évident, je crois comprendre, de par vos propos, que vous allez nous permettre de discuter et de faire des propositions en fonction, de part et d'autre, des idées que nous pouvons faire valoir.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Rémillard:** En toute démocratie. Est-ce que j'interprète correctement votre décision, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Absolument ça. Alors, ceci clôt donc ce point. Nous revenons au point 1.1, plan de travail. La parole était à M. Parizeau qui, pour des raisons de force majeure, je présume, n'est pas là aujourd'hui. Alors, est-ce que vous voulez continuer cette intervention qui était les commentaires sur le plan de travail, votre proposition de plan de travail?

**M. Brassard:** Non, non, M. le Président, vous l'avez entre les mains. Ce n'est pas à la commission de décider du plan de travail. C'est la décision que vous venez de rendre. On a fait les commentaires requis la semaine dernière. M. Parizeau, pour l'essentiel, je pense, a dit ce qu'il voulait dire. Moi de même. Je ne vois pas comment on pourrait y ajouter puisque c'est à vous de décider; c'est la décision que vous venez de rendre. Vous l'avez entre les mains, le plan de travail. Vous venez d'en recevoir un du gouvernement. Il y a des points qui se recoupent, il y a des éléments qui sont les mêmes.

Bon, écoutez, c'est à vous de trancher maintenant, d'en établir un et de nous le déposer devant cette commission. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise?

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, sur ce plan de travail, est-ce qu'il y a d'autres commentaires, M. le ministre?

**M. Rémillard:** Oui. M. le Président, oui, il y a beaucoup de similitude entre le plan déposé de notre côté, par notre gouvernement aujourd'hui, et le plan qui avait été proposé par l'Opposition,

si ce n'est une différence qui a son importance, M. le Président, qui même est fondamentale, c'est que nous voulons étudier, donc, les impacts de la souveraineté, et il ne s'agit pas simplement d'étudier les modalités d'accession à la souveraineté. Parce que ça, Bélanger-Campeau, on l'a fait. Il ne faut pas répéter Bélanger-Campeau.

Dans Bélanger-Campeau, M. le Président, on l'a fait, on l'a refait, on a tout repensé ça.

**M. Brassard:** C'est ça que vous voulez faire à la commission.

**M. Rémillard:** Il y a bien des éléments, donc, de Bélanger-Campeau qu'on a tous revus. Alors, il ne faut pas revenir à ça parce que dans Bélanger-Campeau – les gens qui étaient sur Bélanger-Campeau s'en souviennent fort bien... Je suis d'accord quand même que même si ça a été fait sur Bélanger-Campeau, il ne faut quand même pas dilapider les fonds publics pour rien. Il faut s'entendre. Il faut se rafraîchir peut-être la mémoire ou préciser certaines choses qui avaient été évoquées dans Bélanger-Campeau, mais toujours avec un point d'interrogation. Et là, on peut vraiment en arriver à mettre le point sur certains aspects qu'on veut plus précis.

Dans ce cadre-là, il faut compléter Bélanger-Campeau, mais il ne faut d'aucune façon refaire Bélanger-Campeau, pas plus qu'en ce qui regarde les offres, qu'en ce qui regarde les études en fonction des offres, qu'en ce qui regarde la souveraineté. Mais en fonction de ça, M. le Président, sur bien des points, ça se recoupe, et pour nous, je termine en disant que notre objectif est une étude bien objective, la plus réaliste possible, des questions d'impact concernant la souveraineté.

**M. Brassard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député.

#### **Motion relative au dépôt d'études et de rapports**

**M. Brassard:** Puisque le ministre fait référence aux impacts, je me permets dans ces conditions-là de déposer une motion, la motion suivante: "Que le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes dépose auprès de la commission les études et rapports que le gouvernement du Québec a commandés à chacun de ses ministères concernant l'impact dans leur domaine du rapatriement au Québec des juridictions actuellement exercées par le gouvernement fédéral."

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, sur la recevabilité, s'il vous plaît. Je dois vous entendre sur la recevabilité.  
(12 heures)

**Débat sur la recevabilité**

**M. Brassard:** Sur la recevabilité, M. le Président, c'est en vertu, je pense... en s'appuyant sur l'article 22. La commission a le pouvoir de commander des études, mais quand les études sont déjà faites, je pense qu'elle n'a, à ce moment-là, qu'à se limiter à en demander le dépôt en commission, pour éviter justement de faire un travail qui est déjà fait. Il ne faut pas répéter Bélanger-Campeau, le ministre nous dit ça, quoique, dans la commission précédente, ce soit ce qu'on s'apprête à faire si on suit son plan de travail. Mais il ne faut pas répéter Bélanger-Campeau. Donc, il ne faut pas faire des études qui sont déjà faites sur les impacts des rapatriements de juridiction en termes d'effectifs, en termes de personnel, en termes de ressources budgétaires. Nous savons que le gouvernement a déjà fait ce travail-là, a déjà fait faire ces études-là par les divers ministères et que, par conséquent, il serait opportun, pertinent et même nécessaire que la commission ait en main ces études commandées par le gouvernement aux divers ministères du Québec.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre...

**M. Rémillard:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** ...pas sur le fond, mais sur la recevabilité.

**M. Rémillard:** M. le Président, la motion se réfère à une prérogative gouvernementale. Qu'est-ce que je veux dire, M. le Président? C'est qu'il est du devoir d'un gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires, sur le plan exécutif comme sur le plan administratif, pour exécuter son mandat de bon gouvernement de voir aux intérêts publics, de voir aux intérêts supérieurs du Québec. Dans ce cadre-là, M. le Président, le gouvernement peut et même, je devrais dire, doit commander des études qui s'imposent, au niveau des différents ministères, en fonction des différents événements. Or, un de ces événements, M. le Président, qui ont marqué notre vie parlementaire du printemps dernier, c'est certainement la loi 150.

En fonction de ça, M. le Président, le gouvernement, comme bon gouvernement, peut commander des études, avoir en main des données, savoir comment il peut évaluer certaines situations en vue de discussions qui doivent avoir lieu avec le gouvernement fédéral, avec d'autres provinces pour les meilleurs intérêts des Québécoises et des Québécois.

M. le Président, le député de Lac-Saint-Jean sait très bien que, comme membre du gouvernement, comme ministre responsable de ce dossier, ces études qui servent à la négociation doivent demeurer au niveau du gouvernement. M. le Président, pour nous, notre objectif, c'est la plus

grande transparence possible, mais le député de Lac-Saint-Jean se souviendra d'une époque où il avait à préparer un référendum, à préparer des négociations constitutionnelles, que ce soit au moment où il était accessionniste ou nouveau fédéraliste ou peu important les situations où on a préparé des documents et où ces documents ont été réservés à l'utilisation exclusive du gouvernement, parce qu'il fallait protéger cette capacité de négocier du gouvernement.

M. le Président, quand on va plaider devant un tribunal, on se réserve nos éléments de plaidoirie. Quand on parle d'un peuple, lorsqu'on parle des intérêts supérieurs des Québécoises et des Québécois, c'est normal qu'on se réserve, évidemment, cette capacité, et je me réfère à la loi sur l'accès aux documents publics. Je me réfère simplement à ce qui a été la pratique par les gouvernements du Québec, peu important les partis politiques, de toujours protéger, au-delà de toute question de partisanerie politique, parce que ce sont des études commandées directement au niveau des fonctionnaires si on juge de les commander.

Et dans ce cas-là, je crois, M. le Président, qu'on doit se situer au niveau de toute question de partisanerie politique et se référer directement aux intérêts supérieurs des Québécoises et des Québécois, pour que le gouvernement conserve en main toutes les possibilités de négociation.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Sur la recevabilité.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** Un dernier point sur la recevabilité, M. le Président. Je conviens avec le ministre qu'une commission parlementaire ne peut pas ordonner au pouvoir exécutif de faire telle chose. J'en conviens et c'est pour ça que, si pour rendre ma motion recevable, je dois remplacer "dépose" par "exprime le souhait que le gouvernement dépose", je suis prêt à faire le changement requis pour la rendre recevable. "Que la commission exprime le souhait que le gouvernement dépose", parce que ça nous apparaît important, au nom même de la transparence, au nom même de l'objectif poursuivi par le ministre, d'étudier, d'analyser, de regarder les impacts de la souveraineté. Au nom même des remarques faites par le ministre lui-même, je lui signale que par ma motion, je ne veux pas ordonner au pouvoir exécutif de faire telle chose, mais je veux exprimer le souhait qu'il le fasse parce que...

Je ne vais pas à la pêche, là. Je sais que ça existe, que ces études-là ont été commandées, que ça a été fait, que vous les avez déjà entre les mains depuis plusieurs mois, que vous avez



fait regarder, examiner sous tous ses aspects, sous tous ses angles, les impacts de rapatriement de juridiction et de programmes fédéraux. Dans tous les ministères du Québec, ça a été fait par votre ministère, votre secrétariat au ministère des Affaires intergouvernementales canadiennes, en collaboration avec le ministère des Finances.

Et puisqu'on a à regarder les impacts, le ministre invoque la loi d'accès à l'information. Il peut le faire, sauf que s'il veut être pris au sérieux quand il dit qu'on doit analyser les impacts de la souveraineté, des transferts de juridiction – c'est de ça qu'il s'agit – qu'est-ce qu'il arrive dans tous les ministères du Québec qui récupèrent les pouvoirs, compétences et juridictions du gouvernement fédéral dans leur domaine respectif et qui auront à appliquer les programmes actuellement dispensés par le gouvernement fédéral? Qu'est-ce qu'il arrive sur le plan des transferts d'effectifs et de personnel et des transferts budgétaires? Ça a été fait. On ne recommencera pas ça. Le gouvernement l'a fait, l'a commandé à tous les ministères. J'en ai la preuve. Alors, je demande tout simplement qu'on exprime le souhait que le gouvernement nous donne l'occasion de regarder ces documents pour qu'on n'ait pas à dépenser des fonds publics en vertu de l'article 22 puis commander des études similaires ou semblables alors que c'est déjà fait. Voilà!

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie.

**M. Brassard:** Je voudrais changer ma motion pour "exprime le souhait", de façon que ça n'ait pas l'air d'un ordre donné au gouvernement.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, même si le député de Lac-Saint-Jean change sa motion pour dire qu'il exprime un souhait, c'est aussi irrecevable, M. le Président, parce qu'il y a toujours cette question de la discrétion gouvernementale qui fait partie intrinsèquement des prérogatives gouvernementales et qui est une garantie de notre système parlementaire. M. le Président, rappelons-nous, par exemple, le rapport Bonin rendu public, en partie d'une certaine façon, après que toutes les discussions ont eu lieu. Rappelons-nous les nombreuses questions à ce moment-là qui avaient eu lieu en ce qui regarde le rapport Bonin, qui n'avait peut-être pas tout le caractère administratif de certaines études qui peuvent être commandées par le gouvernement.

M. le Président, je me réfère à la loi d'accès à l'information, je me réfère à une prérogative qui existe au-delà des lois en ce qui regarde les traditions du parlementarisme qui sont les nôtres et qui protègent cette capacité

du gouvernement d'apprécier une situation dans les meilleurs intérêts des Québécoises et des Québécois.

M. le Président, oui à la transparence au maximum, oui à ce que je puisse déposer des documents ici dans la mesure où ces documents que je déposerai ici ne toucheront ni de proche ni de loin à ma capacité, comme ministre responsable de ce dossier, à la capacité du gouvernement de faire valoir les droits des Québécoises et des Québécois dans une négociation serrée avec le gouvernement fédéral et les autres provinces. Tous ces aspects doivent demeurer à l'entière discrétion du gouvernement et si, M. le Président, on acceptait une telle motion, je dois dire qu'il s'agirait là d'un accroc inacceptable dans notre tradition parlementaire et, en fonction de notre droit constitutionnel, un précédent extrêmement dangereux.

**M. Brassard:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, brièvement.

**M. Brassard:** Juste une dernière remarque. Si ma motion est changée en un souhait, je vous signale qu'il y a eu beaucoup de décisions de rendues par les présidents de commission, y compris par vous-même d'ailleurs, je pense, à l'effet qu'à partir du moment où c'est une motion de souhait, elle est parfaitement recevable.

#### Décision du président

**Le Président (M. Bélanger):** Vous savez, M. le député de Lac-Saint-Jean, que nul ne peut évoquer sa propre turpitude. Alors, ne remettez pas les décisions antérieures sur le nez du président. Ceci étant dit, mon avis est que la motion est recevable.

D'abord, il y a deux éléments dont il faudrait tenir compte, deux nuances: elle est prématurée à ce stade-ci de l'ordre du jour. Mais j'ai un petit peu dormi sur la "switch" tout à l'heure. J'aurais peut-être dû réagir plus vite. Alors, globalement, je crois qu'elle est recevable, mais avec la nuance que l'article 214 met. C'est-à-dire que lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que ce serait contraire à l'intérêt public. Et, dans ce sens-là, je pense que M. le député de Lac-Saint-Jean autant que M. le ministre sont d'accord là-dessus, s'il y a des éléments qu'il n'est pas d'intérêt public de dévoiler maintenant, on comprendra qu'il y ait des pages blanches dans les documents. Mais dans la mesure où la chose est possible, je crois que la motion est recevable.

Sur le fond de la motion maintenant, si on veut intervenir, et il y aura un vote par la suite.

**M. Brassard:** M. le Président, sur le fond de la motion. Nous savons qu'en novembre 1990...

**M. Maciocia:** Question de règlement.

**Le Président (M. Bélanger):** Question de règlement, M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Si j'ai bien compris, vous avez dit tantôt que c'était prématuré.

**Le Président (M. Bélanger):** ...prématuré, oui, à ce stade-ci de l'agenda.

**M. Maciocia:** Est-ce qu'à ce stade-ci, exactement, on peut l'accepter ou on doit attendre un autre moment pour le dépôt de cette motion?

**Le Président (M. Bélanger):** Non. Le président vient de la recevoir. J'ai admis que j'avais un petit peu dormi à cette période-là. Alors, étant conscient de ça, on va en disposer maintenant, si vous permettez.

#### Débat sur la motion

**M. Brassard:** M. le Président, je vous signale qu'en novembre 1990, chacun des sous-ministres de tous les ministères du Québec recevait une note suivante qui se lisait comme suit: "Tel que convenu lors du dernier forum des sous-ministres, vous trouverez ci-joint un questionnaire ainsi que la liste des ministères et organismes fédéraux pour lesquels une analyse vous est demandée. Et, pour de plus amples informations sur la procédure et le champ d'investigation, contactez M. Jean-Guy Lebel - qui était chargé du projet au ministère des Finances - et vous êtes priés, évidemment, de noter la nature confidentielle de l'exercice et l'importance de respecter les échéanciers prévus."

L'échéancier c'est: 22 novembre, rapport concernant l'organisation et l'orientation des travaux; 1er décembre, rapport d'étape et 18 décembre 1990, rapport final. Il s'agissait, pour chacun des ministères, d'établir une fiche technique sur les informations factuelles concernant les programmes fédéraux dans leur champ de compétence et, dans un deuxième temps, d'élaborer une grille d'analyse détaillée à remettre en décembre 1990, de façon à examiner les impacts possibles d'un éventuel rapatriement de juridiction et de programmes fédéraux, impact concernant le personnel, les effectifs, donc, toute la question du transfert de fonctionnaires ou d'intégration de fonctionnaires fédéraux dans la fonction publique québécoise; impact aussi sur le plan financier. Ça donne quoi comme ressources additionnelles? Est-ce que le Québec est en mesure d'assumer pleinement les programmes dispensés à ce moment-là et actuellement par le

gouvernement fédéral?

Bref, à la suite d'une commande à tous les ministères, chacun des ministères du Québec a procédé à ce travail-là. Ils ont fait l'analyse détaillée d'un éventuel transfert de juridiction et de compétences du gouvernement fédéral vers le Québec. Et, en décembre, si l'échéancier a été respecté - il semble que oui puisque le ministre ne l'a pas contesté - ce qui veut dire que depuis décembre 1990, le gouvernement...

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse, M. le député.

**M. Brassard:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est qu'on fait circuler un document. Est-ce que c'est un dépôt qu'on voudrait officiel ou non?

**M. Brassard:** Oui, j'en fais un dépôt, s'il vous plaît.

**Le Président (M. Bélanger):** Ah, vous faites un dépôt officiel!

**M. Brassard:** Oui, j'en fais un dépôt.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, on reçoit le document.  
(12 h 15)

**M. Brassard:** Depuis décembre 1990, le gouvernement a entre ses mains l'ensemble des analyses faites par l'ensemble des ministères du Québec concernant le rapatriement de juridictions fédérales vers le Québec, ce qui veut dire que, puisqu'on a demandé la même chose à tous les ministères du Québec, on sait déjà, au gouvernement du Québec, comment ça se passerait advenant l'accession du Québec à la souveraineté, comment ça se passerait dans chacun des domaines de l'État québécois, comment les transferts de juridiction se feraient, comment ça se traduirait par l'augmentation des ressources en effectifs et également aussi des ressources financières et quelle est la capacité du gouvernement québécois de reprendre les programmes fédéraux, de les appliquer et de les dispenser dans l'intérêt des citoyens québécois.

Tout ça a été fait. Alors, je m'étonne d'ailleurs de voir et d'entendre le premier ministre nous dire qu'il serait important qu'on connaisse les impacts de l'accession du Québec à la souveraineté. À plusieurs reprises, le premier ministre évoque cette question-là en disant: La souveraineté, oui, mais il faudrait en connaître les impacts, sauf que depuis décembre 1990, ils les connaissent, les impacts des transferts de juridiction. Il me semble que la commission qui doit étudier les questions afférentes à la souveraineté devrait, dès le début de ses travaux, avoir entre les mains les études faites par l'ensemble des ministères québécois concernant

les impacts des rapatriements, des récupérations de pouvoirs et de compétences et de programmes fédéraux actuels. Je pense que ça aurait même un effet important sur le plan de travail si on les avait entre les mains, ces études-là. Ça pourrait drôlement vous inspirer, M. le Président. Je pense que ça pourrait même vous influencer dans l'élaboration du plan de travail, à partir du moment où on aura entre les mains ces études-là.

Invoquer l'intérêt public, invoquer la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, comme l'a fait le ministre tout à l'heure, pour refuser de déposer ces projets de loi, ça m'apparaît être un argument très faible et qui va à l'encontre de tous ces beaux discours sur la transparence et sur la nécessité pour cette commission – il l'a dit et il l'a répété tantôt en déposant son plan de travail – d'examiner les impacts de la souveraineté. C'est ça qui l'intéresse au premier chef. Ce ne sont pas les modalités d'accession. Il a dit tantôt: Nous autres, ce qui nous intéresse, ce sont les modalités d'accession, mais par contre, il faut aussi regarder, examiner les impacts de l'accession du Québec à la souveraineté sur l'ensemble des compétences de l'État québécois.

Bon, très bien. Ne refaisons pas un travail qui a déjà été fait. Ne commandons pas à des experts de faire un travail qui a déjà été fait. Ne dépensons pas inutilement l'argent public, les fonds publics pour faire faire des choses qui sont déjà faites depuis décembre 1990. Utilisons ce que le gouvernement, dans sa sagesse et dans sa prévoyance a commandé. Vous avez été très prévoyants. Je vous en fais le compliment. Vous avez commandé ces études-là. Vous les avez maintenant entre les mains. Eh bien, au nom de la transparence, que les commissaires les aient en leur possession, qu'on puisse les regarder et que la population puisse également en prendre connaissance, puisque c'est ça votre souci premier, d'informer la population.

**M. Rémillard:** Oui, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, tout d'abord, je voudrais remercier le député de Lac-Saint-Jean de rendre publics ces documents concernant ces études demandées par le gouvernement. Évidemment, je ne l'aurais pas fait comme ministre – ce sont des notes confidentielles – mais je suis heureux quand même que le député de Lac-Saint-Jean les rende publiques dans le sens que ça démontre très bien, comme il le dit lui-même fort bien en nous rendant hommage comme gouvernement, que nous avons un bon gouvernement, nous formons un bon gouvernement, que nous sommes prévoyants et que rien ne sera laissé au hasard.

M. le Président, ça, je peux vous l'assurer,

il n'y a rien qui va être laissé au hasard. Si ces études, à différents niveaux, peuvent être commandées, c'est parce que le gouvernement, en fonction des deux options que nous avons dans la loi 150: un fédéralisme profondément renouvelé, la souveraineté, le référendum qui est là, que ces options sont bien analysées par l'appareil gouvernemental. Quand je me réfère à l'appareil gouvernemental, je me réfère à l'Exécutif qu'est le Conseil des ministres, mais je me réfère aussi à un appareil administratif, les sous-ministres.

Ce document auquel se réfère le député de Lac-Saint-Jean est un document administratif au niveau de la fonction publique. C'est encore là un aspect sur lequel je veux mettre quand même une certaine emphase parce que ça démontre là encore que ce n'est pas une question qui se situe au niveau d'un parti politique ou d'un gouvernement strictement au niveau exécutif, mais qui se situe au niveau d'un appareil administratif qui est en dehors des questions politiques et qui est là de par sa compétence – et on connaît la grande compétence de notre fonction publique – pour faire des analyses et apporter des données objectives au gouvernement.

M. le Président, comme gouvernement, donc, comme bon gouvernement, nous avons pris nos responsabilités, et je remercie le député de Lac-Saint-Jean de le reconnaître et de nous en rendre hommage. Nous avons, en fonction de ces possibilités que nous avons de commander des études au niveau de la fonction publique, au niveau de nos ministères, des éléments d'information qui pourront nous parvenir et que nous utiliserons toujours, dans le cadre d'un bon gouvernement, pour faire valoir les intérêts des Québécoises et des Québécois.

Est-ce qu'on me demanderait ici, comme ministre responsable de ce dossier, de déposer à cette commission notre plan de négociations? Voyons donc, M. le Président, il faut quand même être sérieux! Au-delà des questions de partisanerie politique, on s'entend tous ici que nous avons des intérêts supérieurs du Québec à protéger. Est-ce qu'on voudrait que je vienne ici déposer des plans de négociations, que je vienne déposer ici des documents qui viendraient faire en sorte que j'aurais des limites à la possibilité de discuter avec nos autres partenaires fédéraux, avec d'autres pays ou avec d'autres intervenants – je ne sais pas à quel niveau ça pourrait se situer – M. le Président?

Je suis certain que le député de Lac-Saint-Jean ne veut pas ça. Mais pourquoi me demande-t-il à ce moment-là de pouvoir déposer tous ces documents par souci de transparence? Oui, la transparence – je le répète le plus fermement possible – oui, à la transparence la plus complète possible, mais en fonction des intérêts supérieurs du Québec, M. le Président. Les intérêts supérieurs du Québec commandent que le Québec, que son gouvernement ait en main toutes les données et qu'il puisse les faire valoir en fonction de

l'intérêt supérieur des Québécoises et des Québécois au moment voulu.

Qu'on ne vienne pas me demander, M. le Président, de venir les déposer ici. De toute façon, M. le Président, le document qui est déposé par le député de Lac-Saint-Jean mentionne fort bien qu'il s'agit là d'un document qui est conforme et qui se réfère à la loi sur l'accès à l'information. Tous les documents qui sont relatifs à cette opération – et je cite en annexe la disposition qui est fort claire: "Conformément à la loi sur l'accès à l'information, tous les documents relatifs à cette opération devront être traités confidentiellement". Je pense, M. le Président, qu'il n'y a personne, qu'il n'y a pas un membre de cette commission qui peut mettre en doute la nécessité de protéger la confidentialité de ces travaux.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, sur le document, M. le député, on a répondu un petit peu vite tout à l'heure pour en disposer. Disons que, comme président, j'accepte qu'il soit distribué. Je l'accepte pour fins de distribution, mais je n'en ferai pas un document officiel de la commission, vu les réserves qui sont émises au niveau de la confidentialité. Et, ce que je réalise, c'est qu'il n'est pas identifié. Je ne sais pas si on a enlevé l'identification pour d'autres fins.

**M. Brassard:** Oui, c'est évident!

**Le Président (M. Bélanger):** Je le présume. Mais moi, je ne peux pas accepter comme officiel un document non identifié. Alors, dans ce sens-là, pour fins de distribution, mais il n'est pas un document officiel de la commission. Tout le monde l'a en main, évidemment.

**M. Brassard:** M. le Président, vous comprendrez pourquoi il n'est pas identifié.

**Une voix:** Oh oui! Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Je tiens à mes sources, vous comprendrez. Mais, M. le Président, je ne comprends pas le ministre. Il nous dit: Ça, c'est une opération et c'est un exercice administratif. Ce n'est pas politique. Puis, par après, il traite d'un plan de négociation qui, là, se situe à un niveau politique. Ce que je demande, ce n'est pas son plan de négociation. D'ailleurs, je suis heureux d'apprendre qu'il en a un parce que, à voir évoluer et cheminer le gouvernement depuis quelques mois, l'impression qu'on avait, c'est qu'il n'y avait pas grand plan de négociation de ce côté-là, que c'était plutôt improvisé et le fouillis total. Enfin, ils en ont un, un plan de négociation, nous dit-il. Ce n'est pas ça que je demande.

Je ne demande pas son plan de négociation qui se situe au niveau politique. Je demande

quelque chose qui – lui-même, il vient de l'admettre – se situe au niveau administratif. C'est des études faites par les fonctionnaires, mais qui peuvent être fort utiles à la commission et fort utiles aussi sur le plan politique, je n'en disconviens pas, mais ce n'est pas un exercice politique; il l'admet lui-même. Mais ce sont des études qui peuvent être drôlement intéressantes pour quiconque a à prendre des positions politiques, a à se brancher sur le plan politique. Dans cette perspective-là, je ne vois pas pourquoi le ministre se refuse à déposer ces plans-là puis à accepter le vœu qu'on lui formule. D'une part. D'autre part, écoutez bien, là, il y a pas mal d'hypocrisie, vous me permettrez l'expression, dans les propos du ministre. Je vous signale qu'en décembre 1990, toute cette opération-là était complétée, que, par conséquent, chacun des ministres du Conseil des ministres du Québec avait entre les mains l'analyse des impacts des transferts de juridiction dans son domaine. Ça a été terminé en décembre 1990. Par conséquent, au moment du congrès libéral, chacun des ministres savait de quoi il en retournait en termes d'impact, de rapatriement.

Rappelez-vous les propos de Violette Trépanier, Lise Bacon, Pierre Paradis, à la veille du congrès, qui disaient: Ouais! Pff! qui exprimaient des réserves quant au rapport Allaire en disant: Il faudrait quand même connaître les impacts des rapatriements de pouvoirs et de compétences, alors qu'ils le savaient déjà. Ils les avaient entre les mains, comme ministres. C'est quasiment une opération pour berner les pauvres militants libéraux. Ils se sont fait berner d'une drôle de façon par leurs propres ministres qui exprimaient des inquiétudes quant aux impacts des rapatriements...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, je voudrais qu'on s'en tienne à la commission, pas au congrès du Parti libéral. On va s'en tenir à la pertinence.

**M. Brassard:** Sauf que je parle des pouvoirs exécutifs. Je parle de ministres, là, de ministres qui, à ce moment-là, disaient aux militants libéraux: Il faudrait savoir ce que ça veut dire, ce que ça signifie comme impact, alors que l'étude était déjà faite par leurs fonctionnaires dans chacun leur ministère puis ils savaient pertinemment ce que ça signifiait. Si ce n'est pas de l'hypocrisie, ça, je me demande ce que c'est. De la part du ministre aussi, il le savait au moment du congrès libéral. Il l'avait entre les mains depuis décembre 1990, d'une part. Alors, ça, il y a beaucoup d'hypocrisie dans le comportement du gouvernement à ce sujet-là.

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse, M. le député de Lac-Saint-Jean. "Hypocrisie" est un terme antiparlementaire. Alors, si vous pouviez choisir un terme plus approprié.

**M. Brassard:** Auriez-vous le Petit Robert?

**Le Président (M. Bélanger):** Moi, je me fie à la nomenclature des termes...

**M. Brassard:** Duplicité. Non? Peut-être? "Tataouinage", est-ce que c'est parlementaire?

**Une voix:** S'il vous plaît!

**Le Président (M. Bélanger):** Je voudrais qu'on s'en tienne à l'esprit...

**M. Brassard:** Ou "zigonnage". J'ai déjà utilisé le terme de "zigonnage".

**Une voix:** Il faut être "tata" pour parler comme ça!

**M. Rémillard:** ...M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez. Excusez.

**M. Brassard:** "Tataouinage".

**Le Président (M. Bélanger):** Non. S'il vous plaît, là. On va bien s'entendre. Si on veut que les débats se déroulent dans un climat au moins respectueux, il faudrait quand même utiliser les termes respectueux.

**M. Brassard:** Un dernier point à vous soumettre, M. le Président. C'est que la loi d'accès aux documents des organismes publics indique à son article 18 que "le gouvernement ou un ministre peut refuser de communiquer un renseignement". Il peut refuser. Il n'est pas obligé de refuser. Il n'est pas contraint de refuser. Il peut refuser. Donc, c'est tout à fait facultatif.

Ceci étant dit, je lui demande d'être clair, transparent, limpide et de répondre au vœu que je lui formule.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, y a-t-il d'autres intervenants? M. le ministre.

**M. Rémillard:** Oui, M. le Président, tout d'abord, c'est complètement faux ce que vient de dire le député...

**M. Brassard:** ...parlementaire?

**M. Rémillard:** Alors, je dirai que ce n'est pas conforme à la vérité. Je dirais qu'il ne faut pas nécessairement être "tata" pour dire des choses pareilles.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, pourrais-tu garder le débat un petit peu plus élevé...

**M. Brassard:** "Tata" est mon parlementaire, M. le Président.

**M. Rémillard:** Sans faire de "tataouinage", M. le Président, oui. Alors, M. le Président, qu'on interprète... qu'au moins, le député de Lac-Saint-Jean interprète bien la note. Je n'ai pas à confirmer, absolument pas, qu'il existe ou qu'il n'existe pas des études. Je n'ai qu'à confirmer une chose, M. le Président: c'est qu'on ne laisse rien au hasard. Il n'y a rien qui va être laissé au hasard comme gouvernement. Vous pouvez être sûr de ça.

Les intérêts supérieurs des Québécoises et Québécois vont être pris en compte pour nous sans aucune réserve. Rien au hasard. Maintenant, M. le Président, quand ces documents, s'il y avait de ces documents devant être publics, quand nous les aurons, quand nous les recevrons si nous devons les recevoir, ça dépend du gouvernement. Et je ne confirmerai pas, absolument sous aucune forme, que ces études peuvent être faites ou pas faites.

Ce que je dis, M. le Président, c'est qu'en se référant à des déclarations de mes collègues, comme il le fait, à ce moment-là, le député de Lac-Saint-Jean établit une fausse relation. Il parle de ce qu'il ne connaît pas. Alors, il devrait être un petit peu plus sérieux, établir les réserves qui devraient s'établir dans le genre de discussion que nous avons. Et au contraire, les propos de mes collègues, qui ont été tantôt cités par le député de Lac-Saint-Jean, témoignent là encore que le gouvernement ne laisse rien au hasard.

Qu'on sache les impacts de ce que nous faisons, ce que nous demandons et ce que nous voulons négocier avec le gouvernement fédéral et les autres partenaires en fonction des deux options possibles. M. le Président, c'est très clair, c'est dans le document, ça se réfère à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels: la transparence, oui, et le plus complètement possible, mais les intérêts supérieur du Québec, oui, et sans aucune limite.

Ce qui signifie, M. le Président, que pour nous, comme gouvernement, on va se réserver toute la discrétion qui est l'habitude de se réserver pour un gouvernement, pour faire valoir notre point de vue en fonction des études que nous aurons, que nous voulons les plus complètes possible en fonction de l'appareil gouvernemental administratif qui est en place et en qui nous avons pleinement confiance, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre, je me dois de vous interrompre compte tenu de l'heure. Il nous reste quelques instants pour disposer de la motion. Alors, est-ce qu'il y avait d'autres intervenants sur cette motion et est-ce qu'on est prêt à disposer de la motion? Il y avait trois intervenants. Donc, est-ce qu'il y a

consentement pour...

**M. Brassard:** On en disposera à la prochaine séance. S'il y a d'autres intervenants, et je comprends très bien qu'il y en ait d'autres.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**Une voix:** Qu'on prenne le vote.

**Une voix:** Il y en a et il va y en avoir d'autres.

**Le Président (M. Bélanger):** Il faut d'abord, si on veut demander le vote, compte tenu de l'heure... Est-ce que j'ai consentement pour qu'on prolonge la séance?

**M. Léonard:** Non. Moi aussi, je veux intervenir.

**M. Brassard:** Il y en a plusieurs qui veulent intervenir et je trouve ça normal, mais à ce moment-là, on le fera à la prochaine séance.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, on reporte à la prochaine séance?

**M. Gobé:** ...M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. Alors, on va reporter à la prochaine séance. C'est bien ça que je comprends?

**M. Rémillard:** Non, M. le Président. Je m'excuse. Si vous voulez, de notre côté, M. le Président, nous sommes prêts à procéder au vote immédiatement. Immédiatement! Il y a une motion qui est déposée. Pour le respect pour cette motion, votons-la immédiatement.

**Le Président (M. Bélanger):** Donc, nous avons une motion ici dit que...

**Une voix:** L'heure est passée.

**M. Léonard:** Mais s'il y en a d'autres qui veulent intervenir?

**Le Président (M. Bélanger):** ...Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes dépose auprès de la commission les études et rapports que le gouvernement du Québec - s'il vous plaît! - a commandés à chacun de ses ministères concernant l'impact dans le domaine du rapatriement au Québec des juridictions actuelles exercées par le gouvernement fédéral". M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Simplement pour vous dire que je suis bien prêt à ce qu'on dispose de ma motion à condition qu'il n'y ait pas de membres de la commission qui veuillent intervenir, et je

vous signale qu'il y en a qui veulent intervenir sur cette motion-là. Donc, par conséquent, le temps nous manquant, on en disposera à la prochaine séance.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est que moi...

**M. Brassard:** Écoutez, il y a deux députés là-bas qui voulaient intervenir et il y a mon collègue, ici, de Labelle qui veut intervenir et ma collègue aussi. Écoutez...

**Le Président (M. Bélanger):** Je comprends, je comprends très bien.

**M. Brassard:** Si ce n'était pas le cas, on pourrait en disposer, mais il y a quand même des députés qui veulent parler.

**M. Rémillard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre. Alors, nous n'avons pas le consentement pour prolonger. Donc, nous reporterons cette motion à la prochaine séance.

**M. Maciocia:** M. le Président, juste un instant.

**Le Président (M. Bélanger):** Question de règlement?

**M. Maciocia:** Question de règlement.

**Le Président (M. Bélanger):** Quel article, s'il vous plaît?

**M. Maciocia:** Je crois que vous avez deux options à ce moment-ci: celle de disposer de cette motion ou d'ajourner sine die.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

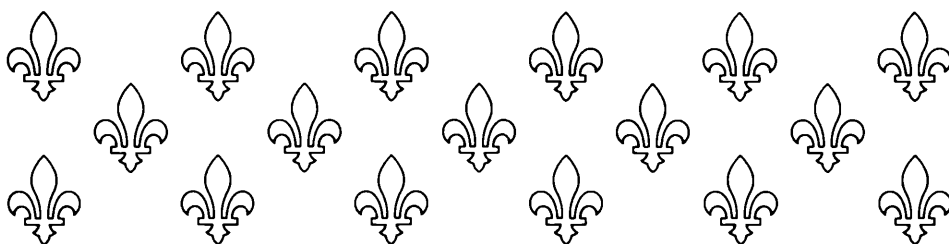
**M. Maciocia:** Pas de reporter la discussion sur ce document. Je pense que c'est les deux choses qui vous restent à faire et c'est dans ce sens-là que vous devez procéder.

**Le Président (M. Bélanger):** La motion restera suspendue et, à la prochaine séance, si elle est ramenée, on en jugera à ce moment-là.

**M. Maciocia:** ...ajourner sine die.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça. Alors, compte tenu de l'heure, la commission ajourne ses travaux sine die.

(Fin de la séance à 12 h 34)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 25 septembre 1991 — No 3**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Débat sur une motion relative au dépôt d'études et de rapports (suite)	CEAS-37
Exposé de M. Claude Masson	CEAS-40
Motion d'ajournement des travaux	CEAS-61
Mise aux voix de la motion	CEAS-64

### **Intervenants**

M. Guy Bélanger, président

M. Jacques Brassard  
M. François Gendron  
M. Cosmo Maciocia  
M. Jacques Léonard  
M. Henri-François Gauthrin  
Mme Pauline Marois  
M. Jean-Claude Gobé  
M. Robert LeSage  
Mme Louise Bégin  
M. Maurice Richard

M. François Geoffrion, secrétaire de la commission

- \* M. Claude Masson, Université Laval
- \* Témoin interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102



Le mercredi 25 septembre 1991

(Neuf heures quarante-deux minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, si vous permettez, je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place, s'il vous plaît.

Alors, la commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté ouvre ses travaux.

M. le secrétaire général, est-ce qu'il y a des remplacements?

**Le Secrétaire (M. François Geoffron):** Oui, M. le Président. Il y a M. Gobé (LaFontaine) qui remplace M. Bourassa (Saint-Laurent), M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) qui remplace M. Chagnon (Saint-Louis), M. Tremblay (Rimouski) qui remplace M. Rémillard (Jean-Talon) et également M. Boulerville (Sainte-Marie-Saint-Jacques) qui remplace M. Parizeau (L'Assomption).

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, cela complète donc les remplacements.

**Des voix: ...**

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! S'il vous plaît! Avant de vous présenter notre invité de ce matin... Je présume qu'on a eu l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui. Au programme aujourd'hui, il y aura donc un exposé économique de M. Claude Masson qui est professeur à l'Université Laval. Il y a le dépôt du plan préliminaire de travail qu'on vous remettra probablement au début de l'après-midi, puisqu'on a prévu que M. Masson... Si on se fie aux expériences passées, ça devrait aller jusqu'à 12 h 30 et il y aura beaucoup de questions. Ensuite, en trois, une période pour les motions en vertu de l'article 22 de la Loi sur le processus de détermination.

**Une voix: ...**

**Le Président (M. Bélanger):** Sur l'ordre du jour, oui. Alors, de façon statutaire, on aura toujours cet item-là que seront les motions en vertu de l'article 22. Alors, quand il y aura des motions à faire pour des invités ou des choses de même, ça se fera à cette période-là. Donc, sans plus tarder... Oui.

**M. Brassard:** Est-ce que l'ordre du jour doit être adopté par la commission?

**Le Président (M. Bélanger):** Pas nécessairement, mais on peut.

**M. Brassard:** Comment ça, pas nécessairement? C'est quoi, cette affaire-là?

**Le Président (M. Bélanger):** Vous voulez l'adopter? Parfait! Est-ce que l'ordre du jour est adopté?

**M. Brassard:** Non. Un instant, j'ai des choses à dire sur l'ordre du jour.

**Le Président (M. Bélanger):** Allez-y! Ne faites pas de chichi. On le dit et c'est tout. Voyons!

#### Débat sur une motion relative au dépôt d'études et de rapports (suite)

**M. Brassard:** Écoutez un peu, M. le Président. On nous arrive avec un ordre du jour dont on n'a pas entendu parler du tout, alors que je vous signale que j'ai déposé, lors de la dernière séance, une motion qui a été jugée recevable et dont on a commencé la discussion. Il me semble qu'en vertu de nos règles parlementaires cette motion est toujours sur la table, la commission n'en a pas disposé. Elle devrait se retrouver de façon, je dirais, privilégiée, dans l'ordre du jour, et elle n'y est pas.

**Le Président (M. Bélanger):** On la retrouvera de façon privilégiée à la prochaine séance de travail, puisque nous étions, à ce moment-là, en séance de travail. Là, ce matin, ce n'est pas une séance de travail.

**M. Brassard:** Bien non, on n'était pas en séance de travail, on était en séance publique.

**Une voix:** Non.

**Le Président (M. Bélanger):** En séance de travail publique parce qu'on avait voté une motion...

**M. Brassard:** Non.

**Le Président (M. Bélanger):** ...pour que la séance soit publique, mais c'était une séance de travail.

**M. Brassard:** Vous pouvez relever la convocation, on était en séance publique.

**Le Président (M. Bélanger):** Juste un instant, s'il vous plaît! M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Je me rappelle très bien la dernière réunion, qu'on a eue, de cette commission. J'avais bien mis en garde les députés de cette commission et aussi le président en disant que la commission ne peut pas ajourner sur un item. La commission ajourne sine die et c'est à

la présidence, à ce moment-là, de revenir en commission et de présenter l'ordre du jour. La commission ajourne toujours sine die, mais pas sur un sujet spécifique. Alors, il n'est pas question, comme le député de Lac-Saint-Jean dit, qu'on ait entamé des discussions sur la motion et qu'après, ce matin, on doive commencer par cette motion. Absolument pas. La commission a ajourné sine die.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Tu as beau avoir ajourné sine die ou "sain dail" ou comme vous voudrez, il reste qu'on est resté une patte en l'air. Il y avait une motion sur la table, on en a commencé le débat et en vertu de nos règles parlementaires les plus simples, les plus primaires, quand il y a une motion qui est débattue en commission il faut en disposer, l'adopter ou la rejeter, après en avoir terminé l'examen. On n'en a pas terminé l'examen. Il y avait des députés qui voulaient parler là-dessus et, forcément, on n'en a pas disposé non plus. Donc, elle devrait se retrouver là, en tête de liste, de façon privilégiée. Ce n'est pas parce que... J'ai beaucoup de respect pour M. Masson. On a déjà dialogué au moment de la commission Bélanger-Campeau. On l'a entendu à ce moment-là, c'était très intéressant. J'ai beaucoup de respect pour lui, mais moi je tiens à ce qu'on dispose de ma motion et qu'on la retrouve dans l'ordre du jour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Abitibi-Ouest.

**M. Gendron:** M. le Président, je voudrais quand même attirer l'attention des membres de cette commission, de vous, M. le Président et effectivement, d'aucune façon ça ne s'adresse contre M. Masson, mais j'aimerais bien que tout le monde se rappelle comment on a terminé.

C'est important et on va aller aux galées, pour ceux qui ne les auraient pas, et c'est vous, M. le Président, qui dites ceci: "M. le ministre, je me dois de vous interrompre compte tenu de l'heure. Il nous reste quelques instants pour disposer de la motion. Alors, est-ce qu'il y avait d'autres intervenants sur cette motion..." et c'est vous qui parlez: "et est-ce qu'on est prêt à disposer de la motion? Il y avait trois intervenants, donc, est-ce qu'il y a consentement pour..." et là, M. Brassard intervient: "On en disposera à la prochaine séance. S'il y a d'autres intervenants, et je comprends très bien qu'il y en avait d'autres." M. Bélanger, président de cette commission, voici ce que vous répondez, vous dites: "Oui." Oul, on va reprendre les travaux sur la motion et on va entendre les intervenants qui voulaient s'exprimer là-dessus. C'est très clair. "Une voix: Qu'on prenne le vote." M. le Président: "Il faut d'abord, si on

veut demander le vote, compte tenu de l'heure... Est-ce que j'ai consentement pour qu'on prolonge la séance?" La réponse a été non. Là, on a ajouté qu'il y avait plusieurs autres intervenants membres de cette commission qui voulaient intervenir sur la motion qui était sur la table. Puis, M. le Président a dit ceci: "Alors, on va reporter à la prochaine séance."

On ne pourra pas, nous, fonctionner comme ça. Puis, là, M. le député de Viger va nous apprendre, à chaque fois, des règles que personne connaît, qui n'ont été adoptées nulle part, qui n'ont aucune pratique. Je le sais que ce sont deux commissions en vertu d'une loi, M. le Président. Ça, on sait ça. Puis je ne veux pas revenir. Le premier ministre a décidé qu'il aurait la main haute là-dessus, on comprend ça. Mais on a quand même ajouté que les règles de fonctionnement usuelles en commission, nous allons les retrouver pour ce qui est de celles auxquelles nous sommes conviés ce matin.

Donc, on ne peut pas arriver comme ça avec un ordre du jour dont on n'a entendu parler d'aucune façon. Puis, là, les travaux sur lesquels on avait laissé la séance, on va laisser ça en plan en disant: Ce n'est pas grave, ça. Qu'est-ce que tu veux? C'est le président qui mène puis voici l'ordre du jour de chaque séance et quand on ajourne sine die, il n'y a aucun lien entre la séance que nous avons laissée. Qu'est-ce que c'est ça? On ne peut pas fonctionner comme ça. Ça n'a pas de bon sens. Parce que c'est ça qu'on vient d'entendre. On n'ajourne pas pour reprendre des affaires. Sine die, ça veut dire: On se reparlera de choses complètement différentes à la prochaine séance. Ça n'a ni queue ni tête. On ne peut pas marcher là-dedans.

**Une voix:** Si on veut me donner une chance, on va le faire.

**M. Gendron:** Donc, comme président, on veut vous entendre. Quand vous avez décidé comme président que nous reviendrons sur la motion, il y avait des motifs. Il y avait des motifs sur le plan de l'habitude, du fonctionnement normal. Même pas... Je dirais, n'importe quelle assemblée délibérante qui se respecte, quand un sujet n'est pas traité pour fins d'horaire, on le reprend à la prochaine séance. Et, nous, on veut savoir pourquoi nous ne procédions pas comme on a toujours procédé dans les commissions, quand un sujet avait été accepté, retenu et qu'on n'a pas eu le temps d'en débattre, on repart de là, et on verra après, pour l'ordre du jour d'aujourd'hui.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! O.K. Je pense qu'il y a deux choses à regarder là-dedans. Sur le fond, vous avez raison. Il faut disposer de cette motion-là. Là-dessus, je n'ai pas de discussion possible. Alors, nous en discuterons. Maintenant, dans un premier temps,

il faudrait souligner que celui qui était le principal intéressé dans la motion, M. le ministre, est au Conseil des ministres, donc, il ne peut pas être ici. Il va être ici cet après-midi, premièrement et, deuxièmement, nous avons quand même un invité ce matin et ce serait peut-être fastidieux, parce qu'il ne peut pas se permettre de passer la journée ici. Il nous consacre déjà l'avant-midi. Alors, je propose la chose suivante: C'est que nous écoutions M. Masson, notre invité – c'est une question de déférence et de respect pour l'invitation qu'il a bien voulu accepter – et que, cet après-midi à la reprise des travaux, nous passions à la motion. C'est tout.

M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, pour vous montrer qu'on est pleins de bonne volonté, nous étions disposés ce matin à reporter l'examen de cette motion et d'en disposer, parce qu'on savait que le ministre ne serait pas présent – il doit être au Conseil des ministres pour les raisons que vous savez – et qu'on trouvait anormal de reprendre le débat sur cette motion en l'absence du principal intéressé. Parce qu'on va parler abondamment de lui, on aimerait bien qu'il soit en face de nous. Alors, on trouvait normal de la reporter, mais ce qu'on voulait cependant, c'est de vous faire admettre que, sur le plan réglementaire, cette motion devait se retrouver en tête de liste de l'ordre du jour. À partir de là, si on admet ça, ça va au moins assurer une certaine continuité dans les travaux de cette commission... À partir du moment où vous admettez cela, je pense que, nous aussi, on est tout à fait disposés à en reporter l'étude, puisque le vote sur cette motion-là doit se faire, à notre avis, aussi en présence du principal intéressé, le ministre Rémiillard.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger, brièvement, s'il vous plaît!

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président. On est d'accord pour commencer avec M. Masson, parce que je crois que c'est très important qu'on écoute M. Masson ce matin et, sur la question de revenir sur cette motion faite par l'Opposition à la séance précédente, disons à la réunion précédente, moi, je réserve mes commentaires pour cet après-midi.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. S'il vous plaît, on pourrait clore ça. Je pense que c'est...

**M. Gendron:** C'est important, M. le Président, très succinctement.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est réglé, on va l'entendre cet après-midi. Il ne faudrait pas quand même en parler toute la journée.

**M. Gendron:** Non, mais vous allez voir que ça va être plus court de me laisser dire ma phrase que de...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Gendron:** Vous ne l'avez pas entendu ce que je veux dire.

**Le Président (M. Bélanger):** Allez-y.

**M. Gendron:** Tout ce que je veux vous signaler, M. le Président, c'est que puisque, effectivement, nous, on est d'accord à partir du moment où vous avez accepté de revenir sur la motion, d'entendre M. Masson immédiatement parce qu'il a été convoqué pour ça – puis ça nous fait plaisir de l'entendre – je voudrais faire la mise au point suivante et avoir votre point de vue. Nous, on est d'accord pour entendre M. Masson, il est là et il a été convoqué; par contre, immédiatement après les échanges, si les échanges avec M. Masson durent jusqu'à midi, midi et demi, tant mieux, je voudrais vous indiquer qu'après les discussions avec M. Masson, le premier point qui doit réapparaître dans nos travaux d'aujourd'hui, c'est la motion du député de Lac-Saint-Jean, qui était sur la table. Dans ce sens-là, je voudrais avoir votre accord à l'effet qu'on ne peut pas faire autre chose que revenir sur la motion.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est exactement ce que j'ai dit tout à l'heure. Alors, si vous voulez bien, on va cesser ce débat-là et nous allons tout de suite procéder avec notre invité. J'ai le plaisir de vous présenter M. le professeur Claude Masson, qui a fait ses études à Laval et à Harvard, qui est professeur...

**M. Maciocia:** M. le Président, je sais... est-ce que je peux avoir votre consentement étant donné que j'ai oublié tantôt de nommer Mme Pelchat qui remplace M. Thérien sur la commission?

**Le Président (M. Bélanger):** Ah oui! Alors consentement. Ça va. Vous pouvez vous asseoir, madame. Je m'excuse. On repart. Donc, il est professeur en administration et professeur en économique à l'Université Laval. Semblerait-il qu'il a eu beaucoup de succès puisqu'on rencontre de ses étudiants partout et ils en parlent avec beaucoup de chaleur et de verve. Alors, il a été aussi directeur général de la recherche et de la planification au MIQ de 1977 à 1979. C'est un homme avantageusement connu dans les milieux. Pour quelques-uns ici, on l'avait déjà entendu à la commission Bélanger-Campeau. Nous avons pensé le réinviter au bénéfice de ceux qui n'étaient pas membres de la commission Bélanger-Campeau et qui n'avaient pas pu bénéficier de cet exposé très intéressant du professeur

Masson. Or professeur Masson, nous vous invitons donc à commencer...

**M. Brassard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** ...M. le député de Lac-Saint-Jean, oui.

**M. Brassard:** ...une remarque avant. Excusez-moi, M. Masson. Bon. Pour le bon fonctionnement des travaux de cette commission, il serait peut-être pertinent, à l'avenir, quand vous avez l'intention... bon, la décision était prise, c'est le président qui dirige les travaux – on ne peut pas revenir là-dessus, là...

**Le Président (M. Bélanger):** Qui les organise aussi.

**M. Brassard:** ...et qui les organise aussi, on en convient, sauf que, pour qu'on puisse avoir des échanges intéressants avec les invités que vous... les témoins que vous invitez, les experts que vous invitez et qu'on puisse aussi se préparer d'une certaine façon, il serait peut-être utile – parce que ça n'a pas été le cas maintenant – qu'on soit avisé un peu de temps à l'avance qu'on aura à rencontrer, à écouter tel témoin ou tel expert et à échanger avec lui. Ce serait peut-être, à ce moment-là, plus intéressant; nos échanges seraient peut-être plus fructueux si on l'avait su à l'avance et, pour l'avenir, je vous saurais gré, M. le Président, peut-être de nous aviser à l'avance que vous aurez tel ou tel expert ou tel ou tel témoin à entendre.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Lac-Saint-Jean, là je vous prends un petit peu en défaut, et c'est avec plaisir parce que c'est rare, mais il y a trois semaines, j'avais fait cette annonce que M. Masson serait ici ce matin.

**M. Brassard:** À la commission?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui et c'est dans les galées...

**M. Brassard:** Ah bon!

**Le Président (M. Bélanger):** Et quelque part vous allez retrouver ça. Oui. Il y avait aussi M. Woehrling.

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Bélanger):** ... Ah, mais vous pouvez lire, c'est tout écrit. Il n'y a pas de problème, ça, ça ne ment pas. Alors sans plus tarder on arrête les remarques préliminaires et on commence avec M. Masson. C'est enfin à vous M. Masson.

### Exposé de M. Claude Masson

**M. Masson (Claude):** M. le Président, mesdames et messieurs de la commission, évidemment, je n'ai pas besoin au départ de souligner à quel point je suis honoré d'être ici ce matin, et en même temps intimidé par cet environnement, surtout dans ce contexte particulier que nous vivons depuis maintenant un certain temps. Ça fait presque un an jour pour jour que j'ai eu l'occasion de faire semblable exposé devant les membres de la commission Bélanger-Campeau. On m'a dit que vous aviez en main le texte que j'ai utilisé alors. Par conséquent, il y aura, pour certains et certaines parmi vous, sans doute d'importantes redites. Je m'en excuse à l'avance, mais le mandat que j'ai reçu est de reprendre pour l'essentiel la même présentation que celle que j'ai faite il y a un an.

Je voudrais vous dire tout de suite que les réflexions que je fais vraiment celles d'un économiste. Je mettrai surtout l'accent sur des définitions de termes, peut-être contraster certains termes, toujours du point de vue économique. Je n'ai pas, bien sûr, la compétence juridique et, évidemment, je ne suis pas non plus actif sur le plan politique. Cependant, avant de démarrer, je crois quand même qu'il est important de souligner, étant donné la nature du mandat que vous avez, à quel point il y a des événements qui se sont produits dans le monde depuis un an, qui constitueront un jour ou l'autre un très beau laboratoire pour débattre précisément de ces questions d'intégration économique dans un contexte d'État souverain. On n'a qu'à penser, par exemple, à ce qui se passe en URSS actuellement où, vraiment, il y a des républiques qui proclament leur indépendance, mais en même temps, j'imagine pour l'ensemble, indiquent leur désir de maintenir des liens économiques avec l'ensemble. Également, on se rend compte que cela a des répercussions, par exemple, même dans l'Europe des Douze.

Actuellement, il y a certaines tensions entre des pays, comme la France, par exemple, qui voudraient bien que l'Europe des Douze progresse le plus rapidement possible vers l'achèvement du marché commun avant d'ouvrir la porte plus largement aux pays de l'Europe de l'Est alors que d'autres, comme l'Allemagne semble-t-il, favorisent plutôt une intégration que l'on appelle extensive, c'est-à-dire essayer de faire pénétrer dans l'Union, dans le marché commun, d'autres pays, des pays de l'Est notamment, un peu plus rapidement. Donc, il y a des événements fort importants et tout cela depuis un an et ça alimente évidemment la réflexion de toutes les personnes qui s'interrogent sur le problème souveraineté intégration économique.

Et je n'ai pas besoin d'ajouter que les propositions qui ont été déposées par le gouvernement fédéral hier, sur certains plans tout au moins semblent porter expressément sur les

préoccupations qui sont les miennes ce matin. Mais je dois vous dire que j'en ai lu simplement un bref résumé dans les journaux et que, par conséquent, bien sûr, elles ne feront pas partie de mon exposé ce matin. J'espère donc que ma contribution sera utile à la poursuite de vos travaux.  
(10 heures)

Ce que je vais faire c'est donc suivre le plan que j'avais proposé à la commission Bélanger-Campeau, c'est-à-dire un certain nombre de remarques préliminaires au départ, ensuite, quelques réflexions sur diverses formes d'associations économiques. J'ai bien l'impression que je ne vous apprendrai pas beaucoup de nouveau ici, mais il est sans doute utile de faire un peu d'ordre dans ces divers concepts. Ensuite, quelques brefs mots sur les implications du passage d'une forme d'association économique à une autre qui serait plus contraignante que la première. Quelques observations sur des cas d'intégration économique comme la Communauté économique européenne, l'Europe 1992, l'accord de libre-échange Canada-États-Unis – sur lequel je serai très bref parce qu'il est bien connu – et, enfin, quelques réflexions sur le Canada comme union douanière, marché commun et union économique.

Hier... J'ai été évidemment invité un peu récemment, même très récemment, à venir partager ces quelques réflexions avec vous ce matin. Donc, hier, je me demandais finalement si j'avais à dire quel est le grand objectif de cette présentation que je ferai. Bien, je me suis dit que c'est probablement une réflexion qu'il faut faire sur l'ensemble des bénéfices et des coûts du maintien d'un espace économique qui n'est pas trop contraint de l'intérieur, si vous voulez; que ce soit par le biais de lois ou de règlements qui couvrent l'ensemble des unités composantes ou alors tout simplement d'accords conclus librement par des composantes qui, au départ, seraient souveraines. Mais cette idée d'espace économique commun, je pense, était importante, du moins dans les commentaires que j'entendais hier. Elle a, évidemment, toujours été importante. Donc, c'est un peu sous cette préoccupation, si vous voulez, que j'ai pensé m'adresser à vous ce matin.

On m'a demandé de vous présenter un bagage conceptuel de base, une sorte de dénominateur commun sous l'idée d'association économique ou d'intégration économique. J'essaierai donc de m'acquitter de cette tâche de la façon la plus objective possible en m'inspirant surtout des travaux, entre guillemets, théoriques que j'ai pu consulter et secondairement, très secondairement dois-je dire, de l'histoire.

Je voudrais d'abord faire quelques remarques préliminaires. La première, c'est que si les gouvernements des États modernes n'avaient pas d'autres objectifs que le maintien de l'ordre, le respect des lois, la promotion de la sécurité des

citoyens, l'intégration économique se ferait, bien sûr, et je dirais que dans le monde actuel elle se fait à pas de géant. Donc l'intégration économique se ferait, mais elle aurait tendance à se faire par les seules forces du marché, au gré notamment des changements technologiques, comme la révolution dans les communications et la multinationalisation de la production. En somme, l'intégration économique serait la résultante principalement des décisions des agents économiques privés avec tous les avantages et tous les inconvénients que cela comporterait et j'ajoute à ce sujet – ce qui n'était pas dans ma contribution à la commission Bélanger-Campeau – cette intégration qui se fera par les forces du marché, bien sûr, ce n'est pas la seule forme d'intégration que l'on observe. Il y a intégration également aux plans culturel, scientifique, etc., dans le monde dans lequel nous vivons.

À partir du moment cependant où les divers niveaux de gouvernement se veulent interventionnistes, c'est-à-dire prêts à assumer positivement la responsabilité du bien-être des citoyens, allant même jusqu'à définir un projet global de société, l'intégration économique devient un objectif politique et se réalise quelque part sur un continuum allant de l'autarcie totale à l'union économique complète. J'insiste sur cette idée de continuum, parce que, juridiquement bien sûr, il faut à un moment donné marquer des points, marquer des étapes et tout à l'heure je parlerai, on dira: Sur tel point sur le continuum, c'est la zone de libre-échange; sur tel autre point, c'est l'union monétaire. Donc, il faut, à un moment donné, marquer des jalons, je dirais, mais, essentiellement, la ligne autarcie-union économique complète, il faut la voir comme étant un continuum.

Elle découle donc, cette volonté d'intégration, de la nécessité que l'on ressent de mieux coordonner les politiques nationales en vue d'en réduire les effets désintégrateurs. Au fond, on peut dire que la démarche elle est analogue, j'imagine, aussi, au plan des sous-groupes qui composent une société. Au fond, chacun des sous-groupes se donne, si vous voulez, des objectifs ou détermine des objectifs et, ensuite, détermine ceux qui peuvent être mieux atteints par la voie de l'intégration que d'autres. C'est fondamentalement, si vous voulez, la démarche. On essaie de la décomposer dans ses éléments les plus simples.

Du strict point de vue économique... Je répète, du strict point de vue économique, la question de savoir où s'arrêter sur le continuum en est donc essentiellement une d'analyse bénéfices-coûts ou avantages-coûts. On peut même émettre l'hypothèse que les avantages d'une intégration économique plus poussée sont principalement, mais certes non exclusivement économiques et que les coûts sont principalement, mais encore certes non exclusivement politiques. Comme chacun sait, en effet, toute

association ou intégration économique, même volontaire, entraîne une certaine perte de souveraineté, c'est-à-dire, par définition, du pouvoir d'agir librement et de façon discrétionnaire.

Cette deuxième remarque préliminaire, bien qu'un peu longue, m'apparaît importante, parce que dans quelques instants on parlera de formes particulières d'associations économiques. Il faudra voir ces dernières, comme je le disais il y a un instant, d'abord comme des points d'arrêt, des points d'observation sur le chemin essentiellement continu que représente justement le continuum autarcie-union économique complète.

Ma troisième remarque préliminaire concerne les nombreux travaux que j'ai pu consulter. Or, ils parlent presque exclusivement d'intégration économique. Le réalisme nous oblige pourtant à reconnaître que vous pourriez être appelés à réfléchir, à la limite, sur un processus de désintégration d'une union économique sans doute incomplète, mais déjà très poussée. En somme, vous voudrez peut-être envisager un déplacement sur le continuum autarcie-union économique complète. Il faut donc adapter la littérature existante. Pour ce qui est de l'histoire, elle nous apprend peu puisque, m'a-t-on dit, il serait difficile de trouver d'autres cas que ceux du couple Norvège-Suède et des deux Irlandes, du moins dans le passé relativement récent. Mais j'avoue ne pas connaître ces deux dossiers.

Ma quatrième et dernière remarque touche, elle, carrément l'histoire et vise à contraster la situation qui est en train de se produire, depuis quelques dizaines d'années maintenant en Europe de l'Ouest, et ce qui s'est produit en Amérique du Nord. La différence sur laquelle je voudrais insister, ici, c'est qu'en Europe, le Marché commun est d'abord une association économique d'États souverains, d'États, par conséquent, qui, après avoir défini un projet, ont convenu que ce projet serait mieux atteint en s'intégrant, si vous voulez, ou en partageant avec d'autres États l'atteinte commune de certains objectifs. Comme vous le savez, et je reparlerai tout à l'heure du Marché commun, il est encore en voie de formation. Tout à l'heure, on pourra aller un peu plus dans le détail, ici.

Dans le cas du Canada et des États-Unis, évidemment, ce qui s'est produit, c'est que ces pays ont été formés à partir de colonies, essentiellement. La différence, à ce moment-là, c'est qu'en Europe, pour arriver au Marché commun, il a fallu démanteler beaucoup de systèmes réglementaires nationaux pour en arriver à un système communautaire, tandis qu'au Canada et aux États-Unis on n'a pas eu, dans la même mesure, à procéder à de tels démantèlements. On a créé des marchés communs, si l'on appelle ainsi, disons, les États-Unis, d'une part, et le Canada, d'autre part.

D'autre part, il faut aussi reconnaître que le Marché commun se bâtit à partir d'économies

déjà fortement industrialisées, développées – en somme typiques du 20<sup>e</sup> siècle – donc des économies complexes, alors qu'en Amérique du Nord, on avait affaire au départ à des sociétés essentiellement rurales où, par conséquent, le rôle de l'État était plus limité.

Je crois qu'il était utile, quand même, de faire un peu ces remarques pour situer l'ensemble, en tout cas, de mes préoccupations. Dans un deuxième temps, je vais maintenant aborder de façon un peu plus technique, je dirais, la description de certaines formes d'association économique en rappelant d'abord qu'il s'agit essentiellement, encore une fois, de points d'observation et non pas de points, si vous voulez, qui signifieraient qu'il n'existe rien immédiatement à droite ou immédiatement à gauche. Je commencerai, en fait, je vais distinguer si vous... Je crois que vous avez le document en main. Il n'y en a pas eu d'inventé depuis un an que j'ai comparu à la commission Bélanger-Campeau. Par conséquent, on en distinguera six, si vous voulez.

La première, on l'appellera – je parle ici de forme d'intégration économique – l'union commerciale simple. Je rappelle que cette expression est un peu de mon cru puisqu'elle vise à remplacer une autre expression que j'ai retrouvée dans la littérature et qui s'appelle "l'union économique simple". Il me semblait qu'"union commerciale simple" était une expression qui décrivait mieux la réalité sous-jacente.

Alors, de quoi s'agit-il? Il s'agit essentiellement d'un ensemble de pays qui réduisent, font disparaître ou créent, je dirais – pardon, voyons-le positivement – créent la libre circulation des marchandises et des services entre les parties constituantes. Donc, liberté totale de circulation des marchandises et des services entre les parties constituantes, mais – et ça, c'est la caractéristique de cette forme primaire de zone commerciale, si vous voulez – chaque pays participant conserve le pouvoir d'établir sa propre politique commerciale face aux non-membres. Donc, la caractéristique spécifique à cette forme très particulière d'association est qu'elle ne définit pas de règle d'origine, c'est-à-dire que les produits des tiers peuvent pénétrer dans la zone via le pays membre où la barrière commerciale est la plus basse.

Entre le Canada et les États-Unis, par exemple, ce n'est pas ce qui existe; c'est une zone de libre-échange. J'en reparle dans un instant. Mais si une forme d'association commerciale simple avait prévalu ou prévalait entre le Canada et les États-Unis, cela veut dire qu'il n'y aurait pas de règles d'origine. Donc, les produits pourraient entrer au Canada via le marché américain, si le tarif américain est plus bas à l'entrée pour l'entrée des produits des pays tiers. Donc, absence de règles d'origine et la souveraineté douanière de chaque composante est ainsi maximale, mais il s'ensuit par le fait même une

insécurité maximale pour chacune des composantes. Vous comprendrez pourquoi, à ce moment-là, je n'ai pas trouvé d'exemple concret d'union commerciale simple à vous proposer.

À la deuxième étape, alors là, on aborde quelque chose que nous connaissons bien au Canada, c'est la zone de libre-échange. Essentiellement, une zone de libre-échange ajoute à l'union commerciale simple la nécessité pour les partenaires de s'entendre sur des règles d'origine. Donc, il n'est plus question qu'un produit français, par exemple, pénètre au Canada par le détour du marché américain, si le tarif américain est plus bas que le tarif canadien sur ce produit français. Donc, il faut s'entendre sur des règles d'origine. Cela, bien sûr, ne va pas sans nombreuses discussions, parce que la composante d'une zone de libre-échange qui n'est pas productrice d'une marchandise ou d'un service a tout intérêt à s'approvisionner sans contrainte auprès des tiers si cette source s'avère moins coûteuse, et ça, on le comprendra aisément.

La troisième forme, encore plus contraignante, c'est l'union douanière. Donc, en ce qui regarde la zone de libre-échange, pour terminer là-dessus, c'est ce qu'il y a derrière l'accord de libre-échange Canada-États-Unis, pour l'essentiel. Troisième étape, un peu plus contraignante, l'union douanière. Elle va plus loin que la zone de libre-échange dans la mesure où, maintenant, la politique commerciale envers les tiers doit être commune à tous les pays participants. Encore ici, le problème est de trouver les compromis qui permettront de mettre au point cette politique commerciale commune. C'est un peu comme si le Canada et les États-Unis décidaient, demain matin, de se diriger vers une union douanière. Il faudrait, à ce moment-là, bâtir une structure tarifaire commune face aux tiers et on voit tout de suite le genre de tension que cela créerait dans l'ensemble de l'Amérique du Nord.

Notons que, dans les trois formes décrites à date, la libre circulation des marchandises et des services ne signifie pas nécessairement l'abolition de tous les obstacles non tarifaires: les contrôles de qualité, les contrôles aux frontières, etc. Et il s'agit là, d'ailleurs, de l'une des difficultés auxquelles sont confrontées toutes les formes d'association économique, sauf possiblement les plus achevées.

Quatrième forme d'association économique, plus contraignante donc que l'union douanière, c'est le marché commun. À ce que prévoit déjà l'union douanière, c'est-à-dire la libre circulation, plus des règles d'origine des produits, plus une politique tarifaire commune face aux tiers, à tout cela, le marché commun ajoute la libre circulation des ressources productives, notamment celles du capital et de la main-d'oeuvre. Mais précisément parce qu'il est davantage intégrateur, le véritable marché commun est plus difficile à implanter. Il faut

l'encadrer convenablement, prévoir un mécanisme de règlement des différends qui soit efficace, allant même jusqu'à une autorité communautaire détenant de réels pouvoirs. Je reviendrai plus tard sur l'expérience de la CEE à cet égard.

Cinquième étape, encore plus contraignante, l'union monétaire. Elle peut sans doute se concevoir même en l'absence d'un marché commun. Et je dois dire également que marché commun n'implique pas nécessairement union monétaire comme on le voit en Europe, mais il y a quand même, en Europe, ce qu'on appelle le serpent monétaire européen, c'est-à-dire que toutes les monnaies européennes sont quand même liées les unes aux autres dans un étroit corridor. Donc, l'union monétaire peut se concevoir même en l'absence d'un marché commun véritable, mais comme elle implique, par définition, une monnaie commune, elle représente normalement l'aboutissement logique d'un marché commun désireux de s'intégrer encore davantage. (10 h 15)

En outre, la combinaison marché commun-union monétaire conduit tôt ou tard à la nécessité d'harmoniser tout autant les politiques fiscales, nous nous rapprochons alors de plus en plus de l'union économique complète. Et, justement, la dernière forme d'union économique, c'est l'union économique complète. Il s'agit donc de la forme la plus poussée d'intégration économique. À la limite, toutes les politiques ayant une incidence économique sont, au minimum, harmonisées étroitement et, au maximum, communes à tous les pays participants. On aboutit ainsi à l'État quasi unitaire, à une association d'États fortement confédérés ou à un régime fédéral relativement centralisateur. Je conclurai donc ces premières remarques en disant qu'à mesure que l'intégration économique devient plus complète, plus achevée, l'importance des gains économiques recherchée tend-elle à diminuer relativement à celle du projet politique qui sous-tend l'intégration? Évidemment, je le pose sous forme de question. Certains le croient. Ce qui semble acquis, en tout cas, c'est que plus l'intégration progresse, plus les mécanismes institutionnels requis pour réaliser les nécessaires consensus doivent être efficaces.

Maintenant, quelles sont les implications du passage d'une forme d'association économique à une autre qui est plus contraignante? Je voudrais d'abord rappeler que l'histoire montre qu'il n'est pas requis d'avoir complètement achevé une forme moins avancée d'intégration économique avant de songer à en aborder une autre plus contraignante. D'une forme d'association économique à une autre plus contraignante, la transition implique donc une certaine perte de souveraineté. Voyons cela de plus près en nous rappelant toujours cependant que s'il s'agit de désintégration plutôt que d'intégration accrue potentielle, il faut faire le raisonnement en sens inverse. Une zone de libre-échange n'a besoin

que d'une structure institutionnelle minimale au-delà de l'accord même de libre-échange. Pourtant, même dans ce cas, il faudra créer les mécanismes pour s'assurer que les membres observent les règlements; par exemple, en matière de barrières non tarifaires ou de subventions à la production.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler qu'un des contentieux actuels, et qui va demeurer pendant plusieurs années entre le Canada et les États-Unis, c'est précisément le problème des subventions à la production dans le cadre de l'accord canado-américain de libre-échange. Si, maintenant, on passe de la zone de libre-échange à l'union douanière, on constate que cette dernière élargit considérablement le domaine des nécessaires mises en commun. Il faut certes s'entendre sur un tarif extérieur commun ou sur une politique commerciale extérieure commune, et cela, même si les composantes de l'union n'ont pas à résoudre les mêmes problèmes. À la limite, l'accord d'union monétaire pourrait même inclure la création de certains mécanismes compensatoires, sous forme de transferts interrégionaux, au bénéfice des régions perdantes.

Dans le marché commun, les choses deviennent encore un peu plus compliquées. L'harmonisation doit être élargie pour inclure des éléments tels que la réglementation touchant la main-d'œuvre et le capital, puisque le marché commun prévoit la libre circulation de l'un et de l'autre. De façon générale, toute nouvelle initiative en matière économique prise par un des partenaires sera suivie de plus près par les autres partenaires à cause de ses répercussions possibles sur le fonctionnement du marché commun.

Enfin, dans une union économique totale, l'harmonisation ne tend plus seulement à éviter les barrières, ce que j'appellerais l'intégration négative; mais il faut aussi prendre des décisions en commun dans des domaines aussi cruciaux que la politique fiscale et monétaire, ce que j'appellerais l'intégration positive. De même, plus l'intégration est forte, plus la liberté de mouvement des biens et ressources est grande, plus il devient difficile pour les composantes prises isolément de développer leur propre politique de sécurité sociale et de répartition des revenus.

Ce qu'il faut conclure de tout cela, c'est que l'efficacité même du degré d'intégration recherchée suppose la mise en place d'institutions dotées de pouvoirs suffisants. Cela ira d'un simple recours à un tribunal-arbitre, dans le cas de l'intégration la moins contraignante, aux organismes confédérés et composés de représentants des États-membres dans un marché commun, et possiblement, aussi, à la répartition des pouvoirs entre deux niveaux de gouvernement ou même, à la limite, à l'état unitaire dans le cas des formes d'association ou d'intégration économique les plus poussées.

Mais n'étant pas moi-même juriste, je

n'arrive pas à coller une forme, je dirais... juridico-politique, à une forme d'association économique; il y a sans doute, ici, une zone grise que, personnellement, je n'ai pas la compétence d'explorer. En somme, il faut se demander dans quelles circonstances des entités autonomes trouvent leur intérêt dans l'harmonisation de leur politiques économiques et comment elles peuvent atteindre cet objectif. Les réponses à ces questions dépendent pour beaucoup, mais certes pas exclusivement, du degré d'intégration économique recherché.

Du point de vue de l'économiste que je suis, la question à double volet à laquelle vous voudrez sans doute répondre au sein de cette commission est la suivante: Quel niveau d'intégration économique souhaitons-nous conserver ou atteindre avec le reste du Canada? Deuxièmement, quel mécanisme institutionnel et juridique nous semble s'imposer compte tenu de notre réponse à la première question, ou peut-être même, comme je le disais à la commission Bélanger-Campeau, voudrions-nous répondre dans l'ordre inverse? Quel lien institutionnel et juridique voulons-nous avec le reste du Canada? Et, deuxièmement, quelle forme d'intégration économique la réponse à la première question rend-elle possible?

Je voudrais maintenant, rapidement, faire quelques rappels d'exemples d'intégration économique dans le temps récent, et je commencerai, si vous voulez, par la Communauté économique européenne.

La Communauté économique européenne voulait devenir successivement une union douanière, donc une forme d'intégration assez peu poussée, suivie d'un marché commun, une union économique et monétaire et même, pour certains, une union politique. Je dis bien: pour certains; je parle ici de certains des pères du marché commun en Europe.

La CEE, comme vous le savez, compte actuellement 12 membres. Elle est devenue une véritable union douanière, c'est-à-dire qu'elle a eu une politique commerciale envers les tiers seulement en 1986, mais subsistaient alors des difficultés, comme les contrôles coûteux aux frontières, les systèmes fiscaux différents, notamment des taux de taxes à la valeur ajoutée disparates, des barrières non tarifaires telles que des normes et standards de qualités différentes, des règlements diversifiés sur l'environnement, etc. En juillet 1987, on note l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen. Ce document vient confirmer et renforcer les objectifs originaux de la CEE. Il s'agissait notamment de prévoir la reconnaissance des diplômes dans tous les pays, objectif atteint à la fin de 1988 pour les études universitaires de trois ans, reconnaissance également des différents systèmes nationaux de formation professionnelle en vue d'une liberté totale d'établissement et de travail pour tous; également, de faire disparaître toutes les bar-



rières non tarifaires, d'assurer la liberté totale de prestation des services, à l'exception du transport – où beaucoup reste à faire –, d'assurer la liberté totale de circulation des capitaux, objectif atteint en juillet 1990. Mais il n'y a pas encore d'accord sur la fiscalité touchant l'épargne, de garantir l'ouverture des marchés publics à la concurrence, et, plus généralement, de tâcher d'en arriver à créer un véritable espace économique européen.

La commission de la CEE estimait alors qu'environ 300 mesures seraient requises pour que ces divers objectifs puissent être atteints. Environ la moitié de ces mesures ont déjà été prises. En général, cependant, lit-on dans la littérature, on cherche à limiter l'harmonisation au strict minimum et on emprunte plutôt la voie de la reconnaissance mutuelle dans le cas, par exemple, de la reconnaissance des diplômes.

Maintenant, les institutions de la CEE pour gérer ce marché commun en voie de formation, eh bien, vous avez d'abord la commission de la CEE qui est l'organe administratif qui dispose du droit d'initiative et exécute les décisions communautaires; vous avez le Conseil des ministres qui incarne les volontés des États membres. C'est un vote à majorité qualifiée, sauf pour des questions comme l'harmonisation des politiques fiscales et des qualifications professionnelles, la politique agricole commune qui est peut-être ce qui est le plus connu du marché commun ici en Amérique du Nord. Cette politique agricole commune relève de ce Conseil. Vous avez ensuite le Parlement européen qui est élu directement par des citoyens, mais qui a une fonction presque exclusivement consultative, qui contrôle cependant la commission de la CEE et, enfin, la Cour de justice qui joue le rôle d'une véritable cour constitutionnelle dans le domaine des traités communautaires et ses arrêts lient obligatoirement les États membres et les tribunaux nationaux.

Quand on fait le bilan de la CEE – bien sûr, ce bilan je ne l'ai pas fait moi-même, j'ai quand même lu pas mal sur le sujet il y a un an – ce qu'on observe c'est une relative impuissance de la CEE pendant les années soixante, soixante-dix et le début des années quatre-vingt. Une des raisons, peut-on lire dans la littérature, c'est la règle de l'unanimité qui prévalait alors au Conseil des ministres de la CEE. La CEE est aujourd'hui une union douanière largement réalisée; le marché commun sera largement réalisé d'ici la fin de 1992, mais la CEE restera vraisemblablement une union économique et monétaire inachevée. Dans les points délicats qui persistent ou qui subsistent, il y a le problème de la fiscalité de l'épargne, la perception des taxes indirectes et le niveau des taux, le problème de la monnaie unique ou bien, comme je le soulignais déjà, il existe des relations très étroites entre les monnaies en Europe, dans les monnaies du marché commun.

D'autre part, comme les recettes fiscales propres de la CEE sont relativement faibles, on enregistre une incapacité de la CEE à redistribuer, entre guillemets, le gâteau entre ses membres, et plus généralement on espère la mise en chantier d'un projet visant à créer des conditions minimales de travail communes aux États membres pour éviter, entre guillemets bien sûr, que la Communauté se bâtisse sur le dos des travailleurs.

Et j'ajoute, comme dernier élément à ceux qui existaient déjà à ma présentation à la commission Bélanger-Campeau, j'ajoute cette tension qui apparaît de plus en plus maintenant au sein de la CEE concernant les positions à prendre devant le développement en Europe de l'Est. Donc faut-il, d'une part, achever très vite la communauté avant de s'ouvrir aux autres ou alors faut-il s'ouvrir aux autres tout de suite, au risque de retarder longuement l'achèvement de la Communauté économique européenne? Ces tensions, d'après ce que j'ai pu lire en tout cas ces dernières semaines, sont assez vives actuellement au sein de la CEE.

Je passe rapidement maintenant sur l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, vous le connaissez bien. C'est un accord, donc, de libre-échange, ce qui implique qu'il n'y a pas de politique commerciale commune face aux tiers, mais il y a cependant des règles d'origine qui existent pour bien s'assurer que les produits échangés librement entre le Canada et les États-Unis, bon, que tout se fait correctement. Donc, cet accord prévoit, en 10 ans, la suppression de toutes les barrières tarifaires. On a convenu de règles d'origine, il y a déjà trois ans. Les barrières non tarifaires sont moins touchées. Le secteur des transports est largement exclus de l'accord comme vous le savez, de même que celui de la culture. Il n'y a pas d'accès libre au marché public, par exemple dans le domaine des activités de recherche appliquée, les projets de communication et les grands contrats de défense. Il y a des nouveaux règlements sur le commerce des services et le droit d'établissement de filiales à l'étranger. Les cas particuliers de l'énergie, de l'agriculture, de l'industrie automobile et de l'investissement sont traités séparément. Le problème des subventions – liées, par exemple, au développement régional – et des droits compensateurs reste à régler. Mon opinion là-dessus c'est que c'est le dossier difficile. Certainement c'est le dossier difficile. On s'accuse très facilement, de part et d'autre, de subventionner les producteurs pour qu'ils puissent envisager à la concurrence. Le principe du traitement national est reconnu et il y a un certain nombre d'organes qui ont été mis sur pied pour régler les différends. Vous avez cette commission mixte du commerce canado-américain. Vous avez ensuite un arbitrage avec force obligatoire dans le cas de recours à la clause de sauvegarde et aux droits antidumping et compen-

sateurs. Les lois nationales demeurent. Cependant, l'arbitrage doit vérifier si elles sont correctement appliquées. Et, dans le cas des autres litiges, il y a appel à la commission. Si cette démarche n'est pas couronnée de succès, il y a recours à l'arbitrage avec force obligatoire. Si les deux parties sont consentantes... ou alors si les deux parties ne veulent pas de cet arbitrage avec force obligatoire, il y a simple création d'un groupe de travail avec pouvoir de recommandations. Tout cela est donné en vrac, bien sûr, mais il est important quand même de voir comment on essaie d'encadrer ces accords économiques que l'on produit.

Quelques réflexions maintenant sur le Canada comme union douanière, marché commun et union économique. D'abord, comme union douanière, bon, je ne vous apprendrai rien en vous disant que le Canada est une union douanière. Mais il existe, comme dans toute union du genre – je parle d'une union douanière, bien sûr, entre les provinces constitutives – il existe comme dans toute union du genre un problème de répartition régionale des avantages et des coûts de la politique commerciale commune vis-à-vis des tiers. Et ça c'est le bon vieux problème canadien: qui gagne? qui perd? Par exemple dans l'Accord de libre-échange avec les États-Unis; qui gagne qui perd dans notre participation au GATT? Et ainsi de suite. Donc toute politique tarifaire protectionniste, on le sait, transfert des revenus des consommateurs aux producteurs et au gouvernement fédéral. Or au Canada, les consommateurs et les producteurs habitent des provinces qui ont des gouvernements. Et enfin il existe, même si le Canada est une union douanière, des barrières non tarifaires au commerce interprovincial. On n'a qu'à penser aux produits agricoles, au camionnage, à l'alcool, au marché public.

Le Canada comme marché commun maintenant. Eh bien oui, le Canada est aussi un marché commun, mais certaines restrictions... on observe évidemment, et vous le savez mieux que moi, des restrictions à la libre circulation des travailleurs, par exemple dans l'industrie de la construction, dans certaines professions. Il y a un important problème de disparités régionales et ce problème revêt plus d'importance au sein d'un marché commun et surtout peut-être en régime fédéral parce que sa disparité subsiste en dépit de la mobilité théoriquement parfaite des ressources. Cela soulève le problème des transferts publics vers les régions économiquement plus faibles. Alors ça, c'est un problème évidemment qui apparaît, qui est important. Il est toujours important mais il apparaît encore plus important quand on est dans un marché commun étant donné qu'il y a, en principe, mobilité parfaite des ressources entre les régions.

(10 h 30)

Enfin, le Canada est également une union économique, mais il y a, au Canada comme

ailleurs, à cause évidemment du rôle accru de l'État et des groupes de pression... Le problème de l'harmonisation des politiques au sein de cette union économique n'est pas toujours facile. On en est souvent ainsi réduit, comme je le dis dans mon texte, au travail à la pièce. Et là, suit la liste de ces dossiers, je dirais, éternels entre les provinces et le fédéral, que ce soit en termes de politique de revenu, de sécurité sociale, de politique de transport, de communication, les institutions financières, les ressources naturelles.

Je terminerai rapidement, M. le Président, en faisant quelques dernières observations, davantage sous forme de question. Peut-être que si j'avais eu à bâtir ce texte spécifiquement ce matin, pour la réunion de ce matin, je l'aurais fait un peu différemment, mais quand même ces questions demeurent, en tout cas pour moi, importantes. D'abord, ce qui semble... Ce sont des idées maîtresses au fond qui me semblent se dégager de tout cela. La première, c'est que peu importe le point choisi sur le continuum de l'intégration économique, un mécanisme d'arbitrage est au minimum requis et, bien sûr, cela n'est pas très novateur comme idée.

Deuxièmement, si on observe l'expérience vécue par la CEE, et je dois dire que les lectures que j'ai faites à l'époque à ce sujet donnaient beaucoup d'importance à ce point, si on observe l'expérience vécue par la CEE, le mécanisme prévu dans toute forme d'association économique ne doit pas laisser tout se politiser trop rapidement, entre guillemets. Il faut préparer les dossiers au plan administratif, le politique, entre guillemets, dans le meilleur sens du terme, venant par la suite aplanir les dernières difficultés.

Troisième observation, c'est que passer un certain point sur le continuum, la volonté d'intégration économique implique-t-elle nécessairement la création d'un gouvernement central ou d'un régime fédéral ou, à tout le moins, celle d'organismes confédérés disposant de pouvoirs réels? C'est posé sous forme de question. Bien que, bien sûr, on puisse toujours imaginer une organisation juridique par laquelle, si vous voulez, des efforts sont conclus d'autres façons que celle, par exemple, d'un régime fédéral.

Autre observation. Mis à part le cas de l'État unitaire ou de l'État fédéral très centralisateur, on peut dire que le degré d'harmonisation des politiques et donc, des volontés nationales requis, donc le degré d'harmonisation requis des membres d'une association économique varie proportionnellement au degré d'intégration économique recherché et au degré de souveraineté détenu par chaque composante.

L'observation suivante touche ce que l'on appelle un petit pays. En économique, on a une façon assez particulière de définir ce qu'est un petit pays. Ce n'est pas petit au sens géographique du terme, bien sûr, c'est que le petit pays est celui qui n'a pas beaucoup de contrôle sur

les grands paramètres qui fixent, je dirais, son environnement économique. Il est, si vous voulez, un petit joueur en matière économique. Donc, c'est ce qu'on appelle, nous, en théorie notamment du commerce international, un petit pays.

Or, ce que je dis, ici, c'est que précisément parce qu'il est petit face aux autres, un petit pays souverain peut craindre de se compromettre dans un processus formel de négociations d'une association économique avec des plus gros. Au fond, un peu les craintes du Canada face aux États-Unis au moment de l'Accord de libre-échange. Mais le fait est qu'il n'a probablement pas vraiment le choix. Les deux autres possibilités, en effet, sont, à un extrême, l'intégration forcée via les seuls mécanismes du marché ou, à l'autre, la recherche de l'autarcie, mais alors là, à des coûts relativement élevés. Et ça, je crois que c'est important. Il est permis, en outre, de croire que les coûts d'une association ou intégration économique faite à reculons sont probablement croissants dans le monde actuel, à cause des changements technologiques que vous connaissez bien de multinationalisation. Bref, des tendances lourdes que nous connaissons tous.

Je pense qu'on peut dire – et tout le monde sera d'accord là-dessus – qu'en matière économique, bien sûr, la souveraineté absolue n'est plus possible et n'est certainement plus désirée par quiconque.

M. le Président, il s'agissait pour l'essentiel de ce que j'ai dit à la commission Bélanger-Campeau. Je suis, bien sûr, maintenant disponible pour des échanges avec des membres de la commission. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. Masson. Est-ce qu'il y a des questions? Pas de problème là, le premier qui lève la main.

M. le député de Labelle, allez-y.

**M. Léonard:** M. Masson, je vous ai entendu aussi à la commission Bélanger-Campeau. D'abord, bienvenue. Je vous salue, M. le professeur de l'Université Laval. Je vous ai entendu à la commission Bélanger-Campeau, je me rappelle ce que vous nous aviez dit à l'époque et je relis ce matin ce que vous nous dites. J'ai toujours une certaine réflexion par rapport aux modèles théoriques qu'on nous présente, parce que, pour un économiste, finalement, le modèle idéal ce serait vraiment qu'il y ait un ordre mondial, parce que c'est là où les coûts seraient diminués. C'est un modèle qui peut séduire évidemment des étudiants de première année de bac, dont Pierre Elliott Trudeau, mais dans la pratique ce n'est pas nécessairement ça qui existe.

Cependant, dans la réalité nord-américaine, comme il y a actuellement un traité de libre-échange, la vraie question qui se pose, c'est: Quelles seront dans l'avenir nos relations avec ceux qui nous entourent dans ce contexte de libre-échange, dont le Mexique? Moi, je trouve,

lorsqu'on discute des aspects ou même des détails de nos relations avec le reste du Canada à partir du Québec, que c'est une approche passiviste de la réalité économique nord-américaine, parce que, dans 20 ans, ça va être vraiment autre chose. Et, lorsque nous parlons de constitution, c'est dans ce contexte qu'il faut analyser la réalité. La réalité commerciale, économique à l'intérieur du Canada, c'est que nos échanges avec le reste du Canada vont progresser vraisemblablement, mais lentement parce qu'ils sont déjà très élevés. Mais là où les progrès vont se faire, c'est vers le marché américain. Je pense que c'est ce contexte que nous devons analyser et nos relations politiques, s'il doit y en avoir là-dedans, doivent être examinées sous cet angle. Moi, j'envisage et j'évalue cette question-là en pensant que nos enfants vont aller beaucoup plus facilement aux États-Unis, ils ont déjà commencé et même les consommateurs québécois depuis un an, ils vont très facilement aux États-Unis pour acheter, compte tenu des niveaux élevés de taxes qu'il y a ici. Ce qu'on peut craindre, c'est que ça s'accroisse dans le temps.

Je comprends qu'on puisse examiner le modèle du marché commun où il y a des pays souverains et je voudrais quand même marquer le point là-dessus. Même si vous dites qu'il y a une perte de souveraineté, je pense que c'est inexact politiquement. La souveraineté, vous l'avez ou vous ne l'avez pas, mais dans un contexte donné vous pouvez accepter d'entrer dans un traité quelconque où vous acceptez de vous lier; puis je n'appelle pas ça une perte de souveraineté, c'est une décision libre que vous prenez et que vous pourriez retirer éventuellement. Alors, moi, quand vous tirez des conclusions politiques ou de structures politiques, remarquez que j'ai bien apprécié, vous le faites très prudemment, c'est sous forme de modèles. Vous y allez pas à pas, bon! Vous ne voulez pas qu'on vous prenne au piège trop tôt là-dedans, mais quand même nous devons tirer les conclusions aussi à partir de ce que vous nous dites. Comment les voyez-vous nos relations politiques avec les États-Unis dans le contexte du libre-échange, parce que ça va être beaucoup plus important dans l'avenir que maintenant? On commence. Ça fait un an ou deux ans qu'on est dans le traité du libre-échange; on commence.

**M. Masson:** La question ou les observations que vous me demandez de faire m'obligent à introduire, je dirais, des éléments de nature un peu plus conjoncturelle dans ma réponse. Je dois vous dire qu'au moment où l'accord de libre-échange a été négocié avec les États-Unis, j'étais l'un des très, très nombreux économistes et très nombreux Québécois, entre autres, qui étaient tout à fait favorables à cet accord, précisément d'ailleurs pour les raisons que vous énoncez; c'est là qu'est le marché dans l'avenir. Je suis tout à fait d'accord avec vous là-dessus.

Je dois vous dire qu'avec bien d'autres, je demeure encore un chaud partisan de cet accord de libre-échange, mais, en même temps, je constate qu'il y a quelque chose qui a très profondément changé maintenant depuis quelques années. C'est ça l'élément conjoncturel que je voulais ajouter, c'est la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain. Vous savez que depuis le milieu des années quatre-vingt le dollar canadien a pris à peu près 25 % de valeur de plus par rapport au dollar américain. Or, si nous ajoutons... Là, je ne voudrais pas par ailleurs devenir trop conjoncturel, parce que, par définition, la conjoncture finira bien par changer, elle est de courte et moyenne périodes. Mais il est certain qu'à l'heure actuelle si on avait à faire un bilan, j'imagine, de l'accord de libre-échange avec les États-Unis et si on interrogeait les gens d'affaires, beaucoup auraient, comme on dit en anglais, des "sudden thoughts", et pour deux raisons, bien sûr: la valeur du dollar canadien, mais aussi les taux d'intérêt. Pour un économiste, évidemment, on sait très bien que les taux d'intérêt et la valeur du dollar canadien, c'est lié. J'ajouterais à ce moment-là le dernier élément conjoncturel qui vient beaucoup compliquer les choses, je pense. Il faut le reconnaître, même si c'est - et là c'est peut-être davantage que conjoncturel à court terme - je pense qu'à peu près tout le monde qui viendra devant vous, vous fera le raisonnement suivant. Ils vont vous dire: Ce qui explique essentiellement les taux élevés d'intérêt au Canada actuellement, c'est la problématique de l'endettement excessif. On parle beaucoup de l'endettement gouvernemental, mais il y a aussi, plus généralement, un problème d'endettement dans notre société.

Donc, pour que les étrangers acceptent de nous financer, dans la mesure où ils le font déjà et... En passant; l'ouverture des économies d'Europe de l'Est et les énormes besoins en capitaux dans les prochaines années dans ces pays-là vont rendre, vont créer un problème de rareté de l'épargne à travers le monde. Ce qui veut dire qu'à long terme nous devons nous attendre à des taux d'intérêt relativement substantiels en Amérique du Nord. Ce qui nous forcera sans doute, en passant, à vivre un peu plus selon nos moyens. Mais enfin, c'est une autre question. Donc, on vous dira: Ces taux d'intérêt élevés sont nécessaires en bonne partie pour attirer l'épargne étrangère requise pour financer nos déficits mais, en même temps, expliquent que le dollar canadien soit si cher. Je notais ces derniers jours qu'il a maintenant passé la barre des 0,88 \$.

Évidemment, ce sont des facteurs conjoncturels qui pourraient être renversés rapidement. La Banque du Canada pourrait décider d'accélérer rapidement la baisse des taux d'intérêt au Canada, constatant l'ampleur de la récession. Il pourrait s'ensuivre une chute du dollar canadien et, qu'à ce moment-là, peut-être,

on aurait un peu de difficulté à contenir, parce qu'il y a beaucoup d'incertitude au plan international, mais cela est possible. Je dis tout simplement que tant que ça dure, toute la problématique de nos échanges commerciaux avec les Américains est profondément bouleversée. Quelqu'un me racontait récemment être allé à une exposition à Toronto, je crois que c'était dans le domaine des bateaux de plaisance, où il y avait à peu près 250 bateaux de plaisance exposés; il y en avait 4 ou 5 canadiens et les autres étaient américains. Ce que les Canadiens disaient là-bas, c'est qu'ils n'arrivaient pas maintenant à proposer des prix qui les rendent concurrentiels, notamment sur le marché américain. Donc...

Une voix: ...

M. Masson: Pardon?

M. Léonard: Le papier, c'est ça actuellement?

M. Masson: Ah oui, oui! C'est ça, donc, toujours. Regardons ce qui se passe. Si c'est une question conjoncturelle, je le veux bien, de sorte que moi je vais vous répondre ceci: En faisant l'hypothèse - et je pense que cette hypothèse-là n'est pas contestée par grand monde aujourd'hui - qu'advenant, par exemple, la souveraineté du Québec, il y aurait une monnaie commune avec le reste du Canada, moi, je dis que la problématique de nos relations commerciales avec les Américains, au Québec, sera aussi reliée, à court et moyen termes bien sûr, à la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain - qui est actuellement trop élevé. Mais, à plus long terme, elle va être reliée à notre capacité, au Québec, notre capacité collective de nous ramasser et de mettre en place ce que ça prend pour faire en sorte que notre productivité nous rende concurrentiels, capables de créer des emplois, dans cet environnement économique au minimum nord-américain et, peut-être, maintenant mexicain, éventuellement, et tout le reste. Ça, c'est toute une commande. C'est la question de la productivité, ses recherches, mais c'est aussi qualification de la main-d'œuvre; je dirai que, ce qui s'est peut-être dit de plus important là-dessus depuis quelques mois au Québec, c'est - c'est mon point de vue bien personnel - le problème de la formation professionnelle de la main-d'œuvre. Je pense que c'est probablement ce qu'on a dit de plus important depuis longtemps au Québec dans cette optique d'être concurrentiels dans un vaste marché. Ça m'apparaît fondamental; plus évidemment la recherche, plus, bon enfin, tout le reste.

Je trouve malheureux que cette question du taux de change vienne obscurcir beaucoup de jugements, beaucoup de raisonnements que nous faisons à ce moment-ci. Mais quelque chose, un jour ou l'autre, devra se produire en ce qui

regarde le taux de change. Je ne vois pas, moi, comment les producteurs québécois, ou les producteurs canadiens en général, peuvent espérer regagner une capacité concurrentielle forte en Amérique du Nord en comptant uniquement sur des gains de productivité ou, alors, sur des baisses de salaire. Parce que vous savez, pour lutter contre un dollar élevé, trop cher, on peut essayer d'être beaucoup plus productif, mais ça ne vient qu'à long terme, ou alors on peut convaincre tout le monde de gagner moins et de réduire son niveau de vie. Mais alors ça, on va laisser ça au niveau politique. Moi, je me contente de l'enseigner.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Oui. Je pense que vous avez... Il me semble que, si je vous ai bien compris, vous avez admis que l'avenir était au sud à peu près, d'une façon générale...  
(10 h 45)

**M. Masson:** C'est évident.

**M. Léonard:** Je repose ma question. Sur le plan des institutions, vous faites une relation entre l'intégration des marchés et l'établissement d'institutions politiques conséquentes. Pour moi, il semble que ce qu'il est important d'analyser, c'est notre future capacité de négociation dans ce contexte-là. La question, c'est: Quelles sont les institutions politiques qui vont nous donner les meilleures capacités de négociation, le meilleur pouvoir de négociation? Je l'entends, évidemment, du point de vue québécois, parce que nous sommes ici au Québec et non pas ailleurs. Est-ce que, à partir du moment où nous faisons ça en deux étapes, en deux étages: d'abord se fondre dans le Canada et, ensuite, le Canada fondu dans le contexte nord-américain, lorsqu'on y arrive, on n'est pas beaucoup plus dilué que si on y va directement?

**M. Masson:** Vous demandez: Est-ce qu'on n'est pas plus dilué...

**M. Léonard:** Dans le contexte d'une intégration du marché nord-américain...

**M. Masson:** Oui, nord-américain.

**M. Léonard:** ...avec le Mexique, je dirais très probablement. C'est ça, la question, au fond. Si on regarde ce qui se passe en Europe, il n'y a personne qui a abandonné sa souveraineté, personne. Même les plus petits pays sont restés souverains et, souvent, ils s'en tirent mieux que les grands, dans le Marché commun.

**M. Masson:** Mais ils doivent néanmoins accepter, il faut dire... Écoutez, par définition, si vous entrez dans un marché commun, vous devez

accepter de mettre en commun des morceaux de votre souveraineté. Autrement, ça ne tiendrait pas.

**M. Léonard:** Vous signez des traités...

**M. Masson:** C'est ça.

**M. Léonard:** ...mais vous avez le pouvoir de le faire, alors que, autrement, si vous ne l'avez pas, vous n'avez même pas droit au chapitre. C'est toujours presque une affirmation qui est l'abc, finalement.

**M. Masson:** Je dirais, du strict point de vue économique, que des États souverains fassent des ententes strictes entre eux dans le but de régler un problème, par exemple, de relations commerciales avec un tiers, ou alors qu'un gouvernement central qui vient coiffer ses parties constituantes le fasse, que les deux méthodes, en principe, peuvent donner exactement le même résultat, vis-à-vis, je dirais, du tiers. Sauf que, comme vous le dites si bien, si c'est fait à partir d'un contrat, en somme, ou d'un accord qui est consenti par des entités souveraines, en effet, à ce moment-là, la possibilité demeure qu'une de ces entités s'en retire. Tout à fait. Là, je pense que c'est...

Hier, j'écoutais... Mon Dieu! si vous me permettez, peut-être... J'avais pris quelques notes rapidement, hier soir, entre autres en écoutant le Téléjournal, parce que je pensais à ce matin. Je notais, entre autres – mon Dieu! attendez, est-ce que je retrouverai ça... Ah oui! Partant du principe que tout le monde est favorable à un espace économique commun, j'écoutais hier soir – à un espace économique, donc, je parle même dans le contexte nord-américain, ici... Hier soir, par exemple, au Point, j'écoutais deux points de vue assez contradictoires, très différents là-dessus. Un point de vue était que des États, des provinces doivent avoir des pouvoirs souverains et ensuite s'entendre avec d'autres pour perdre une partie de leur souveraineté, ce qui, comme vous dites, laisse la possibilité qu'on retourne en arrière. Tandis que l'autre, c'est de dire: Bon, bien, alors non, plutôt, il faut des lois fédérales pour encadrer l'ensemble, et donc, à ce moment-là, on enlève à la partie constituante la possibilité de s'en départir. Mais je dirais que, techniquement, le problème est d'abord politique et juridique, et ce n'est pas mon domaine. Mais techniquement – bien, qu'est-ce que vous voulez – une zone de libre-échange nord-américaine avec le Mexique, le Canada et les États-Unis, en gros, on en connaît les paramètres; il s'agit d'abolir les barrières tarifaires et tout le reste. Maintenant, c'est évident que, si vous avez, disons, un Québec souverain, le reste du Canada agissant également comme entité souveraine, et si vous avez, d'autre part, les États-Unis et le Mexique, vous avez entièrement raison de dire

que, dans un tel contexte, le Québec pourrait être partie à un accord de libre-échange nord-américain et, finalement, conclure un accord qui soit dans ses intérêts; je suis tout à fait d'accord là-dessus. Le problème que je me pose, cependant, c'est: Quelle serait pour lui la possibilité réelle de s'en sortir une fois qu'il serait embarqué? Ça, je suis moins sûr.

**M. Léonard:** O.K. Alors, mon point de départ, maintenant, si vous me permettez, M. le Président... Je suis d'accord avec vous que, s'en sortir, ça ne présenterait probablement pas d'avantages économiques; donc, il faut y rester. Par ailleurs, y rester et pour en tirer les meilleurs bénéfices, il y aurait avantage à garder ses propres institutions économiques alors que s'il demeure dans le Canada, je pense que la logique veut que le Canada, lui-même, se construise des instruments économiques forts et centralisés, ce qu'on va admettre. Mais, à ce moment-là, le Québec perd tous ses moyens, perd toutes ses structures, celles, en particulier, que nous avons construites depuis 30 ans. Et donc, moi, je pense que dans ce contexte, il va entrer dans le marché et dans le marché du libre-échange nord-américain, mais avec ses propres instruments, et donc, tirer davantage partie du bénéfice du traité, mais lui-même. Je pense que, là-dessus, les avantages m'apparaissent considérables parce que si on se réfère simplement au taux d'intérêt, au taux d'escompte de la Banque du Canada, ce qui a été déposé hier régionalise, en quelque sorte, le conseil d'administration de la Banque du Canada. Bon, c'est une chose. J'appelle ça, peut-être, un guidl parce que, au fond, les grands enjeux de la Banque du Canada vont se dessiner sur autre chose, mais le Québec a eu à souffrir de façon considérable des hauts taux d'escompte dans les dernières années. Actuellement, ce n'est plus le cas depuis quelques mois parce que son taux d'inflation est très élevé à cause de l'introduction de la TVQ québécoise et de la TPS. Mais, au fond, on a un cas très clair où si le Québec avait ses propres institutions, il aurait plus de marge de manoeuvre et aurait plus la capacité de s'en sortir économiquement dans le contexte du libre-échange.

**M. Masson:** Dans "ses propres institutions", est-ce que vous incluez une monnaie du Québec?

**M. Léonard:** Possiblement, oui.

**M. Masson:** Ah!

**M. Léonard:** Possiblement. Mais là, à l'intérieur d'un serpent monétaire, comme celui qu'il y a dans le Marché commun. Mais, moi, je pense que la politique monétaire, si vous la poussez à bout, vous arrivez à peu près avec ce qu'il y a en Europe actuellement, sauf que tout

le monde y tient encore. Il y a quand même quelques avantages là-dessus, sur la politique monétaire. Une certaine flexibilité sur laquelle il ne faut pas trop tirer. Le Canada y a tiré beaucoup dans le passé, avec ses déficits carabinés, et on sait où ça l'a conduit.

**M. Masson:** Remarquez que, oui. Ça, c'est un débat, évidemment, très long qu'on pourrait...

**M. Léonard:** C'est un autre débat. Je pense qu'on va l'aborder...

**M. Masson:** C'est un autre débat, mais, comme économiste, ce que je peux vous dire, c'est que vous ayez une monnaie unique, que vous ayez une monnaie québécoise, mais associée dans un serpent avec le dollar canadien, du point de vue économique, ça ne change à peu près rien à la réalité de la politique économique.

**M. Léonard:** Oui, mais, à ce moment-là...

**M. Masson:** Évidemment, la possibilité existe que vous fassiez éclater le serpent.

**M. Léonard:** À ce moment-là, on peut pousser l'argumentation plus loin. On peut dire: Pourquoi tout le monde n'accepterait pas le dollar américain?

**M. Masson:** Ça sera peut-être le cas dans...

**M. Léonard:** Au fond?

**M. Masson:** ...25 ans.

**M. Léonard:** Ah bon! O.K.

**M. Masson:** Non, c'est rien, mais enfin...

**M. Léonard:** J'aime bien vous l'entendre dire.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Nous allons passer aux questions...

**M. Léonard:** C'est ça. Ça sera peut-être le cas dans 25 ans.

**Le Président (M. Bélanger):** ...du député de Verdun. Par la suite, ce sera Mme la députée de Taillon, et je n'ai pas d'autres noms pour le moment.

**M. Gauthier:** Brièvement, M. Masson, je voudrais vous remercier aussi pour la clarté de votre exposé. Moi, j'aurais une question à vous poser sur la fiscalité indirecte. La question que je me pose en vous écoutant, c'est un peu théorique ma question, c'était de me poser quelle

est la nécessaire harmonisation qu'il devrait y avoir en fonction de l'intégration économique entre les politiques fiscales ou la taxation indirecte? On a, par exemple - à ce nombre d'exemples - les questions de l'essence dans les zones frontalières. Il a fallu avoir une politique de double prix, même à l'intérieur du Canada, entre le Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick. Mon collègue de Labelle rappelait tout à l'heure la différence en taxations indirectes entre le Québec et les États-Unis dans un cas de zone de libre-échange où on a tendance de faire qu'une partie importante de la consommation va de plus en plus se faire aux États-Unis. Je me pose la question strictement sur le plan économique. Quelle nécessaire harmonisation vous voyez sur les taxations indirectes en fonction de l'intégration? Ma sous-question est: Quelle harmonisation y a-t-il, s'il y en a, dans le Marché commun sur la taxation indirecte?

**M. Masson:** Si vous voulez, je vais d'abord répondre à votre deuxième question puisque, écoutez, tout ce que j'en sais et je ne peux pas vraiment être considéré comme un spécialiste du Marché commun, ce que j'en sais, cependant, c'est que même à l'intérieur de la CEE, on n'a pas encore conclu un accord définitif sur la question des taux de la TVA, la TVA étant une taxe à peu près équivalente à la taxe sur les produits et services qui existe maintenant au Canada.

Pour ce qui est du degré d'harmonisation, écoutez, je dirais que... Je ne suis pas un spécialiste de la fiscalité, je suis un spécialiste des relations économiques internationales. Mais, à première vue, tout au moins, je vous dirais ceci: D'abord, il ne faut pas oublier une chose. C'est que nous vivons dans un environnement géographique qui est immense et, par conséquent, il y a des coûts importants dans les transactions. Je ne parle pas ici, bien sûr, de transactions par courrier ou de transactions de ce genre. Je parle des transactions qu'on fait, je dirais, quotidiennement. Il y a donc, au départ, ici, cette réalité géographique importante. Et, pourtant, malgré cette réalité géographique importante, on observe que, depuis quelques mois maintenant, beaucoup de Canadiens, de Québécois vont aux États-Unis faire des achats et souvent même des achats tout à fait courants, notamment, dit-on, à cause de l'introduction de la TPS au Canada.

Moi, je dirais que, si le dollar canadien était à un niveau un peu plus réaliste à ce moment-ci - ne me demandez pas ce que c'est, mais j'imagine que, parmi les économistes, il y aura un consensus à 0,78 \$ ou à 0,80 \$ - j'ai l'impression que beaucoup de ces achats aux États-Unis deviendraient beaucoup moins attrayants. Alors, ce n'est pas seulement, je crois, la question de la TPS. Il y aurait question que le dollar américain n'est pas cher. Et, donc, à ce moment-là, on est capable d'aller visiter là-bas.

Si vous ajouter en plus les écarts dans la taxation, les prix de base qui peuvent être un peu différents, vous avez évidemment un ensemble.

D'autre part, je parlais des distances géographiques. Il ne faut pas oublier que probablement un certain nombre de personnes qui s'adonnent à cette activité ne comptent pas évidemment le temps dans les coûts qu'elles ont à encourir. Si leur temps est gratuit, pas de problème. Mais, parfois, ça signifie des déplacements importants. Prendre une journée pour aller économiser 15 \$ ou 20 \$ aux États-Unis, ça ne fait pas cher de l'heure. Mais si on n'a rien d'autre à faire, ça peut toujours se défendre.

Alors, je dirais que la valeur du dollar canadien vient... Il me semble que la valeur actuelle du dollar canadien vient exagérer quelque peu les conséquences de différences entre les taux de taxes indirectes. Il faudrait, pour évaluer la situation correctement, avoir, au départ, ce que j'appellerai un taux de change d'équilibre ou, enfin, raisonnablement d'équilibre. Et 0,88 \$, je pense qu'il n'y pas un économiste au Canada qui pense actuellement que c'est un taux de change d'équilibre.

Pour le reste, pour le marché commun, je répète que je ne pourrai pas malheureusement répondre à votre question. Je n'ai pas la compétence pour le faire.

**Une voix: ...**

**M. Léonard:** Juste une remarque, avant M. le député de Verdun. Mais il me semble que... Je comprends vos remarques sur le taux de change qui est élevé actuellement et qui nous dessert, mais, en termes d'institutions, il me semble qu'on ne peut pas baser l'avenir des institutions sur des taux de change qui, par nature, sont conjoncturels. Il y a 20 ans, le dollar canadien était plus élevé que le dollar américain. Et ça fluctue assez régulièrement. Il est descendu à 0,67 \$ quelque part, puis il est remonté à 0,88 \$. Puis on a l'impression, à l'heure actuelle, qu'il y a comme une pression à ce qu'il remonte encore.

Alors, je me suis même posé la question si l'objectif, finalement, ce n'était pas que le dollar américain soit au pair avec le dollar canadien dans le temps. On peut se demander pourquoi. Alors, ma question, c'est: Comment peut-on discuter d'institutions qui, par définition, sont là où qu'on veut faire pour 50 ans à venir sur des éléments aussi conjoncturels que les fluctuations du taux de change, même de 10 %?

**M. Masson:** Si vous me le permettez, M. le Président. En réaction à ce que vous venez de dire, je vous dirais que, de la même façon, je ne jugerais pas de l'avenir à long terme de l'industrie papetière du Québec par ce que j'entends dans les téléjournaux depuis deux ou trois semaines... Et on sait très bien que c'est la

même cause, en bonne partie. Bien sûr, il y a, au départ, un problème de productivité. Écoutez, j'ai presque envie de reprendre le point de vue qu'on entend parfois et qui est très profondément, non pas cynique, mais très dur, qui est de dire: Au fond, ce n'est pas si mauvais, ce qui se passe actuellement, un taux de change fort. C'est que ça oblige les entreprises à se questionner très sérieusement sur leur compétitivité. Mais il y en a qui vont s'interroger tellement longtemps, puis ça va leur prendre tellement de temps qu'elles ferment leurs portes pendant un an ou deux. Il y en a qui vont disparaître de la carte.

Mais ce que vous dites est tout à fait exact. On ne peut pas réfléchir sur des institutions à long terme à partir d'une situation conjoncturelle. Mais on ne peut pas non plus parler de la rentabilité à long terme du papier au Québec à partir de ce qui se passe maintenant, sans compter que ce n'est pas seulement une question de taux de change. C'est également une question de récession économique profonde.

(11 heures)

Alors, il faut faire bien attention. Ma foi, s'il fallait porter un jugement sur la qualité des entreprises québécoises ou ontariennes en oubliant le contexte particulier de ce moment-ci, on se tromperait, mais c'est difficile de faire la part des choses. Moi je dis tout simplement, pour revenir à la question de la fiscalité: Un pays, disons, comme le Québec, Québec étant souverain, aurait probablement, si on oublie le problème des zones frontalières, une certaine marge de manoeuvre en taxation indirecte. Mais jusqu'où ça peut aller une taxation indirecte qui se différencierait de celle des voisins? Je dirais que c'est l'expérience qui le démontrera, mais dans un contexte normal. Il est bien possible qu'à l'heure actuelle la taxe fédérale de vente, eu égard aux politiques qui prévalent ailleurs aux États-Unis, soit tout à fait acceptable et ne crée pas de déséquilibre entre le Canada et les États-Unis. Mais comment le voir quand on sait qu'une des causes importantes du déplacement des achats vers les États-Unis, c'est précisément le taux de change? Moi je vais dire: Laissons passer un peu le temps et on verra mieux. Mais, on ne peut pas répondre, je crois, dans l'absolu à cette question-là.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun, est-ce que vous aviez terminé?

**M. Gauthrin:** C'est un peu pour répondre au député de Labelle. Vous avez répondu en partie à ce que moi j'avais cru comprendre que vous me disiez. Vous me disiez: À l'heure actuelle, les effets qu'on perçoit des différences de taxation indirecte entre les États-Unis et le Canada n'auront pas à long terme les effets pernicieux qu'on pourrait penser, parce qu'ils sont dus, non pas seulement à la taxation indirecte, mais, en

particulier, à la situation où le taux de change est irréaliste et votre point n'avait pas été la valeur du taux de change, mais le fait actuellement que le dollar est arbitrairement trop élevé. C'est ça que j'ai cru comprendre de votre réponse.

**M. Masson:** Oui.

**M. Gauthrin:** Ce n'était pas sur le quantum du dollar, mais c'était le fait qu'il était arbitrairement trop élevé. Je pense que ce n'était pas du tout sur la question du quantum.

**Le Président (M. Bélanger):** C'était votre commentaire?

**M. Gauthrin:** Oui. C'est un commentaire sur le...

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez, Mme la députée. À moins que M. Masson veuille réagir à ce que M. le député de Verdun a dit.

**M. Masson:** Non, sauf que si vous me permettez, M. le Président, 30 secondes, simplement pour rappeler ce que je disais tout à l'heure, il s'agit de voir comment ce dollar canadien pourrait être ramené à un niveau plus raisonnable sans attaquer de plein fouet le problème du surendettement au Canada, à commencer par le problème de l'endettement public. Alors là, c'est toute une commande et je suis content de la laisser de l'autre côté de la table.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Ha, ha, ha! Merci, M. le Président. Juste pour aller un petit peu dans la foulée du début de la discussion en ce qui concerne les échanges et leur croissance, les échanges de biens et de services, particulièrement de biens entre les collectivités nous entourant, en fait la commission Bélanger-Campeau nous donne des informations tout à fait intéressantes à cet égard-là pour dire combien le courant ce sont les échanges nord-sud et non pas les échanges est-ouest sur le continent nord-américain. Je ressortais les données qui nous ont été fournies par une des études présentées et commandées par la commission. C'est intéressant de voir les chiffres à cet égard, la variation moyenne annuelle, en ce qui a trait aux expéditions provinciales à l'égard du Québec vers les



autres provinces en 10 ans, entre 1974 et 1984, a été en hausse de l'ordre de 2,9 %, alors que pour la même période, les expéditions hors Québec vers les États-Unis ont été de l'ordre de 14,7 %. Alors, déjà là ça nous marque très clairement le "trend", si on me pardonne cette expression. Donc on doit, je pense, se poser largement des questions à l'égard de ce que va être, dans mon cas, en tout cas dans la perspective d'un Québec souverain, ce que vont être les règles, le contexte dans lequel on va continuer à établir ces échanges avec les États-Unis.

Mon questionnement vient plutôt sur une autre partie de votre exposé, M. Masson. D'abord, quand vous dites: La notion de petit pays, c'est intéressant. Effectivement, je pense qu'il faut la définir sur le plan économique et vous l'avez assez bien fait. Quand on observe généralement les pays occidentaux, ce qu'on constate, c'est que ceux qui tirent le mieux leur épingle du jeu, ce sont ou les très grands ou les petits. C'est assez intéressant de voir – et là je n'ai pas les données devant moi, parce que je ne croyais pas qu'on vous recevait ce matin, et j'en suis tout à fait désolée – mais quand on regarde les classements faits par l'OCDE c'est toujours ça. On se retrouve avec les pays nordiques, on se retrouve avec certains petits pays européens, enfin, qui sont à peine des pays, mais particulièrement les pays nordiques. On se retrouve avec l'Autriche, on se retrouve avec la Suisse qui est quand même un modèle un peu particulier; on se retrouve, après ça, avec le Japon, avec l'Allemagne qui là, sont de grands pays, ou les États-Unis. Mais c'est ou petit ou grand et on se retrouve dans le peloton de tête. Or, c'est intéressant de regarder ça.

J'en viens maintenant à votre document, aux pages 17 et 18, et à la discussion que nous aurons dans les prochains jours, sûrement en tout cas, sur la place publique, autour des propositions candiennes. Vous vous arrêtez au Canada comme marché commun, et vous dites au point 4.3.2, Problèmes des disparités régionales: "Le problème revêt plus d'importance au sein d'un marché commun et surtout, peut-être, en régime fédéral." Est-ce que dans le fond, quand on regarde la proposition qui est venue hier d'Ottawa, est-ce qu'on ne constate pas qu'il y a eu, qu'il y a un échec du régime fédéral actuel dans lequel on vit, à régler les problèmes de disparités régionales entre les différentes composantes canadiennes? Le mécanisme qu'on a choisi est à ce point inefficace, soit ces fameuses rencontres fédérales-provinciales qui n'aboutissent jamais... La seule façon de les faire aboutir c'est quand certaines provinces – et je prends le Québec comme exemple – décident de mettre le pied à terre et de se doter d'institutions. On a vu ça dans le passé, particulièrement au début des années soixante où on a pris en main notre propre régime de rentes, on s'est donné la Caisse de dépôt, etc. Dans le fond, la

volonté que marque actuellement Ottawa de vouloir centraliser les pouvoirs économiques, c'est un peu de reconnaître justement l'échec de l'intégration avec les mécanismes de résolution des problèmes tels qu'on les connaît maintenant. Est-ce que vous êtes amené à porter un peu ce jugement-là aussi? Parce que les disparités, quand on regarde sur une longue période, entre les régions canadiennes, ne se sont pas essentiellement modifiées.

**M. Masson:** Vous soulevez une question qui, je pense, est très fondamentale à l'idée même de ce qu'a été le Canada dans le passé, mais aussi beaucoup d'autres pays, et peut-être même de ce que pourrait être un Québec souverain éventuellement. Le problème, je pense... Enfin, votre question est tellement complexe que j'essaie de trouver l'élément de départ pour répondre. Si vous voulez je vais répondre en mettant d'abord l'accent sur les conditions requises pour que le niveau de vie d'une région, d'un individu ou d'un pays soit élevé. Quelles sont ces conditions? Ces conditions c'est, évidemment, que les ressources dont dispose la région ou le pays soient de qualité acceptable dans le monde actuel. C'est également que la main-d'œuvre soit suffisamment scolarisée, formée au plan professionnel; qu'il y ait dans la région, peut-être, des richesses naturelles dans certains cas, d'autres types de ressources dans d'autres cas. Ça, évidemment, c'est la condition de base. Et si, pour quelque raison – je parle toujours dans un monde, pas idéal au sens normatif mais dans un monde idéal, disons, au point de vue économique – une population, dans une région donnée, malgré les efforts qu'elle fait, n'arrive pas à se doter d'entreprises qui lui assurent ce bien-être à un niveau comparable à ce qui existe ailleurs, eh bien dans l'économie qu'on laisserait libre d'aller jusqu'à ces dernières conséquences, il y aurait fermeture progressive, on peut croire, de cette région et concentration de l'activité économique dans les zones où la productivité, les ressources disponibles permettent l'atteinte et le maintien d'un niveau de vie suffisant.

Ce qu'on a fait au Canada et ce qui, j'imagine, est la tendance dans un certain nombre de pays, c'est de dire: Bien voilà, nous allons essayer de maintenir les régions ouvertes le plus possible. Nous allons, dans la mesure du possible, essayer d'inciter les entreprises à aller s'établir là où il y a des besoins de création d'emplois. Je pense que l'histoire canadienne, et peut-être même l'histoire québécoise, dans ce domaine ce n'est peut-être pas très brillant dans l'ensemble. Ça a coûté très cher pour des résultats qui, souvent, sont demeurés minces. Une autre politique c'est de dire: On va inciter les gens à se qualifier professionnellement, donc à retourner aux études, on va les inciter peut-être même à déménager, on va payer leur déménagement. Là, il y a eu certains succès, mais ce qui

est clair, c'est que ça a coûté beaucoup moins cher que les autres politiques.

Et une troisième politique évidemment, je ne vous dis pas que je la propose, bien sûr, mais une troisième politique, c'est de dire: Telles sont les règles du marché. S'il n'y a pas d'emploi, si vous ne voulez pas vous qualifier, si vous ne voulez pas vous déménager, eh bien ne comptez pas surtout sur l'État pour vous maintenir dans un état de vie relativement confortable jusqu'à la fin de vos jours dans la région où vous êtes. Ça, c'est, je dirais, la politique brutale. De sorte que, quand on parle d'échec de la politique canadienne, peut-être bien, oui. Mais échec, moi, je dirais dans le sens suivant: Dans un pays qui est énorme au plan géographique, très peu peuplé où il y a des régions aux intérêts économiques très identifiés: pêcheurs, producteurs de bois, etc., dans une telle région où, par définition, je dirais historiquement, c'est normal que des secteurs économiques se développent à un moment donné très vite, que certaines régions soient donc avantagées, qu'il y ait d'autre part des ralentissements et, qu'à ce moment-là, les mêmes régions peut-être soient désavantagées, le gouvernement pourrait très bien théoriquement s'en laver les mains et dire: Je laisse les choses arriver comme elles doivent arriver, ainsi va l'économie et c'est tout.

Mais non. Au Canada, évidemment, on a historiquement décidé que quel que soit l'endroit où on vit, quelle que soit la province où on habite il y a un minimum de services que tout le monde doit avoir; on ira donc par un système de péréquation, mais en plus, on voudrait bien que toutes les régions demeurent relativement prospères. Donc, on subventionnera des investissements à gauche et à droite. C'a a été ça, je dirais, le pari historique et j'ai presque envie de conclure ma réponse qui est très générale, mais de la conclure en reprenant la toute première question qui m'a été adressée ce matin et de dire que si ça n'avait pas été fait probablement que les liaisons nord-sud dont vous me parliez tout à l'heure, il y a une heure, elles seraient déjà fortement en place et nous ne parlerions plus du tout des problèmes de déséquilibres régionaux au Canada et peut-être même pas au Québec. Moi, je ne sais pas ce qui serait arrivé de la Gaspésie si, il y a 100 ans, les liens commerciaux nord-sud s'étaient développés librement. Je ne sais pas ce qui serait arrivé avec d'autres régions du Québec, enfin je n'en sais rien. Mais à partir du moment... Et ça, bien sûr, je ne vous apprend rien, c'est votre... J'ai presque envie de vous dire, comme membres de cette commission, c'a été depuis 100 ans une espèce de pari qui a eu lieu au Canada, qu'il fallait que ce pays-là se tienne d'un bout à l'autre, d'est en ouest. Et là, nous nous rendons compte évidemment que les liens commerciaux, notamment dans le cas du Québec – mais dans le cas de l'Ontario, c'est vrai a fortiori – les liens commerciaux impor-

tants maintenant, ce sera du côté sud. Et alors, il n'y a aucun doute que c'est une rupture assez profonde, je dirais, du point de vue de l'organisation fondamentale des politiques commerciales depuis 100 ans. Ça, c'est évident, mais je crois en même temps que c'est inévitable quel que soit le futur politique au Canada. Je crois que c'est absolument inévitable. Ça fait partie, je crois, des tendances lourdes. Mais le problème, comme vous disiez tout à l'heure, c'est quelle est la meilleure façon pour le Québec de tirer son épingle du jeu, là-dedans? Est-ce qu'il est mieux d'atteindre la souveraineté et, ensuite, de négocier d'égal à égal ou alors est-ce qu'il peut le faire à l'intérieur d'un ensemble? Écoutez, il y a le temps des aspects juridiques, des aspects de stratégie, des aspects politiques que je respecte beaucoup, mais que je ne maîtrise pas suffisamment pour vous donner une réponse, je crois, intéressante.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de LaFontaine.

**M. Gobé:** M. Masson, moi aussi, je tiens à vous féliciter pour la clarté et la précision de votre mémoire. Je vais vous dire que je l'avais vu à Bélanger-Campeau rapidement, mais n'étant pas membre de cette commission, je n'ai pas pris la peine de tout regarder. Je dois dire que j'ai été très impressionné et intéressé par sa lecture et l'explication que vous en avez faite ce matin jusqu'à maintenant.

Il y a un secteur particulier pour lequel je me pose quelques questions. En particulier, c'est celui de l'union monétaire: union ou pas union? De toute façon, on va avoir un choix à faire. Est-ce qu'on reste dans l'union monétaire canadienne ou est-ce qu'on fait notre propre monnaie? Il semblerait que, pour le chef de l'Opposition et ses troupes, même s'il semble des fois y avoir un peu de divergence avec le député de Labelle, on veut rester dans l'union monétaire canadienne. Si je me souviens de ce que le chef du Parti québécois avait dit à New York, lors d'un discours devant un Economic Club quelconque, il tenait à garder la monnaie canadienne même si le Canada n'en voulait pas, semble-t-il.

Cela étant dit, moi, ça m'amène à me poser quelques questions. Un Québec souverain ou qui aurait une certaine souveraineté extrêmement importante, quelles seraient ses forces de décision et d'influence sur la monnaie canadienne d'abord, les politiques fiscales, monétaires, qui découlent de l'administration d'une monnaie? (11 h 15)

Lorsqu'on sait que les économies ont une influence très forte – le PNB, le PIB, la productivité, les déficits, ça a une influence très forte sur la valeur des monnaies dans le monde – quelles seront les obligations qu'on aura à subir ou à observer pour qu'on n'ait pas une influence négative ou pour qu'on ait une influence positive

de ce côté-là sur la monnaie canadienne? Quel genre de souveraineté devrions-nous abandonner pour pouvoir utiliser cette monnaie ou alors, est-ce qu'on devrait l'utiliser comme ça sans aucune contrepartie et décider: Nous, on la prend, ça fait votre affaire ou non, nous, on fait ce qu'on veut avec et quand ça fait notre affaire, on le fait, sinon on ne le fait pas? J'ai une toute petite question après pour un autre volet.

**M. Masson:** Oui. Au fond, vos interrogations touchent le problème de l'unité monétaire en service, je dirais, dans un éventuel Québec souverain. Pour être bien franc avec vous, j'aimerais bien que mon collègue Bernard Fortin qui a préparé une remarquable étude pour la commission Bélanger-Campeau, à ce sujet, soit ici. Je pense, en ce qui me concerne – je ne dis pas ça parce qu'il vient d'être nommé directeur de mon département, puisque Bernard est également un de mes anciens étudiants – que cette étude de Bernard Fortin est très convaincante. À vrai dire, de façon générale, dans le monde dans lequel nous vivons, surtout dans un environnement où, comme je le disais précédemment, le niveau de l'endettement est relativement élevé et où, par conséquent, les paramètres lourds qui pèsent sur la valeur du dollar canadien sont, bien sûr, techniquement déterminés à la Banque du Canada chaque jeudi matin, mais très fondamentalement viennent des pressions de l'offre et de la demande de capital sur les marchés financiers, sur les places financières internationales. Je dirais que, dans ce contexte, il m'apparaît que la marge de manoeuvre pour une éventuelle monnaie du Québec serait, à toutes fins pratiques, nulle, comme d'ailleurs je pense que la marge de manoeuvre actuelle de la Banque du Canada, en ce qui regarde le dollar canadien est, à toutes fins pratiques, nulle, ou en tout cas, très faible. La raison, c'est qu'il y a des données macro-économiques fondamentales sous-jacentes ici. J'ai parlé du problème de l'endettement, etc., mais il faut bien voir que le Québec du point de vue monétaire serait le cas du petit pays, mais le Canada aussi dans une bonne mesure est un cas de petit pays sur les places financières internationales.

Donc, je dirais qu'à ce moment-là la marge de manoeuvre théorique que l'on pourrait avoir en ayant une monnaie ne serait pas plus grande que celle dont dispose le Canada lui-même à ce moment-ci. Prenons un exemple. Supposons que demain matin, le gouverneur de la Banque du Canada, regardant les journaux s'aperçoit que, oui, en effet, il est allé un peu loin dans sa lutte à l'inflation ou en tout cas il a fait durer le plaisir un peu trop longtemps. Supposons que se rendant compte qu'effectivement notre taux d'inflation devrait terminer l'année aux environs de 3 %, il décide à partir de jeudi, donc, demain matin, il décide par ses interventions sur les places financières de précipiter une baisse de la

valeur du dollar canadien, une baisse des taux d'intérêt pardon. Le problème à ce moment-là est de savoir comment les marchés de change vont réagir à cela. Comme depuis le début de l'avant-midi, je vous dis qu'au fond, tout le monde souhaiterait une diminution de la valeur du dollar canadien, eh bien, dans un premier temps, on pourrait se féliciter si le dollar canadien subissait certaines pressions à la baisse. Mais le problème est de savoir jusqu'où ça peut s'arrêter cette histoire. Quel est le mouvement que vous mettez en place?

Si vous me permettez, je voudrais ici, prendre un cas relevant de l'histoire. Je peux me tromper d'un an ou deux, mais, enfin, c'est à peu près ce qui s'est passé. Vers la fin des années cinquante, il y avait un gouverneur à la Banque du Canada qui s'appelaient M. Coyne et il y avait un ministre à Ottawa qui s'appelaient M. Fleming, ministre des Finances. M. Coyne était un peu comme le gouverneur actuel de la Banque du Canada, c'est-à-dire voulait des politiques d'intérêt assez fermes pour enrayer l'inflation, alors que le gouvernement visiblement, le cabinet, n'était pas d'accord. Ce qui s'est produit évidemment, c'est qu'il y a eu de fortes tensions entre M. Coyne et M. Fleming, qui ont abouti au départ de M. Coyne comme gouverneur de la Banque du Canada. Ce qui s'est produit évidemment, ça a été une attaque financière majeure contre le dollar canadien, une attaque spéculative de première grandeur contre le dollar canadien. Je crois même qu'à l'époque, M. Diefenbaker avait dû paraître à la télévision pour annoncer un programme d'urgence et on avait, à ce moment-là, fixé le dollar canadien à 0,92 \$ et on avait dit: On s'assoit dessus, on a emprunté quelques milliards du Fonds monétaire international. On s'assoit sur les 0,92 \$. Moi, ça m'avait beaucoup touché, parce que je partais pour Harvard en 1960, en septembre, et je partais avec une bourse de 2000 \$, donc, en dollars américains à 1,08 \$ c'était très payant, je faisais 160 \$. Mais la deuxième année, quand je suis retourné, le dollar était tombé à 0,92 \$. Alors, ma bourse évidemment... Moi, ça m'avait touché. J'avais noté tout ça. Puis aujourd'hui, je dis: Voilà ce qui s'est passé.

Quand on regarde aujourd'hui, si le gouvernement actuellement ou si la Banque du Canada commençait à indiquer des intentions de faire baisser le dollar canadien trop vite, on pourrait assister à un phénomène semblable. Et le problème, c'est que nous sommes très endettés. Le problème de notre endettement collectif est incontournable, quelles que soient nos décisions politiques des prochaines années. Ça, c'est la plus profonde conviction que j'ai comme économiste.

**M. Gobé:** Advenant une mésentente entre un Québec qui accèderait à sa souveraineté et le reste du Canada au niveau de l'union monétaire

et que nous devrions considérer, on n'aurait pas d'autre choix que de bâtir notre propre monnaie. Pour déterminer cette valeur de monnaie, vous savez, on parlait d'un serpent monétaire, mais on ne serait pas nombreux: probablement qu'on serait deux. Ce serait un petit serpent. Mais est-ce qu'il n'y a pas de risques de... À un moment donné, vous avez parlé d'écèlement du serpent. Il ne peut pas arriver à un moment donné, dépendant de la situation économique, dépendant de la situation sociale, enfin, une sorte d'endettement aussi du nouveau pays qui se produirait. Peut-il arriver un dérapage et est-ce qu'on peut se retrouver avec des problèmes de dévaluation de la monnaie à un moment donné, problèmes d'inflation très élevée? Les risques de dérapage, c'est quoi? D'ailleurs, y en a-t-il? Puis, s'il y en a, pourriez-vous nous expliquer...

**M. Masson:** Bien, précisément parce qu'il y en aurait... Écoutez, s'il y en a pour le Canada et s'il y en a pour d'autres monnaies importantes dans le monde... C'est évident qu'il y en aurait, mais moi, je suis un peu mal pris pour répondre à votre question parce que j'avoue que je prends pour acquis que, quelles que soient les opinions politiques des Québécois dans le domaine de la souveraineté, je prends pour acquis qu'il y aurait une monnaie commune. Moi, je le prends pour acquis. Je me dis que certainement, si ce n'est pas le cas, alors là, il y d'autres sortes de considérations qui devront s'ouvrir.

Écoutez, regardons, par exemple... Encore une fois, je vous disais qu'hier soir je prenais quelques notes, mais regardons ce qui s'est passé en Allemagne quand on a décidé de bouffer l'ex-Allemagne de l'Est en l'espace de 24 heures. Pourtant, l'Allemagne est un pays qui a une certaine capacité financière et l'Allemagne a réussi à maintenir la vigueur du mark sur le marché des changes, mais ça n'a pas été sans quelque... J'admets que c'est un gros morceau qu'on avalait, l'Allemagne de l'Est, hein? Évidemment, c'est un gros morceau qu'on avalait.

Le problème, même si je ne suis pas spécialiste des questions monétaires, le problème me semble de plus en plus être le suivant maintenant: Les marchés financiers internationaux sont de plus en plus ouverts, sont de plus en plus informés, les capitaux se déplacent fort rapidement d'un marché à un autre. Historiquement, depuis quelques années, regardons les choses en face, c'est l'Allemagne et le Japon qui ont payé en partie nos déficits. L'Allemagne en aura plein les bras, je crois, dans les prochaines années avec ce qui s'annonce à l'Est. Donc, d'après moi, il y en aura moins de disponibles pour nous et je pense que nous serons contraints par la conjoncture, quel que soit notre statut politique, de mettre de l'ordre dans nos niveaux d'endettement.

Et bien sûr, si entre-temps nous arrivons à atteindre un bon niveau de croissance économi-

que, bien, ce sera beaucoup plus facile. Mais si on n'a pas de bonne croissance économique, ça va être dur et j'ai presque envie de dire que ça va être dur dans n'importe quel contexte. C'est pour ça que moi, je n'ose pas envisager la possibilité... Évidemment, vous allez me dire: Si on fait une monnaie du Québec mais qu'on s'engage dans la constitution du Québec à maintenir le serpent à 1 pour 1, à ce moment-là ça peut avoir une valeur symbolique, mais du point de vue de la liberté de manoeuvre en matière de politique monétaire, ça n'a aucune...

**M. Gobé:** Parce qu'il existe déjà ce genre de modèle entre le Luxembourg et la Belgique où vous avez la même monnaie et même les billets, d'ailleurs, changent. Il peut y avoir le grand duc de Luxembourg imprimé sur un billet de 1000 francs luxembourgeois et Baudouin sur le billet de 1000 francs de Belgique.

**M. Masson:** Mais c'est au pair.

**M. Gobé:** C'est au pair, oui, oui.

**M. Masson:** Les billets sont au pair.

**M. Gobé:** Et ils sont utilisés dans les deux.

**M. Masson:** Oui. À ce moment-là, c'est une question d'impression de papier, je dirais.

**M. Gobé:** Maintenant, si je comprends bien, et je vais terminer là-dessus, vous n'envisagez aucunement la possibilité ou la probabilité d'avoir une autre monnaie que la monnaie canadienne, quel que pourrait être le scénario qui surviendrait. Mais lorsqu'on reprend votre texte, vous dites: Elle peut sans doute se concevoir même en l'absence d'un marché commun véritable. Vous faites un point et là, vous dites: Mais, comme elle implique, par définition, une monnaie commune, elle représente normalement l'aboutissement logique d'un marché commun désireux de s'intégrer encore davantage. Ce serait une négation quasiment de la souveraineté du Québec. Si on regarde la monnaie commune et que ça implique...

**M. Masson:** Écoutez...

**M. Gobé:** ...l'aboutissement logique d'une intégration assez poussée, si on voit les définitions que vous faites plus loin, si on se met dans le contexte politique du Canada qui n'est pas le contexte européen et des pays d'Europe, avec tous les traités qu'ils avaient, les économies différentes qui ont dû s'intégrer, c'est quasiment une négation de la souveraineté.

**M. Masson:** Ma réponse est tout simplement pour vous dire que, dans certains domaines, j'imagine qu'un pays peut exercer sa pleine

souveraineté sans vraiment subir de contraintes majeures. Dans d'autres domaines, il ne peut à peu près pas l'exercer. Par exemple, je ne crois pas que le Canada dispose de beaucoup de souveraineté en matière de politique monétaire; on n'en a pas, et le Québec n'en aurait pas plus, et ma foi, ce n'est pas un problème, j'ai presque envie de dire. Écoutez, ça aurait peut-être été malheureux si, il y a deux ou trois ans, on s'était mis à baisser... pas il y a deux ou trois ans, à l'été 1990, si on s'était mis à baisser à toute vapeur les taux d'intérêt au Canada parce que le taux de chômage commençait à augmenter. Je ne sais pas très bien où on se serait ramassé.

**Une voix:** Avec de l'inflation...

**M. Masson:** Peut-être bien. Oui. Il aurait fallu les remonter très vite, les taux d'intérêt. Le problème fondamental, encore une fois, c'est le problème de mettre de l'ordre dans les finances publiques.

**M. Gobé:** Merci, M. Masson.

**M. Masson:** Et ça, ce n'est pas que conjoncturel, ce n'est pas...

**M. Gobé:** Je vous remercie. Ça termine mon intervention.

**M. Masson:** Parfait!

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Je voudrais simplement rappeler à l'esprit des députés qu'il n'y a pas si longtemps, au début du siècle, il y avait toutes sortes de monnaies qui circulaient, c'était la monnaie des banques, il y avait la monnaie américaine, il y avait la livre anglaise. Donc, dans l'hypothèse... Pour simplement renseigner M. Gobé, avec la souveraineté, on pourrait avoir même plusieurs monnaies reconnues légalement, officiellement.

**M. Gobé:** M. le Président, si le député de Labelle veut nous ramener au début du siècle, moi, je n'ai pas l'intention d'y revenir parce que les temps ont bien changé et la situation des Québécois...

**M. Léonard:** C'est une réponse facile.

**M. Gobé:** ...s'est de beaucoup améliorée.

**M. Léonard:** C'est une réponse facile qui ne touche pas le fond.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! S'il vous plaît! Alors, il y avait Mme la députée

de Taillon et j'aurais une question après, si vous permettez.

**Mme Marois:** Sur le fond, moi, je veux revenir aux mécanismes d'arbitrage parce que vous n'avez pas été très loquace sur ça tantôt. On sait qu'ils sont nés un peu par la force des choses, au Canada, du fait de l'union que l'on connaît. Mais j'aimerais que vous me parliez un peu de leur efficacité parce que j'ai quelques doutes à cet égard-là et, par comparaison à ceux que l'on a volontairement mis en place dans la communauté économique européenne. Parce que, évidemment, dans leur cas, le point d'origine est un peu différent et, donc, ils décident de se donner des mécanismes d'arbitrage. J'aimerais que vous me fassiez quelques commentaires sur l'efficacité de ces mécanismes-là. Je vous ai un peu donné mon point de vue tout à l'heure, mais je reprends parce que je trouve que c'est important, dans tout le débat qu'on va avoir. Il m'apparaît que les mécanismes canadiens ont été, sont toujours, inefficaces et à toutes fins pratiques, nous amènent à tourner en rond.

**M. Masson:** Vous parlez ici des mécanismes d'arbitrage dans le cas de l'accord de libre-échange?

**Mme Marois:** Non, non, dans le cas de l'union économique, si on veut.

**M. Masson:** Canadienne.

**Mme Marois:** C'est ça. Voilà!

**M. Masson:** Et vous parlez...

**Mme Marois:** Et de l'intégration, parce que vous en parlez vous-même, aux pages 17 et 18. Vous parlez du Canada comme marché commun...

**M. Masson:** Oui.

**Mme Marois:** ...du Canada comme...

**M. Masson:** Union économique.

**Mme Marois:** ...union économique, et vous dites: C'est le menu quotidien des relations fédérales-provinciales, voici ce qu'il est. Est-ce qu'on ne peut pas dire qu'à ce moment-là il est inefficace, finalement, parce qu'il ramène toujours les mêmes problèmes sans y trouver de réelles solutions? Et puis, vous abordez vous-même, au cours de votre exposé – ce avec quoi je suis fondamentalement d'accord – cette fameuse question de la formation professionnelle qui n'est pas prise en charge quelque part d'une façon claire. C'est absolument dramatique, actuellement, ce qu'on vit au Québec à cet égard-là. C'est une des causes, effectivement, de nos problèmes de compétitivité.

**M. Masson:** Écoutez. Vous comprenez pourquoi j'ai été un peu prudent en travaillant... Vous vous référez en particulier à la liste qui est en haut de la page 18: communications, institutions financières et tout le reste, le menu quotidien, finalement. Le scénario actuel, qu'est-ce que c'est? Le scénario actuel, c'est deux niveaux de gouvernement qui, dans la plupart de ces domaines, ont juridiction conjointe et, à un moment donné, par des rencontres de hauts fonctionnaires et des rencontres au niveau politique, essaient d'harmoniser leurs diverses réglementations ou législations et même, à la limite, d'en avoir une seule applicable à l'ensemble. C'est la situation actuelle. Je ne connais pas suffisamment les dossiers individuels, vous comprenez. N'étant pas moi-même dans la fonction publique, je n'ai pas une connaissance de première main de tous ces dossiers.

(11 h 30)

L'autre possibilité serait quoi? L'autre possibilité, c'est qu'à ce moment-là, vous avez, disons, des représentants d'un Québec souverain – au plan politique d'ailleurs comme au plan des hauts fonctionnaires – qui, là, rencontreraient des représentants d'ailleurs au Canada. Est-ce que ce serait Ottawa représentant tout le monde? Ou est-ce que ce seraient des représentants de toutes les autres provinces? Autrement dit, est-ce que c'est un contre un? Est-ce que c'est un contre neuf? Mol, je pense qu'il y a... Si vraiment...

Écoutez, ce que je dirais, c'est ceci: Dans un espace économique commun, il est évident qu'il y a un bon nombre de politiques qui doivent s'appliquer de la même façon à l'intérieur de cet espace, dans l'espace économique commun. Je pense, notamment, au transport et tout le reste, de sorte qu'à ce moment-là, bien sûr, l'application de ces politiques peut avoir des incidences régionales. Et certaines régions dans l'ensemble peuvent ne pas être satisfaites ou peuvent trouver que ces politiques dites nationales les désavantagent trop. Dans le cas, disons, d'un Québec souverain qui négocierait avec le reste du Canada, soit Ottawa seul ou avec d'autres provinces, bien sûr, le Québec arriverait là avec un agenda, avec des intérêts à défendre, mais, en même temps, subirait des contraintes. Parce qu'à partir du moment où le Québec désire appartenir à un espace économique, il est bien obligé, s'il fait quelque chose chez lui...

Autrement dit, on remplacerait le principe du traitement national en matière de commerce international par le principe du traitement régional, c'est-à-dire que ce qu'on permet à ses résidents, on le permettra à tous les autres qui viendront faire des affaires sur le même territoire. C'est le grand principe du traitement national qu'on retrouve, notamment, dans l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Ce qui rend difficile la réflexion sur un thème comme celui-là, c'est que j'ai l'impression que c'est

presque du cas par cas. Mon Dieu! Prenons l'industrie du transport par camionnage. Qu'est-ce qu'on voudrait mettre dans une politique de transport par camionnage, au Québec, à supposer qu'on ait l'entière autonomie, l'entière souveraineté dans le domaine? J'imagine qu'on va essayer de mettre des choses qui vont permettre à cette industrie, non seulement de se maintenir en vie au Québec, mais d'avoir aussi accès à des marchés extérieurs, de faire du camionnage ailleurs aussi. Et donc, à ce moment-là, il y a nécessairement des règles de réciprocité. Il y a des règles de traitement mutuel qui devront être prévues. J'ai comme l'impression qu'à mesure que les années passent les contraintes qui s'exercent sur la prise de décision dans des dossiers semblables deviennent tellement fortes, à cause de la présence de contraintes technologiques, de groupes d'intérêt de toute nature, de la nécessité que tout le monde ressent malgré tout d'appartenir, de continuer d'appartenir à un espace économique. Je ne suis pas certain que, quant au fond même des politiques, les résultats, de façon générale... Il peut y avoir des cas d'exception. Encore une fois, je ne connais pas suffisamment les dossiers. Je n'ai pas l'impression que quant à la substance profonde de ces politiques elles pourraient être très différentes dans une option ou dans une autre. Je ne sais pas.

Par exemple, une politique de revenu et de sécurité sociale au Québec, "made in Québec", dans un Québec qui a la totalité des pouvoirs là-dedans, doit nécessairement tenir compte de ce qui se fera ailleurs dans la mesure où on voudra permettre la mobilité des personnes et du capital. Et donc, on a là une contrainte majeure. On va être obligé de vivre avec. On a le pouvoir de le faire, mais on a le pouvoir de faire quoi? On a sans doute le pouvoir... Tiens, je dirais ceci et ce n'est pas du tout ironique de ma part, en aucune façon. On a peut-être le pouvoir de mieux faire ou de mieux atteindre des objectifs qu'on doit atteindre de toute façon. On ne peut pas passer à côté, je pense. On peut donner une coloration, peut-être, importante. Et c'est important, la coloration, j'imagine, quand on prend des décisions. Mais vous aviez raison de dire lors de la toute première intervention que vous avez faite, M. le député de Joliette. Vous aviez tout à fait raison de dire qu'en économique on est le plus...

**M. Léonard:** De Labelle.

**M. Masson:** Oui, Labelle, excusez-moi. On a raison de dire qu'en économique on est, en effet, très très... peut-être obnubilé au fond, mais enfin, on est très frappé par cet environnement international qui est en train de se bâtir et qui crée des contraintes très fortes.

**Mme Marois:** Merci, M. Masson.

**M. Masson:** Bienvenue.

**Le Président (M. Bélanger):** J'avais par la suite, MM. les députés de Verdun et de Laval-des-Rapides...

**M. Gauthrin:** Merci. M. Masson, j'aurais une autre question à vous poser en ce qui touchait à... Vous l'avez touchée implicitement, la question du déficit et de la dette. On a, au Canada, une dette importante, comme vous l'avez remarqué, au niveau du gouvernement fédéral. Chacun des gouvernements provinciaux a des dettes aussi, qui sont des dettes importantes. L'ampleur de la dette fait certainement une pression sur les taux d'intérêt, parce qu'on est obligé de la financer, bien sûr, en partie. On ne peut pas la financer uniquement sur le marché intérieur, on est obligé de la financer sur les marchés extérieurs.

Je me pose la question: Jusqu'à quel point on peut se permettre d'avoir des politiques, en termes de déficits, différentes et avoir la même monnaie? Autrement dit, jusqu'à quel point pouvons-nous nous permettre d'avoir l'Ontario – je donne un exemple connu – qui, au dernier budget, a augmenté son déficit de 10 000 000 000 \$ ou 11 000 000 000 \$, alors que la tendance de tous les gouvernements, et provinciaux et le gouvernement central, c'est toujours d'essayer de réduire la dette? L'action de l'Ontario, du moins, dans son dernier budget, a été une pression, à mon sens, sur les taux d'intérêt pour le dollar canadien.

Est-ce qu'il n'y aurait pas nécessité d'avoir un mécanisme, parce qu'on partage la même monnaie, un mécanisme de coordination et on pourrait dire d'intégration – je ne vais pas débattre de la question d'intégration politique – pour harmoniser les politiques économiques? Je ne vais pas défendre le document qui a été déposé hier, mais c'est...

**Mme Marois:** C'est ça! C'est ce à quoi ça nous a fait penser. Ha, ha, ha!

**M. Gauthrin:** ...à peu près l'idée à quoi ça me fait penser.

**M. Masson:** J'ai bien senti, moi aussi, un sous-entendu dans la question. Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Masson:** Quand plusieurs États partagent la même monnaie, l'existence de cette monnaie commune constitue une espèce de garde-fou pour le gouvernement en question quand même. Bien sûr, il sait très bien que... Et alors, si, malgré tout, il décide d'y aller de façon imprudente, ça va se manifester essentiellement par une décote sur ses titres financiers.

Par exemple, faisons l'hypothèse que

l'Ontario ira trop loin d'ici cinq ans. Je ne porte pas de jugement là-dessus, parce que... on pourrait en débattre longtemps. Mais faisons l'hypothèse que l'Ontario va vraiment trop loin. Avant même que ça mette en danger, je dirais, la valeur du dollar canadien, ça va d'abord apporter une bonne décote des titres du gouvernement de l'Ontario sur le marché financier.

Je dirais qu'en ce qui regarde les marchés financiers, ce qui préoccupe davantage, c'est bien plus le comportement et le déficit du gouvernement fédéral, je pense, en ce qui regarde les places financières. Ça, c'est assez évident. Or, vous l'avez rappelé vous-même, le déficit fédéral accumulé est de l'ordre de 400 000 000 000 \$ à l'heure actuelle. Il coûte à peu près 40 000 000 000 \$ par année en intérêts. Or, comme le déficit fédéral est d'à peu près 30 000 000 000 \$ ou 35 000 000 000 \$, ça veut dire que, si ça n'était de ça, le gouvernement fédéral aurait présentement un surplus budgétaire. Mais à cause des intérêts de 35 000 000 000 \$ ou 40 000 000 000 \$, il y a un déficit de cette ampleur.

Alors, c'est certainement le problème important. Mais en ce qui regarde la partie plus subtile de votre question, vous aimeriez bien me... Oui, ça touche effectivement les problèmes de savoir: Est-ce que, quand on partage la même monnaie, il n'y a pas des limites aux comportements en matière de politique fiscale trop différents? J'ai toujours enseigné à mes étudiants – mais je commence à me demander si je leur disais la vérité – qu'au moins une fois par année, au Canada, les ministres des Finances se concentraient, non pas se concertaient, mais se consultaient au moins pour s'entendre sur un certain nombre de paramètres concernant l'année fiscale à venir. Mais quand je regarde ce qui s'est passé en Ontario récemment, j'ai l'impression que, s'il y a eu concertation, elle n'a pas été forte cette fois-ci. D'ailleurs, dans un espace économique comme le Canada, à supposer que cet espace pour l'essentiel soit maintenu, quoi qu'il arrive... Dans un espace économique comme celui-là, à cause des retombées interrégionales, un gouvernement qui s'endetterait fortement pour créer de l'emploi chez lui risquerait d'en créer beaucoup à côté de chez lui. Par exemple, une bonne partie de l'activité économique créée par le budget ontarien, une partie de cette activité économique ne prendra pas place en Ontario, mais bien au Québec ou dans les provinces de l'Ouest, parce que l'Ontario comme toutes les provinces canadiennes achète de ces diverses provinces.

C'est comme les gens qui disent: On va investir 200 000 000 \$ dans telle zone sous-développée du Québec pour créer de l'emploi. Évidemment, si vous investissez 200 000 000 \$ en donnant des pelles aux gens pour leur dire: Construisez-vous une route, là vous allez avoir un impact relativement fort dans la région. Mais,

en dehors de ça, vous avez de bonnes chances qu'une grosse partie du montant quitte vers l'extérieur de la région.

**Le Président (M. Bélanger):** Sur le sujet, M. le député de Labelle?

**M. Léonard:** À ce stade-ci, j'ai quand même quelques remarques sur le processus budgétaire qui nous a été proposé hier. Je pense, qu'il y ait de la concertation pour adopter des politiques budgétaires, moi, j'en suis. Je trouve que cela va de soi. Je trouve cependant, surtout, que ce qu'il faut c'est qu'il y ait une bonne rigueur administrative et budgétaire. Donc, c'est ça la base et non pas la coordination qui vient après ou la concertation. C'est bon, ça aligne les choses dans le même sens, surtout pour faire face à la conjoncture économique; mais au-delà de ça, lorsqu'on veut institutionnaliser un processus, on sait où cela mène. Et je dois dire bien simplement que, depuis fort longtemps, nous n'avons aucune leçon à recevoir du gouvernement fédéral en ce qui concerne la rigueur budgétaire au Québec et que la part du Québec dans le déficit fédéral est au moins deux fois plus élevée que le déficit du Québec depuis très longtemps. Alors, s'ils veulent donner des leçons...

**Une voix:** ...ils s'en donneront à eux-mêmes, mais pas à nous.

**Une voix:** Qu'ils commencent donc à les appliquer chez eux.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Alors, M. Masson, moi j'ai peut-être une question plus générale que... S'il vous plaît! S'il vous plaît! J'ai peut-être une question plus générale: C'est quoi l'importance de la monnaie dans la situation d'un pays qui devient souverain? Quelle est l'importance? Vous disiez tout à l'heure que ça semblait plutôt relatif. Alors, j'aimerais vous entendre d'une façon plus précise là-dessus.

**M. Masson:** Écoutez, on dit souvent en économique que la monnaie remplit trois rôles: elle sert d'abord dans les échanges. Ça, j'imagine qu'à la rigueur on pourrait se servir de bien des choses pour faire des échanges. On pourrait se servir de toutes sortes de monnaies. Dans les camps de prisonniers de guerre, on prenait les cigarettes comme monnaie entre 1939 et 1945. Alors, ça c'est très important, mais ce n'est pas là-dessus vraiment que le problème porte, selon moi. On pourrait s'échanger entre nous à partir d'à peu près n'importe quelle monnaie. Là où c'est un peu plus compliqué, c'est la monnaie dans son rôle comme réserve de valeurs. Les gens accumulent des actifs. Certains de ces actifs, c'est de la monnaie ou presque. D'autres actifs, ce sont des dépôts, ce sont des fonds de pension, des trucs pareils qui sont quand même

dans une certaine monnaie. Or, le fait de changer de monnaie évidemment, là, vous créez un... Même si cette nouvelle monnaie est bien gérée plus tard et tout le reste, vous créez un certain nombre de problèmes de nature technique, peut-être même psychologique aussi, qui vaudraient peut-être le coup si on pouvait retirer beaucoup d'une autonomie nouvelle en matière de politique monétaire.

Mais comme j'ai essayé de le dire tout à l'heure et je pense qu'à peu près tous les économistes seraient d'accord là-dessus, la marge de manoeuvre dont dispose maintenant un État en matière de politique monétaire, elle est extrêmement restreinte et je me dis: Dans ces conditions, pourquoi risquer d'assumer des coûts pour des bénéfices qui risquent d'être extrêmement faibles? Cela étant dit, je conçois volontiers que, si on veut imprimer les biens différemment, ce qui est important c'est que la valeur de l'unité monétaire demeure stable.

Moi, en tout ça, j'avoue qu'en venant ici ce matin, je pensais, et je continue de croire d'ailleurs, que cela est acquis par à peu près tout le monde, la question de la monnaie. Monnaie en termes en tout cas d'unité de valeur, de pouvoir d'achat, que c'est la même chose qui demeurerait. On pourrait l'appeler autrement que dollar canadien, bien sûr, mais enfin, ce serait fondamentalement la même chose. J'ai presque envie d'ajouter, à la blague, que surtout ce n'est pas le temps d'aller du côté du dollar américain pour le faire circuler au Québec. Je m'étais préparé quelques notes sur ce qui arrive en Allemagne de l'Est actuellement, eux qui, dans l'espace de 24 heures ou d'une minute, ont appris que, dorénavant, tous les prix chez eux étaient, non plus en marks est-allemands, mais en marks ouest-allemands. Avec leur productivité et tout le reste, eh bien, il y a quelques petits ajustements à faire en Allemagne de l'Est. Alors, comme actuellement donc, j'imagine qu'on pourrait certainement, du moins dans un avenir prévisible, ne pas aller du côté du dollar américain. Je verrais mal le dollar américain circuler demain matin au Québec. Il faudrait changer un certain nombre de choses. Il y a de nos producteurs qui seraient mal pris, en tout cas.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger, vous aviez une question? Non, ah, excusez! Dans l'hypothèse où le Canada s'objecterait formellement à ce qu'on prenne sa monnaie, est-ce qu'on peut quand même la prendre? Est-ce qu'un pays peut s'opposer à ce qu'un autre pays qui devient souverain prenne sa monnaie malgré son accord?

(11 h 45)

**M. Masson:** Je vais vous donner une réponse et en même temps je vais rester prudent parce que l'économie monétaire n'est pas mon domaine premier. Mais j'ai lu, il n'y a pas très longtemps, l'étude de mon collègue, Bernard Fortin, là-



dessus. Je pense que c'est lui qui disait dans son étude, en réponse à une telle question, il disait: Après tout pourquoi ils ne seraient pas d'accord? Parce que, au fond, si on accepte leur monnaie on leur fait un cadeau. Dans le sens suivant; supposons que demain matin le Québec se sépare et qu'on décide que le dollar canadien ne circule plus au Québec. Ce dollar canadien, ça veut dire que dorénavant il représente un pouvoir d'achat sur des marchandises, des services, des biens, en dehors du Québec. Or, ces dollars canadiens donc... On exercerait ce pouvoir d'achat ou alors on les remettrait je ne sais pas à qui, au Canada, et le Canada nous donnerait en retour, j'imagine, des dollars américains; je ne sais pas très bien, peu importe. Tandis qu'en les gardant, et on accepte de s'en servir entre nous et d'accumuler des actifs, en utilisant une monnaie qui représente un pouvoir d'achat sur des biens et services produits dans une économie qui n'est plus la nôtre, si le Québec est souverain... Bon, je pense que c'est ça que Bernard répondait. Mais il serait peut-être mieux qu'un spécialiste en question d'économie monétaire soit présent ici un jour ou l'autre. En fait, moi, c'est ma façon de voir les choses. Est-ce qu'ils pourraient... Écoutez, ma foi, comment le Canada pourrait-il empêcher le Québec d'utiliser sa monnaie? Par exemple, supposons que vous devenez maire d'une petite ville au Québec et que vous décrétiez que dans votre ville il n'y a aucune transaction qui va se faire autrement qu'en dollars américains, est-ce qu'on pourrait légalement vous empêcher... C'est-à-dire, vous n'auriez pas le pouvoir comme maire, mais ce que je veux dire... J'ai presque envie de dire: Qu'est-ce que ça fout aux Américains que vous employiez le dollar américain dans votre village si ça vous intéresse? Voilà.

**Le Président (M. Bélanger):** Il y a une autre question qui est peut-être plus d'ordre juridique, enfin je vous la lance quand même. Qu'advient-il des contrats d'entreprises privées? Supposons que je suis une entreprise privée qui a des contrats avec les Américains et que demain - c'est dans un contexte où on fait partie de la Confédération canadienne - tout à coup les règles changent jusqu'à un certain point puisque le Québec devient souverain. Est-ce que ça peut avoir un impact sur ces contrats privés, selon vous?

**M. Masson:** Même monnaie?

**Le Président (M. Bélanger):** Je présume que oui.

**M. Masson:** Bien si vous gardez la même monnaie j'imagine que ça n'a aucun impact. Si vous changez de monnaie on aurait peut-être un cas Lindros sur les bras. C'est-à-dire que vous allez exiger d'être payé en dollars canadiens ou en dollars américains si vous êtes un non-

Québécois ou quelque autre truc pareil. Ha, ha, ha! Non, à vrai dire, si le dollar canadien demeure au Québec, je ne vois vraiment pas... Il n'y a pas de problème.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais à ce moment-là ça serait plus au niveau juridique qu'il faudrait regarder s'il n'y a pas...

**M. Masson:** Oui, mais là vraiment c'est...

**Le Président (M. Bélanger):** ...il y en a sûrement une couple qui profiteraient de la situation pour remettre en question les contrats ou les clauses en disant: Les règles sont changées. Ha, ha, ha!

**M. Masson:** Bien voilà.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'il y a d'autres questions pour M. Masson, ça va. Vous avez peut-être quelques mots de conclusion à nous dire.

**M. Masson:** Oui, je voudrais simplement vous remercier du très bon accueil. Les profs d'université ne sont pas habitués à ce genre de comparution et je suis surtout content que ça se termine à cette heure fort raisonnable parce que j'ai trois heures de cours cet après-midi et j'aurai donc une période de réchauffement appropriée. Alors je vous remercie de votre accueil.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le professeur Masson, on vous remercie infiniment. C'est votre deuxième contribution et elle est digne de mention. Je pense qu'elle est importante et, dans ce sens-là, très appréciée. Alors on vous remercie énormément parce qu'il faut savoir aussi que M. Masson a accepté dans des délais très courts d'être présent et de nous donner cet exposé-là ce matin. Alors c'est tout à son honneur et, ma foi, ça ne paraissait même pas. On vous remercie M. Masson.

#### Motion d'ajournement des travaux

**M. Maciocia:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Maciocia:** ...j'aurais à ce moment-ci...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, je vous en prie.

**M. Maciocia:** ...en conformité avec l'article 165, à présenter une motion... Que les travaux de cette commission soient ajournés à une date ultérieure.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est-à-dire pas

à deux heures là?

**M. Maciocia:** Non...

**Le Président (M. Bélanger):** Vous voulez les remettre complètement.

**M. Maciocia:** ...à une date ultérieure. C'est ça.

**Le Président (M. Bélanger):** Un instant. On s'était entendu quand même ce matin qu'il y avait un certain nombre de choses qu'on devait discuter à l'ordre du jour et j'aurais l'impression de passer peut-être un petit peu à côté de cette entente-là. Alors, j'aimerais savoir si, un, on a un consentement ou simplement si on a des commentaires à faire d'abord sur cette proposition.

**M. Maciocia:** Bien, M. le Président...

**M. Gendron:** J'aurais rapidement un commentaire.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, M. le député d'Abitibi-Ouest.

**M. Gendron:** Je pense qu'il n'y a pas consentement, c'est évident parce que, à partir du moment où, nous, on a convenu ce matin et j'en profite, M. le Président, pour vous avertir que, contrairement à ce que vous aviez indiqué, il n'y a pas personne d'entre nous qui savait que M. Masson serait là et contrairement à ce que vous avez mentionné, vous aviez dit d'une façon générale, à titre d'exemple, c'est le genre... Et on a relu les galées intégralement au texte. Donc, il n'y a pas personne, membre de cette commission, qui a été avisé que, ce matin, ça serait M. Masson. Je pense que ce sont des choses qu'il faudrait discuter entre nous. Mais justement, moi, je veux en discuter pour que ça ne se reproduise plus et je vais le faire convenablement entre nous, comme membre de cette commission, et non pas en présence de notre invité qui a fait son travail, et ça ne le regardait pas nos problèmes internes.

Alors, moi, je reviens sur ce qui vient d'être proposé. Non, M. le Président, ce que je vous suggère, moi, c'est d'ajourner tout de suite, nous allons nous revoir à 14 heures, nous allons effectivement discuter de ce que je viens de mentionner. Moi, je veux qu'on discute de ce qu'on vient de mentionner et je veux effectivement, M. le Président, que nous ayons l'occasion d'apprécier ce qui a été décidé par la présidence ce matin, de revenir comme première mention sur la motion qui a été laissée sur la table des membres de cette commission à la dernière séance. C'est ça qui a été agréé par la présidence et il faut partir de là à 14 heures. Je vous donne une indication, M. le Président. Je ne dis

pas qu'à 14 heures, dépendamment des motifs qu'on entendra, pour prétexter ou justifier l'arrêt, la suspension ou l'ajournement sine die de cette commission, que nous ne prendrons pas avis et nous apprécierons autrement dit. Mais on n'est pas en mesure d'apprécier tout de suite.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** M. le Président, je ne fais pas cette motion pour rien. À certains moments, j'ai des raisons pour lesquelles je fais cette motion, c'est que, considérant le contexte actuel, avec le dépôt des propositions du gouvernement fédéral, considérant qu'il y a un Conseil des ministres, considérant aussi qu'il y a une conférence de presse cet après-midi du premier ministre et du ministre des Affaires Intergouvernementales canadiennes et, aussi, considérant les rencontres de presse qu'il doit y avoir en fin de journée, je pense, M. le Président, que c'est dans notre ligne de conduite et je crois pour la bonne marche de cette commission que les travaux doivent être ajournés sine die à une date ultérieure. Et voilà la raison pour laquelle je fais cette motion d'ajournement.

**M. Gendron:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député.

**M. Gendron:** ...je trouve pour le moins absolument aberrant – mais ça, ce n'est pas la première fois – inconvenant, irrespectueux de parlementaires... Le parlementaire que je viens d'entendre, que je sache, d'aucune façon n'est conditionné par l'ordre du jour du Conseil des ministres. La présidence savait ça depuis des semaines qu'il y avait un Conseil des ministres aujourd'hui. C'est tellement farfelu un tel argument. Qu'est-ce qu'on nous a fait hier? Qu'est-ce qu'on nous a fait hier, M. le Président? On nous a fait siéger le jour même du dépôt des offres et trop hypocrite pour vouloir en parler, on a siégé pareil pendant deux heures et demie complètement pour rien à une autre commission. On a voulu discuter du sujet de l'actualité. On nous a refusé de débattre de ces motions-là et, aujourd'hui, avec une candeur absolument indescriptible, le député de Viger nous dit: Écoutez, c'est une grosse journée, il y a un Conseil des ministres, le premier ministre va parler, il va se passer des affaires... J'espère qu'il va se passer des affaires deux jours après les événements! Mais nous, comme législateurs, on n'est pas concernés par l'ordre du jour du Conseil des ministres, on est des membres de cette commission autonome. D'aucune façon on est assujettis à l'horaire du Conseil des ministres. Ce n'est pas une raison, M. le Président, pour mettre fin à nos travaux. Et c'est ça que je vous indiquais tantôt, moi je prétends qu'on doit

revenir sur les choses qui nous concernent et s'acquitter de notre responsabilité de parlementaires convoqués par la présidence qui dit: Non seulement je fais les ordres du jour – vous l'avez encore ajouté ce matin – mais je dirige les travaux. Et, en connaissance de cause, ce matin, la présidence de cette commission savait très bien qu'il y aurait un Conseil des ministres, savait que M. Rémillard commenterait les offres, que le premier ministre, enfin, s'ouvrirait la trappe et dirait de quoi il s'agit. Tout ça était du domaine connu. La seule affaire qui n'était pas connue, c'est ce qu'on faisait ici, parce que c'est vous qui avez décidé sans nous en parler; ça, ce n'était pas connu. Mais dans ces conditions-là, M. le Président, il n'y a pas consentement du tout pour mettre fin aux travaux tout de suite.

**M. Maciocia:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député.

**M. Maciocia:** Je laisse les mots que le député d'Abitibi-Ouest vient de prononcer à lui-même. Mais on ne savait pas non plus ce matin, M. le Président, que cet après-midi, si c'est le cas, parce qu'on a discuté tantôt avec le député de Lac-Saint-Jean, que c'est la motion qui revient. Et c'est justement le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes qui devrait être ici pour discuter de cette motion. C'est ça qui a été dit ce matin. Moi, je dis, à ce moment-ci, que le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes ne peut pas être présent à cause justement de la conférence de presse, à cause justement des rencontres de presse qui auront lieu cet après-midi. Et dans ce sens-là, je crois être honnête et sincère vis-à-vis des membres de la commission et je dois leur dire: Écoutez, c'est difficile qu'il soit là. Et pour les mêmes raisons on demande l'ajournement des travaux.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Abitibi-Ouest.

**M. Gendron:** Vous avez vu comment nous étions conciliants ce matin. C'est évident, on l'a dit dans notre argumentaire, quand la présidence aura tenu notre point de vue à savoir de revenir sur la motion, mais à condition que le concerné soit là. Si le concerné n'est pas là, on avisera en conséquence, si on est assez raisonnable pour dire: On ne peut pas discuter de la motion. Mais est-ce que ça met fin aux points qui restent à l'ordre du jour? Réponse: Non. Je viens d'indiquer premièrement que j'ai des commentaires à faire pour l'avenir, concernant d'apprendre par la tête comme membre de cette commission que c'est M. Untel qui est devant nous. Ça n'a pas de bon sens. Je ne veux plus que ça se produise. Je vais en parler. Je vais en parler entre nous.

Deuxièmement, dépôt du plan de travail préliminaire à l'ordre du jour. En quoi a-t-on besoin de la présence du ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes pour discuter de ça? Je n'ai pas terminé, M. le Président.

Troisièmement, motion en vertu de l'article 22. Nous, on a une couple de choses à discuter là-dessus qui, d'aucune façon, concernent le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes. C'est une commission de parlementaires créée en vertu d'une loi 150 et, d'aucune façon, il n'y a une première règle qui mentionne que cette Commission ne pourra siéger qu'en la présence du ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes. Où avez-vous vu ça? Alors, on appréciera à 14 heures, M. le Président, pour les autres items qui restent à l'ordre du jour. Je vous indique, et j'indique au député de Viger, qu'on sera assez raisonnable si effectivement le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes est dans l'incapacité d'être ici, pour débattre de la motion qui devrait être le premier point en rappel pour fins de discussion. On discutera des autres sujets qui restent à l'ordre du jour. Mais il n'y a pas de raisons d'ajourner tout de suite.

**Le Président (M. Bélanger):** Juste avant d'entendre plus loin. Vous avez évoqué l'article 165, je vais vous lire l'article 165 qui replace les choses dans leur contexte. "Or, un membre peut proposer que la commission ajourne ses travaux. Cette motion est mise aux voix sans amendement et elle ne peut être faite qu'une fois au cours d'une séance, sauf par le président ou un ministre membre de la commission. Elle ne peut être débattue sauf quand un représentant de chaque groupe parlementaire peut prononcer un discours de dix minutes chacun." Alors...

**M. Maciocia:** M. le Président, moi, j'ai terminé mon...

**Une voix:** Le vote.

**M. Maciocia:** Les raisons pour lesquelles j'ai demandé l'ajournement et je demanderais le vote sur cette motion d'ajournement.

**M. Gobé:** Le vote avant que l'heure arrive.

**Le Président (M. Bélanger):** D'autres commentaires là-dessus.

**M. Gendron:** M. le Président, moi, j'étais au courant de cet article-là. Merci, de nous l'avoir rappelé. Moi, je ne travaille pas ici pour perdre mon temps. Nos points ont été faits. Je n'ai pas d'autres minutes à utiliser et je sais ce qui va arriver à la motion, mais c'est ça qu'il faut faire. Les gens jugeront qui est intéressé à travailler sur cette commission et qui ne l'est pas, surtout quand on la convoque.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Si vous me permettez, on va suspendre deux minutes, histoire de faire certaines vérifications et on va revenir. M. le député de...

**M. Gobé:** Est-ce que vous tenez compte du temps pour ne pas nous faire le même coup que la dernière fois où, à cause du temps, on n'a pas pu prendre de vote sur la motion?

**Le Président (M. Bélanger):** Non, non, il n'y a pas de problème. La motion va être vidée avant qu'on suspende les travaux. Deux minutes s'il vous plaît.

(Suspension de la séance à 11 h 55)

(Reprise à 12 heures)

#### Mise aux voix de la motion

**Le Président (M. Bélanger):** À l'ordre, s'il vous plaît!

S'il vous plaît, je demanderais à chacun de reprendre sa place.

Tel que le règlement le stipule, je me dois de mettre la motion au vote, mais une fois cette motion-ci faite, j'en aurais une à vous soumettre par la suite.

Alors, la motion telle que formulée par M. le député de Viger demandant que les travaux soient ajournés sine die est-elle, oui ou non, acceptée? Ceux qui sont pour, s'il vous plaît.

**M. LeSage:** Si vous avez une autre motion à présenter, est-ce qu'elle ne devrait pas l'être avant l'ajournement? Vous venez de nous indiquer que vous avez une autre résolution à proposer.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça, mais...

**M. LeSage:** Alors, est-ce qu'elle ne devrait pas être proposée avant l'ajournement?

**Le Président (M. Bélanger):** C'est que je suis pris dans un dilemme. C'est que dépendant du vote qui va se prendre, ça a des conséquences. Alors... C'est la poule et l'oeuf. Si je passe ma motion, ça présume du résultat de...

**M. Gobé:** Les membres ne pourront pas voter; la commission sera ajournée.

**M. Maciocia:** Je comprends très bien, mais seulement, s'il y a consentement des deux côtés de la commission, on pourrait quand même accepter cette motion.

**Le Président (M. Bélanger):** Pouvez-vous modifier votre motion pour dire qu'on ajourne à 12 h 10? Je demande que la formulation de la

motion soit que les travaux soient ajournés à partir de 12 h 10, sine die. Ça me permettra de passer l'autre motion que je voulais passer.

**M. Gendron:** M. le Président... Un instant.

**Une voix:** M. le Président, je vous demanderais de suspendre quelques minutes.

**M. Maciocia:** Le ministre a tort, parce que ça va être un peu difficile de...

**Des voix:** Ah! Oh!

**M. Gendron:** Un autre téléphone.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, donc, la motion de M. le député de Viger se lit comme suit: Que la commission ajourne ses travaux sine die maintenant. Ceux qui sont pour cette motion-là et ceux qui sont contre... À l'appel de votre nom, vous me direz de quel bord vous êtes.

Mme Bégin (Bellechasse).

**Mme Bégin:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Bélanger (Laval-des-Rapides). Abstention. M. Gobé (LaFontaine).

**M. Gobé:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine).

**Une voix:** Il est absent.

**Le Président (M. Bélanger):** Il est absent. M. Gaurtrin (Verdun).

**M. Gaurtrin:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. LeSage (Hull).

**M. LeSage:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Maciocia (Viger).

**M. Maciocia:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Tremblay (Rimouski). Il n'est pas là. M. Richard (Nicolet-Yamaska).

**M. Richard:** Pour, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme Caron...

**Une voix:** Non. Mme Caron et M. Gendron n'ont pas...

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Excusez-moi, madame. M. Léonard (Labelle).

**M. Léonard:** Contre.

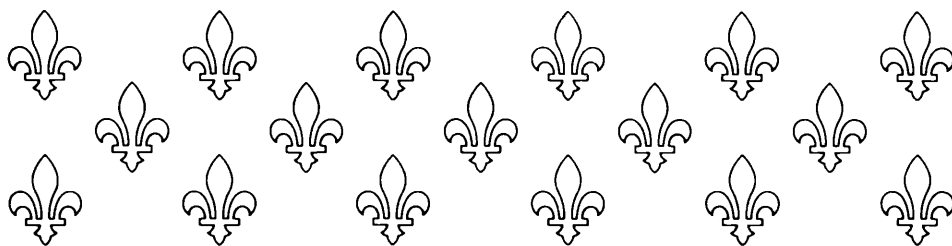
**Le Président (M. Bélanger):** Mme Marois (Taillon).

**Mme Marois:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Boulerice n'est pas là. C'est tout. Donc, la motion est adoptée. Alors, en conséquence, je me dois d'ajourner les travaux sine die. Mais je vous informe dès maintenant que nous allons siéger mardi après-midi, à 14 heures, et que nous allons continuer l'ordre du jour qui est commencé là, avec d'autres sujets qui seront ajoutés et qu'on va vous faire parvenir dans les meilleurs délais. Peut-être un dernier commentaire, s'il vous plaît, avant de quitter vos sièges. Il est évident que, pour – pas les artistes invités – les conférenciers invités – excusez – nous allons essayer de vous fournir les textes dans des délais raisonnables. C'est l'entente qu'on a avec les conférenciers d'avoir les textes autant que possible au moins une semaine à l'avance pour pouvoir vous les soumettre. Dans le cas de M. Masson, j'avais pris pour acquis que tout le monde savait où était le texte, il avait circulé abondamment, alors c'était mon erreur. Ça va être corrigé dans le futur, soyez sans crainte. Alors, je vous remercie beaucoup.

(Fin de la séance à 12 h 7)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le jeudi 3 octobre 1991 — No 4**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Motion relative à la politique de Radio-Canada au sujet de la question constitutionnelle	CEAS- 67
Plan de travail préliminaire	CEAS- 71
Convocation d'experts	CEAS- 73
Information préalable	CEAS- 85
Succession d'État	CEAS- 88
Considérations économiques	CEAS- 95
Transition	CEAS-100
Horaire des séances d'octobre	CEAS-108
Calendrier provisoire des travaux	CEAS-108
Motion relative au dépôt d'études et de rapports (suite)	CEAS-116
Mise aux voix de cette motion	CEAS-119
Motion relative à la politique de Radio-Canada au sujet de la question constitutionnelle (suite)	CEAS-120
Motion d'amendement	CEAS-121

### Intervenants

M. Guy Bélanger, président

M. Jacques Brassard  
M. Gil Rémillard  
M. Henri-François Gauthrin  
M. Guy Chevette  
Mme Pauline Marois  
M. Jacques Chagnon  
M. Cosmo Maciocia  
M. Jacques Léonard  
M. Robert LeSage  
Mme Jocelyne Caron  
M. Maurice Richard  
M. Neil Cameron  
Mme Louise Bégin  
M. Michel Després  
M. Robert Thérien

M. François Geoffrion, secrétaire de la commission  
M. Onil Roy, secrétaire adjoint

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102



Le jeudi 3 octobre 1991

(Quatorze heures dix minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** J'invite chacun et chacune à bien vouloir prendre sa place. S'il vous plaît, ceux qui sont retenus en arrière, s'il vous plaît! On peut libérer nos otages. C'est clair qu'il n'y aura pas la majorité pour voter la rançon ici.

La commission qui est chargée d'étudier les questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté ouvre ses travaux aujourd'hui. M. le secrétaire, est-ce qu'il y a des remplacements?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Oui, M. le Président. M. Gobé (LaFontaine) remplace M. Bourassa. Je ne vois pas M. Boulé. C'est tout.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce que du côté du Parti québécois il y a des remplacements? Je pense que M. Grenier est parti. Est-ce qu'on peut sous réserve de ce que M. Charles Grenier - il est allé faire une vérification - et sous réserve de cette vérification-là, on laisse ouvert. Bien. Donc, on pourra revenir s'il y a d'autres remplacements, il n'y aura pas de problème. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**Motion relative à la politique  
de Radio-Canada au sujet de la  
question constitutionnelle**

**M. Brassard:** M. le Président, avant d'aborder l'ordre du jour ...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** ...proprement dit, j'aurais à la fois des remarques et, si la commission y consent, une motion à faire concernant une directive, une note de service de Radio-Canada à l'intention des directeurs généraux de l'information et portant sur le débat constitutionnel. Ça me semble être d'une telle importance et aussi d'une telle gravité qu'il me semble que, comme commission ayant à se pencher sur les questions afférentes à la souveraineté, c'est là notre mandat, il m'apparaît tout à fait opportun que la commission exprime à la fois sa désapprobation et aussi son inquiétude à l'égard de la politique et des directives de la société Radio-Canada quant au traitement de l'information relative au débat constitutionnel. Il me semble que l'objectivité journalistique serait extrêmement difficile à atteindre compte tenu des objectifs qui sont assignés aux différents services de nouvelles et d'information publique de Radio-Canada.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. le député de Lac-Saint-Jean. Est-ce qu'il y a consentement pour que l'on passe à l'étude de la motion que veut faire au préalable, M. le député de Lac-Saint-Jean?

**M. Brassard:** Oui.

**M. Gauthrin:** Est-ce que je peux avoir une copie de cette note de service parce que moi, je ne suis pas prêt à...

**M. Rémillard:** M. le Président...

**M. Brassard:** Oui, oui, bien sûr.

**Le Président (M. Bélanger):** Un instant! Il y a beaucoup de bruit, s'il vous plaît. M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, moi, je suis pris un peu par surprise. Comment se fait-il que le député de Lac-Saint-Jean arrive avec cette motion-là...

**M. Brassard:** Je viens de l'avoir.

**M. Rémillard:** ...tout à coup comme ça, en commission? Je voudrais voir la motion et voir l'objet de cette motion...

**M. Brassard:** M. le Président, la motion...

**M. Rémillard:** ...pour discuter de sa recevabilité. Je pense qu'on veut...

**M. Brassard:** ...serait la suivante: Que la commission, dont le mandat est d'étudier toute question relative à la l'accession éventuelle du Québec au statut d'État souverain, exprime sa désapprobation formelle et sa vive inquiétude à l'égard de la politique et des directives de la société Radio-Canada quant à son traitement de l'information relative à la question constitutionnelle. Moi aussi je suis surpris, parce que quand j'ai eu entre les mains ces lignes de conduite pour la couverture du débat constitutionnel par les journalistes des services français et anglais de la société Radio-Canada, j'ai été également surpris par les objectifs poursuivis et je peux remettre aux membres de cette commission aussi une copie de cette directive. Il me semble qu'à partir de là, on peut s'inquiéter de la façon dont le débat constitutionnel, la discussion autour de la question constitutionnelle, sera traité par Radio-Canada lorsqu'on indique, par exemple, que "les émissions d'affaires publiques doivent refléter le Canada comme nation et évoquer les avantages sociaux, économiques, culturels et politi-

ques apportés à chacun d'entre nous, au fil des ans, par l'appartenance à la communauté canadienne." À partir du moment, donc, où un organe d'information se voit assigner comme objectif de mettre en évidence les avantages de notre appartenance à la communauté canadienne, et où l'objectif poursuivi c'est l'unité nationale et de refléter la nation canadienne, il y a là d'évidents partis pris, au départ, qui rendent, à tout le moins, difficile l'atteinte de l'objectivité journalistique comme but en matière d'information publique.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean, je comprends très bien le sens de votre motion et son importance. Maintenant, il y a à l'article 5, si vous voulez, de notre ordre du jour, aujourd'hui une place prévue pour les motions et on pourrait peut-être l'étudier là. Enfin, c'est...

**M. Brassard:** Ce n'est pas en vertu de l'article 22, ma motion.

**Le Président (M. Bélanger):** Non, elle n'est pas en vertu de l'article 22, oui. Mais on pourrait quand même l'intégrer là aujourd'hui.

**Une voix:** Elle est en vertu de quoi, M. le Président?

**M. Rémillard:** Je peux demander au député de Lac-Saint-Jean en vertu de quelle partie? Quelle est... À quoi ça...

**M. Brassard:** Elle est en vertu de ceci, M. le Président. C'est que nous sommes une commission dûment créée en vertu de la loi 150 qui a pour objectif et pour mandat d'examiner les questions afférentes à la souveraineté et donc, qui devra compter, dans une large mesure, sur les moyens de diffusion, sur les médias et donc, par conséquent, aussi sur Radio-Canada et ses services, de façon à ce que les travaux autour de la souveraineté soient largement connus, diffusés à travers la population de façon à bien éclairer la population, à ce que la population soit davantage bien informée.

Or, si une des institutions les plus importantes en matière de communication et d'information se voit assigner par une note écrite comme un mandat de sauvegarder et de valoriser la nation canadienne et l'appartenance à la communauté canadienne, il me semble alors qu'à ce moment-là on peut, à tout le moins, s'inquiéter vivement et avec raison de la capacité de cette institution à faire preuve d'équilibre, d'impartialité, d'équité, d'exactitude et d'objectivité; parce que ce sont là aussi, dans la note, ces buts poursuivis. Mais il y a comme une sorte d'incompatibilité entre les buts poursuivis en matière d'exactitude, d'équité, d'équilibre et d'impartialité, donc d'objectivité journalistique,

et la mission qu'on lui confie de valoriser notre appartenance à la nation canadienne, donc de promouvoir l'unité dite nationale. On sait ce que ça veut dire au gouvernement fédéral une telle expression. Donc, il me semble qu'à ce moment-là les travaux de cette commission risqueraient de ne pas atteindre pleinement leur but si une institution aussi importante que Radio-Canada, dans le domaine de l'information, se voit attribuer ou assigner des mandats et une mission comme celle-là. Voilà.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean, on voudrait bien partager votre indignation. Vous semblez avoir le texte de cette directive dans les mains.

**M. Brassard:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'il serait possible qu'on en fasse distribuer à tout le monde...

**M. Brassard:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** ...dans un premier temps...

**M. Brassard:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** ...et ensuite, j'entendrai M. le ministre et on suspendra les travaux deux minutes juste pour voir ce qu'on va...

**M. Brassard:** D'accord.

**Le Président (M. Bélanger):** Parce que c'est assez inusité ou inhabituel. Je ne veux pas...

**M. Brassard:** On en fait des photocopies et on devrait en avoir rapidement.

**Le Président (M. Bélanger):** Je ne veux pas aller donner des directives à Radio-Canada. M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, évidemment qu'on va attendre de voir ces directives-là. Il semble y avoir des documents qu'on n'a pas, mais j'essaie de voir, tout d'abord, où ça peut se situer dans l'ordre du jour qui doit nous gouverner aujourd'hui, M. le Président. Et si on commence, au gré des événements et des réflexions qui peuvent nous arriver, à chambarder l'ordre du jour, M. le Président, on n'en arrivera jamais à quelque chose de concret. Il y a un ordre du jour qui a été établi ici et il me semble que c'est évident que cet ordre du jour se réfère à des possibilités de motions, mais des motions qui sont en relation directe avec notre mandat. J'entends le député de Lac-Saint-Jean dire notre responsabilité d'information, mais je ne vois pas

comment sa motion se référerait à notre mandat tel qu'établi par la loi 150. Je ne vois pas ça. Je ne vois pas nulle part comment ça peut se rattacher à ce que nous, comme commission, nous puissions avoir juridiction sur Radio-Canada.

**Le Président (M. Bélanger):** Écoutez, on va suspendre deux minutes. Je dis bien deux minutes. On ajuste bien nos montres pour ne pas courir tout le monde partout. Deux minutes pour faire le point et on vous revient là-dessus. D'accord? Alors, les travaux sont suspendus.

(Suspension de la séance à 14 h 21)

(Reprise à 14 h 31)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! La motion m'apparaît recevable sur le fond. En tout cas, je ne vois pas comment elle pourrait être non recevable. Elle exprime un avis sur des tiers. Et, dans ce sens-là, je pense qu'elle est recevable. Mais ce qui serait souhaitable, c'est qu'on la passe dans l'ordre du jour au point 4.5, puisque ça va nécessiter quand même un débat assez long. Alors, je préférerais qu'on s'en tienne aujourd'hui à notre plan de travail et, qu'à 4.5, on passe la motion, s'il vous plaît.

M. le député de Joliette.

**M. Chevette:** M. le Président, c'est quasiment une question préalable, dans le fond, cette motion-là, parce qu'il y va de l'intégrité du travail de la commission comme telle, de sa capacité à travailler, et c'est prioritaire sur tout sujet. Si vous la jugez recevable sur le fond, elle doit précisément permettre aux membres de s'exprimer immédiatement pour permettre, en toute quiétude, par la suite, de dire: On ne peut pas travailler dans tel cadre. Nous, la commission, on rejette carrément une situation du genre. On doit travailler en toute liberté d'esprit, sans contrainte.

Je m'excuse de mon retard, mais j'aurais plaidé également sur la contrainte extérieure par rapport aux travaux qu'on a à faire. Vous savez qu'on ne doit être contraint d'aucune manière et, de ça, vous avez eu à en juger antérieurement vous-même comme président de commission. En toute quiétude d'esprit, une commission parlementaire doit être capable d'oeuvrer sans contrainte et, au contraire, elle doit même s'élever contre toute entrave éventuelle.

À mon point de vue, c'est pour ça qu'elle devient préalable à toute argumentation.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, écoutez, on ne met pas en cause votre décision. C'est votre décision que nous respectons. Cependant, M. le Président, nous respectons aussi la deuxième partie de votre décision à l'effet que ce soit

inclus dans notre agenda au moment où nous devons étudier ces motions, c'est-à-dire à l'item 5.

M. le Président, je ne vois pas comment on peut arriver, puis bouleverser comme ça tout l'ordre de nos discussions. Chaque fois qu'on arrive avec une motion, on va se retrouver à bouleverser tout l'ordre du jour. Pour ma part, M. le Président, respectons votre décision. Très bien sur votre décision, mais que ce soit inclus ou ça doit être exclu dans nos travaux.

**M. Chevette:** Question de règlement.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Joliette.

**M. Chevette:** M. le Président, vous comprendrez que je ne peux pas accepter l'argumentation du ministre, parce que ce serait faire fi de notre propre règlement que de dire qu'on n'a pas de droit de faire une motion quand on veut. On pourrait arriver, je pourrais proposer la suspension des travaux immédiatement, puis ce n'est pas prévu à l'ordre du jour. Je ne vois pas en quoi son argumentation aurait une logique. Ça ne résiste même pas à l'analyse du règlement.

Mais ceci dit, pour ne pas faire de chiard, je vais laisser à mon collègue de Lac-Saint-Jean le soin de faire une suggestion.

**M. Brassard:** M. le Président, n'imaginez pas qu'on veut faire un débat qui va s'éterniser là-dessus. Nous, on est prêts à en disposer très rapidement de cette motion. Très, très rapidement. Sans même de débat ou avec cinq minutes chacun de chaque côté tout au plus et on la vote. C'est vraiment pour permettre à la commission de s'exprimer par voie de motion, puisque c'est comme ça qu'une commission parlementaire doit s'exprimer. C'est par voie de motion. Ce n'est pas du tout pour enclencher un débat qui n'en finirait plus et qui empêcherait de disposer des autres sujets de l'ordre du jour. Pas du tout.

**Le Président (M. Bélanger):** Mon inquiétude, M. le député de Lac-Saint-Jean, et pourquoi je l'avais placé à 4.5, c'est tout simplement que les gens viennent d'avoir le texte dans les mains. J'aurais aimé qu'ils aient le temps de le lire d'ici la fin de la commission et qu'à partir de là ils se fassent une opinion pour pouvoir voter en conséquence par la suite. Parce que j'aurais un petit peu de crainte qu'on parte un débat sur le fond et qu'on commence à le lire en même temps. Ça va alourdir notre procédure pour rien. Alors, c'est pour ça que j'avais proposé de le mettre à 4.5.

**Une voix:** C'est évident.

**M. Brassard:** Sauf que ça m'apparaît important et comme le disait mon collègue de Joliette

tout à l'heure, ça devient une motion quasiment préliminaire et privilégiée qui doit être traitée immédiatement, parce que c'est à la fois une question grave et importante. Écoutez... Radio-Canada est-elle en train de se transformer en Radio-Pravda? C'est une question importante, hein? C'est une question majeure. Est-elle en train d'orienter et de dévier le débat constitutionnel? Alors, donc dans ces conditions-là, ça me semble important de la traiter immédiatement.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre. S'il vous plaît, un à la fois. M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, manifestement du côté de l'Opposition il y a un petit spectacle. Voyons donc! Que ce soit important ou que ce ne soit pas important, peu importe, la motion a été déclarée recevable...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! S'il vous plaît!

**M. Rémillard:** ...par le président. Très bien! À ce moment-là, discutons de cette motion comme le président l'a décidé: à 4.5. Très bien! On est prêt à accepter ça. On va en discuter à ce moment-là. Tout d'abord, parce qu'on doit le regarder ce document. Je pense, M. le Président, que vous avez parfaitement raison à ce niveau-là et, deuxièmement, M. le Président, parce que nous avons un ordre du jour à suivre et on doit procéder. On doit faire avancer nos travaux. Alors, que ce soit une question importante, très bien. Si l'Opposition la juge importante, elle viendra nous expliquer ça tout à l'heure, mais qu'elle le fasse comme ça doit se faire, en fonction de nos travaux.

**M. Chevette:** M. le Président, s'il vous plaît, vous demanderez au ministre un peu plus de rigueur. C'est lui qui est responsable des droits comme ministre aussi dans un parlement. C'est surprenant d'entendre dire de la bouche d'un ministre: Si l'Opposition le juge important. Chacun des individus à cette table a le droit d'avoir toutes les garanties minimales. Et en disant que ce n'est pas important, je m'excuse, j'espère que vous êtes capable d'assumer un petit leadership une fois de temps en temps dans votre vie. Vous pourriez peut-être l'assumer ici en disant que les droits du Québec doivent s'exprimer très clairement autour de cette table. Et on ne laissera pas un organe d'information biaiser les débats. Vous avez droit à une option politique. Vous avez le droit au respect des opinions politiques, par exemple, aussi. Et il me semble que c'est votre rôle fondamental... Comme ministre, c'est assez surprenant de la part d'un ministre de dire: Écoutez, on s'en remet à vous, ce n'est pas grave là. Il n'y a rien là. Si l'Opposition juge que c'est important, pas de problème.

me. Voulez-vous qu'on fasse venir le fédéral pour parler avec eux autres si vous n'êtes pas capable de parler?

**M. Rémillard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Rémillard:** M. le Président, s'il y en a un dans cette salle qui ne peut pas me faire de leçon sur le respect des droits et des libertés fondamentales, c'est bien le député de Joliette, qui a appartenu à un gouvernement qui a envoyé en exil, à un moment donné, la présidente de la Commission des droits de la personne parce qu'elle n'avait pas tout à fait fonctionné dans le cadre établi.

**M. Chevette:** On n'a pas emprisonné les chefs syndicaux à ce que je sache.

**M. Rémillard:** Vous savez, M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Rémillard:** ...là-dessus, je demanderais quand même au député de Joliette d'être bien, bien nuancé dans ses propos. Alors, il n'y a certainement pas...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, ce n'est pas un climat de travail. M. le ministre.

**M. Rémillard:** Alors, il n'a certainement pas, M. le Président, à nous faire des leçons sur le respect des droits et libertés fondamentales. Tout ce que nous voulons, M. le Président, c'est que votre décision soit respectée, que nous en discutons puisque vous avez dit qu'elle était recevable. Très bien, discutons-en de cette motion. Mais faisons-le dans le cadre de nos travaux, et comme vous l'avez dit, M. le Président, vous avez parfaitement raison, qu'on regarde, qu'on puisse la lire parce que ça comprend, quand même il y a combien de... quatre, cinq pages, M. le Président. Il y a cinq pages, alors qu'on puisse au moins les lire. Il me semble que c'est la moindre des choses. Et il n'y a pas simplement ce dossier qui est important aujourd'hui, M. le Président, selon l'Opposition. Il y a bien d'autres choses qui sont importantes aussi et qu'on doit voir.

Dans ce cadre-là, M. le Président, qu'on respecte votre décision et qu'on l'étudie comme prévu à 4.5.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez, en

vertu de l'alternance, M. le député de Joliette, M. le député de Verdun.

**M. Chevette:** M. le Président, vous avez rendu une décision. Vous avez dit qu'elle était recevable sur le fond. Maintenant, vous dites que c'est sur l'opportunité de la faire ici ou pas. Donc, une motion est recevable ou elle ne l'est pas. Elle est jugée recevable ou pas au moment où elle est déposée.

**Le Président (M. Bélanger):** J'ai fait la suggestion pour qu'on l'envoie à 4.5.

**M. Chevette:** De quelle prérogative du règlement vous vous... Sur quoi vous asseyez-vous dans le règlement pour la mettre à 4.5, alors qu'on en fait une question préalable et prioritaire?

**Le Président (M. Bélanger):** C'est une suggestion que j'ai faite de la mettre à 4.5.

**M. Chevette:** Mais si je comprends bien, ce n'est pas d'autorité que vous pouvez la mettre à 4.5. Si le proposeur a fait une motion... Il l'a jugée recevable. Je vous demande de quel droit on ne la débattrait pas tout de suite puisqu'elle est recevable et qu'elle est jugée recevable. Ça ça n'a pas été un vœu. Vous l'avez déclarée formellement recevable. Donc, si elle est formellement recevable, ce n'est qu'à nous de décider si on veut la placer à 4.5, ou si on va la plaider plus tard.

**Le Président (M. Bélanger):** Si on voulait en faire un point de règlement, on pourrait toujours s'appuyer sur l'article 12 qui dit qu'on doit organiser et diriger les travaux et, dans ce sens-là, c'est, je pense, un problème d'organisation. Or, pourquoi je disais de la mettre là? Il y a deux éléments. Un, il m'apparaissait très important que chacun lise le texte de cela...

**M. Chevette:** On peut prendre cinq minutes. On ajourne pour prendre des décisions...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît. Non, je pense qu'avec le peu de temps qu'on a et tout le travail qu'on a sur la table aujourd'hui, il serait souhaitable et plus sage de procéder à l'ordre du jour et, à la partie qui est réservée pour les motions, on prendra tout le temps qu'il faudra pour débattre votre motion. On va la mettre à 4.5. Elle va passer avant toutes les autres.

**M. Chevette:** Vous avez dit l'article 12 du règlement.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais je ne veux pas faire de procédure, je ne veux pas... de la loi, pas du règlement.

**M. Chevette:** De la loi? On va aller voir. Ça ne prime pas sur le règlement ça? Ça ne prime pas sur le règlement.

**M. Gautrin:** M. le Président, moi je... Si je comprends ça, c'est un rappel d'une politique écrite en 1978. Est-ce que c'est le cas?

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez, je ne veux pas discuter le fond...

**M. Gautrin:** Donc, il n'y a pas d'urgence.

**Le Président (M. Bélanger):** ...et je ne veux pas qu'on embarque sur le fond maintenant. Je veux juste qu'on...

**M. Gautrin:** Ça date de 12 ans.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! S'il vous plaît! Qu'on la reporte à plus loin. Elle va être discutée au mérite et je pense que les reportages ne seront pas complétés. Alors, même à la fin de nos travaux, s'il le faut, on invitera les journalistes concernés à rester avec nous pour qu'on débattenne le point au mérite et ça nous permettra de fonctionner. C'est simplement sur une base de bon fonctionnement.

**M. Chevette:** Étant donné...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Chevette:** ...que M. Gautrin veut en discuter sur le fond, on est prêts nous autres aussi.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** O.K.

**M. Gautrin:** Ça date de 12 ans. Moi aussi...

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, si vous n'avez pas d'objection, je vais appeler...

**M. Gautrin:** ...vous voulez parler de la souveraineté alors que ça...

#### Plan de travail préliminaire

**Le Président (M. Bélanger):** Monsieur. S'il vous plaît! Quand on n'a pas la parole, on s'abstient. Alors, dépôt du plan de travail préliminaire. On devait, aujourd'hui, analyser notre plan de travail, qui vous a été remis la semaine dernière. On vous en a remis une copie aujourd'hui aussi. Les travaux... Alors, il est déposé officiellement. Il devient document de la commission. La semaine dernière, il était déposé à titre d'information. Alors, dans un premier temps, je voudrais vous donner un petit peu l'esprit avec lequel on veut travailler là-dedans.

Et, pour être sûr qu'on n'aura pas de problème, je vais lire un texte qu'on a écrit avant pour être sûr.

Le plan de travail préliminaire qui vous est soumis est en votre possession depuis le 25 septembre et vise à intégrer dans une démarche cohérente les propositions faites par les deux partis. Avant d'en faire le cadre de nos travaux pour le prochain mois, j'inviterais les membres à me faire leurs commentaires et suggestions. Par ailleurs, si des éclaircissements sont nécessaires, le secrétaire et les principaux collaborateurs de la commission qui sont ici présents vont répondre aux questions.

Pour faciliter nos discussions, je vous propose que nous passions ce plan point par point et que vos questions ou suggestions se fassent au fur et à mesure que nous aborderons chaque point. À chaque fois qu'un membre fera une suggestion, je vérifierai si celle-ci reçoit parmi nous tous un support majoritaire, auquel cas je l'intégrerai au plan de travail. À défaut de majorité évidente, il vous sera toujours possible de faire de toute suggestion une motion qui sera débattue et mise au vote.

Alors, quand il ne m'apparaîtra pas évident qu'il y a consensus, je dirai: Écoutez, est-ce qu'il y a une motion là-dessus? On s'entendra en tout cas pour fonctionner, mais ceci pour éviter qu'on fasse des motions à tous les coups, parce que, après 150 motions, je pense qu'on va être tanné un petit peu.

Alors, je vous rappelle qu'une telle motion est prévue à l'article 22 de la loi 150 dans la mesure où elle vise à amener des études, des consultations ou à entendre des personnes ou organismes. D'accord? Donc, c'est en gros la façon dont j'entends qu'on mène les travaux aujourd'hui.

Donc, le plan. Le premier point, c'est l'approche. Les travaux de la... Oui.

**M. Brassard:** Question de privilège, M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean. Je vous en prie.

**M. Brassard:** C'est simplement pour vous dire et vous rappeler qu'à la dernière réunion, vous avez admis que sur le plan de nos règles normalement, ç'aurait été ma motion qui aurait dû se retrouver en premier à l'ordre du jour, la motion sur les études et dont on s'est parlé il n'y a pas plus tard qu'hier.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça.

**M. Brassard:** J'ai consenti à ce que cette motion-là revienne au point 4.

**Le Président (M. Bélanger):** Au point 4, oui.  
(14 h 45)

**M. Brassard:** Donc, c'est par consentement.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, oui.

**M. Brassard:** Je veux bien qu'on comprenne que...

**Le Président (M. Bélanger):** Consentement en dehors de la réunion, et...

**M. Brassard:** ...sur le plan réglementaire, normalement, ça devrait quand même se retrouver au début.

**Le Président (M. Bélanger):** Elle aurait dû normalement, suite à la décision que j'avais rendue. Mais je pense que vous aviez bien compris l'importance des travaux qu'on voulait faire aujourd'hui et on a tous compris aussi l'importance de votre motion. Afin d'avoir un bon ordre de travail, vous avez accepté qu'elle soit au point 4. D'accord? Donc, c'est une précision que nous devons faire effectivement.

Or donc, le plan de travail, est-ce que vous voulez qu'on en fasse lecture ou si vous voulez le commenter point par point?

**M. Chevette:** ...ça doit prendre plusieurs minutes à lire ça.

**Le Président (M. Bélanger):** Comme vous l'avez depuis une semaine, je suis sûr que vous l'avez lu.

**M. Chevette:** Non, non. Devant l'ampleur du document, vous comprendrez que ça mérite...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vais appeler les titres un à un et vous me donnerez vos commentaires sur chacun. Au niveau de l'approche...

**M. Chevette:** C'est plus épais que Radio-Canada.

**Le Président (M. Bélanger):** Au niveau de l'approche, des commentaires. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, il faut distinguer quatre volets. La souveraineté, la succession d'État, les considérations économiques et la transition. J'imagine que, pour vous, ces quatre volets sont indépendants. Or, si on regarde le détail des volets que vous présentez, l'intersection est non vide entre les différents points. Par exemple, entre les questions de succession d'État et la transition, je vois qu'il y a des points qui peuvent être communs; entre les considérations économiques, vous mettez toutes les questions qui partent au sujet des successions de traité. Vous parlez du GATT, vous parlez du traité de libre-échange qui va être forcément aussi abordé

dans la question des successions d'État. Je me pose la question, malgré tout: Est-ce qu'on n'est pas en train de recouper dans des volets les mêmes questions?

**Le Président (M. Bélanger):** M. le secrétaire général, M. Geoffrion, qui a travaillé sur le plan avec moi va donner la réponse à ça.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Effectivement, on a essayé de le construire comme des tiroirs où chaque chose revenait seulement une fois. On a essayé de limiter justement ce genre de superposition entre deux thèmes. Il en reste quelques-unes possibles. Malheureusement, on n'a pas trouvé une formule qui était complètement étanche. Cependant, on pense qu'il va être assez facile de les départager dans la pratique comme, par exemple, quand on va parler de la succession d'État externe on pourra aborder l'aspect juridique des traités dont celui disons du libre-échange. Par contre, quant à son impact ou à la problématique économique liée à ce genre de traité, on pourra l'aborder dans la partie des considérations économiques.

Effectivement, le traité de libre-échange va être étudié à deux endroits, en théorie, mais pour des facettes différentes: une fois comme traité sur le plan juridique et ensuite en termes d'opportunité économique.

**Une voix:** Mais on n'a pas trouvé de formule.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Malheureusement, non.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'il y a d'autres questions ou d'autres commentaires? Mme la députée de Taillon.

#### Convocation d'experts

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Sur l'approche, parce que ça donne un peu l'encadrement général dans lequel on va travailler. Évidemment le débat sur la souveraineté soulève tout un tas de réactions qui, régulièrement, sont présentées par exemple par les médias; par l'intermédiaire d'opinions, de papiers un petit peu plus substantiels. Et dans ce sens-là, moi j'aimerais qu'on prévoie un item – et je ne sais pas comment on devrait l'intégrer là, au niveau de l'approche – pour dire que lorsqu'on aborde, par exemple, l'accession à la souveraineté, le processus, ou qu'on aborde les questions de territoire... D'ailleurs, je pense que les questions de territoire, on n'en parle pas. Ça ne serait pas inutile que ce soit un thème qui soit ajouté. Mais que les gens...

**Le Président (M. Bélanger):** Il est là, le territoire.

**Mme Marois:** Il est là, un petit peu plus...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**Mme Marois:** ...précis. J'avais lu... Je n'ai pas relu ce matin. Mais revenons sur ce que je veux apporter, sur l'approche. On s'est fait... Je vois qu'a été déposée sur notre table de travail une liste d'experts qu'on pourrait faire venir et qui sont sensiblement les mêmes qu'on a reçus de toute façon à la commission Bélanger-Campeau. Quand il y a des opinions émises par des gens qui sont des universitaires, qui sont des politologues, des "politologues", etc., est-ce qu'il ne serait pas pertinent qu'on les fasse venir et qu'on identifie – lorsque ça nous apparaît pertinent, évidemment, à la suggestion des membres de la commission – ces gens-là qui soulèvent parfois des controverses qui apparaissent grosses comme des autobus, qu'on puisse les recevoir, qu'on puisse les questionner et qu'on puisse avoir des échanges au-delà, je dirais, des noms sur lesquels on se serait entendu préalablement, comme ceux qui nous sont suggérés aujourd'hui? Ça m'apparaît important parce qu'il peut se lancer toute espèce d'affirmations, qui sont bien souvent gratuites, et il s'est dit des choses énormes, entre autres. Et c'est pour ça que je prenais la question du territoire, mais il s'est dit des choses énormes sur le territoire! Si ces experts sont prêts à défendre leur projet dans les grands média écrits, j'imagine qu'ils devraient être capables de le faire aussi devant les membres de la commission et devant des membres de l'Assemblée nationale. Alors, j'aimerais qu'on le retienne comme un des éléments de l'approche générale de nos travaux.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Alors, dans quelques instants, une fois qu'on aura fini ce plan-là, on ira au plan plus détaillé et vous allez voir que le territoire, par exemple, qui serait sans doute d'étudier... Les éléments que devrait contenir une déclaration de souveraineté, notamment, le territoire, une constitution provisoire, un processus... Alors, le territoire, on a déjà anticipé d'avoir le professeur Dorion, c'est-à-dire M. Dorion. Je l'ai... Oui, Henri Dorion, qui a déjà fait une commission d'enquête très très poussée là-dessus et on me dit que c'est probablement l'expert, entre guillemets. Alors, c'est un de nos prochains invités.

**Mme Marois:** Mais je veux bien que... Je m'excuse, M. le Président. Je veux...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**Mme Marois:** ...bien préciser ma pensée. D'accord?

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie. Oui.

**Mme Marois:** J'ai l'impression qu'il y a quelque chose qu'on ne saisit pas. Il y a certains experts, ou qui se prétendent comme tels et qui ont le droit de le faire de toute façon, qui arrivent avec des choses qui apparaissent à première vue énormes, mais qui sont publiées au même titre que d'autres où, effectivement, des gens ont fait des recherches ou sont allés assez loin dans l'exploration de certains concepts. Ce que j'aimerais qu'on puisse faire, c'est que lorsqu'on aborde question par question – que ce soit le territoire, que ce soit la déclaration de souveraineté, que ce soient les successions d'ordre interne ou externe – qu'on les fasse venir, ces gens qui créent ces polémiques, et donc, qu'on puisse voir les deux aspects et qu'on puisse en débattre. Il y a quelques jours à peine ou une semaine et demie, il y a un professeur – je pense qu'il était attaché à l'Institut Fraser, est-ce que c'est ça?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**Mme Marois:** ...qui a dit des choses avec lesquelles, enfin, moi je n'étais particulièrement pas d'accord; et bien je me dis que ça aurait été intéressant de le recevoir.

**M. Rémillard:** ...particulièrement d'accord avec.

**Mme Marois:** Mais...

**M. Rémillard:** Tout à fait, tout à fait.

**Mme Marois:** ...parce qu'ils soulèvent des questions qui nous font prendre un certain nombre de positions. Mais pourquoi ne pas les recevoir, ces gens-là, et creuser à fond ce qu'ils défendent?

**Le Président (M. Bélanger):** M. Geoffrion va répondre à ça.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je pense que c'est un peu l'esprit de ce qu'on vous propose, où, à chaque fois qu'on va aborder un thème, on va vous présenter une espèce d'état des recherches connues, une espèce de synthèse qui fixe la problématique, et essayer de montrer aux membres, où les experts convergent dans leurs opinions et là où ils divergent pour, au fond... Avec l'espoir que la commission, les membres puissent rapidement cerner les thèmes qu'ils veulent creuser, les gens qu'ils veulent entendre.

On va vous faire une proposition, mais une proposition...

**Mme Marois:** ...que l'on pourra débattre évidemment sur laquelle on compte repopper.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** C'est parce que ce sera aux membres de la commission de la

bonifier puis de lui donner la couleur qu'ils veulent bien lui donner.

**Le Président (M. Bélanger):** Et vous comprenez pourquoi, d'une façon statutaire, on aura toujours les motions en vertu de 22 à l'ordre du jour. C'est pour faciliter ce processus-là.

**Une voix:** ...à l'item 4.5.

**Le Président (M. Bélanger):** Ça, c'est les motions spéciales. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, je trouve que la députée de Taillon soulève une question très intéressante. Mais la question que je me pose, évidemment la commission peut inviter, elle a le pouvoir d'inviter exceptionnellement, est-ce qu'elle peut, et je vous pose la question, est-ce que la commission peut faire comparaître devant elle des gens qui disent n'importe quoi sur la place publique?

**Mme Marois:** Ha, ha, ha! Selon les points de vue où on se place, j'imagine, oui. Mais c'est vrai. Je suis d'accord.

**M. Gauthrin:** Mais peut-être que sur n'importe quoi on n'a peut-être pas le même point de vue. Je vous pose la question. Est-ce qu'on a le pouvoir de faire comparaître ou pas?

**Le Président (M. Bélanger):** On a le pouvoir. On n'a pas le pouvoir d'émettre des subpoena, mais on peut les inviter à... On peut assigner aussi. Ah bon!

**Mme Marois:** On peut le faire.

**Le Président (M. Bélanger):** On peut le faire. Oui. C'est ce qu'on me dit.

**M. Chevette:** En vertu de notre règlement, il n'y a aucune contrainte.

**Le Président (M. Bélanger):** On peut assigner. Bon. C'est tellement peu usité que je ne le savais pas. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Pour aller dans le même sens un peu, je pense, et je voudrais bien qu'on se comprenne suite aux propos de ma collègue, ce qu'on veut c'est un élément de souplesse dans le plan de travail. C'est un élément de souplesse à l'effet qu'on a un plan de travail qu'on va suivre de façon la plus logique possible, mais il faut aussi regarder ce qui se passe dans l'actualité. Et effectivement, il y a beaucoup de personnes, et probablement que ça va s'amplifier au cours des semaines, qui vont s'improviser experts ou se prétendre compétents pour décréter ce qui va se produire dans l'avenir concernant entre autres l'accession à un Québec souverain. Il me semble



à ce moment-là que la commission devrait acquiescer l'espèce d'habitude ou de réflexe d'inviter ces personnes-là. Je ne dirais pas de les convoquer là, mais de les inviter de façon pressante à venir échanger avec la commission, parce que ce n'est pas vrai que n'importe qui va se garrocher dans le paysage et dire n'importe quoi sans qu'il puisse être acculé à justifier ses affirmations ou ses prétentions. Le lieu le plus approprié pour procéder à des échanges sans doute vigoureux avec ces personnes-là, c'est à cette commission-ci. Donc, il faut être ouvert et souple sur ce plan-là et être capable d'abandonner momentanément notre plan de travail puis d'échanger pendant le temps qu'il faut avec telle personne, mais entre autres l'exemple de l'économiste, je ne sais pas s'il est économiste, de l'Institut Fraser, qui a lancé comme ça sur la place publique qu'un Québec souverain allait se retrouver en récession avec une perte de croissance de l'ordre de 10 %.

**M. Gauthier:** C'est très intéressant.

**Le Président (M. Bélanger):** Avant de céder... Mais... S'il vous plaît!

**M. Brassard:** Pire qu'en 1929.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, avant de céder la parole à M. le ministre...

**M. Brassard:** Donc, je pense qu'à ce moment-là...

**Une voix:** Lucien Pettigrew.

**M. Brassard:** ...moi, j'aimerais bien ça l'avoir en face de nous, cette personne-là.

**M. Chevrete:** Moi aussi j'aimerais ça le passer au "cash".

**Le Président (M. Bélanger):** Dans le même ordre... S'il vous plaît! S'il vous plaît! Il y a des malcommodes. Ha, ha, ha! Excusez.

**M. Brassard:** Ils ne sont pas membres à plein temps, c'est pour ça. C'est parce qu'il a de mauvaises habitudes, il appartient à l'autre commission.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça. Il va falloir le discipliner, mais ça va venir, ça va venir.

**M. Chevrete:** J'ai toujours la même face devant moi.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Rémillard:** C'est pour ça qu'on s'aime bien.

**Le Président (M. Bélanger):** Guy, si ça continue, on va te mettre dans le coin. C'est pourquoi, à un moment donné, les gens de la permanence, M. Geoffrion et moi, avions pensé à un petit comité de... une sous-commission de travail qui nous permettrait de réagir vite dans ces cas-là plutôt que de le ramener ici tout le temps.

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Bélanger):** Non, vous l'avez refusé, madame.

**M. Chevrete:** Elle l'avait suggéré.

**Le Président (M. Bélanger):** Non, vous l'avez refusé.

**M. Chevrete:** On voulait fonctionner comme les commissions parlementaires standard, vous vous rappellerez. Ça a été toute l'argumentation de la loi 150, M. le Président. De grâce, ne nous rappelez pas les malheureux souvenirs qui ont amené le pouvoir à refuser les solutions logiques que vous voyez aujourd'hui.

**Le Président (M. Bélanger):** Ça vous ouvre une porte qui pourrait être intéressante. Alors, on y réfléchit et on me donnera une réponse là-dessus, parce que je pense que ce n'est pas le temps maintenant.

**M. Brassard:** On va entrer en session...

**M. Chevrete:** Si vous voulez amender la loi, on est prêt.

**M. Brassard:** On va entrer en session très bientôt. On peut amender la loi, un, deux, trois, la première journée...

**M. Chevrete:** Ce qui fera que le "bunker" sera moins omniprésent.

**M. Brassard:** ...pour créer un comité directeur.

**M. Rémillard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Alors, la parole...

**M. Brassard:** La première journée.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre a demandé la parole. S'il vous plaît!

**M. Rémillard:** ...oui. M. le Président, je ne sais pas si c'est des remords qui, du côté de l'Opposition, font qu'ils veulent qu'on reprenne la discussion sur 150. Ils seraient prêts à voter en faveur de 150. Ils ont voté contre. Là, ils

voudraient maintenant voter en faveur.

**M. Brassard:** De l'amendement.

**M. Chevette:** L'amendement.

**M. Rémillard:** Alors, parce que, à un moment donné, ils votent contre la tenue d'un référendum, tel que prévue à 150, et ensuite on les voit sur la place publique réclamer un référendum. Enfin, M. le Président, c'est une parenthèse, parce que je voudrais simplement commenter les paroles du député de Lac-Saint-Jean lorsqu'il me dit qu'il y a une habitude qui doit être prise par cette commission. Oui, M. le Président, il y a une habitude et cette habitude, c'est une habitude de rigueur. Qu'on soit rigoureux si on veut faire le travail qu'on doit faire, si on veut accomplir le mandat qui est le nôtre de par la loi 150. M. le Président, cette rigueur veut qu'on puisse mettre les règles de forme qui s'imposent et des règles de forme, c'est un ordre du jour qu'on doit respecter. M. le Président, il est évident qu'on peut mettre une certaine souplesse, mais pas une souplesse qui irait à l'encontre de la rigueur qu'on doit avoir.

D'autre part, M. le Président, j'entendais tantôt les derniers commentaires: "J'aimerais bien le passer au "cash". On n'est quand même pas, M. le Président, ici, une commission à la chasse aux sorcières.

**M. Chevette:** ...qu'on ferait la "job" à la souveraineté...

**M. Rémillard:** Alors, obliger les gens à venir témoigner et la chasse aux sorcières qui recommence et on va le passer au "cash". Envoyez, amenez-le icittle!

**M. Chevette:** M. le Président, on a appris de...

**M. Rémillard:** M. le Président, si vous voulez, on va garder le mandat de cette commission et on va le faire le plus objectivement possible, avec le plus de rigueur possible. Et, M. le Président, oui, à une certaine souplesse, mais dans le cadre d'une rigueur qui s'impose de par un respect qu'on doit avoir de nos ordres du jour pour qu'on puisse aboutir à quelque chose. À entendre l'Opposition, M. le Président, encore cet après-midi, on a l'impression qu'ils ne veulent pas en parler de souveraineté. Parlons-en, établissons notre programme, fonctionnons et puis qu'on en parle.

Alors, M. le Président, oui à une certaine discrétion qu'on peut avoir, mais pas au détriment de tout chambarder à chaque fois notre ordre du jour.

**M. Chevette:** M. le Président.  
(15 heures)

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Joliette.

**M. Chevette:** Je vous ferai remarquer, M. le Président, qu'on n'est pas arrivé en commission parlementaire dans le but de faire la "job" à une option, nous autres. On ne s'est pas vanté de vouloir faire la "job" à une option, mais ce n'est pas vrai qu'on ne s'empêchera pas de questionner, en particulier, ceux qui lancent n'importe quoi. C'est clair? Si c'est ça, la rigueur, c'est de questionner même ceux qui lancent des ballons.

**M. Gautrin:** Des deux côtés.

**M. Brassard:** On verra lequel en a lancé le plus.

**M. Chagnon:** Monsieur...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Sur ce point, je pense qu'on s'est bien entendu. On demande à la présidence de faire preuve d'un peu de souplesse. On regardera ça au mérite. C'est évident qu'on ne laissera pas n'importe qui, qui fait une déclaration n'importe où, devenir notre témoin la semaine suivante, puis orienter les travaux en zigzag comme ça. On a un plan de travail, on va s'y tenir et quand on jugera opportun de convoquer quelqu'un devant nous ou de l'inviter à venir nous rencontrer pour expliquer son point de vue, on l'inclura dans nos travaux avec un immense plaisir. D'accord? Alors, ça va sur ce point-là?

On était toujours au point 1, l'approche. Est-ce qu'il y avait d'autres commentaires sur l'approche? M. le député de...

**M. Chagnon:** Saint-Louis.

**Le Président (M. Bélanger):** Saint-Louis, excusez!

**M. Chagnon:** M. le Président, sur le document que vous nous avez remis la semaine dernière, je ne peux que vous féliciter sur l'attitude générale dans laquelle il nous amène et sur son contenu. Toutefois, je voudrais reprendre les propos de la députée de Taillon, parce qu'ils m'apparaissent être importants. Dans la "priorisation" des sujets qui doivent être étudiés, il me semble qu'effectivement l'item de la déclaration de souveraineté qui est 1.2... Je passe par-dessus l'approche puis l'information préalable. Ce sont quand même des sujets relativement courts et que tout le monde a compris.

En ce qui concerne la déclaration de souveraineté, il m'apparaît tout à fait essentiel d'être capable de circonscrire toute la question de la territorialité dans une approche la plus juste, la plus factuelle sur le plan du droit, de façon à faire en sorte qu'on élimine et qu'on

arrête l'ensemble de tout ce qu'on a pu entendre depuis trois ou quatre mois. Il n'y a rien qu'on n'ait pas entendu de toutes sortes d'espèces de bouts de territoire, qu'on venait émasculer le Québec. Peu importe la situation politique qui pourrait en prévaloir. Il n'en demeure pas moins que des interrogations ont été soulevées quant à la réelle capacité du Québec à aménager son territoire. Il faudrait au moins s'entendre sur ce qu'est le territoire.

Ce que je soulève comme problème risque aussi de nous amener à un point un peu plus loin dans notre ordre du jour, qui est le calendrier provisoire des travaux pour le mois d'octobre. Évidemment, le calendrier nous amène, les mardi et mercredi qui viennent au mois d'octobre, à siéger. Les invitations que vous suggérez, si on s'entendait pour assumer que la territorialité est un problème que nous voulons évacuer comme commission, eh bien, je pense qu'il faudrait s'en tenir aux spécialistes de ces domaines et peut-être recommencer les invitations qui nous sont suggérées ici, prendre le mois, s'il le faut, pour vider la question de la territorialité, mais régler le problème, une fois pour toutes, et passer à d'autres sujets qui sont aussi extrêmement importants, comme les droits fondamentaux, les droits des minorités, les nouvelles institutions démocratiques, la citoyenneté et la monnaie.

Ce sont des sujets qui vont être importants, mais qui sont toujours conditionnés par le territoire sur lequel les Québécoises et les Québécois veulent se développer.

**Le Président (M. Bélanger):** Telle est notre intention, d'ailleurs. Je vous annonce en mille que mardi, le 15 octobre, M. Henri Dorion, directeur de la recherche et de la conservation au Musée de la civilisation, qui est juriste et géographe, nous présentera toute la question de la territorialité au Québec.

**M. Chagnon:** Ah, ça, je ne savais pas. Ce serait bien intéressant, sauf qu'on n'aura pas fini, on n'aura pas clos la question dès qu'on aura entendu M. Dorion.

**Le Président (M. Bélanger):** Il est possible... M. le secrétaire général et M. le député de Joliette par la suite.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** On avait remarqué l'intérêt des deux partis pour traiter rapidement du territoire et c'est pour ça que ça vient en premier lieu presque. Mais on suit la démarche ou l'approche. On va vous déposer un état de situation qui, on pense, trace la problématique et va vous proposer, en même temps, au fond, une synthèse des opinions des experts sur le sujet, les points qui restent un peu en suspens et on va vous proposer une démarche pour aborder le territoire. En fait, les questions qui sont un peu litigieuses, avec les recherches

qu'on a de faites déjà au secrétariat – on les voit, on a des gens qui travaillent dessus – mais on ne pourra sûrement pas, avec les expertises disponibles au Québec, vider la question du territoire en si peu de temps, aussi rapidement. On a déjà mis des gens à l'oeuvre, mais avant que vous ayez tout le matériel, physiquement, on ne pourrait pas avoir tout le monde. Les experts ne sont pas toujours disponibles quand on les voudrait.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Ça m'amène à soulever la question suivante, M. le Président. C'est que, nous, en plus du plan de travail qui est important et qu'on est en train d'examiner, il nous semble majeur aussi que ce soit accompagné d'un calendrier le plus précis possible. Là, on a déjà une première idée sur le mois d'octobre. Mais il faudrait essayer d'avoir, une fois que le plan de travail sera définitif, une bonne idée de comment ça s'étale dans le temps, dans les mois qui viennent, pour qu'on sache combien de temps on a l'intention de prendre pour passer à travers le plan de travail. Donc, un calendrier et aussi, un peu comme vous le faites pour ce qui est du mois d'octobre, également qu'on sache un peu quelles sont les personnes, les invités, les experts qui vont être appelés à nous rencontrer et à échanger avec nous au cours de cette séquence temporelle-là. Troisièmement, j'ajoute une autre chose, M. le Président, qui m'apparaît importante: S'il est vrai qu'en vertu de l'article 22, et donc par voie de motion, la commission peut commander des études, il reste que, si j'ai bien compris votre interprétation de votre mandat comme président, vous pouvez en vertu de l'article 12, également, commander des études que vous jugez utile de faire et qui sont en quelque sorte reliées, arrimées au plan de travail.

Donc, il serait important aussi qu'on sache ce que vous avez l'intention, vous comme président, de commander comme étude et à qui et sur quel sujet. Je pense que la commission devrait être avisée le plus rapidement possible. Le plan de travail, on l'a devant nous. On va le regarder puis vous le modifierez en conséquence, un calendrier le plus précis possible et portant sur toute la séquence de nos travaux et, troisièmement, si vous avez l'intention de commander des études, sur quel sujet et à qui ces études-là seront commandées. Tout ça, on devrait – en tout cas dans toute la mesure du possible – le plus rapidement possible, avoir tout ça entre les mains comme membres de cette commission pour qu'on puisse après ça voir où on va, non seulement sur des sujets, mais également sur des études et sur les personnes avec qui on aura à échanger. Qu'on ait une bonne idée de tout ça et que ça ne puisse qu'améliorer les travaux qu'on aura à faire.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, l'évaluation, en termes de temps, est commencée. Mais on s'est arrêté parce qu'on a dit: On va d'abord finaliser le plan de travail pour voir s'il est accepté comme tel, s'il n'est pas trop enrichi ou pas trop coupé à des places. S'il reste dans cette mesure-là, les différentes étapes, les différentes phases vont être quantifiées, puis cédulées dans le temps. On devrait être capable de vous fournir ça d'ici peu, aussitôt qu'on aura finalisé le plan de travail. Ensuite, on va aussi vous fournir...

J'espère que vous allez me donner aujourd'hui vos listes d'experts pour chacun des domaines pour qu'on puisse puiser dans les deux listes parce que ma liste n'est pas très longue. Je ne les connais pas, puis je ne suis pas habitué à jouer dans la constitution. La constitution que je connais le mieux, c'est encore la mienne; celle du pays, je suis comme tout le monde, je n'ai pas joué tous les jours là-dedans. Alors, ça devient un sujet nouveau pour moi et il y a beaucoup de recherches à faire. Alors, dans ce sens-là, je pense qu'on devrait me fournir aujourd'hui des listes d'experts, des noms ou des suggestions. Si ça ne vient pas aujourd'hui, demain ou dans les prochains jours par écrit, deux.

Trois, si la commission commande des études, on va vous en informer toujours aussi parce qu'elles devront à un moment donné ou l'autre arriver à cette commission-ci, être soumises ici si on veut qu'elles soient partie intégrante du rapport qu'on produira au bout. Alors, c'est dans les grandes lignes. Donc, on se comprenait bien, mais c'est le "fun" de le confirmer.

J'avais M. le député de Viger, Mme la députée de Taillon et M. le député de Joliette.

**M. Maciocia:** Moi aussi, M. le Président, je serai très bref. Le dernier paragraphe de l'article 1, où on dit: "L'étude de chaque volet du plan de travail se conclura par la rédaction des recommandations de la commission sur ce volet, lesquelles seront intimement intégrées dans le rapport final de celles-ci." Je pense que ce serait très important de clarifier un peu ça, parce que, quand on parle des recommandations, est-ce qu'on parle des recommandations au sujet des experts qu'on veut entendre ou des recherches qu'on veut mener? C'est quoi en réalité la rédaction des recommandations à ce moment-là?

**Le Président (M. Bélanger):** C'est que chaque chapitre qu'on va terminer, par exemple lorsqu'on va avoir fini le territoire et qu'on jugera que c'est satisfaisant, qu'on passe à autre chose. Nous, on va tout de suite commencer à finaliser la rédaction qui va aller dans le rapport, pour ne pas arriver à la dernière minute avec une somme de travail colossale. On va commencer à faire les choses au fur et à mesure

pour clore les chapitres un après l'autre. C'est sûr que si on veut revenir en arrière, après six mois, parce qu'on trouve qu'il est pertinent de revenir, on pourra revenir. Mais en gros, on va bâtir notre rapport à mesure, pour ne pas arriver à la dernière minute et être pris.

**M. Maciocia:** Si j'ai bien compris, si on parle du territoire, au moment où on va terminer de discuter sur le territoire, vous allez faire un rapport.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Maciocia:** C'est ça?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Maciocia:** Est-ce que ce rapport est discuté ici, à la commission, ou quoi?

**Le Président (M. Bélanger):** Non, il va aller dans le rapport global à la fin.

**M. Maciocia:** Oui, mais qui va le rédiger? Et ça serait fait par qui? Est-ce que c'est le secrétariat? Est-ce que c'est en discutant ici, à la commission ou quoi, avant que ce rapport soit vraiment pris et intégré au rapport final?

**Le Président (M. Bélanger):** C'est le secrétariat qui va finaliser le rapport et qui va l'amener à la fin. Et quand on aura à signer le rapport global, évidemment, on aura vu chacune des étapes. Si on a des réserves, on les émettra.

**M. Brassard:** M. le Président, s'il s'agit de recommandations comme telles, je pense que la loi est très claire. Je ne l'ai pas devant moi, mais les recommandations, ce sont les recommandations de la commission.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** Donc, il faudra que ce soit avalisé par la commission.

**Le Président (M. Bélanger):** Définitivement, oui, oui.

**M. Maciocia:** Moi je pense que le même mandat de l'amener en dernier... Je ne sais pas si je peux m'expliquer comme ça; c'est qu'au moment où vous faites vos recommandations, si c'est une recommandation que vous allez faire pour qu'on puisse en discuter à la commission, si vous avez des recommandations à faire...

**Le Président (M. Bélanger):** Mais les recommandations vont venir de la commission, elle ne viendront pas du président. J'espère.

**M. Maciocia:** Non, non, mais le rapport de

chaque volet.

**Le Président (M. Bélanger):** Ça, c'est le secrétaire général, oui.

Un instant parce qu'il y a M. le député de Joliette et il y a vous après.

**Mme Marois:** M. le Président, vous ne m'avez pas oubliée.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme Taillon, M. Joliette, et puis... Mais avant, on va entendre M. Geoffrion un instant.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Ça va peut-être éclairer. L'idée est très simple. C'est de dire: À chaque fois que la commission pense qu'elle a disposé d'un sujet, elle a assez parlé, disons, du territoire – éventuellement c'est un thème qui va se retrouver dans son rapport final ou dans ses recommandations – à ce moment-là, le secrétariat va essayer de faire une synthèse, s'il y en a une qui se dégage, des conclusions, qui vont être proposées comme projet de rapport aux membres qui en disposeront comme bon leur semble.

**M. Maciocia:** Oui. À la fin.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Non. Au fur et à mesure...

**M. Maciocia:** Au fur et à mesure. Parfait.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Ils pourraient décider pour un sujet donné et reporter leur décision à la fin, ou les passer tout de suite s'ils trouvent que ça va bien. L'idée c'est de ne pas arriver et déposer 300 pages de rapport aux membres, à deux jours de la fin. Mais qu'ils puissent à part ça, regarder ça quand ils les ont frais dans la mémoire, ces sujets-là. C'est juste ça.

**M. Brassard:** C'est ce qu'on a l'habitude d'appeler de l'étapisme, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça. Je ne suis pas familier, mais... on va apprendre. Alors, Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Très brièvement. On nous précise ici, dans l'approche, qu'il y aura un état de situation préparé par le secrétariat de la commission selon les volets qu'on abordera. Est-ce qu'on pourra avoir ces états de situation préalablement aux rencontres? Parce que si on reprend l'expérience de la semaine dernière, c'était un petit peu, on va en convenir, pénible. Le professeur Masson nous est arrivé avec son papier; évidemment, on est capable comme tout le monde de le lire et de poser des questions. Mais, quand on a le temps préalablement de voir

les documents, c'est beaucoup plus pertinent et on va beaucoup plus loin dans notre débat. Alors, j'aimerais que le secrétariat puisse nous fournir quelques jours avant...

**Le Président (M. Bélanger):** Une semaine à l'avance.

**Mme Marois:** Parfait.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ce qui est prévu. Une semaine à l'avance.

**Mme Marois:** Parfait. J'ai terminé.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Joliette.

**M. Chevette:** Oui, étant donné que vous venez d'affirmer que vous connaissez mieux votre constitution que "la" constitution comme telle...

**Le Président (M. Bélanger):** Ce n'est pas normal, non?

**M. Chevette:** J'aimerais scruter votre constitution...

**Le Président (M. Bélanger):** Jamais!

**M. Chevette:** ...sur les faits suivants. Intellectuelle, je voulais dire.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K.

**M. Chevette:** Premièrement, est-ce que c'est vous qui avez le choix ultime des experts, puisque vous nous demandez des listes d'experts de part et d'autre? Oui, première question.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Dans l'organisation des travaux, oui. Mais à moins que... Il y a une nuance à mettre là. Si la motion... Si, comme membre de la commission, il y a une motion qui est votée de demander tel expert pour venir nous rencontrer pour tel aspect, ça c'est la commission. Dans l'organisation des travaux, on va partir des noms que vous allez nous suggérer, on va bâtir nos listes et on va fonctionner comme ça.

**M. Chevette:** M. le Président, est-ce qu'en vertu de la loi 150 vous considérez votre rôle comme un président de commission sortant de l'ordinaire et ne participant pas aux travaux des groupes parlementaires? En d'autres mots, lorsqu'il y a une séance de travail de la partie ministérielle, est-ce que vous y assistez, est-ce que vous participez?

**Le Président (M. Bélanger):** Jusqu'à maintenant, non.  
(15 h 15)

**M. Chevette:** Quelles sont vos intentions pour le futur?

**Le Président (M. Bélanger):** Aucunement... De participer à aucune activité qui touche directement le sujet. Si au Parti libéral on parle, je ne sais pas, de n'importe quel autre projet de loi qui ne relève pas du mandat de la commission... Je suis membre du...

**M. Chevette:** Non, mais je suppose qu'un certain jeudi matin... Je vous donne un exemple. Un certain jeudi matin, la partie ministérielle décide de se réunir, les membres faisant partie de la commission étudiant la souveraineté. Est-ce que vous y participez?

**Le Président (M. Bélanger):** Non.

**M. Chevette:** O.K.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais, même chose si vous m'invitez...

**M. Chevette:** Pardon?

**Le Président (M. Bélanger):** Même chose si vous m'invitez, je déclinerais.

**M. Chevette:** Soyez sans crainte, on est très prudents là-dessus, nous autres.

**Le Président (M. Bélanger):** Parfait. Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** On veut vous garder votre neutralité.

**M. Chevette:** Nous autres, on inviterait le ministre.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors vous allez m'aider, c'est correct. Ha, ha, ha!

**M. Chevette:** Deuxième question. Est-ce que le travail que vous êtes amené à faire vous limite dans vos contacts exclusivement aux employés que vous avez engagés à la commission? Ou si vous faites des contacts et des réunions avec les employés, les sous-ministres de certains ministères?

**Le Président (M. Bélanger):** Non. C'est parce que je dois répondre de ce qu'ils font et des fois je ne sais pas tout. Je ne suis pas toujours là.

**M. Chevette:** J'ai posé la question à M. le Président. Par exemple, s'il veut vous faire répondre, ça ne me dérange pas.

**Le Président (M. Bélanger):** Jusqu'à maintenant, on n'a pas travaillé avec les gens des

ministères, encore.

**M. Chevette:** Si je vous pose ces questions, M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Chevette:** ...c'est que vous semblez depuis le début – ça me frappe autant au perroquet qu'en présence ici quand j'écoute les travaux – vous semblez vous comporter comme un président de commission d'enquête, style Bélanger-Campeau.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais c'est la continuité de ça.

**M. Chevette:** C'est la continuité, mais ce n'est pas la commission Bélanger-Campeau. Ce que je voulais savoir est de m'assurer que, si vous vous comportez comme un président de commission réelle, vous devez vous placer en toute neutralité en vertu des pouvoirs que vous vous êtes décernés – même par la jurisprudence que vous avez créée vous-même en vertu des articles 12 et 22 de votre pouvoir – de diriger, d'organiser les travaux, de présenter des plans de travail. Je voudrais bien que vous sachiez que nous – qu'à partir de la jurisprudence que vous avez vous-même construite, vous avez vous-même établie – on voudrait bien que vous vous comportiez à ce moment-là, non pas comme une partie appartenant... un membre d'une partie appartenant à une formation mais bien comme un véritable président, au-dessus de la mêlée.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est, dans la mesure du possible, ce qu'on va faire – je dis dans la mesure du possible, on est des humains – mais je peux vous dire aussi qu'il y a une réserve à l'article 13 de la loi qui dit: "Le président exerce, pour l'application du présent chapitre, les attributions conférées à un dirigeant d'organisme. Il peut, malgré toute disposition de la loi, déléguer ses attri..." Ce n'est pas celle-là que je voulais lire. Excusez. Il y en a une qui dit qu'il reste quand même un député, avec ses droits de député, son droit de parole et son droit de vote. Or, là-dessus, je ne voudrais pas aliéner mon droit de vote. C'est sûr que j'aurai des opinions. Alors, il participe...

**M. Brassard:** Le deuxième paragraphe. C'est le deuxième alinéa de 12.

**Le Président (M. Bélanger):** De 12, c'est ça. "Il convoque et anime les séances de la commission. Il participe à ses délibérations, dirige ses travaux, veille à la bonne exécution de ses décisions et exerce le droit de vote qui lui est reconnu en vertu de l'article 11." Et, dans ce sens-là, c'est bien évident que je voterai. Et si on me taxe de partisanerie parce que je voterai

selon ce que moi je pense que devrait être mon vote, là il y aura un problème à ce niveau-là. Mais, pour le reste, c'est bien évident que je ne fais pas d'activités partisans en ce qui a regard à l'étude qu'on a à faire ici. Ça c'est sûr.

D'autres commentaires? D'autres questions?  
M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, je voudrais poursuivre l'intervention du député de Viger, sur le dernier paragraphe du paragraphe 1 en ce qui touche l'approche. Le secrétaire de la commission, à une question que je lui ai posée, tout à l'heure, a reconnu que les différents volets étaient interreliés, c'est-à-dire n'étaient pas à intersection vide. Et je verrais mal – je pense que dans certains cas on pourra, mais... Je verrais mal qu'on ait des recommandations qui soient finales sur certains points sans nécessairement ne pas pouvoir y revenir éventuellement, lorsqu'on touchera un autre point. Par exemple, dans le plan de travail – on va y revenir dans un instant – vous abordez des questions d'impact simplement au point 3.2. J'imagine que ça a un effet direct sur ce qu'on pourrait dire, sur le processus et les questions au paragraphe 1. J'imagine que vous serez assez ouvert pour qu'on y revienne ou, le cas échéant, on pourra laisser les questions sur la glace en attendant qu'on ait étudié l'ensemble des questions. Parce que les différents volets d'après moi sont très interreliés. On peut difficilement parler du juridique sans parler de l'économie et vice versa. Est-ce qu'il y a entente de part et d'autre sur cette question ou pas?

**Le Président (M. Bélanger):** C'est l'esprit de ce qu'on propose.

**M. Gauthrin:** Bon. Alors, j'y reviendrai et je vous rappellerai l'esprit, le cas échéant.

**Le Président (M. Bélanger):** Là-dessus, je vous fais confiance.

**M. Gauthrin:** Ça, vous n'avez aucune crainte à avoir!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, si je comprends, on entend être très sévère envers les présidents. Ce que nous acceptons d'avance, en demandant quand même votre indulgence parce qu'il n'en reste pas moins que les présidents sont humains, et avec leurs limites.

**M. Chevette:** Pour autant que la qualité prédominante soit la cohérence.

**Le Président (M. Bélanger):** Ah, mais ça va dépendre qui provoque l'autre côté et on va être correct!

**M. Chevette:** Ça c'est de l'incohérence déjà

affiché!

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous voulez qu'elle continue, provoquez-la! Alors, sur l'approche est-ce qu'on a autre chose?

**M. Brassard:** M. le Président, au dernier caucus présessionnel, est-ce que vos collègues ont eu une attitude humaine à votre égard?

**M. Gauthrin:** Est-ce que la question est pertinente, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Pertinente ou pas, je peux vous dire que j'ai toujours senti mes collègues comme profondément humains. Je n'ai aucun grief à porter à leur égard. Que vous en eussiez, je serais surpris d'ailleurs.

L'information préalable. Les sujets abordés dans le plan de travail font appel à bon nombre de concepts – s'il vous plaît – économiques et juridiques; souvent les notions d'union économique, d'accession à la souveraineté et de succession d'État. Or, pour faciliter les échanges entre les membres de la commission et les experts qui seront entendus il paraît utile que la commission reçoive des experts afin de fixer les vocabulaires techniques et les concepts. Nous avons reçu M. Masson à cet égard-là et nous entendions finaliser... C'était finalisé. La semaine prochaine, il y a M. Turp qui pourrait nous entretenir sur un certain nombre de concepts et le concept global, aussi, d'accession à la souveraineté. Compte tenu des travaux qu'il avait déjà faits à Bélanger-Campeau à ce sujet.

**M. Chevette:** M. le Président, il se peut par exemple qu'un professeur d'université, un spécialiste, soit spécialisé dans un ou deux secteurs. Plutôt que de le faire venir à répétition, on profite de sa présence pour l'interroger selon ses deux spécialités. Sinon, moi je suis un peu d'accord avec ce que disait le député de Verdun tantôt, il y a chevauchement de certains – comment dire – volets. À ce moment-là, si on sait d'ores et déjà qu'un spécialiste a écrit sur deux volets, je ne vois pas pourquoi on n'en profiterait pas pour vider avec lui, au lieu de le faire revenir sur un autre volet; parce qu'il peut être un spécialiste hautement coté au Québec dans les deux secteurs ou dans les deux volets. Je pense que c'est ça la souplesse dont parlait le ministre tantôt, tout en étant très rigoureux comme le disait le ministre. Sinon, je ne vois pas comment...

**M. Rémillard:** M. le Président, oui, c'est une chose. On peut regarder ça, comme on peut regarder aussi le professeur Turp, qui est un jeune professeur, qui peut nous éclairer sur bien des points, je n'en doute pas. Mais d'autres professeurs aussi pourraient, avec beaucoup d'expérience, nous éclairer sur certains points et

à ce moment-là peut-être que c'est bon que cette commission ait le maximum d'éclairage; donc, le maximum de possibilités d'avoir recours aux spécialistes qui ont vraiment écrit sur ces questions de souveraineté. Ça, pour moi, c'est très important. Je pense qu'on peut avoir la souplesse de voir si – lorsqu'un témoin expert vient devant nous – l'on peut l'interroger sur deux ou trois sujets, mais toujours en gardant à l'esprit la rigueur qui doit être la nôtre, et aussi le travail que l'on doit faire en fonction du plan de travail que vous allez nous présenter. Le plan de travail, si vous l'avez fait, si nous l'acceptons tous, c'est pour que nous puissions en arriver à des conclusions, à des résultats. Pour en arriver à des résultats, il faut être rigoureux. Gardons une marge de manoeuvre, oui, mais soyons conscients quand même qu'il va falloir être très rigoureux pour ne pas nous embarquer dans de grandes discussions qui pourraient nous amener à avoir un petit peu de tout dans le plan, mais finalement sans avoir la possibilité de faire le point sur une donnée précise pour passer ensuite à la deuxième, à la troisième, à la quatrième, et qu'on en arrive aux conclusions auxquelles on doit arriver.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je sens qu'il y avait peut-être une suggestion concrète derrière vos propos, M. le ministre.

**M. Rémillard:** Oui, M. le Président. Nous allons vous soumettre une liste d'experts québécois et étrangers qui pourront, selon nous, selon les sujets que nous allons aborder dans le plan de travail – parce qu'il faut avoir le plan de travail pour ensuite voir les spécialistes que nous voulons avoir. La première étape, c'est d'accepter d'abord le plan de travail, et en fonction de ce plan de travail, qu'on puisse ensuite voir les spécialistes qui sont les plus susceptibles de nous éclairer. Là, vous nous donnez un plan de travail et vous nous donnez aussi la liste. Or, moi, pour ma part, j'aime mieux, pour le moment, M. le Président, me référer au plan de travail. Qu'on s'entende sur le plan de travail et, quand on se sera entendu sur le plan de travail, on dise: Très bien, maintenant, comment on procède pour arriver à ça?

**Le Président (M. Bélanger):** Exact.

**M. Rémillard:** Et par conséquent, les témoins qui seront devant nous, témoins experts ou témoins qui apportent un témoignage en fonction de groupes de personnes qui veulent apporter un témoignage, nous pourrions être en mesure d'évaluer cet élément-là et nous allons, à ce moment-là, vous faire parvenir une liste d'experts. Donc, ce que je vous demande, M. le Président, c'est de retenir votre liste d'experts jusqu'au moment où nous aurons complété nos travaux sur le programme, notre plan de travail et

on pourra vous revenir avec une liste d'experts.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, mais on est conscient que, pour les prochaines semaines, il faudra fonctionner avec ceux qu'on a commencé à approcher, c'est-à-dire M. Turp et M. Dorion – ce sont les deux premiers noms qui me viennent – parce que ça supposerait de suspendre les travaux pendant trois semaines, le temps de les convoquer, qu'ils préparent leur papier et qu'ils puissent venir. Alors, ça posait un problème technique.

M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Moi, M. le Président, il y a une chose qui me gêne un peu depuis le début...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Léonard:** ...que l'on parle de cette question. Il y a eu énormément de travaux de faits à la commission Bélanger-Campeau et puis j'ai l'impression, même à regarder la liste, qu'on réinvite les mêmes... Ma question, comment pensez-vous tenir compte des travaux qui ont été faits à la commission Bélanger-Campeau, comment les mettre sur la table et qu'on parte de là et non pas qu'on recommence tout simplement ce qui a été fait à la commission Bélanger-Campeau? Je trouve...

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, c'est exactement... Non, c'est exactement ça qui est sur la table actuellement. On a fait l'inventaire de tout ce qui a été fait à Bélanger-Campeau et on essaie d'aller plus loin. Alors, ceux qui comme M. Turp à qui on demande des choses, ce qui a été écrit et déposé à Bélanger-Campeau, qui fait partie du rapport ou des annexes, ça doit être une coche au-dessus là. C'est la continuité de... M. le secrétaire général va compléter là-dessus.

**M. Léonard:** O.K. Quand j'entendais le professeur Claude Masson, la semaine dernière, je n'ai pas trouvé que ça avait apporté beaucoup au-delà de ce qui avait déjà été dit à la commission Bélanger-Campeau.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, mais c'est parce que vous étiez membre de Bélanger-Campeau.

**M. Léonard:** Je suppose qu'en termes de méthode il y a une question à se poser sur ce plan-là.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais tout le monde n'était pas membre de Bélanger-Campeau. Il y avait M. Saint-Louis...

**M. Léonard:** Oui, mais justement. Si vous le permettez, M. le Président, c'est justement pour ça que je pose la question. Vous venez de



donner la réponse. C'est vrai que tout le monde n'était pas membre de la commission Bélanger-Campeau de tous ceux qui sont ici.

**M. Brassard:** Tout le monde sait lire.

**M. Léonard:** ...mais ces travaux-là... Oui, tout le monde sait lire, mais ces travaux-là doivent être la base de laquelle on part et non pas leur recommencement.

**Le Président (M. Bélanger):** Je suis d'accord avec vous. Mais sur le vocabulaire, il n'a pas changé entre les deux commissions. Les mots veulent dire encore la même chose et les concepts veulent dire la même chose. C'est pourquoi on a réinvité les mêmes personnes.

M. le secrétaire général, M. Saint-Louis et M. Lac-Saint-Jean. M. le député de Saint-Louis. Ha, ha, ha!

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je comprends la préoccupation du député. Cependant, ce qu'on a ici, fondamentalement, on est parti des propositions des deux partis et, si vous lisez les propositions des deux partis, M. le député, vous allez constater qu'à peu près tout ce qui a été abordé dans Bélanger-Campeau s'y retrouve. Notre difficulté à nous, c'était de voir à quelle place les députés voulaient partir. Est-ce que c'est parce qu'ils avaient des problèmes avec ce qu'ils ont entendu à Bélanger-Campeau? Est-ce qu'il est resté des questions en suspens? Nous, c'est le point de départ. Alors, c'est pour ça qu'on vous a dit: On va essayer de vous partir avec des synthèses qui incluent Bélanger-Campeau. Mais il est certain que Bélanger-Campeau a fait beaucoup d'oeuvres de synthèse qui sont des bons points de départ. Et comme les mêmes questions souvent sont revenues dans les plans de travail déposés par les partis, on s'est dit que, peut-être, ces synthèses-là n'étaient pas acceptables, n'ont pas fait l'unanimité. Ça fait qu'on reprend ces synthèses-là, qui sont généralement les plus récentes dans la profession. C'est souvent un texte qui a été fait avant. Il faut dire aussi que ceux qu'on invite habituellement, à l'exception peut-être de M. Masson, ce sont des gens qui n'ont pas témoigné, qui ont envoyé des mémoires. Le secrétariat à l'époque en avait fait une synthèse, mais souvent ce sont des gens qui n'ont pas témoigné. Et comme le sujet est revenu dans les propositions des partis, on s'est dit que peut-être il y a des questions qui sont restées en suspens. C'est pour ça d'ailleurs qu'on essaie de les passer sur des périodes quand même assez courtes. Et si, là, il y a quelque chose qui ressort et qui mérite d'être approfondi, on poussera plus loin, mais au moins avec un cap, une direction qui nous est donnée par la commission.

(15 h 30)

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de

Saint-Louis.

**M. Chagnon:** Merci, M. le Président. Eu égard à ce qu'on pourrait trouver entre les mandats de la commission Bélanger-Campeau et les mandats donnés à cette commission à l'intérieur de la loi 150, il est inutile d'ajouter que la commission ici, me semble-t-il en tout cas, devrait, sur le plan méthodologique, s'en tenir à une "priorisation" de sujets sur lesquels elle aurait comme mandat de les vider un après l'autre de façon à éviter de fonctionner tous azimuts, un peu comme la commission Bélanger-Campeau. Si on avait un reproche à faire à la commission Bélanger-Campeau, et c'était normal, la façon dont on a fonctionné au moment des travaux de la commission Bélanger-Campeau, il était très difficile de ne pas ouvrir le champ au complet et on a entendu des témoignages de tous les groupes touchant tous les sujets.

Lorsqu'on touche, lorsqu'on traite un sujet d'étude comme celui que nous traitons et lorsqu'on regarde les éléments préliminaires comme l'introduction que vous suggérez, il y a sûrement de la documentation qui existe et qui a été lue par tous les membres de cette commission, vous en conviendrez avec moi, M. le Président. Je pense vite au texte de Jacques Brossard sur l'accès à la souveraineté, le cas du Québec. C'est un document qui vient répondre exactement à cette introduction générale aux questions juridiques soulevées par l'accession à la souveraineté. Ça existe, ce document-là. Ça a été lu par tout le monde ici autour de la table. Est-ce qu'il y aurait lieu d'inviter M. Turp pour revenir nous en faire une démonstration supplémentaire? Moi, personnellement, je ne suis pas certain.

Quant au processus sur le référendum, la période de transition d'un an prévue par la loi 150, eh bien, ce serait peut-être intéressant d'entendre l'expert qu'est M. Turp, que je reconnais comme tel, nous en parler. Mais quant aux préliminaires, quant à l'introduction générale, ça m'apparaît un peu peut-être une perte de temps pour la majorité des membres de cette commission qui ont déjà fait ces lectures-là préalablement.

Deuxièmement, je reviens à ce que je disais tout à l'heure. Je souhaite que la commission accepte et adopte comme méthodologie de travail le fait de prendre un sujet, d'y inviter les experts que les deux parties conviendront d'inviter et de vider le sujet, et de faire en sorte que la commission fournisse à tous les membres, comme le secrétaire général l'a suggéré, le document synthèse des discussions qu'on a eues, on en fait l'adoption, on l'étudie ici et on passe à un autre sujet, ce qui nous éviterait – parce que je me fie encore à la suggestion que vous nous faites de rencontres pour le mois d'octobre – de nous lancer nous autres mêmes aux quatre coins géopolitiques de ce problème-là qui ne sera jamais facile à résoudre, et on risque

de perdre notre fil d'Ariane dans ce dossier-là si on ne procède pas de façon méthodologique pour être capable d'arriver à des conclusions qui seront celles que nos concitoyens attendent.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** D'abord, une remarque en passant sur M. Turp. Je note qu'à chaque fois qu'on le retrouve comme expert, le ministre a toujours la même réaction: il évoque sa jeunesse, le jeune professeur, avec une certaine connotation péjorative. J'ai l'impression que dans 20 ans il va encore parler du jeune professeur Turp. Je lui signale qu'il a commencé à donner des avis lui-même alors qu'il était très jeune.

**Une voix: ...**

**M. Brassard:** Non. C'est parce qu'à chaque fois vous avez cette remarque-là sur sa jeunesse et non pas sur sa compétence.

Deuxièmement, M. le Président, deuxième remarque. Sur les concepts, je n'ai pas trop de problème sauf qu'on est aux prises avec des concepts nouveaux qui naissent et apparaissent à tout bout de champ. Le premier ministre en connaît l'art consommé. Le dernier concept nouveau qui est apparu, c'est celui de fédéralisme partagé.

**Mme Marois:** Souveraineté partagée. Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Souveraineté partagée.

**Une voix:** Fédéralisme partagé, c'est à venir ça.

**M. Brassard:** Ça, ça va venir probablement, le fédéralisme partagé. Alors, souveraineté partagée et je proposerais quasiment, je ne ferai pas une motion pour ça, mais qu'à chaque fois que le premier ministre invente un concept nouveau on le fasse venir pour qu'il nous explique ce que ça signifie. Probablement que le prochain, ça va être souveraineté morcelée ou divisée ou fragmentée, en salami, etc.

Ceci étant dit, sur chaque sujet au fond, ce qu'il faudrait, c'est d'abord un état de situation, ce qui nous permettrait de ne pas refaire ce que la commission Bélanger-Campeau a fait. Alors ça, je comprends que... Dans les propos du secrétaire, c'est ça que je comprends. Un état de situation, une espèce de synthèse de la question, ce qui fait qu'on n'aura pas à reprendre les travaux déjà faits à Bélanger-Campeau. On part de ce qui est déjà fait et, s'il y a des questions qui sont soulevées et qui demeurent sans réponse ou dont les réponses sont incomplètes, c'est de

là qu'on part pour essayer de compléter. Deuxièmement, des experts qui viennent justement pour nous aider à compléter notre connaissance de la question et répondre aux questions qui demeurent et, troisièmement, une espèce de bilan suivi de recommandations, ce dont on parlait tantôt. Moi, je suis d'accord avec cette façon de voir les choses, sujet par sujet. Je suis d'accord avec cette façon de voir les choses. Et je vous signale que, à votre invitation, nous vous ferons parvenir une liste d'experts – enfin de ce qu'on considère, nous, comme étant des experts – sur un certain nombre de sujets.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. M. le ministre et Mme la députée de Taillon par la suite.

**M. Rémillard:** M. le Président, tout d'abord pour dire que j'ai la plus grande considération pour le professeur Turp. Ce n'est pas parce que je dis "jeune professeur" parce que, comme professeurs, il y a une hiérarchie à l'université. On pense au professeur Turp, on pense, évidemment, à son maître, le professeur Jacques-Yvan Morin. Alors, immédiatement, on pense à...

**M. Chevette:** Il est moins jeune que lui.

**M. Rémillard:** Exactement. Qui est un grand professeur, à qui je rends hommage. On peut ne pas être d'accord avec les idées, peu importe, mais il reste quand même que je me suis référé strictement au niveau universitaire, M. le Président. J'abonde finalement dans le même sens que ça s'est fait, comme la discussion jusqu'à présent semble se faire. Lorsqu'on a un expert, il peut être déjà venu dans le cadre de Bélanger-Campeau. Mais c'est à nous, M. le Président, de faire nos devoirs à ce moment-là et de lire attentivement ce qu'il nous a dit à Bélanger-Campeau et d'essayer d'aller plus loin. Si on conclut qu'on n'a pas à aller plus loin avec cet expert, je ne vois pas pourquoi on l'entendrait de nouveau tout simplement. Quand on parle, par exemple, des questions soulevées par l'accession à la souveraineté – qu'on ait les meilleurs experts, on en a parlé à Bélanger-Campeau – si ce qu'ils nous ont dit ça nous satisfait, je ne vois pas pourquoi on les entendrait de nouveau. Mais je pense, par exemple, à un professeur comme le professeur Ivan Bernier de l'Université Laval qui est une grande autorité en matière de droit international et on pourrait probablement en citer d'autres aussi. Alors, qu'on ne se prive pas de l'éclairage de nos experts. Parce que nous avons de grands experts et on peut en être fier de pouvoir les consulter. Alors, M. le Président, ma conclusion est toujours la même. Je pense qu'elle est la même que celle du député de Lac-Saint-Jean. Voyons d'abord notre plan de travail et ensuite on pensera en termes d'experts dont on a besoin.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. le ministre. Mme la députée de Taillon et M. le député de Verdun.

**Mme Marois:** Ça va être essentiellement dans le même sens de ce qu'ont apporté mes collègues et le ministre, entre autres, aussi parce que je me dis: Il faut, dans le fond, que nos experts on les encadre aussi dans le sens d'aller plus loin dans la concrétisation du projet. Parce que quand on est venu devant la commission Bélanger-Campeau, dans plusieurs cas, on est resté à un niveau très théorique, de grandes hypothèses, en disant: Bien, celle-là, on ne l'a pas tellement fouillée ou, ça, ce n'est pas très précis. Et moi, il m'apparaît que si on veut vraiment pousser plus loin, il faut que, là, on les vérifie ces hypothèses-là. Évidemment, ça reste encore théorique parce qu'on ne la réalise pas à partir du moment où on en parle, mais il reste que dans un encadrement... Il faut donner un encadrement comme celui-là aux gens qui vont venir nous voir, sinon on va refaire le travail que préalablement on a déjà fait à la commission Bélanger-Campeau. Je pense que nos collègues qui n'étaient pas là sont tout aussi capables que nous de lire les documents. Et avec le travail de synthèse de nos amis du secrétariat, ça va faciliter tout ça. Alors, j'insiste sur cet aspect-là parce que je pense que c'est ainsi qu'on pourra vraiment être productif et efficace.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Un peu dans le même sens, M. le Président. Il me semble qu'il serait important, sur chacune des questions, qu'on commence d'abord par les débattre entre nous. Qu'on ne fasse pas parader devant nous des experts qui viennent nous redire à peu près ce qu'ils ont dit à Bélanger-Campeau. Probablement, lorsque les débats seront faits entre nous, qu'on sera mieux en mesure d'identifier plus précisément des points – on a des points de divergence sur des points de divergence d'interprétation – et là, sur des questions très précises, demander à tel ou tel expert de venir nous aider à clarifier, nous départager. Mais, moi, je verrais mal de refaire ici et de réécouter, ici, des exposés très généraux sur les questions touchant l'accessibilité ou le processus ou l'intégration financière internationale. J'ai l'impression que ça, ça a déjà été touché. Et quand je lis ce que vous me suggérez actuellement, même si je n'étais pas sur la commission Bélanger-Campeau, j'ai quand même pris la peine de traverser une partie de... pas totalement, parce que vous n'avez pas encore envoyé tous les rapports, une partie des rapports. Et là, j'ai l'impression qu'il y a redite, on redit un peu les mêmes choses, les mêmes questions.

Alors, je ne voudrais pas qu'on refasse... Ça

peut être amusant. On peut perdre son temps amicalement. Mais si on veut travailler efficacement, je pense qu'on doit d'abord débattre et, en plus, une fois qu'on a débattu, préciser clairement les questions qu'on veut poser.

#### Information préalable

**Le Président (M. Bélanger):** Sur cette précision, est-ce que, au niveau de l'approche, il y avait d'autres commentaires? Donc, ça va là-dessus. Sur l'information préalable...

#### Des voix: ...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, je l'ai eu en même temps. Ça va. Alors, le premier point serait l'accession à la souveraineté, le processus, qui se divise en deux éléments: la déclaration de souveraineté et la reconnaissance internationale. Est-ce qu'il y a des commentaires là-dessus? M. le député de Verdun, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Gauthrin:** M. le Président, j'ai un peu de difficulté avec votre phrase: "Étude pour citer le processus d'accession à la souveraineté par rapport au droit interne et au droit international". Ma difficulté a trait au singulier que vous utilisez. Vous utilisez "le processus" comme s'il existait un processus canonique d'accession à la souveraineté. D'après moi, et je peux facilement m'imaginer plusieurs avec entente, sans entente, des déclarations unilatérales, non unilatérales, etc. Et dans ce cadre-là, j'aimerais suggérer que notre plan de travail stipule de situer les différents scénarios possibles d'accession du Québec à la souveraineté par rapport au droit interne et au droit international.

Autrement dit le pluriel, les différents scénarios d'accession à la souveraineté me semblent devoir être étudiés, mais pas penser qu'il y a un scénario canonique et unique pour accéder à la souveraineté. Je ne sais pas si vous êtes d'accord avec ça.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, est-ce que, là-dessus, on a une réaction rapide sur ce que...

**M. Léonard:** Une réaction rapide, c'est qu'à la commission Bélanger-Campeau, il était établi qu'il y avait deux grands scénarios: le droit interne où c'était avec le consentement des deux partis que l'on faisait la souveraineté, ou une déclaration de droit international par lequel le Québec se mettait sous le coup de la loi internationale. Alors, ce sont deux grands scénarios. À l'intérieur de ceux-là, effectivement, le député de Verdun a raison. Il peut y avoir une multitude de sous-scénarios.

**M. Gauthrin:** C'est clair qu'il y a des scénarios...

rios. Vous reconnaissez qu'il y a des scénarios possibles à l'intérieur.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. On va essayer de faire des ajustements dans ce sens-là. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** C'est une interrogation que je me pose à 1.2 sur la déclaration de souveraineté. Et je ne sais pas si des éléments comme la monnaie ou même aussi la citoyenneté devraient s'y retrouver. La déclaration de souveraineté, ça ne veut pas dire que le lendemain la souveraineté devient effective. Il y a une période de transition qui suit, après coup, où ces questions-là, entre autres la question monétaire, seront traitées puis abordées. Et c'est plus de l'ordre, à ce moment-là, de l'aménagement de la souveraineté que de la déclaration de la souveraineté.

Je ne sais pas pourquoi vous avez placé des éléments comme ça à l'item "déclaration de souveraineté".

**Le Président (M. Bélanger):** M. le secrétaire général.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** La question qu'on s'est posée, c'est...

**M. Brassard:** Ce n'est pas parce qu'on ne veut pas les étudier, remarquez bien. C'est parce que... Est-ce que c'est là...

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Là ou ailleurs, oui.

**M. Brassard:** ...que se retrouve la place?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** La question qu'on s'est posée, au fond, c'est: Le jour où il y aurait une déclaration de souveraineté, quels sont les signaux qu'un gouvernement doit donner soit à ses citoyens, soit à ses voisins, soit au marché financier?

**M. Brassard:** Quels sont les éléments que ça doit comporter?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** C'est une question de signaux qui pourraient être donnés à ce moment-là...

**M. Brassard:** Un message.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** ...parce qu'il y a un changement de structure...

**M. Brassard:** Donc, cela ne nous empêchera pas, si je comprends bien, d'approfondir davantage, par exemple, la question monétaire ailleurs dans les considérations économiques, d'aller plus à fond.

**M. Rémillard:** M. le Président, je crois bien comprendre. Mais c'est un point important qui est soulevé par le député de Lac-Saint-Jean. Je crois bien comprendre que, dans la déclaration de souveraineté, comme ça a été le cas au niveau international, comme ça s'est fait, il s'agit d'une déclaration comprenant tous les principaux éléments de la vie des citoyens, de sorte qu'il n'y ait pas de vide juridique, comme tel.

**M. Brassard:** De vacuum.

**M. Rémillard:** Alors, L'État continue et informe les citoyens des principales règles en ce qui regarde le territoire, en ce qui regarde les institutions gouvernementales, en ce qui regarde le gouvernement et en ce qui regarde leurs statuts comme citoyens eux-mêmes. Donc, dans ce contexte-là, en fonction des trois éléments de l'État, il s'agit strictement d'une déclaration de continuité, pour ensuite revenir plus tard et étudier ces différents éléments-là dans un contexte beaucoup plus approfondi.  
(15 h 45)

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Au fond, c'est ce qu'on vous propose et tant qu'à approfondir, on dit: Commençons par les éléments qui vont être dans cette déclaration-là, puisque chronologiquement ça risque d'être les premiers qu'un éventuel gouvernement aura à régler ou sur lesquels il aura à statuer. Donc, pour l'exercice en profondeur, on vous suggère de commencer par ce qu'il y aurait éventuellement dans une déclaration de souveraineté dans la mesure du possible.

**M. Léonard:** Ne serait-ce que pour déclarer que tout continue jusqu'à nouvel ordre?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** C'est ça. Ça peut être ça.

**Le Président (M. Bélanger):** Il y a différents scénarios qui sont envisageables, mais ce ne seront pas des études en grande profondeur à ce moment-là. C'est beaucoup plus pour...

**Une voix:** ...regarder.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, c'est ça. Mais on va aller loin après. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, si vous le voyez dans un cadre aussi large que ça, je n'ai pas de difficulté avec 1.2. La déclaration de souveraineté, ça peut être quelque chose d'assez vaste, tel que vous le dites. Je voudrais quand même que l'on s'entende sur ce qu'on veut d'abord étudier, parce que c'est là à ce que je comprends qu'on va commencer par toucher réellement aux premières questions de fond. Les deux questions qui me semblent plus importantes:

au départ, c'est de savoir la souveraineté sur quelle partie, quel morceau de terrain, combien sur le territoire et vraiment sur qui, c'est-à-dire sur quel bonhomme, c'est-à-dire sur les personnes et sur les terrains. La deuxième question, ce sont essentiellement des problèmes de citoyenneté, qui sont les deux éléments les plus importants. Est-ce que c'est ce qu'on va mettre là-dedans ou bien si on va simplement passer très vite sur 1.2 en disant: Bon, bien une déclaration de souveraineté, ça doit être une déclaration de continuité et après on a fini et on passe? Ou bien on va réellement se poser la question: C'est quoi le territoire sur lequel l'éventuel Québec souverain sera souverain et qu'est-ce qu'un éventuel Québec indépendant aura comme citoyens à l'intérieur? Je pense que ce sont deux questions importantes. Est-ce que c'est ça que vous voulez couvrir à l'intérieur? Si c'est ça, je n'ai pas de problème. J'avais les mêmes restrictions que mon collègue de Lac-Saint-Jean sur la monnaie. Je voyais mal la monnaie dans ce point-là, mais si vous me dites ça comme un petit point aléatoire, quitte à ce qu'on revienne après sérieusement sur toutes les questions relatives à la monnaie, on peut le mettre ici comme un phénomène marginal.

**Le Président (M. Bélanger):** Marginal...

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Si vous me permettez, je vous ai peut-être laissé une fausse impression. Je pense que vous allez devoir creuser la monnaie à cette étape-là, parce que les conséquences, les choix qui vont être faits à ce moment-là ne seront pas négligeables. Ce que je veux dire, c'est, si le gouvernement doit donner le signal sur la monnaie comme il doit en donner un sur la citoyenneté, par exemple, que le contexte de la déclaration de souveraineté n'est pas mauvais pour regarder la monnaie, au fond. Je ne sais pas.

**M. Gauthrin:** Si vous me permettez, M. le Président, moi, je m'excuse... Évidemment, comme tout est interlié, on doit chaque fois prendre... mais si on prend la monnaie, on peut difficilement parler de la déclaration de souveraineté à ce moment-là de la dette et du partage de la dette, parce qu'il va y avoir un lien entre les deux. Ça, moi, je veux bien qu'on aborde la question à ce moment-là, mais dites-moi pas que ça va être simplement une question d'aborder la monnaie, sans toucher après tout le reste des questions économiques. Ce n'est pas vrai. Les choses sont interliées à ce niveau-là. Alors, moi, je me pose la question: Est-ce qu'on va seulement étudier la monnaie ici? Alors, on va être complètement handicapé, parce qu'on dit: Ah, on ne parle pas des questions économiques parce que ça va revenir dans le point 3. Moi je dis: Si on veut réellement discuter de tout le problème économique de l'accession du Québec à sa pleine

souveraineté, la monnaie est une des variables, la dette en est une autre, le commerce extérieur en est une troisième, etc.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** C'est le dilemme que le secrétariat a eu à bâtir le plan, monsieur. Si on met toutes les considérations économiques complètement ensemble, par leurs termes génériques comme la monnaie, l'emploi et tout ça, on va vite se rendre compte qu'on a un problème avec tout le juridique, si on le repousse complètement. On se rend compte rapidement que, pour faire le tour de certaines questions, on n'a pas le choix de regarder le cadre juridique qui régit ces questions, mais aussi, je dirais, la réalité économique. C'est le dilemme qu'on a eu. On a essayé d'avoir quelque chose où il y avait le moins de recoupements possible.

**M. Gauthrin:** ...la souplesse.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est parce que, quand tu tires sur le fil, tout vient avec. C'est ça le morceau.

**M. Gauthrin:** M. le Président, c'est pour ça que je pense que les volets sont tous interliés.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Ils le seront toujours. On n'a pas trouvé de manière de découper le gâteau. Chaque morceau était bien net et n'avait pas de relation avec les autres.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** M. le Président, je pense que la question de la monnaie illustre très bien les choses. Devant la commission Bélanger-Campeau, je pense qu'il a été à peu près établi qu'il y a des questions techniques qui se posent en ce qui concerne la monnaie, qui sont facilement solutionnables. Il y a des questions de type politique monétaire. Ça dépend des positions que l'on a. Je pense, M. le Président, que si vous laissez la déclaration de souveraineté à 1.2 dans le cadre de nos travaux, on peut l'aborder succinctement à ce moment-là, quitte à y revenir à la fin pour enrichir la déclaration de souveraineté où on pourrait dire: Eh bien, voici: On s'entend que ça devrait ou ça ne devrait pas.

Je pense, effectivement, que ça rejoint le propos de M. le député de Verdun où, les choses étant reliées à un moment donné de nos travaux lorsqu'on va les conclure, on va être obligé de revenir sur une partie ou sur l'autre pour les conclure définitivement.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça.

**M. Léonard:** En ce qui concerne la monnaie, encore une fois, je pense qu'il n'y a pas... Les gens ou la population se posent des questions

techniques à ce sujet-là qui ont à peu près toutes connu leur solution dans la plupart des pays où il y a eu exercice de souveraineté. Mais il y a aussi, derrière, des questions de politique monétaire qui sont une tout autre question et qui relèvent vraiment de la volonté politique des gouvernements. Ce sont deux choses très différentes.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Alors, sur le sujet, y a-t-il d'autres interventions? M. le secrétaire général.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Juste pour être sûr que ce qu'on s'apprête à faire sur la monnaie convient aux membres de la commission, ce qui est politique monétaire. C'est ce qu'on s'apprête à aborder dans le cadre de la déclaration de souveraineté, dans un premier temps, parce que ça va être la direction... Au fond, on a peut-être mal perçu la problématique. C'est à vous de nous remettre sur la piste. Par contre, il y avait plus tard dans le plan de travail, vous allez voir dans la continuité de la succession de l'État, il y a tous les marchés financiers qu'on aborde.

Là, on aurait abordé la technique et c'est parce que les éléments très complexes comme les dépôts des banques à charte, en dollars canadiens, auprès de la Banque du Canada... En tout cas, je vous suggère ça, mais vous auriez eu un peu de difficultés à...

**M. Léonard:** Si vous permettez, M. le Président. Je pense qu'il peut y avoir justement une politique de continuité durant une période de transition parce que si l'on aborde les politiques monétaires d'un gouvernement, là, vous abordez une question vaste comme le monde. Et puis, qui n'aura pas de fin parce qu'un gouvernement aura telle politique monétaire, un autre telle autre, dépendant de ce qu'il veut faire sur le plan économique.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Le plus succinctement possible.

**M. Léonard:** Mais, je pense qu'il faudrait l'aborder le plus succinctement possible et, dans une déclaration de souveraineté, je pense que c'est plutôt l'élément d'assurance donnée à la population de sorte que la transition se fasse...

**Une voix:** Quelles sont les règles du jeu?

**Mme Marois:** Quelles sont les règles du jeu pour la période de transition?

**M. Brassard:** ...la question monétaire?

**M. Léonard:** Oui, quelles sont les règles du jeu de sorte que ça se fasse correctement. À mon sens, c'est ce qu'il est important de faire à

cette étape.

**Mme Marois:** Après ça, quels sont les choix qui s'offrent au pays?

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Alors, sur le fond, on s'entend bien là.

**M. Gauthrin:** Quitte à ce qu'on en rediscute très succinctement. Là, on n'en discute même pas. Quittons ici, on laisse la porte ouverte pour y revenir lorsqu'on aura débattu le 3.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça parce qu'on ne peut pas tout couler dans le ciment.

**M. Gauthrin:** Ça va, je comprends.

**Le Président (M. Bélanger):** Aujourd'hui, on s'entend que le plan marche jusqu'à maintenant. Je trouve ça très intéressant. Donc, après déclaration de souveraineté, reconnaissance internationale, alors l'étude des différents éléments qui sont déterminants dans la reconnaissance des États, principalement à la lumière du droit international, étude également des gestes à faire en ce sens. Alors, là aussi, il y a un chapitre qui est assez important.

**M. Léonard:** Si je comprends, il y a une bonne partie des études qui sont déjà faites dans le ministère des Affaires intergouvernementales.

**Le Président (M. Bélanger):** Qui sont après se faire qu'on me dit. Ha! ha! ha!

**Mme Marois:** Alors, ça pourrait être intéressant de les consulter?

**Une voix:** Sûrement.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Donc, là-dessus, ça va 1.3? Donc, ça nous amène à 2.

**M. Gauthrin:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Gauthrin:** ...si vous avez accepté qu'il y ait plusieurs scénarios, etc., que ceci peut se faire suivant les différents scénarios qu'on peut voir.

**Une voix:** ...cohérence.

**M. Gauthrin:** Oui, oui, car il y a un phénomène de cohérence implicite dans le document que vous allez rétablir.

#### Succession d'État

**Le Président (M. Bélanger):** Or, la succession d'État, la succession d'ordre interne, l'étude

des mesures à prendre pour assurer la continuité de la vie socio-économique interne, notamment en regard de l'ordre juridique, du secteur financier, de la sécurité publique, des services fédéraux, du statut des fonctionnaires fédéraux, du partage de la dette et des actifs fédéraux. Enfin, examen de la situation budgétaire qui en résulte. Là-dessus, des commentaires?

**M. Gauthrin:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Gauthrin:** Moi j'ai une difficulté sur la rédaction parce qu'avant d'étudier les mesures, il faut savoir ce que ça a comme effet. Moi, je suggérerais qu'on commence par étudier les impacts de l'indépendance du Québec ou de l'accession à la souveraineté du Québec sur la continuité de la vie socio-économique interne, quitte à ce qu'après on voie les mesures à prendre. Mais il me semble important, avant qu'on voie les mesures à prendre, qu'on étudie ce que ça peut avoir comme impact sur la continuité de la vie socio-économique? De la même manière et pour éviter de parler deux fois, je pense que j'aurais le même type de rédaction à suggérer sur la succession d'ordre externe. Il me semble important d'abord de savoir ce qu'est l'accession, et je ne veux pas faire de débat entre l'indépendance, la pleine souveraineté, la sécession, enfin on prend tout ce qu'on veut, quels impacts cela aura sur les principes de continuité.

**Le Président (M. Bélanger):** Elle va passer, je te le promets. Si vous permettez, on va faire une pause santé de trois ou quatre minutes, ça semble être... tout le monde a l'air un petit peu fatigué.

**M. Gauthrin:** C'est d'une générosité extraordinaire.

(Suspension de la séance à 15 h 56)

(Reprise à 16 h 12)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demande à tout le monde de reprendre sa place s'il vous plaît. S'il vous plaît...

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, on va recommencer. Bien alors, nous en étions rendus à la succession d'ordre interne des... Oui. Alors, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président...

**M. Gauthrin:** Je m'excuse, avant. C'est une question d'ordre. J'avais cru comprendre que

lorsqu'on soulevait une question, vous vérifiez rapidement s'il y avait une espèce de consensus. Alors moi, je vous avais soulevé le problème – je pense que c'est juste avant qu'on ajourne – d'étude des mesures, l'importance d'étudier d'abord les impacts. Est-ce que dans votre lecture il y a eu consensus là-dessus ou pas, avant qu'on passe à une autre question?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Vous pouvez préciser votre question d'impact parce que ce n'est pas clair pour tout le monde?

**M. Gauthrin:** M. le Président, j'avais cru comprendre lorsque vous êtes intervenu au début...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, non, moi ce n'est pas sur la procédure. C'est que vous dites: Les impacts et...

**M. Gauthrin:** M. le Président, alors je vais reprendre mon intervention, si vous me le permettez. Mais je pense que je veux être conforme, cohérent avec moi-même. Le libellé des articles 2.1 et 2.2 me pose des problèmes. Quand vous dites étude des mesures à prendre pour assurer la continuité, il me semble important d'abord de voir quels seraient les impacts sur la continuité de la vie socio-économique interne dans le point 2.1 et des relations du Québec avec le reste du monde dans le point 2.2, de l'accession du Québec à la pleine souveraineté ou à l'indépendance avant de voir quelles seraient les mesures à prendre pour assurer. Moi je voudrais d'abord qu'on étudie les impacts de la souveraineté du Québec sur la continuité avant d'étudier les mesures à prendre pour assurer. Parce que si jamais il n'y a pas d'impact, il n'y a pas de mesure à prendre.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est assez logique. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, tout simplement pour vous dire qu'en vertu de la loi, ce sont d'abord les modalités d'accession à la souveraineté qu'on doit regarder. Je conviens qu'on puisse aussi en examiner les impacts. À partir du moment où il y a une décision d'accéder à la souveraineté, il est évident qu'on doit aussi en examiner les impacts. Mais le mandat qu'on a c'est d'abord de regarder les modalités d'accession. Et avec les autres points qu'on a regardés et avec lesquels on était d'accord, ça va dans ce sens-là. Et là aussi, la succession d'État aussi bien sur le plan interne de la continuité que sur le plan externe, toute la question en particulier, par exemple, des traités internationaux, ça me semble aller exactement dans le sens du mandat. On regarde les modalités. Comment. Le comment, comment ça se fait. Après ça, évidemment, se pose la question du

choix. Et là ça devient... On est dans l'ordre politique, là. Il y en a qui ne veulent pas que le Québec devienne un État souverain. D'autres le veulent. Là, c'est une question de choix et là, évidemment, ce choix-là peut se faire en examinant, à partir en tout cas de l'examen des impacts. Certains jugent que les impacts positifs sont nettement plus importants et que donc ils souhaitent qu'on aille dans cette direction-là. D'autres, c'est le contraire. Mais il me semble qu'avant d'aborder cette question-là, on doit avoir – je ne dirais pas liquidé – passé en revue toutes les questions portant sur les modalités et qu'on sache comment les choses vont se faire. Comment ça se fait, on le sait maintenant, passons aux impacts. Et, dans ce sens-là, votre point 2 m'apparaît tout à fait logique.

**Le Président (M. Bélanger):** Juste avant qu'on continue, est-ce qu'on pourrait enlever la veste? Il fait chaud ici, ce n'est pas possible.

**M. Gauthrin:** ...la climatisation devrait être...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Brassard:** Est-ce que vous demandez une motion pour ça, M. le Président? Non pas de motion.

**Le Président (M. Bélanger):** Non, pas de motion.

**M. Chevette:** Ce qui est décent pour certains peut être indécent pour d'autres.

**Le Président (M. Bélanger):** La parole...

**M. Rémillard:** Avec un immense plaisir. Si vous saviez à quel point je l'apprécie. Alors, ça vous permet d'aller réfléchir et de revenir et je pense que cette commission peut, à ce moment-là, en profiter.

**M. Chevette:** Il faudrait qu'on ajourne dans ce temps-là.

**M. Rémillard:** Par contre, cela me permet de souligner qu'à l'article 3, lorsqu'on se réfère, M. le Président, au mandat de cette commission pour dire toute question relative à l'accession du Québec à la pleine souveraineté, il faut bien comprendre que le sens de ces mots se réfère à tous les impacts que peut soutenir cette souveraineté. C'est assez facile de dire: On fait un référendum, le référendum est clair et, par conséquent, une année après, on déclare la souveraineté par une déclaration de souveraineté. Ça, c'est une chose. Ce n'est pas ça qui est le plus compliqué, M. le Président. Il peut y avoir des questions, oui, à ce niveau-là qu'il faut se poser, mais ce n'est pas ça qui est le plus compliqué. Ce qui est le plus compliqué, c'est de

savoir toutes ces questions qui sont relatives au fait que le Québec devienne un État souverain. Donc, les impacts, c'est ça que sous-tend l'article 3. Dans ces mots-là, d'analyser toute question relative à l'accession du Québec à la pleine souveraineté, dans la loi, M. le Président, ce que ça signifie, ça signifie à la fois le processus qu'on doit suivre pour atteindre cette souveraineté et, deuxièmement, ce qui regarde aussi toutes les conséquences de cette souveraineté.

**M. Chevette:** Positives et négatives.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Dans le même ordre d'idées... S'il vous plaît, s'il vous plaît, s'il vous plaît!

M. le député de Verdun, dans l'esprit où ce texte a été bâti, il était évident, lorsqu'on étudierait les mesures à prendre pour assurer la continuité socio-juridique, interne, etc., qu'il y aurait déjà un certain nombre d'impacts de soulevés. Là, où on voulait reprendre les impacts qui nous apparaissent les plus apparents, entre autres, c'était, au niveau de ce qu'on appelle les facteurs de risque: "Distinguer les éléments essentiels au maintien des acquis économiques et sociaux" et, là, regarder tout l'aspect des impacts encore plus à fond avant de finaliser ce chapitre-là. Or, c'était la logique qu'on avait prise.

**M. Gauthrin:** M. le Président, dans ces conditions-là et compte tenu de vos remarques, est-ce que vous seriez prêt – et si vous ne voulez pas, je vais le faire par motion formelle, si vous me le permettez – à ajouter après étude: étude des impacts de l'indépendance du Québec sur la continuité de la vie socio-économique interne et des mesures à prendre pour en assurer la continuité, pour en assurer le maintien. Il est clair pour moi qu'on ne peut pas étudier les mesures à prendre pour assurer quelque chose si on ne sait pas ce que ça va faire. Ça, c'est strictement de la cohérence logique. Maintenant si on ne veut pas être cohérent, moi je veux bien!

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'on fait une motion là-dessus ou est-ce qu'on s'entend? On peut...

**M. Gauthrin:** M. le Président, si l'on s'entend, si vous le mettez, si c'est correct, je ne fais pas de motion. Mais si vous ne vous entendez pas, si ce n'est pas correct, je vais faire une motion.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, alors, on s'entend qu'on peut ajouter ça?

**M. Brassard:** ...mise aux voix...

**Le Président (M. Bélanger):** Les mots "étude



des impacts et des mesures à prendre pour assurer la continuité de la vie socio-économique interne", considérant qu'on le reprend plus tard sur l'anglais.

**M. Gauthrin:** Étude des impacts, il faut dire de quoi à ce moment-là. Étude des impacts de l'accession du Québec à la pleine souveraineté ou...

**M. Chevette:** C'est à quelle place précisément que tu le proposes?

**M. Gauthrin:** M. le Président.

**M. Chevette:** Si on veut agir dans l'ordre...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, c'est à l'article 2.1, la succession d'ordre interne, l'étude des mesures à prendre.

**M. Brassard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** ...écoutez, il faut se comprendre.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Brassard:** Qu'est-ce qu'on dit à "succession d'ordre interne"? On dit qu'il faut dans l'hypothèse, dans l'hypothèse où le Québec accède à la souveraineté qu'on assure la continuité sur le plan interne. Il faut donc qu'il y ait des mesures qui soient prises pour que, par exemple, au niveau de l'ordre juridique, la continuité soit assurée.

**Une voix:** C'est ça.

**M. Brassard:** Il faut qu'il y ait des mesures à prendre pour que sur le plan... dans le domaine financier, la continuité soit assurée, la sécurité publique, la question des polices, par exemple, et des... je ne sais pas moi, par exemple, des domaines qui sont actuellement sous juridiction de la GRC.

**Une voix:** Les drogues.

**M. Brassard:** Quelles sont les mesures à prendre pour que la continuité se fasse; le statut des fonctionnaires fédéraux, l'intégration des fonctionnaires fédéraux qui vont passer dans la fonction publique québécoise? Il s'agit d'examiner, d'énumérer, d'identifier les mesures à prendre pour que la continuité se fasse sur le plan interne et sur le plan externe. Les impacts de la souveraineté comme tels, on les regardera ailleurs. Ces mesures-là, sur le plan de la continuité, elles ne sont pas prises pour dimi-

nuer, ou atténuer, ou aggraver les impacts de la souveraineté. Elles sont prises uniquement pour assurer la continuité.

**Une voix:** M. le Président...

**M. Brassard:** Alors, les impacts, c'est une autre affaire. On regardera ça au moment opportun, plus tard, à 3, à 4.

**M. Gauthrin:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le député de Lac-Saint-Jean plaide contre ce que je suggère, avec les magnifiques arguments qui pourraient être en faveur. Parce que toute votre argumentation, M. le député, est basée sur le fait: Oui, il y a des effets de l'accession du Québec à l'indépendance, sur la continuité. Et c'est exactement ce que vous avez fait. Vous avez situé des exemples. Vous avez dit: Sur les questions de la sécurité interne, sur les questions des fonctionnaires. Essentiellement, tout votre plaidoyer était basé sur le fait qu'il y avait des impacts de l'accession du Québec à la souveraineté, sur la continuité de la vie socio-économique. Donc, à partir du moment où vous plaidez qu'il doit... Commençons d'abord par étudier les impacts de l'indépendance, de l'accession du Québec à la souveraineté comme vous avez commencé à l'étudier et à les énumérer, et ensuite, on voit les mesures à prendre. Mais vous plaidez exactement en faveur de ce que je propose, d'après moi. Et vous semblez plaider contre. Moi, je ne comprends pas la cohérence de votre langage.

**M. Chevette:** Lui, ce qu'il veut démontrer...

**M. Brassard:** M. le Président, prenez acte, c'est tout. C'est vous qui décidez du plan de travail. Prenez acte des suggestions.

**Le Président (M. Bélanger):** Faites ce que vous voulez, mais on a le droit de critiquer. Ha, ha, ha!

**Une voix:** C'est ça.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, je trouve que, simplement, on dit tous la même chose. On voudrait que ce soit exprimé en termes peut-être explicites. Mais c'est évident que lorsqu'on regarde l'article 2.1: "étude des mesures à prendre pour assurer la continuité de la vie socio-économique interne notamment en regard de"... C'est clair que ce sont des impacts par le fait même, ce sont des impacts, donc, qu'on étudie les impacts. Alors, écoutez, on discute

pourquoi? On étudie les impacts. Alors, je suis parfaitement d'accord avec mon collègue...

**M. Chevette:** Ce n'est pas un impact, c'est l'étude des mécanismes.

**M. Rémillard:** ...comme je peux être d'accord avec l'autre côté. Alors, M. le Président, est-ce que, si on a à parler de l'ordre juridique, ça veut dire que le fait d'accéder à la souveraineté, ça a un impact? Sans ça, on n'aurait pas besoin de parler d'ordre juridique. Si on a besoin de parler du secteur financier, de la sécurité publique, si on a besoin d'en parler, c'est parce que, évidemment, il y a l'impact. Alors... Ce sont des impacts et qu'on étudie ça le plus complètement possible et d'une façon la plus extensive.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Joliette. Il y a M. le député de Joliette qui avait une intervention.

**M. Chevette:** Vous avez une proposition?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Oui. Je vais essayer de vous formuler le...

**Une voix:** Ah bon! O.K.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Tout simplement. Peut-être que...

**M. Chevette:** ...facilité de...

**Le Président (M. Bélanger):** Allez-y, M. le secrétaire.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Si je comprends bien la proposition de M. le député, ça pourrait se lire au 2.1 et on fera le même genre de préambule à 2.2. L'étude des impacts ou des implications de la souveraineté sur la continuité de la vie socio-économique, dans ce cas-ci interne, et des mesures à prendre pour en assurer...

**M. Gauthrin:** C'est ça exactement. C'est exactement ce que je suggérais.

**Une voix:** Vous répétez...

**M. Gauthrin:** Vous répétez exactement ce que je disais.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, on est d'accord?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** C'est prendre un bout de phrase juste avant.

**M. Gauthrin:** Il y a consensus. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de

Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** On vous a négligé. Il y avait longtemps que vous aviez levé la main, le débat se poursuivait sur un autre sujet. Je m'excuse.

**M. LeSage:** Et le débat était très sérieux, M. le Président. Je le suis de très près. Et c'est un peu pour ça que je veux intervenir, cet après-midi, lorsque l'on parle de succession d'ordre interne et de mesures à prendre pour la continuité de la vie socio-économique interne. Et je vous référerai, M. le Président, spécifiquement à l'Outaouais.

On parle un peu plus loin du statut des fonctionnaires fédéraux. Nous avons vécu récemment dans l'Outaouais une petite "grévette". Je l'appelle une "grévette" parce qu'il y a environ 25 % des fonctionnaires fédéraux qui étaient effectivement en grève. Le commerce a diminué de 28 % pendant cette même période. Je ne veux apeurer personne, je veux juste prendre des précautions et j'aimerais qu'on en fasse un volet spécifique. Le député de Lac-Saint-Jean a effleuré tantôt ce qui pourrait se passer dans les mesures à prendre, les effets que pourrait avoir la souveraineté. Il a effleuré, vite fait, les fonctionnaires fédéraux. Je le sais qu'à l'Ancienne-Lorette, ils ont eu des problèmes à l'aéroport, ça a été retardé. Mais la vie économique dans la ville de Québec n'en a pas souffert beaucoup, contrairement à ce que Hull, Aylmer et Gatineau ont pu en souffrir.

Je veux, M. le Président, que vous preniez note qu'il y a un comité qui siège là-dessus dans l'Outaouais. Je veux, et j'insisterai, pour qu'il soit entendu par cette commission. Je ne connais pas le résultat de son étude. Il y a sûrement d'autres personnes de l'Outaouais qui pourront venir vous entretenir, les membres de cette commission, de la vie socio-économique et des effets d'une souveraineté ou d'une indépendance de l'Outaouais.

**Le Président (M. Bélanger):** Et je peux, d'ores et déjà, vous assurer que vous aurez une bonne alliée là-dedans. J'ai vu le mandat qui a été confié à Mme la députée de Taillon eu égard à ce dossier assez particulier. Je pense aussi qu'il y a une préoccupation de l'ensemble de la commission. Il n'y a pas besoin de faire beaucoup de pression. Il m'apparaît que ça va être assez évident, qu'on va regarder ça d'une façon très attentive, soyez-en assuré.

**Mme Marois:** Sur cela, M. le Président, vous allez me permettre d'ajouter une phrase ou deux. Il y a déjà un bon moment que nous avons aussi, à l'intérieur d'instances évidemment qui nous sont propres, mis en place un groupe qui,

déjà, d'ailleurs, est assez avancé dans ses travaux, dans un certain nombre de ses travaux. Et, d'autre part, déjà par les analyses qui avaient été faites à l'intérieur des travaux de la commission Bélanger-Campeau, on a une base qui nous a permis, en tout cas nous de notre côté, de nous engager assez clairement et sans ambiguïté à l'égard de la reconnaissance des fonctionnaires fédéraux actuels. Parce qu'on sait que nous sommes capables de les absorber, compte tenu du manque à gagner qu'il y a eu dans le passé et qu'il y a toujours à l'égard des fonctionnaires fédéraux affectés au Québec, compte tenu de la proportion que nous représentons dans l'ensemble canadien.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Alors, on ne débattrait pas le sujet tout de suite. M. le député de Labelle.

**Mme Marois:** Non. On reviendra sur le fond plus tard, j'en suis persuadée.

**M. Léonard:** Je pense que, comme la question est soulevée, je voudrais simplement rappeler que depuis 1972 cette question est à l'ordre du jour, même avant, mais il y a eu un colloque de notre formation politique sur cette question en 1972. Alors, ce n'est pas d'hier que notre intérêt s'est manifesté pour cette question-là.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Hull, considérez-vous donc rassuré. Tout le monde est d'accord pour vous appuyer là-dessus. Mme la députée de...

**Mme Caron:** Terrebonne, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Terrebonne, oui.

**Mme Caron:** Sur le même sujet également, et dès 1974, un document avait été pondu par le comité. Il est publié et il est diffusé dans votre région.  
(16 h 30)

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, la discussion est close. Je pense que les fonctionnaires de Hull...

**Une voix:** Prouvez-le.

**Le Président (M. Bélanger):** ...les fonctionnaires fédéraux de Hull seront bien protégés, en tout cas dans les intentions, au niveau du travail.

**M. Chevette:** ... Il y a du monde qui y a pensé au moins.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, succession d'ordre interne. Est-ce qu'il y avait d'autres commentaires là-dessus? Donc, compte tenu de la

modification qui a été faite, ça va aller. Dans succession d'ordre externe...

**M. Gauthrin:** M. le Président, le...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Un comité à la fois, s'il vous plaît. M. le député de Verdun.

**M. Chevette:** Un peu de décence, s'il vous plaît!

**Le Président (M. Bélanger):** Vous aussi, oui.

**M. Chevette:** Oui?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Chevette:** Sur quoi?

**Le Président (M. Bélanger):** Vous êtes turbulent, passablement turbulent. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, le "notamment" n'est pas exclusif, il ouvre la porte à peu près à tout. C'est un peu comme dans le document constitutionnel, le "notamment" ouvre la porte à beaucoup de choses. C'est bien ça?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Gauthrin:** Merci.

**M. Brassard:** Pardon?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Gauthrin:** Je dis que le "notamment"...

**M. Brassard:** Le "notamment". Où voyez-vous ça le "notamment"?

**M. Gauthrin:** Il y a un "notamment", mon cher ami.

**M. Brassard:** Un "notamment", "notamment"... C'est très restrictif "notamment".

**M. Gauthrin:** Alors là, je voudrais savoir si vous entendez "notamment"...

**M. Brassard:** Je vous réfère à la théorie du ministre.

**M. Gauthrin:** Non, mais je voudrais savoir si le "notamment" aurait...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Gauthrin:** M. le Président, je voudrais savoir si... Est-ce que le "notamment" se réfère à...

**M. Brassard:** On va relever le *Journal des débats*. On prend note de la question.

**M. Gauthrin:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Gauthrin:** ...je voudrais savoir exactement. Là, dans votre interprétation à vous, le "notamment" permet l'ouverture à éventuellement d'autres impacts et relations ouvertes. Je ne voudrais pas avoir la vision restrictive que mes amis d'en face ont du mot "notamment".

**M. Brassard:** Non. C'est la vision restrictive de votre ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, je suis directement mis en cause.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! M. le ministre.

**M. Chevette:** Vous êtes turbulent, M. le Président, par votre sourire.

**M. Rémillard:** Bien oui. Alors, M. le Président, de fait, il y a un "notamment" ici et, en droit, c'est toujours un terme qui a sa signification. C'est-à-dire que ce qui suit, au lieu d'être défini, est situé...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Rémillard:** ...et en droit, M. le Président, cela a son importance, c'est-à-dire...

**M. Chevette:** Il peut bien...

**M. Rémillard:** ...qu'il y a des définitions, il y a des situations. C'est-à-dire qu'une situation, ça signifie que vous avez des paramètres qui sont à votre disposition pour pouvoir compléter ensuite ce qui suit. Alors, ce sont des exemples, mais des exemples si vous ajoutez des choses...

**M. Chevette:** Combien...

**M. Rémillard:** ...ça doit être du même genre que ce qui est cité.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Rémillard:** Alors, je voulais simplement apporter ces précisions pour le bénéfice du député de Lac-Saint-Jean, du député de Joliette qui s'intéressent d'une façon toute particulière, par l'animation que je vois de l'autre côté...

**M. Brassard:** M. le Président...

**M. Rémillard:** ...M. le Président, qui s'intéressent à ces questions.

**M. Brassard:** ...là-dessus, je pense que, quand même, on aurait intérêt à revoir les théories du ministre sur cette question-là lors des débats, des délibérations de la commission parlementaire des institutions sur l'accord du lac Meech, en juin 1987. Je pense que ça mériterait d'être relevé. Je conseille au député de Verdun d'aller revoir ça.

**M. Chevette:** Oui. Vous allez voir que le droit...

**M. Brassard:** Vous allez voir une belle théorie sur le "notamment".

**M. Rémillard:** Je pense, M. le Président, qu'on peut très bien se référer... Et justement, cette commission parlementaire très intéressante qu'on a eue au mois de... C'était au mois de mai 1987 puisque l'édifice Langevin, ça a été au début de juin, mais ça a été très intéressant comme commission parlementaire et il y a certainement beaucoup de points qui ont été développés à ce moment-là qui pourront nous aider ici à développer nos travaux. Alors, je trouve l'idée du député de Lac-Saint-Jean très intéressante et ce sera certainement des plus intéressants de se référer à ce qu'avait dit à ce moment-là son chef d'alors, qu'il appuyait beaucoup évidemment, on s'en souvient. C'était avant les événements qui ont suivi, où il y a eu un changement de chef. Il faut bien comprendre, M. le Président, pour comprendre ces choses, qu'au moment du lac Meech et de la commission parlementaire, c'était M. Pierre-Marc Johnson qui était là et le député de Lac-Saint-Jean et le député... Je ne le sais pas trop trop, par contre, si le député de Joliette... Oui. Oui, le député de Joliette appuyait fortement M. Pierre-Marc Johnson à cette époque-là et il y a eu des déclarations qui ont été faites. Je ne sais pas si ces déclarations, le député de Joliette...

**M. Chevette:** Je n'étais certainement pas parti pour une course au leadership parce que ça paraît trop quand quelqu'un part.

**M. Rémillard:** Non. Mais il était quand même peut-être plus hésitant. Il était plus hésitant, M. le Président, que le député de Lac-Saint-Jean qui, lui, était ferme.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Rémillard:** Il était ferme, mais il a été traité humainement par son parti. Il a été traité humainement par son parti. Alors, M. le Président, ça serait intéressant de retourner à la commission parlementaire.

**M. Brassard:** Est-ce que c'est pertinent, tout ça, M. le Président? Vraiment!

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. C'est peut-être la question qu'il faudrait se poser. Sur l'article 2.2, est-ce qu'il y a d'autres interventions?

**M. Gauthrin:** M. le Président, ce que j'entends bien, c'est que vous comptez être libéral sur le "notamment".

**M. Chevette:** M. le Président, c'est...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! C'est à M. le député de Joliette. On ira à M. le député de Verdun par la suite.

**M. Chevette:** M. le Président, on a été appelé depuis ce midi, à plusieurs reprises, à parler beaucoup de la pertinence du débat. Et comme vous laissez aller allègrement les choses, je voudrais un peu répondre à ce que le ministre avançait comme propos et à ses interrogations. En 1986 et 1987, j'étais là. J'appuyais fortement mon chef. J'ai attendu que les processus légaux soient complètement réglés pour la nomination d'un successeur pour me ranger derrière l'autre chef choisi démocratiquement. Et je lui dirai que je n'ai jamais eu envie, personnellement, comme député et comme membre de notre formation politique, de partir avant que mon chef se retire. Ça paraît trop, quelqu'un qui part en course au leadership. Il s'enfarge et ses sabots de bois résonnent trop souvent sur le terrazzo.

**Le Président (M. Bélanger):** Ceci étant dit, je pense qu'on n'a pas à discuter des courses à la chefferie. On n'en est pas à la succession des chefs d'État, mais à la succession d'État.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, il faudrait s'en tenir à cette théorie, s'il vous plaît.

**M. Rémillard:** À ce niveau-là, M. le Président, le député de Joliette ne devrait pas partir trop vite...

**M. Chevette:** Pauvre gars!

**M. Rémillard:** ...et bien étudier les impacts de tout ce que nous allons faire. On verra.

**Le Président (M. Bélanger):** Pour la succession d'ordre externe, y a-t-il des commentaires? M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** J'ai compris, M. le Président, que vous allez être libéral. M. le Président, je vais être libéral quant à l'interprétation de

"notamment".

**M. Chevette:** Ça, on le sait.

**Le Président (M. Bélanger):** J'ai le choix entre ça puis le "libéral". On verra! Ha, ha, ha! Mais tout en conservant le bon cap, il n'y aura pas de problème. Donc, sur 2.2, y a-t-il des commentaires? Ça nous va, comme ça?

**Des voix:** Oui.

### Considérations économiques

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, j'appelle le point 3: Considérations économiques. Les partenariats économiques. Y a-t-il des commentaires sur ce point? Ce que nous avons voulu faire là-dedans, c'est regarder les principaux traités ou les principales ententes du Québec avec l'extérieur, avec le reste du Canada, avec les États-Unis, l'accord du GATT, enfin, tous les enjeux de ça.

On les a détaillés dans un ordre qui nous semblait logique, mais qui peut aussi être modifié, s'il y a plus de problèmes que ça. Alors, là-dessus? Oui.

**M. Brassard:** Peut-être conviendrait-il d'ajouter un élément sur la participation du Québec dans les organismes internationaux? Je pense, en particulier, au Fonds monétaire international, à la Banque mondiale, les organismes internationaux autres que l'ONU, évidemment, mais qui ont des dimensions économiques évidentes. Il ne serait peut-être pas mauvais de regarder quelles sont les conditions d'admission, comment l'entrée du Québec ou l'admission du Québec dans ces organismes pourrait se faire.

**Le Président (M. Bélanger):** Excellent. Oui, M. le secrétaire général.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je pense qu'on va accrocher notre préoccupation à 2.2 dans toute la succession, la continuité à assurer dans l'adhésion aux organismes internationaux, et aux traités aussi. C'est là que vous pourrez approfondir.

**Une voix:** Oui, d'accord. O.K.

**M. Brassard:** D'accord, parfait.

**Le Président (M. Bélanger):** Dans 3, dans les considérations économiques, M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, je n'ai pas de problème, bien sûr, sur le 3.1.1, l'accord du GATT. Il est évident qu'il va falloir savoir comment un Québec souverain va pouvoir participer au GATT, quoique ça a déjà été pas mal

étudié. L'espace économique Québec-États-Unis sur la prolongation du traité de libre-échange, ça ne me pose pas de problème. Les liens avec les autres partenaires, je pense que c'est nécessaire d'avoir des liens commerciaux.

Le point qui m'inquiète – et je ne sais pas comment on va l'étudier – c'est le 3.1.2, l'union économique canadienne. La question, et je pense qu'on a eu déjà un professeur qui est venu témoigner devant cette commission sur les différents degrés d'intégration, M. Masson, est-ce que vous voulez refaire ici toute l'étude des différents degrés d'intégration et, éventuellement, est-ce qu'on pourra conclure... Mais, moi, je suis prêt, éventuellement, à reconclure à la nécessité d'un nouveau fédéralisme. Mais on peut bien arriver à ça à la conclusion de 3.1.2 si on prend, au départ...

**M. Brassard:** Vous avez déjà votre conclusion.

**M. Gauthrin:** Mais c'est quoi que vous voulez voir là-dedans?

**M. Chevette:** Est-ce que ça vaut la peine d'étudier pour arriver à votre conclusion?

**M. Gauthrin:** Je vous pose la question, cher ami. Je suis un esprit ouvert.

**M. Chevette:** Oui, on a remarqué ça au cours des...

**M. Brassard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Personnellement, je préférerais "espace économique Canada-Québec", parce que "union économique", ça implique déjà un choix, une forme d'intégration. D'autre part, le reste, le paragraphe est correct dans le sens du député de Verdun. "Étude de la situation actuelle", c'est quoi, la situation actuelle en termes d'intégration économique Québec-Canada, les enjeux, tant pour le Québec que pour le Canada et puis, bon, à ce moment-là on regardera: ce qu'on veut conserver, ce qu'on veut maintenir. Est-ce ce qu'on veut pousser plus loin? Bon. Je pense que toutes ces questions-là seront...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre, s'il vous plaît.

**M. Rémillard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! M. le ministre.

**M. Brassard:** ...Canada-Québec.

**M. Rémillard:** Je pense que le député de Lac-Saint-Jean a parfaitement raison: 3.1.2 devrait se lire: L'espace économique canadien.

**Une voix:** Canada-Québec.

**M. Rémillard:** Canada-Québec, ça ne pose pas de problème.

**M. Chevette:** Dans l'éventualité de la souveraineté.

**M. Rémillard:** Oui, oui, il n'y a pas de problème avec ça.

**Mme Marois:** Dans 3.1.3, l'espace économique Québec-États-Unis. C'est ça.

**M. Rémillard:** Alors c'est dans la même logique. Puis l'Amérique du Sud éventuellement.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Dans cette logique-là, pas besoin de motion là-dessus. Je pense qu'on s'entend bien.

**M. Gauthrin:** On est d'accord.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, ce point sera modifié, tel qu'il est demandé. En 3.2; les impacts, les facteurs de risque, ça va?

**Une voix:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** M. le Président, là-dessus j'avais quelque chose à dire parce que juste les facteurs de risque, il me semble que c'est tout le débat de l'opportunité qui peut intervenir. Il n'y a pas juste des facteurs de risque. Ce que je trouve à l'heure actuelle dans toutes les déclarations c'est qu'on n'entend qu'une expression: les coûts de l'indépendance; alors qu'il y a les avantages. Il peut y avoir des coûts, comme il y a des avantages et des coûts du fédéralisme. C'est l'ouverture au débat de l'opportunité politique. Effectivement, c'est un gros débat. J'imagine que M. le député de Verdun ne sera pas d'accord. Il l'a dit tout à l'heure, sa conclusion était déjà tirée, mais il me semble qu'il y a un débat majeur, là. Je ne sais pas si c'est celui que vous entendez par l'expression que vous faites. Le facteur de risque paraît très limitatif.

**Le Président (M. Bélanger):** Je pense qu'il y a deux côtés à la médaille et il faudrait les faire ressortir à égalité, ces deux-là, au mérite tous les deux, en tout cas. Ça m'apparaît bien important et peut-être que la formulation ne dit pas ça clairement. Là-dessus...

**M. Léonard:** Il faudrait le dire aussi au premier ministre qui n'emploie que l'expression "les coûts de la souveraineté".

**Le Président (M. Bélanger):** Ça nous apparaissait être le bout le plus pointu dans les plans des deux partis. Or, c'était la formulation la moins menaçante pour nous quand on l'a faite. Mais je suis d'accord avec vous.

**M. Brassard:** Le terme de risque a une connotation, évidemment, péjorative.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. M. le ministre, vous aviez une intervention?

**M. Rémillard:** J'ai de la difficulté à comprendre un peu ce qui est suggéré de l'autre côté.

**M. Léonard:** On serait mieux de mettre les deux côtés: avantages et inconvénients d'une formule.

**M. Gauthrin:** Analyse coûts-bénéfices.

**Mme Marois:** Oui, c'est plus restrictif, ça: analyse coûts-bénéfices.

**M. Chevette:** Ce n'est pas toujours tangible, coûts-bénéfices.

**M. Gauthrin:** Les coûts ne sont pas nécessairement quantifiables. Des fois il y a des coûts non quantifiables.

**M. Chevette:** Là, tu raffines.

**Le Président (M. Bélanger):** Vous aviez émis une formulation: les facteurs?

**Mme Marois:** Les facteurs de risque et les avantages.

**Des voix:** Avantages et inconvénients.

**Le Président (M. Bélanger):** Avantages et inconvénients.

**M. Rémillard:** Mais c'est plus que des inconvénients.

**Mme Marois:** Je comprends qu'il y a une dimension de plus, là, quand on dit facteurs de risque.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Gauthrin:** Dans cette formulation très courte, c'est la majeure partie des travaux de notre commission qu'on va avoir à débattre, là-dedans, dans cette phrase sibylline.

**Le Président (M. Bélanger):** Le mot "risque" n'a pas de sens péjoratif, c'est dans le sens où il y a des risques. Ça ne veut pas dire que ça va arriver. On peut prévoir le pire et c'est le meilleur qui va arriver, comme on peut prévoir le meilleur et on aura le pire. Je veux dire, comme ils disent dans le mariage: le meilleur et le pire, ou le pire et le meilleur.

**M. Chevette:** Prends ce qu'on a de meilleur.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** Oui, M. le Président. Je pense que si on veut parler de facteurs de risque de la souveraineté, il faut aussi, si on veut maintenir ce vocabulaire-là, ajouter les facteurs de risque de rester dans le système fédéral.

**Le Président (M. Bélanger):** Là, ce n'est pas notre mandat.

**Mme Caron:** Si on le met dans cet angle-là, ça va. Mais si on le met juste dans l'angle facteurs de risque de la souveraineté, je pense qu'on fausse le débat.

**Le Président (M. Bélanger):** Je pense qu'on se comprend tous, c'est dans la formulation qu'on n'y arrive pas. Mme la députée de Taillon, vous aviez l'air...

**Mme Marois:** Exactement. Effectivement, on peut bien utiliser le terme facteurs de risque, mais les conséquences de demeurer dans le modèle canadien, ça a quoi comme impact? Ça, ça devient différent. Je comprends très bien qu'ici c'est une dimension de dire: Comme on change d'un modèle pour passer à un autre, tout changement comporte ses risques. Mais le fait de demeurer dans un modèle a aussi des conséquences qu'il faut tirer.

**M. Chevette:** C'est l'avantage et l'inconvénient par rapport à la situation actuelle.

**M. Gauthrin:** Mais il y a un modèle qui évolue aussi.

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez, il y avait M. le député de Nicolet-Yamaska et M. le député de Lac-Saint-Jean. S'il vous plaît!  
(16 h 45)

**M. Richard:** Moi c'était la plus simple expression, c'est avantages et inconvénients. Je veux dire, si on veut que ce soit facile à identifier, ça pourrait être pratique.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Ou alors un terme neutre. Conséquences. Conséquences, c'est un terme neutre. Dans le sens où ça peut être à la fois positif ou négatif. C'est conséquences ou implications. Donc, un terme qui se caractérise par sa neutralité. C'est ça qu'il faudrait utiliser.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Là-dessus, je n'ai rien avec ça. Juste qu'on trouve le bon terme et on va y aller. Alors, conséquences convient-il à tout le monde?

**M. Rémillard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Rémillard:** ...quelle différence y a-t-il entre impacts et conséquences? Mais oui, mais à ce moment-là on se répète, pourquoi faire...

**M. Brassard:** C'est facteur de risques qui nous...

**Le Président (M. Bélanger):** J'ai peut-être la proposition à vous faire, moi. Pourquoi... On a les impacts et qu'on enlève en dessous facteurs de risque, qu'on commence avec: distinguer les éléments essentiels au maintien des acquis? Est-ce qu'on y va comme ça?

**Une voix:** ...au maintien des acquis économiques, c'est flou. C'est plus que ça. Parce qu'il y a une dynamique...

**M. Brassard:** M. le Président, c'est plus que ça. Je vais vous donner un exemple, simplement en termes de conséquences. Vous regroupez les activités fédérales sur le territoire du Québec, et les activités du gouvernement du Québec. Il y a là une rationalisation. Il y a un regroupement qui s'impose. Bon. Si on accède à la souveraineté, ça a quoi comme conséquences ça a sur les budgets, par exemple, conséquences budgétaires? Budget d'un Québec souverain. Donc, c'est plus que le maintien des acquis d'économie et sociaux. C'est l'ensemble des conséquences et des implications résultant de l'accession du Québec à la souveraineté.

**Une voix:** Je pense que conséquences est plus...

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, on pourrait mettre l'ensemble des conséquences, point. Distinguer les éléments essentiels au maintien des acquis. Ça vous va comme ça?

**M. LeSage:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** J'avais le député de Verdun avant vous, M. le député de Hull.

**M. Gauthrin:** Moi, je suis assez sensible aux

arguments du député de Lac-Saint-Jean. Distinguer les éléments essentiels au maintien des acquis. On limite considérablement nos études. Considérablement nos études. Là, on est en train de proposer – et contrairement à ce qu'a dit le député de Laval, je ne pars pas ici avec une idée préconçue – ici une modification en profondeur. Il faut voir ce que ça peut avoir comme impact à la fois sur les acquis économiques, sur les acquis sociaux, sur les acquis culturels aussi. Je m'excuse. Le culturel risque d'en être soit bonifié, soit dangereusement, disons qu'on débattrà ça. Ma question: Distinguer les éléments essentiels pour le maintien des acquis, vous êtes très très restrictif.

**Le Président (M. Bélanger):** Il faudrait ajouter un volet, le volet culturel.

**M. Gauthrin:** S'il n'est pas là, je le mettrais ailleurs.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le secrétaire général, oui.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Est-ce qu'il y a quelqu'un d'autre?

**Le Président (M. Bélanger):** Allez-y, M. le secrétaire général.

**M. Léonard:** Là-dessus, justement, je pense qu'on peut aller encore plus loin en disant: Dans le contexte du libre-échange nord-américain, c'est un peu ma thèse de la semaine dernière, au fond, qu'il y ait un gouvernement mieux articulé, ça donne une capacité sur bien des plans de mieux lutter dans la concurrence. Et ça c'est majeur et ça va bien au-delà du maintien des acquis. Le maintien des acquis, je suis d'accord avec le député de Verdun que c'est très limitatif. Je le vois beaucoup plus dynamique que ça comme étude des impacts.

**M. Gauthrin:** Dynamique, ça peut être positif ou négatif. Enfin, dynamique.

**Mme Marois:** Oui, oui.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Dans la mesure où on est dans une tête de chapitre qui s'appelle les considérations économiques, si on distinguait les éléments essentiels au maintien des acquis économiques et sociaux, mais aussi des opportunités de développement? J'essaie de rejoindre l'idée, c'est-à-dire que le changement de statut politique peut aussi amener des opportunités.

**M. Gauthrin:** ...je m'excuse.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Ça pourrait être de maintenir et de distinguer les éléments



essentiels au maintien des acquis économiques et sociaux...

**Une voix:** Et culturels.

**Une voix:** Non, non.

**Mme Marois:** Non, c'est parce que c'est un autre...

**M. Gauthrin:** C'est parce que là à trop embrasser l'arbre, je crains qu'on ne réussisse pas...

**Le Président (M. Bélanger):** À trop vouloir en prendre, O.K., c'est correct.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Qu'on y ajoute la notion d'opportunité nouvelle de développement économique aussi. Donc, s'il y a aussi des opportunités nouvelles de développement économique, qu'on les reconnaisse et qu'on essaie de voir dans quelle mesure ils peuvent le supporter.

**M. Gauthrin:** M. le Président, votre réaction m'inquiète. Distinguer les éléments essentiels au maintien des acquis. Si on n'avait pas les éléments essentiels au maintien des acquis, ça peut arriver, enfin, je sais qu'on a... Il peut y avoir une situation tout à fait dynamique où il n'y a pas de maintien d'acquis. Il y a des pertes d'acquis à l'heure actuelle.

**Une voix:** Ou des gains.

**M. Gauthrin:** J'ai compris. Il pourrait y avoir des gains ou des pertes et on aura à refaire le débat entre nous si c'est des gains ou des pertes. Mais seulement le maintien, c'est une espèce de perception statique. Et moi je voudrais qu'on ait vraiment une analyse qui soit la plus dynamique possible, qu'on voie ce qui va arriver, qu'est-ce qui peut se passer, qu'est-ce que ça va donner tant sur le plan économique que sur le plan social. Et, à la fin, ça sera probablement une des clés, d'ailleurs, de nos recommandations.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je vous suggère de revenir au texte de la loi des implications économiques, tout simplement.

**Une voix:** Pardon?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je vous suggère de revenir au texte de la loi tout simplement, les implications économiques, point.

**M. Gauthrin:** Les implications économiques et sociales. Vous ne voulez pas voir le social?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Et sociales.

**Une voix:** De l'accession du Québec à la souveraineté.

**M. Gauthrin:** Bon, le culturel... Je ne sais pas où on va le mettre, mais c'est une dimension importante. D'aucuns ont parlé des bénéfices ou...

**Une voix:** On pourrait le mettre dans les considérations.

**M. Brassard:** Les implications, exactement. Prenons ça tout simplement. Les implications économiques et sociales de l'accession du Québec à la souveraineté. Voilà.

**M. Gauthrin:** Parfait. Moi, je serais tout à fait d'accord.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, on est d'accord avec cette formulation-là. On est heureux. Je mettais "culturel" qui arrivait peut-être mal à propos tout à l'heure, mais je réalise que, dans l'ensemble de notre texte, on n'a pas rien mis pour les aspects culturels. Et je ne l'avais pas dans votre plan. Je ne l'avais pas dans le plan du Parti libéral et je ne l'ai pas mis non plus. Ça fait qu'on est trois qui l'avons oublié.

**M. Gauthrin:** Non, non, non, M. le Président, je me permettrai de vous rappeler...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Gauthrin:** ...que dans le plan qu'on avait déposé, il y avait: étudier les impacts qu'aura la succession du Québec relativement à la population, la citoyenneté, les minorités, la mobilité, le socio-culturel. C'était impliqué dans ce que nous avons déposé comme plan, nous-mêmes, ici.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors je plaide coupable. Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** M. le Président, à ce titre-là, à ce moment-là, est-ce qu'il ne faut pas dire: Le point 4, ce sont les implications, plutôt que d'en faire une rubrique du point...

**Une voix:** Un 3.2, étude des conséquences.

**Une voix:** Oui.

**M. Léonard:** ...en faire un point 3.2? Si on veut l'étudier largement.

**Le Président (M. Bélanger):** Là, je vous entends bien, mais je ne vous comprends pas bien. Vous pouvez m'expliquer ça mieux?

**M. Léonard:** Bien écoutez, les implications de la souveraineté...

**Le Président (M. Bélanger):** 3 deviendrait 4...

**M. Léonard:** Débat... effectivement ça rejoint le plan de travail du Parti libéral.

**Le Président (M. Bélanger):** 3 deviendrait 4 et 4 deviendrait 5. C'est ça?

**M. Léonard:** Oui.

**Une voix:** Oui et là, on aborderait...

**M. Léonard:** Parce que, là, vous en faites un point. Il y a les considérations économiques. Et les impacts peuvent être économiques, mais peuvent être autre chose.

**Le Président (M. Bélanger):** 3.2 devient 4 et 4 devient 5.

**M. Brassard:** Alors, là, le culturel ne peut plus apparaître.

**M. Gauthrin:** ...économique, social et culturel.

**Le Président (M. Bélanger):** On va trouver une formulation pour inclure le culturel si vous permettez...

**M. Gauthrin:** D'accord.

**Le Président (M. Bélanger):** ...parce que ça m'apparaît important. C'est un oubli, en tout cas. O.K. Ça va là-dessus.

Et la transition, est-ce qu'il y a des commentaires? Bien la dernière phrase, excusez: "Il convient aussi d'étudier l'intérêt du Canada à maintenir une stabilité économique." Est-ce qu'on comprend le sens de ce qu'on veut dire là?

**M. Gauthrin:** Ceci avait un sens, M. le Président, dans la première rédaction que vous faisiez et la deuxième rédaction comprend une notion tellement générale, ceci perd son opportunité, d'après moi.

**Le Président (M. Bélanger):** Excellent.

**Mme Marois:** Ce sera posé comme question de toute façon.

**Le Président (M. Bélanger):** Il va être enlevé. En 5, la transition. Bien là, il va s'appeler 5. Là, il s'appelle 4 encore mais il va être renuméroté.

**M. Léonard:** ...votre phrase: "Il convient aussi d'étudier l'intérêt du Canada à maintenir une stabilité économique." Ça, c'est un point qui mérite d'être étudié. Je ne sais pas à quel endroit vous pouvez le mettre.

**M. Brassard:** Peut-être au niveau des implications.

**Mme Marois:** Faites-le remonter dans...

**M. Léonard:** Au niveau des implications...

**M. Brassard:** Les implications au Canada de l'accession du Québec à la souveraineté.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Léonard:** Et le Canada, c'est l'autre partie.

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. Brassard:** Les implications au Canada. Ça a des effets au Canada aussi. Je pense que ça mérite d'être regardé également.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est un peu notre intention. Alors on...

**Mme Marois:** O.K.

**Le Président (M. Bélanger):** Dans notre formulation, on va tenir compte de ce point-là.

**Mme Marois:** Alors on le garde, mais...

### Transition

**Le Président (M. Bélanger):** D'accord. Alors on peut aller à 5. 5. La transition, le déroulement, 1, 5.1. Le déroulement: "On peut distinguer deux périodes de transition. La première s'étend du référendum à la déclaration de la souveraineté; la seconde, plus ou moins longue, commence après cette déclaration.

"D'une part, l'objectif consiste à déterminer le moment de mise en application des différents éléments de la transition et, d'autre part, à ordonner ceux-ci."

Là-dessus, est-ce qu'il y a des commentaires? Des suggestions? Ça va comme ça? 1, 2, 3.

**Une voix:** Au point de vue juridique...

**M. Brassard:** Juste pour qu'on se comprenne bien, par exemple, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté. Deux périodes, oui. Je ne sais pas s'il faut appeler ça des périodes de transition. Il faut appeler ça plutôt deux phases, deux périodes, du référendum à la déclaration de souveraineté, oui, ça peut même être aussi un peu avant le référendum. Mais l'autre également de la déclaration de souveraineté jusqu'à la souveraineté effective. C'est ça que je veux...

**Une voix:** C'est que ça peut être en même temps.

**Une voix:** C'est ça que ça veut dire?

**M. Brassard:** Oui, c'est parce que...

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** La souveraineté peut être effective à la date de la déclaration de souveraineté aussi. C'est pour ça qu'on a laissé ça ouvert.

**M. Brassard:** Oui, mais ce n'est pas nécessairement ce qu'on retrouve dans la recommandation de Bélanger-Campeau; ni même dans le projet de loi 150 qui prévoit que la souveraineté devient effective un an après la tenue du référendum, donc, un an après la déclaration de souveraineté. Ce que je veux simplement dire, c'est qu'il y a une ambiguïté dans la formulation, dans le sens où on peut penser que la déclaration de souveraineté coïncide avec la souveraineté effective, l'accession, alors que l'Assemblée nationale peut adopter la déclaration de souveraineté et que la souveraineté ne devient effective qu'au bout d'un certain temps, qui est la période de transition qui permet justement d'assurer la continuité à la fois sur le plan interne et externe, dont on parle ailleurs dans le plan.

**M. Gauthrin:** C'est implicite dans ce document.

**M. Brassard:** Je ne sais pas si c'est vraiment si implicite que ça. Ça ne semble pas clair. J'aimerais mieux que ce soit plus clair.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Je comprends le point que soulève le député de Lac-Saint-Jean. Il y en a aussi un autre. C'est que dépendant des responsabilités administratives ou des champs de responsabilité ministérielle, vous pouvez avoir des secteurs où la transition va être très courte et d'autres où ça peut prendre plus de temps. Donc, c'est toute la transition d'État qui est en cause; la succession d'État qui revient. Je ne sais pas ce que vous entendez exactement là-dedans. La période de transition a différents volets. Il y en a un qui est très juridique, il y en a un qui touche à la reconnaissance internationale et il y en a d'autres qui sont strictement administratifs. Le transfert des responsabilités, du fédéral au Québec, ça peut avoir différentes formes. Par exemple, on peut administrer la dette par un fonds commun qui peut durer 10 ans. On pourrait. Mais on pourrait le raccourcir. Voyez-vous, ce sont toutes les questions de négociations qui sont en cause.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je vais juste vous éclairer sur ce qui nous a amené là. C'est simplement que les premières discussions avec

des juristes nous ont indiqué qu'il y avait quand même de la place à des scénarios différents; tant pour la déclaration que sa prise d'effet.

**M. Brassard:** C'est le sens de votre deuxième paragraphe.

**Une voix:** C'est le sens juridique.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** La déclaration de souveraineté pourrait venir entre le référendum et un an plus tard, mais avoir plus d'effets. Dépendant de l'approche il y a peut-être des gestes à poser; donc, la synchronisation est différente. La même chose dans la transition elle-même ou quand on veut assurer l'ordre. On doit les avoir vus, disons, à la queue leu leu, par thème. Mais à certains égards il y a des ordres aussi à maintenir si l'on veut réussir à faire, d'une façon cohérente. C'est surtout ça. C'était l'articulation sur le terrain là. En tout cas...

**M. Léonard:** Ça devient des dimensions aussi.

**M. Gauthrin:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Gauthrin:** Je comprends un peu mais, est-ce qu'on n'aura pas déjà touché à ça dans le processus d'accession à la souveraineté?

**Le Président (M. Bélanger):** On va voir jusqu'à quel point c'est rendu, là...

**M. Gauthrin:** J'ai l'impression d'après ce que vous dites, dans le processus, dans les scénarios du processus, qu'on aura touché à ces questions-là, du moins on devra avoir touché à ces questions-là. Il est clair qu'il y a deux périodes, qu'il peut y avoir une déclaration de souveraineté explicite ou implicite, il y a toutes sortes de choses qu'on peut voir mais là je ne vois pas ce qu'on pourrait même débattre.

**Mme Marois:** J'ai l'impression que c'est plus en termes – au-delà des contenus – de calendrier, quasiment, quand on est rendu là. Établir un type de calendrier selon qu'il s'agit de l'ordre juridique, de l'ordre économique, de l'ordre administratif. C'est comme ça que je le vois davantage, moi, avec le type d'échéance auquel on peut s'attendre dans ce calendrier-là. Est-ce que ça peut aller jusqu'à 10 ans? Est-ce que ça peut prendre seulement 3 ans? Du minimum au maximum, établir la fourchette. C'est un peu le sentiment que j'avais en voyant ça ici. C'est comme ça que je l'ai interprété.

**Le Président (M. Bélanger):** Là-dessus, il y avait d'autres interventions?

**M. Gauthrin:** Sur 4.1, non, moi, je n'ai pas d'interventions.

**M. Brassard:** Est-ce qu'on prend pour acquis que vous allez...

**Le Président (M. Bélanger):** On va la retravailler dans cet esprit-là.  
(17 heures)

**M. Brassard:** On va la formuler, oui. La retravailler.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** À ce moment-là, je ne comprends pas dans quel sens ça pourrait être plus explicite. Ha, ha, ha! Moi, je n'ai pas de problème avec ça, mais j'aimerais bien comprendre vos préoccupations afin de les intégrer là. Tout ce que je dis, c'est que, à l'origine, au début, quand on va regarder le processus face au droit interne ou externe, ça ne définira pas le scénario. Ça va mettre, je dirais, un cadre à l'intérieur duquel les gens peuvent se comporter d'une manière ou d'une autre. J' imagine que le scénario, le choix un peu de scénarios va se faire un peu à la lumière de ce que vous allez voir.

**M. Gauthrin:** Alors là, je ne suis pas d'accord du tout avec vous. M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Gauthrin:** Je suis totalement en désaccord avec vous, monsieur, totalement en désaccord. Je crois qu'on avait déjà... À moins qu'on revienne et, là, on ne va pas... Je veux bien qu'on recommence le débat, mais j'avais cru comprendre qu'on s'était mis d'accord que, sur l'article 1.1, on allait arrêter pour la fin de nos discussions peut-être un certain nombre de scénarios. Nous allons travailler avec des scénarios, bien sûr, hypothétiques, mais avec quelques scénarios. Et je ne vois pas pourquoi on en privilégierait un plus qu'un autre. Les scénarios, on les aura déterminés dans le 1.1 et, quand on arrivera à 4.1, ça peut être le calendrier. Je suis peut-être d'accord avec la députée de Taillon, excusez-moi, à ce sujet-là.

**M. Brassard:** Non, mais en termes de recommandations là-dessus, la commission pourrait faire des recommandations...

**Une voix:** Oui.

**M. Brassard:** ...pour ce qui est du calendrier et des...

**Le Président (M. Bélanger):** Absolument.

**M. Gauthrin:** En ces termes-là, vous voulez que, peut-être, la commission puisse privilégier, le cas échéant, un scénario. C'est ce que vous

verriez, le cas échéant, c'est ça?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Possiblement ou des recommandations d'ordre plus général. Il y en a peut-être plusieurs, mais...

**M. Brassard:** Ce n'est pas exclus.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** C'est un sujet possible. On l'a mis sur...

**M. Brassard:** On l'a mis là.

**M. Léonard:** Je fais une suggestion, si la commission la retient: on peut distinguer différentes périodes de transition, ce qui va vous laisser beaucoup de flexibilité pour préciser votre texte.

**Le Président (M. Bélanger):** Différentes formes?

**Mme Marois:** Différentes périodes.

**Le Président (M. Bélanger):** À la période de transition?

**M. Léonard:** Différentes périodes de transition...

**Mme Marois:** La transition, oui.

**M. Léonard:** ...ou formes de transition. Écoutez, ça va vous donner l'occasion de préciser un peu ce que vous-même vous voulez dire à la lumière de notre échange.

**Le Président (M. Bélanger):** Parfait. Je pense qu'on s'entend tous sur l'intention.

**M. Léonard:** Là, vous limitez à deux...

**Le Président (M. Bélanger):** Ce qu'on veut faire, c'est juste dans la formulation. Alors, on va retravailler ça et on va vous arriver avec quelque chose de plus...

**M. Gauthrin:** Bien.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Alors, l'article 4.2, les mesures d'adaptation, des commentaires là-dessus?

**M. Gauthrin:** Monsieur le...

**M. Brassard:** C'était quoi, votre idée?

**M. Gauthrin:** M. le Président, là, vous parlez du maintien des acquis économiques et sociaux. Quant à moi, je comprends qu'on va discuter des questions économiques, il y aura le mécanisme d'un Québec souverain dans une période, disons... ou sur le long terme, lorsque les choses se

seront rétablies, mais il y a la période de transition aussi qui peut avoir des effets économiques importants, de la turbulence. Je vois ça un peu en termes hydrodynamiques. Il y a un phénomène turbulent pendant un certain temps et, après, on retournera à un écoulement qui sera un écoulement plus laminaire. Si cette période de turbulence pendant la période de transition peut avoir des effets sur la sécurité économique du Québec, moi, je voudrais qu'on l'étudie à ce moment-là, ce qui est différent des impacts de la souveraineté qui sont des impacts du phénomène d'un Québec souverain dans une situation, disons, d'équilibre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Effectivement, il faut l'entendre comme cela. De la même façon qu'il y avait des mesures d'adaptation qui devaient être mises en place pour s'adapter au libre-échange Canada-États-Unis, qu'on attend toujours d'ailleurs, on peut avoir des mesures qui pourraient prévoir des impacts. Voilà!

**Une voix:** C'est ça.

**Le Président (M. Bélanger):** Autrement dit, c'est le complément aux impacts.

**M. Gauthrin:** Oui, mais...

**M. Léonard:** Mais à mon sens... Mais là, on parle de tout autre chose que dans 4.1.

**M. Gauthrin:** Absolument.

**M. Léonard:** À 4.1, ça me paraît beaucoup plus technique, temporel, tandis que, là, ce sont des mesures de fond qui découlent du point 4 qu'on a vu tout à l'heure.

**Une voix:** Oui.

**M. Léonard:** 3 ou 4?

**Le Président (M. Bélanger):** Qu'on a renu-  
méroté 4.

**M. Léonard:** 4, c'est ça.

**Le Président (M. Bélanger):** Qui est l'ancien 3.1, 3.2.

**M. Brassard:** Sauf que, M. le Président, encore là, il faut aller plus loin que le simple maintien des acquis économiques...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** ...et sociaux. Il doit être aussi question d'opportunités de développement.

**M. Léonard:** Une approche dynamique.

**Le Président (M. Bélanger):** Une approche plus dynamique. Proactive.

**M. Brassard:** C'est la même remarque que pour le nouveau 3 sur les impacts, le nouveau point 4.

**M. Gauthrin:** Vous êtes dans le court... Dans le 4, on s'entend, on est dans le court terme, c'est-à-dire la période que j'appelle de turbulence après le court terme.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Nous autres, c'est comme ça qu'on le voyait.

**M. Gauthrin:** Pardon? C'est ça que vous voyiez. Donc, ça a des effets, des impacts. Je suis bien d'accord d'avoir la même formulation qu'on a eue sur l'ancien 3 qui est devenu le nouveau 4 qui voyait un état relativement stable au bout d'un certain temps. Là, c'est au court terme, les effets que ça peut avoir sur la situation économique et moi, je voudrais implicitement qu'on discute des effets sur la sécurité économique que ça peut avoir, des mécanismes de changement. Est-ce que vous pouvez le prendre en considération?

**M. Léonard:** Bien, c'est bien sûr que... À moins que vous vouliez ajouter une connotation très politique à sécurité économique, le maintien des acquis, c'est ça que ça vise. Mais on trouve même ça pas assez dynamique pour être conséquent avec les remarques que...

**M. Gauthrin:** Mais moi, je suis bien prêt à accepter la dynamique, mon ami.

**M. Léonard:** Oui, oui. C'est bien.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K.

**M. Gauthrin:** Alors, vous irez vérifier ça, M. le Président, en tenant compte des...

**Le Président (M. Bélanger):** Ah! M. Cameron? Excusez. M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** M. le Président, if we are going to discuss this transition realistically, do we have to distinguish sharply between the results of a referendum of 51 % and a referendum, say of 70 %, or for that matter a referendum of 60 % in which 80 % of the minorities vote against or a referendum of 60 % in which at least a substantial proportion of the minorities vote the same way as the majority? In other words, to be precise, when we considered such matters as "mesures d'adaptation", those "mesures d'adaptation" would be a great deal different if we have exactly, say 51 %, as the result in the

1992 referendum than if we have a 70 % result that agree of subsequent economic difficulty the likelihood of people leaving Québec and so on will not merely depend on the idea of accession to sovereignty, it will depend on the idea of how frankly and how clearly the accession to sovereignty takes place.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce que tout le monde a bien compris? Dans le fond, on nous demande, ce que M. Cameron nous demande, la question serait à peu près la suivante, si je veux résumer un peu: À quel pourcentage on considère comme un choix solide envers la souveraineté? Est-ce que 51 % est suffisant ou si ce n'est pas 70 %? À quelle hauteur on mettrait la barre pour dire: Là, c'est vrai qu'on y va? 51 % est-il suffisant? On a déjà vu ce débat-là. Je ne sais pas si tout le monde sait à quoi on fait référence.

**Mme Marois:** Moi, je pense que c'est réglé effectivement ce débat-là, si vous me permettez.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, la question est soulevée. Pour moi, il n'y a rien de réglé tant qu'on en parle.

**Mme Marois:** Moi, je pense qu'il y a deux questions soulevées. Il y a une première qui, à mon point de vue, est tout à fait claire. On vit dans une démocratie et, à ce que je sache, les règles sont évidentes pour tout le monde. C'est 50 % plus un. Bon. Alors, après ça, on peut évaluer, politiquement on peut faire toute espèce d'autre remarque. Et la deuxième question qui est soulevée c'est qu'il existe sur le territoire québécois une minorité importante; comment ses droits vont-ils être reconnus, protégés, etc.? Et ça, je pense que c'est "questionné" dans le document qui est devant nous et ce sera abordé.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger, M. le député de Lac-Saint-Jean et M. le député de Verdun.

**M. Maciocia:** Je serai quand même très bref, M. le Président. Ce n'est pas parce que le Parti québécois a déjà réglé cette affaire-là à l'intérieur de son parti que c'est réglé pour l'Assemblée nationale. C'est un débat qu'on va faire. C'est sûr que plus tard on va le faire ce débat-là et on va voir réellement quelle serait la majorité qu'il faudrait avoir en référendum pour considérer cette réalité très concrètement. Je pense que nous, ce débat-là, on ne l'a pas fait encore au niveau de l'Assemblée nationale. C'est sûr qu'on va le faire plus tard. Et même à l'intérieur de notre parti, ça n'a jamais été fait encore.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Écoutez, M. le Président, il y a quand même des limites à susciter des débats qui ne devraient pas apparaître. J'écoute le député de Viger, j'en tombe de mon fauteuil. Il sait qu'il y a une Loi sur la consultation populaire votée par l'Assemblée nationale du Québec et c'est en vertu de cette loi-là que le référendum de 1980 sur l'avenir du Québec a été tenu. Alors, quand il dit que l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée là-dessus, bien voyons donc! Il y a une loi. C'est en vertu de cette loi-là que le référendum prévu dans la loi 150 va être tenu. Je n'ai jamais entendu le gouvernement, pas plus qu'aucun des partis à l'Assemblée nationale, prétendre que les dispositions de la Loi sur la consultation populaire devraient être modifiées, bouleversées ou changées. Si c'est le cas, ça m'a échappé. Le gouvernement en a déjà parlé de ça. Bien alors, il y a une Loi sur la consultation populaire. Cette loi-là est toujours en vigueur. C'est sur la base de cette loi que le prochain référendum va se tenir, de la même façon que celui de 1980 s'est tenu. Alors, c'est dans ce sens-là que je dis que le débat est réglé, que cette question-là est réglée. Si on veut en reparler, on pourra toujours en reparler à l'item "processus d'accession à la souveraineté" par rapport au droit interne, au droit international. S'il y en a qui veulent en reparler, ils en reparleront à ce moment-là. Mais en vertu de la loi même, adoptée par l'Assemblée nationale, c'est, pour moi, une question réglée. Et le gouvernement, à ma connaissance, n'a pas soulevé cette question-là, n'a pas émis quelque intention que ce soit de revoir ces dispositions et, donc, je ne vois pas... Les propos du député de Viger m'étonnent et m'estomaquent.

**M. Maciocia:** M. le Président...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Maciocia:** À sa guise.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Maciocia:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Ça va revenir à vous tout à l'heure. Il y en a d'autres à passer avant. Je pense que ce qu'on pourrait dire à M. le député de Jacques-Cartier, c'est que s'il veut qu'on analyse les impacts d'une souveraineté qui se ferait sur un référendum gagné à 51 % et les impacts d'un référendum gagné avec 72 %... C'est un peu le sens de votre question tout à l'heure aussi.

**M. Cameron:** Exactement.

**Le Président (M. Bélanger):** Et ça, je pense

qu'on peut le regarder. Il est possible, dans les mesures d'adaptation, de regarder ça et il serait peut-être sage de le regarder. C'est le sens, je pense, que vous vouliez.

**M. Cameron:** Exactement.

**Le Président (M. Bélanger):** J'avais mal traduit votre question, tout à l'heure, en somme.

**M. Chagnon:** Je voudrais vous souligner, M. le Président, la question, me semble-t-il en tout cas, qui était posée par le député de Jacques-Cartier n'entamait pas la question du processus, mais plutôt la question des impacts...

**Le Président (M. Bélanger):** Des impacts.

**M. Chagnon:** ...et il cherchait à faire en sorte qu'on ait des scénarios sur les impacts et les réactions en fonction de la force plus ou moins grande du pourcentage. C'est très différent.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est que ça m'a pris du temps à réaliser que je n'avais pas traduit tout l'esprit de ce qu'il voulait dire et je m'en excuse.

**M. Chagnon:** C'est très très différent.

**Le Président (M. Bélanger):** J'avais pris pour acquis qu'on avait tous compris. M. le député de Jacques-Cartier, puisqu'on parle de vous.

**M. Cameron:** I think you have understood me correctly, but just to amplify and to make the point very clear. No, I am not questioning the law on the referendum nor am I talking about the percentage necessary on a referendum result.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Cameron:** In fact, even if the results were 51 %, I rather think that Canada would push Québec out even if there was some division of opinion in Québec that they wanted to stay in.

**Des voix:** Ha! ha! ha!

**M. Cameron:** My point is quite different, which is that if the result is 51 %, then the economic and political and social situation in Québec the following week will be very different than if the referendum result is 70 %. And that is the impact question we are considering here.

**Le Président (M. Bélanger):** Absolument, tout à fait d'accord. Enfin... On a bien saisi, là?

**M. Chagnon:** Ça va mériter d'être étudié, je

veux dire ce que vous dites.

**M. Gautrin:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun.

**M. Gautrin:** ...le député de Saint-Louis a précisé ce que j'allais dire. C'est clairement un des scénarios et c'est pour ça que je reviens vous rappeler qu'au point 1.1 on doit étudier différents scénarios et maintenir ça. C'est évident qu'encore il y a des éléments des différents scénarios que nous aurons à étudier. Et je rappellerai aussi, si vous me permettez, que la loi sur les référendums ne lie pas le gouvernement.

**M. Brassard:** Pardon?

**M. Gautrin:** La loi sur les référendums ne liait pas le gouvernement. La consultation populaire n'était pas quelque chose qui liait le gouvernement.

**M. Brassard:** Oui.

**M. Gautrin:** Bien non.

**Une voix:** On sait ça.

**M. Brassard:** En vertu même du système parlementaire, oui, il était lié.

**M. Gautrin:** Bien, voyons donc!

**Le Président (M. Bélanger):** Bon.

**M. Brassard:** On n'a pas le choix.

**Le Président (M. Bélanger):** Je ne voudrais pas qu'on...

**M. Gautrin:** On ne va pas faire le débat du référendum de 1980, vous vous trompez, cher ami.

**Le Président (M. Bélanger):** Quand on sera rendus là, on en parlera de la loi sur le référendum. Je pense qu'on aura amplement le temps de le faire. Donc, sur la formulation telle quelle, compte tenu des précisions qui ont été apportées, est-ce qu'il y a d'autres commentaires?

**M. Maciocia:** Non. Le seul commentaire, M. le Président, si vous permettez, c'est...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** ...pour revenir au député de Lac-Saint-Jean, c'est qu'il ne faut pas oublier non plus qu'il y a beaucoup de monde qui s'est prononcé, justement sur la question du pour-

centage qu'il faudrait avoir. Alors, c'est un débat probablement qu'un jour, je ne dis pas qu'il faut le faire, mais probablement qu'on aura des raisons de le faire.

**M. Léonard:** M. le Président, est-ce qu'on soulève la question ou si on ne la soulève pas? C'est quoi la conclusion des délibérations qu'on vient d'avoir là-dessus, sur ce point-là?

**Le Président (M. Bélanger):** Ah! mais ça, c'est le secrétaire général. Qu'est-ce que vous allez rédiger, vous?

**M. Léonard:** Parce que j'avais demandé à intervenir, mais disons qu'au point où on en est...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Léonard:** ...ça serait bon de faire le point.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Ce que j'en comprends à ce moment-ci, d'une part, c'est que le texte du point 4.2 serait modifié pour y inclure, comme on l'avait fait à des points précédents, la notion d'opportunité de développement pour contrebalancer ou faire l'équilibre avec le maintien des acquis, d'une part. J'ai compris, par ailleurs, ce qui ne change pas le plan en ce que j'en comprends, mais que le député de Jacques-Cartier introduit une variante ou une variable, dont il aimerait qu'on tienne compte dans l'élaboration des scénarios et de différentes mesures. Mais je comprends que ça va être un thème qu'on va retrouver dans nos débats, par ailleurs.  
(17 h 15)

**M. Léonard:** Mais est-ce qu'on le trouve là, à 4.2, ou pas?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Non. Dans le texte, non, mais ce que je comprends, c'est...

**M. Léonard:** On ne le trouvera pas.

**Le Président (M. Bélanger):** On va retravailler ça dans ce sens-là. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Est-ce que c'est le moment de soulever...

**M. Léonard:** Écoutez, vous venez de dire une chose et son contraire dans la même phrase.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. C'est lui qui va finaliser les écrits. Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** O.K.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Mais je n'ai pas compris qu'il était - là, le député me

corrigerai si je me trompe - proposé de modifier le texte actuel pour introduire la notion du scénario référendaire ou du résultat référendaire. Ce que j'ai compris que le député disait, c'est que c'est un élément dont il va falloir discuter lorsqu'on passera à travers le plan de travail, parce que ça change la perspective.

**Le Président (M. Bélanger):** Ça change la perspective.

**M. Gauthrin:** Est-ce qu'on s'entend bien? Ça distinguera entre les différents scénarios.

**M. Léonard:** Oui, ce sont des sous-scénarios.

**M. Gauthrin:** Ce sont des sous-scénarios.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Dans la mesure où c'est proposé par les membres.

**M. Léonard:** C'est parce que, quand on parlait des scénarios, on parlait de la voie interne et de la voie internationale. Il y a des sous-scénarios, mais je me demande si de telles considérations entrent dans des scénarios comme ceux-là. Je trouve que c'est un peu étiré, mais...

**M. Gauthrin:** Ah oui, mais, M. le Président, on ne peut pas prendre...

**M. Léonard:** C'est parce qu'à mon sens, M. le Président, c'est une question d'opportunité politique à laquelle va devoir faire face le gouvernement qui sera en place. Est-ce qu'on veut essayer de régler tout ça? Ça me paraît très ambitieux.

**M. Gauthrin:** M. le Président, est-ce que c'est le moment de soulever des questions qui devraient, d'après moi, être étudiées par notre commission et qui ne sont pas dans le plan de travail?

**M. Léonard:** Par exemple?

**M. Gauthrin:** On avait parlé de toute la question de la politique monétaire, etc. Je pense que, dans les impacts économiques, c'est là qu'on va en traiter. Le nouveau 4 est tellement large qu'on peut tout mettre là-dedans. Alors, il y a une autre question qui me reste: Lorsque Québec deviendra indépendant ou accèdera à la pleine souveraineté, il aura à parler avec un interlocuteur et, l'interlocuteur, ça va être qui? Et cette question de l'interlocuteur de l'autre côté, l'interlocuteur canadien, qui, à l'heure actuelle, est le gouvernement fédéral élu par des Québécois, dont le premier ministre est un Québécois, est-ce qu'il peut avoir une légitimité, à ce moment, de parler avec le gouvernement du Québec?

J'aimerais, moi, qu'on réfléchisse sur ce que c'est un interlocuteur, sur qui devrait être notre



interlocuteur, si interlocuteur il doit y avoir? Alors, je ne sais pas où le mettre à l'intérieur du plan. Mais la légitimité de l'interlocuteur...

**Le Président (M. Bélanger):** Je comprends bien votre problème, oui. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** M. le Président, je pense que cette question est pratiquement réglée, à mon sens, parce que, politiquement, à partir du moment, par exemple, où M. Trudeau a reconnu le résultat du référendum, il s'est lui-même impliqué dans le référendum de 1980, il en a reconnu la légitimité. Et de la même façon que, maintenant, il y a eu la commission Bélanger-Campeau, il y a eu une loi qui a été votée pour la créer et qu'elle n'a pas été désavouée par le gouvernement fédéral, c'est de facto une certaine reconnaissance. Et, donc, nous nous situons, après le résultat d'un référendum qui serait par hypothèse positif, à ce moment-là, je pense que nous sommes dans le cadre de la loi internationale et nous négocions avec le gouvernement fédéral. Si le Canada veut se réorganiser autrement pour désigner son interlocuteur vis-à-vis du Québec, c'est son affaire, à mon sens, à partir de ce moment.

**M. Gauthrin:** M. le Président, si vous me permettez, je diverge totalement d'opinion d'avec le député de Labelle là-dessus et je voudrais savoir si on fait le débat ici ou pas. On est en train de regarder le plan de travail. Il est clair que, pour moi, ce n'est pas parce que, comme Québécois, le premier ministre d'alors du Canada s'est impliqué dans le référendum, que cela veut dire que le gouvernement canadien avait reconnu la question. Ça, c'est une autre question.

Il est clair, d'après moi, si vous me permettez, que, dans la loi constitutionnelle de 1982 qui a suivi le référendum, le droit de partition ou droit de sécession n'a pas été inclus. Je ne voudrais pas faire ce débat ici, mais on pourra le faire le cas échéant. Et ce n'est pas parce que quelqu'un participe comme citoyen à un débat politique que ça veut dire que son gouvernement représentait ça.

**M. Léonard:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, s'il vous plaît, une dernière intervention, parce que ce...

**M. Léonard:** Oui. La question a été posée à la commission Bélanger-Campeau où il y avait M. André Ouellet, ex-ministre du même gouvernement et qui a dit que la question avait été soulevée au Conseil des ministres au gouvernement et que, justement, il n'avait pas désavoué la question. Et, donc, si le référendum était gagné, il en reconnaissait les résultats. Écoutez, il ne parlait pas au nom du gouvernement au moment

où il a fait cette affirmation devant la commission Bélanger-Campeau, mais elle a été faite par un ancien ministre du gouvernement Trudeau.

**M. Gauthrin:** Premièrement, M. le Président, est-ce que ceci est une reconnaissance d'un gouvernement?

**M. Léonard:** Membre de la commission.

**M. Gauthrin:** L'affirmation d'un citoyen reconnaît et n'implique que ce citoyen. Ce n'est pas un document officiel d'un gouvernement. S'il vous plaît, ne mélangeons pas...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, je pense qu'on pourra tenir le débat à l'occasion, je ne sais pas où dans notre plan de travail, mais on pourra le tenir. On pourra faire venir des juristes aussi qui vont vous affirmer – ça s'est fait devant la commission Bélanger-Campeau – que le référendum de 1980 peut être considéré comme étant une convention constitutionnelle, donc une reconnaissance du droit à l'autodétermination.

**Le Président (M. Bélanger):** Pour détendre l'atmosphère un peu, mon collègue, M. Rivest, l'ex-député de Jean-Talon, recommande un point varia. Il dit que c'est pour toute notre... Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** On a des motions dont on doit disposer, hein?

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous le permettez, oui, compte tenu de l'heure et du temps qui file, est-ce qu'il y aurait d'autres interventions sur notre plan de travail?

**M. Gauthrin:** Vous avez inclus un point varia?

**Le Président (M. Bélanger):** On va inclure un point varia. Je vous remercie de votre collaboration à ce niveau-là. Au point 2, il s'agit d'une demande de consentement pour pouvoir siéger les mardis matin au mois d'octobre. Oui?

**M. Gauthrin:** Si vous me permettez de revenir sur le point 1, si je comprends bien, vous allez faire une nouvelle rédaction du plan de travail...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, oui.

**M. Gauthrin:** ...qui va nous être soumise et probablement rapidement acceptée par les deux partis.

**Le Président (M. Bélanger):** D'ici une couple de jours ça va être fait.

**M. Gauthrin:** Oui. Parfait.

#### **Horaire des séances d'octobre**

**Le Président (M. Bélanger):** Le point 2, c'est une demande de consentement pour pouvoir siéger les mardis matin. Vous savez que les mardis matin... En vertu de l'ordre de la Chambre qui nous a été donné, c'est de se conformer aux horaires habituels de la Chambre. Alors, ces horaires-là disent que le mardi c'est de 14 heures à 22 heures. Si on pouvait inclure l'avant-midi, ça nous ferait une journée complète plutôt que de faire deux blocs, ou de siéger le mardi après-midi et le mardi soir. Je suggère de ramener ça au mardi matin et au mardi après-midi. Est-ce qu'il y a des problèmes d'ordre technique là-dessus?

**M. Brassard:** Ce serait à partir de 10 heures à ce moment-là?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** Est-ce que c'est un consentement pour toute la durée des travaux ou bien...

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez. Vas-y donc, François.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** On peut le faire juste pour le mois d'octobre, si vous voulez. On cherche seulement un peu de souplesse dans l'organisation.

**M. Brassard:** Commençons par donner le consentement pour le mois d'octobre.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. pour le mois d'octobre?

**M. Brassard:** On réexaminera après ça.

**Le Président (M. Bélanger):** Parfait. C'est 9 h 30 ou 10 heures?

**Une voix:** 10 heures.

**Le Président (M. Bélanger):** 10 heures, O.K.

**Mme Bégin:** Ça va être à partir du 8 octobre, parce que si on regarde le calendrier, il ne semble pas que le 8 on siège.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, c'est ça.

**Une voix:** Non, non.

**Le Président (M. Bélanger):** Le 8 c'est le 9.

**M. Brassard:** Le 8 c'est le 9, parce que le 8 on est en caucus.

**Le Président (M. Bélanger):** Ils sont en caucus le 8.

**M. Brassard:** C'est le 9.

**Le Président (M. Bélanger):** La semaine prochaine, c'est le mercredi au lieu d'être le mardi. Après ça on reviendra au mardi.

**Mme Bégin:** Ah, O.K.

#### **Calendrier provisoire des travaux**

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, c'est convenu pour le mois d'octobre et on reviendra avec la question plus tard. Excellent. Le point 3: Calendrier provisoire des travaux pour le mois d'octobre. Vous avez en main cette feuille. Si vous permettez un instant, M. le député de Saint-Louis. Mercredi prochain, on rencontrera M. Daniel Turp, en fin d'après-midi, c'est-à-dire en soirée?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** En soirée.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, il y a eu une entente. De quelle heure à quelle heure?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** De 20 à 22 heures. À moins que les députés veuillent commencer plus tôt.

**Le Président (M. Bélanger):** De 20 à 22 heures. À moins qu'on veuille commencer plus tôt.

**Une voix:** De 20 à 22 heures, le mercredi?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, mercredi prochain.

**M. Brassard:** Est-ce qu'on peut commencer à 19 heures?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Mercredi prochain à 19 heures, puis on finirait plus de bonne heure, c'est tout.

**Une voix:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Alors on va faire la convocation pour...

**M. Maciocia:** 19 h 30.

**M. Brassard:** Alors, 20 heures d'abord.

**Le Président (M. Bélanger):** 20 heures, O.K. Mercredi à 20 heures, on rencontre M. Daniel Turp. Ensuite... Oui?

**Mme Bégin:** J'ai une question. J'aimerais bien savoir si on va avoir le document...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, mais un instant. Cosmo, c'est quoi là?

**M. Maciocia:** On a discuté de l'heure; on n'a pas discuté de l'expert qu'on va entendre.

**Le Président (M. Bélanger):** Il est temps qu'on se décide, là.

**M. Maciocia:** Est-ce que je peux intervenir, oui ou non?

**Le Président (M. Bélanger):** C'est mercredi prochain.

**M. Maciocia:** Est-ce que je peux intervenir?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, oui, allez-y.

**M. Maciocia:** Je pense qu'il y avait une proposition de la part du ministre, tantôt, quand il a dit qu'on discutait du plan de travail et qu'on laissait en suspens la question des experts. Je voudrais qu'on ait au moins la gentillesse de laisser la possibilité au ministre d'intervenir là-dessus et de dire ce que vraiment il en pense, s'il peut vraiment accepter qu'on ait un expert cette journée-là et qui sera cet expert. C'est seulement ça que je veux dire. Ce n'est pas question de...

**Le Président (M. Bélanger):** Qui va être cet expert-là? Ça serait difficile d'aller autrement qu'avec celui qu'on a convié. Je n'en vois pas d'autre qui peut se préparer en si peu de temps pour un tel mandat.

**M. Maciocia:** Je comprends, mais il y avait une proposition du ministre de suspendre la question des invités. À moins que je me trompe.

**Le Président (M. Bélanger):** On va laisser M. le ministre s'exprimer là-dessus s'il le désire.

**M. Rémillard:** Oui, M. le Président, je pense qu'on avait convenu que tout d'abord on s'entendrait sur notre plan de travail et ensuite qu'on pourrait aborder la question des experts. D'autre part, un autre commentaire a été fait de la part, je crois, de l'Opposition, et aussi de notre côté à nous, à l'effet que les experts qu'on inviterait, s'ils avaient témoigné à la commission Bélanger-Campeau on voudrait s'assurer que les faire venir, les déplacer une autre fois pourrait apporter quelque chose de complémentaire, qui n'avait pas été dit au niveau de la commission Bélanger-Campeau.

Alors, M. le Président, tout simplement c'est que là vous nous arrivez et vous nous

dites: Bon, il y a déjà un expert que... Nous avons déjà pris contact avec un expert pressenti, ce que j'ai cru comprendre. Est-ce que vous en avez pressenti d'autres et sur quel aspect? Et d'autre part, est-ce que cet expert a déjà témoigné devant Bélanger-Campeau ou est-ce que les membres de cette commission ont pris connaissance de ce qu'il a dit pour savoir si on veut qu'il puisse aller plus loin sur certains aspects? Tant qu'à faire venir un expert ici, M. le Président, ça serait intéressant qu'on puisse communiquer, que vous puissiez communiquer, si on s'entend pour un expert, qu'on puisse communiquer avec cet expert et dire: Voici, écoutez. À la commission Bélanger-Campeau, voici le témoignage que vous avez fait. Nous le connaissons. Ceux qui ne le connaissent pas peuvent en prendre connaissance et le lire. Maintenant, nous aimerions que soit traité plus en profondeur tel et tel ou tel sujet. Et même à ce moment-là, pour revenir aussi à des commentaires que l'Opposition a soulevés, nous pourrions penser à d'autres experts dans la même séance d'information, qui pourraient venir compléter l'information reçue sur différents points que nous aurions analysés. Alors, M. le Président, ma remarque c'était simplement de savoir: Est-ce que le secrétariat a fait une étude du témoignage à ce moment-là de l'expert que vous avez pressenti, qui avait déjà été donné à la commission Bélanger-Campeau? Et est-ce que vous avez communiqué avec lui pour amener des développements sur certains points et, en fonction de ces développements complémentaires, est-ce que vous avez pensé à d'autres experts qui pourraient venir s'ajouter?

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, si on me donne une petite chance d'expliquer tout le mois, vous allez comprendre pourquoi on a procédé comme ça. Alors, mercredi prochain, on avait invité M. Turp de l'Université de Montréal, qui est un juriste, qui devait nous parler, premièrement, d'une introduction générale aux questions juridiques soulevées par l'accession à la souveraineté. Et deuxièmement, du processus, c'est-à-dire le référendum et la période de transition d'un an prévue par la loi 150. Ce sont les deux sujets qu'on lui a demandé de préparer.

Ces sujets-là n'ont définitivement pas été traités lorsqu'il est venu à la commission Bélanger-Campeau, ce sont des points nouveaux. Le mardi suivant, on a demandé à M. Henri Dorion qui est le spécialiste, l'ancien président de la commission Dorion, qui a fait une large recherche sur la notion de territoire, les problèmes du territoire. Ça nous apparaissait, à court terme, les deux experts qu'on pouvait, compte tenu de ces mandats-là, inviter déjà. Alors, M. Turp a été contacté. M. Dorion aussi. Et on leur a confirmé ces choses-là. Je vous donne jusqu'où on en est rendu.

Le mardi 22 octobre, sur les aspects de

l'intégration financière internationale, l'interdépendance politique, macro-économique, etc., il y a M. Daniel Racette et M. Bernard Fortin et je ne pense pas que ça été finalisé, ils sont là à titre indicatif. Et le mardi 29 octobre, on n'a pas encore l'expert. Ça commence à urger, compte tenu de ce qu'on veut lui demander.

**M. Chagnon:** M. le Président, on tombe exactement dans le travers que je soulevais tout à l'heure. On s'en va tous azimuts. Si on revient...

**Le Président (M. Bélanger):** On s'en va selon le plan qu'on avait préparé.

**M. Chagnon:** Oui, oui. Mais selon le plan qu'on avait préparé, mais on a aussi dit préalablement ici plus tôt qu'il nous fallait prendre un sujet et le vider. Prendre le temps qu'il faut pour étudier un sujet et le vider. Si on prend le sujet du territoire, par exemple, eh bien, prenons M. Dorion, prenons les autres spécialistes dans le domaine de la territorialité, les aspects juridiques, politiques, qui découlent de l'accès à la souveraineté. Écoutons-les. Faisons-nous une tête, établissons un rapport, arrivons avec des conclusions, et changeons de sujet par la suite. (17 h 30)

**Le Président (M. Bélanger):** Mais ce que je voudrais vous dire là-dessus, d'abord. Un, il y avait besoin de fonctionner. Je ne pouvais pas dire: Bon, bien on va attendre un mois pour commencer parce qu'on n'a pas encore invité nos experts. Vous comprenez qu'à un moment donné il faut commencer. Donc, on a décidé. Bon. Quitte à se faire chiâler après, mais j'aime autant ça que de ne rien faire. Or c'est pour ça qu'on arrive avec un point précis comme ça pour partir; mais une fois que ça va être... Ça nous donne deux semaines de jeu. Après ça, là, on est capable de fixer le plan comme il a été prévu. Alors, il veut... Ha, ha, ha! M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Oul, c'est parce que je suis en train d'échanger en muet avec M. Rivest, là. Ha, ha, ha! M. le Président, quand il a été question à cette commission de savoir qui est habilité à préparer le plan de travail, nous de l'Opposition, vous vous rappellerez, on a plaidé pour dire que ça devrait être la commission. De l'autre côté, ils ont plaidé pour dire: C'est le président.

**Une voix:** C'est ça.

**M. Brassard:** Bien, qu'ils acceptent leur décision qu'ils ont défendue à ce moment-là. C'est le président qui décide. Bon.

**Une voix:** Parfait.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remer-

cie. M. le ministre.

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Brassard:** Écoutez, il faut se comprendre là, M. le Président. Il faut se comprendre.

**Le Président (M. Bélanger):** Wo! Wo! Wo!

**M. Brassard:** Ah, c'est cette histoire-là, c'est ça.

**Une voix:** Voyons donc!

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, compte tenu de l'heure, on n'a pas le temps de s'indigner. C'est à M. le ministre, s'il vous plaît!

**M. Brassard:** Je n'ai pas terminé, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Ah, vous terminez... S'il vous plaît!

**M. Brassard:** Il faut être cohérent. Je m'en souviens très bien de ce débat-là. Nous, notre thèse, notre défense, c'était de dire que ça devrait être la commission qui discute et qui décide du plan de travail et, donc, aussi des invités et des experts. Vous avez défendu la thèse contraire.

**Une voix:** C'est exactement ce qu'on fait.

**M. Chagnon:** Du plan de travail et de ses invités.

**M. Brassard:** Non, non, je n'ai pas fini. Laissez-moi finir.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, s'il vous plaît, M. le...

**M. Brassard:** Vous avez défendu la thèse contraire. Là, tout d'un coup, vous n'êtes pas satisfaits de ce que le président a décidé. Remarquez que nous aussi on pourrait ne pas en être satisfaits également, sauf que: Vivez avec votre décision, hein! M. le député de Viger et M. le ministre, vivez avec votre décision. Vous avez défendu cette thèse-là, que c'est le président qui décidait et du plan de travail et des invités. Alors c'est ce qu'il a fait.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Brassard:** Vous n'avez pas de droit de veto là-dessus.

**M. Rémillard:** M. le Président...

**M. Brassard:** Vous n'avez pas de droit de veto là-dessus.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! M. le ministre.

**M. Rémillard:** À entendre parler... Je n'aborderai pas la question du droit de veto ici, M. le Président, parce que...

**M. Brassard:** Vous ne l'avez pas. Vous l'avez perdu.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! S'il vous plaît! M. le ministre.

**M. Rémillard:** Le député de Lac-Saint-Jean nous rappelle au 16 avril 1981. C'est ça qu'il veut nous rappeler.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Il y a une question.

**M. Brassard:** On voulait en donner un à la commission, un droit de veto, et vous l'avez perdu.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean, s'il vous plaît! S'il vous plaît, s'il vous plaît! La parole appartient à M. le ministre et on va y aller un à la fois et on finalisera les choses comme il se doit. M. le ministre, c'est à vous.

**M. Rémillard:** M. le Président, vous avez votre autorité et c'est très clairement exprimé. C'est ce qu'on a toujours dit, à l'article 12 entre autres. C'est là et vous l'exercez, vous l'avez exercé. Mais si on se fiait à ce que vient de dire le député de Lac-Saint-Jean, M. le Président, ça voudrait dire qu'aujourd'hui, là, cet après-midi, on n'a rien fait. Ça fait à peu près trois heures et demie qu'on discute du plan et je dois dire qu'on a eu une bonne discussion. Parce que je voudrais arriver à la conclusion, M. le Président, qu'on a eu cet après-midi une très bonne discussion. Le député de Verdun a fait un travail remarquable...

**Une voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Rémillard:** ...et les gens de l'Opposition ont réussi, je pense, à faire valoir des points de vue intéressants de sorte que nous avons pu en arriver à un programme. Parce que, M. le Président, je dois souligner que cet après-midi, on a fait un beau travail. On a fait un beau travail. On a fait le plan du travail et c'est important ça, M. le Président.

**M. Brassard:** Félicitations au président.

**M. Rémillard:** Et, M. le Président, vous avez

pris vos responsabilités. On a pris les nôtres et le résultat... Je sais que l'Opposition ne contestera pas. L'Opposition peut simplement être d'accord pour dire qu'on a fait un beau travail et pour dire qu'on a un plan qu'on va suivre. Et on avait dit, on était tous d'accord pour dire: Quand on aura ce plan, on verra ensuite les experts invités et c'est vous-même qui avez fait la relation avec Bélanger-Campeau, pour dire qu'on verra ce qu'ils ont dit dans Bélanger-Campeau. Vous nous avez fait une grande sortie comme vous avez l'art de nous faire quelquefois, disant: Il ne faut pas déplacer deux fois, trois fois, ces experts sans qu'on puisse savoir s'ils peuvent nous apporter quelque chose de nouveau. Qu'est-ce que ça donne de faire déplacer ces gens, s'ils viennent nous répéter ce qu'ils nous ont dit à Bélanger-Campeau?

**M. Brassard:** Qu'est-ce que vous en savez?

**M. Rémillard:** Alors, M. le Président, ce que j'en sais...

**M. Brassard:** Qu'est-ce que vous avez contre M. Turp?

**M. Rémillard:** Mais, M. le Président, je n'ai rien contre M. Turp. Au contraire, je dis que c'est un excellent juriste. C'est ce que j'ai dit. Ce n'est pas ça.

**M. Brassard:** Non, mais vous présumez qu'il n'est pas capable de nous dire plus que ce qu'il nous a dit déjà.

**M. Rémillard:** M. le Président, pourquoi il ne me laisse pas finir?

**Une voix:** Bien oui, laissez...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Brassard:** Oh, une sainte colère!

**M. Rémillard:** Écoutez, à un moment donné, les coups de coeur...

**M. Brassard:** Enfin, le gouvernement se fâche.

**Le Président (M. Bélanger):** Wo! Wo! Wo! S'il vous plaît! On a discuté d'une façon intéressante jusqu'à maintenant, peut-on continuer dans le même ton? S'il vous plaît! M. le ministre.

**M. Rémillard:** Alors, M. le Président, ce que je vois dans vos sujets traités, comme vous l'avez mentionné vous-même, vous apportez un élément nouveau par rapport à ce qui était à Bélanger-Campeau, ce que vous avez semblé me dire. Vous me dites que le sujet traité serait: Introduction générale aux questions juridiques

soulevées par l'accession à la souveraineté. Et vous ajoutez aussi: Le processus, le référendum et la période de transition d'un an prévue par la loi 150.

À ce moment-là, pourquoi on ne se poserait pas la question, ce serait intéressant d'avoir un expert qui nous parlerait de la loi référendaire québécoise? Ce serait bon qu'on puisse avoir un expert et, justement, c'est en fonction des discussions qu'on a eues aujourd'hui. Pourquoi n'aurait-on pas un spécialiste qui viendrait nous parler de la loi référendaire? On a des questions à poser. Est-ce qu'on ne devrait pas changer certains aspects de cette loi référendaire pour préparer le référendum prévu par la loi 150? Est-ce qu'on ne devrait pas, à ce moment-là, aborder aussi ce sujet-là, puisque vous l'avez inscrit directement? Dans ce cadre-là, M. le Président, puisque vous voulez le traiter en même temps, je pense que ça vaudrait la peine qu'on pense et qu'on voie s'il n'y a pas un autre expert qui pourrait venir nous parler de la loi référendaire et voir s'il n'y aurait pas des ajustements à faire. On sait qu'il y a des observateurs qui ont dit qu'on devrait revoir cette loi référendaire sous certains de ses aspects pour préparer le référendum de l'automne prochain. Vous l'inscrivez là. Je me pose donc cette question.

Je suis exactement toute la logique qu'on a suivie jusqu'à présent dans nos travaux cet après-midi. Je le dis, je le répète. On a fait du bon travail. Je vous dis: Appliquons donc les principes qu'on a là-dedans. Et, à ce qu'on voit maintenant en ce qui regarde M. Dorion, c'est la personne toute désignée comme expert, c'est bien sûr, mais je voudrais revenir sur ce qu'on vient de mentionner, M. le Président. Mon collègue vient de mentionner... Mon collègue de...

**M. Chagnon:** De Saint-Louis.

**M. Rémillard:** ...de Saint-Louis, le député de Saint-Louis vient de mentionner en disant, lorsqu'on aborde un sujet, pourquoi ne pas y aller à fond? Je lisais aujourd'hui: M. Parizeau nie vouloir vendre le nord du Québec pour financer le projet de la souveraineté.

**M. Léonard:** On fera une motion.

**M. Rémillard:** Alors, on va faire une motion. C'est dans un livre. Ce n'a pas été une conversation de bar qui a été relatée.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre, est-ce qu'on pourrait s'en tenir au sujet qu'on traitait, s'il vous plaît?

**M. Rémillard:** Oui.

**M. Chevette:** On peut faire venir l'auteur.

**M. Rémillard:** M. le Président, je regrette...

**M. Brassard:** L'auteur du livre.

**M. Rémillard:** ...je parle du sujet, je parle du territoire et je dis, comme le député de Saint-Louis le disait tout à l'heure, si on aborde un sujet, pourquoi ne pas y aller à fond tout simplement? On poursuit les mêmes objectifs. Il n'y a pas de problème là-dedans. Tout ce que je demande, M. le Président, c'est, quand on décide de faire venir des experts, qu'on s'entende pour que ces experts-là, s'ils ont témoigné à Bélanger-Campeau, nous apportent un élément nouveau. Je répète ma question: Avez-vous étudié le témoignage du professeur Turp? Avez-vous des points spécifiques que vous voulez que Me Turp précise? Ma deuxième question: Est-ce que vous envisagez dans votre deuxième aspect: Le processus, le référendum et la période de transition d'un an prévue par la loi 150, est-ce que vous envisagez qu'on ait de l'information sur la loi référendaire du Québec et une appréciation, à savoir si l'on doit conserver cette loi intacte ou si l'on devrait la modifier pour que le référendum soit le plus légitime possible? Voilà les questions que je vous pose, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous me permettez, je vais demander à M. Geoffrion de répondre à cette partie-là, parce qu'il a fait les contacts avec M. Turp.

**M. Brassard:** M. le Président, je vous signale que j'ai consenti à ce que ma motion soit au point 3.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous ai donné ma parole que votre motion serait discutée avant qu'on parte. S'il vous plaît!

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le ministre, la partie Introduction générale est une redite de Bélanger-Campeau, tout simplement pour fixer le vocabulaire de certains concepts au bénéfice des membres qui ne faisaient pas partie de Bélanger-Campeau. Si cette commission dit que c'est inutile, on passera par-dessus tout simplement.

Le processus, le référendum et la période de transition prévue, je comprends que la préoccupation principale c'est surtout le statut juridique ou l'état juridique entre le référendum et la déclaration de souveraineté prévue à la loi 150. Il y a une période entre les deux où le statut juridique n'est pas évident. Je pense que c'est surtout cette question-là qui va être soulevée. À ce moment-là, c'est un élément nouveau par rapport à Bélanger-Campeau.

Le territoire, c'est entièrement nouveau. Je ne pense pas qu'on puisse vider la question d'une façon séquentielle pour la raison suivante: ce qui va être donné aux membres au fond le 15 octobre, c'est l'état de situation dont on parlait,

qui pose les problèmes, les questions que ça soulève, la problématique, l'état des recherches actuellement, et ça soulève certaines questions. Lesquelles, la commission voudra creuser ou pas? C'est un peu l'attente du secrétariat au fond, face à cette rencontre du 15 octobre. À la lumière des réactions des membres de la commission, on verra quelle question est soulevée par la question du territoire plus globalement, sur l'intégrité des frontières et tout ça. Ils veulent que le secrétariat pousse plus loin. En ce sens-là, si on n'étudie pas d'autres sujets entre le 15 octobre et la réponse à l'ensemble des questions des membres de la commission qui touchent le territoire d'une façon quelconque, on risque d'avoir de grandes périodes, et ça touche au fond l'organisation de presque tous nos travaux.

**M. Rémillard:** M. le Président, si je me réfère à ce que vient de dire M. le secrétaire, Me Turp, qui est un témoin qu'on devrait entendre à cette commission, qui est un professeur qui a beaucoup étudié ces questions internationales et qui devrait venir témoigner devant cette commission, si on me dit qu'on n'a pas pensé lui demander quelque chose d'autre que ce qu'il est venu dire à Bélanger-Campeau... Il vient dire la même chose. Est-ce qu'on ne pourrait pas suivre la conclusion que nous avons décidée ici, il y a quelques minutes, il n'y a pas tellement longtemps, où on avait dit – et je me souviens des commentaires de l'Opposition comme nous, nos commentaires, de ce côté-ci – simplement: Lisons les rapports de Bélanger-Campeau? C'est consigné dans le rapport Bélanger-Campeau et on n'a pas besoin de déranger le professeur Turp. Qu'il vienne à la commission, oui; mais il viendra sur quelque chose d'autre qu'on aura identifié ou bien, M. le Président, qu'on nous laisse le temps d'étudier ce qu'il a dit pour nous rafraîchir. Vous avez raison de dire qu'on doit se rafraîchir sur ces notions qui ne sont pas toujours faciles. Qu'on regarde ça et qu'on demande au professeur Turp: Vous venez devant nous et voici les questions qu'on aimerait que vous développiez d'une façon plus particulière. À ce moment-là, je pense que pour le professeur Turp, ce sera d'autant plus intéressant comme professeur, et pour nous, ce sera d'autant plus intéressant.

D'autre part, je repose ma question. Je ne crois pas, M. le secrétaire, que vous ayez répondu à ma question. Je trouve ça intéressant. Je vous avoue qu'on n'en avait pas parlé. Vous avez soulevé un point nouveau. Vous avez dit: Le référendum et la période de transition d'un an, prévue par la loi 150, et là, vous avez mentionné la loi référendaire. Ça, je trouve ça intéressant. On ne peut pas aborder le travail de cette commission sans aborder la loi référendaire parce qu'il y a plusieurs questions qui ont été posées en ce qui regarde la loi référendaire. D'abord, savoir ce qu'elle comprend. Si on avait simplement à établir le calendrier à partir des éléments

de droit ou législatifs qu'on doit respecter, si on veut tenir, par exemple, un référendum le 26 octobre, quand doit-on commencer le processus légal? À la lumière de l'expérience du référendum de 1980, est-ce qu'on doit maintenir la même loi référendaire? Moi, je trouve ça intéressant et je pense que vous avez eu une bonne idée. Mais je vous demande à ce moment-là: Est-ce qu'il ne faudrait pas un expert comme, par exemple, le professeur Patrice Garant qui a traité de ces questions-là et qui pourrait venir nous parler de ces questions-là aussi? Alors, c'est strictement pour ça. Simplement, ce que j'essaie de vous dire, M. le Président, c'est que, et pour le professeur Turp, et pour M. Dorion, et pour tous ceux que vous avez choisis, je pense que vous avez fait des choix qui reflètent un bon choix. Ce que je voudrais, c'est que ces gens-là puissent apporter le maximum à cette commission et présentement, tel que vous nous le mentionnez, je crois qu'on n'a pas fait tout ce qu'on devrait faire pour que ces témoins puissent apporter le maximum à cette commission.

**Le Président (M. Bélanger):** Juste auparavant, j'ai une petite question de procédure. Est-ce que j'ai le consentement, compte tenu que je me suis engagé, et je le dis bien, je me suis engagé au début des travaux à ramener la motion du député de Lac-Saint-Jean et qu'on la finaliserait aujourd'hui...

**M. Brassard:** Les deux.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Les deux motions, qu'on les finaliserait aujourd'hui, est-ce que j'ai le consentement pour qu'on prolonge nos travaux jusqu'au moment où on devrait?

**Des voix:** Non, non.

**Le Président (M. Bélanger):** Écoutez, il faudrait être correct là. On s'est engagé au début...

**M. Gauthrin:** Vous n'avez pas le consentement, M. le Président.

**Une voix:** Non, non, non.

**M. Brassard:** Bon, très bien, très bien.

**M. Gauthrin:** C'est clair.

**M. Brassard:** Très bien, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais vous comprenez que...

**M. Brassard:** À ce moment-là, la bonne volonté, elle n'y sera pas.

**Le Président (M. Bélanger):** Il vient de nous

fourrer là. Ça, ça ne nous aide pas à l'avenir.

**M. Brassard:** ...parce que j'ai consenti avec le président, hier, au téléphone, j'ai dit: Oui, M. le Président. Même si, sur le plan réglementaire, ma motion sur les études devrait se trouver au premier item de l'ordre du jour, je consens à ce qu'elle se retrouve ailleurs à l'ordre du jour pour qu'on aborde immédiatement le plan de travail. Le président est là pour en témoigner. Très bien. (17 h 45)

**Le Président (M. Bélanger):** C'était au début.

**M. Brassard:** Très bien. Il n'accepte pas ça. La prochaine fois, la bonne volonté ne sera pas là. Je vous le dis tout de suite, M. le Président.

**M. Rémillard:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, il y a de la bonne volonté d'un côté comme de l'autre. Il est présentement 17 h 45. Nous allons jusqu'à 18 h 30. Je pense que la volonté, c'est de terminer à 18 h 30. Alors, on a le temps de procéder avec cette motion. Procédons. Décidons ce qu'on a à décider là, au lieu de prendre du temps pour rien. Alors, procédons là-dessus. Je pense que, sur ce dont on vient de discuter, on s'entend de toute façon. Procédons là-dessus et ensuite on verra les motions. Il n'y a pas de problème.

**M. Macioca:** Procédons et après on verra.

**M. Rémillard:** Mais on termine à 18 h 30. Je crois que tout le monde veut terminer à 18 h 30.

**Le Président (M. Bélanger):** Si on comprend qu'on a le temps suffisant, ça va, il n'y a pas de problème. Alors, sur les sujets que nous... Ne vous inquiétez pas, on va y arriver.

**M. Brassard:** J'allais intervenir là-dessus, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, l'intervention est à vous, M. le député.

**M. Brassard:** Oui. Sur la question de la loi référendaire, je vous signalerai simplement que je trouve ça un peu curieux. On nous dit, d'une part: Il ne faut pas que les experts viennent nous répéter ce qu'ils ont dit à Bélanger-Campeau. Nous sommes d'accord avec ça. Il faut qu'ils partent de ce qu'ils ont dit, qu'ils approfondissent et qu'ils aillent plus loin. D'un autre côté, puis en même temps, du même souffle, on nous dit qu'il faudrait regarder la loi référendaire. Ça fait 11 ans, 12 ans qu'elle a été votée, puis le jurisconsulte, le ministre de la

Justice du Québec... Écoutez un peu là, chapitre 64 de nos lois. Vous avez juste à la lire, la loi référendaire. Puis, si le gouvernement a l'intention d'y apporter des modifications – il semble l'évoquer dans son questionnement – s'il a l'intention d'y apporter des amendements, eh bien, qu'il les dépose à l'Assemblée nationale et ils seront étudiés à ce moment-là.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, compte tenu des commentaires qu'on a eus jusqu'à maintenant, on vous a fait part de ce qui était jusqu'à maintenant, je dis bien...

**M. Gauthrin:** M. le Président, on avait demandé la parole.

**Le Président (M. Bélanger):** Un instant, s'il vous plaît. Vous avez toujours eu la parole quand il fallait, mais, là, je veux exprimer un point de vue. Il faut quand même me donner une chance un peu, hein?

Bon, ce qu'on vous a présenté aujourd'hui, c'étaient les intentions de la présidence pour le prochain mois. S'il y a des choses à modifier, compte tenu de ce qu'on m'a dit, on va prendre ça en délibéré, on va regarder ce qui est faisable, parce que je peux bien dire oui, oui, O.K., on s'engage à faire venir M. Untel tel soir. Il faut que M. Untel soit disponible, il faut que... Vous comprenez, ce n'est pas facile comme ça à quelques heures ou à quelques jours d'avis. Donc, on va prendre avis de tout ce qui nous est dit aujourd'hui et on va agir pour le mieux, dans l'intérêt de ce que tout le monde a manifesté aujourd'hui. On va faire pour le mieux.

Donc, je pense que ça clôt pas mal ce sujet-là. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Si vous permettez, il y avait deux personnes qui voulaient intervenir sur ce sujet-là, si vous me permettez. Je pense que j'ai encore mon droit de parole.

**Le Président (M. Bélanger):** Allez-y!

**M. Gauthrin:** M. le Président, moi, je vais revenir sur le cas de l'intervention de M. Daniel Turp et les inquiétudes que j'ai après l'intervention du secrétaire de la commission. Je pense qu'il a été très clair dans le plan de travail, sur le point 1.1, qu'il y avait différents scénarios d'accession du Québec à la pleine souveraineté. Or, implicitement, vous êtes revenus – ce qui était votre point initial – vous êtes revenus sur la question de dire: Bon, on va étudier en fonction du scénario prévu de l'accession du Québec à la souveraineté. Et, habituellement, c'est le mandat que vous avez donné à M. Turp en fonction de votre premier projet de plan de travail, projet de plan de travail que, de consensus de la commission, nous avons modifié et, à l'heure actuelle, je me demande jusqu'à quel



point il est pertinent d'écouter M. Turp sur quelque chose qui ne correspond pas à ce que nous voulons.

Je comprends que vous lui avez donné un mandat qui ne correspond plus à ce que nous voulons et alors, on pourrait lui faire demander s'il a quelque chose d'autre que ce qu'on lui a posé comme question. On peut bien faire ça.

**Le Président (M. Bélanger):** D'abord, je ne voudrais pas présumer de ce que M. Turp peut nous présenter. Il peut nous présenter différents scénarios. Je pense que le mandat qu'on lui a donné permet ça. On ne l'a pas limité à rien. Il va nous donner un point de vue. Si c'est insuffisant, je pense que M. le ministre l'a très bien précisé tout à l'heure, on pourra faire venir tout autre expert que vous nous recommanderez sur le sujet avec un immense plaisir. Ce n'est pas limitatif là. Il faut comprendre ça. Je vous en prie.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Si je peux me permettre, on n'a pas demandé... M. Turp est juriste. On ne lui a pas demandé d'élaborer des scénarios. On lui a demandé des questions juridiques entre autres, particulièrement sur quel serait le droit, par exemple, ou l'état du droit pendant cette période... – de nous éclaircir en tout cas les idées un peu sur ça – entre un référendum et le moment de la souveraineté. On vous a dit tantôt qu'il y avait des choses qui n'étaient pas évidentes. Ce sera le genre d'information que vous pourrez intégrer comme député au scénario que vous voulez que la commission utilise comme référence un peu partout. Je ne le sais pas. Ça ne fixe pas un scénario. Ça nous donne l'état de ce qu'un expert pense sur, je dirais, le contexte juridique ou l'état du droit à certains égards.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** M. le Président, on se rappelle que la première partie de notre travail de la semaine prochaine, la proposition qui est faite en est une d'éléments préliminaires de définition de concepts qui ont déjà été largement véhiculés tant au moment de la commission Bélanger-Campeau que... Même depuis des années qu'on véhicule ces concepts-là. Je mentionnais tout à l'heure l'auteur d'un volume qui a écrit 400 à 500 pages sur, justement, les questions juridiques qui doivent être soulevées, eu égard à l'accession à la souveraineté. Il n'en demeure pas moins que l'intérêt que je porte aux travaux de notre commission m'amène à vous reposer la question et on se la repose aussi comme membres de cette commission: Au-delà des notions préliminaires qui pourraient être vues la semaine prochaine, au moment où on tomberait dans le contenu réel, à partir du 15 octobre, si on prend le dossier de la

territorialité du territoire, est-ce qu'on a l'intention, peu importe le dossier qu'on prendra, de fonctionner en vidant le contenu dossier par dossier? À ce moment-là, évidemment, ça aura une incidence sur nos travaux, non seulement le mardi 15 octobre, mais ça aura aussi une incidence sur nos travaux du 22, du 29, etc.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. En considérant...

**M. Chagnon:** Mais c'est une question de méthodologie qu'il faut vider ici.

**Le Président (M. Bélanger):** En principe, c'est ça qu'on veut faire, mais dans la pratique, si vous dites: La semaine prochaine, il faudra regarder tel aspect plus pointu avec tel expert, il faut qu'il soit disponible, lui.

**M. Chagnon:** Non. Ça, je comprends.

**Le Président (M. Bélanger):** Vous savez ce que je veux dire. Il y a des limites à ça. Alors, je veux juste qu'on considère que ces limites existent et dans la mesure où on accepte ça, il n'y a pas de problème.

**M. Chagnon:** Je fais un peu abstraction de la semaine prochaine pour l'autre semaine dans laquelle on va arriver au contenu, et quand on va arriver dans le contenu, j'aimerais qu'on... En tout cas, je suggère à la commission de procéder morceau par morceau de façon à ce qu'on puisse, de façon cohérente, arriver à des conclusions qui se tiennent.

**Le Président (M. Bélanger):** Par exemple, sur le territoire, je peux vous dire qu'il y en a un autre qui est prévu au mois de décembre parce qu'on ne peut pas l'avoir avant. Il y a un autre expert sur le territoire, Onil?

**Le Secrétaire adjoint (M. Onil Roy):** Oui, M. Rigaldies.

**Le Président (M. Bélanger):** Pardon?

**Le Secrétaire adjoint (M. Roy):** Éventuellement, M. Rigaldies.

**Le Président (M. Bélanger):** Rigaldies, en tout cas.

**M. Chagnon:** Je m'excuse, mais si on s'en va... Je peux vous annoncer tout de suite qu'on n'arrivera nulle part comme ça. Un expert au mois de décembre sur un sujet qui va avoir été regardé au mois d'octobre, à la mi-octobre. Au mois de janvier, on va avoir un expert qui va nous avoir... Bon Dieu! Prenons un dossier, vidons-le et réglons le problème.

**Le Président (M. Bélanger):** On ne s'est pas bien compris. J'ai dit qu'il y aura la possibilité de ravoir un autre expert qui serait disponible en décembre. Alors, s'il y a des questions qui étaient restées en suspens, on les lui posera à lui pour qu'il nous réponde à ce moment-là.

**M. Chagnon:** Bien entendu, M. le Président, mais si on vous dit aujourd'hui que nous, comme groupe, premièrement, on pense que la meilleure méthode de travail c'est celle de vider une question et si on vous dit, deuxièmement, la première question qu'on veut vider c'est celle du territoire, troisièmement, nous pensons que la présidence et ses gens de l'intendance sauront trouver les meilleurs experts qui pourront être entendus au cours du mois d'octobre ou début de novembre, en tout cas, tant qu'on n'aura pas fini de vider cette question-là.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais dans la mesure du possible, oui. M. le secrétaire général et on va clore le sujet après pour passer aux deux motions.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je voudrais faire deux remarques. Tantôt, à l'information préalable, il semblait utile qu'on fixe un certain vocabulaire, certains concepts dans la mesure où ce que je comprends des débats de la commission c'est: Ce n'est plus utile si ça a déjà été fait à la commission Bélanger-Campeau, je n'ai pas d'objection. Le message est clair, on va intégrer ça. Deuxièmement, il est évident, M. le député, qu'on va essayer d'aborder les questions d'une façon logique, essayer de les vider au fur et à mesure, mais on ne pourra pas imposer à l'expertise québécoise d'être ici quand ça fera notre affaire. Ça, c'est un des problèmes qu'on a. L'autre chose, si on vous fait des états de situation où on vous recommande de voir certains experts, où on vous recommande de creuser certaines questions parce qu'on pense qu'elles sont laissées en suspens ou qu'il n'y a pas convergence de l'opinion des différents experts au Québec, le secrétariat peut présumer des réponses de la commission et essayer d'organiser tous les experts la même semaine, mais vous conviendrez que si jamais le secrétariat devinait mal les intentions des commissaires, ça peut devenir assez complexe à organiser. Je pense qu'on va toujours avoir comme deux temps dans un sujet majeur: un premier temps qui est la synthèse ou l'état de situation un peu des connaissances et des recherches au Québec ou de ce qui a été fait, vers où ça converge ou diverge et, dans un deuxième temps, à la lumière...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** Si on commençait avec M. Turp, comme vous le proposez – et vous pouvez peut-être communiquer avec lui si vous voulez

qu'il précise certaines choses – et M. Dorion, très bien. Mais si, pour les autres experts, on pouvait y réfléchir ensemble, travailler pour que vraiment on puisse suivre le processus qu'on a décidé aujourd'hui ensemble et aller au bout quand on prend un sujet, aller au maximum et qu'on fasse le point. Mais M. Turp est la personne compétente qui peut nous apporter beaucoup d'éléments d'information. On n'a absolument rien contre ça, il n'y a aucun problème, mais qu'il puisse témoigner le plus complètement possible. C'était notre seule préoccupation.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce que vous seriez prêts à ce qu'on ait une séance de travail... une séance publique, je ne sais pas trop – je ne sais pas trop comment les appeler – mais une vraie séance de travail strictement sur l'organisation des mois d'octobre et novembre? L'ordre des experts et des sujets? Juste la mécanique, pas sur le fond.

**M. Rémillard:** Très bien.

**Le Président (M. Bélanger):** On peut convoquer ça?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** On va y penser.

#### **Motion relative au dépôt d'études et de rapports (suite)**

**Le Président (M. Bélanger):** Parfait. Donc, on considère que les 15 prochains jours dans notre plan de match clairs puis, après ça, on révisera. D'accord. Ça nous amène donc au point 4. Motion de M. Brassard, Lac-Saint-Jean, proposée lors de la séance du 5 septembre 1991, motion qui se lisait comme ceci: "Que la commission exprime le souhait que le ministre délégué aux Affaires Intergouvernementales canadiennes dépose auprès de la commission les études et rapports que le gouvernement du Québec a commandés à chacun de ses ministères concernant l'impact dans leur domaine du rapatriement au Québec des juridictions actuellement exercées par le gouvernement fédéral." C'était la motion qui était en discussion à ce moment-là.

M. Rémillard, vous aviez parlé 8 minutes 10 secondes et M. Brassard, 11 minutes 30 secondes.

**M. Brassard:** M. le Président, je demanderais le consentement de la commission pour qu'on étudie d'abord la motion sur Radio-Canada.

**Une voix:** Non!

**M. Brassard:** Parce qu'elle est plus actuelle, puis elle est plus immédiate.

**M. Maciocia:** Je n'ai rien contre ça. Messieurs, on finit à 18 h 30 avec celle sur Radio-

Canada. Est-ce que vous prétendez encore de continuer avec l'autre?

**M. Rémillard:** Mais pourquoi on ne règle pas la première motion? On a le temps. On a jusqu'à 18 h 30. Pourquoi on ne règle pas la première motion?

**M. Gauthrin:** M. le Président, il n'y a pas consentement.

**M. Brassard:** Il n'y a pas consentement. Très bien. Disposons de celle sur...

**Le Président (M. Bélanger):** La première motion sur les Affaires intergouvernementales. M. Brassard, il vous resterait 8 minutes 30 secondes.

**M. Brassard:** Je vais être très bref et simplement rappeler que cette commission ne doit pas dépenser de façon futile les fonds publics et ne doit pas entreprendre des études qui sont déjà commandées, mises en oeuvre et, dans bien des cas, terminées par le gouvernement. Je vous signale qu'il y a des hauts fonctionnaires qui ont parlé à certains journalistes et qui ont confirmé que, dans leur ministère, les études en question étaient bel et bien faites et disponibles. Par conséquent, pour éviter que la commission commande des études sur ce qui se produirait dans le cas de l'accession du Québec à la souveraineté, et dans l'hypothèse où le gouvernement du Québec assumerait les programmes et les activités actuellement dispensés par le gouvernement fédéral sur le territoire québécois, pour qu'on sache, qu'on connaisse bien les impacts de cette fusion des activités, de cette fusion des programmes fédéraux et québécois et pour éviter que la commission fasse des études en ce sens-là, compte tenu que le gouvernement a commandé des études de ce genre-là, de cette nature-là, depuis l'automne dernier que plusieurs ministères ont complétées et ont, je dirais, livré la marchandise, il me semble qu'il est tout à fait pertinent, normal, souhaitable, que le ministre, au nom du gouvernement, dépose ces diverses études devant cette commission.

(18 heures)

Ces études, de façon, d'abord, nous éclaireraient, nous, comme commissaires, éclaireraient aussi la population, puisqu'elles seront à ce moment-là rendues publiques. Le ministre s'est souvent vanté de tenir beaucoup à l'information du peuple québécois. Il en a l'occasion rêvée, en or. Donc, compte tenu que tout cela est fait, je pense que ma motion est on ne peut plus pertinente, normale et qu'on devrait l'adopter comme commission. Le Conseil des ministres ou le gouvernement devrait y donner suite sans réticence. Sinon, si le ministre et les ministériels persistent à voter contre cette motion-là, moi je demande, à ce moment-là, qu'on puisse peut-être convoquer, inviter M. Benoît Morin, qui est le

secrétaire du Conseil exécutif, qui est un peu le maître d'oeuvre de toutes ces études-là commandées dans les divers ministères, on devrait lui demander de venir, puis, à ce moment-là, nous faire faire le point sur ces études-là et savoir vraiment où on en est rendu, où le gouvernement en est rendu, où on en est rendu dans les divers ministères du gouvernement, mais qu'on ne dépense pas inutilement des fonds publics pour faire des choses qui sont en train d'être faites ou qui sont déjà faites au sein du gouvernement; que le gouvernement plutôt, de bon gré, faisant preuve de bonne volonté, les dépose devant la commission. C'est simplement là le sens de ma motion, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. le député. M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, je vais répéter ce que j'ai dit lorsque nous avons parlé, pendant les travaux de cette commission, de ce sujet la dernière fois. J'ai été informé que, dans le cadre de la commission Bélanger-Campeau, le ministère des Finances a demandé aux différents ministères une description de la présence fédérale au Québec. Le travail fut entrepris mais non complété, parce qu'il s'avérait, selon la commission Bélanger-Campeau, non nécessaire de mener systématiquement ce type d'étude sectorielle. Le gouvernement n'a donc pas été saisi de ces études. Le gouvernement a, par ailleurs, transmis un certain nombre de documents au secrétaire de la commission Bélanger-Campeau. M. le Président, je demande que soient mis à la disposition de notre commission, les documents qui ont été transmis par le gouvernement à la commission Bélanger-Campeau, qui n'ont pas nécessairement été utilisés ou même déposés par la commission Bélanger-Campeau, mais qui ont été fournis par le gouvernement à la commission Bélanger-Campeau.

Après l'adoption de la loi 150, le secrétaire général du gouvernement, au mois de juillet, a demandé au ministère de procéder à une description complète de la présence fédérale au Québec. Lorsque les études auront été complétées, le gouvernement jugera de l'opportunité de rendre l'information publique dans la mesure où cela ne compromet pas la stratégie constitutionnelle du Québec. Il s'agit d'une règle qui est tout à fait normale, qui est la règle qu'on doit suivre pour tout gouvernement qui est responsable dans une société libre et démocratique et qui doit se préserver la marge de manoeuvre nécessaire à l'élaboration d'une stratégie dans un dossier aussi important.

M. le Président, je dois vous dire que nous agissons dans ce dossier exactement de la même façon que le précédent gouvernement a agi dans les années soixante-dix et quatre-vingt. J'ai ici beaucoup d'exemples où mon prédécesseur dans le rôle de ministre des Affaires intergouvernementales

tales canadiennes, M. Claude Morin, disait par exemple, le 6 novembre 1979, et je me permets de le citer: "M. le Président, le ministre ne cache rien sciemment, le ministre se conforme à une règle qui est parfaitement normale dans n'importe quel pays démocratique, c'est celle dont j'ai parlé tantôt. C'est que les documents de négociation nous les gardons et c'est notre responsabilité de le faire. Il ne s'agit pas à ce moment-là de s'en servir comme instrument politique et partisan." C'est justement ça, je pense, qu'il faut éviter dans le débat. Ça c'était, M. le Président, le 6 novembre 1979. Je cite encore, M. le Président, toujours M. Claude Morin comme ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes qui disait, lors de la commission permanente le 25 mai 1979, en répondant à une question du député de Jean-Talon de l'époque qui le harcelait pour qu'il rende publiques ces études...

**Une voix:** Il avait donc raison.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Rémillard:** Alors, à ces questions du député de Jean-Talon de l'époque, M. Morin alors ministre des Affaires intergouvernementales disait ceci et je cite, M. le Président: "J'ai aussi dit qu'il y avait, comme dans tout gouvernement qui se respecte, des dossiers de négociations qui sont faites et des analyses d'impact de politique fédérale. Si on n'en faisait pas, on serait tout à fait en dehors de notre coche et cela aussi il en existe. Le mot études introduit peut-être une notion vague. Il s'agit en fait d'une collection de renseignements d'ordre dynamique. Je veux bien que ce qui est vrai aujourd'hui peut être modifié demain par une décision fédérale. Exemple, Laprade. C'est quelque chose qui est arrivé en cours de route qui change ce dossier. Exemple, le problème de l'agriculture. Ce sont des dossiers que nous gardons à jour."

Et, M. le Président, je me permets de citer une autre déclaration de M. Claude Morin alors ministre, le 6 novembre 1979, qui disait: "Il y a, dans n'importe quel ministère comme dans le mien, des études qui portent sur des dossiers de négociations et dans lesquels on essaie de compiler le plus possible de dossiers, mais qui ne sont pas nécessairement préparés de sorte que ça peut être publié, parce que souvent ce sont des présumés d'autres travaux sur ces dossiers de négociations. Ce ne serait pas très responsable comme gouvernement de publier ces textes."

"Je crois que cela ne se fait nulle part au monde. Il existe des dossiers de négociations qu'on ne peut quand même pas rendre publics pour faire plaisir à vos amis d'Ottawa", disait-il. Alors, M. le Président, on pourrait en citer comme ça plusieurs. Oui, à ce que l'on puisse rendre publiques des études et j'entends bien comme ministre, M. le Président, rendre publi-

ques des études qui auront été faites pour le bénéfice de cette commission dans la mesure où j'en serai arrivé à la conclusion que les intérêts supérieurs du Québec sont protégés.

**M. Brassard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** ...juste pour terminer. D'abord pour dire qu'il n'y a certainement pas beaucoup d'études qui seront des dossiers de négociations parce que si je regarde les propositions fédérales en matière de révision constitutionnelle et les transferts de compétences qui y sont prévus, on ne négociera pas beaucoup. Il n'y en a à peu près pas. Pratiquement pas. Donc, ce ne seront sûrement pas des dossiers de négociations, ces dossiers portant sur l'impact de la fusion des programmes fédéraux et des activités fédérales au Québec. Donc, dans ces conditions-là, on peut présumer que dès que les études seront prêtes, le ministre pourra nous les déposer ici à cette commission. Et donc, par conséquent, on peut présumer que les ministériels vont voter pour la motion parce que la motion, évidemment, n'implique pas le dépôt immédiat.

Il implique le dépôt à partir du moment où les études seront prêtes. Et donc, dans cette perspective et compte tenu de ce que vient de dire le ministre, je suppose que la motion agréera aux députés ministériels. Et puisque tout a été à peu près dit là-dessus, M. le Président, je pense qu'on serait disposé, à moins que d'autres collègues aient à ajouter, à passer au vote.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Une remarque, M. le Président, là-dessus, parce que si je me rappelle bien la commande qui a été passée, c'est d'étudier les impacts et non pas une commande en vue d'une négociation. C'est très différent. Et justement dans le libellé de la commande passée telle que nous l'avons eue, ces travaux serviraient drôlement à cette commission. Je pense qu'il ne faut pas dévier les choses. Ce qu'a lu le ministre de son prédécesseur, à mon sens, ça se comprend. Effectivement, si on en est à faire une négociation, il est opportun de ne pas tout mettre sur la table de façon publique. Je le comprends très bien.

J'ai été dans une position comme cela dans des dossiers de négociations avec le gouvernement fédéral. Mais ce n'est pas ça la commande qui a été passée. C'est pour notre propre gouverne ou pour la gouverne du gouvernement. On a demandé d'analyser les impacts. Et, à mon sens, il n'y a pas de raison, on ne peut pas arguer du fait qu'on pourrait possiblement être

en négociations pour éviter la transparence là-dessus. À mon sens, on doit les déposer. Et les Québécois sont très intéressés à ces questions.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** M. le Président, il faut bien comprendre que ces études, comme d'autres d'ailleurs, ne peuvent pas se référer seulement à des questions de récupération dans le cadre du fédéralisme. Ça peut aussi signifier qu'un Québec qui deviendrait indépendant aura une négociation à faire aussi. C'est évident. Il ne faut pas croire qu'on déclare... qu'on devient souverain et qu'il n'y a plus aucune négociation à faire avec Ottawa. Alors, c'est dans l'intérêt supérieur du Québec, peu importent les scénarios. Il y a deux scénarios que nous étudions. Nous sommes la commission parlementaire qui étudie les impacts de la souveraineté. Il y a une autre commission parlementaire qui étudie aussi un fédéralisme profondément renouvelé. Et, dans ce contexte-là, M. le Président, voyons ce qu'on peut faire pour le mieux. Mais je dis seulement ce qui a toujours été dit, incluant le précédent gouvernement, à peu près avec les mêmes mots. Quand j'ai trouvé, M. le Président, ces mots de M. Morin alors qu'il était ministre et que je retrouvais à peu près le communiqué que nous avions dit et ce que j'avais dit la dernière fois, je me suis aperçu que, dans certains domaines, on se situe au-delà de toute partisanerie politique et qu'on parle strictement au niveau de l'intérêt de l'État, que ça se situe dans un contexte d'accession à la souveraineté ou dans un contexte de fédéralisme renouvelé.

**M. Léonard:** Mais il s'agit d'une fiche technique.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** Oui, M. le Président. Il est bien évident que tous nos travaux doivent porter sur les impacts et le ministre vient de nous dire que nos travaux peuvent servir aux négociations, ni plus ni moins que les impacts qu'il a déjà en sa possession. Donc, est-ce qu'on devrait ne plus faire de travaux du tout au cas où ils nuiraient à nos négociations? Et moi, M. le Président, celui que je vais citer, c'est le ministre lui-même. Le 5 septembre 1991, avant le dépôt de la motion de mon collègue de Lac-Saint-Jean, le ministre nous disait: "Je vous avais dit, entre autres, vous vous souvenez, que nous voulions être pratiques, que les Québécoises, les Québécois avaient le droit de savoir et qu'à partir de là nous voulions avoir un plan pratique, pas seulement des questions théoriques concernant les méthodes ou les moyens que nous pourrions utiliser pour accéder à la souveraineté." Et un peu plus loin: "Il y a des questions théoriques

sur lesquelles on peut philosopher pendant des heures et des heures, mais on a le devoir, comme parlementaires, M. le Président, de faire le point sur ces impacts, de le faire le plus objectivement, le plus ouvertement possible." C'étaient les paroles du ministre avant d'entendre la motion du député de Lac-Saint-Jean. Or, je pense qu'il devrait, pour la rigueur à laquelle il nous appelle toujours, être très rigoureux lui aussi par rapport à ses paroles au début de la commission.

**M. Rémillard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît. Je voudrais aussi vous rappeler l'article 214 de nos règlements qui dit ceci: Lorsqu'un ministre cite, même en partie ou en totalité, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement.

**Mme Caron:** Immédiatement, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public. Alors, c'est la réserve que le ministre a mise dans ses propos jusqu'à maintenant.

**M. Rémillard:** M. le Président, pour reprendre ce que vient de dire la députée de Terrebonne — elle m'a cité — je veux simplement dire que dans ce que j'ai dit, je parlais bien de négociation et je parlais de possiblement. Ce que je lui dis, je dis exactement comme Claude Morin le disait à l'époque et que n'importe quel autre ministre dirait à ma place. Il faut qu'on puisse travailler oui, avec le maximum d'information possible. Comme ministre, je vais faire tout ce que je peux faire pour que ça puisse se réaliser dans ce contexte-là avec la réserve qui appartient au gouvernement et que tout gouvernement responsable — je prends les termes de Claude Morin — doit exercer. M. le Président, si on abandonnait cette réserve on serait vraiment irresponsable.

Or, je dis: Regardons. Quand les études vont être complétées, je les regarderai et dans la mesure où on peut les rendre publiques, oui, on les rendra publiques. S'il y a des députés qui ont des études qui leur sont livrées, qu'ils les rendent publiques; qu'ils les rendent publiques s'ils veulent les rendre publiques. Si le député de Lac-Saint-Jean a une étude qu'il veut rendre publique, qu'il la rende publique. C'est tout. Or moi, ma responsabilité ministérielle m'oblige à cette réserve et c'est ce que je vais faire.

(18 h 15)

#### Mise aux voix de cette motion

**Des voix:** Le vote.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, le vote

étant appelé.

**M. Brassard:** Nominal.

**Le Président (M. Bélanger):** Vote nominal. Bien. Alors, est-ce qu'on doit relire la motion? Ce n'est pas nécessaire. D'accord.

**Mme Bégin (Bellechasse):**

**Mme Bégin:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Chagnon (Saint-Louis)?

**M. Chagnon:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Després (Limoulu)?

**M. Després:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Gauthrin (Verdun)?

**M. Gauthrin:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. LeSage (Hull)?

**M. LeSage:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Maciocia (Viger)?

**M. Maciocia:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Rémillard (Jean-Talon)?

**M. Rémillard:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Richard (Nicolet-Yamaska)?

**M. Richard:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Thérien (Rousseau)?

**M. Thérien:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Brassard (Lac-Saint-Jean)?

**M. Brassard:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Léonard (Labelle)?

**M. Léonard:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme Marois (Taillon)?

**Mme Marois:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Cameron (Jacques-Cartier)?

**M. Cameron:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, la motion est rejetée.

**M. Brassard:** M. le Président, on revient à la motion sur Radio-Canada s'il vous plaît.

### **Motion relative à la politique de Radio-Canada au sujet de la question constitutionnelle (suite)**

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, la motion sur Radio-Canada que nous avons jugée recevable au débat se lit comme suit: "Que la commission dont le mandat est d'étudier toutes questions relatives à l'accession éventuelle du Québec au statut d'État souverain exprime sa désapprobation formelle et sa vive inquiétude à l'égard de la politique et de la directive de la Société Radio-Canada quant à son traitement d'information relative à la question constitutionnelle". M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, rapidement parce que je voudrais qu'on en dispose avant 18 h 30. Simplement vous signaler au départ que la Fédération professionnelle des journalistes, on vient de me le signaler, s'est prononcée et a condamné la position et la directive de Radio-Canada que j'ai distribuée ou fait distribuer tout à l'heure; une condamnation sans équivoque de la part de la Fédération professionnelle des journalistes.

M. le Président, on parle d'inquiétude dans la motion, de désapprobation aussi. Je pense qu'on doit à la fois désapprouver et s'inquiéter. Quand on prend connaissance de la directive, il est bien évident qu'on y fait état comme objectif à poursuivre de neutralité, d'équilibre, toutes les grandes qualités qu'on doit retrouver en matière d'information on les retrouve dans le document. Sauf que, en plus, on y fait état expressément du fait que les émissions d'affaires publiques doivent refléter le Canada comme nation. Il y a là un choix, lorsqu'on indique cela dans un document qui doit encadrer des journalistes qui font leur travail d'information, il y a un choix éminemment politique où on affirme qu'il n'y a, au fond, qu'une seule nation au Canada. Au Québec, c'est une thèse évidemment qui n'a pas trouvé preneur partout, en tout cas, qui était très largement contestée puisque le ministre lui-même – j'ai déjà entendu beaucoup de ses discours – a toujours affirmé qu'il existe une nation québécoise, que le peuple québécois constitue une nation. On doit en conclure qu'il y a, à tout le moins, deux nations au Canada.

Or, là, dans le document de Radio-Canada, ça m'apparaît évident qu'il y a un choix qui fait en sorte que les services d'information de Radio-Canada doivent tenir compte et doivent refléter le Canada comme nation, et évoquer les avantages sociaux, économiques, culturels et politiques apportés à chacun d'entre nous au fil des ans par l'appartenance à la communauté canadienne. Encore là, ça implique, ça présume un choix à caractère éminemment politique.

On va plus loin également, où l'on indique qu'il faut donner, et je cite: "des informations pertinentes sur les positions tenues par les analystes et commentateurs". Là, c'est le comble du comble. Si un invité a pris publiquement position sur la question débattue, que le public en soit informé. Si un politologue est un souverainiste actif – s'il est fédéraliste, ce n'est pas grave ça, on n'est pas obligé de le dire – on ne doit pas le présenter simplement comme un professeur de science politique. C'est fort! Il faut dire qu'il est souverainiste actif, donc mettre en doute, d'une certaine façon, sa compétence, son objectivité et sa neutralité. Si un commentateur est un partisan connu de l'unilinguisme alors qu'on sait que la politique officielle du Canada, c'est le bilinguisme via la Loi sur les langues officielles, que cette donnée fasse partie de la présentation. En outre, on doit, le cas échéant, préciser si un éditorialiste ou un "columnist" a adopté une position soutenue sur les questions qui vont être débattues.

Il y a là évidemment des positions qui, à mon avis, sont incompatibles avec la recherche véritable de l'équilibre, de l'objectivité et de la neutralité en matière d'information. On le voit, on le retrouve dans le document que c'est ça l'objectif, de rechercher l'objectivité, la neutralité, l'honnêteté. Sauf qu'à partir du moment où on assigne comme mission au service de Radio-Canada, en matière d'information publique, celle de refléter le Canada comme nation, de faire apparaître, de faire apparaître, de mettre en évidence les avantages de notre appartenance à la communauté canadienne, de faire en sorte que les invités et les analystes, s'ils sont souverainistes, ça soit bien indiqué dans la présentation, il y a là un parti pris évident qui est une entrave à la recherche véritable de l'objectivité, de la neutralité en matière d'information.

Je pense que dans ces conditions, à l'instar de la Fédération professionnelle des journalistes, cette commission se doit à la fois de désapprouver et d'exprimer aussi évidemment son inquiétude à l'égard de la position de Radio-Canada sur le débat constitutionnel qui ne fait que s'amorcer et qui va nous conduire ultimement, je suppose, à un référendum portant sur la souveraineté. C'est inquiétant et préoccupant. C'est même inquiétant et préoccupant quand on regarde que dans la note qui accompagne la directive, le dernier paragraphe est le suivant: "Nous vous informons, disent M. Claude Saint-

Laurent et M. Réjean Saint-Arnaud, nous vous informons par la présente, par la même occasion, que le centre des données compilera des relevés de façon à nous permettre de suivre la bonne marche du débat selon les principes généraux qui nous gouvernent." Alors ça, c'est "avis aux journalistes", on vous surveille, on va examiner vos reportages, on va les consigner, et on va les compiler, et on va évidemment porter un jugement là-dessus, et si on trouve que ce n'est pas conforme, on va vous taper sur les doigts, j'imagine, probablement.

Alors, je pense que c'est inacceptable, cette directive. Elle doit être dénoncée, condamnée, désapprouvée et, au premier chef, je pense, par les membres de cette commission qui aura à jouer un rôle important dans le débat constitutionnel et, comme cette directive porte précisément sur le débat constitutionnel, je pense que c'est tout à fait pertinent que la commission adopte unanimement cette motion. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

#### Motion d'amendement

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président. Étant donné qu'on n'a pas beaucoup de temps, j'aurais une motion d'amendement à proposer à la motion du député de Lac-Saint-Jean.

**Une voix:** ...est arrivé.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, il nous reste...

**M. Maciocia:** On vous a laissé, M. le député de Lac-Saint-Jean, parler et personne ne vous a interrompu.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, on va faire...

**M. Maciocia:** Ayez la même gentillesse. C'est en retranchant, M. le Président, et je pense qu'on peut donner copie de l'amendement... En retranchant dans la troisième ligne, après le mot "souverain", la virgule et tous les mots qui la suivent. En retranchant aussi, M. le Président, tous les mots des quatrième, cinquième et sixième alinéas. C'est en ajoutant dans la troisième ligne après le mot "souverain" les mots "demande à la Société Radio-Canada de continuer à traiter l'information relative à la question constitutionnelle de façon rigoureuse et impartiale et que, compte tenu de l'inquiétude manifestée, les autorités compétentes apprécient dans sa juste mesure la politique et les directives de ladite société."

La motion, M. le Président, telle qu'amendée, se lirait ainsi: Que la commission, dont le mandat est d'étudier toute question relative à

l'accession éventuelle du Québec au statut d'État souverain, demande à la Société Radio-Canada de continuer à traiter l'information relative à la question constitutionnelle de façon rigoureuse et impartiale et que, compte tenu de l'inquiétude manifestée, les autorités compétentes apprécient dans la juste mesure la politique et les directives de ladite société.

M. le Président, c'est plus ou moins dans le même sens que le député de Lac-Saint-Jean disait tantôt, les autorités compétentes. On parle justement de la Fédération des journalistes. Alors, M. le Président, c'est la motion d'amendement que je propose à la motion principale.

M. Brassard: Est-ce que vous le jugez recevable, l'amendement, M. le Président?

Le Président (M. Bélanger): C'est parce que je voudrais vous entendre sur la recevabilité. Mais là, je suis "pogné" entre le temps et je ne veux pas faire trop de procédures pour ne pas brûler le temps non plus. Mais si vous avez un commentaire sur la recevabilité...

M. Brassard: Bien oui.

Le Président (M. Bélanger): ...allez-y rapidement.

M. Brassard: Un commentaire rapide, rapide sur la recevabilité. Je pense que l'amendement tel que formulé, M. le Président, dénature le sens de la motion que j'ai déposée. Le sens de ma motion est à l'effet de désapprouver une directive et non pas de demander à la société de continuer à appliquer la directive. Il y a là comme un contresens. L'amendement, à mon avis, dénature le sens de la motion et fait en sorte que la motion, telle qu'amendée, serait exactement le contraire ou dirait exactement le contraire de ce que veut dire la motion originale, ma motion originale. Il s'agit de désapprouver et de condamner une directive et non pas de demander à la société de continuer de l'appliquer, ce qui est le sens de l'amendement. Alors, à mon avis, ce n'est pas recevable.

Le Président (M. Bélanger): M. le ministre, vous aviez une intervention.

M. Rémillard: Ce n'est peut-être pas le sens de l'amendement, si vous me permettez, M. le Président. Le sens de l'amendement, c'est tout d'abord que la liberté de la presse, c'est une valeur fondamentale d'une démocratie, que Radio-Canada se conduit dans tout son travail avec ses journalistes... Ils font leur travail dans les meilleures conditions possibles et en fonction d'une grande compétence. Le document dit qu'ils continuent. Alors, on trouve ça inutile, pas besoin de continuer. C'est inutile puisqu'ils le font présentement. Alors, c'est inutile qu'on

mentionne que Radio-Canada devrait continuer à le faire. Par conséquent, le sens de la motion, M. le Président, c'est que c'est tout à fait inutile. Que le travail de journaliste continue à se faire comme il se fait avec objectivité, avec indépendance d'esprit et avec compétence.

M. Léonard: M. le Président...

Le Président (M. Bélanger): M. le député de Labelle.

M. Léonard: M. le Président, la directive existe déjà. Elle s'applique et on l'a rappelée aux journalistes. Mais ce que mon collègue a traité, c'est le fond même de la directive qui est anti-transparence, anti-journaliste, et anti-démocratique.

Le Président (M. Bélanger): M. le député de Hull.

M. LeSage: M. le Président, si vous le permettez, je sais que le temps nous manque et, probablement que, si on avait eu le temps de débattre justement de la question avant même qu'un amendement soit déposé, on n'aurait sûrement pas eu les mêmes appréhensions et la même interprétation de la directive qui nous a été déposée. Donc, on n'en serait peut-être même pas venu aux mêmes conclusions et ça nous aurait au moins permis d'en débattre. On arrive avec une motion d'amendement, sans même avoir débattu de la motion principale, alors que le député de Lac-Saint-Jean a tout simplement fait valoir des arguments qui étaient défavorables à une directive qui existe déjà depuis 1978. Il n'y a rien de nouveau là-dedans.

Il a fait allusion à des choses dans ça sans même continuer dans le même paragraphe, alors qu'il disait que, si un type est souverainiste, il faut le présenter comme tel. Mais, s'il avait continué un petit peu plus loin pour dire, si c'est un politologue, qu'on le présente comme tel ou, si c'est une personne qui a déjà pris position, soit pour un côté ou l'autre, qu'on le dise également. On ne peut pas continuer dans ce sens-là. C'est toujours du négativisme, M. le Président.

Le Président (M. Bélanger): Mais je pense que ce serait difficile, dans une procédure ou dans une motion, d'aller dire aux journalistes comment faire leur travail, tout en déniaient une autre procédure qui leur dit comment le faire aussi. Je ne voudrais pas qu'on aille s'introduire dans leur travail, pas plus qu'on ne l'accepte à l'autre bout. Ils sont libres et ils ont leur travail à faire, qu'on leur fasse confiance ou non. C'est le sens de ce qu'on veut dire dans la motion.

M. le député de Viger.

M. Maciocia: C'est exactement dans ce



sens-là, M. le Président. C'est que, nous, on dit dans la motion d'amendement que l'information continue à être donnée à la population de la même manière qu'elle a été donnée jusqu'à date. Nous c'est ça qu'on dit dans la motion d'amendement. On a pleinement confiance. On est sûr que les journalistes de Radio-Canada font un travail impartial, font un travail de renseignements auprès de la population. Et nous, dans la motion d'amendement, c'est ce qu'on dit: de continuer à donner cette information.

**Le Président (M. Bélanger):** N'y aurait-il pas eu lieu de faire une motion de félicitations aux journalistes de Radio-Canada pour la façon dont ils font leur travail? C'est peut-être une façon de contourner tous les problèmes puis d'arriver?

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**Mme Marois:** On peut féliciter les journalistes, mais blâmer la direction qui émet des directives comme celles qui sont devant nous. C'est ça la différence, M. le Président.

**Des voix:** Voilà! Bien voilà!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, compte tenu de l'heure, est-ce qu'on a consentement pour continuer ou si on suspend les travaux?

**Des voix:** Non.

**M. Maciocia:** On peut les continuer pour cinq minutes.

**Le Président (M. Bélanger):** Cinq minutes, bien.

**M. Gauthrin:** Est-ce que ça prend le consentement unanime?

**M. Maciocia:** Cinq minutes.

**M. Gauthrin:** Vous n'avez pas consentement.

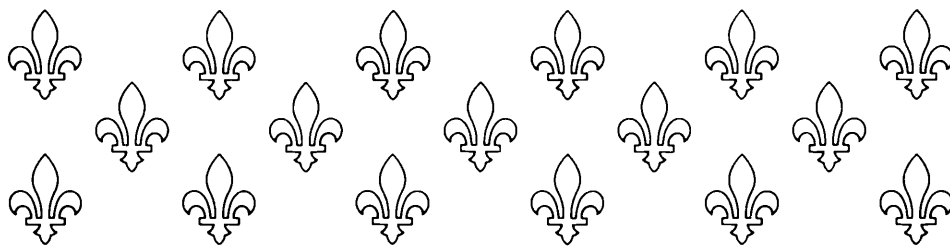
**Le Président (M. Bélanger):** Votre whip me dit oui.

**M. Gauthrin:** Bien, Monsieur, est-ce que ça demande...

**Le Président (M. Bélanger):** Il n'y a pas de consentement, donc les travaux sont ajournés jusqu'à mercredi soir à 20 heures. Merci.

(Fin de la séance à 18 h 31)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 9 octobre 1991 — No 5**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Disponibilité des documents	CEAS-125
Exposé de M. Daniel Turp	CEAS-128
Motion relative à la politique de Radio-Canada au sujet de la question constitutionnelle	
Motion d'amendement (suite)	CEAS-142
Mise aux voix de cette motion	CEAS-142
Adoption de la motion amendée	CEAS-143
Motion demandant d'entendre MM. Patrick Grady, David Laidler et William Robson	CEAS-143

### Intervenants

M. Guy Bélanger, président

M. Jacques Brassard  
M. Cosmo Maciocia  
M. Henri-François Gauthrin  
M. Yvan Bordeleau  
M. Neil Cameron  
Mme Louise Bégin  
M. Robert Benoit  
M. Jacques Chagnon  
M. Yvon Lafrance  
M. Robert LeSage  
M. Maurice Richard  
M. Robert Thérien  
M. Jacques Léonard  
Mme Pauline Marois

M. François Geoffrion, secrétaire de la commission

\* M. Daniel Turp, Université de Montréal

\* Témoin interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mercredi 9 octobre 1991

(Vingt heures cinq minutes)

Le Président (M. Bélanger): Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais aux membres de la commission de bien vouloir prendre leur place pour que nous puissions débiter les travaux de la commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté. Ce soir, nous entendrons M. Daniel Turp, qui est un juriste à l'Université de Montréal, sur le processus d'accession à la souveraineté. Auparavant, M. le secrétaire, est-ce qu'il y a des remplacements?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Oui, M. le Président. M. Benoit (Orford) remplace M. Bourassa (Saint-Laurent)...

**Le Président (M. Bélanger):** M. Benoit d'Orford, oui.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** ...M. Lafrance (Iberville) remplace M. Chagnon (Saint-Louis) et M. Bordeleau (Acadie) remplace M. Rémillard (Jean-Talon).

**Le Président (M. Bélanger):** Du côté du Parti québécois, est-ce qu'il y a des remplacements?

**M. Brassard:** Non, ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Non.

**M. Brassard:** Elle arrive.

**Le Président (M. Bélanger):** Tout le monde est là. Bien. Alors, M. Boulé n'est pas là. Excellent.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Donc, l'ordre du jour pour ce soir: on entendra d'abord M. Turp et, si vous n'avez pas d'objection, à 9 h 45 on aurait besoin de 15 minutes pour finaliser la motion qui avait été déposée l'autre jour, qui avait été amendée par M. le député de Viger et qu'il faudrait finaliser aujourd'hui. Alors, est-ce qu'il y a d'autres commentaires ou d'autres choses avant qu'on cède la parole à notre invité?

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** J'aurais, M. le Président, à vous demander une précision.

#### Disponibilité des documents

**M. Maciocia:** Je pense qu'on comprend très bien la situation d'aujourd'hui de l'audition de M. Turp. On n'a pas eu l'occasion d'avoir les documents avant à cause, disons, probablement de la très courte période de temps qu'on a eue pour avoir ces documents-là. Mais je crois aussi, M. le Président, que c'est très important pour la commission d'avoir... pour faire un travail raisonnable, pour faire un travail qui ait vraiment de l'allure parce qu'on est ici pour discuter de l'avenir du Québec, on est ici pour discuter vraiment de ce que sont les intérêts supérieurs du Québec. Je crois, M. le Président, qu'à partir de la semaine prochaine, ça serait, d'après moi, irresponsable de ma part et de la part de ma formation politique d'écouter ou de faire parader des experts devant cette commission sans qu'on ait, au moins une semaine à l'avance, des documents qui touchent le sujet concerné qu'on veut discuter à ce moment-là. Et quand je parle de documents, M. le Président, je parle de l'exposé de la personne, de l'expert qu'on veut avoir à cette commission et aussi des documents que le secrétariat et la présidence peuvent nous remettre sur ce sujet-là. Je crois, M. le Président, que c'est vraiment très important si vous voulez un travail raisonnable et informer d'une façon, je dirais, plutôt honnête, intelligente et raisonnable la population du Québec. C'est pour cette raison...

**Le Président (M. Bélanger):** Alors...

**M. Maciocia:** ...M. le Président, si vous me laissez terminer, juste un petit instant. C'est que la semaine prochaine, on a déjà un ordre du jour. On devrait avoir ici M. Henri Dorion comme expert sur le territoire. Le sujet qu'on va discuter la semaine prochaine, c'est le territoire. Et, à date – aujourd'hui, c'est mercredi – on n'a encore reçu aucun document de la part de cet expert qui va venir devant la commission.

À ce moment-ci, pour la raison que je vous ai dite tantôt, pour informer la population, pour que les parlementaires, d'un côté comme de l'autre, puissent faire un travail raisonnable, c'est très important que je l'aie. Et je ne sais pas si vraiment, à ce moment-ci, je devrais faire une motion dans le sens de ne pas avoir d'autres experts, d'autres personnes devant cette commission à moins qu'on ait les documents une semaine à l'avance. Si c'est une motion que je dois faire, M. le Président, je vais la faire, mais c'est très important.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Vous aviez compris. Écoutez, je répète ce que j'ai dit la semaine dernière. On s'est engagés, le secrétariat et moi, à fournir les documents au moins une semaine à l'avance, dans la mesure où ce sera possible. Mais comprenez que pour partir les travaux, je veux avoir vos listes d'experts aujourd'hui ou probablement, au plus tard, demain. Or, on aurait dû suspendre les travaux pendant un mois et le temps file pendant ce temps-là. Je pense qu'on ne pouvait pas se permettre ça.

Donc, on a procédé, comme la loi nous autorise à le faire et même exige qu'on le fasse. C'est le mandat de la présidence. Mais, à l'avenir, c'est évident que dans la mesure du possible... Pour le territoire, dès vendredi, le texte va vous arriver, parce que, là encore, les délais étaient courts. Mais M. Dorion nous a assurés que le document va être prêt dès vendredi. Donc, il va vous parvenir et c'est le mieux qu'on pouvait faire. Mais, aussi loin qu'il sera prévisible après, dans la mesure où j'aurai vos listes d'experts déposées, comme on vous les a demandées, je suis tout à fait disposé à vous les remettre aussitôt qu'on les a, même 15 jours d'avance, quand on les aura 15 jours d'avance.

Je comprends très bien votre point de vue. J'ai été dans la même situation. J'ai fait Bélanger-Campeau et je vous jure que je détestais lire ça en vrac toutes les fins de semaine, par piles que ça rentrait. Alors, je pense que des deux côtés de cette table, on a la même appréhension de faire un bon travail, d'aller au fond des choses puis d'être bien préparés. Et, dans ce sens-là, on va tout mettre en oeuvre pour favoriser au maximum le travail des députés. Et quand je dis, au maximum, on va aller le plus loin qu'on peut aller. Quand je ne les aurai pas, et bien là...

**M. Maciocia:** M. le Président, je comprends très bien votre point de vue et je le respecte. Mais vous allez comprendre que pour le bon déroulement des travaux de cette commission, comme je le disais tantôt, pour faire un travail très efficace, on a besoin de ces documents-là et je ne parle pas seulement du mémoire de l'expert en question, mais je parle aussi des documents que la commission et la présidence peuvent nous soumettre sur le sujet dont on va discuter à ce moment-là.

Et c'est la raison pour laquelle vous nous dites que probablement, on va le recevoir vendredi, celui de M. Henri Dorion, et moi je considère que le laps de temps n'est pas assez long pour avoir une discussion honnête, sincère, concrète, responsable sur ce sujet-là. C'est la raison pour laquelle je crois, M. le Président, qu'il faut le prendre en considération. Vous-même, vous l'avez dit tantôt, qu'au moins, vous avez pris l'engagement de nous donner ça une semaine à l'avance dans la mesure du possible.

Mais ici, ce n'est pas une question de mesure du possible, c'est la question que les experts qu'on a invités, il faut qu'ils sachent à l'avance qu'ils doivent produire un certain document sur des sujets spécifiques, à un certain moment et au moins une semaine à l'avance. Alors c'est pour ça, M. le Président, que je vous demande en toute honnêteté et en toute gentillesse, et je ne sais pas quel mot je pourrais employer, qu'étant donné qu'on n'aura pas ces documents-là, je pense que c'est très important qu'on puisse probablement retarder à un peu plus tard la séance de mardi prochain pour pouvoir faire un travail efficace et raisonnable, spécialement sur les territoires où on a vraiment... Et puis je vois l'Opposition qui est d'accord avec moi et que vraiment, c'est très important que...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger, écoutez. Je vous ai dit la semaine dernière ce qu'il en était pour M. Dorion. L'explication a été donnée et il est clair qu'on ne va pas retarder d'une semaine, c'est clair qu'on siège mardi prochain sur le texte de M. Dorion que vous allez avoir vendredi. De vendredi à mardi, vous avez amplement le temps de le lire. Parce que je me rappelle avoir étudié jusqu'à 20 mémoires dans une fin de semaine pour préparer une semaine, et ça se fait. Alors, qu'on ne me dise pas que le temps n'est pas là et qu'on n'a pas le temps de faire un travail sérieux. Là-dessus, je regrette, mais je ne marche pas. Donc, mardi prochain on fonctionne.

**M. Maciocia:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le secrétaire général, vous aviez quelque chose à ajouter.

**M. Maciocia:** ...Je ne conteste pas votre décision, mais votre décision est bonne comme la nôtre de ce côté-ci. Je la respecte comme vous allez respecter notre décision dans le sens que la semaine prochaine, étant donné qu'on n'a pas les documents, nous, probablement, on ne pourra pas être là si vous pensez vraiment que cette commission doit travailler dans le sens du respect de la population et dans le sens, vraiment, où on pourra renseigner la population...

**Le Président (M. Bélanger):** Je fonctionnerai avec le quorum que j'aurai. M. le secrétaire général...

**M. Maciocia:** M. le Président, j'en fais une motion, qu'on siège...

**Le Président (M. Bélanger):** C'est non recevable parce que c'est le président qui organise et qui dirige les travaux. Et je l'ai déjà refusé à eux, je ne peux pas l'accepter pour vous.

**M. Maciocia:** Mais je fais quand même une motion. Si vous la jugez recevable, moi, je ne conteste pas votre décision. Si elle n'est pas recevable, elle n'est pas recevable. Mais, je vous dis d'avance que nous, on veut faire un travail sérieux. On veut avoir des documents avant, puis on veut les analyser avant pour poser des questions. On ne veut pas que des gens, des experts viennent parader devant cette commission et qu'on ne puisse pas préparer des questions qui rendent vraiment justice à l'expert qui va venir devant cette commission; pas seulement à l'expert mais à la population même du Québec. Nous, on considère que c'est un travail raisonnable qu'il faut faire, que c'est un travail intelligent qu'il faut faire à cette commission. Puis, on veut le faire dans la mesure du possible, le plus intelligemment possible.

**M. Brassard:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Je vais être très bref. Pourriez-vous organiser un cours de lecture rapide pour les ministériels?  
(20 h 15)

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le secrétaire général, vous aviez un commentaire.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je comprends fort bien le problème du député et c'est pour ça d'ailleurs qu'avec le président, on a convenu d'essayer de livrer, dans la mesure du possible, une semaine avant l'ensemble des documents pour que les parlementaires aient le temps de les approfondir.

Cependant, la difficulté profonde avec ça c'est la logistique. Je vais juste vous expliquer un petit peu le problème qu'on a. Par exemple, à Bélanger-Campeau, les experts qui ont été invités et qui déposaient des textes écrits avant, ils ont eu en moyenne deux mois pour se préparer, pour livrer le texte. Nous, vous vous souviendrez juste de notre dernière discussion à cette commission sur les modalités de choix des experts. Si on leur laisse deux mois pour préparer en moyenne un texte, vous êtes capables d'évaluer la conséquence. Ça veut dire que d'ici à Noël environ, on ne siègera pas.

**M. Maciocia:** Je suis entièrement d'accord avec vous, M. le secrétaire.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je voulais juste souligner sur le plan de la logistique la conséquence de...

**M. Maciocia:** Oui, oui. Mais, on ne parle pas de deux mois ici. On parle seulement d'avoir les documents au moins une semaine avant pour les analyser, les étudier, et poser des questions

intelligentes à la personne qui va parader devant cette commission. C'est très important qu'on puisse lui poser des questions intelligentes, M. le Président. Moi, en toute honnêteté, puis à cause de l'importance de cette commission, qui est celle de discuter de l'avenir du Québec, je considère qu'on ne peut pas être ici, on ne peut pas agir ici en irresponsable parce qu'on est censé poser des questions vraiment... Sur le sujet qui nous concerne, par exemple, le territoire, la semaine prochaine. M. le Président, je considère que c'est très vital pour le Québec de savoir quel territoire on aurait le lendemain, s'il y avait éventuellement la séparation du Québec.

Puis moi, en toute conscience, je veux savoir avant, je veux lire, je veux approfondir le document que l'expert va déposer devant cette commission pour lui poser des questions concernant ce dossier-là. Si je n'ai pas ce document-là, moi, je ne peux pas le faire en toute conscience. Je ne parle pas de deux mois, M. le Président, je parle d'une semaine. Alors, vous comprendrez que si on ne siège pas mardi prochain, mais qu'on siège vendredi ou qu'on siège l'autre mardi, il est seulement question d'une semaine, ce qui va être dans l'intérêt de tous les parlementaires et de la population du Québec.

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse. Il faut aussi comprendre que M. Dorion est disponible cette journée-là et il n'est pas nécessairement disponible un autre jour.

**M. Maciocia:** On peut le lui demander.

**Le Président (M. Bélanger):** Il faut comprendre qu'il y a deux côtés à une médaille et, pour cette fois-là, je vous avais d'ailleurs avisé la semaine dernière et au début des travaux, que c'était la seule façon de partir, sans ça, on retardait tout de deux mois. Ça, c'est une chose qui est impensable, inacceptable. Donc, on fonctionne de même. Je l'ai dit, ce n'est peut-être pas l'idéal. Vous allez avoir le texte vendredi et je pense qu'entre vendredi et mardi, vous êtes capable de faire l'analyse de ce texte-là. Écoutez, franchement! Il y a 15 pages, ce n'est pas...

**M. Maciocia:** Mais ça veut dire que vous avez le texte, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Le texte va arriver vendredi. Si je l'avais, je vous le donnerais tout de suite.

**M. Maciocia:** Bien oui, M. le Président, mais si vous dites qu'il y a 15 pages, ça veut dire que vous l'avez, le document. Pourquoi vous ne le remettez pas aujourd'hui?

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Écoutez, la décision est rendue. On siège mardi prochain.

**M. Brassard:** Pour respecter un peu notre invité, là.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Brassard:** Tout de même, là.

**Le Président (M. Bélanger):** Une dernière intervention là-dessus et on passe à notre invité.

**M. Gauthrin:** M. le Président, j'aurais simplement une question. Vous avez déclaré hors d'ordre la proposition du député de Viger. C'est bien ça? Non recevable?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, parce que c'est le président qui organise les travaux. C'est la loi.

**M. Gauthrin:** Je comprends. Est-ce que je comprends que les motions d'ajournement sont recevables et pourront être reçues en tout temps?

**Une voix:** Oui.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Ceci étant dit, je prierais notre invité d'excuser ces petites discussions de famille. Je pense qu'on n'a pas à présenter davantage le professeur Turp qui est très connu. Alors, sans plus tarder, on vous laisse toute la place pour votre exposé. M. le professeur, on vous écoute.

#### **Exposé de M. Daniel Turp**

**M. Turp (Daniel):** Merci, M. le Président et merci à votre commission, à ses membres et à son secrétariat pour l'invitation à participer à vos travaux. Je vous suis reconnaissant, donc, de me donner l'occasion de poursuivre les réflexions entreprises devant la commission Bélanger-Campeau et de participer à ce processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec dont l'un des grands mérites, je vous dirai, est de préparer une transition ordonnée vers la souveraineté, si telle devait être l'option choisie par le peuple québécois et ses représentants.

Le secrétariat de la commission m'a saisi, mais il y a moins d'une semaine, d'un document soulevant plusieurs questions, 11 questions en vérité, sur le processus d'accession à la souveraineté et qui portent sur le droit à l'autodétermination du Québec, sur le référendum et sur la période de transition. J'ai également pris connaissance, hier, de l'analyse sommaire préparée par le secrétariat sur les diverses questions qu'il avait soulevées.

Pour les fins de cet exposé, je compte répondre à toutes les questions dont j'ai été

saisi, bien que certaines pourront être regroupées, ce qui me permettra de commenter et préciser l'analyse du secrétariat sur les questions relatives au droit à l'autodétermination et sur le référendum. Si vous le voulez bien, je développerai davantage les questions relatives à la période de transition, les questions plus inédites et d'une complexité plus grande et à l'égard desquelles je dirais que l'analyse du secrétariat de votre commission demeure plutôt embryonnaire et pour lesquelles il recommande d'ailleurs de réaliser un certain nombre d'études additionnelles.

J'ai été invité à présenter mon exposé réponse durant une période d'une heure que j'agrémenterai, j'espère, d'une projection de certains textes et certains tableaux qui vous ont déjà été distribués. Et je suis disposé à répondre à vos questions pendant l'heure qui suivra et au-delà, si vous en exprimiez le souhait.

Alors, si vous le voulez bien, d'abord les questions relatives au droit à l'autodétermination du Québec. Des questions qui ont déjà été évoquées devant la commission Bélanger-Campeau, qui ont été examinées par certains commissaires, par des questions mais qui sans doute méritent un autre examen ou certains rappels, à tout le moins. La première question qui m'était posée est: Quelle est la source, le contenu et les conditions d'exercice du droit à l'autodétermination du Québec en droit international public? Trois questions en vérité: quels sont la source, d'abord, le contenu ensuite et les conditions d'exercice enfin du droit à l'autodétermination?

Pour ce qui est des sources du droit à l'autodétermination et du droit à l'autodétermination du Québec, je vous dirai d'abord que la source la plus fondamentale et qui démontre l'importance de ce droit à l'autodétermination se retrouve dans la Charte des Nations Unies. La Charte des Nations Unies reconnaît en son article premier, paragraphe 2, que les buts des Nations Unies sont de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Cette disposition est complétée par deux autres articles de la Charte des Nations Unies qui la rendent d'ailleurs plus opérationnelle, parce que dans les articles 55 et 56, les États membres s'engagent à agir conjointement et séparément avec l'Organisation des Nations Unies pour remplir les buts et objectifs des Nations Unies, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes étant un de ces buts.

Je vous rappellerai que ce n'est pas sans intérêt que le Canada a signé la Charte des Nations Unies le 26 juin 1945, et qu'il est devenu membre originaire des Nations Unies le 9 novembre suivant, suite au dépôt de son instrument de ratification. Donc, ce traité, les normes reconnaissant le droit des peuples sont des normes qui lient l'État canadien qu'il est en



droit ou qu'il a le devoir de respecter, en vertu de ses obligations internationales.

Il faut ajouter que la Charte des Nations Unies n'était pas très explicite sur ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et qu'un nombre important de déclarations ont été adoptées ultérieurement par l'assemblée générale des Nations Unies; les déclarations précisant, par exemple, que les peuples coloniaux avaient droit à la souveraineté, à l'indépendance. Et il y a une déclaration plus importante et dont je parlerai davantage: C'est une déclaration de 1970, la déclaration sur les relations amicales, qui réitère ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; une déclaration, d'ailleurs, qui a été adoptée par consensus – c'est-à-dire sans vote – parce que les États, dont le Canada, semblaient être d'accord avec son contenu. C'est une des voies de reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il y en a une autre, puisque dans deux traités relatifs aux droits de la personne, ou relatifs aux droits de l'homme comme on le dit aux Nations Unies, le pacte sur les droits civils et politiques et le pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels. On reconnaît de façon plus explicite encore, plus affirmative, puisqu'on dit que "tous" les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. Ce qualificatif de "tous" les peuples ne se retrouvait d'ailleurs pas dans la Charte des Nations Unies. Les pactes, donc, laissaient croire à l'universalité du droit des peuples. Ils devaient s'appliquer, non seulement aux peuples dits coloniaux, mais à tous les peuples.

Je vous rappellerai, ici, que le Canada a adhéré à ces deux conventions internationales le 19 mai 1976. Elles sont entrées en vigueur à son égard le 19 août 1976, trois mois plus tard, et que, avant d'adhérer à ces conventions internationales, qui reconnaissent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le gouvernement fédéral avait obtenu l'assentiment des dix provinces canadiennes, y compris le Québec. Le Québec avait, quant à lui, exprimé son assentiment dans un décret de ratification adopté en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales, le 21 avril 1976. Voilà donc, pour ce qui est des sources. Trois traités, la Charte des Nations Unies, les deux pactes internationaux qui affirment l'existence du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En ce qui concerne le contenu du droit, les instruments internationaux que j'ai mentionnés définissent plus succinctement ce que serait le contenu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Les pactes, par exemple, disent qu'en vertu du droit, les peuples déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. Donc, c'est sans doute l'expression de développer librement son statut politique qui indique quels sont les modes possibles d'expression de ce droit. La déclaration sur les relations amicales dont je

vous ai parlé tout à l'heure, celle de 1970, est beaucoup plus explicite parce qu'elle précise que le droit peut s'exprimer par – et je cite – la création d'un État souverain et indépendant, la libre association ou l'intégration avec un État indépendant ou l'acquisition de tout autre statut politique librement décidé, qui sont autant de moyens d'exercice pour un peuple de son droit à disposer de lui-même. Et je le souligne, la création d'un État souverain et indépendant est un mode d'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

En ce qui concerne les conditions d'exercice – c'est la troisième composante de la première question – c'est la question la plus difficile et sans doute celle à laquelle une réponse claire peut difficilement être donnée. Pourquoi? Parce que les États, dans les traités, n'ont pas voulu énumérer les conditions d'exercice de ce droit. En vérité, quand on lit ces instruments, qu'on lit la doctrine, tous ceux qui se sont intéressés, interrogés sur les conditions d'exercice du droit, en vérité une seule condition doit être remplie: être un peuple. Et être un peuple, c'est quelque chose qu'on n'a pas voulu définir pour les peuples. Dans ces chartes, traités, pactes on ne définit pas ce qu'est un peuple. On dit tout simplement que les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. Et certains ont prétendu, je pense avec raison, qu'un peuple est celui qui témoigne de lui-même. C'est un processus d'autoqualification que d'être un peuple. C'est la pratique, c'est l'affirmation par les Parlements, les gouvernements, les membres de la population, les autres aussi qui font qu'on peut, à un certain moment, proclamer, constater l'existence d'un peuple. On a ajouté... Peut-être y a-t-il une autre condition. Dans un avis de la Cour internationale de justice sur le Sahara occidental, on a laissé entendre qu'il y avait une obligation de consulter le peuple, qui serait donc une condition d'exercice du droit, celle donc de consulter un peuple. Je vous en reparlerai tout à l'heure: est-ce qu'il faut un référendum ou des élections? La Cour n'a pas précisé cela, mais j'en parlerai davantage.

Alors, après avoir dit tout cela, qu'en est-il du droit à l'autodétermination du Québec ou du peuple québécois? Je pense que ça c'est quelque chose qui est important puisque la question ne parle pas du droit à l'autodétermination en général. Elle parle du droit à l'autodétermination du Québec. Alors, le Québec répond-il à la condition d'exercice qu'est la qualité de peuple? Je vous dirais, et je pense que peu de gens seraient en désaccord, que les multiples affirmations de l'existence d'un peuple québécois depuis, je dirais, 1960, depuis le début de la Révolution tranquille... La consécration de cette existence dans des résolutions de l'Assemblée nationale, par exemple, dans des lois adoptées par l'Assemblée nationale. Je pense notamment à la Charte de la langue française, je pense aussi à la

loi qui instituait la commission Bélanger-Campeau. Je pense davantage à la loi qui institue votre propre commission, qui utilise d'ailleurs les termes du Pacte sur les droits civils et politiques. Le premier considérant de la loi qui crée votre commission et l'autre commission sur les offres fédérales prend à peu près textuellement le langage du Pacte international sur les droits civils et politiques.

(20 h 30)

Je pourrais vous citer des déclarations du premier ministre René Lévesque, de juin 1980, de M. Rémillard, pendant le débat du lac Meech et pendant les débats de la commission Bélanger-Campeau, la déclaration de M. Bourassa du 23 juin 1990, le programme du Parti québécois, le nouveau programme du Parti libéral.

Les manifestations, les affirmations de la qualité de peuple du peuple québécois sont telles que je pense qu'il est difficile de nier l'existence de ce peuple et on peut même aller au-delà. Certains rapports fédéraux même, je pense surtout au rapport de la commission Pépin-Robarts, ont aussi constaté l'existence du peuple québécois.

Donc, si le Québec a un peuple québécois, le peuple québécois a le droit de s'autodéterminer. Dans les lois, les documents dont je vous ai parlé, il y a eu aussi une reconnaissance du droit du Québec à exercer son droit à disposer de lui-même. Non seulement affirmait-on l'existence du peuple, mais on allait un peu au-delà, on disait: Du fait qu'il y a un peuple, ce peuple a le droit de s'autodéterminer. Les précédents pourraient être multipliés. J'ajoute, par exemple – le secrétariat le mentionne dans son analyse – que tout ce qui a entouré le référendum de 1980 constitue une reconnaissance du droit à l'autodétermination du Québec. Les multiples déclarations qui ont été faites à cette occasion-là suggèrent que le Québec détient ce droit. J'ajouterais, pour citer des événements plus contemporains, que la confirmation par le Parti conservateur, en août 1991, du droit à l'autodétermination, les déclarations qui ont suivi du chef du Parti libéral du Canada et du Nouveau Parti démocratique du Canada entourant cette confirmation tendent à consolider cette reconnaissance de l'existence d'un droit à l'autodétermination du peuple québécois.

Je pense qu'il serait peut-être intéressant pour votre commission – je l'avais suggéré à la commission Bélanger-Campeau l'année dernière – de chercher à faire constater si on ne se trouve même pas d'ailleurs en présence d'une convention constitutionnelle, d'une convention qui reconnaîtrait en droit constitutionnel canadien... Il y a des constitutionnalistes dans cette salle, des collègues. Le ministre pourrait s'intéresser à cette question, entre autres, M. Rémillard.

Il y a sans doute aujourd'hui des précédents assez importants qui vont dans le sens de la reconnaissance en droit constitutionnel canadien,

d'un droit à l'autodétermination. Ces précédents semblent lier les acteurs. Personne n'a contesté, par exemple, la constitutionnalité ou la légalité de la loi qui crée votre commission, qui créait la commission Bélanger-Campeau et qui a été adoptée pour permettre éventuellement l'accès à la souveraineté du Québec. Sans doute ces acteurs, les autres provinces canadiennes, le gouvernement fédéral, pourraient-ils être considérés liés par une convention. Cette convention a certainement une raison d'être si on applique le troisième critère pour déterminer s'il existe une convention constitutionnelle. La raison d'être serait le principe démocratique, voire même le droit international. Le principe démocratique, le droit international justifieraient que le Québec puisse s'autodéterminer, notamment en accédant à la souveraineté si le peuple québécois en décidait ainsi dans une consultation référendaire et électorale organisée dans des conditions démocratiques.

Alors, je pense que si j'avais une suggestion à faire à votre commission, à son secrétariat et à ses juristes, ce serait d'approfondir la question de l'existence d'une convention constitutionnelle.

La question plus difficile, mais qui, à mon avis, mérite une réponse aussi affirmative – vous pourrez sans doute trouver des experts qui pourront présenter une version différente – c'est l'existence ou non d'un droit de sécession, parce que le droit à l'autodétermination, comme vous l'avez entendu tout à l'heure, c'est le droit de déterminer librement son statut. Et ça ne veut pas nécessairement dire la sécession ou la séparation. On a souvent fait équivaloir l'autodétermination à la sécession. Mais ce n'est pas le cas. C'est toute forme de statut librement décidé. Ça peut être devenir un État fédéré d'une fédération ou un État librement associé comme Porto Rico aux États-Unis, par exemple.

Mais est-ce qu'il existe un droit de sécession et, à mon avis, une interprétation de bonne foi, selon le sens ordinaire des termes attribués aux deux conventions principales en la matière, la Charte des Nations Unies, le pacte sur les droits civils et celui sur les droits économiques? À la lumière des travaux préparatoires, donc les travaux qui ont précédé leur élaboration, devraient nous permettre d'affirmer qu'il existe un droit de sécession. Et cette interprétation résulte sans doute du fait qu'on a affirmé le droit de tous les peuples à s'autodéterminer et non pas seulement des peuples coloniaux dont on disait qu'ils ne faisaient pas vraiment sécession, parce qu'ils étaient colonisés, puis ce n'était pas vraiment de la sécession.

Mais je pense que les pactes laissent entendre que tous les peuples, y compris les peuples comme le peuple québécois, englobés dans des États indépendants qui n'ont pas de passé colonial, peuvent choisir la sécession, donc, l'accès à la souveraineté.

Il y a une clause de sauvegarde dans la déclaration sur les relations amicales, une clause de sauvegarde, d'ailleurs, sur laquelle M. Brassard m'avait interrogé l'année dernière à la commission Bélanger-Campeau. Une clause qui veut que rien ne sera interprété comme autorisant ou encourageant une action qui démembrerait ou menacerait l'intégrité territoriale ou l'unité politique de tout État souverain et indépendant.

Cette clause de sauvegarde paraît limiter la portée du droit des peuples et exclure les hypothèses de sécession. Mais je pense qu'on peut difficilement être convaincu de la juridicité du caractère obligatoire de cette norme, puisque, d'une part, elle vient contredire l'affirmation de l'existence d'un droit à l'autodétermination pour tous les peuples. Et d'autre part, la pratique subséquente – et notamment, la pratique récente avec les accessions à l'indépendance des États baltes, les accessions à l'indépendance qui sont encore précaires de deux États fédérés yougoslaves, de certaines revendications d'indépendance qui vont donner lieu à des référendums d'autodétermination dans quelques mois en Ukraine, en Slovaquie et en Érythrée – laisse entendre qu'on ne peut pas prétendre que cette limite empêche le droit de sécession. D'ailleurs, comme le disaient certains commentateurs récemment, est en train d'émerger un droit à la sécession démocratique, un droit qui serait autorisé parce qu'il est exercé dans des conditions démocratiques, à l'occasion de consultations où les peuples peuvent librement exercer leur choix quant à leur statut politique.

Alors, est-ce que cette sécession peut être unilatérale? Bien entendu, elle peut être unilatérale, parce que le droit confère aux seuls peuples le droit de faire sécession. Doit-elle respecter les conditions de légalité de l'ordre constitutionnel canadien? Question qu'on me pose aussi et qui peut recevoir une réponse qui doit tenir compte de l'idée que je vous ai présentée, qu'en droit constitutionnel canadien, le droit à l'autodétermination, exprimé sous forme de sécession, est permis en vertu d'une convention constitutionnelle. Et si ce droit existe en vertu d'une convention constitutionnelle, cet exercice du droit à la sécession répondrait aux conditions de légalité de l'ordre constitutionnel canadien.

Les modalités d'exercice de ce droit en vertu de la convention ne sont pas définies, devraient être définies et si on souhaitait que cela se fasse dans la légalité la plus formelle, et le secrétariat l'a signalé dans son analyse, il faudrait vraisemblablement procéder à un amendement des lois constitutionnelles qui concernent le Québec et voir à ce que ces amendements puissent être adoptés en regard de la formule de modification constitutionnelle, et celle qui serait applicable selon les constitutionnalistes que sont le professeur Woehrling, Henri Brun et Guy Tremblay ainsi que le professeur Hogg serait le processus où sept provinces composant 50 % de

la population doivent donner leur assentiment à cette modification.

Et je vous signalerais qu'un droit à la sécession, en vertu du droit constitutionnel, n'est pas étranger à la pratique, à une pratique tout à fait intéressante pour le cas du Québec, la pratique d'une sécession pacifique faite de façon constitutionnelle de Singapour avec la Malaisie, qui est un exemple fort intéressant puisqu'il s'agissait d'une fédération, il s'agissait... Singapour était un des États fédérés, il a fait sécession en 1965 et tout cela s'est fait en conformité avec la constitution de la Malaisie et il y a même un traité qui a été adopté et qui prévoyait dans son annexe les modifications constitutionnelles qui devaient être apportées pour donner effet à la nouvelle indépendance de Singapour. Pour ceux qui aiment faire des comparaisons, pensez que la sécession peut ne pas nuire aux intérêts économiques d'un État qui fait sécession. Singapour est une puissance assez intéressante, aujourd'hui, dans l'Asie du Sud-Est, et tout cela s'est fait de façon très pacifique et très constitutionnelle. C'est un exemple à suivre. J'ai remis au secrétariat, tout à l'heure, la copie du traité qui a été conclu entre ces deux États pour donner suite à la demande d'accession à la souveraineté de Singapour.

Première question, c'était cette question sur le droit à l'autodétermination. Deuxième question, on me demandait de commenter certaines préoccupations du secrétariat sur le référendum. La première question portait sur le référendum: Est-ce qu'un référendum est une condition d'exercice du droit à l'autodétermination en droit international? Si oui, ajoutait-on, quelles sont les règles applicables à sa tenue? Ma réponse, elle est claire, c'est non. Il y a sans doute une obligation de consulter le peuple, peut-être est-ce une condition, même, qui s'ajoute à la qualité de peuple pour exercer son droit à l'autodétermination, mais le droit international ne choisit pas pour les États le moyen par lequel ceux-ci vont vouloir exercer leur droit à l'autodétermination. Il ne précise pas les modes par lesquels un peuple choisit son statut politique, par conséquent, et la pratique contemporaine d'accession à la souveraineté révèle une diversité de modes de consultation allant du vote, tout simplement, d'un Parlement, d'une assemblée représentative, de la consultation électorale comme au Bangladesh en 1970-1971, ou de la consultation référendaire.

Ceci étant dit, l'utilisation du référendum a vraiment été privilégiée. Dans l'histoire de la décolonisation qui a été ponctuée par de nombreuses consultations, ces consultations se sont généralement faites par référendums. Dans les processus plus contemporains d'accession à la souveraineté en Union soviétique, en Yougoslavie, c'est aussi la consultation référendaire qui est privilégiée. Et sans doute que cette préférence s'explique par le fait que des élections mettent en jeu, vous le savez mieux que moi, toutes

sortes de questions relatives au développement économique, social et culturel d'un peuple, elles mettent en présence des partis politiques dont les options peuvent ne pas toujours être clairement définies concernant le statut politique et elles mettent aussi en présence des personnalités politiques, des candidats dont l'élection peut être dictée par des considérations qui sont tout à fait étrangères à leur appartenance à un parti ou à leur préférence quant au statut politique d'un peuple.  
(20 h 45)

Donc, le référendum est sans doute la voie la plus souhaitable pour qu'un peuple puisse s'exprimer le plus clairement possible sur son statut politique futur. Y a-t-il des règles applicables à la tenue des référendums, prévues par le droit international? La réponse, encore là, c'est non. Il n'y a pas de traité, ou de déclaration qui indique comment un référendum doit être fait, à quelles normes il doit répondre. On pourrait peut-être, par analogie, citer quelques normes applicables aux élections. La Déclaration universelle des droits de l'homme, le pacte sur les droits civils, des conventions régionales, parlent, ou ont énoncé un certain nombre de principes généraux qui veulent que, par exemple, des élections soient honnêtes – et un référendum devrait l'être aussi, j'imagine – qu'elles doivent avoir lieu au suffrage universel et au vote secret, suivant une procédure assurant la liberté de vote. Alors, à mon avis, si on veut appliquer, par analogie, ces critères on a peut-être là quelques règles générales, ou des principes généraux applicables à la tenue des référendums. Et, me semble-t-il, la Loi sur la consultation populaire, qui serait éventuellement utilisée pour faire un référendum sur la souveraineté, est tout à fait respectueuse de ces principes généraux.

Deuxième question sur les référendums, quels sont les effets et la portée d'un référendum sur la souveraineté en droit constitutionnel canadien? Question qui est examinée, clarifiée, je pense, dans le document du secrétariat. Je pense qu'on peut tout simplement rappeler qu'un référendum, en droit constitutionnel canadien, dans un système parlementaire de type britannique, est un référendum de type consultatif. Il ne suffirait pas qu'on tienne un référendum pour qu'on accède à la souveraineté. Il faudrait un acte juridique supplémentaire du Parlement pour donner effet à la volonté du peuple.

Il y a quelque chose, par exemple, qui mériterait d'être discuté ici, qui a été discuté par certains collègues devant la commission Bélanger-Campeau. C'est l'idée qu'un référendum puisse avoir une valeur constitutionnelle. Il y a un de mes collègues de l'Université Laval, Ghislain Otis, qui était devant la commission l'automne dernier, et sa thèse a été reprise par le professeur Woehrling dans son analyse, dans les documents de travail de la commission. Elle laissait entendre qu'un référendum pancanadien

pourrait être organisé pour modifier la formule d'amendement constitutionnel, et éventuellement permettre un déblocage en matière d'amendement constitutionnel. Thèse intéressante qui avait été un petit peu mal reçue par la commission, si j'ai un bon souvenir, mais à laquelle on a donné de la crédibilité à cause de l'analyse qu'en a faite le professeur Woehrling. Une analyse qui veut que la Cour suprême pourrait peut-être s'intéresser à cette façon d'amender la Constitution canadienne, et elle pourrait donner au référendum une valeur quasi, ou même supraconstitutionnelle et donner préséance à la souveraineté du peuple lorsqu'il s'agirait d'amender la constitution, et en particulier le processus d'amendement constitutionnel.

Je dis cela pour suggérer que cette thèse, si elle est valable, serait également valable si le référendum québécois permettait, ou suggérerait que le Québec voulait affirmer sa souveraineté, ou choisir la souveraineté, parce que ce référendum pourrait être considéré comme amendant la Constitution canadienne, ayant une valeur supraconstitutionnelle parce qu'il exprimerait la souveraineté du peuple. C'est une thèse qui, je pense, mérite d'être approfondie. Mais, ce qu'il faut retenir de cette thèse, c'est que sans doute les tribunaux pourraient-ils être sympathiques à l'idée que la souveraineté du peuple doit primer, et, que le peuple peut amender une constitution. Et au niveau pan-canadien ça serait le peuple canadien, mais au niveau québécois, ça serait le peuple québécois, bien entendu. Alors, c'est quelque chose peut-être qui mériterait d'être analysé de façon un petit peu plus approfondie par votre secrétariat.

La troisième question qui m'a été posée sur le référendum, celle qui me demande si la décision du peuple québécois adoptée pour la souveraineté donne le droit de faire sécession, c'est une question à laquelle j'ai déjà répondu, je crois, dans les questions précédentes. Je terminerai cette partie sur le droit à l'autodétermination et le référendum en vous disant ceci et en reprenant un peu ce qui a été dit dans les milieux juridiques et politiques. Les juristes, y compris les internationalistes, doivent être bien modestes quand on parle d'autodétermination et de souveraineté.

On aura beau faire tous les arguments d'ordre juridique, on aura beau prétendre, affirmer qu'il existe un droit à l'autodétermination, on aura beau prétendre qu'il existe un droit de sécession, on aura beau prétendre le contraire – on peut faire des thèses en sens contraire – je pense que ce n'est pas dans le droit que réside la réponse à une demande d'accession à la souveraineté librement exprimée. C'est plutôt dans la légitimité que dans la légalité que se trouve la réponse. Si la légitimité transparaît d'un processus électoral ou référendaire et qu'elle favorise l'accession à la souveraineté, les objections juridiques ne sauront, à mon avis,

empêcher un peuple d'accéder à la souveraineté, ne l'empêcheront encore moins si on vit dans un État démocratique parce qu'on constate, effectivement, que l'indépendance des États baltes a été durement arrachée, mais sans doute s'agissait-il d'indépendance gagnée à l'encontre d'un État qui n'était pas tout à fait démocratique. Je pense que cela s'applique aussi pour la Yougoslavie d'aujourd'hui où la légitimité de la revendication d'autodétermination et d'indépendance est contrée par d'autres peuples ou d'autres gouvernements qui n'ont pas cette qualité démocratique. Alors, voilà.

Peter Blaikie, un de mes collègues, réputé juriste, disait, récemment, dans une entrevue au journal **The Canadian Lawyer** quelque chose qui résume très bien la question du droit à la sécession du Québec. Il disait: La sécession, ce n'est pas une question juridique, c'est une question politique et si la légitimité favorise la sécession, la sécession se fera dans un État démocratique.

Troisième série de questions sur la période de transition, questions un peu plus difficiles, un peu plus intéressantes, je vous dirais, parce que ça permet d'examiner plus attentivement l'actualité. Il y a des questions qui sont peut-être moins théoriques et qui sont plus inédites.

Première question qu'on me pose: Quelles sont les principales étapes du processus d'accession à la souveraineté qui sont prévues par le droit international? Le droit international ne décrit ici, ni ne prévoit d'étapes particulières pour les fins d'accession à la souveraineté si ce n'est qu'il semble prévoir l'obligation de consulter le peuple.

Mais regardons les principaux scénarios, comme on me demandait de le faire, d'accession à la souveraineté qui découlent de la pratique récente des États. Pour cela, j'ai lu **Le Monde**, j'ai regardé les médias les plus contemporains pour préparer ce tableau qui vous a été distribué et que j'aimerais vous projeter pour les fins d'un commentaire. Il porte donc sur les processus contemporains d'accession à la souveraineté. C'est un tableau et des données qui contiennent des informations intéressantes sur la façon dont on a procédé dans plusieurs États qui ont accédé à la souveraineté. J'ai omis, mais non pour pécher, les cas où il n'y a pas eu de sécession, où il n'y a pas eu d'accession à la souveraineté à la suite de revendications et même de tentatives de sécession. Il y en a eu. Il ne faut pas non plus cacher le fait qu'il y a eu, au Biafra, des tentatives de sécession qui n'ont pas réussi, qui ont réussi temporairement, mais qui ont été matées. Il y a l'Érythrée qui a essayé de faire sécession longtemps, mais qui a peut-être le faire maintenant dans les deux prochaines années parce qu'un référendum est prévu en Érythrée dans deux ans. Il y a d'autres cas sur lesquels on pourrait s'étendre, mais pour les fins de l'examen des scénarios qui pourraient intéresser

le Québec, je vous en présente une dizaine – je pense que c'est 11 en vérité – et même des scénarios qui sont en cours parce que, par exemple, en Slovaquie, donc un des États fédérés de la Tchécoslovaquie, il y a un référendum prévu en décembre prochain.

Mais commençons par le haut. Je vous ai parlé de Singapour tout à l'heure. Singapour c'est vraiment une sécession très spéciale dans la mesure où il n'y a pas eu d'élections ou de référendum qui ont porté sur l'accession à la souveraineté. À un certain moment, on a constaté la volonté de Singapour de quitter la fédération malaise, puis la fédération malaise a constaté qu'il valait mieux – elle avait un président fort préoccupé par la libre détermination du statut politique par les peuples – laisser partir Singapour. La souveraineté a été acquise, c'est assez intéressant, non pas par une déclaration de souveraineté mais par un traité qui a été conclu entre les deux États et dans lequel la Malaisie reconnaissait d'ailleurs l'état de Singapour et dans lequel elle prévoyait un certain nombre de dispositions pour faciliter même l'accession à la souveraineté du Singapour.

Il y avait toute une annexe qui portait sur des questions comme le transfert des fonctionnaires, le sort réservé aux parlementaires du Singapour dans l'Assemblée fédérale, les accords de défense et un certain nombre d'autres questions qui doivent préoccuper votre commission. C'est pour ça qu'elle pourrait être intéressante pour vos travaux. L'accession à la souveraineté avait été faite le 9 août 1965 et je vous ai indiqué les dates d'admission à l'ONU pour vous faire constater que c'est quelque chose qui peut se faire assez rapidement comme dans le cas du Singapour, le 21 septembre 1965.

Deuxième cas, le Bangladesh. Le Bangladesh, une sécession qui résultait essentiellement d'une élection qui avait été tenue entre le 7 décembre 1970 et le 17 janvier 1971 et à l'occasion de laquelle on avait élu 167 députés sur 170 d'un parti autonomiste, le parti Awami, qui prônait une autonomie très grande du Bangladesh, dont je vous rappelle qu'il était un État qui était séparé du Pakistan par l'Inde et qui voulait et souhaitait obtenir plus d'autonomie. Et le Bangladesh, parce qu'on lui a refusé cette autonomie puis on lui a fait une guerre, a déclaré sa souveraineté le 10 avril 1971. Il y a une déclaration que j'ai remise à votre secrétariat. Cette déclaration-là n'a pas été effective immédiatement parce qu'il y a eu une guerre très meurtrière. Mais finalement en décembre 1971, le Bangladesh est devenu un État effectif souverain et il a été admis à l'ONU un petit peu plus tard parce qu'il y avait des questions à négocier avec le Pakistan sur la succession d'État, quelques autres questions un peu plus difficiles.

Deux cas de sécession donc plus anciens, des années soixante, soixante-dix et dans les années quatre-vingt il n'y a pas eu vraiment de

sécession efficace. Mais on voit que dans les années quatre-vingt-dix un processus de libération des peuples, surtout en Europe de l'Est, démarre et vous avez ici la pratique des États baltes qui mérite d'être examinée parce qu'on a procédé parfois un peu différemment. Dans le cas de la Lituanie, par exemple, il y a eu d'abord une déclaration de souveraineté, ensuite un référendum, 11 mars 1990 pour la déclaration, 9 février 1991 pour le référendum, et la souveraineté devenait effective en septembre 1991. On ne sait pas trop quelle date. Au moment où vraiment il a commencé à y avoir des reconnaissances c'est lorsque l'Union Soviétique a permis en définitive que les Baltes deviennent des États. Et la Lituanie, comme l'Estonie et la Lettonie sont devenues membres des Nations Unies dès le 23 septembre, le premier jour de l'assemblée générale de cette année. La Lettonie et l'Estonie, 4 mars 1991, même jour pour le référendum et les 20 et 21 août la déclaration d'indépendance, c'est plus contemporain.

(21 heures)

Donc un processus qui montre que le référendum précède la déclaration de souveraineté. En Slovénie et en Croatie les référendums ont eu lieu également avant la déclaration de souveraineté. Décembre 1990 pour la Slovénie, 25 juin sa déclaration de souveraineté. La Croatie, c'était un peu plus tard; le référendum, 19 mai 1991 et la date de la déclaration de souveraineté, le 21 juin 1991. Mais, si vous avez suivi l'actualité, le 7 juillet 1991, la CEE avait demandé aux deux États baltes un moratoire de trois mois pour la mise en oeuvre de la déclaration de souveraineté. C'est pour cela qu'hier, ou avant-hier, les deux États ont proclamé, déclaré à nouveau leur accession à la souveraineté, ou ont confirmé, à tout le moins, que leur déclaration entrait en vigueur le 7 octobre. Ils ne sont pas encore membres des Nations Unies. Ça va être plus tard; probablement seulement en septembre, s'ils deviennent des États effectifs.

L'Ukraine est un cas que vous devriez suivre avec intérêt parce qu'il va y avoir un référendum le 1er décembre 1991. Il est subséquent à la déclaration de souveraineté, dans ce cas-ci, comme pour la Lituanie. C'est un référendum et une déclaration qui vous intéressent à cause, notamment, des réactions du premier ministre du Canada, de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ainsi que du gouvernement canadien qui semblent accepter l'idée que l'Ukraine puisse devenir indépendante et accepter, éventuellement, de reconnaître l'État ukrainien. J'ai ajouté certaines autres républiques soviétiques. J'aurais pu, presque toutes les ajouter. Je pense qu'elles ont toutes déclaré leur indépendance. J'ajoute enfin la Slovaquie, décembre 1991 pour un référendum; c'est un processus qui se fait, je crois, par référendum bien qu'il ait été question que ce soit plutôt une élection.

Je vous signale, juste pour la curiosité,

mais ceux qui s'intéressent aux relations internationales et au droit international le savent, l'Ukraine et la Biélorussie sont membres des Nations Unies depuis longtemps, depuis le 24 octobre 1945, sans avoir été des États souverains. Ça s'explique par des raisons historiques, par le fait qu'on n'aimait pas qu'il y ait tant d'États du Commonwealth aux Nations Unies et si peu d'États d'obédience communiste.

Voilà un tableau qui reflète quoi, en fait? Qui reflète que les États ont des attitudes différentes quant à la succession des événements, quant au scénario des événements. Il y a parfois une déclaration de souveraineté qui précède le référendum et vice versa. Il y a aussi, pour l'accession à la souveraineté, parfois une accession qui est reportée, repoussée de quelques mois, ou qui est immédiate. Parfois, la déclaration de souveraineté et l'accession à la souveraineté coïncident dans le temps. Parfois, comme en Slovénie et en Croatie qui sont peut-être les meilleurs exemples à suivre dans le cas du Québec – peut-être plus la Slovénie que la Croatie – il y a une idée que l'on devrait se donner un certain temps pour faire des négociations, pour modifier des lois, adopter des nouvelles lois, avant que la déclaration de souveraineté prenne effet. Voilà, si je peux compléter ce tableau-là dans les prochains mois et y ajouter des précisions je le ferai volontiers et je l'enverrai au secrétariat de la commission.

On me pose encore trois questions, et la question qui suit est une question relative au statut juridique du Québec durant la période d'un an, entre le référendum et la prise d'effet de la souveraineté, qui est prévue à la loi 550. On me demande cela en droit constitutionnel et en droit international. Cette question se réfère à l'article 3 de la loi qui institue votre commission, qui stipule que la souveraineté ne prendra effet qu'un an, jour pour jour, après le référendum. Cela laisse entendre, de toute évidence, que le Québec continuerait pendant cette période, soit de détenir encore le statut d'une province canadienne et d'être régi par les lois constitutionnelles canadiennes et autres lois fédérales, en totalité ou en partie. L'article n'est pas clair. L'article aurait pu être plus clair si on avait fait intervenir une déclaration de souveraineté quelque part. La réponse à la question, donc, serait de dire: Eh bien, ça va dépendre de l'acte que poserait l'Assemblée nationale après le référendum. Ça peut être une déclaration de souveraineté et si c'est une déclaration de souveraineté, son contenu va être déterminant pour savoir quel est le statut juridique exact du Québec pendant la période d'un an qui sépare la tenue du référendum et l'accession à la souveraineté, la période d'une année.

Alors là, je pense qu'il y a une certaine marge de manoeuvre qui est offerte au Parlement et une marge de manoeuvre que vous devriez peut-être définir à son intention dans vos

recommandations. À mon avis, il serait souhaitable – là je vous fais mes propres recommandations – que la déclaration de souveraineté affirme la souveraineté du Québec si le résultat du référendum est bien entendu positif, favorise la souveraineté de façon notamment à ce qu'on puisse négocier le transfert de souveraineté sur la base de règles de droit international, parce qu'il n'existe pas de règle en droit constitutionnel canadien sur la succession d'État aux dettes, à l'actif. Il n'existe pas de règle relative à la nationalité et au droit d'option en droit constitutionnel canadien. Une déclaration comme celle-là pourrait à tout le moins dire et affirmer que le Québec se considère un État souverain pour les fins de la négociation, avec le Canada, d'un accord de souveraineté. Je pense que ça favoriserait les négociations, leur déroulement, mais il n'est pas nécessaire que la souveraineté soit affirmée en totalité puisque, à mon avis, on pourrait suggérer que le Québec puisse adopter des lois progressivement, notamment sur la nationalité, pour consolider son statut d'État souverain. Il pourrait s'assurer que les lois fédérales qui nécessitent un examen approfondi pour les fins de leur application au Québec soient maintenues en vigueur jusqu'à la fin de la période d'un an. Cette déclaration de souveraineté devrait à mon avis être rédigée de façon très soignée, très méticuleuse de façon à ce que des négociations et les rapports avec le Canada se fassent de façon plus harmonieuse que moins.

Il y a des développements dont le secrétaire est saisi sur les questions de la nature juridique des accords qui pourraient être conclus dans cette période et je pourrai parler de cela pendant la période des questions.

Dernière question, M. le Président, je constate que vous souhaitez...

**Le Président (M. Bélanger):** Faire ça de façon succincte.

**M. Turp:** ...que je termine rapidement. On me demande quelles seraient les mesures qui devraient être prises par le gouvernement québécois pendant la période de transition pour faciliter l'accession à la souveraineté. Une constitution du Québec devrait-elle être élaborée? Si oui, comment? Ce que je pense devoir être fait ou pris comme mesure, c'est un nombre important de mesures. Des mesures qui concernent d'abord les personnes, les citoyens parce qu'il faut qu'il y ait une certaine sécurité juridique dans le processus de l'attribution de la nouvelle nationalité québécoise. Il faut qu'il y ait une possibilité donnée à certaines personnes d'opter pour la nationalité ou la citoyenneté canadienne. Par conséquent, des mesures devraient être prises sur cette question et les réfugiés, les étrangers qui sont sur ce territoire devraient aussi être informés du statut qu'ils auront dans le Québec, dans un Québec souverain

au moment de l'accession à la souveraineté. Les groupes, les minorités, la minorité d'expression anglaise, les nations autochtones devraient aussi être informés et devraient être consultés dans le processus par lequel le Québec voudrait négocier avec le Canada des traités, notamment, sur la nationalité mais aussi sur la reconnaissance de droits culturels, de droits linguistiques impliquant la réciprocité, par exemple. Cela vaudrait aussi pour les nations autochtones qui devraient être associées à un processus de définition des rapports qu'ils auront avec le Canada et les États-Unis. Les autochtones ont le droit parfois de circuler sur les territoires du Canada et de ce que serait le Québec souverain sans demander de permission à personne. Il y a des questions qui devraient être examinées, des mesures prises pendant cette période.

Je pense que la chose la plus importante c'est la négociation avec le Canada pendant cette période et je dirais, là, que le processus que vous continuez avec la commission Bélanger-Campeau, ces commissions, est un processus qui prépare cette négociation avec les études qui y sont faites. Il faudrait qu'il y ait une bonne équipe de négociateurs parce que les négociations seront complexes, seront juridiques, économiques, techniques et le Parlement du Québec, à mon avis, devrait suivre ces négociations, devrait surveiller ces négociations parce qu'elles vont porter sur des matières qui vont, de toute évidence, intéresser ce Parlement qui devra adopter un certain nombre de lois.

J'ajoute un certain nombre de mesures qui devraient être prises à l'égard des États-Unis. Je pense que les États-Unis doivent être informés très rapidement des intentions du Québec, notamment en matière économique, sur la zone de libre-échange actuelle et la zone de libre-échange nord-américain. Une demande de reconnaissance aux États-Unis devrait être faite pendant la période de transition, au moment opportun, lorsque les négociations avec le Canada pourraient permettre une telle reconnaissance.

Le Québec devrait peut-être aussi chercher à informer en priorité d'autres États. La France, les États de la francophonie. D'autres États: le Royaume-Uni, l'URSS, la Chine, qui ont des droits de veto au conseil de sécurité et qui peuvent empêcher le Québec de devenir membre des Nations Unies s'ils le souhaitent, devraient aussi être informés, visités par des experts et ainsi de suite. Des organisations internationales devraient être aussi informées de l'intention du Québec de devenir leur membre et qu'il sollicitera son adhésion.

Pour ce qui est de la constitution – et je vais terminer là-dessus, M. le Président – à mon avis, le processus d'accession à la souveraineté va être un processus qui va impliquer des négociations très lourdes, qui va mettre en branle tout l'appareil d'État et qui va drainer, je pense, l'ensemble des énergies des fonctionnaires et des

autres personnes. À mon avis, le processus d'élaboration de la constitution devrait commencer, mais ne pas se terminer pendant cette période d'un an. L'Assemblée nationale devrait mettre sur pied une autre commission qui serait chargée essentiellement de deux choses: élaborer une constitution provisoire et se pencher sur la composition et le mandat d'une assemblée constituante qui, elle, aurait comme mandat, après l'accession à la souveraineté, de rédiger la constitution plus permanente du Québec. Voilà, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse de vous bousculer, le temps se fait rare. J'ai le député de Verdun, le député de Lac-Saint-Jean, le député d'Acadie, le député de Jacques-Cartier et le député de Saint-Louis.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. D'abord, je voudrais vous remercier, monsieur...

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez, Mme la députée de Taillon...

**Une voix:** Et de Hull.

**Le Président (M. Bélanger):** ...Hull. Ouf!

**M. Gauthrin:** Je voudrais vous remercier pour la clarté de votre exposé...

**Le Président (M. Bélanger):** Bellechasse...

**M. Gauthrin:** ...le brio. J'aurais trois questions à vous poser. Une question qui touche le concept de peuple, une question qui va toucher la clause de sauvegarde et une question qui va toucher la question des fédérations.

Dans votre argumentation, vous avez développé le principe des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Vous avez glissé rapidement sur la définition du peuple québécois. La question que je vous pose sur le concept de peuple, est-ce qu'un individu peut appartenir à plusieurs peuples? Première question, donc, avoir plusieurs droits d'autodétermination.  
(21 h 15)

Deuxième question. À l'intérieur du Québec, comment traitez-vous la question du peuple autochtone? Est-ce que les autochtones constituent un peuple pour vous? Ont-ils un droit d'autodétermination au sens du droit international et de la charte des Nations Unies? Comment vous voyez ça? C'est ma première question. Est-ce que je pose toutes mes questions tout de suite, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Allez-y. On va...

**M. Gauthrin:** Alors, ça, c'est la première question. Peut-être qu'on va laisser répondre monsieur sur...

**Le Président (M. Bélanger):** D'accord.

**M. Turp:** Sur les deux premières questions?

**M. Gauthrin:** Ça, c'est ma première question. C'est-à-dire on s'entend autour du concept de peuple.

**M. Turp:** O.K. Il n'y a pas de définition conventionnelle du peuple comme j'ai dit tout à l'heure.

**M. Gauthrin:** Vous disiez même, d'ailleurs, que c'est une anomalie à la charte des Nations Unies qu'on n'ait pas défini le concept de peuple.

**M. Turp:** Oui, c'est une anomalie sur laquelle se sont entendus les États membres qu'ils ne pouvaient probablement pas s'entendre sur une définition. C'est pour ça qu'on a privilégié, dans la pratique, l'idée de l'autoqualification. Le peuple est un peuple s'il dit qu'il est un peuple. Mais il y a des... En doctrine, on a parlé des critères objectifs et subjectifs. Un peuple serait un peuple s'il a quelques caractéristiques communes comme la même langue, la même culture, les mêmes traditions culturelles, religieuses et le reste; conception objective, mais une conception qui était retenue surtout pour définir la nation plutôt que le peuple. La notion de peuple est peut-être plus définie dans la doctrine par la subjectivité. Être un peuple, c'est avoir, c'est vrai, des caractéristiques communes, mais c'est aussi vouloir vivre ensemble, avoir une volonté de vivre en commun. Et ça, ça peut n'avoir rien à voir avec le fait de parler la même langue ou d'avoir la même religion. Dans ce sens, si on voulait donner ou penser qu'il y a une définition, c'est certainement la définition plus subjective, la conception subjective qui l'emporte aujourd'hui. Dans ce sens, pour répondre à votre première question, un individu peut effectivement appartenir à plus d'un peuple, se considérer subjectivement comme appartenant à plus d'un peuple. Son droit à l'autodétermination est exercé quand un de ces peuples, un des peuples auquel il s'identifie s'engage dans un processus d'autodétermination et, donc, prévoit notamment la tenue de référendums pour déterminer le statut politique de ce peuple.

Sur les autochtones, question intéressante je pense, qui ne doit pas être escamotée par votre question. Les nations autochtones, c'est comme ça qu'on les appelle au Québec, dans la résolution de l'Assemblée nationale de 1985, on parle des nations autochtones. Au fédéral ou sur le plan constitutionnel, on parle des peuples autochtones. Dans la loi constitutionnelle de 1982, on parle des peuples autochtones. Il faut leur demander à eux comment ils veulent être identifiés. C'est leur affaire à eux, c'est leur droit à l'autodétermination à eux qui est en



cause ici.

**M. Gauthrin:** ...autodétermination.

**M. Turp:** Et à mon avis, le fait qu'ils constituent des peuples qui se sont autoqualifiés comme peuples – et M. Mercredi, M. Sioui et les autochtones eux-mêmes s'affirment comme peuples, se qualifient comme peuples – leur donnerait un droit à l'autodétermination au même titre que le Québec.

**M. Gauthrin:** Ils ont droit à la sécession.

**M. Turp:** Et le droit à la sécession, le Québec ne peut pas prétendre... J'entendais M. Sirros hier laisser suggérer que les peuples autochtones n'avaient pas, eux, le droit à la sécession. Les mêmes règles sont applicables aux peuples autochtones qu'au peuple québécois. Le problème, s'il en est un, c'est le droit à la sécession, ça se traduit par la création d'un État souverain et indépendant, d'accord? Bien sûr, pour être un État souverain indépendant, il faut avoir un gouvernement effectif sur un territoire, le contrôler effectivement. Peut-être que le peuple québécois est mieux équipé pour assurer l'effectivité d'un futur État souverain sur le territoire québécois, sur l'ensemble de celui-ci ou sur la majeure partie de celui-ci. Mais il y a ici – on en avait parlé l'année dernière à la commission Bélanger-Campeau – des peuples qui coexistent sur un territoire, qui peuvent réclamer et revendiquer le droit à l'autodétermination et, logiquement, son expression sécessionniste... Mais il s'agit, d'abord et avant tout, que les peuples veuillent faire sécession. Est-ce que les nations autochtones veulent faire sécession? Est-ce que le peuple québécois veut faire sécession? Bien, on a des référendums qui permettront au peuple québécois, peut-être, de le dire. Les nations autochtones ont parlé de tenir des référendums sur cette question et si ça arrive, ces peuples-là vont devoir parler ensemble parce qu'ils ont tous les deux, ou tous, un droit à l'autodétermination. Je pense qu'il ne faut pas éviter cette question-là. Il faut franchement en parler parce qu'au plan de la légitimité, les peuples autochtones, les nations autochtones sur son territoire, ils ont une bonne longueur d'avance sur les francophones du Québec, les anglophones du Québec, tous les Européens et autres nationalités sur ce territoire.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce que je pourrais vous suggérer des réponses plus courtes parce qu'on va manquer de temps, compte tenu de la liste des gens qui ont des questions?

**M. Gauthrin:** Je vais être rapide, je vais essayer de les compacter en une seule question. Il y a des avis juridiques des gens qui ont témoigné devant la commission Bélanger-Campeau,

et je pense particulièrement à un avis que vous devez connaître, celui de Me Burdeau qui prétend que pour avoir un pouvoir de sécession, pour pouvoir faire sécession, il faut le consentement de l'État démembré. C'est l'État qui est démembré qui doit donner son consentement, et elle s'est basée sur l'interprétation sur laquelle vous n'avez pas tellement insisté, et qui était celle de la clause de sauvegarde dans la déclaration des peuples d'amitié.

Donc, se basant là-dessus, elle prétendait qu'il fallait le consentement de l'État démembré pour pouvoir faire sécession. Alors, je voudrais avoir votre avis là-dessus. Je vais faire le lien, parce que je ne veux pas poser de question, avec l'un de vos arguments. Je reviens sur un texte que vous avez écrit en 1982, dans lequel, grosso modo – je ne veux pas vous citer, c'est un peu long – vous disiez que tous les États fédéraux, de votre expérience, à l'exception de ceux que vous avez donnés comme exemple, c'est-à-dire à l'exception de Singapour, je suis d'accord avec vous, mais que tous les États fédéraux ont tendance à résister fortement à toute tentative de sécession, à l'exception, évidemment, de l'Union soviétique. Vous donnez comme exemple l'Union soviétique comme étant un État fédéral, c'est virtuellement dissolu. Actuellement, elle n'existe plus. Remarquez que la sécession des États baltes n'a été possible qu'à partir du moment... Après le coup d'État, vous avez eu une dissolution complète de la structure de l'État fédéral en Union soviétique. Alors, la question que je vous pose: Est-il réellement concevable et sérieusement concevable de pouvoir aller dans un processus de sécession du Québec sans un accord de l'État qui va être démembré, sans un accord de l'État fédéral?

**M. Turp:** En vertu du droit international, je vous dirais que l'avis que donnait Mme Burdeau ne tient pas. L'idée qu'un État englobant puisse, doit consentir est tout à fait contraire à l'idée de l'autodétermination. C'est une interprétation, effectivement, que les États ont voulu faire prévaloir en faisant ajouter cette clause de sauvegarde. Mais, elle a mal prévalu parce que la clause de sauvegarde – on pourrait l'analyser de façon approfondie – elle crée des échappatoires. Il y a des possibilités de prétendre qu'il y a des droits de sécession dans certains cas précis, notamment lorsqu'on ne permet pas à un peuple de s'autodéterminer au plan interne. Jacques Brossard fait cet argument, entre autres.

Exiger le consentement de l'État englobant, c'est donner un droit de veto sur le droit à l'autodétermination et ça, c'est contraire à l'esprit du droit. Alors, là-dessus, je vous dirais que non et que la pratique révèle qu'effectivement on n'a pas consenti ou jamais consenti à ce qu'une sécession se fasse. Bien oui, c'est vrai, mais dans quelle sorte d'État? Ce n'était pas tout à fait démocratique. Dans l'État canadien, la

pratique tend à révéler que l'État canadien accepterait une sécession du Québec. Je vous énumérerai tous les précédents, tous les discours qui laissent entendre que le fédéral et les autres gouvernements ne pensent pas que le Québec ne peut faire sécession qu'à condition d'obtenir le consentement. Ça, c'est contraire à tout ce qui a été dit depuis 1980.

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse, c'est parce que ça fait déjà un bon bout de temps. On va passer, en vertu de l'alternance, au député de Lac-Saint-Jean. Par la suite, ce seront les députés de l'Acadie, Jacques-Cartier, Saint-Louis, Taillon, Hull, Bellechasse. Alors, c'est l'ordre dans lequel ça va se dérouler.

**M. Brassard:** M. le Président, j'enchaîne un peu là-dessus. Au fond, c'est important qu'on en arrive à la conclusion qu'il existe une convention constitutionnelle canadienne reconnaissant de façon assez claire le droit du peuple québécois à disposer de lui-même, son droit à l'autodétermination. Et vous en avez énuméré un certain nombre d'éléments là qui prouvent, qui démontrent cela. Le référendum de 1980 est évidemment la manifestation, je dirais, la plus éclatante. C'est même là que cette convention constitutionnelle est née d'une certaine façon, puisqu'il n'y a personne nulle part, ni au Québec ni au Canada... Aucun gouvernement n'a mis en doute, en mai 1980, le droit du peuple québécois à s'autodéterminer. On connaît le résultat. Mais, si ça avait été un résultat contraire, aucune contestation de ce droit n'aurait été exprimée.

Donc, moi, je pense que c'est important de reconnaître ou d'admettre cette convention constitutionnelle. Mais une fois qu'elle est admise, une fois qu'on reconnaît que ce droit à l'autodétermination est légitime, qu'on en reconnaît la légitimité mais pas nécessairement la légalité depuis la décision de la Cour suprême dans son avis sur le rapatriement en septembre 1981, on fait maintenant la distinction entre la légalité et la légitimité. M. Rémillard, lui-même, dans son livre sur le fédéralisme canadien le notait, quand il disait que: "Pour la première fois dans l'histoire de notre interprétation constitutionnelle, la Cour suprême établit cette distinction entre la légalité et la légitimité, allant même jusqu'à les opposer". Fin de la citation.

Mais cependant, je ne pense pas qu'on doive, même si on reconnaît cette convention constitutionnelle – et ça rejoint un peu vos propos de tout à l'heure – je ne pense pas qu'on doive exiger, sur la base de cette convention constitutionnelle, que l'accession du Québec à la souveraineté soit en quelque sorte soumise à la formule d'amendement constitutionnel, 7-50. Ça serait un peu absurde, contradictoire. Il y a comme une incompatibilité.

Si le peuple québécois a un droit à l'autodétermination et d'accéder à la souveraineté, si

ce droit-là est reconnu, légitime, même s'il fait partie d'une convention constitutionnelle, on ne peut pas aller jusqu'à exiger ou demander, ou se soumettre pour l'exercer, se soumettre à la formule d'amendement constitutionnel. En d'autres termes, c'est au peuple québécois lui-même et lui seul de s'autodéterminer et de décider s'il va dans la direction de la souveraineté ou pas. Une fois qu'il a pris cette décision, la convention constitutionnelle est utile dans le sens que, à ce moment-là, les gouvernements, les autres gouvernements du Canada y compris le gouvernement fédéral, ne pourront pas exercer des contraintes ou utiliser la force pour empêcher le peuple québécois d'accéder à la souveraineté...

**Une voix:** Votre question, s'il vous plaît.

**M. Brassard:** ...puisqu'ils auront reconnu d'avance, longtemps d'avance, et de façon claire, ce droit d'accession à la souveraineté. En d'autres termes, M. Turp, je ne pense pas que ce soit possible d'exercer le droit du Québec à l'autodétermination et puis, en même temps, de penser qu'on puisse l'exercer dans le cadre du droit interne, donc en faisant référence à la formule d'amendement. C'est un peu contradictoire.

**M. Turp:** Écoutez, si notre constitution, contrairement à d'autres constitutions et la plupart des constitutions, ne contient pas de référence au droit de retrait ou au droit de sécession... Dans le rapport Allaire, on demande un droit de retrait. Dans le rapport de la commission Bélanger-Campeau, on demande que soit reconnu, dans la future Constitution du Canada, un droit de retrait. Ça n'est pas là.

Donc, il n'y a aucune règle qui régit le droit de retrait, qui détermine quelles sont les majorités, quelles sont les conditions d'exercice du droit de retrait. Il y a déjà eu en Union Soviétique, en Birmanie, en Yougoslavie... Il y en a des dispositions dans les constitutions où il y en a eu à l'époque. Il n'y en a pas et ça veut dire que, et les juristes l'ont noté, bien, il faut trouver une façon de... Si un État veut faire sécession, il faut trouver une façon de faire ça constitutionnellement et, là, on fait appel aux procédures d'amendement de la constitution. Et quand on exclut toutes les hypothèses qui peuvent être exclues, bien, il en reste une: l'article, 38. Puis c'est comme ça que ça se ferait au plan constitutionnel. Il faudrait amender. J'ai regardé les lois constitutionnelles de 1967. Si on fait comme à Singapour, bien, on enlève toutes les références au Québec dans la constitution. Tous les articles où on met le mot "Québec", là, ils partent, ils sont abrogés. Et, quand on va voir la constitution de Singapour... (21 h 30)

**M. Brassard:** Là, M. Turp, c'est purement théorique.

**M. Turp:** Mais c'est théorique parce que ça va à l'encontre de l'idée de l'autodétermination.

**Une voix:** Oui.

**M. Turp:** Je vous dirai qu'il faudrait peut-être que vous réfléchissiez sur l'impact de la déclaration qu'a faite M. Bourassa le 23 juin. Négocier à deux, dorénavant, c'est un quasi-amendement constitutionnel parce que ça veut dire, éventuellement, de négocier aussi à deux la sécession du Québec. Et ça, ça exclut l'idée de l'application de la formule d'amendement au processus de sécession du Québec.

**M. Brassard:** J'aurais une deuxième question, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Très rapidement, parce qu'on a beaucoup de monde.

**M. Brassard:** Oui, mais le député de Verdun en a eu trois.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Brassard:** Il en a eu trois.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Brassard:** Il a eu des préliminaires aussi.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Votre question brève, s'il vous plaît! Votre question brève, s'il vous plaît!

**M. Brassard:** Du calme.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**Une voix:** Très calme.

**M. Brassard:** M. Turp... Pardon? Non, non, je ne l'ai pas perdu, au contraire. C'est relatif surtout aux conditions d'exercice du droit à l'autodétermination. Ce n'est pas clair dans les chartes ni dans les pactes. On dit: C'est un peuple, un peuple qui décide de son avenir et, à ce moment-là, tout peuple peut invoquer ce droit à l'autodétermination. Vous disiez, tantôt: Les peuples autochtones, peut-être, le peuple acadien aussi, peut-être. Mais, à ce moment-là, est-ce qu'il n'est pas exact, en droit international, qu'il y ait un certain nombre de conditions qui doivent être remplies pour que l'une des options faisant suite à l'exercice du droit à l'autodétermination soit un État souverain, l'accession à la souveraineté? Pour que ce soit l'accession à la souveraineté, il faut qu'il y ait un certain nombre de conditions. Vous l'évoquiez tantôt, mais j'aimerais que vous y reveniez. Il faut que ce soit un peuple, bien sûr, mais que ce peuple ait un minimum d'organisation politique, que ce

peuple habite un territoire délimité et qu'il est donc, à tout le moins, un État sinon complet – certainement pas complet, puisqu'il veut accéder à la souveraineté – mais embryonnaire. Ces conditions-là ne sont pas nécessairement toutes remplies par tous les peuples. Donc, l'accession à la souveraineté – vous me le direz si je me trompe – comme option de l'exercice du droit à l'autodétermination n'est pas accessible à tous les peuples. Est-ce que c'est vrai?

**M. Turp:** C'est ça, mais ça ne veut pas dire qu'un peuple ne peut pas vouloir accéder à la souveraineté et se donner le statut d'État souverain. Il le peut et il peut l'exprimer ainsi. Mais au moment de vouloir être un État, il ne pourrait pas l'être parce qu'il ne remplit pas les conditions pour être un État. Là, les conditions, c'est d'avoir une population, un territoire, un gouvernement qui contrôle effectivement tout le reste du territoire et qui exerce la souveraineté dans ses rapports avec les autres. Effectivement, il y a peut-être des peuples qui ont des options plus limitées dans l'exercice de leur droit à l'autodétermination.

**M. Brassard:** Est-ce que ce serait le cas du peuple acadien, par exemple?

**M. Turp:** Le peuple acadien, ça pose un problème de regroupement territorial, parce que les Acadiens sont dispersés sur les quatre provinces maritimes...

**M. Brassard:** Les autochtones aussi.

**M. Turp:** ...et s'agissant d'essayer d'avoir un gouvernement effectif sur des territoires, sur quatre territoires, ça pose un petit problème, en effet. Mais d'avoir une province à l'intérieur, comme le Parti acadien l'a déjà voulu, parce qu'il y a une assise territoriale bien délimitée où on pourrait exercer, effectivement, les activités gouvernementales, ça, ce serait possible.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, je vous remercie. M. le député de l'Acadie.

**Une voix:** De l'Acadie?

**M. Bordeleau:** Merci, M. le Président. Je vais revenir sur un point qui a été discuté précédemment au niveau du droit constitutionnel canadien. Vous nous dites que l'autodétermination, au niveau du droit international, est reconnue, le droit de sécession unilatérale est reconnu. Dans votre document vous faites référence au préambule de la Loi constitutionnelle de 1867 et vous faites allusion à ce moment-là à l'adhésion volontaire des quatre provinces.

**M. Turp:** Ce n'est pas moi d'ailleurs qui fais

ça, c'est le secrétariat de la commission.

**M. Bordeleau:** Mais c'est conforme à...

**M. Turp:** Je serais d'accord pour dire que c'est quelque chose... Ce n'est pas une reconnaissance du droit à l'autodétermination explicite, mais ça laissait croire que c'était une adhésion libre et volontaire.

**M. Bordeleau:** Mais le fait d'avoir adhéré volontairement à la Loi constitutionnelle de 1867, quand on se replace au niveau du droit constitutionnel canadien, est-ce que ça ne met pas sur les provinces qui ont adhéré à ce moment-là, volontairement, l'obligation de respecter certaines règles de l'entente, notamment la constitution et les règles d'amendement de la constitution? Quand vous nous dites qu'au niveau du droit international il n'y aurait pas de problème quant à l'autodétermination et quant à la sécession unilatérale, mais que ça pourrait, au plan du droit constitutionnel canadien, devenir illégal, étant donné que ça ne respecte peut-être pas les obligations auxquelles on a adhéré en signant la Loi constitutionnelle de 1867, quelle pourrait être, à ce moment-là... Est-ce que vous êtes d'accord? Vous faisiez référence, tout à l'heure, à regarder de plus près l'existence d'une convention constitutionnelle, à des possibilités d'amender la constitution pour permettre au Québec, etc... Est-ce que ça ne veut pas dire concrètement qu'au plan du droit constitutionnel canadien, les règles qui régiraient l'accession à la souveraineté sont loin d'être claires et qu'il pourrait y avoir passablement de difficultés même si les principes au niveau international sont clairs, sont plus limpides; que c'est loin d'être clair au plan canadien, quels pourraient être le contexte, les conséquences et les difficultés que le Québec pourrait rencontrer dans une démarche de sécession?

**M. Turp:** Évidemment, le droit est parfois utilisé — on en sait tous quelque chose — pour créer des obstacles, pour freiner des processus et pour rendre difficile l'exercice de certains droits. Bien entendu on pourra contester; on pourra dire notamment que le Québec ne peut plus sortir de la fédération parce qu'il y est entré volontairement. On pourra dire qu'une sécession amende la Constitution du Canada parce que ça modifie le partage des compétences et qu'il y a des processus d'amendements constitutionnels qui doivent être respectés.

Bien entendu, je pense que le long du chemin vers une souveraineté... On pourrait présenter des arguments de type constitutionnel pour faire obstacle à l'accession à la souveraineté. Si la convention constitutionnelle existe, elle est une source de droit constitutionnel aussi valable que le texte de la Loi constitutionnelle de 1867. Elle n'a pas la légalité qu'a le texte,

elle a une légitimité, elle ne pourra pas être sanctionnée par les tribunaux au même titre que la Loi constitutionnelle de 1867 et les autres lois constitutionnelles. Mais existent là deux sources, puis la source de la convention a ceci d'intéressant qu'elle repose en fait sur, je dirais... le principe démocratique. Dans un État démocratique, si un peuple veut choisir l'indépendance et la souveraineté, que c'est clairement exprimé, le principe démocratique ferait qu'on ne devrait pas l'en empêcher même si les règles de droit constitutionnel autres semblent le permettre.

Je suis d'accord avec vous, le droit constitutionnel n'est pas aussi clair qu'il devrait l'être. Dans le rapport Allaire, le Parti libéral demande de clarifier cela pour le droit de retrait; le rapport de la commission Bélanger-Campeau aussi. Si c'était clarifié, ça réglerait bien des choses, ça ne permettrait pas aux gens, à certaines personnes qui voudraient utiliser le droit pour faire des obstacles, de faire ces obstacles, de poser ces obstacles.

Le droit international est là justement pour donner à la norme fondamentale, qui est très démocratique, à l'effet du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, un fondement autre qu'un fondement qui serait précaire en vertu du droit interne. En droit international, d'ailleurs, on dit du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, que c'est une norme impérative, une norme de jus cogens, une norme à laquelle on ne devrait jamais pouvoir déroger. Et même le droit interne ne devrait pas pouvoir y déroger.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I would like to begin, professor Turp, by looking at the conception of international law you have just argued. I think it is important for the committee to remember that international law banned the use of the bomber aircraft over 80 years ago as a weapon of war and just how significant that was in shaping the twentieth century. My own feeling is that international law will play a role in the actual dispute over the sovereignty of Québec, roughly comparable to encyclicals from the Pope will play in hockey matches between the Montréal Canadiens and the Toronto Maple Leafs. If we are to look at the analogies that you have used here, I don't think it is unreasonable for you to not have included something like Biafra or Eritrea as you pointed out. But for the ones that you did include, I would like to ask about them for several reasons. Perhaps the automatic questions that a historian asks a professor of international law.

First of all, in the case of Singapore, surely, in many respects, this would be more instructive to a Montréal wishing to withdraw from a future sovereign Québec than it would be instructive to Québec itself. Malaya was part of

the British Empire, was occupied by the Japanese. Malaysia became independent, not after some considerable amount of violence, in the latter 1940's and the subsequent development was that Singapore did not want to remain in the Malaysian State, partly because of its different economy, ethnic structure, general outlook. I grant, we do not have a Lee Kuan Yew but nonetheless, surely this is the analogy that would seem sensible to most people. In the case of Bangladesh, Pakistan broke from India when Muhammed Ali Yinnals split after all, with the Congress party in India and so on, over British imperial rule and this involved things like a million deaths and about 4 000 000 people being moved around. The eventual division of East and West Pakistan came many many years later. So it is probably more instructive to explain what would happen to our Maritime provinces, if indeed Québec gets out.

Lithuania, Estonia and Latvia all existed as cultures, languages, political systems and even powerful states, even before the rise of Moscowite and tsarist Russia, never mind communist Russia. So they are not exactly in the same situation as Québec. As for the case of Slovakia, Czechoslovakia itself was a creation of the kind of self-determination idea we are arguing here, after World War I, specifically from people like Woodrow Wilson, and it wound up as a disaster. You might say that its own definition was a formula for its own destruction.

In other words, all of the instances used here do not seem to me to be very instructive to us. On the contrary. If we are going to look at instructive examples, surely the ones that are the most reasonably used in Canada and Québec are the societies that are closest to Canada and Québec, the United Kingdom, the United States and France. That is, in other words, we should be talking about Brittany, throughout the history of France. We should be talking about what happened to Ireland in terms of the United Kingdom, especially in 1921. And for that matter, we should be talking about the states south of the Mason-Dixon line. I do not necessarily agree with these analogies, because all of them, as you know, were unfortunate, and I am not arguing that we would necessarily produce colourful or catastrophic results here. But, surely, they make more sense than talking about the similarities to something like, let's say, the Slavic states that used to be under Turkish rule, or something like the Baltic.

In all of these cases, we are talking about societies that have practically no resemblance to us at all, whereas the ones that I have used involve people who speak the same languages that we do, have the same kind of culture and so on. Could you respond to this question please?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Turp:** Bien sûr, je peux répondre. D'une part, je pense que les peuples ne seront jamais aussi différents qu'on veut le prétendre. Le peuple québécois, aussi distinct soit-il à bien des égards, ressemble à bien d'autres peuples et je pense que sur cette base-là quelque exemple que ce soit est valable ou ne l'est pas, ou l'est moins, mais on est dans une communauté internationale de peuples qui devraient, je pense, faire la paix, respecter le droit international, ce qui n'est pas toujours le cas comme vous l'avez signalé.

(21 h 45)

Le choix que j'ai fait, effectivement, j'aurais pu ajouter un nombre d'autres États, et sans doute aussi les exemples que vous avez proposés, d'autres États nés de la décolonisation. Je n'ai pas choisi de façon arbitraire, j'ai choisi après 1945 parce que c'est le droit à l'autodétermination qui est en question, tel que reconnu par la charte et par les instruments subséquents qui ont été invoqués dans la plupart des instances. Pour Singapour, c'est peut-être moins évident que c'était une revendication fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, invoquée ou présentée dans la Charte des Nations Unies. Au Bangladesh, vous allez l'avoir, je vous ai photocopié la déclaration, c'est fondé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Même chose pour toutes les revendications qui sont faites jusqu'à présent et qui ont leur fondement juridique dans les instruments des Nations Unies, ce qui n'est pas le cas pour l'Irlande, peut-être le principe des nationalités, mais ça n'avait pas une juridicité similaire à celle qu'elle a maintenant, et dans le cas de la décolonisation, ce sont des peuples coloniaux qui n'ont pas la même... dont la revendication est de nature un peu différente de celle du Québec.

Après avoir dit tout cela, je choisisais seulement ces exemples pour illustrer, comme me l'a demandé le secrétariat, des processus pour illustrer comment ça s'était passé en termes de déclaration, référendum, accession à la souveraineté. Et je ne posais aucun jugement sur la qualité de la revendication, sur le fait qu'ils étaient légitimes ou pas et je n'aurais pas fait de jugement non plus si j'avais proposé d'autres exemples. C'est seulement pour illustrer les processus. Les processus contemporains en URSS, en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie sont fondés sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en cela je pensais qu'ils étaient plutôt pertinents.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, si vous permettez, à ce stade-ci, nous avons convenu au départ qu'à 21 h 45 nous passions aux motions, terminer la motion qui était restée sur la table la semaine dernière, et toute autre motion qui pourrait être déposée. Il y a encore cinq personnes qui voulaient intervenir. Alors, deux choix se posent à nous. On prolonge la période des

questions ou on arrête maintenant et on passe aux motions. Alors, c'est comme vous voulez.

**M. Maciocia:** M. le Président, on va passer à la motion.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, alors on va donc passer... On n'a pas consentement. O.K. Alors, on va passer donc à l'étude des motions. Auparavant, je voudrais remercier M. Turp de sa prestation. On sait que les délais étaient courts.

**Une voix:** On a vu ça.

**Le Président (M. Bélanger):** On ne vous avait pas demandé... S'il vous plaît! On vous remercie infiniment, d'autant plus que les délais étaient très courts, les questions étaient précises et pointues. Je pense que tous les gens sont très heureux et satisfaits de votre témoignage, ce soir. Je vous remercie infiniment...

**M. Turp:** Je vous en prie.

**Le Président (M. Bélanger):** ...M. le professeur Turp.

**M. Turp:** Merci.

**Motion relative à la politique de  
Radio-Canada au sujet de la  
question constitutionnelle**

**Motion d'amendement (suite)**

**Le Président (M. Bélanger):** Donc, il y avait en plan la motion d'amendement de M. le député de Viger sur la motion qui avait été présentée par le Parti québécois. Cette motion, telle qu'amendée, se lisait ainsi:

"Que la commission, dont le mandat est d'étudier toute question relative à l'accession éventuelle du Québec au statut d'État souverain demande à la Société Radio-Canada de continuer à traiter l'information relative à la question constitutionnelle de façon rigoureuse et impartiale et que compte tenu de l'inquiétude manifestée, les autorités compétentes apprécient dans leur juste mesure la politique et les directives de ladite Société."

Sur cette motion, est-ce qu'il y a encore des interventions?

**M. Brassard:** Sur la recevabilité, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Exactement. Dans ce sens-là, j'ai pris information auprès des membres du conseil en droit de l'Assemblée nationale et selon eux, si on se fie aux règles générales, il y a des aspects de la motion qui la rendraient difficilement acceptable. Mais, compte

tenu de la doctrine qui prévaut, entre autres, pour les motions du mercredi – on me disait de faire attention justement pour ne pas limiter ce droit au niveau des motions du mercredi – la motion deviendrait recevable sur le principe qu'une motion doit toujours être faite pour faire adhérer le maximum de personnes favorables à son adoption. Alors, c'est le principe de droit qu'on m'a donné ou de jurisprudence. Donc, dans ce sens-là, on va rendre la motion recevable.

**M. Brassard:** On passe au vote.

**Mise aux voix de cette motion**

**Le Président (M. Bélanger):** Sur cette motion, est-ce qu'il y a d'autres interventions?

**M. Maciocia:** M. le Président, je pense qu'on a dit très clairement dans mon amendement à la motion principale que, pour nous, c'est très important que la Société Radio-Canada et les journalistes en conséquence continuent à traiter l'information relative à la question constitutionnelle de façon rigoureuse et impartiale parce que nous croyons sincèrement que la population du Québec a le droit d'être renseignée d'une façon complète et rigoureuse de la part des médias d'information. C'est la raison de mon amendement, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Est-ce qu'il y a d'autres interventions? Alors, j'appelle le vote sur l'amendement. Mme Bégin (Bellechasse)?

**Mme Bégin:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Benoît (Orford)?

**M. Benoît:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Chagnon (Saint-Louis)?

**M. Chagnon:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Lafrance (Iberville)?

**M. Lafrance:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Gauthrin (Verdun)?

**M. Gauthrin:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. LeSage (Hull)?

**M. LeSage:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Maciocia (Viger)?

**M. Maciocia:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Richard (Nicolet-Yamaska)?

**M. Richard:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Thérien (Rousseau)?

**M. Thérien:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Brassard (Lac-Saint-Jean)?

**M. Brassard:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Léonard (Labelle)?

**M. Léonard:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme Marois (Taillon)?

**Mme Marois:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Cameron (Jacques-Cartier)?

**M. Cameron:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** Donc, la motion est adoptée. Ça dispose donc... La motion, telle qu'amendée, est adoptée.

**Une voix:** C'est l'amendement qui est adopté.

**Une voix:** Il en manque un.

**Le Président (M. Bélanger):** Ah, excusez, oui. Je vous avais oublié. M. Bordeleau (Acadie).

**M. Bordeleau:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** Pour. Excusez.

**Une voix:** ...répondu.

#### Adoption de la motion amendée

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Alors, l'amendement est adopté. Est-ce que la motion, telle qu'amendée, est adoptée?

**M. Brassard:** Sur division.

**Le Président (M. Bélanger):** Sur division. La motion est adoptée sur division. À ce point-ci,

est-ce qu'il y avait d'autres motions?

**M. Brassard:** Une autre motion, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean, je vous en prie.

#### Motion demandant d'entendre MM. Patrick Grady, David Laidler et William Robson

**M. Brassard:** En vertu de l'article 22 de notre loi constitutive, je fais motion pour que la commission entende M. Patrick Grady, rédacteur pour le compte du Fraser Institute d'une étude intitulée: "Les conséquences économiques d'un Québec souverain", ainsi que M. David Laidler et M. William Robson, auteurs d'une étude sur la monnaie pour le compte de l'Institut de recherche économique C.D. Howe. M. le Président, c'est en vertu de la souplesse dont vous vouliez faire preuve la semaine dernière dans l'organisation de nos travaux. Il y a là une question qui fait partie de notre plan de travail, qui est la question monétaire, la monnaie. Il y a des études qui nous arrivent et qui sont donc très actuelles. Et il nous apparaît utile d'entendre ces experts et ces personnes qui ont fait ces études.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député, un instant. Sur ces études, je pense qu'on a reçu le texte de ces études. On va s'organiser pour les faire distribuer à l'ensemble des membres de la commission. C'est sous réserve, parce que je sais qu'on a une étude sur un de ces sujets-là et elle est en anglais. Elle est arrivée ce matin. Ça fait que j'ai vu ça rapidement. Mais si...

**M. Brassard:** Ça doit être celle de C.D. Howe, peut-être?

**Le Président (M. Bélanger):** C'est celle de C.D. Howe, probablement. De toute façon, on va la faire distribuer aussitôt que possible. M. le député de Verdun et M. le député de Viger.

**M. Gauthier:** M. le Président, je voudrais savoir, de la part du proposeur, parce que je suis tout à fait d'accord qu'on reçoive ces personnes... Je trouve que c'est une excellente idée. De la part du proposeur, est-ce que ceci va perturber notre plan de travail ou est-ce que ce que vous suggérez, c'est que, dans le plan de travail, au moment où on sera rendu à ces points-là, on reçoive ces personnes? À ce moment-là, je vais être tout à fait d'accord. C'est assez pertinent.

**M. Brassard:** Si j'ai bien compris le débat qui a eu lieu la semaine dernière – ça avait été initié par le député de Saint-Louis – sur la souplesse dont on devrait faire preuve dans l'organisation de nos travaux, et en tenant compte de l'actualité puis de la disponibilité des

témoins, tout en n'étant pas... en ne vivant pas hors de l'actualité... Vous aviez reconnu qu'il est important qu'on soit souple, justement, pour pouvoir examiner des questions qui sont dans l'actualité mais qui, normalement, ne seraient peut-être pas nécessairement étudiées immédiatement si on suivait l'ordre de nos travaux. Donc, ça perturberait nos travaux dans le sens où... si ma motion est acceptée. En tout cas, l'esprit de ma motion, c'est d'étudier tout de suite cette question-là avec ces experts-là, avec les auteurs de ces études-là. Mais ça ne perturbe pas, cependant, notre plan de travail dans le sens que ça n'ajoute pas des sujets ou des questions à notre plan de travail. La question monétaire fait partie de notre plan de travail, on doit l'étudier à un moment donné. Comme elle est dans l'actualité, comme il y a une étude et même des études qui sont rendues publiques, que les médias ont rapportées, il me semble, à ce moment-là, qu'on pourrait devancer nos travaux sur cette question-là, faire venir ces personnes-là et échanger avec elles sur une question qu'on doit, de toute façon, examiner.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Viger, M. le député de Nicolet.

**M. Maciocia:** M. le Président, disons qu'en principe, je n'ai absolument rien contre cette motion, absolument pas. Ces gens-là, c'est sûr qu'il faut qu'ils passent devant la commission, on est pleinement d'accord. Mais seulement, M. le Président, la question que je me pose est celle-ci: Est-ce que chaque fois qu'on voit quelque chose dans un journal ou une déclaration faite à droite ou une autre déclaration à gauche, on va bouleverser notre plan de travail et s'adapter à chaque événement qui arrive chaque jour? D'après moi, M. le Président, c'est clair, on est d'accord sur ça, mais d'après nous, ce n'est pas prioritaire, actuellement. On ne peut pas non plus bouleverser le plan de travail qu'on a déjà accepté et sur lequel on va continuer à travailler pour faire venir ces gens-là. On va sûrement les entendre, mais ce n'est pas la priorité demain matin d'entendre ces gens-là.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je comprends ça dans le même sens aussi. Il y a un coin prévu pour l'étude de la monnaie, effectivement, qui va venir dans les... Je ne peux pas vous dire dans combien de temps, très bientôt, ce qui nous donne le temps de contacter ces gens-là et de voir leur disponibilité aussi. Sous réserve de tout ça, pour moi, en tout cas, ça m'apparaît tout à fait acceptable et dans l'esprit de ce qu'on a discuté la semaine dernière. Alors, dans ce sens-là, la motion, telle que présentée par M. le député de Lac-Saint-Jean...

**M. Brassard:** Oui, pour une simple précision. Ce n'est pas une motion qui est née à partir de

n'importe quelle déclaration qu'on voit dans les journaux. Ce n'est pas une déclaration, ce sont des études qui ont été faites. Ce n'est pas une motion sur une déclaration. C'est clair que si on faisait des motions chaque fois que quelqu'un fait des déclarations sur des sujets qui nous intéressent, on en ferait venir souvent. C'est parce qu'il y a des études qui sont faites.

**M. Benoît:** Alors, on les regardera quand on arrivera à la monnaie, ces études-là.

**M. Brassard:** Pourquoi pas maintenant?

**M. Benoît:** Parce qu'on a un plan de travail.

**M. Maciocia:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Acadie...

**M. Brassard:** Donc, la souplesse dont on parlait la semaine passée, ça ne veut rien dire ça?

**Le Président (M. Bélanger):** Il y a M. le député d'Iberville qui avait une question avant, puis je reviendrai à vous, après. M. le député d'Iberville.

**M. Lafrance:** Moi, j'aimerais proposer qu'on ajoute à la fin, l'amendement suivant: "Dans le cadre de notre plan de travail, et après avoir pris connaissance desdits documents".

**M. Maciocia:** Non, mais je crois, M. le Président, si vous permettez, comme je l'ai dit tantôt, c'est très important. On a un plan de travail. Sûrement qu'on va les écouter ces gens-là, on va les faire venir devant la commission. Mais, c'est justement en correspondant au plan de travail qui est déjà déposé. Au moment où on va discuter de ces choses-là, c'est sûr qu'on va inviter ces gens à venir devant la commission. C'est très clair, M. le Président, d'après nous. On a un plan de travail. Il y a un moment déjà établi où on va étudier ces aspects spécifiques qui concernent cette motion, et on va les faire venir devant la commission.

**M. Léonard:** Vous ne ferez pas de motion dilatoire là, ni de discours dilatoire quand ils vont venir?

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Il y a peut-être une précision qu'il faudrait amener, si vous permettez, avant. Il ne faudrait pas confondre le plan de travail et l'ordre de succession des travaux. Vous vous rappelez qu'on s'était dit, dépendant des experts, des disponibilités, etc. Il peut arriver des contraintes. On ne pouvait pas se couler les pieds dans le ciment comme ça. Alors, vous vous rappelez cette nuance-là.



Alors, sur cette base-là, il est prévu dans les prochains chapitres-là, c'est 1.2 exactement le chapitre qu'on a commencé à aborder, que l'étude de la monnaie va là. Alors, c'est sûr que ça va être prochainement. Ça nous laisse le temps de les contacter et puis de voir leurs disponibilités. Peut-être qu'ils vont nous dire: On est disponible juste au mois de mars. Bien là, je vous ferai rapport de ça. Puis, si vous me dites qu'au mois de mars on va les recevoir pareil, bien tu sais... Il y aussi eux autres à considérer. Vous savez, ils ne sont pas à notre solde là. Dans ce sens, cela devrait venir assez vite dans notre plan de travail et dans l'ordre des travaux. Je pense que la motion est tout à fait recevable. Vous faites un amendement? Comment se lit l'amendement?

**M. Lafrance:** En ajoutant à la fin "dans le cadre de notre plan de travail et après avoir pris connaissance des dits documents".

**M. Brassard:** Il est 10 heures!

**Le Président (M. Bélanger):** Ah, non! Je vais me mettre à brailler... Il est 10 heures. Est-ce qu'on peut poursuivre quelques minutes pour disposer de cette motion?

**M. Brassard:** Non, on se fie sur vous, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Parce que je vais être obligé de la ramener la semaine prochaine, je n'ai pas le choix. Elle est sur la table.

**Une voix:** Oui, oui. Vous avez le choix.

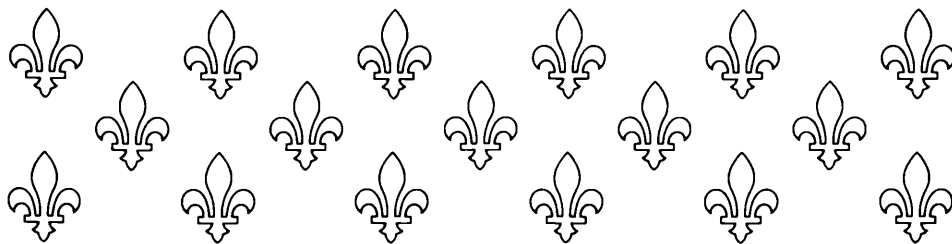
**M. Brassard:** On se fie sur vous. Intégrez-la à votre plan de travail.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, on va l'intégrer au plan de travail. On va en tenir compte, soyez-en assuré.

Compte tenu de l'heure, la commission ajourne ses travaux sine die.

(Fin de la séance à 22 h 2)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le jeudi 17 octobre 1991 — No 6**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Dépôt de documents

CEAS-147

Exposé de M. Henri Dorion

CEAS-147

### **Intervenants**

M. Guy Bélanger, président

M. Jacques Brassard

M. Cosmo Maciocia

M. Jacques Chagnon

M. Gil Rémillard

M. Neil Cameron

Mme Pauline Marois

M. Robert LeSage

Mme Jocelyne Caron

M. Henri-François Gauthrin

M. François Geoffrion, secrétaire de la commission

\* M. Henri Dorion, Musée de la civilisation du Québec

\* Témoin interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le jeudi 17 octobre 1991

(Quinze heures quatorze minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Mesdames, messieurs, si vous voulez prendre place. M. le Secrétaire, est-ce qu'il y a des remplacements aujourd'hui?

**Le Secrétaire (M. François Geoffron):** Oui, M. le Président. M. Benoît (Orford) remplace M. Bourassa (Saint-Laurent); M. Gobé (LaFontaine) remplace M. Després (Limoulu). C'est tout.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, il n'y a pas de remplacements de votre côté?

**Une voix:** Non.

#### Dépôt de documents

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Avant de passer à l'exposé de notre invité, si vous permettez, on vous a remis, je pense, copie du plan de travail retravaillé qu'on avait distribué déjà aux leaders, cette semaine. Alors, est-ce que... On ne l'a pas distribué? Bon! On va le distribuer.

**Le Secrétaire (M. Geoffron):** Ce document-là à déposer, juste pour dépôt.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, il y a un premier document, qui est sur les frontières du Québec, qu'on dépose ici officiellement pour qu'il soit enregistré, et un deuxième, qui est sur le processus de l'accession à la souveraineté – qui est le document de la semaine dernière – qu'on déposera aussi. Donc il va être distribué dans quelques instants. Il me semblait qu'on devait redistribuer le plan de travail. C'est après se faire, donc, le plan de travail tel que proposé. Je ferai remarquer aux deux partis que j'attends toujours vos listes d'experts, il se fait tard et il faudrait qu'on les ait...

**M. Brassard:** C'est fait, pour ma part.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est fait de votre part.

**M. Brassard:** Je les remets au secrétaire.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon! Je vous remercie beaucoup. Alors, on a...

**M. Maciocia:** Nous, ça va être fait très bientôt, aujourd'hui même.

**Le Président (M. Bélanger):** ...dans les quelques minutes qui suivent, on me dit, bon! Ça nous permettra de pouvoir accélérer nos travaux.

Alors, sans plus tarder je voudrais bien introduire M. Henri Dorion qui est notre spécialiste, aujourd'hui, sur les notions de frontières. M. Dorion, j'aurais voulu faire une présentation exhaustive, mais lorsque j'ai vu votre curriculum vitae, j'ai dit: Lorsqu'on aura fini la lecture de ce curriculum aussi imposant, il ne nous restera plus de temps pour discuter, ou procéder à entendre notre invité. Alors, sans plus tarder je vous invite à venir nous exposer votre point de vue sur les territoires du Québec.

#### Exposé de M. Henri Dorion

**M. Dorion (Henri):** Merci, M. le Président. Mes premiers mots seront des mots de remerciement pour l'honneur qui m'est fait de venir, ou revenir, parler d'un sujet auquel j'ai consacré quelques années, je dirais, de ma vie. J'ai été invité à titre d'expert, je me permettrai de commencer par limiter la notion d'expert en autant qu'elle me concerne. Étant donné que oui, effectivement, j'ai fait et dirigé des recherches et des études sur les frontières en général et tout particulièrement celles du Québec, d'abord dans le cadre d'une thèse – dont je me permets de rappeler que ça fait 28 ans que ça a été fait – mais aussi et surtout dans le cadre de la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec qui, de 1966 à 1972, presque 1973, a remis plusieurs rapports au gouvernement du Québec sur les différents – parce qu'ils étaient nombreux – sur les différents mandats qui lui ont été confiés. Celui des frontières en particulier, mais certains autres problèmes territoriaux également. Cette commission avait un quadruple mandat: celui de colliger la documentation existante sur les différents problèmes de frontière; celui de faire ou de faire faire les études sur les points qui méritaient éclaircissements par des spécialistes, non seulement juristes mais plusieurs autres disciplines également; troisièmement, il était demandé à la commission de recueillir des opinions de la population – en général, de spécialistes, de groupes de la société – par des mémoires qui ont été présentés à la commission et d'en faire rapport au gouvernement; et enfin, le quatrième élément du mandat était de faire rapport sur chacun des huit mandats consécutifs qui lui ont été confiés et de formuler des recommandations au gouvernement, ce qui a été fait dans un espace d'environ six ans.

Les huit rapports ont été effectivement remis au cours des ans au gouvernement, accompagnés des études qui les ont appuyés. Au total, 64 volumes ont été remis au gouvernement comme l'ensemble du rapport de cette commission qui touchaient, comme je le mentionnais tout à

l'heure, huit sujets particuliers que je ne traiterais pas tous aujourd'hui, parce que j'estime que certains m'apparaissent en dehors de la définition de ce qu'on m'a demandé de présenter devant vous. Ces huit mandats étaient consécutivement – je les présente dans l'ordre où ils ont été présentés au gouvernement – d'abord, la question du territoire de la Capitale nationale canadienne autour d'Ottawa, côté québécois; un deuxième rapport a touché la frontière Québec-Ontario qui, à l'époque, posait des problèmes non résolus; un troisième, c'était cette fameuse question du Labrador qui, on le sait, a été soumise à la commission à l'occasion de la signature de l'entente au sujet du harnachement du fleuve Hamilton. Un quatrième rapport a été consacré au domaine indien, c'est-à-dire aux droits territoriaux des autochtones du Québec; un cinquième rapport a porté sur les frontières septentrionales du Québec, problème qui persiste et sur lequel je reviendrai tout à l'heure, à certains égards en tout cas. Un sixième rapport a touché les frontières méridionales du Québec avec le Nouveau-Brunswick et les États-Unis, où il ne se pose que des problèmes fort mineurs, et un septième – et c'est là le problème qui existe encore dans sa totalité aujourd'hui – celui du statut, du partage, bref le problème territorial que représente le golfe du Saint-Laurent. Un huitième mandat avait été donné également à la Commission sur la question des droits territoriaux fédéraux sur lesquels également des études, partielles cependant, ont été faites.

Alors, voilà en gros le mandat qui avait été confié à la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire. Lorsqu'on m'a demandé de venir exposer devant vous les éléments les plus significatifs de la problématique territoriale du Québec, en ayant en tête les questions qu'on peut se poser advenant l'accès à la souveraineté du Québec, j'ai bien sûr dû replonger dans mes notes, étant donné que la vie m'a amené assez loin du Québec pendant un certain temps. Ça a été pour moi l'occasion de mesurer la distance parcourue dans la solution des différents problèmes qui, il y a maintenant une vingtaine d'années, avaient été soulevés, étudiés et sur lesquels des recommandations ou des considérations ont été faites au gouvernement du Québec. Certains problèmes ont changé, du moins quant au contexte dans lequel ils se posent, et c'est évidemment la question des droits autochtones pour lesquels on peut dire que c'est effectivement la situation.

Deuxièmement, certaines solutions partielles ont été apportées à certains problèmes qui avaient été soulevés à l'époque. D'autres enfin, après une vingtaine d'années, sont exactement au même point où ils étaient au moment des travaux de la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire.

J'aimerais, avant de vous mentionner dans quel ordre j'aborderai différents problèmes

territoriaux du Québec, insister sur le fait que mon témoignage est un témoignage personnel. Bien sûr, je sers encore d'une certaine manière l'État du Québec, mais je tiens à mentionner que les considérations que je fais, je les fais toutes à titre strictement personnel, certaines d'ailleurs à partir de considérations qui me sont inspirées quelquefois par l'expérience de cas similaires, mais étrangers.

J'essaierai d'élaborer brièvement sur trois points d'importance égale, je dirais, mais qui demandent un développement bien différent. D'abord, le cadre constitutionnel canadien quant au statut des frontières du Québec. Deuxièmement, je ferai, et c'est là-dessus que j'insisterai peut-être davantage, parce que j'ai eu l'impression que c'est ça qu'on m'a demandé, de vous décrire l'état actuel des frontières du Québec. Toutes les frontières du Québec connaissent des problèmes sans exception. Ils sont cependant de nature et d'importance très variables. Enfin, j'aborderai, mais sans m'étendre, parce que je crois d'autres personnes le feront plus en détail, les impacts d'un changement de statut politique sur les frontières du Québec.

Avant d'aborder ces trois points, j'aimerais quand même aussi mentionner, sur certains aspects de la vie politique d'un État et, en l'occurrence, des questions importantes qui se posent actuellement quant au Québec, ses relations avec ses voisins et avec le Canada, que l'on voit souvent différentes questions qui sont abordées ou traitées de façon directe ou incidente en relation directe avec les frontières. J'aimerais mentionner que, effectivement certains problèmes y sont reliés, mais que je ne les traiterai pas pour les raisons que je vous donne. Je ne traiterai pas de la constitutionnalité de la déclaration de souveraineté du Québec. Je crois que c'est une question qui est complètement différente de celle des frontières. C'est une question délicate, d'autant plus qu'on assiste actuellement à des déclarations de souveraineté à la chaîne sur la surface du globe et l'on voit la communauté internationale reconnaître des déclarations de souveraineté sur lesquelles les juristes nationaux se penchent encore à savoir si elles sont constitutionnelles ou non, et nul n'ignore que c'est le cas de toutes les républiques de l'Union soviétique actuellement.

Les frontières internes du Québec qui sont, bien sûr, reliées au statut actuel ou éventuel du Québec, sont un problème important, mais je ne les traiterai pas comme telles, c'est-à-dire les frontières internes, par exemple, entre le Nouveau-Québec et le reste du territoire québécois. Nous voyons de temps à autre dans la presse des opinions scientifiques ou autres – et souvent plus autres que scientifiques – sur cette relation qui peut exister entre le statut du Nouveau-Québec – bien sûr, nul n'ignore que c'est lié aux droits des autochtones – et l'éventuelle souveraineté du Québec. J'aimerais mentionner ici, j'y

reviendrai tout à l'heure, qu'en vertu d'un principe bien connu en droit international, reconnu d'ailleurs par toutes les instances également de droit constitutionnel, ce principe que l'on appelle l'uti possidetis, c'est-à-dire que lors d'un changement de statut d'un territoire, ça n'affecte pas et nullement, sauf à travers d'autres problèmes, les frontières de l'État en question, qu'en conséquence, la question, les questions, parce qu'elles sont plurielles, reliées au Nouveau-Québec, aux populations qui s'y trouvent, aux revendications territoriales qui peuvent lier l'un et l'autre, sont des questions différentes de celles des frontières actuelles et éventuelles du Québec. Je n'aborderai donc pas cette question directement.

Enfin, il y a aussi la question des zones maritimes. Très souvent, lorsqu'on utilise l'expression "zone maritime", on se réfère à la mer territoriale, à cette prolongation des territoires nationaux du côté de la mer internationale. Eh bien, là-dessus, je ne traiterai pas la question pour la bonne raison, nonobstant ce qu'on entend souvent là-dessus, pour la bonne raison que la question n'existe pas, ne peut pas se poser. Et pourquoi ne peut-elle pas se poser? Parce que, et je lance le mot même si on l'emploie rarement, c'est que le Québec est un État géographiquement enclavé. Il ne faut jamais oublier que le Québec est un territoire qui n'a nulle part de contact avec un territoire international.

Le seul fait, par exemple, de dire que les Territoires du Nord-Ouest ont une frontière commune avec le Labrador terre-neuvien – et ça, souvent, quand on le dit, ça en étonne plusieurs parce que c'est effectivement le cas – ça prouve que le territoire du Québec, du côté de la péninsule Québec-Labrador, est totalement fermé du côté des espaces internationaux. Là où, par ailleurs, le Québec pourrait avoir un contact avec des espaces internationaux, c'est à travers le golfe du Saint-Laurent, mais j'y reviendrai tout à l'heure. La question se pose à savoir si le golfe du Saint-Laurent est un territoire fédéral ou un territoire interprovincial, c'est-à-dire partagé entre les provinces riveraines. Quelle que soit la réponse à cette question, le golfe du Saint-Laurent forme, formerait écran entre le territoire du Québec et la mer internationale.

La seule manière, pour le Québec, d'avoir un accès à la mer internationale, ce serait de considérer le golfe du Saint-Laurent comme haute mer. Or, la plupart des études des juristes, je dis bien la plupart – il n'y a pas unanimité – des études des juristes concluent à un statut national, c'est-à-dire canadien, du golfe du Saint-Laurent. J'aurai l'occasion d'y revenir. Donc, ne se pose pas comme telle la question de la délimitation de la zone maritime du Québec, ni actuellement ni dans l'hypothèse d'un Québec souverain, si les autres frontières n'étaient pas modifiées.

Une dernière question que je ne traiterai pas, ou je vais la traiter en une phrase ou deux, c'est la question de la discontinuité géographique qu'imposerait pour ainsi dire au Canada le fait d'un Québec qui se retirerait de la Confédération canadienne. J'y reviendrai rapidement là-dessus sans élaborer beaucoup, puisqu'il s'agit d'une question qui n'est pas juridique en soi, qui n'est que géopolitique. Je ne devrais pas dire qui n'est que géopolitique parce qu'à certains égards, la géopolitique prime le droit. C'est une question qui a trouvé réponse dans bien des exemples qui existent de par la terre, ça existe même au Canada, ça existe même au Québec. Il existe un terme qu'on utilise en géopolitique, qui est le périclave, c'est-à-dire cette portion de territoire qu'on ne peut pas atteindre autrement qu'en passant par le territoire étranger. Eh bien ça existe au Québec. Plusieurs savent sans doute que la réserve de Saint-Régis, Akwesasne, c'est un territoire qu'on ne peut pas atteindre sans passer par les États-Unis. Bon. C'est donc une situation qui existe à des échelles variables, bien sûr, mais qui n'est pas en soi un problème juridique. C'est un problème auquel on peut apporter des solutions juridiques, mais surtout géographiques ou géopolitiques.

Ceci dit, comme je le mentionnais tout à l'heure, je me référerai à trois problèmes, trois questions, dis-je: d'abord, le cadre constitutionnel canadien quant au statut des frontières du Québec actuellement; deuxièmement, quant à la problématique actuelle des frontières du Québec et, cela, je le ferai avec un certain détail tout à l'heure.

(15 h 30)

La première question qui se pose, c'est le cadre constitutionnel canadien quant au statut des frontières du Québec. Je crois que la réponse à cette question, elle est aussi claire que courte. C'est qu'il existe un texte, des textes maintenant constitutionnels qui établissent clairement que tout changement au territoire d'une province, qu'il s'agisse d'augmentation, de diminution, de compensation territoriale, exige que cette loi soit confirmée par le Parlement du Canada avec le consentement des législatures des provinces concernées. Cette règle constitutionnelle qui est l'article 3 de l'Acte de 1871 a été d'ailleurs reconfirmée par la loi constitutionnelle de 1982, lorsque, dans l'article 43, il est mentionné que toutes les dispositions de la Constitution canadienne, qui sont applicables à certaines provinces seulement, ne peuvent être, un peu dans les mêmes termes de l'Acte de 1871, modifiées que par une proclamation du gouverneur général autorisé par les Chambres, le Sénat, la Chambre des communes, l'Assemblée législative en plus de chacune des provinces concernées. On se réfère, à cet égard, aux frontières et nommément, dans la loi de 1982, aux frontières interprovinciales. On pourrait discuter à savoir si cela exclut les frontières provinciales, mais qui ne sont pas

interprovinciales – il y en a de deux types, celles entre les frontières et les territoires et celles entre le Québec et les territoires ou entre le Québec et le pays étranger voisin que sont les États-Unis. L'interprétation qu'on en donne, c'est la même que celle qui s'inférait de l'Acte de 1871, à l'effet qu'aucune modification ne peut être apportée aux frontières d'une province sans le consentement explicite de cette province. Il s'agit d'ailleurs d'une règle qui n'a été mise en doute par aucun raisonnement juridique.

Certaines autres lois peuvent ou ont pu affecter, de différentes manières, les frontières du Québec. Sauf exception – je le dis par prudence parce que je n'ai pas trouvé de loi qui, directement, changeait ce que l'on vient de dire en se référant aux actes de 1871 et 1882 – certaines lois, cependant, ont peut-être pu modifier, surtout à travers l'interprétation qu'on peut en donner, certaines données relatives aux frontières. Par exemple, il existe une loi, qui n'aurait peut-être pas dû exister mais qui existe, une loi de 1946 qui reconnaît explicitement dans l'annexe – et c'est reconnu que l'annexe fait partie de la loi – que la frontière entre Québec et Terre-Neuve est bien située à la ligne de partage des eaux. C'est malheureux, mais ça a été fait à l'occasion d'une loi qui s'appelait, si je ne me trompe, la Loi pour le développement minier, en 1946. De tels exemples, on pourrait en donner plusieurs, effectivement, mais je crois que ce serait peut-être aller dans un détail qui ne sert pas le propos puisque je pense qu'il convient aujourd'hui de vous donner plutôt les conclusions des études juridiques, géopolitiques ou politiques qui ont été faites des différents outils légaux qui existent, entre autres les lois, les décrets et certains autres documents. De telle sorte que l'étude ou la liste des lois qui ont affecté les frontières du Québec ne changent absolument pas ce principe de base auquel je me réfèrais tout à l'heure quant à la nécessaire participation, quant au nécessaire consentement des provinces, par leur législature, pour un changement quelconque, une affectation quelconque de leurs frontières.

Ceci dit, quelle est la problématique actuelle des frontières du Québec? Vous le permettrez, avant de faire, pour ainsi dire, non pas le tour de l'île, mais le tour du Québec dans le sens des aiguilles d'une montre, de façon à le faire assez systématiquement, et je n'insisterai pas, bien sûr, sur les problèmes mineurs. Avant donc de faire cela, je crois qu'il est important de vous donner quelques indications quant à la terminologie que je vais utiliser, qui est une terminologie consacrée en droit international des frontières.

Premiers éléments, c'est cette distinction fondamentale entre la délimitation et la démarcation des frontières. Certaines des frontières du Québec sont délimitées, d'autres ne le sont pas. Certaines des frontières du Québec sont démarquées, d'autres ne le sont pas. Certaines fron-

tières sont délimitées mais non démarquées. Certaines frontières sont délimitées et démarquées.

La délimitation, en deux mots, c'est un acte qui établit le principe de la localisation de la frontière, par exemple, lorsqu'une loi, lorsqu'un jugement d'arbitrage, lorsqu'une convention ou un traité entre deux parties établissent que la frontière entre les deux États concernés suivra, par exemple, le milieu du chenal d'une rivière ou une ligne géométrique établie par géodésie. Ce genre de définition, c'est ce qu'on appelle la délimitation de la frontière.

La délimitation de la frontière est totalement différente de la démarcation qui, elle, est une opération physique qui consiste à traduire sur le terrain – poteaux en terre, sur la terre et par bornes intérieures, quand on est dans des milieux liquides – où se trouve la frontière d'après le principe établi par la délimitation.

Délimiter une frontière et la démarquer c'est donc deux opérations complètement différentes et l'histoire des frontières du monde nous montre bien que l'écart entre les deux peut être énorme. Une chose est de dire qu'une frontière est... Par exemple, prenons des cas concrets. La frontière du Québec avait été établie en 1763 par référence à la rivière Saint-Jean. Une chose est de dire que la frontière sera la rivière Saint-Jean; autre chose est de savoir si ce sera le milieu de la rivière ou une des deux rives; autre chose, même, sera de savoir quelle est la rivière Saint-Jean quand il y en a trois dans la même région. On pourrait multiplier les exemples et on sait fort bien que la frontière du Labrador n'est pas avare de tels écarts puisque les savants juges, en 1927, ont établi que la frontière du Labrador serait essentiellement délimitée par la ligne de partage des eaux. Or, une étude géographique du milieu nous montre que, dans bien des régions, les eaux ne se partagent pas. C'est donc quelques fois la quadrature du cercle. Sans entrer dans les détails, il importe cependant de faire la distinction entre l'état de la délimitation des frontières du Québec et l'état de leur démarcation. L'écart est effectivement très grand entre les deux et je l'indiquerai en passant rapidement sur chacun des grands segments de frontière du Québec.

Une autre distinction à faire c'est celle d'une frontière délimitée, qu'elle soit démarquée ou pas, et reconnue. Une frontière non reconnue est une frontière que l'on peut considérer comme litigieuse. Ce diptyque, frontière reconnue, frontière non reconnue donne l'impression, bien sûr, d'une délimitation très claire et très simple. Dans les faits, malheureusement, cette distinction n'est pas toujours très claire et bien malin serait celui qui peut dire si le Québec a reconnu ou non la frontière du Labrador. J'ai étudié et lu des choses pendant 20 ans sur la frontière du Labrador et je vous avoue que je suis incapable



de vous dire si le Québec a reconnu ou pas la frontière du Labrador. Ce que je peux vous dire, c'est qu'il l'a reconnue à plusieurs reprises et qu'il a dit à plusieurs reprises qu'il ne la reconnaissait pas. J'entrerai peut-être un peu plus dans les détails tout à l'heure. De telle sorte qu'il est assez difficile de savoir si une frontière est litigieuse ou ne l'est pas.

**M. Chagnon:** Une saine ambiguïté.

**M. Dorion:** Pardon?

**M. Chagnon:** Une saine ambiguïté.

**M. Dorion:** Une saine ambiguïté! Le mot "saine" est peut-être à mettre entre parenthèses.

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Dorion:** On peut être politiquement sain et également malsain.

Enfin, il est une autre chose, je pense, qu'il faut ajouter à ces trois distinctions entre délimitation, démarcation et le litige d'une frontière peu ou pas reconnue. C'est celui de la possibilité de révision des frontières. On considère souvent, et l'exemple européen en est un douloureux rappel, que les frontières sont éternelles. Ça n'existe pas des frontières éternelles et, à n'importe quel moment de l'histoire politique des États, qu'ils soient en état de guerre ou pas, les frontières peuvent être remises en question. Or, même dans un état stable, dans un état de relations harmonieuses avec ses voisins, les rectifications de frontières, les révisions de frontières sont fréquentes. Si on faisait la liste de toutes les révisions et rectifications de frontières qui ont eu lieu en Europe occidentale, même dans l'Europe occidentale de la communauté européenne, la liste serait très, très longue. Et, effectivement, autour du Québec, on peut faire le relevé des cas frontaliers qui mériteraient révision. Certains de ces cas sont tout à fait mineurs, comme le long de la frontière Québec-Ontario. D'autres sont beaucoup plus importants et j'y reviendrai tout à l'heure, comme c'est le cas entre la frontière du Québec et des Territoires du Nord-Ouest, c'est-à-dire le long du rivage de la baie James, de la baie d'Hudson et de la baie d'Ungava.

Ces distinctions faites, je me permettrai, si vous le voulez bien, maintenant, de faire le tour du Québec, comme je le mentionnais rapidement tout à l'heure. J'aimerais peut-être rajouter un mot. Au-delà des quatre distinctions que je faisais, il y en a peut-être une autre que je fais qui est un peu de nature différente. C'est que, dans le jargon "limologique" – c'est ce qu'ont inventé les scientifiques ou pseudo-scientifiques pour qualifier l'étude des frontières – on fait une distinction entre problème de frontière et problème frontalier. Problème de frontière: c'est

le problème que pose le fait qu'une frontière n'est pas délimitée, n'est pas démarquée, est litigieuse ou est remise en question. Ça, c'est un véritable problème de frontière. Ce qu'on appelle problème frontalier, c'est qu'une frontière étant reconnue comme telle par les deux parties peut quand même poser des problèmes: des problèmes de transit, des problèmes d'accès au territoire, des problèmes d'aménagement du territoire, de contrôle, par exemple, hydrologique, etc. Ce sont des problèmes frontaliers. Et il en existe également autour du Québec. Très rapidement, pour finir tout à l'heure, j'en mentionnerai quelques-uns.

Faisons donc très rapidement le tour du Québec, en regardant quel est le statut des frontières que le Québec a avec ses voisins, parce que le Québec a plusieurs voisins: Nouveau-Brunswick, États-Unis, Ontario, Territoires du Nord-Ouest, Terre-Neuve et peut-être le Canada, puisque le gouvernement fédéral estime que le golfe du Saint-Laurent est territoire fédéral.

Première frontière: frontière entre le Québec et le Nouveau-Brunswick. C'est une frontière assez complexe, mais qui a l'avantage d'être démarquée d'un bout à l'autre. C'est une frontière géométrique qui est démarquée sur le terrain, c'est-à-dire que les bornes sont là. Donc, il n'y a pas de problèmes. À l'extrémité est, cependant, la frontière suit le milieu ou le thalweg – en fait, c'est deux choses différentes, le thalweg, c'est les points les plus profonds de la rivière – de deux rivières: la rivière Matapédia et la rivière Restigouche. La première n'offre pas de problèmes. La deuxième en offrait et le problème, cependant, a été réglé lors de la délimitation définitive de la frontière. Toutes les îles – parce que c'est des îles qui formaient problèmes, il y en a une infinité surtout dans la partie basse de la rivière Restigouche – ont été reconnues comme faisant partie du territoire du Nouveau-Brunswick. Ces îles n'avaient pas, pour la plupart, de valeur économique importante. De toute façon, on a réglé le problème de la délimitation du milieu de la rivière en évitant de le poser, c'est-à-dire en disant: Les îles sont du côté du Nouveau-Brunswick. Et la ligne a été établie, donc, entre les îles et le rivage du côté du Québec.

Donc, il n'y a pas de problème à proprement parler. Le seul problème qui pourrait se poser, et qui effectivement se pose, c'est que les lits des rivières, pas plus que les frontières, ne sont éternels. Ils changent au gré de l'évolution géomorphologique des régions et à cela l'application des règles de droit quant à ce qu'on appelle en droit civil l'accrétion, là, c'est-à-dire ce qui change la constitution du terrain par les alluvions de la rivière, eh bien, il n'y a pas de règles qui ont été adoptées pour résoudre ces problèmes. C'est un problème mineur de toute façon et qui ne nous empêche pas de dire

finalement, que, entre le Québec et le Nouveau-Brunswick, il n'y a pas de problèmes. Il s'agit d'une frontière délimitée, il s'agit d'une frontière démarquée précisément sur terre, qui n'est pas susceptible de révision. Il n'y a pas de problèmes de frontière importants, sauf le problème mineur que je viens de mentionner.

La frontière du Nouveau-Brunswick, après la rivière Restigouche, se prolonge dans la baie des Chaleurs par une ligne d'équidistance entre les deux rives et se termine là où le territoire liquide des deux provinces se termine, sauf qu'on ne sait pas où. Et on ne sait pas où, à cause du statut du golfe du Saint-Laurent, qui n'a fait l'objet, ni d'une décision, ni d'une entente — j'y reviendrai tout à l'heure — de telle sorte que la frontière entre le Québec et le Nouveau-Brunswick est démarquée et définie, mais on ne sait pas jusqu'où elle va.

La frontière entre le Québec et les États-Unis est une frontière partout délimitée, partout démarquée, qui n'est pas susceptible de révision. C'est une frontière de contact et non pas une frontière de séparation. Il y a une infinité de routes qui la traversent. Le seul problème de frontière qui y existe, c'est ce que j'appelais tout à l'heure les pérícaves, c'est-à-dire les portions de territoire que du Canada on ne peut atteindre qu'en passant par les États-Unis ou que des États-Unis on ne peut atteindre qu'en passant par le Canada. Ce sont des problèmes mineurs qui ne demandent pas révision de frontière, mais simplement entente, et quelquefois entente locale.

(15 h 45)

Lorsque la frontière canado-américaine atteint le Saint-Laurent, là commence la frontière, dans sa partie sud, entre le Québec et l'Ontario. La frontière entre le Québec et l'Ontario est une frontière complexe qui comprend cinq secteurs, qui chacun offre des problèmes différents, bien que d'importance très différente également. Le lac Saint-François et le fleuve Saint-Laurent forment frontière entre le Québec et l'Ontario: le Québec au sud, l'Ontario au nord. La frontière avait été établie par des textes relativement anciens, soit le long du thalweg, soit au milieu de la rivière. Je vous fais grâce des détails, simplement pour rappeler que, effectivement, il y a plusieurs îles dans le Saint-Laurent qui étaient à toutes fins pratiques en litige entre le Québec et l'Ontario, 18 de ces îles si je ne me trompe, pour lesquelles la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire a proposé des solutions, qui ont été étudiées par des commissions de démarcation, enfin l'équivalent d'une commission de démarcation, mixte, ce qui a amené les deux provinces à s'entendre sur une solution technique par la voie d'une entente administrative qui suivait grosso modo les recommandations de la commission, avec cependant un échange de territoires, et qui est convenue de part et d'autre, de telle sorte qu'il

n'y a pas de problèmes de frontière à proprement parler. Cependant, cette entente administrative n'a pas été, excusez le terme, constitutionnalisée, c'est-à-dire ne se retrouve pas comme telle dans une loi selon les termes établis par les mesures constitutionnelles auxquelles je me référais tout à l'heure. La loi ratifiant la démarcation de la frontière selon cette entente n'a pas non plus été adoptée. Il s'agit donc d'une question à consacrer plutôt qu'à résoudre.

La frontière entre le Québec et l'Ontario suit ensuite des lignes droites dans Vaudreuil-Soulanges, la rivière des Outaouais jusqu'au lac Témiscamingue et de là, par une ligne droite, une ligne méridienne qui va jusqu'à la baie James. Ces différents segments n'offrent aucun problème particulier, sauf des problèmes extrêmement mineurs dont je vous ferai grâce.

Ce qu'il est important de mentionner cependant — parce que, ici on rejoint une quatrième frontière du Québec qui est celle du Québec avec les Territoires du Nord-Ouest — la frontière, le point de trijonction entre le Québec, l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest, n'est pas située dans la baie James, comme on pourrait le penser, mais bien située sur le littoral lui-même parce que telle est la définition de la frontière entre le Québec et les Territoires du Nord-Ouest, c'est-à-dire la ligne de riva-

ge. C'est peut-être un des problèmes majeurs de la délimitation du territoire québécois. Les îles du littoral et les îles qui sont même à l'intérieur du littoral, c'est-à-dire les "infractuosités", là, de la côte. Je vous fais grâce des dates qui ont amené le gouvernement du Canada et du Québec à adopter finalement la ligne de frontière qui est celle qui sépare le Québec des Territoires du Nord-Ouest, c'est-à-dire en 1912, lorsque le territoire du Québec a été augmenté à partir de la moitié de la péninsule, jusqu'où allait le territoire du Québec jusqu'en 1898. Le territoire du Québec, en 1912 donc, a été augmenté en englobant le territoire dit jusqu'alors de l'Ungava, pour former le Nouveau-Québec. C'est à cette époque que la frontière a été fixée au rivage.

Il y a deux choses à mentionner là-dessus. Il y a d'abord tous les problèmes que ça pose de savoir où est le rivage. Mais il y a aussi, je dirais à un niveau presque géopolitique, la question que l'on peut se poser quant aux motifs qui ont amené les autorités à placer la frontière du Québec sur le rivage lui-même. Il y a lieu de se poser la question parce que, excusez l'expression, c'est une frontière que l'on peut considérer comme absurde.

Quand on regarde la carte du monde, d'ailleurs sous l'angle des frontières c'est un cas dont on peut, dont on ne peut pas je pense plutôt, se glorifier d'être à peu près les seuls à avoir adopté une telle frontière. Dans la plupart des classifications de frontières par les juristes

et spécialistes de frontières, on fait la liste de toutes sortes de frontières en se référant à la ligne de partage des eaux, à la ligne de crête, au rivage, à des lignes géométriques, à des segments, etc. Jamais on ne se réfère à une frontière établie sur un littoral pour limiter, pour délimiter, dis-je, le territoire d'un État, d'un autre territoire qui est en face, de l'autre côté de la masse maritime. Ça n'existe pas! Nous avons le triste avantage d'être les seuls à avoir cette originalité.

Les raisons qui ont amené les gouvernements à adopter cette frontière sont partiellement obscures, je dirais. Je dis partiellement obscures, parce que dans les textes il y a des raisons qui sont données. Si vous voulez juger de la profondeur de ces raisons, l'une est que, et je me réfère en cela aux débats de la Chambre qui ont eu lieu au moment où il s'agissait d'adopter cette extension des frontières des provinces, parce que d'autres provinces ont eu un peu le même problème, les débats qui ont eu lieu à la Chambre des communes alors se sont référés à deux motifs principaux dont l'un était les raisons dites stratégiques. Étant donné que, du côté de la Colombie-Britannique et du côté de Terre-Neuve, les îles littorales, elles, font partie des provinces concernées, alors qu'il s'agit de la haute mer qui est un territoire où on pourrait penser stratégie, on se demande ce que vient faire la stratégie lorsqu'il s'agit d'un territoire intérieur et, en l'occurrence, du Québec. Certains historiens sont restés songeurs là-dessus.

L'autre raison qui a été invoquée, c'est la difficulté de dénombrer les îles. En cela, les parlementaires avaient totalement raison, puisqu'elles sont innombrables et peut-être indénombrables. Il y a plusieurs milliers d'îles. Cependant, la coutume internationale et le droit international, repris d'ailleurs dans les lois constitutionnelles de bien des États du monde, ne se pose jamais la question si on est capable de faire le dénombrement des îles dont il est question. Il y a une expression juridique très souvent utilisée: et les îles adjacentes. Ce n'est pas très long dans une loi et ça règle le problème en évitant de le poser.

Ces deux raisons ont été invoquées donc pour délimiter le territoire du Québec à la rive. Ce qui est d'autant plus étonnant, c'est que lors des discussions parlementaires, le premier ministre du Canada lui-même trouvait que — je vous le cite parce que je trouve ça intéressant — des lignes que l'on peut prendre, la plus pratique et la plus expéditive dans l'intérêt de tous les intéressés, c'était d'annexer les territoires respectifs aux provinces du Manitoba, Ontario et Québec de manière à ce qu'ils fussent pourvus des organismes municipaux et provinciaux requis à mesure que la population s'y porterait. Et il ajoutait: Puisque les territoires qui nous restent ne sont pas susceptibles d'être convertis en province, nous devons donc les placer sous

la surveillance et la juridiction de celles des provinces auxquelles leur situation géographique les attache. Par la suite... Pardon?

**M. Chagnon:** C'est Laurier, ça?

**M. Dorion:** Oui. Exactement. C'est Laurier qui avait fait cette intervention. Par la suite, il y a eu des échanges et on s'est référé aux deux arguments que je mentionnais tout à l'heure pour finalement établir la frontière à la rive. C'est d'autant plus étonnant que, lorsque le territoire de l'Ungava, qui disparaissait en 1912 pour devenir le territoire du Nouveau-Québec, faisait partie des Territoires du Nord-Ouest et qu'il était délimité, Keewatin, c'était subdivisé — à ce moment-là, les îles littorales faisaient partie du territoire de l'Ungava territorial et, à partir du moment où ce territoire devient québécois, les îles en sont soustraites. Alors, c'est comme ça que ça s'est passé.

Une fois que la loi de 1912 a été adoptée, donc la frontière s'est trouvée à être établie à la rive. Or, quelle est la rive? On sait qu'au nord du Québec, c'est là où se retrouvent les marées les plus importantes au monde, des marées qui peuvent avoir jusqu'à 60 pieds, dans la Baie-aux-Feuilles, de dénivellation verticale, ce qui veut dire des changements horizontaux quelquefois de plusieurs kilomètres et même qui dépassent souvent la dizaine de kilomètres. Ça peut sembler peu, mais lorsqu'on pense qu'à marée basse, un très grand nombre d'îles, y compris des îles qui ont plusieurs centaines de kilomètres carrés, se trouvent rattachées à la côte, eh bien, tout ça fait la différence entre plusieurs milliers de kilomètres qui seraient rattachés au Québec, si la frontière est à la ligne des basses eaux, mais rattachés aux Territoires du Nord-Ouest si la ligne frontière est à la limite des hautes eaux. C'était la question qui se posait. Elle se posait encore lorsque la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire a étudié le problème. Paradoxalement, pendant plusieurs décennies, le Québec avait comme position que c'était la limite des hautes eaux, pour des raisons encore obscures. Mais quoi qu'il en soit, il y a eu entente, finalement, entre les parties — Québec, Territoires du Nord-Ouest, autorités fédérales — de façon à reconnaître que la ligne frontière du Québec, c'est la ligne des basses eaux.

Cela, ça a été reconnu par un échange de correspondance à différents niveaux ministériels et sous-ministériels. Il n'y a pas de loi constitutionnelle qui le consacre, cependant. Mais, d'une certaine manière, on peut considérer qu'il y a eu une certaine consécration constitutionnelle du fait que la Convention de la Baie James, tant dans les textes qui se réfèrent au régime foncier que dans ceux qui se réfèrent à la sélection des terres, les deux reconnaissent qu'il y a entente à l'effet que le territoire est défini

par référence à la limite... à la ligne des basses eaux.

Or, la loi fédérale, à la fin des années soixante-dix, qui met en oeuvre la Convention de la Baie James s'est trouvée à confirmer les droits ancestraux, droits ancestraux qui sont définis territorialement. De telle sorte que, d'une certaine manière, on peut interpréter cette loi comme consacrant le principe de délimitation du Québec dans le Nord comme par référence aux lignes des basses eaux. Ce qui veut dire que toutes les îles que l'on appelle les îles d'estran, c'est-à-dire des îles qui, à marée basse, sont rattachées au continent font partie, donc, du territoire du Québec.

Ceci, pour le moment, n'a pas été contesté par le gouvernement fédéral canadien puisque, justement, il était partie à la convention et à la loi. Cependant, le long du territoire québécois, comme je le disais tout à l'heure, ce sont des milliers d'îles qui sertissent le territoire continental de telle sorte que se pose cependant le problème d'appliquer cette délimitation de la frontière, telle qu'interprétée par la Convention de la Baie James, par l'échange entre gouvernements et par la loi constitutionnelle.

Des îles sont rattachées au littoral à marée basse. Elles font partie du Québec, pas de problème. Cependant, il y a une infinité d'îles qui ne le sont pas, bien qu'elles soient à proximité, question de mètres quelquefois. Un très grand nombre d'îles, une infinité également, se retrouvent dans les baies, dans les anses, dans les estuaires de rivières. Je me rappelle, il y a une quinzaine d'années, que, quand on... Kuujuaq, qui pourtant est à une soixantaine de milles de l'estuaire et de la baie d'Hudson, il y a une île, en face. À l'époque, lorsqu'il y avait des questions criminelles qui se posaient, c'étaient les officiers de la Gendarmerie royale - parce qu'on était dans les Territoires du Nord-Ouest, en face de Kuujuaq - qui relevaient donc de Yellowknife, à quelques milliers de kilomètres à l'ouest.

Cette situation n'a été que partiellement résolue par l'entente à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, étant donné que ça ne touche que les îles d'estran. Effectivement, à diverses occasions - des raisons d'inventaire technique du territoire, par exemple - on a dû établir si une île était une île du large ou une île à l'intérieur des lignes - encore un terme de jargon - des lignes de basse droite, c'est-à-dire les lignes qui simplifient les infractuosités du territoire. Si elles sont à l'intérieur, elles sont considérées comme faisant partie du territoire québécois; si elles sont à l'extérieur, elles sont considérées comme faisant partie des Territoires du Nord-Ouest.

Bref, la solution du problème au niveau de la démarcation n'a pas été apportée. On a précisé les règles de la délimitation, mais la démarcation n'est pas faite. Elle est loin de

l'être. Cependant, l'essentiel du problème ne réside pas là. L'essentiel du problème, c'est que les îles littorales, c'est-à-dire celles qui ne sont pas rattachées au territoire à marée basse et celles qui ne sont ni dans les estuaires ni dans les baies profondes, font donc incontestablement partie des Territoires du Nord-Ouest. J'insiste sur le mot "incontestablement" parce qu'il arrive souvent qu'on lise dans la presse ou ailleurs - avec la meilleure volonté du monde - des prises de position qui disent que les îles du littoral appartiennent au Québec. Cela est faux. La loi est claire: toutes les îles du littoral autour du Nouveau-Québec appartiennent aux Territoires du Nord-Ouest. Est-ce qu'elles devraient appartenir? Ça, c'est une autre question. Et c'est pour cela que dans ma classification de tout à l'heure, je mentionnais, comme quatrième élément, les possibilités de redélimitation.

(16 heures)

Lorsque des discussions, que l'on rapporte dans la presse canadienne, se réfèrent à l'éventuelle souveraineté du Québec et à la nécessité de revoir les frontières, ce n'est pas tellement le fait de faire un corridor à travers le Québec, ou de détacher des parties de l'ouest du Québec pour les rattacher à l'Ontario, ou même remettre en question tout le territoire du Nouveau-Québec. La révision éventuelle des frontières devrait toucher des éléments comme celui des îles littorales du Québec. Parce que, je me permets de le répéter, il y a peu d'exemples au monde d'une frontière aussi peu défendable sur le plan géopolitique et sur le simple plan socio-économique. On devine bien que les Inuit, qui sont un peuple d'organisation de vie littorale, fréquentent à la fois le continent et les îles. C'est donc une absurdité géographique - je ne crains pas d'utiliser ce terme - que de continuer à consacrer une frontière comme celle-là, qui a une existence légale incontestable mais qui pourrait mériter d'être révisée.

À cet égard, je me permets de me référer aussi à cette idée que j'ai mentionnée tout à l'heure et qui fait image; le fait que le Québec est un État enclavé. N'oublions pas qu'un Inuit, ou un Blanc, qui prend son bain dans la baie d'Hudson à marée basse sort du Québec. Ça fait image, mais ça montre le ridicule de la situation. Et le fait que c'est cette situation tout autour du Québec, jusqu'à l'endroit où les Territoires du Nord-Ouest touchent le Labrador terre-neuvien, montre bien que le Québec est un territoire totalement enclavé qui, nulle part, n'a de contact avec la haute mer, tant dans le golfe que du côté des Territoires du Nord-Ouest.

Cette frontière, j'y arrivais, touche donc la frontière Québec-Terre-Neuve. C'est la dernière des frontières qui font le tour du Québec, non la moindre. Je vous fais grâce de l'historique de la frontière du Labrador - je pense qu'on le connaît assez bien - dont l'aboutissement a été

le jugement du Conseil privé, le jugement d'arbitrage du Conseil privé, en 1927. Pour résumer la question... Je pense que ça se résume - malheureusement pour le Québec, d'un point de vue historique - dans une phrase relativement simple: La frontière du Labrador a été établie et a une existence légale; le Québec n'a - et cela est confirmé après des études nombreuses - aucune base juridique, légale, valable pour contester par des voies judiciaires la frontière du Labrador telle qu'établie par le Conseil privé de 1927. Quand je dis "établie", il faut peut-être préciser ce terme. Il est important, d'un point de vue d'argumentation juridique, de considérer le jugement d'arbitrage du Conseil privé - comme d'ailleurs tout jugement d'arbitrage et tout jugement relatif aux frontières - comme un jugement déclaratif de droit et non pas constitutif de droit. De telle sorte que la frontière entre le Québec et le Labrador n'a pas été créée en 1927. Elle a été déclarée par le Conseil privé, par le comité judiciaire du Conseil privé, comme étant là où le jugement la reconnaît. C'est donc déclaratif de droit. Ça veut dire que lorsqu'on refait la séquence historique il faut considérer que dès l'adoption des lois antérieures, en 1809, en 1825, la frontière du Labrador était là où le Conseil privé a reconnu qu'elle était ou qu'elle devait être, selon l'interprétation des textes.

Ceci dit, on voit fort souvent, dans la presse, dans des écrits, dans des recherches, des positions qui servent un certain nombre d'arguments qui pourraient permettre au Québec de considérer la frontière du Labrador comme une frontière litigieuse, une frontière non reconnue, une frontière dont on peut revendiquer un changement par des voies judiciaires. Je me permets très rapidement de vous mentionner les cinq ou six arguments qui sont très souvent employés précisément pour montrer que, malheureusement pour le Québec, ils n'ont aucune valeur légale qui pourrait permettre une révision judiciaire. On a souvent dit que le Conseil privé qui a rendu son jugement en 1927, après une audition l'année précédente, était à la fois juge et partie. On dit cela en se référant au fait que, au moment de l'instruction, Terre-Neuve était une colonie de la couronne. Si cela est vrai que le Conseil privé était juge et partie, les parties le savaient, et les parties - c'est Terre-Neuve et le Canada avec le Québec - par conséquent, ont décidé de considérer la chose comme n'étant pas un obstacle à la valeur du jugement d'arbitrage, puisque c'est précisément un arbitrage qu'ont demandé le Canada et Terre-Neuve. Donc, c'est un argument qui ne peut être utilisé.

Il y a eu une certaine thèse, qui a d'ailleurs donné lieu à un livre publié à Montréal, comme quoi les juges du Conseil privé avaient un intérêt pécuniaire, en laissant entendre qu'ils avaient des droits dans des banques internationales qu'ils avaient des intérêts dans Rio Tinto, qu'ils possédaient des intérêts dans les éventuels

dépôts miniers au Labrador, etc. C'est une thèse qui avait été avancée à l'époque et qui a fait l'objet d'un examen très sérieux dans les notes et les dossiers du Public Record Office à Londres, et qui s'est soldée par la négative. Il n'a jamais été possible d'établir qu'un ou l'autre des juges du Conseil privé avait un quelconque intérêt direct financier.

On a aussi dit que le Québec n'était pas au dossier en feignant d'ignorer que Me Lanctôt et Me Geoffrion étaient ceux qui plaidaient la cause. Bien sûr, c'était le Canada qui était là, c'était le gouvernement canadien. Mais le Canada, le gouvernement canadien a demandé au Conseil privé de Londres d'émettre un jugement d'arbitrage à la demande expresse du Québec. Et cela est dans les dossiers qui ont été présentés.

Il y a une théorie juridique qui veut qu'un jugement d'arbitrage du Conseil privé, c'est une opinion et non pas un jugement, qui a valeur de loi et qui a valeur de décision judiciaire. Ceux qui connaissent le système légal britannique savent fort bien que, lorsqu'il y a consécration par un édit royal, un jugement du comité judiciaire du Conseil privé devient une loi ou a valeur de loi. De sorte que cet argument ne peut être utilisé non plus.

On a beaucoup dit que la frontière du Labrador est géographiquement absurde. C'est peut-être partiellement vrai. Ce qu'on omet souvent de dire, c'est que la position qu'a défendue le Canada, et le Québec aussi, à Londres en 1926, était doublement absurde. Pour la bonne raison que ce que le Québec et le Canada revendiquaient comme territoire au Labrador, c'était l'ensemble du territoire, sauf une bande de terrain de un mille, c'est-à-dire 5000 pieds et quelques de largeur sur plusieurs milliers de kilomètres de long. Ce qui, au point de vue géopolitique et géographique, est une absurdité totale. Évidemment, c'est un territoire totalement ingérable et qui, de toute façon, fermait le territoire. Si c'est ridicule d'avoir une frontière sur le rivage, c'est encore plus ridicule de l'avoir 5000 pieds à l'intérieur. Et c'était pourtant la position que le Canada a plaidé avec des preuves soi-disant scientifiques à l'appui.

On a aussi dit que c'est une frontière qui est absurde parce que indémarchable sur le terrain. Je mentionnais tout à l'heure qu'effectivement, il y a des régions où il est impossible de faire le partage des eaux. Or c'est la ligne de partage des eaux qui forme la frontière. C'est un argument qui peut avoir son intérêt, mais qui, juridiquement, n'a pas de valeur. Il a été reconnu par un très grand nombre de jugements internationaux que l'indémarchabilité relative d'une frontière ne met pas du tout en question la valeur de la délimitation de la frontière. De telle sorte que c'est un argument qui, dans les faits, a un certain intérêt, mais du point de vue légal, n'a pas de poids.

On a aussi dit qu'il s'agissait d'un cas d'ultra petita, c'est-à-dire que la cour, ou le tribunal plutôt, avait donné aux demandeurs plus qu'ils ne demandaient. Et on sait fort bien qu'en droit, quel que soit le niveau, en général c'est une cause non pas d'annulation, mais d'annulation partielle pour ce qui est suraccordé. En fait, quand on regarde en détail, on se rend compte qu'il n'y a pas de cas d'ultra petita. Ce qui est arrivé, c'est que Terre-Neuve a déposé, effectivement, certains documents cartographiques qui montraient qu'ils ne revendiquaient que le bassin de l'Atlantique, sans nécessairement aller jusqu'au 52<sup>e</sup> parallèle. Parce qu'il y a une différence entre les deux qui couvre quand même une dizaine de milliers de kilomètres carrés. De telle sorte qu'on ne peut pas attaquer le jugement sur le seul fait que le tribunal aurait accordé à Terre-Neuve un territoire plus grand que ce qu'il demandait. Et enfin, on dit souvent: De toute façon, quelle que soit la valeur juridique ou géographique du jugement, le Québec n'a jamais reconnu la frontière du Labrador. J'espère ne décevoir personne en disant que cela est totalement faux. Le Québec a, à maintes reprises, reconnu la frontière du Labrador. Je disais tout à l'heure que la position du Québec a été ambiguë. Effectivement, elle l'a été, parce que, tout en reconnaissant par différents actes des lois, des arrêtés en conseil, des déclarations ministérielles, des publications de documents officiels en lettres ou cartographiques, il y a un relevé qui avait été fait lors des travaux de la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire, qui a révélé que dans un peu plus de 80 cas le Québec avait reconnu la frontière de 1927. Il l'a d'ailleurs reconnue dans une loi qui se réfère à la frontière Québec-Labrador terre-neuvien à la ligne de partage des eaux qui forme frontière entre le Québec et le Labrador terre-neuvien. C'est comme ça que c'est marqué dans la loi de 1946. Alors, devant une telle liste de reconnaissances, comment peut-on dire que le Québec n'a pas reconnu la frontière de 1927? Cependant, pour être juste, il faut aussi dire que le Québec a aussi déclaré ne pas la reconnaître. C'est là, évidemment, toute l'ambiguïté, qui dure depuis un demi-siècle, plus d'un demi-siècle, sur la question de la frontière du Labrador.

Quoi qu'il en soit d'ailleurs de cette reconnaissance ou de cette non-reconnaissance à certains égards, la loi de 1949 par laquelle Terre-Neuve entrait dans la Confédération canadienne reconnaissait clairement, et c'est une loi constitutionnelle, que la frontière entre le Québec et Terre-Neuve est la ligne établie par le Conseil privé de Londres en 1927. C'est l'article 2 de l'Acte d'union du Canada et de Terre-Neuve. On pourrait dire alors que le Québec n'a pas été consulté pour cet acte d'union. Effectivement, il a été consulté, mais, évidemment, c'est de la petite histoire de savoir qu'est-ce qui s'est dit en Chambre à cette époque. À l'As-

semblée législative du Québec, il n'a pas été question de la frontière une seule fois. On a simplement dit que l'entrée de Terre-Neuve n'était peut-être pas une bonne chose, parce que ça changerait le pourcentage des Canadiens français au Canada. Le seul débat qu'il y a eu là-dessus, c'est à la Chambre des Communes, au fédéral. Le résultat en a été donc que ça a été confirmé par l'Acte de 1949. Et lorsque l'on dit que le Québec n'a pas été consulté sur cette loi, il n'avait pas à l'être non plus à cause de cette distinction importante que je faisais tout à l'heure à l'effet que le jugement du Conseil privé n'est pas attributif, mais déclaratif de droits, de telle sorte que l'Acte de 1949 ne changeait pas la frontière, il ne faisait que la confirmer. Il confirmait une confirmation antérieure de 1927.

À cet égard, il y a deux choses que l'on pourrait dire quant à la frontière Québec-Terre-Neuve. On pourrait dire, bon, que cette frontière n'est pas judiciairement débattable. On pourrait ajouter que, pour être constitutionnelle, il faudrait qu'il y ait, selon la procédure de l'article 43 de la loi constitutionnelle de 1982, il faudrait qu'elle soit confirmée par les assemblées fédérale et provinciales concernées. Peut-être, mais je le mets sous forme interrogative, toujours pour la même raison, c'est que la frontière n'a pas été modifiée en 1927, elle n'a rien qu'été déclarée. Le Conseil privé n'a fait que déclarer qu'elle était là où il déclarait qu'elle était selon les textes antérieurs.

L'autre élément de la frontière auquel on se réfère quelquefois, c'est cette portion sud du Labrador qui est située entre la ligne de partage des eaux et le 52<sup>e</sup> parallèle, c'est-à-dire toute cette région où prennent leur source les rivières qui coulent dans le golfe du Saint-Laurent. Il a souvent été question que ce territoire pourrait être réclamé, mais on se basait surtout sur le raisonnement de l'ultra petita que je mentionnais tout à l'heure, la suradjudication par le Conseil privé, le comité judiciaire du Conseil privé. Juridiquement, cette position est difficilement défendable. Cependant d'un point de vue, disons, géopolitique ou géo-économique, il est évident que le raisonnement qui est à la base de la remise à Terre-Neuve de l'ensemble du bassin atlantique pourrait être utilisé pour justifier une négociation, et non pas une réclamation judiciaire, une négociation avec Terre-Neuve pour que la tête des rivières entre le 52<sup>e</sup> parallèle et la ligne de partage des eaux fasse partie du territoire québécois.

(16 h 15)

Il s'agit là, bien sûr, d'une négociation dont l'issue est loin d'être sûre. Elle a d'ailleurs fait l'objet de discussions, à plus d'une reprise, entre les autorités gouvernementales du Québec et de Terre-Neuve. Cette question a été soulevée, mais elle n'a pas eu de résultat concret. De telle sorte qu'aujourd'hui, on doit considérer comme la frontière effective entre le Québec et Terre-

Neuve la ligne établie par le Conseil privé de Londres en 1927. Telle est la situation. La seule issue – et c'était la conclusion de la commission d'étude sur l'intégrité du territoire – est une négociation politique. Ce n'est pas l'issue judiciaire.

Enfin, entre Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick, d'où nous sommes partis tout à l'heure, il y a le golfe du Saint-Laurent. Nous arrivons au seul véritable problème de délimitation de frontière, parce que la frontière à l'intérieur du golfe du Saint-Laurent n'a pas été établie. Cette frontière est problématique à plusieurs égards. D'abord, parce que le territoire lui-même du Saint-Laurent, son statut, n'a pas été établi de façon claire par les juristes, tant au niveau international qu'au niveau constitutionnel. La question se pose encore à savoir s'il s'agit d'un territoire haute mer ou territoire canadien. Cependant, il faut dire que la majorité des études qui ont été faites à cet égard en viennent à la conclusion que le territoire maritime que constitue le golfe du Saint-Laurent est territoire canadien. Ce sont des eaux intérieures canadiennes.

À partir de cela, il reste à savoir quel est le statut de ce territoire. Appartient-il à une province? Est-il divisé entre des provinces? Est-il territoire fédéral? Il s'agit d'une frontière litigieuse. La seule frontière vraiment litigieuse au Québec, puisque la position du gouvernement fédéral est à l'effet qu'au-delà des délimitations antérieures – et ça, on remonte jusqu'en 1763 – des territoires québécois successifs, en dehors de cela – c'est-à-dire tout ce qui est à l'est de la péninsule de Gaspé et de l'île d'Anticosti – il s'agit d'un territoire qui n'a pas été rattaché d'aucune manière aux provinces, de telle sorte qu'il est pour ainsi dire en déshérence provinciale et il fait donc partie du territoire fédéral. C'est la thèse fédérale.

On s'est appuyé, entre autres, sur le fait que des jugements de la Cour suprême ont donné ouverture au fait que des territoires qui auraient été accrus, pour ainsi dire, au Canada après 1867, étaient accrus non pas aux provinces mais au fédéral. C'est une interprétation. Mais quelle que soit la validité de cette interprétation, son application au golfe du Saint-Laurent, elle, pose problème, parce que le golfe du Saint-Laurent, ce n'est pas quand même la même situation que ce qui est au large de Terre-Neuve et de la Colombie-Britannique. D'autant plus que le statut interne du golfe du Saint-Laurent peut remonter à bien avant 1867, comme il peut être postérieur, puisque jusqu'en 1949, Terre-Neuve ne faisait pas partie du Canada. Cependant, tous ces territoires ont déjà été territoires britanniques.

Donc, vous voyez, je ne veux pas compliquer le tableau, mais il reste que c'est une question qui demeure, à mon humble avis, totalement ouverte. Il y a une certaine prépondérance de la jurisprudence à l'effet qu'il s'agit

d'un territoire canadien mais, encore là au niveau du droit international, il y a difficulté puisque certains pays reconnaissent le statut intérieur du golfe du Saint-Laurent, du moins implicitement, en ayant accepté de passer des ententes avec le gouvernement fédéral au sujet, par exemple, des droits de pêche, ce qui est une reconnaissance implicite. Certains États, au contraire, l'ont dénoncé, comme le cas des États-Unis et quelques autres, de telle sorte que la jurisprudence est partagée, comme l'interprétation et la doctrine le sont également quant au statut interne du golfe du Saint-Laurent. La position du Québec, maintenant, est qu'il s'agit d'un territoire partagé entre les provinces par des lignes d'équidistance entre les différents littoraux. C'est une position que le Québec a prise dans le courant des années soixante-dix, qui s'est manifestée de différentes manières, mais qui, au moins maintenant, est représentée par la cartographie officielle québécoise qui représente, en général, le territoire québécois comme allant jusqu'aux lignes d'équidistance à l'intérieur du golfe du Saint-Laurent.

Je ne peux donc donner comme conclusion à cette portion de frontière d'autres observations que le fait que si l'on estime que ce problème doit trouver une solution judiciaire, eh bien, d'autres études doivent être faites. Je doute cependant que la solution judiciaire soit la seule. Des juristes eux-mêmes arrivent à la conclusion que dans le cadre constitutionnel canadien actuel, il est impossible d'apporter une réponse claire.

Voilà ce tour du Québec terminé. Je voudrais, pour clore mes propos, vous livrer quelques considérations générales que m'a inspirées ce retour en arrière dans les frontières du Québec. L'état des frontières du Québec, on peut le résumer ainsi: il n'y a qu'une seule frontière non délimitée, c'est celle du golfe. Les autres frontières sont délimitées mais certaines ne sont pas démarquées. Une frontière n'est pas démarquée parce que la délimitation n'en a pas été établie de façon définitive, c'est celle du Québec avec les Territoires du Nord-Ouest. Certaines frontières sont délimitées mais sont à démarquer; c'est à mon humble avis le cas de la frontière Québec-Terre-Neuve. La délimitation est faite, il reste à la démarquer. Elle l'a été, remarquez, par les compagnies minières, mais pas par les provinces. Enfin, le quatrième type de frontières que je mentionnais tout à l'heure, les frontières à réviser éventuellement, et je me permets d'attirer l'attention une fois de plus sur cette frontière absurde qui est celle du Québec avec les Territoires du Nord-Ouest. Peut-être que dans un contexte de négociations politiques, la frontière au sud du Labrador – c'est-à-dire celle qui est actuellement au 52<sup>e</sup> parallèle – pourrait éventuellement faire l'objet de négociations, comme d'ailleurs ça a déjà été le cas bien que jusqu'ici ça n'ait pas apporté de résultats.

Deuxième considération générale. Je me permets de répéter, au risque de paraître paranoïaque: le Québec est un État enclavé. Lorsque le Québec aura à négocier, le cas échéant, certaines questions incidentes à son statut territorial, je crois que la situation d'État enclavé en est une qu'il ne faudra pas oublier. Il y a d'ailleurs un comité, à l'Organisation des Nations Unies, qui s'occupe spécifiquement des États enclavés. Alors, si on le fait pour des États qui sont enclavés... Non pas à l'intérieur d'un autre État, comme c'est le cas du Canada – à cet égard on ressemble au Lesotho, en Afrique du Sud. Je pense à des États, donc, qui sont enclavés, c'est-à-dire comme on dit "land-locked states", en anglais, qui ne sont pas nécessairement à l'intérieur d'un autre État, mais qui n'ont pas d'accès à la mer. Même pour ces pays, il y a un comité au Nations Unies qui s'occupe des droits de passage, etc., de façon à désenclaver, au moins de façon fonctionnelle, les États qui le sont.

Troisième considération, et je vous rappelle ce que je disais au début, que mes considérations sont dites à titre purement personnel. La politique territoriale du Québec, et j'oserais dire, presque depuis toujours, se caractérise en général par la timidité et l'ambiguïté. La timidité, parce que sur bien des problèmes de frontières où pourtant le Québec avait des arguments juridiques valables, il a assez rarement fait valoir ses positions. C'était le cas, par exemple, de la frontière septentrionale du Québec. Pendant des décennies, pour des raisons absolument incompréhensibles, le Québec estimait qu'il fallait en prendre le moins possible, donc, c'était la limite des hautes eaux. Heureusement, par entente et par discussion, ça s'est résolu de façon différente. Le Québec n'a pratiquement jamais, sauf à quelques rares exceptions, exprimé ses positions sur ses frontières, sur ses politiques frontalières, et sur ses positions quant à ses frontières. Je sais que c'est difficile d'admettre de faire son deuil public du Labrador, mais la situation c'est celle-là, et bien sûr on n'a pas pu faire autre chose depuis des décennies que d'entretenir cette ambiguïté sur le statut de la frontière du Labrador. Le Québec n'a pas, à proprement parler, de loi sur ses frontières qui les définisse tel qu'il entend les définir et qui établisse un mode de gestion.

Quatrième remarque. Le Québec, la question des frontières du Québec est une question à mon avis, en soi, qui n'est pas juridiquement liée à l'éventuelle modification du statut du Québec, à cause du principe très simple qui est celui de l'uti possidetis. Ce n'est pas le changement de statut qui amène un changement de ses frontières. Cela ne veut pas dire que certains territoires québécois ne devraient pas être soumis, et sont d'ailleurs l'objet de revendications territoriales, celles des autochtones, bien sûr, au premier chef, ne devraient pas donc faire

l'objet d'une révision quant à l'organisation territoriale, quant aux droits des communautés, et même quant au statut territorial à l'intérieur des frontières du Québec... Loin de moi l'idée d'évacuer la question autochtone. Au contraire, elle est fondamentalement importante. Cependant, elle n'a pas de lien légal. La revendication territoriale du territoire du Nouveau-Québec, comme devant être un territoire qui pourrait théoriquement être soustrait à la souveraineté du Québec, à mon avis, déborde les cadres du droit.

Cela n'implique pas cependant qu'il n'y a pas de problèmes, problèmes de frontières, problèmes frontaliers, problèmes géopolitiques. Les problèmes qui existent déjà, je les ai mentionnés tout à l'heure. Il y en a un majeur qui est celui du golfe. Il y a la question bien sûr de la négociation possible quant au Labrador et des problèmes mineurs de frontières sur lesquels je n'ai pas voulu donner de détails.

De tout cela, et je me permets ici de tirer cette conclusion, quelle est la tâche qui s'offre au Québec? Je pense que la conclusion c'est que effectivement le Québec, le gouvernement du Québec, avec les appuis qu'il peut avoir au point de vue scientifique, au point de vue légal – je pense qu'elle existe encore – le Québec, à mon humble avis, doit éclaircir ses positions sur toutes ses frontières, lever les ambiguïtés dont elle est encore obérée. Le Québec, à mon humble avis, se doit de consolider sa politique par rapport aux frontières, non seulement ses positions par rapport aux différentes frontières, mais également la gestion des frontières, un train de lois, de mesures et, enfin, établir des scénarios possibles. Même si je disais tout à l'heure que l'éventuel accès à une souveraineté, quelle qu'en soit la définition du Québec, n'a pas d'inférence directe sur le statut des frontières, il reste qu'il y aura des inférences importantes du fait qu'une frontière interne devient une frontière internationale. Dans le cas d'une souveraineté complète, c'est évidemment un impact extrêmement important; de telle sorte qu'il sera important dans une telle hypothèse d'étudier, donc, les scénarios relatifs à ces frontières, dans le cas des différents statuts possibles que pourrait avoir le Québec dans un contexte géopolitique redéfini.

Voilà donc les considérations principales. Je m'excuse, je m'aperçois que j'ai abusé de votre temps mais faire le tour du Québec, c'est un peu long. Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Non, non, vous n'avez pas abusé. Je pense que vous nous avez intéressés tout ce temps-là.

Alors, avant de procéder à autre chose, juste nous informer qu'on a fait une répartition sommaire du temps. Ça donnerait 50 minutes d'un côté, 50 minutes l'autre, et 20 minutes à nos amis de Égalité. Évidemment, on va marcher avec l'alternance. C'est des enveloppes globales qu'on



va comptabiliser ici, et tout simplement, pour rassurer tout le monde sur les temps disponibles.

**M. Maciocia:** J'aimerais, M. le Président, arrêter cinq minutes avant de commencer la période des questions avec M. Dorion, pour se...

**Le Président (M. Bélanger):** Alors consente-ment de pause sanitaire de cinq minutes.

**M. Maciocia:** Cinq minutes.

**Le Président (M. Bélanger):** D'accord. Alors, on reprend donc les travaux dans cinq minutes. Veuillez noter.

(Suspension de la séance à 16 h 29)

(Reprise à 16 h 45)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais de bien vouloir reprendre votre place. S'il vous plaît. Alors, M. Dorion, vous avez suscité beaucoup d'intérêt et de questions. Alors, maintenant, vous allez devoir faire face à tous ces questionnements-là. Donc, j'ai déjà d'inscrits le député de Saint-Louis et le député de Lac-Saint-Jean, Mme la députée de Taillon, M. le député de Jacques-Cartier. Alors, je vous prends en vrac, mais je vais placer un ordre... Verdon. M. le ministre. Bien. Alors, on débute avec M. le député de Saint-Louis qui, quasiment au début, a levé la main. Il ne voulait pas manquer son coup.

**M. Chagnon:** Alors, M. le Président, je voudrais saluer et remercier notre témoin. Son exposé a été, je pense, considéré par tous ici très intéressant. J'aurais quatre questions, peut-être que je m'en tiendrai à trois. Dans l'hypothèse d'une demande de souveraineté du Québec, pensez-vous qu'un gouvernement, à ce moment-là, M. Dorion, pourrait s'en tenir à la théorie des secteurs de 1907 et réclamer une plus grande partie que le territoire actuel du Québec, tel que vous l'avez défini, et réclamer une pointe qui pourrait aller jusqu'au pôle nord? Un peu comme, pour partir de la même théorie, l'Union soviétique qui, à partir de 1926, je pense, réclame sa territorialité à partir du pôle jusqu'à ses extrémités de la péninsule du Kamtchatka et de Mourmansk?

**M. Dorion:** D'un point de vue juridique, la réponse, à mon humble avis, c'est carrément non. Étant donné que les frontières ont été établies, qu'au nord du Québec il y a ce territoire des Territoires du Nord-Ouest, c'est une frontière constitutionnelle et que, par ailleurs, s'applique pour une partie comme pour l'autre, le principe de l'uti possidetis que je mentionnais tout à l'heure, c'est-à-dire qui n'implique pas de changement de frontières, je ne crois pas qu'il y

ait aucune ouverture autrement que par négociation politique, mais là c'est une tout autre chose évidemment que le point de vue juridique, à cette extension.

**M. Chagnon:** Ma deuxième question concerne les îles du littoral dont vous avez parlé, les îles qui font le littoral le long de la baie d'Hudson, les îles non seulement du littoral, mais qui sont aussi enclavées dans certaines terres, particulièrement entre certains villages inuit. Jusqu'à quel point la revendication du plateau continental ne peut pas être sujette à une négociation sur la propriété de ces territoires-là, premièrement? Deuxièmement, on sait que ces territoires-là, au moment où on se parle en tout cas, ce sont des territoires presque exclusivement occupés de façon nomade par des Inuit qui vont y faire, particulièrement le printemps, la chasse au loup-marin ou à l'ours blanc.

**M. Dorion:** La première partie de votre question, c'est par rapport au plateau continental, n'est-ce pas? C'est ça? La réponse, c'est que je ne pense pas qu'on puisse se référer à ce concept, étant donné que la notion de plateau continental est utilisée pour délimiter du côté de la mer, de la haute mer, c'est-à-dire la mer internationale, la prolongation sous l'eau du territoire continental d'un État. Dans le cas des eaux intérieures, comme la baie James et la baie d'Hudson sont des eaux intérieures, ce concept, à mon avis, ne peut pas être apporté. On pourrait s'y référer...

**M. Chagnon:** Ce sont des eaux intérieures. Par contre, on a, par le passage du Nord, on a un passage sur l'océan Arctique et, éventuellement, sur l'Atlantique par le passage du Nord.

**M. Dorion:** Oui. Il faut répondre à deux niveaux. Au niveau international, ces eaux intercalaires entre les éléments de l'archipel arctique sont des eaux considérées comme canadiennes par le Canada. Tous les pays ne le reconnaissent pas. Ça fait donc partie du territoire interne et par conséquent, ça ne s'applique pas pour la même raison que je mentionnais tout à l'heure. À l'autre niveau, qui est au niveau interne, je reviens à ce que je mentionnais tout à l'heure à savoir que la frontière, d'un point de vue légal, est établie clairement, absurdemment mais clairement, sur le littoral.

**Une voix:** Sur le rivage.

**M. Dorion:** Au niveau, cependant, d'une négociation politique, je pense que mutatis mutandis, on pourrait se référer à ce concept-là en disant que... en considérant que aussi au niveau du droit international, on estime que, du côté du plateau continental, il est logique qu'un État puisse se prolonger pour avoir accès, par

exemple, et le contrôle des ressources sous-marines, il ne serait pas illogique que ce soit un peu le même raisonnement au niveau interne. Mais ça, ça se situe à ce que je mentionnais tout à l'heure, c'est-à-dire au niveau des négociations politiques. Parce que les îles qui ne sont pas celles qui sont rattachées au littoral ne peuvent être revendiquées par le Québec qu'au niveau d'une négociation politique.

**M. Chagnon:** Et le fait que leur occupation soit strictement une occupation nomade et inuit.

**M. Dorion:** En fait, je pense que ça ne rentre pas non plus en ligne de compte pour deux raisons. Une, c'est que les frontières ont été établies sans relation avec la population, ce qui est sans doute malheureux mais c'était le cas. Et comme je le disais tout à l'heure, les seuls arguments auxquels on s'est référé, ce sont des arguments stratégiques et des arguments de dénombrement géographique. Première raison. Deuxième, c'est que les Inuit eux-mêmes ont comme position d'ignorer les frontières inter-provinciales. Lorsqu'ils ont défini leur territoire Nunavuk, par exemple...

**Une voix:** Nunavik...

**M. Dorion:** Nunavik, oui, le peuple Nunavuk, c'était de part et d'autre de cette frontière. Cependant, ce qui peut être apporté en considération au niveau de la négociation politique, c'est la symbiose que le mode de vie des Inuit, qui sont essentiellement littoraux, établisse entre les îles et la côte, c'est une unité géographique naturelle. C'est pour cette raison que je me permettais de dire tout à l'heure que c'est une frontière relativement absurde.

**M. Chagnon:** Pour les Inuit, il n'y a pas d'erreur là-dessus, c'est leur mode de vie, d'ailleurs, d'aller...

**M. Dorion:** C'est ça, oui.

**M. Chagnon:** ...généralement chasser sur...

**M. Dorion:** Absolument.

**M. Chagnon:** ...sur les îles. Mais si on revient à l'idée même de Nunavik (le peuple, Nunavuk), on se réfère à quoi, à ce moment-là, par rapport à l'ensemble du territoire québécois, si, au nord du 56°, on a une volonté de reconstituer... et on la sent, cette volonté de reconstituer l'organisation inuit entre l'Ungava et les îles du littoral?

**M. Dorion:** Moi, je pense que cela, effectivement, constitue un argument favorable à une éventuelle négociation pour revendiquer sous une

même autorité le continent et les îles adjacentes. Quand on regarde la carte, la géographie du nord du Québec, effectivement, il n'est pas très difficile, d'un point de vue de dessin de frontières, géopolitiquement parlant, d'établir des lignes qui ne sont pas loin des lignes d'équidistance à l'intérieur de la baie James, de la baie d'Hudson, le détroit d'Ungava, etc. qui se trouveraient à remettre de part et d'autre les îles. Parce que les îles sont loin du centre, les îles sont beaucoup plus proches des littoraux. De telle sorte que, si le Québec en venait à une entente avec le Canada ou avec les provinces voisines pour un partage du territoire qui se situerait par une ligne d'équidistance ou à peu près, ce ne serait que géographiquement logique. Et c'était d'ailleurs ce que les provinces... Dans les années, de 1962 à 1969, il y a eu des négociations qui impliquaient le Québec, l'Ontario et le Manitoba, qui revendiquaient, ou qui préconisaient plutôt, auprès du gouvernement fédéral l'adoption de cette ligne comme ligne de séparation entre ces provinces et les Territoires du Nord-Ouest.

**M. Chagnon:** Professeur, des revendications territoriales inuit, comment ça pourrait-il se comprendre dans ce débat-là, territorial?

**M. Dorion:** Je ne suis pas sûr de comprendre votre question. Vous voulez dire, la revendication territoriale, c'est-à-dire de gestion du territoire...

**M. Chagnon:** Gestion du territoire, oui...

**M. Dorion:** Oui. Comme je disais, tout à l'heure, j'hésite à entrer dans ces considérations, parce que je ne me considère pas spécialiste. Ce que je me permets de dire, cependant, c'est qu'il s'agit de deux questions différentes. Elles sont très liées, mais elles sont différentes en ce sens que les revendications territoriales ou des revendications de changement de statut territorial comme le pouvoir local, l'autonomie de gestion, etc., sont sans doute des revendications des autochtones qui – je me permets de le dire encore à titre complètement personnel – sont totalement justifiées. Il reste à savoir quelles seraient les meilleures solutions et qui seraient au bénéfice de l'ensemble des communautés. Mais, cependant, ce n'est pas la justesse de ces revendications-là qui fait que ça établit un lien juridique entre ce qui arriverait, quant aux frontières du Québec et son éventuelle accession à la souveraineté et ses revendications territoriales; ce sont deux problèmes différents. Que le Québec, comme État, devienne un État souverain ou plus autonome ou indépendant, à mon avis, n'est pas intimement lié mais ne met pas plus de côté...

**M. Chagnon:** Exact. Je conçois ça.

**M. Dorion:** ...le problème des autochtones.

**M. Chagnon:** J'aimerais revenir là-dessus plus tard, M. le Président, et poser une dernière question d'ordre général, pour permettre aux collègues de pouvoir poser d'autres questions.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie. Rapidement.

**M. Chagnon:** M. le professeur Dorion, si on utilisait le terme "servitude", non pas dans son esprit juridique, mais dans... Oui, si on le prenait dans son esprit juridique, sur le plan du droit international, et qu'on regardait cette servitude internationale qui concerne entre autres les droits de pêche, puisqu'on sait que le territoire non seulement du Bas-du-Fleuve mais du golfe du Saint-Laurent peut être évidemment questionné sur le plan juridique, les droits de pêche internationaux, dans le golfe, comme servitude internationale, comment ça peut-il s'interpréter ou se régulariser à la faveur et à la lecture du droit international?

**M. Dorion:** Au niveau du droit international, on peut presque dire, je veux également être prudent, qu'il n'existe de servitude que contractuelle, en ce sens que le droit international est un droit sans sanction et, à cause de cela, ne peut que prescrire des modes de comportement comme l'accès à la mer, le droit de passage dans les détroits, etc. Mais il n'y a pas de sanction à cela. C'est un peu la même chose, donc, du côté de ce que l'on pourrait appeler les servitudes internationales quant à l'accès à des ressources. Et c'est pour cette raison que le gouvernement du Canada a passé des ententes avec des pays étrangers pour délimiter certaines, définir certaines des conditions de pêche, justement dans le golfe, de telle sorte que le Canada, d'une part, ce faisant, se trouvait à amener certains pays à reconnaître le statut d'eaux intérieures du golfe du Saint-Laurent. Si le Québec accédait à un régime qui lui donnait une juridiction sur ses eaux limitrophes, la situation serait la même. Sauf que, si on reporte cette situation sur une carte, le territoire, cette portion du golfe qui ferait partie du Québec en vertu de la position du Québec qui est celle des lignes d'équidistance, ferait quand même, comme je le mentionnais tout à l'heure, du Québec un État enclavé, parce que, quel que soit le statut du golfe fédéral ou interprovincial, le territoire liquide ou maritime du Québec n'a pas accès à la haute mer. De telle sorte que ça n'aurait pas un effet direct sur cet aspect de la question.

**M. Chagnon:** Finalement, M. le Président, concernant des terrains, d'immenses terrains qui sont la propriété du gouvernement fédéral, par exemple, Québec, les Plaines d'Abraham. Encore une fois, en utilisant l'expression "servitude",

non pas dans son sens juridique, mais dans son sens le plus large, comment est-ce que, autrement que par une négociation politique, l'utilisation, l'organisation de ces terrains et la destination de ces immeubles pourraient être constituées?

**M. Dorion:** Je vous avoue que je ne vois pas de moyens autres, justement, que la négociation. Puisque...

**M. Chagnon:** Il ne peut pas y avoir de revendications *urbi et orbi* de l'État, du prétendant...

**M. Dorion:** Il peut y avoir des revendications en vertu de ce qui devient, à ce moment-là, le droit international privé, des questions de propriété. Ça, bien sûr. Mais à ce moment-là, c'est le droit international privé qui joue. C'est autre chose. Et vous avez raison de poser la question parce qu'il y a des pays quantitativement beaucoup plus importants que le nôtre qui ont exactement le même problème. Quand on voit quel est le sort qu'essaient de réserver les différents États soviétiques aux possessions du fédéral dans les républiques, c'est un problème extrêmement compliqué.

**M. Chagnon:** M. le Président, vous retiendrez que j'ai l'intention de revenir après les autres pour...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Je cède la parole à M. le député de Lac-Saint-Jean.  
(17 heures)

**M. Brassard:** Merci. D'abord, moi aussi je voudrais vous remercier, M. Dorion, pour votre exposé tout à fait lumineux. Je vous écoutais et je me disais que normalement, ou enfin très souvent, sur des questions très techniques on a plutôt tendance à s'ennuyer et à somnoler. Ce n'était absolument pas le cas avec vous. C'était extrêmement intéressant.

D'abord, je voudrais vous faire bien confirmer un principe qui m'apparaît fondamental, que vous avez énoncé, que d'ailleurs M. Jacques-Yvan Morin avait également énoncé très clairement, que M. José Woehrling a aussi énoncé très clairement dans une étude commandée par la commission Bélanger-Campeau. Principe qui énonce qu'un État nouveau conserve intégralement le territoire qu'il possédait jusque-là. Je pense que c'est important que ce soit bien confirmé parce qu'il y a toutes sortes de propos, de remarques, d'énoncés qui circulent présentement et que maintenant on peut classer dans le domaine du chantage politique ou de l'intimidation à caractère politique. C'est purement cela, puisque tous les juristes sérieux – vous ajoutez aux autres – confirment ce principe que l'intégrité territoriale d'un Québec souverain est

assurée en vertu du droit international.

**M. Dorion:** Le principe qui est contenu dans la règle que l'on nomme l'*uti possidetis* est un principe reconnu en droit international qui a été appliqué lors de l'accession à l'indépendance, par exemple, de la quasi-totalité des États latino-américains, qui a été appliqué également lors de certaines redéfinitions étatiques au Proche-Orient, en Europe et que le droit international reconnaît comme tel.

Deuxièmement, au niveau canadien, au niveau de la Constitution canadienne et des lois constitutionnelles de l'ensemble des juridictions du Canada, il n'y a aucune disposition, à mon humble avis, qui puisse être interprétée comme limitant l'application au niveau interne du Canada du principe de l'*uti possidetis* reconnu au niveau international. Effectivement, il y a des juristes qui ne l'attaquent pas directement mais disent l'inverse. Par exemple, je lisais dans... C'est le *Globe and Mail*, ça? Le *Globe and Mail*, un avocat qui disait ceci: "The answer to the boundary question is the same from a legal standpoint as from a political one. It depends on how the rest of Canada responds to any Québec demand for independence". Alors, il dit: C'est vrai pour le niveau politique, mais ce que dit ce juriste c'est que "the answer is the same from a legal standpoint as from a political one" et je crois que ça vient à l'encontre du principe de l'*uti possidetis*. Alors, vous avez raison de mentionner qu'il y a des juristes qui pensent l'inverse.

**M. Brassard:** Ma deuxième question porte sur les autochtones, ça rejoint un peu la première aussi. Il y en a également qui prétendent que, advenant l'accession du Québec à la souveraineté, il pourrait surgir du néant, au nord du 55e parallèle, un État cri souverain...

**Une voix:** C'est des Inuit.

**M. Brassard:** Inuit mais aussi Cris... s'appuyant sur des revendications territoriales. Or, vous reconnaissez que la Convention de la Baie James – qui a été signée par toutes les parties et qui a été également cautionnée par des lois du Parlement fédéral et de l'Assemblée nationale du Québec – a pour effet d'éteindre, d'une certaine façon, les revendications, droits, titres et intérêts autochtones, quels qu'ils soient, aux terres et dans les terres du territoire du Québec, et le Québec et le Canada acceptent cette cession. C'est l'article 2.1 du chapitre 2 des dispositions principales de la convention et par conséquent, cette hypothèse-là aussi... Ça n'exclut pas les négociations possibles avec les autochtones pour une certaine autonomie gouvernementale. Mais pour qu'on puisse imaginer un État souverain autochtone, à même une partie du territoire du Québec, je pense que ça, c'est

exclu.

**M. Dorion:** Il y a plusieurs éléments dans votre question. Moi, j'hésite toujours à parler d'extinction même si dans des documents officiels, on se réfère à l'extinction des droits. De toute façon, je crois...

**M. Brassard:** On n'en sort pas, en tout cas.

**M. Dorion:** ...On n'est peut-être pas obligé de se référer, à mon humble avis, à ce concept de l'extinction des droits pour, comment peut-on dire, détacher la question du statut du Nouveau-Québec par rapport à un éventuel accès à la souveraineté. Le territoire du Nouveau-Québec, au moment de l'extension des frontières en 1912, a été remis au Québec à une condition. Cette condition n'avait pas, effectivement, été remplie par les gouvernements, qui était la passation d'un traité ou d'une entente, ou... Enfin! Ça avait été souligné, d'ailleurs, par la commission et je me rappelle que, lorsque le rapport avait été donné au gouvernement, un des membres du gouvernement nous avait dit: Autrement dit, vous nous remettez le bébé. En un sens, oui, parce qu'effectivement, on ne pouvait pas faire autrement qu'interpréter les documents à l'effet que le gouvernement du Québec avait l'obligation, suite à l'acte d'extension de 1912, de s'entendre d'une quelconque manière avec les communautés amérindiennes, ce qui, comme vous dites, a été fait par la Convention de la Baie-James.

Ceci dit, quel est l'impact de la convention, sur les droits que peuvent revendiquer les Cris et les Inuit du Nouveau-Québec? À mon avis, c'est une autre question. C'est, en tout cas, une question qui est en dehors du lien qu'on peut établir entre les frontières du Québec et les revendications territoriales des autochtones. Autrement dit, les autochtones du Québec ont des revendications à formuler et c'est ce qu'ils font, effectivement. Mais cela peut et, à mon avis, doit se faire dans le cadre d'un Québec qui, constitutionnellement, est défini territorialement. Cela ne veut pas dire que ça évacue le problème autochtone, pas du tout. Au contraire, le problème est là. Il existe et les gouvernements devront y apporter des réponses. Mais, à mon avis, ça se situe dans un cadre qui est différent de celui de la remise en question des frontières.

**M. Brassard:** D'ailleurs, c'est le cas de la Convention de la Baie-James. La Convention de la Baie-James répartit les terres en différentes catégories, dont certaines sont la propriété des communautés autochtones, mais ça n'évacue pas ou ça n'exclut pas ces territoires-là pour autant du territoire du Québec. Donc, ces ententes-là, concernant les territoires autochtones, pourraient être modifiées ou renégociées, mais ça ne change rien au statut ou à l'intégrité territoriale du Québec.

**M. Dorion:** C'est ce que je crois.

**M. Brassard:** J'aurais une dernière question, M. le Président, sur le golfe. Vous dites que, finalement, en faisant le tour des frontières comme vous l'avez fait de façon tout à fait remarquable, c'est le golfe qui est le cas le plus litigieux, qui n'est pas réglé. On nous signale qu'il y a une entente qui a été conclue entre les provinces concernées, en septembre 1964, provinces de l'Atlantique, et qui partageait le territoire du golfe selon la règle de l'équidistance des rives. Et le gouvernement du Québec a considéré un peu cette entente comme étant en vigueur, d'une certaine façon, puisque dans plusieurs lois qu'il a adoptées, il a tenu compte de ce partage du golfe entre les provinces de l'Atlantique. La question qui se pose, c'est: Dans l'hypothèse, évidemment, de l'éventualité de l'accès du Québec à la souveraineté, comment ce problème-là pourrait-il être résolu? Est-ce que l'entente de 1964 pourrait être une base intéressante, solide sur le plan du droit, pour en arriver à déterminer la frontière et les frontières dans le golfe? Et est-ce que, si la négociation échoue, l'arbitrage international est également une solution envisageable, comme c'est le cas présentement pour ce qui est du litige entre la France et le Canada, concernant les îles Saint-Pierre et Miquelon?

**M. Dorion:** L'entente à laquelle vous vous référez, à mon avis, pourrait difficilement servir de base, pour la bonne raison qu'elle n'a pas été consacrée par une volonté législative du fédéral. Vous avez raison de dire qu'on s'y est référé quelquefois. On l'a aussi contredite à plus d'une reprise. Et la position officielle du gouvernement fédéral, si je ne me trompe, à l'heure actuelle, est de considérer l'ensemble du golfe, sauf le long des rives et autour de l'île d'Anticosti jusqu'à la pointe de Gaspé, comme territoire fédéral. Le principe sur lequel, cependant, ces ententes qui n'ont pas finalement abouti comme telles, reste valable et, si je ne me trompe, à quelques différences minimes près de l'application quant au dessin de ces lignes d'équidistance, c'est la position également du Québec.

Cette solution a d'ailleurs toutes les qualités de la logique, parce que c'est en général la solution qui est apportée au niveau du droit international pour le partage des espaces qui sont en position frontalière. Il est assez étonnant d'ailleurs, dans un document qui a été publié par le Department of State des États-Unis, il y a de ça assez longtemps, mais qui en général fait autorité bien que, en général, on met toujours que ça n'implique aucune position politique et juridique de la part du gouvernement américain, qu'on représente le golfe du Saint-Laurent comme séparé par exactement les lignes d'équidistance et, quand on regarde la légende, c'est bien marqué "Province or territory boundary".

Donc, on considère au moins que c'est logique si on le met sur une carte officielle du Département d'État.

Ceci dit, advenant l'accession du Québec à un statut différent qui en ferait une entité de droit international, effectivement, c'est une question qui à mon humble avis pourrait être solutionnée par l'arbitrage, parce qu'il n'y a pas de jugement juridique ou d'arbitrage antérieur qui en dispose, contrairement à la question du Labrador. On a souvent dit qu'advenant l'accession du Québec à l'indépendance ou à la souveraineté, Québec pourrait frapper à la porte de La Haye pour demander à la Cour internationale de justice de revoir la chose. Je crois que c'est illusoire, totalement illusoire. Dans le cas du golfe du Saint-Laurent, je crois que la situation est différente, parce que, effectivement il n'y a pas eu de documents constitutionnellement valides qui pourraient être validés au niveau international pour la délimitation du golfe et qui en feraient un territoire fédéral ou quelque chose comme ça... La discussion est ouverte, oui.

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, dans l'ordre, j'ai M. le ministre, M. le député de Jacques-Cartier, Mme la députée de Taillon et M. le député de Verdun par la suite. M. le ministre.

**M. Rémillard:** Merci, M. le Président. M. Dorion je voudrais vous remercier d'avoir accepté de venir nous faire part de recherches que vous avez menées il y a quand même plusieurs années maintenant avec un groupe très impressionnant de juristes. Je voyais tout à l'heure Me Brière qui était avec vous, Me André Tremblay et tous les juristes, éminents constitutionnalistes, éminents juristes, qui ont travaillé avec vous, un groupe de travail qu'on a appelé la commission Dorion, qui a profondément marqué, je dirais, le droit québécois en ce qui regarde toutes ces questions afférentes au territoire.

C'était particulièrement intéressant de vous entendre tout à l'heure nous faire un tableau des grandes conclusions auxquelles vous en êtes arrivé il y a maintenant près de 20 ans et qui sont toujours actuelles dans leurs grandes lignes. C'est ce que vous nous avez expliqué. Et vous nous avez fait un tableau des grandes frontières du Québec, en nous disant que, somme toute, ces frontières sont bien déterminées, qu'il y a des endroits où c'est peut-être plus ou moins déterminé clairement, et la baie James, la baie d'Hudson... Dans le rapport de votre commission vous suggériez qu'on puisse régler le cas de la baie James et de la baie d'Hudson par la théorie de l'équidistance, pour que les provinces, Québec, Ontario et Manitoba, puissent s'entendre et qu'on en arrive à une frontière déterminée à ce niveau-là. Le Labrador, vous nous avez dit que

le Québec, dans les faits, l'a reconnu, mais qu'en droit il ne l'a pas reconnu. Même moi, comme ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes et ministre de la Justice, je ne reconnaîtrais pas non plus officiellement ces frontières-là. Vous nous parlez du golfe, vous venez tout juste de nous en parler, et vous nous dites que oui, c'est probablement l'endroit où ça pose le plus de difficultés à toutes fins pratiques. Mais, vous avez dit, dans votre exposé, et j'essaie de vous citer de par la note que j'ai prise ici: Ce n'est pas un changement de statut politique du Québec qui amène un changement dans ses frontières. Or, on sait, évidemment de par la loi constitutionnelle de 1982, que les frontières du Québec sont garanties par l'article 43 que vous avez cité et qui est à l'effet que, pour changer les frontières du Québec, il faudrait avoir l'accord du Québec.

(17 h 15)

Alors, tant qu'on est dans la fédération canadienne, il y a une garantie qui est bien établie. Le Québec devenant souverain, le Québec devient souverain, est-ce que en fonction du droit les frontières demeurent les mêmes? Vous en avez parlé tout à l'heure, vous en avez dit quelques mots, vous avez même cité un article paru dans le *Globe and Mail* récemment, mais il y a des juristes, il y a des politologues qui nous disent que, en 1912, lorsque le territoire du Québec a été considérablement agrandi donc par la partie du nord, on l'a fait à la condition que le Québec demeure dans la fédération canadienne. C'est leur thèse à eux. Que pensez-vous de cette thèse?

**M. Dorion:** Qu'en 1912 il y ait eu cette condition explicite, et qui eût existé de façon implicite si elle n'avait pas été dite de toute façon, je crois que c'est tout à fait exact. Cependant, lorsque l'on dit que le changement de statut d'un territoire n'amène pas automatiquement de changement dans sa frontière, peut-être faut-il décortiquer cette assertion. Parce qu'un changement de frontière ça peut être en fait quatre choses: ça peut être un changement de statut de la frontière; ça peut être un changement de sa situation géographique; ça peut être un changement de sa fonction et ça peut être un changement de son mode de gerance.

C'est sûr qu'on simplifie quand on dit qu'un changement de statut d'un territoire n'amène pas de changement de frontière. Ça n'amène pas de changement de frontière, c'est la théorie du droit international, ça n'amène pas de changement de frontière quant à sa situation, quant à sa situation géographique, quant à son "locus". Ça peut, ça amène évidemment un changement au niveau de son statut, puisqu'il s'agit d'une frontière qui, par exemple, pourrait passer d'interprovinciale ou provinciale-territoriale à une frontière interterritoriale ou internationale. Ça peut changer ses fonctions, mais cela se

rattache à des aspects autres que juridiques, et son mode de gestion est nécessairement changé pour en tout cas les... mais de façon différente, dis-je, selon qu'il s'agit d'une frontière ex-interprovinciale ou ex-internationale. De telle sorte, c'est sûr que c'est simplifier un peu les choses que de dire qu'un changement de statut d'un territoire n'amène pas de changement de frontière. Peut-être, pour être plus précis, aurais-je dû dire que ça n'amène pas de changement automatique de sa situation ou n'amène pas de possibilité automatique de rouvrir la question de la frontière quant à sa localisation. Je pense que c'est plus précis de le dire comme ça. Et, personnellement, je crois que c'est le cas des frontières canadiennes.

Cependant, ceci étant dit, il est évident que, lorsqu'il y a une loi constitutionnelle qui dit qu'on ne peut pas changer la frontière d'une province sans l'assentiment de la province, ça vaut pour toutes les provinces et même pour le niveau fédéral. En ce sens, et ça, je n'ai pas vu d'études légales là-dessus, on pourrait bien dire que le changement de statut d'une unité territoriale ne peut pas ne pas changer le changement de statut de la frontière et que, par voie de conséquence, il faut l'assentiment de la province ou des provinces voisines et du gouvernement fédéral pour changer le statut de la frontière. Moi, personnellement, ça m'apparaît une distinction qui est plutôt théorique que pratique, parce que j'estime personnellement que l'interprétation que l'on doit donner aux mots "changement de frontière", dans les deux lois auxquelles on se réfère relativement aux frontières, les lois constitutionnelles, on se réfère au changement de localisation de la frontière. Ça, c'est mon interprétation. Je crois à cette interprétation pour la bonne raison que je n'ai pas vu d'interprétation dans un autre sens.

Je reconnais que le statut de la frontière, forcément, change, mais je ne pense pas que c'est à cela que se réfèrent les deux articles de la constitution.

**M. Rémillard:** Mais, en clair, M. Dorion, en clair là, quand on parle du Québec actuellement, on visualise un territoire. Il y a des zones, comme vous l'avez mentionné, plus ou moins évidentes mais laissons ça de côté pour le moment. Le Labrador, c'est Terre-Neuve, très bien. Mais ce territoire qu'on visualise normalement comme étant le territoire du Québec...

**M. Dorion:** Délimité.

**M. Rémillard:** Pardon?

**M. Dorion:** Tel que délimité.

**M. Rémillard:** Tel que délimité.

**M. Dorion:** Faisons abstraction de la

démarcation.

**M. Rémillard:** Voilà. Demain, nous devenons souverains. Est-ce que c'est ce territoire-là qui demeure ou est-ce qu'il peut être modifié?

**M. Dorion:** À mon avis, c'est les deux. Il demeure et il peut être modifié. Il demeure... D'abord, l'accès à l'indépendance... Vous dites: Prenons comme hypothèse que le Québec accède à l'indépendance. Pour accéder à l'indépendance ou à la souveraineté, ça implique bien des choses. Ça implique qu'il y ait en amont ou en aval de la déclaration d'indépendance une reconnaissance, une reconnaissance par les différents pays y compris, en l'occurrence, le Canada. Et si on met comme hypothèse que le Québec est souverain ou indépendant, ça comprend ça, forcément. Autrement, ce serait une souveraineté et une indépendance imparfaites sur le plan du droit international. Admettons ça comme point de départ. La souveraineté...

**M. Rémillard:** Pour bien vous comprendre, vous me dites que si nous sommes souverains et que le Canada ne nous reconnaît pas, ça devient une souveraineté imparfaite.

**M. Dorion:** Bien oui. Parce que au niveau du droit international, un État souverain, c'est un État reconnu comme souverain.

**M. Rémillard:** Il peut y avoir d'autres pays qui peuvent nous reconnaître?

**M. Dorion:** Oui. On sait que le processus, cependant, est plus complexe dans la réalité parce qu'il y a des pays qui sont reconnus par certains et pas reconnus par d'autres. La république turque de Chypre n'est reconnue que par la Turquie. Bon. Il y a cet aspect-là mais évidemment, c'est un processus et je me permettais tout à l'heure de donner l'exemple des républiques baltes. Sur le plan constitutionnel interne de l'URSS, la question n'est pas réglée, mais ce sont trois républiques qui sont déjà reconnues par des États importants et la communauté internationale, maintenant, le prend pour acquis et, bien sûr, l'URSS, pouvoir central, semble-t-il, va suivre. Bon. Mais ça, c'est des comparaisons un peu boiteuses parce que les situations ne sont jamais les mêmes.

Pour tenter de répondre à votre question, j'essaie de préciser l'hypothèse qui est celle du Québec qui déclare sa souveraineté, une souveraineté qui est assez reconnue pour que, sur le plan international, on le reconnaisse comme un État souverain ou indépendant. Si cela est, la réponse à votre question, à mon avis, c'est, comme je disais tantôt, les deux en ce sens que d'un côté les frontières demeurent a priori les mêmes en vertu, en tout cas, des règles du droit international et tout particulièrement celle de

l'uti possidetis. Cependant, il faut répondre oui aussi au fait qu'elles peuvent être modifiées parce qu'on sait fort bien que l'accession à l'indépendance ou à la souveraineté d'un territoire pose toute une série de problèmes. On sait fort bien, pour prendre le même exemple, que l'URSS n'est pas au bout de ses peines, toutes les questions des minorités, de droit de passage, de partage des propriétés, etc., est un problème qui sera très long à résoudre.

Sur le plan des frontières spécifiquement, à mon avis, il n'y a pas de relation de cause à effet entre, d'une part, l'accès à un statut différent et, d'autre part, l'ouverture à la renégociation nécessaire des frontières quant à leur localisation. Quant à leurs fonctions, quant à leur statut et quant à leur mode de gestion qui sont les trois autres éléments, là, oui, cependant. Là, je pense qu'effectivement ça ouvre le dossier.

**M. Rémillard:** Mais si je vous demandais: La loi de 1912, est-ce que cette loi peut avoir une signification particulière dans la mesure où le Québec deviendrait souverain?

**M. Dorion:** Si particulière veut dire directe, ma réponse est: Je crois que non. Qu'elle a une signification particulière, si c'est dans le sens qu'il y a une incidence, ma réponse serait oui parce que, comme je le mentionnais tout à l'heure, le fait d'un Québec qui aurait un statut différent pose évidemment un problème aux communautés autochtones et les communautés autochtones nous disent et nous répètent: Le Québec demande sa souveraineté mais nous, on vous la demande à vous, notre souveraineté. Sauf qu'actuellement, dans l'état actuel des choses, ils demandent aux deux niveaux de gouvernement, à la fois au niveau provincial et au niveau fédéral. S'il y a un changement de statut du Québec, ça change les règles du jeu en autant que la communauté autochtone est concernée et, à mon avis, l'éventuel accès du Québec à une souveraineté, quelle qu'en soit la nature, ne règle pas le problème autochtone, probablement qu'elle le complique.

**M. Rémillard:** Est-ce que je vous comprends bien en disant, en résumant, que la question du territoire du Québec devenu souverain serait une question, finalement, qui serait discutée par les deux parties, c'est-à-dire le Québec et le Canada, dans des négociations qui auront lieu sur d'autres éléments, aussi probablement, mais entre autres sur cet élément-là? Donc, pour que le Canada reconnaisse le Québec comme État souverain, est-ce qu'il y aura eu une entente sur les frontières? Donc par conséquent, ces frontières, telles que nous les connaissons présentement, pourront être discutables, soit dans leur qualité, soit dans leur spécificité de direction, si vous me permettez l'expression.

**M. Dorion:** À mon avis, c'est inévitable, mais au même titre que toutes les autres questions qui doivent être débattues au moment d'un changement de statut. Le partage des propriétés, les questions d'accès au territoire, les questions de partage de fiscalité accumulée, etc. À mon avis, ça devra être discuté incontestablement. Mais non pas en vertu du fait qu'un changement de statut d'un territoire donné implique nécessairement la réouverture obligée d'une discussion sur les frontières.

**M. Rémillard:** Donc, il n'y a pas de garantie, on pourrait appeler ça une garantie, de dire: Le Québec devient souverain demain et, par conséquent, le territoire québécois tel qu'on le connaît maintenant c'est ce territoire qui devient souverain. Il y aurait négociation et discussions comprenant, en fonction de la loi de 1912 sur le Grand Nord...

**M. Dorion:** À mon avis, il n'y en a pas plus et pas moins que sur les autres questions. Mais à mon humble avis aussi, ce n'est pas spécifiquement à cause de la loi de 1912. Autrement dit, 1912 n'a pas créé, sauf l'entente à intervenir qui est intervenue, une servitude particulière au sujet de la redéfinition ou de la rediscussion des frontières, advenant un changement du statut du Québec. Personnellement, c'est comme ça que je le vois.

**M. Rémillard:** Je vous remercie. M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. le ministre. Alors, M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. First of all, Professor Dorion, I would like to thank you for an extremely complete and very clear presentation. Before I ask my question, I would like to respond to the comments of my colleague from Lac-Saint-Jean since I think I fall into the category of one of the intimidators or black-mailers' concerns. Je suis le loup-garou. Ha! Ha!

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Cameron:** In particular, the kind of point that the member from Lac-Saint-Jean is talking about I suppose is a book like this that was written about a decade ago, called "Partition: the Price of Québec's Independence" by Lionel Albert and William Shaw. This is not a book proposing to argue the case in international law. It is essentially a historical account, but the historical account of these circumstances is surely just as significant, if not more so. Boundaries in terms of their exact delineation of the kind that you have discussed are certainly considered by international lawyers and jurists, but the main position of boundaries are not

determined by lawyers, practically never, either here or anywhere else in the world. They are determined by other factors like demographics, population structure, historical claims, people's general sense of legitimacy, and at the worse, force of arms.

These questions have to be raised here and not only, it seems to me, about Northern Québec. For example, if we look at the question that has just been asked by the Minister of Intergovernmental Affairs, the 64 \$ question, if you like. It seems to me that he is looking for an answer where you cannot provide it. I cannot provide it, he cannot provide it himself, and neither can the member for Lac-Saint-Jean. Only the future can provide it. And that, in turn, will be determined by things like the state of actual political negotiations, not by the position that international law takes on this. As I have commented before in this committee, international law corresponds to the ordinary internal law of this country. Some of the space travel corresponds to bus travel and it seems to me that we are arguing more about where the bus is going, and who is going to be on the bus, rather than what the view will be from space.

(17 h 30)

The main question I would like to address to you, Professor Dorion – which in a way is something of a logical follow-up of the question addressed by the Minister of Intergovernmental Affairs – is this: If indeed, the Government of Canada looks at the possibility of a sovereign Québec as requiring it to leave Québec with its boundaries much as is – because of the Government of Canada's position on international law – does it not make more sense, in terms of the ordinary political interest, "les intérêts supérieurs du Canada", does it not make sense for it, in that case, simply not ever to accept the idea that Québec is a sovereign state?

**M. Dorion:** I completely agree with you that the boundary questions...

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse, M. Dorion, on pourrait avoir votre réponse en français?

**M. Dorion:** Ah oui! Bien sûr, pardon. Sorry. Je partage votre point de vue à l'effet que les questions de frontières ne sont pas que légales, pas plus, d'ailleurs, de droit international que de droit constitutionnel. Je vous avoue avoir vécu des moments méthodologiques difficiles quand je faisais ma thèse sur le Labrador parce que je venais de finir mon droit et que je faisais un thèse en géographie. J'ai réalisé que les arguments – parce que finalement, dans une thèse, on porte des jugements – inspirés du droit, de la géographie ou de la géopolitique étaient souvent différents, sinon contradictoires. Vous avez totalement raison; une frontière internationale, sur-



tout quand on regarde l'histoire de l'humanité on se rend compte que c'est la règle, les frontières internationales ne sont pas établies à partir du droit. Elles se servent du droit, soit pour être confirmées, soit pour être changées, mais les facteurs fondamentaux sont des facteurs humains; ils peuvent être ethniques, économiques, sociaux, ils peuvent être de natures différentes. Il a toujours deux manières d'aborder les problèmes de frontières, au moins deux manières, l'une qui est strictement legaliste, et l'autre qui est, je dirais plutôt, géopolitique.

Lorsqu'on règle des problèmes à l'intérieur d'un pays comme c'est le cas, par exemple, entre le Québec et l'Ontario – je vous fais grâce des détails, mais c'est une frontière qui offrait certains problèmes qui ont été solutionnés – par le droit ou par son produit annexe, si on peut dire, l'administration... Cependant, lorsqu'on est arrivé à la conclusion, on a tenu compte de facteurs humains parce qu'il y avait là des problèmes de chasse qui se posaient sur les îles. Et les communautés amérindiennes, en plus, ont une réserve qui est à cheval, non seulement sur la frontière Québec-Ontario, mais même sur la frontière américaine. Ce sont des éléments qui sont entrés en ligne de compte pour permettre de faire cet échange de territoires auxquels je faisais allusion tout à l'heure. Ça m'apparaît une manière saine de régler des problèmes. Lorsqu'on tente de régler des problèmes uniquement sur le plan judiciaire, bien sûr, ça peut sembler le régler à certains égards parce qu'on dit qu'on est dans le domaine du respect de la loi, mais cela ne les résout pas nécessairement sur le plan humain.

Dans le cas de l'accession d'un territoire à un statut différent, à la souveraineté ou à l'indépendance, cela peut – et c'est pour ça que je répondais à M. le ministre tout à l'heure que, oui, – ça peut donner ouverture à des négociations. Effectivement, ces négociations peuvent toucher des questions de minorités, des questions d'accès, des questions de statut juridique collectif des sociétés autochtones, par exemple. Et je verrais mal qu'un pays change de statut et accède à une souveraineté sans qu'il y ait de discussions précisément sur les relations entre les différentes constituantes de sa population et de son territoire. Et c'est pour cette raison que je disais que je pense humblement qu'advenant un tel changement constitutionnel, inévitablement, il y aurait des discussions sur des problèmes comme ceux-là. Ça, je le crois. Autrement dit, je me permets de dire, je ne veux pas vexer les juristes mais, que le droit est souvent impuissant à régler seul des problèmes territoriaux. Et je me permets d'ajouter, même si je disais que je ne veux pas entrer trop dans cette discussion parce que je ne m'avoue pas expert dans la question, loin de là, que la question des droits territoriaux ou pas des autochtones du Canada, à mon avis, ne peut pas se régler

uniquement à travers la voie légale et surtout pas judiciaire. Je ne sais pas si j'apporte réponse à votre question, mais...

**Une voix:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Mme la députée de Taillon. Mais auparavant, je vois M. le député de Lac-Saint-Jean qui...

**M. Brassard:** C'est un peu sur le même sujet. Pour avoir une précision, éviter toute ambiguïté. Quand vous dites qu'un changement de statut ouvre la voie à la négociation, je pense que ça va de soi. Ça m'apparaît dénoncer quelque chose de tout à fait normal. C'est évident que ça ouvre la voie à la négociation sur toute une série de sujets. Vous avez évoqué le partage des actifs et des dettes. Bon, c'est un gros sujet de négociations. Et vous dites: Les frontières aussi peuvent faire l'objet de négociations. Mais si des négociations sur les frontières n'aboutissent pas – c'est tout à fait pensable, ça peut aboutir comme ça peut ne pas aboutir. Prenons les négociations sur le golfe. Le gros problème: ça peut ne pas aboutir. À ce moment-là, il y a peut-être l'arbitrage. Mais si ça n'aboutit pas, des négociations, par exemple, sur la frontière nordique, ça n'aboutit pas. Ça signifie à ce moment-là que le territoire, tel qu'il était au moment du changement de statut, demeure tel quel. Si les négociations n'aboutissent pas, des changements ne peuvent pas être imposés unilatéralement par l'une des parties. C'est ça que je veux dire.

**M. Dorion:** Je répondrais à cela: Oui. Et j'ajouterais: Par défaut. Parce qu'il y a aussi une règle – je ne dirais pas en droit international, je dirais plutôt dans l'histoire de l'humanité – c'est que la règle qui prévaut en général en cas de conflit ou d'absence d'entente...

**M. Brassard:** De règlement.

**M. Dorion:** Oui. C'est la règle de la continuité. On voit des statuts de certains territoires se cristalliser, même s'ils sont ambigus et même s'ils sont irréguliers, du seul fait qu'ils continuent d'exister. Par exemple, les juristes internationaux reconnaissent que le Guatemala avait toutes les raisons de revendiquer le Honduras britannique parce que les conditions de la séparation n'avaient pas été respectées. Bon. C'est ce que disent les juristes en général. Sauf que, comme ça n'a pas été revendiqué, comme les démarches n'ont pas été faites, comme il y a eu comme une espèce de consécration, de cristallisation dans les faits, c'est une situation qui est devenue aujourd'hui réalité, même au point de vue légal maintenant. Sauf que le Guatemala, officiellement, ne l'a pas encore accepté. Sauf que dans les faits, il le reconnaît. C'est un peu

comme le Labrador, comme le disait M. Rémillard tout à l'heure.

**M. Brassard:** Et même si cette continuité nous est défavorable. Elle peut nous être favorable comme défavorable.

**M. Dorion:** Exactement. C'est le cas du Labrador.

**M. Brassard:** La frontière nordique, vous l'avez expliqué tantôt, c'est une frontière plus ou moins aberrante. Il y a des négociations. Ça n'aboutit pas.

**M. Dorion:** C'est ça.

**M. Brassard:** C'est le statu quo, mais c'est un statu quo qui ne nous est pas favorable.

**M. Dorion:** Voilà.

**M. Brassard:** Mais c'est quand même la continuité.

**M. Dorion:** Voilà.

**M. Brassard:** Bon. Très bien.

**Le Président (M. Bélanger):** Monsieur le ministre, si vous voulez réagir sur le sujet rapidement. Ensuite, ça sera Mme la députée de Taillon.

**M. Rémillard:** Oui, très rapidement. C'est simplement pour être bien certain que je comprends bien ce que vous nous dites, M. Dorion. Le Québec devient souverain, comme hypothèse, comme scénario, et certains aspects de la frontière doivent être discutés. Même on peut penser comme scénario qu'on se réfère à 1912 et l'interprétation de la loi de 1912, etc. Et comme vient de le dire le député de Lac-Saint-Jean, on ne s'entend pas. On ne parvient pas à s'entendre. Si on ne peut pas s'entendre, est-ce que vous nous dites, à ce moment-là, par la règle de la continuité, que c'est le territoire tel qu'il existe lorsque le Québec est une province canadienne qui s'applique de facto, ou s'il faut aller à la cour de justice internationale? Ou quels sont les mécanismes? Parce que je reprends exactement les mots du député de Lac-Saint-Jean. Je pense qu'il posait une question très pertinente. Très bien, il y a négociations, mais si on ne s'entend pas dans les négociations, qu'est-ce qui se passe?

**M. Dorion:** Ma réponse a peut-être l'air un peu ridicule, mais il ne se passe rien dans la mesure où une autorité ne fait pas le nécessaire pour qu'il se passe quelque chose. Et c'est pour ça que j'évoquais le principe de la continuité, parce que des conflits latents, appelons ça conflits, latents, c'est-à-dire le défaut d'entente

sur des statuts territoriaux, il y en a un grand nombre, hein, sur la surface de la terre. Il y en a qui durent depuis 50 ans, depuis 60 ans. Ça ne veut pas dire que c'est la solution qu'il faut préconiser, mais lorsqu'on parle de négociation sur une frontière, moi, je m'y réfère tout à l'heure au même niveau que d'autres éléments de négociation et non pas comme une conséquence automatique et directe du changement de statut. Il se peut qu'à l'occasion de ce changement de statut des gouvernements ou des groupes, en l'occurrence les groupes autochtones, puissent revendiquer soit des portions de territoire, soit un statut différent, soit un arrangement particulier avec le nouvel État entre guillemets, mais ce n'est pas le fait que cela n'est pas résolu que ça a un effet rétroactif sur une déclaration d'indépendance ou de souveraineté quelconque. À mon avis, ça fait partie du contentieux, si ça prend cette direction, à régler. Ça fait partie plutôt du dossier, disons, du dossier à résoudre au moment d'un changement de statut, et ça comprend bien d'autres choses que des frontières. Je ne sais pas si je m'exprime clairement, mais ce que j'essaie d'expliquer, c'est qu'il n'y a pas de lien automatique entre le changement de statut d'un territoire et l'ouverture nécessaire d'une négociation pour la redéfinition des frontières. C'est ça que je veux dire, parce que, si c'était le cas, ça irait contre le principe universellement accepté de l'uti possidetis.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Je veux vous remercier à mon tour, évidemment, de l'excellente et intéressante présentation que vous avez faite. J'aimerais revenir un petit peu là sur un cas qui est mentionné d'ailleurs dans la nomenclature des problèmes ou réalités soulevés par votre présentation et sur lequel vous n'avez pas été très loquace, qui est celui de la région de la Capitale nationale. Tout à l'heure, on a posé la question, je pense que le député de Saint-Louis soulevait la question du fait que, le lendemain de la souveraineté, on se retrouve avec un territoire fédéral que sont, par exemple, les Plaines d'Abraham. C'est intéressant, parce que je pense que c'est un problème très concret et très pratique qui risque de se soulever. Si on regarde ce qui se passe du côté de la Capitale nationale, alors moi, j'aimerais avoir un peu votre avis là-dessus. D'abord, dans la présentation que vous avez faite, vous nous dites: Les frontières entre le Québec et l'Ontario sont très clairement délimitées et démarquées, si j'ai bien compris et je vous ai bien suivi dans votre démonstration. Donc, cela implique que Hull est bel et bien dans le territoire québécois et que Ottawa est bel et bien dans le territoire canadien ou ontarien, si on veut, puisqu'on se réfère

aux provinces.

Dans un avis que la commission Bélanger-Campeau avait demandé à une juriste, Me Burdeau qui est professeure de droit international, elle mentionnait dans cet avis qu'elle donnait à la commission Bélanger-Campeau: "En ce qui concerne les actifs non financiers et notamment les immeubles, la pratique la plus souvent retenue est le critère territorial, l'État successeur se voyant attribué tous les biens situés sur son territoire." C'est d'ailleurs le principe retenu par l'article 17 de la Convention de 1983, bon, etc., qui est la Convention de Vienne. Ce qui veut dire, par exemple, si le territoire est bien délimité entre le Québec et l'Ontario, les édifices sur le territoire hullois appartenant actuellement au gouvernement d'Ontario deviennent des actifs du nouvel État québécois et la négociation, elle, devient donc une négociation de droit privé et ne porte que sur le terrain sur lequel sont situés ces édifices. Et ça n'entre plus, à ce moment-là, dans une question de l'ordre des frontières.

**M. Dorion:** Deux éléments de réponse. Je m'avoue incapable de répondre de façon précise à la première partie, à savoir si l'on peut admettre que, automatiquement, les possessions immobilières d'un État deviennent propriété de l'autre.

**Mme Marois:** Non, ça, je suis consciente de ça, mais ce sont les avis qu'on avait eus jusqu'à maintenant.

**M. Dorion:** Oui, d'accord. Moi, je m'avoue incompétent...

**Mme Marois:** D'accord.

(17 h 45)

**M. Dorion:** ...pour juger de cela. Je pencherais pour une opinion différente, mais enfin, c'est uniquement un penchant. Par rapport à la question de la frontière, je pense que la frontière entre le Québec et l'Ontario, y compris à l'intérieur des quelques kilomètres où se situe le territoire de la Commission de la Capitale nationale, elle est claire. C'est une frontière interprovinciale entre le Québec et l'Ontario. La situation est que, de part et d'autre de cette frontière, il y a un territoire qui est soumis à un statut différent à certains égards. Le partage de juridictions sur le territoire de 1800 kilomètres carrés, ou 1800 + 900, 2700 kilomètres carrés ou à peu près, est soumis à un partage de juridictions qui est différent de ce qui existe ailleurs. Je dis différent, c'est que, si je peux m'exprimer ainsi, l'épaisseur relative des juridictions qui se superposent sur le territoire n'est pas la même. Parce qu'il ne faut pas oublier que sur l'ensemble du territoire canadien, il y a toujours deux juridictions: la juridiction fédérale, à certains égards, et les juridictions provinciales, à d'autres égards. Mais dans un territoire d'exception, cette

proportion d'épaisseur change.

Cela ne veut pas dire que ça donne naissance à un problème de frontière, qu'il y ait souveraineté ou pas. Cependant, si on se place sur un plan qui dépasse le droit et qui est sur le plan géopolitique – et je crois qu'en scène politique il faut le faire parce qu'effectivement, il y a des éléments humains, monsieur le mentionnait tout à l'heure avec raison – sous cet angle, le territoire de la Capitale nationale est un territoire d'exception qui, peut-être, rentretrait aussi dans le dossier de ces questions à résoudre et peut-être difficiles à résoudre aussi, parce que l'intégrité territoriale comprend plusieurs éléments, dont l'intégration territoriale. Et ce n'est un secret pour personne que le territoire d'une certaine portion du territoire de l'Outaouais peut être considéré, pour prendre encore le jargon géopolitique, comme un glaciais, c'est-à-dire comme une partie du territoire qui est soumise à des forces centrifuges. Et ce n'est pas uniquement la politique et le droit qui en sont responsables, c'est la géographie. C'est que Hull est dans la zone d'influence urbaine d'Ottawa, en plus dans la zone d'influence d'une capitale nationale. Et tout ça, en plus, encastré dans un territoire où le partage des juridictions est différent de partout ailleurs, de telle sorte qu'on peut dire qu'il y a là un problème d'intégration. On sait fort bien que les organismes locaux et régionaux de l'Outaouais, très souvent, se sentent, par exemple, assez éloignés de la capitale, sentent qu'ils sont soumis à une force centrifuge à laquelle ils ont peine à résister. Mais c'est une problématique que j'appellerais beaucoup plus géopolitique que juridique.

**Mme Marois:** Voilà.

**M. Dorion:** Je pense que vous avez raison de dire qu'il n'y a pas d'inférence directe sur la question frontalière.

**Mme Marois:** D'accord. Ça m'apparaît important parce que c'est un des débats et je suis d'accord avec vous que c'est plus tout l'aspect géopolitique. Ça m'apparaît important qu'on le précise parce qu'il y a des débats actuellement dans l'Outaouais et je suis certaine que mon collègue de Hull pourrait le confirmer et où on avance à peu près aussi, comme sur bien d'autres sujets évidemment ailleurs, et sur d'autres choses, à peu près n'importe quoi. Je pense que sur cette question des frontières, ça m'apparaissait important qu'on le clarifie ici, devant cette commission. Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, madame. M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Je suis content que la députée de Taillon ait abordé le sujet de Hull-Ottawa, les frontières Québec-

Ontario, la Commission de la Capitale nationale, les édifices fédéraux dans Hull. Je pense que ça va un peu plus loin que ça, M. Dorion, dans le sens que le côté québécois de la rivière des Outaouais, dans la région de l'Outaouais, l'Ouest québécois, est contrôlé en très très grande partie par le gouvernement fédéral et propriété du gouvernement fédéral par l'entremise de la Commission de la Capitale nationale. Le député de Lac-Saint-Jean, tantôt, nous mentionnait qu'advenant la souveraineté du Québec ou un statut politique au Québec, on deviendrait grand maître chez nous au point de vue territorial.

Comment peut-on dire que, le lendemain d'une indépendance ou d'un statut quelconque, le fédéral céderait automatiquement tous ses terrains au Québec? Et justement, dans la ville de Hull, uniquement dans la ville de Hull, la Commission de la Capitale nationale possède le tiers des terrains. Elle contrôle près du tiers des terrains, dans la ville de Hull.

**M. Dorion:** Plus, même.

**M. LeSage:** Plus! J'essaie de visualiser ça. Par exemple, si, même au moment où on se parle, le Québec voulait, ou la ville de Hull voulait aménager une marina, elle ne peut pas le faire. Elle ne contrôle pas le territoire. On voudrait construire un autre pont interprovincial entre les deux rives; tant et aussi longtemps que l'Ontario ne voudra pas, on ne pourra jamais le faire... Et même le gouvernement fédéral.

**M. Dorion:** Non seulement l'Ontario mais la commission, le fédéral à travers la commission.

**M. LeSage:** Exactement. Alors, je me demande jusqu'à quel point les limites territoriales ne pourraient pas être modifiées dans l'Ouest québécois, M. Dorion?

**M. Dorion:** Elles pourraient l'être au moment d'une négociation, absolument. Vous avez totalement raison, je pense, d'être sceptique sur la "réalisabilité", dans le meilleur des cas, d'un transfert automatique en dedans de 24 heures des propriétés fédérales à une propriété québécoise. Ça, je suis d'accord avec vous là-dessus. Je suis d'accord avec vous aussi que – et vous le savez mieux que moi c'est votre région – la région de l'Outaouais est soumise, comme je le mentionnais tout à l'heure, à une force centrifuge importante du fait qu'Ottawa est une capitale régionale en plus d'être une capitale nationale, avec tout l'équipement tertiaire que ça représente. De telle sorte que, effectivement, cette région est peut-être dans une situation géographique et même géopolitique particulière, et que, advenant un changement de statut du Québec dans son ensemble, la problématique qui se poserait dans la région immédiate d'Ottawa et de Hull serait spécifique. Sans faire de projection fantaisiste,

on pourrait même imaginer qu'une partie de la population souhaiterait être rattachée à une autre province plutôt qu'au Québec. Ce n'est pas une chose impossible. Ça ne veut pas dire que ce serait une raison pour automatiquement ouvrir le dossier des frontières et sentir l'obligation de négocier de nouvelles frontières. Mais je pense que vous avez raison de mentionner qu'il y a là un problème important, qui ne serait pas nécessairement facile à résoudre advenant une souveraineté du Québec. Je vous suis là-dessus.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** Merci, M. le Président. Évidemment, M. Dorion, moi aussi je tiens à unir ma voix à celle de mes collègues pour vous remercier pour votre exposé et les réponses très claires à nos questions. Deux questions. Dans un document préparé par le secrétariat on nous indique que, dans un cas de sécession unilatérale, M. José Woehrling présentait l'hypothèse suivante à l'effet que les principes du droit international, relativement à l'exclusivité et à l'inviolabilité territoriale, empêcheraient les autres États, y compris le Canada, de porter atteinte à l'intégrité territoriale du Québec. Qu'est-ce que vous en pensez?

**M. Dorion:** Je n'ai pas vu le texte, je l'ai peut-être lu.

**Mme Caron:** C'est un document du secrétariat qui...

**M. Dorion:** J'aimerais le lire pour être sûr de répondre correctement à votre...

**Mme Caron:** C'est au point 3.2, l'intégrité territoriale d'un Québec souverain.

**M. Dorion:** Quel paragraphe, je m'excuse. Ici?

**Mme Caron:** Le dernier paragraphe.

**M. Dorion:** Ah bon! O.K. En admettant que la cession réussisse et que le Québec devienne un État souverain à la suite d'un contrôle effectif de son territoire, et à la suite d'une reconnaissance internationale, les principes du droit international relativement à l'exclusivité et l'inviolabilité territoriale empêcheraient les autres États, y compris le Québec à porter atteinte à l'intégrité territoriale du Québec.

**Mme Caron:** Y compris le Canada, de porter atteinte...

**M. Dorion:** Nécessairement oui, puisqu'on dit

bien "à la suite d'une reconnaissance internationale". Internationale, je présume que ça veut dire la communauté internationale dans son ensemble. Si c'est ça que ça veut dire, on ne peut pas, je pense, ne pas accepter ça comme un principe absolu.

**Mme Caron:** À plusieurs reprises, vous avez rappelé que, indépendamment de notre statut politique, les frontières existent effectivement, indépendamment de notre statut politique. Et vous nous avez conseillé, en conclusion, d'éclaircir nos positions et de consolider nos politiques sur la gestion de nos frontières. Concrètement, quels seraient les gestes à poser, indépendamment de notre statut politique, pour consolider nos politiques sur la gestion des frontières?

**M. Dorion:** Bon, lorsque la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire a fait ses études et a fourni son rapport au gouvernement du Québec, il n'y avait pas de consolidation d'information et de la base disons technique pour la prise de décision à différents niveaux relativement aux frontières. Nous avons recommandé au gouvernement de former une unité pour s'en occuper. Et, effectivement il y en a une. M. Moisan a été le responsable de cette unité, pendant 20 ans? Quinze ans. Il y a eu effectivement du travail de fait, très important je crois, dans cette unité.

Quand je me réfère à la gestion des frontières, ça comprend beaucoup de choses. Je ne veux pas rentrer dans les détails, mais une gestion, une frontière dis-je, c'est comme tout élément du territoire, ça demande à être géré, géré quant à la connaissance précise du statut dans les faits, même je dirais quotidiens de la frontière et du territoire, des lois, des règlements, y compris locaux, municipaux, qui peuvent affecter la frontière ou les territoires immédiats adjacents, sur les questions de passage, etc.

Pour la frontière internationale, il y a une commission internationale qui s'en occupe. Que je sache, le Québec n'est pas partie prenante comme tel de cette commission internationale. Bien sûr, il y a de l'information qui circule, mais il n'est pas partie prenante. Quant aux frontières interprovinciales, bien sûr, ça n'a pas la même fonction qu'une frontière internationale, mais il reste à mon avis qu'il est important de connaître tous les problèmes qui se posent au fur et à mesure le long de ces frontières. Je ne vous donne qu'un seul exemple. Pendant plusieurs années, il y a eu, jouxtant la frontière, un territoire dans lequel se faisaient des expériences dont on a parlé à la télévision récemment, c'était la construction du fameux canon qui est allé en Irak, bon. Ce territoire était à toutes fins pratiques soumis au contrôle du gouvernement du Québec. Et l'accès à ce territoire se faisait selon, semble-t-il d'après le peu d'informations qu'on a pu obtenir à l'époque, se faisait

selon par le Québec ou par les États-Unis. C'est un exemple peut-être limite, mais qui montre bien qu'un territoire bien géré doit être bien géré jusqu'aux frontières.

C'est dans ce sens-là que je pense qu'il est important que le gouvernement du Québec continue à attacher beaucoup d'importance à la gestion de la frontière et des territoires adjacents.

**Mme Caron:** Je vous remercie.

**M. Dorion:** Bien sûr, dans une situation de souveraineté, c'est encore plus important.

**Mme Caron:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord vous féliciter pour la clarté de votre exposé. Vous avez brillamment décrit les situations des frontières de la province de Québec à l'intérieur d'un pays qui s'appelle le Canada, les problèmes que ça engendre et les manières de les résoudre.

Là, la question qu'on a à se poser, c'est l'accession éventuelle à la souveraineté. Je vais vous dire tout de suite que je vais, pour les fins de ma question, écarter un mode d'accession à la souveraineté qui ne poserait pas de problèmes, que je qualifie de mode légal d'accession à la souveraineté. Le mode légal d'accession à la souveraineté, c'est celui qui se fait à l'intérieur de la légitimité de la Constitution canadienne, c'est-à-dire par un amendement à la Constitution canadienne, où la province de Québec devient un État souverain, ou change son statut et où là, évidemment, ces problèmes de frontières en fonction de la continuité du statut ne se poseraient pas. Donc, j'écarte d'emblée ceci, non pas parce que ça ne pourrait pas se poser, non pas parce que ce n'est pas souhaitable, mais parce que ce n'est pas l'objet de ma question.

L'objet de ma question, c'est la légitimité, c'est-à-dire le deuxième moyen d'accession du Québec à la souveraineté. La semaine dernière, on avait ici devant nous le professeur Turp de l'Université de Montréal, qui, se basant sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, a établi qu'il pouvait être légitime pour le peuple québécois – et à ce moment-là je terminais – légitime pour le peuple québécois de s'autodéterminer et d'arriver à la pleine souveraineté en faisant sécession. Donc, on parlait réellement du peuple québécois, à ce moment-là, et de la légitimité d'une certaine sécession du peuple québécois avec des mécanismes de référendum... Je ne débattrai pas ici de ce qu'il devrait amener comme mécanismes de référendum.

Une fois qu'on est donc réellement dans ce cadre d'accession du peuple québécois, et j'insiste ici, à la souveraineté, quelles seraient ses

frontières légitimes? Quelles seraient les frontières légitimes du peuple québécois – acceptons, arrivons – et, si vous permettez que je précise ma question, implicitement le professeur Turp a dit que, dans le fond, un peuple et un territoire, c'était l'endroit où le peuple avait une juridiction. Les lois du peuple pouvaient s'appliquer. Mais à l'heure actuelle dans le territoire du Québec, vous le savez, il y a les lois de la province de Québec, il y a les lois du gouvernement canadien qui s'appliquent, il y a tout le problème des autochtones dont vous nous avez parlé qui forment un peuple aussi, qui prétend pouvoir se rattacher ou continuer à se rattacher éventuellement au gouvernement du Canada. Je vous demande quelles seraient les frontières légitimes, d'après vous, du peuple québécois.

(18 heures)

**M. Dorion:** À votre question, on peut répondre, à mon humble avis, des choses extrêmement différentes selon la manière dont on fait le raisonnement pour essayer de donner une réponse cohérente. Pour le bien comme pour le pire, nous vivons dans un système de droit positif, dans un système qui fait qu'il y a un système de droit qui est établi et qui établit des – comment on peut dire? – niveaux de juridictions qui sont le niveau international, le niveau national canadien, fédéral lorsqu'il s'agit d'une fédération, des provinces, etc. Ce sont là des données légales et juridiques auxquelles on se réfère pour solutionner, résoudre toute question d'ordre politique. Lorsqu'il s'agit de définir le statut d'un territoire, effectivement, on peut faire appel au droit positif, on peut faire appel à d'autres éléments. On mentionnait tout à l'heure que des éléments qu'on peut appeler globalement géopolitiques sont importants. Ils ne sont pas tous consignés dans le droit positif. Lorsqu'on se réfère à un principe pourtant internationalement reconnu, d'une manière cependant qui est loin d'être absolue, c'est-à-dire le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on n'est plus dans le droit positif parce que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, quel est ce droit? et quel est ce peuple? et comment disposent-ils d'eux-mêmes? Le droit ne répond pas à ça. Le droit international ne répond pas à ça.

Au niveau de l'éthique ou de la morale internationale, que ce soit au niveau de l'ONU ou au niveau des grands organismes internationaux, c'est un principe qu'on a jugé valable mais dont l'application est soumise à un tas de facteurs que ne contrôle pas le droit positif. De telle sorte que si on voulait répondre à votre question en faisant abstraction du droit positif et en disant: Bon bien, il existe un peuple, en l'occurrence le peuple québécois, quel est son territoire? Essayons de le définir et avec ça on pourrait établir théoriquement, comme réponse à votre question, quelles seraient donc les frontières légitimes du peuple québécois. Mais on

remonte assez haut avec ça. Comment définir le peuple québécois? En vertu du droit positif, encore là pour le bien comme pour le pire parce que ça ne satisfait pas nécessairement tout le monde, le peuple québécois, en vertu du droit positif, c'est ceux qui vivent au Québec. On se trouve donc à retourner au niveau de ce que je mentionnais tout à l'heure. Il y a un territoire québécois que les lois ont déterminé, qu'elles ont encaissé dans une loi constitutionnelle quant à sa garantie, etc. Il m'apparaît donc difficile lorsqu'on discute au niveau légal de se référer à un territoire particulier dans l'application de ce qu'on appelle le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Si le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme le disait M. Turp, peut être à la base d'une légitimité de souveraineté et d'indépendance, soit, mais le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne permet pas par un quelconque jugement de droit positif, à mon humble avis, de dire: Voilà les frontières de ce peuple qui a le droit de disposer de lui-même. Autrement dit, on est un peu dans un cul-de-sac à partir d'une question comme ça, je m'en excuse, mais il est difficile de répondre et de dire: Voici quelles seraient ces frontières optimales.

**M. Gauthrin:** Est-ce que je pourrais poser dans un même ordre d'idées... On est revenu sur la loi de 1912, par exemple, la loi de 1912 donnait quand même au gouvernement fédéral une certaine juridiction sur les peuples, la population autochtone dans le Nouveau-Québec. C'est l'avis de Robertson qui a témoigné devant la commission...

**M. Dorion:** Il établissait un lien, mais ce n'était pas la source de la juridiction fédérale sur les autochtones.

**M. Gauthrin:** Je vous lis ce qu'il dit: La Loi de l'extension des frontières du Québec de 1912, comme la Loi de l'extension des frontières de l'Ontario qui est similaire, stipule que l'extension du territoire alors consenti au Québec fait l'objet de conditions qui prévoient entre autres que les peuples indiens établis sur ledit territoire demeurent sous la tutelle du gouvernement du Canada et soumis à l'autorité du Parlement.

**M. Dorion:** Dans ce sens-là, oui.

**M. Gauthrin:** C'est le témoignage de M. Gordon Robertson.

**M. Dorion:** Oui, ça, c'est exact. Ce que je voulais dire tout à l'heure, en faisant signe que non, c'est que la source de la juridiction fédérale sur les autochtones n'est pas la loi de 1912, c'est antérieur, mais elle le confirme, d'accord.

**M. Gauthrin:** Mais, je reviens donc sur

l'extension du territoire. Est-ce que les peuples autochtones dans cette nouvelle partie de territoire peuvent prétendre que, malgré tout, ils ne sont pas sous la juridiction, au point de vue, disons, du Québec en partie et, à ce moment-là, est-ce qu'ils ne peuvent pas prétendre que leur territoire continue à faire partie du Canada?

**M. Dorion:** Vous soulevez un problème réel. Une réponse partielle à cette question est le fait que la loi ou les lois – parce qu'il y en a plus qu'une – fédérales qui établissent une juridiction du gouvernement fédéral sur les Indiens, c'est une relation personnelle collective et ce n'est que par une interprétation, que personnellement je ne partage pas et que ne partagent pas tous les juristes d'ailleurs, que cette relation personnelle collective implique une relation directe avec le territoire, de telle sorte qu'il m'apparaît difficile d'inférer de cette reconnaissance de continuité de juridiction que le territoire lui-même demeurerait fédéral, s'il y a un changement de juridiction pour le reste du territoire.

**M. Gauthrin:** Merci. M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Je reviens là-dessus parce que c'est bien beau de discuter de la loi de 1912, mais il faut également aller plus loin, au-delà dans le temps et aller en 1974, date de la signature de la Convention de la Baie James par toutes les parties en cause, les parties autochtones, inuit et crie, le gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral. Et je vous signale que la Convention de la Baie James, vous le savez, et le ministre... non pas le ministre, il n'était pas ministre, mais il était député, M. Ciaccia, à l'époque, député, mais délégué par le premier ministre, représentant spécial du premier ministre, M. Bourassa, dans les négociations de la convention.

M. Ciaccia dit, dans son texte d'introduction: "Un certain nuage continuait de planer sur ces glorieuses perspectives, il parlait des autochtones. D'après le statut de 1912, la situation des populations autochtones restait obscure. Il était de notre devoir, du devoir du gouvernement du Québec de l'éclaircir. Du même coup, nous étions en mesure de supprimer tout doute qui aurait pu subsister concernant les droits du Québec sur ce vaste territoire." D'ailleurs, ces dispositions faisaient partie des conclusions et recommandations de la commission Dorion sur l'intégrité du territoire québécois et je cite: "Que le gouvernement du Québec prenne sans délai les dispositions pour honorer ses obligations contractées envers les Indiens par les lois d'extension des frontières du Québec de 1912, que l'accomplissement de cette obligation prenne la forme d'une entente entre le gouvernement du Québec et les

représentants dûment mandatés des bandes indiennes du Québec, entérinée par le gouvernement du Canada." Fin de la citation de votre recommandation.

Alors, on peut bien parler de 1912, de la loi de 1912. C'est intéressant sur le plan historique, mais il faut aussi parler de la Convention de la Baie James où, à ce moment-là, selon M. Ciaccia, la signature de la Convention de la Baie James faisait en sorte que le Québec se trouvait à respecter les obligations qui se retrouvaient dans la loi de 1912 et, à ce moment-là, se trouve à se voir conférer une entière juridiction, une juridiction complète, intégrale sur le territoire québécois.

Je vous cite un autre paragraphe de M. Ciaccia: "Que l'on ait ou non envisagé le projet de la Baie James – parce qu'on sait l'importance de ce projet-là dans le contexte de l'époque – il aurait fallu de toute nécessité franchir toutes ces étapes et il aurait fallu offrir et étendre tous ces services aux communautés autochtones. Le gouvernement du Québec ne fait que saisir l'occasion qui s'offre à lui d'étendre son administration, sa législation, ses institutions publiques et ses services à la totalité du Québec, en un mot, affirmer l'intégrité de notre territoire." Je pense que c'est important de traiter en même temps de la loi de 1912 et de la Convention de la Baie James, qui en est en quelque sorte, non pas l'annexe, mais l'extension, si l'on veut.

**M. Dorion:** Effectivement, comme je l'avais mentionné succinctement, il est vrai, tout à l'heure, la Convention de la Baie James est la réponse à la condition qui avait été incluse dans la loi de 1912. Le gouvernement québécois, par la voie de M. Ciaccia, est d'ailleurs allé plus loin et a saisi l'occasion justement pour faire le pont avec les autres aspects du dossier autochtone qui sont au-delà de la question territoriale. Toutes ces questions ne sont évidemment pas résolues, on le sait, mais ça fait partie du même dossier, autrement dit.

**M. Brassard:** Moi, M. le Président, je voudrais peut-être simplement, avant qu'on se quitte, essayer de, non pas de faire une synthèse, mais essayer de faire un résumé, à mon humble point de vue, de ce que vous nous avez dit. L'accession du Québec à la souveraineté, donc, c'est-à-dire un changement de statut politique, de son statut politique, n'implique pas de changement à ses frontières et n'implique pas non plus de façon automatique, vous l'avez dit à maintes reprises, des négociations avec le Canada sur la question des frontières. Cependant, il pourrait y avoir quand même des discussions et des négociations entre Ottawa et Québec, par exemple sur les revendications territoriales des autochtones, et dans le cas d'impasse ou d'absence de règlement de ces négociations, le statu quo, ou ce que vous appelez la continuité, est

assuré quant aux délimitations des frontières du Québec au moment de son accession à la souveraineté. En d'autres termes, si je vous ai bien compris, on en a quand même parlé longuement, les frontières d'un Québec souverain demeurent inchangées; cependant, des négociations peuvent être ouvertes, mais ce ne sont pas des négociations obligatoires, nécessaires et automatiques, mais peuvent être ouvertes et devraient, à mon avis, être ouvertes sur un certain nombre de points qui méritent d'être discutés et dans certains cas, modifiés ou changés. Mais ce n'est pas automatique, ni nécessaire, ni obligatoire. Et ces négociations-là, si ça n'aboutit pas, si ça aboutit à l'impasse, au non-règlement, à ce moment-là, c'est la continuité des frontières qui perdure, qui continue, qui persiste.

**M. Dorion:** Je pense que vous interprétez bien mes propos, et je pense que ce n'est pas vous contredire que de les préciser un petit peu plus.

**M. Brassard:** Je vous en prie.

**M. Dorion:** Je pense qu'effectivement, on peut conclure que les frontières du Québec, dans leur état actuel, ne constituent pas un empêchement à l'accès à la souveraineté du Québec; première conclusion. Deuxième conclusion, le contentieux territorial actuel mais surtout potentiel reste important, peut-être lourd et difficile; ça, je pense qu'il ne faut pas se leurrer non plus. Et c'est un dossier dans lequel il y a un très grand nombre d'aspects, d'où — comme d'ailleurs, vous le dites aussi — nécessité de négociations, en tout cas, sur une série de points sans faire toutefois, je le répète, de lien automatique, là, entre le changement de statut, le changement d'ouverture nécessaire à une négociation de frontières. Et que — et c'est la conclusion que vous tirez — la continuité est un principe que l'on peut considérer comme assuré. Et c'est là que je ferais une petite modification. Elle n'est pas nécessairement assurée, on sait que des fois, dans d'autres régions — Dieu nous garde d'être dans ces régions-là, ça finit par les armes — ...

**M. Brassard:** Une guerre froide.

**M. Dorion:** Je dirais plutôt présumée qu'assurée. Parce qu'elle n'est pas assurée. En droit.

**M. Brassard:** Assurée. En droit?

**M. Dorion:** Oui. On peut prendre pour acquis qu'il n'y a pas de changement obligatoire de statut d'une frontière suivant un changement de statut territorial. Ça, c'est exact. Mais cette idée de continuité, je pense... Enfin, moi je m'y réfère dans le contexte d'une continuité présumée plutôt qu'assurée.

**M. Brassard:** Mais pourquoi vous faites la distinction, présumée? Présumée en droit ou présumée dans le sens où évidemment...

**M. Dorion:** Présumée, c'est-à-dire, comme je disais tantôt un peu par boutade, des fois il n'y en a pas de solution à certains problèmes, en tout cas, tel qu'on le voit. De telle sorte qu'il y a des territoires qui sont litigieux ou contestés pendant longtemps, et à travers une ambiguïté qui fait qu'on se demande même s'ils sont contestés ou pas. Je pense que ce n'est un secret pour personne, c'est le cas du Labrador. On dit: On ne reconnaît pas cette frontière; mais elle est en même temps reconnue. Il y a certaines situations territoriales, comme ça, qui durent longtemps. Il y en a certaines qui pourrissent, il y en a d'autres qui sont stables. C'est dans ce sens-là que je dis qu'on peut présumer que le principe de la continuité est un principe qui devrait se reconnaître dans les faits.

(18 h 15)

**Le Président (M. Bélanger):** Très rapidement, monsieur.

**M. Gauthrin:** Dans ce que j'ai compris de vos interventions, M. Dorion, je comprends que la présomption d'intégrité des frontières dépend quand même du mode d'accession à la souveraineté. Et quand vous parlez du droit, vous parlez de ce j'appellerais, je qualifie, d'accession à la souveraineté légale. Évidemment, si on est hors du droit, dans les cas de souveraineté légitime, d'autres questions se reposent, complètement différentes, et on n'est plus dans le cadre légal. C'est bien ce que j'ai compris.

**M. Brassard:** Dans du droit interne, tout à fait. Dans du droit international...

**M. Dorion:** C'est ça.

**Le Président (M. Bélanger):** À ce niveau-ci...

**M. Brassard:** M. Dorion, on peut être hors du droit interne, mais tout à fait conforme au droit international. Ça dépend de quel droit on parle.

**M. Dorion:** Absolument. La distinction entre le droit international et le droit constitutionnel doit toujours être faite, parce que, une décision au droit constitutionnel n'a pas nécessairement la même signification au droit international. Alors on peut, mutatis mutandis, donner un exemple et je vais terminer par ça. Lors de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération canadienne, le Canada faisait une très bonne affaire en reconnaissant la frontière de 1949, parce que c'était la condition que posait Terre-Neuve. Le Québec faisait une mauvaise affaire, parce que c'était la consécration du fait qu'il avait perdu, ou qu'il ne s'était pas fait reconnaître le Labrador. C'est un



exemple peut-être boiteux, mais qui montre bien que selon les niveaux où on se place, la même situation ou le même texte peuvent avoir une signification différente. Vous avez raison de faire la distinction entre le droit international et le droit constitutionnel.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, j'ai M. le député de Viger. Ça sera une dernière intervention, avant qu'on...

**M. Maciocia:** Oui, merci, M. le Président. Merci, M. Dorion, de votre exposé d'aujourd'hui. Moi, j'aurais une question sur une réponse que vous avez faite au ministre Rémillard tantôt, quand il a posé des questions. Vous avez dit, à un certain moment, que la question autochtone ne serait pas seulement réglée avec la souveraineté du Québec, mais qu'elle serait davantage compliquée. Et vous n'avez pas expliqué quelles complications on aurait en plus avec l'éventuelle séparation du Québec? Vous pouvez nous expliquer ça, M. Dorion?

**M. Dorion:** Je disais par là que pour les autochtones... Je disais bien que pour les autochtones, ça pourrait être compliqué davantage. Parce que c'est un changement de statut. Toute la stratégie – je m'excuse d'utiliser ce terme-là – de revendication de droits territoriaux et autres des groupes autochtones a été développée en fonction de la situation constitutionnelle dans laquelle on se trouve. Je ne sais pas jusqu'à quels détails des scénarios différents ont été faits par les différents groupes autochtones, mais j'ai vaguement l'impression qu'un changement de statut impliquerait également un changement de stratégie et c'est dans ce sens-là que je disais que ça pourrait compliquer les choses pour les autochtones. Il existe cependant des autochtones qui au contraire pensent que ça simplifierait les choses parce qu'ils auraient un interlocuteur plus près d'eux et il y aurait – c'est peut-être l'occasion de le dire aussi – une situation où ils auraient un partenaire de négociations qui est peut-être, à certains égards, plus facile que ceux qu'ils ont parce qu'il s'agit bien de 10 provinces, deux territoires et d'un gouvernement central. Je ne veux pas juger l'état des relations entre les groupes autochtones et le gouvernement du Québec, mais il existe parmi les communautés autochtones certains qui croient que les négociations pourraient, au contraire, être plus faciles.

**M. Maciocia:** Mais vous avez...

**M. Dorion:** Bon, d'accord.

**M. Maciocia:** Allez-y.

**M. Dorion:** Non, non, allez-y. J'allais interpréter M. Ovide Mercredi, mais j'ai...

**M. Maciocia:** Mais vous savez sans doute que les communautés autochtones s'identifient beaucoup plus au gouvernement canadien qu'au gouvernement des provinces. Ça, c'est de renommée, disons, commune. Mais dans l'hypothèse, M. Dorion, où les autochtones du nord du Québec amorceraient un processus de sécession du Québec en même temps que le Québec amorce le sien à l'égard du Canada, et dans l'éventualité où, comme le prétend Daniel Turp, cette sécession des autochtones ne réussirait pas à cause, disons, de l'absence de contrôle effectif de leur territoire, est-ce que d'après vous, à ce moment-là, il y aura des effets, cette possibilité-là, est-ce qu'il y aura des effets sur la reconnaissance internationale de la sécession du Québec et quelle serait l'opinion des pays étrangers ou de la communauté internationale vis-à-vis d'une situation comme celle-là?

**M. Dorion:** Je n'ose pas dire quelle serait l'opinion de la communauté internationale parce que d'abord, elle est difficile à juger et deuxièmement, elle est soumise à des impératifs, un contexte qui varie énormément. On sait que les minorités, depuis 20 ans, ont bonne presse, avec raison. Ce qui amène d'ailleurs des États à avoir des positions extrêmement ambiguës. Je ne voudrais pas entrer dans le détail de la position des États-Unis, par exemple, vis-à-vis des États baltes. L'on sait que ça a été extrêmement complexe. Et de la Croatie, oui encore plus. De sorte que je n'oserais pas dire quelle serait l'opinion internationale là-dessus. Vous avez raison de soulever la question d'un éventuel mouvement qui pourrait demander la sécession du Québec et à mon avis, on ne peut pas le mettre de côté, a priori. Et c'est pour ça que je mentionnais bien tout à l'heure que le fait de ne pas lier le changement de statut territorial à l'ouverture automatique de négociations pour un changement de localisation de frontières, ça n'évacue pas du tout la question des autochtones, y compris celle d'une éventuelle revendication territoriale totale. Ça pourrait aller jusque-là et effectivement, on sait que parmi les communautés autochtones, il y en a qui le préconisent. Ça touche davantage les communautés inuit, mais surtout crie, que les autres Amérindiens du Québec, pour plusieurs raisons. L'Acte de 1912, de même que la Convention de la Baie James, n'est pas la seule raison. Le fait par exemple qu'ils sont majoritaires dans certaines régions, alors qu'ils sont totalement minoritaires dans d'autres, ça a également un impact, c'est sûr, d'un autre point de vue, du point de vue géopolitique, mais ça joue. De telle sorte que, je pense, effectivement, il faut considérer cette question comme ouverte et on ne peut pas la mettre de côté au départ. Effectivement aussi, si la question se posait théoriquement en même temps, et je dirais en mêlant les négociations si on peut dire, ça compliquerait le tableau. Là-

dessus je pense qu'il nous faut être réaliste.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, malheureusement, à cause du temps, il y a des petits points de procédure à finaliser avant. Alors, M. Dorion, au nom de la commission, on voudrait vous remercier de votre précieux apport et de toutes ces informations extrêmement pertinentes que vous nous avez données. Et je vous demanderais de rester quelques minutes, parce qu'il se peut qu'on ait une petite question pour vous, dans quelques instants.

Alors, pour nous autres, il s'agit d'organiser la suite de nos travaux. La semaine prochaine, nous avons pensé inviter M. Stephen Scott et M. Jacques-Yvan Morin, que nous pourrions mettre en dualité, c'est-à-dire en espèce de forum d'échange sur le même sujet du territoire. Et à partir de là, il y aurait évidemment, nous, une période de questions, d'échange avec eux. Ça, c'est la première possibilité. À moins qu'on n'ait pas vraiment fini avec... S'il vous plaît, laissez-moi terminer. Si on n'a vraiment pas fini avec M. Dorion et qu'on souhaiterait qu'il revienne la semaine prochaine. Ça, ça peut être une autre hypothèse aussi dans la mesure où M. Dorion aurait des disponibilités.

**M. Chagnon:** C'est ce que j'allais vous suggérer, M. le Président, de réinviter peut-être le professeur Dorion, selon les possibilités de son agenda la semaine prochaine, pour terminer avec le professeur, avant de rencontrer les deux autres intervenants que vous nous suggérez.

**M. Dorion:** Prenez pour acquis que j'ai encore quelque chose à dire!

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**M. Dorion:** Écoutez, si je peux être utile à répondre à des questions, dans la mesure de mes capacités, je le ferai avec plaisir. Il resterait à établir quand ça vous conviendrait, parce que j'avoue que je n'ai pas mon agenda avec moi.

**Le Président (M. Bélanger):** Vous êtes à Québec, vous?

**M. Dorion:** Oui. Pour les deux semaines qui viennent, oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Vous habitez Québec?

**M. Dorion:** Oui, oui.

**Le Président (M. Bélanger):** On va suspendre une minute, juste l'histoire de faire une petite concertation ici, et puis de s'entendre là-dessus.

(Suspension de la séance à 18 h 25)

(Reprise à 18 h 27)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de reprendre sa place. Alors, après brève discussion, l'entente serait la suivante: dans la mesure où M. Dorion peut nous confirmer que mardi prochain, après la période de questions, c'est-à-dire à partir de 15 heures, vous pourriez nous accorder au moins une heure pour vider le sujet avec vous, puisque semblerait-il qu'il y a encore des députés qui ont des questions à vous poser et qui aimeraient discuter encore, alors ça nous permettrait dans un premier temps de finaliser cette partie du dossier avec vous, de décaler d'une semaine le miniforum qu'on veut faire avec M. Scott et M. Jacques-Yvan Morin sur le territoire pour liquider la question, les derniers éléments. Alors, ça nous permettrait de même de fonctionner. Évidemment, la semaine prochaine, il y aurait une heure ou une heure et demie d'allouée avec M. Dorion et par la suite il y aura une partie qui sera une séance de travail à huis clos pour finaliser nos listes d'experts et de...

**M. Brassard:** Pas à huis clos, oui, en...

**Le Président (M. Bélanger):** Bien une séance de travail. Comme on a convenu.

**M. Brassard:** Pas en présence du public.

**Le Président (M. Bélanger):** Pas en présence du public, d'accord. O.K. Alors, on s'entendra sur les nuances à ce moment-là. Alors, ce sera notre mode de fonctionnement. Alors, M. Dorion, ça vous conviendrait?

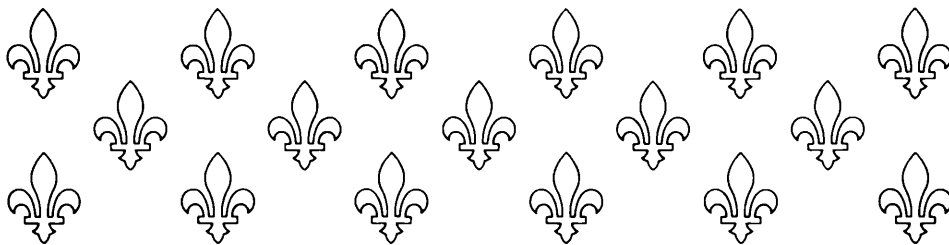
**M. Dorion:** Écoutez, moi je suis complètement disposé à venir, la seule chose, si vous me permettez de vérifier, je n'ai malheureusement pas mon agenda avec moi, je sais que j'ai deux voyages à l'extérieur la semaine prochaine, mais je pense, de mémoire, que c'est plutôt vers la fin. Je vais justement à Ottawa, mais pas pour discuter de ça. Je pense être ici mardi. Si je peux le confirmer demain matin, il n'est pas trop tard pour vous?

**Le Président (M. Bélanger):** Excellent. Bien.

**M. Dorion:** D'accord.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, sur ce la commission réitère ses remerciements très chaleureux à M. Dorion. On vous remercie infiniment pour cette contribution, surtout dans un laps de temps très court, et on ajourne nos travaux jusqu'à mardi après-midi.

(Fin de la séance à 18 h 29)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 22 octobre 1991 — No 7**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Invitation aux leaders autochtones

CEAS-177

Exposé de M. Henri Dorion (suite)

CEAS-177

### **Intervenants**

M. Guy Bélanger, président

M. Jacques Brassard

M. Jacques Chagnon

M. Cosmo MacIocia

M. Neil Cameron

M. Henri-François Gauthrin

\* M. Henri Dorion, Musée de la civilisation du Québec

\* Témoin interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mardi 22 octobre 1991

(Dix-sept heures huit minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demande à chacun de prendre sa place pour que nous accueillions M. le professeur Dorion sur la deuxième partie de son exposé. S'il vous plaît! Que nous écoutions M. Dorion et que nous finissions cette période de questions qui avait été amorcée avec beaucoup d'intérêt, la semaine dernière.

#### Invitation aux leaders autochtones

**M. Brassard:** M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean, oui?

**M. Brassard:** Je suis sûr que c'est un oubli involontaire...

**Le Président (M. Bélanger):** Ah oui!

**M. Brassard:** ...voulez-vous rappeler, de façon publique, le consensus qui s'est dégagé au sein de la commission concernant l'invitation à faire aux leaders autochtones?

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, effectivement, il y aura une invitation de faite par la commission aux leaders autochtones, en l'occurrence M. Mercredi, M. Diamond et M. Coon-Come, à venir devant la commission défendre leur thèse, ou tout au moins la présenter, pour que la commission puisse par la suite apprécier ce qu'il en est de cette déclaration et de cette prise de position des autochtones. Or, il y a accord des deux partis là-dessus. Il s'agit juste de voir avec ces trois messieurs leurs disponibilités et ils seront convoqués à la commission, je ne dirais pas à leur convenance, mais aussitôt que ce sera possible dans la mesure où on pourra s'entendre, là, les trois instances en question. Alors, ça devrait se faire dans les meilleurs délais, tel qu'il avait été convenu. Alors, je ne sais pas s'il y avait d'autres commentaires là-dessus? Ça va? Bien.

Les remplacements, ce sont les mêmes que nous avons tout à l'heure. Nous continuons donc sur la même liste. Bien. Alors, sans plus tarder donc, j'inviterais M. Dorion pour quelques commentaires préliminaires et, par la suite, la période des questions. M. Dorion.

#### Exposé de M. Henri Dorion (suite)

**M. Dorion (Henri):** Je vous remercie, M. le Président. Je vous remercie d'abord de l'invitation de revenir devant vous pour discuter d'un

problème que j'estime effectivement fondamentalement important pour le Québec. Je vous remercie aussi de me donner la parole pour peut-être consacrer quelques brèves minutes à une mise au point, c'est-à-dire à préciser peut-être certains éléments de mon intervention de la semaine dernière.

Effectivement, je dois avouer que j'avais été un peu surpris, le lendemain de mon intervention, d'entendre ce que j'ai dit ou voulu dire à travers la presse parlée. Je comprends qu'il s'agit d'une question qui peut être complexe à certains égards et qui peut donner lieu à des interprétations, d'autant plus qu'en revoyant les notes et en réécoutant les propos, il se peut que, dans l'une ou l'autre de mes réponses, je n'aie pas été d'une clarté complètement complète. Je me permets donc, si vous le voulez bien, très rapidement, de préciser mes propos sur deux points, l'un étant la question relative au territoire du Nouveau-Québec. À une question de M. Rémillard qui portait sur des conditions qui étaient incluses dans la loi d'extension des frontières de 1912, l'on se réfère, d'une part, à l'obligation du Québec de passer une entente – un accord, un instrument légal – avec les communautés autochtones. Et là-dessus, j'ai mentionné – et cela, je crois, a été rapporté correctement – que la Convention de la Baie James répondait à cette condition, convention qui a d'ailleurs été concrétisée légalement, constitutionnellement parlant, par deux lois parallèles fédérale et québécoise.

La deuxième condition, qui n'était pas une condition obligatoire mais qui faisait partie de la loi elle-même proprement dite, c'était que les autochtones du Nouveau-Québec continuaient d'être sous juridiction fédérale canadienne. Cela est exact et je crois que c'est en réponse à cette question que je n'ai peut-être pas été complètement clair. Là-dessus, mon opinion personnelle est à l'effet que la juridiction, la relation qu'implique la juridiction fédérale sur les autochtones du Nouveau-Québec, est une juridiction personnelle, collective, et non pas une juridiction territoriale. Je pense que cela est fort important, d'autant plus que les lois qui ont, pour ainsi dire, constitutionnalisés les éléments de frontières qui étaient contenus dans la Convention de la Baie James, mentionnent spécifiquement qu'en cas d'écart entre la dite loi de 1977, d'une part, et toute autre loi, c'est la loi de 1977 qui prévaut. Ça donne donc réponse, je pense, relativement claire à cela. De telle sorte qu'on ne peut pas conclure – et c'est la réponse que je donne à la question qu'avait posée M. Rémillard – que le territoire du Nouveau-Québec a été augmenté – excusez l'anglicisme – au Québec, à la condition que le Québec demeure

dans la Confédération et en conclure, en annexe, que le retrait du Québec de la Confédération canadienne lui ferait perdre tout l'ajout de 1912. Je pense que c'est ainsi qu'il faut clarifier les choses. Il est évident que lorsque le territoire du Nouveau-Québec a été augmenté au Québec, en 1912, c'était à la province de Québec. Il est des juristes pour arguer que le fait que ça a été donné à la province de Québec, c'était augmenté à la condition que la province demeure province. On peut discuter longtemps là-dessus. C'est une chose qui n'est pas partagée par bien des juristes. Certains peuvent le prétendre.

L'autre point se réfère au golfe du Saint-Laurent. Je me permets de préciser encore ma pensée là-dessus, bien que j'aie l'impression que j'avais été relativement clair — en tout cas dans mon esprit à moi. Mais on ne l'a peut-être pas reporté de façon complète en ce sens que du point de vue du droit international, la première question qui se pose c'est à savoir si le golfe est haute mer, c'est-à-dire, territoire international ou eaux intérieures canadiennes. La réponse de la plupart des juristes est à l'effet qu'il s'agit d'eaux intérieures canadiennes. Le mot canadien ne veut pas nécessairement dire fédéral. Et je comprends que, quand on rapporte ces propos, on puisse prendre l'un pour l'autre; d'autant plus que la Cour suprême elle-même a déjà pris l'un pour l'autre. Lors du jugement de 1967 sur des territoires en face de la Colombie-Britannique, le jugement de la Cour suprême était précisément basé sur la confusion, volontaire dans ce cas, entre les mots "fédéral" et "Canada". De telle sorte que lorsqu'on en vient à la conclusion, comme le font la majorité des juristes, que le golfe du Saint-Laurent constitue des eaux intérieures canadiennes, se pose une deuxième question, à savoir si c'est un territoire fédéral ou un territoire partagé entre les provinces.

(17 h 15)

Là-dessus, j'ai également mentionné, enfin, que les avis sont partagés, les avis politiques comme les avis juridiques, à l'effet que le golfe soit un territoire fédéral, ce qui est la position du gouvernement fédéral canadien, ou un territoire partagé par des lignes d'équidistance entre les provinces riveraines. Justement, j'ai apporté... Les lignes en noir qui partent de la Gaspésie, qui font le tour des Îles-de-la-Madeleine, qui ensuite se dirigent du côté de Terre-Neuve, sont des lignes d'équidistance, c'est-à-dire disposées à égale distance des rives. C'est la thèse défendue par le Québec et les provinces riveraines qui ont déjà discuté de la chose, mais une thèse non partagée par le gouvernement fédéral canadien.

Dernière chose, enfin. À la question de savoir ce qu'il advient de ces eaux en cas de déclaration de souveraineté du Québec, eh bien là-dessus, il est difficile d'avoir une réponse claire précisément parce que les juristes ne s'entendent pas. Plusieurs solutions sont pos-

sibles. Le partage du territoire, advenant que la thèse des provinces prédomine, le partage du territoire peut demeurer tel quel et il y a des cas, sur la carte mondiale, qui témoignent de cette solution.

D'autres juristes estiment qu'étant donné que dans une telle situation, dans le cas où une des provinces devient un État indépendant au chapitre du droit international, que les eaux pourraient devenir internationales. Dans ce cas, s'appliqueraient les théories relatives à la mer territoriale, c'est-à-dire le prolongement en avant des côtes à une distance qui reste à établir parce qu'encore là-dessus, le droit international de la mer n'a pas l'adhésion de tous les pays du monde, en face, donc, du territoire continental.

D'autres juristes enfin estiment que... ceux qui estiment qu'actuellement, le golfe du Saint-Laurent est territoire fédéral, advenant la sécession ou un changement de statut d'une des provinces riveraines, qu'en conséquence l'espace du golfe du Saint-Laurent demeurerait ce qu'il est, c'est-à-dire un territoire fédéral. C'est une thèse qui n'est, bien sûr, pas partagée par tous les juristes, et tout particulièrement par les juristes du Québec, mais qui est défendue par certains autres. Voilà les quelques points, M. le Président, sur lesquels je voulais préciser ma pensée, pour peu qu'elle ne l'était pas tout à fait, précise, peut-être, j'en conviens, lors de mon intervention de la semaine dernière.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous vous remercions, M. le professeur. M. le député du Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. Si je vous comprends bien, M. Dorion, ce que vous nous dites, c'est que... Mes questions vont d'abord porter sur la question du golfe. Après, j'aurai d'autres questions concernant les autochtones de la partie nord du Québec. Mais sur la question du golfe, ce que vous nous dites c'est que, finalement, il y a litige. C'est litigieux dans le sens où tout le monde ne s'entend pas sur le statut des eaux du golfe.

**M. Dorion:** C'est exact. Je pense qu'on peut dire que c'est la seule frontière du Québec qui est effectivement litigieuse dans le sens qu'elle n'a pas été délimitée par entente entre les espaces limitrophes.

**M. Brassard:** Et vous savez, M. Dorion, j'ai ici des... un jugement de la Cour supérieure en date de mars 1987... Vous savez que même les tribunaux... Un juge des Sessions de la paix et un juge de la Cour supérieure, Gaston Desjardins, dans une cause qui impliquait un Américain concernant la chasse aux phoques, ça se situait dans les eaux du golfe, et la décision du juge des Sessions de la paix, confirmée par le juge du

tribunal de la Cour supérieure... La décision, c'était que... Quant au code criminel, en tout cas quant au code criminel, le golfe Saint-Laurent ne fait pas partie du territoire canadien. C'est ça, la décision. Il y avait eu appel en Cour supérieure et la Cour supérieure avait confirmé le jugement du juge des Sessions de la paix. Ce qui signifie qu'il y a même des tribunaux canadiens, puisqu'on est encore en régime fédéral, qui, dans des jugements, concluent, affirment que les eaux du golfe – dans le cas présent, c'était le Code criminel qui était concerné – ne constituent pas un territoire canadien.

**M. Dorion:** Vous avez raison de souligner cette divergence d'opinion parce qu'elle existe aux trois niveaux: au niveau judiciaire, au niveau juridique, c'est-à-dire de la doctrine et de l'interprétation par les juristes et même au niveau politique. Je m'explique. C'est qu'il y a effectivement une jurisprudence partagée. Deuxièmement, les juristes eux-mêmes sont partagés et, je crois, avec des raisons sérieuses parce que le cas est difficile et surtout, il n'y a pas vraiment de jurisprudence internationale qui réponde exactement au cas du golfe du Saint-Laurent. En fait, souvent ce sont tous des cas d'espèce. Mais j'ajouterais que même au niveau politique, il y a un partage d'opinions, et je dirais même à l'intérieur du gouvernement fédéral lui-même puisque le gouvernement fédéral canadien a déjà, par des déclarations, par divers documents, considéré les eaux du golfe comme territoire canadien. Le fait, par exemple, de passer des ententes avec des pays étrangers implique évidemment que le gouvernement canadien considère les eaux du golfe comme des eaux canadiennes. Cependant, l'attitude du gouvernement fédéral a changé quelque peu à la suite, entre autres, du jugement de la Cour suprême de 1967 en se rabattant surtout sur les droits de pêche exclusifs de façon à éviter de poser la question de la souveraineté canadienne et fédérale sur le golfe du Saint-Laurent. Donc, même à ce niveau-là, l'opinion est partagée. En réponse donc à votre question, oui, vous avez raison, les opinions sont partagées et elles sont partagées non seulement sur le statut canadien ou international du golfe, mais elles le sont également si les eaux étaient considérées comme canadiennes sur le fait que ce soit fédéral ou interprovincial.

**M. Brassard:** Maintenant, dans l'éventualité où le Québec accède à sa souveraineté, si je vous comprends bien, l'hypothèse la plus probable – vous me direz si j'ai raison – est-ce que le Québec pourrait à ce moment-là s'appuyer sur la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer qui stipule que la souveraineté de l'État côtier s'étend au-delà de son territoire et de ses eaux intérieures à une zone de mer adjacente désignée sous le nom de mer territoriale et que les eaux intérieures, en l'occurrence – vous me

direz si j'ai raison – il n'y a pas d'ambiguïté sur le fait que les eaux intérieures d'un Québec souverain s'étendent à tout le moins jusqu'à la pointe ouest de l'île d'Anticosti?

**M. Dorion:** La pointe est.

**M. Brassard:** ...et que...

**M. Dorion:** Ouest du côté de l'eau, oui.

**M. Brassard:** Oui.

**M. Dorion:** C'est exact.

**M. Brassard:** C'est ça et pour ce qui est de cette partie-là vers l'ouest, ce serait considéré comme des eaux intérieures du Québec et, à partir de là, si on appliquait la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer, on pourrait prévoir les 12 milles des eaux territoriales plus 200 milles du plateau...

**M. Dorion:** Continental.

**M. Brassard:** ...de ce qu'on appelle continental pour l'exploitation des ressources économiques de ce territoire-là. Est-ce que le Québec serait en mesure et en droit, sur le plan du droit international, de s'appuyer sur cette convention pour que, en ce qui concerne le golfe, les eaux intérieures, ça ne pose pas de problème, mais pour ce qui est du golfe comme tel, mais là, le Québec aurait les 12 milles, les eaux territoriales à 12 milles de la côte, le long de ses côtes, de ses rives plus, en vertu de cette même convention, une zone de 200 milles, la fameuse zone de 200 milles qui dépendrait du Québec, d'un Québec souverain pour ce qui est de son exploitation économique?

**M. Dorion:** Pour répondre à votre question, je pense qu'il faut faire une distinction en trois points. Le premier, c'est l'aspect spatial, c'est-à-dire des limites, parce que vous parlez d'eaux intérieures et il faut savoir quelles sont les limites des eaux intérieures. Et vous mentionniez, vous vous référiez tout à l'heure à une ligne qui touche la pointe occidentale de l'île d'Anticosti. Mais encore là, les avis sont partagés parce qu'il existe des cartes publiées par le gouvernement fédéral qui font remonter le golfe du Saint-Laurent jusqu'à Québec. Ce sont des cartes qui ont été publiées et même dans le livre qui a été publié par M. Nicholson il y a maintenant longtemps, qui est le livre qui a fait autorité à l'époque – je pense que ça s'appelle "Boundaries of Canada, its Provinces and Territories", je crois que c'est le titre exact – effectivement, on fait remonter les limites du golfe jusqu'à Québec, jusqu'à l'île d'Orléans. À des géographes, ça paraît invraisemblable, mais c'est une manière de considérer les choses.

Quant à la limite est, en général, parce qu'on se réfère à des actes antérieurs, entre autres, à des délimitations du XVIII<sup>e</sup> siècle, effectivement, on se réfère à une ligne qui toucherait la pointe ouest de l'île d'Anticosti jusqu'à la Gaspésie. Ça, c'est au niveau des mers intérieures.

**M. Brassard:** Ça, ce seraient les eaux intérieures?

**M. Dorion:** Oui. Quant à se référer aux droits de la mer, aux deux notions de mer territoriale, c'est-à-dire le territoire liquide en face du continent et, deuxièmement, le plateau continental, c'est effectivement un droit qui peut s'appliquer dans la mesure où on arrive à la conclusion que le golfe ne constitue pas des eaux intérieures. Dans l'hypothèse où on considère les eaux du golfe du Saint-Laurent comme haute mer, effectivement, les règles du droit international de la mer pourraient s'appliquer de la manière dont vous le mentionnez.

Cependant, cela est également soumis à une question, à savoir s'il y a une frontière valide qui a été établie ailleurs qu'au centre du golfe avec des lignes d'équidistance ou ailleurs. Là-dessus, il n'y a pas de loi, il n'y a pas de décret qui l'établisse. La situation est différente de ce qui existe, par exemple, au Nouveau-Québec où il y a une loi qui établit clairement, tant aux niveaux provincial québécois que fédéral canadien, que la frontière est à la rive. Mais ça, ça n'existe pas dans le golfe et c'est pour cette raison qu'on doit se référer à la jurisprudence et à la doctrine pour essayer de savoir quel en est le statut. Et la situation est exactement celle que vous décriviez tout à l'heure, c'est-à-dire que les juristes ne s'entendent pas, les tribunaux non plus et les gouvernements encore moins.

**M. Brassard:** Les juristes ne s'entendent pas, mais est-ce que les pays ne s'entendent pas aussi? Est-ce qu'il y a des pays qui, sur le statut des eaux du golfe, ont adopté comme position...

**M. Dorion:** Le statut international?

**M. Brassard:** ...le fait que le golfe constitue des eaux internationales? La position de Washington, par exemple.

**M. Dorion:** La réponse, c'est oui.

**M. Brassard:** Quelle est la position de Washington?

**M. Dorion:** Washington considère le golfe comme haute mer.

**M. Brassard:** Haute mer!

**M. Dorion:** Espace international.

**M. Brassard:** Donc, dans l'hypothèse d'un Québec accédant à la souveraineté, si le Québec souverain jugeait plus avantageux de considérer les eaux du golfe comme des eaux internationales, de haute mer, on peut dire qu'il pourrait compter sur l'appui de Washington.

**M. Dorion:** À cet égard, oui. Absolument.

**M. Brassard:** Alors là, le Québec souverain aura à se demander s'il vaut mieux avoir l'appui de Washington ou chercher l'appui d'Ottawa.

**M. Dorion:** C'est exact. J'ajouterais même que même les juristes qui estiment que c'est la règle de l'équidistance qui doit prévaloir, parmi ces juristes, il y en a qui estiment qu'advenant une déclaration de souveraineté de la part d'une des provinces riveraines, en l'occurrence le Québec, le golfe, eaux intérieures, deviendrait eaux internationales à cause du fait que plus d'un État – c'est un des arguments qui sont utilisés dans le raisonnement juridique – seraient riverains.

**M. Brassard:** En d'autres termes, l'entente de 1964 vaut uniquement si le Québec demeure une province canadienne. À partir du moment où il cesse d'être une province canadienne et accède à la souveraineté, le Québec peut faire fi ou mettre de côté cette entente?

**M. Dorion:** C'est une théorie.

**M. Brassard:** Mais il peut aussi s'appuyer là-dessus et dire: Ça, ça nous serait plus avantageux, et miser sur cette position.

**M. Dorion:** C'est une position qu'adoptent certains juristes, effectivement.

**M. Brassard:** Je vous remercie là-dessus. Je reviendrai plus tard sur les autochtones.

**Le Président (M. Bélanger):** J'ai M. le député de Saint-Louis. En vertu de l'alternance, il y aura quelqu'un peut-être de l'Opposition et ensuite M. le député de Viger.

**M. Chagnon:** Je vous remercie, M. le Président. J'avais annoncé, la semaine dernière, que j'avais l'intention de revenir après avoir parlé particulièrement du dossier du Nord québécois, du Nunavik, de toute la question autochtone et des questions d'éventualité, dont on ne peut pas être autrement que plus frappé par l'actualité, ce matin, compte tenu des déclarations qu'on a entendues hier.  
(17 h 30)

Vous savez, M. Dorion, on a reçu ici un autre expert, M. Daniel Turp, qui est venu nous



dire, entre autres, que la capacité à l'autodétermination reposait sur la détermination de l'existence d'un peuple, d'une part, et éventuellement de sa capacité de se gouverner. M. Turp nous disait le 9 octobre, si on fait référence à la question amérindienne, qu'à son avis, ils constituent des peuples – parlant des nations amérindiennes, et je vous sais sensibilisé à ces questions-là; alors, il me fait plaisir de pouvoir vous questionner là-dessus – qui se sont autoqualifiés comme peuples. M. Mercredi, M. Sioui et les autochtones eux-mêmes s'affirment comme peuples. Se qualifier comme peuple leur donnerait un droit à l'autodétermination au même titre que le Québec. C'est là l'opinion de M. Turp. Il va plus loin et dit: Ils peuvent réclamer et revendiquer le droit à l'autodétermination et, logiquement, son expression sécessionniste.

Il y a, par ailleurs, d'autres experts comme le professeur Brossard. Vous connaissez sûrement ce livre du professeur Brossard, qui a été écrit il y a quand même 16 ans, dans un contexte fort différent et dans lequel, page 187, il nous dit, parlant encore une fois des Amérindiens ou des Inuit: "Ce que nous avons dit plus haut des minorités francophones du Canada anglais et de la minorité anglophone du Québec s'applique au cas des Esquimaux..." Rien que le fait de parler d'Esquimaux nous ramène inévitablement à 1976 ou avant. "...et des Amérindiens du Canada. Ceux-ci ne pourraient pas constituer un peuple au sens de la Charte des Nations-Unies compte tenu des faits suivants. Premièrement, leur petit nombre: 18 000 Esquimaux, 300 000 Indiens au Canada, soit 1,5 % de sa population totale; 3800 Esquimaux et 33 000 Indiens au Québec, soit 0,5 % de sa population totale. Deuxièmement, leur dispersion territoriale et, troisièmement, leur subdivision en ethnies". De quelle catégorie de nos spécialistes pourriez-vous vous sentir le plus près ou le plus solidaire?

**M. Dorion:** Je voudrais d'abord mentionner que, ayant été appelé à parler des frontières...

**M. Chagnon:** O.K.

**M. Dorion:** ...la question, telle que posée, est peut-être un peu en dehors de ma compétence. Mais je vais quand même essayer d'y répondre. Premier aspect, je crois l'avoir mentionné la semaine dernière, c'est que l'accession à une souveraineté, quelles qu'en soient la mesure et la nature, du Québec, à mon avis, ne donne pas ouverture à une nécessaire renégociation des frontières. C'est un problème différent. Qu'il y ait déclaration de souveraineté ou pas de la part du Québec, je crois qu'il faut bien reconnaître qu'il y a un problème de reconnaissance de droit aux peuples autochtones. Que l'interlocuteur soit de niveau provincial, de niveau fédéral ou des deux ne change pas l'existence du problème et, à mon avis, ce serait,

je crois, faire preuve d'irréalisme que de nier l'existence d'un problème et de nier aussi que l'accès éventuel du Québec à une souveraineté politique et juridique ne peut pas ne pas avoir un impact sur la position des autochtones du Québec. Ça, je crois qu'il faut le reconnaître. À savoir si le droit, ce qu'on appelle le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, soit le même pour les autochtones que pour l'entier du Québec, je pense qu'il faut répondre non. Non pas qu'il n'existe pas pour les peuples autochtones mais il m'apparaît évident qu'il est de nature différente. Il est de nature différente à cause de questions, de facteurs géographiques, historiques, juridiques, politiques et même sociaux. De là à essayer de mesurer le caractère de certitude des différents facteurs auxquels on se réfère pour déclarer si un peuple a ou non ce droit reconnu par le droit international, j'avoue que je trouve extrêmement difficile d'y répondre. Pour la bonne raison que les différents facteurs ou critères auxquels se réfère le professeur Brossard sont des critères, et le droit international le reconnaît, qui sont relatifs et, dans une certaine mesure, subjectifs parce que, comment dire si un demi de 1 % ou 10 % est un pourcentage suffisant? Comment dire si la continuité géographique est une condition? Comment la vérifier sur le terrain? Ce sont des questions qui sont extrêmement difficiles, à mon avis, à répondre. De telle sorte que je me permets de dire – et je m'en excuse vis-à-vis des juristes – que le droit seul est incapable d'apporter réponse à un problème comme celui-là. C'est une question de négociations. C'est une question de contrats sociopolitiques et qui, par conséquent, doit nécessairement passer par une entente librement consentie des parties. Ça ne nie pas la difficulté du problème, bien sûr.

**M. Chagnon:** Particulièrement, M. Dorion, si on considère que tant d'Amérindiens de différentes ethnies sont des peuples et que les Inuit forment aussi un peuple en soi... La culture inuit est une culture tout à fait distincte de la culture cri ou de la culture attikamek ou de la culture huronne ou algonquienne. On a, sur notre territoire, deux ouvertures possibles pour regarder le problème sous l'angle juridique. On a le territoire conventionné de la Baie-James qui nous amène – comme l'a cité d'ailleurs le député de Lac-Saint-Jean – à une extinction de droits. Vous avez mentionné, dans votre premier passage, que vous aviez des réticences à parler d'extinction de droits. Mais le territoire conventionné de la Baie-James touche une partie du territoire cri – revendiqué en tout cas par les Cris – une tout à fait faible partie du territoire inuit. Quand on regarde la carte de Nunavik, on est un peu au nord du territoire conventionné de la Baie-James. Donc, on tombe dans du territoire non conventionné. Si on reconnaît l'existence d'un peuple, si on reconnaît éventuellement

l'existence d'un gouvernement du type de celui qu'on pourrait avoir avec Nunavik, comment ne pas imaginer – peu importe le statut du Québec, s'il est indépendant ou non-indépendant – l'éventuelle hypothèse d'avoir une demande de sécession ou de gouvernement autonome, avec un territoire autonome?

**M. Dorion:** Je crois que vous avez tout à fait raison. Si j'étais Indien... J'ai sans doute du sang indien, comme la plupart d'entre nous, et je ne suis pas sur la liste. Je pense qu'il faut considérer que ça pourrait être une demande légitime. Absolument. Sauf qu'on n'a pas de réponse légale à cela. Dans l'état actuel du droit constitutionnel canadien, à mon avis, on n'a pas de réponse légale comme, d'ailleurs, on n'a pratiquement jamais de réponse légale au problème qui se pose dans un contexte géopolitique qui est celui de la définition d'un territoire d'un peuple qui n'a pas encore sa souveraineté. C'est le cas, dans une certaine mesure, du Québec. Mais étant donné le droit constitutionnel canadien, il est plus facile de faire un raisonnement qu'on peut établir, par exemple, que le Québec – et c'est la position, personnellement, que je défends – advenant une déclaration de souveraineté, demeure dans les frontières qui sont les siennes. Ça, c'est clair. Il y a une loi, sauf à cette exception importante qu'est le golfe, qui établit les frontières.

Le problème de la définition d'un peuple à l'intérieur de ce territoire par rapport à la majorité, qui est la question amérindienne, n'en demeure pas moins complet, qu'il y ait ou non sécession du Québec.

**M. Chagnon:** Aussi complète que la première, dans le fond.

**M. Dorion:** Dans un sens, oui.

**M. Chagnon:** Est-ce qu'il y a des distinctions qui doivent être faites entre les différentes ethnies, à votre point de vue? Entre, par exemple, Cris et Attikameks?

**M. Dorion:** Oui, mais ce n'est pas une question... Bien, c'est-à-dire... Il y a un aspect légal et un aspect qui dépasse le droit, qui est l'aspect que je pourrais appeler géopolitique. Les Cris sont partie à la Convention de la Baie James et les Attikameks ne le sont pas. C'est déjà une distinction. Les uns sont à l'intérieur du périmètre délimité, les autres ne le sont pas. Les uns ne sont pas tous dans des réserves, sont dans des territoires conventionnés; les autres sont dans trois réserves, etc. Alors, il y a beaucoup de différences et, effectivement, qui ont une inférence juridique et sur le plan géopolitique également, bien sûr. Les Attikameks, les Montagnais, enfin les nations amérindiennes du sud occupent des territoires qui sont – com-

ment on peut dire? – "entrecroisées" d'autres territoires qui sont occupés par des Blancs. Donc, la situation est quand même assez différente. Effectivement, quand on se pose la question d'un point de vue géopolitique, lorsqu'une population forme une majorité dans un territoire donné, la situation est différente et l'application même du principe des droits à disposer d'eux-mêmes peut être différente également. Si bien que l'on voit que ce n'est pas un principe absolu. Quand on voit ce qui se passe actuellement en URSS où, non seulement les républiques, mais les républiques autonomes... Aussi bizarre que cela paraisse, il y a même un arrondissement de la ville de Moscou qui a déclaré sa souveraineté, il y a trois mois. On voit, évidemment, que ça n'a pas d'application absolue. Quel critère peut-on utiliser pour dire que les gens du 17<sup>e</sup> arrondissement de Moscou peuvent se déclarer souverains? Il n'y a pas de réponse à ça.

**M. Chagnon:** C'est se prendre pour la principauté de Monaco.

**M. Dorion:** Ça, ça a une existence juridique.

**M. Chagnon:** Au moins, oui. Toutefois, concernant le caractère amérindien, ou les caractéristiques amérindiennes, on peut moins facilement exclure du raisonnement que vous venez de nous faire, les territoires inuit.

**M. Dorion:** Encore là, il y a une certaine différence. D'abord, ce n'est pas la totalité des inuit qui ont signé.

**M. Chagnon:** Dans ce sens-là où ils sont non conventionnés, en grande partie au nord du territoire conventionné.

**M. Dorion:** Exactement. C'est différent, effectivement. Maintenant, quelles sont les conséquences pratiques sur l'éventuelle application du droit de sécession? Parce que c'est de ça qu'il s'agit. C'est à voir. Mais c'est une question, à mon avis, beaucoup plus géopolitique que juridique.

**M. Chagnon:** Alors, théoriquement, on pourrait avoir autant de problèmes de reconstruction de petites nations à l'intérieur même du territoire québécois, peu importe que le Québec fasse sécession ou pas.

**M. Dorion:** Absolument. C'est une question, à mon humble avis, qui se pose de façon latente depuis longtemps et de façon réelle, avec de plus en plus d'acuité, et à laquelle, tôt ou tard, il faudra répondre. Ça, je le crois.

**M. Chagnon:** Merci beaucoup.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, je voudrais enchaîner sur la question autochtone. Parce que vous avez pris connaissance, sans doute, des déclarations de M. Mercredi, le chef de l'Assemblée des premières nations, à l'effet que dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté, ce dernier devrait être amputé de toute sa partie nordique. Or, il y a quand même des vérités qu'il nous faut rappeler. S'il est vrai que dans la loi de 1912 dont vous avez parlé, qui extensionnait la frontière nord du Québec, s'il y avait de prévu dans cette loi-là une obligation pour le Québec de négocier le règlement des droits autochtones dans le territoire, mais que ce règlement ne s'est jamais fait, pour toutes sortes de raisons, donc que cette obligation n'a pas été respectée par le Québec pendant des dizaines et des dizaines d'années... Ce n'est que dans les années soixante-dix, avec l'aménagement de la Baie-James... Ce sont d'ailleurs les autochtones qui ont obligé le gouvernement, il faut le reconnaître, et qui lui ont rappelé cette obligation, parce que les autochtones sont allés devant les tribunaux, les Cris sont allés devant les tribunaux. Ils ont obtenu une injonction interlocutoire pour arrêter les travaux de la Baie-James...

**M. Dorion:** Je me permets de mentionner que la Commission d'étude sur l'intégrité du territoire l'avait rappelé au gouvernement, c'était la première recommandation.

**M. Brassard:** Oui, on l'avait signalé, d'ailleurs, la semaine dernière avec raison. Et là, le gouvernement, évidemment, a été obligé de négocier, puis de respecter l'obligation de la loi de 1912. Et ce respect de l'obligation prévu dans la loi de 1912, concernant les droits autochtones, territoires nordiques, ça été fait par la Convention de la Baie James, signée en 1975 par toutes les parties en cause, y compris les deux gouvernements, celui de Québec, celui d'Ottawa, les Cris, les Inuit. Il y avait aussi la Société d'énergie de la Baie James qui était partie prenante. Ce qui fait que, par la Convention de la Baie James, cette obligation prévue à la loi de 1912 n'existe plus. Elle a été pleinement respectée et c'est par la convention. Et quand je vois les autochtones, particulièrement M. Mercredi, réclamer l'autonomie gouvernementale pour les autochtones, je suis un peu étonné, surtout quand il fait preuve d'une aussi grande hostilité à l'égard du Québec. Je suis un peu étonné, parce que, quand je prends connaissance de la Convention de la Baie James, ma conclusion, c'est que c'est une application du principe de l'autonomie gouvernementale des autochtones. On peut en être plus ou moins satisfait, mais c'est une application du principe de l'autonomie gouver-

nementale des autochtones, puisqu'on retrouve là-dedans non seulement des territoires qui sont gérés de façon exclusive par les autochtones, mais des pouvoirs qui sont octroyés, délégués aux autochtones, des droits exclusifs de chasse, de pêche, de trappage, des pouvoirs en matière d'éducation, en matière de santé, en matière de services sociaux.

(17 h 45)

Je pense qu'on devrait, par les temps qui courent, se remémorer et se rafraîchir la mémoire quant à la Convention de la Baie James. Je suis tout à fait libre de le dire, c'est un gouvernement qui n'est pas le mien qui l'a négociée et signée en 1974-1975. On devrait se rappeler la Convention de la Baie James, parce que, quand je vois les autochtones, en particulier M. Mercredi, accuser le Québec de maltraiter les Cris et les Inuit, de maltraiter les autochtones, de ne pas respecter le principe de l'autonomie gouvernementale, j'ai quasiment envie de lui envoyer par la poste une Convention de la Baie James, parce que le principe est appliqué. Il est tout content, parce que M. Rae de l'Ontario a approuvé le principe de l'autonomie gouvernementale. Il est tout fier de ça, M. Mercredi.

Il devrait être bien plus content du Québec, parce que le Québec l'a appliqué, le principe, dans la Convention de la Baie James. La loi des Indiens ne s'applique plus dans le Nord. C'est la convention qui s'applique. Et ça, ça a été accepté par deux lois, une votée par le Parlement fédéral et une votée par l'Assemblée nationale du Québec. Il me semble que la vérité a ses droits et que ça doit être rappelé, parce que, là, il y a toutes sortes de faussetés et de mensonges éhontés qui sont proférés actuellement et exprimés par les leaders autochtones. En plus, ces mensonges-là, on les retrouve dans le plus grand journal d'Amérique du Nord, le New York Times. C'est tout à fait déplorable et c'est une insulte à l'égard du Québec.

Je dis: La convention est aussi très claire. Là-dessus, je ne sais pas pourquoi vous émettez des doutes quant à la renonciation des autochtones à leurs droits sur les terres et le territoire, parce que l'article 2.1 de la convention est très clair. Les Cris et les Inuit renoncent, abandonnent et transportent par les présentes toutes leurs revendications, droits, titres et intérêts autochtones, quels qu'ils soient, aux terres et dans les terres du territoire et du Québec, et le Canada et le Québec acceptent cette cession. Et ça a été signé par Billy Diamond, qu'on veut inviter ici d'ailleurs. Qu'il s'explique là-dessus! Il a apposé sa signature, là-dessus, de renonciation.

Donc, ma question est très claire. M. Dorion, vous pourrez commenter les autres propos que j'ai tenus, mais ce que vous nous dites aussi, c'est que les autochtones ne peuvent pas faire appel au gouvernement fédéral, en vertu de la loi de 1912, pour détacher une partie

du territoire québécois, advenant l'accession du Québec à la souveraineté, pour la simple et bonne raison que la Convention de la Baie James a réglé ces problèmes.

**M. Dorion:** Je vais répondre à la partie de votre intervention qui est une question.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Vous n'êtes pas obligé de répondre à l'autre partie.

**M. Dorion:** Vous me demandez pourquoi je dis, j'é mets certaines réserves, disons, sur l'extinction des droits. C'est ça, je pense, votre question?

**M. Brassard:** Oui.

**M. Dorion:** Bon! Je pense avoir été clair sur le fait que la servitude qui existait en 1912, pour peu qu'on puisse appeler ça une servitude, quant à la nécessité d'avoir une entente, effectivement, la Convention de la Baie James y répond. Je crois que ça, c'est très clair. Il faut ajouter aussi que cette convention a été, pour ainsi dire, constitutionnalisée par des lois parallèles. Ces lois parallèles vont d'ailleurs jusqu'à dire qu'en cas d'écart, "discrepancy" dans la version anglaise – ce qui, d'ailleurs, n'est pas tout à fait pareil à mon humble avis – c'est cette loi-là qui prévaut.

**M. Brassard:** Qui a prépondérance...

**M. Dorion:** Qui a prépondérance.

**M. Brassard:** ...qui a prépondérance, sur toute autre loi.

**M. Dorion:** Donc, sur ce plan-là, vous avez totalement raison. J'ajouterais même une chose: C'est que, puisque vous vous référez à ses propos, M. Mercredi semble se rattacher à un autre principe qui a donné lieu à l'élaboration de toute une théorie, entre autres, dans ce fameux livre de M. Varty, là...

**M. Brassard:** Oui.

**M. Dorion:** ...qui fait du Québec, dans le fond, un fidéicommiss du fédéral. Ce qui est une thèse difficilement défendable, que l'on pourrait appliquer à toutes sortes de choses, d'ailleurs, pas uniquement sur le droit des Indiens. Là-dessus encore, je crois que cette position qui amène M. Mercredi et d'autres sans doute, à dire: C'est au fédéral d'intervenir à partir du moment que le Québec veut changer de statut; le fédéral doit intervenir et protéger les autochtones. Bon, ce n'est pas en vertu du fait que c'est fidéicommiss. Là, cependant, où – et c'est là

que je vais essayer de répondre à votre question. Pourquoi j'ai un "mais", c'est qu'il reste quand même que dans la loi de 1912, il y a une autre condition qui est mentionnée, c'est que les Indiens continuent de relever de la juridiction fédérale. C'est sûr que si le Québec fait sécession, c'est une situation problématique; il ne peut pas y avoir une partie de la population qui relève de la juridiction d'un État voisin.

**M. Brassard:** Mais ce que vous avez dit tantôt, c'est sur le plan personnel; c'est les personnes et non pas...

**M. Dorion:** Voilà! Mais ça reste un problème pareil.

**M. Brassard:** Oui, Ah! J'en conviens.

**M. Dorion:** Et c'est dans ce sens-là que je dis qu'il y a des droits qu'il faudra négocier et préciser, et que quand on parle de l'extinction de tous les droits, je pense qu'il faut être prudent dans ce que ça veut dire. Vous avez raison, je pense, de dire que ça répond à la nécessité, et la servitude, si on peut dire, qui était contenue dans l'Acte de 1912, c'est uniquement cette question qui reste en suspens et à laquelle j'avoue ne pas avoir de réponse. Et je ne pense pas qu'il y ait de juristes qui en aient. Comment, à l'heure actuelle... De toute façon, ce ne serait pas une solution juridique; ce serait une solution politique, géopolitique, ou négociée...

**M. Brassard:** Ils auront à négocier.

**M. Dorion:** ...parce que ce lien personnel, tout de même collectif, qui demeurerait, bien, il faudrait en disposer d'une certaine manière. C'est dans ce sens-là que je fais cette provision.

**M. Brassard:** En fait, M. Dorion, ils auront à faire un choix, puis cette fois-ci, un choix rationnel, là. Ils auront à faire un choix entre un gouvernement qui énonce des beaux principes mais qui ne les a pas encore appliqués, et un gouvernement qui non seulement a énoncé ces principes mais les a appliqués, ils les a appliqués. C'est ça que je trouve déplorable et regrettable dans le débat actuel, parce qu'il y a de la mauvaise foi, là, il y a de la mauvaise foi évidente chez certains autochtones, il faut le dire. Il faut le dire, parce que quand on regarde la Convention de la Baie James, c'est l'application du principe de l'autonomie gouvernementale. Écoutez, je le sais, je suis député ici depuis 1976, moi. Je ne sais pas combien de lois on a adoptées issues de la convention, en vertu de la convention, au moins une douzaine de lois qui créaient des instances, des municipalités, des administrations régionales, des commissions scolaires dans le Nord, pour les Cris et les Inuit. L'autonomie gouvernementale, elle existe

pour les autochtones dans le Nord. Ailleurs au Québec? Ah! Là, c'est une autre affaire. Parce que là, c'est la loi des Indiens et c'est le système des réserves qui prévaut; c'est une autre affaire. Mais il me semble que le choix est très clair. Les autochtones auraient pas mal plus d'avantages à se tourner vers Québec qui l'a appliqué concrètement, le principe de l'autonomie gouvernementale, plutôt qu'à espérer une tutelle d'un gouvernement qui, jusqu'à maintenant, applique une loi qu'ils abhorrent, la loi des Indiens, et ne fait qu'énoncer des principes qu'il n'a pas encore appliqués.

**M. Dorion:** Sans doute, M. Mercredi lira votre intervention. Parce que ça s'adresse surtout à lui... Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Les autres aussi.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, c'est maintenant au tour du député de Viger, du député de Jacques-Cartier et du député de Verdun.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Dorion, vous avez parlé — et je fais un peu le résumé de votre exposé de la semaine dernière — vous avez dit, à un certain moment, que les thèses constitutionnelles établissent qu'une province doit donner son consentement avant qu'une de ses frontières puisse être modifiée. Vous avez dit, aussi, que seulement la frontière du golfe du Saint-Laurent n'est pas établie, tant au niveau international qu'au niveau constitutionnel. Des problèmes de démarcation demeurent sur la frontière septentrionale et sur la frontière du Labrador.

Vous avez dit aussi que le changement éventuel du statut politique du Québec n'amènera pas en vertu du droit international des changements de frontière, du moins quant à la situation géographique. Mais vous avez dit aussi: Toutefois, cela ne veut pas dire que certains espaces du territoire québécois ne feraient pas l'objet de révisions au chapitre de l'organisation territoriale. Diverses questions pourraient être soulevées à ce sujet et vous disiez: le statut des autochtones, des minorités, droits de passage, partage de propriétés, etc. Cependant, si les négociations sur ces questions n'aboutissent pas, le principe de continuité s'appliquerait, mais, après, vous avez dit "pourrait s'appliquer". Vous avez nuancé un peu votre propos en disant: "pourrait s'appliquer".

Ma première question est celle-ci: Vous savez que le constitutionnaliste Stephen Scott, dans une conférence donnée le mois de mai dernier, prétendait que, si le Québec optait pour la déclaration unilatérale d'indépendance, le Canada serait justifié de défendre l'intégrité territoriale du pays et l'ordre constitutionnel canadien. Celui-ci pourrait, à bon droit, disait Stephen

Scott, revendiquer les territoires octroyés au Québec en 1898 et en 1912, voire exiger la création d'enclaves pour les citoyens demeurés fidèles au Canada. Si le Québec jouissait d'un quelconque droit à l'autodétermination, il ne pourrait valoir qu'à l'égard du territoire correspondant à la Nouvelle-France de 1760. Le professeur Scott n'exclut pas l'usage même de la force, en disant que le Canada aurait le droit de venir au Québec pour, disons, un acte d'autodéfense.

Que pensez-vous de cette opinion qui est reprise dans ses grandes lignes par d'autres juristes canadiens et par d'autres juristes d'origine canadienne anglaise?

**M. Dorion:** Je respecte leur opinion, mais je ne la partage pas du tout, pour la bonne raison que... Mais là, je me place peut-être plus sur le plan de l'histoire géopolitique du monde. C'est qu'il y a un certain théoricien, un théoricien allemand, entre autres, Ratzel, qui a comparé les États à un organisme vivant qui naît et qui se développe, et certains restent longtemps adultes et d'autres meurent. Effectivement, on sait fort bien que les frontières du monde ne sont pas éternelles et qu'effectivement aussi les États, tout particulièrement dans les régions que l'on appelait frontières, dans le sens de "frontier", dans le sens anglais du terme, c'est-à-dire dans les zones relativement peu peuplées, se sont développés par accroissements successifs.

Ce schéma d'évolution des territoires fait qu'on peut être tenté, effectivement, de se référer à une délimitation antérieure et, dans les théories qui ont cours depuis quelques semaines ou quelques mois en relation avec la définition géographique d'un Québec éventuellement indépendant, on voit à peu près toutes les étapes passées en revue. Il y en a qui disent: On va retourner en 1898, d'autres, à avant 1912, d'autres, en 1774 — il y en a un peu qui sont aussi généreux, parce que, en 1774, ça comprenait tout le Labrador — et d'autres veulent remonter jusqu'en 1763. Moi, personnellement, je ne partage pas ce point de vue, d'un point de vue juridique, puisque, actuellement, le Québec existe dans des frontières qui sont légales, juridiquement valides, tant aux niveaux provincial que fédéral. Donc, il existe dans ces frontières-là, et s'il y a un changement de statut — je me répète en mentionnant ça — ça n'a pas d'effet, à mon humble avis — c'est l'avis de certains juristes, de plusieurs juristes — ça n'a pas d'effet sur la localisation des frontières. Ça a un effet sur le statut des frontières, sur leurs fonctions, sur leur mode de gestion, etc., mais pas sur leur localisation géographique.

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président, j'aurais une autre question toujours sur le même sujet. On a eu la comparaison devant la commission Bélanger-Campeau de M. Gordon Robertson et, dans son mémoire présenté à la commission

Bélanger-Campeau, il expliquait qu'on pourrait refuser aux peuples autochtones le droit à l'autodétermination en invoquant leur petit nombre, leur dispersion géographique et les différences entre les divers groupes. Toutefois, il ajoutait qu'il serait difficile de justifier le rejet d'une requête formulée par les peuples autochtones du nord du Québec qui, au lieu de réclamer l'indépendance, exigeraient plutôt que leur statut actuel soit maintenu et que le territoire qu'ils habitent demeure partie intégrante du Canada. Est-ce que vous ne partagez même pas cette opinion de M. Robertson?

(18 heures)

**M. Dorion:** Sur la conclusion finale, non, pour les raisons que je viens d'expliquer. Cependant, qu'il y ait des différences quant à la situation globale, pas uniquement géographique, des peuples du Nord par rapport aux peuples du Sud, je crois qu'il a raison. La situation géographique n'est pas la même, l'indice de dispersion n'est pas le même, le pourcentage qu'ils représentent de la population totale n'est pas le même, l'exclusivité ou la quasi-exclusivité des relations qu'ils entretiennent avec leur territoire n'est pas la même.

Effectivement, il y a plusieurs facteurs que l'on peut invoquer pour dire que la situation est différente. Ça, je pense qu'il a raison de le mentionner. Cependant, que cela apporte comme conclusion de changer cette relation à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, quant au caractère pérenne des frontières, je n'irais pas jusque-là.

**M. Maciocia:** Je vous ai posé la question, jeudi dernier, en vous disant: Admettons qu'en même temps que le Québec demande la sécession du reste du Canada les autochtones du Nord du Québec, eux-mêmes, demandent leur sécession du Québec, qu'est-ce qui arriverait? Vous avez répondu, à un certain moment, qu'il y aurait des problèmes à ce moment-là. Est-ce que vous pourriez nous expliquer quelle sorte de problèmes on aura à ce moment-là?

**M. Dorion:** C'est effectivement une question sérieuse. Je pense qu'il faut distinguer, pour les fins de la discussion, le niveau juridique et le niveau géopolitique et je persiste à croire — comme je l'ai déjà mentionné à d'autres occasions — que la question autochtone en est une sérieuse, qui doit être traitée de façon à en venir à un consensus. Mais une fois qu'on a dit ça, on sait, comme le droit international à divers égards, que les relations collectives entre les peuples ne constituent pas une chose codifiée très souvent, de telle sorte qu'il n'y a pas de solution autre que celle de la bonne volonté d'en arriver à une entente.

Évidemment, ce n'est pas une réponse satisfaisante, quand on se demande, en question, quelle est la position juridique à adopter. Si on ne se place que du point de vue juridique, je

pense l'avoir expliqué tout à l'heure. À, mon avis, le Québec a des frontières légales, juridiques, juridiquement valides et qui demeurent, ce qui ne met pas de côté la nécessaire — éventuellement — négociation avec les groupes autochtones pour en arriver à un contrat sociopolitique valable.

**M. Maciocia:** Une dernière question, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Rapidement.

**M. Maciocia:** Vous avez dit aussi qu'un Québec souverain serait enclavé, que, par ailleurs, ce n'est pas vraiment complexe et vous avez parlé d'un comité de l'ONU.

**M. Dorion:** De?

**M. Maciocia:** De l'ONU. Quelles sont les difficultés qu'occasionne le fait d'être un territoire enclavé? Deuxièmement, si on négocie un passage, doit-on, par exemple, laisser du territoire ou des passages à notre tour? Quelle serait la situation de l'ONU à ce moment-là?

**M. Dorion:** J'ai bien mentionné, lorsque je faisais référence à la notion d'un Québec enclavé, qu'il s'agissait d'un enclavement juridique, parce que, géographique, les bateaux peuvent passer dans le golfe. Il y a des juristes, par ailleurs, qui tirent du caractère canadien des eaux internes que constitue le golfe du Saint-Laurent la conclusion que cela implique un droit du Canada de contrôler les droits de passage, y compris ce que l'on appelle le passage inoffensif en droit international. Les juristes ne partagent pas tous cette opinion, en disant que le droit de passage inoffensif est un droit garanti par le droit international. Cependant, la majorité des juristes reconnaissent que c'est un droit garanti mais que c'est un droit garanti lorsqu'il s'agit des eaux qui ne sont pas entourées par le territoire d'un seul pays. Donc, les avis sont partagés là-dessus. Mais lorsque je me référais au fait que le Québec est un État enclavé j'insiste sur le fait que ce n'est que du point de vue juridique, signifiant par là que le territoire du Québec comme tel n'aurait pas, sauf si le golfe du Saint-Laurent était considéré comme haute mer, de contact nulle part avec un territoire international, avec la haute mer. C'est dans ce sens-là, simplement.

Maintenant, encore là, il faut être complètement précis. D'abord enclavé, c'est peut-être une mauvaise traduction de "land-locked". Enclavé normalement, c'est complètement à l'intérieur d'un autre pays. Bon, faisons cette distinction parce qu'il y a quand même les États-Unis au sud du Québec. Enclavé, donc, je le prends dans le sens de non-contact avec la haute mer. La situation est claire quant à la frontière sep

entrionale puisque les Territoires du Nord-Ouest touchent le Labrador. Donc, il n'y a pas de sortie de ce côté-là géographiquement parlant sur les cartes. Dans le golfe du Saint-Laurent, ça dépend du statut. Je mentionnais tout à l'heure que si les eaux du golfe du Saint-Laurent constituent la haute mer, bien là, le Québec aurait son accès. Mais lorsque j'ai parlé de cela la semaine dernière, je mentionnais que la position du Québec a été de considérer que le territoire du Québec comprenait une bonne partie des eaux du golfe jusqu'aux lignes d'équidistance et qu'à ce moment-là, le territoire du Québec se trouve donc à être séparé de la haute mer par la partie maritime de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse qui se touchent et qui donc ferment le détroit de Cabot. Quand au détroit de Belle-Isle, il est fermé par Terre-Neuve puisque Terre-Neuve se retrouve des deux côtés, l'île de Terre-Neuve au sud et la côte du Labrador au nord. C'est dans ce sens-là que j'avais mentionné que...

**Le Président (M. Bélanger):** M. Dorion, si je me permets une question. J'ai devant moi le texte de la loi fédérale qui constitutionnalise l'entente de la Baie James, c'est-à-dire la loi approuvant, mettant en vigueur et déclarant valides certaines conventions conclues entre le Grand Council of Crees of Québec, the Northern Québec Inuit Association, le gouvernement du Québec, la Société d'énergie de la Baie James, en tout cas, tout ça et certaines autres conventions connexes, laquelle est partie du gouvernement du Québec. On parle à ce moment-là dans cette loi-là, à l'article 7, les alinéas 2c, d et e de la Loi de l'extension des frontières du Québec de 1912: ainsi que les membres de phrases aux termes et aux conditions qui suivent et subordonnément aux dispositions suivantes qui les précèdent sont abrogées. Et en e, pour vous dire qu'est-ce qu'il y a en e, on dit que "la tutelle des sauvages dans ledit territoire et l'administration de toute terre maintenant ou ci-après réservée pour leur usage restera à la charge du gouvernement du Canada subordonnément au contrôle du Parlement". Ça, ça a été abrogé par la loi qui constitutionnalise la Convention de la Baie James. Or, je ne comprends pas que vous nous disiez qu'il y a une ambiguïté qui pourrait persister là. Ce n'est pas évident pour moi.

**M. Dorion:** L'ambiguïté par rapport à la remise de...

**Le Président (M. Bélanger):** Vous disiez tout à l'heure...

**M. Dorion:** ...l'extinction des droits?

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ça, oui.

**M. Dorion:** Je le dis dans un sens, je dirais,

non strictement juridique parce qu'il y a une série de droits ou de privilèges, appelons cela comme on veut, qui peuvent faire l'objet d'une négociation. Par exemple, les droits aux richesses souterraines. La loi de 1867 n'établissait rien de bien précis là-dessus. Et cela peut faire l'objet, comme cela a été le cas par exemple des autochtones ou de l'Ouest, de l'Alaska avec les États-Unis, etc. Ce que je veux dire par là, c'est que la réponse juridique donnée quant à la validité de la Convention de la Baie James, de la loi qui la confirme, etc., ne règle pas pour autant tous les problèmes des communautés autochtones. C'est dans ce sens-là, voyez-vous?

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, je vous remercie.

**M. Dorion:** C'est que tous ces problèmes sont toujours un mélange d'aspects juridiques et géopolitiques, les uns faisant l'objet d'interprétations ou de décisions judiciaires et les autres de négociations qui sont deux modes différents de gestion.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Jacques-Cartier, M. le député de Lac-Saint-Jean et M. le député de Verdun.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I would like to begin with one or two comments on which there may be some consensus on this committee and then follow with some things on which there probably will not be. To start off with, it seems to me there may be some confusion on this discussion on territory and on this discussion on such matters as native self determination, which almost move in different areas and where they, themselves, are partly a result of the tendency of politicians, and all that with the government, to practice great hypocrisy in all of their relations of dealing with natives.

For example, if the future world gave us a technology that provided with control of climate so that it would be just as pleasant to live in the Northwest Territories or in Ungava as to live in Montreal; and the same claims were made over that entire extended territory by the Inuit and by the various Indian tribes as are at present. I would be extremely sceptical as to whether people living in areas like Montreal, Toronto, and so on, would entertain those claims with the same seriousness that they do when it is an area where only people who could stand fishing and hunting, and so on, actually choose to live there on a permanent basis. But as long as they are the ones who choose to live there on a permanent basis, they therefore hold an unusually large claim even though they are very small in numbers. I would also point out that every argument that is used to weaken the case, for territorial power if you like, for the native

populations of the North, could of course be reversed if you were arguing about the territorial sovereignty of Québec. That is, in other words, if you said the real reason why you cannot take some of these claims that are presently being made by the native chiefs too seriously is, number one, because there are enough of them and, number two, because they have already entered into a formal agreement that makes their claims unreasonable. If you say that, you could then say: The Anglos of, let say, my riding in Dorval, in Pointe-Claire and Beaconsfield have an excellent case because they are large in numbers and have not entered into a formal agreement such as the James Bay Agreement. So we could say that every argument that is used on one side could just as well be used on the other.

I would add, after saying all that, that that does not necessarily mean that those of us who take different positions from those on the other side of the table look forward to the partition of Québec any more enthusiastically than they do. But I think it is important, if we are discussing this whole question of what is juridical and what is political, to admit that if there is a disagreement among juridical authorities then what you would call the political or the geopolitical is virtually the whole story. If there is not a profound agreement among legal authorities... Surely all the legal authorities can provide is a more elegant level of reasoning and more historical precedent and precise language with which to approach the problem.

For example, earlier on, the Member for Lac-Saint-Jean characterized the position of Steven Scott as an extreme position. Well, this book that I have already mentioned, this one, "Partition", of course puts forward the same position. Now, the authors did not have great academic authority but they had a preface, in the book, by Senator Eugene Forsey, in which he says: I do not necessarily subscribe to every particular opinion set out in this book; I wish I were as confident as the authors that separation will not happen, but I do most firmly endorse his general thesis and then I hope it will be read, barked, learned and inwardly digested both by the separatists and their opponents. Well, Senator Eugene Forsey held to a constitutional view that would no doubt not be shared by the member for Lac-Saint-Jean but he could scarcely be regarded as a minor constitutional authority or a minor legal authority. On the contrary, he was one of the most celebrated in Canada. In other words, it would probably be possible both for me or for members on this side or for members over there to bring forward legal authorities in large numbers and lay them out either on the case of the territorial integrity of Québec as it stands or of the possibility of carving pieces of it away. I am not trying to make the case that Québec should be carved up.

I am merely arguing that whether it stays in one piece or not, it is surely going to become essentially a matter of political negotiation and of the way this is seen, not so much even by the minority communities in Québec but by the rest of Canada, rather than by anything that can be stated about legal argument. Will you comment on that position?

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Dorion:** Je suis heureux de vous entendre dire d'une part que tout est relatif. Cependant, il y a des choses plus relatives que d'autres. On sait fort bien que la loi et le droit existent précisément pour codifier ce qui est difficilement codifiable. La politique, le politique pardon, on sait, c'est l'art du possible. L'art du possible, dans le fond, ce serait peut-être plus correct de dire l'art d'établir les limites de l'impossible. Le droit donc est là pour tenter de codifier les choses de façon à établir des normes, de façon aussi à ce que même le politique puisse s'y référer. Et c'est pour cette raison que, dès le début de mes interventions, j'ai mentionné... Je me suis permis de faire un peu le tour du Québec pour essayer d'établir quelle était la base juridique actuelle des frontières du Québec. Et, à mon humble avis, ces frontières du Québec actuellement sont établies clairement quant à leurs délimitations sauf dans le golfe du Saint-Laurent. Et c'est pour cette raison que j'arrive à la conclusion que le changement de statut comme tel éventuel du Québec n'a pas d'inférence directe et obligatoire sur ses frontières et on peut établir ça par une série de références à des actes juridiques, des actes légaux comme les lois auxquelles on s'est référé tout à l'heure.

(18 h 15)

Ceci dit, c'est sûr que ça ne met pas de côté toutes les considérations géopolitiques et qu'il se peut fort bien qu'il y ait des groupes... Vous savez qu'on a même déclaré Pontiac un duché, bon. Tout est possible, donc. De là à traduire cela au niveau légal et en faire un débat dont l'issue ne s'appuierait que sur des raisonnements légaux ou une jurisprudence légale, il y a une marge très grande. Mais, effectivement – et je pense que c'est un peu le sens de votre intervention – dans tous les problèmes territoriaux qui impliquent des populations, il y a toujours un aspect légal qui est partiellement codifié mais sur lequel tout le monde ne s'entend pas – et vous avez raison de le mentionner – tant au point de vue judiciaire qu'au point de vue de l'interprétation juridique, et une autre partie qui fait l'objet de négociations. Et c'est là qu'intervient l'art du possible et à plus d'un égard. On a mentionné que la solution de problèmes territoriaux, et bien sûr au premier chef celui des autochtones, passe par la négociation.



**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean?

**M. Brassard:** J'enchaîne là-dessus pour dire que oui, je pense que de façon presque assurée, il y aura des négociations entre un Québec souverain et le Canada. Je pense que ce n'est pas obligatoire, comme vous l'avez mentionné, ce n'est pas une nécessité juridique. Et sur le plan géopolitique, je pense que ça va de soi que s'ouvrent des négociations avec le Canada sur des questions de frontières pour mieux les délimiter et régler les questions qui sont litigieuses comme la question du golfe et la question de la frontière du nord qui, vous l'avez dit, est une frontière aberrante. Il faudra négocier. J'admets qu'on sera en demande. Un Québec souverain sera en demande. Mais il ne faut pas non plus s'imaginer que le Canada ne sera pas en demande dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté. Parce que, dans les circonstances, là, le plus enclavé n'est pas celui qu'on pense. L'Ontario est pas mal plus enclavé que le Québec. Dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté, il est évident que, à ce moment-là, le Canada va demander, forcément, des droits de passage, des droits de transit pour les personnes, les marchandises, aussi bien en matière de transport maritime que terrestre ou même aérien. Et le Québec, forcément, n'a pas de raison de refuser ces droits de passage mais en retour, forcément, il va avoir des demandes. Et le Canada aussi. Je ne vois pas pourquoi il refuserait aussi certaines demandes légitimes et tout à fait sensées formulées par le Québec. En d'autres termes, une négociation... Oui, c'est une négociation politique. Sans doute. Mais les parties qui négocient... Ce n'est pas toujours une partie qui est dans un état d'extrême faiblesse et l'autre partie qui est dans une position de force absolue. Les parties, dans une négociation, ont à la fois des atouts et des inconvénients et ça va jouer de cette façon-là. Nous ne sommes pas sans atouts dans une négociation portant sur les frontières du Québec. Je ne sais pas si vous hésiteriez à l'admettre.

**M. Dorion:** Non, pas vraiment, parce que... Évidemment, je ne suis pas en position de juger du degré de bonne volonté verbale ou réelle qui pourrait se dégager d'entretiens de cette nature ou de négociations mais je crois que vous avez totalement raison sur le fait que lors d'une nouvelle désignation de statut de territoire, on peut juger opportun, de part et d'autre, d'en arriver à des modifications. Sur une chose bien mineure, le Québec et l'Ontario ont fait une espèce d'entente presque d'échange de territoires. C'était minuscule: c'étaient des îles à la frontière ouest du Québec. Mais lors de débats ou de négociations sur des enjeux majeurs, c'est exactement la même chose. Toute comparaison est boiteuse mais on a souvent dit, par exemple,

que les États baltes qui ont déclaré leur souveraineté... Ça a été vite reconnu d'ailleurs, avant même qu'on établisse à l'intérieur interne la constitutionnalité de ce mouvement. Ça pose quand même le problème que, actuellement, il y a une partie de la république de Russie qui est séparée du reste. C'est à une échelle différente mais il y a tout un territoire russe qui est à l'ouest de la Lituanie et qui donc, maintenant, est séparé. Ils sont obligés de négocier. Ils en arrivent à des ententes. Et ce serait éventuellement la même chose si une telle éventualité se réalisait.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Verdun, et M. le député de Jacques-Cartier par la suite.

**M. Gauthrin:** Je voudrais revenir sur la question du golfe avec vous. Je ne voudrais pas revenir sur le côté juridique, mais sur la situation actuelle et, éventuellement, les effets qu'il pourrait y avoir sur un phénomène d'internationalisation du golfe. De facto, actuellement, le golfe, je comprends que des gens ne partagent pas le même point de vue, mais en ce qui touche les ressources halieutiques, est-ce que les eaux sont sous contrôle et considérées comme des eaux canadiennes? Est-ce que c'est vrai ou pas complètement, à part la question avec Saint-Pierre et Miquelon qui est devant le tribunal de La Haye?

**M. Dorion:** Qui, de toute façon, est à l'est du détroit de Cabot, donc ça ne touche pas le golfe.

**M. Gauthrin:** Oui, ça ne touche pas. Donc, réellement, à l'heure actuelle, le golfe, le Canada le considère comme une mer intérieure et pour ce qui contrôle les ressources halieutiques, c'est-à-dire les droits de pêche, etc., le Canada en a la pleine juridiction. Est-ce que c'est le cas actuellement?

**M. Dorion:** C'est exact, mais c'est fait dans un contexte où il y a une certaine ambiguïté.

**M. Gauthrin:** Oui.

**M. Dorion:** Parce que le gouvernement fédéral a déjà exprimé sa position à l'effet qu'il s'agissait de territoires canadiens à cause du statut d'eaux intérieures. La position du gouvernement fédéral s'est exprimée différemment ces dernières années et a plutôt porté sur la déclaration de droit de pêche exclusif. C'est là qu'il y a une certaine ambiguïté.

**M. Gauthrin:** Je comprends. Est-ce qu'il n'y aurait pas un risque – parce que j'ai été surpris de l'intervention de mon collègue de Lac-Saint-Jean – si on déclarait, ou si on allait dans une...

d'ouvrir ou de reconnaître que le golfe du Saint-Laurent serait des eaux internationales, de laisser, à ce moment-là, les droits de pêche complètement à l'accès de toutes les personnes qui voudraient venir y pêcher?

**M. Dorion:** Ça serait évidemment soumis, à ce moment-là, au régime de la mer internationale...

**M. Gauthrin:** C'est ça.

**M. Dorion:** ...si c'est une mer internationale. Et c'est là où il y a aussi cette ambiguïté du gouvernement canadien, c'est que, tout en restreignant sa déclaration de juridiction au droit exclusif de pêche, il a passé des ententes avec différents pays...

**M. Gauthrin:** Absolument.

**M. Dorion:** ...qui, chez certains juristes, sont interprétées comme étant une reconnaissance du fait que c'est territoire canadien. C'est un peu ambigu comme situation.

**M. Gauthrin:** Tout en reconnaissant quand même qu'il y a le contrôle des... Les quotas de pêche sont quand même imposés directement par le gouvernement canadien.

**M. Dorion:** C'est ça.

**M. Gauthrin:** Si on internationalisait le golfe, on risquerait à ce moment de ne plus avoir la possibilité de se partager des ressources halieutiques dans...

**M. Dorion:** C'est que ça serait effectivement dans un contexte...

**M. Gauthrin:** Ça serait international, dans un contexte international.

**M. Dorion:** ...de négociation différent.

**M. Gauthrin:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. On this issue of a right of passage, I would agree it is a very civilized thing to do, if it works, but there are two major problems with it. One, which one could call a geopolitical, and the other, which even applies to economics, where we have plenty of historical examples.

On the geopolitical level, the classic difficulty about a right of passage agreement is that it tends to be denied exactly at the point that it is most critical. For example, for most purposes the CPR could carry goods through the

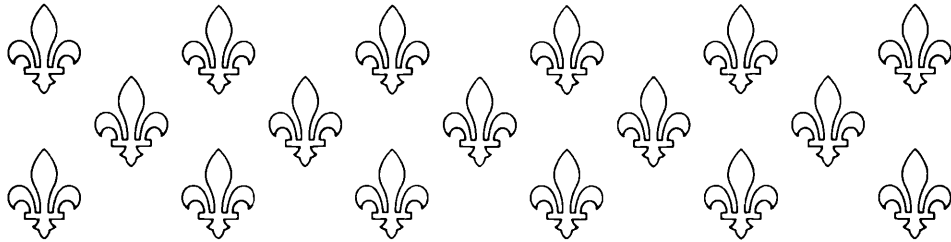
United States without hindrance from when it was first built, at the turn of the century. But when World War One was on, while the United States was still neutral, munitions had to be carried on CNR because it was the only all Canadian route. The US Neutrality Act actually prohibited the carriage of munitions through the American part of the CPR route. Some people say that is one of the reasons they had such a mess in Halifax. Then, to take another comparable military example, even airlifts over France for the American attacks that took place on Libya, not so long ago, could not take place because airspace was considered itself as an aspect on this kind of sovereignty. Not just roads or waterways, and so on, so there had to be an actual fly-around.

On the economic level, and this is an important one to remember too, with the Suez canal, when the Nasser Government took it over from the canal company. The consequence was that, for example, for the world oil industry where as Nasser and the Egyptian Government had had anticipated revenues for oil tankers going through the canal, the oil companies instead built giant tankers that went all the way around Africa. Not because the canal was denied to them, but because they no longer felt they had absolutely reliable guaranty to access, as they had before. They simply weren't willing to pay the economic cost of the uncertainty of facing the new, probably quite nationalistic government that might remove that access. Surely, that is the large difficulty with the grime that is about rights of passage.

**M. Dorion:** Vous avez raison de souligner l'importance à la fois stratégique et économique du fleuve. Je pense que c'est un fait évident de la géographie de l'Amérique du Nord. Bien sûr l'état de guerre n'est pas à nos portes pour le moment mais, à mon humble avis, ce sont de considérations qu'il faut également prendre au sérieux et que dans le dossier d'une éventuelle négociation, les droits de passage, qu'ils soient continentaux ou maritimes, à mon avis, constituent un élément essentiel de négociation.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, compte tenu de l'heure, la commission va ajourner ses travaux jusqu'au 29 octobre 1991 à 10 heures. Et sur ce, je voudrais remercier M. Dorion de sa contribution pour une deuxième fois. C'est très apprécié. Nous vous remercions profondément et à la semaine prochaine. Merci.

(Fin de la séance à 18 h 27)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le jeudi 7 novembre 1991 — No 8**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Exposé de M. André Patry

CEAS-191

### Intervenants

M. Guy Bélanger, président

M. Cosmo Maciocia  
M. Jacques Chagnon  
M. Henri-François Gautrin  
Mme Louise Bégin  
M. Jacques Brassard  
M. Neil Cameron  
M. Michel Després  
Mme Jocelyne Caron  
M. Robert LeSage  
Mme Pauline Marois

M. François Geoffrion, secrétaire de la commission

\* M. André Patry, Université de Montréal

\* Témoin interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le jeudi 7 novembre 1991

(Neuf heures trente-neuf minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de bien vouloir prendre place pour que la commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté puisse tenir audition aujourd'hui. Nous entendrons M. André Patry qui est notre expert invité aujourd'hui. M. Patry, bonjour.

**M. Patry (André):** Bonjour.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci d'être là. Je sais que vous êtes un homme très occupé et la commission apprécie beaucoup que vous ayez accepté de mettre de vos précieux temps à notre disposition. M. Patry est licencié en droit et a une maîtrise en sciences sociales de l'Université Laval. Il est ou a été professeur de droit international public à la Faculté de droit de l'Université Laval, professeur de relations internationales aux Facultés de sciences politiques de l'Université de Montréal, de l'Université Laval et de l'UQAM, secrétaire à la division des affaires politiques de l'OTAN, conseiller en relations internationales et directeur des affaires publiques du réseau français de Radio-Canada, conseiller international des affaires gouvernementales du Québec, chef du protocole, commissaire général pour les visites des chefs d'État et conseiller spécial du premier ministre, sous-ministre à l'Immigration, conseiller spécial au ministère des Affaires culturelles et directeur intérimaire de la Bibliothèque nationale, chargé des affaires du Moyen-Orient pour le Québec, délégué général du Québec en Belgique et au Luxembourg, conseiller diplomatique pour le Sommet francophone de Québec, et initiatives administratives au crédit du soussigné. Bref, M. Patry est une sommité qui a oeuvré amplement et d'abondance dans tous les secteurs qui nous intéressent ce matin. Alors, il nous fera grand plaisir d'écouter tout ce que vous avez à nous dire, M. Patry.

Avant de commencer, si vous me permettez, un petit peu de procédure. Est-ce qu'il a des remplacements ce matin, monsieur le secrétaire?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Oui, M. le Président. M. Benoît (Orford) remplace M. Bourassa, Mme Pelchat (Vachon) remplace M. Chagnon (Saint-Louis) et M. Marcil remplace M. Rémillard (Jean-Talton) et M. Boulé remplace M. Parizeau (L'Assomption).

**Le Président (M. Bélanger):** M. Boulé ne remplace pas M. Parizeau ce matin. Alors, ceci étant dit, est-ce qu'il y a d'autres corrections?

**M. Maciocia:** M. le Président, M. Chagnon est parti.

**M. Chagnon:** M. Chagnon est là.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Chagnon est là, donc il n'est pas remplacé. Ceci étant dit, on invitera donc M. Patry à procéder à son exposé. M. Patry.

**Exposé de M. André Patry**

**M. Patry:** M. le Président, messieurs, mesdames. On vous a déjà distribué un certain nombre de documents dont la qualité m'a impressionné. Je ne parle pas du mien, je parle de ceux que la coordination a préparés. Je me contenterai, non pas de lire le texte que vous avez entre les mains, mais de le résumer en première partie. En deuxième partie, j'irai sur la carte vous indiquer quels ont été au XXe siècle les grands mouvements sécessionnistes. Et en troisième partie, je placerai le cas du Québec dans l'optique du territoire et de la population pour ce qui regarde le droit international public.

L'existence d'un État repose essentiellement sur des faits, mais l'accession à la souveraineté d'un État n'est pas suffisante pour lui assurer automatiquement le plein exercice. Pour être capable d'agir normalement au sein de la société internationale, un État nouveau doit avoir obtenu la reconnaissance des autres États ou tout au moins celle d'un certain nombre d'entre eux. La reconnaissance est un acte juridique, souvent et même très souvent d'inspiration politique et de nature plus ou moins discrétionnaire par lequel un État existant déclare qu'il considère désormais que tel groupement humain possède la qualité d'État au sens international du mot. La reconnaissance peut s'appliquer à une nation, à un gouvernement, à des insurgés, à des belligérants à une organisation transnationale, voire à une coutume. C'est pourquoi elle peut être déclarative, ou constitutive. Pour ce qui regarde l'État, la reconnaissance ne peut être que déclarative puisqu'elle consiste à constater des faits, ceux-là mêmes qui sont les conditions de l'existence de l'État.

Certains auteurs soutiennent que la reconnaissance d'un État est constitutive. Outre qu'elle est illogique, cette thèse débouche sur une impasse. Si en effet un État non reconnu n'existait pas, ses ressortissants seraient des apatrides, ses biens seraient des biens sans maîtres, ses navires et ses avions seraient des bâtiments et des appareils pirates. De plus cet État ne pourrait, le cas échéant, encourir la responsabilité internationale, puisque la reconnaissance a des effets rétroactifs, puisqu'elle

rend valides aux yeux de l'État qui l'accorde les actes posés depuis sa naissance par l'État nouveau, il est évident qu'elle est déclarative. Toutefois, à l'égard de certaines catégories de sujets de droit international public, la reconnaissance peut être constitutive. On l'a vu dans le cas de la nation tchécoslovaque qui, au cours de la Première Guerre mondiale, avait été reconnue comme telle par les puissances alliées qui voulaient réunir les Tchèques et les Slovaques dans un seul État. Aujourd'hui, la constitution de cet État tchécoslovaque reconnaît l'existence d'une nation tchèque et d'une nation slovaque. Les deux exemples classiques de la reconnaissance constitutive ont trait à des institutions de droit médiéval dont les activités sont essentiellement transnationales. Il s'agit du Saint-Siège et de l'ordre souverain de Malte qui accréditent et reçoivent des ambassadeurs et concluent des accords internationaux. Si ces deux corps extraterritoriaux jouissent toujours, encore que d'une façon inégale, des attributs de la souveraineté, c'est parce que les États ou un grand nombre d'entre eux consentent à ce qu'il en soit ainsi.

La reconnaissance d'un État est généralement donnée sous forme expresse. Mais elle peut aussi être tacite, lorsqu'elle ressort d'actes ayant cette portée, tels que l'échange de relations diplomatiques ou la négociation d'un accord bilatéral, car la reconnaissance est essentiellement une question d'intention. Il faut que celle-ci puisse se déduire clairement de l'acte auquel on l'attribue.

Parce qu'elle est souvent d'inspiration politique, parce qu'elle émane du pouvoir souverain de l'État, la reconnaissance peut être conditionnelle. Roger Merle rappelle que les États conservent individuellement une liberté d'appréciation totale quant à la validité des faits faisant l'objet de leur reconnaissance. Celle-ci permet donc à des États de s'immiscer dans les affaires de l'État nouveau et d'en tirer des avantages. Elle permet aussi de favoriser ou de contrecarrer tel autre État ou telle force politique.

Les cas les plus fréquents de reconnaissance conditionnelle se rapportent, depuis la seconde moitié du XIXe siècle, à l'obligation imposée à l'État nouveau de respecter les droits de ses minorités. L'un des exemples les plus anciens remonte au congrès de Berlin de 1878, alors que la Serbie, le Monténégro et la Roumanie furent reconnus comme États indépendants à la condition qu'ils protègent les droits de leurs minorités nationales. Je m'empresse d'ajouter que la reconnaissance ne peut être retirée si les conditions qui lui avaient été attachées sont violées. Un État reconnu le demeure jusqu'à sa disparition effective et légitime, encore que l'effectivité puisse finir par avoir raison de la légitimité, comme on l'a vu jadis dans le cas de l'Éthiopie dont l'annexion par l'Italie a finalement été reconnue par les puissances.

L'admission d'un État au sein d'une organisation internationale gouvernementale suffit-elle pour lui obtenir la reconnaissance des autres membres de cette organisation? La réponse est négative, comme le prouvent de nombreux précédents.

En 1920, les dominions britanniques et l'Inde sont entrés à la Société des Nations. Ce n'est qu'en 1926, à la suite de la Conférence impériale de Londres qui définissait la nature du Commonwealth, que les dominions ont pu se faire reconnaître comme États souverains. Et l'année suivante, le Canada a envoyé à Washington son premier représentant diplomatique, puis il a nommé des ministres plénipotentiaires à Paris et à Tokyo en 1928 et 1929 respectivement. Mais l'Inde, qui n'avait pas le statut de dominion, devra attendre jusqu'en 1947 pour voir sa souveraineté pleinement reconnue. Et on connaît le cas de l'Ukraine et de la Biélorussie, admises à l'ONU dès 1945 comme membres fondateurs sans être tenus pour des États souverains.

Quel est, en droit international, le statut de l'État non reconnu? Celui-ci a droit au respect de son territoire; il peut en interdire l'accès aux autres États comme il l'entend, promulguer sa législation et même poser des actes ayant des effets extraterritoriaux si ces actes sont conformes au droit international, tant conventionnel que coutumier. Par ailleurs, il ne peut s'autoriser de la non-reconnaissance pour commettre un délit international ou refuser sa responsabilité. Comme le critère de l'État, en droit international, est l'effectivité, tôt ou tard, l'État nouveau s'il respecte le droit, finit par obtenir la reconnaissance expresse ou tacite des autres États. C'est pourquoi l'arme de la non-reconnaissance est d'une efficacité toute relative. Elle permet à l'État qui fait usage de cette reconnaissance d'arracher des concessions à l'État nouveau, mais elle ne lui permet pas de l'ignorer indéfiniment. Les Américains ont reconnu l'Union soviétique en 1933 seulement, neuf ans après les puissances européennes, mais ils l'ont finalement reconnue.

On peut maintenant se demander ce qu'est en droit international, un État, forme contemporaine de l'organisation politique la plus achevée. L'État se définit comme un groupe d'hommes établi sur un territoire déterminé et obéissant à une autorité commune et souveraine. La population est évidemment un préalable. Elle doit offrir un degré minimum de fixité ou de permanence. Mais c'est le territoire qui apparaît comme l'élément fondamental de l'État. Il forme le cadre spatial dans lequel est installée la collectivité sur laquelle s'exerce une même autorité commune et souveraine. Ce cadre est déterminé par des frontières qui comprennent un espace maritime et un espace aérien, tous deux soumis à l'autorité étatique. Quant à l'autorité, elle doit être commune et souveraine.

La notion de souveraineté, on ne le répétera jamais assez, est une notion juridique. Elle

implique deux éléments complémentaires: une face interne, l'autonomie; une face externe, l'indépendance. Par l'autonomie, l'État exerce sur son territoire une autorité suprême par rapport à ses composantes, régions ou communes. Sa compétence est discrétionnaire, son autorité est immédiate. Il n'existe pas d'intermédiaire entre l'émission de la norme par l'État et sa réception par les individus. Par l'indépendance, l'État entretient des rapports directs avec les autres États et traite avec chacun d'eux sur un pied d'égalité. Il n'est soumis sans son assentiment au contrôle d'aucun d'entre eux et assume sur son territoire, dans le respect du droit international, l'exclusivité de l'autorité et de la contrainte. J'ajouterai que cette égalité des États est à l'instar de l'idée de souveraineté un concept juridique. Elle est la conséquence de la théorie de l'État-personne, elle-même fruit de la théorie de l'égalité entre les hommes.

Comment un État nouveau peut-il faire son apparition au sein de la société internationale? On constate en considérant les faits que la naissance d'un État nouveau peut se produire suivant l'une ou l'autre des modalités suivantes. L'État nouveau est créé de toutes pièces à partir d'un territoire dit *nullius*, c'est-à-dire d'un territoire n'appartenant à aucune puissance politique. Ça, c'est un concept colonial. L'exemple le plus ancien dans l'ère moderne est sans doute celui du Libéria. Né au XIXe siècle sur la côte occidentale de l'Afrique à la suite de l'installation d'un groupe de Noirs américains qui avaient été affranchis et qui étaient venus former dans cette partie du monde deux républiques voisines, le Libéria et le Maryland, qui en 1857 deviendront un seul État sous le nom de République du Libéria. On connaît aussi la création, dans le sud de l'Afrique, par des colons hollandais, les Boers, des États de Transvaal et d'Orange. On connaît aujourd'hui la création d'Israël qui est l'aboutissement ultime, après une série d'événements tragiques, de la décision prise par Londres, en 1917, de créer en Palestine un foyer national juif; décision qui devra être sanctionnée par la Société des Nations quelques années plus tard, malgré l'opposition farouche des Palestiniens arabes.

Un autre mode, le plus courant au XXe siècle, a été celui du démembrement d'un État unitaire et surtout d'un empire polyethnique; qu'il s'agisse de l'empire d'un seul tenant, comme l'Empire ottoman, l'Empire austro-hongrois, l'Empire russe et, sans doute prochainement, disons au XXIe siècle, l'Empire chinois, ou d'un empire colonial, qui a été la grande règle qu'on a connue depuis la fin du deuxième conflit mondial. On connaît surtout deux exemples de démembrements d'États unitaires: Panama, qui se sépare de la Colombie en 1903, et le Pakistan, qui se sépare du Bangladesh. Pour ce qui regarde le démembrement de l'empire polyethnique: l'Empire ottoman a donné naissance au XIXe

siècle aux États balkaniques et au XXe siècle aux États arabes du Proche-Orient, démembrement de l'Empire austro-hongrois, d'où naîtra la Tchécoslovaquie et de grandes portions des territoires polonais, roumain, italien et yougoslave et, enfin, démembrement de l'empire soviétique en voie d'exécution, sous nos yeux.

Troisième, État nouveau qui résulte de la sécession d'un État fédéré. J'ai beaucoup cherché d'exemples d'un État fédéré faisant sécession d'une fédération. Je n'en ai trouvé qu'un seul, au sens rigoureux du mot: l'État de Singapour, qui a fait sécession de la Malaisie en 1965, dont je vous parlerai tout à l'heure.

Enfin, un État nouveau qui naît de la fusion en un seul État de deux ou plusieurs États préexistants. On a eu, à un moment donné, entre 1958 et 1961, la Syrie et l'Égypte qui sont disparues pour former la République arabe unie, qui n'a duré que trois ans. Maintenant il n'y a plus, depuis l'an dernier, qu'un seul Yémen, il n'y a plus qu'une seule Allemagne, depuis plusieurs années il n'y a plus qu'un seul Viêt-nam, mais il restera à faire, d'ici la fin du siècle, une seule Corée.

Une dernière question. Un État non existant peut-il être reconnu? Les États baltes ont cessé d'exister en 1940, mais les Américains, les Canadiens et certains autres pays n'ont jamais consenti à reconnaître cette annexion, sinon de facto. Si bien que les consuls des États baltes ont pu garder leur exequatur au Canada et aux États-Unis, et tous les actes qu'ils posaient étaient tenus pour valides par l'État fédéral canadien ou l'État américain. Donc, un État qui a cessé d'exister peut continuer à être reconnu au moins pour des raisons politiques.

Ceci termine la première partie de mon exposé et je vais maintenant passer à la carte pour vous faire un tableau des principaux mouvements sécessionnistes qui ont eu lieu au XXe siècle, continent par continent. Je commence par l'Afrique parce que c'est là qu'a eu lieu la sécession la plus tragique, qui a d'ailleurs échoué: le Biafra, et j'y reviens.

En 1954, le gouvernement britannique avait décidé de faire du Nigéria une fédération en y créant trois États jouissant d'une autonomie exceptionnellement étendue. C'étaient presque des États souverains. Au nord, deux États à majorité musulmane, au sud, l'État du Biafra à majorité chrétienne. Le plus riche des trois de ces États était le Biafra: pétrole, gaz naturel, mines et bois précieux. En 1960, le Nigéria devient un État souverain. Peu de temps après, quelques années après, le gouvernement, après des coups d'état – parce qu'il y en a eu beaucoup au Nigéria – a supprimé le régime fédératif, a fait l'unité du pays. Ça a amené des soulèvements généraux qui ont entraîné le retour à un fédéralisme beaucoup moins puissant que le fédéralisme antérieur, beaucoup plus centralisé, formé, cette fois, non pas de trois États mais de 12 régions.

C'est ce qui a entraîné le mouvement sécessionniste biafraïse, d'autant plus que dans le nord du Nigéria, on a massacré des milliers et des milliers d'Ibos – c'est le nom de l'ethnie chrétienne – et alors, le Biafra a proclamé son indépendance. Le conflit a duré de 1967 jusqu'à 1970. Des millions d'hommes sont morts. À un moment, le Biafra a été reconnu par quatre États, tous africains: la Zambie, la Tanzanie, le Gabon et la Côte-d'Ivoire. Il faut vous dire que dans le conflit du Biafra, la France, Israël et le Portugal – pour des raisons différentes mais faciles à comprendre – appuyaient les insurgés, alors que l'Union soviétique et le Royaume-Uni étaient contre les insurgés, pour l'état fédératif. Tout a fini après cette énorme guerre, cette atroce guerre, par une capitulation générale des insurgés en janvier 1970. Aujourd'hui, le Nigéria continue, à travers ses spasmes politiques, à maintenir une unité apparente.

(10 heures)

Le deuxième problème, c'a été celui du Zaïre, qu'on appelait autrefois le Congo belge. En 1960, il y a un mouvement sécessionniste qui se dessine dans la région qu'on appelle le Katanga, qui s'appelle aujourd'hui le Shaba. On se réunit à Madagascar pour imaginer une constitution du Zaïre qui pourrait satisfaire les deux parties. Le hasard a voulu qu'à leur insu, deux Québécois soient appelés comme techniciens, comme experts, pour étudier, l'un pour le gouvernement central, l'autre pour le gouvernement sécessionniste, le projet de constitution qui avait été élaboré à Madagascar.

Pendant deux ans, le Katanga a pu maintenir une forme d'indépendance grâce à l'appui des Belges, parce que les grandes mines du Katanga étaient entre les mains de l'union minière belge, compagnie très importante, dont les investissements permettaient à cette région d'être plus prospère que le reste du pays. Alors, finalement, tout est rentré dans l'ordre après deux ans. Les Katangais ont fini par se rendre compte que personne ne les reconnaissait, que la Belgique, de plus en plus, perdait du terrain sur la scène internationale et on a refait l'unité du Zaïre qui n'est pas un État fédéral. Il y a eu d'autres mouvements sécessionnistes dans la même région. Il y a eu des soulèvements auxquels sont venus mettre un terme des armées étrangères, notamment Français et Belges. Ça se produit encore.

La situation du Shaba est une situation précaire. Tant que Mobutu, avec sa poigne de fer et ses richesses accumulées là où vous savez – en Suisse – pourra maintenir son autorité, les problèmes, sans doute, resteront provisoirement sous la cendre, mais il n'est pas exclu qu'un jour le problème du Katanga soit de nouveau posé si c'est dans l'intérêt des puissances locales, sinon internationales qu'il en soit ainsi.

Troisième: l'Érythrée. L'Érythrée, en ce mo-

ment, est la seule région qui pourrait devenir souveraine bientôt. Pendant 50 ans, de la fin du XIXe siècle jusqu'à la guerre de 1943, l'Italie a dominé en Érythrée. Elle y a laissé une marque profonde. Malgré la guerre d'Éthiopie, qui a été une guerre sauvage, où les Italiens ont fait un usage abondant des gaz moutarde contre les populations civiles, il faut reconnaître, et le négus me l'avait lui-même confié, que les Italiens ont fait, dans leur empire colonial, des merveilles. Ils ont été d'excellents colonisateurs.

Donc, en Érythrée, ils ont fait beaucoup de travail que les populations endossaient. Mais en 1943, lorsque les troupes anglaises ont permis à l'Éthiopie de regagner sa souveraineté, l'Érythrée s'est trouvée à entrer dans l'Éthiopie sans avoir pour autant un statut particulier.

En 1950, à l'instigation du Royaume-Uni, on a décidé que l'Érythrée formerait une région autonome, avec une bonne autonomie: un gouvernement, un Parlement, un système judiciaire distinct, à l'intérieur de l'Éthiopie. Donc, décision des Nations Unies en 1952. En 1962, Haïlé Sélassié, lui, décide de supprimer tout ça, d'annexer l'Érythrée, d'en faire une région comme une autre, sans gouvernement. Il abolit tout. C'est le début d'une guerre qui a duré jusqu'à maintenant: 30 ans! Les Érythréens, divisés en plusieurs factions, les uns favorisant l'autonomie, d'autres demandant la souveraineté... Et quand le régime communiste est tombé en Éthiopie, il y a peu de temps, l'Érythrée a dit: Nous voulons l'indépendance. Alors, Washington lui a dit non. Vous allez reprendre le statut que les Nations Unies vous ont proposé en 1952, mais vous n'aurez pas la souveraineté. La raison? Les Érythréens sont très près des Arabes. C'est une région assez arabisée. Et si vous regardez ici la mer Rouge, la mer Rouge, si l'Érythrée devient un pays souverain, deviendra une mer entièrement arabe. Israël ne veut pas en entendre parler et, par voie de conséquence, les Américains n'en veulent pas non plus. Mais avec le dégel qui se produit maintenant, la chute du communisme soviétique, les premières négociations de Madrid, on pourrait croire que les Américains pourraient finalement accepter que l'Érythrée devienne souverain. Mais là, je vois un premier problème. C'est que l'OUA a décidé que le principe fondamental de l'Afrique c'est l'intangibilité des frontières. Parce que, si on remet en question une première frontière, tout le continent va sauter, il va exploser. Il n'y a pas de pays plus artificiel au point de vue frontalier que l'Afrique où on a séparé arbitrairement des tribus. On les a partagées entre deux niveaux de puissance ou plus. Alors, ces tribus qui n'ont jamais perdu le sens ancestral ne demanderaient pas mieux que de se réunir dans de nouveaux États. Donc, pour des raisons de sécurité, des raisons de stabilité politique, on a toujours dit: Pas de nouvelles frontières en Afrique. Mais depuis quelques semaines, il y a quelque chose de



neuf qui se produit à Addis-Abeba. Le gouvernement éthiopien vient de dire aux puissances étrangères: Vous pouvez traiter avec l'Érythrée, mais ne considérez pas que les ententes que vous pourriez conclure avec l'Érythrée sont l'avant-garde de la souveraineté de ce pays. Autrement dit, ne considérez pas qu'en traitant avec l'Érythrée vous traitez avec un pays indépendant. C'est avec nous que vous traitez, même si ça se fait localement. Mais ça, c'est nouveau. Donc, il y a des indices qui me font croire que l'Érythrée pourrait devenir un État souverain.

Il n'est pas exclu que ce soit relié au résultat du référendum qui se tiendra bientôt en Mauritanie, c'est-à-dire pas en Mauritanie, en Sahara espagnol, chez les Sahraouis. Si le Maroc réussit, comme il l'espère, à maintenir son autorité sur les Sahraouis, qu'il n'y a pas d'État indépendant du Sahara, les chances érythréennes sont moins bonnes. Mais si les Sahraouis devenaient un État – et entre parenthèses, vous savez qu'il y a beaucoup de gouvernements africains qui reconnaissent comme gouvernement le mouvement des Sahraouis qui siège à Tindouf en Algérie – on a un exemple encore plus nombreux que l'exemple du Biafra. Donc, si les Sahraouis ont leur souveraineté, il n'est pas exclu que l'affaire de l'Érythrée soit plus facile à aboutir. Mais encore une fois, je ne vois en Afrique, présentement, au moment où je vous parle, que l'Érythrée qui pourrait, à la limite, devenir un État souverain.

Il y a eu la Rhodésie dont on a beaucoup parlé. En 1923, Londres a accordé à la Rhodésie le régime du "self-government". Et les Rhodésiens étaient admis aux conférences impériales des pays du Commonwealth, mais sans voix participante, simplement comme observateurs, parce que ce n'était pas un dominion. Mais comme il y avait un noyau de Blancs à Salisbury qui étaient des gens extrêmement actifs, qui dominaient le pays – minorité un peu comme en Afrique du Sud mais moins nombreuse – eh bien, la Rhodésie n'aimait pas être gouvernée par Londres comme une colonie, alors, là, on a dit: Allez-y. De 1923 jusqu'à 1953, la Rhodésie avait un régime particulier. De 1953 à 1963, on a fédéré les deux Rhodésies, la Rhodésie du Sud, le Zimbabwe, et la Zambie Malawi qui s'appelaient Nyassaland. Une fédération précaire qui a commencé à s'écrouler peu à peu avec le retrait du Nyassaland et finalement l'indépendance de la Zambie. Alors, à ce moment-là, Ian Smith qui était le premier ministre a décidé de proclamer l'indépendance de la Rhodésie. Cette proclamation a eu lieu en 1965. Aussitôt, Londres est intervenue avec des sanctions, a demandé aux Nations Unies de boycotter la Rhodésie, l'État indépendant de Rhodésie qui restait un État monarchique – il y avait toujours un gouverneur général – et a demandé aussi aux Nations Unies de poser deux conditions. La première, c'est que le suffrage électoral fût universel, que les Noirs

puissent voter, ce qui était exclu, puisqu'il n'y avait que les Blancs. Deuxièmement, que toute trace de discrimination raciale disparût. Alors, ça a été un blocage général et devant l'entêtement des Nations Unies, Ian Smith a déclaré en 1970 l'indépendance républicaine; en 1965 l'indépendance avec la monarchie, en 1970 la République de Rhodésie. Pas un pays ne l'a reconnue et finalement en 1979, ironie du sort, l'Angleterre, ayant occupé le terrain, nomme un gouverneur en Rhodésie, un gouverneur comme il y en avait eu un entre 1923 et 1965, ou 1970, et là on décide de faire des élections, on amende la loi électorale, et c'est ainsi que Nkomo et puis l'autre, son collègue, Nkomo et Mugabe prennent le pouvoir et la Rhodésie devient un pays indépendant, sous le nom de Zimbabwe.

Voilà dans les grandes lignes pour l'Afrique. En Asie, un nombre incalculable de mouvements sécessionnistes: vous avez le Cachemire ici, vous avez le Pendjab qui est ici, le Nagaland qui est là, au Sri Lanka les Tamouls au nord veulent devenir un État indépendant, vous avez aux Philippines le Mindanao où il y a un mouvement sécessionniste; vous avez dans l'archipel de Bougainville qui est ici au bout, dans le pays de Papouasie-Nouvelle-Guinée un mouvement sécessionniste; en Birmanie, il y a trois mouvements sécessionnistes: les Kachins, les Karens et les Chans, le long des frontières, mais il n'y a encore rien à mon avis de très sérieux qui pourrait donner le résultat qu'on a connu au Pakistan, Inde, Bangladesh, pays scindé en deux parce que, à un moment donné, le Pakistan a voulu abolir le bengali comme langue officielle. Il y a deux langues au Pakistan, l'ourdou et le bengali, ce sont des langues de même famille indo-européenne, mais assez distinctes qu'ils ne se comprennent pas entre eux. Ensuite on est revenu avec le bengali, mais l'Inde ne voulait pas avoir toujours à céder sur son territoire les droits de passage au Pakistan, ça les fatiguait d'avoir ça, ils voulaient céder le Pakistan, si bien qu'elle a favorisé un mouvement sécessionniste et le Bangladesh, grâce à l'appui indien, après une guerre terrible d'ailleurs, a pu devenir indépendant.

Du côté de l'Afrique, de l'Asie encore, il y a eu le cas du Mandchoukouo. En 1931 les Japonais ont réussi à vaincre les Chinois et à leur enlever la Mandchourie ainsi que deux provinces dans le nord, dont le Jéol qui est ici, et en 1932 ils ont proclamé l'indépendance de la Mandchourie sous le nom de Mandchoukouo. La dernière dynastie qui avait régné en Chine, de 1648 jusqu'à 1911, était la dynastie des Ts'ing, qui était d'origine mandchoue. Le petit-fils de la dernière souveraine est devenu P'ou-yi et a été proclamé empereur du Mandchoukouo sous le nom de K'ang-Tê qui veut dire calme et tranquillité. Il a régné de 1932 jusqu'à 1945. Les Japonais se sont retirés à ce moment de la SDN qui avait condamné l'invasion, et condamné l'État du

Mandchoukouo. Il y a quand même eu huit pays à peu près qui ont reconnu le Mandchoukouo: d'abord l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Hongrie, la Pologne, dans les derniers moments juste avant la guerre, la Chine nationaliste, c'est-à-dire la Chine rénovée, celle qui avait été installée - il y avait un gouvernement chinois qui avait été installé par les Japonais de Beijing - et puis, par un hasard des choses, un pays d'Amérique centrale, le Salvador.

Il faut que je vous dise comment la chose s'est produite. L'empereur du Mandchoukouo, chaque année, envoyait un message à tous les chefs d'État du monde, un message de vœux à l'occasion des fêtes, ou des fêtes nationales. Et la consigne c'est qu'on ne répond pas parce qu'on disait: Si on répond, ça veut dire qu'on le reconnaît. En l'absence du président du Salvador, son chef de cabinet recevant le message envoie les remerciements du président à l'empereur du Mandchoukouo. Immédiatement Tokyo et K'ang-Tê annoncent conjointement la reconnaissance du Mandchoukouo par le Salvador. Énervement général à Washington. On envoie une mission d'urgence voir qu'est-ce qui arrive au Salvador, quelle sorte de mouvement c'est ça. Là on découvre... alors, à ce moment le fonctionnaire a été limogé, remercié de ses services, le président s'est excusé. Seulement, le Mandchoukouo n'a jamais voulu retirer de la liste des pays qui le reconnaissent le nom du Salvador. Et j'ai ça dans mes papiers personnels, le nom du Salvador comme reconnaissant le Mandchoukouo. Voilà pour cette question de l'Asie.

J'en arrive maintenant à l'Amérique latine où il y a le Panama. Le Panama a été une province d'une fédération qui s'appelait la Colombie, au XIXe siècle. Cette fédération, à un certain moment, est devenue un État unitaire. Mais le Panama avait pu, à un certain moment de son histoire, devenir souverain pendant quelques années, c'est-à-dire pas souverain, il était redevenu une province fédérative. Il avait proclamé son indépendance, que personne n'avait reconnue, on l'avait réannexé. Mais, en 1900, vers la fin du XIXe siècle, début du XXe siècle, il est question d'un canal. Les Anglais, les Français et les Américains voulaient un canal pour passer d'un océan à l'autre. Il y avait deux zones possibles: Panama et le Nicaragua.

Dès 1857, l'Angleterre et les États-Unis s'entendent pour creuser un canal au Nicaragua. Les Français, pendant ce temps-là, eux, travaillaient à un canal à Panama. À la suite d'un scandale qui est passé à l'histoire comme le "scandale de Panama", et où il y a eu plusieurs parlementaires français qui ont été pris, on a décidé, les Français ont décidé de vendre leurs intérêts aux Américains. Les Américains ont décidé qu'ils feraient le canal ici, à Panama, c'était plus simple que de le faire au Nicaragua. Et les Anglais ont dit aux Américains: Garantisiez-nous le libre passage et puis nous abandon-

nons nos droits.

Alors, on a commencé à négocier entre la Colombie et les États-Unis. Mais, les négociations traînaient et les Panaméens s'énervaient. Ils avaient peur de perdre leur canal au profit du Nicaragua. Alors, ils se sont soulevés, ont proclamé leur indépendance. Les Colombiens ont envoyé des troupes, mais il y avait une base, la marine américaine était ici à Colon, dans la mer des Antilles, et ils ont eu peur de se rapprocher des Américains, alors ils ont finalement retraité. Et le Panama, en 1903, s'est déclaré indépendant. Donc, c'est un cas de sécession authentique. Le seul dont on puisse avoir le témoignage en Amérique.

(10 h 15)

J'en arrive à l'Europe, avant de finir avec Singapour. Le cas qui nous intéresse peut-être le plus: l'Irlande! C'est en 1800 qu'on a créé le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande. Avant, l'Irlande était occupée par les troupes britanniques mais il y avait un Parlement local. En 1800, on abolit le Parlement irlandais, et on décide que tous les députés irlandais iraient siéger à Westminster. Dans les décennies qui ont suivi il y a eu un grand mouvement pour le Home Rule, pour qu'on revienne à un Parlement à Dublin. Ça ne fonctionnait pas. Le tiraillement s'aggravait entre l'Irlande et l'Angleterre. Pendant la guerre, Pâques 1916, un soulèvement violent éclate en Irlande. L'Angleterre envoie la troupe pour le réprimer. De Valera et Cosgrave sont mis en prison, condamnés à mort, condamnés ensuite à perpétuité, et finalement l'année suivante, en 1917, on fait l'amnistie. En 1918, des élections: les nationalistes l'emportent et décident que dorénavant il y aura un Parlement en Irlande.

Alors là, ce sont deux ans de guerre, de violente guerre. De guerre lasse, finalement, la Grande-Bretagne se résigne et, en 1921, elle conclut un traité avec l'Irlande comme quoi elle reconnaît l'État libre d'Irlande, mais dépouillée de six des neuf comtés qui formaient l'Irlande. En Irlande, il y avait quatre grands comtés, quatre grandes provinces, l'Ulster, le Munster, le Leinster et le Connacht et l'Ulster, formé de neuf comtés, en perd trois, c'est-à-dire l'Irlande en perd trois qui restent avec la république, avec l'État d'Irlande, pardon. Les six autres restent avec l'Angleterre et, dans les six autres quand même, il y a un tiers qui sont des catholiques, les deux autres tiers sont des protestants. Et, au moment où je vous parle, on est toujours à ce régime du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, où les six comtés d'Ulster ont un Parlement local mais toujours contrôlé par le Parlement de Londres.

L'Irlande, en 1921, donc, devient un État libre, un dominion. Plus tard, elle décide, en 1936, après les élections de 1932 où les républicains prennent le pouvoir, d'abolir le serment d'allégeance à la couronne et de mettre un terme

au remboursement de sa dette à l'Angleterre. Devant la couronne, on s'est montré un peu souple à Londres, mais la question des dettes, on n'a pas voulu pardonner. Là, on a eu des boycottages économiques terribles de l'Irlande, qui a forcé ce pays à se ressaisir et à passer, en 1936, une loi unique, autant que je sache, en droit constitutionnel, qui dit ceci: Aussi longtemps que l'Irlande appartiendra à cette communauté d'États qui reconnaissent la couronne britannique, les actes internationaux qu'elle posera pourront l'être au nom de cette couronne. Ça, c'est en 1936.

En 1937, une nouvelle constitution irlandaise. On se donne un président, donc on abolit le poste de gouverneur général, on se donne un président sans toutefois parler de la République d'Irlande. Donc vous avez à Dublin un président, Douglas Hyde, un protestant entre parenthèses – le premier a été un protestant, on espérait toujours amadouer l'Ulster –, mais l'Irlande a continué, de 1937 jusqu'en 1948, à recourir à la signature royale pour les actes internationaux. En 1948, on a proclamé la République, l'Irlande s'est retirée du Commonwealth et naturellement cette loi a été supprimée.

La Norvège, cas qu'on cite souvent comme modèle. En 1808, la Suède perd, au profit de la Russie, en pleines guerres napoléoniennes, la Finlande. Perdant ces territoires, elle regarde de ce côté. Et en 1818, on proclame l'unité, sous la tutelle des puissances européennes, on proclame l'union de la Norvège et de la Suède sous une même monarchie. Remarquez que la Norvège avait été, dans le passé, une grande puissance, qu'elle avait à sa disposition, sous son autorité, les îles Féroé qui appartiennent maintenant au Danemark, les îles Shetland qui relèvent de l'Écosse. C'était la grande puissance maritime, c'était la puissance des Vikings.

Donc, en étant réunie à la Suède en 1818, la Norvège n'a pas perdu ses institutions. C'est resté le royaume de Norvège avec son Parlement, avec son gouvernement, avec ses lois. La seule chose, c'est qu'elle avait le même roi que la Suède et qu'en outre, le service diplomatique et consulaire était celui de Stockholm. Au début du siècle, les Norvégiens ont demandé aux Suédois d'avoir un service consulaire distinct parce qu'ils considéraient qu'ils étaient très mal servis par les agents, par les fonctionnaires suédois. Ils étaient distincts depuis avant le Moyen Âge, alors dans cette perspective, la Suède a refusé de leur accorder ce qu'ils demandaient, un service consulaire distinct. Le gouvernement norvégien a remis sa démission au roi qui a refusé cette démission. Alors, devant le refus du Parlement norvégien de leur donner un service consulaire distinct, devant le refus du roi d'accepter la démission du gouvernement norvégien, le Parlement norvégien a proclamé la souveraineté. Il y a eu quelques mois de flottement; contrairement à ce qu'on dit, il y a eu

quelques petits accrochages et des troupes suédoises ont pénétré dans certains coins du territoire norvégien. Mais le monde a fait comprendre à ces deux pays: Écoutez, vous êtes des pays frères. La Norvège a toujours existé par elle-même. Alors, finalement, on a fait un traité entre les deux et ça a marché. On s'est reconnu conjointement. La Suède a reconnu l'indépendance de la Norvège et puis les Norvégiens se sont vu donner un roi danois mais d'une lointaine ascendance suédoise et les choses sont restées dans l'état où elles sont actuellement. Ce sont deux pays dont les relations sont tout à fait cordiales.

Le dernier cas dont je veux vous parler, naturellement, c'est Singapour. En 1948, si ma mémoire est bonne, le gouvernement britannique a créé la fédération malaise. En 1957, cette fédération est devenue souveraine, alors, l'Angleterre a proposé aux Malais d'unir à la fédération malaise le Bornéo, qui est ici, et Singapour qui formaient une colonie de la couronne qu'on appelait les Straits Settlements. Dans la région de Bornéo, il y a une petite région, le Brunei qui a refusé de venir dans la fédération – entre parenthèses dont le monarque est l'homme le plus riche du monde – pourquoi? Parce qu'il y a du pétrole, puis ils pouvaient facilement, eux, se passer des autres. Mais le nord du Bornéo, qui est devenu la province de Sabah, et le sud, qui est le Sarawak ici, ainsi que Singapour sont entrés dans la fédération malaise. C'est en 1963 que Singapour est entré dans la fédération malaise simplement à la suite d'une entente intergouvernementale entre le gouvernement de Kuala Lumpur et celui du Singapour. En entrant dans la fédération malaise, les gens de Singapour se trouvaient à créer une situation minoritaire pour les Malais autochtones, indigènes, qui n'aimaient pas beaucoup se voir minoritaires dans leur propre pays. Alors, quand les gens de Singapour ont dit: Après tout, on pourrait peut-être aller vers la souveraineté, les choses ont été faciles. On a un référendum. Avant, on avait fait un référendum pour savoir si, oui ou non, on rentrerait dans l'union malaise. Il y a eu trois questions mais aucune des questions ne portait sur la souveraineté. Les trois options concernaient soit l'intégration pure et simple, soit une fédération avec une grande autonomie ou une autre option; mais à aucun moment, on parlait d'indépendance. Alors, comme c'est le seul côté qui avait été ignoré, alors là, le gouvernement de Singapour a dit: Après tout, si on revenait à cette option possible d'indépendance; nous avons parlé à Kuala Lumpur. L'affaire s'est signée en 1965. Singapour n'a été que deux ans et quelques mois dans cette fédération. L'affaire s'est signée dans la plus grande tranquillité et puis l'entente intergouvernementale a été ratifiée par le Parlement de Kuala Lumpur au grand soulagement des uns et des autres. Les Malais se retrouvaient de nouveau majoritaires dans leur fédération. Je

ne connais pas d'autres États, d'autres cas, peut-être que ma mémoire n'est pas bonne, d'États fédérés – j'arriverai tout à l'heure à ce que vous savez – qui ont fait sécession d'une fédération. Je ne vois que Singapour et ça s'est fait dans la plus grande harmonie pour des raisons qui relevaient probablement de l'évidence sinon de la vitalité du peuple malais.

Allons maintenant en Europe. La Slovénie est souveraine, elle l'est. Il n'y a plus un seul soldat yougoslave en Slovénie. Elle contrôle ses frontières. Il n'y a pas un État qui l'a reconnue. Pourquoi? Parce qu'elle est à côté de la Croatie. La relation entre les Serbes et les Croates est une relation de haine qui échappe à toutes formes de raison, de rationalité. C'est pourquoi vous voyez l'Europe impuissante à régler ce problème. La haine, elle, est vieille. En 1918, il y avait un mouvement indépendantiste croate contre le mouvement panserbe qui a échoué puisqu'on a fait l'union, on a créé le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Et le souverain serbe, Alexandre, dans un coup d'État, a supprimé cette constitution pour faire simplement la Yougoslavie. Les Croates sont de tradition qui relevait, sous l'Empire austro-hongrois, de la Hongrie. Les Slovènes, de l'Autriche. Ils ont chacun un passé distinct. Les Croates parlent exactement la même langue que les Serbes, mais ils sont catholiques romains, les Serbes sont orthodoxes. Les Serbes ont été longtemps occupés par l'Empire ottoman, les Croates par les Hongrois. Donc, l'histoire les a divisés. Les Croates regardent vers l'Occident, les Serbes vers l'Orient byzantin, il n'en reste pas grand-chose mais leur mentalité, semble-t-il, est restée un peu comme ça.

La tragédie s'est déclarée pendant la guerre. En 1941, on a décidé de créer l'État croate sous l'occupation, naturellement, germano-italienne, on a donné un roi à la Croatie, le duc de Spolète, de la famille royale d'Italie, et la Croatie, de 1941 à 1944, est devenue un État souverain. À ce moment-là, les Oustachi responsables de la mort d'Alexandre à Marseille, en 1934, ont été pour les Serbes d'une cruauté indescriptible! Ça a été des massacres incroyables. Sûrement, les Serbes ont réagi. Les Tchétchiks qui étaient royalistes ont réagi. Une véritable guerre civile s'ensuivit. Mais il reste que les massacres de Croatie sont inoubliables et sont trop récents. Même les moines franciscains dirigeaient des pelotons pour s'emparer des églises orthodoxes. Ils massacraient les prêtres orthodoxes. C'est le seul cas, d'ailleurs, qui n'a pas encore été réglé entre l'Église byzantine et l'Église romaine. Vous avez remarqué, le pape n'a pas élevé la voix dans l'affaire croate. Il a reçu le président croate au Vatican. Il n'a pas osé, de peur de déterrer ces massacres effroyables auxquels ont participé une partie du clergé croate pendant la guerre. Donc, c'est un sujet qu'il ne faut pas toucher. Et si le Vatican n'ose

pas y toucher, les autres États non plus, pour d'autres raisons, n'y touchent pas. C'est un problème à peu près sans solution. Il y en aura une parce qu'il y a des solutions à tous les problèmes. Mais pour l'instant, tel qu'on voit les choses, l'acrimonie, la haine sont tellement profondément ancrées, et ancrées dans des faits encore récents, que les puissances européennes attendent pour voir comment les uns et les autres régleront le problème de la Yougoslavie. Tout le monde espère qu'il y aura une confédération yougoslave, dont ferait partie la Slovénie, mais la confédération, par définition, c'est une union d'États souverains. Donc, on n'intervient pas. Les Allemands et les Autrichiens ont voulu intervenir, mais on les a retenus. Remarquez bien encore une fois que la victime là-dedans, naturellement sur le plan humain, c'a été les Croates et les Serbes, mais la Slovénie est la véritable victime juridique. Les Autrichiens et les Allemands ne demandent qu'à reconnaître la Slovénie. Vous avez un état de fait que personne ne conteste. Personne ne considère que la Slovénie relève de Belgrade. C'est fini, ça. Mais personne n'ose le reconnaître parce que, en reconnaissant la Slovénie, on ne pourra pas ne pas aussi reconnaître la Croatie. Donc, la cause est certainement aussi méritante que l'autre, mais en Croatie, il y a des Serbes. Et ces Serbes ont le souvenir de ce qui est arrivé pendant la guerre et ils ne veulent pas que ça se répète. À tort ou à raison, ils prétendent que ça pourra se répéter. Donc, on est dans une impasse. Je ne sais pas comment les choses aboutiront, mais ma conviction, on va chercher par tous les moyens de faire en sorte qu'une forme de Yougoslavie existe pendant un certain temps et qu'ensuite, on les laisse s'effriter comme ils l'entendront.

(10 h 30)

Quant à l'Union soviétique, 15 républiques, les Baltes. Les Baltes n'ont jamais cessé d'être souverains aux yeux des puissances occidentales, surtout de l'avis du Canada, des États-Unis et de plusieurs autres. Donc, on ne peut pas appeler ça une véritable sécession. Ils ont retrouvé leurs droits, ils avaient été annexés de force en 1940 avec un plébiscite bidon, aujourd'hui, ils ont repris leur indépendance. Ce qu'on ne dit pas toutefois, et là, je ne voudrais pas faire trop de jeux politiques, c'est qu'en devenant indépendante, la Lituanie s'est trouvée à séparer la Russie en deux morceaux. Il y a une zone ici de la ville de Kaliningrad, l'ancienne ville du Königsberg qui est russe mais qui ne communique pas avec la Russie, parce que la frontière lituanienne vient rejoindre celle de la Pologne. Donc, il y a ici une enclave russe. Je ne sais pas comment les arrangements ont été faits, on n'en parle pas. Comme les Russes, d'ailleurs, étaient favorables à l'indépendance de la Lituanie, je ne vois pas comment Eltsine peut avoir des problèmes. Mais il y a quand même un problème, là. Quels seront les droits de passage des Russes

pour aller à Königsberg et vice versa?

La plupart des républiques soviétiques ont proclamé leur souveraineté. L'Ukraine aura un référendum bientôt, probablement en décembre. La Moldavie s'est proclamée souveraine. Un seul pays l'a reconnue, c'est la Roumanie. La Moldavie est une ancienne partie de la Roumanie. Alors, il y a eu des territoires non roumains qui ont été annexés à la Moldavie, qui est ici. Donc, il n'y a qu'un seul pays qui l'a reconnue et la Roumanie a demandé que la Moldavie envoie des observateurs au prochain sommet francophone qui a lieu bientôt à Paris. Je ne sais pas quelle est la réponse des Français ou des Canadiens ou des Québécois, mais la Moldavie aimera avoir envoyé là un observateur. J'ai des doutes que ce soit accepté. L'Azerbaïdjan s'est déclarée souveraine, l'Arménie aussi, mais peu à peu ces pays-là se rendent compte qu'on ne peut pas détruire cette énorme réalité qu'est l'Union soviétique d'un coup. Alors, ils s'en vont vers des conclusions d'ententes économiques, des espèces d'union économique et l'Ukraine qui avait toujours dit non, qui avait dit non, s'est finalement ralliée à la thèse de Boris Eltsine et elle a accepté de signer la chose. Mais c'est une question de temps, je pense bien, avant que l'Union soviétique – qui est un empire colonial, il faut l'appeler par son nom – finisse par donner naissance à 15 républiques souveraines. Au XXI<sup>e</sup> siècle, les plus jeunes d'entre vous verront le même phénomène en Chine. Il n'y a aucune raison que la Chine reste ce qu'elle est. Les Tibétains et les Turcs ouïgours du Hsin-chiang ne sont pas des Chinois.

Alors, voilà ce qui termine la deuxième partie de grands mouvements sécessionnistes au XX<sup>e</sup> siècle. Encore une fois, à mes yeux, à tort ou à raison, à mes yeux, il y en a seulement un qui rappelle le nôtre, éventuellement, c'est le Singapour.

J'allais oublier un phénomène intéressant du Commonwealth: c'est l'Australie. En 1933, l'un des États australiens, le West Australia, a fait un référendum pour l'indépendance, pour la séparation. 150 000 personnes ont favorisé la sécession, 70 000 ont dit non. Donc, normalement, le West Australia aurait dû se séparer de l'Australie. Alors, ils sont allés à Londres et ils ont demandé au gouvernement britannique de faire passer une loi du Parlement britannique comme quoi le West Australia pourrait faire sécession. Une commission conjointe de la Chambre des lords et de la Chambre des communes, après avoir étudié le dossier, a dit: Nous n'avons pas l'autorité pour nous prononcer sur la question, mais nous considérons que le droit de sécession n'existe pas en Australie. Et tout est rentré dans l'ordre. La minorité a gagné contre la majorité. Ça, il faut le faire.

**Une voix:** Singapour, mais le Groenland aussi.

**M. Patry:** Bon. Le Groenland est une province danoise. J'aime la question, parce que c'est le seul pays où les Inuit ont leur autonomie. Le gouvernement, c'est une majorité inuit. Cependant, ça appartient toujours à la couronne danoise. Le Groenland s'est retiré de la communauté européenne. Vous savez ça. Au début, quand le Danemark est entré, le Groenland a suivi comme, d'ailleurs, les îles ici, mais, plus tard, la communauté européenne a permis au Groenland de se retirer, parce qu'ils ne voulaient pas que les droits de pêche reconnus aux autres fussent étendus à leur région. Un jour, peut-être que cet État-là sera souverain, mais pour l'instant il a une autonomie très large et ça, encore une fois, c'est la seule des quatre régions esquimaudes – il y a quatre régions esquimaudes: il y a celle-ci et le Canada, l'Alaska et la Sibérie – qui jouisse d'une autonomie administrative et gouvernementale.

Bon. J'en arrive maintenant à la troisième et dernière partie de mon exposé.

**Une voix:** ...traité d'union...

**M. Patry:** Pardon?

**M. Gauthrin:** Prenez, par exemple...

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse, M. le député de Verdun, on va laisser finir l'exposé et on en viendra aux questions après.

**M. Gauthrin:** Bon.

**M. Patry:** Gardez votre question et je tenterai d'y répondre après. Les scissions?

**M. Gauthrin:** Les unions. La République arabe unie, par exemple.

**M. Patry:** Elle a duré trois ans.

**M. Gauthrin:** Elle a duré trois ans.

**M. Patry:** Les soldats égyptiens s'étaient rendus tellement odieux aux Syriens que les Syriens ont dit: Ça suffit. Rentrez. Ils sont rentrés. Vous savez, les unions arabes... Bon.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Patry:** J'en arrive au cas du Québec. Le Québec est-il déjà un État? La réponse est affirmative, puisque le Québec possède tous les éléments d'un État, un territoire délimité encore qu'imparfaitement en certains points, une population fixe, et un gouvernement autonome ayant l'autorité suprême dans les domaines ressortissant de sa compétence.

Que manque-t-il au Québec pour être un État souverain? Deux choses: la pleine compétence sur le plan interne et l'égalité de statut

avec les autres États sur le plan international. Dans l'hypothèse d'une sécession réalisée suivant les normes démocratiques et aboutissant à la pleine souveraineté, quels sont les principaux problèmes afférents à celle-ci, et susceptibles d'agir sur la reconnaissance internationale, que le Québec aura à résoudre avec le Canada ou l'une de ses provinces en ce qui regarde son territoire et sa population?

D'abord, en ce qui concerne le territoire, il faut considérer la question sous un double aspect: celui du droit international public et celui du droit constitutionnel. En droit international public, lorsqu'un territoire se détache d'un État existant, soit pour devenir souverain, soit pour s'unir à un autre État, son changement de statut s'effectue, en principe, selon la règle de l'uti possidetis, c'est-à-dire que ce territoire conserve son intégrité. Le Québec a subi d'importantes modifications territoriales au cours de son histoire, particulièrement depuis le traité de Paris de 1763. Les deux dernières modifications remontent à 1912 et 1927 respectivement. La plus ancienne intéresse le Nouveau-Québec, la plus récente, le Labrador.

En 1870, le gouvernement fédéral, après avoir acheté de Hudson Bay Company la Terre de Rupert, dont cette entreprise avait commencé l'exploitation commerciale deux siècles auparavant, l'a annexée au dominion avec l'assentiment de la Grande-Bretagne. En 1895, la partie québécoise de la Terre de Rupert est devenue le district de l'Ungava, division administrative des Territoires du Nord-Ouest, avec une frontière maritime s'étendant à trois milles du littoral. En 1898, la portion méridionale de ce district a été intégrée au Québec, tandis que la partie du même district, restée sous l'autorité fédérale, a vu ses frontières maritimes s'élargir considérablement, au point d'inclure un grand nombre d'îles et d'archipels. En 1912, tout le district de l'Ungava a été cédé au Québec, mais dépourvu de ses eaux territoriales et des îles et archipels qu'il renfermait depuis 1898. Et cela, malgré une requête de l'Assemblée législative de Québec, adressée à Ottawa, pour que fussent conservées au Québec les terres comprises dans la zone maritime du district de l'Ungava.

En faisant sécession, sur la base de la règle de uti possidetis, le Québec se retrouverait au nord, avec une longue façade maritime s'arrêtant à la laisse de basse mer, sans accès aux eaux navigables, et a fortiori, aux îles et archipels et au plateau continental. Comme il est douteux qu'un Québec souverain puisse s'accommoder d'une telle situation. Il faut prévoir qu'il voudra négocier de nouvelles frontières avec le gouvernement fédéral, et peut-être aussi avec le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, si ceux-ci, ayant accédé dans l'intervalle au statut de province, exercent leur autorité sur des eaux et des terres que Québec souhaitera annexer.

Au sujet des frontières du Labrador, il

convient de rappeler deux choses: d'abord, qu'elles n'ont pas été délimitées au sol, ce qui veut dire que l'exécution du tracé d'une frontière internationale risque de soulever un certain nombre de problèmes; ensuite, que la frontière de la rivière Romaine, dans la partie qui longe le territoire du Labrador, suit la rive gauche, et non la ligne médiane, comme il est d'usage dans les cours d'eau non navigables séparant les États. La province de Terre-Neuve accepterait-elle que sa frontière internationale s'arrête à la rive? On peut se poser la question.

Reste le problème du golfe Saint-Laurent dont le régime international est loin d'être clairement établi. Pour le Canada, il s'agit d'eaux territoriales, d'eaux intérieures, mais pour les États-Unis, le golfe Saint-Laurent fait partie de la haute mer. L'apparition, dans les parages, d'un nouvel État dont la souveraineté s'étendra aux îles-de-la-Madeleine, affaiblira sûrement la thèse du Canada suivant laquelle le golfe est une baie historique dont les eaux sont devenues, avec l'entrée de Terre-Neuve dans la fédération, des eaux intérieures. En soulevant ici la question des frontières d'un Québec souverain, j'ai voulu rappeler que l'existence de frontières bien délimitées, et reconnues par les États voisins, facilite naturellement la reconnaissance internationale de l'État nouveau. Je n'ai pas l'impression que les problèmes frontaliers du Québec présentent des obstacles insurmontables et j'incline à croire que certains d'entre eux devront être résolus avant que le Québec n'accède à une souveraineté reconnue par l'ensemble des États.

La question autochtone qui a trait à l'un des éléments constitutifs de l'État, la population, offre une tout autre perspective. Parce qu'elle a été trop longtemps négligée, parce que ses fondements historiques et culturels ont été trop longtemps ignorés, cette question est devenue, à mes yeux, prioritaire dans le contexte qui nous intéresse ici. Non seulement parce qu'elle concerne les droits humains qui ont acquis de nos jours une importance considérable sur la scène internationale mais aussi parce qu'elle suscite depuis quelques décennies l'élaboration d'un droit nouveau, celui des peuples indigènes et tribaux qui ont eu à souffrir des actes de l'ère coloniale. Le rapporteur de la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités qui siège à Genève a proposé une définition des communautés autochtones qui me paraît excellente. Les communautés autochtones sont celles qui procèdent d'une continuité historique avec les sociétés qui existaient avant les invasions et l'ère coloniale et qui se considèrent elles-mêmes distinctes des autres secteurs des sociétés qui prévalent maintenant sur ces territoires.

Les autochtones regrouperaient, actuellement dans le monde, 300 000 000 de personnes réparties en 5000 tribus et clans. Ils sont en voie d'obtenir la reconnaissance internationale de

leurs droits spécifiques. Ainsi, deux conventions de l'Organisation internationale du travail, l'une adoptée en 1937 et l'autre agréée en 1989, confirment l'existence de l'ensemble de droits qui leur sont propres. Un projet de déclaration universelle des droits des peuples indigènes est présentement à l'étude en vue de sa présentation à l'Assemblée générale des Nations Unies. Du reste, un fonctionnaire de cette organisation a été chargé de l'examen de tous les traités conclus entre les peuples autochtones et les États dont ils relèvent.

Au Canada, on a finalement pris conscience de l'importance de la question autochtone et plusieurs commissions d'enquête et groupes d'études ont été récemment formés pour l'analyse des problèmes propres aux minorités autochtones du pays et la définition de leurs droits. Quelques provinces ont même reconnu en ces derniers temps le droit des autochtones à l'autonomie.

Je voudrais, aujourd'hui, attirer votre attention sur un aspect de la question autochtone qui a peut-être été sous-estimé et qui pourrait être invoqué en temps opportun par les Amérindiens. Les rapports historiques, voire juridiques, entre la couronne britannique et les autochtones du Canada, particulièrement les Cris. En 1610, un capitaine britannique, Henry Hudson, vient explorer le détroit et la baie qui portent maintenant son nom. Soixante ans plus tard, soit en 1670, le roi d'Angleterre, Charles II, autorise par une charte son cousin, le prince Rupert, et la Company of Adventurers of England, d'où sortira la Hudson's Bay Company, à exercer le monopole du commerce des fourrures sur les rives de la région visitée plus tôt par le capitaine Hudson et dans les terres avoisinantes non déjà possédées par des sujets d'un autre prince chrétien. Un passage de ce document me paraît particulièrement significatif. C'est celui où le monarque britannique qui, à cette époque, jouissait encore de prérogatives très étendues, habilite la nouvelle entreprise à faire la paix ou la guerre dans la région qui lui est concédée "with any prince or people whatsoever that are not Christians". Cette disposition constitue à mon avis une forme de reconnaissance de la personnalité des autochtones, ou tout au moins de leurs droits inhérents. Et c'est aux Cris que cette disposition sera d'abord applicable, puisque c'est avec eux que traiteront les premiers agents de la Hudson's Bay venus s'installer dans les quelques postes établis par leur compagnie au sud de la baie de Hudson.

(10 h 45)

En 1763, un document britannique viendra confirmer les droits des autochtones sur un vaste territoire compris entre la terre de Rupert, devenue entièrement britannique en 1713, et le Québec d'alors. Il s'agit de la proclamation royale, qui est un acte déclaratoire et non constitutif et qui a force de loi, comme l'a rappelé Lord Denning du comité judiciaire du

Conseil privé, au même titre que la Magna Carta toujours en vigueur dans les territoires de la couronne. Ce qu'il faut dire ici, comme le faisait à Londres il y a une dizaine d'années Lord Denning, c'est que les droits reconnus aux autochtones l'ont été par la couronne et non par le Parlement. Celui-ci est donc normalement tenu d'éviter toute mesure susceptible de les affaiblir. La couronne, a affirmé Lord Denning, doit respecter ses engagements "so long as the sun rises and the rivers flow".

En vous livrant le fond de ma pensée, je vous dirai qu'il n'est pas impossible que l'évolution du droit international issu de la décolonisation incite un jour les autochtones dans plusieurs parties du monde à exiger l'extinction, partout où cela sera praticable, de toute législation ou réglementation qui les aura privés de droits qu'ils avaient au moment des premières invasions coloniales. Dans l'intervalle, il n'est pas interdit d'imaginer que si le Québec fait sécession, les autochtones, ou certains d'entre eux, voudront rester sous la protection de la couronne, dont il reste encore quelques prérogatives à Ottawa, qui possède d'ailleurs l'autorité constitutionnelle sur les Amérindiens, ce qui entraînera des problèmes sans doute plus difficiles à résoudre que les problèmes territoriaux. Là encore, on trouvera des solutions et il y en a sûrement.

Le Canada, toutefois, ne pourra guère reconnaître la souveraineté du Québec avant que cette importante question ne soit résolue et il faut s'en convaincre dès maintenant. Sans la reconnaissance par le Canada de la souveraineté du Québec, celle des autres États restera incertaine au moins pendant un certain temps. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, nous allons maintenant passer à une période de questions, M. Patry, si vous permettez.

Alors, Mme la députée de Bellechasse.

**M. Patry:** Est-ce qu'on peut prendre cinq minutes pour que je repose ma voix?

**Le Président (M. Bélanger):** Bien sûr, bien sûr! Alors, une pause santé de cinq minutes, s'il vous plaît.

(Suspension de la séance à 10 h 49)

(Reprise à 10 h 55)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, je demanderais à chacun de bien vouloir reprendre sa place puisque je m'aperçois que, d'une façon parallèle, on continue à poser des questions à M. Patry, donc qu'on ne le laisse pas reposer sa voix.

**M. Patry:** Elle revient.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon.

**M. Patry:** Elle revient.

**Le Président (M. Bélanger):** Si chacun voulait bien reprendre sa place. Nous en sommes aux questions.

**M. Patry:** Est-ce que je pourrais faire une mise au point avant de répondre aux questions?

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, je vous en prie, M. le professeur, oui.

**M. Patry:** J'ai mis une certaine ardeur à exposer le point de vue des autochtones. Bon. Je me suis mis dans leur peau, et convaincu que le droit international est en train de faire d'eux, un jour, des sujets de droit international comme maintenant les êtres humains le sont en tant que tels à l'intérieur de l'Europe communautaire, à l'intérieur de l'Europe de Strasbourg. Vous savez qu'aujourd'hui, en Europe, un particulier peut poursuivre son État devant une instance internationale. Donc, il a accès à une instance internationale, il est donc sujet de droit international. Prévoyant qu'un jour les autochtones vont s'acheminer vers ça, seront sujets de droit international, dans ce contexte-là, vous allez les entendre demander le statu quo ante dans leurs rapports avec les puissances européennes. Et ce que je vais vous dire ce matin, c'est que quand les premiers contacts ont été établis entre la couronne britannique et les autochtones, le feu vert de l'Angleterre avait une énorme prérogative, qu'il a perdue avec le temps. C'est en 1707 que, pour la dernière fois, le Parlement britannique... On a entendu au Parlement britannique, après l'adoption d'une loi: Le roi s'avisera. À l'époque, c'était la reine, c'était la reine Anne: La reine s'avisera. Avant, on ne disait pas ça, parce que le souverain se gardait toujours le droit de désavouer les lois du Parlement. Donc, il avait une énorme prérogative en 1670.

En 1633, lorsque le Dutch West-India Company a conclu un traité avec les Indiens de la région du Connecticut – 1633 ça été le premier traité avec des Indiens – pour acquérir une terre qui deviendra plus tard la ville de Hartford, ils ont traité avec eux comme un groupe d'égaux. C'est un traité, en 1633, la couronne hollandaise reconnaissait déjà la personnalité de ces gens-là. Donc, il faut tenir compte de toute l'évolution historique.

Or, la thèse fondamentale des Indiens, des Amérindiens c'est: Nous n'avons pas contribué à l'évolution du droit occidental, nous ne sommes pas concernés par autre chose que ce qui était la réalité lorsque nous sommes entrés en contact avec les puissances européennes. C'est ça. Ça, c'est leur point de vue. Il est bon qu'on vous le dise maintenant. Je ne veux pas dire par là que je l'endosse à 100 %, mais il y a un problème

tellement sérieux que c'est mon devoir de vous le soumettre. Alors maintenant, je réponds aux questions.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais je me dis toujours, c'est une réflexion gratuite, que je dois être un autochtone quelque part de par mes ancêtres, c'est comme rien je ne suis pas déraciné à ce point-là. Il me semble que tout le monde peut avoir des prétentions qui peuvent aller très loin finalement.

**M. Patry:** C'est sûr. Mais encore faut-il savoir qu'ils les ont.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est bien ça.

**M. Patry:** C'est avec eux qu'on traite.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, j'en appelle à la première question, Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Merci, M. le Président. Tout d'abord, M. Patry, j'aimerais vous remercier de vous être déplacé pour venir nous faire part de vos connaissances.

Si je vous ai bien compris, M. Patry, tantôt lorsque vous disiez que, advenant le cas où le Québec se déclarait souverain, et sans négocier sa souveraineté avec le reste du Canada, ce serait difficile pour lui de se faire reconnaître d'obtenir sa reconnaissance internationale. Pourriez-vous me dire, advenant le cas, si ça se passe comme je viens de vous le dire, quels en seraient les coûts, quels en seraient les inconvénients et puis quelle serait la durée peut-être de cette non-reconnaissance, compte tenu de ce qui s'est fait dans le passé?

**M. Patry:** Vous voulez dire, par un acte unilatéral arbitraire?

**Mme Bégin:** Oui.

**M. Patry:** C'est l'aventure! Je ne peux pas voir ce qui pourrait arriver. D'abord, l'hypothèse je l'écarte plutôt, comme Québécois je suis port à l'écartier. Ce n'est pas dans nos habitudes d'agir comme ça mais enfin, disons que la chose existe, qu'il y ait un coup d'État, ou un coup de tête, ou un coup de sang, comme vous voudrez et qu'on se déclare subitement comme souverain c'est l'aventure. L'aventure, ça conduit n'importe où, hein! Je ne peux pas vous donner une réponse avec un contenu satisfaisant parce qu'on ne sait pas ce qui pourrait arriver, personne ne peut le savoir, ce qui pourrait arriver dans un cas comme ça.  
(11 heures)

**Mme Bégin:** Mais est-ce que des États, à niveau international... Tantôt, vous avez parlé de l'exemple Singapour, Malaisie, mais vous aviez



bien dit qu'il y avait eu négociation entre les deux, ça s'est fait à l'amiable. Mais est-ce que vous connaissez des exemples d'États fédérés?

**M. Patry:** Non, il n'y en a pas.

**Mme Bégin:** Il n'y en a pas? O.K.

**M. Patry:** Je n'en connais pas. Je ne devrais pas dire qu'il n'y en a pas, je devrais dire que je n'en connais pas. Il y a eu des déclarations unilatérales, il y a eu le Biafra, il y a eu la Rhodésie, mais ça n'a rien donné.

**Mme Bégin:** C'étaient des peuples opprimés. Si je comprends bien, parce que...

**M. Patry:** Bien, en Rhodésie, c'étaient les oppresseurs qui s'émancipaient des opprimés puisque c'étaient les Blancs qui se déclaraient indépendants.

**Mme Bégin:** O.K., ça répond à ma question. Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, je voudrais d'abord remercier M. Patry pour son exposé tout à fait intéressant et je suis certain que mon collègue, le député de Jacques-Cartier, a certainement apprécié la rétrospective historique. Je suis sûr que là, il ne pourra pas dire qu'il manque des morceaux.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** C'est complet. Comme vous avez terminé sur les autochtones... Ce n'était pas prévu comme ça, mais là, je me dois de commencer par ça. Parce que vous avancez, disons, une théorie intéressante, peut-être même séduisante pour certains, concernant la prérogative royale de la couronne britannique qui persisterait ou perdurerait, même à l'heure présente, face aux autochtones, particulièrement aux Cris.

Mais je vous rappelle un certain nombre de choses. Vous me direz comment ça peut se concilier avec la théorie que vous nous avez exposée. Bon, il y a eu négociation avec les Cris et les Inuit en 1974-1975, négociation qu'on pourrait dire tout à fait à caractère politique, négociation avec le gouvernement du Québec, les communautés crie et les communautés inuit et ça a donné lieu à ce qu'on pourrait appeler un traité. On l'appelle la Convention de la Baie James, mais je pense que tout le monde reconnaît que c'a valeur de traité.

Dans cette convention, recevant un certain nombre de choses en contrepartie: de l'argent, bien sûr, mais d'autres choses aussi, dont une certaine autonomie gouvernementale, les Cris

renoncent — l'article 2 est très clair — à leurs droits sur le territoire nordique du Québec. C'est une renonciation en bonne et due forme, ça a été souvent cité dans cette commission, rappelé dans cette commission, les médias l'ont souvent cité, cet article-là, c'est très clair et ça a été signé par les représentants autorisés des Inuit et des Cris.

Et pour que cette convention-là entre en vigueur, il était stipulé également qu'elle serait en quelque sorte cautionnée par deux lois, l'une votée par le Parlement du Québec, l'Assemblée nationale, l'autre votée par le Parlement fédéral. Ces deux lois ont été effectivement présentées et adoptées par les deux Parlements. Et vous savez que dans notre système parlementaire britannique, M. Patry, j'apprends ça parce que de temps à autre je rends visite au lieutenant-gouverneur qui nous offre un petit cognac en même temps qu'il signe les projets de loi et qu'il les sanctionne. C'est ce qu'on appelle la sanction royale. Pour qu'une loi de l'Assemblée nationale entre en vigueur, pour qu'une loi du Parlement fédéral entre en vigueur, il faut qu'elle soit sanctionnée. Il faut qu'elle reçoive la sanction royale, de la couronne britannique, dont le représentant à Québec, c'est le lieutenant-gouverneur et le représentant à Ottawa, c'est le gouverneur général. Ce sont les représentants de la couronne britannique. Et leurs gestes, leurs actes, ce sont des actes de la couronne britannique. Donc, en sanctionnant ces deux lois, je pense que ce n'est pas tout à fait exact que de prétendre que la couronne britannique est en dehors du jeu. Elle est partie prenante, elle a sanctionné ces deux lois. Donc, par conséquent, elle a sanctionné aussi la Convention de la Baie James et la cession des droits, admise et signée par les représentants des communautés autochtones. Alors j'ai un peu de misère, je vous avoue bien franchement, j'ai un peu de difficulté avec votre théorie sur la couronne britannique quand je regarde la séquence des événements dont je viens de vous faire état.

**M. Patry:** Bon. Ce sont tous les droits qui ont été abolis par la Convention de la Baie James. Vous avez été très généreux, vous avez dit simplement les droits. Tous les droits, quels qu'ils soient, mais aucun n'a été défini. Si on considère que les autochtones ont cédé tous leurs droits, il n'y a plus d'autochtones puisqu'un autochtone est celui qui entretient avec la nature un rapport quasi mystique, dans l'optique des autochtones, un rapport de subsistance. Il communique avec la nature. Il est responsable de la nature. Il n'est pas question de souveraineté ni de propriété, ces termes n'existent pas dans les langues autochtones. Mais leur concept, c'est un concept de gérance, un concept de responsabilité: respecter la nature et suivre son destin. S'ils ont abandonné tous ces droits-là, ils ne sont plus autochtones. S'il y a 25 000 mots en anglais, il y

en a 3 000 en cri. Croyez-vous vraiment que les Cris puissent donner à nos termes le sens qu'on leur porte? La réponse est non. Ce vers quoi je veux vous amener – là, je me place toujours dans le raisonnement des Cris – il y a deux systèmes juridiques en présence l'un de l'autre: le nôtre et le leur. Dans leur système juridique, il n'y a pas de place pour les notions sur lesquelles s'appuie notre politique. Ils donnent à des mots que nous employons un sens qu'ils n'ont pas souvent, mais nous sommes incapables de contrôler le sens parce que ça se passe dans une langue qui n'est pas la leur. L'accord, autant que je sache, n'a pas été signé en cri. Il a été signé en anglais, autant que je sache. La nouvelle notion de droit qui est en train de s'élaborer, ce vers quoi on va, pas demain matin mais bientôt, un jour, c'est ce qu'on a appelé dans le passé les traités inégaux. Quand la Chine a obtenu en 1949 de l'Union soviétique la révision de certaines concessions qui avaient été faites par des traités antérieurs, elle a évoqué les traités inégaux. Quand les États émancipés des puissances européennes en Afrique, à partir de 1960, ont parlé de certaines obligations qu'ils avaient contractées, ils ont dit: Des traités inégaux, conclus par les métropoles en notre nom. Les Indiens disent ceci: Écoutez, vous avez une évolution constitutionnelle, vous avez dépouillé peu à peu votre monarchie et des véritables privilèges qu'il avait. Aujourd'hui, il n'a plus que le pouvoir de signature et ce que vous avez appelé le "pouvoir de cognac" que j'appellerais le pouvoir de brandy.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Patry:** Eh bien! ça... Mais ce n'est pas de notre faute. Nous n'y sommes pas, nous. Nous n'avons pas concouru à l'évolution constitutionnelle. Nous voulons voir les choses telles qu'elles étaient lorsque vos monarchies sont venues traiter avec les nôtres.

J'ai un exemple ici. En 1662, le chef Metacomet d'une tribu indienne, les Wampanoags des États-Unis, a refusé de traiter avec les puritains britanniques qui étaient sur le territoire américain. Il leur a dit: Non, moi, je traite avec mon frère, le roi d'Angleterre. Donc, eux, ce qu'ils veulent, c'est revenir à un dialogue avec la couronne. Or, la couronne québécoise et la couronne fédérale ne sont pas tout à fait les mêmes. La couronne québécoise... Les tribunaux l'ont affirmé au XIX<sup>e</sup> siècle, le lieutenant-gouverneur représente le roi comme le gouverneur général le représente à Ottawa. Seulement, regardez en droit britannique la façon dont on nomme. Le gouverneur général et le lieutenant-gouverneur du Québec sont nommés par le cabinet fédéral. C'est un acte du cabinet fédéral, sous le grand sceau du Canada. Ce n'est pas un acte personnel du gouverneur général qui délègue ses pouvoirs au lieutenant-gouverneur. Alors

qu'en Australie, les gouverneurs des États australiens étaient nommés directement par la couronne. D'ailleurs, je vais vous donner un exemple dans le concret. Lorsque les États australiens fédérés ont nommé à Londres des représentants, ces représentants avaient accès directement à la couronne britannique, alors que les agents généraux des provinces ne pouvaient pas y aller. Ils se faisaient dire par le gouvernement impérial: Vous n'êtes pas, vous ne représentez pas un gouvernement nommé par décret impérial. Donc, il y a toujours eu une différence dans l'optique du droit strict, entre le lieutenant-gouverneur et un gouverneur général parce que si le lieutenant-gouverneur était nommé directement par Londres, comme le gouverneur général, ce serait autre chose. De toute façon, ce n'est pas ça, le problème qui se pose. Là, on tombe dans le constitutionnel, ce n'est pas le domaine que je dois aborder aujourd'hui. C'est que pour les Amérindiens, la couronne est leur protecteur. Il y a une proclamation, il y a l'acte de 1670, il y a eu la proclamation royale. Pour eux, le souverain, c'est leur garantie. Et ce que je vous dis là, je ne l'invente pas. En 1985, à Genève, à la Commission des droits humains, Me Mendel de Colombie-Britannique a tenu exactement le langage que je vous ai tenu aujourd'hui. Seulement, c'est passé inaperçu ou ça a été oublié. Croyez-moi, c'est leur thèse fondamentale. Je ne dis pas qu'ils auront gain de cause, mais ils ont un sacré beau cas pour obtenir de nous des concessions. Ce n'est pas sans solution, ce problème. Moi, j'ai déjà à l'esprit des solutions possibles. Comprenez-vous?

**M. Brassard:** Non, non. Je comprends.

**M. Patry:** Mais ils vont arriver avec l'argument.

**M. Brassard:** Non, mais je comprends très bien, j'ai très bien compris que la négociation qui doit se faire, qui s'est déjà faite et qui doit se faire ou se poursuivre dans certains cas, s'amorcer dans d'autres cas, se poursuivre pour ce qui est des Cris – s'amorcer pour ce qui est des autres communautés autochtones, je pense aux Montagnais, aux Attikameks, aux Algonquins, etc., parce que ça n'a pas vraiment commencé – cette négociation-là est évidemment politique et elle doit avoir lieu. Là-dessus, je m'entends très bien avec vous. Elle doit avoir lieu elle doit se faire et elle doit aboutir à des ententes en bonne et due forme entre les communautés autochtones et le gouvernement du Québec. Ça, je suis d'accord avec ça, mais ce que je vous dis, c'est que les autochtones ont pas mal plus de chances d'établir un rapport de force – appelons ça comme ça doit s'appeler – avec les Blancs ou les gouvernements, le gouvernement du Québec en l'occurrence, ils ont pas mal plus de chances d'établir un rapport de

force qui leur serait favorable, s'ils s'appuient sur le droit au maintien et au développement de leur culture, de leur identité comme communauté que s'ils s'appuient sur une couronne qui est devenue, en quelque sorte, une sorte de bibelot constitutionnel. Parce qu'ils peuvent bien faire appel à M. Asselin ou à Monsieur... Comment il s'appelle le gouverneur général?

**Des voix:** Hnatyshyn.

**M. Brassard:** Hnatyshyn. Je n'ai pas l'impression que ça va renforcer leur position beaucoup, compte tenu de ce que sont devenues ces fonctions-là. Ce sont des fonctions ornementales ou presque. Donc, dans ces conditions-là, votre thèse est intéressante, mais je...

**M. Patry:** La thèse indienne...

**M. Brassard:** ...comprendrais mal que les autochtones s'appuient uniquement sur une thèse comme celle-là pour revendiquer leurs droits et négocier des choses qui leur conviendraient. Je pense plutôt, moi, qu'ils ont à s'appuyer sur autre chose que ça. Mais ceci étant dit, vous avez raison de dire qu'il y a une négociation politique qui doit s'enclencher entre les autochtones et les gouvernements quoi qu'il advienne de toute façon, quoi qu'il advienne. Que le Québec demeure dans la fédération canadienne ou que le Québec accède au statut d'État souverain, dans un cas comme dans l'autre, il y a une négociation qui doit s'amorcer et se compléter – je le souhaite et je l'espère – avec les communautés autochtones. Là-dessus, en tout cas, on s'entend.

**M. Patry:** Ce sera le rôle des interlocuteurs de les convaincre de la thèse que vous venez d'exposer. Moi, j'ai exposé la thèse des autochtones. Ce n'est pas nécessairement la mienne, comprenez bien. Mais je considère qu'on n'a pas suffisamment insisté, encore une fois, sur les rapports privilégiés qu'ils veulent établir ou qu'ils maintiennent avec la couronne. On ne la lit pas suffisamment, cette thèse-là, mais elle est profondément ancrée dans leur esprit.

**M. Brassard:** Bon. Maintenant...

**M. Patry:** Ils l'ont défendue aux Nations Unies.

**M. Brassard:** J'aurais une autre question...

**M. Patry:** Oui.

**M. Brassard:** ...sur la reconnaissance. Je reviens au début de votre exposé sur la reconnaissance d'État. D'abord, premièrement, juste une remarque en passant, votre classement des façons d'accéder à la souveraineté, quand vous dites, en page 8 de votre résumé, que des États

nouveaux résultant de la sécession d'un État fédéré, il n'y en a pas beaucoup. Il y a le Singapour dont vous avez parlé tout à l'heure. Il n'y en a pas beaucoup, mais je ne sais pas, ne pensez-vous pas qu'on pourrait aussi inclure là-dedans, tout en reconnaissant que l'URSS fait partie des empires, des grands empires multiethniques, mais qu'il faut aussi classer là-dedans l'URSS? C'était une fédération. C'était...

**M. Patry:** On assiste actuellement, je l'ai dit, on assiste à l'effondrement de cet empire.

**M. Brassard:** Et déjà il y a des républiques...

**M. Patry:** Oui, mais elles ne sont pas reconnues.

**M. Brassard:** Ah bien!

**M. Patry:** Mais oui, mais qu'est-ce que vous voulez?

**M. Brassard:** Les trois républiques baltes, du point de vue soviétique, je vous...

**M. Patry:** Oui.

**M. Brassard:** Tantôt vous parliez du point de vue autochtone, moi, je vais parler du point de vue soviétique. Les trois républiques baltes...

**M. Patry:** Ça, c'est reconnu, ça.

**M. Brassard:** Du point de vue soviétique...

**M. Patry:** Oui.

**M. Brassard:** ...sont reconnues...

**M. Patry:** Oui.

(11 h 15)

**M. Brassard:** ...et étaient reconnues comme des États fédérés, même si les républiques baltes elles-mêmes se reconnaissaient comme étant des États dont l'indépendance avait été abolie ou supprimée.

**M. Patry:** Mais vous savez très bien que, dans la Constitution soviétique de 1936 et la dernière, le droit de sécession était reconnu. Les 15 républiques avaient, premièrement, le droit de conclure des accords internationaux, deuxièmement, le droit d'avoir des agents diplomatiques, et troisièmement, le droit de sécession.

**Une voix:** D'accord...

**M. Patry:** Dans la constitution, il n'y a pas de problème. C'est écrit, dans la constitution, qu'il a le droit de sécession. Je ne peux pas céder le cas d'une constitution qui prévoit la

sécession comme étant un cas de sécession. Les seuls États baltes ont été reconnus par la communauté internationale. Et ça pris beaucoup de temps, hein? C'est qu'il a fallu que les Russes les reconnaissent pour que le monde suive. À part ça, les Baltes, ce n'est pas un bon exemple parce qu'ils ont été souverains jusqu'en 1940.

**M. Brassard:** Les Russes les ont reconnus après...

**M. Patry:** Maintenant, oui.

**M. Brassard:** ...les États occidentaux. C'est mieux après.

**M. Patry:** Vers le même moment.

**M. Brassard:** Après. Ceci étant dit, dans l'éventualité où le Québec décide d'accéder à sa souveraineté, que sa démarche est démocratique, fait suite à un référendum où le peuple québécois se serait exprimé majoritairement, donc une démarche parfaitement démocratique et non pas un coup d'État, là, ou une démarche, un geste unilatéral, sans fondement démocratique, une démarche démocratique, d'ailleurs. Je ne vois pas comment ça peut se passer autrement, compte tenu de ce qui se passe présentement. Ce sera démocratique.

Dans l'éventualité où le Québec décide d'accéder à sa souveraineté par une démarche parfaitement démocratique, est-ce que vous pensez, là je vous demande de faire un peu d'anticipation si vous voulez, ou de la prospective, vous qui connaissez bien les relations internationales, vous qui avez occupé des postes de diplomate, est-ce que que vous pensez – je prends juste deux exemples: prenons la France et les États-Unis – comment, face à une décision parfaitement démocratique du peuple québécois d'accéder au statut d'État souverain, pensez-vous qu'en termes de reconnaissance, la France, pays ami s'il en est un, et les États-Unis, grand pays voisin avec qui on a une économie très intégrée, comment pensez-vous qu'à Washington et à Paris, on réagirait face à une décision démocratique du peuple québécois, en supposant aussi, forcément, qu'entre la décision démocratique du peuple et l'accession effective à la souveraineté, il s'écoulerait un certain délai? Même la loi 150 en prévoit un, elle prévoit un délai d'un an. Au cours de ce délai-là, il pourrait, évidemment, se passer bien des choses pour aboutir à une reconnaissance de l'État québécois par un certain nombre d'États souverains dans le monde, mais je vous demanderais peut-être de faire un essai de prospective quant aux réactions et aux attitudes possibles de la France et des États-Unis.

**M. Patry:** Je vais commencer par vous répondre par deux vers de Britannicus. Après l'assassinat...

**Une voix:** Après qui?

**M. Patry:** ...on voit mourir Britannicus. Néron est à la table, tout le monde le regarde, et Racine met ces deux vers: "Ceux qui, de la cour, ont un peu long usage, sur les yeux de César composent leur visage." Les puissances vont composer leur visage sur les yeux d'Ottawa. La réponse est d'abord à Ottawa. Et Londres, et Washington pardon, et Paris vont regarder comment le gouvernement canadien se comporte devant une déclaration de la souveraineté québécoise. Si c'est une déclaration commune de Québec et d'Ottawa, il n'y a plus aucun problème. Le reste du monde va suivre. Mais si le Québec proclame sa souveraineté sans échéance, du jour au lendemain, et qu'Ottawa ne marche pas, j'ai des doutes que les puissances, même la France, le fassent dans les 24 heures. En ce qui regarde la France, ça va dépendre aussi du gouvernement au pouvoir. Nous avons là-bas des amis. Nous en avons aussi qui sont moins chauds. Quant aux États-Unis, je n'ai pas l'impression qu'ils militent en ce moment pour la souveraineté québécoise, mais si le Canada la reconnaît, je ne vois pas pourquoi ils y feraient objection... Vous savez, c'est une question de contexte politique.

**M. Brassard:** J'en conviens. Je suis sûr que je vous demande de faire de l'histoire anticipative, là.

**M. Patry:** Oui.

**M. Brassard:** C'est évident, sauf qu'il faut toujours prendre pour acquis que la décision est démocratique, donc, que le droit à l'auto-détermination s'est parfaitement exercé par le peuple québécois, que le gouvernement en place exerce, comme vous dites, un contrôle effectif sur le territoire. D'accord? Je pense que, si c'est déjà le cas, ça serait sans doute le cas. Je ne vois pas pourquoi ça ne serait pas le cas à partir du moment où il y a une décision démocratique de prise par le peuple québécois. Donc le gouvernement en place exerce un contrôle effectif sur le territoire québécois.

Donc, les conditions de la reconnaissance sont là même si, comme vous dites, la reconnaissance est purement discrétionnaire. J'en conviens aussi. Mais est-ce que vous ne convenez pas qu'à partir du moment où c'est une décision démocratique, où le gouvernement en place continue d'exercer un contrôle effectif sur le territoire, est-ce que vous ne pensez-pas que, dans le délai entre la décision prise par voie référendaire et le moment où l'accession au statut d'État souverain se fait, des gouvernements comme Washington et Paris, de façon sans doute discrète, indiqueraient à Ottawa qu'il leur serait difficile, en vertu du droit international, de nier l'exercice parfaitement démocratique du droit à

l'autodétermination du peuple québécois et que dans les circonstances il serait préférable pour le gouvernement canadien d'amorcer des négociations, des pourparlers et de se résigner au fait que le peuple québécois ayant exercé son droit à l'autodétermination de façon démocratique, de se résigner à reconnaître le nouvel État?

**M. Patry:** Si le Canada n'a pas reconnu le nouvel État, moi, je crois que Paris et Washington feront des pressions, si les choses se passent normalement, comme vous dites, démocratiquement, si on règle nos problèmes territoriaux et autochtones, qui ont une incidence internationale. Ils feront des pressions à Ottawa pour dire: Écoutez, soyez raisonnables, reconnaissez-les, nous sommes disposés à le faire, nous vous donnons tel délai de temps. Ça, ça peut arriver comme ça. Mais, encore une fois, la position du gouvernement canadien est capitale dans cette question. L'idéal, ça serait une déclaration commune des deux parties, comme c'était le cas de la Malaisie et de Singapour, déclaration commune. Québec est souverain. Ottawa dit: Nous constatons qu'il y a maintenant un nouvel État qui s'appelle le Québec. Et ça règle la question. Là, il n'y a plus de problème à ce moment-là pour la reconnaissance internationale. Je crois que c'est un préalable. Mais, si Ottawa se fait tirer l'oreille sans raison valable, si le problème, le contentieux entre les deux est réglé, y compris présumément le droit de passage entre l'Ontario et les Maritimes, si tout ça est réglé et qu'Ottawa persiste à ne pas reconnaître, là, la situation ne peut pas se prolonger. Je vous l'ai dit. Un état de fait, c'est un état de fait. Un État nouveau non reconnu finit par l'être par l'usage. La Slovaquie finira par être reconnue, quel que soit le sort de la Croatie.

**M. Brassard:** En vertu, d'ailleurs, de ce que vous appelez la théorie déclarative.

**M. Patry:** Oui.

**M. Brassard:** Où, finalement, c'est purement politique la reconnaissance. Il n'y a pas de règle en droit international qui encadre ou qui balise...

**M. Patry:** Oui, c'est ça.

**M. Brassard:** ...la reconnaissance d'un État nouveau. C'est une décision purement politique.

**M. Patry:** En droit international il n'y a rien d'aussi près du politique que la reconnaissance.

**M. Brassard:** Pardon?

**M. Patry:** En droit international, il n'y rien d'aussi près de la politique que la reconnaissance.

**M. Brassard:** D'accord.

**M. Patry:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Jacques-Cartier et M. le député de Verdun.

**M. Cameron:** D'abord, je veux aussi vous remercier pour l'exposé très clair, très complet et très intéressant. I would like to return to this question of recognition. I think it is very important that you have made clear that there has not really been a single example in history of a federal state which has seceded, or a federal component of a federal state, that has seceded successfully, peacefully and permanently; certainly not on its own. As you point out, there is a joint declaration in the case of Singapore. And Singapore is also not really an extended territory but a sort of city-state, so we really have no example that precisely fits as an analogy, if we are trying to look at our situation here. But, it would also seem to me to be important to note, if you would agree with me, that one of the reasons why there have been attempts to create secessions from federal states – such as that of the Southern Confederacy from the United States in 1861, or in the case of Biafra – was that there was a widespread excessive optimism in the seceding State about recognition. That is in the case of the Southern Confederacy, the leaders of the Southern Confederacy firmly believed, or many of them did, that they would achieve immediate recognition from Great Britain and quite likely France. But they were mistaken in this assumption, and that was one of the many reasons why the Confederacy was doomed, leave aside the question of war and so forth, but simply because it did not gain recognition.

In the case of Biafra, Colonel Ojukwu was a millionaire, a well educated man, he even had a public relations firm providing a great deal of effective advertising for the biafran cause in Canada, the United States and Western Europe. But the failure to achieve recognition from major European States in that case meant that he could not raise any money, that ultimately his credit was no good, he could not purchase arms and so forth and that is why he had to fall eventually to General Gowon. So would you say that in fact one of the reasons this issue arises is that those who wish to secede tend to be a little "rosy", to see with rose colored spectacles the likelihood of recognition by other States, when in fact the balance is always on the side of accepting the State that is in existence, and that even States which are friendly, in the case of Québec – I suppose the interesting question like that raised by my colleague from Lac-Saint-Jean – is especially let's say France, or not just France but maybe the Francophonie, that they might be very well disposed to a sovereign

Québec, but ever those States would still be mainly influenced by the position of Ottawa.

**M. Patry:** Bon, vous dites que Singapour c'est un exemple pas tellement concluant parce que c'est un État insulaire, mais je ne pense pas qu'on doive retenir cet argument en droit international. C'est un État, c'est une île d'accord, mais c'est un État. Bon un État peut être une île, un archipel, n'importe quoi. Vous parlez du Biafra. N'oubliez pas, j'ai mis l'accent là-dessus tout à l'heure, que l'OUA reconnaît l'intangibilité des frontières africaines. On ne veut pas recommencer en Afrique les découpages, parce qu'on ne sait pas où ça s'arrêtera. Il n'est pas dit que si cette clause de l'OUA n'avait pas été aussi importante le Biafra n'aurait pu devenir un État indépendant. Et d'ailleurs, il y a quatre États qui ont pris le risque de le reconnaître. Mais il y a une espèce de conspiration générale en Afrique — on l'a vu dans le cas du Katanga. On ne veut pas le morcellement de l'Afrique. On veut maintenir les frontières telles qu'elles sont présentement.

J'ai oublié de vous dire tout à l'heure, parce que votre question m'amène là-dessus, que l'une des raisons pour lesquelles en Europe on n'a pas encore reconnu ni les États yougoslaves ni ceux de l'Union soviétique, c'est que la convention d'Helsinki de 1975 et des années postérieures reconnaît également l'intangibilité des frontières de l'Europe; ne l'oubliez pas. Et le Canada et les États-Unis sont parties de cette convention. Donc, si on acceptait des morcellements territoriaux, des révisions territoriales, cette convention d'Helsinki deviendrait en grande partie caduque, et on hésite à se lancer sur ce terrain-là. Il n'est pas dit qu'on sera fatalement obligé d'y aller, parce que la convention d'Helsinki n'a pas l'ancrage de la convention de l'OUA. Mais pour l'instant, c'est un des gros facteurs. On avait dit: Les États, les 35 États signataires de la convention d'Helsinki, on reconnaît leurs frontières comme étant leurs frontières définitives. Donc, il y a une espèce de modus vivendi qui continue de s'opérer dans ce domaine-là.

Mais pour revenir à la question que vous posez, moi je vois que le Biafra... Je vous donne une des raisons, vous avez donné des raisons très valables aussi, mais pour Singapour, je crois que ce n'est pas applicable. Je crois qu'on doit toujours maintenir que le seul cas, c'est un cas, il existe, il est le seul, il existe, d'un État fédéré qui s'est séparé à l'amiable d'une fédération; c'est Singapour, au XXe siècle, oui, Singapour. La Norvège et la Suède n'étaient pas une fédération, c'était une union personnelle du même monarque sur deux royaumes. Une autre question?

(11 h 30)

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. Je voudrais m'associer à mes collègues aussi pour vous féliciter de la clarté et de la brillance de votre exposé, et vous remercier d'être venu ici.

Ma question va être un peu dans la même ligne que celle posée par la députée de Bellechasse. Vous avez clairement établi que: premièrement, l'accession à la souveraineté n'implique pas de reconnaissance d'État, je pense que vous l'avez magnifiquement démontré dans votre exposé. Deuxièmement, vous avez établi aussi que la reconnaissance d'un éventuel Québec souverain, par la communauté internationale, devrait se faire avec un accord éventuel du gouvernement canadien. Il est peu probable qu'il puisse y avoir reconnaissance d'un Québec souverain s'il n'y a pas eu entente ou reconnaissance de la part du gouvernement canadien. On pourrait même imaginer des cas...

**M. Patry:** Pendant un certain temps, oui.

**M. Gauthrin:** Pendant un certain temps. On pourrait même imaginer des cas où le gouvernement canadien considérerait comme un geste inamical envers le Canada de reconnaître une province sécessionniste.

Deuxièmement, vous avez signalé que pour l'éventuelle reconnaissance avec le Canada, il faudrait régler un contentieux qui est le contentieux avec les autochtones, un certain contentieux territorial. On ajouterait probablement, bien sûr, un contentieux sur la dette actuellement à partager, qui est un autre type de contentieux. Avec le problème aussi que la sécession, au point de vue du droit constitutionnel interne canadien, est considérée comme illégale actuellement. Même si elle peut être légitime, elle est actuellement illégale dans le droit constitutionnel. Mais ce n'est pas là-dessus que je voudrais rentrer, sur cette question-là.

Ma question de fond que je vais vous poser... Pendant cette période entre la déclaration éventuelle de souveraineté du Québec et l'éventuelle reconnaissance par les autres États, il va y avoir des Québécois qui vont vivre, qui vont avoir des choses à faire. Qu'est-ce que ça veut dire pour eux de se trouver dans un État qui a voulu être souverain et qui n'est pas reconnu? Comment on vit, comment on peut vivre et qu'est-ce que ça veut dire pour la vie quotidienne des gens de se trouver dans un État non reconnu? Il y a des cas. Je pense à Chypre, à la partie turque de Chypre.

**M. Patry:** Ah, j'ai oublié Chypre, oui.

**M. Gauthrin:** Oui, oui.

**M. Patry:** Je vais en parler de Chypre. Non, c'est un très beau cas, Chypre.

**M. Gauthrin:** Non, non, on ne va pas en

discuter, si vous voulez. Je ne voulais pas revenir sur Chypre ici avec vous, mais enfin.

**M. Patry:** Mais moi, je veux y revenir maintenant.

**M. Gauthrin:** Bien revenez. Mais, ce que je voudrais savoir là-dedans c'est qu'est-ce que ça veut dire pour la vie quotidienne d'un citoyen de ne pas faire partie d'un État reconnu? C'est-à-dire comment il peut voyager à l'étranger, qu'est-ce qu'il peut faire comme contact économique, comment il peut faire pour ses exportations? Qu'est-ce que ça veut dire de ne pas être dans un État reconnu pendant la période, qui peut être assez longue, où on essaie de régler le contentieux?

**M. Patry:** Admettez-vous que c'est une question hypothétique?

**M. Gauthrin:** Tout à fait.

**M. Patry:** Ma réponse le sera.

**M. Gauthrin:** Bien sûr.

**M. Patry:** Je ne le sais pas. Chaque cas sera un cas d'espèce. Comment les Rhodésiens vivaient-ils pendant leur période d'indépendance? Il faut se poser la question. Qu'est-ce qui peut arriver? Moi, je ne suis pas pessimiste là-dessus. Je vois mal comment les Québécois, tels que je nous connais, iraient jusqu'à poser un acte aussi radical sans s'assurer que le voisinage est d'accord.

**M. Gauthrin:** Je l'espère moi aussi. On est bien d'accord avec vous.

**M. Patry:** Je pense que tous les partis sont d'accord avec ça aussi. Je ne vois rien de radical, je ne vois pas une brusquerie. D'ailleurs, si on avait à le faire, on l'aurait fait à l'époque où M. Lévesque était là.

Mais je reviens à la question. Vous dites que la sécession, c'est illégal.

**M. Gauthrin:** Certaines personnes prétendent que dans le droit constitutionnel actuellement, il n'est pas prévu...

**M. Patry:** Oui, oui.

**M. Gauthrin:** ...sauf amendement à la constitution, la possibilité de faire sécession.

**M. Patry:** Mais, la constitution est muette là-dessus. "Silence means consent."

**M. Gauthrin:** Pas nécessairement, ce n'est pas nécessairement l'avis de tout le monde sur cette question-là, monsieur.

**M. Patry:** Non, je vais vous dire que, le jour...

**M. Gauthrin:** Vous savez, il y a beaucoup de gens...

**M. Patry:** Écoutez, le jour où le gouvernement canadien a reconnu le droit au Québec à un référendum sur l'autodétermination, implicitement il reconnaît le droit de sécession. Pour moi, c'est un droit acquis. On l'a exercé. Alors, si on l'a exercé, c'est que c'est reconnu. La preuve, c'est que le gouvernement fédéral avait tout un groupe qui venait demander aux gens de voter contre l'option proposée, mais...

**M. Gauthrin:** Je ne voudrais pas partir ce débat-là ici, parce que ce n'est pas l'objet.

**M. Patry:** Non.

**M. Gauthrin:** Mais je divergerais d'opinion avec vous. On peut, on peut... Non, non, mais je suis prêt à entrer dans ce débat-là, et on aura à y entrer aussi. Je ne suis pas prêt à l'évacuer, parce que je vous rappellerai que c'est clair, et ça été dit dans le débat du référendum en 1980, que le référendum ne liait pas les gouvernements.

**M. Patry:** Non, c'est juste.

**M. Gauthrin:** C'était un élément indicatif et ça ne liait en aucune manière les gouvernements. Donc, on était actuellement dans quelque chose qui était strictement indicatif. Et ce n'est pas parce qu'on a participé dans une chose indicative qu'il y avait une reconnaissance du droit de sécession. Je pense qu'on pourrait faire ce débat-là, et j'imagine qu'on aura la chance de le faire, mais ce n'est pas le point actuellement puisqu'on parle de l'accession à la souveraineté. Il y a des pays qui n'ont pas été reconnus, comme des pays qui n'ont pas été reconnus, comment vivaient, par exemple, les Africains du Sud lorsqu'ils n'étaient pas reconnus?

**M. Patry:** Vous voulez dire les gens de Rhodésie?

**M. Gauthrin:** Non, il y a un moment, la communauté internationale a mis un peu l'Afrique du Sud au ban.

**M. Patry:** Mais ils ont toujours été reconnus, on ne leur a pas retiré la reconnaissance, l'Union sud-africaine continuait d'avoir son siège aux Nations Unies. D'ailleurs, vous savez qu'il n'y a aucun pays qui a été expulsé des Nations Unies, pas un seul depuis la création. Ça, c'est un record. Et d'autre part, l'Afrique du Sud avait des relations diplomatiques; il n'y a aucune ambassade qui a fermé, il y avait des chargés d'affaires, les choses se faisaient nor-

malement. Et plus que normalement puisqu'il y avait des pays qui contribuaient à des armées, comme vous le savez.

Non. Ils ont été mis au ban moral de l'humanité, à un certain ban économique, mais pas au ban politique. Les Jeux olympiques, on les en a expulsés et là, ils réintègrent. Mais je reviens à la question de... On peut débattre indéfiniment cette question que vous avez soulevée, la légalité de la sécession. C'est évident qu'Ottawa devra voter une loi pour achever les choses, les parfaire le jour où le Québec fera la souveraineté. Mais je maintiens qu'un pays qui autorise une partie de son territoire à tenir un référendum sur cette question, reconnaît implicitement que la chose peut se faire. Parce qu'on est en droit britannique, c'est très important.

**M. Gauthrin:** Le Parlement canadien n'a jamais autorisé le...

**M. Patry:** Non...

**M. Gauthrin:** Par aucune...

**M. Patry:** ...mais il ne l'a pas dénoncé non plus. Il n'a pas dit: C'est un geste illégal. Cette loi n'a pas été désavouée par le gouverneur général comme le prévoit l'article 56 de la Constitution canadienne.

**M. Gauthrin:** C'est vrai, mais ça ne veut pas dire que le gouvernement fédéral a accepté la sécession...

**M. Patry:** Dans la mesure où le gouvernement fédéral ne vient pas annuler une loi québécoise, elle est tenue pour valide. Donc...

**M. Gauthrin:** Le principe du référendum était valide. Rappelez-vous, la question référendaire, qui n'était pas de procéder à la sécession, était d'engager des négociations éventuelles avec le gouvernement canadien en vue d'une...

**M. Patry:** ...d'une sécession.

**M. Gauthrin:** Non, excusez-moi. En vue d'une souveraineté-association. En 1980, le texte... Relisez le texte, actuellement, du référendum.

**M. Patry:** Oui, c'est ça, très juste.

**M. Gauthrin:** Évidemment, le texte du référendum n'était pas, à ce moment-là, à être...

**M. Patry:** Il y avait le mot "souveraineté".

**M. Gauthrin:** "Souveraineté-association" avec un trait d'union, mon cher ami.

**M. Brassard:** M. le Président, le député de Verdun me permet-il une remarque?

**M. Patry:** Oui. Le mot "souveraineté" peut... Une fois qu'on est souverain, on peut s'associer, mais il y avait le préalable de la souveraineté.

**M. Gauthrin:** Je pense qu'il y avait... C'était un seul mot avec "souveraineté-association".

**M. Patry:** Vous m'avez dit un trait d'union, ça fait deux mots.

**M. Gauthrin:** Je pense qu'un mot avec un trait d'union, ça fait un seul mot.

**M. Patry:** Non, c'est un mot hiérarchisé.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Gauthrin:** On pourrait discuter longtemps sur cette question-là.

**M. Brassard:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean, oui.

**M. Brassard:** Est-ce que le député de Verdun me permet une remarque? M. Patry aussi, je m'excuse. Simplement pour vous rappeler non seulement la Loi sur les consultations populaires, c'est de cette loi que vous discutez, mais je vous rappelle une loi plus récente, la loi 150, qui prévoit un référendum sur la souveraineté, avec une définition très claire et très explicite de la souveraineté. Mais cette loi-là n'a pas non plus été désavouée par le Parlement fédéral, donc c'est une deuxième reconnaissance, si l'on veut, du droit à l'autodétermination.

**Une voix:** Mais vous, vous avez voté contre.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Ça, c'est une autre affaire.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Patry:** M. le député de Verdun, vous permettez, je vais répondre à votre question sur Chypre. Merci de l'avoir soulevée.

En 1974, il y a eu un mouvement cypriste et grec pour faire l'Enôsis, l'union avec la Grèce continentale. Les Turcs se sont soulevés, l'armée turque est intervenue, on a pris 40 % du territoire pour une population de 18 % de turcophones et là, on a proclamé la République turque de Chypre. Seule la Turquie l'a reconnue. Donc, il n'y a qu'un pays qui reconnaît présentement la République de Chypre.

En outre, la ligue des pays musulmans autorise Chypre à envoyer des observateurs à ses réunions. C'est tout ce que Chypre a gagné sur le plan international. L'État est toujours là, l'armée turque est toujours là, on négocie depuis



très longtemps, mais rien ne change. Pas un pays, sauf la Turquie, n'a reconnu la République de Chypre.

**M. Gautrin:** Est-ce que vous me permettez de vous poser... Comment circule le Chypriote de cette partie turque? Comment voyage-t-il de manière internationale?

**M. Patry:** Je crois qu'ils ont des passeports turcs.

**M. Gautrin:** Turcs?

**M. Patry:** Oui, oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Limoulu, Mme la députée de Terrebonne, celui de Viger, puis en alternance, celui de Hull.

**M. Després:** Merci, M. le Président. Suite un peu à différentes interventions et comme vous avez dit tout à l'heure: Au fond, la reconnaissance est très près du politique. Ce que vous avez dit tout à l'heure à M. Brassard et dans votre texte à la page 3 lorsque vous dites: "Parce qu'elle est souvent d'inspiration politique, parce qu'elle émane du pouvoir souverain de l'État, la reconnaissance peut être conditionnelle." Et vous dites à la page 3: "Les cas les plus fréquents de reconnaissance conditionnelle se rapportent depuis la seconde moitié du XIXe siècle à l'obligation imposée à l'État nouveau de respecter les droits de ses minorités." On a parlé tout à l'heure des autochtones mais on va s'en tenir aux droits des minorités qui ne sont pas strictement des autochtones. J'aurais, au fond, peut-être trois questions à vous poser.

Pouvez-vous nous préciser, au fond, quels sont les droits qui doivent être protégés selon la communauté internationale? De un. Quels sont les moyens que la communauté internationale peut prendre pour assurer de respecter justement la protection de ces droits-là? Et dernièrement, vous continuez dans votre texte, toujours à la suite, à la page 4, vous ajoutez que la reconnaissance ne peut être retirée même si elle était conditionnelle et que les conditions n'ont pas été respectées. En somme la condition, ce que j'en comprends, n'a pas de valeur.

**M. Patry:** Si, pour la création.

**M. Després:** Pour la?

**M. Patry:** La création de l'État.

**M. Després:** Pour la création de l'État.

**M. Patry:** L'Irak... C'est le cas de l'Irak aussi. L'Irak a dû s'engager à respecter ses minorités pour être créé. C'est le cas de la

Roumanie et du Monténégro. Alors on dit: On vous reconnaît à la condition que vous preniez l'engagement de respecter vos minorités. Naturellement, ils acceptent de reconnaître, de respecter leurs minorités. Dans les années qui suivent, il y a des oublis. Et puis, on ne retire pas la reconnaissance à ce moment-là, l'État est là maintenant. Il fonctionne. On se plaint, on proteste, on fait des démarches. On prendra des mesures, peut-être, de boycottage mais ça ne va pas plus loin. Vous dites: Quels sont les droits? Ce sont: langue, religion, coutume. Essentiellement, c'est ça. Ça s'est élaboré davantage avec le temps. Au XIXe siècle, c'était la langue, la coutume, la religion.

**Le Président (M. Bélanger):** Et pour le reste, ce serait des vœux pieux.

**M. Patry:** Pour le reste, ça s'amplifie. Maintenant, il y a les droits scolaires. Il peut y avoir des autonomies locales. Le droit évolue considérablement. Le contenu de ça a énormément évolué. Ça s'agrandit, mais ça peut devenir des vœux pieux, absolument. En Irak, c'est devenu des vœux pieux, on en sait quelque chose.

**M. Chagnon:** ...aux Kurdes.

**M. Després:** Donc, la communauté internationale n'a aucun pouvoir comme tel pour pouvoir imposer...

**M. Patry:** Elle peut, mais elle ne l'utilise pas.

**M. Després:** O.K. Ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** Merci, M. le Président. Peut-être un bref commentaire concernant la légitimité d'un référendum. Je pense bien sincèrement que le gouvernement fédéral, s'il n'avait pas reconnu la valeur du référendum, il n'aurait pas dépensé tout l'argent qu'il a dépensé et il n'aurait pas participé aussi massivement pour battre ce référendum au départ. Il aurait attendu tout simplement et donné une fin de non-recevoir après. Je veux revenir, moi aussi comme plusieurs collègues, sur l'État non reconnu parce que, à deux questions, vous sembliez un petit peu hésitant au niveau de la réalité comme telle. Par contre votre texte, en page 5, est quant à lui très clair sur le statut d'un État non reconnu. Vous nous dites qu'il a droit au respect de son territoire, qu'il peut interdire l'accès aux autres États, il peut le défendre. Il peut s'organiser, promulguer sa législation, poser même des actes extraterritoriaux et que, finalement, l'arme de la non-reconnaissance est d'une effi-

cacité tout à fait relative puisque tôt ou tard l'État nouveau sera reconnu. Donc, dans la vie quotidienne d'un État non reconnu, il peut effectivement appliquer tout ce que vous indiquez en page 5.

**M. Patry:** Dans la vie quotidienne juridique.

**Mme Caron:** Oui.

**M. Patry:** Oui, c'est sûr.

**Mme Caron:** Ce qui ne pose aucun problème...

**M. Patry:** Juridiquement parlant, non.

**Mme Caron:** ...puisque de toute façon juridiquement parlant...

**M. Patry:** Mais politiquement oui, économiquement oui.

**Mme Caron:** ...il sera reconnu.

**M. Patry:** Ça peut en poser. Juridiquement, non. Vous avez l'exemple de la Corée du Nord. Il n'y a pas grand pays qui la reconnaissent mais elle existe depuis 1952, solidement existante et dangereusement existante. Pourtant, elle a ses frontières. Israël n'est pas reconnu par les pays arabes mais quand les Arabes s'avisent de descendre sur les plages de Tel-Aviv, ils rentrent très tôt ou ils ne rentrent pas du tout. Ça, il faut être réaliste. Un état existe; s'il existe, il a ses frontières, il a le droit de les défendre. Il a droit à un pavillon.

(11 h 45)

**Mme Caron:** Il a le droit de légiférer.

**M. Patry:** Il a le droit de légiférer et il a le droit de s'organiser comme il l'entend dans les faits. C'est sûr qu'il a le droit de le faire sur son territoire. C'est les autres qui ne reconnaissent pas les conséquences internationales de son droit, qui peuvent contester ses droits: pas vouloir signer de traité avec lui, imposer le maximum de tarif à ses marchandises, des choses comme ça.

**Mme Caron:** Vous nous disiez tantôt que vous doutiez, compte tenu de nos traditions, que le Québec soit un État qui veuille agir comme État non reconnu. Que cette hypothèse-là, vous l'écartiez.

**M. Patry:** Oui.

**Mme Caron:** Pour quelle raison vraiment l'écartez-vous?

**M. Patry:** Bien, c'était une raison intuitive

et instinctive. Moi, comme Québécois, je ne ferais jamais une chose comme ça. Je ne vois pas comment on partirait à l'aventure sans s'assurer que nos bases sont solides. Il me semble qu'on n'est pas un peuple irréfléchi. Ce serait de l'irréflexion de partir comme ça sans s'occuper des réactions des autres, sous prétexte qu'on veut devenir souverain. J'ai l'impression que, si on sent de l'opposition, on va le faire graduellement, par étapes, pour employer un terme devenu prohibé.

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Caron:** Je veux revenir, comme mon collègue précédent, sur la question des conditions.

**Une voix:** Les conditions?

**Mme Caron:** Oui. La reconnaissance conditionnelle, c'est-à-dire que, si certains pays mettaient certaines conditions, par exemple si la France voulait reconnaître le Québec et qu'elle mettait comme condition la reconnaissance d'Ottawa par la suite, et si elle était prête à accorder cette reconnaissance immédiatement, en mettant la condition d'une reconnaissance subséquente d'Ottawa, elle ne pourrait pas retirer sa reconnaissance après.

**M. Patry:** Ce que je vois, pour autant que mon expérience puisse m'apporter et me proposer une réponse, c'est que, discrètement, les représentants consulaires, à Québec, de la France feraient un lobby et à Ottawa et à Québec pour les convaincre: Entendez-vous, faites en sorte qu'on puisse vous reconnaître. Les Français diraient aux Québécois: Faites telle concession, réglez tel problème; les Français diraient à Ottawa: Faites telle concession, réglez tel problème. La reconnaissance est inévitable et nous voudrions la faire dans des conditions normales. Moi, je verrais une période, si nos relations avec Ottawa ne nous permettent pas d'avoir une souveraineté claire, une souveraineté qui ne gênerait personne dans le monde, eh bien, à ce moment-là, je verrais un lobby des puissances amies dire: Réglez ça. Ne laissez pas traîner ça. Tôt ou tard, nous devrons le reconnaître. C'est comme ça que je vois ça.

**Mme Caron:** Dernière question. Le Canada ayant reconnu très rapidement les États baltes, ne serait-il pas mal venu de ne pas reconnaître la souveraineté du Québec?

**M. Patry:** Les États baltes, de 1920 à 1940, ont été des pays membres de la Société des Nations avec représentation diplomatique à l'étranger, concluant des accords internationaux, ayant une armée. C'étaient des États souverains. En 1940, l'Union soviétique s'est emparée d'eux

avec le consentement de l'Allemagne. Ils les ont annexés, avec soi-disant un pré-référendum. On est revenu simplement au respect des droits initiaux.

**Mme Caron:** Le Bas-Canada existait aussi avant.

**M. Patry:** Oui, mais le Bas-Canada a été aboli en 1867.

**Mme Caron:** Il a déjà existé avant.

**M. Patry:** Oui, mais le Bas-Canada n'était pas un État souverain. Il n'était pas un État souverain. Le gouvernement responsable, nous ne l'avons eu qu'en 1848.

**Une voix:** Ils sont en train de justifier qu'ils ont un esprit de colonisés.

**Une voix:** C'est ça. Ha, ha, ha!

**Mme Caron:** Je vous remercie.

**M. Patry:** On ne peut pas assimiler totalement le cas des États baltes et le cas du Québec, je ne pense pas. Les États baltes étaient des républiques fédérées parce qu'on les a proclamées comme telles. De toute façon, les problèmes pratiques l'emportent toujours sur les problèmes légaux. Le droit, par définition, c'est ce qui arrive en dernier, hein? C'est ce qui définit ce qui était, hein?

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. M. Patry, d'abord, je veux vous féliciter pour l'excellent exposé que vous nous avez fait ce matin. Vous nous avez parlé, entre autres, des problèmes territoriaux, les problèmes qui pouvaient exister sur les berges de la baie d'Hudson, le golfe, le long du fleuve Saint-Laurent. Vous ne nous avez pas parlé des problèmes qui pourraient exister dans l'Outaouais québécois. J'aimerais vous poser une question assez précise à cet effet. La Commission de la Capitale nationale et le fédéral, en fait, possèdent, entre autres, dans la ville de Hull plus du tiers du terrain et contrôle plus du tiers du terrain. Le fédéral, également, possède la grande majorité des berges de la rivière des Outaouais sur le côté québécois, à partir de Hull en montant sur le Pontiac. Le gouvernement fédéral possède des infrastructures, un grand nombre, du côté du Québec. Est-ce qu'on peut penser que le fédéral aurait derrière la tête de négocier avec le Québec les problèmes auxquels vous avez fait allusion dans la baie d'Hudson, dans le golfe et le long du fleuve pour reprendre du territoire dans l'Ouest québécois?

**M. Patry:** Moi, je vous réponds qu'en droit international on se sépare, on devient souverain sur la base de l'uti possidetis. Le territoire qu'on a, c'est celui qu'on acquiert et qu'on achemine vers la souveraineté et de ce côté-là, il y a des points encore qui ne sont pas précis, surtout Québec-Ontario, la délimitation de la frontière, mais ce sont des points bien accessoires. Ce sera le Québec tel que nous le connaissons en ce moment qui sera souverain, donc sans débouchés maritimes sur le nord, avec la rive gauche de la rivière Romaine par rapport à Terre-Neuve et, dans le golfe Saint-Laurent, l'inconnu. Est-ce que c'est un golfe historique? Est-ce que c'est une mer libre ou une mer internationale? C'est ça qu'on aura à résoudre.

**M. LeSage:** Oui. Je comprends. On devient...

**M. Patry:** Les problèmes se posent, remarquez bien...

**M. LeSage:** ...indépendant avec les limites actuelles.

**M. Patry:** Oui.

**M. LeSage:** Sauf que dans... Vous l'avez même dit tantôt, il y aurait des problèmes avec les limites actuelles.

**M. Patry:** Oui, il y en aurait.

**M. LeSage:** Le Québec devra négocier. Ce que je vous demande: Est-ce qu'on peut présumer que le fédéral pourrait exiger par la suite de reprendre certains territoires de l'ouest du Québec en contrepartie des concessions qu'il pourrait faire dans la baie d'Hudson ou dans le golfe?

**M. Patry:** J'ignore quelles seraient les concessions qu'Ottawa demanderait en retour de celles qu'on solliciterait de lui. Je ne le sais pas. Je ne répugne pas à l'idée qu'il puisse dire: D'accord, vous allez élargir vos frontières vers le nord mais vous allez les restreindre vers l'ouest. C'est toujours pensable. Mais le Québec qui, demain matin, deviendrait souverain, c'est celui dans lequel nous vivons, les frontières telles qu'elles existent présentement. Si nous nous contentons des frontières du nord qui sont les nôtres, je ne vois pas pourquoi Ottawa devrait demander des concessions dans l'Outaouais, mais c'est sûr que si on demande un prolongement jusqu'au plateau continental, là, il peut y avoir un problème. C'est sûr qu'il peut y avoir... D'ailleurs, il faut penser à la servitude du droit de passage entre les Maritimes et l'Ontario.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée

de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Je veux revenir sur une certaine attitude qu'on peut avoir quand on s'inscrit dans une négociation où on peut déjà se mettre sur la défensive et s'identifier comme étant un peu perdant, se mettre sur l'offensive et dire: On a en main tous les éléments nécessaires nous permettant effectivement d'obtenir cette reconnaissance, d'abord de procéder démocratiquement, d'obtenir cette reconnaissance et on n'est pas dépourvu de moyens. Dans ce sens-là, j'aimerais ça entendre un petit peu vos réflexions sur le fait que, dans une négociation, à partir du moment où cette notion de territoire est clarifiée, il est évident qu'un des éléments majeurs de la négociation qui, à mon point de vue, va nous servir à établir le rapport de force, c'est ce droit de passage sur le territoire. Bon. Si ça devait se corser parce que, évidemment, la perspective sur laquelle on a toujours réfléchi, c'est la libre circulation, etc., mais il reste qu'au-delà de cela il faudra s'entendre en matière de transport ou autrement, de transport des personnes, d'utilisation des infrastructures et, en ce sens-là, est-ce que vous avez des exemples de discussions de cet ordre-là? Et, d'autre part, est-ce que vous croyez qu'effectivement, dans la perspective d'une négociation qui pourrait toucher d'autres éléments, prenons la dette – parce qu'on sait qu'il y aura autre chose à discuter – ça ne peut pas être un des éléments du rapport de force qui soit majeur?

**M. Patry:** À mon avis, ce sera une transaction générale, qui va englober tous les problèmes, et les plus importants et les plus nombreux ne sont pas ceux que j'ai soulevés ici. Ce sont les problèmes intérieurs, à commencer par la dette, le partage des biens, le cheminement, c'est-à-dire le droit de passage de l'Ontario aux Maritimes, parce qu'ils ont une dimension internationale. C'est pour ça que tout à l'heure je vous posais la question dont je n'ai pas la réponse: Qu'est-ce que les Russes ont négocié avec les Lituanais pour avoir accès à la région de Kaliningrad, de Königsberg? Je ne le sais pas, mais il y a un problème; je n'ai trouvé nulle part la mention de ce pourquoi. Il doit y avoir un corridor? Alors, je présume qu'on en fera autant ici. C'est dans la perspective générale d'une négociation que l'on peut prévoir longue, que les choses vont se régler, y compris le territoire et y compris les autochtones. Mais au bout de tout ça, il y a des solutions. Je ne vois aucun problème insurmontable. Même au problème que j'ai soulevé, des autochtones avec la couronne, je vois des solutions possibles. Alors, c'est aux négociateurs de les avoir dans leurs manches et de sortir les cartes au fur et à mesure. C'est ça, une négociation.

**Mme Marois:** Et donc, d'établir son rapport de force.

**M. Patry:** C'est sûr.

**Mme Marois:** Voilà!

**M. Patry:** Ça va être un rapport de force et d'intérêts partagés.

**Mme Marois:** Ça va de soi aussi.

**M. Patry:** Et d'intérêts partagés.

**Mme Marois:** Vous avez glissé tout à l'heure, ça m'a un peu échappé, mais j'aimerais que vous reveniez sur cette question-là, sur la question des territoires. Dans votre intervention, là, la dernière intervention que vous avez faite, vous vous êtes référé aux Îles-de-la-Madeleine?

**M. Patry:** Oui, c'est que, si nous avions des eaux continentales, des eaux frontalières, 12 milles de la rive plus 200 milles pour le plateau continental...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Patry:** ...les conventions internationales, simplement en partant de la Côte Nord, nous n'arriverions pas jusqu'aux Îles-de-la-Madeleine pour les eaux territoriales. Mais comme nous sommes aussi aux Îles-de-la-Madeleine, on reprendrait le principe des 12 milles plus les 200 milles, si bien qu'à ce moment-là le golfe devient...

**Mme Marois:** Ça nous relierait, là.

**M. Patry:** Presque, presque.

**Mme Marois:** Ha, ha, ha! Donc, ça deviendrait un tout petit espace.

**M. Patry:** Mais à ce moment-là, Mme Marois, vous allez voir arriver la France avec les Îles...

**Mme Marois:** Saint-Pierre-et-Miquelon.

**M. Patry:** Saint-Pierre-et-Miquelon.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Patry:** Et là, c'est Terre-Neuve qui va casquer là-dedans.

**Mme Marois:** Ha, ha, ha! Oui. C'est intéressant. Je pense que...

**M. Patry:** Là, il y aura trois puissances au lieu de deux dans la région du golfe.

**Mme Marois:** Voilà. Mais c'est intéressant de savoir que cette réalité-là existe aussi...

**M. Patry:** Ah oui! Ça, là-dessus...

**Mme Marois:** ...et qu'on se la rappelle surtout.

**M. Patry:** ...ça nous rend service, oui.

**Mme Marois:** Oui, tout à fait. Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Oui. Merci, M. le Président. M. Patry, je vous remercie moi aussi de l'exposé très clair que vous avez fait ce matin.

J'aurais une question à vous poser, M. Patry, sur la question des autochtones. Admettons que le Québec, par voie démocratique, comme on l'a dit – c'est clair – demande la sécession du reste du Canada et, en même temps, les autochtones demandent la sécession du Québec, du Canada, qu'est-ce qu'il arriverait sur le plan...

**M. Patry:** Sur quelle base?

**M. Maciocia:** Sur la base... Par exemple, le Nouveau-Québec...

**M. Patry:** Oui.

**M. Maciocia:** ...qui est majoritairement habité par des autochtones...

**M. Patry:** Oui.

**M. Maciocia:** ...actuellement et qui a été donné au Québec en 1912...

**M. Patry:** Oui.

**M. Maciocia:** ...avec le traité de 1912? Et ils demandent, étant donné que cette base, c'est sur la notion de peuple – les autochtones sont considérés comme un peuple – ils demandent la sécession, eux aussi, du Québec et du Canada en même temps. Qu'est-ce qui arriverait, à ce moment-là, sur le plan international?

**M. Patry:** Comment imaginez-vous qu'un système juridique auquel sont étrangères les notions de souveraineté et de propriété puisse prétendre à une sécession territoriale?

**M. Maciocia:** Mais vous avez dit tantôt...

**M. Patry:** Ils ne peuvent pas aller jusque-là.

**M. Maciocia:** Vous avez dit tantôt que les

autochtones, au niveau international, viennent de plus en plus à être reconnus, les aborigènes, les autochtones.

**M. Patry:** Oui.

**M. Maciocia:** Est-ce que, d'après vous, étant donné que les autochtones se considèrent comme un peuple, complètement, et veulent avoir l'autodétermination sur leur territoire ou sur leurs, disons, revendications antérieures, est-ce que, d'après vous, c'est un problème au niveau international pour être reconnu, le Québec, en tant qu'État souverain?

**M. Patry:** Le problème autochtone, s'il n'est pas réglé avant la souveraineté, va se poser sur le plan international, mais en tant que les autochtones sont des sujets de droit qui peuvent prétendre à une autonomie pour se gérer eux-mêmes, une autonomie leur permettant d'avoir les droits qu'ils avaient avant l'ère coloniale... Mais ils n'étaient pas souverains, ils avaient une personnalité, mais ils n'étaient pas souverains au sens où nous l'entendons. La notion de souveraineté est une notion occidentale. Elle s'est imposée au monde entier, parce que les puissances occidentales ont imposé leur structure juridique au monde entier. Mais dans la mesure où les autochtones deviennent de nouveau sujets du droit international, ils le sont sui generis, sans cette notion de souveraineté territoriale.

**M. Maciocia:** Mais quelle est la différence entre la souveraineté et, disons, les droits qu'ils avaient avant, étant donné que vous dites que la souveraineté, c'est seulement du domaine occidental et tout dernièrement?

**M. Patry:** Mais si on donne... Voici... Il y a une chose qui a été faite ici, et qui m'a toujours étonné, au Canada: on a demandé à des autochtones de céder tous leurs droits sur des territoires. Si on leur avait demandé de céder des territoires où ils ont des droits, le problème se poserait peut-être d'une autre façon. Nous avons pris la façon difficile, là, peut-être. Je crois qu'il faudra leur donner, là où ils sont majoritaires – il y a 15 000 Cris au Québec – leur donner des droits praticables, ceux qu'ils veulent exercer, mais je n'ai jamais entendu parler que les Cris voulaient passer aux Nations Unies.

La seule province, la seule région du Canada où les autochtones sont majoritaires, ce sont les Territoires du Nord-Ouest. Je n'ai jamais compris – mais j'ai des explications intérieures – pourquoi le gouvernement canadien ne leur a pas donné une province où ils auraient pu se gouverner suivant leurs droit à eux. Ça pouvait se faire, les Dénés. On aurait dû leur donner quand Erasmus l'a demandé. Nous aurions aujourd'hui une province autochtone.

(12 heures)

**M. Chagnon:** Les Dénés étaient nomades à ce moment-là.

**M. Patry:** Pardon?

**M. Chagnon:** Les Dénés étaient nomades.

**M. Patry:** Oui, mais s'ils sont nomades sur un territoire où ils restent majoritaires.

**M. Chagnon:** Yukon. Le Yukon était...

**M. Patry:** Oui, mais à ce moment-là, c'est le problème des Mohawks aussi qui vont aux États-Unis, qui voyagent. Mais dans les Territoires du Nord-Ouest, les Mohawks, les Dénés sont majoritaires, dans cette partie qu'on a gardée comme Territoires du Nord-Ouest. Si on avait fait, avec, une province, parce qu'ils l'ont demandé le régime de la province, un gouvernement autonome... La crainte d'Ottawa, au fond, c'était qu'un jour ils se proclament souverains et que ça amorce une désintégration du pays. Je ne vois pas d'autre raison que celle-là. Mais eux, ils ne demandaient pas ça. Je n'ai jamais entendu les Dénés demander d'être représentés aux Nations Unies. Mais ce que j'imagine pour le XXI<sup>e</sup> siècle, là c'est de la pure prospective avec toutes les faiblesses que ça peut comporter, c'est qu'il existe un jour dans le monde entier une organisation internationale, genre ONU, qui au lieu de grouper des États, grouperait des autochtones. Ça, il ne faut pas éliminer cette possibilité. Mais pour autant, ils ne sont pas propriétaires du territoire. Ils ne sont pas souverains parce que ce sont des nations qui ne correspondent pas à leur droit. S'ils adhèrent à notre droit ça va poser un autre problème. Mais ce n'est pas au nom de notre droit qu'ils les revendiquent, c'est au nom du leur.

**M. Maciocia:** M. Patry, s'ils décident de rester canadiens, qu'est-ce qui arriverait à ce moment-là avec une sécession du Québec?

**M. Patry:** Bon. Décider de rester canadiens, ça reprend la conversation où je l'ai amorcée au début tout à l'heure. C'est décider de rester sous la couronne, sous prétexte que la couronne leur a apporté des garanties, dont le Parlement a fait l'usage que l'on sait. Qu'est-ce qui nous empêche à nous d'imaginer un mécanisme juridique, genre Irlande, en vertu duquel la législation québécoise, de l'État souverain du Québec, applicable aux autochtones, serait sanctionnée par un représentant de la reine? Qu'est-ce que ça empêche ça? Si c'est ça qu'ils veulent, on peut le leur donner. L'Irlande, avec un président de la république, signait ses accords internationaux, nommait ses ministres plénipotentiaires sous le sceau royal, alors qu'il y avait un président.

**M. Maciocia:** J'avais une autre question,

avant qu'on termine, M. Patry. Vous avez dit tantôt, sur la reconnaissance d'un État souverain du Québec, que juridiquement il pourrait tout faire mais politiquement et économiquement, toujours au niveau international, il y aurait des problèmes. Est-ce que, d'après vous, étant donné cette situation, le Québec ne serait pas en position de faiblesse vis-à-vis du reste du Canada, pour négocier justement la reconnaissance par le Canada, de l'État souverain du Québec et, par conséquent, avoir certaines concessions à faire à cause de cette probabilité, ou de cette possibilité, d'être reconnu par le Canada pour être reconnu plus facilement dans le domaine international?

**M. Patry:** Mais le seul État avec lequel, je crois, nous aurons à négocier et avec lequel nous devons faire des concessions réciproques, c'est le Canada.

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Patry:** Mais je ne vois pas comment un autre pays pourrait profiter de notre situation pour nous demander des avantages.

**M. Maciocia:** Non, non. Probablement que je me suis mal expliqué. J'ai dit, étant donné que le Québec, pour avoir sa reconnaissance internationale, pour l'avoir le plus tôt possible, ça dépend de la reconnaissance par le Canada de l'État souverain du Québec... Par conséquent, est-ce que le Québec ne se trouverait pas en position de faiblesse pour négocier certains arrangements avec le Canada pour avoir sa reconnaissance...

**M. Patry:** Ah, oui!

**M. Maciocia:** ...pour être plus facilement reconnu au niveau international?

**M. Patry:** Madame, tout à l'heure le disait, c'est un rapport de force. Si on ramasse tous nos arguments, nous avons quand même des choses à offrir à Ottawa en échange de ce qu'Ottawa devra nous concéder. Ces situations-là, par leur nouveauté, d'une part, et par leur caractère, disons, relativement innovateur, créent des problèmes concrets. Je pense que personne ne s' imagine que ça va être une chose facile qui va aller de soi. Mais nous aurions tort de croire qu'il y a des problèmes qui sont insurmontables. Difficile ne veut pas dire impossible.

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Patry:** Mais moi, je vois toujours des solutions quand les deux parties ont intérêt à ce que les choses existent telles qu'elles sont souhaitées par l'une et l'autre.

**M. Maciocia:** C'est ça!

**M. Patry:** De guerre lasse, plus ou moins, mais enfin.

**M. Maciocia:** Justement quand les deux sont d'accord! C'est plus facile. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** M. Patry, un peu à la suite de la question de la députée de Taillon, et je conviens, avec vous deux d'ailleurs, que la négociation de la reconnaissance de l'accession à la souveraineté passe par une négociation qui doit se faire avec le gouvernement fédéral actuel, le gouvernement canadien. La députée de Taillon estime, avec raison je pense, que c'est un rapport de force comme on en retrouve dans n'importe quelle négociation. Ça m'apparaît assez évident, c'est le gros bon sens d'une force qui nous dicte à réfléchir de cette façon-là. Toutefois on reconnaît aussi l'ampleur des objets à être négociés, soit le service de la dette, soit les transports, que ce soit cette servitude interprovinciale ou internationale, dépendamment, un peu comme celle qu'on a retrouvée d'ailleurs, dont on a parlé un peu plus tôt, dans le cas de l'Inde, entre le Bangladesh et le...

**M. Patry:** Pakistan.

**M. Chagnon:** ...Pakistan occidental. Toutefois, il n'en demeure pas moins, et c'est un peu comme si on regardait une partie d'échecs et qu'on anticipait, qu'il faut aussi prévoir comment on peut réagir. Il n'est pas interdit de penser qu'advenant cette négociation-là ou en préparation d'une éventuelle reconnaissance de souveraineté, tout État dans le monde qui voudrait reconnaître la souveraineté du Québec évidemment risquerait d'avoir, un peu comme la Société des Nations l'a connu après la guerre, au moment où on reconnaissait par exemple la République fédérale allemande... La République fédérale allemande jugeait comme tout à fait inamicale la reconnaissance de la République démocratique d'Allemagne. Et cela jusqu'à l'arrivée de Willy Brandt ou à peu près, où on a ouvert sur la République est-allemande. Mais il y a un tas de pays qui n'ont pas reconnu la République démocratique allemande justement à cause du poids politique que représentait la non-représentation et la fuite possible, ou la vision inamicale, la perception inamicale de la République fédérale allemande. Ce qui fait qu'on pourrait être pendant 10 ou 15 ans dans une espèce de limbo politique sur le plan de la reconnaissance comme ça a été le cas en Allemagne de 1955 à 1969-1970. Inévitablement, ça comporterait peut-être des désagréments pour nous-mêmes. Un peu

comme on l'a suggéré plus tôt. Qu'est-ce que vous en pensez? Et j'aurais une seconde question.

**M. Patry:** Si cette hypothèse se vérifiait, je suppose que nous aurions un peu la situation de la République démocratique allemande, qui n'était pas orpheline.

**M. Chagnon:** Non.

**M. Patry:** Qui avait l'Union soviétique, qui avait les pays du bloc de Varsovie, qui avait le monde arabe. Parce que la rupture dont vous avez parlé, à un moment donné, ça s'est produit avec la Yougoslavie, et ensuite avec l'Égypte. Bon. Je suppose que le Québec aurait quelques complices dans la francophonie.

**M. Chagnon:** Oui, peut-être.

**M. Patry:** On est dans les hypothèses, là.

**Mme Marois:** Je ne sais pas si mon collègue me le permet...

**M. Chagnon:** Sûrement.

**Mme Marois:** ...je trouve qu'il faut toujours revenir à la réalité très concrète à laquelle chacun va être confronté. Ça va être important aussi la dette pour le gouvernement d'Ottawa. D'accord? Et à l'intérieur des discussions qu'on a eues et qu'on aura éventuellement ici avec les experts qui sont venus à la commission Bélanger-Campeau, on sait très bien, par exemple, que si on ne devait pas entreprendre de négociations, si l'État, qui était l'État précédent, n'entreprenait pas de négociations, il devrait supporter, par exemple, la dette que l'État successeur devrait prendre à charge, en partie à tout le moins. Donc, en ce sens-là, je trouve que faire l'hypothèse qu'on ne s'assoira pas à la table pour discuter et pour clarifier ce qui doit être clarifié à relativement court terme, etc., m'apparaît aller au désavantage des deux États concernés. À partir de là, je trouve déjà qu'on engage bien le processus. Remarquez que c'est un point de vue. Il peut être...

**M. Chagnon:** Que je partage d'ailleurs. Ce que j'ai dit c'est que, en attendant un règlement sur l'ensemble de ces situations-là, il est à peu près improbable que l'État prédécesseur, comme vous l'appellez, accepte une déclaration de souveraineté.

**Mme Marois:** Excusez-moi, je n'ai pas entendu le début là, j'avais...

**M. Chagnon:** En attendant un règlement...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Chagnon:** ...sur chacune des parties que vous mentionnez, puis j'accepte votre raisonnement, je dis qu'il est peu probable, et même tout à fait improbable, que ce qui forme aujourd'hui le gouvernement canadien accepte une déclaration commune de souveraineté. Ça ne serait pas logique. Ça serait, dans son cas, se mettre dans une position de faiblesse extrême dans la négociation.

**Mme Marois:** Sauf que, à partir du moment où on commence à négocier, on accepte que l'issue peut être, que le résultat pardonnez-moi, que le résultat peut être la souveraineté de l'État avec lequel on négocie. Donc, dans les faits, on se situe dans un processus comme celui-là.

**M. Chagnon:** Ce qui ne peut pas être remis en question compte tenu que cette négociation-là suivrait un référendum de toutes façons.

**Mme Marois:** Voilà.

**M. Chagnon:** Mais, M. le Président...

**Mme Marois:** Et il y a toujours la notion d'intérêt mutuel aussi. Il ne faut jamais l'oublier, il n'y a pas un intérêt seulement que d'un côté.

**M. Chagnon:** J'aurai sûrement, avec plaisir, l'occasion non pas de relever le gant, parce que ça serait indélicat...

**Mme Marois:** C'est un peu machiste.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Chagnon:** Et indélicat surtout à l'égard de ma collègue. Mais, je voudrais vous poser une dernière question, M. Patry, juste pour m'éclairer un peu. Un de nos témoins précédents, M. Dorion, que je salue d'ailleurs – il me semble l'avoir aperçu avec nous – évoquait la règle de l'équidistance en ce qui concerne la question assez problématique du... presque le partage des eaux du golfe, advenant une sécession du Québec. Vous semblez remettre en question, s'il y a une reconnaissance, la capacité canadienne reconnue par plusieurs pays, pas tous les pays mais reconnue par plusieurs pays, de cette juridiction de 200 milles marins jusque au-delà, jusqu'au bout du plateau continental.

**M. Patry:** Non. Ce que je dis c'est que, si le Québec devient souverain, le plateau continental qui prolonge vers le golfe la région de la Côte-Nord, qui est partie d'un pays souverain, sera québécois. Les Îles-de-la-Madeleine sont de l'autre côté. Donc, 200 milles dans ce cas-là, il y aurait à ce moment-là, le golfe serait plus que couvert, je crois. Là, il faudra négocier parce

que le Canada ne perdra pas ses droits à cause de l'Île-du-Prince-Édouard, à cause du Nouveau-Brunswick, à cause de Terre-Neuve. Donc cette baie historique, dont la propriété est, présentement, strictement fédérale quant au fond marin, devrait être partagée entre un nouvel État et là se reposerait sans doute le problème de Saint-Pierre-et-Miquelon vis-à-vis duquel il y a des problèmes très délicats avec Terre-Neuve, mais où les Français devront se faire une raison. Ils ne peuvent pas exiger 200 milles avec les îles Saint-Pierre-et-Miquelon. Mais là, il y aura une nouvelle... Là, il y aura trois États, là où il n'y en avait présentement que un et demi. C'est ça tout simplement. Mais je ne peux pas voir quel sera... Le problème va se poser. Je ne sais pas comment on apportera une solution, mais il va se poser. À part ça, les Américains auront un mot à dire, puisque c'est leur voie de communication avec les Grands Lacs et puis l'océan Atlantique.

**M. Chagnon:** Juste un dernier point, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Brièvement, parce qu'il y a M. le député de Jacques-Cartier aussi qui a demandé la parole.

**M. Chagnon:** Ça me fera plaisir de la lui remettre. Juste un dernier point, je voudrais quand même relativiser. On parlait tout à l'heure de la République fédérale et de la République démocratique d'Allemagne, et vous aviez tout à fait raison. La République démocratique d'Allemagne n'était pas orpheline parce qu'elle était assise en arrière du pacte de Varsovie. Mais il n'y a pas de pacte de Varsovie là. L'Otan ne se saignera pas à blanc pour faire en sorte que la reconnaissance du Québec devienne un nouveau totem dans la communauté internationale.

**M. Patry:** Non, mais je vous ai parlé de francophonie. Il y a 40 États quand même. Non, mais on pose le problème.

**M. Chagnon:** Oui, oui, je veux bien. Le Sénégal et le Zaïre là...

**M. Patry:** Ce n'est pas la même chose, mais mutatis mutandis on verra qu'il y aura derrière le Québec des alliés naturels et, si la chose tarde trop, ils vont certainement intervenir, je crois, du moins a priori. Je crois. C'est un acte de foi.

**M. Chagnon:** Toutes proportions gardées, vous me permettrez de constater qu'entre 1955 et 1969, à tout le moins, tous les pays dits de l'Est – qu'on ne devrait plus appeler de l'Est – mais les pays du pacte de Varsovie, les pays musulmans formaient une force politique autrement plus grande que la majorité des pays qui sont



regroupés à l'intérieur du cadre de la francophonie, qui sont des pays qui se ressemblent. (12 h 15)

**M. Patry:** Dans un monde monopolaire, la force des régions est beaucoup moins importante, puisque le monde est monopole...

**M. Chagnon:** C'est vrai. Tant qu'à ça, c'est vrai aussi. Mais leur force relative, même économique, est tout à fait différente.

**M. Patry:** En matière de reconnaissance internationale, ce qui compte, souvent, c'est le nombre de pays qui posent l'acte. Quarante, c'est quand même du monde.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Chagnon:** Merci, M. le Président. Merci, M. Patry.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est à vous.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. Je voudrais revenir à l'exemple de Londres, because I think... I would like to put forward an argument and perhaps see whether you would agree or disagree. Ireland seems to me, since what we are doing is looking for analogies, the closest one to the situation in Québec. Now, I want to emphasize the differences as well. In Ireland, obviously there was a tragic history of violence and so forth that we did not have here and I am not arguing in those terms. I am not talking about the I.R.A. or the U.B.F. I only mean what happened in 1921, that is, the similarity would seem quite strong, it would be strong also in the sense that, for example, no one in Ireland, even among the Ulsterites, initially anticipated partition.

That is partition, was not something advocated or put forward by Sir Edward Carson, say, or someone like that. The original assumption was that people rided for home rule, in which case they assumed that the entire island, protestant and catholic, would wind up as an Irish Republic, or else that the whole thing would stay in the United Kingdom. No party to the negotiation at the outset would advocate partition because, obviously, the Irish nationalists would not because they wanted the whole island, the United Kingdom would not because they either proposed to hang on to the island or get rid of it, and for that matter, even the Protestants in Ulster did not, because their hope, I suppose, originally, was that Ireland would stay inside the United Kingdom.

When partition came, in fact, it even bitterly divided the nationalists themselves, so bitterly that that was one of the reasons that there was so much violence in Ireland. Afterwards, of course, if was not violence between

the British and the Irish, but between the Irish and the Irish. Here again, I am not talking about violence and I wish to emphasize this, I am only talking about this possibility. Would you not agree that there is a rather strong parallel with the Québec situation, whether we are talking, in this case, about the native peoples or about West-Québec or the anglophone minority, or whatever that is? I do not doubt that neither the Québec Government of the present, nor certainly the Opposition Parti québécois, would, at this point, be willing to conceive the idea of any kind of carving up of territory of the province.

The insistence will be on the territorial integrity of Québec to the very end, so to speak. But if we are not talking in terms of a negotiating position but rather of a likely development in exchange, for example, for Canadian recognition, a joint declaration, as you would say, like was Singapore and therefore acceptance by the United States, the World Community and so on. Then we are not talking about a particularly farfetched proposition. Would you agree with that?

**M. Patry:** Pour autant que le problème de l'Irlande se rapproche du nôtre, je retiens deux conclusions possibles. La première est que l'évolution du statut de l'Irlande s'est faite en trois étapes: dominion avec gouverneur général de 1921 jusqu'à 1937; dominion avec président, pas république mais président, de 1937 à 1948; république souveraine en 1948. Trois étapes. Pour ce qui regarde le morcellement territorial, je m'accorde avec vous comme quoi, à l'origine, il n'était pas prévu. Il était si peu prévu qu'il n'est pas encore accepté. C'est juste.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, ceci met fin à nos discussions d'aujourd'hui. Dans un premier temps, je voudrais déposer officiellement les deux documents suivants c'est-à-dire: l'accession à la souveraineté de... La déclaration de souveraineté dans l'accession à la souveraineté, et la reconnaissance internationale. Des documents que tout le monde a eus. On a fait parvenir copie à tout le monde, de toute façon. Alors dans un dernier temps, je voudrais remercier M. Patry, au nom de la commission, d'avoir mis vos connaissances et votre expérience à notre disposition. Comme vous pouvez voir on en a usé. J'espère qu'on n'en a pas abusé...

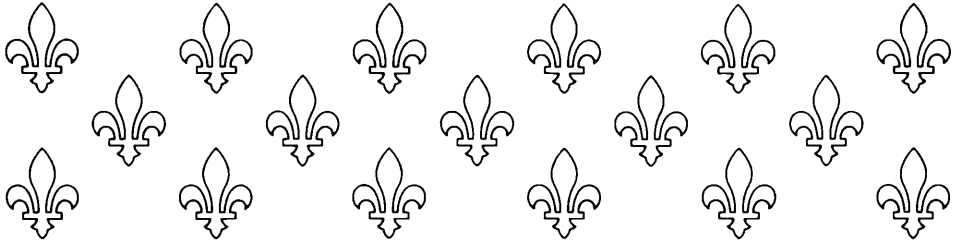
**M. Patry:** Pas du tout.

**Le Président (M. Bélanger):** ...mais ça a été, je pense, une source de satisfaction pour tout le monde ici, votre contribution. Vous nous avez apporté un éclairage extrêmement intéressant qui est très apprécié et dans ce sens-là, au nom de toute la commission, un immense merci pour votre contribution.

**M. Patry:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, compte tenu de l'heure, la commission ajourne ses travaux sine die. Merci.

(Fin de la séance à 12 h 20)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le jeudi 21 novembre 1991 — No 9**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Invitation aux leaders autochtones et au Conseil économique du Canada	CEAS-221
Exposé de M. François Crépeau	CEAS-224

### **Intervenants**

M. Guy Bélanger, président

M. Jacques Brassard

M. Cosmo Maciocia

Mme Jocelyne Caron

M. Robert LeSage

M. Neil Cameron

M. Maurice Richard

Mme Louise Bégin

M. Henri-François Gauthrin

M. François Geoffrion, secrétaire de la commission

\* M. François Crépeau, Université du Québec à Montréal

\* Témoin interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le jeudi 21 novembre 1991

(Quinze heures trente-six minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place pour que nous puissions débiter nos travaux. Alors, la commission qui est chargée de l'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunit aujourd'hui pour entendre M. François Crépeau sur le statut des immigrants et réfugiés dans l'hypothèse d'un Québec souverain. Alors, bonjour, M. Crépeau. Avant de commencer nos travaux, il y a des petits points de procédure. M. le député de Lac-Saint-Jean, oui.

**Invitation aux leaders autochtones  
et au Conseil économique du Canada**

**M. Brassard:** Je ne veux pas prendre beaucoup de temps là, mais je veux faire une remarque, M. le Président, concernant nos travaux. Et, entre autres, la remarque suivante: le 23 octobre dernier, ça va faire presque un mois, à la demande de tout le monde – c'était un consensus parfaitement unanime – vous, M. le Président ou plutôt le secrétaire de la commission, M. Geoffrion, pour le compte de la commission, nous avons invité trois leaders autochtones, M. Mercredi, M. Billy Diamond et M. Matthew Coon-Come. Et je recevais récemment, il y a quelques jours, l'horaire, le dernier calendrier, le plus récent, et encore dans ce calendrier-là, on nous indiquait qu'il n'y avait toujours pas de date pour recevoir les leaders autochtones. Moi, je vous dis tout de suite, là, je m'interroge sur la bonne volonté des leaders autochtones de venir témoigner devant cette commission puisque je pense que ça fait maintenant un mois qu'on les a invités. On ne sait toujours pas s'ils ont l'intention de venir, s'ils acceptent de venir témoigner et ils continuent toujours à se promener dans le paysage en faisant toutes sortes de commentaires, remarques, interventions sur, entre autres, l'intégrité du territoire, sur la question territoriale. Il y a toutes sortes de thèses qui circulent puis ils continuent à les défendre un peu partout sur toutes sortes de tribunes. Et puis, ma foi, je trouve ça un peu inconvenant, pour ne pas dire davantage, qu'on n'ait pas encore eu de réponse de la part des leaders autochtones pour venir témoigner devant la commission, puis vraiment échanger, puis discuter sur des sujets et des thèses qu'ils véhiculent un peu partout, puis qu'ils semblent ne pas vouloir venir défendre ici, en commission. Est-ce qu'ils se défilent ou quoi, là? Ou est-ce qu'ils ont refusé?

**Le Président (M. Bélanger):** Alors...

**M. Brassard:** J'aimerais avoir le point là-dessus.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Alors, on va faire le point sur le sujet effectivement. On a eu les derniers contacts avec M. Mercredi. Je laisserais M. Geoffrion vous donner ça, mais il semblerait que M. Mercredi va être disponible vers la deuxième semaine de février – je dis le 11 février sous toutes réserves, là, vous confirmez, M. Geoffrion – a accepté de venir à la commission. Il va être accompagné d'autres leaders autochtones qui ne seront pas nécessairement M. Diamond et M. Coon-Come. Alors, M. Geoffrion, si vous avez un complément de réponse, s'il vous plaît.

**M. Brassard:** Les deux autres, les Cris, les deux leaders cris?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Le bureau de M. Mercredi m'a dit qu'on aurait une confirmation officielle de son intention d'apparaître devant la commission, qu'il ne pourrait pas être disponible avant la fin janvier, d'une part, et que sa lettre contiendrait quelques conditions qui lui rendraient son apparition devant la commission acceptable, entre autres, d'être accompagné par certains chefs des premières nations. J'attends la lettre de confirmation du Conseil des premières nations normalement cette semaine. Ça va être, je l'espère, un peu plus clair. Avec son bureau, on a parlé de la première ou de la deuxième semaine de février, effectivement, pour essayer d'arranger les...

**M. Brassard:** De M. Diamond et de M. Coon-Come, pas de réponse?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Les premières discussions qu'on a eues avec leur bureau... On nous a confirmé leur intention de venir. Ils éprouvaient des problèmes de calendrier. Je suppose que le fait que, disons, l'agenda soit plus clair pour M. Mercredi va aider les deux autres à s'éclaircir là. Il est possible qu'ils accompagnent M. Mercredi. Je pense qu'ils sont en train de...

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. C'est très difficile de savoir exactement où on en est avec ça, là-dessus. D'abord, de parler directement à M. Mercredi, ça été à peu près impossible. Il y a un filtre autour de lui, un barrage là, qui est absolument impénétrable jusqu'à aujourd'hui. C'est assez difficile avec les autres chefs aussi mais on continue les efforts là, pour autour, disons, février, les recevoir.

**M. Brassard:** S'ils ne veulent pas venir, qu'ils le disent. Parce qu'il me semble, c'est drôle, je les vois souvent un peu partout sur toutes sortes de tribunes, leur agenda leur permet ça. Je ne comprends pas que ce soit si difficile de venir devant cette commission et qu'ils repoussent constamment la date de comparution en 1992, quelque part en 1992. Moi, je pense que c'est inconvenant. Il y a trop de thèses qui circulent et qu'ils expriment un peu partout, sur toutes les scènes et toutes les tribunes. Je trouve ça anormal que ces thèses ne soient pas discutées ici même en commission.

**Le Président (M. Bélanger):** Absolument. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président, on est d'accord avec le député de Lac-Saint-Jean. Je pense que c'est nécessaire qu'on puisse avoir une réponse définitive de la part des chefs autochtones pour venir ici devant la commission. J'entendais tantôt M. Geoffrion nous dire que probablement, moyennant certaines conditions, ils viendraient devant la commission. Mais elles sont quoi ces conditions-là qu'aimeraient avoir ces personnes?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** On m'a dit que cette semaine on recevrait au secrétariat une lettre qui confirmerait la présence de M. Mercredi et expliciterait ces conditions-là. La seule qui a été soulevée avec moi au téléphone était la présence d'autres chefs des premières nations avec M. Mercredi.

**Le Président (M. Bélanger):** Ils vont probablement demander la traduction, c'est-à-dire, qu'ils vont s'exprimer dans leur langue autochtone. Là-dessus, il n'y a aucun problème, sauf que ça ne court pas les rues les traducteurs pour ces langues-là et mon montagnais n'est pas très à point. Le cri, c'est encore pire.

**M. Maciocia:** M. le Président, peut-être que la commission pourrait s'organiser pour donner satisfaction dans ce sens-là et de les avoir ici devant nous, mais aussi, on parlait tantôt de Diamond et Coon-Come. Il faudrait, M. le Président, par l'entremise du secrétariat, entrer encore en contact et voir quand ils sont disponibles à venir devant la commission.

**Le Président (M. Bélanger):** On va faire une relance encore plus vigoureuse à ce niveau-là. Madame.

**Mme Caron:** M. le Président. Au niveau des conditions, parce que la liste peut s'allonger au fil des semaines, est-ce que cette liste de conditions sera soumise aux membres de la commission?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. On ne fera peut-être pas une réunion, dépendant des délais qu'on aura, mais les deux côtés vont être contactés pour avoir vos réactions là-dessus. Soyez assurée de ça. Mais pour plus d'efficacité, il est possible qu'on n'en traite pas ici. Donc, ce sujet étant écoulé, il y aurait des petits points. D'abord, est-ce qu'il y a des remplacements aujourd'hui?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, M. le secrétaire. M. Gobé (Lafontaine) remplace M. Benoit (Orford), si vous permettez et M. Marcl (Salaberry-Soulanges) remplace M. Chagnon (Saint-Louis).

**M. Brassard:** Une dernière petite chose, une dernière question.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Brassard:** Récemment, je pense qu'il y a une dizaine de jours, M. Geoffrion, secrétaire, nous avait demandé si nous étions d'accord pour que le Conseil économique du Canada, et en particulier sa présidente, Mme Maxwell, puisse venir comparaître devant la commission. Je sais que nous, notre réponse, en tout cas de ma formation politique, ça a été oui, et le plus vite possible étant donné que c'était dans les journaux. Le rapport était dans les journaux, donc c'était d'actualité et j'avais donné mon assentiment à ce que Mme Maxwell vienne devant la commission. Et puis, normalement, ça devait avoir lieu cette semaine. J'aimerais savoir pourquoi ça n'a pas fonctionné.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le secrétaire.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Les premières indications qu'on avait eues officieusement du conseil nous laissaient croire... En tout cas, certains membres auraient aimé pouvoir venir rapidement devant cette commission. Finalement, il semble que la direction du conseil juge plus approprié de venir seulement à la mi-janvier. Donc, la réponse que nous avons à ce moment-ci c'est que le Conseil économique du Canada est intéressé à paraître devant la commission et il lui serait possible de le faire vers la mi-janvier.

**M. Brassard:** Ce qui me fait dire, M. le Président, qu'on est toujours un peu, d'une certaine façon, déphasés par rapport à ce qui se débat dans la société. Là, on avait un élément important de l'actualité qui était un rapport très controversé – c'est le moins qu'on puisse dire – du Conseil économique du Canada. Ça aurait été intéressant que la commission s'inscrive dans cette réalité et dans ce débat-là. On ne peut pas le faire. Même chose pour les autochtones.

Je trouve ça frustrant. Je vous le dis, je trouve ça un peu frustrant que des débats se déroulent dans la société sur toutes les scènes, les tribunes, et que la commission soit dans l'incapacité de s'inscrire dans ces débats-là.

(15 h 45)

**Le Président (M. Bélanger):** On vit la même frustration que vous. On aurait voulu réagir dans les meilleurs délais. On a essayé mais on est tributaire des délais que les gens qui sont invités nous donnent. Alors, si le conseil a manifesté son intérêt à venir, oui mais juste en janvier, je pense, comme disait M. le secrétaire général. On n'y peut rien. Comme je ne peux pas les convoquer par subpoena, je ne peux pas les obliger, malheureusement. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Je voudrais quand même faire part au député de Lac-Saint-Jean que nous aussi nous avons donné l'accord tout de suite pour que le Conseil économique vienne devant la commission. On croyait, nous aussi, qu'il viendrait avant la fin du mois parce que, d'après les informations qu'on avait eues de M. Bergeron, il était probablement intéressé à venir tout de suite. Je me pose moi aussi des questions. Quelles sont les raisons qu'il a données pour ne pas venir tout de suite mais venir, par exemple, en janvier et, probablement, que ça peut être février ou mars.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Non, ils sont sérieux, je pense, quant à leur disponibilité en janvier. Mme Maxwell m'a expliqué que le Conseil économique fait une tournée pancanadienne. Elle devait commencer la semaine dernière, je crois, et déjà ils avaient pris des engagements avec plusieurs organismes provinciaux, ce qui, en termes de disponibilité, les menait à la mi-janvier.

**M. Maciocia:** Est-ce que vous ne croyez pas... Excusez-moi, M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Maciocia:** Est-ce que vous ne croyez pas, étant donné qu'il a traité justement du Québec dans ce rapport-là, spécifiquement, que ça n'aurait pas été plus raisonnable qu'on l'ait en premier ici au Québec pour expliquer les raisons, ou répondre aux questions qu'on avait à poser, et après continuer dans le reste du Canada?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Disons que j'ai défendu du mieux que je pouvais auprès de Mme Maxwell l'idée de venir rapidement au Québec.

**Une voix:** On n'a pas eu de succès.

**Le Président (M. Bélanger):** ...plus de

succès.

**M. Maciocia:** Est-ce que vous allez nous mettre au courant, avec une date précise, quand le Conseil économique du Canada viendra devant la commission? On aimerait quand même, M. le Président, savoir exactement la date pour nous préparer en conséquence, parce que, là, il faudrait quand même être sûr de la date à laquelle il va paraître devant la commission.

**Le Président (M. Bélanger):** On a une date...

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** C'est l'objet de la réunion de travail de la semaine prochaine: essayer de finaliser du mieux qu'on peut...

**Le Président (M. Bélanger):** Finaliser ces dates-là.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** ...le calendrier des travaux jusqu'en mars.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, on devrait avoir ces dates-là, enfin, on travaille très fort là-dessus, mais vous comprenez qu'on a le même intérêt que vous aussi là-dessus. On essaie au maximum de nos possibilités, avec les moyens que nous avons, de faire les pressions pour que ces gens-là viennent dans les meilleurs délais, au moment où c'est d'actualité et aussi pour corriger certaines choses, ou en tout cas rétablir, questionner certains aspects de leurs travaux. Malheureusement on est tributaire du moment où ils peuvent venir, parce qu'on sait que la commission n'a pas le pouvoir d'envoyer des subpoenas ou de faire obligation de comparaître. Donc. Et au tarif qu'on paie!

**M. Maciocia:** Elle a cette possibilité mais je ne pense pas que ce soit dans l'intérêt de la commission de le faire.

**Le Président (M. Bélanger):** Je ne me verrais pas le faire dans ce cas-là. Alors, je vous remercie.

Ceci étant terminé, je voudrais saluer un groupe de parlementaires de l'Ontario, qui sont membres d'un comité spécial sur le rôle de l'Ontario dans la Confédération. Alors, messieurs et mesdames de l'Ontario, vous êtes les bienvenus. It is a very warm welcome to our works today. We are very pleased to see you here.

Sans plus tarder, je voudrais passer à notre invité d'aujourd'hui, M. François Crépeau. Je vous ferai grâce de la lecture du curriculum vitae de M. Crépeau. Bien qu'il soit un jeune homme, il a été fort actif et fort occupé dans sa carrière jeune. Il a un curriculum vitae qui en fait état d'une façon assez convaincante. M. Crépeau a accepté aujourd'hui de nous entretenir sur les problèmes des statuts d'immigrants et de réfugiés dans l'hypothèse d'un Québec souverain:

qu'est-ce qui pourrait ou ne pourrait pas arriver? Donc, M. Crépeau, nous vous écoutons avec beaucoup d'attention.

### Exposé de M. François Crépeau

**M. Crépeau (François):** Merci, M. le Président. M. le Président, Mmes et MM. les députés, votre commission m'a demandé un rapport précisément sur les obligations internationales d'un Québec souverain en matière d'immigration – plus que sur le statut des immigrants et des réfugiés dans l'hypothèse de la souveraineté, ce qui est une nuance importante dans le champ que j'avais à étudier. Suite aux recherches que j'ai entreprises pour répondre à ce mandat, dans le temps limité qui m'était imparti comme à chacun, vous avez reçu copie d'une version préliminaire de mon rapport et la version définitive devrait être disponible vers la fin du mois.

Cet après-midi, je répondrai bien entendu, tout à l'heure, aux questions que vous voudriez bien vouloir me poser, dans les domaines qu'aborde mon rapport intérimaire, desquels je ne prétends pas être toujours spécialiste puisque ces matières couvrent à la fois l'extradition, l'adoption internationale, des questions fiscales et... que sais-je encore. Mais, au préalable, je voudrais mettre en relief ce qui m'apparaît être la question la plus difficile.

Tout d'abord, le champ du droit de l'immigration, entendu au sens large, est un champ épars au sens où il ne connaît pas de principe, de texte unificateur. On le constate à la lecture de la table des matières de mon rapport. Il s'agit, bien entendu, de traiter d'abord de ce qu'on appelle la politique d'immigration, au sens étroit. Ce qu'on pourrait appeler plus précisément la politique migratoire, c'est-à-dire les principes et mécanismes permettant de sélectionner des étrangers désireux de s'installer temporairement ou définitivement sur notre sol. Sélection qui se fait en fonction de critères fondés sur l'intérêt que présente leur venue pour notre pays: enrichissement financier, professionnel, culturel, démographique. La logique est celle de l'enrichissement.

Il s'agit aussi, pour le droit de l'immigration au sens large, de traiter des mécanismes d'entrée et de séjour des étrangers – touristes, étudiants, diplomates, immigrants de toutes sortes – sur notre sol. Ça comprend les formalités d'entrée, la documentation requise pour entrer, les moyens de contrôle des entrées et des sorties du territoire, la réglementation du séjour et les moyens de renvoi du territoire. Il s'agit encore, pour le droit de l'immigration, de traiter de la condition sociale de l'étranger en sol québécois: sa situation administrative, ses droits aux diverses prestations sociales qui peuvent lui être attribuées.

Le droit international, dont j'avais à me préoccuper, s'intéresse très peu à la politique

d'immigration – le premier point dont je parlais tout à l'heure. En vertu du principe de souveraineté territoriale, chaque État est libre d'admettre qui bon lui semble sur son territoire, et d'en déterminer les critères. La politique migratoire est fondée sur une volonté politique interne de l'État qui admet, sur des intérêts particuliers au pays d'accueil, et ce pays en est le seul juge.

Le droit international s'intéresse déjà plus aux mécanismes d'entrée et de séjour des étrangers sur le territoire d'un État d'accueil. Il existe, par exemple, des accords de dispense de visa qui permettent des séjours de courte durée sans visa, accords bilatéraux entre deux pays. Il existe aussi des accords de réadmission qui permettent d'ajuster les procédures de renvoi des étrangers. Il en existe un, entre autres, entre le Canada et les États-Unis. Il existe encore des accords d'emploi de travailleurs saisonniers qui permettent à des étrangers de venir participer à des travaux agricoles en territoire canadien; et on me dit que le ministère de l'Agriculture du Québec a développé une expertise dans ce domaine. On peut encore signaler l'Accord de libre-échange canado-américain qui prévoit des dispositions spécifiques pour faciliter les séjours de gens d'affaires d'un pays dans l'autre, et réciproquement. On signalera, enfin, l'accord d'immigration France-Québec qui doit permettre à un plus grand nombre de ressortissants français de venir s'installer temporairement ou définitivement au Québec; et, encore une fois, on me dit que cet accord a donné des résultats depuis deux ans qu'il est en vigueur.

De même, le droit international bilatéral – on est toujours dans le bilatéral – s'est préoccupé de diverses questions touchant à la condition sociale des étrangers, en territoire canadien ou québécois. On a des accords Canada avec d'autres pays, et des accords entre le Québec et d'autres pays, des ententes, permettant le bénéfice réciproque de la sécurité sociale. On a également des accords, entre le Canada et l'étranger, destinés à éviter la double imposition de ceux qui ont des revenus dans les deux États. On a également un accord Québec-France dans ce domaine. On a des accords de dispense de frais de scolarité; des accords entre le Québec et un nombre important de pays, qui permettent à des étudiants étrangers de bénéficier des frais de scolarité ordinaires. Il y a des accords permettant aux personnes à charge des diplomates de travailler ou encore passer par le Canada, et il y a enfin des accords facilitant les processus d'adoption internationale. Tout cela touche la question de l'immigration car il s'agit de la venue ou de la condition des étrangers au Canada et au Québec.

Dans tous ces cas, il s'agit de mettre en oeuvre des obligations internationales contractées lors de la conclusion de traités ou d'arrangements bilatéraux, parfois plurilatéraux, accordant aux ressortissants de l'État cocontractant, sur



notre territoire, des droits et privilèges que cet État, par réciprocité, va accorder à nos ressortissants sur son territoire.

Ces accords bilatéraux techniques relèvent, comme la politique migratoire qui était le premier point dont je parlais, de la volonté politique des États cocontractants qui mesurent leur intérêt immédiat. C'est une négociation fondée sur l'intérêt réciproque et il peut être mis fin à ces obligations suite à un préavis si elles deviennent contraaires à nos intérêts. On est dans le domaine du bilatéral.

Le droit international universel multilatéral s'intéresse par contre de diverses manières aux étrangers. Dans notre rapport, nous en avons relevé trois, trois domaines: le droit international du travail, la protection des droits et libertés de chacun d'entre nous, de tout un chacun y compris les droits et libertés des étrangers, et la protection internationale des réfugiés.

Le droit international du travail s'occupe principalement de la protection du travailleur étranger par, essentiellement, l'interdiction de la discrimination au plan des salaires, des conditions de travail, de la sécurité sociale, etc. Sommairement, il applique la règle: à travail égal, conditions sociales égales. Le droit international du travail est un droit complexe dont je ne suis pas un spécialiste. Le Québec pourra succéder aux conventions ratifiées par le Canada et pourra également vouloir accéder à d'autres conventions de l'OIT, de l'Organisation internationale du travail, qu'il pourrait trouver dans ses intérêts de ratifier.

Le droit, ce qu'on appelle le droit international des droits de l'homme, des droits et libertés de la personne – composé essentiellement de la Déclaration universelle des droits de l'homme, des pactes internationaux sur les droits civils et politiques et sur les droits économiques, sociaux et culturels ainsi que de diverses autres conventions importantes sur la torture, sur le génocide, sur la discrimination raciale, etc. – protège tout individu contre les violations de ses droits et libertés, tout individu sur le territoire d'un État partie à ces instruments, c'est-à-dire aussi, sauf exception – il y en a – les étrangers sur ce territoire.

La protection n'étant pas généralement ici spécifique aux étrangers, sauf pour ce qui concerne les garanties entourant l'expulsion qui figurent dans ces instruments internationaux, je ne m'y attarderai pas trop. Il y aura probablement d'autres invités qui vous parleront des garanties des droits et libertés dans un Québec souverain. Le droit international des réfugiés, troisième élément du droit international universel, pour ce qui nous concerne, constitué essentiellement de la convention de Genève de 1951 et du protocole de New York de 1967, a construit une structure juridique protectrice des étrangers qui ne peuvent revendiquer la protection d'aucun État. C'est l'objectif essentiel, ceux qu'on a

appelés les étrangers absolus.

Pour se prémunir contre l'arbitraire des autorités d'un État d'accueil, l'étranger normal, entre guillemets, peut toujours faire appel à la protection diplomatique, téléphoner à son ambassadeur ou à son consul pour utiliser le levier politique que représente la protection diplomatique et faire respecter ses droits. Le réfugié et l'apatride, le réfugié essentiellement, n'en bénéficient pas et sont a priori à la merci du bon vouloir des autorités de l'État d'accueil.  
(16 heures)

Dans ma courte intervention de cet après-midi, je me propose de traiter essentiellement de ce dernier cas, la protection des réfugiés, pour deux raisons. D'une part, contrairement au droit international bilatéral, expression des intérêts négociés des États contractants, l'application par les États du droit international universel découle de la volonté de la communauté internationale. Les États y adhèrent mais l'impulsion de départ est donnée par la communauté internationale. Ce sont souvent pour les États des obligations contraignantes et ils s'y soumettent parfois difficilement, particulièrement lorsqu'elles vont à l'encontre de leurs intérêts immédiats et qu'ils peuvent difficilement les dénoncer, face à l'opinion publique internationale; premier point.

Deuxième point, la question des réfugiés est celle qui risque de causer, dans les années à venir, le plus grand nombre de problèmes et de remises en cause. En effet, c'est une constatation que beaucoup de gens font: aucune démocratie n'est possible sans développement et aucun développement, sans démocratie. Et les États occidentaux n'ont pas l'air de vouloir faire en sorte que la situation économique des États en développement s'améliorent. Ils n'ont pas l'air de comprendre que, sans une aide importante qui n'est pas que financière, ces États risquent de rester dans les cercles vicieux, économiques et sociaux dans lesquels ils se trouvent, avec le cortège de troubles politiques, de troubles sociaux et la fuite de personnes, de situations difficiles à vivre. On en a eu l'exemple, l'an dernier, lors de la guerre du Golfe, quand on a eu presque 1 500 000 réfugiés irakiens qui ont fui l'Irak en six semaines – ce qui était l'exode le plus rapide de toute l'histoire du haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés – en quantité. On a actuellement la situation un peu explosive du glacis soviétique en décomposition. La Yougoslavie en est un exemple que l'on n'espère pas précurseur, mais on ne peut pas s'empêcher d'y penser. Et en tout cas, les autorités européennes, depuis au moins deux ans, craignent des vagues importantes de réfugiés venant d'Union soviétique.

Dernier exemple tout récent: la réaction des autorités américaines, ces derniers jours, face aux réfugiés haïtiens. Les Américains ont décidé de renvoyer chez eux des réfugiés haïtiens, peut-être à bon droit, peut-être que non. Je veux

dire, je ne peux pas juger dans l'individualité des cas. Et, en même temps, ils critiquaient Hong Kong de faire la même chose avec les réfugiés vietnamiens. Et on avait là l'illustration un peu terrible des incohérences et des incertitudes des politiques occidentales, face aux réfugiés depuis 10 ans. Incohérence et incertitude fondées sur la collision un peu de la conscience de la responsabilité occidentale dans ces questions-là et, en même temps, des intérêts immédiats des pays occidentaux.

Je souhaite donc affirmer que le Québec doit se doter, un Québec souverain doit se doter d'une politique d'accueil des réfugiés, c'est-à-dire de normes et d'institutions qui lui permettent de mettre en oeuvre les obligations internationales qu'il assumera en tant qu'État souverain. Je ne doute pas en effet qu'un Québec souverain adhèrera à la convention de Genève de 1951 et au protocole de 1967, ainsi qu'aux autres instruments plus accessoires. La convention de 1951 et le protocole de 1967 ont été signés ou ratifiés par plus d'une centaine de pays sur les 160 que comptent les Nations Unies; ils représentent un engagement fondamental en faveur de la protection des droits et libertés de chacun et, particulièrement et singulièrement, des plus démunis. Et ils représentent un engagement en faveur de la démocratie dans les pays d'origine de ces réfugiés.

L'accueil des réfugiés est un acte pacifique qui pose néanmoins implicitement un jugement sur la protection des droits et libertés dans le pays d'origine, le pays de provenance. Cet engagement, en faveur des réfugiés par la signature et la ratification de la convention de 1951 et du protocole de 1967, serait d'ailleurs tout à fait conforme à la politique et à la pratique québécoise depuis au moins deux décennies, puisque le Québec a entre autres ratifié les pactes, adhéré aux pactes Internationaux pour ce qui concerne ses compétences constitutionnelles. Il s'agirait de poursuivre dans la même voie lorsque le Québec aura acquis la plénitude de la souveraineté internationale.

Cette politique québécoise d'accueil des réfugiés comportera deux volets. D'une part, le Québec participera, comme il le fait déjà, aux opérations de réinstallation de réfugiés installés provisoirement dans des pays de premier accueil; ce sont ceux qu'on appelle, entre guillemets, les "réfugiés officiels", ceux qui sont, actuellement, sélectionnés souvent dans des camps de réfugiés par les autorités canadiennes et québécoises. La poursuite de cette politique est commandée par l'obligation qui est faite aux États membres de la convention – aux États signataires de la convention – de collaborer avec le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, dans l'exercice des fonctions du haut-commissaire qui comprennent, entre autres, la recherche de solutions permanentes, dont la réinstallation dans des pays comme le Québec, le Canada, les États-

Unis, etc.

En pratique, cette politique d'accueil de "réfugiés officiels", entre guillemets, est un élément clef de l'équilibre de la politique d'immigration. Puisque ces réfugiés sont choisis en fonction de critères qui sont en partie ceux de la politique d'immigration – en particulier le critère de la capacité d'intégration dans la société québécoise – et des possibilités de garanties financières que l'on retrouve dans la loi québécoise. Ce ne sont pas des critères obligatoires mais ce sont des critères incitatifs à l'accueil de ces réfugiés.

Donc, ce premier volet de la politique québécoise d'accueil des réfugiés est – et c'est d'ailleurs très louable – fondé essentiellement sur la volonté politique des autorités québécoises qui en contrôlent les tenants et les aboutissants en fonction de leurs intérêts immédiats. Je parle pour l'avenir; actuellement, c'est la politique canadienne qui... Ce volet existe déjà et je salue, d'ailleurs, la volonté du gouvernement de poursuivre dans cette voie, volonté manifestée dans l'énoncé de politique sur l'immigration, paru l'an dernier. Je ne m'y attarderai pas plus que ça. Je voudrais surtout parler de la politique d'accueil des réfugiés qui se présentent spontanément, qui me paraît être le problème le plus difficile. Le Québec devra se doter d'une telle politique. Il pourra le faire en adoptant provisoirement – en recevant, en termes de droit constitutionnel – le système canadien actuel, quitte à se doter par la suite d'institutions propres. Il pourra également adopter des institutions propres au jour de sa souveraineté. Ce second volet, qui n'existe pas encore en droit québécois, découle des seuls engagements internationaux du Québec, au jour de sa souveraineté. Et c'est sur celui-ci que je vais me pencher brièvement.

La protection internationale des réfugiés est fondée sur une très ancienne tradition d'asile, elle-même issue de la grande loi morale d'hospitalité qu'on retrouve dans toutes les civilisations. L'asile est un attribut de souveraineté territoriale. Un État jouit d'une entière liberté, parfaitement discrétionnaire, dans l'octroi, le refus ou le retrait de l'asile. Cet asile souverain s'est avéré insuffisant pour faire face aux déplacements massifs de population qu'a connus notre siècle: révolution russe, génocide arménien, réfugiés du nazisme, etc.; et on a cherché une réponse collective, une coordination pour répondre aux besoins de ces gens qui se déplaçaient. On a créé ainsi le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, en 1950, après d'autres institutions, et on a adopté, en 1951, la convention de Genève sur le statut des réfugiés. Cette convention de Genève comporte une définition du réfugié, définition que je rappellerai: Le réfugié est une personne qui est hors de son pays, qui craint avec raison des persécutions, fondées sur la race, la religion, la nationalité, l'appartenance à un groupe social ou les opinions politiques et

qui ne peut, ou, du fait de sa crainte, ne veut se réclamer de la protection de son pays d'origine. Donc, être hors de son pays, craindre avec raison la persécution, cinq causes et ne pas pouvoir ou vouloir demander la protection de son pays.

Cette définition est remarquable en ce sens qu'elle est universelle. Elle se distingue des définitions antérieures – dans les années vingt et trente – qui visaient des personnes spécifiquement désignées en vertu de critères ethniques ou géographiques: On parlait des Arméniens, des Russes, etc. En effet, il est universel, toute personne peut prétendre être un réfugié. Vous, moi, n'importe qui, dans n'importe quel pays. En effet, aucun pays, si démocratique soit-il, n'est à l'abri de bavures en matière de droits et libertés, comme on les appelle, voire même de dérapages institutionnels qui s'avéreraient contraires au droit international des droits et libertés et pourraient constituer des persécutions.

Selon la définition de 1951-1967, convention et protocole, toute personne peut être réfugiée si elle remplit les conditions de la définition et dès qu'elle remplit les conditions de la définition. Un problème est né. Cette définition a posé un problème du fait de la différence des conditions de l'environnement international entre 1951, date de son adoption, et aujourd'hui. Au début du fonctionnement de la convention et durant presque trois décennies, le temps entre l'entrée d'un réfugié et sa reconnaissance dans un pays d'accueil est, pour l'essentiel des pays européens, relativement court; le nombre des réfugiés arrivant spontanément est faible sauf en cas de crise européenne majeure. Il y a eu la crise hongroise en 1956 et la crise tchécoslovaque en 1968, etc. Il a fallu attendre les années soixante-dix pour que les nombres commencent à augmenter de façon importante et que l'origine géographique se diversifie. Et la décennie 1980 a été celle du changement de perspective.

Les nombres, dans les années quatre-vingt, de revendicateurs du statut de réfugié, comme on les appelle ici, de demandes spontanées, et la diversification de leur provenance en raison de la facilité des voies de communication ainsi que de la présence dans les sociétés occidentales de communautés culturelles susceptibles d'aider leurs compatriotes ont provoqué un engorgement des instances de reconnaissance du statut de réfugié, qui n'avaient ni les moyens matériels ni la compétence pour gérer cette nouvelle donne. Elle ne savaient pas le faire. Les gouvernements dans la plupart des pays occidentaux – ce n'est pas spécifique au Canada et au Québec – n'ont pas voulu régler rapidement le problème. C'était financièrement coûteux en période de pénurie budgétaire. C'était politiquement sensible. Il y avait parallèlement à ça une certaine montée de la xénophobie, particulièrement en Europe. C'était électoralement peu payant puisque les intéressés, demandeurs d'asile, ne sont pas des

électeurs et que les électeurs n'étaient pas intéressés par les demandeurs d'asile. Bien souvent les premières réactions gouvernementales ont été répressives, c'est-à-dire inadéquates et à terme, inefficaces. Les méthodes répressives n'empêchent pas les gens de fuir. Et les gouvernements ont attendu des situations catastrophiques: délais de décision exagérés, arriérés considérables, avant de réagir véritablement et de s'adresser au noeud du problème. Ce constat est valable pour la grande majorité des pays occidentaux, le Canada a attendu plutôt plus longtemps que les autres mais sa réaction finale, la réforme de 1989, n'était pas une mauvaise réforme. Elle comporte beaucoup de défauts mais elle répondait, contrairement à beaucoup d'autres réformes occidentales, au noeud du problème qui était d'entendre ces personnes.

Ce hiatus qui se crée dans les années quatre-vingt fait émerger une nouvelle catégorie de personnes. En 1951, on avait décidé qu'il y avait les réfugiés et les autres. Dans les années quatre-vingt, on voit apparaître ce qu'on a appelé les demandeurs d'asile. Au Canada, on les a appelé les revendicateurs du statut de réfugié. Ce sont les personnes qui ont demandé le statut de réfugié mais qui n'ont pas encore été reconnus par les autorités de l'État d'accueil. Cette catégorie, demandeurs d'asile, revendicateurs du statut de réfugié, n'existe pas en droit international. En droit international, on est un réfugié dès qu'on remplit les conditions de la définition, ce qui peut survenir au moment où on franchit la frontière de son pays d'origine. La reconnaissance administrative par l'État d'accueil n'est jamais un critère de la condition de réfugié. (16 h 15)

Si les États occidentaux, généralement, dans leur ensemble, ont voulu distinguer politiquement entre ceux qu'ils ont reconnu et ceux qui attendent encore, c'était généralement pour n'accorder à ces derniers, à ceux qui attendent, que des droits limités. Prenons acte du nombre des demandes et des longs délais de décision. Ils voulaient à la fois limiter les dépenses publiques que faisaient encourir à l'État le nombre de ces demandeurs d'asile et, en même temps, envoyer un message dissuasif à l'égard, envers ceux qui pourraient vouloir venir sur leur territoire. Le risque est alors de violer les obligations conventionnelles. Par exemple, prenons le cas allemand. Comment justifier, sans invoquer sa propre turpitude d'âge latin, que l'on a refusé le droit au travail à quelqu'un pendant plusieurs années, deux ans, trois ans, quatre ans, plusieurs années qu'a pu durer la procédure de reconnaissance du statut de réfugié? si il est, finalement, reconnu réfugié. Pendant cinq ans, nous avons refusé à un réfugié, qui était réfugié depuis le moment où il avait quitté son pays, dans l'exemple que je choisis, un droit qu'on devait lui garantir en vertu de la convention de 1951, et du fait de notre seule incapacité administrative à gérer la

question. Heureusement, ce cas de figure ne se pose pas au Québec, actuellement, le cas du refus du droit au travail, et je souhaite qu'il ne se pose pas à l'avenir. Il s'est posé au printemps en France, les demandeurs d'asile n'ont plus le droit de travailler en France depuis le printemps. Ça n'est pas une hypothèse farfelue.

La résolution de cette impasse est le retour à une unité conceptuelle, dans le domaine du droit des réfugiés, repose donc sur une procédure, sur l'existence d'une procédure de reconnaissance du statut de réfugié juste, rapide et efficace. La convention de 1951 est silencieuse sur la question des normes à appliquer en matière de reconnaissance du statut de réfugié. Pour des raisons historiques, le mécanisme de reconnaissance a été confié à la responsabilité des États. Mais la rédaction même de la convention de 1951 exige la mise en oeuvre d'une procédure de reconnaissance, sauf pour l'État d'accueil, à accepter tout le monde, ce qui n'est pas envisageable. Le HCR a posé dans sa pratique, et conseillé en cela par le comité exécutif du programme du HCR, qui regroupe une quarantaine de pays dont le Canada, principalement des pays donateurs, le HCR a posé un certain nombre de conditions que les procédures de reconnaissance du statut de réfugié doivent remplir. J'ai reproduit ces conditions dans mon rapport. Vous pourrez les voir. Il y a une liste de conditions, de procédures permettant de garantir qu'un réfugié sera entendu convenablement.

Un élément essentiel de toute procédure de reconnaissance est cependant indiqué par la définition même du réfugié dont l'universalité – je disais tout à l'heure que cette définition est une définition universelle – est fondée sur le principe d'individualité. Tout individu peut remplir les conditions de la définition du réfugié. Ce qui compte alors, ce sont les circonstances individuelles de la cause, de la demande et non la situation générale du pays d'où elle provient ou la jurisprudence habituelle sur ce type de demande. Ce qui compte, ce sont les faits précis qui sont mis de l'avant par le revendicateur.

Pour que l'on puisse savoir si cette personne est ou n'est pas un réfugié, il faut s'assurer que cette personne puisse être entendue sur le fond de sa demande avant qu'une décision soit prise, et particulièrement avant qu'une décision soit prise sur son éventuel renvoi du pays, renvoi sur des frontières potentiellement dangereuses. Cette audition au fond de sa demande doit être entourée de toutes les garanties procédurales possibles. On peut lister ainsi l'assistance d'un avocat ou d'un conseil, l'assistance d'un interprète qualifié, un temps de préparation suffisant pour la demande. On peut exiger également que les personnes qui entendent la demande soient compétentes, qu'elles connaissent la situation du pays, par exemple. Et on doit également exiger la disponibilité d'un recours au fond, en cas de décision négative. Ces

conditions sont celles qui sont proposées par le HCR et je n'invente rien.

Il faut se rappeler ici toujours – c'est l'idée fondamentale de la protection internationale des réfugiés – que ce qui est en cause, le cas échéant, c'est la vie ou la liberté de l'individu. Et on peut difficilement prendre le risque d'une erreur. En ce sens, les réfugiés ne sont pas des immigrants. La politique d'accueil des réfugiés spontanés n'est pas une politique d'immigration, n'est pas une politique migratoire. La logique de l'enrichissement par l'immigration et la logique de la protection des réfugiés qui viennent frapper à notre porte, différent, voire même s'opposent à court terme. L'accueil des immigrants relève de la seule volonté des États, qui peuvent le moduler selon les besoins de la conjoncture et selon leurs intérêts. L'accueil des réfugiés qui se présentent spontanément est une manifestation de solidarité internationale à caractère quasi obligatoire en vertu des engagements souscrits au moment de l'adhésion à la convention de 1951 et au protocole de 1967. Cet accueil est souvent contraire aux intérêts immédiats des États, on l'a vu. On a vu la réaction des opinions publiques face à l'entrée de plusieurs milliers, voire dizaines de milliers de revendicateurs du statut de réfugiés. Et cet accueil n'est pas modulable: on ne peut pas décider du nombre de demandeurs d'asile spontanés. L'accueil des réfugiés spontanés se manifestera même généralement plus souvent lorsque la conjoncture est défavorable. Les mêmes causes entraînent les mêmes effets: quand l'Occident éternue, c'est toute la planète qui s'enrhume. Quand ça va mal chez nous et que ça va encore plus mal dans les pays en voie de développement, bien souvent, il y a des troubles politiques et sociaux et des gens fuient en plus grand nombre.

À cet égard, je voudrais dire combien est décevante la partie concernant les revendicateurs du statut de réfugié dans le récent énoncé de politique du ministère des Communautés culturelles et de l'immigration du Québec. D'une part, il ne consacre que deux pages à cette question. Les revendicateurs du statut de réfugié représentent quand même, selon les années, plus ou moins le quart de l'immigration totale. Il est vrai que le traitement des demandes de statut de réfugié ne relève pas de sa compétence constitutionnelle. Ça reste quand même un domaine qui est important.

Deuxièmement, par le ton et les remarques des deux pages qui sont consacrées à cette question dans l'énoncé de politique, on voit l'optique dans laquelle le ministère envisage la question. L'énoncé démontre que des préoccupations d'immigration – proprement d'immigration – viennent colorer l'octroi de la protection aux réfugiés. Par exemple, l'énoncé insiste sur la volonté du ministère de – et je cite – "limiter le mouvement des revendicateurs du statut de réfugié aux cas réels de détresse". Fin de citation. Le ministère demande au gouvernement fédéral d'assurer un

meilleur contrôle aux frontières. Et l'énoncé regrette encore que les réalisations de la réforme de 1989, sur ces questions, contrôle aux frontières, limitation du nombre des revendications, ne soient pas sur ce point à la hauteur des attentes. C'est le ton de l'énoncé sur cette question.

Cet énoncé ne dit pas comment limiter le nombre des revendications du statut de réfugié. On suppose qu'il ne s'agit pas de mettre l'armée aux postes de frontière et dans tous les aéroports internationaux qui ont des communications avec le Québec pour empêcher ces gens de venir, sans les avoir entendus d'avance, et en empêchant de venir à la fois les réfugiés qui peuvent réellement avoir des craintes de persécution, de ceux qui seraient refusés au Québec. On peut supposer également que cet énoncé renvoie ici, quand il se plaint des attentes non réalisées de la réforme de 1989, à la possibilité prévue dans la loi fédérale, mais qui n'a jamais été mise en vigueur, de renvoyer les revendicateurs dans les pays tiers qu'ils ont traversés avant de venir au Canada. Mais d'une part, comment renvoyer ces personnes sans s'être d'abord mis d'accord avec les pays vers lesquels on veut les renvoyer, qui ne voudront peut-être pas les recevoir, qui en ont peut-être déjà trop à leur goût? Deuxièmement, comment renvoyer ces personnes – et là c'est une question de principe – sans s'être mis d'accord, avec ces États tiers vers lesquels on veut les renvoyer, sur les critères de reconnaissance du statut de réfugié et les normes devant régir la procédure de reconnaissance du statut de réfugié dans ces pays vers lesquels on veut les renvoyer?

On peut simplement signaler que la France, qui est un État démocratique avec lequel nous entretenons des liens privilégiés, n'accorde pas l'aide juridique pour préparer les demandes de reconnaissance du statut de réfugié et n'octroie pas le service d'interprètes qualifiés. Dans bien des procédures de reconnaissance du statut de réfugié en France, j'ai pu observer que le tribunal ne comprenait pas le demandeur et que le demandeur ne comprenait pas le tribunal. Tant que nous ne pouvons pas nous assurer du respect, par nos pays partenaires vers lesquels on voudrait renvoyer des réfugiés, des principes que nous jugeons essentiels à la mise en oeuvre de l'obligation internationale de protection des réfugiés, j'estime qu'il ne saurait y avoir de renvoi vers ces pays. Il faut d'abord se mettre d'accord sur le fond.

D'autre part, comment s'assurer que les demandeurs ne craignent pas des persécutions dans ces pays mêmes, pourtant démocratiques, globalement démocratiques, par lesquels ils sont passés et vers lesquels on veut les renvoyer, sans les avoir entendus préalablement au fond de leur demande? Les événements récents en Allemagne, où on a vu des bandes de "skinheads" agresser des revendicateurs du statut de réfugiés,

brûler des foyers où résidaient des revendicateurs du statut de réfugiés avec peut-être une incapacité de la police de mettre de l'ordre là-dedans, permettent de poser des questions. Quoi qu'il en soit, le ton de l'énoncé de politique montre qu'on envisage la question des revendicateurs du statut de réfugiés comme un problème alors que – j'ai demandé cet après-midi les statistiques: depuis le 1er janvier 1991 – 72 % des revendicateurs sont reconnus réfugiés. En 1990, les statistiques étaient de 77 % des revendicateurs qui étaient reconnus réfugiés. C'est certainement beaucoup plus que de nombreux contentieux dans notre société, beaucoup plus, par exemple, que le contentieux fiscal. Ça m'étonnerait que 80 % des particuliers qui contestent leur compte de taxes ou leur feuille d'impôt sur le revenu obtiennent gain de cause. Et pourtant il n'est pas question des restreindre le droit des contribuables à des procédures de recours. La question se pose un peu de la même manière et on voit que l'énoncé insiste beaucoup plus, ou donne l'impression d'insister beaucoup plus, sur ce quart approximativement de rejets que sur les 75 % d'acceptation et donc de protection octroyée, ce qui est l'objectif même de la procédure de reconnaissance du statut de réfugié dans l'exécution des obligations internationales de protection. Ce qu'il faut sans doute – et ici je rejoins tout à fait l'énoncé qui le dit un peu plus loin – c'est une procédure juste et efficace, certes, mais rapide pour éviter que les personnes qui n'ont pas droit au statut de réfugié aient le temps de s'installer durablement au Québec et que, par la suite, leur renvoi soit rendu problématique.

Donc, réfugiés et immigrants doivent être distingués. Des considérations de contrôle des étrangers aux frontières ne doivent pas interférer avec l'obligation de protection que nous avons. Nous avons intérêt à protéger nos frontières, mais nous sommes obligés de protéger les revendicateurs du statut de réfugiés, les réfugiés en général. On ne peut pas faire de distinction. Pour bien manifester cette distinction, et éviter que des objectifs et des critères d'immigration viennent interférer avec la mise en oeuvre des obligations internationales qui seraient celles du Québec au moment de l'acquisition de la pleine souveraineté internationale, j'ai une proposition à faire qui n'était pas encore dans le rapport intérimaire que j'ai déposé. Je proposerais que le processus de reconnaissance du statut de réfugié au Québec soit confié, soit au ministère de la Justice qui est responsable devant la population de la bonne administration de la justice et de la protection des droits et libertés de chacun, ou, alternativement, au ministère des Affaires étrangères d'un Québec souverain qui est responsable de justifier devant la communauté internationale du respect de nos obligations, de l'exécution de nos obligations internationales. Ça n'est rien de nouveau. En France, le processus de

reconnaissance du statut de réfugié relève du ministère des Affaires étrangères, et si je ne me trompe pas, en Suisse il relève du ministère de la Justice. Donc, ce n'est pas une proposition farfelue que je fais là.

(16 h 30)

Je voudrais conclure, donc, là-dessus, avec cette proposition, en rappelant une dernière fois – ça me paraît important de le rappeler sempiternellement – qu'un réfugié n'est pas un étranger qui cherche à améliorer ses conditions de vie et que l'on peut donc choisir à sa guise en fonction des intérêts qu'il représente pour notre économie ou notre démographie. Le réfugié est une personne qui a fui pour conserver sa vie ou sa liberté, et que nous avons le devoir de protéger. Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous vous remercions, M. Crépeau. Alors, M. le député de Lac-Saint-Jean, une première question.

**M. Brassard:** Bien d'abord, je voudrais vous remercier, M. Crépeau, pour votre contribution aux travaux de cette commission. L'étude que vous nous avez soumise, sur les obligations internationales d'un Québec souverain en matière d'immigration, est vraiment fouillée, une étude fouillée pour ne pas dire exhaustive sur toute cette question-là. Je pense que ça va nous être, sans aucun doute, extrêmement utile pour la suite des choses.

Vous avez beaucoup parlé de réfugiés. Je vous parlerai tout à l'heure plutôt d'immigrants, un aspect de votre rapport dont vous avez peu parlé lors de votre témoignage. Mais, pour ce qui est des réfugiés, si je vous comprends bien, le Québec, un Québec souverain serait, par voie déclaratoire, soumis à la plupart des ententes multilatérales concernant les droits humains, ou les droits de la personne. Mais aussi, si je vous ai bien compris, c'est le cas actuellement. Le Québec est déjà soumis à la plupart de ces ententes, et donc, en devenant souverain il lui suffirait par déclaration gouvernementale d'indiquer, d'exprimer qu'il continue d'être soumis à ces conventions, ou pactes, ou ententes multilatérales portant sur les droits humains ou les droits de la personne, et donc, aussi, forcément sur les réfugiés. Est-ce que je vous ai bien compris?

**M. Crépeau:** La succession d'État en matière de traités est une matière extrêmement complexe. Il y a certaines règles qui se dégagent. En matière de protection des droits et libertés, on considère généralement qu'il y a succession automatique. Donc, on peut partir de ce point de vue et le Québec pourrait probablement revendiquer une succession automatique. De toutes façons, ce que vous disiez est exact, le Québec s'est déjà déclaré lié par décret à plusieurs textes internationaux.

**M. Brassard:** Que vous avez mis en annexe.

**M. Crépeau:** J'ai mis en annexe les décrets. Il s'est déclaré lié à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; au Pacte international relatif aux droits civils et politiques; à celui relatif aux droits économiques, sociaux et culturels – il y a d'ailleurs une erreur dans l'annexe I, à ce point de vue; au Protocole du Pacte international sur les droits civils et politiques; à la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; à la Convention contre la torture; etc.

Donc, le Québec s'est déjà déclaré lié. Est-ce que, en acquérant la pleine souveraineté internationale, il changera de nature suffisamment pour rendre caduques ces déclarations d'adhésion? Je pense que c'est une question qui est très théorique et qui ne se posera pas en pratique, le Québec enverra, à tout événement, des instruments d'adhésion et de ratification au secrétaire général des Nations Unies en disant: À tout événement, si nous ne succédons pas, nous adhérons immédiatement et le problème sera réglé.

**M. Brassard:** Voilà. Là-dessus, je pense que ça m'apparaît très clair. Maintenant, j'aborderais la question des immigrants, bon. Parce que vous signalez, dans votre mémoire ou dans votre étude... Il est évident qu'à un moment donné, la loi 150 dit: Un an jour pour jour après un référendum positif où il y a une majorité qui, démocratiquement, accepte ou souhaite ou veut que le Québec devienne souverain, le Québec va devenir souverain. Et il y a des milliers de personnes qui, actuellement, sont en processus pour devenir citoyens canadiens et au moment où le Québec va devenir souverain, ça sera le cas, il y aura des milliers de personnes qui n'auront pas complété ce processus-là, qui seront en cours de processus.

Et forcément, leur choix, c'était de devenir citoyens canadiens. Là, se retrouvant dans un État du Québec souverain, ce que vous nous dites ou ce que j'ai cru comprendre, c'est que le Québec a tout intérêt, d'abord, à maintenir les règles du jeu, à ne pas bouleverser les règles du jeu, les éléments de ce processus, à les conserver tels quels, quitte à les changer par la suite. Mais dans un premier temps, les maintenir. Mais qu'arrive-t-il de ces milliers de personnes, puisqu'il est évident que même si on maintient les règles du jeu, même si on ne touche pas au processus, au bout du processus, ce sont des citoyens québécois qu'ils vont devenir et non plus des citoyens canadiens comme c'était leur intention au début?

Alors, qu'est-ce qui arrive de ces milliers de personnes? Est-ce qu'on leur demande, à chacune d'entre elles, leur choix, leur nouveau choix? Si c'est oui, bon bien alors, à ce moment-

là, le processus se poursuit puis ils deviennent des citoyens québécois à part entière, mais est-ce qu'ils peuvent refuser? Et à ce moment-là, ça m'amène un peu à vous demander ce que signifie... ce que vous voulez dire, dans le paragraphe de votre introduction, où vous dites... Ce n'est pas paginé, malheureusement...

**M. Crépeau:** Erreur de... Ça aurait dû être paginé.

**M. Brassard:** Ouais. Disons, à partir de l'introduction... la quatrième page de votre introduction, en milieu de page, vous dites: Il faudra également signaler que le Québec souverain, suite à son accession à la souveraineté, devra passer avec le Canada des accords portant, entre autres, sur les questions d'immigration, puisque cette accession à la souveraineté signifierait sans doute la création d'une citoyenneté québécoise distincte de la citoyenneté canadienne. Alors, qu'arrive-t-il de ces milliers de personnes? Est-ce qu'on leur permet de faire de nouveau un choix? Et qu'est-ce que vous entendez par cette négociation d'accords avec le Canada, portant sur ces questions d'immigration? Ce serait quoi, ces accords-là?

**M. Crépeau:** Bon, deux points préliminaires. La question que vous posez était en dehors de mon mandat puisqu'il n'y a pas d'obligation internationale s'appliquant à ce genre de situation et que, également, j'avais posé la question au moment où on m'a donné le mandat, je n'avais pas à traiter les questions de citoyenneté. Cependant, j'ai cru utile de signaler cela. Je peux vous donner comme ça mon opinion, je n'ai pas fait de recherches spécialement sur la question. Je pense que la réponse dépendra précisément d'un accord que le Québec, les autorités québécoises, les autorités canadiennes, pourraient passer sur la manière d'octroyer les citoyennetés respectives aux personnes qui le souhaitent en fonction de la résidence, en fonction de la naissance. Il y a là plusieurs critères qu'il faudrait marier.

Il y aura une loi québécoise sur la citoyenneté qui devra être votée, c'est évident, et il y aura, à ce moment-là, un accord entre le Québec et le Canada là-dessus. Je pense, sans avoir fait de recherches toujours sur la question, qu'il faudra respecter non pas les droits acquis, mais les attentes légitimes des immigrants qui se sont installés au Québec et qui souhaitaient avoir la citoyenneté canadienne et qui, éventuellement, voudraient pouvoir s'installer ailleurs au Canada, comme il faudra respecter la volonté de ceux de ces immigrants qui voudraient devenir citoyens québécois et demeurer au Québec. Ceci relèvera d'une loi québécoise à faire sur la citoyenneté, qui prévoiera une période transitoire donnant, je suppose, un choix aux personnes qui sont en cours de procédure. Ça comporte effectivement

un nombre important de personnes, plusieurs milliers comme vous le disiez. Cependant, sur cinq ans, la question devrait être résorbée puisqu'on a droit d'obtenir la citoyenneté au bout de trois ans de résidence permanente. Donc là, il y a des dispositions transitoires à prévoir, d'ordre technique, et qui résulteront d'un accord entre le Québec et le Canada sur le respect des citoyennetés respectives.

**M. Brassard:** Mais s'il n'y avait pas d'accord, qu'est-ce qui se produirait à ce moment-là?

**M. Crépeau:** S'il n'y avait pas d'accord, le Québec pourrait très bien voter une loi sur la citoyenneté, disant les personnes qui souhaitent... Toute personne... J'imagine qu'il y aura une liste de critères à énoncer, mais toute personne née au Québec et toute personne résidente au Québec à la date de la proclamation de la souveraineté – il y aura peut-être d'autres critères à ajouter, je n'en n'imagine pas actuellement – obtient la citoyenneté québécoise, sauf s'il la décline dans les deux ou trois ans, point. Ce qui n'empêche pas d'ailleurs le Canada de reconnaître ces personnes-là également comme citoyens canadiens, s'il le souhaite. C'est le genre de disposition instrumentale que l'on pourra formuler; il y a des spécialistes du droit de la citoyenneté qui pourront utilement conseiller le gouvernement à ce moment-là.

**M. Brassard:** Ce qui veut dire, à ce moment-là, que les immigrants qui sont en cours de processus, le processus continue pour qu'ils deviennent des citoyens québécois, à moins qu'ils ne souhaitent pas que ce processus continue. Donc, le processus s'arrête à ce moment-là et ils devront, soit retourner dans leur pays, soit choisir une autre terre d'immigration.

**M. Crépeau:** C'est ça. Ce qu'il faudrait, c'est que le Canada et le Québec puissent s'entendre pour que personne ne se retrouve entre les deux et qu'on ne crée pas d'apatridie précisément entre le Canada et le Québec. De toute façon, que chaque immigrant en terre canadienne encore puisse choisir entre l'une ou l'autre ou avoir les deux. Moi, je n'ai aucune objection à de doubles citoyennetés; certaines personnes le souhaitent. Si le Canada désire reconnaître la citoyenneté canadienne à toutes les personnes qui sont entrées au Canada avant la date de la souveraineté du Québec, si le Canada désire reconnaître la citoyenneté canadienne à tous ces gens-là, je ne trouverais pas ça aberrant et si le Québec veut reconnaître la citoyenneté québécoise à tous ces gens-là également, je ne trouverais pas ça aberrant non plus. Si on peut permettre à ces gens-là de décliner l'une ou l'autre, s'ils ne souhaitent pas obtenir l'une ou l'autre, ça me paraîtrait normal,

étant entendu qu'à partir de la date de la souveraineté, toute personne qui entre au Québec comme immigrante n'aurait plus que la citoyenneté québécoise au bout du compte parce que le Québec ne ferait plus alors partie du Canada. Donc, il y aura des dispositions transitoires à prévoir mais qui relèvent vraiment du droit de la citoyenneté dont je ne suis pas un spécialiste.

**M. Brassard:** Pour le moment, ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. J'aimerais également remercier M. Crépeau pour avoir soumis un mémoire à cette commission. Avant de vous faire part de certaines interrogations qu'a soulevées la lecture de votre texte, je voudrais relever deux passages de votre introduction. Vous soulignez qu'on...

**M. Crépeau:** Je signale qu'elle est encore provisoire. C'est un texte intérimaire que j'ai soumis.

**M. LeSage:** D'accord. Vous soulignez combien la question de la succession d'États en matière de traités est confuse et il s'agit d'une constatation qui laisse présager une transition complexe puisqu'il y a cette incertitude. C'est la même situation qui se retrouve en matière de succession quant aux dettes, d'ailleurs. Comme le rappelait Me Geneviève Burdeau au secrétariat de la commission Bélanger-Campeau, non seulement la convention de Vienne ne s'applique pas mais au surplus, en matière de biens et dettes, la pratique est particulièrement confuse et contradictoire. Il est donc hasardeux de considérer que la convention de Vienne a pu codifier des règles coutumières établies. On peut retrouver cet énoncé à la page 549 de la commission. Autrement dit, il y a de nombreuses incertitudes relativement à la façon dont l'État sécessionniste et l'État démembré doivent se comporter. Il s'agit là d'une constatation qui n'augure rien de très réjouissant sur la phase de transition. (16 h 45)

Il y a un autre passage de votre introduction qui est fort intéressant. Vous écrivez, et là je vous cite: "On sait que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui autorise toute population présentant certains caractères distinctifs sur un territoire défini à revendiquer la création d'un État propre, s'oppose à un autre principe fondamental du droit international: le respect de l'intégrité territoriale des États membres des Nations Unies. En pratique, le conflit entre ces deux principes a été résolu en faisant prévaloir le premier en faveur des peuples sous domination coloniale ou étrangère, mais en faisant prévaloir le second lorsque le peuple en question bénéficie d'une représentation démocratique au sein d'un

État membre des Nations Unies."

Ce passage est intéressant parce que c'est quelque chose qui ne se dit pas beaucoup au Québec. En tout cas, on ne l'entend pas souvent. Il y a Me Geneviève Burdeau qui l'avait écrit au secrétariat de Bélanger-Campeau également. Il y a aussi M. André Patry qui en a parlé récemment devant notre commission. Mais avant cela, on niait ce conflit entre le droit à l'autodétermination d'une part et le droit à l'intégrité du territoire d'autre part. Ici même, M. Daniel Turp en a témoigné. Il a dit, et je le cite selon son témoignage: "En vertu du droit international, je vous dirais que l'avis que donnait Mme Burdeau ne tient pas. L'idée qu'un État englobant puisse, doit consentir est tout à fait contraire à l'idée d'autodétermination. Ça, c'est dans le *Journal des débats* du 9 octobre 1991. Cela dit, je vous suis reconnaissant d'avoir contribué à nous faire comprendre et à nous rappeler qu'un divorce ça se fait à deux et que ce n'est pas toujours facile.

Peut-être, pour conclure ce commentaire, vous me permettriez une courte question qui est sûrement hypothétique, mais qui se satisferait d'une réponse hypothétique également. Vous écrivez, toujours dans l'introduction, qu'une sécession unilatérale du Québec contient de nombreuses variables aléatoires, dont l'analyse, dites-vous, dépasserait largement le champ de votre étude. Il reste qu'une sécession unilatérale non reconnue par l'État démembré va avoir des effets à court terme en matière d'immigration, de réfugiés, en regard des traités, particulièrement entre le Canada et d'autres pays. À quoi peut-on s'attendre au lendemain de la déclaration effective de la souveraineté? Et quels seront les effets de ces matières sur un Québec souverain, mais non reconnu?

**M. Crépeau:** Avant de répondre à votre question précisément, si je le peux, je voudrais dire un mot sur votre commentaire. Vous m'avez cité, je vous en remercie. J'ai dit qu'il y avait, effectivement, conflit dans la pratique des Nations Unies entre le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et celui de l'intégrité territoriale des États. J'ai dit en pratique parce que c'est ce que l'on peut constater quand on regarde les affaires. J'ai donné le cas de l'affaire katangaise, l'affaire biafraise, dans lequel les Nations Unies ont pris parti en faveur des autorités fédérales contre l'État sécessionniste. Les Nations Unies ont dit: Il ne s'agit pas de domination coloniale et l'État nigérien, pour l'affaire biafraise, a droit à son intégrité territoriale. Il est membre des Nations Unies, il n'y a pas de raison de le démembrer.

Cela dit, il n'y a pas que ces exemples-là. L'exemple du Bangladesh est un contre-exemple. Le problème... toute la difficulté de la question du conflit entre les deux principes est celle de l'effectivité. La sécession du Bangladesh est



devenue effective parce que l'Inde est intervenue et que ça a été reconnu par beaucoup. Les Nations Unies se sont inclinées devant les faits. Il y a eu d'autres exemples, également. Le cas de Singapour, dans lequel Singapour a déclaré sa sécession avec un accord. Une entente de sécession s'est produite.

Donc, toutes les sécessions ne résultent pas dans des bains de sang comme l'affaire katan-gaise et l'affaire biafraise et dans laquelle on est obligé de choisir son camp. C'était le point. Également, on peut parler des sécessions à l'intérieur du Commonwealth qui se sont faites généralement par transition amiable, etc., avec des déclarations de succession d'État ou traités, etc., des accords.

Si j'ai dit que la première hypothèse, celle d'une sécession unilatérale avec refus des autorités fédérales canadiennes de reconnaître quoi que ce soit, comportait des variables aléatoires, c'est vrai que je ne sais pas ce qui se passerait politiquement. Je n'en sais rien et je crois qu'il n'y a pas beaucoup d'analystes politiques qui peuvent le dire. Ce que je sais c'est que plusieurs personnes politiques fédérales, fédéralistes entre guillemets, ont déclaré qu'advenant un référendum au Québec majoritairement en faveur de la souveraineté, ils s'inclinaient devant le vote démocratique. Et c'est pour ça que j'ai envisagé, moi, l'hypothèse d'une sécession, peut-être pas amiable, mais d'une sécession qui se ferait sans bain de sang et sans refus unilatéral de part et d'autre.

Voilà la position que j'avais choisie, qui est une position qui facilitait, d'une part, mes recherches pour ne pas m'engager dans des questions politiques conflictuelles dans lesquelles je ne suis pas compétent.

Ayant dit cela, j'ai oublié votre question. Vous m'en excuserez.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. LeSage:** Je vous ai parlé... à quoi on pourrait s'attendre le lendemain de la déclaration effective de la souveraineté. Et j'aimerais poursuivre, également, si vous le permettez. Vous me parlez de divorces ou de sécessions, même au sein du Commonwealth, qui se sont presque tous faits à l'amiable. Mais si le reste du Canada n'est pas d'accord avec cette sécession, et même si au sein des Québécois et des Québécoises il y a une bonne partie de cette population qui est contre cela, est-ce que vous y voyez des problèmes ou si tout va rouler dans l'huile le lendemain matin?

**M. Crépeau:** Personne n'a dit qu'une sécession était facile, même amiable. Je veux dire, personne ne peut dire que tout se passera bien dans le meilleur des mondes. Moi, je ne peux pas faire vraiment de politique fiction et vous dire ce qui se passerait si tout d'un coup

les autorités fédérales refusaient. Là, c'est de la prospective politique pour laquelle je ne suis pas compétent.

**M. LeSage:** Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Jacques-Cartier, le député de Lac-Saint-Jean et M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. J'espère que je ne vous dérange pas en parlant en anglais. I would like to comment on a couple of things on your paper, and maybe ask one or two questions, although, first, I would also compliment you on your presentation.

To begin with, I also noted the same point taken up by the deputy from Hull, which is slightly different than the question of immigration itself... rather the discussion of how international bodies, the United Nations and so on, respond to secession, in general today. It would seem from the evidence that we have heard, not only from you but from previous representatives to the commission, that the Canadian case would be one where the approval of Ottawa, or at least... Approval is perhaps not quite the right word, but let us say the acceptance of Ottawa would be a necessary precondition for Québec gaining international acceptance, as a sovereign state. Is that not the case?

**M. Crépeau:** Anything can happen. If Québec decides to go on its own, Québec might be recognized by, who knows, France, Belgium, Switzerland, and several African francophone states, if they want to implement institutionally...

**M. Cameron:** That might be the case, but surely that is in the same class as Mandchoukouo being recognized by El Salvador. That is to say: If Québec was not recognized by the United States and Canada, and extremely rapidly, then its actual situation, politically, economically and socially would be powerless, in the extreme, even if it had recognition from a major European State by itself, let us say. If that situation existed for any extended period of time, then it would be disastrous for Québec, would it not?

**M. Crépeau:** Probably. But these are, once again, political questions for which I am not competent. I think it will be a problem. To what extent it will be a problem, I do not know.

**M. Cameron:** The other point that I want to ask was more directly related to immigration. It has been partially dealt with, I think, by the question from the député de Lac-Saint-Jean, but perhaps you can clarify this point for me still further. As I understand it, the question he raised deals with the situation of some people,

like immigrants, for instance, whose assumption was that they were becoming Canadians when they came here, and that there would have to be some choice of date, that would define whether or not, from this point on, there was an unequivocal recognition and one was choosing merely to be a Québec citizen or not. The difficulty that seems to me to exist, for that, for actual immigrant communities in the actual process of immigration in Québec and Canada, is that first of all, when people are categorized as being in one group or the other, it depends to no small extent, not just on fact, but on their cooperation with the legal authorities. Does it not? I mean, if I look at the situation of someone like me. My father was born in Scotland, one of my wife's parent was born in Russia and so on down the line, and I came here originally from another province, but on the other hand, I am a long established Canadian... Well, you could move the dates forward and you could say, nowadays... Take the case of someone who was born, perhaps, in Vietnam, for instance, or something like that, if the group of people is already established here – maybe has been for many years – and then it becomes clear that Québec is on the path of becoming a sovereign State, then is what is being said something like: Only those who arrive after this declaration will be faced with the issue of becoming Québec citizens or that everyone, for example, who has arrived here up until that time – let us say, for the sake of argument, that they have arrived even up to the day of the declaration of sovereignty, or up to the day of the referendum or what... Which category are these people going to be in? Are they people coming to Canada or are they people coming to Québec, even to the exclusion of being able to come to Canada? Surely, for many of them, that would even affect the decision, as to whether they would come here in the first place, or that they would choose this particular point.

The last point that I wanted to make about this is a practical consideration, and it seems to me that it is useful for Canadians, Québécois, Montrealers, all of us to be blunt about this because the issue is so important. Surely, loads of people come to one of Canada's two or three largest cities, this is the real way of thinking of it, not to Québec or to Ontario or to British Columbia, but to Montréal or Toronto or Vancouver, as essentially alternative choices to New York, Chicago and Los Angeles. They immigrate not to provinces or countries, they immigrate, increasingly in the modern world, to giant cities that seem to provide them with particular opportunities. So that Montréal's role in immigration, whether that immigration assimilates to the anglophone community or the francophone community or whether it becomes a kind of third group – that is not quite, or as distinct, in a certain sense from both anglophones and fran-

cophones... In all of those cases, they came to Montréal for that reason. The issue of Québec or the issue of Canada was not necessarily central to them at all. If, on the other hand, Québec becomes a sovereign state, then, it does become an issue for them, quite possibly, because it affects their reasons for coming to Montréal. Montréal's size, for example, as the second largest city in Canada – and until recently the largest city in Canada – is after all not because it was the biggest city in Québec, it was, as a financial business, etc., center of Canada, as a whole. If it ceases to have that kind of function, well, it runs into problems already. If it is the largest city in a new independent state, will immigration not therefore go through huge changes, of a fundamental kind, irrespective of the situation in international law? Will not the practical differences be immense?  
(17 heures)

**M. Crépeau:** First, these questions were not in my mandate. First point. Second point, I still can give my view on that. It will sure make a great difference. What difference? I do not know. It will depend on how the independence process will operate, on what kind of laws the independent Québec will adopt concerning immigration, what type of facilities or institutions it will create to welcome immigrants. It will turn around that. It is true that the golden legend of North America attracts immigrants more to the United States than to Canada, but that Canada has a good reputation. It will take probably time for Québec to have that good reputation, after such a period. How long will it take? I do not know. These are prospective political questions, for which, probably, no one really is very competent to answer.

For your first question, concerning citizenship, I am not a specialist of citizenship law. But I think that one reasonable solution would be to say that any people who is in Québec, on the day of independence, as an immigrant resident will be, if that person chooses so, a Québec citizen, in time, after two or three years, after the time period necessary for that. And I think that Canada will probably also have the responsibility of saying that any person in Canada, on the day before the independence of Québec, that means within Québec or outside of Québec, may become a Canadian citizen, if he chooses so. This will be respecting... implementing the legitimate expectations of these people. Now, each country will decide for itself. But I think that the most open policies will be welcome on both sides.

**M. Cameron:** While I would agree with you that it is to the benefit of all parties concerned that we have open and fair-minded policies in, let us say, a new sovereign Québec and the Canada that follows thereafter, I am not sure the situation will be as pleasant and straightforward as that, for a number of reasons, and not

just political ones, of the kind we can all think of. By the way, just to conclude, I would agree, I recognize that you have got questions directed at, not only from me, but perhaps from other members, that are not strictly within your original mandate. I suspect that happens to most people, who appear here, because we are all engaged, after all, in an immense amount of hypothesizing, no matter what we do. But the last point that I wanted to make, or that I would like to ask your opinion on, and what I was getting at here, has to do with immigration, but it also has to do with other issues bearing on sovereignty. That is, that it is not just a question of the laws that are passed in Québec or even the laws that are passed in Canada, that in many cases here, we are trying to discuss issues, as if what is chosen as the legislative procedure by Québec, sovereign or not, if it comes to that, what is chosen as the legislative procedure in Ottawa, that these two factors alone, or nearly, will determine the future status of a sovereign Québec, or the problems that it faces. But I would argue that in real terms that is not the case. That there are a large number of things that are not really entirely within the control of governments, and certainly not within the control of any Québec Government, provincial or sovereign or what have you, or of any Canadian Government. That is, that things like movement of capital, attitudes to currencies, attitudes of the attractiveness of a particular place for immigrants and so on, these are not within the control, for example, not only of the Québec National Assembly, but of the Ottawa Parliament, and for that matter, the Congress of the United States. It is not even a question of the size of the State. These things are matters of decision of immigrant groups and so forth. So consequently, if we are trying to anticipate the impact of sovereignty we have to look not only at the legal framework: what the United Nations may have said, what international law says and so on, but we really have to look at things like the logical expectations in terms of the behaviour of future immigrants, what would look attractive to future immigrants and so on down the line. So even if that does go a bit beyond your mandate, I would still be interested in any comments you have on this. In other words, are you arguing – even if it is not narrowly defined in your paper – that if Québec becomes sovereign, that we follow certain procedures that we assume that even if we do not have the Vienna convention and so forth, if we go by certain things something like this, that therefore everything will follow smoothly and we should not worry about the political problems that are going to exist between Québec and Canada or about the political problems that are going to exist between Québec and Canada central, and this is the kind of window dressing after everything is worked out politically?

**M. Crépeau:** The answer is probably in between: in that no one can say, and I will certainly not say, that everything will go smoothly. On the other hand, I will not say that it is impossible or not desirable to have a Québec independence. This will be for the population, the people to decide. I think it can be worked out at costs. How much? I do not know. These are for the economists to evaluate. There are costs. There will be, I suppose, costs on immigration terms, that for a period of time immigrants will just try to evaluate what the situation is, before coming in, probably for Canada as well as for Québec. They will try to enter in the United States more than in Canada for a period of time, but what do you want me to say more than that. I am sure there will be costs, some costs. Is it worth it? It might be. Is it not worth it? Will these costs be too high? I do not know. That is not really an answer, I am afraid.

**M. Cameron:** I sympathize.

**M. Crépeau:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Ma collègue...

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Terrebonne, excusez-moi.

**Mme Caron:** Merci, M. le Président. Je commencerai par quelques remarques préliminaires pour le député de Hull qui nous a quittés mais qui pourra toujours les lire dans les retranscriptions. Concernant ce divorce possible du Canada, je lui dirais qu'après 124 ans de mésentente, de tiraillements, de revendications inassouvies, de remises en question et d'insatisfaction mutuelle, nul doute qu'un divorce constitutionnel serait infiniment libérateur et épanouissant pour les deux parties, et que ce serait, enfin, la véritable solution, comme ça l'est parfois au niveau personnel.

M. Crépeau, je vous remercie infiniment pour votre document, qui m'apparaît extrêmement précis et intéressant. Dans votre curriculum vitae, on voit que du 5 décembre 1990 au 24 janvier 1991 vous avez été chargé par la direction des affaires juridiques du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec d'un rapport sur la condition de résidence comme critère d'accès à divers services gouvernementaux québécois. J'aimerais un peu vous entendre sur ce rapport. J'ajoute également que dans votre mémoire, au point 2, la protection internationale des réfugiés, précisément au point 2.5, la condition sociale du réfugié, vous précisez qu'actuellement le Québec respecte, dans son domaine de compétence, les obligations

déoulant de la convention de 1951, que tous les réfugiés bénéficient des droits et libertés accordés à toute personne par la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, et que le Québec accorde l'assurance-maladie dans les trois mois de l'arrivée, l'aide sociale et l'aide juridique dès l'arrivée. Donc, à partir de ces critères actuels et à partir du rapport que vous avez eu l'occasion de faire de 1990 à 1991, est-ce que vous considérez que cet État actuel est garant, finalement, d'un respect des droits des réfugiés au Québec, dans un Québec souverain?

**M. Crépeau:** On dit que le passé est garant de l'avenir, mais on ne peut pas tellement en dire plus. Je ne vois pas pourquoi le Québec, un Québec souverain adopterait tout d'un coup des politiques extrêmement restrictives, voire xénophobes à l'égard des étrangers.

La législation québécoise actuelle... La raison pour laquelle on m'a demandé un rapport c'est que le traitement des étrangers, en matière sociale, est à l'heure actuelle un fouillis indescriptible, au sens où chaque ministère fait ce qu'il veut. Il n'y a aucune politique d'ensemble sur comment on doit traiter telle ou telle catégorie d'étrangers, avec l'établissement d'une typologie des étrangers, avec les droits auxquels ils pourraient prétendre. Donc, c'est pour ça qu'on m'a demandé un rapport, qui était d'ailleurs l'actualisation d'un rapport plus ancien. Je ne vois pas les raisons qui pousseraient le Québec à changer ça.

Maintenant, il y a peut-être des modalités qu'il faut changer, je veux dire, sur tel ou tel point on peut exiger six mois de résidence au lieu de trois mois; on peut supprimer l'exigence de résidence en prenant simplement l'exigence de présence sur le territoire. On peut moduler selon ce qu'on veut.

Pour ce qui est de la condition sociale des réfugiés, le Québec en tout cas est tenu à des normes précises. Et il ne pourra pas, sauf à engager sa responsabilité internationale, aller en deçà de ces normes. Actuellement, il les respecte à peu près généralement toutes. Je ne lui souhaite pas de ne pas les respecter un jour.

Pour ce qui est des autres étrangers, le Québec aura, comme tout État souverain, la liberté de traiter les étrangers de telle ou telle manière. Il y aura, je suppose, une charte québécoise des droits et libertés qui sera peut-être constitutionnalisée, on peut le souhaiter, et qui viendra dire probablement comme on l'a dit à propos de la Charte canadienne des droits et libertés que la nationalité n'est pas un critère, ne doit pas être utilisée comme critère d'exclusion dans tel ou tel cas. C'est la résidence qui compte, qui peut être la résidence au sens de la Loi sur l'immigration, la résidence permanente, ou la résidence au sens du droit civil, c'est-à-dire l'établissement sur le territoire pour un temps relativement... enfin, pour un temps déjà

important. Le Québec peut faire ce qu'il veut à ce niveau-là, sauf à respecter ses engagements internationaux en matière de protections des droits et libertés. Et là intervient, pour ce qui est de la condition sociale, le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels qui engage les États à ne pas faire de discrimination dans la manière qu'ils offrent les droits sociaux, économiques et culturels.

Donc, là, il y a toute une série, il y a tout un cadre international qui oblige le Québec à certains comportements, malgré sa souveraineté initiale de principe. Ce qui compte dans l'ensemble, c'est le principe de non-discrimination. Je dirais que c'est la clé pour ce qui est des étrangers résidents, pour ce qui est évidemment des droits et libertés en général, mais pour ce qui est des droits sociaux, de la condition sociale en particulier. Pour ce qui est des résidents permanents, le principe de non-discrimination; pour ce qui est des réfugiés, le principe de non-discrimination avec la grille que j'ai mise dans mon rapport. Pour ce qui est des autres étrangers: étudiants, touristes, diplomates, clandestins, etc., à ce moment-là, là, il y a une gradation plus grande, et le Québec est de plus en plus libre de faire ce qu'il veut. Rien n'empêche le Québec, par exemple, d'accorder l'assurance-santé à des étrangers clandestins, à des immigrants clandestins en se disant qu'il vaut mieux soigner les clandestins pour éviter les épidémies que de ne pas les soigner parce qu'ils ne devraient pas avoir droit, parce qu'ils sont clandestins. Enfin, il y a des choix à faire, mais qui sont des choix à faire, des choix politiques à l'intérieur d'une souveraineté dont il est maître. Est-ce que ça répond à votre question?

**Mme Caron:** Ça répond parfaitement à ma question. Je vous remercie.

**M. Crépeau:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** Merci, M. le Président. J'aimerais que vous élaboriez un peu sur la question de ce qu'on appelle la libre circulation intra-étatique des immigrants. Lors de la commission Bélanger-Campeau, on a fait deux constats en fait. On a constaté, entre autres, que la capacité d'accueil pour les immigrants, en ce qui concerne la métropole, en ce qui concerne Montréal était à sa limite, en fait à saturation.  
(17 h 15)

Un autre constat qu'on a fait, c'est qu'il réside dans le fait qu'en périphérie de la capitale ou des grands centres, dans les régions qu'on appelle périphériques, il y a un dépeuplement. Alors, certains ont mis ensemble les deux constats et ils ont dit: Pourquoi on ne suggérerait pas qu'il y ait la régionalisation de

l'immigration? Dans cet esprit-là, j'aimerais avoir votre opinion, vous comme spécialiste. Quels sont concrètement les moyens que le Québec pourrait prendre pour en fait amener l'immigration ou amener les immigrants dans l'ensemble des régions du Québec, puisqu'on sait qu'actuellement, ils se polarisent particulièrement à Montréal?

**M. Crépeau:** Il y a deux éléments à tenir en mémoire pour répondre à cette question. Premier élément, l'article 12 du Pacte international sur les droits civils et politiques auquel le Québec s'est déclaré lié. L'article 12: "Quiconque se trouve légalement sur le territoire d'un État a le droit d'y circuler librement et d'y choisir librement sa résidence."

Je prends pour acquis que les immigrants dont vous parlez sont des personnes, des étrangers qui sont légalement sur le territoire du Québec et qui, donc, sont libres d'aller et venir et de s'installer où ils veulent. Deuxième élément qui est un élément factuel, les immigrants vont là où il y a du travail, premièrement, et quand il y a le choix, là où ils ont une communauté qui peut les encadrer, les soutenir, les entourer. Au Québec, ça se trouve à Montréal.

Le seul moyen de régionaliser l'immigration serait de créer des emplois à l'extérieur de Montréal et de voir si les communautés culturelles peuvent se déplacer, envoyer certains de leurs membres. Mais tout cela est du domaine incitatif et le Québec n'aurait pas de moyens, au plan du droit international, d'obliger un immigrant à aller s'installer quelque part pour un temps défini.

**M. Richard:** ...qui fait partie de ce que vous avez appelé tantôt "les instruments plus accessoires" ou ce seraient des politiques internes du Québec, à ce moment-là, d'attirer les immigrants dans les régions. Et ce que vous dites, les deux méthodes d'attrait, c'est entre autres du travail, évidemment, et deuxièmement...

**M. Crépeau:** ...des communautés.

**M. Richard:** ...pas de les baliser, mais de les centraliser de façon à ce qu'ils se forment une communauté. Est-ce que j'ai bien compris?

**M. Crépeau:** C'est-à-dire qu'il ne faut pas non plus souhaiter la formation de ghettos. Il faut nuancer, là.

**M. Richard:** Je n'ai pas utilisé le mot "ghetto" par respect, justement.

**M. Crépeau:** Mais c'est tout ça. Dans le respect des choix individuels, on peut certainement et il est peut-être souhaitable - il y a sûrement des études qui pourraient être faites là-dessus - il est tout probablement souhaitable

que des immigrants puissent trouver du travail et trouver un cadre de vie propice ailleurs qu'à Montréal. Ça ne ferait pas de mal à plusieurs régions du Québec de voir un peu de couleur et de différence.

**M. Richard:** Mais je vois que vous ne faites pas allusion à la problématique linguistique. Parce qu'il faut partir du principe qu'une partie des immigrants, réfugiés ou autres, nous arrivent ici pas nécessairement avec la langue française. Et, lorsqu'on parle des régions, on parle massivement de la langue française. Moi, je suis de la Mauricie, la région du centre du Québec, où c'est 99,99 % en français. Comment voulez-vous que dans ces régions-là, nous amenions vraiment...

On a les COFI, on a... Mais c'est certain que, pour eux, lorsqu'ils arrivent ici, il est beaucoup plus facile d'arriver à Montréal, où ils ont immédiatement, entre autres, la langue de transit, appelons ça comme ça, qui est l'anglais. Mais vous ne semblez pas vous préoccuper de ça. Est-ce qu'il n'y a pas cette problématique-là, vous pensez, à les envoyer en région?

**M. Crépeau:** Ce n'est pas que je n'en suis pas préoccupé, c'est que je ne suis pas chargé de régionaliser l'immigration. À mon avis, c'est un très gros problème au sens où je serais surpris que le Québec arrive à régionaliser massivement ses immigrants. C'est une difficulté qui se retrouve dans la plupart des pays occidentaux. Il y a très peu de pays occidentaux qui ont réussi à envoyer, de façon durable, des immigrants en régions. Ou alors, il faut des pays très densément peuplés. Je pense par exemple à la Belgique qui a plus de succès dans ce type de programme parce que c'est un pays qui est une espèce de grande ville. Les villages se touchent et les routes, les distances sont petites, etc.

Pour le Québec, ça va être très difficile. Maintenant, ce n'est pas que la question linguistique ne me préoccupe pas, c'est que c'est une difficulté de plus si on souhaite régionaliser l'immigration. La question se pose toujours, est-ce souhaitable? Ce ne serait pas long, pas de mal.

**M. Richard:** Alors, c'est ma question: Est-ce souhaitable?

**M. Crépeau:** Je crois que ce serait souhaitable pour les Québécois francophones des régions de voir de la différence.

**M. Richard:** Maintenant, est-ce faisable?

**M. Crépeau:** Pour les immigrants, je pense qu'il serait souhaitable qu'ils puissent aller là où ils ont du travail et des communautés. Est-ce faisable? Je crois que ça va être très difficile.

**M. Richard:** Ah bon! Ça répond bien à ma

question et je vous en remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Merci, M. le Président. À la lecture de votre documentation, M. Crépeau, vous émettez une prémisse de base, à savoir que la sécession se fait à l'amiable, c'est-à-dire de consentement avec le gouvernement fédéral. Vous dites même qu'advenant le cas, une sécession unilatérale, c'est-à-dire inconstitutionnelle du Québec, pourrait rendre les choses plus difficiles au point de vue international. Ma question — je suis en train de la rédiger justement, c'est que vous dites aussi que les pays qui seraient cocontractants à une entente pourraient, advenant le cas même d'une sécession à l'amiable, revoir leurs conditions de pactes, d'entente avec le Québec. Puis, vous dites: Bien, il ne devrait pas y avoir d'acquis, mais je laisse ça sans réponse. Advenant le cas où on est dans une sécession unilatérale, ne pensez-vous pas que ces mêmes pays-là, qui sont cocontractants avec le Québec, pourraient effectivement remettre ces ententes-là en cause? Parce que, advenant le cas, il pourrait s'agir d'un acte... Ce pourrait être interprété par le Canada comme un acte inamical et ils seraient très mal placés pour... Comprenez-vous ma question?

**M. Crépeau:** Oui.

**Mme Bégin:** C'est parce qu'à la lecture vous laissez sous-entendre qu'ils pourraient même remettre en cause, à l'intérieur d'une sécession à l'amiable, leur entente. Donc, si ce n'est pas à l'amiable, j'en déduis qu'ils seraient mal placés pour ne pas la remettre en cause. Comprenez-vous le sens de ma question?

**M. Richard:** C'est une bonne question.

**M. Crépeau:** Tout à fait. C'est fort possible. C'est tout le problème de la succession d'États en matière de traités. Selon les règles d'aujourd'hui, ce qui compte plus, c'est la pratique politique des États plus que les règles juridiques que les professeurs veulent bien émettre. Donc, on ne sait pas ce qui va se passer en pratique, si ça se passe mal; ça, c'est certain.

**Mme Bégin:** Et êtes-vous d'accord avec moi, qu'advenant le cas d'une sécession unilatérale, les parties pourraient être très mal à l'aise parce que vis-à-vis du Canada, ça pourrait être interprété comme un geste inamical vis-à-vis du restant du Canada et de ce fait, ne pas bouger?

**M. Crépeau:** Tout à fait. Je veux dire, ce pourrait très bien être la manière dont les autres États interprètent. Alors, évidemment, les États-Unis, le plus gros partenaire, je veux dire, on ne

sait pas très bien quelle sera leur attitude dans cette question-là. Si le Canada adopte, on pourrait l'appeler la ligne dure et entraîne les États-Unis sur ce type de ligne également, ça causera de gros problèmes. Il se pourrait également très bien que les États-Unis viennent dire: Écoutez, débrouillez-vous, puis quand vous aurez réglé vos problèmes, ensuite, on verra la situation de fait qui se crée et on reconnaîtra les faits comme ils sont. Encore une fois, c'est — et là, je vous plains un peu d'avoir à évaluer ce genre de choses — on est en politique-fiction et ce doit être difficile d'évaluer ce qui va se passer.

**Mme Bégin:** Mais vous comprendrez, M. Crépeau, qu'on est justement ici pour étudier ces questions...

**M. Crépeau:** Exactement...

**Mme Bégin:** ...et qu'on aimerait bien, parce que vous nous laissez un petit peu sur notre appétit lorsque vous dites: Nous devons attendre avant d'avoir une réponse sur ce point.

**M. Crépeau:** Bien sûr.

**Mme Bégin:** Alors, avant de poser un geste, je pense que c'est important de vous poser la question parce que ce n'est pas après qu'il faut le savoir, mais bien avant pour pouvoir analyser la situation telle qu'elle pourra être. C'est le pourquoi de ma question et je vous remercie de la réponse.

**M. Crépeau:** Juste un petit point que je peux ajouter. On parlait tout à l'heure de divorce personnel, etc., même en matière personnelle, on ne sait jamais ce qui va se passer quand on commence à tenter une procédure de divorce.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Très, très brièvement et très rapidement. On peut bien imaginer tous les scénarios possibles là, puis les scénarios les plus catastrophiques possible, mais moi, je me pose la question pour les questions, les sujets qui nous concernent. Je vais à l'annexe I, là, sur les ententes. Qui aurait intérêt et souhaiterait que le Québec souverain ne soit pas lié par la convention internationale, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Protocole relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention contre la

torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; y a-t-il un État dans le monde et la communauté internationale elle-même et les organismes internationaux auraient-ils intérêt à dire: Non, non, ça ne vous lie pas? La succession ne s'applique pas. Voyons donc! Ça n'a aucun sens, ça! Dans ces matières-là, de respect des droits humains et des droits de la personne, c'est évident que tout le monde a intérêt à ce qu'un Québec souverain continue d'être lié par ces ententes et ces pactes-là. Ça tombe sous le sens.

**M. Crépeau:** Tout à fait. Pour tout ce qui est droit international des droits et libertés, droit humanitaire au sens large, de toute façon, il semble qu'il y ait succession. Je veux dire que l'opinion la plus communément répandue veut qu'il y ait succession, même automatique, dans ces domaines-là, dans les domaines du droit universel des droits et libertés et du droit humanitaire, puisqu'il s'agit d'engagements fondamentaux de la communauté internationale, dont les prémisses sont inscrites dans la charte des Nations Unies. Donc, sur ce point-là, il n'y a pas de problème.

Je pense que ce que disait Mme la députée tout à l'heure c'était pour les ententes bilatérales techniques en matière de visa, en matière d'extradition, etc. La tradition à l'intérieur du Commonwealth, dont nous faisons partie et dont nous ferons peut-être partie après l'indépendance encore, est d'une transmission des obligations. Est-ce que nos hommes politiques suivront la tradition du Commonwealth ou non, respecteront une volonté démocratiquement exprimée par les résidents québécois, par les résidents du Québec? Là, c'est une question d'ordre politique, à laquelle, moi, je ne suis pas en mesure de répondre. Mais sur le plan des engagements internationaux pour le droit universel, humanitaire, la succession serait automatique et personne n'aurait intérêt... Pour le droit bilatéral, il se pourrait très bien, comme disait Mme la députée, que, si ça se passe mal, les autres États disent: Écoutez, on va attendre que la situation se précise avant de prendre des engagements précis sur la succession et avant de reconnaître au Québec la succession aux traités passés par le Canada, en matière d'extradition. Cela dit, dans bien des domaines d'ordre social – je pense aux accords de sécurité sociale passés par le Québec, entre autres, qui se poursuivront – je ne vois pas l'intérêt qu'on aurait à les dénoncer tout d'un coup parce que le Québec changerait de statut. D'ailleurs, toute la question se pose de la personnalité internationale du Québec. Mais, a priori, il n'y aurait pas de changements. Donc, là, il y aura vraiment des questions, – et c'est ce que j'ai voulu dire, moi, dans mon paragraphe – d'ordre politique, constitutionnel, qui vont déterminer des suites juridiques, qui vont être données au processus d'accession à la souverai-

neté.

J'ai pris pour hypothèse que les hommes et les femmes politiques du Canada et du Québec respecteront, peut-être en se faisant tirer la patte, mais respecteront la volonté clairement exprimée par la population québécoise dans un sens ou dans l'autre. Parce que c'est une hypothèse sans laquelle je ne pouvais pas travailler et sans laquelle j'aurais pu produire un rapport de 1000 pages en utilisant chacune des hypothèses. Donc, j'ai voulu éviter de me lancer dans un domaine qui n'était pas vraiment le mien et je m'en suis tenu à l'hypothèse qui me paraît la plus raisonnable, au sens où c'est celle qui a été exprimée par plusieurs personnalités politiques fédérales, à commencer par le premier ministre Trudeau, en 1980, qui avait dit qu'il respecterait la volonté politique des Québécois. J'ai travaillé à partir de cette hypothèse. Ce n'était peut-être pas le choix d'hypothèse qu'il fallait faire, mais j'ai préféré travailler à partir d'une hypothèse qui me permettait d'aligner mes normes et mes principes internationaux de façon cohérente. À défaut de quoi, je n'aurais pas vraiment pu proposer. J'aurais été obligé de faire un rapport sur des questions de politique-fiction.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** M. le Président, très brièvement, s'il est une conclusion ou un message dans votre texte, dans votre mémoire, M. Crépeau, c'est qu'un Québec souverain devrait succéder au traité auquel le Canada adhère déjà. Est-ce que je comprends bien, disons, en résumant un peu le texte ou le mémoire que vous nous avez présenté?

(17 h 30)

**M. Crépeau:** Alors, grosso modo, j'ai traité de la succession d'état aux traités de façon introductive à ma matière, à mon mandat, parce que j'étais obligé d'en parler. Je ne prétends pas être un grand spécialiste de la succession d'État comme catégorie de droit international. Mais ce que je pense que le Québec devrait faire pour assurer la sécurité des relations juridiques entre lui et l'étranger, et au sein même du Québec, c'est probablement de succéder à l'ensemble des traités auxquels le Canada est partie en son nom, quitte à ajouter à cela, ce qui s'est fait dans plusieurs cas de sécession à l'intérieur du Commonwealth, une clause dans laquelle le Québec se réserve la possibilité, dans les trois ans ou quatre ans à venir, de remettre en cause tel traité ou de réviser les termes de tel ou tel traité.

Je pense que, là, il y a une position fondamentale qui, à la fois, rassurerait les partenaires éventuels, et pourrait rassurer également le reste du Canada, et serait de nature à assurer la sécurité juridique qui est un élément de stabilité politique essentiel.

**M. Maciocia:** Par conséquent, si je peux dire, il n'y a pas d'autres traités internationaux auxquels le Québec devrait adhérer et auxquels le Canada n'adhère pas actuellement. C'est ça?

**M. Crépeau:** Il y a des tas de traités internationaux auxquels le Canada n'adhère pas actuellement. J'ai cité, par exemple, les conventions de l'OIT, les conventions de l'Organisation internationale du travail. Ce n'était pas, encore une fois, dans mon domaine. Mais il y a aujourd'hui, je crois, plus de 200 conventions de l'OIT et le Canada est partie à 25, 26 – je ne sais plus le chiffre exact, mais entre 20 et 30, en tout cas – et il y a plusieurs conventions concernant les droits des travailleurs étrangers auxquelles le Canada n'est pas partie et dont je dis dans mon texte qu'il serait probablement souhaitable que le Québec devienne partie à ces textes-là. Donc, au-delà, et je pense que la position minimum serait: Le Québec reçoit l'ensemble des traités de manière à assurer la sécurité juridique, se donne la possibilité d'en réviser certains dans un certain délai et, ensuite, a une politique souveraine d'adhésion à des traités. Et là, il y a effectivement des traités auxquels il serait souhaitable que le Québec souverain adhère.

**M. Maciocia:** Je comprends. Mais, en définitive si on peut dire, en réalité, un Québec souverain devrait continuer dans la lignée du Canada actuel avec les traités dont on a parlé tantôt. Et que, par conséquent, il devrait avoir la même politique qu'on a actuellement en matière d'immigration parce que ça serait un peu le suivi et la progression de ce qu'on vit actuellement ici, au Canada.

**M. Crépeau:** Je ne peux pas dire qu'il faut qu'un Québec souverain fasse exactement la même chose que ce que fait le Canada aujourd'hui. Il est certain que la politique canadienne d'immigration – et j'exclus de là la reconnaissance du statut de réfugié au Canada pour les fins de la discussion – est une politique qui a à la fois du bon sens et qui est respectée internationalement. Donc, il ne serait pas complètement absurde que le Québec veuille suivre dans ce genre de traces.

La politique canadienne d'immigration vise des objectifs en termes d'enrichissement démographique, d'enrichissement financier et culturel qui sont tout à fait respectables. La politique canadienne vise des équilibres entre immigration humanitaire, immigration familiale, immigration économique qui sont tout à fait souhaitables dans la société. Par exemple, j'avais remarqué qu'en 1988, les immigrantes composaient 51% de la totalité des immigrants pour cette année, ce qui correspond exactement, ou à peu près exactement à quelques points près, à leur pourcentage dans la population canadienne. Ça, je pense que c'est

un équilibre qui a été respecté par le Canada dans les années récentes et qui serait souhaitable que le Québec continue à respecter pour ne pas bouleverser par l'immigration un paysage social.

Cela dit, il y a peut-être d'autres moyens de faire, au plan de la politique interne d'immigration. Mais dans l'ensemble, la politique canadienne actuelle n'est pas absurde. .

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, je vous rapporte deux choses: un commentaire sur l'intervention de Mme la députée de Terrebonne et, après, une question pour notre invité. Mme la députée de Terrebonne a parlé du divorce. Je dois dire que sur 124 ans d'un couple qui, malgré tout, a réussi à vivre tant bien que mal pendant 124 ans en ayant réussi à produire des enfants qui font l'envie à peu près de l'ensemble du monde, est-ce que, parce qu'il y a quelques tensions qui existent et qui sont saines à l'intérieur d'un couple, il faut réellement divorcer et briser le couple actuellement au détriment réellement des enfants et de tout ce qu'on a pu construire depuis 124 ans? Je pense qu'on aura le temps d'en débattre longtemps. Mais je voudrais...

**Mme Caron:** ...mais maintenant les enfants sont grands.

**Une voix:** Ce n'est pas pertinent.

**Mme Caron:** Ils sont adultes.

**M. Gauthrin:** C'était tout à fait non pertinent, je suis d'accord avec vous. Mais je voudrais revenir maintenant, M. Crépeau, sur la question de fond. Toute votre analyse est basée sur une prédominance du droit international. Vous considérez que le droit international, c'est quelque chose qu'on suit. Or, l'histoire nous démontre que le droit international n'est virtuellement suivi par personne, sauf par les gens qui acceptent de s'y lier. Donc, ma question est la suivante: Qu'est-ce qui arriverait si le Québec indépendant ne suivait pas les fameuses conventions? Et si je comprends bien, nos citoyens éventuels, dans l'éventuel Québec indépendant, ne seraient protégés que par le bon vouloir des éventuels dirigeants d'un tel Québec souverain, et quand on voit des déclarations comme Lucien Bouchard ou tutti quanti, on a lieu de s'en inquiéter. Alors, je voudrais savoir ce qui obligerait ledit Québec indépendant s'il ne suivait pas ces conventions.

**M. Crépeau:** Alors, il faut premièrement distinguer entre les conventions. Si on parle des



conventions protégeant le droit international des droits et libertés, qui est peut-être ce que vous pensez être le plus important pour protéger les droits et libertés de nos citoyens et de nos résidents. Le Québec a déjà ratifié, c'est déjà fait, la Convention internationale sur l'émission de toutes les formes de discrimination raciale, le Pacte international relatif au droit civil et politique, le Protocole facultatif à ce pacte, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes et la Convention contre la torture. Le Québec a déjà ratifié tous ces textes, incluant le protocole qui donne compétence au comité des pactes, le comité des Nations Unies pour le respect des pactes, d'entendre des plaintes d'autres États sur le comportement des autorités québécoises à l'égard de leurs résidents. Donc, le Québec a déjà ratifié ça. Pour ce qui concerne ses compétences constitutionnelles, là, il y a une étude de 1000 pages à faire sur la transition entre le statut d'État fédéré et le statut d'État ayant la pleine souveraineté internationale. Je ne crois pas, ça, c'est une opinion personnelle qu'il faudrait appuyer de nombreuses références, mais je ne crois pas qu'il serait possible au Québec de retirer cette ratification suite à son accession à la pleine souveraineté internationale.

**M. Gauthrin:** Ma question, c'est: Qu'est-ce qui arrive à un gouvernement d'un État qui ne respecte pas lesdites conventions? Qu'est-ce qui se passe?

**M. Crépeau:** Alors, pour ce qui est des pactes, il peut très bien y avoir une plainte d'un autre État devant le comité des pactes.

**M. Gauthrin:** Et ça fait quoi?

**M. Crépeau:** Ou quelqu'un... Ça... Il y a une étude par le comité des pactes qui produit un avis et ensuite, les Nations Unies peuvent se saisir de cela. Mais tout cela, je suis d'accord avec vous, c'est de l'ordre du droit international. Or, le droit international a peu de dents. Cela dit, il y a l'opinion publique internationale, il y a nos relations avec nos voisins, il y a quand même une réputation que nous avons, Québécois ou Canadiens d'ailleurs, et que nous ne désirons pas mettre en cause. Quand on voit...

**M. Gauthrin:** Attendez un instant. Que nous ne désirons pas... On parle d'un éventuel gouvernement d'un Québec souverain. On ne sait pas ce qui va le mettre en cause.

**M. Crépeau:** Mais, je veux dire... Tout gouvernant, a priori, est soucieux des relations internationales. Tout gouvernement, dans un État démocratique avec une tradition parlementaire

comme la nôtre, qui est ancienne, etc., aura, je le suppose, le souci de préserver les relations internationales les meilleures. Cela dit, je n'ai aucune réponse plus précise que cela. Il se pourrait que demain matin le gouvernement canadien devienne également fasciste ou que le gouvernement américain... Et là, on est dans la politique-fiction également.

**M. Gauthrin:** Mais il y a plus de contrepartie avec garantie, quand même, par le mécanisme du fédéralisme qui protège quand même les différents citoyens.

**M. Crépeau:** C'est vrai également pour le gouvernement français ou le gouvernement espagnol qui sont des gouvernements, et ça s'est vu dans les années récentes pour le gouvernement espagnol. Mais, je veux dire, on est quand même dans un État avec une tradition parlementaire ancienne, solide, etc., des institutions démocratiques, un régime électif. J'ai pris pour acquis, pour les fins de ce rapport, que la donne politique ne serait pas modifiée au sens des institutions politiques démocratiques du Québec, les résultats d'élections éventuelles, etc. Mais, c'est une hypothèse. Il est évident qu'on peut faire des hypothèses inverses.

**M. Gauthrin:** Donc, c'est purement fictif. Évidemment, tout peut arriver.

**M. Crépeau:** Tout peut arriver, même en dehors de l'hypothèse de la souveraineté.

**M. Gauthrin:** Merci!

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Tout peut arriver, il faut se comprendre. Ce n'est pas parce que le Québec accède à la souveraineté que ça va automatiquement provoquer une espèce de métamorphose des Québécois qui vont devenir comme ça, tout d'un coup, des tortionnaires, des dictateurs et qu'on va créer des camps de concentration, des goulags un peu partout sur le territoire québécois. Il y a des limites à évoquer et à imaginer des scénarios aussi farfelus et absurdes que celui-là. Écoutez un peu, les conventions internationales dont il s'agit, on n'aurait même pas besoin d'y adhérer. À l'intérieur même du Québec, le droit interne québécois, déjà, est très respectueux des droits de la personne. Il y a une charte des droits et libertés qui s'applique au Québec, avec une Commission des droits de la personne qui a des pouvoirs et des attributions. Il y a une tradition – vous l'avez mentionné – démocratique de deux siècles. On célèbre le bicentenaire du parlementarisme au Québec. Alors, ce n'est pas récent. Ce n'est pas une démocratie récente, le Québec. C'est une vieille démocratie dans le

monde.

**M. Gauthrin:** C'est l'évidence même. Et qui marche bien.

**M. Brassard:** Sur le plan démocratique, sur le plan des élections... oui, qui marche bien. Alors, je ne vois pas pourquoi. Je trouve ça un peu à la fois absurde et méprisant pour les Québécois qui vont continuer de vivre dans un Québec souverain. C'est méprisant parce que c'est comme si en quittant la tutelle fédérale, on deviendrait tout à coup des Satan, des adeptes de la torture et on se mettrait à violer impunément les droits fondamentaux de l'être humain. Il y a tout de même des limites. On fait partie de l'univers démocratique. On est, la société québécoise, une société éminemment respectueuse des droits de la personne. Je ne vous dis pas qu'il n'y a pas d'accrocs, mais ces accrocs-là dans la société québécoise peuvent être sanctionnés par les tribunaux. Par conséquent, en devenant souverain, écoutez, il n'y aura pas de changements majeurs. On va continuer d'être une société respectueuse des droits fondamentaux.

**Une voix: ...**

**M. Brassard:** Arrête donc de niaiser! Y a un bout à être imbécile...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Brassard:** De dire des conneries. C'est des conneries que vous dites. Oui, une connerie. Parce que sur ce plan-là, il n'y aura pas de changements. Si vous voulez parler des changements que...

**M. Gauthrin:** Si on veut commencer le débat... il serait temps qu'on le commence le débat là-dessus. Il serait temps de réellement le commencer; ce serait commencé.

**M. Brassard:** ...l'accession du Québec à la souveraineté va accomplir, ça, on peut en parler.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun, s'il vous plaît!

**M. Brassard:** Mais pour le moment, ce n'est pas là-dessus qu'on parle.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, vous n'avez pas la parole. C'est au député de Lac-Saint-Jean.

**M. Gauthrin:** M. le Président, sur un point d'ordre.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Allez-y.

**M. Gauthrin:** Le député m'a traité de dire

des conneries. Je m'excuse, parce que c'est non parlementaire, pour lui demander de retirer ses paroles.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon! Alors, je pense que de part et d'autre, on a eu des petits écarts de langage, je pense qu'on devrait s'en tenir à ça maintenant et être plus respectueux, effectivement, du langage parlementaire. M. le député.

**M. Brassard:** Oui, bon, très bien. Sauf que je veux simplement vous dire, M. le Président, que l'accession du Québec à la souveraineté va entraîner des changements. De ces changements-là on peut en parler. Mais sur certains plans, sous certains angles et sous certaines dimensions, les choses vont continuer. Sur le plan du respect des droits de la personne, il n'y en aura pas de changement. Je ne vois pas pourquoi il y en aurait. Je ne vois pas pourquoi on commencerait à en évoquer.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Crépeau, vous aviez un commentaire là-dessus. J'arbitrerai, mais pour...

**M. Crépeau:** Je n'ai pas l'intention d'arbitrer, je veux seulement répéter que j'ai pris l'hypothèse d'une continuité en tablant sur le fait que les hommes politiques des deux bords seraient responsables et respecteraient le voeu démocratique des Québécois, quel que soit, d'ailleurs, le sens dans lequel ils décident, et qu'on essaierait de s'organiser pour que ce type de transition, s'il est souhaité par les Québécois, nuise le moins possible aux uns et aux autres et puisse bénéficier aux uns et aux autres, le mieux possible. C'est l'hypothèse que j'ai choisie pour pouvoir travailler, parce que si on ne prend pas ce genre d'hypothèse pour le mandat qui m'était confié – si on m'avait confié le mandat de faire des hypothèses sur les scénarios possibles d'accession à la souveraineté je les aurais faites... pour le mandat qui m'était confié, j'ai pris pour acquis le scénario le plus raisonnable, en faisant confiance au personnel politique dont nous disposons.  
(17 h 45)

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président, c'est seulement pour rétablir un peu les choses. Je crois que de ce côté-ci de la Chambre ou de la commission on a essayé de poser des questions très importantes, je pense, sur la question de l'immigration et des réfugiés. Pour nous c'est très important de savoir ce qui va arriver demain matin, dans un Québec souverain, sur la question de l'immigration et des réfugiés. Et je pense qu'on a été dans la lignée de votre texte, M. Crépeau. Je pense qu'on s'en est bien tenu à

des questions très pertinentes, et je ne voudrais absolument pas que sur cette commission, comme sur l'autre commission, on fasse de la démagogie, vraiment de la démagogie à un point tel que personne ne va y gagner, et je crois que c'est très important qu'on tienne un langage respectueux de l'institution et en même temps de l'intérêt de la population du Québec de savoir quelles seront les conséquences, les avantages et les inconvénients d'une éventuelle souveraineté. Et c'est dans ce sens-là qu'on va continuer à poser nos questions.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. le député.

**M. Brassard:** Nos questions aussi étaient très pertinentes, M. le Président. Elles portaient sur le sujet.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I merely wanted to add a certain commentary, perhaps a bit in between, on the interventions by the deputy of Lac-Saint-Jean and the député from Verdun. I would first of all agree with the deputy of Lac-Saint-Jean that there is a great and well established democratic and parliamentary tradition in Québec, of two centuries duration, and that it is extremely unlikely and unreasonable to assume that the strength of that tradition should be something that would be wiped out immediately, merely by a choice of political sovereignty; that a great deal of that tradition, we would expect to persist no matter what. But I think it is also fair to point out that one can see dangers without implying anything wrong with Québec, as it is, because there are certain problems with secession or sovereign national states, which are repeated over and over again, even if they have had civil and political traditions, that were quite good once. If we make an analogy – which I will not push too far – with the last days of the Hapsburg empire, for instance, that if you look at places like Hungary, which I sometimes think Québec has certain eerie similarities to, you find that the old empire, in its last days, had civil law. It had respect for the rights of citizens. It was not a democracy as we understand it but it was not a totalitarian state, or a fascist state, or a police state either. What happened with the disintegration of the Hapsburg empire, was that all kinds of political forces were unleashed in Hungary, as also happened in other parts of the successor States of the Austrian empire, most of which were not anticipated by the liberal and nationalist political leaders of the time.

Many of the fears that are expressed today about Québec's sovereignty are this kind. I do not believe that most responsible critics of

sovereignty in Québec – if they have any sense at all – really look at either, the government of the moment, or a likely succeeding government of the Parti québécois, as representing some terrifying threat to the rights of individuals, or anything of that kind. What is being looked at is a much more long term issue, that for two centuries, after all, the existence of a large Canada with a federal system has meant. Even if sometimes infuriatingly, the federal and the provincial powers check and balance each other, and act as guarantors of the freedom of citizens: English-speaking or French-speaking, immigrant or native born, and so on. If you remove that, surely in any society, this is not an attack on Québec, merely by making it one where you have blunt, immediate, sovereign power, the potentiality for the abuse of that power, by any group of people – not Quebecers in particular – is greater. The whole advantage of the existing system, even if it is sometimes a political nightmare, in terms of efficiency, is that it protects freedom and tolerance. If you have a sovereign and national state, can you really say confidently you continue to have the same thing? You care to comment?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Il dit "No comment".

**M. Cameron:** Perhaps the deputy of Lac-Saint-Jean will.

**M. Brassard:** Sauf que, M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Brassard:** ...je voudrais simplement vous signaler que c'est un sujet qui a déjà été abordé, vous vous rappellerez, à la commission Bélanger-Campeau. Et plusieurs experts l'ont touché ce sujet-là. Les droits de la personne, ce n'est pas vrai de prétendre qu'un régime fédéral assure une meilleure protection des droits fondamentaux de l'être humain. Il y a des États unitaires dans le monde où les droits de la personne sont scrupuleusement respectés. Puis, il y a des États unitaires où, par contre, les droits sont souvent violés. Il y a des États fédéraux où les droits de la personne sont respectés, puis il y a des États fédéraux où les droits de la personne sont ignorés et foulés au pied. Je vous rappellerai que l'URSS qui vient de... qui est en état de démantèlement, était une fédération, puis ce n'était pas un exemple en matière de respect des droits de la personne.

Ce n'est pas vrai de dire que le système politique fédéral garantit ou assure une meilleure protection des droits de la personne. C'est faux. C'est faux. Il y a des exemples dans le monde où il y a des fédérations, des États fédéraux où les

droits de la personne sont mal respectés. Puis il y a par contre des fédérations où c'est le contraire, les droits sont bien respectés. Et ce n'est pas parce que c'est un système fédéral que les droits sont respectés, c'est parce que c'est une société démocratique qui a acquis des habitudes et des réflexes en matière de respect des droits de la personne, et qui a des lois et puis qui a un système de lois qui assurent la protection des droits de la personne.

Le régime politique, que ce soit un État unitaire ou un régime fédéral, ça n'a à peu près, ça n'a strictement rien à voir avec ça.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, là j'ai l'impression, moi je suis bien prêt à répondre actuellement au député de Lac-Saint-Jean et à lancer ce débat-là, parce que c'est peut-être un débat fondamental qu'il va falloir qu'on ait. Mais la question que je me pose, est-ce qu'on fait, par rapport à l'intervention de notre conférencier... on commence déjà à faire ce qu'il va falloir qu'on fasse dans cette commission, c'est-à-dire arriver sur les questions de fond et débattre les questions de fond. Parce que le grand danger que je vois, et l'histoire peut en témoigner, c'est que toute poussée nationaliste, toute poussée nationaliste a toujours été un danger par rapport aux libertés individuelles. Et ça, on pourra le débattre en termes d'histoire, et voir ce qui...

**Une voix:** C'est faux.

**M. Gauthrin:** Vous dites que c'est faux, bien écoutez! Bien on pourra, à ce moment-là, commencer à argumenter, et à argumenter là-dedans. Et le fédéralisme, c'est justement une espèce de protection contre ces poussées-là. Ce qu'on sera en mesure de démontrer lorsqu'on aura à débattre.

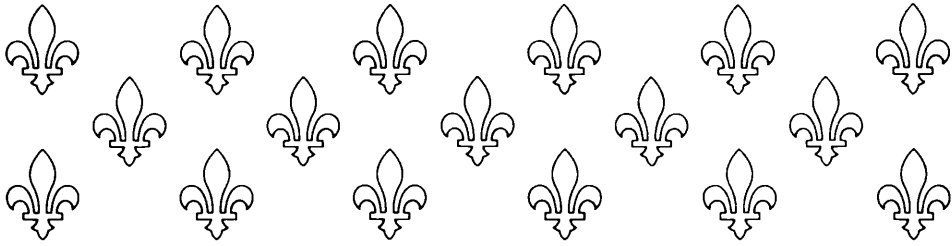
**Le Président (M. Bélanger):** Bon, moi, je pense que quel que sera l'issue de ces débats-là, on a quand même un passé qui est garant de notre futur. Je pense que les Québécois sont des gens généreux, pacifiques, et qui continueront à l'être quel que sera l'avenir et quelles que seront les décisions qu'on prendra dans le futur eu égard à notre avenir constitutionnel. Ça me semble être la plus grande garantie que nous avons.

Alors, M. Crépeau, je voudrais au nom de la commission et de ses membres, vous remercier de votre intervention. Ça été très apprécié et, comme vous voyez, ça suscite beaucoup de débats pour un sujet qui pouvait, en apparence, sembler facile, évident. Déjà beaucoup de questions sont soulevées et sans doute qu'au cours de cette commission nous aurons encore beaucoup d'autres

débats assez serrés, j'allais dire assez virils, mais on va m'accuser de sexisme – je vous en prie, madame, ne réagissez pas, je le savais – mais assez serrés, assez frappants de part et d'autre, et c'est, je pense, l'essence même de la démocratie de pouvoir exprimer ces opinions-là et puis d'aller au bout.

Alors, M. Crépeau, on vous remercie de votre contribution, et la commission ajourne ses travaux jusqu'à mardi, le 26 novembre, à quinze heures trente, au club des employés civils, au cercle des employés civils, ou au Club sportif Laurier maintenant qu'il s'appelle. Donc, mardi prochain. Merci, bonjour.

(Fin de la séance à 17 h 55)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 26 novembre 1991 — No 10**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Invitations à témoigner	CEAS-245
Audition d'experts	
M. Stephen A. Scott	CEAS-247
M. Henri Brun	CEAS-263

### **Intervenants**

M. Guy Bélanger, président

M. Jacques Brassard  
M. Cosmo Maciocia  
M. Jacques Léonard  
M. François Gendron  
M. Robert LeSage  
M. Neil Cameron  
M. Henri-François Gautrin  
M. Maurice Richard  
Mme Louise Bégin  
Mme Pauline Marois

M. François Geoffrion, secrétaire de la commission

- \* M. Stephen A. Scott, Université McGill
- \* M. Henri Brun, Université Laval
- \* Témoins interrogés par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec)  
G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mardi 26 novembre 1991

(Seize heures quarante-deux minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place s'il vous plaît, afin que la commission puisse débiter ses travaux. Dans un premier temps, simplement pour rappeler aux gens pourquoi il y a un délai; c'est qu'il y avait cet après-midi cette procédure de l'Assemblée nationale qui oblige, une fois l'an, à reconduire les présidents de commission dans leur mandat. Or donc, cette élection-là s'est faite cet après-midi, ce qui explique les délais, là, qui se sont produits malheureusement. Alors, on s'en excuse auprès, en premier lieu, de notre invité et de toutes les autres personnes qui étaient venues pour assister à nos travaux aujourd'hui. Alors, parlant de notre invité, c'est M. Stephen A. Scott... Oui, un instant. M. le député de Lac-Saint-Jean, oui.

#### Invitations à témoigner

**M. Brassard:** Évidemment, sans prendre trop de temps, je voudrais simplement, M. le Président, vous rappeler la lettre que je vous ai fait parvenir qui rappelle évidemment les difficultés que cette commission a rencontrées pour entendre les témoins qu'elle avait invités. Je l'ai signalé jeudi dernier lors de nos travaux. Je fais référence, en particulier, aux leaders autochtones qui n'ont pas encore donné de réponse. On ne sait pas s'ils sont intéressés à venir ou à répondre positivement à l'invitation. Je fais référence également, aussi, aux membres du Conseil économique du Canada qui devaient venir nous rencontrer puis qui, finalement, ont changé d'avis. Dans ma lettre, c'est là-dessus surtout que je voudrais insister: Je vous demande d'inviter dans les plus brefs délais les auteurs de la dernière étude du C.D. Howe Institute et qui s'intitule... un instant... qui porte évidemment sur les impacts de la souveraineté et qui a été faite par deux économistes de l'Université McGill, M. McCallum et M. Green. Je pense qu'il y a des éléments dans cette étude qui méritent d'être examinés; je pense qu'on est en face du scénario apocalypse le plus exemplaire et je pense qu'on ne peut pas laisser passer une étude comme celle-là sans faire venir les auteurs de cette étude pour les interroger, en long et en large, afin de vérifier la pertinence et le bien-fondé d'affirmation, pour le moins, fort contestable à sa face même. Alors, je souhaiterais donc, M. le Président, qu'on s'essaie une autre fois. On n'a pas beaucoup réussi avec les leaders autochtones; on a manqué notre coup avec le Conseil économique du Canada. Je suis prêt pour qu'on fasse un autre essai et qu'on invite, dans les jours qui viennent, les deux économistes de McGill qui ont

fait cette étude sur les impacts de la souveraineté de façon à ce que la commission engage le débat, la discussion, le plus vite possible avec ces deux messieurs.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger, des commentaires?

**M. Maciocia:** M. le Président, nous, du côté gouvernemental, on est parfaitement d'accord avec la demande du député de Lac-Saint-Jean. Seulement, je m'abstiendrais de mettre des qualificatifs sur le sujet en question. On aura l'occasion d'interroger ces deux personnes-là et nous aussi, on est prêts, M. le Président, à les recevoir à n'importe quel moment, le plus tôt possible, pour qu'on puisse éclaircir ce sujet.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, dans un premier temps... rapidement, oui.

**M. Léonard:** Je ne voudrais pas qu'on en dispose facilement comme cela, parce qu'à mon sens...

**Le Président (M. Bélanger):** C'est que... oui. Un instant. C'est parce que demain, on a une séance de travail consacrée uniquement à ça. Alors, si vous voulez, on pourra profiter des quelques minutes qui nous restent...

**M. Léonard:** Là-dessus?

**Le Président (M. Bélanger):** ...sur toutes ces choses-là, oui, pour finaliser les listes d'invités. Et ça nous permettrait de profiter au maximum de notre invité d'aujourd'hui.

**M. Léonard:** Est-ce que, à ce moment-là, on va pouvoir disposer aussi de la demande qui est d'actualité aujourd'hui, de l'étude de John McCallum et de M. Green?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. Je vais vous dire mieux que ça. À date, M. McCallum a été contacté et il est prêt à venir dans la semaine du 17 décembre.

**M. Léonard:** Du 17 décembre. Il ne peut pas venir avant? Parce que le sujet est d'actualité. C'est la semaine dernière qu'il a émis...

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, écoutez, je ne peux pas le faire venir avant qu'il ne l'écrive.

**M. Léonard:** ...qu'il a fait des communiqués de presse et puis son étude va être disponible, paraît-il, va être publiée seulement cette semaine

mais tous les journaux en sont pleins. Et finalement, on ne peut pas débattre de la question. On va en débattre le 17 décembre, alors que tout le monde aura oublié et qu'on sera en train de faire les emplettes de Noël pour éviter qu'on en débâte maintenant, alors que le tort sera fait. Parce qu'il y a des affirmations dans cette étude qui sont absolument inacceptables et je veux en discuter ici, au moment où lui-même prend la place publique.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, alors...

**M. Léonard:** Je veux bien.

**Le Président (M. Bélanger):** ...de toute façon, on en discutera demain, mais là, les premières démarches qui ont été faites, l'entente, c'était pour le 17 décembre. Alors, je comprends que c'est les cadeaux de Noël. Je comprends tout ça mais écoutez, à un moment donné... Il dépose son texte cette semaine, de façon publique. Je ne peux pas l'avoir avant qu'il soit déposé, quand même.

**M. Léonard:** Bien, lui-même, pourquoi fait-il des déclarations avant qu'il ne soit déposé et rendu public?

**Le Président (M. Bélanger):** Ah ça!

**M. Léonard:** Si on l'a par la bande...

**Le Président (M. Bélanger):** Dans ce sens-là, on pourra aussi lui demander pourquoi il l'a déposé dans la semaine de Noël. Mais ça, qu'est-ce que vous voulez? Alors, M. le député de Viger...

**M. Maciocia:** Non, mais c'est sur ça, M. le Président. Nous, on a dit tantôt qu'on est prêts à le recevoir à n'importe quel moment. C'est logique qu'il faut vous laisser le temps de les contacter et de voir quand ils sont disponibles. S'ils sont disponibles la semaine prochaine, tant mieux, la semaine prochaine. S'ils sont disponibles le 17, on va les recevoir le 17. Mais je vous mets en garde, le 17, parce que c'est une journée où, probablement, on ne peut pas siéger. Ça devrait être le 18 ou le 16, ou une journée comme ça.

**Le Président (M. Bélanger):** En tout cas. La commission pourra siéger le 17, il n'y a pas de problèmes. Mais, de toute façon, ce sont des aspects techniques que nous allons régler demain. Il y a une séance de travail exclusivement consacrée à cela.

**M. Léonard:** Les choses sont toujours remises pour des aspects techniques. Finalement, ils émettent des choses en public, on ne leur voit pas le visage...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député, ce que vous venez de dire là est inexact. On n'a jamais remis des choses pour des aspects techniques. Et lorsqu'on les a remises, on a toujours rencontré les échéances qu'on devait à la commission, dans la mesure où on pouvait les rencontrer. Mais ce n'est pas moi qui ai écrit le texte et ce n'est pas moi l'invité, parce que je serais ici, déjà, pour en rendre compte. Alors, qu'on commence à prendre acte de la méthode... Non, non! Mais je n'accepte pas du tout votre intervention! Je pense que c'est faire injure au travail que les gens de la commission font ici. Le maximum a été fait d'ailleurs; il a déjà été contacté, à la réception même de votre lettre et avant même que ce soit accepté ici. Ça fait que vous ne pouvez rien dire là-dessus!

**M. Léonard:** M. le Président, là-dessus, je ne mets pas en cause le travail que les gens font autour de la commission. Ce n'est pas ça du tout. Mais quelqu'un qui, dans le décor, fait de grandes déclarations comme celles qui ont été faites, et graves, dont le contenu, en tout cas est discutable; qui a le temps de parler à la presse, partout, de faire des conférences autour de Montréal, mais qui ne peut pas venir ici devant une commission parlementaire... Il me semble que... C'est ça que je remets en cause. Alors, techniquement, il ne peut pas jusque-là mais s'il a le temps de parler aux journalistes comment n'a-t-il pas le temps de parler à des parlementaires qui sont justement chargés d'examiner la question?

**Le Président (M. Bélanger):** Bon! Alors demain, on a une séance de travail consacrée à cela. On le réglera demain, ce point-là. Retenez ça jusqu'à demain, 15 h 30, et ça va être réglé. M. le député d'Abitibi-Ouest.

**M. Gendron:** Je vais être rapide, M. le Président. Je veux bien qu'on ait une séance de travail demain, mais une chose qu'on constate, c'est qu'il n'est pas question de porter un jugement qualitatif sur le travail du personnel qui entoure la commission, mais une chose qui est certaine c'est qu'on commence à être surpris et étonné qu'on ne réussisse pas, comme membres de cette commission – et c'est à ce titre-là que j'interviens – à être, nous aussi, dans l'actualité de questions afférentes à la souveraineté. Quand on sait que vous avez un pouvoir d'assignation, on ne peut pas constamment être à la remorque. Oui! Il n'y a absolument rien qui empêche, j'en pense, d'exercer... Bien sûr, bien sûr! Et ça m'étonne que ça vous surprenne. Vous êtes président de la commission et ça a l'air de vous surprendre, alors on comprend un peu pourquoi on est toujours en retard. Alors là il y a un problème, M. le Président. Ça va être juste une phrase courte.



**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je vous assignerai à la réunion de demain et on réglera ça.

**M. Gendron:** Ah! Je vais être là. Mais un instant, je veux avoir...

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Parfait. Alors, première assignation qui va être tenue.

**M. Gendron:** ...la garantie, M. le Président, que, demain, à la séance de travail, on ait la chance d'expliquer des choses sur comment il se fait qu'on soit toujours à la remorque des événements, alors que c'est une commission parlementaire qui devrait être dans l'actualité, être très présente. On devrait débattre des choses au moment où elles sont débattues dans l'opinion publique.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. On fera ça demain. Mais, en attendant, s'il vous plaît, on va se consacrer à notre invité, M. Stephen Scott. Auparavant, est-ce qu'il y a des remplacements, M. le secrétaire?

Oui. Il y a M. Bourassa qui est remplacé par M. Benoit (Orford), ce qui est prévu, et M. Rémillard qui est remplacé par Mme Pelchat (Vachon).

**Le Secrétaire (M. François Geoffron):** C'est tout.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est tout, bien. Alors, donc, sans plus tarder, je vous présente M. Stephen A. Scott qui est... Bon! J'aurais voulu présenter votre curriculum vitae, mais il est à ce point volumineux que je préférerais laisser les gens le lire. Mais disons que M. Scott est Professor of Law, McGill University, member of the Bar of the Province of Québec. Il est natif de Montréal. Bon. Il a étudié à Oxford. Il est docteur en droit. Il a fait tant et tant de choses, sûrement plus intéressantes les unes que les autres, que ce serait un peu long d'en faire la lecture. Je vous incite quand même à lire son curriculum vitae puisqu'il y a là une source d'information extrêmement intéressante sur M. Scott.

Alors, sans plus tarder, M. Scott, je vous cède la parole.

#### Audition d'experts

##### M. Stephen A. Scott

**M. Scott (Stephen A.):** M. le Président, je vous remercie de l'invitation de vous rencontrer aujourd'hui dans la vieille capitale afin de participer à la discussion des questions importantes comprises dans votre mandat. J'aurais voulu vous offrir d'avance un texte plus élaboré, mais les délais assez courts ainsi que le nombre de

commissions et de comités fédéraux et provinciaux, pour ne pas parler des questions soulevées devant les tribunaux, m'en ont empêché. Le secrétariat vous a distribué le texte d'une conférence que j'ai donnée le 30 mai à McGill au cours d'un colloque ayant pour sujet le "Federalism in North America" et intitulée "Secession or Reform? Mechanisms and Directions of Constitutional Change in Canada." Je m'inspire de certains thèmes de cette conférence. Vu votre mandat, mes propos d'aujourd'hui s'adressent aux questions d'autodétermination et de sécession plutôt qu'aux questions plus larges sur les origines et les solutions à la crise que nous vivons actuellement. Mais dans les échanges qui suivront, il se peut que vous vouliez aussi aborder de tels sujets.

Deuxièmement, les questions. Il y a quelques semaines, un autre de vos témoins, dont j'oublie – je m'excuse – le nom, vous a fait certaines observations qui ont paru dans les médias, selon lesquelles le Québec qui se serait déclaré État indépendant et souverain jouirait de plein droit de tout son territoire actuel de province et ce, en vertu de la reconnaissance des autres États. C'est d'ailleurs une thèse qu'on rencontre souvent. Ce qui m'a frappé, c'était ceci: un jour, le Québec était une province canadienne avec un territoire et des pouvoirs définis par la Constitution canadienne; le lendemain, le Québec était un État souverain avec le même territoire. Tout s'était passé comme par magie. Ce qui manquait, c'était l'analyse du processus par lequel une province se transformait en un État souverain et indépendant.

Je vous le sou mets respectueusement, c'est là précisément le noeud de la question. L'indépendance du Québec ne peut se faire que de l'une de deux façons: soit dans le respect de la Constitution et des lois canadiennes, soit en violation de ces dernières, c'est-à-dire par un acte révolutionnaire accompagné ou non de la violence.

Or, l'indépendance a-t-elle lieu dans la légalité constitutionnelle? Première question. Il y a une deuxième question distincte et en quelque sorte parallèle: à savoir si le droit positif international contemporain reconnaît à une partie de la population de l'État canadien le droit de sécession de la fédération canadienne contre la volonté des institutions de cette fédération et le droit connexe de retirer avec elle une partie du territoire canadien. À part les questions d'ordre juridique de droit canadien ou encore de droit international, il y a aussi des questions sous-jacentes d'ordre moral. Par ailleurs, on ne doit pas perdre de vue des questions d'opportunité ou de prudence auxquelles devraient réfléchir ceux qui encouragent ou permettent aux forces centrifuges sociales de s'échapper au contrôle de façon que l'on ne puisse en prévoir l'issue.

Partie trois: le droit international contemporain. Comme vous le savez, je ne suis pas

internationaliste de spécialisation. Je n'ai pas pu me mettre au courant de la vaste littérature au sujet des droits dits d'autodétermination qui peuvent exister sur le plan du droit international. Mais on ne peut pas passer outre sans mention. Même si, en général, il manque au droit international des sanctions coercitives, la fédération canadienne et ses citoyens hésiteraient à refuser de respecter ces règles, s'il y en a, clairement établies dans la coutume et dans la pratique des États et acceptées par notre fédération. En y jetant un coup d'oeil, j'arrive aux réflexions suivantes: En parcourant la littérature, on trouve facilement, parmi les auteurs, des thèses parfois assez radicales voulant que des groupes définis, soit par langue, par histoire, par géographie, par religion ou autrement se trouvant à l'intérieur de l'État, aient effectivement le droit de sécession et de démembrer ces États. Encore que la répartition des territoires, suite à la sécession, se résoud pour ces auteurs beaucoup moins facilement. La pratique des États, néanmoins, se montre beaucoup plus conservatrice. Il ne manque pas dans les grands instruments de droit international moderne, c'est-à-dire depuis la Deuxième Guerre mondiale, des dispositions reconnaissant un droit d'autodétermination. D'abord, dans son premier article, la Charte des Nations Unies énumère les buts des Nations Unies dont le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. Il y en a d'autres mentions à l'article 55 de cette charte à la rubrique "Coopération économique et sociale internationale". On doit faire mention aussi du Pacte international relatif aux droits civils et politiques fait à New York le 19 décembre 1966, en vigueur le 23 mars 1976, dont les instruments d'accession du Canada ont été déposés le 19 mai 1976 et qui était en vigueur pour le Canada le 19 août 1976. Le premier paragraphe de son premier article se lit comme suit: "Tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel."

À sa face même, il est difficile de voir quelles seraient les limites au principe de l'autodétermination. Comme l'a noté il y a quelques mois le professeur Lea Brilmayer de la Faculté de droit de Yale, dans un article "Secession and Self-determination, a Territorial Interpretation", paru dans le *Yale Journal of International Law* — je ne vais pas lire les renvois puisque je comprends que ça doit être inséré dans le procès-verbal: "The self-determination norm, if taken at face value, seemed to require that States be willing to subdivide indefinitely, into an infinitely larger number of infinitely smaller political entities". Mais comme le reconnaît ce même auteur, la pratique des États ne l'a pas voulu ainsi. Le 14 décembre 1960, l'Assemblée générale de l'ONU a passé, à un vote de 189

contre 0, avec 9 abstentions, la résolution numéro 1514 de la quinzième assemblée au sujet de l'accès à l'indépendance des pays et des peuples coloniaux, dont je reproduis les trois paragraphes suivants où l'Assemblée générale déclarait que... Je m'excuse, seulement le texte anglais de ces résolutions était disponible. Je ne vais pas le lire puisque je comprends encore que ça va être dans le procès-verbal ou dans le *Journal des débats*, mais j'attire l'attention sur le numéro 6, après les déclarations du droit à l'autodétermination: "Any attempt at the partial or total disruption of the national unity and the territorial integrity of a country is incompatible with the purposes and principles of the Charter of the United Nations." Et je vous donne la référence. (17 heures)

Un auteur anglais, Patrick Thornberry, a traité en 1989 de "Self-determination Minorities: Human Rights, a Review of International Instruments", dont je vous donne la référence. Il note "Despite its invocation in the inter-war years self-determination was not part of positive international law". Et il analyse plusieurs textes dont la résolution que je viens de citer. Au sujet de cette dernière, il dit: "The logic of the resolution is relatively simple. Peoples hold the right of self-determination"; et: "People is the whole people of a territory"; et: "People exercises its right through the achievement of independence". Autrement dit, le droit d'autodétermination appartient à l'ensemble des personnes d'un territoire colonial, et a fortiori à l'ensemble de la population d'un État souverain et non pas à la partie de celui-ci. Le Canada intégralement et dans toutes ses parties, appartient à tout son peuple quant à sa souveraineté. Pour certaines fins limitées définies par la Constitution, des parties, dites provinces, se gouvernent séparément dans l'exercice de pouvoirs définis. La population d'une province n'a aucun droit au-delà de l'exercice de ces pouvoirs-là, découlant de la Constitution.

Encore, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté sans vote, le 24 octobre 1970, une résolution dont le premier article approuvait une annexe intitulée "Declaration on the principles of international law concerning friendly relations and cooperation among States in accordance with the Charter of the United Nations". Vu que ça doit paraître dans le procès-verbal, ou dans le *Journal des débats*, je ne vais pas lire tous ces extraits de la déclaration de l'Assemblée générale. Mais ça donne les détails ou les principes de l'autodétermination, et si vous regardez le troisième paragraphe: "Convinced in consequence that any attempt at the partial or total disruption of the national unity and territorial integrity of a State or country, or in its political independence, is incompatible with the purposes and principles of the Charter..." Et après plusieurs considérants il continue, il énonce les principes, et ensuite effectivement vous avez j

crois devant vous la copie, à la page 7, et au troisième paragraphe, encore: "Nothing in the foregoing paragraph shall be construed as authorizing or encouraging any action which would dismember or impair, totally or in part, the territorial integrity or political unity of sovereign and independent States, conducting themselves in compliance with the principles of equal rights and self-determination of peoples, as described above, and thus possessed of a government representing the whole people belonging to the territory, without distinction as to race, creed or color." Et je vous donne les renvois. C'est en lisant ces textes que l'on comprend pourquoi le professeur Brilmayer, au cours de l'article précité, dit: "Although some may find this hypocritical, international law currently supports the position that anticolonial movements can invoke the right of self-determination, but not groups seeking to secede from established States. Once free of colonial rule, the newly established States become entitled to territorial sovereignty"; et encore: "The opponents of secession are probably correct, as a matter of positive law."

En somme, le droit positif international contemporain, dit d'autodétermination, ne va pas au-delà d'attribuer un droit d'indépendance aux populations intégrales des États souverains ainsi qu'à des peuples coloniaux, c'est-à-dire à des peuples qui sont gouvernés par d'autres, et notamment lorsqu'il y a séparation géographique et peut-être aussi différence ethnique ou autre, entre le pouvoir impérial et la colonie, ce qu'on appelle communément les "salt water theories", les théories d'eau salée.

Encore là, le droit s'exerce dans le respect des frontières existantes. Ce sont les pays d'Afrique qui insistent surtout. Tel droit d'autodétermination ne peut avoir aucune pertinence pour la population du Québec à laquelle appartiennent non seulement tous les droits civils et politiques mais aussi une très large autonomie constitutionnelle dépassant en pratique même celle des États américains. Le gouvernement représentatif existe au Québec depuis 1791, aussi longtemps qu'en France effectivement; le gouvernement responsable, depuis les années 1840. Les représentants élus du Canada français, du Québec, ont voulu établir la fédération canadienne et ce peuple y participe sur la même base que tous les autres citoyens depuis plus d'un siècle. Tout droit d'autodétermination qui aurait pu, par hypothèse, exister, a été définitivement exercé depuis longtemps.

Le droit international, pas plus que la Constitution canadienne, pas plus à mon avis que le bon sens élémentaire, ne peuvent attribuer à des groupes particuliers de citoyens, concentrés ou non dans des parties définies d'un pays, aucun droit de démembrer ce pays à n'importe quel moment. Ni les pays, ni la communauté internationale ne peuvent fonctionner ainsi.

N'oublions pas que, même si on acceptait la thèse contraire, il resterait les questions premièrement des droits d'autodétermination des différents groupes au sein du Québec et, deuxièmement, la répartition de son territoire. En somme, les questions de la divisibilité du Québec.

Plusieurs, autour de cette table, auront de la difficulté à accepter mes arguments. Mais si vous vous situez, non pas à la veille de l'indépendance du Québec mais plutôt au lendemain de l'indépendance, faisant à votre tour face à des demandes de sécession, vous serez mieux placés pour les évaluer et pour comprendre le conservatisme de la pratique internationale à cet égard à laquelle vous vous rallierez, j'en suis certain, une fois l'indépendance acquise.

Quatrièmement, l'intégrité territoriale. Ceci m'amène à la question de l'intégrité territoriale et du double standard. Pour certains, le Canada est divisible et le Québec ne l'est pas. Je ne puis accepter ce genre de raisonnement, soit sur le plan du droit constitutionnel, soit sur le plan du droit international, soit même sur le plan de la simple morale. Tout argument voulant que le Québec soit indivisible veut aussi que le Canada le soit également et tout argument voulant que le Canada soit divisible veut que le Québec le soit aussi. S'il y a un peuple québécois défini par ses liens de langue, de culture, d'histoire, il y a d'autres peuples définis de la même façon, notamment les autochtones et la communauté anglophone. Si certains ont des droits d'autodétermination, voire de sécession, d'autres doivent les avoir également et de la même façon. Il est arbitraire et dès lors oiseux d'insister que la seule frontière du Québec définit la circonscription unique, pertinente aux fins du droit d'autodétermination.

Il y a effectivement plusieurs réponses. D'abord, le droit international ainsi que le droit constitutionnel canadien attribuent tous deux les droits de souveraineté, y compris l'autodétermination, à l'État canadien dans son ensemble – ce qui veut dire, en fin de compte, tout le peuple canadien agissant, notamment, par ses processus d'amendement constitutionnel. Ceci veut dire que la seule circonscription pertinente à l'autodétermination, c'est le Canada en entier. Donc, c'est la frontière canadienne qui est la seule borne pertinente. Ensuite, si à vrai dire le droit international accorde des droits d'autodétermination à la partie de la population d'un État souverain pour justifier, ainsi, la sécession, ce droit ne peut évidemment dépendre de quelques frontières existantes, pas plus provinciales ou municipales que nationales. On ne pourrait donc refuser à toute minorité identifiable le même droit de disposer d'elle-même et ce, sans égard à l'accident qui serait ou ne serait pas majoritaire à l'intérieur d'une unité ou d'une subdivision politique quelconque, qui pourrait exister aujourd'hui ou à tout autre moment donné.

Enfin, à part les frontières nationales et provinciales, on en connaît beaucoup d'autres: celles des municipalités, des juridictions scolaires, des circonscriptions électorales, des districts judiciaires et encore d'autres. Le fait qu'une ligne soit tracée sur terre ne prouve rien en soi, ni du point de vue juridique, ni du point de vue moral. Une ligne quelconque ne peut par elle-même donner lieu à un droit d'accès à la souveraineté pour la population qui peut s'y trouver majoritaire. Une unité ou une subdivision politique quelconque n'existe que pour le but de sa création, c'est-à-dire pour les seules fins de l'exercice des pouvoirs spécifiques qui peuvent lui être attribués par la Constitution et par les lois à un moment donné, ni plus ni moins. C'est vrai pour une municipalité et c'est vrai pour une province. C'est la Constitution elle seule qui crée les provinces et qui leur attribue leurs pouvoirs. Une province n'a aucune existence, aucun droit ni aucun pouvoir au-delà ni en dehors de la Constitution. La population d'une province a le droit, mais seulement le droit de la gouverner à l'intérieur de la Constitution, dans le respect de la Constitution et dans l'exercice des pouvoirs attribués par la Constitution, ni plus ni moins.

Cinquièmement, le processus d'amendement constitutionnel. Sous l'optique du droit international, et certes sous l'optique du droit constitutionnel canadien, l'accession du Québec à l'indépendance dans le respect de la légalité ne peut se faire que par le moyen des processus canadiens d'amendement constitutionnel. Cette vaste transformation juridique de pouvoir et de statut territorial qui s'appelle l'accès à la souveraineté constitue un changement constitutionnel des plus majeurs imaginables.

Parmi les processus de la partie V de la loi constitutionnelle de 1982, l'on ne peut, de façon certaine, indiquer le ou les mécanismes auxquels on peut ou auxquels on doit avoir recours. D'une part, on peut proposer la nécessité du recours au processus de l'article 41, c'est-à-dire des Chambres fédérales et de l'unanimité des provinces, puisque la souveraineté toucherait nécessairement, entre autres, les matières prévues. À l'autre extrême, on peut soutenir la thèse que l'article 43 permet de changer de n'importe quelle façon le statut du territoire d'une province canadienne, moyennant seulement le consentement des Chambres du Parlement fédéral ou des communes sans le Sénat après 180 jours ainsi que de l'Assemblée législative de toute province dont le territoire est affecté, c'est-à-dire le Québec seulement, et que, par la suite, le Parlement et le gouvernement fédéraux pourraient unilatéralement accorder l'indépendance au Québec.

La thèse intermédiaire voudrait qu'il faudrait recourir à la formule dite générale – voir l'article 38 de la loi constitutionnelle de 1982 – ce qui exigerait au-delà des Chambres du Parle-

ment fédéral ou des communes sans le Sénat après 180 jours le consentement des Assemblées législatives de deux-tiers des provinces comprenant au moins 50% de la population de toutes les provinces. Cette dernière thèse était la thèse préférée par la majorité de mes étudiants qui répondaient à une question d'examen au mois de mai.

Quel que soit le mécanisme approprié, une chose est incontestable: dans la légalité, il n'y a aucun moyen de changement constitutionnel, donc, aucuns moyens de sécession pour une province ou territoire ou autre subdivision que ceux prévus par la Constitution elle-même. Comme le disait Abraham Lincoln aux États-Unis "The States have their status in the Union, and they have no other legal status. If they break from this they can only do so against law and by revolution." Ça devrait être "from", not "form". Il y a une petite erreur. Je vous donne la référence dans le texte.

La décision de permettre ou encore de refuser le démembrement du territoire canadien appartient alors au peuple canadien dans son entier, qui peut parler directement par voie référendaire mais qui doit agir par les processus d'amendements constitutionnels où il est actuellement question des Chambres législatives fédérales et provinciales. La population canadienne ne a le droit souverain de dire oui ou de dire non au démembrement du Canada ou, encore, de dire oui mais à des conditions qui lui semblent bonnes. De telles conditions sur l'indépendance du Québec toucheraient presque certainement la question des territoires et ainsi la frontière d'un Québec indépendant.

Dans le sud du Québec, autour du fleuve Saint-Laurent, il serait question de l'autodétermination des personnes ou groupes opposés à la sécession, parmi lesquels se trouveraient sans doute de nombreux francophones ainsi que des gens d'autres communautés linguistiques. Ailleurs au Québec, il serait question surtout des autochtones. Une question centrale serait le sort des territoires du nord du Québec, ceux rattachés au Québec depuis la Confédération de 1867, c'est-à-dire les territoires autrefois sous la seule autorité fédérale et qui ont été ajoutés au Québec par les lois fédérales de 1898 et de 1912 – territoires, d'ailleurs, qui représentent plus ou moins le tiers du territoire actuel du Québec pour ne pas mentionner des ressources essentielles à sa condition économique.

(17 h 15)

À part la question de la volonté de leurs habitants, il reste le fait que ces territoires d'exploration anglaise étaient sous la souveraineté des couronnes anglaises et ensuite britanniques, longtemps avant la cession de la Nouvelle France en 1763, malgré que la France y ait pu brièvement occuper certains forts. Comme vous le savez, c'est le traité du 11 avril 1713, signé à Utrecht, entre les ambassadeurs des souverains

britannique et français, qui a reconnu la souveraineté de la Grande-Bretagne sur ces territoires comportant, notamment, tout le bassin hydrographique de la baie d'Hudson. À l'article 10, on lit: "Le roi très chrétien restituera au royaume et à la reine de la Grande-Bretagne, pour les posséder en plein droit et à perpétuité, la baie et le détroit d'Hudson avec toutes les terres, mers, rivages, fleuves et lieux qui en dépendent et qui y sont situés, sans rien excepter de l'étendue de terre et mer possédée présentement par les François." Ces territoires ont été attachés au Québec par le Parlement fédéral, pour y faire partie d'une province canadienne, le Québec, et pour se gouverner par les institutions de cette province comme une province et à l'intérieur de ses pouvoirs constitutionnels, tant et aussi longtemps que le Québec demeure province canadienne. La Constitution protège incontestablement son intégrité territoriale. Ceci découle des articles 43 et 41e de la loi constitutionnelle de 1982.

Je suis partisan inconditionnel de l'intégrité et du Québec et du Canada. Mais, une fois que le Québec se met en route vers la souveraineté, soit dans la légalité soit par acte révolutionnaire, tout revient en question. C'est alors le Québec qui veut changer le statu quo. C'est alors le Québec qui doit en accepter les conséquences. Le Canada serait, à mon avis, insensé d'accepter que les territoires de 1898 et de 1912 lui soient déchirés. Ottawa ne veut pas en parler aujourd'hui mais ce serait question inséparable de la question d'indépendance. Vu l'énorme étendue de ses territoires et sa faible population, le Québec, même révolutionnaire, ne se trouverait point dans aucune position physique d'exercer la force nécessaire pour enlever ces territoires du Canada sans le consentement de ce dernier. C'est-à-dire de changer, par sa seule volonté, le statu quo. En somme, la préservation de son intégrité territoriale offre une raison décisive au Québec pour cesser d'encourager les forces centrifuges dont on ne peut prévoir l'issue.

Sièxièmement, l'indépendance par acte unilatéral et la force en défense de la Constitution. La force, c'est le péché originel des États. Ne nous en leurons pas. Tout gouvernement doit y recourir en dernier ressort pour faire valoir ses lois. Les prisons en sont la preuve. Le Québec et le Canada le font quotidiennement. En dernier ressort, il incombe au Parlement et au gouvernement du Canada de défendre et de faire exécuter la Constitution et les lois du Canada et, dès lors, défendre l'intégrité territoriale du pays contre tout ce qui y résiste ou qui y porte atteinte, soit l'envahisseur étranger, soit encore l'habitant du pays qui porte atteinte à l'ordre public. La Constitution est claire à ce sujet. Passé un certain point, où les institutions provinciales ne peuvent ou ne veulent plus maintenir l'ordre public, la Constitution et les lois, on doit recourir à l'autorité fédérale. Il y a très peu de

temps que le gouvernement du Québec lui-même a dû recourir aux forces armées canadiennes, à Oka et ailleurs, où le désordre donnait lieu à une situation qui dépassait ses propres moyens.

En droit canadien, il est élémentaire que toute tentative de renverser l'autorité gouvernementale par des moyens extraconstitutionnels, tout acte de ce fait révolutionnaire, est non seulement nul mais, en principe, en soi un fait criminel. C'est ainsi que l'on doit regarder toute déclaration unilatérale d'indépendance par les membres d'une législature provinciale ou d'un gouvernement ou par toute autre personne, que ce soit sans ou avec référendum, que ce soit en leur nom personnel ou au prétendu nom de ces institutions. Effectivement, de telles mesures seraient, en soi, fort probablement de la trahison. Au moins, elles constitueraient presque certainement des invitations à la trahison et cette trahison serait complète au plus tard au moment où on se servirait de la force pour résister à l'autorité du gouvernement établi par la Constitution.

On devrait, par ailleurs, attendre que les tribunaux refusent de se soumettre à tout outrage à la Constitution et que les agents de police obéissent aux tribunaux. Les juges se trouveraient-ils attaqués ou épurés par la suite? Ce sont des voies qu'on doit éviter. En somme, on doit conseiller le respect de la légalité. J'espère que vous serez d'accord. Mais il se peut que ces conseils de légalité ne se trouvent pas respectés, alors on doit le dire clairement et franchement. Se servir de la force pour faire valoir la Constitution, les lois et l'intégrité territoriale de l'État, c'est ni plus ni moins que de la légitime autodéfense. L'odieux du recours à la force doit tomber sur ceux qui attaquent la Constitution, les lois et le territoire, et non pas sur ceux qui les défendent. Le statu quo représente à la fois les droits du peuple canadien dans son ensemble et aussi le droit de chaque individu canadien qui veut l'intégrité du Canada. C'est à juste titre que le peuple canadien pourrait insister pour le préserver. Les Québécois les plus nationalistes deviendraient à leur tour partisans des mêmes principes pour défendre l'intégrité d'un Québec devenu indépendant. Encore là, il ne peut y avoir de standards. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. Scott, nous vous remercions. Sans plus tarder, il y a des questions. M. le député de Hull et M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Merci, M. Scott, pour votre exposé, de vous être déplacé pour venir témoigner devant cette commission. Vos commentaires, j'en suis convaincu, ont sûrement surpris plusieurs membres de cette commission. Pour ma part, je ne peux pas dire que je partage tout ce que vous avez exposé

et le moins que l'on puisse dire également, c'est que ça va susciter beaucoup de questions. Vous avez fait allusion à la Charte des Nations Unies. Vous avez fait allusion également à la Charte canadienne et vous avez écrit, à la page 8 de votre texte soumis à la conférence de mai 1991 sur le fédéralisme en Amérique du Nord, que la Chambre des communes ne devrait pas autoriser la sécession du Québec à moins que, par référendum, les Canadiens aient accepté le principe et les termes de la séparation. Et encore, ce référendum, dites-vous, devrait recueillir et "sufficiemment à large majorité". En vertu de quel principe de droit constitutionnel d'une part et de droit international d'autre part faites-vous reposer l'avenir du Québec et de ses citoyens et citoyennes entre les mains du reste du Canada?

**M. Scott:** Je dois dire que, comme je l'ai expliqué aujourd'hui, le processus d'amendement constitutionnel peut donner l'indépendance au Québec. On peut discuter lequel des mécanismes, mais le référendum n'y joue aucun rôle. Les communes peuvent le faire et c'est la fin de l'affaire mais, et ça arrive souvent, ça arrive de temps en temps, les communes ne sont pas certaines de leur mandat et c'est un changement, par ailleurs, en quelque sorte assez majeur. Alors, il se peut qu'une Chambre des communes ne veuille pas se prononcer, ce qui voudrait peut-être dire une élection générale ou encore, et on voit que le gouvernement fédéral, quoiqu'il devrait avoir le mécanisme du référendum à son service, encore le gouvernement pourrait décider de faire la consultation. Cette consultation, en droit constitutionnel, n'a aucune valeur tant et aussi longtemps que les processus d'amendement constitutionnels ne reconnaissent pas le référendum. La formule de M. Trudeau aurait intégré le référendum; celle de 1982 ne le fait pas. Alors, le référendum n'aurait qu'une valeur consultative. Mais je crois que si le peuple canadien disait oui à ce changement par une majorité suffisante, au moins, que les communes l'acceptent. Si le référendum disait non, probablement que ce serait le contraire. Quant au droit international, il n'obligerait pas le Canada à suivre ses propres mécanismes constitutionnels. Alors, le droit international, si, par exemple, il y avait un acte référendaire et que le Canada, par la suite, acceptait l'indépendance du Québec ou n'importe quoi, effectivement, le droit international ne s'y adresserait pas, mais comme question de légitimité constitutionnelle canadienne, ce sont seulement les mécanismes de la partie V de la loi de 1982 qui est la pertinence. Le référendum ne peut avoir qu'une pertinence consultative, mais pas moins importante. Ici, par exemple, tous les pouvoirs de l'autorité publique du Québec sont dans le Parlement du Québec dont une Chambre et le lieutenant-gouverneur, mais ça ne veut pas dire que le gouvernement, de temps à autre, n'a pas eu recours à des référendums. J'ai un petit

mémoire qui, il y a quelques ans... Il y a eu un référendum ici. Ce n'était pas exigé par la Constitution, mais il y en a eu un néanmoins. Alors, des référendums se tiennent pour des fins de consultation populaire.

**M. LeSage:** M. Scott, si vous le permettez, M. le Président. Vous nous parlez d'élections. Ça peut être des élections référendaires, ça peut être un référendum consultatif. Le gouvernement fédéral pourrait dire oui. Il pourrait dire non. Mais en vertu de quel principe constitutionnel la Chambre pourrait-elle refuser d'accepter une sécession avant qu'elle ne soit autorisée par son peuple? Et sur quel article de la Constitution vous vous appuyez pour établir cette position?

**M. Scott:** Je n'ai jamais dit qu'elle ne peut pas. J'ai dit que, évidemment, si j'étais membre du Parlement fédéral, j'hésiterais à faire dissoudre le pays sans faire une consultation assez sérieuse et, effectivement, un des moyens, ça serait le référendum. Si le référendum, c'est "What is sauce for the goose is sauce for the gander", si des consultations populaires ont un rôle dans le parlementarisme, on peut débattre ça, on peut avoir chacun son point de vue, mais si ça a un rôle dans le parlementarisme, évidemment, les lois du Québec en font foi puisqu'il y a une loi sur le référendum dans la refonte des lois du Québec. Alors, si ça a un rôle dans le parlementarisme, ça vaut pour tous et non pas seulement à un niveau de gouvernement autre. Je ne dis pas que c'est exigé par la Constitution. J'ai dit exactement le contraire.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean. Excusez.

**M. LeSage:** M. le Président. J'aurais une autre question, peut-être même une deuxième.

**Le Président (M. Bélanger):** Rapidement, s'il vous plaît.

**M. LeSage:** M. Scott, croyez-vous que le Québec a un droit à l'autodétermination?

**M. Scott:** À l'intérieur et en faisant partie intégrante du peuple canadien, je viens d'expliquer que le droit positif international ne donne qu'à l'ensemble de l'État souverain ce droit, et le droit constitutionnel canadien fait la même chose puisque aucun des mécanismes du processus d'amendement constitutionnel ne peut fonctionner sans le consentement de la Chambre des communes, ce qui veut dire le peuple canadien dans son entier. Je refuse à toute partie de la population canadienne la notion qu'une partie du territoire canadien appartienne seule à eux et qu'ils puissent l'enlever. L'ensemble du pays appartient à tous dans l'indivision jusqu'au momen

où la Constitution canadienne en prévoit autrement.

**M. LeSage:** Merci, M. Scott. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.  
(17 h 30)

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. M. le Président, je prends connaissance de l'étude de C.D. Howe, de deux économistes de l'Université McGill, MM. McCallum et Green. J'examine et je prends connaissance de votre thèse, M. Scott, vous qui êtes professeur de droit à l'Université McGill et j'en arrive à la conclusion que sans qu'on en ait été avisé, probablement que l'Université McGill a créé une chaire spéciale pour produire des épouvantails, afin d'intimider les indigènes de la tribu québécoise pour qu'ils demeurent bien tranquilles, bien soumis et bien dociles. Je vous avoue que, à vous entendre, j'ai le sentiment qu'on tombe dans le "heavy metal" constitutionnel. Ça fait rhodésien pas mal.

**M. Scott:** Vous avez posé une question à savoir s'il y avait une chaire...

**M. Brassard:** Non, je n'ai pas terminé. J'ai quelques commentaires avant de vous faire une question. Parce que, volontairement et venant d'un juriste qui enseigne le droit dans une université, je trouve ça un peu curieux, pour ne pas dire inconvenant. Vous oubliez, délibérément, vous faites abstraction de trois éléments fondamentaux, dont sont venus nous parler plusieurs juristes et constitutionnalistes, abondamment, depuis que cette commission a amorcé ses travaux. Premier oubli. Il est de taille. Vous niez carrément l'existence d'un peuple québécois. Puisque pour vous, c'est ce qu'on lit à la page 5 de votre texte, le seul peuple qui existe au Canada c'est le peuple canadien: Le Canada intégralement et dans toutes ses parties, dites-vous, appartient à tout son peuple quant à sa souveraineté, soit l'ensemble de la population de cet État souverain et non pas à la partie de celui-ci. La partie de celui-ci, ça pourrait être ce qu'on appelle, nous, le peuple québécois. Le peuple québécois n'existe pas. Il est carrément nié.

Deuxièmement, forcément puisque vous niez l'existence du peuple québécois, c'est évident que vous niez aussi le droit à l'autodétermination de ce peuple qui n'existe pas. Je vous signale que ce droit, le peuple québécois l'a pourtant bel et bien exercé en mai 1980, qu'il n'a jamais été contesté. Pas seulement par les partisans de la souveraineté, mais par les adversaires de la souveraineté, en mai 1980, l'exercice de ce droit n'a jamais été contesté. Même Trudeau - Dieu sait qu'il était hostile à la souveraineté, qu'il l'est encore - n'a pas nié le droit du Québec à

la souveraineté, n'a pas contesté que ce droit s'exerçait à ce moment-là, en mai 1980.

Il y a même des juristes qui prétendent et affirment que le fait que le peuple québécois ait exercé ce droit à l'autodétermination, ça en fait une sorte de convention constitutionnelle en regard du droit interne constitutionnel. Plusieurs sont venus nous l'affirmer, ici. Curieusement, quant au droit à l'autodétermination, vous, ce que vous affirmez, c'est qu'il ne peut s'exercer qu'une seule fois. C'est comme les allumettes, ça ne sert qu'une fois. À la page 8: Tout droit d'autodétermination qui aurait pu, par hypothèse, exister - ce n'est pas sûr encore - a été définitivement exercé depuis longtemps. Vous faites référence à 1867. S'il a existé, il a été exercé, définitivement, et c'est terminé. Mais, au fond, ce que vous affirmez, c'est qu'il n'existe pas.

Troisième oubli, de taille aussi: Vous niez, vous oubliez, vous mettez de côté toutes les règles du droit international relatives à l'exercice du droit à l'autodétermination des peuples. Je comprends que tout cela s'enchaîne. À partir du moment où vous niez l'existence du peuple québécois, c'est évident qu'il n'est plus question du droit à l'autodétermination, pas plus qu'il n'est question d'invoquer le droit international et les règles du droit international, puisque votre prémisses c'est que le peuple québécois n'existe pas. Alors tout en découle, forcément.

Comment pouvez-vous sincèrement et sérieusement conserver votre crédibilité comme juriste, en niant à la fois le peuple québécois, le droit à l'autodétermination de ce peuple, les règles internationales, le droit international qui prévoient l'exercice de ce droit? Comment pouvez-vous sérieusement conserver votre crédibilité comme juriste en prétendant que seul le droit constitutionnel interne prévaut, s'applique et en affirmant que le gouvernement fédéral a le droit, le devoir même d'utiliser la force, donc d'envoyer des troupes - ce ne sera probablement pas le 22e - pour faire respecter la Constitution et démanteler, si nécessaire, le territoire québécois en occupant toute la partie nordique? C'est ce que j'appellerais, si l'on veut, la tentation serbe, celle qui consiste à recourir à la force pour nier l'exercice démocratique du droit du peuple québécois à l'autodétermination. Comment voulez-vous, M. Scott, que je puisse amorcer le dialogue avec vous? Sur quelle base puis-je échanger avec vous? Vous niez le peuple auquel j'appartiens et, par conséquent, vous lui niez le droit de disposer de lui-même et de décider de son avenir politique. Sur quelle base peut s'amorcer la discussion avec vous? On est à mille lieues, là.

**M. Scott:** Alors...

**M. Brassard:** Puisque... Moi, je conclus là-dessus, votre thèse est à la fois simpliste, mais

elle est aussi méprisante à l'égard du peuple québécois, donc à mon égard et à l'égard de tous les Québécois et de toutes les Québécoises. Elle est méprisante parce que vous niez l'existence même d'un peuple, avec toutes les caractéristiques d'un peuple et tous les droits fondamentaux qui s'y rattachent. C'est une thèse non seulement simpliste, qui ignore des droits fondamentaux, qui laisse de côté des éléments tout à fait fondamentaux, c'est également une thèse méprisante à l'égard du peuple québécois.

**M. Scott:** Je regrette de ne pas faire plaisir au député de Lac-Saint-Jean, mais s'il venait ici aujourd'hui dans l'espoir que je lui fasse plaisir, il est très malchanceux. Je dois dire d'abord que je parle toujours en mon nom propre. La liberté universitaire exige la neutralité de l'institution; alors, que tous parlent en leur nom propre. Alors, je parle toujours en mon nom propre et je ne suis pas assez chanceux pour avoir une chaire comme le suggère le député de Lac-Saint-Jean, mais peut-être qu'il pourrait me soutenir de cette façon.

Alors, j'allais dire qu'il y a plusieurs éléments de question là-dedans. D'abord, dans le sens national, ou ethnique, ou culturel, ou linguistique, on ne peut pas douter que le peuple québécois existe et je ne l'ai jamais nié. Je l'ai même indiqué à quelques reprises. Mais, effectivement, le droit international, lorsque le droit international et les documents internationaux parlent du droit d'autodétermination d'un peuple, ce qu'ils veulent dire, c'est un peuple dans un sens plus limité, c'est-à-dire l'ensemble du peuple d'un État souverain. Et pour de bonnes raisons, puisque tous les États craignent les conséquences d'accorder un droit international de sécession, où on pourrait permettre à des groupes, si bien définis qu'ils puissent être du point de vue ethnique, linguistique, ou religieux... C'est bien clair que beaucoup de pays sont des pays multinationaux, multiethniques, mais c'est précisément à cause de ça que le droit public international a refusé d'accepter ça puisque... Bon, à tort, j'ai même donné dans l'extrait ici que l'auteur dit que certains le feraient de façon hypocrite. C'est évidemment le point de vue du député que le droit international positif va dire oui aux pays, aux territoires coloniaux et non à des gens dans la situation du Québec, mais je suggère que, à la lecture des documents, des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU, qui pas plus que moi n'a l'intention d'insulter qui que ce soit, le peuple qui a le droit à l'autodétermination, c'est l'ensemble du peuple d'un territoire souverain.

Ensuite, je nie le droit à l'autodétermination d'une partie, oui, pour les raisons que j'ai dites dans le détail. Sous le droit constitutionnel canadien ça n'existe pas, sous le droit international ça n'existe pas. Et pour les raisons que j'ai données, ce droit d'une partie d'un pays ou de la population de dire: Nous quittons, nous

prenons le territoire avec nous autres, ça n'existe pas dans la Constitution canadienne ni dans le droit international. Et, effectivement, il y a certains, je ne dis pas l'exercice une fois et pour toutes, mais surtout en Afrique et ailleurs, on voulait dire qu'on décide une fois quelle est la décision quant à devenir pays indépendant ou s'intégrer dans un autre. Et on ne peut pas, mois après mois, tous les 10 ans, tous les 5 ans, décider alors qu'on a droit à l'autodétermination. On va "réexercer" de maintenir la communauté internationale, et aussi les pays, dans un chaos total.

Quant à l'usage de la force, je dis seulement que tous les États se défendent, en fin de compte, contre des atteintes à leur territoire, leur intégrité. Le Québec l'a déjà fait, en se défendant contre le désordre public. Et, au lendemain de l'indépendance, s'il y avait des atteintes à son territoire, ça serait de même. Alors, je dis que c'est la légitime autodéfense, dont je suis partisan, non pas que quelqu'un va venir attaquer les Québécois. Je dis, si on va enlever les juges et les policiers, alors, qu'est-ce qui arrive à ce moment-là? Si les cours, les tribunaux ne font pas respecter la déclaration d'indépendance, le député de Lac-Saint-Jean, qu'est-ce qu'il va faire par la suite? Enlever les juges, faire une épuration, je ne sais pas, organiser une nouvelle armée pour exercer la force contre ceux qui ne vont pas obéir? Mais, j'attendais un petit peu les doutes, pour ainsi dire, que pourrait soulever l'honorable député. Évidemment, à l'heure du déjeuner, j'ai préparé un petit texte, qu'on pourrait dire le texte du Château Frontenac, et c'étaient des questions à soumettre à la Cour d'appel. Je demanderais la distribution ici.

Moi, je suis très prêt. Il pourrait me croire farfêlu et outrageant, plusieurs adjectifs, des thèses méprisantes et simplistes... Méprisantes, oui. C'est très bien. Ça ne me dérange pas du tout. Je lui propose une série de questions, rédigées de façon très neutre, qu'on pourrait proposer, lui et moi, au ministre de la Justice, le parti ministériel ici. Je regrette que M. le ministre ne soit pas ici mais, si le député et moi nous nous mettons d'accord sur ces questions, on va aller tout de suite devant la Cour d'appel. Ils pourront m'appeler imbécile, mais ça va apporter beaucoup d'éclairage là-dessus. Alors, je propose à M. le député, si moi je suis imbécile, évidemment je crois que les juges de la Cour d'appel ne le sont pas, je ne le sais pas, simplistes, mais, néanmoins, je lui propose ces questions.

Le droit international, première question: Le droit international positif, premièrement, a-t-il de la pertinence ou de l'application à un État souverain et notamment au Canada et, si oui, laquelle? Deuxièmement: Attribue-t-il quelques droits de sécession, soit à l'ensemble de la population du Québec, soit à une ou à plusieurs



parties de cette population et, si oui, lesquels? Et, dans chaque cas, quelles en sont les conséquences quant au territoire du Québec?

Deuxième question, partie 1: Par quels mécanismes est-ce que la Constitution du Canada permet de changer le statut d'une province ou une autre partie du Canada, et notamment le Québec, à celui d'un État souverain? Deuxième partie: Est-ce que la Constitution du Canada impose, sur ces mécanismes d'amendements constitutionnels, certaines obligations d'effectuer les modifications constitutionnelles nécessaires aux fins précitées? Si oui, lesquelles, notamment quant au Québec et à son territoire?

Alors, je crois que ça comprend toutes les matières qu'on a touchées aujourd'hui. Je suis prêt à aller à la Cour d'appel soutenir ma thèse. Est-ce que le député, lui, pour sa part, est prêt à aller soutenir la sienne?

(17 h 45)

**M. Brassard:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député.

**M. Brassard:** Je pense qu'on ne se comprend pas tout à fait bien. Encore une fois, on n'est pas sur la même longueur d'onde parce que, nous, ce n'est pas devant la Cour d'appel et des juges nommés par le gouvernement fédéral qu'on veut aller. C'est devant le peuple. C'est au peuple qu'on va faire appel. C'est le peuple qui va décider, démocratiquement. Et vous alignez des questions; je vais vous en poser rien qu'une, moi: Si le peuple québécois, dans un exercice éminemment démocratique, dans un référendum comme on en a tenu un, en mai 1980, si le peuple québécois décide, majoritairement, de faire du Québec un État souverain, est-ce que vous, vous allez reconnaître et accepter, en démocrate, les résultats de cette consultation?

**M. Scott:** Mais tout...

**M. Brassard:** Ou est-ce que si vous allez faire appel au gouvernement fédéral pour qu'il fasse intervenir l'armée?

**M. Scott:** Je crois que...

**M. Brassard:** Ça va être quoi, votre réaction, vous, M. Scott?

**M. Scott:** Je crois que vous confondez les idées de démocratie, puisque pour avoir une élection démocratique, il faut décider de la circonscription. Je ne sais pas si le député du Lac-Saint-Jean accepterait qu'un vote majoritaire, au Lac-Saint-Jean ou à Westmount ou à Outremont, ou n'importe quoi, pour décider qu'on va se séparer du Québec, ce serait valable et démocratique et qu'on aurait l'obligation morale de le respecter. Je doute franchement. J'en doute, puisque, effectivement, la question, c'est:

À qui appartient le droit de disposer? M. le député va accepter certaines circonscriptions comme valables, et pas d'autres. Moi aussi, nous sommes d'accord là-dessus, sauf que pour lui, la seule circonscription valable pour le vote c'est le Québec. Pour moi, ce n'est pas écrit dans la lune ou dans le ciel, ce principe. Pour lui, la seule frontière pertinente, la seule borne, la seule circonscription, c'est les frontières du Québec. Pour moi, selon le droit constitutionnel actuel et le droit international, c'est le Canada dans tout son ensemble. Je crois que ni lui ni moi n'accepteraient qu'on puisse choisir des districts judiciaires, des districts scolaires, ou n'importe quoi, et dire qu'il puisse y avoir un vote et qu'ils aient des vocations à l'indépendance du seul fait qu'il y ait une ligne. La ligne, en fin de compte, veut dire quoi? Si vous dites, par ailleurs, qu'il y a un peuple défini ethniquement, culturellement, linguistiquement, qui a le droit, alors à ce moment-là, encore, ça ne va pas être la frontière du Québec; mais les peuples, les groupes. Par exemple, s'il y a un peuple québécois, il y a des peuples autochtones, il y a d'autres peuples. Et si ça va appartenir à des peuples, alors, ce n'est pas à lui de choisir arbitrairement la frontière où doit se trouver la seule élection et le seul mandat moral pour l'avenir du territoire. Lui, il choisit effectivement une frontière qu'il croit bien et moi, j'en choisis d'autres. Il n'a pas plus à s'exciter là-dessus.

**M. Brassard:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Rapidement, M. le député.

**M. Brassard:** Bien, c'est là-dessus qu'on ne s'entend pas, justement. On revient toujours à l'essentiel et au fondamental. Moi, j'affirme qu'il existe une collectivité, un peuple québécois. Je ne suis pas tout seul d'ailleurs, je ne me ~~sens~~ pas du tout en solitaire sur ce plan-là. Il y a beaucoup de monde qui convient naturellement qu'il existe un peuple québécois, au sens de la Charte des Nations Unies, au sens du droit international, et que par conséquent ce peuple a le droit de disposer de lui-même et de décider son avenir. À partir de là, la question se pose, mais vous n'y répondez pas, vous l'évitez.

**M. Scott:** Non, je dis que le droit international...

**M. Brassard:** Oui! Si ce peuple québécois, par voie de référendum, démocratiquement et majoritairement, décide de faire en sorte que le Québec devienne un pays, un État souverain, vous, comme démocrate, M. Scott, vous faites quoi? Vous demandez au gouvernement fédéral...

**M. Scott:** Je suis aussi... Non, non!

**M. Brassard:** ...d'envoyer l'armée, ou vous reconnaissez que ça s'est fait démocratiquement et que par conséquent, il faut y consentir.

**M. Scott:** D'abord, la force ne serait utilisée qu'en légitime défense. Si les adhérents de M. le député commencent des actes révolutionnaires, c'est seulement là qu'il peut être question de la force; ça c'est la première question. Moi, je ne nie pas l'existence d'un peuple québécois; je nie la pertinence de la frontière que lui il veut choisir, comme seule pertinente pour des votes démocratiques. Est-ce que, à son tour, M. le député de Lac-Saint-Jean va être cohérent avec lui-même et accepter qu'il y a d'autres peuples et que ces autres peuples sont, par exemple, des autochtones et qu'ils ont droit à ce que lui réclame pour son propre peuple? Est-ce que lui, M. le député de Lac-Saint-Jean, va accepter que les autochtones ont le droit de disposer d'eux-mêmes et de décider aussi du sort des territoires historiques qu'ils habitaient et qu'ils habitent? Alors, on va voir très vite que la logique d'accepter qu'on peut dire à tous et à n'importe qui, si valable qu'ils soient comme communauté, qu'ils peuvent disposer, qu'ils peuvent déchirer le pays, qu'ils peuvent démanteler le pays et qu'ils peuvent disposer de leur territoire, ça crée une situation qui ne connaît pas de fin. C'est là la logique du droit international positif. C'est pour ça que les États n'ont pas voulu accepter sa thèse et c'est pour ça que je ne l'accepte pas moi non plus.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I would like to ask one or two questions to you, professor Scott, but before I do I think I should comment on some of the points made by my colleague from Lac-Saint-Jean. I would say, first of all, that there is a crucial distinction that we must make clear at this point. That is about the word "people", ou, en français, "québécois". If we talk about the people of Alberta or the people of Saskatchewan we clearly refer only to people living within the borders of Alberta, or Saskatchewan, or citizens, tax payers, and so on, citizens of Canada, that is. If we use a term like, let's say, the Jewish people, we are talking about a people defined by ethnicity, by culture, by history, by religion, and so on, not necessarily meaning the territorial people of Israel alone. In some cases, we could describe a people, clearly defined by language, culture, ethnicity who do not have an identifiable territorial base. In other cases we could describe a people only in the sense of people living within a defined territory.

Now, in this case, to talk about denying "le peuple québécois" seems to me to be a very confusing idea. I regard myself as a Canadian, I

regard myself as a citizen of Canada, I regard myself as someone who lives in Québec, is loyal to the province in most respects, loves the province, wishes to live here, pay taxes, and all of that sort of things. I do not see why it follows that I am, therefore, included in a "collectivité" of the kind described by the deputy from Lac-Saint-Jean. The "collectivité" he described is surely the "collectivité" of Canadiens français. It is not that of everyone who lives in this province.

If we do not identify with that collectivity and even if we are wholly sympathetic to it – there is no reason why we should not – then how is it possible to move casually from identifying one moment what is clearly a linguistic and an ethnic group and, the next moment, talking about a province? In fact, even to use the term self-determination applied to a province sounds very peculiar almost anywhere else in this country. We would not think, normally, of talking about the self-determination of the province of Alberta or the self-determination of the province of Ontario. Even if we could imagine something like the secession or the breaking-up of Canada, and those provinces leaving Canada, we would not think of it in terms of self-determination, but rather, simply in terms of a desintegration of the Canadian Federal State.

On the last point, by... Oh! incidentally, I should also say that I think that if McGill were to be described as a place that would have a Chair advocating use like this, McGill probably would be able to claim several Chairs advocating the exact opposite as well, in terms of my own experience with McGill. And I would say for most universities of Canada, the viewpoint of the member from Lac-Saint-Jean has been given as good a hearing as it deserves, as also has the viewpoint of professor Scott.

The question I wanted to address to professor Scott was that, given that we obviously have now come to the core of the disagreement – the central disagreement that perhaps this committee must concern himself with – does he take the position that in the event that the Québec government holds a referendum which – as he argues and I think he is correct – does not have any constitutional meaning whatsoever but which could, especially if it delivered a strong majority verdict... Again, I think the point made by the member of Lac-Saint-Jean... Let us, for the sake of argument, take the tough case. Not just that it is 51 %, or 52 %, but that it is, say, 60 %, 66 %, or 70 %. Let us, for the moment, agree that it has no constitutional legal meaning whatsoever, but merely that it carries an immense psychological and emotional force; what exactly is the position that you evolve as to what would then follow in terms of the responsibilities of the Federal Government or the Québec National Assembly? That is, in other

words, if such a referendum were held, and he would argue that, in fact, it did not provide the guaranty or the justification for Québec to move immediately to sovereignty, that would instead require something like, let us say, the agreement of the Federal Government; then, what would be the steps involved to bring about Québec sovereignty, for example? Or, if Québec sovereignty has to be prevented, what would be involved in that case? What would happen, given the referendum does take place, does deliver a majority result in favor of, you know, some sort of declaration of sovereignty?

**M. Scott:** Thank you very much. Let me say that I am thoroughly enjoying the discussion here today. In Montréal we do not start the fireworks until May or June, but in Québec City, obviously, they start earlier, and I am delighted to participate in them. And here we are, at the Centre sportif Laurier, so we can have some good sport and, maybe, blood sport too, but that is all in the game.

What is the responsibility of, possibly, the Federal and Provincial Houses and what steps might be taken? Well, of course, the National Assembly of Québec could pass a resolution. It could do so today to initiate a constitutional amendment of whatever kind it pleases to separate the province with any particular specified territories on any conditions. And the other Houses of the Canadian Federation, the Federal and Provincial Houses, could pass it or not. Personally, I would say no. I will be quite frank, I would say no under any conditions. That is considered fairly tough minded, but I do not think that matters so much because I certainly would never pass, and I hope the other Houses would never pass, a resolution which accepted that two thirds of the province, with no historical connections whatsoever to French Canada, would form part of an independent Québec. And, furthermore, I would hope that the other Houses would say: Well, if we are going to pass this at all – which I quite frankly say I would not – we will not pass a resolution except one which restores the 1898 and 1912 territories to Canada, which would most probably be in accordance with the will of their inhabitants – which is a great principle with a good many people around the table – and, in addition, would pose further conditions, would require some delimitations of territories, on parts of the province which more or less are clearly against independence. In other words, parts of the southern and western portions of the province of Québec. And have possibly required referendums there, or simply say: Well, we know what the views are in those parts. It may have been clear in the Québec vote because the report, I believe, is constituency by constituency. I believe the report of the referendum results shows you would have in each constituency, and say: Fine,

we are going to partition Québec.

In other words: What is sauce, is sauce for the goose, is sauce for the gander. As I have said over and over, I believe in a territorial integrity both of Canada and Québec, but if Canada is divisible, so is Québec. And if there is to be a constitutional amendment to give independence to Québec, the constitutional amendment must, in my view, also in fairness, remove the territories with no historical connection to French Canada, namely the territories of 1898 and 1912, and those other parts of the province which wish to remain part of the Canadian Federation. That is exactly what I would do if I were a member of any House in this federation including this honourable House.  
(18 heures)

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Je vais commencer par une petite remarque. J'ai été effrayé par la position du député de Lac-Saint-Jean en ce qui concerne l'Université McGill. Je dois dire que je souhaite que la liberté de pensée continue à rester dans les universités même dans un Québec indépendant et j'espère quand même que sa position est une position personnelle et non pas une position de son parti. L'Université McGill reste un des fleurons de nos universités, une de nos meilleures universités. Il n'a jamais été question que les directions d'université dictent en aucune manière la manière de penser des professeurs desdites universités.

Ceci étant dit, M. le Président, je voudrais aborder avec vous, M. Scott, un point de votre rapport en ce qui touche l'intégrité territoriale. Et je vais poursuivre ce que vous avez répondu au député de Jacques-Cartier. Votre base de raisonnement est la suivante. Vous dites: Si le Canada peut être divisible, donc le Québec est divisible. Il me semble, si vous me permettez, qu'il y a une différence majeure entre le Canada et le Québec dans cette version-là, c'est que le Canada est une fédération de provinces et que le Québec n'est pas une fédération de municipalités ou de comtés ou de choses comme ça. Il y a réellement, à l'intérieur de la structure canadienne, une structure fédérative où le territoire de chacune des provinces est clairement défini et où le territoire de chacune des provinces ne peut pas être modifié sans l'accord des Parlements provinciaux, des Assemblées législatives de chacune des provinces.

Vous avez décrit deux manières d'accession du Québec à la souveraineté. J'écarte la manière dite révolutionnaire dans vos termes. J'imagine que si le Québec arrive ou accède à la souveraineté et étant reconnu par les autres États, ce sera par la manière légale, c'est-à-dire que le Parlement canadien ou les organismes modifieraient la Constitution canadienne de manière à ce que la province de Québec ait un statut

différent. Je ne comprends pas sur quoi vous vous basez pour dire à ce moment-là qu'on puisse fractionner ou morceler ou atteindre à l'intégrité du territoire de la province de Québec dans ce cadre-là sans le consentement du Parlement de la province de Québec.

**M. Scott:** Il ne peut y avoir, c'est vrai, aucun changement au territoire du Québec sans le consentement de cette Assemblée. Mais aussi, il ne peut y avoir aucun changement dans le statut du Québec sans le consentement et de l'Assemblée et des autres. Alors, vous avez, M. le député, absolument raison de dire que le Québec est membre de la fédération et il y a des différences dans d'autres subdivisions politiques ou il ne s'agit pas de la nature fédérative des institutions fédératives. Oui, c'est vrai. Il y a cette différence mais, néanmoins, il y a un élément commun. Dans les deux cas, c'est-à-dire les subdivisions politiques du Québec et les subdivisions provinciales du Canada, on a un système de lois qui crée les êtres et les dote de pouvoirs, attribue des pouvoirs.

Alors, tout comme la ville de Montréal ne peut pas changer ses pouvoirs sans que la législature du Québec ne l'autorise, c'est de la même façon que le Québec n'a pas le droit de changer son statut, son territoire, ses pouvoirs sans que le processus national ne l'autorise, et ils ont le droit de dire non. Le pouvoir de changer le territoire n'est pas un pouvoir spécial, c'est la conséquence du droit de dire non. Le droit, à mon avis, moral – je sais que plusieurs ne sont pas d'accord – je considère que le peuple canadien a le droit de dire franchement non ou de dire: Oui, on vous le permet, mais à des conditions qu'on considère justes et équitables et qu'il y a d'autres groupes qui ont moralement des droits, que si le Canada français constitue un peuple avec des droits, il y en a d'autres. Et surtout, je crois que vu qu'il n'y avait aucun lien historique entre les territoires du Nord et le Québec, qui ont été rattachés pour être gouvernés comme une province, le Canada peut dire: Oui, messieurs, on va vous donner l'indépendance, mais on va vous remettre dans la situation antérieure à 1898. On va vous remettre dans la situation dans laquelle vous étiez lorsque vous êtes entrés dans la Confédération. C'est-à-dire, vous êtes entrés d'une certaine façon, alors on va renverser le processus, mais on ne va pas sélectionner ici pour vous laisser là où vous aimez et de changer ce que vous n'aimez pas. Le Canada a le droit de dire oui ou non au changement et de faire des conditions qu'il croit moralement justes.

**M. Gauthrin:** Vous permettez une question là-dessus. C'est clair que l'indépendance, disons, légale, va se faire et ne pourra se faire que par négociations avec le Canada et changements à la Constitution. Ça, ça marche. Mais une fois que la

négociation est faite avec le gouvernement fédéral et une fois que l'ensemble des provinces accepte la séparation ou, disons, le nouveau statut pour le Québec, je ne vois pas où est le problème, réellement, sur le territoire. Parce que l'intégrité du territoire, et c'est ça que je vous... la séparation ou non doit se négocier par une modification à la Constitution, mais on parle bien d'une partie du territoire et de l'intégrité du territoire. Le point où j'ai du mal à vous suivre, c'est à partir du moment où vous dites: Bon, alors le gouvernement pourrait fractionner le Québec, etc.

**M. Scott:** Non. C'est...

**M. Gauthrin:** Je pense réellement – si vous me permettez de terminer – ce que je crois c'est qu'il y a des changements constitutionnels qui peuvent prendre effet. Il y a des éléments, dans la Constitution, pour modifier une constitution et modifier, éventuellement, le statut de certaines provinces, par accord – et vous l'avez très bien expliqué avec... Je ne voudrais pas entrer dans le débat, parce que faut-il 7-50, faut-il l'unanimité des provinces, est-ce que seuls le Parlement fédéral et le Parlement du Québec peuvent... Disons que ça, c'est un débat qu'on pourra traiter jusqu'à la fin. Mais le principe de l'intégrité du territoire qui part, ça, je pense, je n'arrive pas à vous suivre au moment où vous dites que la partie qui partirait, une fois dont on s'est mis d'accord sur la manière dont elle pourrait partir, que l'intégrité du territoire n'est pas respectée.

**M. Scott:** Je vais l'expliquer d'une autre façon. Qu'est-ce qui dit que le statut du Québec peut faire l'objet des négociations, mais non pas un aspect de ce statut, c'est-à-dire le territoire? Qu'est-ce qui dit que le statut du Québec peut faire l'objet d'un amendement constitutionnel, mais pas son territoire? Où est-ce que c'est écrit, dans les cleux, que la seule chose qui ne peut être touchée ou négociée ou changée par l'amendement constitutionnel, c'est la question du territoire? Je suggère qu'il y aura beaucoup de gens qui insisteront, précisément, pour que ça soit un objet majeur, même la question centrale de la négociation: quel territoire. Et ils ne vont pas accepter qu'on doive prendre pour acquis, au début des négociations, que le territoire est intouchable. Ça va être objet, ça va faire partie de la négociation et ça peut très bien être partie de l'amendement constitutionnel. Pourquoi est-ce que c'est impossible de... Pourquoi est-ce que tout autre peut être négocié et pas ça, tout autre peut être l'objet d'un amendement constitutionnel mais pas le territoire?

**M. Gauthrin:** Tout simplement parce que le territoire, chaque morceau du Canada, fait partie d'une province et que même si vous voulez en

coupez un morceau, il faudrait le rattacher à quelque chose. Il ne pourrait pas se rattacher tout seul dans les airs, et couper... en arrière... Le Canada est fractionné en un certain nombre de provinces, c'est une mosaïque... Il y a le territoire et après les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon et les différentes provinces. Si vous coupez un morceau, où allez-vous le rattacher?

**M. Scott:** Ça ne peut pas être changé, les territoires? Il y a des douzaines d'amendements constitutionnels sur des ajustements de territoires. Ça peut faire l'objet d'un amendement.

**M. Gauthrin:** Il faudrait, à ce moment-là, qu'une des provinces veuille bien récupérer le nord du Québec. On peut rêver, à ce moment-là, puis avoir toutes sortes de politiques fictions. Ça, je veux bien.

**M. Scott:** C'est précisément le débat de politique, de négociation d'un amendement constitutionnel. Quel amendement va-t-on négocier? Quel amendement va-t-on passer? M. Untel dit: Alors, on va mettre dans l'amendement constitutionnel une clause pour dire que le Québec est indépendant. D'autres vont répondre: Alors, mais, on va mettre une autre clause qui dit que le Québec indépendant a lieu sur un certain territoire défini. Ça va être négocié. Il n'y a rien qui l'empêche et ça va être l'objet d'un amendement constitutionnel. Je ne vois pas pourquoi.

**M. Gauthrin:** Je comprends, mais c'est une question des rapports de forces et de l'intérêt. Quel est l'intérêt du reste du Canada, de fractionner le Québec? Personnellement, je ne vois pas l'intérêt.

**M. Scott:** Alors, vous pouvez persuader le reste du Canada de leurs propres intérêts. Mais je doute fort que le reste du Canada prenne conseil, pour ce qui est de leur intérêt, de la part de l'Assemblée d'une province qui a opté pour l'indépendance.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** M. Scott. Je pense qu'on vient de discuter du droit à l'autodétermination et j'ai l'impression qu'il y a une chose que, il me semble, vous escamotez. Je vous le dis comme cela. C'est le corollaire qui est finalement basé sur la notion d'effectivité...

**M. Scott:** La notion de?

**M. Léonard:** La notion d'effectivité, c'est-à-dire la capacité administrative d'un État, qui est l'organe politique d'un peuple, à gérer l'ensemble des activités sur son territoire. Et sur ce plan-

là, il me semble qu'il y a des précédents qui sont connus. Je reviens à deux faits qui font que le droit à l'autodétermination du Québec a été reconnu. Le référendum de 1980, et, tout récemment, l'adoption de la loi 150, dont l'un des préambules, ou l'un des considérants, implique le droit à l'autodétermination du peuple québécois. Je voulais simplement noter cela, parce que je trouve ça important cette notion d'effectivité, c'est-à-dire la capacité de l'État de le faire. Et c'est, en fait, le cas du Québec.

Je reviens à une chose. À votre notion du Canada unitaire. Vous dites: Il y a un peuple au Canada, il n'y en a pas deux. Et à mon sens, c'est le fond de la question, finalement, parce que je me demande ce qu'on fait ici s'il n'y a qu'un peuple au Canada. Et encore là, même s'il n'y avait, de façon légale, qu'un peuple de reconnu, il y a des pays qui sont devenus... Il y a des peuples, comme ça, et des pays qui se sont fractionnés parce qu'on a découvert tout à coup qu'il y en avait d'autres peuples. Mais dans notre cas, ça va plus loin que ça, parce que le Canada a été une confédération – le mot lui-même, confédération, c'est même plus que fédération – c'est une confédération de provinces. Et c'est peut-être une des grandes ambiguïtés de toutes les discussions constitutionnelles qu'on a depuis 1867. Mais pour revenir, peut-être, aux derniers 10, 15 ans, en 1980, le Québec a tenu un référendum, non désavoué par le fédéral. Il est venu ici un des ex-ministre du gouvernement d'alors, qui était membre de la commission Bélanger-Campeau, et qui a dit que le gouvernement fédéral, sciemment, en toute connaissance, n'avait pas désavoué la Loi sur les référendums du Québec et la Loi sur le référendum de 1980. Ce qui a son importance, à mon sens.

Il y a eu une campagne où le peuple québécois a dit non à une proposition. Il n'a pas dit oui positivement à autre chose. Mais sous les représentations, disons, des tenants du non, la majorité s'est rangée du côté du non. Il n'y eut aucune élection durant ce temps-là. Et il y a eu par la suite le rapatriement de la Constitution, unilatéralement. Et quand vous regardez dans l'acte de 1982, il manque une signature sur ce texte, une signature. À mon sens, cette omission, ou cette absence, est de taille, parce que c'est ça qui explique tout ce qui nous amène ici. Et toutes les discussions qui ont eu cours, par la suite. La proposition du lac Meech, c'est ça la question, c'est que le Québec n'a pas accepté la Constitution de 1982 et ne l'a pas encore acceptée; ni nous quand on était au gouvernement, ni eux quand ils en sont. Ce n'est pas accepté. Et, donc, vous n'avez pas encore, même formellement, un peuple unitaire au Canada. Et c'est ça le problème. Vous dites: Il n'y en a qu'un seul. Alors, qu'est-ce qu'on fait ici s'il n'y en a qu'un seul? Parce que, au fond, il manque une signature essentielle au bas de ce document, et pour l'apposer il y a des choses qui doivent

être faites. Et je pense qu'on vérifie pratiquement tous les jours que ça ne peut pas se passer comme cela, parce qu'on vérifie tous les jours qu'il y a au moins deux peuples au Canada, et récemment les autochtones eux-mêmes se sont mis de la partie. Alors, je conteste, en quelque sorte, si vous me permettez, le fond même de votre thèse qui dit, qui vise à dire qu'il n'y a qu'un peuple au Canada. Je pense que la réalité politique et la réalité tout court disent qu'il y en a plus qu'un.

(18 h 15)

**M. Scott:** O.K. Premièrement, selon M. le député, ma thèse c'est qu'il n'y a qu'un peuple au Canada et alors pourquoi les provinces. Je dis qu'il y a un peuple seulement pour les fins de la grande décision constitutionnelle et sous le droit international et sous le droit constitutionnel canadien. Je ne nie pas qu'il y ait des peuples définis de quelques façons, et beaucoup de gens les diviserait de beaucoup de façons. Certainement les autochtones diraient qu'il y a une ou plusieurs nations ou peuples. Et alors pourquoi les provinces? C'est bien sûr puisqu'il y a des différences de points de vue, d'intérêts, de géographie partout, et on a fait une fédération qui comporte 11 membres, par ailleurs, et ils exercent certains pouvoirs, mais des pouvoirs limités. Alors, pour les fins des pouvoirs provinciaux attribués par la Constitution, il y a, si on veut dire, plusieurs peuples, mais je ne tiens pas à ce mot: il y a des communautés politiques, dix communautés politiques. Est-ce que je dis qu'il y a un peuple? Non, je ne dis pas qu'il y a un peuple dans le sens ethnique ou culturel. Il y a une fédération qui donne parfois de larges pouvoirs d'autonomie. Pour ce qui est du mot "confédération", je ne crois pas que ça prouve beaucoup qu'on entre dans le débat du dictionnaire, mais effectivement les lois constitutionnelles ne se servent jamais du mot "confédération"; le mot dont elles se servent c'est la "fédération". Le mot "confédération" c'est un langage commun, ordinaire du peuple.

Pourquoi est-ce que la loi sur le référendum n'a pas été désavouée? Parce que, effectivement, le gouvernement de la province a parfaitement le droit de faire de la consultation populaire, à mon avis, tant qu'il le voudra. Il y avait certains excès en disant qu'on ne pouvait pas faire de la propagande, faire des imprimés sans être membre d'un comité ou d'un autre, ce qui était une violation de la liberté d'expression. Mais, néanmoins il avait le droit de faire de la consultation. Alors, le fait qu'il ait eu un référendum, à mon avis, prouve très peu, mais ça ne suggère une question. Oui, on a eu un référendum en 1980, mais est-ce qu'on va dire qu'on n'accepte pas que ce référendum avait le droit de démanteler le pays non plus? Mais, effectivement, combien de référendums? Est-ce que c'est vrai que, si M. le député perdait le prochain référendum, dans 10 ans il pourrait y en avoir un autre,

et dans 5 ans encore un autre, et que ça pourrait se poursuivre et que ça ne se termine jamais, sauf si lui gagne un référendum, là c'est terminé? Là, tout le pays doit être démantelé, déchiré tout de suite, on doit y mettre fin puisque c'est le bon référendum à ce moment-là. La démocratie a prouvé le bon résultat, c'est ce que M. le député veut. Là, à ce moment-là, le résultat est unique, le résultat est vrai, l'autodétermination a eu lieu. Alors, ça ne devient définitif que s'il gagne le référendum. Mais tant et aussi longtemps qu'il perd des référendums, là ce n'est pas définitif. Ça n'est pas mon genre, ni ma logique de voir les choses.

**M. Léonard:** M. le Président, je veux faire un commentaire là-dessus, rapidement.

**Le Président (M. Bélanger):** Brièvement.

**M. Léonard:** Si M. Scott, le professeur, dit qu'en ayant deux comités, oui et non, sur la question, ça brime la liberté, je pense que quand lui veut limiter le nombre de référendums, il pourrait se poser des questions sur la liberté politique. Mais je lui rappellerai une chose. En ce qui concerne Terre-Neuve, le fédéral en a fait trois référendums. Trois référendums.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Scott:** J'ai manqué la dernière affaire, mais...

**M. Léonard:** En ce qui concerne l'entrée de la province de Terre-Neuve dans la Confédération canadienne, le fédéral a tenu trois référendums successifs.

**M. Scott:** Sur différentes questions. Et c'était le gouvernement de Terre-Neuve, pas le fédéral.

**M. Léonard:** Mais tant qu'il n'a pas eu le oui de Terre-Neuve pour entrer dans la Confédération, il a procédé...

**M. Scott:** Sur différentes questions.

**M. Léonard:** ...il a renouvelé le référendum. Alors, là-dessus, je pense que c'est la liberté démocratique que les gens fassent des référendums s'ils ont envie d'en faire.

**M. Scott:** Ils ont le droit de faire des référendums. On a le droit d'avoir des référendums consultatifs n'importe quand.

**M. Léonard:** C'est ça.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président, merci. Je ne voudrais pas laisser, parce que je n'ai pas eu le temps tantôt, laisser passer l'intervention du député de Lac-Saint-Jean, de la manière qu'il a posé sa question. Je pense qu'à partir des prochains invités qu'on aura devant cette table, il devrait manifester un certain respect et de la tolérance vis-à-vis de nos invités.

M. le Président, moi, je considère que parmi les plus grands...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! S'il vous plaît!

**M. Maciocia:** M. le Président, je n'ai interrompu personne.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie, continuez.

**Une voix:** Ça va faire pour les leçons de morale.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! S'il vous plaît!

**M. Maciocia:** M. le Président, je pense que parmi les plus grandes qualités que...

**M. Brassard:** Pour les sermons là, j'irai à l'église.

**M. Maciocia:** ...peut avoir un peuple, le respect et la tolérance devraient occuper une place privilégiée. Et je pense que le peuple québécois les a. La thèse et la position du professeur Scott, M. le Président, ne sont pas connues d'hier ni d'aujourd'hui, elles sont connues depuis longtemps. On sait très bien, elles ne datent absolument pas d'hier. On les connaît. La commission l'a invité devant nous justement pour avoir différents points de vue. Aujourd'hui, c'est le point de vue de M. Scott, du professeur Scott qui est venu nous dire exactement ce qu'il pense sur la situation territoriale du Québec. On peut partager, comme on peut ne pas le partager, M. le Président. Mais le moins qu'on puisse faire, c'est l'écouter et le respecter. Et je pense que c'est très important qu'on fasse cette mise au point, parce que je pense que le respect et la tolérance ce sont les choses les plus importantes qu'on puisse avoir ici, à cette commission, et aussi en tant que peuple.

M. le Président, nous, de ce côté ici, on est contre la violence; ça, c'est clair. Nous sommes pour... C'est clair pour nous que le peuple québécois, il a droit à l'autodétermination. On sait aussi que le peuple québécois, il a droit à l'intégrité de son territoire; ça, c'est clair, pour nous. C'est clair. Mais seulement, il faudrait voir justement demain, en prévision d'une éventuelle séparation... dans le cas, il faudrait voir quelles seront les implications. Et c'est la raison pour

laquelle on a des constitutionnalistes qui sont devant nous pour nous mettre en garde ou pour nous dire qu'est-ce que sont les possibilités ou quels sont les dangers ou quels sont les avantages d'une éventuelle séparation.

M. le Président, comme je disais tantôt, nous, on est contre ça et ce doit être clair. On est contre la violence. M. Scott, ma question à vous, c'est dans le sens que vous avez dit tantôt et que le droit international, il reconnaît, je pense, le droit à la sécession. Mais il reconnaît aussi... Je suis pas mal convaincu qu'il reconnaît aussi l'intégrité du territoire, qu'il reconnaît l'autodétermination des peuples et aussi l'intégrité du territoire; c'est un peu là le problème, d'après moi, qu'on devrait essayer de résoudre. C'est l'autodétermination du peuple québécois, disons, à la sécession, et l'intégrité du territoire canadien. Est-ce que, d'après vous, les deux choses peuvent aller ensemble? Est-ce que d'après vous... Laquelle a prédominance dans le droit international, est-ce que c'est l'autodétermination du peuple québécois ou l'intégrité du territoire canadien?

**M. Scott:** Tous les pays ont la grande crainte d'accepter un principe selon lequel leur intégrité pourrait être mise en question. En quelque sorte, ils se mettent ensemble pour rejeter le principe de la sécession, du fractionnement, à cause de leurs intérêts communs. Et ce sont les pays coloniaux qui en étaient les premiers, puisque l'arbitraire des frontières dans plusieurs parties du monde, en Afrique, voulait qu'il y ait toutes sortes de peuples différents. Alors, on insistait sur une chose primordialement que les seules frontières pertinentes étaient les frontières coloniales. Est-ce que ce n'est pas absurde dans un sens et arbitraire que, d'une façon, ces peuples en Afrique insistent qu'ils ont le droit de mettre fin aux abus impérialistes mais que, d'autre façon, seules les frontières imposées par les empires soient sacrées, intouchables? Oui, dans un sens. Et le mot "hypocrite" apparaît dans la littérature. Et, effectivement, c'est pourquoi le droit international positif, comme je le vois, c'est que l'autodétermination appartient au peuple d'un État. Peuple dans un sens limité, peuple dans un sens du mot que n'acceptent pas, dont ne veulent pas se servir plusieurs autour de la table, mais peuple dans le sens de la population de cet État et seulement cette population. Ou encore la population d'un territoire qui ne se gouverne pas, un territoire colonial, seulement ce peuple a, dans le droit international positif, le droit de faire sécession.

À mon avis, c'est le fait du droit international positif actuel. Je sais, effectivement, que plusieurs le pensent injuste. Je pourrais dire que le mot injuste serait peut-être le meilleur mot pour plusieurs des députés autour de la table pour décrire ou caractériser une telle règle. Néanmoins, les États se sont mis à se protéger,

je l'avoue. Mais j'ajoute que le lendemain de l'indépendance, c'est le Québec qui serait le premier, vis-à-vis de ses autochtones, à prendre la même position. Il nierait absolument tout droit à l'autodétermination portant atteinte à ses territoires. Je peux presque le garantir.

Il y a là, aussi, un certain double standard. Néanmoins, à mon point de vue, la seule règle que la communauté internationale a pu trouver pour retenir l'ordre et pour éviter le chaos constant, et la seule règle que les États peuvent apporter, c'est cette règle, si défectueuse qu'elle puisse paraître. C'est à cause de ça que les États résistent au fractionnement et, à mon avis, c'est la situation et c'est la règle. Alors, c'est pour ça que je dis que dans le droit international positif il n'y a pas de droit pour des parties d'un État, si importante... La province est plus importante qu'une municipalité, c'est évident. Les pouvoirs sont plus larges, beaucoup plus larges, néanmoins c'est une subdivision, ce n'est pas un État souverain et la règle s'applique à cette partie aussi.

**M. Maciocia:** Comme le temps presse, que c'est quasiment fini, j'aurais une dernière question, M. le Président, si vous permettez.

**Le Président (M. Bélanger):** Très brièvement.

**M. Maciocia:** Vous avez parlé d'une large majorité dans un cas de référendum. D'après vous, ça devrait être quoi la majorité, pour être acceptable?

**Le Président (M. Bélanger):** 100 %.

**M. Scott:** C'est une affaire consultative et non pas juridique. Pour ne pas sembler contourner la question, je vais vous dire: Je voterais non dans toutes hypothèses. Que la majorité soit à 99 %, je dirais non, si ça va ou si ça ne va pas faire plaisir à certains. Ça va leur faire plaisir puisque, moi, maintenant, I am a better target at that point. Ça va bien. Je dirais non. Je ne suis pas prêt à accepter la disso... Je ne crois pas que ce soit dans l'intérêt de qui que ce soit. Je crois que les autonomies qui sont conférées par la fédération canadienne, sont plus larges que celles qu'on connaît partout ailleurs...

**M. Maciocia:** ...quelle majorité d'après vous?

**M. Scott:** Je dirais non. Que la majorité soit à 99 %, si j'étais député à Ottawa, je dirais non. Fin de l'affaire.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, M. Stephen Scott, nous vous remercions beaucoup de votre présentation à la commission, de votre contribution à nos travaux. Vous avez soulevé un

point, qui, de toute évidence, ne fait pas l'unanimité, si je m'en tiens à vos propos. Par contre, vous nous présentez un point de vue qui, je pense, dans une commission qui veut faire un travail sérieux, doit être regardé. Il y a toujours deux côtés à une médaille. Il faut regarder l'autre côté de la médaille. Alors, de ce point de vue, vous nous l'avez présenté. Je comprends les réactions des gens de la commission de la façon suivante: je me rappelle avoir eu à arbitrer un différend dans une municipalité où des gens perdaient des petits morceaux de terrain, peut-être un pied carré ici, un pied carré là, et ça avait été affreux. La possession de la terre ou de son territoire, c'est toujours quelque chose qui nous est très cher et, dans ce sens-là, je pense qu'il y a peu ou pas de Québécois qui souhaitent perdre un seul pouce de ce qu'est le Québec actuel. Dans ce sens-là, c'est bien évident que ça suscite beaucoup d'émotivité lorsqu'on parle de cela. Mais on vous remercie de nous avoir présenté ce point de vue là et d'avoir attiré notre attention sur ce qui pourrait être, en tout cas, ou ce qui est pour certains quelque chose de contestable.

**M. Scott:** Je vous remercie. Je remercie tous les députés, même les députés de l'Opposition et encore plus les députés de l'Opposition qui m'ont donné tellement une bonne occasion de pouvoir exprimer mes idées, en présentant des thèses contraires. Merci beaucoup.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, on suspend les travaux jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 18 h 31)

(Reprise à 20 h 9)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place pour que nous puissions débiter nos travaux. Alors, je vous remercie. On marche sur les mêmes remplacements que cet après-midi. Ça va?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Ça va. Bien. Il n'y a pas d'autres... Bon. Avant de présenter notre invité, je voudrais d'abord déposer ce document qui est l'accession à la souveraineté, l'immigration et les questions des réfugiés. C'est dans les séries de mises à jour qu'on a faites depuis le début, là. Donc, le document est déposé officiellement et, sans plus tarder, je vais introduire notre invité de ce soir: M. Henri Brun.

Quoi dire et quoi ne pas dire qui n'ait pas été dit sur M. Brun, qui est un personnage très connu, dont les opinions font autorité depuis déjà au moins quelques semaines au Québec, pour



ne pas dire plus? M. Brun, qui est professeur de droit constitutionnel à l'Université Laval ici, à Québec, et qui est impliqué dans quantité d'autres travaux importants un peu partout... On laissera M. Brun faire sa présentation de façon plus complète, si la chose est possible et je vous inviterais, sans plus tarder, à nous présenter votre allocution. Alors, M. le professeur.

#### M. Henri Brun

**M. Brun (Henri):** Je vous remercie, M. le Président. Mme, MM. les députés, vous me permettez, étant donné la nature assez délicate du sujet, à mes yeux – ce n'est peut-être pas délicat pour tous mais, pour moi, c'est un sujet délicat et assez complexe – contrairement à ce qu'il m'arrive de faire, je vais rester, si vous le voulez bien, assez près de mon texte.

Alors, l'objectif que j'entends poursuivre par mes propos, les propos qui vont suivre, n'est pas de tenter d'apporter une réponse à toutes les questions de frontières auxquelles il faudrait porter attention si le Québec devait accéder à la souveraineté. Ce qu'on m'a demandé, au nom de cette commission, et ce à quoi je vais me restreindre, c'est plutôt d'exprimer une opinion juridique sur la question plus générale de savoir si le Québec pourrait perdre ou acquérir des portions significatives de territoire s'il devait accéder à la souveraineté de façon unilatérale, c'est-à-dire par l'exercice de son droit à l'autodétermination. Pourrait-on soutenir, d'une part – ça soulève deux questions à mon avis – que le Québec possède ce droit de s'autodéterminer en fonction d'une partie seulement de son territoire? Et pourrait-on prétendre, d'autre part, que l'acquisition du statut d'État souverain aurait pour effet d'ajouter au territoire actuel du Québec? En pratique, dans ce cas-ci, la première de ces questions concerne le territoire terrestre du Québec et la seconde concerne le territoire maritime du Québec. Un certain nombre de personnes se sont prononcées là-dessus, sur ces questions-là, ces derniers temps. Je dois dire que je n'entends pas exprimer mon opinion par référence à ces différentes prises de positions, pas plus celles de cet après-midi que d'autres. Je les cite en notes à mon texte.

Avant de répondre à ces deux questions que j'ai formulées, il est nécessaire de savoir quel est le régime de droit applicable à ces questions et, partant, de savoir quelles instances judiciaires auraient compétence pour trancher à leur sujet entre des prétentions irréconciliables. C'est une question préliminaire mais, à mon avis, c'est probablement la question la plus importante parce que autrement, si on ne se place pas dans cette perspective-là, je le crains bien, on ne fait pas du droit, on ne fait que des menaces. Tant que le Québec demeure un membre de la fédération canadienne, c'est évidemment vers le droit constitutionnel canadien qu'il faut se tourner

pour savoir comment le territoire de la province de Québec peut évoluer. Or, il nous apparaît tout à fait clair que selon le droit constitutionnel canadien, le territoire du Québec ne peut être modifié qu'avec l'accord de la législature du Québec, en vertu de l'article 43 de la loi constitutionnelle de 1982 et de l'article 3 de la loi constitutionnelle de 1871. Les tribunaux canadiens et, donc, la Cour suprême, en dernière instance, seraient des tribunaux compétents pour trancher tout conflit à cet égard, mais leur décision devrait nécessairement déboucher sur cette reconnaissance que l'accord du Québec est essentiel à toute modification du territoire du Québec. Une fois le Québec devenu un État souverain, dans l'hypothèse, il en va tout autrement. Il nous apparaît tout aussi évident, en effet, que seul le droit international pourrait alors présider au règlement d'un litige territorial entre le Canada et le Québec devenu pays souverain, et ceci, même si ce droit international doit, devait, dans les circonstances, emprunter largement au droit constitutionnel canadien pour trouver réponse à la question qu'on lui pose. Le droit constitutionnel peut alimenter très bien – et on va le voir tout à l'heure – le droit international. Le droit interne, constitutionnel devient à ce moment-là comme une question de fait qu'il faut prouver devant l'instance internationale. Partant, donc, puisque c'est le droit international seul qui peut apporter, il faut passer par le droit international, partant seul des tribunaux internationaux, la Cour internationale de justice, par exemple, aurait compétence pour répondre aux deux questions que nous avons précédemment formulées. Les tribunaux canadiens, dans ce nouveau contexte, seraient en effet devenus à la fois juges et parties.

Autrement dit, ce qu'il faut se demander par rapport à ces deux questions, c'est ceci: Comment en disposerait vraisemblablement un tribunal comme la Cour internationale de justice? À mon avis, comme je le disais tout à l'heure, c'est la seule façon d'exprimer sur ce sujet une opinion qui soit de nature juridique. Toute tentative d'imposer par la force une prétention territoriale équivaut, en effet, à un acte de guerre qui, par définition, n'a rien à voir avec l'état de droit, n'a rien à voir avec la "rule of law" si chère à la tradition britannique de droit constitutionnel.

(20 h 15)

Alors, la première partie, le territoire terrestre, cela soulève essentiellement, à mon avis, la question du Québec septentrional, le Québec du Nord, le Nouveau-Québec. Et la question que certains se posent au sujet du territoire terrestre du Québec est donc celle de savoir, comme je le disais tout à l'heure, si le droit du Québec de s'autodéterminer s'étend à tout son territoire actuel. Y a-t-il, autrement dit, des distinctions à faire à cet égard, entre

différentes parties du territoire du Québec, de telle sorte qu'en cas de sécession unilatérale, des portions de ce territoire se trouveraient à demeurer canadiennes?

Il appert qu'en droit international aucun principe n'est de nature à fonder l'idée que le territoire de l'État qui fait sécession puisse être amputé au profit de l'État antérieur. Au contraire, les principes de base, le principe de l'uti possidetis et de l'efficacité gouvernementale veulent qu'en principe, tout au moins, l'État qui fait sécession conserve tout son territoire tel que possédé – c'est ce que veut dire l'expression *uti possidetis* – tel que possédé au moment de la sécession, s'il est en mesure d'exercer efficacement à son endroit la plénitude des compétences étatiques.

L'on peut se demander, néanmoins, si des données propres au droit ou à l'histoire constitutionnels du Canada ou du Québec ne pourraient pas conduire un tribunal international à des conclusions contraires à ce principe de base. Ce que devrait toutefois constater ce tribunal, avant toute chose, c'est que le droit constitutionnel reconnaît et consacre lui aussi, et ceci depuis 1871, le principe de l'intégrité territoriale, principe voulant en l'occurrence que le territoire de chaque État membre de la fédération ne puisse être modifié sans l'accord de celui-ci. Malgré cela, certaines prétentions se sont faites insistantes ces derniers temps. Je n'ai pas l'intention de les reprendre toutes. Certaines d'entre elles sont, à mon avis, tellement dépourvues de toute pertinence juridique qu'il ne m'apparaît guère utile d'élaborer à leur sujet. Je pense, par exemple, à ces thèses voulant que tous les lieux du Québec où des anglophones sont en majorité, comme à l'extrémité de la Basse-Côte-Nord ou encore à l'ouest de l'île de Montréal, pourraient demeurer partie du Canada, à titre, je suppose, de territoires fédéraux. Il m'est impossible de considérer un seul instant qu'un tribunal international pourrait donner suite à de telles prétentions.

Cependant, une de ces prétentions et une seule, pensons-nous, mérite une certaine attention. Il s'agit de celle voulant que le Québec ne puisse exercer aucune forme d'autodétermination eu égard à ses territoires septentrionaux, soit cette partie de son territoire acquise en 1898 et en 1912. La thèse typique à cet égard peut se résumer de la façon suivante, vous l'avez déjà entendue ou lue: Le Québec ne possédait pas ces territoires en 1867 quand est née la fédération canadienne. Ces territoires ont été confiés au Québec en sa qualité de province du Canada, sujette à une condition concernant les autochtones. Partant, si le Québec quitte le Canada pour devenir un État souverain ou encore s'il ne respecte pas la condition relative aux autochtones, le Canada peut lui retirer ces territoires. C'est à peu près là la thèse en question. Et, à notre avis, cette thèse ne tient pas. Elle ne

pourrait, selon nous, convaincre un tribunal international parce qu'elle repose essentiellement sur trois erreurs juridiques fondamentales. Elle repose d'abord dans son ensemble sur une confusion entre le droit constitutionnel et le droit civil. Elle repose aussi, pour partie, sur une confusion entre le Canada et les autorités fédérales. Elle repose enfin, pour une autre partie, sur une ignorance du droit relatif au partage fédératif des compétences dans la fédération canadienne.

Alors, d'abord la confusion entre le droit constitutionnel et le droit civil. Lorsqu'on lit ces thèses, ces écrits, surtout celles qui sont un tant soit peu élaborées, on voit que toute cette idée que le Québec puisse perdre une partie de son territoire parce qu'il ne respecterait pas certaines conditions découle en réalité de l'application de notions de droit civil, des notions destinées à régir des relations interindividuelles de droit privé, et on les applique à une situation qui, de par sa nature, relève exclusivement du droit constitutionnel. Les tenants de cette théorie s'expriment en l'occurrence comme s'il s'était agi entre le fédéral et le Québec de contrats de prêt ou de mandats entre des personnes privées, c'est-à-dire comme s'il s'était agi de terres ou autres propriétés qu'une personne aurait alors mises à la disposition d'une autre personne pour que cette dernière en jouisse pendant un certain temps, à certaines conditions, alors qu'en fait c'est d'un phénomène juridique d'une tout autre nature qu'il s'agit. Pour l'essentiel, il ne s'agit pas ici de terres ou de propriétés, mais de territoires et de souveraineté. Ce que le Québec a reçu en 1898 et 1912, c'est le pouvoir constitutionnel, pour sa législation, de faire des lois pour ces territoires. La propriété de terres n'est que la conséquence accessoire de ce pouvoir de légiférer. Ce sont des amendements constitutionnels en bonne et due forme qui ont eu lieu à ces dates, des amendements constitutionnels ayant pour objet le pouvoir de légiférer et il ne s'agit pas du tout de contrats de prêt ou de mandats. On a suivi à ces deux dates, en 1898 et 1912, une procédure d'amendements constitutionnels précise qui avait été prévue en 1871, dans la loi constitutionnelle de 1871 qui était venue compléter justement la loi constitutionnelle de 1867, qui était silencieuse, qui était carentielle à cet égard-là. Et la procédure précise qui était prévue pour faire ce genre de modification constitutionnelle, c'était l'adoption de lois fédérales et provinciales concomitantes. Et c'est ce qu'on a fait expressément aux deux dates, en 1898 et en 1912.

Alors, lorsqu'on dit, très généralement – c'est ce qu'on lit partout – que le gouvernement fédéral a donné ces territoires au Québec, ou encore qu'on les a confiés au Québec par législation fédérale, c'est faux. C'est juridiquement faux. Or, la sanction judiciaire du droit constitutionnel, contrairement à ce qui existe en

droit civil, ne peut en aucune façon se faire par le moyen d'un transfert, ou d'un retrait du pouvoir de légiférer que possède un Parlement ou une législature. On se situe ici, en droit, aux antipodes de la vente à tempérament. Il ne s'agit pas du droit d'une personne de disposer du bien, mais du droit collectif d'exprimer les normes générales qui régissent la société. La nature même du pouvoir de faire des lois interdit que ce pouvoir puisse être retiré ou transféré autrement que par l'exercice formel du pouvoir constituant, expressément prévu par la Constitution, ou encore, par l'exercice formel du droit à l'autodétermination par la collectivité elle-même.

C'est d'ailleurs là la raison pour laquelle il est acquis, en jurisprudence, que même une entente politique entre gouvernements, ou entre législatures, ne peut pas remplacer l'amendement constitutionnel formel pour ce qui est d'opérer un transfert de compétences législatives d'une législature à l'autre. La jurisprudence reconnaît aussi, en conséquence de cela — c'est logique — que la sanction judiciaire des conditions qui peuvent assortir l'attribution du pouvoir de légiférer ne peut pas s'accomplir par le retrait de ce pouvoir de légiférer.

Alors, le tribunal international qui aurait à se demander si le Québec, contrairement aux principes de base applicables, ne devrait pas être privé de son pouvoir de légiférer pour ses territoires septentrionaux parce qu'il n'aurait pas respecté des conditions qui lui auraient été imposées lorsque ce pouvoir lui a été attribué, devrait donc, forcément, constater que le droit constitutionnel canadien interdit cette sorte de sanction.

Deuxième base de ces thèses concernant le Québec septentrional: l'existence d'une condition implicite voulant que le Québec demeure une province du Canada et que si le Québec décide de ne plus être une province du Canada, il perde droit sur ces territoires, cela, à mon avis, découle d'une confusion entre ce qu'est le Canada et ce que sont les autorités fédérales. Selon cet argument, les territoires septentrionaux de la péninsule québécoise n'ont été annexés au Québec qu'en 1898 et 1912, qu'en sa qualité de province du Canada. En tous cas, affirme-t-on, on ne les lui aurait pas confiés certes, au Québec, si on avait su qu'il allait quitter le Canada pour former un État souverain. Cet argument part, en réalité, d'une prémisse fautive, à savoir que ces territoires auraient fait l'objet d'une donation, ou d'une dévolution quelconque, de la part des autorités fédérales du Canada, en faveur du Québec. Et cette erreur résulte, il nous semble, de cette confusion si soigneusement entretenue en certains milieux, entre le Canada et les autorités fédérales, confusion selon laquelle ce qui appartient au Canada appartient aux autorités fédérales à l'exclusion des provinces qui forment le Canada.

Contrairement à ce que l'on écrit ou dit

souvent, ces territoires du Nord n'ont pas été achetés en 1870 par le gouvernement fédéral de la part de la Compagnie de la Baie d'Hudson; ils ont plutôt à cette date été rattachés au territoire du Canada, de la fédération canadienne, après que la Compagnie de la Baie d'Hudson eut rétrocédé au gouvernement britannique les droits et intérêts qu'elle avait alors sur eux, sur ces territoires. Or, ce rattachement au Canada, il ne s'est pas fait n'importe comment, il s'est fait suivant la procédure expressément prévue à la Constitution pour opérer une telle modification constitutionnelle. Le rattachement au Canada des territoires de la Compagnie de la Baie d'Hudson, qu'on appelait la Terre de Rupert, et du Territoire du Nord-Ouest s'est effectivement fait en 1870 par décret du gouvernement britannique, parce que la chose avait été expressément prévue dans l'entente fédérative conclue à peine trois ans auparavant entre les quatre provinces fondatrices de la fédération, alors même que la fédération n'existait pas et alors même que les autorités fédérales n'existaient pas non plus. Le préambule de la loi constitutionnelle de 1867, après avoir constaté que le Québec, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick s'étaient entendus afin de former une fédération, le préambule lui-même fait état de la nécessité de pouvoir maintenir, dès cette époque, en 1867, dans cette même entente, au rattachement d'autres territoires à celui de la fédération. Puis l'article 146 de la même loi de 1867 prévoit expressément que ce rattachement pourrait avoir comme objet la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest et qu'il pourra se faire par décret du gouvernement britannique.

Dans ces circonstances, il est donc difficile, il nous semble, de prétendre que l'entrée de ces territoires dans la fédération canadienne, trois ans après la naissance de cette fédération, de par la volonté de quatre provinces, de deux surtout, en réalité, n'intéressait alors que les nouvelles autorités fédérales du Canada et que partant, ces territoires auraient pu, dans leur totalité, demeurer indéfiniment des territoires fédéraux rattachés à aucune province. Cette question au contraire faisait, comme nous l'avons vu, partie de l'entente fédérative de 1867 et cette entente ne prévoyait rien de tel que la naissance et le développement d'immenses territoires fédéraux dans la fédération.

Ce qui est surprenant, en fait, ce n'est pas qu'il y ait eu annexion d'une partie de ces territoires au Québec et au Canada, en 1898 et en 1912, c'est plutôt de constater que ces annexions n'ont été faites que si tardivement. En réalité, l'annexion au Québec de la partie septentrionale de la péninsule québécoise n'a fait qu'attribuer au Québec une partie de ce qui lui revenait en conséquence du rattachement de la Terre de Rupert et du Territoire du Nord-Ouest au territoire de la fédération canadienne, rattachement qui avait été convenu dans l'entente

de 1867. Cette annexion répondait d'ailleurs à une réclamation répétée de la part du Québec.

S'il devait quitter la fédération canadienne pour former un État souverain, le Québec pourrait donc le faire, à notre avis, en toute légitimité avec les territoires de 1898 et de 1912. Bien loin de devoir abandonner ces territoires, il devrait plutôt, au contraire, réclamer alors qu'il soit tenu compte de l'abandon, qu'impliquerait sa sécession, des droits et intérêts qu'il a comme les autres membres de la fédération dans les territoires de 1870 qui n'ont toujours pas été rattachés à quelque province. Ces territoires qui sont venus accroître en 1870 le territoire de la fédération, en conséquence de l'entente de 1867, sont pour l'instant, par défaut, sous juridiction fédérale unique. Mais ils n'en sont pas moins, pour autant, des territoires canadiens dans lesquels les membres de la fédération, et tout spécialement ceux de 1867, ont un intérêt certain.

Il nous semble manifeste, en tout cas, qu'un tribunal international n'écarterait pas le principe de base de l'intégrité territoriale, au sujet des territoires de 1898 et de 1912, pour la seule raison que le Québec deviendrait un État souverain. L'idée qu'il faille que le Québec demeure dans la fédération canadienne pour conserver ces territoires repose sur une théorie qui n'est conforme ni au droit ni à l'histoire constitutionnelle canadienne, soit une théorie voulant que ces territoires aient été, en quelque sorte, des cadeaux faits au Québec par le gouvernement fédéral qui aurait acheté ces territoires de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Or, rien de tout cela n'est fondé, en fait ou en droit, si ce n'est sur la croyance erronée que le fédéral et le Canada, c'est la même chose.

La troisième thèse qu'on entend à ce propos, c'est celle reposant sur l'idée de l'existence d'une condition, explicite celle-là, concernant les autochtones lorsque ces territoires ont été transférés en 1898 et en 1912. Et je prétends que l'idée de cette condition repose sur une ignorance du droit relatif au partage fédératif des compétences. L'alinéa 2c des lois fédérales et québécoises de 1912 qui ont annexé au Québec la partie la plus nordique de la péninsule québécoise s'exprime comme suit: "La province de Québec reconnaîtra les droits des habitants sauvages - je cite, bien sûr - les droits des habitants sauvages dans le territoire ci-dessus décrit dans la même mesure, et obtiendra la remise de ces droits de la même manière, que le gouvernement du Canada a ci-devant reconnu ces droits et obtenu leur remise, et ladite province supportera et acquittera toutes les charges et les dépenses se rattachant à ces remises ou en résultant." (20 h 30)

Les lois de 1898, qui avaient fait la même chose pour le territoire intermédiaire entre celui de 1867 et celui de 1912, ne comprenaient pas, elles, cette disposition. La question que certains

posent parfois au sujet de cette clause est celle de savoir s'il ne s'agirait pas là d'une condition qui permettrait de reprendre au Québec le territoire qui en fait l'objet - territoire de 1912 - parce que le Québec n'en aurait pas respecté la teneur. Nous avons vu déjà qu'une telle clause ne peut pas, en droit constitutionnel, produire l'effet que suggère cette question. Mais même en prenant pour acquis, pour fins de discussion, qu'il puisse en être autrement, même à cela, il reste qu'il est loin d'être évident que la clause 2c n'a pas été respectée par le Québec. Surtout en tenant compte des règles du partage fédératif des compétences.

Dans cette optique du partage des compétences, l'obligation du Québec de reconnaître les droits des autochtones de ce territoire ne peut s'interpréter que comme une obligation de ne pas faire, c'est-à-dire comme une obligation négative de ne rien faire qui puisse porter atteinte à ces droits autochtones de façon substantielle. Car le pouvoir d'agir au nom de l'État, eu égard aux autochtones et aux terres sur lesquelles ceux-ci ont des droits, appartient en exclusivité aux autorités fédérales. Le Québec, autrement dit, ne peut porter atteinte à ces droits tant que ceux-ci n'ont pas été rétrocedés. Ainsi, par exemple, le Québec manquait à cette obligation lorsqu'il s'entêtait à entreprendre le développement du potentiel hydroélectrique de la baie James en ignorant les droits des Cris sur les terres impliquées. Mais la Convention de la Baie James est venue corriger la situation et, d'une façon générale, il me semble, il n'est pas prouvé que le Québec n'a pas respecté cette obligation de l'alinéa 2c.

Pour ce qui est du deuxième volet de 2c, soit l'obligation d'obtenir la rétrocession des droits des autochtones sur le territoire de 1912, il n'est rien d'autre qu'une délégation illégale de pouvoirs. Le Québec ne pouvait pas, ni de lui-même ni avec l'accord du Québec, transférer ainsi son pouvoir et sa responsabilité constitutionnelle en ce qui regarde les autochtones et les terres sur lesquelles ceux-ci ont des droits. Pour ce faire, il eût fallu, à l'époque, une loi du Parlement du Royaume-Uni. Ainsi, la Convention de la Baie James serait une pure nullité si les autorités fédérales n'avaient pas été partie prenante aux négociations et à l'entente. Il est donc pour le moins difficile, dans l'état actuel du dossier, de voir comment un tribunal international pourrait parvenir à la conclusion que le territoire de 1912 devrait être enlevé au Québec, contrairement aux principes généraux applicables, parce que ce dernier n'aurait pas respecté l'alinéa 2c des lois de 1912. S'il devait être prouvé que les droits des autochtones n'ont pas été respectés sur ce territoire, la responsabilité, selon les règles du partage fédératif des compétences, devrait d'abord et avant tout être imputée au fédéral et non pas au Québec. Cette conclusion nous apparaît d'autant plus fondée

que l'alinéa 2c – maintenant, il faut le noter quand même aujourd'hui – a été abrogé en 1976, de la même façon que les lois de 1912 avaient été adoptées, c'est-à-dire par des lois fédérales et provinciales concomitantes. Ce sont les lois mettant en vigueur l'entente de la Baie James, la Convention de la Baie James. Aussi, d'autre part, le législateur fédéral lui-même, celui qui est compétent en la matière, a éteint tous les droits des autochtones dans les territoires en question.

Si le Québec devait devenir un État souverain, cette situation se trouverait, en revanche, complètement modifiée. Le Québec acquerrait, par le fait même, une compétence pleine et entière en matière autochtone. Face à cette conjecture, il serait normal de voir les autochtones du Québec réclamer du Québec des garanties équivalentes à celles dont ils jouissent maintenant. Or, ces garanties sont, depuis 1982, de nature constitutionnelle. Les droits des autochtones ne sont plus à la merci du législateur fédéral, le législateur compétent en la matière, mais ils peuvent toujours, ces droits autochtones, être modifiés sans l'accord des autochtones.

D'autre part, l'objet de ces droits demeure encore très flou. Leurs droits ancestraux, leurs droits à l'autonomie gouvernementale et les territoires sur lesquels portent ces différents droits sont, pour l'instant, d'une nature largement inconnue. Il me semble que les autorités québécoises devraient, sans tarder, peu importe les choix collectifs qui seront faits plus tard, donner aux autochtones du Québec la garantie explicite que leurs droits seraient, dans un Québec souverain, enchâssés dans une partie de la Constitution qui ne pourrait pas être modifiée sans leur accord. Il me semble aussi, dans cette perspective, qu'un effort tout particulier devrait être fait maintenant pour tenter de préciser le plus possible la nature et la portée de ces droits. Tout autre comportement ne pourra qu'avoir l'effet d'hypothéquer la liberté de choix quant à l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Alors, la deuxième question que soulève l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté par rapport au territoire, c'est est-ce que le territoire peut se trouver agrandi? Ceci soulève la question du territoire maritime du Québec et donc ceci par rapport au golfe Saint-Laurent, aux baies d'Hudson, James et d'Ungava et au détroit d'Hudson. Dans l'état actuel du droit constitutionnel canadien, le Québec n'a aucun droit dans le golfe Saint-Laurent, dans les baies d'Hudson, James et d'Ungava ou encore dans le détroit d'Hudson. Il n'a donc rien à perdre de ce côté et la seule question qu'on peut se poser à ce sujet est celle de savoir si, en cas d'accession à la souveraineté, il ne pourrait pas bénéficier d'accroissement territorial. Nous pensons que telle est effectivement la situation dans les quatre cas. Le territoire du Québec du côté du golfe du Saint-Laurent s'arrête à l'es-

tuaire du golfe et à la rive du golfe. L'estuaire du fleuve Saint-Laurent s'étend, pour sa part, à l'ouest d'une ligne brisée qui relie Cap-des-Rosiers à l'embouchure de la rivière Saint-Jean en passant par l'extrémité occidentale de l'île d'Anticosti. Le fait que le Québec se termine au rivage du golfe découle, par ailleurs, d'une jurisprudence, aussi critiquable qu'incontestable en droit, de la Cour suprême du Canada. Selon cette jurisprudence, le territoire immergé qui se situe au-delà du rivage du golfe ne pourrait être que territoire fédéral. Quant à savoir quelle est l'étendue de ce territoire maritime fédéral, le droit est incertain, à mon avis. Ce qui est sûr, c'est que le gouvernement fédéral n'a jamais encore fermé, entre guillemets, le golfe, c'est-à-dire qu'il n'a jamais utilisé la technique dite des lignes de base droites dans le but d'affirmer que le golfe Saint-Laurent est une mer intérieure canadienne. Le principe des lignes de base permet aux États riverains de la mer de tirer des lignes droites le long de la mer, de cap à cap, de cap à île ou d'île à île au-delà desquelles pourra s'étendre leur mer territoriale mais cette façon de faire, qui est tout à fait reconnue par le droit international, ne permet pas de fermer des plans d'eau aussi vastes que le golfe Saint-Laurent et dont les ouvertures sont aussi larges que le détroit de Cabot.

En revanche, il est arrivé à certaines autorités fédérales de prétendre que le golfe Saint-Laurent serait une mer intérieure canadienne en sa qualité de baie historique. Le fédéral n'a jamais, cependant, tellement insisté là-dessus probablement parce que plusieurs pays, dont les États-Unis et la France, se sont traditionnellement opposés à cette prétention. Donc, pour ce qui est du golfe Saint-Laurent, ou bien l'ensemble du golfe est territoire fédéral, ce qui est peu probable pour les raisons que nous venons de mentionner, ou bien, ce qui est davantage probable, une mer territoriale de 12 milles marins entoure le golfe le long des côtes des provinces riveraines et constitue, selon la jurisprudence de la Cour suprême, un territoire fédéral. Quelle que soit la situation, les conséquences, à notre avis, de la souveraineté du Québec seraient cependant les mêmes.

Pour ce qui est des baies d'Hudson, James et d'Ungava, de même que du détroit d'Hudson, le territoire du Québec se termine généralement au rivage par application des lois qui ont annexé les territoires riverains de ces eaux au Québec en 1898 et 1912. Cette situation juridique n'est pas plus rationnelle dans les faits qu'elle ne l'est du côté du golfe Saint-Laurent, mais elle n'est pas davantage contestable, à notre avis, en droit. Les trois baies en question seraient par contre des eaux intérieures canadiennes, en tant que baies historiques, alors que le détroit d'Hudson demeurerait un territoire contesté. En vertu de la jurisprudence canadienne dont nous avons déjà fait état, les trois baies et la mer

territoriale au large du détroit d'Hudson, constitueraient donc des territoires fédéraux pour l'instant, dans la situation actuelle.

Si le Québec devenait un État souverain, ces situations seraient appelées à changer de façon importante, tant du côté du golfe que du côté des trois baies et du détroit, et ceci pour deux raisons: parce que la mer territoriale est, en droit, un accroissement territorial dont seuls peuvent bénéficier les États riverains, et parce que les eaux qui baignent plus d'un État sont réputées être des eaux internationales dont les détroits d'accès doivent rester ouverts. Ce qui signifie que le Québec, en devenant souverain, verrait son territoire s'agrandir d'une mer territoriale de 12 milles marins à partir de lignes de base tirées tout le long des parties de son territoire baigné par le golfe Saint-Laurent, les baies d'Hudson, James et d'Ungava et le détroit d'Hudson. De là, il aurait libre accès à la haute mer. De plus, il pourrait exercer, au-delà de son territoire marin, les droits extra-territoriaux que le droit international permet aux États côtiers d'exercer, par exemple l'exploitation des ressources naturelles du plateau continental ou encore, la réglementation de certaines activités spécifiques, comme la pêche, à l'intérieur de zones contiguës. Il est probable, en effet, qu'une cour internationale de justice reconnaîtrait la justesse de ces prétentions, puisque à l'encontre de situations non fonctionnelles et hautement critiquables découlant du droit constitutionnel interne, celles-ci, ces prétentions, s'appuieraient sur des principes de droit international parfaitement reconnus.

Conclusion: ceux qui contestent le droit du Québec à s'autodéterminer pour une partie de son territoire reconnaissent, par le fait même, que le Québec a le droit de s'autodéterminer. Or, à notre avis, la question est globale et il n'existe pas de raison juridique permettant de distinguer à cet égard entre différentes parties du territoire. Si le Québec a le droit de se retirer de la fédération canadienne, ce droit porte sur tout son territoire. Nous sommes convaincus que les principes juridiques de base en la matière, soit ceux de l'uti possidetis et ceux de l'efficacité gouvernementales, obligeraient les autorités fédérales canadiennes à respecter l'intégrité du Québec en cas de sécession.

En particulier, l'idée que l'annexion des territoires du nord, en 1898 et 1912, ait été sujette à des conditions, l'une explicite, l'autre implicite, qui autoriseraient les autorités fédérales à reprendre ces territoires en cas de sécession du Québec, se fonde sur des postulats qui ne résistent pas à l'examen juridique et historique. Il nous semble clair, en tout cas, que c'est là la conclusion à laquelle parviendrait un tribunal international, si jamais une divergence d'opinions à ce sujet devait survivre à des discussions menées de bonne foi. En ce qui concerne les espaces maritimes, l'accession à la

souveraineté marquerait, par contre, un accroissement sensible du territoire du Québec. En vertu du droit international, le Québec disposerait alors, du côté du golfe Saint-Laurent, des baies d'Hudson, James et d'Ungava ainsi que du détroit d'Hudson, d'une mer territoriale qui lui fait présentement défaut. Alors, M. le Président, je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le professeur, nous vous remercions. Notre premier intervenant, c'est M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. Brun. Je vous poserais la question suivante, ou je vous ferais l'énoncé suivant; vous me direz en quoi cet énoncé pêche sur le plan juridique, en vertu du droit international. Si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi. Et donc, à ce moment-là, cette divisibilité du Québec peut aller très loin. Ça peut aller jusqu'au petit village de la Basse-Côte-Nord ou une partie de l'ouest de Montréal. Et le droit à l'autodétermination, à ce moment-là, est attribué à chacune des parties résultant de la division du Québec. C'est une thèse qu'on nous a exposée récemment et qui met sur le même pied le peuple québécois dans son ensemble et le territoire québécois, tel qu'on le connaît, et des parties de la population du Québec et des parties du territoire du Québec. Et, selon cette thèse-là, cette divisibilité du Québec est indéfinie ou on ne sait pas trop comment ça peut s'arrêter. Ça dépend des volontés exprimées par des groupes qui peuvent se multiplier ou apparaître un peu partout sur le territoire québécois. Est-ce que c'est fondé en droit international? Est-ce qu'il y a un moment où on doit s'arrêter en termes de divisibilité d'un territoire et en termes d'attribution du droit à l'autodétermination à des groupes?

**M. Brun:** Non, je pense que c'est le genre d'affirmation qui repose sur une façon purement mécanique de raisonner. C'est une sorte d'affirmation mécanique: Ce qui est bon pour l'un est bon pour l'autre. Et pourquoi pas? Ça a une apparence appétissante, comme ça, à première vue. Mais c'est fondamentalement un sophisme. Si on regarde du point de vue du droit interne qui est ma spécialité, du droit constitutionnel interne, il n'y a aucun fondement à l'idée, dans le droit constitutionnel interne en tout cas, qui pourrait nourrir le droit international, qui pourrait nourrir un arbitre international, le cas échéant, pour lui permettre de conclure, de parvenir à la conclusion, que toute espèce de partie du territoire du Québec, n'importe quelle partie du territoire du Québec, pourrait être détachée du Québec au cas où il exercerait, ou il ferait sécession par exercice du droit à l'autodétermination.

(20 h 45)

Et si on regarde du côté des principes du droit international lui-même, la chose est également vraie, je pense. L'existence du droit à l'autodétermination dépend, en droit international, d'une série de facteurs. Il y a un certain nombre de règles que pose le droit international et qui s'appliquent dans certains cas et qui ne s'appliquent pas dans d'autres cas. Et il faut faire l'exercice au cas à cas, au cas d'espèce. Et je pense personnellement que l'on peut fort bien arriver, de ce point de vue du droit international, à la conclusion que l'ensemble de la collectivité québécoise a le droit de s'autodéterminer en droit international, tout en pouvant en arriver à une conclusion contraire dans le cas de plusieurs autres collectivités à l'intérieur de la collectivité québécoise. C'est pour ça que j'ai été peut-être un peu rapide là-dessus, mais il me semble que la chose est particulièrement évidente. Quand j'ai fait état tout à l'heure, en passant, de ces thèses où l'on dit que dans toute espèce de partie du territoire du Québec où il y aurait, par exemple, une concentration linguistique, on pourrait exercer un droit à l'autodétermination, c'est assez absurde. En tout cas ce n'est certainement pas conforme aux exigences, aux critères du droit international en la matière, c'est-à-dire à l'idée de l'existence d'un peuple, organisé politiquement, regroupé à l'intérieur d'un territoire, un peuple d'une certaine population et qui a un certain rapport d'efficacité avec un certain territoire, et un peuple qui veut devenir un pays souverain. C'est à peu près ça, les conditions du droit international. Bien, je pense que si on arrive à des réponses positives sur à peu près chacun des points dans le cas du Québec, ce n'est pas facilement la même chose à l'endroit d'à peu près qui que ce soit des autres collectivités, les collectivités partielles à l'intérieur de la collectivité du Québec. Tout ça est soit un pur sophisme soit une espèce de confusion voulue ou non voulue, volontaire ou non, entre le droit à l'autodétermination et le droit relatif à la protection des minorités, qui est une tout autre cause, une tout autre question.

**M. Brassard:** Est-ce que votre connaissance, comme juriste et constitutionnaliste, des prises de position, des opinions, des courants d'opinions qui ont cours soit au Canada anglais soit au gouvernement fédéral parmi les partis politiques fédéraux... est-ce que les prises de position, les opinions, les déclarations de principe qui se retrouvent parmi tout ce monde-là vous portent à croire ou à vous inquiéter, advenant l'exercice par le Québec de son droit à l'autodétermination, d'une certaine tentation très forte, auprès des autorités fédérales, de recourir à la force pour empêcher l'exercice de ce droit ou pour occuper une partie du territoire québécois?

**M. Brun:** Je dirais d'abord que ces opinions,

que je connais assez bien jusqu'ici, sont des opinions privées. Je ne crois pas les avoir lues ou entendues de la part d'autorités fédérales comme telles, d'autorités provinciales non plus... d'autorités gouvernementales. Alors, ce sont des personnes privées qui expriment ces opinions-là, c'est-à-dire toute cette question de la possibilité que le territoire du Québec soit amputé à partir du moment où il décide d'exercer un droit à l'autodétermination. Là c'est un peu malgré tout surprenant, parce que ça apparaît assez neuf tout ça. Ce sont des opinions qu'on entend depuis peu de temps, depuis peu de mois. C'est en termes de mois, je pense. Bon, encore une fois, dans la mesure où ce sont des opinions privées, il n'y a peut-être pas à s'en faire outre mesure, mais il reste quand même que c'est surprenant. Et si des autorités publiques devaient s'en emparer – les autorités fédérales, par exemple – on pourrait même se demander si elle seraient recevables, puisque l'idée de l'accession du Québec à la souveraineté n'est pas nouvelle du tout, et on peut se demander si après tant d'années où cette idée a été discutée, débattue, que cette espèce de réponse, elle, toute nouvelle, de l'amputation du territoire fasse surface, on pourrait se demander si ces arguments seraient recevables en droit, si on ne pourrait pas appliquer ici un peu cette théorie de l'estoppel qui veut qu'on ne puisse pas sortir, dans un dix-huitième temps, un argument nouveau du chapeau du magicien. Mais, enfin, je spécule là un peu puisque, encore une fois, ce ne sont quand même pas, à ma connaissance, des opinions émanant d'autorités publiques.

Par contre, pour ce qui est de l'inquiétude que vous soulevez, malgré tout, oui, ça suscite chez moi un certain degré d'inquiétude, en ce sens en tout cas, je ne peux pas dire, ça, je ne suis pas en mesure de dire si ça peut laisser présager d'intentions réelles d'agir de la part d'autorités qui auront le pouvoir d'agir en temps et lieu, d'autorités militaires fédérales par exemple. Ça, je ne suis absolument pas en mesure de dire cela. Mais simplement dans le débat actuel qui a lieu entre intellectuels, politiciens, ce que vous voulez, je trouve que c'est déjà d'un certain danger en ce sens que ces idées qui ont germé tout à coup, soudainement et comme des champignons sont très provocantes, sont très intimidantes, et elles sont susceptibles d'effets et de conséquences, surtout chez la fraction la plus jeune de la population. Et, je les trouve, regrettables, particulièrement lorsque ces opinions, qui ont peu de fondement juridique – c'est le moins que je puisse dire, j'essaie d'employer les mots les plus retenus – sont développées par des juristes de réputation, par ailleurs, et qui drapent tout ce discours nouveau d'une crédibilité juridique. Ça, je trouve ça particulièrement dangereux. Dans la mesure où c'est simplement dans la guerre, entre guillemets, la guerre politique, eh bien, c'est peut-être

davantage acceptable. En tout cas, c'est une réaction du juriste en moi de trouver que c'est déplorable que des juristes s'emparent allègrement de ces idées-là.

**M. Brassard:** Une dernière question.

**M. Brun:** Je vous en prie.

**M. Brassard:** Mais, à votre connaissance, juste pour préciser, M. Brun. Donc, au niveau des autorités constituées, des partis politiques reconnus, à votre connaissance, le droit du Québec, du peuple québécois à l'autodétermination est un droit que vous considérez comme étant un droit reconnu, qui n'est pas contesté, qui ne l'a pas été en mai 1980, et qui, selon vous, même s'il y a ces opinions privées-là qui circulent, ne devrait pas raisonnablement être contesté par les autorités constituées.

**M. Brun:** C'est mon opinion. J'ai eu l'occasion de l'exprimer déjà, que le Québec, la collectivité québécoise dans son ensemble, a un droit à l'autodétermination. Je parlais de droit international tout à l'heure, mais je me sens encore plus à l'aise en droit constitutionnel, et je pense que ce droit existe même en droit constitutionnel. En fait, c'est la façon la plus positive de répondre à votre question de tout à l'heure. Je ne peux pas dire que toutes les autorités, on n'a pas besoin d'aller jusque-là, que toutes les autorités canadiennes, non québécoises se sont exprimées dans ce sens-là mais il y a quand même un certain nombre d'expressions de points de vue qui vont dans ce sens-là et qui permettent de prétendre, et qui permettent de démontrer, de faire la démonstration qu'il existe en droit constitutionnel canadien une convention constitutionnelle à l'effet que le Québec a droit à l'autodétermination.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I am wondering whether you are expressing the view that, in the event that the referendum takes place, this in itself is capable of taking Québec out of Confederation, or do you still hold that it requires the approval of the Ottawa Parliament. For example, on your page 8, à la page 8, dans le premier paragraphe, you have, in your last sentence: "La nature même du pouvoir de faire des lois interdit que ce pouvoir puisse être retiré ou transféré autrement que par l'exercice formel du pouvoir constituant expressément prévu à cette fin par la Constitution ou par l'exercice formel du droit à l'autodétermination par la collectivité elle-même." Are you saying that a referendum result, even without the approval of the Parliament in Ottawa, can be used to take Québec out of Confederation?

**M. Brun:** Sans doute. Certainement.

**M. Cameron:** If the referendum took place and an opinion was expressed by the majority of the population of Québec that they wished sovereignty or something of that sort, and in that case, they did not get a sympathetic response from Ottawa, that is, the Ottawa Government of the moment, whatever it was, not necessarily the present one, simply said: We do not necessarily object to Québec becoming a sovereign State, but we will insist on negotiating the conditions under which it does and so forth, are you saying in effect that Québec can ignore that position being taken by Ottawa?

**M. Brun:** Ah non! Non, présenté comme vous le dites là. J'avais cru comprendre que vous demandiez si l'on pouvait accomplir la souveraineté, y parvenir sans l'assentiment des autorités fédérales, et ma réponse était clairement oui et sans aucune hésitation. Par contre, dans la mesure où la porte est ouverte à la négociation, il me semble bien qu'il faudrait se prêter au jeu de la négociation et de la discussion avant de rendre effective la souveraineté. Il devrait a priori – c'est même comme ça que ça devrait se passer, entre un référendum et une déclaration ou la mise en oeuvre formelle, l'entrée en vigueur d'une déclaration de souveraineté unilatérale – y avoir toutes les tentatives possibles de négociation et de discussion pour régler tout ça.

**M. Cameron:** Well it seems to me, perhaps some of this discussion about the territorial question we are talking at cross purposes, as I understand it, even though as individuals who have written, arguing about the possibility of a change in the territorial status of Québec, are not arguing that if Québec became sovereign, that subsequently, for example, Canada could go to an international tribunal and argue that it should acquire, saying, Ungava or the West Island of Montréal, or something of that sort. What is being argued is in the process of negotiation itself, when sovereignty takes place, the territory could be a matter of negotiation just as much as debt or assets or anything else. And the argument I would assume, as to why that should happen, is because of what people see as the legitimacy, the moral legitimacy, the historical legitimacy, if you like, of the arguments they used about 1898 and 1912, not an argument about the constitutional status, that is, in other words, both...

There is not as big a difference between your position and that of the constitutional theorists who have argued for partition as all that. It seems to me that both of you are really saying: As long as Québec is inside Canada, its territory is sacrosanct as such, there is no question of carving it out. If Québec is firmly



outside of Canada and has been recognized as a sovereign State, the same thing applies. Its territory is defined and is not going to change. The argument is not that, the argument is: If Québec has a referendum to leave Canada, and a negotiation then follows, and the rest of Canada, and for that matter, parts of Québec claim that they are entitled to certain parts of Québec, then even if the Québec Government, the National Assembly, the collectivity "québécoise", whatever you like, does not like such a claim, and even if further more they believe their legal past, record or something like that is as good or a better one, could they not still, after all, negotiate such pieces of territory, simply as a means of getting a happy life for the rest of Canada?

**M. Brun:** Mais que faites-vous au-delà des négociations? Si les négociations vont bien, c'est parfait. Il n'y a pas de problème, des discussions de bonne foi mènent à un résultat qui sied, qui convient au Québec et au Canada. Mais si tel n'est pas le cas, supposons que le Canada insiste pour conserver canadien tout le Nouveau-Québec, tous les territoires de 1898 et 1912, qu'est-ce qu'on fait au-delà des négociations? (21 heures)

**M. Cameron:** That's the sixty-four dollar question.

**M. Brun:** Est-ce que la réponse... Oui, mais... Non, il y a une réponse à ça. Et la réponse de toute cette littérature que je cite au début, ou à peu près... M. Varty et son livre récent, MM. Jacobson et Cooper, etc. ne voient pas du tout la nécessité de passer par un arbitrage international. L'application du droit international par un arbitre approprié, une cour internationale de justice, ne semble même pas leur effleurer l'esprit; c'est l'armée, ils occupent le territoire. Et ça, pour moi, ce n'est pas du droit. Il me semble qu'en droit, la position québécoise, pour moi, est même la position de base du droit international. Et, quand le droit international se retourne vers le droit constitutionnel interne pour voir s'il n'y aurait pas lieu de faire quelque exception, bien, la réponse demeure la même, c'est-à-dire une réponse en faveur du respect de l'intégrité du territoire. Alors, je me dis, au-delà des discussions, au-delà des négociations, si on veut parler droit – et moi je viens exprimer une opinion juridique – je me dis qu'il faut aller devant un arbitrage international, il faut aller devant une cour internationale de justice. Et, le point de vue que j'exprime est celui qui, il me semble, devrait être, serait en bout de ligne, celui de ce tribunal international. Je peux me tromper, bien sûr...

**M. Cameron:** I understand your point. But supposing, for example, Canada in effect says: We want some of Québec's territory. Supposing,

as you say, this is not something that is acceptable to Québec, then surely you do not even have to talk necessarily in terms of the army, or force; you could merely say, at that point, that Canada, therefore, says: Well, then we are not willing to accept the independence of Québec, any of it.

**M. Brun:** Sur ses territoires.

**M. Cameron:** Yeah. I mean, if they choose that position, given the actual past record in terms of... I believe, the first jurist we heard, professor Turp, pointed out that in the case of Singapore, for example, it managed to withdraw from the Malaysian Federation with a joint declaration from both Kuala Lumpur and Singapore and that this was the ideal situation. And that otherwise, no federal State had actually seceded from a federal system on its own. There was not any kind of example. So, if such a thing is to take place, it seems to me it either has to have the agreement of Canada, or if Canada's agreement is not there, why does one even have to talk about the army? Why cannot one just say: Canada does not give its agreement? If Canada does not give its agreement, can Québec, then, really arrive as a sovereign State?

**M. Brun:** Je pense que si on vit dans un régime de droit, si le Rule of Law signifie quelque chose, il faut quelque chose d'autre que la volonté d'une partie pour trancher la question. Et cette réalité je l'applique au Québec aussi. En cas d'échec de négociations sur des points fondamentaux, et, mettons, sur des points territoriaux importants, je pense que le Québec sera obligé, lui aussi, de s'en remettre à cet arbitrage international, à l'application du droit international par une cour internationale de justice. Je ne verrais pas très bien comment on pourrait envoyer des forces... en tout cas, essayer de chasser les autorités fédérales de ces territoires à partir d'une vision à sens unique.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, je remets la parole à M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** Merci, M. le Président. M. Brun, dans votre traité de droit constitutionnel vous abordez à la page 139 le cas du Labrador. Pour vous, il semble y avoir certains doutes relatifs au statut du Labrador. Ça peut, peut-être, poser à question puisque, entre autres, M. Henri Dorion nous a dit d'oublier la revendication du Labrador, d'une façon assez claire. Ma question est la suivante: Vous serait-il possible de nous exposer en quoi le jugement de 1927 ne devrait pas être opposable au Québec? Et, pourriez-vous – évidemment, vous allez sûrement pouvoir le faire – nous expliquer le principe constitutionnel qui vous fait dire, entre autres,

que la loi impériale de 1949 pourrait ne pas être opérante puisque, à ce moment-là, le Québec n'y a pas participé?

**M. Brun:** La question du Labrador... Bon! Dans le traité, c'est vrai qu'on laisse une petite fente. On est deux auteurs, n'est-ce pas? Et on laisse une petite fente, la porte juste un petit peu ouverte. C'est parce que c'est toujours pénible d'être le premier ou les premiers à dire que telle cause, qui a beaucoup de signification collective, est une cause perdue et que c'est terminé. Jusqu'ici, on ne peut pas dire que les autorités politiques québécoises ont eu beaucoup de courage là-dessus. Peu importent les partis, je ne crois pas qu'il y ait eu encore beaucoup de monde, de premiers ministres ou de ministres de la Justice, qui ont admis que c'était terminé, l'affaire du Labrador. Alors, ma foi, on a peut-être hésité à être les premiers croque-morts.

Ceci dit, si je jouais le jeu de certains de mes collègues juristes, je n'aurais qu'une attitude à tenir, c'est la suivante: le Labrador, c'est à nous. Je suis convaincu que c'est à nous parce que, en tant que juriste, à partir du moment où je nuance, parce que j'ai la conviction que, sur le plan scientifique, c'est ça, je ne peux pas dire autre chose, ce n'est pas vraiment crédible sur le plan juridique. C'est-à-dire que, du côté du front politique, je mets bas des armes, je laisse tomber du lest.

Est-ce que je dois faire comme certains de mes collègues juristes qui sont prêts, encore une fois, à habiller du manteau juridique à peu près n'importe quoi? Bon! Non, ma réponse est non. Je ne suis pas prêt à aller jusque-là et, pour répondre à la question du Labrador, je dois dire — même si ça me fend l'âme pour des raisons historiques passées et peut-être parce que ça enlève des munitions pour demain, éventuellement — que ma réponse de juriste aujourd'hui est que c'est une cause qui est terminée, une cause qui est perdue. Je ne pense pas, maintenant, qu'on puisse revenir là-dessus. Il y a trop de clôtures à sauter. Vous l'avez dit, il y a la clôture de 1949, de la Loi sur Terre-Neuve de 1949, une loi constitutionnelle en bonne et due forme. C'est vrai qu'on n'a pas été participant, mais elle nous lie juridiquement en droit. Je peux faire une critique politique, mais, en droit, c'est ça. Il y a le jugement de 1927. On peut s'en plaindre là aussi, parler de juges et parties, mais s'en prendre à un jugement qui a cet âge-là, c'est tout un périple, d'un point de vue juridique. Si on monte plus loin dans l'histoire, on risque, même à cela, en plus de frapper d'autres difficultés plus loin dans l'histoire, sur la définition de ce laboratoire... Parce que toute la question est de savoir ce que veut dire le mot "côte". La côte du Labrador, est-ce que c'est "côte" dans un sens étroit? Est-ce que c'est le rivage de la mer ou si c'est la côte dans un sens physique plus large, tout le territoire qui

est drainé par les cours d'eau qui se vident sur cette côte-là, qui se vident à la mer? Ma foi, peut-être qu'en remontant au texte premier qui parle de cette question du Labrador, c'est-à-dire la proclamation royale de 1763, peut-être que, même là, on serait obligé d'arriver à la conclusion que c'est "côte" au sens large et que la thèse terre-neuvienne est juste depuis cette époque.

Alors, tout ça mis ensemble fait que je ne serais pas capable de dire, comme juriste, qu'il y a là une cause à laquelle le Québec pourrait s'attaquer. Une reconquête à faire.

**M. Richard:** Est-ce que vous allez aussi loin, M. Brun, de dire que, le lendemain que nous devenons indépendants, vous diriez: Ne perdons pas notre temps avec ça? Pour être précis, là?

**M. Brun:** Oui, je crois que oui. Malgré que, encore une fois, c'est peut-être trop faire preuve de bonne volonté et accepter trop facilement de ne pas faire feu de tout bois, quand je vois le comportement, encore une fois, de collègues juristes. Mais enfin, quand même, on est ce qu'on est.

**M. Richard:** Je vous félicite. Ce n'est pas fréquent chez les avocats d'avoir de l'affirmation comme ça. Merci, M. le Président.

**Une voix:** Aïe! Aïe! Aïe!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député d'Abitibi-Ouest.

**Une voix:** Qu'est-ce qu'elle disait, elle?

**M. Gendron:** Oui, M. Brun, j'aurais deux questions. Essentiellement, sur le mémoire, je pense que c'est difficile d'être plus précis, plus clair. Je pense que n'importe qui qui se donne la peine de prendre connaissance de vos opinions, il mérite d'être très compréhensible et très clair.

Les deux questions que je voudrais poser, c'est sûr que c'est plus... Ce n'est pas parce que je ne comprends pas, mais pour essayer d'aller plus loin, en termes d'interprétation, sur le territoire, selon vous, il est clair qu'il y a deux questions qui se posent. Si les Québécois exerçaient leur droit à l'autodétermination, est-ce qu'il y a danger de perdre du territoire en termes d'intégrité, au sens de le morceler? Et est-ce qu'il y a des chances d'en obtenir plus, compte tenu de tout l'aspect du territoire dit maritime? Alors, vous répondez, à moins que je me trompe, non pour le terrestre. Il n'y a pas de danger, je n'ai pas d'inquiétude, c'est vous qui dites ça et je n'en ai pas plus pour le maritime parce que le pire qui peut nous arriver, c'est d'en avoir un peu plus, en gros. Vous concluez,

cependant, d'une façon très claire, que si jamais d'autres personnes avaient des visions différentes, ce serait exclusivement le droit international qui arbitrerait les questions litigieuses.

Ma question, puisque vous dites que les tribunaux canadiens, dans un tel énoncé comme je viens de faire, n'ont plus à faire dans le portrait parce qu'ils sont juges et parties à la fois, ce qui, à sa face même pour un profane, ce que je suis, m'apparaît logique. La question que je vous pose, est-ce que c'est une opinion partagée par beaucoup de juristes que quand on arrive dans une question de territoire au sens, comprenez la Confédération canadienne, le Québec étant une province membre de cette union canadienne ou confédération, fédération, pardon, excusez, oui, fédération canadienne, que c'est très clair, à ce moment-là, que tout litige obligatoirement doit être arbitré par quelqu'un qui n'est pas partie prenante? En termes peut-être plus précis, ce n'est pas votre jugement, ça, que les tribunaux canadiens dans ce contexte n'ont pas à faire là, c'est le jugement de plusieurs juristes. Non, je sais que c'est vous qui le dites, mais je veux dire, est-ce que c'est partagé par plusieurs juristes à l'effet que c'est automatique que toutes les questions litigieuses seraient référées à des questions de droit international?

**M. Brun:** Je crois que oui, à mes yeux. Tout ce que je peux dire à ce sujet-là, c'est que c'est pratiquement une espèce de principe de base. C'est un peu une pierre angulaire en la matière. En cas de conflit entre États souverains, ce doit être le droit international qui, encore une fois, peut avoir à se tourner, après ça, pour articuler sa réponse spécifique à une question spécifique, se retourner vers le droit constitutionnel interne, mais c'est le droit international qui apporte réponse de telle façon que l'arbitre, le judiciaire, le forum judiciaire qui a compétence est une cour internationale de justice. Et je dirais qu'il en serait de même, même si on se posait la question par avance, par hypothèse. Même si aujourd'hui on décidait d'essayer d'aller au bout de cette question-là avant quoi que ce soit, avant un référendum ou encore au lendemain d'un référendum, avant que quelque proclamation soit faite, une mise en vigueur, il faudrait quand même se retourner vers le même genre de forum, sans ça ce serait absurde.

**M. Gendron:** Ça m'apparaît...

**M. Brun:** Je ne le dis pas avec le moindre mépris à l'endroit des tribunaux canadiens et la Cour suprême du Canada, c'est une pure question d'impartialité judiciaire à la base.

**M. Gendron:** O.K. Mon autre question, c'est tout ce qui concerne ce qu'on appelle communé-

ment la question des autochtones. Encore là, il me semble que vous avez quelque chose d'assez clair cependant, à la page 15 de votre mémoire, vous dites ceci: Le pouvoir d'agir au nom de l'État, eu égard aux autochtones et aux terres sur lesquelles ceux-ci ont des droits, appartient en exclusivité aux autorités fédérales. Pas de trouble jusque-là. Le Québec, autrement dit, ne peut porter atteinte à ces droits tant que ceux-ci n'ont pas été rétrocédés. Question. Les concernés, pour des motifs que je ne veux même pas apprécier ici ce soir, prétendent que ce serait plus intéressant pour eux ou plus sécuritaire, en termes de leur devenir, de faire les représentations d'usage afin que le gouvernement fédéral, qui dispose constitutionnellement des droits des autochtones, ne les rétrocède pas. Ce faisant, il n'y a pas rétrocession suite à des pressions. Après que le Québec a exercé son droit à l'autodétermination et que la réponse a été positive, il se passe quoi?

(21 h 15)

**M. Brun:** Oui. Évidemment, il s'agit ici là... Il ne faut vraiment pas qu'on... Je pense qu'il y a une petite confusion entre deux choses. Il ne s'agit pas ici... Ces droits autochtones dont il s'agit, ce sont les droits territoriaux des autochtones que les autochtones ont, à l'intérieur de la Constitution canadienne...

**M. Gendron:** Bien compris.

**M. Brun:** ...depuis longtemps mais qui leur sont reconnus depuis, mon Dieu, c'est depuis à peu près 1970 qu'on reconnaît ça, que les populations et les gouvernements blancs reconnaissent cela. Alors, ceci n'a aucun rapport avec l'idée ou l'hypothèse d'un droit à l'autodétermination de la part des collectivités autochtones. Et donc, ça n'a pas d'autre rapport avec l'accession du Québec à la souveraineté que le rapport suivant: c'est qu'à partir du moment où le Québec devient, dans cette hypothèse-là, un État souverain, la question autochtone ou la compétence en matière autochtone, comme toutes les autres matières qui sont actuellement de compétence fédérale, devient de compétence québécoise. Donc, les autochtones relèvent... Oui.

**M. Gendron:** Mais M. Brun, si vous permettez. Excusez-moi. Je suis d'accord avec vous. Moi, je parlais justement, uniquement de la question territoriale parce que, comme sur les droits territoriaux, c'est fédéral, dans la perspective où le Québec exerce sa souveraineté et qu'il faut qu'il y ait un geste constitutionnel de celui qui les avait en termes de rétrocession, de dire: Ben là, ce droit-là, puisque le Québec a exercé sa souveraineté ou son droit à l'autodétermination, puis il l'a obtenu, le fédéral doit poser, d'après moi, c'est la question que je vous pose, un geste constitutionnel de dire: Dorénavant, c'est vous l'intervenant. Concernant les terri-

toires, je ne suis pas sur les droits généraux des autochtones.

**M. Brun:** Non. Pas plus là-dessus que sur toute autre matière de compétence fédérale. C'est la conséquence automatique de l'accession à la souveraineté. En termes... Mettons... Une province comme Québec a une moitié des compétences étatiques et le fédéral l'autre moitié, pour mettre ça de façon simple. Alors, la moitié qui relève des autorités fédérales revient au Québec qui acquiert, c'est ça, la souveraineté, la plénitude des compétences étatiques, et y compris surtout la compétence des compétences. Alors, les autochtones n'ont pas... La question territoriale autochtone n'a rien de différent à cet égard-là. Tout simplement, la question, en faisant abstraction de toute autre considération, devient du jour au lendemain, de compétence québécoise et pour que se réalise la souveraineté québécoise, pleinement, les autochtones n'ont pas à rétrocéder quoi que ce soit. C'est un droit...

**M. Gendron:** Non, non. C'est le fédéral.

**M. Brun:** C'est un droit à l'intérieur de la Constitution. Et ce qu'il faut plutôt prévoir maintenant, c'est ce que j'avance dans un deuxième temps un peu plus loin. C'est que si on veut, dans cette perspective-là, que les autochtones ne soient pas trop réfractaires, il faudra, à un moment ou l'autre, leur dire de façon assez claire et assez officielle et assez explicite qu'ils auraient... que leurs droits seraient, dans un Québec souverain, considérés de la même façon ou à peu près ou un peu mieux ou etc., mais enfin, qu'ils entendent quelque chose à quelque moment. Si on ne leur dit jamais rien, il ne faudra quand même pas s'attendre à ce qu'ils soient chauds avec notre idée. Ils vont plutôt essayer de favoriser le statu quo. Il faut se mettre à leur place.

**M. Gendron:** Ouais, mais là-dessus, je pense, juste pour conclure, moi – ce n'est pas une question – mais je pense que la résolution de 1983 passée à l'Assemblée nationale tenait compte...

**M. Brun:** Il y avait...

**M. Gendron:** 1983 ou 1985 là.

**Une voix:** 1985.

**M. Brun:** Il y avait un élément de reconnaissance important, là. Il faudrait que je revole les textes et tout.

**M. Gendron:** Ah oui! Ça, ce n'est pas...

**M. Brun:** Mais je pense qu'il y aurait lieu d'aller plus loin, d'aller jusqu'à la précision qui

n'était peut-être pas dans l'air à ce moment-là, précision voulant que leurs droits soient également constitutionnalisés dans une constitution d'un Québec souverain et ne soient pas à la merci du législateur québécois. Parce que, actuellement, on peut se dire: Oui, mais dans le Canada, nos droits sont constitutionnalisés et dans un Québec, on serait à la merci du législateur. Je ferais même un petit pas de plus en disant: Constitutionnaliser dans une partie de la constitution du Québec qui ne pourrait pas être amendée sans leur accord. Là, ils auraient même un peu plus que dans le Canada.

**M. Gendron:** Ouais. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** M. le Président. M. Brun. Je pense qu'il est clair qu'au point de vue international, il y a deux grands principes. L'autodétermination, je pense que vous l'avez dit et plusieurs autres juristes sont venus nous l'affirmer également. Vous nous parlez aujourd'hui de la règle *uti possidetis* qui a pour effet de dire: Ben, lorsque l'État se détermine, obtient sa souveraineté, le territoire qu'il occupait est celui qui sera son territoire comme pays indépendant.

**M. Brun:** C'est le principe.

**Mme Bégin:** Ça, je pense que c'est reconnu au point de vue du droit international sauf qu'il est bien sûr, malgré qu'un peuple désire s'autodéterminer, qu'il y a certaines règles qu'il doit respecter au point de vue international. Entre autres, dans la déclaration relative au principe du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États, il est bien spécifié que, lorsqu'un pays veut s'autodéterminer, il doit respecter certaines règles, entre autres, que son autodétermination ne démembre pas ou ne menacera pas soit totalement ou partiellement une intégrité territoriale ou l'unité politique d'un État souverain, qui, en l'occurrence, pourrait être le Canada. Or, l'intégrité canadienne, qu'est-ce qu'on en fait lorsqu'on dit: Le Québec est souverain, son territoire, c'est celui que nous connaissons? Mais vous savez très bien, M. Brun, que, à l'est du Québec, il y a les provinces maritimes et, de ce fait, on vient démembrer l'État canadien et on vient démembrer un pays souverain. Au point de vue international, comment cela pourrait-il être interprété?

**M. Brun:** D'abord, avant toute chose, je dois dire qu'on ne m'avait pas demandé, ici particulièrement, de venir exprimer une opinion sur le droit à l'autodétermination en général ou du Québec en particulier, ni en droit interne, en droit constitutionnel interne et encore moins en droit international, qui n'est pas tellement mon

domaine. Alors, là-dessus, je ne sais pas trop. Et je voyais dans le papier de M. Scott de cet après-midi, que lui-même, dès le départ, a commencé par dire: Le droit international, ce n'est pas mon domaine. Je suis un prof de droit constitutionnel. Moi aussi. Alors, il serait bon d'avoir une bonne fois des internationalistes sur ce droit international à l'autodétermination.

Ceci dit, vous parlez de la déclaration de 1970? Est-ce que c'est bien de celle-là?

**Mme Bégin:** Oui, c'est ça.

**M. Brun:** C'est celle de 1970. C'est un chef-d'oeuvre d'ambiguïté, cette déclaration. Encore une fois, je m'exprime avec retenue parce que je ne suis pas tout à fait sur mon terrain. Ce qu'elle semble dire quand on la lit et qu'on la relit, c'est qu'on ne peut exercer le droit à l'autodétermination de façon à démembrer un pays. Ça peut vouloir dire de se trouver à le couper en deux – je crois que ça existe dans d'autres cas – mais ça peut tout simplement être le démembrer en détachant une partie de ce qu'il était auparavant. Lui couper une partie, ça aussi, c'est le démembrer. Le simple fait que le Québec s'en retire est un démembrement de la fédération canadienne, partiel, bien sûr, mais c'est un démembrement. Mais on semble nous dire dans cette déclaration qu'on peut se permettre cela lorsque l'État antérieur, dans notre cas le Canada, nie le droit à l'autodétermination. Alors, ça voudrait dire ceci, cette fameuse déclaration: si L'État antérieur, l'État qui comprend celui qui veut faire sécession nie le droit à l'autodétermination de ses membres, là, ses membres ont droit à l'autodétermination. Bon, alors, bravo, donc on l'a si le Canada nous le nie. Par contre, si le Canada nous le donne, là, on ne l'a pas, en droit international. Mais, on n'en a plus besoin: le Canada nous le donne. Vous relirez la déclaration. Je ne sais pas si d'autres ont fait cet exercice-là, si c'est ce que ça veut dire et des auteurs aussi le comprennent comme ça. De sorte que, au fond, ça ne nous avance pas tellement, si ce n'est qu'à donner des arguments au Québec, éventuellement, à l'effet qu'il puisse s'appuyer sur cette déclaration pour réclamer son droit à l'autodétermination si le Canada devait le lui nier.

**Mme Bégin:** Mais que fait-on de l'intégrité territoriale canadienne? Mettons que vous êtes le tribunal international, M. Brun, mettons que c'est vous. Vous avez deux parties devant vous: une qui prétend à son intégrité territoriale, qui sont les bornes actuelles du Québec, et l'autre qui dit: Moi, mon intégrité territoriale, elle est également menacée, parce que j'ai les provinces de l'Atlantique qui sont à l'est du Québec. C'est là ma question, en tant que juriste, quelle serait votre interprétation et quelle serait votre décision, surtout? Parce que je pense que c'est

bien de se la poser. C'est une question qui dans les faits va se poser très facilement, on regarde les...

**M. Brun:** Oui, c'est ça, certainement dans les faits et au moment de négocier les choses, ça ne fait aucune espèce de doute que ça va être une donnée importante et dont il va falloir tenir compte de part et d'autre. Et il va certainement falloir, quoique je ne sois pas du tout prêt à admettre, peut-être parce qu'en partie je ne suis pas en état de le faire tout simplement, et je ne suis pas du tout prêt à admettre qu'il y ait quelques principes qui amènent à la conclusion qu'on ne puisse pas s'autodéterminer pour cette raison-là. Il y a d'ailleurs des précédents en sens contraire et il existe des États comme ça qui, pour des raisons semblables, sont séparés, qu'on prenne des parties qui sont séparées. Mais peu importe. Il me semble néanmoins tout à fait clair que dans des discussions qui devront avoir lieu entre communautés civilisées, c'est une donnée extrêmement importante et dont il faudra tenir compte au plus haut point. Et comment l'aménager, là, il y a toutes sortes de possibilités. Je ne suis pas expert. Quand bien même je me mettrais à avancer des choses, là, je ne vous alderais pas tellement, des ententes évidemment sur des corridors aériens, de fleuve Saint-Laurent qui est tout à fait ouvert à la navigation et autres choses. Il n'est peut-être pas nécessaire d'aller jusqu'à ce que certains écrivent que, pour assurer cette continuité physique du Canada, il faille que toute la rive sud du Saint-Laurent demeure canadienne. Ça, je trouve ça complètement farfelu évidemment mais on lit ça dans certains des écrits récents sur cette question territoriale.

**Mme Bégin:** Si vous me permettez, c'est une déclaration qui a été tout de même appuyée par de nombreux pays aussi. Je me souviens qu'en droit on disait toujours: Le législateur ne parle pas pour rien dire. Pourrait-on dire la même chose que, lorsque les pays ont accepté une telle déclaration ils ne devaient pas parler également eux pour rien dire et que ça devrait avoir une certaine interprétation, puisqu'ils l'ont adoptée? En tout cas, c'est un commentaire tout à fait personnel que je vous fais.

**M. Brun:** Mais je crois que vous donnez un sens à l'idée de démembrement qui n'est pas nécessairement celui-là, qui est plus globalement simplement ce qui résulte de l'exercice de la sécession.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Oui, bien, simplement peut-être pour ajouter. Je suis en train justement de lire des extraits de cette fameuse déclaration de

1970. C'est vrai que c'est un chef-d'oeuvre d'ambiguïté et je vais vous lire juste un petit bout. Je ne sais pas qui a rédigé ça, mais ça doit être un comité qui prétendait dessiner un cheval et ça a abouti à un chameau à trois ou quatre bosses: "En vertu du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, principe consacré dans la Charte, tous les peuples ont le droit de déterminer leur statut politique en toute liberté et sans ingérence extérieure et de poursuivre leur développement économique, social et culturel, et tout État a le devoir de respecter ce droit conformément aux dispositions de la charte. Rien dans les paragraphes précédents ne sera interprété comme autorisant ou encourageant une action quelle qu'elle soit qui démembrerait ou menacerait totalement ou partiellement l'intégrité territoriale ou l'unité politique de tout État souverain et indépendant...", etc. Dans la déclaration, on accorde un droit à tous les peuples de choisir leur statut et du même souffle on leur dit, par contre, cependant, ça ne doit pas avoir pour effet de démembrer un État membre des Nations Unies. Autrement dit, vous avez le droit, mais ne l'exercez pas, vous ne pouvez pas l'exercer. C'est à peu près ça que ça veut dire. C'est ça. Quand vous dites que c'est un chef-d'oeuvre d'ambiguïté... Il y a des juristes, évidemment, on en a entendu à la commission Bélanger-Campeau et ici aussi qui se disent: À ce moment-là, il faut faire un choix. Il y a deux principes: le principe du respect de l'intégrité territoriale des États membres, et le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et ils s'en sortent en disant: Il faut, à ce moment-là, qu'un des principes prime l'autre. Et comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un principe inscrit dans la Charte même des Nations Unies, les internationalistes — je n'en suis pas un non plus, remarquez bien mais je rapporte des énoncés ou des affirmations de spécialistes du droit international qui disent, Jacques-Yvan Morin en particulier, et aussi M. Turp, que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, étant donné qu'il est dans la charte même, l'emporte sur l'autre principe qui se retrouve dans la déclaration de 1970 lorsqu'il y a conflit entre les deux. Mais, enfin, je reviens à ce que vous disiez avec raison. Quand on lit ça, là, c'est blanc et noir en même temps. C'est vraiment un monument, un cas exemplaire d'ambiguïté.

(21 h 30)

Ceci étant dit, moi la question précise que je voulais vous poser concerne le territoire maritime. En vertu du droit international, le Québec... M. Dorion est venu nous dire dernièrement, à cette même commission, que les frontières, certaines frontières du Québec étaient carrément aberrantes, celles du nord en particulier, où la ligne frontière suit la ligne des basses eaux. En droit international, c'est tout à fait aberrant puisque tout État qui fait face à la

mer a droit à des eaux territoriales. C'est les 12 milles là, bon! Les 12 milles marins à partir de la rive. Par conséquent, ce que vous nous dites, le Québec devenant souverain, c'est que le droit international s'applique; par conséquent, dans le golfe comme sur la baie d'Hudson, la baie d'Ungava, la baie James, le Québec se retrouve à ce moment-là avec des eaux territoriales égalant 12 milles marins. Et ça, c'est tellement un principe reconnu, incontestable en droit international que ce serait quasiment automatique, et on ne verrait pas comment l'État fédéral pourrait mettre en doute ou contester cette évidence.

**M. Brun:** Oui, c'est que le droit international reconnaît ces accroissements territoriaux des États riverains de la mer, en fonction strictement et rigoureusement des États riverains de la mer, et ça se comprend très bien. On peut mal s'imaginer qu'un État situé ici puisse avoir une partie de territoire qui constitue une mer territoriale au large d'un autre État. C'est complètement absurde.

Je cite à ce propos la Convention sur le droit de la mer de 1982, qui est certainement la meilleure autorité à ce sujet-là. C'est elle qui pose tous ces principes-là auxquels je me réfère. Je dois ajouter, pour être bien complet, que cette convention n'est toujours pas en vigueur formellement.

**M. Brassard:** Elle est signée par le Canada, je pense.

**M. Brun:** Elle est signée par le Canada, je crois, et par un nombre important de pays, mais je crois que le nombre requis de 60 pays n'est pas atteint.

**M. Brassard:** Il n'est pas encore atteint.

**M. Brun:** Alors, elle n'est pas techniquement encore en vigueur. Mais honnêtement, je crois que ça ne change absolument rien à mes affirmations d'ici. De toute façon, ça reprend l'état du droit coutumier, ça reprend l'état du droit doctrinal et ça reprend aussi la Convention sur le droit de la mer antérieure, celle de 1954, pour l'essentiel: l'idée que la mer territoriale est un droit qui appartient à l'État côtier, pas à un autre État situé ailleurs, qu'un plan d'eau baigné par plusieurs États est un plan d'eau, devient une mer internationale, etc., et que les baies d'accès doivent être ouvertes, les détroits d'accès, pardon. Alors, tout ça ne change rien mais je tenais à préciser ce petit point.

Alors, oui, il me semble bien que tout ça serait difficilement contestable, étant donné la nature précise de ce droit international. C'est comme un droit des États côtiers en tant qu'États côtiers. C'est un droit qui est accessoire

au fait d'être côtier. Alors, il me semble que l'avènement à la souveraineté aurait un effet automatique ou à peu près, quitte à le faire reconnaître encore là par des instances internationales, bien sûr. Je ne suis pas du tout un partisan de la force.

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. J'aurais deux questions. La première touche les arbitrages internationaux dont vous avez parlé. Suite à une question, je pense, qui a été posée par le député de Jacques-Cartier ou par la députée de Bellechasse, vous avez dit qu'à un certain moment il faudrait que le Québec s'en aille en arbitrage international. Sauf que, à moins que je me trompe, pour avoir le droit de pouvoir soumettre un cas à la cour, aux cours internationales, il faut déjà être reconnu internationalement – à moins que je me trompe – ou bien être autorisé formellement par le Conseil de sécurité. Alors je vois mal comment le Québec, qui ne serait donc pas encore reconnu, puisqu'il n'aurait pas encore eu un statut international, puisse soumettre ses différends internationaux à un tribunal international; c'est ma première question. Et ma deuxième question touche les poissons...

**M. Brun:** Vous y allez?

**M. Gauthrin:** Non, non. Alors, j'ai une deuxième question sur les poissons.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brun:** O.K. Bon, pour ce qui est de la première question, c'est que... tout ce que je puis dire, ici maintenant, à pied levé, c'est que je ne crois pas qu'il y ait ce genre de règle automatique pour toute juridiction internationale. Il faudrait peut-être voir – et ça, je ne peux pas épiloguer, là-dessus, ici sur le champ – quelles sont les règles procédurales ou les règles de saisine propres à telle cour internationale, la Cour internationale de justice...

**M. Gauthrin:** De La Haye.

**M. Brun:** ...de La Haye, et quelle est sa position là-dessus. Mais il serait certainement possible par contre d'aller, de gré à gré, en arbitrage international.

**M. Gauthrin:** Avec un arbitre.

**M. Brun:** Et à ce moment-là, évidemment, il faut l'accord des deux parties; ça je ne contesterais pas ça non plus, sur la chose et sur le choix des arbitres, etc.

**M. Gauthrin:** Je profite, maintenant, ma deuxième question touche les poissons...

**Une voix:** Les poissons rouges?

**M. Gauthrin:** Non, non, ni l'Armée rouge. Je profite que vous soyez un spécialiste, quand même, des questions halieutiques et des zones de pêche. Là, à l'heure actuelle, qu'est-ce qui arriverait – vous avez touché un peu les problèmes qui arriveraient dans le golfe avec un Québec éventuellement indépendant – qu'est-ce que cela pourrait avoir comme effet sur les zones de pêche et un accès éventuel du Québec aux zones de pêche et aux quotas à l'intérieur du golfe, l'indépendance du Québec? Je connais parfaitement ce qui n'a pas été vraiment négocié dans la partie des quotas de pêche, quand d'autres personnes étaient au gouvernement – je ne voudrais pas entrer sur ce débat-là...

**M. Brun:** Non.

**M. Gauthrin:** ...mais, je voudrais savoir quel effet ça pourrait avoir sur l'accès aux quotas de pêche, ou le fait qu'alors, à ce moment-là, le golfe ne serait plus considéré comme mer intérieure mais comme mer internationale?

**M. Brun:** Oui... D'abord, évidemment, il y a la première question, on n'est pas sûr actuellement, on ne peut être sûr de la réponse. Je pense que c'est, je ne sais pas, 50-50 là, à savoir si, déjà, le golfe Saint-Laurent est mer intérieure. Ça, c'est... Je défie n'importe qui d'oser faire une réponse complètement affirmative là-dessus. Et de toute façon, le problème politique des discussions sur les quotas de pêche se pose. La réponse à la question, je pense, globalement, et je ne pourrais pas me permettre d'entrer dans des détails ultratechniques, résiderait dans le fait que le territoire marin que constitue le golfe se trouverait à être partagé par les lignes équidistantes, à partir des rives des différents États l'entourant, c'est-à-dire qu'il y aurait deux États: il y aurait le Québec, à partir de la côte de Gaspésie et la Côte-Nord, qui donnerait une espèce de pointe dans l'eau du golfe et équivalant à partir de sa rive jusqu'à un milieu du golfe, au moment où elle rencontre la même ligne de la part du territoire canadien. De toute façon, cet exercice-là a déjà été fait par les provinces. Il y a des cartes – je ne suis pas sûr d'en avoir ici – qui existent là-dessus, parce que les provinces ont réclamé cette chose-là, de toute façon, même en dehors de la question de la souveraineté. Elles ont réclamé qu'une partie du golfe Saint-Laurent fasse partie de chacune d'entre elles, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve, Québec, etc., dans l'hypothèse évidemment, où le golfe est mer intérieure canadienne. Et elles ont eu des discussions. Ils sont arrivés à des consensus, entre eux, les gouvernements provinciaux, et

ils ont mis en oeuvre sur papier. Il n'y a pas eu de suite juridique réelle à ça, c'est en dehors du droit strict, là. Ils ont mis sur papier le résultat de leur cogitation et l'application du partage du golfe à partir du rivage de chacune d'entre elles. Alors, ce serait la même chose, au lieu d'être des provinces ça serait deux pays. Il y aurait le Québec et les autres provinces comme parties du Canada.

**M. Gauthrin:** La présence des Îles-de-la-Madeleine, est-ce que ça aurait un effet ou pas?

**M. Brun:** Les Îles-de-la-Madeleine auraient, en tout cas, une mer territoriale, dans cette hypothèse-là, auraient une mer territoriale de douze milles l'entourant. Et à partir des Îles-de-la-Madeleine, ça, je vous avoue, il pourrait être assez complexe, techniquement, de voir si ça pourrait aussi inclure des zones contiguës. Il pourrait y avoir des petites zones contiguës à partir de cette petite partie du territoire du Québec. Ça devient pointu.

**M. Gauthrin:** Mais l'effet sur l'accès aux quotas de pêche pour des pêcheurs québécois éventuels? Je connais un problème, actuellement, de non-accès aux quotas de pêche. Est-ce que ça en aurait ou pas?

**M. Brun:** En tout cas, il y aurait certainement l'effet minimum suivant... je ne dis pas que c'est un effet qui est bon, qui améliorerait des choses, parce que l'autorité fédérale, celui qui est compétent là-dessus, actuellement, a un comportement défavorisant le Québec. Je ne suis pas vraiment au courant, mais une chose est sûre c'est que, pour ce qui est de la partie du golfe qui relèverait de la juridiction québécoise, ne serait-ce qu'à titre de terre contiguë et non pas partie intégrante du territoire, bien là, le Québec aurait le dernier mot. Sur cette partie-là, il ne serait pas sous le parapluie d'une autorité fédérale, qui est actuellement l'autorité qui a compétence étatique sur cette question-là. Je ne dis pas que ça améliorerait nécessairement...

**M. Gauthrin:** Mais ça serait limité à ce que vous avez décrit tout à l'heure?

**M. Brun:** Oui, à une partie, sans aucun doute.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Taillon, il reste quatre minutes à votre formation.

**Mme Marois:** Bon, alors, ce sera très bref. Moi, je veux aborder une question... Comme c'est très clair, votre mémoire, je vais aborder une

autre question que vous avez déjà traitée et que j'appelle le traumatisme du fromage suisse ou le Québec qui pourrait être troué comme un gruyère ou un emmenthal advenant le cas de la souveraineté. Dans votre traité de droit, entre autres, vous dites: Les propriétés foncières du gouvernement fédéral dans les provinces ne constituent toutefois pas des territoires fédéraux. J'aimerais que vous élaboriez un peu sur cette question-là.

**M. Brun:** Non, certainement pas. Alors, toutes les propriétés fédérales, elles sont nombreuses sur le territoire du Québec, c'est parfaitement normal dans certains cas, dans d'autres cas c'est un peu moins normal quand on en a exproprié quinze fois trop pour faire un aéroport, mais en tout cas. Ces propriétés-là sont...

**Mme Marois:** ...

**M. Brun:** ...des propriétés fédérales, mais ce ne sont pas des territoires fédéraux. Il est très bien établi en jurisprudence que ce ne sont pas des enclaves fédérales. Ce ne sont pas des endroits où le fédéral a la plénitude de la puissance étatique. C'est simplement... ce sont des propriétés. C'est une notion de droit privé et non pas de droit constitutionnel. Et le fédéral a certainement un pouvoir de légiférer sur ces propriétés-là, mais en tant que propriétés. Mais encore une fois, ça ne devient pas du territoire fédéral. Si je suis là à circuler en automobile, d'une certaine façon, a priori, le Code de la route du Québec va s'appliquer à moi et le Code civil, etc. Donc, l'effet automatique de l'accès à la souveraineté fait que ces terres de propriété fédérale font partie du territoire du Québec souverain mais elles demeurent – pro tempore en tout cas, pour un temps, jusqu'à ce qu'il y ait eu des discussions menant à autre chose – des propriétés fédérales. Le fédéral peut bien avoir des propriétés en dehors du Canada et il en a beaucoup.

**Mme Marois:** D'accord.

**M. Brun:** Il aurait donc un certain nombre de propriétés au Québec. Et, bien sûr, on pourrait accepter que la chose se continue, dans une certaine mesure, et on pourrait insister pour que, dans une autre mesure, il se retire. C'est à ce moment-là, évidemment, qu'on parle d'indemnisation. Il y aurait certainement des besoins et nécessité d'indemniser, dans certains cas, dépendant de voir comment ça s'est fait, de quoi il s'agit, etc. De la même façon que, à mon avis, il y aurait lieu de compenser cela par une espèce de quote-part québécoise dans les propriétés fédérales à l'extérieur du Québec.

**Mme Marois:** Voilà! Dans le fond, ça entrerait dans la négociation, évidemment, des actifs et des investissements qui ont été faits



pour acquérir ces actifs-là, donc dans le partage de la dette et tout le reste.

**M. Brun:** Exactement. Alors, c'est plutôt une question de biens, de dettes et non pas une question de territoire...

**Mme Marois:** Territorialité.

**M. Brun:** ...sur lequel la souveraineté étatique s'exerce.

**Mme Marois:** Je suis contente qu'on revienne sur ça et que ce soit aussi clair que vous nous le présentez, parce que ça a soulevé quand même certaines questions lors de débats ou autrement ou ailleurs même qu'ici. Merci, M. le Président.  
(21 h 45)

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. Brun, si vous me permettez, je vais y aller d'une question. Une question qui me tracasse depuis longtemps d'ailleurs, puisqu'à Bélanger-Campeau...

**Une voix:** Vous ne pouvez pas...

**Le Président (M. Bélanger):** Je me donne le droit. Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Ha, ha, ha! C'est vrai. Vous avez tous les droits.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est ce que vous m'avez déjà reproché.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors qu'on rencontrait un groupe de l'Estrie qui nous disait que le Québec ne pouvait pas faire sécession parce que ça entraînait une rupture du lien entre les Maritimes et le reste du Canada, etc. Moi, l'image qui me venait dans la tête, c'était l'Alaska et les États-Unis. Il y a quand même un écart entre les deux qui s'appelle la Colombie-Britannique et le Canada. Est-ce que vous avez connaissance qu'il y a des ententes entre les États-Unis et le Canada pour la circulation entre leurs États, si vous voulez, entre l'Alaska et le reste des États-Unis?

**M. Brun:** Il y en a sûrement. Vous ne pouvez malheureusement pas... C'est très précis, je ne pourrais pas aller bien loin. Il y a certainement des ententes pour la construction de pipelines, l'entretien de ces pipelines-là et la circulation garantie du gaz et du pétrole dans ces pipelines-là, mais je ne peux pas aller beaucoup plus loin. Il y a certainement des ententes entre le Canada et les États-Unis pour permettre une communication constante de la partie centrale des États-Unis avec cet État qui est coupé par le Canada. Mais, malheureusement,

je ne peux pas aller vous pointer du doigt, à pied levé, telle entente précise.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vais vivre avec ma question encore, c'est essentiellement...

**M. Brassard:** M. le Président, moi, je trouve que votre question est pertinente et je comprends que M. Brun n'ait pas la réponse. Ce n'était pas dans le mandat qu'on lui a confié. Mais je trouve votre question intéressante et, ma foi, je ne vois pas pourquoi on ne demanderait pas peut-être au secrétariat ou à des personnes du secrétariat de faire une petite recherche, de vérifier et d'avoir au moins des éléments de réponse à votre question tout à fait pertinente.

**Le Président (M. Bélanger):** Ou un avis là-dessus, oui. Bien. Alors, je vous remercie, M. le professeur. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Brun, vous avez répondu tantôt au député de Lac-Saint-Jean qui vous a posé une question sur la divisibilité du territoire. Vous avez dit, à un certain moment, qu'il fallait faire un peu du cas par cas. Au même moment, dans un autre temps, vous avez parlé aussi de la possibilité d'accroissement du territoire du Québec. À la page 21 de votre mémoire, vous dites: "Si le Québec devenait un État souverain, ces situations seraient appelées à changer de façon importante, tant du côté du golfe que du côté des trois baies et du détroit. Ceci pour deux raisons: parce que la mer territoriale est en droit à un accroissement territorial dont seuls peuvent profiter les États riverains."

J'ai une question à vous poser. Je ne sais pas si c'est bon ou si c'est mauvais, mais elle me vient à l'esprit. Admettons que les Acadiens du nord du Nouveau-Brunswick décident, par référendum, de se joindre à un Québec indépendant, est-ce que, sur le plan constitutionnel, sur le plan international, est-ce que c'est légitime et est-ce possible?

**M. Brun:** Je pense qu'il faut se poser les mêmes questions qu'au sujet des autres groupes, des autres collectivités auxquelles on a fait allusion tout à l'heure. Il faudrait regarder de très près de quoi il s'agit et il faudrait appliquer très concrètement les critères du droit international auxquels je faisais allusion tout à l'heure. C'est vraisemblablement un cas qui pourrait être limité à cause d'une concentration marquée, mais il y aurait certainement la difficulté très grande de ce point de vue là. Donc, il y a une certaine concentration. Il y a même une densité. Il y a même un nombre, un certain nombre en fonction d'un certain territoire, d'une certaine taille, donc, il y a pas mal d'éléments, mais il n'y a pas, il manque cet élément qui est, à mon avis, essentiel, c'est l'organisation politique préalable

qui fait que j'aurais des doutes. Ça m'apparaît un cas un peu plus difficile que certains autres cas dont on a parlé mais a priori, à pied levé, sans commencer à incarner les critères dans des faits très précis, très prouvés et démontrés, je pencherais vers une conclusion, une réponse négative.

**M. Maciocia:** Parce que, au même moment, je voudrais vous poser une question sur la question autochtone, M. Brun. Advenant... Je l'ai déjà posée à un autre expert, cette question. Les autochtones qui sont majoritaires dans les territoires du Nouveau-Québec et, à ce moment-là, admettons que, un exemple, le 20 juin, le Québec décide de faire un référendum sur la souveraineté et la population, majoritairement, est consentante à la souveraineté du Québec. Au même jour, dans le Nouveau-Québec, les autochtones font un référendum pour dire qu'ils veulent se séparer ou rester avec le Canada. Au même moment et majoritairement, ils se prononcent en faveur de rester à l'intérieur du Canada. Qu'est-ce qui arriverait à ce moment-là?

**M. Brun:** Alors, au fond, c'est la même question appliquée à un autre cas. On change de cas et, à mon avis, je vais essayer de m'expliquer un petit peu par la suite, la réponse est beaucoup plus clairement négative en ce qui regarde l'existence du droit à l'autodétermination dans ce cas-là. Et je ne voudrais pas qu'on voie cette réponse comme étant l'expression d'un sentiment quelconque à l'endroit des autochtones. Je pense d'abord que même s'ils constituent des majorités sur certains territoires, c'est vraisemblablement le cas, premièrement, on ne peut pas parler des autochtones. Il existe certainement des nations autochtones et on peut probablement parler de peuples autochtones, mais c'est au pluriel. Il y en a un ici. Il y en a un là. Il y a 4000 Attikameks dans la Haute-Mauricie, il y a x mille Cris, 3000 Inuit vers Povungnituk, ainsi de suite. Et ce sont vraiment des gens très différents les uns des autres. Ce sont des nations distinctes. Dans l'état actuel du droit, à mon avis, droit constitutionnel interne comme droit international, je pense que la réponse est clairement négative. La réponse est clairement non, et ça illustre encore, d'une autre façon, la question de savoir si on peut dire: Ce qui vaut pour les uns vaut pour les autres. Mécaniquement, non. C'est un sophisme. Il faut regarder chaque cas. Je pense que ferait défaut, de façon cruelle dans ces cas-là, non pas l'existence de peuples mais certainement l'existence de groupes politiques organisés. Peut-être que ça a déjà existé dans l'histoire, même très vraisemblablement, mais ça n'existe plus comme tel depuis de nombreuses années. Surtout, c'est un peu la masse critique qui fait défaut ou c'est le nombre de personnes en fonction du territoire, une certaine concentration en fonction d'un terri-

toire, qui fait que la réclamation ou, enfin, l'État souverain qu'on désirerait avoir puisse être viable, parce que c'est la question, finalement.

**M. Maciocia:** M. Brun, vous savez sans doute que M. Patry nous a dit devant la commission que de plus en plus, au niveau international, les droits des autochtones deviennent quasiment un sine qua non pour être reconnus au niveau international, parce qu'on est porté, aujourd'hui, apparemment, de plus en plus, à reconnaître le droit des autochtones. Est-ce que, d'après vous, étant donné que vous avez dit tantôt aussi que pour être reconnu au plan international, il faut être avant tout un peuple, il faut avoir un territoire puis avoir, disons, la maîtrise du territoire, du sol, d'avoir l'autocontrôle, si on peut l'appeler comme ça, sur le peuple et sur le territoire. Advenant le cas que les peuples autochtones, il y en a plusieurs, comme vous dites – on sait que dans le Québec il y en a plusieurs – décident eux-mêmes qu'ils ne veulent pas se soumettre à la loi du Québec mais qu'ils veulent rester sous les lois canadiennes, parce qu'ils ont été jusqu'à ce moment-là sous les lois canadiennes, qu'est-ce qui arriverait au plan international à ce moment-là, étant donné qu'il faut avoir un contrôle effectif sur le peuple et sur le territoire? Qu'est-ce qui arrive, à ce moment-là, si les peuples autochtones s'opposent à la reconnaissance des lois québécoises et veulent être régis par les lois canadiennes?

**M. Brun:** Je pense qu'il n'y a pas de différence. Cette question-là est une question qui est essentiellement la question du droit à l'autodétermination des différents peuples autochtones en soi et n'a pas de rapport direct avec l'accession à la souveraineté. Je pense que c'est exactement la même question que si je la formulais de la façon suivante: Est-ce que les Haïdas du nord de l'île de Vancouver, est-ce que les Cris du nord du Manitoba peuvent aujourd'hui faire sécession du Canada? Pour moi c'est exactement la même question. Je pense qu'en droit interne, même si les droits territoriaux des autochtones existent et sont reconnus – et je ne me sens pas en reste personnellement à cet égard – et même s'ils sont repris par la communauté internationale et le droit international, ne confinent pas au droit à l'autodétermination, du moins pas encore. Peut-être que le droit international de demain ou d'après-demain reconnaîtrait un droit d'autodétermination spécifique au peuple autochtone qui serait moins exigeant, qui poserait moins de conditions que pour les autres peuples. Mais enfin, on n'en est pas là de toute façon.

En droit interne, en tout cas, la situation est celle-là. Et encore récemment, quand M. Clark disait qu'il était prêt à améliorer, sur ce plan-là, ses propositions constitutionnelles en ce qui regarde les autochtones – j'entends, était

prêt à reconnaître que leur droit à l'autogestion ou au "self-government" allait être reconnu comme quelque chose d'inhérent – il a bien eu soin de préciser que c'était, oui, cela, mais à l'intérieur de la Constitution canadienne. Ce faisant, du point de vue de droit constitutionnel canadien, il se situait à l'intérieur de la continuité, depuis toujours, je dirais. Les droits territoriaux des autochtones existent depuis toujours. Ils sont reconnus depuis relativement peu de temps, depuis une vingtaine d'années, mais ce sont des droits qui s'exercent à l'intérieur de la Constitution. Le droit constitutionnel interne n'a jamais reconnu, à ma connaissance, que ce droit pouvait confiner à la souveraineté, à l'accession à la souveraineté. Et je crois que c'est la même chose pour le droit international. Ce sont les mêmes critères que ceux applicables aux autres peuples. Donc, dans le cas des différents peuples autochtones, qu'il s'agisse de ceux du nord de la Colombie-Britannique ou de ceux du nord du Québec, il y a des conditions essentielles qui font défaut.

**M. Maciocia:** M. Brun, est-ce que vous êtes toujours d'accord avec la prétention de M. Patry qui disait de régler la question autochtone sur le plan international avant de penser ou d'accéder à l'indépendance, ou à la souveraineté du Québec, pour ne pas avoir de problèmes sur le plan international?

**M. Brun:** Oui, certainement et sur le plan international. Mais ça passe par ici d'abord. Ça passe par nos propres relations avec les autochtones et c'est en ce sens-là qu'on se place dans une bonne situation vis-à-vis des intervenants internationaux. Et c'est tout à fait dans ce sens-là que je propose, là, à un certain moment, que bien avant, et ça va un peu dans le sens de ce que M. Patry avançait, qu'avant même la souveraineté et avant même qu'on prenne des décisions collectives là-dessus, ne serait-ce qu'au cas où, de façon à ce que les choix soient vraiment disponibles en temps et lieu, le cas échéant, que l'on donne aux autochtones qui habitent le territoire du Québec des garanties, les garanties qu'ils auront des droits équivalents et des droits de même force juridique – et ça veut dire ici des droits constitutionnalisés – comme ils en ont dans le Canada. Et je pense que ça va dans le même sens que cette proposition. Je ne sais pas si elle avait cette précision mais, à mon avis, ça m'apparaît essentiel pour pouvoir songer, ne serait-ce qu'en termes d'hypothèse, à l'accession à la souveraineté.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le professeur Brun, nous sommes à la fin de nos travaux pour aujourd'hui. Alors, je voudrais vous remercier chaleureusement pour votre apport. On

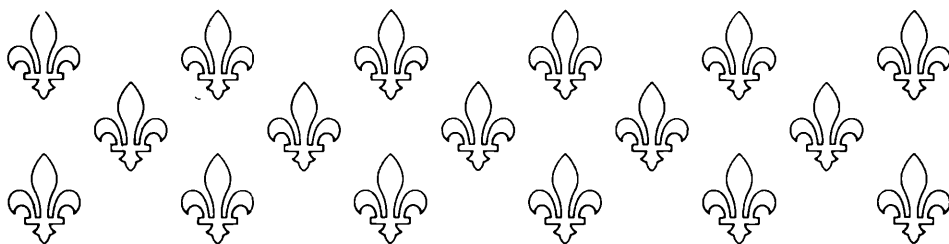
sait que c'est en peu de temps que vous avez accepté, à pied levé pratiquement, de venir témoigner à cette commission-ci, un peu en... Aujourd'hui, on avait la thèse et l'antithèse sur le territoire si vous voulez et vous avez fait cette partie-là.

**Une voix: ...**

**Le Président (M. Bélanger):** Non, je pense qu'il faut respecter chacun de nos invités. Ils ont leurs opinions et nous les avons respectés. Alors, dans ce sens-là, nous vous remercions beaucoup. Personnellement, j'ai bien apprécié ce cours d'histoire des lois et des traités qui sont passés au Québec. C'est toujours un aspect qui m'a fasciné et mes professeurs à l'école ne m'ont jamais montré ça, ce qui fait que je trouve ça très intéressant aujourd'hui. Alors, dans ce sens-là, je vous remercie infiniment. Alors, compte tenu de cela, la commission ajourne ses travaux à demain, le 27 novembre à 15 h 30, à la salle 1.38, c'est-à-dire à côté du bureau de leader, à l'édifice Pamphile-Le May, pour une séance de travail. D'accord? Alors, 15 h 30 demain à la salle 1.38. Je vous remercie beaucoup, bonsoir.

(Fin de la séance à 22 h 1)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le lundi 2 décembre 1991 — No 11**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Exposé de M. Jules Deschênes

CEAS-283

### Intervenants

M. Guy Bélanger, président

M. Maurice Richard

M. Neil Cameron

M. Jacques Brassard

M. Robert Benoit

Mme Jeanne L. Blackburn

M. Robert LeSage

Mme Christiane Pelchat

M. Cosmo Maciocia

\* M. Jules Deschênes, ancien juge en chef de la Cour supérieure du Québec

\* Témoin interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement 10 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le lundi 2 décembre 1991

(Quatorze heures vingt-cinq minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît. Si vous permettez. Nous recevons aujourd'hui comme invité M. Jules Deschênes qui nous entretiendra sur les droits des minorités. Alors, M. Jules Deschênes. Je devrais dire l'honorable juge Jules Deschênes qui a toute une série de lettres après son nom, là. Je pense qu'on connaît tous les fonctions qu'a occupées M. Deschênes. Il a été juge en chef de la Cour supérieure du Québec; il a été commissaire enquêteur sur les criminels de guerre au Canada; il a été membre de la Sous-commission des Nations Unies sur la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités à Genève, en 1984-1987; président du Comité de la formation professionnelle du Barreau du Québec; président de la Société royale du Canada; président de la Commission d'enquête de l'OIT sur la Roumanie; membre du Comité de Contestations Extraordinaires en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis; et il est auteur et éditeur d'au moins une douzaine de livres; conférencier émérite et très recherché. Je pense que nous pouvons nous considérer privilégiés aujourd'hui d'avoir M. le juge avec nous pour nous entretenir d'un sujet qui, pour la commission en tout cas, a beaucoup d'importance. Et donc, on connaît vos compétences, M. le juge. Alors, je ferai grâce de tout le reste de votre curriculum vitae qui est à ce point imposant que, à lui seul, il pourrait faire objet d'un volume. Alors, sans plus tarder, M. le juge, je vous cède la parole.

#### Exposé de M. Jules Deschênes

**M. Deschênes (Jules):** Je vous remercie, M. le Président. M. le Président, mesdames et messieurs les membres de cette commission, je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait de m'inviter à venir participer à vos travaux aujourd'hui et j'espère que je pourrai fournir une petite contribution qui pourra peut-être aider à arriver aux diverses solutions qui semblent de plus en plus difficiles, d'ailleurs, à rattraper de part et d'autre à travers le pays. Et je dois vous dire que j'en parle parce que, il n'y a pas si longtemps, le mois dernier, je participais à une conférence à l'université de la Colombie-Britannique ou à l'Université Simon Fraser, devrais-je dire, à Vancouver, et j'ai été témoin là, sur les lieux, alors que j'étais conférencier invité et ensuite, que j'étais soumis à une période de questions, j'ai pu constater combien nous sommes peut-être loin les uns des autres dans notre conception du pays dans lequel nous vivons et combien les obstacles qui se soulèvent devant les

efforts de compréhension que nous faisons de part et d'autre, sont considérables. Et c'est la raison pour laquelle je suis... En particulier, cette raison-là m'amène à être très heureux de participer aujourd'hui à vos travaux. Je le fais cependant avec un certain esprit d'humilité en voyant la photographie de Sir Louis-Hippolyte LaFontaine, parce qu'elle me rappelle un tout petit incident qui est survenu il y a quelques années, alors qu'une plaque était dévoilée au Palais de justice de Montréal en honneur de Louis-Hippolyte LaFontaine. Vous vous souviendrez – évidemment, vous le savez – qu'il a joué un rôle politique fort important dans l'histoire du Canada et du Québec et qu'il a ensuite terminé sa carrière comme juge en chef de la province de Québec, à l'époque. Et lors du dévoilement de la plaque, le juge en chef Lucien Tremblay, de la Cour d'appel, qui avait été appelé à dire quelques mots à ce moment-là a souligné que, en prévision de cette cérémonie, il avait lu une biographie de Sir Louis-Hippolyte LaFontaine et avait pu constater... Il avait, lui aussi, à ce moment-là, fait acte d'humilité: sur 250 pages, il y en avait 249 qui étaient consacrées à la vie politique de Sir Louis-Hippolyte et la dernière page, à sa carrière judiciaire. Alors, vous voyez un peu les sentiments dans lesquels, M. le Président, je compare aujourd'hui devant votre commission.

Cela étant dit, on m'a demandé de venir traiter ici de la question des minorités et le titre dit "Les minorités dans un éventuel Québec souverain". C'est donc ce tableau-là auquel je voudrais m'attacher aujourd'hui avec vous. Mais je crois, avant de traiter de minorités dans un éventuel Québec souverain, encore faudrait-il se demander tout d'abord quelle est la situation des minorités aujourd'hui, et ce qu'elle est depuis déjà quelques années à l'intérieur du cadre qui régit la situation des minorités, tant chez nous que dans l'univers, comme question de fait. Et au tout départ, je comprends, M. le Président, que vous avez fait distribuer un court plan que j'avais préparé de la communication que je voudrais présenter aujourd'hui. Alors, je me propose, à moins que quiconque y voie objection, de suivre le plan que je vous ai suggéré, sauf, peut-être, y ajouter ici ou là quelque documentation additionnelle sur laquelle j'ai pu mettre la main au cours des tout derniers jours.

Mais au départ, il semble opportun que nous nous demandions, tout d'abord, quand nous voulons parler des minorités chez nous, de quoi parlons-nous exactement? Et comme premier item, je vous suggère que nous pourrions procéder par voie d'élimination et déjà dire que, quand nous allons parler de minorités, dans ma bouche, du moins cet après-midi, le mot "minorités" ne com-

prendra pas les populations autochtones. Je suggère que nous nous en tenions à ce que nous appelons les minorités dans le sens général du terme, quand nous pensons à ces vagues d'immigrants qui sont chez nous depuis la période initiale de colonisation, et que nous pensions à la minorité grecque, à la minorité italienne ou à la minorité vietnamienne, ou à d'autres du même genre. Mais non pas les populations autochtones parce que, en un sens, c'est nous qui, pour elles, étions les immigrants et c'est nous qui sommes venus nous installer chez elles à l'époque. C'est d'ailleurs l'opinion qui est retenue et je le dis là au soutien de cette exclusion, au sein de la Sous-commission des Nations Unies sur la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités. Le membre britannique de cette sous-commission a produit en 1989 un rapport sur une question relative aux minorités et il a mentionné à la fin de son rapport, je le cite à la page 10: "La tendance générale à considérer les minorités et les autochtones comme des catégories distinctes". Et c'est également, d'ailleurs, ce que la sous-commission elle-même entend de nos jours, parce qu'elle prépare actuellement deux déclarations, et ce sont des déclarations différentes. L'une sur les droits des minorités, l'autre sur les droits des autochtones. Et il est à prévoir que sa déclaration sur les droits des autochtones sera prête pour l'année des populations autochtones à travers le monde, décrétée par les Nations Unies pour 1993.

On trouve d'ailleurs - d'aucuns diront peut-être que ce n'est peut-être pas là le meilleur exemple, mais c'est néanmoins la loi du pays - dans la Charte canadienne des droits de 1982, un traitement séparé des minorités d'une part et des populations autochtones d'autre part. On a, là aussi, considéré qu'il s'agissait de deux catégories qu'il ne fallait pas mêler l'une à l'autre. Alors, on parle des minorités dans une série d'articles, 15, 16, 23, 29. On parle des populations autochtones dans une autre série d'articles et, alors, il semble bien qu'il est opportun également que nous nous en tenions à la même distinction. J'ai compris d'ailleurs, M. le Président, que c'était le désir de la commission elle-même, et le secrétariat de la commission m'a laissé entendre que le mandat que l'on me demandait de remplir cet après-midi excluait les autochtones qui feraient partie d'un autre mandat.

Maintenant, cela étant dit, cela n'enlève rien à la difficulté de la tentative de définir qu'est-ce que c'est que les minorités quand on veut en parler. Et là-dessus nous sommes tributaires, évidemment, d'une longue tradition. Nous sommes tributaires d'une tradition européenne à l'intérieur de laquelle s'insère ce concept de minorités. Nous savons, sans que je remonte au déluge, M. le Président, qu'à la fin du dernier siècle, s'était installé en Europe un réseau de traités qui ambitionnaient de régler le problème

des minorités. Est arrivée la première Grande Guerre, celle de 1914-1918, le traité de Versailles et là, un ensemble de traités qu'on a appelés les traités des minorités qui avaient pour but et pour ambition de régler la situation des minorités qui avaient été créées par les changements de frontières, en particulier après le traité de 1918.

De fait, ces traités, comme en parle encore Mme Palley, le membre britannique, et je la cite à la page 2: "Ces traités prévoyaient notamment la non-discrimination..." et, en dehors de la citation, je vous mentionne qu'à partir de ce moment-ci nous allons commencer d'examiner tout un ensemble de faits qui à la fin devront faire partie de ce que devrait être l'état des minorités dans un éventuel Québec souverain. On n'inventera pas l'état des minorités dans un Québec souverain, mais on héritera, même là, d'une situation qui existe aujourd'hui, qui existe et a commencé d'exister depuis déjà le début du siècle. C'est pour ça qu'il est important, je pense, de remonter un peu en arrière, parce que chacun des éléments que l'on va trouver là devra trouver sa place dans la situation des minorités dans un éventuel Québec souverain.

Alors, Mme Palley, parlant de ces traités des minorités vers 1919-1920, disait qu'ils prévoyaient notamment la non-discrimination, l'autonomie en matière culturelle et éducative, ainsi que le droit d'employer la langue maternelle dans la vie publique et privée. Nous pourrions revenir, évidemment, sur ces différentes questions-là dans quelques minutes. Mais, à la suite de ces traités, la cour qui s'appela à l'époque la Cour permanente de justice internationale a été saisie d'un grand nombre de litiges qui impliquaient des minorités en Europe: la minorité grecque, la minorité albanaise, la minorité bulgare, la minorité polonaise. Je pourrais en citer une demi-douzaine au moins. Et là, on a tenté de cerner cette définition. Malheureusement, est arrivée la deuxième Grande Guerre qui a mis fin à toutes fins pratiques au régime des traités des minorités.

Et là, on a créé les Nations Unies, l'organisation actuelle, on a créé au sein des Nations Unies la sous-commission, dont je parlais tout à l'heure, sur la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités. Et là, voici que cette sous-commission, à son tour, a décidé de s'intéresser à cette définition des minorités. Elle a demandé à un éminent professeur italien, le professeur Capotorti, qui enseigne à Naples et à Rome, de faire une étude sur cette question. Et le professeur Capotorti a produit une étude considérable. Le seul volume physique démontre le travail qu'elle avait impliqué, mais je veux simplement en extraire la définition qu'il a proposée à ce moment-là. Elle est courte, M. le Président, elle se lit comme suit: Un groupe numériquement inférieur au reste de la population d'un État, en position non dominante, dont les membres ressortissants de l'État possèdent,



du point de vue ethnique, religieux ou linguistique, des caractéristiques qui diffèrent de celles du reste de la population et manifestent, même de façon implicite, un sentiment de solidarité à l'effet de préserver leur culture, leurs traditions, leur religion ou leur langue. Ça, c'est la fin de la définition proposée. On voit qu'on traite essentiellement des minorités ethniques, religieuses et linguistiques. Et ce sont d'ailleurs les termes qui reviendront au fur et à mesure que nous allons progresser dans notre examen de ces institutions qui régissent la situation des minorités à travers le monde.

Cette définition n'a pas, cependant, paru entièrement satisfaisante et la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, à son tour, a décidé d'entreprendre la rédaction d'une déclaration des droits des minorités, tâche qu'elle a entreprise et qu'elle n'a pas encore terminée au moment où je vous parle. Et la Commission des droits de l'homme, entreprenant cette tâche de définition des droits des minorités, s'est butée à la difficulté première: De quoi, s'est-elle dit, parlons-nous? Qu'est-ce que nous voulons dire par les minorités? La Commission des droits de l'homme, en toute logique, s'est tournée vers sa sous-commission, dont je vous parlais tout à l'heure, et lui a dit: Voulez-vous nous fournir une définition?

Il se trouvait qu'à ce moment-là, j'avais, l'année précédente, été élu membre de cette sous-commission sur proposition du Canada et fort imprudemment, j'ai bien peur, la sous-commission m'a demandé de faire le travail de préparation, d'étude et de proposition d'une définition des minorités; travail qui était téméraire parce que ça faisait 40 ans que les Nations Unies s'étaient attelées à la tâche et n'avaient pas réussi. Quoi qu'il en soit, chargé du mandat, j'ai tenté d'y répondre et j'ai fourni, à ce moment-là, un travail et une définition, une tentative de définition, qui – si je puis la retrouver ici – se lit comme suit: – remarquez bien que celle que j'ai proposée est proche parente de celle qu'avait proposée le professeur Capotorti. Nous parlions, évidemment, du même sujet, dans le même cadre, mais enfin, il y a certaines différences et alors la définition que j'avais proposée se lit comme suit: Un groupe de citoyens d'un État en infériorité numérique et en position non dominante dans cet État, doté de caractéristiques ethniques, religieuses ou linguistiques différentes de celles de la majorité de la population, solidaires les uns des autres, animés, fut-ce implicitement, d'une volonté collective de survie et visant à l'égalité, en fait et en droit, avec la majorité.

Cette définition posée, avec les documents et le texte qui la justifiait, un débat s'est engagé au sein de la sous-commission qui est composée incidemment de 26 membres. Le débat a duré deux jours. On y a critiqué chacun des mots de la définition proposée. Et à la fin des

deux jours de débats, il n'y a pas eu de modification qui avait été suggérée. La sous-commission, en réponse à la demande qui lui avait été faite a décidé, en conséquence, d'envoyer à la Commission des droits de l'homme le mémoire que j'avais soumis, la définition proposée et le texte des deux jours de débats en disant: Voilà notre réponse.

La Commission des droits de l'homme a reçu cette proposition et là, reprenant son travail de tentative de déclaration des droits des minorités s'est dit: Après tout, nous avions pensé qu'il nous fallait une définition, mais dans le fond, c'est peut-être moins nécessaire que nous le croyions. Et alors, nous remettons à plus tard la tentative de définition et nous allons continuer de travailler sur le texte de la déclaration.

Le travail s'est continué et je puis vous dire, M. le Président, que le groupe de travail dont il s'agit, à sa dernière réunion au mois de mars dernier, a décidé de ne pas non plus tenter immédiatement de pousser plus avant et a dit qu'il allait travailler sur une base, et je n'ai ici, malheureusement, que la version anglaise du rapport du groupe de travail, qu'il allait travailler "on the basis of flexibility and practicality". Soyons pratiques, dit-il.

Et, plus récemment encore, l'un des membres qui est le professeur Eide, de Norvège qui avait, lui aussi, été chargé d'un travail concernant les minorités, a produit un rapport au mois de juin 1991 dans lequel il écrit à la page 3: "Je pensais, et je pense encore, que nous ne devrions pas commencer par rédiger une définition." Et, il ajoute: "Si je devais entreprendre ma tâche avec, au départ, une définition très précise, je ne serais pas en mesure de mener l'étude à son terme." Alors, c'est la situation dans laquelle nous nous trouvons et le groupe de travail a décidé de continuer. Et, coïncidence assez étonnante, c'est aujourd'hui même que le groupe de travail a commencé, à Genève, sa nouvelle session pour tenter de terminer la rédaction d'un projet de déclaration sur les droits des minorités et, possiblement, tenter d'arriver à une définition des minorités. Au moment même où je vous parle, le groupe de travail devrait être en train de délibérer à Genève sur la question.

Résultat net de tout ceci, M. le Président, c'est que je crois qu'il serait bien futile, aujourd'hui, que nous entreprenions de tenter, à notre tour, une définition des minorités comme telles. Je suggère qu'à l'exemple de ce que fait la Commission des droits de l'homme, aux Nations Unies, nous devrions également continuer notre travail, mais sur la base de ce que j'appellerais une sorte de définition ou de notion intuitive que nous avons tous des minorités quand nous en parlons. Je mentionnais tout à l'heure les minorités italiennes, hongroises, vietnamiennes ou autres. Ce sont là les minorités au sens commun, si je puis dire, et je pense que, pour les fins de notre travail, nous pouvons nous en tenir, en

conséquence, à cette notion générique sans tenter de la cerner en autant de mots que possible. Nous pourrions peut-être, plus tard, bénéficier d'une définition, si jamais l'Organisation des Nations Unies pouvait nous en fournir une.

Cela étant dit, il faut nous demander quelle est la situation des minorités aujourd'hui, en législation ou en convention, au niveau international et au niveau canadien. Il faut se rappeler, avant de toucher à aucun de ces documents, que la façon d'en traiter est double. On peut en traiter d'une façon négative ou d'une façon affirmative. Si on en traite d'une façon négative, là, on s'arrête à des dispositions qui, essentiellement, prohibent la discrimination, dispositions que nous connaissons tous, que nous avons tous vues dans nos lois, tant québécoises que canadiennes. Si nous regardons du point de vue affirmatif, là, nous touchons à des dispositions concernant la protection des minorités et même la promotion des minorités. Alors, vous avez ces deux genres de dispositions que l'on va trouver, soit la non-discrimination, soit la protection et la promotion des minorités. Nous allons retrouver ces deux genres de dispositions dans les textes qui existent aujourd'hui.

(14 h 45)

Les premiers textes qui peuvent nous intéresser sont ceux que j'appellerai d'intérêt universel. Le premier grand texte, évidemment, c'est la Charte des Nations Unies de 1945. Le mot "minorité" n'y apparaît pas. On n'y trouve rien au sujet de la protection des minorités comme telles. Cependant, on y trouve une disposition qui fait partie de la première catégorie des dispositions d'ordre négatif en ce sens que la charte nous dit, dans son article 1, que l'un des buts des Nations Unies, c'est de réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

Alors, nous avons là une disposition prohibant la discrimination; c'est un des aspects de la question des droits des minorités et la Charte des Nations Unies, au départ, contient cette disposition de prohibition de discrimination. On arrive trois ans plus tard à la Déclaration universelle des droits de l'homme et entre parenthèses, M. le Président, je continuerai de parler des droits de l'homme quoique, dans la législation québécoise, on sait très bien que l'on est habitué maintenant à parler des droits de la personne. C'est au Québec que l'on parle des droits de la personne et il y a un écho de cela dans la législation canadienne, mais ailleurs, dans tout le monde francophone, on parle des droits de l'homme. À tort ou à raison, mais c'est une situation de fait dont il faut que nous tenions compte et je dois vous confesser que, dans les

débats internationaux, j'ai été habitué à employer l'expression "droits de l'homme" parce que dès que j'ai parlé des droits de la personne, tout de suite s'est engagée une polémique avec la délégation française qui ne démord pas du fait que l'on doit parler des droits de l'homme.

Alors, je pourrai peut-être, à l'occasion et suivant les circonstances, employer l'une ou l'autre des deux expressions. Ce n'est pas par parti pris, M. le Président, mais c'est parce que dans les faits, c'est l'expression que nous lisons dans toute la documentation internationale où on parle encore aujourd'hui des droits de l'homme. S'il y a des personnes que cela offense autour de la table, j'en demande pardon, mais je voudrais que ce soit la communauté internationale qui prenne le blâme à sa charge et non pas votre serviteur.

Alors, en 1948, arrive la déclaration universelle...

**Le Président (M. Bélanger):** Vous êtes pardonné. Si vous mettez le monde entier de votre côté, vous êtes correct.

**M. Deschênes:** Je vous remercie, M. le Président, quoique je connaisse tel État, à travers le monde, que je nommerai pas, qui trouve que le monde entier a tort.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Il y en a toujours.

**M. Deschênes:** Et cette Déclaration universelle des droits de l'homme, elle aussi, et sans que je prenne le temps, M. le Président, de citer le texte, elle aussi a pris l'approche négative de contenir une disposition prohibant la discrimination, mais sans parler plus avant des minorités. Il a fallu ensuite encore plusieurs années pour que l'on perfectionne, au niveau international, la sanction et la reconnaissance des droits de la personne. Et c'est en 1966 seulement qu'ont été votés les deux pactes: le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Il avait donc fallu 18 ans de discussion après la déclaration universelle pour qu'on vote les deux pactes et il a fallu encore 10 autres années avant que les pactes soient ratifiés par un nombre suffisant d'États pour qu'ils entrent en vigueur. Ils sont en vigueur depuis 1976. Dans le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, il n'y a rien sur les minorités encore. Mais dans le Pacte sur les droits civils et politiques, pour la première fois, dans un document international, on entend parler des droits des minorités. Et là, il y a un tout petit article et celui-là, je me dois de le citer parce que c'est une disposition de base, une disposition

cardinale pour le sujet que nous traitons aujourd'hui. Alors, nous sommes dans le Pacte sur les droits civils et politiques, article 27. Il est tout court, M. le Président: "Dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir en commun avec les autres membres de leur groupe leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion ou d'employer leur propre langue."

Avant de le commenter, je voudrais vous citer tout de suite l'article 50 du pacte parce qu'il est important pour le Québec. L'article 50 du même pacte qui, en deux lignes, nous dit ceci: "Les dispositions du présent pacte s'appliquent sans limitation ni exception aucune à toutes les unités constitutives des États fédératifs." Le Canada a adhéré au Pacte sur les droits civils et politiques et l'article 50 du pacte dit que celui-ci s'applique à toutes les unités constitutives des États fédératifs, donc, au Québec. C'est ce pacte qui contient, dans cet article 27, la première disposition internationale concernant les minorités. Vous aurez pu constater, à la lecture, que cet article est rédigé d'une façon négative. Il ne dit pas que les États doivent protéger les minorités et il ne dit pas que les États doivent promouvoir les États des minorités; ce n'est pas ça qu'il dit. Il dit: Dans les États où il existe des minorités, les personnes, et je reprends, "les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit"... Et là, on parle de leur vie culturelle, de leur religion et de leur langue.

Alors, il faudra retenir, la façon dont cet article est rédigé où l'on dit simplement que les personnes appartenant aux minorités ne peuvent pas être privées de leurs droits, point. Mais il n'y a pas d'obligation positive de la part des États de faire quelque chose. Et, par exemple, si on s'interroge plus tard, on pourra dire qu'en vertu de l'article 27 du pacte il n'y a pas d'obligation, pour un État, de fournir des écoles à une minorité. Ce n'est pas ça que dit le pacte. Mais il dit: Vous ne pourrez pas empêcher une minorité de, par exemple, employer sa langue. Ça, c'est dit dans le pacte. Et on pourra s'interroger tout à l'heure sur l'effet que cette disposition-là peut et doit avoir sur nos minorités, ici, au Québec. On y reviendra, si vous voulez bien, dans quelques instants.

Il n'est pas tellement étonnant que l'on soit face à une telle pauvreté de dispositions au niveau international en question de minorités. Je parlais tout à l'heure que nous sommes un peu tributaires de la tradition européenne. C'est qu'à l'époque, il n'y avait pas beaucoup d'États européens qui étaient très désireux de protéger et encore moins de promouvoir leurs minorités. Ce que les États européens visaient plutôt, c'était beaucoup plus d'assimiler leurs minorités que de les protéger. Et là aussi nous pourrions nous poser, et nous devons nous poser la

question: Quid des minorités dans un Québec indépendant? On y reviendra, si vous voulez bien, dans quelques minutes également. Mais cela est une explication pourquoi tout ce qu'on trouve dans la documentation internationale, ce sont les dispositions dont je viens de vous dire un mot.

Maintenant, il y a même... Je pourrais même aller plus loin. Une explication additionnelle se retrouve aussi dans une attitude que prennent des pays comme la France, par exemple, où, lorsqu'on s'était proposé de demander au professeur Capotorti de faire une grande étude sur les minorités, le gouvernement français avait pris l'attitude suivante et je voudrais vous la citer au texte. Ça, c'est le gouvernement français qui parle aux Nations Unies. Je cite: "Le peuple français n'admet aucune distinction établie sur des caractères ethniques et écarte, par là même, toute notion de minorité." Et un peu plus loin, il ajoutait: "Le gouvernement français se voit contraint, au terme de la Constitution de la République française, de s'opposer au principe même d'une telle étude."

Maintenant, la chose peut peut-être se défendre à la lecture de la Constitution française. Mais la France a été évidemment mise en minorité à l'époque. L'étude a été ordonnée. Elle a été faite et elle a été déposée avec les résultats que nous connaissons.

Il y a d'autres documents d'intérêt universel sur lesquels je ne dis qu'un mot. Je vous ai mentionné, sur le plan que vous avez devant vous, la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Par définition, elle prohibe justement la discrimination. Et, dans son article 5, elle couvre la matière des deux pactes internationaux: droits civils et politiques, droits économiques, sociaux et culturels. Il en va de même de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, convention qui, évidemment, trouve sa place ici dans notre sujet. On connaît également la Convention relative aux droits de l'enfant. C'est la convention de 1990 dont le Canada s'était fait, d'ailleurs, l'ardent protagoniste aux Nations Unies. Elle a été proposée et présentée l'année dernière par le premier ministre du Canada. Pour des raisons que j'ignore, elle n'a pas, cependant, encore été ratifiée par le Canada. Il faudrait espérer qu'elle le soit bientôt. Et, enfin, je vous ai référé à la déclaration des droits des personnes handicapées parce qu'on peut, à un moment donné, parler d'une minorité en parlant de la catégorie des personnes handicapées. Et, dans cette déclaration, on trouve également la reconnaissance de certains droits qu'il pourrait être intéressant de conserver chez nous.

En préparation, il y a deux autres déclarations, l'une sur les populations autochtones, je n'en parle pas. Elle sera considérable. Et l'autre qui nous intéresse, c'est la déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités. Et là,

se pose un problème auquel nous devons faire face également.

Nous savons que, dans le pacte que je viens de vous citer, il est question des minorités ethniques, religieuses et linguistiques. C'est la déclaration que les Nations Unies ont tenté de commencer à rédiger mais, en cours de route, elles ont jugé bon d'y ajouter "et les minorités nationales". Et voilà donc que nous sommes pris avec un... Quand je dis nous sommes pris, nous sommes face à, un projet de déclaration qui n'est pas terminé mais qui ambitionne de couvrir, en plus, les minorités nationales. Et là, évidemment, le groupe de travail s'est interrogé, parce qu'il y a des pressions qui sont exercées sur lui pour qu'on ajoute aux trois catégories ethniques, religieuses, linguistiques, les minorités nationales. Il y a eu du pour et il y a eu du contre. Le comité le reconnaît. Et il dit: Il y a un problème, parce que, on se demande "It would be difficult, or even impossible, to set up legal distinctions between national and ethnic groups. And the term "ethnic" probably encompasses "national". Et là, il y a une question qui se pose à ce moment-là encore: De quoi parlons-nous? Allons-nous ajouter les minorités nationales aux trois autres qui nous ont déjà donné des difficultés? Et est-ce que l'une comprend l'autre? Ou est-ce que l'autre comprend l'une? Et la difficulté n'est pas purement théorique. Il y a une mésentente là-dessus, dans des corps aussi représentatifs que le Conseil de l'Europe et le professeur Capotorti, cette autorité que je vous signalais tout à l'heure. Et le Conseil de l'Europe nous dit – et je résume – que ethnique est inclus dans national. Et le professeur Capotorti dit non, vous vous trompez, c'est national qui inclut ethnique. Évidemment, là encore, on pourrait s'engager dans un débat assez considérable. Je veux vous épargner ce débat-là également. Et je voudrais vous suggérer que nous nous abstenions d'entrer dans ces distinctions peut-être un peu byzantines et que la prudence, aujourd'hui, c'est de nous en tenir au pacte sur les droits civils et politiques et de parler de ce dont ils parlent: les minorités ethniques, religieuses et linguistiques. On en aura, comme on dit – si vous me pardonnez l'expression populaire – "plein les bras" de toute façon avec déjà cette énumération.

(15 heures)

Maintenant, cela dit, il y a d'autres dispositions internationales qui nous intéressent, mais elles ne sont pas universelles, elles sont d'intérêt régional. Les premières, on les retrouve dans – c'est un peu étonnant peut-être pour nous – la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. La raison en est que le Canada est partie de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Il est signataire des documents qui émanent de cette conférence, et il y a des documents de cette conférence qui concernent les droits de l'homme et qui concernent plus spécifiquement les minorités, auxquels le

Canada a donné son adhésion. Alors, je pense qu'il est important que nous sachions que cela existe, et sans y passer un temps infini, que nous nous arrêtons néanmoins à voir un peu ce que ça contient.

Vous avez dans cette Conférence sur la sécurité en Europe – évidemment on a commencé par la conférence de Helsinki; depuis ce temps-là il y a eu des réunions à Vienne, à Paris, à Copenhague, à Genève, à Moscou. En juin 1990, la conférence s'est réunie à Copenhague. Elle a adopté un document considérable et je signale simplement que dans le paragraphe 5.9, on trouve une disposition qui prohibe la discrimination contre les minorités, et dans l'article 25, on trouve une disposition qui défend aux États de déroger de leurs obligations quant aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, durant un état d'urgence, pour la raison qu'un groupe appartiendrait à une minorité. Ça aussi on reviendra là-dessus. C'est qu'on sait que dans les cas d'urgence, prenons un état de guerre, pour prendre un exemple simple, je ne veux pas prendre l'exemple de l'insurrection appréhendée, mais prenons l'état de guerre. Vous avez un état d'urgence et à ce moment-là il y a des droits qui sont prévus, par exemple dans la Charte canadienne des droits, mais on peut y déroger à certaines conditions. Et ici, la déclaration de Copenhague en 1990, signée par le Canada, dit que même dans les cas d'urgence un gouvernement ne pourra pas déroger aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales vis-à-vis d'un groupe parce que ce groupe serait une minorité. Les minorités sont protégées contre des dérogations arbitraires aux droits de l'homme. Et ensuite, il y a un chapitre complet de trois pages, dans ce document, qui porte sur les droits des minorités, et qui veut assurer leurs droits, non seulement la protection, mais la promotion de leurs droits dans tous les domaines y compris leur participation effective à la vie publique.

Toujours dans le cadre de la même conférence, il y a eu une autre réunion à Genève, en juillet 1991 – juillet dernier – de 36 pays, dont le Canada. Et là encore le Canada a souscrit à un certain nombre de déclarations. Il dit, en particulier, qu'il réaffirme le document de la réunion de Copenhague dont je viens de vous parler. Et un peu plus loin – c'était si intéressant quand je disais tout à l'heure qu'il ne fallait pas tenter de faire des distinctions byzantines – le groupe de Genève nous dit, au mois de juillet dernier: "Ils – en parlant des pays – notent que toutes les différences ethniques, culturelles, linguistiques ou religieuses ne conduisent pas nécessairement à la création de minorités nationales." Alors, on a été prudent, on dit "pas nécessairement" mais peut-être. Alors je crois qu'il vaut mieux laisser les choses telles quelles également.

Mais voici qu'à Moscou, il y a un mois, la

même conférence s'est réunie de nouveau, et elle a encore fait certaines déclarations auxquelles le Canada s'est joint. Elle a de nouveau confirmé les engagements de la conférence de Copenhague. Elle a de nouveau déploré les actes de discrimination basés sur des terrains nationaux, ethniques ou religieux. Elle a de nouveau prohibé les dérogations sur une base de, dit-elle, "belonging to a minority". Et elle a de nouveau prohibé toute discrimination "without distinction of any kind". Alors, dans la Conférence sur la sécurité en Europe, on a là un ensemble de dispositions qui sont bien claires également pour la protection des droits des minorités et des libertés fondamentales.

Il en va de même, maintenant que le Canada a adhéré à l'Organisation des États américains, l'année dernière. Nous avons, en conséquence, adhéré à la Charte de l'Organisation des États américains, et cette charte, à son tour, prévoit maintenant, et nous y sommes partie, que les États américains proclament les droits fondamentaux de la personne humaine, sans aucune distinction de race, de nationalité, de religion ou de sexe. Et je m'en voudrais de vous citer les autres dispositions de la charte au même effet. Il y a également une Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme qui va dans le même sens également, point n'est besoin d'insister. Il existe aussi dans le même cadre, une Convention américaine des droits de l'homme, et, cette fois-là, je ne sais pas, Mme la Présidente, si c'est une pure coïncidence que je parle de cette déclaration au moment où vous assumez la présidence de l'assemblée, mais je m'apprêtais à souligner que, contrairement au document antérieur, le Canada n'a pas adhéré, pas encore du moins, à la Convention américaine sur les droits de l'homme. On peut s'interroger, à savoir si la raison de la non-adhésion du Canada ne serait pas dans l'article 4 qui porte sur le droit à la vie, et qui dit en particulier, je n'ai que le texte anglais ici: "Every person has the right to have his life respected. This right shall be protected by law and, in general, from the moment of conception". Alors, on peut s'interroger, à savoir si c'est là la raison pour laquelle le Canada n'a pas adhéré à la Convention américaine des droits de l'homme. Mais enfin, les autorités nous le diront. J'espère, Mme la Présidente, que je ne vous ai pas chassée de la chaise par ma citation. Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Deschênes:** On pourrait enfin, à ce niveau des dispositions régionales, regarder, je ne les cite pas mais je vous les indique en passant, les chartes qui ont été approuvées en 1981, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, et la Déclaration islamique universelle des droits de l'homme qui, toutes les deux, vont également dans le sens de la protec-

tion des mêmes droits fondamentaux et de la même non-discrimination, même dans la Déclaration islamique des droits de l'homme, aussi surprenant que la chose puisse peut-être paraître à première vue.

Cela dit, nous avons des dispositions au niveau canadien également qui traitent de la même question et, évidemment, il faut nous y arrêter pour un moment. Nous avons d'abord, dans la Constitution canadienne, la loi de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 qui comprend certaines dispositions, en particulier l'article 93, l'article 93 concernant la protection des droits scolaires. Alors, on se souvient que dans la loi de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, il est question dans l'article 93 des écoles confessionnelles et on a enchaîné dans la Constitution les droits des écoles confessionnelles et les droits des écoles religieuses minoritaires, tant à l'époque ce qui était le Haut-Canada que dans le Bas-Canada.

Et je signale en passant et je rappelle, parce que parfois on a tendance à confondre que cet article 93, comme la jurisprudence l'a décidé à maintes reprises, protège les minorités religieuses, mais non pas les minorités linguistiques. Et il faut se souvenir de cette distinction-là qui a son importance.

Plus récemment, en 1982, la Charte canadienne des droits et libertés, dans son article 15, a une disposition contre la discrimination, et dans son article 23, prévoit les droits à l'instruction dans la langue de la minorité. Et ici, l'autre distinction qu'il faut se rappeler, c'est que cet article 23 protège les droits des minorités, les droits scolaires des minorités francophones et anglophones, mais ne protège pas les droits des minorités allophones. Et, là encore, il faudra se souvenir de cette distinction, lorsqu'on voudra passer à l'effet de ces articles dans un éventuel Québec souverain. La même loi, d'ailleurs, a été prudente également parce que la charte en question, dans son article 29, va même jusqu'au point de protéger les droits garantis en vertu de la Constitution de 1867.

Cela étant dit, et parlant toujours des minorités, il y a une question délicate à laquelle je dois, néanmoins, m'arrêter également et je l'ai marqué d'ailleurs dans le plan que vous avez devant vous: Qu'en est-il de l'article 33, qu'on connaît peut-être mieux dans la Charte canadienne des droits et libertés sous le nom de la clause "nonobstant"? Il faut se rappeler, d'une part, que l'article 33 ne joue pas sur l'article 23. En d'autres termes, le Parlement ou la Législature de Québec ne pourrait pas déroger au droit à l'instruction dans la langue de la minorité prévu à l'article 23 à la faveur de la clause "nonobstant". Par contre - je sais que je ne vous enseigne rien, Mesdames, Messieurs les membres de la commission, parce que vous êtes très familiers avec l'article en question, mais je crois que je dois m'y arrêter, néanmoins, un

moment – l'article 33 a une portée extraordinaire. Quand on voit qu'il prévoit que le Parlement ou une Législature peut déroger à l'article 2 et aux articles 7 à 15 de la Charte canadienne des droits et quand on regarde le terrain que couvre, en conséquence, la possibilité de dérogation, là, on se rend compte de l'extraordinaire terrain qui est couvert. L'article 2 auquel, par exemple, l'Assemblée nationale peut déroger, couvre toutes les libertés fondamentales. Il est permis à l'Assemblée nationale de déroger à la liberté de religion, à la liberté de pensée, à la liberté d'association, pour ne donner que ces exemples. Si on va voir les articles 7 à 15, il y a une dérogation extraordinaire: il est permis de déroger au droit à la vie, au droit à la liberté, à toutes les garanties juridiques. Il y a là un terrain d'une ampleur extraordinaire. Et la raison pour laquelle j'insiste là-dessus, c'est parce qu'il faut mettre cette possibilité de dérogation en regard de ce que dit le pacte auquel le Canada et en conséquence le Québec sont parties, le Pacte sur les droits civils et politiques.

Il y a deux articles dans le Pacte sur les droits civils et politiques qui jouent ici. Je vous réfère d'abord à l'article 4. L'article 4 parle de ces cas extraordinaires où il pourrait y avoir des dérogations: cas de guerre ou de danger public, etc. Et regardez ce que dit le deuxième paragraphe. Il dit: Le premier paragraphe, qui permet des dérogations en cas de guerre, etc., cette disposition n'autorise aucune dérogation aux articles 6, 7, 8, paragraphes 1 et 2, 11, 15, 16 et 18. Le pacte international auquel nous – quand je dis nous, le Canada et le Québec sont parties – ne permet aucune dérogation aux articles 6, 7, 8, 11, 15, 16, 18. Or, ça veut dire quoi, ça? L'article 6, c'est l'article sur ce qu'est le droit à la vie. Le pacte international ne permet aucune dérogation et, pourtant, la Charte canadienne des droits dit: Oui, vous le Parlement, vous la Législature de l'une des provinces, vous pourrez déroger. Et il en va de même à toute une série d'articles qui suivent. Et sans que je n'en nomme beaucoup, je donne simplement deux ou trois exemples. L'article 7, la torture, les peines, les traitements cruels inhumains ou dégradants, c'est notre article 12 auquel notre clause "nonobstant" nous permet de déroger. Mais ça, c'est contraire au pacte international qui dit: Vous n'avez pas le droit de déroger à ça. Vous avez l'article 8 du pacte qui prévoit, justement, le droit à la liberté et la prohibition de la servitude. C'est, ça, notre article 7, dans notre charte, auquel nous nous sommes donné la liberté de déroger et, je dis, en dépit et au mépris du pacte international. Je pourrais continuer de la même façon. Par exemple, l'article 18, c'est le dernier exemple que je vous donne. Le pacte défend de déroger à l'article 18 qui est la liberté de penser, la liberté de conscience, la liberté de religion, et notre clause "nonobstant" nous permet de déroger au même article, dans la Charte

canadienne des droits.

Il y a plus. Toujours dans le même pacte – je vous parlais de l'article 4 qui comprend toutes ces défenses de déroger – l'article 5, c'est le dernier que je veux citer. L'article 5 dit: "Aucune disposition du présent pacte ne peut être interprétée comme impliquant pour un État, un groupement ou un individu, un droit quelconque de se livrer à une activité et d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et des libertés reconnus dans le présent pacte." Alors, je reprends: "Aucune disposition du présent pacte" ne peut permettre à un État "de se livrer à une activité et d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et des libertés reconnus" ici. Or, les droits et les libertés reconnus comprennent, entre autres, ceux que je vous citais dans l'article 27, c'est-à-dire les droits pour les minorités de pratiquer leur religion, de garder leur culture et d'employer leur propre langue. (15 h 15)

J'en parle, parce qu'il ne sert à rien de se mettre des bandeaux sur les yeux. Le problème se soulève, il me semble bien, vis-à-vis de nos minorités en fonction de la loi qu'on a convenu d'appeler la loi 178: la loi qui traite de l'affichage commercial dans la seule langue officielle au Québec. Loi, en conséquence, qui prohibe l'usage par les minorités du Québec – non pas seulement par les minorités anglophones, par les minorités – de leur langue dans l'affichage public. Et, je vous suggère qu'il y a un grave danger à ce que l'article 33, la clause "nonobstant", permettant de déroger à plusieurs des droits et libertés – dont j'ai parlé tout à l'heure – soit tenu comme contraire au Pacte sur les droits civils et politiques auquel nous avons adhéré. Et, par voie de conséquence, la législation adoptée par le Québec sous l'empire de l'article 33 de la charte, et à la faveur de l'article 33 de la charte, pourrait être mise sérieusement en doute par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Or, cela n'est pas une sanction minime qu'il faille rejeter du revers de la main.

Je ne voudrais vous donner, ou vous rappeler, que l'exemple de l'affaire de Sandra Lovelace qui était cette Indienne qui, il y a quelques années – si vous vous souvenez – s'était plainte devant les Nations Unies, de la discrimination qu'elle alléguait trouver dans la Loi sur les Indiens. On sait qu'un Indien qui épousait une Blanche gardait ses droits, une Indienne qui épousait un Blanc perdait ses droits. Sandra Lovelace s'est plainte aux Nations Unies après que la Cour suprême du Canada, dans deux causes parallèles, eut décidé, par une majorité de cinq à quatre, qu'il n'y avait pas là de discrimination basée sur le sexe. Les Nations Unies et le Comité des droits de l'homme sont arrivés à la conclusion, au contraire, qu'il y avait bien dans cette législation discrimination sur le sexe et qu'en conséquence, le Canada avait violé ses

obligations en vertu du Pacte sur les droits civils et politiques. Le gouvernement fédéral a été obligé de faire amende honorable aux Nations Unies et le Parlement fédéral s'est senti obligé de changer la Loi sur les Indiens pour supprimer cette disposition discriminatoire.

Je donne ça simplement comme un exemple pour montrer que la pression internationale ne doit pas être rejetée du revers de la main et qu'il faut regarder, avec tout le sérieux que la question exige, ce danger que la législation, en vertu de la clause "nonobstant", puisse être considérée comme une violation de nos obligations en vertu du pacte. De fait, d'ailleurs, je pense que vous savez probablement qu'il existe actuellement une cause pendante devant le Comité des droits de l'homme des Nations Unies où cette plainte a justement été portée. Le comité l'a déclarée recevable et actuellement elle est en voie d'examen par cette instance suivant la procédure habituelle.

Cela dit, quid de toute la question, chez nous? Il faudrait évidemment, dans un éventuel Québec souverain, que nous tenions compte de la Charte des droits et libertés de la personne. Je pense ne pas être présomptueux en presumant qu'un Québec indépendant ne voudrait pas écarter la Charte actuelle du Québec des droits et libertés de la personne, mais qu'au contraire se ferait gloire qu'elle continue d'être partie de la législation en vigueur au Québec. Il faudrait cependant jeter un coup d'oeil critique sur la clause dérogatoire que la charte québécoise contient. La clause québécoise est encore plus large que la clause fédérale. Je n'en dis pas plus, mais elle est là dans les textes.

Il faudrait, je pense bien – et c'est la première question que j'ai soulevée sur le plan que vous avez devant vous, M. le Président – qu'une décision politique soit prise, savoir ce qu'on veut faire de nos minorités. Est-ce qu'on veut les assimiler ou les intégrer? En fonction de la décision politique, bien là, on verra quelles sont les autres décisions qui doivent être prises au point de vue légal. Mais il y a d'abord la première décision, question politique, savoir: Assimile-t-on ou intègre-t-on? La nuance entre l'une et l'autre est, par moments, mince. Et on a parfois de la difficulté à saisir la différence de politique. Mais je crois que, quand on regarde ce que ça veut dire dans les faits, cette différence est fort marquée. L'assimilation impliquerait nécessairement, de la part des minorités, une... Excusez-moi, M. le Président, nous sommes victimes de la technique. J'espère que vous allez me donner deux secondes pour remplacer mon ruban pendant que M. le téléviseur remplace le sien.

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**M. Deschênes:** Ha, ha, ha! Il ne faut pas oublier que cette assimilation veut dire insertion

culturelle totale, fusion avec la majorité. Ce qui veut dire, chez les minorités, renonciation à la différence, oubli des traditions spécifiques, abandon de la volonté de durer dans sa propre spécificité. Certaines minorités pourraient le vouloir, d'autres le refuseront absolument.

S'il y a refus et, en même temps, volonté de la majorité d'assimiler, là, on se prépare des lendemains douloureux de la part de cette minorité qui ne veut pas se laisser assimiler. Et je vous suggère... Je n'ai rien à dire dans les décisions politiques qui devront être prises, mais, comme citoyen qui regarde la situation, il me semble qu'une politique plus valable serait une politique d'intégration de nos minorités. Une politique en vertu de laquelle nous essaierions d'établir un équilibre entre la culture d'origine des minorités et, d'autre part, leur nécessaire appartenance à une société majoritaire dans laquelle elles doivent, et je reprends le terme, s'intégrer. Ce qui veut dire, à ce moment-là, que, d'une part, le Québec doit s'ouvrir aux minorités. Il ne doit pas se fermer devant elles. Ça, c'est un problème qui est essentiellement, je pense, montréalais. Je ne veux pas faire de peine à personne ici, autour de la table, mais le fait est que je crois que les dernières statistiques nous démontrent que les immigrants viennent s'établir dans la région montréalaise dans une proportion de tout près de 90 %. Il y en a à peu près 3 % dans la région de Québec et le reste est saupoudré sur le territoire. Alors, c'est essentiellement à la population montréalaise qu'il faut faire appel, au reste également, mais surtout à la population montréalaise, quand on demande au Québec de s'ouvrir vers ses minorités. Mais cela joue dans les deux sens. Il faudrait également que les minorités ne veuillent pas se fermer sur elles-mêmes, mais qu'elles sachent en même temps accepter qu'elles vivent dans un univers majoritaire auquel elles doivent s'intégrer.

Cela étant dit, se posera la question des garanties canadiennes en faveur des minorités. J'ai parlé tout à l'heure de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, de l'article 23 sur le droit à l'enseignement dans la langue de la minorité, dans la Charte canadienne des droits. Ce sont, de toute évidence, des garanties qui vont disparaître. Le jour où le Québec devient un pays indépendant et le Canada devient un pays étranger, la législation canadienne ne peut plus avoir aucun effet, purement et simplement, sur le territoire du Québec. À moins que, évidemment, comme il a été suggéré pour une période de transition, le Québec adopte en bloc l'ancienne législation canadienne pour valoir sur le territoire québécois durant une période de temps x. Mais si on fait abstraction de cette possibilité de transfert – ce que le Québec pourrait évidemment faire – la législation canadienne n'aurait plus d'effet. Ce qui veut dire que les garanties en matière d'enseignement et les ga-

ranties en matière de religion deviendraient caduques et, dès lors, les minorités, soit protestantes, soit anglophones, suivant l'angle sous lequel on veut en parler, deviendraient sur le même pied que les autres minorités au Québec en matière religieuse et en matière linguistique.

Cependant, le Québec aurait l'obligation de continuer d'observer l'article 27 du Pacte sur les droits civils. Là encore, je présume que le Québec voudra se montrer orgueilleux de sa place dans la société internationale et voudrait adhérer au pacte en question de la même façon que le Canada y a adhéré il y a déjà une vingtaine d'années. Ce faisant, le Québec serait obligé de se soumettre à l'article 27 et d'observer les obligations qui y apparaissent vis-à-vis des minorités.

Je vois vos gestes de désespoir, M. le Président, c'est un désespoir que je partage pour une raison différente...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Deschênes:** ...mais permettez-moi, M. le Président, – et je vous promets de terminer dans deux minutes, si vous me le permettez, dans deux minutes.

**Le Président (M. Bélanger):** Avec grand plaisir, M. le juge.

**M. Deschênes:** L'une, c'est la question de la minorité anglophone. Elle est, au Québec, dans une situation historique, différente de la situation des autres minorités. Nous ne refferons pas l'histoire et nous savons tous que telle est la situation. Mais par ailleurs, s'il y a également séparation du Québec et création d'un État nouveau ici, resteront dans le reste du Canada des minorités actuellement francophones et, alors, on pourrait peut-être considérer l'opportunité d'un traité entre le Québec et le Canada pour rendre, au Québec, des services réciproques à la minorité anglophone et dans le reste du Canada, aux minorités francophones.

Le Québec voudrait peut-être se montrer utile vis-à-vis des minorités francophones et, de même, le reste du Canada voudrait-il se montrer utile, peut-être, à la minorité anglophone du Québec. Ce seront des questions à discuter mais je signale que ce sont des questions qu'il faudra considérer à leur mérite. Restera ici, chez nous, notre charte québécoise qui devra être conservée avec ses dispositions antidiscrimination. Il faudra y assurer l'équilibre entre les droits individuels et les droits collectifs, je n'en dis rien de plus parce qu'il faudrait en parler longtemps, mais cet équilibre est déjà tenté dans le projet de déclaration que rédigent les Nations Unies actuellement.

Il faudrait assurer la protection et la promotion des minorités, il faudrait certainement insuffler un esprit de tolérance dans notre lé-

gislation et, enfin, je vous ai promis, M. le Président, et je termine là-dessus si je peux trouver mon papier; ce sera peut-être votre chance que je ne le trouve pas... Où est-il? Voilà. Je vous suggère que – c'est mon "Ite, missa est" – nous pourrions prendre en considération les conclusions de Mme Palley dans son rapport à la sous-commission, où elle met de l'avant un certain nombre de principes. J'en extrais quatre et c'est ma conclusion.

Premièrement, l'importance primordiale de la non-discrimination ainsi que de la participation pleine et entière de tous les individus et de tous les groupes. Deuxièmement, la nécessité de promouvoir les droits et le développement des minorités selon des modalités compatibles avec l'unité et la stabilité de l'État. Troisièmement, l'importance que revêtent pour la protection effective des minorités aussi bien les mesures négatives, non-discrimination, que les mesures positives, assistance ou statut spécial. Et enfin, quatrièmement, la nécessité de veiller à ce que les mesures adoptées pour protéger les minorités respectent également les droits de l'homme de la majorité. Je vous remercie, M. le Président. (15 h 30)

**Le Président (M. Bélanger):** Nous vous remercions, M. Deschênes. C'était extrêmement intéressant. Comme on peut le voir, on aurait pu continuer encore longtemps mais il y a tout plein de collègues qui ont tout plein de questions à vous poser et j'invite le député de Nicolet-Yamaska à poser la première question.

**M. Richard:** Merci, M. le Président. Au niveau des garanties constitutionnelles en matière linguistique, il y a des garanties constitutionnelles dont dispose la minorité anglo-québécoise; c'est essentiellement contenu, à ce moment-ci, dans la Constitution canadienne. Maintenant, dans l'hypothèse d'un Québec indépendant, est-ce qu'on devrait adopter, à ce moment-là, des mesures semblables afin de protéger d'une façon très claire, entre autres, le droit à l'enseignement en anglais au Québec?

**M. Deschênes:** Écoutez, vous revenez un peu, de cette façon-là, à la question historique ou traditionnelle dont je parlais tout à l'heure. Si l'on désire traiter toutes les minorités sur le même pied, la situation y sera propice puisque la minorité de langue anglaise, au Québec, ne pourra plus bénéficier des antiques, ou anciennes, ou actuelles même, je dirais, garanties constitutionnelles qui existent. Si l'on croit cependant que la minorité de langue anglaise mérite, pour des raisons historiques ou autres, un traitement particulier, à ce moment-là, il faudrait adopter des dispositions particulières pour privilégier l'enseignement en langue anglaise.

**M. Richard:** Alors, M. le juge, que devrait-on faire?



**M. Deschênes:** Bien là, je ne sais pas si vous me posez la question au point de vue juridique ou au point de vue politique. Au point de vue juridique, peut-être que je pourrais m'aventurer un peu à répondre, simplement en disant: On n'aurait qu'à adopter à nouveau les dispositions existantes ou à les modifier comme on le voudrait. Au point de vue politique, au point de vue sociologique, ça, mon cher monsieur, c'est votre problème. Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Deschênes:** En un sens, je suis tenté de vous dire: C'est pour ça, mesdames, messieurs, que vous vous êtes fait élire. Il y a un problème et vous êtes là pour le régler.

**M. Richard:** Vous avez deviné, ma question était plus dans le sens politique, effectivement.

**M. Deschênes:** Je comprends. Je ne suis pas sûr qu'il m'appartienne de répondre à ce moment-là, quoique, si je me laisse aller à votre provocation puis à la tentation qu'elle inclut, je vous avouerais que, personnellement, j'aurais beaucoup d'hésitation à dire que du jour au lendemain je voudrais rompre avec une situation qui remonte à deux siècles et demi environ. Ça peut se faire, juridiquement. Politiquement et socialement, est-ce que ce serait opportun que cela se fasse? Ça, c'est une question qui est beaucoup plus difficile. Mais il me semble que ce serait, de la part d'un Québec qui devient indépendant du jour au lendemain, un geste que l'on pourrait qualifier de drôlement, en un sens, ignorant ou ingrat que de dire du jour au lendemain: Vous, les anglophones, vous n'avez plus rien, on vous supprime tous les droits dont vous avez bénéficié jusqu'à maintenant. Vous êtes la minorité la plus importante, ici, au Québec, vous avez joué un rôle important – je ne parle pas du rôle des armes, autrefois; je parle de l'évolution historique du Québec maintenant – vous avez joué un rôle important dans notre société, mais à partir de demain, nous ne reconnaissons plus rien de tout cela et puis, arrangez-vous avec vos problèmes. Ce qui voudrait dire, et là je reviens au pacte que nous devons observer, que le Québec dirait: Nous n'avons aucune obligation envers vous, sauf celle d'assurer la protection de vos droits. Alors, nous ne pouvons pas vous empêcher, si vous le désirez, vous, les anglophones, d'établir vos écoles privées de langue anglaise. On ne peut pas vous empêcher de faire ça. On ne peut pas vous empêcher d'avoir vos journaux. On ne peut pas vous empêcher de parler votre langue. Mais nous ne sommes pas obligés, à même les fonds publics, par exemple, d'établir des écoles anglaises. Le pacte permettrait, à Québec, de faire ça. Reste à savoir si le Québec voudrait agir de cette façon-là. Encore une fois, ça, c'est... Il y a peut-être,

comme on disait quand j'étais aux études, *quot capita tot sensus*: il peut y avoir autant d'opinions que de personnes sur cette question-là.

**M. Richard:** Dans cet esprit-là, M. le juge, si toutefois on faisait la référence, si on mettait en application la référence à laquelle vous faites allusion, est-ce que ça sous-tendrait, dans ce scénario-là, qui est peu plausible, probablement, mais, quand même, c'est un scénario, est-ce que les anglophones auraient à payer des taxes à caractère scolaire comme c'est le cas actuellement?

**M. Deschênes:** Eh bien, ils sont citoyens à part entière comme n'importe quel autre citoyen. Qu'on soit anglophone ou hispanophone ou italienophone ou francophone, nous sommes tous des citoyens à part entière et nous sommes tous appelés à payer des taxes. L'État a le droit d'imposer la langue d'enseignement. L'État a déjà dit et va sans doute continuer à dire: Tout le monde doit apprendre le français et les écoles se font en français. L'État a le droit de percevoir des taxes pour établir son système d'écoles publiques. Et à ce moment-là, je ne vois pas que l'État pourrait faire ou devrait faire des exceptions en disant à telle catégorie de citoyens: Nous établissons des taxes scolaires, mais vous, vous ne paierez pas ces taxes scolaires là. Ils doivent payer des taxes pour l'enseignement public, comme tous les individus, il me semble.

**M. Richard:** Ce qui veut dire, en fait, une double taxation, parce que, en pratique, un enfant pourrait fréquenter l'école publique française et aller à l'école anglaise privée.

**M. Deschênes:** Vous avez parfaitement raison.

**M. Richard:** Merci, M. le juge.

**M. Deschênes:** Je vous en prie.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. Judge Deschênes, some of the questions I wanted to ask were actually dealt with by the previous questioner, but there are one or two others I would also like to look at more closely. To begin with, would you not agree to some extent that this whole language of majority-minority, as used in Europe and in the European discussions on minorities and so on, is somewhat different to the situation – at least historically, I am not sure legally but historically – that we have seen in Canada? That is, in Canada neither for the French-speaking group nor for the English-speaking group in Québec, nor, for that matter, for sub-components of the English-speaking

group in Québec – Greek-Canadian, Italian-Canadian and so forth – were these seen as blocks of people, be counted as a group, be thought of as possessing rights or privileges – whatever term is appropriate – but rather that Canadian law acted on them as individuals? The rights that they possessed, was it as individual Canadian citizens and not simply as the English-speaking of Québec or the French-speaking of Canada, or the Jewish or Greek, English or French-speaking of Québec? That would be the first thing I would like to ask; and whether the answer to that question might also be relevant for a sovereign Québec.

**M. Deschênes:** I am inclined to feel that the minority problems in Europe have been quite different from the minority problems here, in this country, in recent history, the minority problems of all those minorities that we have here and who have come here over the last hundred years, for instance. All of that is quite different. But they were quite the same as to what happened here in 1760. Exactly what we were submitted to at the time of conquest is exactly what happened, say, in 1870 when the Germans beat the French and took over two provinces from France. In 1918, the French beat the Germans and took back the two provinces. That is the same type of thing as what happened here in 1760. But outside of that, more recently, I agree with you that minority-majority problems in Europe were different from the problems that we have here, that our problem here comes from immigration, whilst in Europe it came from wars and conquests and changes of sovereignty.

**M. Cameron:** I would like to pursue just a little further. The kind of thing that I am thinking of... For instance, you have made the distinction, at least in terms of international law, between a recognition of a minority that is essentially negative in nature, that simply involves no acts of discrimination, as opposed to something that could be called positive promotion, and so forth. But is there not something like even a sort of third category, in between, that involves not a negativity nor a promotion but merely involves something like the ability to continue to exist? For example, promotion, as I understand it, as the word seems to be used now in Canada, and is mainly being used in the United States in discussing things like affirmative action proposals for minorities and so on, seems to involve the idea that laws will be passed with the actual intention that for example government's civil service jobs will reserve a certain number of spaces for people who come from a minority group. Or in Canada, on the linguistic basis, promotion seems to mean that active attempts will be made by the federal Government or provincial Governments to encourage the survival, or growth, or strength of

let us say Francophone minorities in other provinces of Canada. The negative idea, on the other hand, is simply that there will not be discrimination and so forth.

But, for instance, for the English-speaking population of Québec, it would seem to me that both their past, and present, concern, and the one that they would have in a sovereign Québec, is somewhat different from either of those. That is, in other words, I do not believe that the English-speaking population of Québec, whether it comes from a traditional protestant... belongs to an establishment or something of that sort, or whether, for example, it is Jewish-Canadian and so on, is very much afraid that Québec would apply the kinds of discrimination that have been a problem in some European and other world societies, that is, of the most intense kind, of the kind that are aimed specifically at their ethnicity or their religious practice. I do not think there is a great deal of fear of that. Most of the issue is the one about language, in the schools and in other institutions, and mainly about the English language at that. I do not think there is a great deal of fear. Perhaps this might change in some future situation and perhaps some people might feel differently, but I do not think that people feel that Italian, or German, or Greek, or what have you, at least to the extent that people practice them in the communities, are threatened particularly by majority French-speaking Québec. It is the English language alone that seems to be the issue.

Even has the English language alone, then there is a difference between just on discrimination and those things which allow it to continue or allow it to survive. For example, whether or not anyone can publicly enter English schools, from immigrant communities at all, including for example people whose mother tongue is actually the English language, immigrants for instance from the Caribbeans, immigrants from Australia, New Zealand, and for that matter immigrants from the British Isle itself. Their language would be English. But on the other hand they would still be from the minority, and they would still not even necessarily be from the historical minority in the sense of having ancestors established in Québec. Now, the survival of the English-speaking community, to no small extent, either in a Québec inside Canada or outside Canada, would depend, to no small extent, on whether or not people like that could be accepted into the English educational system. Would you argue that the conception of the rights of minorities you are talking about allowed for such a possibility?

**M. Deschênes:** Well, I think that you were speaking of a third course of action, between non-discrimination and promotion, and you are right. I think that the third course of action is

the one that appears in the word protection. Because what is involved is not only when I was speaking of the positive aspect of it, it is both protection and promotion. Now some States will say: We stop at protection. We will protect, but we are not going to promote. Others will wish to have both, protection and promotion. And for that matter, that topic has been discussed here in Canada, was it not, in the recent months, in the recent years? So, it is the same problem. So you have the answer to the question in that concept of protection, which goes far enough to answer, I think affirmatively, your question and yet does not go that far that it might put a government in a situation of saying: "No, we do not want to go to that extent".

(15 h 45)

**M. Cameron:** I have one last quick question, and I will finish. That is, is there not a problem in terms of identifying rights of minorities in Québec as compared, let us say for example, a Francophone minority in the rest of Canada, of what people consider legal rights as compared to what they consider people are entitled to, precisely because of this business of the large English population in North America? In other words, both the actual laws that exist in Québec right now and the ones which might hope in a future sovereign Québec – and this I think explains incidentally many of the apprehensions that the English-speaking population has about a future sovereign Québec – seem to be defended as best as I can understand by many people in Québec, not on the grounds that they are entirely equitable, or entirely equal, or entirely just by traditional standards elsewhere, but that they should still be regarded as morally justifiable because of the peculiar situation of Québec in North America, because of the very large English-speaking population throughout the North American continent and so forth.

**M. Deschênes:** But, is it not a fact that the situation is very peculiar indeed?

**M. Cameron:** I would agree, the situation is peculiar. But, if that argument is always used, surely it could be used to defend almost any abrogation of rights. That is in other words, in the long run: there is almost every aspect of communications, of education, of publishing, of journalism, of modern technology and so on. This factor would continue to exist, so in almost in any area where a law arrives to deal with communications, journalism, publishing, education and so on, if, let us say, people who belonged to a minority appealed to a principle of minority right, if the majority says yes, we understand the principle of minority right, but we also have the principle that we are in a distinct and peculiar situation, therefore the issue of right does not apply. In that case, how safe can we feel about the defense of rights?

**M. Deschênes:** Well, I think to that extent, that is the reason why I raised a moment ago the issue of the validity of the "notwithstanding" clause, and of the law 178, bill 178. And I said that there are serious doubts as to the validity of those legislations in light of the obligations that exist under the international covenant. And I think that your protection lies, when I say "your", the protection of the English-speaking persons lies in that international covenant, and that any law in Canada or in Québec that would run counter to the international covenant could therefore be taken issue with.

**M. Cameron:** Thank you.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord vous remercier, moi aussi, au nom de ma formation politique, M. le juge, pour votre exposé. Si vous êtes à la retraite comme magistrat ou comme juge, on peut dire que vous avez gardé de bonnes habitudes de clarté et de cohérence dans votre exposé, comme on pouvait les constater dans vos jugements.

Ce que je comprends de votre exposé, c'est que le Québec devenant éventuellement un pays souverain serait lié aux divers instruments internationaux en matière de respect des droits de l'homme, des droits de la personne comme on dit au Québec, puisque d'abord il l'est déjà comme entité constitutive de la Fédération canadienne. Il l'est déjà. C'est la semaine dernière, je pense, qu'on a reçu, comment s'appelait-il, M. François Crépeau, qui nous a entretenus sur les réfugiés, les droits des réfugiés. Il nous disait, effectivement, que, par décret, le Québec comme entité constitutive de la Fédération canadienne se considérerait comme lié à la plupart de ces conventions internationales en matière de droit civil et de droits humains.

Donc, il n'y a pas de raisons qu'un Québec souverain aille à l'encontre de cette réalité-là. Donc, il va de nouveau se sentir lié par ces diverses conventions. Maintenant, il faut évidemment aller plus loin, parce que c'est le minimum, ça, à mon avis. Il faut aller plus loin. Et, est-ce que vous considérez qu'il serait utile, souhaitable, qu'un Québec souverain procède à ce qu'on a l'habitude d'appeler l'enchâssement de sa Charte des droits et libertés de la personne dans la constitution d'un Québec souverain. Est-ce que vous considéreriez que ce serait souhaitable et un objectif à atteindre que de procéder à cet enchâssement, de faire en sorte que la Charte québécoise des droits et libertés devienne une partie ou un chapitre de la constitution d'un Québec souverain?

**M. Deschênes:** Nous avons déjà des exemples qui répondent affirmativement à votre question.

D'ailleurs, d'habitude les pays se font un point d'orgueil d'avoir dans leur Constitution des dispositions de protection des droits de la personne. Ça fait deux siècles que les États-Unis d'Amérique, nos voisins, ont leur "Bill of Rights", qui est partie de la Constitution. Vous avez également la Constitution française qui contient également des dispositions du même ordre. Et sans que je fasse le tour d'un grand nombre de pays, j'avais l'occasion, très récemment, de participer à une conférence où on comparait les Constitutions allemande et canadienne. Et dans la Constitution allemande, on trouve également un plein "Bill of Rights", de la même façon, et alors, il me semble que, quant à se donner une constitution, pourquoi un pays ne se donne-t-il pas une constitution qui comprend l'enchâssement des droits et libertés fondamentaux de ses citoyens? D'ailleurs, c'est une garantie à laquelle on devient habitué maintenant et dans plusieurs pays les citoyens se demandent: Est-ce que nous avons, oui ou non, une protection constitutionnelle contre l'arbitraire d'un gouvernement et/ou d'un Parlement éventuellement? Et c'est certainement un avantage considérable pour les citoyens que de pouvoir se reposer sur une garantie constitutionnelle de leurs droits. Il n'y a pas de doute là-dessus.

**M. Brassard:** Je vous signale que je posais la question mais, en même temps, je dois vous dire que, comme formation politique qui prône la souveraineté du Québec, je suis tout à fait d'accord avec votre réponse et, quant à nous, comme parti politique, nous souhaiterions effectivement que la constitution d'un Québec souverain comprenne une charte des droits et on pourrait, en tout cas, d'une façon transitoire, reprendre intégralement la Charte québécoise des droits et libertés de la personne qui est reconnue comme étant une des meilleures et des plus efficaces des chartes des droits dans le monde contemporain.

Maintenant, si on examine le cas de la communauté anglophone, qui est une minorité dont l'enracinement au Québec date de fort loin et qui possède ce qu'on appelle des droits historiques qui seraient évidemment protégés en vertu des conventions internationales et en vertu, aussi, de la Charte des droits et libertés de la personne, il faut reconnaître qu'ils ont plus que ce qu'on retrouve dans ces instruments de droit, ils ont plus. J'ai bien compris que, en matière de protection des droits des minorités, vous dites que ce sont surtout des dispositions négatives, c'est-à-dire de non-discrimination, que l'on retrouve dans les conventions internationales, alors qu'ici c'est plus. Ils ont un réseau scolaire, par exemple, qui est financé à même les fonds publics. Ils ont un réseau de santé. Ils ont le droit d'utiliser leur langue devant les tribunaux; vous en avez sans doute fait souventefois l'expérience comme juge. Donc, c'est plus, c'est

beaucoup plus que ce qu'on retrouve dans les conventions internationales. Est-ce que c'est ce que vous appelez des dispositions affirmatives ou positives, au début de votre exposé, la distinction que vous faisiez tout à l'heure, c'est-à-dire qui visent à la promotion, en quelque sorte, de la communauté minoritaire? Est-ce que vous seriez aussi d'avis que cette réalité historique, qui a ses fondements historiques, soit également non seulement reconnue dans un Québec souverain, mais qu'elle soit également inscrite, en quelque sorte, dans la loi fondamentale qui s'appelle la Constitution d'un pays?

**M. Deschênes:** Ça m'apparaît avoir une certaine nuance avec la question plus générale que vous me posiez auparavant. Et là, c'est un autre problème, savoir si l'on doit faire une distinction entre les minorités et en favoriser une en l'enchâssant dans la constitution et défavoriser dès lors, en un sens, les autres, en ne leur donnant pas la même protection. Ça aussi c'est une question strictement politique. Et, je vous avoue que, malgré ma sympathie pour l'argument historique, j'aurais a priori une certaine hésitation à prévoir un enchâssement constitutionnel pour une minorité, quelle qu'elle soit. Et...

**M. Brassard:** Pourquoi?

**M. Deschênes:** Parce que je ne vois pas, encore une fois, pourquoi on traiterait, dans la constitution, une minorité différemment des autres. Remarquez bien que la constitution d'un pays c'est un document de base sur lequel on assoit les relations entre les citoyens et entre les citoyens et l'État. C'est l'énoncé des principes qui doivent gouverner le fonctionnement de l'État et les relations des citoyens avec lui, et entre eux, durant une longue période de temps. Les constitutions ne sont pas faites, quoi qu'en disent les États sud-américains qui en ont eu environ deux cents et quelque durant leur courte histoire, pour être changées à tous les cinq ans ou à tous les dix ans. Même l'exemple français n'est pas particulièrement bon à suivre de ce côté-là.

Cela étant dit, vous avez, en conséquence, un ensemble de citoyens ici au Québec dont, si on se place au point de vue linguistique, parce que vous me parlez de la minorité anglophone, vous en avez environ, quoi? 85 % qui sont de langue française. Je peux me tromper sur le pourcentage, mais environ, et peut-être 15 %, donc, qui sont de langue anglaise, et puis un relativement petit pourcentage de ceux qui ne parlent actuellement ni l'une ni l'autre, des deux langues officielles du Canada.

Alors, il me semble que ce ne serait pas agir en fonction des principes de législation constitutionnelle que de dire: Nous allons établir le fonctionnement du pays sur une base telle

qu'il y aura un secteur francophone, le secteur majoritaire, et aussi un secteur anglophone qui sera encastré dans la constitution et dont il faudra, en conséquence, respecter les principes et les institutions d'une façon constitutionnelle. Cela ne veut pas dire que le Québec devrait se donner la liberté de mépriser les droits d'une de ces minorités ou de jouer avec les droits de l'une de ces minorités, et s'il tentait de le faire, il n'y a pas de doute qu'il y aurait, à ce moment-là, une explosion qui viendrait contrer des intentions législatives dans ce sens-là.

Mais je ne vois pas bien, en dehors de cela, la nécessité ni même l'opportunité d'un encastré constitutionnel pour une minorité au Québec, quelle qu'elle soit. Qu'il y ait des dispositions constitutionnelles en faveur de toutes les minorités, très bien, mais en faveur de l'une d'entre elles et non pas des autres, ce serait perpétuer, en d'autres termes, la situation qui existe aujourd'hui en vertu de la Constitution canadienne. On peut s'interroger, évidemment, s'il est socialement ou politiquement opportun de perpétuer cette situation où vous avez des garanties qui sont données en vertu de la loi de 1867 et en vertu de la loi de 1982 à la minorité anglophone qui feront en sorte que, en vertu de ces garanties, vous avez ce système scolaire auquel vous faisiez allusion tout à l'heure, qui se perpétue avec un financement à même les fonds publics, etc. Si c'est ce que l'on veut faire, politiquement parlant, à ce moment-là, oui, qu'on le mette dans la constitution si on veut, ça ne changera rien. Mais je ne suis pas certain que ce soit ce genre d'obligation que le Québec veuille assumer ou se donner et je ne vois pas, même politiquement parlant, pourquoi le Québec voudrait aller plus loin que ce à quoi l'obligent, dans ce domaine-là, les ententes internationales qui sont en vigueur actuellement et auxquelles le Canada a adhéré.

**M. Brassard:** Hum! Oui?

**M. Deschênes:** Mais là-dessus, je suis prêt à reconnaître qu'on peut avoir une opinion tout à fait contraire. Ce n'est pas une opinion juridique que je vous donne là, c'est simplement un sentiment sociopolitique, si vous voulez.  
(16 heures)

**M. Brassard:** C'est parce que, M. le juge, je vous écoute et je me dis: C'est exactement ce qui fait problème, actuellement, au Canada anglais par rapport au Québec. L'hostilité ou la volonté, au Canada anglais, de ne pas reconnaître le Québec comme société distincte et de ne pas faire en sorte que ce soit une disposition constitutionnelle. Très souvent, on entend comme argument: Pourquoi alors ne pas reconnaître comme société distincte les Ukrainiens de l'Ouest ou les Italiens de Toronto, mettant sur le même pied, à ce moment-là, la collectivité québécoise et d'autres communautés qui n'ont pas, évidem-

ment, la même durée historique ni le même enracinement et qui sont arrivées beaucoup plus tard, par la voie de l'immigration? Au fond, c'est le même raisonnement que vous nous dites. Vous dites: La communauté haïtienne ou la communauté libanaise de Montréal – parce que c'est surtout concentré à Montréal, les communautés ethniques – est sur le même pied que la communauté anglophone du Québec. Je vous avoue qu'autant je comprends mal l'argumentation qui a cours, au Canada anglais, pour refuser la reconnaissance de la société distincte au Québec, autant j'ai de la difficulté à accepter votre raisonnement ou votre argumentation. Parce qu'il me semble que la définition qu'on donne de "minorité" ou que vous avez donnée de "minorité", la vôtre comme celle du professeur italien, là...

**M. Deschênes:** Capotorti.

**M. Brassard:** ...Capotorti, il me semble que ça ne colle pas à n'importe quel groupe ethnique qu'on retrouve dans une société. Il y a actuellement des groupes ethniques à Montréal, par exemple. Bon! C'est clair. Il y en a beaucoup. Est-ce que chaque groupe ethnique, les Tamouls, les Grecs, les Portugais ou les Libanais, en vertu du droit international, peut être et doit être reconnu, selon la définition même que vous en donnez, comme une minorité? Moi, je pense que la question se pose...

**M. Deschênes:** Oui.

**M. Brassard:** ...parce qu'il y a peut-être un certain nombre de conditions à remplir pour qu'on soit reconnu comme une minorité comme telle, avec des droits afférents. Enfin! Ce sont peut-être là les difficultés que vous avez rencontrées...

**M. Deschênes:** Oui.

**M. Brassard:** ...quand vous vous êtes acharné à essayer de définir ce à quoi ça consistait. Je ne sais pas. Peut-être que vous avez rencontré ces difficultés-là parce que... Est-ce que n'importe quel groupe ethnique, dans n'importe quel pays, peut être, doit être ou peut se prétendre une minorité au sens des conventions et des pactes internationaux? Ce qui, évidemment, est très différent de la communauté anglophone qui peut invoquer son enracinement historique, des droits qu'elle a obtenus non seulement sous l'empire de la Constitution de 1867 mais des autres avant. Elle peut s'appuyer là-dessus. Donc, elle est en situation, je dirais, différente de celle dans laquelle se retrouvent d'autres communautés ethniques au Québec.

**M. Deschênes:** Ça, je ne peux pas être plus d'accord avec vous, qu'il y a une situation

différente dans l'aspect que vous venez de mentionner. Quand je vous ai répondu tout à l'heure, j'ai en fait marché sur mes sentiments et j'ai tenté de vous donner une réponse qui était plus intellectuelle, venant de l'esprit plutôt que venant du cœur. Parce que, moi, j'ai fait toute ma carrière dans les milieux pancanadiens. Beaucoup québécois évidemment, mais beaucoup pancanadiens et beaucoup internationaux. J'ai, en conséquence, une sympathie de longue date pour nos compatriotes anglophones, au Canada et ici, du Québec et d'ailleurs au pays. Si j'avais simplement voulu sauter à une conclusion rapide, et si je m'étais laissé simplement aller à mes sentiments de base, je vous aurais répondu: Bien oui, c'est évident. Mettez-le dans la Constitution et le problème va être réglé. Sous cet aspect-là, c'est sûr, la réponse est facile. Mais là, on se demande: Est-ce que, de fait, tous les groupes ou certains groupes doivent être insérés dans la Constitution? Vous me demandez si toutes les minorités ethniques peuvent se réclamer du statut de minorité. Je reviens à la définition qui était proposée et qui était proposée après étude d'un grand nombre de groupes – même si vous allez voir dans le travail de base, vous verriez que le travail a même porté sur des minorités chinoises parce qu'il y a aussi des minorités en Chine.

Alors, je reprends cette définition-là, non pas pour prendre du temps, mais pour regarder les différents éléments: un groupe en infériorité numérique...

Je prends votre minorité, je ne sais pas, moi, minorité libanaise. En infériorité numérique, en position non dominante, dotée de caractéristiques ethniques, religieuses ou linguistiques différentes de celles de la majorité de la population, solidaires les uns des autres, animés fût-ce implicitement d'une volonté collective de survie et visant à l'égalité en fait et en droit avec la majorité.

Si vous parlez de votre groupe de Libanais ou de votre groupe d'Italiens ou de votre groupe de Grecs, ils vont probablement pouvoir entrer à l'intérieur des cadres de cette définition-là comme à peu près n'importe quel groupe ethnique que vous allez trouver chez nous. Et cette définition-là ne s'éloigne guère de celle du professeur Capotorti dont on parlait auparavant et que lui-même a basée sur son étude essentiellement des minorités européennes. Alors, je ne pense pas que l'on puisse trouver là matière à fonder une conclusion que l'on devrait, dans la Constitution canadienne, traiter différemment une minorité de l'autre sur la base de ces caractéristiques que je viens de mentionner.

Cependant...

**M. Brassard:** Sauf que c'est la réalité.

**M. Deschênes:** ...si l'on dit: Il faut ajouter, quant à la minorité anglophone, l'aspect histori-

que, comme vous avez dit, son enracinement depuis deux siècles et demi au Canada, le rôle qu'elle a joué, etc., à ce moment-là, on peut trouver des arguments qui sont des arguments d'ordre sociologique, d'ordre même, je dirais, affectif, à un moment donné, qui peuvent aussi être pris en considération pour dire: Bien oui, cette catégorie-là, on va la mettre dans la Constitution. Là, ça n'a plus rien à voir avec le juridique ou le constitutionnel, on dit simplement: Politiquement, c'est mieux de le faire. Ça, c'est tout à fait concevable et défendable légalement et je me verrais très bien faire un discours pour défendre cette position-là.

**M. Brassard:** C'est clair que l'histoire différencie, l'histoire différencie...

**M. Deschênes:** C'est vrai.

**M. Brassard:** ...et c'est évident qu'il suffit d'examiner la situation de la communauté anglophone ou de la minorité anglophone au Québec pour se rendre compte qu'elle est placée dans une situation beaucoup différente...

**M. Deschênes:** Oui.

**M. Brassard:** ...de celle dans laquelle se retrouvent plusieurs autres minorités ou communautés ethniques.

**M. Deschênes:** Alors, voyez-vous, il y a différentes solutions possibles à cette question-là. L'une de celles que je voyais tout à l'heure, que j'entrevois, c'était la possibilité d'un traité entre le Canada et le Québec pour régler de part et d'autre...

**M. Brassard:** J'y arrivais...

**M. Deschênes:** Bon, ça, c'est une solution.

**M. Brassard:** ...j'y arrivais parce qu'à ce moment-là, ça implique ou ça pourrait impliquer cette notion qui est souvent apparue dans le paysage, la notion de réciprocité: s'il y a une communauté anglophone au Québec ayant des droits et des acquis, il y a aussi des communautés francophones hors Québec. Et un Québec souverain... Ce que vous nous dites, c'est l'une des possibilités qu'on pourrait envisager, qu'à la suite de négociations ça prenne la forme d'un traité, donc, qui relèverait du droit international, le traité entre le Canada et le Québec qui porterait sur les minorités...

**M. Deschênes:** C'est ça.

**M. Brassard:** ...de chacun des pays...

**M. Deschênes:** C'est ça.

**M. Brassard:** ...et qui prévoirait les droits et les obligations de chacun des États à l'égard de ces minorités.

**M. Deschênes:** C'est typiquement ce qui s'est fait en Europe, dans la période de ce que l'on a appelé les traités des minorités, où le pays des majoritaires...

**M. Brassard:** Au début du siècle.

**M. Deschênes:** ...et le pays des minoritaires passaient un traité et l'un s'engageait à respecter l'autre, etc.

**M. Brassard:** Ce serait une des éventualités et est-ce que je vous comprends bien en disant que c'est ce que vous souhaitez, davantage que l'enchéassement constitutionnel des droits historiques d'une communauté?

**M. Deschênes:** Oui. Écoutez, je m'en vais vous dire quelque chose que je ne devrais pas dire en public, mais je vais vous le dire quand même parce qu'on examine les situations. Si vous avez un traité, après négociation, là, chacun des deux États est certain de ce qui va se faire dans l'autre vis-à-vis de sa minorité. Si le Québec, lui, dit: Je me sépare, puis je passe ma propre constitution et je mets dans ma constitution des dispositions de protection de telle minorité, il n'est pas certain, à ce moment-là, que le Canada, lui, voudra mettre les mêmes dispositions dans sa propre Constitution.

**M. Brassard:** Donc, ce serait mieux que ce soit le fruit d'une négociation d'État à État...

**Une voix:** C'est ça.

**M. Deschênes:** Si vous voulez être sûr du résultat.

**M. Brassard:** ...et donc, que ça prenne la forme d'un traité.

**M. Deschênes:** Oui.

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député d'Orford et, si vous permettez, par la suite je passerai aussi la parole au député de Hull pour équilibrer les temps, parce que...

**M. Benoit:** M. le juge, merci d'être avec nous aujourd'hui. J'aimerais vous lire deux passages de Bélanger-Campeau et j'irai un peu plus loin ensuite. Dans Bélanger-Campeau, dans notre conclusion, nous disons: "La communauté québécoise d'expression anglaise est historiquement associée à la réalité québécoise. Sa par-

ticipation importante au développement du Québec doit être soulignée et continue d'être reconnue comme minorité linguistique". Un peu plus loin, nous disons: "Certaines divergences de vues subsistent et l'on se doit, de part et d'autre, dans un esprit d'ouverture, de s'appliquer à les résoudre. Au regard de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, il importe de veiller à maintenir, de concert avec cette communauté, la garantie juridique d'une pleine protection de ses droits et institutions et sa pleine participation". Un peu plus loin, toujours dans la conclusion de Bélanger-Campeau, on dira: "Il est certains objectifs fondamentaux – et l'on s'entend sur un certain nombre de ceux-là – pour l'ensemble des Québécois mais particulièrement soit la liberté, la prospérité et le respect des différences". Alors, ça, c'est ce que Bélanger-Campeau disait en juin, les "influenceurs" du Québec, finalement.

En octobre, il y a quelques mois, on a un sondage qui sort au Québec, fait par CROP, *L'actualité*, TVA, et qui dit à peu près exactement le contraire. Et là, j'essaie de voir ce que nous, législateurs, devons éventuellement essayer de comprendre de tout ça. Les gens du Québec, dans un sondage, vont dire: En fait, 69 % des Québécois sont d'avis que le gouvernement devrait inciter les immigrants à s'assimiler à la culture de la majorité. Un peu plus loin, on dira: Et seulement 20 % des Québécois francophones se disent favorables à ce qu'on encourage les immigrants à promouvoir et préserver leur culture; 20 % des francophones seraient d'accord avec ça.

Dans mon propre comté, cet été, j'ai eu la visite, dans un bon nombre de villes et villages, de deux étudiants, payés par des députés de l'Opposition, à ma grande surprise, qui, d'une façon systématique, dans des villes, de petits villages, où on a un long historique, une longue compréhension culturelle des deux cultures, un respect, dans des villes comme Ayers Cliff, North Hatley, Stanstead, Rock Island, Beebe, des gens qui ont toujours vécu le long de la frontière américaine, qui ont appris à se connaître, à se respecter, alors, 120 petits commerçants seront dénoncés pour outrage incroyable à une loi. Et ça créera, dans ces communautés, à un moment important de notre histoire, un mélange absolument fantastique. Entre les paroles, entre ce que nous avons recommandé, ce que les gens du Québec voudraient, ce que d'autres ont fait, comment pouvons-nous, M. le juge, concilier dans ces traités ou autrement les droits historiques de la communauté anglophone? C'est vrai qu'on a de belles grandes phrases dans Bélanger-Campeau. C'est vrai qu'on veut reconnaître ça. Mais comment, dans la vraie vie, pouvons-nous, dans une nouvelle constitution d'un pays souverain, arriver non seulement à l'écrire, mais à faire passer ce message-là plus loin que dans des écritures légales?

**M. Deschênes:** Je vous confesse que c'est une question difficile que vous me posez. Vous parlez d'écriture légale. La constitution sera nécessairement un document d'allure juridique, n'est-ce pas? Et vraisemblablement que sa rédaction sera confiée à un comité qui comprendra, sans aucun doute, des esprits juridiques et la forme s'en ressentira, sans aucun doute; le fond, lui, viendra des autorités politiques, des décideurs politiques. Maintenant, vous me dites: Comment faire pour que cela passe dans les esprits et comment faire pour que la population en général en devienne persuadée et s'associe à cet effort de réalisation d'un nouveau pays, conjointement, avec tous les éléments qui le composent?  
(16 h 15)

Là, il ne s'agit plus d'écrire un document. Il s'agit, à toutes fins pratiques, que, en essence, chaque député prenne son bâton de pèlerin et aille se promener dans son comté pour y rencontrer ses électeurs, leur parle, tienne des assemblées et leur fasse comprendre quelle est la volonté derrière ce qui se fait actuellement comme nouvelle constitution du pays. Cela veut dire qu'il faut que les principaux responsables politiques du pays fassent usage de tous les médias possibles pour passer le message et faire comprendre à la population ce qui en est. Et ça, ce n'est pas simplement une tâche qui peut se faire dans une question de jours, une question de quelques semaines, c'est une tâche de longue haleine. C'est une tâche de conversion de la population à la tolérance, à la compréhension. Cela, c'est une mission que l'État doit se donner et doit faire remplir par ses porte-parole. Je ne vois pas beaucoup comment je peux vous répondre autrement que... C'est très général ce que je vous dis-là, je le sais. Mais c'est une tâche d'une ampleur telle qu'elle devient une tâche de l'État vis-à-vis de sa population.

**M. Benoit:** La solution que vous apportiez tantôt à un de nos confrères était le traité avec les autres provinces. Jusqu'où ce traité-là pourrait ou devrait aller? Est-ce qu'on doit aller au niveau des écoles, de la langue de travail? Jusqu'où iriez-vous, dans un traité comme celui-là, en échange avec d'autres provinces? Et jusqu'où croyez-vous que d'autres provinces sont prêtes à aller dans un traité comme celui-là?

**M. Deschênes:** Mais, écoutez, je n'ai pas mandat pour être le porte-parole des autres provinces.

**M. Benoit:** Non, mais vous avez une expérience de vie très grande.

**M. Deschênes:** Écoutez, ceci ferait sans doute partie d'un ensemble de négociations plus considérables. On entrevoit des négociations menant à la séparation du pays, et puis, en

particulier, traitant des questions linguistiques. Alors là, tout de suite la question se pose: Quelle sera l'atmosphère de ces négociations? Vous l'ignorez probablement. Moi, je l'ignore, chose certaine. Maintenant, jusqu'où doit-on aller en ces matières de négociations linguistique, scolaire, etc? Je dirais: Aussi loin qu'il est possible. Le Québec, en un sens, est le grand frère des minorités linguistiques francophones au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, en Ontario ou en Colombie-Britannique. Alors, nous devons avoir à coeur la protection de ces minorités et la promotion de leurs intérêts, le plus possible. Et il faut aller le plus loin possible dans ce domaine-là. Cependant, la réciprocité, à ce moment-là, va s'avérer, sans aucun doute, vraie. Et on nous dira, de l'autre côté de la frontière: Aussi loin vous voulez aller chez les francophones, aussi loin nous voulons aller chez les anglophones; et la protection que vous voudrez obtenir au Manitoba, on vous la demandera au Québec pour les anglophones. Remarquez bien que ça n'apparaît que logique. Je n'énonce pas de vérité extraordinaire en disant ça. Psychologiquement, c'est sans doute ce qui va arriver.

À ce moment-là, il y a le danger qui s'est traduit par cette prise de position - il y a quoi? il y a une couple d'années - quand le Québec a comparu en Cour suprême du Canada et a combattu la prise de position des francophones de l'Ouest sur une question de langue. Parce qu'on craignait que, semble-t-il, si on aidait trop les francophones de l'Ouest, on aurait été obligé de donner la même chose aux anglophones au Québec et on ne voulait pas.

Je vois ça simplement. Je ne critique pas. J'ai dit que c'était une situation de fait. Ça s'est passé, ça, c'est historique, il n'y a pas longtemps. Alors tout dépend de la politique que l'on veut établir ici. Traiter, c'est traiter d'un bord, c'est traiter de l'autre bord. Alors ça joue dans les deux sens.

**M. Benoit:** Merci, M. le juge.

**M. Deschênes:** Remarquez bien que, en un sens, je verrais que, si on avait des dispositions de ce genre, assurant les droits de part et d'autre, on ne ferait, en un sens, pas plus que si on enchâssait les droits de la minorité anglophone dans la constitution du Québec. Si vous enchâssiez les droits actuels dans la constitution du Québec, c'est l'équivalent d'un traité dans lequel vous allez dire: Les droits actuels sont mis là, pourvu que vous, au Manitoba ou au Nouveau-Brunswick vous mettiez les mêmes droits dans vos propres lois vis-à-vis de vos propres minorités. Ce qui n'existe pas encore, d'ailleurs. Alors le Québec ne serait pas perdant en faisant ça.

**M. Benoit:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors,



Mme la députée de Chicoutimi, il vous reste une minute et demie.

**Mme Blackburn:** Bon. Ah bon!

**Des voix:** Ha, ha, ha! Merci! Alors, je répondrai à un autre moment au député d'Orford. J'ai suivi avec infiniment d'intérêt votre exposé, M. le juge, je vous remercie d'avoir accepté d'être ici. Alors comme il me reste peu de temps, je voudrais juste vous dire que tous les organismes et les mémoires entendus à la commission Bélanger-Campeau faisaient l'unanimité là-dessus: Il fallait enchaîner dans la constitution d'un Québec souverain les droits de la minorité officielle. Et, évidemment, vous comprendrez que la minorité officielle, il s'agissait des anglophones, et y compris dans ma région, contrairement à... Tous ceux qui sont venus de la région du Saguenay ont pensé et ont exprimé ce souhait. Le Québec est toujours allé plus loin dans la protection des droits des minorités que ne l'a fait, de façon générale, le Canada et il est peut-être utile de rappeler qu'il y a 32 écoles privées subventionnées: 22 juives... Vous avez arméniennes, vous avez musulmanes, vous avez grecques, bon il faudrait que je fasse le tour. C'est assez exceptionnel. On est allé loin et, du temps du Parti québécois, le gouvernement du Parti québécois en a reconnu un certain nombre d'entre elles, ce avec quoi je suis d'accord.

Vous dites: L'accord de réciprocité. Nous avons examiné cette question et elle a été, je dirais, assez rapidement mise de côté dans mon groupe de travail, parce que ce serait, nous dit-on, perçu chez les anglophones comme étant une façon de faire du chantage, c'est-à-dire du donnant-donnant. On traitera les minorités anglophones dans la même mesure que vous traitez nos minorités francophones dans le reste du Canada et, comme on sait qu'il y a un écart important quant au traitement de ces minorités, ça n'a pas été....

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, brièvement madame, le temps est écoulé.

**Mme Blackburn:** ...considéré comme étant une solution qui pourrait rassurer la minorité anglo-québécoise. Alors... Mais vous nous dites que ce serait, selon vous – est-ce que je vous ai bien compris? – c'est que ce serait selon vous une des seules façons de s'assurer qu'un Canada anglais, dont le Québec se serait séparé, se voie dans l'obligation de maintenir et de respecter les droits de la minorité française et que nous avons là-dedans une certaine responsabilité.

**M. Deschênes:** Le Canada, appelons-le le Canada anglais pour les fins de la discussion, une fois le Québec séparé, continuerait lui-même, j'imagine bien, d'être régi par les mêmes lois que celles qui le régissent aujourd'hui.

**Mme Blackburn:** C'est juste.

**M. Deschênes:** Et il verrait ces lois-là interprétées de la même façon, par les mêmes tribunaux que ceux qui le font aujourd'hui. Alors, il n'y a pas de raison pourquoi le Canada anglais dirait demain, c'est-à-dire le lendemain de la séparation, pourquoi le Canada anglais dirait à ce moment-là: Nous devons maintenant agir d'une façon différente de celle dont nous avons agi jusqu'à date. Voici la façon dont nous avons traité, en particulier, la minorité francophone, pour ne pas parler des autres. La minorité francophone, nous l'avons traitée de telle façon jusqu'à date, les tribunaux ont jugé jusqu'à date que ce que nous avons fait était conforme à la loi, généralement parlant. Il y a eu quelques exceptions comme vous le savez, mais généralement parlant le système existe aujourd'hui et fonctionne. Quelle raison y aurait-il que le lendemain, les constituantes du Canada anglais disent: Bien maintenant nous allons changer le système et nous allons donner de meilleures conditions aux francophones qu'ils n'en avaient quand le Québec faisait partie du Canada.? Je douterais que l'on soit témoin d'un virement d'attitude comme celui-là et il n'y a guère de raison logique pourquoi un semblable virement surviendrait. Alors, si vous voulez que les conditions des minorités francophones dans le reste du pays, minorités vis-à-vis desquelles le Québec se doit de reconnaître qu'il a une certaine responsabilité, si nous voulons que ces conditions-là non seulement demeurent mais ne se détériorent pas, encore faut-il que certains moyens soient pris pour assurer ce résultat-là. Et je ne vois pas qu'il y aurait...

**Le Président (M. Bélanger):** On a dépassé de deux minutes.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Deschênes:** ...je ne vois pas qu'il y aurait guère d'autres moyens que le moyen d'un traité.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Je vais tenter d'être très bref, M. le juge, et j'espère que ma question ne suscitera pas une réponse trop longue. De toute façon vous y avez fait allusion tantôt.

**M. Deschênes:** Ah bon! Je vous remercie d'avance. Je répondrai brièvement M. le Président.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. LeSage:** Merci, M. le juge. Vous avez

fait un parallèle, ou fait allusion, tantôt à la Charte canadienne de même qu'à la Charte des Nations Unies. Vous avez mentionné qu'il y avait des différences entre les deux. On sait que quelques personnes contestent devant les Nations Unies une loi en question, la loi 178 pour être plus précis. Qu'est-ce qui arriverait dans un Québec indépendant? Je suppose que ce qu'on retrouve dans les chartes actuelles serait reporté dans un Québec indépendant, mais que les Nations Unies diraient que ce n'est pas valide. Le Québec, voulant protéger sa culture et sa langue, serait peut-être appelé à modifier certaines lois pour faire en sorte qu'elles protègent plus les minorités. Est-ce que ça viendrait à l'encontre de certaines lois existantes?

**M. Deschênes:** Écoutez, votre question, pour brève qu'elle soit, soulève différentes perspectives. J'ai un petit peu de difficulté à la saisir dans son entier, mais j'essaie d'y répondre néanmoins.

Si le Québec, au moment d'adhérer au Pacte international sur les droits civils et politiques, pacte qui comprend l'article 27 qui protège les minorités, si le Québec regarde ça et dit: Il va falloir, moi, que je légifère différemment, je ne peux pas, je ne peux pas vivre avec le pacte, il va falloir, à ce moment-là, que le Québec en adhérant au pacte mette une réserve et dise: J'adhère au pacte sous réserve que. Et là, qu'il dise ce qu'il a à dire. Mais il va falloir qu'il le dise à la face de l'univers à ce moment-là parce que toutes les adhésions et toutes les réserves sont transmises à tous les pays signataires. Et les pays signataires peuvent protester contre des réserves qu'un pays va faire quand il signe le traité.

Alors, si le Québec pense qu'il ne peut pas, lui, se satisfaire du pacte et que ce pacte-là lui nuit dans sa tentative de garder son identité sociale, ou culturelle, ou linguistique, il faudra qu'il le dise et qu'il soit capable de soutenir cette réserve-là devant l'univers.

**M. LeSage:** Mais, monsieur le juge, est-ce que l'international a priorité sur le national?

**M. Deschênes:** Ah! Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire. Il y a une priorité, oui, mais dans le sens suivant. Revenez par exemple, on va prendre un exemple très concret, à la loi 178. Elle est valable cette loi-là. Elle a été adoptée ici et, au national, à l'intérieur du pays – je vous donne un jugement gratuit, je n'ai pas d'autorité pour le faire...

**M. LeSage:** C'est bien gentil. Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Deschênes:** Mais, disons dans mon opinion, l'article 33 de la Charte canadienne des

droits et libertés est en vigueur au Canada. Sous l'article 33, la loi 178 a été adoptée et puis elle est en vigueur au Québec. Cette législation-là est valable. Elle ne peut pas être attaquée parce que le Parlement, soit à Westminster, soit à Ottawa, soit à Québec n'aurait pas eu juridiction pour faire ce qu'il a fait. Ça, c'est valable.

Mais, au niveau international, vous allez devant le tribunal ou le Comité des droits de l'homme qui lui a juridiction pour examiner si un pays viole ses obligations en vertu du pacte et il est possible, je vous ai dit qu'il y a des arguments où le Comité des droits de l'homme pourrait dire: Cette législation-là que le Parlement a adoptée, puis que Québec a adoptée valablement à l'intérieur du pays, elle viole le pacte international. Ça, ça pourrait arriver. C'est arrivé dans le cas de Lovelace et de la Loi sur les Indiens.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Vachon.

**Mme Pelchat:** Moi, c'était un peu dans le même sens. En fait, M. Deschênes, la valeur légale des traités internationaux ou de la charte comme telle, c'est une valeur morale et non pas légale.

**M. Deschênes:** Bien morale, sans aucun doute. C'est un peu comme n'importe quel traité d'ailleurs, comme question de fait. Je ne sais pas, je vais prendre un exemple à brûle-pourpoint, le traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Il a une valeur légale, oui, parce que des parties peuvent agir en vertu du traité, ou bien donc être contraintes à le faire. Mais il pourrait arriver, si fantaisie lui en prenait, il pourrait arriver au Parlement fédéral de voter une loi qui n'entrerait pas tout à fait dans le cadre du traité de libre-échange. Le Parlement fédéral pourrait dire: Moi, j'ai compétence en matière de commerce et je décide que, et je vote telle loi. Et, vous et moi, nous serions obligés de nous y soumettre comme étant une loi valablement adoptée par le Parlement fédéral, dans le cadre de sa compétence. Mais les États-Unis eux autres pourraient s'en plaindre et pourraient dénoncer le traité.

**Mme Pelchat:** Mais tout à l'heure vous avez dit que la loi 178 était "questionnable" face à l'article 27 de la Charte des Nations Unies et probablement que d'autres lois, autant québécoises que d'ailleurs, seraient "questionnables".

**M. Deschênes:** Peut-être.

**Mme Pelchat:** À ce moment-là, peut-être que la loi 101 serait aussi "questionnable" parce qu'on y traite beaucoup, on y protège beaucoup les droits collectifs par rapport aux droits

individuels. Alors...

**M. Deschênes:** Ah, mais là, là, je n'ai pas dit ça.

**Mme Pelchat:** Non, je comprends. Non, non, c'est mon opinion, monsieur le juge.

**M. Deschênes:** Oui.

**Mme Pelchat:** ...à ce moment-là...?

**M. Deschênes:** Je n'ai pas dit ça.

**Mme Pelchat:** J'aimerais savoir; à ce moment-là il n'y a pas de garanties légales pour les minorités advenant le cas où un Québec... pas plus qu'en ce moment, puisque ce traité-là n'est pas respecté. Vous parlez de la loi 178, je suis certaine qu'il y a des clauses de la loi 101 qui ne respectent pas non plus l'esprit, sinon la lettre, de l'article 27. Quelles sont les garanties des minorités, à ce moment-là?

**M. Deschênes:** Ah, à l'interne, les minorités n'ont pas de garanties à moins que ce soit écrit dans la constitution.

**Mme Pelchat:** Voilà!

**M. Deschênes:** À l'interne.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger, il vous reste une minute, très rapidement.

**M. Maciocia:** Très brièvement, monsieur le juge. Selon l'article 27 de la Charte canadienne, celle-ci doit s'interpréter comme une manière d'assurer la promotion, le maintien et la valorisation du patrimoine multiculturel canadien. De son côté, la Charte québécoise, à l'article 43, nous dit que les minorités culturelles ont le droit au maintien et à l'avancement de leur vie culturelle. Sachant que, de toute façon, il s'agit d'une disposition à caractère, disons, politique qui peut ne pas être sanctionnée par le judiciaire, est-ce que, d'après vous, l'article 27 de la Charte canadienne protège mieux les minorités culturelles que l'article 43 de la Charte québécoise?

**M. Deschênes:** Bien, laissez-moi reprendre l'article 43 dont vous parlez...

**M. Brassard:** Voulez-vous prendre ça en délibéré, monsieur le juge?

**M. Deschênes:** Oui! Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Deschênes:** La Charte canadienne parle de multiculturalisme quelque part, oui... J'ai

peur... Je retarderais les débats, M. le Président, parce que sur cette question qui m'est posée il faut comparer les textes et il faut y donner une certaine réflexion, ça pourrait prendre un temps x et je regretterais de le faire. Je vous confesse que je n'ai pas donné réflexion à la comparaison de ces deux textes, à date. Alors, je ne serais pas prêt à m'aventurer à vous donner une opinion, que l'un est préférable à l'autre ou l'autre va plus loin que le premier.

**M. Maciocia:** Pourriez-vous me l'envoyer par la poste, monsieur le juge?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Deschênes:** Là vous risquez que ce ne soit pas gratuit.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, un homme averti en vaut deux. Avant de remercier notre invité, je voudrais d'abord déposer à la commission ce document: "L'accession à la souveraineté. Les droits des minorités" qui est un document de travail produit par les gens de la permanence. Alors, je vous remercie au nom des gens, à la permanence. Ils travaillent toujours bien d'ailleurs. Je suis content de savoir qu'on l'apprécie. Je vous remercie.

**M. Brassard:** Quand il y aura une erreur, on vous le signalera.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Je n'en ai aucun doute. En ce sens-là, avant d'ajourner nos travaux, monsieur le juge, on vous remercie infiniment de vous être livré, comme ça, à vos réflexions à voix haute, et même gratuites, à notre commission.

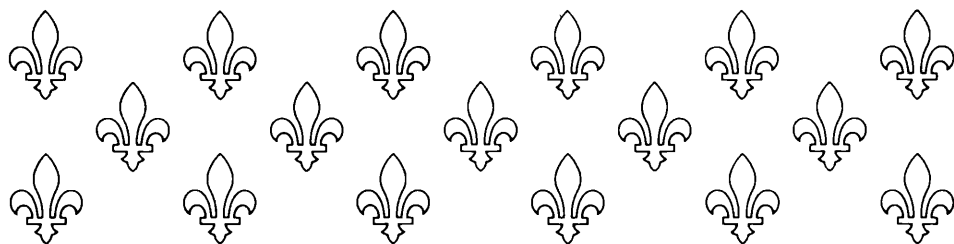
**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Je pense que ça a été extrêmement apprécié et, dans ce sens-là, nous vous remercions très chaleureusement de cette contribution. Alors merci, monsieur le juge.

Les travaux de la commission sont donc ajournés à demain, 3 décembre 1991, à 10 heures, dans la même salle. Merci.

(Fin de la séance à 16 h 34)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 3 décembre 1991 – No 12**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Exposé de M. Bernard Fortin

CEAS-305

### Intervenants

M. Guy Bélanger, président

M. Henri-François Gautrin

M. Jacques Brassard

M. Jacques Léonard

M. Robert LeSage

Mme Pauline Marois

M. Cosmo Maciocia

M. Robert Benoit

\* M. Bernard Fortin, Université Laval

\* Témoin Interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mardi 3 décembre 1991

(Dix heures quinze minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Nous sommes prêts à commencer nos discussions. Nous nous réunissons aujourd'hui pour entendre M. Bernard Fortin, dans un premier temps, et nous devons par la suite entendre M. David Laidler, mais M. Laidler est retenu à Toronto. La tempête empêche son avion de décoller. Donc, il ne pourra pas être présent aujourd'hui, malheureusement. Alors, on discute avec M. Laidler pour trouver un moment où on pourrait le recevoir d'ici à Noël – c'est en marche et on va avoir l'après-midi pour le faire. Ça fait qu'il n'y aura pas de problème.

**M. Gauthrin:** Ça prendrait un train rapide.

**Le Président (M. Bélanger):** Si on avait un train rapide, oui.

**M. Gauthrin:** Ça réglerait le problème.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, mais ça ne voudrait pas dire qu'il prendrait le train automatiquement. En tout cas, le train serait là. Tout ça pour dire, M. le secrétaire, qu'on a des remplacements ce matin.

M. Benoit (Orford) remplace M. Bourassa (Saint-Laurent) et M. Fradet (Vimont) remplace M. Després (Limoilou). Il n'y a pas d'autres remplacements? Bien. Comme nous n'avons qu'un invité, nous terminerons nos travaux à 12 h 30. Ce n'est pas un message qu'on vous passe, M. Fortin.

Sans plus tarder, je passe à la présentation de M. Fortin. C'est devenu, ma foi, je dirais quasiment un lieu commun à notre commission de présenter les gens et d'essayer de résumer leur curriculum vitae, mais si quelqu'un peut, en quelques instants, résumer un curriculum vitae aussi impressionnant, 16 pages, et ne pas créer d'injustice envers notre invité, alors, je l'invite à le faire à ma place. Moi, je m'en sens incapable. Tout simplement pour dire, en résumé très simple, que M. Fortin a un Ph.D. en économie de l'University of California, Berkeley. Le titre de sa thèse: "A Labor Supply Analysis of Low Income Families in the Province of Québec". C'était le titre de sa thèse de doctorat. Il a été chercheur invité au MIT. Il a été directeur du Groupe de recherche en politique économique de l'Université Laval. Il est professeur titulaire au département d'économie de l'Université Laval. Il est actuellement directeur du département d'économie de l'Université Laval. Il a fait tant et tant de choses tout aussi agréables les unes que les autres que je vous incite à lire son curriculum vitae. Ça ne créera pas d'injustice et

on reconnaîtra, tout au moins sur papier, la valeur de notre invité.

Alors, M. Fortin, je vous invite donc, sans plus tarder, à passer à votre présentation.

#### Exposé de M. Bernard Fortin

**M. Fortin (Bernard):** Merci, M. Bélanger, de votre présentation. Ce que je vais présenter ce matin, en fait, c'est le document sur les options monétaires d'un Québec souverain que j'avais déjà soumis à la commission Bélanger-Campeau, mais tout en complétant l'analyse par des réflexions qui ont été suscitées chez moi par certaines études récentes qui ont porté sur le sujet, sur la question monétaire.

D'emblée, je veux souligner le fait que la question monétaire n'est sûrement pas centrale, c'est même plutôt accessoire dans le débat constitutionnel actuel. Cependant, il est important d'y attacher de l'importance, compte tenu des implications économiques et des différentes options en présence.

En fait, j'ai deux types de questions qu'on doit aborder, lorsqu'on analyse les questions monétaires d'un Québec souverain. Première question, c'est: quels seraient les arrangements monétaires qui serviraient le mieux le Québec et, possiblement, le reste du Canada, advenant l'accession du Québec à la souveraineté? Deuxièmement, quels sont les arrangements monétaires qui sont les plus susceptibles d'émerger? Qu'est-ce qui va se passer dans les faits, advenant l'accession du Québec à la souveraineté? La deuxième question, en fait, est beaucoup plus difficile à répondre que la première. Une des raisons, c'est qu'il y a peu d'expériences historiques de pays démocratiques intégrés économiquement avec d'autres qui choisiraient d'accéder à la souveraineté. De sorte qu'il y a beaucoup de place pour des biais idéologiques, compte tenu du fait qu'il y a peu d'expériences historiques.

Mon document porte surtout sur la première question, mais je vais apporter aussi certains éléments de réponse à la deuxième. Je vais fonctionner par acétates. Alors, je commence par le premier acétate. Est-ce que tout le monde voit bien?

**Une voix:** Oui. Peut-être le tourner un peu. Il faudrait enlever les chaises.

**M. Fortin:** Ça va mieux comme ça?

**Une voix:** Oui.

**M. Fortin:** C'est un angle optimal.

**Une voix:** La tête de M. Verdun, mais...

**Une voix:** Le député de Verdun.

**M. Fortin:** Bon! Ce dont on va discuter aujourd'hui, d'abord, ce sont les différentes options monétaires d'un Québec souverain. En fait, ce qu'on va présenter, c'est une analyse très brève, une analyse coûts-avantages des différentes options monétaires d'un Québec souverain, à la lumière des études existantes et des expériences historiques. Bien sûr, la présentation sera plutôt d'ordre qualitatif que quantitatif, parce que c'est très difficile de quantifier les différentes options. Cependant, je vais amener quand même certains chiffres pour étayer les résultats. L'hypothèse de base dans l'analyse, ici, c'est que les Québécois et nos partenaires du reste du Canada veulent conserver l'intégrité du marché commun entre le Québec et le reste du Canada, fondée sur la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux. Remarquez que le marché commun n'est pas parfait entre les différentes provinces puisqu'il y a beaucoup de barrières non tarifaires imposées par les provinces et même par le fédéral.

Ceci étant dit, on présente ici quatre options monétaires. Je pense qu'il y a un vaste éventail d'options qu'on pourrait analyser, mais les options que je présente sont, je pense, les plus représentatives des options qui ont été discutées.

La première option, c'est ce qu'on appelle l'union monétaire pure avec le Canada, ça veut dire quoi? Ça veut dire une seule monnaie, essentiellement, la monnaie canadienne, et une seule politique monétaire. On ne peut pas régionaliser la politique monétaire. On peut modifier la représentation régionale dans les prises de décision de la politique monétaire, mais on ne peut pas régionaliser la politique monétaire. Ce que ça veut dire, c'est qu'il ne peut y avoir qu'une seule politique de taux d'intérêt et de taux de change, parce que si on suppose qu'il y a présence de mobilité des capitaux, et en l'absence de réglementation, s'il y a mobilité des capitaux il n'est pas possible d'avoir des taux d'intérêt différents entre le Québec et le reste du Canada – dans cette option d'union monétaire pure – avec participation ou non du Québec à la politique monétaire.

Ce que ça implique sur le plan de l'encadrement juridique, ça implique, premièrement, que le gouvernement québécois devrait décréter que le dollar canadien a cours légal sur son territoire et ça voudrait dire aussi que les institutions financières oeuvrant au Québec devraient être réglementées. Bien sûr, on devrait, avec cette option-là, s'attendre à une grande harmonisation entre la réglementation québécoise et celle du reste du Canada, compte tenu du fait qu'il y a beaucoup de succursales des banques canadiennes qui opèrent au Québec.

On peut distinguer deux scénarios d'encadrement juridique qu'on peut présenter ici. Le

premier scénario, ce sont des conseils supranationaux, du moins des conseils mixtes, Québec et reste du Canada, chargés de superviser, de contrôler, de formuler et de mettre en exécution la politique monétaire commune. Alors, l'application de la politique monétaire pourrait être centralisée ou décentralisée. Décentralisée, c'est le cas, par exemple, du système allemand, où il y a des banques régionales allemandes qui sont chargées de l'exécution de la politique monétaire déterminée par le conseil d'administration central. Alors, il y a le cas allemand, il y a le cas suisse et, bien sûr, il y a le cas américain, où il y a des banques centrales régionales – il y a douze banques centrales régionales, comme vous le savez – qui exécutent les opérations de la politique monétaire qui est contrôlée par l'"Open Market Committee". Il y a d'ailleurs certains économistes comme Peter Howitt, qui ont suggéré une décentralisation plus grande des responsabilités au niveau de la politique monétaire.

Ça implique aussi une formule de partage du droit du seigneur. Le droit du seigneur, qu'est-ce que c'est essentiellement? C'est que la banque centrale, la Banque du Canada, avec les réserves en caisse des banques – de billets, de monnaie sonnante – sur lesquelles elle ne paie pas d'intérêts, achète des obligations du gouvernement sur lesquelles elle reçoit des intérêts. Et donc, ça lui permet de faire des profits. Ces profits-là étaient par exemple, en 1990, de 2 600 000 000 \$ et 2 600 000 000 \$, en 1990, on le sait, restent... S'il y avait souveraineté du Québec, on devrait s'entendre sur un certain partage de ce qu'on appelle le droit du seigneur, c'est-à-dire les profits de la Banque du Canada. Or, il y a des exemples de ce type d'encadrement juridique, comme l'union monétaire ouest-allemande qui a été fondée en 1963, qui regroupe sept pays africains qui utilisent le franc CFA. Il y a aussi la Communauté européenne via le plan de l'or, en 1989, qui vise à remplacer le système monétaire européen par une véritable union monétaire, union économique et monétaire des Douze si vous voulez, où on utiliserait seulement une monnaie, monnaie unique, l'écu, et il y aurait une Banque centrale européenne, une sorte "d'Euro-fed", si vous voulez. Ça, c'est un premier scénario.

Un deuxième scénario, ce serait un scénario beaucoup plus semblable au statu quo où, en fait, le droit du seigneur serait le profit de la Banque du Canada et serait réservé au Canada. Remarquez que le Canada peut difficilement refuser un tel scénario puisque, justement, il pourrait bénéficier du droit du seigneur et, de toute façon, s'il refusait, ce serait très difficile de le faire. Il faudrait qu'il impose des contrôles de change extrêmement sévères, non seulement entre le Canada et le Québec mais aussi entre le Canada et le reste du monde, parce qu'il y aura toujours possibilité pour des institutions étranges-



res d'acheter des dollars canadiens du reste du Canada et de dire: Va vendre au Québec pour faire un profit, si vous voulez. De sorte que le Québec pourra toujours utiliser la monnaie canadienne à moins, encore une fois, qu'il y ait des contrôles de change très sévères qui seraient extrêmement coûteux pour l'économie, le reste du Canada.

Les exemples de ce type de scénario: Il y a l'Irlande, en 1921 et 1928, qui a, après son indépendance, continué à utiliser la livre sterling anglaise; il y a eu des plans, en Israël en particulier, au début des années quatre-vingt, pour utiliser le dollar américain; il y a eu des petits pays aussi comme Panama, Libéria, qui utilisent une monnaie étrangère. C'est limité, quand même, comme expérience historique.

La deuxième option, ici, c'est ce qu'on appelle la pseudo-union monétaire avec le Canada. Cette option-là se traduit par la présence d'une monnaie québécoise. Il y aurait création d'une monnaie centrale québécoise et le gouvernement imposerait l'utilisation légale de cette monnaie québécoise. Cependant, elle serait à parité avec le dollar canadien, irrévocablement, entre guillemets irrévocablement, parce que ce n'est jamais irrévocablement. Il y a toujours des exemples de pseudo-union monétaire qui, à un moment donné... Ça ne s'est pas poursuivi éternellement. Il y a eu des dévaluations, en Irlande par exemple. Or, justement, l'exemple de l'Irlande: pendant 50 ans, de 1928 à 1979, il y a eu une pseudo-union monétaire entre l'Irlande et l'Angleterre, de sorte que la livre irlandaise était à parité, si vous voulez, avec la livre sterling. Mais, en 1979, l'Irlande a décidé de dévaluer la livre sterling.

Remarquez qu'une pseudo-union monétaire, ce n'est pas la même chose qu'une union monétaire. Souvent, on dit que c'est la même chose, mais ce n'est pas la même chose. Par exemple, il peut y avoir des pseudo-unions monétaires avec des écarts de taux d'intérêt très élevés, surtout si le marché financier anticipe des dévaluations de la monnaie. On va demander une prime de risque sur les taux d'intérêt qui peut créer des écarts importants entre les taux d'intérêt. Par exemple, il y a autant d'écarts, actuellement, entre les taux d'intérêt italiens, les taux d'intérêt anglais qu'entre les taux d'intérêt canadiens et les taux d'intérêt américains même si l'Italie et l'Allemagne font partie du même système monétaire européen.

La troisième option, c'est l'option pseudo-union monétaire avec les États-Unis, cette fois. Alors, c'est une option qui est tout à fait semblable à la pseudo-union monétaire avec le Canada, sauf que la devise québécoise serait arrimée au dollar américain plutôt qu'au dollar canadien. Remarquez qu'il y aurait possibilité d'avoir un système hybride des deux, où le dollar québécois, si vous voulez, serait arrimé à un panier des deux devises, la devise canadienne et

la devise américaine, par exemple.

La quatrième option est l'option qui permet le plus de flexibilité, si vous voulez, à la valeur de la monnaie. C'est la monnaie québécoise avec taux flottant. Ici, remarquez que quand on parle de taux flottant ou de taux flexible, ça ne veut pas dire que la valeur de la monnaie serait instable. Ça dépend essentiellement... C'est relié aux interventions gouvernementales sur le marché des changes, sur le marché monétaire et aussi aux chocs réels qui peuvent affecter l'économie. Donc, un taux de change flottant n'implique pas nécessairement un taux de change instable. Le cas des taux de change flottants, c'est ce qu'on vit au Canada. La monnaie canadienne est en taux de change flottant, en particulier avec la monnaie américaine.

En fait, il y a deux options fondamentales, compte tenu des quatre options que j'ai présentées, qui méritent d'être analysées. Donc, deux questions. La première question, c'est: Est-ce qu'un Québec souverain devrait adopter ou non une monnaie distincte? Deuxièmement, si oui, quel serait le degré de flexibilité optimal de cette monnaie distincte? Est-ce que ça devrait être une pseudo-union monétaire ou bien le taux flottant, par exemple? Alors, on va aborder ces deux questions dans ce qui suit. Ce qu'on va présenter, essentiellement, c'est une sorte d'analyse coûts-avantages, d'abord, de la monnaie distincte. Comme je suis pessimiste de nature, je vais commencer par les coûts.

(10 h 30)

D'abord, pour présenter une analyse lucide des coûts d'une manière distincte au Québec, il faut se rendre compte du rôle d'une monnaie dans une économie. Rapidement, la monnaie, c'est une institution sociale fondamentale, peut-être une institution sociale qui a le plus contribué à accroître la productivité dans les économies et à faciliter les transactions. Or, l'introduction d'une monnaie a permis, si vous voulez, une croissance économique extrêmement élevée. Comme institution sociale, la monnaie joue deux rôles, essentiellement: un rôle d'unité de compte, alors c'est une sorte d'étalon de mesure du prix des transactions et, aussi, c'est un intermédiaire d'échange, c'est-à-dire que dans les transactions on utilise la monnaie comme intermédiaire d'échange. Ça permet de contourner les problèmes de double coïncidence associés au troc.

Alors donc, comme institution sociale, la monnaie joue le rôle d'unité de compte et d'intermédiaire d'échange. La monnaie aussi, comme actif dans vos portefeuilles, sert de réserve de richesse. Alors, il est bien clair que comme institution sociale, les avantages de la monnaie augmentent avec l'ère économique à l'intérieur de laquelle elle est utilisée. Songeons, par exemple, au cas où on utiliserait une monnaie distincte dans les 10 provinces et dans les 52 États américains. Ce serait extrêmement compliqué de faire des transactions. Donc, il y a

une sorte de monopole naturel. Les coûts de transaction diminuent avec l'utilisation d'une seule monnaie.

Donc, l'introduction d'une monnaie distincte introduit certains coûts et ici j'identifie trois types de coûts: premièrement, des coûts de transaction qui viennent du fait qu'il faut convertir, dans les échanges du Québec avec le reste du Canada, la monnaie québécoise en monnaie canadienne et vice versa pour les Canadiens quand ils échangent avec le Québec. Il y a aussi des coûts importants, des coûts de change ou, si vous voulez, des coûts de risque et d'incertitude associés aux fluctuations imprévues de la valeur du dollar québécois, advenant qu'on introduise un dollar québécois, par rapport au dollar canadien. Par exemple, la présence d'une monnaie québécoise avec une valeur incertaine, en termes de dollars canadiens rendrait plus difficiles les calculs de rentabilité des investissements québécois au Canada. Un autre exemple, le rendement de nos épargnes. Les contrats d'assurance, qui sont libellés actuellement au Québec en dollars canadiens, devront être libellés dans le futur dans la nouvelle devise, ce qui pourrait engendrer de l'incertitude sur la rentabilité de l'investissement dans les assurances.

Et ces coûts-là ne sont pas négligeables; ça, c'est très important. Ce ne sont pas des coûts négligeables, pour différentes raisons. D'abord, le Québec est une petite économie ouverte, comme vous le savez, qui exporte et importe autour de 35 % de son produit national brut, et 60 % des échanges extérieurs, des échanges commerciaux avec l'extérieur se font avec le reste du Canada. Donc, notre plus grand partenaire commercial, c'est le reste du Canada. Avec les États-Unis, par exemple, c'est entre 25 % et 30 %. Bien sûr, ces coûts de transaction, coûts comptables, coûts de risque, varient selon les options monétaires. Dans l'option monétaire de pseudo-union monétaire avec le Canada, ce serait l'option qui serait, finalement, la moins coûteuse, en termes de ces types de coût, surtout s'il y a parité entre le dollar québécois et le dollar canadien. Ça pourrait potentiellement être plus élevé dans une option de monnaie québécoise à taux de change flottant.

Or, ici, encore une fois, c'est très difficile à quantifier, ces coûts, mais j'ai fait un certain effort de quantification. Il y a eu des études, en particulier en Europe, dans la Communauté économique européenne, en ce qui concerne en particulier les coûts comptables et les coûts de transaction associés à l'utilisation d'une monnaie domestique. Ces coûts, essentiellement, ont été calculés par la présence des frais internes des entreprises domestiques qui oeuvrent sur les marchés étrangers et qui doivent dépenser des ressources dans les départements de comptabilité, les départements de trésorerie, dans leurs échanges avec l'étranger. Ces coûts, aussi, ont

été calculés par la présence d'un écart entre le cours à l'acheteur et le cours au vendeur, ce qui mesure, si vous voulez, le coût de la transaction qui est reflété par le salaire des cambistes, par exemple, les profits de ces personnes-là, et ce qui génère, donc, des coûts de transaction.

Pour la Communauté européenne, il y a des études qui ont été faites et ces coûts comptables et coûts de transaction semblent varier de 0,4 % à 1 % du PIB selon l'ouverture des économies. Ainsi, pour la Belgique, qui est une petite économie très ouverte et où la monnaie est très peu utilisée internationalement, ça oscille autour de 1 % du PIB. Alors, au Québec, par exemple, si je prends une valeur moyenne – je l'ai prise à titre d'exemple – 0,6 % du PIB, comme le PIB québécois était autour de 166 000 000 000 \$ en 1990, ça donne un coût de 1 000 000 000 \$ en 1990 comme coût de transaction: coût comptable associé à l'utilisation d'une monnaie domestique, disons. C'est vraiment une mesure très préliminaire, mais ça vous donne quand même un ordre d'idées. Il y a certains analystes qui ont dit: Oui, mais en ce qui concerne les coûts d'incertitude, les coûts de risque, on peut se protéger sur les marchés à termes – les marchés futurs si vous voulez – et on peut aussi diversifier les portefeuilles internationalement pour réduire le risque. Mais les études semblent montrer que ça peut éliminer en partie les coûts de risque, mais ça ne les élimine pas complètement et, de toute façon, ça génère des coûts de transaction parce qu'il faut opérer sur ces marchés. Alors, ces différents coûts de transaction et coûts comptables génèrent ce qu'on appelle en économiste des coûts d'efficacité statiques. En d'autres mots, l'introduction d'une monnaie domestique au Québec serait un peu l'équivalent, engendrerait des coûts un peu équivalents à des barrières tarifaires, à l'introduction de barrières tarifaires, parce que ça hausserait les coûts des échanges entre le Québec et le reste du Canada.

Donc, ça introduirait des hausses de coûts et ça réduirait certains échanges qui maintenant sont avantagés et qui le deviendraient moins. De ce point de vue là, l'introduction d'une monnaie domestique est contraire à l'idée d'un véritable marché commun entre Québec et le reste du Canada. L'idée étant le slogan qu'on entend souvent en Europe: "Marché unique, monnaie unique", c'est-à-dire que, si on a un marché commun entre différents pays, il y a avantage à utiliser la même monnaie. À ces coûts d'efficacité statiques doivent être ajoutés ce qu'on appelle des coûts d'efficacité dynamiques qui ne sont pas négligeables. Ces coûts d'efficacité dynamiques viennent du fait que si on introduit une monnaie domestique et que les marchés financiers anticipent des variations de taux de change – en particulier des dévaluations de taux de change – les prêteurs, les investisseurs étrangers vont exiger des primes de risque dans les taux d'intérêt québécois. Ce qui va donc faire hausser

les taux d'intérêt domestiques à cause de cette prime de risque exigée sur les marchés, parce que les marchés financiers deviennent de plus en plus internationaux et globaux et disciplinent les pays qui utilisent les monnaies de façon volatile. De sorte que, si c'est le cas, s'il y a une prime de risque associée à une monnaie québécoise – parce qu'il y a des anticipations de dévaluation – cette prime de risque va engendrer des hausses de taux d'intérêt domestiques. Et la hausse des taux d'intérêt, vous savez ce que ça engendre, ça engendre des baisses dans la consommation des biens durables, des baisses dans l'investissement domestique et, donc, ça peut engendrer des réductions à la croissance économique.

Alors, remarquez que ça pourrait être d'autant plus important à court terme, en particulier avec l'importance de la dette qui va être rapatriée, serait rapatriée au Québec. Les marchés pourraient anticiper que le Québec dévalue sa monnaie s'il introduit sa propre monnaie. Donc, l'incertitude peut engendrer des problèmes très sérieux de croissance économique.

Alors, ces coûts-là – ce qu'il est très important de mentionner – sont partagés avec le Canada. C'est-à-dire que ce ne sont pas des coûts uniquement domestiques supportés par le Québec, ce seraient des coûts qui seraient communs avec le reste du Canada, puisque le reste du Canada continuerait, j'imagine, à échanger avec le Québec – les échanges commerciaux continueraient à se faire entre le reste du Canada et le Québec. Donc, l'introduction d'une monnaie québécoise introduirait des coûts d'échange non seulement pour le Québec mais pour le reste du Canada. Et, en particulier, où il y a un autre coût, c'est que si le Québec utilise sa propre monnaie, il pourrait rapatrier, en partie du moins, les profits de la Banque du Canada. Ce qui diminuerait, si vous voulez, cette forme de taxe que les Québécois paient au reste du Canada, c'est-à-dire pas au reste du Canada mais au gouvernement fédéral. Ceci, ce sont les coûts. Maintenant, on va passer aux avantages d'une monnaie distincte.

Ici, dans l'analyse des avantages d'une monnaie distincte, c'est très important de distinguer entre l'analyse de court terme, si vous voulez, ce qu'on appelle la phase de transition et l'analyse de long terme. Dans la phase de transition, si le Québec introduisait sa propre monnaie, il pourrait se créer sur les marchés beaucoup d'incertitude sur le comportement d'une nouvelle banque, d'une banque du Québec. Comment on se comporterait sur les marchés, sur les marchés monétaires, sur les marchés du change? Encore une fois, à cause aussi du rapatriement de la dette, ça pourrait engendrer des problèmes de crédibilité. Et ces problèmes de crédibilité aussi seraient d'autant plus importants que la phase de transition ne se fait pas de façon harmonieuse avec le reste du Canada mais

se fait de façon acrimonieuse, si vous voulez, avec le reste du Canada. Donc, problèmes de crédibilité qui peuvent être potentiellement importants à court terme, de sorte que, si le gouvernement utilisait sa propre monnaie, il aurait avantage à maintenir fixe la valeur de sa devise en termes du dollar canadien de façon à établir la confiance, de façon à établir la réputation, une réputation à la nouvelle monnaie. Parce que, quand on introduit une nouvelle monnaie, les gens ne la connaissent pas. Ils ne connaissent pas le comportement de la banque centrale et donc, c'est très important, à court terme, d'établir cette confiance.

Donc, il y aurait avantage, à court terme, pour le Québec, à stabiliser la valeur de sa devise sinon, il y aurait des primes de risque sur les taux d'intérêt et il y aurait des problèmes de chômage extrêmement importants. Mais ça, ça veut dire que, à court terme, il n'y aurait aucune autonomie monétaire, c'est-à-dire que la politique monétaire québécoise serait arrimée à l'objectif du taux de change. L'objectif de la politique monétaire ne pourrait être que de garder le taux de change fixe, la parité si vous voulez, entre le dollar québécois et le dollar canadien de sorte qu'il n'y aurait pas de marge de manoeuvre à la politique monétaire à court terme pour stimuler l'économie, par exemple. Alors, cet exemple de problème de confiance, c'est le cas de l'Irlande dont j'ai parlé tantôt. Pendant 50 ans, ils ont gardé la valeur de la livre irlandaise stable par rapport à la livre sterling justement pour créer cette confiance envers la nouvelle monnaie.

Cette analyse-là nous conduit aussi à la conclusion qu'une pseudo-union monétaire entre le Québec et le reste du Canada est suboptimale par rapport à une monnaie commune. Parce qu'une pseudo-union, d'abord, ça veut dire qu'on introduit une nouvelle monnaie. On n'a pas d'autonomie sur cette nouvelle monnaie en termes de stabilisation économique puisqu'elle est arrimée à fixer la parité du dollar québécois par rapport au dollar canadien et cette nouvelle monnaie introduirait des coûts possiblement, des coûts d'incertitude, sur le marché, sur les marchés financiers, un type de dévaluation. Donc, on est conduit à l'idée que la pseudo-union monétaire est suboptimale par rapport à une véritable union monétaire entre le Québec et le reste du Canada. Cependant, ça pourrait possiblement être un moindre mal, une solution de rechange, s'il n'y a pas d'entente entre le Québec et le reste du Canada sur, par exemple, le partage du droit du seigneur. Mais il faut bien être conscient que ça peut engendrer des coûts qui ne sont pas négligeables. Donc, à court terme, les avantages d'une monnaie distincte sont très limités parce que, justement, on devrait arrimer la valeur de la monnaie à la monnaie canadienne pour créer la confiance.

À long terme, cependant, l'analyse es

différente. Je distingue trois avantages possibles à l'utilisation d'une monnaie québécoise. Le premier avantage, ça donnerait une certaine autonomie à la politique monétaire québécoise par rapport à la politique monétaire canadienne pour, par exemple, stabiliser l'économie. Le deuxième avantage, ça permettrait possiblement d'utiliser la monnaie, si vous voulez, la politique monétaire, pour financer les déficits. Ça donnerait un instrument additionnel pour financer les déficits du gouvernement. Troisièmement, si on adoptait un taux de change flottant, les variations du taux de change permettraient possiblement d'accélérer les ajustements dynamiques sur les marchés et de stabiliser aussi l'économie. Alors, on va analyser ces différents objectifs en détail, maintenant.

(10 h 45)

Premièrement, c'est important de se rendre compte que les avantages de l'autonomie monétaire sont liés au rôle de la politique monétaire. C'est quoi, le rôle d'une politique monétaire? Qu'est-ce qu'elle peut faire? Qu'est-ce qu'elle peut faire bien? Qu'est-ce qu'elle peut faire moins bien? Moi, je vous soumetts qu'une part importante des critiques qu'on attribue à la politique monétaire provient, en partie en tout cas, d'une méconnaissance du fonctionnement de la politique monétaire, de ce qu'elle peut faire et surtout de ce qu'elle ne peut pas faire. Je pense qu'il y a un grand consensus chez les analystes sur ce que peut faire la politique monétaire à long terme. Ce que peut faire la politique monétaire à long terme, c'est maintenir un environnement monétaire stable avec un faible taux d'inflation, c'est-à-dire qu'à long terme, lorsque la politique monétaire est stable, crédible et anticipée, l'effet de la politique monétaire est quasi nul sur l'économie comme telle, sur le chômage, sur les secteurs réels de l'économie. Elle n'a d'effet essentiellement que sur l'inflation.

D'ailleurs, si vous regardez les expériences historiques, il y a des pays, comme l'Allemagne et le Japon, qui, historiquement, ont eu des taux d'inflation faibles et des taux de chômage faibles, et d'autres pays, comme l'Angleterre, par exemple, qui ont eu des taux d'inflation élevés et des taux de chômage élevés. Le lien inflation-chômage à long terme n'existe pas ou, du moins, est très limité. Donc, ce qu'on sait, c'est que la politique monétaire, ce qu'elle peut bien faire, c'est introduire un environnement avec une stabilité des prix, une stabilité des taux d'intérêt.

Cependant, on sait aussi qu'à court terme la politique monétaire peut avoir un impact très important sur l'activité économique. On sait aussi, quant à cet impact très important, qu'on connaît mal le fonctionnement de la politique monétaire. Je pense qu'il faut être modeste là-dessus. C'est un peu un gant de boxe, une politique monétaire. On sait que ça a de l'effet,

mais on a beaucoup de difficultés à contrôler cet effet. On sait, par exemple, que, lorsqu'elle est peu crédible, lorsqu'elle est mal anticipée par les agents, en particulier par le secteur financier, elle peut avoir un impact extrêmement violent sur la production. Exemple: le choc "récessionniste" qu'on a vécu au début des années quatre-vingt et la récession qu'on vit actuellement sont en partie dus à des chocs de politique monétaire, de réduction du taux de croissance de la masse monétaire, surtout au début des années quatre-vingt. Récemment, c'est autre chose.

Donc, la politique monétaire peut avoir un impact important sur la production, mais c'est difficilement mesurable. C'est difficile de contrôler son effet. Il y a des problèmes de délais dans les effets de la politique monétaire, des problèmes d'instabilité aussi de ces effets. On connaît, actuellement, de façon très limitée, les effets de la politique monétaire. En d'autres mots, c'est un outil dangereux pour stabiliser l'économie à court terme. En d'autres mots, n'utiliser qu'avec une très grande précaution. D'ailleurs, dans le texte que j'avais écrit pour Bélanger-Campeau, on observait qu'il y avait un lien très fort entre le taux d'inflation et le taux de croissance de la masse monétaire au Canada, mais le lien entre le taux de croissance de la masse monétaire et l'activité économique était beaucoup plus faible.

Alors, j'en conclus que la politique monétaire a un avantage comparé sur la stabilisation des prix, un avantage beaucoup moins fort sur la stabilisation de l'économie, à cause, justement, des problèmes que je viens de soulever. Donc, un des avantages d'avoir une politique monétaire québécoise serait une possibilité théorique d'avoir une politique monétaire moins inflationniste que le Canada. Mais, évidemment, avec ce qu'on vit actuellement, avec les objectifs de la politique monétaire de M. Crow, ces gains seraient à tout le moins assez limités. D'ailleurs, même s'il y avait une possibilité théorique, il y a des dangers en pratique parce qu'il y a ce que j'appelle la tentation des princes. C'est toujours d'imprimer de la monnaie pour financer des déficits ou d'adopter des politiques de courte vue pour stimuler l'économie, ce qui peut engendrer, à plus ou moins long terme, des problèmes d'inflation très sérieux. Parce que réduire l'inflation, c'est très coûteux, ça prend du temps; introduire la réputation d'une politique monétaire, ça prend du temps et ça peut être bousillé par une politique monétaire très instable à court terme. Et d'ailleurs, c'est pour ça que dans des pays comme ceux de la Communauté européenne, on vise de plus en plus à une certaine indépendance des autorités monétaires par rapport aux pays qui composent la Communauté européenne, justement pour discipliner les différents pays par rapport aux objectifs de stabilité monétaire.

Maintenant, le deuxième avantage d'une monnaie québécoise, ce serait le financement des

déficits du secteur public. Eh bien, je vous soumets que... En d'autres mots, on pourrait utiliser la planche à billets, entre guillemets, pour financer les déficits d'un gouvernement québécois advenant le fait qu'on aurait au Québec une monnaie québécoise. Je vous soumets différents points sur cette question-là.

D'abord, utiliser la planche à billets pour financer des déficits, ce n'est pas autre chose que d'imposer une nouvelle taxe et c'est une taxe, ce qu'on appelle une taxe à l'inflation. On imprime de la monnaie, ça crée de l'inflation et la valeur de vos dépôts, de vos actifs libellée dans cette monnaie se détériore, le pouvoir d'achat se détériore. Donc, l'impression de monnaie c'est une taxe où les détenteurs d'encaisse... Donc, c'est une autre taxe, simplement. Est-ce que c'est une bonne taxe ou une pas bonne taxe? Je vous soumets que ce n'est pas une très bonne taxe, c'est une taxe qui est inefficace. On sait que l'inflation engendre des coûts économiques qui sont non négligeables, engendrent des mouvements pervers dans la répartition des revenus et de la richesse et aussi, souvent, des taux d'inflation élevés engendrent la variabilité de l'inflation qui crée l'incertitude, qui crée des problèmes... qui peut aussi créer des demandes... l'imposition d'une discipline sur les marchés financiers en termes de primes de risque, de taux d'intérêt plus élevés.

Remarquez, politique monétaire expansionniste, taux d'intérêt plus élevés, ça semble bizarre, mais c'est exactement ça qui se passe. Les pays qui adoptent des politiques monétaires très expansionnistes font face à des taux d'intérêt non pas faibles, mais des taux d'intérêt élevés parce que les marchés financiers exigent des primes d'inflation et des primes de dévaluation anticipées sur les taux d'intérêt. Alors, c'est une taxe inefficace par rapport à d'autres formes de taxes comme l'impôt sur le revenu, par exemple, qui me semble plus approprié. C'est une taxe, aussi, que je qualifie d'antidémocratique parce qu'elle peut être utilisée sans être ratifiée par le Parlement, c'est-à-dire que la banque pourrait imprimer de la monnaie, utiliser une politique monétaire sans que ce soit voté, si vous voulez, par le Parlement. Et c'est une taxe qui est cachée, à court terme. Étant donné que c'est une taxe cachée, déguisée, justement, ça engendre de la non-discipline, ça réduit la discipline d'un gouvernement parce qu'on peut l'utiliser, à court terme du moins, pour un gouvernement qui est élu à tous les trois ou quatre ans, de façon à ce que ce soit caché, à stimuler artificiellement l'économie.

Mais cependant, il y a un troisième avantage à l'utilisation de la politique monétaire, c'est qu'on pourrait, si on avait une monnaie québécoise, dévaluer ou réévaluer, faire fluctuer la valeur de notre monnaie par rapport à la monnaie canadienne pour stabiliser l'économie. Ici, je

vous soumets deux choses. Premièrement, il faut distinguer l'utilisation de cet outil-là du taux de change, distinguer deux possibilités. Lorsque les chocs qui créent des récessions économiques, par exemple, sont communs entre le Québec et le reste du Canada, comme il y a une baisse de la demande pour tous les biens et services Québec-Ontario, par exemple, et comme le Québec et l'Ontario ont à peu près la même structure industrielle, il y a une baisse commune de la demande.

Si le Québec dévalue par rapport au dollar canadien, qu'est-ce que ça fait? C'est qu'essentiellement on exporte notre chômage en Ontario. Parce que ce qu'il faudrait, c'est ajuster le taux de change de façon à modifier la structure des prix entre les pays qui ont reçu le choc et les autres pays qui ont imposé le choc. Mais ici, le Québec et l'Ontario auraient reçu le même choc et le Québec dévaluerait par rapport au reste de l'Ontario. Ce serait exporter notre chômage en Ontario, ce qui s'oppose un peu à l'idée de marché commun, d'une part, et d'autre part, ce qui peut engendrer des représailles de la part du reste du Canada. Si nous autres on le fait, pourquoi le reste du Canada n'adopterait-il pas de politique?

Ce que je veux dire, c'est que... le deuxième point, c'est que le taux de change, cependant, peut être très... une variation du taux de change peut être très utile lorsqu'il y a des chocs asymétriques entre le Canada... qui affectent l'économie québécoise versus le reste du Canada. Par exemple, s'il y a une diminution de la demande, s'il y a une hausse de la demande de blé en Alberta et une baisse de la demande d'électricité au Québec, une dévaluation du dollar québécois par rapport à la monnaie canadienne pourrait effectivement accélérer le processus d'ajustement vers l'équilibre de marché. Mais remarquez que, dans cette optique-là, il faut bien se rendre compte que cette possibilité-là – les gains potentiels associés à cette possibilité-là – dépende de la possibilité d'ajustement alternatif. Par exemple, si la structure des prix peut s'ajuster assez rapidement, aussi une certaine mobilité du capital et du travail entre le Québec et le reste du Canada, ces ajustements peuvent combler du moins en partie, peuvent suppléer si vous voulez à, la non-utilisation du taux de change comme pour accélérer le processus d'ajustement dynamique.

Il y a un autre problème aussi. C'est que cette possibilité d'utiliser le taux de change pour ajuster plus rapidement l'économie, pour stabiliser plus rapidement l'économie, vient de la présence d'une illusion monétaire, d'une certaine façon, de la part des travailleurs. Par exemple, si le taux de change se déprécie au Québec, le pouvoir d'achat des Québécois va se détériorer, n'est-ce pas, parce que ça va nous coûter plus cher d'acheter à l'étranger. Quand on s'en irait en Ontario, ça nous coûterait plus cher. Et si les

Québécois, compte tenu du fait que le Québec est une petite économie ouverte, dans leurs négociations collectives ou dans les déterminations des salaires, exigent une indexation des salaires à la dévaluation du taux de change, tout ce que ça va entraîner c'est qu'une dévaluation du taux de change va entraîner une hausse des prix et des salaires et on sera "Gros-Jean comme devant". Et cette possibilité-là est d'autant plus grande qu'on échange beaucoup avec le reste du Canada, ce qui est le cas.

Un point que je veux faire, ici, c'est que la probabilité que ce soient des chocs communs, ou plutôt des chocs asymétriques qui affectent le Québec et le reste du Canada, est plus grande parce que, encore une fois, la structure industrielle, du moins entre Québec... La comparaison Québec-Ontario nous permet d'arriver à la conclusion que la structure industrielle est très semblable, Québec-Ontario, même si Québec est peut-être plus... une structure industrielle plus orientée vers les produits traditionnels, si vous voulez, les produits manufacturiers traditionnels. Et, bien sûr, l'avantage d'utiliser le taux de change dépend négativement de la possibilité d'utiliser d'autres instruments de stabilisation conjoncturelle comme la politique fiscale. On pourrait possiblement utiliser d'autres instruments comme, par exemple, les subsides salariaux, subsides à l'investissement, projets publics, pour stimuler l'économie plutôt que de évaluer, d'utiliser les dévaluations de taux de change. Remarquez cependant qu'il y a certaines limites à la politique fiscale dans un marché commun, si vous voulez. Ça peut être d'abord inconciliable avec les ententes, la préservation de marché commun entre le Québec et le reste du Canada, s'il y a des ententes, des accords, si vous voulez. Il y a aussi que la mobilité du capital et du travail peut faire en sorte que, si on impose des taxes plus élevées au Québec qu'en Ontario, il peut y avoir un déplacement de la main-d'œuvre ou du capital qui va réduire l'efficacité de la politique fiscale. Cependant, il faut faire très attention.

Pour un, je ne crois pas qu'une union monétaire engendrerait nécessairement une harmonisation de la politique fiscale. Si vous regardez, par exemple, les différents États américains ou les différentes provinces canadiennes, les taxes indirectes varient d'une province à l'autre, peuvent varier beaucoup d'un État américain à l'autre, par exemple. Ce qui est sûr, par exemple, c'est que, si au Québec on veut introduire une politique fiscale plus rigoureuse et des taux de taxation plus élevés, ça peut engendrer des taux d'intérêt plus élevés, des primes de risque sur les taux d'intérêt qui pourraient être délétères et, donc, limiter l'utilisation de la politique fiscale à une fin de stabilisation.

Il y a une option, maintenant, dont je n'ai pas discuté. C'est l'option de pseudo-union monétaire avec les États-Unis. Alors... J'ai

encore un petit peu de temps?

Or, la question, ici, qu'on peut se poser, c'est la suivante: Est-ce que les avantages d'avoir une monnaie québécoise arrimée au dollar américain sont plus élevés que l'utilisation d'une union monétaire avec le reste du Canada? Alors, le premier point que je veux soulever là-dessus c'est qu'une union monétaire, ça va avec, d'une certaine façon, un marché commun. Malgré le traité de libre-échange Canada-États-Unis, on est loin d'avoir un marché commun Québec ou Canada avec les États-Unis. Par exemple, il n'y a pas de libre circulation, il y a des barrières au niveau de la migration, au niveau de la main-d'œuvre. On n'a pas, donc, libre circulation ni des biens, ni des services, ni de la main-d'œuvre entre le Canada et les États-Unis alors qu'on l'a, du moins, avec certaines limites, entre le Québec et le reste du Canada. Alors, ceci joue en faveur d'avoir une monnaie commune avec le Canada plutôt que les États-Unis.

(11 heures)

C'est relié aussi à la question de l'importance relative des transactions. J'ai souligné, tantôt, que nos échanges commerciaux, entre le Québec et le reste du Canada, c'est 60 % de nos échanges avec l'extérieur, alors que les échanges entre le Québec et les États-Unis sont plus faibles: de l'ordre de 30 %. Donc, de ce point de vue là aussi, il y a avantage à utiliser une monnaie commune avec le Canada. À moins, évidemment, qu'on introduise des barrières tarifaires énormes entre le Québec et le reste du Canada, qu'il n'y ait plus ce marché commun qui semble être désiré par le Québec et, possiblement, par le reste du Canada, en tout cas, par les groupes de pression financiers et commerciaux.

D'autre part, les coûts de transition seraient sûrement plus élevés si on utilisait une monnaie américaine que si on utilise une monnaie canadienne puisqu'on vit, actuellement, avec une monnaie canadienne. Il y aurait des coûts de transition qui viendraient du fait qu'il faudrait relibeller les contrats en utilisant une nouvelle unité de compte, une nouvelle monnaie. Par exemple, vos rendements d'épargne qui sont libellés en dollars canadiens devraient être relibellés en dollars américains. Alors, ça pourrait créer des coûts en termes d'incertitude.

Il y a les chocs communs versus les chocs asymétriques. Bien, je vous ai soumis, tantôt, qu'il y a avantage à avoir une union monétaire avec le reste du Canada dans la mesure où les chocs qui affectent le reste du Canada et le Québec sont beaucoup plus communs que les chocs qui affectent le Québec et les États-Unis. Donc, de ce point de vue là, il y aurait avantage à y avoir une monnaie commune entre le Québec et le reste du Canada et avoir, plutôt, un taux de change flottant, ou, en tout cas, dans une certaine limite, avec les États-Unis.

D'autre part, si on utilise la politique

monétaire américaine... Si on utilise le dollar américain, ça veut dire que, essentiellement, on décide, on accepte d'utiliser la politique monétaire américaine. On aurait, finalement, très peu de droits de regard, d'ailleurs, sur la politique monétaire. Il faut donc montrer que la politique monétaire américaine a été plus efficace que la politique monétaire canadienne pour montrer que c'est avantageux de s'arrimer au dollar américain plutôt qu'au dollar canadien.

Alors, sous certains angles, c'est vrai que la politique monétaire américaine a été plus efficace que la politique monétaire canadienne. En termes de taux d'inflation, par exemple, dans les dix dernières années, la performance américaine a été plus élevée qu'au Canada. Par ailleurs, dans les quelques dernières années, ça a été le contraire qui s'est passé; il y a eu une meilleure performance au Canada qu'aux États-Unis. En ce qui concerne les taux d'intérêt, souvent on dit que les taux d'intérêt américains sont plus faibles qu'au Canada, donc il y aurait avantage à utiliser leur politique monétaire. Il faut remarquer que c'est vrai qu'actuellement les taux d'intérêt américains sont très faibles par rapport aux pays industrialisés, mais il ne faut pas oublier qu'il y a deux ans, ils étaient les plus élevés parmi les pays industrialisés. Actuellement, c'est vrai que les taux d'intérêt américains sont faibles; il y a quelques années, ils étaient très élevés. Donc, quand on prend cette décision-là d'utiliser une monnaie américaine, il faut avoir une perspective de long terme et non pas une perspective de court terme.

Par ailleurs, ceux qui disent que si on utilisait la monnaie américaine, on aurait le même taux d'intérêt que les États-Unis, ce n'est pas nécessairement vrai parce qu'il peut y avoir des primes de risque sur les taux d'intérêt québécois, par exemple, primes de risque venant du fait des déficits potentiels d'un gouvernement, venant aussi de chocs inflationnistes qui seraient possiblement plus élevés. Donc, ma conclusion, c'est que la pseudo-union monétaire avec les États-Unis, c'est une option envisageable et viable, sûrement, mais qui me semble moins naturelle, si vous voulez, qu'une union monétaire avec le Canada pour les raisons que j'ai mentionnées.

Je vais conclure ici. Donc, ma conclusion, en termes d'analyse coûts-avantages, c'est que l'union monétaire pure avec le reste du Canada me semble être l'option la plus avantageuse, non seulement pour le Québec, mais aussi pour le reste du Canada parce que ça préserve l'intégration des marchés. On vit à l'intérieur d'un marché commun et ça préserverait cette intégration-là entre les marchés. Et les coûts de transition aussi seraient presque nuls, puisqu'on a déjà une monnaie canadienne, une union monétaire avec le reste du Canada; on vit déjà en union monétaire. Les avantages d'une monnaie distincte sont réels, je ne veux pas les mini-

miser, mais ils me semblent d'une importance quantitative limitée. Ça se limite à la possibilité pour le Québec d'avoir une discipline monétaire plus grande que celle du Canada et, possiblement, d'utiliser le taux de change pour accroître la rapidité d'ajustement sur les marchés face à des chocs asymétriques. Mais, encore une fois, compte tenu du fait que la structure industrielle entre l'Ontario et le Québec est relativement la même, cet avantage-là ne me semble pas nécessairement très important.

Par ailleurs, la pseudo-union monétaire avec le Canada me semble un moindre mal s'il y a une entente impossible entre le Canada et le Québec, par exemple, sur le partage du droit du seigneur. Mais, encore une fois, ce n'est pas la même chose qu'une union monétaire pure. Il ne faut pas dire que c'est la même chose, un dollar québécois arrimé au dollar canadien, en termes de coûts et d'avantages. Ce n'est pas la même chose, parce que les marchés financiers peuvent toujours anticiper des dévaluations. Si vous regardez, par exemple, du temps des accords de Bretton Woods où on vivait supposément à taux de change fixes avant 1971 entre les différents pays du Fonds monétaire international. On était en taux de change fixes, mais il y avait drôlement des différences de taux d'intérêt parce que, justement, souvent certains pays comme l'Angleterre, les marchés anticipaient des dévaluations, donc on exigeait des taux d'intérêt plus élevés pour se prémunir. Donc, ce n'est pas la même chose pseudo-union monétaire et union monétaire pure.

Je vais conclure en tentant de répondre rapidement à la deuxième question que j'ai soulevée au début. Ce sont mes résultats en termes de quel est l'arrangement monétaire qui servirait le mieux le Québec et le reste du Canada. Cependant, l'autre question c'est: Qu'est-ce qui va se passer? C'est quoi, en fait, qui va se produire advenant la souveraineté du Québec? Or, encore une fois, en d'autres mots, est-ce que la désintégration politique va engendrer, va impliquer une désintégration monétaire? C'est la question, dans les faits. Or, ici je dois faire encore une fois une distinction entre le court terme et le long terme. Le court terme, c'est ce que je vais appeler la phase de transition, et le long terme ce qui est après cette phase de transition. À court terme, il y a eu plusieurs économistes: Richard Lipsey en 1976 et, récemment, le professeur Laidler et M. Robson qui ont avancé ce que je pourrais appeler des scénarios extrêmement pessimistes en ce qui concerne la phase de transition. Ce scénario-là, essentiellement, c'est ceci: l'accession du Québec à sa souveraineté va se faire dans l'acrimonie, dans l'amertume, dans l'âcreté, si vous voulez, de sorte que ce n'est pas sûr du tout que ça se fasse de façon harmonieuse. Donc, il va y avoir possiblement des fuites de capitaux du Québec à cause des problèmes d'incertitude, des difficultés

de négociations sur l'union économique, le partage de la dette, etc. Ce qui pourra donc engendrer à court terme une hausse du taux de chômage au Québec et une baisse d'investissements. Selon leur scénario, il y aurait donc avantage au Québec, à court terme, de créer une monnaie québécoise et de la dévaluer, de façon à stimuler l'économie et, possiblement, de rembourser la dette avec des dollars québécois dévalués pour réduire les coûts.

Or, à mon avis, ce scénario est peu probable pour différentes raisons. Première raison, c'est qu'il peut y avoir des groupes de pression nationalistes qui peuvent insister et forcer le Québec à utiliser sa propre monnaie, mais il va y avoir des groupes de pression financiers et commerciaux tout aussi puissants, sinon plus, qui vont faire énormément de pressions pour qu'on ne crée pas une nouvelle monnaie. Ce qui ajouterait à l'incertitude. Ce qu'on va vouloir, c'est rendre la phase de transition la moins coûteuse possible. Et introduire une nouvelle monnaie avec l'incertitude sur un taux de change, ça pourrait engendrer des coûts additionnels.

Deuxièmement, si justement on introduisait une nouvelle monnaie, à mon avis, le Québec comme l'Irlande aurait des problèmes de crédibilité à court terme et il n'aurait pas avantage à l'utiliser pour dévaluer, parce qu'il pourrait se faire pénaliser sur les marchés financiers de façon dramatique, encore une fois par des primes de risque sur les taux d'intérêt. L'exemple de l'Irlande, en tout cas, est un cas patent d'un pays qui a accepté la discipline du marché, si vous voulez, et n'a pas dévalué, sauf à très long terme. Et on peut passer à la phase de très long terme.

À très long terme, effectivement, il est peut-être plus avantageux pour le Québec de créer sa propre monnaie. Et je vous soumetts que c'est très possible que le Québec à très long terme utilise, crée sa propre monnaie, advenant son accession à la souveraineté parce que, à très long terme, il peut y avoir des avantages à créer sa monnaie en termes d'autonomie, ce qui pourrait justement inciter un gouvernement à créer sa propre monnaie et à l'utiliser comme outil de stabilisation économique à long terme, comme d'ailleurs l'Irlande l'a fait finalement. En 1979, elle a... Elle a utilisé sa propre monnaie avant, pendant 50 ans, mais elle a commencé à l'utiliser en 1979. D'ailleurs, plusieurs économistes disent qu'à long terme le Québec va avoir des pressions, va avoir des incitations à utiliser sa propre monnaie et, possiblement, à utiliser le taux de change flottant pour stabiliser l'économie.

Cependant, maintenant, sur le marché, il y a des pressions qui contrecarrent cette possibilité-là. Ces pressions proviennent du fait qu'on vit dans des économies de plus en plus globalisées, où les échanges sont de plus en plus

mondialisés, si vous voulez. On parle ad nauseam de l'internationalisation des marchés. Dans ce contexte-là, il y a avantage à utiliser une monnaie commune. Quand on regarde l'expérience en Europe, justement, ce qui se passe, c'est que les pays sont de plus en plus prêts à renoncer à leur autonomie monétaire pour utiliser une monnaie commune, compte tenu des avantages de plus en plus croissants d'utiliser une monnaie commune parce qu'il y a des échanges de plus en plus grands, importants entre les différentes économies; de sorte que les pressions à long terme d'utiliser la propre monnaie et de dévaluer ou de réévaluer, selon le cas, peuvent être contrecarées justement par les pressions d'utiliser une monnaie commune. Et même, encore une fois, comme je l'ai déjà mentionné, il y a des pressions très importantes à accroître l'indépendance de l'autorité monétaire par rapport au gouvernement, de façon à discipliner la tentation des princes d'utiliser la monnaie à court terme pour stimuler l'économie, ce qui peut engendrer des problèmes à long terme d'inflation et d'instabilité monétaire, qui peuvent être très coûteux pour l'économie. En d'autres mots, je vous soumetts que, à long terme, au lieu d'avoir une monnaie québécoise, on pourrait s'orienter plutôt vers un bloc monétaire nord-américain en utilisant soit une monnaie ou bien un taux de change fixe entre le Canada et les États-Unis, Canada Québec et le reste de États-Unis, de façon, justement, à réduire les coûts de transaction qui seraient de plus en plus élevés suite à la globalisation des marchés. Alors, je pense que j'ai assez parlé.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, professeur Fortin. Je cède la parole au député de Lac-Saint-Jean. M. le député.

**M. Brassard:** M. le Président, j'aurai uniquement une remarque à faire et une question à poser. Mon collègue de Labelle prendra la relève. Ma remarque est la suivante, M. Fortin. Tout d'abord, je voudrais vous remercier pour votre exposé extrêmement clair, limpide, compréhensible pour des profanes comme je le suis et, donc, d'avoir participé aux travaux de cette commission. Ma remarque est la suivante. Il y a un discours de plus en plus présent sur la scène politique québécoise et canadienne actuellement et c'est le suivant. C'est le discours qui présente les choses comme si seuls les Québécois étaient des êtres de chair et d'os avec des intérêts et des besoins et que, dans cette situation où cette présentation, les Canadiens anglais, eux, par contre, seraient assimilables à des êtres spirituels à peu près de même nature que les anges, les archanges et les chérubins, donc n'étant pas affligés d'intérêts basement matérialistes. Ils n'ont pas d'intérêts.

(11 h 15)

Par conséquent, dans cette perspective-là,



dans ce discours-là qu'on entend de plus en plus, quand on parle de marché commun ou de maintien de l'espace économique Canada ou de maintien de la libre circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services, dans ce discours-là, les avantages qui sont à retirer d'une telle situation et du maintien d'un tel espace économique Canada-Québec sont juste du côté des Québécois. Il y a juste les Québécois qui ont intérêt au maintien de cet espace économique. Il y a juste les Québécois qui ont intérêt au maintien de l'union monétaire et de la conservation de la même monnaie. Les Canadiens anglais, eux, sont des êtres spirituels qui n'ont pas de besoins ni d'intérêts, qui n'ont que de fines émotions et des sentiments élevés, éthérés. Alors que j'ai le sentiment, même si je suis un profane comme vous le savez, j'ai l'impression pourtant que – et j'ai pris connaissance de votre présentation, il me semble que c'est ça que vous dites également – j'ai l'impression et la conviction que – parlons de l'union monétaire puisque c'est ça le sujet de ce matin – les Canadiens anglais, le Canada anglais dans son ensemble, auraient probablement plus d'intérêts et d'avantages au maintien de l'union monétaire dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté, et que donc, par conséquent, ils auraient intérêt, très rapidement, dans l'éventualité où les Québécois décident majoritairement et démocratiquement de faire du Québec un pays, ils auraient intérêt, très rapidement, à discuter, négocier et à s'entendre le plus vite possible, sans créer une situation d'incertitude trop longue, à s'entendre le plus vite possible avec le Québec pour dire: On maintient l'union monétaire, on maintient la même monnaie.

Moi, la question que je vous pose, M. Fortin – on a parlé évidemment surtout beaucoup du Québec – mais j'aimerais, comme spécialiste des questions monétaires, que vous me disiez et que vous disiez à la commission quels sont les avantages que retirerait le Canada anglais au maintien de l'union monétaire, quels sont ses intérêts à maintenir l'union monétaire, quels seraient les inconvénients à laisser se créer une situation d'incertitude, quels seraient les inconvénients pour le Canada anglais. Ça aurait quoi comme effet sur les marchés financiers, sur les marchés d'échange, ça aurait quoi comme effet sur les créanciers étrangers du Canada qui détiennent des créances en dollars canadiens? En d'autres termes, qui a le plus? Le Québec aurait intérêt à maintenir une union monétaire – je pense que c'est clair, c'est ce que vous nous dites – mais le Canada anglais a-t-il aussi, et même peut-être davantage, intérêt au maintien de l'union monétaire dans l'hypothèse, dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté?

**M. Fortin:** Alors, il y a différents éléments de réponses à votre question. Peut-être que je

devrais soulever un point très important dans l'analyse monétaire de l'accession dans les pays qui accèdent à la souveraineté: c'est que les avantages de l'union monétaire sont communs entre le Québec et le reste du Canada. Ils sont communs parce que quand il y a des échanges, quand les pays échangent les uns avec les autres, c'est parce qu'ils ont avantage. Il y a des échanges sur les marchés qui sont mutuellement avantageux; les deux y gagnent. Et comme je l'ai mentionné tantôt, l'introduction d'une monnaie québécoise engendrerait l'équivalent de barrières tarifaires. Le reste du Canada n'est pas, à mon avis en tout cas, ceux qui échangent avec le Québec n'ont pas avantage à ce qu'il y ait des barrières tarifaires plus élevées. Au contraire, ils ont avantage à avoir un marché le plus large possible pour faire des profits. C'est ça qu'ils veulent. Ils veulent faire des profits. S'il y a une nouvelle monnaie qui accroît les coûts de transaction non seulement au Québec, mais dans le reste du Canada, il y a ces gains-là à l'échange qui sont communs aux deux et je vous soumets que ça pourrait possiblement être 1 % ou 2 % du PIB qui pourraient être détruits dans le reste du Canada – possiblement plus que ça – si on utilisait une monnaie québécoise. Donc, il y aurait des pertes et, effectivement, je suis tout à fait d'accord avec vous que le reste du Canada a tout avantage à ce qu'on utilise la même monnaie.

D'ailleurs, si on n'utilisait pas la même monnaie, il y aurait une fragilité plus grande de la monnaie canadienne puisqu'elle serait définie sur une aire économique beaucoup plus petite qu'elle ne l'est actuellement. Ça pourrait engendrer de l'instabilité sur les marchés. Plus l'aire économique est importante, de l'utilisation d'une monnaie, plus ça réduit les risques, le niveau de l'incertitude. Donc, de ce point de vue là aussi, le reste du Canada a avantage. Et là-dessus, ce qu'il est important de noter, c'est que les désavantages à utiliser une monnaie québécoise sont communs, sont partagés entre le reste du Canada et le Québec alors que le Québec, lui, a des bénéfices. J'en ai parlé. Le Québec a des bénéfices à utiliser sa propre monnaie en termes d'autonomie monétaire, etc., ce que n'a pas le reste du Canada. C'est pour ça, d'ailleurs, que les pays qui accèdent à la souveraineté ont des incitations à introduire, à plus ou moins long terme, leur propre monnaie parce que les désavantages d'utiliser une propre monnaie sont communs alors que les avantages sont domestiques, sont privés. Cette asymétrie-là explique en partie pourquoi tous les pays qui ont accédé à la souveraineté ont eu tendance à utiliser leur propre monnaie. Mais, encore une fois, il y a des forces, j'en ai parlé tantôt, qui contrecarrent cette possibilité-là. Cependant, en ce qui concerne le Québec, cette asymétrie joue peut-être moins parce que les bénéfices d'utiliser sa propre monnaie pour le Québec seraient seulement à

long terme et pas à court terme parce qu'il y a des problèmes de crédibilité. On a déjà une union monétaire, de sorte que la désintégration politique n'engendrerait pas nécessairement la désintégration monétaire même si l'accession à la souveraineté engendre souvent la création d'une nouvelle monnaie, c'est-à-dire que ce n'est pas nécessairement symétrique. Je ne sais pas si je réponds à votre question.

**M. Brassard:** Oui. Juste peut-être sur un petit détail. Les institutions financières au Canada, les banques à charte, en fait toutes sortes d'institutions financières, les compagnies de fiducie, d'assurances, advenant la décision majoritaire et démocratique des Québécois d'accéder à la souveraineté, qu'est-ce que vous pensez qu'elles auraient très rapidement comme réaction, ces grandes institutions financières? Est-ce qu'elles iraient dans le sens que vous évoquiez tantôt? Elles feraient des pressions très fortes et très rapidement auprès des autorités canadiennes pour éliminer toute période d'incertitude, donc annoncer les couleurs très rapidement et dire qu'elles sont prêtes à maintenir l'union monétaire.

**M. Fortin:** Ça me semble évident. Les institutions financières n'ont pas avantage à ce qu'il y ait deux monnaies, deux types de réglementation. Les banques à charte qui devraient détenir des réserves à la Banque du Canada, à la Banque du Québec, etc., à cause des succursales, tout ça engendrerait des coûts de transaction et aussi, ce que vous mentionnez, des coûts d'incertitude associés, en particulier, à la phase de transition. Il y a le discours actuel qui, dans le reste du Canada, vise à faire peur parce qu'ils n'ont pas d'incitation à la souveraineté du Québec nécessairement...

**M. Brassard:** C'est parce qu'ils manquent de précisions aussi, c'est ça.

**M. Fortin:** ...mais advenant que la décision soit prise, ils auraient avantage aussi à maintenir un climat de stabilité et d'harmonie. Ça, c'est tout à fait évident. C'est évident, mais il y a des guerres. Je veux dire que ça existe des problèmes, des situations non harmonieuses, des situations d'amertume, d'âcreté. Albert Breton, qui est un économiste très connu de l'Université de Toronto, disait que, pour lui, c'était tout à fait possible que, advenant la souveraineté du Québec, le reste du Canada impose des barrières tarifaires de 25 %, 30 % sur les biens importés même si ça impose des coûts. Mais à cause d'une réaction émotive, si vous voulez. C'est possible. Le problème, comme je vous ai dit tantôt, c'est qu'il y a peu d'expériences historiques de ce qu'on vit actuellement au Québec et, par conséquent, ça laisse place à toutes sortes de scénarios, soit très optimistes, soit très pessimistes.

Moi, je suis agnostique de nature. Dans le doute, abstiens-toi. Je ne sais pas mais, sur le plan rationnel, je suis tout à fait d'accord avec vous que, sur le plan de la rentabilité des entreprises dans le reste du Canada, il y a avantage à ce que le climat financier soit le plus stable et le plus harmonieux possible.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Verdun.

**M. Gauthier:** Alors, merci, M. le Président. Je voudrais aussi vous féliciter pour votre exposé. À la clarté de ce que vous avez dit, j'aurais énormément de questions à vous poser. Je vais en poser quelques-unes, simplement. Ma première question, je vais revenir sur l'hypothèse d'une monnaie québécoise. Je veux regarder comment ça pourrait se passer, en fonction des épargnes, parce que vous avez trois fonctions à la monnaie. Vous avez bien expliqué ça. Il y a une fonction aussi de réserve de la richesse individuelle. Alors, qu'est-ce qui arriverait sur les épargnes individuelles, advenant la création d'une monnaie québécoise? Deuxièmement, en codicille à ça, qu'est-ce qui se passerait pour l'économie québécoise ou canadienne, si les épargnants ou les petits déposants transformaient rapidement leurs avoirs dans une monnaie autre que la monnaie même canadienne, qui pourrait être la monnaie américaine ou une monnaie étrangère, de manière à protéger l'actif de leurs épargnes? Alors, il y a deux volets à ma question, à ma première question. Si je pouvais en poser une deuxième, j'en aurais une deuxième, après.

**M. Fortin:** Bon! Cette question-là est importante, je pense. Qu'est-ce qui arriverait aux épargnes québécoises? D'abord, les épargnes québécoises devraient être redéfinies, devraient relibeller la rentabilité, le rendement de ces épargnes-là, en termes d'une nouvelle monnaie. La question, par exemple, dans l'option d'une monnaie québécoise à parité avec la monnaie canadienne, à ce moment-là, le problème se poserait relativement peu, puisqu'on aurait un dollar québécois pour un dollar... Il y aurait un problème de risque, effectivement, et d'incertitude, si on adoptait une monnaie québécoise et qu'on laissait le taux de change fluctuer ou, du moins, le marché anticiper des variations du taux de change.

Ce qui voudrait dire que, si, par exemple, le rendement de vos épargnes est "libellé" en dollars canadiens, dans le futur, dans 10 ans, dans 15 ans, ce serait quoi, la valeur de ces épargnes-là? En termes de la nouvelle monnaie, quelle serait la valeur dans 10 ans, dans 15 ans? Donc, vous auriez un risque à assumer, d'une certaine façon. Un risque d'incertitude, parce que vous connaîtriez mal le pouvoir d'achat de cette monnaie dans 10 ans ou dans 15 ans. Donc, ça

peut créer un problème d'incertitude. C'est pour ça, d'ailleurs, qu'en ce qui concerne la phase de transition je pense que le Québec, s'il introduisait sa propre monnaie – ce qui n'est pas sûr du tout, moi, j'argue en faveur qu'il ne devrait pas utiliser sa propre monnaie – aurait avantage à stabiliser les... à ce que la valeur de la monnaie soit à parité avec le dollar américain, justement pour réduire ces problèmes d'incertitude, à court terme en tout cas, générés sur les marchés.

En ce qui concerne les mouvements spéculatifs, il y a toute la question, encore une fois, de la crédibilité, de la réputation de la valeur de la monnaie, advenant qu'il y ait une nouvelle monnaie. Alors, ce qui se passerait, probablement, c'est qu'il y aurait une prime de risque sur les taux d'intérêt. C'est qu'il y aurait, possiblement, des mouvements spéculatifs des épargnants qui seraient incités à acheter, à investir ailleurs plutôt qu'au Québec. Qu'est-ce que ça engendrerait? Ça engendrerait des hausses de taux d'intérêt au Québec, relativement au reste du Canada. Donc, ces hausses de taux d'intérêt "réinciteraient", si vous voulez, les épargnants à investir au Québec plutôt que dans le reste du Canada, parce qu'il y aurait une sorte de prime de risque, vous comprenez... Cependant, cette prime de risque serait coûteuse, c'est sûr, pour l'économie, à cause de ses effets sur le secteur réel, sur l'investissement, etc. Mais, encore une fois, tout ça, ça milite en faveur d'une situation d'une union monétaire commune.

(11 h 30)

**M. Gauthrin:** Alors ça, c'est ma deuxième question. Vous avez donné l'exemple de l'Irlande et je pense que ça a été l'exemple d'un pays qui a atteint une pleine souveraineté et a utilisé une monnaie à parité fixe avec la livre sterling. La question que je voudrais vous poser: le partage des droits seigneuriaux – vous avez bien expliqué ce que c'était, puis, etc. – est-ce qu'il y a eu un retour des droits seigneuriaux pour l'Irlande sur le fait qu'elle utilisait la livre sterling ou une livre à parité avec la livre sterling?

**M. Fortin:** Alors...

**M. Gauthrin:** Dans l'exemple purement de l'Irlande et de la Grande-Bretagne.

**M. Fortin:** O.K. Dans la première période, O.K., au début des sept ou huit premières années, comme j'ai mentionné, l'Irlande a utilisé la livre sterling. Donc, à ce moment-là, évidemment, elle se départissait, elle renonçait, si vous voulez, à son droit du seigneur. Après, à partir de 28, si je me rappelle bien, 28-29, elle a introduit sa propre monnaie, mais à parité avec la livre sterling.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'importance du droit du seigneur vient de la possibilité, pour une banque centrale, d'acheter

des obligations du pays, O.K., pour...

**M. Gauthrin:** ...financer la dette.

**M. Fortin:** ...pour financer la dette. Cette possibilité-là est limitée par le fait que la banque centrale doit aussi détenir des réserves étrangères sur lesquelles elle reçoit très peu d'intérêts pour stabiliser la valeur de la monnaie. Et ce qui s'est passé en Irlande, c'est qu'à court terme, du moins, elle avait un coefficient de réserves internationales très élevé au niveau des actifs de la banque centrale, donc, elle pouvait acheter très peu d'obligations du gouvernement avec ça, à cause des risques spéculatifs sur la valeur de la monnaie. Il fallait qu'elle ait des réserves très importantes de devises, en particulier de livres sterling, pour se prémunir, pour pouvoir intervenir sur les marchés des changes, advenant les fluctuations, advenant des mouvements spéculatifs.

Et à ce moment-là, si vous voulez, dans la mesure où l'Irlande avait une grande partie de ses actifs en réserves internationales, livres sterling, c'est une façon, si vous voulez, de redonner à l'Angleterre son droit du seigneur. En d'autres mots, en taux de change flexible, il y avait possibilité de rapatrier totalement le droit du seigneur, mais en taux de change fixe...

**M. Gauthrin:** Tu ne peux pas.

**M. Fortin:** ...il peut en rapatrier une partie. C'est-à-dire, avant 1971, on était en taux de change fixe, au Canada, et il y avait une fraction, je ne sais pas, 10 % des actifs de la Banque du Canada qui étaient des réserves. Mais il y avait quand même 90 % qui étaient des obligations. Alors là, c'est une question de degré, ça dépend de l'importance des mouvements spéculatifs.

**M. Gauthrin:** Est-ce que je peux poser une troisième question? Mais moi, j'en ai sur une question différente. Sur le rôle de la banque centrale – et là, ça devient plus théorique – vous semblez privilégier, comme un rôle unique, à la banque centrale, celui de lutter contre l'inflation. Vous êtes rentré en disant: Le deuxième élément... les effets d'une politique monétaire sur l'emploi et sur le chômage sont mal connus et on préférerait ne pas y toucher. Je vous rappellerai que dans une autre commission – parce qu'on a deux commissions – votre homonyme, qui est professeur à l'UQAM, notre ami Pierre Fortin...

**M. Fortin:** Qui est mon frère, aussi.

**M. Gauthrin:** Qui est votre frère? Ah, bon. Alors, lui, défendait...

**M. Fortin:** On diversifie notre portefeuille.

**M. Gauthrin:** Oui. Mais lui défendait, disons... Alors, vous connaissez sa position, défendait...

**M. Fortin:** Non, je ne connais pas sa position.

**M. Gauthrin:** Il défendait... Disons, il intervenait par rapport... Non pas sur l'accession du Québec à la souveraineté, il intervenait sur les offres. Il intervenait sur le libellé, actuellement, dans les propositions...

**M. Fortin:** ...du fédéral.

**M. Gauthrin:** ...qui sont faites par le gouvernement fédéral, il intervenait sur le fait que dans les propositions, actuellement, du gouvernement fédéral, on limite l'action de la banque centrale uniquement à la lutte contre l'inflation et on ne touchait plus, à ce moment-là, sur la deuxième variable contenue dans la loi constitutive de la Banque centrale du Canada actuelle, qui était celle de vouloir lutter et diminuer le chômage ou, si vous voulez, maximiser l'emploi. Là, je voudrais savoir comment vous vous positionnez par rapport au rôle de la banque centrale. J'ai eu l'impression, à écouter votre exposé, que pour vous, les banques centrales ont un mandat très clair, c'est-à-dire lutter contre l'inflation. Donc, pouvant être relativement neutres par rapport aux différents gouvernements. Et vous étiez relativement non-partisan d'une intervention sur la question de l'emploi, par le biais de la politique monétaire. Est-ce que j'ai bien compris ce que vous avez essayé de nous dire, ou quoi?

**M. Fortin:** Vous avez assez bien compris. Je pense que le rôle primordial de... Ce que peut faire la monnaie...

**M. Gauthrin:** Mais c'était en divergence avec votre frère, je crois.

**M. Fortin:** J'ai le droit. Ha, ha, ha!

**M. Gauthrin:** Excusez.

**Une voix:** Vous en discuterez aux Fêtes. Je les ai identifiés trois fois.

**M. Fortin:** Mais, c'est ça.

**Une voix:** ...ils pourront régler ça ailleurs.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Fortin:** Mais on s'entend très bien, par ailleurs.

**M. Gauthrin:** Ah mais, ce n'est pas de la contestation.

**M. Fortin:** S'il n'y avait pas de discussion, ça ne serait pas intéressant. Alors, ma position là-dessus, c'est que le rôle primordial d'une des banques centrales, c'est d'établir un climat, O.K., un climat stable, un climat monétaire stable qui facilite les échanges dans les... On connaît assez les coûts de l'inflation pour savoir que l'inflation engendre de l'incertitude, des réductions dans les échanges, des problèmes financiers très sérieux. Ce que peut faire la politique monétaire, c'est d'établir un climat qui favorise les échanges, où les gens peuvent calculer plus facilement les contrats, à court et à long termes, sur les marchés, parce qu'ils sont sûrs de faire face à des prix stables dans l'avenir.

Je vous soumets qu'il n'y a pas de contradiction entre le rôle de l'inflation et le rôle de la lutte contre le chômage. Au contraire, les études récentes semblent montrer qu'il y a une relation positive entre l'inflation et le chômage. C'est dans les économies où les taux d'inflation sont les plus élevés, qui sont aussi les économies aussi où le taux de chômage, à long terme du moins, est le plus élevé. De sorte qu'il n'y a pas de contradiction, nécessairement, du moins à long terme, entre la recherche d'une stabilité monétaire, d'une stabilité des prix par la banque centrale et la recherche d'un taux de chômage le plus faible possible. Au contraire, la stabilité des prix permet, à long terme, des échanges, une efficience plus grande des marchés – sur tous les marchés – et permet, justement, de réduire, les primes de risque sur les marchés financiers, en particulier, de réduire les taux d'intérêt réels dans l'économie et, donc, de stimuler l'économie et de favoriser la lutte contre le chômage. Ça, c'est à long terme, de sorte que, même si je trouve que le libellé est assez fort, hein, de bâtir... c'est ça... bâtir... Je ne sais pas.

**M. Gauthrin:** Bâtir un... Canada ensemble, oui...

**M. Fortin:** Ce libellé, de limiter la politique monétaire au rôle de l'inflation, je n'irais pas jusque-là. Je dirais: C'est une condition nécessaire pour avoir un environnement stable, pour atteindre d'autres objectifs. Et d'ailleurs, c'est ce qu'on fait. C'est ce que le gouverneur de la Banque du Canada fait depuis quelques années, hein? Et même s'il avait d'autres objectifs, il s'est orienté, lui, vers cet objectif-là.

Je voulais mentionner aussi que... Je voulais rappeler que, pour moi, l'utilisation de la politique monétaire pour stimuler, à court terme, l'économie, c'est dangereux. Et si vous regardez... Et la performance de la politique monétaire canadienne n'a pas été si mal que ça, dans les dernières années, à comparer, par exemple, aux années soixante-dix où la politique monétaire a été extrêmement expansionniste. Ça allait bien, sauf que ce qui s'est passé, c'est que l'inflation s'est mise à s'accroître, à atteindre deux chif-

fres, etc. Et qu'est-ce qu'on a été obligé de faire pour rétablir une stabilité? On a été obligé de créer la récession de 1981-1982, une grave récession qui a été créée délibérément par les banques centrales canadienne et américaine, de façon à rétablir une réputation sur la stabilisation des prix. C'est facile de stimuler artificiellement l'économie par des politiques monétaires expansionnistes, sauf que c'est très coûteux parce que ça détériore la réputation des autorités monétaires sur les marchés financiers. Ça a pour effet, à long terme, d'accélérer l'inflation, surtout dans les petites économies ouvertes. Si vous dévaluez, souvent on propose... plusieurs économistes proposent de réduire la valeur du dollar canadien à 0,80 \$ et de la fixer là, O.K.? Ça peut stimuler, effectivement, artificiellement, l'économie, sauf qu'il peut y avoir des coûts importants aussi, des coûts en termes d'inflation. Si l'inflation se met à s'accroître, que ça génère une spirale inflationniste, surtout avec la TPS, TVQ au Québec, ça peut engendrer des mouvements, des anticipations, des attentes inflationnistes, qui peuvent être très difficiles, à long terme, à contrecarrer. Donc, il y a des arbitrages à faire, qui ne sont pas faciles, entre le court terme et le long terme. Je vous soumets que ce que la politique monétaire peut bien faire, on le sait, c'est d'avoir une stabilité monétaire.

D'ailleurs, quand on regarde la politique monétaire un peu partout, elle n'est pas stable. Elle est, au contraire, procyclique. Par exemple, la politique monétaire canadienne, pendant deux trimestres de 1990, a été très restrictive et c'est une des causes avec d'autres choses – ce n'est pas la seule – du prolongement de la récession. Quand on a eu une récession économique au début des années quatre-vingt, c'est parce que les politiques monétaires canadienne et américaine étaient très restrictives. Si on visait un taux de croissance stable de la masse monétaire, que c'était défini par un grand décret monétaire, la performance, à mon avis, de la politique monétaire, serait non seulement mieux en termes d'inflation, mais mieux en termes de stabilité économique.

**M. Gauthrin:** Une dernière petite question. Est-ce que, pour vous, union monétaire et union politique devraient aller de pair?

**M. Fortin:** Union monétaire et union politique?

**M. Gauthrin:** Union monétaire et union politique devraient-elles aller de pair?

**M. Fortin:** Non. Je pense qu'on peut avoir une union monétaire sans une union politique, sauf que... Ça se peut, dans les faits. On peut, par exemple, au Québec utiliser la monnaie canadienne et, comme je l'ai mentionné, le reste du Canada pourrait difficilement empêcher le

Québec d'utiliser sa propre monnaie. Cependant, bien sûr, idéalement, pour moi, une union monétaire, ça implique la représentativité des membres, en particulier du Québec, à la banque centrale. Ça implique, donc, comme je l'ai mentionné, une sorte d'autorité supranationale, si vous voulez, ou mixte, Québec-Canada, mais ça ne veut pas dire nécessairement une union économique totale. Si vous regardez ce qui se passe dans la Communauté économique européenne, c'est sûr qu'on évolue vers une union monétaire, mais les pays conservent, quand même, une partie du moins de leur autonomie politique.

**M. Gauthrin:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Merci, M. Fortin, de votre exposé. Je voudrais d'abord dire une chose. Je suis d'accord avec vous que lorsque l'indépendance arrivera, les milieux financiers vont peser très lourdement dans la balance pour qu'il y ait des négociations. Quand je dis très lourdement, je pense de façon déterminante, à mon point de vue, parce qu'il y a quand même des affaires qui se font, beaucoup d'affaires, beaucoup d'échanges Toronto-Montréal, notamment. C'est une masse importante de circulation des capitaux qui sont libellés en monnaie.

Maintenant, on nous dit, on serine dans les médias comme un peu partout qu'il n'y aurait pas de négociation, que le Canada anglais s'opposerait. Je pense qu'on essaie de créer un peu d'insécurité à partir de là. J'imagine que vous y avez pensé. Votre réponse, tout à l'heure, ça a été de dire que ça imposerait, au Canada, d'instaurer un contrôle des changes. Est-ce qu'on pourrait faire aussi une autre hypothèse à l'effet que, comme il pourrait difficilement imposer un contrôle des changes et qu'il y aurait une pression considérable à l'encontre de la monnaie canadienne, au fond, ça imposerait au Québec lui-même d'avoir sa propre monnaie ou d'adopter la monnaie américaine et, en contrepartie aussi, au Canada anglais de glisser vers la monnaie américaine elle-même? Est-ce que vous ne pensez pas que ça peut être un scénario qui soit envisageable, compte tenu que les Québécois détiendraient une masse monétaire flottante d'environ 100 000 000 000 \$ sur la monnaie canadienne et que, pour se protéger, ils prendraient quelques assurances du côté des Américains?

J'ai examiné aussi un peu votre quatrième scénario: taux de change fixe avec le dollar américain. Je trouve que vous l'étudiez uniquement en fonction de certains désavantages pour mieux renchasser votre hypothèse qui est celle du dollar canadien ou de l'union monétaire

canadienne. En regardant un peu votre texte, il me semble que, finalement, lorsqu'on regarde les avantages que vous attribuez à l'union monétaire canadienne, on pourrait très bien tous les reporter à l'union monétaire américaine sur l'ensemble du continent, compte tenu qu'à un moment donné le libre-échange va s'étendre à peu près à tout le monde et que les pressions du commerce vont faire en sorte que ça va s'accroître nord-sud. Donc, l'évolution va faire en sorte qu'on va glisser davantage vers la monnaie américaine.

(11 h 45)

En d'autres termes, si je vais plus loin, est-ce que l'évolution à court terme ça peut être d'adopter la monnaie canadienne? Si jamais les Canadiens étaient très récalcitrants, on pourrait très bien envisager le scénario monnaie américaine à court terme aussi, avec, effectivement, des ajustements, si je comprends bien, mais dans les 40 % du commerce extérieur qui restent au Québec vis-à-vis de l'extérieur, il y a une grande partie qui est américaine, déjà 35 %, et l'avenir c'est que ça se multiplie par deux. Puis, le long terme, on pourra envisager éventuellement une monnaie québécoise à partir du moment où la crédibilité aura été assurée. Alors, j'aimerais savoir ce que vous pensez d'un scénario autre que le contrôle des changes de la part du Canada.

**M. Fortin:** Je vais d'abord répondre à votre question sur la monnaie américaine. Je pense que j'ai mentionné que la monnaie américaine est une option tout à fait viable et envisageable, mais comme je l'ai mentionné aussi, elle me semble moins naturelle compte tenu qu'actuellement on échange beaucoup plus avec le reste du Canada qu'avec les États-Unis. Je suis d'accord avec vous aussi que ça, ce n'est pas figé dans le ciment. C'est très possible qu'à court terme, ce soit optimal d'utiliser la monnaie canadienne, qu'on poursuive une union monétaire avec le reste du Canada. Mon option à long terme, c'est une union monétaire pure...

**Une voix:** Nord-américaine.

**M. Fortin:** ...nord-américaine. Et je prédis, à très, très long terme, une monnaie mondiale. Si on s'oriente vers des économies qui échangent de plus en plus les unes avec les autres, on s'oriente vers des coûts de transaction de plus en plus faibles: mondialisation des marchés, technologies qui se diffusent à une rapidité éclair, marché financier. Vous pouvez tout de suite, en une seconde, savoir les taux d'intérêt au Japon, etc. Donc, il y a des pressions à l'utilisation soit d'une monnaie mondiale — je vais peut-être un peu loin — mais vers l'utilisation de blocs monétaires, d'un certain nombre très limité de monnaies reliées entre elles par des taux de change fixes, de façon à faciliter des échanges,

parce que l'expérience historique montre que les fluctuations de taux de change ça réduit les échanges et ça crée de l'incertitude. L'importance du commerce international a été affectée par Bretton Woods, par le fait qu'on élimine Bretton Woods au début des années soixante-dix, puis qu'on s'oriente vers des taux flottants. Et c'est pour ça d'ailleurs qu'en Europe on s'oriente de nouveau vers des monnaies qui sont reliées les unes envers les autres par des taux de change fixes...

**M. Léonard:** Un serpent.

**Une voix:** On réduit le serpent monétaire.

**M. Léonard:** C'est le serpent monétaire.

**M. Fortin:** ...avec une certaine marge. D'ailleurs, si vous regardez l'impact de ça, c'est qu'il y a une convergence des taux d'inflation: de 1979 à 1991, c'est incroyable la convergence qu'il y a eu entre les taux d'inflation dans les différents pays de la Communauté économique européenne, justement parce que avant qu'on introduise ce système-là, les pays utilisaient leur propre monnaie; il n'y avait pas de discipline imposée par l'ensemble, si vous voulez, à chacun des pays et il y avait des taux d'inflation élevés. Les termes de l'échange variaient. Ça créait de l'instabilité, des incertitudes et l'introduction d'un système monétaire européen a produit une convergence des taux d'inflation qui serait encore plus forte, bien sûr, si on avait une véritable union monétaire plutôt que des monnaies reliées par des taux de change fixes. Encore une fois, j'ai déjà mentionné que des taux de change fixes, ce n'est pas la même chose qu'une véritable union monétaire. Il y a des taux d'intérêt. Il peut y avoir des écarts importants des taux d'intérêt à cause de toutes sortes de primes de risque associées aux dévaluations possibles, etc., qui peuvent se produire dans des systèmes où les monnaies sont reliées entre elles par des taux de change fixes, mais qui ne se produisent pas quand les monnaies sont une union monétaire pure.

En ce qui concerne les contrôles des changes, moi aussi je trouve que ce n'est pas une option envisageable. Que le reste du Canada refuse que le Québec utilise la monnaie canadienne par l'introduction d'un contrôle des changes, ça me semble tout à fait aberrant. Ce serait aberrant. Il faut mentionner ici — je ne sais pas si je l'ai fait — que les contrôles des changes ne devraient pas être uniquement entre le Québec et le reste du Canada...

**Une voix:** Ailleurs.

**M. Fortin:** ...ils devraient être pour l'ensemble parce qu'il y aura toujours... Si on introduisait un contrôle des changes unilatéral

sur le Québec, qu'est-ce que ça aurait pour effet?

**Une voix:** On serait poussé à vivre à New York.

**M. Fortin:** Ça aurait pour effet d'inciter des entreprises étrangères à acheter des dollars canadiens et à les revendre ensuite au Québec et faire un petit profit entre les deux. Donc, il faudrait qu'il y ait l'introduction du contrôle des changes non seulement vis-à-vis du Québec, mais vis-à-vis de l'ensemble des pays, ce qui serait tout à fait aberrant pour...

**M. Léonard:** Bon! Alors, poursuivons l'hypothèse, M. le Président. Ils refusent de négocier, qu'est-ce qui arrive? S'ils font un contrôle des changes au bout de deux semaines ou de six mois, il va être obligé de l'abandonner, le Canada anglais. Alors, qu'est-ce qui arrive? Il y a un autre scénario qui doit se passer. Ou bien ils négocient ou il y a autre chose qui se passe. Les Québécois détiennent pour des milliards, 100 000 000 000 \$ dit-on de monnaie canadienne, sur la Banque du Canada ou sur l'économie canadienne.

**M. Fortin:** Là, il y a plusieurs scénarios possibles. Vous me demandez de regarder dans une boule de cristal. Encore une fois, il y a très peu d'expériences historiques sur lesquelles je peux me baser.

**M. Léonard:** C'est parce que c'est vraiment l'hypothèse qu'on fait circuler. Effectivement, je trouve que, comme vous dites, le contrôle des changes, c'est aberrant. Poursuivons! Il y a probablement d'autres scénarios.

**M. Fortin:** J'imagine que le Québec va entamer des négociations avec le reste du Canada pour...

**M. Léonard:** On l'offre, mais ce sont eux qui ne veulent pas s'asseoir.

**M. Fortin:** Oui, mais vous ne le savez pas. Il y a maintenant et il y a le futur.

**M. Léonard:** Moi, je le propose, de négocier, mais eux ne veulent pas s'asseoir. Les adversaires disent ça. Ils voudraient ne pas s'asseoir.

**M. Fortin:** Mais ils ne s'assoieront jamais maintenant.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** Bien! O.K. Mais au-delà de ça.

**M. Fortin:** C'est ça. Encore une fois...

**M. Léonard:** Si vraiment il y a un refus systématique de négocier, le Québec...

**M. Fortin:** Mais le Québec peut toujours vouloir...

**M. Léonard:** ...peut toujours l'utiliser...

**M. Fortin:** ...utiliser la monnaie...

**M. Léonard:** ...il peut toujours le faire, à part ça, indépendamment, à moins qu'il y ait contrôle des changes, ce qui a sa propre aberration. Mais au-delà de ça, à un moment donné, il y a un dénouement quelconque où le Québec crée sa propre monnaie, supposons. Ou la monnaie américaine?

**M. Fortin:** Un scénario que je vous soumetts...

**M. Léonard:** O.K.

**M. Fortin:** ...et ça me plaît beaucoup...

**M. Léonard:** C'est là-dessus que je veux vous entendre, vos scénarios. Ha, ha, ha!

**M. Fortin:** Le scénario que je vous soumetts, c'est le scénario qui a été présenté par David Laidler en particulier et par Peter Howitt de l'Université d'Ontario. C'est une régionalisation de la représentativité à la Banque du Canada, l'idée étant qu'actuellement le pouvoir de la Banque du Canada est très centralisé. Alors, les membres du conseil d'administration de la Banque du Canada, les directeurs, sont nommés par le gouvernement fédéral qui nomme John Crow, nomme le gouverneur, mais il y a un droit de veto du gouvernement fédéral là-dessus. Les régions ne sont pas représentées. Même si les 12 directeurs sont supposés représenter les régions, en fait, ils ne sont pas nommés par les régions. Une décentralisation de la politique monétaire avant l'accession du Québec à la souveraineté, si ça se passe, pourrait faciliter, si vous voulez, le fait que le Québec soit représenté à la Banque du Canada, dans la mesure où il serait déjà là comme région à part entière, comme dans le modèle suisse, dans le modèle allemand ou le modèle américain où les présidents des banques centrales régionales sont des représentants à la banque centrale et font part de leurs demandes en ce qui concerne la politique monétaire. De ce point de vue là, ça faciliterait, au niveau politique... ça créerait une volonté politique plus grande de la part du reste du Canada de négocier avec le Québec, puisqu'il serait déjà là.

**M. Léonard:** Oui. Je comprends fort bien, mais là, vous embarquez dans le scénario négociations. Ce que nous proposons, et nous pensons que le Canada anglais n'a pas de moyens d'y

échapper ou, en tout cas, ça lui coûterait tellement cher que ça aurait peu d'intérêt pour lui. Mais supposons que – moi, je veux poursuivre dans le scénario des catastrophistes, n'est-ce pas? – ils ne veulent pas négocier, qu'est-ce qui se passe? On dit tout de suite que le contrôle des changes, c'est une aberration. J'ai l'impression aussi que c'est une aberration. C'est pas possible dans le monde moderne, ça ne tiendra pas très longtemps. Mais qu'est-ce qui se passe s'ils refusent de négocier? Est-ce que c'est impossible qu'ils ne négocient pas? Ils vont négocier, moi je pense que oui.

**M. Fortin:** Moi, je pense que oui aussi, mais...

**M. Léonard:** Mais ceux qui disent qu'ils ne négocieront pas, qu'est-ce que vous leur répondez, qu'est-ce que vous leur dites? Comment ça peut se faire?

**M. Fortin:** Il y a un scénario possible: c'est qu'ils ne veulent pas négocier puis le Québec utilise sa propre monnaie et puis la monnaie canadienne s'en trouve fragilisée sur les marchés et...

**M. Léonard:** C'est exactement ce que je disais dans la question que je vous posais tout à l'heure. S'ils ne négociaient pas, la monnaie canadienne s'en trouverait fragilisée à tel point que peut-être ils seraient obligés ou de négocier ou de se retourner du côté des Américains pour supporter leur monnaie.

**M. Fortin:** Ou d'adopter un taux de change fixe vis-à-vis de la monnaie américaine. Ce serait une possibilité... Mais ça, ce serait une bonne chose, une monnaie...

**Une voix:** Un taux de change fixe.

**M. Fortin:** Une seule monnaie ou une monnaie...

**M. Léonard:** Bon, on glisse vers la monnaie américaine urbi et orbi sur le continent nord-américain?

**M. Fortin:** Oui.

**M. Léonard:** C'est ça qu'on est en train de dire?

**M. Fortin:** Et personnellement, je suis en faveur d'une monnaie américaine, mais avec un organisme qui soit assez indépendant du gouvernement. D'ailleurs, la politique monétaire américaine est assez indépendante des autorités gouvernementales américaines, quoique Greenspan ait été nommé par le président. Mais, en tout cas, il y a une grande autonomie quand même en

politique monétaire, à la fois au Canada et aux États-Unis, même s'il y a quand même...

**M. Léonard:** Je suppose que ça n'impliquerait pas une union politique non plus?

**M. Fortin:** Bien, en tout cas, moi je suis en faveur d'un libre-échange et d'un marché commun, si possible, à long terme. Je pense qu'un des coûts les plus importants qu'on a vécus dans les économies depuis 1900, c'est des barrières au niveau de la main d'oeuvre. Aux États-Unis par exemple, au début du siècle, il n'y avait pas de barrière d'émigration et la croissance économique était extrêmement élevée. C'est pas vrai que les immigrants, c'est mauvais. Les immigrants, ça peut engendrer, au contraire, une croissance économique très forte.

**M. Léonard:** Je suis d'accord. Je suis très d'accord.

**M. Fortin:** Je suis plutôt en faveur de libéraliser les échanges, décentraliser les gouvernements plutôt que centraliser et d'introduire des contrôles.

**M. Léonard:** Alors, si je vous interprète bien finalement, s'il y avait vraiment refus de négocier, on glisserait vers la monnaie américaine presque automatiquement.

**M. Fortin:** Non, non.

**M. Léonard:** Ou en tout cas, un taux de change fixe, fixé, arrimé sur la monnaie américaine.

**M. Fortin:** Si on refusait de négocier, on pourrait utiliser la monnaie canadienne. On pourrait toujours continuer à utiliser la monnaie canadienne, je veux dire...

**M. Léonard:** Oui, oui, je suis d'accord.

**M. Fortin:** ...ça, c'est une option possible. Mais je pense qu'à long terme, il y aurait des pressions pour utiliser la propre monnaie, je l'ai mentionné. À court terme, je pense qu'on continuerait à utiliser la monnaie canadienne, même si le reste du Canada ne négocie pas.

**M. Léonard:** En d'autres termes, M. le Président, je conclus finalement que ça négocie et qu'on va garder la monnaie canadienne pour un bout de temps. C'est ça que ça veut dire, au moins.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, alors, sur cette conclusion, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. M. Fortin, dans votre exposé, vous avez fait allusion



qu'il en coûterait environ 1 000 000 000 \$ sur les taux de change si le Québec avait sa propre monnaie. Vous avez établi ce montant-là à partir d'une échelle que vous avez évaluée de 0,4 % à 1 % et vous situiez le Québec à 0,6 % dans cette échelle. Vous avez fait allusion à la Belgique qui, elle, se situerait sur le marché européen à 1 %. Pourquoi se situe-t-elle à 1 %? C'est parce que les francs belges n'étaient pas beaucoup utilisés en Europe. Est-ce que vous croyez qu'un dollar québécois en Amérique du Nord serait plus ou moins utilisé que le franc belge? Pourquoi vous l'établissez à 0,6 % le dollar québécois?

(12 heures)

**M. Fortin:** Parce que la Belgique exporte et importe beaucoup plus que le... je pense que c'est 60 %; il y a un niveau très, très élevé... C'est pas 60 % mais disons que c'est peut-être 50 %, 55 % du produit national brut belge qui est exporté et importé. C'est plus élevé. L'importance des échanges extérieurs de la Belgique avec le reste de la Communauté européenne et le reste du monde en général est plus élevée qu'au Canada. Donc, dans les transactions, les coûts seraient plus élevés en Belgique; ils sont plus élevés en Belgique possiblement qu'au Québec parce que les échanges avec l'étranger sont plus élevés dans ce petit pays qu'au Québec. Ce chiffre-là, je ne mets pas ma tête sur le billot là-dessus. En fait, ça serait drôlement important de faire une analyse semblable – ce qui a été fait pour la Belgique – la refaire pour le Québec advenant la souveraineté. Mais remarquez que ces coûts-là, ce sont des coûts de transaction et des coûts comptables. Ça n'inclut pas les coûts d'incertitude. Et ça, ces coûts d'incertitude, peuvent être plus importants encore que les coûts de transaction et les coûts comptables parce que ces coûts d'incertitude, c'est ça qui crée ce que j'ai appelé des coûts d'efficience dynamique, ce qui fait que les taux d'intérêt... Il peut y avoir des primes de risque sur les taux d'intérêt si on anticipe des variations de la monnaie québécoise, par exemple, la devise québécoise, qui pourraient engendrer, donc, des primes de risque et des taux d'intérêt plus élevés au Québec qu'ailleurs et, en conséquence, une baisse des investissements, une réduction de la consommation de biens durables, une réduction de la consommation, donc, une diminution de l'activité économique en général. Ça, ça me semble encore plus important comme possibilité que les coûts de transaction et les coûts comptables. Mais je suis d'accord avec vous, ce 1 000 000 000 \$... Vous pourriez faire les calculs entre 400 000 000 \$ et 1 000 000 000 \$.

**M. LeSage:** Oui.

**M. Fortin:** 600 000 000 \$, je l'ai mis comme ça parce que c'est un peu mitoyen entre les deux, mais ça ne me semble pas fondamental pour moi. Il faut donner une fourchette de

résultats. Je pense que 1 000 000 000 \$, ce n'est pas figé dans le ciment, c'est ça que je veux dire.

**M. LeSage:** D'accord. Si vous le permettez, j'aimerais qu'on revienne justement aux coûts d'incertitude. Lors du dernier référendum, les Québécois et les Québécoises, en tout cas plusieurs d'entre eux, étaient très inquiets et il y a eu des fuites énormes de capitaux vers soit le reste du Canada ou les États-Unis. Est-ce que vous croyez que ça pourrait se reproduire encore dans la prochaine année? Et ne croyez-vous pas plutôt qu'on devrait ou les souverainistes devraient plutôt dire, et s'engager à le faire, qu'on va maintenir le dollar canadien? Plutôt que de faire comme le chef de l'Opposition, M. Parizeau, comme il le faisait dans *L'actualité*, et dire, je vais le citer: "Monter une monnaie québécoise, ce n'est vraiment pas compliqué techniquement, mais faire en sorte que les gens aient, à l'avance, confiance là-dedans, c'est une autre paire de manches." Alors, quelle est la meilleure façon pour qu'ils aient confiance? Bien, dire qu'on va garder le dollar canadien et, ensuite, on passera à l'étape suivante: beaucoup de gens d'affaires qui étaient les premiers à faire circuler la peur auront moins peur et là, bon, on arrivera avec un dollar québécois. Ça ne sécurise pas trop trop les gens. Alors, est-ce qu'on ne devrait pas dire: On va s'engager à maintenir le dollar canadien plutôt?

**Une voix:** C'est ça qu'on dit.

**M. LeSage:** Vous me dites ça, mais j'aimerais ça que tout le monde dans le parti souverainiste ait la même... Votre chef dit le contraire.

**Le Président (M. Bélanger):** Comme la question a été posée à M. Fortin, on va laisser M. Fortin répondre, s'il le désire bien.

**M. Fortin:** Moi, je suis tout à fait d'accord avec ce que vous dites. Je ne connais pas les dessous des... Je ne connais pas toutes les propositions du Parti québécois, mais, effectivement, pour réduire l'incertitude... Il va y avoir assez d'incertitudes des coûts de transition qui peuvent être relativement élevés. Quelle va être l'importance? Je ne le sais pas. Je veux dire que ça peut... Il y en a qui disent: C'est 1 %, il y en a d'autres qui disent: 10 %. On ne le sait pas. Il n'y a personne qui le sait, il n'y a personne qui a une boule de cristal, on ne le sait pas. Cependant, il y a une chose qui est sûre, c'est qu'il y a des façons de réduire cette incertitude-là et une façon, c'est de dire: On va garder la monnaie canadienne et je pense qu'on devrait... Un gouvernement québécois qui accèderait à la souveraineté devrait se commettre, si vous voulez, à utiliser la monnaie canadienne. Ça, ça

semble très clair. Pendant combien de temps, par exemple, ça, c'est autre chose. Parce que, encore une fois, il y a des pressions. On connaît des expériences historiques assez pour savoir qu'il y a des pressions, à un moment donné, d'utiliser sa propre monnaie, devise domestique.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie.

**M. LeSage:** Si vous permettez, M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. LeSage:** ...j'aurais une autre question. Dans le texte préparé par le secrétariat de la commission, on rappelle que, selon certains auteurs, l'utilisation unilatérale du dollar canadien par le Québec souverain pourrait occasionner des problèmes dans la formation de la politique monétaire canadienne. Vous y avez fait allusion un peu tantôt. On disait aussi, en effet, que le Québec, qui représente le tiers de l'économie canadienne, s'il mettait en œuvre des politiques économiques budgétaires et une réglementation financière trop différentes de celles du Canada, la politique monétaire du Canada en souffrirait. J'aimerais que vous me donniez votre avis sur cette question, par exemple, dans le cadre des propositions fédérales. Tous les intervenants conviennent qu'une harmonisation des politiques fiscales et une concentration accrue doivent être obtenues. Est-ce que, finalement, il ne faudrait pas qu'un Québec souverain utilise aussi les politiques économiques, budgétaires et financières du Canada?

**M. Fortin:** Réponse: non. Je ne pense pas. Je pense que la question d'harmonisation est une question de degré. D'ailleurs, c'est ce qu'on observe, si on regarde la situation actuelle au Canada et aux États-Unis. Les États américains ont des budgets différents, des politiques fiscales différentes, des taux... En Californie, l'impôt indirect est plus élevé qu'au New Hampshire. Il y a des variations. D'ailleurs, c'est une bonne chose, ces variations-là, d'une certaine façon parce que ça reflète les demandes et l'hétérogénéité des préférences des individus pour les biens publics qui sont offerts par différents États, différentes provinces. Ce qui est sûr, par ailleurs, c'est que les coûts de la non-harmonisation sont de plus en plus supportés par les... On ne peut plus les exporter. Ils sont de plus en plus supportés par les provinces ou par les pays eux-mêmes. Si vous faites un déficit, en d'autres mots, si vous voulez comme en Ontario stimuler l'économie en réduisant les taxes et en accroissant les dépenses, vous allez payer. Vous allez payer via des taux d'intérêt plus élevés. Votre cote de crédit va se détériorer. Vous allez l'assumer. Ça va vous coûter plus cher. Vous

pouvez être prêts à le faire, mais ça va vous coûter plus cher de le faire.

Par ailleurs, ce qui est sûr aussi, c'est que le degré d'harmonisation va dépendre de la mobilité des facteurs de production. C'est-à-dire que, si les capitaux sont très mobiles, par exemple, et qu'on introduit une restriction très forte, des contraintes très fortes sur les banques québécoises par rapport aux banques canadiennes, ce qui engendre une baisse de la rentabilité des épargnants, par exemple, des rendements sur les épargnes au Québec par rapport à... Il va y avoir une fuite des capitaux et ça va avoir pour effet de forcer à une certaine harmonisation. Ça, c'est évident.

Au niveau des marchés financiers, à mon avis, on devra s'orienter vers une très forte harmonisation des politiques. Au niveau du marché du travail, c'est moins le cas parce que les travailleurs sont moins mobiles, si vous voulez, que le capital. On peut très bien adopter des politiques de subsides salariaux au Québec par rapport au reste du Canada, sans que le reste du Canada vienne s'installer au Québec parce que c'est plus avantageux à cause des subsides salariaux, du fait que la mobilité n'est pas parfaite, en particulier à cause de la barrière linguistique. Mais ce qui est sûr, c'est que plus la mobilité des facteurs de production des biens est élevée, plus on est forcé d'harmoniser les politiques. C'est ce qui se passe dans la Communauté économique européenne. Le fait qu'on s'oriente vers une union économique et monétaire conduit effectivement, au niveau de la politique agricole par exemple, à un renoncement aux politiques individuelles pour la politique commune de l'ensemble.

Ça ne veut pas dire que tout doit être harmonisé. Ça va dépendre. C'est une question de degré. On peut vouloir ne pas harmoniser la politique d'immigration parce que la mobilité du travail n'est pas parfaite, mais vouloir absolument harmoniser la politique, la réglementation des institutions financières parce que la mobilité des capitaux est extrêmement élevée. Et la seule façon de réglementer différemment et que ce soit possible, ce serait d'introduire des contrôles de change qu'on ne veut pas imposer, de toute façon. Donc, ça dépend. Mais ce qui est sûr, le point sur lequel je suis tout à fait d'accord avec vous, c'est que l'internationalisation, la globalisation des marchés, l'accroissement de la mobilité favorisent une harmonisation de plus en plus grande des politiques.

Par ailleurs, je pense aussi comme j'en ai parlé tantôt, que l'hétérogénéité des préférences favorise aussi des distinctions dans les politiques économiques qui sont possibles d'un pays à l'autre. Par exemple, vous avez deux régions: une région qui veut plus de biens publics, des gens qui sont prêts à avoir plus de biens publics d'éducation, santé, etc., ils sont prêts à payer plus de taxes pour ça, et une autre région, à

côté, eux autres, ils ne veulent rien savoir des taxes, mais ils sont prêts, aussi, à renoncer aux biens publics et à les payer eux-mêmes.

Si les gens, il y a de l'hétérogénéité dans les préférences, qu'est-ce qui va se passer? Il va se passer que les gens qui adorent les biens publics et qui sont prêts à payer des taxes vont se retrouver dans la région où on offre ces services-là et les autres vont se retrouver dans l'autre région et ça va maximiser le bien-être total parce que la concurrence entre les localités va faire en sorte qu'on va offrir à chacun des services qui siéent mieux à leur préférence, compte tenu de l'hétérogénéité.

**M. LeSage:** Si je vous comprends bien, si vous le permettez, M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** Très rapidement.

**M. LeSage:** ...brièvement, si on veut maintenir la circulation des biens et des personnes, il devra y avoir harmonisation dans les différents secteurs.

**M. Fortin:** Vous m'avez compris partiellement. Ce que je voulais dire, c'est qu'il va y avoir une harmonisation, mais pas totale. Ça peut être partiel. L'harmonisation, c'est un slouvaki de plein de choses, ça dépend de ce que vous entendez par "harmonisation", ça dépend de... Ça peut être plus ou moins harmonisé et ce que j'ai dit, c'est que ça va être d'autant plus harmonisé que les capitaux sont mobiles et que les préférences sont homogènes.

Et ce n'est pas sûr que les préférences soient homogènes entre le Québec et le reste du Canada, hein? Et je pense que c'est une des raisons pour lesquelles certains favorisent l'accession à la souveraineté, c'est que les préférences au niveau linguistique sont très différentes, en particulier, entre le Québec et le reste du Canada. Il y a des études économétriques qui semblent montrer que la demande pour certains biens... Quand on met des variables, on contrôle pour les provinces. Ce n'est pas la même chose au Québec, les goûts des gens ne sont pas les mêmes, même que les contrôles pour les revenus ne sont pas les mêmes que pour le reste du Canada, ce qui conduit possiblement à avoir des politiques différentes.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Juste pour rassurer un peu le député de Hull, je pense que l'insistance que l'on met, justement, à pousser le scénario du refus possible par le reste du Canada d'une union monétaire prouve assez le

fait qu'on essaie d'imaginer quels seraient, de leur côté aussi, les avantages qu'ils pourraient y trouver et dans ce sens-là, qu'il y a autant, de leur côté, de désavantages au fait de ne pas participer, finalement, à l'union monétaire. Et dans ce sens-là, je pense que le message est très cohérent de notre part.

J'aimerais revenir, M. Fortin, sur les institutions. Dans le document... Vous l'avez abordé un petit peu tout à l'heure, dans le document que vous aviez présenté à la commission Bélanger-Campeau, vous parliez d'un scénario qui a été d'ailleurs un peu discuté par d'autres de vos collègues économistes concernant l'existence de conseils supranationaux Québec-Canada qui viendraient remplacer – vous dites ça, dans votre texte – le conseil d'administration et la direction de la Banque du Canada. On dit: L'application de cette politique pourrait se faire de façon décentralisée avec la collaboration d'une banque centrale canadienne et d'une banque centrale québécoise.

J'aimerais ça que vous nous expliquiez un petit peu le fonctionnement d'un scénario comme celui-là et surtout qu'on essaie d'envisager quelle serait la base du poids québécois en termes de pouvoir à ces institutions-là? Est-ce que c'est sur la base des capitaux qui sont concernés ou des masses concernées? Quel serait l'élément pour déterminer qu'on a 2 votes, 3 votes, 4 votes sur 10, sur 5 ou autrement? (12 h 15)

**M. Fortin:** Quand on parle de politique monétaire au niveau institutionnel, il y a habituellement deux organismes qu'il faut bien distinguer là: le conseil d'administration, qui est chargé de superviser, de contrôler la politique de la banque centrale et le conseil de comité d'exécution, le conseil de direction plutôt, qui a pour objectif de formuler la politique monétaire et de la mettre en application. Alors, il y a différents scénarios possibles. Le scénario, moi, ici, que j'avais en tête, c'est un scénario où il y aurait maintenant un conseil d'administration commun, aux deux pays entre guillemets, où le Québec et le reste du Canada seraient représentés. J'ai mentionné tantôt que ça serait beaucoup plus acceptable politiquement, un tel scénario, s'il y avait régionalisation de la représentativité, de sorte que l'Alberta serait représentée, d'autres provinces pourraient être représentées aussi. Parce que le problème, c'est l'hétérogénéité aussi, au niveau, dans le reste du Canada. Le reste du Canada, c'est pas homogène, hein! D'ailleurs, si vous regardez la politique monétaire canadienne, les dernières années, par exemple, il y a eu des récriminations incroyables des régions. On disait, par exemple, que la politique monétaire visait à lutter contre l'inflation en Ontario mais entraînait du chômage dans les autres provinces. Alors donc, c'est pour ça que je favorise... Sur le plan politique, je favoriserais plutôt une sorte de régionalisation avec présence,

bien sûr, du Québec au conseil d'administration. Personnellement, je suis en faveur d'une assez grande indépendance, d'une assez grande latitude, comme j'ai déjà mentionné, des autorités monétaires...

**Mme Marois:** Versus les autorités politiques.

**M. Fortin:** ...face au gouvernement, parce que les pressions sont toujours très fortes, parce qu'il y a toujours le court terme et le long terme. Puis pour moi, la politique monétaire, ça devrait viser le long terme plutôt que le court terme. C'est là qu'elle est bonne, la politique monétaire. C'est là qu'elle peut faire des choses très positives. À court terme, c'est dangereux et les pressions politiques peuvent être très fortes pour l'utiliser à court terme. Et, d'une certaine façon, l'utilisation d'une indépendance plus grande des autorités monétaires par rapport au gouvernement introduit une plus grande discipline et, de façon paradoxale, la régionalisation accroîtrait, engendrerait une plus grande discipline, parce que toutes les régions seraient représentées par rapport au gouvernement fédéral qui, lui, pourrait inciter, à court terme, à adopter des politiques monétaires plus ou moins stables pour... instables, pour stimuler artificiellement l'économie. Alors, en ce qui concerne votre question, comment ça se ferait? Pour moi, je ne sais pas. Je veux dire, c'est une question de négociation. Ça doit être négocié, tout ça. Est-ce que, par exemple, certains analystes comme Peter Howitt, suggèrent une représentativité des régions et une représentativité du Québec? Bien sûr seulement au niveau du conseil d'administration. Mais au niveau de la politique, de la mise en place de la politique, du conseil d'administration, ça devrait être comme c'est actuellement, mais là... avec une grande indépendance des autorités monétaires par rapport au gouvernement fédéral. Mais dans le contexte d'une union monétaire avec le Québec, on pourrait penser à ce qu'il y ait aussi des représentants du Québec au bureau de direction de la banque centrale. D'ailleurs, au bureau de direction de la Banque du Canada, actuellement, les régions, ce sont des membres du conseil d'administration qui sont nommés par le fédéral, je pense.

**Mme Marois:** Par le gouvernement, c'est ça. Ça va. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Yiger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Fortin, de ma part, aussi des félicitations pour la clarté de votre document et de l'exposé que vous avez fait tantôt. Si j'ai bien compris, M. Fortin, le début de votre exposé et vos réponses, l'accession du Québec à la souveraineté ne représente aucun avantage objectif en ce qui

concerne la monnaie ou la politique monétaire, mais il faudrait plutôt, justement, minimiser l'incertitude qui va se créer avec l'indépendance du Québec. Est-ce que j'ai bien compris le raisonnement que vous avez fait au début?

**M. Fortin:** Oui. Encore une fois, il faut distinguer le court terme du long terme. À court terme, je suis tout à fait d'accord avec vous. Il n'y a pas avantage, au Québec, d'utiliser une monnaie québécoise. Donc, le statu quo est optimal. C'est ça que je dis. Le statu quo, possiblement, pourrait être bonifié, mais dans la mesure où il y a une négociation, dans la mesure où le Québec aurait une représentativité à la Banque du Canada, ce qu'il n'a pas actuellement. Mais, ça, c'est des vœux pieux, hein! Je veux dire, est-ce que ça pourrait se faire ou non? Encore une fois, via la régionalisation, ça pourrait être une façon de le faire. À long terme, ça, c'est autre chose. À long terme, il pourrait possiblement y avoir des avantages mais, personnellement, je suis d'avis très mitigé là-dessus. Je serais plutôt, encore une fois, un partisan à long terme non pas d'une monnaie québécoise, mais d'une monnaie nord-américaine. Mais je suis d'accord avec vous.

**M. Maciocia:** O.K. Quand vous parlez de régionalisation, M. Fortin, de la régionalisation du conseil d'administration et de la politique monétaire de la Banque du Canada, est-ce que, d'après vous, ce serait plus facile d'avoir cette régionalisation dans le contexte politique actuel ou dans un Québec souverain?

**M. Fortin:** C'est une bonne question. Actuellement, il y a des pressions. Indépendamment de la souveraineté, il y a des pressions vers la régionalisation. Je pense que c'est clair. Il y a des avantages – indépendamment de la question souverainiste – à la régionalisation, qui sont de plus en plus perçus par les autorités. D'ailleurs, dans le document "Bâtir ensemble l'avenir du Canada", on propose, en tout cas, la consultation des régions dans la nomination, l'élection des personnes au conseil d'administration, mais je pense qu'on ne va pas assez loin. On devrait aller plus loin. Il y aurait un avantage à ça: c'est que ça accroîtrait la légitimité de la banque centrale. Actuellement, quand on parle de la Banque du Canada, de son pouvoir, de la politique monétaire, à quoi pense-t-on? On pense à John Crow actuellement. C'est une personne. Il a tout ça sur les épaules. Il faut qu'il soit drôlement fort. Il faut qu'il ait un sur-moi très fort, peut-être un ça très fort aussi...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Fortin:** ...pour tenir bon, quoi! Alors, avec la régionalisation ça donnerait plus de légitimité et ça permettrait aussi plus d'indépen-

dance, comme j'ai déjà mentionné, de la politique monétaire face aux pressions politiques.

En ce qui concerne l'accession à la souveraineté, c'est difficile pour moi... C'est certainement une question de négociation. Pour moi, je suis agnostique, comme je l'ai dit tantôt, je ne peux pas répondre à ça.

**M. Maciocia:** Une dernière question, M. le Président. Si je comprends bien, vous seriez d'accord, disons, que le gouverneur de la banque centrale du Canada soit nommé par le gouvernement fédéral. Il y avait une suggestion qui disait que le gouverneur de la Banque du Canada devrait être nommé par le gouvernement fédéral, mais les directeurs du conseil d'administration, avec des pouvoirs accrus, qui ont un mot à dire sur la politique monétaire canadienne, seraient plutôt nommés par les provinces. Est-ce que vous seriez d'accord avec un conseil d'administration formé...?

**M. Fortin:** Vous savez qu'actuellement le gouverneur de la banque est nommé par les membres du conseil d'administration, par les directeurs. Moi, je serais plutôt en faveur – je pense que c'est en Suisse que ça se passe comme ça – que ce soient les présidents des régions, des banques centrales régionales, qui élisent eux-mêmes le directeur de la banque centrale pour, justement, accroître l'indépendance de la banque centrale par rapport au gouvernement. Mais, en même temps, il y a une question... Ce qui est difficile dans toute cette question-là, c'est de maintenir un équilibre entre l'indépendance de la banque centrale et les principes démocratiques. Ça, ce n'est pas évident qu'elle est la façon optimale de faire. Ça pourrait être une option possible.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, d'abord ça me surprend qu'il y ait encore des ambiguïtés quant aux positions de ma formation politique, la formation politique à laquelle j'appartiens, sur cette question-là. Le Parti québécois propose, de façon très claire et sans équivoque possible, l'union monétaire avec le Canada dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté. Et si ça n'aboutit pas par voie de négociation, ce qu'on propose, c'est que le gouvernement du Québec décrète unilatéralement que le dollar canadien ait cours légal au Québec. C'est ça la position du Parti québécois. Je ne vois pas pourquoi on essaie de prétendre qu'il y a des ambiguïtés quant à la position du Parti québécois sur cette question-là, il n'y en a pas.

Deuxième chose, je reprends un peu la question de mon collègue de Viger. On ne sait

pas plus ce qui va advenir de la régionalisation, dans le système fédéral actuel, que ce qui va en advenir dans des négociations futures entre un Québec souverain et le Canada. On ne le sait pas plus. Actuellement, il y a peut-être des pressions, comme vous dites. M. Howitt est venu nous dire qu'il était d'accord avec ça. Votre frère – maintenant qu'on sait que c'est votre frère – est venu nous dire que lui aussi était d'accord avec ça. Vous êtes d'accord avec ça. Mais ça ne se retrouve pas du tout dans les propositions fédérales de changement constitutionnel, c'est purement consultatif. Ce n'est pas une vraie régionalisation, comme ça existe aux États-Unis ou en Suisse, par exemple, en aucune façon. Alors, on est loin du compte sur cette question-là.

**Une voix:** ...politique

**M. Brassard:** Pas du tout! On est simplement sur le plan consultatif. On va consulter. On consulte. Consulter et régionaliser véritablement, comme ça existe aux États-Unis, c'est une autre affaire, c'est une autre paire de manches; on ne parle plus de la même chose du tout. Donc, on ne sait pas vraiment ce qui va advenir, dans le système fédéral actuel, d'une régionalisation du système monétaire, ce qui serait probablement une solution intéressante, pas plus qu'on ne sait ce qui va advenir d'une telle hypothèse dans des négociations entre un Québec souverain et le Canada. Ça va être le résultat des négociations. Ça peut aboutir à quelque chose d'intéressant, comme ça peut ne pas aboutir. À ce moment-là, le Québec pourra décréter tout simplement que le dollar canadien a cours légal sur son territoire.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. C'était plus un commentaire qu'une question, je présume.

**M. Brassard:** Oui, oui. Je l'ai dit au début.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Orford.

**M. Benoit:** Peut-être une dernière question. Un professeur de l'Université de London nous a dit, il y a quelques jours, qu'une union monétaire sans union politique, ça n'existait pas. Il y en avait eu une, elle est tombée. Est-ce que c'est votre perception des choses aussi, qu'une union monétaire sans union politique a peu de chances de fonctionner?

**M. Fortin:** Je pense qu'une union monétaire peut bien fonctionner sans union politique. Je pense qu'il faut qu'il y ait des autorités supranationales, comme j'ai mentionné tout à l'heure. C'est vers ça qu'on s'oriente, au niveau de la Communauté économique européenne. On s'oriente vers une monnaie commune, une union monétaire

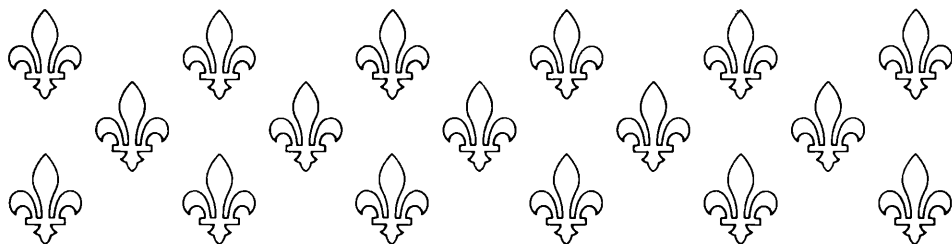
commune, et ça ne veut pas dire qu'il va y avoir disparition des pays. Les pays vont conserver quand même leur autonomie au niveau des différentes politiques, quoique, bien sûr, ils peuvent être obligés de renoncer à certaines politiques en vue de mieux harmoniser leurs politiques, de façon que leur politique monétaire soit le plus efficace possible. Mais, pour ma part, je crois qu'on peut avoir une union monétaire sans nécessairement avoir un seul pays ou union politique, mais je pense que ça prend des organismes supranationaux. Ça prend des conseils. Ça prend des traités, des accords qui font en sorte que les pays sont représentés au niveau de l'autorité monétaire, mais sans nécessairement que ça conduise à un seul pays.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le professeur Fortin, au nom de la commission, je voudrais vous remercier chaleureusement et très fortement pour votre participation de qualité à nos travaux. Nous l'apprécions hautement.

En terminant, je voudrais déposer à la commission, un autre document "L'accession à la souveraineté, les options monétaires d'un Québec souverain." Or, c'est un autre dépôt de document, toujours produit par notre permanence.

Ceci dit, nos travaux sont ajournés au mercredi 4 décembre 1991, à dix heures, dans la même salle.

(Fin de la séance à 12 h 30)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 4 décembre 1991 — No 13**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Exposé de M. John McCallum

CEAS-329

### Intervenants

M. Guy Bélanger, président  
M. Maurice Richard, président suppléant

M. Henri-François Gauthrin  
M. Jacques Brassard  
M. Robert LeSage  
M. Jacques Parizeau  
Mme Pauline Marois  
Mme Louise Bégin  
M. Robert Libman  
M. Jacques Chagnon  
M. Cosmo Maciocia  
M. Robert Benoit

M. François Geoffrion, secrétaire de la commission

\* M. John McCallum, Université McGill

\* Témoin interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102



Le mercredi 4 décembre 1991

(Dix heures neuf minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Je demanderais à chacun... M. le secrétaire, est-ce que nous avons des remplacements ce matin?

**Le Secrétaire:** Oui, M. le Président. M. Benoit, d'Orford, remplace M. Bourassa, de Saint-Laurent, et M. Fradet, de Vimont, remplace M. Després, de Limoilou. C'est tout.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est tout. Alors, je vous remercie beaucoup. Pas d'autres remarques préliminaires? Non? Bien.

Alors, d'abord, un mot pour saluer notre invité, M. John McCallum. C'est un grand plaisir de vous recevoir à notre table ce matin. M. McCallum, pour vous donner brièvement son curriculum vitae, fait son Ph.D. à l'Université McGill. Il a étudié, aussi, à l'Université de Paris et de Cambridge. Il est professeur titulaire à l'Université McGill depuis 1987. Il a été à l'Université du Québec à Montréal. Il a été, aussi, professeur adjoint et associé au Simon Fraser University. Il a été professeur adjoint à l'Université du Manitoba, économiste principal en recherche au secrétariat du Conseil des ministres du gouvernement du Manitoba. Il est actuellement, encore, directeur du département de sciences économiques à l'Université McGill et doyen désigné de la Faculté des lettres de l'Université McGill. Alors, c'est un résumé très succinct du curriculum vitae de notre invité de ce matin que j'invite, de ce pas, à nous faire cette présentation.

Alors, monsieur, nous sommes tout ouïe.

#### Exposé de M. John McCallum

**M. McCallum (John):** Merci. C'est un grand honneur pour moi, M. le Président, de me retrouver ici. Et je remercie les membres de la commission de m'avoir invité. Mais, peut-être, M. le Président, si vous me permettez, avant de commencer mon discours, j'ai une question préalable à vous poser.

M. le chef de l'Opposition et moi, je pense que nous avons certaines choses en commun. Nous sommes tous les deux des économistes. Nous avons eu le même professeur, M. James Meade, le grand économiste britannique, gagnant du prix Nobel, peut-être M. Parizeau quelques années avant moi, mais le même professeur. Et l'autre chose, c'est que nous sommes tous les deux des fumeurs. Et, donc, la question que je vous pose, M. le Président, est-ce que les témoins aussi ont le droit de fumer?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. McCallum:** Surtout si les questions deviennent un peu difficiles et si les témoins sont un peu nerveux. Est-ce que c'est permis, monsieur?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Si cela peut aider votre concentration et votre réflexion, disons qu'à moins qu'on ait des plaintes formelles, on est d'une grande tolérance à ce niveau-là.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Gauthrin:** ...le décorum est assuré, etc.

**Le Président (M. Bélanger):** Pendant des années, on a fumé dans cette Assemblée et ça n'a jamais nui au décorum.

**M. Gauthrin:** ...M. le Président. Non, il n'y a pas consentement. Je suis très sérieux là-dedans, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! On commence. On va écouter notre invité.

**M. Gauthrin:** M. le Président, je voudrais savoir... C'est une question de règlement.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, alors, allez-y.

**M. Gauthrin:** Vous avez soulevé la question de la cigarette. Je trouve que c'est une question strictement de décorum.

**Le Président (M. Bélanger):** Je ne vois pas où est le problème du décorum là-dedans. Je m'excuse, là.

**M. Gauthrin:** Bon. La question est de savoir, dans le règlement, est-ce qu'on peut fumer dans les commissions parlementaires?

**Une voix:** Il n'y a rien dans le règlement.

**Le Président (M. Bélanger):** Il n'y a rien dans le règlement qui interdise de fumer dans les commissions parlementaires, ça, il est vrai.

**M. Gauthrin:** Je pense que je vais vérifier.

**M. Brassard:** C'est au président de décider et il a décidé.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous avons toujours fait preuve d'ouverture à ce niveau-là. Je pense qu'il faudrait permettre...

**M. Gauthrin:** Non, M. le Président, c'est très bien. Je vais vérifier ça tout de suite.

**Le Président (M. Bélanger):** Vérifiez ça. Alors, M. McCallum, nous sommes à vous.

**M. McCallum:** M. le Président, je m'excuse. Je ne voulais pas commencer un grand débat, mais je commence mon discours.

**Une voix:** ...au moins vous fournir un cendrier, quand même.

**Une voix:** Il en a un.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** ...les gens de fumer, c'est simplement... Alors, je vous en prie, M. McCallum, nous vous écoutons.

**M. McCallum:** O.K. Chris Green et moi-même avons effectué une étude économique d'une question qui provoque beaucoup d'émotion. Il s'agit, cependant, comme j'espère vous le montrer, d'une étude équitable et honnête. Nous, les Québécois, devons affronter la réalité au mieux de nos capacités. Comme dit le proverbe: Un homme averti en vaut deux. Et, si vous voulez, c'est le thème de mon discours, aujourd'hui.

Vous avez devant vous, je pense, notre étude, et vous remarquerez que nous l'avons complétée par les commentaires de cinq critiques francophones respectés, MM. Pierre Fortin, Mario Polèse, Pierre-Paul Proulx, René Simard et François Vaillancourt. Que l'on estime ou non que ces commentaires affaiblissent les conclusions de notre étude, ils renforcent, de toute manière, la crédibilité de l'engagement que nous avons pris, c'est-à-dire favoriser un débat honnête et ouvert sur ce sujet particulièrement important, c'est-à-dire les conséquences économiques de la souveraineté du Québec.

Je m'attacherai principalement à expliquer nos estimations des déficits budgétaires d'un Québec indépendant. Je vous exposerai nos hypothèses point par point et je comparerai également nos résultats avec ceux du Conseil économique du Canada, ainsi qu'avec l'étude réalisée par Henri-Paul Rousseau pour la commission Bélanger-Campeau. Pendant que je parle, vous voudrez peut-être consulter le tableau 1 du présent document, qui résume les résultats de ces trois études. Je mentionnerai également, en passant, que, même si je conteste un certain nombre des hypothèses de l'étude Rousseau, il s'agit néanmoins d'un travail de défrichage de la plus haute qualité. Cette étude a fixé les critères en fonction desquels doit être jugé le travail réalisé par ceux qui, comme nous, se sont ensuite attaqués à la même tâche.

L'hypothèse principale de l'étude: une rupture à l'amiable. Essayer de prévoir les consé-

quences économiques de la division d'un pays est un peu comme chercher à prévoir le nombre d'acres qui seront détruites par un feu de forêt. S'il n'y a pas de vent et que les pompiers sont proches, il peut très bien n'y avoir que très peu de dégâts. Mais si les vents soufflent fort, et si les efforts, que nous déployons pour éteindre l'incendie sont contrecarrés par l'erreur humaine, alors qui sait quelles étendues de forêt le feu finira par détruire?  
(10 h 15)

Notre hypothèse fondamentale veut qu'il n'y ait guère ou pas du tout de vent et peu ou pas d'erreur humaine, c'est-à-dire que la rupture se fera ou se ferait à l'amiable. Il n'y aura pas de nouveaux obstacles venant entraver les échanges commerciaux, pas de restrictions sur le crédit, pas de crise sur les marchés de change, etc. Nous pourrions bien sûr nous tromper sur l'un ou l'autre, voire même l'ensemble de ces points. Quoi qu'il en soit, c'est là l'hypothèse que nous posons, celle d'une rupture à l'amiable. Et, c'est la principale raison pour laquelle il faut considérer que de façon générale, nos estimations tendent à être plutôt optimistes. Maintenant, je considère le budget en détail, et il y a quatre éléments principaux.

Premièrement, l'élément provincial, qui correspond à ce que dépense actuellement le gouvernement du Québec. Deuxièmement, le solde du budget de fonctionnement fédéral correspondant à la différence entre les nouvelles dépenses que le Québec devrait assumer et les recettes fiscales qui iraient au Québec plutôt qu'à Ottawa. Troisièmement, les intérêts débiteurs nets fédéraux qui dépendent de la répartition de l'actif et du passif fédéral et finalement, les effets de perturbation en rapport avec les coûts de la transition vers la souveraineté.

En ce qui concerne l'élément provincial, nous prenons simplement pour acquis que le déficit demeure de 2 000 000 \$, pour chacun des cinq premiers exercices du Québec souverain. Les trois autres éléments doivent être examinés de plus près. Premièrement, solde du budget de fonctionnement fédéral. Dans ce cas, nous avons décidé de tout simplement accepter les chiffres donnés par la commission Bélanger-Campeau, c'est-à-dire, quand je dis, commission Bélanger-Campeau, je veux dire l'étude de Henri-Paul Rousseau, quoique cette étude n'était pas acceptée officiellement par la commission.

D'un côté, nous, au Québec, nous perdrons près de 3 000 000 000 \$ à cause de l'arrêt des paiements de péréquation, et parce que la province reçoit maintenant plus de prestations d'assurance-chômage qu'elle ne verse de cotisations. D'un autre côté, selon la commission Bélanger-Campeau, nous épargnerions près de 1 000 000 000 \$, parce que nous dépenserions beaucoup moins pour la défense, ainsi que 300 000 000 \$ supplémentaires du fait de l'ensemble des réductions au titre des autres postes

de dépenses. Pour au moins deux raisons, je crois maintenant que ces estimations sont trop optimistes. Tout d'abord, voilà quelques jours, Robert Bernier de l'École nationale d'administration publique a estimé que les dépenses de défense d'un Québec indépendant s'élèveraient à quelque 3 000 000 000 \$ par an. M. Bernard Landry, vice-président du Parti québécois, a déclaré, selon ce qui a été rapporté, qu'il s'agirait d'un ratio acceptable. Puisque nous nous étions fondés sur le chiffre de 1 800 000 000 \$ donné par la commission Bélanger-Campeau pour la défense, l'incorporation de ce que l'on pourrait appeler l'effet Landry accroîtrait nos estimations du déficit d'une somme substantielle de 1 200 000 000 \$ par an.

Le deuxième problème porte sur l'élimination des dépenses superflues occasionnées par le chevauchement des juridictions. Dans ce cas également, nous avons pris les chiffres cités par la commission Bélanger-Campeau, qui indiquent que les efforts de rationalisation réduiraient les dépenses de 261 000 000 \$ par an. Ce point soulève cependant un problème et, tout comme la commission Bélanger-Campeau, nous n'en tenons pas compte. La rationalisation est une arme à double tranchant. On peut croire que le gouvernement fédéral se caractérise par tant de gaspillage et d'inefficacité qu'il est possible de trouver des formules de rationalisation qui réduiraient les dépenses de, par exemple, 1 000 000 000 \$. Mais on a souvent tendance à oublier que cela revient à dire que l'on s'apprête à congédier quelque 20 000 fonctionnaires ou, ce qui revient au même, que nous ne réengagerons pas 20 000 fonctionnaires fédéraux qui résident maintenant au Québec. Donc, ce que je dis, c'est qu'il est absolument illogique de dire que l'on absorbera, au sein de la fonction publique provinciale, l'ensemble des anciens fonctionnaires fédéraux et, en même temps, que nous réduirons les dépenses par des rationalisations de grande envergure. De telles rationalisations auraient à l'évidence des conséquences néfastes pour les personnes concernées — évidemment — mais elles auraient aussi une incidence budgétaire, étant donné la faiblesse actuelle de l'économie ainsi que l'augmentation du chômage qui serait liée aux coûts de la transition vers la souveraineté. Il est fort peu probable que l'ensemble de ces gens retrouveraient rapidement un emploi. Les recettes fiscales du gouvernement en seraient donc affectées.

De plus, bien évidemment, c'est le gouvernement d'un Québec indépendant et non le gouvernement fédéral qui devra leur verser des prestations d'assurance-chômage. Pour toutes ces raisons, je crois que nous devrions ajouter environ 130 000 000 \$ à nos estimations de déficit.

J'arrive maintenant à la troisième composante du budget. J'ai parlé de la composante provinciale, j'ai parlé du sort du fédéral. Main-

tenant, j'arrive à la troisième composante, c'est-à-dire la répartition des actifs et du passif fédéral. Dans le cas d'une rupture à l'amiable, le différend entre les deux parties pourrait peut-être se régler par l'intermédiaire d'un arbitrage que les deux parties seraient obligées d'accepter, peut-être. L'arbitre s'efforcera d'aboutir à un règlement équitable. Fondamentalement, c'est ce que nous nous efforçons de faire dans notre étude.

Quatre facteurs expliquent la différence de 2 100 000 000 \$ entre nos chiffres et ceux de la commission Bélanger-Campeau au sujet des intérêts sur la dette. Quatre facteurs.

Premièrement, le partage de la dette. Nous calculons la part du Québec sur la base du PIB, 23,4 %, alors que la part déterminée par la commission Bélanger-Campeau se fonde sur les recettes fiscales fédérales, 22,8 %. Il existe une autre formule, moins avantageuse pour nous, qui prend pour base le poids démographique du Québec, environ 25 %.

Deuxième point, le passif au titre du régime de retraite. Je pense que la plupart des économistes estimeront que le passif encouru au titre du régime de retraite devrait être partagé dans les mêmes proportions que la dette d'ensemble.

Troisième point, l'évaluation et le partage des actifs. Fondamentalement, la commission Bélanger-Campeau veut que le Québec vende au Canada des actifs qui sont évalués à 14 300 000 000 \$. Et ces actifs produisent maintenant un rendement annuel moyen d'environ 3 %. Le Québec vendrait au Canada ses actifs de 14 300 000 000 \$. En échange de cette vente, le Québec recevrait une réduction de 14 300 000 000 \$, le même montant, de la dette du Québec sur laquelle nous paierions, disons, 10 %. C'est un échange inégal. Il serait certainement plaisant pour nous que le reste du Canada accepte une telle transaction, mais il n'est pas si bête que ça. L'hypothèse retenue par notre étude soutient que quels que soient les actifs physiques que le Québec acquiert, le revenu que la province en tire devrait équivaloir à 23,4 % du revenu des biens dont profite actuellement le gouvernement fédéral. En d'autres termes, notre part des intérêts à verser sur la dette fédérale, comme notre part des revenus tirés des biens fédéraux, serait de 23,4 %.

Point quatre, la Banque du Canada. Pierre Fortin a raison de déclarer que la formule que j'applique suppose de faire payer deux fois le seigneurage au Québec. Depuis que l'étude a été rédigée, Yvan Stringer de l'École des hautes études commerciales m'a fait part d'une excellente idée au sujet de la façon dont on peut résoudre le problème technique qui me préoccupait alors. Je crois donc maintenant, après avoir entendu l'idée d'Yvan Stringer, que si la rupture se produit à l'amiable, ce point devrait être abandonné.

Nous pouvons donc modifier de trois façons

les estimations que nous avons données à l'origine pour le déficit, et vous avez ces trois modifications au tableau 1: premièrement, l'effet Landry sur les dépenses de défense, deuxièmement, l'effet de rationalisation et, troisièmement, l'effet relatif à la Banque du Canada. Comme le montre le tableau 1, l'incidence combinée de ces trois facteurs augmente les estimations du déficit de quelque 700 000 000 000 \$ par an.

J'arrive maintenant aux quatrièmes composantes du budget, c'est le dernier élément, et ce sont les coûts de transition. Nous sommes dans ce cas confrontés à trois éléments: les migrations hors de la province, la prime ajoutée aux taux d'intérêt et une augmentation temporaire du chômage. En ce qui concerne les migrations hors de la province, nous partons du principe que le taux net des migrations serait deux fois supérieur à ce que le Québec a connu entre 1976 et 1981. En ce qui concerne la prime de risque qui frapperait les taux d'intérêt, nous prenons pour hypothèse que les taux d'intérêt appliqués à la dette du Québec seraient de 1,6 % plus élevés que ceux qui conditionnent actuellement les intérêts que verse le gouvernement fédéral. On remarquera que le reste du Canada subirait, lui aussi, des taux d'intérêt plus élevés que ceux qui prévalent en ce moment. Dans le passé, cet écart a été supérieur à 1,6 % au début des années soixante-dix alors qu'il s'établissait à 1 % au début de cette année. Maintenant, il est plus bas que ça. Il ne s'agit donc pas d'une hypothèse extrême surtout puisque nous calculons que l'effet de la prime appliquée au taux d'intérêt ne serait ressenti que graduellement, à mesure du renouvellement de la dette fédérale actuelle.

La question la plus difficile est peut-être celle du schéma supplémentaire qui résulterait des bouleversements inhérents à la transition vers la souveraineté. Il est très difficile de prévoir ce qui se passerait. Nous partons du principe que l'accession à la souveraineté donnerait lieu à une augmentation temporaire du taux de chômage qui serait de 1 % la première année, culminerait à 2 % durant les deuxième et troisième années, pour ensuite retomber à 1 % lors de la cinquième année. Qu'en savons-nous? Nous ne sommes sûrs de rien et personne ne peut avancer de certitude à cet égard. Nous donnons cependant nos résultats de façon telle que le lecteur qui désire s'appuyer sur d'autres hypothèses, y compris même l'hypothèse d'un taux de chômage supplémentaire égal à zéro, peut facilement ajuster nos estimations budgétaires en fonction de ses préférences.

Nous soutenons toutefois également qu'il s'agit là d'estimations modérées, et ce, pour trois raisons. Tout d'abord, nous relevons qu'à partir de 1977 environ, il s'est produit un élargissement très important et durable d'environ 5 % de l'écart séparant les taux de chômage de Montréal et de Toronto. L'année 1977 suivait immédiate-

ment l'élection du gouvernement du Parti québécois et la première menace réelle de la séparation du Québec. Ce fait, croyons-nous, pourrait donner une indication de ce que nous réserve l'avenir.

(10 h 30)

Deuxièmement, nous examinons 12 secteurs sensibles. Voir notre tableau 1, à la page 31 du texte pour les détails. Nous reconnaissons que certaines des industries vulnérables, par exemple l'industrie laitière, les sièges sociaux de Montréal, les vêtements et le textile risquent de connaître un déclin, quel que soit le statut politique du Québec. Néanmoins, et c'est une idée importante que nous répétons plusieurs fois, nous pensons qu'il existe un monde de différence entre des industries qui connaissent un déclin graduel, étalé sur nombre d'années, et des industries qui sont confrontées au choc unidirectionnel, beaucoup plus abrupt, qui risque d'accompagner la séparation du Québec.

Troisièmement, et c'est là le point le plus difficile de tous, les décisions d'investissement des entreprises et les décisions de consommation des ménages dépendent dans une très large mesure de la confiance qui règne ou du degré d'incertitude qui prévaut, ou encore, pour reprendre l'image du grand économiste britannique, John Maynard Keynes, des "tendances animales" ou, en anglais, "animal spirits". Dans un sens comme dans l'autre, les attentes des gens peuvent susciter une réalité. Et surtout, lorsqu'il est question d'un traumatisme politique de la première importance, il est quasiment impossible de fournir des prévisions avec quelque degré de certitude.

Il peut donc y avoir un certain intérêt à voir ce que disent les industriels eux-mêmes. Le hasard a voulu qu'un sondage Angus Reid rendu public voilà quatre jours, le 30 novembre pour être précis, fournisse des renseignements à cet égard. Ce sondage est fondé sur des enquêtes effectuées auprès de 300 chefs d'entreprise, comptant parmi les plus grosses sociétés canadiennes et qui emploient collectivement plus d'un million de Canadiens; 55 de ces 300 dirigeants sont basés au Québec, les 245 autres résidant ailleurs au Canada. Ainsi que vous le montre le tableau 2 du présent document, l'immense majorité de ces gens d'affaires estime que l'indépendance du Québec aurait une incidence négative aussi bien sur l'économie du Québec que sur l'économie canadienne. Ça, c'est un point important, aussi bien sur l'économie canadienne que sur l'économie québécoise, et ce, à long terme et à court terme et ça aussi, c'est surprenant. Vous remarquerez également que 85 % des chefs d'entreprise québécois interrogés considèrent que la souveraineté du Québec aurait des répercussions négatives sur la société qu'ils dirigent, sur leur propre entreprise.

Tout ceci donne à penser que les "tendances animales" de Keynes ne se manifesteraient

guère après la séparation du Québec. Tout compte fait, l'hypothèse de 2 % sur le taux de chômage, d'une façon temporaire, me semble maintenant plutôt optimiste.

En résumé, comme je l'ai déjà indiqué, les résultats résumés au tableau 2 montrent précisément en quoi notre estimation du déficit s'écarte de celle de la commission Bélanger-Campeau. Ce tableau compare également notre estimation de l'incidence de la souveraineté sur le déficit du Québec lors du premier exercice, 4 500 000 000 \$, et celle du Conseil économique du Canada, 5 000 000 000 \$.

Donc, je vous demanderais de relever une chose remarquable. Lorsque le rapport du Conseil économique du Canada a été publié, le chef de l'Opposition a déclaré à la télévision qu'il s'en léchait les babines de satisfaction. Et, lorsque notre étude a été publiée, la presse a indiqué que M. le chef de l'Opposition a fendu une porte à coup de pied, et nous a accusé d'essayer de flanquer la frousse à tout le monde. Pourtant, si vous examinez les chiffres cités, vous verrez que notre estimation de l'incidence de la souveraineté sur le déficit du premier exercice est légèrement inférieur à l'estimation du Conseil économique. Il est vrai que certains des effets, que nous prévoyons, n'entrent en jeu que graduellement et que notre estimation des répercussions de la souveraineté est de plus en plus élevée à mesure que les années passent puisqu'elle atteint 8 800 000 000 \$ pour la troisième année et 10 000 000 000 \$ pour la cinquième. Il n'en demeure pas moins vrai que, pour la première année, la seule pour laquelle le Conseil économique présente des estimations, Chris Green et moi-même sommes, en fait, plus optimistes que le Conseil économique.

Maintenant, pour être parfaitement honnête, je pense savoir pourquoi M. le chef de l'Opposition a préféré l'étude du Conseil économique à la nôtre. C'est parce qu'à l'inverse du conseil, nous avons ensuite exploré les implications de nos résultats. Ceux-ci révèlent que les déficits s'élèveraient à quelque 15 000 000 000 \$ par an, et que la dette gouvernementale atteindrait 97 % du produit intérieur brut la cinquième année. Nous avons dit, et je pense que rares sont les personnes qui nous contrediront sur ce point, que des déficits et une dette aussi importante sont tout à fait inacceptables. Non seulement pour les marchés internationaux des capitaux, mais aussi pour le gouvernement d'un État nouvellement indépendant qui voudrait immédiatement établir une réputation de prudence fiscale.

Nous avons donc suggéré un ensemble de mesures d'austérité qui permettrait au gouvernement, dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté, de mettre de l'ordre dans ses finances. Nous insistons sur le fait essentiel que les Québécois ne pourraient plus compter sur l'aide d'Ottawa. C'est nous, les citoyens du Québec, qui devrions financer l'intégralité des

prestations d'assurance-chômage versées aux Québécois qui auraient perdu leur emploi dans la fonction publique ou ailleurs. Dans la mesure où nous parviendrions à rationaliser les services gouvernementaux, nous augmenterions le nombre de fonctionnaires mis à pied et qui auraient donc besoin de prestations d'assurance-chômage ou d'assistance sociale.

En bref, nous définissons un ensemble de mesures prévoyant des coupures de 10 % à 15 % dans tous les grands secteurs de dépense, et une réduction de 5 % de l'importance du secteur public, et un accroissement de 15 % de tous les principaux taux d'imposition, y compris, bien sûr, les impôts que nous versons maintenant au gouvernement fédéral.

La conclusion inévitable est que nous entrerions dans une profonde récession. En plus des effets directs de l'accession à la souveraineté que j'ai déjà exposés, il nous faudrait absorber, la troisième année, les effets de coupure correspondant à plus de 4 % du PIB. Ou plutôt, pour parler plus précisément, nous connaîtrions, au Québec, une forte récession venant ajouter ses effets à ceux de celle qui nous touche déjà. C'est-à-dire une récession sur une récession.

Hormis sa sévérité, s'agirait-il simplement d'une autre récession semblable à celles que nous avons connues dans le passé? Qu'arriverait-il à long terme? Nous soulignons, dans notre étude, que personne ne connaît la réponse à ce point crucial. Les choses retrouveraient peut-être leur cours normal et pourraient même s'améliorer à long terme. Nous considérons, dans le dernier chapitre du livre, certains avantages économiques potentiels de l'indépendance, qui pourraient aider l'économie. Mais il est aussi possible que la trame économique de la province commence à se fragmenter ou que nous entrions dans un cercle vicieux à mesure que les entreprises et les meilleurs spécialistes du Québec, y compris certainement les francophones qui sont les meilleurs spécialistes, seraient incités à aller chercher ailleurs de meilleures perspectives. En dépit de toutes les craintes et questions légitimes de nos concitoyens, nous, les économistes, ne pouvons tout simplement pas déterminer avec certitude quelles seraient les conséquences à long terme de la souveraineté du Québec. Je dois toutefois avouer que je suis plus pessimiste maintenant que lorsque j'ai rédigé l'étude, et cela tient principalement aux opinions des chefs d'entreprise qu'expose notre tableau 2.

Ne croyez surtout pas que je cherche à jouer sur les craintes des gens. Rappelez-vous que les estimations que nous fournissons pour le premier exercice sont plus optimistes que celles du Conseil économique. Souvenez-vous aussi que nous parlons ici du meilleur cas possible d'un scénario de rupture à l'amiable et, je vous en prie, examinez de nouveau les résultats du sondage d'opinion qu'expose le tableau 2. Ces résultats sont très frappants. C'est le Canada, et

non seulement le Québec, qui souffrirait. Le problème nous concerne tous, le Québec et le Canada, et, à mon avis, nous devrions nous efforcer ensemble d'y trouver une solution. J'aimerais dire deux choses en terminant. Tout d'abord, cette question est lourde de risque et d'incertitude à la fois politiques et économiques. Il y a risque politique parce que nous ne savons pas si la rupture se ferait à l'amiable ou non. Il y a risque économique parce que nous ne pouvons déterminer quelles seraient les conséquences à long terme d'une telle rupture.

Mon second et dernier point est que le fardeau de ce risque, le fardeau de cette incertitude, serait supporté de façon presque inégale par les Québécois, parce que ce ne sont pas les gens qui ont un emploi stable et garanti, des gens comme moi, par exemple, qui assumeraient la majeure partie du risque. Je crois plutôt que la part du lion serait supportée par ceux qui sont le plus menacés par le chômage, c'est-à-dire les jeunes et ceux de nos concitoyens dont l'éducation ou la formation professionnelle sont les moins poussées. Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Alors, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. M. McCallum, merci pour votre présentation. Merci pour votre présence à cette commission ce matin. Je ne sais pas si c'est parce que vous avez eu le même professeur ou si c'est parce que vous êtes fumeur, mais c'est sûrement votre présence qui fait en sorte que le chef de l'Opposition est ici pour participer à nos travaux ce matin.

À tout événement, j'aimerais vous poser quelques questions, si vous le permettez, M. McCallum. Vous écrivez, à la page 49 de votre étude, que la marge de manœuvre d'un Québec souverain serait moindre que celle dont jouit présentement le Québec comme province. Ensuite, aux page 50 et suivantes, vous dressez un plan d'austérité qui me semble assez grave, assez important. Alors, j'aurais quelques questions à vous poser sur ce sujet.

Vous êtes peut-être au courant qu'en fin de semaine passée, dans l'Outaouais québécois, se tenait un forum sur l'avenir économique de l'Outaouais québécois qui regroupa, ou qui est basé en grande partie sur les... Son économie est basée en grande partie sur la fonction publique fédérale. En fait, 25 % des travailleurs sont embauchés par le gouvernement fédéral. Et les gens, dans l'Outaouais québécois, se posent des questions et il règne une certaine incertitude. Surtout depuis la fin des années soixante-dix, alors que le Parti québécois, les souverainistes, se sont plu à dire à maintes reprises qu'un Québec souverain, ce serait plus avantageux pour les Québécois et les Québécoises, au point de vue monétaire, au point de vue marge de manœuvre, qu'on n'avait pas besoin du fédéral pour survivre,

au Québec.

Et tout à coup, nous avons besoin de toute sa fonction publique pour survivre, au Québec, et nous pouvons tout garantir cela. Mais en même temps, on dit qu'on va économiser des sommes d'argent. Alors, j'aimerais connaître votre opinion, M. McCallum, sur une prise de position à l'effet qu'un Québec souverain garantirait le transfert à la fonction publique provinciale de tous les fonctionnaires fédéraux résidant au Québec. Moi, je comprends bien qu'au Lac-Saint-Jean, le lendemain de l'indépendance, à Jonquière, ou je ne sais pas où est l'aéroport là-bas, les gens vont continuer à travailler à l'aéroport. Les gens qui sont sur les bagages et les gens qui s'occupent des avions, ça va continuer à travailler.

Mais, dans l'Outaouais, il n'y en pas d'aéroport comme ça. Les fonctionnaires que l'on retrouve dans l'Outaouais québécois, ce sont des fonctionnaires dans l'administration, qui s'occupent du gouvernement central, qui travaillent dans des bureaux du gouvernement central. Il y en a 26 000. Je comprends que l'étude de Saint-Germain nous dit: Il n'y a pas de problème avec le rapatriement des pouvoirs, des différents pouvoirs du fédéral, et avec les transferts... Parce qu'on va jusqu'à dire aux gens de l'Outaouais: Ne vous inquiétez pas, on va transférer des services qui sont présentement dans la ville de Québec, on va rapatrier ça dans l'Outaouais. (10 h 45)

D'abord, je suis pas mal convaincu que les gens qui travaillent à Québec, présentement, ils veulent tous déménager dans l'Outaouais québécois et que les gens qui travaillent dans l'Outaouais québécois veulent tous déménager dans la ville de Québec parce que l'on sait - et ça, le chef de l'Opposition a été clair, tout le monde est clair là-dessus - le chef-lieu d'un gouvernement, d'un Québec souverain, c'est la ville de Québec. C'est là que ça va se passer.

Croyez-vous, M. McCallum, que ces transferts, ça pourrait cohabiter avec votre plan d'austérité? Et, deuxièmement, pour qu'on se comprenne très bien en termes concrets, votre plan d'austérité, ça représente combien en termes de perte de pouvoir d'achat chez une famille normale?

**M. McCallum:** En ce qui concerne les employés du gouvernement fédéral, je pense qu'il y a trois possibilités. Il est possible qu'un certain nombre de ces employés restent avec le fédéral, mais il n'est même pas certain qu'Ottawa resterait la capitale du reste du Canada. Donc, il y a beaucoup d'incertitude, là. Et même si un certain nombre de résidents du Québec restent avec le fédéral, je pense qu'il est bien sûr que l'impôt que paieraient ces gens irait au fédéral, parce que le gouvernement du Canada, sans le Québec, n'accepterait pas que ses propres fonctionnaires paient l'impôt à un autre pays.

Donc, au mieux, le Québec perdrait une assiette fiscale de ces employés, mais je doute qu'un grand nombre de ces personnes pourraient être absorbé par le fédéral. Donc, il nous resterait deux options: soit que le gouvernement d'un Québec souverain les absorberait ou les emploierait, soit que ces gens n'auraient plus d'emploi.

Maintenant, l'étude Saint-Germain dit que le gouvernement d'un Québec souverain pourrait transférer certaines fonctions de Québec à Hull et, donc, pourrait employer ces gens. Oui, c'est possible. L'étude de SECOR dit, prétend, il me semble, si je me rappelle bien, qu'il y aurait un grand nombre d'emplois à risque. Maintenant, ces deux sont passées. Mais si vous acceptez mes chiffres, ou même la moitié des chiffres que je vous présente, le gouvernement du Québec serait forcé à faire de grandes coupures et, si on veut faire des rationalisations des dépenses, la logique simple et pure nous dit que les rationalisations, pour sauver l'argent, impliquent directement qu'on ne peut pas employer tous ces anciens fonctionnaires du gouvernement fédéral. C'est aussi simple que ça. Et donc, étant donné la sévérité de l'austérité budgétaire qui serait requise, à mon avis, il y aurait beaucoup de ces fonctionnaires qui perdraient leur emploi. Et notez une autre chose. Si vous mettez à pied un fonctionnaire de Hull qui gagne, disons, 40 000 \$, le gouvernement n'épargnerait pas tous ces 40 000 \$, parce que le gouvernement du Québec perdrait l'impôt que payait cette personne et le gouvernement du Québec, si cet ancien fonctionnaire ne peut pas trouver d'emploi, c'est le gouvernement du Québec, maintenant, qui serait obligé de lui payer l'assurance-chômage. Et donc, si on maintient le niveau d'assurance-chômage qu'on a aujourd'hui, l'impact net sur le budget serait, selon mes estimations, à peu près 16 000 \$ sur un salaire de 40 000 \$. Donc, il faudrait avoir beaucoup de coupures avant d'épargner un montant donné d'argent et c'est en partie pour cette raison que notre plus grande austérité indique que le coût, aux Québécois, serait élevé.

**M. LeSage:** Si vous le permettez, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. LeSage:** Avant de revenir à mon autre question que je vous avais posée originellement, ma deuxième. J'aimerais que vous me disiez, je pense que vous l'avez dit, en tout cas, je veux me le faire confirmer... Vous êtes également d'avis, si je vous ai bien compris, que dans un Québec souverain, le gouvernement fédéral, même si sa capitale déménageait d'Ottawa, n'embaucherait plus de gens du Québec pour travailler dans la fonction publique fédérale.

**M. McCallum:** Je ne peux pas le prévoir,

mais je pense que, comme je l'ai dit, le reste du Canada aurait des problèmes économiques sérieux aussi. Donc, je pense que le reste du Canada serait obligé de faire certaines coupures dans sa fonction publique et il est douteux que le gouvernement d'Ottawa puisse donner beaucoup d'emplois aux Québécois. Mais ce que j'ai ajouté, c'est que même dans le cas le plus optimiste, ces gens trouveraient de l'emploi à Ottawa. Même dans ce cas le plus optimiste, le gouvernement du Québec au moins perdrait l'assiette fiscale, perdrait les impôts que paient ces gens. Donc, même dans ce cas le plus optimiste, il y aurait un impact budgétaire négatif assez sérieux. Je n'essaie pas de dire des choses avec certitude quand il y a tant d'incertitudes. Si on ne sait même pas si Ottawa va rester la capitale, il n'y a presque rien qui soit certain.

**M. LeSage:** Dans votre programme d'austérité, est-ce que vous avez évalué quelle serait la perte de pouvoir d'achat d'une famille normale au Québec, par exemple?

**M. McCallum:** Non, nous n'avons pas fait de calculs en termes de dollars par famille. Mais ce que nous avons fait, nous avons indiqué que toutes les taxes que paient les Québécois maintenant, tous les taux de taxation, et les taxes à la consommation et l'impôt sur le revenu personnel et les impôts sur les corporations, que tous ces taux de taxation augmenteraient de 15 %. Et cela comprend, bien sûr, les taxes qu'on paie maintenant au fédéral. Donc, les gens peuvent faire leurs propres calculs: une augmentation de 15 % de tous les impôts qu'ils paient. Et aussi, nous avons supposé des réductions salariales dans la fonction publique. Donc, ce que nous avons supposé dans notre plan d'austérité, c'est une augmentation des taxes de 15 % pour tout le monde et, en plus, une réduction des salaires dans les secteurs public et parapublic. Et aussi une diminution de 10 % de tous les paiements de transfert. Donc, l'impact précis dépend de la situation de chaque personne, mais ces chiffres indiquent l'ordre de grandeur qu'aurait ce plan d'austérité.

**M. LeSage:** Je vous remercie, M. McCallum. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Je cède la parole à M. le chef de l'Opposition et député de L'Assomption.

**M. Parizeau:** Merci, M. le Président. Est-ce que je peux demander qu'on distribue le dossier? M. le Président, je voudrais d'abord corriger – c'est un détail – une affirmation de notre invité que je salue. Ce matin, contrairement à ce qu'il dit dans notre papier ce matin, je ne me suis pas pourléché les babines de l'étude du Conseil économique du Canada, mais de l'étude

de Laidler pour le C.D. Howe. Désolé, et je continue de le faire, d'ailleurs. D'autre part, je n'ai pas l'intention, ce matin, de comparer l'étude présentée par M. McCallum avec celle du Conseil économique du Canada. Ça n'est pas de ça qu'il s'agit. Je vous rappellerai, M. le Président, à cet égard, que l'étude du Conseil économique du Canada faisait état d'économies dues à l'élimination des doubles emplois, dont M. McCallum ne tient pas compte en disant qu'elles ne sont guère possibles, et d'autre part, tenait compte de ce qu'il appelait des gains dynamiques, l'étude du Conseil économique du Canada, ce que M. McCallum ne retient pas du tout. Alors, ne comparons pas des études qui ne sont pas comparables à cet égard et venons-en à notre propos.

À cet égard, je suis un peu surpris de voir ce matin que M. McCallum – si je puis m'exprimer ainsi – renverse la preuve. Et dans ce sens, j'ai l'intention d'examiner son document "Une rupture à l'amiable" dans l'ordre des arguments qu'il a présentés et, en un certain sens, un par un. Et vous me permettrez de faire sans doute certains commentaires, mais de temps à autre de demander la réaction de M. McCallum à l'analyse que je vais faire de l'étude qu'il a présentée il y a quelques jours.

L'esquisse historique à laquelle M. McCallum se livre au début de son analyse, cette étude historique cherche à faire apparaître que, disons en gros, le nationalisme au Québec pendant 30 ans a provoqué des effets de décroissance ou de décrépidité de l'économie du Québec, mais plus particulièrement de celle de Montréal, et que les années que le Parti québécois a passées au pouvoir n'ont fait qu'accentuer cela, et que, finalement, si on se fie à un certain nombre de choses qui se sont passées à cette époque, en termes des effets sur l'investissement par exemple, de l'incertitude, eh bien! lorsque le Québec deviendra vraiment souverain, ces effets ne seront qu'amplifiés et, s'amplifiant, deviendraient des effets à long terme. C'est ça le sens de sa démonstration, d'où les coûts de transition, bien sûr. Des coûts de transition dont le papier qu'il nous a présenté ce matin ne fait qu'amplifier les conséquences possibles.

Je voudrais essayer d'illustrer cette thèse par des citations tirées du texte de M. McCallum. Page 19: "Selon Polèse, on doit plutôt attribuer le déclin progressif de Montréal à l'essor du nationalisme québécois qui a débuté avec la Révolution tranquille des années 1960. Il soutient que suite à ces événements interprétés en fonction de l'importance de la langue dans la détermination des coûts de recrutement et de communication, il était normal que le monde des affaires se déplace progressivement de Montréal vers Toronto." Plus loin: "En se basant en partie sur l'étude de Polèse, Pierre Fortin attribue une grosse partie de ce déclin à l'essor du nationalisme québécois, à la Révolution tranquille et au départ sub-

séquent de l'élite du milieu des affaires anglophone de Montréal." Là, M. McCallum, dans des phrases comme celles-là, résume à grands traits la thèse de Polèse ou celle de Fortin, mais on comprend très bien le sens de ce que ça veut dire. Plus loin il dit, toujours page 20: "Nous allons présenter des données qui semblent indiquer qu'à peu près vers 1976 le taux de chômage montréalais, comparativement à celui de Toronto, a subi une augmentation subite qui est peut-être permanente." Ça va toujours dans le même sens. Et là les différences de taux de chômage entre Toronto et Montréal deviennent l'indication de ce qui est arrivé entre Montréal et Toronto. Plus loin encore: "Le graphique 2 semble indiquer une augmentation plutôt spectaculaire de l'écart entre le taux de chômage de Montréal et celui de Toronto, qui a débuté à peu près à la fin de 1976 et qui a duré au moins jusqu'à la fin de 1990. Toutefois, le graphique 3 semble indiquer un écart relativement stable entre les taux de chômage des deux provinces si on exclut les deux villes majeures. Les chiffres confirment ces impressions visuelles". Plus loin: "Ce tableau concorde certainement avec le point de vue selon lequel la menace de la séparation, qui a débuté avec la victoire du Parti québécois en 1976 et qui a continué jusqu'à la période suivant le référendum de 1980, a infligé un lourd fardeau à l'économie montréalaise. De plus, la situation aurait été pire si une importance montée en flèche des dépenses du secteur public n'avait pas eu lieu pendant cette période jusqu'à un niveau qu'il était impossible de maintenir. On ne pourrait certainement pas renouveler un tel exploit d'augmentation des dépenses gouvernementales dans un contexte de séparation du Québec au cours des années 1990.

(11 heures)

Et toujours au sujet de l'augmentation des dépenses publiques, sans ce stimulant majeur pour l'économie, l'accroissement de l'écart entre les taux de chômage Québec-Ontario, au cours de la période 1973-1980, aurait été plus important.

Plus loin encore, là je suis à la page 24, "malgré l'incertitude concernant le moment de départ des tendances à long terme, nous sommes également d'avis qu'une conséquence inévitable de l'évolution sociale fondamentale au Québec fut probablement des déplacements progressifs de cette nature. D'un autre côté, notre analyse montre que l'augmentation subite du taux de chômage relatif de Montréal a débuté avec le passage de l'approche par étapes du Parti libéral du Québec à la menace très réelle de la séparation du Québec, qui remonte à la victoire du Parti québécois en 1976. De plus, les répercussions de ce choc semblent avoir été permanentes, ou au moins de longue durée, si l'on se fie au taux de chômage."

Plus loin encore, page 26: "Pourtant des chocs subits et localisés sont beaucoup moins supportables et peuvent avoir comme résultat,



comme semble l'indiquer l'expérience vécue en 1976-1980, des périodes de chômage élevées et prolongées de très longue durée. Nous pouvons démontrer le même point en termes de notre modèle de réaction positive. Le danger que des chocs négatifs déclenchent un processus de fragmentation est beaucoup plus grand lorsque les chocs sont importants, subits et simultanés."

Bon, bien alors, M. le Président, sur cette base-là, je veux m'adresser à la démonstration elle-même. Est-ce que tout ce que je viens de dire, et l'impression qui s'en dégage, et elle va très loin cette impression-là, à la fois pour le passé, pour le présent et pour l'avenir, est-ce que ça tient?

Bon, commençons par le chômage, puisque M. McCallum y accorde une telle importance. Un écart de chômage entre Toronto et Montréal, ou entre l'Ontario et le Québec, ça n'a pas la même signification, mettons un écart de 2 %, si Toronto est à 4 ou si Toronto est à 10 forcément. Alors, dans les graphiques que j'ai fait distribuer, vous voyez ici la proportion des taux de chômage Montréal sur Toronto. Quand on dit que 225 % par exemple, c'est chômage à Montréal, 225 % du niveau de chômage à Toronto. On se comprend. Où est-elle la démonstration de M. McCallum là-dedans? Alors, c'est vrai qu'à Montréal il y a pas mal plus de chômage qu'à Toronto, ça on le sait. Mais l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, 1977, oui, ça augmente jusqu'en 1981. On le sait, en 1981, la récession a frappé le Québec plus tôt et plus fort que l'Ontario. Nous ça commence en 1981, en Ontario ça commence en 1982. Ça explique la pointe. 1982, 1983, on est à quoi? On est à des niveaux qu'on a connus pendant les années antérieures, et certainement en dessous des pointes. Et là, comment dire, la situation du Parti libéral, qu'il encense là-dedans, n'est pas très portée par les années qui suivent, c'est le moins qu'on puisse dire. Et puis là, évidemment en 1991, quand le chômage monte à toute vitesse en Ontario, il ne faut pas s'étonner que ça dégringole la proportion, la proportion dégringole au Québec.

Comment peut-il tirer les conclusions qu'il a tirées dans son étude de ça? Je donnerai la parole à M. McCallum dans un instant, mais je cherche à faire cet élément, comment dire, cet élément de démonstration, pour commencer.

Si on prend maintenant la proportion des taux de chômage Québec moins Montréal, et, Ontario moins Toronto. Alors, écoutez, ça reste encore supérieur à l'Ontario au Québec. Mais, les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas fait du mauvais travail. Vous savez, c'est très joli, commencer à nous raconter les effets du nationalisme et puis de tout ce qu'on voudra. Mais, les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas fait du mauvais travail du tout. On est encore, bien sûr, à au moins 25 % de chômeurs de plus, en proportion là, au Québec qu'en Ontario. Mais, compte tenu des points de départ, c'est pas mal

mieux que c'était. Ce n'est pas que c'est étale, c'est pas mal mieux que c'était.

Donc, il ne faut pas s'étonner, en prenant ces deux tendances-là, de tomber au troisième graphique qui indique que, si on prend Québec au total, et puis Ontario au total, on est en face d'une tendance à long terme qui est à peu près plate, qui est à peu près plate! Et qui restera, hein, invariablement, un problème à régler dans toute économie du Québec, quelle qu'elle soit. Le chômage est trop haut au Québec. Enfin, ça, vous en tirez des conclusions politiques, on le sait depuis longtemps. La thèse en vertu de laquelle le Parti québécois arrivant au pouvoir aurait permis, en dépensant beaucoup beaucoup d'argent, de maintenir le chômage plus bas qu'il aurait été autrement, est-ce que c'est valide, ça? Singulièrement, si on se compare, comme on se compare toujours à l'Ontario... Justement, on se compare à l'Ontario. Le graphique suivant est reproduit à toutes fins pratiques de M. McCallum. Il est seulement agrandi. On constate, quand on prend la comparaison Ontario-Québec, qu'il semble y avoir... L'augmentation... Les dépenses publiques, dans le secteur public québécois, ont singulièrement augmenté dans les années qui précèdent l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. Mais regardons le graphique suivant qui prend cette ligne du bas, dans le graphique, là: Le graphique est intitulé "Dépenses de l'ensemble du secteur public, Québec moins Ontario, en pourcentage du PIB. Quand est-ce que les dépenses publiques au Québec ont augmenté, beaucoup plus rapidement qu'en Ontario, par rapport au PIB? C'est quand, ça? C'est des années 1970 à 1977 qui est la première année, là, où le Parti québécois prend le pouvoir.

#### Une voix: Ça monte...

M. Parizeau: Et alors, qu'est-ce qui va se produire ensuite pendant que le Parti québécois est au pouvoir? Bon, évidemment, il va y avoir des descentes puis des montées, mais on va être sur une ligne, à toutes fins pratiques, presque plate. On était à 0 %, en 1970. Puis les libéraux, si chers au coeur de M. McCallum, ils vont monter l'écart à 12 %. Le graphique suivant d'ailleurs le démontre assez bien... Excusez-moi, pas le graphique suivant. Il en manque un! Allons donc! Excusez-moi. Allons, si vous voulez, tout de suite à un graphique qui s'intitule "PIB, Dépenses, gouvernement du Québec et IPC": Mais on voit, là, ce qui s'est passé au cours de cette période et on le voit clairement. Le gouvernement du Québec, 1974 à 1976, augmente ses dépenses de presque 20 % par an. Par an! Alors que l'indice du coût de la vie augmente de 10 %. Les dépenses publiques au Québec augmentent, pendant ces années-là, deux fois plus vite que l'IPC. Lorsque le Parti québécois va prendre le pouvoir, il va réduire le rythme d'accélération; on ne tourne pas une auto sur un trente sous.

Bon. De 19,4 % à 13,5 %, alors que l'indice du coût de la vie a à peine fléchi pendant ces années-là, 9,1 %. La période suivante, 1981-1985, le Parti québécois, toujours au pouvoir, augmente ses dépenses d'à peu près 9 %, alors que l'indice du coût de la vie augmente de 7,5 %; on est très proche. Là, les libéraux, revenant au pouvoir, grâce au ciel, ne vont pas nous infliger ce qu'ils nous avaient infligé avant 1976. Et les dépenses publiques ne vont augmenter que de 5,1 %, alors que l'indice du coût de la vie augmente de 4,4 %. Et là on voit qu'en 1990, cependant, ça s'est renversé, que les dépenses publiques, là, à nouveau, commencent à augmenter pas mal plus vite que l'indice du coût de la vie.

Vous comprenez, M. le Président, à quel point j'ai un peu de difficulté à accepter les thèses de départ de M. McCallum, qui a une telle influence ensuite, quand il va examiner les chocs susceptibles d'apparaître dans l'économie d'un Québec souverain en se servant comme élément fondamental de démonstration. Ça s'est produit d'une certaine façon quand ils étaient au pouvoir, qu'est-ce qui va arriver quand ils vont revenir?

Je m'arrête là. J'aimerais avoir quelques commentaires de M. McCallum et je reprends ensuite.

**Le Président (M. Bélanger):** M. McCallum.

**M. McCallum:** J'aimerais dire, en commençant, très sincèrement, que vraiment, à mon avis personnel, le chef de l'Opposition est un homme très remarquable. Quand on le voit à la télévision, il a l'air très sympathique, à mon avis, mais aussi il est non seulement un politicien brillant, mais un économiste brillant. Le seul problème que j'ai avec M. le chef de l'Opposition, c'est qu'il porte le chapeau de politicien et qu'il porte le chapeau d'économiste. Mais, quand on parle du sujet de l'indépendance du Québec, c'est le chapeau de politicien qui prend toujours préséance sur le chapeau de l'économiste brillant. Donc, à mon avis, ce qu'il dit sur l'impact économique de la souveraineté, une question qu'il est extrêmement important pour nous les Québécois de connaître, quand on l'entend en parler, il faut penser à M. Parizeau le politicien et non pas à M. Parizeau l'économiste. J'expliquerai, je répondrai à tous ces points, point par point, pour vous démontrer pourquoi ce que je dis est vrai. Lui, il est un économiste beaucoup plus brillant que moi, mais je ne suis pas tout à fait stupide. Je peux vous montrer que ces points économiques sont vraiment des points politiques.

Commençons avec ces premiers points sur les conséquences économiques et puis je reviendrai aux points plus importants sur Montréal, Toronto, etc. Il dit que ces études ne sont pas comparables. Elles sont comparables en termes de l'effet budgétaire. Selon le Conseil économique, c'était 3,1 % du PIB, 5 milliards. Selon nous,

pour la première année, c'était 4,5 milliards. Donc, c'était comparable pour ça.

Il dit que le Conseil économique parle de gains dynamiques et de l'élimination des doubles emplois. Mais nous acceptons les chiffres de la commission Bélanger-Campeau sur l'élimination des doubles emplois ou du dédoublement ou sur la rationalisation. Nous avons accepté ce qu'ils ont dit, mais nous avons oublié, dans notre étude, de noter que cette élimination des doubles emplois veut dire que la moitié de ces doubles serait des chômeurs. Donc, il y a un coût attaché à l'élimination des doubles emplois pour la moitié des doubles qui n'est plus employée. J'ai mentionné cela aujourd'hui. Et les gains dynamiques, on avait un chapitre, le dernier chapitre du livre, qui portait sur ces choses à long terme et nous avons dit qu'il y aurait peut-être des avantages à long terme à la souveraineté, qu'il faut considérer contre les coûts de la fragmentation ou "unravelling" qu'on a aussi décrits.

Mais maintenant j'arrive aux questions plus importantes sur le chômage et Montréal, Toronto, les dépenses et sur ce que prétend M. Parizeau sur ce que nous, Chris Green et moi, disons. Nous disons que le nationalisme au Québec a des effets négatifs. Il a dit à Valleyfield que notre rapport prône un retour des Québécois francophones à leur statut d'avant la Révolution tranquille. Il a même employé les termes de "Nègres blancs d'Amérique", comme si c'était selon nous, Chris Green et moi, que le nationalisme au Québec a eu des effets négatifs. Si vous lisez le texte comme M. Parizeau vient de le lire lui-même, vous verrez que ce n'est pas nous qui disons ça, c'est Pierre Fortin et Mario Polèse. Lisez-le et vous verrez.

(11 h 15)

Nous, au contraire, je vous lirai ce qu'on dit dans l'étude. En bref, on écrit la chose suivante: "Quoique l'économie montréalaise ait su s'adapter aux changements progressifs provoqués par la Révolution tranquille québécoise, il n'en fut pas ainsi pour le choc beaucoup plus subit causé par la première véritable menace de séparation du Québec au cours de la période 1966-1980. Quoiqu'une économie moderne soit habituellement capable de supporter sans bouleversements majeurs des changements graduels, des chocs subits et localisés sont beaucoup moins supportables, etc." Donc, selon nous, les changements sociaux au Québec, avec la Révolution tranquille, l'économie a pu bien les absorber. Selon Mario Polèse et Pierre Fortin, même la Révolution tranquille a eu des effets négatifs sur l'économie. Donc, nous sommes, dans ce sens, plus "pronationalistes" en termes des affaires économiques que Polèse et Fortin. C'est clair, c'est dans le livre.

Maintenant, j'arrive au chômage, Montréal et Toronto. J'ai tous les chiffres devant moi, parce que j'avais l'idée que, peut-être, M. Pa-

niveau allait parler de cela. Je dois dire que M. Parizeau joue avec les chiffres parce qu'il vous donne les proportions pour le chômage, les proportions. Donc, si le taux de chômage à Toronto est de 2 % et Montréal est 6 %, son chiffre serait 300 %. Terrible. Mais, si c'est 12 % à Toronto et 18 % à Montréal, 150 %, très bon, mais pas très bon pour les chômeurs. Ce qui est important, ce n'est pas la proportion de Montréal sur Toronto. C'est l'écart, le taux de chômage de Montréal moins le taux de chômage de Toronto. Là, vous avez un graphique et, si vous allez à la page 22, c'est très clair. Regardez les différences. Regardez! Ces taux de chômage vont ensemble, Montréal et Toronto. Les taux de chômage vont ensemble, jusqu'à 1976-1977. Et puis, un écart énorme s'ouvre après l'élection du Parti québécois et il reste plus ou moins inchangé jusqu'à 1990. C'est clair, regardez-le. Et ça, c'est clair aussi: Québec moins Montréal contre Ontario moins Toronto.

Pensant que, peut-être, M. Parizeau allait parler de ceci, je vous ai apporté aussi des graphiques. Dans ces graphiques, vous verrez deux choses. J'ai ces deux graphiques dans le livre. Vous les voyez: graphique 2, graphique 3. Tout ce que j'ai fait, dans les graphiques que je vais distribuer maintenant, c'est la différence entre les deux. Cela vous donne une impression visuelle de la même chose. Donc, peut-être qu'on peut les distribuer. Merci. La deuxième page, voilà. L'écart, points de pourcentage. Pas des ratios qui ne veulent rien dire, mais écart, points de pourcentage. Un saut du taux de chômage: Montréal par rapport à Toronto.

Point final, les dépenses. Ce que M. Parizeau fait avec ses remarques, c'est qu'il essaie de défendre les décisions budgétaires du Parti québécois contre le Parti libéral. Il fait des comparaisons entre les deux. Peut-être que c'est important pour le Parti québécois et pour le Parti libéral, mais ce n'était pas du tout le point de mon exercice et je n'ai jamais dit que la tendance vers la hausse des dépenses au Québec par rapport à l'Ontario n'a pas commencé avant 1966. C'est évident que cette tendance a commencé en 1970. La seule raison pour laquelle on a mentionné ce fait, ça n'a rien à faire avec une comparaison "PQ-Libéraux". Tout ce qu'on a dit, c'est qu'on a observé cette augmentation du taux de chômage à Montréal par rapport au taux de chômage à Toronto, commençant en 1977, et on a dit que cette augmentation s'est développée en dépit du fait que la tendance des dépenses québécoises à cette époque était vers la hausse, en proportion du PIB et aussi par rapport à l'Ontario. Et que, donc, même en dépit du fait que le gouvernement de l'époque stimulait l'économie, en dépit de ce fait, on a observé cette augmentation substantielle de l'écart Montréal-Toronto en termes de chômage. C'est tout ce qu'on a dit, le fait que les dépenses étaient en train d'augmenter avant 1976, on l'accepte,

cela n'est pas pertinent à notre hypothèse. Donc, je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le chef de l'Opposition.

**M. Parizeau:** On peut continuer? Nous passons maintenant... On s'est entendu là-dessus. Nous passons maintenant aux coûts de transition, aux effets de dislocation à prévoir. Alors là, la démonstration commence à la page 30. "Dans tous les secteurs, nous serons très vulnérables". Je n'ai pas l'intention de les examiner un par un, les 12 secteurs en question. Mais il y a un certain nombre de remarques que j'ai à faire sur la façon de présenter ce caractère vulnérable.

L'industrie laitière québécoise... Oui, bien, de ce temps-ci, je n'insisterai pas trop sur le fait que la souveraineté pourrait faire perdre le quota de 48 % du lait industriel. Le document de Mazankowski, dans les propositions fédérales, dit que le Québec perdra certainement ses quotas s'il reste dans la fédération. Les industries canadiennes du vêtement et du textile sont très protégées par les tarifs et les quotas et elles sont regroupées au Québec. Ne charriions pas quand même... Au Québec, dans ces emplois-là, dans ces secteurs d'activité, il y a 75 000 emplois. En Ontario, il y en a 40 000 et il y en a pas mal au Manitoba et dans d'autres provinces. Qu'il y ait une concentration au Québec, je veux bien, mais enfin, tout de même, ne poussons pas.

L'automobile. Commençons par Hull et la région avoisinante. Je dirai simplement ceci: Il y a 18 % des fonctionnaires fédéraux qui résident au Québec, 18 %. Et la population du Québec n'est pas loin de 25 % et le PNB est à... La part du PNB est à 23,5 %, quelque chose comme ça. Quand on se dit... Parce que ce n'est pas... il n'y a pas que M. McCallum qui se pose des questions. Mais comment vont-ils faire sur le plan des économies? Les économies, elles sont là, qu'est-ce que tu veux que je te dise? Dans ce sens-là, Bélanger-Campeau est tout à fait clair, ça ne sert à rien de se monter des problèmes qui n'existent pas.

L'ingénierie. Le gouvernement du Québec, en devenant le gouvernement d'un pays souverain, mettra en péril les politiques d'achat d'Hydro-Québec. Et un des exemples qu'on donne, ce sont les contrats à l'industrie d'ingénierie du Québec. C'est comme si, dans le cadre de l'entente de libre-échange, les Américains, eux, de leur côté, avaient abandonné grand-chose dans ce domaine-là. Je dirais qu'au contraire, en devenant un pays souverain, on va être capables, justement, de bien mieux gérer les politiques d'achat qu'on est à l'heure actuelle capables de le faire dans le cadre canadien. Vous donnez ça comme un point où on serait vulnérable, allons donc!

L'industrie de l'automobile. Là, M. McCallum cite Gordon Ritchie qui soutient qu'advenant une

rupture, les États-Unis sauteraient sur l'occasion de mettre fin au pacte de l'automobile et poseraient des conditions très strictes pour toute renégociation. Et le commentaire de M. McCallum, c'est: Quoique l'Ontario risque de perdre davantage que le Québec suite à un tel événement, "risque"! L'Ontario exporte 30 000 000 000 \$ de produits de l'automobile aux États-Unis et le Québec, 2 500 000 000 \$. Et l'Ontario "risquerait" seulement de perdre... Mais voyons! Le plus fort allié qu'on va avoir pour défendre le parc d'automobiles avec les Américains, c'est l'Ontario, voyons! C'est pas qu'ils risquent de perdre, ils perdraient 20 fois ce qu'on perdrait! Tout ça pour aboutir, finalement, à ceci: De façon plus générale, le niveau des dépenses de consommation et d'investissement risque d'être faible, non seulement à cause des chocs directs que nous venons juste de décrire, mais aussi parce qu'un degré d'incertitude élevé relié à la sécurité d'emploi future et à la croissance économique incitera probablement les ménages et les entreprises à agir d'une manière prudente. Voilà! On y est! La dislocation vient de ce que, quand on devient souverain, l'incertitude va faire apparaître des effets néfastes pour l'économie. Ça s'égare puisque, ici, il y a des références au passé. Bien, on va en faire, des références au passé.

M. le Président, j'inciterais tout le monde à tourner les pages des graphiques que j'ai déposés pour... jusqu'à celui qui s'intitule "Investissements manufacturiers: moyenne des croissances annuelles". Je sais qu'on a toujours dit que, en arrivant au pouvoir, le Parti québécois, à cause de cette incertitude, avait provoqué un fléchissement important des investissements. Je sais que tout le monde l'a toujours dit. J'ai toujours répondu: Est-ce que vous pourriez regarder les chiffres? Mais les chiffres, nous les avons devant nous. De 1974 à 1976, les investissements augmentent annuellement au Québec à 9 % par an, alors qu'en Ontario, c'est 23 %. Le Parti québécois arrive au pouvoir les investissements de 1977 à 1980, la période critique et c'est souvent mentionné par M. McCallum, les investissements manufacturiers "foot-loose" là, ce qui est le plus sensible à l'incertitude, augmentent de 19,3 % au Québec et de 13,2 % en Ontario. De 1981 à 1985, les investissements augmentent de 10 % au Québec, de 6,7 % en Ontario. Si je voulais faire de la politique, j'en ferais de la politique avec ça. Je vais m'arrêter là puis je ne ferai pas de commentaires. Si je voulais faire de la politique, ce serait facile d'en faire. Et là, les libéraux reviennent au pouvoir, de 1986 à 1989, puis effectivement leur performance continue d'être meilleure que celle de l'Ontario: 15,0 %, je crois, puis encore, 10,5 %. J'aimerais, quand on soulève la question de l'incertitude que, de temps à autre, on puisse s'appuyer sur des chiffres de ce genre.

Et cela étant dit, M. le Président, je vou-

drais me déplacer quant au coût de l'incertitude sur autre chose que les investissements, sur une autre des données qui revient souvent dans l'argumentation de M. McCallum. La prime de risque sur les taux d'intérêt, les "spreads"... Là, je vais demander qu'on distribue des feuilles sur les "spreads". Il s'agit des obligations à 10 ans, gouvernement du Québec et gouvernement du Canada.

Là, les "spreads", je me suis occupé de ça pendant bien des années. Et moi, les thèses, quant aux primes de risque là, c'est bien dommage, mais qu'on me fasse bien des démonstrations avant de me faire accepter certaines des choses qui, à l'heure actuelle, circulent à cet effet. Je rappellerai d'abord, M. le Président, que les pires "spreads" que le Québec ait connus – et ça, je ne l'ai pas en pourcentage, je devrais l'avoir en pourcentage mais, comme les taux d'intérêt étaient beaucoup plus bas à cette époque que ceux qu'on a connus par la suite, la démonstration n'est qu'amplifiée – les pires "spreads" que le Québec ait connus sont ceux qui ont suivi l'élection de M. Bourassa. En avril 1970, ça a atteint 2 %. On n'avait jamais connu ça, puis on ne reverra jamais ça. Est-ce que c'est parce qu'on se méfiait de M. Bourassa? Non, parce que le syndicat financier garrochait des obligations dès qu'un nouveau premier ministre était élu, puis là, ils sont allés un peu trop loin pendant quelques semaines.

#### Une voix: L'automne 1970.

(11 h 30)

M. Parizeau: L'automne 1970 vient après. Vous voyez, c'est la seconde pointe. Mais, à l'automne 1970, elles ne vont même pas aussi haut qu'au moment de l'élection de M. Bourassa. Les événements d'octobre ont moins énervé les marchés que l'élection d'un nouveau premier ministre au Québec. Mais ils faisaient le coup à peu près chaque fois. Seulement, à ce moment-là, ils ont été un peu loin. On ne mesure pas toujours l'impact qu'on va avoir pendant quelques jours, sur le marché. Évidemment, ces "spreads" là vont baisser, et comme on le voit, pendant les années soixante-dix, ça va baisser à des niveaux qui sont un peu analogues au niveau actuel de l'ordre de 0,7.

Le Parti québécois prend le pouvoir. Il y a une pointe à nouveau, bien sûr. On vient d'être élu. On va nous garrocher des obligations sur le marché, la Caisse de dépôts est pas mal plus active. Et, remarquez la beauté de la chose. De 1976 à 1980 ce Parti québécois qui, dans tous ses prospectus d'émission, annonce toujours que son projet c'est de réaliser la souveraineté du Québec. C'est dans tous les prospectus à cette époque-là. Les "spreads" vont baisser à 0,2 %, à un niveau extraordinairement bas et à une époque où bien des gens pensent que le référendum va passer. Ce n'est pas beau, ça? Parlez-moi de prime de risque. À me garrocher comme ça

des primes de risque, simplement parce que ça a l'air d'avoir du bon sens. Ça a peut-être l'air d'avoir du bon sens pour certains, mais quand on regarde les chiffres, ce n'est pas vrai. On va avoir une pointe. Après le référendum on va remonter à des "spreads" qui vont atteindre 1,7 %, qui vont rebaisser – si vous tournez la page – qui vont rebaisser assez rapidement, qui sont dus à des raisons budgétaires. N'oubliez pas ce sont les conséquences de la récession. Dès que la reprise va se prendre, vous voyez, à partir de 1984, les "spreads" retombent – toujours avec le Parti québécois au pouvoir – à quoi? 0,3 %, 0,26 ? On va même, fin de 1985, avoir 0,20 %. Les libéraux arrivent au pouvoir, ça remonte, comme à chaque fois. Et là les libéraux vont revenir à des niveaux tout à fait raisonnables de 0,36 %, avec une pointe, fin 1990, qui est à peu près de 1 % mais qui est retombée à peu près à 0,115 % pour l'essentiel de l'année 1991.

Est-ce qu'on pourrait, s'il vous plaît, quand on garroche des primes de risque, qui ajoutent sur un certain nombre d'années des milliards, histoire de faire les chiffres ronds, repenser à des choses comme celle-là? Quand on me parle d'effet de dislocation ou de coûts de transition à partir d'arguments comme ceux-là, je m'excuse, je demande des preuves. Surtout quand on s'appuie sur le passé pour essayer de démontrer qu'il y a un avoir, à plus forte raison il faudrait qu'on puisse analyser correctement les données. Et puisque... Combien de temps me reste-t-il?

**Le Président (M. Bélanger):** Douze minutes.

**M. Parizeau:** Alors, je vais passer tout de suite au troisième volet de mon affaire et ensuite je laisserai M. McCallum conclure sur tout ça. Le troisième élément de la démonstration de M. McCallum consiste à regrouper, au-delà des estimés de Bélanger-Campeau, un certain nombre d'éléments au déficit prévu par Bélanger-Campeau. Un déficit prévu, je vous le rappellerai, M. le Président, par les études de Rousseau pour Bélanger-Campeau, un déficit prévu sans augmentation d'impôts. Le niveau de déficit établi par Bélanger-Campeau sans augmentation d'impôt. On ne le répète jamais suffisamment. M. McCallum accepte les études quant à l'ampleur d'un déficit d'un Québec souverain de Bélanger-Campeau et il ajoute des éléments.

Il y a des éléments qu'il me semble avoir traités un peu rapidement. Dans le partage de la dette, qui évidemment va avoir un gros impact sur le déficit. Plus la dette est grosse, plus le déficit sera élevé, à cause des intérêts à payer. Il va nous ajouter 7 000 000 000 \$ pour des pensions à payer, des engagements quant à des pensions à payer à des fonctionnaires fédéraux qui ne résident pas au Québec. Et d'après lui tous les économistes sont tout à fait d'accord

qu'il faut faire ça. Ça me paraît un peu rapide de dire "tous les économistes" et en tout état de cause, en somme, ce qu'on nous propose c'est de prendre des engagements à l'égard de fonctionnaires fédéraux qui sont en Colombie-Britannique ou à Terre-Neuve, qui n'ont jamais payé un sou d'impôt ici, jamais – ils n'ont jamais payé de taxe ici – mais qui vont tirer leur pension d'ici. C'est un principe qui me paraît un peu fort. Bélanger-Campeau a fait une évaluation des actifs physiques du gouvernement fédéral. Il faut le dire, tout le monde ne le sait pas, mais les actifs physiques du gouvernement fédéral sont évalués au bilan à 1 \$. Bélanger-Campeau fait un estimé que, moi, je trouve conservateur. Si j'avais à négocier ça, je commencerais pas mal plus haut, mais, en fait, disons que ce sont des estimés relativement conservateurs établis par Bélanger-Campeau, mais qui donnent une valeur réelle. M. McCallum trouve qu'il ne faut pas procéder comme ça, qu'il ne faut pas leur donner une valeur réelle à ces actifs physiques et, donc, soustraire une partie de ces actifs physiques de la dette pour établir la dette nette. Donc, si je comprends bien M. McCallum, c'est qu'il considère que sur le plan du calcul de la dette nette, notre part maximum dans les actifs physiques fédéraux c'est 0,25 \$. Pas 0,25 \$ par dollar ou 0,24 \$. Pas 0,24 \$ par dollar, 0,24 \$ de 1 \$. C'est 0,24 \$. Ça me paraît un peu fort.

J'avais des choses à dire au sujet du seigneurage qu'il nous faisait payer deux fois à l'égard de la Banque du Canada, mais je vois qu'il l'a retiré. Il cherche à le compenser cependant par ce qu'il appelle "l'effet Landry". Mais "l'effet Landry", c'est "l'effet Bernier" d'après ce que je peux voir. Oui, effectivement, il y a un professeur de l'ENAP qui nous a dessiné, pour un Québec souverain, des forces armées récemment. Je les ai, les forces armées qu'il nous a dessinées. Je ne suis pas certain que je veux ça, moi. On hériterait de quatre frégates et de deux destroyers de la classe Restigouche. Je ne sais pas ce que je ferais avec ça. Mais il y en a pour 445 000 000 \$ par exemple là-dedans. Ah oui! On refait les bases navales. On va mettre 350 000 000 \$ pour l'amélioration des bases navales, et puis pour Bagotville et Saint-Hubert. Je ne sais pas exactement pourquoi on veut absolument que je fasse ça. Je n'ai pas d'objection à ce que le professeur en question trouve que c'est ça qu'il faut. Mais enfin, pourquoi? Et alors, on pose la question, un journaliste pose la question à M. Landry: "Est-ce que vous trouvez que le tiers, c'est-à-dire la proportion passée à la défense nationale au Québec par rapport à ce que Canada dépense, est un ratio qui peut paraître acceptable?" Et il répond à ceci, d'après le rapport qu'on me fait: "Ça donnerait une proportion du PIB analogue à celle que l'Angleterre et les États-Unis assument, sauf qu'eux ont des responsabilités à l'échelle du monde et nous non." Alors, je m'excuse, mais il

n'y en a pas d'effet Landry. Et quand à l'effet Bernier, bien là, on peut bien ajouter le nombre de milliards que vous voudrez, je vous assure que le Québec n'aura pas quatre frégates et deux destroyers. Je ne saurais pas quoi faire avec dans le golfe. Je n'irai pas courir après les poissons.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Marois:** Surtout avec des frégates.

**M. Parizeau:** Alors, vous voyez, je conclus de la façon suivante: Je ne crois pas que l'on doive chercher en invoquant le passé et les politiques économiques suivies par le Parti québécois sans doute, mais par un bon nombre de gouvernements qui nous ont précédés, chercher à nous démontrer que la Révolution tranquille au Québec et ses suites ont eu des effets dommageables pour l'économie du Québec, qui seront encore plus dommageables s'ils vont jusqu'au bout et aboutissent à la souveraineté du Québec.

Deuxièmement, je ne crois pas que l'on puisse, en simplifiant beaucoup les choses et en évoquant les appréhensions du passé, nous tirer des coûts d'incertitude pour l'avenir sans, en tout cas, comment dire, avoir des démonstrations passablement plus fortes que celles que nous avons devant nous.

Et troisièmement, tout ce qu'on m'explique quant aux rectifications apportées aux estimés de Bélanger-Campeau ne me persuadent pas un instant. Je comprends le pourquoi, on veut rectifier, à la hausse de la dette et à la hausse du déficit, Bélanger-Campeau. Je comprends pourquoi on veut faire ça. Je vois bien les raisons qu'on peut avoir pour le faire, mais je ne vois rien dans tout ça qui m'amène à considérer, à remettre en cause les conclusions des études de Bélanger-Campeau.

Voilà, M. le Président, M. McCallum.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Alors, M. McCallum.

**M. McCallum:** Peut-être, M. le Président, je commencerais avec le pacte de l'auto et l'affirmation de M. Parizeau que je ne considère que les coûts au Québec et que l'Ontario, selon moi, n'aurait pas grands problèmes. Cela n'est pas du tout vrai.

And I will speak in English, because what I say now is about the rest of Canada, and the rest of Canada speaks mainly English. First of all, look at these results from business leaders across the country. They are the ones who will be deciding investment and jobs, and Canadian business leaders, outside Québec, are almost as pessimistic about the effect of Québec separation on the rest of Canada, as Québec business leaders are about the effect of Québec separation on Québec. 93 % of Canadian business leaders say

that Québec separation will hurt Canada, outside Québec, in the short run. 74 %, three quarters of them, say the effect on Canada, in the long run, will be bad. And 74 % say that their own companies will be badly hurt, or moderately hurt.

So, let us go on a quick cross-country tour, a very quick tour. Start with Western Canada where I lived for eighth years. Your economy is remarkably volatile and boom and bust. You are highly dependent upon exports of a small number of basic commodities to the United States. A rump Canada would have immensely lower bargaining power vis-à-vis the U.S. and you would be immensely more subject to U.S. protectionism to keep out your soft-wood lumber and your potash and your natural gas. And your interest rates would be higher, just as ours would in Québec, because the whole is greater than the sum of the parts. You too would pay a risk premium on your debt. And we may well have an attack on the Canadian dollar. And then, what do you think John Crow would do? Look at his record! It is obvious what he would do. He would raise interest rates as high as necessary to defend the dollar. And we all pay the same interest rates in Canada, so your interest rates would be higher, just as ours would.

Come to Ontario, everything I just said applies. But, consider the auto pact. Many people think it would come under threat, and that is the backbone of the Ontario economy. Consider trade relations with Québec. Billions and billions of dollars flow between Ontario and Québec. Except under the friendliest of break-ups we would likely have customs barriers along the 401. That would be immensely costly to both Québec and Ontario.

Finally, Atlantic Canada, immensely dependent on federal transfer payments which would be put at risk if Canada broke up. Newfoundland in particular, according to one study, Newfoundland would lose half its population, if it lost its federal transfer payments. So I have never been able to understand why Mr. Clyde Wells plays fastest and loosest with the survival of this country, when half of his population is at risk.

So, what I say to people in the rest of Canada, is we are in this together, and it would be helpful if you would stop all your anti-Québec rhetoric, which apart from being completely untrue, all it is doing is giving ammunition to this man, Mr. Parizeau, to try to break up this country. And, if you go on with this anti-Québec vitriol, he may well succeed. And that would be extremely bad for economic life of everyone in each of the 10 provinces.

Donc, vous pouvez voir, M. le chef de l'Opposition, que ce n'est pas juste le Québec qui aurait des problèmes, selon moi. C'est le pays, c'est chacune des 10 provinces de ce pays. Maintenant, pour retourner aux points détaillés, vous en avez fait plusieurs, donc j'essaierai de répondre assez rapidement parce que je ne suis

pas d'accord avec vous.  
(11 h 45)

Vous dites que le Québec indépendant pourrait bien mieux gérer les politiques d'achat. Oui. Je suis peut-être d'accord. Je sais que vous étiez un très bon ministre des Finances et que vous avez la capacité de bien gérer l'économie et les politiques d'achat, mais ceci n'est pas le problème. Le problème, c'est que les Américains ne permettraient pas à un Québec indépendant de gérer les politiques d'achat d'une façon à favoriser le Québec, parce que le Québec, dans l'Accord de libre-échange, serait un pays souverain, et un pays souverain a des obligations qu'une province n'a pas! Donc, le fait qu'on peut bien gérer l'économie québécoise, bien, n'est pas du tout pertinent; ce sont les Américains qui auraient beaucoup de pouvoirs de négociation, s'il fallait renégocier l'Accord de libre-échange. L'incertitude provenant de l'indépendance. Si vous ne me croyez pas, croyez les dirigeants de nos entreprises. Regardez les chiffres de mon tableau 2: 98 %, l'impact sur l'économie du Québec à court terme négatif; 76 %, impact sur l'économie du Québec à long terme négatif; 85 %, impact négatif sur l'entreprise, de ses chefs d'entreprise sur leur propre entreprise. Nous, les économistes, on peut entrer dans les débats, dans les discussions, de l'incertitude et tout ça, mais ce sont les chefs d'entreprise qui font les décisions sur l'investissement, ce n'est pas nous, ce n'est même pas le gouvernement. Et, selon ces chefs d'entreprise, selon ces sondages du 30 novembre, c'est-à-dire, il y a quelques jours, ils sont très pessimistes. Comme je viens de dire en anglais, les dirigeants du Canada anglais sont presque aussi pessimistes. Donc, je ne veux pas suggérer que c'est uniquement un problème pour le Québec, mais c'est un problème pour le Québec, ainsi que pour le reste du Canada.

En ce qui concerne l'investissement manufacturier, comme on dit en anglais "the proof of the pudding is in the eating". C'est bon d'avoir une bonne croissance de l'investissement manufacturier, mais à la fin du compte, à la fin du jour, ce qui compte pour la population, pour les Québécois c'est l'emploi et le revenu. Et ce que j'ai démontré, c'est que le taux de chômage a monté en dépit d'une croissance rapide des dépenses du gouvernement, en dépit d'une croissance assez rapide de l'investissement manufacturier. Et c'est normal qu'on suggère l'étude du professeur John Helliwell de l'Université de la Colombie-Britannique. C'est normal qu'on ait une espèce de rattrapage-convergence et que la productivité au Québec s'accroisse plus rapidement que la productivité en Ontario. C'est ce qui arrive dans toutes les provinces, qu'on rattrape, qu'on se converge graduellement, très graduellement, tant que le Québec a bien fait, mais les autres provinces ont fait la même chose.

Prime de risque: Mon chiffre sera plus bas que celui du Conseil économique: 1,6 % n'est pas

hors de l'échelle ici, tandis qu'une vraie séparation du Québec est un événement politique hors de l'échelle de l'expérience qu'on a eue. Et, en termes de la confiance des marchés financiers, le Québec aurait des problèmes à établir sa crédibilité, surtout étant donné ses déficits énormes, dont j'ai parlé. Le Canada aurait ces mêmes problèmes, si le Canada continue à exister sans le Québec, ce qui n'est pas sûr. Donc, la prime de risque s'appliquerait aussi pour le Canada. Mais un chiffre de 1,6 %, si vous le comparez avec ce graphique, n'est pas du tout extrême.

Là, monsieur, avec beaucoup de respect, je dois dire simplement que vous avez tort. Nous avons écrit à la page 75: "Toutefois, les passifs actuels au chapitre des pensions de retraite sont dus aux services passés, rendus aux Canadiens dans l'ensemble, par les fonctionnaires et les Forces armées." Nous, au Québec, nous devrions payer notre part des services des fonctionnaires canadiens, y compris les Forces armées, rendus dans le passé. Cela n'a rien à faire avec la province de résidence de ces anciens employés. Ou, si le fonctionnaire prend sa retraite en Floride, au Québec ou en Colombie-Britannique n'est pas pertinent. La part du Québec dépend de la part des bénéfices que nous avons reçus dans le passé. Je pense que c'est un point d'analyse économique assez élémentaire et si vous ne me croyez pas sur ce point, posez la question à Pierre Fortin. Posez la question à Yvan Stringer. Posez la question à n'importe quel économiste compétent et vous aurez la même réponse, je vous le dis.

Et, finalement et très rapidement, cette question de défense. Tout ce que j'ai fait, c'est citer M. Landry. Si M. Landry n'est pas d'accord avec M. Parizeau ou si M. Landry a été mal rapporté dans le journal, dans ce cas, je retire ma suggestion. Ce qu'il a dit, selon ce que j'ai lu dans le journal, c'est que "le ratio était acceptable" dans le sens que c'était plus ou moins 23 % des dépenses fédérales. Et donc, le Québec paierait, plus ou moins, la part que nous payons maintenant en termes de la défense du territoire global, y compris le Québec et le Canada. Je n'ai aucune idée si le Québec souverain décidera de faire cela ou non. Tout ce que je faisais, je citais cette étude et je citais l'approbation, comme rapportée dans le journal, du vice-président du Parti québécois. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Ceci fait en sorte que le Parti québécois n'a plus de temps d'alloué. Je passe donc à la formation ministérielle et j'ai Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Merci, M. le Président. Tout d'abord, M. McCallum, je suis contente de constater que vous avez tout de même souligné que les membres de la commission Bélanger-Campeau n'avaient pas nécessairement accepté le

scénario qui avait été proposé par le secrétariat. C'était beaucoup plus une initiative personnelle du secrétariat que des membres comme tels. Je voulais faire le point là-dessus.

Je vais reprendre votre document de ce matin. J'aimerais vous amener aux pages 7 et 8 de votre document, où on parle plus particulièrement de la question du partage de la dette et de l'évaluation et le partage des actifs. Si mon souvenir est bon, à la commission Bélanger-Campeau, on disait que le Québec devrait récupérer environ 18 % de la dette du fédéral, et ce, dans un Québec souverain. Par contre, on ne voit pas ce chiffre-là dans votre document. Est-ce que vous pourriez m'expliquer la différence entre la commission Bélanger-Campeau et votre document?

**M. McCallum:** En effet, les seules différences entre nous deux sont les quatre points que je mentionne et j'ai changé d'avis sur la Banque du Canada et maintenant je suis d'accord avec Bélanger-Campeau sur ça. Donc, il n'y a que trois différences: le partage de la dette, pour eux c'est 22,8 % et pour nous, c'est 23,4 %, le passif au titre du régime de retraite que je viens de discuter, en réponse à M. le chef de l'Opposition, et le partage des actifs.

Maintenant, eux, ils font plusieurs calculs compliqués et à la fin ils arrivent à ce chiffre de 18,5 %, ce qui a été rapporté dans les journaux. Mais, ce n'est pas tout à fait correct parce que la part de base que suppose l'étude Rousseau, c'est 22,8 %. Donc, les gens du reste du Canada devraient savoir cela parce que le Québec, selon ce rapport, propose de prendre sa part, 22,8 %. On arrive à 18, juste en soustrayant certaines choses comme les actifs. Moi, le point que je fais, c'est que, si on était arbitre et qu'on essayait d'arriver à une solution équitable, on ne pourrait pas accepter cette évaluation et ce partage des actifs parce que, comme j'ai dit, quoique cela serait plaisant pour nous, ce n'est pas correct pour le reste du Canada. Parce que ce que fait cette étude, c'est qu'elle donne des valeurs très élevées à ces actifs physiques, la valeur de remplacement, tandis que ceux qui sont pris, ayant donné une valeur très élevée des actifs, ils disent: Non, on n'acceptera pas notre part de ces actifs. Vous pouvez les prendre. La valeur est très, très élevée selon leur méthode. Donc, on soustrait de la dette du Québec la part de ces actifs que nous ne prenons pas. Mais nous avons donné à ces actifs une valeur surévaluée. Donc, ce n'est pas du tout juste par rapport au reste du Canada. C'est ça que je dis.

Juste pour vous donner un exemple, la valeur de remplacement d'un édifice fédéral à Hull, c'est x. Quelle est la valeur de marché de cet édifice le jour après l'indépendance? Inférieure à x probablement. Et quelle est la valeur de marché du pont Champlain? Ces choses sont

extrêmement difficiles à évaluer. Mais, en même temps, si on se sépare, les marchés financiers auront besoin de réponses rapides à ces questions, tandis que les études des valeurs correctes et de tous ces actifs physiques prendront des années et des années et donneront beaucoup d'emploi aux économistes et aux comptables.

Donc, ce que nous disons, dans notre étude, c'est qu'il faut aller en deux étapes. Premièrement, une résolution rapide selon laquelle le Québec reçoit sa part des revenus de propriété du gouvernement fédéral d'aujourd'hui, la même part de ces revenus que la part des intérêts que nous paierions. En deuxième étape, on a toute une série d'études sur l'évaluation et tout ça, et à la fin du compte, on aurait des paiements positifs ou négatifs peut-être, dépendant des résultats de ces études. Mais, en ce moment, je pense que c'est très difficile de prédire tout ça.

**Mme Bégin:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de D'Arcy-McGee a demandé la parole. Est-ce qu'il y a consentement, puisqu'il remplacerait M. Cameron et on ne l'avait pas annoncé au début? Alors, je présume qu'il y a consentement. Il aurait quatre minutes.

**M. Libman:** Quatre minutes, c'est tout ce qu'il reste.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Libman:** O.K. Alors, j'ai seulement un commentaire, M. le Président. Premièrement, c'est un plaisir de remplacer le député de Jacques-Cartier pour entendre le témoignage de M. McCallum and I think Mr. McCallum has to be congratulated, for a very comprehensive and what I believe is a very realistic, a very strong dosage of reality which, sometimes, is very much needed around here. And to be honest, your presence here, for me, literally, is a breath of fresh air, blowing through the corridors of the National Assembly, this morning. I think your study has to be commended and really looked at very seriously, by all the members around this table, as quite an accurate portrait of the unraveling process that could have considerable negative consequences on the independence of Québec. My only comment, here, in the short time I have, je veux, M. le Président, seulement souligner encore l'illégitimité de l'étude qui a été faite par le secrétariat de la commission Bélanger-Campeau. L'Opposition officielle se réfère souvent à l'étude économique faite par la commission Bélanger-Campeau, mais il faut souligner le fait qu'il y avait 37 membres à cette commission. C'est une étude qui a été faite par le secrétariat de cette commission, dirigé par M. Rousseau, dont nous savons quelle est l'orientation constitutionnelle et politique et, quand M.



Rousseau a présenté son étude devant tous les membres de la commission Bélanger-Campeau, der derrière les portes closes, en mars passé, il y avait beaucoup de questions soulevées par les membres du fait que ça ne représentait pas nécessairement l'opinion de tous les membres de Bélanger-Campeau. Alors, il faut encore souligner le fait qu'il y avait 37 membres à cette commission...

(12 heures)

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député, je vous suggérerais d'aller rapidement à votre question puisque vous avez quatre minutes.

**M. Libman:** Comme je l'ai dit, j'ai seulement voulu féliciter M. McCallum pour une présentation très forte et très réaliste et encore souligner le fait que l'étude à laquelle l'Opposition officielle fait référence, l'étude Bélanger-Campeau, ne reflète pas la majorité des membres de Bélanger-Campeau, mais seulement le secrétariat dirigé par M. Rousseau, qui a créé cette étude. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, c'était une mise au point, si je comprends bien. Le suivant, c'est M. le député de Saint-Louis. La parole est à vous.

**M. Chagnon:** Merci, M. le Président. M. McCallum, bienvenue à cette commission parlementaire et nous sommes évidemment toujours fiers et contents d'avoir des gens qui expriment des opinions différentes les uns des autres. Il n'y a rien de plus ennuyant que d'avoir des litanies constantes de témoins qui viendraient nous dire de façon successive la même chose de la même façon.

Je disais tout à l'heure à M. le chef de l'Opposition que je souhaitais que sa porte fracassée après la lecture du livre de M. McCallum soit réparée depuis le temps parce qu'avec la température qu'on a, c'est vraiment... ce serait non seulement dommage, mais ça risque d'être ennuyeux d'avoir de la neige qui se ramasse dans la maison.

Pour revenir aux propos, entre autres, du chef de l'Opposition, concernant une partie de son argumentaire... Il a, effectivement, de la difficulté à tenir des statistiques sur les proportions de taux de chômage qui sont... statistiques qui sont tout à fait fondées, personne ne peut remettre en question ces statistiques-là. C'est un point de vue, de regarder l'organisation ou de regarder une proportion des taux de chômage entre Montréal et Toronto et de regarder les points d'écart qu'il y a entre Montréal et Toronto en termes de chômage. Je n'hésiterais pas à vous dire, messieurs, que vous pourriez vous parler encore pendant un an, mais vous ne parlez pas de la même chose. Tant et aussi longtemps que vous ne parlerez pas des mêmes statistiques ou que vous ne prendrez pas le même point de

vue statistique, vous pourrez toujours, éventuellement, en tirer des conclusions qui seront contradictoires.

Si on regarde un tableau qui nous a été présenté par le chef de l'Opposition concernant les dépenses de l'ensemble du secteur public du Québec moins l'Ontario, il y a effectivement une croissance, une croissance énorme entre 1970 et 1976 des dépenses de l'État au Québec, qui vont... Qu'on le regarde comme on voudra, il y a une augmentation de ces dépenses-là et le chef de l'Opposition se souviendra aussi des programmes sociaux qui ont été mis de l'avant à cette époque... qu'on pense à l'assurance-maladie, à l'aide juridique, à la Cour des petites créances, en tout cas, une ribambelle de besoins sociaux — et qui ont été, je pense, généralement bien reçus et estimés par la population au Québec. D'ailleurs, vous avez travaillé là-dessus, je ne sais pas si c'est avec la commission Castonguay-Nepveu et autres, peut-être avez-vous travaillé avec Castonguay-Nepveu?

**M. McCallum:** Avant ça.

**M. Chagnon:** Bon. La difficulté qu'on a, c'est de regarder le niveau de dépenses entre 1976 et 1985. Sans vouloir tomber dans des perspectives partisans, il n'en demeure pas moins que si le budget du Québec... Et là, je réfère le chef de l'Opposition à des dossiers qu'il connaît très bien.

On se souviendra du budget 1990-1991, de l'annexe I du budget 1990-1991 où on a l'ensemble du sommaire des opérations financières depuis les années 1970-1971 jusqu'à 1989-1990. On remarque qu'entre 1970-1971, comme vous l'avez signalé, il y a une augmentation de 250 % du budget. Un budget qui, en 1970-1971, était un budget de 4 000 000 000 \$, devient un budget de 10 000 000 000 \$: en 1976-1977, 10 700 000 000 \$.

Lorsque vous devenez ministre des Finances, il y a un budget de 10 700 000 000 \$, vous terminez l'exercice financier avec un budget de 10 700 000 000 \$. Quelques années plus tard, sept ans plus tard, il y a un budget de 27 000 000 000 \$, c'est-à-dire une augmentation de 270 % sur un laps de temps qui, évidemment, a fait en sorte... Pardon?

**Une voix:** Avec des taux d'inflation de combien?

**M. Chagnon:** Avec des taux d'inflation importants les deux années de 1981-1982 et 1982-1983, de près de 20 %. Mais il n'en demeure pas moins que vos revenus, eux, ont crû davantage par rapport à la période actuelle. Je ne pense qu'aux transferts fédéraux. Les transferts fédéraux ont passé de 2 500 000 000 \$ en 1976-1977 à 6 260 000 000 \$, soit une augmentation de plus de 260 % aussi, parce que vous les aviez négociés

à distance. Alors, vous avez contribué non seulement, je dirais, dans ces années, à nous amener à la série de déficits budgétaires du gouvernement les plus élevés, mais vous vous annoncez comme ayant contribué à nous avoir apporté de gros déficits fédéraux qui viennent... Aujourd'hui, on se doit de diviser, en ayant participé et en ayant fait participer si généreusement le gouvernement fédéral dans nos revenus provinciaux. Vous avez contribué à nous endetter davantage sur le plan du budget fédéral.

**M. Brassard:** Ça s'adresse au chef de l'Opposition.

**M. Chagnon:** Ceci étant dit, le budget fédéral...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Chagnon:** Pardon, M. Brassard?

**M. Brassard:** La question va s'adresser au chef de l'Opposition.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Chagnon:** Moi, je serais prêt à l'adresser au chef de l'Opposition mais je n'ai pas terminé mon premier commentaire. Le trouvez-vous déjà trop long là, M. le député?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Non, non. Simplement, si vous continuez sur cette lancée-là, je demanderais que ce soit le chef de l'Opposition qui réponde.

**M. Chagnon:** Alors, j'allais continuer. Concernant les déficits fédéraux, tous ici estiment ici qu'ils sont catastrophiques et entraînent l'économie canadienne dans une situation, en fait, qui risque d'affecter chacun des Canadiens, chacune des Canadiennes. On a regardé... On sait que le déficit accumulé du gouvernement fédéral est de près de 400 000 000 000 \$. On se dispute des points à savoir... Puis, on a raison, évidemment, de se disputer sur des points. Est-ce que c'est 18,4 % ou 21,4 % ou 23,4 % de ce déficit qui pourrait être l'objet de la propriété d'un Québec souverain? Évidemment, à l'ampleur de la somme à se diviser, ça a des effets pervers pour ceux qui en hériteront. Sauf que, dans votre volume, pages 64, 65, lorsque vous parlez des déficits gouvernementaux et ce que vous appelez... Dans le chapitre que vous appelez "Les éléments compensatoires; gains économiques découlant de la souveraineté du Québec", M. McCallum, lorsqu'on a environ 400 000 000 000 \$ de déficit dans notre État fédéral, il y a une pensée, au Québec, qui a fait du chemin et dont vous parlez dans votre document qui se dit: Aussi bien se sauver puis devenir souverain le

plus rapidement possible, de façon à éviter d'être avalé par un gouvernement sur lequel on n'a pas un contrôle plus que 75 députés sur 285 et qui risque de nous entraîner dans une "argentinisation" de notre économie, ce que personne au Québec ne veut connaître. Vous prétendez que de voir des gouvernements comme celui du Canada, continuer à garder un rythme de croisière de 40 000 000 000\$, entre 35 000 000 000 \$ et 40 000 000 000 \$ de déficit cette année – on sera probablement près de 40 000 000 000 \$ – de voir l'Ontario s'enliser ou s'enfoncer, je dirais, dans une augmentation spectaculaire de son déficit à 10 000 000 000 \$, vous semblez persuadé que la thèse de ceux qui estiment qu'on aurait intérêt à se retirer plutôt qu'à conserver le lien économique canadien, serait une thèse illogique. Est-ce que vous pourriez commenter là-dessus?

**M. McCallum:** Oui. Je pense que la plupart de vos remarques, en général, sont peut-être mieux répondues par M. le chef de l'Opposition, parce que ces remarques concernent un débat Partis québécois-libéral qui ne nous concerne pas dans cette étude. Mais je répondrai...

**M. Chagnon:** Mais la question vous était quand même adressée, vers la fin.

**M. McCallum:** Oui, mais je répondrai aux deux points que vous avez soulevés. Vous dites que M. Parizeau et moi... Je pense que vous avez dit que nous n'utilisons pas les mêmes statistiques. C'est tout à fait incorrect. Il n'existe que les statistiques de Statistique Canada pour le taux de chômage à Montréal et le taux de chômage à Toronto. Donc, nous avons précisé les mêmes statistiques. La seule différence, c'est que, lui, il prend le ratio Montréal-Toronto et, moi, je prends l'écart Montréal moins Toronto.

**M. Chagnon:** C'est ça que je veux dire.

**M. McCallum:** Et pour les raisons que j'ai déjà expliquées, si on s'intéresse aux individus qui sont les chômeurs, ce qu'on devrait prendre c'est l'écart taux de chômage Montréal moins taux de chômage Toronto. Et c'est ça que nous avons fait. Mais nous avons les mêmes chiffres. Il n'existe pas un chiffre pour ces taux de chômage.

**M. Chagnon:** Vous n'avez pas les mêmes statistiques.

**M. McCallum:** Si on arrive à votre deuxième question, oui, dans le dernier chapitre du livre, nous avons discuté des éléments compensatoires, les gains économiques qui pourraient découler de la souveraineté du Québec. Et j'ai mentionné ce point que le déficit et l'endettement du gouvernement fédéral posent un problème, comme vous

venez de le dire. C'est un risque. Et je suis d'accord que c'est un risque. Mais je suppose que je dirai trois choses en réponse. Premièrement, que oui le déficit fédéral est élevé maintenant, en partie à cause de la récession. Mais il semble que le gouvernement fédéral indique une certaine fermeté de politique envers les salaires de ses fonctionnaires, par exemple, qu'il n'a pas démontrée dans le passé. Et je pense que la crédibilité du gouvernement fédéral s'améliore à un certain degré. Et il est vrai que les dépenses de fonctionnement par rapport au PIB sont en déclin, comme vous pouvez le voir sur ces graphiques. Donc, je suis d'accord qu'il y a des risques, mais je pense qu'il y a un certain progrès au niveau fédéral.

Mais l'autre chose que j'aimerais dire: Oui, il est tout à fait correct que le Québec, récemment, au cours des cinq dernières années, disons, a fait beaucoup de progrès en termes de contrôle des finances publiques, peut-être mieux contrôlées que toute autre province au Canada. Mais je pense qu'il est un peu dangereux de sauter de cette expérience où les problèmes sont grands, mais pas si énormes que les problèmes qu'on aurait si on devenait indépendant, avec toute la dette, etc. Donc, le Québec aurait des problèmes énormes et il est dangereux de surestimer notre capacité de gérer ou de résoudre tous ces problèmes parce que, par ordre de grandeur, nos problèmes de finances publiques seraient beaucoup plus sérieux qu'ils ne le sont aujourd'hui. Maintenant, j'ai beaucoup confiance, en termes de capacité du Québec de gérer ses finances. Mais il faut aussi comprendre, si vous regardez les chiffres que je vous ai présentés concernant le déficit, qu'on aurait des problèmes, un défi énorme, et que les problèmes, au moins à court terme, pour régler ces problèmes seraient énormes. Pensez par exemple aux fermiers. Je cite Marcel Côté quelque part quand il dit: Quelques milliers de fermiers fâchés, c'est très difficile pour les gouvernements, soit péquiste, soit libéral, de dire non quand il y a des manifestations dans la rue de ces gens qui ont perdu leur emploi. Et qu'est-ce qu'on ferait avec les fonctionnaires à Hull qui, peut-être, seraient mis à pied? L'ordre de grandeur des difficultés est énorme, c'est ça que je dis et, même si on est très capable, on ne devrait pas sous-estimer ces problèmes.

**M. Chagnon:** Ce qui m'amène, M. le Président, M. le nouveau Président...

**Le Président (M. Richard):** Vous avez la parole, M. le député de Saint-Louis.  
(12 h 15)

**M. Chagnon:** ...peut-être à être légèrement en désaccord avec notre invité en ce qui concerne la capacité du gouvernement fédéral d'éviter, sa capacité à tout le moins de diminuer son déficit. Notre invité, M. McCallum, attribue à

la récession l'augmentation du déficit fédéral, mais si je me fie à la statistique même de son livre, page 65, graphique 8, je regarde qu'il n'y a pas grand-chose de plus droit que la ligne du pourcentage du déficit du gouvernement fédéral par rapport au pourcentage du produit intérieur brut et ça depuis, bon Dieu, particulièrement depuis le milieu des années soixante-quinze ou quatre-vingt, 1978, 1979. Voyez, depuis 1978, le déficit représente 5 % du PIB et on se retrouve en 1990 dans la même situation ou à peu près. Avec des pointes, j'en conviens; en 1985: 6 %. Mais c'étaient des années de croissance.

**M. McCallum:** Il y a plusieurs manières de lire un graphique. Si vous regardez les dépenses du programme depuis l'élection du présent gouvernement, vous pouvez voir qu'en ratio du PIB ces dépenses du programme ont baissé de façon significative, de quelque chose comme 20 % en 1984...

**M. Chagnon:** Ah, il y a un effort!

**M. McCallum:** ...de quelque chose comme 16 % en 1990 et, si vous regardez le graphique sur le déficit, vous verrez que depuis 1984 le déficit est tombé très sensiblement. Certainement, il est vrai que le problème n'est pas réglé. Mais tout ce que je dis, c'est qu'il y a eu un élément de progrès et qu'il y a des indications concernant les politiques salariales des fonctionnaires du public, par exemple, que ce progrès pourrait continuer.

**M. Chagnon:** Vous comprendrez de toute façon l'intérêt qu'à tout le moins notre formation politique porte à la considération du gouvernement fédéral d'essayer de contrôler et de diminuer son déficit le plus rapidement possible. C'est non seulement un souhait, mais c'est une préoccupation qui est la nôtre depuis au moins cinq ou six ans comme vous l'avez remarqué.

Une question concernant le chevauchement des compétences.

**M. McCallum:** Concernant...

**M. Chagnon:** ...le chevauchement des compétences.

**M. McCallum:** Oui.

**M. Chagnon:** "Overlapping".

**M. McCallum:** Oui.

**M. Chagnon:** Pages 67, 68 et 69, en tout cas, vous amenez une opinion qui est relativement nouvelle à l'effet que les chevauchements de compétences ne sont pas nécessairement mauvais en soi, ce qui peut être vrai dans certains secteurs, mais vous ne nous dites pas

dans quels secteurs vous jugez que ça pourrait être mauvais. Même, contrairement à une opinion qui n'est déjà presque même plus répandue, mais qui est devenue l'espèce d'opinion unanime au Québec en ce qui concerne la formation professionnelle et la formation de la main-d'œuvre. La main-d'œuvre et la formation professionnelle, vous y voyez, si je comprends bien, un intérêt à ce qu'il y ait un chevauchement.

**M. McCallum:** Moi, je suis fédéraliste, peut-être que ce n'est pas une surprise.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. McCallum:** Mais je suis aussi...

**M. Chagnon:** Ce n'est pas un défaut non plus.

**M. McCallum:** Mais aussi je suis décentraliste. Donc, je favorise une certaine décentralisation des pouvoirs, certainement y compris ce que vous venez de mentionner, la formation de la main-d'œuvre. Néanmoins, j'ajoute que, dans certains cas, les chevauchements ne sont pas nécessairement mauvais. Et je donne un exemple, et cet exemple provient du monde universitaire. Et je pense que... et pas juste... et je parle des universités francophones, comme l'Université de Montréal. Je pense que la plupart des professeurs croient, et aussi l'administration de l'UDM croit, que c'est mieux d'avoir et les conseils de CRSH, les conseils de subventions au niveau fédéral, et le FCAR au niveau provincial. Là, il y a un chevauchement et il y a un dédoublement des frais d'administration. Donc, pourquoi c'est souhaitable? La raison, selon les universitaires francophones c'est que si les professeurs québécois sont en compétition avec tous les professeurs du Canada, cela encourage l'excellence. Et donc, c'est juste un exemple. Et, je ne suis pas expert de tous les domaines de dépenses, mais je pense qu'il faut admettre, que c'est possible, que dans certains cas, quoique les dédoublements ont des coûts, il peut y avoir aussi des bénéfices.

**M. Chagnon:** Mais, en ce qui concerne la main-d'œuvre et la formation professionnelle, vous faites partie de l'opinion qui est unanime à l'effet qu'elles devraient revenir aux provinces, ou à tout le moins au Québec, qui voudrait l'assumer.

**M. McCallum:** C'est ça que j'ai dit, oui.

**M. Chagnon:** O.K. Merci, M. le Président.

**M. McCallum:** J'ai dit que je suis décentraliste.

**M. Chagnon:** Un décentralisateur. Alors, merci M. McCallum.

**Le Président (M. Richard):** Merci. Je cède maintenant la parole à M. le député de Viger, M. Maciocia.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. Merci, M. McCallum. Le moins qu'on puisse dire, M. McCallum, c'est que votre étude a suscité beaucoup d'émotivité, au moins de l'autre côté de cette table. On se rappellera que M. Parizeau a déjà dit qu'il était scandalisé de vos écrits, dans le dernier volume que vous avez écrit. Et vous avez qualifié même les propos de M. Parizeau d'hystériques. Mais, vous avez pris même la peine d'aller plus loin, vous avez senti même le besoin de répondre par écrit à M. Parizeau, et vous l'avez fait le 29 novembre dans *Le Devoir*.

**M. McCallum:** Je n'ai pas entendu.

**M. Maciocia:** Et vous l'avez fait par écrit le 29 novembre, dans le journal *Le Devoir*. Vous avez pris la peine d'écrire quelque chose pour répondre à M. Parizeau.

**M. McCallum:** Oui.

**M. Maciocia:** Et au point 4...

**M. McCallum:** Je l'ai ici.

**M. Maciocia:** Et au point 4, oui c'est ça, et au point 4 de votre argument, vous réfutez l'accusation faite par M. Parizeau à l'effet que vous êtes un anti-Québécois et un anti-français. Et je lis, au point 4, vous dites: "Nous sommes anti-Québécois et anti-français. C'est une accusation complètement ridicule. Si j'étais anti-français, pourquoi j'aurais enseigné à l'Université du Québec à Montréal pendant cinq ans, et pourquoi est-ce que les économistes des universités québécoises, en majorité francophones, m'auraient-ils choisi comme président de leur société pour l'année 1990-1991?" Je suis parfaitement d'accord avec vous, et moi je considère que vous êtes un Québécois comme les autres, et que vous respectez les Québécois comme les autres. Mais j'aimerais vous poser une question à titre de Québécois anglophone. J'aimerais connaître votre opinion – probablement que ce n'est pas dans le texte que vous nous avez soumis – mais connaître votre point de vue sur la reconnaissance du Québec comme société distincte. Êtes-vous d'accord avec l'idée que le Québec doit être reconnu par le reste du Canada comme une société distincte?

**M. McCallum:** Merci, monsieur. Peut-être que je peux répondre premièrement en français, et puis en anglais. En termes de mon propre point de vue, et maintenant je parle comme citoyen plutôt que comme économiste, personnellement – et je pense qu'il y a beaucoup d'anglophones québécois comme moi – je crois que le

Québec est une société qui est très ouverte et très tolérante. Et moi, personnellement, je prévois demeurer ici, quel que soit le statut politique du Québec. Et aussi, je n'ai aucune peur de la clause de société distincte. Je n'ai pas peur, parce que d'après tout ce que j'ai vu, la majorité francophone va traiter ses minorités avec dignité et avec honneur. Et moi, je pense cela, même s'il y a des choses, des problèmes. Comme toujours, il y a des choses sur lesquelles on n'est pas d'accord, mais fondamentalement, je pense que nous avons des relations excellentes et donc, je n'ai pas peur de l'idée de société distincte. Mais plus que ça, ce n'est pas juste que je n'ai pas peur mais je peux dire une autre chose, c'est que beaucoup d'entre nous, les anglophones, sommes même favorables à cette clause parce que, pour nous, c'est l'atmosphère européenne, le caractère français du Québec et de Montréal. C'est un caractère que nous souhaitons voir préserver et stimuler, parce que c'est ce caractère qui fait de notre province et surtout de notre ville de Montréal, l'endroit où nous voulons demeurer, parce que c'est différent, c'est plus dynamique, et ça, c'est l'influence française et l'influence européenne. Donc, je n'ai pas peur de la société distincte et même, plus que ça, je favorise les moyens qui préserveraient et promouvraient le caractère français du Québec tout en protégeant les droits des minorités. Mais, sur ce point, j'ai confiance que la majorité ferait cela.

And now, perhaps I could say one point in English, and this is really... We, Québec Anglophones, are kind of in the middle, here. We are Quebecers like are Francophone Quebecers, but we are Anglophones like most of the rest of the people in Canada. So, I would like to say one thing in English about the distinct society clause. I would like to say that the people in the rest of Canada should not get all twisted up about distinct society. It's crazy. It's not going to affect your rights one iota. It's not going to cost you a penny. If anyone is going to suffer from it, it is us. It is we, fellow Anglophones in Québec, whose rights would be put at risk. And yet, I know I speak for many Anglophones when I say that we have no fear of the distinct society because we believe that Québec is an open and tolerant society.

So, the message, I hope, that the people in English Canada will get is to just lay off distinct society because we, who would be living with it, do not worry about it, or many of us do not. So, it is not going to affect you one little bit.

**Le Président (M. Richard):** M. le député d'Orford, vous avez la parole. M. Benoit.

**M. Maciocia:** Merci.

**M. Benoit:** M. McCallum, il ne reste pas

beaucoup de temps. Je vais rapidement... Dans l'introduction de votre livre, vous dites que vous ne doutez pas de la viabilité d'un Québec souverain. D'abord, qu'est-ce que veut dire pour vous la viabilité d'un Québec souverain? Et, est-ce que c'est une garantie de prospérité économique pour les Québécois? Vous semblez faire un lien entre les deux, entre la viabilité du Québec souverain et la prospérité économique pour les Québécois, les individus. Est-ce que vous pouvez élaborer rapidement? On doit terminer dans deux minutes, je pense.

**M. McCallum:** Oui, viabilité... Oui, le Québec indépendant serait viable. But, so what! La viabilité n'est pas la chose importante. Ce que l'on veut savoir c'est quel serait l'impact de l'indépendance sur le niveau de vie. Il y aurait des coûts et peut-être aussi des bénéfices, mais quel est l'impact net sur le niveau de vie des Québécois? Pour moi, c'est ça la question. Donc, je ne mets pas en doute la question de viabilité. C'est-à-dire les choses fonctionneraient, mais ce n'est pas suffisant comme réponse. Ce qu'il faut savoir, c'est quel est l'impact sur le niveau de vie de la Québécoise et du Québécois moyen.

**M. Benoit:** Et à ça, vous avez une réponse sur le niveau de vie du Québécois moyen?

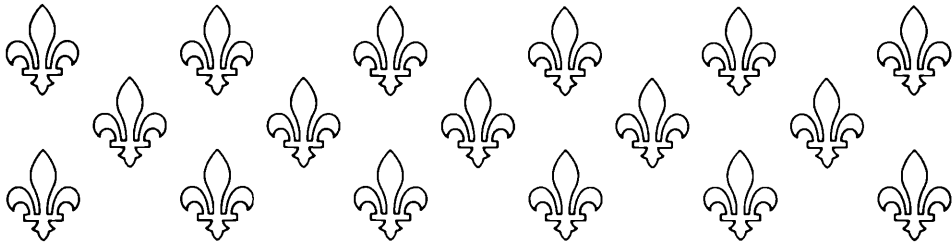
**M. McCallum:** Selon nos estimations, pendant une période de transition, on aurait des coupures majeures des dépenses, on aurait des augmentations sensibles des taux d'imposition. Donc, il y aurait un effet négatif assez important et, à long terme, beaucoup d'incertitude. Moi, personnellement et selon les chefs d'entreprise, à long terme, probablement négatif. Mais les économistes ne savent pas vraiment ce qui va arriver à long terme.

**M. Benoit:** Merci, M. McCallum.

**Le Président (M. Richard):** Merci, mesdames et messieurs. À titre indicatif, les travaux de la commission devraient reprendre à 15 h 30, le lundi 9 décembre, à la maison Maizerets, 1000, avenue de la Vérendrye, à Québec. Nous recevrons M. Vély Leroy pour le dossier de la monnaie. Merci beaucoup, M. McCallum, au nom des membres du Parlement. Nous ajournons sine die.

(Fin de la séance à 12 h 30)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le lundi 9 décembre 1991 — No 14**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Calendrier de travail	CEAS-351
Exposé de M. Vély Leroy	CEAS-352

### **Intervenants**

M. Guy Bélanger, président

M. Cosmo Maciocia  
M. Jacques Brassard  
M. Jacques Léonard  
M. Robert LeSage  
M. Robert Benoit  
M. François Gendron  
M. Henri-François Gauthrin  
M. Michel Després

M. François Geoffrion, secrétaire de la commission

- \* M. Vély Leroy, Université du Québec à Montréal
- \* Témoin interrogé par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102



Le lundi 9 décembre 1991

(Quinze heures quarante-trois minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous voulez, on va commencer les travaux. Je vous remercie. S'il vous plaît! Alors, aujourd'hui, nous recevons M. Vély Leroy, qui est un économiste, professeur à l'Université du Québec à Montréal. M. Leroy a obtenu son Ph.D. du Michigan State University et une licence en sciences commerciales aux Hautes Études commerciales de Montréal en 1957. Les champs d'intérêt particuliers de M. Leroy, ce sont la monnaie, les banques, les finances... Vous savez, la monnaie et les banques, moi aussi - peut-être pas pour les mêmes raisons. La finance internationale, les problèmes et programmes d'ajustement structurel dans les pays en développement et l'analyse coûts-bénéfices. Il a des publications pertinentes sur la monnaie et la banque (Montréal, Éditions Études vivantes), "La question monétaire en rapport avec le Québec". Ensuite, bon, dans ses études postuniversitaires, il est directeur du Département de sciences économiques de l'UQAM, directeur du programme de maîtrise en sciences économiques. Il a fait beaucoup d'activités à l'étranger; il est membre, entre autres, du jury Concours d'agrégation de sciences économiques et de gestion au Conseil africain et malgache de l'Enseignement supérieur, professeur invité à l'Université de Paris, professeur coopérant au projet Canada-Chine de l'ACDI, professeur invité à l'Université de Sao Paulo et professeur coopérant et chef de projet de l'ACDI à l'Institut de Statistique et d'Économie appliquée et professeur invité à l'American University, San Geran, Puerto Rico.

M. Leroy est un homme qui ne chôme pas et il a bien voulu nous accorder du temps pour que l'on puisse profiter de ses compétences. Alors, sans plus tarder, M. Leroy, je vous cède la... Juste avant, si vous permettez, j'aurais un petit point de procédure. D'abord, est-ce qu'il y a des remplacements?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Oui, M. le Président. M. Benoit (Orford) remplace M. Bourassa (Saint-Laurent).

#### Calendrier de travail

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, j'ai besoin du consentement, MM. les whips de chaque côté, pour siéger à 10 heures, lundi matin le 16 décembre et à 9 heures trente, mardi matin, le 28 janvier, mardi matin le 4 février et mardi matin le 11 février. Lundi matin, le 16 décembre, lundi prochain, c'est M. Laidler, c'est à peu près le seul moment où on pouvait l'avoir.

**M. Maciocia:** C'est la seule journée ou le matin...

**Le Président (M. Bélanger):** Lundi, le 16 décembre, c'est lundi prochain, ça?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Ça pourrait être à 10 heures le matin, c'est pour éviter la soirée.

**M. Brassard:** On avait parlé de la soirée.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** On avait parlé de la soirée aussi. C'était pour vous éviter la soirée.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, ça évite la soirée.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Moi, je n'ai pas d'objection.

**M. Léonard:** Oui, mais... Je pense que là... Je sais que c'est entendu avec M. Parizeau, mais j'aimerais vérifier ça.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. À 10 heures, lundi matin et à 9 heures trente mardi le 28 janvier, mardi le 4 février et mardi le 11 février. Ça évite de siéger les lundis soir.

**M. Brassard:** On s'en reparte tout à l'heure.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Pour le 16. Est-ce que le 28 janvier, le 4 février et le 11 février, mardi matin à 9 heures trente, ça convient?

**M. Léonard:** C'est loin.

**M. LeSage:** D'accord.

**Le Président (M. Bélanger):** On ne peut pas changer d'idée, parce qu'il faut, nous, inviter les gens et finir les horaires.

**M. Benoit:** Pourquoi les mardis matin, tous les mardis? Pourquoi pas plus tard en avant-midi ou en début d'après-midi?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Tout simplement parce qu'on ne réussit plus à remplir... On manque de temps pour travailler.

**Le Président (M. Bélanger):** On manque de temps.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Ou il faut aller au lundi. Puis, pour éviter de vous faire

venir un lundi, bien, on vous fait venir le mardi matin.

**M. Benoit:** On a encore des comtés, là, je veux dire...

**Le Président (M. Bélanger):** Il n'y aura pas de problème? Bien!

**M. Maciocia:** Pour lundi matin, à 10 heures, pour nous, ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Le lundi 16 et puis le mardi 28 janvier, 4 février et 11 février, ça va aussi? Alors, le mardi 16, sous réserve de votre accord...

**Une voix:** Lundi.

**Le Président (M. Bélanger):** Le lundi 16, oui. Sous réserve de l'accord du Parti québécois et les mardis 28, 4 et 11, c'est fait. Excellent!

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** À défaut de notre part, est-ce qu'on pourrait siéger en soirée le 16?

**M. Maciocia:** Non. Non.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien écoutez, il faut siéger à un des deux bouts, là.

**M. Maciocia:** Bien, je l'ai dit. Je l'ai dit déjà. Il le sait déjà, le secrétaire, qu'on ne peut pas siéger lundi le 16.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Je pense que ça va être une activité...

**M. Maciocia:** Nous, on a une activité lundi soir le 16.

**Une voix:** Arrêtez ça.

**M. Maciocia:** C'est clair.

**M. Gendron:** C'est marginal, on le sait. On sait ce qu'il veut dire.

**M. Maciocia:** Hein?

**M. Gendron:** C'est marginal. On sait ce qu'il veut dire.

**M. Maciocia:** Ha, ha, ha! Oui.

**Une voix:** Tu savais qu'on ne le dirait pas, hein? ...la journée. Ha, ha, ha!

**Une voix:** T'es le bienvenu, tu peux venir, François.

**Le Président (M. Bélanger):** On va attendre

de voir les vérifications qui vont être faites du côté du Parti québécois. Bien. Alors, ceci étant dit, donc, j'inviterais M. Vély Leroy à nous présenter son exposé. M. Leroy, nous vous écoutons attentivement.

#### Exposé de M. Vély Leroy

**M. Leroy (Vély):** Merci, M. le Président, mesdames, messieurs. Je suis extrêmement flatté d'être aujourd'hui l'invité, n'est-ce pas, des commissions, m'entretenir avec vous d'un problème ou de questions qui m'intéressent au plus haut point, qui m'ont toujours intéressé, passionné: des questions monétaires. Je me permets simplement, disons, d'abord, de rappeler que mes premières analyses de cette question monétaire en rapport avec le Québec remontent à 1978 dans le cadre des travaux du comité Bonin et un rapport avait été publié en 1978, qui s'intitulait "La question monétaire en rapport avec le Québec". Et je constate que, quelque 12 ans plus tard, le même intérêt pour ce sujet... Et je dirai tout simplement que le rapport actuel reprend ces analyses de 1978, en les actualisant bien sûr et ce rapport essaie, n'est-ce pas, quand même de les dépasser. Et en essayant de les dépasser le rapport en outre s'enrichit d'une couverture, tout le moins partielle, de certaines expériences vécues ailleurs, que ce soient des expériences de la Communauté économique européenne ou de expériences, disons, qui peuvent nous inspirer qui sont en rapport avec, par exemple, système de la Réserve fédérale américaine.

Ce que je propose de faire, puisqu'il m'a été alloué à peu près 45 minutes et ensuite il y en aura encore, passera à la période de questions – je ne sais pas si je vais effectivement absorber, consommer les 45 minutes, mais enfin, on verra – je propose, disons, d'abord, ce que vous n'avez pas encore reçu, de faire un résumé, de vous lire le résumé. C'est un résumé, n'est-ce pas, de quelques pages de ce qui sera fait. Ensuite, nous passerons à la partie B, au paragraphe 2.7, page 10. Je reprendrai ceci en temps utile et, ensuite, nous lirons ensemble certains points de la partie B, à partir de la page 9. Nous passerons ensuite à la partie C et à la partie D. J'espère ne pas perdre l'exposé monotone en vous lisant le texte, mais la question est une question plutôt hautement technique et ce n'est pas le moment n'est-ce pas, d'inventer ni d'innover et de passer comme on dit, n'est-ce pas, ici, à travers le chapeau. Alors, si ça paraît un peu monotone, bien, j'aimerais beaucoup que vous m'interrompiez en posant les questions que vous voudrez poser même avant la période prévue pour les questions.

Alors je résume les analyses de ce rapport et ensuite on pourra voir pourquoi je l'ai conçu de cette manière. Commençons par dire comment je l'ai conçu. Je l'ai conçu en disant que j'ai trois parties importantes: la partie B, qui est la partie qui nous dit comment le système fonction

ne dans l'état actuel des choses. Comment le système monétaire fonctionne. Comment le système de paiements fonctionne. Qu'est-ce qui est en place? Qu'est-ce qu'il faut savoir? Quels sont les fondements juridiques de ce système? Il y a une banque centrale, il y a des monnaies légales. Il y a d'autres obligations. Il y a les dépôts bancaires. Il y a les dépôts à d'autres institutions. Comment ça fonctionne? Ceci dans le but de nous dire quelles seraient donc les choses au sujet desquelles il faudrait négocier si, un jour, il doit y avoir négociation, du reste, à l'intérieur du cadre fédéral, ou à l'extérieur du cadre fédéral pour le Québec?

En particulier, dans la section B, nous allons également parler du rôle des banques centrales. C'est capital pour comprendre le fonctionnement du système. C'est capital aussi pour que le Québec se pose la question, à savoir: Si jamais il voulait avoir une banque centrale, et si jamais il voulait que sa performance soit mesurée à la une des performances des pays industrialisés, quel genre de banque centrale le Québec pourrait avoir? Il faudrait que le Québec ait une banque centrale comme les banques centrales dans les pays industrialisés.

Nous aurons quelques statistiques – il y a des statistiques dans le texte – qui montrent, par exemple, la différence considérable entre les pays industrialisés et les pays non industrialisés quant à l'importance financière de la banque centrale au sein du système financier. Autrement dit, je termine cette section B en insistant également sur les questions de politique monétaire, les questions de design de la politique monétaire dans les pays industrialisés. J'entends, par pays industrialisés, notamment les pays du groupe des Dix, dont le Canada fait partie.

J'ai donc conçu le rapport de cette manière-ci pour que nous soyons tous d'accord sur la manière dont les choses fonctionnent. Et il y a aussi des tableaux qui nous donnent les expériences ailleurs, qui nous permettent de faire des comparaisons internationales.

Ensuite je passe à la section C. La section C, en fait, essaie d'apporter la réponse, ou des réponses, à trois questions... je dirais plutôt à deux questions fondamentales. Quand on parle d'options qui engagent le long terme, quelles sont les options fondamentales pour le Québec? Eh bien, il n'y en a que deux. Et quand on parle du court terme, quelles sont les options incontournables pour le Québec? Il y a en a essentiellement une, et il y en a une autre qui serait comme un genre: La première, plus une autre monnaie. Nous viendrons à cela tout à l'heure. Bon. Alors je ferai la distinction entre le court terme, ça veut dire la transition et ce n'est pas une question de durée uniquement. La transition c'est aussi l'espèce de problème, de difficulté, de climat qu'il faut vivre, suite à un changement qui bouleverse certaines choses. Et ce court terme signifie, dans le domaine monétaire, qu'on

ne peut pas évidemment, à court terme, tout changer de fond en comble. La transition, le court terme, ça voudra dire aussi un train de mesures pour, par exemple, compenser ou prévenir les effets de l'incertitude. Quand nous aurons fait ceci nous passerons au long terme, aux options qui engagent à long terme.

Maintenant, les choses sont telles que quand vous prenez une option à long terme, par exemple: monnaie québécoise, banque centrale québécoise, système monétaire québécois; cette option vous amène automatiquement à en poser d'autres. Vous devrez donc, si vous avez une monnaie québécoise, décider du régime de change. Et une fois qu'on a décidé du régime de change, ça peut nous amener à d'autres options, par exemple, si je prends le régime de change flottant – c'est celui du Canada actuellement – eh bien je vais flotter comment? Dans une bande étroite, ou dans une bande large? Si je prends le régime de change fixe, eh bien je veux rattacher ma monnaie à quoi? À une monnaie, laquelle? À plusieurs monnaies, lesquelles? À un panier de monnaies, lequel?

Nous n'allons pas avoir, cet après-midi, n'est-ce pas, le temps de parcourir tous les critères pour décider de chacune de ces questions. Et vous allez voir que le texte invite évidemment certainement à poursuivre l'examen de la question, et à faire des recherches plus approfondies par la suite, bien qu'un certain nombre de conditions initiales, économiques ou monétaires, privilégient carrément certaines options par rapport à d'autres.

Et finalement, dans la partie D, tel qu'il m'a été demandé de le faire, j'aborde la question des critères. J'insiste sur les conditions initiales pour le Québec, la situation que nous vivons sur le plan monétaire, sur le plan économique, sur le plan financier, et j'introduis une nouvelle perspective qu'on ne peut plus négliger: c'est la perspective d'une intégration régionale en Amérique du Nord avec le Mexique. Nous aurons dans la partie D un tableau saisissant sur ce qu'est devenue l'économie mexicaine en termes d'économie qui s'ajuste. On verra les statistiques sur l'évolution du taux de change du peso en termes réels, des statistiques sur l'évolution du salaire réel au Mexique, et on verra ce que ça veut dire qu'une économie qui est en train de s'ajuster, qui est en train de faire maison nette avant d'épouser un ensemble plus vaste qui est les États-Unis.

J'insiste là-dessus, parce que c'est une perspective nouvelle, et que la question monétaire pour le Québec accédant à la souveraineté est une question importante qu'on ne peut plus, et qu'on ne doit plus traiter sans tenir compte de cette nouvelle perspective. Et il y a plus que ça. Nous verrons que les États-Unis, comme pour inciter davantage le Mexique à ces discussions mais bien avant l'amorce des discussions, ont conclu avec le Mexique un montage financier

extrêmement intéressant, qui a permis au Mexique de racheter à rabais une partie de sa dette, contre de nouvelles obligations mexicaines, avec garantie de bons du trésor américains échéant dans 20 ans. Je crois que j'insiste là-dessus, parce que, clairement, un des critères pour choisir une option plutôt qu'une autre c'est de savoir si, en plus de la mobilité des francophones — qui d'ailleurs du reste déjà est la plus faible au Canada et qui, j'en suis sûr, deviendra encore plus réduite après l'accession à la souveraineté — il faudra que le choix de l'option prenne en considération la question de l'immobilité relative des francophones et la question de savoir si un pays dont la main-d'œuvre devient moins mobile vers l'extérieur souhaiterait avoir des moyens de politique économique qui incluent la politique de change.

(16 heures)

Ceci étant dit, je vais d'abord faire un résumé rapide de ce qui est là et nous passerons à quelques points de détails techniques. Le public utilise divers instruments pour ses paiements. Il a depuis fort longtemps l'habitude de payer par chèque et acquiert d'autres habitudes comme payer par carte de crédit et de débit et par transferts électroniques. L'impression qui s'en dégage est que les paiements se font surtout à partir d'instructions données à des institutions financières. Et, puisqu'un règlement final est le seul moyen d'effacer les dettes, alors il faut un moyen de règlement définitif de paiement. Ces moyens sont matérialisés par la monnaie ayant pouvoir libératoire et, notamment pour les institutions de dépôt, par le dépôt à la Banque du Canada. En fait, la monnaie légale est le solde à la Banque du Canada au crédit des institutions de dépôt. Quoique bonnes dernières dans les paiements, sont les monnaies dans lesquelles les autres dépôts sont obligatoirement convertibles.

Les autorités monétaires, personnifiées par la Banque du Canada et le gouvernement canadien, ont le monopole de l'émission des moyens de règlement définitif de paiement. Le gouvernement en retire un bénéfice, dénommé seigneurage. Il y a risque, de par la nature même d'un système habité par des milliers d'institutions, sur qui le public détient des créances, et à qui il demande annuellement d'effectuer des transferts par milliards. Dans le sillage de ces transferts, ces institutions contractent des dettes les unes envers les autres, font la compensation des instructions de paiement et s'organisent pour que les débiteurs nets règlent définitivement les paiements aux créanciers nets par l'intermédiaire de la banque centrale.

Risque de crédit, risque de liquidité, risque systémique, d'où les filets de sécurité, notamment les facilités de crédit extraordinaire de la Banque du Canada, avec en plus des mesures préventives contenues dans les normes prudentielles et contenues dans la réglementation de contrôle

des institutions financières.

Pour les institutions financières, la Banque du Canada est le prêteur en dernier ressort. La banque, en sa qualité de banque centrale, applique la politique monétaire. Mais en dehors de son rôle de banque centrale, la Banque du Canada remplit celui d'agent financier du gouvernement canadien, ce qui la mène à intervenir sur le marché des changes et à gérer la dette publique. On assiste, depuis quelques temps, à la convergence des méthodes de mise en application de la politique monétaire dans les pays industrialisés. L'action sur les taux d'intérêt est le procédé universel de modulation de la croissance des masses monétaires, de la limite des couloirs tracée par les autorités monétaires. Les situations conflictuelles ne sont pas rares. C'est tantôt la stabilité des prix et tantôt la stabilité du taux de change qui devient la priorité, car il arrive qu'en voulant poursuivre l'un la politique monétaire renonce à l'autre.

Il est impérieux de distinguer le court terme du long terme. La transition désigne le court terme et, en plus, le train des mesures incontournables, les mesures préventives, les autres compensatoires, des effets pervers engendrés par l'incertitude. L'unique option alors conseillé pour le court terme est le maintien intégral de systèmes monétaires de compensation et de paiement. Un choix, par ailleurs, susceptible de se prolonger indéfiniment mais, à court terme, et plus du maintien intégral du système canadien, le Québec pourrait donner cours légal au dollar américain.

Vu les pratiques courantes, pareille initiative consistant à donner cours légal au dollar américain ne ferait que valider juridiquement un état de fait, car les opérateurs sur le marché n'ont pas l'habitude d'attendre qu'une monnaie soit auréolée du cours légal avant de l'adopter.

Les options fondamentales sont celles qui engagent le long terme; elles sont au nombre de deux: l'une d'elles consacre la souveraineté sans partage sur la monnaie; donc, unité monétaire monnaie, et banque centrale du Québec. L'autre consacre la mise en commun de la monnaie; donc monnaie unique et système de banque centrale d'un commun accord avec le partenaire principal. Chaque option fondamentale propose à son tour de nouveaux choix comme autant de conséquences résultant d'elles-mêmes.

La principale qualité reconnue à la souveraineté sans partage sur la monnaie, c'est la maîtrise de sa politique monétaire à la condition d'avoir le bon régime de change. Il n'est pas interdit d'envisager le régime du flottement, sans doute dans une bande étroite de fluctuations. Disons, pour parler d'actualité, que le dollar canadien flotte dans une bande extrêmement étroite par rapport au dollar américain. Comme n'importe quel autre pays, le Québec souverain aura à arbitrer entre l'ajustement et le financement du solde de ses transactions courantes.

entre le chômage et la stabilité externe, d'autant que la mobilité des Québécois francophones, le groupe déjà le moins mobile d'un océan à l'autre, diminuerait après l'accession à la souveraineté. Ce facteur parmi d'autres paraît faire pencher la balance des arguments en faveur de la souveraineté sans partage sur la monnaie, à tout le moins, à tout le moins, en faveur d'un processus incurvé vers l'autre option fondamentale qui est celle de l'union monétaire. En d'autres termes, ce que nous sommes en train de dire – ce n'est pas que nous recommandions ce que nous sommes en train de dire – nous sommes en train de dire, en réfléchissant tout haut, que même l'option fondamentale qui consisterait à avoir une monnaie unique et un système de banque centrale d'un commun accord avec le partenaire principal, vraisemblablement le reste du Canada, même cette option pourrait finalement se révéler bonne, comme l'aboutissement d'un processus incurvé qui pourrait passer, entretemps, par une monnaie québécoise.

Je répète qu'il me semble que la perspective nouvelle d'intégration régionale en Amérique du Nord ne peut pas nous laisser indifférents vis-à-vis de cette option avec processus incurvé.

Les conditions initiales économiques et monétaires privilégient l'option de l'union monétaire entre le reste du Canada et le Québec, dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté. Le statu quo n'est pas une solution, pas même dans l'hypothèse contraire, c'est-à-dire dans l'hypothèse de la non-accession du Québec à la souveraineté. Et nous avons prévu dans la partie D, en rappelant ce que nous avions dit en 1978, les éléments de base d'une réforme du système de banque centrale dans le régime fédéral actuel.

Ceci étant dit, c'est le résumé. Nous reviendrons aux recommandations en guise de conclusion. Je vais donc vous inviter, si vous voulez, à passer à la page 9, c'est la partie B, le paragraphe 2.7. Ce que je vais faire tout de suite, c'est de rappeler les fondements juridiques du système, des fondements juridiques qui ont tout leur intérêt parce qu'ils consacrent certains monopoles et qu'ils consacrent également certaines obligations qui sont faites aux institutions de dépôt, ce qui nous permettra de mieux discerner, de mieux identifier les questions éventuellement négociables avec le reste du Canada, dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté. Le paragraphe 2.7 en page 9. J'ai intitulé cette partie "La subsidiarité du dépôt". Il y a toutes sortes de monnaies en existence: il y a les espèces, les billets, les pièces de monnaie; elles ne sont pas les plus importantes par leur nombre, par leur chiffre. Il y a les dépôts, les dépôts aux banques, les dépôts aux caisses populaires, les dépôts aux sociétés de fiducie ou de prêts hypothécaires. Et quand je dirai qu'il y a des dépôts bancaires, je

voudrai dire les dépôts au sens générique du terme "bancaire". Les dépôts sont les plus importants. Et pourtant, il y a le principe de la subsidiarité qui fait que les dépôts sont une qualité de monnaie inférieure, en droit, aux monnaies légales. Et le système repose sur ça. On va en voir l'importance.

Il y a deux notions essentielles qu'il faut se rappeler pour comprendre ces fondements juridiques. La première notion en page 9, paragraphe 2.7, c'est le cours forcé. Cours forcé, synonyme d'inconvertibilité au sens où il n'est plus possible de convertir en or le papier monnaie, et surtout de le faire à un prix déterminé et contraignant pour la banque centrale. Mais, ça n'existe plus dans aucun pays que le papier monnaie soit convertible en or par la banque qui l'émet et que la demande en soit faite par un résident du pays en question: cours forcé.

L'autre notion c'est celle du cours légal. Cours légal, synonyme de pouvoir libératoire, ce qui vient confirmer la validité juridique de règlements effectué en monnaie légale. Le dollar canadien a cours légal sur toute l'étendue du territoire canadien. Mais un gouvernement étranger peut décider de donner cours légal au dollar canadien sur son territoire. Les francs C.F.A. émis au nom du gouvernement du Sénégal, par exemple, ont reçu, des autres gouvernements des pays concernés, le cours légal sur toute l'étendue de la zone d'émission, soit de la banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, soit de la banque des États de l'Afrique centrale.

Maintenant, ceci pour les monnaies qui ont cours légal, cours forcé, et venons-en aux dépôts bancaires, pour parler d'une façon générale. Le dépôt des institutions de dépôt est obligatoirement remboursable en monnaie légale si à l'échéance du dépôt, le déposant le réclame. Cette disposition est importante pour la prise d'effet des deux contraintes juridiques placées sous le fonctionnement du système monétaire.

Première contrainte, le monopole de l'émission de la monnaie légale par les autorités monétaires qui sont la banque centrale et le gouvernement canadien. Historiquement, rappelons-le, la monopolisation de l'émission du papier monnaie et des pièces, bien que contribuant à l'unité du système monétaire, fut reliée de très près à la guerre et donc, aux besoins financiers des dirigeants. En pratique, le monopole de l'émission des seuls moyens de régler définitivement les dettes signifie donc que les institutions de dépôt sont forcées de s'approvisionner auprès des autorités. On se souviendra, dans l'histoire monétaire du Canada, de la fameuse Loi financière, 1914 qui est la loi qui, effectivement, a consacré pour la première fois au Canada, le cours forcé des billets du Dominion. Et c'est cette loi qui faisait, à toutes fins pratiques, du ministre des Finances au Canada, à l'époque, la Banque centrale du Canada. La Banque centrale du Canada que nous connaissons aujourd'hui, ne datant que de 1934,

avec l'ouverture en 1935.

Deuxième contrainte juridique placée sur le système: l'obligation de rembourser les dépôts en monnaie légale et de considérer qu'un dépôt libellé de la même unité que celle de la monnaie légale est réputé avoir même valeur de marché qu'une somme identique détenue en monnaie légale. Par conséquent, les institutions de dépôt, soit pour satisfaire leurs déposants, soit pour effacer définitivement les dettes, doivent détenir des réserves en monnaie légale, sinon des actifs de réserve échangeables contre la monnaie légale. Voilà comment ça fonctionne. Donc, les institutions sont placées dans la mouvance des autorités monétaires quand il s'agit d'obtenir des moyens de paiement qui règlent définitivement les dettes au Canada. Extrêmement important.

De l'exercice de ce monopole, il y a un certain bénéfice qui résulte pour le gouvernement et qu'on appelle le seigneurage. Vous aurez le temps de relire cette partie qui est en page 11. Estimons grosso modo le seigneurage à l'importance des bénéfices nets réalisés par la banque centrale: quelque 2 000 000 000 \$. En prenant une moyenne, le quart de cette somme, il en reviendrait à peu près entre 500 et 560 000 000 \$ de bénéfices nets imputables, en principe, au Québec.

(16 h 15)

Mais, précisons autre chose, c'est qu'il y a une autre façon de mesurer le seigneurage qui est également importante. De la manière que les choses fonctionnent dans ce système, il faut, chaque année, en général, créer plus de monnaie légale. Et il faut, chaque année, en moyenne, que la banque centrale crée également plus de dépôt chez elle au nom ou au crédit des institutions de dépôt. Nous verrons plus tard, en parlant des banques centrales, qu'en contrepartie de cette monnaie légale que l'on crée, la banque centrale n'achète quasiment que des titres du gouvernement canadien. C'est de là que provient la notion de seigneurage et son bénéfice net sur lequel je ne reviendrai pas tout de suite.

Je passe, finalement, à la page 12, au tableau B.1. J'ai mis ce tableau dans le texte pour une raison très simple. Qu'est-ce que ce tableau nous dit? "Déficits budgétaires, financement par les banques centrales, impression de monnaie, croissance et inflation." Des moyennes pour la période 1985-1987. Vous avez ici des pays du Groupe des Sept, dont le Canada, vous avez d'autres pays industrialisés et vous avez des pays moins industrialisés. J'en ai choisi deux: l'Argentine et le Mexique.

D'abord, notez la différence entre les pays industrialisés et ceux-là qui le sont moins en ce qui concerne l'importance du déficit budgétaire en pourcentage du produit intérieur brut. Moins on est industrialisé, plus fort est le déficit budgétaire en pourcentage du PIB. Maintenant, faisons une lecture à l'horizontale. À l'horizontale, en allant d'une colonne à l'autre, vous

noterez qu'il y a une corrélation positive entre l'importance du déficit budgétaire en pourcentage du PIB, l'importance de l'inflation et l'importance du financement par la banque centrale.

Ce que je veux dire avec ce tableau, entre autres, c'est que, lorsqu'on se choisit un système monétaire et qu'on veut avoir sa monnaie, et lorsqu'on fait partie du camp des pays industrialisés, on espère se situer parmi les groupes du haut et non parmi les groupes du bas. En d'autres termes, nous savons ici déjà que le Québec accédant à la souveraineté, si le Québec devait se doter de sa monnaie et de sa banque centrale, ce que je disais toutefois tout à l'heure en guise d'introduction, c'est qu'on va mesurer sa performance monétaire à l'aune des performances des pays industrialisés. Nous pouvons donc dire simplement ceci... Regardez le Canada. En moyenne, entre 1975 et 1987, 4,3 % du PIB c'était l'équivalent de son déficit budgétaire. Avances obtenues de la banque centrale: 0,37 %. L'expansion de la base monétaire, que sont les moyens de paiement légaux plus les dépôts à la banque centrale, expansion en pourcentage du PIB: 0,4 %. Croissance moyenne: 2,2 %. Taux d'inflation moyen: 6,4 %. Regardez l'Allemagne et la Suisse, deux pays qui sont réputés pour être des pays pratiquant la discipline monétaire, le taux d'inflation sont plus bas, les déficits en pourcentage du PIB sont moins élevés et le recours à la banque centrale en Allemagne est de 0,02 %, par le gouvernement pour financer son déficit. La question est importante, parce que la Bundesbank est la banque la plus indépendante à l'égard des gouvernements de tous les pays industrialisés ou de tous les pays au monde point. Et plus elle est indépendante vis-à-vis du gouvernement, plus elle est libre de servir la politique. Nous allons voir plus tard que la Bundesbank est à ce point indépendante du gouvernement qu'elle a le droit et le pouvoir de faire ce qui lui plaît, même si ce qu'elle fait est en conflit total avec la politique du gouvernement allemand. Bon! Ça veut donc dire qu'en fond si on disait: Nous voulons comme modèle l'Allemagne, la Suisse ou nous voulons comme modèle le Mexique ou l'Argentine, ça fait des choix très différents.

Je passe à la section 3 de la partie B, à la page 13. Les paiements interbancaires. Pardon?

**M. Gautrin:** La croissance du PIB était en dollars constants, monnaie constante, hein?

**M. Leroy:** Ah oui, toujours! Dès qu'on parle de croissance, le seul sens qu'on peut prêter au mot "croissance", c'est le sens réel. Donc, c'est toujours en dollars constants. Autrement, la croissance peut être phénoménale mais ça c'est simplement l'inflation. Alors, en page 13, allez vite aux dispositifs. Les paragraphes 3.1, 3.2 vont vous renseigner mais nous aurons le temps n'est-ce pas, d'en reparler à travers quelques

tableaux. Je passe aux dispositifs. J'ai vu les contraintes légales sur le système, maintenant, je vais passer aux dispositifs du système de compensation et des règlements au Canada. Trois dispositifs.

Le premier, la compensation sur une base multilatérale qui est synonyme de déplacement et de fluidité totale des mouvements de fonds à travers le Canada, laquelle procède par l'addition des positions bilatérales de chacun des adhérents vis-à-vis de chacun des autres. Ainsi obtient-on une position multilatérale unique, nette, nette, ce qui réduit considérablement le nombre des instructions de paiements présentées par toutes les institutions les unes aux autres. Ce qui veut donc dire qu'on commence par compenser les dettes d'abord. Et puis, pour chacun, il restera un solde net à régler ou à recevoir.

Deuxième dispositif. Le rôle d'agent du règlement assumé par la Banque du Canada qui ouvre des comptes de compensation en faveur des participants et qui peut détenir en leur nom des soldes et leur accorder des crédits dans le but de faciliter des règlements. En conséquence, les soldes en dépôt à la banque centrale, notez bien, sont l'égal des billets de la banque centrale. Donc, même si la loi ne dit pas qu'un dépôt à la banque centrale, c'est de la monnaie légale mais, de facto, un dépôt à la banque centrale est absolument en tous points égal à la monnaie légale, c'est-à-dire un billet de la Banque du Canada.

Et nous retrouvons, ici, la signification profonde du cours forcé. C'est que si vous deviez être suffisamment généreux et pleins de sollicitude et prendre des billets usés et les ramener à la banque centrale pour avoir de l'or, on pourrait vous remercier gentiment et vous dire: Voici des billets neufs. Et si la Banque Nationale du Canada disait à la banque centrale: Voici vos billets, je n'en veux pas, la seule chose qu'on peut lui dire: Je vous propose un dépôt chez moi. Mais si je prends mon dépôt à la Banque Royale et que je dise: Remboursez-moi, elle ne peut pas me proposer un autre dépôt chez elle. Elle doit me proposer la monnaie légale. Voilà la grande différence. Donc, la Banque du Canada est l'agent de règlement du système.

Troisième dispositif. L'autorité de contrôle personnifiée par la Banque du Canada qui a toute l'information sur l'évolution individuelle des comptes de compensation et, donc, sur la disponibilité des moyens de règlement final dans l'économie. Autant de données indispensables à la conduite de la politique monétaire, notamment pour contrôler les agrégats monétaires, et pour un dosage judicieux des moyens d'intervention. Vous avez maintenant le tableau B.2, en page 14, qui vous donne des comparaisons internationales et qui nous font voir que les Américains, les Canadiens et les Britanniques sont d'énormes consommateurs de chèques dans un système qui a déjà dépassé ce stade ailleurs. Regardez bien

ceci: 68,7 % de tous les paiements où l'argent n'intervient pas, l'argent comptant n'intervient pas, 68,7 % de tous ces paiements sont faits par chèque au Canada. En Allemagne, 9,7 %.

Allons dans la colonne en disant: dépôts directs, qui veut dire ce que nous savons: les salaires qui sont déposés à votre compte. Débits directs, ça veut dire quoi? Ça veut dire aussi: vous-même qui payez Hydro-Québec ou d'autres factures sans avoir à émettre des chèques, donc, par le même principe. Eh bien, en Allemagne, dépôt direct par message écrit: 26,2 %, dépôt direct par message non écrit, donc, électronique: 25,2 %, dépôts débits directs: 37,7 %. Les Américains sont aussi d'énormes consommateurs de chèques, les Britanniques aussi, d'énormes consommateurs de chèques. Mais nous allons très rapidement vers un autre système où, effectivement, on diminuera l'importance de la première colonne et augmentera l'importance des autres colonnes.

Ce que je veux dire par là, c'est que l'évolution vers laquelle tend le système canadien, qui est une évolution qui est facilitée par la présence de l'Association canadienne des paiements, cette évolution, elle est déjà inscrite dans les faits. Il y a un système automatisé de compensations et de règlements, au Canada, pour les institutions. Mais même si la carte de crédit est utilisée, même si les cartes de débit sont utilisées, même si le dépôt direct est utilisé au Canada, c'est loin de constituer quelque chose de très important par rapport aux chèques. Pour cette raison, nous sommes encore en retard.

Maintenant, page 15, paragraphe 3.4: "Le système est capable de fonctionner tel un ressort pour absorber les chocs et sa stabilité est d'une importance cruciale. Il importe surtout d'éviter les problèmes de contagion en minimisant le risque systémique, vu que la défaillance d'une institution financière ou son illiquidité peut signifier la défaillance et l'illiquidité pour d'autres. Le risque systémique s'explique aussi par le fait que les systèmes de paiement et de règlement propagent rapidement leurs "virus" pour la simple et bonne raison que les risques financiers d'un participant se répandent ailleurs et que les difficultés encourues par un secteur financier ont tendance à faire tache d'huile, ce qui rend problématique la limitation des risques pour tous. Ces motifs, entre autres, amènent la Banque du Canada à consentir des avances extraordinaires, c'est-à-dire d'un montant supérieur à la normale et d'une durée dépassant le court terme. La banque a démontré son sens des responsabilités lors de l'affaire de la Banque Commerciale et de celle de Norbanque dans les années quatre-vingt. Le gouvernement canadien eut même à intervenir en garantissant le paiement des dépôts non couverts par l'Assurance-dépôts du Canada."

J'ai cité ici trois instances; en fait, deux.

La Banque du Canada, avec ses avances extraordinaires, avait la possibilité de faire n'importe quelle avance, de n'importe quel montant, parce que sa monnaie, de toute façon, c'est une monnaie à cours forcé. J'ai cité l'Assurance-dépôts du Canada, mais qui, au fond, dans les faits, est tributaire de la Banque du Canada. Et j'ai cité le gouvernement canadien, qui, finalement, est l'autorité d'instance qui doit approuver tout ceci et qui doit, en définitive, répartir le coût de tout cela. Donc, je ne lirai pas les paragraphes 3.5 et 3.6, sauf que, dans 3.6, il est question des initiatives privées, des initiatives telles que la Caisse Centrale Desjardins, qui est une initiative qui a réduit le risque dans le système pour les caisses populaires. Et notez bien que les caisses Desjardins, la centrale, a fait autre chose: la centrale a rendu plus liquide le dépôt aux caisses populaires, en ce sens que, avec la Caisse Centrale, qui représente la banque centrale du Mouvement Desjardins, il est devenu absolument inutile de charger des frais particuliers pour les transactions de conversion de chèques tirés sur les caisses populaires. En fait, dans le passé, que nous avons probablement, tous ici, connu les charges que vous deviez supporter en essayant d'encaisser un chèque de caisse populaire, signifiait un escompte sur la valeur du chèque. Donc, le dépôt aux caisses populaires, autrefois, n'était pas vraiment l'équivalent du dépôt bancaire. Et l'Assurance-dépôts n'est pas une institution qui est là pour garantir des dépôts en cas de crise majeure; elle n'aura jamais suffisamment d'argent pour le faire. C'est la banque centrale qui a les moyens. L'Assurance-dépôts est bien plus une institution utile aux petites institutions qu'aux grandes institutions. L'Assurance-dépôts, en garantissant, n'est-ce pas, les dépôts, même aux petites institutions, a rendu les petites plus concurrentielles vis-à-vis des grandes.

Alors voilà, disons, si vous voulez, pour la question des modes de paiement, et on va jeter un coup d'oeil rapide en page 17, le volume des effets de paiement passés par la compensation au Canada, le volume annuel. Vous remarquerez les rangs occupés par les institutions. Vous remarquerez également que la Caisse Centrale Desjardins intervient pour 247 000 000 d'unités d'effets – ce ne sont pas des dollars – et que la Banque Nationale, que 203 000 000 d'effets. J'insiste là-dessus. Ce sont nos deux institutions profondément enracinées dans le Québec. Maintenant, ce que ça veut dire, ce tableau, ce qu'il faut apprendre, c'est ceci: il y a à peu près 3000 institutions de dépôt au Canada, sans compter les 7000 succursales des banques. Donc, si la Banque Royale a 3000 succursales, dans ce tableau, les 3000 succursales n'en font qu'une. Il y a 3000 institutions, et pourtant, il n'y a guère que 15 adhérents dans le système, c'est-à-dire que ces gens qui sont là, ces institutions qui sont au tableau B3 font la compensation pour elles-mêmes

et en font aussi pour les autres, dont ils sont les correspondants.

(16 h 30)

Alors, on voit quelques banques d'origine étrangère mais maintenant canadiennes depuis la Loi sur les banques de 1980, la Banque de Hong Kong. Elle est un des adhérents du système de compensation au Canada. Donc, au fond, le système est en place. Il est clair que ceci nous dit que, s'il y avait quelque chose à négocier, advenant la souveraineté du Québec, la place de la Banque Nationale et la place de la Caisse Centrale Desjardins comme adhérents de ce système devraient faire l'objet de négociations. On ne pourrait pas rompre les liens entre ces institutions et le reste du système canadien, vu la manière dont ça fonctionne.

Je passe à la section 4 de la partie B, la question des banques centrales. J'aimerais, si vous voulez, vous suggérer carrément de passer à la page 20, au tableau B4, et de voir ce que nous étions en train de dire tout à l'heure en rapport avec le type de structures financières qui existe. Ce tableau nous permet de faire des comparaisons pour voir la place sur le plan financier des banques centrales par rapport à l'ensemble des autres institutions dans les différents pays. Le Canada est une copie parfaite du Royaume-Uni. Ce n'est pas étonnant, puisque le système bancaire canadien et le système de banque centrale canadien sont d'inspiration britannique. Et c'est frappant de voir que la banque centrale au Canada fait 1 % de l'actif de toutes les institutions financières au Canada. La Banque d'Angleterre au Royaume-Uni fait 1 %. Les banques de dépôt, la Banque Royale et autres, font 33 % au Canada, 35 % au Royaume-Uni. Les institutions de crédit spécialisées sont très faibles: 2 %, Canada; 1 %, Royaume-Uni. Épargne: 26 %, 26 %. Et les actions et les titres divers qui sont, si vous voulez, des avoirs financiers que les gens détiennent, 30 % et 34 %. La structure n'est pas tout à fait la même pour les pays industrialisés – la moyenne 3 % dans la première colonne – que pour les pays en développement – pour 13 pays, 20 %. Nous sommes en présence de deux choses différentes et le choc du système monétaire, si jamais on a à choisir un système monétaire, signifie qu'on doit se positionner par rapport à cette philosophie. Veut-on des banques centrales puissantes non seulement, donc la moyenne des 13? Ou veut-on une banque centrale de pays industrialisé qui possède déjà un marché financier actif? C'est la moyenne des pays industrialisés: 3 %.

Alors maintenant, allons de l'autre côté. Le tableau qui suit m'a permis, en page 21, de faire des estimations des avoirs financiers au Québec. Si on me dit que l'actif de la Banque centrale du Canada représente 1 % de l'actif financier au Canada, je peux, en connaissant l'actif financier de la Banque du Canada, savoir l'actif financier qui a servi à calculer le 1 %. Nous sommes



d'accord? Alors, avec ceci, vous avez ici des estimations pour le Québec et deux critères: le critère PIB et le critère population Québec - Canada. Et vous auriez comme actif financier estimé fin 1989, au Québec: 612 000 000 000 \$ d'après un premier critère, et 559 000 000 000 \$ d'après un deuxième critère. Dont la dette fédérale: 399 000 000 000 \$ multiplié par 0,25 ou par 0,23: 101, 93 et dont M2 + M2. M2 + M2, c'est quoi? C'est un agrégat monétaire, c'est une masse monétaire qui implique ici les dépôts aux caisses populaires et ailleurs. L'estimation pour le Québec: 106 000 000 000 \$ et d'après l'autre critère: 97 000 000 000 \$.

Alors, disons simplement pour nous résumer, si je prends le critère population, en gros, l'actif financier au Québec se chiffrera à 612 000 000 000 \$, dont une partie représentée par des titres fédéraux que les Québécois détiendraient, tous les résidents au Québec, 101 000 000 000 \$, dont une autre partie sous forme de dépôts bancaires et de monnaie en circulation: 107 000 000 000 \$. Donc 107 000 000 000 \$ plus 101 000 000 000 \$ ça fait à peu près 208 000 000 000 \$, donc, le reste, ou à peu près 400 000 000 000 \$, ce seraient d'autres actifs tels que des actions, des obligations de compagnies et d'autres actifs financiers que les résidents du Québec détiendraient. Ceci, c'est pour vous donner l'idée de l'importance des sommes qui sont en jeu.

Maintenant, je terminerai ceci, puisqu'il se fait tard, par une remarque brève, page 21, au paragraphe 4.10 qui doit aussi attirer notre attention. Nous nous dirigeons vers un monde monétaire tripolaire organisé autour du mark allemand, organisé autour du yen japonais et organisé autour du dollar américain. La façon de vous en convaincre, c'est de regarder les tableaux B5 et B6. Le tableau B6, d'abord, nous donne la matrice des échanges. Vous avez là le commerce que chaque bloc fait avec lui-même et que chaque bloc fait avec chacun des autres blocs. Donc, tout ce qui figure entre parenthèses c'est le commerce du bloc avec lui-même. Alors, États-Unis-Canada avec eux-mêmes, 38 700 000 000 \$; États-Unis-Canada avec Japon et NIEs - qui veut dire les nouveaux pays industrialisés d'Asie - 43 000 000 000 \$; Communauté 48 000 000 000 \$; et les autres 78 600 000 000 \$. Vous remarquez que cette matrice nous donne dans la diagonale les chiffres les plus importants, donc la Communauté européenne avec elle-même, 312 000 000 000 \$.

Et finalement, pour conclure dans le sens que nous venons n'est-ce pas de dire, le tableau 35 vous dit ceci... Vous comprendrez pourquoi beaucoup d'économistes insistent sur la stabilité des prix comme objectif principal de la politique monétaire dorénavant. Le tableau B5 vous dit que s'il y a un monde monétaire tripolaire, la seule logique pour que chaque bloc, chaque pôle soit soudé à l'autre, dans un régime de flot-

tement de leur monnaie - la monnaie du pôle - c'est la stabilité des prix. Donc, regardez bien la convergence des taux d'inflation en Allemagne, aux États-Unis et au Japon pour la période 1981-1989, comparée à la période 1971-1980, il y a clairement une nette victoire sur l'inflation dans ces trois pays. Et leurs taux sont beaucoup plus bas que le taux moyen du Groupe des dix. Voilà l'importance que certains attachent au fait qu'on dise que c'est la stabilité des prix qui est l'objectif particulier de la politique monétaire. Mais j'ajouterai ceci: C'est pour des pays... en particulier cette contrainte, dont je viens de parler, est valable pour tout le monde... Je dirais ceci: C'est une contrainte pour les grands et c'est un objectif souhaitable pour les petits, c'est-à-dire que pour les grands: trois pôles en concurrence, trois monnaies concurrentielles, la monnaie la plus stable au point de vue prix, au point de vue inflation, ce sera cette monnaie-là que les gens voudront acquérir. Ça veut dire que pour ces gens-là, ces pôles-là, ils peuvent dire, la politique d'emploi et la politique de change seront subordonnées à la politique anti-inflation. Il ne s'ensuit pas que tous les petits pays devront dire la même chose. Bon.

Maintenant le paragraphe 4.12 pour terminer. Alors, vous avez ici ce que nous avons évoqué d'entrée de jeu, c'est que de nos jours, le principal design appliqué dans les pays industrialisés, ce ne sont pas les contrôles quantitatifs du crédit, ce ne sont pas les interventions discrètes en matière d'allocation du crédit, c'est la politique des taux d'intérêts. Et par la politique des taux d'intérêts, on rend plus ou moins disponible le crédit et la liquidité dans l'économie. Donc voilà le tableau des pays industrialisés. Et je crois bien que le tableau des pays moins industrialisés est également intéressant à connaître mais moins pertinent pour ce que nous souhaitons devenir.

Alors, je passe maintenant à la partie C. Alors, à la partie C, vous avez en page 24, disons, le plan du chapitre: d'abord le court terme, ensuite le long terme. Alors, passons tout de suite aux options monétaires qui engagent le court terme.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Leroy, si vous me permettez.

**M. Leroy:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** J'aimerais qu'on puisse un petit peu accélérer pour qu'on ait une période de questions suffisante, parce que les gens ont beaucoup de questions à poser.

**M. Leroy:** Très bien.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je vous en prie.

**M. Leroy:** Je m'en excuse, j'avais l'impression que...

**Le Président (M. Bélanger):** Non, non.

**M. Leroy:** Bon, voilà, c'est une matière plutôt indigeste.

**Une voix:** Mais intéressante.

**M. Leroy:** Bon. Voilà, merci. Bon, alors, brièvement, les options qui engagent le court terme, ce n'est pas la peine de s'éterniser là-dessus. Vu ce que nous avons dit sur la manière dont les choses fonctionnent, vu les risques financiers, vu le risque systémique, l'option à court terme vous la lisez en page 26: adopter le dollar canadien, les institutions monétaires canadiennes et les lois y afférentes. Vous avez en page 26 ce qu'il faut faire pour faire cela. Ce n'est pas très sorcier, ce n'est pas le moment de changer les choses de fond en comble. Bon, nous pourrions prendre cette option 1, la modifier un peu, et avoir une option 2. L'option 2 signifie prendre l'option 1, et vous ajoutez le dollar américain comme autre monnaie légale. Un pays peut avoir trois, quatre ou cinq monnaies légales sur son territoire.

Ceci, comme nous le verrons par la suite, ne fait que confirmer en droit ce qui se fait dans la pratique. On n'a jamais vu les opérateurs ni les institutions attendre que l'on prononce qu'une monnaie est monnaie légale avant d'adopter cette monnaie. Au contraire, la loi est toujours en retard sur les pratiques.

Alors, voilà donc pour les options à court terme. Disons, elles ne sont pas tellement... Elles ne cassent rien, donc conséquemment, il n'y a pas lieu effectivement de s'éterniser, mais il y a quand même des choses à négocier juste pour régulariser la situation.

Passons au long terme. Le long terme ne veut pas dire qu'on doit attendre beaucoup plus tard pour dire ce que nous allons dire. Le long terme veut dire qu'on dit tout de suite ce qu'on souhaiterait pour l'avenir et pour nous engager de façon durable à l'avenir. Alors vous n'avez que deux options: ou bien le paragraphe 3.2, page 28, ou bien l'unité monétaire, la monnaie et la banque centrale du Québec; ou bien la monnaie unique et un système de banque centrale d'un commun accord avec le partenaire principal. Il n'y a que ces deux options fondamentales. Bon!

Maintenant, qu'est-ce qu'il faut faire? Vous avez ça au paragraphe 3.3, page 28. Voilà ce qu'il faut faire. Nous n'allons pas nous éterniser là-dessus parce que, clairement, un choix comme celui-ci implique beaucoup de choses à faire. Maintenant, si nous choisissons l'option 3, nous pouvons passer, disons en page 30 carrément, et avoir des options subordonnées à l'option 3. Si je choisis d'avoir ma monnaie, je peux avoir le

paragraphe 3.9, l'option 3.1, ma monnaie avec un régime de change fixe ou bien ma monnaie avec un régime de change flottant.

Et je peux aller plus loin, en page 31, ma monnaie avec un régime de change fixe, rattachée à quoi? Au dollar américain, au dollar canadien ou à un panier de monnaies? Lequel? Je peux avoir l'option 3.2, ma monnaie nationale avec un régime de change flottant, et le régime de change flottant signifierait finalement, en page 32, flottant autour d'une monnaie, flottant autour du DTS ou flottant autour d'un panier de monnaies. Le panier de monnaies. Prenons simplement un cas: Le Québec pourrait avoir intérêt à avoir une monnaie flottante, autour d'un panier qu'il construit lui-même, constitué de mark, constitué n'est-ce pas du dollar américain, du peso et du nouveau dollar canadien. Bon. Alors, voici donc les options qui engagent le long terme: l'option monnaie québécoise.

Alors, passons à l'autre option qui est en page 33, monnaie unique et système de banque centrale de commun accord avec le partenaire principal. Bon! On dira: Les institutions existent et puisqu'elles existent, pourquoi pas le fait tout de suite? Attention! La Banque du Canada telle qu'elle fonctionne en ce moment, n'est pas le résultat d'une négociation entre les provinces. La Banque du Canada, telle qu'elle fonctionne maintenant, n'est pas une banque d'inspiration fédérale. Ce n'est pas une banque dont la philosophie est fédérale, au sens de la Réserve fédérale américaine, au sens des Landeszentralbanken allemandes ou au sens des banques de la Réserve fédérale d'Australie. Nous avons, en 1978, donné un avant-projet de réforme qui pourrait effectivement la rendre fédérale si on le voulait. Bon.

Maintenant, cette option de monnaie unique, il faut y faire attention. Le point le plus important, là, ce ne sont pas tellement les institutions qui, en apparence, sont déjà communes. Le point le plus important, et c'est ce qui fait aussi la difficulté de l'unification monétaire dans la Communauté économique européenne, ce sont les points du paragraphe 4.3. Quelles sont les priorités de la politique économique du reste du Canada et quelles sont celles du Québec? Ensuite, priorités dans l'emploi des instruments de la politique économique. Est-ce que ce sont le taux d'intérêt et le taux de change ou est-ce que ce sont les mesures de contrôle quantitatif? Ce sont des questions à se poser, car il faut y répondre avant de conclure définitivement une union monétaire avec le reste du pays ou quelque chose d'autre.

Bon, alors, en page 34, vous avez ce qu'il faut faire pour l'option, disons, monnaie unique et système de banque centrale commun. Et, pages 35 et 36, vous avez deux cas types compatibles avec l'union. Le premier qui est inspiré de l'union monétaire ouest-africaine et l'autre de l'union monétaire de l'Afrique Centrale, monnaie c

mune servant de point d'ancrage des monnaies individuelles, et pouvoir libérateur des monnaies individuelles sur toute l'étendue de la zone d'émission. Donc, le Sénégal a sa monnaie, mais la monnaie du Sénégal est rattachée à la monnaie commune de la zone d'émission et cette monnaie-là circule sur toute l'étendue du territoire de la zone d'émission.

(16 h 45)

Et deuxième modèle, qui est celui de la Communauté économique européenne, monnaie commune et flottante, constituée par un panier de montants déterminés de chaque monnaie communautaire. L'écu est un panier constitué de montants déterminés de chaque monnaie communautaire, et l'écu est flottant. On pourrait concevoir une monnaie commune au reste du Canada et au Québec, et monnaie commune n'est pas synonyme de monnaie unique. Donc, il y aurait des montants déterminés de dollars canadiens et de dollars québécois, si vous voulez, l'ensemble constituant une unité commune aux deux pays, n'est-ce pas, séparément.

Maintenant, vous avez le tableau C1, en page 36, qui vous donne ici – je ne vais pas parcourir le tableau avec vous – l'éventail des possibilités de régimes de change compatibles, régimes de change adoptés par un pays et régimes de change adoptés par l'union de deux ou de trois ou de quatre pays. Vous avez le tableau C6 et on pourra revenir là-dessus si le temps nous le permet.

Je vais donc passer à la partie D pour terminer et vous avez, disons, des choses que vous connaissez tous déjà, ce n'est pas la peine de s'éterniser: ce sont les conditions économiques, les échanges inter provinciaux, l'importance de l'Ontario et du Québec l'un pour l'autre, en page 37. Vous avez, en page 38, le rappel d'un avant-projet de réforme que j'avais mis dans mon rapport de 1978 sur la réforme du système fédéral de banque centrale, donc la réforme de la Banque du Canada. Finalement, vous avez, en page 40, les nouvelles perspectives dont j'avais parlé au départ, qui font que le Mexique s'intégrant pour un traité de libre-échange à l'Amérique du Nord, ceci pose des perspectives nouvelles d'intégration économique et monétaire. Et vous avez l'exemple donné au paragraphe 2.3, pages 40 et 41, l'exemple de coopération financière entre le Mexique et les États-Unis, qui fait qu'avec à peu près 2 000 000 000 \$ U.S. le Mexique a pu s'acheter des titres exceptionnels du Trésor américain, des séries extraordinaires du Trésor américain, non négociables, a pu acheter pour 2 000 000 000 \$ des titres qui, dans 20 ans, vaudront 10 000 000 000 \$, comme on achète une obligation à escompte et, le jour de l'échéance venu, on récupère la totalité du montant. Ceci signifie la chose suivante, eh bien, l'intérêt de ceci pour le Québec est le suivant: supposons qu'il y aurait effectivement une

monnaie québécoise et qu'il y aurait des difficultés pour le Québec, un type d'accord possible pour rendre acceptables aux marchés financiers des titres du gouvernement québécois, moyennant un appui politique des États-Unis, pourrait, finalement, consister à dire ceci: Au lieu d'avoir des réserves de change de 2 000 000 000 \$, je prends ces 2 000 000 000 \$, j'achète des titres du Trésor américain, des titres spéciaux – d'où l'appui politique – qui vaudront 10 000 000 000 \$ dans 20 ans et, donc, la communauté financière voudra bien me prêter un montant qui, dans 20 ans, vaudra 10 000 000 000 \$, car il est à toutes fins pratiques garanti par les titres américains spéciaux que j'ai achetés.

Ceci étant dit, si vous me permettez, M. le Président, je vais tout simplement vous dire – le texte, vous ne l'avez pas, parce que mes réflexions n'étaient pas tout à fait prêtes pour le livrer... Vous aurez définitivement le rapport final, la version finale du 9 décembre. Alors, je n'ai pas beaucoup de recommandations. La première, c'est que, bon, il faut tout de suite prendre des mesures pour prévenir les effets pervers de l'incertitude; la deuxième, c'est de dire qu'à court terme il faudrait accepter le système intégralement et régulariser la situation; la troisième, c'est de dire, au fond, que vu la matrice des échanges et vu les conditions de départ, il y a une union monétaire qui est carrément privilégiée et qu'il faut négocier. Une autre, c'est de dire que si on devait émettre une monnaie québécoise, alors, je vous recommanderais un régime de flottement dans une bande étroite vis-à-vis certainement de la monnaie du partenaire principal, le reste du Canada. Et la dernière recommandation, c'est de dire que, de toute manière, le statu quo n'est pas possible et qu'un projet de réforme qui consisterait simplement à nommer des gens au comité de direction, je n'y crois pas. Ça m'a l'air plutôt d'une opération cosmétique que d'une opération, disons, en profondeur. Et je pense, personnellement, qu'il y aurait moyen... et j'ai lu, hier, le rapport qui vous a été présenté par M. Peter Howitt, avec lequel je suis entièrement d'accord. Mais je ne fais que rappeler que ce sont les idées que j'avais énoncées en 1978, dans mon rapport, en rapport avec la réforme du système fédéral de banque centrale.

Merci de votre attention.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. Leroy. La première question, le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, très rapidement... c'est vrai que c'est indigeste, mais c'est quand même intéressant. Ce qu'on constate à la lecture de votre mémoire, c'est que le système monétaire et financier est tricoté serré. C'est très ramifié et très complexe aussi, et dans l'éventualité de l'accession du Québec à la

souveraineté, je tire la conclusion suivante – je ne sais pas si je me trompe – c'est que tout le monde a intérêt, je dirais, à agir de façon rationnelle pour ne pas perturber ce système qui est mis en place et qui implique tous les types d'institutions financières y incluant, bien sûr, les institutions monétaires.

Je lisais quelque part dans votre mémoire que, finalement, si le Québec décidait démocratiquement de devenir un État souverain, le Canada aurait tout autant intérêt que le Québec, par la voie de la négociation, à maintenir le système en place de façon à éviter les risques financiers qui pourraient résulter d'un comportement irrationnel, ou trop émotif, ou un peu trop marqué par la passion. Dans le fond, ce que vous nous dites, c'est qu'un Québec souverain pourrait adopter le dollar canadien, continuer de participer au système de compensation qui a été mis en place et qui fonctionne bien, et que tout ça pourrait se faire avec l'accord du Canada, et que le Canada n'aurait pas intérêt à bloquer, à empêcher, à faire obstacle, à mettre des bâtons dans les roues du Québec pour maintenir ce système-là. Est-ce qu'il aurait vraiment intérêt? Et, qu'est-ce qui se produirait si le Canada était mauvais joueur, si vous voulez, et tentait de faire obstacle à un Québec souverain qui voudrait maintenir le système monétaire tel qu'il fonctionne présentement?

**M. Leroy:** Bon. Alors, voilà. Je vais répondre à votre question, d'abord de la manière suivante... ensuite, je donnerai, pour ainsi dire – si je peux me permettre de m'exprimer ainsi – deux petits conseils. Nous avons un système bancaire à succursales multiples, des banques continentales. Elles sont établies au Québec et ailleurs. Par contre, nous avons un système de caisses populaires locales. Nous avons tout intérêt, effectivement, à protéger l'un et l'autre. La manière dont ça fonctionne, c'est qu'au fond le chèque émis sur une banque qui est à Montréal sera automatiquement honoré à Calgary ou à Vancouver. Soit dit en passant, la loi dit aussi que le dépôt à une institution est un dépôt à cette institution. C'est-à-dire, au fond, que si vous me dites qu'il y a 3000 institutions de dépôt, il y a, en fait, 3000 monnaies privées. Le dépôt que j'ai à la Banque Royale, coin Saint-Denis et Sainte-Catherine, je ne peux pas aller le réclamer ailleurs. Je peux demander le transfert par voie électronique, mais une autre succursale de la Banque Royale ne me doit pas le dépôt que j'ai à Saint-Denis-Sainte-Catherine. C'est une créance sur l'institution en question et non pas sur toute la Banque Royale. C'est comme ça que ça fonctionne au gouvernement. La preuve, c'est que l'assurance-dépôts, c'est ce qu'elle fait. Elle considère que c'est 60 000 \$ dans cette institution et vous pourrez donc avoir 60 000 \$ dans une autre succursale. Ça veut donc dire qu'il ne faut même pas sonder à ça, parce

que la manière dont ça fonctionne, ça voudrait dire le blocage des moyens de règlement définitif entre banques installées au Québec et banques installées à l'extérieur du Québec. La Banque Royale, techniquement, ne pourrait pas, pour ainsi dire, honorer un chèque émis par quelqu'un à Vancouver et tiré sur une succursale au Québec. C'est-à-dire qu'au fond il faudrait pratiquement que le reste du Canada dise à la Banque Royale: Je m'excuse, vos institutions au Québec, ça ne regarde que vous. Je veux que, dans votre compte d'adhérent chez moi, vous me disiez ce qui appartient au Québec et ce qui n'appartient pas au reste du Québec. Ce qui est impossible à faire.

Je vais aller plus loin. Dans deux ans, nous aurons un système de réserves, au Canada, libre de l'obligation de garder des réserves. C'est-à-dire que les banques ne seront plus tenues, dans deux ans, bientôt, d'avoir quelque réserve que ce soit à détenir à la Banque du Canada. Mais elles vont garder des soldes de règlement. C'est-à-dire que, justement, à la compensation, la Banque Royale doit payer la Banque de Montréal, par exemple. Il lui faut avoir un dépôt à la Banque du Canada pour pouvoir faire le transfert. Donc c'est une question qu'il ne faut même pas soulever parce que le système bancaire, profondément canadien lui-même, serait bloqué. Il n'y aurait plus moyen de faire la compensation et plus moyen de faire les règlements. Bon!

Maintenant, supposons que ça frapperait les caisses populaires. Bien, on assisterait à la chose suivante. Pour avoir des dollars canadiens, les caisses populaires liquideraient ou braderaient sur le marché des obligations du gouvernement canadien, en dollars canadiens, pour obtenir des dollars et faire des règlements. Donc, ceci nuirait à la dette publique canadienne. Ceci nuirait à la stabilité, à la qualité des titres du gouvernement fédéral.

Maintenant, deux autres petits conseils. Qu'a fait la France en Afrique noire? Elle voulu, en établissant une zone monétaire rattachée au franc français avec garantie de convertibilité illimitée des francs C.F.A., elle voulu prévenir un intrus dans sa zone, car ces pays auraient bien pu choisir le dollar américain. Ils auraient pu choisir la livre sterling et ça aurait signifié une rupture des échanges commerciaux entre ces pays et la France. Et la France vend beaucoup plus à ces pays que ces pays ne vendent à la France. Première chose. Or, nous vendons pour à peu près, crois, 18 000 000 000 \$ à l'Ontario; l'Ontario nous vend pour 22 000 000 000 \$. Bon!

Donc, on peut vouloir... Le reste du Canada, au contraire, intérêt à dire: Je veux prévenir un intrus au Québec qui serait une monnaie différente et forte et qui va me causer des problèmes pour moi et pour mon dollar canadien. Ça, c'est la première chose. Ou bien, on peut avoir aussi le comportement des Allemands. De

le cas des Allemands, les Allemands ont dit: Il y a l'Allemagne de l'Est, il n'y a plus de mur de Berlin, je ne veux pas avoir de cette monnaie faible à côté. Je préfère l'éliminer parce que, si je reste avec cette autre monnaie faible, ce qui est évidemment politiquement inconcevable. Mais ils pourraient faire appel à la technologie occidentale et avoir une monnaie plus faible que la mienne et me concurrencer. Ça vous explique pourquoi, au sein de la Communauté économique européenne, les Allemands soutiennent l'escudo. Ils vont soutenir la lire parce qu'ils préfèrent une lire forte qu'une lire faible, puisque ceci réduirait, n'est-ce pas, l'opposition concurrentielle. Donc, le Canada n'a pas intérêt à laisser faire, au Québec, quoi que ce soit qui signifie l'intrusion d'une monnaie forte, vers laquelle les autres Canadiens seraient attirés, ou d'une monnaie faible qui signifierait que le Québec a une position concurrentielle. Parce que, la monnaie étant plus faible, les coûts des produits québécois vendus à l'étranger seraient plus faibles que les coûts des produits canadiens vendus à l'étranger.

Donc, j'ai donné deux conseils inspirés des deux expériences pratiques. Finalement, l'évidence même, c'est que les choses sont si tricotées serrées, comme vous dites, qu'on voit mal comment on peut bloquer ainsi la liquidité sans bloquer en même temps les échanges. Voilà ma réponse.

**M. Brassard:** Il faut dire que les personnes qui nous disent ou qui disent au Québec: Si vous utilisez ou si vous décrétez que le dollar canadien a cours légal dans un Québec souverain, on va vous en empêcher. C'est un argument sans valeur et qui, d'après votre exposé en tout cas... Ou alors essaie de faire peur au monde tout simplement, donc un argument purement politique, ou alors fondé sur une ignorance totale de la façon dont fonctionne le système.

**M. Leroy:** C'est ça. L'argument a une valeur proportionnelle à l'état des connaissances.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Maintenant, moi, j'aurais une dernière question, M. le Président, une dernière.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.  
(17 heures)

**M. Brassard:** Dans un système comme celui-là – que vous venez de décrire puis qui pourrait continuer de fonctionner quel que soit le choix du statut d'avenir du Québec – dans un système comme celui-là, qu'est-ce que ça exige comme arrangement politique? Est-ce que c'est...? Parce que, d'après la description que vous en faites, d'après la description que vous faites aussi du système allemand, les interférences politiques ou l'implication des instances politiques est très tenue, très faible, très limitée. Un système

comme celui-là, pour qu'il fonctionne correctement, est-ce que ça exige des arrangements politiques compliqués, complexes?

**M. Leroy:** Bon, écoutez. Regardez, si nous parlons d'expérience et de pratique... Si nous prenons le cas des Européens. Les Européens ont commencé par conclure un traité de marché commun; ensuite, ils ont fait un autre pas, ils ont créé un système monétaire européen: il n'y a toujours pas d'union politique. Ensuite, ils ont fait un troisième pas, ils ont créé un mécanisme de change avec une monnaie qui s'appelle l'écu: il n'y a toujours pas d'union politique. Ensuite, ils ont fait un troisième pas, ils ont dit: Allons coordonner nos politiques économiques. C'est le stade où ils en sont. Et maintenant, ils veulent faire le quatrième pas, qui est de dire: On va fixer de façon irrévocable les taux de change entre monnaies, et quand ce sera fait, on pourra aussi bien émettre une monnaie unique, unique.

Ils ont déjà la monnaie commune, c'est l'écu. Mais ils veulent passer au stade de la monnaie unique: il n'y a toujours pas d'union politique. Donc, l'union politique n'est pas un prérequis à l'union monétaire. Et l'union monétaire, de facto, ce n'est pas la peine de dire si elle est pure ou si elle est impure; il n'y a rien de pur et d'impur, dans ce modèle d'union monétaire. L'union monétaire... On considère que vous avez union monétaire à partir du moment où vous avez deux pays qui disent: Je lie ma monnaie à la tienne, tu lies ta monnaie à la mienne par un taux de change fixe. Nous sommes, à toutes fins pratiques, en union monétaire. Et quand ceci est scellé par un traité, nous sommes carrément déjà en union monétaire. N'allez pas demander aux Européens s'ils ont déjà l'union monétaire, la réponse sera: oui. Est-ce qu'ils ont la monnaie unique? La réponse sera: Pas encore. C'est là la différence.

Bon. Maintenant, comme vous avez cité le cas de l'Allemagne... et c'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, dans les écrits des économistes que vous avez certainement entendus ici, ceux-là qui préconisent que la banque centrale devrait avoir un objectif unique, qui est de rechercher la stabilité des prix, en même temps vous tiennent l'autre discours, qui est que la banque centrale doit être absolument indépendante vis-à-vis du gouvernement. Dans la mesure où vous croyez à la stabilité des prix comme premier objectif, et que la banque centrale devrait faire ceci... D'ailleurs, les propositions du Canada, c'est ça qu'ils disent: Faire en sorte que la stabilité des prix demeure le seul objectif de la politique monétaire.

Eh bien, ceci signifie que vous n'avez pas besoin d'union politique parce que ça devient une pure mécanique. La pure mécanique, c'est quoi? On a prouvé scientifiquement que sur l'évolution du temps... on a prouvé scientifiquement, et

plusieurs fois, que l'évolution des prix, le rythme d'évolution des prix, est lié au rythme d'évolution de la masse monétaire. J'ai besoin, donc, d'un appareil qui est comme un genre de pilote automatique, où je dis que si j'ai telle masse monétaire, j'aurai un moyen; donc, à l'avenir, tel niveau de prix. Il n'y a pas d'interférence politique dans ça. C'est pourquoi la Bundesbank est ce qu'elle est.

Maintenant, ça veut donc dire ceci: Ça ne veut pas dire que la politique est dans tout et partout, évidemment. Nous sommes ici, c'est un peu de la politique, dans ce sens qu'on est convenu de nous rencontrer et, n'est-ce pas, de discuter. Alors, un consensus social, c'est déjà politique, si on veut bien. Tout consensus social est politique.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, c'est M. le député de Limoilou qui, en passant, nous reçoit dans son comté, aujourd'hui.

**M. Després:** Oui, c'est bien de le souligner, M. le Président. Je sais que la commission ne siège pas pour la première fois ici parce que la commission Bélanger-Campeau a déjà siégé, mais, comme moi, c'est pour la première fois, je vais souhaiter la bienvenue à tous les membres de cette commission, dans le comté de Limoilou, le domaine de Maizerets. M. Leroy, je voudrais profiter aussi de l'occasion de vous remercier de votre exposé au nom de ma formation politique.

J'aimerais parler de deux choses. Vous avez parlé de l'objectif de la stabilité des prix. Vous dites dans votre document aux points 4.9, 4.10, en parlant de l'histoire récente, que ce sont des victoires sur l'inflation remportées par les banques centrales et vous soulignez qu'un bon nombre d'économistes ont comme premier objectif la stabilité des prix, celui de combattre l'inflation. Vous dites aussi que, de toute façon, les politiques monétaires n'influencent pas vraiment l'emploi et la production comme tels et en même temps, que c'est plus facile pour la banque centrale d'avoir un objectif et d'être plus indépendante, sauf que, à la lecture que j'ai faite, de la façon que vous en avez parlé, vous dites: Les économistes ont comme objectif, j'aimerais savoir si vous êtes d'accord avec les économistes, puis, à part l'objectif de cette politique de stabilité des prix, est-ce qu'il y a d'autres objectifs...

**M. Leroy:** Voilà.

**M. Després:** ...qu'on peut se donner en même temps? Je n'ai pas vu la différence entre les objectifs des économistes que vous interprétez et votre vision à vous là-dessus.

**M. Leroy:** Oui. Écoutez. Comme tout économiste, je vis dans un milieu et ce que j'observe, forcément, m'influence. Et, si vous

remontiez à 1931, 1932, quand Keynes rédigeait sa théorie générale et qu'il voyait autour de lui des chômeurs et qu'ailleurs aussi on voyait des chômeurs partout, ça a dû l'influencer pour proposer ce qu'on appelle la théorie Keynésienne de l'emploi. Donc, l'emploi est devenu l'objectif numéro un. On a dit: Allez-vous-en, le reste, c'est l'emploi. C'étaient les idées du temps. On est arrivé à la Deuxième Guerre mondiale, on a passé à travers ça et on a dit: Il y a des contrôles, etc., mais aussi l'emploi, la croissance. La reconstruction et la croissance. Il y avait cette histoire de pays en voie de développement, on a dit aussi, le développement. Bon, très bien.

Maintenant, ce qu'on constate, c'est que les idées ont évolué. D'abord, les économistes ont fait des modèles qui ont prouvé certaines choses: mais en fait, c'est pas que la monnaie soit la cause de l'augmentation des prix, l'excès de monnaie cause l'augmentation des prix. C'est pas la même chose. Donc, on ne prétend pas que la monnaie n'est pas importante comme chose qui peut seconder la création d'emploi. Après tout, s'il y a croissance en Allemagne et s'il y a croissance en Suisse ou ailleurs, eh bien, il y a aussi croissance de la masse monétaire mais au rythme qu'il faut, sans provoquer l'inflation. Donc, lorsque les économistes disent: La monnaie n'a pas d'influence sur le côté réel, ils disent, au fond, d'ailleurs, c'est le nouveau terme, comme ils disent en anglais, la "surprise inflation", c'est-à-dire l'inflation que vous pratiquez tout d'un coup sans avertir qui que ce soit. Alors, les économistes ont maintenant aussi ce qu'on appelle les anticipations rationnelles pour dire: Les gens, comme disent les Américains, comme disait un Américain, je crois, c'est Lincoln qui a dit ça, vous ne pouvez pas tromper tout le monde tout le temps. Donc, si le marché se rend compte que vous pratiquez une politique carrément inflationniste, le marché va finir par vous précéder et il aura raison sur vous. C'est dans ce sens qu'on dit que ce n'est pas... On ne peut pas dire, pour réduire le chômage au Québec: Imprimons donc de l'argent. C'est dans ce sens que je vous ai passé aussi le tableau qui dit: Déficits budgétaires, impression de monnaie, croissance, etc. C'est dans ce sens. Il n'est pas dit que, sur la base de ça, on puisse dire par exemple à un pays: Ce n'est pas la peine pour vous d'avoir votre politique monétaire. Attention! Ce n'est pas vrai ça, parce que votre politique monétaire est aussi une politique de change. Donc, quand vous avez des coûts qui augmentent trop vite chez vous et que vous perdez vis-à-vis des autres concurrents, vous pouvez modifier le taux de change de façon à ce que vous rattrapiez le terrain perdu.

Maintenant, si vous permettez... Écoutez, plein emploi, croissance, stabilité externe qui veut dire stabilité du taux de change, stabilité interne qui veut dire stabilité des prix, voilà les quatre objectifs classiques de toute politique

économique. On a coutume de dire que chaque objectif, c'est comme une cible. Donc, si vous avez un fusil et rien qu'un fusil et que vous avez six cibles, vous ne pouvez pas, en même temps, avec une balle, atteindre toutes les cibles. Alors, dans ce sens, on dit: La politique monétaire, c'est un fusil. Et quelle est la cible préférée, la cible pour laquelle ce fusil est le plus efficace, on dit: Bien, c'est la stabilité des prix. Voilà ce que ça veut dire.

**M. Després:** Toujours dans le cadre de cet objectif-là, de stabilité des prix, quelle différence faites-vous entre les petits pays, vous en aviez mentionné très vite, tout à l'heure, et les grands pays? Vous sembleriez dire que les petits pays avaient avantage à la suivre alors que les grands pouvaient se permettre de s'en fixer d'autres.

**M. Leroy:** J'ai dit que c'était une vertu à pratiquer par tout le monde, mais que c'était particulièrement une contrainte pour les grands pays. Quelle est la différence? Qui veut détenir, parmi vous, de la monnaie irlandaise? Ou la monnaie du Portugal? Personne n'est intéressé. Parce que vous savez que si vous avez des dollars américains ou des marks ou des yens, ça suffit pour vous déplacer. Alors, l'intérêt qu'un pays a à consentir des sacrifices en termes de chômage et de croissance pour sa monnaie, c'est lorsque ce pays prétend, ou a des prétentions à ce que sa monnaie devienne internationale. Le dollar canadien n'est pas une monnaie internationale. Il n'est nulle part question, dans aucune statistique, de réserves de devises étrangères en dollars canadiens. Le commerce international ne se fait pas en dollars canadiens. Ça ne veut pas dire que M. Crow a tort, parce qu'il peut vous dire: Pour réduire les taux d'intérêt il faut bien qu'il y ait moins d'inflation. C'est vrai. Parce que les gens ne sont pas fous. Ils disent: L'intérêt qui m'intéresse, c'est, disons, x % d'intérêt réel, plus l'augmentation des prix. Nous sommes d'accord avec ça. Ça ne veut pas dire ça. Et ça ne veut pas dire non plus, n'est-ce pas, que, au fond, on n'a pas à se préoccuper de l'inflation. Mais ce que nous sommes en train de dire c'est qu'un petit pays qui n'est pas un centre financier international, pas même comme la Suisse, n'a pas à consentir autant de sacrifices qu'un grand qui, lui, a d'autres enjeux dans la situation. Il est clair que si l'inflation est rapide aux États-Unis, les détenteurs de dollars américains, qui ne sont pas résidents des États-Unis vont liquider les dollars américains pour obtenir des marks et des yens. C'est ça la véritable histoire.

Alors, maintenant peut-être qu'on peut se dire: Je n'aime pas tellement l'idée de la proposition fédérale de dire que dans la Constitution ou quelque part, ou la Loi sur la monnaie du Canada, la stabilité des prix, c'est votre objectif. Je pense que c'est un petit peu prétentieux... un

petit peu prétentieux. Et notez bien que le Canada est un pays qui, depuis la fondation du Fonds monétaire international, n'a jamais respecté le fameux article qui dit que vous devez définir votre monnaie en termes du nôtre. Il ne l'a jamais respecté. Le dollar canadien, depuis que je connais le Canada, a toujours été flottant. Même à l'époque des monnaies non flottantes. Entre 1950 et 1971, qui marque la fin de Bretton Woods et le nouveau système où les pays adoptent le régime de change qui leur plaît, pendant toutes ces années-là le dollar canadien a toujours été flottant. Vous l'avez connu, ce dollar canadien qui a dépassé tantôt un dollar américain, tantôt qui tombait en dessous. Et c'était si vrai, ça, que les Canadiens avaient l'habitude de dire: Ça ne peut varier qu'entre 0,90 \$ US et 1,00 \$ US. Donc dès que ça atteignait 0,90 \$ US, ça allait remonter et dès que ça atteignait 1,00 \$ américain, ça allait redescendre. C'était autrefois la situation. Voilà.

**M. Després:** Donc, au fond, vous dites, dans la même continuité, que toutes les monnaies sont carrément influencées par ce que vous appelez votre système monétaire tripolaire...

**M. Leroy:** Oui.

**M. Després:** ...qui est l'américain, le mark et le yen. De quelle façon le système monétaire tripolaire influencerait-il la politique monétaire d'un Québec souverain dans le cas où il aurait sa propre monnaie et dans le cas où il aurait la même monnaie canadienne?

**M. Leroy:** Les réalités sont là, n'est-ce pas? Nous sommes en Amérique du Nord et le monde tripolaire, pour nous, le pôle c'est les États-Unis. Donc, nous pouvons dire: Monnaie commune et unique Québec-Canada, c'est le dollar canadien nouveau – comme le nouveau Beaujolais – à ce moment il ne sera pas le même qu'avant. Nouveau. On ne sait pas ce qu'il sera, mais nouveau. Et celui-là, il va fluctuer. Je m'excuse, j'ai apporté un document et j'aurais pu vous faire photocopier ce document. Je voudrais peut-être l'annexer pour voir, pendant les dernières cinq dernières années, au jour le jour, comment le dollar canadien a très peu fluctué autour du dollar américain. Il y a une politique systématique de la Banque du Canada pour laisser fluctuer le dollar dans une bande très étroite, plus étroite que n'importe quelle autre monnaie par rapport à n'importe quelle autre! Donc, de facto, nous sommes dans une union monétaire avec les États-Unis. Donc, au fond, notre pôle, c'est les États-Unis. Nous sommes un petit pays, il est hors de question de modifier les règles du jeu. Il est hors de question que la monnaie québécoise, si elle existe, devienne un actif de réserve internationale. Ça a des sacrifices aussi. Parce que lorsque vous avez votre monnaie qui devient

actif de réserve internationale, ça vous procure un haut niveau de vie au départ, puisque, qu'est-ce qui arrive, quand vous avez ça? C'est que vous dépensez beaucoup à l'étranger, beaucoup plus que vous ne vendez à l'étranger, c'est ainsi que les autres accumulent votre monnaie.

(17 h 15)

Donc, ça vous permet d'acheter tout le reste du monde et puis, eux ils accumulent des avoirs sur vous. Nous sommes d'accord? Mais il y a aussi un prix à payer. Vous risquez, pendant un certain temps pour garder cet avantage, d'avoir des taux d'intérêt plus élevés qu'autrement. Les Américains ont connu ça. Et ça risque aussi de vous conduire à des excès. Les Américains sont tombés dans l'excès budgétaire parce qu'ils savent que, chaque année, les Japonais vont venir acheter les titres du fédéral américain, donc, financent en partie le déficit américain. Mais le Canada a ce problème! Lorsque le dollar canadien fléchit, ou que les taux d'intérêt fléchissent, nous entendons tous à la radio parler des Japonais qui retirent leurs placements, parce que vous avez à mettre en correspondance les intérêts ici comparativement aux intérêts ailleurs, l'inflation ici comparativement à l'inflation ailleurs. Donc, au fond, nous serions, disons si vous voulez, partie de ce monde-là.

Bon, maintenant comme petit pays, comme pays pour lequel on dirait que la mobilité de la main-d'oeuvre est moindre que la mobilité de la main-d'oeuvre des autres, premièrement, et comme pays pour lequel on pourrait dire aussi que, vu la mobilité réduite de sa main-d'oeuvre, il faut bien qu'elle ait des instruments de politique économique, il est bien entendu que nous serions un petit peu sur le plan monétaire dans la situation qu'avait été peut-être, je dis bien peut-être, l'Irlande: Garder une monnaie pendant un certain temps quitte ensuite à la confondre avec la monnaie de l'ensemble. C'est pourquoi j'ai dit dans le truc que le processus vers l'union monétaire dans notre cas pourrait être incurvé. Mais nous avons déjà en place au Québec des institutions, des caisses populaires, la Caisse Desjardins. Nous avons des institutions. Nous avons la mentalité, nous avons aussi les pratiques, la familiarité avec les mécanismes qui permettent d'envisager ça, ce qui n'est pas une recommandation mais ce qui ne fait que reconnaître un état de fait.

**M. Després:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, alors M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Oui, juste peut-être une constatation. Finalement, M. Leroy, une des constatations qu'on fait c'est que, sur le plan de la souveraineté, il n'y a pas de difficultés techniques insurmontables dans la question monétaire; tout cela peut se comprendre. Je ne

dis pas qu'il n'y a pas des problèmes ponctuels à régler, mais il n'y a pas de difficultés techniques insurmontables. Ça, c'est une première constatation. L'autre, c'est que, finalement le Québec, en faisant la souveraineté, c'est lui qui aura le choix à faire de sa monnaie. Si l'on décide de garder le dollar canadien, même les Canadiens n'ont pas le choix que de nous laisser faire et même qu'ils ont surtout un intérêt à nous laisser faire. Alors, je pense que cela nous place plutôt dans une position de force en ce qui concerne la monnaie. Sur d'autres plans, c'est autre chose mais en termes de négociations avec le reste du Canada, nous sommes en bonne position pour négocier.

**M. Leroy:** Je croirais.

**M. Léonard:** Nous sommes d'accord avec ça.

**M. Leroy:** Absolument. Mais absolument. C'est-à-dire que, voyez, la question n'est pas... Je suis entièrement d'accord avec ce que vous dites, c'est que ce n'est pas une question de savoir qui est le plus fort. La réalité, c'est qu'il y a entre l'Ontario et le Québec un courant d'échanges de 42 000 000 000 \$ par année. Ils nous vendent 21 000 000 000 \$ et on leur vend à peu près 13 000 000 000 \$ par année ou bien 18 000 000 000 \$ contre 21 000 000 000 \$. Donc, nous avons avec eux un déficit dans les échanges commerciaux de 3 000 000 000 \$; donc, ils ont un surplus avec nous de 3 000 000 000 \$. Personne ne voudrait perdre ça, d'une part.

Mais deuxièmement, j'ai cité dans le texte, et M. Laidler qui est déjà venu ou qui viendra, vous le répétera. Il a écrit dans ses documents du C.D. Howe Institute: Que faudrait-il faire dans le reste du Canada pour empêcher les Québécois devenant souverains d'utiliser le dollar canadien? Rien de moins qu'un contrôle des échanges considérable. C'est-à-dire qu'il faudrait bloquer toutes les voies qui permettraient, je dis bien qui permettraient, au Québec d'avoir des dollars canadiens. La principale voie, c'est de ne rien acheter au Québec. Évidemment, s'ils ne nous achètent rien, on ne peut rien leur acheter non plus. Alors, nous parlons de 44 000 000 000 \$. Il faudrait aussi à la frontière québécoise ontarienne, et avec le Nouveau-Brunswick et les autres, avoir un contrôle douanier pour contrôler, c'est une chose que j'ai vécue au Maroc, vos avoirs en dollars canadiens quand vous traversez la frontière. Parce que, là aussi, c'est une façon d'aller dépenser au Québec. Il faudrait contrôler aussi l'utilisation des cartes de crédit par les gens du reste du Canada au Québec. Ils ne pourraient pas venir ici et payer avec des cartes de crédit qui sont des cartes de crédit émises ailleurs. Bon, ensuite, mieux que ça. Si quelqu'un s'avisaient de vouloir emprunter quand même des dollars canadiens dans le reste du Canada, il pourrait, à partir de New York, lancer un emprunt en



dollars canadiens dans le reste du Canada et puis faire sortir l'argent. Donc, il faudrait aller jusque-là. Il faudrait qu'ils disent: Quelqu'un qui vient emprunter dans le reste du Canada, si c'est possible, on va vous prêter. Mais vous ne pourriez pas sortir les dollars canadiens, vous devriez prendre des devises étrangères. Ce qui suppose qu'ils devraient avoir des devises étrangères. Or quelles devises étrangères ont-ils? Des dollars américains. Ça ferait baisser leurs réserves de change. Comprenez-moi bien. Alors que fait la Suisse à Hydro-Québec quand Hydro-Québec va emprunter en Suisse? On négocie l'emprunt, on libelle l'emprunt, on prend un libellé en francs suisses, mais vous ne sortez pas les francs suisses. Vous sortez d'autres monnaies. On vous remet le montant en dollars américains, mais l'emploi est en francs suisses parce que les Suisses ne veulent pas que leur monnaie devienne une monnaie internationale. Ils ne veulent pas que leur monnaie devienne un actif de réserve, donc, ils contrôlent au maximum l'accès des non-résidents aux francs suisses. Vous empruntez, très bien; c'est libellé en francs suisses pour leur protection – parce que le franc suisse tend à monter de toute manière au fil des temps par rapport au dollar américain – mais vous ne sortez pas les francs suisses. Vous devez encaisser en dollars américains.

Donc, il faudrait que le reste du Canada dise: Si les Québécois veulent emprunter chez nous, très bien, mais il faudra qu'ils sortent d'autres devises que le dollar canadien. Oui, mais quelle sera la différence entre la Suisse et le reste du Canada? Eh bien! C'est celle-ci. La Suisse est un carrefour, c'est une plaque tournante de la finance internationale. La Suisse reçoit beaucoup de capitaux en dollars américains, en marks ou ailleurs. Nous ne sommes pas une plaque tournante de la finance internationale au Canada. Au contraire, nous sommes un consommateur net d'épargne étrangères, puisque nous avons des déficits que nous finançons, nous avons des sociétés de la couronne qui sont déficitaires qui ont besoin de ce genre de capitaux, etc. Donc, nous sommes un consommateur net d'épargne étrangères. La Suisse n'est pas un consommateur net d'épargne étrangères. La Suisse reçoit et recycle. C'est pourquoi elle est restée à l'abri de l'inflation, parce qu'elle recycle ce qu'elle reçoit. Voilà.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Oui.

**M. Léonard:** Vous avez parlé d'un processus incurvé. Une des premières étapes d'un tel processus serait une monnaie québécoise éventuelle. Mais, dans le temps, le processus s'incurve. On retourne vers quoi sur le continent nord-américain?

**M. Leroy:** Voilà. Supposons qu'on considère

comme admissible l'hypothèse qu'un jour – notez bien que le traité de Rome a été signé en 1957, 1957-1958...

**M. Léonard:** Oui, oui. Mettons, 2025.

**M. Leroy:** Bon, alors donc ça a pris énormément de temps, c'est en 1979 que le système monétaire européen a été mis en pratique. En 1979, ça fait déjà donc 11 ans, 20 pratiquement, bon, 19 ans. Mais avant ça, dès 1960, etc., dès 1971 d'ailleurs, effectivement ils avaient ce qu'on appelle le serpent dans le tunnel. Déjà, il y avait une première coopération monétaire en Europe qui faisait que les monnaies flottaient vis-à-vis du dollar, mais à l'intérieur d'un couloir. Ça ressemblait donc à la forme d'un serpent dans un tunnel. Donc 1960 à, 31, ça fait... 1971 à 1991, ça fait 20 ans, et ils ne sont toujours pas arrivés à la monnaie unique.

Bon, voilà ce que je dis. Supposons comme admissible, admettons comme hypothèse plausible que le traité de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada fonctionne. Ça se transformera très, très rapidement en un marché commun avec mobilité des capitaux et mobilité des hommes. Et puis il y aura le peso mexicain, il y aura le dollar américain et il y aura le dollar québécois. Je ne pense pas qu'on remplace le dollar américain, mais les Mexicains pourraient bien décider un jour de s'en approcher pas mal. Je ne sais pas quel taux ils fixeraient par rapport au dollar américain pour s'en approcher. Soit dit en passant, les pays comme le Portugal, l'Espagne, l'Irlande, n'ont pas voulu se joindre tout de suite au mécanisme de change de la Communauté économique européenne, parce que, au départ c'étaient des pays mal foutus économiquement. Ils ont préféré rester en dehors du système, entrer dans la communauté, converger avec les autres vers des résultats communs – je dis converger, ce n'est pas encore terminé – et ensuite, ils ont dit: Bon, là, on entre dans le système. Ils sont entrés seulement en 1990, donc à peu près cinq ans après leur admission. Ça prend du temps.

Ça veut donc dire la chose suivante. C'est que, si on devait nous dire qu'il n'y aura pas d'union monétaire nord-américaine, on pourrait dire: Bien, écoutez, le Canada conserve son dollar, le Québec devient indépendant, s'unit au Canada et a le dollar canadien. Si on devait nous dire qu'il y aura une union monétaire, mais avant ça les gens vont vouloir se positionner... Moi, personnellement, si j'étais le ministre des Finances d'un pays qui s'appellerait le Québec souverain, je préférerais – si le voeu est d'être souverain – avoir ma monnaie, avant de négocier l'union monétaire avec les autres, parce que j'aurais le temps de me positionner. Parce que, écoutez, bon, là, c'est une question, effectivement, de choix social, de choix de société et de choix politique. Ce n'est pas un conseil que je

donne, là, c'est une question de qu'est-ce qu'on veut, n'est-ce pas, si on veut ça, et puis, si on dit: Bien, écoutez, c'est ça. Alors, le consensus social, eh bien, il suffit pour pouvoir établir ça. Bon.

Maintenant, attention! – je n'ai pas le temps, disons, de lire en détail ce qu'il y a dans le texte – le plus difficile à faire, entre le Québec qui devait devenir souverain et le Canada, même si, d'entrée de jeu, le Québec souverain gardait la monnaie canadienne, le plus difficile à faire – et qui n'a jamais été fait au Canada, et ils en parlent dans leurs propositions fédérales – c'est la coordination des politiques économiques. Et sans coordination des politiques économiques, vous pouvez avoir un système légal qui impose une monnaie, mais vous n'auriez pas véritablement un système économique pour cette monnaie. Il y a une contrainte légale, il y a l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui reconnaît le pouvoir monétaire au fédéral. Il y a ce que nous avons dit, pour forcer le cours légal; tout ça, très bien. Mais la convergence entre les provinces reste toujours quelque chose de problématique; nous le savons au point de vue des taux de chômage, et il est clair qu'un choc tel que l'accession à la souveraineté du Québec est un choc qui va encore figer certaines structures au niveau du chômage, en ce sens qu'il faudra donc que le gouvernement du Québec puisse avoir le moyen de dire: Il faut faire quelque chose pour ça. Je ne prétends pas donner, n'est-ce pas, un conseil ici, mais les...

Bon, mettons, une autre chose qu'on pourrait dire, c'est la chose suivante, c'est pourquoi j'ai donné le cas du Mexique. Le cas du Mexique – étudiez bien le tableau, enfin, regardez-le – nous parlons ici d'un pays en voie de développement, nous parlons ici d'un pays qui n'a pas le revenu per capita du Québec. Nous parlons ici d'un pays où vous voyez qu'on a pu faire monter les prix à la consommation, on a pu imposer ou infliger aux consommateurs mexicains et aux travailleurs mexicains une perte de salaire réel sur plusieurs années pour l'ajustement de l'économie mexicaine. Donc, une des questions primordiales à résoudre, c'est que les Québécois auront-ils un consensus social assez fort entre eux – je l'avais déjà dit devant la commission de décembre dernier – pour accepter des sacrifices? Et accepter les sacrifices veut dire avoir de la discipline. Ça, c'est une question évidemment à laquelle aucun expert ne peut répondre.

**M. Léonard:** Compte tenu de l'imbrication Canada-Québec, dans l'hypothèse où le Québec choisit la monnaie canadienne, qu'est-ce que vous pensez de la question des primes d'intérêt additionnel, les primes de risque additionnel que certains soulèvent en ce qui concerne la monnaie québécoise? Est-ce que vous êtes d'accord, est-ce que vous pensez que ça va se produire comme cela?

**M. Leroy:** Écoutez, la notation qu'on accorde au titre d'un gouvernement ou d'un pays dépend fondamentalement de la réussite ou des réussites de ce pays, indépendamment du reste. Si on devait nous dire que le projet hydroélectrique va devenir, disons, si vous voulez, la mine d'or pour plusieurs années à venir, pour toutes sortes de raisons, et si on devait nous dire que dans le domaine de la technologie de pointe, les Québécois, qui font beaucoup de réalisations, continueront d'en faire, et si je prends la formule, n'est-ce pas, du ministre, là, qui disait: On veut créer une économie à valeur ajoutée, supposons, et que ceci signifie que nous avons, nous voyons nos exportations augmenter considérablement vers l'étranger, et si, en même temps, on dit qu'on introduit une discipline fiscale, une discipline budgétaire qui feraient en sorte que le budget, au lieu d'être déficitaire de 3 000 000 000 \$, serait déficitaire de 1 000 000 000 \$ par année, il n'y a aucune espèce de problème avec les titres québécois. Après tout, on a des pays de même taille qui pratiquent la discipline et dont les titres se vendent très bien. Et il est bien entendu que, si le Canada devait perdre un tiers de lui-même, ou un quart de lui-même en termes de population, ou en termes de produit intérieur brut, d'abord, est-ce qu'il serait toujours dans le Groupe des Sept? Peut-être pas.

Etre dans le Groupe des Sept, ça veut dire quoi, aussi? Ça veut dire, quand il y a des accords entre banques centrales de pays très riches, qu'il y a des retombées positives pour nous. Parce qu'on sait que, si le Canada a un problème de devises étrangères, il y aura les États-Unis, il y aura le Japon, il y aura l'Allemagne qui interviendront pour soutenir le dollar canadien. Ça va? Donc, conséquemment, le marché le sait. Et le sachant, le marché achète vos titres et offre un meilleur prix pour vos titres.

C'est exactement ce qui arrive avec la banque centrale. Et c'est exactement ce qui n'était pas là avant la Caisse Centrale Desjardins pour les caisses populaires. Il n'y avait pas de caisse centrale avant 1972 ou 1982, je crois. Eh bien, avant ça, on disait: Mais oui, est-ce que cette caisse populaire-là, sur laquelle on a émis un chèque, pourra payer ou pas? Incertitude, ou bien on vous charge quelque chose, ou bien on n'accepte pas ce chèque.

Donc, lorsque l'on sait qu'il y a quelqu'un qui s'appelle un système formé des grandes banques centrales du monde, États-Unis, Japon, Allemagne et que vous faites partie de ce club-là, on sait donc, conséquemment – puisque jusqu'à nouvel ordre on ne fait pas d'échanges avec Mars ni Neptune – que vous avez tout ce qu'il faut sur terre pour vous venir en aide. Donc, lorsque le dollar canadien baisse, on sait que si vous ne voulez pas qu'il baisse trop, vous pouvez aller frapper aux portes, disons, de la

Federal Reserve. D'ailleurs, il y a un accord de réciprocité de crédit entre la Federal Reserve de New York et la Banque du Canada, d'à peu près deux ou trois milliards de dollars. Et j'ai dit dans mon texte qu'une des choses, que, de toute manière, monnaie québécoise ou pas de monnaie québécoise, il faudrait que le gouvernement du Québec essaie de conclure un accord de réciprocité de crédit. J'ai dit avec la Federal Reserve Bank de New York qui est la banque, parmi les douze banques américaines, qui fait des transactions de ce genre avec l'étranger, ou un accord de crédit réciproque avec un autre pays.

**M. Léonard:** On est sur la base de l'accord réciproque. On est en dehors du Groupe des Sept à ce moment-là.

**M. Leroy:** Non, non, mais quand même. Ça servira à quelque chose qui est là à côté de vous. Ce que je veux dire, c'est ceci, c'est de dire: Il est évident qu'une nouvelle monnaie québécoise pose un problème de crédibilité au départ – c'est évident – et que le problème sera d'autant moins grave qu'on saura qu'il y a eu des arrangements avec le reste du Canada, accords de crédit réciproque, ou avec d'autres personnes. C'est ce que je veux dire.

**M. Léonard:** O.K. Ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Orford.

**M. Benoit:** M. Leroy, merci d'être avec nous. Dans le document, option du court terme, l'option 2, au point 2.10, vous écrivez que dans un Québec souverain, si d'entrée de jeu on décidait d'utiliser la monnaie québécoise dès l'arrivée de la souveraineté, on aurait une fragilité financière qui augmenterait en raison de problèmes de crédibilité de la nouvelle monnaie. Je pense que là-dessus, à peu près tout le monde s'est entendu, depuis qu'on parle de monnaie, dans les dernières semaines. Vous prévoyez même, dans ce cas, l'imposition de mesures impopulaires, voire draconiennes. Ce sont les mots que vous prenez dans votre texte.

J'aimerais vous entendre, M. Leroy, là-dessus, parce qu'il n'y a pas si longtemps les gens qui prônent la souveraineté nous disaient dans un document, et je les cite – dans le document "La souveraineté, pourquoi et comment?" – que la voie c'était, finalement, le dollar québécois. Et même j'irais aussi loin que de dire que dans la revue *L'actualité* du 1er novembre, ce n'était pas très clair si on ne devait pas aussi y aller avec le dollar québécois.

Alors, la question que je vous pose: Quelles sont ces mesures draconiennes, ces mesures impopulaires que vous voyez au lendemain d'une souveraineté si on devait aller, à ce moment-là, avec un dollar québécois?

**M. Leroy:** Vous avez une idée, n'est-ce pas, de ces mesures impopulaires, en page 27, au paragraphe 2.8, c'est-à-dire que ce sont les mêmes mesures que le reste du Canada aurait à prendre s'il nous interdisait d'avoir le dollar canadien. Essentiellement, monsieur, ça veut dire le contrôle des changes.

**M. Benoit:** Le contrôle des changes. Combien y a-t-il de pays industrialisés qui, en ce moment, ont le contrôle des changes?

**M. Leroy:** Ah! Ils sont extrêmement rares. Mais attention! Ils sont extrêmement rares parmi les pays industrialisés, c'est-à-dire les pays du Groupe des Dix. Bon! Mais attention! Si nous prenons la nomenclature du Fonds monétaire international – et je vais vous donner la référence tout de suite pour que vous puissiez consulter – ça, c'est dans un rapport qu'on appelle "Annual Exchange Restrictions", publié tous les ans. Vous allez à la fin du rapport et vous allez voir qu'il y a une liste d'au moins 18 items, 18 postes, et qu'à chacun de ces postes, il y a des mesures que des pays prennent et qui sont considérées comme contrevenant à l'article 8 des statuts du Fonds monétaire. C'est-à-dire un article qui dit qu'il ne faut pas restreindre les paiements. Le fonds autorise ça, mais vous le faites quand même.

Il y a de multiples façons d'imposer le contrôle des changes. Je vais vous dire quelque chose. Dans le cas du Canada, vous savez quelles dispositions on a au Canada qui, pour le Fonds monétaire, signifient un contrôle des changes? Les quotas textiles. Ça n'a l'air de rien, mais si je contingente l'importation de textiles chez moi, ça veut donc dire que je contingente l'utilisation de dollars canadiens pour les convertir en une monnaie étrangère pour acheter du textile. Donc, c'est un instrument de contrôle des changes. Pour le Canada, c'est l'unique. Tout le reste, il n'y a pas de problème.

Maintenant, comme autre mesure, vous pourriez dire. Écoutez, les Québécois qui sortent du Québec ne peuvent pas utiliser leur carte de crédit à l'extérieur du Québec. Vous pourriez dire autre chose: Celui qui veut importer doit faire des dépôts, au préalable, à la banque. Celui qui veut exporter doit rapatrier les recettes d'exportation dans le mois qui suit la date d'expédition. Voici des mesures comme celles-là qu'il faudrait prendre. Et puis alors, maintenant, vous comprenez très bien que je pense qu'on n'en finit pas avec les contrôles des changes. Bon!

Maintenant, depuis les années soixante-dix, on va clairement vers la convertibilité des changes et j'ai pris pour acquis dans ce document que la convertibilité externe et la convertibilité interne demeurent. Convertibilité externe, tout le monde voit ce que c'est. Convertibilité interne veut dire ceci: Une forme de contrôle des changes est de dire à un résident du Québec:

Vous n'avez pas le droit de détenir des devises étrangères, ni chez vous, ni ailleurs. Vous devez les déclarer et vous devez nous les remettre. Ça existe au Maroc. Ça existe en Tunisie, en Algérie. Ça existe dans la plupart des pays du monde. Mais la raison pour laquelle j'ai parlé des pays industrialisés, et que je vous ai donné des tableaux de référence aux pays industrialisés, c'est que je sais que vous ne pensez pas comme le Maroc ni comme l'Algérie. Vous voulez penser comme le Groupe des Sept.

**M. Benoit:** M. Leroy, qui contrôle les changes? La banque centrale ou le gouvernement en place?

**M. Leroy:** Voici. Il n'y a pas de contrôle des changes, donc, je n'emploierais pas les mots "qui contrôle les changes". Qui formule la politique de change? C'est le gouvernement canadien. Qui applique la politique de change? C'est la Banque du Canada. Qui formule la politique de la dette publique fédérale? C'est le gouvernement canadien, c'est-à-dire le ministre des Finances. Qui gère la dette publique? C'est la Banque du Canada. Donc, parce qu'elle gère la dette publique, parce qu'elle applique la politique de change, elle est pour cela appelée agent financier du gouvernement fédéral. Mais c'est particulier au Canada. C'est inspiré du modèle britannique. Ce n'est pas comme ça aux États-Unis. Aux États-Unis, le Trésor américain gère sa dette. Ce n'est pas à la Banque de réserve fédérale qu'il y a la dette. Et une des choses que j'ai dites ici, c'est que si jamais on devait, même dans le système fédéral, réformer le système, il faudrait supprimer cette fonction-ci de la Banque du Canada. Parce que, si on avait une banque de réserve régionale, il y en aurait une au Québec. Ce n'est pas la peine de lui dire: Tu vas gérer la dette publique du Québec. Il y a le Trésor qui peut faire ça.

**M. Benoit:** Très bien. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** D'abord, je voudrais tout simplement dire que c'est très intéressant de parler d'une monnaie québécoise et de ce qui se produirait s'il y avait une monnaie québécoise. Mais c'est d'un intérêt purement théorique...

**Une voix:** Académique.

**M. Brassard:** ...parce que le parti souverainiste, qui s'appelle le Parti québécois, son option, c'est le maintien de l'union monétaire telle qu'elle existe avec le dollar canadien. C'est très clair. C'est intéressant d'en parler, mais c'est purement d'un intérêt académique ou théorique.

**Une voix:** ...c'est clair.

**M. Brassard:** Nous aussi, c'est très clair, il n'y a pas d'ambiguïté possible. La dernière question que je voudrais vous poser, M. Leroy, c'est: Est-ce qu'il y a beaucoup de non-résidents qui détiennent des titres fédéraux? Est-ce que c'est d'une ampleur assez considérable? Et est-ce qu'à ce moment-là, ce phénomène-là n'inciterait pas tous les intervenants – dans l'éventualité d'une décision démocratique des Québécois de devenir souverains – à faire preuve de beaucoup de prudence dans leurs propos et de ne pas se livrer à des excès de langage, de façon à créer de l'incertitude ou de l'inquiétude chez ces non-résidents qui détiennent des titres canadiens? Qui pourraient évidemment les déverser, advenant un climat un peu trop instable ou incertain, qui pourraient les déverser sur les marchés?

**M. Leroy:** Bon, écoutez. Si je prends la Revue de la Banque du Canada, que tout le monde connaît, et si je prends les données de la fin 1990... Alors, les données de la fin de 1990, le tableau s'intitule "Titres et emprunts émis ou garantis par le gouvernement canadien: Répartition par type de détenteur." On trouve ceci: le total des titres qui sont ici donne 317 000 000 000 \$. Le total détenu par les non-résidents, 72 000 000 000 \$. Voilà. Maintenant, dans le texte, ici, vous allez voir quelque chose qui est particulièrement frappant, je pense pouvoir le retracer assez rapidement, en parlant, effectivement, des options.

J'aime autant le retracer parce que je pourrais, à ce moment-là, vous citer les chiffres précis. Bon, alors, je n'arrive pas à le retracer rapidement, mais je pense que j'ai en tête les chiffres. Si vous prenez la même revue et que vous prenez, disons, les dépôts en monnaie étrangère dans les banques canadiennes, comptabilisés au Canada, voilà le portrait que vous allez avoir. Et si vous prenez les actifs en monnaie étrangère dans les banques canadiennes, comptabilisés au Canada, voilà aussi ce que vous allez avoir. Vous allez avoir que, au Canada sont comptabilisés au crédit des étrangers, au crédit des non-résidents – et ça, je vous donne le chiffre de juillet 1991 – 77 000 000 000 \$.

Donc, les banques canadiennes, dans les transactions comptabilisées au Canada, doivent 77 000 000 000 \$ à des non-résidents. Ça, c'est au passif. Comment le couvrent-ils? Comment le couvrent-elles? Elles le couvrent de deux manières. Il y a des résidents canadiens qui doivent, en monnaie étrangère, aux banques canadiennes, 44 000 000 000 \$. O.K.? J'ai dit: des résidents canadiens qui doivent aux banques canadiennes 44 000 000 000 \$. Et puis, il y a des non-résidents qui doivent aux banques canadiennes 33 000 000 000 \$. Donc, disons, pour résumer, les Japonais auraient déposé 77 000 000 000 \$ en dollars américains et les banques canadiennes ont

placé ces 77 000 000 000 \$: 44 000 000 000 \$ de dollars américains prêtés à des Canadiens et 33 000 000 000 \$ de dollars américains prêtés à des non-Canadiens.

Bon. En plus de ceci, les Canadiens eux-mêmes, les résidents, ont 13 000 000 000 \$ en dépôt aux banques à charte en monnaies étrangères. Ça va? Ce qui veut dire que les banques canadiennes ont un découvert net de 13 000 000 000 \$. Donc, pour répondre à votre question, c'est qu'un mouvement de panique signifierait que ceux-là qui doivent sortir les premiers, ceux-là à qui l'on doit sortir les premiers, c'est-à-dire que les 77 000 000 000 \$ dont j'ai parlé, les gens voudraient les récupérer. C'est les dépôts seulement; je n'ai pas dit les titres du fédéral. Mais en titres du fédéral, ils en ont pour 72 000 000 000 \$. Ça doit faire, ça, 144 000 000 000 \$. Cent... sept et deux, neuf, 149 000 000 000 \$. Personne, donc, n'a intérêt à...

(17 h 45)

**M. Brassard:** Donc, personne n'a intérêt à faire des folies. C'est ça que vous voulez dire. Personne n'a intérêt à faire des folies.

**M. Leroy:** De folies, oui, oui. Tout le monde a intérêt à être, n'est-ce pas, très sage.

**M. Léonard:** Monsieur... Est-ce que je peux demander un commentaire à M. Leroy? La semaine dernière, le premier ministre du Canada a dit que les Québécois joueraient le rôle de pique-assiette en voulant garder le dollar canadien tout en devenant indépendant. Qu'est-ce que vous en pensez?

**M. Leroy:** C'est un économiste qui parle ou bien le politicien?

**M. Léonard:** Vous pensez que c'est...

**M. Leroy:** Je parle du premier ministre, parce que vous voyez très bien que le premier ministre cède... Probablement que ce n'est pas comme ça que ça fonctionne, le système.

**M. Léonard:** Mais le politicien, lui, fait mine de le savoir.

**M. Leroy:** Les gens font usage des connaissances qu'ils ont.

**M. Léonard:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. J'ai deux questions à poser. La première question va toucher la politique monétaire. J'ai l'impression que, pour vous, d'après ce que j'ai cru com-

prendre de votre exposé, la politique monétaire a peu d'effet sur l'emploi et c'est pour ça, à ce moment-là, que vous plaidez que la politique monétaire peut être laissée à un organisme comme complètement indépendant du politique. Vous avez donc, à ce moment-là, plaidé pour dire qu'on peut parfaitement abandonner, dans un Québec indépendant, les contrôles sur la politique monétaire. Est-ce que je vous ai bien compris?

**M. Leroy:** Vous ne m'avez pas très bien compris sur deux plans. Premièrement, ce n'est pas une opinion tout à fait personnelle, car j'ai dit de l'avis de certains économistes. Et j'ai expliqué dans quel contexte ça se situe. En particulier, je l'ai placé dans le contexte du monde tripolaire, pour dire que leur monnaie flotte, donc, la seule chose qui les unisse, c'est le fait de rechercher la stabilité des prix et que, si on fait partie de ce monde-là, on peut difficilement ne pas la rechercher soi-même. C'est la première chose.

La question n'est pas tout à fait tranchée pour tout le monde que la politique monétaire n'a pas d'influence sur l'emploi, des choses comme ça. Ça, ce n'est pas tout à fait tranché mais on a affaire là, maintenant, à des cycles, à des... Maintenant, ce qui doit être bien compris dans ça, c'est ceci: Quelle marge de manoeuvre a-t-on lorsqu'on appartient à un bloc qui pratique ce genre de politique-là et qu'on ne veut pas être considéré comme étant un pays avec une monnaie qui ne vaut rien? Alors, la réponse à ça, c'est la réponse que le Portugal donne, la réponse que l'Espagne donne, la réponse que l'Irlande donne. En Europe, ils sont ancrés sur l'Allemagne, ils sont ancrés sur les résultats allemands et ils savent que, si leur monnaie reste stable vis-à-vis du mark, ils ne peuvent pas se permettre d'avoir des politiques inflationnistes chez eux et prétendre vendre, quand même, leurs produits. C'est simple comme bonjour! Parce qu'ils sont ancrés sur l'Allemagne, ils sont rattachés à l'Allemagne. Et c'est dans ce sens que la Bundesbank, n'est-ce pas, devient le point de mire et c'est celle sur laquelle tout le monde se modèle, si vous voulez. Et la France a eu ça, d'énormes problèmes, pour pouvoir s'ajuster. Des pays, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg se sont ajustés, mais il y a des pays comme le Danemark, qui ne s'ajustent pas toujours. Il y a des pays comme l'Italie qui a toujours d'énormes problèmes parce qu'elle a des déficits budgétaires considérables. C'est pourquoi j'ai fourni les tableaux pour rappeler que la réponse à toutes ces interrogations que nous avons, disons, la première réponse fondamentale à une question fondamentale, dans tout ceci: c'est quel genre de pays on veut être et avec quel genre de monnaie, si on a sa monnaie. Ça, c'est le point de départ. Je peux donc...

**M. Gauthrin:** Mais...

**M. Leroy:** Excusez-moi, M. Gauthrin.

**M. Gauthrin:** Allez-y, continuez.

**M. Leroy:** Je peux donc toujours avoir ma monnaie, pratiquer un peu d'inflation et même dire que les gens mettront du temps à voir, finalement, que lorsque je le donne au revenu, ça ne vaut pas cher. Il y a des pays qui pratiquent ce genre de choses.

**M. Gauthrin:** C'est clair. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut abandonner, comme politique monétaire, la recherche de la stabilité des prix. Ce n'est pas ça que je vous dis. Mais je dis, comme d'autres ont pu le défendre ici, qu'il peut y avoir d'autres objectifs, c'est-à-dire que la recherche de la stabilité des prix peut se faire concurremment à une recherche de maximiser, autant que faire se peut, l'emploi. Et l'inquiétude que j'aurais, dans le cas où on aurait un Québec qui, éventuellement, deviendrait indépendant et qui abandonnerait complètement toute sa politique monétaire à un gouvernement étranger, c'est-à-dire qui n'aurait pas de liens politiques avec un gouvernement qui pourrait agir sur la politique monétaire, c'est ça qui serait pour moi l'inquiétude. À partir du moment où, moi, je pense, comme d'autres l'ont pensé, qu'il n'y a pas un seul objectif à la politique monétaire, mais je n'abandonne pas, bien sûr, la recherche de la stabilité des prix, mais il peut y avoir plusieurs objectifs. Et je commente ce que vous avez dit. Ce n'est pas nécessaire d'avoir une union politique à ce moment-là. Je dirais, c'est important, moi, d'avoir une union politique, dans la mesure où la politique monétaire peut poursuivre plusieurs objectifs.

**M. Leroy:** C'est point là qui... Je vais vous dire quelque chose, pour vous donner des exemples concrets, que nous vivons encore, comme nous avons vécu récemment au Canada. Vous avez comme instrument, comme fer de lance de la politique monétaire, la politique des taux d'intérêt. Ça, toute banque centrale a le moyen de faire chuter ou de faire monter le taux d'intérêt.

**M. Gauthrin:** Ça a un effet direct sur l'emploi.

**M. Leroy:** Oui. Voilà. Donc, au fond, c'est ça que l'on veut dire. Ce que les économistes veulent dire: Ils disent que ce n'est pas parce vous imprimez de l'argent, que vous accroissez la liquidité, que vous aurez l'emploi. Mais ça peut faire baisser les taux d'intérêt. Et les taux d'intérêt peuvent donc conduire les gens à faire des investissements. Donc, nous sommes entièrement d'accord. Bon.

**M. Gauthrin:** Absolument.

**M. Leroy:** L'autre politique qui est connexe à celle-là, c'est la politique du taux de change. Mais, dans les faits, la politique du taux de change dans un pays qui n'a pas de contrôle de change signifie créer chez soi des conditions telles que le taux de change évolue comme vous le souhaitez. Ça revient à la politique monétaire appliquée, appliquée au change. Au Canada, on a vécu ça récemment; la Banque du Canada a dû choisir pour sa politique de stabilité des prix, il a dû choisir de laisser monter le dollar canadien. Alors, vous avez un cas conflictuel. Vous avez des tensions inflationnistes à l'intérieur. Ça veut donc dire que, par exemple, vous devriez faire monter le taux d'intérêt. En même temps, ça a fait monter votre dollar. Ou vous avez l'inverse: vous avez un problème de chômage à l'intérieur. Vous avez un risque d'inflation qui vous menace, si vous voulez, et vous dites que je vais choisir de laisser monter le taux de change en augmentant mes taux d'intérêt ou en pratiquant un taux d'intérêt plus élevé qu'ailleurs. Et donc, conséquemment, vous sacrifiez l'objectif "emploi" pour pouvoir poursuivre l'objectif "stabilité des prix", via la politique de change. C'est possible. Donc, les situations sont conflictuelles. Maintenant, comme nous disons: Abandonner un...

**M. Gauthrin:** Le taux de change a un effet direct aussi sur la possibilité d'exporter et, éventuellement, implicitement à ce moment-là, sur l'emploi.

**M. Leroy:** Nous sommes entièrement d'accord. C'est pourquoi, nous pouvons dire, comme nous avons essayé de le faire voir: Ce qui est certain, c'est que les excès monétaires conduisent à l'inflation. Ça, c'est certain.

**M. Gauthrin:** D'accord. C'est sûr.

**M. Leroy:** Ce qui n'est pas du tout prouvé, c'est que quel que soit l'usage que vous faites de la politique monétaire, elle ne vous donne rien d'autre que de pouvoir poursuivre ou non la stabilité des prix. Ce n'est pas prouvé. Parce que la politique monétaire va pouvoir influencer la politique de change qui peut influencer les exportations.

Maintenant, pour revenir à l'autre aspect de votre question, c'est qu'il me semble, à moi, que même si d'entrée de jeu le Québec, comme on a suggéré tout à l'heure, disait: Nous, c'est l'union monétaire avec le Canada, je pense que c'est la chose la plus raisonnable.

**M. Gauthrin:** On s'entend là-dessus. Je suis d'accord.

**M. Leroy:** Bon. Mais l'union monétaire avec le Canada ne veut pas dire le statu quo, vous voyez. Donc, conséquemment, je ne vois pas l'idée d'abandonner la politique monétaire à un

gouvernement étranger. Je vois une politique monétaire concertée, c'est-à-dire qui se fait avec l'autre. Et je vois, cependant, difficilement le reste du Canada – comme d'autres l'ont dit probablement avant moi – qui s'assoit pour dire: Nous sommes, disons, 18 000 000, vous êtes 7 000 000 et vous avez un poids égal dans la balance. Je crois, au contraire, plus vraisemblable une réforme du système de banque centrale, où les régions – j'en ai cinq: une pour l'Atlantique, Québec, Ontario, les Prairies et Colombie-Britannique.

**M. Gauthrin:** ...qui ne pourraient pas faire de transfert à l'intérieur du fédéralisme.

**M. Leroy:** Oui, je l'ai dit dans le texte. De toute manière, si jamais il y avait une monnaie québécoise, elle risquerait de ressembler à ça, après.

**M. Gauthrin:** J'ai une deuxième question, M. le Président. C'est amusant. À un moment, vous avez clairement établi qu'il y avait des avantages pour le Canada, qui participait donc au Groupe des Sept, et qui avait des avantages pour la sécurité de sa monnaie. Par contre, vous avez répondu à une question du député de Labelle que, pour vous, vous ne voyez pas tellement de risques, de pénalités en termes de taux d'intérêt si le Québec devenait indépendant. Néanmoins, j'ai du mal à vous comprendre, ou si le Québec devenait indépendant, il est clair que les deux blocs, le bloc Canada, ou tout ce qui resterait du Canada, ou le bloc Québec lui aussi, ne seraient plus partie du Groupe des Sept et implicitement, les avantages dont vous avez parlé, pour les pays membres du Groupe des Sept, disparaîtraient totalement de l'accord...

**M. Leroy:** Nous sommes d'accord. Ça, c'est...

**M. Gauthrin:** ...donc, vous créeriez, à ce moment-là, une pénalité en termes de taux d'intérêt...

**M. Leroy:** Ah bien, je l'ai reconnu en vous disant que, si on sait que vous avez le Japon, la banque du Japon, la Federal Reserve et la Bundesbank derrière vous, vous dites: Je suis bien. Si vous dites que, maintenant, nous ne sommes plus partie du Groupe des Sept, donc, on ne les a plus derrière nous, bien, vous êtes mal.

**M. Gauthrin:** C'est bien ce que je voulais vous entendre...

**M. Leroy:** Mais ce n'est pas seulement pour le Québec, c'est pour le reste du Canada aussi.

**M. Gauthrin:** ...et pour les deux. Et je suis bien d'accord avec vous. Donc, le danger de divorce, c'est très dangereux. Je n'ai plus

d'autres questions de la part de...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président, j'aurais...

**Une voix:** L'union politique avec l'union économique.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Maciocia:** M. le député de Lac-Saint-Jean, je n'ai pas interrompu au moment où vous êtes intervenu. Est-ce que vous allez avoir la même courtoisie?

**M. Brassard:** L'union fait la force!

**Des voix:** ...

**M. Maciocia:** Non, moi, j'avais une question, M. Leroy, très simple. J'ai entendu parler à droite et à gauche, et vous avez expliqué tout ça, une question très simple. Si vous étiez, demain matin, ministre des Finances d'un Québec souverain, quelle monnaie préféreriez-vous? Est-ce que c'est la monnaie canadienne ou la monnaie québécoise?

**M. Leroy:** Pour le court terme?

**M. Maciocia:** Je vous pose la question. Je ne pose pas la question à court terme, à long terme, je ne sais pas.

**M. Leroy:** Ah non! Disons pour le court terme d'abord. Eh bien, c'est le statu quo.

**M. Maciocia:** Et à long terme?

**M. Leroy:** Quelle durée a le court terme, c'est la transition, ici? Je ne sais pas, je ne peux pas vous dire, moi. Maintenant, en ce qui concerne le long terme, ce n'est pas le choix du ministre des Finances qui va être déterminant, c'est le choix de la population.

**M. Maciocia:** Donc, si je comprends, à court terme, vous optez pour une monnaie canadienne. Donc, si je comprends, il n'y a aucun avantage à faire la souveraineté...

**M. Leroy:** Oh non! Je n'ai pas dit des choses comme ça...

**M. Maciocia:** ...sur la question de la monnaie?

**M. Leroy:** Je n'ai pas dit des choses comme ça, du tout. J'ai commencé par décrire comment le système fonctionnait, pour dire: Écoutez, il est très sophistiqué et que la meilleure chose à

faire, à court terme, c'est de le laisser comme ça. Et puis, même en le laissant comme ça, laissez-moi vous dire quelque chose. Vous ne pouvez pas continuer à envisager une option, adopter le dollar canadien sans entente; je n'ai pas dit des choses comme ça, hein. D'après ce que j'ai décrit, là, il faut quand même une entente, même si vous l'adoptez purement et simplement. Quand la Banque Nationale, la Caisse Centrale Desjardins ont des soldes de règlement à la Banque du Canada, ils font partie du système de compensation. Si on devient un pays souverain, il faut au moins dire: Écoutez, on va négocier pour qu'il continue de faire partie de ce système qui est un système canadien. Donc, il faut au moins ça. Donc, on ne peut pas dire: On va l'adopter, point. Voyez si, par exemple, nous étions un pays de rien du tout, avec très peu de marchés financiers puis rien du tout, on pourrait toujours dire: On fait comme Panama ou comme le Libéria. On prend le dollar canadien, puis on est tranquille. Alors là, il y aurait des banques privées qui feraient le flux et le reflux de dollars canadiens; c'est comme le Panama, comme le Libéria. Mais nous ne sommes le Panama, nous ne sommes pas le Libéria; nous avons des institutions canadiennes qui sont nées ici. Enfin, la Banque Royale, la Banque de Montréal et puis nous avons des marchés financiers développés qui sont soudés aux autres marchés financiers. Donc, on ne peut pas concevoir qu'il n'y ait pas d'entente, pas du tout, il... Oui, oui.

**M. Maciocia:** Non, mais je vous comprends très bien. Vous dites qu'il faudrait avoir... En ayant la monnaie canadienne, il faudrait avoir une entente avec le reste du Canada.

**M. Leroy:** Oui.

**M. Maciocia:** C'est ça que vous voulez dire.

**M. Leroy:** Oui. Pour les institutions, oui.

**M. Maciocia:** C'est ça que vous dites. Ce serait le contraire de ce que le Parti québécois prétend. C'est d'avoir une monnaie canadienne sans qu'il y ait une entente, même sans avoir une entente avec le reste du Canada. C'est ça la grande différence que je voulais faire ressortir.

**M. Leroy:** Mais... Non, monsieur, voici ce que ça veut dire. Voici ce que ça veut dire: Disons que, demain matin, ça se produit. Vous dites: Écoutez, nous disons à la population que, pour éviter les risques et puis les paniques, le dollar canadien a cours légal. Continuez de faire ce que vous avez l'habitude de faire. Alors, la façon dont c'est présenté, ce document, c'est de vous dire ceci: Nous tous, qui sommes ici, dans les paiements que nous avons à faire, nous n'avons pas à choisir notre comportement. La question n'est pas à ce niveau-là; la question se

pose à un palier supérieur. D'accord? C'est ce que je veux vous dire.

Maintenant, ceci étant dit, vous dites: Bon, écoutez, quand même, je vais garantir encore mieux les choses. Par exemple, l'Assurance-dépôts du Québec, qui a déjà une entente avec l'Assurance-dépôts du Canada, de voir à renouveler l'entente pour voir si, effectivement, les gens sont d'accord. Et je pense, moi, à ces deux petits conseils que j'ai évoqués tout à l'heure: Le premier, c'est que le reste du Canada, vu les liens économiques, n'a pas intérêt à ce que les Québécois adoptent une monnaie autre que le dollar canadien. L'intrus, on ne veut pas d'intrus dans l'affaire, premièrement. C'est ce que la France a fait en Afrique noire d'ailleurs, en créant le franc C.F.A. Deuxièmement, c'est que le Canada n'a pas intérêt non plus à ce que le Québec émette une monnaie, disons, qui ne serait pas crédible, et que ça lui permettrait de vendre mieux ses produits à l'extérieur que l'Ontario.

Donc, sur ces deux bases-là, conséquemment, je ne vois pas comment ils peuvent s'arc-bouter pour dire: On ne veut pas. Et s'ils devaient le dire – et d'autres l'ont dit avant moi, comme je vous dis – il faudrait qu'ils instituent de drôles de contrôles de change pour empêcher ça. Vous voyez, un des points faibles de l'organisation actuelle, un des points faibles pour les gouvernements régionaux, pour les gouvernements provinciaux, c'est l'absence d'information. Je vais vous dire une chose, il n'y a personne en ce moment qui peut nous dire quelle est la position des institutions de dépôt au Québec – les banques et les autres, pas les caisses populaires, mais les banques – vis-à-vis du reste du Canada. Parce que les banques à charte ont des districts administratifs, mais conçus à leur manière. Par exemple, la Banque Royale pouvait avoir – et ça vous pouvez le regarder dans un rapport annuel de la Banque Royale; je ne sais pas si ça a changé, en 1978 c'était comme ça – un district administratif qui s'appelait l'Est du Québec et les Maritimes. Donc, il y avait un gérant de ce district, et conséquemment c'était la confusion des frontières. Un petit peu comme les banques de réserve fédérale aux États-Unis où il n'y a pas un seul district bancaire, aux États-Unis, qui respecte les frontières des États. Ça va? C'est pour ne pas donner aux États l'envie d'être autonomes du point de vue monétaire.

Mais ça, nous aurions au moins besoin, dorénavant, d'informations pour savoir comment se font les flux de liquidités. Je vais vous donner un autre exemple. Aux États-Unis, le Trésor américain gère sa dette publique, le Trésor américain gère ses dépôts bancaires. Au Canada, c'est la Banque du Canada qui gère les dépôts du fédéral. Mais voilà ce que les Américains font. Supposons qu'il y ait le district de New York, vers lequel affluent des fonds en provenance du



district du Kansas, et supposons que ceci assèche la liquidité dans le district du Kansas et que ceci fait regorger de liquidités le district de New York, vous savez ce que le Trésor américain fait? Bien, il prend ses dépôts dans le district de New York et il les transfère dans le district du Kansas. Donc, il fait le recyclage de la liquidité. Et c'est ça qui permet à chaque district bancaire aux États-Unis de dire: Le même taux d'intérêt pour tous, nous sommes d'accord. Parce qu'il y a ce transfert.

Au Canada, il n'y a pas d'organisme gouvernemental qui fait ça. Il y a des organismes privés qui le font, mais selon leurs intérêts bien sûr. La Banque Royale peut transférer de la liquidité d'un district à l'autre, mais c'est une affaire qui doit être profitable ou non pour la Banque Royale. Alors qu'en matière de politique monétaire, le profit n'est pas le but recherché. C'est toute la différence.

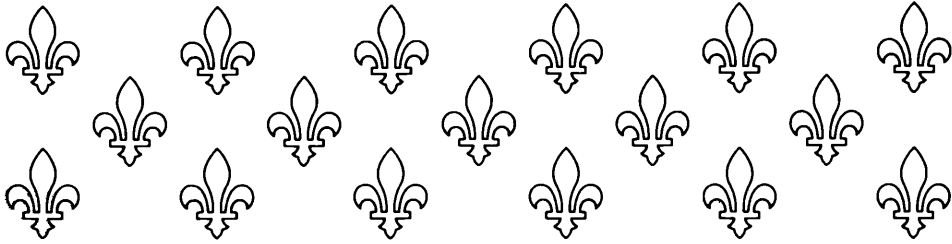
**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. Leroy nous vous...

**Des voix: ...**

**Le Président (M. Bélanger):** Malheureusement le temps est écoulé, oui. Il est six heures. Alors, M. Leroy, nous vous remercions infiniment pour votre participation à nos travaux, et la commission ajourne ses travaux jusqu'à demain dix heures, dans les mêmes locaux.

(Fin de la séance à 18 h 4)





---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 10 décembre 1991 — No 15**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

#### **Audition d'experts**

M. Patrick Michael Grady  
M. Pierre Fortin

CEAS-377  
CEAS-393

### **Autres intervenants**

M. Guy Bélanger, président

M. Henri-François Gauthier  
M. Jacques Chagnon  
M. Jacques Brassard  
M. Neil Cameron  
Mme Pauline Marois  
M. Cosmo Maciocia  
M. Robert LeSage  
Mme Louise Bégin

M. François Geoffrion, secrétaire de la commission

- \* M. Patrick Michael Grady, Global Economics Ltd
- \* M. Pierre Fortin, Université du Québec à Montréal
- \* Témoins interrogés par les membres de la commission

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mardi 10 décembre 1991

(Dix heures quarante-six minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de vouloir prendre sa place. M. le député de Verdun, s'il vous plaît!

Alors, ce matin nous recevons... D'abord, est-ce qu'il y a des remplacements, M. le secrétaire?

**Le Secrétaire:** Oui, M. le Président. M. Benoît (Orford) va remplacer M. Bourassa (Saint-Laurent).

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, alors, bonjour à M. Benoît.

Alors, nous recevons ce matin M. Patrick Michael Grady qui est un Ph.D. de l'Université de Toronto et qui a un champ d'expertise particulier dans les politiques et l'analyse de la macroéconomie, en finances publiques et en taxation, sur les marchés du travail, sur les prévisions économiques et les analyses quantitatives, le développement économique, les programmes d'évaluation et les finances internationales. Jusqu'en 1988, il est cofondateur of Global Economics Ltd., in partnership with David Husband, bringing together the consulting practices of Grady Economics and the Canada East-West Centre. He has a proven track record as an economic consultant and as a manager of economic consulting projects since 1981. Il a aussi été directeur des analyses économiques et de la division des prévisions au département des finances. Il était responsable de la préparation des prévisions économiques pour le ministre, ça a été un travail de deux ans.

Bref, M. Grady est un homme qui a beaucoup d'expérience en toutes ces matières de politiques économiques, d'analyses et de prévisions. Dans ce sens-là, donc, nous allons, dès maintenant, écouter M. Grady.

#### Audition d'experts

##### M. Patrick Michael Grady

**M. Grady (Patrick Michael):** Merci, M. le Président. Est-ce que ça fonctionne maintenant, ou pas? O.K. Merci. C'est un grand plaisir d'être invité à parler aujourd'hui. Je pense que cette commission a une très lourde...

**Le Président (M. Bélanger):** On a de la difficulté avec votre prothèse. Est-ce que vous pourriez monter le son, s'il vous plaît? On s'excuse, monsieur. Alors, si vous pouviez faire un petit effort et parler plus fort, nous allons ouvrir nos oreilles plus grandes. Avec l'aide des prothèses, on devrait être correct. Merci.

**M. Grady:** Mais le micro fonctionne maintenant? O.K. Comme j'ai dit, c'est un plaisir d'être ici, aujourd'hui, pour parler devant cette commission. Je pense que cette commission a de très lourdes responsabilités, soit de regarder les effets de l'impact de la souveraineté du Québec pour le Québec. C'est très important, pas nécessairement parce que les Québécois vont faire leur choix politique et constitutionnel pour l'avenir juste en tenant compte des facteurs économiques, mais je pense que le peuple québécois doit connaître la situation économique pour prendre des décisions politiques et constitutionnelles.

Je pense que la commission Bélanger-Campeau, qui a eu la même responsabilité de montrer les faits aux gens, n'a pas pris sa responsabilité au sérieux et, en effet, a montré des vues d'un monde très osées, pleines de ce qu'on veut qu'il arrive plutôt que de ce qui va réellement arriver. Et je recommande mon livre à cette commission, celui qui a été écrit pour le Fraser Institute et publié par le Fraser Institute de Vancouver, parce qu'il s'agit de toutes ces questions qui sont au cœur des questions que cette commission doit étudier.

Je vais faire des commentaires sur les hypothèses que la commission Bélanger-Campeau a faites et que je ne crois pas très crédibles. Pour la commission Bélanger-Campeau, vraiment, c'est la souveraineté-association qui est l'hypothèse pour les relations avec le reste du Canada si le Québec devient indépendant. Ceci, c'est la plate-forme politique du Parti québécois depuis des années et je pense qu'il faut le dire plus souvent pour que les gens le comprennent. Mais, du point de vue du reste du Canada, la souveraineté-association n'est pas une alternative réelle.

Ce n'est pas juste la question de l'antagonisme que les gens vont avoir contre le Québec si le Québec se sépare mais c'est aussi une question d'intérêt économique pour le reste du Canada. Ce n'est pas juste une question d'amertume, c'est la rationalité économique. Et les hypothèses... Je pense que c'est extrêmement naïf de penser qu'on puisse démolir un pays et qu'on puisse garder l'union économique comme elle est. C'est déjà assez difficile de maintenir ce que nous avons d'une union économique et de faire les relations commerciales avec les autres pays. On est un pays avec des institutions politiques - le Parlement, le gouvernement - pour faire ces relations, on a des institutions pour résoudre les conflits entre les diverses régions du Canada et sans cela, je pense qu'il n'y a aucune possibilité d'avoir une continuation de l'union économique avec le Canada. Ça ne veut pas dire que je pense que le Canada va oublier complètement le Québec. Le Québec est naturellement un partenaire de commerce et

il faut commercer avec le Québec en dépit de son état. S'il est souverain, il faut commercer aussi. Mais je pense qu'au point de vue économique, le plus que le Canada acceptera ce sera le libre-échange avec le Québec et, probablement, le libre-échange comme une partie de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord. Pourquoi avoir des relations différentes avec le Québec, après qu'il se sera séparé, qu'avec les États-Unis? Il n'y a aucune raison pour faire ça. Il faut avoir de bonnes relations, naturellement, mais pas des relations spéciales. Et si le Québec se sépare, il sera même difficile d'avoir des relations, au point de vue rationnel, parce qu'il y aura beaucoup d'amertume, beaucoup de rancœur dans le reste du Canada. Si le Québec fait ce choix politique, il faudra que les gens suppriment leurs émotions dans le reste du Canada, autant qu'au Québec.

Mais, si on avait le commerce libre avec le Québec, je pense qu'il faut reconnaître que ça ne voudrait pas dire la continuation du statu quo, comme maintenant. Ça veut dire que chaque partenaire, c'est-à-dire le Québec autant que le Canada, va avoir sa propre politique commerciale. Il y a des forces politiques différentes dans les deux partenaires, et ces forces vont causer des politiques commerciales et des politiques de douanes différentes. Et il serait difficile, impossible d'avoir un point de vue comme point de négociation avec les partenaires de commerce comme les États-Unis. Si on n'a pas une union politique, c'est impossible d'avoir une union économique comme on en a maintenant. Et je pense que le Canada, de son point de vue, probablement, va prendre des positions assez fortes par rapport aux industries lourdes au Québec. Ce n'est pas dans notre intérêt de maintenir le soutien de ces industries aussi fort que c'est maintenant. Les taux effectifs de protection sont de 50 % à 70 %. Ça, c'est énorme. C'est presque le double.

Dans l'industrie laitière, aussi, les taux de protection sont très forts et il ne serait pas dans l'intérêt du Canada de garder ça. Probablement que le Québec a ses propres industries, aussi, que les forces politiques du Québec veulent avoir des relations différentes, peut-être un peu de protection, peut-être des subventions différentes. Ce n'est pas juste le Canada qui va changer la politique commerciale et la politique des douanes. Mais c'est ça que ça veut dire, si Québec se sépare, que tout va être en négociation après ça et il n'y aura pas une continuation de situation comme il y a maintenant.

Et quand des situations changent comme ça, il y a toujours des grands risques que la situation change dans une direction qui n'était pas dans l'intérêt de l'un ou l'autre partenaire. Et ça va avoir un effet sur le Canada autant que sur le Québec. Par exemple, C.D. Howe a soulevé la question de ce qui va arriver avec l'"Auto Pact" si le Québec se sépare, parce que les États-Unis

n'étaient pas très, très contents avec. Mais il n'y a pas de façon d'éviter toutes ces questions, si tout le pays est remis en question.

Les autres hypothèses que je trouve qui sont très naïves sont les hypothèses que les États-Unis vont continuer d'avoir un accord de libre-échange avec le Québec dès le jour de l'indépendance. Je crois que le Québec est une partie de l'Amérique du Nord et, naturellement, les États-Unis veulent avoir une région de libre-échange qui couvre toute l'Amérique du Nord et, maintenant, même l'Amérique latine. Mais il faut reconnaître qu'il y a beaucoup d'intérêts différents aux États-Unis. Il y a l'administration qui est pro-libre-échange, il y a le Congrès qui n'était pas autant en faveur du libre-échange. Il y a un processus, aux États-Unis, pour régler tous ces problèmes. Ce n'est pas juste l'administration qui peut conclure les accords de libre-échange et je pense que maintenant, à cause de la récession aux États-Unis, le protectionnisme, c'est assez fort, aux États-Unis.

On a vu récemment l'élection, en Pennsylvanie, d'un sénateur, de Harris Wofford, qui est un peu protectionniste. Mais les démocrates, dans le Congrès, sont pas mal protectionnistes aussi. Ainsi, l'administration a des problèmes à conclure un accord de libre-échange, on le voit maintenant avec l'accord de libre-échange nord-américain. Maintenant, probablement, on n'aura un accord qu'après l'élection aux États-Unis, l'an prochain. Le Congrès a demandé au Président de revenir pour l'approbation des mesures précises. Ce que le Congrès veut, c'est que le Président soit "short-leash" sur la politique de commerce, maintenant.

(11 heures)

L'implication de ça pour le Québec, c'est que, si le Québec devient un pays indépendant, sûrement, il va avoir un accord de libre-échange avec les États-Unis, mais il va prendre du temps. Je pense au moins un, deux, peut-être trois ans. Et pendant les négociations, les États-Unis vont prendre un point de vue assez dur dans les négociations et le Québec, qui a été protégé, sous le parapluie fédéral, dans toutes les négociations avec les États-Unis, va être sujet à toutes les forces diplomatiques des États-Unis. Et ce ne sera pas très facile, parce que les États-Unis sont un négociateur assez puissant, à cause de la grandeur de leur marché. C'est beaucoup plus important que nous ayons l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, plutôt qu'ils aient un accord avec nous. Les questions qui vont se lever naturellement vont être les questions de l'industrie de la culture, l'industrie de traitement des brevages alcooliques — ça va peut-être déjà changer avec le règlement du GATT — la gestion d'offre sur les biens d'agriculture. Maintenant, on parle des subventions, il est question d'un Québec incorporé et la façon différente que le Québec a de soutenir leurs secteurs pour promouvoir le développement économique et aussi,

maintenant, il y a les questions d'environnement.

Ça ne veut pas dire que si le Québec ne se sépare pas qu'on n'aura pas de problèmes à continuer d'avoir des relations commerciales avec les États-Unis dans tous ces domaines. Mais si le Québec se sépare, ça donne une occasion aux États-Unis de soulever toutes ces questions dans le contexte de la nécessité d'avoir un nouvel accord. Et ça va causer des "disruptions". Je pense que Gordon Ritchie est le gars, peut-être, le plus expert dans ces questions. Il a écrit dans le livre de C.D. Howe, il s'est servi de toutes ces questions et je pense qu'il soulève des questions bien troublantes, si le Québec se sépare ou même si le Québec ne se sépare pas, à propos des questions de la politique de commerce avec les États-Unis et de la question de l'union monétaire.

Je pense que le Parti québécois a été réaliste dans le passé. Il a parlé d'une monnaie distincte pour le Québec dans le document "La Souveraineté: Pourquoi? Comment?". La commission Bélanger-Campeau, je pense, a trouvé une façon "to have your cake and eat it too": d'utiliser l'argent canadien mais d'être souverain. Et je pense que si les gens croient que c'est aussi simple que ça, je pense qu'ils vont être très déçus – si le Québec devient indépendant – s'ils ont confiance qu'il n'y aura pas de "disruption" monétaire. Parce que ce n'est pas une question unilatérale; c'est une question bilatérale de savoir si le Québec va continuer à utiliser le dollar canadien s'il se sépare. La raison pour laquelle je dis ça, c'est que c'est l'intérêt des deux. Et, en effet, c'est juste une partie de la plus grande négociation qui aura lieu entre le Québec et le Canada. Dans un certain sens, c'est le corps de négociation le plus fort du gouvernement fédéral, la capacité de laisser Québec utiliser l'argent canadien. Et la seule façon qu'ils peuvent faire pour empêcher le Québec d'utiliser le dollar canadien, c'est dans l'approvisionnement de la monnaie elle-même, les billets. Parce que pour avoir un système monétaire de dollars canadiens, il faut avoir énormément de monnaie. Et on ne peut pas trouver cette quantité de monnaie dans les relations commerciales ordinaires parce que les relations commerciales ordinaires n'utilisent pas les billets; ils utilisent les chèques, naturellement. Et la seule institution qui peut fournir l'argent, c'est la Banque du Canada. Il y a aussi la question du système de "fair clearing" des institutions financières. Et le gouvernement du Canada a le contrôle du système de paiement canadien. Je pense qu'ils ont des inquiétudes très légitimes si le Québec se sépare et si le Québec veut continuer d'utiliser ce système de "clearing". Parce que si une institution financière du Québec fait faillite, ça va causer des problèmes à tout le système monétaire. Et il faut avoir un mécanisme pour régler le système financier. C'est ça qu'on a maintenant et c'est ce dont on aura besoin

après, si le Québec décide de se séparer. Il faut avoir des institutions pour surveiller le système financier. Ça, c'est difficile. C'est difficile d'arriver à un accord sur qui va faire le règlement, quelle sorte de renseignements vont être donnés à quel gouvernement. C'est difficile. S'il est dans une atmosphère d'acrimonie, il ne sera pas facile d'arriver aux accords.

Mais on dit que c'est à l'avantage des deux de continuer d'avoir l'union monétaire. Et dans un certain sens, c'est vrai. Les estimations ont été faites pour la commission Bélanger-Campeau que, pour le Québec, le bénéfice d'utiliser le dollar canadien, c'est environ 0,6 % du produit intérieur brut du Québec. J'entends dire que Bernard Fortin a parlé maintenant d'un coût de 1 000 000 000 \$ pour le Québec et 1 000 000 000 \$ pour le Canada, si l'union monétaire est brisée. Mais au point de vue du Québec, c'est une perte nette. Pour le Canada ce n'est pas une perte nette. Premièrement, 1 000 000 000 \$, c'est beaucoup moins. Ça, c'est juste 0,2 % de notre produit intérieur brut. Ça, c'est très petit. L'avantage de continuer le système monétaire est assez petit.

De l'autre côté du bilan, il y a les coûts. Le coût c'est que, si le Québec continue d'utiliser le système monétaire canadien et si la politique macro-économique au Québec est bien différente de celle qu'on veut au Canada, ça peut causer des grands problèmes pour la politique monétaire et la politique macro-économique du Canada. Ainsi, ce n'était pas tout à fait un avantage que le Québec continue d'utiliser le dollar canadien, s'il se sépare.

Au point de vue du Québec, je pense que c'est aussi une question assez ambiguë si c'est dans leur intérêt de continuer d'utiliser le dollar canadien. C'est vrai que plus un pays est petit, plus il est ouvert, plus il est instable, le moins de bénéfices il a d'avoir sa propre devise. Le Québec est un pays ouvert et petit. Mais il faut rappeler que, si le Québec se sépare, il va avoir un très grand problème d'ajustement structurel. Le problème c'est que, même maintenant, on a un déficit assez fort sur la concurrence et ce déficit sur la concurrence est en effet financé par le transfert fédéral au Québec. Et à cause de ça, le Québec pourra avoir un déficit. Mais si Québec se sépare, il va établir des politiques d'ajustement structurel pour régler ce problème.

Une façon de régler ce problème, c'est de laisser les devises canadiennes se déprécier. Si on n'utilise pas cet instrument d'ajustement, il faut utiliser la politique fiscale. Ça, c'est le seul instrument à la disposition du Québec s'il n'a pas sa propre devise. Et il faut installer des politiques fiscales très restrictives. Dans le livre de John McCallum et Chris Green, ils ont donné une estimation de la sorte de la politique d'ajustement structurel dont on aura besoin au Québec et je pense que c'est une assez bonne estimation de ce dont on aura besoin. Mais au point de vue

du Québec, il y a un commerce entre l'utilisation de l'instrument du taux de change et l'instrument de la politique fiscale. Mais aussi ceci est toujours très dangereux. Parkin et Robson ont écrit un autre livre pour C.D. Howe dans lequel ils ont parlé de tous les dangers qui peuvent presser un Québec souverain à adopter son propre argent. Et c'est vraiment une question d'attente. Si le Québec se sépare, s'il a un très grand problème d'ajustement structurel et s'il n'a pas un accord avec le gouvernement fédéral du Canada pour continuer à utiliser le dollar canadien, il va y avoir une crise de confiance. Les gens vont retirer leur argent du Québec, les institutions financières du Québec vont perdre des dépôts, et de l'autre côté du bilan, il va devoir réduire leurs emprunts: ce qui causera un "credit crunch" à Québec. Cette sorte de "credit crunch", la seule façon de le résoudre, c'est de laisser flotter le dollar du Québec. Et ça c'est la seule façon de se tirer d'une crise comme cela. Et la seule façon d'éviter cette sorte de crise, c'est que tout le monde ait confiance que le nouveau gouvernement du Québec suivra des politiques structurelles assez sévères pour résoudre le problème de concurrence, et qu'il aura la coopération du gouvernement fédéral pour maintenir l'utilisation du dollar canadien comme la devise au Québec. O.K., ça c'est la question de la politique monétaire, de l'union monétaire.

Les autres questions avec lesquelles la commission Bélanger-Campeau a lutté, a étudié, c'est la question de la division de la dette. Et ceci est très lié à la question de l'union monétaire, parce que d'après moi, je pense que la seule façon pour le Québec d'avoir un accord avec le gouvernement fédéral pour continuer d'utiliser l'argent du Canada, c'est d'avoir une résolution assez juste et qui sera considérée juste pour la question de la division de la dette. Dans la commission Bélanger-Campeau, on a fait un peu de sophisme pour arriver à une estimation de la distribution des dettes qui est très basse. En effet, c'est 17,5 %. Ça, c'est beaucoup plus faible que la proportion de la population qui est d'environ 25,5 %, c'est 8 % de moins que la proportion du produit intérieur brut, et chaque point de pourcentage, comme ça, est de 4 000 000 000 \$. Ça, c'est 32 000 000 000 \$. Et si on fait cette sorte d'hypothèse, c'est très facile de montrer que la position fiscale d'un Québec souverain sera presque inchangée s'il adopte la proportion du déficit fédéral. Mais si le Québec adopte une proportion de la dette qui est plus proche de la proportion de la population, le déficit devient beaucoup plus grand. McCallum et Green ont illustré ce point dans leur livre: l'implication est de prendre une proportion qui est plus proche de la proportion de la population. On arrive à un déficit d'environ 15 000 000 000 \$. Mais avec la dette, la dette c'est très important au point de vue de la position de la politique d'un Québec souverain, et

c'est important au point de vue parce que plus le Québec aura de dettes après la souveraineté, plus le financement sera difficile, et plus il est probable que le taux d'intérêt du Québec sera beaucoup plus que ce que le gouvernement fédéral paie pour cette même dette.

(11 h 15)

Maintenant, récemment, j'ai vu que Hydro-Québec c'est presque 0,9 % plus élevé que le taux d'intérêt que le gouvernement fédéral paie. Ça, si le Québec prend sa proportion de la dette, il va y avoir une augmentation par rapport au taux d'intérêt que le gouvernement fédéral paie de cet ordre de grandeur. Mais, avec cela aussi, une autre augmentation qui est causée par le risque supplémentaire d'un Québec souverain.

Finalement, sur la question de la dette... Ceci c'est pour le Québec. C'est probablement ça, car il serait le plus fort dans les négociations avec le reste du Canada, parce que c'est dans l'intérêt du reste du Canada que le Québec prenne sa proportion de la dette et n'essaie pas de l'éviter, comme suggéré par la commission Bélanger-Campeau. Et je pense, qu'il se peut que le gouvernement fédéral soit plus favorable à maintenir une union monétaire si le Québec prend une partie de la dette en proportion de sa population.

La question finale qui est - je veux juste le mentionner, et je pense qu'on a déjà trop parlé de cela déjà - la question de territoire. Ça c'est la question la plus difficile, qui présente le plus de risque, mais je pense qu'on doit en tenir compte.

Maintenant, je veux juste parler de... là j'ai donné un estimé très bref de l'ordre de grandeur de l'impact de la souveraineté pour le Québec. Si le Québec décidait de se séparer, je pense qu'il y aurait une période de très grande incertitude, et pendant cette période d'incertitude l'argent sortirait du pays. Ça veut dire du Canada autant que du Québec, mais, probablement, plus du Québec que du Canada parce que les gens auraient peur qu'une monnaie distincte soit inaugurée au Québec. Il y aurait des augmentations des taux d'intérêt et aussi une perte de confiance, et une perte de confiance sur le marché de la Bourse causerait la réduction des investissements, ça engendrerait, en effet quelque chose de très semblable à une récession traditionnelle.

Mais cette récession serait exacerbée par les autres facteurs structurels comme l'impact de la souveraineté sur le commerce; la politique fiscale qu'un pays souverain, le Québec, serait obligé d'adopter et probablement l'émigration de gens du Québec. Et ce ne sont peut-être pas juste les anglophones qui vont émigrer. Je pense que si le Québec devient souverain, et si l'économie du Québec entre dans une période de stagnation, pendant un certain temps, c'est même les francophones qui vont émigrer. Beaucoup de francophones les plus productifs au Québec sor-



bilingues, et sont très, très mobiles, même si les francophones unilingues ne sont pas aussi mobiles que le reste. Et, on pourrait avoir des problèmes précis.

Dans ce papier, je montre juste des estimés pour montrer l'ordre de grandeur des effets qu'on pourrait avoir. Je pense que dans les secteurs mous on va avoir des ajustements. Ça va arriver quand même, mais ça va prendre plus de temps que dans le secteur laitier où on va avoir un effet assez sévère, immédiatement. Mais dans le long terme, comme je dis, il y a une erreur sur ce tableau que je vous ai donné. Dans le long terme c'est juste un petit "moins", pas un grand "moins", parce que je pense que la situation dans ce secteur n'est pas très viable. Mais ce long terme peut devenir plus court, maintenant, avec les négociations du GATT. Au sujet de Churchill Falls, je pense que, si le Québec est un pays qui est séparé, je pense que le Canada aura des façons de sortir de cet accord. Maintenant la Cour suprême du Canada a su maintenir le droit du Québec de continuer avec ce contrat légal mais, si ceci était un contrat avec un pays étranger, je pense que les opinions publiques seraient différentes. La devise séparée pour le Québec pourrait causer aussi des diminutions à court terme et plutôt à long terme. Et je pense que même si le Québec essaie d'avoir un accord avec le Canada, ce sera très difficile d'avoir un accord qui puisse éviter les forces dans le marché qui va conduire à une devise séparée pour le Québec. Je parle du bénéfice fiscal net qui est déjà là. Ça va être contrebalancé par des politiques de restriction, puis par le gouvernement du Québec; je parle de l'impact sur la division de la dette, l'immigration, et puis on a la question de la restructuration institutionnelle. Ça, c'est très important. Ça, c'est un important point de vue des accords avec les partenaires de commerce, mais aussi dans les secteurs comme le secteur financier. Ça va être un secteur qui va être le plus affecté. Dans le secteur des télécommunications, où il y a la... Je pense qu'il y a la perte de notre position dans le monde, notre habileté à négocier avec les autres, surtout les États-Unis.

Pour un pays, un Québec souverain serait un petit pays sans beaucoup de ressources, sans un grand marché arrimé aux partenaires de commerce et je pense que c'est un monde assez froid à l'extérieur. C'est un monde qui est difficile pour un Canada uni, où il est difficile d'y vivre et c'est un monde qui sera même plus difficile pour un Canada sans Québec et un Québec où vivre après. Mais j'ai fait des estimés juste pour montrer l'ordre de grandeur. Bélanger-Campeau dit que, dans le court terme, il y a des coûts de transition, mais ils pourraient être minimisés si tout le monde est rationnel. Dans le long terme, pas de coûts permanents. J'ai fait mes propres estimés qui sont, je pense, plus

crédibles que ceux de la commission Bélanger-Campeau. C'est que, dans le court terme, probablement qu'on va avoir une réduction de "output" d'environ 10 %. Ce n'est pas la fin du monde, mais ça, c'est une réduction assez forte. Ça c'est le double de la récession la plus forte qu'on a eue depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ça, c'est beaucoup plus sévère que la dernière récession. Et je pense que, dans le long terme, la réduction va être beaucoup plus faible, peut-être 5 %. Mais ce n'était pas non significatif, c'est assez important du point de vue des gens de Québec, et je pense que c'est... Ah! O.K. Mais pour ne pas être... Que les gens ne se méprennent pas sur ce que je veux dire. Je ne dis pas que le Québec n'est pas une économie viable, parce que le Québec sera une économie viable s'il se sépare du Canada. Il aura une économie qui est du même ordre de grandeur que celle des petits pays d'Europe, l'Autriche, et plus grand que les pays scandinaves. Il aura un niveau de vie; il est le troisième dans le monde, après le Canada et les États-Unis. Il aura une économie assez forte mais il aura une économie beaucoup plus faible qu'il n'a maintenant. Je pense que la question que les Québécois doivent se poser ce n'est pas si le Québec se sépare, est-ce que l'économie sera viable, mais quel est le coût de se séparer. Et je pense que le rôle important de cette commission est d'informer les Québécois des coûts de l'option de la souveraineté. Et si les Québécois décident que, du point de vue du nationalisme, de la fierté nationale, ils veulent avoir leur propre pays, c'est leur choix. On ne conteste pas ce choix. Mais, au moins, on pourra dire que cette commission aura fait son devoir en donnant tous les faits au peuple québécois. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je vous remercie. Avant de céder la parole à mes collègues, il y a peut-être une petite mise au point que j'aimerais faire avec vous, comme membre de la commission Bélanger-Campeau. Lorsque vous dites que la commission Bélanger-Campeau n'a pas été très sérieuse dans ses résultats et que c'était un document qui favorisait davantage la souveraineté-association qu'autre chose, je crois qu'il faut répéter et redire que la commission Bélanger-Campeau a, à mon sens, fait un excellent travail. Et mes collègues ici présents, qui ont été membres de cette commission-là, pourront en témoigner.

Mais, elle a été plus loin. La commission Bélanger-Campeau a dit qu'il y avait, pour le Québec, deux voies de solution. Une qui était l'analyse des offres du fédéral pour un fédéralisme renouvelé, et qui a conduit à la formation de l'autre commission, concurrente à la nôtre, qui étudie les offres du fédéral; et une deuxième voie qui était l'accession à la souveraineté, qui est l'objet de notre commission, ici. Donc, à partir de ces deux voies de solution que Bélanger-

ger-Campeau disait possibles, deux commissions ont été formées, avec la loi 150, qui nous mèneront, éventuellement, à un référendum au plus tard au mois d'octobre 1992 et qui permettra aux Québécois de se fixer définitivement sur leur désir ou leur sort face au reste du Canada. Alors, c'est dans ce sens-là.

Une autre chose qui m'a chatouillé un peu. Vous dites qu'il faudra que le Québec fasse sa décision sans émotivité. Je suis d'accord avec vous. Je pense que, le plus possible, nous devons éliminer les émotions pour en arriver à une rationalité – je ne dirais pas à toute épreuve, parce que ce n'est pas possible – la plus grande possible, dans ce choix que nous aurons à faire. Mais il faudra aussi que le reste du Canada fasse la même chose.

**M. Grady:** Oui, seulement...

**Le Président (M. Bélanger):** Parce qu'il y a autant d'émotivité du côté de nos "cool British English Canadians" que nous en avons du côté des francophones très latins que nous sommes. Je pense que l'émotivité est au même diapason de part et d'autre et qu'elle peut créer les mêmes genres d'interférence, le même genre de nuisance, si vous voulez, indésirable de part et d'autre. Alors, si tout se fait dans une grande rationalité, je crois que ce sera dans le meilleur intérêt de tout le monde. Les décisions qui se prendront seront celles qui nous permettront de vivre le mieux possible, les deux sociétés, une à côté de l'autre, le Québec comme société très distincte et le reste du Canada. Alors, c'est dans ce sens-là que je voulais faire une intervention.

La première intervention ce matin, c'est M. le député de Verdun.

**M. Gauthier:** Merci, M. le Président, je vais aussi continuer sur ce que vous venez de dire. Je pense, M. Grady, que vous avez établi que le reste du Canada pouvait aussi réagir très émotivement à une décision que moi aussi je considérais comme émotive, c'est-à-dire le fait que le Québec se sépare du reste du Canada. Pour les fins de la discussion, ici, je vais prendre comme hypothèse de discussion que c'est la rationalité qui prime. Ma question, et ma réponse, vont être basées sur l'hypothèse que les décisions des intervenants sont basées sur une analyse rationnelle de la question. Je comprends que ça peut être différent parce que l'émotivité peut amener à toutes sortes de décisions différentes. Et je voudrais limiter mes interventions sur l'union monétaire, sur les questions monétaires.

J'ai eu du mal à vous suivre et je vais vous expliquer pourquoi. D'une part, vous dites dans votre intervention: Le Canada pourrait limiter ou forcer un Québec indépendant à ne pas utiliser sa monnaie. Moi, je voudrais que vous commentiez un point. Le dollar canadien, du moins je pense, resterait un bien qui s'échangerait libre-

ment sur les marchés. Donc, il y aurait toujours possibilité pour un éventuel Québec indépendant de s'approvisionner, même s'il n'y a pas d'entente, en dollars canadiens, en passant par un courtier éventuel aux États-Unis ou ailleurs. Donc, pour moi, la question de l'approvisionnement en dollars canadiens, advenant que le Québec indépendant veuille utiliser la monnaie canadienne, n'est pas un problème.

Deuxième point de mon intervention – et je vais les faire les uns après les autres pour vous laisser la chance de répondre. Il me semble que, strictement sur des points purement rationnels – et je vais vous donner trois raisons – il est de l'intérêt du reste du Canada, si on l'appelle comme ça, de permettre au Québec d'utiliser la monnaie canadienne. Je vais vous donner les trois raisons.

(11 h 30)

La première raison, c'est que les échanges entre le reste du Canada et le Québec sont importants. On parle d'un flux d'à peu près, je pense, 24 000 000 000 \$ de l'Ontario vers le Québec, par exemple, et si je prends le reste du Canada, on va avoisiner les 30 000 000 000 \$ à 35 000 000 000 \$ du reste du Canada vers le Québec. Le Québec, de son côté, a un flux d'exporté vers l'Ontario, je pense que c'est 17 000 000 000 \$ et vers le reste du Canada, on dépasse les 20 000 000 000 \$. Si on n'utilisait pas la même monnaie, il y aurait des coûts de risques de change qui viendraient freiner la libre circulation des biens, donc un frein économique qui serait dangereux pour notre avenir commun, même si on avait pris une décision de se séparer. Donc, premier avantage qui voudrait forcer, qui inciterait, disons, le reste du Canada à ce que le Québec indépendant utilise la monnaie canadienne.

Deuxième point. La force, ou la valeur d'une monnaie est quand même basée sur l'étendue du bassin économique qui utilise la monnaie en question. Amputer le champ d'application de la monnaie canadienne de 25 % ou de 23 % – on ne va pas discuter de quelques pourcentages pour le produit intérieur brut – diminuerait considérablement la valeur de la monnaie canadienne pour le reste du Canada. Donc, avantage encore pour le reste du Canada, dans cette hypothèse-là, de voir le Québec utiliser la monnaie canadienne.

Troisième avantage. Il y aurait un risque sérieux, si le Québec utilisait sa propre monnaie, que le Québec passe directement dans ce que je pourrais appeler la zone d'influence du dollar américain. C'est-à-dire qu'un éventuel dollar québécois soit, non pas flottant, mais à parité même avec le dollar canadien – comme ça se fait, par exemple, pour le dollar "bahamien" – et, automatiquement, un affaiblissement proportionne pour le dollar canadien.

**Une voix:** On se sert de ça pour rembourser la dette canadienne.

**M. Gauthrin:** Oui, oui. J'ai d'autres éléments encore. Un autre élément, la dette qu'on partagera. Et je suis d'accord avec vous que les mécanismes de partage de la dette sont compliqués. Les 25 %, si on se base sur la population, 23 % si on se base sur le produit intérieur brut, 17 % si on se base sur les dépenses du gouvernement fédéral à l'intérieur. Disons qu'on ne fait pas ce débat-là ici, entre nous; d'autres intervenants pourront le faire. Mais disons qu'il y a un partage de dette sérieux, il y a tout avantage que, dans le remboursement de cette dette ou dans ce partage, on utilise la même monnaie. Donc, encore un avantage qui plaide pour que le reste du Canada soit en faveur de l'utilisation de la même monnaie.

Dernière question: les droits du seigneur. Imaginons que... Actuellement, le gouvernement fédéral, comme vous le savez, reçoit à peu près 2 000 000 000 \$ par année de ce qu'on appelle les droits du seigneur. Si le Québec, sans entente, utilisait la monnaie canadienne, il perdrait automatiquement sa part de droits du seigneur, ce qui serait autant à l'avantage du reste du Canada. Moi, c'est un de mes arguments pour plaider en d'autres sens, mais enfin! Dans le cadre actuel, je ne vois absolument rien, si on est purement rationnel, qui limiterait l'utilisation de la monnaie canadienne sur le territoire d'un Québec indépendant.

Comprenez-moi bien, je ne suis pas en train de plaider pour que le Québec devienne indépendant, mais strictement, advenant le cas où le Québec prenne une décision pour choisir, disons, l'accès à la pleine souveraineté, il pourrait parfaitement utiliser la monnaie canadienne. Avec des risques, bien sûr, on parle des droits du seigneur, on parle de la politique monétaire. Bon! Il aurait moins d'influence sur la politique monétaire. J'ai déjà fait ce débat-là. Je le referai après, avec d'autres personnes aussi. Ça, c'est un de mes plaidoyers pour dire, au contraire: Maintenons l'union et maintenons l'ensemble canadien. Mais ce n'est pas celui-là qu'on fait ici. Strictement, advenant le cas où il y a une accession du Québec à la pleine souveraineté, je ne comprends pas pourquoi le reste du Canada n'aurait même pas avantage à suggérer fortement au Québec d'utiliser sa monnaie et d'en retirer tous les bénéfices. Ce qui ne veut pas dire que le Québec n'aurait pas des pertes, n'essaierait pas de négocier sur les droits du seigneur et des choses comme ça. Alors, je voudrais vous écouter là-dessus parce que j'ai eu du mal à vous suivre dans votre exposé.

**M. Grady:** Oui, O.K. Vous avez fait beaucoup de points.

**M. Gauthrin:** Excusez-moi, mais prenez le temps de les... Si vous voulez, je vous les répète.

**M. Grady:** Mais j'essaierai de répondre aux

questions de... S'il est possible, pour le Québec, de trouver assez d'argent canadien sur le marché privé, je ne pense pas. Mais ce n'était pas la question. Le problème, c'est que les billets sont changés, ils ne durent pas plus d'un an. On aurait besoin de presque 4 000 000 000 \$ ou 5 000 000 000 \$ de billets. Il n'y a aucune maison de courtage qui a des billets comme ça, ça n'existe pas.

**M. Gauthrin:** Si vous me permettez une remarque, M. Grady. Si un bien devient rare, il augmente de prix. Qu'il y ait un coût éventuel pour avoir, pour s'approvisionner en dollars canadiens advenant qu'il n'y ait pas d'entente, c'est possible. Mais comme le dollar canadien va circuler librement... Évidemment, ce serait peut-être à un coût un peu plus fort pour l'obtenir sur le marché québécois, mais il y aura toujours une possibilité... Si vous acceptez le principe que vous allez...

**M. Grady:** O.K., si...

**M. Gauthrin:** ...laisser librement circuler votre bien, on peut toujours se le procurer. Je m'excuse, je suis intervenu trop...

**M. Grady:** Si tu parles de... On ne va pas payer le prix sur la valeur de... Si tu parles de ne pas payer ce qui est sur la note mais quelque chose de supplémentaire, c'est ça?

**M. Gauthrin:** Eventually, yes.

**M. Grady:** Ce sera si destructif de la politique monétaire canadienne que je pense que le gouvernement ne peut pas permettre à quelque chose comme ça d'arriver. Je pense que, si le Québec se sépare et s'il veut utiliser le dollar canadien, il faut absolument avoir un accord avec le gouvernement du Canada.

**M. Gauthrin:** Ce serait souhaitable, je suis d'accord avec vous là-dessus.

**M. Grady:** Oui.

**M. Chagnon:** Mais pas nécessaire.

**M. Gauthrin:** Ce n'est pas nécessaire, mais c'est souhaitable.

**M. Grady:** C'est nécessaire, c'est nécessaire. Parce qu'autrement, on peut essayer, mais il y a... Je pense que les attentes, c'était le marché. C'est tant, qu'il vous forcerait à abandonner le système de dollars canadiens comme devise. Parce qu'il faut avoir... Pour avoir un système monétaire, la confiance, c'est la chose la plus importante...

**M. Gauthrin:** Je suis d'accord.

**M. Grady:** ...et si l'on n'a pas l'approbation de celui qui dirige le système, on n'aura pas la confiance du marché.

**M. Gauthrin:** Mais sur les autres questions, si vous me permettez, M. Grady.

**M. Grady:** Oui, O.K., O.K. Et pourquoi le Canada...

**M. Gauthrin:** Et je vais aborder... Sur la question de la confiance, excusez-moi, vous avez parfaitement raison lorsque vous avez dit: la confiance, pour une monnaie, c'est quelque chose qui est fondamental. Et est-ce que vous ne pensez pas que le reste du Canada, pour défendre sa monnaie, pour maintenir la confiance dans sa monnaie, va avoir tendance, au contraire, qu'elle soit basée sur l'ensemble économique le plus fort, le plus grand?

**M. Grady:** Il y a un avantage d'avoir une région économique plus grande, mais il faut que les politiques entre les deux régions soient harmonisées. Et il y a le Québec qui se sépare, qui a un très grand problème d'ajustement structurel, le Parlement qui a un problème d'inflation, au moins un problème de, qu'est-ce que c'est?, de déficit fiscal très grand, beaucoup de difficultés d'avoir un accord sur la politique monétaire avec un Canada... avec le reste du Canada. Ça, c'est le problème.

Si le Québec se sépare, il va avoir un si grand problème fiscal et la politique fiscale va être dans une si grande, qu'est-ce que c'est?, "mess". Il sera très difficile d'avoir une continuation de la politique monétaire en commun.

**M. Gauthrin:** Je comprends.

**M. Grady:** On peut avoir peut-être un accord entre le Canada et le Québec, si le Québec se sépare, que le Québec va suivre telle politique fiscale, que le Québec va suivre telle autre politique. Mais ce n'est pas vraiment l'indépendance, ça, c'est une continuation d'être sur la suzeraineté du reste du Canada. Et c'est ça qu'on doit régler dans les négociations. C'est très difficile. Mais au point de vue des coûts, c'est vrai qu'ils sont plus importants au Canada. Mais la question c'est: Est-ce que ces coûts sont plus importants que les coûts de perdre le contrôle sur la politique monétaire? Et aussi, il y a les questions purement politiques. Est-ce qu'on veut... Si le Québec se sépare, est-ce que le climat d'opinion, au Canada, sera assez favorable au Québec, qu'on peut avoir une politique monétaire comme ça? Au point de vue rationnel, si on me demande quelle est la politique la plus rationnelle pour le Canada, c'est d'avoir une monnaie en commun avec les États-Unis. Mais au point de vue politique, ça n'était pas une question acceptable au Canada. Et on aura les

mêmes problèmes avec un Québec indépendant. Mais avec les États-Unis, il n'y a pas de...

**M. Gauthrin:** Je ne suis pas sûr. J'aimerais débattre ce que vous venez de dire à la fin, parce que là, vous rentrez sur une autre question. Je ne suis même pas sûr que pour le Canada, ce soit l'intérêt du Canada d'avoir la même monnaie ou tenir un taux de change fixe avec le dollar américain. Mais ça, on tomberait sur un autre débat et je ne voudrais pas...

**M. Grady:** Oui. Ça, c'est une question... Parce que les bénéfices d'une union monétaire sont en fonction de la grandeur de la région monétaire et, depuis la Deuxième Guerre mondiale, on n'a pas vraiment eu beaucoup plus de succès que les Américains dans le domaine de l'inflation. En effet, on en a eu un tout petit peu plus. Récemment on a fait mieux, mais qui sait ce qui va arriver dans l'avenir? Et il y a seulement les grands coûts de faire... Parce que le Canada fait plus de commerce avec les Américains qu'avec... Le reste du Canada fait plus de commerce avec les Américains qu'avec le Québec. Ainsi, les coûts d'avoir une monnaie différente sont plus, par rapport aux Américains que par rapport à un Québec souverain.

O.K. Deux autres points que vous... Cette question de la dette, je suis d'accord mais... d'accord sur les points que vous avez faits. J'ai écrit un papier sur cette question de la division de la dette, et il y a des principes qu'on doit regarder: la question de l'habilité à payer. Ça, ça veut dire un partage de dettes qui est lié à la proportion des revenus, le produit intérieur brut... Mais il y a une autre façon de le regarder. Il y a le principe de bénéfice. Il y a deux principes dans le domaine de la finance publique: le principe d'habilité à payer et le principe de bénéfice. Si on regarde le principe de bénéfice, ce qu'on en fait, c'est de faire le calcul de qui a bénéficié des dépenses du gouvernement fédéral dans le passé, qui est la source de cette augmentation de dettes. Et si on fait cette sorte de calcul, on arrive à une proportion de dettes pour le Québec qui est de 31 %, peut-être plus. Ainsi, le "range" est beaucoup plus grand que la proportion de population jusqu'à la proportion de produit intérieur brut ou la commission Bélanger-Campeau qui est même au haut de l'échelle. Et il y a les questions fondamentales. C'est à cause de ça que je pense que le principe de partager la population, c'est probablement le plus simple, le plus acceptable. Parce que si on utilise le principe d'habilité à payer, en effet, on continue à avoir le bénéfice d'être une partie du Canada après que le Québec se sépare.

Les questions du droit de seigneur, ça, c'est un des liens importants entre la politique monétaire, la politique fiscale et la distribution de dettes. Et dans la commission Bélanger-Campeau, on a enlevé les passifs de la Banque du Canada.

Dans leurs calculs, on a fait l'hypothèse que le Québec gardera une proportion de ça, et ça sert à la proportion, en effet, de la dette du gouvernement du Canada. Je ne pense pas qu'on puisse parler du droit de seigneur sauf dans le contexte d'une distribution totale de la dette et je ne pense pas que ce serait un très fort avantage d'accepter que le Québec prenne... Le Québec dit: On va vous donner le seigneurage sur l'argent. Ainsi, c'est notre proportion du passif du gouvernement. Mais après deux, trois, quatre ans, on pourra avoir une monnaie distincte au Québec. Qu'est-ce qu'on fera à ce moment-là? Ceci n'était pas une proportion permanente de la dette, parce qu'on tient l'argent jusqu'à ce qu'on veuille le passer à un autre.

(11 h 45)

**M. Gauthrin:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. le député de Verdun. M. le député du Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, je voudrais d'abord signaler une chose quand même très inédite. Ça mérite d'être souligné. Ça n'arrive pas souvent. J'étais d'accord avec le député de Verdun sur son exposé sur la question monétaire.

**Une voix:** C'est le début d'un temps nouveau.

**M. Brassard:** Je ne sais pas si ça va continuer comme ça bien longtemps.

**M. Gauthrin:** ...mais les commissions ont des vertus.

**M. Brassard:** On se rapproche. M. le Président, j'écoutais M. Grady et ça me rappelait un film de Francis Ford Coppola qui s'appelait "Apocalypse Now", qui portait sur la guerre du Viêt-nam ou, encore peut-être, un épisode public sur les sept plaies d'Égypte. Parce que c'est un tableau très sombre que vous nous avez brossé sur ce que serait, ou ce qu'il adviendrait, d'un Québec souverain.

Je ne prendrai pas chacun des éléments de votre exposé. Il y en a juste un qui m'intéresse et qui me préoccupe beaucoup, moi, c'est le phénomène suivant. Quand on écoute des exposés comme le vôtre et comme d'autres aussi, celui de M. McCallum, entre autres, qui est venu devant la commission également, on se rend compte qu'il n'y a que le Québec, et le Québec seulement, qui a des intérêts vitaux à maintenir intact l'espace économique Canada-Québec et donc, de continuer à maintenir la libre circulation des biens, des personnes, des capitaux, des marchandises, des services, à maintenir aussi l'union monétaire. Il y a juste le Québec qui a des intérêts au maintien de cet espace économique Canada-Québec. Le

Canada anglais, lui, est tout à fait indifférent au maintien de cet espace, qu'il soit maintenu ou qu'il soit rapetissé, ça n'a aucun effet. Les intérêts du Canada anglais ne sont d'aucune façon touchés ou affectés, de quelque façon que ce soit. Que la libre circulation des biens, des personnes et des marchandises et des capitaux soit entravée, qu'elle soit réduite, qu'elle devienne plus difficile, c'est mauvais pour le Québec, mais pour le Canada anglais, ça n'a aucune importance, ça n'a aucun effet. Que l'union monétaire soit brisée, donc que le dollar canadien voie son espace réduit considérablement – et là je ne reprendrai pas ce que le député de Verdun a dit, tous les effets que ça aurait – le dollar canadien serait fragilisé sur le plan international, sans aucun doute. Ça, c'est mauvais pour le Québec, mais pour le Canada anglais, ça n'a pas d'effet réel. Ça ne change rien, et j'ai de la misère à comprendre ça. Je ne comprends pas ça.

Je veux bien croire qu'il y a de l'amertume au Canada anglais, qu'il y aurait de l'émotivité si le Québec décidait de devenir souverain, qu'il y aurait de l'acrimonie, même, de la passion. J'en conviens, ça ne leur ferait pas plaisir. Ça je suis d'accord avec vous, ça ne leur ferait pas plaisir. Mais est-ce que cette passion et cette émotion seraient telles que ça provoquerait un aveuglement de leurs propres intérêts, qu'ils seraient incapables de voir leurs propres intérêts? Parce que je vous donne juste l'exemple de l'Ontario et du Québec, vous le connaissez, vous êtes un économiste. M. le député de Verdun le signalait tantôt, l'Ontario nous vend pour au moins 25 000 000 000 \$ de biens et de services. Nous vendons à l'Ontario pour autour de 18 000 000 000 \$ à 20 000 000 000 \$. Ce sont des relations commerciales très intenses, c'est très tricoté serré comme relations commerciales. Je tombe d'accord avec vous très vite, et sans qu'on fasse beaucoup d'échanges, pour dire que le Québec, sur le plan économique, a intérêt à maintenir ce système de relations commerciales, en particulier, avec l'Ontario. Intérêt, on leur vend 18 000 000 000 \$ ou 20 000 000 000 \$ de produits et de services produits au Québec.

C'est évident qu'on a intérêt, mais je suis peut-être, comment dire, simpliste, mais je conclus aussi et très rapidement que l'Ontario aussi a intérêt au maintien de l'espace économique, parce que l'Ontario nous vend 24 000 000 000 \$ à 25 000 000 000 \$ de biens et de services, à nous les Québécois. À moins que vous me disiez que l'accession du Québec à l'indépendance, à la souveraineté, transformerait les personnes de façon telle que l'Ontarien deviendrait tout à fait indifférent à ses intérêts commerciaux, et par amertume et émotivité refuserait de nous vendre ses autos et ses fruits et légumes, qu'il refuserait de nous les vendre parce qu'on serait devenu souverain, donc qu'il serait complètement devenu aveugle par rapport à

ses intérêts, j'ai de la misère à comprendre ça. Comment se fait-il – vous allez m'expliquer quelque chose, vous venez du Canada anglais – comment se fait-il que le Canada anglais n'aurait pas intérêt là, intérêt matériel, n'aurait pas intérêt au maintien de l'espace économique Canada-Québec, au maintien de la libre circulation des biens et des personnes et des capitaux, et au maintien de l'union monétaire? Expliquez-moi ce qui fait qu'ils n'ont pas intérêt à faire ça. Comment se fait-il qu'ils n'ont pas d'intérêt, que le Québec... qu'ils seraient prêts à rompre les relations commerciales, à briser l'espace économique Canada-Québec, qu'ils seraient prêts à nous refuser l'utilisation du dollar canadien? Quels sont leurs intérêts à faire ça? C'est une question simple.

**M. Grady:** Oui.

**M. Brassard:** Quels sont leurs intérêts?

**M. Grady:** Vous avez mentionné que ma présentation vous semblait comme "Apocalypse Now". Je pense que pour utiliser une autre métaphore de films, c'est plutôt le cinéma vérité des films français que "Apocalypse Now", parce que je ne peins pas la situation apocalyptique. Je parle d'un Québec souverain qui gardera les relations de commerce avec le reste du Canada, le libre-échange. Je pense qu'on va continuer les relations économiques avec le Québec.

**M. Brassard:** Pourquoi pas un marché commun?

**M. Grady:** Pourquoi pas un marché commun?

**M. Brassard:** Oui.

**M. Grady:** Parce que si le Québec se sépare, il y a des intérêts différents sur la politique commerciale qui vont s'insérer dans le processus. L'union économique canadienne maintenant, c'est un compromis qui résulte d'une centaine d'années entre les diverses régions du pays. Et il y a des protections pour les différentes sortes d'industries, et ces protections et ces tarifs ont été le résultat d'un processus politique. Et ceci c'est un processus politique auquel les Québécois ont participé, ont joué une part très importante, parce que c'est le Canada central qui a dominé en effet la politique commerciale du Canada, et les régions de la périphérie, probablement, se plaindront toujours que ce sont les intérêts des manufacturiers du centre du Canada qui ont dominé. Si le Québec se sépare, je pense que les autres régions du pays vont avoir beaucoup plus à dire sur la structure de commerce, les structures commerciales d'un Canada sans Québec.

Je ne pense pas que ceci soit une question de passion, c'est une question d'intérêt des

groupes dans les régions. Il va y avoir des gens qui perdront et il va y avoir des gens qui gagneront. Et probablement, si ces changements arrivent, les gens qui vont gagner vont avoir plus de pouvoir politique que les gens qui perdent. Et les Québécois, qui seraient sûrement un des grands groupes qui perdraient, ne seraient pas un facteur dans le processus politique s'ils se séparaient. Ça, c'est le problème. On ne peut pas avoir, on ne peut pas garder le système comme il est si un des plus importants participants dans le processus politique part.

**M. Brassard:** En tout cas, écoutez, moi, je pense qu'il faut faire une distinction très nette, ce que vous ne faites pas, je pense, entre l'espace économique Canada-Québec tel qu'il s'est constitué au fil des ans – et même depuis fort longtemps – et le régime politique fédéral. Je pense qu'il faut faire une distinction très nette.

Et ce qu'on dit, nous, c'est que le Québec, en devenant souverain, évidemment quitte le régime politique fédéral canadien, mais a intérêt, comme le Canada anglais, à maintenir l'espace économique Canada-Québec. Les deux! C'est un intérêt mutuel. Prenons le cas de l'Ontario qui est le plus gros producteur d'automobiles et de pièces automobiles au Canada. Une grande partie de sa production est exportée aux États-Unis, j'en conviens, mais une bonne partie au Québec aussi. On est des gros acheteurs de voitures, d'autos produites par l'industrie automobile ontarienne, comme on est de gros acheteurs et de gros consommateurs de l'industrie des fruits et légumes ontariens.

Alors, les producteurs ontariens, de même que les producteurs de pétrole, de céréales ou de bœuf de l'Ouest, dans quelle mesure n'ont-ils pas intérêt au maintien de l'espace économique Canada-Québec tel qu'il fonctionne? Dans quelle mesure n'ont-ils pas intérêt au maintien de son fonctionnement?

**M. Grady:** Des exemples précis. Dans le domaine du textile et des vêtements, on peut réduire les tarifs, on peut réduire les barrières non tarifaires. Les consommateurs du reste du Canada, qui paient maintenant pour la politique commerciale, qui n'est pas optimale au point de vue économique, ce serait dans leur intérêt de réduire ces contraintes. C'est la même chose dans le domaine de l'offre, dans la gestion de l'offre. Dans d'autres domaines aussi on peut trouver des... Mais ça va coûter des deux façons, aussi. Je comprends que si le Québec se sépare, le Québec va probablement regarder la situation dans l'industrie de l'automobile de très près. Je soupçonne que ce que le Québec essaierait de faire, c'est d'utiliser des subventions et de faire une négociation avec les États-Unis pour avoir des exigences du Québec de l'offre, ce genre de chose, parce que c'est dans leur intérêt. C'est dans l'intérêt des producteurs, c'est dans l'inté-

rêt des syndicats du Québec que les firmes comme l'usine de Sainte-Thérèse continue, que peut-être que celle qui est là continue avec une plus forte proportion du marché, ou il peut être question de Bromont aussi, avec les Hyundai. Mais, je pense que le Québec tient tellement férocement à sa politique industrielle de "Québec inc.", à sa façon de suivre ses propres politiques de développement économique, que si le Québec se sépare, je pense qu'une des plus grandes menaces à l'espace économique viendra de Québec autant que du reste du Canada. Mais je pense que la menace va venir des deux côtés. Je pense qu'elle va venir vite, probablement à cause de l'animosité, mais même si elle ne vient pas très vite, elle va arriver très lentement dans un processus de changement politique parce que, si le Québec n'a pas une voix dans la politique commerciale du Canada, la politique va changer là-bas. Et si le reste du Canada n'a pas une voix dans la politique commerciale du Québec, je pense que le Québec va suivre son propre intérêt dans cette politique et il n'y a aucune façon de prévenir cela.

(12 heures)

**Une voix:** Ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Alors, M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** M. le Président. I must begin by saying that I cannot resist joining in this business of film criticism. These proceedings remind me less of "Apocalypse Now" than they do of another film about Vietnam called "The Deer Hunter", I... Then I think of one of the characters who starts off being forced to play Russian roulette, then develops a taste for it and then does it compulsively, until he blows his brains out.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Cameron:** I will also say, on the last issue that was raised by Professor Grady, the territorial question, which I admit is one of the most painful and difficult ones, it is certainly now an issue that has not only been raised by him or has not only been raised in this province, but I think is increasingly being raised across Canada. Some of you may have noticed that on the December 7th *Gazette*, there is a story "Quebec to lose huge territory if it separates, conference told" and the individual who makes this comment is not one of the people who has appeared before this committee, but rather Gordon Roberts and former clerk of the Privy Council and advisor to several prime ministers. So we are talking about what could at least potentially be a rather significant issue in terms of any division between Québec and the rest of Canada. But to turn more to this specifically economic issues, if I may summarize, I think,

reasonably fairly the case that you are making, we may say that Québec is indeed conceivable as a viable economic entity, separate from Canada, which I think has always been clear to everyone. After all, even Newfoundland functioned by itself as an impoverished admiralty colony, up until half a century ago. And there are now, I suppose, several dozen countries in the United Nations who are sufficiently tiny in impoverished status, that you could name several provinces of Canada that would come out ahead of them in the world economy. But the point of substance is that, while Québec is viable and could be measured on a level comparable to places like Austria or the Scandinavian countries, that it could face the likelihood of a deficit in the 11 000 000 000 \$ to 15 000 000 000 \$ range, if I understand you correctly?

**M. Grady:** ...

**M. Cameron:** Yes, it sounded to me that it would be more like you figured it too, that it would face very great difficulties in continuing to use Canadian currency. In fact, it would seem almost the only way this would really be practical in your view, is with a clear agreement from Ottawa, that it could do so despite Mr. Parizeau's frequent suggestions that Québec could simply go ahead and do so whether Ottawa objected or not...

**M. Grady:** That is right.

**M. Cameron:** ...the fact that the currency itself would wear out, for instance, and that, therefore, Québec would be stuck with not having something to circulate or having to come out with bills of its own, which it could not really declare with Canadian currency, would mean that this agreement was required and that, finally, in terms of the status of Québec vis-à-vis the rest of Canada. And as a world trading unit, that we have a number of presently fragile and protected industries of the type of textiles and so on, would not work to our advantage for a free-trade agreement and that, in general, the whole thing is possible, but it is a lousy idea. Would that be a fairly good summary?

**M. Grady:** That is exactly it. That is exactly it. Yes. Yes. And while I say Québec is viable, it is important to stress that what that means is, you know, we are not talking about Québec becoming an impoverished third-world country, we are talking about is a little bit less in their standard of living, you know. My estimate is, it is 10 % to 5 %; that is the ballpark we are talking about, a Québec that was 10 % lower in the short run and 5 % in the long run, which would still be one of the wealthiest countries in the world. But that would be some consolation to the people who would lose their

jobs in the meantime, because of the shock that would be administered to the economy. There would be very high unemployment until the adjustment period was over. And then, after the adjustment period was over, people would have a lower level of income than they do now.

Economic unions are characterized by narrowing in levels of differences, in levels of living standards. And you have seen that happened over the postwar period, the less well-off regions of Canada have tended to move up towards the Canadian average. And Québec has benefited from this as well as other regions. If Québec were to cut itself off from this, then that very strong link would be cut. Québec would still be a very important industrial country and would still develop. It has strong resources, but I would think that it would probably fall a bit behind. That would be my feeling. And it would not keep up its relationship in terms of income with Ontario, that did have narrowed so much over the postwar period. It would fall back, maybe, to its relative terms, to where it was. Everybody is growing, but they would be falling a bit behind.

And on this question of the... Maybe a point I should make on using the money. You were making that point. There has been a lot of controversy over this. Laidler and Robson have come out in their book and they argued that, yes, Québec could continue to use the Canadian dollar. And this got a lot of press, and people are coming to ask me about that. What got less attention, though, was the fact that in their book, they made a very strong case that the whole situation would come unraveled very quickly, and that it would be impossible for Québec to continue, although technically they could, that the expectations would be set in train so that would cause the process to come unraveled. They said that the only way for the Federal Government to prevent it was to use exchange controls. And, in their judgment, exchange controls were politically unacceptable in Canada. It is economists putting on their political hats again. So that they did not think that the Government of Canada could prevent Québec from using the currency if an agreement was not struck to the Government of Canada's satisfaction on debt, trade, monetary union.

But, I do not think that it would be unsatisfactory from the point of view of the people of the rest of Canada, in a conflictual sort of negotiating frame. Exchange controls would not have to be imposed for 20 years to prevent Québec from using the Canadian dollar. Exchange controls would have to be imposed for two days, and then, you would have the forces of the market that would force Québec to cut loose.

So, I think that people really have to understand that there is a very dangerous game being played here. And a lot of issues have to

be resolved. And they have to be resolved almost simultaneously. They are trade issues, dead issues, if issues, if certain decisions are made serially. Like let us suppose that Québec decides: We are going to separate, we are only going to take 17.5 % of the debt; this is our bargaining strategy, we will eventually go back up to 25.5 %. But, during that period, if the Federal Government digs its heels in and says: That is not acceptable to us, we are not going to let you use the currency, and they take the measures to do it, that puts in train a series of events that is irreversible. And it is impossible to sit down and resolve all of these issues simultaneously to everyone's satisfaction in a rational way. And as long as you have bargaining behavior in the process, you are likely to end up in a situation that could deteriorate so that it would be nobody's first best option.

**M. Cameron:** I would like to have one another brief comment. Several people have remarked, reasonably enough, that we are trying to analyze this process in the light of what is rational for Québec, and what is rational for Canada. But, of course, it could be argued that the attempt to define a society by a single referendum is not a particularly rational process in itself, since it ignores the historical society of two centuries previous duration, and that it appears to try to set the bounds for maybe a couple of centuries ahead as well.

But, beyond that, one could also argue in terms of the politics of States. But what is rational for Canada is obviously to hang on to Québec, except in those circumstances where the costs, not just the economic cost but the institutional, psychological, emotional, political or whatever you want, become greater, and then hang on to it. So, these things enter into, it seems to me, the kind of negotiation that Canada is going to carry out with Québec and this bears on the more technical or specific economic principles that you are dealing with.

**Le Président (M. Bélanger):** Thank you. Alors, c'est M. le député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** Merci, M. le Président. M. le Président, lorsque j'ai lu le texte de M. Grady – je ne voudrais pas en rajouter sur la culture cinématographique de mes deux collègues précédents – j'ai eu l'impression que la distinction entre ce qui se passait au Québec et ce qui se passerait au Canada anglais, enfin dans le Canada anglais, ça relevait de "Fantasia". C'était le dernier film de Walt Disney, pas le dernier mais un film de Walt Disney très connu, qui ne peut pas rendre compte véritablement de certaines réalités économiques. Je n'ai jamais entendu autant de gens qui, contrairement à ce que mon ami le député de Lac-Saint-Jean disait, parlant de M. Grady comme étant un représen-



tant du Canada anglais... Ma connaissance des gens des autres provinces canadiennes me fait dire que ça n'existe pas, un représentant du Canada anglais. J'en ai connu, des gens, qu'ils soient des Maritimes, de l'Ouest, des provinces centrales ou autres... Il y a tellement de "Canadas" anglais, au pluriel, qu'il est assez compliqué, assez imprévisible d'essayer de déterminer un dénominateur commun qui pourrait dire: Voilà le prototype de quelqu'un qui représente le Canada anglais.

Ceci étant dit, je n'ai jamais vu autant de gens à Toronto vanter les mérites, entre autres, du libre-échange, pour tenter de dire au Québec: S'il y avait indépendance du Québec, ou la séparation du Québec, vous auriez beaucoup de difficultés à négocier le traité de libre-échange. On peut comprendre la relation de la grosseur politique des intervenants. Ça, j'en conviens. Mais, à ma connaissance, je ne vois pas pourquoi les États-Unis conserveraient un traité ou pourraient décider qu'ils conserveraient un traité de libre-échange avec le Canada anglais et ce, pour deux raisons.

D'abord, le Canada anglais dont on parlait tout à l'heure, celui de Toronto à tout le moins, était manifestement opposé à un traité de libre-échange au moment de sa ratification et au moment de sa négociation, l'an dernier. Il y a trois ans maintenant. Il n'est pas impossible de penser que les États-Unis voudraient renégocier le "Free-Trade Pact" avec un gouvernement canadien sans le Québec et aussi avec le Québec. Il me semble que la proportion des malheurs qui devraient arriver aux uns et aux autres devrait être à peu près la même. Le premier bénéficiaire du pacte de l'auto m'apparaît être notre province voisine, l'Ontario, qui, bon an mal an, fait en sorte, et cela depuis plusieurs dizaines d'années, d'augmenter d'à peu près 7 % le PIB de l'Ontario à cause de la masse critique du volume de la construction d'automobiles et, évidemment, toutes les entreprises connexes et périphériques à la construction d'automobiles qui se sont implantées dans le sud-ouest ontarien.

Voilà des pactes ou des ententes multilatérales canado-américaines, dans ces deux cas-là, qui risqueraient énormément de souffrir d'une modification au paysage politique canadien, qui ferait en sorte que le Québec soit indépendant, souverainement associé ou comme vous voudrez. Je ne peux pas partager avec vous ce concept qui ferait que seul le Québec serait le plus pénalisé dans un cas de modification à la structure politique de cette province.

Et je ne comprends encore pas non plus, troisièmement, comment vous pouvez affirmer que, s'il n'y avait pas d'entente entre le Canada et le Québec en matière de monnaie, il y aurait définitivement une crise de confiance au Québec, chez les épargnants, s'il y avait continuité du lien monétaire du Québec avec la monnaie canadienne. Je peux vous dire une chose: Si

j'étais épargnant à Toronto, c'est évident que dans la demi-heure qui suivrait une non-entente avec le gouvernement Québec-Canada, ou dans ce domaine de la monnaie, je ferais un transfert. Mais ce n'est pas en dollars canadiens que je transférerais, je transférerais en dollars américains et rapidement.

(12 h 15)

Et ça, que je sois à Toronto ou à Montréal, à La Malbaie ou à Pembroke, ça m'apparaît une réalité de la vie économique par laquelle on ne peut pas... on ne peut pas passer à côté. Et finalement, M. le Président, j'aimerais que M. Grady nous fasse part de ce qu'il considérerait comme étant un risque potentiel de violence, s'il n'y avait pas entente sur la question de la territorialité, c'est-à-dire l'organisation du territoire, tel que plusieurs spécialistes nous en ont parlé ici devant cette commission. Merci, M. le Président.

**M. Grady:** Merci. Je suis d'accord avec votre proposition que le Canada anglais est très diversifié et en effet, je pense qu'on peut dire la même chose pour le Québec, maintenant, avec les anglophones, les nouveaux immigrants. Québec n'est pas une société comme elle l'était, il y a 50 ans, maintenant, c'est beaucoup plus diversifié. Après que j'ai écrit ce livre, j'ai fait un tour du Canada pour parler aux médias et j'ai parlé sur les "open-line shows", et tout ça. Et en faisant ça, je pense que j'ai eu une assez bonne opportunité de sentir le... qu'est-ce que c'est... le "pulse" des Canadiens. Et ce que j'ai vu me fait peur.

Et je pense que tout ce processus est très destructeur pour tous. On a vu la chose, la semaine passée, avec ce programme d'aide au Québec. Le gouvernement fédéral a accordé une aide de 160 000 000 \$ et tout le monde, le Nouveau parti démocratique: On favorise le Québec encore une fois, tous les gens regardent ce que les autres vont recevoir comme les chiens avec leurs os. Et je pense que ça, c'est très destructeur, on ne reconnaît pas que le reste est... Comme les gens du Newfoundland ne reconnaissent pas qu'ils vont recevoir de l'argent pour le "Hibernia", les gens de l'Ouest ne reconnaissent pas qu'ils reçoivent de l'argent pour le...

**M. Chagnon:** That might explain, partly, Québec's resentment towards the Federal Government.

**M. Grady:** Oui, oui. Non, je comprends, mais la chose que... Tout le processus est regrettable, c'est très regrettable, et je pense que notre problème, c'est de nous tirer de l'affaire avec le minimum de dommages. Et je ne sais pas comment on peut le faire. Mais, ceci n'était pas la question pour cette commission, ça, c'est la question pour l'autre commission, qui va regarder

les offres.

Mais de l'autre côté, je suis très encouragé par la commission Spicer, et ce qu'il a trouvé dans le reste du Canada. Parce que ce qu'il a établi, d'après moi, c'est qu'il y a pas mal de consensus, dans le reste du Canada, par rapport à ce qu'il est d'être un Canadien. On a un respect pour le gouvernement fédéral pour gérer l'économie. On met l'accent sur les politiques sociales, comme un régime de santé national. La politique sociale, ce sont toutes des choses très valables, au point de vue des Canadiens. On met l'accent sur la Charte des droits, l'égalité des provinces, on pense qu'il faut faire quelque chose pour les autochtones, et je pense qu'il y a un consensus dans le reste du Canada, pas nécessairement au niveau des politiques très précises mais au niveau fondamental. Les gens partagent un sens des nations et...

**M. Chagnon:** Excepté au Québec.

**M. Grady:** Quoi? Et les gens le partagent au Québec.

**M. Chagnon:** Excepté au Québec.

**M. Grady:** Non. Les...

**M. Chagnon:** Je ne pense pas qu'au Québec on ait trouvé que le gouvernement fédéral est un organisme susceptible de raviver et de ranimer l'économie. On est, au contraire, très préoccupé par l'ampleur de la dette canadienne qui s'en va, de façon criante, vers les 450 000 000 000 \$ cette année...

**M. Grady:** Oui, ça, c'est...

**M. Chagnon:** ...et nous, nous sommes très préoccupés de ça. Alors, on a des préoccupations qui sont sûrement un peu différentes. Mais je vous questionnais sur la différence d'impact qu'il peut y avoir entre, dans votre exposé, l'avenir du type "Apocalypse Now Québec" et une espèce de statu quo, pas plus mauvais, pas meilleur que la situation actuelle dans le Canada anglais. C'est...

**M. Grady:** Je ne pense pas que... Si vous lisez mon livre, vous verrez que je ne parle pas autant que je parle de Québec, mais je parle des conséquences négatives pour le reste du Canada aussi. Et il faut...

**M. Chagnon:** Elles m'apparaissent au moins aussi importantes, en tout cas.

**M. Grady:** Non. Elles ne sont pas aussi importantes. Ça, c'est le problème. Si on a 10 provinces et si on en a une qui va se séparer, elle va être celle qui a le plus de problèmes. Si la Colombie-Britannique se sépare, si l'Ontario se

sépare, cela ne fait rien. C'est celle qui se sépare qui va avoir le plus grand problème. Le reste va avoir des problèmes aussi, mais le problème va être beaucoup moindre que pour celle qui se sépare. Mais le reste aura des problèmes aussi, sans aucun doute.

**M. Chagnon:** Et quant au phénomène de violence qui pourrait suggérer...

**Le Président (M. Bélanger):** ...M. le député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** J'essaie d'avoir les réponses aux questions que je posais.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. C'est parce qu'il faut que je laisse du temps un peu à d'autres collègues.

**M. Chagnon:** Excusez-moi, madame.

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse. Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Quand on dit: Si le Québec se sépare, ce sera plus catastrophique pour le Québec que pour le reste du Canada, moi, je dis: Si le Québec se sépare, est-ce que ça ne lui permettra pas de devenir plus efficace et de se concerter davantage, justement pour améliorer sa situation tant interne que sur les marchés externes? En ce qui a trait... Alors, je vais prendre un certain nombre d'éléments pour terminer avec une question. En ce qui a trait à la question de la monnaie, vous ne m'avez pas convaincue, quant à la discussion que vous avez eue avec mon collègue le député de Verdun, et je vous trouve un peu solitaire dans votre point de vue, puisque à peu près tous ceux qui sont venus ici nous présenter un point de vue sur la question de l'utilisation de la monnaie... D'ailleurs, même MM. Laidler et Robson, je crois, ont dit: "One money and two countries". Donc, vous êtes un petit peu solitaire, je trouve, sur la position que vous défendez. On a eu M. Bernard Fortin, on a eu M. Leroy et tous concluent à la possibilité d'avoir une union monétaire. Alors, vous ne semblez pas croire que c'est possible et votre explication ne me convainc pas.

Deuxième élément, quant aux échanges commerciaux avec le reste du Canada, on peut le poser en terme global: les flux, combien d'argent sort d'ici, combien d'argent il entre, combien de produits sont vendus par le Québec à l'extérieur du Québec. Mais il faut poser la question du producteur aussi. Le producteur ontarien ou albertain, pour qui c'est son gagne-pain que de vendre des produits au Québec, est-ce qu'il n'a pas tout intérêt à faire les pressions, toutes les pressions nécessaires, pour continuer à vendre ses produits? Parce que ce n'est pas évident qu'il

pourra facilement se trouver un marché rapidement et qu'il ne paiera pas le coût, donc, à cet égard-là, de son côté. Et donc, s'il a intérêt, que nous avons intérêt, que nos producteurs ont intérêt, j'imagine qu'on devrait trouver ensemble la possibilité de conserver l'espace économique, dans ce sens-là. À cause de nos intérêts. Pas pour des questions idéologiques, pas pour des questions de passion. Pour des questions de sous et de porte-monnaie, hein? C'est là que ça se passe.

Quant à vos résultats comparatifs, en ce qui a trait à l'effet sur la production du Québec, d'une séparation du Québec d'avec le reste du Canada, je vous trouve, là encore, un peu solitaire. Le Conseil économique du Canada, qui a étudié le projet défendu par notre parti, établit que le PIB pourrait diminuer de l'ordre de 1,5 % à 3,5 %. Et le Conseil économique du Canada dit bien: Je ne tiens pas compte de gains dynamiques ou de gains d'efficacité. C'est ce dont je parlais au début de mon intervention. Et vous, vous nous ramenez à des prévisions de l'ordre de 5 % à 10 %. C'est effectivement très inquiétant quand on regarde vos données, mais vous êtes un peu solitaire là aussi.

Et enfin, je vais terminer avec ça et j'aimerais avoir vos commentaires. Vous faites l'éloge du Canada, de son bon fonctionnement et de la richesse collective que cela nous a permis, d'une part, de créer que d'être ensemble, donc de la richesse que nous atteignons comme collectivité. En même temps, je vous dirais que le Québec, actuellement, a l'un des taux de chômage les plus élevés de l'Occident et le Canada aussi, mais surtout qu'il a une dette de plus de 400 000 000 000 \$ sur laquelle on pourra s'entendre, oui, pour la partager. On ne va pas regarder juste, par exemple, ce qu'on a mis dans la Sécurité sociale, on va regarder ce qu'on a mis en recherche et développement ailleurs qu'au Québec. Peut-être aussi que l'effet sur la dette est important à évaluer, à cet égard-là. Moi, ce que j'aimerais que vous me disiez ou ce dont j'aimerais que vous me parliez, c'est du fonctionnement actuel du Canada et de son efficacité à l'égard de la capacité qu'il a à gérer ses finances publiques. Et on pourrait le faire comparativement à ce qui se passe, par exemple, et à ce qui s'est passé au Québec depuis les 20 dernières années. Vingt ans, c'est une perspective intéressante, ça inclut les cinq aussi et on va voir que le bilan est aussi intéressant pour les uns que pour les autres.

**M. Grady:** Beaucoup de points très intéressants. Le premier point. Est-ce que le reste du Canada pourrait être plus effectif si le Québec se sépare? Ceci, je pense, c'est une position que des gens adoptent dans le reste du Canada, d'un point de vue de frustration avec le Québec. On dit, par exemple, on a le livre de Bercuson et Cooper, "Deconfederation", dans lequel on dit:

Québec doit s'en aller. On sera mieux sans le Québec. On peut résoudre nos propres problèmes sans que le Québec se mêle tout le temps de nos affaires. Le problème avec ce point de vue c'est que si le Québec se sépare, ce n'est pas la fin de notre commerce et de notre traitement avec le Québec. Dans un certain sens, il y a autant de questions à régler. Par exemple, on a maintenant, comme la commission Bélanger-Campeau l'a montré, 170 traités avec les États-Unis. Je m'attends à ce qu'on ait besoin d'au moins ce nombre de traités avec un Québec indépendant. Et ça prendra énormément de temps, énormément de ressources, pour résoudre toutes ces questions. Ainsi, on peut dire que si Québec pouvait s'en aller au Pacifique du Sud et qu'on avait toutes les choses à régler, peut-être que les Canadiens pourraient se concentrer sur leurs propres problèmes. Mais le Québec va rester juste où il est. On doit continuer à faire le commerce. Les gens vont continuer à se déplacer entre les deux pays, si le Québec devient un pays. Et tous ces problèmes doivent être réglés d'une façon différente et sans des institutions pour les régler comme dans le passé. C'est beaucoup plus difficile de régler des questions d'un État à un autre que de régler des problèmes dans une fédération où on a des règles bien établies pour une longue période. Ainsi, je ne pense pas que le gouvernement du Canada puisse être plus efficace. On n'aura pas le temps de régler notre problème de la concurrence, de l'environnement, de la politique sociale. On sera obligés de se concentrer à régler nos affaires avec le Québec pendant une période de 10 ans ou plus, on s'occupera du Québec jusqu'à la fin siècle, et pendant 10 ans, même dans les dernières années du siècle. Ainsi je ne crois pas que le reste du Canada puisse être plus efficace sans le Québec. Québec, c'est un...

(12 h 30)

**Mme Marois:** Mais le Québec, lui?

**M. Grady:** Quoi?

**Mme Marois:** Mais le Québec, lui, pourrait l'être. Le Québec pourrait être plus efficace!

**M. Grady:** Le Québec pourrait être plus efficace?

**Mme Marois:** Pourrait être plus efficace!

**M. Grady:** Non, je ne pense pas. Comme je l'ai dit, le Québec sera un pays plus pauvre dans un monde assez difficile, et il aura les problèmes de traiter avec le Canada, de traiter avec les États-Unis. Ce sera très difficile. Peut-être qu'il y aura des bénéfices psychologiques à avoir son propre pays, mais ces bénéfices devront être assez élevés pour compenser les très grands coûts économiques, et même sociaux. Parce que si le Québec se sépare et qu'on a une grande

récession, qu'on a des problèmes d'ajustement dans les industries, on va avoir des perturbations sociales. Le taux de chômage pourrait augmenter de 2 %, 3 % ou peut-être 4 % à court terme, et les gens ne seront pas très contents de ça. Le taux de chômage est déjà trop élevé.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Grady:** On est en pleine récession maintenant. Il faut le réduire et non pas causer le choc qui va le faire augmenter.

**Mme Marois:** Mais actuellement, c'est notre présence dans la Confédération canadienne, avec les politiques monétaires et fiscales du gouvernement d'Ottawa, de la Banque du Canada, qui a eu l'effet le plus dévastateur sur le Québec, et nous sommes dans le système fédéral. Actuellement, il y a des coalitions de gens d'affaires qui font des représentations même auprès d'Ottawa pour que justement Ottawa se rende conscient de cette réalité-là. Alors, dans cette perspective-là, on a été desservi dans le système.

**M. Grady:** Je ne pense pas que le Québec ait été desservi par le système. C'est vrai qu'en pleine récession ce n'était pas le bon temps pour parler des bénéfices de la politique du gouvernement fédéral. Mais il faut admettre que la politique monétaire restrictive a frappé l'Ontario beaucoup plus que le Québec, et que l'écart entre le taux de chômage au Québec et le taux de chômage en Ontario a diminué beaucoup. Ce n'est pas bon qu'il ait diminué parce que le taux de l'Ontario a augmenté plutôt que parce que le taux du Québec a diminué, mais je ne pense pas que ce soit juste de dire que les politiques du gouvernement ont frappé plus le Québec, que le Québec en souffre le plus. Je pense que c'est juste quand on sera sorti de cette affaire... Je pense qu'on aura une assez grande chance d'avoir une période de forte croissance et de faible inflation. On est en train maintenant d'établir un cadre pour la croissance pour le reste du siècle. Et si on permet à l'inflation de trop augmenter, on aura toujours de très grands problèmes d'ajustement. On a eu ces problèmes dans la récession de 1981-1982, et ce que le gouvernement fédéral a essayé de faire, c'est d'éviter ces problèmes, cette fois-ci, en agissant à l'avance sur une crise aussi sérieuse que la dernière fois.

Mais je reviens à vos questions. Vous dites que je suis solitaire en parlant de la monnaie, et vous citez Laidler et Robson. Je ne suis pas d'accord avec ça. Je pense que si on lit très attentivement ce que Laidler et Robson disent, ils disent qu'on ne continuera pas à avoir un système monétaire commun. Le risque, c'est qu'il va "enfiler" et probablement que c'est ça qui va arriver, il va "enfiler". Parce qu'on a besoin des institutions politiques pour le garder. Alors,

peut-être qu'on aurait des différences de vues si le gouvernement fédéral voulait essayer d'empêcher Québec d'utiliser... Ils penseront qu'il faut utiliser le contrôle des changes. Je pense que c'est juste un contrôle des billets qui est nécessaire. Mais je trouve que c'est un point de vue très petit. Vous pensez que je suis le seul... O.K. Production! Vous avez parlé du reste du pays qui a un intérêt à conserver l'espace économique. L'espace économique, le pire cas, je pense, c'est que Québec se sépare, qu'il se joigne au GATT, et on aurait des relations dans les règles du GATT entre le Québec et le reste du Canada. Ça, c'est le pire cas. Ce n'est pas le cas où on couperait tous les liens économiques. Dans les règles du GATT, les industries qui sont les plus capables de concurrencer sont les industries qui ont le moins de protection. Mais, je ne pense pas que ce soit ça, je pense que ce serait un accord de libre-échange.

Vous avez parlé du Conseil économique du Canada et vous avez dit que je suis le seul à dire que la diminution du produit intérieur brut et le revenu du Québec seraient autant que ce que j'ai dit. Pierre-Paul Proulx, par exemple, un économiste très bien connu au Québec, a dit que toutes les estimations... Il a parlé de 3 % à 10 % lui-même. Le Conseil... Juste un mot sur le Conseil...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Grady:** Le Conseil, vous avez parlé de son estimé de 1,4 à 3,5. 3,5, ceci c'est le coût du long terme, 3,5 n'était beaucoup... plus bas par rapport à 5. Et on n'a pas tenu compte de toutes les "disruptions" qui peuvent arriver dans le commerce. On a fait l'hypothèse de la souveraineté-association, on n'a pas analysé l'hypothèse de l'indépendance. Et je peux dire aussi que je comprends que le Conseil, probablement, a fait une sous-estimation. Il y a une question technique qu'il va régler. Mais, je pense que mon estimation, c'est dans le même "ballpark" que tout le monde. C'est la commission Bélanger-Campeau qui est le "odd man out".

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, nous vous remercions, M. Grady. Il aurait été intéressant d'avoir plus de temps. Vous voyez un Québec souverain comme étant appauvri, plus difficile, etc. J'aurais aimé aussi qu'on fasse les mêmes prévisions, face au Québec restant dans le Canada dans l'avenir. Il y a aussi des inquiétudes qui se posent. Enfin, j'entends des discours depuis un certain temps. Est-ce que ça va être plus rose? Est-ce que ça va être meilleur? J'aimerais ça aussi discuter ce point de vue là, à un moment donné, parce qu'il m'apparaît, à partir de tout ce qu'on a fait comme prévisions là, qu'il y a matière à questionnement, en tout cas, de façon importante.

Mais, tout cela pour vous remercier chaeu-

reusement de votre participation à nos travaux. Vous nous présentez un point de vue qui est différent et qui est l'antithèse de ce que d'autres nous proposent. Mais, ça nous aide à pousser notre réflexion plus avant, et c'est ce que nous recherchons. Dans ce sens-là, nous vous remercions très chaleureusement. Alors, merci et bonjour.

(Suspension de la séance à 12 h 38)

(Reprise à 15 h 51)

**Le Président (M. Bélanger):** Nous allons débiter nos travaux. Alors, nous recevons cet après-midi M. le professeur Fortin, Pierre. Ne pas confondre, parce que les origines sont les mêmes qu'un autre Fortin que nous avons rencontré dernièrement et qui a fait une prestation d'ailleurs très intéressante et brillante devant la commission. Alors, vous avez déjà une réputation à soutenir, là. Ha, ha, ha!

Alors, M. Fortin, après ses études au Collège des Jésuites de Québec, a étudié en sciences mathématiques à l'Université Laval et à l'Université de Montréal. Il a étudié les sciences économiques à l'Université McGill et à l'Université de Californie, Berkeley, où il a obtenu son grade de Ph.D. en 1975. Alors, il enseigne l'économie à l'Université de Montréal, à l'Université Laval et, depuis 1988, à l'Université du Québec à Montréal où il est professeur régulier. Alors, on ne parlera pas des nombreux prix qu'il a reçus et des nombreuses communications qu'il a écrites, puisqu'il a fait 75 publications scientifiques, articles ou livres autres, qui ont paru au Québec, au Canada et à l'étranger. Il a aussi été invité comme conférencier et comme personne-ressource au Fonds monétaire international, au Brookings Institution, au Ministère français de l'économie et des finances, à l'Académie chinoise des sciences sociales, à la Banque du Canada, au Conseil économique du Canada, à Emploi et Immigration Canada, à la Canadian Tax Foundation, au Conseil économique de l'Ontario et dans plusieurs universités canadiennes et étrangères.

Alors, je m'arrête là dans la lecture d'un curriculum vitae fort éloquent et fort chargé et, sans plus tarder, j'inviterais M. Pierre Fortin à nous faire sa présentation. Alors, M. Fortin, nous sommes tout ouïe et je vous jure que le bruit autour, il va tout arrêter; vous allez voir. Ha, ha, ha!

#### M. Pierre Fortin

**M. Fortin (Pierre):** Je vous remercie beaucoup de votre accueil chaleureux, en particulier dans l'environnement de Maizerets qui est particulièrement agréable. J'étais, quand j'étais petit, un adepte quotidien du domaine géré par les frères de Saint-Vincent-de-Paul. Mes parents

m'envoyaient ici tous les jours, au camp de jour.

Je veux dire au départ deux choses: la première, c'est que c'est une question d'attitude qu'on doit prendre vis-à-vis de l'analyse des conséquences de la souveraineté. Je m'oppose assez fortement à l'approche "concours de beauté" entre fédéralisme et souveraineté. Je pense qu'il faut plutôt, dans ce cas-là, envisager la souveraineté un peu comme les actualités ou les agents d'assurance le disent, un acte de Dieu. Nos concitoyens peuvent décider, pour des raisons qui n'ont absolument rien à voir avec l'économie, à un moment donné, que c'est ça qu'ils veulent, et il faut être prêt à y faire face. Et si on veut être prêt à y faire face, il faut d'une part éviter les extrêmes, c'est-à-dire voir ça comme avec des lunettes roses ou bien le voir avec l'autre extrême, comme toute personne qui dit qu'il y a des coûts à ça et qui passe pour un terroriste. Je pense que la vérité, évidemment, se trouve entre les deux et qu'il faut envisager avec le plus grand sérieux et autant que possible le moins grand biais politique cette question-là.

Deuxièmement aussi, je veux vous faire part de ma conviction qu'à mesure que le temps passe, l'avènement de la souveraineté devient un événement plus probable que moins probable, pour un certain nombre de raisons sur lesquelles je vais vous entretenir.

Et puis la troisième chose que je veux dire, c'est vous donner l'essentiel, vous faire quelques remarques sur le texte que j'ai transmis à la commission, que j'ai écrit pour l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, dans le courant de l'été. J'ai dû m'y remettre, parce que ça fait quatre ou cinq mois que j'ai écrit ça et que j'étais passé à d'autres questions récemment, mais je vais faire quelques remarques sur cette présentation-là.

La première chose que je veux dire, c'est que la souveraineté est un événement dont la probabilité est loin d'être négligeable. Et même si elle n'était que de 10 % ou de 20 %, il est absolument essentiel qu'on l'analyse parce qu'il n'y a aucune entreprise qui peut se permettre, dans toute planification stratégique, de ne pas considérer un événement qui a au moins 10 % ou 20 % des chances de se produire. Deuxièmement, je veux également dire qu'à mon avis la souveraineté politique du Québec est un événement qui devient plus probable avec le passage du temps et que, si on veut éviter cet événement-là, pour les gens qui pensent qu'il faut l'éviter, il faut réagir et ne pas s'endormir face à cette éventualité-là.

Premièrement, la souveraineté devient plus probable avec le passage du temps parce que l'analyse des chiffres démystifie peu à peu le problème. Ou bien les chiffres qui sont apportés sont assez faibles et alors les gens se disent: Il n'y a rien là, donc on peut envisager ça avec confiance. Ou bien les chiffres sont plus gros mais alors là, si les chiffres sont plus gros, le

fait qu'on en parle énormément entraîne la conséquence que toute sorte de monde va se mettre au travail pour chercher à mettre au point les stratégies de minimisation des coûts, c'est-à-dire les stratégies d'intervention qui pourraient en minimiser les conséquences.

En fait, toutes les études qui nous sont parvenues jusqu'ici, par exemple celle de Pat Grady, celles de Gordon Ritchie, ou de John McCallum, ou du Conseil économique du Canada, bien, les autres, nous rendent un service extraordinairement utile, parce que, même lorsqu'elles apportent des chiffres qui sont énormes, qui sont considérables, ça nous fait poser des questions et ça fait en sorte que, si jamais le Québec était pris avec la patate chaude dans les mains, c'est-à-dire la souveraineté, si nos concitoyens décidaient que c'était l'option politique à retenir, bien, on aurait simplement à faire référence à toutes ces belles études-là et elles nous auraient enseigné énormément de choses. Elles nous enseignent où on est vulnérable, et il faut leur dire merci à deux genoux de faire ça, même si on pense que dans certaines circonstances elles vont un peu loin.

Deuxièmement, je pense qu'une des raisons pour lesquelles la souveraineté politique du Québec est un événement dont la probabilité n'est pas négligeable – et cette probabilité-là est en train d'augmenter – c'est que les fédéralistes, chez nous, font preuve d'une très dangereuse complaisance. Premièrement, souvent, ils ne reconnaissent pas les graves problèmes de fonctionnement du fédéralisme économique actuel. J'ai eu le très grand avantage d'avoir à travailler avec une trentaine des gens d'affaires les plus perspicaces au Québec en préparant le mémoire de la Chambre de commerce du Québec à la commission Bélanger-Campeau, l'année dernière, et ces gens-là sont profondément préoccupés du fonctionnement du fédéralisme du point de vue économique actuel. Si on s'endort, si on ne fait rien et si on ne stigmatise pas ces problèmes-là, qu'on ne se réveille pas comme fédéraliste, par exemple, si c'est notre option politique, et qu'on ne cherche pas à les réduire, ces coûts-là, à en renforcer les avantages. Ce qui va se passer, c'est que, progressivement, la seule action qui se passera est du côté du souverainisme. On va aboutir un peu comme dans la course du lièvre et de la tortue; la tortue qui avance tranquillement finit par gagner la course avec le lièvre qui dit: Bon, bien, c'est rien qu'une tortue, c'est épouvantable, la souveraineté, jamais les gens ne vont s'embarquer là-dedans, en oubliant que le fédéralisme, lui aussi, a besoin d'être défendu, premièrement de se faire examiner attentivement, et a besoin de se faire améliorer.

Par exemple, à l'heure actuelle, on a des propositions constitutionnelles dont certaines, à mon avis, sont tout à fait aberrantes. C'est tellement embarrassant pour les fédéralistes au Québec que la seule chicane qui existe entre les

fédéralistes, c'est de savoir si c'est arrogant ou bien si c'est exorbitant. M. Dufour dit que c'est exorbitant, M. Saint-Pierre dit que c'est arrogant. Heureusement, on a eu hier le Regroupement économie et constitution qui nous a présenté une alternative. On commence à se réveiller un peu, mais je trouve qu'on est très timide à dire exactement pourquoi ces offres-là ne sont pas, dans leur état actuel, satisfaisantes et ce qu'il faudrait mettre à la place. Elles contiennent, à mon avis, à peu près 50 % de Meech, 15 % d'Allaire et 75 % de Trudeau. Et puis, parmi notre population, à l'heure actuelle, ce qui se passe, c'est que 45 % n'ont pas d'opinion là-dessus – j'en déduis qu'ils sont complètement écoeurés du débat constitutionnel – 45 % sont contre et 10 % sont pour. Où est-ce qu'on s'en va avec ça? On s'en va dans un naufrage sur le plan de notre action constitutionnelle, avec un rejet, peut-être, de la souveraineté d'un côté, mais aussi un rejet du fédéralisme actuel et avec une absence totale de solutions.

(16 heures)

Donc, je pense que le danger, à l'heure actuelle, du côté fédéraliste, c'est le mutisme. En somme, je relie ça à mon propos sur les conséquences économiques de la souveraineté. Quand on parle d'une option politique, et on en calcule les effets économiques, il faut savoir de quelle alternative on parle. Plus cette alternative-là est tragique, plus elle est mauvaise, pire elle est, moins dangereuse l'autre option va avoir l'air. Par conséquent, il faut absolument que les gens qui sont fédéralistes, s'ils veulent développer leur option, cessent de se taire et disent carrément et franchement – la franchise paie en toute circonstance – que les offres fédérales sont mauvaises, pourquoi elles le sont et ce qu'on doit mettre à la place, plutôt que de se taire tout simplement. Je trouve que c'est extrêmement dangereux, cette attitude-là.

Donc, première raison pour laquelle la souveraineté a une probabilité non négligeable, c'est que l'analyse des chiffres démystifie. Même si quelque chose est coûteux, si on en parle beaucoup, ça a un effet psychologique sur les gens, ça fait de moins en moins menaçant. Les études qui nous sont proposées ici – celles que j'ai mentionnées tantôt – nous aident considérablement en indiquant exactement tous les points sur lesquels le Québec est vulnérable sur le plan économique, dans l'éventualité de la souveraineté. Et elles vont nous aider, éventuellement, si jamais nos concitoyens décident qu'on va là, à faire face à la musique. Donc, l'analyse des chiffres démystifie.

Deuxièmement, la souveraineté risque de devenir plus probable dans la mesure où les fédéralistes ne bougent pas et font preuve d'une dangereuse complaisance face à l'option fédéraliste elle-même, qui ne donne manifestement pas les résultats qui sont les plus avantageux sur le plan économique.

Troisièmement, je dirais également que les relations commerciales entre le Canada et l'étranger – les États-Unis en particulier et le reste du monde via le GATT – vont considérablement évoluer dans les prochaines années. On le voit à mesure que le temps passe, les questions de subventions hydroélectriques, par exemple, les questions touchant l'agriculture, les quotas laitiers, toutes ces choses-là qui sont – dans toutes les études qu'on voit ici – des signaux envoyés de vulnérabilité de l'économie québécoise, elles vont progressivement... Cette vulnérabilité-là de l'économie québécoise, si on change, par exemple, le système de quotas laitiers, si les subventions hydroélectriques sont ajustées de manière à être acceptables internationalement, ça va réduire progressivement, éventuellement, le passage à la souveraineté. Parce qu'on va avoir résolu tous ces problèmes-là avant d'arriver à la souveraineté. Donc, le temps joue en faveur de l'option souverainiste de ce point de vue là.

Quatrièmement, je dirais aussi que le Québec, avec le passage du temps, est de moins en moins dépendant des transferts fédéraux. Il va le devenir de moins en moins dépendant. Vous n'êtes pas tous obligés de croire ça, mais l'expérience des 25 dernières années démontre que ça a été une évolution où le Québec a progressivement rattrapé l'économie canadienne. On était, juste sur le plan productivité, 15 % en arrière de l'Ontario. On est rendu 5 % en arrière de l'Ontario. En termes d'emploi, on était à 90 emplois par 1000 personnes de 15 ans et plus de moins que l'Ontario, au Québec, il y a seulement 10 ans de ça. On est rendu à 60 seulement. Donc, le tiers de l'écart a été comblé pendant la décennie des années quatre-vingt après s'être agrandi entre 1965 et 1980. Par conséquent, que ce soit sur le plan de la productivité, que ce soit sur le plan de l'emploi, le Québec, progressivement, va sortir de la péréquation, va sortir du surplus de paiements d'assurance-chômage que le gouvernement fédéral lui envoie. Par conséquent, lorsqu'on dit: Bon, bien, si le Québec, demain matin, sort de la fédération canadienne, le coût va être une perte que, par exemple, John McCallum et la commission Bélanger-Campeau évaluaient à 1 500 000 000 \$, Pat Grady évalué ça à 2 000 000 000 \$, 2 500 000 000 \$, quel que soit le chiffre. Mais ce chiffre-là, il diminue avec le temps. Et en 1995 et en l'an 2000, ce chiffre-là va peut-être être rendu à 1 500 000 000 \$ ou même zéro, rendu à la fin de la décennie et en l'an 2000, c'est peut-être le Québec qui paierait de la péréquation à l'Ontario, à toutes fins pratiques, au rythme où l'économie ontarienne se dégrade.

Donc, le temps joue en faveur de la minimisation progressive des coûts du passage à la souveraineté. En particulier, ça signifie que l'étude du conseil économique a tort de dire que ça coûterait à peu près 2 %, de 1,5 % à 3,5 %,

comme ils disent, dans le fait que l'on passe du fédéralisme à la souveraineté-association, qu'il y aurait une perte statique de 2,5 % de produit intérieur brut en moyenne, qui est leur estimation centrale. Ils exagèrent la situation. Pourquoi? Parce qu'ils comparent ce qui se passerait dans un régime de souveraineté-association à ce qui se passerait si Québec restait indéfiniment sous la mamelle fédérale – à recevoir les transferts – sans tenir compte que, pendant les 10 années qui vont venir, le Québec va progressivement continuer de rétrécir la marge de performance économique avec le reste du pays et, progressivement, va devenir... va passer d'un récipiendaire net à un donateur net d'aide. Par conséquent, si on tient compte de ça, qu'on dynamise simplement cet aspect-là de la dimension du chiffre du conseil économique, le conseil économique exagère le coût du passage à la souveraineté.

Et finalement, je dirais qu'il y a un autre danger à ce que l'option souveraineté devienne de plus en plus séduisante pour nos concitoyens, c'est que les relations entre les Québécois et les autres Canadiens sont en train de se dégrader progressivement. Vous avez simplement à ouvrir les journaux à travers le Canada, à l'heure actuelle. John McCallum, dans son témoignage, l'autre jour, en faisait mention de façon non équivoque et ça le préoccupait profondément, de voir la rhétorique anti-Québec se développer de manière absolument considérable dans l'ensemble du pays.

À supposer que, finalement, on sorte de la présente ronde de négociations constitutionnelles, encore dans le système fédéral, où nos gens, par exemple, décideraient de dire non à la souveraineté et décideraient de dire non aux offres fédérales également – parce qu'on a au moins l'avantage, au Québec, de pouvoir décider quand on va sortir de la fédération, mais il n'y a personne qui peut nous foutre dehors, si on dit: On ne veut pas en sortir... Si on en arrive à la situation où les gens disent non aux offres fédérales – comme c'est le cas, à l'heure actuelle, s'il n'y a absolument rien de changé – et puis s'ils disent non également à la souveraineté – peut-être parce qu'il y a le 45 % de gens qui sont écoeurés des discussions constitutionnelles et peut-être qu'un autre 30 % est aussi très anxieux de la situation économique parce qu'on est dans le creux d'une récession et on ne semble pas lever de terre...

Mais si ça se passe, on va arriver à quoi? On va revenir en 1976 ou on va recommencer à zéro? Oui, sur le plan de la discussion constitutionnelle elle-même, peut-être, mais il va y avoir une chose supplémentaire qui va s'être passée, c'est que la relation entre les communautés linguistiques, au Canada, va s'être considérablement dégradée et il suffirait d'une petite étincelle, un peu plus tard dans les années quatre-vingt-dix, pour que, finalement, les gens

retournent à la souveraineté. Donc, je pense qu'il ne faut pas minimiser la probabilité que la souveraineté soit choisie par nos concitoyens. C'est peut-être quelque chose de naïf et d'évident à dire, mais il faut répéter cette chose-là, je pense. De là l'importance de la commission à laquelle on se trouve ici. Nos gens paniquaient sur le plan économique en 1980, ils sont présentement anxieux sur le plan économique au sujet de la souveraineté et peut-être, en l'an 2000, vont être complètement indifférents. Puis, il s'agira de la moindre petite étincelle pour les faire passer à la souveraineté, à moins que l'alternative fédéraliste se développe de façon beaucoup plus intéressante que c'est le cas à l'heure actuelle et aussi que les relations ethniques et linguistiques, au pays, s'améliorent considérablement, qu'on passe, à l'heure actuelle, de ce qu'il me semble être un cercle vicieux des relations linguistiques à un cercle vertueux.

Le deuxième grand thème que je voulais aborder, c'est qu'il faut sortir, donc, du concours de beauté et puis passer à celui de la préparation stratégique à la souveraineté. Bref, les coûts, les avantages de la souveraineté, il faut les considérer simplement... Il faut considérer l'acte de Dieu souveraineté et dire: Qu'est-ce qu'on fait si ça nous tombe sur la tête demain matin?

Premièrement, comme je l'ai mentionné tantôt, je pense qu'il est essentiel qu'on sorte des accusations mutuelles de tous ceux qui disent que le coût de la souveraineté va être négligeable. Ils ont des lunettes roses. Puis ceux qui disent que les coûts de la souveraineté vont être considérables, ils passent pour des terroristes. Je pense que ni l'un ni l'autre n'est vrai. Probablement... il y a pratiquement 95 % des chances que la vérité se situe entre ces deux extrêmes-là et je pense bien que ce qu'il est exactement important de savoir, c'est ce qu'on ferait si la souveraineté arrivait et comment, deuxièmement, on va faire pour minimiser les conséquences économiques négatives lorsqu'elles vont se présenter.

La première des choses et puis, là, je passe à l'analyse de mon texte en partie, en fait, en sortant un peu la philosophie de ce qu'il y a là-dedans. Il faut bien comprendre, absolument bien comprendre, la psychologie de nos partenaires canadiens. Moi, je suis personnellement d'avis que les intérêts vont dominer les émotions. Il va y avoir énormément d'acrimonie et de ressentiment dans le reste du pays. Il y en a déjà d'ailleurs. On n'est même pas arrivé à une souveraineté. Nos concitoyens ne nous ont même pas donné le signal encore et elle est considérable, cette acrimonie-là. Mais malgré ça, je pense que 100 000 000 000 \$ de biens et de services qui traversent de part et d'autre la frontière entre le Québec et le reste du pays, ça a de quoi structurer le jugement et faire dominer n'importe quels, dans n'importe quelle circons-

tance, intérêts sur les passions, en matière commerciale notamment.

Le Québec, en 1984, si vous prenez le tableau I à la page 34 du texte que j'ai remis à la commission, exportait pour environ 30 000 000 000 \$ dans le reste du Canada et le reste du Canada exportait vers le Québec à peu près le même montant, un peu plus, en somme. Donc, le reste du Canada exportait au Québec un peu plus que le Québec exportait au reste du Canada. Évidemment, des fois, il y a des gens qui disent que le Québec exporte beaucoup plus au reste du Canada que le reste du Canada nous exporte chez nous mais il se concentre, à ce moment-là, seulement sur le secteur manufacturier. Mais si on compte, on inclut, le secteur des services, et c'est absolument fondamental ce secteur-là parce que toute l'industrie financière est incluse là-dedans, les relations commerciales sont équilibrées. Et des 30 000 000 000 \$ de part et d'autre, donc à peu près une soixantaine de milliards en 1984, on doit être rendu, à l'heure actuelle, à 100 000 000 000 \$. Et même si, en pourcentage, 50 000 000 000 \$ d'exportation du Québec vers le reste du Canada, c'est beaucoup plus important que 50 000 000 000 \$ du reste du Canada à chez nous, en termes de nos revenus intérieurs bruts respectifs, il reste que le jeu des groupes de pression, sur le plan politique, joue par dollars et non pas en pourcentage du produit intérieur brut.

(16 h 15)

Par conséquent, moi, je suis d'avis que les relations sont tellement étroites et énormes entre l'industrie québécoise, l'industrie ontarienne et l'industrie atlantique, notamment, que c'est absolument inévitable que les pressions sur le reste du Canada, lorsqu'on va quitter la fédération, si jamais ça se produit, vont être absolument énormes pour que la transition se fasse au moins dans le cadre d'une prolongation de l'entente, de l'état de libre-échange qui existe actuellement entre le reste du Canada et chez nous.

En particulier, et je désire mettre l'accent là-dessus, l'industrie financière ontarienne court un risque absolument gigantesque avec le débordement d'émotivité dans le reste du pays. Il s'agirait simplement d'excès qui iraient un peu loin dans le reste du Canada pour que, massivement, les déposants québécois qui ont des fonds dans les banques ayant leur siège social à Toronto décident soudainement de transférer ces dépôts-là soit dans des banques québécoises ou dans des banques européennes ou dans des banques américaines, pour que ces banques-là perdent l'équivalent entre 5 % et 10 % de leur portefeuille international. Et certaines d'entre elles, si elles sont très proches de la rentabilité financière, ça pourrait éventuellement les mettre en faillite. Compte tenu de la fragilité de l'industrie financière dans le reste du Canada à une fuite des déposants québécois, je pense que



ça va exercer une énorme pression sur les décideurs du reste du Canada pour se comporter de façon raisonnable sur le plan commercial.

D'autre part, il y a une pression qui serait considérable, dans le reste du Canada comme ici, pour éviter que la détérioration de nos relations conduise à se faire collectivement bouffer par les États-Unis. Je pense que la menace américaine est ressentie à la fois au Québec et dans le reste du Canada et on reçoit une pression commune pour éviter que, dans les difficultés de relations entre le Québec et le reste du Canada, il y ait un troisième joueur, qui s'appelle les États-Unis d'Amérique, qui vienne bouffer une grande proportion des gains économiques qu'on a à l'heure actuelle de rester dans des termes commerciaux qui sont très bons les uns avec les autres.

Troisièmement, Yvan Bernier, mon collègue à l'Université Laval, mon ex-collègue et ami, a bien insisté sur le fait que les règles commerciales du GATT s'appliqueraient dans le cadre d'une souveraineté québécoise, également les règles de liberté de mouvement de capitaux de la Banque des règlements internationaux et du Fonds monétaire international. Donc, la liberté de mouvement des capitaux resterait assurée. Il faut se rendre compte également, dans les diverses études que l'Institut C.D. Howe a publiées concernant les relations commerciales entre le Canada, le Québec et les États-Unis, c'est évident dans ces études-là que le reste du Canada et spécialement l'Ontario ont énormément à perdre d'une réouverture trop profonde de l'entente de libre-échange canado-américaine. Et là encore, il y aurait une très forte pression sur les épaules de nos partenaires canadiens pour éviter de laisser la balle trop belle aux États-Unis dans le cadre d'une renégociation à trois de l'entente de libre-échange avec eux.

Le dernier point que je voudrais souligner, c'est qu'il est absolument essentiel qu'on commence, en quittant le contexte du concours de beauté, à mettre au point, au moins implicitement, des stratégies de réaction à l'avènement de la souveraineté pour en minimiser les coûts éventuels.

Premièrement, il faut se rendre compte que les marchés nous aideraient dans ces circonstances-là. Le fait, par exemple, qu'on se ferait imposer par les marchés financiers internationaux des primes de risque sur les emprunts, entraînerait nécessairement une pression sur le Canada et le Québec pour négocier rapidement. Les gens disent: Oui, il y a de l'incertitude. C'est important l'incertitude et ça a des conséquences néfastes sur l'économie. Mais le point que je veux faire valoir c'est qu'aussi ça va fonctionner en sens inverse, c'est-à-dire que le fait que l'incertitude a des conséquences néfastes sur l'économie va exercer d'énormes pressions sur les joueurs en cause, c'est-à-dire le Canada et le Québec, à négocier rapidement afin d'éliminer

cette incertitude-là pour s'enlever les coûts sur le dos. Donc, je pense qu'il est important au départ de prendre conscience de cet aspect-là du problème.

Deuxièmement, une chose que je souligne, sur laquelle j'insiste dans mon rapport: Il est absolument essentiel qu'un gouvernement québécois souverain soit impitoyable dans le contrôle budgétaire. C'est absolument essentiel que le gouvernement du Québec contrôle et fasse toutes les rationalisations budgétaires possibles, et le plus rapidement possible après la souveraineté. Parce que, même dans les scénarios les plus roses qu'on peut développer sur l'après-souveraineté, si dans un scénario où rien n'est changé au départ, où on absorbe des primes de risque, on absorbe une dette, une partie de dette fédérale qu'on aura à prendre, où on aurait à absorber, au moins si on faisait ça à court terme, un déficit supplémentaire en vertu de la perte du transfert net des fonds fédéraux au Québec, même si on minimise toutes ces choses-là, il resterait que le Québec aurait un déficit budgétaire qui serait d'au moins 7 % du produit intérieur brut. Or, la moyenne des pays industriels ne dépasse pas 5 %, et donc ça prendrait une rationalisation budgétaire, même dans le scénario le plus rose. Par conséquent, il est essentiel qu'on commence à s'interroger sur exactement quelles seraient les rationalisations qu'on ferait. Évidemment, il y en a qui sont très simples. Comme je le mentionne dans mon texte, la commission Bélanger-Campeau a eu juste à se gratter la tête cinq minutes pour trouver au moins un bon montant de 500 000 000 \$ d'économies budgétaires. Mais il faut aller beaucoup plus loin que ça et il faut, dès le départ, sortir au moins 2 000 000 000 \$ du budget et, dans les deux ou trois années qui le suivraient, il faut sortir un autre montant de 2 000 000 000 \$ du budget.

Troisièmement, il est essentiel de contrôler l'inflation. Il faut éviter que l'inflation s'emballe après une souveraineté. Évidemment, si on prévoit que le Québec conserve la monnaie canadienne, la Banque du Canada, avec sa politique anti-inflationniste, va y voir à ce que l'inflation reste basse. Cependant, le contrôle de l'inflation doit être à l'intérieur. En fait, le contrôle de l'inflation peut se faire de deux manières: Il peut se faire soit par la matraque monétaire, ce qui est la méthode actuellement employée au Canada notamment – mais pas seulement au Canada, dans d'autres pays également – mais le contrôle de l'inflation peut également se réaliser par concertation entre les agents économiques. Le mot clé, ici, c'est la coordination des contrats salariaux et la coordination de la détermination des prix. Et, bon, les pays qui ont du succès dans le contrôle de l'inflation ce sont ceux qui sont capables – que leurs institutions soit centralisées ou décentralisées sur le plan syndical ou dans les entrepri-

ses — ce sont les pays qui sont capables d'effectuer ce contrôle-là. Si la concertation entre les agents économiques, en plus du contrôle monétaire, nous permet de mieux contrôler l'inflation, ça nous permettra en même temps de dégager un surplus économique qui va nous permettre de soutenir l'emploi. Et Dieu sait si, dans une après-souveraineté, on va en avoir besoin de soutenir l'emploi, parce qu'il y aura des ajustements structurels à faire. Et, dans tout ajustement structurel, il y a des gens qui perdent des emplois, et puis il y a des gens qui trouvent de nouveaux emplois. Mais, il faut que les nouveaux emplois soient disponibles.

Il y a aussi un certain nombre d'autres mesures qui seraient à être développées, notamment dans la question du transfert des emplois entre Hull et Québec, notamment dans la détermination du nombre d'emplois qui restent dans la région de l'Outaouais, notamment également dans les conditions du partage. Si on est pour avoir une évolution massive de gens qui s'en viennent à Québec, et puis qui quittent Hull, bien on va avoir un effondrement des valeurs mobilières à Hull et une expansion rapide des valeurs mobilières dans la région de Québec. Il y a lieu de faire preuve d'imagination, et peut-être de développer une manière de taxation, directe ou indirecte, des gains de capital immobilier dans la région de Québec et de subvention aux pertes que des gens de bonne volonté, recevant l'acte de Dieu de la souveraineté, vont subir dans la région de Hull.

En somme, je veux simplement donner un exemple de mesures auxquelles il faut réfléchir. Plutôt que de dire: Ah! C'est donc épouvantable, il va y avoir des coûts. Ou! Il va y avoir des coûts de la souveraineté. Mais si on n'a pas le choix, si elle est avec nous, il faut également se dire: Qu'est-ce qu'on fait si la souveraineté est avec nous, pour en minimiser les conséquences néfastes?

Il faut également prévoir une émigration d'anglophones et d'allophones de Montréal, et peut-être de certains francophones également de Montréal ou du reste du Québec, vers l'extérieur. Je ne pense pas que cette émigration-là soit importante. L'argument de McCallum, de ce point de vue là, ne me semble pas du tout convaincant, ni celui de Grady. Ce sont des gens qui vous disent: Bon bien, on a pêché pendant une semaine dans tel lac, on a pris six tonnes de poisson, si on pêche pendant deux autres semaines, évidemment on va prendre 12 tonnes de poissons. En somme, si entre 1970 et 1980 on a perdu tant de personnes par émigration, évidemment avec un coup deux fois plus gros, comme la souveraineté, il va en partir deux fois plus du Québec. Je pense que ce n'est pas logique de réfléchir comme ça, parce que finalement le poisson que vous allez pêcher dans les deux autres semaines, vous ne pouvez pas en faire l'extrapolation linéairement. Peut-être qu'il n'en reste plus de poisson, dans votre lac, et que plus

vous pêchez, moins vous allez sortir de poissons. Alors, il est fort possible que l'émigration de Montréal, il est fort probable que l'émigration, s'il y en a une, soit beaucoup plus faible que celle qui est prédite par John McCallum. Parce que, avec le passage du temps, les allophones et les anglophones qui demeurent à Montréal, ce sont ceux dont l'attachement au Québec est le plus profond et le plus durable. Et, en fait, il s'agit simplement de voir les anglophones qui restent au Québec, la façon dont ils se comportent, je ne sais pas si vous-mêmes vous avez des contacts avec eux, mais moi j'ai des contacts quotidiens avec ces gens-là, et évidemment le contraste avec la situation du début des années quatre-vingt, ou du milieu des années soixante-dix, que j'ai vécue, est considérable. Et je doute fort qu'on ait un mouvement migratoire.

Mais, s'il était important, ce mouvement migratoire-là... En fait il a toujours été, et il a continué d'être important. La seule différence c'est que les sondages, récemment, nous disent que plutôt qu'il y ait 35 % qui disent qu'ils vont partir dans les cinq prochaines années, s'il y a souveraineté, il y a à peu près 45 % qui disent qu'ils vont partir. La différence c'est à peu près 10 points de pourcentage. Ce n'est pas négligeable, mais s'il fallait, à la rigueur, faire face à une telle évolution, bien il faut tout simplement se revirer de bord et regarder de quel endroit dans le monde on peut faire venir par immigration des gens pour remplacer ces personnes-là, la plupart de haute qualification.

Donc, avoir une politique d'immigration qui soit prête à faire face à la musique après la souveraineté. Et je dirais même les gens qu'on accuse de terrorisme économique, qui nous disent que ça serait donc épouvantable, que le Québec perde 10 % de son revenu demain matin s'il y avait souveraineté, même ces gens-là qu'on accuse de terrorisme, il faudrait même aller jusqu'à dire supposons même qu'ils ont raison, il y a peut-être un millième de 1 % de chance qu'ils aient raison. Donc, en fait, ils ont tort. Mais il faudrait même aller jusqu'à dire: Supposons que ce millième de 1 % de chance qu'ils aient raison se produise, qu'est-ce qu'on fait pour faire face à la musique demain matin si ces gens-là ont raison? Afin que notre réaction à la souveraineté sur le plan économique soit — j'ai juste un mot qui me vient à l'esprit, je m'excuse, c'est le mot américain — "airtight", il faut absolument avoir une stratégie qui ne laisse absolument rien à l'improvisation, qu'elle soit à 100 %. Qualité totale, en somme.

Je vais m'arrêter là et puis je suis prêt à répondre à vos questions. Je vous remercie avec humilité et enthousiasme.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. Fortin. Alors, la première question, M. le député de Lac-Saint-Jean... Excusez?

(16 h 30)

**M. Brassard:** Oui. Ça va?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, c'est ça. Oui.

**Une voix:** En alternance?

**M. Brassard:** Oui, c'est ça. Je vous remercie, M. Fortin, de votre exposé et, surtout, moi, ce que je retiens d'important, d'essentiel dans le message que vous nous exprimez, c'est: Préparons-nous. La souveraineté est probable, ça peut arriver, ça peut être le choix de nos concitoyens. Il faut être prêt, il faut s'y préparer, répondre à toutes les questions, donc, mettre au point une stratégie et faire en sorte, lorsque cela se produira, qu'on soit en mesure d'en réduire les impacts, d'en atténuer les impacts, même d'en exploiter au maximum les avantages parce que j'imagine qu'il y aura des avantages, également. C'est aussi l'un des objectifs, je pense, de cette commission, de faire en sorte qu'on soit le mieux préparé possible pour le moment où les Québécois, démocratiquement, décideront de s'engager dans cette voie-là. Pardon?

**Une voix:** Sérieusement?

**M. Brassard:** Oui. Bien oui, bien sûr. Je retiens également que, et ça me paraît un peu curieux quand je vois les rapports qui se multiplient, les études qui se multiplient sur les impacts de la souveraineté, je me rends compte qu'il y a bien des économistes – on en a eu un ce matin, M. Grady, on a rencontré aussi M. McCallum – il y a bien des économistes qui ont un sens prophétique assez extraordinaire, qui sont capables de prévoir à peu près tout ce qui va se produire dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté en termes d'augmentation du taux de chômage, baisse du produit intérieur brut, augmentation du déficit, obligation d'augmenter les impôts, enfin, tout est précis. Mais, quand on leur demande – je leur posais la question – oui, mais dans le régime actuel? Alors, ça va être plus facile pour vous, dans le régime actuel, il y a moins de variables. Est-ce que dans le régime actuel le niveau de vie n'a pas subi également une diminution et ne risque-t-il pas, également, de baisser, quand on voit la façon dont le régime est géré, l'endettement extraordinaire et le fouillis dans certains domaines, celui de la main-d'œuvre et de la formation professionnelle? Je donne juste ça comme exemple. C'est curieux, ils ne sont pas en mesure de répondre à ce moment-là. Cela me fait penser, je l'ai déjà utilisé, à la fable de La Fontaine où l'on voit un astrologue qui prétend lire dans le ciel, puis qui tombe au fond d'un puits. Il n'est pas capable de voir où il met le pied, puis de savoir où il met le pied, mais il prétend lire dans les astres. Alors moi, ma première ques-

tion...

L'incertitude également, parce qu'il y en a qui parlent de l'incertitude dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté. Je pense qu'il y a actuellement une incertitude qui entraîne des coûts, qui a un prix. L'incertitude constitutionnelle dans laquelle on patauge depuis des années, ça aussi, ça a un prix puis ça a un coût. Et, est-ce que vous pensez que le maintien du statu quo et le maintien du régime actuel, puis le maintien de l'incertitude constitutionnelle qui perdure n'affectent pas également, de façon très concrète, le niveau de vie des Québécois – mais aussi, probablement des Canadiens – et toute une série d'indicateurs économiques avec lesquels, comme économiste, vous êtes très familier?

**M. Fortin:** C'est bien sûr que ma réponse à ça est oui. Je l'ai d'ailleurs dit tantôt. Il y a des coûts considérables à vivre dans la Fédération canadienne telle qu'elle fonctionne à l'heure actuelle. Il y a peut-être des problèmes de fonctionnement et il y a peut-être des problèmes de système qui nous conduisent à ça. Et de deux choses l'une, ou bien le système et le fonctionnement vont changer dans la fédération actuelle, ou bien, progressivement, nos gens vont commencer... vont regarder le puits, justement. Ils ne tomberont pas dedans, ils vont essayer de passer à côté et puis ils vont changer de système. C'est ça, l'essentiel de mon message.

Je regarde, par exemple, l'incertitude, sur le plan de la méthode. Ça a toujours été la critique que j'ai faite aux études de Grady – celle de Grady seulement après coup, parce que je l'ai vue après coup – de John McCallum, pendant qu'il écrivait son étude et que je recevais un brouillon à tous les trois jours; il analysait le coût de la souveraineté, mais sans regarder l'alternative correctement. J'ai donné des éléments de cette alternative-là tantôt. Par exemple, j'ai dit: À mesure que les années 1990 vont avancer, les transferts nets que Québec reçoit d'Ottawa vont devenir de plus en plus faibles. En fait, l'argument, également, a été présenté et je pense qu'il faut relire – cinq fois, sept fois, comme dans l'évangile – le texte du professeur Polèse de l'Université du Québec, section INRS-Urbanisation. Je pense que c'est le texte le plus important, à mon avis, de tout ce qui a été publié jusqu'ici sur le plan conceptuel. Polèse, qui n'est pas un économiste, accuse les économistes qui ont fait ces études-là de ne pas calculer le coût de la souveraineté par rapport à l'alternative. Et il dit justement ce que je disais tantôt – je me suis inspiré de lui sans vous le dire – que les coûts de passer à la souveraineté, de toute façon on va les vivre, on est en train de les vivre, on en a vécu une grande partie. Et, par exemple, il dit: M. McCallum, vous qui dites que – et il n'est pas d'accord avec ça – à supposer que vous ayez raison, M. McCallum, que

l'avènement du Parti québécois au pouvoir en 1976 aurait accéléré l'émigration des anglophones et aurait été néfaste pour l'économie du Québec. M. Polèse dit: Fort probablement qu'avec l'alternance des partis au pouvoir, tôt ou tard, dans deux ou trois ans, même si on est à l'intérieur du régime fédéral, le Parti québécois va revenir au pouvoir. Qu'est-ce qui va se passer, émigration supplémentaire des anglophones? Alors, toute cette histoire de sièges sociaux et d'émigration d'anglophones ou d'allophones va continuer de se produire de sorte qu'on arriverait à la souveraineté, il n'y en aurait pratiquement plus de sièges sociaux à émigrer.

Et je suis tout à fait d'accord avec cette perspective-là. Ce qui manque c'est, du côté de ceux qui sont sincèrement en faveur de l'option fédéraliste, de faire des propositions de réforme du système qui rendraient cette option-là beaucoup plus attrayante pour nos concitoyens qu'elle ne l'est à l'heure actuelle. J'en veux pour preuve, qu'elle ne l'est pas, que M. Mulroney lui-même, le premier ministre du Canada, est obligé, périodiquement, depuis trois mois, de venir à Montréal pour engueuler les fédéralistes qui sont incapables de trouver quelque enthousiasme que ce soit pour les propositions. Donc, il faut que ça bouge de ce côté-là.

D'autre part, dans les années 1990, les choses – passez-moi l'anglicisme – regardent très mal. Les "prévisionnistes" dans lesquels j'ai le plus confiance, prévoient pour le Canada un taux de chômage qui va être au-dessus de 10 % pour les cinq prochaines années. La raison est simple. C'est qu'on a, avec les politiques qu'on a suivies au Canada, fait s'accroître directement... Que ce soit le gouvernement par sa politique monétaire, ou les entreprises par leur comportement plus ou moins relâché ou les syndicats par leurs demandes salariales, tout ce beau monde ensemble a fait augmenter, au Canada, les coûts de produire ici de 45 % de plus qu'aux États-Unis, en l'espace de cinq ans. Comment voulez-vous qu'on absorbe cette bouchée-là si on ne déprécie pas notre monnaie et si on continue avec la politique monétaire qu'on a? Comment voulez-vous qu'on absorbe cette bouchée-là sans avoir une phase de déflation prolongée qui voudrait dire, évidemment, un taux d'inflation nul, mais aussi un taux de chômage maximal? Alors, c'est évident que, s'il y a quelque chose à faire pour contrer le souverainisme, ça va être dans la présentation d'une alternative. Et l'alternative, à l'heure actuelle, n'est vraiment pas rose du tout.

**M. Brassard:** D'autre part, M. Fortin, vous affirmez qu'il faudra, bien sûr, qu'un gouvernement d'un Québec souverain entreprenne un programme très rigoureux de rationalisation budgétaire. Là-dedans, se trouve incluse forcément l'élimination des doubles emplois et des chevauchements multiples qu'on retrouve entre le gouvernement fédéral et le gouvernement québé-

cois. L'étude du gouvernement fédéral, qu'on nous a fait parvenir, démontre qu'il y a 45 % des programmes, impliquant 42 % du budget fédéral de dépenses, qui sont compris dans des chevauchements ou des doubles emplois. Vous l'avez évoqué tantôt. Est-ce qu'il serait possible et nécessaire que le gouvernement du Québec entreprenne, dans les plus brefs délais, une étude exhaustive sur les économies budgétaires qui résulteraient de l'élimination des chevauchements et des doubles emplois, dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté? Parce que Bélanger-Campeau a analysé deux éléments, au revenu, je pense...

**Une voix:** Les communications et transports.

**M. Brassard:** ...et les transports et communications.

**M. Fortin:** Les voyages.

**Une voix:** Les voyages.

**M. Brassard:** Oui, voilà!

**M. Fortin:** Ça coûte moins cher d'aller à Chicoutimi que d'aller à Vancouver.

**M. Brassard:** Voilà! C'est ça. Mais ce sont juste deux éléments. Il faudrait vraiment faire une revue complète, un examen exhaustif, des économies qu'on pourrait faire, de telle sorte qu'on ait au moins une idée assez juste et assez précise de ce qu'on pourrait avoir comme économie en termes budgétaires. Vous avez, dans une de vos études d'ailleurs que vous avez présentée à Bélanger-Campeau... Je pense que c'est de l'ordre de 2 % du PIB. Est-ce que ça se pourrait?

**M. Fortin:** Oui.

**M. Brassard:** Globalement, là. Mais ça, c'est clair que c'est une estimation. C'est une évaluation approximative, mais il faudrait vraiment aller en profondeur. Les études d'impact que le gouvernement a entreprises, je pense, vont dans ce sens-là et il faudrait, à un moment donné, qu'on en soit bien informé.

**M. Fortin:** Oui. Moi, je dirais la chose suivante: L'estimation que j'ai faite, en gros, si vous me passez l'expression, sur la gueule, les spécialistes du fonctionnement du gouvernement fédéral et des administrations publiques, en général, disent: En gros, on pourrait aller chercher jusqu'à 4 % de pertes. Je me suis fondé sur l'étude du sénateur Tremblay et ses collègues de l'ENAP, d'il y a 12 ans...

**M. Brassard:** Ça, c'est 4 % du budget de dépenses. C'est 4 % des dépenses?

**M. Fortin:** C'est ça. Attendez un peu. Ils disaient que 60 % des programmes combinés, fédéraux et provinciaux, étaient en situation de dédoublement, de double emploi, etc. O.K.? Donc, à l'heure actuelle, c'est de l'ordre de 250 000 000 000 \$, fédéral et provinces, au Canada dans l'ensemble. 60 % de ça, c'est 150 000 000 000 \$. Et donc, si on a une perte de 4 %, ça donne 6 000 000 000 \$ pour l'ensemble du Canada. Divisons par quatre pour le Québec, j'arrive à peu près à 1 500 000 000 \$. Je pense que c'est un ordre de grandeur raisonnable d'argent qu'on peut économiser. Il faut faire attention, ici, tout de même, dans l'élimination des dédoublements. Lorsqu'il y a deux administrations qui donnent deux chèques séparés à la même personne, évidemment, vous pouvez dire: Il y a un dédoublement, on va donner juste un chèque pour seulement la moitié du montant total.

(16 h 45)

Et évidemment, là, ça pose un problème politique et donc, c'est plus difficile de faire une telle économie. C'est plus facile de se dire: Si Québec est souverain demain matin, on n'a pas besoin de deux ministères du Revenu, on va en avoir besoin d'un seul, parce qu'on n'a pas besoin de taper sur le chèque qu'on envoie à un Québécois. Mais je pense que 1 500 000 000 \$, ce serait un ordre de grandeur raisonnable. Je pense qu'on pourrait aller plus loin que ça, et dans la conclusion de mon travail, je dis qu'on pourrait éventuellement, à la page 33, si on prend l'ensemble du budget d'un Québec souverain dans le domaine sécurité du revenu, éducation, formation professionnelle, aide sociale, fiscalité, etc. Disons que ce serait un programme d'environ 20 000 000 000 \$, O.K.? dont 40 % hérités des... 12 000 000 000 \$. Sur 20 000 000 000 \$ qui seraient hérités du gouvernement fédéral, il s'agirait, il me semble, de refaire le livre blanc sur la fiscalité que le gouvernement du Québec a fait au milieu des années quatre-vingt et au fond, qui n'est pas la propriété d'un seul parti politique, il est la propriété de tout le monde au Québec.

Finalement, les fonctionnaires du ministère des Finances sont aussi bons aujourd'hui qu'ils l'étaient à l'époque, et ils ont un énorme "input" là-dedans. Et ce serait une chose simple de dire: Bon, voici tout un domaine; sécurité du revenu, formation professionnelle, assurance-chômage, aide sociale. Je veux dire, jamais je ne croirai, de ma sainte vie, qu'il est impossible de combiner les 4 000 000 000 \$, par exemple, qui reviendraient au Québec de l'assurance-chômage avec les 500 000 000 \$ de formation professionnelle et de faire de ça un gros programme où en fait, de façon systématique, on adopterait une approche suédoise à la "patente"... Et là, je ne parle pas encore de dentelles pour syndicaliste qui revient "capoté" de Suède, je parle d'objectif concret de gestion sociale.

Je veux dire, il faut interdire à quiconque entre en chômage de rester tout seul à ne rien faire dans la rue. C'est ça, la philosophie des Suédois et on pourrait prendre ces montants d'argent là et en utiliser une plus faible partie et avec un rendement encore plus élevé. Et je pense au total, si on prenait ces 20 000 000 000 \$ là, on serait capable de faire plus avec 17 000 000 000 \$. Je ne dis pas du jour au lendemain, mais je dis après trois ou quatre ans d'expérience avec ce système-là. Mais évidemment, au bout de la ligne, ça prend en même temps une politique qui gère le plein emploi dans l'économie.

**M. Brassard:** Ce qui me fait dire, donc, que je suppose que vous êtes toujours d'accord avec ce que vous écrivez dans un petit livre fort intéressant que vous avez publié juste avant le référendum: "La souveraineté-association, est-ce économiquement viable?" où vous dites, en page 56, que dans un régime de souveraineté-association, le Québec pourrait même fournir plus efficacement aux Québécois les biens et les services que leur offre actuellement Ottawa. La meilleure efficacité des services publics possède ici deux dimensions, un coût unitaire de production plus bas de ses biens et de ses services et une meilleure satisfaction des besoins différenciés des Québécois. D'après les derniers propos que vous venez de tenir, je suppose que vous êtes toujours d'accord avec ce que vous écrivez à ce moment-là.

**M. Fortin:** Oui. Il y a une chose qui est également claire, c'est que plus une organisation est grosse, plus elle est inefficace proportionnellement. Et l'inefficacité croît plus que proportionnellement avec la taille de l'organisation. Et ça, indépendamment de l'option politique qu'on a, une des beautés, au fond, de la philosophie de M. Allaire dans son rapport, c'est qu'il dit: Au fond, il n'a qu'à utiliser l'argument que les petites administrations sont beaucoup plus efficaces que les grandes pour dire qu'effectivement la fédération canadienne doit être beaucoup plus décentralisée qu'elle ne l'est, à la fois parce qu'il y a une inefficacité interne de gestion qui croît avec la taille de l'organisation, puis on n'a pas besoin de... On a juste à regarder les histoires d'horreur que nous proposons chaque année, les vérificateurs généraux des deux niveaux de gouvernement, puis même à ça, des fois, on se pose la question: le ministère des Affaires sociales puis le ministère de l'Éducation, est-ce que c'est trop gros, au Québec? Peut-être même que c'est trop gros, à ce niveau-là. Tu sais?

Deuxièmement, les préférences, c'est absolument essentiel, c'est-à-dire qu'une petite administration dans une région donnée, évidemment, va servir une clientèle qui peut avoir des préférences tout à fait dissemblables de celles

qui existent dans une autre région. C'est évident que les Albertains puis les Québécois n'ont pas les mêmes préférences pour les biens publics. Et donc, je suis entièrement d'accord avec ça. Je l'ai réécrit, d'ailleurs, dans ma présentation à la commission Bélanger-Campeau.

**M. Brassard:** J'aurais une dernière question, M. le Président. Ce matin, M. Grady...

**M. Fortin:** Le Conseil économique du Canada également dit: Ça fait partie des gains d'efficacité d'une fédération décentralisée et de souveraineté-association.

**M. Brassard:** M. Grady, ce matin, nous a dit: Le plus que le Canada anglais pourrait aller, c'est le libre-échange. Et il a mis en doute le fait qu'on puisse aller plus loin, c'est-à-dire, par exemple, l'union douanière, parce que, dit-il, on ne pourrait jamais s'entendre sur un tarif douanier commun. Est-ce que vous croyez qu'on peut aller nettement plus loin que le simple libre-échange entre le Québec et le Canada, aller vers l'union douanière et même vers un marché commun, purement...

**M. Fortin:** Pat a émis une opinion, une opinion contraire est tout à fait possible. C'est certain, à mon avis, qu'il y aurait des changements à la structure tarifaire canadienne. Le reste du Canada chercherait à modifier la structure tarifaire canadienne commune, si elle devait demeurer commune, évidemment, à son avantage et le Québec chercherait, également, à avoir certains avantages. Évidemment, il y a certains aspects dans lesquels... Là où il y a un déséquilibre, il y a possibilité d'un échange. Il est fort possible que le Québec veuille un certain nombre de choses — par exemple, faire diminuer les tarifs protecteurs dans le domaine des fibres, dans le domaine du textile, plus lentement que ce que le reste du Canada voudrait. Mais peut-être que le reste du Canada voudrait, de son côté, avoir certains avantages dans le domaine de l'automobile, en échange, par exemple, de la bonne volonté du Québec et de la collusion entre le Québec et le reste du pays, pour préserver l'accord canado-américain de l'automobile et, ensemble, qu'on fasse face aux Américains. Je veux dire, il y a des échanges possibles.

Là, on parle de probabilité. Je ne peux pas affirmer catégoriquement. Lui, il affirme catégoriquement; je pense qu'il se trompe dans la nature catégorique de son affirmation. Mais je ne peux pas, je ne veux pas affirmer catégoriquement le contraire; je tomberais dans le même piège que lui. Mais on peut très bien arguer que la pression commerciale et aussi l'importance d'être un pays suffisamment grand sur le plan international pour négocier de façon unifiée, pourrait amener l'ensemble du Québec et du Canada à vouloir maintenir une structure com-

mune, même si cette structure commune là pourrait évoluer, changer, selon les intérêts de chacun, par négociation. Et, de toute façon, elle est en train de changer. Si Hydro est obligée de changer son comportement dans ses subventions, par exemple, l'hydroélectricité, si les régimes de gestion de l'offre, les offices de commercialisation, sont obligés d'évoluer rapidement, je veux dire, ces changements-là vont déjà avoir effectuer un progrès avant même que la patate nous tombe sur la tête et qu'on devienne souverain. Je ne serais pas aussi catégorique qu'il le serait. Je serais catégorique qu'il devrait y avoir un changement, mais on pourrait aller jusqu'à, éventuellement, une union douanière.

Mais, en fait, vous voyez ça les camions de Canadian Tire monter de Scarborough à Moncton avec deux barrières de frontières à traverser. Je veux dire, ils vont y penser deux fois, puis les Eaton, les Sears et tout ça, en fait... Il y a toutes sortes d'arguments *practico pratiques* qui vont engendrer de la pression de tous les gens qui, à l'extérieur du Québec, exportent chez nous chaque année pour ces 50 000 000 000 \$ de biens et services, qui vont exercer des pressions pour qu'on maintienne le plus possible de la... Mais, à la limite, je pense qu'il faut aussi envisager un scénario de libre-échange sans barrières... Je veux dire, en toute préparation stratégique, on ne peut pas affecter une probabilité zéro à ce qu'il n'y ait plus d'union douanière. Il faut voir en conséquence, mais je ne dirais pas que les probabilités sont de 80 % à 100 % comme Pat semble le dire.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Fortin, j'essaierai d'être très concis dans la formulation de ma question. Si je comprends bien, une réforme du fédéralisme actuel, un changement dans le fonctionnement du fédéralisme actuel, ça serait toujours la meilleure solution encore pour la population du Québec. Et vous dites, si je comprends bien: Si la population décide d'aller vers la souveraineté, essayons de voir de quelle manière on peut minimiser les coûts de cette souveraineté. C'est dans ce sens-là, M. Fortin, que j'aimerais vous poser une question.

Vous savez qu'il y a beaucoup d'experts économistes qui dénoncent actuellement certaines affirmations qui sont faites. Par exemple, l'une de ces affirmations-là, c'est celle qui concerne les employés fédéraux. Beaucoup disent qu'advenant la souveraineté, tous les fonctionnaires fédéraux résidant au Québec seront intégrés à la fonction publique québécoise. On a eu John McCallum qui a dit devant cette commission que cela serait incompatible avec le plan d'austérité auquel le Québec devrait s'astreindre. M. Alain Dubuc, aussi, disait tout récemment dans La

**Presse...** il a souligné l'impossibilité de faire cohabiter réduction des chevauchements et des dédoublements et transfert de tous les fonctionnaires fédéraux. Et M. Harguindeguy a joint sa voix en disant qu'il ne faut pas leurrer les fonctionnaires fédéraux.

De votre côté, vous, à la page 8 de votre texte, vous soulignez que le fardeau budgétaire supplémentaire d'un Québec souverain serait gérable, en particulier parce qu'il sera possible d'appliquer un rigoureux programme de rationalisation des dépenses dans le nouveau contexte politique et administratif. Vous reprenez même l'idée en disant dans votre conclusion, à la page 30 de votre exposé: "Je fais au départ l'hypothèse que l'on pourrait compter sur une gestion prudente et concertée de la transition. La prudence passerait par une rigueur impitoyable à contrôler les dépenses de l'État, en réalisant dans les faits toutes les économies budgétaires promises par ceux qui ont stigmatisé jusqu'ici les chevauchements fédéraux-provinciaux et le relâchement budgétaire fédéral". Et vous dites encore: "Un tel contrôle serait indispensable pour contenir le fardeau fiscal dans des limites strictes et minimiser les primes d'intérêt à payer sur les marchés d'emprunt, et par le secteur public et par le secteur privé."

Alors, ma question, M. Fortin, est: Comment peut-on réussir à faire cohabiter l'intégration de l'ensemble des fonctionnaires fédéraux résidant au Québec à la fonction publique québécoise, tout en contrôlant les dépenses de l'État avec une rigueur impitoyable et, disons, avec ce que M. McCallum aussi disait de l'austérité que le gouvernement d'un Québec souverain devrait... Est-ce que, d'après vous, c'est possible que tous les fonctionnaires fédéraux puissent être intégrés à la fonction publique québécoise, en prenant en considération, justement, l'austérité et le contrôle impitoyable qu'il faudrait avoir des dépenses du gouvernement?

**M. Fortin:** Je ne peux pas vous dire avec certitude... Je ne peux pas vous donner une réponse certaine à cela parce que je n'ai pas étudié de manière particulière cette question qui a été envisagée par la commission Beaudry, notamment. Notamment, l'intégration des employés fédéraux en provenance de la région de l'Outaouais. Mais je vais vous mentionner comment j'aborderais le problème.

(17 heures)

Première des choses, il faut dire qu'un certain nombre de fonctionnaires fédéraux qui résident au Québec voudraient sans doute, si le Québec devenait souverain, dans cette hypothèse-là, rester au Canada, voudraient rester fonctionnaires fédéraux. Donc la commission Bélanger-Campeau s'est trouvée à calculer qu'il y avait environ 18 % des fonctionnaires fédéraux qui étaient résidents du Québec. O.K. Je dis que dans ces 18 % là, si leur chiffre est correct, il y en a

une fraction qui voudrait demeurer employés fédéraux, et même aller rester à Ottawa, par exemple. Donc, il faudrait les enlever au pourcentage des employés fédéraux à être intégrés à la fonction publique du Québec. Donc, ce ne serait sans doute pas 18 % mais peut-être 15 % auxquels on aurait à faire face, ou 13 %, je ne sais pas. Mais il y a au moins une atténuation du problème qui proviendrait de cette source-là, parce qu'Ottawa en garderait un certain nombre.

Deuxièmement, même les 18 % sont inférieurs aux 25 % d'employés fédéraux que, dans une hypothèse d'intégration complète de la part du Québec des employés fédéraux, on devrait intégrer. En somme, s'il fallait intégrer 23 % à 25 % des employés fédéraux dans un Québec souverain pour maintenir les mêmes services que dans l'État fédéral actuel, non seulement il faudrait embaucher tous les 18 % mais il faudrait en embaucher peut-être 6 % à 8 % de plus. Et donc, l'économie, dans une certaine mesure, une partie au moins de l'économie budgétaire va provenir du fait qu'on n'aura qu'à embaucher 18 %, si on veut tous les embaucher, plutôt que 25 % ou 23 %. Et la deuxième économie c'est celle que j'ai mentionnée en premier lieu, c'est-à-dire qu'il y a une partie des 18 % qui vont vouloir demeurer employés fédéraux. Et donc, le problème va s'atténuer dans une certaine mesure pour cette manière-là.

Pour le reste, c'est sûr qu'il faudrait gérer une transition. Et cette transition-là elle aurait des coûts. J'ai parlé tantôt, lorsqu'il s'agirait de déménagement de fonctionnaires, de la possibilité que les fonctionnaires déjà à Québec, qui feraient des gros gains de capitaux sur leur maison, on les taxe pour aider les gens qui seraient dans la région de Hull et qui feraient des pertes de capital en vendant leur maison. Et ça, ce n'est pas de l'argent supplémentaire, mais ce serait un transfert de fonds, sans doute un geste de solidarité humaine que tout le monde comprendrait très bien.

Également, le gouvernement du Québec pourrait maintenir une partie de sa fonction publique dans la région de Hull. C'est évident qu'il resterait un certain nombre de relations très étroites sur les plans commercial et autres, entre le gouvernement du Québec et le gouvernement canadien. Par conséquent, peut-être 20 % ou 25 % des 18 % devraient rester à Hull, au moins. Pour les autres deux tiers, bien je ne les enverrais pas tous à Québec, j'en amènerais à Montréal aussi. Moi, je suis un type de la région de Montréal et je pense que ça vaudrait la peine de diversifier, si vous voulez, l'évolution, le transfert, dans son éventualité, entre Montréal et Québec. Parce qu'il y a un certain nombre de fonctions qui devraient être exercées, notamment dans les domaines économique, de l'immigration et autres, dans la région de Montréal. Donc, au total, on part de 23 % à intégrer, économie de 6 %, on descend à 18 %. Sur les 18 %, disons

qu'il y en aurait 3 % ou 4 % qui resteraient à l'emploi du gouvernement fédéral. Il reste 14 % à intégrer. Donc ça ferait la différence entre 14 % et 23 % à intégrer. Je pense qu'il y aurait possibilité de faire des économies si on envisage la chose de cette manière-là.

**M. Maciocia:** Vous avez...

**M. Fortin:** Mais il y aurait un coût net pour la région de l'Outaouais, il n'y a aucun doute là-dessus.

**M. Maciocia:** Vous avez parlé, tantôt, de solidarité humaine. Est-ce que cette solidarité humaine – ça me vient à l'esprit comme ça – ça devrait être imposé par l'État ou comment elle va se faire cette solidarité humaine entre la perte qu'auraient les gens de l'Outaouais et les autres qui auraient des gains en capital?

**M. Fortin:** Bon, vous passez une législation qui pourrait durer une période, pour une période temporaire de deux années par exemple. Je donne un exemple. Il faudrait sans doute... Je veux dire tous les – ceux que j'ai toujours appelés les "smats" des finances là, parce que je suis toujours convaincu qu'on a le meilleur ministère des Finances au Canada, ici à Québec – les "smats" des finances pourraient examiner ça attentivement, en faisant attention qu'il y ait des abus à gauche et à droite. Mais on pourrait, très sérieusement songer à une législation où on taxerait les gains de capital effectués dans la région de Québec. On aurait une surtaxe temporaire sur les gains de capital effectués dans la région de Québec et une subvention aux pertes de capital effectuées dans la région de l'Outaouais, temporaire, pendant deux années suivant l'accession à la souveraineté.

**M. Maciocia:** Juste une petite question, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, je vous en prie.

**M. Maciocia:** Vous avez dit tantôt que sûrement, ou très probablement, la fonction publique québécoise ne pourra pas réintégrer les 18 % des fonctionnaires qui sont sur le territoire québécois. Vous parlez probablement de 13, 14, 15 %. Ça peut être 10, ça peut être 9, n'importe quoi.

**M. Fortin:** Non, mais je n'ai pas dit ça précisément. Ce que j'ai dit, c'est que 23 % ça serait trop. Mais on a la chance que le gouvernement fédéral embauche moins de Québécois que la proportion de Québécois dans la population canadienne.

**M. Maciocia:** Oui, mais en faisant ce

raisonnement...

**M. Fortin:** Et donc, pour une fois que ça nous sert d'avoir moins que notre quota au fédéral, il faudrait s'en servir pour faire des économies, et puis ne pas aller embaucher plus de fonctionnaires que ce 18 % là.

**M. Maciocia:** Oui, mais en faisant ce raisonnement-là, qu'est-ce qu'on ferait avec les chevauchements, les dédoublements, M. Fortin?

**M. Fortin:** Bien justement, dans la différence entre le 18 et le 23...

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Fortin:** Ça serait ça l'économie qu'on pourrait avoir. Il faudrait en embaucher des fonctionnaires supplémentaires, de toute façon, même si on ne veut pas dédoubler. Ça nous prendrait une ambassade à Londres. On n'a pas besoin d'avoir 450 fonctionnaires, comme ils ont actuellement au Commissariat canadien à Londres. Peut-être que 50, ça suffirait. On ferait une belle économie, là. Mais cette économie-là pourrait provenir du fait que, plutôt que d'embaucher 23 % des fonctionnaires fédéraux, on en embaucherait seulement 18 %.

Mais je dis qu'on pourrait même économiser plus que ça, parce qu'il y a une partie des fonctionnaires fédéraux, dans ces 18 % là, qui resteraient à Ottawa même. Et c'est de là qu'elle viendrait, l'économie. Je ne dis pas que ça ne jouera pas serré mais, des fois, Alain fait des éditoriaux qui ne sont pas complets. Il n'a pas complètement envisagé tous les aspects de la question, Alain Dubuc.

**M. Maciocia:** Est-ce que... Tantôt on a parlé de la question de la solidarité humaine. Puis vous avez parlé du ministère des Finances qui devait trouver un gadget pour essayer de trouver comment le faire. Est-ce que je peux dire à un certain moment, ou conclure, que vous parlez quasiment d'une taxe de la souveraineté qui va bénéficier à ceux qui sont en faveur de la souveraineté du Québec?

**M. Fortin:** Ce serait une taxe sur les résidents de la région de Québec qui serait reversée en transfert aux résidents, aux anciens résidents de la région de Hull et de l'Outaouais, de la région de l'Outaouais. Mais, je pense que ça serait acceptable. Vous n'êtes pas d'accord avec ça?

**Une voix:** Passe-le-moi!

**M. Maciocia:** Moi, personnellement, non. Pas personnellement, non.

**M. Fortin:** On ne dit pas...



**Une voix:** Laisse-le aller...

**M. Fortin:** Non, non, mais écoutez! On n'est pas ici pour se dire: Ça serait un pique-nique puis tout serait agréable. On voudrait éviter ça. Mais si la souveraineté nous tombe sur la tête demain matin, supposons que vous n'avez pas le choix, là. Vous l'avez. Vous êtes premier ministre, ça vous arrive sur la tête, qu'est-ce que vous faites...

**M. Maciocia:** Je vous comprends.

**M. Fortin:** ...pour essayer de minimiser les coûts que doivent supporter les gens qui sont dans la région de Hull-Ottawa? Il y a peut-être des suggestions meilleures que la mienne, tout ce que je dis c'est qu'il serait logique qu'on cherche quelque chose pour minimiser les coûts sur leurs épaules.

**M. Maciocia:** Je vous comprends très bien, M. Fortin. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Il y avait M. le député de Hull qui est en complémentaire. Comme on est sur le sujet, on va...

**M. LeSage:** Oui, merci, M. le Président. M. Fortin, je veux vous dire en tout premier lieu que j'apprécie votre franchise. Pour une fois qu'on n'a pas peur de dire, comme vous le faites, et je pense que c'est important... On est ici pour justement faire ressortir la vérité sur les tenants et aboutissants de la souveraineté. Je vous ferai remarquer par contre que vous avez mentionné tantôt que vous n'aviez pas fait d'étude sur le transfert des employés fédéraux. Par contre, dans le journal *Le Soleil*, sous la plume de Michel Corbeil, on vous a cité, disant que le Québec a l'avantage d'être sous-représenté à Ottawa, comme Pierre Fortin, économiste de renom, enseignant à l'Université du Québec à Montréal, il pourra donc engager qui il veut, précisément parce qu'il part une nouvelle affaire et qu'il aura besoin de tous les fonctionnaires disponibles, qu'il pourra réorienter la machine et couper les vraies duplications.

**M. Fortin:** Tout ça est une citation?

**M. LeSage:** Oui.

**M. Fortin:** O.K.

**M. LeSage:** Vous avez également mentionné que les Québécois étaient sous-représentés dans la fonction publique fédérale, alors qu'on avait seulement 18 % des employés. Je vous ferai remarquer aussi, que le gouvernement fédéral a un déficit de 400 000 000 000 \$, et que si le gouvernement fédéral réduisait notre proportion à l'équité, peut-être que son déficit diminuerait.

Selon vous, est-ce qu'on devrait embaucher au Québec les 118 000 fonctionnaires, dans le même ordre d'idées que mentionnait le député de Viger tantôt, tout en tenant compte du fait qu'on devra s'imposer des contraintes budgétaires pour quelques années? Et si on devait les embaucher, les 118 000 fonctionnaires, dans quels ministères pensez-vous qu'on pourrait les mettre? Est-ce qu'on a besoin de plus de monde dans l'Éducation au Québec? Est-ce qu'on a besoin de plus de monde dans la voirie au Québec? Est-ce qu'on a besoin de plus de monde dans les soins de santé au Québec? Dans le ministère du Revenu? Ou peut-être au ministère des Finances que vous avez qualifié tantôt comme le meilleur entre le fédéral et le Québec ou aux Affaires culturelles? Je ne pense pas qu'on ait besoin de 118 000 fonctionnaires pour travailler dans nos ambassades! Où est-ce qu'on les mettrait ces fonctionnaires-là? Dans quels ministères pensez-vous qu'ils pourraient aller? C'est ma première question.

**M. Fortin:** Est-ce que vous pourriez me donner des précisions sur l'origine du chiffre 118 000? Ça, ça se trouve, je présume, être 18 % de quoi?

**M. LeSage:** Dans les études qui ont été préparés par SECOR et par André Saint-Germain, là...

**M. Fortin:** Est-ce que ça comprend la fonction publique fédérale et toutes les...

**M. LeSage:** Dans l'ensemble du Québec.

**Mme Marois:** Ça comprend tout simplement les personnes qui travaillent dans les sociétés d'État, comme les personnes qui travaillent à l'administration fédérale.

**M. Fortin:** Ah, ah!

**Mme Marois:** Il y a 51 000 postes environ à l'administration générale, les autres étant plutôt des personnes travaillant dans les sociétés d'État, par exemple, les postes ou à l'armée, ou des trucs comme ça.

**M. Fortin:** Ah, O.K. O.K.

**Mme Marois:** Alors, ça le départage un peu différemment...

**M. Fortin:** Alors voilà, il y aurait les postes, il y aurait l'armée. En fait, je présume que toutes les fonctions présentement exercées par le gouvernement central au Canada, qui seraient transférées au Québec – à l'heure actuelle, il juge que ça prend 118 000... En fait, il juge que ça prend beaucoup plus que 118 000 personnes, ça prendrait quoi, quatre fois ça, dans

l'ensemble du pays? Ça ferait 472 000 personnes, c'est ça? Et donc, ...en fait, plus que ça, c'est multiplié par six. Il faudrait multiplier par six, donc ça ferait peut-être 700 000 fonctionnaires fédéraux au total, dans l'ensemble du pays? Bon, mais 118 000, c'est moins que 25 % de ça. Et je présume, je ne le sais pas, il faudrait regarder là, ministère par ministère, ce qu'on rapatrierait. Mais, dans toute logique, ils pourraient être tous embauchés, sauf la partie de ces 118 000 là, qui décideraient de vouloir continuer à travailler avec le gouvernement fédéral, des gens qui voudraient sans doute rester canadiens plutôt que québécois. On a simplement à prendre ça ministère par ministère, société d'État par société d'État, et dire: Voici le total pour l'ensemble canadien, ce serait peut-être 680 000. Divisons par quatre. Au Québec, normalement, on devrait en avoir 150 000. On en a seulement 118 000 à embaucher. Alors, au départ, on peut compter sur une économie de 32 000 personnes. C'est comme ça que je le vois. Et plus que ça parce que, sur les 118 000, il y en aurait une fraction qui voudrait continuer à être à l'emploi du gouvernement fédéral.

(17 h 15)

**M. LeSage:** Les chiffres que l'on me donne, M. Fortin, c'est qu'il y aurait 580 000 fonctionnaires dans l'ensemble du Canada. On peut extrapoler à partir de là, mais là où je veux en venir, M. Fortin – c'est là que je vous ai dit tantôt que je remarquais votre franchise – ce qui m'inquiète beaucoup, moi, c'est que l'Outaouais québécois fasse les frais de la souveraineté du Québec – ce que je n'accepterai jamais. C'est bien beau de dire aujourd'hui aux gens de l'Outaouais... Votre proposition, par exemple, d'avoir une taxe sur la plus-value des propriétés dans la ville de Québec parce qu'on sait que le chef-lieu d'un gouvernement québécois indépendant serait Québec, ça, j'en conviens. On ne peut pas avoir une capitale dispersée à travers un pays. Et de dire aux gens: On va prendre cette surtaxe-là et pour vos propriétés que vous vendrez, eh bien, on vous compensera.

Quand on sait que, suite à une étude de SECOR, qui a été très bien menée, je pense, environ 5000 fonctionnaires seraient prêts à déménager de Hull à Ottawa pour garder leur job. Ce ne sont pas des gens qui s'en viennent à Québec. Ils s'en vont de l'autre côté. Ils demeurent canadiens, avec leur passeport, et ils s'en vont continuer à travailler pour le Canada.

**M. Fortin:** Sur combien de milliers?

**M. LeSage:** Sur 25.

**M. Fortin:** Cinq sur 25, donc, c'est 20 %. Donc, sur les 18 %, ça ferait 3,5 %. Ça correspond à peu près aux 15 % que je mentionnais tantôt.

**M. LeSage:** Sur une population d'environ 200 000, contrairement à ce qui était dans l'article que je vous ai cité tantôt et qui parle de 300 000.

**M. Fortin:** D'accord.

**M. LeSage:** Là, on va dire aux gens: Il n'y a pas de problème, le manque à gagner dans la vente de vos propriétés, le gouvernement du Québec va vous le compenser. Mais qui viendrait acheter ces propriétés-là, à Hull, demain matin, le lendemain de l'indépendance? Pour faire quoi? Et que faites-vous des commerçants et des gens qui travaillent dans le commerce? Les commerces vont fermer à tour de bras. Enlevez une population qui dépend du fédéral... En tout cas, le grand moteur des travailleurs, dans l'Outaouais québécois, c'est le gouvernement fédéral. C'est 25 % de sa population qui travaillent pour le gouvernement fédéral, pas des travailleurs, de sa population.

**M. Fortin:** M. LeSage, je ne suis pas ici pour défendre l'option de la souveraineté et discuter de votre jugement que c'est inacceptable d'aller à la souveraineté parce que ça aurait des effets néfastes sur la région de l'Outaouais. Je suis ici pour dire: Supposons que la souveraineté arrive, que nos concitoyens décident, malgré votre opinion, ou la mienne ou celle de n'importe qui, que c'est la souveraineté demain matin, la question, ce n'est plus, si on doit se séparer ou non, on l'est, séparé, mais la question, c'est: Qu'est-ce qu'on fait pour aider le mieux possible la région de Hull à passer à travers et pour minimiser les conséquences néfastes pour la région de Hull? C'est ça, la question.

L'esprit dans lequel je vous ai répondu, c'est celui-là. Ce n'est pas de dire: Ça serait un "moyen party", ça serait extraordinaire que la souveraineté arrive demain matin. C'est de dire: Si on a l'acte de Dieu, comme on dit en anglais, les assureurs, qu'est-ce qu'on fait? Comment peut-on minimiser les conséquences? Évidemment, du côté du débat politique actuel, vous pouvez très bien dire publiquement: Je suis opposé à la souveraineté à cause des conséquences néfastes sur la région de l'Outaouais. C'est votre droit le plus strict. Mais ce n'est la question ici, à laquelle on cherche à répondre.

**M. LeSage:** Est-ce qu'on ne devrait pas plutôt demander aux Québécois de se poser la question à savoir s'ils sont en mesure, financièrement, de supporter l'Outaouais après l'indépendance? Est-ce que monsieur et madame tout le monde de la Gaspésie ou du Lac-Saint-Jean ne devraient pas se poser la question: Peut-on supporter l'Outaouais dans un Québec indépendant? Ce n'est pas ça qu'on devrait se poser comme question?

**M. Fortin:** Bien sûr. C'est un élément de la décision qui devra être prise par nos concitoyens. Vous avez parfaitement raison.

**M. LeSage:** Je vous remercie, M. Fortin. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. M. Fortin, I would like to make one or two comments and then ask for your opinions on these. First of all, on the question of whether sovereignty is becoming more and more likely, I think that, in a certain sense, it has been becoming more and more likely since the 1960s. But that does not prove a great deal. You can say, after all, that until people begin to buy lottery tickets they have no chance at all of winning the lottery. On the other hand, when they do buy lottery tickets, they only have about the same chance of winning as they do of being murdered. So, the question of probability enters into it, rather than just a question of increased likelihood.

Now, on some of the specific points you made, I think I agree with you. And I would imagine that many people here, who may disagree on other things, would agree with you. For example, I do not believe that the transfer payments – or disguised versions of transfer payments – between the Federal Government and Québec can ultimately be used as an argument to defend why Québec should stay in Canada. I agree with you that they are declining in importance, but even if they were not declining in importance it would seem to me that they would not in themselves be enough to settle such a great question of state.

I would have to say, even on this question of the Hull-Ottawa area, that there is something similar involved here. There is a real human problem and it is easy for people to see and it is easy for people to talk about. And it is natural, the member for Hull should be particularly concerned about it. But I suspect that we talk about it so much merely because it is easier to grasp than some of the more complex aspects of sovereignty. If sovereignty is to be considered ultimately desirable, I must admit I find it hard to believe that 5 000 000 or 6 000 000 people of Québec or 20 000 000 of the rest of Canada would turn away from it because they were that worried about the fate of a number of federal civil servants, no matter how cruel that may seem to the particular civil servants concerned. I just cannot see that for either the Québécois or the rest of Canada.

**Une voix:** I cannot see it either.

**M. Cameron:** But there are other issues

involved rather than the specific ones. For instance, what to do about those civil servants. For example, I suppose, one of the points that somebody could make is that one way of dealing with their problem is that the part of the world they are in might wind up being carved out of Québec, and kept as part of Canada, if one began arguing that territory and boundaries could be a matter of dispute as well as distribution of debt or assets and so on. But even if we leave aside the very contentious question of borders, or movement of population, the difficulty it seems to me, in the argument about sovereignty – which I have heard from many of the expert witnesses, including ones on opposite sides or taking opposite views – is that it seems to involve the great English conservative political philosopher, Michael Oakeshott once called "making politics as the crow flies". That is, dealing directly with what would be a sovereign Québec, what would be its relations with Canada? It is surely true that there are places all over the world where, if you did not have to worry about the transition process, you could explain why they could function as a sovereign state, as a prosperous one, as a successful one and so on. I mean you could argue, now that Germany is reunited, that Bavaria and Austria should unite and separate from modern Germany. You could argue that Italy should be resplit again. You should argue that the Northern and Southern Californians could carve themselves up into two States. You could argue a whole long list of these things. And in each of these cases, you could show a degree of economic integration, common use of financial institutions and so forth. That would make it very painful on the one hand and would put pressure on both parties, not to be too extreme and so forth.

The big point is why does one do it in the first place? And if it is going to be that painful to do it in the first place, can one assume this careful rational calculation that you are talking about? Even for things like financial institutions... For example, you said earlier that the very existence of things like a bond spread is itself a great incentive for the Federal Government or the Québec Government to achieve some kind of accord. I would agree, but then, one would have to say how we managed to live through the last few years in Canada, as it is. What we are going through right now, in 1990, 1991, 1992, seems to be an indication that both, here and in Ottawa, whether we like it or not, we are quite capable of taking years discussing issues which may be very unpleasant for things like bond rates from both Ottawa and Québec, perhaps just because of our constitutional system. I see no reason why we should not go on to such a long and miserable tangle again, even if it is bad for both Québec and for Canada. So, I would be curious to hear what you have to say about that.

Now, the other point that I wanted to ask you was this... That, I think, is also being left out in some of the expert testimony. You have, in effect, said that what you are doing is laying out a kind of economic analysis, neither putting forward the case for or against sovereignty but rather saying, as you see it from your best judgment: If sovereignty is going to take place, this seems the best economic analysis we can provide, for the consequences. But what seems to me to be left out of that argument is that, if a change takes place in this Canadian political system, everything that has been argued so far involves an immense cost to Canada. It is very difficult to see what Canada gets out of this. People argue, day in and day out, whether Québec gets anything out of this. But whether or not Québec gets anything out of this, why should Canada do something that it does not get anything out of?

Unless Québec can offer Canada something that is just as valuable to Canada, as what it is claiming, in terms of sovereignty, then surely the logical response of Canada is either not to provide sovereignty, in the first place, or to insist on some huge concession from Québec, whether it is territory, assets, money, whatever. But if Québec says something like: No, we will make no such concession, which is possible, then all of those rational, moderate, reasonable scenarios you are talking about seem to me to be very far-fetched. This is, for example, the reason why people like me have even raised things like this territorial question. I do not like the idea of Québec being carved up. I do not think it would be good, and I would like to make this clear, for instance, for the Anglos of Québec. Never mind for the Francophones of Québec.

I do not believe that it is not a nice solution that would leave everyone happy. I am not fond of the idea of being converted into a sort of Canadian Ulster or Ulsterite, but I can see this kind of partition, or this kind of parting process happening. Not because it is a desirable solution, or the best solution, or even a good solution, but because, politically, it might become the only one in the sense of a tit-for-tat that allows both the rest of Canada and Québec to walk away and say: O.K., from now on, therefore, we can have an accord about currency. We can have an accord about business relations, and so on.

Mr Parizeau, for example, pointed out that Ireland, after 1922, had very difficult circumstances, as he put it, while abusing the English pound. But, of course, they also got the partition of Ireland. The two, virtually, came together, both the possibility of an agreement with the rest, with the big Ireland, on the one hand, and the division of the small one, on the other. They are not two separate things. They came together. They were what made an agreement possible. So,

I would like to hear what your comments would be on those points.

**M. Fortin:** Well, I have five children and I know what you are talking about, first of all.

**Des voix:** Ha, ha, ha!  
(17 h 30)

**M. Fortin:** I have no competence to discuss the matters of territory, it is too involved constitutionally. But, you know, even constitutional experts have problems. So... But, I rejoice to see constitutional experts not agree between one another, because economists are always accused of being the ones who never agree. Even doctors, they do not even know whether aspirin is bad for children and causes Reye's syndrome, so I have lost my complex on this.

Now, I think that the interest rate premium that would be imposed on Canada by international financial markets, for not setting its problems internally, that is, the new Canada and Québec, could be high. I mention 1.5, John McCallum, 1.6. Well, we have to disagree, to some points. But maybe it is, let us say, two percentage points which is not far fetched, in certain circumstances. Mr. Parizeau would say zero but he is wrong. But 2 % of 400 000 000 000 \$ is 8 000 000 000 \$. And, I think it is much more even whatever you have heard of in terms of sums of money involved in solving the problems between Canada and Québec, so far. I mean, 8 000 000 000 \$, over a year, is a huge sum of money and anybody who would say: Well, I am really ready to take that, it is just out of its mind, of his or her mind. I mean, I think there would be enormous pressure, simply. The probability of sovereignty in the years to come, of course, I do not want to make a linear extrapolation of what has happened over time, but I am simply saying that there are now signs. I am saying that the federalists, in Québec, and in the rest of the country, are not playing their game right. They are not defending their position strongly and well enough, in the face of the sovereignist movement, in Québec. And as time will go by, in the 1990's, I am just saying that there are a number of factors, I do not how important they will be, that will reduce the potential cost of Québec going sovereign. In other words, it would be much less costly for Québec to go sovereign in 1997 than in 1991, simply because there would be less federal transfert over Québec, there would probably be a completely changed picture in the milk industry, which John McCallum and Patrick Grady insist so much upon. And, in many other areas, you know, we would have no head offices, left in Québec, that would not be in Québec because it has to be in Québec, for long-term reasons. So, for many other reasons, I believe that, over time, as time goes by, the cost of going sovereign will go down.

**M. Cameron:** I would agree that the cost, in terms of the way the federal system works will go down. I think that is quite likely, as a matter of fact, no matter where we go, constitutionally. But the cost in other respects, the political cost for the aspects of economy that are not in the public sector would not necessarily go down. That would depend much more on things like the political response, surely in the rest of the country. For example, if you talk about the incompetence of the federalist response at the moment, that it is grotesquely incompetent is a matter of common view to anyone who does not have to defend, you know, one of the federal political parties or something of that sort. But, there is surely something significant that has to be added to this in considering the issue of sovereignty in Québec. You are not going to hear the serious Canadian position until the country is not run by people like Brian Mulroney. Do you really think, if this country goes to the wall, that people like us, really would take seriously Mr. Mulroney to make the kind of arrangements with Québec?

**M. Fortin:** Let me tell you something. There are 17 % of people in Canada believing that Elvis Presley is still alive and only 14 % ready to vote for Mulroney. So...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Fortin:** So, clearly he is very low, and that is the big problem, that is a very big problem for the federalist camp, in the present constitutional debate. I am quite aware of that. But, I mean, if you look beyond Mr. Mulroney, assuming he loses the next election, you know, we may have what? I mean, a minority government, with a Bloc in Québec, Reform in the West and liberals with something. I mean. This country is perhaps, not... I mean... What I want to say is that it is not evident, per se, that it is going to be an improvement, politically, at the federal level, once Brian Mulroney has gone, if he loses the next election.

**M. Cameron:** I do not think I make my point clear enough, and I did not mean it to sound, quite, so much like a direct attack on Mr. Mulroney. What I was talking about was something a little different and would apply, for example, if the liberals, under Jean Chrétien, were in power as well. What I am talking about is that, as long as the negotiation is taking place, as at present, between people like Mr. Bourassa and Mr. Mulroney, you can count on the fact that from the federal end, it is going to sound idiotic. Essentially, the federalists have an almost impossible sort of thing to present. They have to... After all, they sound fierce, then, they would be denounced for being intimidating, blackmailing, what have you and, in general,

trying to use terrorist tactics on Québec. If they do not sound fierce and sound mild, then, they sound weak and equivocal. If they try to get consultation from the whole of the country, then, they wind up with something that does not sound suitable here, and if they do not, since they have a government that has weak support, they can not deliver the deal anyway.

**M. Fortin:** I agree with you.

**M. Cameron:** Consequently, with any existing group like this, you are going to get a sloppy federal response, but this is not what I am talking about. I am saying that if you come to an actual negotiation to take Québec out of Canada, that whatever government is in power, at the time, whether it is still, in theory, the federal conservatives or whether it is a coalition government of the Reform Party and the Liberals or, God only knows what, that when the actual negotiation comes down between Ottawa and Québec, that is no longer going to be the kind of negotiation. It is not going to be some travelling road show of bumbling politicians out West. It is not going to be some kind of open-line radio show. It will be a straight, serious argument. What do we get? What do you get? It has to be understood in those terms, not in terms of this kind of hokum, that goes on as long as the political game is in play. The political game is in play precisely because Canada is still a united country. If it is given up, if it is recognized and accepted Canada is no longer a united country and something you call the rest of Canada says, O.K., now we negotiate with Québec, then it is not going to be any more travelling road shows or any more open-line shows.

**M. Fortin:** I was also expressing my dissatisfaction with, or fear about the weakness of the Québec federalists position. I mean, not talking about the rest of Canada, and M. Mulroney and all those people outside the province. I was thinking that it might be much better for the Québec federalists to express very clearly that they do not like the present offers, why they do not like them and to offer an alternative, essentially. I was also saying that fortunately, yesterday, a group of people from the "Économie et constitution" presented something, at least as a start. But I think that Québec federalists are very close to hurting their own cause, by staying mute, basically.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Évidemment, il y a toutes sortes de façons d'envisager la situation à laquelle on réfléchit, et je vous comprends que comme économiste vous

dites: On fait une espèce de "Act of God" finalement, l'acte de Dieu. Ça nous arrive et si ça nous arrive, n'essayons pas de nous mettre la tête dans le sable et de dire: Ce n'est pas possible. Mais envisageons-le comme possible. Et donc, imaginons toutes les avenues de solutions aux problèmes qui pourraient être soulevés par ce choix-là. Moi, évidemment, je me situe dans une autre perspective. Je dis: Ce n'est pas un acte de Dieu, c'est une volonté que je souhaite voir supporter, etc. C'est un point de vue tout à fait différent.

**M. Fortin:** Vous auriez d'autant plus raison en français, que la traduction française, c'est le désastre naturel. C'est sûr que dans votre position...

**Mme Marois:** Enfin, on pourra... Parce que je pense que c'est une volonté librement consentie et donc, dans ce sens-là, je me dis, ma formation politique a d'autant une responsabilité grande à cet égard-là d'être étanche dans l'analyse de ce que la souveraineté provoquera dans les faits. Dans ce sens-là, il y a différentes attitudes, évidemment. On peut être sur la défensive et dire que ça va être un drame, ça va être terrible, et ne touchons à rien. On peut être sur l'offensive et on peut être, selon la nouvelle philosophie administrative, proactif. Et quand je dis ça, je pense particulièrement à la réalité outaouaise et hulloise. C'est vrai que les études, tant de SECOR que celles présidées par le comité Beaudry, que celles faites par M. Saint-Germain évaluent que, si rien ne se fait, il y aura un impact sur l'emploi dans l'Outaouais et ce serait complètement ridicule de dire que ce n'est pas le cas. Si rien ne se fait, s'il y a un transfert massif vers la Capitale nationale, ça causera le problème que vous soulevez, auquel on sera confronté et pour lequel il faudra adopter des mesures particulières, soit des mesures fiscales ou autres. Et ça pourrait être catastrophique pour cette région-là. Ça, c'est une façon de l'envisager.

L'autre façon, c'est de dire: Posons maintenant les balises pour que cette région-là ne s'effondre pas. Et là, il y a des hypothèses de concentration de certaines fonctions administratives dans la région outaouaise. Il y aura, évidemment, un va-et-vient entre la Capitale nationale, Québec, la nouvelle Capitale nationale, et sans doute des fonctions au plan administratif actuellement assumées à Québec et qui seraient localisées en Outaouais. Il pourrait y avoir aussi des institutions qui traitent des ententes avec le reste du Canada, dont les sièges sociaux pourraient être dans l'Outaouais. Donc, dans ce sens-là, moi, je pense qu'il y a une possibilité d'être proactif et c'est un peu une des hypothèses que développe l'économiste Saint-Germain lorsqu'il analyse cette situation-là. Et donc, là, oui, bien sûr, prévoir toutes espèces d'avenues pour éviter

que ce qu'on peut prévoir se produise et, au contraire, qu'on intervienne pour qu'une autre situation arrive. À mon point de vue, c'est possible.

Laissons ce thème-là de côté et revenons à cette fameuse fonction publique fédérale. L'hypothèse sur laquelle on travaille actuellement, et j'aimerais que vous réagissiez à ça, c'est de dire qu'à somme nulle, compte tenu que nous payons déjà – dans nos budgets 18 % vont au paiement des fonctionnaires fédéraux – et qu'ils sortent 18 % installés au Québec, donc, à somme nulle, nous pouvons intégrer l'ensemble de ces fonctionnaires, nous pouvons rationaliser dans le sens d'éliminer toute espèce de dédoublements. Nous deviendrions d'ailleurs plus efficace à ce moment-là et j'imagine que ça devrait contrer les effets de transition aussi, à moyen et à long terme. Ça devrait contrer les coûts de transition. Alors, nous les intégrons, nous avons les moyens de les payer – nous les payons déjà – nous éliminons les dédoublements, nous évaluons l'efficacité de la machine, nous la réorientons vers une plus grande efficacité et nous assumons les nouvelles fonctions de l'État souverain dans la perspective où des personnes seraient réorientées vers ces nouvelles fonctions parce que, évidemment, un État souverain a des fonctions de représentation internationale. Ce sont celles qui nous viennent le plus rapidement à l'esprit. Évidemment, tout ça se fait avec les personnes qui sont là en partie, mais non aussi, puisque, moi aussi, ma prétention – et il y a eu des sondages de faits par l'Alliance de la fonction publique – c'est qu'il y en a qui souhaiteront rester dans la fonction publique fédérale et, d'autre part, il y a un vieillissement de la fonction publique fédérale actuellement et il y a des gens qui quitteront, donc, il y aura un phénomène d'attrition sur lequel on pourra compter.

Est-ce qu'un scénario comme celui-là, ça vous apparaît un scénario qui est réalisable dans la mesure où on contrôle, évidemment, sur une période de temps, avec un échéancier serré, avec des objectifs précis et à partir de données bien analysées et bien scrutées, entre autres, sur les dédoublements et les coûts de la machine dont les deux intervenants font la même chose sur le terrain, est-ce que vous croyez que c'est un scénario qu'il est plausible d'envisager?

(17 h 45)

**M. Fortin:** C'est certainement plausible. Il faudrait voir les chiffres concrètement, mais certainement l'allure totale est dans la bonne direction. Tout ce que je peux vous dire, c'est que, sur le plan des principes, ce seraient des gens qui subiraient des conséquences néfastes à un degré beaucoup plus élevé que la moyenne des Québécois. Et puis il faut évidemment, en toute solidarité, faire le maximum pour atténuer l'impact sur eux. De la même manière d'ailleurs qu'on le fait quand il y a un changement in-

dustriel, mettons un changement de technologie dans une entreprise, il y en a une qui disparaît et une autre qui arrive. On est obligé de mettre des gens à pied. Bien là, on doit, en toute logique comme société, intervenir pour aider ces gens-là à se reformer et aider à la transition. Tout ce que je peux vous dire, c'est oui, c'est certain que ça ferait partie des mesures à prendre.

Il faudrait voir là, comme j'ai mentionné tantôt, je n'ai pas une compétence sur le dossier dans tous ses détails. Je n'ai pas vu l'étude de Marcel Côté, M. Côté. Je n'ai pas vu celle de M. Saint-Germain, tout comme tantôt, là, je parlais avec M. Cameron de l'étude sur les territoires, ça c'est...

**Mme Marois:** C'est moins votre...

**M. Fortin:** Ce sont deux galaxies, passez-moi ça, ces choses là. Mais ça me semble être raisonnable.

**Mme Marois:** D'accord. Dans votre intervention du début, bon, vous avez mis en lumière un peu un certain nombre d'éléments, en nous disant: Il faudra qu'on ait des stratégies très claires dans la perspective de la souveraineté. Et là, bon, vous dites entre autres, justement, qu'il est essentiel qu'un gouvernement Québec rationalise ses dépenses, donc qu'on prévoit à cet égard-là une plus grande efficacité. Et vous dites aussi, il faudra s'assurer qu'on contrôle l'inflation.

Là, vous identifiez deux façons de le faire, par des mesures coercitives ou imposées, si on veut, et vous dites qu'il y a une autre façon, c'est par la concertation des agents. Je vous ai déjà entendu sur ça, je pense que c'était aux offres, je n'étais pas à la table, mais j'écoutais, là, ce qui se passait dans les discussions. Mon point de vue à moi, c'est que par concertation, au Canada, c'est quasi impossible d'y arriver, parce que c'est concertation des agents. Mais que, dans une perspective québécoise, où les agents sont déjà un réseau tissé assez serré — je pense aux agents économiques, qu'il s'agisse des gens d'affaires ou qu'il s'agisse des travailleurs ou qu'il s'agisse des agents gouvernementaux ou institutionnels, que ça s'avérerait une avenue plus possible, plus possible, plus facile à utiliser dans la perspective de ce contrôle de l'inflation. Parce que moi, je le comprends comme ça, et je ne suis pas un économiste, même si j'ai une certaine formation en économie, il reste que c'est les salaires et c'est les prix, hein. Et ça, évidemment, ça touche très sérieusement les producteurs, mais ça touche les consommateurs et ça touche les travailleurs qu'...

**M. Fortin:** Les salariés.

**Mme Marois:** ...sont concernés, quand on

pense aux salaires. Alors, j'aimerais ça que vous me fassiez un certain nombre de commentaires sur ça.

**M. Fortin:** Il y a deux sortes de politiques monétaires. Il y a celle qui, comme je l'ai mentionnée tantôt, est utilisée par la banque centrale qui est d'imposer des taux d'intérêt, que ça a un effet sur le taux de change et des conséquences sur l'emploi. Et une fois que l'emploi est baissé et puis que t'es presque en faillite, bien là, on fait attention, les hausses de prix, les hausses de salaires ralentissent, etc.

L'autre manière de fonctionner, qui est complémentaire à celle-là, ce n'est pas substitutif, c'est vraiment complémentaire, c'est... En fait, qu'est-ce qu'on veut réaliser quand on veut faire baisser... On veut faire baisser l'inflation, O.K. Alors, qu'est-ce que ça signifie faire baisser l'inflation, ce n'est pas changer la structure des pouvoirs d'achat. C'est tout simplement que par exemple, si on prend les salaires, si les prix augmentent de 10 % par année, et puis les salaires de 12 %, puis que l'économie va bien, les salariés font un gain de 2 %. Alors, en théorie, ça serait simple de se dire bon bien on va tous ensemble décider que l'année prochaine les salaires ça va augmenter de 4 %, puis l'inflation va être à 2 %. O.K. Et là, il n'y aurait aucun changement dans la structure des rapports entre les salariés et les entreprises. Il n'y aurait pas d'amélioration de profitabilité, il n'y aurait pas d'amélioration ou de détérioration des pouvoirs d'achat.

Pourquoi on n'est pas capable de le faire dans notre économie? Bien c'est tout simplement que notre marché est décentralisé et puis que les contrats se négocient les uns à la suite des autres, souvent pour des périodes relativement longues. Donc c'est décentralisé, chevauchant, long terme, et par conséquent, si on veut que les gens cessent d'avoir des hausses de salaires de 12 %, puis faire appliquer des augmentations de prix de 10 %, il faut briser cette espèce de jeu de saute-mouton continu. O.K.? Il y a deux manières de le briser. Premièrement, on met un sphinx à la banque centrale, on lui dit: Monte les taux d'intérêt. On peut le remplacer par un ordinateur, il n'y a pas de problème, il y a un programme pour ça. On le remplace même par un ordinateur et puis on dit: Monte le taux d'intérêt, puis là, surveille l'évolution du chômage. Quand ce sera assez haut, puis que tu penses que les gens vont en souffrir assez, puis qu'ils vont suffisamment ralentir leurs hausses, leurs demandes salariales et leurs hausses de prix, bien là, tu arrêteras, tu le redescendras. C'est à peu près ce qu'on fait, sauf que c'est, évidemment, énormément coûteux.

L'autre affaire, c'est tout simplement l'autre politique monétaire, c'est de dire aux gens: Bien écoutez, si on continue comme ça avec nos structures rigides de jeux de saute-mouton, et

aussi... En fait, c'est un jeu très antagoniste, les négociations salariales et la fixation des prix et tout ça. On n'aboutira pas: on va toujours avoir du chômage quand on veut faire baisser l'inflation. Donc, il faut se coordonner. Et ça, on peut le faire de diverses manières. La beauté de la chose, c'est que les divers pays qui le font le font de très diverses manières. Chez les Japonais, c'est très, très décentralisé. Tout simplement, eux, par une espèce de confiance mutuelle qui peut dépendre de leur homogénéité culturelle, bon, leurs pratiques traditionnelles, l'oppression familiale, etc., ce n'est pas une société dans laquelle, nous, on serait habitués de vivre, mais eux, ils se comportent bien dans ça. Bon, c'est très décentralisé. Dans d'autres pays comme, disons, l'Autriche, c'est très centralisé. Eux autres, ils ont des organismes centraux. Tout le monde est syndiqué, puis on marche un peu en cadence et les salaires sont ajustés d'une année à l'autre, en fonction d'ailleurs du taux de change fixe qu'ils maintiennent avec le mark allemand. Bon... Et donc, nous, probablement que la chose à faire, ce serait de trouver à l'intérieur de notre histoire sociale et de nos traditions, les pratiques qui nous permettraient de gérer cette coordination-là. On pourrait le faire, je vous dirais, non seulement à l'intérieur d'un Québec souverain, mais on pourrait le faire même à l'intérieur d'un Québec, aujourd'hui, dans la Fédération canadienne. On pourrait commencer à expérimenter des choses comme ça.

Par exemple, on pourrait avoir un régime annuel ou biennal où on s'entendrait pour qu'en séquence, la négociation dans le secteur public, parapublic, parte la "game"... pardon, le jeu, et ensuite — M. Laurin n'est plus ici, alors on peut dire la "game"...

**Une voix:** ...

**M. Fortin:** Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Fortin:** ...et où par la suite, par exemple, certaines grandes organisations syndicales pourraient donner, au fond, au bout de trois mois de négociations, peut-être à peu près 30 % à 40 % de tous les salariés québécois auraient négocié et, par la suite, le reste de l'économie suivrait tout simplement par création d'un exemple de démonstration. Par la suite, également, il faudrait s'assurer que cette confiance-là mise dans le système, les gens du milieu patronal y répondent de manière que leurs prix, effectivement, n'augmentent pas comme c'était prévu au départ, mais que, si les hausses de salaires sont moins élevées que prévu, les hausses de prix suivent à la baisse. Dans une certaine mesure, dans le texte que j'ai remis à la commission Bélanger-Campeau, le texte technique, pas le texte avec lequel j'ai comparé devant la commis-

sion, mais le texte technique sur l'emploi, j'ai bien démontré que dans les années quatre-vingt c'est un peu ce qui s'était produit implicitement...

**Mme Marois:** À cause de la crise.

**M. Fortin:** ...après les années soixante-dix où la croissance des salaires, par exemple au Québec, a été beaucoup plus rapide que dans le reste du Canada. Dans les années quatre-vingt, on dirait qu'il y a eu priorité donnée à la préservation de l'emploi et ça a été beaucoup plus modéré, avec le résultat qu'à la fin des années quatre-vingt une récession nous tombe dessus et l'emploi est soutenu beaucoup mieux au Québec que c'est le cas en Ontario, par exemple. Il y a d'énormes bénéfices à ça.

D'ailleurs, on pourrait peut-être faire remarquer en passant que l'augmentation de l'écart de chômage qu'il y a entre Montréal et Toronto à partir de 1976 n'est pas nécessairement due à l'avènement du PQ, mais au fait qu'on a eu d'énormes négociations salariales qui ont tout simplement fait décharger des travailleurs dans le secteur privé à partir de 1976. Évidemment, la négociation de 1979 n'a pas aidé les choses parce que l'écart a été maximum entre le Québec et l'Ontario en 1982, de sorte qu'il s'agit, je pense, de se demander comment, en pratique, on peut réaliser ça.

Si on avait, d'autre part, la banque centrale au Canada, qui restait au Québec, la politique monétaire québécoise après la souveraineté, évidemment, eux autres exerceraient une pression à la baisse sur l'ensemble des valeurs produites au Canada. Mais si, au Québec, on avait en plus...

**Mme Marois:** Cet outil-là...

**M. Fortin:** ...une compression sociale coordonnée...

**Mme Marois:** ...et volontaire...

**M. Fortin:** ...des prix et des salaires, pour une même augmentation des valeurs, on en aurait plus qui iraient en augmentation de production et d'emplois et moins en augmentation de prix. Donc, on gagnerait.

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. Fortin:** Mais je dis également que ce jeu-là, on pourrait commencer à l'essayer dans les conditions actuelles.

**Mme Marois:** Dans ce sens-là, toutes les actions qui sont menées par et autour du Forum sur l'emploi, est-ce que ça vous apparaît un des chemins dans lesquels on commence à s'engager, lorsqu'on réussit à mettre autour de la table des gens qui sont de milieux aussi disparates?



**M. Fortin:** Oui, à la condition que le Forum sur l'emploi ne s'attaque pas qu'à des problèmes microéconomiques. Jusqu'ici, le Forum sur l'emploi s'est attaqué à des problèmes "micro", du genre formation sur le plancher de l'usine: formation, éducation, santé, sécurité, changement technologique, etc. Il est important que le Forum s'occupe éventuellement, aussi, des questions macroéconomiques. Et c'est beaucoup plus difficile parce que c'est facile de rallier les syndiqués, les travailleurs et les patrons aux questions qui sont leur pain quotidien. Mais allez leur parler de coordination au niveau national, des fois, c'est un peu plus abstrait.

Mais, c'est impossible d'avoir une politique efficace de gestion, de formation et de technologie, si on n'a pas des emplois au bout. Et ces emplois-là vont venir de notre capacité de gérer notre économie socialement.

**Mme Marois:** C'est ça. À cet égard-là, enfin, ce qui m'a toujours semblé comme être une faille pour le Forum sur l'emploi, c'est qu'il y a un partenaire qui n'est pas là. Et, évidemment, c'était peut-être utile qu'au départ les gens se réunissent et s'entendent sur un certain nombre de règles du jeu.

**M. Fortin:** Vous voulez dire le gouvernement?

**Mme Marois:** Oui. Je pense au gouvernement qui est plutôt en retrait à l'heure actuelle. Ce n'est peut-être pas mauvais, dans un premier temps, mais j'imagine que, dans une perspective où on pousse plus loin sur les politiques macroéconomiques...

**M. Fortin:** C'est non seulement mauvais dans un premier temps, à mon avis, que le gouvernement ne soit pas là, mais c'est absolument désirable. Parce que, ce qu'il faut faire, dans le fond, c'est que les gens disent: Voici comment on veut fonctionner. Allez voir le gouvernement, c'est comme ça qu'on veut que vous marchiez et nous, on est prêts à embarquer dans quelque chose.

**Mme Marois:** Mais il devra être associé à un moment ou l'autre du processus. Ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Merci, M. le Président. M. Fortin, j'aimerais vous ramener à la page 19 du mémoire que vous nous avez présenté à la commission où vous dites: "L'intégration commerciale (par exemple, l'Accord de libre-échange canado-américain) sans l'intégration monétaire favorise la concentration de l'investissement des entreprises dans le grand pays clé de la zone (les États-Unis) au détriment des petits pays

membres (le Canada et le Québec). L'Europe a bien compris ce phénomène, mais pas encore le Canada."

Est-ce que je dois comprendre, de ce paragraphe que je viens de citer, que vous dites que l'intégration commerciale amène une intégration monétaire? Est-ce que c'est ça que je dois comprendre?

**M. Fortin:** Elle ne l'amène pas, mais pour qu'elle fonctionne bien, à notre avantage – nous qui sommes le petit pays dans l'accord canado-américain, le Canada est le petit, les Américains sont le gros – à mon avis, il faut que le régime monétaire canadien en soit un de taux de change fixe. C'est ça que je dis.

**Mme Bégin:** Est-ce qu'on peut...

**M. Fortin:** Autrement... et c'est ça le sens de mon argument. La plupart des entreprises qui sont performantes au Québec et au Canada, de manière à exporter sur le marché américain très profitablement, sont des entreprises qui exportent, à l'extérieur des frontières, plus que la moitié de leur production. Ces gens-là, s'ils ont le choix de s'établir au Canada ou aux États-Unis, ils vont regarder à quel endroit c'est le plus profitable de s'installer. Et si vous leur dites: Bien, écoutez, si vous restez au Canada, c'est à vos risques et dépens. Le dollar canadien, on s'excuse, mais ça peut monter et baisser de 25 % à la hausse et à la baisse à l'intérieur d'une décennie. Qu'est-ce que vous voulez qu'ils fassent? Ils vont décider de construire leur prochaine usine dans le New Jersey plutôt que dans la Beauce. C'est ça que je dis dans cette argumentation-là.

**Mme Bégin:** Mais, est-ce qu'on peut faire ce même rapprochement? Parce que, quand je lisais ce paragraphe-là, j'essayais de faire un rapprochement Canada-Québec, advenant la souveraineté, qu'il y ait intégration commerciale, intégration monétaire. Moi, c'est dans ce sens-là...

**M. Fortin:** Oui. C'est, par conséquent, un corollaire de cette vision-là qu'un Québec qui serait souverain devrait être dans un régime de taux de change fixe, soit avec le Canada, soit avec les États-Unis ou avec une moyenne des deux, mettons 50-50 ou 60-40. On pourrait regarder ça.  
(18 heures)

**Mme Bégin:** Quand on parle d'intégration...

**M. Fortin:** Mais, éventuellement, la pondération devrait évoluer si on avait une monnaie québécoise. Évidemment, si on conserve la monnaie canadienne...

**Mme Bégin:** C'est ce que vous dites.

**M. Fortin:** ...on serait dans un régime de taux de change fixe avec le Canada, mais qui continuerait d'être fluctuant avec les Américains. À moins que le Canada, dans son ensemble, décide de fixer son taux de change.

**M. Chagnon:** Au pair.

**M. Fortin:** Pardon?

**M. Chagnon:** Au pair?

**M. Fortin:** À l'heure actuelle, je dirais que, pour faire la moitié du chemin de manière à réintégrer la position concurrentielle que nous avions en 1986 – qui était à peu près moyenne dans les 40 dernières années – je dirais qu'il faudrait avoir actuellement un dollar canadien à 0,75 \$. Pour rejoindre la position concurrentielle que nous avions en 1986 avec les Américains, ça prendrait un dollar canadien actuellement à 0,62 \$. En allant à 0,75 \$, on fait la moitié de la distance seulement et on laisse énormément de pression encore sur les entreprises, pour qu'elles accélèrent leur croissance de productivité, et sur les entreprises syndicales, pour qu'elles soient plus modérées dans leurs demandes salariales. C'est ce que je dis.

**Mme Bégin:** C'est parce que, pour moi, je ne suis pas une économiste, M. Fortin, et vous me sortez des termes où j'ai un petit peu de misère, quand vous me parlez. Moi, j'essayais de ramener ça au Québec-Canada, parce qu'on dit qu'on veut l'abolition des frontières, des douanes, entre le Québec et le Canada. On veut la monnaie canadienne. Du moins, en tout cas, tous les économistes qui sont venus nous parler ici nous ont dit qu'il fallait garder la monnaie canadienne au moins à court terme. Certains prétendent qu'à long terme on pourrait adopter la monnaie québécoise, mais, à court terme, il faut garder la monnaie canadienne. Mais, quand on parle d'intégration monétaire, est-ce qu'elle est complètement indépendante des politiques sociales et d'autres interventions étatiques que les partenaires peuvent avoir entre eux autres?

**M. Fortin:** Prenez l'exemple d'une situation où vous voudriez avoir une politique sociale beaucoup plus avancée au Québec qu'en Ontario. Que ce soit avant ou après la souveraineté, ça ne ferait pas de différence puisqu'on a la même monnaie. Alors, en termes de votre question, on pourrait, au Québec, avoir cette politique sociale beaucoup plus avancée. Mais il faudrait, pour que ça n'ait aucun impact sur notre position concurrentielle avec l'Ontario, que, pendant un certain temps, les prix au Québec augmentent moins rapidement qu'en Ontario, parce que l'ensemble des rémunérations aurait augmenté moins.

En somme, ce que je veux dire, c'est que, si on a une politique sociale plus généreuse, il

faut la financer. Pour la financer, il faut aller taxer les gens. Pour que ce soit viable sans que ça grève la position concurrentielle des entreprises québécoises sur le marché canadien et aussi international, il faudrait que, en conséquence de ça, les salariés québécois absorbent la hausse de taxe sans demander d'augmentation de salaire pour couvrir la hausse de taxe qu'exigerait ce financement-là. Ce ne serait pas facile ou, comme diraient mes enfants, ce serait comme pas facile. Les Suédois le font. La Suède est un des pays les plus avancés sur le plan social, mais, également, en moyenne dans les 30 dernières années, ils ont eu une position concurrentielle très bonne par rapport à tous leurs concurrents. Ça ne les a pas empêchés d'être très concurrentiels.

Et il y a deux raisons pour ça. Premièrement, ils ont cette politique monétaire là gérée socialement, c'est-à-dire qu'ils peuvent décider qu'effectivement on a eu une expansion de la politique sociale cette année et, donc, les salaires n'augmenteront pas de façon à se compenser pour la hausse de taxe nécessaire pour financer ça. Ils ont joué de ça beaucoup. Ils ont également joué de l'ajustement du taux de change. Mais dans votre hypothèse, l'ajustement du taux de change est interdit parce que vous le fixez.

Alors, je vous dis que c'est possible mais que c'est difficile. Ça exigerait une concertation très serrée de la part des agents économiques. Dans le système où nous vivons actuellement, ce serait très difficile. En fait, ce serait possible mais seulement sur le très long terme et il faudrait passer par une période de chômage plus élevé.

**Mme Bégin:** Je vous remercie beaucoup, M. Fortin.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun.

**M. Gauthier:** M. le Président, merci. Il y a un point qui est important, dans votre présentation, qui est toute la dimension de la dette. Malheureusement, on ne l'a pas abordé. Est-ce qu'on aura la chance d'y revenir, à l'heure qu'il est, ou, moi, je peux vous poser un certain nombre de questions? D'une part, pouvez-vous nous expliquer comment vous arrivez – je l'ai compris, maintenant – nous expliquer un peu comment vous arrivez à la manière dont vous établissez la dette, premièrement, c'est-à-dire le partage de la dette advenant un Québec souverain?

D'autre part, j'aurais aimé, parce que j'ai aimé votre approche probabiliste au départ, savoir en discutant avec vous quelles seraient les probabilités que vous donneriez à chacun des coefficients, où on pourrait presque avoir une dette d'une durée variable aléatoire et à ce

moment-là, on pourrait essayer de voir l'espérance mathématique de la dette pour savoir probablement ce qui serait le plus probable qu'on obtiendrait, parce que vous avez très bien dit, ça peut varier entre telle et telle valeur, pour évaluer les différents paramètres que vous prenez.

Je ne sais pas, M. le Président, si on s'embarque dans un champ qu'on n'a pas abordé du tout ici, mais qui est, quand même, fondamental, j'ai l'impression, pour le futur. Alors, je ne sais pas si monsieur reviendra ou pas.

**M. Fortin:** Je peux...

**M. Gauthrin:** J'ai l'impression que ce n'est pas clair.

**M. Fortin:** Je peux en parler une minute ou deux, si vous désirez.

**M. Gauthrin:** Ou bien vous pouvez parler pendant deux heures.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, c'est un sujet spécifique qui va être abordé à la commission. Maintenant, est-ce que ce sera avec M. Fortin ou non, je ne peux pas vous le dire.

**M. Gauthrin:** La raison de ma question, M. le Président, c'est que dans le document qui nous a été donné, il y a un chapitre très important sur la dette et la manière de partager la dette, l'approche du partage de la dette et une manière d'évaluer les coefficients. Je ne sais pas si c'est... Je sais que ce n'est pas spécifiquement ce que nous avons à débattre, mais est-ce qu'on peut aborder la question ou pas ou l'aborder légèrement, quitte à revenir ultérieurement avec vous?

**Le Président (M. Bélanger):** Ce que je peux vous dire, à ce moment-ci, c'est que c'est un sujet qui va être abordé à la commission, en profondeur, dans un temps futur. Je ne peux pas vous donner la date et je n'ai pas le calendrier devant moi, mais c'est à peu près la seule réponse que je peux vous donner aujourd'hui.

**M. Gauthrin:** Alors, vous me permettez, une brève question là-dessus...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Gauthrin:** ...et un souhait éventuel qu'on puisse échanger à nouveau avec M. Fortin sur la question de la dette, parce que je comprends qu'on va simplement bâcler la question si on l'aborde en deux ou trois minutes. Alors, je souhaiterais pouvoir échanger avec vous, mais peut-être à un autre moment, sur la question.

**M. Fortin:** Je pense que cette section-là du texte que j'ai remis à la commission est la plus claire et la plus définitive. C'est celle, d'ailleurs, qui m'a fait penser à partir une petite entreprise avec un logiciel de calcul de la dette d'un Québec souverain et puis, selon les paramètres qu'on met dedans, il sort tel chiffre au bout. On pourrait même mettre un jeu avec des joueurs, etc.

**M. Gauthrin:** Aléatoire, probabiliste, aléatoire sur les coefficients.

**Le Président (M. Bélanger):** Je pourrais acheter votre logiciel aussi.

**M. Fortin:** Bon. Ce qui est important, au départ, c'est d'arriver à une formule technique dans laquelle tous les paramètres de négociation se situeraient et qui, en combinaison, nous donne une réponse qui est la dette finale que le Québec... Les éléments importants là-dedans sont ceux qui sont mentionnés dans le texte, c'est-à-dire la dette financière, la dette monétaire, les actifs, la dette de retraite, la clé de répartition globale, le crédit au droit seigneurial, la proportion... la clé pour le passif retraite, qui peut être différent, et également la proportion des actifs qui sont emportés par le Québec par rapport à ceux qui sont laissés sur le territoire canadien, par comparaison à la clé globale.

Bon. Et avec cette expression très simple là, on peut calculer le chiffre auquel la commission Bélanger-Campeau, en pressant sur le bouton bc sur l'ordinateur et c'est une façon très simple, je pense, et je dirais – sans déprécier le travail du secrétariat de la commission Bélanger-Campeau – plus simple de présentation que ce qui a été fait dans la commission, mais complètement équivalente, isomorphe, si vous désirez. Et tout ce que j'ai à dire, pour l'instant, sur la formule, c'est ça. Sur la probabilité des paramètres, moi, il me semble essentiel que le Québec obtienne le plein crédit pour les droits du seigneur. Que ce soit par une réduction de la dette ou par une réduction du service affecté à la dette. C'est différent parce que, si on a une monnaie canadienne, il peut toujours se produire que, cinq ans après, on change puis on a un dollar québécois, par exemple. À ce moment-là, c'est...

**M. Chagnon:** M. McCallum...

**M. Fortin:** Pardon?

**M. Chagnon:** M. McCallum est maintenant d'accord avec vous à cet effet-là. Il nous a annoncé ça hier.

**Une voix:** Il a corrigé ses chiffres.

**Une voix:** Oui.

**Une voix:** Pas hier, la semaine dernière.

**M. Fortin:** Oui... Je...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Ça vous embête?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Fortin:** Au contraire. C'est...

**M. Gauthrin:** Non, mais des fois c'est très embêtant, être d'accord!

**M. Fortin:** ...John McCallum est le macro-économiste que je respecte le plus au Québec et avec lequel j'ai le plus grand plaisir à travailler quotidiennement. Alors, il y a ce crédit au droit seigneurial.

L'autre aspect qui est absolument fondamental, c'est la différence entre ce à quoi on a droit comme actif, en vertu de la clef générale de répartition de l'actif et du passif et ce qu'on emporte. Et c'est d'ailleurs là le coeur de la différence entre le chiffre de 23 %, que la commission Bélanger-Campeau avait choisi pour la répartition globale des actifs, et, finalement, celui de 18,5 % qui a tellement jeté de confusion dans toute la presse. Encore plus dans la presse anglophone, parce que le mémoire n'avait pas été traduit en anglais; donc, il y avait la barrière comptable plus la barrière linguistique de leur côté. Et encore là, moi, j'ai constamment à m'expliquer au Canada anglais – puis je passe à peu près quatre ou cinq jours par mois, de ce temps-ci, à essayer d'expliquer toutes ces choses-là – sur cet aspect-là du travail de la commission. Et ensuite, il y a, évidemment, de façon centrale, la clef globale de répartition que la commission Bélanger-Campeau a choisie à 22,8 %, selon les taxes payées, qu'à l'autre extrême, Paul Boothe, de l'Université d'Alberta – B,o,o,t,h,e pour la personne qui prend les noms – évaluerait à 31 % ou 32 %. Et je pense que, raisonnablement, dans les situations de séparation d'États, ça a été soit le produit intérieur brut – la proportion de produit intérieur brut – ou la proportion de population. Alors, personnellement, il me semble que si je devais prévoir où on s'en irait, c'est que la clef de répartition, pour le régime de retraite, évoluerait, ne serait pas ce que la commission Bélanger-Campeau a déterminé, mais serait quelque part entre ce chiffre-là et la clef globale de répartition. Mais, ce serait à la négociation entre les parties de déterminer ça.

Le crédit, je pense que le Québec devrait être fondamentalement intraitable sur cette question-là du crédit au droit seigneurial. Il s'agit de plusieurs milliards de dollars, à l'heure actuelle, peut-être de 5 000 000 000 \$ ou 6 000 000 000 \$ impliqués et ça fait beaucoup de sous, si on est pour utiliser le dollar canadien.

C'est impensable et non négociable et même qu'un médiateur ne peut pas amener les parties... J'irais même jusqu'à dire que cette somme-là est tellement importante qu'on devrait songer à émettre un dollar québécois, au pair avec le dollar canadien, mais dont la valeur serait fixée par législation ou même constitutionnellement, ce qui serait le meilleur substitut possible. Et à ce moment-là, on les récupérerait automatiquement, les droits du seigneur. L'autre aspect, ce sont les actifs emportés versus ceux qui sont laissés sur le territoire. Mais là, ça prendrait une évaluation. Mais je pense que, jusqu'à preuve du contraire, les estimations du secrétariat de la commission sont celles qui doivent être retenues. Et les estimations de la commission d'ailleurs, là-dessus, ont été le point de départ de toutes les études...

**M. Gauthrin:** Il n'y a pas de contestations sur les...

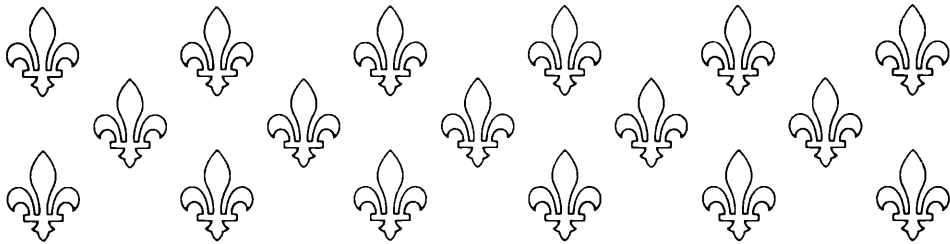
**M. Fortin:** ...qui ont été faites jusqu'ici au Canada.

**Le Président (M. Bélanger):** Eh bien! M. Fortin...

**M. Gauthrin:** M. le Président, vous pouvez prendre des débats...

**Le Président (M. Bélanger):** ...nous vous remercions chaleureusement de votre participation à nos travaux. Et compte tenu de l'heure, la commission ajourne ses travaux à 15 h 30, le lundi 16 décembre. Merci.

(Fin de la séance à 18 h 16)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le lundi 16 décembre 1991 — No 16**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Motion requérant de procéder à des consultations particulières afin d'étudier les impacts sur la souveraineté	CEAS-417
Exposé de M. José Woehrling	CEAS-417
Motion requérant de procéder à des consultations particulières afin d'étudier les impacts de la souveraineté (suite)	CEAS-436
M. Cosmo Maciocia	CEAS-437
M. Jacques Brassard	CEAS-437
M. Henri-François Gauthrin	CEAS-438
M. Neil Cameron	CEAS-438
M. Robert Benoit	CEAS-438
M. Robert LeSage	CEAS-439
Mise aux voix de la motion	CEAS-439
Président: M. Guy Bélanger	
Président suppléant: M. Henri-François Gauthrin	
Secrétaire: M. François Geoffrion	

### Autres intervenants

M. Maurice Richard  
Mme Louise Bégin  
M. Jacques Chagnon  
M. Michel Després  
M. Robert Thérien

Témoin interrogé: M. José Woehrling, Université de Montréal

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le lundi 16 décembre 1991

(Quinze heures quarante-cinq minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun, s'il vous plaît, de bien vouloir prendre sa place pour que nous puissions débiter nos travaux dans l'ordre et dans le silence. Je demanderais votre collaboration particulière. C'est que dans cette salle, qui est magnifique par ailleurs, les moindres bruits ont tellement de répercussion... En tout cas, ici, au fond, on a l'impression d'être dans une caisse de résonance et on n'entend plus rien de ce qui se passe. Alors, si on veut tenir des petits caucus parallèles, je recommande d'aller à l'extérieur. C'est mieux d'entendre des bruits de pas pendant quelques secondes que d'entendre une conversation pendant une minute ou deux, parce qu'on vient qu'on ne se comprend plus. C'est non seulement peu respectueux pour notre invité mais aussi pour ceux qui veulent l'entendre.

Aujourd'hui, nous recevons M. José Woehrling, qui est né en 1944 à Mulhouse – mon accent n'est pas vraiment... – en Alsace et qui, à ce titre, est membre de la seule communauté germanophone de France. Il est sensible, pour cette raison, aux problèmes de toutes les minorités, que ce soit la minorité anglophone du Québec ou la minorité francophone du Canada, principalement établie au Québec et majoritaire sur ce territoire. Il faut aussi savoir qu'en France il n'y a pas de minorités. C'est par décret; ce n'est pas par réalité. Donc, il a fait ses études à Strasbourg et à Montréal et il est installé au Québec depuis 1968. Il est marié à une Québécoise. Ah! Les Français! M. Woehrling est professeur de droit public à l'Université de Montréal depuis 1971.

Alors, M. Woehrling, on fait de vous une courte présentation parce que je pense que tout le monde vous connaît assez bien ici. Avant de débiter les travaux, savoir s'il y a des remplacements. M. le secrétaire? M. Benoit (Orford).

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** C'est tout.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est tout. Bien.  
M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** M. le Président, j'ai une motion à vous présenter en vertu de l'article 22. Et la motion se lit comme suit: "Que la commission chargée..."

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse. Est-ce qu'on peut s'entendre – on a une séance de travail tout de suite à la fin de ces travaux-ci – pour au début de la séance de travail?

**M. Maciocia:** M. le Président, on a toujours fait le dépôt des motions au début de chaque séance publique et on la remettait à la fin de la séance.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. On la discute à la fin. Parfait.

**Motion requérant de procéder à des consultations particulières afin d'étudier les impacts sur la souveraineté**

**M. Maciocia:** C'est ça. Alors, la motion se lit comme suit: "Que la commission chargée d'étudier les questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté procède à des consultations particulières afin d'étudier les impacts de la souveraineté et qu'à cette fin, elle tienne des auditions publiques et entende des groupes et des organismes. Que chaque groupe ou organisme invité par la commission traite, dans son mémoire, d'aspects spécifiques reliés à son expertise et qu'à cette fin des thèmes de discussion lui soient transmis par la commission. Que les mémoires soient transmis au secrétariat des commissions sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec."

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, nous accueillons la motion du député de Viger et, tel que convenu, nous la discuterons à la fin de nos travaux.

Alors, M. le député de Lac-Saint-Jean, ça va?

**M. Brassard:** J'aimerais en avoir une copie le plus tôt possible.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Woehrling, nous sommes tout ouïe.

**Exposé de M. José Woehrling**

**M. Woehrling (José):** Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord vous remercier, M. le Président, mesdames et messieurs les députés, de m'avoir invité à cette commission. Je dois vous parler aujourd'hui des droits des minorités dans un Québec souverain. J'aimerais d'emblée préciser les questions que je n'aborderai pas dans mon étude. Je ne parlerai pas des droits des peuples autochtones, y compris en matière linguistique, parce que c'est une question, je crois, trop particulière, qui est liée à la problématique beaucoup plus générale du statut des peuples autochtones. J'ai également éliminé de mon exposé la question des droits des minorités confessionnelles, notamment en matière scolaire parce que, là aussi, je crois que c'est une

question trop spécifique qui mérite une étude particulière. C'est la question du régime de l'enseignement confessionnel qui découle de l'article 93 de la Constitution de 1867. Enfin, je ne parlerai pas non plus des minorités raciales et sexuelles parce que c'est une question qui relève davantage de la problématique de l'égalité et de la discrimination que de celle des minorités.

Alors, cela me laisse donc, comme champ de réflexion, les droits des minorités linguistiques et culturelles parmi lesquelles, je pense, il convient de distinguer deux catégories très différentes, du moins pour ce qui est du Québec: d'une part, la minorité anglophone qui bénéficie traditionnellement de droits linguistiques et culturels très importants et, d'autre part, les autres minorités culturelles et linguistiques auxquelles les droits qui sont reconnus sont considérablement moindres.

Avant de commencer, je voudrais également faire deux remarques préliminaires. Mon objectif, ici, est de vous présenter les différentes options disponibles en ce qui concerne les droits qui pourraient être reconnus aux minorités dans un Québec souverain et également, peut-être, de réfléchir avec vous sur les critères dont il faudrait tenir compte pour faire un choix parmi ces différentes solutions. Évidemment, ces critères n'ont rien de scientifique. Le choix final relèvera donc d'une appréciation politique qui sera extrêmement délicate et qui vous reviendra. Délicate, parce qu'il faudra mettre en balance différents objectifs qui ne sont pas toujours compatibles de façon harmonieuse. Autrement dit, il n'y a pas de solution idéale dans ce domaine, pas plus d'ailleurs que dans n'importe quel autre.

Selon moi, pour commencer, les facteurs politiques et juridiques dont il faudra tenir compte pour déterminer les droits des minorités culturelles et linguistiques dans un Québec souverain sont les suivants et j'en ai relevé quatre. En premier lieu, de façon idéale autant que possible, les droits dont jouissent traditionnellement les minorités du Québec ne devraient pas être diminués ou abrogés lorsque le Québec deviendra souverain. Cette première considération se justifie, d'après moi, pour des raisons qui sont à la fois éthiques et politiques. Sur un plan éthique, il me semble évident qu'il faut éviter autant que possible d'enlever à des personnes ou à des groupes des droits dont ils bénéficient traditionnellement. Par ailleurs, sur un plan plus politique, il faut réaliser que le Québec provoquerait beaucoup de ressentiment au Canada anglais et ternirait son image dans l'opinion publique internationale si, en accédant à la souveraineté, un de ses premiers gestes consistait à diminuer, voire même à abroger, les droits dont bénéficient traditionnellement ces minorités.

Cependant, cette première considération n'a pas une portée absolue. Ça ne signifie pas que les droits qui sont actuellement reconnus aux minorités ne pourraient être qu'intégralement

maintenus ou même augmentés. Néanmoins, je pense que toute diminution de ces droits devrait être très solidement justifiée. La principale justification, évidemment, pourrait tenir au fait que certains droits constitutionnels de la minorité anglophone ont été imposés au Québec contre sa volonté ou encore que les droits des minorités, en particulier ceux de la minorité anglophone, entrent en conflit avec des mesures destinées à protéger, à renforcer le statut de la langue française.

Ceci m'amène à ma deuxième considération qui est la suivante. C'est que les droits linguistiques reconnus aux minorités du Québec devraient être compatibles avec la politique destinée à préserver et à renforcer le statut de la langue française. Je pense que, dans le contexte de cette présentation, il est indispensable de rappeler certaines réalités sociolinguistiques et démolinguistiques qui expliquent et justifient la politique du Québec en matière de langue. Ces faits, qui sont bien connus, ont été mis en lumière par la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme et par la commission Gendron. Ces deux commissions, comme vous le savez, ont constaté deux réalités qui sont très inquiétantes pour les Québécois francophones. D'une part, la désaffection des immigrants à l'égard de l'école française et leur intégration massive à la communauté anglophone à l'époque, évidemment, où ces commissions ont fait leurs travaux; d'autre part, l'infériorité du français par rapport à l'anglais dans la vie économique et cela, au Québec même.

À partir de là, les deux objectifs principaux de la politique linguistique québécoise s'imposaient en quelque sorte d'eux-mêmes. Le premier objectif étant d'amener les immigrants à fréquenter l'école française plutôt que l'école anglaise, le deuxième objectif consistant à rehausser le prestige de la langue française et son utilité dans la vie économique, de façon à permettre aux francophones de travailler en français – ce qui n'était pas toujours possible et qui ne l'est toujours pas encore tout à fait – et de façon également à inciter les non-francophones à apprendre la langue de la majorité. Ces deux objectifs ont été poursuivis de façon systématique et cohérente par tous les gouvernements qui se sont succédés au Québec depuis 1970. Le gouvernement libéral qui a fait adopter, en 1974, la loi 22 et le gouvernement du Parti québécois qui a fait voter, en 1977, la loi 101. Je pense que, de la loi 22 à la loi 101, les buts sont restés les mêmes et, finalement, ce n'est que les modalités, les moyens, qui ont été quelque peu modifiés.

Maintenant, il faut bien comprendre que, pour atteindre les objectifs de la politique linguistique québécoise, on a considéré qu'il fallait parfois limiter les droits traditionnels des anglophones et ceci sur la base de certaines constatations sociolinguistiques. Comme les deux



langues sont en situation de très grande concurrence, on a estimé qu'il fallait en quelque sorte imposer un handicap à la langue la plus forte, qui est l'anglais, pour avantager la plus faible, qui est le français. Et ceci explique que, dans la loi 101, on ait inséré des dispositions qui reconnaissent au français un rôle prépondérant et parfois même – mais enfin, de façon assez rare – un rôle exclusif dans certains domaines. Dans un pareil contexte, la reconnaissance de certains droits à la minorité anglophone peut évidemment entrer en conflit avec les principaux objectifs de la politique linguistique du Québec. Par exemple, si on reconnaissait à l'anglais un statut juridique et officiel plus ou moins comparable au statut du français, et si, par ailleurs, son utilité économique et son prestige restent supérieurs, ce qui risque d'être toujours le cas, il sera fort difficile de convaincre les immigrants de s'intégrer à la communauté francophone. Au contraire a-t-on estimé, le statut prépondérant du français, ou son usage exclusif dans certains cas, pourrait contribuer à persuader les immigrants qu'une belle intégration est dans leur intérêt. Pour savoir dans quelle mesure les droits linguistiques actuellement reconnus à la minorité anglophone devraient être conservés dans un Québec souverain, il faut donc se demander s'ils s'opposent ou non à l'accomplissement des objectifs de la politique linguistique québécoise. À cet égard, on peut sans doute penser que la situation sociolinguistique s'améliorerait en faveur du français si le Québec accédait à la souveraineté. En effet, les immigrants verraient alors les francophones comme une véritable majorité plutôt que de les percevoir comme une minorité au niveau pancanadien, comme c'est très souvent le cas à l'heure actuelle. Et je pense que la stratégie d'intégration et de réussite sociale des immigrants s'en trouverait sans doute modifiée.

Cela permet de penser – et c'est une idée souvent exprimée – qu'il serait moins risqué pour le Québec de reconnaître certains droits à sa minorité anglophone une fois qu'il serait devenu souverain, que dans la situation actuelle où il n'est après tout que la seule province majoritairement francophone dans une fédération où les neuf autres provinces sont majoritairement anglophones.

J'en arrive à ma troisième considération, qui est peut-être un peu plus technique mais, je le crois, très importante. C'est la suivante. Dans un Québec souverain, la Constitution devra inévitablement reconnaître certains droits fondamentaux qui possèdent un contenu linguistique implicite et qui pourront donc être invoqués par les minorités dans le domaine de l'usage privé. C'est ce qu'on appelle l'usage privé ou l'usage non officiel des langues.

En effet, en droit comparé et en droit international, on distingue habituellement entre l'usage privé, ou non officiel, et public ou

l'usage officiel des langues. Ce qu'on appelle l'usage officiel des langues concerne l'exercice des fonctions étatiques et les relations de l'État avec les citoyens. Il concerne donc, par exemple, des domaines comme la langue des tribunaux, la langue des lois et des règlements, la langue de l'instruction publique ou encore celle des services administratifs.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que concernant cet usage officiel, on considère très généralement qu'aucun droit de choisir la langue n'est garanti en vertu des libertés fondamentales ou du droit à l'égalité. Dans ce domaine, il est bien admis, autant en droit comparé qu'en droit international, que les individus peuvent se voir imposer l'usage d'une langue déterminée. C'est facile de comprendre pourquoi, d'ailleurs. S'il en allait autrement, cela signifierait qu'un État doit offrir ses services dans toutes les langues parlées sur son territoire, ce qui est manifestement absurde.

Ceci ne veut évidemment pas dire qu'une certaine liberté de choisir la langue dans les rapports officiels ne peut pas être spécifiquement, expressément, garantie dans une constitution, comme c'est d'ailleurs actuellement le cas au Canada. Cependant, il faut bien comprendre que pour exister, pour être reconnue, cette liberté de choisir la langue dans les rapports avec l'État doit être expressément prévue. Elle ne saurait jamais être considérée comme découlant implicitement des libertés fondamentales ou du droit à l'égalité. Et dans un Québec souverain, si on veut que de tels droits existent, il faudra donc les reconnaître expressément, explicitement. Si on ne le fait pas, ils n'existeront pas en matière d'usage officiel.

Par contre, les prémisses juridiques sont tout à fait différentes en ce qui concerne l'usage non officiel, ce qu'on appelle l'usage privé des langues, c'est-à-dire l'usage des langues dans les rapports entre personnes privées. C'est le concept de "privé" au sens juridique, pas au sens sociologique. Ce qu'on appelle l'usage privé, l'usage non officiel, regroupe tous les cas où la langue n'est pas employée dans les rapports officiels, dans les rapports des citoyens avec l'État. Par exemple, on va dire que la publication de livres ou de journaux, les représentations théâtrales, les conférences, les réunions publiques, la vie commerciale et économique, l'affichage commercial, sont des exemples dans cette optique d'usage privé de la langue. Vous voyez que c'est donc un emploi du concept de "privé" qui est juridique, qui n'est pas sociologique. L'affichage public est sociologiquement public puisqu'il est destiné au public, il se fait en public. Mais il est juridiquement privé parce qu'il se fait dans les rapports commerciaux ou économiques, entre personnes privées. Il ne relève pas des rapports entre les citoyens et l'État.

Ce qu'on estime traditionnellement, en droit comparé et en droit international, c'est qu'en

matière d'usage privé l'individu doit être libre d'employer la langue de son choix. Et l'on considère que cette liberté linguistique découle implicitement des libertés fondamentales, notamment de la liberté d'expression et du droit à l'égalité.

(16 heures)

Il est bien important de comprendre qu'il n'est donc absolument pas nécessaire de garantir expressément cette liberté par une disposition constitutionnelle particulière pour qu'elle existe. Dès qu'une constitution reconnaît le droit à l'égalité et dès qu'elle reconnaît la liberté d'expression, les tribunaux vont faire découler de ces droits fondamentaux et de ce droit à l'égalité, implicitement, une liberté linguistique en matière d'usage privé. Autrement dit, le libre choix de la langue dans l'usage privé constitue, en quelque sorte, une dimension nécessaire et implicite des libertés fondamentales et du droit à l'égalité et, bien sûr, cette liberté linguistique-là ne bénéficie pas uniquement aux membres des minorités, mais également aux membres de la majorité elle-même, à tous, à toutes les personnes. Cette portée linguistique implicite a été admise au Canada, comme vous le savez, dans l'affaire Ford de décembre 1988. Donc, c'est une considération, c'est une façon de voir les choses qui est pleinement applicable, aujourd'hui, au Canada et au Québec et cela a bien été marqué dans cette décision retentissante de la Cour suprême du Canada, où la cour a déclaré inopérants les articles 58 et 69 de la loi 101, qui prescrivent l'unilinguisme dans l'affichage public et les raisons sociales. Elle s'est fondée, pour cela, non pas sur des droits linguistiques, mais sur la liberté d'expression et sur le droit à l'égalité, qui sont garantis, d'ailleurs, dans les deux chartes, à peu près de la même façon et dans les mêmes termes. Elle s'est fondée à la fois sur la Charte des droits et libertés de la personne du Québec et sur la Charte canadienne des droits et libertés.

L'affaire Ford démontre donc que le droit des minorités, relativement à l'usage de leur langue, dans le domaine privé et la vie économique, que ces droits-là sont protégés par le biais des libertés fondamentales et le droit à l'égalité. Et cette affaire démontre également comment la politique linguistique du Québec peut être attaquée avec succès et pourra continuer d'être attaquée avec succès dans un Québec souverain, sur la base de certains droits et libertés qui devront inévitablement être enchâssés dans une constitution québécoise, parce qu'il n'est pas imaginable que le Québec devienne souverain sans que le droit à l'égalité et sans que la liberté d'expression soit enchâssée dans sa constitution. Cela signifie également que la protection de certains éléments essentiels de la politique linguistique québécoise, contre ce genre de contestation, que ce soit maintenant ou que ce soit dans le futur, dans un Québec souverain,

soulève et continuera de soulever, dans un Québec souverain, la problématique du pouvoir de déroger aux droits et libertés. Et je reviendrai à cette question par la suite.

Enfin, quatrième et dernière considération préliminaire ou générale, c'est qu'un Québec souverain devrait, autant que possible, respecter les standards du droit international en matière de protection des minorités. En devenant souverain, le Québec voudra, évidemment, ratifier les principales conventions internationales sur la protection des droits de la personne. Le Québec a d'ailleurs déjà adhéré, en 1976, en tant que province canadienne, au pacte international relatif aux droits civils et politiques dont l'article 27, comme vous le savez déjà, contient une garantie en faveur des minorités ethniques, religieuses et linguistiques. M. Deschênes, il y a 15 jours, vous a longuement entretenu de ce sujet, je ne reviendrai d'ailleurs pas en détail là-dessus. J'ai lu les transcriptions de son témoignage en venant et je pense que je n'ai plus rien à vous apprendre sur ce plan. Par conséquent, les droits garantis aux minorités dans un Québec souverain devraient respecter les normes du droit international. Maintenant, quel est le contenu de ces normes du droit international en matière de protection des minorités? Je pense que là encore, il faut à nouveau distinguer entre ce qui concerne l'usage officiel, d'une part, et l'usage non officiel ou privé, d'autre part, des langues.

Tout d'abord, dans le domaine de l'usage privé des langues, de l'usage non officiel, par exemple, en matière économique et commerciale, on peut dire que la situation est la même en droit international qu'en droit interne, c'est-à-dire que le droit de toute personne d'utiliser la langue de son choix, dans ces domaines-là, est considéré comme découlant, implicitement, des libertés fondamentales comme la liberté d'expression et du droit à l'égalité. Alors, ces mêmes droits sont déjà reconnus dans la Charte québécoise et ils le seront dans une future constitution québécoise. On peut, par conséquent, conclure ici que dans ce domaine de l'usage privé, le niveau des droits garantis est le même, que ce soit en droit interne québécois ou canadien ou que ce soit en droit international et que ça ne peut pas changer. On n'a même pas à se poser la question.

Par contre, dans le domaine de l'usage public, de l'usage officiel des langues, donc l'usage des langues en matière législative, judiciaire, dans les rapports avec l'administration en matière d'instruction publique, dans ce domaine, les garanties qui découlent du droit international sont extrêmement limitées, comme M. Deschênes vous l'a bien expliqué, je pense, il y a quinze jours. Elles sont très limitées, elles sont vraiment minimales et elles sont, en tout cas, bien moindres que celles dont bénéficie actuellement la minorité anglophone du Québec

en vertu de la Constitution canadienne. Le standard international, dans ce domaine, est vraiment un standard minimal et il ne deviendrait pertinent vis-à-vis de la communauté anglophone du Québec que si l'on voulait diminuer de beaucoup les droits dont elle bénéficie à l'heure actuelle. Par contre, le standard minimal du droit international pourrait être pertinent pour ce qui concerne les autres minorités linguistiques et culturelles du Québec parce que ces autres minorités ne bénéficient actuellement ni en vertu du droit québécois ni en vertu du droit canadien d'une protection véritablement significative en matière d'usage public des langues. Donc, il ne sera pas inutile, peut-être, d'examiner les standards du droit international un peu plus tard pour voir si les droits des autres minorités y correspondent mais je pense que c'est le cas. Je pense que c'est le cas parce que ces standards internationaux sont vraiment très limités.

Pour terminer peut-être avec le droit international, pour le moment, je voudrais ajouter deux remarques. En premier lieu, il faut souligner – mais c'est évident – que les normes du droit international s'appliquent de la même façon à toutes les minorités. Par conséquent, si la constitution d'un Québec souverain ne prévoyait aucun droit spécial pour la minorité anglophone, celle-ci se retrouverait sur un pied d'égalité avec toutes les autres minorités, c'est-à-dire qu'elle ne bénéficierait que de la protection assez limitée qui existe en droit international. Le deuxième point que je voudrais ajouter, c'est que si le droit international prévoit les mêmes garanties pour toutes les minorités, cela ne veut pas dire pour autant qu'il interdise à un État de conférer plus de droits à une minorité qu'aux autres. Je pense que là-dessus, M. Deschênes – d'après ce que j'ai pu lire des transcriptions de son témoignage, il y a deux semaines – n'est pas entièrement d'accord avec moi puisqu'il m'a semblé qu'il a affirmé que le droit international forçait, en quelque sorte, un État à traiter toutes ses minorités sur le même pied. Je pense qu'on ne peut pas prétendre sérieusement cela parce que, sinon, évidemment, il y aurait énormément d'États dans le monde qui violeraient l'obligation du droit international puisqu'il y a un très très grand nombre d'États dans le monde à l'heure actuelle où la loi, où la constitution reconnaît à certaines minorités des droits qu'elle ne reconnaît pas à d'autres parce que ces minorités-là sont considérées comme des minorités officielles et les autres minorités sont considérées comme des minorités qui sont venues beaucoup plus tard, qui ont moins d'importance numérique. Enfin, pour toutes ces raisons-là, il faut qu'une différenciation soit permise. D'ailleurs, le droit international n'interdit pas toutes les différenciations mais uniquement celles qui ne seraient pas justifiées, qui ne seraient pas raisonnables, qui ne pourraient pas se justifier

par des raisons objectives. Or, si au Québec on traitait différemment la minorité anglophone des autres minorités et si on la traitait mieux, si on lui reconnaissait des droits plus importants, il est évident que ce serait justifié pour des raisons parfaitement objectives, à cause du rôle historique de cette minorité et à cause de son importance numérique.

Après avoir examiné ces quelques principes, je vais maintenant essayer de voir les différentes catégories de droits qui sont susceptibles d'être reconnus dans la constitution d'un Québec souverain aux minorités. Je traiterai d'abord des droits de la minorité anglophone et, à ce moment-là, je traiterai surtout du droit constitutionnel canadien actuel, parce que je dirais que, si le Québec devient souverain, le plancher, si vous voulez, en quelque sorte, le seuil, le point de départ, l'élément de comparaison, ce serait le statut actuel de la minorité anglophone, statut qui est prévu dans la Constitution canadienne. Ensuite, dans un deuxième temps, je traiterai des droits des autres minorités et, là, je parlerai surtout de considérations de droit international parce que, comme on l'a vu, à l'heure actuelle, ni dans la Constitution canadienne ni dans la Charte québécoise on ne trouve de droits linguistiques spécifiques, particuliers, pour les autres minorités. Donc, si le Québec devenait souverain, ici, l'élément de comparaison ce ne serait pas le droit actuel canadien ou québécois mais ce serait le droit international.

Tout d'abord, les droits de la minorité anglophone du Québec. Alors, comme vous le savez, la Charte des droits et libertés de la personne du Québec qui serait éventuellement enchâssée dans la constitution d'un Québec souverain, cette Charte québécoise ne contient actuellement aucune disposition destinée à reconnaître des droits linguistiques particuliers à la minorité anglophone. Il y a une bonne raison pour cela, c'est que c'est inutile puisque ces droits sont reconnus dans la Constitution canadienne. Maintenant, si le Québec devenait souverain, il est évident que la Constitution canadienne cesserait de s'appliquer à lui et la minorité anglophone cesserait de bénéficier de ces droits et la question se poserait alors de savoir s'il faut insérer dans une nouvelle constitution québécoise des droits linguistiques équivalant à ceux qui sont actuellement garantis dans la Constitution canadienne. Pour examiner cette question, je vous propose de voir successivement ce qu'il en est d'abord pour les droits en matières législative, judiciaire et administrative, ensuite ce qu'il en est pour les droits en matière d'éducation et, enfin, ce qu'il en est pour les droits dans le domaine de la vie économique.

Donc, je commencerai par le domaine de la langue de la législation et de la réglementation. Dans ce domaine, une première solution consisterait à maintenir la situation actuelle et à insérer dans une future constitution québécoise

une disposition équivalente à l'article 133 de la loi constitutionnelle de 1867. Qu'est-ce que cela voudrait dire? Cela signifierait que toutes les lois et une grande partie des règlements devraient être adoptés en français et en anglais et que les deux versions auraient une valeur juridique rigoureusement égale. Il s'agirait là, évidemment, de la solution la plus généreuse pour la minorité anglophone. Par ailleurs, même si on maintenait le bilinguisme législatif et réglementaire qui existe à l'heure actuelle, cela n'empêcherait pas de conserver au français son statut de seule langue officielle, et qui lui est d'ailleurs déjà reconnu actuellement par l'article 1 de la loi 101, mais il est évident que ce statut n'aurait qu'une valeur symbolique puisqu'en fait l'anglais serait également, sans en avoir le titre, une langue officielle, dans la mesure où les lois et les règlements continueraient d'être adoptés dans les deux langues et que les deux versions auraient une valeur rigoureusement égale. Alors, on pourrait imaginer pour souligner davantage le statut de langue officielle du français, dans la constitution d'un Québec souverain, de donner présence au texte français des lois. Ceci serait sûrement possible dans un Québec souverain. Ce ne l'est pas à l'heure actuelle dans le cadre de la Constitution canadienne.

Une autre solution, qui serait nettement moins généreuse pour la minorité anglophone, consisterait à remettre en vigueur les articles 7 à 10 de la loi 101 qui ont été déclarés inconstitutionnels par la Cour suprême en 1979 dans l'affaire *Blaikie*. Dans ce cas, les lois et les règlements seraient adoptés en français uniquement et seul le texte français serait officiel. Par ailleurs, l'administration publierait une traduction anglaise des lois et des règlements sans aucune valeur officielle. Cette solution, évidemment, entraînerait une diminution des droits de la minorité anglophone. Cependant, on peut souligner qu'on pourrait la justifier en invoquant certains précédents dans d'autres pays libres et démocratiques, notamment la situation dans certains cantons bilingues de la Suisse, qui tout en étant officiellement bilingues ne font adopter leurs lois et leurs règlements que dans une seule des langues du canton et qui ne reconnaissent une valeur officielle à ces textes juridiques que dans cette seule langue-là.

Le deuxième problème que je voudrais aborder est celui de la langue de la justice. Dans ce domaine, là aussi je vais essayer de voir quelles sont les différentes solutions. Donc, dans ce domaine de la langue de la justice, la solution la plus généreuse pour la minorité anglophone consisterait à maintenir le droit actuel, c'est-à-dire le droit de tout justiciable d'utiliser l'anglais ou le français devant les tribunaux québécois tout en y ajoutant – ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle de la façon dont la Cour suprême interprète la Constitution – le droit d'être compris par le tribunal dans la langue

choisie, ainsi que le droit de recevoir dans cette langue les pièces de procédure et ordonnances émises par le tribunal, y compris les jugements. Il faut souligner qu'il s'agirait là, évidemment, d'une solution très onéreuse et assez complexe étant donné que les diverses parties ne choisiraient pas nécessairement la même langue. Il faudrait que les pièces émises par les tribunaux soient bilingues. Un tel système entraînerait également l'obligation pour les juges, ou une certaine proportion des juges, d'être bilingues.

Une autre solution, une deuxième solution un peu moins généreuse et également moins compliquée serait la remise en vigueur des articles 11 à 13 de la loi 101 qui ont été invalidés par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Blaikie* en 1979. Cela signifierait alors que les procédures écrites émanant des tribunaux ou expédiées par les avocats devraient être en français mais pourraient être en anglais, si la personne physique à laquelle elles sont destinées y consent. Et cela voudrait dire également que les personnes morales ne pourraient plaider en anglais que si toutes les parties à l'instance y consentent. Enfin, cela voudrait dire que les jugements rendus au Québec devraient être rédigés en français ou être accompagnés d'une traduction française authentique et que seule la version française serait officielle.

Maintenant, entre ces deux solutions qui sont en quelque sorte des solutions extrêmes, on peut imaginer plusieurs solutions intermédiaires. On pourrait, par exemple, reconnaître le droit de s'adresser en anglais ou en français aux tribunaux aux seules personnes physiques, par opposition aux personnes morales. Une autre possibilité qui serait un peu plus restrictive serait de reconnaître ce droit de s'adresser aux tribunaux, soit en anglais soit en français, uniquement aux personnes physiques et cela uniquement en matières pénales et criminelles, par opposition aux matières civiles et commerciales.

(16 h 15)

Enfin, quelle que soit la solution choisie, on pourrait également imaginer de territorialiser les droits de la langue anglaise relatifs à la justice, c'est-à-dire de faire en sorte que ces droits ne s'appliquent que sur certaines parties du territoire québécois où la population de la minorité anglophone forme un certain pourcentage. Ce serait, à ce moment-là, une solution analogue à celle qui existe, par exemple, dans certains cantons suisses ou alors en Belgique pour la région de Bruxelles-capitale. Pour vous donner un peu une idée des normes qui sont utilisées dans ces pays afin d'établir le moment à partir duquel existe le droit de la minorité de s'adresser aux tribunaux dans les deux langues, à Bruxelles, la minorité néerlandophone constitue 15 % de la population et en Suisse, le tribunal fédéral a jugé que les minorités ne pouvaient réclamer le droit d'être entendues, dans leur langue devant les tribunaux, qu'à partir du moment où elles

constituent au moins 30 % de la population.

Le troisième problème, c'est celui de la langue de l'administration publique. Ici, le point de départ est un peu différent parce qu'à l'heure actuelle la Constitution canadienne ne reconnaît à la minorité anglophone du Québec aucun droit linguistique dans ses rapports avec l'administration québécoise. Cela provient du fait que l'article 20 de la Charte canadienne, qui concerne cette question, ne s'applique qu'à l'État fédéral et à la seule province du Nouveau-Brunswick. En droit québécois, les seuls droits actuellement reconnus aux anglophones en matière de services publics découlent, au meilleur de ma connaissance, de la Loi sur les services de santé et les services sociaux qui garantit le droit de recevoir de tels services en langue anglaise, dans des établissements désignés par le gouvernement. Quant à la Charte de la langue française, à la loi 101, elle prévoit que l'administration peut s'adresser aux personnes physiques à la fois en français et dans une autre langue, et que les organismes municipaux qui fournissent leurs services à des personnes qui sont en majorité d'une langue autre que la langue française, peuvent les fournir dans cette langue, mais doivent les fournir en français. Alors, il est manifeste, il est évident que dans la mesure où ces dispositions n'obligent pas les organismes en question à utiliser l'anglais ou une autre langue, il n'en découle aucun droit, pour les individus qui bénéficient des services de ces organismes, d'obtenir ces services dans une langue autre que le français.

C'est pour ça que, je pense, le seul droit, au sens strict du terme, qui existe, à l'heure actuelle, en droit positif québécois d'obtenir des services en anglais et des services administratifs est celui qui est prévu dans la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

Alors, à quoi pourrait-on penser comme solution dans un Québec souverain? Là encore, je vais vous énumérer quelques solutions. La plus généreuse, pour la minorité anglophone, consisterait à lui reconnaître des garanties qui seraient analogues aux garanties qui sont actuellement reconnues à la minorité francophone du Nouveau-Brunswick par l'article 20 de la Charte canadienne des droits et libertés, c'est-à-dire, et je cite: "Le droit à l'emploi du français ou de l'anglais pour communiquer avec tout bureau des institutions de la Législature ou du gouvernement pour en recevoir les services". Évidemment, un tel système exigerait que les fonctionnaires qui entrent en contact avec les administrés soient bilingues.

Comme en matière judiciaire d'ailleurs, un tel droit, si on voulait le reconnaître, pourrait également être territorialisé, c'est-à-dire n'être reconnu que dans certaines régions du Québec où la minorité forme un certain pourcentage de la population. C'est le cas dans certains pays, comme la Belgique et la Suisse, là encore.

Une autre solution consisterait à limiter le bilinguisme à certains services publics uniquement, comme c'est le cas à l'heure actuelle. On pourrait, par exemple, songer à maintenir en vigueur les dispositions de la Loi sur les services de santé et les services sociaux et, si on voulait aller un peu plus loin dans cette direction, il serait possible de modifier la loi 101 pour prévoir que les organismes municipaux qui fournissent leurs services à des personnes qui sont en majorité d'une langue autre que le français, qui sont en majorité de langue anglaise, ou qui sont en langue anglaise dans une certaine proportion, que ces organismes ont l'obligation de fournir ces services à la fois en français et en anglais. À ce moment-là, évidemment, il en résulterait un véritable droit pour les membres de la minorité de recevoir de tels services dans leur langue. Je termine ainsi avec les questions liées aux droits linguistiques en matière d'usage officiel de la langue, ou plutôt de l'usage de la langue en matières législative, judiciaire et administrative.

Je voudrais maintenant vous parler du deuxième grand domaine qu'il s'agit de considérer, qui concerne les droits de la minorité anglophone relativement à la langue de l'éducation. Je crois qu'il faut distinguer ici deux questions différentes qui sont d'abord celle du contenu des droits scolaires, et ensuite la question des catégories de personnes qui sont admises à en bénéficier, ou si vous préférez, des critères d'admissibilité à l'école anglaise au Québec. Le contenu des droits garantis, je pense, ne soulèverait pas beaucoup de problèmes. Si l'on tient compte actuellement de la loi 101, si l'on tient compte également des autres lois québécoises relatives au système scolaire, on constate que la minorité anglophone du Québec dispose pour le moment de droits scolaires qui vont bien au-delà de ce qui est garanti par l'article 23 de la Charte canadienne. Comme vous le savez, les anglophones disposent traditionnellement d'un réseau éducatif complet, qui va de la maternelle à l'université, où l'enseignement se donne entièrement en anglais, qui est financé par les fonds publics en totalité et en partie, et qui est géré et administré de façon autonome par la collectivité anglophone elle-même. Dans un Québec souverain, je ne pense donc pas qu'il serait nécessaire de reconnaître à la minorité anglophone de nouveaux droits dans ce domaine. Par contre, il faudrait se demander s'il n'y aurait pas lieu de constitutionnaliser ces droits, de les enchâsser – selon la terminologie traditionnelle – puisque pour le moment, ils découlent tous de lois ordinaires québécoises qui peuvent évidemment être modifiées très facilement; ce qui ne donnerait pas à la minorité anglaise, dans un Québec souverain, l'assurance que ces droits-là ne soient pas trop facilement modifiés dans l'avenir.

Le deuxième problème qui se poserait en

matière de droits de la minorité anglaise, ou anglophone, en matière d'éducation est plus délicat, à mon avis. C'est le problème des critères d'admissibilité à l'école publique anglophone. Évidemment, si le Québec devenait souverain, il faudrait décider s'il convient de maintenir en vigueur la clause Canada, de revenir à la clause Québec, ou encore d'instaurer la clause universelle. J'imagine que vous êtes tous au courant de cette terminologie, là. Je ne vous ferai pas l'injure de vous expliquer de quoi il s'agit. La clause Canada, c'est celle qui permet évidemment de recevoir à l'école publique anglaise, au Québec, les enfants de tous les Canadiens anglais – pour simplifier – de tous anglophones du Canada. La clause Québec est celle qui était contenue à l'article 73 de la loi 101, qui a été invalidée par la Cour suprême du Canada, et qui limitait ce droit – pour simplifier – à la minorité anglophone de souche du Québec. La clause universelle, ce serait celle qui permettrait aux anglophones du monde entier, à partir du moment où ils s'installent au Québec – éventuellement quand ils ont acquis la citoyenneté – d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise, à l'école publique anglophone.

Pour choisir entre ces différentes possibilités – donc maintien de la clause Canada, retour à la clause Québec ou alors, instauration de la clause universelle – il faudrait faire des recherches statistiques qui détermineraient aussi précisément que possible l'impact de chacune de ces solutions sur la politique linguistique québécoise. Maintenant, si l'on se fie aux chiffres déjà disponibles et qui ont été rendus publics par le Conseil de la langue française, il semble possible de conclure que ni l'application de la clause Canada, ni même l'application de la clause universelle ne menaceraient l'efficacité de la politique linguistique québécoise, parce que le nombre des enfants impliqués serait, dans les deux cas, relativement modeste. Par ailleurs – et j'abonde ici dans le sens de M. Deschênes – plutôt que d'appliquer inconditionnellement la clause Canada ou la clause universelle, un Québec souverain pourrait évidemment décider de subordonner la mise en œuvre de ces régimes à une condition de réciprocité de la part des provinces du Canada anglais. Une pareille politique est d'ailleurs déjà prévue aux articles 86 et 86.1 de la Charte de la langue française. Une pareille politique de réciprocité permettrait peut-être – du moins, peut-on l'espérer – d'influencer les politiques linguistiques du Canada anglais dans un sens favorable aux minorités francophones, et ces minorités francophones en auraient grand besoin. Je vous rappelle que le 27 février 1989, le commissaire fédéral aux langues officielles dévoilait les résultats d'une étude selon laquelle un francophone hors Québec sur deux n'obtient pas, à l'heure actuelle, l'enseignement en français que lui garantit l'article 23 de la Charte canadienne.

Pour terminer, j'aimerais simplement mentionner – il y a beaucoup plus de détails dans mon étude là-dessus, je le mentionnerai simplement en passant ici – que si un Québec souverain voulait remettre en vigueur la clause Québec de la loi 101, il pourrait justifier une telle attitude par des arguments tirés du droit comparé en s'appuyant notamment sur les exemples de la Suisse, de la Belgique, et même de Porto Rico.

Enfin, le troisième domaine dans lequel j'aimerais examiner cette problématique des droits de la minorité anglophone est celui de la langue de la vie économique. Et là, je reviendrai un peu sur ce que j'ai dit auparavant. Je vous ai dit auparavant qu'en matières économique et commerciale on considère généralement, autant en droit international qu'en droit comparé, que la liberté d'utiliser la langue de son choix découle implicitement de la liberté d'expression et du droit à l'égalité. Et comme on l'a vu auparavant, la constitution d'un Québec souverain devra inévitablement reconnaître les libertés fondamentales et le droit à l'égalité. Cela signifie que, même dans un Québec souverain, certaines dispositions de la loi 101 seront vulnérables à des contestations fondées sur ces droits ou sur ces libertés, en particulier toutes les dispositions de la loi 101 qui prohibent ou limitent l'usage d'une langue autre que le français. Toutes les dispositions de la loi 101 qui imposent la prédominance du français pourraient être contestées maintenant ou dans un Québec souverain sur la base de la liberté d'expression et du droit à l'égalité. À ce moment-là, évidemment, se pose la problématique du pouvoir de déroger. Si l'on veut, que ce soit maintenant ou dans le futur, maintenir l'intégrité des éléments de la politique linguistique québécoise qui sont considérés comme les plus importants, il faudra songer à maintenir dans un Québec souverain le pouvoir du Parlement québécois de déroger aux droits et libertés. Je crois que ce serait une façon de protéger la politique linguistique québécoise qui serait difficile à défendre en certains lieux, mais qui serait inévitable. Et je crois également que, si l'on décidait de conserver ce pouvoir, sa mise en œuvre devrait cependant être rendue plus difficile qu'elle ne l'est à l'heure actuelle afin de tenter d'établir un meilleur équilibre entre le contrôle judiciaire et le processus démocratique.

En premier lieu, je pense que l'utilisation du pouvoir de déroger devrait être limitée au cas où une disposition législative a déjà été invalidée. Le pouvoir de déroger ne devrait plus pouvoir être utilisé, comme c'est le cas à l'heure actuelle, de façon préventive. À l'heure actuelle, comme vous le savez, on peut insérer une clause de dérogation dans une loi, ce qui évite au gouvernement de devoir défendre la loi en question puisqu'elle ne pourra plus être contestée. Alors, je crois que, si on conserve ce pouvoir de déroger dans un Québec souverain, il

faudra le rendre utilisable uniquement après qu'une disposition législative aura été déclarée invalide de façon à ce que le Parlement puisse l'adopter à nouveau et lui redonner sa validité en la munissant d'une clause dérogatoire s'il décidait, évidemment, de prendre la responsabilité de ce geste.

En deuxième lieu, je crois que l'adoption d'une déclaration dérogatoire devrait exiger une majorité renforcée plutôt qu'une majorité simple, comme c'est le cas à l'heure actuelle. Une majorité, par exemple, des deux tiers des membres de l'Assemblée nationale. Ou, alors, une autre solution consisterait à recourir au mécanisme du référendum, ce qui permettrait de poser la question à la population, bien que je ne sois pas partisan de cette procédure, étant donné que les questions porteraient souvent sur les droits des minorités et je ne sais pas s'il est bon de soumettre ces questions des droits des minorités à des référendums.

Et je pense qu'il faudrait prévoir, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle dans la Charte québécoise, la limitation de la durée des dispositions dérogatoires susceptibles d'être adoptées par le Parlement d'un Québec souverain. Il faudrait prévoir une limitation du genre de celle qui est prévue à l'article 33 de la Charte canadienne, c'est-à-dire cinq ans au maximum, renouvelable cependant. Je crois que la période devrait rester renouvelable.

Enfin, la dernière question que je voudrais aborder concernant les droits des membres de la minorité anglophone dans un Québec souverain ou à l'heure actuelle au Québec, d'ailleurs, parce que je ne crois pas que ça fera une différence, c'est leur droit d'être adéquatement représentés dans la fonction publique du Québec. En effet, comme vous le savez, les anglophones se plaignent souvent de ne pas être suffisamment représentés au sein de la fonction publique québécoise, ce qui semble être parfaitement exact et ce qui est d'ailleurs tout aussi vrai pour les autres minorités ethniques du Québec et pour les minorités visibles. Je pense que, de ce point de vue, la situation de toutes les minorités est la même actuellement et leurs droits devraient également être les mêmes. Et je pense que leurs droits devraient être, celui d'abord de ne pas subir de discrimination et, le cas échéant, de bénéficier d'un programme d'accès à l'égalité pour corriger la situation si, effectivement, on constatait qu'il y a une situation de discrimination, selon les techniques qui sont bien connues maintenant en matière de discrimination systémique. Je voudrais souligner qu'à cet égard la Charte québécoise offre d'ailleurs, d'ores et déjà, une meilleure protection que la Charte canadienne. La Charte canadienne, à son article 15, 2e paragraphe, ne fait qu'autoriser les programmes d'accès à l'égalité sans les imposer. Par contre, la Charte québécoise contient des dispositions qui permettent aux tribunaux d'imposer l'implantation

d'un programme d'accès à l'égalité dans les cas où on a constaté une situation de discrimination, notamment en matière d'emploi. Je pense qu'il suffirait donc, dans ce domaine, simplement de maintenir les dispositions en vigueur actuellement dans un Québec souverain.

(16 h 30)

J'en viens maintenant à la deuxième partie qui concerne les droits des autres minorités du Québec, des minorités autres que la minorité anglophone. Et cela ira beaucoup plus vite parce qu'en fait, il y a beaucoup moins de choses à dire étant donné qu'ici, justement, le standard, le point de départ, le point de comparaison en quelque sorte, est le droit international et qu'en droit international les garanties prévues sont plutôt limitées.

En fait, la principale garantie qui existe actuellement en droit international, si on fait abstraction de toutes les déclarations qui n'ont pas de valeur contraignante, c'est l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dont M. Deschênes vous a longuement entretenus. Je vais quand même vous en relire la terminologie, la teneur. "Dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir en commun, avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion ou d'employer leur propre langue."

Alors, il existe actuellement, dans la Charte québécoise, une disposition qui est un peu l'équivalent de cet article 27 du Pacte international, qui en est manifestement inspirée d'ailleurs, et qui est l'article 43, dont je vous lis également le texte. "Les personnes appartenant à des minorités ethniques ont le droit de maintenir et de faire progresser leur propre vie culturelle avec les autres membres de leur groupe." Vous voyez que la disposition québécoise est peut-être un peu moins redondante que la disposition internationale, puisqu'on parle uniquement des minorités ethniques, alors que, dans la disposition du pacte, il est question des minorités linguistiques, religieuses et ethniques. Mais, en fait, on s'accorde généralement à considérer que le concept de minorité ethnique est un concept générique et qu'il contient, en quelque sorte, implicitement les autres concepts comme celui de minorités religieuses et de minorités linguistiques. On considère, en particulier, que la culture à laquelle fait référence le concept d'ethnie contient notamment la religion et la langue. Je pense donc que, du point de vue de son strict contenu, l'article 43 de la Charte québécoise correspond en gros au contenu de l'article 27 du pacte.

Maintenant, du point de vue de son statut, il faut mentionner, il faut faire remarquer que l'article 43 de la Charte québécoise fait partie du chapitre IV qui contient les droits économi-

ques et sociaux. Or, vous savez sans doute que les droits économiques et sociaux ne font actuellement l'objet d'aucune primauté sur la législation ordinaire et ceci, parce que l'article 52 de la Charte québécoise, qui contient la clause de primauté, ne s'applique qu'aux articles 1 à 38. Par conséquent, les droits économiques et sociaux, dont les droits des minorités qui sont actuellement reconnus dans la Charte québécoise, n'ont qu'une valeur programmatique ou interprétative. Ils ne sont pas sanctionnables par les tribunaux à l'encontre du législateur. Ils ne pourraient pas servir à rendre inopérante une loi, même si elle était considérée comme incompatible de façon flagrante avec les droits économiques et sociaux reconnus dans la Charte québécoise. Cette situation n'est évidemment pas très satisfaisante, ni pour le moment ni, encore moins, dans un futur Québec souverain. Et, advenant l'accession du Québec à la souveraineté, il faudrait au moins que l'article 43 de la Charte obtienne la primauté sur les lois ordinaires.

Maintenant, je pourrais prendre du temps pour essayer de comparer, si vous voulez, la teneur ou la portée potentielle de l'article 27 du Pacte, d'une part, et de l'article 43 de la Charte québécoise, d'autre part, en matière de droits des minorités, pour voir ce qu'on peut faire découler de l'article 27 du Pacte et de l'article 43 de la Charte québécoise. En fait, ce serait un exercice assez frustrant parce que, si vous avez lu ces deux dispositions ou si vous les avez entendues quand je les ai lues, vous vous êtes sûrement rendu compte qu'il s'agit de dispositions extrêmement vagues dont il est très difficile de déterminer le contenu précis. Concernant l'article 43 de la Charte québécoise, il n'y a, à l'heure actuelle, aucune jurisprudence qui serait venue le préciser. Donc, en fait, ce serait un exercice plutôt futile que de les comparer systématiquement parce qu'il faudrait se livrer à des hypothèses assez acrobatiques et les combiner avec différentes autres dispositions pour dire que, peut-être, un jour dans l'avenir, on pourra en faire découler tel ou tel droit. Mais ce seraient des hypothèses qui n'ont pas été vérifiées actuellement par les tribunaux.

Alors, je vais donc aller beaucoup plus rapidement et je peux essayer de résumer, si vous voulez, les développements beaucoup plus abondants que vous trouverez dans mon texte écrit, de la façon suivante. C'est qu'en matière d'usage officiel des langues minoritaires, l'article 27 du Pacte est généralement considéré comme n'imposant que les obligations négatives. C'est-à-dire qu'il impose à l'État, sur le territoire duquel vivent des minorités, il lui impose l'obligation négative de ne pas empêcher les minorités de promouvoir leur langue, leur religion ou leur culture. Mais il n'oblige pas l'État en question d'intervenir activement pour leur permettre de faire cette promotion, pour leur permettre de conserver leur langue. L'article 27 du pacte est

généralement considéré comme n'imposant pas... oui?

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse de vous interrompre. C'est juste une question de gestion de temps. C'est que nous sommes à 16 h 30 et nous avons jusqu'à 17 h 30.

**M. Woehrling:** Je termine dans cinq minutes.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. Alors, je vous en prie, allez-y.

**M. Woehrling:** D'accord. Donc, c'est une obligation essentiellement négative et ça impose finalement à l'État de ne pas discriminer à l'égard des minorités et de ne pas les empêcher, à partir de leurs propres moyens financiers, à partir de leurs propres efforts, de conserver leur langue, leur religion, leur culture. Et de ce point de vue là, évidemment, on peut dire que le droit québécois est parfaitement en règle avec le droit international, à l'heure actuelle. Peu importe le contenu, même si le contenu de l'article 43 de la Charte québécoise est très tenu, même si on ne peut pas en faire découler de droits bien considérables, en tout cas, si, pour le moment, il n'en a pas découlé, on peut dire que cet article 43 de la Charte québécoise est, en gros, tout à fait de niveau, si vous voulez, avec l'article 27 du pacte.

Et si on conservait cet article 27 dans un Québec souverain, je pense que personne ne pourrait reprocher au Québec de ne pas respecter ses obligations internationales à l'égard de ses minorités en ce qui concerne l'usage officiel des langues, c'est-à-dire l'usage des langues dans l'instruction publique et dans les lois, dans les règlements, devant les tribunaux et ainsi de suite.

Maintenant, en ce qui concerne l'usage des langues dans le domaine privé, il en va évidemment assez différemment. En ce qui concerne l'usage des langues dans la vie privée, dans les relations entre personnes privées, notamment dans la vie économique et sociale, comme je vous l'ai dit auparavant, la situation est exactement la même en droit international qu'en droit interne. C'est-à-dire que la liberté de tous d'utiliser la langue de leur choix dans le domaine de leurs relations privées, y compris en matières économique et sociale découle implicitement du droit à l'égalité, de la liberté d'expression. Et ces droits sont, bien sûr, également garantis par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ils le seront par la future constitution d'un Québec souverain.

Et ceci veut dire, en termes clairs, et M. Deschênes vous en a entretenu longuement il y a 15 jours, je n'ai pas besoin d'insister, que l'on peut sûrement contester — et c'est d'ailleurs déjà le fait, c'est déjà le cas, il y a déjà des causes pendantes devant le Comité des Nations Unies



sur les droits de l'homme — on peut sûrement contester certaines dispositions et même d'assez nombreuses dispositions actuelles de la loi 101, la Charte de la langue française comme n'étant pas compatibles avec le droit à l'égalité, avec la liberté d'expression et avec la dimension linguistique implicite de ces droits tels qu'ils sont garantis dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Et comme vous le savez, on ne peut pas déroger au pacte. Alors, évidemment, les responsables de la politique linguistique québécoise et, au premier chef, le gouvernement du Québec, s'ils sont placés devant de telles contestations, n'auront d'autre choix que de tenter de défendre ces politiques-là en essayant de démontrer que leur objectif est légitime et que les moyens utilisés ne sont pas disproportionnés ou déraisonnables. S'ils n'y arrivent pas et si un organisme comme le Comité des Nations Unies sur les droits de l'homme constate que certaines lois québécoises violent le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, eh bien, les politiciens et les politiciennes du Québec devront prendre leurs responsabilités et décider ce qui est le plus important.

Est-ce qu'il est plus important de rétablir la conformité avec le droit international ou est-ce qu'il est plus important de maintenir l'intégrité de la politique linguistique du Québec? Ce n'est plus une question juridique, c'est une question strictement politique. Cependant, avant de terminer, je voudrais vous dire qu'il existe peut-être quand même des moyens juridiques d'essayer d'éviter de telles situations. Un Québec souverain, en adhérant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, pourrait, comme d'autres pays l'ont fait, émettre des réserves ou émettre des déclarations interprétatives.

En droit international, une réserve, c'est une stipulation qu'un État émet au moment d'adhérer à une convention internationale et qui a pour effet d'exclure, en totalité ou en partie, l'application de l'une des dispositions de l'instrument international en ce qui le concerne. Le système des réserves est bien connu, il est ancien...

**Le Président (M. Gauthrin):** Est-ce que c'est un feu qui commence ou si c'est un... Non, le feu est terminé.

**M. Woehrling:** J'espère que ce ne sont pas mes paroles qui sont incendiaires.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Gauthrin):** Alors, vous pouvez continuer, professeur.

**M. Woehrling:** J'ai presque fini. Donc, une possibilité à laquelle on peut songer pour éviter

ce genre de contestation des dispositions de la loi 101 devant les instances internationales qui seraient fondées sur le droit à l'égalité et les droits, les libertés fondamentales reconnues dans le Pacte, ce serait que le Québec, en devenant souverain adhère à ces instruments et émette certaines réserves ou certaines déclarations interprétatives dans lesquelles il stipule, il énonce, justement, que certains éléments de sa politique linguistique sont considérés comme essentiels et qu'il les soustrait en quelque sorte a priori, de façon préventive, à l'application de certaines des dispositions du pacte. Il faudrait examiner de plus près cette possibilité, parce que le droit international ne permet pas toutes les réserves, ça va sans dire. On considère, généralement, qu'on ne peut pas faire vis-à-vis d'un traité international des réserves qui seraient incompatibles avec l'objet, avec le but même de ce traité.

Alors voilà. Merci, M. le Président. J'arrête ici et je suis à la disposition des membres de la commission s'ils ont des questions à me poser.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien! Alors, la première question, M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** Merci, M. le Président. Merci, M. Woehrling, de votre présence et de votre mémoire. Maintenant, à la page 29 de votre mémoire, vous soutenez que le Québec pourrait justifier la remise en vigueur de la clause Québec de la loi 101, en vous appuyant, en fait, sur des précédents que vous identifiez, la Suisse, la Belgique, Porto Rico. À l'égard de ces exemples-là, est-ce que l'application d'une clause similaire à la clause Québec constituait une transformation majeure de la situation, telle qu'elle existait avant l'adoption de cette disposition-là? Est-ce que... Est-ce que vous avez compris le sens de la question?

**M. Woehrling:** Est-ce que je pourrais vous demander de répéter la fin parce que mon attention a été détournée par...

**M. Richard:** Ça va, oui. Oui, oui. C'était une question d'urgence. À l'égard des exemples de la Suisse, de la Belgique et de Porto Rico, est-ce que l'application d'une telle clause constituerait une transformation vraiment majeure?

**M. Woehrling:** Eh bien, écoutez, avant d'appliquer... Comme vous le savez, en vertu de la loi 101, avant 1982, s'appliquait au Québec, et ce n'était nullement inconstitutionnel à cette époque-là, ce qu'on appelle la clause Québec, c'est-à-dire un système d'admissibilité à l'école publique anglaise qui réservait le droit d'envoyer leurs enfants à cette école aux personnes qui avaient elles-mêmes reçu leur instruction primaire en anglais au Québec, donc, on peut dire aux

anglophones de souche du Québec. En 1982, on a fait adopter... Le gouvernement fédéral et les neuf provinces anglaises se sont entendues pour adopter la loi constitutionnelle de 1982 qui contenait une disposition incompatible à son article 23, qu'on appelle la clause Canada, parce qu'elle prévoit, justement, ce droit d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise, au Québec, pour tous les anglophones du Canada, pour tous ceux, plutôt, qui ont reçu leur instruction en anglais au Canada, que ce soit au Québec ou dans une autre province canadienne. Alors, si on adoptait à nouveau la clause Québec dans un Québec souverain, on reviendrait, en fait, à la situation antérieure à 1982. Donc, on redonnerait validité aux dispositions de la loi 101 qui ont été déclarées invalides par la Cour suprême. Voilà ce que ça ferait comme différence au niveau juridique. Maintenant, au niveau statistique, apparemment, ça ne ferait pas une très grosse différence d'après les chiffres que j'ai pu avoir sous les yeux. Il y a eu des publications récentes au Conseil de la langue française et il semble que l'application de la clause Canada, depuis 1983, de préférence à la clause Québec a entraîné, évidemment, une augmentation de la population scolaire anglophone, une augmentation relativement limitée, qui ne remet pas en cause les objectifs, l'efficacité de la politique linguistique québécoise dans ce domaine.

**M. Richard:** Est-ce que vous... À ce moment-là, vous dites qu'à Porto Rico existe l'équivalent de cette clause-là?

**M. Woehrling:** Oui. À Porto Rico, effectivement, depuis 1947, les autorités fédérales américaines ont laissé Porto Rico appliquer ce qu'on appelle le principe de territorialité en matière de langue de l'éducation, ce qui veut dire que lorsqu'un Américain anglophone, du continent, va à Porto Rico avec ses enfants, il est obligé, juridiquement, d'envoyer ses enfants à l'école publique hispanophone, s'il veut les envoyer à l'école publique. Par contre, s'il veut les envoyer dans une école privée anglophone, il n'y a rien qui l'en empêche. Mais ça, je crois que c'est la même chose, au Québec. La loi 101 ne s'applique pas à l'école privée non subventionnée. C'est la même situation à Porto Rico, effectivement. On appelle ça le principe de territorialité. C'est l'idée, si vous voulez, que dans un pays, il y ait des zones linguistiques, des territoires linguistiques et que, lorsqu'un individu change de territoire linguistique, à ce moment-là, il doive... En quelque sorte, il ne peut pas amener sa langue avec lui. Il doit s'adapter à la langue du nouveau territoire où il s'établit.

Alors, c'est un système qui existe en Suisse. Quand un Suisse francophone, par exemple, de Lausanne, va s'établir à Zurich, il doit envoyer ses enfants à l'école germanophone. Il n'a pas le droit de les envoyer à l'école francophone, bien

qu'il soit suisse et bien que la Suisse reconnaisse, également, jusqu'à un certain point, le principe de libre circulation sur son territoire, des citoyens, quel que soit leur canton d'origine. De la même façon, quand un habitant de Liège – qui est une ville située dans la partie francophone de la Belgique – va s'établir dans une ville de la partie néerlandophone, il doit envoyer ses enfants à l'école néerlandaise. Il n'a pas, juridiquement, le droit de les envoyer à l'école francophone. À Porto Rico c'est la même chose. Quand un Américain anglophone de l'un des 50 États s'établit à Porto Rico, il doit envoyer ses enfants à l'école publique hispanophone, bien qu'il ait également le droit de les envoyer à l'école privée, dans toutes les langues qu'il voudra, dans la mesure où ces écoles existent.

(16 h 45)

**M. Richard:** Et on sait que Porto Rico relève du gouvernement américain, comme vous l'avez dit tout à l'heure...

**M. Woehrling:** Le statut constitutionnel de Porto Rico est assez ambigu. Le titre, c'est Commonwealth, c'est le Commonwealth de Porto Rico. Les lois américaines ne s'appliquent pas entièrement sur le territoire portoricain. Les Portoricains n'élisent pas de sénateurs au Sénat américain, ni de représentants à la Chambre des représentants. Ils ont un commissaire résident qui assiste, si vous voulez, aux débats de la Chambre des représentants mais qui ne participe pas au vote. Porto Rico est ce qu'on pourrait appeler un État associé aux États-Unis. Porto Rico a une espèce de caractère distinct, de statut particulier par rapport aux autres États américains.

**M. Richard:** Merci, si vous me permettez...

**Une voix:** Je vous en prie.

**M. Richard:** ...M. le Président, j'aurais une courte question... Au tout début de votre mémoire, à la page 2. À un passage de votre texte vous écrivez que le gouvernement du Québec souverain déciderait probablement – et vous y avez fait un peu allusion tout à l'heure – d'adhérer à d'autres conventions outre que le pacte international relatif aux droits civils et politiques...

**M. Woehrling:** Oui.

**M. Richard:** ...qui, en fait, n'ont pas encore été ratifiés par le gouvernement du Canada.

**M. Woehrling:** Oui, le gouvernement du Canada n'a pas ratifié la convention de l'UNESCO sur l'élimination de la discrimination en matière d'enseignement, pour des raisons fédérales-provinciales. Parce que, tout simplement, c'est un domaine de compétence provin-

cial et parce qu'en vertu d'une décision du comité judiciaire du Conseil privé de 1937 – l'affaire des relations de travail – même si le gouvernement fédéral peut ratifier les traités dans tous les domaines de compétence, la mise en oeuvre de ces traités relève soit du Parlement fédéral, soit des Législatures provinciales, selon qu'il s'agit d'un domaine de compétence fédéral ou provincial. Sachant cela, le gouvernement fédéral évite, d'habitude, de ratifier des conventions – de ratifier ou d'adhérer à des conventions internationales – dont il sait par avance qu'elles devraient, le cas échéant, être mises en oeuvre par les Parlements provinciaux, sur lesquels il n'a, évidemment, pas un plein contrôle. C'est la raison pour laquelle le Canada n'a jamais ratifié cette convention. Si le Québec devenait souverain, il n'aurait évidemment pas les mêmes raisons de ne pas la ratifier. Maintenant, s'il la ratifiait, ça ne l'obligerait pas à mettre sur pied un enseignement public dans la langue de la minorité ou dans la langue des minorités. Parce que cette convention – dont je m'excuse d'avoir mis, d'ailleurs, uniquement le texte anglais, parce que je n'avais pas le texte français sous la main quand j'ai produit ce mémoire – est généralement très généralement interprétée, elle aussi, un peu comme l'article 27 du pacte, comme ne mettant à la charge des États signataires que les obligations négatives: Ne pas empêcher les minorités de mettre sur pied leurs propres écoles à même leurs propres fonds. Cette convention n'est pas considérée comme obligeant les États signataires à financer à même les fonds publics un enseignement dans la langue de la minorité, ni même un enseignement de la langue de la minorité. Voyez-vous?

**M. Richard:** Est-ce que le Québec, selon vous, aurait plus ou moins de conventions internationales?

**M. Woehrling:** Plus ou moins de conventions internationales que le Canada?

**M. Richard:** Oui.

**M. Woehrling:** Probablement le même nombre, au bout d'un certain temps, pas de tout de suite. Mais j'ai l'impression que chaque État souverain a une tendance naturelle à faire le plein de sa souveraineté. La nature a horreur du vide et par conséquent, un État souverain finit par...

**M. Richard:** En avoir plus.

**M. Woehrling:** ...par en avoir plus, oui.

**M. Richard:** Merci. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Oui. Merci. D'abord je voudrais, M. le Président, remercier Me Woehrling pour son texte qui est d'une très grande qualité et qui, à mon avis, fait le tour de la question de façon, ne disons pas exhaustive au complet, mais quasiment exhaustive. C'est vraiment un tour de la question qui est tout à fait remarquable. Et je suis persuadé que, aussi bien pour les membres de la commission que pour d'autres, ce texte-là sera d'une très grande utilité. Parce qu'en même temps, non seulement il fait le tour de la question mais il indique les pistes possibles, les éléments de choix, les différentes options qu'un Québec souverain pourrait envisager. Là-dessus, je vous en remercie. C'est un excellent travail, comme tous les travaux que vous avez faits, d'ailleurs, y compris les documents pour la commission Bélanger-Campeau. Alors, je veux donc vous rendre hommage au départ pour la qualité de vos textes.

D'abord, premièrement, est-ce que... Donc, on peut dire qu'un Québec souverain continuerait d'adhérer aux conventions auxquelles il adhère, de toute façon, présentement. Pour ce qui concerne la protection des droits des minorités, il y a la Charte québécoise des droits et libertés, est-ce que... Donc, par conséquent, un Québec souverain continuerait d'assurer une protection des droits des minorités en vertu des conventions auxquelles il adhère et en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés. Est-ce qu'il serait utile ou essentiel que cette Charte des droits et libertés devienne partie de la constitution d'un Québec souverain ou est-ce que ce serait peu opportun?

**M. Woehrling:** Écoutez, je pense qu'il y a un mouvement, très général actuellement dans le monde, qui consiste à enchâsser, comme le veut l'expression, dans les constitutions des chartes des droits qui se voient reconnaître une primauté dans le sens qu'on ne peut les modifier par la suite que par un processus de révision, de modifications plus difficiles, plus complexes que le processus législatif ordinaire. Et je crois que, dans ce sens, on s'attendrait évidemment à ce qu'un Québec souverain en fasse de même. Je crois qu'il n'y a plus guère de pays actuellement dans le monde qui n'ont pas une charte des droits enchâssée dans leur Constitution. L'exemple le plus illustre de pays qui ne l'a pas fait jusqu'à présent est évidemment la Grande-Bretagne, mais pour des raisons historiques et juridiques assez particulières. Et même les Anglais qui sont en quelque sorte le dernier carré à résister à cette tendance maintenant commencent à discuter très sérieusement de l'éventualité d'enchâsser une charte des droits dans leur Constitution, "A Bill of Rights". Alors, je crois que le Québec pourrait difficilement échapper à cette tendance.

Je crois qu'il faut maintenant ajouter immédiatement que ce qui est important, évidem-

ment, ce n'est peut-être pas tellement l'enchâssement d'une charte ou d'une constitution en tant que telle, mais ce qui vient avec. Et ce qui vient avec et qui est beaucoup plus problématique, c'est le contrôle judiciaire de la constitutionnalité, parce qu'il ne servirait évidemment à rien d'enchâsser une charte des droits ou d'enchâsser d'autres parties d'une constitution si on ne donnait pas à une autorité considérée comme neutre ou impartiale le pouvoir de sanctionner les lois, d'invalider les lois qui, par la suite, seront considérées comme incompatibles avec cette constitution enchâssée. C'est-à-dire que l'enchâssement des droits suppose comme un accessoire presque obligé le fait de reconnaître aux tribunaux, le pouvoir judiciaire, de remettre en cause l'invalidité des choix de société fait par le législateur. Vous savez très bien que ces chartes sont inévitablement exprimées en textes extrêmement vagues, abstraits, je m'excuse, en termes extrêmement vagues, abstraits, très flous, et que lorsqu'on demande au pouvoir judiciaire par la suite d'appliquer ces dispositions vagues et floues, cela lui donne en réalité l'occasion de substituer ses propres décisions, ses propres choix politiques, éthiques si vous voulez, à ceux du législateur. Et à ce moment-là, on se trouve en face de cette problématique qui fascine les Américains depuis au moins 200 ans, qui est celle du gouvernement des juges. Dans quelle mesure peut-on en même temps enchâsser une charte des droits, reconnaître au pouvoir judiciaire le pouvoir de la sanctionner et éviter un transfert trop massif de responsabilités politiques, du pouvoir politique proprement dit des élus de la population, au pouvoir judiciaire? C'est une problématique qui a été discutée d'ailleurs au Canada également avec l'enchâssement de la Charte canadienne des droits et libertés.

Il n'y a pas que certains Québécois ou certains constitutionnalistes québécois qui étaient vivement opposés à l'enchâssement de la Charte canadienne. Il y en avait beaucoup, et il y en a encore beaucoup au Canada anglais, parce qu'ils estimaient que c'était une façon de transférer le pouvoir politique des élus de la population au pouvoir judiciaire qui n'a ni la légitimité politique pour exercer un tel pouvoir, ni d'ailleurs la formation. Parce qu'il faut bien se rendre compte que les juges sont très mal équipés pour trancher des questions comme celles, je ne prends qu'un exemple, de l'avortement ou l'ouverture des commerces le dimanche.

Donc, je crois que, dans un Québec souverain, il faudrait essayer de concilier, comme on a essayé de le faire dans la Constitution canadienne actuelle, l'inconciliable, c'est-à-dire, d'une part, la souveraineté des élus de la population, et puis, d'autre part, la suprématie de la Constitution, ou la souveraineté des juges. Et je ne vois finalement qu'une façon assez astucieuse de le faire, c'est cette fameuse clause dérogatoire qui figure actuellement dans l'article 33 de la

Charte canadienne des droits et libertés et qui figure ici actuellement à l'article 52 de la Charte québécoise.

Évidemment, il y a beaucoup de gens qui honnissent cette clause dérogatoire parce qu'ils ont une vision peut-être un peu simpliste, un peu radicale de la défense des droits et libertés, mais même au Canada anglais, où la clause dérogatoire est généralement mal vue, il y a des constitutionnalistes de très grande valeur qui estiment qu'elle devrait être maintenue parce qu'ils considèrent que c'est une façon de réaliser la conciliation entre la souveraineté du Parlement, la souveraineté des élus de la population, et un certain contrôle judiciaire. Je crois cependant qu'à l'heure actuelle cet équilibre n'est pas satisfaisant. Je pense que ni dans la Charte québécoise ni dans la Charte constitutionnelle, l'équilibre n'est satisfaisant actuellement parce qu'il est trop facile de recourir au pouvoir de déroger. Et c'est pour ça que je vous disais tantôt que, à mon avis, il faudrait — et ça vaut aussi pour le Canada anglais d'ailleurs — que les Canadiens anglais le fassent avec leur propre charte, si le Québec devient souverain. Il faudrait que le Québec le fasse avec la sienne. Il faudrait circonscrire davantage, non pas abroger, mais limiter davantage les possibilités de recourir au pouvoir de déroger. Je crois qu'une bonne façon de le faire ce serait de prévoir, donc, une limitation temporelle, qui est déjà prévue dans la Charte constitutionnelle, mais pas dans la Charte québécoise, d'exiger une majorité renforcée et également de prévoir que le pouvoir de déroger ne peut pas être utilisé a priori, de façon préventive si vous voulez, pour éviter d'aller devant les tribunaux, mais uniquement a posteriori. Une fois qu'une disposition a été invalidée, pour lui redonner sa validité, si on estime qu'il faut le faire.

À cet égard, je vous rappellerais d'ailleurs, que nul autre que M. Trudeau, semble-t-il, avait promis à l'archevêque catholique de Toronto d'utiliser la clause dérogatoire si jamais la Cour suprême du Canada décidait que l'avortement, pour convenance personnelle, était permis par la Constitution canadienne. Enfin, on a publié, non pas la lettre elle-même, mais une espèce de compte rendu de cette lettre, qui a été dévoilé dans le public, dans laquelle M. Trudeau, justement, essayait de rassurer l'archevêque catholique de Toronto en disant que si jamais la Cour suprême du Canada rendait une décision similaire à celles qui ont été rendues aux États-Unis, notamment celle de l'affaire Roe contre Wade. Et si jamais elle disait que l'avortement, pour convenance personnelle, donc non pas l'avortement thérapeutique, mais l'avortement vraiment libre découle de la Constitution canadienne, lui, M. Trudeau s'engageait à recourir à la clause dérogatoire pour redonner sa validité à l'article 251 du Code criminel. Ça n'a pas été nécessaire, parce que dans l'affaire Morgentaler, si l'article

251 a été déclaré institutionnel il est vrai, la majorité de la cour a considéré que la Constitution ne garantissait que le droit à l'avortement thérapeutique, donc lorsque la vie ou la santé de la mère est en cause. Vous voyez que la clause dérogatoire a des parrains illustres.

**M. Brassard:** D'ailleurs, il faut quand même rappeler que ce n'est pas le Québec qui l'a demandée, la clause dérogatoire. Ce sont des provinces anglophones, particulièrement de l'Ouest, qui ont exigé sa présence dans la Charte fédérale des droits, d'une part. D'autre part, effectivement comme vous dites, la clause dérogatoire, c'est la possibilité pour les élus, pour le Parlement, pour l'Assemblée nationale d'assumer ses responsabilités aussi et de jouer son rôle, et puis de ne pas laisser tout le pouvoir aux juges en matière d'interprétation de droits qui sont exprimés ou énoncés de façon très générale. Alors, les juges ont une marge de manoeuvre quasiment absolue, et je pense que c'est tout à fait pertinent et sage que le Parlement, que les élus se gardent un pouvoir d'intervention. Et ce pouvoir d'intervention, bien, c'est la clause dérogatoire. Je pense que vous avez raison là-dessus. De toute façon, l'enchâssement de la Charte québécoise des droits n'est pas nécessaire pour qu'elle devienne une référence pour les jugements des tribunaux. Déjà, elle n'est pas enchâssée, et déjà, depuis qu'elle existe, les tribunaux l'interprètent, se prononcent, rendent des jugements sur la base de la Charte québécoise des droits et libertés. Par conséquent, l'enchâssement constitutionnel n'est pas obligatoire. Puisqu'on en est aux droits des minorités, ce n'est pas obligatoire. Pour respecter ou protéger les droits des minorités, l'enchâssement n'est pas une nécessité.

**M. Woehrling:** Non. Pas en vertu du droit international, en tout cas. Quand un État signe une convention internationale, il est juridiquement obligé de mettre son droit interne en conformité avec ses obligations internationales mais il n'y a rien dans le droit international qui l'oblige, par exemple, à reconnaître dans la constitution les droits qui découlent des conventions qu'il a signées ou ratifiées. Il peut très bien les reconnaître au niveau d'une loi ordinaire. Du moment qu'il existe une norme juridique, quel que soit son niveau, qui corresponde, je dirais, aux standards, aux normes de la convention, à ce moment-là, l'État signataire a rempli ses obligations du point de vue du droit international.

**M. Brassard:** Maintenant, pour ce qui est des droits de la minorité anglophone, droits historiques, comme vous le signalez à juste titre, évidemment, ces droits-là se retrouvent à la fois dans la Constitution ou dans des lois, comme la Charte de langue française ou la Loi sur les

services de santé et les services sociaux. On pourrait même dire qu'il y a certains droits qui ne sont inscrits nulle part mais qui existent de toute façon à cause de la pratique. Est-ce que tout cet ensemble de droits qui fait en sorte, finalement, que la communauté anglophone du Québec jouit, si on peut dire, d'une situation privilégiée par rapport aux minorités francophones d'ailleurs, hors Québec, par rapport aux autres minorités également au Québec même, selon vous, est-ce que c'est pertinent ou opportun que l'ensemble de ces droits soit ramassé en quelque sorte et codifié, ou qu'ils soient colligés, mis ensemble et inscrits dans la Constitution, c'est-à-dire constitutionnalisés?

**M. Woehrling:** Si on se place du point de vue de la minorité anglophone, c'est sûrement préférable qu'ils soient constitutionnalisés dans la mesure où, une fois qu'ils sont reconnus dans la Constitution, ils sont beaucoup plus difficiles à abroger ou à modifier. Donc, on ne peut sûrement pas reprocher à la minorité anglophone de réclamer leur constitutionnalisation.  
(17 heures)

Du point de vue, je dirais, des décideurs québécois, de ceux qui auront à rédiger la constitution québécoise, évidemment, il faudra combiner un certain nombre de facteurs et j'ai essayé là d'en mettre en lumière quelques-uns, notamment ce facteur très important, si vous voulez, qui est celui de la conciliation entre les droits des anglophones et l'efficacité de certaines dispositions de la Charte de la langue française, ou plus généralement de la politique linguistique du Québec. Je ne pense pas qu'il faille se fermer les yeux. Dans ce domaine, il est évident que, depuis quelques années, on a constaté qu'une protection optimale des droits de la minorité anglophone n'est pas toujours absolument conciliable avec l'efficacité de certains des objectifs, admis par tout le monde au demeurant, de la politique linguistique québécoise. Et ceci, parce que, encore une fois, non pas tellement au plan juridique mais au niveau sociolinguistique, les langues anglaise et française sont en concurrence sur le territoire du Québec et parce que l'anglais est une langue, évidemment, qui a beaucoup plus de prestige, beaucoup plus d'utilité économique et est parlée par un nombre de personnes beaucoup plus grand que le français.

Je crois qu'ici la considération fondamentale, c'est que les francophones québécois sont une majorité au Québec en termes politiques, déjà maintenant et encore davantage lorsque le Québec sera souverain, mais ils sont également une minorité au niveau du Canada et du continent nord-américain en termes linguistiques, en termes démographiques, en termes sociologiques. Alors, vous comprenez bien que, lorsqu'un groupe est majoritaire à tous les points de vue, comme je ne sais pas, moi, les Français en France ou les Anglais en Grande-Bretagne et lorsque ce

groupe est majoritaire au niveau juridique, au niveau politique, au niveau sociolinguistique, bien, il peut se montrer généreux avec ses minorités, encore que beaucoup de ces groupes ne le fassent pas mais, en tout cas, s'ils le veulent, ces groupes-là peuvent se montrer très généreux parce qu'ils ne risquent rien et que de toute façon il y a une infinité de mécanismes économiques, sociologiques, psychologiques qui vont faire en sorte que ceux qui arrivent sur leur territoire pour s'y établir vont s'intégrer au groupe dominant. C'est sûr qu'il n'est pas nécessaire d'adopter en France ou en Angleterre des dispositions pour forcer les immigrants à aller à l'école française ou anglaise, ou afficher en français ou en anglais, ou à passer leurs contrats en français ou en anglais; la réalité sociologique et économique s'en charge. Dans le cas du Québec, la majorité francophone, qui est une majorité sur le plan politique, est également une minorité sur le plan sociologique et à ce moment-là, évidemment, je ne pense pas qu'on puisse exiger d'elle qu'elle se montre aussi généreuse à l'égard de ses minorités qu'une majorité qui serait majoritaire à tous les points de vue. Parce qu'on peut démontrer encore une fois, sur le plan des faits, que certains droits optimaux qui seraient reconnus à la minorité anglophone iraient à l'encontre des intérêts de la majorité francophone.

C'est bien évident que, idéalement, dans un monde idéal, l'idéal en matière d'admissibilité à l'école anglaise serait le libre choix - c'est sûr - qui a déjà existé au Québec avant 1970. C'est que tout le monde, sans exception, puisse choisir entre l'école française et l'école anglaise, y compris les immigrants, d'où qu'ils viennent, y compris les francophones eux-mêmes. Ça, ce serait l'idéal, dans un monde idéal, dans un monde d'utopie. Et une disposition de ce genre-là n'a aucun inconvénient en France pour les Français, ou en Angleterre pour les Anglais, ou en Allemagne pour les Allemands. Je ne pense pas que ce soit le cas, mais pour autant qu'il existerait en Allemagne un enseignement public en turc, les Allemands pourraient reconnaître à leurs propres citoyens allemands d'aller à l'école turque, d'envoyer leurs enfants à l'école turque. Ça n'aurait aucun inconvénient parce qu'il n'y aurait que 0,000... quelque chose d'Allemands qui enverraient leurs enfants à l'école turque. Mais on sait très bien que si on laissait s'appliquer, au Québec, une disposition permettant le libre choix entre l'école anglaise et l'école française, d'ici l'an 2000 et quelque chose Montréal serait une ville majoritairement anglophone. Ça a été démontré par les statisticiens et par les démographes.

De la même façon, l'idéal c'est de permettre à chacun d'afficher dans la langue de son choix. C'est permis à Paris, c'est permis à Berlin, c'est permis à Rome. Ça n'empêche pas, évidemment, que les affiches soient en italien à Rome et puis

en allemand à Berlin. Par ailleurs, au Québec quand c'était permis, on a pu constater que c'était le résultat que cela donnait. Alors, je crois que c'est très difficile, évidemment, d'expliquer parfois cette situation au niveau international ou dans d'autres pays où les gens ne sont pas conscients de la difficulté qui existe, dans certains cas, pour une population majoritaire de maintenir sa majorité, de maintenir ses effectifs linguistiques. C'est également pour cela que j'ai cité les exemples de Suisse, de Belgique et de Porto Rico. Parce que dans ces trois pays il existe une situation sociolinguistique qui est, à certains points de vue, semblable ou similaire à celle du Québec. Évidemment que les hispanophones sont majoritaires à Porto Rico, mais il est bien évident qu'ils constituent une minorité par rapport au reste des États-Unis et que la langue espagnole est moins prestigieuse, moins utile que la langue anglaise aux États-Unis. C'est vra que les néerlandophones en Belgique sont majoritaires démographiquement, mais c'est vra également que tant qu'il y avait le libre choix entre l'école néerlandophone et l'école francophone, ils perdaient du terrain par rapport aux francophones parce que la langue française en Belgique, contrairement au Canada, est plus prestigieuse, plus utile économiquement, plus répandue que le néerlandais. Donc, les parents néerlandais préféreraient envoyer leurs enfants à l'école francophone parce qu'ils estimaient que c'était une façon de leur permettre de mieux réussir dans la vie. Et c'est encore la même chose en Suisse. Alors, dans tous ces pays, par conséquent, on a considéré qu'il était parfois nécessaire de limiter, de restreindre les droits de la minorité pour protéger la majorité.

Bien sûr, a priori, c'est une proposition qui peut paraître scandaleuse, parce que d'habitude ce sont les minorités qu'il faut protéger contre la majorité, et non pas l'inverse, la majorité contre les minorités. Mais, dans certaines circonstances, dans certains contextes, c'est bien la majorité qui, évidemment, est une minorité à un niveau supérieur, si on change de plan.

**M. Brassard:** Est-ce que vous ne trouveriez pas sage et prudent, avant de constitutionaliser les droits des anglophones, de conclure d'abord, au préalable, des accords ou des traités de réciprocité avec le Canada anglais, et qu'après coup la constitutionalisation pourrait survenir?

**M. Woehrling:** L'idée de la réciprocité est séduisante, dans son principe, non pas tellement parce qu'il s'agit de diminuer les droits des anglophones, mais parce qu'il s'agit d'influencer dans un sens positif l'évolution des minorités francophones hors Québec.

**M. Brassard:** Oui, évidemment, il faut comprendre que ça ne veut pas dire qu'on les supprimerait. Ils continueraient d'exister dans les

lois ordinaire. Mais avant de franchir le cap et de constitutionnaliser, il y aurait peut-être une certaine prudence ou sagesse à conclure d'abord des accords de réciprocité, ce qui, évidemment, ne supprime rien. Elles continuent d'être respectées et d'être protégées par les lois ordinaires.

**M. Woehrling:** Oui, pour autant que le niveau de protection resterait le même en vertu de lois ordinaires, on pourrait toujours songer à retarder la constitutionnalisation dans un objectif de réciprocité. Maintenant, il faut bien comprendre que, même si ce principe paraît très séduisant à première vue, en pratique, je ne sais pas comment ça pourrait fonctionner. Parce que ça voudrait dire quoi, que le Québec diminuerait les droits de sa minorité anglophone au fur et à mesure qu'il diminue ailleurs ou si...

**M. Brassard:** Non, ça pourrait vouloir dire peut-être que, ce qui serait constitutionnalisé, c'est ce qui serait négocié dans des accords de réciprocité. Le reste des droits continuerait d'exister dans les lois ordinaires.

**M. Woehrling:** Oui, d'accord. Mais enfin, il y a quand même quelque chose qui me déplaît dans cette idée, si vous voulez. C'est que ça mélange deux problématiques qui sont fondamentalement différentes. Il y a la problématique des rapports entre l'État québécois et sa minorité, d'une part. Et puis, il y a le problème des efforts que l'État québécois pourrait faire pour influencer positivement l'évolution des minorités francophones hors Québec. Je crois que les deux problèmes sont philosophiquement différents. On peut les lier jusqu'à un certain point, mais je ne sais pas si je serais d'accord pour aller très loin dans cette direction parce que, si les minorités du Québec, si la minorité anglophone du Québec, bon, si ses membres sont de bons citoyens du Québec, je ne vois pas pourquoi on les pénaliserait directement ou indirectement parce que d'autres provinces canadiennes, ou un État qui sera étranger à ce moment-là, si le Québec devient souverain, traite moins bien ses propres minorités. Je pense qu'il s'agit de deux problèmes qui sont, en quelque sorte, différents et qu'il ne faudrait pas trop lier. Ça peut être une politique incitative, je dirais, bien que, bon, son efficacité peut être douteuse comme vous le savez. Ça fait très longtemps que les Québécois pensent donner le bon exemple au Canada anglais. C'était la vieille idée d'Henri Bourassa, c'est ça, de bien traiter la minorité anglophone du Québec en espérant qu'un jour on convainque les provinces anglophones de faire pareil pour la minorité francophone. Mais je pense que, malheureusement, ça n'a pas réussi.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I will begin by agreeing with my colleague from Lac-Saint-Jean that that was a very complete, and very clear, and excellent presentation, although I suspect that, for all its excellence, there may still be some questions we do with here that no study of this kind could quite cope with. I would like to make two or three comments, if I could, that you may wish to respond to. I might begin quickly by saying, incidentally, about the "notwithstanding" clause, that when I entered politics, I ran, not on opposition to the "notwithstanding" clause, but on opposition to the abuse of the "notwithstanding" clause, which is what I maintain was what Mr. Bourassa was guilty of, in December of 1988, rather than arguing that the "notwithstanding" clause was necessarily a great political evil in itself, either for Québec or for Canada. But I am afraid that was too subtle a position for most of the electorate, whether they were on my side or whether they were on my opponent's side.

I would also like to say something about the use of analogy, in particular European analogy, in considering the question of rights. I would agree that it is useful to do so. I mean, we have to use analogies from somewhere, anyway. I mean, that is about all we can do. But it would seem to me that there are certain problems in defining both the general constitutional issue and the issue of rights in particular, by drawing on, let us say... Switzerland or Belgium are certainly the major European States that have a single dominant language. For example, if we consider Switzerland, let us say, you talk about a place like, Basel. I mean, it has a population only comparable to that of small municipalities of Québec, but it has had a great university for centuries. It has set civic and political traditions that go all the way back to the middle ages, and the same thing is true about the "cantons" in general. That is, one could talk about a religious civic municipal right, or conception of constitutionality of right and so forth, which runs over an extremely long time and where the population is not very mobile. In Canada, and in Québec, we are talking about a very different situation, certainly for the Anglophone population, and I suspect increasingly for the Francophone or at least the bilingual Francophone population, that is that, for example, we all know that there is something slightly comic about using an expression like "anglophone de souche". The English-speaking population of Québec, even if we can point to groups that have deep roots in the townships or even in Montréal, is essentially a population which has constantly drawn on new membership — at one time from the British Isles and then, in the first half of the century, from other areas of Europe — and has constantly exported people.

(17 h 15)

Furthermore, in Canada as a whole, changes

in the composition of the population, within cities, have generally been at least as much a matter of interprovincial migration as they have been of immigration. Perhaps I see this particularly vividly because although I have lived most of my life in Montréal, I came from Western Canada and married a wife, there, in Montréal — who came from Western Canada but whom I met in Montréal — and then went to England for graduate research with children who, therefore, I had educated in school in England, at that time, although we came back to Montréal. And we are furthermore... very large numbers of the people I knew lived in exactly the same situation. Yet, it seemed to me nobody would really doubt, whatever else they would say about us, that we were Québec Anglophones. We did not come from somewhere else, we have not lived in those other places for many, many years of our lives and so forth. So, we see this issue in a somewhat different way.

The other point I would also like to make is a fairly neutral one, I think, not a polemic one, but one for consideration by this committee. Both in English in terms of the word "rights" and for "droits" en français, it seems to me there is a terrible problem at this stage in the XXth century, both of trivialization and of increasing intellectual complexity. On the level of trivialization, what I mean is that I believe that there are some people who, when they talk about a right, mean the right of domestic pets to humane treatment, which is not exactly in the same category as the right of the free exercise of religion or of freedom of speech.

That is, in other words, there has been something that has been called, in other countries, a rights' explosion, where the terminology of rights is extended over a whole range of virtually any set of claims made in society at all. And I do not think that, first of all, anyone in this committee is particularly worried about this new gang of rights, either in a present Québec or a future Québec, a sovereign Québec or a Québec that is part of Canada. So, I would like to eliminate that concern, to begin with, that if we are talking about rights, we are talking largely about either those ones traditionally defined in, say, the XVIth and XVIIth centuries, or else in a more special Canadian context, rights applying to language or ethnic minorities. And only that, even if we do that...

**Le Président (M. Bélanger):** May I ask you to conclude right now? Because we have just five minutes.

**M. Cameron:** We are running out of time?

**Le Président (M. Bélanger):** Yes.

**M. Cameron:** O.K. I will be brief then. The main thing that I wanted to say, in conclusion

but that I would ask your comment on, then, is that if we cannot use European examples, all that much, if we stick to Canada and Québec right now, are you really saying that rights that would be defined in a future sovereign Québec will be defined mostly by an appeal to principles of international law, or by an appeal to past traditions of Canada, British law, British tradition and so on?

**M. Woehrling:** Je pense que ce seraient les deux en même temps. Il est évident qu'on ne part pas d'un vacuum. Si le Québec devient souverain, on ne fera pas table rase sur le plan constitutionnel, pas plus que dans un autre domaine. Et je pense qu'il faut, à ce moment-là, partir de la base existante en matière de droit, tout en se conformant, évidemment, à ce qui est considéré aujourd'hui comme le standard international qu'il faut respecter pour faire partie du club des États bien en vue.

Et je pense, par ailleurs... c'était très intéressant, ce que vous disiez tantôt, concernant cette inflation de droits. Effectivement, il y a cette tendance à réclamer des droits de plus en plus exotiques, de plus en plus divers, cette espèce de rhétorique des droits. Et ça, malheureusement, je pense qu'on ne pourra pas y échapper parce que c'est, évidemment, une composante de la culture américaine qui correspond, peut-être, à l'éclatement, à la parcelisation de la société américaine et puis, je dirais, à la paralysie du processus représentatif traditionnel, ce qui fait que chaque groupe, maintenant, essaie d'obtenir, satisfaction, non plus par le biais du processus politique par un parti politique, mais devant les tribunaux par l'enchâssement ou la reconnaissance de son petit statut, de ses petits privilèges. Et malheureusement, comme c'est un phénomène américain et comme on est collé sur les États-Unis et qu'on restera collé sur les États-Unis même si le Québec devient souverain, je ne pense pas qu'on pourra y échapper complètement; j'ai bien peur que cette tendance continuera également dans un Québec souverain. D'ailleurs, je vois des manifestations de cette tendance dans la Charte québécoise elle-même, dont on a tendance un peu trop, à mon avis, de dire presque liturgiquement, presque rituellement, que c'est la meilleure du Canada, la meilleure du monde, alors que je n'en suis pas aussi convaincu que cela. On voyait, un peu plus tôt justement, la question des droits économiques et sociaux, qu'on n'a pas vraiment reconnue dans la Constitution canadienne ni dans les autres chartes et qu'on s'est empressé de reconnaître au Québec. Pourquoi? Peut-être pour faire moderne parce qu'on considérait que c'était un développement intéressant dans d'autres pays, mais sans reconnaître à ces droits une véritable primauté sur les droits ordinaires, c'est-à-dire, finalement, en reprenant de la main gauche ce qu'on avait donné de la main droite.



Je crois qu'il faudra peut-être faire attention à cette tendance propre aux petites sociétés, peut-être. Les petites sociétés sont balayées plus facilement que les grandes sociétés par des phénomènes de mode, de tendance, auxquelles on se sent obligé de correspondre. Et je crois que, malheureusement, de ce point de vue là, la Charte québécoise n'est peut-être pas le meilleur signe que le Québec ne succombera pas, dans l'avenir, à ce phénomène.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Merci, M. le Président. M. Woehrling, dans votre document, vous laissez sous-entendre que le Québec souverain devrait accorder plus de droits à sa minorité anglophone, alors que M. le juge Deschênes était d'avis contraire, à l'effet que notre minorité, au point de vue international, que ce soit une minorité anglophone, minorité autre, devait avoir le même statut. Vous avez dit tantôt, à une question du député de Lac-Saint-Jean, que vous ne croyez pas que d'éventuels traités de réciprocité avec le Canada, le restant du Canada, pour les minorités francophones hors Québec, pourraient être la solution, parce que vous avez dit: De par le passé, le Québec a très bien traité sa minorité anglophone. On ne peut pas en dire autant du restant du Canada. Est venue ici la commission Bélanger-Campeau. Il y a beaucoup de personnes qui sont venues dire que le Québec avait une obligation vis-à-vis de ces minorités francophones qui se situent un petit peu partout en Amérique du Nord. Si vous ne reconnaissez pas les traités de réciprocité, comment pensez-vous qu'un Québec souverain pourra protéger ses minorités francophones qui sont un petit peu partout, en Amérique du Nord?

**M. Woehrling:** Écoutez, il y a peut-être d'autres façons de le faire comme, je ne sais pas, leur donner des subventions comme on le fait à l'heure actuelle, comme de mettre à la disposition l'expertise qu'on peut avoir, comme de négocier sur un plan diplomatique, très large à ce moment-là, avec les autres gouvernements, comme de, comment dirais-je, mettre cela dans un panier plus grand et essayer d'obtenir, peut-être, une amélioration de la situation des minorités francophones en échange d'autre chose qui ne serait pas nécessairement relié au traitement de la minorité anglophone du Québec. C'est parce que, voyez-vous, je vois mal comment ça fonctionnerait très concrètement. S'il y avait un traité de réciprocité de ce genre, est-ce qu'il y aurait une commission mixte internationale qui voyagerait d'une province à l'autre, d'une école à l'autre, pour voir, exactement, comment sont traitées, d'une part, les minorités francophones au Canada, et d'autre part, la minorité anglaise, au Québec? Est-ce qu'on compterait le nombre de

manuels scolaires que l'une et l'autre doit mettre à sa disposition, le nombre de maîtres qu'on engage? Et puis, si jamais, à un moment donné, il y avait un déficit d'un côté, quelle serait, en quelque sorte, la sanction? Est-ce qu'il y aurait un tribunal d'arbitrage, qui, à ce moment-là, pourrait constater la violation, ou est-ce que la sanction consisterait automatiquement à diminuer, dans le pays où la protection est supérieure, à la diminuer pour la mettre au niveau avec le pays ou la province où la protection est moindre? Encore une fois, je vois cela très mal fonctionner au niveau pratico-pratique. Cela constituerait plutôt, d'après moi, un domaine de contentieux éventuel entre le Canada anglais et le Québec et cela pourrait créer du ressentiment ou pourrait créer, si vous voulez, des mauvais sentiments qui s'étendraient à d'autres domaines. Et, encore une fois, sur un plan simplement éthique et philosophique, je ne vois pas dans quelle mesure le fait de diminuer les droits de la minorité anglophone du Québec, constituerait en quelque sorte une punition pour une province anglaise qui ne traiterait pas bien ses propres minorités. D'autant plus que, si on se fie à l'expérience du passé, on se rend compte que ça ne serait pas efficace. Ça ne serait pas efficace puisqu'en fait, le fait que le Québec traite bien ses minorités n'a jamais empêché les provinces anglaises ou certaines d'entre elles, du moins – il ne faut pas généraliser non plus – de traiter moins bien leurs leurs. Et puis, d'autre part, ce qu'on a vu dans le contexte de l'échec de l'accord du lac Meech et peut-être de l'adoption de la loi 178, c'est le fait que certaines provinces anglaises n'attendent que cela, finalement. Parce que le fait que le Québec baisse ou semble diminuer la protection vis-à-vis de sa propre minorité anglophone est, pour ces provinces-là, un prétexte qu'elles attendent, en fait, pour diminuer ou abroger les droits de leurs propres minorités francophones.

**Mme Bégin:** Mais vous ne pensez pas que...

**M. Woehrling:** Donc, je ne sais pas si ça serait très efficace, si ça ne serait pas une certaine façon de leur donner tout simplement le prétexte.

**Mme Bégin:** Mais, en agissant comme vous le préconisez dans votre rapport, ne pensez-vous pas qu'on est en train de mettre de côté... Je pense que le Québec au point de vue du continent nord-américain a une certaine obligation vis-à-vis de ses francophones hors Québec et, en agissant comme vous le préconisez, ne pensez-vous pas qu'on est en train de limiter notre pouvoir de négociation face au Canada anglais pour la protection de nos droits? Et vous venez de dire même, que certaines provinces anglaises n'attendent que le départ du Québec pour, peut-être, accorder moins de droits à leurs minorités...

**M. Woehrling:** Écoutez, c'est possible, mais je pense que, de toute façon, ce n'est peut-être pas la principale considération. Si le Québec cherche à devenir souverain, il s'agit là d'une problématique qui n'est pas principalement reliée au sort des minorités francophones hors Québec. Je ne dis pas qu'il faille les abandonner, ni qu'il faille abandonner notre responsabilité à leur égard. Mais ce que je dis, c'est que cette responsabilité peut être exercée de bien des façons et pas uniquement par la conclusion d'un accord de réciprocité. Je ne sais pas non plus si la conclusion d'un accord de réciprocité serait la meilleure façon et la plus efficace d'exercer cette responsabilité et je pense que le sort des minorités francophones hors Québec, c'est une considération qu'il faut avoir à l'esprit mais ce n'est pas une considération qui devrait être déterminante, qui devrait avoir un effet déterminant sur les droits qui seront reconnus à la minorité anglophone du Québec dans un Québec souverain parce que les deux problèmes, encore une fois, sont liés jusqu'à un certain point mais uniquement jusqu'à un certain point. Voyez-vous? Il y a aussi entre les deux problèmes une indépendance qui fait qu'on ne peut pas traiter entièrement l'un en fonction de l'autre.

**Mme Bégin:** Une dernière question. Vous avez dit aussi dans votre document que le fait que le Québec traite ou traiterait bien ses minorités faciliterait sa reconnaissance au point de vue international. Au tout début de votre document, je me souviens très bien avoir lu une chose semblable. Mais le fait de mettre des minorités plus protégées que d'autres, est-ce que vous ne créez pas une certaine discrimination?

**M. Woehrling:** Non. Encore une fois, je crois qu'il ne faut pas interpréter le concept d'égalité dans un sens trop élémentaire. Je crois que c'est Aristote qui disait qu'il est aussi injuste de traiter de façon inégale deux personnes qui sont dans la même situation qu'il est injuste de traiter de la même façon deux personnes qui sont dans une situation différente. Donc, l'inégalité, ou plutôt l'injustice peut résulter de l'inégalité appliquée à deux situations semblables ou elle peut résulter également du fait qu'on traite de la même façon deux personnes ou deux groupes qui ne sont pas dans la même situation. Or, je crois que ça serait assez absurde de dire que la minorité anglophone du Québec est dans la même situation que la minorité vietnamienne et que le droit international exige, sans quoi le Québec sera mal vu sur la scène internationale, qu'on traite de la même façon les anglophones du Québec que les Vietnamiens, c'est-à-dire qu'on leur reconnaisse exactement les mêmes droits linguistiques, ni plus ni moins. Je ne pense pas que c'est ce que M. Deschênes voulait dire il y a quinze jours.

C'est sûr qu'il y a une présomption, si vous

voulez, en droit interne comme en droit international, que le même traitement appliqué à tout le monde correspond à l'égalité, mais ce n'est qu'une présomption. Et les minorités francophones hors Québec le savent très bien, puisqu'on parlait d'elles. Si vous interprétez l'égalité de cette façon-là, ça veut dire quoi? Ça veut dire que l'égalité pour les minorités francophones hors Québec, c'est d'aller à l'école anglaise comme la majorité. On pourrait dire: C'est l'égalité ça puisque la minorité francophone et la majorité anglophone sont traitées de la même façon. Or, vous savez très bien que l'égalité ici ce n'est pas de traiter de la même façon la minorité et la majorité mais de les traiter différemment. Et de la même façon, dans certains cas, l'égalité exigera ou, du moins, ne sera pas incompatible avec un traitement différent de certaines minorités par rapport aux autres.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, vous me voyez dans l'obligation de vous interrompre, puisque nous avons une motion qui est sur la table et que nous devons la passer avant la fin de l'heure. Mais auparavant, je voudrais quand même vous remercier chaleureusement pour votre participation à nos travaux et je pense que chacun des partis à son tour avait manifesté, eux, leur reconnaissance. Alors soyez assuré, M. Woehrling, que vous avez contribué d'une façon substantielle à nos travaux et que c'est très apprécié. Alors, je vous remercie.

**M. Woehrling:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, j'appelle donc la motion que M. le député de Viger a déposée tout à l'heure. S'il vous plaît! Ou on suspend deux minutes et on prendra la motion après. Bien, alors on va suspendre deux minutes et on prendra la motion après.

(Suspension de la séance à 17 h 31)

(Reprise à 17 h 33)

**Motion requérant de procéder à des consultations particulières afin d'étudier les impacts de la souveraineté (suite)**

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous permettez, s'il vous plaît. S'il vous plaît! Je demanderais à chacun de vouloir prendre sa place et de respecter le silence qui nous permettra de continuer nos travaux. Ça s'appliquait à vous aussi, M. le député. S'il vous plaît! S'il vous plaît!

Alors, j'ai devant moi une motion du député de Viger, qui se lit comme suit:

"Que la commission chargée d'étudier les questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté procède à des consultations par-

ticulières afin d'étudier les impacts de la souveraineté;

"Et qu'à cette fin, elle tienne des auditions publiques et entende des groupes et organismes.

"Que chaque groupe ou organisme invité par la commission traite dans son mémoire d'aspects spécifiques reliés à son expertise, et qu'à cette fin, des thèmes de discussion lui soient transmis par la commission.

"Que les mémoires soient transmis au secrétariat de la commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec."

S'il vous plaît! Alors, la motion est recevable par son libellé. Alors, je vous entends donc sur le fond. Alors, M. le député de Viger.

#### M. Cosmo Maciocia

**M. Maciocia:** M. le Président, sur le fond, je crois que c'est très clair, la motion par elle-même, elle dit qu'on doit entendre devant la commission des groupes et des organismes qui puissent venir nous entretenir sur la viabilité et sur les avantages et les inconvénients de la souveraineté pour la population du Québec.

Nous pensons que, jusqu'à date – et il y en aura encore à l'avenir – des experts constitutionnels qui sont venus et qui continuent à venir devant la commission, mais nous croyons aussi qu'il faut absolument qu'il y ait des personnes qui vivent quotidiennement ces problèmes, qui puissent nous entretenir sur des sujets bien spécifiques, sur, comme je disais tantôt, les avantages et les inconvénients de la souveraineté. Parce que nous croyons fermement que la population du Québec doit être renseignée, surtout, spécialement, ce n'est pas comme je disais même la semaine dernière, ce n'est pas un simple projet de loi sur lequel probablement on pourrait même des fois apporter des amendements, même un an après, deux ans après, ou à n'importe quel moment. Ici, on discute de l'avenir du pays, de l'avenir du Québec, et de l'avenir du Canada.

Et nous croyons fermement, comme je disais tantôt, que c'est très, très, très important qu'on puisse avoir, devant la commission, des groupes et des organismes qui sont spécialisés dans certains domaines et qui puissent nous dire vraiment dans quelle direction on va s'en aller avec une éventuelle souveraineté du Québec. Et, par conséquent, la population au même moment peut se faire un jugement, et que le moment venu, en ayant, toujours dans l'esprit de la loi 150, un référendum en octobre 1992, puisse vraiment aller voter avec une connaissance complète du dossier, avec une connaissance des avantages et des inconvénients que peut présenter la souveraineté. Et c'est dans cette perspective, M. le Président, la raison de la motion, qu'on a présentée cet après-midi.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean, en réplique.

#### M. Jacques Brassard

**M. Brassard:** Bien, M. le Président, je vais être très bref. Vous savez, depuis le début des travaux de ces commissions, issues de 150, la grande tentation qui nous guette, c'est la tentation de refaire Bélanger-Campeau. Depuis le début, c'est ça la grande tentation, puis souvent, à l'occasion, on se retrouvait dans les plates-bandes de Bélanger-Campeau, c'est-à-dire à faire des choses qui avaient déjà été faites.

Et en adoptant cette motion, bien, je pense qu'on y cède carrément à cette tentation-là. Bélanger-Campeau, ça été la plus vaste audience publique qui s'est jamais tenue au Québec. C'est un record. Pour une commission de ce genre-là, c'est le record. Je n'ai pas besoin de vous donner bien des chiffres, plus de 600 mémoires d'organismes et d'intervenants de toute nature. On a réussi à en entendre 280, en y incluant les groupes de jeunes qui ont eu un forum spécial, particulier. C'est le record. Le deuxième, là, c'est la commission parlementaire sur la politique culturelle, où ils ont eu un bon nombre de mémoires, mais de loin, ça ne bat pas Bélanger-Campeau.

C'est donc un exercice de consultation tout à fait exemplaire; Bélanger-Campeau, c'est exemplaire. Je ne pense pas que ce soit sans faille, ça s'est fait de façon rigoureuse, l'intendance, la logistique, tout a fonctionné de façon merveilleuse, sans accroc, sans faille. Donc, on n'est pas tombé dans le burlesque ou le vaudeville, là, comme certaines autres commissions, fédérales en particulier. Tout ça s'est fait le plus sérieusement du monde, les groupes ont présenté des mémoires étoffés, qui exposaient leur opinion sur quoi? Sur l'avenir du Québec, mais très largement. La plupart de ces groupes traitaient de la souveraineté, d'un Québec souverain, soit qu'ils étaient d'accord, puis qu'ils en voyaient bien des bénéfices, puis des impacts positifs; soit qu'ils étaient en désaccord, puis qu'ils en voyaient des impacts négatifs et des inconvénients, puis, bon, ils les signalaient et les exposaient.

Et là, voilà qu'on nous propose de reprendre une autre opération de consultation. Moi, là, je vous avoue que j'ai de la misère à embarquer là-dedans. Non seulement de la misère, mais je ne vois pas pourquoi on répéterait, on recommencerait une opération de consultation alors que ça s'est déjà fait, puis ça s'est fait de façon exceptionnelle, remarquable, exemplaire, comme je le disais tantôt. On s'est retrouvé, là, finalement... Moi, j'ai quasiment, dans mon bureau du parlement, un local qui ne joue que ce... ne remplit que cette fonction-là, qui est pleine de caisses, des caisses et des caisses et des caisses de documents, de mémoires. Du temps de la commission Bélanger-Campeau, j'avais de la misère à avoir de la place dans mon propre

bureau parce que les caisses s'empilaient, les documents s'empilaient, les mémoires s'empilaient. On peut savoir tout, là; si vous voulez savoir ce que pense l'association des joueurs de musique à bouche, elle a sûrement son mémoire là-dedans; allez-y voir, puis vous allez savoir ce qu'ils pensent de la souveraineté, puis du fédéralisme tel qu'il fonctionne, ou le syndicat des transsexuels de Montréal, je ne sais pas. Tout! Tout le monde s'est prononcé là-dessus. Bélanger-Campeau, ça a été la consultation la plus extraordinaire et la plus exemplaire tenue au Québec sur l'avenir du Québec, donc sur la souveraineté, et sur les impacts de la souveraineté, positifs ou négatifs, selon les cas. On ne recommencera pas ça, là, franchement, on tombe dans la "consultationnite" aiguë. Et probablement, de bonne foi, là, sous prétexte d'adopter un comportement démocratique, hein? Bon. Il faut être démocratique, il faut demander au monde de se prononcer; mais on l'a déjà fait. Et à mon avis, M. le Président, le comportement le plus démocratique dans les circonstances, ce serait de permettre à la population de se prononcer à l'occasion d'un scrutin référendaire. Ça, ce serait le comportement démocratique le plus approprié dans les circonstances, et soit dit en passant — et je termine là-dessus — c'était ce que sont venus nous dire à peu près tous les intervenants devant Bélanger-Campeau: On est prêts à décider; il faut décider. Que le gouvernement du Québec organise une consultation populaire, un scrutin référendaire pour nous permettre de décider; on veut trancher. Et là, qu'est-ce qu'on leur propose? On vous consulte de nouveau; venez donc nous dire ce que vous nous avez déjà dit. Moi, dans ces circonstances-là, c'est clair, M. le Président, que je suis contre une telle motion.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun, et M. le député de Jacques-Cartier par la suite.

**M. Henri-François Gauthrin**

**M. Gauthrin:** M. le Président, je comprends l'intervention du député de Lac-Saint-Jean et de ce côté-ci on aurait été contre, aussi, une telle motion, on ne l'aurait pas proposée si elle avait eu pour effet de vouloir refaire Bélanger-Campeau. L'objectif, d'après moi, de cette motion, c'est sur des points extrêmement pointus. Sur des domaines spécifiques, de pouvoir consulter des gens, dans la société, qui sont particulièrement concernés, en leur posant non pas une question sur l'avenir constitutionnel du Québec, mais: Comment voyez-vous, dans le sous-secteur qui est le vôtre, les évolutions en termes du marché monétaire ou de certains sous-secteurs de l'économie? Je vais vous donner un exemple. Par exemple, il me semble important qu'on parle aux pêcheurs, plus particulièrement sur la question du golfe, sur la question des...

**Une voix:** Les producteurs de lait, les agriculteurs...

**M. Gauthrin:** Bon, la question sur les producteurs de lait, je n'y avais pas pensé mais c'est vrai. Il y a des gens, non pas sur l'avenir constitutionnel du Québec... On n'aurait pas à poser la question, on ne devrait pas rencontrer les gens: Quel, d'après vous, doit être l'avenir constitutionnel du Québec? Mais si on change, à l'heure actuelle, de situation constitutionnelle: Quel serait éventuellement l'effet de la modification sur le sous-secteur économique que vous connaissez particulièrement bien parce que c'est le vôtre? Je crois que c'est dans ce sens-là que le député de Viger, M. le Président, a proposé sa résolution. Et c'est dans ce sens-là que je suis d'accord de le faire, de l'appuyer. Je pense que si on avait, au contraire, voulu recommencer le show de Bélanger-Campeau, ça aurait été une perte de temps pour tous, et de votre côté et de notre côté. Mais si on prend, et si on s'entend qu'on va consulter les gens sur des questions très spécifiques, sur des questions très pointues, à ce moment-là M. le Président on ne ~~refera~~ pas Bélanger-Campeau et on fera avancer la cause qu'on est en train de défendre ou d'analyser. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Neil Cameron**

**M. Cameron:** Je dois dire que je trouve exactement le député de Lac-Saint-Jean totalement juste et totalement raisonnable. Et aussi je pense, et je comprends les arguments du député de Verdun. Mais si la question est si spécifique, pourquoi est-ce qu'il faut employer un organisme, pourquoi pas un expert seul?

**Le Président (M. Bélanger):** La question est posée. Alors, M. le député d'Orford.

**M. Robert Benoit**

**M. Benoit:** Oui, M. le Président, rapidement. Je suis d'accord, en partie, avec le député qui dit que ça a été un grand "happening", Bélanger-Campeau. Je pense qu'il y a un bout de vérité là-dedans. D'autre part, il y a aussi, dans Bélanger-Campeau, la page 62 où on dit: "Certaines questions soulevées par l'accession à la souveraineté sont complexes. On aurait tort de les sous-estimer ou de les négliger. Les choix collectifs à poser doivent être éclairés." Bon, ce n'est pas moi qui dis ça, c'est Bélanger-Campeau et je pense que le distingué député, de l'autre côté, était membre de cette commission-là.

Je vais aller plus loin que ça. Je me souviens d'avoir posé à l'UPA une question sur le lait. On m'a donné une histoire. Ensuite j'a

reposé à l'Association des agriculteurs anglophones la même question. On m'a donné une autre histoire. Mais il y a trois années-lumière entre les deux réponses que j'ai eues. Et il y a un maudit paquet de producteurs de lait ici au Québec dont l'économie... Je n'ai pas la réponse, je ne le sais pas! Je ne sais vraiment pas c'est quoi la réponse, et les conséquences qu'il y aura advenant une souveraineté. Et tous les échanges, particulièrement au niveau du lait, alors que c'est une industrie très importante au Québec. Alors, je ne sais pas, moi, quand on me dit à Bélanger-Campeau: "...poser doivent être éclairés", bien je pense que c'est ça la direction. Les choix collectifs à poser doivent être éclairés. C'est un choix collectif. Si j'étais agriculteur, dans le lait particulièrement. J'en ai dans mon comté, je suis la capitale du lait, Coaticook. C'est un point important, il nous faut aller chercher des réponses précises. Qu'est-ce qui arrivera le lendemain de la souveraineté, avec toutes les ententes au niveau du lait?

(17 h 45)

Dans ce sens-là, M. le Président, moi je n'ai pas de problème à inviter des gens. Il y a une étude, Informetrica, qui vient de nous répondre, qui semble avoir - d'une façon exhaustive! - étudié ça, qui répond à ce point-là. On parle des pêcheries, il y a d'autres secteurs précis de l'économie sur lesquels, moi, en tout cas, je n'ai pas eu réponse au moment où je vous parle.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean, vous m'avez redemandé la parole. Maintenant, en vertu du règlement, je suis obligé de vous dire ceci, sur le temps: sauf disposition contraire - c'est-à-dire si j'ai le consentement - un député ne peut s'exprimer qu'une seule fois sur la même question. Son temps de parole est de dix minutes pour une motion de forme et de vingt minutes pour une toute autre affaire. Alors...

**M. Brassard:** C'est deux motions...

**Le Président (M. Bélanger):** Mais ce n'est pas cumulatif. C'est juste une fois, à moins qu'il n'y ait consentement. Alors, est-ce qu'il y a consentement pour laisser le député de Lac-Saint-Jean s'exprimer?

**Une voix:** Non.

**Une voix:** Il n'y en a pas.

**Le Président (M. Bélanger):** Non. Alors, il n'y a pas de consentement. Donc, sur la motion, M. le député de Hull.

**M. Robert LeSage**

**M. LeSage:** M. le Président, moi, je vais

voter pour cette motion, ne serait-ce que pour entendre deux groupes, entre autres, les fonctionnaires fédéraux. Ils n'ont pas été à Bélanger-Campeau, même si Bélanger-Campeau est venue à Hull. On peut nous laisser supposer, croire, par l'intermédiaire de leaders syndicaux, ce que les fonctionnaires pensent. Mais, moi, j'en ai beaucoup de fonctionnaires dans mon comté, résidents, et je n'ai pas le même son de cloche.

J'aimerais aussi entendre un expert ou des experts en courtage immobilier, M. le Président, parce qu'on nous a laissé entendre à cette commission-ci qu'il pourrait y avoir dans un Québec souverain diminution de la valeur des propriétés dans l'Outaouais québécois. J'aimerais ça que quelqu'un m'explique un petit peu plus ça serait quoi les conséquences de tout ça. Je ne sais pas qui on pourrait convoquer devant cette commission. Ça pourrait être...

**Une voix:** La Chambre d'immeubles.

**M. LeSage:** Ça pourrait être la chambre. En tout cas, il y a sûrement quelqu'un qui pourrait venir nous entretenir là-dessus. Et ces gens-là non plus n'ont pas été interviewés ou n'ont pas passé devant Bélanger-Campeau. Il y en a peut-être d'autres, dans d'autres sphères d'activité qu'il serait intéressant d'entendre, justement en relation avec le transfert des fonctionnaires fédéraux dans un Québec souverain. Merci, M. le Président.

#### Mise aux voix de la motion

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, d'autres interventions? Ça va. Donc, est-ce que la motion est adoptée?

**M. Brassard:** Vote nominal.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, vote nominal.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Mme la députée de Bellechasse?

**Mme Bégin:** Pour.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le député d'Orford?

**M. Benoit:** Pour.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le député de Saint-Louis?

**M. Chagnon:** Pour.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le député de Limoilou?

**M. Després:** Pour.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le député de Verdun?

**M. Gauthrin:** Pour.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le député de Hull?

**M. LeSage:** Pour.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le député de Viger?

**M. Maciocia:** Pour.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le député de Nicolet-Yamaska?

**M. Richard:** Pour, M. le Président.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le député de Rousseau?

**M. Thérien:** Oui, pour.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le député de Lac-Saint-Jean?

**M. Brassard:** Contre.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** M. le député de Jacques-Cartier?

**M. Cameron:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** Donc, la motion est adoptée. Alors, nous ferons une "cédule" qui devrait, éventuellement, tenir compte de cette nouvelle demande des membres de la commission pour les auditions. Nous devons faire aussi des avis publics.

**Une voix:** ...audiences particulières...

**Le Président (M. Bélanger):** Ah, particulières, ah, excusez! Il n'y a pas d'avis publics, ce sont des consultations particulières. Alors, il faudrait nous donner la liste des groupes que vous voudrez entendre dans ce contexte. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, on est en séance de travail, on peut vous poser... Pas encore!

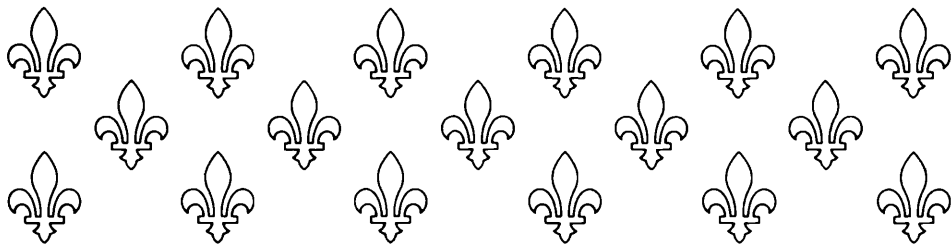
**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** On est en séance publique toujours.

**Le Président (M. Bélanger):** On n'a pas fini notre séance. La séance de travail vient après.

**M. Gauthrin:** Excusez-moi.

**Le Président (M. Bélanger):** Or, ceci met fin à nos travaux. Donc, la commission ajourne ses travaux à demain et reprend maintenant sa session de travail.

(Fin de la séance à 17 h 50)



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 17 décembre 1991 – No 17**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Dépôt de document	CEAS-441
Audition d'experts	CEAS-441
M. Jacques-Yvan Morin	CEAS-441
Mme Nicole Duplé	CEAS-459

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Jacques Brassard  
M. Cosmo Maciocia  
Mme Jeanne L. Blackburn  
M. Maurice Richard  
M. Robert LeSage  
M. Henri-François Gauthrin  
Mme Jocelyne Caron  
Mme Pauline Marois

Témoins interrogés: M. Jacques-Yvan Morin, Université de Montréal  
Mme Nicole Duplé, Université Laval

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec)  
G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102



Le mardi 17 décembre 1991

(Neuf heures neuf minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous me permettez, on va débiter les travaux maintenant. Dans un premier temps, est-ce qu'il y a des remplacements ce matin?

**Le Secrétaire adjoint (M. Onil Roy):** Oui, M. le Président. M. Benoît (Orford) remplace M. Bourassa et Mme Blackburn (Chicoutimi) remplace M. Gendron (Abitibi-Ouest).

#### Dépôt de document

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. J'ai aussi un document à déposer, qui est "L'accession à la souveraineté, l'élaboration d'une constitution", dans la série de nos petits documents. Donc, le document est officiellement déposé. Et sans plus tarder, on va... Il n'y a pas d'autres questions préalables, non? Ça va? On va donc introduire notre invité qui, ma foi, ne demande pas ou très peu de présentation ici, il est presque un familier de nos commissions. Alors, M. Morin, M. Jacques-Yvan Morin, qui est né à Québec, études au collège Stanislas de Montréal, bourse d'études de l'Institut de droit de l'Amérique et de la Fondation Mackenzie King, de la Fondation Rowell et de la Fondation Rockefeller, fondation et direction du McGill Law Journal, admis au Barreau du Québec en 1952, professeur de droit international public à l'Université de Montréal, professeur de droit constitutionnel, et agrégation et titularisation en 1969, membre du Conseil de la Faculté de droit de 1966 à 1968, subvention de recherche et participation à des congrès internationaux, président de l'Association des professeurs de l'Université de Montréal. En fait, j'en aurais comme ça pendant six ou sept pages, alors, toutes plus élogieuses, les unes que les autres. Donc, on va s'en tenir à ça et on va sans plus tarder demander à notre invité de ce matin, M. Jacques-Yvan Morin, de bien vouloir procéder à la présentation de son texte. Bonjour M. Morin, et nous vous écoutons avec beaucoup d'attention.

#### Audition d'experts

**M. Jacques-Yvan Morin**

**M. Morin (Jacques-Yvan):** M. le Président, Mmes, MM. les députés. Votre commission se penche sur l'avenir de la constitution du Québec. Il s'agit de la transformer, non pas de partir à zéro. En effet, le Québec possède depuis longtemps sa propre constitution. Elle est même plus ancienne que celle de la fédération dont il constitue un État autonome depuis 1867. Ce

n'était cependant qu'une constitution coloniale, à laquelle succéda un statut de province, au sein d'un assemblage de colonies britanniques plus ou moins assorties. La transformation de ces vestiges victoriens, doublée du coup de force de 1982, en loi fondamentale d'un Québec souverain constitue, à mon avis, une occasion unique de renouvellement, mais comporte de nombreux choix politiques, culturels et sociaux, économiques aussi, dont certains sont difficiles et exigeront un examen approfondi de votre part et de celle de la collectivité, bien entendu. La constitution actuelle du Québec se présente comme un ensemble inorganisé de lois ordinaires que l'Assemblée nationale a le pouvoir de modifier à la majorité simple. Aucune de ces lois, qui portent, par exemple, sur l'Assemblée, sur l'Exécutif, n'est prépondérante par rapport aux autres, à l'exception, vous le savez, de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, qui a fait l'objet d'une constitutionnalisation progressive et partielle depuis 1975. On trouve également dans cette Constitution des conventions, des règles de "common law" à la manière britannique et des coutumes parlementaires dont certaines nous sont devenues depuis longtemps familières. L'existence de ces règles fondamentales passe, pour ainsi dire, inaperçue. Comme l'a écrit Jacques Brossard, dans le traité que vous connaissez je n'en doute pas, il s'agit d'un fouillis de textes dispersés. Cet ensemble informe a pour pendant le cadre formel du fédéralisme canadien. Et on trouve, en effet, une partie importante des règles politiques fondamentales applicables au Québec dans ce cadre formel que le Québec ne peut modifier par lui-même à moins d'accéder à la souveraineté.

Ces règles rigides et contraignantes lui sont dictées par les lois constitutionnelles de 1867 à 1982, lesquelles sont, ne l'oublions pas, des lois britanniques. Elles portent sur des questions aussi capitales que les compétences législatives, les fonctions du chef de l'État, en l'occurrence le lieutenant-gouverneur, la langue des lois et des tribunaux, le mode d'amendement constitutionnel, etc. Ce sont précisément ces règles qui pèsent sur le Québec moderne et sont remises en question par l'évolution politique, sociale et économique que le Québec a connue depuis la Révolution tranquille.

Un Québec souverain aurait-il besoin d'une constitution formelle? Le seul fait de modifier son statut politique, de passer de l'autonomie à la souveraineté, exige que les nouvelles règles du jeu soient clairement énoncées. Même dans l'hypothèse où les institutions québécoises demeureraient, grosso modo, semblables à ce qu'elles sont actuellement, les fondements, l'exercice et la transmission du pouvoir sont des

questions beaucoup trop importantes pour le repos de la société et le bon fonctionnement de l'État pour qu'on se contente, à ce sujet, de règles éparées, incomplètes et incertaines, comme elles le sont actuellement.

(9 h 15)

Presque tous les États modernes, le Royaume-Uni est l'exception la plus connue, possèdent une constitution écrite et formelle établissant les principaux organes du gouvernement et réglant leurs compétences ainsi que leurs rapports mutuels, sans compter la garantie des droits de la personne et un certain nombre d'autres questions jugées importantes, selon les caractéristiques et les besoins de chaque société. Même au Royaume-Uni, depuis quelque temps, l'absence de constitution formelle est de plus en plus ressentie comme une grave lacune, surtout depuis que, aux prises avec les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme, le Parlement britannique débat la question de l'opportunité d'adopter son propre "Bill of Rights" supralégislatif. Depuis 1974, en gros.

L'élaboration d'une constitution nouvelle pour un Québec souverain est donc une nécessité à mes yeux et, je pense bien, à vos propres yeux aussi puisque vous avez inscrit cette question à votre ordre du jour. Deux questions viennent dès lors à l'esprit, aussi importantes l'une que l'autre. Premièrement, quel devrait être son contenu et en particulier ses objectifs majeurs? Deuxièmement, comment faut-il procéder pour la rédiger et l'adopter?

Parlons d'abord, dans une première partie de mon exposé, des choix institutionnels et normatifs. Le contenu d'une constitution formelle dépend d'un certain nombre de choix fondamentaux qui s'imposent à l'esprit du constituant avant même qu'il n'en ait écrit la première ligne. Faut-il profiter des circonstances exceptionnelles qui accompagnent l'accession à la souveraineté pour modifier complètement le régime parlementaire et lui substituer de nouvelles institutions, par exemple de nature présidentielle? Convient-il, au contraire, de préférer la continuité dans le changement et de se contenter de codifier les règles existantes ou de les mettre en ordre, par exemple, en précisant la hiérarchie des institutions et des normes? Ce sont là des questions auxquelles le peuple québécois, la classe politique et les constitutionnalistes n'ont pas fini de réfléchir, même si elles sont débattues dans certains milieux depuis plusieurs années, notamment en ce qui concerne les libertés et droits de la personne. Aussi, est-ce en toute modestie qu'on doit les aborder, la démarche la plus sûre et la plus ouverte demeurant le respect des choix démocratiques collectifs tempéré par celui des libertés individuelles.

Il ne nous est pas interdit, cependant, de nous demander d'ores et déjà où peut nous conduire cette façon d'aborder les choses. Il n'est pas interdit de prendre position, quitte à

accepter ensuite le débat et le changement. À mon avis, l'hypothèse la plus vraisemblable est que nous serons amenés à favoriser à la fois la continuité dans les institutions et l'innovation dans la partie normative de la constitution, notamment au chapitre des droits économiques, sociaux et culturels et à l'égard des droits des minorités québécoises.

En premier lieu, je proposerais la continuité dans les institutions. Bien que dictées de l'extérieur et sans cesse infléchies par les intérêts et les politiques de Londres et d'Ottawa, la constitution et les institutions du Québec comptent parmi les plus anciennes du monde actuel. Son Assemblée législative, malgré tous les déboires qu'elle a pu connaître au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, à partir de 1840 en particulier, atteint cette année son deuxième centenaire. Et on m'a dit que vous iriez, tout à l'heure, célébrer cet anniversaire. Les mentalités ont progressivement été sculptées par des institutions et des règles du jeu qui nous sont devenues tout à fait coutumières. C'est, à mes yeux, un acquis essentiel qu'il serait prudent de protéger avec soin au moment où le Québec s'apprête à opter pour une forme ou l'autre de souveraineté, changement déjà suffisamment considérable en soi pour mobiliser toute l'attention et toute l'énergie dont les Québécois et leurs dirigeants sont capables. Dans le domaine des institutions, la perfection sera toujours relative. Les meilleures sont, comme souvent les vieux vêtements, celles où l'on est le plus à l'aise.

Que les principaux organes de l'État, le législatif et l'exécutif, conservent leurs pouvoirs actuels et les rapports qui, à la fois, les associent et les distinguent, que l'indépendance des tribunaux soit assurée, voilà les meilleures garanties de stabilité que nous puissions nous donner dans une situation par ailleurs très évolutive. Les Québécois pratiquent le régime parlementaire depuis 1792. Ils l'ont bien acclimaté et ce n'est sûrement pas l'aspect des régimes colonial et fédéral qui les a le plus desservis.

Naturellement, on peut songer, dans l'abstrait, à doter un Québec souverain d'un régime présidentiel ou parlementaire-présidentiel. Ce serait cependant, à mon avis, compliquer les choses à loisir et, sans doute, nous engager dans d'inextricables débats. De toute manière, on pourra y songer par la suite si les solutions éprouvées résistent mal à l'usure. Aucune constitution n'est éternelle, mais elle doit être la plus durable possible. À mon avis, le régime parlementaire serait le plus durable.

Ce tableau devra être complété par la codification de certaines règles conventionnelles bien ancrées dans les comportements mais qui souffrent parfois d'imprécision, comme celles qui ont trait, par exemple, à la responsabilité ministérielle. On pourrait même songer à apporter certains correctifs mineurs au fonctionne-

ment des institutions, comme le recommandait Jean-Charles Bonenfant devant la Commission de la constitution en 1969, car ce n'est pas d'hier, mesdames, messieurs, qu'on discute de constitution au Québec, ni même à l'Assemblée. Par exemple, il serait opportun de modifier la convention constitutionnelle selon laquelle toute défaite en Chambre d'une mesure gouvernementale entraîne la chute du gouvernement, règle dont on sait qu'elle a souvent provoqué l'instabilité dans les Parlements du Commonwealth et à laquelle certains se permettent d'ailleurs de déroger à l'occasion, je dirais même de plus en plus souvent.

La question qui exigera le plus de réflexion est celle du statut et des pouvoirs du chef de l'État dans un Québec devenu souverain. Si le régime parlementaire subsiste, le rôle constitutionnel de ce personnage ne saurait être très différent de celui du lieutenant-gouverneur actuel, à ceci près qu'il ne relèverait plus du gouvernement fédéral mais pourrait être élu par l'Assemblée, par exemple. Comme le monarque britannique mais peut-être dans un contexte républicain, à moins que nous n'acceptions comme d'autres pays l'ont fait de conserver la lointaine monarchie, il régnerait mais ne gouvernerait pas, encore que, à l'instar du gouverneur général canadien, il retrouverait une certaine marge de discrétion dans les cas de crise parlementaire ou gouvernementale.

De toute manière, en raison de nombreuses conventions constitutionnelles qui conditionnent déjà l'exercice des pouvoirs du chef de l'État au Québec, la codification formelle de ses fonctions et du mode de sa nomination ne présente pas, à mon avis, de difficultés insurmontables. En définitive, les choix institutionnels seront probablement moins malaisés que les normatifs, qu'il nous faut également considérer.

En second lieu, je me demanderai avec vous jusqu'où peut aller l'innovation dans les normes fondamentales. La protection des droits et libertés de l'individu est bien implantée au Québec, où la charte de 1975 – à laquelle j'ai été associé à l'époque – a été élevée, par étapes, au rang de loi supérieure, toutes les autres lois devant s'y conformer, comme vous le savez, à moins de dérogation expresse. Le répertoire en est cependant restreint presque entièrement aux droits civils et politiques. Contrairement à la situation qui prévaut dans plusieurs États occidentaux, notamment en Europe, il ne comprend que quelques droits socioéconomiques, comme la protection de l'enfance et de la famille, l'instruction gratuite, des conditions de travail justes, etc., lesquels ne sont d'ailleurs pas inclus parmi les dispositions auxquelles la charte reconnaît la supériorité.

C'est pourtant à ce chapitre des droits économiques, sociaux et culturels que la fonction normative, et j'ajouterais, pédagogique de la nouvelle constitution pourrait être l'occasion

d'innover le plus utilement. Les problèmes du travail et de la sécurité sociale, en particulier, pourraient bien faire l'objet d'obligations de comportement énoncées parmi les objectifs fondamentaux de l'État. Si l'inspiration venait à manquer aux constituants, eh bien, ils trouveraient matière à réflexion dans le Pacte international onusien de 1966, dans la Charte sociale européenne de 1961 et son protocole de 1989. Il y a là une ample moisson de normes et d'idées qui devraient, naturellement, être adaptées aux circonstances du Québec. La constitution se présenterait alors non seulement comme un cadre politique, ce qu'elle doit être de toute façon, mais comme partie intégrante d'une sorte de projet de société, ensemble de valeurs fondamentales à réaliser progressivement, et reflétant l'éthique sociale québécoise à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle. Dans le même esprit, les principes majeurs de la Charte de la langue française, qui n'est encore qu'une loi ordinaire de l'Assemblée nationale, devraient être constitutionnalisés, tant en ce qui concerne les droits de la majorité francophone que ceux de la minorité anglophone. Le droit de recourir au français ou à l'anglais devant les tribunaux, la possibilité de s'exprimer en anglais devant la Chambre devraient, à mon avis, faire l'objet de garanties constitutionnelles, tout comme celle d'obtenir une traduction anglaise des lois adoptées en français par l'Assemblée, comme le voulait la Charte de la langue française.

Pour ce qui est des droits scolaires de la minorité, le constituant pourrait estimer prudent, tout en continuant de les reconnaître dans les lois ordinaires, de ne les consacrer dans la nouvelle constitution qu'en échange d'un traitement équitable et garanti pour les minorités francophones du Canada anglais. Les dispositions constitutionnelles seraient, évidemment, ici, liées aux accords conclus entre le Québec et le Canada, comme ce pourrait être le cas dans plusieurs secteurs d'intérêt mutuel. Nous avons une certaine responsabilité morale à l'endroit des minorités francophones du Canada qui ont quitté le Québec, autrefois, pour le Manitoba et pour l'Ouest en croyant que leurs droits y seraient assurés. Nous en avons une, également, à l'endroit des autochtones du Québec. Dans sa résolution du 17 décembre 1984, l'Assemblée nationale a reconnu l'existence, au Québec, des nations abénakise, algonquine, atikamek, crie, huronne, micmaque, mohawk, montagnaise, naskapie et inuk et elle a pressé le gouvernement de conclure, avec celles qui le désirent, des ententes leur assurant l'exercice du droit à l'autonomie, au sein du Québec. Elle a également affirmé, l'avons-nous oublié, sa volonté de protéger, dans ses lois fondamentales – c'est le texte même de la résolution – les droits inscrits dans les ententes. Et elle avait promis – vous vous en souviendrez également – de recevoir chaque année, en commission parlementaire,

l'ensemble des représentants des nations autochtones du Québec. Après le changement de gouvernement, en 1985, ces principes ont été perdus de vue. Toutefois, dans la perspective d'une nouvelle constitution québécoise, il serait particulièrement opportun de donner suite aux engagements solennels de l'Assemblée et, si les autochtones en convenaient, d'insérer ces principes dans la loi fondamentale en tant que garantie d'une autonomie réelle dont l'étendue doit continuer de faire l'objet de négociations. C'est d'ailleurs le cas, actuellement, comme vous le savez, avec des résultats qui, pour l'instant, pourraient paraître fort décevants.

Parlons maintenant, dans une seconde partie de cet exposé, du choix de la démarche constituante. C'est-à-dire la démarche de rédaction et d'adoption de la nouvelle constitution, qui ne sera pleinement fructueuse que dans la mesure où le peuple québécois sera appelé à y participer. Cette démarche et les méthodes qui en découlent seront déterminantes pour la réalisation d'une tâche dont l'ampleur ne doit échapper à personne. La démarche fait, pour ainsi dire, corps avec le résultat recherché, en ce sens qu'elle est elle-même le fruit d'un choix politique préalable, d'un choix d'ordre constitutionnel.

(9 h 30)

Au point de départ, il n'est pas douteux que l'initiative, ou la mise en marche du processus, revient à l'Assemblée nationale. Dans le système actuel, qui reste forcément d'inspiration britannique et qui prévaudra nécessairement jusqu'à l'entrée en vigueur de la constitution réformée, c'est en effet l'Assemblée qui est le dépositaire de la légitimité au Québec. C'est elle qui incarne et c'est elle qui encadre le droit du peuple québécois à disposer de lui-même, comme elle l'a d'ailleurs affirmé dans diverses résolutions depuis quelques années, et par la création des trois commissions sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, qu'elle a établies depuis l'échec de l'accord du lac Meech.

C'est donc à l'Assemblée nationale qu'appartient, après consultation et débat, de définir la nature et les étapes de la démarche politique conduisant à l'adoption de la constitution d'un Québec souverain. À quel moment l'Assemblée serait-elle fondée à mettre en marche ce processus? Faut-il qu'un référendum approuve d'abord l'accession à la souveraineté, avec ou sans association? Au contraire, la démarche constituante doit-elle précéder la consultation populaire? À mon avis, si le choix des Québécois doit s'effectuer en toute connaissance de cause, il est préférable qu'on leur présente le projet d'avenir le plus clair possible avant qu'ils ne tranchent la question de la souveraineté. De ce point de vue, la démarche peut commencer aussitôt que l'Assemblée estimera que la chose est opportune. D'ailleurs, ne tourne-t-elle pas autour du pot depuis le comité de la constitution des années 1968-1969? Lorsque l'Assemblée aura décidé

d'entreprendre l'élaboration d'une constitution formelle, elle se trouvera devant un choix capital dont, à mon avis, elle doit débattre dès maintenant pour ne pas avoir à trancher la question au dernier moment. Doit-elle conserver l'initiative de la rédaction du projet constitutionnel, quitte à le soumettre au peuple par voie de référendum? Ou doit-elle donner libre cours à la volonté populaire en lui confiant les options institutionnelles et normatives par la création d'une assemblée constituante?

Entre ces solutions, l'Assemblée nationale peut hésiter à bon droit. Elles sont toutes deux légitimes et parfois complémentaires, comme le démontrent des précédents qui remontent à la Convention constitutionnelle de Philadelphie qui a eu lieu en 1787 et à l'Assemblée constituante française de 1789. Il est important que cette commission se fasse une idée des avantages et inconvénients de chaque solution, ainsi que des conditions dont dépendrait la réussite de la délicate entreprise qui consiste à élaborer une constitution nouvelle.

En premier lieu, examinons l'hypothèse de la rédaction par une assemblée constituante. L'idée d'une assemblée constituante connaît en ce moment une grande popularité au Canada anglais. Lasse, sans doute, d'une démarche par laquelle les premiers ministres tentent de refaire le pays derrière des portes closes, une partie de l'opinion canadienne souhaite l'instauration d'une démarche véritablement ouverte à la population. La composition de cette assemblée n'est pas clairement définie, mais on peut présumer qu'elle serait élue par le peuple, établirait ses propres priorités constitutionnelles, à commencer peut-être par l'interdiction de toute sécession d'une province quelconque, qui ne changerait pourtant rien au principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Et on comprend le peu d'enthousiasme du Québec pour pareille démarche qui équivaudrait, fusse provisoirement, à abandonner son droit de libre disposition à la volonté majoritaire d'un autre peuple. Toutefois, cette objection ne tient plus dès lors que la constituante représente le peuple québécois.

Les avantages d'une assemblée élue spécialement pour rédiger un projet de constitution tiennent, avant tout, à la participation démocratique. Les besoins et aspirations de la population se feraient plus directement sentir que dans le cas où, par exemple, la rédaction était confiée par l'Assemblée nationale à un groupe d'experts. En outre, la démarche dans son ensemble, pour peu évidemment qu'elle fût bien menée, créerait une occasion unique d'éducation populaire et d'enracinement de la nouvelle constitution dans les moeurs politiques. Ce sont là des avantages indéniables.

Les inconvénients maintenant tiennent surtout au temps qu'il faudrait consacrer à cet exercice constituant. Même si l'Assemblée nationale se réserve le droit, pour hâter les

choses, de proposer un avant-projet complet ou un ordre du jour détaillé, pourra-t-elle imposer un calendrier ou, si les débats s'éternisent, y mettre un terme? Il suffirait de quelques groupes particuliers déterminés à obtenir coûte que coûte les garanties constitutionnelles auxquelles ils pensent avoir droit ou des institutions qui les avantagent pour que la démarche constituante fût bloquée indéfiniment ou presque. Et, évidemment, une telle situation pourrait se révéler propice aux adversaires les plus résolus de la souveraineté.

La pire hypothèse est celle d'une cacophonie confuse, aboutissant à des impasses en série. On ne saurait l'exclure entièrement, par exemple dans le cas où des groupes d'intérêts inconciliables auraient investi la constituante. L'Assemblée nationale pourrait certes obvier à ces possibilités de blocage en prévoyant un délai au-delà duquel elle reprendrait l'initiative, mais il faut être conscient du fait que tout échec de la constituante comporterait des risques pour le futur État souverain, ne serait-ce qu'au plan de la psychologie collective. Ces inconvénients et les risques qu'ils comportent sont-ils de ceux que peut contrer une société en attente de souveraineté qui doit compter avec l'hostilité d'une partie de l'opinion anglophone et les manœuvres fédérales?

Poser la question, c'est évidemment y répondre. La constituante ne prendrait tout son sens que dans un État devenu souverain qui pourrait se donner le temps et les moyens d'accomplir correctement la délicate besogne de concilier les droits, libertés et intérêts de chacun de manière stable. On pourrait certes la prévoir, on pourrait l'annoncer avant l'accession à la souveraineté, mais les circonstances propres à la préparation du référendum invitent à la plus grande prudence. Aussi, est-ce aux députés, membres de l'Assemblée nationale que revient, à mon avis, la tâche de rédiger le projet de constitution qui sera présenté au peuple au moment du référendum, bien que le succès de ces démarches soit soumis à plusieurs conditions.

En second lieu, examinons de plus près cette hypothèse de la rédaction par l'Assemblée nationale. Tant que le Québec n'a pas atteint la souveraineté, nous vivons dans un régime politique d'inspiration britannique. Or, l'esprit de ce régime, fondé sur la suprématie parlementaire fait appel au leadership de l'Assemblée nationale qui doit prendre l'initiative de l'élaboration de la future constitution, sous réserve naturellement de soumettre son projet à l'approbation de la population. Cette démarche présente cependant elle aussi des avantages et des difficultés. Elle demande moins de temps que la mise en place d'une constituante. La part de l'incertitude en serait réduite. En revanche, l'Assemblée serait contrainte d'accomplir la tâche capitale de rédiger une constitution au milieu des mille besognes qui l'absorbent constamment, que je

connais bien. Et le projet s'exposerait à être moins branché, si je puis dire, sur les préoccupations des Québécois. La dynamique du projet constitutionnel pourrait bien s'en ressentir.

Si l'Assemblée choisit d'accomplir cette tâche difficile mais essentielle, il lui sera plus malaisé de retenir l'attention des Québécois à moins qu'elle ne mette en place réellement un dispositif lui permettant, grâce à une commission ou à des commissions parlementaires, de se mettre à l'écoute de toutes les régions et de l'ensemble des groupes sociaux, économiques et culturels. Il lui faudrait également d'autre part s'adjoindre un comité de rédaction qui soit au fait de toutes les conséquences des textes retenus. Ce choix préliminaire entre l'assemblée constituante et l'Assemblée nationale, on le constate, comporte déjà une décision de portée constitutionnelle. Il est, dans le contexte du référendum, aussi important que les choix institutionnels et normatifs qui s'ensuivront. De nombreux autres facteurs devraient d'ailleurs être pesés quand viendra le temps de trancher la question. Par exemple, il faudra se demander si l'on désire rédiger un instrument fondamental concis ou un texte prolixe. Aura-t-il 92 articles à la française ou 395 à la manière de l'Inde? Puis, il faudra décider du meilleur moyen d'y parvenir.

Il me paraît hautement préférable d'opter pour une nouvelle constitution qui soit succincte, qui s'en tienne à l'essentiel. La prolixité n'est guère compatible avec la valeur éducative que l'on doit attendre d'une loi fondamentale. Surtout, il importe que l'image du futur État souverain soit la plus intelligible, la plus transparente possible.

Devant tant de choix importants il serait présomptueux de conclure. Nous ne sommes qu'à la phase préliminaire de changements cruciaux pour l'avenir du peuple québécois. Mais il est bon que cette commission s'interroge dès maintenant sur la nature et le fonctionnement de la démarche constituante. Aussi, me contenterais-je, en terminant, de rappeler quelques idées qui me paraissent importantes. Je dis en terminant, M. le Président, mais j'aurai également quelques considérations à vous soumettre au sujet de la fameuse période de transition.

Au chapitre des droits institutionnels et normatifs, je pense qu'il faut se montrer conservateurs, entre guillemets, pour ce qui est des institutions dont nous avons l'habitude, et progressistes, également entre guillemets, en ce qui concerne le projet d'avenir à esquisser dans la nouvelle constitution. Cela n'exclut ni l'innovation dans les institutions, par exemple des mécanismes qui assureraient la participation des régions et des autochtones aux travaux des commissions de l'Assemblée, ni le réalisme dans la rédaction des droits sociaux, économiques et culturels des Québécois.

De même, dans la perspective de la souve-

raineté, le Québec doit faire preuve d'ouverture à l'endroit des minorités anglophone et autochtone et rechercher un équilibre généreux entre leurs droits et ceux de la majorité. Évidemment, une fois que le poids de la coercition fédérale sera levé, le Québec pourra accepter et définir beaucoup plus librement ses propres contraintes sans perdre de vue ses engagements internationaux, car il en a.

S'il est une donnée dont je suis sûr, c'est la nécessité de consolider l'État de droit dans la constitution. Une loi fondamentale qui ne subordonnerait pas tous les organes de l'État, y compris l'Assemblée nationale, aux droits fondamentaux des personnes et qui n'assurerait pas l'indépendance de la magistrature et le contrôle des actes de l'administration nous ferait reculer et donnerait une bien piètre image du type de pays, de souveraineté, auquel aspirent les Québécois.

Au chapitre des moyens à mettre en oeuvre pour nous doter d'une constitution, j'ai voulu décrire les avantages et les inconvénients de deux solutions principales, dont la première met l'accent sur la volonté populaire et la seconde sur l'expérience des parlementaires. La vraie question est de savoir – c'est une question très concrète – quelle démarche permettra le plus sûrement, avant le référendum, d'atteindre le double objectif de stabiliser les institutions et d'indiquer les grands choix normatifs que j'ai décrits. Si l'Assemblée n'arrivait pas à rédiger un document convaincant, elle pourrait fort bien, une fois la souveraineté bien établie, faire appel à une constituante pour compléter son travail. Encore faut-il rappeler que le seul fait d'adopter une constitution parfaite entre guillemets ne suffit pas à fonder le respect des institutions, de la primauté du droit et des droits fondamentaux.

S'il faut nous assurer, avec Montesquieu, de la disposition des choses qui permet d'encadrer et de légitimer le pouvoir politique, n'oublions pas qu'il ajoutait que les moeurs font toujours de meilleurs citoyens que les lois.

(9 h 45)

Je passe maintenant, M. le Président, assez rapidement à un autre sujet qui, je pense, vous importe, dont on m'a demandé de vous parler, qui est la période de transition. C'est une question qui vous intéresse à bon droit. Et tout d'abord, que faut-il entendre par là? On peut choisir évidemment, comme on veut, le début et la fin de cette période. Quant à moi, j'entends par là l'espace de temps qui s'étend entre le moment où le gouvernement du Québec, quel qu'il soit, annonce sa volonté de négocier l'avenir du Québec sur la base de la souveraineté, ou encore, décide de consulter les Québécois au sujet de l'accession à souveraineté, et le moment où, après un référendum, la souveraineté entre en vigueur.

En d'autres termes, la période de transition, telle que je la conçois, commence avec l'option

gouvernementale et se termine avec la réalisation de la souveraineté, la réalisation juridique de la souveraineté. Évidemment, cela n'est pas tout à fait conforme, vous l'avez deviné d'ores et déjà, avec le projet de loi 150, la loi qui a créé ces deux commissions et qui est devenue la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Ce projet de loi envisage un scénario différent. Le référendum dont on ne sait encore sur quoi il portera – la souveraineté étant simplement une hypothèse parmi d'autres – doit avoir lieu avant la fin de 1992, et par la suite s'étend cette période de transition d'un an. C'est un scénario qu'il faut étudier, mais à mon avis, il est plein d'incertitudes pour l'avenir politique et pour la sécurité économique du Québec. Tout délai trop long, entre le moment où la volonté du peuple québécois est connue et le moment où la souveraineté entre en vigueur, invite tous les attermolements et toutes les manoeuvres possibles pour dissuader les Québécois de procéder, même après qu'ils ont fait leur choix.

Donc, la souveraineté n'est pas effectivement proclamée, en effet le Québec se trouve dans une période d'incertitude à ses propres yeux et davantage, peut-être encore, aux yeux du monde extérieur et aux yeux du Canada anglais. La reconnaissance internationale ne peut pas avoir lieu, rien n'est clair et définitif sur le plan interne et le gouvernement fédéral peut préférer les attermolements à de véritables négociations. C'est donc à mon avis, dans l'état actuel des choses, le pire des scénarios. Je ne doute pas qu'on puisse en trouver de pire si on se forçait. Mais, d'après ce que j'en sais, c'est un scénario qu'il vaudrait mieux éviter. Et dans l'exposé très bref que je voudrais faire là-dessus, je vais tenter de tracer les grandes lignes du meilleur scénario possible en fait de période de transition; par la suite, je reviendrai au scénario de la loi 150.

Quel que soit le nom qu'on lui donne, il y aura un espace de temps entre le moment où le gouvernement choisit l'option souverainiste et le moment où celle-ci entre en vigueur, sans doute quelques mois plus tard. C'est la période référendaire, c'est le moment du grand débat, c'est l'époque du choix de son avenir par le peuple québécois. Peut-être est-ce aussi une période de négociations, fussent-elles discrètes? Si j'avais à dire en un mot l'exigence majeure de cette période, je dirais que ce sera la transparence.

Dans la période qui suit le référendum ce sera une autre affaire. Ce sera la fermeté, ce sera le temps des chefs d'État, des hommes et des femmes d'État. Le peuple québécois voudra savoir dans quoi il s'engage. Le meilleur moyen de le lui faire savoir c'est de décrire les institutions, les valeurs et le type de société qu'on souhaite obtenir au lendemain du référendum. Il appartient à l'Assemblée nationale, comme je l'ai dit, de préparer ce projet. Fort heureusement

vous avez commencé à y réfléchir, réduisant d'autant la marge d'improvisation. L'idéal serait que le projet de constitution fut prêt avant le débat référendaire, et fut même adopté par l'Assemblée nationale sous condition suspensive. À mon avis, c'est la première tâche et c'est la plus urgente. La deuxième tâche consiste à clarifier le statut du Québec pendant la période transitoire, telle que je l'ai définie, et tout particulièrement à rappeler la nécessaire continuité des lois fédérales et de la Constitution canadienne. Tant que la souveraineté n'est pas entrée en vigueur, les lois fédérales s'appliquent, la Constitution canadienne s'applique, cela va sans dire, mais ce serait plus clair encore si la chose était affirmée solennellement dans une déclaration ou dans un projet de loi qui dirait, par exemple: Toute règle de droit constitutionnel ou fédérale en vigueur au Québec s'applique jusqu'à ce que l'Assemblée nationale soit autorisée à la modifier par référendum.

En troisième lieu, il faut que le gouvernement et l'Assemblée nationale affirment leur volonté de subordonner pleinement leur action aux exigences de la légitimité démocratique. Cela aussi va sans dire, mais cela vaut mieux si on le dit expressément. Toute cette période de transition doit être placée sous le signe de l'état de droit, du respect des droits de la personne et de la Charte québécoise.

Voici, parmi d'autres, deux moyens d'atteindre cet objectif. Premièrement, réaffirmer le principe de l'indépendance de la justice. Cela va de soi, bien sûr, mais il se trouvera des personnes qui pourraient imaginer les pires scénarios. La déclaration du gouvernement ou mieux, un projet de loi, pourrait dire ceci: Les principes constitutionnels et législatifs existants, relatifs à l'indépendance et à l'impartialité des juges, sont réaffirmés ainsi que les garanties d'inaliénabilité et d'indépendance matérielle qui leur sont reconnues. Deuxième moyen, un Québec devenu souverain et doté d'une constitution pourrait se permettre de renoncer à la clause dérogatoire de la charte, à mon avis en tout cas. Tant qu'il n'est qu'une province autonome vivant dans un régime d'inspiration britannique, c'est-à-dire en régime de suprématie parlementaire, il serait imprudent de poser un tel geste. Et surtout, le Québec ne saurait renoncer au droit de dérogation à la Constitution canadienne dans la mesure où cette constitution lui impose des contraintes inacceptables comme celles qui ont engendré le projet de loi 178, par exemple. Ces arguments perdent beaucoup de leur force dans un Québec devenu souverain et le projet de constitution pourrait donc prendre l'engagement d'abolir la clause dérogatoire.

Quatrièmement, si l'on veut que l'espace de temps soit bref entre le référendum et l'entrée en vigueur ou la proclamation de la souveraineté, il faut que tout un train de mesures d'accompagnement de la nouvelle constitution soient prêtes

et si possible adoptées sous condition suspensive, c'est-à-dire n'entrant en vigueur qu'après le référendum. Et je vais me contenter de quelques exemples qui pourraient faire l'objet, d'ailleurs, d'un ou de plusieurs projets de loi, dans mon esprit, un seul projet de loi accompagnant une déclaration d'intention du gouvernement. On y trouverait, par exemple, un article autorisant le gouvernement à proclamer l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution, par exemple, après convocation de l'Assemblée nationale; un article sur les pouvoirs du chef d'État du Québec, l'ancien lieutenant-gouverneur. Cela suppose que l'on a tranché la question de la monarchie. Personnellement, je vous dirais que cette question m'indiffère. L'important, c'est la souveraineté. On pourrait donc concevoir, surtout si cela facilitait le passage de l'autonomie à la souveraineté, l'existence d'un représentant de la reine qu'on pourrait appeler comme on voudra, président, gouverneur général, peu me chaut. On pourrait aussi ajouter à cela des articles sur les tribunaux assurant la continuité des compétences des tribunaux sauf, évidemment, à l'égard de la Cour suprême. On pourrait encore imaginer un article sur les fonctionnaires fédéraux prévoyant les modalités de leur intégration, sous réserve des négociations avec Ottawa, naturellement. On peut imaginer, aussi, un article sur la primauté des lois québécoises après le référendum et l'entrée en vigueur de la souveraineté. Ce principe est compatible avec la continuité des lois fédérales mais appliquées, désormais, en tant que lois du Québec.

Enfin, j'imagine qu'il serait prudent d'ajouter à cela quelques articles sur la fiscalité, dans le cadre d'un Québec souverain annonçant d'avance un certain nombre de principes financiers, fiscaux, par souci de transparence et aussi pour rassurer les contribuables. Toutes ces dispositions formant un projet de loi ou plusieurs n'entreraient en vigueur, rappelons-le, qu'après le moment de la souveraineté. Mais, rappelons-le également, ces dispositions, comme la nouvelle constitution, devraient être prêtes avant le référendum, par souci de transparence mais aussi pour réduire au minimum le temps qui s'écoulera entre le référendum et l'entrée en vigueur de la souveraineté.

Je reviens maintenant, très brièvement, à la période de transition telle que la conçoit l'actuelle Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. L'espace d'un an, donc, qui s'étend, qui s'écoule, entre le référendum et l'entrée en vigueur de la souveraineté. Normalement, cette période devrait être consacrée avant tout à la négociation et à la construction de l'État souverain nouveau. Or, pourquoi négocierait-on avec un État provincial qui s'attarde et qui est aux prises avec la rédaction d'une constitution qu'il aurait dû rédiger avant le référendum? Et comment pourrions-on obtenir l'appui des Québécois pour un projet

qui n'est ni complet ni clair. Sans projet de constitution antérieur au référendum, à mon avis, beaucoup hésiteront à s'engager envers un avenir mal défini.

Au fond, si l'on veut faire dérailler la souveraineté du Québec, le scénario le plus approprié consiste à ne pas donner d'indications précises sur l'avenir. Si, malgré tout, les Québécois optent pour la souveraineté, eh bien, on peut faire traîner les choses. Deux voies d'évitement valent évidemment mieux qu'une, si l'on veut multiplier les obstacles sur le chemin de la souveraineté. La période postréférendaire ne doit pas être gaspillée ou laisser aux adversaires de la souveraineté du Québec des occasions multipliées de faire avorter le projet, encouragés par un délai qui, au fond, reflète un certain manque de fermeté ou une certaine hésitation devant l'avenir. Si la période de transition qui se situe avant le référendum doit être celle de la transparence, celle qui suit le référendum doit être marquée par la détermination. Le peuple, à ce moment-là, se sera prononcé. La légitimité du projet québécois sera établie. Ce sera plutôt l'heure de la fermeté; ce sera l'heure des hommes et des femmes d'État. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, nous vous remercions, professeur Morin. La première question sera celle de M. le député de Lac-Saint-Jean. M. le député.

**M. Brassard:** Je voudrais vous remercier, moi aussi, M. Morin, pour votre exposé sur la constitution d'un Québec souverain. Je pense que vous cernez bien la problématique et vous identifiez bien aussi les voies, les avenues possibles. Cependant, vous savez que, lors de la commission Bélanger-Campeau, on a pu toucher du doigt ce qu'on pourrait appeler le syndrome de la constitutionnalisation. C'est qu'un peu tout le monde est venu devant la commission et avait, bon, ce qu'on a l'habitude d'appeler des projets de société, qui nous disaient très souvent: Bon! Le Québec, oui, doit devenir souverain, mais il faut avoir un projet de société – et ils en signalaient certains éléments – et il faut que ce soit dans la constitution. Il faut que ce soit dans la constitution. Avec le résultat que je suis convaincu que, si on allait dans cette direction-là, on se retrouverait avec une constitution semblable à celle de l'Inde, à peu près 400 à 500 articles.  
(10 heures)

Ce qui fait que je vous avouerais bien franchement que j'ai des réserves, quant à moi, des réticences, au sujet de ce que doit contenir la constitution. Quand vous dites qu'il faut faire preuve d'innovation, y retrouver les droits économiques, les droits sociaux, bon, que la constitution doit refléter un projet de société, je vous avoue que, personnellement en tout cas, je

suis un peu réticent d'aller dans cette direction-là parce que, très souvent, la constitution est vue comme une espèce de fourre-tout par beaucoup de groupes dans la société, une espèce de réceptacle de tout progrès ou de toute innovation et je ne suis pas certain que ce soit la place qui convient pour ces progrès ou ces innovations. Ça risque, à ce moment-là, de prendre une coloration idéologique très accentuée, comme ça se passe présentement à propos des propositions constitutionnelles fédérales. Par exemple, il y en a beaucoup qui disent que le fait de restreindre le rôle de la banque centrale à la lutte contre l'inflation et de le limiter à cela, il y a des économistes qui sont venus nous dire: C'est donner une coloration idéologique à des dispositions constitutionnelles. C'est adopter un courant qui, actuellement, est peut-être dominant mais qui peut changer. Je me demande vraiment s'il convient de tout mettre dans une constitution et, surtout, s'il convient d'aller jusqu'à y inclure ce qu'on appelle familièrement un projet de société.

Est-ce qu'il ne vaut pas mieux faire preuve de prudence et faire en sorte que la constitution d'un Québec souverain ne contienne vraiment que l'essentiel et que ce qui fait un consensus unanime dans la société, ce qui n'est pas sujet à controverse, ce qui constitue un progrès bien établi, bien enraciné, bien accepté par tout le monde? Sinon, est-ce qu'on ne risque pas de se retrouver, si on constitutionnalise trop de choses, devant ce qu'on appelle le pouvoir des juges, c'est-à-dire à ce moment-là de confier aux tribunaux un pouvoir nettement plus élargi que dans le système actuel? Les tribunaux, déjà, par la constitutionnalisation de la Charte fédérale des droits, ont acquis beaucoup de pouvoir. On est entré, déjà, je pense, dans une ère où le pouvoir des juges est très fort, très large. Si on poursuit dans cette direction-là, est-ce que vous ne croyez pas qu'on accorde encore davantage de pouvoirs aux juges, qu'on réduit davantage les pouvoirs du Parlement, donc des élus, ce qui se produirait davantage aussi encore si, comme vous le suggérez, on enlevait la clause dérogatoire dans la Charte québécoise des droits et libertés?

Hier, Me Woehrling est venu nous dire que cette clause dérogatoire, à tout le moins, était une disposition qui permettait aux élus de conserver un pouvoir plus important et que, si on l'enlevait, il était à ce moment-là évident qu'on se retrouverait dans une société où les tribunaux dominent dans la hiérarchie des institutions.

L'autre idée que je voulais vous suggérer également, c'est que si on en arrive à vouloir mettre un projet de société dans la constitution d'un Québec souverain, il se pourrait fort bien que des personnes qui ne seraient pas d'accord avec le projet de société qui s'y retrouverait confondent le choix qu'elles auront à faire entre un Québec souverain et une constitution et



votent contre la souveraineté parce que, dans la constitution qu'on leur proposerait, ne se retrouverait pas le projet de société qui leur est cher, mais un autre avec lequel elles ne seraient pas d'accord. Est-ce que vous ne croyez pas, à ce moment-là, qu'il faut faire preuve de prudence, vraiment se limiter à l'essentiel dans la constitution d'un Québec souverain, et éviter d'y introduire toute chose qui ne constitue pas ou n'est pas l'objet d'un consensus unanime et d'un enracinement établi, assuré dans la société?

**M. Morin (Jacques-Yvan):** M. le Président, c'est le genre de débat que les députés membres de l'Assemblée nationale vont avoir à trancher s'ils optent pour la rédaction d'un projet de constitution. Quant à moi, je pense que vous ne pourrez pas éviter le débat sur le projet de société.

**M. Brassard:** Ça, c'est sûr, qu'on ne pourra pas l'éviter.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Vous ne pourrez pas l'éviter et, à mon avis, il y a un pourcentage de l'opinion — je serais bien mal pris de vous donner un chiffre — mais j'estime qu'il existe un pourcentage assez important de l'opinion qui ne s'engagera sur la souveraineté que si elle a devant les yeux un tableau assez net de ce que ça va signifier. Autrement, ils ne vont pas prendre de risques. Et il y a, à mon avis, plus de risque à ne pas être transparent et à ne pas dire vers quelle sorte de société on s'avance — vers quelle sorte de société on veut se diriger — que dans la stratégie qui consiste à en dire le moins possible. C'est mon opinion. J'ajouterais que, de toute manière, il y a un certain nombre de dispositions délicates et difficiles que vous ne pourrez pas éviter avant la souveraineté et avant le référendum. Et je pense, en particulier, au droit minoritaire. Ça, vous ne pourrez pas l'éviter. Et c'est déjà l'amorce de l'innovation, dans la constitution, n'est-ce pas? Quant à la clause dérogatoire, à mon avis, elle est essentiellement caractéristique du régime parlementaire. C'est une caractéristique qui nous vient du régime parlementaire et si on l'a imbriquée, si on l'a incluse dans la Constitution canadienne comme dans la Charte québécoise, c'est pour préserver le principe de la souveraineté du Parlement. Du jour où la souveraineté parlementaire cesse d'être la règle constitutionnelle fondamentale et se trouve remplacée par une constitution écrite, eh bien, là, les règles supralégislatives sont définies, et on peut se permettre d'abandonner une clause dérogatoire. Le régime d'une constitution formelle et écrite n'est guère compatible avec la clause dérogatoire. Et je pense qu'on pourrait même soutenir qu'il y a un doute sur la validité de la clause dérogatoire au regard de certains textes internationaux. Mais, comme on a déjà

explicité ce problème-là devant vous, je n'y reviens pas.

**M. Brassard:** Le juge Deschênes, entre autres, est venu nous...

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Précisément. Oui.

**M. Brassard:** ...l'expliquer en...

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Précisément.

**M. Brassard:** Mais, une dernière question, M. Morin...

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Mais me permettez-vous d'ajouter...

**M. Brassard:** Oui. Je vous en prie.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** ...une ou deux petites choses encore en réponse à votre question. J'estime, pour ma part, que la suppression de la clause dérogatoire est de nature à rendre le projet souverainiste infiniment plus acceptable à beaucoup de gens qui, à l'heure actuelle, y voient justement un danger pour leurs droits minoritaires. Et je pense que ce serait même de nature à changer l'opinion de plusieurs personnes sur la question. Quant à la longueur — je termine là-dessus — évidemment, je ferais confiance aux parlementaires pour ne pas s'épancher indéfiniment. Je suis persuadé — parce que l'exercice a déjà été fait, sur le papier — qu'en 100 articles, on peut dire tout l'essentiel. Merci, M. le Président.

**M. Brassard:** J'aurais une dernière question, parce que mes collègues ont d'autres questions à poser, pour ne pas prendre tout le temps. D'abord, une remarque, en passant. C'est que je suis d'accord avec vous qu'il faille au moment où le Québec décide d'accéder à la souveraineté, que ce soit le plus clair possible, le genre de société dans laquelle les Québécois et les Québécoises vont se retrouver. Ça, je suis d'accord avec vous. Sauf que la réserve que j'y mets, c'est que ça ne veut pas nécessairement dire, ça, que tout doit se retrouver dans la constitution.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Non.

**M. Brassard:** Dire les choses clairement, donner clairement la direction dans laquelle on s'en va, ça ne signifie pas que tous les éléments de ce projet de société doivent se retrouver dans la constitution.

La dernière question. Vous avez fait allusion à la loi 150. La loi 150 dit: Il y a un référendum. Si les Québécois décident majoritairement de s'engager dans la voie de la souveraineté, un an plus tard, jour pour jour, la souveraineté devient effective. Il y a donc une période

de transition de 12 mois, prévue dans la loi 150 – si c'est ce scénario-là qui s'applique – au cours de laquelle les négociations, les discussions s'amorcent. La décision de devenir souverain a été prise, supposons, elle a été prise majoritairement. Le Québec n'est pas souverain avant un an. Il y a 12 mois pendant lesquels les négociations, les discussions, vont s'amorcer avec le gouvernement fédéral sur bien des sujets, beaucoup de sujets: les frontières – enfin, on a en examiné plusieurs – les droits minoritaires, le partage de la dette, des actifs, la succession aux traités... Il y a bien des sujets qui vont s'amorcer.

Est-ce que vous ne croyez pas, à ce moment-là, qu'il serait sage peut-être d'engendrer un processus d'élaboration d'une constitution permanente, mais en même temps que l'Assemblée nationale se dote de ce qu'on pourrait appeler une constitution provisoire qui s'appliquerait au moment de la souveraineté effective, au bout de 12 mois, sachant qu'un processus constitutionnel est long, laborieux, et que si, en plus, on passe par une assemblée constituante, ça peut être beaucoup plus long, et qu'on n'aura pas le temps, dans ces 12 mois, de se doter d'une constitution permanente? Et pour ne pas que ça retarde l'accession à la souveraineté, il serait à ce moment-là souhaitable que l'Assemblée nationale se dote d'une constitution provisoire comportant l'essentiel sur les institutions – protection des droits – et que ça soit ça qui s'applique à partir de l'accession à la souveraineté, de la souveraineté effective, et que le processus d'élaboration de la constitution permanente se poursuive jusqu'à son terme et que, à ce moment-là, il y ait un référendum sur la constitution permanente, qui, au bout d'un certain temps, remplacera la constitution provisoire qui avait été... Est-ce que vous trouvez que c'est un scénario qu'il serait souhaitable de prévoir?

**M. Morin (Jacques-Yvan):** M. le Président, l'idée d'une constitution provisoire ne me gêne pas du tout, au contraire, c'est pour ainsi dire ce que je vous ai suggéré.

**M. Brassard:** Les projets de loi dont vous parlez tantôt, c'est un peu ça.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** À cette différence près, et ça me paraît important, à cette différence près que le projet provisoire dont je vous ai parlé est adopté avant le référendum et non pas après. Ça fait tout de même une différence. Maintenant, vous me demandez ce que je pense d'une période de transition d'un an après le référendum. À mes yeux, je ne suis pas prophète, pas plus qu'aucun d'entre nous, et je ne prétends pas avoir de boule de cristal, mais je prétends que cette période d'un an où on va se trouver suspendu en l'air pendant que tout est

à faire – constitution, négociations, tout en même temps – et dans un climat dont on ne sait pas ce qu'il sera, je prétends que cette période sera, non seulement mal aisée à traverser, mais peut-être dangereuse à traverser. Parce qu'il y aura certainement des personnes, peut-être par ailleurs bien intentionnées, qui s'imagineront qu'il est encore temps d'amener les Québécois à changer d'idée. Je trouve cette période trop longue, je vous le dis en toute simplicité. Elle invite les manœuvres. Et il ne manquera pas de personnes pour en imaginer, comme vous le pensez bien. De sorte que moi, j' imagine plutôt un scénario où ces grands débats ont lieu avant le référendum et dès que le référendum est acquis, dès que la volonté des Québécois est connue, alors on agit rapidement. En quelques semaines, les choses sont faites, la souveraineté est proclamée, attention! tout en prévoyant que les lois fédérales continuent de s'appliquer en tant que lois québécoises, tant qu'elles ne sont pas modifiées par l'Assemblée. Et c'est à partir de ce moment-là, à mon avis, qu'Ottawa va accepter de négocier. Avant, tant qu'il a affaire à une sienne province, pourquoi négocierait-il? Il y a encore espoir de faire dérailler le train. Et vous savez, il y a des gens à Ottawa qui sont tout à fait capables d'imaginer des scénarios propres à faire dérailler le train. Et alors, au moment où il doit accéder à la souveraineté, le Québec se retrouverait dans une situation pire qu'avant. Donc, je redoute – je vous le dis comme je le pense – je redoute cette période d'un an qui est indéterminée, informe, et je la remplacerais par un débat qui a lieu avant le référendum.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. le député de Nicolet-Yamaska. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Morin, au plaisir de vous avoir devant la commission aujourd'hui. Ça nous rappelle certains souvenirs. On a siégé ensemble déjà dans les années quatre-vingt.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Oui.

**M. Maciocia:** Et j'ai toujours eu énormément de respect pour vous, pas seulement de la fonction que vous avez eue à l'intérieur du Parlement, mais aussi en tant que personne.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** C'est mutuel et réiproque.  
(10 h 15)

**M. Maciocia:** Merci. Pour revenir à la question, j'aimerais enchaîner un peu sur la question qui a été posée par le député de Lac-Saint-Jean. Je voudrais avant tout vous faire

part, je suis convaincu que vous êtes au courant que la question de la loi 150 et du référendum et l'entrée en vigueur de la souveraineté, un an après le référendum, c'est une recommandation de la commission Bélanger-Campeau, des experts qui sont venus devant Bélanger-Campeau et particulièrement, je pense, qui a été proposée par M. Daniel Turp qui nous donnait à ce moment-là un projet d'échéancier du processus de l'accession à la souveraineté. Il nous disait: Référendum en 1991, négociation des accords de sécession et d'un traité et entrée en vigueur de l'union, si on peut dire, de la souveraineté, le 1er juillet 1992. Alors, ce sont un peu une des recommandations de Bélanger-Campeau...

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Oui.

**M. Maciocia:** ...et c'est la raison pour laquelle cette recommandation se retrouve dans la loi 150. Si je comprends bien votre raisonnement et probablement, je dois être sincère avec vous, je suis pas mal d'accord avec vous sur un certain nombre de choses. Si, par exemple, nous constatons qu'il n'y a plus aucune possibilité de renouveler — parce que ma première option, je suis sincère avec vous, M. Morin, c'est celle de renouveler profondément la Fédération canadienne, si c'est possible — ...

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Naturellement.

**M. Maciocia:** ...si ce n'est pas possible et c'est l'éventualité d'une souveraineté, je pense que je suis pas mal d'accord avec vous dans le sens que le choix doit être clair. C'est ça que je comprends de votre texte, qu'avant de faire un référendum, de demander à la population de s'exprimer sur une éventuelle souveraineté, il faut que le projet de société soit établi clairement avant, parce qu'à ce moment-là, on pourrait même avoir, si j'ai bien compris, la possibilité que déjà puissent voter oui même ceux, qui en principe au début, sont contre probablement la souveraineté du Québec. Et, à partir de ça, je suis pleinement d'accord avec vous. La question que je me pose est celle-ci: Allez-vous jusqu'à dire qu'un gouvernement québécois ne devrait pas tenir de référendum avant que ce projet de société soit clairement établi?

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Bien. M. le Président, je voudrais dire à M. le député que je suis bien conscient du fait que la loi 150 s'est inspirée de certaines conclusions de la commission Bélanger-Campeau. Et comme question de fait, au moment de la commission, j'avais déjà quelques hésitations à l'endroit de ce délai d'un an mais ça ne me paraissait pas abusif ou dangereux. Et c'est depuis lors que j'ai eu l'occasion de réfléchir, d'en parler aussi autour de moi avec des collègues qui connaissent bien ces questions. Et c'est depuis lors que j'en suis

venu à m'interroger sur ce délai d'un an. Et plus j'y pense, plus je me persuade qu'il n'est pas dans l'intérêt du Québec de laisser traîner les choses de cette façon, pour les raisons que j'ai indiquées. Il y a intérêt pour le Québec, quel que soit le gouvernement en place, le jour où ce choix-là sera fait, il y a intérêt à ce que la période entre le référendum et l'entrée en vigueur soit la plus courte possible pour couper court à toutes les manœuvres et à tous les attermolements et qui ne manqueront pas de se manifester. J'aime autant vous le dire et vous le savez d'ailleurs mieux que moi puisque vous avez quand même une certaine expérience de tout ça depuis le temps que nous débattons ça au sein de l'Assemblée nationale.

Deuxièmement, vous m'avez demandé... J'oublie la deuxième partie de votre question.

**M. Maciocia:** La dernière question c'était: Est-ce que vous allez jusqu'à dire qu'un gouvernement québécois ne devrait pas faire de référendum jusqu'à ce que le projet de société ne soit clairement établi?

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Là, c'est une question de degré. Si, comme le craint le député d'en face, ça doit prendre 400 articles et si ça doit entraîner la mise en marche d'une constituante où on retrouvera beaucoup de groupes qui ne se soucient que de faire avancer leur projet de société, alors là, j'aurais des doutes sur l'opportunité d'une constitution. Mais, dans mon esprit, comme j'ai tenté de l'expliquer, c'est l'Assemblée nationale qui préparerait ce projet et je suis persuadé — éventuellement, c'est une chose qui se démontre — que l'Assemblée nationale pourrait donner l'essentiel du projet de société et des institutions et des droits minoritaires en moins de 100 articles. C'est tout à fait possible. Tout dépend de l'esprit de synthèse qu'on appliquerait à cet exercice constituant. À mon avis, il est possible de donner l'essentiel sans s'épancher indéfiniment et sans entrer dans tous les détails. Quand on tente d'entrer dans tous les détails, on aboutit à l'aventure que connaît une commission fédérale en ce moment, par exemple, et qui est un avertissement sur le genre de débat indéterminé et perpétuel que ça peut engendrer. Mais je ne pense pas à une constitution proluxe. Au contraire, je pense que l'Assemblée arriverait assez rapidement parce que je tiens pour acquis, là, qu'on se dirigerait vers un minimum de consensus. S'il n'y a pas le minimum de consensus, évidemment, ça peut durer un certain temps. Mais je vois émerger un projet synthétique, de moins de 100 articles, donnant l'essentiel de l'avenir.

Et, à mon avis, ça, c'est important avant le référendum. Je pense même que c'est essentiel. Vous allez me dire, je donne là une belle poignée à ceux qui voudraient faire traîner les choses pour retarder le référendum indéfiniment! Bien,

de deux choses l'une: ou bien il y aura un minimum de consensus et, à ce moment-là, il n'y aurait pas de difficulté majeure, ou bien il n'y aurait pas de consensus mais il y aurait encore une majorité à la commission parlementaire qui ferait, qui rédigerait ce projet de constitution. Et les règles du jeu veulent que la majorité, en commission parlementaire, l'emporte. Je n'ai pas besoin de rappeler ça dans une commission comme celle-ci.

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président. C'est la raison pour laquelle, M. Morin, justement, je me posais la question quand vous dites qu'on ne sait pas ce qui va arriver entre le moment du référendum et l'entrée en vigueur de la souveraineté. On sait très bien, c'est inutile de rêver en couleur, que tout va se passer à l'amiable, dans disons le concert le meilleur entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec. On sait très bien que, quand il y a une séparation, il y a toujours des choses qui ne sont pas agréables pour une partie ou pour l'autre partie. Et c'est là, je le disais tantôt et je considère que vous le dites très clairement, c'est justement en prévision de ça qu'il faudrait faire ce débat avant, que ce soit à l'intérieur de l'Assemblée nationale, entre nous les parlementaires, ou même dans une constituante. Vous dites que ça peut être l'un comme ça peut être l'autre. Vous préférez probablement que l'Assemblée nationale fasse ce projet de constitution au lieu d'une constituante parce que vous dites, à un certain moment, qu'il pourrait arriver qu'il y ait des parties qui s'infiltreraient à l'intérieur de cette constituante et défendent d'autres intérêts, qui ne seraient pas dans le processus envisageant la souveraineté du Québec, qui seraient contraires à la souveraineté du Québec.

Justement, moi, je me dis encore, et je termine avec ça, M. Morin, que ce débat-là, on doit le faire avant. Si on veut vraiment avoir l'harmonie après, la paix, disons même un consensus entre toutes les parties, mêmes celles qui au début sont contre la souveraineté, ce consensus-là, il faut le rechercher avant. Il faut absolument qu'on le cherche avant pour que le Québec puisse s'épanouir, et pas seulement à l'intérieur du cadre dans lequel on vivrait après la souveraineté mais aussi pour donner à l'extérieur, parce qu'il faut avoir aussi la reconnaissance internationale à ce moment-là. Et, si tout se passe bien à l'intérieur, avec un consensus de la population du Québec, je pense que même la reconnaissance internationale va être beaucoup plus facile à avoir, qu'en ayant des problèmes à l'intérieur du Québec.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** M. le Président, personne ne peut prévoir comment les choses vont évoluer, avant ou après le référendum. À mon avis cependant, ça va d'autant mieux se passer que le projet sera clair, transparent et

que les minorités y trouveront leur compte. Ce qu'il faut redouter, c'est que le projet soit peu clair, voire obscur, et qu'on laisse dans l'ombre des choses essentielles. Alors là, non seulement, on pourrait inquiéter beaucoup de Québécois, mais on pourrait inquiéter les fédéraux et le monde extérieur, et ce sont des dimensions que nous ne pourrions pas ignorer. À mon avis, donc, c'est pour ces raisons que je soutiens que le projet doit être suffisamment complet pour montrer vers quoi on se dirige et rassurer à la fois un certain nombre de Québécois qui, à tort ou à raison, se posent des questions, et rassurer le Canada anglais qui, bien sûr, lui aussi va peut-être se donner des occasions d'avoir peur, hein? Et rassurer le monde extérieur. C'est donc, à mon avis, une chose essentielle que de donner le minimum, le minimum d'information que les Québécois ont le droit d'obtenir avant le référendum.

Deuxièmement, à mon avis, on ne doit pas placer sur un pied d'égalité la rédaction par l'Assemblée nationale et la rédaction par la constituante. J'ai choisi nettement, après y avoir réfléchi assez longuement, puis avoir consulté un certain nombre de personnes aussi, je suis persuadé que la constituante n'est pas indiquée pour la période préférendaire. C'est vraiment — nous sommes encore en régime d'inspiration britannique, n'est-ce pas? — la responsabilité des élus du peuple, de l'Assemblée nationale, de faire ce projet et c'est la meilleure garantie d'ailleurs — à moins que la bisbille ne s'installe — que le projet ne débordera pas dans toutes les directions et qu'on va arriver à l'essentiel. Si on ouvre les portes à une constituante avant le référendum, alors là, je pense qu'on fait mieux d'attacher nos ceintures, ça peut durer très longtemps. D'autant qu'il y aurait des gens qui auraient intérêt à faire durer ça le plus longtemps possible et on pourrait aboutir à de véritables impasses sur des questions essentielles. Donc, je ne voudrais pas qu'il y ait le moindre doute là-dessus, je vois les avantages à la constituante, puis j'y vois surtout des inconvénients. Je vois également des avantages et des inconvénients, des difficultés à la rédaction parlementaire, mais je pense qu'à tout prendre, c'est la façon la plus efficace de procéder avant le référendum.

Si, par hasard, la commission parlementaire — et j'imagine que certains d'entre vous s'y retrouveraient — faisait mal son travail, alors, n'ayez crainte, après la souveraineté, il y aura toutes sortes de gens pour vous dire qu'il faut recommencer l'exercice et faire une constituante. Mais j'irais même jusqu'à dire que si le projet parlementaire, le projet de la commission parlementaire est bon, et je ne vois pas pourquoi il ne le serait pas, alors, il se peut qu'on puisse vivre avec ce projet-là pendant très longtemps. Avec ce projet bien synthétique, bien ramassé, il se peut qu'il donne satisfaction, pour peu qu'il

soit bien respecté, et que, par la suite donc, il ne soit pas nécessaire d'avoir recours à une constituante; il faudra naturellement qu'il y ait un processus de modification de la constitution, ce sera à prévoir dans la constitution elle-même, il faudra que le peuple y soit associé, mais le peuple peut y être associé de plusieurs façons: il n'y a pas que la constituante, il y a le référendum aussi. Merci, M. le Président.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le professeur, si vous me permettez, j'aurais, une question à poser. Je n'abuse habituellement pas de ce pouvoir. La loi 150 prévoit qu'il y aura une transition d'un an, bon. En tout cas, dans l'état actuel des choses, c'est un petit peu, là, ce qu'on peut anticiper. Vous dites aussi qu'au Québec, on a une longue expérience – si vous voulez, de constitution – constitutionnelle. Depuis très longtemps, on a une constitution au Québec et on a une pratique assez abondante à ce niveau-là. Mais advenant un référendum qui dit que le Québec est favorable à la souveraineté, à quel moment doit-on mettre la constitution en application? D'abord, est-ce que ce doit être une constitution permanente ou une constitution provisoire, et si c'est le cas, à quel moment? Est-ce qu'on doit la discuter avant le référendum, pendant la période de transition d'un an ou au moment de l'accession directe à la souveraineté? À quel moment devrait-on la mettre en application?

(10 h 30)

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Oui. Très bien, je vous remercie. Une nuance si vous voulez bien, M. le Président, au sujet de votre propos selon lequel le Québec a l'habitude d'une constitution. Je dirais qu'il a l'habitude du parlementarisme, des institutions parlementaires. Vous en êtes bien conscient. Il n'a pas l'habitude d'une constitution formelle. La plupart des gens ne savent pas que le Québec a une constitution. Parce qu'elle est faite de lois éparses, comme je l'ai dit, elle ne forme pas un tout harmonieux, elle n'a pas été pensée comme une constitution. C'est la suite des mesures concrètes et parcellaires qui a fait qu'on a accumulé une constitution. Mais vous diriez aux gens que le Québec a une constitution; je pense que beaucoup seraient dubitatifs. Ils diraient: Ah bon! Je n'en ai jamais entendu parler! Donc, nous n'avons pas l'habitude d'une constitution. Nous avons l'habitude du parlementarisme et des institutions, et à mon avis c'est ça qu'il faut maintenir, dans une constitution devenue formelle.

Quand faudrait-il rédiger cette constitution et quand devrait-elle entrer en vigueur? Bien, dans l'exposé que je vous ai fait, je prends nettement position. En raison de mes hésitations, notamment sur la période de transition telle qu'elle est formulée dans la loi actuelle, je

prends position en faveur d'une constitution qui serait adoptée avant le référendum, mais sous condition suspensive. Et dans la loi même il pourrait être prévu que l'entrée en vigueur de la constitution qu'on propose aux Québécois se ferait tant de jours après le référendum, ou se ferait sur proclamation du gouvernement, ou se ferait sur proclamation par l'Assemblée nationale convoquée spécialement pour la chose. On peut imaginer toute une série de façons de faire d'annoncer une décision de cette importance.

Donc en résumé, en réponse à votre question, un projet de constitution c'est à discuter avant et ça entre en vigueur le plus tôt possible après le référendum. C'est comme ça, du moins, que je conçois les choses.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. J'ai Mme la députée de Chicoutimi.

**Mme Blackburn:** Merci, M. le Président. Bonjour, M. Morin. J'aimerais aborder avec vous le statut des minorités. Vous rejoignez le juge Jules Deschênes lorsque vous dites: On ne devrait pas constitutionnaliser les droits scolaires des anglophones. Je voudrais bien vous comprendre parce que généralement on entend souvent l'inverse. Mais vous dites: Du moment où on a, dans la constitution du Québec, la Charte des droits et libertés de la personne, plus la Charte de la langue française, qui consacrent les droits à l'école anglaise pour la minorité anglophone, cette reconnaissance constitutionnelle reconnaît les droits individuels.

Lorsqu'il s'agit de droits collectifs, c'est-à-dire de gérer un réseau scolaire associé à un droit collectif, à ce moment-là on devrait négocier des accords de réciprocité avec le Canada anglais, et si de tels accords étaient signés les constitutionnaliser par après. M. Lévesque avait tenté, je pense, de signer, ou de passer des ententes ou des accords de réciprocité, et on a vu le résultat et la réaction du côté du Canada anglais. Ça n'avait pas été accueilli de façon très ouverte et très réceptive.

Mais ce que je voudrais bien comprendre... Parce qu'ici, au Québec, ça se passe de la façon suivante: lorsqu'on parle de la minorité, ce qu'on appelle, nous, la minorité officielle – distinction que ne faisait pas le juge Deschênes qui dit que toutes les minorités ont les mêmes droits...

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Je ne partage pas cet avis.

**Mme Blackburn:** ...alors que nous on parle d'une minorité officielle. La minorité anglophone se réclame des droits collectifs et des droits individuels. Des droits collectifs: gérer son réseau scolaire, ses établissements de santé; et des droits individuels: y avoir accès et afficher en anglais.

Alors quand vous dites, à ce moment-là, que

du moment où on a les deux chartes dans la constitution on pourrait laisser tomber la clause "nonobstant", j'estime, je suppose que c'est parce que déjà dans la Charte des droits et libertés de la personne il y a des possibilités de mesures de discrimination positive – je crois que c'est le terme – d'accès à l'égalité, qui nous permettraient de maintenir des distinctions qu'on fait à l'endroit des femmes, des personnes handicapées, un certain nombre d'individus plus faibles dans la société. Je voudrais mieux vous entendre là-dessus.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Oui. M. le Président, à mon avis, les droits de la minorité anglophone du Québec doivent être particulièrement protégés dans une future constitution formelle du Québec. Sur ce point, j'ai eu l'occasion de lire les idées qui ont été exprimées, devant cette commission, par le juge Deschênes et je dois dire que, sur ce point-là, je suis en désaccord. Je pense qu'il y a là une minorité qui a des droits historiques et l'essentiel de ces droits historiques doit être consacré dans une future constitution du Québec.

La seule question qu'on peut se poser, c'est: Jusqu'où doit-on aller dans cette future constitution? À mon avis, on doit s'en tenir, au départ, aux droits historiques. Ce sont ceux-là que les anglophones du Québec ont depuis toujours, enfin depuis 1867 et même auparavant, et ce sont ces droits qui nécessitent une protection particulière comme, par exemple, le droit de s'exprimer en anglais devant l'Assemblée nationale, devant les tribunaux. Pour le reste, cependant, vous aurez observé que je serais plutôt enclin à remettre, en quelque sorte, en vigueur le chapitre premier de la Charte de la langue française, à ceci près que nous devrions fournir une traduction en anglais de toutes les lois et de tous les règlements. Là, je pense que, même si la Cour suprême, à mon avis, est allée trop loin dans l'extension qu'elle a donnée à ces droits, on doit tout de même fournir ce service minimum.

Là où je me montre plus hésitant, c'est lorsqu'il s'agit de consacrer constitutionnellement des droits qui sont beaucoup plus récents, comme le droit d'administrer soi-même un réseau d'affaires sociales. Ça, j'estime que ce n'est pas dans la norme habituelle et qu'on pourrait au moins s'assurer, avant de le consacrer constitutionnellement, que nous obtenons un régime convenable pour nos minorités. Parce que j'estime que nous avons une responsabilité envers des Québécois qui, en toute bonne foi et en toute confiance, sont allés s'établir dans l'Ouest, par exemple, où leurs droits ont été abolis dès 1885, comme vous le savez, et 1895 pour la langue française. J'estime que c'est une belle occasion que nous aurions, sur le point de devenir souverain ou devenant souverain, d'obtenir pour ces minorités un régime qui leur facilite un peu plus l'existence.

Je me doute bien que ce ne sera pas un lit de roses, mais je pense que ce sera plus facile à obtenir lorsque le Québec aura exprimé sa volonté qu'avant. Tant que le Québec est dans le rang, c'est une province comme les autres. Pourquoi est-ce qu'on ferait la moindre concession aux francophones de l'extérieur? Je ne vois pas de raison qui puisse persuader le Canada anglais de changer ses façons de faire et qui ne sont pas respectueuses des droits. Le Canada anglais, au fond, vit à l'heure de l'Amérique du Nord de plus en plus. Il ne faut pas se le cacher. Le Canada anglais est de plus en plus américanisé et l'univers de l'Américain moyen n'a pas de place pour les minorités. L'idée dominante aux États-Unis, et de plus en plus, je le crains, au Canada anglais, c'est celle du "melting pot". Toutes les minorités doivent s'assimiler et non pas seulement s'intégrer.

Et bien! Je pense que c'est un peu la tragédie qui secoue ce pays depuis quelques années. C'est l'américanisation progressive du Canada anglais et son manque de respect croissant pour les minorités, et en particulier pour les minorités de langue française. Malheureusement, ce courant risque de s'aggraver dans les années qui viennent, parce que plus le Canada anglais va être américanisé, moins il y aura de place pour les minorités et moins il y aura de place pour nous, d'ailleurs. L'intolérance dont nous sommes l'objet, à l'extérieur du Québec ne va pas diminuer. Elle ne va que s'accroître avec le temps, dans la mesure, justement, où le Canada anglais s'américanise. L'Américain moyen n'a que faire des langues autres que l'américain. Il ne comprend pas qu'on puisse insister pour parler une langue différente. Pour lui, ça, c'est le vieux monde, c'est le passé. On doit couper avec. On doit couper les liens avec ce qui a été, pour devenir américains.

Je sais qu'il y a des communautés qui se maintiennent tant bien que mal pendant une génération ou deux, mais nous savons bien à quel destin elles sont promises aux États-Unis. Hélas! De plus en plus, au Canada anglais, cette intransigeance se fait jour. Elle va s'accroître avec le temps. Tout ce qui dépasse, tout ce qui n'est pas dans la norme, y compris, je le crains, les droits des autochtones, risque de passer – si vous me passez l'expression – au moulin à viande. Quelquefois, on dit: Les États-Unis ne connaissent pas les problèmes autochtones que nous connaissons au Canada et au Québec. Mais je comprends. Ils ont supprimé les autochtones, à toutes fins pratiques. Ce qui en reste, ce n'est presque rien. Ce sont des débris. Heureusement, on essaie de les valoriser aujourd'hui, un peu du moins, et heureusement, ça change un peu. Mais je ne voudrais pas que ce genre d'attitude s'installât au Québec, ni au Canada, même si, à mon avis, nous sommes menacés de la chose.

Alors, pour me résumer, j'estime qu'un Canada, un Québec, dis-je, qui serait engagé

clairement sur le chemin de la souveraineté serait en bonne posture non pas pour se montrer outrecuidant, non pas pour faire du chantage, mais pour dire au Canada anglais: Est-ce que vous ne pensez pas qu'il est temps que vous traitiez vos minorités francophones convenablement et que vous tentiez, à tout le moins, de faire aussi bien qu'au Québec? De notre côté, nous comptons protéger ces droits, nous aimerions que vous en fassiez autant.

Voilà le message que je passerais. Ce n'est pas un message, encore une fois, d'outrecuidance, d'arrogance. Ce pourrait être très bien un message tout à fait modeste, mais aussi fier de ce que nous avons fait pour notre minorité de langue anglaise. Nous n'avons pas à rougir du traitement que nous appliquons aux minorités, à nos minorités, ni même les autres, les communautés culturelles.

**Le Président (M. Bélanger):** Il y aurait Mme la députée de Chicoutimi qui aimerait...

**Mme Blackburn:** Alors, en résumé, ce que vous nous dites: On a une responsabilité à l'endroit des Franco-Canadiens qui ont aussi, dans le reste du Canada, des droits historiques et on devrait, dans la mesure du possible, utiliser le pouvoir que nous aurons à ce moment-là pour faire reconnaître ces droits et ensuite, nous pourrions consacrer, dans la constitution, les droits scolaires de la minorité.

J'aimerais à présent vous entendre un peu sur les effets de soustraire, de ne plus utiliser les clauses dérogatoires dites "nonobstant" dans la charte, une fois dans un Québec souverain. Quels seraient les effets concrets, immédiats?

**M. Morin (Jacques-Yvan):** À mon avis, d'abord une meilleure protection des droits de la personne qui serait de nature à rassurer beaucoup de personnes sur l'avenir et une tentation moindre, de la part de l'Assemblée, d'abroger des droits qui sont importants pour une minorité.

Dans le régime actuel, nous n'avons guère le choix. Et il y a des moments où je me dis que si jamais, par exemple, le Comité des droits de l'homme de l'ONU décidait que la clause dérogatoire est contraire aux obligations internationales du Canada, ce n'est pas le Québec qui serait le plus mal pris, ce seraient le régime parlementaire canadien et le régime parlementaire des autres provinces, parce que ce serait contraire à l'esprit même du parlementarisme à la britannique, n'est-ce pas? Bon, le Québec aurait aussi à réexaminer, j'imagine, cette clause dérogatoire. Mais, à mon avis, il doit la maintenir tant qu'il fait partie de l'ensemble canadien parce que c'est l'esprit même du régime canadien. Et c'est seulement si nous entrons dans un régime de constitution écrite, avec les garanties que ça comporte, que nous pourrions songer à une constitution écrite du Québec, que nous pourrions

songer à abandonner ce droit qui, à vrai dire, n'est pas caractéristique des constitutions normales. C'est une caractéristique du parlementarisme britannique.  
(10 h 45)

Cela ne veut pas dire que, dans la constitution du Québec, il n'y aurait pas quand même un certain nombre de sauvegardes qui ressembleraient, par exemple, à l'article premier de la Constitution canadienne, de la Charte canadienne actuelle, qui permet à l'Assemblée de déroger au droit, à condition que cela soit conforme à ce qu'on appelle une société démocratique. Ça, toutes les constitutions contiennent des exceptions de cette nature et même lorsqu'elles n'y figurent pas, comme aux États-Unis, la Cour suprême a établi une jurisprudence qui établit, à toutes fins pratiques, ces exceptions. Cela n'exclurait pas, non plus, est-il besoin de le dire, qu'il y ait des circonstances exceptionnelles dans lesquelles l'Assemblée serait appelée à adopter des lois d'urgence. Forcément, on retrouve ça aussi dans toutes les constitutions, même les plus démocratiques, et je pense en particulier à une constitution exemplaire comme celle de la République fédérale allemande qui, pourtant, prévoit ce genre d'exception. Bien entendu, il faudrait que cette exception soit circonscrite et qu'on ne se jette pas dans les pouvoirs d'urgence à tout propos. Il faudrait qu'il y ait une gradation. L'état de guerre n'est pas celui d'une catastrophe naturelle. Donc, on pourrait faire des distinctions, une gradation de pouvoirs d'intervention qui serait, d'ailleurs, prévue, sans doute, dans la constitution québécoise.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, monsieur... Malheureusement, il ne reste plus de temps. M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** Merci, M. le Président. Merci, M. Morin, pour votre mémoire. Je vois dans vos états de service, et on en a discuté un peu au préalable, que vous avez été ministre des Affaires internationales de 1982 à 1984. Donc, vous avez eu, sous votre responsabilité, le lien avec les autochtones. Vous en faites référence dans votre document que vous nous présentez ce matin, à la page 8 entre autres, où vous vous référez directement à la résolution du 17 décembre 1984 et à la page 15 au troisième paragraphe en fonction du chapitre des choix institutionnels et normatifs, où je fais une lecture: "Cela n'exclut ni l'innovation dans les institutions, par exemple, le mécanisme qui assurerait la participation des régions aux travaux des commissions de l'Assemblée." Et, ce matin, vous avez ajouté à votre texte: Et des Indiens.

On a quelqu'un, M. André Patry entre autres, qui est venu nous dire il y a quelque temps, que si on ne réglait pas le problème des autochtones, on pourrait avoir une certaine

lacune pour être reconnu au niveau international, puisque, actuellement, il y a un peu une perception, à travers le monde que nous, on est des méchants particulièrement envers nos autochtones. Ma question, c'est: Nous suggérez-vous, en fait, de définir très clairement, dans la constitution que vous privilégiez, là, qu'on devrait, du moins, préparer avant le référendum, 100 articles et moins, que vous mentionniez tout à l'heure, de définir clairement entre autres la position des autochtones dans cette constitution-là, de façon à les baliser ou... pas les baliser, ce n'est pas le bon terme, mais à identifier très clairement de quelle façon ils auraient leur forme d'autonomie dans un Québec indépendant?

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Oui. Vous ne vous êtes pas trompé, M. le député. Effectivement, j'ai ajouté à mon texte, ce matin, cette idée que les autochtones devraient, d'une manière ou d'une autre, être associés aux travaux des commissions de l'Assemblée. Et je pensais à un précédent auquel j'étais associé de très près puisque vers 1983 ou 1984 l'Assemblée nationale a reçu toutes les nations, les chefs, les représentants de toutes les nations autochtones du Québec, en grande séance, pour les entendre nous parler de leurs problèmes. Et le premier ministre, qui était venu siéger à une partie de la commission, avait ajouté: Puisque ce dialogue est fructueux, car il l'avait été, nous répéterons cela chaque année. J'en prends l'engagement. Et puis, 1985 est arrivé et puis la commission parlementaire ne s'est plus jamais réunie pour entendre les autochtones. Et pour ma part, je le dis comme je le pense, je pense que ce n'est pas l'élément déterminant peut-être, mais ça a été un élément parmi d'autres dans le pourrissement de la situation que nous avons connue de 1985 à 1990, les événements que nous déplorons tous.

Maintenant, en réponse à votre question, je dirais que oui, l'essentiel de ce que nous sommes prêts à faire dans la reconnaissance des droits autochtones, dans le sens de la résolution de 1985 je crois, l'essentiel devrait se retrouver dans un projet de constitution du Québec. Je ne sais pas si on devrait attendre d'avoir le plein consentement des autochtones pour le faire. Probablement que, tant que les Québécois n'auront pas opté pour la souveraineté, les autochtones voudront peut-être - on a été témoin de situations comme celles-là dans le passé - faire monter les enchères. Mais je pense que le Québec peut, en commission parlementaire, se faire une idée de son attitude généreuse à l'endroit des autochtones et de l'autonomie des tribus autochtones, maintenant des nations autochtones - comme nous avons accepté de le dire dans la résolution. J'ajouterai que le Québec n'a pas à avoir honte de ses actions dans le domaine autochtone. Nous sommes infiniment plus avancés que le gouvernement fédéral et que les autres provinces sur le chemin de l'autonomie

des autochtones. N'oubliez pas que ce dont on fait état en ce moment, le fameux Nunavut fédéral... Le Québec a déjà établi son propre ensemble de petits Nunavut depuis 1975. Si ma mémoire est bonne, c'est de ce moment-là que date la Convention de la Baie James. Et cette Convention de la Baie James elle est exemplaire. C'est dommage que les presses écrite et parlée aient si courte mémoire. Elles ne savent même pas - personne n'y a fait allusion - que c'est le Québec qui a inauguré ce genre de solution que les fédéraux préconisent maintenant pour l'archipel arctique. C'est d'ailleurs à M. Ciaccia qu'on doit, dans une large mesure, cette Convention de la Baie James. On oublie tout le régime d'autonomie déjà en vigueur dans la Convention de la Baie James. Et on trouve aujourd'hui, malheureusement - mais ce n'est pas le fait de tous les autochtones - des autochtones qui voudraient revenir sur la parole donnée et sur le régime qui a été prévu dans la Convention de la Baie James. Ça, je trouve ça regrettable, personnellement. Et je suis de ceux qui pensent que ça n'arrangera pas les affaires des autochtones au Québec que de revenir sur la parole donnée et sur la conclusion de tout ce régime territorial qui a été accordé, notamment aux Cris, comme vous le savez.

Donc, le Québec n'a pas à se sentir... Je sais bien que, internationalement, à cause de l'habileté de certaines firmes de relations publiques et de publicité engagées par certaines tribus autochtones, je sais bien qu'on a fait une mauvaise image au Québec sur le plan international. Mais ça ne correspond pas à la réalité. Et il appartient au Québec et à ses délégations de redresser l'image, et de dire que c'est ici que nous sommes en avance sur le reste du Canada, et que nous n'avons pas à avoir honte du traitement que nous réservons à nos autochtones. C'est ici que leur autonomie est la plus vaste, la plus large. Et le jour où le Canada se comportera de la même façon, il aura moins de problèmes lui aussi avec ses autochtones.

**M. Richard:** Merci, M. Morin.

**Le Président (M. Bélanger):** J'appelle le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Il vous reste cinq minutes.

**M. LeSage:** Cinq minutes... J'avais deux questions, je pense que je vais aller tout de suite à la deuxième, M. Morin, si vous le permettez. Si j'ai le temps, je reviendrai à la première. Ce n'est pas la moins importante, mais c'est parce qu'il y a quelque chose qui m'a chicoté.

Vous avez mentionné, à un moment donné,



qu'il y aurait toujours des personnes qui tenteraient de faire avorter le projet de souveraineté. Vous n'avez pas utilisé le mot "avorter", mais ça voulait dire ça. Et ça semblait vous... Je n'irais pas jusqu'à dire que ça vous répugnait, mais ça vous inquiétait de voir ça. Ça semblait vous inquiéter qu'il y ait toujours des personnes qui tenteraient de faire avorter le projet de souveraineté au Québec. C'est quoi la différence entre avoir toujours des personnes qui tentent de faire avorter la souveraineté du Québec et avoir toujours des personnes qui tentent de faire avorter le Canada?

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Votre question est terminée?

**M. LeSage:** Oui. Si j'ai le temps, je reviens d'rai avec une autre.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Bon. M. le Président, il y aura toujours, ça ne sert à rien de fermer les yeux sur ce phénomène, il y aura toujours des personnes qui seront en désaccord avec le projet de souveraineté du Québec. C'est inévitable. Au moment où les États-Unis ont proclamé leur indépendance, il y avait une bonne partie de la population qui était en désaccord. Dans ce temps-là, les choses se faisaient de façon plus violente. Ils ont été obligés de quitter les États-Unis. Ce sont les fameux loyalistes de l'Empire, comme on les appelait, et dont nous avons hérité, d'ailleurs, dans une large mesure au Canada, puisque nous étions à proximité. Ils se sont établis dans le Haut-Canada de l'époque, en Gaspésie, dans les Cantons de l'Est, bon. Nous les avons accueillis. Donc, il y a toujours, quoi qu'on fasse, même si on agit très démocratiquement, il y a toujours des gens qui ne sont pas d'accord. Mon propos c'est de réduire le nombre de ces personnes au strict minimum, si j'ose dire, qu'il y en ait le moins possible et que même elles, finalement, ne soient pas trop inquiètes de leur avenir et se disent: Bon, bien, à tout prendre, peut-être que c'est la meilleure façon, la plus pacifique de régler les problèmes du Canada.

Maintenant, j'ai senti quelques pointes dans la fin de votre question et j'y répondrais de la manière suivante. Ce dont il est question, c'est au fond de sauver une certaine communauté Québec-Canada, ou Canada-Québec, ce n'est pas de faire avorter le Canada. Nous avons besoin du Canada, il a besoin de nous. Je pense que le projet de souveraineté du Québec, bien entendu avec les ententes qui seront conclues, est la meilleure façon de ramener la paix, la vraie paix, la stabilité, et c'est la meilleure façon de s'assurer que ce pays ne continue pas de pourrir sur pied, comme on en est témoin actuellement.

Le pire scénario, M. le Président, MM. les députés, Mmes les députées, le pire scénario, c'est que rien ne change et que nous continuions

à nous enliser dans un problème qui ne connaîtrait pas de solution. Alors, là, on fait mieux d'attacher nos ceintures! L'économie du Québec, puis la société québécoise peuvent connaître des soubresauts à n'en plus finir. La vraie façon d'en sortir c'est de trouver un nouvel équilibre. C'est de faire en sorte que le Québec, tout en s'associant très étroitement au besoin avec le Canada, mais un Québec qui serait quand même maître de son avenir, qui n'aurait pas le sentiment d'être sujet à des contraintes qui ne dépendent pas de lui, qui lui sont dictées par une majorité qui ne tient pas compte de ses intérêts essentiels. C'est de ça qu'il faut sortir.

En d'autres termes, M. le député, contrairement à ce que beaucoup pensent, je suis persuadé que ce projet de souveraineté, à condition qu'il se passe comme je l'ai indiqué, dans la transparence et dans la négociation avec le Canada anglais – avec nos voisins américains bien entendu aussi – j'ai le sentiment que c'est la meilleure façon de sauver la communauté Québec-Canada.

**M. LeSage:** Si vous me permettez, une courte question, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie, oui.

**M. LeSage:** À la fin de votre exposé, M. Morin, vous avez parlé du transfert des employés fédéraux.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Oui.

**M. LeSage:** Et vous avez parlé d'une négociation avec le gouvernement fédéral pour le transfert de ces employés fédéraux. À quel niveau est-ce que ça se ferait?

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Tout d'abord, je pense que le Québec va devoir annoncer unilatéralement les mesures qu'il entend prendre. Autrement dit, la négociation avec Ottawa ne pourra avoir lieu qu'une fois qu'Ottawa saura exactement à quoi s'en tenir sur les intentions du Québec. Naturellement, si nous mettons beaucoup de choses en commun avec le Canada, et je ne doute pas que sur le plan économique ça sera le cas, si nous mettons beaucoup de choses en commun avec le Canada, il va y avoir besoin d'une certaine fonction publique et d'un certain nombre d'administrateurs de la communauté Canada-Québec, ou Québec-Canada, comme vous voudrez l'appeler. Il y aura donc nécessité d'un minimum mais, quand même, d'une fonction publique qui pourra dépendre des institutions communes que nous établirons, qu'il faudra bien établir, dans la mesure où le Canada anglais est intéressé, et je pense que c'est son intérêt le plus réel à conserver avec nous des liens assez étroits sur le plan économique.

Bon, quand vous me demandez à quel niveau cela doit-il être négocié, j'imagine que vous voulez dire: Est-ce que ça doit être négocié avec le gouvernement fédéral lui-même ou avec l'ensemble des provinces?

**M. LeSage:** Non.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Si c'est le sens de votre question, je réponds...

**M. LeSage:** Le sens de ma question, si vous me le permettez, M. Morin.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Oui.

**M. LeSage:** Est-ce que c'est au niveau du gouvernement fédéral comme tel ou avec le syndicat de la fonction publique?

**M. Morin (Jacques-Yvan):** C'est avec le gouvernement fédéral. Mais je ne doute pas un instant que tous les syndicats de la fonction publique, tant du côté fédéral que du côté provincial, vont vouloir faire entendre leurs voix. Ce sera sans doute, ça va être intéressant de voir ce qu'ils auront à venir dire devant cette commission parce que, tôt ou tard, vous allez les entendre forcément.

**M. LeSage:** Si vous le permettez, M. Morin... M. le Président, juste dans la même veine...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, s'il vous plaît!

**M. LeSage:** ...qui dit négociations peut vouloir dire échec.

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Peut vouloir dire?

**M. LeSage:** Échec. S'il y avait échec dans ces négociations ou si ça n'aboutissait pas pour un an, deux ans, je ne sais pas combien de temps, qu'est-ce qu'on fait avec ces fonctionnaires-là au Québec?

**M. Morin (Jacques-Yvan):** Alors, c'est ce pour quoi je vous ai dit dans la première partie de ma réponse que le Québec devait se donner unilatéralement une politique à ce sujet-là. De sorte que, s'il y avait un refus quelconque – remarquez qu'au moment de négocier et devant la volonté des Québécois, il y a bien des préventions et des objections qui vont tomber – mais, s'il y avait un échec comme vous dites, quelconque, le Québec saurait exactement ce qu'il a à faire. Il aurait posé les jalons et j'imagine qu'il intégrerait une partie sinon la totalité de ces fonctionnaires pour l'exécution des nouvelles compétences qu'il se serait données par le référendum et par la constitution. Du jour

où nous avons un certain nombre de compétences qui, à l'heure actuelle, sont administrées par les fédéraux, il est évident qu'il va nous falloir une fonction publique capable de gérer ces problèmes-là. Et qui de mieux peut-il y avoir si ce n'est justement des fonctionnaires qui sont déjà dans ces services? On pense par exemple au service douanier, on pense à un ensemble de services qui sont déjà hautement spécialisés et où on aurait tout intérêt, bien sûr, à aller chercher des gens qui connaissent ces problèmes, c'est-à-dire des fonctionnaires fédéraux.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, sur ça, M. Morin, cela termine le temps à notre disposition. Alors, la commission veut vous remercier très chaleureusement pour la participation qualitative que vous avez donnée à ses travaux. Et sur ce, nous suspendons jusqu'à 15 h 30. Merci. Merci M. Morin.

(Suspension de la séance à 11 h 2)

(Reprise à 15 h 55)

**Le Président (M. Bélanger):** À l'ordre, s'il vous plaît! Ne faites pas trop de bruit, M. Gauthrin supporte mal le bruit.

**M. Gauthrin:** Ça va beaucoup mieux là.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est parce qu'il a attrapé un coup de vieux hier soir. Alors, s'il vous plaît, tout le monde! Est-ce qu'il y a des remplacements? S'il vous plaît! Est-ce qu'il a des remplacements cet après-midi?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Oui, M. le Président. M. Benoît (Orford) remplace M. Bourassa (Saint-Laurent), Mme Blackburn (Chicoutimi) remplace M. Gendron (Abitibi-Ouest).

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Merci.

**M. Gauthrin:** Et M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) remplace Mme Bégin (Bellechasse).

**Le Président (M. Bélanger):** Ah! Et M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) remplace Mme Bégin (Bellechasse). Bien. Simplement aussi vous préciser qu'à la fin nous allons écouter un peu notre audition. Nous nous en excusons à l'avance, madame. C'est que nous avons à finir le dossier d'hier que nous avons commencé en séance de travail. Il y a un certain nombre de points en suspens et il y va de la suite des travaux. Donc il faut, avant de se donner congé de Noël, finaliser au moins ce dossier-là. On s'excuse à l'avance, madame, de se priver de vous comme ça, au moins une bonne demi-heure. Mais croyez-moi, nous sommes convaincus qu'on va se reprendre dans l'heure qui va durer avant.

Nous recevons aujourd'hui, donc, Mme Nicole Duplé qui est licenciée en droit et diplômée en administration de l'Université de Bordeaux en 1965, détentrice d'une maîtrise en droit de l'Université Laval, membre du Barreau du Québec, membre de la Commission des droits de la personne. Mme Duplé est professeure titulaire à la Faculté de droit de l'Université Laval. Elle enseigne principalement le droit constitutionnel et les droits et libertés des personnes. Elle a prononcé de nombreuses conférences dans ce domaine, auquel, d'ailleurs, elle a consacré de très nombreuses publications. Alors, Mme Duplé, sans plus tarder, nous sommes tout ouïe. Nous vous écoutons avec beaucoup d'attention.

### Mme Nicole Duplé

**Mme Duplé:** Merci, M. le Président, de me céder la parole. Avant de vous entretenir de l'objet auquel j'ai consacré mon attention, c'est-à-dire la constitution québécoise, je voudrais adresser mes excuses aux membres de cette commission. Je leur ai fait parvenir un texte qui contient un certain nombre de coquilles et je les prie de considérer ce texte comme étant un texte provisoire. Je ferai parvenir un texte définitif expurgé de ces éléments vraiment indésirables.

Je voudrais donc vous entretenir de la constitution qui serait élaborée par un Québec souverain, c'est-à-dire un peuple québécois qui aurait voté en faveur de la souveraineté au référendum qui lui sera proposé à la suite de la loi 150.

On sait que, en vertu de la lettre de la Constitution, la lettre juridique, si vous voulez, de la Constitution canadienne, le référendum qui sera tenu en vertu de la loi 150, aura une valeur purement consultative. Cependant, on sait également que la constitution politique, cette fois-ci, est en contradiction avec la constitution juridique et elle a pour conséquence que le référendum qui sera soumis... la question qui sera soumise aux Québécois et aux Québécoises sera décidée de manière définitive par l'ensemble des personnes qui se prononceront. Au Canada, on le sait, le droit de sécession n'existe pas. Il n'existe pas, parce qu'il n'est pas prévu par la lettre de la Constitution. Mais également, on sait que le principe démocratique qui sous-tend tout l'État canadien postule que lorsque les Québécois et les Québécoises se prononceront majoritairement en faveur de la souveraineté, leur décision sera légitime, selon le principe démocratique. (16 heures)

Au Québec, il est bien évident qu'il suffira qu'une majorité de Québécois et de Québécoises se prononcent pour que l'intention soit clairement exprimée par le peuple québécois, l'intention de détenir, disons, le pouvoir de décider de s'approprier, le pouvoir de décider de leur avenir. Et de cette œuvre, en quelque sorte, d'appropriation du pouvoir souverain, il faudra

faire une œuvre constituante, et voici pourquoi. Il n'y aura d'État québécois qu'à partir du moment où il y aura une constitution québécoise qui organisera, justement, le pouvoir du peuple souverain, le peuple québécois, qui l'organisera, qui l'institutionnalisera, qui répartira les fonctions entre des organes qui seront créés évidemment par cette constitution et qui assignera une finalité au pouvoir qui sera exercé par ces personnes qui changeront périodiquement et que l'on appelle des gouvernants.

J'ai dit que je parlerais de la constitution du Québec, j'aimerais diviser mes propos en deux parties, si vous le permettez. J'aimerais, dans une première, parler des buts de la démarche constituante qui me semblent être de nature à nous fournir des paramètres, lesquels paramètres vont enfermer, si vous voulez, le raisonnement qui va être celui des constituants. Dans une seconde partie de mes propos, je voudrais m'attacher à l'opération constituante par elle-même, à la rédaction de la constitution et à la nature de cette constitution, à ses divisions, à la manière dont elle devra être élaborée et adoptée.

Pour déterminer les paramètres qui vont enfermer la démarche constituante, il me semble tout à fait inévitable de considérer quels sont les buts de la démarche constituante. J'ai dit tout à l'heure que la constitution du Québec sera ni plus ni moins que l'acte fondateur de l'État du Québec. Et dans cette mesure, la constitution québécoise devra révéler, manifester, rendre évidente, porter à la connaissance de tous l'essence et la substance de l'État québécois. Elle devra fournir en même temps aux Québécois et aux États étrangers une image de ce qu'est le Québec.

Vous le savez sans doute, j'en suis certaine même, que le terme constitution n'est pas un terme qui est univoque. Il revêt un sens formel et un sens matériel. Dans un sens formel, il désigne l'acte que l'on appelle constitution, et qui a été adopté par une constituante et qui est révisé selon une procédure de modifications constitutionnelles. Mais sur le plan matériel, et c'est à ce terme que l'on se réfère très souvent quand on parle de la constitution interne du Québec, il désigne l'ensemble des règles qui sont relatives aux organes de l'État, aux relations entre ces organes de l'État et aux rapports qui existent entre l'État et les individus. J'ai dit qu'au sens matériel, ces règles avaient trait en quelque sorte à l'État et à ses rapports avec les individus. On perçoit très aisément qu'une constitution va donc référer à un ensemble de règles dont l'État va être l'objet.

Savoir quoi mettre dans une constitution, c'est évidemment se demander quelles sont les règles qu'il est absolument essentiel d'y mettre, et celles qui sont en quelque sorte secondaires. Quels sont les principes premiers qui vont servir pour modeler cet État que l'on crée, parce que n'oublions pas que c'est une démarche fondatrice.

Nous ne sommes pas à renouveler une constitution mais à créer carrément une constitution qui va fonder l'État du Québec et, par conséquent, il faut se demander ce que nous allons inscrire dans cette constitution. D'abord, il va falloir se demander quelles sont les règles essentielles et celles qui le sont moins, c'est-à-dire des règles qui ne seront que des applications des principes fondamentaux. Une constitution a pour but premier de, à la fois, légitimer et légaliser le pouvoir qui va être exercé par les détenteurs momentanés de ce pouvoir qui normalement appartient au peuple souverain. Il faut donc organiser, décrire et expliciter l'État dans son fonctionnement. On sait que l'appropriation du pouvoir par le peuple québécois à la suite du référendum ne suffira pas à permettre à ce peuple d'exercer effectivement ce pouvoir. Donc, il faut institutionnaliser ce pouvoir, créer des institutions qui vont fonctionner en appliquant et en fonction des valeurs premières que l'on va pouvoir identifier. Et identifier les valeurs premières qui devront servir de guide et qui vont constituer la finalité de l'action des gouvernants, c'est définir un statut du pouvoir dans l'État.

Le pouvoir du peuple doit être mentionné dans la constitution, il doit être attribué au peuple et c'est cette attribution, cette définition du statut du pouvoir qui aura pour conséquence d'assigner les limites implicites ou explicites, tout dépend de la manière dont on procédera, des pouvoirs des gouvernants. Mentionner, par exemple, dans la constitution que l'État du Québec se réclame de la démocratie libérale aura automatiquement pour effet de limiter la démarche des gouvernants, de la finaliser. Elle devra s'adresser, elle devra répondre aux intérêts de la collectivité et, par conséquent, elle sera limitée et balisée.

Il est clair que la démarche constitutive ne s'arrête pas à définir les organes, à prévoir le mode d'attribution des fonctions à chacun de ces organes, mais elle réclame beaucoup plus que cela. Elle réclame de définir l'idée directrice qui va guider les organes de l'État dans leur démarche productrice de règles de droit.

Il faut également, évidemment, répartir les fonctions étatiques. Répartir les fonctions étatiques, cela va demander une certaine oeuvre novatrice aux Québécois et aux Québécoises qui vont décider de cette constitution. Il va falloir distinguer les fonctions étatiques, les attribuer à des organes, prévoir les règles de désignation de ces organes et les relations qui vont être établies entre ces organes-là. Et le type de relations servira à définir le régime politique qui sera celui de l'État du Québec. Nous reviendrons sur ce point.

Si on conçoit que la démarche constitutive est une oeuvre d'explicitation de l'État, cela requiert des organes constituants et, par conséquent, avant que l'État ne se prononce finalement, cela requiert des rédacteurs de la consti-

tution qui fassent également une oeuvre pédagogique. La constitution s'adresse avant tout à des gens ordinaires, qui n'ont aucune connaissance des principes juridiques ou des notions très sophistiquées de science politique. La constitution doit parler et expliciter l'État à tous les individus qui sont assujettis au pouvoir de cet État. Ils doivent le comprendre, en comprendre les mécanismes; la constitution doit vraiment favoriser la transparence. Dans un État démocratique, il est clair que cette transparence de l'appareil étatique est une condition sine qua non. Vous savez, Napoléon n'était pas un grand démocrate, plutôt à l'époque où il n'était plus un démocrate, il a dit: "Il faut faire des constitutions courtes et obscures". Eh bien, moi, je prétends qu'il faut faire des constitutions qui soient explicites, claires, précises et, justement, pas trop courtes parce qu'il faut qu'elles soient suffisamment explicites.

La constitution devra, je l'ai dit, établir en quelque sorte la fiche d'identité du peuple. Elle devra en même temps fixer l'image de l'État, fixer l'image de l'État que l'on veut envoyer aux autres États dans la communauté internationale. Établir la fiche d'un peuple: la constitution du Québec devra être le reflet de la société québécoise, elle devra coller, à moins d'être une constitution purement mythique, mais je doute que les Québécois veuillent d'une constitution qui n'ait aucune emprise sur la réalité, je suis convaincue au contraire que nous sommes en mesure de faire une constitution qui reflète réellement une société. Et cette société, ça devra être la société québécoise.

Vous percevez qu'une oeuvre constitutive, c'est avant tout et surtout une oeuvre constitutive fondatrice de l'État, comme sera celle qui sera accomplie. Eh bien, c'est une oeuvre avant tout intimiste. Les Québécois et les Québécoises vont s'interroger sur les valeurs qui cimentent notre société et sur les valeurs qu'il est bon d'élever au rang des principes premiers dans l'État du Québec. Donc, on va en quelque sorte se regarder le nombril, oui, et après! Hein. C'est à ce prix que, finalement, nous construirons une constitution qui va revêtir un certain aspect emblématique, et vous savez, je crois qu'il ne faut pas minimiser cet aspect emblématique. Nous devons être fiers de notre constitution parce qu'elle doit refléter réellement ce que nous sommes et nous devons être fiers de ce que nous sommes, parce que nous aurons mis, dans cette constitution, des valeurs qui sont des valeurs essentielles dans un État démocratique.

Par ailleurs, je l'ai mentionné, la constitution devra être également un message clair envoyé aux autres États. Nous devons, pour acquérir leur confiance — et je pense que c'est une démarche qui mérite toute notre attention — nous devons, effectivement, leur inspirer confiance pour réduire la période d'instabilité qui sera consécutive à une mutation aussi radicale

que celle qui va nous faire accéder à la souveraineté. Nous devons inspirer confiance aux autres États et comment inspirer confiance aux autres États si ce n'est, justement, en mettant dans notre constitution des principes qui nous raccordent directement aux principes du droit international. Le respect des droits de la personne, notre attachement au respect des droits de la personne, notre attachement aux principes démocratiques, notre attachement, par exemple, au respect du patrimoine commun d'humanité, c'est-à-dire l'environnement, ce sont des messages clairs que nous enverrions à la communauté internationale; en plus, ma foi, si on s'arrange pour mettre dans notre constitution des valeurs qui sont déjà parfaitement rodées, qui nous gouvernent à l'heure actuelle et que nous vivons très bien, celles qui ont imprimé à notre vie politique un *modus vivendi*, si vous voulez, avec lequel nous fonctionnons très bien, bien je pense que nous contribuerons à favoriser la reconnaissance de l'État du Québec beaucoup plus rapidement que si nous ne le faisons pas.

Il en découle, finalement, de ce que je considère comme étant des impératifs, les buts minima, si vous voulez, de cette constitution, ce que nous ne devons pas perdre de vue implique que, par conséquent, la démarche constituante va devoir être enfermée à l'intérieur de certains paramètres. Nous devons favoriser la rédaction d'une constitution synthétique, synthétique mais pas obscure, synthétique, explicite et concrète. Synthétique parce qu'il est inutile, à mon sens, de constitutionnaliser des projets de société, des programmes de parti, vous savez, et, à cet égard, il faut se demander s'il est opportun – je dis, il faut se demander, j'ai une réponse – d'inscrire des droits économiques et sociaux dans la constitution. Si nous le faisons, avec quelles précautions devons-nous le faire? Est-il opportun de constitutionnaliser, par exemple, un droit à la qualité de l'environnement qui s'avérerait, vous savez, tout ce qu'il y a de plus, comment dire, de moins concret, parce qu'on ne pourrait pas, finalement, le mettre en application, le faire respecter? Ces questions-là devront se poser et elles se poseront, d'ailleurs, avec une certaine acuité. Une constitution synthétique, explicite et je dis pourquoi. Dans un système démocratique, le principe démocratique lui-même est absolument indissociable du principe de l'État de droit et, par conséquent, de l'effectivité du principe de la légalité. Or, ce principe de la légalité, ça devient quelque chose de très éthéré, d'absolument sans rapport avec la réalité à l'intérieur d'un État. Si les citoyens ne sont pas en mesure d'exercer une action vigilante et, par conséquent, s'ils ne sont pas en mesure de connaître parfaitement ou le plus possible les mécanismes selon lesquels le pouvoir doit fonctionner, en conséquence, principe démocratique et principe de la légalité étant absolument indissociables, cela requiert, pour que l'État de droit soit quelque chose, un

principe effectif, que la constitution soit claire et j'insiste encore là-dessus. Il faut éviter les jargons de spécialistes et de constitutionnalistes abscons qui pourraient inclure des principes hermétiques auxquels personne ne comprendrait rien. Un exemple que l'on trouve dans la Constitution canadienne, dans l'article 15, la loi ne fait acception de personne. Voilà. Alors, on sait très bien, pour les spécialistes, ce que ça veut dire, mais pour les gens qui lisent l'article 15, ça ne veut rien dire.

(16 h 15)

La constitution devra être aussi à la fois novatrice et conservatrice. Novatrice, eh bien, c'est nécessaire. Nous allons rompre avec l'ordre juridique antérieur si nous décidons de créer un État québécois. En conséquence, il y a des règles actuelles qui n'existeront plus. Il faudra, par exemple, choisir entre la monarchie ou la république. Voilà le premier choix qui s'impose parce que j'imagine que le choix d'un régime ou d'un système démocratique ne se pose pas. Je crois, moi, que le choix du maintien de la monarchie ce n'est pas très réaliste. Si l'on interroge la plupart des Québécois, et évidemment je ne suis pas un organisme de sondage, je n'ai pas effectué ce sondage mais je peux presque parier que la grande majorité des Québécois opteraient pour la république. Mais, même en supposant que ce choix initial, premier, ait été effectué, il y a d'autres choix qui vont s'ouvrir à nous, il ne faut pas l'oublier. Il va falloir choisir, par exemple, entre un régime parlementaire et un régime présidentiel. Moi, je crois qu'on devrait exclure l'idée d'un régime présidentiel, pour l'instant du moins, remettant cette réflexion en profondeur à un autre moment qu'au lendemain de l'accession du Québec à la souveraineté parce que je crois que nous avons des usages politiques et des moeurs politiques – je l'ai dit – qui sont parfaitement saines, parfaitement rodées. Mais ces moeurs politiques, elles ont été, en quelque sorte, engendrées par un régime qui est le régime parlementaire. Supprimons ce que nous ne pouvons pas garder et ce qu'il n'est pas souhaitable de garder et gardons ce que nous pouvons garder.

Alors, ne serait-ce qu'avec le choix, les choix qui s'ouvrent à l'intérieur du régime parlementaire, nous aurons énormément à faire. Que choisirons-nous? Un régime parlementaire que l'on peut qualifier de moniste ou un régime parlementaire que l'on peut qualifier de dualiste. Moniste, là, ça veut dire que nous allons avoir, en réalité, derrière un dualisme de façade, un seul pouvoir réel, celui par exemple du gouvernement. Dualiste, c'est ce que nous avons à l'heure actuelle. On remplacerait simplement le monarque par le président.

Il y a tout un débat à faire derrière tout ça et je vous assure que les questions – je suis convaincue que vous en êtes persuadés également – les questions qui vont se soulever sont

des questions extrêmement épineuses. Il va falloir regarder, bien vérifier que nous faisons une oeuvre cohérente, parce que le choix, par exemple, d'un régime parlementaire dans lequel dominera un exécutif qui sera le reflet fidèle de la majorité en Chambre, dans la Chambre des représentants. Eh bien, laissez-moi vous dire que ça fonctionne bien à la seule condition que le régime électoral ne favorise pas la multiplicité ou l'éclatement, si vous voulez, de l'opinion. On sait très bien qu'en Italie c'est précisément le drame, voyez-vous. Alors, choisir une structure au mépris, par exemple, de la stabilité gouvernementale, est-ce que c'est souhaitable? Est-ce qu'on préfère sacrifier, par exemple, une représentativité, une certaine représentativité, fidèle de l'opinion, celle que nous donnerait un système électoral, par exemple, "improportionnel" à la stabilité gouvernementale? Ou, devons-nous donner la prééminence à la stabilité gouvernementale plutôt qu'à, et sacrifier un peu sur la représentation?

Ce sont des choix qu'il va falloir faire et ce sont des choix qui vont devoir concentrer toute notre attention. On n'aura pas tellement de temps, pendant la période intermédiaire pour, vous savez, amorcer des réformes en profondeur qui vont bouleverser tout notre système politique et juridique. Il faut que la constitution soit le reflet fidèle, aussi, de la société et, par conséquent, il va falloir aussi que les Québécois et les Québécoises se retrouvent dans cette constitution, je l'ai déjà dit. Comment est-ce qu'ils s'y retrouveront mieux après, justement, une période de bouleversement? Eh bien, ils s'y retrouveront bien si, précisément, à côté de ce que nous serons obligés d'inclure et qui sera une oeuvre novatrice par excellence, nous incluons, nous légalisons en quelque sorte, nous constitutionnalisons, en les écrivant, les règles qui prévalent dans notre vie actuelle, c'est-à-dire, bien, des conventions constitutionnelles, les droits de l'Opposition. Pourquoi ne pas les inscrire dans une constitution? C'est très bien.

Je pense que nous devrions choisir un régime parlementaire qui soit à peu près semblable à celui que nous connaissons. Nous sommes parfaitement bien avec celui-ci. Un régime qui garantit le gouvernement par une majorité solide qui, par conséquent, favorise la stabilité gouvernementale autant que faire se peut, sous le contrôle d'une Opposition structurée à laquelle on reconnaît des droits, et des droits qui sont clairement cernés et, enfin, sous le contrôle de l'Opposition. Le club Jean-Moulin disait: Voici l'essence d'un régime parlementaire dans un monde moderne. Eh bien, le Québec, en se débarrassant de cette fiction juridique qui attribue le pouvoir à Sa Majesté, ferait un peu le ménage dans ces principes-là pour réellement accéder à une ère tout à fait nouvelle, celle de l'ouverture où l'on dit carrément ce qui est. C'est le peuple qui est souverain et qui gouver-

ne. Eh bien, nous accédons à cette phase moderne du régime parlementaire. On dépoussière et on actualise. Actualisons en sauvegardant quand même le passé. On ne le jette pas; on ne jette pas non plus toutes les traditions par-dessus bord, sous prétexte que nous faisons peau neuve.

L'établissement proprement dit de la constitution va faire appel, évidemment, au pouvoir dit constituant. Quelles que soient les modalités que l'on suivra pour établir cette constitution, il va falloir identifier ce pouvoir constituant. Ce n'est pas chose difficile. Le pouvoir constituant ne pose pas le même problème dans un État qui naît que dans un État qui est déjà, qui se transforme, si vous voulez. Dans un État qui est en train de naître – et la constitution, c'est l'acte de naissance de l'État – l'élaboration de cette constitution ne fait pas appel à l'opposition entre la souveraineté populaire et la souveraineté nationale. Je vais vous dire pourquoi; c'est très simple. Il n'est pas question de parler de souveraineté nationale dans un contexte où la nation n'est pas encore une personne morale indépendante des personnes qui la composent. Au lendemain du référendum, qu'aurions-nous? Nous aurions le voeu du peuple québécois qui n'a pas encore formé un État ni, par conséquent, une personne morale. Il n'y a pas de personne morale encore. C'est justement la constitution qui va la constituer.

En conséquence, seul le peuple québécois doit détenir le pouvoir constituant. Ça veut dire quoi? Ça veut dire que, directement ou indirectement, il devra participer à l'adoption de la constitution, et ce sera un minimum. Indirectement, ça pourrait se faire comment? Bien, par la désignation, par l'intermédiaire de l'élection bien entendu, d'une constituante – d'une assemblée constituante – qui serait investie du mandat de rédiger et d'adopter une constitution. Directement, la participation du peuple québécois à l'adoption d'une constitution passerait par un vote qui entérinerait le projet de constitution et qui en ferait la constitution du Québec. Alors, ça passe par un référendum qui, en quelque sorte, avaliserait le projet de constitution qui serait soumis par un organisme investi du pouvoir de rédiger une constitution, c'est tout.

Personnellement, je crois que la population québécoise est arrivée à un degré de maturité politique qui rend tout à fait non souhaitable le recours à une assemblée constituante et décisive. Je crois qu'on pourrait éventuellement désigner les membres d'une assemblée constituante par élection, mais c'est inutile à mon sens. Je crois que le peuple québécois pourrait se prononcer sur ce projet de constitution lors d'un référendum. Parce que, désigner des membres d'une assemblée constituante en leur disant: Faites-nous une belle constitution, on s'en remet à vous, c'est perdre la maîtrise sur le contenu même de cette constitution. Ça, c'est quelque chose que je ne suis pas capable d'accepter dans

le Québec actuel. Vraiment, je ne crois pas que ce soit souhaitable.

Comment est-ce que ça pourrait se faire? Eh bien, j'ai pensé à quelque chose qui vaut ce que ça vaut, évidemment. C'est une suggestion qui mérite d'être creusée et, peut-être, même, bien améliorée ou même rejetée. J'ai pensé que, l'Assemblée nationale étant un pouvoir constitué en vertu de la Constitution canadienne, ne pourrait pas revendiquer le pouvoir et élaborer une constitution. Ce n'est pas possible. Mais rien n'empêche qu'une constituante soit créée — une constituante pour rédiger simplement — en faisant appel à tous les partis représentés à l'Assemblée nationale, qui, proportionnellement à leur représentation, pourraient participer à l'oeuvre constituante. Ce projet de constitution pourrait, enfin, être soumis au peuple. Mais je crois qu'il faut éviter toute la démagogie partisane qui pourrait être faite autour de ce projet de constitution. Il faut éviter que les partis se disputent et se mangent le nez autour de ce projet de constitution. Ce serait la chose la plus affreuse qui puisse se concevoir, ce serait le plus mauvais service que l'on pourrait rendre aux Québécois. Je crois que le projet de constitution ne devrait nous arriver à nous, électeurs, qu'à partir du moment où un consensus se sera formé sur ce projet de constitution. Et nous ne devrions pas savoir, en tant qu'électeurs, sur quels points les partis se sont mangé le nez. Nous devrions avoir ce projet de constitution adopté par l'ensemble des partis représentés à l'Assemblée nationale, ou l'ensemble des partis qui existent au Québec.

La structure du projet de constitution — je finirai avec cela, M. le Président — je crois qu'il faudrait éviter de mettre des principes majeurs, des principes premiers dans un préambule. Voyez-vous, il y a toujours une ambiguïté sur la signification juridique d'un préambule. Oui, il a une valeur interprétative mais, quand ce sont des principes premiers, ce n'est pas une valeur interprétative que nous devons leur conférer, c'est une véritable valeur juridique. En quelque sorte, nous devrions avoir un chapitre premier ou un chapitre préliminaire dans lequel, précisément, nous devrions inclure, à titre de principe de gouvernement limitant, par conséquent, et finalisant l'action des pouvoirs publics, le principe démocratique. Évidemment, de préférence — c'est une de mes préférences — le principe de la démocratie libérale. Elle peut avoir glissé vers la démocratie dite sociale, elle n'en reste pas moins empreinte de ces valeurs individualistes qui ont, je crois, un ineffable parfum, vous savez, et je crois qu'il est absolument nécessaire que la constitution en soit imprégnée, que la constitution du Québec en soit imprégnée. La démocratie libérale, par conséquent le gouvernement du peuple par le peuple — c'est évident, c'est le principe qui en découle — le suffrage universel, direct, égalitaire, le principe de l'État

de droit qui, évidemment, débouche sur le principe de la légalité, et l'effectivité de ce principe de la légalité, qui nous obligerait à mettre dans ce chapitre préliminaire une référence à l'organe de contrôle de la constitutionnalité.

À cet égard, je pense que le contrôle de la constitutionnalité devrait continuer à être exercé par les Cours supérieures actuelles. Bien sûr, l'article 96, qui constitue à l'heure actuelle la meilleure garantie du maintien de l'existence de ce principe de la légalité, eh bien, il va falloir le réinventer. De toute façon, on sera débarrassé de tous ses côtés nocifs. Il restera à garder son bon côté et je crois que nous devrions, dans la constitution et notamment dans le chapitre préliminaire, prévoir que le contrôle de la constitutionnalité sera, comme le contrôle de la légalité, assumé par les cours qui seront qualifiées de supérieures. Et ce sont nos cours supérieures actuelles, les juges de ces cours supérieures ayant prêté serment à la nouvelle constitution, qui exerceront la continuité et, par conséquent, notre système juridique ne sera pas perturbé à outrance.

Devrions-nous consacrer des droits linguistiques dans cette première partie? Je pense que oui. Nous devrions nous référer à la langue française comme langue de la majorité. À cet égard, il y a une formule dans la Constitution espagnole que j'ai trouvée très suave et plus que suave, tellement incroyable. Dans la Constitution espagnole, on dit: L'espagnol est la langue du peuple espagnol et c'est un devoir de le parler, c'est un devoir de le connaître et c'est un droit de le parler. Alors, je trouve ça fantastique, *mutatis mutandis*, comme on dit en droit. On pourrait changer cela par le terme "langue française", et je trouverais ça superbe.

(16 h 30)

Je crois que dans ce chapitre préliminaire on devrait établir les droits des Québécois anglophones. Les Québécois anglophones vont participer à cette oeuvre constituante et ils sont des Québécois au même titre que les autres, les Québécois francophones. Je crois qu'on devrait, dans cette partie qui énonce les principes premiers, énoncer ces droits des anglophones. Ce qui nous permettrait dans le cas de la Charte québécoise — la Charte qui sera constitutionnalisée, parce que je crois que nous devrions le faire — d'interpréter cette charte à la lumière de l'existence de ces droits linguistiques et, par conséquent, ça enlèverait l'obligation de maintenir la clause de dérogation. Alors, on reviendra sur ce point si vous le désirez. Je pourrai peut-être élaborer un peu plus sur ce sujet.

Ce titre préliminaire devrait également contenir, je crois, l'énoncé des droits des peuples autochtones. Cependant je ne pense pas que pendant la période si courte qui nous sera allouée pour pouvoir définir ces droits, nous puissions y arriver. Alors, je crois que nous devrions nous contenter d'une mention qui sera

aussi éthérée malheureusement que celle que l'on retrouve dans la Constitution canadienne, dans la loi constitutionnelle de 1982. On fera référence aux droits des peuples autochtones, aux droits ancestraux issus de traités. Du moins on pourra intégrer les résultats d'une négociation que nous devrions entreprendre le plus immédiatement possible, quel que soit le contexte constitutionnel dans lequel ça se ferait.

Dans ce titre préliminaire, on devrait également inclure une description du territoire québécois. C'est le support physique de l'État du Québec finalement: population, territoire, pouvoir politique. Le territoire, parlons-en! Pourquoi ne pas le décrire dans cette partie préliminaire et inclure dans cette description, à la suite de cette description, son caractère inaliénable et par conséquent ce droit au territoire, son imprescriptibilité. Il ne faut pas faire confiance à tous les gouvernements qui pourraient détenir le pouvoir, à la suite de l'accession du Québec à la souveraineté. Une constitution, c'est précisément un acte de défiance à l'égard des gouvernements prochains, n'est-ce pas, qui vont exercer le pouvoir par la suite. Tout le monde sait ça, et tout le monde sait très bien, par conséquent, qu'il faut garantir les choses les plus précieuses que nous avons. Et, à cet égard, prenons toutes nos précautions.

La Charte des droits et libertés de la personne — je l'ai dit tout à l'heure — devrait être constitutionnalisée. Il faudrait, pendant cette oeuvre de constitutionnalisation, prendre garde à ne pas... Il va falloir se poser des questions, je vais le dire autrement. Il va falloir se poser des questions, notamment à l'égard de certains droits qui sont actuellement inclus et qui ont une portée telle qu'elle ne vise pas seulement les rapports État-individus. Elles englobent des rapports entre particuliers; et je pense notamment à l'article 10 de la Charte et à l'interdiction qui en découle de faire de la discrimination dans certains domaines d'activités qui sont largement occupés par les individus.

Alors, il faudrait je pense inclure dans la constitution une clause antidiscriminatoire qui serait propre à régler uniquement la relation entre le gouvernement et les individus, le Parlement et les individus — uniquement cela — et laisser dans une loi parallèle, avec la Commission des droits de la personne et tous les mécanismes qui évitent normalement aux citoyens d'avoir à souffrir les frais d'avocats et de procès... Il faudrait mettre tout cela dans une loi parallèle à la charte.

Autre question qui, à mon avis, va se poser c'est celle de savoir si l'on conserve la clause de dérogation. L'alternative, eh bien, c'est d'étendre la clause limitative à l'ensemble de la charte et non pas seulement aux droits et libertés fondamentaux. J'ai dit tout à l'heure que si l'on inclut dans le titre préliminaire une mention des droits linguistiques des francophones et des

anglophones, il n'y a plus rien qui justifie réellement la clause de dérogation parce que la clause de dérogation, ça se justifiait dans un contexte où le Québec ne pouvait pas, en raison des contraintes qui découlaient de la Constitution, s'engager pour l'avenir définitivement. Mais maintenant nous pouvons, en faisant oeuvre constituante, inclure dans la constitution des valeurs qui vont engager tout l'appareil étatique, tous les organes de l'État dans le respect de ces valeurs premières que sont les droits et libertés de la personne. La clause de dérogation ne se justifierait plus tellement dans ce contexte, à la condition, bien sûr, qu'on ait pris les précautions que j'ai dites, qui vont permettre la lecture corrélatrice de ce que j'appelle mon titre préliminaire et de la Charte des droits. Si on ne faisait pas ça, eh bien, on risquerait de compromettre bien des acquis.

Le pouvoir judiciaire. Évidemment, j'ai déjà parlé de la détermination des relations entre l'exécutif et le législatif. C'est le choix du régime politique que nous devons effectuer. J'ai dit ma préférence pour le régime parlementaire. L'autre organe étatique auquel nous devons songer évidemment, c'est l'organe judiciaire. Le pouvoir judiciaire devra retenir notre attention, mais jusqu'à un certain point. Il faudra se demander, notamment, si nous constitutionnalisons l'existence de ce pouvoir de contrôle. J'en ai déjà parlé. Mais allons-nous créer une cour suprême? À mon avis, ce n'est même pas un choix. Je crois que nous devrions créer une cour suprême québécoise qui va, précisément, en dernier ressort, être maîtresse du contrôle de la constitutionnalité. Cette cour suprême, devons-nous lui adjoindre en parallèle une cour constitutionnelle? Là-dessus j'ai, dans mon mémoire, exprimé ma préférence pour une réponse négative. Je crois que nous avons actuellement un contrôle par voie d'exception, qui fournit des garanties aux citoyens qui sont extrêmement précieuses. C'est un contrôle qui coûte cher, il faut bien le dire, mais c'est un "plus" de démocratie qui est dans notre système par rapport à bien d'autres systèmes qui ne connaissent pas ce contrôle par voie d'exception, c'est-à-dire le contrôle qui est effectué soit de manière directe devant les tribunaux soit de manière incidente, quand à l'occasion d'une question soulevée dans un domaine du droit qui n'a rien de constitutionnel un plaideur soulève la question de la constitutionnalité de la loi ou la norme qu'on cherche à lui appliquer.

Je crois que les cours supérieures ont parfaitement bien exercé ce contrôle de la constitutionnalité jusqu'à maintenant. Je crois qu'il serait préjudiciable à l'administration de la justice, tout simplement, de geler les causes, de geler tout l'appareil judiciaire pour extraire la question constitutionnelle de son contexte, l'expédier à une cour constitutionnelle et attendre, par conséquent, que cette cour constitution-



nelle ait décidé et renvoie la question devant le tribunal de première instance. Je crois que ça ne se justifie pas. Peut-être que, dans un avenir plus lointain, nous pourrions réfléchir à un autre contrôle de la constitutionnalité mais, pour l'instant, à mon avis, ça ne se justifie pas. Par conséquent, peut-être que le maximum que nous pourrions faire, c'est de créer une chambre constitutionnelle qui serait plus spécialisée que les autres chambres dans les questions constitutionnelles. Mais je crois, de toute façon, que ça devrait être une spécialité, pas une exclusivité. Parce que, comme je l'ai dit, dans ce système de contrôle par voie d'exception, la question constitutionnelle s'insère très étroitement dans un domaine juridique dont il est très difficile de l'abstraire. On ne peut pas être constitutionnaliste et ne rien connaître du droit à côté. C'est impossible. Donc, il faut une compétence à peu près générale, vous savez, pour se prononcer en matière constitutionnelle. Il faut être un peu plus spécialisé en matière constitutionnelle, c'est tout, et peut-être un peu moins dans les matières mais dans les matières où les questions constitutionnelles naissent.

Eh bien, je vais conclure, M. le Président, parce que j'ai l'impression d'avoir été longue. Rédiger une constitution, c'est une tâche immense. C'est une tâche immense en raison de l'importance de l'entreprise pour la société qui va se doter de cette constitution, puisqu'elle va organiser tous les rapports sociaux, finalement. Elle va refléter le peuple québécois. On a l'impression, effectivement, qu'on fait une oeuvre importante en faisant une oeuvre constitutionnelle et c'est vrai. Ce n'est pas seulement une impression, c'est effectif, c'est réellement une oeuvre capitale. C'est une oeuvre créatrice, fondatrice, et elle requiert toute notre attention.

Ce que je crains, c'est que dans l'atmosphère troublée qui va suivre un vote favorable, ou qui suivrait un vote favorable au référendum à la question en faveur de la souveraineté, je crains que les constituants qui vont être chargés de la rédaction ne soient obligés de faire leur travail dans une atmosphère très troublée. Il va falloir dans cet intervalle d'une année, qui est un intervalle très court, à la fois liquider le fédéralisme, apaiser les tempêtes qui vont se soulever, qui ne manqueront pas de se soulever, et aussi prévoir, mettre sur papier si vous voulez, les règles fondamentales qui vont régler le jeu politique pour l'avenir et juridique aussi. Alors, je crois que les constituants, les rédacteurs de la constitution, devraient presque être mis dans des pièces closes vous savez. On devrait les soustraire à cette atmosphère empoisonnée, qui ne manquera pas d'être empoisonnée, pour qu'il puissent faire, accomplir leur oeuvre dans la sérénité. Parce qu'une oeuvre constituante, voyez-vous, c'est le produit de l'intelligence humaine. C'est exactement cette faculté que Kant attribuait à l'homme et qu'il déclarait être - à

l'homme et à la femme bien entendu, il n'y pas pensé, mais il l'aurait dit s'il avait su - bien, il dit: La constitution, ça correspond à la faculté de prévoir l'avenir et c'est une faculté noble entre toutes. Elle va être noble entre toutes et elle va produire un produit noble entre tous si, justement, on s'y adonne dans la sérénité. Alors, je suis évidemment prête à répondre à toutes les questions que vous voudrez poser.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, madame, nous vous remercions infiniment. Et la première question, c'est le député de Verdun qui vous la posera.

**M. Gauthrin:** Merci, madame. Je voudrais d'abord vous remercier pour votre exposé et la clarté de votre pensée. Je vais essayer de vous poser une question sur ce qui a été l'objet de la fin de votre exposé, c'est-à-dire la période transitoire. Vous la qualifiez de troublée. Je ne rentrerai pas dans ce débat-là. Je ne suis pas sûr que ce soit évident, mais enfin je n'ouvrirai pas ce débat-là avec vous. Je voudrais seulement comprendre. Là, il va y avoir pour vous un référendum, le référendum qu'on avait bien dit est consultatif, tout simplement. C'est bien..

**Mme Duplé:** Du point de vue juridique.

**M. Gauthrin:** Du point de vue juridique. Donc, le gouvernement en place continue à exister, c'est bien ça pour vous?

**Mme Duplé:** Bien oui!

**M. Gauthrin:** Bon. Donc, on est à une période où on a un gouvernement en place qui existe et qui, entre autres fonctions dans votre esprit, doit avoir comme fonction de voir à ce qu'une constitution soit rédigée, mais la vie continue. C'est bien ça?

**Mme Duplé:** Eh bien j'espère!

**M. Gauthrin:** Bon. La question que je me pose là-dedans, c'est la suivante. Advenant maintenant le cas où la constitution, avec toutes sortes de choses, finit par être écrite, elle est soumise à la population. Qu'est-ce qui arrive si la population refuse la constitution?

**Mme Duplé:** Ah! Évidemment si la population refuse la constitution, il va falloir en écrire une autre. C'est évidemment le propre d'une oeuvre constituante que d'être une oeuvre tout simplement perfectible, enfin. Mais je pense que votre question laisse suggérer que vous avez déjà une réponse. Vous envisagez l'instabilité, le vide juridique qui pourrait se produire en l'absence d'une constitution, c'est ça. Bien c'est simple, en l'absence d'une constitution, parce qu'il n'y aurait pas eu ratification par le peuple de la

constitution proposée, il n'y aurait pas d'État du Québec. On serait obligé de différer la naissance de l'État québécois. Ça c'est évident, autant sur le plan de la légalité la plus stricte, si vous voulez, du droit constitutionnel, des principes du droit constitutionnel universel, que du principe démocratique. Pas d'État s'il n'y a pas de constitution, bien sûr. Mais votre question aussi...

(16 h 45)

**M. Gauthrin:** Ma question, voyez-vous, c'est: Est-ce que, entre-temps, des transferts de pouvoirs entre les deux niveaux de gouvernement seraient possibles? Est-ce que rien ne peut se faire avant que la constitution ne soit faite? Ou est-ce qu'il y a déjà une évolution des transferts de pouvoirs qui peut se faire?

**Mme Duplé:** Je pense que la loi 150 est claire. La loi 150 parle d'une prise d'effectivité de la souveraineté, en quelque sorte, un an plus tard. Cette prise d'effectivité, elle ne sera pas effective tant qu'il n'y aura pas de constitution. Ça veut dire quoi? Ça veut dire tout simplement que pendant cette période d'une année, nous continuerons à vivre dans un contexte politique et juridique avec lequel nous ne rompons, effectivement, autant sur le plan de la légalité que sur le plan politique, si vous voulez, que le jour où l'État du Québec sera né, c'est-à-dire le jour où une constitution du Québec entrera en vigueur. Alors, dans la période intermédiaire, j'ai bien compris, moi, c'est comme ça que je comprends la loi 150; la loi 150 joue le jeu de la légalité jusqu'au moment où elle affirme que ce jeu cesse, et ce jeu cesse le jour où, précisément, il y a prise d'effectivité de la souveraineté. C'est-à-dire qu'il va falloir que ça coïncide. Il va falloir que les constituants s'arrangent pour qu'une année plus tard – ou alors il va falloir modifier la loi 150 – la loi fondamentale, ou la constitution québécoise, soit ratifiée par le peuple québécois. Voilà.

**M. Gauthrin:** Si je comprends, en termes de délai, ça veut dire que la constitution doit être écrite dans six mois, à peu près. C'est ça?

**Mme Duplé:** Pardon?

**M. Gauthrin:** La constitution devrait être écrite en six mois, à peu près.

**Mme Duplé:** Oui. Alors, je vais vous dire que... J'ai dit que c'était une oeuvre immense, mais je n'ai peut-être pas assez insisté. J'ai insisté là-dessus dans mon texte, sur le fait que ce n'est pas si long que ça d'incorporer les règles actuelles qui sont celles avec lesquelles on fonctionne. Par exemple, la loi électorale, on fait référence dans la constitution au principe de la loi électorale et on renvoie tout à la loi organique. On la baptise loi organique. On ne la

baptise pas en vitesse, c'est une loi qui est une loi, en quelque sorte, d'explicitation de principes premiers que nous avons inscrits dans la constitution. Ce qui est important, ce à quoi il faudrait consacrer toute notre énergie, précisément, c'est à trouver ce qui est réellement novateur dans la constitution québécoise parce que ça correspond vraiment à une rupture avec le passé et à l'obligation d'adopter d'autres règles de droit.

Alors, je l'ai dit, la république plutôt que la monarchie; le régime parlementaire sans monarchie. Qu'est-ce qu'on prend? On prend un dualisme parlementaire ou un monisme parlementaire? Pourquoi pas un dualisme parlementaire? Alors, prenons, par exemple, remplaçons le monarque par un chef d'État, un président de la République québécoise, d'accord. C'est un exemple. Baptisez-le comme vous voudrez, de toute façon il aura peu de chose à faire. Ce sera un poste purement honorifique. Ce sera un poste de représentation. On aura gardé tout notre système.

**M. Gauthrin:** C'est un choix. Vous pouvez le choisir comme ça. Mais, ce que j'essaie de vous dire c'est que, comme vous l'avez dit aussi dans votre texte, il y a un paquet de questions qui se poseraient. Vous dites: Bon, vous choisissez ceci plutôt qu'autre chose. Mais si on part du départ, le principe, à partir de zéro, les types de gouvernement et la manière dont on veut être gouverné, il y a un paquet de choix à faire.

**Mme Duplé:** Mais moi, je dis que, évidemment...

**M. Gauthrin:** Vous, vous en faites un. Mais j'imagine qu'il va falloir que ça se fasse en débat et entre les gens et qu'il y a un certain nombre d'analyses qui vont se faire, j'imagine.

**Mme Duplé:** Je veux bien, mais 365 jours pour discuter autour de l'idée, comment désignons-nous le chef de l'État? Qui va remplacer le lieutenant-gouverneur? Il me semble que ce n'est pas si loin que ça.

**M. Gauthrin:** Non, madame. Le rôle du chef de l'État, la question de fond ce n'est pas ça.

**Mme Duplé:** Oui, bien justement, son rôle.

**M. Gauthrin:** Est-ce que le chef de l'État va gouverner ou est-ce que le chef de l'État va strictement être... Ça, c'est une question de fond, d'après moi.

**Mme Duplé:** Mais dans ma proposition, moi je propose justement de bousculer le moins possible l'ordre actuel. Celui que l'on peut sauvegarder tout en conciliant justement cette oeuvre conservatrice avec les exigences requises pour la situation nouvelle, ça devrait être fait. Alors, à mon sens, si l'on veut procéder vite et

correctement, on remet à plus tard les bouleversements de fond en comble. Si l'on doit procéder dans l'espace d'un an, et on sera obligé de le faire ou alors il va falloir modifier la loi 150. Et je me demande si vraiment c'est souhaitable parce que ça reviendrait à allonger la période d'instabilité.

**M. Gauthrin:** Je suis d'accord avec vous. Je n'ai pas voulu entrer sur le débat...

**Mme Duplé:** Ou alors, monsieur, devant un référendum positif, il ne reste plus qu'à se croiser les bras et voir tout tomber. C'est ça. Alors, donc, il faut faire quelque chose et puis il faut essayer de le faire au meilleur des intérêts du Québec et c'est à ça qu'il faudrait consacrer toute notre énergie, même si on n'a pas été d'accord avec l'accession du Québec à la souveraineté, je pense qu'il va falloir se rallier. Ceux qui ne seront pas d'accord devront se rallier parce que la survie du Québec dépendra de la cohésion nationale. Et cette cohésion nationale...

**M. Gauthrin:** Qu'est-ce que vous voulez dire par la survie du Québec, madame?

**Mme Duplé:** La survie du Québec, je pense...

**M. Gauthrin:** Ça veut dire quoi pour vous?

**Mme Duplé:** ...en tant que communauté politique structurée.

**M. Gauthrin:** Dans quel sens?

**Mme Duplé:** Je me demande comment le Québec... Mais j'outrepasse les limites de mon intervention. Je me demande de quoi auraient l'air les Québécois, après avoir voté oui pour l'accession à la souveraineté, s'ils ne faisaient rien pour concrétiser leur volonté. Alors là, vraiment, je pense que...

**M. Gauthrin:** Bien, ils peuvent avoir voté oui et après changer d'idée et voter non. J'imagine que ça se change, les idées.

**Mme Duplé:** Ah! Évidemment, c'est possible.

**M. Gauthrin:** Ou bien, à l'heure actuelle, pour vous...

**Mme Duplé:** Ah oui, c'est possible.

**M. Gauthrin:** ...c'est une chose qui est absolument gelée...

**Mme Duplé:** Ah, monsieur!

**M. Gauthrin:** ...et on ne respecte pas la démocratie, peut-être.

**Mme Duplé:** Monsieur, c'est tout à fait possible, mais c'est une éventualité que je n'ai même pas eu l'idée d'examiner, voyez-vous. Alors, mon témoignage ne porte pas là-dessus. Je dois être...

**M. Gauthrin:** Ah bon! Alors, je n'ai pas d'autre question.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** En fait, je reviens un peu à l'idée que j'exprimais ce matin avec M. Jacques-Yvan Morin, sur la même question. La loi 150 prévoit donc un référendum sur la souveraineté au plus tard en octobre 1992 et, un an plus tard, jour pour jour, la souveraineté devient effective. C'est l'accession réelle du Québec à la souveraineté. C'est ça, le scénario du projet de loi 150. Évidemment, en devenant souverain, je ne reviens pas sur votre texte qui est tout à fait limpide à ce sujet-là, il faut que le Québec soit doté d'une loi fondamentale, d'une constitution, forcément. Mais effectivement, je rejoins le député de Verdun sous certains aspects dans le sens où c'est une chose que de voter oui à la souveraineté, de vouloir que le Québec devienne souverain et ça en est une autre d'adopter la constitution de ce nouveau pays, de ce nouvel État souverain. Ce sont deux choses distinctes. Par exemple, on peut être d'accord avec l'accession du Québec à la souveraineté, c'est mon cas depuis longtemps, mais par contre, ne pas être d'accord avec l'instauration, par exemple, d'un régime présidentiel. Moi, je suis plutôt de votre avis. Moi, je suis d'accord pour maintenir le parlementarisme tel qu'il existe et tel qu'il fonctionne depuis 200 ans, on en célèbre le bicentenaire aujourd'hui; je suis d'accord avec le maintien du régime parlementaire, mais par contre, je conçois très bien que des Québécois puissent être d'accord avec la souveraineté du Québec mais souhaiter un régime présidentiel. Et donc, par conséquent, ils pourraient voter oui à la souveraineté puis après ça, on leur présenterait une constitution dans laquelle on aurait convenu qu'il soit présidentiel et là, il pourrait y avoir une majorité de Québécois qui dit: Non, non, non, non. Ce n'est pas ça qu'on veut. On veut le maintien du régime parlementaire. Et là, on se retrouverait devant un vacuum et on serait obligé de retarder l'accession du Québec à la souveraineté.

Ce qui fait que je me demande si l'idée qui, de plus en plus discutée, d'une constitution provisoire, ne serait pas la bonne solution, c'est-à-dire que, à la fois sur le plan des institutions et sur le plan du droit, on consacrerait, d'une certaine façon, par une loi votée à l'Assemblée nationale, les faits acquis, la réalité telle qu'elle est et que, si c'est oui pour la souveraineté, donc, à ce moment-là, ça

voudrait dire que le Québec, sur le plan des institutions, il n'y aurait pas beaucoup de changement, c'est le parlementarisme tel qu'il fonctionne, ce sont les tribunaux tels qu'on les retrouve présentement. Il y aura un changement à faire au niveau du chef de l'État mais qui ne serait pas considérable et puis sur le plan du droit aussi, c'est la consécration des droits linguistiques, des droits fondamentaux.

Pour ce qui est des autochtones, on pourrait tout simplement dire: Bien, il n'y a pas de diminution de droit. Ce qui leur est acquis dans la Constitution canadienne, actuellement, leur est garanti dans un Québec souverain, quitte à approfondir et par la négociation à élargir ces droits-là, mais les assurer qu'il n'y a pas de réduction de leurs droits. Et puis, à ce moment-là, dire aux Québécois: Voilà, là, vous vous prononcez sur la souveraineté, si c'est oui, c'est évident qu'il y a toutes sortes de négociations qui s'enclenchent sur le partage des actifs et des dettes. Bon, il y a une foule de négociations, les transferts de compétences, de pouvoirs; l'année va être chargée. L'année qui suit le référendum va être très chargée. Par conséquent, sur le plan constitutionnel, on vous dit, on dit aux Québécois: On maintient les choses telles qu'elles existent. Une fois le Québec souverain, on enclenchera un processus constitutionnel pour nous conduire à une constitution permanente qui sera adoptée, évidemment, par voie de référendum par les Québécois. Ne croyez-vous pas que, de cette façon-là, on évite le vacuum et on évite d'être obligé aussi de retarder la date d'accession réelle à la souveraineté?

**Mme Duplé:** Je dois dire que l'idée d'une constitution permanente, on n'a peut-être pas la même conception du terme permanent. Une constitution c'est fait pour durer, bien sûr, mais ce n'est pas fait pour être coulé dans le béton. C'est fait pour être changé.

**M. Brassard:** Non, non. C'est sûr qu'il y a une formule d'amendement, c'est bien évident.

**Mme Duplé:** Alors, quand j'ai parlé d'une constitution de l'État du Québec, c'est de la constitution fondatrice de l'État du Québec. Et si, justement, j'ai eu cette approche qui en a fait sursauter certains, c'est que je la propose, cette approche-là au peuple québécois. Mais ça revient au même de dire: C'est une constitution provisoire, parce que je propose, moi, de remettre en question quelque temps plus tard, si vous voulez, les principes selon lesquels nous vivons. Par exemple, le régime parlementaire, moi, je n'ai aucun attachement particulier au régime parlementaire que je crois à certains égards – et ça, c'est une discussion en soi – que c'est un régime qui marchait bien au XIXe siècle mais, au XXe, il y a peut-être des correctifs à lui apporter, vous savez. Ça, c'est un autre débat. L'idée

d'une constitution provisoire, je comprends très bien son utilité. Effectivement, elle assurerait... Cette constitution va instituer des règles juridiques qui vont prévaloir jusqu'à ce que la constitution définitive soit acceptée. Je n'y vois aucun inconvénient. Au contraire, je ne vois que des avantages. C'est évident, oui. Alors, mais cette période transitoire d'une année consisterait à faire un peu ce que j'ai dit: mettre des principes premiers, ceux qui sont vraiment indispensables. On ne peut pas s'en passer. On les met dans la constitution écrite. On dit: Voici... Que vous disiez: Ils sont provisoires, ils sont là provisoirement jusqu'à ce que vous les ayez acceptés, c'est différer le processus d'acceptation par le peuple.

**M. Brassard:** Oui, oui.

**Mme Duplé:** C'est tout. Alors, vous la proposeriez peut-être en même temps que la question référendaire? Est-ce que c'est ça?

**M. Brassard:** C'était la suggestion que M. Morin faisait.

**Mme Duplé:** Ce n'est pas mauvais. C'est très bien.

**M. Brassard:** Jacques-Yvan Morin disait ce matin: Il serait préférable qu'au moment du référendum, les Québécois en choisissant, en faisant leur choix, sachent de façon assez précise quelle sera la configuration constitutionnelle du futur Québec souverain. Que l'Assemblée nationale ait, d'une certaine façon, travaillé là-dessus et proposé, dessiné un peu la constitution du Québec souverain et qu'en faisant leur choix, ils sachent où ils s'en vont. Par exemple, les droits. Il donnait l'exemple des droits des minorités.

**Mme Duplé:** Oui.

**M. Brassard:** Il serait important selon lui que, non seulement sur les institutions, le parlementarisme, on dise: Ça va être le parlementarisme qui va continuer de fonctionner mais que, sur la question des droits, les Québécois en se prononçant sachent vraiment à quoi s'en tenir, que les droits historiques de la minorité anglophone seront garantis, protégés. Un certain nombre de choses comme ça, qu'on retrouve dans votre document, mais il suggérait que ce soit fait avant le référendum et non pas après.

**Mme Duplé:** Moi, je vois un inconvénient, voyez-vous. C'est qu'il est difficile de préparer deux constitutions dans un contexte où, précisément, on va parler de référendum, où la discussion va être axée sur l'accession...

**M. Brassard:** Le statut.

**Mme Duplé:** Voilà. Alors, c'est vraiment un peu mêler les cartes. On manque un peu de cœur quand on n'a pas envie de répondre oui à la question de la souveraineté pour préparer une constitution. D'un autre côté, on en a peut-être trop pour être tout à fait... Je ne sais pas. Il y a quelque chose là...

**M. Brassard:** Ça risquerait d'embrouiller.  
(17 heures)

**Mme Duplé:** Moi, je trouve que ça risquerait d'embrouiller. D'un autre côté, il va falloir trouver quelque chose, une solution. Parce que vous avez raison, je crois que si certains Québécois étaient persuadés que le droit futur, si vous voulez, de l'État québécois garantissait l'existence de certaines règles fondamentales, ça déterminerait peut-être leur choix. Peut-être pas, remarquez. Mais c'est ça, évidemment, l'ambiguïté. Il va falloir décider de ces questions, mais je trouve que c'est mettre la charrue devant les boeufs que de prévoir l'existence d'une constitution qui va être en vigueur au jour J, quoi. Mais je crois que, pendant la période d'une année, on a suffisamment de temps pour prévoir que, dans la constitution, on va opter provisoirement... Parce que, pour moi, le choix du régime parlementaire n'est pas coulé dans le béton. Je renvoie à quelques années plus tard, quand tout sera bien stabilisé, bien rodé, qu'on n'y pensera plus, vous savez, à...

**M. Brassard:** La reprise du débat là-dessus.

**Mme Duplé:** Voilà! Voilà! Et alors, là, une reprise du débat qui sera fondamentale, et qui pourra se tenir avec d'autant plus de vigueur qu'on sera vraiment axé sur ces choix indépendants du principe, de l'idée même de souveraineté. Alors, les deux approches ont un avantage. C'est indéniable.

**M. Brassard:** Je voulais juste dire également que, quant à moi, je suis pleinement d'accord aussi – et vous rejoignez là-dessus Jacques-Yvan Morin – que l'avenue d'une assemblée constituante n'est pas la meilleure, n'est pas souhaitable.

**Mme Duplé:** Ah non!

**M. Brassard:** Ça revient vraiment à l'Assemblée nationale et aux élus d'accomplir cette tâche-là.

**Mme Duplé:** Oui, oui. Ce sera votre responsabilité et je pense que personne mieux que vous n'est susceptible de l'accomplir adéquatement, parce que vous avez les pieds dans la société, je crois – j'espère du moins, j'en suis convaincue – et, par conséquent, vous savez ce que vous êtes en mesure de proposer, parce que c'est concrètement possible, si vous voulez. Ça, c'est

très important. Ce n'est pas si facile que ça d'être constitutionnaliste, hein? Je vous le dis et vous le savez, je pense. Et vous savez aussi très bien qu'il y a des choses qui seraient... Si vous interrogez les gens, ils vont vous dire: Ah! C'est bien, ça, c'est bien. Mais, finalement, vous savez très bien que ce n'est pas possible. Vous le savez au fond de vous-mêmes. Donc, personne mieux que vous n'est capable de rédiger une constitution. Mais, moi, je vous en prie instamment, je vous en supplie: Ne vous mangez pas le nez devant la population, parce que vous allez faire en sorte que les gens ne sauront plus ce qui est bon et ce qui est mauvais. Il faut que vous tous, solidairement, vous proposiez quelque chose qui soit le reflet de votre consensus. C'est tout. Et il sera suivi de la population québécoise, j'en suis sûre, parce que vous aurez choisi le meilleur. J'en suis sûre aussi.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. Mme Duplé, je reviens encore sur le sujet de la constitution parce que je pense qu'il faudrait éclaircir un peu la situation.

**Mme Duplé:** Oui.

**M. Maciocia:** Je ne suis pas d'accord avec l'affirmation du député de Lac-Saint-Jean quand il dit que M. Jacques-Yvan Morin, a dit ce matin qu'on pouvait avoir, au même moment que la population aurait voté au référendum, une question aussi sur la constitution. Ce n'est absolument pas ça qu'il a dit, M. Morin. Il a dit, par exemple, c'est très important, qu'il fallait faire la constitution, dans laquelle il y aurait un projet de société, avant le référendum. Lui disait très clairement que la population doit connaître ce sur quoi elle va se prononcer. Et l'importance de le faire avant le référendum, c'était qu'il fallait absolument qu'au moment que la population puisse se prononcer il y ait la transparence la plus complète possible. Que la population puisse se prononcer sur un projet de société. Par conséquent, avant, on aurait pu faire même – en faisant ce projet de société et en mettant de l'avant ce projet de société par la constitution – un consensus encore plus large. Parce que, d'après lui, c'est encore très important qu'on puisse avoir un consensus très large au moment du référendum.

**Mme Duplé:** Oui.

**M. Maciocia:** Voilà la raison pour laquelle je voulais éclaircir – et je vais l'éclaircir avec vous – ce point-là. M. Morin, ce n'était pas absolument ça d'avoir deux questions dans la question référendaire. Celle pour se prononcer sur le référendum...

**Mme Duplé:** Non, j'ai bien compris.

**M. Maciocia:** ...et l'autre sur la constitution. Absolument pas. C'est faux. C'est que lui disait: Le projet de société, il faut l'éclaircir avant que la population ne se prononce. Par conséquent, sur ça, par exemple, j'aimerais connaître votre position, parce qu'en toute sincérité, moi, je suis très honnête avec vous, Mme Duplé, c'est que, comme je l'ai dit ce matin, pour moi, je préfère encore probablement un fédéralisme profondément renouvelé, parce que je pense que c'est encore l'avenue la plus sûre. Le chemin...

**Mme Duplé:** Oui, mais... Mais si vous...

**M. Maciocia:** Non, non, un instant, un instant! Un instant, un instant, un instant, je n'ai pas fini, si vous permettez. Parce que le député de Lac-Saint-Jean...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, s'il vous plaît!

**M. Maciocia:** ...a l'habitude d'interrompre chaque fois que quelqu'un n'est pas du même avis que lui.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, s'il vous plaît! Continuez votre intervention.

**M. Maciocia:** Alors, moi... M. le Président, vous allez rappeler le député de Lac-Saint-Jean à l'ordre...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, oui.

**M. Maciocia:** ...parce que c'est moi qui ai la parole.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, oui. Il vous laissait continuer. Allez-y.

**M. Maciocia:** Alors, Mme Duplé a dit qu'elle ne comprenait pas mes mots parce qu'il y avait beaucoup de bruit. Est-ce que c'est vrai, Mme Duplé?

**Mme Duplé:** Eh bien, ce n'est plus vrai maintenant, parce que ça avait...

**M. Maciocia:** C'est ça, voilà.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Maciocia:** Voilà, voilà.

**Mme Duplé:** Mais c'était vrai.

**M. Maciocia:** Mais c'était vrai.

**Mme Duplé:** Oui. Je voudrais vous dire que...

**M. Maciocia:** Alors, c'est dans le sens... Mes couleures, ce n'est pas parce qu'elles ne sont pas connues, elles sont très connues. Mais seulement, si demain ce n'est pas possible de faire un fédéralisme renouvelé, dans l'intérêt supérieur du Québec, il faut envisager la possibilité de la souveraineté du Québec. Et en envisageant la possibilité de la souveraineté du Québec, je pense qu'à ce moment-là je partage l'opinion de M. Jacques-Yvan Morin, dans le sens que le projet de société qui est relié à la constitution du Québec, on doit le connaître avant, de manière à ce qu'on puisse faire un consensus beaucoup plus large au moment où la population va se prononcer sur le référendum.

**Mme Duplé:** Alors moi, si je suis ici, c'est parce que j'ai postulé, j'ai fait cet exercice à partir d'un postulat. Il y a eu un référendum et il y a eu une réponse positive à la question de la souveraineté. Alors, bon. Maintenant, la proposition de M. Morin, de rendre clair le projet de société qui serait suivi de la société québécoise, d'un État du Québec, si vous voulez, à mon avis, ça n'équivaut pas à rédiger toute une constitution. Un projet de société. Qu'est-ce que ça veut dire ce terme-là, un projet de société? Je vais vous dire à quoi ça se résume à mon sens. Ça se résume à identifier les principes premiers avec lesquels nous vivons. Et que sont ces principes premiers? Le principe démocratique, le principe d'un gouvernement qui aura pour vocation le bien de la communauté, le bien des individus qui la composent. Un principe, le principe démocratique qui signifie que les gouvernants auront un pouvoir limité parce que c'est un pouvoir finalement qui va leur être reconnu par le véritable détenteur de la souveraineté, c'est-à-dire le peuple. Ça veut dire un pouvoir qui, parce que nous sommes en démocratie libérale et que nous pouvons l'affirmer, affirmer notre foi dans ces vertus, dans ces valeurs justement de la démocratie libérale, c'est-à-dire un pouvoir qui est respectueux des droits et des libertés individuelles, et par conséquent ça se résume à l'affirmation de ces valeurs-là.

Les modalités qui permettront de vivre selon ces principes, ce n'est pas un projet de société. C'est un agencement, justement, de ces principes-là. Or, la constitution englobe à la fois ces principes premiers et cet agencement.

**M. Maciocia:** Mais c'est dans ce sens-là que M. Morin disait qu'il fallait le faire avant.

**Mme Duplé:** Alors, c'est bien évident qu'on revient à l'idée de constitution provisoire. Mais l'idée de constitution provisoire, ça ne correspond pas nécessairement à l'idée d'une constitution qui est complètement rédigée et qui est complètement novatrice. On peut dire, par exemple: Nous allons maintenir le régime parlemen-

taire, nous allons maintenir le respect des droits et libertés de la personne, nous maintenons évidemment le principe démocratique par excellence, la preuve c'est que vous allez voter dans un référendum. On ne vous impose rien. On n'impose rien à personne, je l'espère, hein? Donc, on va voter. Il me semble que c'est ça le projet de société. Ce n'est pas un projet de société dans le détail. On a besoin de savoir que le Québec restera un État démocratique, respectueux des droits et libertés de la personne, respectueux des groupes de personnes qui composent la population – je pense aux droits des autochtones – respectueux des valeurs, justement, qui cimentent cette société, les valeurs démocratiques.

**M. Maciocia:** Mais c'est encore plus loin que ça, Mme Duplé.

**Mme Duplé:** Mais oui, mais ça là...

**M. Maciocia:** Même si on le résume à ça, est-ce que, d'après vous, ce débat on devrait le faire avant ou après le référendum?

**Mme Duplé:** Mais je ne vois pas comment on peut le tenir avant, dans un contexte où, justement, la réponse à la question ne sera même pas apportée. Pensez-vous que ce soit réaliste? Moi, je ne sais pas là, réellement. Je me pose la question moi-même, d'accord? Je vais éliminer le vous. Je ne pense pas que ce soit réaliste de croire que, dans la période qui va précéder le référendum, période dans laquelle tout va être axé sur: "Est-ce qu'on répond oui?" ou "Est-ce qu'on répond non?" Avec toutes les perturbations, toutes les interventions qui vont avoir lieu, eh bien, je ne pense pas que ce soit la période pendant laquelle nous allons pouvoir élaborer une constitution. Or, c'est ça, dans l'acception du terme "projet de société" à quoi vous référez. Vous référez à une constitution...

**M. Maciocia:** Oui, oui. Mais, Mme Duplé...

**Mme Duplé:** ...provisoire peut-être, mais une constitution quand même...

**M. Maciocia:** Mais Mme Duplé, est-ce que, d'après vous, la population, elle ne devrait pas savoir où elle s'en va, avant qu'elle se prononce sur un certain...

**Mme Duplé:** Puis alors, il me semble qu'il est très simple et c'est pour ça... Vous disiez que vous parliez de projet de société très détaillé. Parce que moi, je pense que si on dit aux Québécois: Eh bien, vous avez à vous prononcer pour la souveraineté ou contre; si vous vous prononcez pour, ce sera la continuité dans le respect des valeurs qui sont les nôtres à l'heure actuelle, hein? Je ne vois vraiment pas en quoi on tromperait les Québécois. Je ne sais pas. Si

vous voulez établir une constitution avant le référendum, mais écoutez donc! Ça ne s'est jamais passé comme ça dans le monde!

**M. Maciocia:** Si je comprends bien, vous n'êtes pas d'accord qu'on puisse avoir...

**Mme Duplé:** Ce n'est pas que je ne sois pas d'accord, monsieur. C'est que je crois que c'est impossible, c'est irréaliste.

**M. Maciocia:** C'est ça.

**Mme Duplé:** C'est irréaliste.

**M. Maciocia:** C'est ça. Parfait. Parfait. Non, mais c'est...

**Mme Duplé:** Mais je crois qu'effectivement les Québécois et les Québécoises doivent savoir où ils s'en vont, et s'ils doivent savoir où ils s'en vont, je crois que nous pouvons leur envoyer des messages clairs.

**M. Maciocia:** C'est dans ce sens-là que je voulais avoir votre réponse...

**Mme Duplé:** Oui. Oui.

**M. Maciocia:** ...Mme Duplé, vous dites que c'est irréaliste, que c'est impensable de faire une constitution avant que la population puisse se prononcer par référendum.

**Mme Duplé:** Mais je crois que nous pouvons, après le référendum, élaborer une constitution...

**M. Maciocia:** Élaborer une constitution.

**Mme Duplé:** ...qui sera moins parfaite que ce que nous aimerions faire, parce que nous allons avoir un délai d'un an...

**M. Maciocia:** C'est ça.

**Mme Duplé:** C'est... Enfin, c'est tout. Je me...

**M. Maciocia:** Oui, mais même sur ça...

**Mme Duplé:** C'est hypothétique, hein?

**M. Maciocia:** Même sur ça, Mme Duplé, même sur ça, je dois dire, entre guillemets, que M. Morin ne partage pas votre opinion, quand lui, il dit que c'est complètement aberrant pour lui de faire voter la population et non avant, puis la mettre en vigueur, cette souveraineté, un an après. D'après lui, il dit que l'incertitude, puis l'acrimonie qu'il peut y avoir pendant ce temps-là, ce serait complet... Elle doit être la moins longue possible, la période de transition entre le moment du oui et le moment de la

réalisation et de la mise en vigueur de la... Et lui parlait quasiment de quelques semaines ou quelques mois, même pas la question d'un an. Il a dit qu'il n'était complètement pas d'accord sur la question qu'il y ait une année qui passe entre le moment du oui et le moment de la mise en vigueur de la souveraineté.

**Mme Duplé:** Moi, je vais vous dire que...

**M. Maciocia:** Moi, je...

**Mme Duplé:** ...j'ai postulé que l'on ne modifiait pas la loi 150, parce que si on commence à la tripoter, bien alors, ça veut dire qu'on peut changer aussi autre chose.

**M. Maciocia:** Très bien. Non, mais...

**Mme Duplé:** Et ça faisait partie justement des...

**M. Maciocia:** Et c'est pour ça...

**Mme Duplé:** ...paramètres de ma réflexion; ça, on n'y touchait pas. Alors...

**M. Maciocia:** Et c'est pour ça, c'est dans ce sens-là, Mme Duplé, c'est que nous, on dit de ce côté ici, qu'il faut approfondir encore plus le sujet. Il faut l'approfondir vraiment d'une manière concrète, d'une manière sûre, que la population, elle doit savoir vraiment dans quelle direction elle s'en va, avant qu'ils se prononcent sur elle, un projet de société ou sur le référendum. Nous, on dit qu'il faut éclaircir, parce que, comme on voit M. Morin, ce matin, il nous dit une chose; vous, vous nous en dites une autre. Et je le comprends, vous savez, vos prérogatives, vos raisons pour le dire: Lui, il a ses raisons. À nous, c'est très important, la commission, d'être renseignés un peu sur le tout, pour qu'à la fin on puisse faire un choix, nous, en tant qu'élus...

**Mme Duplé:** Oui...

**M. Maciocia:** ...très, très réalistes et, en même temps, proposer à la population un choix très réaliste. C'est dans ce sens-là que je voulais...

**Mme Duplé:** Mais, ni M. Morin ni moi-même ne pouvons proposer des choix qui soient certains...

**M. Maciocia:** Non, non. C'est ça.

**Mme Duplé:** Notre perception, elle est ce qu'elle vaut, parce que, autant nous pouvons avoir un raisonnement à peu près certain en droit, autant dans l'approche que nous pouvons avoir de ces phénomènes qui sont tellement

difficiles à percevoir, nous pouvons être d'avis différent.

**M. Maciocia:** M. le Président, j'aurais une autre question pour Mme Duplé.

**Mme Duplé:** Oui.

**M. Maciocia:** Dans votre texte, aux pages 2 et 3, vous exprimez l'avis qu'un vote majoritaire...

**Mme Duplé:** Oui...

**M. Maciocia:** ...suffirait pour exprimer la volonté québécoise de fonder l'État du Québec, mais cependant vous notez qu'afin de démontrer la légitimité de la démarche et de favoriser la reconnaissance internationale et celle du Canada, il serait préférable d'avoir une majorité plus forte.

(17 h 15)

**Mme Duplé:** Oui.

**M. Maciocia:** Ma question est celle-ci: D'après vous ce serait quel pourcentage une majorité beaucoup plus forte? Quel pourcentage on devrait avoir au référendum, à ce moment-là, pour avoir une majorité, forte, claire, pour qu'on puisse avoir le consensus et la cohésion qu'on disait, pour avoir plus facilement une reconnaissance au niveau international, et aussi vis-à-vis du Canada? Parce que, s'il y a d'après moi, 75 % ou 70 % des Québécois qui se prononcent en faveur de la souveraineté, je pense que c'est beaucoup plus fort, comme vous dites que 51 % ou de 50 % plus une voix, à moins que je vous comprenne d'une manière...

**Mme Duplé:** Oui, non, c'est tout à fait ça. Je dis que pour le reste du Canada et pour les autres États, évidemment, la décision des Québécois et des Québécoises sera d'autant plus, pour ainsi dire, attribuée, si vous voulez, au peuple québécois qu'elle manifestera une cohésion très solide. Mais c'est cette même idée que je vais avancer pour répondre à votre question, parce qu'il n'y pas de recette miracle. Il n'y a pas de pourcentage miracle. Tout va dépendre, même avec 50 % plus une voix, tout va dépendre de l'attitude au lendemain du référendum. Si le peuple québécois se range, joue le jeu de la majorité, de la loi de la majorité, et se range – tout le monde comme une seule personne – derrière cette décision pour faire front et se retrousser les manches et agir, ce sera perçu comme une décision de la majorité, et ce sera perçu comme le reflet d'une décision du peuple québécois. Mais s'il y a des tiraillements – c'est ce qui pourrait se produire avec 50 % plus une voix, c'est bien évident – plus il y aura de tiraillements à l'intérieur de la société québécoise, et moins la légitimité de la décision de faire



la souveraineté sera évidente pour les autres gouvernements. Il n'y a pas de recette. Si je vous disais 60 %, je parlerais vraiment sur aucune base. Qu'est-ce qui me permettrait de dire que c'est 60 % ou 62 % ou 55 %? Pas du tout! Parce que si à 60 % il y a 40 % de Québécois qui tiraillent dans les coins, ça n'ira pas bien.

**M. Maciocia:** Oh, ça c'est clair.

**Mme Duplé:** Mais il pourrait y avoir 50 % plus une voix, où personne ne tiraille et tout ira très bien.

**M. Maciocia:** Non, ça c'est clair. Je le comprends très bien. Seulement que s'il y en a 70 %, par exemple...

**Mme Duplé:** Ah!

**M. Maciocia:** ...on a seulement 30 % qui peuvent tirailler. Tandis qu'à 50 %, il y en a 50 %... On a moins de chance d'avoir des tiraillements avec 60 % ou 70 % de vote...

**Mme Duplé:** Oui! mais...

**M. Maciocia:** ...qu'avec 50 %. C'est seulement dans ce sens-là.

**Mme Duplé:** Oui! c'est ça, peut-être! Mais c'est un ordre d'idées.

**M. Maciocia:** Est-ce que, d'après vous, le gouvernement du Québec, avant d'aller à un référendum sur la souveraineté, devrait se poser la question et être sûr, d'une certaine manière, que ce référendum, il va le gagner?

**Mme Duplé:** Ah, ça. Ça, ma réponse elle est claire là-dessus. Je pense que oui, vraiment. D'abord il s'est engagé à faire un référendum, la loi 150 est là...

**M. Maciocia:** C'est ça.

**Mme Duplé:** ...et j'ai raisonné en fonction de l'existence de cette loi 150 jusqu'au bout. D'accord? Bon. Si cette loi demeure, comme elle devrait demeurer, parce qu'elle est là et que le peuple québécois a des attentes envers cette loi maintenant; je pense que, effectivement, faire un référendum – il a déjà le doigt dans l'engrenage – alors que, par exemple, on serait sûr de le perdre, à mon avis, ce serait assez catastrophique.

**M. Maciocia:** C'est ça.

**Mme Duplé:** Mais, est-ce que ça n'est pas un peu inévitable? C'est trop tard.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** Merci, M. le Président. Je pense que nous ne partons pas de rien puisque notre passé parlementaire bicentenaire est quand même garant de nos choix dans un Québec souverain. En effet, je pense que personne autour de cette table, qu'on soit dans un Québec souverain ou non, ne met en doute l'importance d'un système démocratique, du pouvoir du peuple pour voter. Personne autour de cette table ne remet en cause la Charte des droits et libertés du Québec. Personne autour de cette table ne remet en cause les droits de la minorité anglophone ou les droits des autochtones ou les droits de minorités.

Donc, vous nous avez dit que la constitution devait être synthétique, claire, précise, et partir des bases que nous avons déjà. Donc nous ne partons pas du néant, du vide.

Dans votre mémoire, à la page 14, vous mentionnez: "Tous les partis représentés à l'Assemblée nationale devraient avoir, proportionnellement à l'importance de leur représentation, la possibilité de participer à l'élaboration du projet de constitution, lequel devrait faire l'objet d'un consensus avant d'être soumis au référendum." Et ce matin, M. Morin nous disait qu'en fait, une constitution devrait avoir environ une centaine d'articles, que ça ne devait pas être exhaustif. Nous en avons eu le plus bel exemple au cours des derniers mois, que ce n'est pas seulement un vœu pieux, ce que vous souhaitez, à la page 14. C'est quelque chose de possible et de réalisable puisque, au cours des quatre derniers mois, les parlementaires québécois représentant différents partis, différentes tendances, se sont assis à la même table en sous-commission, cinq parlementaires ministériels, deux parlementaires de l'Opposition officielle, un parlementaire indépendant. Durant quatre mois, nous avons fait l'étude de 3145 articles, plus 1015 amendements, donc pas seulement une centaine d'articles, c'est-à-dire de la réforme du Code civil qui touchait des sujets qui auraient pu amener des divergences majeures parce que cela touchait à des sujets parfois très nouveaux dans notre société, sur lesquels les points de vue sont très différents et très divergents et, malgré toutes ces différences, nous sommes arrivés dans un délai de quatre mois à passer – même moins de quatre mois – à travers ce code et à le voter par consensus, sans partisanerie. La constitution, ça fait beaucoup plus de temps que ça qu'on en parle, cher monsieur le député de Verdun. Donc, ce n'est pas quelque chose d'impossible. Puisque ce sont déjà des principes reconnus, c'est réalisable de passer de cette manière-là.

Donc, j'aimerais vous poser une question sur la clause dérogatoire. Vous en avez fait mention et j'aimerais vérifier avec vous si vous considérez que, sans cette clause dérogatoire, il

y aurait un risque que nous nous retrouvions dans une société plutôt gouvernée par les juges, un petit peu comme ça se produit aux États-Unis. Est-ce que vous avez des inquiétudes par rapport à ça? Et s'il y avait une clause dérogatoire, quelles devraient être les balises pour ne pas abuser de cette clause dérogatoire?

Mme Duplé: Alors, à propos du gouvernement des juges, du risque du gouvernement des juges, moi, je n'entretiens pas les craintes qu'entretiennent certains de mes collègues qui brandissent le spectre, effectivement, américain, parce que je crois que nous ne sommes pas une société qui tolérerait une telle attitude judiciaire. Nous avons été, nous avons, en quelque sorte, prospéré sur le plan juridique dans un contexte où de légalisme, vous savez, à outrance quelquefois, dont nous nous sommes plaints, à plusieurs reprises, nous avons trouvé que nos tribunaux avaient une attitude légaliste. Maintenant, avec les chartes, eh bien, on a peur de leur avoir donné un peu trop de pouvoir. Il faut quand même bien penser que ce qui est effrayant, c'est ce qui est nouveau, hein? Mais si l'on examine l'attitude des juges, notamment, actuellement, celle des juges de la Cour suprême – il faut présumer que les juges de la cour suprême québécoise seraient à peu près les mêmes, auraient la même attitude que les autres – si l'on examine l'attitude des juges de la Cour suprême à l'égard de la Charte canadienne, par exemple, il n'y a rien d'étonnant dans leur attitude; ils ne font que révéler ce que le constituant a inscrit dans les termes qu'il a utilisés. Ils n'exercent pas véritablement de pouvoir discrétionnaire aussi grand que celui qu'on leur attribue.

Dans le cas de l'article 1, il y a des balises qui ont été tracées par le constituant et dans l'arrêt Oakes, que tout le monde connaît – c'est pour ça que je me permets de le citer – qui a été le premier arrêt, pas le premier mais, enfin, le plus étoffé, si vous voulez, sur la question, ils n'ont fait que faire dire à l'article 1 ce que déjà, il disait. Logiquement, là, quelqu'un qui se serait appliqué à décortiquer la signification concrète de l'article 1 serait arrivé au même résultat. Il n'y a pas... Ils sont liés par une sorte de stare decisis, bien entendu.

D'ailleurs, il y a un problème. Il y a un autre problème. Celui-ci, on n'en a pas parlé. C'est que le stare decisis, c'est une institution qui est reliée à la "common law". Si nous rompons avec un système juridique qui, justement, est celui où la "common law" est la règle en matière de droit public, nous serons dans un contexte d'interprétation de la constitution, d'interprétation et, par conséquent, le stare decisis n'existe pas. Et parce que le stare decisis s'attache à la règle de "common law" et il en est un élément de formation parce qu'il permet de la perpétuer, cette règle de "common law". Dans un

système d'interprétation légal ou constitutionnel, l'interprète n'est que l'interprète du constituant. Ça veut dire qu'il peut s'être trompé autant que le tribunal inférieur, comprenez-vous, et par conséquent, il n'y a pas de stare decisis. Alors ça, c'est un peu embêtant parce que en matière constitutionnelle, il faut une certaine stabilité. J'imagine que la cour suprême québécoise aurait vite fait de se fabriquer une jurisprudence, tout simplement pour assurer la stabilité de la constitution. Et cette fabrication jurisprudentielle, à mon avis, sera circonscrite par les termes que l'on utilisera pour rédiger la constitution. C'est impensable de décrire une constitution en termes si vagues que même un tribunal ne s'y retrouverait pas. Ce qu'il faut, c'est écrire une constitution en mettant dans les termes, en chargeant les termes de la signification qu'on veut leur donner, il me semble. Ce n'est pas aux tribunaux de nous dire ce que veut dire la constitution, c'est à nous de leur dire ce que l'on veut qu'ils garantissent comme principes. Alors, je n'ai pas peur.

Maintenant, la clause de dérogation, pour en revenir à votre question relative à la clause de dérogation, je crois que si – je l'ai mentionné tout à l'heure – nous garantissons... On peut le faire dans la constitution québécoise aussi, dans la charte québécoise, dans la charte, pardon, que l'on va constitutionnaliser, on peut garantir un statut premier à la langue française, les droits linguistiques des francophones, langue de la majorité de la population, et aussi les droits des anglophones ainsi que les droits des autochtones.

Ceci étant dit, toutes les autres dispositions de la constitution s'interpréteront par rapport à ces règles-là qui ne seront pas des règles d'interprétation, parce qu'il ne faut pas jouer ce mauvais tour aux anglophones et aux autochtones. Il faut en faire réellement des règles de droit incluses dans la charte ou dans un titre à part. Une fois que ce sera fait, des dispositions de la charte s'interprétant les unes par rapport aux autres ou les dispositions de la charte s'interprétant à la lumière de d'autres dispositions de droit positif, il n'y a aucun problème pour supprimer la clause de dérogation. On peut la garder aussi, hein? On peut la garder aussi en la verrouillant avec une majorité qualifiée pour l'utiliser. Moi, j'aimerais mieux sa suppression mais je ne me bagarrerai pas longtemps si on met une clause de dérogation avec une majorité qualifiée parce que, pour moi, ça reviendra à dire aux tribunaux: Interprétez la disposition limitative que l'on va insérer dans la constitution, dans la charte constitutionnelle, à la lumière de l'existence d'une clause de dérogation dont on ne peut se servir qu'avec une majorité qualifiée. Vous comprenez?

Ce qui me répugne à l'heure actuelle, c'est de supprimer dans la Charte canadienne la clause de dérogation, parce que ça revient à jeter toute la jurisprudence qu'on a acquise si pénible-

ment relativement à l'article 1, d'accord? On commence à s'y retrouver assez bien maintenant. On sait le manipuler cet article 1. Et maintenant, on nous dit: On va supprimer la clause de dérogation et on va la jeter au panier. Alors là, cette clause imitative qu'est l'article 1, qui a été interprétée à la lumière de l'existence d'une clause de dérogation, cette interprétation ne vaut plus rien. On repart à zéro. Ça a été trop pénible pour faire ça. Mais dans une constitution québécoise qui serait carrément novatrice, je n'ai aucun inconvénient à effectuer une telle soustraction, enfin une telle suppression. Vous comprenez? Merci beaucoup.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Mme Duplé, merci pour votre exposé. Ça a bien été dans la compréhension de tout cela jusqu'à il y a à peu près 15, 20 minutes alors que vous nous dites qu'il n'y a pas d'indépendance, qu'il n'y a pas d'État souverain tant qu'on n'aura pas de constitution. Là, ça commence à m'inquiéter.

**Mme Duplé:** Non, non, je n'ai pas dit... Oui, c'est vrai, d'accord, oui.  
(17 h 30)

**M. LeSage:** Vous dites également qu'une constitution sert à expliciter l'État. On est d'accord et, selon vous, les règles doivent être claires, précises, accessibles. Tout le monde doit comprendre ça. Si nous étions sur une île du Pacifique ou dans la mer des Caraïbes alors que tout le monde parle la même langue, tout le monde a la même culture, on n'a pas de dette avec personne, sauf avec nous-mêmes. Je ne verrais pas grands problèmes. Mais, cette constitution qui sera présentée, est-ce que les autochtones vont la comprendre? Est-ce qu'ils seront d'accord avec ça? Est-ce qu'ils ne se sentiront pas bafoués? Là, je pense au niveau international. Quelle serait la perception de cela? Mais, encore plus, pendant qu'on va tenter de négocier le transfert ou notre partage de la dette, ça se fait dans un an, ça aussi. Ça devrait. Parce qu'il va falloir aussi négocier le territoire. On ne peut pas mettre demain matin dans une constitution ce qu'est le territoire du Québec. On sait, par exemple, que dans le golfe, ce n'est pas clair. On sait que nous n'avons pas d'accès à la mer par le nord. Alors, il va falloir le négocier. Et pendant ce temps-là, on écrit notre constitution ou quelqu'un se met à l'écrire sans savoir trop où on va, sans savoir trop si les autochtones vont accepter ça. Ça me semble... Vous dites que c'est un délai court, 365 jours. Ça commence à me sembler quasiment impossible.

**Mme Duplé:** D'abord qu'un État n'existe pas sans constitution, ça, c'est certain. C'est certain pour la bonne raison qu'il peut y avoir, si vous

voulez, un pouvoir politique qui s'exerce avec efficacité sur un territoire et sur une population...

**Une voix:** Si vous voulez attendre.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**Mme Duplé:** ...mais, il est absolument évident qu'il y a une constitution, qu'elle soit écrite ou non écrite. Ça, c'est évident. N'est-ce pas? Je n'ai pas dit qu'elle devait être écrite, mais je crois que pour qu'une constitution soit véritablement fondatrice d'un État, il est de loin préférable, pour justement que les règles du jeu soient claires, d'écrire la constitution. Maintenant, on peut l'écrire un peu comme les enfants bâtissent avec des Lego, vous savez. C'est-à-dire qu'à un moment donné, on prévoit que des lois connexes vont compléter.

Bon. Ceci étant dit, vous soulevez le problème de l'acquiescement des autochtones à la constitution. Et vous soulevez le problème de la délimitation du territoire. Je vais commencer par le territoire.

Le territoire? Il ne peut pas y avoir d'État du Québec sans territoire, sans territoire québécois. C'est impossible, parce qu'il faut qu'il y ait un pouvoir effectif, un pouvoir politique et juridique qui se fasse sentir sur un espace géographique délimité. Il y a donc implicitement, derrière la démarche qui vise à acquérir la souveraineté et à la rendre effective, une démarche revendicatrice à l'égard d'un territoire que le peuple québécois revendique comme étant le sien. Et c'est cette revendication qu'il inscrirait dans la constitution. Il mentionnerait simplement qu'il revendique ses droits. Il a le pouvoir, il prétend exercer le pouvoir sur ce territoire. L'effectivité de ce pouvoir, c'est une autre chose. D'accord? C'est une autre chose. Que nous soyons perdus dans des revendications et des contestations sempiternelles relativement à ce territoire, c'est une autre chose. D'accord? Ça peut, effectivement, être sujet de bien des discussions et de bien des contestations.

Passons maintenant aux droits des autochtones. C'est clair que si les autochtones attendent qu'au lendemain de l'accession du Québec à la souveraineté, c'est-à-dire que dans la constitution québécoise, la première constitution québécoise, il y a l'exposé complet de leurs droits tels qu'ils les conçoivent, bien là, ils ne peuvent pas accepter la constitution pour la bonne raison qu'on n'aura jamais le temps de s'entendre sur ces droits. Mais de la même façon, si le Québec, après avoir voté oui au référendum, attend que ses droits soient définis pour proclamer que l'État québécois est né, eh bien, on peut différer ça de 10 bonnes années au minimum. D'accord?

Enfin, je ne vois pas ça vraiment pour demain. En conséquence, je crois que nous pourrions, éventuellement, si effectivement le ré-

référendum a lieu et s'il y a une réponse positive à ce référendum, c'est toujours des si, et qu'il faille faire face à la nécessité d'écrire une constitution, il n'y a rien qui s'opposerait à ce que l'on reproduise, finalement, ce qui se passe déjà à l'heure actuelle dans la Constitution fédérale, où l'on fait référence aux droits des autochtones, aux droits territoriaux et issus de traités des autochtones, droits à être précisés dans le cas de négociations subséquentes. Ça, je pense que ça serait essentiel qu'on le fasse. Ça, vraiment, je pense que ça ne serait pas très correct qu'on fasse autrement. Ça ne serait pas correct du tout. Il n'y a même pas de nuance.

**M. LeSage:** Supposons qu'on laisse de côté, Mme Duplé, le dossier des autochtones pour 10 ans, ou qu'on prenne la Constitution canadienne et qu'on la réécrive dans la constitution québécoise. Vous nous avez dit, cet après-midi, qu'il faut se méfier des gens, ou des élus, qui seront là après la souveraineté, après l'indépendance. Alors, il faut que tout soit bien établi au préalable. Comment conciliez-vous ces propos avec le fait qu'on va demander aux Québécois et aux Québécoises de se prononcer pour la souveraineté sans savoir de quelle façon elle va être gérée, en vertu d'une constitution qu'ils ne connaîtront pas encore?

**Mme Duplé:** C'est la question qui m'a été posée tout à l'heure. Je pense que, entre les modalités d'application des principes et les valeurs premières en question, il est possible de faire la part. Je crois que les Québécois devraient effectivement savoir que, si jamais ils optaient pour la souveraineté, l'État du Québec serait un État qui se réclamerait de la démocratie libérale et qui respecterait les droits et libertés des individus. Lesquels incluraient les droits des autochtones tels que définis, lesquels incluraient les droits de la minorité linguistique anglophone et les droits de la majorité linguistique francophone. Je disais que rédiger une constitution ce n'est pas seulement répartir des organes et prévoir leur existence et régler leurs rapports. C'est aussi inscrire dans la constitution l'idée de droit. Et là voilà cette idée de droit qui concentre en elle-même tout projet de société. Pour nous, l'idée de droit, elle n'est pas difficile à trouver. C'est celle qui nous régit actuellement. C'est celle en laquelle nous croyons. C'est la démocratie. Au-delà de ce principe-là, ce sont des modalités d'application, des façons de vivre le principe démocratique. Qu'on le vive selon le principe parlementaire tel que nous le connaissons, en enlevant la reine pour la remplacer par... Écoutez, on peut prendre le lieutenant-gouverneur actuel et lui demander s'il veut bien rester comme président de la république du Québec. Et ça ne changera rien du tout. On lui enlèvera quand même le pouvoir de

réserve, peut-être.

**Une voix:** Pas peut-être! Pas peut-être.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Duplé:** Ça coule de source.

**Une voix:** Sûrement!

**Mme Duplé:** Mais il y aurait très peu de mutations à opérer finalement. D'accord? Et les Québécois connaîtraient parfaitement le projet de société qui est en jeu, lorsqu'ils voteraient. Pour moi, c'est ça l'essentiel. Parce que si l'on attend encore une fois, si on s'attend à ce que... Il y a quelque chose d'irréaliste à penser à un référendum qui aura lieu en octobre prochain, au plus tard, et d'ici là, rédiger une constitution provisoire. Mais qui va rédiger cette constitution provisoire? Certainement pas le gouvernement actuel qui est occupé à bien autre chose. L'Opposition, peut-être? Mais ça serait le projet de constitution de l'Opposition. Il me semble qu'il y a quelque chose qui ne va pas au cœur de cette idée.

**M. LeSage:** Mme Duplé, il y a quelque chose que je ne comprends pas!

**Mme Duplé:** Oui.

**M. LeSage:** Et je veux comprendre, je suis ici pour ça. Parce que j'ai des commettants et puis il faut que je leur parle. Il semble que ce n'est pas important, la constitution d'un côté, mais il semble que c'est bien important de l'autre.

**Mme Duplé:** Je n'ai pas dit que ce n'était pas important.

**M. LeSage:** Je vais vous poser une question, Mme Duplé.

**Mme Duplé:** Oui.

**M. LeSage:** Selon vous, est-ce que les Québécois et les Québécoises, au moment où on se parle, aujourd'hui, sont en connaissance de cause pour voter sur un référendum sur la souveraineté?

**Mme Duplé:** Ah, bien là, c'est une autre question, monsieur. Ce n'est pas du tout une question à laquelle...

**M. LeSage:** Mis à part les transferts d'employés, mis à part tout ce qui a pu être discuté dans Bélanger-Campeau, avec la dette, tout le kit, mis à part tout ça.

**Mme Duplé:** C'est une autre question.

**M. LeSage:** Il semblerait que la constitution ça peut venir après. On peut avoir un ordre d'idées, un ordre de grandeur, mais ça viendra après qu'on aura voté sur, oui ou non, un référendum pour faire l'indépendance.

**Mme Duplé:** D'abord, ce n'est pas un ordre d'idées qui viendra postérieurement. C'est un ordre d'idées directeur. Ce n'est pas la même chose. Et de toute façon, je vais vous dire une chose, ce que je déplore le plus à l'heure actuelle, c'est précisément qu'il n'y ait pas débat. Et j'ai bien peur qu'il n'y en ait pas de débat, de véritable débat, et que les Québécois n'aient même pas le choix. Le voilà le problème. Mais c'est un tout autre problème que celui de décider et de parler de la constitution d'un Québec souverain. C'est un problème qui va nous conduire directement à choisir, justement, le bulletin que l'on va mettre dans la boîte de scrutin. C'est ça qui va nous obliger finalement à passer par là parce que, pour certains, ils ne pourront pas faire autrement. Voilà le problème.

Alors, moi, ce que je crois c'est que, effectivement, nous n'avons pas de débat. On n'aura peut-être même pas l'occasion d'avoir de débat sérieux sur cette question-là. Alors, on n'aura pas le choix. Le voilà, le problème. Mais ça, c'est un problème tout à fait marginal. Moi, j'ai commencé à essayer de répondre à partir du moment où j'ai supposé... C'est une supposition, sinon je ne serais pas venue devant cette commission. J'aurais pu rester chez moi.

**M. LeSage:** Une dernière question, M. le Président, si vous le permettez. Vous avez dit que la loi 150 elle est là, toute votre philosophie est basée sur la loi 150 telle qu'elle existe présentement.

**Mme Duplé:** Oui.

**M. LeSage:** Supposons qu'au printemps il y ait des offres fédérales acceptables.

**Mme Duplé:** Oui, oui.

**M. LeSage:** Et que l'on décide de faire un référendum sur ces offres, et qu'il soit remporté, je ne sais pas moi, 70 % des Québécois et des Québécoises disent oui... Est-ce que vous croyez qu'on va maintenir la loi 150, faire encore un référendum pour dire: Bien là, vous avez dit oui aux offres, voulez-vous dire oui à l'indépendance?

**Mme Duplé:** Eh bien, à ce compte-là, il faudra revenir et proposer une modification à la loi 150. Et ça, ça serait un autre débat. Ce n'est pas le mien. Moi, je suis professeur de droit constitutionnel et vous me demandez d'intervenir dans un domaine et de répondre à des questions

qui sont étrangères au débat actuel qui porte sur la constitution du Québec.

Mais, à mon avis, je vais vous dire que 70 % de réponses positives à des offres fédérales, quelles offres fédérales? On n'en a même pas encore! Ha, ha, ha! On n'en a même pas encore! Je ne sais pas. C'est ça qui m'inquiète, si vous voulez. Ce qui m'inquiète, ce n'est pas que l'on réponde oui, que le peuple québécois réponde oui à la question référendaire. Ce qui m'inquiète, c'est qu'il y ait toute une proportion de la population qui n'ait même pas le choix parce qu'il n'y aura pas d'offres peut-être, parce qu'il n'y en a pas pour l'instant. C'est tout!

**M. LeSage:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de... S'il vous plaît, s'il vous plaît. Alors, Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Je trouve que ces discussions sont intéressantes. Mais je me dis, quand on pose la question sur les autochtones qui pourraient ne pas être d'accord, par exemple, avec le projet de constitution d'un Québec souverain, que le Québec est complètement en désaccord avec la Constitution canadienne parce qu'on ne nous y a pas inclus, on n'a jamais signé quoi que ce soit, et puis on n'a jamais été en référendum là-dessus, mais sauf qu'elle s'applique à nous. Bon. Alors, la situation ne serait probablement pas pire le lendemain qu'elle ne l'est depuis déjà au moins presque 10 ans maintenant. Il faut au moins savoir ça.

D'autre part, ce matin, M. Morin disait, on a déjà des lois qui font en sorte que nous avons une forme de constitution québécoise.

**Mme Duplé:** Oui, bien sûr.

**Mme Marois:** Non pas dans la lettre, mais dans l'esprit.

**Mme Duplé:** Oui.

**Mme Marois:** Dans ce sens-là, ce ne serait pas l'insécurité et l'inquiétude au lendemain, me semble-t-il, d'un référendum où il n'y aurait pas déjà...

**Mme Duplé:** Tout à fait.

**Mme Marois:** ...ce projet de constitution écrite, parce que les lois qui nous gouvernent actuellement sont déjà des lois qui prévoient des règles en termes de reconnaissance de l'État de droit, la Charte des droits et libertés, le principe démocratique de participation du peuple à l'élection de ses dirigeants, etc.

**Mme Duplé:** Le régime électoral, la Loi sur l'Assemblée nationale...

**Mme Marois:** Voilà, le régime électoral.

**Mme Duplé:** ...la Loi sur le pouvoir exécutif, sur l'exécutif en le changeant un peu...

**Mme Marois:** C'est ça la distinction, l'indépendance du pouvoir judiciaire, bon.

**Mme Duplé:** La Loi sur les tribunaux judiciaires.

**Mme Marois:** Voilà. Donc, je me dis, on a déjà ces règles-là. Et ce serait dans le fond renier notre histoire, ce que l'on est, que de dire, il se passerait que tout ça devrait être effacé et gommé le lendemain. Bon. Alors, je me dis, il ne faut pas dans ce sens-là se faire des montagnes avec ce qui n'en est pas, même si les difficultés seront présentes et même si pour présenter une constitution bien articulée, qui soit à l'image de ce qu'on est et de ce qu'on veut être, cela exigera évidemment des efforts assez importants. Je suis d'accord avec vous.

Dans votre document, et c'est une question plus pointue, vous précisez, à la page 19, vous parlez du pouvoir de révision.

**Mme Duplé:** Oui.

**Mme Marois:** Vous dites qu'on devrait le comparer au pouvoir qui a constitué la constitution.

**Mme Duplé:** Oui.

**Mme Marois:** C'est ça. Donc, vous dites: "Il faut suivre la même logique initiale: les principes fondamentaux doivent être modifiés par celui qui doit en avoir la maîtrise directe, le peuple, par voie de référendum. Aucune raison valable ne s'oppose à ce que l'Assemblée législative puisse modifier les modalités d'application des principes directeurs en utilisant une procédure spécifique". (17 h 45)

Cela étant dit, qu'est-ce que vous soumettriez dans une constitution pour que ces éléments soient amendés? Qu'est-ce que vous soumettriez au peuple et les autres éléments que vous soumettriez, par exemple, à une majorité qualifiée? Est-ce que vous y avez réfléchi?

**Mme Duplé:** Oui. J'ai déjà fait la distinction dans une autre partie du texte beaucoup plus avant quand je parle de la constitution écrite et rigide, et à mon avis les règles fondamentales, celles qui établissent, par exemple, le principe démocratique, le vote au scrutin universel direct et égal, le principe du contrôle de la légalité, etc. Mais tout ça, là, pour moi ce sont des principes, la description du territoire...

**Mme Marois:** D'accord.

**Mme Duplé:** ...l'inaliabilité de ce territoire, bref, le principe de la souveraineté, là il va falloir choisir, je n'en ai pas parlé vraiment, souveraineté nationale ou souveraineté populaire.

**Mme Marois:** Oui, c'est intéressant comme...

**Mme Duplé:** Oui, moi, je vais vous dire, j'ai déjà choisi parce que je viens d'un pays qui a été victime, justement, d'une conception déviante de la souveraineté nationale. Ça a donné aussi les régimes qui reposent sur des philosophies communautaires, vous savez, où la nation est supérieure à l'individu. J'ai une peur horrible de ça mais avec d'autres garanties je pourrais vivre avec ça. Mais tous ces principes premiers, pour moi, ça devrait être assujéti au référendum. Il devrait y avoir...

**Mme Marois:** D'accord.

**Mme Duplé:** ...une initiative prévue, un droit d'initiative prévu, par exemple, sur proposition du gouvernement...

**Mme Marois:** Un peu semblable à la Suisse.

**Mme Duplé:** ...ou sur proposition d'une certaine proportion des députés...

**Mme Marois:** De citoyens.

**Mme Duplé:** ...ou un certain nombre, je ne sais pas, d'élus locaux, par exemple, peu importe. Ça, là-dessus, on peut aménager. C'est à nous de mieux coller à la réalité.

**Mme Marois:** Oui.

**Mme Duplé:** Mais toutes les lois de mise en application, par exemple après avoir dit que c'est le scrutin majoritaire, ça aussi, est-ce que c'est un principe premier ou pas? Est-ce qu'on en fait un principe essentiel à la stabilité du régime parlementaire, et alors on prévoit que c'est un scrutin uninominal à un tour...

**Mme Marois:** Un tour où...

**Mme Duplé:** ...si on en fait un principe premier, on l'inscrit dans le chapitre premier ou le chapitre préliminaire.

**Mme Marois:** Oui.

**Mme Duplé:** Si on en fait un principe auquel on ne tient pas tellement, on le renvoie dans les lois qui pourront être adoptées par l'Assemblée nationale pour, disons, concrétiser ces principes premiers.

**Mme Marois:** Oui.

**Mme Duplé:** Et ce sont ces lois auxquelles la constitution fait référence, et devrait faire référence, par exemple, les privilèges et immunités des parlementaires. Après avoir dit qu'ils bénéficient des privilèges qui sont destinés à assurer leur indépendance, est-ce que c'est nécessaire d'aller montrer quels sont tous leurs droits à l'intérieur de... non, pas dans la constitution, mais dans une loi qui est constitutionnelle?

**Mme Marois:** Non. C'est ça.

**Mme Duplé:** Et pour la modifier cette loi constitutionnelle, on devrait y mettre une procédure plus exigeante que pour les lois ordinaires, pour assurer, parce qu'elle serait constitutionnelle quand même...

**Mme Marois:** Oui.

**Mme Duplé:** ...pour assurer la suprématie quand même de cette constitution. Ce serait une difficulté de modification qui serait établie à des degrés divers, plus difficile à modifier pour les règles premières que pour les règles secondes, mais ce serait du même coup, disons cette possibilité d'assouplir en quelque sorte les règles d'application pour leur permettre de coller le plus possible à une réalité politique qui sera la réalité québécoise et qui peut changer quand même. C'est mouvant cela.

**Mme Marois:** Oui.

**Mme Duplé:** C'est quelque chose de vivant une constitution. Ça doit le rester.

**Mme Marois:** C'est ça, mais qui fait un peu référence à l'histoire et à l'évolution, évidemment...

**Mme Duplé:** Sauf qu'on ne change pas tellement d'âme, alors le principal, là, ça doit être difficile.

**Mme Marois:** C'est ça, un petit peu plus serré, donc.

**Mme Duplé:** Oui.

**Mme Marois:** Une dernière question, M. le Président. Est-ce que vous voyez que la constitution doit être adoptée en bloc, dans le sens ou l'ensemble de ces éléments majeurs auxquels on fait référence...

**Mme Duplé:** Oui.

**Mme Marois:** ...doivent être soumis et adoptés, enfin adoptés, pour lesquels on pourrait consulter le peuple, ça devrait être rejeté ou retenu?

**Mme Duplé:** Oui.

**Mme Marois:** C'est une question qui me préoccupe déjà depuis un moment qu'on réfléchit autour de la façon dont on va d'abord, premièrement l'écrire, donc l'Assemblée nationale, ses membres, une assemblée constituante, etc.

**Mme Duplé:** Oui.

**Mme Marois:** ...et ensuite, on la soumet en bloc ou on soumet deux ou trois éléments majeurs. Je ne sais pas, je pose la question.

**Mme Duplé:** Oui, ça, là, je vais vous dire, je ne me suis même pas posé la question. Je vais vous dire pourquoi, c'est une déformation de constitutionnaliste, tout simplement.

**Mme Marois:** Oui.

**Mme Duplé:** Pour moi la constitution c'est égal à l'État, il n'y a pas d'État sans constitution, donc il n'y aura pas d'État du Québec. Non, c'est un bloc.

**Mme Marois:** Donc on doit y aller.

**Mme Duplé:** Non, c'est un bloc monolithique, presque. Mais ça ne veut pas dire que la constitution doit être écrite dans son entier, encore une fois.

**Mme Marois:** Voilà.

**Mme Duplé:** Tout doit être écrit dans le même document, c'est-à-dire qu'il peut y avoir un certain nombre d'articles et M. Morin disait une centaine.

**Mme Marois:** Oui...

**Mme Duplé:** C'est beaucoup, une centaine. C'est largement suffisant pour dire l'essentiel et référer à ce qui est...

**Mme Marois:** Aux lois constitutionnelles.

**Mme Duplé:** Voilà, aux lois dites organiques; on pourrait les baptiser autrement aussi, hein? Parce que organique, ça fait penser à organe, alors que ça se réfère au fonctionnement des organes aussi.

**Mme Marois:** Oui.

**Mme Duplé:** Mais pour moi, ce qui est essentiel, c'est que la constitution créant l'État, les nouvelles règles du jeu doivent être identifiées et identifiables. Et les anciennes règles du jeu doivent être réadoptées...

**Mme Marois:** Ah oui!

**Mme Duplé:** ...réadoptées, hein? C'est ça. Alors, ça se fait en même temps. On ne dit pas: Mais moi, je suis d'accord pour le pouvoir exécutif, le structurer comme ça, mais je ne suis pas tout à fait d'accord pour... Il faut absolument faire oeuvre de cohérence. Voyez-vous, l'oeuvre de la constitution, ce sera une oeuvre novatrice, conservatrice. Et bien sûr, quand je dis novatrice, ça ne veut pas dire qu'il faut tout inventer, hein? On peut s'inspirer de bien d'autres choses...

**Mme Marois:** Oui.

**Mme Duplé:** ...et puis rejeter... Voyons, regardons tout, hein? Mais surtout, regardons-nous nous-mêmes, hein? De quoi avons-nous besoin? Ça, c'est ça l'essentiel. Puis voyons ce qui ne marche pas bien ailleurs, hein? On serait tenté de choisir des choses qui ne marchent pas bien et ignorons-les si c'est cela. Mais on n'est pas obligé de faire oeuvre originale, mais il y a une chose que les constituants sont obligés de faire, c'est une oeuvre de cohérence, parce que ça, là, ça ne souffrira pas justement...

**Mme Marois:** D'écart. Oui.

**Mme Duplé:** ...les...

**Mme Marois:** Ça va.

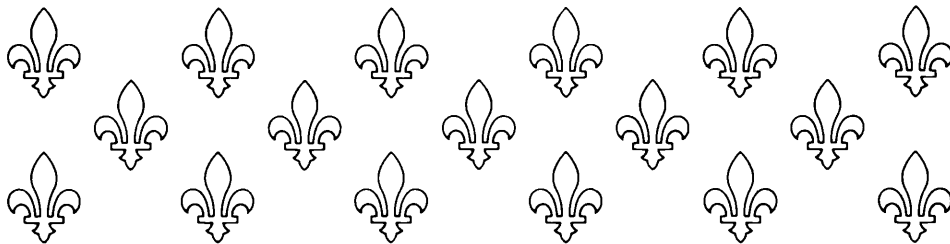
**Mme Duplé:** ...là, c'est la stabilité même de la structure étatique qui est compromise. Et la foi, par conséquent, que les Québécois et Québécoises auront dans l'État québécois, un nouvel État québécois. Il faut qu'on ait confiance en nos institutions et aux mécanismes étatiques. Si on n'a pas confiance en cela, eh bien, on n'a pas confiance en notre avenir, et puis c'est décourageant. C'est décourageant d'avance, hein? Voilà.

**Mme Marois:** Je suis d'accord avec vous. Merci, Mme Duplé.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Ceci met fin à notre entretien avec Mme Duplé. Nous voulons d'abord vous remercier très chaleureusement pour votre participation à nos travaux. Je pense que c'est une contribution qui est extrêmement appréciée. Vous nous avez apporté une lumière qui, je pense, va nous aider à faire avancer nos travaux et à finaliser un certain nombre de choses. À cet égard-là, donc, je vous remercie infiniment. Et je prierais les autres membres de... On va suspendre pour cinq minutes, histoire d'une pose sanitaire, puis on revient. Cinq minutes.

(Fin de la séance publique à 17 h 53)





---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 18 décembre 1991 — No 18**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Exposé de M. Louis Balthazar

CEAS-481

Président: M. Guy Bélanger

Secrétaire: M. François Geoffrion

### **Intervenants**

M. Jacques Brassard

M. Cosmo Maciocia

M. Neil Cameron

Témoignage interrogé: M. Louis Balthazar, Université Laval

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec)  
G1R 5P3

tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mercredi 18 décembre 1991

(Quatorze heures vingt et une minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Je demanderais à chacun de bien vouloir prendre place. S'il vous plaît! Alors, si chacun pouvait prendre sa place pour que nous débutions nos travaux, nous sommes déjà un petit peu en retard.

D'abord, est-ce qu'il y a des remplacements, M. le secrétaire?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** M. Benoit (Orford) remplace M. Bourassa (Saint-Laurent).

**Le Président (M. Bélanger):** Ceci étant dit, je vous présente sans plus tarder notre invité de cet après-midi, M. Louis Balthazar. Bonjour, M. Balthazar.

**M. Balthazar (Louis):** Bonjour.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Balthazar a son Ph.D. de science politique de la Harvard University, qui n'est pas la moindre des universités. Il a fait aussi une licence en théologie, une licence en philosophie, une maîtrise en littérature française. Son expérience d'enseignement est très variée et très complète; entre autres, il est professeur titulaire au Département de science politique de l'Université Laval, il a été professeur invité à l'Université de Sherbrooke, à l'Université du Québec à Montréal, à l'Institut d'études politiques de l'Université de Bordeaux, au University of Western Ontario à l'École d'été de Trois-Pistoles, à l'Université de Montréal, au Johns Hopkins University, School of Advanced International Studies, Washington, au York University de Toronto, à l'Université de Toronto, au Centre d'études canadiennes-françaises de l'Université McGill, à l'Université du Québec à Trois-Rivières et au Collège des Jésuites de Québec: français, latin et grec.

Vous nous parlerez en français aujourd'hui. Vous nous ferez grâce du latin et du grec. Mon grec est très rouillé. Et ça continue comme ça sur plusieurs pages. Alors, je ne voudrais pas prendre tout l'après-midi juste pour présenter votre curriculum vitae. Je pense que de vous entendre, ça va déjà parler beaucoup. Alors, M. Balthazar, nous sommes tout ouïe et nous vous écoutons.

**Exposé de M. Louis Balthazar**

**M. Balthazar:** Merci, M. le Président. J'aborde tout de suite le sujet puisque notre temps est limité. La grande question que nous nous posons tous, c'est la suivante: Si le Québec

devient souverain, qu'est-ce qui se passe? Comment réagissent les États-Unis?

Tenons-nous-en pour le moment à Washington. Parce que c'est tout de suite un problème quand on parle des États-Unis, quand on parle des Américains, de quoi parle-t-on? On parle d'un pays extrêmement divers et complexe. On parle d'une administration à Washington. On parle d'un Parlement, du Congrès, qui est loin d'être toujours sur la même longueur d'onde que l'Exécutif. On parle des milieux d'affaires, qui sont extrêmement influents. On parle des milieux locaux, etc. Mais pensons pour le moment à ce qui gravite alentour de Washington.

Alors, la réponse à la question: Qu'est-ce que les Américains font et comment réagissent-ils? Il n'y en a pas. On pourrait s'en aller tout de suite si vous voulez une réponse précise. Il n'y en a pas, pour la bonne raison que les Américains à Washington ne se sont pas posé cette question-là et ne veulent pas se la poser. Pourquoi? Pour des raisons très simples, parce qu'ils ont tellement de chats à fouetter, les Américains, dans le monde, leur politique étrangère implique tellement de responsabilités, qu'une éventualité comme celle d'un Québec indépendant n'est pas jugée par eux comme assez importante pour que tout de suite on se mette à planifier une politique là-dessus.

Il y a du positif et il y a du négatif là-dedans. Le négatif, peut-être qu'on aimerait qu'on pense à nous davantage. Mais il y a du positif dans la mesure où ça peut vouloir dire qu'un Québec souverain n'est pas une catastrophe telle qu'on doit se y mettre tout de suite, penser, envisager cette éventualité-là comme si on annonçait la possibilité d'un tremblement de terre à Manhattan l'an prochain. Je pense bien que si c'était le cas, on y penserait, puis on ferait des choses. Il faut dire aussi que la politique étrangère des États-Unis est souvent une politique de pompiers. C'est-à-dire qu'on s'adresse — we cross that bridge when we come to it — on s'adresse aux problèmes quand ils se produisent.

Les gens vont dire: De toute façon, c'est hypothétique. Si le Québec est souverain, on verra. Si le Québec n'est pas souverain, bien, mon Dieu, on n'y aura pas pensé pour rien. Vous allez me dire: Oui, mais il y a peut-être des tractations secrètes. Il y a peut-être des gens qui, secrètement, sans nous le dire, ont fait des plans. Moi, pour un — je me trompe peut-être — je ne le crois pas. Pour la bonne raison que Washington, c'est un milieu où il y a beaucoup de fuites, où il y a des journalistes qui sont toujours aux aguets et que, s'il y avait quelque plan que ce soit quelque part, sur l'éventualité d'un Québec indépendant, on en aurait probable-

ment déjà entendu parler.

Malgré tout, cette question-là est trop importante pour nous, Québécois, pour que nous la laissions de côté. C'est trop important pour nous, donc, il faut se mettre tout de suite à conjecturer et nous demander comment pourraient réagir les États-Unis. La meilleure façon de le faire, pour être le plus vraisemblable possible, pour ne pas être trop dans les nuages et pour ne pas se tromper, c'est de s'appuyer, je crois, sur la politique actuelle des États-Unis, leur position déclarée dans la crise constitutionnelle canadienne. Comme vous savez, invariablement, ça date de 1977, les présidents, les secrétaires d'État, les visiteurs officiels qui viennent au Canada nous répètent trois choses.

Première chose, les États-Unis n'ont pas envie d'intervenir dans cette crise constitutionnelle. Ils n'ont pas envie d'intervenir dans un problème de politique intérieure. Deuxième chose, les Américains comptent respecter le processus démocratique au Canada et respecteront les décisions que les Canadiens prendront. Troisième chose, qui a été souvent exprimée par le président, troisième élément, les Américains ont une préférence pour la situation actuelle, pour un Canada uni.

Regardons l'une après l'autre ces trois positions. Je ne crois pas qu'elles aient été conçues à la légère. Je crois qu'elles ont été mûrement réfléchies. Parce que, à Washington c'est bien certain qu'il n'y a pas beaucoup de monde qui pense au Québec, qui s'intéresse au Québec et qui connaisse le Québec. Il y en a quand même quelques-uns. Il y a peut-être une dizaine de personnes, dans quelques ministères, qui suivent la situation canadienne de près et qui connaissent assez bien la situation, l'état de l'opinion, etc. Ces 10 personnes-là, je pense, sont assez bien informées et ont mûri cette politique, cette position en trois points.

Alors, la première. Pourquoi ne pas intervenir? Ce n'est pas si simple que ça. C'est des vœux pieux, on dit ça partout: On n'intervient pas dans les affaires intérieures des autres. Pourtant, l'histoire de la politique extérieure des États-Unis est tissée d'interventions dans la politique des autres, y compris, à l'occasion, dans la politique canadienne. D'ailleurs, je sais pertinemment – plusieurs d'entre nous savent pertinemment – que beaucoup de Canadiens de langue anglaise, et à l'occasion du référendum de 1980 et à l'occasion de la crise actuelle, ont fait et font encore des pressions auprès de Washington pour que Washington nous fasse peur, montre les dents et nous dise: Attention! si vous devenez souverains, ça va être dangereux; ça va aller mal! Il y a eu des personnes, même assez haut placée aux États-Unis, des amis du Canada – entendez des amis surtout du Canada anglais – qui ont fait ce type de pressions-là. Dire: C'est important; il faut sauver le Canada; nous devrions intervenir. Et on aurait aimé que le

président, un secrétaire d'État ou une personnalité importante vienne au Canada, nous fasse un bon discours bien senti en disant: Pour nous, un Québec souverain serait une chose totalement inacceptable. Et nous mettrons en oeuvre des pressions, des mesures, pour empêcher que ceci arrive.

On a résisté à ces pressions-là. Pourquoi? D'abord, parce qu'on s'est dit que ce serait tout à fait "counterproductive". On sait que les Québécois sont assez sensibles à des interventions de ce genre et que ça pourrait stimuler encore le nationalisme québécois. On a cru aussi que, même au Canada anglais, il y aurait des gens qui pourraient s'opposer à ça. Finalement, ça peut aussi vouloir dire – ça peut aussi être interprété dans le sens que je disais tout à l'heure – qu'on n'envisage pas une souveraineté du Québec comme une catastrophe si grande qu'on se doive d'intervenir. En tout cas, c'est quelque chose qui peut être considéré comme positif, cette non-intervention.

(14 h 30)

Deuxième facteur qui est mentionné, le respect des processus démocratiques. Ça aussi, je trouve que c'est très positif. Ça peut vouloir dire, si on a un référendum, qu'il est bien mené, qu'il sort avec une majorité assez impressionnante, que les Américains auront tendance à dire: Oui, c'est bien, les Québécois ont décidé d'être souverains, nous respectons ça. Avec, évidemment, l'autre côté de la médaille que, s'il y avait un référendum dans l'ensemble du Canada qui disait le contraire, que les Canadiens, en dehors du Québec, n'acceptent pas que le Québec devienne indépendant, bien, ils le respecteraient aussi et ça poserait des petits problèmes. On pourra y revenir tout à l'heure.

J'aimerais insister sur la troisième partie, la préférence pour l'unité. Je pense que, ça non plus, ce n'est pas un vœu pieux et nous aurions tort de croire qu'on dit ça comme ça, un peu à la légère. Bien sûr, les Américains favorisent toujours le statu quo. Quand on est une grande puissance, moins il y a de troubles, moins il y a de problèmes dans le monde, moins il y a de changements, mieux c'est. Que le Canada reste comme il est, bravo! Les Américains ont toujours trouvé ça bien merveilleux, le Canada, comme c'est là.

Mais il y a autre chose de plus que ça. Les Américains ont développé, avec le temps, dans leur histoire, moi, ce que j'appelle la religion de l'unité. Et l'ex-premier ministre René Lévesque l'a appris à ses dépens, en janvier 1977, quand il croyait pouvoir faire la comparaison entre une indépendance éventuelle du Québec et l'indépendance américaine au moment des révolutions... de la révolution américaine. Non, quand on voit le Québec, ce n'est pas à ça qu'on pense. On pense à la sécession de 1861, on pense à la guerre civile. Et je me suis déjà fait dire, moi, par quelqu'un: "Do not forget that Abraham Lincoln

is a hero in this country." Et Abraham Lincoln, c'est le deuxième père fondateur, celui qui a combattu pour sauver l'unité du pays.

Et on en a développé une sorte de religion de l'unité que, moi, je n'ai jamais comprise parce que je me dis: Finalement, s'il y avait eu 11 États, il y aurait eu deux pays et les deux pays auraient pu être prospères, ce n'est pas la fin du monde. Mais pour eux... Et la plupart des experts sécessionnistes brise fondamentalement l'essence même du pays. Et ils ont tendance à transporter ça au Canada et même à communiquer cette religion aux Canadiens de langue anglaise, parce qu'on entend souvent, dans l'ensemble du Canada, dire: Si le Québec s'en va, le pays est fini, on ne peut pas concevoir ce grand pays, uni, d'un océan à l'autre, c'est inconcevable si une de ses parties est enlevée.

Bon, ceci dit, ne nous énervons pas. Les Américains savent bien qu'ils ne souhaitent pas du tout qu'il y ait une guerre civile, ici, semblable à la leur. Ils savent bien que notre situation est différente de celle des États du Sud. Mais malgré tout, ils ont quand même ce préjugé pour les grands ensembles. Et c'est curieux. Ils ne sont pas machiavéliens, moi, en tout cas, je suis persuadé de ça. Le "dividing rule", si vous me permettez un mot latin, divise et impera, qu'on disait. La notion de dire: Divise tes ennemis et ça va aller mieux, ce n'est pas foncièrement américain. Les Américains entendent très peu, en tout cas dans les milieux officiels, le bénéfice qu'ils pourraient tirer d'un Canada divisé, dans lequel ils pourraient jouer l'un contre l'autre.

Regardez d'ailleurs leur attitude vis-à-vis de l'Europe. Ils ont toujours favorisé l'unification de l'Europe jusqu'à tout récemment, jusqu'à encore récemment – ce qui vient de se passer à Maëstricht – et pourtant, l'unification de l'Europe signifie que les Américains, à l'occasion, en prennent pour leur rhume. Ils font face à un rival économique redoutable, à un géant, etc. Donc, les grands ensembles ne leur sont pas toujours favorables, mais ils ont ce préjugé pour les grands ensembles.

Pourquoi est-ce que j'insiste là-dessus? Pour ceci. Parce que je suis, moi, profondément convaincu, en regardant les sondages et rien qu'à écouter parler les Québécois que, nous aussi, les Québécois, nous sommes profondément des intégrationnistes. Nous aussi, nous sommes pour les grands ensembles. Nous avons approuvé l'Accord de libre-échange alors que le reste du Canada avait des restrictions. Quand on a fondé le Parti québécois, basé sur la souveraineté-association, son leader a toujours insisté, lui en tout cas, jusqu'à la fin – je pense qu'il reflétait la tendance majoritaire de ce parti – il a toujours insisté pour que le trait d'union soit là. Qu'on soit souverain, oui mais, et on s'empresse de dire que nous sommes aussi favorables à une

association économique. Et il y a des bouts de temps où l'association économique, au grand dam de certains membres du Parti québécois qui étaient plus... qui n'étaient pas de cette école, on a dit: Parfois, le trait d'union devient plus important que la chose. L'association économique est plus importante que la chose. Pourquoi? Parce que ça reflète, dans la population québécoise, une volonté très nette, au moins depuis 30 ans, de vivre une sorte d'intégration économique, une sorte d'intégration. Que ce soit une fédération, que ce soit une confédération, que ce soit une association, que ce soient des accords de libre-échange, les Québécois sont intégrationnistes. Et, mon Dieu, on n'a rien qu'à regarder ce qui s'est passé depuis une quinzaine d'années. Les Québécois ont dit non au référendum à 60 %. Ils ont ensuite manifesté une certaine sympathie à l'endroit, même une majorité s'est prononcée en faveur des accords du lac Meech et nous sommes encore, aujourd'hui, à rechercher la formule magique qui nous permettrait de continuer de vivre au Canada.

Il y a des observateurs américains qui voient ça. Et je cite dans mon mémoire ici, un texte que M. Jean-François Lisée, un journaliste, avait déniché, qui a été fait au "State Department" en 1977. Déjà, en 1977, il y avait des gens au "State Department" qui allaient beaucoup plus loin que la majorité des Canadiens de langue anglaise, en souhaitant une sorte de statut particulier pour le Québec. Mais ces gens-là ont vu qu'il y a eu une commission qui s'appelait Pepin-Robarts qui n'a rien donné. Ils ont vu que le référendum a été fait au nom du "mon nom est Québécois" et que ça n'a rien donné. Qu'en 1982, nous avons eu une Constitution dans laquelle le mot "Québécois" n'apparaît pas. Et ils ont vu que les accords du lac Meech ont été défaits non à cause du Québec mais à cause du reste du Canada. De telle sorte que, moi, il m'apparaît extrêmement important, dès maintenant et même plus tard, que ce message-là soit transmis. Que, à l'heure actuelle, il y a une volonté très forte d'intégration de la part des Québécois. Et il y a, par contre, quand on dit: La balle est dans l'autre camp, une réticence à concevoir le Canada en incluant le Québec, de la part du Canada anglais. De telle sorte que le préjugé américain en faveur de l'unité, en faveur de l'union devrait, éventuellement, jouer en notre faveur.

À l'heure actuelle, on voit dans les médias, à un moment donné: Ah, le Québec pourrait se séparer! Et là, les gens disent: Pourquoi est-ce qu'ils veulent se séparer? Qu'est-ce que c'est leur problème? Et ce n'est pas ça qu'on devrait voir. Et moi, j'étais heureux d'entendre le ministre des Affaires internationales, il y a un mois à peu près, dire ceci à Boston devant les membres de l'Association des études canadiennes aux États-Unis, il leur disait ceci: Ça dépend du Canada anglais. Le problème, à l'heure actuelle,

la question qu'il faut poser pour le meilleur ou pour le pire... Je sais bien que pour un indépendantiste convaincu depuis 30 ans, c'est peut-être un peu décevant de voir les choses comme ceci mais la question qu'on doit se poser, à l'heure actuelle, ce n'est pas: Est-ce que le Québec va se séparer ou non? C'est: Est-ce que le Canada anglais pourra accommoder ou non le Québec? Et la volonté d'accommodement, nous ne la voyons pas encore poindre à l'horizon. Et on peut être sûr d'une chose: Quelle que soit notre option constitutionnelle, que si les Québécois se séparent, ce n'est peut-être pas glorieux. Que si nous faisons la souveraineté, que si nous disons oui à la souveraineté, éventuellement, ce sera sûrement parce qu'on ne nous aura rien donné de l'autre côté. Ce sera sûrement parce que les offres constitutionnelles que vous examinez dans l'autre commission n'auront pas été satisfaisantes.

Alors, je dis: Supposons que la souveraineté arrive, à un moment donné, elle arrivera sûrement dans un contexte comme celui-là. Il serait important que les Américains sachent que ce n'est pas nous qui sommes les séparatistes, que ce sont les autres qui sont, finalement, responsables de la brisure de ce pays. Et alors, il ne serait pas impensable, si on manœuvre bien, si les choses évoluent bien, si les messages voyagent bien, si l'information est bien donnée, il ne serait pas impensable que la situation soit la suivante: Supposez qu'on vote pour la souveraineté l'an prochain – il reste un an avant de la déclarer – que ça soit nous qui soyons les offrants, qui disions au reste du Canada: On aimerait conclure des accords avec vous, des accords d'association. Vous n'êtes pas obligés de faire un couloir, de faire de la route 20, la Transcanadienne, un couloir canadien. On va conclure des accords avec vous et vous aurez libre passage. On est civilisé. On est prêt à faire toutes sortes d'accords de libre circulation des biens et services avec vous. Donc, nous sommes disposés à faire des accords économiques. Et si ce qu'on entend de la part du Canada anglais persiste, c'est-à-dire: Si c'est ça, si vous vous séparez, allez vous faire cuire un oeuf! Il ne se passera rien! On n'a aucun intérêt à conclure un accord avec vous! Je lisais encore cette semaine Jeffrey Simpson qui disait: Léon Dion est un confédéral; la confédération... on n'en veut pas du confédéralisme. On aime mieux que le Québec soit complètement souverain que de conclure des accords de confédération avec eux. Donc, ce seraient eux qui, aux yeux des Américains, refuseraient de concevoir une sorte de communauté canadienne, une union canadienne que, je pense, les Américains, eux plus détachés que les Canadiens de langue anglaise, verraient d'un assez bon oeil. Si, par exemple, ils pouvaient entrevoir qu'à la suite d'une déclaration de souveraineté de la part du Québec, très tôt, nous concluons un accord économique très large – du style européen – en vue de créer une

communauté canadienne, une union canadienne qui aurait un certain nombre de responsabilités, les Américains seraient très heureux de ça.

Moi, en tout cas, à chaque fois que j'ai posé la question à un Américain sur la souveraineté, ils me disent toujours: "Ah! God forbid!" J'espère que vous ne serez pas souverains, vous avez un beau pays, etc. Mais si je leur pose la question plus loin et puis je dis: Mais si ça arrivait, est-ce que vous préféreriez que nous soyons unis économiquement avec le reste du Canada ou non? Là, on me répond toujours: Bien sûr! ce serait tellement plus simple pour nous. De telle sorte que la plupart des dossiers canado-américains pourraient être régis – soit des dossiers de défense ou des dossiers économiques, même l'Accord de libre-échange – par une communauté canadienne qui serait le partenaire vis-à-vis des États-Unis. Je sais bien que M. Mulroney dirait: "You can't have your cake and eat too." Vous êtes des pique-assiette, etc. Mais il me semble qu'il y a une chose qu'on pourrait leur répondre très, très vite à cet égard-là: Les Européens aussi sont des pique-assiette, parce qu'ils veulent à la fois la France et à la fois l'Europe, à la fois l'Allemagne et à la fois l'Europe. Et pourquoi aurions-nous tort, nous les Québécois, de vouloir à la fois le Québec et à la fois une communauté économique nord-américaine, canadienne, etc.?

Et là on pourrait penser... Je dis ça, là, sous toutes réserves, parce que si nous déclarions ça avec certitude il est certain que les Américains nieraient ceci. Parce que ça aurait trop l'air de vouloir favoriser la position québécoise. Mais il n'est pas impensable qu'un Québec étant devenu souverain – et vous allez entendre éventuellement mon collègue Joseph Jockel qui va vous parler de ça, qui en a parlé dans un petit fascicule qu'il a fait sur la brisure éventuelle du Canada – on pourrait penser qu'il y aurait des pressions délicates, dans la mesure où c'est possible, de la part des Américains – étant plus détachés vis-à-vis de la situation – parlant à leurs amis ou à leurs connaissances du Canada anglais et leur dire: Bien voyons, écoutez. Vous avez au moins l'Ontario qui aurait tout à gagner à conclure un accord; nous, on préférerait ça de beaucoup. Et même, Jockel va jusqu'à dire qu'on pourrait faire jouer la carte du fameux G7, leur disant: Vous savez, si le Canada constituait une communauté économique à l'exemple de la Communauté européenne, puisque la Communauté européenne est membre du G7, pourquoi la communauté canadienne renouvelée ne serait-elle pas membre du G7? Et il y aurait, il me semble, beaucoup d'autres arguments: le sentiment d'avoir une communauté d'un océan à l'autre, la libre circulation, etc., qui pourraient être invoqués. Et là, les partenaires américains pourraient, peut-être, intervenir.

Je vois que le temps passe. Je ne veux pas allonger indûment ma présentation. Vous avez

peut-être lu mon mémoire, de toute façon. Je voudrais maintenant faire quelques remarques quant à notre attitude, et quelle pourrait être la politique d'un Québec souverain, et même la politique actuelle du Québec, vis-à-vis des États-Unis.

(14 h 45)

Il peut arriver que nous soyons tentés, dans ce que j'appelle le triangle nord-américain, Canada anglais, États-Unis et Québec, de penser qu'on joue une bonne partie en jouant les deux autres parties du triangle l'un contre l'autre, par exemple en utilisant ce que M. Michael Porter vient de dire hier à Montréal: Je trouve que le Québec se débrouille beaucoup mieux que le Canada anglais et que l'idée québécoise de la concertation est quelque chose de beaucoup plus intéressant que ce qui se passe au Canada anglais. Vous avez peut-être plus de chance de tirer votre épingle du jeu. Donc, on pourrait brandir des choses comme ça et nous promener à travers les États-Unis et dire: Les Canadiens anglais sont dépassés, sont "old fashioned", c'est fini. Nous, nous avons des conceptions plus modernes et plus progressistes, donc, vous allez nous accepter, nous agréer, et eux, vous allez continuer de vous quereller avec eux. On peut, à l'occasion, faire des gains à très court terme sur ce tableau-là. Dans l'ensemble, je pense que nous partons perdants. Dans l'ensemble, étant les plus petits dans le grand triangle, ce qui risque de se passer souvent, c'est que de vieilles affinités culturelles et de vieilles sympathies jouent très fort en notre défaveur. Autrement dit, un Québec souverain qui irait trop carrément dire: C'est le Canada anglais qui a tort et c'est nous qui avons raison, vous allez nous comprendre et vous ne les comprendrez pas, eux, si on insiste trop sur cette attitude, cette carte-là, nous partons perdants. Pourquoi? Parce qu'il y a cette notion de communication, de réseau nord-américain qui est tellement puissant — on voit ça à tous les jours — et qui rend notre situation québécoise toujours très difficile.

Dans les réseaux d'information, par exemple, on peut distribuer des petits bulletins sur le Québec, essayer de corriger la situation, mieux informer, disons, les lecteurs du *New York Times* que ce qu'ils voient dans la publicité, mais nous avons toujours à côté de nous 10 fois, 100 fois plus puissants, des réseaux d'information qui circulent entre le Canada anglais et les États-Unis. Le Canada est le seul pays au monde qui n'est pas filtré quand la nouvelle arrive. Dans la plupart des agences de presse américaines, si on a une nouvelle de la BBC, on va dire: Ah! bien ça, c'est les Britanniques! Et la tendance va être, à New York ou ailleurs, de dire: Bien, il faut repenser cette nouvelle-là, il faut, pour nous Américains, la repasser ou l'évaluer. Une nouvelle qui vient du Canada arrive aux États-Unis comme si elle provenait d'un milieu américain. Et très souvent, on ne le sait même pas. Le

Canadien de langue anglaise est à ce point invisible aux États-Unis qu'on ne sait même pas si quelqu'un est un Canadien ou s'il est un Américain, ce qui intensifie ces réseaux-là de façon absolument extraordinaire. Et ces réseaux-là jouent au niveau de la parenté. Tout le monde dans le nord-est des États-Unis a des parents, des cousins au Canada, des amitiés, des gens, par exemple dans la diplomatie, qui s'appellent par leurs prénoms, des Américains qui sont venus s'installer au Canada, des Canadiens qui se sont installés aux États-Unis; les réseaux ethniques aussi, les juifs américains, les juifs canadiens, les Irlandais; les réseaux religieux, dans l'Église catholique, par exemple, dans d'autres types d'Églises; les réseaux des autochtones, on voit les Mohawks qui traversent d'une frontière à l'autre. Ces réseaux-là sont tellement forts que nous aurions tort de nous fermer les yeux là-dessus et de ne pas en prendre conscience, de ne pas prendre conscience de ce fait que si nous tendons à nous isoler des deux autres parties, nous sommes perdants.

Quoi faire alors? Je pense que la meilleure attitude d'un Québécois, c'est de jouer, non pas les deux l'un contre l'autre, mais de jouer notre position l'un avec l'autre. Je suis convaincu qu'un Québécois qui arrive aux États-Unis et qui dit: Vous savez, j'ai des bons amis au Canada anglais, a une bonne note en sa faveur, et inversement aussi. De telle sorte qu'une politique québécoise habile n'est pas une politique qui cherche constamment à dissocier le Québec du Canada anglais, même si nous avons souvent, évidemment, des dossiers qui nous amènent à nous dissocier.

En terminant, je vais dire ceci, ce n'est peut-être pas directement rattaché à mon sujet, les États-Unis, mais je pense que nous devons demeurer persuadés que nous aurons tout avantage à tout faire, en dépit de l'animosité, en dépit de l'amertume qui existe au Canada anglais, en dépit du fait qu'à l'heure actuelle, au Canada anglais, il y a du désarroi, il y a de l'hostilité qui s'exprime, nous aurions tout à gagner à continuer patiemment à maintenir les liens avec le Canada de langue anglaise, à rester bien persuadés que notre destin est d'être éternellement voisin de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick, de vivre en Amérique du Nord, et de vivre dans une situation où les rapports est-ouest, même s'ils sont moins importants que les rapports nord-sud, ont quand même une certaine importance.

Quand ce ne serait qu'à cause de ce fait que je peux généraliser, non seulement pour les États-Unis, mais pour tous les pays, que le jour où nous déclarerions la souveraineté, tous les autres pays du monde se poseraient la question suivante: Qu'en pense l'autre partenaire? Comment réagit le Canada anglais? Si on en arrivait à une situation où on pourrait dire: Bien, pas trop mal. Les Canadiens semblent s'accommoder.

Ce n'est pas la situation qu'on nous dépeint actuellement, mais je pense que ça doit demeurer l'idéal. Là, la souveraineté ne posera aucun problème et la reconnaissance va venir de toutes parts.

Mais si on se pose la question et qu'on dit: Ah, le Canada anglais ne l'accepte pas. Le Canada étant le partenaire qu'il est à l'heure actuelle, il est certain que nous aurons des problèmes. Regardez seulement le temps que ça a pris aux États-Unis pour reconnaître les États baltes. Ils ont reconnu les États baltes le jour où Gorbatchev leur a donné le feu vert. Le temps que ça prend pour reconnaître la Croatie ou la Slovénie, et le temps que ça pourra prendre éventuellement pour reconnaître la Slovaquie.

Donc, je pense que nous devons jouer sur deux tableaux à la fois. À la fois garder des liens avec les États-Unis et avec d'autres pays dans le monde, mais ne jamais croire que le lien avec le Canada anglais, si pénible cela soit-il, est quelque chose de négligeable.

Et en terminant, et là c'est vrai, une dernière phrase. Moi, je vous lance ça, "food for thought", très souvent on dit: Que les choses soient claires. Et on dit ça tant du côté nationaliste québécois qu'on le dit de l'extérieur. Que les choses soient claires, que nous options, oui ou non, pour la souveraineté, on est souverain ou on ne l'est pas. Il est vrai que traditionnellement le concept classique de souveraineté est une notion qui se qualifie par les mots de "une et indivisible". Mais la souveraineté à notre époque, ça n'est plus ça. La souveraineté, on s'est moqué récemment, je pense que c'est le premier ministre Bourassa qui a parlé de souveraineté partagée, et on s'est moqué de ça. Je regrette, la souveraineté est une chose, à l'heure actuelle qui se partage et nous le voyons sous nos yeux.

Moi, ce que je crois fermement, c'est que si jamais le Québec est souverain, il aura tout avantage et il voudra aussi accepter de limiter, dans une bonne mesure, sa souveraineté. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, merci M. le professeur. M. le député de Lac-Saint-Jean, c'est à vous la première question.

**M. Brassard:** D'abord, je vous remercie M. Balthazar de votre exposé. C'est que vous connaissez bien les relations Canada-États-Unis, Québec-États-Unis, et je pense que vous avez raison d'affirmer que la position de Washington n'a jamais vraiment varié depuis bien des années. Vous faisiez référence au livre de M. Lisée, par exemple, qui l'expose en long et en large. Même si bien des tentatives, venant d'un peu partout, essayaient de la faire changer, cette position américaine. Et vous l'exprimez en trois points, avec raison, là. Non-ingérence. Les États-Unis ne me semblent pas intervenir de quelque façon

que ce soit sur une question qu'il appartient aux Canadiens de résoudre. Ils vont évidemment respecter le processus démocratique, un choix démocratique, et respecter les décisions qui vont découler de ce choix, de ce processus. Et puis, troisièmement, bien, ils ont une préférence, comme vous le dites, c'est vrai. Ils ont une préférence et puis les présidents qui viennent à Ottawa ne manquent pas de rappeler leur préférence. Ils préfèrent que les choses restent comme elles sont. Ce qui est un peu normal, comme vous le signaliez à juste titre, les grandes puissances dans le monde préfèrent toutes le statu quo. Que ça bouge et que ça change le moins possible. Et, ce n'est pas seulement les États-Unis, on le voit avec la France. Par exemple, le président Mitterrand était très agacé par l'indépendance des républiques baltes, il est très agacé par la proclamation de l'indépendance de la Slovénie, puis de la Croatie. Ça l'agace, parce que ça change le statu quo international. Alors, ce n'est pas une attitude exclusive aux États-Unis mais il reste, cependant, que la position la plus répandue, c'est que si les Québécois décident de façon démocratique de faire du Québec un État souverain, que Washington ne manifesterait pas une hostilité ouverte, ou ne sera pas tenté d'intervenir pour laisser les choses en l'état et maintenir le statu quo au Nord.

La preuve d'ailleurs, tout récemment par exemple, on voyait une déclaration d'un candidat à l'investiture républicaine pour les prochaines élections présidentielles, M. Pat Buchanan, qui déclarait ce qui suit – je l'ai traduite et je la cite: "Nous avons d'excellentes relations avec l'actuel gouvernement du Canada, que nous maintiendrons si rien ne change. – Donc, c'est la préférence. – Mais si la population du Québec décide de choisir l'autodétermination, la souveraineté ou l'indépendance, l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada sera, si je suis président, immédiatement étendu à Montréal et au Québec, tout comme aux autres provinces. Nous voulons des relations amicales avec la population canadienne. Le statut politique qu'elle choisit ne concerne qu'elle-même et nous n'interviendrons pas dans les affaires internes du Canada." La position de ce candidat à l'investiture républicaine rejoint la position traditionnelle des États-Unis. Vous faisiez référence à M. Jockel, tout à l'heure, à un long article qu'il a publié dans une revue américaine, *Canadian-American Public Policy*, ce qui suit: "Si le Québec opte pour la souveraineté, les États-Unis voudront continuer à poursuivre des relations étroites à la fois avec le Canada et le Québec, incluant le prolongement de l'actuel Accord canado-américain de libre-échange." Alors, je pense que vous avez raison de rappeler cette position et je pense qu'elle va demeurer inchangée et qu'il est, à mon avis, présomptueux, pour les souverainistes, par exemple, de prétendre



obtenir un appui formel et officiel pour la souveraineté du Québec. Je suis un souverainiste de longue date et je pense que c'est illusoire de penser ça. Ce qui peut le mieux arriver du côté des États-Unis, c'est qu'ils maintiennent cette position-là et je pense que c'est ça qui va être maintenu comme position: de la non-ingérence, une certaine préférence qu'on comprend, mais une non-ingérence et puis respect de la décision prise démocratiquement.

Dans votre mémoire, vous évoquez trois scénarios possibles qui sont envisagés. Bon. Le gouvernement canadien respecte le verdict. Il y a un accord d'association économique avec le Québec, ce que nous souhaitons, nous aussi, du Parti québécois. Et, évidemment, les États-Unis reconnaissent le nouvel État, le nouvel état de fait et le nouvel État du Québec. Le deuxième, c'est le Canada qui refuse de négocier une association économique souhaitée par le Québec. Et il y a ce que vous avez évoqué tantôt, les pressions discrètes qui peuvent se faire de Washington sur Ottawa, sur le Canada anglais pour lui faire entendre raison d'une certaine façon et lui montrer qu'il aurait intérêt à tout le moins à être ouvert à une association économique, au maintien de l'espace économique. Et le troisième scénario, c'est le refus catégorique du Canada de négocier, bon, l'acrimonie, et Washington traite à la fois avec un Québec souverain et un Canada qui, pour un bout de temps en tout cas, est hostile au Québec.

Trois scénarios, c'est toujours évidemment normal qu'un expert imagine plusieurs hypothèses, plusieurs scénarios mais, dans votre esprit, selon les connaissances que vous avez de la façon dont la politique américaine se fait, quel est, selon vous, le scénario le plus plausible, le plus probable?

(15 heures)

**M. Balthazar:** Je suis peut-être optimiste, trop. Je suis porté à croire que le premier scénario, évidemment, il est à écarter. Je ne pense pas que les choses se règlent très, très facilement, au départ. Donc, il y a de l'acrimonie, c'est un peu difficile. Mais c'est le scénario d'un mûrissement de la situation, et de la part du Canada anglais. M. Jockel parle de "gently encouragement", il faut être très délicat quand on parle de ça parce que les Américains ne voudront pas, évidemment, arriver en délégation à Ottawa et dire aux Canadiens de langue anglaise: Voici ce que vous devez faire.

**M. Brassard:** Ça va être discret.

**M. Balthazar:** Mais, disons qu'il y aurait des pressions. Donc, ce serait le scénario. Et j'en profite pour faire une remarque que je voulais faire et que j'ai oublié de faire tout à l'heure, mais ça répond un peu à votre question en même temps. Le climat de 1980 et le climat actuel, de toute évidence, sont bien différents. En 1980,

quand on conjecturait sur un Québec possiblement souverain, si la question référendaire l'avait emportée, on était en pleine guerre froide. Et là, les Américains mettaient les considérations de sécurité géopolitique avant toutes les autres. La première chose qui les préoccupait, c'était la sécurité de l'Amérique du Nord. Comment ce Québec souverain se positionnerait-il dans les grandes alliances NORAD, l'OTAN? Parce que le Québec, c'est un territoire absolument stratégique dans le climat d'affrontement avec l'Union soviétique. Et même si les Québécois se faisaient rassurants, on était quand même un peu inquiet à Washington. Et on se disait: Ça va briser la situation; il va y avoir toutes sortes de réajustements et ça va être compliqué.

À l'heure actuelle, le climat est complètement différent. On est encore inquiet, mais pour d'autres raisons tout à fait différentes. On n'est plus inquiet parce qu'on craint une attaque de l'Union soviétique, c'est évident, mais on est inquiet de la situation économique. Et les Américains ont eu beau pavoiser l'an dernier après leur victoire au Moyen-Orient, le climat à l'heure actuelle est à la déprime, encore une fois, parce que la reprise économique ne se fait pas rapidement. On a de gros compétiteurs sur le plan économique. Les Américains ont le sentiment de se faire flouer, de se faire avoir par leurs partenaires, y compris par les Canadiens. Ils deviennent un peu paranoïaques à cet égard parce que M. Ritchie disait, encore hier, que dans le traité de libre-échange, on est loin d'être gagnant. Mais le sentiment, dans beaucoup de milieux au Congrès, est un sentiment qui est parfois mesquin.

Donc, le scénario qu'on peut entrevoir, c'est que les Américains, oui, peut-être, fassent des pressions auprès du Canada anglais, mais qu'ils aient aussi des attitudes assez mesquines, qu'ils soient des négociateurs assez difficiles. Vis-à-vis du traité de libre-échange, je pense qu'on peut penser que dans la mesure où il n'y aurait pas une communauté canadienne bien évidente, bien structurée, qu'on voudrait négocier le traité de libre-échange avec le Québec et que ce seraient des négociations difficiles, pénibles parce qu'elles se feraient – si elles se font – dans un climat semblable à celui qui prévaut à l'heure actuelle.

Quelqu'un me faisait remarquer récemment qu'un des pays qui a le plus de problèmes avec les États-Unis, avec lequel les Américains étaient les plus cochons – si vous me permettez l'expression – c'est la Norvège. Fait intéressant, un pays d'à peu près notre taille. Et c'est peut-être l'attitude du gros un peu dépité qui fesse à tour de bras sur le petit – si vous me permettez l'expression – parce que c'est plus facile. Ils sont frustrés dans leurs négociations avec les Européens, ils le sont avec les Japonais, et quand ils entrevoient un pays comme la Norvège qui est un peu en dehors du circuit, ils ont été

récemment... ils ont passé beaucoup de lois où ils ont été très durs.

Donc, on peut s'attendre à ce qu'ils soient durs vis-à-vis de nous. Je ne dis pas ça du tout, vous pensez bien, dans un contexte de "scare" ou de peur comme d'autres avant moi l'ont fait devant cette commission-là, pour la bonne raison que même si ça doit être pénible, et il ne faut pas se le cacher, ça va l'être, ça l'est déjà. C'est déjà commencé. On dit: Les Américains vont renégocier le traité de libre-échange et ils vont s'attaquer à certaines politiques québécoises. Ils ont déjà commencé à le faire sans renégocier le traité de libre-échange. Le fameux cas de Norsk Hydro et des subventions déguisées, dit-on, sous forme de diminution des taux, des tarifs d'électricité. Donc, c'est déjà commencé et on peut s'attendre à ce que ce soit dur. Souveraineté ou pas, ça va l'être dans les années à venir parce que, là, les Américains sont dégagés de leurs considérations géopolitiques, mais ils sont plutôt affolés par la situation économique. Ça, bien, c'est le premier voisin. C'est toujours le premier voisin qui s'en rend compte le plus vite qu'ils ne sont pas de bonne humeur, qu'ils ne sont pas faciles et qu'ils sont des négociateurs qui ont tendance, à l'occasion, à être mesquins.

Nous avons quand même des atouts. Si on regarde, par exemple, cette question de tarifs d'électricité... Et je me faisais dire aussi récemment que, s'il y a une compagnie américaine qui tape sur Norsk Hydro, une compagnie d'ailleurs qui n'a pas une très bonne réputation, qui est polluante et qui n'occupe même pas la majorité du marché de l'aluminium et du magnésium... Mais il y a aussi des compagnies qui bénéficient de taux réduits et dans lesquelles des Américains sont présents et dans lesquelles, ils ont investi. Donc, on peut penser qu'à l'heure actuelle il y a des Américains qui n'aiment pas ce qu'on fait vis-à-vis de Norsk Hydro parce qu'eux-mêmes en bénéficient à certains égards, ici.

Donc, la situation est beaucoup plus complexe qu'on ne serait porté à le croire. Pour répondre à votre question, scénario, oui, de pression pour qu'il y ait une union économique, mais atmosphère difficile sur le plan économique, complexe, pour laquelle je ne pense pas qu'on ait de raison de s'affoler parce qu'elle se manifeste déjà, parce que c'est déjà commencé. Qu'il y ait un Québec souverain ou non, c'est pénible.

**M. Brassard:** M. Balthazar, vous dites, et il y en a qui le disent évidemment, surtout au Canada anglais: Ah! Attention! Le traité de libre-échange, il ne sera pas renouvelé tel quel. Les Américains vont formuler de nouvelles exigences et ça va être plus difficile. Par contre, il y en a d'autres qui, comme M. Jockel et bien d'autres, disent: Il n'y a pas de raison que les États-Unis fassent du chichi là-dessus et ils ont intérêt à — si vous me permettez, je vais terminer — renouveler tel quel l'Accord de libre-échange.

Moi, la question que je me pose, c'est que, l'Accord de libre-échange, c'est un accord, c'est un traité portant sur la libéralisation des échanges. Mais on sait fort bien qu'entre le Canada et les États-Unis, il y a toute une foule de traités, d'accords, de conventions de toute nature: NORAD, l'espace aérien, l'OTAN, la Voie maritime du Saint-Laurent et puis, on pourrait évidemment allonger la liste. Est-ce que vous ne pensez pas que ce serait une stratégie qui pourrait être efficace de la part du Québec, plutôt que de s'occuper de la succession aux traités, traité par traité, que de prendre le paquet qui concerne les États-Unis et de discuter avec les États-Unis sur l'ensemble?

À ce moment-là, il y en a là-dedans où les Américains ont intérêt, un intérêt réel pour ne pas dire vital, de dire: Écoutez, on résigne ça tout de suite, s'il vous plaît. On résigne ça tout de suite, là, hein? La Voie maritime du Saint-Laurent, par exemple. Êtes-vous d'accord pour qu'on ne négocie pas ça? Vite, on signe, et un siège pour le Québec et c'est tout. D'accord? Mais, par contre, l'Accord de libre-échange, bien là, on aurait... Si le Québec met tout ça dans un paquet, à ce moment-là, il pourra, je pense, jouir d'un pouvoir de négociation plus fort et dire entre autres: Bien oui, la Voie maritime, très bien. On peut bien résigner ça tout de suite. Mais, en même temps aussi, l'Accord de libre-échange, s'il vous plaît.

Donc, est-ce que, sur le plan stratégique, il n'y aurait pas lieu, plutôt que de négocier ou de regarder ça traité par traité, morceau par morceau, de faire un paquet, l'ensemble des accords, conventions et traités qui lient actuellement le Canada et les États-Unis, de le mettre sur la table? Ne pensez-vous pas qu'à ce moment-là les choses seraient plus faciles? Je ne dis pas qu'il n'y aurait pas des problèmes et certaines complexités, mais ce serait plus facile parce que la vraie négociation, sur la base d'intérêts mutuels, pourrait mieux se faire.

**M. Balthazar:** Moi, je ne crois pas que ce soit possible. Ces accords-là sont trop variés et trop différents l'un de l'autre: des accords militaires, des accords économiques, des accords relatifs au transport, à l'environnement, etc. Mais c'est certain, le climat dans lequel ces choses-là pourraient être négociées, je pense qu'elles devraient être négociées une par une en tout cas, peut-être certaines par paquet, à certains moments, mais certainement pas tout l'ensemble des accords qui nous lient aux États-Unis. Mais il est certain qu'il y a un climat, qu'il y aurait une certaine osmose, entre les négociations, qui pourrait jouer.

Quant à l'Accord de libre-échange, il faut quand même distinguer ceci: volonté de prolonger l'accord, oui; possibilité de le renégocier et d'en changer certaines clauses dans la mesure où le Québec est souverain, je crois que non. Et ça,

j'ai entendu beaucoup de témoignages à cet égard-là et même certains témoignages de Québécois impliqués dans des négociations eux-mêmes, qui disent: Je pense qu'il faudrait... Mais ce n'est pas la fin du monde, encore une fois.

**M. Brassard:** Mais ne pensez-vous pas que ça va se faire de toute façon? Avec les négociations qui sont amorcées avec le Mexique, est-ce que vous ne pensez pas que, de toute façon, on va demander la réouverture de l'accord canado-américain?

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse, le temps est écoulé.

**M. Brassard:** Eh bien, il peut répondre!

**Le Président (M. Bélanger):** On vous laisse répondre.

**M. Balthazar:** Bien, pour ce qui est du Mexique, oui, ça se pourrait. Mais c'est le partenaire canadien qui interviendrait à ce moment-là et il y a de bonnes chances pour que l'accord avec le Mexique ait lieu avant que le Québec devienne souverain. Mais, dans le cas de la souveraineté, je me suis souvent fait dire qu'il y aurait de bonnes chances – on n'est sûr de rien, bien entendu – pour qu'il y ait une volonté de renégociation. Et il est important de souligner, et c'est pour ça que les Américains ne le disent pas à l'heure actuelle, qu'ils veulent, qu'ils ont tout intérêt à en avoir un, un accord de libre-échange avec le Québec. Donc, il n'est pas dit que toutes les cartes seraient de leur côté. Comme vous le dites, on aurait des atouts à faire valoir.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Oui. Merci, M. le Président. Merci, M. Balthazar, d'être à la commission aujourd'hui. On a eu l'occasion de lire votre mémoire et il est assez clair. Je pense qu'il y a des points sur lesquels, vraiment, vous avez touché exactement la problématique qu'on pourrait avoir avec un Québec souverain, demain. J'ai compris aussi, au départ, que vous nous avez dit que c'est toujours préférable – à moins que j'aie mal compris – qu'on puisse quand même avoir des changements dans le fédéralisme actuel, disons, de grands changements ou des changements profonds, c'est toujours préférable, ça, au Québec, que d'aller vers une souveraineté pure et dure vis-à-vis du Canada.

Je voudrais seulement replacer certaines choses qui ont été affirmées tantôt par le député de Lac-Saint-Jean. Il se référait à M. Buchanan, qui se présente à l'investiture républicaine contre M. Bush. On sait très bien, avant tout, qu'il n'a aucune chance de remporter la victoire contre M.

Bush – il peut se permettre n'importe quoi – et, deuxièmement, qu'il ne représente pas non plus le point de vue du gouvernement américain. Si on se le rappelle bien, au moment où Robert Pines a rencontré M. Parizeau, tout dernièrement, après sa rencontre avec M. Parizeau, la position du gouvernement... Il faut dire que M. Robert Pines est le sous-secrétaire d'État du gouvernement américain. Il avait dit clairement que la position des États-Unis, c'était de défendre le Canada tel quel, un Canada uni. C'était la position du gouvernement américain.

Cela étant dit, M. Balthazar, j'aurais une question à vous poser. On a eu, devant cette commission, spécialement tout dernièrement, l'ex-juge Jules Deschênes et le constitutionnaliste José Woehrling, qui nous ont affirmé que certaines dispositions linguistiques au Québec ne sont pas, je dirais, respectueuses du droit international, spécialement la question qui concerne la communauté anglaise. D'après vous, et la question que je me pose, c'est que, probablement, il pourrait y avoir un effet – ils nous disaient – sur la reconnaissance internationale du Québec. Est-ce que, d'après vous, les États-Unis, avec un Québec souverain, pourraient exiger, justement, des amendements à cette loi linguistique pour qu'on puisse, disons, reconnaître le Québec souverain?

**M. Balthazar:** Avant de répondre à votre question, je voudrais vous relater l'impression extrêmement intéressante que j'ai eue, il y a un mois, quand j'ai entendu le ministre des Affaires internationales parler à Boston, M. John Ciaccia. Quelqu'un dans la salle lui a posé une question au sujet des problèmes linguistiques, à Montréal en particulier. M. Ciaccia a répondu très calmement: Madam, I am an anglophone. Je suis allé à l'école anglaise à Montréal, j'ai fait toutes mes études en anglais, je fonctionne en anglais à Montréal, etc., et il n'y a pas de problème. Par contre, vous devez comprendre le problème de la sécurité des francophones en Amérique du Nord, isolés qu'ils sont, etc. Ça, moi, je trouvais ça merveilleux. Je n'ai jamais eu une belle expérience comme ça que d'entendre un Québécois d'origine italienne, anglophone, défendre, finalement, les législations linguistiques québécoises. Et je vous assure que ça avait un effet, dans l'auditoire, qui était assez impressionnant.

(15 h 15)

Une autre chose que je dis souvent quand je parle de cette question linguistique, chaque fois que j'en ai l'occasion aux États-Unis. Je leur dis: Il ne s'agit pas, à proprement parler – en tout cas, nous ne le voyons pas comme ça – de restrictions à la liberté d'expression. Dieu sait si la liberté d'expression en anglais existe. Le journal *The Gazette*, que je sache, n'a jamais été censuré par le gouvernement et publie tout ce qu'il veut à tous les jours. Et combien d'autres publications, associa-

tions, favorisent, fort heureusement, la liberté d'expression des anglophones. Il s'agit de restrictions à l'"advertising". Nous avons restreint la publicité dans d'autres domaines, pour d'autres raisons. Nous avons fait ça.

Ceci dit, pour répondre à votre question... Je n'y répondrai pas en juriste parce que je ne peux pas, moi, du tout, me prononcer. J'écoute José Woehrling et M. Deschênes et je suis impressionné par leur témoignage. Pour répondre à votre question, il n'est pas impensable que des tractations implicites de ce genre-là aient lieu, et il n'est pas impensable, d'ailleurs, que le Québec, le premier, prenne les devants et dans le cas où la souveraineté serait un tel changement psychologique pour la population québécoise de langue française, la législation linguistique aurait tendance à être atténuée. Je ne suis pas le premier à le dire. Beaucoup ont dit ça. Un Québec souverain ne se ferait peut-être pas prier — M. Lucien Bouchard a déjà évoqué ça — pour permettre l'affichage bilingue et élargir un peu les législations dans le domaine linguistique. Donc, oui, il pourrait y avoir ce type de troc-là et nous aurions peut-être avantage à prendre les devants avant même qu'on nous demande des choses comme ça, ou, à tout le moins, à nous préparer à dire oui. Déjà, d'ailleurs, on l'a fait. Quand la loi 101 a été faite, on a dit — et on pensait sûrement aux Américains — que les gens qui sont de passage à Montréal, ou au Québec en général, peuvent avoir une exemption de trois ans de la loi 101 et une exemption qui peut être prolongée de trois autres années. Ça, remarquez bien que beaucoup d'Américains ne le savaient pas. Ça m'est déjà arrivé de dire ça à un Américain à New York et il m'a dit: *I am afraid I never saw that in The Globe and Mail*. Mais ça existe et donc, pour répondre à votre question: Oui, ce type de troc-là pourrait se tenir.

**M. Maciocia:** Oui. Merci, M. Balthazar, et une autre question, M. le Président. Pour revenir à M. Ciaccia, moi aussi j'étais vraiment très content de la déclaration qu'il avait faite à Washington. Ça prouve, encore une fois, si on peut dire, qu'il fait un travail vraiment magnifique. Quand il fait les relations à l'extérieur du Québec, il fait un travail vraiment — comme je disais tantôt — exceptionnel pour la promotion du Québec.

Une autre question que j'aurais à vous poser, M. Balthazar. Vous dites à la page 8 de votre mémoire, que la contribution d'un Québec souverain à NORAD devrait demeurer même si elle est seulement symbolique. Est-ce que, d'après vous, que ce soit pour NORAD ou que ce soit pour l'OTAN, est-ce que, d'après vous, même si elle est symbolique, est-ce que le gouvernement, un Québec souverain, devrait avoir une armée et quelle serait la portée de cette armée-là?

**M. Balthazar:** Ce serait très important, quand on est nouveau venu, de ne pas chercher à tout bouleverser. Ce sont des choses qui pourraient être repensées, éventuellement. Donc, je pense qu'un Québec souverain aurait tout avantage à dire très vite et très haut qu'il ne veut pas bouleverser ces choses-là pour le moment. Disons, même, que ça pourrait être pour un certain nombre d'années à venir.

Cependant, ces alliances-là, elles-mêmes, sont en flux constant à l'heure actuelle et sont ouvertes. Comme je le dis, à un moment donné, dans mon mémoire: Est-ce qu'il y en aura encore une OTAN dans un an, dans deux ans, dans trois ans, si jamais le Québec accède à la souveraineté? C'est problématique. Quant à NORAD, j'ai le sentiment qu'il y aura encore une alliance. Je peux me tromper. Jockel, lui, a tendance à dire que les Américains pourraient en profiter pour laisser tomber ça parce que, peut-être, ça les ennue. Je pense que nous revenons au contraire davantage à la situation des années cinquante alors que NORAD a été signé. NORAD a été signé, pourquoi? Dans un contexte où on craignait des invasions de bombardiers soviétiques en Amérique du Nord. Et quand on concevait une guerre, un affrontement nucléaire éventuel à cette époque-là, c'était encore au niveau de bombardiers. La bombe nucléaire était lancée éventuellement, hypothétiquement, par des bombardiers. Plus tard, les missiles sont apparus et là on a envisagé l'affrontement américano-soviétique en termes de missiles. Ce qui fait que la défense de l'Amérique du Nord dans le ciel devenait beaucoup moins importante parce que les missiles, de toute façon, nous passent par-dessus la tête et pas question... Cependant, il y a des systèmes d'avertissement, comme North Warning System, qui ont été reconduits à la visite de Reagan ici en 1985, des systèmes de radar qui sont très importants.

Bon, les missiles, c'est pas mal fini. En tout cas, l'affrontement au niveau des missiles avec l'Union soviétique, ça n'est plus pensable. Cependant, les Américains se persuadent de plus en plus, depuis la guerre du Golfe, que la sécurité nationale peut encore être menacée. Et, quand on connaît la force des milieux militaires aux États-Unis, l'establishment militaire va constamment remettre sur la table le fait que la sécurité américaine est peut-être encore plus menacée qu'elle ne l'était durant la guerre froide, parce que ça peut venir de partout. On ne sait plus, maintenant. Il peut arriver toutes sortes d'affaires. Et ce ne sont plus les grands scénarios simples d'affrontement avec l'Union soviétique.

Donc, même dans le Nord, qui sait? Si une ancienne république soviétique s'aventurait à créer des ennuis, ou avait des démêlés avec les États-Unis, qui sait s'il y aurait encore des possibilités d'intervention? Donc, on peut penser plus qu'autrefois à une sécurité qui serait

menacée par des moyens classiques. Et, des bombardiers qui patrouillent le nord du continent, ça reste aux yeux des Américains très important. Voilà pourquoi, des accords comme NORAD, je pense, pourront être considérés importants. Le Canada est important et le Québec, le ciel québécois va demeurer pour eux essentiel.

**M. Maciocia:** Une dernière question, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Maciocia:** Très petite. À la page 6 de votre mémoire, vous précisez que ce que vous envisagez est un scénario où le référendum sur la souveraineté a obtenu une imposante majorité. Et je comprends pourquoi, parce que je pense que pour éviter beaucoup de problèmes ça devrait être ça. Quand vous parlez d'imposante majorité, vous parlez de quel pourcentage?

**M. Balthazar:** Moi, je sors un petit peu de mon sujet mais j'ai déjà exprimé mon opinion ailleurs là-dessus. Je crois que nous devons tout faire au Québec pour trouver un consensus, peut-être, parce que je suis très préoccupé par notre image sur le plan international. Si vous regardez les pays qui récemment ont voté leur souveraineté, ça a été, en général, de bonnes majorités. Si on arrive à la face du monde et qu'on dit: Il y a 52 % de Québécois qui ont dit oui et 48 % qui ont dit non, bien sûr, là, je ne veux pas entrer dans un débat pour savoir quelle est la majorité qu'il faut pour que le référendum soit légal, je pense que dans notre tradition, c'est 50 %, voilà! Mais je pense aux répercussions sociologiques, là, que ça aura. Ce que les gens vont conclure dans le reste du monde, c'est que les Québécois sont divisés entre eux et attendons que quelque chose se dégage. Voilà pourquoi j'ai toujours été partisan d'un consensus. Que, si un jour il y avait un référendum, que ce serait un référendum que le gouvernement gagnerait avec une forte majorité et qu'on irait chercher la question qui ferait l'affaire, à laquelle une bonne majorité de Québécois sont prêts à dire oui. Et quand je pense à une bonne majorité, bien c'est dans les 70 % ou 75 %. Je pense à une campagne – peut-être que je suis trop optimiste encore à l'heure actuelle – mais je pense à une campagne électorale où la plupart d'entre vous, alentour de la table, feriez campagne pour le oui. C'est ça que j'espère de tout mon coeur.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci. M. le Président, I would like to make a few comments to which perhaps

you could respond. First of all, in talking about the international relations of the United States, although you have given an excellent analysis I think, with which probably all of us would agree, there are perhaps one or two distinctions that must be added between the international relations conducted by the U.S. Government, in the sense that bodies like the State Department, for instance, and international relations as seen by Congress or by the American people. For example, I am sure that the U.S. governmental apparatus is a great deal more friendly with Saudi Arabia, let us say, than probably the American people would particularly wish it to be, but economic and political interests obviously require them to be so.

The issue as far as Québec is concerned, it seems to me, is that the possibility of hostility from the American people, not as a whole – many of them I think would be indifferent, or uninterested, or unconcerned about what we did here, but particularly in the Northeastern United States, and in places like Vermont – would, I think, affect attitudes in the Congress of the United States, for two or three reasons that go a little beyond what your paper points out. One of them is not only this passionate attachment to unity that you did discuss, but that I think that as the Americans look more and more about the increasing number of Hispanic Americans in the United States, many of them established in territories of the United States, that used to belong to the Spanish Empire of Mexico, and where there is a comparably strong desire to preserve their language over generations, that they would look very closely at the Canadian situation, in terms of that particular concern of theirs. They would also, I think, in terms of what you might call the moral argument about a sovereign Québec, say that after all, as they understand it, Québec is a place that, since the Québec Act of 1774, has had its language, has had the main religion, preserved the Civil Law, and so forth, and democratic political institutions for well over a century. Now we are all, within Québec, familiar with the other arguments as to why sovereignty is, at least claimed to be, a desirable option for the preservation of the French language and culture.

But those arguments, essentially demographic arguments, I do not think, are much understood, or regarded with much sympathy outside Québec, probably not even in Canada, and certainly not in the United States. In other words, it is a very different situation than as if this society were existing under a clearly oppressive government. Since it is not, since it is under a democratic system of government, where it is a province of Canada, I think that would concern the Americans, as would one other thing in terms of their view of the response of the rest of Canada. That is, if the rest of Canada might almost automatically

become anti-Québec despite sensible elements that would see the case for economic unity and civilized relations and so on, rather in the way that nothing has so united the Arab states as hostility to Israël, that is, in other words, the rest of Canada, merely to justify its own existence, almost has to be an anti-Québec state. If they enthusiastically endorse what Québec did, they would face the danger, saying that they could not explain why they should continue to exist. Would you care to comment on that?

**M. Balthazar:** Oui, c'est intéressant. Vous avez bien raison, d'abord, de bien distinguer entre la position de l'Exécutif et celle du Congrès et de l'ensemble de la population. Je pense que l'Exécutif est toujours plus raisonnable, ou plus ouvert, par exemple dans les négociations canado-américaines, ça ne va pas si mal avec l'Exécutif. L'Exécutif est libre-échangiste, le Congrès représente des petits intérêts parfois mesquins, locaux et là, ça peut être plus pénible.  
(15 h 30)

Vous avez raison aussi de reprendre ce que je disais, l'existence des réseaux qui font que dans le nord-est des États-Unis, pour beaucoup d'amis du Canada, il y a beaucoup de sympathie pour le point de vue des Canadiens de langue anglaise, et parfois beaucoup de sympathie pour la communauté anglophone de Montréal parce qu'on a des amis, on voyage, on comprend mal.

Vous avez raison aussi de dire que pour l'Américain moyen, se battre pour sa culture et sa langue, c'est quelque chose qui passe l'entendement, qui est difficile à comprendre. "What is the problem? Culture, language". Parce que l'Américain moyen est tellement imbu de sa culture et de sa langue que le problème d'une minorité, il a plus de difficulté à le comprendre.

Donc, c'est vrai qu'il y a des obstacles sérieux. Ceci dit, petit à petit, je crois que le Québec, la position québécoise fait des progrès. Ici ou là, on commence à comprendre mieux la position du Québec. Par exemple, il y a des choses assez intéressantes qui se produisent. Il y a une association aux États-Unis, ça ne représente pas beaucoup de monde, ce sont des universitaires, mais ce sont des phénomènes qui sont souvent multiplicateurs, qui ont des effets ailleurs. Moi, par exemple, je pense à des étudiants qui ont suivi des cours sur le Canada, qui ont entendu des exposés sur le Québec et qui sont aujourd'hui dans des grandes compagnies à New York, etc., et qui, peut-être, quand ça se présente, ont un point de vue sur le Québec qui serait plus sympathique et plus favorable.

Voyez-vous, il y a eu, récemment, cet article de Mordecai Richler dans le *New Yorker*, qui était absolument dévastateur pour nous. Mais à la même époque, il y a un livre qui est paru, il y a un an environ, écrit, comme par hasard encore, par un juif du Wisconsin qui s'appelle

Mark Levine, que je connais, un universitaire, et qui est membre de cette association d'études québécoises, sur la question linguistique à Montréal; un livre qui est très bien fait, très bien équilibré, qui ne prend pas partie, mais qui fait une excellente analyse de la situation linguistique à Montréal, une analyse même qu'un nationaliste québécois pourrait endosser. Bien, qu'il y ait des choses comme celle-là, évidemment son livre n'est pas un best-seller, il n'est pas vendu dans tous les drugstores, dans les centres commerciaux, mais petit à petit, ces idées-là font leur chemin. Et j'ose croire que nous finirons, avec le temps, par être respectés davantage.

Mais il est certain qu'à l'heure actuelle, la communauté américaine qui s'intéresse tant soit peu au Canada, comme je l'ai fait valoir, est beaucoup plus inondée par l'information anglo-canadienne que par la nôtre.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors...

**M. Cameron:** If I could have one last final comment on that, I would agree with you, about the difference between something like the Mark Levine book and...

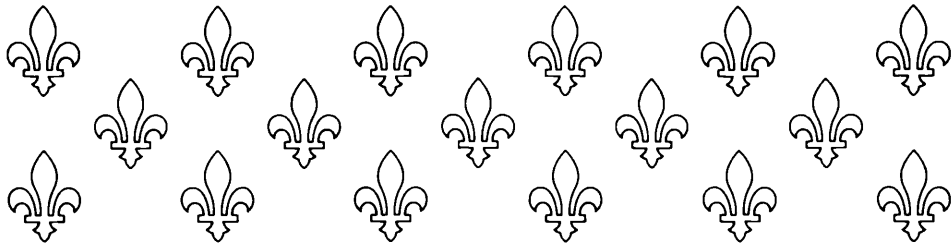
**Le Président (M. Bélanger):** Excusez-moi, le temps est écoulé, malheureusement.

**M. Cameron:** O.K. Out of time. All right.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous devons conclure, puisque nos collègues de la prochaine commission sont déjà dans la salle et qu'ils doivent commencer leurs travaux dans quelques minutes.

Les nôtres étant terminés, je voudrais remercier M. Balthazar pour sa contribution extrêmement intéressante à nos travaux, contribution aussi très appréciée, croyez-moi. Je vous remercie, et tous mes collègues. Compte tenu de l'heure, nous mettons fin à nos travaux.

(Fin de la séance à 15 h 35)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 21 janvier 1992 — No 19**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Exposé de M. Claude Emanuelli

CEAS-493

Président: M. Guy Bélanger

### **Intervenants**

M. Henri-François Gauthrin  
M. Jacques Brassard  
Mme Louise Bégin  
M. Neil Cameron  
M. André Boulerice  
M. Cosmo Maciocia  
M. Robert LeSage

Témoignage interrogé: M. Claude Emanuelli, Université d'Ottawa

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102



Le mardi 21 janvier 1992

(Quatorze heures quatorze minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, est-ce que chacun voudrait bien prendre sa place pour que nous puissions débiter nos travaux?

Oh! que la nouvelle année nous a amené de l'indiscipline! M. le député de Sainte-Marie-Saint-Jacques, on pourrait vous inviter à vous asseoir, s'il vous plaît?

**Une voix:** Pas déjà!

**Une voix:** Renverser des verres, c'est de l'indiscipline!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Suite aux événements de Noël, comme on peut voir notre collègue de Lac-Saint-Jean, je voudrais en profiter pour souhaiter à tous une bonne et heureuse année, une année pleine de succès et, j'espère en tout cas pour cette commission, que nous puissions accomplir notre mandat avec les lauriers, c'est-à-dire les plus hautes mentions d'excellence. Comme nous avons commencé à le faire d'ailleurs. Je souhaiterais aussi que nos travaux continuent à se dérouler dans le climat de sérénité et de bonne collaboration qui existe depuis le début. Dans ce sens-là donc, à toutes et à tous une bonne et heureuse année.

Ces civilités étant terminées, l'ordre du jour, aujourd'hui. Dans un premier temps, nous recevons le professeur Claude Emanuelli et, dans un deuxième temps, c'est-à-dire vers 14 heures... 16 heures, excusez, 14 heures ça commence maintenant. Vers 16 heures, nous avons une séance de travail. Donc, après l'audition de M. Emanuelli et les périodes de questions, nous passerons tout de suite à cette séance de travail.

Sans plus tarder, je vous introduis donc le professeur Claude Emanuelli qui, d'abord, a fait ses études universitaires en droit à l'Université de Toronto, faculté de droit, au New York University School of Law, qui a fait aussi sa thèse de maîtrise à l'Université de Toronto et sa thèse de doctorat à l'Université de Toronto en droit international. On va faire grâce des études secondaires et primaires. Donc, je pense qu'on a aussi des listes de publication du professeur Emanuelli, qui font plusieurs pages et qui sont toutes plus intéressantes les unes que les autres. On sait qu'il a été aussi détenteur ou titulaire de plusieurs prix ou de diplômes reconnaissant son niveau national et international. Il est présentement professeur à l'Université d'Ottawa, à la faculté de droit, il est professeur agrégé à la section du droit civil. Alors, M. Emanuelli, la parole est à vous.

Juste un instant, si vous me le permettez, des petites formalités techniques. Pour les remplacements, nous avons M. Benoit (Orford) qui remplace M. Bourassa, M. Boulerice (Saint-Jacques) remplace M. Parizeau. Et c'est tout. Il n'y a pas d'autres modifications? C'est bien. Alors, M. Emanuelli, la tribune est à vous.

**Exposé de M. Claude Emanuelli**

**M. Emanuelli (Claude):** M. le Président, Mmes et MM. les députés, je tiens d'abord à vous remercier de m'avoir invité à comparaître devant vous aujourd'hui. Le sujet de l'étude que je vais vous présenter concerne l'accession du Québec à la souveraineté et la nationalité. Mon étude se divise en trois grandes parties. Dans une première partie, j'examine le concept de nationalité que j'essaie de cerner, en fait. Dans une deuxième partie, j'étudie les conséquences de l'accession du Québec à la souveraineté en termes de nationalité. Et, dans une troisième partie, j'envisage l'élaboration d'un futur régime de la nationalité québécoise à l'intérieur d'un Québec souverain.

D'abord, en ce qui concerne le concept de nationalité, je me trouve maintenant à la page 2 de mon étude. Eh bien, la nationalité peut se définir comme étant un lien juridique qui rattache, qui unit un individu à un État où que cet individu se trouve et en vertu duquel l'État et ses nationaux se doivent, en fait, des obligations mutuelles.

En droit international, on reconnaît, et c'est un principe qui est bien ancré – c'est un principe que j'aurai l'occasion de répéter plusieurs fois aujourd'hui – on reconnaît, en droit international, qu'il appartient, en fait, à chaque État de décider qui sont ses nationaux, c'est-à-dire qu'il appartient à chaque État de décider selon quelles conditions un individu acquiert ou perd sa nationalité.

Bien entendu, chaque État peut limiter ses compétences, notamment en concluant des accords internationaux qui portent sur des questions particulières relatives à la nationalité. Par ailleurs, il faut dire aussi que, dans le langage courant et même en fait souvent dans le langage juridique, on a tendance à assimiler les termes national, citoyen, ressortissant, sujet. Ces termes, d'un point de vue juridique, présentent un certain nombre de différences et je pense qu'il est intéressant de souligner ces différences pour des raisons, finalement, terminologiques avant d'entamer un débat plus profond sur les questions de nationalité. Le terme "national" s'emploie surtout dans le contexte du droit international. En droit international, on considère que le national d'un État c'est l'individu qui a la

nationalité de cet État et en droit international, la nationalité fonde ce qu'on appelle des compétences personnelles dont un État profite et qui lui permet en fait d'avoir certains pouvoirs à l'égard de ses nationaux, même si ses nationaux se trouvent à l'extérieur de son territoire. Alors, de ce point de vue-là, on oppose compétence personnelle à compétence territoriale et les compétences personnelles sont fondées sur le concept de nationalité.

Par ailleurs, le terme "citoyen" s'emploie plutôt dans un contexte de droit interne. Le citoyen, c'est l'individu qui appartient à une certaine collectivité et qui jouit de tous les avantages que cette collectivité attribue.

Les termes "ressortissants" et "sujets" sont plus larges. Le ressortissant d'un État, c'est l'individu qui se trouve soumis à la compétence, à la juridiction de cet État, même s'il n'en a pas la nationalité ou s'il n'en est pas citoyen et l'État dont il est le ressortissant lui accorde, sur le plan international, une certaine protection. Alors, par exemple, dans le droit américain, on fait une distinction très nette entre ressortissant américain et citoyen américain. Tous les ressortissants américains ne sont pas citoyens américains. Par exemple, à l'époque où les Philippines étaient des possessions américaines, les Philippines étaient, en fait, ressortissants américains. Ils bénéficiaient de la protection des États-Unis, ils devaient allégeance aux États-Unis, mais ils n'étaient pas citoyens américains. Par ailleurs, selon la législation britannique, il est clair que la catégorie de sujets britanniques englobe un certain nombre d'individus qui ne sont pas citoyens britanniques. La notion, donc, de sujet britannique est une notion beaucoup plus large que la notion de citoyen britannique.

Il faut également ajouter ceci, c'est que la nationalité d'un individu ne reflète pas nécessairement son appartenance à une nation au sens sociologique du terme. Parce que la population de certains États, dont le Canada, par exemple, a une composition plurinationale ou multinationale. De ce point de vue là, on ne peut pas dire que la nationalité d'un individu reflète nécessairement son appartenance à une nation au sens sociologique du terme. Bien entendu, ici, il faut faire une distinction. Au concept de nation au sens sociologique du terme, qui correspond à une collectivité d'individus qui présentent certaines caractéristiques communes, qui ont conscience de leur spécificité et qui veulent conserver cette spécificité, il faut opposer le concept de nation au sens politique du terme, qui correspond à un État. De ce point de vue là, la nationalité c'est le lien juridique qui unit un individu à une nation-État. C'est-à-dire, donc, que le national c'est l'individu qui dispose de la nationalité de cet État.

J'en arrive maintenant à la deuxième partie de mon étude qui concerne les conséquences de l'accession du Québec à la souveraineté en

termes de nationalité. Je me trouve maintenant à la page 6 de mon étude. Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, il y aurait alors ce qu'on appelle en droit international une succession d'État. Il y a succession d'État lorsqu'un État qu'on appelle l'État successeur se substitue à un autre État qu'on appelle l'État prédécesseur en tant que responsable des relations internationales d'un territoire. Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, l'État successeur serait le Québec, l'État prédécesseur serait le Canada. L'accession du Québec à la souveraineté aurait bien entendu des effets pour une partie de la population canadienne et, plus particulièrement, pour les habitants du Québec. Le problème se poserait alors de savoir si les habitants du Québec et, possiblement, d'autres citoyens canadiens acquerraient automatiquement la nationalité québécoise du fait de l'accession du Québec à la souveraineté. Le problème se poserait aussi de savoir si les citoyens canadiens qui habitent le Québec au moment du transfert de souveraineté et, possiblement, d'autres citoyens canadiens perdraient automatiquement la citoyenneté canadienne du fait de l'accession du Québec à la souveraineté.

Deux approches très différentes, en fait, nous permettent d'apporter un certain nombre de réponses à ces questions. D'abord, selon une approche dite de la continuité, eh bien, on devrait imaginer que les habitants du territoire québécois acquerraient automatiquement, du fait de l'accession du Québec à la souveraineté, la nationalité québécoise. Ils perdraient aussi automatiquement, toujours selon cette même approche, la citoyenneté canadienne.

Maintenant, selon une autre approche tout à fait différente, l'approche dite de la table rase, les habitants du Québec n'acquerraient pas automatiquement la nationalité québécoise du fait de l'accession du Québec à la souveraineté et ils ne perdraient pas non plus automatiquement la citoyenneté canadienne du fait de l'accession du Québec à la souveraineté. Il appartiendrait alors au Québec de décider souverainement qui sont ses nationaux, c'est-à-dire que le Québec devrait décider quels sont les individus qui vont acquérir sa nationalité au moment du transfert de souveraineté sur le territoire du Québec. Et il appartiendrait, à ce moment-là, toujours selon l'approche de la table rase, au Canada de décider souverainement quels sont les individus qui vont perdre sa nationalité du fait de l'accession du Québec à l'indépendance.

Alors, cette approche de la table rase présente un inconvénient important. C'est que, dépendamment des décisions qui seraient prises par le Québec et par le Canada, on pourrait imaginer que certains citoyens canadiens perdraient la citoyenneté canadienne, en fait, sans acquérir nécessairement la nationalité québécoise. Ces individus se trouveraient alors être des apatrides, c'est-à-dire qu'ils seraient laissés sans

nationalité.

Alors, de ce point de vue là, la théorie de l'approche de la continuité semble plus équitable parce que, en fonction de l'approche de la continuité, les individus qui perdent la citoyenneté canadienne sont ceux qui acquièrent la nationalité québécoise. Donc, ces individus, bien entendu, acquièrent une nouvelle nationalité en perdant l'ancienne. Ils ne se retrouvent donc pas apatrides.

(14 h 30)

Par ailleurs, cette approche de la continuité présente d'autres inconvénients. Le premier, c'est que certains individus pourraient se voir imposer finalement une nationalité québécoise dont ils ne veulent pas et ils pourraient être privés de la citoyenneté canadienne qu'ils veulent conserver au contraire. Par ailleurs, on pourrait également considérer que l'État québécois, selon l'approche de la continuité toujours, pourrait se voir imposer certains individus qu'il juge indésirables pour une raison ou une autre alors que ces individus, donc, seraient privés de la citoyenneté canadienne alors que le Canada voudrait les conserver parmi ses nationaux.

De ce point de vue là, bien entendu, ni l'approche de la continuité ni l'approche de la table rase n'est véritablement satisfaisante en soi et c'est pourquoi, dans ce genre de situation, on préconise en fait plutôt que l'État successeur et l'État prédécesseur concluent ce qu'on appelle un accord de dévolution qui régit en détail les questions de nationalité résultant d'une succession d'État.

En pratique, on doit reconnaître qu'effectivement, bien souvent, l'État successeur et l'État prédécesseur concluent des accords de dévolution dans ce sens. Mais ce n'est pas toujours le cas. Ce n'est pas toujours le cas parce qu'il n'existe aucune règle de droit international qui oblige l'État successeur et l'État prédécesseur à conclure un accord de dévolution réglementant les questions de nationalité qui découlent d'une succession d'État. Il n'existe aucune règle de droit international dans ce sens. Parfois, l'État successeur et l'État prédécesseur concluent ce genre d'accord; parfois, ça n'arrive pas.

En l'absence d'un accord de dévolution, la pratique des États montre que c'est la théorie de la table rase qui, en général, est appliquée, c'est-à-dire qu'en l'absence d'un accord de dévolution, en règle générale, l'État successeur va décider quels sont les individus qui vont acquérir sa nationalité et l'État prédécesseur va décider quels sont les individus qui perdent sa nationalité. Et cette pratique est tout à fait conforme à ce principe de droit international qui, lui, est bien ancré en droit international justement, et dont je vous ai déjà parlé, principe qui dit qu'il appartient à chaque État de déterminer de façon souveraine qui sont ses nationaux. On ne peut pas imposer à un État des nationaux.

C'est l'État qui, souverainement, décide qui sont ses nationaux et en cas de succession d'État – à moins, bien sûr, qu'il y ait un accord entre l'État successeur et l'État prédécesseur – c'est l'État successeur qui décide quels sont les individus qui acquièrent sa nationalité. L'État prédécesseur décide souverainement quels sont les individus qui perdent sa nationalité.

Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, je pense qu'il serait impossible de prévoir avec certitude quelles seraient les conséquences de cette succession d'État en termes de nationalité pour les raisons que je viens de vous énoncer, c'est-à-dire qu'en droit international, finalement, il appartient à chaque État de dire quels sont ses nationaux et on ne sait pas à l'avance si le Canada et le Québec seraient effectivement en mesure de conclure un accord de dévolution réglementant les questions de nationalité. On peut, bien entendu, le souhaiter, on peut l'espérer, mais on ne peut pas dire à l'avance qu'il s'agit d'une certitude. Par ailleurs, s'il n'existe pas de règles préétablies qui régissent les questions de nationalité qui découlent d'une succession d'État, il existe par ailleurs certaines tendances qui découlent de la pratique des États et certaines tendances qui, bien entendu, pourraient guider aussi bien le Québec que le Canada pour réglementer les questions de nationalité qui découleraient de l'accession du Québec à la souveraineté.

Alors, ces tendances sont les suivantes: premièrement, hormis les cas de décolonisation et en l'absence d'un accord de dévolution qui prévoit une solution différente, l'État successeur accorde généralement sa nationalité aux individus qui sont installés dans le territoire faisant l'objet de la succession d'États au moment du transfert de souveraineté et qui, à la suite de ce transfert, continuent d'avoir leur domicile ou leur résidence habituelle dans ce territoire. C'est la tendance générale mais ce n'est qu'une tendance générale, bien entendu.

On constate aussi, dans le même genre de situation, que l'État prédécesseur va généralement retirer sa nationalité aux individus qui continuent d'habiter le territoire transféré après le transfert. Là encore, il s'agit uniquement d'une tendance. On constate également que, hormis de nouveau les cas de décolonisation et en l'absence d'un accord de dévolution, les individus qui sont originaires du territoire transféré mais qui, au moment du transfert, se trouvent établis à l'étranger, par exemple, dans le territoire de l'État prédécesseur, ces individus sont quelquefois, mais assez rarement affectés par la succession d'État, surtout lorsqu'on se trouve dans un cas de succession partielle, ce qui serait le cas advenant l'accession du Québec à la souveraineté parce que, bien entendu, le Canada continuerait d'exister. On se trouverait donc ici dans un cas de succession partielle et on peut penser, selon la tendance générale, que

les individus d'origine québécoise qui seraient installés à l'extérieur du Québec au moment du transfert de souveraineté ne seraient pas affectés par ce transfert de souveraineté, selon la pratique générale des États.

On constate également, toujours selon cette pratique générale, que les étrangers qui se trouvent installés sur le territoire transféré ne sont pas affectés, eux, par le transfert de souveraineté. Leur nationalité ne change pas. On constate également que, dans bien des cas, un droit d'option est accordé aux individus qui sont concernés, c'est-à-dire aux individus dont la nationalité se trouve être affectée par le transfert de souveraineté. Là encore, il s'agit d'une tendance générale, mais il ne s'agit pas d'une règle. Et de ce point de vue là, les auteurs sont d'accord, en droit international, pour dire que ni l'État successeur ni l'État prédécesseur ne se trouvent obligés par le droit international d'accorder un tel droit d'option aux individus dont la nationalité se trouve être affectée par la succession d'État. Par ailleurs, on constate aussi que, dans bien des cas, un accord de dévolution est conclu entre l'État successeur et l'État prédécesseur. Là encore, ce n'est pas toujours le cas mais c'est certainement une solution souhaitable.

Finalement, on constate également que le droit international crée très peu de limites à la compétence de l'État successeur et de l'État prédécesseur en ce qui concerne les questions de nationalité qui découlent d'une succession d'État.

Comme vous avez pu le voir dans mon étude, il existe une théorie qui a été développée par la Cour internationale de justice, dans l'affaire *Nottebohm*, théorie en vertu de laquelle la nationalité doit refléter un lien social effectif pour être opposable aux autres États. À mon sens, cette théorie a en fait une portée très limitée, premièrement parce que les circonstances de l'affaire *Nottebohm* étaient très exceptionnelles — je reviendrai sur cette affaire, si vous voulez, plus tard — deuxièmement, la décision de la Cour internationale de justice a été nuancée par une jurisprudence ultérieure et, d'autre part, la pratique des États contredit en fait la thèse du lien social effectif. À mon sens, cette théorie n'a qu'une portée très limitée.

Le droit international s'est surtout préoccupé d'éviter qu'une succession d'État n'entraîne des cas d'apatridie. Et, de ce point de vue là, il existe une convention internationale, la Convention des Nations Unies sur la réduction des cas d'apatridie qui contient un certain nombre de dispositions, dispositions qui créent donc des obligations pour les États contractants uniquement. Le Canada est partie à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie et alors, en fonction de cette convention, advenant l'accession du Québec à la souveraineté et dans la mesure où un accord de dévolution serait conclu entre le Canada et le Québec, le Canada devrait

s'efforcer de faire en sorte que l'accord de dévolution contienne des dispositions évitant que l'accession du Québec à la souveraineté n'entraîne des cas d'apatridie. L'obligation donc est assez limitée, à mon avis.

Alors, voilà donc les tendances qui se dégagent de la pratique internationale. Voici également l'absence de limites créée par le droit international aux compétences de l'État successeur et aux compétences de l'État prédécesseur en cas de succession d'État. Cependant, sur la base de la pratique des États, j'ai essayé en fait d'imaginer un certain nombre de règles qui pourraient régler les questions de nationalité découlant de l'accession du Québec à la souveraineté. Ces règles se trouvent aux pages 25 et suivantes de mon étude. Si vous voulez, je pourrais y revenir tout à l'heure, mais dans la mesure où le temps presse, je vais essayer de passer maintenant à la troisième partie de mon étude.

La troisième partie de mon étude est consacrée à l'élaboration d'un futur régime de la nationalité québécoise à l'intérieur d'un Québec souverain. Cette partie se divise en deux. Dans une première sous-partie, j'ai étudié quelles sont les règles qui régissent les compétences de l'État en matière de nationalité. Et dans une deuxième partie, j'ai essayé d'envisager les questions que poseraient l'élaboration d'un futur régime de la nationalité québécoise. Alors, la première sous-partie de cette question porte donc sur la compétence de l'État en matière de nationalité. Ici, le principe de base, vous le connaissez déjà. Chaque État peut décider souverainement qui sont ses nationaux. Le droit international crée peu de limites à cette compétence. On a déjà parlé du lien effectif, donc je ne reviendrai pas là-dessus.

Il existe deux conventions multilatérales qui sont intéressantes. Deux conventions auxquelles le Canada est partie. La première, c'est la convention sur la nationalité de la femme mariée. Convention qui vise à exclure les conséquences du mariage ou de sa dissolution sur la nationalité de l'épouse. C'est une convention qui exclut également toute conséquence automatique d'un changement de nationalité de l'époux sur la nationalité de son épouse. Et, finalement, c'est une convention qui vise à faciliter l'acquisition de la nationalité de l'époux par son épouse.

(14 h 45)

Par ailleurs, il existe aussi la convention sur la réduction des cas d'apatridie dont je vous ai déjà glissé un mot tout à l'heure. C'est une convention dont le but général est d'éviter, de remédier, disons, au problème de l'apatridie. C'est une convention qui vise d'abord à faciliter l'acquisition d'une nationalité pour éviter, donc, les cas d'apatridie. C'est une convention qui vise également à éviter que la perte d'une nationalité entraîne des cas d'apatridie, notamment, mais pas exclusivement, dans le contexte d'une succession

d'État.

Ceci étant dit, j'ai essayé ensuite d'envisager les questions qui se poseraient dans le cadre de l'élaboration d'un futur régime de la nationalité québécoise. Pour étudier ces questions, j'ai choisi de comparer le droit de la nationalité de quatre États. J'ai choisi délibérément de regarder le droit canadien, le droit français, le droit suisse et le droit britannique. Ce choix est fondé sur les raisons suivantes. C'est que, premièrement, deux de ces États, la France et la Suisse, sont de tradition civiliste et les deux autres sont des pays de "common law". Traditionnellement, la conception civiliste de la nationalité est différente de la conception des pays de "common law". Les pays de droit civil ont une conception dite personnaliste de la nationalité. Les pays de "common law" ont une conception dite territorialiste. De plus, deux de ces pays, le Canada et la France, sont traditionnellement des pays d'immigration étrangère, les deux autres, la Suisse et la Grande-Bretagne, sont plutôt défavorables à l'immigration étrangère. Bien entendu, les politiques d'un État en matière d'immigration ont une conséquence directe sur sa conception de la nationalité.

Alors, parmi les questions qu'il faut envisager dans le cadre de l'élaboration d'un futur régime de la nationalité québécoise, figurent les questions suivantes: Quelles sont les conditions d'attribution de la nationalité québécoise à la naissance? Quelles sont les conditions d'acquisition de la nationalité québécoise par voie d'adoption, par voie de naturalisation? Quel serait, en fait, le régime de la naturalisation québécoise? Quels sont les effets du mariage d'un étranger avec un Québécois en termes de nationalité? Quels sont les problèmes que posent la double nationalité? Quelles sont les conditions de perte de la nationalité québécoise: Perte automatique pour manque d'effectivité, perte par retrait, perte par répudiation? Et, finalement, les problèmes que poserait la réintégration à la nationalité québécoise pour un individu de nationalité québécoise qui, pour une raison ou une autre, aurait perdu cette nationalité.

Alors, sur la base de cette étude comparative, j'ai essayé, là encore, de développer un certain nombre de règles autour desquelles pourrait s'articuler un futur régime de la nationalité québécoise. Ces règles se trouvent aux pages 66 et suivantes de mon étude. Je reviendrai sur ces règles un petit peu plus tard, si vous le désirez. Mais, pour le moment, je suis prêt à répondre à vos questions si je le peux.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je vous remercie, professeur Emanuelli. Le premier intervenant sera le député de Verdun. M. le député.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président et merci, M. Emanuelli, pour votre exposé. Moi, j'ai une

double question à vous poser. Lorsque vous parlez du Québec et du Canada, vous parlez d'États, les États, c'est quoi? Je m'explique: ça s'exprime comment? Et je prends spécifiquement le cas canadien où, évidemment, un État, un gouvernement, c'est un exécutif, un législatif, mais qui a aussi une situation avec une Cour suprême. Et la Cour suprême limite, éventuellement, l'activité de l'exécutif.

Jusqu'à quel point, dans une situation, à l'heure actuelle, où des citoyens canadiens peuvent avoir recours à la Cour suprême, le gouvernement – parce que j'imagine quand vous parlez de l'État du Canada ou d'un accord entre l'État du Québec et l'État canadien, que c'est entre les gouvernements que vous pensiez – jusqu'à quel point, à ce moment-là, l'action du gouvernement canadien peut retirer la nationalité à un citoyen canadien ou à un national canadien résidant au Québec? Et est-ce que cet individu n'aurait pas recours à la Cour suprême pour limiter ce pouvoir du gouvernement canadien? C'est-à-dire que l'État canadien est double à ce moment-là, l'action de l'exécutif étant quand même limitée et devant s'inscrire à l'intérieur de la Charte des droits qui est quand même contrôlée par un mécanisme juridique actuellement.

**M. Emanuelli:** Advenant l'accession du Québec à la souveraineté et si on imagine l'hypothèse où un accord de dévolution est conclu entre le Québec et le Canada, il est bien évident que, sur la base de cet accord, il faudrait ensuite adopter une législation canadienne de même qu'une législation québécoise qui mettent en pratique les décisions qui sont prises dans cet accord. Le Canada comme le Québec adopteraient à ce moment-là des législations qui sont parallèles. La législation canadienne qui serait adoptée à ce moment-là viendrait fort probablement amender la législation canadienne actuelle.

**M. Gauthrin:** Ma question, c'est la Charte des droits. Jusqu'à quel point cette législation devrait satisfaire la Charte des droits, c'est-à-dire ne pourrait pas être contestée à l'intérieur même de notre propre système, devant la Cour suprême, par des individus, c'est-à-dire par des citoyens? Autrement dit, vous avez envisagé les questions, les rapports entre États; dans notre système canadien qu'on connaît si bien, il y a toujours la possibilité pour l'individu de contester, un peu même théoriquement, devant la Cour suprême une loi ou une pratique de l'État si elle ne satisfait pas et ne respecte pas une charte des droits.

**M. Emanuelli:** Premièrement, bien entendu, en autant que le Québec se trouve à l'intérieur du Canada, la charte s'applique également au Québec. Cependant, le jour où le Québec ne se trouverait plus dans la Fédération canadienne, la

Charte canadienne ne s'appliquerait plus au Québec. Ça je pense que c'est le...

**M. Gauthrin:** Ma question...

**M. Emanuelli:** ...point de départ et...

**M. Gauthrin:** Il y a quand même la période de transition entre les deux. Qu'est-ce qui se passe... Il y a un moment de transition où les gens... On passe une loi, on n'a pas encore passé la loi, le gouvernement canadien a quand même une légitimité à partir de la question...

**M. Emanuelli:** D'accord.

**M. Gauthrin:** ...du Québec. Ce n'est pas...

**M. Emanuelli:** À ce moment-là, tout dépend du moment où la loi en question entre en vigueur, à partir de quel moment elle s'applique. Si cette loi s'applique au jour de l'indépendance du Québec, au jour où le Québec se trouve détaché du Canada, à ce moment-là, j'imagine que la Charte canadienne ne s'appliquera plus à la législation québécoise. Elle s'appliquera, par ailleurs, à la législation canadienne.

**M. Gauthrin:** Donc, elle pourrait être contestée par des citoyens canadiens qui voudraient...

**M. Emanuelli:** Cette législation pourrait effectivement être contestée. On parle de la législation canadienne...

**M. Gauthrin:** ...canadienne bien sûr.

**M. Emanuelli:** Elle pourrait être effectivement contestée devant les tribunaux canadiens en vertu de la Charte, certainement.

**M. Gauthrin:** Ma question vient... Dans les tendances qui viennent, parce que je sais qu'on a peu de temps, les exemples pratiques, c'est-à-dire que vous nous avez donné des exemples des tendances, comment les choses se sont passées dans le phénomène de la succession d'État, pratiquement. Parmi les gens qui sont déjà venus témoigner devant nous, on ne connaît qu'un seul exemple, c'est, paraît-il, la sécession de Singapour de la Malaisie qui s'est faite avec une parfaite entente; les gens se sont bien entendus, tout a été clair. Mais les tendances sur le partage des nationalités. Vous pensez à quoi comme exemple concret dans l'histoire moderne? Ma sous-question, c'est: Qu'est-ce qui se passe de facto dans ce qu'on voit comme éveil de nouveaux États qui sont en train de se créer en Europe de l'Est? Comment se passe pratiquement dans ces cas-là, je pense au fractionnement de l'Union Soviétique, au fractionnement de la Yougoslavie actuellement, le partage de la nationalité?

**M. Emanuelli:** Alors, je pense que vous avez pu voir dans mon étude que je donne un certain nombre d'exemples où il y a eu effectivement des accords de dévolution qui ont été conclus, ceci notamment dans le contexte de la décolonisation.

**M. Gauthrin:** Je m'excuse, monsieur.

**M. Emanuelli:** Oui.

**M. Gauthrin:** Mais dans votre analyse sur les tendances...

**M. Emanuelli:** Oui.

**M. Gauthrin:** ...vous avez justement dit, vous voulez écarter ou mettre de côté ce qui était lié à la décolonisation. Je comprends que, dans les processus de décolonisation, il y a eu des situations bien particulières qui ne s'appliquent pas, je pense, dans le cas de l'accession du Québec à la souveraineté.

**M. Emanuelli:** Disons que la situation est différente.

**M. Gauthrin:** Serait différente.

**M. Emanuelli:** Il ne s'agit pas d'une situation de décolonisation. Voyez-vous, dans les situations de décolonisation, la situation est un petit peu particulière parce que le nouvel État pourrait, pour des raisons qui sont assez faciles à comprendre, adopter des critères de nationalité qui font en sorte que les ressortissants de l'ancienne puissance coloniale sont exclus de la nationalité du nouvel État.

**M. Gauthrin:** Mais dans les exemples qui ne sont pas dans la décolonisation, comment se fait le transfert de la nationalité? Prenons l'exemple du fractionnement d'une nationalité, comme l'accession des pays baltes à la souveraineté; maintenant l'accession de l'Ukraine, de la Géorgie, le fractionnement de la Slovaquie et la Croatie qui arrive. Qui sont actuellement les Géorgiens? Qui est de nationalité géorgienne, croate, slovène ou...

**M. Emanuelli:** Je pense que ces problèmes n'ont pas été résolus actuellement parce que je pense que les problèmes qui se posent du fait de la désintégration de l'Union soviétique sont beaucoup plus pratiques que la question de savoir qui est un Géorgien ou qui est un Ukrainien ou qui ne l'est pas. Donc, à ma connaissance, les problèmes n'ont pas été résolus; notamment, ils n'ont pas été résolus par voie d'accord de dévolution. Et, je ne pense pas que ni l'État successeur ni l'État prédécesseur n'aient, par voie législative, pris une décision sur ces questions-là. Si ça a été le cas, je ne connais pas les solutions qui ont été adoptées mais je ne pense

pas qu'il y en ait eu actuellement.

**M. Gauthrin:** Je vous remercie.

**M. Emanuelli:** Cependant, il y a eu d'autres cas en fait de succession d'État qui n'impliquaient pas nécessairement des hypothèses de décolonisation. Par exemple...

**M. Gauthrin:** Singapour et la Malaisie.

**M. Emanuelli:** Singapour et la Malaisie. Mais on peut penser au cas par exemple de territoires détachés de l'ancienne Allemagne après la Deuxième Guerre mondiale, on peut penser à d'autres hypothèses: Danemark, Norvège etc.; par exemple: Alsace, Lorraine.

**M. Gauthrin:** À ce moment-là, il y a eu des accords de dévolution qui ont...

**M. Emanuelli:** Dans la plupart des cas, il y a eu effectivement des accords de dévolution pour éviter justement le genre de problèmes que j'ai soulignés tout à l'heure, c'est-à-dire le cas où, finalement, vous avez des individus qui risquent de se retrouver sans nationalité ou alors l'État successeur se retrouve imposer des ressortissants qu'il ne veut pas, etc. Il faut prévoir bien souvent des cas d'option. Cette option est réglementée justement par des accords de dévolution dans la plupart des cas.

**M. Gauthrin:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord remercier M. Emanuelli pour, je dirais, le caractère exhaustif de son étude. Je pense que sur cette question-là, en particulier, la citoyenneté, la nationalité, la commission a entre les mains avec cette étude tous les éléments requis pour nous éclairer dans une prise de décision ou pour formuler des recommandations relativement à cette question-là au gouvernement. Je voudrais quand même... Je pense que c'est important de signaler la qualité de votre étude, M. Emanuelli.  
(15 heures)

Moi, je voudrais seulement vous interroger sur une dimension importante qui est signalée par la plupart des experts qui ont traité de cette question-là, c'est la question du droit d'option. À supposer, bien sûr, qu'il y ait un accord entre le Canada et le Québec, accord qui pourrait être négocié dans l'intervalle qui se situe entre le moment du référendum – qui, dans cette hypothèse-là, serait favorable à la souveraineté – et le moment de l'accession du Québec à la souveraineté, il y a là un an. C'est un an, selon la loi 150, si elle n'est pas modifiée, en tout cas, pour

le moment on va l'accepter comme telle. Il y a un an; c'est pendant cette période-là qu'un accord sur la citoyenneté pourrait être négocié et que les deux États pourraient, chacun de leur côté, adopter une loi de citoyenneté qui, évidemment, aurait des correspondances. Et là, pourrait être prévu un droit d'option.

J'aimerais que vous nous parliez un peu de ce droit d'option. À qui pourrait-il être accordé? En règle générale... Bon, c'est évident que chaque cas est spécifique, mais dans le cas qui nous intéresse, qui pourrait se voir accorder, selon vous, le droit d'option? C'est-à-dire le droit, pendant un certain délai – généralement, nous dit-on, c'est deux ans – de faire un choix de nationalité. Qui, selon vous, pourrait recevoir ce droit de choisir sa nationalité?

**M. Emanuelli:** À mon avis, le droit d'option devrait être, de façon générale, octroyé à tous les individus dont la nationalité se trouve affectée par l'accession du Québec à la souveraineté. C'est-à-dire que si, par exemple, on décide que tous les habitants du Québec, tous les individus qui sont domiciliés ou dont la résidence habituelle se trouve au Québec...

**M. Brassard:** Deviennent citoyens québécois.

**M. Emanuelli:** ...deviennent citoyens québécois, eh bien, à ce moment-là, je pense que ces individus devraient avoir la possibilité de se prononcer sur cette attribution de la nationalité québécoise. Même chose...

**M. Brassard:** Ça veut dire les 6 000 000?

**M. Emanuelli:** Oui.

**M. Brassard:** Oui?

**M. Emanuelli:** La même chose, par exemple, pour les individus qui pourraient recevoir la citoyenneté québécoise alors qu'il s'agit d'individus qui ne demeurent pas au Québec au jour du transfert de souveraineté, au jour de l'indépendance. Si c'était la décision qui est retenue dans une future législation sur la nationalité. J' imagine que dans la plupart des cas, les individus qui reçoivent la nationalité québécoise, surtout les individus qui demeurent au Québec, n'exerceraient pas ce droit de refuser la nationalité québécoise. Mais je pense que ce droit devrait leur être accordé.

Même chose, par exemple, si l'on considère que certains individus vont perdre la citoyenneté canadienne du fait de l'acquisition de la nationalité québécoise. Là encore, je pense que ces individus devraient avoir le droit d'être réintégrés dans la citoyenneté canadienne.

Mais, bien entendu, vous comprenez que dans la mesure où vous n'avez pas vraiment de règles qui sont préétablies, au départ, et qui

créent des obligations pour le Canada et pour le Québec, il appartiendrait à chacun des deux participants de décider quels sont les individus à qui le droit d'option est reconnu. Je ne sais pas si je réponds à votre question ainsi.

**M. Brassard:** C'est parce que je suppose que... J'imagine que si vous accordez ce droit d'option à tout le monde, ne pensez-vous pas, à ce moment-là, que ça devient difficile d'évaluer ou de mesurer les effets de l'exercice de ce droit-là. C'est difficile à ce moment-là de baliser ou de cerner les conséquences de l'exercice d'un tel droit si vous êtes très généreux dans son octroi.

Qu'est-ce qui se passe dans la plupart des accords de dévolution dont vous faites mention? Est-ce que ce droit d'option est reconnu? Est-ce qu'il existe? Est-ce qu'il est accordé, dans la plupart des accords, à tout le monde? Pas nécessairement à tout le monde. Parce que je voyais dans votre étude que vous faisiez référence, par exemple, aux accords d'Évian qui ont mis fin à la guerre d'Algérie et qui ont assuré l'accession de l'Algérie à la souveraineté. Ce droit d'option, dans les accords d'Évian, n'était accordé qu'à une partie de la population. C'étaient les Français, les pieds-noirs, les autres ne l'avaient pas. C'est un peu ça le sens de ma question. Est-ce que ce droit d'option doit être accordé à tout le monde ou s'il n'y a pas lieu plutôt d'identifier avec précision les personnes qui se le verraient accorder?

**M. Emanuelli:** La situation à laquelle vous vous référez, c'est une situation de décolonisation et je pense que dans la mesure où il s'agit justement d'une situation de décolonisation, c'est une situation qui est un petit peu particulière. La situation de l'accession du Québec à la souveraineté, à mon avis, ne se pose pas dans le même contexte, au départ. Je pense, en fait, que pour être équitable le droit d'option devrait être accordé à tous les citoyens canadiens dont la citoyenneté se verrait affectée par le transfert de souveraineté. D'autre part, je pense également qu'il serait assez difficile, de façon pratique, de déterminer exactement quelles sont les catégories d'individus qui vont recevoir ce droit d'option, pourquoi l'accorder à certains, pourquoi en priver d'autres...?

**M. Brassard:** D'autre part, il faut prévoir que l'exercice du droit d'option, ça entraîne aussi des conséquences bien concrètes. Si une personne domiciliée au Québec, qui se voit attribuer la citoyenneté québécoise – dans un Québec souverain – exerce son droit d'option et veut conserver sa citoyenneté canadienne, ça entraîne des conséquences aussi. C'est qu'elle devra cesser d'être domiciliée au Québec. Il faut que ça ait des conséquences sur le plan de son statut. Je ne sais pas si vous voyez où...?

**M. Emanuelli:** Ça, je pense, c'est peut-être une autre question. Au départ, il est bien évident que les questions relatives à la perte de la citoyenneté canadienne, par exemple... On se situe, bien sûr, toujours dans le contexte de l'accession du Québec à la souveraineté.

**M. Brassard:** Oui, oui

**M. Emanuelli:** Les questions relatives à la perte de la citoyenneté canadienne dépendraient uniquement des décisions du Canada. Les questions relatives à l'acquisition de la nationalité québécoise relèveraient uniquement des autorités québécoises. D'accord?

**M. Brassard:** Mais ce que je veux dire... Oui.

**M. Emanuelli:** Et la question de savoir ce qu'il adviendrait des individus qui ont la citoyenneté canadienne au départ, qui se voient conférer la nationalité québécoise par la loi québécoise, mais qui décident en fonction d'un droit d'option de demeurer canadiens, eh bien, c'est une question qui concerne les droits d'établissement des étrangers sur le territoire québécois. Là, on parle déjà d'une autre question. Et j'imagine, bien entendu, que c'est au Québec de réglementer, en tant qu'État souverain, conformément au principe de la compétence territoriale, quels sont les droits et les obligations des étrangers sur son territoire.

**M. Brassard:** On parle d'une autre question, oui, j'en conviens. Sauf que vous reconnaissez... Vous affirmez, avec raison d'ailleurs – et ça, là-dessus, tous les experts sont d'accord – que la citoyenneté se définit d'abord par un lien effectif avec l'État. S'il n'y a pas ce lien effectif, la nationalité ou la citoyenneté, c'est un peu comme... c'est en l'air, ça n'a plus de... Et le lien effectif, ce que vous nous dites, ce que bien des auteurs nous disent, c'est souvent le domicile.

Alors, supposons qu'une personne qui se voit attribuer la citoyenneté québécoise à la suite de l'accession du Québec à la souveraineté, qui a un droit d'option qui a été négocié dans un accord et qui est domiciliée au Québec – cette personne est domiciliée au Québec, elle n'a pas de résidence ailleurs au Canada, elle est domiciliée au Québec et elle est établie au Québec – décide d'exercer son droit d'option et de dire: Je refuse la citoyenneté québécoise, je veux demeurer citoyen canadien. Mais, elle n'a pas de domicile au Canada. Son domicile est au Québec, elle n'a pas de propriété au Canada, elle n'a pas de résidence au Canada. Donc, elle n'a plus de lien effectif avec l'État canadien.

**M. Emanuelli:** Oui, oui.



**M. Brassard:** Alors, en vertu de quoi la citoyenneté canadienne pourrait-elle lui être reconnue puisque vous admettez, et tous les auteurs admettent, que la citoyenneté se définit d'abord par un lien effectif? Il n'y a pas ce lien effectif. Par conséquent, la personne qui va choisir de demeurer canadienne, il va falloir qu'elle établisse un lien effectif avec l'État canadien, donc, qu'elle change de domicile. Est-ce que mon raisonnement est faussé?

**M. Emanuelli:** Non. Bien, je suis votre raisonnement, mais je pense que votre raisonnement est fondé sur une prémisse qui est fausse, c'est-à-dire que je ne suis pas d'accord justement avec l'idée selon laquelle la nationalité reflète, doit refléter nécessairement un lien réel, effectif entre l'État et les individus qui en ont la nationalité parce qu'on constate, en pratique, que les conditions selon lesquelles les États accordent ou retirent leur nationalité à des individus sont basées sur toutes sortes de critères très différents: lieu de naissance, filiation, domicile, résidence, etc. Il est bien évident que, dans chaque cas, il doit y avoir un lien entre l'État et ses nationaux, mais ce lien peut être plus ou moins effectif. Cette théorie du lien social effectif est, à mon avis, tout à fait théorique. C'est une théorie qui n'est pas confirmée par la pratique. Ça, c'est la première chose.

La deuxième chose, c'est que l'individu dont vous parlez se trouve être un individu qui, au départ, a la citoyenneté canadienne, qui, au départ, est installé au Canada. Le Québec accède à l'indépendance. Cet individu se retrouve sur un territoire étranger. Pourquoi perdrait-il automatiquement le droit à la citoyenneté canadienne simplement parce qu'il y a eu un transfert de souveraineté relatif à ce territoire alors même que les autorités qui sont maintenant à la tête de ce territoire ont accordé à tous les habitants de ce territoire un droit d'option? Il appartiendra ici au Canada de dire si cet individu perd sa nationalité, sa citoyenneté, simplement parce qu'il se trouve maintenant domicilié dans un territoire étranger. Mais, à mon avis, il n'y a absolument rien d'automatique ici. Le Canada pourrait très bien décider... D'accord, si jamais tous les citoyens canadiens qui, après l'indépendance du Québec, demeurent domiciliés au Québec perdaient la citoyenneté canadienne, le Canada pourrait très bien prendre cette décision par voie législative en vertu du principe de la souveraineté parlementaire. Mais, à défaut d'une telle disposition, rien n'empêche l'individu en question d'être toujours canadien.

(15 h 15)

D'ailleurs, de ce point de vue là, j'attire votre attention sur la partie de mon travail qui concerne la perte de la nationalité pour manque d'effectivité. C'est-à-dire, dans le cas où un individu de nationalité canadienne se trouve être

né à l'extérieur du Canada de parents qui sont également nés à l'extérieur du Canada, cet individu peut effectivement perdre la nationalité canadienne automatiquement, pour manque d'effectivité, à l'âge de 28 ans, s'il ne prend pas certaines mesures pour établir un lien avec le Canada. Mais vous pouvez voir, ici, que des individus qui sont d'origine canadienne, qui naissent à l'étranger et qui passent leur vie, la plupart du temps, à l'étranger, conservent quand même leur citoyenneté canadienne. Donc, je pense que dans l'exemple que vous nous donnez, rien ne s'oppose à ce qu'un tel individu conserve la citoyenneté canadienne.

**M. Brassard:** Juste une dernière chose. Bon, d'accord, je reconnais que le lien effectif n'est pas exclusivement le domicile. Ça peut être plusieurs éléments qui sont prévus dans la loi. Mais il faut évidemment remplir certaines conditions.

**M. Emanuelli:** Bien sûr.

**M. Brassard:** Alors, ça veut dire que cette personne dont on parle, qui opte pour conserver la citoyenneté canadienne, devra remplir certaines conditions en vertu de la loi de la citoyenneté canadienne du Canada.

**M. Emanuelli:** Bien entendu. Mais je pense que si l'individu est Canadien au départ et que la loi canadienne décide que les individus qui ont déjà la nationalité canadienne au moment de l'accession du Québec à la souveraineté vont la con...

**M. Brassard:** Ça peut être la seule condition!

**M. Emanuelli:** Oui...

**M. Brassard:** Ça peut être la seule condition.

**M. Emanuelli:** Oui. Je pense que le lien est déjà assez fort entre cet individu et le Canada au moment où l'accession du Québec à la souveraineté se produit. À mon avis, oui, je ne vois pas pourquoi le législateur canadien se poserait la question de savoir si on doit, en vertu d'une obligation internationale, retirer sa nationalité canadienne à cet individu. Je ne pense pas. Mais vous avez raison de dire, par ailleurs, qu'il est bien évident qu'il doit exister un lien quelconque, réel mais qui peut se définir de façon différente, entre un individu et l'État de sa nationalité. Parce que, autrement, il s'agit d'une nationalité qui est purement de complaisance et cette nationalité ne peut pas être opposée aux autres États. C'est ce qui s'est passé, justement, dans l'affaire Nottebohm où là, il s'agissait d'un individu qui avait véritablement acheté, tout

simplement, la nationalité du Liechtenstein, pour pouvoir disposer de la nationalité d'un État neutre pendant la Deuxième Guerre mondiale. Nottebohm était au départ un individu qui avait la nationalité allemande, qui vivait au Guatemala, et qui a eu peur d'être inquiété, advenant le cas où le Guatemala entrerait en guerre contre l'Allemagne. À ce moment-là, il se trouverait être le ressortissant d'un pays ennemi et ses propriétés pourraient être confisquées. Pour éviter cette situation, il a décidé de prendre la citoyenneté d'un État neutre. Ce qui était facile pour lui parce qu'il avait un frère au Liechtenstein. C'était tout simplement d'acheter la nationalité du Liechtenstein. À ce moment-là, bien sûr, le lien qui est créé ici est totalement artificiel. C'est un individu qui n'avait absolument pas vécu au Liechtenstein. Il n'avait aucune propriété, il n'avait aucun lien avec le Liechtenstein. C'est une situation très, très exceptionnelle.

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous me permettez, j'aurais une question dans la même ligne. La Loi sur la citoyenneté du Canada dit qu'on peut détenir une deuxième citoyenneté. C'est-à-dire que si je deviens citoyen américain, je peux conserver ma citoyenneté canadienne. Alors, advenant que le Québec accède à la souveraineté et accepte aussi, permette aux Québécois de garder leur nationalité canadienne, comment le Canada pourrait-il enlever cette prérogative-là aux Québécois qui auraient décidé de garder la citoyenneté canadienne?

**M. Emanuelli:** Il faudrait, à ce moment-là, que le Canada amende sa Loi sur la citoyenneté sur la nationalité, et prévoie expressément qu'un individu qui acquiert une autre nationalité perd la citoyenneté canadienne. Je veux d'ailleurs mentionner une chose, si vous me le permettez, en ce qui concerne la double nationalité. C'est que vous avez pu voir qu'à la fin de mon étude, dans un régime possible de la future nationalité québécoise, j'imagine que le Québec pourrait prévoir la possibilité d'avoir la double nationalité pour les Québécois.

Je pense ici qu'il s'agit d'une question qui est particulièrement importante pour un pays d'immigration parce que dans la mesure où un pays d'immigration permet aux immigrants d'avoir une autre nationalité que la nationalité du pays dans lequel ils immigreront, eh bien, à ce moment-là, l'État d'immigration permet à ces immigrants d'avoir toujours, de conserver des liens avec leur pays d'origine, ce qui peut avoir pour conséquence de ne pas faciliter l'intégration d'immigrants étrangers dans le pays dans lequel ils immigreront parce que, bien entendu, l'immigrant qui choisit la nationalité canadienne mais qui peut conserver, par exemple, la nationalité française, eh bien, à ce moment-là, a toujours finalement une porte de sortie, vous comprenez.

Le choix qu'il fait en adoptant la nationalité canadienne est un choix facile. Ce n'est pas un véritable choix, finalement. Ça peut être un choix simplement pour des raisons d'opportunité, alors que l'individu qui sait très bien qu'en choisissant la nationalité québécoise ou la citoyenneté canadienne, par exemple, il va être obligé de répudier sa nationalité antérieure, il est amené à faire un choix beaucoup plus profond. Et de ce point de vue là, par exemple, la loi américaine justement interdit – et la loi suisse également, actuellement – aux individus qui prennent la nationalité suisse ou la nationalité américaine de retenir leur ancienne nationalité. Je pense que c'est une question à laquelle il faudrait particulièrement penser dans le cadre de l'élaboration d'un futur régime de la nationalité québécoise.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Merci, M. le Président. Bon, je pense que ma question avait été posée un peu par le président. Si vous voulez, j'aimerais peut-être, pour revenir, parce qu'on a bien entendu à maintes occasions dans les journaux, on a pu même lire que certains prétendaient qu'advenant la souveraineté du Québec, le citoyen québécois pourrait être aussi citoyen canadien et que la loi du Canada le permettait. Vous venez de le dire. Mais rien n'empêche, cependant, c'est ce que j'ai cru comprendre, que le Canada étant souverain lui-même puisse amender sa loi et retirer aux citoyens québécois la citoyenneté canadienne. C'est ce que vous avez...

**M. Emanuelli:** Absolument.

**Mme Bégin:** Donc, ce serait un peu leurrer les Québécois en disant qu'il n'y a pas de problème advenant la souveraineté, on conserve et la souveraineté québécoise et la souveraineté canadienne. Il reste toujours que le Québec... Compte tenu de la situation exacte, j'en conviens, mais le Canada étant lui-même souverain, rien ne l'empêche de modifier sa loi et de nous retirer notre citoyenneté canadienne, advenant le cas. C'est exact? C'est ce que j'ai cru comprendre à la question du président. O.K., ça répond à ma question. Cependant, j'en ai une autre.

**M. Emanuelli:** D'accord.

**Mme Bégin:** À la page 66 de votre mémoire, vous énumérez des règles qui pourraient régir la future nationalité québécoise. Et l'une de ces règles qui a le plus retenu mon attention, c'est l'article 9 où on peut lire que le citoyen canadien peut répudier sa nationalité québécoise pour en acquérir une autre. Or, il semble aussi que l'État prédécesseur puisse également retirer sa

nationalité comme vous venez de me le dire, à l'État successeur, c'est ce que vous dites à la page 16 de votre document. Dans le cas... En sachant aussi que le Canada est partie à la Convention internationale sur la réduction des apatrides, qu'advient-il d'un citoyen qui a répudié sa citoyenneté québécoise alors que le Canada, lui, a également retiré à ce même citoyen sa citoyenneté canadienne par une modification de sa loi? J'aimerais avoir une réponse à ça parce que je pense que ça peut être pertinent.

**M. Emanuelli:** D'abord, les règles dont vous parlez sont des règles qui s'appliqueraient dans un futur Québec souverain. On a donc passé les questions de succession d'État et les conséquences de la succession d'État en termes de nationalité. On se trouve maintenant à l'intérieur d'un État souverain qui a défini son régime de la nationalité et qui prévoit donc qu'un individu de nationalité québécoise peut très bien répudier sa nationalité québécoise pour en acquérir une autre parce que, dans certains pays, comme par exemple la Suisse actuellement, on vous demande, si vous voulez acquérir la nationalité suisse, de répudier votre nationalité d'origine dans la mesure où c'est possible. D'accord. Alors cet individu, donc, pourrait très bien être amené à vouloir acquérir la nationalité d'un pays étranger. En vertu de la législation de ce pays, il doit alors répudier sa nationalité d'origine, c'est-à-dire la nationalité québécoise. Et, de ce point de vue là, le Québec pourrait très bien dire: Très bien, on a le droit de répudier la nationalité québécoise pour acquérir une nationalité étrangère. Mais, à mon avis, à ce moment-là, ce qui devrait être prévu dans la législation québécoise c'est qu'un individu ne peut répudier sa nationalité québécoise que dans la mesure où il est assuré d'en recevoir une autre de façon, justement, à éviter les cas d'apatridie. Sans compter aussi que, de toute façon, l'individu, par exemple...

Là, je vous réfère à une autre règle qui se trouve au numéro 13 de la page 68. Je prévois aussi la possibilité pour l'individu, par exemple, qui a répudié sa nationalité québécoise pour acquérir une autre nationalité, de réintégrer la nationalité québécoise si, pour une raison ou une autre, il se trouve à être amené à perdre la nationalité qu'il a acquise et qui l'a amené, en fait, à répudier sa nationalité québécoise antérieurement. C'est assez compliqué ces histoires de nationalité mais...

**Mme Bégin:** Regardez, ce que je voulais... Ce que je voudrais comprendre c'est: O.K., advenant là qu'on est citoyen... de par la souveraineté du Québec, on devient citoyen québécois mais que, pour une raison ou pour une autre, certains Québécois désirent garder leur citoyenneté canadienne et ils disent: Nous, on voudrait

répudier la citoyenneté québécoise en espérant... Mais que le Canada, lui, l'a déjà passée sa loi, l'a déjà exercée, on se retrouve... Et on a déjà rempli les conditions. C'est bien beau, si je veux être citoyen américain, j'ai juste à aller remplir les conditions, demeurer cinq ans ou je ne sais pas trop. Mais on a déjà rempli les conditions de la citoyenneté canadienne parce qu'on était anciennement à l'intérieur du Canada...

**M. Emanuelli:** Oui, oui.

**Mme Bégin:** ...mais là on se trouve un petit peu un cas, selon moi, d'apatride et le Canada – vous comprenez ce que je veux dire, on n'est pas citoyen québécois – nous a retiré notre citoyenneté. Mais par contre, le Canada a également signé une convention qui s'engage à ne pas causer de cas d'apatridie.

**M. Emanuelli:** Mais dans la législation canadienne actuelle, de toute façon, on peut répudier sa citoyenneté canadienne pour acquérir une autre citoyenneté à la condition cependant d'être sûr d'acquérir cette nouvelle nationalité. Donc, vous ne pouvez perdre la citoyenneté canadienne, finalement, par voie de répudiation que dans la mesure où vous êtes assuré d'acquérir une nouvelle nationalité justement pour éviter que la perte de la citoyenneté canadienne n'entraîne un cas d'apatridie. Alors, imaginons le Québécois qui, en vertu de son droit d'option, a choisi d'être Québécois et a perdu donc sa nationalité canadienne. Ce Québécois pourrait vouloir acquérir une autre nationalité, la nationalité américaine, par exemple, et pour ce faire il pourrait être amené à répudier sa nationalité québécoise. Mais si on trouve dans la législation québécoise des dispositions qui permettent de le protéger, pour éviter qu'il y ait justement un problème d'apatridie, à ce moment-là, l'individu en question n'aura pas de problème, finalement, parce qu'il ne pourra perdre sa nationalité québécoise que dans la mesure où il est assuré de recevoir la nationalité qu'il a choisie.

(15 h 30)

**Mme Bégin:** O.K.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I would like to pursue a little further this question of how the Canadian Government would conceive the Canadian nationality in the event of a sovereign Québec, with or without an amiable agreement. If I understand correctly your argument, the Canadian Government might still consider at least some people in a sovereign Québec as Canadian citizens, after sovereignty. That would mean they could travel anywhere in Canada without a visa, they could obtain work without a work permit, they could in fact do all

of the things that other Canadian citizens did. I might say that Canada would therefore get rid of any problem of having an adequate flow of immigrants for, at least, the next 20 years since, assumably it could draw all of them from Québec. But, there seems to me to be another issue involved, that is, if Canadian citizenship is retained by people who are residents in Québec, do they retain Canadian political rights? Can they vote? Is it conceivable that a Canada, a new Canada or a rest of Canada which did not include Québec would simultaneously be willing to give up a huge amount of its territory, a huge number of its people, a huge amount of its assets, while leaving to the people who are carrying this out the power to vote in its political system?

**M. Emanuelli:** C'est votre question?

**M. Cameron:** Well, I am saying: Do you really believe that it is likely that the Canadian Government is going to allow Canadian citizenship for residents of Québec given those factors?

**M. Emanuelli:** Premièrement, vous avez parlé au début de votre intervention d'un droit d'option. Je pense qu'il faut préciser une chose dont je n'ai pas parlé actuellement. C'est que ce droit d'option, bien entendu, devrait être exercé dans certains délais. D'accord? Parce qu'on ne pourrait pas non plus permettre que le droit d'option puisse s'étaler sur une période indéfinie à moins que le Canada, ce qui m'étonnerait, accepte que tous les citoyens québécois conservent la nationalité canadienne, bien entendu. D'accord? Alors, le choix dont on parle ici, c'est un choix qui, bien sûr, doit être exercé dans certains délais.

Maintenant, je ne sais pas très bien comment répondre à votre question parce qu'il est bien évident qu'il appartiendrait au Canada de décider quels sont les droits des Canadiens à l'étranger vis-à-vis du système politique canadien. Aujourd'hui, vous avez des gens qui sont effectivement des Canadiens qui vivent à Paris, à Londres, en Australie ou ailleurs et qui ont le droit d'exercer les droits civiques des Canadiens. Si les Canadiens qui se trouvent en Australie ont le droit d'exercer certains droits civiques, je ne vois pas pourquoi le citoyen canadien qui se trouverait à Québec en serait privé. Il me semble que ça poserait un problème en ce qui concerne l'égalité des citoyens face à la loi; à mon avis. On parlait de la charte tout à l'heure, il me semble que la Charte canadienne interviendrait dans ce genre de question mais, bien entendu, il appartiendrait au Parlement canadien de décider quels sont les droits de ses citoyens, de ses propres citoyens à l'étranger.

**M. Cameron:** I understand the point that you are making but I must admit I do not see the parallel. There is a very large difference

between individual Canadians living abroad or even in small groups and a compact population mass living in a former part of Canada and making actions or making political choices which have a direct influence on Canada's own political and economic interests. I cannot see these two things being viewed in the same way. Apart from anything else, when one considers that people who are resident abroad, in all these other cases, are allowed, precisely, to maintain their Canadian citizenship because they treasure it, and would be happy to get back quite often to the original place of residence that they came from and which, they had no doubt, was part of Canada, it is not exactly the same situation as instead, talking about a group of people in a place that has explicitly decided to remove itself from Canada. Surely, these are not the same things.

**M. Emanuelli:** Premièrement, je pense que l'expérience démontre que les Canadiens, qui, exerçant leur droit d'option, décideraient de conserver la citoyenneté canadienne tout en demeurant au Québec, seraient probablement assez limités. Je pense qu'il y aurait probablement peu d'individus qui, effectivement, choisiraient de conserver la citoyenneté canadienne mais qui décideraient en même temps de demeurer au Québec. Parce que, bien plus, il s'agirait alors d'individus qui, au Québec, sont des étrangers et qui, bien entendu, ne sont pas intégrés à la société québécoise et qui ne jouissent probablement pas des droits civiques qu'ont les autres citoyens avec lesquels ils vivent. L'expérience internationale, la pratique internationale démontre, à ce moment-là, que les individus qui exercent ce droit d'option et qui décident de garder la nationalité de l'État prédécesseur, en règle générale, ces individus démentagent. Ils ne demeurent pas sur le territoire de l'État successeur pour toutes sortes de raison qui, je pense, sont assez faciles à imaginer.

L'autre chose c'est que, personnellement, je ne vois pas vraiment la différence dont vous parlez parce que, de toute évidence, le Canadien qui, tout en demeurant au Québec, a décidé de conserver la nationalité canadienne, a fait un acte de foi à l'égard du Canada et à ce moment-là, je ne pense pas que cet individu se trouve dans une situation différente du Canadien qui réside en Australie pour une raison ou une autre.

**M. Cameron:** Well, I must admit I think there still is a distinction. I think, if we take, for instance, the situation of Ireland after 1921, England does allow the Irish to come to Great Britain, to the main island, to work, to involve themselves in economic activities without the use of passports, and so on. But that is precisely, to some extent, because of a compromise that was worked out in the partition of the

smaller island. If, for example, now, it was possible for some kind of agreement to be worked out for the entire island of Ireland, to finally become an Irish Republic including the northern protestant section and so forth, then I would be extremely skeptical whether the larger island of England would maintain the same privileges that they had previously for the Irish coming to England. And I think the same kind of thing applies in most cases with successor States. After all, so far, what we have been discussing is, even if we have an amiable divorce, this problem arises. If the divorce is not amiable, it would seem the likelihood would be even lower.

**M. Emanuelli:** Alors, justement si le divorce ne se fait pas à l'amiable, je pense que vous aurez justement une situation dans laquelle les individus qui décident de conserver la citoyenneté canadienne seront véritablement tentés de ne pas demeurer au Québec.

**M. Cameron:** Excusez... O.K.

**M. Emanuelli:** If you think that the kind of divorce you are speaking about will not be a friendly one, then I think that the Canadian people who will decide to keep their Canadian citizenship will certainly not be tempted to remain in Québec. I mean, the only possibility where you could see Canadian citizens remaining in Québec even if they keep their Canadian citizenship is a case in which there is a friendly divorce. Otherwise I think that Canadian citizens would probably go away.

**M. Cameron:** I would...

**M. Emanuelli:** They would probably move, move back to Canada.

**M. Cameron:** I would conclude that, in practical terms, I do not really think that is the case, and I can give a specific example for it now, with my own constituents, without even this political crisis having come to a head. That is, the very common situation of loads of people would be: Yes, they would move when they can. If somebody lives in Québec right now, and is at a job here that he might have held for over 20 years, and owns a house here, and has all his friends and associates here, and is then told that the situation is going to be such that if he wishes to retain Canadian citizenship, he will probably find it a much more suitable idea to leave the province of Québec, then he might say: I am willing to leave the province of Québec. But they are certainly not going to do so the following week. They would not be able to do so the following week. There would have to be some staggeringly large adjustment, first of all, by Canada as how to receive the number

of people involved which, after all, we are not considering something of a few dozens. We could be talking about tens of thousands of people. There would be a question of the disposition of their property and exactly what that would involve. There would be a question of exactly what the new Québec Government would do in terms of the disposition of that property, and so on.

Consequently, it would not just be a matter of someone making an instant decision for the new Québec or for the new Canada. On the contrary, the exact question of their employment, their assets, the education of their children will almost certainly involve a rather leisurely switch over period even if they wanted out of the new Québec and, for that matter, whether they were English or French-speaking.

**M. Emanuelli:** Oui. Je pense que vous avez raison. Par ailleurs, rappelez-vous une chose: C'est que les individus dont on parle actuellement seraient des étrangers au Québec. Alors, bien entendu, on peut penser, et c'est une hypothèse, mais on peut penser que dans le cas d'un divorce difficile, on peut imaginer que le Québec adopte des dispositions sévères à l'égard des étrangers, en termes de propriétés, en termes de fonctions, etc., de sorte que les individus dont vous parlez pourraient être soit tentés de prendre la nationalité québécoise, soit tentés de partir le plus rapidement possible. Vous voyez que...

**M. Cameron:** Such things have been known in the past when new States come into existence. But that would tend to make the divorce even more difficult than it was already.

**M. Emanuelli:** Probablement.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. le député. C'est maintenant au tour du député de Sainte-Marie-Saint-Jacques.

**M. Boulerice:** M. Emanuelli, une question qui m'apparaît d'importance puisque vous l'avez quand même un peu introduite dans votre présentation, puisque vous avez parlé de ce territoire comme un territoire d'accueil, un territoire d'immigration. J'aimerais qu'on parle de ceux qui n'ont pas qualité de citoyens actuellement, que ce soit au Canada ou au Québec. Il s'agit de ceux qui sont en attente du statut de réfugié et des immigrants. La question que j'aimerais vous poser c'est: Quelles dispositions le Québec devrait envisager dans le cas des réfugiés, dans le cas des immigrants non reçus? Je ne sais pas, est-ce qu'on peut envisager que, par entente avec le Canada, le Québec obtienne le dossier relatif à ces réfugiés, à ces immigrants qui sont en attente justement d'une décision et poursuive le cheminement avec eux?

**M. Emanuelli:** Dans un cas comme celui-ci, je pense qu'il est clair que les immigrants qui se trouvent actuellement dans le système canadien, mais qui résident au Québec, tomberaient, du fait de l'accession du Québec à la souveraineté, dans un système d'immigration québécois parce que l'une des conditions essentielles, pour qu'un immigrant obtienne la nationalité du pays dans lequel il immigré, c'est la résidence. Je vois mal qu'un immigrant puisse demeurer dans le système d'immigration canadien tout en demeurant dans un pays étranger. Donc, automatiquement, si l'individu en question décidait de demeurer dans le système d'immigration canadien, il faudrait nécessairement que cet individu quitte le Québec, faute de quoi il tomberait dans le système d'immigration québécois. Alors là, le problème qui peut se poser c'est le problème de savoir si l'individu en question pourrait bénéficier de droits acquis, question que je n'ai pas vraiment développée dans mon travail. Et là, de ce point de vue là, je pense qu'on peut dire la chose suivante, c'est que le droit international favorise, dans ce genre de situation, la protection des droits acquis. Cependant, il n'existe aucune règle ferme qui oblige véritablement l'État successeur à respecter et à protéger ces droits acquis de sorte qu'il serait... Ce serait préférable ici, justement, que le Canada et le Québec puissent négocier à l'avance au sujet des conséquences de l'accession du Québec à la souveraineté en termes d'immigration, pour décider exactement ce qui se passerait.

(15 h 45)

Je pense que, de toute façon, ici, il y a une chose. De toute manière, il me semble qu'il y a une question dont on n'a pas parlé jusqu'à présent mais qui est, quand même, en filigrane dans toutes ces discussions. C'est que le Canada, advenant l'accession du Québec à la souveraineté, j'en suis sûr, se préoccuperait de savoir ce qu'il adviendrait d'une partie importante de sa population et je pense qu'il tiendra à cœur au Canada de savoir qu'une partie importante de ses citoyens sont protégés, ne vont pas devenir apatrides, que les immigrants qui sont acceptés dans le système canadien ne vont pas être déportés d'un seul coup... Donc, j'ai l'impression que, de toute façon, le Canada et le Québec arriveraient à négocier un accord qui prévoirait toutes ces questions ou, alors, je pense que le Canada deviendrait une terre d'accueil pour bien des individus, finalement, qui désirent choisir le Canada comme terre d'accueil.

**M. Boulerice:** Vous parliez d'une entente, enfin, comme mesure préventive, d'une entente de caractère administratif pour le traitement des dossiers et, entre autres préventions également de la part du Québec, de l'inclusion dans sa loi sur l'immigration de règles qui feraient en sorte que ces gens ne seraient pas dans une espèce de vide, un vide provocateur d'anxiété, il

va de soi. On connaît la condition et le statut de réfugié, qui est loin d'être agréable, et celui d'immigrant, qui est peut-être moins "hard", si je peux employer l'expression anglaise.

**M. Emanuelli:** Oui. J'imagine que, dans un cas comme celui-là, il faudrait probablement rassurer les immigrants qui, si vous me passez l'expression, risqueraient de se trouver assis entre deux chaises, véritablement, et qui ne sauraient plus à quel saint se vouer parce qu'ils se trouveraient finalement transférés d'un système d'immigration à un autre.

**M. Boulerice:** Remarquez que, quand vous dites: À quel saint se vouer, mes collègues se bidonnent en disant: Est-ce que c'est à sainte Marie ou à saint Jacques? Mais, enfin, c'est une autre histoire, M. Emanuelli.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Boulerice:** De toute façon, d'après votre réponse, ça me semble quelque chose qui n'est pas très problématique comme tel et je pense qu'on peut prendre aussi comme argument les traditions québécoises où, de fait, l'accueil des réfugiés et l'accueil des immigrants a même été, à plusieurs égards et en de nombreuses occasions, beaucoup plus souple que celui du gouvernement fédéral.

**M. Emanuelli:** Je dois dire que je ne suis pas suffisamment familier avec les questions d'immigration pour faire un commentaire sur cette question-là, mais je pense que, d'une façon générale, aussi bien les autorités fédérales que les autorités québécoises sont sensibles au problème des réfugiés.

**M. Boulerice:** Disons que, suivant ce dossier depuis tant d'années, j'étais en mesure de faire cette affirmation pour le Québec. Je vous remercie, M. Emanuelli.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Emanuelli, je vous remercie, moi aussi, de la clarté de votre document. Ça a été vraiment très bien rédigé, c'est très facile à lire aussi et à comprendre. Je voudrais revenir sur une question à laquelle vous avez déjà répondu, en partie je crois. Admettons l'hypothèse, qui pourrait être très réelle, d'un référendum sur la souveraineté et qu'il y aurait, disons, 52 % des gens qui diraient oui à la souveraineté et 48 % qui diraient non à la souveraineté. Est-ce que, à ce moment-là, ces 48 % de gens, qui sont au Québec, ont la citoyenneté canadienne? Automatiquement, je pense que le nouvel État du Québec proposera à tout le monde d'avoir la

citoyenneté québécoise?

Disons, comme on l'a dit tantôt, que probablement la séparation, ça ne serait pas à l'amiable. On comprend qu'il peut y avoir de l'acrimonie, qu'il peut y avoir toutes sortes de choses dans cet éventuel référendum à 52-48. Puis si 48 % refusent d'avoir la citoyenneté québécoise...

**M. Emanuelli:** Combien?

**M. Maciocia:** 48 % refusent d'avoir la citoyenneté québécoise et veulent garder la citoyenneté canadienne, automatiquement, ils sont des étrangers sur le territoire québécois. Automatiquement, le nouvel État du Québec est obligé de rédiger ou de fixer des modalités aux étrangers sur son territoire.

**M. Emanuelli:** Oui.

**M. Maciocia:** Et admettons que les modalités qui sont fixées sont très dures, comme vous avez dit tantôt. Ça se pourrait très bien pour obliger ces gens à accepter la citoyenneté québécoise. Mais ces gens, ils ne veulent pas avoir la citoyenneté québécoise. Est-ce que l'État du Québec, en voyant la réticence de ces gens à avoir la citoyenneté du Québec, peut aller jusqu'à l'expulsion des étrangers sur son territoire?

**M. Emanuelli:** Je pense que vous imaginez un scénario qui est extrême au départ.

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Emanuelli:** D'accord. Mais enfin, disons que, pour vous répondre simplement, oui. Disons qu'effectivement l'État québécois étant souverain sur son territoire, il pourrait décider souverainement des conditions qui régissent les étrangers qui se trouvent sur son territoire et pourrait même décider d'un régime d'expulsion des étrangers. Mais enfin, oui, j'imagine que c'est toujours possible. J'imagine que c'est toujours possible en théorie en tous les cas, parce que je pense qu'en pratique, il y a tout de même toutes sortes de conditions qui font que ce ne serait probablement pas le cas.

**M. Maciocia:** Mais je dis, en pratique, probablement. Mais, disons, la possibilité est là que probablement...

**M. Emanuelli:** La possibilité...

**M. Maciocia:** ...l'État pourrait toujours le faire. C'est ça, la possibilité légale.

**M. Emanuelli:** Oui, la possibilité est là. Mais j'imagine qu'expulser 48 % de la population québécoise, ça me paraît un petit peu...

**M. Maciocia:** Mais quel serait le moyen...

**Une voix:** ...par mois à Saint-Léonard.

**M. Maciocia:** M. le Président, je n'ai interrompu personne...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie, M. le député de Viger. Je vous en prie.

**M. Maciocia:** ...au moment de mes questions, quand les questions étaient posées par l'Opposition. Puis je crois que j'ai le même droit, le même respect de la part de l'Opposition.

**Le Président (M. Bélanger):** Vous avez tout à fait raison, M. le député. On va demander à tout le monde de respecter les droits de parole, s'il vous plaît. S'il vous plaît! M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Et M. Emanuelli, ma question est celle-ci: Est-ce que l'État du Québec pourrait, à un certain moment, imposer la citoyenneté québécoise?

**M. Emanuelli:** Absolument.

**M. Maciocia:** De quelle manière?

**M. Emanuelli:** Simplement en légiférant, en adoptant une loi sur la citoyenneté qui, en fait, prévoit un certain nombre de critères, d'attributions de la nationalité québécoise qui sont tels, par exemple, que tous les individus qui se trouvent au Québec au moment de l'indépendance deviennent Québécois. Et, alors, de ce point de vue, il existe une décision de la Cour permanente de justice internationale qui a déjà eu à régler exactement cette question. Il s'agissait, en l'occurrence, de la France qui avait adopté des décrets de nationalité, décrets de nationalité qui conféraient... qui se trouvaient, en fait, à conférer sa nationalité à tous les individus qui étaient nés en Tunisie et au Maroc et dont l'un des parents – le père, je pense – était également né en Tunisie ou au Maroc, dépendamment de la situation. Et ces décrets ont eu pour effet de naturaliser par force un certain nombre d'étrangers, des Britanniques en particulier. L'affaire a été portée devant la Cour permanente de justice internationale qui a décidé effectivement qu'il appartenait à l'État français de décider souverainement qui sont ses nationaux.

Alors, ici, c'est sûr, le Québec pourrait très bien adopter une loi disant: Voilà, tous les individus qui sont nés sur le territoire québécois sont Québécois, ont la nationalité québécoise. Tous les individus qui, au moment de l'accession du Québec à la souveraineté, ont un domicile au Québec acquièrent la nationalité québécoise. C'est d'ailleurs l'une des recommandations que je fais, parce que, bien entendu, advenant l'accession du

Québec à la souveraineté, il est bien évident qu'il faudrait déterminer les critères en vertu desquels certains individus se verraient conférer la nationalité québécoise, et à mon avis, par exemple, le critère du domicile ou celui de la résidence habituelle serait probablement le plus intéressant, si vous voulez, le plus pertinent, à cause de l'attachement qu'il reflète au territoire québécois.

**M. Maciocia:** Une autre question, M. le Président. Toujours sur les immigrants reçus, vous avez répondu, je pense, tantôt au député de Sainte-Marie-Saint-Jacques en disant que probablement il pourrait y avoir un accord entre le Canada et le Québec, à ce moment-là, pour voir quelle serait la solution des problèmes des immigrants qui se trouvent, bien sûr, sur le territoire du Québec au moment de l'indépendance.

Est-ce que, d'après vous, on pourrait quand même — il y a toujours cette possibilité parce qu'il faut... On est ici pour regarder toutes les possibilités qui s'offrent à la population du Québec. Il faut laisser éclaircir sur ce que pourraient être les avantages et les inconvénients d'une éventuelle séparation, parce que, je crois, c'est très important. Ce n'est pas comme voter une loi sur n'importe quoi, c'est l'avenir de la population du Québec.

À ce moment-là, d'après vous, les gens qui sont ici avec un statut d'immigrants reçus, ils pourraient quand même décider de rester canadiens et automatiquement probablement de quitter le Québec parce que, au Québec, il faudrait avoir le statut d'immigrant du nouvel État du Québec.

**M. Emanuelli:** Oui, c'est-à-dire que, dans la mesure où le Canada le permet, ces individus pourraient demeurer dans le système d'immigration canadienne, dans lequel ils sont déjà et ils devraient fort probablement, certainement même, à ce moment-là, déménager en territoire canadien et se soustraire, donc, au régime d'immigration québécois.

Je vais peut-être ajouter quand même une chose, si vous me le permettez, pour revenir sur ce que vous disiez tout à l'heure relativement à la déportation massive de citoyens canadiens. Là je pense — je ne sais pas très bien comment intervenir ici — que l'une des raisons, entre autres, pour lesquelles ce scénario est assez inimaginable, c'est que vous savez que les problèmes de reconnaissance sont actuellement de plus en plus liés au respect, par un nouvel État, des droits de la personne à l'intérieur du territoire dont il assume le pouvoir. Alors, je pense que de ce point de vue, advenant l'accession du Québec à la souveraineté, il est fort possible que, s'il y avait un danger qu'une partie de la population du territoire québécois soit menacée du point de vue de ses droits individuels, de ses libertés publiques, à ce moment-là, certains

États lient la reconnaissance du Québec au respect par le Québec des droits de la personne. Et d'ailleurs, je pense qu'il faut également ajouter ici que le Québec, sans être un État indépendant actuellement, a déjà manifesté son désir d'être lié par des accords internationaux qui concernent la protection des droits de la personne.

Je pense, par exemple, aux pactes internationaux de 1966, de sorte que je pense que le Québec, actuellement, même en tant que province du Canada, s'est déjà placé à l'intérieur d'un système dans lequel il respecte et s'engage à respecter les droits de la personne.

**M. Maciocia:** M. le Président, est-ce que j'ai encore...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**M. Maciocia:** Étant donné que vous avez parlé tantôt des conditions très dures que pourrait imposer le nouvel État du Québec à des étrangers qui seront sur les territoires pour, disons, les convaincre, si on peut dire, d'accepter la citoyenneté québécoise; et vous parlez même du droit de propriété ou autres...

**M. Emanuelli:** Oui.

**M. Maciocia:** ...à un certain moment. Vous comprenez qu'il y aura un grand paquet de gens qui sont propriétaires sur les territoires et qui probablement décideront de ne pas avoir la citoyenneté canadienne, je ne sais pas, ou la citoyenneté québécoise si le nouvel État du Québec dit: Vous avez le droit à la propriété si vous avez la citoyenneté québécoise, mais vous n'aurez pas le droit à votre propriété si vous êtes un étranger sur le territoire, c'est un peu... C'est tirer un peu fort.

**M. Emanuelli:** Oui, mais vous savez, même actuellement, en vertu de la loi canadienne, les étrangers ont des droits qui sont réglementés en ce qui concerne le droit d'avoir de la propriété au Canada. De toute manière, il existe des lois fédérales et des lois provinciales qui, en fait, restreignent les droits des étrangers d'avoir de la propriété, par exemple de la propriété agricole au Québec ou dans l'Île-du-Prince-Édouard, etc. Alors...

**M. Maciocia:** Ce sont des étrangers qui demeurent à l'extérieur. Mais là, on parle d'une grande partie du même territoire qui était, jusqu'au jour avant, canadien et qui, le lendemain matin, devient québécois. C'est là une grosse différence entre l'étranger qui va venir de l'Europe pour acheter un territoire agricole ici, au Québec ou au Canada, et quelqu'un qui est déjà là et qui l'a déjà.  
(16 heures)



**M. Emanuelli:** Oui, dans certains cas, effectivement, il s'agit d'étrangers qui ne résident pas au Canada. Dans d'autres cas, il peut même s'agir, en fait, d'étrangers qui désirent s'installer au Canada, effectivement.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean et M. le député de Hull. Ça va être les deux dernières interventions.

**M. Brassard:** Bien, moi, je n'avais pas de question. Je n'avais pas de question, M. le Président, c'était simplement une remarque que je voulais faire. C'est une question plutôt ministérielle. Étant donné que le Code civil est maintenant, d'ores et déjà, adopté par l'Assemblée nationale, je voudrais savoir si le ministre responsable du dossier constitutionnel et des relations fédérales-provinciales a l'intention de se joindre à nous ou s'il va continuer de briller par son absence à cette commission. Avant les fêtes, on savait pourquoi: il y avait le Code civil qui l'accaparait. Maintenant, là, c'est adopté. Il est absent aujourd'hui. Je voulais savoir s'il a l'intention de reprendre le cheminement avec nous.

**M. Maciocia:** Le ministre, bien sûr, va être là quand il a la possibilité d'être là. Vous savez très bien qu'il a d'autres engagements. Il n'a pas seulement le ministère de la Justice et le ministère des Affaires constitutionnelles. Vous savez très bien qu'il a beaucoup de travail à faire, mais c'est sûr qu'il va suivre le dossier de très près et qu'il sera présent beaucoup plus souvent qu'il l'a été avant les fêtes.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, M. le député de Hull, vous aviez une dernière question. Rapidement, s'il vous plaît.

**M. LeSage:** Oui, M. le Président. Merci. Très rapidement. En fait, ce n'est pas une question, M. le Président, c'est plutôt une remarque sur les travaux d'aujourd'hui et sur les commentaires que j'ai entendus et qui me semblent brosser une image très sombre pour une région que vous connaissez très bien, M. Emanuelli, qui est la région de l'Outaouais. On a dit que ce serait un divorce difficile, même à l'amiable. On a dit que le Québec pourrait adopter des mesures très sévères envers ses résidents pour imposer une citoyenneté québécoise, mais on n'a pas parlé des autres provinces et du Canada. Quelle serait leur attitude? Est-ce qu'elle serait dans la même veine que le Québec, punitive même, de sorte que les citoyens qui voudraient obtenir, maintenir une citoyenneté québécoise, maintenir leur maison ou leur propriété au Québec, pourraient se voir retirer le droit de travailler en Ontario ou ailleurs dans le

Canada? Moi, je pense que ça ferait un chaos économique pour l'Outaouais québécois si une telle attitude était prise pour le Québec et la même attitude était prise... On peut présumer que si le Québec fait quelque chose, le reste du Canada va faire la même chose. Il va appliquer la même théorie. Alors, moi, je pense que pour l'Outaouais québécois, on parle de dizaines de milliers d'emplois, M. le Président, et les discussions que nous avons entendues cet après-midi me semblent brosser tout simplement un tableau très sombre pour l'Outaouais québécois advenant la souveraineté du Québec. Toujours en parlant de citoyenneté, est-ce qu'on peut avoir la double citoyenneté? Probablement que le Québec dirait non. Et s'il disait non, c'est des emplois qui seraient perdus dans l'Ouest québécois.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Emanuelli, vous avez un commentaire là-dessus?

**M. Emanuelli:** Le seul commentaire que je peux formuler, c'est que, effectivement, le problème se poserait de savoir ce qu'il adviendrait des individus qui obtiendraient la nationalité québécoise, mais qui demeureraient au Canada, dans le territoire canadien, à l'extérieur du Québec, au moment de l'indépendance. Il est bien évident qu'ils se trouveraient être également des étrangers, un petit peu comme les Canadiens dont on a parlé tout à l'heure qui auraient choisi à ce moment-là de retenir la nationalité canadienne, tout en demeurant au Québec. Il est bien évident que ces individus-là seraient possiblement aussi menacés, finalement, que les Canadiens qui décideraient de conserver la nationalité canadienne tout en résidant au Québec, bien entendu. Tout va dépendre, à ce moment-là, des critères selon lesquels la nationalité québécoise va être attribuée. Tout va dépendre aussi des décisions canadiennes. Est-ce que la citoyenneté canadienne sera retirée ou serait retirée à des individus qui prendraient la nationalité québécoise? Ce sont des problèmes auxquels il est très difficile finalement de donner une solution actuellement, parce que, bien entendu, les réponses résident dans la négociation politique plus que dans le domaine du droit.

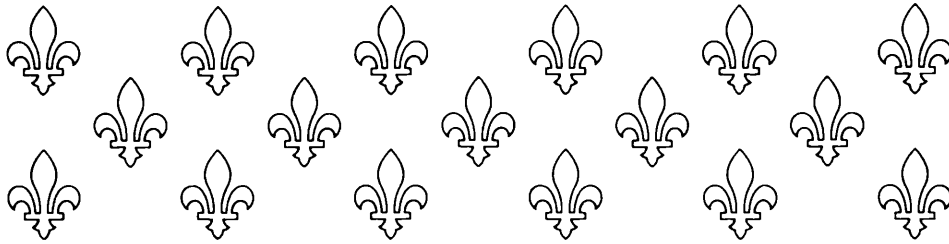
**Le Président (M. Bélanger):** Sur ce, M. Emanuelli, nous voulons vous remercier chaleureusement de votre participation qualitative à nos travaux. Je me fais le porte-parole de tout le monde pour souligner que votre exposé, votre rapport a été très important et très intéressant. Je vous remercie.

Auparavant, je voudrais déposer le document "Succession d'États La nationalité". Ce document est officiellement déposé et aussi l'étude du professeur Emanuelli sur l'accession du Québec à la souveraineté et les problèmes de nationalité. Or, cette étude-là devient donc partie intégrante de nos travaux.

**M. Emanuelli:** Je vous remercie encore de m'avoir invité à comparaître devant vous. J'espère avoir répondu à vos questions. De toute façon, je me tiens à votre disposition. Si vous avez d'autres questions, je me ferai un plaisir d'essayer d'y répondre. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci beaucoup, professeur. On va suspendre les travaux cinq minutes, le temps d'une pause santé, et on reprendra en séance de travail privée tout à l'heure.

(Fin de la séance à 16 h 5)



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 22 janvier 1992 — No 20**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Dépôt de documents CEAS-511

Audition d'experts CEAS-511  
M. Albert Legault CEAS-531  
M. Ivan Bernier

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion

### **Intervenants**

M. Gil Rémillard  
M. Jacques Brassard  
M. Maurice Richard  
M. François Gendron  
M. Robert LeSage  
M. Jacques Chagnon  
M. Jacques Léonard  
M. Cosmo Maciocia  
M. Henri-François Gautrin  
M. Robert Benoit

Témoins interrogés: M. Albert Legault, Université Laval  
M. Ivan Bernier, Centre québécois de relations internationales

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mercredi 22 janvier 1992

(Quatorze heures dix minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place. Ne montez pas le ton, assoyez-vous plutôt. Ha, ha, ha!

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place, ne pas monter le ton pour m'enterrer, mais plutôt prendre votre place, ça va aller mieux. S'il vous plaît! Bien!

Alors, nous recevons aujourd'hui, dans un premier temps, M. Albert Legault dont je vous présenterai le curriculum vitae et, par la suite, le professeur Bernier, Ivan Bernier, dans un deuxième temps. Auparavant, nous allons faire les petites procédures habituelles. Est-ce qu'il y a des remplacements? Oui?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** M. Benoit (Orford) remplace M. Bourassa (Saint-Laurent).

#### Dépôt de documents

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors bienvenue à M. Benoit qui est un assidu, d'ailleurs. Nous avons aussi à déposer trois documents de travail: un qui porte sur la succession d'État, la succession au traité; un dans la succession d'État, la défense et un autre sur le partenariat économique, les relations commerciales d'un Québec souverain. Or, ces trois documents de travail sont donc déposés.

Alors, il me fait plaisir de recevoir le professeur Albert Legault. Nous nous excusons des quelques minutes de retard. Je présume que pour un militaire ou quelqu'un qui se préoccupe des questions militaires, vous êtes un homme très ponctuel. Ha, ha, ha! Ceci est une boutade à l'adresse de mes collègues qui étaient un petit peu en retard. Je le fus un temps mais pas longtemps. Alors, professeur Legault, on a omis de me donner votre curriculum vitae ou à moins que ce ne soit cette... Oui, O.K. Je m'excuse.

Le professeur Legault a fait une carrière universitaire dans différentes universités. Donc, directeur adjoint au Centre International d'information sur les opérations du maintien de la paix à Paris, en France; professeur invité, professeur titulaire de la chaire d'études stratégiques à l'Université Queen's, à Kingston; professeur titulaire du Département de science politique à l'Université Laval et membre de la Société royale du Canada. Il a aussi, au départ, excusez, de 1963 à 1966, successivement été chargé de

recherche à l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève. Il est président de la Société canadienne de science politique; directeur général du Centre québécois de relations internationales, à l'Université Laval; directeur exécutif adjoint à l'Institut canadien des affaires internationales à Toronto et directeur du programme de recherche Paix et sécurité internationale au Centre québécois de relations internationales.

Donc, on sait qu'il a été conseiller auprès de la Délégation canadienne à l'ONU, membre du groupe de travail pour réexaminer l'unification des forces armées canadiennes, représentant du Canada au groupe de travail de l'ONU pour un examen global des armements nucléaires, conseiller particulier au ministère de la Défense nationale à Ottawa, membre directeur du conseil d'administration de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationale et conseiller auprès de la Délégation canadienne de l'ONU, troisième session extraordinaire des Nations Unies sur le désarmement. Docteur honoris causa de l'Université de Paris, Académie de Versailles, le parchemin porte une mention pour ses travaux exceptionnels sur la dissuasion. Il est aussi titulaire d'un prix de l'Institut canadien des affaires internationales, membre de l'Institut international d'études stratégiques, membre du Conseil atlantique du Canada, membre du Pugwash canadien - là, je le perds - membre du Canadian Peace Research Institute et membre de l'Institut canadien des affaires internationales. On peut voir que M. Legault est aussi un homme qui a publié beaucoup puisque j'ai au moins quatre ou cinq pages de publications très importantes qu'il a faites.

Je m'arrête sur ce, M. Legault, parce que ça va se terminer que c'est vous qui allez me remercier, juste la présentation de votre curriculum va prendre tout le temps dont on dispose. Sans plus tarder, je vous cède la parole.

#### Audition d'experts

**M. Albert Legault**

**M. Legault (Albert):** Merci, M. le Président. J'espère qu'après cette brochette de titres que vous venez de défilé, vous allez quand même continuer de bien digérer. J'espère que vous avez tous mangé. Je tiens à remercier les membres de cette commission, bien sûr, et aussi les membres du secrétariat qui ont eu la gentillesse de m'inviter à comparaître devant vous.

(14 h 15)

Vous savez que tout texte écrit reste et que les paroles s'envolent. Il se peut qu'au cours

de ma comparution, je complète certains aspects qui sont dans le texte. Je vais personnellement tenter de m'en tenir essentiellement à ce qui a été dit dans le texte de 70 pages qui vous a été remis et qui comprend essentiellement, je pense, deux parties. La première est à caractère économique. Il y a quand même quelques chiffres qui méritent d'être rappelés parce que le gouvernement québécois, comme tel ou comme gouvernement, ne s'est jamais véritablement penché très sérieusement sur l'étude de ces questions. Il est évident que j'ai tenté de cerner en grande partie quelle est la place du Québec à l'intérieur du système de défense canadien.

La deuxième partie est peut-être un peu plus politique puisque je dois ou je me dois de me pencher sur un petit peu l'évolution de la situation internationale, de voir un peu quels sont les paramètres qui définissent les questions de défense pour terminer, véritablement, sur la marge de manoeuvre dont dispose véritablement le Québec en matière de défense.

Alors, sur les aspects économiques, je suis un petit peu désolé de vous assommer avec quelques chiffres. Mais, je ne pense pas prendre plus de cinq minutes sur ces questions. Simplement pour rappeler qu'il y a au Québec 11 478 forces de réserve et ici, je me fonde sur la page 16 de mon exposé, c'est-à-dire qu'à toutes fins pratiques je vous évite la lecture - c'est toujours pénible d'avoir à lire - des 15 premières pages et je me concentre immédiatement sur le tableau récapitulatif. Il y a donc 11 478 forces régulières au Québec, 5871 civiles et 6913 de réserve. Le tableau fait aussi état des forces de cadets et de réserve.

Il y a quelques statistiques qui sont nouvelles, qui n'ont jamais été publiées, je pense, nulle part ailleurs. C'est la valeur de remplacement des bâtiments qui sont détenus par le ministère de la Défense au Canada. Les coûts de remplacement des bâtiments au Québec sont évalués à 1 800 000 000 \$, soit environ 13 % de la valeur totale des immobilisations canadiennes en matière de défense au Canada.

En revanche, si vous regardez les terrains qu'occupe le ministère de la Défense, vous allez constater qu'il y a environ 51 000 hectares au Québec sur un ensemble de 3 500 000 000 d'hectares, ce qui représente à peine 1,4 % des terrains du fédéral en matière de défense, qui sont situés au Québec. La plus grande partie étant évidemment l'Alberta, tout simplement à cause de Cold Lake et surtout des installations pour le développement de moyens préventifs contre les armes bactériologiques et chimiques qui sont à Suffield et qui nécessitent évidemment de vastes espaces pour poursuivre les expérimentations.

En matière de personnel de défense, sur l'ensemble du personnel à la Défense, c'est 16 400 au Québec qui représentent environ 0,5 % de la main-d'oeuvre québécoise, du moins pour l'année 1990. Elle se situait peut-être à 0,6 %, à

0,7 % dans les années antérieures, le chiffre actuel est de 0,5 % de la main-d'oeuvre, et à côté de cela vous avez peut-être environ entre 18 000, 20 000 ou 22 000 emplois dans le domaine de l'industrie militaire. Ce qui fait que si vous ajoutez à la fois les militaires et le personnel qui travaille dans les industries de défense, vous allez vous retrouver à peu près entre 1,2 % probablement de la main-d'oeuvre québécoise située par rapport à la population active au Québec, ce qui est véritablement peu, bien sûr, à comparer à d'autres pays.

J'ai couvert également les origines de la production des biens de défense, c'est-à-dire d'où vient cette demande. En gros, la moitié vient du gouvernement canadien, l'autre moitié se situant entre les besoins américains et les besoins d'outre-mer. Dans les besoins américains, à peu près 35 % de l'ensemble, 15 %, le commerce d'outre-mer, 50 %, production spécifiquement canadienne destinée, en grande majorité bien sûr, à pourvoir aux parcs d'équipement canadien.

Je vous ai donné des chiffres qu'il faut quelquefois prendre avec un grain de sel. Les statistiques sont extrêmement difficiles à interpréter. Je vous donne, simplement pour les années 1986-1990, les exportations canadiennes de matériel de défense vers les États-Unis. C'est environ 1 000 000 000 \$ par année; les importations, 1 400 000 000 \$, ce qui fait que le Canada a un déficit d'environ 2 000 000 000 \$ sur les cinq dernières années qui est largement dû au programme de rééquipement de la marine canadienne.

Si vous considérez l'ensemble des exportations et des importations sur une très longue période, 1959-1990, par exemple, sur les derniers 30 ans, vous allez constater qu'on a à peu près un déficit de 4 000 000 000 \$ avec les États-Unis et un surplus d'environ 3 000 000 000 \$ avec l'Europe, ce qui fait que l'outre-mer - et je pense que les statistiques incluent dans l'outre-mer les pays en voie de développement, mais c'est une part minime, croyez-moi. J'ai vu les statistiques quand je travaillais à la Défense. Ce sont essentiellement les pays européens de l'Otan et notre commerce est largement en surplus avec ces pays, ce qui fait qu'en grande partie le déficit commercial que l'on a avec les Américains est compensé en très grande partie par notre commerce d'outre-mer.

Nous avons tenté d'obtenir les chiffres qui traitent des principaux contrats du ministère de la Défense. Tout d'abord, une répartition par province. Pour la décennie quatre-vingt, il y a environ 20 400 000 000 \$ qui sont dépensés au Canada, dont 3 800 000 000 \$ au Québec, ce qui fait que la part du Québec dans les contrats principaux - je dis bien principaux parce qu'il y a énormément de contrats secondaires qui ne sont pas comptabilisés - est d'environ 18,6 %.

Je suis allé chercher d'autres statistiques auprès du ministère des Approvisionnements et

Services par contacts, parce qu'ils ne voulaient pas me les donner autrement. Pour les années fiscales 1985-1986 à 1991-1992, donc les sept dernières années, on se rend compte que les dépenses du ministère de la Défense s'élèvent à 22 015 000 000 \$, dont 4 950 000 000 \$ au Québec, ce qui fait que la part du Québec est établie à 22,4 %.

Méfiez-vous un petit peu de ces statistiques. Ce sont des boîtes postales. Si vous prenez les Approvisionnements et Services, les statistiques sont établies en fonction des factures et des transactions financières des sociétés, ce qui fait que ces dernières statistiques – vous avez la part du Québec qui s'élève à 22,4 % – sont biaisées dans le sens où ce sont l'Ontario et le Québec qui se trouvent à être privilégiés, ne serait-ce qu'en vertu de l'adresse postale d'où émanent les contrats. Donc, vous pourriez peut-être tomber à 2 %, 3 %. Il est probable que la première série de statistiques, qui vient du projet Ploughshares, est plus juste et que la part du Québec se situe véritablement entre 18 % et 20 % et que la deuxième série de statistiques, qui fait état de 22,4 %, est un peu biaisée.

Vous avez constaté aussi que les commandes du fédéral sont trois fois plus élevées que celles du Pentagone. Le commerce du Pentagone pour les années 1982 à 1990 s'élève à 6 400 000 000 \$, dont 1 500 000 000 \$ au Québec, ce qui fait que le Québec a une part d'environ 23,2 %.

J'ai aussi obtenu – je ne sais pas si c'est un exercice de propagande – du ministère de la Défense... Ils m'ont dit que si je voulais d'autres précisions sur l'Annexe 9, qui sont les prévisions du ministère de la Défense par circonscription électorale... Il y a peut-être des députés, ici, qui sont intéressés. Vous allez constater que ces chiffres... Quelquefois, il faut les prendre avec un grain de sel. S'il s'agit des salaires, je pense qu'il n'y a pas de problème, mais vous allez tomber, par exemple, à l'Annexe 9, sur un truc assez curieux comme Hull-Aylmer, par exemple – à la page 3 de l'Annexe 9 – qui comptabilise des dépenses de 195 000 000 \$ pour l'année 1990. Je pense qu'il s'agit largement d'opérations fictives. La plupart de ces opérations sont probablement dues à des transactions interministérielles, d'un ministère à l'autre au fédéral. À ce moment-là, on peut se refiler pas mal de choses et vous voyez que ce sont... Quand j'ai demandé plus de renseignements, on m'a dit qu'il fallait que je passe par la Loi sur l'accès à l'information. Et je me suis dit, comme je comparais au début de janvier et que si je demande accès en vertu de cette loi, j'aurai peut-être les renseignements que je veux au mois de juin et je ne suis même pas sûr d'avoir ce que je veux. Je vous ai fourni les dépenses par circonscription électorale telles qu'elles m'ont été présentées. Certaines sont sûrement très véridiques, d'autres relèvent peut-être un peu de la fiction.

Néanmoins, ces dépenses ne sont pas négligeables. Vous avez constaté que 39 circonscriptions électorales touchent entre 1 000 000 \$ et 10 000 000 \$ par année, 10 entre 20 000 000 \$ et 65 000 000 \$ et 5 quand même entre 125 000 000 \$ et 310 000 000 \$ qui sont évidemment les dernières circonscriptions électorales qui figurent à la page 3 de l'Annexe 9.

Je sais, par exemple, que pour Charlesbourg qui est quand même une circonscription importante, puisqu'elle vient pratiquement au dernier rang, la plupart des fonds qui sont transférés là vont à une caisse d'économie, 80 %. Hull-Aylmer, c'est véritablement, je pense, une fiction comptable. Dans Joliette, il y a beaucoup d'industries, comme SNC en ce qui a trait aux frégates, les bases et les installations de fabrication de balles et d'obus. Lachine, Lac-Saint-Louis, c'est connu. Ce sont des grandes sociétés comme Rolls-Royce, Innotech, Godfrey, CAST Aerospace qui compte pour 40 %. Longueuil, c'est essentiellement le textile. Je vous donnerai véritablement les plus importantes. Saint-Hubert, 90 %, c'est pour la Caisse d'économie de la base des Forces canadiennes à Saint-Hubert. Donc, en grande partie, ça se situe vers des transferts financiers plutôt que pour des véritables opérations. Néanmoins, c'est 1 500 000 000 \$ par année, c'est considérable. Même s'il y a des fictions, je tenais quand même à le souligner.

Dans l'ensemble, sur cette partie qui est essentiellement financière ou économique, je ne pense pas que l'on puisse qualifier la société canadienne ou la société québécoise de société militaire ou militaristes. C'est à peine 1 % de la main-d'œuvre. C'est à peine 1 % des exportations totales du Canada. Donc, ça reste quand même bien en deça de ce qui se passe dans les autres pays. Ça reste aussi des montants qui, à mon sens, ne sont pas vitaux pour le développement industriel du Canada. Ils le sont pour certaines industries, l'aéronautique, les chantiers maritimes, probablement une partie de l'électronique, mais je ne pense pas que l'on puisse dire du Canada, ou éventuellement d'un Québec, que ces espèces seraient une composante vitale du développement industriel de ces pays.

Deuxième aspect sur lequel j'aimerais insister, il y a trois points, sur l'évolution de la situation internationale. Bon, il est évident qu'il y aura peut-être des questions ici, en me disant: Il y a démembrement de l'empire soviétique. D'ailleurs ce démembrement amène un phénomène considérable que les gens oublient, c'est que le Canada devient le plus grand pays du monde puisque la Russie était celui qui nous précédait, enfin l'URSS était celle qui nous précédait avec 22 000 000 de kilomètres carrés. Le Canada devient aujourd'hui probablement la plus grande puissance géographique au monde.

Trois choses m'apparaissent importantes en ce qui a trait à l'évolution du système international. D'abord, les Américains vont continuer

d'insister sur la maîtrise absolue de l'espace aérien et des espaces maritimes. La crise du Golfe a été une démonstration éclatante de ce principe vital pour la stratégie américaine et quels que soient les scénarios que vous puissiez faire sur, je dirais, la disparition de la menace, la disparition de l'URSS comme ennemi principal, les États-Unis vont continuer à insister sur cette dimension. C'est évidemment très important pour le Canada et pour le Québec puisque, comme je l'indique dans les Annexes 11 et 12, le Canada est un pays qui est totalement intégré dans les dispositifs de défense du NORAD ou de la défense nord-américaine.

Je pense qu'il faut ajouter à cela, sur cette première composante, non seulement la maîtrise absolue de l'espace aérien et de l'espace maritime mais également la maîtrise absolue de l'espace extra-atmosphérique. Ce qui a gagné la guerre du Golfe, bien sûr, c'est la coalition multinationale qui a été mise sur pied mais c'est aussi les moyens de commandement, de contrôle et de communications, c'est-à-dire ce qu'on appelle le "C cube". Ajouter à côté un petit "I" qui veut dire "Intelligence" ou "information" ou "renseignement" et tous ces moyens sont situés en grande partie dans l'espace. Et il y a un lien très sérieux entre l'espace extra-atmosphérique et l'espace aérien. Nous aurons l'occasion d'en discuter, si vous voulez en parler, pour ce qui a trait aux effets possibles du développement technologique dans ces espaces par rapport à la défense du Canada et du Québec dans l'avenir.

(14 h 30)

Il découle de tout cela, et c'est le deuxième point qui m'apparaît important, c'est que les États-Unis vont vouloir continuer d'insister sur le contrôle des approches continentales. C'est-à-dire les voies maritimes et les voies aériennes qui sont reproduites bien sûr dans les Annexes 11 et 12, au texte de ma comparution.

Je ne pense pas que la situation évolue dans les 20 prochaines années, quelle que soit l'évolution internationale. D'abord, parce que l'équipement militaire a une durée de vie utile de 20 prochaines années, quelle que soit l'évolution internationale, d'abord parce que l'équipement militaire a une durée de vie utile de 20 ou 30 ans. Il va bien falloir continuer, si vous voulez, à s'occuper de ces équipements. Ces équipements déterminent – en dépit de la philosophie politique, de ce que la stratégie devra déterminer votre politique, ce n'est pas du tout le cas – très souvent, c'est la technologie qui a une influence considérable et qui fait que vous allez être à la rescousse ou dépendant d'une technologie qui a été mise sur pied il y a 20 ou 30 ans et ceci va continuer dans l'avenir.

Troisième aspect au niveau de la situation internationale, je pense qu'on peut s'attendre à une multiplication des crises régionales et que la menace se situe essentiellement au niveau de la prolifération chimique, bactériologique, nucléaire

et balistique. La crise du Golfe en particulier, les leçons que l'on peut en tirer, essentiellement, c'est que dans les négociations bilatérales entre les États-Unis et l'URSS, ceux-ci songent très sérieusement à mettre sur pied, dans l'avenir, une forme de défense antimissile qui ne sera pas, bien sûr, le fameux bouclier spatial dont parlait le président Reagan au début des années quatre-vingt, mais qui sera ce qu'on appelle le "Global Protection Against Limited Strikes", le GPALS, qui pourrait avoir un effet sur les dispositifs de défense canadiens, dans la mesure où les États-Unis pourraient demander à avoir accès à certaines montagnes canadiennes qui sont dans l'Arctique. Je vous signale ce problème en passant parce que même le Québec peut-être ne pourra pas l'éviter. Je pense que sur la situation internationale, c'est tout ce que j'ai à dire, c'est-à-dire que, quels que soient les scénarios, quel que soit le mouvement pacifiste ou l'envie pacifiste qui habite vos coeurs ou qui habite nos coeurs, je pense que ces éléments continueront d'être absolument primordiaux pour les Américains. C'est dans ce contexte qu'il faut voir l'évolution du Canada et du Québec.

Un dernier élément qui porte sur la souveraineté-association ou sur une forme de partenariat avec le Canada, dans les deux documents, c'est-à-dire dans celui qui vous a été remis par le secrétariat, qui est le texte préparé par moi-même sur les cinq questions que le secrétariat a eu l'amabilité de me transmettre, il y en a deux en particulier qui traitent de l'adhésion du Québec au NORAD et de l'adhésion du Québec à l'OTAN. J'ai résumé dans ces documents, je n'ai pas pu m'empêcher de les reprendre dans le texte de ma comparution, car je pense que ce sont des questions qui sont vitales et auxquelles le Québec devra répondre d'une façon ou d'une autre.

Pour ce qui est du NORAD, qui m'apparaît la question la plus importante, on me demande quels seraient les principaux avantages d'une adhésion. Ce n'est pas très original, ce que j'ai écrit, mais je pense que ça correspond à la réalité. Les éléments sont là, c'est de bénéficier d'un programme de modernisation dans le domaine de l'aviation pour l'amener à la pointe des progrès technologiques, conserver ou élargir au Québec l'industrie aéronautique électronique, avoir accès au programme de partage des accords de production, avoir accès aux informations et aux renseignements en provenance du NORAD et avoir la possibilité d'élargir au domaine de l'espace la production industrielle du Québec, ce qui, je pense, n'est pas un élément négligeable. Ce sont deux composantes qui sont tout à fait reliées dans les programmes des Forces canadiennes.

La commission ou le secrétariat plutôt m'a demandé s'il y a des inconvénients. C'est clair qu'il y a des inconvénients qui sont pratiquement le prix que vous avez à payer pour faire partie



d'une alliance. C'est être dans l'obligation de maintenir une aviation qui soit à la pointe des progrès. C'est évident, si vous voulez vous acheter un Cessna, que vous allez être très vite dépassé par les événements et que c'est là une obligation. Non, mais c'est vrai. Mais il y a des gens... Il suffit de réfléchir deux secondes.

Deuxièmement, être soumis aux politiques de contrôle allié en ce qui a trait aux transferts de technologies. Ce sont des transferts... Comme je travaille énormément là-dessus depuis quelques années, je peux vous en parler en long et en large de tous les groupes de contrôle qui existent au sein du monde occidental. Je passe sous silence tous ces aspects, mais il faut quand même être conscient qu'à partir de l'instant où vous avez accès à la technologie américaine vous ne pouvez pas la transférer là où vous voulez, surtout pas aux pays du tiers monde. Vous ne pouvez transférer que la technologie qui n'est pas soumise à des contrôles pour motif de politique étrangère.

Vous risquez aussi d'être dans l'obligation de jouer un rôle secondaire par rapport à celui que jouerait le Canada. Alors, je pense toujours par rapport au Québec: être dans l'obligation de créer ses propres infrastructures de contrôle, commandement et communication, probablement – certains députés ici, je pense, en seront parfaitement conscients – être soumis à une opinion publique beaucoup plus critique que celle qui existe envers le Canada. Je ne sais pas si les Québécois sont plus chialoux que les Anglais, excusez-moi l'expression, mais ils ont tendance sûrement à dire plus facilement peut-être la vérité d'une façon brutale que le reste du Canada anglais quoique, par les temps qui courent, on entend beaucoup de choses qui sont curieuses aussi du côté du Canada anglais. C'est peut-être une forme d'équilibre que les anglophones recherchent. Bien.

J'aimerais simplement dire que quand vous pensez... Il y a deux choses qui vous intéressent, je pense, la souveraineté-association et l'indépendance. Il faut d'abord se dire qu'à la souveraineté-association il y a un coût. Et je suis toujours étonné de constater que personne ne regarde ce qui se passe du côté canadien. Vous pourriez dire, par exemple, que le Canada, par rapport aux États-Unis, vit dans une forme de souveraineté-association. Nous sommes totalement intégrés aux dispositifs de défense nord-américains. À toutes fins pratiques, nous sommes intégrés aux dispositifs de l'OTAN mais il y a un coût. Ce coût serait le coût de la politique de défense canadienne, qui s'évalue à 12 000 000 000 \$ par année, plus, probablement, la mince marge de manœuvre que le Canada recherche, je dirais, au niveau de ses politiques d'aide publique. Si vous prenez le budget de l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international, plus le budget des Affaires extérieures, je pourrais presque dire que

le coût de la souveraineté-association pour le Canada, par rapport aux États-Unis, se situe entre 16 000 000 000 \$ et 20 000 000 000 \$.

Il y aurait aussi un coût pour, je dirais, le partenariat ou même la souveraineté-association Québec-Canada. Il est évident, par exemple – je ne sais pas si des questions vont venir là-dessus et je ne veux pas trop les devancer – si le Québec veut s'entendre avec le reste du Canada, à l'intérieur d'une forme de partenariat politique, que le coût à payer sera aussi considérable et, probablement, tout au moins, peut-être probablement davantage que le coût de sa participation à sa défense, qui serait à peu près de 23 %, 24 % ou 25 % selon la répartition des dépenses fédérales, ce qui veut dire 2 % du PNB. Bon, je n'ai pas le PNB du Québec, mais ça doit se chiffrer autour de 160 000 000 000 \$?

**M. Rémillard:** 160 000 000 000 \$.

**M. Legault:** Bon, alors, 160 000 000 000 \$, ça voudrait dire à peu près 2 %, 3,1...

**Une voix:** 3,5.

**M. Legault:** Bon, disons 3 500 000 000 \$ par année. Ceci supposerait, évidemment, que le Québec ait accès à toutes les installations, à toute l'infrastructure du reste du Canada. Il est clair, par exemple, que notre aviation deviendrait très rapidement aveugle. Ce n'est pas parce qu'on a deux escadrons de CF-18, plus deux en réserve à la base de Bagotville, qu'on pourrait continuer de fonctionner si le Québec est totalement aveugle et ne fait pas partie, par exemple, de toutes les installations militaires de surveillance et de détection aérienne qui proviennent soit du réseau du NORAD ou du réseau avancé du Canada.

La chose serait évidemment moins importante au niveau maritime parce que le Québec n'a pas d'intérêts maritimes importants à défendre. Au niveau terrestre, évidemment, le Québec est un peu mieux servi parce qu'il dispose quand même d'une brigade de combat, le 5e Groupe Brigade à Valcartier, qui est tout à fait bien entraîné, qui est bien formé. Je pense qu'à ce niveau-là, il n'y aurait pas tellement de difficultés mais il y a un coût à payer pour la souveraineté-association et qu'il y aurait probablement encore un coût plus considérable à payer dans l'hypothèse d'une indépendance totale du Québec.

Le seul élément sur lequel j'interviens en conclusion – je pense que j'ai presque utilisé mes 20 ou 25 minutes – qui m'apparaît important c'est que le Canada, à toutes fins pratiques, bénéficie automatiquement du parapluie de sécurité américain. Et en cas de souveraineté-association ou d'indépendance du Québec, il est clair que le Québec bénéficierait aussi du parapluie que lui fournit la sécurité ou la protection canadienne de la même façon que ceci

est fourni au Canada par les États-Unis. Ceci serait fourni au Québec par le reste du Canada à condition, bien sûr, que le Québec soit une société stable, ce dont je ne doute pas tellement pour ce qui est de l'avenir. Je dirais néanmoins: Attention! En matière aérienne, les ressources dont disposent le Québec sont trop considérables par rapport aux besoins du Québec. Il est clair que nous n'avons pas besoin de deux escadrons de CF-18 pour maintenir la souveraineté aérienne au-dessus du territoire québécois. Le reste du Canada pourrait très bien vous demander de transférer certains appareils à l'extérieur du Québec. C'est trop et, en même temps, ce n'est pas suffisant parce que vous n'avez pas d'infrastructures à moins de rester complètement rattaché au reste du réseau de surveillance et de détection aérienne du NORAD. Donc, là, il y a des choix qui sont importants. Je pense que vous pouvez en discuter.

Autre chose. Pour le "peace keeping" qui semble le maintien de la paix, les fameux Casques bleus. Il est vrai que le Canada a même eu le prix Nobel de la paix pour sa participation à toutes les opérations de maintien de la paix de l'ONU, sans compter les autres qui ont été faites dans un cadre multilatéral. Il faut quand même se dire une chose, que même si c'était la mission privilégiée, ça suppose une force d'entretien, ça suppose un système de rotation important à l'intérieur du personnel, ça suppose une capacité de transport considérable dont le Québec ne dispose pas. Il va falloir une capacité de transport qui est considérable. À ce niveau-là, je pense que, quelles que soient les options que le Canada privilégiera dans l'avenir, c'est une fonction importante et c'est une fonction peut-être plus adaptée à la société canadienne ou à la société québécoise que l'affectation de troupes canadiennes à l'extérieur de notre territoire. Nous sommes l'un des derniers pays de l'OTAN qui entretient encore des troupes à l'extérieur de son territoire au sein de l'OTAN. Vous savez que la décision a été prise de les réduire de 1400, l'automne dernier. Vous savez que les bases seront fermées à Lahr et à Baden-Solingen, en 1995. On peut peut-être compter sur une participation d'à peu près un millier d'hommes, 1100 hommes, à l'intérieur du cadre de la force multinationale qui est prévue à l'intérieur de l'OTAN, qui a été l'espèce de cheval de Troie britannique contre la volonté des Français qui étaient opposés à l'alliance lors des dernières sessions. Ceci pourrait fournir l'occasion pour le Québec de continuer d'abord un entraînement et une formation à l'intérieur de manoeuvres alliées qui est un atout considérable si vous devez fonctionner à l'intérieur d'une alliance.

Je m'arrête ici. Je pense avoir fait le tour de plusieurs questions. Je suis sûr que vous avez beaucoup de questions en tête. Voilà un peu les principaux éléments du mémoire que j'avais à vous soumettre. M. le Président, merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous vous remercions, professeur Legault. La première question, c'est M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. Je voudrais vous remercier, moi aussi M. Legault, pour votre contribution aux travaux de cette commission. Votre étude, je pense, sans peut-être la qualifier d'exhaustive, en tout cas, fait un bon tour d'horizon de toutes les questions de défense et de nature stratégique dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté.

(14 h 45)

Ça va nous être extrêmement utile pour la suite des choses. Et je dois dire que ça rejoint aussi, pour l'essentiel, bien des positions maintes fois exprimées par la formation politique à laquelle j'appartiens qui est un parti, évidemment, comme vous le savez, voué à la souveraineté du Québec. Nous avons toujours, entre autres, affirmé que le Québec, de par sa situation géographique, ne pouvait pas envisager de s'exclure des grandes organisations de défense de l'Occident. Je fais référence évidemment à l'OTAN et à NORAD dont vous parlez abondamment dans votre texte. C'est évident aussi qu'on ne peut pas imaginer un Québec souverain sans armée. Il y a sans doute des pacifistes au Québec, je n'en disconviens pas, qui souhaitent ou imaginent un Québec souverain sans armée. Personnellement, je peux difficilement concevoir un Québec indépendant, un Québec souverain sans armée, parce qu'il aura la responsabilité d'assurer la défense du territoire québécois et un État assume cette fonction-là par l'intermédiaire de forces armées.

J'en viens à ma première question. Est-ce que vous croyez que les effectifs qui sont actuellement stationnés sur le territoire québécois, vous y faites référence, entre autres, la 5e brigade mécanisée qui est stationnée à Valcartier et puis, évidemment, les deux escadrons de F-18 qui sont stationnés à Bagotville et dont je connais bien l'importance, ne serait-ce que l'importance économique dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le député de Hull a l'habitude, presque à chaque séance de cette commission, de rappeler l'importance des fonctionnaires fédéraux dans sa région. Je me permets, aujourd'hui, de rappeler l'importance de la base de Bagotville, de ses deux escadrons; c'est quelque 1000 emplois, et même plus, et des retombées évidemment importantes pour une région comme la nôtre. Bon! Et puis évidemment aussi, on peut compléter tout ça par des équipements de la Garde côtière. Est-ce que ces effectifs, vous qui connaissez bien la question, pourraient constituer ce qu'on appellerait désormais l'armée du Québec? Est-ce qu'il y a sur le territoire québécois des effectifs suffisants et aussi des équipements aussi suffisants pour constituer la future armée québécoise et qui permettraient à l'État souverain du Québec

d'assurer la défense du territoire, donc d'assumer sa souveraineté?

**M. Legault:** Alors, merci. M. le député. Bon, en ce qui a trait aux effectifs terrestres, je pense que tout le monde a vu fonctionner la 5e brigade qui était renforcée, c'est vrai, par un escadron de renseignements et un escadron d'électronique de Kingston durant la crise d'Oka. Je pense que le Québec dispose effectivement de forces suffisantes pour pourvoir à toutes les opérations de maintien de l'ordre intérieur si jamais les forces de police locales étaient débordées. J'aimerais quand même ajouter ou émettre une réserve. Je pense qu'il ne faudrait pas faire face à deux ou trois crises d'Oka simultanément, ceci pourrait causer un problème pour les effectifs armés. Je ne dirais pas seulement le Québec à ce moment-là, je dirais aussi le Canada. Récemment, j'ai assisté à un colloque où certains membres présents parmi vous étaient là à Montréal, où le général Belzile faisait une déclaration assez fracassante en disant: Si jamais le Québec est indépendant, ne comptez pas sur nous pour vous aider! Je lui ai dit: Je vais vous retourner le compliment. Est-ce que, si, véritablement il y avait deux ou trois Oka auxquelles le Canada devait faire face, vous refuseriez les effectifs du Québec pour vous prêter main forte? Alors là, évidemment, il n'a pas répondu. Il a ravalé et je pense qu'effectivement il faut voir le problème de cette façon-là.

Disons qu'en stratégie la masse est toujours importante. Je ne suis pas sûr qu'il eût fallu ou qu'il ait fallu 3000 hommes pour Oka. Je ne suis pas sûr que la crise était aussi grave qu'on le pensait, c'est-à-dire qu'il y avait autant d'armes qu'on le pensait. Je peux vous assurer qu'aucun avion et aucun navire n'a quitté cet endroit sans que les Forces canadiennes n'en aient eu conscience.

Je peux aussi vous dire que les escadrons de renseignements et les escadrons d'écoute électronique n'ont pas encore terminé leur travail. Ils sont en train de dépouiller actuellement des "tapes" et des "tapes" entières de trucs enregistrés et on saura peut-être beaucoup plus tard le fond de l'histoire. Mais je dis que la masse est un élément important, et du fait que vous ayez eu trois ou quatre militaires, ça évitait, bien sûr, que la partie adverse ou la partie à contrôler ait souhaité vouloir profiter de l'occasion pour s'échapper, par exemple, ou pour faire sortir des choses qu'ils n'auraient pas pu faire sortir autrement.

Donc, la masse est importante. Je dis oui, le Québec a forcément, avec la formation qu'il a et le type d'effectifs militaires qu'il a, au niveau terrestre, est en mesure d'assurer la souveraineté d'une façon effective sur son territoire et, éventuellement, de faire face à des types d'insurrection mineure, mais qu'il n'en faudrait pas trois ou quatre dans la province en même temps

ou simultanément. Vous auriez à ce moment-là, je pense, des pressions énormes qui seraient exercées sur les militaires.

**M. Brassard:** Est-ce qu'on ne pourrait pas imaginer à ce moment-là ou concevoir, comme force d'appoint, la mise en place d'une milice? Il y a actuellement une armée de réserve, ce qu'on appelle une armée de réserve.

**Une voix:** ...

**M. Brassard:** Deux. Bon. Est-ce qu'on ne peut pas imaginer que plutôt qu'une armée de réserve on lui substitue une milice nationale comme il en existe une d'ailleurs aux États-Unis, qui serait une force d'appoint à ce moment-là...

**M. Legault:** Mais je pense que...

**M. Brassard:** ...et que dans le cas de la multiplication de crises où vous dites qu'à ce moment-là les effectifs militaires pourraient être insuffisants, cette force d'appoint, cette milice pourrait entrer en action?

**M. Legault:** Il y a eu des éléments... Je pense qu'il vaudrait mieux poser votre question à des militaires proprement dits, qui étaient responsables du commandement durant la crise, mais je sais qu'il y a eu des éléments de la réserve utilisés durant la crise d'Oka. C'est un petit peu l'orientation que l'armée de terre veut donner à son commandement futur, c'est-à-dire que c'est le concept de force totale qui intègre à la fois la force régulière et qui intègre aussi une partie de la milice ou une partie des forces de réserve.

Si vous regardez les statistiques qui sont à l'Annexe 10, je pense, vous verrez que les forces de réserve en milliers au Canada s'élèvent à 7,4, donc c'est 25 % des forces de réserve; les cadets, il y a 20 000 cadets, dont 33,4 %, sont au Québec. Alors, vous voyez qu'on s'oriente de plus en plus vers la formation et l'entraînement de personnel qui est destiné précisément à soutenir les forces armées en cas de conflit, et je ne pense pas personnellement que la création d'une milice additionnelle soit nécessairement la solution. Je pense que vous êtes beaucoup mieux de continuer dans le cadre des cadets ou des réserves qui sont directement entraînés et formés, même s'il y a un coût. Le coût, c'est que les forces régulières ont moins d'équipement forcément, et c'est la raison pour laquelle ce concept n'a pas été développé auparavant, c'est que chacun tenait à son équipement. Maintenant que la crise économique crée des choix difficiles et qu'on se rend compte que les forces armées sont un élément important d'une société, on accepte d'avoir un peu moins d'équipement, mais on intègre davantage de réserves et de cadets à l'intérieur des forces armées.

Ça, c'est la réponse à votre première question sur l'armée de terre. Sur l'aspect aérien, j'aurais, comme je l'ai dit tout à l'heure, quelques réserves. Je pense que deux escadrons de CF-18, c'est beaucoup pour le Québec. En fait, les deux escadrons de CF-18 s'occupent de la souveraineté de tout le Nord-Est canadien. Ils peuvent être actuellement en train de voler au-dessus du Groenland ou à côté du Groenland pour intercepter, par exemple, un appareil soviétique en route pour Cuba. Bon. C'était le cas l'année dernière. Est-ce qu'il y a encore des appareils soviétiques qui se rendent à Cuba? Je n'en sais rien. À ce niveau-là, vous auriez des effectifs qui sont plus...

**M. Brassard:** Est-ce que les appareils soviétiques volent encore?

**M. Legault:** Pardon?

**M. Brassard:** Je fais un trait d'humour. Est-ce que les appareils soviétiques volent encore?

**M. Legault:** Justement. La question se pose: Est-ce qu'ils ont encore du pétrole pour voler?

**M. Brassard:** Bien oui.

**M. Legault:** À ce niveau-là, le Québec, effectivement, dispose d'un pool de ressources aériennes qui est considérable par rapport à ses besoins de souveraineté. Donc, c'est trop à ce niveau-là. Donc, la question ne se pose pas pour moi. Le reste, c'est une question politique. Comment allez-vous partager les ressources en cas d'indépendance du Québec? Ça, ce n'est plus mon problème.

**M. Brassard:** Mais dans l'éventualité...

**M. Legault:** Oui.

**M. Brassard:** ...où le Québec est partie prenante de NORAD, à ce moment-là, ses forces aériennes pourraient être utilisées ou intégrées dans l'action de NORAD.

**M. Legault:** Bien oui, absolument. Mais, à ce moment-là, je veux dire, tout dépend du type d'accord politique ou d'entente que vous aurez avec le reste du Canada ou même avec les Américains.

**M. Brassard:** Des Américains aussi.

**M. Legault:** Parce qu'il faut bien se dire une chose, le recoupement des zones opérationnelles NORAD sont essentiellement canadiennes maintenant, mais elles ne l'ont pas toujours été. Certaines zones de l'Est ou de l'Ouest, auparavant, pouvaient très bien fonctionner avec des intercepteurs ou des chasseurs américains et

canadiens en même temps, où certains recoupements de zones ne correspondaient pas du tout avec les frontières géographiques actuelles. Donc, vous voyez que... Bon. Ça, c'est une question. Le Canada l'a fait parce qu'il estimait qu'il devait contrôler tout ce qui se passait au-dessus de son territoire, a redécoupé toutes les zones NORAD opérationnelles, parce que la technique, elle, ne respecte pas tellement les frontières. Donc, à ce niveau-là, effectivement. S'il y a un surplus de ressources au Québec, est-ce que le Québec sera prêt à accepter des responsabilités à l'intérieur du Canada et, si oui, sous quelle forme? Et là, si vous me demandez de préciser le type d'accord, je vous réponds: Bon, c'est une question politique qui ne relève pas de mes compétences. Ça, c'est la réponse au niveau de l'aspect aérien.

Vous avez cité la Garde côtière. Oui, je pense qu'il faudra une garde côtière, pas davantage. Dites-vous une chose. C'est que si d'aventure ou si par hasard il y a des problèmes maritimes dans ces régions, c'est parce que l'OTAN ou le reste du Canada et les États-Unis auront failli à leur tâche, c'est-à-dire que certains bateaux ou certains sous-marins n'auront pas déjà été interceptés avant qu'ils se présentent dans la zone du golfe. Vous avez peut-être besoin, comme ça circule un peu dans les nouvelles, d'avoir un ou deux bateaux pour intercepter deux ou trois barils de hasch qui flottent sur le Saint-Laurent, mais il n'y a pas véritablement de menace militaire directe et immédiate dans la région du golfe. Il y a cet aspect. Seulement, n'oubliez pas quand même, si vous jetez un coup d'oeil à l'Annexe 11, toute la région de la Baie d'Hudson et les voies d'accès des sous-marins qui pourraient... Et le même principe s'applique. Si des sous-marins, même britanniques ou américains ou n'importe quel, s'aventurent dans la région, il faudra peut-être au moins que vous soyez en mesure... Et c'est ce qu'il y a de plus fâchant pour le Canada, d'ailleurs. Il a dû abandonner son programme de sous-marins. Ce n'est pas tant les sous-marins soviétiques qui me gênent qu'une collision possible entre une banquise et un sous-marin ou entre deux sous-marins. Qu'est-ce que vous faites? Vous appelez Washington pour savoir si c'est un sous-marin américain ou britannique qui a coulé là-bas? C'est assez embêtant, et ça, ça fait partie de la souveraineté, mais ça coûte très cher d'assurer sa souveraineté dans l'Arctique. Il faudra peut-être des moyens de lutte anti-sous-marin qui pourraient se limiter, dans le nord de la Baie d'Hudson, à de simples bouées sonar ancrées au fond des océans et peut-être d'hélicoptères sonar ou à quelques moyens aériens de lutte ASM, c'est-à-dire anti-sous-marine.

**M. Brassard:** Une dernière question, M. le Président, quant à moi en tout cas. Ça porte sur le partenariat dont vous parlez dans votre texte, mais sans beaucoup apporter de précisions. Quelle

forme ce partenariat Canada-Québec pourrait-il prendre? J'exclus évidemment une armée commune. Le Québec devenant souverain, chaque État aurait sa propre armée, mais ce partenariat prendrait la forme d'entente, d'accord, de coopération entre état-majors? Est-ce que vous pourriez préciser davantage la forme de partenariat que ça pourrait prendre?  
(15 heures)

**M. Legault:** Au niveau du partenariat, je pense qu'il existe déjà un accord de commandement maritime en haut lieu. Il y a quand même une répartition régionale des commandements. Le commandement de la force mobile est à Montréal. Le commandement maritime est à Esquimalt du côté de Vancouver. Il y en a un autre à Halifax. Il y a une forme de partenariat qui existe dans les faits, qui est due, en fait, à cette décentralisation administrative que suppose l'opérationnalisation des commandements.

Alors, si le Québec veut véritablement proposer une forme de partenariat, il est clair qu'à ce moment-là il est obligé de continuer de faire bénéficier le reste du Canada de ses services en ce qui a trait, par exemple, au commandement de la force mobile. La même argumentation pourrait être reprise par rapport aux circonscriptions électorales d'où vous venez et le commandement de détection aérienne à North Bay. Autrement, le Québec est tout à fait aveugle. Il va fonctionner à vide. Donc, ça existe déjà dans les faits. C'est peut-être une des vertus de la défense. C'est que vous avez une forme de partenariat qui existe dans les faits mais dont les gens ne se rendent pas tellement compte.

Et le reste, vous savez, tout est possible. Si on me demande de diviser mon compte de banque en deux, en trois ou en quatre, tout peut se faire. L'important n'est pas là. L'important est de savoir comment, effectivement – vous me posez la question et je pense que c'est aux hommes politiques d'y répondre – comment ces accords seront définis et en vertu de quels critères et de quels paramètres.

**M. Brassard:** J'imagine que la même chose vaut aussi pour les services de renseignements, le même raisonnement vaut pour les services de renseignements.

**M. Legault:** Oui, parce que les services de renseignements aujourd'hui fonctionnent en temps réel et une modification importante de NORAD en 1990 ou 1991 a été d'élargir la compétence de NORAD à la lutte contre les stupéfiants. Donc, en principe, il n'y a pas un seul avion, même un Cessna, qui est très utile pour le transport de la drogue, il n'y a pas un seul avion non identifié qui peut pénétrer dans l'espace aérien sans que NORAD procède à une identification et que tout soit communiqué en temps réel.

Quand vous parlez des services de rensei-

gnements, ce n'est pas seulement la lutte contre les stupéfiants. Il y a le terrorisme. Je veux dire, ça s'applique à l'ensemble, il n'y a aucun doute. Autrement, vous êtes complètement isolé. Voilà.

**M. Brassard:** Oui, merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** M. Legault, au niveau des scénarios de partage de la flotte...

**M. Legault:** De la flotte? Quelle flotte? Ha, ha, ha!

**M. Richard:** Partage, en fait, des équipements et tout ce que ça comporte dans l'ensemble. Au niveau des principes militaires, on sait ce qui se passe actuellement en Russie avec l'Ukraine où il y a vraiment une véritable guerre de partage, est-ce qu'il y a des principes militaires en fonction d'une intégrité des forces qu'on veut garder, à cause de l'interrelation que vous avez très bien située tout à l'heure? Est-ce qu'on peut présupposer que, le lendemain du référendum, on s'assoie à la table pour négocier ça? Vous dites que tout ça est interlié. On ne pourrait pas se réveiller à un moment donné où les postes de direction – il en existe quelques-uns au Québec – se ramasseraient comme par hasard plutôt en Ontario et plutôt dans l'Ouest?

**M. Legault:** Les bateaux, il n'y a pas de problème, on n'en a pas. Il y a trois sous-marins puis ils ne sont pas chez nous. Alors, ils peuvent les garder. Les destroyers, ils viennent nous rendre des visites officielles dans le port de Québec. Ce n'est pas tellement dramatique. Vous avez raison au niveau de certains effectifs. Par exemple, si vous pensez à un scénario – et vous avez le droit d'y penser – de partage, je pense que Cold Lake ou North Bay pourrait très bien dire aux avions de notre ami là-bas: Écoutez, vous rentrez à Cold Lake et puis, ensuite, on négocie, c'est-à-dire, venez les chercher! C'est quoi? C'est trois quarts d'heure, le Lac-Saint-Jean? Non, c'est à une heure et demie ou deux heures, le Lac-Saint-Jean, de Cold Lake. 18 avions. Ils peuvent se rendre aux Bahamas en vacances aussi. On ne sait jamais. Donc, là-dessus, ça pourrait créer un problème.

Je pense que si, effectivement, il y a un scénario de ce genre, il va y avoir une discussion de partage, si vous admettez cette hypothèse, mais les négociations risquent d'être assez longues.

**M. Richard:** J'aurais une autre question, si vous permettez, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Ah oui!

**M. Richard:** Le Québec est souverain, on parvient à s'entendre, ce qu'on suppose, on s'entend avec le reste du Canada. Est-ce qu'on pourrait, à ce moment-là, d'après vous, imposer notre intérêt à ce qu'une partie du matériel, ou qu'une bonne proportion du matériel militaire soit produite au Québec? Parce qu'il y a quand même des impacts économiques énormes, on le soulignait tantôt, dans certains comités dont dans le mien entre autres.

**M. Legault:** Bien écoutez, il y a deux provinces qui construisent, on le sait, le Québec et l'Ontario. Il y a le Nouveau-Brunswick pour les bateaux. C'est vrai qu'il y a les chantiers maritimes de Lauzon, il ne faudrait pas que je les oublie, Lévis-Lauzon, là. On produit des quilles de bateau essentiellement, l'électronique n'est pas produite ici. Très souvent, ça vient de New York ou d'ailleurs. Je pense que vous seriez mal... Vous auriez beaucoup de difficultés à imposer une forme d'obligation au niveau de la production.

La production est un phénomène qui dépend essentiellement, et très souvent, de considérations de développement économique et régional du côté du fédéral. Je pense que si on a besoin de renflouer le Nouveau-Brunswick on aura encore six frégates. Si le Nouveau-Brunswick est en mesure de faire face économiquement à ses problèmes, peut-être qu'on n'aura que six frégates. Mais, imposer de prime abord, vous voulez dire... D'abord, moi, je prends pour acquis que, lorsque vous dites qu'il y a un référendum, le référendum est positif. Donc qu'il y a un mandat pour négocier le partage, ou qu'il y a un mandat pour négocier une forme nouvelle d'association par exemple.

**M. Richard:** Exact.

**M. Legault:** Bon. Alors, dans cette hypothèse, il est clair que la négociation risque d'être très longue. Je veux dire vous voyez un petit peu depuis combien de temps durent les négociations constitutionnelles. Avant le lac Meech, depuis... Ça fait quand même 20 ans qu'on en parle et je pense que ce genre de problème ne pourrait pas être réglé avant 10 ans. Tout simplement au cas où les gens changeraient d'idée ou parce qu'on aimerait échanger quelques équipements contre d'autres. Si vous essayez de poser des conditions au niveau de la production, je pense que vous aurez beaucoup de difficultés parce que, bon, le renouvellement de l'équipement, à moins que ce ne soit une décision québécoise, que vous décidiez d'acheter des, comment? des transporteurs de troupes blindés et de les construire vous-même, vous n'avez pas besoin de permission à ce moment-là. Mais s'il s'agit de produire des avions, vous n'aurez pas la permission parce que, d'abord, vous allez avoir un surplus d'avions au niveau des escadres de

chasseurs aériens. Et poser ça comme condition, je pense que ça risque de prolonger les négociations pendant très longtemps.

**M. Richard:** Mais vous comprenez que ça va sûrement faire partie des conditions de la négociation...

**M. Legault:** Absolument.

**M. Richard:** ...parce que ça a trop d'impact économique chez nous au niveau des emplois et...

**M. Legault:** Bien, c'est un peu ce que je disais en ouverture de ma présentation, en fait dans la présentation initiale. C'est que vous êtes intégrés à un dispositif de défense nord-américain. Il vous faut des avions à la pointe des progrès technologiques. Ces avions, en principe, sont produits très souvent sous licence. Le CF-18, vous connaissez son histoire, hein. Le CF-104, ça a été pareil. Le CF-104 n'était pas un avion qui avait été choisi par le ministère de la Défense. Il a été imposé par Industrie et Commerce à l'époque qui s'appellerait Approvisionnement et Services aujourd'hui. Le CF-18 a été revu et corrigé par, à la fois, les gouvernements libéraux et les gouvernements conservateurs, et ils en sont arrivés à la même conclusion. Il est probable que, assorties à ces CF-18, il y avait des ententes pour l'industrie civile. Je dis: Il est probable, mais je n'en ai pas la preuve. Ces contrats sont négociés sur une très longue période de temps et par rapport aux besoins du Canada en entier.

Alors là, comment voulez-vous exiger quelque chose par rapport au Québec, alors que le Québec n'a pas de besoins immédiats ou n'en aura pas avant plusieurs années dans ce domaine-là? Alors, je dis que la négociation risque d'être assez longue.

**M. Richard:** Alors, vous avez deviné ma troisième et dernière question. Vous dites, vous, que ça va s'échelonner sur 10 ans de négociations en fait.

**M. Legault:** Bien, ça peut s'échelonner sur 10 ans comme ça peut s'échelonner sur 20 ans.

**M. Richard:** Mais ça ne peut pas être à court terme.

**M. Legault:** Je ne vois pas la possibilité à court terme, non.

**M. Richard:** Merci, M. Legault.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député d'Abitibi.

**M. Gendron:** Ouest.

**Le Président (M. Bélanger):** Ouest.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Parce que la base est d'Abitibi-Est, non?

**M. Gendron:** Non, mais c'est ça. C'est parce que, comme député d'Abitibi, je serais plus justifié de questionner, il y avait un peu de quoi sur le plan économique mais, comme député d'Abitibi-Ouest, il n'y a rien. Ça fait que je suis plus objectif pour questionner le professeur Legault.

Trêve de plaisanteries, je pense que vous avez présenté un excellent mémoire. Mon collègue l'a dit. Moi, ce que je voudrais apprécier, puisque quand on a la chance d'avoir un spécialiste comme vous, je pense qu'il faut aller au-delà de nos propres appréciations. On ne peut pas tous être des gens qualifiés en la matière. C'est un domaine difficile mais qui, sans aucun doute, devra être apprécié advenant l'accession du Québec à sa souveraineté.

Vous avez indiqué les avantages et les inconvénients et, comme un bon professeur, vous en avez mis autant d'un bord que de l'autre pour faire partie de NORAD. Mais j'aimerais, compte tenu de votre très grande expérience, avoir une appréciation qualitative. Il n'est pas facile pour nous, strictement en lisant le libellé, qu'on peut apprécier dans un cas, quand on dit: Ça donne tel avantage, on peut en comprendre une certaine partie en termes de portée, mais je ne pense pas qu'on puisse avoir une compréhension très, très raffinée de ce que ça signifie globalement, tout autant les avantages que les inconvénients.

Une question précise: Est-ce que, qualitativement, un Québec souverain, selon votre vaste expérience, y trouve beaucoup plus d'avantages d'être membre de NORAD que d'inconvénients?

**M. Legault:** Donc, qualitativement, je pense qu'il n'y a aucune question dans mon esprit. Les avantages sont beaucoup plus considérables que les inconvénients. C'est un petit peu en réponse à la question précédente. C'est évident que le Québec devra choisir entre avoir une industrie aéronautique ou ne pas en avoir. S'il n'en veut pas, le Québec pourrait devenir indépendant, avoir une force aérienne, de surveillance aérienne qui soit vraiment très limitée, donc qui ne soit pas crédible auprès des Américains. Et, par conséquent, le reste du Canada et les États-Unis feront le tour du Québec pour assurer au moins cette forme de surveillance et de respect de la souveraineté aérienne.

C'est en participant au NORAD, bien sûr, que vous allez avoir des avantages immédiats. Les avantages de transfert de technologie, que vous allez pouvoir continuer de bénéficier des contrats du fédéral qui quand même s'élèvent à

5 000 000 000 \$ pour le Québec au cours des sept dernières années, les contrats du Pentagone, et il faut dire que dans le cadre d'une intégration toujours plus poussée, surtout dans le cadre du libre-échange, que ces transferts devraient pouvoir continuer à s'effectuer dans l'avenir. J'ai quand même émis, dans le texte, deux petites réserves. C'est que l'Europe est en voie de formation et qu'ils ont des programmes d'armement, d'industrialisation en matière d'armement, qui vont devenir de plus en plus importants et que, du côté américain, vous avez le double déficit, commercial et budgétaire, et un Congrès qui est de plus en plus protectionniste, ce qui risque de fermer un petit peu, si vous voulez, le marché des exportations canadiennes vers les États-Unis. Mais en même temps, vous pourriez dire au niveau des transferts technologiques – c'est à peu près le seul domaine où il se fait des transferts – on vend, par exemple, – je ne l'ai pas signalé, je ne sais pas du tout si ça fait partie du domaine public – enfin, est-ce que tout est public ici? Je suppose, oui.

Je vais reprendre ça autrement. On vend beaucoup d'équipement électronique, sans préciser lesquels, aux Allemands. Cet équipement électronique est dû, en grande partie, à des transferts de technologie qui ne pourraient pas être transférés à l'Allemagne si on ne faisait pas partie de la même alliance. Ces transferts d'équipement électronique seront aussi très utiles pour, je dirais, certaines formes d'exploration de l'espace ou de plate-forme de détection dans l'espace, notamment au niveau de la détection infrarouge et des radars aéroportés. Donc, les avantages, à mon sens, sont immédiats. Il y a un choix à faire, c'est-à-dire devenir un pays un petit peu du tiers monde en disant: Nous, la défense, ça ne nous intéresse pas et c'est ce que l'on fera, et s'écarter de tous les bénéfices industriels qui en découlent ou faire un choix qui, comme le député de Lac-Saint-Jean disait tout à l'heure, consiste à maintenir la présence du Québec dans le cadre des dispositifs de défense nord-américains.

**M. Gendron:** Je voudrais aussi... Dans le débat constitutionnel, je pense qu'il y en a certains qui ont voulu évoquer ou brandir le scénario, un peu apocalyptique, d'une intervention majeure de l'armée advenant que les Québécois décident de s'assumer pleinement et de devenir pleinement souverains. Vous, dans votre mémoire, vous mettez énormément de doute quant à l'éventualité d'une intervention massive de l'armée puisque vous évoquez, je pense avec raison, qu'il s'agirait... Pour ce faire, ça prendrait un justificatif d'urgence et très exceptionnel et court dans le temps qui n'a aucune référence avec une démarche dite démocratique ou à caractère démocratique. En termes clairs, compte tenu encore de votre connaissance, autant de l'intérieur que de tout ce qui peut se

passer au niveau de l'Armée, est-ce que vous pensez qu'effectivement ça tient complètement de l'utopie, cette éventualité qui, malheureusement, est évoquée d'après moi?

**M. Legault:** Non, je pense que vous avez parfaitement raison. Vous avez bien souligné ce que j'ai écrit. Il y a deux dispositions. Il y a l'aide au pouvoir civil qui, même en période de troubles, est une obligation pour le fédéral. C'est-à-dire qu'à partir de l'instant où une demande est adressée par le Procureur général et que les forces de police intérieures sont débordées, le fédéral est obligé d'obtempérer. Le chef d'état-major n'a absolument rien à dire. Il est obligé de répondre à la demande du Procureur général. Donc, à la limite, même en cas de débordement pour des raisons de motifs intérieurs au Québec, le fédéral est obligé de donner suite à la demande du Procureur général.

(15 h 15)

Mais il y a une autre loi qui est la Loi des mesures d'urgence qui a remplacé la Loi sur les mesures de guerre. Et là vous l'avez bien souligné, je pense que vous avez très, très bien lu mon texte, effectivement, il faut des motifs exceptionnels et il n'y a rien qui m'indique dans l'histoire du Québec que ce genre de scénario pourra intervenir. Il n'y a aucune situation dramatique à laquelle je puisse penser. Il y aura peut-être un jour le problème des autochtones, mais je dis dans le mémoire que le Québec est une société remarquablement stable. Ce qui est vrai. Ce n'est pas une société très violente. Bon, c'est vrai qu'il y a eu 1837. C'est vrai qu'il y a eu octobre 1970, dans un moment de panique. Mais c'est une société qui est pacifique, qui est égalitariste, qui n'est pas violente et je ne vois pas de situations qui pourraient motiver, d'une façon ou d'une autre, les scénarios d'apocalypse auxquels on a fait allusion dans la presse anglophone ou dans certains milieux anglophones. Je pense d'ailleurs qu'il y a eu une déclaration du premier ministre Mulroney à ce sujet et je pense qu'il y a eu aussi une déclaration du chef d'état-major, M. Chastelain, qui est mon ancien étudiant, et qui a dit: Écoutez, ça fait 30 ans qu'on ne s'entend pas sur les négociations constitutionnelles, je ne vois pas ce que l'armée pourrait venir faire là-dedans pour mettre de l'ordre soit dans la société ou les idées des gens qui n'arrivent pas à penser. Ce n'est peut-être pas textuel, mais en gros.

**M. Gendron:** En tout cas, chose certaine, si l'élève et le professeur ont le même point de vue là-dessus, on ne devrait pas être inquiet pour l'avenir. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. M.

Legault, j'aimerais vous dire que je suis d'accord avec la mention que vous avez faite au début de votre exposé à savoir qu'il y avait 195 000 000 \$ dépensés dans le comté de Hull. J'aimerais bien qu'il y ait 195 000 000 \$ dépensés pour manifester des effectifs militaires mais, comme on le sait, le ministère des Approvisionnements et Services est situé à Hull, pour le gouvernement fédéral, de même qu'une grande partie de la Défense nationale est également à Hull et c'est sûrement des transferts entre ministères qui font qu'on pourrait penser qu'il y a des dépenses de 195 000 000 \$ à Hull. À tout événement, moi j'aimerais qu'on discute également, M. Legault, d'une façon terre à terre. Tantôt le député de Lac-Saint-Jean a parlé des effectifs militaires qu'il avait dans son comté...

**Une voix:** Dans la région.

**M. LeSage:** ...dans la région, à Bagotville, deux escadrons de CF-18. Vous avez mentionné après ça qu'au moment où on se parle il y en a peut-être qui...

**M. Brassard:** Dans mon comté, il y avait une station de radar et ils l'ont fermée.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. LeSage:** C'est probablement les stations de radar qui ont été fermées sur la DEW-Line.

**M. Legault:** Ça ne servait pas à grand-chose.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. LeSage:** Ce n'est pas seulement dans votre comté, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** C'était devenu désuet.

**M. LeSage:** Au moment où on se parlait, si vous le permettez, M. Legault, il y avait probablement des CF-18 qui se promenaient au Groenland, dans le Grand-Nord.

**M. Legault:** Proche du Groenland, parce que ça serait une violation de la souveraineté du Danemark.

**M. LeSage:** Alors comment expliquer qu'il y a des bases américaines?

**M. Legault:** À Gander?

**M. LeSage:** À Thulé par exemple.

**M. Legault:** Bien Thulé n'est pas véritablement une base américaine. Thulé est une base de radar pour la défense antimissile. Ce sont les fameux BMWS Ballistic Missile Warning System



qui sont là pour décèler en fait les trajectoires des missiles balistiques. Je ne pense pas qu'il y ait véritablement d'effectifs d'intervention à Thulé. Je peux me tromper, mais je serais...

**M. Chagnon:** Sondrestromsjord.

**M. Legault:** Pardon?

**M. Chagnon:** Sondrestromsjord, il y en a.

**M. Legault:** Sondrestromsjord mais ça c'est autre chose. Gander sera fermée. Et les effectifs... Mais là je ne comprends pas tellement le sens de votre question.

**M. LeSage:** Bien, le sens de ma question, c'est que vous m'avez interrompu, je m'en viens.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Legault:** Excusez-moi.

**M. LeSage:** Parce que je veux également faire un parallèle, si vous le permettez. Ça paraît peut-être long mais il y a des experts qui sont venus nous expliquer ici qu'au point de vue territorial, Québec serait enclavé dans le Canada finalement par la baie d'Hudson, par Terre-Neuve et le golfe. Vous avez mentionné – et je suis parfaitement d'accord avec vous – si un missile s'en vient, Washington va le savoir avant Ottawa et Québec. Pourquoi est-ce qu'au Québec on aurait des escadrons? Pour faire quoi? Comme Québec indépendant, un gouvernement indépendant, une société indépendante, pourquoi est-ce qu'on aurait des escadrons aériens? Pour faire quoi?

**M. Legault:** Votre question est terminée?

**M. LeSage:** C'est ma question.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Legault:** D'accord.

**Le Président (M. Bélanger):** Un six pilotes.

**M. Legault:** Non, mais c'est ce que j'ai essayé d'expliquer à votre collègue du Lac-Saint-Jean. Les escadrons de CF-18 ne servent pas tellement au Québec. Ils servent à la protection de la souveraineté du nord-est québécois. Dans le cas d'indépendance, on en aurait trop. On ne saurait pas quoi faire avec ça, surtout qu'un CF-18 peut engager simultanément plusieurs avions hostiles en même temps. Alors là, vous me dites: Pour faire quoi? Je pensais avoir répondu en partie à la question. Le Canada s'intègre à l'intérieur d'un dispositif de défense nord-américain et s'il manquait des CF-18, dites-vous une chose, c'est que les Américains vous enverraient

des F-15 pour aller faire de l'interception et de l'identification essentiellement dans les territoires du nord-est du Canada, si besoin est. Dites-vous une chose quand même. C'est que le long du Groenland et le long de l'Atlantique, on contrôle une partie des voies des communications maritimes vers l'Europe, ce qui est un élément très important pour la stratégie américaine. Les États-Unis ne peuvent pas se permettre en temps de conflit... On a vu le conflit de l'Irak, mais il y a un conflit qui a été aussi très important: C'était la guerre d'octobre en 1973 où les routes aériennes et les convois maritimes sont passés très proches des côtes canadiennes le long de Gander et ont continué vers les Açores avant de se rendre en Israël. Jamais, au grand jamais, les Américains ne permettraient, surtout en période de conflits ou de tensions, que des avions hostiles soient dans la région sans qu'ils sachent exactement qui est là, avec exactement quel appareil et ainsi de suite. Donc nos avions, ils servent à ça. Et pire que ça, en cas d'hostilités qui auraient pu être conçues avec peut-être l'Union soviétique à l'époque ou d'une attaque venant de l'Arctique, l'aménagement ou le réaménagement des accords de 1985 démontrent parfaitement qu'on est intéressé à faire l'accès et l'interception le plus au nord possible, d'où les cinq bases auxquelles les Américains ont accès, auxquelles les systèmes AWACS ont accès, auxquelles les systèmes F-15 ont accès. Tout ça se fait dans un plan d'intégration qui est remarquable. Là, vous me dites: Est-ce qu'on peut extraire géographiquement le Québec de cette région? Je vous dirais: À la rigueur, s'il faut aller jusque-là, les Américains vous diront: Salut la visite! Salut, bonjour! On n'a pas besoin de vous. On va s'installer autour, plus au nord et on passera à côté s'il le faut. Ce n'est pas vital. Effectivement, la région de Québec n'est pas stratégiquement vitale pour les Américains.

**M. LeSage:** Je suis d'accord avec vous également que le Québec comme tel n'est pas vital, justement parce qu'il est enclavé. Mais je reviens encore avec ma question. Vous allez peut-être me trouver tannant, mais...

**M. Legault:** Non, non, ça va.

**Une voix:** ...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. LeSage:** Il y a des gens, M. Legault, qui pensent qu'avec un Québec indépendant, on va garder le même nombre de militaires au Québec. Moi, j'en doute très fort. Et même si on le fait, je pense que ça serait d'illapider des fonds publics parce que, justement, vous le dites: Les effectifs qui sont au Québec servent pour l'ensemble du Canada. Et si on sort du Canada, je ne vois pas pourquoi les gens de l'Alberta paleraient des

taxes et des impôts pour maintenir les bases aériennes au Québec avec des escadrons qui servent pour l'ensemble; je pense qu'ils les retireraient. Je pense que vous l'avez mentionné un petit peu que, dans peut-être trois quarts d'heure, on déplace tout ça, de...

**Une voix:** ...Bagotville.

**M. LeSage:** ...de Bagotville et on envoie ça à Cold Lake et si vous avez besoin de nous autres, vous paierez pour. Ce que je veux faire ressortir dans tout ça, c'est qu'il est utopique de dire qu'on va maintenir le nombre de militaires qu'on a actuellement au Québec. Je pense qu'on n'en a pas besoin d'autant que ça. Au point de vue des forces pour maintenir l'ordre, comme dans des crises, je pense qu'il faut une milice, qu'il faut une réserve, qu'il faut des gens actifs...

**Une voix:** Une armée.

**M. LeSage:** ...dans une armée, oui. Dans un pays indépendant, ça en prend une, mais pas des effectifs pour dire: On va intercepter ou on va avoir un sous-marin nucléaire au cas où quel-qu'un nous arrive par le côté du Labrador ou du côté du Grand-Nord, ou des CF-18. Je pense que c'est rêver en couleurs.

**M. Legault:** Est-ce que je peux ajouter un élément à cette question? Il ne faut tout de même pas oublier que les CF-18 ont participé à la guerre du Golfe. Il ne faut pas oublier qu'il y avait des officiers canadiens à bord des avions AWACS, qui patrouillaient la région du Golfe. Il y a donc, si vous voulez, je ne sais pas comment vous expliquer le problème, il y a un phénomène de vente qui se fait là. Vous avez des effectifs, vous travaillez étroitement avec les Américains. Le personnel est entraîné conjointement à l'intérieur de NORAD. C'est un commandant canadien qui est le second en commande à Colorado Springs. Vous participez à une opération internationale. Il y a, si vous voulez, une forme de marchandage là qui se fait entre le Canada et les États-Unis. Je sais comment la décision s'est prise, mais je ne peux pas en parler ici. Mais, il est manifeste qu'il y a un poids que retire le Canada, du fait de l'existence de ses effectifs militaires, qu'il peut utiliser soit, dans une crise conjointe, qu'il peut utiliser dans les opérations du maintien de la paix et il est clair que cette marge de manoeuvre serait beaucoup plus faible pour le Québec si le Québec était indépendant. Je ne sais pas si ça répond, mais je pense que c'est un élément qu'il ne faut pas oublier.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, M.

le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. M. Legault, bonjour.

**M. Legault:** Bonjour.

**M. Léonard:** Si on suit le raisonnement du député de Hull, il faudrait que le Canada pratiquement sorte aussi de NORAD et de l'OTAN. En tout cas, ce n'est pas la position de notre parti. Lorsque nous ferons l'indépendance, nous allons rester dans l'OTAN et le NORAD, pour les considérations que vous avez bien expliquées, parce que nous faisons partie d'un système intégré de la défense en Amérique du Nord avec les Américains.

Là-dessus, je voudrais vous poser une question. Vous avez évalué, de façon évidemment théorique, que le coût de la souveraineté canadienne par rapport aux États-Unis était de 20 000 000 000 \$ parce que vous prenez différents budgets pour les additionner. Donc, toutes les opérations étrangères et de défense du Canada s'estimaient à 20 000 000 000 \$.

**M. Legault:** J'ai dit entre 15 000 000 000 \$ et 20 000 000 000 \$.

**M. Léonard:** Oui. Quel est le pourcentage du PIB que les Américains dévaluent à leur défense?

**M. Legault:** À peu près 25 %.

**M. Léonard:** Du PIB?

**M. Legault:** Du PIB, excusez-moi.

**M. Léonard:** Ça, c'est leur budget.

**M. Legault:** Cela doit tourner autour de 5 % ou 6 % mais j'ai les chiffres, je peux vous les donner.

**M. Léonard:** Non, O.K.

**M. Gauthrin:** ...pas si tu avais lu ton texte.

**M. Legault:** Attendez.

**Le Président (M. Bélanger):** Tu peux nous dire à quelle page, Jean-François?

**M. Gauthrin:** Annexe 1, page 57.

**M. Léonard:** 6 % du PIB aux États-Unis. Si on était complètement intégrés aux États-Unis, en matière de défense, il faudrait assumer le même pourcentage de notre PIB. Donc, le coût de notre intégration totale aux États-Unis serait de 4 % de notre PIB. On pourrait l'expliquer aussi comme ça. Je pense qu'inversément ...

**M. Legault:** Vous dites, là vous parlez du Québec devenant une province américaine là?

**M. Léonard:** Non, je parle du Canada devenant intégré complètement...

**M. Legault:** Ah! du Canada intégré.

**M. Léonard:** ...et s'il assumait complètement ses dépenses de défense par rapport ...

**M. Legault:** D'accord.

**M. Léonard:** ...au système nord-américain. Bref, on en est à des hypothèses tout à fait théoriques. Mais je pense que les dépenses de défense, même au Canada sont en dessous généralement de ce que dévaluent la plupart des pays de l'OTAN à la défense et surtout aux États-Unis. Je dirais là-dessus que la souveraineté canadienne est un avantage par rapport aux obligations que nous aurions si nous étions Américains, et que la souveraineté du Québec peut fort bien aussi s'avérer un avantage, par rapport aux obligations que nous aurions si nous étions complètement intégrés, en termes d'obligation au système nord-américain. J'aimerais vous entendre là-dessus.

L'autre chose que je voudrais relever c'est que vous dites, les négociations vont prendre 10 à 20 ans. Je vous trouve pessimiste parce que tout dépend de la volonté des négociateurs, tout peut se négocier rapidement, aussi. Ça dépend de leur volonté, mais ça dépend aussi de leur pouvoir de négociation. Quelqu'un qui s'amène à table avec un bon pouvoir de négociation, en sachant où il s'en va, peut régler plus vite que 10 ans. Bref, ça me paraît un peu hypothétique votre affirmation là-dessus "que 10 ans", vous avez aussi laissé planer 20 ans. À mon sens, il y a peut-être des dossiers qui peuvent traîner longtemps, mais c'est parce qu'on ne les trouve pas urgents qu'on les laisse traîner. Généralement, c'est cela.

(15 h 30)

De la même façon, sur le plan économique ou financier, sur les institutions financières, quant à moi, je suis convaincu qu'on va vouloir régler rapidement pour sortir d'une période d'incertitude, mettre les choses au clair et repartir sur de bonnes bases. Il y a des chances que, sur le plan de la défense, après une période de tâtonnement que je situe quand même à beaucoup moins que 10 ans, on en arrive à des ententes intéressantes.

L'autre élément que je voudrais soulever, c'est que le Québec a quand même une industrie aéronautique importante et que les relations qu'il y a entre nos dépenses de défense et la bonne santé de notre industrie aéronautique ne sont pas étrangères l'une à l'autre. Donc, nous avons intérêt à ce que les choses soient claires sur ce plan-là comme le Canada en aura à

d'autres égards.

Je reviens donc sur cette période de négociation qui me paraît très longue. À mon sens, oui, ça peut peut-être être un peu plus long que dans d'autres secteurs à établir les bases mais, un coup que les bases seront établies, on revient aux grands éléments de la négociation: la volonté d'aboutir et le pouvoir de négocier. Je voudrais vous entendre sur ces commentaires.

**M. Legault:** Oh, la, la! Vous me mettez en plein dans l'eau bénite parce que je pense que vous faites allusion à des scénarios qui sont essentiellement politiques. Laissez-moi vous rejoindre sur un point. Dans le scénario d'un référendum, donc d'un mandat populaire pour négocier, certaines questions pourraient, peut-être au niveau financier, être réglées assez rapidement. En ce qui a trait au partage de ce que je dirais du capital ou de l'équité, ça peut durer longtemps. Je serais très étonné que tout ceci se fasse rapidement, mais c'est mon sentiment... C'est un instinct, hein. Peut-être que vous avez parfaitement raison et que l'histoire me condamnera - ce qui est fort possible - mais peut-être que j'aurai aussi raison et qu'on pourra en reparler autour d'un verre quelque part.

Personnellement, je suis... Bon, vous me traitez de pessimiste. Je pense que je suis peut-être un optimiste pessimiste et que les négociations, en règle générale, surtout s'il s'agit de partage de biens, ce sont des choses qui durent très longtemps.

**M. Léonard:** Dans la mesure où...

**M. Legault:** S'il faut que j'aille plus loin, je peux aller plus loin.

**M. Léonard:** O.K. Une remarque là-dessus. Dans la mesure où nous faisons partie d'un système intégré et que les Américains ne peuvent pas être indifférents aux négociations qu'il y aura là, je pense qu'eux-mêmes vont insister pour que la situation se clarifie rapidement.

**M. Legault:** Je ne suis pas si sûr que vous dans ce domaine-là. Bon, je pense que Joseph T. Jockle vient témoigner ici ou comparaître devant votre commission.

**M. Léonard:** Oui.

**M. Legault:** Je pense que c'est à lui que vous devriez poser la question parce qu'il connaît beaucoup mieux le milieu de Washington que moi. Mais, d'après ce qu'il a écrit, d'après ce que j'ai lu, je ne sais pas, bon, il est clair que Washington, en cas d'indépendance du Québec et en cas de négociations qui se font d'une façon démocratique, aura son mot à dire, mais je ne suis pas sûr qu'il soit si pressé que

ça de négocier avec nous.

Et Jockle va vous dire que ça pourrait être l'occasion pour les Américains de réorganiser totalement la défense aérienne parce que vous savez, je l'ai mentionné dans mon texte, il y a eu des accords secrets au début des années quatre-vingt ou à la fin des années soixante-dix entre le Canada et les États-Unis pour revoir tout le commandement de la défense nord-américaine. N'eût été de cette étude, les Américains procédaient à une séparation des commandements à Colorado Springs et le Canada y était laissé pour compte. C'est en grande partie à cause de cette étude qui a été reprise que nous avons obtenu que les Américains acceptent de s'atteler véritablement au concept de la défense nord-américaine et que nous avons obtenu les accords de négociation en 1985 sur le système d'alerte avancé.

**M. Léonard:** Oui. Mais, à ce moment-là, ce que vous êtes en train de dire, c'est que plus le temps va passer, plus il va s'avérer que les vrais négociateurs à la table seront les Américains et non pas les Canadiens.

**M. Legault:** Mais bien sûr. Mais ça, ils l'ont toujours été. Bien sûr.

**M. Léonard:** Oui, mais encore plus...

**M. Legault:** Bien sûr. Ça, vous avez tout à fait raison.

**M. Léonard:**...encore plus dans le cas...

**M. Legault:** Je m'excuse. Ma réponse à vous, je dis: Posez la question à Jockle parce que j'ai l'impression qu'il va vous répondre comme moi: Je ne suis vraiment pas sûr que les Américains vont demander leur avis au Québec. C'est ça que je veux dire.

**M. Léonard:** Et vous maintenez toujours que le coût de la souveraineté canadienne en matière de défense est de 20 000 000 000 \$. Si le Canada n'était pas souverain en matière de défense, vous ne pensez pas que ça pourrait monter à 40 000 000 000 \$, son coût de la défense, en étant intégré au système américain complètement?

**M. Legault:** Je trouve que vous faites...

**M. Léonard:** Bien, je poursuis votre hypothèse. Je l'étre.

**M. Legault:** Vous avez l'art d'utiliser les chiffres pour justifier vos opinions.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Legault:** C'est vrai que ça peut se

défendre. Si vous me dites que le PNB américain, le budget américain, est de 300 000 000 000 \$ et comme ils dépensent 5,9 % ou 6 % de leur PNB là-dessus, et que si on n'était pas indépendant on serait une province américaine, par conséquent, on dépenserait la même chose qu'eux. Bien oui, forcément. Ça, c'est juste. Alors, le coût de la souveraineté canadienne est sûrement élevé, mais il est probablement moins élevé que le coût de certains autres pays. Regardez les neutres qui... Bon. La Suède dépense - j'ai pris des chiffres dans le **Military Balance** avant de venir, je ne savais pas que vous penseriez à moi - 2,5 % du PNB. La Yougoslavie, on n'en parle plus, 2,8 %. La Suisse, la Finlande, ça ressemble un peu au Canada, 1,8 % de leur produit intérieur brut sur la défense. Mais la Norvège, 3,3 %. La Norvège est le pays, à mon sens, qui est le plus comparable au Canada parce qu'il se situe dans une position maritime absolument vitale et géographique pour les Américains, qui est l'accès à la péninsule de Kola et à Mourmansk, qui est un poste clé stratégique soviétique, et les Norvégiens sont obligés de dépenser énormément. Alors, l'argument que vous me faites valoir à savoir si on était une province américaine, je vous répondrais: Mais, de toute façon, au lieu d'avoir des bateaux canadiens sur la côte est et la côte ouest, vous auriez des destroyers américains. Ça serait aussi simple que ça, je pense.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** Je reviens à une question, M. Legault. En matière de succession d'actifs, de prise en compte d'actifs, au fond, c'est la loi internationale qui s'applique. L'État successeur reprend les actifs qui sont sur son territoire de plein droit. C'est ça la règle internationale. Et quand vous dites que les négociations risqueraient d'être longues, il y a deux éléments. Il y a les actifs mobiles. Quelques avions qui pourraient circuler. Ça, c'est peut-être un des éléments. L'autre élément, c'est que, finalement, là où ça va se jouer, c'est dans le partage plutôt de la dette et non pas des actifs, parce que les actifs fixes, par définition, vont rester sur les lieux, sur le territoire, et vont d'emblée appartenir au Québec. Sur ce plan-là, on parle juste d'une question de négociations parce que la propriété, l'usage de ces propriétés militaires va revenir automatiquement au Québec et rapidement sur ce plan-là.

**M. Brassard:** Ça ne prendra pas 10 ans.

**M. Léonard:** Ça ne prendra pas 10 ans. Le lendemain matin...

**M. Brassard:** C'est le droit international qui s'applique.

**M. Legault:** Mais ça dépend.

**M. Léonard:** C'est le droit international.

**M. Legault:** C'est pour les actifs fixes. Évidemment, on ne va pas déménager Bagotville...

**M. Léonard:** Ah! C'est ça.

**M. Legault:** ...ni Montréal, ni Saint-Hubert, mais je pense que le problème ne se situe pas tellement à ce niveau-là. Le problème se situe au niveau de l'arrangement parce qu'ils vont vous les faire payer très cher, s'ils veulent vous les faire payer. Parce que Bagotville... Non, non, je parle des structures. Écoutez, dans l'Annexe que je vous ai fournie, dans "Terrains et valeur en bâtiments", 12,9 % au Québec, je pense. Vous êtes bien d'accord. Ça veut dire qu'on a financé un peu plus si on prend la règle des 25 %. Donc, en principe, ils nous en doivent. Là-dessus, sur les actifs fixes, je n'ai pas de problème. Sur les actifs mobiles, à part l'aviation, on n'a pas grand-chose, parce que les chars, la plus grande partie de l'équipement est à Gagetown. Les avions, ils peuvent peut-être les faire circuler, aller prendre un café ailleurs et nous les renvoyer s'ils sont gentils. Mais je pense que le problème, ce n'est pas tellement le partage des actifs fixes. Ça, ça ne sera pas un problème. Qu'est-ce que vous voulez? Ils sont là. Vous n'allez pas les déménager. Mais le problème, ça va être de négocier une forme de partenariat. Même pour votre aviation avec North Bay. Ça, ils peuvent vous le faire payer parce que vous allez dire: Bien, nous, on a payé plus sur telle chose. C'est pour ça que je dis que la négociation risque d'être longue.

**M. Léonard:** En fait, on en revient toujours à la question de fond qui est celle du partage de la dette, s'il y a partage, s'il y a négociation. C'est ça.

**M. Legault:** Non. La dette, je ne suis pas spécialisé là-dessus.

**M. Léonard:** Parce qu'au fond, vous avez une évaluation.

**M. Legault:** Moi, je parle...

**M. Léonard:** La seule question qui se pose en ce qui concerne les actifs, étant donné que la dette, à ce qu'il semble, est plus élevée que les actifs, c'est celle de l'évaluation des actifs et ça, c'est une question de spécialistes. On peut évaluer à la valeur de remplacement ou à... mais surtout à la valeur de remplacement qu'on pourrait imaginer ou une autre, mais c'est ça la question. Quant à l'usage même, à part quelques mobiles, le reste, il est fixe sur le territoire et vous ne déménagerez pas les immeubles ni les

terrains, encore moins. Alors ça, ça règle la chose. Et le tout devient par la suite une question d'évaluation sur dossier parce que, au fond, on en reste là. Et c'est pour ça qu'il y en a qui peuvent ergoter longtemps autour d'un dossier. Mais, en l'occurrence, je ne pense pas que l'intérêt, ça va se régler dans une négociation plus large et sur laquelle on va s'entendre. On va discuter les principes de façon large sur d'autres équipements, effectivement. Et celle-là, la vraie négociation. Je ne vois pas pourquoi, en matière de défense, ce serait plus compliqué qu'ailleurs. Et je ne vois pas pourquoi ça prendrait 10 ans, parce que, à mon sens, il y a beaucoup de personnes et d'institutions qui sont intéressées à ce que la négociation soit courte, rapide et claire, dont les résultats soient clairs.

**M. Brassard:** Et que le système de défense ne soit pas perturbé?

**M. Léonard:** Le système de défense ne sera pas perturbé, non, je suis convaincu. Même que, pour l'intérêt de tout le monde, on va vouloir régler rapidement. Je diffère d'opinion.

**M. Legault:** C'est votre opinion.

**M. Léonard:** Oui, c'est ça.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est maintenant au député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** Merci M. le Président. Merci Dr Legault d'être venu participer à nos agapes intellectuelles. C'est à peu près le cas, parce que contrairement à ce qu'on vous a sûrement enseigné au moment où vous étiez étudiant en science politique, et ce que vous avez sûrement enseigné à vos étudiants pendant plusieurs années que les politiciens n'étaient généralement pas des gens qui cherchaient à répondre aux hypothèses, mais bien à des faits concrets. Nous sommes, depuis au moins trois ou quatre mois, à travailler sur des hypothèses. C'est peut-être aussi une des autres distinctions de notre société ou de notre Québec inc., société distincte.

M. Legault, aux questions qui peuvent se soulever concernant le choix que le Québec aurait à faire éventuellement si on prend l'hypothèse d'une sécession, géopolitiquement, je pense... puis le député de Labelle le mentionnait. S'il y avait éventuellement sécession du Québec, il me semble que le premier conseil que moi, en tout cas, je serais tenté de donner à un cabinet ou à un premier ministre, ce serait, dans les 24 heures qui suivent, de faire un saut de crapaud à Washington, d'aller annoncer au Pentagone en particulier, mais pas seulement au Pentagone, à la population de Washington et à la Maison-Blanche ou autour de la Maison-Blanche que "business will be as usual". Notre distinction sur le plan du choix de nos alliances, ce ne serait

pas bien compliqué. Ce serait: On rentre dans NORAD et on rentre dans l'OTAN rapidement pour des raisons, entre autres, que vous avez mentionnées puis pour des raisons aussi qui sont éventuellement très politiques par rapport à l'évaluation que Washington pourrait faire de la situation politique locale.

Il y a aussi d'autres événements qui se situent ici davantage. On a, depuis quelques années, des sociétés qui fonctionnent dans le domaine électronique qui est de haute technologie. Je pense à Paramax, entre autres, qui a des contrats non seulement avec le gouvernement canadien mais aussi avec le gouvernement américain et le gouvernement européen. Et la recherche et le développement qui se font ici seraient, sans nul doute, évaporés ailleurs dans l'espace de NORAD ou de l'OTAN s'il fallait que nous nous en retirions.

J'ai eu la chance l'an dernier, il y a exactement un an, d'être invité au Pentagone pendant la crise du Golfe. Et ce genre de discussion-là que nous avons a évidemment fait l'objet de quelques pourparlers, de quelques démarches. Au lieu de faire du ski de fond en Abitibi... Ha, ha, ha!

Une voix: ...

**M. Chagnon:** Ça a été évident que du point de vue américain si, comme vous le mentionnez, strictement ou stratégiquement en cas de défense aérienne, on pouvait contourner le Québec rapidement sans emmerder tout le monde d'avoir une espèce de trou dans le flan est au nord de New York, Boston et de nos voisins des grandes villes américaines du sud, d'avoir cette espèce de trou, de corridor qui s'appellerait Québec, s'il n'était pas protégé ou s'il n'était pas intégré à NORAD ou à l'OTAN, ça semblait plus qu'évident. (15 h 45)

Il y a toutefois, vu non seulement de Washington mais vu aussi d'Ottawa, vous vous souviendrez qu'il y a trois ou quatre ans, un livre blanc a été déposé, un livre blanc, c'est Perrin Beatty, je pense, qui était ministre de la Défense au moment où il y a eu le dépôt d'un livre blanc, où on notait des carences extrêmement importantes quant à la politique de défense canadienne, particulièrement sur le plan maritime.

Le cas du Québec, un Québec qui est en état de sécession, donc le pays du Québec, ou l'État du Québec comme l'a mentionné avec raison le député de Hull, aurait une espèce de territoire enclavé avec les limites territoriales maritimes que nous connaissons, avec une problématique tout à fait particulière, puis en matière de défense, un profil tout à fait particulier en ce qui concerne la protection du golfe Saint-Laurent, qui est aussi stratégique parce qu'il concerne l'entrée de la Voie maritime 800 milles plus loin, transports, pêche. Et aussi, comme vous l'avez mentionné, avec la carence

déjà mentionnée dans le livre blanc d'il y a trois ou quatre ans, carence toujours existante en matière de protection maritime, le Québec demeurerait de toute façon un État maritime qui repose sur l'Atlantique et sur le golfe, la baie d'Hudson, la mer du Nord, l'océan Arctique et l'océan Atlantique, plus la partie très spécifique du golfe. Il me semble que s'il voulait être sérieux, l'État, ce futur État du Québec, devrait s'organiser pour avoir une marine, de guerre serait un grand mot, mais une marine militaire. Sinon, il n'y a pas grand-chose qu'il pourrait faire non seulement pour la protection de ses transports, non seulement pour la protection de ses pêches, mais vous avez aussi mentionné... Vous savez que le Canada et les États-Unis ont une entente pour laisser passer les sous-marins américains de type nucléaire dans les eaux intérieures canadiennes, tant dans l'Arctique que dans le Pacifique. On en a eu, on en a entendu parler il n'y a pas tellement longtemps. Mais ça pourrait être aussi le cas sur le territoire maritime québécois et il y aurait lieu d'avoir des ententes spécifiques entre ce nouvel État et le gouvernement américain, à tout le moins ça serait sûrement une question qui se poserait.

Il n'en demeure pas moins que tant que ce nouvel État n'a pas une emprise plus grande sur sa stratégie de défense maritime, il demeurerait un peu castré. Non?

**M. Legault:** Bien écoutez, si la question est-ce que... Alors là, je ne suis pas très sûr si le Québec, en cas d'indépendance, c'est votre question, doit ou non se doter d'une marine de guerre. Je crois que toute la protection, bon, c'est vrai que le golfe est stratégiquement important pour les transports maritimes. Cela, on l'a vu durant la Seconde guerre mondiale, tout le trafic qui venait des Grands Lacs, de Montréal, bon, Halifax, Saint-Jean. Mais il reste que c'est une zone dont l'extérieur et les pourtours sont parfaitement surveillés par les forces CAN-US, ou les forces OTAN, États-Unis, et par conséquent, avant qu'un sous-marin étranger puisse s'aventurer dans cette zone, ou même des bateaux de surface, ça m'apparaît assez douloureux.

En d'autres termes, la dimension maritime pour le Québec m'apparaît beaucoup moins importante que la dimension aérienne ou la dimension terrestre. Et je pense qu'une garde côtière, je pense l'avoir dit dans mon exposé, une simple garde côtière pourrait suffire aux besoins du Québec, parce qu'il n'y a pas vraiment de menace directe dans la région du golfe. Ça n'existe pas, à moins d'en inventer une.

**M. Chagnon:** Non, mais éventuellement on sait, on a déjà aujourd'hui des problèmes. Le gouvernement canadien a déjà des problèmes pour faire respecter ses limites territoriales maritimes. On a connu des conflits de pêche.

**M. Legault:** Les pêches, ça c'est autre chose.

**M. Chagnon:** Oui, mais c'est dans l'eau. Ce n'est pas dans l'air et puis sur la terre, ça.

**M. Legault:** Oui, mais les conflits de pêche, vous savez, dans la région du golfe finalement, les ressources halieutiques ça existe, mais on n'a pas de chalutiers québécois qui vont véritablement exploiter les ressources halieutiques du côté...

**M. Chagnon:** C'est parce qu'on garde le portage des...

**M. Legault:** ...non, mais tant du côté de Terre-Neuve ou là où il y a le poisson finalement. Et les seuls cas où effectivement il y avait atteinte aux quotas canadiens, il a fallu faire appel à des destroyers...

**M. Chagnon:** Voilà!

**M. Legault:** ...canadiens auprès de bateaux de pêche américains. Donc, ceux qui menaçaient notre souveraineté, essentiellement, c'étaient les États-Unis, les Américains. Mais je dis que ce sont des circonstances assez exceptionnelles qui s'appliquent davantage au Canada qu'elles ne s'appliquent au Québec, à moins que l'industrie du Québec développe véritablement la pêche en haute mer, ce qui n'est pas le cas pour l'instant. Donc, je vois difficilement la justification militaire pour une flotte de guerre québécoise. Une flotte de guerre canadienne, je dis oui.

**M. Chagnon:** Vous avez mentionné aussi la prolifération – c'est un problème que les Américains constatent et appréhendaient il y a plus d'un an avec l'écatement de l'URSS – de pays qui, même avec l'écatement de l'URSS, viennent, du jour au lendemain, d'avoir une puissance nucléaire, sans compter ceux qui sont susceptibles de l'avoir à court terme. On sait, on pense en tout cas que, très probablement, Israël est déjà une force nucléaire potentielle, le Pakistan, d'autres pays l'auront. Demain matin, si, en Allemagne, on voulait avoir une force nucléaire, on en ferait une...

**M. Legault:** Même au Canada.

**M. Chagnon:** Même au Canada! Le Japon deviendra probablement une puissance militaire avant longtemps, avant la fin de ce siècle-ci. Déjà, si je ne m'abuse, c'est le troisième pays au monde en termes de dépenses militaires, après l'URSS... D'abord les États-Unis et, ensuite, l'URSS, le Japon suit. On parle... Au Japon, évidemment... Éventuellement, on peut présumer que le Japon aura aussi sa puissance nucléaire. Vous vous souvenez certainement du programme

IDS. Est-ce qu'il n'y aurait pas intérêt pour un État – le Canada a décidé de ne pas faire partie de l'IDS il y a quelques années – comme le Québec, indépendant, de demander d'en faire partie?

**M. Legault:** Écoutez, le Canada a refusé de faire partie de l'IDS pour des raisons strictement politiques et pour des raisons de politique intérieure. Je peux vous dire qu'à l'époque, lorsque la décision a été prise par le gouvernement canadien, il y avait des divisions importantes au sein du ministère des Affaires extérieures sur cette question, ne serait-ce qu'en vertu des retombées économiques qui pourraient découler de certains contrats types. En revanche, le Canada a accepté de faire partie de l'IDA, Initiative de défense aérienne, qui vise essentiellement trois choses: la détection aérienne par infrarouge, les radars aéroportés et, bien sûr, le troisième aspect qui est la défense contre les missiles de croisière. Ceci se défend parfaitement bien dans le cadre, si vous voulez, du NORAD, tout simplement parce que ça fait partie de nos fonctions naturelles et que, si un avion est porteur d'un missile de croisière et que vous n'avez pas réussi à intercepter l'avion, aussi bien intercepter les missiles de croisière. Tout ceci, je pense, se fait assez naturellement dans le cadre du NORAD et en fonction de certains contrats qui sont très bien négociés. L'IDS, je ne vois pas de possibilité au Canada, politiquement, de négocier un tel accord. D'abord, l'IDS comme telle n'existe plus. Il faut parler de GPALA, comme j'en parlais tout à l'heure, dans la protection globale contre des attaques limitées; vous avez raison de mentionner la menace de la prolifération nucléaire. Mais c'est un projet qui a beaucoup de plomb dans l'aile, qui est soutenu du bout des lèvres par le Congrès et qui vise probablement, dans une première étape, que des emplacements américains.

Je pense que le Canada va s'élever, pour des raisons politiques, contre toute forme de militarisation de l'espace, c'est-à-dire qu'il y ait la possibilité de mettre sur orbite des satellites intercepteurs de missiles qui seraient, surtout avec le projet des cailloux intelligents, la forme la plus naturelle pour prévoir une défense antimissile. Je ne vois pas le Canada, pour des raisons politiques, s'engager dans une forme de militarisation de l'espace. Là où la question ne fait pas problème pour les Canadiens, c'est de dire: Nous sommes prêts à ce qu'il y ait des capteurs et des senseurs dans l'espace qui ont une forme passive, mais aucun système de forme d'interception active qui pourrait s'engager dans une défense contre les missiles.

**M. Chagnon:** La pression politique va sûrement prendre de l'ampleur. Je constate qu'aux États-Unis, à Washington en particulier, autant on pouvait trouver l'idée de l'IDS, il y a

cinq ou six ans, comme étant un peu farfelue, autant GPALA, aujourd'hui, rencontre, je ne dirais pas une unanimité, mais elle rencontre certainement une plus grande adhésion. Éventuellement, la politique américaine de défense ne pourra pas faire autrement que de vouloir s'exporter sur son bouclier nordique qu'a toujours été le Canada.

**M. Legault:** Ça, c'est clair que ça va être concentré...

**M. Chagnon:** Et le Québec, par le fait même, puisqu'on en parle. Non?

**M. Legault:** Bien, si vous me dites que le Canada pourrait jouer un rôle important, je pense qu'il faut attendre de voir quels seront les systèmes qui seront déployés aux États-Unis. Si les systèmes sont fixes, s'il s'agit d'interception par rayons laser, par faisceaux à particules chargées ou à particules neutres qui sont situés autour des principaux centres de commandement et de contrôle, peut-être autour de Washington, ça va supposer un amendement au traité ABM, c'est-à-dire au traité sur les forces antimissiles signé en 1972. Je ne dis pas que la chose est impossible, mais avant qu'on modifie un traité aussi important, le Congrès va réfléchir plusieurs fois. Qu'il y ait une forme de détection dans l'espace, il n'y a pas de problème; une forme d'interception active, là, il va y avoir des problèmes. Je pense que le Canada ne marchera pas dans ce genre de choses, pas plus qu'il ne répondrait, probablement, à certains désirs américains d'installer des bases d'interception dans le Grand-Nord. Je ne pense pas que le Canada accepte ce genre de choses, personnellement. Ils vont... Parce que de toute façon les Américains ont la capacité, technologiquement, peut-être de se tirer d'affaire autrement à partir d'intercepteurs qui seraient basés soit sur des avions ou dans des sous-marins.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, nous vous remercions, professeur Legault, pour votre exposé. Très rapidement. Il reste trois minutes.

**M. Maciocia:** Je vous remercie. M. Legault, à la page 25 de votre mémoire, vous abordez la question des pouvoirs d'intervention du fédéral en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence de 1988 et vous écrivez qu'il est douteux que le fédéral puisse intervenir contre la volonté du Québec exprimée démocratiquement. Ma question est celle-ci: Dans la mesure où certaines nations autochtones du Québec n'entendent pas respecter cette volonté démocratique et qu'ils décidaient, disons, d'une certaine manière, de créer un certain désordre, est-ce que c'est réaliste de penser que les Forces armées canadiennes puissent intervenir sur la demande des autochtones pour se faire protéger?

**M. Legault:** Il est extrêmement difficile de répondre à cette question. Je pense que même les juristes ont de la difficulté parce que la loi est claire. L'aide au pouvoir civil est automatique et obligatoire lorsqu'elle est réclamée par le Procureur général. Donc, si le Procureur général décide, parce que certains milieux autochtones refusent démocratiquement d'accepter le verdict populaire, par exemple, d'un mandat populaire, ce serait plutôt au Québec de demander l'intervention des Forces armées. Est-ce que votre question, c'est: Est-ce que, en vertu des mesures d'urgence, le fédéral pourrait intervenir contre le gré du Québec?

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Legault:** Je ne vois pas en quoi la stabilité de la société québécoise serait menacée et quelles pourraient être les arguties juridiques du fédéral pour intervenir directement? Ça m'apparaît assez mince et ténu comme motivation juridique. Personnellement, maintenant, je pense qu'il vaut mieux demander l'avis à un juriste parce que ce n'est vraiment pas mon domaine et, politiquement, ça m'apparaît assez mince comme motivation. D'ailleurs, je pense que si on parle véritablement de souveraineté du Québec ou même d'une forme de partenariat, il vaudrait peut-être mieux avoir une organisation trilatérale, c'est-à-dire fédérale, provinciale et autochtone pour patrouiller certaines régions. Ça sera peut-être la seule façon d'empêcher l'un de jouer contre l'autre et d'assurer une forme de gestion qui, politiquement, fasse sens.

**M. Maciocia:** Merci, M. Legault.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. Legault, nous vous remercions infiniment pour votre participation à nos travaux. Je pense que vous avez vu l'intérêt que ça a suscité. On vous en remercie donc beaucoup et sur ça, on va suspendre les travaux pour quelques instants, le temps de permettre au professeur Bernier de prendre place et aussi pour des raisons sanitaires. Donc, maximum cinq minutes.

(Suspension de la séance à 16 heures)

(Reprise à 16 h 12)

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous me permettez, je vais demander à chacun de bien vouloir reprendre sa place. Messieurs. On ne dira pas les dames, parce qu'elles sont déjà toutes à leur place. Alors nous recevons...

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Bélanger):** Non. C'est que les dames sont plus disciplinées. Alors nous



recevons maintenant le professeur Bernier, Ivan Bernier. Bonjour, professeur Bernier. Vous êtes un habitué de nos commissions mais je vais quand même donner un peu de votre curriculum vitae. Le professeur Bernier est docteur en droit. Il a fait son doctorat en droit au London School of Economics. Il a eu des bourses importantes. Il est actuellement doyen et il a été doyen de la Faculté de droit de l'Université Laval. Il est maintenant directeur général du Centre québécois de relations internationales. Il est, aussi, toujours professeur de droit international public et de droit constitutionnel à la Faculté de droit de l'Université Laval, chargé de cours en droit constitutionnel à la Faculté de droit de l'Université de Montréal et professeur invité à l'Université d'Aix-Marseille et Landsdowne Visiting Professor à l'Université de Victoria en Colombie-Britannique. Je vous fais grâce de ses très nombreuses publications. Je vous invite plutôt à les lire. Et je tiens peut-être à souligner aussi qu'il a été directeur de thèse pour plusieurs personnes que l'on connaît bien, dont certains membres du personnel du secrétariat de la commission et qui sont bien formés ceux-là. Ha, ha, ha! Les autres aussi d'ailleurs, ha, ha, ha! Tout ceci pour vous présenter le professeur Bernier qui va nous entretenir cet après-midi sur la dimension juridique des relations commerciales d'un Québec souverain. Professeur Bernier, nous vous laissons la parole.

#### M. Ivan Bernier

**M. Bernier (Ivan):** Merci, M. le Président. Merci pour cette introduction, toujours comme il sied souvent dans ces circonstances, trop élogieuse. Mais ça me fait plaisir de me retrouver, comme vous le soulignez, une troisième fois devant un groupe de parlementaires et de faire valoir certains points de vue personnels sur cette question de la dimension juridique des relations commerciales d'un Québec souverain.

Alors le point de vue que j'aimerais vous soumettre cet après-midi et qui est développé plus en détail dans l'étude qui vous a été soumise est relativement simple. Il peut se résumer en quelques propositions que je résumerai d'abord immédiatement et sur lesquelles je reviendrai par la suite.

Première proposition. C'est qu'en accédant à l'indépendance, le Québec n'aura guère le choix, pour des raisons qui tiennent, d'une part, des caractéristiques de son économie et, d'autre part, des caractéristiques du système économique international dans lequel cette économie se situe, que de chercher à s'insérer le plus rapidement possible dans le cadre juridique et institutionnel qui régit le commerce international.

Deuxième proposition. Ce faisant, le Québec devra se plier aux contraintes et exigences d'un régime normatif orienté essentiellement envers la réalisation des thèses libre-échangistes, c'est-à-

dire un système qui vise l'élimination la plus complète possible de toute forme d'entrave aux échanges. Le Québec ne pourra donc plus, à cet égard, se réfugier derrière son statut actuel de simple province pour échapper à certains de ses engagements. Mais comme il est déjà évident que, de toute façon, les provinces canadiennes pourront de moins en moins, à l'avenir, se soustraire aux normes du système commercial international, le Québec se trouvera en réalité à s'ajuster un peu plus rapidement aux exigences d'une économie internationale de plus en plus ouverte.

Troisième proposition. D'un point de vue juridique, l'accession du Québec aux organismes et ententes qui régissent présentement le commerce international ne soulèvera pas de problèmes majeurs encore que dans le cas de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, une véritable négociation sera vraisemblablement nécessaire. Ultimement, l'intérêt commun des États-Unis, du Canada et du Québec devrait permettre de déboucher sur une nouvelle entente tripartite de ce point de vue.

Quatrième proposition. La restructuration des liens économiques entre le Québec et le reste du Canada soulèvera pour sa part davantage de difficultés. Si la solution la plus simple au plan juridique est celle d'un Québec totalement indépendant, sans lien particulier avec le reste du Canada, c'est aussi celle qui risque de soulever le plus de problèmes pour le Québec, en particulier au plan économique et le plus de problèmes pour le Canada, en particulier au plan politique. La solution la plus favorable aux deux parties, à tous égards, celle du maintien dans ses grandes lignes de l'actuelle union économique, soulève au plan juridique et institutionnel des problèmes complexes dont l'étude toutefois semble devoir attendre le moment où les deux parties seront effectivement contraintes de négocier.

Si l'on considère finalement que dans le contexte de l'internationalisation de l'économie et de la mondialisation des marchés qui s'impose de plus en plus au Québec et au Canada, l'actuelle union économique constitue encore le meilleur laboratoire d'intégration que l'on puisse envisager, il apparaît donc particulièrement important pour le Québec, dans l'hypothèse de son éventuelle accession à la souveraineté, d'examiner dès maintenant et en profondeur toutes les questions susceptibles de se soulever dans le cadre d'une négociation avec le reste du Canada sur le maintien, dans ses grandes lignes, de l'actuelle union économique.

Il n'était pas de mon mandat d'approfondir cette question spécifique, mais je tiens à souligner que c'est probablement là le problème le plus important auquel un Québec souverain aura à faire face. Je reviens sur ces différents points.

Je vais d'abord souligner en guise d'introduction que cette étude que vous avez main-

tenant est une étude qui part de l'indépendance du Québec, du fait de l'indépendance ou de l'accession à la souveraineté du Québec. Il n'était pas de mon mandat d'examiner une situation préalable à l'accession à la souveraineté. Si je le mentionne, c'est parce que c'est important. Ça laisse de côté tout le problème de la reconnaissance, un problème sur lequel vous vous êtes déjà penchés et qui peut, de fait, avoir des répercussions lorsque viendra le temps d'accéder à des organisations internationales. Mais je prends pour acquis que cette question est réglée et l'étude qui vous est soumise est une étude qui examine la situation après l'accession à la souveraineté.

Deuxième chose que je voudrais mentionner avant d'entrer dans le vif du sujet, c'est que, chez les auteurs, vous allez trouver différents points de vue sur cette question de l'insertion du Québec dans le cadre juridique et institutionnel qui régit le commerce international. Ce qui est remarquable à certains égards, et un peu décevant en même temps, c'est cette division que l'on retrouve entre les commentateurs et chercheurs anglophones qui ont, de façon générale, une vision pessimiste des possibilités d'un Québec souverain de s'affirmer au plan international économique et, à l'inverse, en contrepartie, vous allez retrouver chez les commentateurs, les auteurs et les chercheurs québécois une vision généralement plus optimiste qui reconnaît l'existence de problèmes mais qui ne tient pas pour acquis que la situation sera la plus noire que l'on puisse imaginer. Je pense que cette différence de points de vue qui mène parfois pratiquement à des accusations de parti pris, je le mentionne parce que c'est toujours décevant de se retrouver accusé d'avoir un parti pris, c'est une situation qui exige que l'on clarifie ces préalables. C'est pourquoi j'ai voulu souligner que, dans le cas présent, je parlais de l'hypothèse que le Québec était indépendant et que je cherchais simplement à voir de quelle façon il pourrait arriver à s'insérer dans le système économique international présent.

Ceci étant dit, la première constatation qui sous-tend tout le développement, c'est que l'économie québécoise est une économie qui est largement ouverte sur l'international. L'économie québécoise dépend, pour une part importante, de sa production sur les marchés extérieurs; marché extérieur, d'abord le reste du Canada jusqu'à, enfin, certains chiffres parlent de un quart de l'ensemble de la production des biens manufacturiers. Ensuite, marché extérieur, le reste du monde: États-Unis principalement, CEE, Japon, qui eux aussi accaparent un autre quart de la production de biens manufacturiers. Donc, une ouverture assez large sur le monde au plan des exportations. Dans ce contexte d'un Québec souverain, il faut bien comprendre qu'on parle à la fois du reste du monde et du Canada.

Deuxièmement, ouverture aussi au niveau

des importations. Notre économie est une économie qui est largement ouverte aux importations de produits étrangers. À tel point que certains chiffres qui sont fournis indiquent que nous avons un déficit de notre balance commerciale, de ce point de vue. Peut-être pas un déficit énorme, mais quand même un déficit.

Donc, nous avons des intérêts à protéger, des intérêts à protéger en ce qui concerne nos producteurs et aussi des marchés à protéger pour ce qui est de nos exportations. Voilà donc deux motifs importants, compte tenu des caractéristiques actuelles de l'économie québécoise, pour s'insérer le plus rapidement possible dans les organisations et accéder aux ententes qui régissent le commerce international à l'heure actuelle.

Mais ce n'est pas là le seul argument en faveur d'une telle insertion rapide dans ces organismes et ententes. Il faut aussi prendre en compte le fait que le système économique international lui-même évolue dans le sens d'une intégration économique toujours plus poussée. Et pour s'en rendre compte vraiment, il faut pratiquement remonter au début de ce processus de libéralisation des échanges. C'est un processus qui démarre au siècle dernier avec la fin du mercantilisme et les premières ententes économiques en vue d'abaisser les droits de douane et d'éliminer la discrimination entre les États.

Ce processus, évidemment, prend forme à travers des règles de droit. Il va se concrétiser dans des ententes multilatérales à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le GATT, le Fonds monétaire et éventuellement, dans des arrangements régionaux, la CEE et éventuellement, ce que nous connaissons, l'Accord de libre-échange. Et ce qui est vrai dans le cas du Canada et du Québec est vrai pour nombre d'autres pays qui se retrouvent à l'heure actuelle engagés dans un processus d'intégration économique, que ce soit en Amérique latine, en Afrique ou ailleurs.

Donc, vous avez un mouvement qui démarre au siècle dernier avec des hésitations, en arrive à se développer de plus en plus rapidement et qui s'exprime, c'est ça qui est peut-être une chose importante à remarquer, qui s'exprime à travers des règles de droit. Ces règles vont avoir un effet contraignant sur le comportement des États. Une des objections que l'on pourrait soulever concernant tout ce développement, quelque chose que l'on entend à l'occasion, c'est que c'est conjoncturel que, bon, c'est la vérité du moment, mais que bientôt, on va changer d'idée, d'autres thèses qui sont sur le point d'apparaître vont faire comprendre que ce n'est pas la bonne voie et que le protectionnisme a encore sa place et qu'on pourra trouver de nouvelles justifications aux interventions de l'État qui tendent à protéger les productions nationales.

J'ai donc pensé qu'il était utile de faire un peu le tour de la production scientifique sur

cette question, de voir un peu ce qu'il en était du développement des idées sur la libéralisation des échanges. Ce qui ressort de cette étude essentiellement, c'est que depuis Ricardo on se trouve dans un mouvement, le mouvement de libéralisation des échanges – les thèses libérales – qui en est arrivé à occuper pratiquement tout le terrain au plan scientifique.

Il y a différentes périodes que l'on peut discerner dans ce développement, différentes thèses, thèses des avantages comparatifs Hecksher-Ohlin ou bien des thèses plus récentes qui tiennent compte des questions de développement technologique ou, encore, d'autres thèses qui vont tenir compte des circonstances dans lesquelles s'effectuent les échanges et de la demande qui est à la base des échanges, mais, de façon générale, aucune de ces thèses n'aboutit à remettre en question les grandes idées libérales qui ont cours présentement.

Les thèses qui pouvaient être contraires à celles-ci, les thèses marxistes, les thèses sur le nouvel ordre économique international, ont, depuis un certain nombre d'années, perdu de leur lustre et, à mon sens, il n'y a pas à l'heure actuelle de mouvement au plan des idées qui remette fondamentalement en cause les bases du système économique international tel qu'il existe présentement et tel qu'il se manifeste à travers des arrangements comme le GATT, le Fonds monétaire, le droit communautaire européen, le droit du libre-échange canado-américain. Ces thèses, actuellement, demeurent encore très vivantes, très présentes.

Ceci étant, on peut s'interroger, se demander même, de quelle façon évolue ce système. Et ce qu'on constate, essentiellement, c'est que c'est un système qui, à partir du fait de la libéralisation des échanges et de la concurrence qu'il entraîne, crée chez les entreprises une pression à l'ajustement à la concurrence, un ajustement qui passe soit par les regroupements, soit par la recherche dans le domaine du développement technologique, la recherche et le développement, soit la spécialisation, la recherche de nouveaux créneaux, mais en tout état de cause, il y a chez les entreprises un ajustement qui se fait graduellement dans un contexte d'économie de plus en plus ouverte pour faire face à la concurrence, et un ajustement aussi qui apparaît de plus en plus lié à la demande des consommateurs. Ceci est une autre des grandes caractéristiques du mouvement à l'heure actuelle, on retrouve une priorité qui est accordée à la demande des consommateurs, ce sont eux qui, de plus en plus, dictent ce qui sera produit d'une certaine façon, et l'État intervenant arrive difficilement à fixer des objectifs tels qu'on puisse parler d'un régime où l'offre l'emporte. Ce ne sont plus les gouvernements qui décident ce qui sera consommé, ce sont les consommateurs qui, de plus en plus de par le monde, jouent ce rôle.

Donc, voilà un système qui progresse depuis longtemps, qui est assis sur des bases légales bien organisées, bien structurées, qui entraîne des modifications de comportement dans le secteur privé, mais aussi dans le secteur public, c'est-à-dire chez les gouvernants, parce qu'ils peuvent de moins en moins intervenir pour limiter ou contraindre les entreprises et surtout la circulation des biens, des services, des personnes. C'est donc une constatation qu'il faut conserver à l'esprit lorsque l'on discute de la question de l'insertion d'un Québec nouvellement indépendant dans le système économique international.

(16 h 30)

Ceci étant dit, je vais terminer cette partie sur cette dernière remarque. Je ne voudrais pas que vous preniez pour acquis que c'est un système qui ne peut trouver son aboutissement que dans pratiquement la disparition des gouvernements. Une des choses qui semblent de plus en plus se faire jour maintenant, c'est qu'il y a une limite à la libéralisation des échanges et qu'il y a un rôle pour les gouvernements, mais que ce rôle devra être exercé différemment, en tenant compte des contraintes qui existent et que l'on admet dans les arrangements internationaux pertinents. Ce sont donc des interventions qui viseront à susciter de nouveaux agissements, une adaptation différente de la part des entreprises, mais qui ne seront plus des interventions qui modifieront les décisions des consommateurs ou qui modifieront fondamentalement le jeu de l'offre et de la demande.

Certains auteurs américains... Je pourrais vous mentionner peut-être un nom qui a circulé il n'y a pas si longtemps, celui de M. Porter. Si vous examinez le rapport qu'il a fait pour le gouvernement du Canada, vous constatez que, après avoir reconnu l'existence de cette économie ouverte et de ses exigences, il en arrive à suggérer malgré tout un certain nombre d'interventions de la part du gouvernement canadien, pour faire en sorte que l'économie retrouve un second souffle et redevienne une économie concurrentielle et compétitive. Il y a, dans ce rapport, une admission que le rôle des gouvernements n'est pas disparu. Il y a quelque chose à faire, mais il faut redéfinir ce qui est possible à la lumière des engagements comme le GATT ou l'Accord de libre-échange.

Alors, dans ces conditions, le Québec, cherchant à s'insérer dans le système du GATT, dans le système du Fonds monétaire international, de quelle façon doit-il procéder? Quels seront les obstacles, les difficultés?

En ce qui concerne le GATT, il n'y aura pas, à mon sens, de difficultés majeures. Il y a deux possibilités: une possibilité qui est de faire une demande d'accession au GATT sous l'article 33 et c'est la façon normale qui était prévue pour accéder au GATT. Ce type d'accession, par contre, présuppose un processus relativement

long qui doit déboucher sur un engagement ou une négociation entre la partie qui fait une demande d'accession et les autres parties contractantes du GATT, pour dire, pour définir à quel moment celui qui demande à devenir partie au GATT offre suffisamment aux autres pour être accepté comme partie contractante. Ça, c'est le premier mode d'accession au GATT. Il y a des étapes. On peut accéder de facto. On peut accéder de telle façon que l'on observe et on bénéficie des avantages du GATT mais sans pour autant être de façon formelle partie à l'accord. Éventuellement, après un certain temps, ce qui peut parfois être relativement long sous l'article 33, on devient admis comme partie contractante à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

L'autre formule, qui est peut-être plus simple, c'est celle d'une accession en vertu de l'article 26.5 qui prévoit la possibilité, pour un territoire qui bénéficie de son autonomie aux plans économique et commercial, de faire une demande s'il est totalement autonome. Évidemment, ce type de possibilité a été utilisé et est de plus en plus utilisé par les pays en voie de développement qui ont obtenu leur indépendance au cours des années 1960, 1980 ou encore plus récemment. Mais la possibilité qui se soulève dans le cas du Québec, ce serait la possibilité de pouvoir devenir membre par voie de succession, donc, sous l'article en question et non pas par voie d'accession formelle. Si on devient membre par voie de succession au GATT, on est immédiatement membre et on n'a pas à passer à travers cette procédure qui peut être relativement longue et qui aboutit à une entente avec les parties contractantes. On devient immédiatement membre et on bénéficie de tous les avantages dès qu'on est admis comme ayant succédé à l'État prédécesseur. Ceci peut être plus difficile, à mon sens, si on se retrouve dans une situation où le Canada et le Québec se retrouvent plus ou moins à couteaux tirés, et le Québec se trouve contraint de mettre en place un régime douanier qui lui est propre, qui s'applique au reste du Canada, qui s'applique au reste du monde et qui donc pourrait, à la limite, affecter les droits de tierces parties membres du GATT.

Si, par contre, le Québec et le Canada se sont entendus pour maintenir, dans les grandes lignes, l'union économique actuelle, vous retrouverez une situation tout à fait différente. Je pense que, dans ce contexte où il y aurait toujours un tarif douanier unique – parce qu'il y aurait maintien de l'union économique ou de l'union douanière – il n'y a aucun problème sérieux qui serait posé pour les parties contractantes du GATT et ce serait, à mon avis, une situation qui justifierait le recours à l'accession au GATT par voie de succession.

Ceci étant dit, dans ce contexte-là, il faut comprendre que le Québec, en devenant partie du GATT, se retrouvera – je fais référence ici à la

possibilité qu'il demeure membre de l'union économique canadienne – à parler avec une seule voix avec le reste du Canada. Il sera un peu dans la situation d'un pays membre de la Communauté économique européenne qui est membre du GATT mais qui ne peut s'exprimer au GATT. Il devra s'exprimer de façon commune avec le reste du Canada dans la mesure où il y aura maintien d'une politique commerciale commune; il ne peut pas y avoir deux points de vue exprimés lors des négociations du GATT. Donc, il y a là une contrainte, mais aussi, dans l'hypothèse du maintien d'une union économique Canada-Québec, il y a un élément qui facilite l'insertion dans le GATT.

Le GATT n'est pas uniquement que le traité que l'on connaît et l'organisation que nous connaissons, c'est aussi d'autres accords qui ont vu le jour au fil des années et, en particulier, des accords qui sont en vigueur, et auxquels le Canada est partie présentement, qui sont les accords du Tokyo Round. Alors, dans ce cas-là, le problème va se soulever de la participation ou de la succession du Québec à ces ententes.

Est-ce que l'on peut succéder automatiquement ces ententes? Je pense que la règle qui s'appliquerait demeurerait la règle de la demande d'accession, en vertu des dispositions spécifiques à ces ententes multilatérales. Je vous ai donné dans le texte que vous avez la procédure qui est prévue. Ce qui est particulièrement intéressant, je pense, c'est que cette accession, en principe, ne soulèverait pas de problèmes majeurs mais, dans certains cas, elle imposerait au Québec de s'engager de façon immédiate et particulière. J'ai, par exemple, à l'esprit le problème du Code sur les marchés publics. Dans le Code sur les marchés publics, les parties membres, qui sont les parties contractantes, ont fourni une liste d'entités gouvernementales qui sont liées par le Code sur les marchés publics, et qui doivent respecter l'ensemble des exigences de ce code. Actuellement, ce code qui est signé par le Canada n'engage que des entités fédérales. Il faudra forcément, si le Québec veut devenir partie à cet accord, l'accord du GATT sur les marchés publics. Il faudra forcément qu'il fournisse immédiatement une liste détaillée de l'ensemble des entités gouvernementales qui seront liées par l'accord, qui devront donc respecter l'ensemble des exigences.

Évidemment, on peut imaginer que le Québec est libre de s'engager ou non dans ces accords. D'une certaine façon, en cherchant à s'insérer dans le contexte économique international, il pourrait être plutôt malvenu, de sa part, de commencer à sortir, à choisir ceux qui n'ont pas de répercussions immédiates et ceux qui ont des répercussions immédiates. Mais il y a peut-être un motif qui sera encore plus important dans le cas du Code sur les marchés publics. Ce code sur les marchés publics, il fait partie intégrante d'un accord de libre-échange. Il est

spécifiquement dit, au chapitre 13 de l'Accord de libre-échange, que le Code sur les marchés publics du GATT fait partie de l'Accord de libre-échange comme s'il y était intégré littéralement.

Donc, si on veut devenir partie à l'Accord de libre-échange, il faudra accepter les conditions qui sont prévues au Code sur les marchés publics, c'est-à-dire qu'il faudra à toutes fins pratiques avoir accédé au Code sur les marchés publics et avoir désigné toute la liste des entreprises qui seront susceptibles d'être liées par ce code-là. Alors, ce que l'on constate c'est qu'un engagement à travers le GATT finit par avoir des répercussions dans d'autres contextes. Et il faut conserver à l'esprit ces liens qui existent entre l'Accord de libre-échange et l'accord du GATT.

Il y a d'autres accords qui ont été négociés sous les auspices du GATT qui pourraient éventuellement soulever certains problèmes. Aucun de ces problèmes n'est vraiment insoluble à mon avis. Mais dans le cas de l'accord multifibres qui est d'un intérêt majeur pour le Québec, il y aurait là un problème dans le temps. À l'heure actuelle, on se retrouve dans une négociation, la négociation de l'Uruguay Round, qui devrait aboutir bientôt. C'était originellement en décembre 1990, ça été ensuite plus ou moins décembre 1991, janvier 1992, et là c'est rendu mars, avril 1992. Le tout, je pense, comme vous le savez, est très étroitement lié à un conflit entre l'Europe communautaire et les États-Unis, dans le domaine agricole en particulier. Mais il y a énormément plus dans ces négociations. Il y a toute une série d'autres sujets qui sont abordés et parmi ces sujets vous avez celui du textile. Ce qui est envisagé dans les négociations de l'Uruguay Round, c'est purement et simplement la disparition sur une période d'une dizaine d'années, de l'accord en question. Et cet accord a lui-même autorisé les parties qui l'avaient signé à conclure des ententes dites d'autolimitation dans le domaine du textile. Les ententes d'autolimitation sont des ententes qui permettent à un pays comme le Canada d'obtenir d'un pays exportateur de produits textiles qu'il limite volontairement ses exportations vers le Canada de manière à ne pas mettre en danger l'industrie textile canadienne.

Il y a quelque 28 de ces accords qui sont en vigueur présentement, qui ont été renouvelés pour une autre année. La majorité arrivaient à échéance et pratiquement tous ont été renouvelés pour une durée très limitée. L'accord multifibres lui-même, en principe, arrive à échéance fin 1992. Il en va de même pour les accords d'autolimitation. Qu'est-ce qui adviendra par la suite? Il faudra voir ce qui est prévu exactement dans les négociations de l'Uruguay Round. Si cet accord disparaît, le Québec pourrait se retrouver dans une situation où la protection dont il bénéficie à l'heure actuelle en vertu des accords d'autolimitation disparaîtrait sans que lui-même

puisse intervenir dans le processus d'ajustement. Il y a manifestement là un problème sérieux pour le Québec, un problème auquel on devra trouver réponse lorsqu'on sera rendu évidemment au moment de l'accession à la souveraineté du Québec.

Alors, voilà en gros pour les problèmes qui sont liés au GATT. Je vais passer rapidement sur un certain nombre d'autres problèmes, d'autres organismes. J'ai à l'esprit en particulier le Fonds monétaire international. Le Fonds monétaire international, chose intéressante, ne soulèvera pas de problèmes majeurs en ce qui concerne l'accession du Québec à l'indépendance. À partir du moment où cette accession a eu lieu, on va traiter le Québec comme étant une partie qui se sépare d'un autre État et là-dessus il y a une pratique du Fonds monétaire qui est très claire et très nette. Lorsqu'une partie se sépare d'un autre État, elle doit faire une demande particulière pour devenir membre du Fonds monétaire international. L'exemple que l'on avait à l'esprit à ce moment-là, c'était le Pakistan et l'Inde. Lorsque le Pakistan s'est séparé de l'Inde pour devenir indépendant, il a dû faire sa propre demande. Pour ce qui est de l'Inde, l'Inde a pu continuer comme partie du Fonds monétaire international sans avoir à renégocier sa participation et surtout sans avoir à modifier sa quote-part. (16 h 45)

La question de la quote-part est une question qui sera toujours importante et ce qui découle de la pratique du Fonds monétaire international c'est que dans l'hypothèse d'une accession à la souveraineté du Québec, le Canada n'aurait pas à modifier sa propre quote-part. Il maintiendrait sa quote-part intégrale mais le Québec, lui, devrait déterminer avec le Fonds monétaire ce que sera sa quote-part pour l'avenir.

Pour ce qui est, donc, du Fonds monétaire international, les problèmes sont relativement simples. Il y aura forcément des négociations sur la question de la quote-part: Quelle sera la future quote-part d'un Québec indépendant? Parce que celle-ci détermine à la fois le droit de vote, le droit d'emprunt au fonds monétaire et le droit de tirage spécial auprès du Fonds monétaire international.

En ce qui concerne maintenant l'Accord de libre-échange Canada- États-Unis, qu'est-ce qu'il en sera exactement? Là-dessus, les publications récentes, entre autres de l'Institut C.D. Howe, ont fait remarquer qu'il serait probablement assez difficile, au Québec, d'en arriver à conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis. D'abord, on reconnaissait qu'il y aurait lieu de négocier un accord parce qu'il n'y aurait pas accession à l'Accord de libre-échange en tant que tel, mais il y aurait bien négociation. Deuxièmement, on fait valoir que dans le cas de négociation, les Américains pourraient vouloir

exiger de nouvelles concessions du Québec. Troisièmement, que le Québec serait obligé de s'engager lui-même dans certains secteurs, comme dans celui que je mentionnais tout à l'heure, des marchés publics. Et finalement, il y aurait des ajustements à faire au plan institutionnel qui pourraient être parfois assez complexes. Lorsque vient, entre autres, le temps d'examiner le fonctionnement de la commission mixte, il faudra voir de quelle façon il y aura lieu de voter au sein de cette commission mixte. À l'heure actuelle, la règle est celle du consensus. Il y a seulement deux parties, alors, ce n'est pas compliqué, elles doivent toutes les deux s'entendre. Mais s'il y a trois parties, est-ce qu'il y a quelque chose qui sera changé, dans le fonctionnement de la commission mixte? Il faudra à ce moment-là voir quel sera le mode de décision qui sera adopté.

Mais à mon sens, ce qui prévaudra, ce sera le maintien pur et simple de la règle du consensus. À moins que, encore une fois, le Québec et le Canada demeurent au sein d'une même union économique. Là, certains font valoir qu'il serait possible que le Québec et le Canada continuent de faire partie de l'Accord de libre-échange comme une seule entité ayant toujours une même politique commerciale commune, sans que l'on change de façon essentielle le fonctionnement de l'Accord de libre-échange. Il y a donc là une possibilité qui pourrait exister de devenir partie à l'Accord de libre-échange d'une façon accélérée et relativement simple. Autrement, il est manifeste qu'il y aura négociation.

Est-ce qu'on peut s'attendre que les États-Unis en profitent pour obtenir véritablement des concessions du Québec dans des secteurs qui pourraient être des secteurs sensibles au Québec? Entre autres, le secteur des produits laitiers, le secteur des produits automobiles qui n'est manifestement pas aussi important pour nous que pour l'Ontario, le secteur textile, le secteur de la culture. Dans tous ces secteurs, il n'est pas impossible que les États-Unis veuillent négocier ou obtenir de nouveaux engagements de la part du Québec.

Mais à mon sens, ce qu'il faut retenir, surtout, c'est que d'une part, le Québec et le Canada, s'ils se présentent en opposition face à de nouvelles demandes américaines, risquent de se retrouver l'un et l'autre perdants. Le Québec pourrait être perdant dans certains domaines, par exemple dans le domaine des produits laitiers. Mais en ce qui concerne, par exemple, les produits automobiles, il n'est pas impossible qu'une remise en question de l'Accord de libre-échange, dans le secteur automobile, soit beaucoup plus néfaste au Canada qu'au Québec. Alors, une telle remise en question de l'accord du pacte automobile serait pratiquement inévitable dans la mesure où l'indépendance du Québec ferait en sorte que le reste du Canada ne pourrait plus livrer le marché québécois aux États-Unis. Les

États-Unis n'auraient plus un accès automatique au marché québécois pour le secteur automobile. Donc, il y aurait lieu de renégocier le pacte automobile et si on renégocie le pacte automobile, là, il n'est pas impossible que les Américains demandent au reste du Canada des concessions qu'il ne serait pas prêt à consentir maintenant.

Du côté des États-Unis, une des choses qui va certainement jouer, c'est cette connaissance de la fragilité de l'Accord de libre-échange dans le reste du Canada. Si on pousse les demandes au point où le Québec pourrait difficilement accéder à l'Accord de libre-échange, si ces mêmes demandes ont pour effet de compromettre le pacte automobile où d'autres arrangements qui intéressent particulièrement le Canada, il ne serait pas impossible du tout que l'on voie du côté canadien une remise en question au plan politique de l'Accord de libre-échange. Alors, pour les Américains, je pense qu'il s'agirait là d'un résultat non souhaitable et les auteurs que j'ai pu consulter sur la question, nonobstant ce que certains ici même au Québec ont pu faire valoir, je pense par exemple à Pierre Pettigrew qui lui-même affirmait que les Américains allaient réagir d'une façon manifestement négative, à cause du Québec inc., à cause de notre attitude sur les subventions. Enfin, toutes ces questions sont examinées de près dans le texte que vous avez et à chaque fois que je me suis penché sur ces questions, j'en suis arrivé à la conclusion que ou bien il y aurait de la part des États-Unis un danger à pousser trop loin ou alors ce ne serait pas clair du tout ce qu'ils pourraient exiger de nous.

Prenons simplement, je ne veux pas prendre trop de temps, mais la question du Québec inc. dont on parle tant, qui serait caractéristique du Québec et que les Américains ne voudraient pas vraiment voir s'implanter à leur frontière. Mais qu'est-ce que c'est que le Québec inc.? Lorsque vous y regardez ce près, ça veut dire quoi exactement? Si on parle de simple concertation entre le gouvernement, l'entreprise, le secteur parapublic, etc., ce n'est pas quelque chose en soi que l'on peut interdire ou prohiber. Rien n'empêche la concertation en tant que telle. Si on fait référence à des comportements de l'État provincial qui auraient pour conséquence d'aller à l'encontre de l'Accord de libre-échange ou du GATT, à ce moment-là il faut prendre pour acquis qu'il serait déjà visé par l'Accord de libre-échange ou par le GATT et que le Québec inc. serait déjà affecté à ce niveau. Ce n'est pas, à mon sens, ce qui est visé.

Alors, il reste quoi? Quel type d'exigence pourraient avoir les Américains en ce qui concerne cette fameuse notion du Québec inc.? Les subventions? À l'heure actuelle, le GATT n'a pas encore réglé la question des subventions; on négocie, il y a des choses qui s'en viennent et s'il y a un accord sur la question des subven-

tions, cet accord sera lui-même transposé dans une large mesure dans l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, et vous aurez à toutes fins pratiques un comportement uniforme qui sera accepté par toutes les parties. Est-ce que je dois m'arrêter, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Non, je vous en prie, c'est un petit problème technique, excusez-moi.

**M. Bernier:** Ça va?

**Le Président (M. Bélanger):** Continuez, je vous en prie.

**M. Bernier:** Non, mais c'est parce que je ne savais pas si je dépassais mon temps.

**Le Président (M. Bélanger):** Non, non...

**M. Bernier:** Vous savez, pour un professeur, trois heures, ce n'est rien.

**Le Président (M. Bélanger):** Et les élèves sont disciplinés. On s'en excuse.

**M. Brassard:** Pour les parlementaires aussi, M. Bernier.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Trois heures, ce n'est rien.

**M. Bernier:** Alors, cette notion du Québec inc., à mon sens, ne fera pas obstacle parce que, quoi qu'on dise, elle demeure quelque chose qui ou bien est visée ou sera visée de façon spécifique et fera l'objet de consensus, ou alors elle est une objection qui vise des comportements qui ne sont pas susceptibles d'être restreints. La question des subventions sera nécessairement quelque chose d'important, mais on devra l'aborder dans le cadre de ce qui sera prévu à l'Accord de libre-échange ou au GATT en tant que membre de l'Accord de libre-échange ou membre du GATT. Mais c'est là que ces questions se régleront, en fonction des normes qui auront été développées dans ces cadres-là. Donc, des exigences supplémentaires des États-Unis sur les subventions m'apparaissent peu plausibles.

Si on se penche sur les autres objections, il n'apparaît pas évident que les Américains exigeraient, par exemple, du Québec des concessions dans le domaine culturel. Ce n'est pas impossible. Vous savez qu'on a eu, dans le domaine du cinéma, la Loi sur le cinéma, un conflit qui a mené à des interventions du consul des États-Unis lui-même. Lorsque était venu le temps d'adopter la Loi sur le cinéma, qui prévoyait certaines mesures spécifiques concernant la distribution des films étrangers, il y avait des restrictions qui avaient été considérées comme

inacceptables par les États-Unis. Est-ce qu'il voudront en profiter pour se prémunir contre des lois semblables de la part du Québec? Ça, ce n'est pas impossible qu'ils y songent. Mais, là, vous avez un de ces sujets sur lesquels le Canada pourra se sentir encore plus menacé. Si jamais il y a réouverture de l'article 2005 de l'Accord de libre-échange, il est à peu près certain que le Canada, le premier, cherchera à éviter que l'on touche à la protection qu'offre cet article, toute relative qu'elle soit.

Donc, il reste un dernier argument que je voudrais mentionner, concernant cet Accord de libre-échange. Une des préoccupations des États-Unis demeurera toujours de faire en sorte que, au nord de ses frontières, il y ait une situation de stabilité économique et politique qu'ils ont toujours tenue pour acquise jusqu'à maintenant et qu'ils ne voudraient pas voir changer à l'avenir. Refuser au Québec l'accession à l'Accord de libre-échange ou imposer au Québec ou au Canada des conditions qui reviennent à remettre en cause cet accord, ce serait, à certains égards, compromettre la stabilité au nord de leurs frontières et c'est peut-être une de ces choses qu'ils voudront justement éviter. Donc, autant du côté américain que du côté canadien, il y aura des arguments lorsque sera venu le temps de négocier une accession du Québec à l'Accord de libre-échange. Des arguments qui feront en sorte qu'on évitera d'aller trop loin.

Il reste, finalement, le cas d'une négociation avec le reste du Canada. Qu'est-ce qu'il advient, en ce qui concerne nos relations économiques avec le reste du Canada? La solution la plus simple, c'est celle d'un Québec totalement indépendant sans lien avec le reste du Canada. Advenant l'accession à la souveraineté, sur le plan juridique, il n'y a aucun problème. Pas de problème de définir un arrangement, pas de problème d'essayer de régler des difficultés politiques ou des difficultés institutionnelles. Les deux pays vont chacun de leur côté et font leurs propres affaires. Ça, c'est sur le plan juridique seulement. Parce que, sur le plan économique, ce n'est manifestement pas la solution idéale. Dès que le Québec sera devenu totalement indépendant, sans que ne soit intervenu entre temps un accord avec le reste du Canada concernant le maintien au minimum d'une union douanière, sinon d'une union économique, le Québec devra prendre en charge l'ensemble des législations relatives au commerce international.

À l'heure actuelle, il n'y a pas de législation de cette nature au Québec, mais on devra rapidement mettre en place des législations concernant les douanes: une législation donc sur les douanes, une législation pour mettre en place un tarif douanier, parce qu'il faudra imposer des droits de douane sur les produits étrangers, "étrangers" impliquant aussi bien le Canada que le reste du monde. Il faudra aussi prévoir une législation pour faire face à des problèmes de

"dumping", des problèmes de subventionnement. Il faudra mettre en place des institutions, comme un tribunal du commerce international pour régler les différends juridiques sur ces questions. (17 heures)

Enfin, toutes ces mesures qui existent à l'heure actuelle au Canada et qui font l'objet de législations spécifiques, le Québec devra les reproduire dans sa propre législation. Ce qui implique que la circulation des biens entre les Maritimes et le Québec ou entre le Québec et l'Ontario, à partir du moment où on se retrouve dans cette situation, fera l'objet de droits de douane et de contrôle aux douanes. Et dès que l'on met en place un système de cette nature-là, on en arrive immédiatement à ralentir le flot, le courant des échanges et immédiatement, on peut envisager certains coûts qui en découleront au plan économique. Peut-être que graduellement on en arrivera à résorber, à modifier par des ententes ultérieures ce processus, et qu'on arrivera à de nouveaux arrangements. Mais si on est obligé de passer par la mise en place de droits de douane et de contrôle aux frontières, pour ce qui est de la circulation des biens entre le Québec et le reste du Canada, il est clair qu'il y aura un coût à supporter à ce moment-là.

Pour ce qui est du Canada, lui aussi aura à supporter certains coûts découlant d'une situation de cette nature, des coûts économiques, parce que ces coûts jouent dans les deux sens, mais aussi des coûts politiques. Les études qui ont été faites dans le cadre des travaux de l'Institut C.D. Howe, par exemple les études qui concernent les Maritimes, en particulier – les provinces maritimes – font très bien ressortir tout le danger que cette situation pourrait soulever pour les provinces maritimes. Et de ce danger peut résulter, éventuellement, un problème politique majeur, un problème politique qui, à la limite, pourrait conduire au démembrement du Canada. Si je vous le dis, c'est parce que certains l'envisagent déjà. Certains auteurs américains – ce ne sont pas nécessairement des Instituts de futurologie, mais ce sont des spécialistes des relations internationales – commencent à envisager la possibilité, dans un scénario plutôt pessimiste, d'un démembrement de l'ensemble du Canada. Donc, les coûts de cette première hypothèse sont relativement importants, aussi bien au plan politique qu'au plan économique.

Une deuxième hypothèse serait celle de la négociation d'un accord de libre-échange, un simple accord de libre-échange entre le Québec et le reste du Canada. Dans un tel cas, évidemment on en arrive à faciliter la circulation des produits entre les deux États mais il faut bien comprendre qu'en raison du problème des règles d'origine, il faudrait quand même déterminer quand est-ce qu'on est face à un produit québécois et quand est-ce qu'on est face à un produit canadien. Et pour ce faire, on serait contraint de maintenir des contrôles à la frontière. Certains

produits seraient considérés comme des produits admis aux bénéfices du libre-échange et d'autres ne seraient pas admis aux bénéfices du libre-échange. Pour ces produits qui ne bénéficieraient pas du libre-échange, ils devraient donc faire l'objet de droits à la frontière. Pour pouvoir éviter ces contrôles à la frontière et maintenir les courants d'échange existant entre le Canada et le Québec tels qu'ils se présentent à l'heure actuelle, il faut au minimum en arriver au maintien d'une union douanière. Une union douanière implique un tarif extérieur commun, donc, il n'est plus question de déterminer l'origine des produits. Qu'ils entrent par le Nouveau-Brunswick, par la Nouvelle-Écosse, par le Québec ou par n'importe quelle autre province, ils entrent toujours avec un même droit de douane et ils peuvent circuler, par la suite, librement à l'intérieur du Canada. Mais pour avoir un tarif unique, il faut aussi avoir une politique commerciale unique, et qui dit politique commerciale unique soulève immédiatement le problème des institutions et du processus décisionnel pour en arriver à la formulation d'une politique commune. Si vous montez plus haut dans la hiérarchie de l'intégration économique et que vous pensez à un marché commun, ou au maintien d'une union économique avec une monnaie commune, le problème se développe davantage. On en arrive toujours à cette question des politiques communes, des processus pour définir les politiques communes, et c'est là que les difficultés juridiques et institutionnelles les plus importantes vont se soulever.

À l'heure actuelle, à mon sens, il y a peu d'études qui se sont sérieusement penchées sur cette question, et je pense qu'il n'y en aura pas tant et aussi longtemps qu'on ne sera pas rendu dans un contexte où il faudra se pencher sur la question. Pourquoi? Parce que, du côté canadien, c'est une hypothèse que l'on ne veut pas encore envisager, et je ne suis pas certain que du côté québécois, ce soit une hypothèse qu'il soit bon d'envisager ou qu'on voudrait envisager de façon trop étroite, parce qu'elle implique une participation à une décision commune, et elle implique forcément des renoncements au plan politique sur lesquels il faudra s'entendre nécessairement. Et donc, dans un contexte où il n'est pas encore essentiel qu'on se penche sur la question, je pense qu'il est illusoire de penser qu'on arrive à définir ces questions, ce qui n'empêcherait pas que l'on décide qu'avant qu'il soit trop tard, il y ait lieu d'aborder de front ces questions.

Pour ceux qui pensent comme moi que le maintien de l'union économique demeure encore la solution idéale pour un Québec indépendant, parce que c'est la seule solution qui permet de faire face au processus d'internationalisation de l'économie et de globalisation des marchés, dans un contexte suffisamment restreint pour que l'on puisse faire les ajustements d'une façon relativement facile. Si on n'est pas capable de s'en-



tendre avec nos principaux partenaires économiques, que ce soit le reste du Québec ou les États-Unis, il y a de fortes chances qu'on ait de la difficulté à s'entendre et à s'ajuster à des exigences qui vaudront pour l'ensemble du monde. Je pense que l'union économique, de ce point de vue, demeure un laboratoire d'intégration, un laboratoire d'ajustement à l'intégration économique et je terminerai en souhaitant que l'on approfondisse davantage, dans les meilleurs délais, dans quelles conditions on pourra en arriver à maintenir entre le Canada et le Québec un système d'union économique qui soit le plus près possible de ce qui existe présentement. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci beaucoup. Alors, la première question, M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. Je dois vous remercier, M. Bernier, pour la clarté de votre exposé. Il y a une question qui n'est pas traitée, mais une activité internationale que vous n'avez pas touchée qui est le groupe des G-7. Vous savez comme moi que le Canada est le petit à l'intérieur du Groupe des Sept. Quelles seraient éventuellement, advenant une indépendance du Québec, les chances que, d'une part, le Québec en fasse partie – je pense qu'elles sont nulles – que le Canada continue à en faire partie? C'est assez une question qui n'est pas évidente à première vue, compte tenu, à ce moment-là, du produit intérieur brut de ce qui serait le reste du Canada. Et qu'est-ce que ça aurait comme effet, sur le plan économique ou du moins sur le plan de politique économique au niveau mondial, l'absence pour le Canada de ne plus participer au G-7?

**M. Bernier:** Je pense que d'abord le constat est assez juste. Le Québec seul, membre du G-7, c'est illusoire. Le Canada démembré sans la participation du Québec, on trouverait difficile à justifier sa présence, de sorte que l'un et l'autre séparément ne pourraient pas y participer. Reste la possibilité qui n'a pas été envisagée mais qui, pour certains, demeure d'une participation commune comme parties d'une union économique Canada-Québec. Ce serait la seule hypothèse qui pourrait justifier le maintien d'une participation à la fois canadienne et québécoise au G-7. Mais comme pour le GATT, forcément, il devra y avoir une approche commune dans ces débats. Il ne pourra pas y avoir une approche Québec et une approche Canada.

Ceci étant dit, supposons que ça ne marche pas. Alors, ça revient à se demander: Qu'est-ce que fait le G-7, quel est son rôle, et en quoi serions-nous pénalisés si nous n'étions pas membres du G-7? Bien, essentiellement le G-7, c'est l'endroit où certaines grandes stratégies, mais vraiment au sens large, sont élaborées en

ce qui concerne la conduite économique des principaux États au niveau international. Et il y a possibilité pour le Canada, à l'heure actuelle, de faire valoir certaines préoccupations à ce niveau. Il est plus que douteux que le Canada seul arrive à influencer sur le cours des événements lorsque les États-Unis, le Japon et l'Europe se sont entendus sur quelque chose, mais il peut dans certains cas être utile, je pense, simplement pour savoir exactement où nous allons, qu'est-ce qui vient exactement pour l'avenir, qu'est-ce qu'on peut envisager pour l'avenir. C'est une source d'information probablement de première classe. Donc, il y aurait une perte, mais je ne serais pas prêt à dire que ce serait nécessairement quelque chose de crucial.

**M. Gauthrin:** Mais je reviens sur l'hypothèse qui vient d'une participation commune et d'une politique commerciale commune qui va probablement être appliquée par la participation au GATT très certainement qui est probablement, comme vous l'avez bien expliqué, la position la plus simple. Quel serait le type, s'il doit y avoir des institutions communes, qu'il faudrait maintenir entre le reste du Canada et le Québec pour pouvoir développer disons ces consensus ou cette politique commune, le cas échéant?

**M. Bernier:** Là, vous me questionnez sur la partie la plus difficile, celle sur laquelle j'ai conclu et qui est celle des institutions à mettre en place pour la gestion de politiques communes Canada-Québec concernant le fonctionnement de l'union économique. Il y a certaines hypothèses qui ont été avancées. On peut, par exemple, imaginer qu'il y aurait une commission mixte.

**M. Gauthrin:** Ça, c'est Rodrigue Tremblay.

**M. Bernier:** Rodrigue Tremblay. Alors, une commission mixte qui dirait: Le Canada et le Québec envoient ou le Canada et le Québec enverraient des représentants et, sur une base paritaire, décideraient des politiques en question. Mais la question va forcément se poser de savoir si le Québec peut faire un peu bloquer toute initiative venant du reste du Canada parce que ça n'est pas dans son intérêt. Ou est-ce que, vice versa, le Canada pourrait bloquer des choses qui seraient dans l'intérêt du Québec mais pas dans l'intérêt nécessairement du reste du Canada. Vous avez donc un problème majeur. Est-ce qu'une population de 5 000 000, de 6 000 000 ou de 7 000 000, un État représentant 6 000 000 ou 7 000 000 associé à un autre État représentant quelque 18 000 000 de personnes... Alors, vous avez tout simplement le problème du poids pour le vote. Cette question a été soulevée à plusieurs reprises et elle amène certains à conclure que ça serait non fonctionnel, qu'il y aurait impossibilité de s'entendre, qu'un jour ou l'autre il y aurait blocage commun et, donc, qu'on ne pourrait pas

faire fonctionner adéquatement.

Je pense que c'est peut-être un peu rapide. Il y a possiblement des arrangements qui pourraient être envisagés, qui tiendraient compte par exemple de l'intérêt relatif de l'une ou l'autre partie autour d'une question. Il pourrait y avoir, entre autres choses, des possibilités de veto sur certaines questions. D'autres types de questions qui devraient faire l'objet d'un consensus ou alors des questions où le Canada, il y aurait des questions qui seraient décidées sur la base d'un poids numérique, ce qui forcément signifierait qu'à moins qu'il y ait convergence Canada-Québec, il y aurait à ce moment-là forcément une décision favorable aux intérêts canadiens.

Mais, encore une fois, sur toutes ces questions, il n'y a pas eu d'exploration poussée, à mon sens. Et je donne un exemple qui est celui du fonctionnement du Marché commun européen, alors que les textes du traité de Rome... le traité de Rome prévoyait qu'une certaine décision devait se prendre à la majorité simple. Pendant un certain temps, on a senti le besoin de maintenir l'unanimité lorsqu'un État le demandait en faisant valoir son intérêt. Alors, à partir du moment où un État faisait valoir que lui était manifestement frappé par une décision qui allait être prise, et qu'il y allait d'un intérêt majeur de cet État, il avait la possibilité de demander que l'unanimité joue, donc de bloquer l'adoption de cette décision.

Il y a des mécanismes qui peuvent être envisagés, mais je ne voudrais pas... Je pense que c'est trop complexe à l'heure actuelle et ce serait difficile de commencer à jouer sur toutes ces notions. Ceci étant dit, c'est vrai que c'est un problème qui va se présenter et sur lequel il y aurait lieu de réfléchir peut-être plus vite qu'on ne le fait à l'heure actuelle. C'est mon point de vue, parce que le jour où on dira oui, mais on est favorable à l'union douanière... Dès que l'on a dit qu'on est favorable à l'union douanière, on doit nécessairement poser le problème des décisions et du processus décisionnel pour définir ces politiques douanières. Et qui dit politique douanière dit politique commerciale au sens large, pas juste les droits de douane. Parce que, avec les droits de douane il y a le problème des restrictions quantitatives et toutes les autres politiques qui peuvent affecter. Donc, il y aura lieu de définir un processus décisionnel, ce ne sera pas nécessairement chose facile.

(17 h 15)

**M. Gauthrin:** J'aurais une dernière question sur le Fonds monétaire international. Bon, il est claire... La participation du Québec au Fonds monétaire international est facilement établie. Si l'on prend l'hypothèse qui semble être celle qui découle des travaux de cette commission: qu'il y aurait une monnaie commune entre le Québec et le reste du Canada - c'est-à-dire qu'on ne changerait pas la monnaie - qu'est-ce que ça implique comme politique ou comme concertation,

par rapport au Fonds monétaire international, entre le Québec et le reste du Canada?

**M. Bernier:** Je pense que là, vous avez un... Évidemment, ça suppose qu'il y a une certaine participation à la définition de la politique monétaire. Il est douteux que le poids du Québec puisse permettre d'influer l'orientation de cette politique monétaire dans un sens contraire aux intérêts du reste du Canada, compte tenu du poids. Mais je pense que dans un certain nombre de cas, il pourrait y avoir une convergence. Et ceci est si vrai que si on examine une autre possibilité que celle d'une union monétaire, qui serait celle, par exemple, d'une monnaie canadienne qui serait fixée...

**M. Gauthrin:** À parité.

**M. Bernier:** ...liée à parité avec la monnaie canadienne sans qu'il y ait une monnaie commune...

**M. Gauthrin:** Une monnaie québécoise à parité avec la monnaie canadienne.

**M. Bernier:** Voilà. Dans les deux cas, ce que vous avez, c'est une perte de marge de manoeuvre. Vous ne pouvez pas utiliser votre monnaie pour faire face à certaines situations, vous êtes obligé d'accepter les conditions qui sont définies par un autre. Mais le résultat, malgré tout, et ce qu'il faut surtout prendre en considération lorsque vient le temps de décider, c'est: Est-ce que ceci est préférable à une monnaie séparée, qui ne serait pas liée, et qui comporterait donc l'incertitude d'une nouvelle monnaie qui entre sur le marché international sans avoir fait ses preuves pendant un certain nombre d'années?

Il peut arriver que même avec une monnaie distincte, on soit obligé, plus ou moins, d'accepter certaines contraintes. Avec une monnaie commune, je pense que ce que ça signifierait essentiellement, c'est qu'on accepte d'avance qu'il y aura un prix à payer, qu'il y a une marge d'indépendance qui sera perdue, qu'on devra faire accepter certaines décisions parce qu'il y a d'autres bénéfices à en tirer. Mais en même temps, ça posera quand même, à certaines occasions... ou ça pourra soulever des tensions parce qu'il y aura des points de vue différents.

**M. Gauthrin:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci. Je voudrais d'abord vous remercier, M. Bernier, pour votre étude sur ces questions, qui va un peu plus loin que celle que vous aviez faite pour le compte de la commission Bélanger-Campeau. Ce qui est évidemment fort heureux puisque cette commission

doit aller plus loin que Bélanger-Campeau, doit approfondir les choses. J'aurais deux points, surtout, à clarifier avec vous. D'abord, je pense que pour ce qui est du GATT, de même que pour ce qui est du Fonds monétaire international, je vais vous signaler qu'évidemment, les processus sont assez clairs et qu'il n'y aurait pas de problème majeur pour que le Québec adhère au GATT de même qu'au Fonds monétaire international.

Mais pour ce qui est de l'Accord de libre-échange, c'est sur l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis que mes questions portent. Il est évident qu'au Canada anglais, on dit souvent, plusieurs disent: Ah! il y aurait des concessions qui seraient exigées, de nouvelles concessions qui seraient exigées du Québec en matière de marché public aussi bien qu'en matière culturelle, par exemple. Quoiqu'en matière culturelle, je vous signale, M. Bernier – je ne sais pas si vous le saviez – que pour ce qui est de la Loi sur le cinéma, l'article 109, qui faisait problème avec l'industrie cinématographique américaine, a été abrogé en juin dernier. Alors, on l'a fait sans qu'il y ait renégociation de l'Accord de libre-échange.

Bon. Au Canada anglais, on dit: Attention, ça poserait des problèmes, il y aurait de nouvelles exigences qui seraient soumises, exprimées par les États-Unis et ce n'est pas certain que le Québec pourrait faire partie intégrante de l'Accord de libre-échange tel qu'il existe. Mais ce que vous nous dites au fond, c'est ça qui m'apparaît important, et ce que vous dites au Canada anglais aussi, c'est que si les États-Unis veulent imposer au Québec de nouvelles exigences, veulent nous arracher de nouvelles concessions, inévitablement, ces exigences et ces concessions-là vont être imposées également au reste du Canada. On ne peut pas imaginer un Accord de libre-échange Québec-Canada-États-Unis, et peut-être même un peu plus tard le Mexique, où le Québec aurait un statut particulier, si vous me permettez l'expression. Ça ne peut pas se concevoir. Donc, ces nouvelles exigences, ce ne serait pas juste au Québec qu'on les imposerait ou qu'on chercherait à les imposer, ce serait aussi au Canada.

Vous parliez, entre autres, du pacte de l'automobile, ou des industries culturelles, c'est envers le Canada qu'on serait en demande aussi. Et, par conséquent, le Canada devrait rapidement prendre conscience qu'il aurait intérêt à, je dirais, favoriser l'intégration d'un Québec souverain dans l'Accord de libre-échange, à le favoriser sans poser de problèmes, parce qu'il devrait se rendre compte que s'il laisse les États-Unis, ou il a même tendance à s'en réjouir, d'après ce qu'on entend là c'a plutôt l'air de dire: Ah, attendez! Vous allez voir que vous allez avoir des problèmes avec les États-Unis, en s'en réjouissant d'une certaine façon. Mais il faudrait qu'il prenne conscience que ces exigences-là, les

États-Unis vont leur demander également de s'y soumettre. Et donc, par conséquent, sur le plan des intérêts, est-ce que vous convenez que le Canada devrait normalement accepter que le Québec intègre l'Accord de libre-échange, et que les négociations ou la renégociation ne porte que sur les questions ou la dimension institutionnelle?

**M. Bernier:** Je pense que, de façon générale, il faut d'abord – vous avez souligné avec raison ce point-là – il faut partir de ceci: l'accession du Québec à l'accord modifie certaines choses au plan institutionnel. Ces ajustements-là devront être faits. Ce n'est pas un problème majeur, je pense. Il y aura ensuite des négociations avec le Québec. Ces négociations porteront sur des engagements que le Québec n'assume pas à l'heure actuelle et qu'il devrait assumer en tant que partie contractante à l'Accord de libre-échange, les marchés publics, mais d'autres endroits aussi. J'ai mentionné un certain nombre d'endroits. J'ai regardé l'ensemble des différents chapitres de l'Accord de libre-échange pour voir où il y aurait des choses à négocier, où il y aurait des choses à préciser. Ceci étant, il faudrait qu'il s'engage...

**M. Brassard:** C'est-à-dire qu'il n'aurait pas lieu de modifier. Ce sont des obligations...

**M. Bernier:** Qu'il devrait assumer.

**M. Brassard:** ...qui sont actuellement partie intégrante de l'entente...

**M. Bernier:** Oui.

**M. Brassard:** ...qui devraient être assumées par un Québec souverain.

**M. Bernier:** Bon, oui... Sauf que dans certains cas il y aurait des ajustements à faire. Par exemple, tant et aussi longtemps – je dis tant et aussi longtemps parce que ça pourrait très bien être disparu au moment où le Québec accède à la souveraineté. Mais la question des quotas dans le domaine du poulet, des oeufs et du lait, ce sont des quotas qui sont fixés pour l'ensemble du Canada. Qu'est-ce qu'il advient de ces quotas? Quelle est la part du Québec dans ces quotas? Là vous avez un problème de redéfinition du texte même de l'Accord de libre-échange. Est-ce qu'on les conserve et c'est tout le Canada qui les prend et il n'y en a pas pour nous? Où est-ce qu'on fait valoir notre fraction, à nous, de ces quotas et on les divise en fonction de l'importance économique des arrangements actuels entre le Canada et le Québec sur ces questions? Il y a des ajustements de cette nature qui devraient être faits, qui modifient le texte de l'accord, mais qui préciseraient aussi ce qui revient au Québec en titre de partie contractante à l'Accord de libre-échange.

La seule chose qui pourrait se produire de plus, et c'est là qu'est le vrai problème, c'est celle des engagements supplémentaires à ce qui est prévu à l'Accord de libre-échange. Et là, il y a deux types de choses qui pourraient se produire. Il pourrait se produire que les Américains considèrent que le Québec, dans certains domaines qui n'ont pas été touchés par l'Accord de libre-échange, fait des choses ou a certains comportements que l'on voudrait voir disparaître. Mais il y a peu de choses qui ne sont pas touchées par l'Accord de libre-échange déjà, de sorte qu'il faudrait voir exactement ce que les Américains ont à l'esprit. Dans les choses qui ont été mentionnées spécifiquement comme étant potentiellement des concessions supplémentaires que j'ai, là aussi, examinées dans le détail par exemple, Gordon Ritchie, je pense, et aussi Thomas Courchene parlent de cette question du Québec Inc. Ils en font évidemment quelque chose d'important parce que c'est une façon de faire proprement québécoise, etc. Ils disent: Toutes les réflexions actuelles sur cette question vont devoir être abandonnées. Mais ce n'est pas du tout clair. Lorsqu'on pousse la réflexion, on s'aperçoit que ce n'est pas clair que ce sera le cas. On ne voit même pas en quoi les Américains pourraient demander une exigence supplémentaire précise sur ces questions-là.

Ce qui reste ensuite, ce sont les choses qui, effectivement, toucheraient à la fois les Canadiens et les Québécois. Là, c'est mon sens que les Américains seraient mal venus d'avoir un double standard sur une question qui lie à la fois le Québec et le Canada. S'ils modifient le standard, ils vont demander qu'il soit modifié de façon uniforme. Il n'y aura pas trois standards à l'intérieur de cet Accord de libre-échange. Si on prend les problèmes spécifiquement, par exemple dans le cas du pacte automobile, la production automobile étant manifestement beaucoup plus importante en Ontario, ce sont eux d'abord qui auraient intérêt à conserver en vigueur le pacte automobile. C'est Wonnacott lui-même, qui était impliqué dès le départ dans cet accord, qui écrit régulièrement, qui continue d'écrire sur ces questions du pacte automobile, qui souligne que, le jour où l'on ouvre ce pacte automobile, il y a des chances qu'on soit obligé de le modifier et d'une façon non profitable au Canada et, ce qu'il souligne évidemment, par ricochet non profitable au Québec. Mais ce qu'il a derrière l'esprit, c'est le coût pour l'ensemble du Canada.

Donc, la stratégie parfaite serait d'adopter une position commune pour empêcher que le pacte automobile soit révisé, empêcher que l'on modifie quoi que ce soit. Mais ceci suppose une certaine façon et – c'est important, je pense – encore une fois, ça suppose, pour que ce soit valable, l'existence du maintien de l'union économique parce que, autrement, le Canada ne peut plus livrer le marché québécois.

**M. Gauthrin:** Bien oui, c'est évident.

**M. Bernier:** Et c'est une contrepartie, ça, du pacte automobile. Les Américains obtiennent le libre-échange à l'ensemble... Ils peuvent expédier leurs voitures librement, sans droit de douane, dans l'ensemble du Canada. Le jour où il n'y aurait pas accès, pour les voitures américaines, sans droit de douane au Québec, ils viennent de perdre une partie, un quart, de leur marché au Canada. Donc, ils vont devoir renégocier et, dès qu'ils vont renégocier, d'après Wonnacott, il y aurait éventuellement des choses à revoir.

Ce qui m'amène à dire que, dans ce cas-là en particulier, ce que souhaiterait par-dessus tout le reste du Canada, c'est qu'il y ait une entente. La contrepartie serait que, dans certains secteurs comme dans le secteur laitier où, là, nous pourrions être perdants, il y ait négociation pour maintenir également. Mais ceci étant, il faut bien comprendre qu'on est dans une période qui est de mouvance et toute la question, par exemple, des quotas laitiers, des contingents dans les domaines du lait, du poulet, de la dinde, etc., ce sont des choses qui, actuellement, sont en voie de révision. Il y a un conflit potentiel entre les nouvelles exigences du GATT et les exigences de l'Accord de libre-échange. Il y a là des conditions qui sont susceptibles de changer. Mais la présence du Québec en tant que tel, par rapport à ces problèmes-là, n'aurait pas un impact en soi. On devrait faire face à la musique telle qu'elle sera jouée à ce moment-là. Mais ce ne sera pas quelque chose de spécifique.

**M. Brassard:** Je trouve ça intéressant, ce que vous dites, parce que, dans le fond, vous ramenez les choses à l'essentiel et l'essentiel, dans ce domaine-là, ce sont les intérêts. Le Canada, vous venez d'en parler de façon tout à fait explicite, a un intérêt manifeste pour ne pas que se réouvre le pacte de l'automobile, particulièrement l'Ontario. Toute l'industrie de l'automobile est concentrée en Ontario, tout le monde le sait. 90 % de l'industrie automobile.

**Une voix:** ...

**M. Brassard:** C'est 10 % au Québec, c'est 90 % en Ontario. Ça va nous faire mal, c'est évident. Ça va faire mal à qui? D'abord et avant tout, ça va faire mal à l'Ontario. Donc, le Canada n'a pas intérêt à réouvrir le pacte de l'automobile. Nous non plus.  
(17 h 30)

**Une voix:** Nous non plus.

**M. Brassard:** Mais par contre, c'est là que les discussions sur la base des intérêts peuvent s'enclencher. C'est que le Québec peut dire: Très bien. Nous, on est d'accord pour ne pas toucher au pacte de l'automobile, ce qui fait votre affaire, mais par contre, comme vous le

dites, dans le domaine du lait, dans le domaine laitier, nous avons des intérêts à promouvoir et vous devriez, on souhaiterait que vous les appuyiez. Et, en d'autres termes, toute la question des relations Québec-Canada, même dans l'éventualité de l'accession à la souveraineté, toute cette question des relations nous ramène aux intérêts des parties et je trouve ça... Quand on regarde ce qui se passe dans le monde, les négociations du GATT qui sont en cours présentement, qu'est-ce qu'on constate? Qu'est-ce qui joue dans les négociations du GATT? Ce sont les intérêts des parties. Qu'est-ce qui fait qu'il y a des difficultés actuellement et que ça traîne? C'est parce qu'il y a des intérêts divergents et que, donc, toute la question consiste à réconcilier ces intérêts puis à essayer d'imaginer des arrangements qui concilient les intérêts, des intérêts en apparence inconciliables. La négociation de libre-échange Canada-États-Unis, ça s'est fait sur la base de quoi? Ça s'est fait sur la base des intérêts. Les parties ont négocié en essayant de préserver leurs intérêts et d'arriver à des arrangements qui conviennent à leurs intérêts.

Et là, j'en arrive à ceci, c'est que quand on parle d'un Québec qui décide de devenir souverain puis de discussions pour, entre autres, soit mettre en place une union douanière ou même aller encore plus loin en termes d'intégration économique jusqu'au marché commun puis l'union monétaire, lorsqu'on entend dire très souvent, surtout, évidemment, d'observateurs ou d'experts venant du Canada anglais ou anglophones, ce qu'on entend dire, c'est: Ah! Ça ne marchera pas. Parce que le Canada anglais va subir une telle secousse affective, va tellement être envahi par l'amertume, l'acrimonie, donc, les sentiments vont être tellement exacerbés qu'il n'y aura rien qui va arriver, qu'il n'y aura même pas un accord de libre-échange, encore moins d'union douanière. L'union monétaire, ne pensez pas à ça. Les sentiments vont être tellement vifs, les passions vont être tellement exacerbées, fortes, qu'il n'y aura rien qui va arriver. Je trouve ça un peu étonnant, parce que je regarde partout ce qui se passe dans le monde sur le plan économique, sur le plan des discussions économiques, je regarde au GATT, Accord de libre-échange, les négociations qui sont enclenchées avec le Mexique, ce sont les intérêts purs qui priment et non pas les émotions, et non pas les sentiments, et non pas l'affectivité: les passions. Comment se fait-il que le Canada et le Québec feraient exception à la règle, seraient tout d'un coup des communautés ou des collectivités qui seraient différentes des autres et où ce ne seraient pas les intérêts qui primeraient et où ce seraient les passions ou ce serait l'amertume, pour ne pas dire parfois, à bien des égards, la haine qui primerait et qui nous ferait prendre des orientations ou des décisions ou des prises de position...

**Une voix:** Contraires à nos intérêts.

**M. Brassard:** ...qui sont contraires à nos intérêts.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Alors, j'en arrive à ceci. C'est qu'à partir du moment, M. Bernier, où le Québec décide démocratiquement d'accéder à la souveraineté, de devenir un État souverain, j'admets qu'avant... C'est clair qu'on va, du côté du Canada anglais, tenter... que les passions vont s'exprimer, l'amertume aussi, l'acrimonie aussi va s'exprimer avant, mais à partir du moment où la décision est prise démocratiquement... On sait que, selon la loi 150, il y a un délai d'un an avant que le Québec devienne effectivement souverain. Il y a un délai d'un an. Alors, l'onde de choc affective va sans doute s'atténuer et les discussions qui vont s'amorcer, à ce moment-là, avec le Canada anglais, entre le Canada et le Québec, vont être – je ne sais pas, j'en arrive là, je vous demande votre avis là-dessus également – des discussions similaires, semblables, aux discussions qui se déroulent dans le cadre du GATT mais qui regroupent plusieurs parties. Ou semblables aux discussions qui ont eu lieu entre le Canada et les États-Unis pour aboutir à l'Accord de libre-échange. Donc ça va être des discussions semblables à toutes les discussions, ou les négociations, qui portent sur des questions économiques. C'est-à-dire des discussions qui vont porter sur l'intérêt des parties et donc, dans ces conditions-là, l'intérêt des parties – du Québec, oui, mais l'intérêt aussi du Canada anglais – c'est de maintenir pour l'essentiel – et c'est ça d'ailleurs votre opinion, vous terminiez par ça – l'union économique telle qu'elle existe. Donc, un marché commun, une union monétaire et ne pas rompre ou briser ces relations commerciales et économiques qui existent entre le Canada et le Québec.

**M. Bernier:** Oui...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** En d'autres termes, est-ce que dans le cas du Québec ou du Canada, l'intérêt va primer ou si ce sont les sentiments, comme le prétendent certains observateurs actuellement, particulièrement au Canada anglais?

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. Bernier... Est-ce que vous voulez remercier M. le député de Lac-Saint-Jean?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Bernier:** Dans un contexte comme celui-ci, dans le contexte actuel, je pense que ce qu'on peut constater de la part de ceux qui se

prononcent sur ces questions-là, ce sont, effectivement, des prises de position de leur part sur la facilité plus ou moins grande d'en arriver à réconcilier les intérêts en fonction du climat psychologique qui pourra exister au moment des négociations. Ceci étant dit, c'est clair qu'à long terme les intérêts vont jouer, mais le problème c'est aussi celui du court terme et c'est celui des solutions qu'on devra mettre en place.

Je reviens au problème, à ce moment-là, de l'union économique. Si on n'a pas réalisé de quelle façon on la mettra en place, si on n'a pas des solutions à proposer rapidement, il se peut très bien que la situation se détériore pendant un certain temps avant de s'améliorer, et c'est ça qui pourra être le véritable problème au tout début. Une année, dans un contexte où on n'a pas d'idée précise sur la façon d'organiser des rapports économiques entre deux parties qui étaient auparavant membres d'un seul État, ce n'est peut-être pas nécessairement suffisant. Les consensus que l'on arrive à réaliser sur la base des intérêts prennent parfois beaucoup plus de temps. L'Accord de libre-échange s'est négocié sur une période de trois ans et on est arrivé tout juste à temps pour le terminer. Et lorsqu'on regarde le texte de l'accord, on s'aperçoit bien que ça a été ramassé rapidement. Le GATT, en Eire, a commencé en 1986, on est en 1992 et on a encore de la difficulté à arriver à des arrangements. Il y a des problèmes de rapport de force, il y a des problèmes de résistance, non pas des gouvernements, mais des problèmes de résistance des secteurs privés. Lorsqu'on parle, par exemple, des États-Unis, il faut bien comprendre que — et là je fais référence à l'Accord de libre-échange — il n'y a pas que le gouvernement américain qui est impliqué, il y a aussi le secteur privé, il y a aussi les personnes. Et dans tout ce contexte, il va y avoir des interventions multiples qui iront dans toutes les directions. Avant que l'on décante les intérêts et que l'on admette que, malgré tout, il serait préférable de faire telle chose, il peut s'écouler un certain temps.

**M. Brassard:** À condition qu'on s'y prépare. Ça, je suis d'accord avec vous. Je ne pense pas qu'on doive laisser aller les choses. Il faut que, d'ailleurs c'est le but de cette commission et c'est... Probablement aussi, ça va être l'objet des recommandations de cette commission. Et il va falloir que le gouvernement du Québec, quel qu'il soit, que ce soit celui qui est en place présentement...

**M. Bernier:** Il n'aura pas le choix.

**M. Brassard:** ...ou un autre prépare les choses, c'est bien évident. Une négociation de cette nature-là, ça se prépare et il va falloir déposer en quelque sorte des propositions sur la table, entre autres sur le plan institutionnel.

Vous avez raison de le signaler. Sur le plan institutionnel, si on se rend jusqu'au marché commun, c'est clair qu'il va falloir prévoir des institutions communes pour gérer le marché commun, comme il en existe dans la Communauté économique européenne, comme il en existe dans le Bénélux. Il y a des institutions communes. Il va falloir s'entendre sur des institutions communes. Tout ça se prépare.

Mais, à partir du moment où, de façon responsable, les États et les gouvernements s'y préparent, je pense que vous avez raison de dire que les parties vont vite prendre conscience de leurs intérêts et se rendre compte qu'il y a des intérêts, beaucoup d'intérêts qui sont mutuels.

**M. Bernier:** Je pense que la chose qui sera peut-être plus importante encore, ça sera le phénomène international lui-même. C'est-à-dire que pendant que toutes ces choses se passent, l'économie internationale elle-même continue d'évoluer et elle va continuer d'exercer des pressions croissantes. Et plus on prendra de retard à essayer de réaliser des ajustements, plus le coût d'ajustement sera important. Et c'est ça, à mon sens, qui va être la pénalité la plus évidente en cas de refus de considérer les conséquences d'une séparation du Québec du reste du Canada sans aucun lien. S'il n'y a pas de lien entre les deux, il y a un pas en arrière qui est fait. Et pour se réinsérer, pour reprendre place dans l'évolution du système économique international, il faudra forcément accélérer par nous autres mêmes.

**M. Brassard:** J'aurais une dernière question, M. le Président. Est-ce que vous reconnaissez que... Vous disiez tantôt ça va prendre du temps, bon. C'est vrai que le GATT ça prend du temps, mais ils sont nombreux aussi autour de la table. L'Accord de libre-échange, ça a peut-être pris trois ans, mais on était dans le nouveau là, on innovait. Tandis que là, il s'agit d'assurer le maintien d'une union existante, déjà existante.

Est-ce que vous reconnaissez qu'à ce moment-là, je ne dirais pas que ça ne pose pas de problème, mais que c'est relativement plus facile et que ça peut être plus rapide...

**M. Bernier:** Oui.

**M. Brassard:** ...puisqu'il s'agit non pas de créer, mais de maintenir?

**M. Bernier:** Exactement. Et c'est ce que je disais aussi à la session précédente qui portait sur l'union économique. Lorsque j'ai dit qu'il était absolument essentiel que dès maintenant — et c'est encore une fois le même message que je voulais transmettre aujourd'hui — si on doit envisager une situation comme celle-là, il faut la préparer dès maintenant et il faut parler de l'union économique. Il faut dire ce que ça

représente pour le Québec cette union économique Canada-Québec. À quoi, à quels sacrifices, on est prêt à consentir? Parce qu'il y aura forcément des sacrifices. Il faudra accepter qu'il y ait des décisions qui soient prises en commun. Il faudra accepter des abdications, des renoncements à exercer des pouvoirs qui normalement seraient des pouvoirs exercés par un État souverain. Il faudra que toutes ces choses-là soient des choses acquises.

Et, à l'heure actuelle, je pense qu'il y a encore tellement de confusion sur ces choses que, à moins que l'on s'y prépare dès maintenant et de façon beaucoup plus claire et précise que ça n'est le cas, on aura énormément de chemin à franchir lorsqu'on sera confronté à la situation.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député d'Orford.

**M. Benoît:** M. Bernier, merci d'être encore avec nous aujourd'hui. Je pense que je vous l'avais dit lors de votre dernière rencontre, je représente... Une grande partie de mon comté est un comté rural et une très forte partie de ces gens-là produisent du lait. Il y a plein de questions qui nous sont posées, constamment, et on a eu ici des opinions diamétralement opposées. On a eu d'un côté l'UPA qui dit constamment, à la grandeur du Québec: Il n'y en a pas de problème, les producteurs de lait, vous ne serez pas affectés. Il y a SECOR qui sort et qui dit: Attention! Il y a un problème là. Il y a Informetrica qui, récemment, dans une série d'articles que vous mentionnez d'ailleurs, dit oui, il y a un problème. L'Association des agriculteurs anglophones dit exactement l'opposé de l'UPA. Eux autres, ils disent: Le lendemain où on est souverain, il y a un problème. J'essaie de départer tout ça. Vous, vous arrivez à dire: Si tout était égal et que le GATT ne bougeait pas d'ici à la souveraineté, oui, il y a un problème. Vous êtes comme tous nous autres, vous n'êtes pas capables de répondre si, effectivement, le GATT change la formule, si on se rapproche des États-Unis, vous ne savez pas trop ce qui va arriver.

(17 h 45)

**M. Bernier:** On pourra en parler.

**M. Benoît:** O.K. Bien, reprenez ça, ça peut peut-être être la première partie de la réponse. La deuxième, ce que le député d'en face dit: Oui, mais il va y avoir une négociation. Ce que je vous avais posé, d'ailleurs, la dernière fois où vous êtes venu, où je vous disais, il y a des gens qui nous disent: Bien, on va échanger du lait contre du boeuf, ils nous vendent du boeuf, on vend du lait, donc, il n'y en a pas de problème. Là, je vous repose autrement la même question: Est-ce qu'effectivement il n'y a pas un poids des individus au-delà des marchandises sur lesquelles on essaie, dans une négociation, de s'entendre... Est-ce qu'il n'y a pas un poids

quantitatif des individus qui négocient? Les États-Unis sur un bord, 300 000 000 de population, 18 000 000 sur l'autre bord avec le Canada et notre de gang de 6 000 000, ici.

Est-ce que, dans une négociation, au-delà des denrées sur lesquelles on va essayer de s'entendre et des biens bénéficiant du système existant parce qu'elle peut expédier dans le reste du Canada une proportion plus importante que ce qui est consommé localement. S'il y avait décision de la part du reste du Canada de mettre fin au système actuel, ils pourraient reprendre les quotas et se les partager entre eux et nous, nous perdriions... le Québec se trouverait à perdre, à ce moment-là, cette partie qui était auparavant exportée.

**M. Bernier:** Bien, il peut y avoir... Prenons le cas du lait, par exemple. Dans le cas du lait, la production laitière bénéficie du système existant parce qu'elle peut expédier dans le reste du Canada une proportion plus importante que ce qui est consommé localement. S'il y avait décision de la part du reste du Canada de mettre fin au système actuel, ils pourraient reprendre les quotas et se les partager entre eux et nous, nous perdriions... le Québec se trouverait à perdre, à ce moment-là, cette partie qui était auparavant exportée.

**M. Benoît:** Est-ce que je peux vous arrêter juste ici pour...? Tout ça, là, ça prend combien de temps, que le reste du pays décide de se répartir les quotas? Est-ce qu'on parle d'un processus terriblement long ou dans une période de quelques mois, la Saskatchewan, l'Alberta, l'Ontario décident... Bon, nous, on produit notre propre lait et "that is it". Est-ce que c'est rapide, ça, comme opération?

**M. Bernier:** C'est quelque chose qui pourrait se faire relativement rapidement si on prend, telle quelle, comme une décision individualisée qui n'a pas de rapport avec d'autres politiques. Mais si, immédiatement, on l'insère dans un ensemble plus large de décisions concernant tout un secteur... Par exemple, cette décision s'arrêterait au fonctionnement des systèmes de gestion de l'offre, essentiellement. Or, dans les systèmes de gestion de l'offre, c'est vrai que le Québec pourrait être perdant dans le domaine laitier, mais il pourrait être gagnant dans le secteur, je pense, des oeufs? Du poulet. Du poulet? Du poulet, c'est ça.

Alors, à ce moment-là, il y a donc quelque chose à voir, déjà, à l'intérieur, simplement, de ce système, de cet ensemble de systèmes de gestion de l'offre, il pourrait y avoir des avantages. La deuxième chose qui va se présenter, ça va être celle de savoir: Est-ce que c'est à l'avantage... Est-ce que les producteurs laitiers du reste du Canada vont vouloir la fin du système au Québec? Parce qu'à toutes fins pratiques, en tout cas, ça crée une nouvelle pression au Québec. Le Québec peut le reprendre pour lui-même, mais ils le perdent.

Le problème, pour eux, à ce moment-là, ça devient un problème de position, pas seulement

entre le Québec et le Canada, mais vis-à-vis de l'étranger. Et on peut maintenir une politique commune vis-à-vis de l'étranger sur les systèmes de gestion de l'offre, pour autant, évidemment, qu'ils sont toujours en place. S'ils ne sont plus en place, le système vient de changer radicalement. Surtout avec la tarification, on tombe dans quelque chose d'autre. Mais pour le moment, les choses étant ce qu'elles sont, il pourrait y avoir une décision de prise sur les produits laitiers. Le Québec pourrait éventuellement négocier un accès historique à sa part de marché, mais à ce moment-là, il y aurait quand même le problème de pouvoir la fournir, cette part de marché, à un prix compétitif, qui, forcément, serait un prix subventionné par la province ou l'État du Québec.

Alors donc, il y aurait des coûts à le faire, il y aura peut-être une possibilité, mais il y aurait des coûts considérables. Ce serait donc une production qui serait vraisemblablement supportée par l'État pour pouvoir être vendue dans le reste du Canada et maintenir les parts de marché antérieures. Autrement, ce qui peut arriver, c'est que toute cette question s'insère dans un ensemble plus vaste. D'abord, l'ensemble des régimes de gestion de l'offre, pour autant qu'ils sont toujours là, ou alors dans un ensemble de considérations encore plus vastes où il y aura des contreparties et on décidera de ce qui est possible à ce moment-là.

Si c'est seulement une seule question, ça se décide vite. Mais ce n'est pas évident que le gouvernement voudra décider seulement sur la question laitière. Par contre, il fera l'objet des pressions des producteurs laitiers du reste du Canada qui auront intérêt vraisemblablement à prendre les quotas qui auparavant appartenaient aux producteurs laitiers du Québec. Eux vont le demander, en tout cas. Il y a donc toutes sortes de pressions qui vont se faire sentir et ce sera, pour le reste du Canada, déjà un problème assez complexe de décider si oui il cède à ces pressions immédiatement, ou si non il faut plutôt essayer de voir d'une façon plus globale ces questions. Il y aura une décision à prendre de la part du reste du Canada sur ça.

**M. Benoit:** Dans un autre ordre d'idées, M. Bernier. Aux pages 43 et 44, vous écrivez que dans l'hypothèse où le Québec et le Canada s'associeraient économiquement, il devrait être entendu qu'au sein du GATT, ils ne parleraient que d'une seule voix. Vous dites à peu près la même chose d'ailleurs sur le libre-échange. Est-ce que vous pouvez nous dire, en pratique, comment ça fonctionne dans la Communauté européenne, une telle situation? Ça me semble un exercice de souveraineté partagé très large et très compliqué, finalement, non?

**M. Bernier:** Bien, à certains égards, ça ressemble à ce qui se passe au Canada, c'est-à-

dire que vous avez 12 États qui doivent négocier entre eux au sein de la communauté une position commune. Et lorsqu'ils ont défini leur position commune, ça devient la position qui est discutée au sein du GATT et le GATT discute avec des représentants communautaires qui parlent au nom de l'ensemble de la communauté. Lorsqu'il n'y a pas de consensus, il faut revenir et rebâtir les consensus.

Là-dessus, je peux vous donner l'exemple de la période... Moi, j'étais à Bruxelles en décembre 1990 et c'était toute la période où on négociait pour savoir quel type de concessions la Communauté européenne serait prête à faire dans le domaine des subventions à l'exportation et des subventions à la production. Il y avait un va-et-vient constant entre d'une part le négociateur communautaire qui, lui, pouvait défendre et supporter les positions qui étaient déjà entendues au sein de la communauté, mais dès qu'on dépassait ou qu'on cherchait à sortir de ces positions-là, il devait revenir pour rebâtir un consensus, demander si on était prêt à accepter ces nouvelles demandes ou alors, si c'était non, revenir et dire non. Donc, il y a besoin de bâtir ces consensus et ce serait vraisemblablement le cas, dès qu'on parle d'une politique commune. Il faut qu'on ait, par consensus, défini cette politique commune qui sera celle qui sera véhiculée à l'extérieur par la suite.

**M. Benoit:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député d'Abitibi-Ouest.

**M. Gendron:** Oui, rapidement, M. Bernier. Je pense que, avec raison, vous avez évoqué à plusieurs reprises dans votre excellent document, compte tenu de deux facteurs majeurs, l'importance des volumes transigés avec les États-Unis et, nous aussi, qu'on soit souverain ou pas, je pense que le Québec voudrait suivre le mouvement de la mondialisation des échanges en Amérique du Nord, que ça va être important d'envisager de rester sous une forme ou une autre à l'intérieur du contexte de libre-échange nord-américain.

On sait que dans le texte de l'accord, je pense qu'au niveau du principe il n'y avait pas beaucoup de désaccord. Au niveau du texte, ce n'est peut-être pas le moment de faire la critique, mais je ne suis pas sûr que c'est la meilleure convention collective qu'on ait déjà signée. En ce qui nous concerne, je pense qu'il y avait pas mal de failles dans le texte même de l'accord, mais sur le principe nous y sommes et on a prévu un mécanisme de règlement des différends ou des litiges. Ils ont été assez nombreux et le Canada a été plus souvent demandeur dans le règlement des litiges ou des contentieux que les États-Unis. Dans la perspective où il est clair qu'un Québec souverain



devrait lui aussi s'assurer d'un mécanisme de règlement des litiges, j'aimerais avoir votre avis: Est-ce que, en règle générale, selon votre expérience, dans un contexte où on resterait lié avec le reste des États-Unis, indépendamment d'une espèce d'accord économique avec le reste du Canada, quelles sont nos chances que ces règlements de litiges, effectivement, la tendance fasse qu'ils portent davantage sur le fond des litiges que sur ce que j'appelle le caractère, pas nécessairement numérique, mais la référence taille? Parce qu'il me semble que même ailleurs, ça existe. Ce n'est pas tellement la référence taille comme la référence au caractère fondamental des litiges qui est arbitrée dans la gestion des différends. Vous, est-ce que vous êtes inquiet, craintif? Est-ce que vous pensez que ce sera un mécanisme qui objectivement devrait nous donner les mêmes garanties? On va en perdre et on va en gagner, mais selon les données que vous évoquez, s'il y en a 14 qui ont fait l'objet d'une décision, il semble qu'on n'ait pas été perdant, même si c'est le gros versus le petit. Avez-vous une opinion là-dessus?

**M. Bernier:** En bien, je pense que, en matière de règlement des différends, forcément, comme il s'agit d'instances judiciaires ou quasi judiciaires, il y a une certaine objectivité, c'est-à-dire que ce n'est pas le plus gros qui l'emporte. Le but, justement, de cet exercice, c'est d'éviter que ce soit le plus puissant qui décide toujours en fonction de ses propres intérêts. C'est d'essayer de fonder les décisions sur une norme quelconque qui va prédominer, qui va l'emporter.

Ceci étant, je pense que, dans l'ensemble de ces discussions sur la participation à l'Accord de libre-échange, une des choses qui pourraient découler d'une accession du Québec à l'Accord de libre-échange, ce serait précisément la possibilité, de devenir lui-même demandeur, séparément, et non pas à travers le Canada, à supposer qu'il est distinct. Alors, il peut devenir demandeur; il peut avoir un groupe qui soit constitué, qui comporterait un certain nombre de Québécois, au minimum deux, nécessairement, sur cinq. Donc, il y aurait une participation active au déroulement de ces instances-là. Ça, c'est une des choses... Lorsqu'on entend... Je le mentionne parce qu'il y a trop de choses qui se disent qui ne sont pas, à mon sens, complètes ou exactes et qui, quel que soit l'intérêt de... Est-ce que ça favorise telle position ou ça favorise telle autre position? Ce n'est pas ça qui est important à mon sens. Ce qui est important, c'est de comprendre exactement ce qui est en cause. C'est seulement quand on sait exactement ce qui va se passer ou ce qui peut se passer qu'on peut décider en toute connaissance de cause.

Dans le cas de l'Accord de libre-échange, c'est vrai que le Québec va devoir se lier davantage dans certains domaines. Mais dans

d'autres domaines, il devient gagnant parce qu'il a agi directement. Il a une présence à la commission qui devient binationale, qui devient trilatérale, et il a une présence directe au niveau des instances quasi judiciaires ou judiciaires. Il a donc cette possibilité de parler plus directement que ce n'est le cas présentement. Mais ça ne veut pas dire qu'il va gagner plus ou que ça va apporter davantage. Ça veut dire qu'il peut faire ça alors que, auparavant, il ne pouvait pas le faire. Ça voudra dire aussi qu'il devra accepter les engagements qu'il n'acceptait pas auparavant et qui vont le lier maintenant.

Alors, il y a une contrepartie à ça. On va accepter de se lier davantage, mais on va bénéficier, en même temps, d'un accès plus grand à certaines instances. Il y a un équilibre relatif qui s'installe dans ce domaine-là. Alors, je pense que c'est quelque chose qu'il faut conserver à l'esprit.

Maintenant, ça sera différent, encore une fois, ou ça risque d'être différent si, dans l'hypothèse d'une union économique, il y a un arrangement à l'effet qu'on maintient sensiblement l'Accord de libre-échange comme il fonctionne à l'heure actuelle. On ne change pratiquement rien. Là, vous aurez peut-être, sur le plan institutionnel, une autre solution que celle que l'on peut envisager...

**M. Gendron:** Mais c'était plus... A priori, vous ne croyez pas qu'un mécanisme de règlement des différends serait discrédité, parce que, là, si on a... La dégradation, en fait, c'est 200 000 000, 25...

**M. Bernier:** Non, ça n'a pas rapport avec le poids...

**M. Gendron:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Bernier, merci encore d'être venu devant la commission. J'aurais une question à vous poser. Lorsque vous abordez la question de la participation d'un Québec souverain à l'Accord de libre-échange, à la page 59, vous dites que le Québec devrait s'engager à l'égard des marchés publics. Et vous écrivez, je vous cite: "Le Québec, en devenant partie à l'Accord de libre-échange, devrait, par la force des choses, se plier à l'obligation de désigner les entités gouvernementales qu'il accepte de voir liées par l'accord." Plus loin, vous soulignez que même Hydro-Québec devrait se retrouver parmi les entités en question. Pourtant, j'ai eu l'occasion d'entendre, même tout dernièrement, M. Parizeau, à la Chambre de commerce de ville d'Anjou, le 8 janvier, où il disait qu'un Québec souverain se donnerait une politique d'achat chez nous tout

en participant à l'Accord de libre-échange. Pourriez-vous un peu m'expliquer ou me donner des...

**M. Bernier:** Il y a un problème d'ajustement inévitable. Je pense que dans le contexte du fonctionnement du Code sur les marchés publics, ce que vous avez essentiellement, ce sont d'abord des entités qui sont désignées, qui seront liées par le code en question. Il y a des seuils ensuite. Certaines activités commerciales en deçà de ces seuils-là ne seront pas visées, mais toutes les activités qui entrent à l'intérieur des limites prévues sont visées. Et dans ces limites-là, et pour ces entités-là, on doit se conformer à un ensemble de mesures qui visent à éliminer tout type de préférence. Lorsque j'ai mentionné Hydro-Québec, j'ai pâti.

**M. Maciocia:** C'est un privilège qu'on a actuellement comme province.

**M. Bernier:** Actuellement, aucune entité provinciale n'est mentionnée comme étant visée par la...

**M. Maciocia:** C'est ça. Par le chapitre XIII de l'Accord de libre-échange.

**M. Bernier:** Ou le Code sur les marchés publics.

**M. Maciocia:** Ou le code sur... C'est ça.

**M. Bernier:** Donc, aucune entité provinciale n'est visée.

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Bernier:** Dès que l'on deviendra membre – parce qu'on ne devient pas membre gratuitement, il faut payer dans ce type de choses-là – il faudra donc offrir notre part, notre contrepartie à ce que les autres nous offrent comme membre de ce club, ou de cet accord.

**M. Maciocia:** Sélect.

**M. Bernier:** Comme je le disais tout à l'heure, on peut-être penser refuser de devenir membre du Code sur les marchés publics, mais dans la mesure où il fait partie de l'Accord de libre-échange il y a forcément une contrainte plus considérable qui est là. Lorsque j'ai mentionné Hydro-Québec, c'était parce qu'il y a... Ce n'est pas la première fois, il y a déjà assez longtemps qu'aux États-Unis on dit que, éventuellement, on voudrait bien voir Hydro-Québec lié par le Code sur les marchés publics. Pourquoi? Parce que c'est évidemment un des plus gros acheteurs gouvernementaux au Québec. (18 heures)

**M. Maciocia:** Merci. J'aurais une autre question, M. le Président, si vous permettez, dans un autre ordre d'idées. Vous rappelez quand même les propos de M. Thomas Courchene et d'autres commentateurs à la page 71 de votre texte. C'est pour signaler la possibilité que la séparation du Québec entraîne à plus ou moins brève échéance, disons, le démantèlement du Canada. À votre avis, quelles seraient, d'après vous, les conséquences pour un Québec souverain, d'un tel démembrement? Il y a pourtant, aussi, une autre personne, M. Louis Bernard, qui est venu devant la commission Bélanger-Campeau, le 18 décembre 1990, où il disait qu'il était dans l'intérêt du Québec, à long terme, que le Canada persiste comme entité politique. Il disait, et je le cite: "S'il fallait que tout le Canada se désintègre et que les autres provinces se joignent aux États-Unis, nous serions complètement isolés et nous nous trouverions entourés de toutes parts par une mer économique, culturelle et sociale, qui réussirait, avec le temps, à nous submerger. Il suffit de penser à la pression actuelle qu'exerce déjà sur nous la réalité américaine pour s'imaginer quelle pourrait être cette pression si nous perdions le tampon canadien". Alors, ma question, je vous l'ai posée au début: Quelles seraient les conséquences pour le Québec? Et puis, qu'est-ce que vous pensez de l'affirmation de Louis Bernard devant la commission Bélanger-Campeau?

**M. Bernier:** Je suis plutôt d'accord, je dois vous l'avouer honnêtement, avec ce qu'a dit Louis Bernard. Je pense que c'est important de maintenir l'intégrité de ce que j'appellerais, en tout cas, l'union économique canadienne, de maintenir un Canada à côté du Québec, dans l'hypothèse de la souveraineté, pour que nous puissions nous appuyer sur des partenaires ou un partenaire qui ne soit pas nécessairement les États-Unis. Un partenaire avec lequel nous sommes habitués à traiter, que nous connaissons bien, qui nous connaît et qui pourra... Ce que j'ai dit tout à l'heure, l'image que j'ai utilisée, je pense... Il faut absolument concevoir, dans cette perspective, que le Canada demeure, ou demeurera un laboratoire d'intégration économique comme nul autre parce que c'est le contexte qui nous est le plus familier. Dès qu'on passe du côté américain, c'est déjà moins familier. L'hypothèse d'un démembrement du Canada pourrait laisser, effectivement, le Québec seul. Seule partie possiblement encore à l'Accord de libre-échange dans la mesure où il demeurerait. Il y aurait encore un Accord de libre-échange parce que la supposition qui serait faite, c'est que le reste du Canada deviendrait partie des États-Unis. Est-ce qu'il y aurait toujours un Accord de libre-échange Québec – États-Unis – Mexique? Qu'est-ce qui restera? C'est ce qu'il faut voir. Mais dans l'hypothèse où il n'y aura plus d'Accord de libre-échange, le Québec serait isolé,

membre du GATT, bénéficiant des avantages d'un membre du GATT, mais malgré tout isolé dans un contexte d'intégration économique qui est de plus en plus exigeant et où parfois on sent qu'il est utile de pouvoir s'appuyer sur d'autres pour faire valoir ses points de vue.

Ce n'est pas pour rien qu'à l'heure actuelle, en Amérique du Sud, en Amérique Centrale, on voit un foisonnement d'idées et de plans pour créer de nouveaux marchés communs, de nouveaux arrangements d'intégration économique et, dans la mesure du possible, on envisage de lier ces arrangements à ce qui est en train de se négocier en Amérique du Nord. Il y a une crainte de l'isolement, en Amérique latine, qui est très manifeste. On recherche le Mercosur, qui est un arrangement qui est entré en vigueur, il y a une couple d'années, entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Ça, c'est un arrangement, c'est une union douanière qu'on met en place graduellement pour s'assurer qu'on ne restera pas isolé et déjà, on pense à négocier avec le Mexique. On essaie de multiplier les liens. La grande crainte de l'Amérique latine, c'est d'être laissée pour compte, d'être laissée de côté.

C'est pour ça que c'est important, à mon sens – je le dis et je le redis. Il faut voir ces choses-là, il faut les voir venir, il faut les prendre en considération et il faut agir dès maintenant. L'union économique canadienne, c'est quelque chose qui demeure important, avec l'Accord de libre-échange, avec le GATT et avec tout le reste. C'est un ensemble, et si on est hors de l'union économique canadienne ce sera déjà plus difficile de fonctionner dans l'Accord de libre-échange, encore plus difficile de négocier et de faire valoir ses intérêts dans le contexte du GATT comme un État séparé.

**M. Maciocia:** Merci, M. Bernier.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean?

**M. Brassard:** Je reviens à la question. Est-ce que vous croyez, d'après vos connaissances, est-ce que vous croyez vraiment que le Québec quittant la Fédération canadienne, cette dernière est appelée à s'effriter et à se démembrer? En d'autres termes, est-ce que c'est le Québec qui est le ciment de la Fédération canadienne et qu'en partant, cette dernière se démantèle ou est-ce que vous croyez que même si le Québec accède à la souveraineté, donc quitte la Fédération canadienne, cette dernière comporte suffisamment de liens...

**Une voix:** De fibres.

**M. Brassard:** ...de fibres, que le tissu est assez résistant, assez fort pour qu'elle continue d'exister?

**M. Bernier:** Je pense que, dans un premier temps, on pourra imaginer que le Canada va continuer d'exister. Le problème est un problème qui est assez bien analysé par Tom Courchene, par exemple. Ça commence avec les Maritimes qui ont de plus en plus de difficulté et qui vont exiger de plus en plus des quelques provinces canadiennes qui sont en mesure de continuer à subventionner les Maritimes. Or, l'Ontario est dans une situation qui est de moins en moins facile, elle commence à penser à ses propres intérêts et à défendre ses propres intérêts dans un contexte économique où elle doit elle-même réajuster son économie. Est-ce que les provinces de l'Ouest, l'Alberta et la Colombie-Britannique voudront continuer à subventionner les Maritimes? Les Maritimes, évidemment, si on parle d'un système où il y a des frontières, des postes de contrôle douanier aux frontières du Québec, il y aura forcément une perte de marchés dans leur cas, marchés de services, tourisme et choses du genre, et de façon plus importante, marché de biens. Il y aura donc des conséquences. Ça ne veut pas dire que ça va se passer nécessairement. C'est un scénario qui va à la limite et la plupart des gens qui en parlent disent que ça pourrait se produire. Il y a des conditions à l'heure actuelle qui sont telles qu'on pourrait assister, éventuellement, à un démembrement du Canada, compte tenu des tensions aux deux extrémités en particulier. Et ça amènerait un redéploiement. Quel serait le système canadien avec un gouvernement de l'Ontario qui est pratiquement 50 % du poids économique du reste du Canada?

Quel serait le rôle du Sénat triple E? Alors, vous voyez toutes ces choses qui déjà deviennent problématiques. Il y aurait des tensions manifestes à l'intérieur du Canada. Mais ça ne veut pas dire, encore une fois, qu'objectivement la situation évoluerait nécessairement de cette façon-là. Je pense que, certainement, au tout début, il y aurait un effort considérable de consenti pour maintenir les liens. Il y aurait des choses qui seraient faites, mais tout dépend de l'évolution de la conjoncture, de quelle façon les choses se passeront. Si, un jour, l'Ontario était incapable de subvenir, avec la Colombie-Britannique et l'Alberta, aux besoins des autres provinces. S'il fallait décider, il n'est pas dit qu'il n'y aurait pas un démembrement graduel qui se ferait.

C'est aussi, quand on parle de cet institut de prévisions de Washington qui parlait d'un démembrement subséquent à l'indépendance qui se réaliserait autour de l'an deux mil quelque chose, c'est donc un décalage d'une dizaine d'années. Sous quelle base ils peuvent affirmer ça? Je pense qu'ils n'ont pas été plus loin que ce que moi je peux vous dire et ce n'est certainement pas quelque chose de scientifique en tant que tel. Mais ça demeure, je pense, dans l'ordre des possibilités. Cela pourrait se produire. C'est,

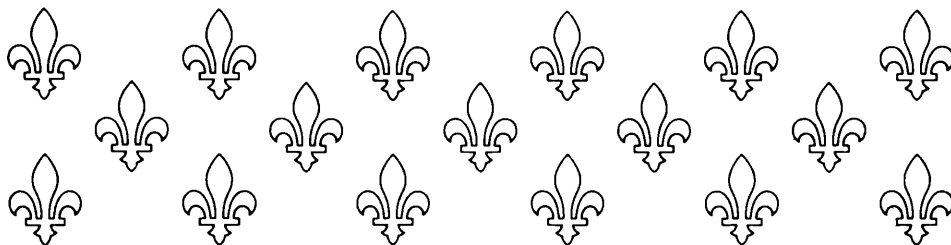
par contre, le coût le plus important qu'aurait à considérer le Canada dès le départ. La menace de son propre démembrement le forcerait donc à prendre des décisions pour éviter ça. Et parmi les décisions pour éviter le démembrement du Canada, il y aurait, entre autres choses, des arrangements avec le reste du Québec pour faire en sorte que les courants commerciaux actuels soient le moins perturbés.

**M. Brassard:** Perturbés.

**Le Président (M. Bélanger):** Eh bien, M. le professeur Bernier, nous voulons vous remercier chaleureusement de votre participation à nos travaux. Encore une fois, vous avez été à la hauteur de votre réputation, croyez-moi. Sur ce, la commission ajourne ses travaux au lundi 27 janvier 1992, à 14 heures, à la salle Louis-Hippolyte-LaFontaine. Donc, c'est lundi prochain que nous siégerons, le lundi 27. Merci.

(Fin de la séance à 18 h 12)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le lundi 27 janvier 1992 – No 21**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

#### **Audition d'experts**

M. Hjalte Rasmussen  
M. Christian, Georges Louit

CEAS-551

CEAS-567

Président: M. Guy Bélanger

Secrétaire: M. François Geoffrion

### **Intervenants**

M. Jacques Brassard  
M. Henri-François Gauthrin  
Mme Jocelyne Caron  
M. Maurice Richard  
M. Jacques Léonard  
M. Cosmo Maciocia  
Mme Pauline Marois  
M. Robert LeSage  
M. Gil Rémillard

Témoins interrogés: M. Hjalte Rasmussen, Institut européen d'administration publique de Maastricht  
M. Christian, Georges Louit, Université d'Aix-Marseille III

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec)  
G1R 5P3

tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le lundi 27 janvier 1992

(Quatorze heures dix minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** À l'ordre, s'il vous plaît! Si vous permettez, on va... Si vous permettez, M. le député de Verdun. O.K., O.K., ça va. S'il vous plaît! On va revenir à notre sujet d'aujourd'hui. Le sujet qui vous passionne est sûrement très intéressant, mais je pense qu'aujourd'hui nous avons un invité qui est encore plus intéressant, je vous en promets d'avance. Il s'agit de M. Rasmussen, qui est professeur de droit constitutionnel de la Communauté économique européenne à la faculté de droit de Copenhague Business School. Il est également professeur de droit européen au Collège d'Europe, à Bruges, et à l'Institut européen d'administration publique à Maastricht, mais là c'est sous toutes réserves, ma prononciation.

Alors, né à Copenhague en 1940, M. Rasmussen est marié et père de trois enfants. Il a obtenu son doctorat en droit en 1975 à l'Université d'Aarhus, je présume. De 1966 à 1971, il a été fonctionnaire au ministère danois de l'Éducation, où il fut responsable de la coopération avec les États scandinaves. En 1971, M. Rasmussen a commencé sa carrière universitaire. De 1986 à 1991, il a été aussi directeur de l'Institut de droit européen à Copenhague. Le professeur Rasmussen est l'auteur de six livres et d'une cinquantaine d'articles sur le droit de la CEE, sur la jurisprudence de la Cour de justice de la CEE, et sur le droit constitutionnel comparé. Il a récemment rédigé un article intitulé "The Court of Justice in the European Communities and the Process of Integration", qui constitue un chapitre du "Fédéralisme et cours suprêmes," un ouvrage collectif, publié chez Bruylant et les Presses de l'Université de Montréal, en 1991.

M. Rasmussen est conseiller du cabinet d'avocats Pontepidan, Philip et associés de Copenhague et membre du Conseil de la revue européenne de droit public. Vous excuserez mon accent; mon danois n'est pas tellement à point. M. Rasmussen, c'est avec grand plaisir qu'on vous reçoit aujourd'hui.

Je voudrais aussi, auparavant, faire une nuance. M. Rasmussen a eu l'invitation de se joindre à nous assez tardivement finalement, ce qui fait que les délais pour préparer son texte ont été très courts. Donc, son texte va nous arriver dans quelques semaines parce qu'il a fait le texte en anglais, mais il va nous arriver en français. C'est quand même un travail colossal pour un Danois de passer à l'anglais pour revenir au français, mais tout ça s'en vient. Aujourd'hui, il va travailler à partir des notes anglaises, mais il va nous faire l'exposé en français. Donc, on comprendra que ça peut être parfois difficile

pour M. Rasmussen.

Auparavant, avant de vous céder la parole, si vous permettez, des petits points de détails, ici. Les remplacements aujourd'hui: M. Bourassa est remplacé par M. Benoit (Orford), M. Chagnon (Saint-Louis) est remplacé par M. Philibert (Trois-Rivières). Et Mme Caron? Il n'y a pas d'autres remplacements? Ça va? Donc, M. Rasmussen, nous sommes tout à vous.

#### Audition d'experts

##### M. Hjalte Rasmussen

**M. Rasmussen (Hjalte):** Merci, M. le Président. Je dois dire aussi que, quoique j'aie promis de parler en français, ça posera des problèmes, comme vous avez déjà indiqué, d'avoir devant moi un texte en anglais. Je le souligne, ma langue maternelle, c'est quand même le danois. Je suis très bien pour prononcer dans ma langue maternelle; dans les autres, il y aura des difficultés au cours de cette présentation. J'ai compris que je peux, parfois, s'il y a un mot français qui ne me vient pas dans la tête, utiliser un mot anglais, avec votre permission.

Le sujet que je dois traiter est un peu vague - je l'ai compris - c'est d'essayer d'expliquer comment la Communauté européenne, du point de vue de la souveraineté des États membres qui en font partie, peut être caractérisée comme un animal terrible. La Communauté est, à beaucoup de points de vue, un animal terrible quand on la regarde avec les yeux des pays membres, de pays membres qui sont des nations qui existent, pour la plus grande partie, de très vieille date. Ce sont des États membres qui sont tous des nations jalouses de leur souveraineté. Ce sont des pays, des États membres qui ont quand même accepté de faire partie d'un processus de quelque chose; on l'appelle aujourd'hui un processus d'intégration. Il y a d'autres mots que j'utiliserai au cours de mon exposé. Le mot "intégration" n'a, dans le contexte de la Communauté, à mon avis, aucun sens précis. Le processus d'intégration est, par définition, exactement ce qui se passe dans la Communauté. On ne peut pas définir "intégration" par un autre moyen, une autre méthode que de dire: C'est ce qui se passe dans la Communauté européenne.

Je dois souligner aussi, dans ces observations introductives, que c'est un processus. Depuis le début, la Communauté s'est définie, dans le préambule du traité de Rome, comme un projet qui se dirigerait vers une union toujours plus proche entre les peuples européens.

Ceci dit, je dois aussi souligner que, au



début, la Communauté européenne n'était d'abord pas une communauté européenne. Il y avait plusieurs communautés européennes. Il y a encore plusieurs communautés européennes, mais on a pris la pratique de ne parler que d'une communauté politique; il y en a encore trois, mais on parle d'une communauté européenne.

Dès le début, la Communauté européenne était un système de droit international sui generis, mais c'était très international. C'était très peu fédéral; c'était très peu comparable à un système de droit politique national. Quand je dis "dès le début", je parle des années 1950. Quarante ans plus tard, aujourd'hui, la Communauté s'est transférée en quelque chose qui sera, j'ose le dire, avant la fin de ce siècle une fédération qui présentera beaucoup de caractéristiques, de ces caractéristiques qu'on rencontre, par exemple, dans la République fédérale d'Allemagne, aux États-Unis et, entre parenthèses, peut-être aussi au Canada.

Pendant quarante ans, le système s'est transformé constamment vers une union plus proche, une union qui ressemble maintenant à un système de droit et politique fédéral. C'est un système qui s'est présenté de plus en plus centraliste. De plus en plus, la Communauté s'est prévaluée de nouvelles compétences. Elle a eu la capacité de se prévaloir de nouvelles compétences à travers un article dans le traité même. Au milieu des années quatre-vingt, il y a eu une modification assez importante du traité de Rome, ce qui s'appelle l'acte unique. Vous savez tous que, l'an dernier, il y a eu, parallèlement, deux conférences intergouvernementales qui ont amené des propositions de modification assez profondes de la Communauté vers une union fédérale. Il y a eu la réunion à Maastricht entre les chefs de l'État qui ont finalement pris des décisions qui vont pousser la Communauté dans une deuxième ou troisième génération.

Je ne peux pas parler de ce qui se passera après les ratifications des traités de Maastricht. Je m'adresserai exclusivement sur ce qui s'est passé depuis la fin des années cinquante et maintenant. Je dois quand même dire que, jusqu'à présent, on peut parler de la première génération de la Communauté et, après Maastricht, ce sera probablement la deuxième génération. Les décisions politiques prises à Maastricht changeront fondamentalement la Communauté. Et beaucoup des points de vue que je vais vous présenter maintenant sont valables pour la période jusqu'à présent ne seront peut-être – mais je souligne peut-être – pas valables pour la période après Maastricht. Mais étant donné que je n'ai pas promis de faire du futurisme, mais de regarder l'histoire et le développement de la Communauté et la coexistence entre un système de plus en plus centraliste, de plus en plus ambitieux d'avoir des pouvoirs de réglementation, décrire ce système, comment il a pu vivre ensemble avec des États jaloux de leur souveraineté. Quels sont

les mécanismes, quelles sont les formules, les techniques, les méthodes qu'on a pu mettre à exécution ou en application ou, je ne sais pas, appliquer pour que pendant cette période et presque inéluctablement se développer d'un système de droit et politique internationale à un système qui ressemble tellement politiquement et juridiquement à un État, une nation, interne?

Le point de départ est donc... La Communauté représente beaucoup de choses qui devaient se heurter à ces jalousies nationales de souveraineté. Le deuxième point de départ c'est que, en effet, il y a eu une coexistence très paisible et avec beaucoup de succès entre ce système qui aurait pu provoquer des contestations permanentes mais ne l'ont pas fait.

Au cours de mon exposé vous rencontrerez, à plusieurs reprises, des observations qu'un développement envers une union toujours plus proche... un développement qui a eu lieu presque contre soi, un développement qui a été possible parce que la Communauté est très souple. Ce n'est pas un système de pouvoir central lourd. C'est un système de centralisation qui accepte continuellement, en application de diverses techniques, le fait qu'il y a coexistence entre systèmes incompatibles du point de départ.

C'est aussi un système qui m'intéresse que les élites. C'est une chose que je dois souligner. C'est très important. La Communauté ne concerne pas le citoyen et ne l'a jamais concerné. Si nous parlons et les politiciens de l'Europe parlent toujours, les 320 000 000 d'Européens qui se réunissent... Il n'y a pas 320 000 000 d'Européens qui se réunissent. Il y a une minorité, une élite qui compte moins de 2000, peut-être plus, 5000 ou 10 000 personnes qui s'occupent continuellement, journalièrement avec la Communauté. Le reste ne sait rien et paraît-il, parfois ne veut même rien savoir.

Pour illustrer très brièvement, au Danemark, depuis qu'on est membre quand même, pendant 18 ans les politiciens, les médias ont encore l'habitude de parler "down there in the Community", là-bas, dans la Communauté. Comme si la Communauté, ce n'était pas chez nous. Pour illustrer, ça ne les concerne pas, c'est ailleurs, ce sont les autres qui font des trucs, ce sont les Français qui sont méchants; ce sont les Anglais qui sont des Anglais, et les autres qui nous font la vie... mais au fond ça ne nous concerne que très peu. Je crois que c'est une des choses qui va changer après Maastricht mais, pour l'instant, c'est vrai de dire que c'est un système qui n'a intéressé que les élites et des élites d'un nombre assez restreint.

Un quatrième point, c'est d'une ignorance de la part de beaucoup de gens qui devraient savoir, et qui devraient s'intéresser mais qui ne s'intéressent pas. Je ne parle pas uniquement du citoyen de la rue mais aussi des gens qui sont membres, par exemple, du Parlement danois, qui démontrent parfois une ignorance frappante,

plutôt choquante en ce qui concerne la Communauté. La souplesse, les techniques qu'on a utilisées, d'abord, comme je l'ai dit, on a mis en place un système qui ne touche que les élites. Ce sont des ministres, ce sont les fonctionnaires des administrations centrales des États, ce sont quelques professeurs, ce sont parfois des membres, mais très peu, des organisations du marché du travail, des travailleurs, des employeurs, mais dans chaque organisation un type ou deux qui se sont impliqués dans le processus communautaire et totalement au Danemark. Par exemple, en matière du droit qui m'intéresse, nous avons chez nous, ça dépend ce qu'on veut appeler un expert, entre 5 et 10 experts en droit communautaire. Ce qui est très peu pour un pays qui dépend quand même énormément, par sa propre organisation, de l'État des développements communautaires. Les économistes chez moi ont pratiquement fini par s'intéresser à la Communauté. Il y a aujourd'hui un économiste, l'on peut dire qu'il est expert en matière d'économie européenne. Les politologues ont terminé de s'intéresser à la Communauté au milieu des années soixante-dix. Depuis, aucune université, chez nous, n'a enseigné les questions communautaires du point de vue de la science politique.

Donc, c'est un système qui intéresse les élites, et cela m'amène à un deuxième point: les élites, pour lesquelles les questions de langue sont plus facilement résolues. Elles ont un enseignement supérieur, elles sont plus mobiles, ces élites, qui parlaient couramment la langue danoise, c'est évident. Normalement, un Danois est assez habile en langue anglaise, et cette élite s'est adaptée à la réalité que la langue française est une langue, la lingua franca de la Communauté — un certain nombre d'entre eux s'y sont adaptés afin de pouvoir comprendre le français, et certains aussi pour le parler. Mais cette tour de Babel linguistique qui devrait, qui pourrait, qui aurait pu créer une résistance, une animosité de la part du citoyen, n'est jamais arrivée au niveau des 320 000 000 d'Européens. Un Danois peut vivre tout à fait tranquillement avec sa langue maternelle, être régularisé par les lois communautaires, mais il les rencontre toujours dans une version danoise. Une fois sa vie régularisée, il rencontre la loi communautaire dans une version nationale. Je trouve que c'est très astucieux de la part de ceux qui ont inventé la Communauté de s'assurer, dès le début, de ce qu'aucune loi, aucune règle communautaire ne touchera jamais la vie d'un citoyen, que dans la version linguistique nationale.

C'est un système qu'on a mis en place très astucieusement, à un prix de traduction énorme, mais un système qui fonctionne de la manière où toutes les lois communautaires, tous les arrêts, rien ne peut concerner la vie d'un Danois, d'un Français, d'un Portugais, sans que cela soit exprimé dans sa langue nationale. Donc, élites et manières techniques d'éviter les confrontations

sur les questions linguistiques. Une petite note pour la période après Maastricht: Maastricht fournira à la Communauté beaucoup plus de compétences qu'elle n'en a eues. Après Maastricht, il y aura aussi plusieurs possibilités d'exécution directe vis-à-vis du citoyen national, la mise en œuvre et l'exécution de lois communautaires par les instances communautaires. Et si un jour un "businessman", un Danois, rencontre le matin où il arrive à sa compagnie un Espagnol fonctionnaire de la commission qui veut entrer dans son établissement pour regarder les livres ou pour prendre une photocopie de lettres, un Espagnol qui parle l'espagnol, qui est peut-être fort en allemand et qui parle quelques mots en anglais, ce sera probablement un moment où le citoyen normal se rendra compte que c'est quelque chose qui le concerne. Mais, pour l'instant, on a complètement évité que le citoyen normal se rende compte que c'est une communauté avec neuf langues officielles, neuf langues qui sont sur tous les textes, qui sont traduits l'un dans l'autre, etc.

Les souplesses du système communautaire, les souplesses du système juridique de la Communauté, les souplesses se montrent à beaucoup d'égards. D'abord, si un État membre, dans une certaine situation, trouve des difficultés considérables à s'aligner à une politique désirée par les autres, il y a plusieurs moyens à travers lesquels la Communauté peut réaliser sa volonté politique en imitant un acte juridique où l'État qui trouve des problèmes, pour l'instant, peut "opt out", peut choisir un système d'exception. (14 h 30)

Les moyens existent maintenant après Maastricht, même au niveau constitutionnel. C'est unique dans la vie de la Communauté. Mais, maintenant, vous savez que le gouvernement anglais a éprouvé des problèmes considérables pour s'aligner sur la politique sociale de la Communauté et au vœu des autres de créer une union économique et monétaire et l'Angleterre a eu le droit, à Maastricht, "to opt out", pour l'instant, de ratifier les traités mais d'obtenir le droit de garder l'ancien système anglais vis-à-vis de la réglementation du marché du travail et vis-à-vis des questions de politique monétaire et de politique économique.

Pourquoi on a fait ça? On a accepté cet "opting out" pour éviter que toutes les négociations, à Maastricht, ne mènent à rien. Si les autres n'avaient pas accepté la volonté britannique de rester dehors, il n'y aurait pas eu de traité et, donc, cela aurait été une catastrophe, une crise communautaire qu'on a voulu éviter. Donc, on est prêt, dans les situations où il le faut. C'est difficile de dire quand il le faut, mais le système juridique et politique de la Communauté est prêt, quand il le faut, à trouver des solutions d'exception. Cette fois-ci, ce sont les Anglais qui ont le droit de choisir une position juridique à l'exception.

Dans la vie, dans le processus politique régulier de la Communauté, quand le Conseil des ministres, qui est le législateur communautaire, quand le législateur veut harmoniser les lois des États membres dans une certaine matière qui touche au marché intérieur, il y a une provision dans le texte, à l'article 100, qui permet à un État qui s'est trouvé en minorité dans un vote, de "opt out" et de s'assurer chez soi d'une réglementation plus conforme au voeu de l'électorat dans cet État.

On pourrait citer plusieurs autres exemples de cette souplesse. On voit la souplesse dans les écarts où la Commission européenne constate qu'un État qui est obligé de mettre en oeuvre une réglementation communautaire, quand la Commission constate qu'un État ou plusieurs États n'exécutent pas, ne mettent pas en oeuvre une loi communautaire, dans ce cas-là, le traité même prévoit qu'il n'y a pas obligation, pour la Commission, de poursuivre cet État. La Commission peut prendre une position politique si elle veut "prosecute" cet État... Pardon?

**Une voix:** Poursuivre.

**M. Rasmussen:** ...poursuivre cet État ou si elle ne le veut pas. Donc, elle a le choix. Dans une situation où la poursuite provoquerait des réticences, des hésitations, des problèmes, la Commission peut décider de ne pas poursuivre l'État. Donc, il y a une souplesse qui rend la vie journalière plus facile pour les États.

En ce qui concerne les arrêts de la Cour de justice - non pas comme un État fédéral, il n'y a pas de police communautaire, il n'y a pas de "civil guards" communautaires - un arrêt qui lie l'État qui a été condamné doit être exécuté par cet État. Mais si l'État n'exécute pas l'arrêt, la situation flotte un peu de nouveau, parce que le seul moyen dont dispose la Communauté pour mettre en ordre la situation, c'est que la Commission poursuive l'État pour non-exécution d'un arrêt de la Cour et, une fois de plus, la Commission a la possibilité de prendre une position politique plutôt que juridique. Donc, elle n'est pas obligée de poursuivre l'inexécution, de par les États, des obligations communautaires. Elle le fait régulièrement, mais il y a beaucoup de cas où elle ne le fait pas.

Le processus politique même s'est montré souple, dans le sens qu'il y avait très peu d'obligations inscrites dans le traité que la Communauté crée de nouvelles lois. Dès le début, et je crois que c'est important, les pères des traités ont compris que la Communauté devait coexister avec des nations souveraines et on a mis en place plusieurs techniques qui pourraient éviter des "clashes", des conflits trop aigus, des crises trop problématiques.

Le processus politique ne prévoyait, dès le début, que des prises d'adoption d'actes juridiques par vote majoritaire, que des cas exception-

nels. La règle générale des traités était qu'aucun acte juridique, de quelque importance politique que ce soit, soit adopté par vote majoritaire. La règle générale était l'unanimité.

Dans les matières où les traités prévoyaient des prises de position par le Conseil par vote majoritaire, il y a eu au milieu des années soixante une confrontation politique entre, d'un côté plutôt, la France et, de l'autre côté, les cinq autres membres de la Communauté où la France a insisté sur le droit d'une nation souveraine, elle n'acceptait pas d'être mise dans une position minoritaire. Comme je le disais, les traités prévoyaient exceptionnellement des votes à la majorité. La France a insisté pour que, s'il y avait un intérêt vital de la part d'un État, il n'y ait aucune question de vote.

Ici, le système s'est montré une fois de plus très souple. Les autres pays membres qui ont participé aux travaux du Conseil ont compris que si l'on insistait pour le droit de vote inscrit dans le traité, ça provoquerait des crises qu'il vaudrait mieux éviter et, pendant une période de presque 20 ans, on a dans la pratique évité tout accès aux votes à la majorité. De cette manière, aucune loi n'a été adoptée qu'au consensus de tous les pays concernés.

Dans son propos 3, je trouve que c'est d'une souplesse importante et, en deuxième lieu, cette technique, cette acceptation du fait de la coexistence de la souveraineté a mené à un autre effet que j'appellerai important. Le fait que les ministres ont accepté de ne pouvoir prendre position de décision de la Communauté les a amenés à travailler longuement et durement pour trouver des solutions juridiques acceptables. Et dans beaucoup de cas, dans la grande majorité des cas, cela a voulu dire que les lois communautaires ressemblaient aux lois nationales. On ne voyait pas ce qui aurait pu être possible si l'on avait adopté le système du droit de vote. On n'a pas expérimenté un système où les lois venaient de Bruxelles, rédigées par les fonctionnaires communautaires, et les principes tirés de l'air pur. Une fois les règles installées dans le système de droits nationaux, elles ressemblaient beaucoup à celles qu'on était accoutumé de connaître et cela a rendu plus facile une acceptation de la part des sujets du droit à vivre sous un système qui était, au fond, un système étranger.

Je ne peux pas arriver au terme de cet exposé sans toucher à la vie d'une des institutions qui, à mon avis, est problématique, et restée seule problématique, en ajoutant en même temps que pour l'instant cela n'a presque pas provoqué les crises qui auraient été ailleurs prévisibles et c'est la Cour de justice.

Dès le début, la Cour s'est installée à la fin de négociations dures entre les six pays qui ont créé la Communauté. La Cour a été installée comme une Cour dont le terme français serait appelé une Cour administrative. Loin de quelque

chose qu'on aurait pu appeler une Cour constitutionnelle, elle était administrative, elle aurait réglé des questions juridiques d'ordre technique.

Pour des raisons qui peuvent être difficiles à trouver toutes les traces, la Cour s'est transformée au cours des années, notamment les années soixante-dix, en une Cour qui occupe maintenant une position comparable à une Cour constitutionnelle.

Deuxièmement, la Cour s'est toujours montrée déterminée à renforcer la "survivabilité" du système communautaire et politique de la Communauté. Elle a toujours, quand elle avait le choix entre deux, trois ou quatre interprétations, elle a toujours choisi la solution procommunautaire, c'est-à-dire antisouveraineté. Elle a poussé son intégrationnisme jusqu'au point où, quand les citoyens ont demandé la sécurité juridique, la "certainté" juridique des situations de vie, la Cour quand elle devait choisir entre sécurité juridique et intégration européenne, la Cour a choisi intégration européenne. Donc, à la défense de l'intérêt national de souveraineté et même l'intérêt du citoyen de sécurité juridique.

La Cour s'est transformée de cette manière peu à peu. Mais la vitesse de changement de l'institution même a agrandi depuis le milieu des années 1970. Maintenant, la Cour est la seule qui édicte le droit dans la Communauté et les États membres ont à accepter ça. Elle a transformé le système juridique profondément en même temps en un système juridique qui est maintenant prêt à être transformé par les politiciens dans un système politique et juridique fédéral. La Cour a pu éviter beaucoup de confrontations avec les États membres pour des raisons, comme je dis, qui sont difficiles à tracer. Mais une des raisons primordiales a été que personne ne suivait de près les affaires de la Cour.

Cela peut étonner un observateur qui a suivi la Cour de proche, mais c'est un fait qu'on doit réaliser. C'est un fait que même les ministres, les membres des Parlements nationaux, ne suivent pas les affaires de la Cour. Je crois qu'on dit que ce sont les affaires de juges. Les juges sont toujours neutres. Il faut des arbitres neutres, etc., et, cachée derrière les attitudes de neutralité qui n'étaient en réalité pas une neutralité de fait, la Cour a eu le succès de se mettre au "top" du système politique et juridique de la Communauté.

La Cour s'est installée même de juges des actes du Parlement européen. La Cour juge les actes du Conseil. La cour juge les actes de la Commission et elle juge de près la compatibilité avec le système juridique communautaire de tout acte national de droit, que ce soient les lois, les constitutions et tout autre acte de droit.

(14 h 45)

Ici, je devais tirer une conclusion et m'approcher de la fin de cet exposé, je dirais que, de tous les aspects, de tous les côtés, la Communauté a été souple. J'ai déjà dit ça. Le

système politique et juridique est souple. En ce qui concerne la Cour, cette souplesse n'a pas existé. J'ai peur qu'un jour les gens se rendent compte à quel point la Cour réduit la souveraineté des États et, à ce moment-là, on pourrait avoir peur, une fois constaté que la situation est telle, que les États membres réagissent contre le système de gouvernement des juges dans les communautés européennes.

Dernière note. La souplesse a consisté, comme je viens de le dire, à ne pas, ou seulement en règle exceptionnelle, prendre des décisions au vote à la majorité. Depuis le milieu des années quatre-vingt, après l'Acte unique européen et surtout après la transformation, les changements de l'été, qui viendront de Maastricht, beaucoup de règles de droit d'importance primordiale pour les États et pour leurs citoyens ne seront plus prises à l'unanimité, mais à la majorité. Ce sont les choses qui font que maintenant le système est moins souple. Les États membres n'auront plus la possibilité d'insister sur leurs intérêts nationaux, au plan de la Législature communautaire, et on pourra risquer, dans les années quatre-vingt-dix qui viendront, qu'à côté d'une cour qui a réduit le sens de la souveraineté les États membres comprennent aussi que le changement au droit de vote à la majorité réduira davantage leur souveraineté à un point où on pourra peut-être voir des réticences grandir du côté des États. Je crois que je dois me limiter à ces observations et me mettre à votre disposition pour que vous puissiez poser des questions.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. le professeur Rasmussen. Le premier intervenant sera le député de Lac-Saint-Jean. M. le député.

**M. Brassard:** Je voudrais vous remercier aussi, M. Rasmussen, d'avoir accepté l'invitation de la commission de venir nous entretenir de la Communauté économique européenne.

Vous avez dit, dans votre exposé, que, pour les 355 000 000, 350 000 000 de citoyens des 12 États de la Communauté, cette dernière était une chose qui était presque une autre planète. Ils ne se sentent pas vraiment concernés, c'est très loin. Alors, vous comprendrez que, pour les citoyens du Québec, la Communauté c'est encore quelque chose de pas mal plus loin, plus éloigné et aussi plus complexe. Ça nous apparaît très compliqué et on a de la difficulté à s'y retrouver.

Il y a une chose, cependant, qu'on connaît très bien, nous au Québec, c'est le fédéralisme; on connaît bien ça. Ça fait 125 ans qu'on vit dans un régime fédéral. Là-dessus, on n'a pas grand-chose à nous montrer; on sait comment ça fonctionne, un système fédéral, on sait ce que c'est qu'un système fédéral. Vous l'avez indiqué tout à l'heure, c'est évident que, ce qui se passe

en Europe, c'est très largement utilisé par les fédéralistes, au Québec comme au Canada, comme un exemple de la transformation de l'Europe en fédération, en un État fédéral.

Quand on écoute M. Mulroney, on a même l'impression que la fédération européenne existe déjà, que les États-Unis d'Europe, c'est une chose déjà faite alors qu'il est évident, quant à nous, — je vous dirai que j'appartiens à une formation politique souverainiste qui prône la souveraineté du Québec. On n'a pas tout à fait la même vision de ce qui se passe en Europe, quoique très intéressés par ce se passe en Europe. Il me semble qu'il faut en revenir au concept de base. J'aimerais ça, avec vous, en revenir aux notions de base de ce qu'est une fédération, un État fédéral.

Une fédération, c'est d'abord régi par une constitution et non pas par un traité. Or, jusqu'à preuve du contraire, la Communauté est toujours régie par un traité et ce qu'on a négocié, parfois difficilement à Maastricht, c'est un traité, ce n'est pas une constitution. D'autre part, une autre notion fondamentale dans un régime fédéral, c'est que, dans une fédération, il y a un État central, avec un gouvernement central. Je vois dans la Communauté des instances intergouvernementales, que ce soit la Commission, le Conseil des ministres, le Conseil européen. Je vois des instances communautaires intergouvernementales, mais, à moins que je me trompe, je ne vois pas encore d'État fédéral, ni de gouvernement européen.

Troisièmement, dans une fédération, il y a un Parlement, un vrai Parlement qui a des pouvoirs législatifs et des pouvoirs de taxation, ce qui est notre cas à Ottawa — on en sait quelque chose, on pourrait vous en parler longuement. Tandis que, du côté de l'Europe, ce que je vois, on l'appelle un Parlement européen, mais c'est un peu pousser fort parce que c'est plutôt une assemblée délibérante avec très peu de pouvoirs ou, en tout cas, à peu près pas de pouvoirs législatifs et encore moins de pouvoirs de taxation.

Donc, par conséquent, je ne sais pas ce que vous envisagez de faire avec l'Europe communautaire; c'est votre affaire, c'est votre problème. Vous en ferez ce que vous voudrez; ce n'est pas à nous de fixer les orientations que vous voudrez bien en faire. Mais il me semble, en tout cas, qu'on est encore très loin de ce qu'est vraiment, si on revient aux notions de base, un régime fédéral, un État fédéral, on en est encore très loin. La meilleure preuve, c'est à Maastricht. On a approfondi la Communauté, à Maastricht. On s'en va vers la création d'une banque centrale et d'une monnaie unique, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle; j'en conviens, mais on a très peu touché aux institutions.

La banque centrale qui verra le jour va être très indépendante de tout pouvoir politique, elle va ressembler beaucoup à la banque allemande,

de la banque centrale allemande. Les instances communautaires qui vont voir à mettre en oeuvre ce qui a été décidé à Maastricht, ce sont les mêmes instances communautaires qui existent actuellement. On n'a pas convenu de créer un gouvernement central, pas plus qu'on a convenu de faire du Parlement de Strasbourg un vrai Parlement avec des pouvoirs législatifs et des pouvoirs de taxation. D'ailleurs, l'Angleterre a insisté beaucoup pour que même l'expression "vocation" fédérale soit exclue du traité négocié à Maastricht, peut-être parce que l'Angleterre est un des pays de l'Europe qui connaît le mieux ce qu'est un système fédéral. La Grande-Bretagne en a créé plusieurs dans le monde, dont le nôtre, en 1867; alors, ils savent ce que c'est, ils n'ont pas voulu peut-être que ça apparaisse dans le traité.

Ceci étant dit, M. Rasmussen, ma question est très simple, tout en vous disant que votre réponse sera interprétée par les partis autour de cette table puisqu'on n'a pas du tout la même vision ni les mêmes orientations politiques, on vous l'a sans doute dit avant, mais tout en vous signalant que, selon qu'on est fédéraliste ici, au Québec ou à Ottawa, ou souverainiste, on n'a d'aucune façon la même vision de l'évolution de la Communauté européenne. Les fédéralistes voient déjà naître les États-Unis d'Europe et ils s'en servent comme argument pour dire: Écoutez, pourquoi le Québec deviendrait-il souverain, l'Europe est en train de devenir, si ce n'est déjà fait, une fédération, un État fédéral, ce qu'on est déjà? Alors, ça nous dispense de faire des changements substantiels. Est-ce que, vraiment, d'après ce que vous connaissez du fonctionnement de la Communauté économique européenne et sur la base aussi des décisions qui ont été prises à Maastricht, est-ce que, vraiment, la Communauté européenne est en voie de se métamorphoser à court terme, à plus ou moins brève échéance, en un véritable État fédéral? Les États-Unis d'Europe, avec tout ce que ça implique. Quand il y a des députés français qui m'en parlent, je leur riposte toujours en disant: Écoutez, il faudra que vous sachiez ce que ça implique. Ça veut dire de ne plus compter sur votre siège au Conseil de sécurité. Votre droit de veto au Conseil de sécurité c'est fini. Vous allez fermer vos ambassades. Parce que la souveraineté internationale, dans une fédération, c'est détenu par le gouvernement central. C'est comme ça que ça fonctionne. Est-ce que, vraiment, l'Europe est en voie de devenir une fédération, un État fédéral ou est-ce que, plutôt, elle est tout simplement en train d'approfondir les dimensions communautaires, mais par la voie de la coopération intergouvernementale? Ce qui a été le cas depuis l'origine, la communauté.

**M. Rasmussen:** Vous avez posé vraiment plusieurs questions. D'abord, la Communauté est régie par un traité, par une constitution. Le

traité est appelé un traité, mais tel que je suis informé, c'est de plus en plus généralement accepté que le traité est devenu une constitution, et il y a même un arrêt de la Cour de justice qui constate que c'est une constitution. Dans la littérature, la nomination change, on parle maintenant d'une façon de plus en plus répandue de la Constitution européenne qui est justement le traité. La Cour s'est transformée de Cour administrative en Cour constitutionnelle. On peut le regretter, on peut l'applaudir. Les juges sont fiers. Il y en a comme moi qui... sans doute que c'était une bonne voie, mais la voie est déjà tracée, et la Cour fonctionne aujourd'hui principalement comme une Cour constitutionnelle à laquelle on soumet des conflits de souveraineté entre les États et la Communauté, des conflits de compétences ou de souveraineté... les problèmes politiques interinstitutionnels dans la Communauté. Est-ce que c'est le Conseil qui a le pouvoir, la Commission qui a le pouvoir? Est-ce que c'est le Parlement qui a le pouvoir? C'est la Cour qui décide. Est-ce qu'une loi votée par le Parlement est conforme à la Constitution ou non? C'est la Cour qui décide. Est-ce que le Conseil acte en conformité? C'est la Cour qui décide. Et tous les principes que la Cour a adoptés ont été tirés des systèmes fédéraux: primauté du droit communautaire, effets directs du droit communautaire, primauté du droit communautaire même vis-à-vis des constitutions nationales, etc.

Vous avez dit: La Communauté n'a pas un vrai Parlement, un Parlement qui a le pouvoir de taxation. C'est vrai. Sur un point, la Communauté est encore un embryon. Elle n'a pas le droit de se pourvoir des sources financières dont elle pense qu'elle a besoin. Là, elle est soumise aux accords que peuvent conclure les États. Mais le Parlement européen s'est transformé aussi considérablement, de fait, depuis l'Acte unique européen et là maintenant depuis cinq ans, le droit de "covote" a pas mal de choses... et Maastricht élargit les pouvoirs, l'action politique et juridique du Parlement considérablement. (15 heures)

C'est vrai qu'à Maastricht on a discuté justement des deux mots "vocation fédérale", mais il ne faut pas oublier que c'était seulement deux pays qui sentaient des réticences. C'était justement le Danemark et l'Angleterre. Les autres étaient d'accord pour que ces mots soient inclus. Quant à moi, je ne trouve pas que c'est tellement important parce que, dès le début, ça a été inscrit qu'on devait développer une union toujours plus proche. Cette union s'est développée, comme je l'ai expliqué, pendant les derniers 40 à 50 ans.

Je vous suis tout à fait, quand vous dites qu'il n'y a pas un État à Bruxelles, ou au Luxembourg ou à Strasbourg. C'est vrai, il n'y a pas un État. La deuxième question, c'est: Qu'est-ce que c'est un État aujourd'hui? Qu'est-ce que

c'est, par exemple, que l'État danois? L'État danois existe depuis mille ans. Mais depuis les derniers 10 à 20 ans, c'est un État en transformation fondamentale. L'interdépendance internationale, le fait que la nation danoise s'est soumise aux réglementations communautaires, etc., changent la nature de l'État danois. Nous concevons vaguement chez moi ces transformations. C'est toujours difficile de dire à un certain moment de l'histoire, maintenant, on est un État et, demain, on ne l'est pas. Il y a des développements qui se passent, mais nous sentons tellement le problème de la transformation de la nature de notre société que les premières propositions de convocation d'une "constitutional convention", convention constitutionnelle, pour réécrire la Constitution danoise ont déjà été entendues.

Donc, si on veut entrer dans la discussion qu'est-ce que c'est qu'un État? Ça devient compliqué. Je ne veux pas dire dans le sens traditionnel du mot qu'il existe à Bruxelles un nouvel État mais quelque chose qui rassemble, qui a beaucoup de pouvoirs. "It looks like acting as a State". Depuis les dernières années, ces choses ont changé beaucoup aussi. Donc, je dirais, c'est un système, si on veut évaluer le système juridique, qui ressemble à un système juridique fédéral à un point tel que j'ai des difficultés à trouver la différence. Politiquement, il y a de plus en plus de centralisation du pouvoir de décision politique et, à Maastricht, ce sera encore plus évident. Là, où la Communauté, comme je dis, manque de caractère d'État souverain, c'est qu'elle n'a pas le droit de se pourvoir des ressources financières dont elle pense avoir besoin, mais c'est le seul point où j'ai encore des doutes pour dire que c'est une fédération qui est en train de murer.

**M. Brassard:** Vous avez peut-être raison. En tout cas, on va être d'accord sur un point: c'est que la Communauté européenne, disons, est une institution tout à fait unique. À mon sens, ce n'est pas une fédération, ce n'est pas un État fédéral, mais c'est probablement plus qu'une confédération. Donc, ça lui donne, je dirais, une réalité qu'on peut qualifier d'unique dans le monde actuellement.

Mais je reviens toujours à ce qu'est une fédération parce que, je vous disais, on sait ce que c'est; on connaît ça, on vit dans une depuis 125 ans. Est-ce que les Européens, les citoyens des 12 États actuels et peut-être des autres qui vont s'ajouter... Parce qu'il y a tout le problème de l'élargissement de la Communauté. Il y en a beaucoup d'autres États qui cognent à la porte pour devenir membres. Ça va peut-être compliquer les choses aussi. Si vous dites que l'Europe chemine vers un système fédéral, j'ai l'impression - je ne sais pas si je me trompe - qu'en passant de 12 à 15 ou 16 membres, parce qu'il y en a au moins 3 ou 4 qui sont admissibles, ça

risque de changer la dynamique pas mal et l'évolution.

Est-ce que vraiment les citoyens des 12 États... Vous disiez: Il y a de la résistance du côté de votre propre pays et du côté de l'Angleterre, mais est-ce que vraiment les citoyens sont favorables ou seraient d'accord pour vivre dans une Europe qui ressemblerait, si elle devenait un État fédéral, par exemple, à l'Allemagne? Il y a, parmi les 12, un pays qui en est une fédération, l'Allemagne. L'Allemagne est une fédération avec des Länder et un État central, une constitution, un partage des pouvoirs et des institutions parlementaires pour les Länder, une institution parlementaire... Bon. Ça, c'est une fédération. Ça, je reconnais, là, que c'est une fédération. Est-ce que les Européens, les citoyens des 12 pays membres de la Communauté, quand ils pensent à la transformation de l'Europe communautaire en une fédération, est-ce que ça veut dire qu'ils sont d'accord pour que l'Europe devienne ce qu'est l'Allemagne qui, elle, est une fédération? Donc que le Danemark, la France, l'Italie, l'Espagne, tous les pays membres de la Communauté, se retrouvent avec un statut semblable – je ne dirais pas identique – mais semblable au statut d'un "lander" allemand. Est-ce qu'ils sont prêts à faire ce saut-là, cette transformation-là?

**M. Rasmussen:** Je reviens à dire que le citoyen ordinaire – qui est le mot juste – les 317 000 000 ou 318 000 000, ils sont totalement ignorants de la vie communautaire et, donc, je ne peux pas dire que le citoyen danois serait content ou mécontent d'entrer dans une union fédérale européenne. Il suit cette leçon que l'on a pu tirer des 18 ans que nous sommes là-dedans. Il suit ses leaders politiques et, là, on revient au niveau des élites, et les élites ne s'en doutent pas. Ils sont certains que la fédéralisation, toujours plus poussée de leur Communauté, est une bonne chose.

Vous avez dit tout à l'heure qu'il n'y a pas un vrai Parlement, et que les vrais Parlements sont, par conséquent, les Parlements des pays membres. C'est mon impression que les membres du Parlement danois ont déjà abdiqué, à beaucoup d'égards, leurs pouvoirs de Parlement national. À l'occasion d'une grande émission de télé au Danemark – il y avait une quarantaine de personnes de la vie politique et des universités qui s'étaient rassemblées – et avant qu'on se mette devant le petit... dans la salle des émissions, il y avait une discussion qui courait. Il y avait un membre danois du Parlement européen qui s'approchait pour dire: Mais, halte, la Cour jugée sévèrement... une bête terrible. Oui, j'ai dit: Là, tu es venu, l'homme juste, mais à quel arrêt est-ce que tu penses? Il a dit: Cassis de Dijon. Mais c'était vieux de 12 ans. Je lui ai demandé: Est-ce que tu n'as rien, pas d'arrêt auquel tu penses, qui serait plus récent que ça?

Parce que je pourrais citer une cinquantaine d'arrêts abominables. Il a dit: Non, mais les piles de papier, c'est déjà assez grand. Mais, je te dis, il dit: Les membres du Parlement danois ne savent pas non plus ce que fait la Cour. À côté de moi, étaient des "Shadow Ministers for Foreign Affairs"... Je lui ai demandé: Est-ce que vous suivez les affaires européennes? Ah non! dit-il, je ne suis pas membre de la commission qui s'occupe de ça. Mais il faut demander... Notre rôle, essentiellement... ...c'est le seul Démocrate qui est président de cette Commission-là. Il est là et il fait appel à lui. Donc, il vient. Je lui pose encore la question: Est-ce que tu suis les affaires de la Cour qui est vraiment l'institution qui a réduit l'envergure de la souveraineté dans l'Ouest? "Non" dit-il "les piles de papiers déjà sont suffisamment grandes. Et c'est une application incroyable. Ils n'exécutent plus, ils n'appliquent plus leurs droits à prendre en main les affaires danoises.

Les parlementaires à Strasbourg n'ont pas encore les plans pour avoir un Parlement, mais j'ose faire la prévision qu'avant 2010, il y aura un Parlement à Strasbourg qui aura tous les traits d'un Parlement, "of a House of Representatives" et, en même temps, le Conseil des ministres sera transformé en Sénat européen où les membres du Sénat seront choisis par les États membres. Les sénateurs seront des ministres des pays membres qui siégeront dans le Sénat pour sauvegarder les intérêts des régions. L'Europe est en train de se régionaliser à un point surprenant.

**M. Brassard:** Une dernière question, M. Rasmussen. Je vous écoute puis vous êtes en train de nous dire que la caractéristique fondamentale de la classe politique des divers pays d'Europe de même que les citoyens, c'est l'ignorance à l'égard de la Communauté et de son fonctionnement. Et vous nous contez des anecdotes à ce sujet-là et je me demandais – vous me permettez de faire un peu d'humour – en vous écoutant, s'il fallait que cette ignorance disparaisse et cède la place à une connaissance approfondie du système communautaire, est-ce qu'on se retrouverait en face d'une adhésion sans réserve à l'égard de la Communauté? Peut-être que ça changerait. Et vous dites que, pour la classe politique, la classe politique en Europe, c'est devenu presque un dogme. Que le fédéralisme, c'est une bonne chose. Ce n'est pas remis en question d'aucune façon, c'est une espèce de dogme.

Peut-être qu'on pourrait établir des échanges. On vous ferait venir. On ferait venir la classe politique européenne pendant quelques mois vivre ce que c'est vraiment un régime fédéral. Peut-être qu'ils mettraient un peu en doute leur dogme? Mais, malgré tout, je regarde – puis c'est ça ma dernière question – ce qui s'est passé à Maastricht et je me dis: Alors que

dans leur discours, dans le discours officiel, la classe politique d'à peu près tous les pays d'Europe chante les louanges, les bienfaits de l'idée fédérale ou du système fédéral. Ça fait partie du discours officiel. Mais, pourtant, quand vient le temps de discuter, c'est quand même assez étonnant que ce n'est pas si évident que ça. Je regarde à Maastricht, en matière de politique étrangère, en matière de sécurité et de défense, on est encore loin de la notion de fédéralisme. On en est resté à l'unanimité, puis il n'y avait pas beaucoup de partisans du vote qualifié pour ce qui est de ces matières-là, ce qui fait qu'on est encore loin de l'armée européenne. On est encore loin de la politique de défense commune puis on est encore loin de la politique étrangère européenne, uniquement d'après ce qui s'est passé à Maastricht.

(15 h 15)

Alors, j'ai l'impression qu'il y a le discours officiel où là on se doit de faire ses courbettes devant le dogme, devant le dogme. Il y a juste la Grande-Bretagne qui a refusé de participer à la cérémonie. Et puis quand ils sont autour d'une table, c'est un peu différent. Alors, je ne sais pas si j'ai raison dans mon évaluation, mais il me semble qu'à partir de cette réalité-là ce n'est pas évident qu'on va évoluer rapidement vers les États-Unis d'Europe. En tout cas, c'est une question d'opinion.

**M. Rasmussen:** Quand j'ai préparé cet exposé, il a fallu, évidemment, que je décide quoi dire. Je ne pouvais pas présenter les points de vue de 10 ou 20 différentes personnes. J'ai choisi de présenter la conception du développement européen tel que je le conçois. Je suis observateur depuis 20 ans. J'ai suivi la vie politique, constitutionnelle et juridique d'assez près pendant 20 ans. Vous avez, d'un autre côté, tout à fait raison de dire que, du point de vue de la politique de sécurité, de la politique de défense, c'est loin des États-Unis d'Amérique - du Canada, peut-être; je le connais un peu moins.

Mais, si l'on compare la situation après Maastricht avec la situation il y a cinq ans, c'est un développement formidable qui a eu lieu. Il y a des techniques qui s'opèrent avec l'Acte unique. On a inscrit quelques nouvelles politiques sous le régime communautaire, mais on s'est dit: Si on inscrit de nouvelles politiques, il faudra qu'on décide à l'unanimité. Maintenant, toutes les politiques qu'on définissait comme politiques à l'unanimité, il y a cinq ans, ont été transformées en politique de vote à la majorité. C'est déjà prévu qu'il y aura une révision des traités dans cinq ans. Les matières, les politiques qu'on a incluses dans la Constitution, à Maastricht, politiques de défense, de sécurité, union monétaire et économique, etc., j'ose "to bet" que, dans cinq ans, ce ne seront plus des matières de vote à l'unanimité, ce sera, une fois de plus, des votes à la majorité.

**M. Brassard:** On verra.

**M. Rasmussen:** Vous avez aussi évoqué la possibilité que d'autres États entreraient dans la Communauté, une affaire entre 15, 16 ou 17 membres. Ce sera, en effet, différent de celle des 12, mais vous avez certainement noté aussi que, chaque fois que la Communauté s'est élargie, elle s'est développée en profondeur. C'est un principe inscrit dans la culture politique. L'élargissement est suivi immédiatement d'un approfondissement des politiques et du processus des prises de décision. Je peux me tromper.

Vous avez aussi évoqué: mais tous ces gens qui sont ignorants aujourd'hui, qu'est-ce qu'ils feront le jour où ils se rendront compte de ce à quoi ils ont assisté et pourquoi ils ont voté oui? Est-ce qu'il y aura une explosion de réticence, de doute, de "withdrawal", de "secession", de demande de sécession? Je ne le sais pas. C'est du futurisme. Pour l'instant, c'est sûr que ces gens-là ont accepté le fait communautaire. Ils ont accepté que ça change, et ça change profondément et ça change vite.

Au début de mon exposé, j'ai dit que c'est un développement qu'on peut caractériser comme ayant lieu contre soi. On s'étonne chaque fois que quelque chose se passe. Ça approfondit, ça élargit et ça fait ça continuellement. Je n'ai pas la fantaisie pour m'imaginer la réalité communautaire, le jour où il n'y aura que des écus. On parle déjà de Western European Union comme la filiale militaire de la Communauté. Certains pays n'ont pas voulu accéder à cela maintenant, y compris le Danemark, mais, un mois après Maastricht, il y a déjà des discussions dans mon pays à savoir si les autres s'engagent dans la Western European Union, pourquoi pas nous?

J'ai essayé de vous expliquer, tel que je le vois, la situation communautaire et le développement presque contre soi et, un jour, il peut y avoir explosion quand les gens vont se rendre compte de ce qui s'est passé, mais pour l'instant il n'y a rien qui m'indique que ce sera le cas dans un futur prévisible.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. M. Rasmussen, d'abord, je voudrais vous remercier d'être venu ici et de nous faire participer à vos connaissances sur la Communauté. D'emblée, je dois dire que j'appartiens à une formation politique dont le premier choix en matière constitutionnelle reste la réforme du fédéralisme canadien et c'est avec énormément d'intérêt que nous regardons germer en Europe cette vision fédérale, ce nouveau fédéralisme.

Je voudrais profiter du plaisir que vous soyez ici pour essayer avec vous d'aborder quatre grandes questions qui ne sont pas claires, du moins dans mon esprit. Première question,



c'est le principe de subsidiarité, qui a été énoncé par M. Delors et qui va permettre aux instances communautaires d'intervenir lorsqu'elles sont les mieux appropriées pour pouvoir agir et que l'État n'est pas apte à remplir l'objectif.

Je voudrais que vous essayiez de m'expliquer un peu l'application de ce principe de subsidiarité qui a été inscrit dans Maastricht, surtout à la lumière de ce que vous avez dit jusqu'à maintenant, c'est-à-dire que la Cour de justice qui aurait à trancher en cas de divergence a toujours eu une position procommunautaire. Donc, comment voyez-vous l'évolution de ce principe de subsidiarité dans les années qui vont venir, particulièrement à la lumière des décisions de la Cour de justice dans le passé?

**M. Rasmussen:** Eh bien, le principe de la subsidiarité a été inventé "to bridge", pour créer un pont entre des positions incompatibles. Il y avait des pays membres qui voulaient pousser vers cette union de vocation fédérale et il y avait d'autres pays qui disaient: Pas si vite que ça! Comme compromis, on a inventé le principe de la subsidiarité qui est, justement, ce que vous dites: "Action only if and insofar as the objectives of the proposed action cannot be sufficiently achieved by the members States and can therefore, by reasons of the scale and effects of proposed action, be better achieved by the Community", le nouvel article 3c.

Il y a eu au cours de cette conférence intergouvernementale beaucoup de discussions entre les délégations. Comment doit-on inscrire ce principe dans le traité? Comme une clause générale ou bien comme une clause générale plus des réitations dans certains articles où on a trouvé que ce serait surtout important d'appliquer le principe? Mais, chaque fois qu'on a discuté de ça, on en est arrivé à la constatation qu'en cas de désaccord – est-ce que le principe indique une action communautaire ou quelque chose d'autre? – ce n'est pas aux politiciens de prendre cette décision-là. Ce sera, éventuellement, la Cour de justice qui prendra la décision, si une loi communautaire respecte le principe de la subsidiarité ou si elle ne le fait pas. De toute façon, d'une manière sous-entendue, on s'est mis d'accord pour dire: La Cour n'annulera jamais une loi fédérale pour être contraire au principe de la subsidiarité. La réputation de la Cour de prendre toujours la position procommunautaire, comme je l'ai expliqué, ne changera pas cette fois-ci et je ne peux vraiment pas m'imaginer qu'elle irait annuler une loi pour être contraire, c'est-à-dire que le principe va rester un principe vide de réalité juridique, probablement aussi, vide de réalité politique. Si la Commission propose, si le Parlement accepte, si le Conseil vote, tous les États membres qui ne sont pas satisfaits peuvent protester, ils n'auront jamais une chance d'avoir du succès auprès des juges.

**M. Gautrin:** Je vous remercie. Je voudrais maintenant rentrer sur la dimension du Parlement européen, et j'ai été très intéressé par l'extension du principe de codécision, c'est-à-dire que le pouvoir législatif n'est plus simplement au Conseil des ministres, mais maintenant au Parlement européen, avec un mécanisme en cas de divergence entre les deux groupes, une obligation de conciliation. Peut-être que vous pourriez, pour le bénéfice de la commission, ici, expliquer comment fonctionne, dans quel champ s'applique le principe de codécision du Parlement européen, et comment va s'appliquer, disons, pratiquement, ce mécanisme de codécision.

**M. Rasmussen:** Tel que la coopération s'opère aujourd'hui, c'est extrêmement compliqué du point de vue technique, et je n'aimerais pas entrer dans les détails juridiques, mais les statistiques que l'on voit, les observations dans les milieux concernés à Bruxelles et à Strasbourg, "the bottom line" de ces dernières cinq années, qu'on a expérimenté la codécision, le Parlement s'est montré beaucoup plus mûr que l'on ne s'attendait. Au début, on se disait: Le Parlement n'arrivera jamais à trouver les majorités qualifiées pour changer les positions de la majorité au Conseil. Au contraire, le Parlement a été très habile à rassembler le nombre de parlementaires nécessaires pour arriver à la majorité qualifiée.

Il paraît aussi qu'ils ont été assez habiles et assez sérieux comme partenaires pour qu'ils aient pu imposer leur volonté politique au processus législatif de la Communauté. On dit que c'est environ 35 % à 40 % des propositions de changements du Parlement qui ont été adoptés, finalement, par la Commission, et mis devant le Conseil comme "amendment", comme modification des propositions du début. On doit se méfier d'un simple chiffre de 35 % ou 40 %, parce que si ce sont les propositions qui ne comptent pas politiquement, c'est autre chose que si le Parlement arrive à changer les voies vraiment importantes.

Là, la situation est moins évidente. Mais, après cinq ans, c'est mon impression que les membres du Parlement européen, ont, avec un certain succès, imposé leur volonté politique, et c'était pour cela, je crois, que la grande majorité des États membres était très réticente à élargir le champ d'opération du processus de coopération. Mais les Allemands, paraît-il, ont insisté et ont payé beaucoup de crédit politique pour avoir leur volonté dans ces matières-là, et j'ai été, personnellement, extrêmement étonné de voir ce qu'on a adopté à Maastricht. Je vois ça comme signe, comme indication du changement radical qui est en train de s'opérer, et c'est une des raisons pourquoi je propose cette idée qu'avant l'an 2010 le système sera radicalement transformé.

**M. Gautrin:** Est-ce qu'on peut dire que parce qu'en même temps qu'on approfondit, disons, la Communauté, on a tendance à donner plus de pouvoirs au Parlement européen?

**M. Rasmussen:** C'est presque un principe.

**M. Gautrin:** Je voudrais rentrer sur une autre question. Vous avez parlé de la souplesse de la Communauté. Pourtant, dans ce qui a été passé à Maastricht, il y a, en matière de discipline budgétaire, une obligation pour les États membres, sous peine de sanction par le Conseil des ministres, de limiter son déficit à 3 % du produit intérieur brut, et de limiter sa dette à 60 % du produit intérieur brut. Est-ce que ceci n'est pas un élément assez contraignant, en termes de politique et de stratégie budgétaire pour les États membres, par la communauté, ce qui limite, en quelque sorte, la flexibilité des États membres en matière économique?

**M. Rasmussen:** S'il y avait, effectivement, après une période de transition de cinq ou six ans, ou sept ans, une union économique et monétaire, la communauté, la coexistence de souveraineté, celle de la Communauté et celle des États membres, sera modifiée tellement radicalement que, même ça sera possible. C'est vrai, ce seront des réductions de souveraineté très sensibles, très nettes, mais, une fois de plus, les États membres acceptent ça, un développement presque contre soi.  
(15 h 30)

**M. Gautrin:** Je vous remercie. J'ai une dernière question. Moi, je partage votre point de vue. De fait, on commence déjà à parler de politique étrangère commune pour les États membres de la Communauté. Le fait qu'on envisage une politique de défense commune pour les membres de la Communauté, qu'on aille même jusqu'à commencer à parler de citoyenneté de la Communauté, j'ai l'impression qu'il y a un énorme changement qui est en train de se faire en Europe. Quelles sont les prévisions, quelles sont les étapes, pour le futur, que vous voyez dans cette direction? Je vous demande de faire de la futurologie et c'est un peu difficile.

**M. Rasmussen:** Oui. Je crois que la révision des traités qui aura lieu en 1996 inclura finalement toutes les politiques sous le régime communautaire. Ceux qui ont été inclus maintenant se transformeront de décisions à l'unanimité en décisions à vote majoritaire. Ceux qui seront inclus en 1996, ce sera probablement le vote à l'unanimité, mais le changement qui aura lieu, quand on va incorporer tous les États de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale, une fois de plus, le processus d'élargissement sera accompagné d'un processus d'approfondissement, et ce sera probablement la dernière fois que l'on acceptera comme principe la décision à l'una-

nimité. Je vois ça comme une logique presque irrésistible.

**M. Gautrin:** Je reviens, et ce sera ma dernière question, sur la question de la citoyenneté de l'union. Au début, vous avez dit: Ça ne touche pas vraiment les citoyens, enfin les citoyens ordinaires. Lorsqu'on va arriver à demander aux Européens de devenir des citoyens européens, là, directement, ils vont être concernés.

**M. Rasmussen:** C'est vrai, mais les citoyens ne sont pas très mobiles. C'est vrai que j'ai un passeport européen, mais qui ne signifie que la couleur; c'est un symbole qui ne veut rien dire. J'ai le droit de me déplacer pour prendre un travail ailleurs dans la Communauté; mais si l'on regarde les statistiques, les gens ne le font pas. Les Danois restent chez eux, les Néerlandais chez eux. Là où il y a des frontières, il y a des gens, des "pendlers" d'un État à l'autre, mais mobilité du Danemark en France, de la France chez moi, non. Les citoyens, c'est vraiment l'énigme pour moi. Comment est-ce qu'on peut avoir des systèmes politiques où les citoyens acceptent tacitement d'être amenés à changer fondamentalement leur propre vie constitutionnelle, vie politique, vie juridique, sans jamais faire un effort pour comprendre ce qui se passe? C'est l'énigme à laquelle je ne peux pas vous donner une explication.

**M. Gautrin:** Mais l'Union allemande du XIXe siècle, c'est parti à partir des petits États allemands...

**M. Rasmussen:** Oui.

**M. Gautrin:** ...la Constitution de la France, au XVIIe siècle, à partir des provinces. C'est le mouvement qui est en train de se faire.

**M. Rasmussen:** Oui.

**M. Gautrin:** Je vous remercie réellement beaucoup pour ce que vous nous avez apporté comme information. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** Merci, M. le Président. Alors, moi aussi, M. Rasmussen, je dois vous remercier pour votre présentation. Vous êtes revenu, à plusieurs reprises, sur cette souplesse. Cette souplesse nous apparaît évidemment inévitablement puisque la Communauté européenne regroupe des nations souveraines, vous l'avez dit, et vous avez même ajouté et commencé votre exposé en disant: Des nations jalouses de leur souveraineté. Donc, on évite et il n'y a pas d'obligation à poursuivre un État qui ne se

conforme pas. Et on l'évite, évidemment, pour maintenir cette souplesse, pour, politiquement, maintenir la théorie importante de cette Communauté européenne, mais aussi, m'apparaît-il suite à votre exposé, pour maintenir la population dans l'ignorance. S'il y avait des poursuites lorsqu'il n'y a pas obligation, c'est évident que cette ignorance serait moins maintenue, autant parmi les élites que par la population.

J'ai essayé de regarder, dans les jours derniers, d'un peu plus près la partie protection du consommateur puisque c'est mon dossier, au niveau de ma formation politique, et j'ai regardé de plus près la directive de juillet 1985 sur l'harmonisation des règles relatives à la responsabilité des producteurs. Je me suis aperçue que, si, au niveau théorique, la directive de 1985 avait émis de beaux principes quant à l'harmonisation, lorsqu'on regardait dans les faits, à la suite de la convocation qui avait eu lieu au Portugal en 1990 pour la première Conférence internationale sur la responsabilité des produits, on s'est aperçu qu'il y avait plus de cinq ans de mise en vigueur de cette directive européenne et qu'elle était très peu appliquée. Cinq pays, en janvier 1991, n'avaient toujours pas appliqué la directive - 5 sur 12 - et que c'était extrêmement limité.

Lorsqu'on a examiné concrètement les jugements qui avaient été rendus, on s'est aperçu que, finalement, au niveau des concepts fondamentaux, les États, qui sont des États souverains, étaient amenés, finalement, à se prononcer sur, par exemple, la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre. Ça, ça variait d'un État à l'autre puisque ce sont des États souverains qui ont des idées tout à fait différentes quant à cette légitimité. Lorsqu'on essayait de déterminer "d'usage raisonnablement attendu", on n'avait pas du tout la même interprétation au Danemark qu'en France, par exemple.

Lorsque j'ai regardé votre document sur les États membres et l'inexécution des obligations communautaires, en page 49 par exemple, je cite: "En ce qui concerne les essais de camouflage, d'infractions volontaires, on note aussi que l'ingéniosité inventive des États membres semble être presque inépuisable. Les méthodes ou techniques de camouflage ne cessent, paraît-il d'ailleurs, de s'affiner."

Donc, est-ce que cet esprit d'ouverture, qui est maintenu finalement dans les États, n'est justement pas relié au fait que, puisque ce sont des nations souveraines, elles ont toujours concrètement les moyens de passer juste à côté des directives d'utiliser des techniques ou des méthodes de camouflage pour, finalement, ne pas se conformer aux directives qui sont votées par la Communauté européenne?

**M. Rasmussen:** C'est vrai, vous avez cité très justement. L'aspect que vous avez souligné est contredit par d'autres observations. Ça reste

vrai, ça reste correct. D'autres observations souligneront que ça prend un certain temps où les États s'arrangent de la manière; d'abord, sur 12, c'est peut-être seulement 5 qui ne suivent pas la règle commune au début. Quand la Commission trouve que la situation est propice, elle poursuit un de ces 5. Ou bien, il y a un citoyen, un contribuable dans un des États membres, qui trouve sa situation gênée, détruite par la non-observation de cet État de la règle commune. Ce citoyen-là s'adresse aux tribunaux de cet État ou d'un autre État et demande au juge d'avoir ce droit que lui donne la directive que l'État en question lui nie. Les tribunaux nationaux peuvent, dans cette situation, s'adresser à la Cour de justice et ils le font de plus en plus régulièrement depuis les 20 dernières années. La Cour intervient à travers cette méthode des questions préliminaires, préjudicielles, et rend son arrêt. Donc, si, au début, il y avait cinq États membres qui ne s'alignaient pas à la règle commune, après un, deux, trois ou quatre ans, il y aura alignement sur cette matière-là presque inéluctablement.

Donc, on peut dire que ce n'est pas très bien, que pendant trois ou quatre ans il n'y a pas unité juridique dans la Communauté, dans une certaine matière de politique, cette fois-ci, comme vous l'avez cité. Mais, inéluctablement, pendant une certaine période, les États s'alignent. C'est vrai, pendant cette période où ils s'adaptent à accepter la nouvelle règle commune, quoique ça heurte peut-être quelques intérêts nationaux, pendant cette période ils auront essayé de tourner d'autres règles où il y a, dans la situation là-bas, la même règle dans toute la Communauté. Mais là, si ça dure encore deux ou trois ans, même cette nouvelle situation a été réglementée, ou bien à travers le processus où le citoyen "bring an action" contre l'État, ou bien parce que la Commission intervient. Je ne dis absolument pas que cette Communauté sera une communauté où toutes les règles seront appliquées et interprétées de la même manière, mais il y a des mécanismes qui assurent qu'après un certain temps, ça sera le cas. Ça prendra beaucoup de temps, de procès. Les années quatre-vingt-dix peuvent bien devenir les années des avocats européens. Mais, en même temps, après une certaine période, les États s'alignent. C'est la règle générale. Vous pourrez citer l'Italie comme une exception où ça traîne toujours. Il y a d'autres États qui vivent aussi un peu à l'écart du centre de la Communauté - la Grèce - ce n'est pas le meilleur succès de suivre les règles communes. Ça prend un certain temps et ils s'adaptent. L'Italie, c'est peut-être l'exception, mais l'Italie c'est toujours l'exception. Finalement, ça s'harmonise.

**Mme Caron:** Effectivement, moi aussi je m'interroge beaucoup au niveau du temps. Puisque dans une règle aussi mineure que la

directive de juillet 1985 sur les règles relatives à la responsabilité des producteurs, après – on ne se parle pas de trois ans – après six ans de mise en vigueur, cinq pays sur douze ne se conforment toujours pas. Et là, c'est l'exception, effectivement, par rapport à l'Italie, parce que ce sont justement les trois pays qui se sont conformés – le Royaume-Uni, l'Italie et la Grèce – ont été les premiers à se conformer cette fois-ci. Alors, c'est l'exception de l'exception. Donc, sept pays ne se conforment toujours pas et... Cinq pays ne se conforment toujours pas, et les sept pays qui se sont conformés, dans les jugements qu'ils ont rendus, ont utilisé, selon leur propre définition nationale – donc, différente – l'usage raisonnablement attendu. Et, donc, dans ces sept pays qui se sont conformés, les définitions ont été différentes dans les sept pays. Et là, on se parle d'un point tout à fait mineur. Or, moi aussi je m'interroge sur le temps que ça pourra prendre pour des règles beaucoup plus majeures, et je m'interroge aussi à l'effet si ça ne sera pas justement le règne des avocats.

**M. Rasmussen:** J'aurais pu vous citer beaucoup d'autres informations qui changeraient la peinture que vous tracez. Très récemment, la Cour de justice a inventé – et j'ai mes doutes quand elle fait ça – inventé de l'air pur, une règle qui dit qu'un État membre est économiquement responsable pour retracer les pertes qu'un citoyen a eues, dues aux retards de mise en oeuvre d'une directive. Donc, les cinq États membres dont vous parlez seront, dès le 20 novembre, économiquement responsables pour redresser les pertes de ceux qui ont souffert parce que la règle commune n'a pas été appliquée. Les petits pas, l'un après l'autre... La situation se fédéralise. Je ne conteste pas, je n'ai aucun intérêt ni volonté de contester le fait qu'il y aura certainement des directives où ça prendra beaucoup de temps avant qu'il soit mis en oeuvre par tous les États membres. Je ne connais pas suffisamment bien des situations, par exemple, aux États-Unis ou au Canada pour savoir si, même après 125 ou 200 ans de "fédéralisation", il existe encore des différences de droit d'une province à l'autre ou d'un État à l'autre, mais chez nous, on en a.

(15 h 45)

**Mme Caron:** Je vous remercie beaucoup.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** M. le Président, M. Rasmussen, vous dites que la Cour de justice, au départ, devait être administrative; en cours de route, elle est devenue constitutionnelle. Si j'ai bien compris, elle a choisi et elle a toujours choisi, semblerait-il, la voie proc communautaire et antisouverainiste jusqu'à maintenant. Vous dites qu'entre la sécurité juridique du citoyen et

l'intégration européenne, la Cour de justice choisit toujours l'intégration européenne. J'ai de la misère à comprendre comment il se fait que les États, jusqu'à maintenant, n'ont pas vraiment réagi et n'ont pas demandé des modifications au mandat initial. Comment se fait-il que les États n'aient pas avec le temps, – à la lumière du fait qu'il semblerait que ce n'est pas du tout le mandat initial qui est mis de l'avant ou qui est administré, – d'une façon unanime, la modification du décret? Est-ce que derrière ça il y a, je ne sais pas, certaines raisons cachées qui font que ces États-là n'ont pas porté réaction?

**M. Rasmussen:** J'ai investi beaucoup de temps à réfléchir à une réponse à votre question. J'ai passé cinq ans à écrire une thèse là-dessus et je n'ai pas encore la réponse. Il y a certainement plusieurs ordres du jour. Il y a certainement un motif, pas nécessairement dans le même État membre, mais d'un État membre à l'autre, et ils sont certainement contents que la Cour fasse parfois le travail d'intégration qu'ils ont du mal à faire eux-mêmes quand ils se rencontrent aux conférences intergouvernementales telles que Maastricht. Cette histoire européenne est qu'aux grands événements de réunions de conférences intergouvernementales, ils arrivent très souvent à s'unir au "lowest common denominator". Le lendemain, les choses reprennent leur vitesse. La Cour a aidé les États membres, certains États membres, je ne peux pas dire lesquels; elle les a aidés à créer un système quasi fédéral ou fédéral de droit que les États membres n'ont pu se mettre d'accord de créer à travers les processus politiques.

L'autre raison – et aussi, d'un État à l'autre, ça peut changer de période à période – l'ignorance règne et les gouvernements ne savent même pas ce qui se passe, comme je viens de l'évoquer plus tôt; même dans les milieux qui devraient savoir, l'ignorance même de ces questions très importantes règne à un niveau étonnant. La communauté, comme je l'ai aussi évoqué, c'est loin. Pour un Danois, c'est "down there", c'est loin; ce sont des choses compliquées. La Cour et les juges ont été extrêmement habiles au cours des années à expliquer dans les conférences académiques, etc., que ce qu'ils ont fait, c'est seulement suivre la logique du droit tel qu'il était là; avec beaucoup de persuasion, ils ont assisté à une conférence et à l'autre pour dire: Nous n'avons inventé aucune règle juridique; nous avons seulement trouvé ce qui était déjà dans le système juridique. Ce n'est pas vrai, mais ils ont eu beaucoup de succès à faire croire que c'était cela qu'ils faisaient.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Bonjour M. Rasmussen. Le débat que nous avons ici et

qui fait qu'on oppose fédéralisme et Communauté européenne, pour moi, j'ai toujours trouvé que c'était un faux débat. On le fait sur de fausses bases parce qu'au fond, notre situation, pour nous, c'est l'Accord de libre-échange sur le continent nord-américain, alors que vous, vous avez le continent européen et vous voulez faire un marché ouvert partout. Le nôtre, c'est l'Accord de libre-échange, donc, qui comprend les États-Unis, le Canada, le Mexique et, éventuellement, le Québec. Notre décision, c'est de dire: Est-ce que nous allons participer à l'Accord de libre-échange en étant dans le Canada – donc, simplement une province du Canada et le Canada parlant pour le Québec – ou bien si nous allons participer à l'Accord de libre-échange comme pays à part entière? La question que je vous poserais, c'est: Est-ce que vous, vous accepteriez qu'on vous impose que le Danemark soit un "lander" allemand pour participer à la Communauté européenne, ou bien si vous demandez d'y entrer de plein pied dans la Communauté européenne? C'est ça, ou d'y rester de plein pied. Alors, c'est ça l'analogie en fait. Nous, c'est entre... ..

**M. Rasmussen:** Je n'ai pas compris la question. À un certain instant, vous avez parlé trop vite pour moi.

**M. Léonard:** Très bien. Est-ce que, vous, vous accepteriez que pour participer au Marché commun on vous impose de faire partie de l'Allemagne? Par exemple, d'être un "lander" allemand pour en faire partie, alors que, je suppose, vous préférez entrer dans le Marché commun comme le Danemark à part entière? C'est ça notre problème. Je pense que, quand on fait la comparaison sous cet angle, il me semble qu'on pose les vraies questions. Parce que, ici, autour de la table, les deux partis sont d'accord sur l'Accord de libre-échange. Donc, la question devient ou se pose sur la façon dont nous allons faire partie de l'Accord de libre-échange.

**M. Rasmussen:** Historiquement, la situation s'est posée évidemment d'une manière différente. L'Allemagne faisait partie, avec les cinq autres, de la Communauté dès le début en 1972, 1973. Les trois premiers membres qui ont élargi la Communauté: l'Angleterre, le Danemark et l'Irlande, ont négocié l'entrée. Ils sont entrés comme des États souverains.

**M. Léonard:** C'est ça.

**M. Rasmussen:** Mais, au cours de l'année dernière, la Communauté, telle que Communauté, a négocié un accord de libre-échange et même plus: un accord d'association entre les anciens membres de l'Association européenne de libre-échange, les six et les sept. Là, le Danemark a été une région européenne. Nos représentants

ont participé aux discussions au sein du Conseil des ministres pour définir le mandat de négociation de la Commission européenne vis-à-vis les six pays tiers. Là, je dirais plutôt qu'on a fonctionné, qu'on a pris la place d'une province européenne. N'oubliez pas que beaucoup des questions qui ont été traitées, presque toutes les questions qui ont été soumises aux négociations avec les six pays-FTA, ont été soumises de régime de vote à la majorité. Donc, ni le Danemark, ni l'Allemagne n'a pu imposer sa volonté politique aux autres. Ils ont accepté le fait de la voix de la majorité pour la définition qu'imposent les mandats de négociation de la Commission.

**M. Léonard:** Mais, actuellement, vous faites partie de la Communauté européenne à part entière; à part entière, et non pas comme une province d'un autre ou un membre de l'ALE. C'est déjà disparu dans le décor. Vous avez récupéré votre souveraineté et vous êtes entrés dans le Marché commun. Je pense que c'est le statut que chacun souhaitait. C'est ce que nous souhaitons, nous, de notre côté, vis-à-vis l'Accord de libre-échange. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Rasmussen, merci d'être venu d'aussi loin pour nous entretenir sur la Communauté économique européenne. D'entrée de jeu, je dois dire qu'en tant que gouvernement, actuellement, on est désormais de votre avis dans le sens de l'intégration économique avec l'intégration politique. On se rappellera, M. Rasmussen, que l'Europe a commencé comme économie et comme, disons, Communauté économique européenne. Aujourd'hui, on ne parle quasiment plus de Communauté économique européenne, mais on parle plutôt de l'Europe communautaire. On se rappellera aussi qu'on a commencé par la question économique, mais on s'est vite aperçu qu'il fallait absolument, et il fallait absolument encadrer cette question économique avec des institutions, avec des commissions et avec un Parlement.

Pour nous, nous disons – on l'a toujours prétendu et nous le prétendons encore – qu'il ne peut pas y avoir d'intégration économique sans avoir aussi une union politique. Pour protéger cette intégration économique, ça prend aussi une certaine union politique. Nous disons que la Fédération actuelle, c'est sûr, la Fédération canadienne, elle n'est pas parfaite. Il faudrait faire des changements, et c'est clair qu'on veut avoir ces changements-là, mais de là à partir et à dire comme certains autres... Et d'après Delors, nous croyons que l'Europe a raison. On est parti de la question économique pour aller jusqu'à la question politique. On a senti le besoin, pour que cette question économique soit vraiment bien intégrée, d'avoir une union politi-

que aussi. Il y en a certains qui disent aujourd'hui: Brisons la question politique et gardons seulement l'union économique. C'est complètement l'inverse. C'est complètement, d'après moi, irréaliste qu'on puisse avoir brisé une union politique pour garder seulement l'union économique.

La question que je vous pose, M. Rasmussen, est celle-ci: Est-ce que, d'après vous... Et il y en a d'autres qui l'ont dit et vous l'avez affirmé tantôt. Vous avez dit que, dans 15 ou 20 ans probablement, l'Europe et le Parlement européen, il va avoir tous les pouvoirs d'une fédération, d'une vraie fédération. Vous avez parlé même de ces notaires qui seront des ministres européens et vous avez même dit à un certain moment que l'Europe se régionalise de plus en plus et, d'ici quelques années, tous les États vont devenir quasiment des régions de l'Europe. Est-ce que, d'après vous, vous êtes d'accord, comme il y en a plusieurs d'autres experts constitutionnels qui sont venus même devant cette commission – entre autres M. André Raynaud qui nous a dit que dans l'an 2000, l'Europe, ça va être une fédération – que, pour avoir une intégration de l'union économique, ça prend absolument, on le sait, une intégration politique?

**M. Rasmussen:** Je crois que je dois avancer, avant une réponse, que c'est cette question à laquelle je suis le moins certain, le moins, disons, professionnellement fondé pour vous répondre. Mais je suis sous l'influence de cette mode d'argumenter en Europe qui dit justement: S'il n'y a pas "spillover" d'une politique de coopération et d'intégration aux voisins et aux autres, donc s'il n'y a pas mouvement constant en avant, s'il y a un gel de développement, s'il n'y a pas union politique, pas union économique et monétaire, pas union militaire, pas union de défense, si on est satisfait de dire: Nous avons ce que nous avons maintenant et ça, c'est bien et on n'avance plus, c'est l'argument toujours entendu en Europe que, dès ce moment-là, les choses commenceraient à se désintégrer. Si c'est vrai ou non, je ne le sais pas.

**M. Macioci:** C'est justement dans ce sens-là que vous avez dit tantôt que l'Europe a senti le besoin d'avoir aussi une certaine union politique pour garder justement cette union économique avec le traité de Rome. Vous avez dit même à un certain moment: On a fait beaucoup de chemin dans les 40 ans. Vous avez dit même à un certain moment que, cinq ans en arrière, qui aurait pensé qu'on aurait pu avoir les décisions qui ont été prises il y a seulement un mois ou deux à Maastricht? Personne ne l'aurait imaginé. Mais c'est justement dans ce sens-là que la Communauté européenne progresse actuellement et qu'il faut absolument aller encore de l'avant. Autrement, il peut y avoir une

désintégration, justement, des États membres, même sur la question économique.

**M. Rasmussen:** C'est mon impression, oui. C'est une philosophie qui a intérêt dans les milieux politiques, dans les États que je connais. C'est certainement un argument, disons, accepté ou d'un acte dans la classe politique s'il n'y aura pas constamment un développement que ça prenne une année, cinq années ou dix années. Mais si l'on perd les visions d'intégration, le résultat sera une désintégration.

(16 heures)

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Je vous remercie pour votre intervention. Je vous dirai que vous avez parlé, depuis le début, de la souplesse de la Communauté économique européenne. Nous vivons dans une fédération où c'est l'inverse. Il n'y a aucune souplesse et où, entre autres, le droit de "opting out" ou de retrait n'existe à peu près pas. Et où la contrainte est parfaite dans le sens où si une province voulait décider, dans un champ d'activité où il lui apparaît important de prendre des décisions différentes de celles de la fédération, immédiatement, la contrainte peut s'exercer en termes financiers. D'accord?

Je voudrais revenir sur cette notion de droit de retrait. Est-ce que j'ai bien compris dans votre intervention, à savoir qu'à chaque fois qu'on s'entendait, soit par unanimité ou autrement, il y avait toujours une possibilité pour les pays membres d'exercer cet "opting out" ou ce droit de retrait? Et, deuxièmement, quelles sont les contraintes? Parce que, dans le fond, vous dites: La Cour prend des décisions en faveur, généralement, et presque complètement, de la Communauté. Mais quelles sont les contraintes qui peuvent s'exercer contre les pays si ce n'est une forme d'autodiscipline où on a librement consenti de se contraindre?

**M. Rasmussen:** À la première question, le droit de "opting out", tel qu'on l'a vu à Maastricht et le gouvernement britannique avait le droit de "opt out", sur le plan constitutionnel, c'est, à mon avis, la première fois que cela a été appliqué. Mais sur le plan législatif, c'est beaucoup plus normal que les réglementations qui font du mal à un, deux ou trois pays trouvent des solutions suffisamment souples, sur le plan pratique, qu'un État où ça fait tellement mal peut avoir une période de transition, peut... Et c'est sous-entendu qu'elle ne l'applique avec la rigueur nécessaire à la règle, et la Commission s'abstient, elle ne fait pas de poursuite.

J'ai beaucoup insisté sur cette souplesse qui s'opère à beaucoup de niveaux, parce que je crois que c'est une des raisons pourquoi, justement, ce sont des communautés qui auraient pu

devenir l'horreur terrible de la vie quotidienne politique, juridique et constitutionnelle. Et c'est cette souplesse qui est responsable pour ce succès que l'on enregistre du seul fait que pendant 40 ans, le système a été transformé énormément d'un système international à un système presque fédéral. S'il n'y avait eu cette souplesse, il n'y aurait pas eu progrès. Tel que je vois cette souplesse en termes de langue, en termes de droit, en termes de poursuites judiciaires, etc., beaucoup plus d'observateurs et d'acteurs dans la vie politique européenne auraient, je crois, à se révolter contre le fait qu'il y a eu... et c'était prévu, c'était la volonté dès le début qu'il y aurait eu constamment, une union toujours plus proche. Mais les techniques ont été très aptes à assurer ce but, à long terme, en "give and take", sur le plan concret de la vie politique journalière.

**Mme Marois:** Ça va, merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. M. Rasmussen, j'aimerais, avant de vous poser ma question principale, que vous m'indiquiez au Danemark le genre de gouvernement. Est-ce qu'il y a des États, des provinces ou des gouvernements régionaux au sein du gouvernement de Danemark, et l'État du pays de Danemark, c'est composé comment, ça?

**M. Rasmussen:** Pardon?

**M. LeSage:** C'est composé de quelle façon? Est-ce qu'il y a des...

**M. Rasmussen:** C'est un système constitutionnel très simple. Il y a un Parlement, un gouvernement et une administration.

**M. LeSage:** Est-ce qu'il y a des gouvernements régionaux au Danemark?

**M. Rasmussen:** Non, pas réellement. Il y a les communes, etc., mais elles sont toutes sous la volonté du Parlement à Copenhague.

**M. LeSage:** Alors, je vais vous poser la question que j'avais en tête, M. Rasmussen, qui se rapporte un peu à la question du député de Labelle qui, je pense, aurait dû être posée. Peut-être qu'il l'a posée dans le sens de la souveraineté ou de l'indépendance du Québec, parce qu'il a fait référence au Danemark comme étant un pays — il avait raison — et en faisant référence au Québec comme étant également un pays.

**Une voix:** ...

**M. LeSage:** Je ne vous ai pas interrompu; ne

m'interrompez pas, là.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. LeSage:** Vous reviendrez après. Qu'est-ce que vous pensez qu'il arriverait au Danemark s'il y avait une région, par exemple, qui pourrait représenter même le quart de la population du Danemark, qui déciderait de ne pas suivre l'idée du gouvernement central, de votre gouvernement, dans différentes sphères d'activité avec le gouvernement d'Europe qui s'en vient, et qui déciderait, elle, cette région donnée, de faire bande à part et de dire: On se sépare du Danemark, mais, par contre, on veut maintenir l'unité économique, mais non politique avec le Danemark. On va s'organiser seul. Quelle serait la réaction du peuple du Danemark?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Rasmussen:** Vous savez que le Danemark consiste en 33 000 kilomètres carrés au nord de l'Allemagne et 2 000 000 de kilomètres carrés qui s'appellent le Groenland. Le Groenland était une partie intégrante, constitutionnellement et politiquement, jusqu'à il y a presque 20 ans. Quand les Groenlandais ont demandé aux pouvoirs centraux, à Copenhague, la permission de se former un "home rule", on l'a accepté. Donc, ils sont restés. Ils ont eu un "home rule" qui concernait les matières plus proches des citoyens: les écoles, les minéraux, la terre, tandis que les grandes questions de politique extérieure, de politique de défense, les grandes politiques sont restées dans les mains du gouvernement central.

Quand le pays a choisi d'entrer dans la Communauté, le Groenland a été obligé de suivre le pays mère, si vous voulez, parce que les pouvoirs de politique extérieure résidaient à Copenhague. Après sept ans, les Groenlandais ont constaté que ce n'était pas très bien, pour eux, d'être membres de la Communauté et ils ont demandé au gouvernement de Copenhague la permission de s'en aller. Le gouvernement de Copenhague a pensé que c'était son obligation d'aller à Bruxelles avec cette demande et, après des négociations, qui ont été vraiment dures, c'est vrai, même la Communauté a accepté que le Groenland trouve un statut particulier, qu'il quitte la Communauté et se lie, par d'autres moyens, qu'il ait des accords avec la Communauté. Mais il faut ajouter que je ne crois pas que cette solution aurait pu être trouvée s'il n'avait pas été question d'une population inuit, donc d'une situation culturelle et sociale tout à fait exceptionnelle. Enfin, c'était l'impression que j'avais, à l'époque, que Bruxelles, c'est-à-dire la Communauté, n'aurait pas accepté un cas de sécession d'une région disons plus culturellement et socialement proche de la "main stream" de l'Europe.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président.

**M. Brassard:** Après tout, c'est une bonne question.

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous le permettez, je profiterais des quelques instants qui restent pour remercier le professeur Rasmussen pour son exposé extrêmement intéressant. Vous nous avez apporté des lumières qui vont sûrement nous aider dans la continuité de nos travaux. Donc, nous vous remercions énormément.

Sur ce, nous allons suspendre pour quelques instants, pour une pose sanitaire et pour se réchauffer.

(Suspension de la séance à 16 h 10)

(Reprise à 16 h 33)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Est-ce qu'on peut demander à chacun de bien vouloir reprendre sa place? Est-ce qu'on pourrait appeler les collègues qui sont dispersés dans les corridors, s'il vous plaît? On a même perdu le whip. Veux-tu leur dire de rentrer, François? Ils vont être là. Moi, c'est mon comptable qui est intéressé par ça. Ha, ha, ha!

Si vous permettez, on va introduire notre prochain conférencier. Il s'agit de M. Christian, Georges Louit qui a une maîtrise en droit, qui est docteur en droit public, qui est docteur en science politique et qui a eu un doctorat d'État avec mention très bien en 1971. Il est professeur de première classe à l'Université d'Aix-Marseille III depuis le 1er octobre 1978, chevalier des Palmes académiques, commandeur de l'Ordre du mérite de la République italienne et chevalier de l'Ordre du mérite de la République française. Actuellement, il est doyen de la Faculté de droit et de science politique de l'Université d'Aix-Marseille III depuis décembre 1989. Il est vice-président du conseil d'administration de l'Université depuis mars 1990 et il est directeur de l'U.E.R., Institut de droit des affaires universitaires... U.E.R., vous me permettez, là, j'ai...

**M. Christian, Georges Louit**

**M. Louit (Christian, Georges):** C'est l'ancienne appellation des unités de formation et de recherche. En fait, ça veut dire Unité d'enseignement et de recherche. C'est une des composantes de l'Université. C'est-à-dire que l'Université est composée d'un certain nombre d'unités.

**Le Président (M. Bélanger):** Ah bon!

**M. Louit:** Mais, en fait, je ne suis plus directeur de l'Institut de droit des affaires,

puisque je suis doyen de la Faculté de droit qui est une autre affaire.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, alors. Et directeur du Centre d'études fiscales de l'Institut de droit des affaires depuis 1979.

Alors, on en a comme ça pendant une dizaine d'autres pages avec un nombre incroyable de publications, de rapports et de mentions honorables d'un peu partout. On vous fait grâce de cela, vous pourrez le lire et on va surtout écouter les compétences du professeur Louit. Alors, nous sommes tout à vous, nous vous écoutons.

**M. Louit:** Bien, je vous remercie, M. le Président, mesdames, messieurs. Je vous demandais, d'abord, d'excuser les fautes de frappe qui peuvent se trouver dans le rapport. J'en ai retrouvé un certain nombre en le relisant. C'est lié, probablement, à une lecture trop rapide de ce texte après une première dactylographie.

J'ai déjà entendu certains des membres de la commission dire que le rapport était très technique. Donc, il est certain que, dans la présentation orale qui est faite maintenant, on va s'efforcer de simplifier la présentation, mais c'est vrai que, dans le domaine du droit fiscal, il est assez difficile d'être aussi simple qu'on le souhaiterait.

Alors, je crois que le point de départ qu'il ne faut pas oublier, c'est en fait les objectifs généraux de la Communauté économique européenne, objectifs généraux qui visent à permettre une libre circulation aussi parfaite que possible des marchandises, des travailleurs, sur les territoires de la Communauté économique européenne. Cette construction de la Communauté économique européenne est une construction économique libérale – enfin, d'inspiration économique libérale – ce qui veut dire que, notamment, cela amène à veiller à ce que des règles juridiques ou des règles fiscales ne viennent pas fausser les conditions de la concurrence dans ce marché intérieur que l'on veut intégrer.

Sur le plan fiscal, cela se traduit, en fait, dans le traité, par deux dispositions, par deux articles: un article est un article à vocation, dans le fond, défensive, et l'autre article est un article à vocation positive. L'article à vocation défensive, c'est l'article 95 du traité de Rome, sur lequel nous reviendrons, qui vise à éviter que les États, par le biais de dispositions fiscales, n'essaient de pénaliser la commercialisation sur leur territoire de produits en provenance d'autres États membres. L'article à vocation positive, c'est l'article 99 du traité de Rome, qui, lui, vise à réaliser dans la mesure de ce qui est nécessaire, une harmonisation des dispositions fiscales dans le domaine des droits indirects, c'est-à-dire, en fait, fondamentalement, dans le domaine des taxes sur le chiffre d'affaires, c'est-à-dire pour nous, de la TVA, accessoirement, dans le domaine



des droits d'enregistrement et des droits d'accise. Ce texte de l'article 99 vise exclusivement les impôts indirects, mais on verra ensuite que, soit par le jeu de la concurrence fiscale entre les États, soit par le jeu d'initiatives de la Commission européenne, on est en train de s'engager dans un certain rapprochement des fiscalités directes sur un certain nombre de terrains qui posent des problèmes très importants du point de vue économique.

Brièvement, je rappelle que cette politique fiscale dans le domaine communautaire est réalisée par ce que nous appelons des directives européennes. Ces directives, en fait, ce sont des textes qui sont obligatoires dans leurs objectifs, mais qui, théoriquement, laissent aux États toute latitude sur les moyens pour atteindre ces objectifs. Ce que l'on peut dire, en fait, c'est que dans le domaine fiscal les directives vont très au-delà de cette définition théorique. Quand on regarde les directives fiscales, par exemple, la sixième directive, qui harmonise les règles d'assiette en matière de TVA dans tous les États européens, c'est une directive extrêmement longue, extrêmement précise, et qui, de fait, ne laisse que très peu de marge de manoeuvre aux États membres.

Cette harmonisation fiscale, donc, qui est visée par l'article 99, qui est le deuxième volet, donc, des problèmes fiscaux européens, a été relancée par la Commission européenne en 1985. Il y a eu publication d'un livre blanc où, dans le fond, la Commission disait: Il y a actuellement un déclin relatif de l'Europe. Ce déclin relatif de l'Europe, il est lié simplement au fait que nous ne sommes par parvenus à réaliser un marché économique intégré. Il en est résulté toute une série de propositions de la Commission qui ont été plus ou moins relayées dans l'Acte unique européen, qui est entré en application en 1987. Et ce qui pose pas mal de problèmes, c'est la volonté dans ce marché intégré de supprimer toutes les frontières, et notamment pour ce qui nous concerne aujourd'hui, de supprimer les frontières fiscales. C'est ça qui a eu énormément de conséquences dans la démarche européenne en matière de taxe à la valeur ajoutée.

Or, bien sûr ensuite, les problèmes qui sont posés par ces démarches fiscales ne sont pas les mêmes suivant les États. Tout dépend des données propres à leur fiscalité. Il est certain que les États dans lesquels les ressources TVA étaient les ressources les plus importantes sont évidemment ceux qui sont le plus gênés par la mise en place de cette réforme. Parmi ces États, il y a notamment le Danemark, dont vous avez reçu précédemment un représentant, et il y a la France également pour laquelle les ressources TVA étaient des ressources particulièrement importantes.

Or, je reviens d'abord, si vous voulez, sur le dispositif défensif qui est prévu par le traité de Rome, c'est-à-dire le jeu de l'article 95 qui

est dans le fond une sorte d'étape préalable à la construction d'un ensemble communautaire, puisqu'il s'agit ici de préserver l'avenir en évitant que les États, à qui on a imposé la suppression des droits de douanes aux frontières intérieures de la Communauté européenne, ne tendent à les rétablir d'une façon indirecte, aussi discrète que possible, mais aussi efficace que possible, à l'égard des productions des autres États membres. Vous avez dans cet article 95, en fait, deux alinéas. Le principal est l'article 95, alinéa 1, paragraphe 1. C'est un article qui vise les courants commerciaux existant entre les États membres, qui s'applique en fait à tous les produits en provenance de n'importe lequel des États membres. Et en fait, ici, on a une conception extensive des choses puisque l'on considère qu'un produit est en provenance d'un État membre dès lors qu'il est, d'après le jargon communautaire, en libre pratique dans cet État membre. C'est-à-dire qu'un produit extérieur à la Communauté européenne, qui a satisfait l'ensemble de ces obligations douanières et fiscales dans un État membre de la Communauté, est considéré de ce fait comme en libre pratique, c'est-à-dire lui aussi protégé par l'article 95, alinéa 1 qui interdit de le discriminer par des dispositions fiscales.

Cet article 95 s'applique aux échanges, c'est-à-dire, donc, en fait aux impôts indirects. Il ne concerne pas du tout la fiscalité directe. Il s'applique aux marchandises. Il ne concerne pas du tout les services qui sont visés par ailleurs par d'autres dispositions du traité. Et ce qui est interdit, ici, c'est de discriminer fiscalement les produits importés par rapport à des produits nationaux lorsque nous sommes en présence de produits qualifiés de similaires. Or, les produits similaires, bon, la Cour de justice des communautés européennes a donné une définition de ce qu'il fallait entendre par "produits similaires", vous l'avez dans le rapport. Ce sont des produits qui, à l'égard des consommateurs, présentent des propriétés analogues ou répondent aux mêmes besoins. Or, par exemple, on considérera en matière d'alcool destiné à la consommation humaine que le whisky et les eaux-de-vie sont des produits tout à fait similaires, ils répondent aux mêmes besoins. Et, là-dessus, tous les États non producteurs de whisky ont été condamnés par la Cour de justice des communautés européennes pour avoir tenté de faire supporter au whisky un traitement fiscal désavantageux. Et je me souviens d'ailleurs qu'un des arguments, en défense de la France, qui essayait de protéger, en fait, son cognac, son armagnac, etc., c'était de dire: Oui, mais finalement, malgré ces dispositions fiscales discriminatoires, la commercialisation du whisky s'est accrue sur le territoire national. Et la Cour de justice des communautés européennes a répondu, d'ailleurs fort justement, à mon sens, que ceci n'était pas un argument juridique.

Or, cette fiscalité, pour être condamnée, doit être discriminatoire; ce qui veut dire, donc, qu'elle doit traiter plus défavorablement les produits qui ne sont pas les produits nationaux. Ça peut consister en une différence de taux applicables, ça peut consister dans des différences d'assiette, ça peut consister dans des règles administratives différentes de recouvrement de l'impôt, par exemple des règles administratives plus lourdes à l'égard des produits importés qu'à l'égard des produits nationaux. C'est vraiment une analyse extrêmement large de la notion de discrimination.

(16 h 45)

Pour ce qui est de l'autre paragraphe de l'article 95, alinéa 2, il a, dans le fond, un rôle subsidiaire puisqu'il s'agit de protéger, ici, les produits non nationaux qui ne sont pas similaires à des produits nationaux mais qui sont en situation de concurrence à l'égard de produits nationaux. En fait, l'alinéa 1 protège les produits non nationaux mais communautaires similaires, présentant un certain nombre de caractéristiques communes; l'article 95, paragraphe 2, a un rôle secondaire. Si des produits sont en concurrence alors qu'ils n'ont pas de similarité, on va considérer qu'un traitement fiscal différencié et défavorable est également sanctionnable au vu de cet article 95, alinéa 2.

Par exemple, autant que je me souviene, la Cour de justice des communautés considère que le vin et le whisky ne sont pas des produits similaires. Mais ce sont effectivement des produits concurrents, notamment en Grande-Bretagne et, ici, c'est la Grande-Bretagne, bien entendu, qui avait appliqué un traitement fiscal discriminatoire à l'égard des vins qu'elle ne produisait pas par rapport au whisky qu'évidemment elle produisait.

Ça, ce sont des dispositions – enfin, je ne connais pas les dispositions fiscales, en fait, de la zone de libre-échange américaine – mais ce sont des dispositions qui, dans un premier temps, peuvent intéresser effectivement, me semble-t-il, la pratique de la zone de libre-échange nord-américaine.

Alors, la plupart du temps, cet article 95 est mis en jeu par la Commission européenne, par le biais d'une action en manquement qui est un recours devant la Cour de justice des communautés européennes, mais ça peut être mis également en application, être mis également en jeu par des importateurs, par exemple, qui saisissent leurs tribunaux nationaux, lesquels vont juger directement qu'effectivement il s'agit de dispositions discriminatoires ou vont renvoyer à la Cour de justice des communautés pour savoir s'il s'agit de dispositions discriminatoires.

Or, tous les États européens ont été condamnés dans le cadre de ces dispositions – mais absolument tous – l'Italie pour avoir pénalisé les champagnes français par rapport aux vins pétillants italiens; la France

pour avoir pénalisé le whisky par rapport, donc, à ses eaux-de-vie; la France pour avoir pénalisé les véhicules de forte cylindrée mais qu'elle ne produisait pas. Or, c'étaient évidemment là essentiellement les belles allemandes qui étaient visées, enfin, qui étaient visées accidentellement d'ailleurs, semble-t-il.

Lorsqu'un dispositif est considéré comme discriminatoire, l'État est obligé de le supprimer pour l'avenir. Il est également obligé de restituer les impôts qui avaient été indûment payés dans le passé. Or, ça, c'est sur le failli; ça suppose que les personnes qui ont payé ce type d'impôt fassent un recours devant leur juridiction nationale, mais ça va très, très loin. C'est ce qu'on appelle la répétition de l'indu, en termes juridiques. Ça va très, très loin puisque, par exemple, la France qui avait été condamnée pour avoir discriminé les véhicules de forte cylindrée a effectivement modifié son barème d'imposition de façon à échapper à cette accusation, mais elle avait mis en place un système de restitution pour les personnes qui avaient payé cet impôt indu, qui était fait de telle sorte que lorsque l'arrêt de la Cour de justice est intervenu, la prescription était également déjà intervenue au détriment des intéressés. C'est-à-dire qu'on a renvoyé un texte qui faisait que la prescription était intervenue avant que la Cour de justice des communautés n'ait été amenée à se pencher sur le problème. Les tribunaux français ont écarté purement et simplement les dispositions législatives qui privaient les contribuables de la possibilité de récupérer des sommes qu'ils avaient indûment versées. Donc, ça peut aller, effectivement, très, très loin. Ça, donc, c'est le dispositif défensif.

Ce qui est beaucoup plus important, maintenant, me semble-t-il, c'est que l'on assiste progressivement, et de façon assez parcellaire encore, à la mise en place, à la réalisation d'un début de fiscalité communautaire, ce que l'on appelle l'harmonisation fiscale, soit par le biais de l'article 99 – et ça, ça va concerner essentiellement la taxe à la valeur ajoutée – soit sur la base de l'article 100 du traité et cela va concerner largement des impôts directs concernant les sociétés. Alors, on y reviendra. Le problème, c'est dans le fond... L'objectif, plus exactement, c'est, à partir du moment où un marché intégré existe, permettre à des sociétés de se regrouper, de s'adapter, de s'organiser de telle sorte qu'effectivement, elles puissent attaquer efficacement n'importe lequel des points de ce territoire intégré, mais qu'en outre, elles présentent une surface et une organisation meilleures dans la concurrence avec ce qui n'est pas la Communauté économique européenne. Et ça, ça a entraîné toute une série de dispositions fiscales qui sont relativement intéressantes.

Il y a aussi une évolution fiscale qui résulte tout simplement du fait que certaines décisions fiscales, non fiscales, pardon, ont été prises qui

ont mis les États membres dans une situation de concurrence sur le plan fiscal. C'est notamment la réalisation du marché financier européen et ce que l'on voit aussi de plus en plus, et c'est vraiment très frappant lorsqu'on n'est pas un spécialiste de droit communautaire, ce qui est mon cas, de voir à quel point, de plus en plus, le droit communautaire imprègne les droits nationaux, modifie les concepts juridiques nationaux et, là aussi, va vers une harmonisation du système.

Alors, commençons, si vous le voulez bien, par la suppression des frontières fiscales entre les États membres. Je vais essayer d'expliquer ça aussi simplement que possible. La suppression des frontières fiscales entre les États membres, là, c'est fondamentalement un problème de TVA qui se pose. Vous... Comment?

**Une voix:** Annulation des taux?

**M. Louit:** Oui, entre autres, oui. Alors, bon, vous savez que la TVA est un système de taxe sur le chiffre d'affaires qui a été adopté sur le plan européen, hein? Je sais qu'au Canada, elle n'est pas très populaire. Elle n'était pas très populaire au Japon non plus, d'ailleurs. En revanche, en Europe, c'est un impôt qui est assez bien accepté et qui, je dois dire d'ailleurs, techniquement, est un impôt qui est relativement sophistiqué. Ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, que ce soit un bon impôt, mais ça, on y reviendra éventuellement.

Or donc, il y a eu des décisions, disons, au sein de la Communauté économique européenne: C'est la TVA qui s'appliquera aux dépenses réalisées par les agents économiques. Ça a entraîné, donc, un certain nombre de directives, notamment la sixième directive, à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, qui est une directive "harmonisation de l'assiette". Mais jusqu'à présent, la Communauté... enfin, les échanges économiques au sein de la Communauté au regard de la TVA se font comme des échanges vers l'étranger, c'est-à-dire que sont maintenues actuellement des frontières fiscales au sein de la Communauté, qui font que, lorsque par exemple un producteur français vend en Allemagne, il exporte. Donc, il vend hors TVA française. C'est le système que vous pratiquez, me semble-t-il, au Canada, entre provinces.

Il exporte hors TVA française. Lorsque le produit rentre sur le territoire de l'autre État européen, par exemple l'Allemagne, il supporte la TVA allemande, au taux allemand, et il est revendu au consommateur allemand avec la TVA allemande, au taux allemand. En sens inverse, si l'Allemagne exporte vers la France, elle exporte hors taxes, le bien supporte la TVA au taux français sur le territoire national et il est vendu sur le territoire au consommateur national avec une TVA au taux français. C'est un système qui est parfaitement neutre au regard de la concur-

rence, c'est-à-dire que ça ne pèse absolument pas. Il n'y a pas de poids fiscal sur les conditions de la concurrence entre les différents États membres. Le problème, c'est évidemment un système qui oblige à maintenir les frontières fiscales. On est bien obligé de vérifier, qu'un produit sort du territoire national, pour justifier le hors taxe; et on est bien obligé de vérifier, quand il rentre sur le territoire national, pour pouvoir assujettir à la TVA française ou à la TVA allemande, etc., hein? Donc, ça devient complètement incompatible avec l'objectif de la Commission, qui est la suppression des frontières fiscales entre les États membres - enfin, les frontières fiscales et autres, entre les États membres. Or, c'est ça qui a fait un grand chambardement au regard de la TVA, et qui pose, me semble-t-il, des problèmes assez importants à un certain nombre d'États.

Enfin, le système qui est proposé par la Commission européenne, c'est, en fait, de ne plus appliquer dans les échanges intracommunautaires la TVA du pays de destination, mais d'appliquer la TVA du pays de production. Autrement dit, dans le système proposé, si un producteur français exporte vers l'Allemagne, il applique la TVA française. Il n'a pas à se préoccuper de la destination européenne du produit. Autrement dit, que le produit soit vendu de Marseille vers Paris, ou de Marseille vers Stuttgart, c'est, de toutes les façons, la TVA française qui s'applique, et inversement. Effectivement, avec un mécanisme de ce type, on a supprimé les frontières fiscales. Mais ça suppose, bien sûr, pour des raisons de concurrence - parce qu'il y a toujours, sous-jacente, cette volonté de veiller à ce que la fiscalité ne fausse pas les conditions de la concurrence - cela entraîne automatiquement une harmonisation des taux de TVA. Et, donc, la Commission a fait un certain nombre de propositions dans ce sens. Elle a proposé, donc - ça figure dans le rapport - l'existence de deux taux de TVA: un taux réduit et un taux normal avec, dans les deux cas, une fourchette, autant que je me souviens, 4 à 9 pour le taux réduit, 14 à 20 pour le taux normal. C'est un système qui pose un certain nombre de problèmes. Le premier, à l'évidence, c'est que lorsque le consommateur est un consommateur final, c'est-à-dire quelqu'un qui va supporter la TVA sans pouvoir s'en débarrasser, il est certain qu'une différence de taux de l'ordre de six points, puisque c'est à peu près ce qui est envisagé dans la fourchette, à partir du moment où la base hors taxe est une base importante, ça risque de l'inciter, évidemment, à aller acheter ailleurs, hors territoire national, si les conditions fiscales nationales ne sont pas bonnes. Et, il y a eu d'ailleurs, sur ce point, une série d'évolutions. Actuellement - je résume - on est entré, en fait, dans un système transitoire qui va s'ouvrir en 1993, et qui va se continuer normalement jusqu'en 1997, qui vise à éliminer un certain nombre de critiques qui avaient été

faites à ces propositions.

Deuxième gros Inconvénient de cette proposition de facturation de la TVA du pays de production: c'est peut-être un petit peu plus technique, mais pas tellement, ça pose le problème des compensations entre États, qui n'existe pas actuellement, hein? C'est-à-dire qu'actuellement, on a des règles de territorialité en matière fiscale qui évitent les problèmes de compensations entre États membres. Les propositions de la Commission ne peuvent pas les éviter. De façon extrêmement simple, on peut présenter la chose de la façon suivante: si un producteur français vend à un grossiste allemand un produit donné, il va donc lui facturer la TVA française; le grossiste allemand va revendre son produit au consommateur allemand à qui il va facturer la TVA allemande. Le producteur français verse la TVA qu'il a encaissée du grossiste allemand au Trésor français; le grossiste allemand verse au Trésor allemand la TVA qu'il a encaissée sur le consommateur final allemand, moins la TVA qu'il a déjà payée sur son achat. Ça, c'est le système de base de la TVA. On ne verse que la différence, que ce que l'on a encaissé sur sa vente et ce que l'on a payé sur son achat. Le problème, évidemment, là, c'est que la consommation finale se situant en Allemagne, l'Allemagne est fondée à considérer que, finalement, elle n'a pas encaissé toute la TVA qui lui était due. Et on se retrouve là, dans cet exemple, dans une situation où il doit y avoir une compensation entre la France et l'Allemagne, c'est-à-dire un reversement de la France à l'Allemagne d'une TVA qui a été indûment encaissée par la France.

(17 heures)

Il y a dans mon schéma, où mon producteur français vend à un grossiste allemand en facturant, mettons, 14 francs de TVA; le grossiste allemand revend au consommateur allemand en facturant 20 francs de TVA; le producteur français verse 14 francs de TVA au Trésor français; le grossiste allemand verse au Trésor allemand 20 francs moins les 14 francs qu'il a payés sur son achat, donc il verse 6 francs seulement. Et l'État allemand est fondé à considérer qu'il a été grugé involontairement de 14 francs.

Et donc, on est obligé, à partir de ce mécanisme, de prévoir un système de compensation entre les États membres les obligeant à faire les comptes régulièrement pour savoir, bilatéralement, qui doit de l'argent à qui. C'est un système qui présente la double caractéristique d'être relativement flou et apparemment très compliqué.

Ça a entraîné, cette proposition-là, et notamment sur le jeu des compensations, beaucoup de critiques parce que beaucoup de fiscalistes ont dit, à juste titre, qu'au plan technique, en fait, le système tel qu'il fonctionne actuellement est un système qui fonctionne très bien et que ce n'était vraiment pas la peine de se lancer

dans un truc aussi compliqué que cela simplement pour avoir le plaisir de dire que l'on avait supprimé les frontières fiscales.

Le gros problème, d'ailleurs, vient pour certains États de la nécessité de rapprocher les taux de TVA des normes européennes. Vous avez des États - c'est le cas de la France, c'est le cas du Danemark - où le produit TVA est un produit très important. Nous avons, il n'y a pas si longtemps, 5 ou 6 taux de TVA dont le taux maximum était de 33 1/3 %; 33 1/3 % sur les voitures automobiles, sur tout ce qui était matériel audiovisuel - sauf la télévision qui est un moyen de gouvernement important - sur les produits dits "de luxe", fourrures, etc. Nous sommes obligés de faire disparaître ce taux à terme. Et nous savons approximativement que les modifications de TVA que nous sommes amenés à mettre en place représentent un manque à gagner pour le Trésor français, qui a été chiffré de façon assez empirique, je dois dire, car c'est très difficile à chiffrer. On peut le chiffrer en terme statique mais on a du mal à évaluer ce que ça pourra avoir comme conséquence sur la consommation. On a évalué la perte à à peu près 100 milliards de francs. Ça représente donc à peu près un douzième des recettes fiscales de l'État. Ça pose un problème parce que, en fait, face à une situation de ce type, soit on fait des économies - on sera sans doute amené à en faire - soit, ou en même temps, on cherche des ressources de substitution.

Et en France c'est assez intéressant à suivre, d'ailleurs, actuellement. On n'a pas tellement le choix. On a trois impôts, en fait, qui rapportent de l'argent: la TVA, 40 % à 50 % des recettes fiscales de l'État; ensuite, l'impôt sur le revenu, beaucoup moins; et en dernier, en troisième lieu, l'impôt sur les sociétés. Donc, si on a des pertes de recettes en matière de TVA, logiquement, on va chercher de l'argent soit dans l'impôt sur les sociétés, soit dans l'impôt sur le revenu. Dans l'impôt sur les sociétés, ce n'est pas tellement possible pour des raisons de concurrence fiscale, justement, entre les États; pour des raisons, aussi, d'avoir fiscal, qui est un mécanisme dont on parlera éventuellement, qui est une sorte de ristourne consentie aux actionnaires sur les dividendes qu'ils reçoivent, ristourne de l'impôt sur les sociétés qui a été payé par la société qui lui verse des dividendes. Il reste l'impôt sur le revenu, si ça ne peut pas être l'impôt sur les sociétés. Et l'impôt sur le revenu, en France, c'est un impôt qui est très mal supporté, qui est très concentré, qui est très progressif. Et techniquement, quand on analyse le problème, on en arrive à dire: La seule manière d'augmenter la part de l'impôt sur le revenu sans pénaliser l'économie, c'est de revenir sur toute une série d'exonérations qui sont accordées aux petits contribuables. J'ai affaire à des hommes politiques, donc j'imagine que vous voyez sans peine à quel point ça peut être difficile, quelle

que soit la tendance politique du parti au pouvoir, de dire: Nous allons revenir sur toute une série d'exonérations d'impôt sur le revenu qui sont traditionnellement consenties dans le pays. Donc, là, il y a un problème qui est techniquement difficile à régler mais qui, politiquement, est un problème aussi tout à fait redoutable.

Je passe... Je suis encore dans les temps, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, il n'y a pas de problème.

**M. Louit:** On peut passer, en fait, sur les droits d'accise, bon, qui ne présentent pas un enjeu financier important et qui ne présentent guère d'intérêt sur le plan scientifique. Le deuxième aspect de la démarche européenne en matière fiscale, c'est la recherche d'une neutralité fiscale sur la structure des sociétés. On veut dans le fond ici aboutir à deux objectifs: faire en sorte d'abord que des fiscalités qui seraient trop différentes d'un État à l'autre, qui, par exemple, imposeraient beaucoup plus lourdement la constitution d'une société en France que la constitution d'une société en Grande-Bretagne en termes notamment de droits d'enregistrement, viennent fausser les conditions de la concurrence. Donc, vous avez une démarche qui vise à harmoniser, et à harmoniser vers le bas d'ailleurs, ces droits d'enregistrement qui sont exigibles sur tout ce qui est constitution de société, augmentation de capital, incorporation de réserves au capital, etc. Et puis, vous avez un deuxième objectif, sur lequel on reviendra également, qui est, j'y faisais allusion tout à l'heure, la volonté dans l'espace européen d'essayer de supprimer les obstacles fiscaux à l'organisation la plus efficace possible des groupes de sociétés, par des apports partiels d'actifs, par des fusions, par des scissions, par des absorptions, etc., qui sont, si on ne prend pas de dispositions fiscales particulières, terriblement onéreuses, et donc qui ne peuvent pas se réaliser en réalité.

Pour ce qui est d'abord de l'harmonisation de la fiscalité sur les constitutions de sociétés, je ne rentre pas du tout dans le détail du rapport – je fais comme avec mes étudiants, je considère que vous l'avez lu; je prends donc les mêmes risques qu'avec mes étudiants.

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**M. Louit:** Ha, ha, ha! Bon là, dans le fond, on a posé le principe... C'est là qu'on voit aussi, si vous voulez, que la philosophie de base de la Communauté économique européenne est vraiment une philosophie libérale. Il y a une hostilité assez féroce de la Communauté à toutes ces impositions qui frappent ce qu'elle appelle les rassemblements de capitaux. L'idée, c'est que les

capitaux doivent pouvoir s'organiser, se placer, etc., aussi librement que possible et sans entrave fiscale. À partir de là, on a eu – notamment, en France, ça a été assez spectaculaire – une baisse extrêmement importante de ce que nous appelons les droits d'enregistrement applicables sur les constitutions de sociétés, donc les apports de fonds de commerce, d'immeubles, etc., qui étaient imposés très lourdement, qui gênaient effectivement beaucoup les mises en société et qui, actuellement, évoluent vers quelque chose qui tend à 0 %, en fait. La Communauté dit: Il ne faut pas que ça dépasse 1 % de la valeur des biens apportés et l'idéal, dans le fond, c'est 0 %. Ce point de vue là, par exemple au plan interne, ça a été une assez bonne évolution dans l'organisation ou la réorganisation possible des sociétés. Jusqu'alors – d'ailleurs, c'était un des principaux travaux des fiscalistes – il fallait arriver à faire des montages de sociétés de telle sorte que ça coûte aussi peu cher que possible, parce que ça pouvait coûter trop cher, et arriver à trouver le statut fiscal des dirigeants qui était le plus avantageux, etc. On a perdu ce gagne-pain, mais je pense que, pour l'économie, c'est une assez bonne chose.

Le deuxième aspect, donc, c'est la volonté d'harmonisation de la fiscalité des groupes de sociétés. Vous avez là deux problèmes, en fait. Le premier problème, hors toute réorganisation du périmètre du groupe de sociétés, c'est le problème des relations entre la société mère et la société filiale, ou les sociétés filiales. Quand il n'y a pas de dispositions fiscales particulières – je parle, là, au plan national – lorsqu'une société mère fait des bénéfices, une société filiale, pardon, fait des bénéfices, elle paie l'impôt sur les sociétés. Lorsque, après l'impôt sur les sociétés, elle verse des dividendes à la société mère, la société mère, normalement, intègre ces dividendes dans son bénéfice imposable. Et vous avez donc une deuxième imposition sur les sociétés au niveau de la société mère. Premier problème.

Deuxième problème, dans des relations entre société mère et société filiale, vous avez souvent une vision économique qui dépasse les composantes du groupe, c'est-à-dire, en fait, qu'on va raisonner en termes d'intérêts du groupe et non pas en termes d'intérêts de chacune des sociétés du groupe. Ça peut amener, par exemple, à vendre à sa filiale des produits à prix coûtant, ou à prendre en charge un certain nombre de frais de la filiale, ou à faire des prêts sans intérêt, ou à consentir des abandons de créances. Et sur ça aussi, sauf aménagement fiscal, vous pouvez avoir une sanction parce que le principe de droit national, c'est que chaque société est une personne juridique distincte et qu'elle doit être traitée, sur le plan fiscal, de façon autonome.

Il y a une philosophie générale qui est qu'une société recherche, par définition, le profit

maximum. Donc, si elle vend à prix coûtant, si elle consent à un abandon de créance, etc., c'est quelque chose d'anormal. Et il y a des dispositions qui permettent de réintégrer dans les résultats de la société les avantages apparemment anormaux qu'elle a consentis. Donc, si elle a vendu à 100 francs un bien qui a une valeur marchande de 200, on va lui dire: Je réintègre dans votre bénéfice imposable à l'impôt sur les sociétés la différence entre 200 et 100. C'est ce qu'on appelle l'acte de gestion anormal.

Dans le cadre des groupes de sociétés, sur le plan national, on a aménagé ce dispositif. C'est-à-dire qu'on a mis en place des dispositions qui permettent de faire remonter des dividendes de la filiale vers la société mère, sans avoir une deuxième imposition. On a assoupli la théorie de l'acte de gestion anormal, c'est-à-dire qu'on admettra beaucoup plus facilement que des avantages soient consentis par une société filiale à la société mère, ou par la société mère à une société filiale.

De même, sur le plan national, quand on veut restructurer un groupe de sociétés, si vous apportez, par exemple, une branche d'une société, une branche d'activité d'une société à une autre société, vous avez, a priori, toute une série de conséquences fiscales qui sont tout à fait redoutables: imposition immédiate des plus-values constatées au moment de cet apport. Tout ce qui était plus-value latente dans le bilan de la société, et qui apparaît au moment de l'apport, est imposable. Donc, si vous avez un immeuble qui a une valeur égale à zéro parce qu'il est complètement amorti mais qui a une valeur vénale de 2 000 000 de francs, bien, au moment de l'apport on va dire que vous faites une plus-value de la différence entre 2 000 000 de francs, valeur vénale, et zéro franc, valeur comptable, valeur comptable nette. Première conséquence.

Deuxième conséquence redoutable, toutes les provisions – les amortissements qui figurent au bilan de la branche apportée – disparaissent, sont réintégrées: imposition. S'il y avait des déficits, ils ne sont plus reportables, ils disparaissent. Et toutes ces conséquences fiscales font qu'en fait, sauf aménagement des dispositifs, il ne peut pas y avoir de réaménagement, d'apport partiel d'actifs, de fusion, de scission de sociétés, etc.

(17 h 15)

Or, sur le plan national, on a mis en place toute une série de dispositifs qui permettent effectivement, au niveau des groupes de sociétés, d'une part, de faire remonter, donc, des dividendes sans qu'ils soient imposés une deuxième fois au niveau de la société mère et, deuxièmement, de pouvoir faire des apports partiels d'actifs, des fusions, des scissions, etc., sans qu'il y ait de conséquences fiscales interdisant, en définitive, ce type d'opération. Le problème, c'est que ces dispositions fiscales n'existaient qu'au plan natio-

nal. Sur le plan européen, cela n'existait pas; ce qui veut donc dire qu'autant on pouvait se réorganiser en groupes sur un territoire national, autant c'était impossible dès lors que, dans le groupe, il y avait des sociétés implantées dans les différents États du marché commun.

Et toute la démarche de la Commission – et ça lui a demandé pas mal d'énergie et pas mal de temps – a consisté à faire passer, par le biais de deux directives de 1990, un régime qui, au plan communautaire, ressemble à ce qui existe dans les législations nationales, c'est-à-dire dans le fond, donc, l'absence de pénalisation d'une remontée de dividendes d'une société filiale implantée dans un État membre vers une société mère implantée dans un autre État membre et la possibilité de faire des réorganisations de groupes, sans que le fait que les sociétés soient implantées dans les différents États de la Communauté soit pénalisant. Et on a mis en place, d'ailleurs, on va mettre en place une procédure d'arbitrage pour régler les problèmes qui peuvent se poser, liés à ce que j'appellais tout à l'heure un acte de gestion anormal, c'est-à-dire qu'on met en place un dispositif – je ne sais pas si j'arrive à présenter ça assez simplement – visant à éviter que si, par exemple, une société française consent un avantage à une société du même groupe qui est implantée sur un autre territoire européen, dans un autre État européen, la mise en pratique de l'acte anormal de gestion n'aboutisse à une double imposition, parce qu'en fait l'acte de gestion anormal aboutit automatiquement à une double imposition.

Quand je consens une vente à prix coûtant à une autre société, si on m'applique l'acte de gestion anormal, on va me dire: Monsieur, vous avez vendu 100 francs ce qui valait 200 francs; je réintègre dans votre bénéfice la différence. Mais l'autre société qui a bénéficié de cet avantage, elle, automatiquement, son bénéfice a augmenté puisqu'elle a acheté moins cher ce qu'elle aurait dû acheter plus cher. Et, dans le système national, cette double imposition n'est pas corrigée, c'est-à-dire que, quand on fait jouer l'acte de gestion anormal, ça aboutit en fait à une double imposition des deux protagonistes. On met en place, au niveau européen, un mécanisme qui vise à éviter qu'on ait effectivement une double imposition de ce type, c'est-à-dire que, si un État fait jouer l'acte de gestion anormal pour réintégrer dans les bénéfices de la société située sur son territoire ce qui a été consenti à une société située sur l'autre territoire, on neutralisera, à ce moment-là, la conséquence fiscale qui résultait de cet acte apparemment anormal pour la société située sur l'autre territoire, éventuellement par le biais d'un arbitrage.

Or, tout ça, donc, devrait permettre à terme – c'est peut-être un peu complexe – en tout cas, c'est complexe et il y a toujours deux explications: soit – quelque chose que je dis

aussi toujours à mes étudiants – que l'orateur est particulièrement confus, ce qui peut arriver sur une matière éventuellement technique, mais peu importe, soit que l'auditoire est fatigué, ce qui est la deuxième explication et, bien entendu, chacun prend toujours l'explication qui lui convient, ce qui veut dire que mes étudiants prennent toujours l'explication: Oh! la la! Ce qu'il peut être confus aujourd'hui! On n'a strictement rien compris à ce qu'il avait à raconter.

**Des voix:** Ha! ha! ha!

**M. Louit:** Le dernier problème, le dernier aspect fiscal de la construction européenne qui pose aussi des problèmes relativement intéressants, c'est la réalisation du marché financier européen. Alors, je vais être relativement bref. Là, en fait, ce n'est pas une décision fiscale qui a été prise. On a dit, en juillet 1990: Il y a un marché financier intégré européen, ce qui veut dire que tous les opérateurs financiers peuvent s'implanter librement. Tous les opérateurs financiers peuvent démarcher librement sur tout le territoire communautaire et l'argent peut circuler sans aucune contrainte sur l'ensemble du territoire communautaire. Si vous avez des problèmes fiscaux, débrouillez-vous. Et donc, là, les États se sont retrouvés dans une situation de relative concurrence fiscale. Or, la concurrence fiscale, elle porte en partie, dans certains États, sur la fiscalité des opérateurs financiers. C'est-à-dire qu'il y a certains États, c'est le cas, par exemple, de la France, où existent des taxes qui sont quelque peu pénalisantes pour les opérateurs financiers. Ce qui veut dire qu'à terme, il faudra certainement qu'on les fasse disparaître.

Mais le problème qui a soulevé le plus de passion, c'est le problème lié à la possibilité, pour l'épargne des particuliers, de se localiser n'importe où sur le territoire communautaire. Ce qui veut dire que moi, en particulier, si j'ai une épargne – ce qui est une hypothèse d'école, pour un universitaire – je peux la placer où je veux dans n'importe quel État européen. Si je la place dans des produits à revenu fixe, par exemple des SICAV de trésorerie, etc., je vais évidemment être tenté de me poser la question de savoir où le placement est le plus avantageux du point de vue fiscal.

Et là, on se trouve dans une situation dramatique, notamment en France, où la fiscalité de l'épargne est une fiscalité assez lourde pour ses résidents. Intérêts. Si je place en France et si j'ai des intérêts qui sont produits, disons que je vais être imposé autour de 37 % sur ces intérêts, à moins que j'intègre ça dans mon revenu et, à ce moment-là, ça peut monter jusqu'à 56,8 %. Donc, ce n'est pas très intéressant. Et le barème de l'impôt sur le revenu va jusqu'à 56,8 % du revenu. Donc, ou j'intègre dans mon revenu et je peux aller jusqu'à 56,8 % ou, alors,

j'ai un prélèvement libératoire qui est à 37 %, ce qui est quand même déjà relativement lourd.

Si je place au Luxembourg, je suis non-résident luxembourgeois, je suis résident français. En termes fiscaux, je suis non-résident luxembourgeois. Lorsque la banque luxembourgeoise va me servir des intérêts, parce que je suis non-résident, elle me versera des intérêts nets de toute retenue fiscale, nets d'impôts. Elle ne fait pas de retenue à la source sur les intérêts versés à des non-résidents. Donc, j'ai un revenu avec prélèvement à 0 %. Juridiquement, il est clair – ça, ça résulte des conventions fiscales passées – que, bien entendu ensuite, mes intérêts, je dois les déclarer en France dans mes revenus imposables en France. C'est vraiment le système conventionnel classique.

Le problème vient là de ce que, au Luxembourg, entre autres, il n'y a pas de droit de communication. Il n'y a pas, pour l'administration fiscale, de possibilité de demander des renseignements aux opérations faites par les particuliers. Donc, l'administration fiscale luxembourgeoise ne pourra pas aller voir si j'ai perçu des intérêts dans une banque luxembourgeoise. À partir de là, si, évidemment, j'oublie, par pure distraction bien entendu, de déclarer en France les intérêts que j'ai perçus, l'administration fiscale française sera strictement dans l'impossibilité de le savoir, puisqu'elle va s'adresser à son homologue luxembourgeoise, laquelle ne pourra pas lui répondre pour une raison très simple, c'est qu'elle n'a pas la réponse et qu'elle ne peut pas l'avoir, hein?

À partir de là, il y a eu une grande agitation. On s'est dit: Oh! la la!, mais c'est une catastrophe. On risque de voir l'épargne se "délocaliser" vers les États où la fiscalité du non-résident est la plus avantageuse et où existe le secret bancaire. Polémique tendue. Il y a eu des déclarations du premier ministre français: Nous ne voulons pas que l'Europe devienne une sorte d'ensemble de débats à masse, etc., bon. Et la Commission européenne est intervenue là-dedans pour essayer d'arranger les choses en disant aux intéressés: Bon, écoutez, arrangez-vous; faisons en sorte que chaque État européen fasse une retenue à la source de l'ordre de 15 % sur les intérêts qui sont versés à des non-résidents. À partir de là, l'intérêt pour l'épargne de se délocaliser dans un autre État est moins important. Et les États, pour ce qui est de la fiscalité de leurs résidents, devront faire un effort pour abaisser les prélèvements, par exemple, en France, de 37 à 25 %.

Le problème, c'est que le Luxembourg n'a pas marché. Le Luxembourg a dit: Écoutez, je suis désolé, mais nous sommes une place financière et nous vivons de cela assez largement. Si nous instaurons une retenue à la source de 15 % nous aurons réglé le problème au niveau européen, mais l'épargne va se placer à l'extérieur du

Marché commun. Et donc, il n'est pas question que nous instaurions un prélèvement de ce type. Et l'Allemagne a emboîté le pas, ce qui fait qu'on en est resté à ce qui était la situation de départ.

Alors, on est en train de tourner la difficulté. Puisqu'on ne peut plus contrôler financièrement les mouvements de l'épargne, on est en train d'instaurer des contrôles fiscaux. C'est-à-dire que fiscalement – mais plus financièrement – on est obligé de déclarer l'argent qu'on délocalise dès lors que c'est en dessous de 50 000 francs, ce qui ne fait pas une somme considérable. Enfin, vous pouvez sortir plusieurs fois consécutivement 49 999 francs, mais si vous sortez 50 000 francs vous avez une obligation déclarative.

L'autre aspect du marché financier, c'est la fiscalité des actions de sociétés. Mais là, dans l'ensemble, c'est un système européen qui fonctionne, qui est le système de l'avoir fiscal et qui fait que les conditions de la concurrence sont relativement similaires d'un État à l'autre. Donc, il n'y a pas de problème majeur qui se pose ici aux États membres.

Je terminerai simplement, parce que mon temps de parole est très largement épuisé, en disant que, en fait, au-delà de cela qui donne lieu, éventuellement, à des débats publics, c'est-à-dire que la presse en parle, etc., vous avez un phénomène qui est beaucoup plus important pour les juristes actuellement, qui est la pénétration des droits nationaux par le droit communautaire. Il est assez impressionnant de voir à quel point, maintenant, un juriste spécialisé en droit fiscal, en droit social ou en droit des sociétés ne peut pas faire du droit national sans se heurter nécessairement au premier détour d'une page à un texte communautaire qui s'impose, à une jurisprudence communautaire qui définit les notions, qui donne les définitions, qui sanctionne ou qui condamne les textes nationaux qui ne sont pas conformes au droit communautaire, hein? Et c'est assez impressionnant parce que, dans certains États, les juridictions nationales – c'était le cas notamment en France – ont eu des velléités de résistance, et on voit actuellement ces juridictions s'engager dans une évolution beaucoup plus "européaniste", notamment le Conseil d'État français qui a été longtemps très réservé à l'égard des dispositions communautaires, qui a longtemps considéré que la loi nationale postérieure à un texte communautaire primait nécessairement le texte communautaire, le Conseil d'État français vient d'abandonner cette position pour s'aligner sur les positions de l'Accord de justice des communautés européennes.

Donc, on vit dans un monde de relative insécurité juridique actuellement, enfin, entre autres sur le plan fiscal, et dans un système qui est vraiment en très profonde mutation. Je crois que, dans beaucoup d'États, les systèmes fiscaux

sont en mutation importante. Pour le moment, dans certains de ces États, on ne voit encore que les aspects positifs. Par exemple, en France, on voit que les taux de TVA baissent. Donc, évidemment, tout le monde est content. Mais pour le moment, on ne voit pas encore qu'il va falloir nécessairement trouver des ressources de substitution. Et là, ce sera certainement moins agréable. Je m'excuse, M. le Président, si j'ai été un peu long.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, nous vous remercions, professeur Louit. Dans un premier temps, M. le ministre de la Justice et député de Jean-Talon.

(17 h 30)

**M. Rémillard:** Merci, M. le Président. Alors, M. le doyen, bienvenue au Québec. Je vous accueille avec beaucoup de plaisir à cette commission. Vous êtes un des éminents spécialistes de la fiscalité européenne et, en particulier, de la fiscalité du Marché commun. Vous nous avez fait, donc, un exposé sur ces principaux points que vous considérez comme essentiels à une fiscalité commune à l'intérieur de ce que vous nous dites qui n'est pas une fédération, mais un marché unique. Vous nous parlez de la TVA; vous nous parlez d'autres mesures fiscales avec leurs limites et vous nous parlez de la nécessité de l'harmonisation fiscale dans une union économique.

À la page 25 de votre mémoire, en particulier, vous nous parlez d'une façon plus spécifique de l'harmonisation de la fiscalité des constitutions de sociétés et vous soulevez des problèmes qui sont réels, qui ne sont pas faciles. Mais, lorsqu'on vous entendait parler tout à l'heure, nous aussi on pouvait se référer à beaucoup de problèmes qui sont fort semblables chez nous.

Donc, vous nous parlez de marché unique. Vous nous parlez de nécessité d'harmoniser la fiscalité. Mais j'ai quand même vu peu de choses, dans votre mémoire et dans votre propos, sur l'harmonisation économique, c'est-à-dire est-ce qu'il est possible d'avoir une harmonisation fiscale si on n'a pas une harmonisation économique, dans le sens, par exemple, du budget, dans le sens de tout ce que ce budget peut avoir comme conséquence sur les taux d'intérêt et, par conséquent, tout ce qui peut s'ensuivre comme politique budgétaire d'un État?

Alors, j'aimerais peut-être vous entendre sur ces différents aspects, dans le sens que, dans la mesure où il y a ce marché unique, cette intégration économique, vous nous dites: Il nous faut donc une harmonisation fiscale. Mais est-ce que cette harmonisation fiscale ne doit pas signifier aussi une harmonisation économique et, par conséquent, un contrôle ou un encadrement, si vous voulez, des budgets et des mesures budgétaires et économiques dans chacun des États?



**M. Louit:** Bien, il est relativement évident que la réalisation d'un marché unique avec disparition des frontières, entraîne une harmonisation économique. Alors, je n'emploierai pas les termes que vous avez employés de "contrôle" ou d'"encadrement", j'emploierai le terme "discipline". C'est vrai que pour le moment, en termes juridiques, c'est plus de la discipline volontairement consentie que quelque chose qui est imposé de l'extérieur. Mais c'est clair que si, par exemple, on se réfère au serpent monétaire européen, c'est-à-dire à cette espèce d'indexation des monnaies, de liens entre les monnaies européennes, cette indexation, elle suppose une politique budgétaire donnée, c'est-à-dire un déséquilibre budgétaire limité, etc., une défense du franc ou une défense des différentes monnaies, ce qui a des conséquences – enfin, certains soulèvent le problème dans les pays européens – ce qui peut avoir des conséquences en termes de chômage. Il y a, dans certains États européens, des taux de chômage qui sont importants, mais il y a une politique de défense de la monnaie qui est nécessaire, compte tenu des engagements qui ont été pris dans le cadre du serpent monétaire européen. Il y a une perte de marge de manoeuvre qui est inévitable.

Je lisais quelque part, il n'y a pas très longtemps, que le gouvernement socialiste, actuellement, par exemple, ne pourrait plus se permettre le type de fantaisie qu'il s'est permis sur le plan économique entre 1981 et 1983. Ça coûte beaucoup trop cher au pays en termes de concurrence économique et en termes de respect des engagements qu'il a pris à l'égard de la construction européenne, même si c'est à lui de veiller à ce que ces engagements soient respectés. Enfin, il n'y a pas réellement d'autorité supérieure, si vous voulez, pour sanctionner un non-respect.

**M. Rémillard:** Et si un pays décide d'avoir un budget fortement déficitaire, pouvant impliquer des éléments d'inflation importants, est-ce qu'il y a des mécanismes qui existent pour harmoniser ou simplement discuter, si vous me permettez l'expression, ce budget-là? Ou si c'est tout simplement libre, sans aucun encadrement ou possibilité de discussion de la part des autres pays?

**M. Louit:** Non, il y a une possibilité de discussion dans le cadre des institutions européennes, où on lui fera remarquer que, effectivement, ça va avoir comme conséquence, à terme inévitablement, sa sortie du serpent monétaire européen. Donc, une monnaie qui va flotter par rapport au serpent. Je ne crois pas qu'on puisse lui imposer de faire autrement mais, je veux dire, je crois que chacun des États... Moi, ce qui me frappe en fait, c'est que chacun des États membres, enfin c'est l'impression que l'on a en tout cas, pense qu'une

marginalisation au sein de la Communauté, c'est quelque chose qui est extrêmement pénalisant sur le plan économique, parce que c'est essentiellement une communauté économique, et que, donc, en règle générale, ils évitent d'avoir ce type de comportement.

**M. Rémillard:** Et si on ajoute la monnaie commune, alors dans la mesure où il y aurait cette monnaie commune, est-ce que ces mesures d'harmonisation économique ne doivent pas d'autant plus s'imposer?

**M. Louit:** On va aller, à ce moment-là, inévitablement je pense, vers des dispositifs beaucoup plus contraignants que ceux qui peuvent exister actuellement. Actuellement, je pense que, globalement, sans entrer dans le détail, ce sont plutôt des procédures de persuasion qui existent. Mais je pense que, effectivement, à terme, on va plutôt vers des mécanismes de décision.

**M. Rémillard:** Alors, si le Québec devenait indépendant, devenait souverain, et qu'il voulait partager une même monnaie, dans le cadre d'une association économique, est-ce que selon vous ça impliquerait ce genre d'harmonisation économique concernant les budgets, concernant les dépenses publiques, l'évolution des dépenses publiques?

**M. Louit:** Ça me paraît inévitable. La différence, si vous voulez, c'est que, dans un système de souveraineté, vous êtes autonomes dans le choix des différents postes. Vous pouvez décider que, là, vous dépenserez un peu plus d'argent et, là, un peu moins, etc. Mais, globalement, vous avez la contrainte si vous êtes dans un système économique plus ou moins intégré. Dans un système où il n'y a pas de souveraineté, vous n'avez pas nécessairement la maîtrise des différents postes non plus. C'est une différence de degrés. Enfin, c'est une différence de principes, bien entendu, mais pratiquement c'est une différence de degrés.

**M. Rémillard:** O.K.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. M. le professeur, alors je vois que ce n'est pas la première fois que vous venez au Québec, puisque vous êtes et au Québec et à l'Université de Toronto. Je le voyais dans votre curriculum. Donc, vous connaissez quand même notre réalité, jusqu'à un certain point, si je comprends bien.

**M. Louit:** Oui, un peu.

**M. Léonard:** Alors, moi, je suis d'une

formation politique qui prône la souveraineté du Québec depuis un certain nombre d'années et le contexte, dans lequel nous évoluons et nous évoluerons dans le temps, c'est celui dans l'Accord de libre-échange sur le continent nord-américain. Et la question, à mon sens, qu'il est important de poser où le fait qu'il est important de constater, c'est que graduellement nous allons nous orienter dans un marché ouvert, ici, dans le continent nord-américain, et incluant le Mexique qui est en discussions à l'heure actuelle avec les États-Unis, et que donc nous allons avoir un marché semblable au vôtre. Et dans ce contexte, la question qui est posée c'est que: Est-ce que, étant donné la complexité de l'harmonisation fiscale entre les pays, on pourra maintenir des pays fédératifs, où deux gouvernements vont se faire concurrence dans le même champ d'impôt et qui vont pouvoir déterminer des taux différents dans les mêmes champs d'impôt? C'est ce qui est le cas à l'heure actuelle. Le gouvernement fédéral établit des taux pour l'impôt sur le revenu; le gouvernement du Québec en établit lui aussi.

Dans le système de TPS que nous avons, qui ressemble un peu mais n'est malheureusement pas aussi sophistiqué ou au point que celui de la TVA, le gouvernement fédéral impose un taux de 7 %; nous en sommes, nous, à un taux de 8 %. Mais on a vu tout de suite cette année que ces taux variaient. Et les droits d'accise, même chose. Le gouvernement fédéral impose des taxes sur les cigarettes, les alcools, le pétrole; le gouvernement du Québec fait la même chose en faisant varier ses taux. Et si on regarde toutes sortes d'autres domaines... Mais j'ai noté les plus importants. L'impôt sur les sociétés aussi, il y a deux impôts sur les sociétés.

Et la question, à mon sens, c'est que dans le contexte du libre-échange, un système où deux gouvernements interviennent dans les mêmes champs d'impôt deviendrait extrêmement complexe et que, sur un plan fiscal, il faudrait qu'il y en ait un qui ait l'autorité, dans ce contexte-là. Nos amis d'en face disent que ça doit être le fédéral et puis, s'ils sont logiques, ils devraient admettre, à terme, d'ici 20 ans, qu'ils seront obligés, comme gouvernement du Québec, d'évacuer finalement les champs fiscaux. Alors que, nous, nous disons que c'est le gouvernement du Québec qui doit les occuper.

Alors, c'est notre proposition. Alors, évidemment, vous êtes dans notre débat, là. Je vous amène dans le débat. Mais, en quelque sorte, est-ce qu'en Europe, étant donné les complexités que vous avez déjà à internationaliser sur le plan européen les régimes fiscaux, vous ne trouvez pas que ce serait complexifier beaucoup les choses que d'introduire des pays à deux niveaux, qui prennent des décisions sur deux plans?

M. Louit: Oui.

M. Léonard: Alors, peut-être que vous avez le cas de l'Allemagne que vous pourriez m'expliquer là-dessus. Je ne sais pas si les champs d'impôt sont concurrents ou...

M. Louit: Non, ils ne sont pas concurrents. Mais je crois que, en fait, d'abord il faut préciser... Enfin, à ma connaissance, parce que je connais mal le fonctionnement de la zone de libre-échange américaine. Enfin, ça m'intéresserait d'ailleurs d'avoir...

M. Léonard: Si vous permettez, c'est sûr que le Marché commun a pris une démarche inverse mais, quant à nous, on peut penser qu'avec une période de 10, 20, 25 ans en avant, la tendance va être vraiment de faire tomber des barrières. Tout le monde le dit.

M. Louit: Oui.

M. Léonard: Et donc, on peut s'attendre à ce que, à partir d'autres bases, on évolue vers un marché unique en Amérique du Nord.

M. Louit: Oui, mais la différence... À un moment donné vous disiez, je crois, que la zone de libre-échange ressemble, en fait, à la Communauté économique européenne. Je ne suis pas d'accord. Je ne suis pas d'accord parce que, enfin, si la zone de libre-échange fonctionne bien tel que je le perçois, c'est en fait quelque chose de simplement négatif. C'est-à-dire qu'on dit: Bon, on supprime les barrières douanières entre les États, de telle sorte que les marchandises et les services puissent fonctionner sans entraves. Dans la Communauté économique européenne on va plus loin. On dit qu'on supprime ça mais on fait en sorte également que, sur le marché unifié, il n'y ait plus de distorsion dans les conditions de la concurrence, et notamment qu'il n'y ait plus de distorsion fiscale. Donc, ça va beaucoup plus loin parce que ça oblige inévitablement à mettre en place une relative harmonisation fiscale.

Dans un système de libre-échange pur, et pour s'en tenir au plan fiscal, c'est une sorte de concurrence qui se livre et qui aboutit, dans le fond, a priori, si vous voulez, à un succès du "moins-disant", c'est-à-dire à un succès de l'État qui, prenant en charge le moins de choses possible, aura la fiscalité la plus basse possible. Et ça, ça paraît, en fait, aux yeux d'un Européen souvent, malgré tout, un système un peu régressif. Ça veut dire que, par exemple, s'il y a des charges sociales importantes au Canada, qui n'existent pas aux États-Unis, bien, le fait de faire sauter les barrières douanières condamne à terme, inévitablement, l'activité canadienne.

La Communauté économique européenne va plus loin. Alors, elle est peut-être plus contraignante ensuite, en disant: Mais attention! Là, il faut qu'en termes d'impôts sur les sociétés il y

ait une harmonisation dans ce sens; qu'en termes de TVA il y ait une harmonisation dans ce sens. Mais ça présente un avantage considérable, c'est que les règles du jeu sont quand même relativement, j'allais dire honnêtes, relativement claires. Je crains que ce ne soit pas tout à fait le cas dans un système de libre-échange pur – je ne sais pas si c'est le cas pour l'Amérique du Nord – mais dans un système de libre-échange pur, je vous dis que c'est la concurrence du moins 10 ans et ça peut être redoutable, en termes à la fois économique, social, etc. (17 h 45)

Alors, pour en revenir plus précisément à votre question, même les États unitaires ont des systèmes de double ou de triple niveau d'imposition. La France, par exemple, qui est un État unitaire, comme chacun le sait, a, du fait de la centralisation, un système d'imposition au niveau des collectivités territoriales: conseil régional, département, commune, qui sont des impôts qui ne sont pas négligeables. Mais c'est vrai qu'il n'y a pas de juxtaposition sur la même matière imposable; enfin, il y a rarement, plus exactement, de juxtaposition sur la même matière imposable, sauf en droit d'enregistrement sur des opérations de vente d'immeubles, d'apport de fonds de commerce, etc., là il y a juxtaposition d'une imposition sur la même matière. Mais, en règle générale, ce n'est pas le cas.

Effectivement, dans un État fédéral comme le Canada, ça peut être le cas. Je crois que, de toutes les façons, quelle que soit la solution – je veux dire, je n'ai pas la compétence pour entrer dans le débat canadien ou dans le débat québécois – mais quelle que soit la position prise, il est clair que, si on joue le jeu d'une ouverture économique – et je crois qu'en termes économiques, il est difficile d'y échapper – on consent nécessairement des sacrifices en termes de souveraineté. Le problème, c'est plutôt de les consentir à bon escient que de savoir si on les consent ou si on ne les consent pas. En fait, j'ai le sentiment si vous voulez – je ne parle même plus en termes juridiques – qu'il peut y avoir un décalage fabuleux entre le langage juridique – on est souverain ou on ne l'est pas – et la réalité. Et je crois que, si on joue une zone ouverte, large, etc., inévitablement, sur le plan économique, financier, fiscal, on consent à des limitations de souveraineté, dans l'intérêt, évidemment, de sa population, de sa province, etc. Or, c'est vrai que l'échelon, la juxtaposition d'échelons peut compliquer les choses à l'existence d'un échelon provincial et d'un échelon fédéral, peut rendre plus difficile, si vous voulez, la détermination d'une politique. J'y ai fait une réponse de Normand, là, je pense.

**M. Léonard:** Oui, oui.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** Disons quand même qu'au fond la complexité n'arrangerait pas les choses, si on vise à harmoniser la fiscalité. En ce qui me concerne, je pense que nous y serons amenés, à harmoniser la fiscalité parce que nous avons une poussée de contrebande, à l'heure actuelle, assez spectaculaire en ce qui concerne les cigarettes et en ce qui concerne d'autres choses, mais surtout les cigarettes, pour reprendre, paraît-il, que les recettes de l'État du Québec auraient diminué de façon très substantielle au cours des derniers mois parce que, justement, on a augmenté l'impôt sur le tabac, ce qui fait qu'il y a un intérêt majeur à faire de la contrebande et qu'elle se fait avec la frontière américaine, notamment, et surtout avec les Américains.

Alors, je partage votre idée ou, en tout cas, l'orientation, au fond, que, si on veut ouvrir les frontières sur le plan économique, il faut vraiment harmoniser le plus possible la fiscalité. Alors, c'est vrai de la taxe sur les produits, des services et si on abolit les douanes. La question qui surgit inévitablement, c'est qu'à partir du moment où la fiscalité doit être harmonisée, par exemple, avec les États-Unis en ce qui nous concerne, en la simplifiant le plus possible via une démarche politique, comment financer des orientations qui nous sont particulières sur le plan culturel, sur le plan social? Au fond, si on dit que la fiscalité des entreprises doit être concurrentielle, que la fiscalité de la TVA et des droits d'accise doit être concurrentielle aussi, il reste l'impôt sur le revenu des particuliers par lequel on peut financer des services personnels, sociaux et culturels, de façon beaucoup plus identifiée à l'impôt sur le revenu. Est-ce que vous pensez finalement que l'ouverture des marchés nous amène à une telle démarche: uniformiser tout ce qui s'appelle opération économique, fiscalité sur les opérations économiques et garder l'impôt sur le revenu pour financer l'éducation, la culture et les affaires sociales?

**M. Louit:** Oui. Ce que vous appelez l'impôt sur le revenu, c'est l'impôt sur le revenu et l'impôt...

**M. Léonard:** ...des particuliers.

**M. Louit:** ...des particuliers.

**M. Léonard:** Je vois qu'en France, c'est très faible. Malgré que la courbe soit très progressive, comme vous avez dit, le rendement net est de 5 %, 5,5 %, dans votre tableau.

**M. Louit:** Oui.

**M. Léonard:** Alors, c'est très faible par rapport à ce que nous avons.

**M. Louit:** Oui, c'est exact. Mais c'est parce

qu'en fait, il y a beaucoup de... Enfin, on a deux fois plus de foyers exonérés de l'impôt sur le revenu en France que, par exemple, en Allemagne ou en Grande-Bretagne. Donc, c'est lié au fait que beaucoup de petits revenus ne paient pas du tout d'impôt sur le revenu et c'est ça qu'il faudra vraisemblablement, à terme, modifier, c'est-à-dire revenir sur cette non-imposition des petits revenus.

Oui, mais enfin, même là, on n'a pas une marge de manoeuvre considérable. C'est clair que les personnes physiques, si vous voulez, ne se "délocalisent" pas aussi facilement qu'on pourrait le penser, mais enfin, on ne peut pas non plus jouer de l'impôt sur le revenu en toute liberté. Je me souviens d'une déclaration du premier ministre français, en fait de l'ancien premier ministre français, disant: La TVA, c'était finalement la seule marge de souveraineté que nous avions dans le domaine fiscal. Ce qui est vrai pour les pays européens, et notamment pour la France, c'est un impôt qui est très bien accepté. C'est-à-dire, on peut augmenter d'un point le taux de TVA normal, personne ne dit rien, personne ne râle, etc.

En matière d'impôt sur le revenu, ce n'est pas le cas du tout. Dès que vous touchez les prélèvements pour les augmenter un tantinet, que vous revenez sur une exonération, etc., vous avez des réactions qui sont des réactions aussi économiques. On en a fait l'expérience, nous, en 1981-1983, où le gouvernement Mauroy a considérablement augmenté la progressivité de l'impôt sur le revenu. Ça a donné quoi? Les personnes qui étaient dans les tranches les plus imposables - il ne faut pas se leurrer, celles qui sont dans les tranches les plus imposables, bon, c'est vrai que c'est une démarche libérale que j'ai là, peut-être, mais en règle générale, ce sont quand même celles qui sont les plus compétentes et les plus actives, à quelques exceptions près. Il y a toujours des exceptions - qu'est-ce qu'elles ont fait, ces personnes-là? Elles ont arrêté de travailler. Le travail marginal supplémentaire ne présentait plus aucun intérêt et elles ont préféré aller jouer au tennis, etc., ou plutôt que d'embaucher une personne supplémentaire, continuer à travailler le week-end, etc. Donc, on n'a pas, en matière d'impôt sur le revenu - c'est un impôt sensible, quand même - on n'a pas une marge de manoeuvre considérable. Enfin, en tout cas, je parle pour l'expérience française. Je ne sais pas, enfin... Au Canada, il est peut-être plus facilement accepté, mais je sais qu'en France, c'est un impôt qui est extrêmement sensible. Or, on ne pourra pas jouer beaucoup là-dessus, hein?

**M. Léonard:** Est-ce que, dans les pays du Marché commun, à l'heure actuelle, il y a des politiques fiscales destinées à stimuler la création d'emplois? Est-ce que, sur ce plan-là, il y a des politiques générales ou communautaires qui jouent, ou est-ce qu'il y a une réglementation

qui l'empêche ou autrement, pas qui l'empêche, mais qui la favorise?

**M. Louit:** De politiques communautaires visant à faciliter la création d'emplois, non, pas réellement. Ce sont des politiques nationales, mais qui, généralement, se traduisent par des dérogations fiscales, enfin, des exonérations fiscales qui doivent obtenir l'accord de la Communauté. Par exemple, la France a mis en place ce qu'elle a appelé des "zones d'entreprises" dans les régions qui étaient touchées par une crise économique, par exemple dans les régions dans lesquelles se trouvent des chantiers navals. Il y en a notamment une pas très loin d'Aix-en-Provence. On met en place des zones d'entreprises où on dit: Les entreprises qui investissent dans cette zone sont exonérées d'impôt sur les sociétés pendant un certain délai. De mémoire, ça doit être cinq ans. Enfin, moitié à plein... enfin, complètement et moitié pour une partie seulement.

Mais il a fallu qu'on obtienne l'autorisation de la Communauté économique européenne. Pourquoi? Bien, parce qu'effectivement c'est un type d'action qui est de nature à fausser les conditions générales de la concurrence. Donc, il faut faire valoir, par des arguments, que cela correspond à une nécessité régionale, etc., hein? C'est, à ma connaissance, le seul type de disposition qui a été pris, mais ça relève, donc, je le répète, des États.

**M. Léonard:** Des États et non pas de la Communauté?

**M. Louit:** Non pas de la Communauté.

**M. Léonard:** Actuellement, il n'y a pas de tendance qui ferait que la Communauté s'y intéresserait davantage pour simuler, par exemple, la création d'emplois dans des pays plus pauvres...

**M. Louit:** Mais il y a des aides. Oui.

**M. Léonard:** ...moins riches, comme la Grèce ou... Alors, quelles sont les mesures?

**M. Louit:** Il y a des aides régionales, en fait. Il y a des aides régionales financières qui sont consenties par la Communauté économique européenne à un certain nombre de zones considérées comme handicapées, si vous voulez, dans le cadre de la Communauté économique européenne.

**M. Léonard:** Mais, à ce que je sache, ce ne sont pas des aides économiques ou financières très importantes par rapport au budget des États...

**M. Louit:** Par rapport au budget des États,

non, mais sur un plan régional, ça peut représenter effectivement une somme non négligeable, enfin, une aide non négligeable. Ce sont les États du Sud, en fait, qui en ont bénéficié essentiellement.

**M. Léonard:** Par rapport... Ah, j'y revien-drai.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. Je veux d'abord vous remercier de vouloir témoigner devant notre commission et je vais vous demander de faire un peu de... Je vais revenir strictement sur le Marché commun européen. Je vais vous demander de faire un peu de prospective. Vous avez plaidé sur la nécessité de la suppression de ce que vous avez appelé les "frontières fiscales" et vous avez pris trois exemples: l'exemple de la TVA, et, à ce moment-là, au niveau de l'exemple de la TVA, vous avez démontré à quel point il était important qu'on finisse par harmoniser les taux de TVA et vous avez signalé qu'il était nécessaire d'avoir un mécanisme de compensation, parce que les différents Trésors ne pouvaient pas percevoir ce qui était leur dû. Au niveau des entreprises, vous n'êtes pas rendu non plus, aussi comment on combattait la fiscalité anormale, les pratiques anormales de gestion, ou est-ce que dans quel Trésor, et quel était le mécanisme de compensation. J'imagine qu'il devait y en avoir un. Vous avez plaidé aussi sur le troisième point, sur les marchés financiers, à quel point il était nécessaire aussi d'harmoniser la fiscalité dans les marchés financiers pour éviter les flots d'épargne ou que l'épargne se concentre dans certains pays. Au fur et à mesure que je vous écoutais parler, je me posais une seule question, et je vous le demande en termes de prospective parce que je sais que ce n'est pas le cas actuellement: Quand est-ce ou est-ce qu'il n'y a pas une tendance, à cause de la complexité des mécanismes de compensation, n'y aurait-il pas une tendance, à moyen terme, d'arriver à une fiscalité communautaire?

**M. Louit:** Je ne pense... Enfin... On arrive, enfin, on va vers une harmonisation d'un certain nombre de dispositions fiscales nationales par référence à une norme communautaire. Je ne crois pas que je verrais moi-même, si vous voulez, réellement, une fiscalité communautaire complètement substituée à la fiscalité des États.

**M. Gauthrin:** Serait substitué qui pourrait venir un certain domaine, venir remplacer les fiscalités étatiques.

**M. Louit:** Un terme...

**M. Gauthrin:** Pour éviter la complexité, la complexification des mécanismes de compensation.

**M. Louit:** Dans un horizon raisonnable, je ne vois pas d'évolution de ce type. Il y a, effectivement, des ressources fiscales communautaires, mais qui sont des ressources fiscales prises, en fait, sur les TVA nationales ou sur les droits de douane communs, les droits de douane extérieurs, etc. Je ne vois pas, dans un avenir même relativement éloigné, une évolution telle que vous la décrivez, avec substitution d'une fiscalité communautaire à l'essentiel de ce que sont les fiscalités nationales actuellement.

**M. Gauthrin:** Est-ce qu'on ne pourrait pas concevoir une TVA communautaire qui remplacerait les TVA nationales, avec un mécanisme de redistribution dans chacun des États?

**M. Louit:** Je ne suis pas sûr que, politiquement, les États et les opinions publiques des États soient prêts à ce type d'évolution parce que, enfin, c'est vrai que ça, techniquement, ça pourrait revenir au même.

**M. Gauthrin:** Ça simplifierait le fonctionnement.

**M. Louit:** Il y aurait un prélèvement au niveau communautaire et une redistribution ensuite en fonction de l'activité constatée dans les différents États. C'est tout à fait concevable. Je crois que, psychologiquement, ni les gouvernements, actuellement, ni les opinions publiques ne sont prêts à accepter ce type d'évolution. Ce serait ressenti, là, effectivement, comme une atteinte à la souveraineté. Alors, c'est assez amusant, parce que les atteintes à la souveraineté, il y en a, mais actuellement elles ne sont pas perçues. Là on la ferait manifestement toucher du doigt, et je pense que ça pourrait entraîner...

**M. Gauthrin:** Les gens ne sont pas encore prêts ou n'ont pas encore fait ce saut.  
(18 heures)

**M. Louit:** Ils ne perçoivent pas; en fait, on en discutait avec M. Rasmussen, à midi. Globalement, ils ne perçoivent pas tellement que leur État est entré dans un mécanisme de construction qui, s'il réussit, aboutit, à terme, à un dessaisissement de plus en plus large de la souveraineté. Les opinions publiques ne réagissent qu'en fonction de problèmes ponctuels qui les concernent directement; enfin, vous connaissez les réactions des agriculteurs. Mais il peut y avoir un tas de réactions de ce type qui sont toujours des réactions ponctuelles, dès lors qu'on est directement concerné, etc.

Sur le plan fiscal, pour le moment, en France en tout cas, on ne voit que le bon côté des choses, c'est-à-dire une diminution des taux

de TVA, etc. Donc, il n'y a pas de réaction. J'ai l'impression, et c'est une impression qui est assez partagée, qu'en fait la population des États est convaincue qu'en définitive c'est un processus qui est parfaitement réversible et que, si un jour la nécessité se faisait sentir de quitter la construction européenne, tout État pourrait le faire. Alors, je ne suis pas convaincu que nous n'ayons pas plus ou moins atteint le point de non-retour, sur le plan économique essentiellement, c'est-à-dire un enchevêtrement. C'est le jeu de la construction européenne. On crée un réseau économique intégré de telle sorte qu'en fait une machine arrière ultérieure soit impossible sur ce terrain-là, sauf à causer des dégâts considérables à l'économie nationale.

**M. Gautrin:** Mais, je reviens toujours sur la fiscalité. Si vous avez des mécanismes compliqués de compensation, une chambre de compensation, est-ce que, naturellement, la simplification ne va pas finir par amener les gens à devoir penser en fonction d'une fiscalité communautaire plutôt qu'un mécanisme de compensation tel que vous l'avez décrit qui, malgré tout, est relativement complexe?

**M. Louit:** Oui, mais je pense qu'en réalité les différentes administrations nationales s'ingénieront à trouver un système gérable par elles plutôt que d'être dessaisies de l'administration de leurs impôts.

**Une voix:** Espérons!

**M. Louit:** Il y a, si vous voulez, une crainte relative dans l'opinion publique, par exemple - je parle de ce que je connais - dans l'opinion française. L'opinion française, ses relations avec son administration ne sont pas nécessairement toujours très bonnes. On a une tradition administrative qui est une tradition de type régalien. Je veux dire que l'administration n'est pas au service des administrés, c'est plutôt l'administré qui est au service de l'administration, enfin, en France. Il faut comprendre qu'un Français se dit: Si par malheur, on me remplace par une administration qui nécessairement va lui ressembler, mais qui, au lieu d'être à Paris, sera à Bruxelles, ce qui est encore plus loin, ce sera la catastrophe à l'état pur. Donc, il y a une méfiance assez importante à l'égard de tout ce qui est accroissement du rôle de l'administration communautaire, qui est actuellement une administration relativement légère malgré tout.

**M. Gautrin:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Alors, je vous remercie de votre présentation. Même si

elle était technique, je pense que c'est important qu'on aille assez loin de ce côté-là pour voir ce que ça peut signifier.

Moi, j'ai une préoccupation parce que plus ça devient, justement, complexe, plus ça devient difficile à gérer, plus on a tendance à vouloir transgresser les règles et à essayer... Vous dites dans votre papier, d'ailleurs, que les États ont été, à différentes reprises, mis au ban parce qu'ils avaient essayé de passer un petit peu à côté des règles.

Mais est-ce qu'il y a, effectivement, des moyens qui sont utilisés, soit par les sociétés, par les personnes ou par les administrations, pour essayer de passer à côté des mécanismes tout en ayant l'air de les respecter? Nous les respectons à la lettre, mais nous ne les respectons pas dans l'esprit. Est-ce que vous avez été saisi, vous, comme analyste, comme observateur, de situations comme celles-là où vous sentiez que l'autodiscipline est une règle ou une réalité à laquelle se contraignent les États membres de la Communauté?

**M. Louit:** J'ai le sentiment, globalement, que les États membres se contraignent à une discipline communautaire. Enfin, je n'ai pas le sentiment, si vous voulez, que, sciemment, de façon systématique, les États membres, ou tel ou tel État membre, pratiquent une politique visant systématiquement à tourner les règles ou à faire semblant de les appliquer sans que...

Je prends un exemple technique mais qui est relativement simple: La France a été condamnée - enfin quand je dis a été condamnée le mot est fort, enfin disons - la Cour de justice des communautés a considéré par exemple en 1989 ou 1988, 1988, que tel dispositif de la TVA française était non conforme à la norme communautaire. C'est une époque où le Conseil d'État français qui est juge en matière de TVA, qui est juge suprême en matière de TVA, a considéré qu'une loi postérieure à la règle européenne s'imposait à lui, c'est-à-dire qu'il ne pouvait pas l'écarter. Donc, on aurait parfaitement pu concevoir, après ce jugement de la Cour de justice des communautés européennes, que l'administration française sollicite le législateur français en lui disant: Votez-nous une loi, reprenons le dispositif qui a été sanctionné par la Cour de justice des communautés européennes. Le Conseil d'État ayant la jurisprudence que l'on sait, de toutes les façons, la loi nationale prévaudra à ce moment-là sur le dispositif communautaire. C'était une parade extrêmement simple pour le gouvernement français. Et je veux dire, au fond, sur ce dispositif qui a été jugé non conforme, économiquement, il n'avait pas tort le gouvernement français. Il a très mal présenté son argumentation juridique mais il n'avait économiquement pas tort. Mais il n'a pas du tout eu cette tentation. Ça m'a même étonné, je dois dire, qu'il n'ait pas cette réaction, parce

que vraiment c'était assez tentant, en définitive.

Et je vois qu'à chaque fois que la Cour a dit: Telle disposition n'est pas conforme, etc., nous avons supprimé assez rapidement la disposition jugée non conforme. Dans certains cas, nous avons demandé une période transitoire pour le faire. Et je dois dire qu'en matière de TVA particulièrement, psychologiquement pour l'administration française, ce n'est pas évident, parce que c'est elle qui a inventé la TVA. Alors, se faire donner des leçons ensuite par le juge européen: Mais dites-moi, là, dans votre TVA vous avez des dispositions qui ne sont pas conformes? Ça n'est pas facile à accepter, en définitive. Il n'y a jamais eu, enfin je n'ai jamais constaté, de tendance à essayer de tourner la règle communautaire. Je veux dire que parfois même c'est surprenant.

**Mme Marois:** Oui. Juste sur un autre plan, totalement différent, qui rejoint une des questions qui a été soulevée tout à l'heure: Étant entendu que les différents États membres, évidemment, ont des systèmes de sécurité sociale, ou des systèmes institutionnels de distribution des services sociaux, des services de santé, d'éducation fort différents, est-ce que, en tendant vers une intégration de la fiscalité, on ne risque pas effectivement d'avoir un impact majeur sur ces choix que les pays veulent pouvoir continuer à faire, et que cet impact amène les États à tendre vers le plus bas commun dénominateur en termes de distribution de services sociaux ou de mesures de sécurité sociale, de prise en compte de mesures de sécurité sociale? Et est-ce que c'est l'objet actuellement de débats entre les États membres de la Communauté?

**M. Louit:** Je ne crois pas que des dispositifs d'harmonisation fiscale qui aboutissent effectivement à une perte de recettes dans certains États...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Louit:** ...aboutissent à une remise en cause du système de protection sociale national tel qu'il peut exister par exemple au Danemark ou en France. Il y a, de toutes les façons, d'autres façons que l'impôt de financer les dépenses sociales. C'est-à-dire que, quand vous regardez les caractéristiques des prélèvements obligatoires en France, ce n'est pas l'impôt qui finance les dépenses sociales. Ce sont des cotisations sociales obligatoires.

**Mme Marois:** Des cotisations sur les masses salariales.

**M. Louit:** Donc, on a toujours la possibilité de maintenir une politique sociale même si, sur le plan fiscal, on est amené à une évolution qui

aboutit à une diminution des recettes.

**Mme Marois:** Mais prenons cet exemple-là, que vous donnez, d'une cotisation dans le fond sur la masse salariale, selon les termes que nous utilisons ici. Ça peut avoir un impact sur la compétitivité des entreprises, sur...

**M. Louit:** Oui, mais comme l'impôt.

**Mme Marois:** Comme l'impôt, bien sûr, mais, à ce moment-là, est-ce que l'effet ne risque pas d'être un déplacement des entreprises vers les États membres où cette cotisation est beaucoup moins élevée?

**M. Louit:** Oui, c'est certain. Mais, est-ce que ça vous ne l'avez pas d'ores et déjà? Enfin, est-ce que nous ne l'avons pas d'ores et déjà? Est-ce que nous ne voyons pas d'ores et déjà se localiser toute une série de productions dans des pays d'Asie du Sud-Est où il n'y a pas de système de protection sociale? On l'a déjà, le problème.

Et enfin, c'est un débat extrêmement général, là, qu'il faudrait avoir. Est-ce que, pour des raisons économiques, nous devons revenir sur un modèle de société qui veut une certaine redistribution, une certaine protection sociale ou non? Et, dans ce cas-là, comment faire pour éviter qu'il y ait une disparition des activités économiques dans les États où le système de redistribution est le plus efficace, le plus protecteur? Je veux dire que ça, c'est une réponse. La réponse n'est pas du tout évidente, là, hein.

**Mme Marois:** Non. Je suis d'accord avec vous parce que, même si on le prend sur le plan mondial, il y a un déplacement, à cet égard-là, de la production, de tout le dispositif de production vers les États d'Asie ou d'Afrique, mais plutôt d'Asie, si on veut. Mais là, on parle de l'intérieur de la Communauté européenne où, à cause du choix fait par les États d'être membres de la Communauté, et donc d'harmoniser leur fiscalité, l'impact risque, même dans la Communauté, entre les États, de soulever cette question-là.

Je vais la continuer, cette question-là, sous un autre angle, dans le sens suivant. Ça a été un petit peu soulevé par mon collègue tout à l'heure, dans le sens des situations économiques que vivent certains États, des problèmes majeurs dans certaines régions. Vous parliez des régions en France où il y a eu des chantiers navals qui ont dû fermer ou qui ont dû réorienter toute leur structure de production. Est-ce que, dans les règles régissant la Communauté économique, on a effectivement des provisions permettant à des États qui voudraient appliquer des mesures très très particulières pour relever leur niveau d'emploi de pouvoir les appliquer? Tout à l'heure

vous avez répondu en disant que, dans le cas de la France, elle a dû aller se justifier devant la Communauté. C'est bien ce que j'ai compris. Mais est-ce que, institutionnellement, il est prévu des règlements, des lois qui permettraient à des États de le faire d'une façon systématique, sans avoir nécessairement à aller se justifier chaque fois, compte tenu de leurs problèmes chroniques, par exemple, d'emploi, de sous-emploi ou de chômage?

**M. Louit:** Non. De façon systématique et sans avoir une démarche d'approbation préalable qui vise essentiellement à veiller à ce que les conditions de la concurrence et du libre accès ne soient pas faussées? Non, pas à ma connaissance.

**Mme Marois:** D'accord. Donc, à chaque fois qu'un pays veut pouvoir appliquer des mesures de relèvement économique – il doit pouvoir, si ça a un impact un tant soit peu sur la concurrence; or, c'est souvent le cas, qu'on le veuille ou non – il doit aller se justifier?

**M. Louit:** Oui. Et ça va même très loin. Par exemple, sachez que quand l'État français a décidé d'éponger le passif de la Régie Renault...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Louit:** ...il a été obligé d'obtenir effectivement l'accord de Bruxelles. Et cet accord de Bruxelles n'a pas été facile à obtenir. La logique de l'entreprise publique est une logique qui est un peu en porte-à-faux dans une construction économique libérale.

**Mme Marois:** C'est parce que mon collègue me suggérait: Est-ce qu'il y a des refus fréquents, ou est-ce que ça s'est passé qu'il y ait des refus dans des circonstances assez importantes quand même, qui avaient une signification pour les pays concernés?

**M. Louit:** Des refus en termes d'aide, non, mais la France et l'Italie viennent d'essuyer – enfin, des entreprises françaises et italiennes viennent d'essuyer – un refus qui a été très mal accepté par les intéressés dans les négociations concernant la reprise de De Havilland.

**Mme Marois:** Ah oui, bien sûr, que nous connaissons un peu, en effet! Ça va, merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** Alors, M. le doyen, à vous entendre nous expliquer la fiscalité du Marché commun européen, toute sa complexité, à vous entendre répondre à nos questions et nous souligner, par exemple, qu'en 1988 la France avait dû se justifier face à certains reproches que pouvait lui faire le juge européen quant à

l'application de sa TVA, à vous entendre nous expliquer aussi que l'harmonisation fiscale est suivie d'une harmonisation économique, et aussi toutes ces mesures de discussions que vous avez, discussions quand même assez contraignantes – si j'ai pu comprendre vos explications – des États quant à leurs politiques budgétaires, quant à leurs politiques, aussi, de dévolution de dépenses publiques, etc., on en arrive presque à la conclusion qu'ici, au Canada, nous sommes moins intégrés économiquement que le Marché commun européen. Et, par conséquent, parce que nous, ici, une province peut faire un déficit de 14 000 000 000 \$ – et il n'y a pas un juge européen qui va aller lui reprocher quoi que ce soit – peut imposer une taxation sur son territoire et puis, on ne le lui reprochera pas au niveau aussi d'un mécanisme au niveau de la fédération.

(18 h 15)

Alors, on a l'impression que le Québec devenant souverain et voulant bénéficier de la même intégration économique – et c'est quelque chose qui serait souhaitable, parce que nos entreprises, notre économie est habituée à fonctionner dans cette intégration économique – dans la mesure, donc, où nous négocierions une intégration économique semblable à ce que nous avons, parce que nous serions souverains, nous serions moins autonomes que ce que nous sommes maintenant en mesures économiques. Il n'y a pas quelque chose de paradoxal mais, de par ce que je retiens de ce que vous nous dites et de vos explications sur le Marché commun, on devient souverain mais on devient plus dépendant économiquement et plus encadré économiquement parce qu'on est souverain?

**M. Louit:** C'est une question ou une déclaration?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Rémillard:** J'aimerais savoir si je vous ai mal compris par rapport à l'explication européenne et de ce que vous nous avez expliqué.

**M. Louit:** Non, non. Vous avez très bien compris les explications que j'ai données. Je crois qu'il y a, à l'évidence, un concept juridique de la souveraineté et une application pratique de la souveraineté. On peut être titulaire d'une souveraineté juridique sans être, de fait, réellement maître de ses décisions. Je veux dire... D'ailleurs, c'est une déclaration qui est d'une banalité foudroyante, indépendamment de toute construction communautaire ou autre. C'est évident, n'importe qui peut le constater dans des relations de n'importe quel État avec n'importe quel État. C'est clair.

C'est vrai aussi – et ça, c'est encore une réponse de Normand – que si on n'a pas la souveraineté juridique, on n'a probablement pas



la possibilité d'avoir une souveraineté tout court, de fait. C'est un pas mais, dans la réalité économique actuelle, c'est une démarche qui me paraît très juridique mais c'est un point de vue vraiment très personnel et je ne veux pas du tout entrer dans des débats québécois.

**M. Rémillard:** Est-ce qu'on pourrait dire, par exemple, qu'une intégration économique d'État souverain nécessite un encadrement plus étroit que l'intégration économique d'État fédéré?

**M. Louit:** Bien, oui, dans la mesure où la répartition des pouvoirs donne au fédéral un moyen d'action immédiat, direct, etc., que n'a pas nécessairement l'organe de coordination de regroupement des États souverains.

**M. Rémillard:** Alors, un État souverain qui participe à un marché unique a moins de latitude sur le plan économique qu'un État autonome dans une fédération?

**Une voix:** Voyons donc! Voyons donc!

**M. Louit:** Il n'en a pas plus.

**M. Rémillard:** Il n'en a pas moins, il n'en a pas plus?

**M. Louit:** Il n'en a pas moins, il n'en a pas plus, à mon avis. Ce n'est pas un discours de juriste, là. Je ne crois pas que le problème soit un problème juridique. Je crois que l'aspect juridique du débat n'est qu'un tout petit élément du débat d'ensemble. Il peut y avoir un tel décalage entre le droit et la réalité. Enfin, je ne devrais pas, professeur de droit, arriver à un constat de ce type, mais c'est tellement évident.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Lac-Saint-Jean?

**M. Brassard:** C'est simplement pour poursuivre, parce que si le ministre veut aller dans cette direction-là, on peut approfondir et poursuivre aussi. Puis, on pourrait se dire, à ce moment-là: Donnons le budget, toutes proportions gardées, donnons au gouvernement fédéral le même budget que celui de la Communauté, toutes proportions gardées. Vous allez voir fondre le budget, parce que, au gouvernement fédéral, c'est un budget de l'ordre de quoi? De tout près de 150 000 000 000 \$. Et si on fait la proportion, il fondrait à peu près, même pas à 15 000 000 000 \$. Il fondrait le budget. Alors, les comparaisons, ça peut se faire dans un sens, mais ça peut se faire dans un autre sens aussi, et on peut regarder ça sous toutes sortes de dimensions. Sur le plan budgétaire, si on faisait la transposition, le budget du gouvernement fédéral fondrait comme une baudruche qu'on crève. Je serais bien d'accord avec ça, aussi, moi.

Et sur le plan des pouvoirs, aussi, c'est toute la question des pouvoirs qu'il faut regarder, hein? Les États membres de la Communauté ont pas mal plus de pouvoirs; par exemple, en matière de recherche et développement, qui est un outil essentiel dans les économies modernes et développées. Ils ont pas mal plus de pouvoirs en matière de recherche et développement que les provinces fédérées du Canada. Bon, puis enfin, écoutez, le temps nous manque, mais on pourrait développer davantage. Le ministre a fait quelques omissions. Ça lui arrive!

**Une voix:** Le fédéral ne peut pas donner ce qu'il n'a pas. Quand il n'a pas de marge de manoeuvre, il ne peut pas en donner plus...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, je m'excuse. On va laisser le professeur Louit répondre.

**M. Louit:** Répondre?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Louit:** Non, là, je n'ai pas de réponse. Vous êtes en train de me faire des déclarations des deux côtés et vous me demandez une réponse.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, nous sommes à l'heure des déclarations. M. le ministre, une dernière intervention, s'il vous plaît.

**M. Rémillard:** Je sais que le professeur Louit connaît très bien le pouvoir déclaratoire qui est enchâssé dans la Constitution canadienne, mais ce n'est pas la même chose. Non, c'était simplement au point de vue de l'intégration économique et, entre autres, j'ai été très intéressé par vos propos lorsque vous avez parlé de cette harmonisation économique et, entre autres, de toutes les conséquences qu'on pourrait apporter sur les politiques budgétaires, les politiques d'administration publique qui vont s'appliquer de plus en plus d'une façon coercitive au niveau des États membres du Marché commun.

Et vous nous disiez que le gouvernement français socialiste pourrait difficilement, par exemple, au point de vue politique, refaire ce qu'il a fait en 1982-1983 de par l'impact sur l'harmonisation de la fiscalité au niveau de l'ensemble de la fédération.

**M. Louit:** Oui, enfin...

**M. Rémillard:** Alors, c'est donc dire, à mon sens, que c'est quand même une intégration économique très poussée.

**M. Louit:** Oui, enfin... Il faut dire qu'il a

fait fort, entre 1981 et 1983, le gouvernement français, quand même, hein? Il est allé vraiment très loin dans une démarche qui était totalement à l'opposé de la Communauté européenne à laquelle la France appartenait toujours. Donc, je veux dire, c'est un exemple qui est presque caricatural, de ce point de vue là. Mais ce n'est pas sur le plan fiscal, ce sont toutes les conséquences économiques que ça a entraîné: dévaluation... On a eu trois dévaluations consécutives, donc, nécessairement, trois renégociations des parités dans le cas du serpent monétaire européen, etc., indépendamment de la procédure européenne. Ça ne fait pas sérieux, quoi, en fait. On perd un peu notre crédibilité économique dans ce cadre-là, et je crois que Monsieur... Enfin, le ministre des Finances l'a très bien compris actuellement.

Il est accusé, par son opposition interne, actuellement, en France, de privilégier la défense du franc à la lutte contre le chômage. Ce sont des contraintes communautaires. Alors, je ne veux pas dire que le chômage soit la conséquence inéluctable de la construction communautaire, mais en tout cas, on est moins bien placé pour lutter contre, du fait d'un certain nombre d'impératifs communautaires.

**M. Rémillard:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Labelle, il vous reste une minute.

**M. Léonard:** Alors, je ne peux pas laisser passer la déclaration du ministre, qui disait qu'avec le gouvernement fédéral et le Québec à l'intérieur de la fédération, on aurait plus de marge de manoeuvre que le fédéral lui-même en aurait. Je pense que le fédéral ne peut pas donner à des provinces la marge de manoeuvre qu'il n'aurait pas, premier point. Et deuxième point, on a bien vu, en fin de semaine, dans ce qui est sorti des négociations sur le GATT, que le Québec, province, n'aurait plus de marge de manoeuvre et ne pourrait plus utiliser les instruments qu'il s'est construits depuis 30 ans. C'est ça, la réalité! Vous vous êtes fait passer ce sapin-là, vous ne l'avez pas vu, mais au fond, ça vient complètement à l'encontre de ce que vous avez dit.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** M. le Président, moi aussi, je voudrais remercier M. Louit de son mémoire devant cette commission. Mais, moi aussi, je ne peux pas laisser passer une remarque faite par le député de Labelle, tantôt, dans sa première intervention, quand il a dit que nous, du côté gouvernemental, si on est "épouvanté" avec nous, on est prêts à donner la fiscalité au gouvernement fédéral. C'est complètement le contraire,

monsieur! On n'a jamais dit ça, puis ce n'est pas dans l'intention du gouvernement non plus de donner cette fiscalité au gouvernement fédéral, non plus, comme les autres le prétendaient, de la question de s'harmoniser à la fiscalité des États-Unis. Je pense que c'est plus logique de s'harmoniser à la fiscalité du Canada qu'à celle des États-Unis.

Ma question est dans un autre domaine; je voulais simplement rétablir cet aspect. C'est toujours dans le domaine de la souveraineté partagée. Vous abordez, à la page 10, et je pense que vous en avez déjà discuté un peu, la question de la restitution de l'impôt indûment payé et de la tentative de la législation française d'éviter cette répétition de l'indu par le véhicule de force de l'intérêt. Et, à un certain moment, vous précisez que les tribunaux français ont écarté cette disposition législative parce que contraire à l'ordre juridique communautaire. Autrement dit, disons, les juges français font prévaloir, si on peut dire, l'ordre juridique communautaire aux lois françaises. D'après vous, au moment où les citoyens s'aperçoivent, disons, de cette prise de position des juges français vis-à-vis de la prédominance du droit communautaire européen sur les lois françaises, quelle est la réaction de la population ou des gens qui sont en connaissance de ces dispositions-là?

**M. Louit:** Oui. Bien, je veux dire, les personnes qui ont connaissance de ces dispositions sont des juristes. Donc, les juristes, ça ne les étonne pas outre mesure. Cette décision à laquelle vous faites référence est une décision qui a été prise par les juridictions judiciaires et non pas par les juridictions administratives, c'est-à-dire par des juridictions qui ont été plus vite, plus européennes, si vous voulez, dans leur décision que les juridictions administratives.

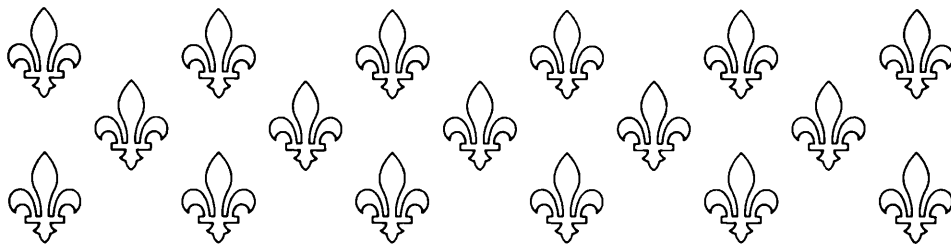
Les juristes, ça ne les étonne pas. Ils peuvent discuter ensuite techniquement sur la question de savoir si, effectivement, le juge judiciaire a le pouvoir d'écarter la loi nationale contraire à la disposition communautaire ou s'il n'a pas ce pouvoir-là. En revanche, l'opinion publique n'est pas du tout informée de ce genre de problème; pas du tout, en fait. C'est beaucoup trop technique, ça ne paraît même pas dans les journaux. On dira: Tiens, l'État français a été obligé de reverser une partie des sommes qu'il avait perçues sur les véhicules de forte cylindrée qui n'étaient pas des véhicules français, mais... Je veux dire, ce sera perçu plutôt sous l'angle anecdotique; on trouvera que c'est assez amusant, en définitive, que l'État soit obligé de restituer un peu d'argent au contribuable, mais on ne verra pas la réalité du problème qui est effectivement l'intégration du droit communautaire dans le droit national et sa prééminence. Donc, je crois que, là, l'opinion publique n'a pas tellement conscience, en fait, de ce type de problème.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, professeur Louit, pour vous paraphraser ce que vous nous avez dit au début, que soit que le professeur était confus ou que les élèves étaient fatigués, vous avez pu voir que le professeur était très, très alerte et que les étudiants l'étaient tout autant. Vous avez su nous intéresser grandement. Vous avez soulevé beaucoup de points de grand intérêt et des questions qui vont sûrement éclairer beaucoup la marche de nos travaux.

Dans ce sens-là, nous vous remercions très chaleureusement de cette contribution-là et nous ajournons les travaux de la commission à demain, le mardi 28 janvier, à 9 h 30, à la salle du Conseil législatif. Alors, 9 h 30, demain matin, salle du Conseil législatif. Je vous remercie. Bonsoir.

(Fin de la séance à 18 h 30)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 28 janvier 1992 — No 22**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

#### **Audition d'experts**

M. Émile Noël  
M. Edmond Orban

CEAS-587

CEAS-607

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Jacques Brassard  
M. Gil Rémillard  
M. Jacques Léonard  
M. Henri-François Gauthrin  
Mme Pauline Marois  
M. Cosmo Maciocia  
Mme Louise Bégin

Témoins interrogés: M. Émile Noël, Institut universitaire européen de Florence  
M. Edmond Orban, Université de Montréal

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mardi 28 janvier 1992

(Neuf heures trente-huit minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** À l'ordre, s'il vous plaît! Alors, si vous permettez, je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place.

Alors, si vous permettez, ce matin, nous recevons le professeur Émile Noël et, auparavant, avant de vous présenter M. Noël, est-ce qu'il y a des remplacements? M. Benoit d'Orford qui remplace M. Bourassa. Tout le monde est là de l'autre côté. Il n'y a pas de remplacement. Non. Bien. Alors, ceci clôt pour les remplacements.

Alors, ce matin, nous recevons M. Émile Noël qui est né à Istanbul en Turquie, mais de nationalité française. Il a fait ses études... Il est un ancien élève de l'École normale supérieure, licencié en sciences physiques et sciences mathématiques. Or, ça fera plaisir à M. Gauthrin. Il est marié à Mme Durand. Deux enfants. Il a été secrétaire de la Commission des affaires générales, Commission politique de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe. Directeur du secrétariat de la Commission constitutionnelle de l'Assemblée ad hoc, chargée d'élaborer un projet de communauté politique européenne. Chef de cabinet du président de l'Assemblée consultative du Conseil d'Europe. Chef de cabinet et directeur adjoint du cabinet du président du Conseil des ministres de France. Secrétaire général de la Commission de la Communauté économique européenne, secrétaire général de la Commission des communautés européennes et président de l'Institut universitaire européen de Florence. Il a fait de nombreuses publications, évidemment. Il est un homme, donc, très, très impliqué et qui connaît à fond le dossier de la Communauté européenne, il va sans dire, cette Communauté économique. Donc, sans plus tarder, M. Noël, on vous cède la parole, et nous sommes tout ouïe, croyez-moi.

#### Audition d'experts

##### M. Émile Noël

**M. Noël (Émile):** M. le Président, merci de votre aimable introduction et merci de votre accueil. C'est un grand honneur pour moi d'avoir l'occasion de venir devant la commission que vous présidez et de présenter quelques idées à cette commission. Je voudrais, dans cet exposé introductif, donner quelques appréciations sur la manière dont la Communauté s'est développée et la manière dont s'est organisée la répartition des pouvoirs entre les États membres et les Institutions de la Communauté.

Peut-être, d'abord, un bref rappel historique qui permet de mettre les choses en situation. Comment s'est engagé, en fait, ce processus

communautaire, il y a maintenant 40 ans, le lancement historique et la déclaration dite Monnet-Schuman de mai 1950. La CECA, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, était fondée sur ce qu'on pourrait appeler maintenant une loi européenne qui fixait d'une manière détaillée les conditions de fonctionnement d'un marché commun du charbon et de l'acier. Cette loi accordait des pouvoirs étendus à un organisme exécutif: la Haute Autorité; celle-ci devait fonctionner sous le contrôle de la Cour de justice. Elle donnait finalement des pouvoirs limités à un organisme interministériel, le Conseil des ministres, et à une assemblée parlementaire. En fait, mis à part le rôle mineur de l'assemblée parlementaire, le schéma de Jean Monnet était assez largement inspiré du schéma américain transposé, bien sûr, sur une entité très limitée.

Après l'échec de la Communauté européenne de défense, en 1954, lorsqu'une relance européenne a été envisagée, deux écoles se sont opposées. L'une, qui avait la préférence de Jean Monnet, était d'encourager le développement d'autres autorités spécialisées comme la Communauté du charbon et de l'acier; l'autre, qui était soutenue notamment par le ministre Spaak des Pays-Bas et Paul-Henri Beyen, visait à faire un saut qualitatif et à passer d'une organisation spécialisée à un marché commun général. C'est cette orientation qui a prévalu lors de la négociation du traité de Rome, qui a établi le principe du marché commun généralisé, complété par un certain nombre de politiques communes. Nous voyions là un premier tournant du système communautaire. Il était possible, dans un traité, de fixer d'une manière rigide les conditions de réduction des droits de l'homme, d'élargissement des contingents, de fixer des calendriers précis; il n'était pas possible de fixer, dans un traité, des politiques communes à établir, nécessairement évolutives, et encore moins de fixer, pour l'établissement de ces politiques, des contraintes rigides. D'où la décision, qui est une des clés de la Communauté, de déléguer aux institutions de la Communauté la capacité d'établir des lois européennes, ce qu'on appelle règlement ou directive, applicables dans toute la Communauté et qui permettraient d'élaborer, de gérer ces politiques communes, l'élaboration de ces lois européennes étant confiée au Conseil des ministres où sont représentés les gouvernements travaillant sur propositions de la Commission européenne, organe exécutif indépendant, avec une participation, au départ, consultative du Parlement européen. C'est la première clé de la Communauté, cette possibilité d'évolution au travers d'un système décisionnel interne.

Tout le processus communautaire est donc fondé sur cette idée d'une mise en commun

progressive de compétences par une coopération entre représentants des gouvernements et représentants d'institutions européennes indépendantes. Il n'y a donc pas, sauf pour des cas assez limités, dans le traité de Rome initial, de transfert direct de pouvoirs à une autorité supranationale - c'est limité à quelques cas, comme, par exemple, les problèmes de concurrence - il y a plutôt mise en commun et gestion en commun des compétences par un système qui associe étroitement les représentants des États et les représentants de l'intérêt commun. La crédibilité opérationnelle du système ainsi établi a été assurée par la qualité des instruments juridiques mis à la disposition des institutions et, notamment, des deux principaux, ce qu'on appelle le règlement, et qui est directement applicable dans toute la Communauté, donc qui est une véritable loi européenne, ce qu'on appelle la directive qui assigne des objectifs précis mais laisse aux autorités nationales ou gouvernementales ou parlementaires, le soin de la mise en oeuvre. (9 h 45)

Par ce moyen, à la foi de la délégation de pouvoirs et du jeu de ces instruments, un droit communautaire, maintenant fort étendu, s'est progressivement établi et son homogénéité est assurée par le rôle éminent donné dans la structure communautaire à la Cour de justice, qui est une pièce majeure de la construction. La Cour de justice assure le contrôle de la légalité de la législation communautaire. Elle peut donc casser une décision du Conseil comme de la Commission si elle estime qu'elle n'est pas conforme aux bases juridiques du traité. Elle assure également un contrôle de l'égalité des décisions individuelles qui peuvent être prises par les institutions et cela assure le recours direct des personnes visées. Elle assure également le contrôle de la légalité des actes des gouvernements, pour autant que ceux-ci visent les compétences communautaires. Elle peut déclarer contraire au traité, donc illégale, une décision d'un gouvernement ou même une loi nationale si celle-ci contrevient au traité. La Cour de justice a été... Un de ses arrêts les plus remarquables établit le principe que la loi européenne, le règlement européen, qu'il s'agisse de ceux qui figurent dans le traité ou de ceux qui relèvent du droit dérivé, prime la loi nationale, que cette loi soit antérieure à la conclusion du traité ou postérieure à la mise en oeuvre du traité. Il faut noter que les particuliers ont des possibilités de recours étendues devant la Cour européenne de justice par le biais, notamment, des questions préjudicielles qui peuvent être posées par un tribunal national à la Cour, à la requête d'un plaignant.

Un troisième élément à côté, donc, du caractère, de la mise en commun et de l'établissement de droit communautaire, un troisième élément est le caractère mixte du système communautaire. Il procède, pour une part, d'une

sorte de coopération intergouvernementale améliorée que la coopération entre le Conseil des ministres et la Commission illustrent. Il a, par ailleurs, des caractères proprement fédéralistes, notamment par le développement et l'applicabilité directe du droit communautaire. Cette mixité, et particulièrement le rôle important qui est donné aux représentants des États dans la formation du processus communautaire, a été un élément essentiel, à mon avis, du succès du système. Bruxelles, si je puis dire, n'est pas Washington. Les États ou les gouvernements ou les représentants sont chez eux à Bruxelles. Ils participent à la mise en commun des compétences. Ils participent non seulement à l'élaboration mais aussi à l'exécution des politiques et, de ce fait, la mise en commun des compétences n'est pas ressentie dans le système communautaire comme une dépossession des autorités nationales mais plutôt comme un autre mode de gestion. C'est un point qui est rarement bien senti ou expliqué à l'extérieur. J'ai lu un certain nombre de documents qui ont été publiés notamment au Canada là-dessus. On donne souvent l'impression qu'il y a une sorte de dépossession nationale au bénéfice des institutions européennes et que la séparation des unes et des autres est profonde, comme c'est souvent le cas dans les systèmes fédéraux. Mais le système communautaire, dans son application, est certainement beaucoup plus subtil et le caractère et l'association étroite des gouvernements et de leurs représentants aux politiques communautaires est un élément important de leurs caractéristiques.

Si je prends maintenant l'évolution proche de la Communauté, la relance de la Communauté après 1985 a introduit au travers de l'Acte unique européen et de la mise en place progressive du marché intérieur une dimension nouvelle dans le système. Tout d'abord, il y a eu ampleur accrue donnée au domaine réglementé par les systèmes communautaires. M. Delors aurait pu dire, sans être démenti, qu'en 1993 probablement les trois quarts de la législation économique dans les différents pays de la Communauté procéderaient directement ou indirectement de textes communautaires. Il faut d'ailleurs noter que cette commune autorisation de la réglementation a très largement conduit, on l'a constaté ces dernières années, à une déréglementation, c'est-à-dire à l'établissement de textes beaucoup moins contraignants ou détaillés que les textes nationaux qui prévalaient auparavant. Pour alléger le système également, la reconnaissance mutuelle des dispositions nationales a été très largement utilisée.

Un deuxième facteur nouveau de cette relance a été le recours systématique au vote majoritaire dans le Conseil, recours qui a été inscrit dans le traité de Rome, dès son origine, et qui aurait dû être quasi général dès la dernière étape de l'activation du traité de Rome, c'est-à-dire en 1966, mais, recours qui avait été



bloqué à la suite de pressions françaises au travers de ce qu'on appelle le compromis de Luxembourg. Le recours au vote majoritaire a été réintroduit à partir de 1986 et même étendu au travers de l'Acte unique européen.

Mais la gestion de ce processus majoritaire, au cours des dernières années, a montré que c'était un processus non agressif. En fait, il est tempéré par cette possibilité qui n'est pas juridique, mais qui est plus ou moins politiquement admise qu'un gouvernement qui considère qu'une matière correspond à un intérêt majeur pour son pays peut, lorsqu'un tel cas se présente, demander que l'on ne passe pas au vote et qu'on recherche une décision consensuelle, cette possibilité qui, retenue pour la première fois en 1966 lors de ce compromis de Luxembourg, avait conduit pendant les 20 années suivantes à un recours systématique à l'unanimité. La mise à jour qui s'est faite à l'occasion de la négociation de l'Acte unique conduit à ce que maintenant cette possibilité, sans être exclue, n'a été au cours des dernières années utilisée que d'une manière tout à fait exceptionnelle, ce qui était d'ailleurs l'esprit des premières demandes du gouvernement français il y a 25 ans. Au cours des cinq dernières années, je crois qu'un intérêt majeur a été mis de l'avant par diverses délégations cinq ou six fois seulement. Cela représente donc un élément qui peut éviter, dans certains cas, une crise grave, mais, pour le reste, la règle majoritaire s'applique. Elle s'est appliquée sans difficulté majeure. Elle conduit souvent à faciliter l'accord général, un gouvernement préférant souvent finalement se rallier ou s'abstenir plutôt que d'être mis formellement en minorité. Dans d'autres cas, et souvent pour des motifs de politique intérieure, un gouvernement peut préférer être formellement mis en minorité pour pouvoir dire à son Parlement qu'il a été contraint de laisser passer, nous ne pouvons, juridiquement, pas faire autrement, une disposition, même s'il n'y était pas favorable.

Ce vote majoritaire dans le Conseil est apparu finalement non pas comme une brimade, si je puis dire, ou un moyen de pression abusif, mais plutôt comme un assouplissement souhaitable dans une Communauté devenue beaucoup plus large avec 12 États membres maintenant; comme un assouplissement utile de la gestion en commun des compétences.

Un troisième élément a été, dans l'Acte unique européen, dans les développements actuels, l'accent mis sur l'extension du domaine des compétences concurrentes. Dans le traité de Rome initial, un accent avait été mis sur l'élaboration de politiques communes qui se substituaient complètement aux politiques nationales. Cela a été le cas pour la politique ... commune. C'est ce qui était prévu pour la politique commerciale commune, pour la politique commune des transports, mais qu'il n'a pas été possible de mettre sur pied, c'est ce qui était largement

prévu, en ce qui concerne la politique de concurrence.

Au contraire, l'Acte unique européen, et maintenant, d'ailleurs, le futur traité de Maastricht, mettent l'accent sur les compétences concurrentes et privilégient, en somme, dans l'expansion du domaine communautaire, ce domaine des compétences concurrentes. C'est le cas, par exemple, maintenant, pour la politique sociale, la politique du développement régional, la politique de l'environnement, défense des consommateurs, la politique de recherche et de développement technologique, etc.

Dans ce contexte du marché intérieur, la politique de concurrence a pris une importance considérable et devient un des éléments clés du fonctionnement harmonieux du marché intérieur. La politique de concurrence, c'est-à-dire la gestion ou le contrôle des aides d'État, des autorités publiques, le contrôle des ententes et le contrôle des concentrations, ce contrôle est confié à la Commission européenne, agissant sous un contrôle très strict de la Cour de justice. Les aides d'État, qu'il s'agisse d'aide nationale ou d'aide régionale ou même des autorités locales, doivent être approuvées préalablement par la Commission européenne avant d'être mises en oeuvre et la Commission européenne doit veiller à ce qu'elles ne faussent pas la concurrence à l'intérieur du Marché commun. Il doit y avoir également autorisation préalable des ententes et également autorisation préalable des concentrations afin de veiller à ce qu'elles ne créent pas des positions dominantes qui fausseraient la concurrence. Récemment, l'affaire De Havilland, où une société canadienne était insérée, a montré que ce contrôle des concentrations était un contrôle tout à fait réel puisque la concentration qui avait été envisagée par la firme canadienne et une firme franco-italienne a été interdite par la Commission et n'a pas eu lieu.

(10 heures)

Si je conclus, en ce qui concerne l'Acte unique européen, c'est pour constater que c'est l'objectif 1993 qui avait été fixé et, dans cet Acte, sera, suivant toute probabilité, atteint ou atteint pour l'essentiel, à la fin de cette année, et il conduirait effectivement à une libre circulation des marchandises, des biens, des services et des capitaux qui sera peut-être plus complète dans sa perfection que ce qui existe, par exemple, aux États-Unis. La mise en oeuvre complète du système aura lieu, d'ailleurs, non pas en 1993, mais plutôt en 1996 quand le système révisé des taxes indirectes, taxes à la valeur ajoutée, sera complètement d'application. Mais, dès 1993, l'harmonisation de ces taxes sera déjà assurée. Donc, on aura, en Europe, un système probablement plus complet que le système américain et vraisemblablement plus discipliné, si je puis dire, ou dont la gestion sera davantage contrôlée par les institutions européennes que ce qui est fait en Amérique du Nord.

Dernière considération, M. le Président, quels sont les éléments nouveaux qui vont apparaître à la suite des accords passés en décembre dernier à Maastricht, lors de la réunion des chefs d'État ou de gouvernement, et qui vont conduire à la signature, le mois prochain, du traité sur l'union économique et monétaire et sur l'union politique?

La partie du traité sur l'union économique et monétaire va conduire, au plus tard à la fin de la décennie – le 1<sup>er</sup> janvier 1999 étant retenu comme date limite – à la mise en place d'une monnaie unique, gérée par une Banque centrale européenne, et qui assurera la conduite d'une politique monétaire commune dans l'ensemble de la Communauté.

Le système qui est mis en place est très proche du système américain et du système allemand. Les structures et les pouvoirs accordés à la Banque centrale sont à peu près du même ordre que ceux de la Bundesbank ou de ceux de la Banque fédérale américaine. À ce système, à ces dispositions monétaires s'ajoutent des dispositions économiques qui visent à établir une coordination exigeante des politiques économiques et budgétaires des différents États membres. Cette coordination est assurée par le Conseil des ministres – normalement des ministres des Finances et de l'Économie – qui est habilité à arrêter, à la majorité qualifiée, des lignes directrices de la politique économique et de la politique budgétaire à suivre par chacun des gouvernements et des autorités nationales. Il est également appelé à surveiller l'application de ces lignes directrices. Dans le cas où il estime qu'un gouvernement adopte une politique budgétaire ou économique de nature à mettre en danger le fonctionnement normal de l'union monétaire – qui s'écarte donc des directives communes – il peut, suivant une gamme de mesures savamment décrites dans le traité, adresser des recommandations, des injonctions publiques et même, dans les cas extrêmes, arrêter des sanctions à l'encontre du gouvernement qui s'est ainsi écarté du système communautaire. Sanctions qui seraient de caractère pécunier, n'est-ce pas?

Lorsque ce système sera mis en place, donc à la fin de la décennie, la combinaison de cette union monétaire et économique, du marché intérieur et des politiques communes qui le complètent, d'un droit communautaire assez étoffé, va conduire à la mise en place d'une union économique et monétaire qui sera, elle, probablement aussi avancée, peut-être même plus perfectionnée dans certains détails que celle qui peut exister actuellement aux États-Unis ou au Canada. Nous avons rattrapé un retard qui reste encore considérable à l'heure actuelle.

La partie des accords de Maastricht relative à l'union politique est moins complète et moins perfectionnée. Elle représente, cependant, un certain progrès. Elle donne aussi l'indication de développement possible dans les années à venir.

Si j'en cite quelques points significatifs, les décisions de Maastricht conduisent à une démocratisation du système communautaire. Si elles ne l'effacent pas complètement, elles limitent le déficit démocratique – qui est souvent invoqué comme critique du système communautaire – en donnant maintenant au Parlement européen, élu au suffrage universel, une participation effective au pouvoir législatif dans la Communauté. L'adoption des principaux textes législatifs par codécision, par décision conjointe du Parlement et du Conseil, représentant les gouvernements, va devenir de plus en plus la règle.

Les décisions de Maastricht conduisent également à renforcer le caractère politique de la Commission à qui l'on a souvent reproché d'être un organisme nommé. Mais il est nommé comme sont nommés les ministres américains qui sont nommés par le président, responsables devant lui, et dont le caractère politique n'est cependant pas contesté. Mais la Commission, à l'avenir, à partir de 1993, devra voir sa composition approuvée par le Parlement européen avant que la nomination formelle ne soit faite par les représentants, par la conférence des gouvernements. Un Parlement européen qui a déjà la possibilité de censurer la Commission aura donc un rôle majeur dans sa nomination et ceci assurera un contrôle démocratique sur la Commission au complet.

Le troisième facteur important des accords de Maastricht est une extension substantielle des mesures de solidarité, c'est-à-dire les mesures, pour utiliser le jargon communautaire, destinées à assurer une meilleure cohésion économique et sociale, notamment par la création d'un fonds de cohésion qui devrait permettre d'assurer un financement communautaire et d'un certain nombre d'équipements de base pour les pays en retard dans la Communauté, comme le Portugal, la Grèce, l'Irlande et l'Espagne – c'est là – le financement de ce fonds de cohésion devant être assuré et d'une manière "prévalente" par les pays les plus prospères de la Communauté.

Enfin, il y a dans les accords de Maastricht un renforcement significatif mais pas décisif des procédures visant à créer ou à se rapprocher d'une politique étrangère commune et, nouveauté qui met fin à 40 ans de blocages, le principe d'une défense commune à terme probablement encore un peu lointain. Il est formellement inscrit dans les textes.

Dans cette construction complexe, je voudrais souligner la place importante qui a été donnée, tant dans la négociation que dans le texte du futur traité, au principe de subsidiarité. Ce terme un peu barbare qui a été mis à la mode dans le cercle communautaire au cours des récentes années vise à prescrire que la Communauté doit n'intervenir dans les domaines où il y a compétence concurrente – c'est un point important – que si et dans la mesure où l'action à entreprendre au niveau communautaire peut

être plus efficace ou plus justifiée que les actions qui pourraient être entreprises par les États agissant isolément. Et ceci, soit en raison des dimensions de l'action ou soit en raison des effets de l'action. Par exemple, il peut être plus intéressant de faire au niveau communautaire un programme unique pour l'étude de la fusion thermonucléaire, parce que les dimensions et le coût d'un tel programme rendraient difficile de le faire supporter par un État, même les plus grands États de la Communauté. Il est plus opportun de fixer au niveau communautaire, par exemple, les règles sur la pollution de l'air, car les facteurs de pollution de l'air ignorent les frontières. Ce principe qui va être inscrit dans le traité même, non pas dans un préambule mais comme un des premiers articles du traité, représente plus – il faut le reconnaître – une volonté politique qu'une règle juridique. L'évaluation du respect du critère qui est fixé, relève plus de l'homme politique que du juge. On ne peut toutefois pas exclure que, dans des cas limites, la Cour de justice puisse intervenir ou être saisie d'un recours. Mais c'est avant tout un appel à l'autodiscipline des institutions. C'est également un moyen important qui est donné à chacun des gouvernements pour se défendre contre un essai d'emprise excessive de l'une ou l'autre des institutions.

Pour conclure, M. le Président, m'excusant d'avoir été peut-être trop long, je voudrais rappeler les trois éléments que j'ai essayé d'identifier dans le fonctionnement du système communautaire, et la répartition des pouvoirs entre communauté et États membres.

Donc, la mise en commun des compétences qui a conduit à un changement des démarches à l'intérieur des administrations nationales, des gouvernements nationaux, des milieux parlementaires, et qui a conduit à un travail en commun systématique de ces différentes instances en sorte qu'il y ait eu non pas dépossession, mais plutôt acceptation de discipline commune ou de règles communes. Deuxième point, le développement progressif, mais considérable, du droit communautaire, devenu partie intégrante du droit national et qui est de plus en plus maintenant invoqué devant les tribunaux nationaux pour le règlement de litiges. Et enfin, l'insertion des États membres dans l'élaboration et dans l'application de la législation communautaire, donc, dans la législation fédérale, si je puis dire, et dans la gestion des affaires fédérales. Cette insertion des États membres dans la gestion des affaires fédérales va être équilibrée, quand le traité de Maastricht sera en vigueur, par l'intervention, sur un pied d'égalité avec les représentants des gouvernements, du Parlement européen, qui deviendra, à ce moment-là, un véritable Parlement fédéral.

Je souligne que cette présence des États comme tels, dans le système communautaire est une innovation importante par rapport aux

systèmes fédéraux classiques où, généralement, ce qui relève des États ou des provinces ou des cantons, et ce qui relève de l'État fédéral, est entièrement séparé. Le système communautaire, en fait, a un cousin assez proche dans le système fédéral allemand. Il donne aussi, par le canal Bundesrat, conseil fédéral, aux représentants des gouvernements des Länder un rôle non négligeable dans l'élaboration de la législation fédérale. Chaque gouvernement de Land comporte un ministre chargé des affaires fédérales qui siège au Bundesrat et y représente son gouvernement. Cette différence entre la représentation par le gouvernement de l'État de la province, et la représentation par des élus de l'État du canton de la province est très sensible, en tant que conduite de la Fédération. Elle assure, sans aucun doute, une représentation beaucoup plus personnalisée, une défense beaucoup plus systématique des intérêts de l'État, du Land, dans le cas de l'Allemagne, que le système traditionnel qui vise une représentation à travers l'élection.

(10 h 15)

Ce rôle important des gouvernements dans le système est aussi renforcé par le fait qu'il n'existe pas, dans le système communautaire, pas plus d'ailleurs que dans le système allemand, d'administration fédérale développant, si je puis dire, ses tentacules dans l'ensemble des États membres. Dans le cas allemand, l'administration fédérale vise des opérations qui n'ont pas de base, dans les Länder, par exemple, les Affaires étrangères, la Défense ou les mesures à prendre à la frontière. Mais la taxation et la perception des taxes, des impôts fédéraux, en Allemagne, est faite par l'administration fiscale des Länder qui rétrocèdent ensuite à la Fédération les impôts qu'ils ont perçus pour son compte.

Le système communautaire est de la même nature. L'administration de la Communauté n'intervient directement que dans des cas exceptionnels, par exemple, pour des enquêtes sur le contrôle d'une entente ou d'une concentration; sinon, c'est par le canal des autorités nationales, des administrations nationales que la mise en place du système communautaire, de la législation communautaire est assurée; que l'encasement des ressources destinées à la Communauté est également assuré. Ce système peut présenter des risques, mais, de fait, il a fonctionné jusqu'à présent d'une manière satisfaisante. Vérification faite par les institutions de Bruxelles, le contrôle de la Cour de justice a assuré, jusqu'à présent, une mise en place correcte, par les administrations à autorité nationale, des mesures communautaires.

L'ensemble de ces mesures conduit, en somme, à une communauté consensuelle; c'est peut-être la caractéristique la plus importante, si on voulait mettre un seul objectif. Les gouvernements et les milieux parlementaires, les opinions publiques sont largement convaincus. Et même dans les pays qui sont hésitants, où il y a

des hésitations encore significatives, comme la Grande-Bretagne ou le Danemark, il y a de nettes majorités convaincues qu'appartenir à la Communauté, je dirais, est préférable que d'en être exclu ou d'en rester extérieur, et que le développement de la Communauté est, d'une façon globale, bénéfique pour les pays qui y participent. C'est ce qui explique que, depuis 40 ans, il y a eu extension progressive ou coup par coup des compétences, des pouvoirs, du rôle de la Communauté. Et s'il n'y avait pas eu ce consensus, en 40 ans, le système aurait eu de multiples occasions de trébucher. En fait, même quand il a trébuché, ça a été pour reprendre son équilibre et repartir. Les modifications successives et les accroissements successifs de compétence ont été chaque fois décidés à l'unanimité, à l'unanimité des États membres, et ratifiés par l'unanimité des Parlements.

Voilà, M. le Président, j'ai essayé de dégager quelques traits généraux qui m'apparaissent importants. Je suis bien entendu à votre disposition, dans la modeste mesure de mes connaissances.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je vous remercie, professeur Noël. Avant de vous livrer aux questions des collègues, je voudrais corriger un impair. J'ai souligné la présence de M. Jacques Lecomte, l'ambassadeur de la CEE au Canada. Bienvenue, M. Lecomte. Je m'excuse, au départ... La première question, c'est M. le député de Lac-Saint-Jean...

**M. Brassard:** Merci, M. Noël, d'abord, d'avoir accepté de venir témoigner devant cette commission. Salutations également à M. l'ambassadeur de la Communauté. Vous n'êtes pas sans savoir, M. Noël, que toute la question de la Communauté économique européenne se retrouve, à l'occasion, en plein cœur du débat politique qui a cours aussi bien au Québec qu'au Canada. Selon les positions qu'on adopte ou qu'on défend, on a souvent des opinions très différentes sur la nature de la Communauté, d'abord, et aussi sur son développement ou son évolution. Je donne juste comme exemple, vous le savez sans doute, M. Mulroney, le premier ministre du Canada; pour lui, non seulement la Communauté est en voie de se métamorphoser en union fédérale et en un État fédéral, mais c'est quasiment déjà chose faite. C'est simplement pour vous indiquer que toute la question de la Communauté se retrouve souvent au cœur du débat politique constitutionnel canadien et québécois.

Votre venue parmi nous, je pense, devrait être utile pour, d'abord, savoir bien cerner la nature de la Communauté, et vos propos ont été très éclairants à ce sujet-là, je pense que c'est important, parce que, pour déterminer la nature de la Communauté, il faut se poser la question: Qui décide? Dans un État fédéral, nous, on sait qui décide; ça fait 125 ans qu'on vit dans une

fédération, alors on sait qui décide; on sait comment ça marche. Dans une communauté, dans la Communauté économique européenne, je pense que la question est importante à se poser: Qui décide? Votre propos à ce sujet-là est tout à fait éclairant parce que ce que vous nous dites, au fond, c'est que les décisions se prennent au niveau d'instances intergouvernementales. Les États membres, nous dites-vous, n'ont pas le sentiment d'être dépossédés ou d'avoir à abandonner des parcelles ou des morceaux importants de leur souveraineté, ils ont plutôt le sentiment très vif et la conviction d'être partie prenante, ce qui vous fait dire que la Communauté est consensuelle; votre conclusion était celle-là.

Donc, aussi bien le Conseil des ministres de la Communauté que le Conseil européen, également, qui prend les grandes décisions quand il s'agit d'approfondir les compétences de la Communauté, ces instances décisionnelles sont de nature et de caractère intergouvernemental. Ce sont les gouvernements des États membres qui font partie de ces instances et ce sont les représentants des gouvernements, en l'occurrence les ministres, qui prennent les décisions.

Ma question est un peu la suivante et je pense qu'elle est importante. Votre connaissance de la Communauté vous permettra sans doute d'y répondre. Est-ce que, selon votre connaissance de ce qui s'est passé depuis la naissance de la Communauté, de ce qui se passe présentement et de ce qui va se passer dans l'avenir, je pense, en particulier, à l'union monétaire qui est enclenchée, dont le processus est enclenché, est-ce que, selon vous, on aura tendance à transformer ou à changer en profondeur la nature des instances décisionnelles de la Communauté? Est-ce que, en d'autres termes, il y a une tendance présente qui est appelée à se renforcer visant à transformer les instances de la Communauté, d'instances intergouvernementales qu'elles sont présentement, et depuis le début, en une autre sorte d'instance différente – disons le mot – à caractère fédéral et qu'à ce moment-là – j'ai beaucoup aimé la comparaison que vous faisiez tantôt, Bruxelles n'est pas Washington – et qu'à ce moment-là, Bruxelles devienne Washington, dans le sens où, à la place du Conseil des ministres et à la place de la Commission, se substitue un véritable gouvernement européen, véritable État européen où, et là pour faire image, Bruxelles deviendrait Washington, et aussi, forcément, la France deviendrait peut-être la Californie de l'Europe, l'Allemagne le Texas de l'Europe. Est-ce que vous me comprenez bien? Est-ce qu'il y a actuellement une tendance à ce que les instances gouvernementales... Parce qu'à Maastricht on n'a pas modifié la nature profonde des instances communautaires. Est-ce que cette tendance-là existe et est-ce qu'elle a des chances d'aboutir à des métamorphoses substantielles?

**M. Noël:** M. le Président, c'est évidemment

une réponse difficile car l'avenir n'appartient à personne et, certainement pas à un modeste universitaire. Disons que le système communautaire, comme je l'ai indiqué, a un caractère mixte, n'est-ce pas? Il y a une partie intergouvernementale significative. Il y a un rôle également non négligeable qui est donné aux organismes communs que sont la Commission et, de plus en plus, le Parlement européen. Mais la présence de cette partie intergouvernementale, pour prendre votre formule – c'est dire le rôle important donné à la représentation du gouvernement dans le système – est incontestablement une caractéristique majeure. Mais ce n'est pas exclusivement intergouvernemental, c'est la nuance que je voudrais mettre à votre définition.

Quel est l'avenir? Que peut-on dire de l'avenir? Il y a deux facteurs. Certainement la mise en place de l'union monétaire va conduire, d'une part, à un rôle important, très important, joué par la Banque centrale européenne, ce nouvel organe qui aura le contrôle de la monnaie, du crédit et des politiques correspondantes avec une mission très claire d'assurer la stabilité de la monnaie et de prévenir l'inflation. Instance qui aura à tenir compte des prises de position des organes politiques, c'est-à-dire le Conseil et le Conseil européen, aussi le Parlement, et qui ne sera pas dépendante de ceux-ci. Donc, il y aura là un système, comme je le disais, assez semblable à celui des États-Unis ou de l'Allemagne et qui représente un renforcement sensible du pouvoir des instances communes.

À côté de cela, l'élément qui pourrait être décisif dans l'évolution de la Communauté sera ce qui se passera en matière de politique extérieure et de sécurité commune. Et la négociation de Maastricht était partie avec des ambitions assez grandes dans ce domaine et elle a terminé avec des résultats fort éloignés de ces ambitions. En fait, il est apparu que les États membres n'étaient pas véritablement prêts, dans ce domaine, à accepter le principe de décisions majoritaires. Il est apparu aussi sur le terrain – et vous avez pu le suivre au travers de la presse – que la notion d'intérêts essentiels communs, qui était la base de cette politique extérieure commune, s'était sensiblement rétrécie face à des problèmes d'actualité brûlants, comme la situation en Yougoslavie. Il y a donc eu, à la fois, dans les accords de Maastricht, l'ouverture d'une perspective en matière de défense et un coup d'arrêt sur la vitesse en ce qui concerne la vitesse d'un processus éventuel. C'est un premier élément d'appréciation.

(10 h 30)

Le deuxième élément d'appréciation et aussi d'incertitude est de savoir ce qui va se passer avec le nouvel élargissement de la Communauté, c'est-à-dire l'admission possible, à terme plus ou moins long, soit des pays européens démocratiques qui sont déjà candidats comme l'Autriche, la Suède, demain sans doute la Finlande et peut-

être la Suisse, et l'admission plus tardive des pays qui se sont libérés du communisme: la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne, pour parler des premiers, mais peut-être les États baltes: la Bulgarie, la Roumanie et, que sais-je, la Croatie, la Slovaquie. Si l'on passe d'une Communauté de 12 États à une Communauté de 20 à 30 États, ce qui serait, dans cette hypothèse, la perspective à terme, il y a deux options possibles: ou bien la Communauté se transforme en une véritable fédération, et une fédération peut fonctionner avec 30 États comme les 50 États américains, ou bien, au contraire, il y a une régression du système; si celui-ci reste dans les limites actuelles, il ne pourra que fonctionner au ralenti devant un doublement du nombre de ses membres.

À l'heure actuelle, je crois que très peu parmi les États membres sont prêts à faire un saut jusque vers une union fédérale de type américain. Est-ce que, dans les années 2000, il y aura une évolution en profondeur pour un tel changement? Des personnes plus expertes que moi dans la lecture, dans le marc de café peuvent sans doute donner une réponse. Je crois que ce que l'on peut dire, c'est que l'évolution rapide de la Communauté vers un système fédéral peut relever des ambitions politiques ou des options politiques prises par telle ou telle tendance, mais qu'il n'y a pas à l'heure actuelle d'élément déterminant qui puisse permettre de dire qu'une telle évolution prévaudra dans 10 ou 20 ans.

**M. Brassard:** D'autant plus que la comparaison qu'on fait avec les États-Unis, toute comparaison est boiteuse, bien sûr, mais, dans ce cas-là, les États-Unis et leurs 51 États sont peuplés par une seule nation, alors que l'Europe communautaire, si elle passe de 12 à 15 ou à 20...

**M. Noël:** À 30.

**M. Brassard:** ...à long terme, c'est une vingtaine de nations, ce qui, évidemment, complique les choses et change passablement la dynamique.

**M. Noël:** La diversité ethnique aux États-Unis s'est considérablement accrue ces récentes années, n'est-ce pas? Ils ne sont plus...

**M. Brassard:** Oui, mais elle est...

**M. Noël:** ...une nation anglophone, ils sont une nation hispanophone.

**M. Brassard:** Sans doute, sauf qu'elle prend la... Je dirais que c'est une réalité de minorité. Il y a beaucoup d'hispanophones, par exemple, en Californie, dans les États frontaliers avec le Mexique, mais ce sont des minorités nationales,

ce n'est pas vraiment une nation comme telle. Même chose pour les Cubains en Floride.

**M. Noël:** Mon sentiment personnel est que l'on aura la continuation d'un renforcement pas par pas, n'est-ce pas, qui a été la caractéristique au cours des 40 dernières années, beaucoup plus qu'une transformation radicale copernicienne du système.

**M. Brassard:** Oui, sauf... Enfin, ce qu'il est important de constater ou de prendre en compte, c'est qu'on est en face, en Europe, d'États-nations et ça, ce n'est pas une réalité qu'on doit négliger. Mais, au fond, ce que vous nous dites, c'est que c'est à peu près... en tout cas, que c'est très difficile de prédire l'avenir et de savoir vraiment comment les choses vont évoluer. Ce qu'on sait sur la base de ce qui se fait présentement, prenons le cas de Maastricht, il n'en reste pas moins que, si l'on a convenu d'un élargissement, il reste qu'on a été pas mal plus prudent, ou plus timide, que ce que prévoyait le projet de traité initial. Le vote à majorité qualifiée ne se retrouve pas, ni en matière de politique étrangère, ni en matière de défense, ni de sécurité par exemple. Ce qui signifie qu'il y a quand même une résistance qui n'est pas négligeable au sein des États membres, des gouvernements, des Parlements et des partis politiques. Une résistance face à un élargissement trop rapide et à des abandons trop rapides de souveraineté dans des secteurs névralgiques comme ceux de la sécurité, de la défense et de la population étrangère qui sont les attributs tout à fait majeurs d'un État-nation.

La question est la suivante: Est-ce que vous reconnaissez qu'il n'y a pas de corrélation absolue et parfaite entre l'intégration économique, d'une part, et l'intégration politique, d'autre part, ce que vous appelez en Europe l'union politique? Il n'y a pas de corrélation parfaite. L'exemple le plus intéressant, qui illustre le mieux ça, c'est la question monétaire. On s'engage sur la voie de l'union monétaire, on crée une banque qui sera indépendante des pouvoirs politiques – à l'image de ce qui existe aux États-Unis et en Allemagne, ou en Suisse – et ce n'est pas accompagné d'un renforcement de l'intégration politique. Donc, est-ce que vous reconnaissez qu'il n'y a pas corrélation parfaite, automatique entre un progrès dans l'intégration économique et l'intégration politique? Il peut y avoir progrès dans l'intégration économique mais ça ne s'accompagne pas nécessairement d'un progrès semblable ou identique dans l'intégration politique.

**M. Noël:** M. le Président, il y a souvent un peu de confusion dans ce qu'on appelle l'intégration politique. Je crois que c'est ce que vous indiquez vous-même; on vise par l'intégration politique les questions de politique étrangère et

de sécurité. Mais la politique économique, qui va être beaucoup plus largement mise en commun à la suite de l'union monétaire que par le passé, la politique économique est en fait un élément très important de la politique. Je dirais même que pour le simple citoyen, pour l'entrepreneur, l'opérateur économique, la politique économique est sans doute beaucoup plus importante que, peut-être, les positions politiques qui sont prises en matière de politique extérieure ou de sécurité et qui échappent souvent largement au jugement du citoyen. Donc, l'intégration monétaire qui est mise en place à Maastricht s'accompagnera d'une intégration des politiques économiques non négligeable dans la décennie qui vient, et le progrès en ce qui concerne la politique extérieure et la sécurité n'est manifestement pas lié à cela. Mais il ne faut pas dire qu'il y a une dissociation complète des deux éléments, car la politique économique est une partie de la politique. Le renforcement du rôle des institutions en matière de politique économique – qu'il s'agisse de la Banque centrale, du Conseil et dans le domaine législatif, du Parlement – est aussi un élément d'une certaine intégration politique.

Si je puis faire un rapprochement en comparant la situation avec celle du Canada; dans le Canada vous avez déjà réalisé ce qu'on appelle l'intégration politique dans la formule courante; c'est-à-dire la défense, la sécurité et les relations extérieures, tandis que l'intégration économique est certainement moins poussée. Le système européen est parti à la suite des échecs de la communauté de défense par l'intégration économique. Il se développe, dans le sens d'une intégration des politiques économiques, le renforcement d'institutions à caractère économique et à caractère politique et il laisse effectivement, assez loin derrière, les problèmes de politique extérieure, de sécurité et de défense. C'est peut-être aussi la conséquence de l'effacement qu'a connu l'Europe dans ces domaines après la Deuxième Guerre mondiale. Mais, dire que l'intégration politique est entièrement séparée de l'intégration économique, c'est, je crois, donner une acception un peu trop étroite au mot "politique".

**M. Brassard:** Sauf qu'il y a peut-être un malentendu qu'il conviendrait de dissiper. C'est parce qu'ici, chez nous, au Québec, quand on parle d'intégration politique, on fait surtout référence évidemment à la dimension institutionnelle. C'est surtout cette dimension-là qui est mise en relief, dans le sens où on affirme qu'une intégration économique doit nécessairement s'accompagner d'une mise en place d'institutions politiques les plus intégrantes possible, si vous voulez. Ce qu'on constate, en Europe, c'est que tout en poursuivant l'intégration économique, et l'exemple de la monnaie évidemment est là pour le démontrer, on n'a pas jugé utile quand même de transformer ou de bouleverser les institutions

communautaires comme telles. Les instances décisionnelles n'ont pas été changées substantiellement, elles sont demeurées les mêmes.

C'est dans ce sens-là qu'ici, chez nous, on parle d'intégration politique dans le sens où l'intégration économique, l'approfondissement de l'intégration économique, n'a pas nécessairement entraîné en Europe, dans la Communauté, des bouleversements institutionnels. On a conservé, pour l'essentiel, les mêmes institutions: le Conseil des ministres, la Commission, la Cour de justice. Il n'y a rien eu de changé au niveau institutionnel. Alors, c'est dans ce sens-là que, tout en poursuivant l'intégration économique, ça n'est pas nécessairement accompagné de changements substantiels au niveau institutionnel.

**M. Noël:** Il y a une étude qui serait intéressante à faire et que je n'ai pas trouvée: c'est de savoir quel est le degré de force des institutions et d'étendue de compétences d'institutions communes pour assurer la bonne marche d'une union économique monétaire. À cet égard, ce qui est fait dans le traité de Maastricht est un essai intéressant. Est-ce que le système, tel qu'il découle de Maastricht, sera suffisant pour gérer une union économique et monétaire dans les 10 ou 20 ans qui viennent? Il conduit, n'est-ce pas, à un renforcement – pas une transformation massive mais un renforcement – du système tel qu'il existe à l'heure actuelle. Le système institutionnel, après Maastricht, sera plus puissant que le système des années nonante, mais il n'est pas entièrement bouleversé. C'est là la nuance que je mettrais peut-être, si vous le permettez, dans votre propos.

Est-ce que c'est suffisant pour assurer la bonne marche d'une union économique? C'est ce que la pratique va vérifier. Mais c'est incontestablement une expérience en vraie grandeur et qui sera intéressante non seulement pour les politologues, mais également pour les hommes politiques.

**M. Brassard:** Une dernière question, M. le Président. On en a parlé tantôt. Il y a plusieurs États, plusieurs gouvernements, qui frappent à la porte de la Communauté. C'est ce que vous appelez, je pense, l'élargissement de la Communauté versus l'approfondissement. Est-ce que vous pensez qu'en s'élargissant, c'est-à-dire en admettant de nouveaux membres – et il y en a qui sont admissibles, comme c'est le cas de l'Autriche, de la Suède, peut-être pas nécessairement tout de suite les États de l'Europe de l'Est – cet élargissement de la Communauté va avoir pour effet de freiner, de ralentir, sinon même d'arrêter l'approfondissement, c'est-à-dire la poursuite de l'intégration économique? Est-ce qu'il y a un impact important qui peut se faire sentir sur la dynamique de l'intégration économique?

(10 h 45)

**M. Noël:** À l'heure actuelle, il est probable que l'adhésion de l'Autriche et de la Suède se fasse rapidement, peut-être d'ici 1995, et que l'Autriche et la Suède pourront entrer de plain-pied dans l'union économique et monétaire. Elles remplissent tous les critères nécessaires et il est probable que cela se fera sans changement significatif du système. Mais si l'on veut aller au-delà, c'est-à-dire faire face à toutes les demandes, ou engagées ou potentielles, et passer à une communauté qui aurait entre 20 et 30 membres, le système actuel ne le permet pas. C'est ma conviction personnelle. Dans le système actuel, une communauté de 30 membres ou de 25 membres, ne fonctionnera pas et, donc, sera vouée non seulement à la régression, mais même à la paralysie.

**M. Brassard:** Est-ce qu'on peut imaginer une Communauté à deux paliers?

**M. Noël:** C'est très difficile. C'est parce que c'est très difficile. Le système communautaire est basé sur des règles juridiques communes à tous, et avoir un système à deux niveaux revient à un bouleversement complet. Les "précédents", entre guillemets, qui ont été créés à Maastricht ne sont pas convaincants. L'"opting out" de la Grande-Bretagne pour l'union monétaire, personne n'y croit, pas même les Anglais. Et si, effectivement, l'union monétaire se fait entre les principales puissances du continent, imaginez-vous la Grande-Bretagne et la City rester à l'écart, ce serait la ruine. De même l'opération à 11 sur la politique sociale est un coup médiatique, peut-être, du premier ministre britannique, mais elle montre plutôt qu'il n'est pas possible à un pays de s'opposer brutalement, dans un domaine sensible, à ce qui est un désir général de ses partenaires. Le veto pur et dur n'existe pas dans la Communauté. Là aussi, ce n'est pas une opération qui est destinée à durer et on peut imaginer que c'est à la merci d'un changement de politique en Grande-Bretagne. Par contre, avoir, sur une grande échelle, deux niveaux dans la communauté, ce serait, je crois, une perversion complète du système. Il me semble que la recherche, s'agissant des pays d'Europe centrale et orientale, vise plutôt à déterminer quelles sont les formes de coopération multilatérale à établir à la fois entre eux et avec la Communauté, et ceci pour la décennie qui vient, plutôt que d'essayer de faire une adhésion au rabais qui aboutirait à une corruption du système communautaire.

Quant à l'adhésion complète, elle supposera alors un changement complet du système communautaire, allant certainement dans le sens d'une diminution du rôle des gouvernements et d'un renforcement du pouvoir des institutions communes et il n'est pas du tout évident que les gouvernements actuellement membres soient prêts à une telle transformation. Ce qui fait que pour

l'avenir prévisible, je crois que l'on recherchera plutôt des formes intermédiaires, liant dans un contexte multilatéral. Actuellement, les liaisons entre la Communauté et des pays comme la Pologne et la Tchécoslovaquie sont des liaisons bilatérales, n'est-ce pas? Il y a un traité entre chaque pays, avec des caractéristiques particulières pour chaque traité. Mais on peut imaginer comme étape nouvelle une liaison multilatérale où la Communauté, d'une part, et un certain nombre d'interlocuteurs des pays d'Europe centrale et orientale auraient un certain nombre de règles communes, d'engagements communs et la mise en place, par exemple, d'un système de libre-échange. Ça me paraît être l'hypothèse de développement pour un avenir prévisible qui est la plus vraisemblable.

Sera-t-on, après, prêt à aller beaucoup plus loin, donc à faire une transformation radicale des systèmes permettant un élargissement viable à un très grand nombre de pays? L'avenir le dira peut-être, mais, en ce moment, je ne crois pas qu'une telle hypothèse suscite un grand enthousiasme dans beaucoup de capitales.

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le ministre.

**M. Rémillard:** Merci, M. le Président. M. Noël, M. l'ambassadeur, je voudrais, au nom du gouvernement, vous souhaiter la bienvenue à cette commission parlementaire et vous remercier d'avoir accepté de venir témoigner devant nous. M. le Président, vous me permettrez aussi de souligner la présence avec nous, ce matin, dans la salle, du professeur Jean-Yves Grenon, ancien ambassadeur du Canada et ancien consul général du Canada à Strasbourg, un éminent spécialiste des questions européennes. Il me fait plaisir de le saluer.

Alors, M. le Président, M. Noël nous a tracé un portrait particulièrement clair, aujourd'hui, de l'évolution de l'Europe, maintenant l'Europe des Douze, d'une évolution qui a débuté par une association économique limitée et qui a développé cette intégration économique qui a amené une intégration politique de plus en plus poussée, entre autres avec ce traité de Maastricht qui fait franchir à l'Europe, le Marché commun européen, une étape de plus vers une forme de fédéralisme.

M. le Président, moi, ce que je retiens de l'exposé de M. Noël, c'est cette évolution qui s'est faite pendant toutes ces années et cette intégration politique qui a suivi l'intégration économique, cette intégration politique qui, je dirais, ne respecte pas de modèle établi parce que, finalement, c'est ça le fédéralisme. C'est un compromis. C'est une adaptation à certaines circonstances économiques, sociales, culturelles, politiques. Il n'y a pas de modèle qu'on doive suivre, mais il y a une réalité qui est celle des

États membres, avec laquelle on doit composer, et qui amène, donc, ces États qui partagent un même intérêt commun. Au départ, l'intérêt commun qui se dégageait des pays du traité de Rome, c'était un intérêt économique et cet intérêt économique s'est développé de telle sorte qu'il a créé ensuite des liens d'ordre social, d'ordre moral pour aboutir à une intégration politique, tel qu'on le voit maintenant. On le voit au niveau de l'Europe des Douze. On le voit aussi sur tous les continents, même au niveau de l'ancienne URSS qui, d'une part, se désintègre, mais, d'une autre part, s'associe d'une autre façon.

Par conséquent, le portrait que vous nous avez donné est intéressant dans une évolution non seulement au niveau européen, mais au niveau de l'ensemble des continents. Vous nous avez parlé de cette intégration politique en vous référant à un Parlement qui existe avec des pouvoirs plus d'ordre moral, de pression ou de surveillance que d'ordre législatif, mais vous nous dites – ça fait aussi partie du traité de Maastricht – qu'il y aura un Parlement d'autorité législative qui s'imposera quand même dans les prochaines années. Vous nous avez parlé de pouvoirs, de partage des pouvoirs qui se dessine de plus en plus entre la Communauté et les pays.

Vous nous avez parlé de pouvoirs partagés, de compétences partagées; vous nous avez parlé du domaine social, du domaine de la santé; vous nous avez parlé du développement régional, de l'environnement, de l'énergie, du développement scientifique, des communications et de la culture. Vous nous avez dit que c'étaient là des domaines qui étaient partagés entre la Communauté et les pays membres de la Communauté dans cette intégration politique de plus en plus poussée. Pourriez-vous élaborer un petit peu plus sur ce partage? Comment se fait-il, ce partage, et comment s'exerce-t-il? Y a-t-il une prépondérance qui s'applique lorsqu'il y a un conflit parce que parler de compétences partagées ou concurrentes – c'est le terme que vous avez utilisé – c'est parler de la possibilité d'un conflit puisque vous avez deux ordres de gouvernements qui légifèrent dans un même champ de juridiction et, dans ces cas de conflit, y a-t-il des règles établies par la Cour de justice et de quelle façon la Cour de justice, jusqu'à présent, a-t-elle exercé ses pouvoirs, sa juridiction dans ces cas de conflit?

**M. Noël:** M. le Président, M. le ministre, comme vous l'avez rappelé, la technique des compétences concurrentes partagées est celle qui découle manifestement de l'Acte unique européen et qui va découler encore plus du traité de Maastricht lorsqu'il pourra être connu dans toute son étendue. Disons d'abord que ce partage est guidé chaque fois par des orientations précises qui vont découler des textes. Si je cite quelques-uns des domaines que vous avez évoqués en matière de culture, le texte qui sortira de



Maastricht sera un texte extrêmement limité qui indiquera simplement que la Communauté peut contribuer à une meilleure connaissance mutuelle des cultures, à une interpénétration des cultures, mais qu'elle n'a pas à intervenir sur ce qui est le développement culturel propre de chaque pays. De même, en matière d'éducation, les compétences qui vont découler de l'acte de Maastricht sont étroitement cernées. Il y a donc là une base très précise pour le juge si un jour un conflit se présente.

En matière de compétences, le partage des compétences est certainement plus favorable, si je peux dire, au côté communautaire dans des domaines comme l'environnement, dans une certaine mesure, les matières sociales et l'énergie et, dans une moindre mesure, pour le développement régional. Mais, chaque fois, des précisions sont données d'une manière assez explicite dans les textes. En ce qui concerne le développement régional, il est clairement indiqué que la Communauté doit contribuer ou appuyer les mesures prises par les États membres en ce qui concerne le développement régional et, notamment, dans les zones les moins favorisées, par l'utilisation ou des politiques communes ou des fonds communs, mais ce n'est pas elle qui doit élaborer la politique de développement régional.

En matière sociale, la Communauté doit élaborer des normes minimales, mais il est possible à chaque pays d'aller plus loin dans le perfectionnement de son système social, mais pour autant qu'il ne crée pas d'obstacle à la libre circulation, au fonctionnement de l'Union économique.

(11 heures)

En matière des communications, le développement des réseaux de communications de toute nature, là aussi la Communauté a plutôt un rôle de conseil en dégagant ce que peuvent être des réseaux transeuropéens ou en faisant apparaître où est l'intérêt commun dans certains domaines, et également un rôle de soutien pour les pays les moins favorisés, mais la compétence principale reste dans les mains de chaque État. Donc, les indications données dans le traité permettent de délimiter chaque fois, d'une manière assez précise dans certains cas comme vous pourrez le voir le jour où le traité sera rendu public, d'une manière très stricte, ce qui est du domaine de la Communauté, ce qui doit rester du domaine des États.

Il ne devrait pas être très difficile à la Cour de justice, en cas de conflit, de trancher. Le système qui prévaut, qui est établi, c'est que le deuxième élément qui assure également, limite les conflits. C'est que toutes les mesures d'application dans ces domaines de compétence concurrente doivent résulter d'une décision du Conseil, soit en coopération, soit en codécision avec le Parlement européen. Autrement dit, des mesures ne sont prises que si une majorité, dans certains cas une unanimité, des États se manifeste

pour les prendre avec l'appui du Parlement européen. Là aussi, les risques de conflit sont limités.

Mais la contrepartie, c'est lorsqu'une mesure est prise, c'est-à-dire un règlement ou une directive européenne est prise, cette directive alors prévaut sur la loi nationale. C'est-à-dire, il n'y a pas, si je puis dire, prépondérance nationale ou provinciale si je prenais les termes d'ici par rapport à la règle européenne. Mais la règle européenne ne peut être prise que si l'on a respecté au départ, d'une part, les prescriptions qui découlent du traité, loi fondamentale si je puis dire, et, d'autre part, si l'on a réussi à réunir un accord large et à l'intérieur du Conseil.

C'est donc un système qui, dans la même ligne que ce qui s'est fait au cours des dernières années, ne peut progresser que pas à pas et, en fait, par consentement mutuel le plus large possible chaque fois.

**M. Rémillard:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. M. Noël, M. l'ambassadeur. J'ai écouté votre exposé, je l'ai trouvé très intéressant. Je voudrais vous dire que je trouve fascinante l'aventure de l'Europe, à l'heure actuelle, qui enlève toutes les barrières économiques à la circulation, comme on dit, des biens, des capitaux et des personnes. Je trouve que c'est un pas dans la bonne direction. En tout cas, sur le plan économique, on sait le coût des barrières finalement qui résulte en des diminutions de niveau de vie.

Je suis d'une formation politique qui prône la souveraineté du Québec, mais je pense que vous allez comprendre pourquoi, en ce qui nous concerne. Voyez-vous, lorsque des opposants à notre formation parlent du Marché commun, ils ont toujours tendance à comparer l'expérience canadienne, fédéraliste, au Marché commun. Et quant à moi, il me semble que c'est fausser le débat parce que la réalité économique nord-américaine pour le futur, à mon sens, c'est celle de tout le continent nord-américain et pas juste du Canada, qui est en quelque sorte une ligne — oui, une ligne — habitée à raison de 100 kilomètres au nord de la frontière américaine sur 4000 kilomètres de long.

Et ça me paraît très différent de la réalité européenne sans compter la population qu'il y a là-dedans parce qu'à mon sens, lorsqu'on compare le fédéralisme canadien à la Communauté européenne, c'est la grenouille qui se compare au boeuf. À peu près, si l'on veut. Alors que la véritable comparaison qu'il faut faire, c'est avec le continent nord-américain, possiblement en incluant le Mexique et la Communauté européenne. Et là, on arrive à des masses de popula-

tion à peu près semblables. Dans le contexte actuel, pour nous, le fédéralisme, ça veut dire que le Québec reste une province, par exemple, un land allemand qui négocie son entrée ou qui négocie sa condition à travers le gouvernement fédéral, l'Allemand dans la Communauté économique, alors que nous, ce que nous proposons, c'est que nous soyons un des partenaires, actuellement dans l'Accord de libre-échange, mais on peut voir et on peut penser que, d'ici 20 ans, 25 ans, 50 ans, ça va évoluer en quelque sorte vers la communauté ou quelque chose de semblable à ce qu'il y a dans la Communauté économique européenne, en abolissant toutes les frontières, toutes les barrières.

Alors, pour nous, la question que nous avons à débattre, c'est: Quelle est la façon pour un pays comme le Québec d'assurer son identité et son avenir dans le contexte nord-américain, en ayant en tête sa propre identité, en termes culturels, en termes sociaux, même en termes économiques, de façon qu'il soit protégé? C'est ça, le contexte que nous avons. J'aurais peut-être une question à vous poser, c'est: Dans un tel contexte, par analogie, quelles sont les conditions qui peuvent nous assurer de notre avenir dans le continent nord-américain? Est-ce que vous pensez qu'en étant une province comme un land allemand, on a plus de moyens de nous assurer de notre avenir qu'en étant un des États membres? Moi, je pense que c'est la question fondamentale.

Quant à moi, j'en suis, pour l'abolition des barrières et pour un élargissement de l'Accord de libre-échange sur le continent nord-américain. C'est ça, notre avenir. Nous ne déménagerons pas avec un pays sur le dos, avec un territoire sur le dos; nous sommes dessus et nous allons rester dessus. La question, c'est: Pour vous, compte tenu de votre expérience dans le Marché commun, si des nations veulent conserver une identité, c'est à quelles conditions, dans quel contexte? Comment voyez-vous leur avenir, dans un tel contexte? À moins de dire que tout est uniforme et qu'on s'en va vers un seul peuple, en Europe, et de dire que, d'ici 25 ans, ce sera la réalité, il n'y en aura qu'un. Mais j'ai l'impression, à regarder tous les éléments qu'il y a là-dedans, que ce n'est pas tout à fait cela qui se passe. Je vois les réticences des États à partager leur fiscalité, à partager leur défense, leur politique étrangère, etc., etc.

**M. Noël:** M. le Président, il ne m'appartient évidemment pas d'entrer dans les problèmes constitutionnels du Québec et du Canada. Ce serait tout à fait déplacé de ma part. Si vous vous placez dans la perspective de l'Accord de libre-échange États-Unis-Canada, la question, je crois, qui doit se poser est de savoir s'il y a suffisamment d'intérêts économiques communs entre les différentes parties du Canada pour que la présentation et la défense en commun de ces

Intérêts puisse valoriser la position de l'ensemble vis-à-vis du grand partenaire américain, n'est-ce pas?

La comparaison entre le continent nord-américain et la Communauté européenne n'est pas une comparaison entièrement exacte. Dans la Communauté européenne, il n'y a aucun État dominant, et, même l'Allemagne, qui est le plus peuplé et le plus puissant en matière économique, représente, au maximum, 20 % à 22 % du potentiel économique de la Communauté, c'est-à-dire moins du quart. Tandis que, dans le continent nord-américain, vous avez un pays qui est un peu plus égal que les autres. Les États-Unis, face au Mexique ou au Canada, ont une position dominante. Alors, devant cette position dominante, quel est le meilleur interlocuteur? Est-ce que c'est une province canadienne accédant à l'indépendance ou, au contraire, un groupe de provinces constatant que l'ensemble de leurs intérêts sont communs et qui peuvent donc, d'avantage, faire entendre leur voix et lutter ou négocier dans de meilleures conditions vis-à-vis de leur grand interlocuteur? Je crois que c'est là la question, et ce n'est évidemment pas ma compétence d'y répondre. Ce que les pays européens ont fait, dans le domaine des négociations commerciales, et cela se rapproche tout à fait du "Free-Trade Agreement", ça a été précisément de mettre en commun, dès le début du marché commun, les compétences en matière de politiques commerciales pour exister dans les négociations multilatérales. Dans les années soixante, si vous me permettez d'évoquer des souvenirs, au début des années soixante, à l'intérieur du GATT, dans les négociations commerciales multilatérales au sein du General Agreement for Traffic and Trade, les pays européens n'existaient pas. Les six pays européens, ou chacun des six pays européens, à l'époque, n'existaient pas. Au GATT il y avait les États-Unis, la Grande-Bretagne et le reste. Le jour où les six pays, à partir de 1960, ont commencé à développer une politique commerciale commune et à la défendre globalement avec un négociateur unique au sein du GATT, la Communauté a commencé d'exister dans le GATT. Et à l'heure actuelle, les négociations de Genève sur ce qu'on appelle l'Uruguay Round sont, en fait, un dialogue, parfois conflictuel, entre les États-Unis et la Communauté - dont vous voyez les péripéties dans la presse. Mais ceci est le résultat de la mise en commun des compétences commerciales qui a permis d'avoir un interlocuteur unique ayant un poids suffisant.

Le système communautaire - qui est différent du système américain ou canadien - permet en somme, dans la définition de la position commune et dans la définition de la tactique de négociation, à chaque partenaire à l'intérieur de la Communauté de faire valoir sa voix, ses intérêts et de contribuer à une position de synthèse qui est finalement appuyée par l'en-

semble. Ceci est le résultat de 30 ans de pratique et de négociation extérieure en commun. Alors, c'est l'élément d'appréciation que je puis apporter en ce qui concerne l'expérience de la Communauté. Cette pratique nous a montré et a montré à l'ensemble des pays que leurs intérêts étaient finalement mieux défendus par la défense d'une position de synthèse, laquelle ils avaient pleinement contribué à élaborer. Mais je reconnais que rien n'est absolument transposable.

**M. Léonard :** À ce moment-là, la Communauté économique européenne a opposé une logique continentale dans ses négociations avec le GATT. Au fond, vous dites que les États-Unis négocient vraiment avec force; ce sont les partenaires sur le continent nord-américain. Ce sont eux qui ont voix au chapitre. En réalité, ça nous ramène, quand même là aussi, à une logique continentale. Comment l'établir ici, en Amérique du Nord, donc ne pas juste laisser les États-Unis l'imposer? Je conçois qu'en fait, ce seront toujours eux, jusqu'à nouvel ordre, qui auront le gros mot à dire dans toute négociation ou dans toute position continentale nord-américaine.

Cependant, je reviens à ma question. Le Québec, là-dedans, dans une logique continentale nord-américaine, à votre avis... Je sais que vous ne voulez pas vous mêler de nos problèmes, mais notre position, c'est de dire que le Québec, qui est dans une négociation intracontinentale nord-américaine, aurait plus de chance de faire valoir son point de vue en le défendant lui-même qu'en le faisant défendre uniquement par le Canada à l'intérieur. Je vous ramène simplement à un fait très récent. Les négociations du GATT ont eu lieu au cours de l'été et on vient d'apprendre – au cours de l'été et de l'automne, elles ne sont pas terminées – que depuis le mois de juin le Canada savait que le GATT proposait, dans le rapport Dunkel, que les instruments d'intervention étatique devaient être réservés à l'État qui avait pignon sur rue sur le plan international, donc qui établissait les politiques étrangères, et non pas aux provinces. Cela nous amène, nous, comme province du Canada, à devoir éliminer ou annihiler, en quelque sorte, l'effet ou les efforts faits par des organismes que nous avons créés depuis 30 ans, comme la Société de développement industriel, la Société générale de financement du Québec, la Caisse de dépôt et placement du Québec, REXFOR, etc. On peut toutes les nommer. (11 h 15)

Donc, cela veut dire que cela nous empêche d'utiliser des moyens par l'État, qui sont réservés, de par les négociations du GATT, strictement aux États centraux, aux États fédéraux. Nous maintenons que cela nous enlèvera des instruments majeurs. Et, quelles que soient les négociations... Peut-être qu'on pourra faire retarder cette clause mais je suis convaincu qu'à une prochaine négociation, si jamais elle n'était pas retenue, elle reviendra parce que c'est une

logique de simplification de l'intervention des États dans l'économie. En principe, nous en sommes, je pense, sur le plan économique. En tout cas, en philosophie libérale, sur le plan économique, oui, nous en sommes.

Alors c'est ça notre question, je pense. Et je reviens avec l'autre partie que j'avais abordée tout à l'heure. Je pense que nous tenons à exister comme peuple ici au Québec, quels sont les meilleurs moyens pour nous, d'assurer notre avenir dans ce contexte-là? Vous avez l'expérience en Europe. Est-ce que vous pensez que toutes les populations vont se fondre en une seule population, un seul peuple, ou bien si les identités vont rester en Europe? Moi, ce que je trouve de fascinant dans l'expérience européenne, c'est qu'elle laisse beaucoup de marge de manoeuvre aux États, beaucoup de marge de manoeuvre tout en mettant des liens en commun, en tissant un réseau serré, mais il reste que chacun garde sa personnalité. Et quand on a fait référence tout à l'heure à la Communauté des États Indépendants, bien, justement, quand l'État central est trop contraignant, il y a des éclatements qui se passent et c'est ce qui s'est passé. Pour d'autres raisons aussi, je pense que la situation est vraiment très différente, encore plus là qu'elle ne l'est entre la Communauté européenne et le continent nord-américain. Mais enfin, voilà.

**M. Noël :** M. le député, en restant dans des limites étroites, disons d'abord que les structures fédérales, quasi fédérales ou communautaires, sont – comme le faisait remarquer, M. le ministre, tout à l'heure – des structures qui peuvent être taillées sur mesure. C'est le grand avantage du processus communautaire d'essayer chaque fois de dégager ce qui est vraiment utile pour améliorer, si je peux dire, la position de chaque pays et s'en tenir là, de manière à laisser pour tout le reste à l'identité propre de chaque pays la possibilité de se développer. Je crois que depuis 40 ans que le processus communautaire est engagé, il n'y a eu aucun sentiment dans aucun des pays membres d'être dépossédé de sa personnalité. Et même si parfois quelques milieux en Grande-Bretagne se sont plaints en ce domaine, je ne crois pas qu'ils aient jamais émis d'éléments convaincants d'un tel développement. Au contraire, on peut dire que dans une assez large mesure la Communauté a favorisé le renforcement des personnalités ou des identités, des identités nationales en créant les conditions d'une meilleure prospérité. Et tout le système de la Communauté vise précisément à donner le maximum de chances à chaque État membre. L'intérêt commun communautaire ne peut pas être considéré comme allant à l'opposé, dans des proportions majeures, de l'intérêt propre d'un État.

Cela étant, si je prends ce domaine des négociations internationales – je ne connais pas

assez le détail des négociations du GATT pour pouvoir apprécier cette partie du rapport Dunkel et les chances qu'elle a de prévaloir ou pas, la négociation de l'Uruguay Round est loin d'être terminée et nul ne peut prédire même qu'elle aboutira vraiment – ce qu'on veut dire c'est que dans le système communautaire, la prise de position du gouvernement, du négociateur commun – en l'occurrence la Commission européenne – résulte d'une délibération et, pratiquement, d'un consensus entre les différents États membres qui pilotent cette négociation. Ce qui fait qu'une clause qui serait manifestement contraire à l'intérêt d'un des pays a toute chance de se voir opposer non seulement par ce pays mais par l'ensemble de la Communauté et, donc, ce pays serait plus solidement défendu. Je doute que l'on puisse avoir un accord dans le sein du GATT qui interdise l'intervention d'autorités régionales et locales. Cela serait vraiment une novation par rapport à ce qui a été fait dans le passé au sein de ces négociations tout à fait surprenantes. Mais, enfin, il y a des personnes plus compétentes que moi en matière des accords du GATT et je ne voudrais pas préjuger la chose mais il faudrait vraiment vérifier si ce qui est dans le rapport Dunkel conduit à des conséquences aussi extrêmes. Mais pour lutter contre de telles conséquences, la position globale d'un ensemble de pays ou la solidarité de groupes de pays est certainement un très solide argument. D'autant plus que les aides unilatérales qui peuvent être données, même si elles sont données par un seul pays, doivent répondre à l'intérieur du GATT également à un code de conduite en la matière, qui sera renforcé également pour chacun des pays à l'issue des négociations de l'Uruguay Round. Ce qui fait qu'un pays isolé ne sera pas non plus à même de faire n'importe quoi, ou bien il peut se voir opposer des contre-mesures de ses partenaires. Autrement dit, il me semble que le point que vous évoquez n'est pas une question à considérer comme blanc ou noir. Il faudrait vraiment la replacer dans le détail de la négociation. Globalement, je puis dire que notre expérience d'une négociation collective pour défendre les intérêts de la Communauté a été une bonne expérience mais il est exact de dire que la structure géographique de la Communauté n'est pas la structure du Canada.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. Je voudrais vous remercier M. l'ambassadeur, M. le professeur pour les éclairages que vous nous apportez sur le développement de la Communauté économique européenne. Je retire de votre exposé et de l'exposé de M. Rasmussen hier que les efforts d'intégration économique dans la Communauté économique européenne ont été de pair avec une augmentation de l'intégration politique,

ce que vous avez appelé une amélioration de la démocratisation du système. Et j'en veux pour symbole, l'importance plus grande qui est donnée maintenant au Parlement européen dans les mécanismes de codécision et le poids que le Parlement européen pourrait avoir sur la commission.

Je voudrais profiter de votre présence ici pour explorer avec vous deux points du traité ou enfin ce qui va devenir le traité de Maastricht qui n'est pas clair encore dans mon esprit. Le premier point touche la question sur la banque centrale. La banque centrale comme vous l'avez bien dit va être bâtie sur le modèle de la Banque fédérale de réserve américaine ou la Banque centrale allemande. Je voudrais savoir, son conseil d'administration sera nommé par qui? C'est-à-dire, quelle est l'importance au sein du conseil d'administration? Et le deuxième élément, ce qu'on appelle ici au Canada le droit du seigneur, c'est-à-dire les bénéfices qu'une banque centrale peut faire en escomptant les dépôts vont être versés à qui, dans le cas d'une banque centrale de la Communauté économique européenne? Comme on dit: Est-ce que ça va être repartagé entre les États membres ou est-ce que ça va aller directement comme revenus à la Communauté économique européenne? C'est ma première question. J'ai une deuxième question après, M. le Président.

**M. Noël:** Oui, en ce qui concerne la structure de la banque centrale à deux étages, il y a, d'une part, ce qu'on appelle le directoire qui, si les 12 États rentrent tous dans l'union monétaire, comprendra six membres qui sont désignés d'un commun accord par les chefs de gouvernement au sein du Conseil européen, sur proposition des Conseils des ministres des Finances. Ils sont désignés, si mon souvenir est bon, je crois, pour neuf ans, mais leur mandat ne peut pas être reconduit. Donc, il y a, au départ, une nomination collective et comme le nombre de membres est très inférieur au nombre d'États, il s'agira effectivement de personnes qui doivent avoir la confiance collective des États membres et non pas simplement, comme c'est le cas à l'heure actuelle, pour la Commission européenne par exemple, qui, en fait, sont désignés par chaque pays, seul le président de la Commission faisant l'objet d'une vraie désignation collective, donc, désignation collective. Le directoire travaille sous les directives de ce qu'on appelle le Conseil du système européen de banques centrales, lequel rassemble, d'une part, un membre représentant chacune des banques centrales des pays membres, dans le cas du Luxembourg, un institut monétaire luxembourgeois et de plus, des membres du directoire. Dans cette enceinte on dit, 12 pays auraient donc 18 personnes. Les décisions sont prises à la majorité simple, chaque membre ayant une voix. Donc, il y a là aussi un système intégré puisque le directoire désigné collective-

ment représente déjà le tiers des voix.

Le traité prévoit que, d'ici la mise en place de la Banque centrale européenne, les États membres auront pris les mesures législatives pour assurer l'indépendance de leur banque centrale, c'est-à-dire, grosso modo, pour aligner plus ou moins leur système national sur le système, disons, néerlandais ou allemand. Ce qui pour des pays comme la France ou la Grande-Bretagne, le moment venu, supposera pas mal de changements.

En ce qui concerne les bénéficiaires, et là c'est un point un peu technique, et je vous réponds avec un peu d'hésitation, mais je crois me souvenir que les actionnaires, si je puis dire, de la Banque centrale européenne sont les banques centrales, et les bénéfices éventuels reviennent aux banques centrales des États membres et non pas à la Communauté comme telle.

**M. Gautrin:** Une deuxième question qui va toucher un champ différent qui sont du traité de Maastricht et c'est la question de la politique culturelle. J'avoue, avoir trouvé assez bizarre, compte tenu de la diversité culturelle qui existe en Europe, de donner à la Communauté un mandat de promouvoir et d'agir dans le champ culturel, c'est ce que j'ai cru comprendre, et avec consultation d'un corps dont vous n'avez pas parlé dans votre exposé qui est le comité des régions. J'aimerais peut-être que vous nous expliquiez ce que c'est le comité des régions. Quel va être son fonctionnement? Et, d'après vous, quelle est l'incidence ou comment la Communauté va pouvoir intervenir dans les politiques culturelles ou bien est-ce que c'est simplement quelque chose qui est un élément qui aura à être développé et précisé dans le futur?

**M. Noël:** Quand le texte du traité sera public, vous verrez que le chapitre sur la politique culturelle est extrêmement prudent et limitatif. Il indique que l'action de la Communauté doit viser à soutenir la diversité culturelle de la Communauté et à assurer une meilleure connaissance mutuelle des cultures. Je cite de mémoire mais c'est à peu près cela. Cette action est encadrée dans des limites extrêmement étroites. La politique culturelle dans toute fédération est de compétence essentiellement des États de la fédération, et c'est dans des limites très étroites que la fédération peut intervenir. Je ne crois pas que le chapitre du traité va changer ou déroger à cette pratique ou à cette habitude.

(11 h 30)

Le comité des régions a été créé dans le traité, à l'initiative très largement de la République fédérale allemande qui souhaitait donner la possibilité à ces Länder de s'exprimer. Il est formé d'environ 200 membres suivant une clé de répartition par pays qui tient compte de l'importance de la population et, contrairement à ce qui était souhaité par certains, c'est chaque gouver-

nement qui va désigner ses représentants dans le comité des régions, à lui de décider ou de définir comment ils sont effectivement choisis, c'est-à-dire comment les autorités régionales, lorsqu'elles existent, sont effectivement associées à la désignation.

Le comité des régions, dans le traité, est un organisme consultatif qui intervient dans des limites assez modestes. Il intervient essentiellement sur les questions qui touchent au développement régional et sur les questions qui peuvent avoir une incidence sur le développement régional. Vous avez parlé de la politique culturelle, il y a aussi la question des réseaux européens ou des matières semblables. Mais il est prévu, si je ne m'abuse, que le comité des régions peut également prendre des initiatives et présenter lui-même des avis et des recommandations. Donc, il est possible qu'après une période de mise en place il cherchera à développer sa compétence, suivant une application de la loi de Parkinson bien connue, et à intervenir dans des domaines plus larges que ceux qui ont été expressément cités dans le traité.

De toute manière, je crois que c'est une idée qui, en soi, est bonne. Il y a, à l'heure actuelle, à peu près sept ou huit pays où les structures régionales sont assez fortes; d'autres, au contraire, comme l'Irlande, la Grande-Bretagne, le Portugal et la Grèce, où elles sont quasi inexistantes ou très limitées, et cet échange d'expériences aura aussi, je crois, une valeur éducative.

**M. Gautrin:** Donc, ça accentue la tendance à la démocratisation du système communautaire.

**M. Noël:** Par certains côtés, oui. Les régions, c'était une chose certainement regrettable, mais, dans le système communautaire actuel et dans sa gestion, les régions n'existent pas. La Communauté, les institutions centrales ne connaissent que les États et les gouvernements et, même dans des pays où les régions ont de forts pouvoirs, un État fédéral comme l'Allemagne ou la Belgique, un État très décentralisé comme l'Espagne ou l'Italie, les régions interviennent d'une manière tout à fait marginale et beaucoup plus à l'occasion de mesures répressives que de mesures constructives. La mise en place d'un comité des régions, certainement, contribuera à leur donner davantage d'autorité, ceci combiné avec le principe de "subsidiarité" qui peut s'appliquer aussi sur le plan non seulement État-Communauté, mais aussi région-État-Communauté, et devrait conduire à une meilleure présence régionale, ce qui sera, je crois, dans l'intérêt commun.

**M. Gautrin:** Je vous remercie, M. le professeur.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la

députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. M. l'ambassadeur, M. Noël, je vous remercie pour l'information que vous nous apportez. J'aimerais revenir un peu sur le processus décisionnel ou la culture décisionnelle, les outils privilégiés et surtout le rythme de décision. Vous avez commencé votre intervention en nous faisant un peu un historique de la Communauté et en nous disant: Il y a déjà quelques décennies qu'on est engagé dans ce travail de construction de la Communauté européenne. Ce qu'on peut constater, évidemment, ce que l'on sait tous autour de cette table, c'est que ce sont, chaque fois, des États souverains – on vient de parler des régions, d'ailleurs, qui n'ont pas voix au chapitre – mais ce sont des États souverains qui, librement, consentent à mettre en commun certains champs d'activités, particulièrement en matière économique, mais là on élargit un petit peu plus avec les dernières ententes et l'évolution qu'on a connue.

Mais est-ce qu'on ne doit pas comprendre que, dans tout ce processus et cette culture décisionnelle, on a fait en sorte que – et pendant 20 ans on a procédé par consensus, donc unanimité – lorsqu'un État membre a eu des réticences vraiment majeures, on a plutôt retardé le processus de prise de décision pour permettre à cet État de faire progressivement lui-même sa réflexion pour prendre sa décision dans le sens des États membres de la Communauté, plutôt que de brusquer le processus. Et si on peut constater aujourd'hui une certaine réussite – pour ne pas dire une réussite certaine – de cette Communauté, c'est justement parce que les États souverains ont librement consenti à remettre en question une partie de leur souveraineté, mais l'ont fait aussi à un rythme qui leur a convenu et auquel les autres États se sont pliés. Est-ce que je fais là une lecture correcte de votre histoire, ou de l'histoire à laquelle vous participez, ou ça s'est fait un petit peu différemment ou un petit peu plus brusquement, si on veut?

**M. Noël:** J'apporterais peut-être quelques nuances à votre présentation mais je ne la conteste pas globalement. Le système qui avait été mis en place dans le traité de Rome, entre six pays, prévoyait qu'à partir de la troisième étape du traité, qui devait être franchie après huit ans, le 1er janvier 1966, les décisions du Conseil étaient prises à la majorité qualifiée, pratiquement les deux tiers des voix pondérées. Le gouvernement français, en 1965, a déclenché ce qu'on appelle dans l'histoire de la Communauté "la crise de la chaise vide". Il a refusé de siéger en demandant un certain nombre de réformes internes, et la principale d'entre elles était d'avoir l'assurance que si un intérêt majeur d'un État était en cause – pour prendre la

formule qui avait été employée – la discussion serait prolongée jusqu'à ce que l'on aboutisse à un accord mutuel. Ce qu'on appelle le compromis du Luxembourg – que je citais tout à l'heure – n'était pas, en fait, un compromis, mais a été la constatation que cinq pays estimaient que, dans ce cas, on devait aussi passer au vote et que le sixième estimait au contraire qu'on devait continuer la discussion. La phrase magique due au vicomte d'Avignon, qui est une des figures de la construction communautaire, était la constatation que "cette divergence de vues ne devait pas empêcher la poursuite du travail en commun". Dans la pratique, cela a conduit à un recours, à une prolongation de fait de la règle d'unanimité pendant les années qui ont suivi 1966, et l'arrivée de la Grande-Bretagne et du Danemark notamment, en 1973, a consolidé ce processus qui, en fait, a joué jusqu'en 1986, c'est-à-dire pendant 20 ans.

Je crois, en voyant ça maintenant avec un peu de recul et d'une manière "dépassionnée", que cette situation, au moins pendant les 10 premières années, a certainement aidé à une construction communautaire moins heurtée ou cahotique qu'elle aurait pu être. C'était une période où il y avait des divergences d'orientation politique assez grandes à l'intérieur de la Communauté. La politique suivie par le gouvernement du général de Gaulle n'était pas, si je puis dire, appréciée également par tous ses partenaires; l'entrée de la Grande-Bretagne s'est accompagnée de très nombreuses discussions, le gouvernement Wilson avait demandé la renégociation du traité et l'assimilation des nouveaux membres ne s'est pas faite toute seule. Ce qui fait que l'exigence de fait de l'unanimité, même si elle a pesé sur les décisions, a finalement, je crois, – c'est un sentiment personnel – été plutôt favorable. Dans la suite – c'est-à-dire dans la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt – avec l'élargissement de la Communauté qui était passée à 10 membres, ce recours systématique à l'unanimité est apparu de plus en plus comme un frein, créant des risques de paralysie ou de blocage. Ce qui fait que c'est par consensus que l'on est arrivé, dans l'Acte unique européen et dans les alentours de l'Acte unique européen, à admettre qu'il fallait maintenant passer plus systématiquement au vote majoritaire, même s'il n'y a pas eu une décision extérieure mais un consensus de tous les pays que le vote majoritaire devenait nécessaire si on voulait que la machine continue de tourner. On a gardé en réserve, ou tout au moins un certain nombre de pays gardent toujours en réserve, entre guillemets, le compromis de Luxembourg. Mais comme je le disais, dans les récentes années, depuis 1986, il n'a été utilisé que cinq ou six fois. Et chaque fois, lorsqu'il a été invoqué, il y a eu un effort d'imagination des autres États et de la Commission qui, finalement, a permis de surmonter l'obstacle et de trouver

une formule qui satisfaisait tout le monde.

Donc, la règle majoritaire bien menée, bien conduite, c'est-à-dire conduite d'une manière non conflictuelle, avec la volonté de prendre en compte les intérêts des différents partenaires en somme – ce principe non écrit qu'on ne peut pas imaginer un intérêt communautaire qui soit la négation d'un intérêt important d'un des États participants – je crois que cette règle non écrite permet, à l'heure actuelle, d'avoir un système non pas de majorité brutale, mais qui ne permet pas à un ou même à deux pays de bloquer, n'est-ce pas – sans que cela entraîne de crise – toute la législation sur le marché intérieur qui doit représenter, à l'heure actuelle, à peu près 280 textes dont, dès à présent je crois, plus de 220 qui sont adoptés, a été ainsi adoptée à la majorité sans qu'il y ait eu de crise majeure. Dans les cas où il y avait difficulté, il y a eu, comme je le disais, l'effort nécessaire pour surmonter l'affaire sans violer l'un des pays membres.

C'est, je crois, une démarche un peu particulière – pour prendre les formules qu'utilisait M. Brassard – qui a un contenu intergouvernemental non négligeable combiné avec l'intervention d'éléments proprement européens, la Commission, le Parlement, l'élément majoritaire qui introduisent le lubrifiant et permettent d'aboutir là où un système strictement intergouvernemental n'aurait sans doute pas permis d'aboutir. C'est, je crois, cet élément qui est original dans une structure, disons, à tendance fédérale et qu'il est important d'analyser pour bien comprendre le fonctionnement de la Communauté.

**Mme Marois:** Il y a une culture et un non-écrit qui permettent, finalement, aux membres de s'y retrouver et de ne pas être obligés de faire des compromis qui leur apparaîtraient inacceptables?

**M. Noël:** Le non-écrit, dans la Communauté, est, je crois, presque aussi important que l'écrit, ce qui rend souvent, si je puis dire, les ouvrages d'éminents juristes ou politologues parfois un peu abstraits. Car, s'ils tiennent compte uniquement des textes, ils bâtissent une communauté sans doute idéale ou parfaite, mais qui a peu de chose à voir avec la Communauté...

**Mme Marois:** Avec la réalité.

**M. Noël:** ...réelle pour laquelle le fonctionnement quotidien et la jurisprudence qui en découle est au moins aussi importante, dans les faits, que le texte pur. On pourrait dire que la Communauté, qui a une origine largement continentale, s'est inspirée aussi, dans sa conduite, des pratiques anglo-saxonnes, n'est-ce pas, qui donnent beaucoup plus de place à la jurisprudence, si je puis dire, qu'au texte brut.

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. Noël:** Le droit européen doit être vu dans un contexte, en somme.

**Mme Marois:** Nous vivons dans un système... Enfin, nous vivons dans un contexte où nous connaissons justement les deux systèmes. Est-ce qu'il me reste un peu de temps encore, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie, madame. Oui.

**Mme Marois:** J'aimerais revenir sur un autre élément sur lequel vous avez passé assez rapidement. C'est l'existence de ce fonds que vous avez appelé "de cohésion sociale", si je vous ai bien compris, qui vise jusqu'à un certain point, qui a comme objectif d'atteindre une certaine mise à niveau des pays membres en ce qui concerne leurs équipements collectifs. J'aimerais savoir si c'est bien de ça qu'il s'agit et quelle est l'ampleur de ce fonds-là. Qui y contribue et comment peut-on y avoir accès? Est-ce que vous avez des exemples de telles mesures qui se seraient appliquées dans les pays qui ont ce besoin de mise à niveau au plan des équipements, par exemple?  
(11 h 45)

**M. Noël:** Le fonds de cohésion est un des points nouveaux qui va figurer dans le traité de Maastricht. Donc, il est pour l'instant encore à l'état de...

**Mme Marois:** Embryonnaire un peu.

**M. Noël:** ...embryonnaire, si je puis dire. Sa création résulte d'une demande, d'une initiative du gouvernement espagnol qui a été appuyée par les pays qui sont les moins prospères de la Communauté. C'était une des conditions mises par l'Espagne pour accepter tout le processus d'union monétaire et qui a été finalement acceptée à Maastricht dans le cadre du compromis global. Alors, le fonds de cohésion, d'après ce qui figure dans les textes, devrait servir à permettre le développement de mesures d'équipements dans les États les moins favorisés de la Communauté, notamment en ce qui concerne les réseaux de communications; ce qui signifie non seulement les routes et les chemins de fer mais aussi, par exemple, les réseaux informatiques, les mesures de défense et protection de l'environnement et je crois, également, les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle. Je cite de mémoire, mais les points d'application sont clairement précisés dans le texte du traité. Il est prévu également que l'alimentation financière du fonds sera faite dans des conditions qui assurent une contribution réduite aux pays bénéficiaires, tandis que les pays les plus riches auront une contribution plus élevée que leur quote-part dans

le produit de la Communauté, contrairement au budget de la Communauté qui est réparti et financé plus ou moins au prorata du produit brut de chaque pays dans le produit global.

Alors, ce sont des règlements du Conseil qui devraient, — je crois, dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur du traité — définir avec précision les missions intérieures de ces grandes lignes, les règles de fonctionnement et le processus de financement du fonds, en suivant le principe classique de la délégation de pouvoirs aux institutions. C'est donc, dans ce cas, une proposition de la Commission, une décision du Conseil, je crois, à l'unanimité, et un avis conforme du Parlement européen ou une intervention assez forte du Parlement européen qui permettra d'établir la structure du fonds. Pour l'instant, il n'y a pas eu, évidemment, d'intervention du fonds; c'est sans doute à partir de 1994 ou 1995 que le fonds deviendra opérationnel. Mais il peut jouer un rôle très important dans la mise en place de cette fameuse cohésion économique dont on parle tant dans la Communauté. Il vient s'ajouter au Fonds européen de développement régional qui intervient déjà d'une manière massive. Je crois que dans le budget de 1992, le Fonds va avoir des crédits de l'ordre de 12 000 000 000 à 13 000 000 000 d'écus, c'est-à-dire environ 15 000 000 000 de dollars canadiens et il intervient déjà d'une manière sélective en faveur des pays les moins favorisés. Mais le fonds de cohésion devrait avoir des règles plus souples permettant au financement communautaire de couvrir une partie beaucoup plus importante des financements que le fonds régional qui est limité au financement, je crois, de 50 % des dépenses engagées...

**Mme Marois:** ...par les États membres concernés.

**M. Noël:** Donc, c'est un fonds plus typé et certainement plus performant.

**Mme Marois:** D'accord. Je vous remercie, M. Noël.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Noël, merci d'être devant la commission aujourd'hui. C'est très enrichissant de vous écouter et de savoir un peu comment la Communauté européenne fonctionne. J'aimerais quand même revenir sur un aspect qui a été élaboré tantôt par le député de Labelle, parce qu'en écoutant le député de Labelle, on s'aperçoit probablement qu'il veut en même temps avoir la chose et son contraire. Il veut être souverain pour défendre ses intérêts et il veut avoir en même temps un accès à une union économique très forte. On se rappellera qu'il y a des experts. Et tout dernièrement,

la semaine dernière, M. Yvan Bernier nous a dit très clairement que, si le Québec veut garder le même type d'intégration économique, le Québec et le Canada devraient parler avec une même voix au GATT et au libre-échange. Et l'exemple le plus parfait, c'est justement l'accord du GATT où la CEE, la Communauté économique européenne, parle d'une seule voix au GATT. Elle parle pour les 12. Ce n'est pas la France, ce n'est pas l'Italie, ce n'est pas le Portugal, ce n'est pas l'Espagne individuellement qui font des représentations au GATT, mais c'est plutôt la CEE, la Communauté économique européenne, qui parle au nom des 12.

Ça veut dire que la France, l'Italie et le Portugal doivent s'entendre avec les 11 partenaires avant qu'on ait des discussions devant le GATT par la voix de la CEE. Et, par conséquent, le Québec devrait s'entendre avec son partenaire canadien si on regarde cette union économique pour parler au GATT et pour parler au libre-échange. Une autre chose, M. le Président, M. Noël, c'est que quand on se réfère, toujours selon M. le député de Labelle, à la Communauté économique européenne, on ne se réfère pas à la Communauté économique européenne au même niveau que le libre-échange nord-américain entre le Canada et le Québec, mais c'est uniquement en faisant référence que pour avoir une intégration économique et protéger une intégration économique. Ça prend aussi une intégration politique et vous l'avez très bien expliqué tantôt dans vos remarques préliminaires que c'est bien sûr que ça prend une certaine intégration politique pour garder et protéger l'intégration économique.

Ma question. Vous avez dit tantôt dans votre exposé... Vous avez parlé de deux évolutions possibles de l'Europe. Vous avez parlé soit de progresser vers une véritable fédération ou soit régresser et fonctionner au ralenti. Hier, on a eu devant cette commission M. Rasmussen, qui est ici dans la salle aujourd'hui, et lui nous a dit très clairement que probablement l'Europe, pas à courte échéance, mais plutôt à moyenne et longue échéance, se dirigeait vers une véritable fédéralisme. C'est toujours une évolution hypothétique, c'est bien sûr.

Mais, si on regarde l'évolution de l'Europe, depuis ses débuts jusqu'à Maastricht tout dernièrement, ne peut-on pas inférer que le chemin suivi jusqu'ici va se poursuivre et que l'on continuera sur le chemin de l'intégration économique et politique? Parce que le progrès économique de l'Europe ne passe pas par une régression ou pour revenir à l'isolement, mais c'est plutôt dans la progression encadrée dans des nouvelles institutions, disons, et comme vous avez dit tantôt, même que probablement après la séance, après Maastricht, très probablement le Parlement européen comment c'était plutôt une espèce de symbole, une espèce symbolique, il ne prenait pas de décision, mais que, véritablement,



il aura des décisions législatives à prendre.

Je pense que cette intégration économique est à parfaire et aussi l'intégration politique. Je crois que l'hypothèse faite par M. Rasmussen hier, si on a suivi un peu le chemin, elle est la solution probablement dans laquelle on pourrait aller demain pour aller en Europe. Est-ce que d'après vous, croyez-vous que justement cette voie – et je pense avoir compris que c'est ça, mais j'aimerais quand même que vous élaboriez un peu plus – est-ce que c'est la seule façon de progresser pour l'Europe? Parce que je ne peux pas voir, concevoir avec toutes les conséquences catastrophiques, que l'Europe puisse régresser au lieu de progresser dans le sens de l'intégration économique et, par conséquent, une certaine intégration politique qui oblige d'avoir un certain partage de la souveraineté des États membres.

**M. Noël:** M. le Président, comme je l'ai dit, je crois que le processus d'intégration, normalement appelé à se développer, mais plutôt à se développer d'une manière graduelle plutôt que par sauts majeurs, j'ai indiqué qu'il allait y avoir un problème qui se poserait certainement d'ici à la fin de la décennie, celui d'un élargissement massif de la Communauté aux pays d'Europe centrale et orientale. Et la manière dont ce problème sera abordé, à la fin de la décennie ou au début de la décennie prochaine, aura certainement des conséquences importantes sur le processus d'intégration. Et là, il est très difficile de préjuger comment ce problème, d'importance très considérable pour tout le continent, sera finalement abordé par la Communauté. Cela peut avoir comme conséquence une accélération du processus d'intégration, si le choix est d'associer un élargissement massif à un renforcement considérable des institutions. Cela peut, au contraire, avoir pour résultat un ralentissement du processus, si on élargit la Communauté sans modifier beaucoup son système. De toutes les manières, moi, je n'ai pas l'impression que... Je crois que le terme que l'on aurait voulu employer dans le traité de Maastricht, et qui a été finalement écarté devant, notamment, les réserves de la Grande-Bretagne, est qu'il s'agissait d'aller vers une union à vocation fédérale. Je crois que ce terme représente bien la tendance et représente bien aussi les délais sans doute très longs avant de se rapprocher de cette vocation fédérale. Et, en même temps, je présume que le résultat – je ne sais pas – final, car l'évolution est sans limite, sera sans doute quelque chose de plus complexe et de plus nuancé que les fédérations classiques dont on enseigne les structures et le fonctionnement dans les livres. Depuis l'origine, le système européen a été une construction... mais je crois qu'il est appelé à rester une construction spéciale pendant encore une très longue période.

**M. Maciocia:** Merçi, M. le Président. J'ai

une autre petite question, je pense que vous en avez déjà parlé un peu, M. Noël, c'est sur le compromis du Luxembourg. J'ai cru comprendre que ce compromis s'est développé au moment où la Communauté a décidé de prendre des décisions à la majorité plutôt qu'à l'unanimité. Ici, au Canada, on a actuellement des propositions qui sont sur la table, de la part du gouvernement fédéral, sur le pouvoir de gestion économique, avec lesquelles le Québec n'est pas tout à fait d'accord parce qu'il voudrait avoir, disons... si je puis dire, il désire une protection accrue. Est-ce que, d'après vous, en nous expliquant un peu le compromis... Pourriez-vous nous expliquer un peu le compromis du Luxembourg pour savoir si, des fois, probablement, il pourrait nous éclairer, et voir un peu si on pourrait même – je ne sais pas – un jour voir... dans lequel il pourrait s'acheminer, même le gouvernement du Québec ou du Canada...

**M. Noël:** Comme je l'ai dit, ce qu'on appelle le compromis du Luxembourg n'était pas vraiment un compromis; mais, enfin, c'est devenu maintenant une formule qui est passée dans l'histoire. Le traité de Rome – je l'ai rappelé – prévoyait qu'au 1er janvier 1966, à partir du 1er janvier 1966, le Conseil devait décider à la majorité qualifiée. Pendant les huit premières années, l'unanimité avait été prévue. Le gouvernement français a demandé, en 1965 – il a ouvert une crise là-dessus – que, lorsqu'il y avait un intérêt national majeur, on ne passe pas au vote et on continue de discuter jusqu'à trouver un accord. En 1966, à Luxembourg, on a constaté que cinq pays estimaient qu'il fallait appliquer le traité. Le sixième, la France, avait sa position. Les deux positions ont été consignées au procès-verbal, si je puis dire, et on a continué de travailler en constatant la divergence de vues.

Dans la pratique, au cours des années qui ont suivi, chacun s'est employé à éviter que la crise se rouvre et, donc, il y a eu un effort systématique de décider par consensus. Le gouvernement français, pour sa part, veillait à cela, en sorte que, lorsqu'une décision à la majorité devait être prise, il était prêt à voter contre la décision, même si cela allait contre ses intérêts, pour empêcher qu'une décision majoritaire n'intervienne.

(12 heures)

Donc, jusqu'en 1973, la Communauté a vécu de cette manière. Il y avait une possibilité de décision majoritaire, mais, de fait, elle n'était pas utilisée. Quand les Anglais et les Danois sont entrés, ils se sont ralliés à l'interprétation française. À cette époque, la combinaison du Danemark, de la Grande-Bretagne et de la France faisait une minorité de blocage qui était donc de nature à empêcher toute décision prise à la majorité. De fait, on a continué à décider à l'unanimité, sauf pour des questions mineures de procédure ou autres, jusqu'au début des années

quatre-vingt, pendant 20 ans. Ce qui, comme je l'ai dit, a facilité dans un certain nombre de cas la cohabitation dans la communauté à six, puis l'insertion de la Grande-Bretagne dans la Communauté élargie, mais, à un certain moment, a eu un effet paralysant. C'est ce qui fait qu'en 1986 il y a eu un consensus des dix pays de la Communauté, qu'il fallait revenir à l'application systématique du vote majoritaire, certains se réservant la possibilité de faire valoir l'intérêt national.

Il y a donc eu cette sorte d'éducation progressive dans le traité de Rome, pendant 20 ans, avant de faire le saut de la majorité, on a cohabité à l'unanimité. Ce qui a eu des effets négatifs, mais — c'est mon sentiment personnel — il y a eu aussi des effets positifs en habituant les pays à vivre ensemble, notamment les nouveaux membres à se familiariser aux conditions de vie communautaire. Je ne prétends pas transposer cela au système canadien. Ce que je peux dire, c'est que le système majoritaire marche bien dans la Communauté parce qu'il est utilisé d'une manière non conflictuelle. Quand l'on constate qu'un pays a vraiment des problèmes sérieux, il n'est pas nécessaire qu'il invoque le compromis pour que ses partenaires cherchent avec lui comment les résoudre sans drame. C'est ce qui a permis de faire passer, à l'heure actuelle, la grande masse des textes sur le marché intérieur, par exemple, sans qu'il n'y ait de crise insurmontable pendant ce long processus législatif. Pourtant, dans certains cas, il y avait eu des difficultés sérieuses, mais l'effort a été fait de les surmonter sans faire des votes purs et durs. C'est donc cette sorte de maniement intelligent, si je puis dire, de la procédure de vote à la majorité qui a caractérisé les cinq dernières années.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. Noël, au nom de la commission, je voudrais vous remercier... Ah, il y avait une autre question! Excusez. Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Je vous remercie, M. le Président. M. l'ambassadeur, M. Noël, je vous remercie d'avoir répondu à l'invitation de la commission. Moi, M. Noël, ma question, ça va être sur le poids relatif des États membres de la CEE. Parce que lorsqu'on écoute...

**Une voix:** Pardon?

**Mme Bégin:** Le poids relatif de chacun des États membres dans la CEE lorsqu'il y a des décisions à prendre. Parce qu'on entend souvent dire, du côté de l'Opposition, que le simple fait d'être État souverain va signifier qu'on va avoir le même poids en termes d'influence, le même poids lorsque viendra le temps de prendre une

décision, exemple: Que le Québec, s'il y a une éventuelle intégration politique nord-américaine, aurait le même poids que le Mexique, que le Canada, que les États-Unis, tout ça.

Moi, j'aimerais vous entendre. Est-ce que le Danemark, lorsqu'on a à prendre des décisions au point de vue de la CEE, a le même poids que la France?

**M. Noël:** Il y a eu une évolution historique dans cette affaire. On peut dire que dans la Communauté des six pays, au début, le groupe des trois moyens et petits pays, c'est-à-dire Belgique, Pays-Bas et Luxembourg, a eu un poids considérable dans tout le processus communautaire. Certainement, les trois petits et moyens pays de la Communauté ont eu, dans cette période de 1958 à 1973, un poids — parce qu'ils travaillaient largement en commun — dans les décisions et dans l'élaboration des compromis, supérieur à celui de l'Allemagne ou de la France. C'était, pas une donnée juridique, mais une donnée de faits. Ils étaient un peu le cœur de toute décision, de tout compromis. L'élargissement de la Communauté, maintenant à la Grande-Bretagne et puis à l'Espagne, a certainement modifié le système. Et à l'heure actuelle, on peut considérer que les cinq principaux pays de la Communauté, en termes de dimension démographique et économique, c'est-à-dire Italie, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Espagne, ont une position très forte à l'intérieur du Conseil. Mais les petits ou moyens pays, comme le Danemark, mais aussi la Belgique, etc., jouent le rôle qui n'est pas un rôle dominant, mais jouent le rôle et leurs prises de position ne sont prises en considération, je dirais, d'autant plus facilement qu'eux-mêmes jouent la coopération. Les pays qui, dans le passé, ont essayé d'utiliser une sorte de pression, si je peux dire, presque de chantage, pour défendre une position nationale, ont parfois obtenu quelques avantages mais ont considérablement perdu ensuite en crédit dans la discussion. Le pays, petit ou moyen, qui joue le jeu de la coopération et de la coordination, se fait très bien entendre. Un pays comme la Belgique, par exemple, joue un rôle dans la Communauté certainement sans aucune mesure avec sa dimension, simplement parce qu'il a le sens du compromis, du compromis à la belge, comme on dit et il est extrêmement utile souvent pour trouver l'entente.

Donc, il n'y a plus cette position dominante, si je puis dire, du groupe Benelux qui a marqué la Communauté, mais il y a la possibilité pour chacun de tenir sa place, je dirais, à condition qu'il ne prétende pas jouer abusivement de cette place pour essayer d'imposer une vue ou pour essayer d'obtenir un avantage national disproportionné. Il y a une sorte de code de bonne conduite, je voudrais dire, de comportement de chaque pays à l'intérieur de la Communauté, qui est une chose non écrite, bien entendu, mais qui,

à l'heure actuelle, est généralement admis par les uns et par les autres et qui permet à chacun de se faire entendre, d'apporter une contribution et d'éviter une position conflictuelle.

**Mme Bégin:** Merci.

**M. Noël:** Il ne faut pas croire... Enfin, je me souviens d'avoir discuté, pour citer un exemple, avec des nationalistes écossais, n'est-ce-pas, qui me demandaient si le fait pour l'Écosse de devenir un État indépendant permettrait de mieux défendre les intérêts écossais à l'intérieur de la Communauté. La situation actuelle où l'Écosse est partie du Royaume-Uni, le Royaume-Uni a une structure unitaire et il est donc difficile de savoir dans quelle mesure les positions nationales du Royaume-Uni tiennent compte des intérêts écossais. Tout ce qu'on peut dire c'est que l'administration, le "civil service" britannique est largement noyauté par les Écossais, donc. Mais il est certain que la Grande-Bretagne, dans le système communautaire, a des moyens de se faire entendre certainement supérieurs à ceux de la Grèce ou du Portugal. Donc, si à l'intérieur du système britannique, les intérêts de l'Écosse peuvent être effectivement pris en considération par le négociateur britannique, celui-ci les défendra mieux. Si, au contraire, le négociateur britannique ignore les intérêts de l'Écosse, certainement une Écosse indépendante peut alors les faire valoir, sans doute pas avec le même poids que la Grande-Bretagne mais elle peut au moins s'exprimer. C'est donc le fonctionnement interne du système, le bon vieux système britannique, qui est largement la clé de la réponse.

**Mme Bégin:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors M. Noël, cette fois-ci, c'est vrai, on voudrait vous remercier très chaleureusement. D'abord, depuis presque trois heures que vous êtes notre témoin et qu'avec affabilité et avec compétence, vous avez répondu à toutes nos interrogations, à toutes nos questions. C'est très apprécié de la part des membres de la commission, j'en suis convaincu. En ce sens-là, je voudrais vous remercier très chaleureusement pour la participation à nos travaux. On a usé de vos compétences, j'espère qu'on n'en a pas abusé. Soyez assuré que cela va nous éclairer grandement dans la finalisation de nos travaux. Dans ce sens-là, la commission suspend ses travaux jusqu'à 14 heures. Merci. Bon appétit à tout le monde.

(Suspension de la séance à 12 h 11)

(Reprise à 14 h 10)

**Le Président (M. Bélanger):** À l'ordre, s'il

vous plaît! Alors, messieurs, s'il vous plaît! Si vous me permettez... S'il vous plaît! Alors, nous recevons cet après-midi M. Edmond Orban qui est diplômé en humanités gréco-latines, candidatures en droit, licence en science politique et en sciences sociales, licence en administration publique, doctorat en science politique à l'Université de Louvain, en 1967, et complément d'études aux États-Unis, à Harvard, et en Grande-Bretagne, à Essex University. Il est professeur agrégé de Science politique à l'Université de Montréal et professeur titulaire de science politique, depuis 1976, à l'Université de Montréal. Il a fait de nombreuses publications. Il est un personnage très connu. Alors, M. Orban, sans plus de préambule, nous vous cédon la parole. Nous vous écouterons très attentivement. Merci.

**M. Edmond Orban**

**M. Orban (Edmond):** M. le Président, je vous remercie. Je dois dire, au départ, que la mission qui m'est impartie me semble presque impossible. Je voudrais ici souligner la difficulté qu'il y a à "s'inspirer", entre guillemets, d'une expérience qui est en cours actuellement et dont les contours sont encore relativement mal définis. Donc, je voudrais d'abord insister sur les difficultés qu'il y a à faire ce travail.

Deuxièmement, je voudrais parler des expériences du passé et, comme on se situe continuellement entre l'État fédéral et la Confédération d'États souverains, je me vois forcé de faire un rappel historique des forces qui sous-tendent ces deux façons de gouverner les États.

Dans une troisième approche, je parlerai des différences fondamentales des contextes entre ce qui s'est passé dans la Communauté économique européenne et ce qui se passe ici. C'est très important au niveau des concepts parce que les mots n'ont pas le même sens. Je m'en référerai d'ailleurs assez souvent à la terminologie allemande, qui me semble plus précise à ce point de vue là. Dans un quatrième point, j'essaierai ici - avec beaucoup de prudence, contrairement à beaucoup - de voir comment évolue ce système, mais en me basant sur les faits pratiques que l'on peut observer d'une façon scientifique et non sur ce qui pourrait se produire dans cinq ou dix ans. Et enfin, dans un dernier point, le cinquième point, j'essaierai non pas de tirer des leçons, mais quand même, disons, quelques enseignements sur ce qui est bon, sur ce qui est moins bon et sur ce qui est franchement mauvais dans le comportement des États fédéraux et des confédérations d'États. Donc, ma problématique est relativement simple, du moins sur le plan théorique; c'est d'avoir deux pôles et d'osciller entre deux pôles: la confédération d'États souverains - qui n'est d'ailleurs jamais à l'état pur, qui très rapidement se transforme - et d'autre part, l'État fédéral moderne. Quand je parle d'État fédéral moderne, j'entends l'État

fédéral dans les démocraties. Les États fédéraux dans les régimes dictatoriaux ne nous intéressent absolument pas ici, parce qu'il ne peut pas y avoir d'État fédéral sans un minimum de démocratie. Donc là, le paradigme est quand même relativement limité. Parce qu'on pourrait dire qu'il y a des États fédéraux presque partout dans le monde, mais quels États fédéraux? Donc, ce n'est pas ceux-là qui nous intéressent.

(14 h 15)

J'en viens à la question des difficultés. La première difficulté, je pense qu'elle saute aux yeux, elle est évidente; c'est que l'exemple de la Communauté économique européenne est un exemple que l'on ne peut saisir dans toute sa dimension que par une approche multidisciplinaire. Trop souvent on est "focusé" sur l'approche strictement économique, ou bien sur les mécanismes de nature juridique, alors qu'il y a une dimension politique, il y a une dimension culturelle extrêmement importantes. Si je prends, par exemple, les étrangers qui sont de passage ici, ou bien des étrangers qui ne sont pas intégrés à la société québécoise, je pense qu'ils ont énormément de difficulté à comprendre ce qui se passe ici parce qu'il n'y a pas que des éléments de nature économique. Il y a des éléments de nature psychologique. Je reviendrai sur ce point-là quand je parlerai des différences de contexte. Mais je le signale déjà à l'avance, parce qu'il y aura une démarche quand même continue dans mon développement. Le mot fédéralisme, par exemple, n'a pas le même sens, la même affectivité en Europe qu'ici. La même chose aux États-Unis. Je prends Jefferson, par exemple, quand il parle de fédéralisme, pour lui c'est la centralisation. Pour Hamilton, la centralisation c'est un élément qui est positif. Donc, fédéralisme, déjà cela c'est sujet à caution. Quel fédéralisme? Je dirais que pour la majorité des Québécois, fédéralisme ça a un sens de centralisation, et centralisation dans le sens péjoratif ça peut être assimilation. Là, je prends l'écart extrême. Simplement pour signaler ça au départ: la difficulté du jargon; parce que si on veut avoir une approche qui soit vraiment valable, il faut qu'elle soit multidisciplinaire, et je répète une fois encore, pas une problématique uniquement d'ordre économique. D'ailleurs, je vais reprendre des exemples dans l'histoire montrant que tout ça est entremêlé. Mais il faut discerner quand même les lignes de force et ne pas les simplifier à l'extrême non plus.

Deuxième difficulté; quand on voit un "modèle", entre guillemets, comme la Communauté économique européenne, c'est qu'il y a une très grande différence entre ce que nous observons actuellement, concrètement, scientifiquement avec des indicateurs précis – en ce qui concerne par exemple l'appareil décisionnel – et ce qui pourrait se passer dans 10 ans, ou dans 5 ans. Je crois que trop souvent on brûle les étapes. Il faut dire que cette expérience est déjà extra-

ordinaire en soi, mais il faut être prudent quant à son avenir. Je dois dire, à ce point de vue là j'ai fait énormément de lecture et j'en arrive à la conclusion que, pour la grande majorité des observateurs les plus sérieux, ça reste un grand point d'interrogation: ce sur quoi on va finalement déboucher. Je pense que sur ce plan-là il faut être prudent. En tout cas, moi, en ce qui me concerne, je n'ai absolument pas envie de faire des prédictions sur ce que va être la Communauté économique européenne dans 10 ans. Il y a trop d'éléments impondérables. Actuellement, on a une poussée d'accélération vers l'intégration et en même temps vers la centralisation, ça c'est indéniable. Mais dans quels paramètres est-ce que ça va se poursuivre? Encore une fois, soyons prudents. Prenons les indicateurs concrets qui existent actuellement, et puis là nous pourrions tirer nos conclusions, et des conclusions très prudentes.

La troisième difficulté, c'est le fait que nous avons une expérience étrangère que, forcément, parce que le débat est politisé, on a tendance à interpréter en fonction de notre propre problématique. Et c'est difficile dans le contexte actuel de voir ça d'une façon froide, de façon scientifique. Je vais essayer de le faire. Si j'ai échoué, bien là j'en serai extrêmement déçu.

La quatrième difficulté c'est ce que j'appellerai le problème de la transplantation. Les expériences étrangères c'est intéressant, d'accord, mais il faut faire attention, les greffes ça ne reprend pas automatiquement. D'autre part, on peut s'inspirer de certains organes et puis penser qu'on peut repiquer ou transplanter – restons dans le domaine de la biologie, disons transplanter – un organe dans un cadre qui est tout à fait différent. Donc il y a un très grand danger à ce point de vue là. Et j'ai entendu plusieurs exposés de collègues européens à ce point de vue là qui, parfois, manquent d'une certaine prudence. Par exemple, quand on aborde le cas de la République fédérale d'Allemagne et puis qu'on parle du Bundesrat, je pense qu'il y aurait énormément de précisions à apporter à ce qui a été dit par plusieurs des collègues. Je n'ai pas eu le temps d'approfondir ces questions-là, mais tout ça pour dire que malgré leur prudence, aussi, ces gens-là parfois, pressés par les questions ont tendance à effectuer trop rapidement des transplantations.

Donc, un "modèle", entre guillemets, oui; mais un modèle qu'il faut situer dans sa perspective d'évolution et dans une perspective comparative. Et je pense que c'est ça que je peux apporter ici. Je ne suis pas spécialiste de la Communauté économique européenne. Je m'y intéresse en tant qu'appareil de décision. Par contre, j'ai la prétention quand même, depuis 30 ans, d'avoir étudié de très près plusieurs États fédéraux. J'ai fait des publications là-dessus, notamment "La dynamique de la centralisation dans l'État fédéral..." qui est la plus importan-

te – et entre parenthèses ça été traduit, plusieurs chapitres, en quatre ou cinq langues étrangères. Donc c'est quand même assez valable cet ouvrage-là. C'est un peu de la théorie, sans avoir cette prétention-là. Bon, voilà quelques difficultés qu'on rencontre quand on veut faire la mission, quand on veut exercer cette mission de comparaison.

Deuxième élément; il y a le recul. Je pense que trop souvent nous collons sur la réalité immédiate de cette phase d'accélération de l'intégration européenne, qui est d'ailleurs réelle au niveau des normes; c'est incontestable. Mais si on veut avoir, tenter une évaluation qui soit saine et objective, je pense qu'il faut la prendre dans tout le recul historique. Et je retourne loin. Je suis en train de rédiger un ouvrage – j'en suis au stade de la rédaction – sur les théories et pratiques du fédéralisme, et je remonte tellement loin, je ne m'appesantis pas trop sur le passé quand même mais je remonte jusqu'aux cités grecques. Les ligues de cités grecques, la Confédération Délos, les ligues de cités hanséatiques qui ont précédé la construction des États modernes européens. Et je parle également de la ligue qu'on appelait la Confédération des nations iroquoises dans les États, ici, au Sud, aux États-Unis.

Et puis, évidemment, j'étudie plusieurs exemples de confédérations, dont la Confédération des États-Unis parce qu'aux États-Unis, c'est intéressant à observer, ce phénomène-là. Nous avons eu une tentative de confédération de 13 États souverains, qui se sont transformés en États fédéraux. C'est intéressant à étudier.

Il y a eu l'Empire austro-hongrois où nous avons une dyade, mais très inégale, très asymétrique entre la Hongrie et l'Autriche. Donc, il y a des leçons du passé dont il faut tenir compte quand on parle d'État fédéral et quand on parle de confédération. Je dois dire que j'essaie d'avoir le maximum de recul et, mon Dieu, quand je fais cette recherche-là, ce n'est pas pour faire de la description. J'essaie de voir quelles sont les forces qui sont derrière ces expériences de ligues, de confédérations, d'États fédéraux et s'il y a des constantes. Est-ce qu'il y a des constantes dans le comportement? Et, derrière le comportement, qu'est-ce qu'il y a comme forces qui animent ces mouvements? Et ces mouvements qui réussissent ou qui éclatent. Alors, c'est intéressant de voir les échecs. Pourquoi est-ce qu'à un moment donné la Confédération des cités grecques, par exemple, échoue? Qu'est-ce qui fait, quelle erreur est-ce qu'on a commise? Quelle erreur est-ce qu'on a commise en Yougoslavie ou en Union soviétique pour que ça éclate comme une bombe, brusquement? Pour la plupart des observateurs, c'était absolument inattendu. Par contre, Hélène Carrère d'Encausse qui avait étudié le phénomène du nationalisme l'avait prévu 20 ans à l'avance. Ce n'est pas pour rien qu'elle vient d'être acceptée à l'Académie française,

probablement à cause de ça, de cette vision qu'elle a eue 20 ans à l'avance.

Alors, derrière toutes ces expériences de ligues aussi anciennes que la Ligue de Délos, 25 siècles, au siècle de Périclès, puis la Communauté économique européenne et ce qui se passe ici au Canada, en Suisse, aux États-Unis, en Union soviétique et en Yougoslavie, qu'est-ce qu'il y a derrière ces institutions qui réussissent ou qui échouent, ou bien qui réussissent à moitié, ou bien qui évoluent on ne sait pas trop comment? Quelles sont les forces qu'il y a derrière ça? Il y a des forces dynamiques, comme dirait Bergson, des forces existentielles, permanentes, que vous retrouvez chez n'importe quel individu, aussi bien chez un citoyen grec qu'un pygmée ou un citoyen d'une société aussi sophistiquée que la nôtre. C'est quoi, ces forces? Ces forces que, trop souvent, les pouvoirs publics ignorent, sauf quand ça leur explose dans la face, ces deux forces élémentaires, comme tout ce qui est naturel est élémentaire – c'est presque biologique. La première, c'est d'abord l'enracinement. Il faut d'abord s'assumer soi-même, être soi-même, se raccrocher à une communauté. Je ne suis pas né ici. Il y a 30 ans que je suis ici. Mais un de mes premiers soucis a été de m'intégrer à cette communauté, sinon je serais resté un étranger entre deux chaises, un aliéné, "alienus", dans le sens latin du terme, un étranger. Le besoin d'enracinement.

Beaucoup d'étrangers sont déracinés. Aux États-Unis, il y a énormément de gens qui sont déracinés, "rootless", "uprooted", déracinés. Donc, premier besoin, qui peut parfois s'exprimer d'une façon maladroite dans un nationalisme exacerbé ou dans le tribalisme, mais qui est vital si on le dégage de sa gangue, ce besoin d'identification. Et si on n'en tient pas compte, je le répète, on peut obtenir des résultats désastreux. On a un magnifique laboratoire, à ce point de vue là, dans les pays de l'Est.

La deuxième force, parce que s'il n'y a que cette force-là, une société risque de ne pas avancer beaucoup, elle risque d'être très statique. La deuxième force c'est le besoin d'ouverture, d'ouverture sur l'étranger, sur le cosmos et sur l'ensemble du monde avec les cercles, évidemment, qui découlent de cette démarche.

Eh bien! Si j'examine mes expériences du passé – donc vingt-cinq siècles jusqu'à la Communauté économique européenne – je me rends compte que ce qui fait que ces ligues ont échoué, c'est toujours parce qu'on n'a pas tenu compte de ces deux forces-là. Je ne veux pas passer en revue chacune de ces expériences mais, quand même, je crois que c'est très important d'avoir une optique différente, beaucoup plus large et beaucoup plus ouverte parce que la ligue des cités grecques a échoué. Pourquoi, finalement, la Grèce qui était le pays le plus avancé au monde au point de vue de la culture, au point de vue de la technologie, au Ve siècle, le fameux

siècle de Périclès, pourquoi ça n'a pas marché? Ça n'a pas marché parce que ces gens-là étaient trop repliés sur la Cité-État. C'était la Cité-État qui était un quasi-absolu. Si on relit Aristote, c'est manifeste que la cité était un véritable absolu. Donc, ils n'ont pas eu cette ouverture sur l'extérieur.

Et deuxièmement, la ligue des cités a été dominée par Athènes. Donc, souvent ces ensembles-là ne fonctionnent pas parce qu'il n'y a pas assez d'ouverture, pas assez de coopération et, d'autre part, parce qu'il y a un des États membres, un "État" entre guillemets, qui joue un rôle absolument déséquilibrant et trop prédominant. Donc, ça, je pense... Évidemment, je simplifie à l'extrême, le schéma est à l'extrême, mais c'est une des conclusions qu'on peut tirer pour l'échec de ces nombreuses ligues qu'on peut étudier dans l'Antiquité.

Si je prends la ligue hanséatique, ce sont des ligues marchandes, situées notamment en Allemagne avec des comptoirs en Norvège, même jusqu'en Russie; Londres en faisait partie, Bruges, Dinant, certaines villes françaises. Mais disons que le centre de gravité se trouvait quand même sur la Baltique. Pourquoi est-ce que ça a échoué? Évidemment, beaucoup de raisons dont l'émergence des États modernes, le déplacement de l'accès économique vers la Grande-Bretagne, donc vers l'Atlantique. Donc, combinaison de facteurs – c'est évident que je ne vais pas rentrer dans le détail – mais surtout parce qu'on n'a pas su dépasser la dimension purement commerciale, purement territoriale et purement protectionniste. Je crois que c'est dans le chapitre que je consacre à cette étude. Ce sont, en tout cas, les pistes que j'ouvre. Évidemment, il faut lire de nombreuses études pour infirmer ou confirmer, mais je pense que l'hypothèse est valable.

(14 h 30)

Jusqu'ici j'ai parlé de ligues, donc pas dans le sens véritablement de confédération. Par contre, nous avons une expérience qui est très proche de nous, c'est la confédération des 13 ex-colonies américaines où nous avons eu 13 colonies qui, en 1776, ont coupé le cordon ombilical avec Londres, après de nombreuses dissensions internes. On connaît le phénomène des Loyalistes, qui ont immigré d'ailleurs. On sait par exemple que Washington, un an avant la déclaration d'indépendance, était contre. Donc, beaucoup de divisions à ce point de vue là avant que le processus d'indépendance soit déclenché avec les opérations qui s'ensuivirent. Nous avons là une expérience de confédération qui est intéressante à observer parce qu'elle a des mérites, mais elle a également des faiblesses. Elle nous montre, si on veut tirer de l'enseignement, elle nous montre en tout cas, et c'est important puisqu'on parle continuellement de confédération ou d'État souverain comme une alternative et elle nous montre, tout comme l'expérience hongroise,

austro-hongroise, tout comme l'expérience de confédération helvétique, tout comme les expériences de confédération allemande, elle nous montre qu'une confédération à l'état pur, ça n'existe pas, ça ne sait pas fonctionner. Un indicateur, par exemple, extrêmement intéressant, c'est justement la règle de la majorité dont on a tant parlé ce matin. Dans la Confédération des 13 colonies, donc entre 1776 et 1789 où on va créer un État fédéral, la règle c'est une majorité qualifiée. Les délégués au Congrès votent à la majorité qualifiée, c'est-à-dire 9 sur 13. Par contre, au niveau de l'application, là, il faut l'unanimité. C'est déjà une nuance fort importante qu'il y a à porter au niveau d'une confédération.

Maintenant, un autre enseignement qu'on peut tirer de cet exemple de Confédération c'est qu'elle est beaucoup trop faible sur le plan économique, beaucoup trop faible sur le plan de la politique extérieure. Par contre, elle était très forte sur le plan de la défense. Alors, les Américains, quand ils ont testé cette Confédération, se sont dit: C'est quand même un système beaucoup trop faible. Et, alors, vous avez le fameux papier des fédéralistes qui justifie la création d'un État fédéral en se basant sur la faiblesse d'une confédération: tout le vieux débat entre Jefferson et Hamilton, les profédéralistes et les antifédéralistes. Il y a une littérature qui est extrêmement intéressante à étudier parce que ce sont des concepts que nous retrouvons de nos jours, à l'état brut, moins sophistiqués, mais qui nous permettent quand même d'éclaircir le paysage.

Dans les expériences du passé – celles, évidemment, que j'ai étudiées le plus... Ça, ça fait de nombreuses années de travail, de recherche, parfois de recherche assez pointue parce que ça débouche sur un ouvrage comme celui-ci qui porte sur les Cours suprêmes. Il n'est pas encore diffusé à Montréal. Les stocks sont arrivés aux Presses de l'Université de Montréal, mais c'est édité chez Bruylant, à Bruxelles. Ça, ça fait partie d'une contribution apportée à l'évolution de l'État fédéral, disons, pointue. Tandis que le livre que je vais faire est beaucoup plus général, beaucoup plus comparatif, mais général dans toutes les dimensions. J'en reparlerai, des Cours suprêmes, parce que c'est un facteur très important dans le processus d'intégration nationale et, dans le cas de la Communauté économique européenne, un processus d'intégration supranationale. Ça nous permettra d'apporter des nuances, parce que je pense qu'il faut combiner le général, le systémique et, en même temps, des recherches beaucoup plus pointues. Les deux permettent un croisement intéressant même si c'est parfois asymétrique.

Dans ces expériences du passé – évidemment, nous n'avons pas le temps d'en parler beaucoup – si j'essaye de tirer des constantes, qui sont très importantes pour notre propos...

Constantes dont je suis sûr, parce qu'il y a beaucoup de choses dont je ne suis pas sûr mais ça, j'en suis sûr. Je l'ai étudié avec des indicateurs très précis et en faisant passer ma grille d'analyse en Suisse, au Canada, aux États-Unis et en RFA qu'on a souvent évoquée, et parfois de façon très discutable. Qu'est-ce qu'on observe dans ces pays-là? Je dirais que ce qui m'a frappé – ça pourrait ne pas sembler évident à certains; encore faut-il en faire la démonstration, ce qui prend des années – c'est que nous assistons, à des moments différents, mais à long terme d'une façon constante, en dépit de réactions passagères d'une amplitude très variable, nous assistons à une centralisation ou à une concentration, si vous voulez, des pouvoirs économiques. Ça, c'est un phénomène qu'on observe en Suisse, en Allemagne, au Canada, aux États-Unis. Aux États-Unis, relativement tard, mais certainement lors de la grande crise des années trente et par après, malgré tout ce qu'on a dit sur la décentralisation, la déréglementation, la privatisation, le retour aux États, le retour à un certain dualisme aux États-Unis. Donc, une chose qui m'apparaît une constante dans le sens scientifique du terme, c'est celle-là: à savoir que les pouvoirs macroéconomiques sont centralisés.

Vous allez me dire: Bien, c'est très bien. Je ne sais pas ce sur quoi vous vous basez pour dire ça, parce qu'on peut dire le contraire quand on voit ce qui se passe avec le discours des néo-libéraux. C'est loin d'être certain, votre affaire. Et moi, je dis: Prenons tout d'abord les constitutions. Lisons-les attentivement. Puis, prenons – ça, c'est plus compliqué déjà – les "outputs", les politiques qui sont pratiquées en fonction de cette constitution plus tout cet immense appareil constitutionnel informel que constituent les lois des États, les lois fédérales, les décisions des cours de justice, etc., qui s'ajoutent à la Constitution. La Constitution, c'est déjà très peu de chose mais, en tout cas, c'est le "guideline", c'est le cadre principal. Qu'est-ce que nous observons? Déjà, à la fin du XVIIIe siècle, en 1789, aux États-Unis, si vous lisez l'article 1, section 8, l'essentiel des pouvoirs économiques sont donnés au gouvernement central, au complet. L'essentiel! Politique extérieure, politique de défense mais, en plus, les pouvoirs macroéconomiques: la monnaie, le commerce, le commerce interétatique, le commerce extérieur. Et c'est sur cette base-là d'ailleurs que la Cour suprême va s'appuyer pour étendre et justifier un tas d'interventions du gouvernement central. J'ai publié un chapitre là-dessus en prenant les principaux indicateurs et les principaux concepts qui sont utilisés par la Cour suprême pour justifier cette intervention du gouvernement central. Et pourtant, à la fin du XIXe siècle, on parlait encore de fédéralisme dualiste, les "States" d'un côté et le Fédéral de l'autre. Par contre, la Constitution de 1789 – fin du XVIIIe siècle – alors que l'État est encore

très faible partout dans le monde, on a déjà décidé de donner l'essentiel des pouvoirs macroéconomiques au fédéral, plus la défense, plus la politique extérieure.

Le gouvernement fédéral, au XIXe siècle, va les utiliser très peu. Relativement peu. On dit d'ailleurs que le gouvernement fédéral est l'exception et que les États sont la règle. C'est l'époque du fédéralisme dualiste. Par contre, avec les deux conflits mondiaux et puis la grande crise, puis les énormes problèmes qui se posent avec le développement des cités, on voit que l'État fédéral, veux, veux pas, intervient massivement. Et il faut qu'il intervienne massivement. C'est souvent pour pallier une carence des "States" et des gouvernements municipaux. Donc, ici, je ne porte pas un jugement de valeur sur la qualité de la centralisation, je pense que pour beaucoup d'Américains, cette centralisation, elle était importante, y compris dans le domaine des "civil rights". Parce que, vous savez, dépendre dans un État des chartes de "civil rights", certains États dans le Sud, c'est parfois intéressant. Donc, ça a une très grande importance ici, évidemment, dans ce contexte.

Si on prend, puisqu'on l'évoque continuellement, le modèle de l'État fédéral allemand, ici, il faut faire très attention. Nous avons le même phénomène, à savoir que l'essentiel des grandes décisions économiques, surtout dans une société qui se réclame de la social-démocratie tout à tour et du libéralisme, l'essentiel des grandes décisions, des lois-cadres, c'est à Bonn que c'est pris. Maintenant, ce sera à Berlin. La politique étrangère, si on lit cette Constitution, la politique étrangère, la politique de défense, c'est dans la capitale fédérale, ce sont les institutions fédérales qui en décident. Vous allez me dire, comme M. Noël le disait ce matin, que le Bundesrat joue un rôle important dans la défense de l'intérêt des länders – au singulier, on dit land, au pluriel, c'est länder. Oui, mais nous avons une étude qui vient d'être faite – enfin, elle n'est pas terminée – sur le Bundesrat allemand, une thèse de doctorat, qui montre comment les intérêts des länders passent loin après les intérêts des formations politiques, et la dimension partisannerie politique et la dimension purement technocratique finissent par déborder au sein du Bundesrat. Donc, théoriquement oui, le Bundesrat est intéressant, parce qu'il permet d'associer les länders à la prise de décision. Mais dans le contexte allemand, la façon dont ça fonctionne actuellement – je ne dis pas à l'origine – c'est essentiellement cette double dimension technocratique-administrative qui joue, et la dimension partisannerie politique. Ça, c'est intéressant à souligner. C'est d'autant plus explicable que nous avons une société qui est de plus en plus homogène, c'est une grande société industrialisée et urbanisée où les problèmes fondamentaux sont les mêmes, et aussi – il ne faut jamais l'oublier, on ne le souligne pas assez, ça – où les länders

actuels sont des créations artificielles. Ils ont été créés après la guerre, ne correspondent pas aux véritables länders historiques, à part la Bavière et les villes libres de Hambourg et Brême. Donc, un contexte tout à fait différent mais qui a la même caractéristique, à savoir, que l'essentiel des grandes décisions macro-économiques, la politique étrangère et la défense sont aux mains du gouvernement central.

Il y a une autre expérience qu'il faut mentionner, parce qu'on la voit constamment aussi, c'est l'expérience suisse. Ce qu'on ne souligne pas assez, c'est qu'en Suisse, il y a 25 cantons. Il y a des cantons qui ont à peine 50 000 habitants, il y en a qui en ont 100 000 et qui ne peuvent pas se permettre d'avoir un appareil administratif digne du nom d'un État. Nous avons ici un cas tout à fait particulier de fédéralisme qu'on ne peut comprendre qu'en le voyant dans toute sa problématique d'ensemble. Moi, je ne pense pas qu'on puisse aller chercher beaucoup d'enseignements dans un cas comme la Suisse. C'est un cas, je le répète, exceptionnel, où nous avons, entre autres, une minorité francophone qui est bien protégée dans le contexte européen – ne fût-ce que par le voisinage de pays francophones – et aussi par son haut niveau de vie qui fait que les disparités en Suisse ne se cumulent pas. Je pense que c'est ça qui est catastrophique dans une société, c'est quand nous avons un cumul de disparités à la fois économiques et culturelles, parce que c'est le culturel qui renforce la perception qu'on a de la disparité. Ce qui est intéressant, aussi, dans les expériences du passé – nous sommes toujours dans le deuxième point – c'est que finalement on débouche sur un État fédéral où l'essentiel des pouvoirs macro-économiques est concentré mais où les États, les länders, les cantons, font beaucoup de choses au niveau de l'application, au niveau de l'administration, avec une marge de manoeuvre qui est variable d'un pays à l'autre. Alors, ce n'est pas négligeable. C'est quand même beaucoup mieux qu'un État unitaire, même déconcentré, finalement, je pense. Même si certains auteurs disent qu'il n'y a presque plus de différence entre un État unitaire allemand et l'État fédéral actuel, à cause de ce processus sur lequel je viens d'insister si longuement. Vous voyez l'importance de ce recul dans le temps. Importance pratique? Bien, c'est que l'État fédéral, tel qu'il fonctionne actuellement, a tendance par la force des choses à se comporter en super-État.

Il y a une chose que je peux vous dire, d'après la littérature que j'ai consultée en Europe – de langue allemande, de langue anglaise, de langue française – plus les contacts que j'ai eus dans plusieurs congrès internationaux – dont à Madrid, le Congrès international d'administration publique – il y a très peu d'Européens qui veulent d'un super-État fédéral. Je lisais dernièrement un article: "Non à un

super-État fédéral". Donc, quand on parle d'expériences d'État fédéral, on fait attention. D'autre part, c'est sûr que c'est beaucoup mieux qu'un État unitaire. Ça fonctionne relativement bien dans plusieurs pays. Je pense que les Allemands s'accommodent de cet État fédéral, avec une forte décentralisation administrative. C'est une société avec un haut niveau de consensus, une seule langue; le facteur religieux qui opposait le Nord et le Sud, la barrière catholique aux régions prussiennes, c'est disparu. Il y a quand même relativement peu de disparités économiques, mis à part la Sarre et le Schleswig-Holstein, une partie de la Ruhr, de la région de la Westphalie, surtout parce qu'il y a des industries qui sont en déclin, le charbon et l'acier. Mais, en gros, c'est une société avec beaucoup de cohésion. Même avec l'adjonction des 18 nouveaux länders, et, entre parenthèses, c'est un acteur qui va jouer un rôle considérable au sein de la Communauté économique européenne, pour le meilleur et pour le pire. Je reviendrai sur ce point-là.

(14 h 45)

Troisième point: différences de contextes. Tout d'abord, les mots que j'ai mentionnés au début. C'est parfois bon de répéter, surtout que même en répétant, même en lisant, il y a encore énormément de confusion sur le sens des mots. Moi, je dirais dans le sens noble du terme, que je suis fédéraliste, fédéraliste dans le sens d'ouverture, d'association, de sacrifice d'une partie de notre souveraineté, parce que je suis tout à fait d'accord avec ça. Mais il y a une différence en termes de systèmes, parce qu'ici nous travaillons sur des choses précises, en termes de systèmes. Il y a énormément de différences entre une confédération d'États et un État fédéral. C'est une des questions qu'on devra trancher dans nos approches quand on parle de systèmes.

Différences de contextes? Elles sont énormes. Donc à la CEE, tout le monde le sait, c'est un immense projet de 343 000 000 d'habitants, qui ont commencé petit à petit avec un embryon, avec des expériences prototypes, celle du Benelux qui a débuté pendant la Deuxième Guerre mondiale dont on n'a pas parlé, qui est un premier banc d'essai. Ensuite on a la CECA, donc on a un groupe de six pays relativement proches au point de vue du développement économique, puis il y a cette extension qui se fait progressivement et qui est propulsée par quels facteurs, au fond, par quels phénomènes? Moi, je dirais qu'au départ le facteur dominant, c'est le facteur qu'on retrouve dans ce genre de groupements, même en commençant avec les ligues hanséatiques ou les ligues grecques, c'est la peur. Et il y a tout cet aspect défense militaire qu'on ne peut pas dissocier de la création de l'Europe des Six. La peur économique aussi, face à l'importance extraordinaire des États-Unis à cette époque-là, donc ce double



mobile de peur sur le plan de l'invasion — là on pense surtout à l'Union soviétique, bien entendu — et de peur économique.

Il y a également un facteur qu'on ne souligne peut-être pas assez ici, ce sont ces expériences désastreuses des États nationaux portés à leur paroxysme. Et ici, c'est banal de mentionner ça, mais il faut voir quelle importance ça a dans la psychologie des gens, ce conflit entre la France et l'Allemagne, conflit séculaire, où des millions de gens sont morts, un désastre incommensurable. Donc, ce besoin si vous voulez de s'associer sur une autre base et de mettre en place des systèmes qui empêchent à toutes fins pratiques la résurrection de pareils conflits. Le conflit entre l'Allemagne et la France est devenu absolument impossible à cause de l'implication des deux économies, ne fût-ce que cela. Donc, un contexte qui est très différent au départ, beaucoup d'acteurs et aussi une grande disparité dans les acteurs, disparité linguistique, disparité dans les développements.

Si je prends l'expérience canadienne et celle du Québec parce qu'on m'a demandé d'essayer d'appliquer ces expériences-là, ce qui est presque impossible d'ailleurs, au cas du Québec, je pense qu'ici j'en viens à un élément que j'ai mentionné antérieurement; il y a un élément psychologique dont il faut absolument tenir compte, et je répète, c'est cette dimension psychologique. Je ne sais pas si vous avez vu les quatre émissions à Radio-Canada sur le nationalisme, il y a quand même des constantes à ce point de vue là, c'est parfois exagéré. C'est sûr que pour faire passer un message, on force parfois la note. On ne prend pas les autres éléments de consensus. Dans ce sens-là, ce n'est pas toujours objectif. Mais, quand même, il y a une constante dans ces préoccupations québécoises, et pas seulement des 30 dernières années, mais beaucoup plus tôt que cela. Cette volonté de disposer parfois du seul outil qu'on puisse avoir à sa disposition, l'État. Relisez les discours d'Honoré Mercier, par exemple, dans les années quatre-vingt, autour de 1885, un peu après 1885. J'ai fait cette opération-là, c'est très intéressant. Relisez les déclarations du chef des libéraux du Québec, Antoine-Aimé Dorion, en 1867, alors je remonte plus tôt, beaucoup plus tôt dans le temps, où il nous avertit déjà que ce n'est pas une confédération, c'est une fédération qui est déjà, au départ, très centralisée. Cette préoccupation, on la retrouve chez Antoine-Aimé Dorion, un libéral, chez Honoré Mercier, un libéral. On la retrouve chez Lesage. Maîtres chez nous. Maîtres chez nous grâce à quoi? Grâce à l'État. Donc, c'est un outil qu'il faut utiliser. Et c'est un outil qu'il faut utiliser pas uniquement dans le domaine du social et de la culture, mais en débouchant autant que possible sur les pouvoirs macroéconomiques, compte tenu évidemment de la dépendance vis-à-vis du restant du pays et vis-à-vis des États-Unis, et compte tenu d'une marge

de manœuvre. C'est cette marge de manœuvre qu'il s'agit d'accroître. C'est ça cette recherche qu'on retrouve et, à mon sens, avec des hauts et des bas, elle est quand même constante.

Je pense qu'un étranger de passage ici a de la difficulté à comprendre ça. Même les gens qui habitent le Québec ont de la difficulté à comprendre le danger d'assimilation. Il suffit d'aller dans des écoles de Montréal, des écoles primaires, des écoles publiques secondaires, pour se rendre compte du danger qui menace notre culture. Cette détérioration lente, presque insensible mais qui constitue une menace qui est absolument normale, qui est presque une loi mécanique, une loi de la physique quand on est plongé dans un contexte massivement anglophone.

En résumé, nous sommes ici dans un contexte où moi je dirais que la majorité de la population est consciente qu'elle a besoin d'un État renforcé et qui débouche également sur la dimension économique.

Quatrième point: l'évolution de la CEE. S'il fallait résumer ici la littérature, mais en prenant le pour et le contre, en étant plus critique que les exposés qui ont été faits par des personnes qui sont plus directement liées à la CEE, je dirais que oui, il y a une tendance à une intégration des normes. Oui, il y a, dans ce sens-là, une tendance à la centralisation des normes. Et le plus bel exemple, c'est cette fameuse Cour de justice des communautés européennes. Le chapitre ici a été rédigé par Rasmussen, qui nous montre effectivement comment, au niveau des normes, nous avons des décisions qui sont prises par le Conseil des ministres, que ce soit sous la forme d'arrêts ou de directives qui laissent plus de souplesse mais qui s'imposent par-dessus la tête des gouvernements participants. Ensuite, nous avons une Cour de justice qui est en avant sur le système politique, qui est le fer de lance du système politique décisionnel, et qui sort des arrêts, des décisions plus exactement qui sont imposables directement sur les citoyens et qui, chose plus importante, priment sur les droits des États. Alors, à ce point de vue là, nous avons un phénomène d'intégration nationale et de centralisation qui se compare à ce qu'on observe aux États-Unis au XIXe siècle avec la cour Marshall. D'ailleurs, ce sont les mêmes concepts qui sont utilisés. Dans le chapitre que j'ai rédigé sur la Cour suprême des États-Unis, je le montre. Il y a une convergence dans les concepts qui sont utilisés, à savoir la suprématie du droit de l'État national — dans le cas de l'Europe, c'est de l'État supranational — sur les États, disons les États riches, oui.

Donc, ça, c'est très important. En outre, il y a l'extension de ces prérogatives-là, l'extension via une petite clause de rien du tout qu'on appelle la clause des pouvoirs implicites, qui permet de mettre en application la constitution.

Donc, ici, quand on parle de la Communauté

économique européenne, c'est vrai qu'il y a des éléments supranationaux au niveau des normes et de ceux qui sont plus spécialement responsables de l'application de ces normes. Ça a évidemment beaucoup de conséquences, en ce sens que nous avons un ordre juridique supranational qui est en train de s'installer, surtout dans les domaines qui touchent à la libre circulation des biens et des personnes, donc, en commençant surtout par le commerce. C'est par cette bande-là, si vous voulez, qu'on va déboucher finalement sur le social et tout ce qui touche aux facteurs de production et de distribution. Ça peut être très englobant, ça peut faire tache d'huile, comme la Cour suprême des États-Unis s'est basée sur la clause du commerce Interétatique pour intervenir dans des matières sociales, lors du "New Deal" par exemple.

Donc, on a un phénomène qui se compare, si on prend l'institution coupée du reste du contexte, bien entendu. Il y a une étude qui a été faite par Lenaerts de l'Université de Louvain, qui est maintenant juge à la Cour de Luxembourg, donc la Cour de justice des communautés économiques européennes, qui trace un parallèle entre le fonctionnement à la cour Marshall et ce qui passe actuellement en Europe, un siècle après. Donc, au niveau des normes, je pense qu'on peut être d'accord avec ce qu'on nous a dit dans les exposés.

Une chose qui est, quand même, plus douteuse – et personnellement, je n'ai pas de réponse à cette question-là et je ne sais pas s'il y a suffisamment de recherches entreprises pour y répondre – c'est de savoir dans quelle mesure, dans quels domaines ces normes s'appliquent. C'est sûr qu'elles ont tendance à faire tache d'huile, à mordre sur le social, sur le culturel, etc., mais les frontières ne sont pas claires. Je suis cependant d'accord pour dire qu'il y a une mécanique qui est mise en place, qui peut aller très loin et, là, je me base sur ce qui s'est passé aux États-Unis et dans d'autres États fédéraux via leur Cour constitutionnelle, ou leur Cour suprême, ou leur Cour d'arbitrage comme dans le cas de la Belgique, par exemple.

Par contre – ça, je pense que ça saute aux yeux de tout le monde mais, quand même, avec des variables, avec des nuances et plus que des nuances, des différences quant à l'interprétation – il y a l'appareil décisionnel. C'est celui-là auquel je m'attache particulièrement. Je ne suis pas un expert dans les "outputs", dans les politiques de la Communauté économique européenne, même si j'ai quand même des connaissances assez approfondies là-dessus, mais je n'ai pas d'expertise. Donc, je ne viens pas en tant qu'expert sur les "outputs".  
(15 heures)

Au niveau, par contre, je le répète, du processus décisionnel, je pense qu'on peut dire qu'actuellement nous sommes entre deux systèmes: celui d'une confédération d'États souve-

rain, qui est le fait de départ, d'ailleurs il y a un traité, et un État fédéral. Mais de là à dire qu'on va déboucher sur un État fédéral, il y a une marge extrêmement importante à souligner. Et je voudrais un peu m'attarder sur ce point-là, puisque c'est quand même ça qui nous concerne aussi. Ce n'est pas seulement les "output", c'est le "comment". Je pense qu'on est de plus en plus d'accord pour dire que beaucoup de décisions doivent être centralisées, y compris dans les relations du Québec avec le reste du pays. Mais c'est le "comment" on va réaliser cette concertation, ces décisions, cette centralisation. Je pense qu'on n'échappe pas à cette concentration. Mais c'est comment on y participe. Est-ce qu'on y participe en tant qu'État souverain ou en tant que province? C'est le dilemme qui a été soulevé déjà ce matin. Comment est-ce que ça fonctionne actuellement? C'est l'actuel qui m'intéresse et non pas ce qui va se passer dans 10 ans. La vie dans 10 ans, on n'en sait rien.

Ici, j'aimerais quand même récapituler avec vous, rapidement, quelques institutions clés du système décisionnel de la CEE. Comme vous le savez, les décisions ou, plus exactement, les initiatives les plus importantes partent de ce qu'on appelle le Conseil européen. Le Conseil européen, c'est quoi? On n'en a très peu parlé ce matin, et hier encore moins. Le Conseil européen ce sont les chefs d'État, présidents de la République ou premiers ministres. La reine d'Angleterre n'y va pas parce que c'est un chef d'État purement honorifique. Ce sont les chefs d'État qui donnent l'impulsion. Ils se réunissent. Ils sont 12. Le Conseil des ministres est de 12. Ils se réunissent deux ou trois fois par année et c'est là que l'impulsion se donne. Et les 12 États sont également représentés, c'est exact. Le Luxembourg, avec 400 000 habitants, est représenté tout comme l'Allemagne avec 79 000 000, disons 80 000 000 d'habitants. Il y en a peut-être un peu moins parce que la démographie décline en Allemagne.

Donc, 12 chefs d'État qui sont le fer de lance de la Communauté économique européenne. C'est une masse collégiale. Il est évident que dans ce Conseil européen, il y a des poids extrêmement inégaux. On a l'impression que l'élément moteur de la Communauté économique européenne, actuellement en tout cas, c'est l'Allemagne et la France. L'Allemagne qui n'a pas encore pris sa dimension politique parce qu'elle a une lourde hypothèque du deuxième conflit mondial, et la France qui est quand même suffisamment adroite, qui a suffisamment de traditions et d'alliances pour jouer un rôle qui est hors de proportion avec son potentiel économique, qui est d'ailleurs loin d'être négligeable, entre parenthèses.

Donc, au départ, le chapeau, c'est le Conseil européen. On ne sait pas s'il est communautaire ou pas, finalement. Mais chose certaine, c'est que même si ces gens-là ont une

vision européenne des choses, ils représentent avant tout leur État respectif, avec tous les intérêts que ça représente, les divergences que ça représente. Ça, on ne l'a pas souligné jusqu'ici. Il y a des divergences profondes en matière de politique extérieure, en matière de défense. Pensez un peu à ce qui s'est passé dans la guerre du Golfe, une véritable zizanie. Pensez à l'attitude vis-à-vis de l'Union soviétique, vis-à-vis de la Yougoslavie. Nous avons là un géant économique qui est absolument impuissant face à un problème qui touche directement ses intérêts. Pensez à l'attitude de l'Allemagne vis-à-vis de la Croatie et de la Slovénie avec lesquels elle a beaucoup de rapports. Par contre, la France qui joue un jeu assez ambigu dans ses rapports avec la Serbie.

Il y a très peu de cohésion en ce qui concerne la politique extérieure. On dirait que les gens sont avant tout "focussés" sur les intérêts nationaux. Je pense également à l'attitude très ambiguë de l'Allemagne. L'Allemagne se dit, comment dirais-je, partie tenante de la Communauté économique européenne, mais depuis qu'elle est réunifiée elle veut jouer un rôle politique beaucoup plus grand et elle a un immense "interland" vers l'Est et des traditions et des réseaux qui font qu'elle va, à mon avis, - là, je suis prudent - jouer deux cartes à la fois. Elle va jouer celle de la CEE, dans laquelle on essaie de la hamacher - je pense que c'est très significatif - et en même temps, l'immense potentiel qu'elle a vers les pays de l'Est. Je pense à l'ex-Union soviétique, entre autres, mais au départ, avant tout, les pays plus proches comme la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie. Elle va jouer le double jeu. Elle peut se le permettre parce qu'elle est extrêmement puissante. Donc, le Conseil européen, on l'appelle européen, mais dans quelle mesure est-ce qu'il va l'être? Je me pose de sérieuses questions à ce point de vue là.

Actuellement, l'Allemagne, c'est évident, a beaucoup d'intérêt dans ses rapports avec les pays de l'Ouest. La plus grosse partie de son commerce, c'est avec l'Ouest. Mais l'avenir à long terme, c'est dans l'Est. Et d'ailleurs, il y a à peu près 40 000 000 000 \$, donc pas de marks, de dollars, qui sont dirigés vers les pays de l'Est alors que les États-Unis c'est à peine 5 000 000 000 \$ actuellement. Ça en dit long. Ce sont des chiffres qui sont quand même plus significatifs. Et ça, ça ne passe pas par le Communauté économique européenne! On a tendance à jouer à la fois la Communauté économique européenne, dans laquelle on joue un rôle dominant, et en même temps les rapports bilatéraux. Donc il y a là toute une recherche à faire, mais dont les indicateurs ressortent quand même assez clairement. Je pense qu'on peut lire le *New York Times* ou le *Monde diplomatique* et sortir ces indicateurs-là. Pas besoin de faire de recherches tellement poussées pour dégager ces

éléments, d'une attitude qui est ambiguë, où on joue deux tableaux. C'est loin de l'Europe, ça. Est-ce qu'on pourra concilier les deux? Je ne sais pas. Mais en tout cas, c'est absolument naïf de sous-estimer l'importance des intérêts nationaux allemands. Et surtout que maintenant elle a les moyens économiques, et puis elle a un certain dédouanement politique, aussi. Vous savez, après 45 ans, le conflit... on commence un petit peu à laisser s'estomper les souvenirs du dernier conflit mondial.

Le Conseil des ministres. Le Conseil des ministres, ce n'est pas seulement le Conseil des ministres des Affaires extérieures, c'est le Conseil des ministres des Finances, de l'Agriculture. Bon, tout ça c'est sectoriel. Et jusqu'ici - je regarde ce que j'observe - c'est eux qui font les véritables lois. Ce n'est pas le Parlement qui fait les lois, c'est le Conseil des ministres; parfois avec des arrêts qui sont assez précis, parfois sous forme de directives avec beaucoup d'assouplissements ou parfois sous forme de recommandations. Et on joue avec les trois. Donc ça montre, de par la nature de ces décisions, qu'il y a beaucoup de souplesse, incontestablement. Et ça sur les trois indicateurs, puisqu'on a trois catégories de décisions: celles qui sont applicables presque immédiatement pour tout le monde; puis des directives qui laissent une marge de manoeuvre dans l'application - un peu comme on retrouve d'ailleurs en Allemagne ou en Suisse - et puis, les recommandations, recommandations qui ont une force morale.

Donc, le Conseil des ministres, veux veux pas, c'est le principal organe décisionnel, qui fait des lois! On a hésité longtemps pour dire que c'étaient des lois, maintenant, on considère que ce sont des lois. C'est assez curieux. Des ministres qui font des lois. Jusqu'ici, nous autres, dans nos régimes parlementaires et même présidentiels, c'est le Congrès ou le Parlement qui fait les lois. Ici, c'est le Conseil des ministres. Des ministres nationaux, il y en a 12. Chaque État a son ministre, que ce soit le ministre des Finances ou le ministre de l'Agriculture ou le ministre des Affaires étrangères. Et le petit duché de Luxembourg avec ses 400 000 habitants, il est présent dans cet organe décisionnel capital, et il a son mot à dire! Rappelez-vous dans les exposés. On a parlé, par exemple, des abris fiscaux à Luxembourg, eh bien, on n'a pas su aller à l'encontre de ce système-là. Pourtant, c'est 400 000 habitants. Le duché est là. Vous allez dire: Ah, il ne pèse pas le même poids que l'Allemagne et la France! C'est évident! Mais rien n'empêche qu'il est là. Et ça n'empêche que - c'est assez curieux ça aussi - le Luxembourg, 400 000 habitants, c'est le plus haut niveau de vie de toute la Communauté économique européenne, avant l'Allemagne; pays bilingue, entre parenthèses, français et allemand.

Donc, la part des États reste vraiment primordiale dans cet organe décisionnel; ils sont

appuyés, en plus, sur des comités de représentants permanents qui sont reliés directement à leur administration respective. Le ministre des Finances est directement relié au ministère des Finances français, ou britannique, ou allemand, ou luxembourgeois, ou belge. Directement! Il s'appuie directement sur les technocrates, non pas de la Communauté, mais sur leurs technocrates à eux quand ils font les lois, quand ils prennent les décisions. Moi, je n'appelle pas le Conseil des ministres un organe supranational. C'est un organe fédéral, oui, mais dans le sens d'une coopération interétatique, Staatenbund, comme on dirait en allemand. C'est clair et net. On peut discuter avec n'importe qui. Malheureusement, mon collègue Rasmussen n'est pas ici. Je ne suis pas souvent d'accord avec lui, mais je le lui dis bien en face.

La Commission, ça, c'est... Il faut être nuancé, ici. La Commission, c'est différent. Soyons nuancés, soyons précis. La Commission, je dirais quand même que c'est une institution qui, une fois qu'elle est en place, a tendance à avoir un comportement plus européen que national. Ça n'empêche que les membres de la Commission sont nommés par les gouvernements respectifs et ils sont là pour quatre ans. Ils ne sont pas élus. Ils sont nommés par les gouvernements respectifs et ils chapeautent une administration qui est relativement importante, mais sans commune mesure avec celle que nous retrouvons dans nos pays. Ils ont une administration d'à peu près 12 000 fonctionnaires. Entre parenthèses, ce n'est pas 2 % de la fonction publique, en moyenne, de chaque État, mais ils ont quand même ces 22 directions qui impliquent autant de ministères qu'on en a dans un État fédéral, sauf qu'ici, à nouveau, la dimension nationale, la dimension des États membres ressemble... Il y a 17 membres dans cette Commission-là. Nous avons vu qu'ils sont nommés par les États respectifs et, ici, on peut dire que les États plus puissants sont favorisés, ils en ont deux: la France en a deux; l'Allemagne, deux, etc. Les petits États en ont moins. Ils en ont un, etc. Donc, dimension nationale de la Commission au niveau de sa composition, même si, dans son fonctionnement, la vocation supranationale et européenne tend à s'imposer, mais je ne dirais pas qu'elle s'impose catégoriquement. Je serais très prudent à ce point de vue.

Ce qui est intéressant à observer, disons que ce lien a, d'une part, cette Commission qui doit appliquer les lois et le Conseil des ministres auquel cette Commission doit fournir des suggestions. Donc, elle joue un rôle important, quand même, au niveau de l'initiative. Mais cherchez dans tous les systèmes politiques au monde, il n'y a aucun système qui se compare à celui-là jusqu'ici. Donc, nous avons, ici, un système sui generis, comme on dit en latin – ça fait toujours bien de parler en latin – qui est quand même très difficile à analyser tellement ça s'écarte

des modèles classiques. Donc, je répète, nous avons un Conseil européen avec des chefs d'État qui donnent l'impulsion, mais sous une base intergouvernementale, interétatique, nous avons un Conseil des ministres qui est manifestement interétatique et qui s'appuie sur les administrations respectives de chacun des États et nous avons une Commission qui, au départ, au niveau de son alimentation, a une dimension interétatique, mais qui, par contre, une fois qu'elle fonctionne, a quand même davantage une vocation supranationale, donc européenne. En tout cas, là, il faut essayer de combiner ça. Ce n'est pas facile parce que ça peut varier considérablement.

(15 h 15)

Je disais qu'au sein de la Commission il y a une dimension bureaucratique qui est en train de fausser la dimension européenne, à savoir que chacune de ces 22 directions a tendance à se comporter comme dans beaucoup de gouvernements, beaucoup de cabinets, à savoir que chacun prêche pour sa propre paroisse, pour son propre ministère. Et alors, je dirais qu'au niveau de la Commission, il manque cette vue d'ensemble européenne parce qu'il y a la dimension, je dirais presque féodale, de chacune des directions qui tend à l'emporter. Et ici, tout ce qu'on appelle, tout ce qu'on qualifie de phénomène de "comitologie", de bureaucratie et de technocratie parce que, en général, la commission, excusez-moi l'expression, mais ce sont des pondeurs de normes, dans le cadre, évidemment, de la libre circulation des biens et des personnes. Je ne dis pas que c'est inutile, loin de là, mais il faut bien s'entendre sur la perspective de cette commission. Donc, commission, je répète – c'est important – cogouvernementale, au départ, vocation de par le phénomène d'institutionnalisation qui serait supranational, européen, mais avec cette perte de vue qu'on peut avoir de l'intérêt communautaire via le processus bureaucratique. Même phénomène qu'on retrouve au sein du Bundesrat allemand où en plus, là, on a la dimension partisanerie politique.

La Cour de justice. La Cour de justice, c'est clair et net, et Rasmussen a tout à fait raison, je le répète, je crois que c'est la deuxième fois que je le dis, nous avons vraiment l'organe qui est le plus communautaire, qui est le plus supranational. Là, nous avons des indicateurs suffisamment précis, je dois dire que je n'aime pas en parler, j'ai tellement discuté de choses, là, que j'en suis un peu saturé. Si ça vous intéresse, encore une fois, vous pouvez vous procurer ce livre-ci. Donc, c'est en anglais et en français: "Fédéralisme et cours suprêmes". Donc, Cour de justice, élément communautaire prédominant, imposition des normes communautaires par-dessus les lois des États.

Malgré ça, malgré que ça saute aux yeux, surtout au niveau normatif, il y a, quand même, encore ici une réticence à apporter, à savoir que ces juges, qui sont en place pour six ans, sont

désignés par les gouvernements respectifs. Donc, il y a encore ici un élément national, l'État national qui joue un rôle considérable. Et ici, on peut dire que les grands États sont favorisés, parce que chaque grand État a deux juges sur treize. Donc, au niveau des normes, manifestement, ici, il y a des normes qui sont supranationales, qui sont intégratives mais, au niveau de la Constitution de départ, l'élément intergouvernemental, donc, est encore présent.

Il y a le Parlement aussi. Le Parlement – et il est exact que ce Parlement est de plus en plus associé et de plus en plus consulté – on a tendance à vouloir élargir ses pouvoirs mais ce que j'observe, moi, quand j'étudie le Parlement européen, c'est que jusqu'ici c'est le Conseil des ministres qui prend les arrêts, qui émet les directives, qui fait les recommandations. Le Parlement pourra faire également des recommandations. Donc, incontestablement, dans ce système-là, nous n'avons pas un Parlement dans le sens où on l'entend de nos jours ou, en tout cas, où on l'entendait de nos jours. Le Parlement peut tout faire. Je dirais d'ailleurs qu'il faut être très réaliste. Quand on étudie le rôle des Parlements actuels, c'est certain qu'il est important mais, que ce soit aux États-Unis ou en Suisse ou en Allemagne, les initiatives législatives, surtout celles à caractère technique, émanent surtout de l'administration qui est beaucoup mieux équipée au point de vue technique pour formuler ces projets. Je ne dis pas que les Parlements sont inutiles, loin de là, vous en êtes la preuve, d'ailleurs, mais il faut dire que le moteur même de l'initiative législative, pratiquement, aussi bien aux États-Unis qu'au Canada, qu'en Suisse ou dans la Communauté économique européenne, ce sont les administrations. Et, ici, il y a cette dualité d'administration. Il y a une administration qu'on retrouve au niveau du Conseil des ministres, qui est une petite administration puisque, finalement, c'est seulement à peine une douzaine de milliers de fonctionnaires, disons, 20 000 pour tout, et alors, derrière tout cela, les administrations des États membres. Je pense qu'ici, il faut quand même avoir une juste idée de la proportion. 22 000 fonctionnaires, comparativement aux centaines de milliers de fonctionnaires de chacun de ces pays-là. Un budget qui est extrêmement limité, qui est à peine 2 à 4 pour cent du budget national de chaque État. Alors, vous savez, ça me fait un peu sourire quand on parle des projets de recherche, les projets de développement régional, même si, à première vue, par exemple, 15 000 000 000 \$, c'est pas mal. Mais 15 000 000 000 \$ dans un marché de 343 000 000 habitants, c'est bien peu de chose, d'autant plus qu'il y a beaucoup de clients qui attendent cette manne: la quasi-totalité de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, beaucoup de régions d'Espagne, certaines régions d'Allemagne, la Sarre, le Schleswig-Holstein et une partie du Gorinage, certaines régions de France, beaucoup de parties

d'Angleterre où l'industrie est en plein déclin, etc. Alors, cette administration, finalement, elle est extrêmement légère comparativement aux administrations de chaque État, et son budget, c'est un budget croupion. Vous voyez, quand on porte tous ces éléments, c'est sûr que nous avons des éléments supranationaux qui sont importants, mais par contre, ce que je voulais mentionner, c'est que structurellement, au niveau du processus décisionnel, la part de chaque État reste extrêmement importante, et c'est assez facile à comprendre, ce sont les intérêts nationaux qui, quand même, ont tendance à l'emporter dans les décisions prises dans ces différentes institutions, sauf la Cour de justice, et beaucoup des efforts de la Commission. Et je dirais que ça marche tant que les décisions, qui sont d'ailleurs très prudentes, ne vont pas directement à l'encontre des intérêts nationaux. Je crois que c'est ça, l'art de gouverner dans cette Communauté économique européenne, savoir y aller lentement, progressivement, pas à pas, quitte à faire des aller-retour.

Dernier point: qu'est-ce qu'on peut tirer comme enseignements de ces expériences? Quand on dit expériences, il ne s'agit pas seulement de celles de la Communauté économique européenne, il s'agit de ces expériences du passé, ces expériences de confédérations, de ligues, de ligues qui réussissent ou qui échouent. Qu'est-ce qu'il y a comme constantes dans ces comportements? Moi, je dirais que, sur 25 siècles d'observation, il y a une constante qui subsiste, c'est le phénomène d'interdépendance. Déjà, à l'époque des cités grecques, on avait besoin des autres cités pour se développer. Besoin de commerce, surtout du commerce, commerce maritime. Donc, interdépendance. Une interdépendance qui est très variable suivant les contextes. Si on prend la société américaine, par exemple, les États-Unis, c'est sûr que pendant longtemps, ils ont pu se permettre un certain isolationnisme. Actuellement, une partie importante de leur production de pointe et de leurs produits agricoles doit être exportée, c'est vital pour l'économie américaine. Donc, il n'y a aucun pays au monde qui ne soit pas interdépendant, mais il y a des degrés dans cette interdépendance. Je dirais qu'à cet égard-là, la totalité des pays européens sont interdépendants. Il y en a qui pourraient se suffire un peu en temps de crise, des pays comme la France, où le secteur agricole est fort développé, et le secteur industriel. Mais la plupart vivent essentiellement de leurs exportations. Donc, interdépendance, là, je pense qu'il faut dégonfler un mythe, si ce n'était pas déjà fait, à savoir que la souveraineté en tant que telle, ça n'existe pas dans ce sens-là.

Deuxième leçon à tirer, c'est que, que ce soit dans une confédération ou dans un État fédéral, il y a une tendance à concentrer les pouvoirs macroéconomiques et la politique extérieure, plus la défense. C'est très important,

la politique extérieure, justement dans ce monde d'interdépendance. À l'époque où les États-Unis étaient une société relativement isolationniste, la politique extérieure jouait un rôle relativement mineur. Actuellement, la politique extérieure, c'est la principale préoccupation des présidents; c'est le tremplin pour les élections, d'ailleurs.

Troisièmement, on voit déboucher, donc, toutes sortes de formes de fédéralisme. Ce qu'on a en Union soviétique actuellement, c'est un essai de regroupement sur une tout autre base. Est-ce que ça va marcher? Ça, on n'en sait rien. Il y a des chances que ça marche parce que, justement, il y a trop de liens de dépendance mutuelle, ne fût-ce qu'à cause de la spécialisation qui avait été imposée à l'époque de Staline. C'est très difficile de revenir là-dessus. Dans ce sens-là, c'est une société relativement intégrée sur le plan économique. Mais qu'est-ce qui va se passer? On n'en sait rien. En attendant, on a un cadre qui, avec des tâtonnements, ressemble davantage à une confédération. Dans un livre que je vais sortir au mois de septembre, il y a un chapitre qui est rédigé par le professeur Novikov qui justement montre comment l'État fédéral a négligé, a sous-estimé, comment dirais-je, les nationalismes locaux, et finalement comment cela a provoqué, avec d'autres causes, bien entendu, l'écèlement de cette fédération, plus exactement de cet État fédéral très centralisé. C'est la thèse de Novikov. Donc ça, c'est un troisième élément qui ressort.

Il y a un autre élément qui ressort et qui devait être d'application pratique, qui est très important et qui a été évoqué ce matin, est-ce qu'il y a une corrélation entre l'intégration économique qu'on observe manifestement dans les États fédéraux actuels, ceux que j'ai mentionnés, en tout cas, ceux que j'ai étudiés: Suisse, Canada, États-Unis et Allemagne, d'une part, et est-ce qu'il y a une corrélation entre ce phénomène d'intégration économique qui est, en même temps, un phénomène de centralisation économique, ou de nationalisation économique, ou de supranationalisation dans le cas de la CEE? Est-ce qu'il y a une corrélation entre cela et le système politique? La réponse de la CEE, comme elle fonctionne actuellement, pas comme les promesses de Maastricht - qui est un terme hollandais, entre parenthèses, qu'on a prononcé Maastricht, pas Maastrich: les Hollandais seraient fâchés s'ils entendaient ça - est-ce qu'il y a une corrélation en sens direct, entre cela et le système politique? La réponse, je le répète, elle est ambiguë, elle est ambivalente. C'est oui et c'est non. Je regrette beaucoup, mais c'est comme ça. Il y a des éléments supranationaux que j'ai essayé de dégager, notamment dans le chef de la Cour de justice des communautés européennes, d'une part, dans le cas de la Commission, mais avec les réserves, mais, d'autre part, en ce qui concerne les éléments décisionnels actuels, je ne parle pas dans 10 ans, les

éléments intergouvernementaux subsistent et ils sont très puissants et très importants. Donc, la réponse, c'est qu'on n'a pas actuellement, face à cette intégration économique qui est déjà très poussée, un système qui cadre avec celui-là. On chevauche encore entre deux. Alors, ici, évidemment, il y a place pour beaucoup de polémique. On pourrait dire: Bien, la démarche québécoise, que ce soit celle du Parti libéral à l'époque de Lesage, par exemple, et même du gouvernement Bourassa, qui est de renforcer l'État québécois, celle du PQ, mais une fois dans un autre cadre, elle n'est certainement pas anachronique et certainement pas désuète, certainement pas condamnée par l'histoire.

(15 h 30)

Je mentionnerais pour terminer que les États européens, je me rappelle encore l'expression de Pescatore, grand observateur de la Communauté économique européenne, qui disait qu'il y a un partage de souveraineté mais qu'il n'y a pas une abdication de la souveraineté. Évidemment c'est ça qui est compliqué, parce que nous sommes habitués, nous autres, dans le cadre d'un État fédéral, à avoir un super-État fédéral qui a le dernier mot. Il y a assez de clauses dans la Constitution américaine ou suisse ou canadienne pour dire que c'est le fédéral qui a le dernier mot. Dans la Communauté économique européenne, à première vue, il n'y a personne qui a le dernier mot. Et je me rappelle les exposés d'hier, il y a un des experts qui nous disait qu'on n'avait pas atteint le point de l'irréversibilité dans ce processus d'intégration européenne.

Alors, vous voyez, soyons prudents quand nous faisons des prévisions. Et moi, ce que j'observe actuellement, je reviens à ce constat, ce double constat. Il y a des éléments supranationaux, donc communs à un État fédéral, mais il y a davantage de points qui sont propres à un processus décisionnel intergouvernemental ou si vous voulez confédératif.

Alors, la question qui se pose ici, à un tournant je pense de l'histoire du Québec et du Canada, c'est en quoi ce système-là est transposable? Moi, je dirais bien franchement que c'est très beau d'étudier les expériences étrangères, il y a des constantes qu'on peut relever - j'ai essayé de le faire - dont il faut absolument tenir compte, mais d'autre part, je crois qu'on doit avoir assez d'imagination et d'audace pour trouver le modèle qui est le plus approprié au contexte où on vit ici, qui est très différent - j'ai essayé de le rappeler - d'autant plus qu'on se trouve dans un ensemble économique où, à long terme, et déjà maintenant, l'essentiel des flux est nord-sud, avec toute la force d'attraction que ça implique. Alors, vous voyez ce que cela pourrait signifier sur le plan du système politique si on voulait qu'il y ait une corrélation directe entre cette intégration économique nord-américaine et le système politique, un système

politique qui serait dominé par les États-Unis d'une façon écrasante. Personnellement, je pense qu'on a intérêt à assurer les éléments essentiels d'une libre circulation des biens, des personnes, des capitaux avec le restant du pays. Sur quoi est-ce que ça doit déboucher? Est-ce beaucoup plus que sur du libre-échange? Est-ce un tarif commun extérieur? Est-ce une monnaie commune? Je n'en sais rien. Ça dépend de l'autre partenaire si on négocie sur une base bilatérale, ce qui semble se faire actuellement. Je pense que personne n'a vraiment de réponse même s'il y a beaucoup de suggestions, beaucoup de pressions. Ça reste une inconnue.

C'est presque impossible de dire ce qu'on va faire, sauf qu'il y a un point qui me semble essentiel, et là je me situe dans une problématique internationale à long terme et je me situe en fonction de ce que j'ai cru percevoir chez une majorité de Québécois, il y a cette volonté, quand même, de s'assurer un outil qui est l'État, pas seulement un embryon d'État, quitte à faire énormément de concessions, de sorte que parfois les "outputs" peuvent sembler à première vue les mêmes. Mais le "how", le comment est tout à fait différent. En tout cas, ça permettrait une plus grande marge de manoeuvre même si ce n'est pas une marge énorme de manoeuvre. En plus, sur le plan psychologique, ça me semble très important qu'une société avec autant de cohésion que la société québécoise dispose de son propre État. Ce n'est pas être un disciple de Lionel Groulx de dire ça. Je pense que ça correspond à une rationalité, à condition qu'on soit bien conscient qu'il y a des tas de concessions à faire dans un cadre nouveau. Voilà.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie.

**M. Orban:** Vous m'avez demandé de prendre position, je l'ai fait...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie.

**M. Orban:** ...en essayant d'être au-dessus des partis politiques et en restant scientifique, en restant sur une base scientifique.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Alors, M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. Merci, M. Orban, de votre présentation et de votre document que vous avez préparé pour la commission. Je pense qu'on a eu déjà l'occasion de traiter de la question européenne hier et ce matin avec M. Noël. Je pense que vous l'abordez aussi, cette question de l'Europe, de façon très détaillée et, je dirais même, très intéressante. On s'aperçoit, disons, que les États membres ont mis sur pied des institutions avec la question

économique.

Ma première question – et vous en parlez justement à la page 65 – est celle-ci: Selon vous, un Québec souverain devrait-il se soucier de protéger, disons, l'union économique canadienne actuelle? Doit-il accepter, dès le départ, que ces genres d'institutions soient mis sur pied même ici au Québec, en pensant à un Québec souverain et en se référant un peu à la situation économique ou à la CEE, qu'on appelle de plus en plus l'Europe communautaire?

**M. Orban:** Moi, une chose qui m'inquiète, même si à long terme j'ai confiance en l'avenir de cette société-ci et dans la façon dont on va résoudre nos problèmes avec le restant du pays, parce qu'il y a comme une communauté, je dirais, de sécurité, il y a une façon de trancher nos débats qui reste pacifique, je crois que c'est assez unique au monde ça; on est d'accord pour résoudre nos problèmes dans le cadre – comment dirais-je – d'un minimum de respect des droits de l'homme, si on parle de la Yougoslavie, de l'Union soviétique; mais d'autre part, le problème, c'est que nous sommes intégrés dans le cadre d'un État fédéral et qu'il n'y a aucun État fédéral au monde qui va accepter de réduire considérablement ses pouvoirs, voire de les abandonner sur une partie qui constitue une partie intégrante. Donc ça, c'est quelque chose, à court terme en tout cas, qui est embarrassant.

Mais, rendus à une autre étape – qui serait celle que vous mentionnez – d'un État souverain, mettons après un référendum ou une déclaration à l'Assemblée, peu importe – nous n'entrerons pas dans ces détails-là puisque ce n'est pas ça que vous me posez comme question – mettons qu'on est un État souverain du Québec et l'autre État, le restant du pays comme on l'appelle, est-ce qu'on pourrait mettre des institutions comme celle-ci en place? Je dirais que ça va dépendre – c'est banal de dire ça – ça va dépendre du comportement de chacun des deux acteurs. Si le restant du Canada a un comportement pragmatique et rationnel, et je pense qu'il l'a malgré parfois certaines apparences, il doit être conscient aussi bien que le Québec de l'interdépendance des intérêts, de la nécessité d'une libre circulation des biens et des personnes; sinon on aurait un Pakistan avec les provinces maritimes d'un côté et l'Ontario et les autres provinces de l'autre. Rien que cet aspect-là, déjà, il y a des intérêts communs, il y a une dette commune, etc. Il y a aussi, et surtout – moi je reviens à ce point-là – la nécessité d'un marché commun, en tout cas, d'un minimum de libre-échange; c'est dans l'intérêt aussi bien des gens du restant du pays, notamment de l'Ontario, plus particulièrement de l'Ontario. Comme dans ce sens-là, s'il y a ce consensus sur la nécessité de négocier, et je pense, effectivement, que certaines de ces institutions-là pouvaient être intéressantes, mais peut-être plus légères, malgré qu'elles soient déjà

particulièrement légères par rapport aux administrations des États.

Mais, en tout cas, ce qui me semble clair, pour répondre à votre question, c'est que rendus à cette étape-là, nous aurions des relations intergouvernementales, peut-être une confédération avec des institutions communes mais dont la densité dépendrait de l'accord respectif. C'est intéressant d'avoir des institutions communes avec un Conseil des ministres, pas un Parlement, ça c'est beaucoup plus difficile, mais un Conseil des ministres, sectoriel également. Si on veut une union monétaire, et là il faudrait une banque commune, mais d'autre part le Québec, étant donné son poids économique, ne peut pas prétendre à l'égalité absolue dans cette institution-là. Il faudra en accepter la pondération. Ça peut être un rapport de 1 à 2 ou 1 à 3; tout ça se négocie. Ça se négocie en fonction de la conscience qu'on a des intérêts communs.

**M. Maciocia:** Mais, parce que vous en traitez aussi à la page 65 de votre mémoire; vous dites: "Le Traité de Rome dépasse de beaucoup le cadre d'un traité de commerce, il implique en troisième lieu une harmonisation des politiques dans une foule considérable de domaines, pour ne pas dire finalement presque tous, puisqu'ils sont reliés de près ou de loin aux facteurs de production". Et là, vous parlez de fiscalité, éducation, recherche, lois sociales, immigration, politiques économiques, etc.

Est-ce que, dans ce contexte-là, je veux poser la question, ça ne serait pas plus facile, même au plan politique, d'essayer d'avoir certains pouvoirs, ou partagés ou exclusifs – par exemple, à cause de la situation et du caractère du Québec – plutôt que de détruire tout ça par un... Je ne sais pas, par un référendum où la population dira oui, ou par une déclaration unilatérale d'indépendance, et rebâtir quelque chose? Parce que si on veut garder l'union économique, il faut quand même que l'autre partie soit consentante. Pour garder cette union économique et protéger cette union économique, si on se réfère à l'expérience européenne, il faut absolument qu'il y ait quand même un encadrement politique, pour la protéger et pour la préserver cette union économique. Est-ce que, d'après vous, ça ne serait pas plus logique d'aller dans le sens d'un partage différent des pouvoirs plutôt que de détruire et rebâtir après, avec tous les inconvénients et les possibilités de déchirement qu'il peut y avoir entre les deux États?

Et ma deuxième question: C'est qu'il y a plusieurs auteurs qui prétendent qu'une confédération – parce qu'à ce moment-là ça deviendrait quasiment une confédération, entre le Québec et le Canada – regroupant seulement deux États, et que ces deux États-là sont inégaux à cause de leur force... Si on prend le Canada et le Québec, on parle de 19 000 000 en comparaison à 6 000 000 ou 6 500 000. Plusieurs

auteurs, plusieurs gens sont d'accord pour dire qu'une confédération à deux, et par-dessus tout ça inégaux, est vouée à l'échec. Est-ce que vous êtes d'accord avec cette définition-là?

**M. Orban:** Pour la première question, théoriquement, vous avez raison. Mais au point de vue du fonctionnement des États, malheureusement, ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. Et je reviens à cette donnée à savoir qu'il n'y a aucun État fédéral dans l'histoire, à ma connaissance, qui accepte de se déssaisir de l'essentiel de ses pouvoirs, je dis bien l'essentiel, je ne parle pas en matière d'éducation, ou en matière sociale, etc. Et je ne vois pas comment l'État fédéral actuel pourrait faire exception à cette règle.

**M. Maciocia:** Cependant, la question qui me vient, M. Orban, c'est que... Vous dites que vous ne voyez pas comment le fédéral peut se départir de certains pouvoirs essentiels au fonctionnement, probablement, de l'État fédéral. Mais, ma question est tout de suite reliée à cette affirmation. Comment, après qu'on a brisé une fédération, les mêmes composantes de cette fédération peuvent se remettre à la table ensemble, de bon gré, et dire: Écoutez là, c'est important qu'on puisse avoir – je ne sais pas, vous avez même parlé d'un Conseil des ministres, probablement, entre les deux entités – une superstructure ou une autre chose qui peut quand même garder ou préserver cette union économique? Comment vous voyez ça, après qu'on a brisé? Parce que la grande différence, c'est que justement, ici, on essaie de briser pour reconstruire. Tandis que là-bas, on voit très clairement en Europe que cette problématique n'existe pas. Seulement, ils considèrent que c'est très important qu'on partage certains pouvoirs, ou qu'on partage même une certaine quantité de la souveraineté pour qu'on puisse avoir une union économique bien préservée et bien intégrée.

(15 h 45)

**M. Orban:** Oui, vous avez raison. Il y a un élément auquel on ne fait pas souvent allusion. C'est l'élément de perception, l'élément affectif. Pour un Canadien de langue anglaise, comme vous le dites, c'est briser le pays. Pour un Québécois, disons, qui veut un État souverain, ce n'est pas briser le pays puisqu'on conserve l'essentiel de la libre circulation des biens et des personnes. Donc, ce n'est pas le briser, c'est le faire sur une autre base. Et là, on approche de la base Communauté économique européenne où, au départ, chacun des États est souverain et puis accepte de déléguer une partie importante de ses pouvoirs.

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Orban:** Il ne faut pas oublier non plus que l'Europe est partie de rien. C'étaient même



des États ennemis et hostiles. Alors, c'est facile de dire qu'il y a un immense progrès. C'est vrai qu'il y a un immense progrès, mais ils partent de rien, tandis que, nous autres, on parle d'une société où, économiquement, c'est fortement intégré et politiquement aussi – mais politiquement, dans le sens où il n'y a plus un consensus au Québec. C'est le degré d'intégration des institutions politiques. Alors, c'est difficile en termes de mécaniques de voir, même si ce n'est pas l'idéal, comment on peut coiffer cette intégration économique où il y aura, quand même, un certain nombre d'harmonisations aussi des politiques. Comment peut-on les coiffer avec autre chose qu'un État fédéral? On est pris un peu dans un dilemme. Je suis d'accord avec vous que c'est particulièrement délicat, mais est-ce qu'on va le trancher?

Il y a une chose sur laquelle je suis quand même catégorique, c'est que l'État fédéral – je reviens là-dessus, ça doit vous fatiguer mais je reviens là-dessus – jusqu'ici ce qu'on a observé, c'est sa volonté de concentrer les pouvoirs économiques même s'il laisse des créneaux, mais toujours dans les rapports avec l'extérieur sous le parapluie fédéral. C'est logique, c'est conforme à la logique d'un État qui a l'essentiel des pouvoirs alors que les autres ne sont que des embryons d'État. Par-delà les perceptions et le sentiment, c'est une affaire de systèmes. Ce sont deux systèmes qui sont différents et je crois qu'on est rendu à la croisée des chemins. Ou c'est l'un ou c'est l'autre. Vous savez, je ne suis pas un radical, j'essaie d'être le plus scientifique possible, mais je ne vois pas comment on va concilier ces deux choses. Il y a un moyen de le faire mais ça, ça demanderait – comment dirais-je? – beaucoup de rationalité et de sang-froid. Et, à partir de l'idée qu'on détruit le Canada, je pense qu'il n'y a aucun Québécois qui veut détruire le Canada. Mais ce que beaucoup de Québécois veulent, c'est assurer le contrôle dans la mesure du possible, dans la montée de plus en plus indépendante, assurer le contrôle sur l'essentiel de l'État, quitte à faire des tas de concessions. Ça, je le veux bien. Je répète que beaucoup d'outputs sont les mêmes que dans un État fédéral, sauf que le processus décisionnel serait quand même très différent et laisserait plus de marge de manoeuvre. Mais je ne pense pas qu'on veuille détruire le Canada.

Je vais souvent dans des colloques avec des collègues de langue anglaise. Quand on explique ces choses-là calmement et je dirais scientifiquement, il y a un accord, souvent une compréhension qui se fait. Je peux citer beaucoup de collègues, Smiley, par exemple, avec qui j'ai travaillé, sauf que, évidemment, au niveau du langage, ces gens-là préfèrent de loin la situation actuelle, le statu quo d'un État fédéral fort, et ils ont raison dans leur optique. Ils ont raison, tout à fait raison. C'est pour ça que

j'aurais deux États. C'est évident qu'il y aura des problèmes, mais il y a un moment où il faut faire un choix. Le moment est venu de faire un choix. Mais moi, je m'insurge contre cette idée qu'on va détruire le Canada. Je crois que je serais contre ça, d'autant plus qu'on a besoin de contrepoids face aux États-Unis si on ne veut pas se faire absorber à plus ou moins long terme par les États-Unis, en direction desquels nos rapports économiques sont de plus en plus poussés et culturels. Il faut jouer plusieurs cartes.

**M. Maciocia:** Mais...

**M. Orban:** Vous savez, moi, ma marotte a été de parler des pays nordiques. Je crois qu'on est dans un pays comme la Norvège. La Norvège joue plusieurs cartes. Elle a joué la carte de la coopération des pays nordiques et ça, ça va sur certains terrains, le social et le culturel, mais pas sur l'économique. Pourquoi? Parce que l'axe principal, comme ici d'ailleurs, surtout à long terme, c'est nord-sud. Alors, dans le cas de la Norvège, on a refusé d'entrer dans la Communauté économique européenne mais on a eu des accords spéciaux et, tôt ou tard, la Norvège va y entrer, assez rapidement. La Suède, la même chose. Donc, la Suède joue la coopération nordique. La Suède reste un État qui est très important, qui a une des administrations sociales les plus avancées au monde et une économie où elle intervient massivement, en coopération avec le syndical, le fameux triangle. Mais, en même temps, elle va entrer dans la Communauté économique européenne. Alors, on joue ces différentes cartes. La coopération nordique, l'intégration dans la Communauté économique européenne et, en même temps, l'État suédois reste fort. La même chose en Norvège. Vous parlez de Norsk Hydro. Norsk Hydro, c'est un peu comme Hydro-Québec. Ça a été créé par l'État. Remarquez, les Norvégiens aussi, au XIX<sup>e</sup> siècle, avaient très peu de ressources. C'était un pays très pauvre, au XIX<sup>e</sup> siècle, la Norvège, et qui... Norsk Hydro, c'est l'État, au départ, même si maintenant il y a beaucoup de capitaux privés et ça débouche: fabrication d'amiante, exploration de pétrole, etc. C'est un consortium considérable, parti de l'État norvégien, du petit État norvégien. Ah! Il ne faut pas lâcher l'État comme ça. C'est la seule chose dont on est certain dans le monde où nous vivons, même si la marge à manoeuvrer est très réduite.

Vous me demandez mon avis. Ne lâchez pas l'État québécois, parce que sinon vous êtes terriblement menacés. Mais en même temps il faut faire le maximum d'ouverture avec le restant du pays, qui a tout aussi intérêt que nous, sinon plus. Moi, je trouve que ce qui est un peu regrettable... Vous savez, moi, je suis assez âgé mais je ne suis pas froussard par exemple. Je pense qu'une société, pour progres-

ser, a besoin d'un minimum d'audace. Il ne s'agit pas de révolutionner tout, mais il y a un moment où il faut un minimum d'audace, et un minimum de cohésion aussi parce que l'audace toute seule, ça ne paie pas. Mais je pense qu'avec l'audace, la cohésion et la rationalité vous avez quelque chose qui peut être fort dans le monde où nous vivons actuellement, où, au fond, les gens qui savent ce qu'ils veulent, du moment qu'ils sont efficaces, peuvent imposer leur point de vue. Nous sommes de moins en moins dans des sociétés ultra-autoritaires et despotiques. Du moins, je parle de l'Occident.

**M. Maciocia:** Vous admettez avec moi, si j'ai bien compris aussi, qu'on serait un peu dans l'inconnu, disons, advenant la séparation du Québec. On ne sait pas vraiment quelle peut être la réaction du reste du Canada et la réaction aussi au Québec. Vous allez admettre qu'il y a quand même un point d'interrogation. Qu'est-ce que vous pensez de certains experts qui sont venus devant la commission nous dire que probablement avec la séparation du Québec il pourrait y avoir une désintégration complète du Canada? Dans le sens que, probablement, le Canada ne serait plus le reste, qu'on peut dire aujourd'hui, les neuf autres provinces, mais qu'il pourrait se désintégrer très facilement à moyen terme. Est-ce que vous pensez que c'est une possibilité? Parce que si vous regardez, même géographiquement, le Québec qui est situé, qui sépare un peu l'Ontario et l'Ouest des Maritimes, ça pourrait être une éventualité qui a été soulevée par certains experts devant cette commission.

**M. Orban:** Moi, je pense que le Québec devrait être assez réaliste et, en même temps, assez humain pour se préoccuper du restant du Canada advenant la proclamation d'un État souverain, d'une façon très pratique justement, en n'érigant pas des frontières, en permettant une libre circulation des biens et des personnes des provinces maritimes vers le restant du pays. Ça, c'est déjà un élément fort important. Il y a beaucoup d'autres éléments qu'on pourrait partager advenant, donc, un bon esprit de collaboration. Il y a les transports en commun, il y a même l'armée. Il y a des *modus vivendi* qu'on peut trouver.

**M. Maciocia:** Oui, mais d'après...

**M. Orban:** Si l'Allemagne et la France collaborent sur ce plan-là, pourquoi pas le Québec et l'Ontario, enfin le restant du pays qui n'ont jamais eu de conflit armé? Il y a des tas de choses qui peuvent se faire. Je m'érige, encore une fois, en faux contre cette idée que le Québec veut détruire le restant du Canada, et je reviens à votre propos: l'idée que le restant du Canada serait incapable de survivre par lui-même.

Je ne sais pas si vous avez lu l'étude de Cooper, Cooper & Bercuson...

**M. Maciocia:** Non.

**M. Orban:** ...sur cette question-là? Ils disaient que si le Québec se sépare, on peut trouver des modalités, dans les conclusions – j'ai lu ça à l'aéroport en venant ici, c'est la première fois que je prenais contact avec cette étude – on peut trouver des modalités et ça peut très bien fonctionner – lisez-la – et le restant du pays peut survivre en même temps. C'est dans les conclusions, ça.

**M. Maciocia:** Oui mais, d'après vous, quel intérêt auraient la Colombie-Britannique et l'Alberta de subventionner, au besoin, des Maritimes?

**M. Orban:** Évidemment, ici, il faudrait demander leur avis aux Canadiens de langue anglaise, mais je pense qu'il y a également une situation ambivalente mais qui varie d'une région à l'autre, autant que je connaisse ces régions-là. J'ai quand même voyagé assez bien malgré tout. Je dirais qu'il y aurait certainement une force d'attraction plus grande en ce qui concerne la Colombie-Britannique ou l'Ouest que les Maritimes, surtout que l'Ontario. Mais quand même, il me semble qu'il y a un sentiment canadien qui est commun et... vouloir constituer une société qui est quand même – j'ai failli dire distincte – différente de celle des États-Unis, il me semble. Peut-être que je vois surtout à travers les élites parce que, malgré tout, c'est dans les congrès qu'on se côtoie, c'est un petit peu artificiel. Il me semble... Et puis alors, cette étude de Cooper, là, évidemment, ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, des perceptions, bien entendu. D'ailleurs, si on essaie un petit peu d'être rationnel, je ne vois pas pourquoi ce bloc de 19 000 000, surtout s'il y a un libre accès à travers le Québec et beaucoup d'éléments de coopération avec le Québec, je ne vois franchement pas pourquoi ça ne fonctionnerait pas. Ça pourrait même être très harmonieux et c'est ce que Cooper dit dans les conclusions. Et ce ne sont pas les premières venues, ces deux personnes-là.

**M. Maciocia:** J'aurais...

**M. Orban:** Mais il y a d'autres points de vue qui rejoignent celui-là, notamment Kingston ou l'Université de York, ceux qui connaissent mieux le Québec, entre autres, ont des perceptions comme celle-là...

**M. Maciocia:** Mais vous...

**M. Orban:** ...sauf qu'ils ne vont pas le chanter sur tous les toits.

**M. Maciocia:** Vous comprendrez quand même que c'est beaucoup plus facile d'après moi, c'est mon opinion, je répète, d'avoir des arrangements actuellement, même en se départissant de certaines choses, que celle d'aller à l'extrême dans le sens de faire la souveraineté du Québec et après, d'aller avec une union économique avec le restant du Canada ou même, quand on parle d'union économique, ça dépend. Il y en a qui parlent d'espace économique, et union économique. Ce sont des choses complètement différentes "d'union économique" puis "d'espace économique". Je pense personnellement que c'est beaucoup plus facile... Vous dites que vous ne voyez pas comment le fédéral pourrait se départir de certains pouvoirs qui lui sont propres, mais je pense que c'est aussi dans l'intérêt du fédéral, probablement, d'avoir un réaménagement de la Fédération actuellement que celle de voir vraiment que le pays, même si c'est impossible, comme vous dites, mais qu'il y ait une possibilité sur 100 que le pays puisse, à un certain moment, avoir des conséquences désastreuses à cause de la séparation du Québec, parce qu'il ne faut pas rêver non plus en couleur.

Les économistes nous ont dit très clairement aussi qu'il y avait une période de transition très pénible pour tout le monde, pas seulement pour le Québec mais pour le Canada en même temps, parce qu'il faut quand même que cette période de transition qui pourrait être... Est-ce qu'elle va être courte, est-ce qu'elle va être longue? On ne le sait pas. Après une séparation, on ne sait jamais ce qui peut arriver le lendemain. Il y a des conséquences à ça. Je pense que ce serait plus raisonnable – et je dirais dans l'intérêt de tous les Canadiens, et quand je dis les Canadiens, je dis les Québécois et les Canadiens – de trouver plutôt un *modus vivendi*, comme on dit, pour continuer à vivre de la même façon, avec, bien sûr, nous on le dit très clairement puis on le répète encore, qu'il faut absolument que le Québec ait des pouvoirs pour son épanouissement, c'est clair et c'est la raison pour laquelle on a deux commissions qui siègent actuellement pour essayer de voir de quelle manière le Québec peut aller chercher les pouvoirs additionnels dont il a besoin pour son épanouissement, pas seulement en tant que société distincte mais aussi sur le plan économique. Et sur le plan économique, je pense que ce n'est pas seulement le Québec qui demande des changements à la Fédération mais il y a beaucoup d'autres provinces qui demandent, justement, un partage différent des pouvoirs, du chevauchement, du dédoublement. On sait qu'ils sont très coûteux, on le sait très bien, ça. Puis quand on s'aperçoit que le gouvernement fédéral a au-delà de 400 000 000 000 \$ de déficit, ça ne peut pas continuer comme ça. Chaque année, 30 000 000 000 \$ ou 35 000 000 000 \$ additionnels. Ça ne peut pas continuer. Il faut absolument qu'il y ait un partage différent des pou-

voirs, qu'il y ait des dédoublements, que ce soient les chevauchements, qu'il n'y en ait plus ou le moins possible. Mais je pense qu'on peut trouver encore un moyen pour qu'on puisse garder ce pays tel qu'il est mais avec un partage différent des pouvoirs.

J'aurais une autre question sur un autre aspect que vous avez touché, M. Orban.

**M. Orban:** Est-ce que vous permettez que je réponde quand même à cette question-là?

**M. Maciocia:** Oui. Vous pouvez répondre. Vous voulez répondre tout de suite ou je vais vous poser une autre question puis vous allez répondre...

**M. Orban:** Bien je préférerais répondre à celle-ci pour commencer.

**M. Maciocia:** Allez-y.  
(16 heures)

**M. Orban:** Je vais reprendre, je vais vous mettre au pied du mur. Quels sont les pouvoirs de notre vie économique que le fédéral est disposé à céder au Québec, jusqu'ici dans les offres?

**M. Maciocia:** Quels sont les pouvoirs dans le domaine économique?

**M. Orban:** De nature économique?

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Orban:** Que le fédéral est disposé à céder au Québec?

**M. Maciocia:** Mais c'est justement, c'est ça qu'on est en train de faire, M. Orban. C'est en discussion actuellement. Vous savez qu'il y a eu des propositions qui ont été mises de l'avant le 24 septembre dernier par le gouvernement fédéral. Puis tout le monde a décrié ces propositions, spécialement sur l'aspect économique, elles ne sont pas acceptables. Mais ce n'est pas seulement le Québec qui a dit qu'elles ne sont pas acceptables. Il y a l'Ontario qui a dit qu'elles ne sont pas acceptables, il y a la Colombie-Britannique qui a dit qu'elles ne sont pas acceptables, l'Alberta la même chose. Puis, nous, nous croyons, et aussi ces autres provinces-là, qu'à un certain moment il faut vraiment avoir un partage de pouvoirs...

**M. Orban:** Mais, vous, si vous étiez le gouvernement central, le gouvernement fédéral actuel, quels sont les pouvoirs économiques que vous céderiez au Québec? Je ne dis pas aux autres provinces, au Québec?

**M. Maciocia:** Mais, disons, on a parlé de la question de la main-d'oeuvre, on a parlé du

développement régional, on a parlé de beaucoup de choses, M. Orban, que c'est un rapatriement qu'il faudrait faire au niveau provincial au lieu du niveau fédéral. Je suis pas mal convaincu – puis, ça, je vous le dis en toute honnêteté – qu'il y a certaines concessions qui vont se faire parce que c'est dans l'intérêt même du fédéral de le faire. C'est dans l'intérêt, justement, de ce pays et des autres provinces de faire un certain partage des choses. Parce qu'ils se rendent compte, les autres aussi actuellement, qu'avec le fonctionnement actuel de la fédération, on ne peut pas aller loin. Si on reste tel quel, avec des accumulations de déficits de 30 000 000 000 \$ ou 40 000 000 000 \$ par année, je me pose la question si d'ici une dizaine d'années, on ne sera pas l'Argentine du Nord, de l'Amérique.

Alors, moi, je pense, M. Orban, qu'il y a quand même une certaine intelligence, une certaine cohérence, une certaine responsabilité, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau provincial. À ce moment-là, cette responsabilité, ce bon sens, va prédominer et puis on arrivera à des conclusions avec lesquelles tout le monde va se sentir bien. Et, avec la sûreté qu'on aura le même niveau de vie en restant dans le même système qu'on vit actuellement et n'ayant pas à l'encontre probablement on ne sait pas trop quoi après une éventuelle séparation, parce que vous ne pouvez pas mettre en doute qu'il y aura une période de transition et que dans cette période de transition, on ne sait pas ce qui va arriver.

Qui va définir quel est le pourcentage de la dette que le Québec devrait prendre? Qui va le définir? Il y a des études qui disent 18 %. Bélanger-Campeau a dit 18 %. Il y en a d'autres qui disent 25 %, que c'est la proportion de la population du Québec. Il y en a d'autres qui disent 30 %. Il y en a d'autres qui disent 23 %. Pour chaque point, on parle de 4 000 000 000 \$. Ça veut dire quatre ou cinq points de différence: on parle de 15 000 000 000 \$, 20 000 000 \$ et 25 000 000 000 \$. Qui va décider ça?

Est-ce que, d'après vous, au moment qu'on va décider ça, on va le décider le lendemain de la séparation? Je parle essentiellement de la question de la dette, mais il y a beaucoup d'autres choses pour lesquelles il faut qu'on s'assoie et qu'on discute. Qu'est-ce qui va arriver pendant ce temps-là? Est-ce que les investisseurs étrangers dont le Québec a besoin, dont le Canada a besoin, est-ce qu'ils vont faire les mêmes investissements qu'ils font actuellement, qu'ils ont faits jusqu'à date dans un pays dont ils ne savent pas politiquement où il va s'en aller tantôt? Quels seront les problèmes politiques qu'on va vivre? D'après moi, c'est pour ça que je vous dis que, dans ce sens-là, je pense que c'est toujours préférable pour la population du Québec qu'on puisse arriver à un arrangement convenable et dans l'intérêt de tout le monde et particulièrement dans l'intérêt du Québec.

Je suis porté à être optimiste, si on peut dire, dans ce sens-là parce que, aujourd'hui, ce n'est plus comme avant. Ce n'est plus comme avant Meech. Je ne pense pas que les Canadiens, que le Canada anglais ou le reste du Canada – on dit toujours le Canada anglais, même s'il n'est pas un Canada anglais le reste du Canada, il y a beaucoup d'autres choses dans cette population-là – c'est qu'ils se rendent vraiment compte de la gravité de la situation et qu'il faut absolument qu'il y ait des changements. Ça, c'est clair dans mon esprit. Jusqu'à Meech, probablement que ces gens-là pensaient qu'il y avait un bluff de la part du Québec. Ils pensaient toujours: Bien oui, mais le Québec va se rallier même si ce n'est pas possible. Aujourd'hui, je pense, puis j'ai eu l'occasion de faire une tournée en Ontario et dans d'autres provinces et ces gens-là, ils sont au courant qu'il peut y avoir des problèmes au niveau national, avec une éventuelle séparation du Québec. Et je pense que le moment est vraiment venu de s'asseoir, de discuter et d'arriver à une division ou à un partage des pouvoirs assez considérable. J'aurais une autre question et, après, je m'arrête, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Il y a déjà deux réponses. Ça ne me fait rien, mais...

**M. Maciocia:** Non, je pense que c'était un commentaire, là.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est long.

**M. Maciocia:** C'est toujours sur la question de la Communauté européenne, M. Orban. À la page 96 de votre mémoire, vous écrivez, en dernier, qu'en 1991 la Cour de justice de la Communauté européenne a déclaré que non seulement ces transferts, et on ne parle pas de délégation, vous faites la précision en disant: Ces transferts – pas délégations – sont irréversibles, mais que, même si une compétence n'est pas exercée, elle n'est pas caduque pour autant. C'est un indicateur fort important montrant comment, dans un domaine donné, un État membre perd sa liberté d'action progressivement. La question que je me pose est celle-ci: Bien qu'il soit difficile de faire entrer la Communauté économique européenne dans un cadre constitutionnel quelconque, d'après vous, peut-on néanmoins affirmer qu'il y a une intégration de plus en plus poussée sur le plan politique et sur le plan économique avec la Communauté économique européenne?

**M. Orban:** Il y a certainement une intégration normative qui est de plus en plus poussée, accompagnée d'une harmonisation des politiques, une certaine de tendances; c'est un phénomène qu'on observe si on l'analyse sur les 30 dernières années. Mais par contre, et je pense que c'est ça le noeud de l'affaire, cette centralisation s'opère,

ou cet élément supranational, si vous voulez, s'opère dans le cadre d'institutions décisionnelles qui restent intergouvernementales, et non pas des institutions propres à un État fédéral. Ça, ça me semble clairement établi, même si dans ces institutions, comment dirais-je, communautaires, il y en a qui sont le fer de lance de l'intégration, et là vous touchez en particulier à la Cour de Justice des Communautés économiques européennes, qui jouent en quelque sorte le même rôle que la cour Marshall, au XIXe siècle, dans son processus d'intégration national, et de développement même de la centralisation économique après le "New Deal", parce qu'au début la Cour suprême s'est opposée à cette centralisation économique dans le cadre des mesures législatives du "New Deal".

Donc, en termes de tendances, on revient à ce schéma, réintégration normative en termes de tendances indéniables, mais, par contre, je reviens là-dessus, en ce qui concerne l'appareil décisionnel, les institutions décisionnelles, en particulier le Conseil des ministres avec les différentes factions, plus le Conseil de l'Europe et, dans une certaine mesure, aussi la Commission, les éléments nationaux ou si vous voulez les rapports subsistants se font dans le cadre intergouvernemental, interétatique, "Staatenbund" comme on dit en allemand. C'est important, ce concept-là, qui est plus parlant que le terme français.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Alors, je vais, à mon tour, vous souhaiter la bienvenue à nos délibérations, M. Orban, et vous remercier pour votre présentation. J'ai l'habitude de dire: Pour savoir où l'on va, il faut savoir un peu d'où l'on vient, et je pense que vous nous avez fait une démonstration tout à fait riche à tous égards en matière historique de l'évolution des pays et des institutions; c'est toujours important, justement, qu'on s'alimente à l'histoire pour essayer de projeter à l'avant les changements que l'on souhaite voir intervenir.

Évidemment, vous comprendrez qu'avant de vous poser certaines questions et de revenir avec vous sur les sujets qu'on a abordés, je me permette un certain nombre de commentaires à ce moment-ci de nos échanges, pour vous rappeler, M. le Président, qu'il n'y a pas pire sourd que qui ne veut pas entendre. Et dans ce sens-là, ça m'étonne un peu que le député de Viger ose encore affirmer qu'il est imaginable qu'on puisse se voir proposer par l'État fédéral un certain nombre de pouvoirs qui permettraient au Québec d'agir dans les champs qui lui apparaissent pertinents à son progrès, à son développement, à son épanouissement et à son ouverture

sur le monde. Dans ce sens-là, vous nous avez fait, M. Orban, une démonstration très claire des États fédérés dont la tendance est très nette, à tous égards, à concentrer à tout le moins les pouvoirs en matière économique, et c'est vrai pour la Suisse, c'est vrai pour l'Allemagne, c'est vrai pour les États-Unis, ça été vrai pour le Canada. Les dernières offres sont une preuve absolument très claire, à cet égard-là, où au contraire on a, sous le couvert de nous dire qu'on décentralise certains pouvoirs ou qu'on rend aux provinces certains pouvoirs, à toutes les provinces d'ailleurs, au Québec ou aux autres provinces, dans les faits on propose des mécanismes de centralisation, des mécanismes de décision au plan économique qui vont plus loin que ce que l'on connaît actuellement dans le système fédératif.

Et aussi, il faut avoir une connaissance très courte de notre histoire, finalement, pour se dire qu'on peut imaginer que ça peut se modifier ce comportement-là. Pour avoir été membre du gouvernement et pour avoir travaillé à essayer de rapatrier le minimum, des pouvoirs minimaux en matière de main-d'œuvre pour permettre au Québec d'assumer ses responsabilités, on s'est toujours heurté à un mur absolument complet. Et il a été absolument impossible, finalement, d'obtenir ces pouvoirs qui nous étaient utiles pour continuer à construire nos politiques.

Quand j'entends dire que nous voulons détruire ou briser le Canada, et qu'on craint, advenant notre décision en matière de souveraineté, de voir l'éclatement du Canada, est-ce que cela veut dire que le Canada ne tiendrait ensemble que parce que le Québec y est? C'est un peu inquiétant pour le reste du Canada! J'ai plus confiance, moi, aux Canadiens à cet égard-là, qui ont sûrement un minimum de solidarité qu'ils veulent continuer à pouvoir exercer avec leur État, et même qu'ils l'exerceront probablement mieux à leur mesure à ce moment-là. Et c'est un peu ce que disent actuellement les intellectuels canadiens-anglais qui se sont manifestés un peu plus ces jours derniers et qui disent: Bon, finalement, essayons d'arrêter de voir ça comme une catastrophe que le départ du Québec. Ça nous permettra, nous, de nous ressaisir et de continuer à nous définir ce pays qui nous ressemblera davantage et qui répondra davantage à nos besoins. Et dans ce sens-là, moi, je n'utilise pas les termes "briser, détruire"; j'utilise, au contraire, le terme "construire" parce que je crois que nous pouvons construire, chacun d'entre nous, un projet qui va correspondre à nos besoins respectifs et nous permettre évidemment de répondre aux besoins de notre population dans une perspective, oui, d'interdépendance. À cet égard-là, c'est bien évident qu'il n'y a personne autour de cette commission qui irait, qui souhaiterait aller à l'encontre de cette réalité que vit l'ensemble des pays dans le monde, à savoir que nous avons des échanges, nous avons des inter-

dépendances qui risquent de s'amplifier, et non pas de se réduire dans le temps.

Toujours dans cette même veine, ça m'inquiète un peu quand un parlementaire québécois se met déjà en situation de faiblesse dans une perspective de négociation de dette avec le gouvernement d'Ottawa. D'abord, il faut bien se dire, et ce n'est pas inutile de se le rappeler, je pense, M. le Président, que cette dette, comme Québécois et encore comme Canadiens, nous l'assumons. Demain matin, comme pays souverain, nous continuerons d'en assumer une partie, comme nous en assumons déjà une partie. Et cela limite actuellement la marge de manoeuvre du Québec, qu'on le veuille ou non. On est part à cette dette. Bon. Et donc, dans ce sens-là, je dirais que le plancher, c'est zéro. Après ça, évidemment, les différents critères qui pourront s'appliquer seront pris en compte à l'intérieur d'une négociation où nous arriverons à retenir ce qui nous apparaît le plus juste et le plus compatible quant aux actifs ou aux contributions qu'on peut avoir faits par le passé à cette dette-là. Mais moi, ce qui m'inquiète, c'est qu'actuellement cette dette, elle grossit d'une année à l'autre. On nous annonce encore aujourd'hui que le déficit sera plus élevé de 1 000 000 000 \$ et un peu plus que ce qui avait été prévu par le ministre des Finances au moment du discours sur le budget. Mon collègue me dit 5 000 000 000 \$ de plus que l'année dernière. On se retrouvera avec 432 000 000 000 \$ de dette, alors moi je trouve ça bien inquiétant. Et je n'ai pas beaucoup de pouvoir comme parlementaire, comme membre du Parlement de Québec, de l'Assemblée nationale, sur les décisions qui se prennent pour continuer à augmenter cette dette. En fait, je n'en ai pas, bon! Dans ce sens-là, ça m'inquiète pas mal plus qu'un projet qui permettrait aux Québécois de se prendre en main, qui permettrait aux Québécois d'avoir tous leurs outils pour pouvoir se développer.

(16 h 15)

Ça m'apparaissait important de faire ces remarques, parce que j'ai toujours l'impression qu'on rapetisse un peu ce qu'on peut être et comment on peut se projeter en avant et comment on peut, finalement, construire un Québec à notre mesure, lorsqu'on a ces attitudes de crainte ou de peur et qu'on part en perdants. Moi, je pense qu'il faut toujours partir en gagnants. Et nous avons autant intérêt, c'est-à-dire que les Canadiens ont autant intérêt que nous, à trouver des accommodements à cet égard, soit à l'égard de la dette ou soit à l'égard d'institutions ou d'outils communs nous permettant de vivre cette interdépendance et de préserver le principe auquel on souscrit tous ici, qui est la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux.

Alors, soyons un peu ce que vous nous suggérez, soyons un peu audacieux. On a discuté

depuis un bon moment, depuis deux jours maintenant au moins – on l'a fait un peu par le passé au moment de la commission Bélanger-Campeau et autrement – de la Communauté économique européenne, de ses institutions, de ses outils, etc. Vous nous avez fait une excellente démonstration, à savoir qu'il y avait une volonté d'intégration économique, et vous avez été beaucoup plus nuancé sur l'intégration politique, qui avance plus ou moins à pas de tortue et n'avance pas nécessairement vers un système fédéral. Et probablement que la meilleure preuve est dans la proposition qui avait été d'abord déposée à Maastricht – on dit comme ça: Maastricht? – et qui suggérait justement qu'on introduise dans le traité, et je cite la phrase qui est ici, les dispositions communes: "Le présent traité marque une nouvelle étape dans le processus graduel menant à une union à vocation fédérale". Et les analystes, ici, de la commission nous rappellent – dans un texte qui nous a été déposé pour les fins de nos discussions – que la référence à la vocation fédérale de l'Europe est remplacée par l'engagement de créer une union de plus en plus intégrée où les décisions seront prises le plus près possible des citoyens. On a retiré cette référence au fédéralisme. Dans ce sens-là, est-ce qu'on peut dire, est-ce qu'on peut interpréter que les États membres de la Communauté ont aussi ces craintes, que l'on pourrait avoir éventuellement, de se voir intégrés d'une façon beaucoup plus significative que ce que ces États voudraient bien décider de mettre en commun à l'égard de la Communauté, et donc qu'on a souhaité, au moment de ce traité, de cette nouvelle entente, retirer cette référence à la notion de fédéralisme politique, dans le fond? Ça, c'est un premier volet de ma question; j'en aurai d'autres. Mais toujours dans le sens de ce que vous suggériez, d'être audacieux, est-ce que vous-même vous avez imaginé le type d'institutions, le type de liens, le type d'outils que l'on pourrait développer pour gérer l'espace économique – je ne parle même pas d'union économique – Québec-Canada?

Quant aux analyses que vous avez pu faire d'autres institutions, vous nous avez longuement parlé du Conseil nordique quand vous étiez venu devant la commission Bélanger-Campeau. Vous y avez fait référence un peu tout à l'heure; est-ce que c'est un modèle qui pourrait être plus inspirant pour nous que celui de la Communauté?

**M. Orban:** Touchant la première question qu'on a abordée, qu'on a triturée plusieurs fois...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Orban:** ...à satiété, presque, ce serait intéressant que je vous fournisse une bibliographie d'auteurs de trois langues différentes, notamment Labouz, en France, plusieurs auteurs britanniques et un auteur allemand aussi. Tout

change, justement. L'évolution actuelle de la Communauté économique européenne, c'est le problème de la souveraineté nationale, donc touchant l'évolution vers un État fédéral, je dis bien un État fédéral. Et je ne crains pas de dire que la quasi-unanimité dit qu'on ne va pas vers un super-État fédéral.

**Mme Marois:** Qu'on ne va pas! C'est ça.

**M. Orban:** Qu'on ne va pas. Il y a un article qui a été publié, je ne sais pas si c'est dans la Revue du Marché commun ou dans la revue *Le Fédéraliste*, qui est publiée en France et qui a été fondée, je pense, par Alexandre Marc, en tout cas, le titre c'est "Non à un super-État fédéral". Donc là, je pourrais faire une démonstration avec les nombreuses coupures de presse, les photocopies de chapitres, de conclusions qui vont dans ce sens-là. Ça, je pourrais l'étayer facilement. Je pense même que ce qui a été dit ce matin par M. Noël va dans ce sens-là et c'est le grand point d'interrogation. Ça, c'est le minimum qu'on fasse. Mais affirmer qu'on va vers un super-État fédéral, c'est non! Je pense que c'est fort important pour notre débat, ça.

Maintenant, à la question de ce qu'on pourrait mettre en place comme institutions communes...

**Mme Marois:** Ou comme outils communs.

**M. Orban:** ...ou comme outils communs, je dois dire que je n'ai pas assez d'éléments en main pour élaborer quelque chose de précis parce que, encore une fois, ça va dépendre de la conjonction, ça va dépendre des interlocuteurs, de leur état d'esprit, de ce qu'ils veulent comme association. Est-ce que c'est le minimum, libre-échange, ou bien est-ce que ça va sur l'union monétaire avec tarif commun extérieur, ce qui est beaucoup plus contraignant? C'est ce choix-là, de modèles, qui va déterminer la nature et la profondeur des institutions communes.

Si on prend le libre-échange comme on l'a entre les pays nordiques, on aura une superstructure qui sera très légère. Celles de l'institution du Conseil nordique sont très légères et sont une sorte de confédération où on décide à l'unanimité, où les propositions sont faites dans des réunions des ministres et chacun retourne devant son Parlement et on s'efforce d'escamoter ou d'éliminer tout ce qui est conflit. Donc, on ne se met d'accord que sur les choses où il y a vraiment beaucoup de chance que ça passe dans les législations nationales.

Ça, c'est un modèle. C'est un modèle qui est beaucoup moins contraignant parce que c'est un système de libre-échange. Et les pays jouent, je le répète, plusieurs cartes à la fois. Et c'est pour ça que le Conseil nordique perd un peu de son importance. On a réussi à harmoniser

beaucoup de politiques, notamment en matière de politiques sociales, où d'ailleurs les pratiques sont très proches les unes des autres. On a harmonisé beaucoup de choses, notamment en matière de transport, de normes, etc. Mais par contre, jusqu'ici, les cinq pays nordiques ne constituent pas un marché commun avec un tarif commun extérieur. Ils n'ont pas une monnaie commune. Chacun a sa propre monnaie. Ils s'en trouvent bien et ils fonctionnent en fonction de leurs intérêts.

Je vois la Finlande. La Finlande fait une partie importante de son commerce avec l'ex-Union soviétique et c'est vraiment très riche pour elle parce qu'elle exporte des produits manufacturés, des brise-glaces, des tracteurs, etc., et elle importe du pétrole. Donc, c'est vraiment l'inverse de ce que l'on observe dans les petits pays par rapport aux grands pays. Ici, c'est vraiment le grand pays qui fournit la matière première et le petit pays qui exporte des produits manufacturés. Et elle joue en même temps la carte de la Communauté économique européenne dans son commerce avec l'Allemagne, entre autres. C'est intéressant de voir les statistiques du commerce norvégien avec l'Union soviétique, avec l'Allemagne, avec d'autres pays du Marché commun, mais surtout l'Allemagne, et puis avec les autres pays de la région. Plusieurs cartes donc, je le répète, association des pays nordiques, libre-échange et puis, en même temps, avec l'ex-Union soviétique, et puis avec la Communauté économique des accords particuliers. La même chose en ce qui concerne la Norvège.

Alors, trouver un modèle – comment dirais-je? – unique, ça me semble très difficile. Mais, en tout cas, je reviens à ma première question: Quel type de rapports économiques veut-on avec le reste du pays, minimums ou maximums? Si on veut le maximum, là, nous aurons des institutions supranationales contraignantes, limitant considérablement notre marge de manœuvre, mais quand même dans un processus qui serait, je dirais, binational, "biétatique". Je sais bien que c'est difficile à faire fonctionner. Mais je me demande si c'est plus difficile à faire fonctionner qu'un ensemble aussi hétéroclite que les 12 pays, plus ceux qui vont venir s'ajouter. J'ai l'impression que c'est plus facile parce que – bon, il y a évidemment la question de la langue – il y a quand même toute une série de traditions communes, il y a un réseau de communications, etc., beaucoup de choses qui sont communes. Je prétends – je vais peut-être à contre-flanc en disant ça – que c'est plus facile de faire fonctionner une dyade, comme on les appelle, une dyade avec ces deux États-là que l'énorme bric-à-brac de la Communauté économique européenne. Parce qu'à beaucoup d'égards c'est un bric-à-brac. Quand on voit les disparités, par exemple, entre le Portugal et l'Allemagne ou le Luxembourg, c'est un rapport de un à quatre. Et là, il est beaucoup plus difficile d'aller très loin dans

une intégration poussée jusqu'au bout. Il faut faire attention à ça. Il y a la superficie, c'est vrai et ça fait tache d'huile, mais on va se heurter à un certain moment aux disparités régionales qui sont extrêmement importantes. Qu'on pense par exemple en matière sociale, en matière d'éducation, etc. Il y a une énorme différence entre la qualité de l'enseignement supérieur de certaines régions appauvries de l'Europe et puis celle, par exemple, des pays plus développés comme le Benelux, l'Allemagne, la France, etc. Et on retrouve même ces disparités à l'intérieur de certains États comme la Grande Bretagne. Donc, je me répète, ça dépend de la densité des rapports économiques qu'on veut avec le restant du pays. Et ça, ça ne dépend pas seulement de nous mais de l'autre interlocuteur. Si l'autre interlocuteur, après une phase de frustration compréhensible, ne veut pas cette densité, eh bien, c'est sûr qu'il y aura des conclusions à tirer quant à la nature des institutions communes ou pas communes.

**Mme Marois:** Oui, je...

**M. Orban:** C'est pour ça que je ne sais pas répondre à ça. Il y a trop d'éléments inconnus. Admettons que ça marche dans le sens d'une plus grande intégration, à ce moment-là c'est sûr que la Communauté économique européenne pourrait nous aider quand même un petit peu... un peu.

**Mme Marois:** Oui, c'est ça. Entre autres...

**M. Orban:** Mais il faudra inventer autre chose quand même.

**Mme Marois:** C'est ça, je pense entre autres au Conseil des ministres où ce sont les ministres de chacun des pays qui se réunissent après que, si j'ai bien compris, les chefs d'État ont donné des coups d'envoi assez clairs, ou des signaux assez clairs. À partir de là, le reste se met en branle. Mais ça ne commande pas ce moyen-là, de Parlement, avec des législateurs...

**M. Orban:** Non.

**Mme Marois:** ...qui viennent des deux États membres. Ce n'est absolument pas le cas. Et je comprends, et vous avez sûrement raison de dire qu'il y aura une phase de transition ou il y aura une certaine forme de frustration qui s'exprimera. Mais, à cet égard, l'analyse que je peux faire à ce moment-ci de par la connaissance que j'ai un peu de tous ces processus de prise de décision, c'est que nous vivons dans des États démocratiques, à partir du moment où la décision est prise démocratiquement, si on veut respecter cette décision-là je crois qu'on devra s'engager dans un processus de négociation de toute façon, malgré qu'on ait quelques frustrations. Et d'autre

part, pour cette inquiétude que certains ont qu'il y ait un phase de transition qui soit très difficile à vivre, je pense qu'on a déjà eu des signaux très clairs de décideurs économiques, entre autres, qui ont dit: Écoutez, le jour où la décision est prise, nous, on va aller se retrousser les manches puis on va participer à la construction de ce pays-là. Ça, c'est le message qu'on a pu entendre et qu'on entend toujours sur toutes les tribunes. Et c'est souvent lorsqu'on a justement un objectif commun et quelque chose à construire qu'on est les plus performants et qu'on atteint les objectifs les plus significatifs et les plus intéressants. Donc, moi, cette phase de transition, à partir du moment où la décision est prise d'une façon démocratique, je crois qu'elle peut se passer, au contraire, avec des gains dynamiques non seulement à moyen et à long terme mais même à court terme; évidemment, devant se pencher pendant cette période aussi sur les outils — je dis "outils" parce que je crains toujours "institution" pour ne pas retomber encore dans cette espèce de volonté qu'on pourrait avoir de se reconstruire une autre fédération, nouvelle mode, à laquelle je ne crois plus à cause du prix que l'on paie pour être déjà dans une fédération.

Juste un dernier commentaire sur lequel je voudrais peut-être un peu vous entendre. C'est assez intéressant de regarder ce qui se passe du côté de l'Europe de l'Est. Vous l'avez vous-même un petit peu mentionné sans vous arrêter trop sur cette question-là, que les pays membres de l'URSS, de l'ex-URSS ont senti le besoin pour mieux, évidemment, continuer, je dirais, à rétablir un nouveau type de liens avec les États nouveaux ou les États naissants ou ceux qui étaient déjà là, mais qu'on avait un peu gommés politiquement, ils ont senti le besoin de se débarrasser de leur gouvernement de l'Union. C'est un petit peu ça qu'on constate actuellement.

(16 h 30)

J'entendais, encore cette semaine, dans le cadre des Jeux olympiques, dire: On ne sait pas ce qu'on va retenir comme façon de bien identifier les gens qui viennent de l'Union soviétique parce que, maintenant, ce sont des pays différents les uns des autres, etc., et on s'appelle le Conseil des États indépendants, actuellement. Mais on a senti le besoin de remettre en question ce gouvernement de l'Union, pour évidemment, j'imagine, mieux se resituer dans une perspective de construction — pas de destruction, mais de construction — de nouveaux liens permettant que l'interdépendance soit profitable à l'ensemble des États, des nouveaux États. Je ne sais pas si, sur ça, vous avez un certain nombre de commentaires. Évidemment, c'est tellement près de nous, et vous avez pris un long moment pour nous expliquer que c'était important parfois d'avoir du recul, alors c'est peut-être trop près actuellement, ce qu'on peut observer.



**M. Orban:** D'abord, il faut dire que l'expérience de l'Union soviétique est diamétralement opposée à celle qu'on a eue dans les quatre États fédéraux.

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. Orban:** C'est pour ça que, quand j'ai fait mon étude sur le fédéralisme, je n'ai pas mis l'Union soviétique; pour moi, il n'y avait pas le minimum d'ingrédients permettant de parler d'une fédération. Dans une fédération, il y a quand même un minimum d'autonomie des provinces, des länders, des cantons, etc., et surtout un minimum de véritable respect des libertés. Donc, on n'avait pas ça.

Par contre, ce qu'on avait, c'est l'hypercentralisation, mais dans le sens négatif du terme parce que c'est une hypercentralisation faite par un parti unique. Donc, il n'y avait pas de parti d'opposition et puis en fonction d'une idéologie que je dirais totalitaire, même si le marxisme en soi n'est pas totalitaire. C'est même une déviation par rapport au marxisme. Donc, ça c'est un modèle, je dirais presque caricatural et extrême d'un État hypercentralisé et despotique qui a négligé de respecter les libertés individuelles et qui a sous-estimé l'importance, aussi, des nations, les nations ukrainienne, lithuanienne, estonienne, même si ce sont des toutes petites, et cet ensemble monolithique, c'est assez curieux, a sauté d'un seul coup parce que c'est un monolithe, et une pierre, ça saute d'un seul coup; on peut frapper longtemps, ça ne bouge pas, mais quand elle saute, elle saute d'un seul bloc; c'est vraiment une explosion monolithique. Je pense que c'est un bel exemple de ce point de vue là.

Évidemment, il y a eu tout un concours de circonstances d'ordre interne et international qui font qu'il y a une conjugaison des trois qui a provoqué l'explosion. Mais je dirais qu'un des facteurs quand même déterminants, surtout dans les dernières dispositions qui viennent d'être prises touchant la Communauté des États indépendants, c'est justement la dimension nationale, une dimension nationale qui, il faut l'avouer, est exacerbée parce qu'elle a été trop longtemps comprimée; elle est exacerbée, elle n'est même pas très sympathique, finalement, parce que, quand on voit ce qui se passe en Géorgie au niveau du traitement de l'Opposition, ce n'est pas très réjouissant. Mais plus on a été dominé, écrasé, exploité, plus on a tendance à reproduire le modèle dans lequel on a été exploité.

**Mme Marois:** Oui. Ça, c'est le comportement du dominé, effectivement.

**M. Orban:** Oui, du colonisé.

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. Orban:** Il y a beaucoup de littérature aussi là-dessus, le comportement du colonisé, où on copie le modèle même sans s'en rendre compte.

**Mme Marois:** On reproduit le comportement.

**M. Orban:** On le reproduit, même dans notre lutte.

**Mme Marois:** Oui, tout à fait.

**M. Orban:** Ça, c'est encore un élément psychologique important.

**Mme Marois:** Je voudrais laisser un peu de temps à mon collègue, le député de Labelle, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie. M. le député de Labelle, oui.

**M. Léonard:** M. le Président, M. Orban. Juste quelques mots, quelques remarques, simplement, plutôt qu'une question. Je vous remercie de l'étude comparée que vous avez faite, que vous nous avez présentée cet après-midi. Elle était excellente et, à mon sens, elle est venue à point, après tous les experts venus d'au-delà des mers nous parler du Marché commun.

Je pense qu'ils nous en ont parlé de façon très attentive; c'était excellent, mais ils parlaient avec leur réalité. Vous avez rétabli les choses correctement cet après-midi, dans leur juste perspective, et, à mon sens, vos remarques sont d'autant plus crédibles que vous connaissez bien la situation du Québec depuis un certain temps et, donc, vous avez eu le temps de l'approfondir, alors que les questions que l'on posait à des experts venus du Marché commun, évidemment, étaient posées en tant qu'experts du Marché commun, et j'ai très bien vu que, quand je leur ai posé des questions en relation avec la situation du Québec, ils n'ont pas voulu se commettre, ce en quoi ils avaient tout à fait raison.

Je comprends que de l'autre côté de la table, les gens d'en face essaient de renouveler leur "stock" d'images - c'est de bonne guerre, c'est très bien - et puis qu'ils essaient, certains essaient encore de soulever des peurs avec des si, si le Québec devient souverain. Ce n'est pas ça la question. En ce qui me concerne, c'est: quand il deviendra souverain, que ferons-nous? J'imagine bien qu'avec le peu d'imagination qu'ils démontrent sur ce plan, ce n'est pas à eux qu'on va confier les responsabilités quand cela adviendra. Alors, je vous remercie, d'autant plus que nous avons fait, depuis quelques séances, une étude de ce qui se faisait ailleurs et ce que vous avez fait, finalement, a été une vaste perspective et non pas une perspective tronquée mais une vaste perspective sur tous les systèmes qu'il y avait dans le monde occidental en ce qui con-

cerne l'organisation politique par rapport à l'organisation économique. Alors, je tiens à souligner votre excellente contribution à nos débats.

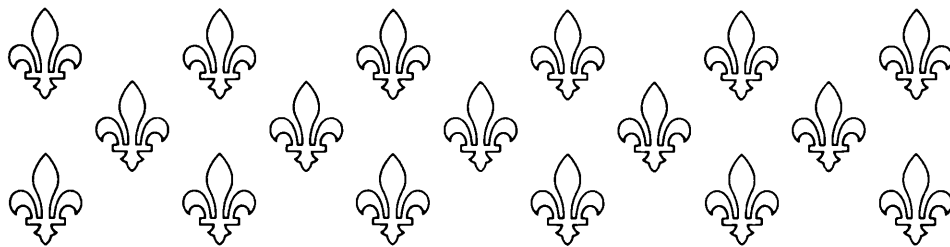
**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Est-ce qu'il y a d'autres interventions. Bien. Alors, M. Orban, nous vous remercions pour la contribution importante que vous avez faite à nos travaux et sur ce, je vais ajourner les travaux à demain mercredi le 29 janvier à 9 h 30 à la même salle, je crois, hein?

**Une voix:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, demain matin, donc, mercredi, 9 h 30, ici même. Merci et bonsoir.

(Fin de la séance à 16 h 35)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 29 janvier 1992 — No 23**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Audition d'experts	
M. Bernard Landry	CEAS-631
M. Gordon Ritchie	CEAS-660
M. Pierre-Paul Proulx	CEAS-675
Motion requérant le témoignage de MM. Carl Grenier, Jake Warren et Pierre Blais	CEAS-697
Mise aux voix de la motion	CEAS-700

Président: M. Guy Bélanger  
Président suppléant: M. Robert Thérien  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### Intervenants

M. Jacques Brassard  
M. François Gendron  
M. Henri-François Gauthier  
M. Jacques Chagnon  
M. Cosmo Maciocia  
M. Neil Cameron  
Mme Jocelyne Caron  
M. Robert LeSage  
M. Robert Benoit  
Mme Louise Bégin  
M. Jacques Léonard  
Mme Pauline Marois  
M. Guy Chevette  
M. Michel Després  
Mme Nicole Loiselle  
M. Maurice Richard

Témoins interrogés: M. Bernard Landry, Université du Québec à Montréal  
                          M. Gordon Ritchie, Strategico Inc.  
                          M. Pierre-Paul Proulx, Université de Montréal

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mercredi 29 janvier 1992

(Neuf heures trente-neuf minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Si on veut bien prendre sa place. M. le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue.

**M. Gendron:** Je m'excuse, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Ce matin, nous recevons le professeur Bernard Landry qui nous entretiendra sur les relations commerciales d'un Québec souverain. M. Landry, qui est professeur à l'UQAM... Oh, excusez, j'ai un petit problème de CV. Bon, alors, on ne l'a pas. De toute façon, je pense que M. Landry n'a pas besoin de présentation très élaborée. Il a été parlementaire ici en cette Assemblée nationale. Je le connais bien, il a été ministre de l'Industrie et du Commerce. Il a été aux Finances aussi, si je me rappelle bien, à la fin. Il est professeur à l'Université du Québec. Il est aussi vice-président du Parti québécois. Sans plus tarder, je cède la parole à M. Landry. Je pense que le reste parlera de lui-même. Bonne journée.

#### Audition d'experts

**M. Bernard Landry**

**M. Landry (Bernard):** Parfaitement. Merci, M. le Président. Je vous ai déposé une présentation écrite qui elle aussi parle d'elle-même et je voudrais, dans la partie orale de ma présentation, en faire ressortir quelques aspects plus pointus et peut-être un peu plus polémiques, parce qu'il y a beaucoup de gens qui sont venus vous rencontrer depuis le début de vos travaux extrêmement sérieux, soit dit en passant, sauf que vous ne serez pas étonnés si je suis en désaccord profond avec un certain nombre de vos interlocuteurs antérieurs. Et je vais essayer de le dire le plus simplement et le plus honnêtement possible.

D'abord, je voudrais y aller d'une affirmation assez globale que je vais justifier par la suite d'un certain nombre de démonstrations. Mon affirmation globale est la suivante: L'espace économique canadien n'est remis en question par personne, même dans le cas d'accession du Québec à la souveraineté. Je n'ai entendu, d'aucun horizon sérieux, ni des souverainistes, encore moins des fédéralistes, mais ni des décideurs économiques du reste du Canada, une demande pour fragmenter l'espace économique canadien. Cette constatation globale est assez facile à comprendre, car il y a des raisons tellement puissantes qui militent en ce sens que prétendre le contraire serait pratiquement absurde. La première raison c'est une raison

d'économie et liée au fondement même de l'activité économique, pas juste de la science économique, mais de la vie économique de tous les jours, et qui est que les consommateurs et les consommatrices requièrent dans tous les pays du monde, au moins dans les pays libres, de pouvoir se décider en fonction du rapport qualité-prix. C'est devenu une marque de la démocratie économique, sinon de la démocratie tout court, que les produits sont disponibles pour satisfaire aux besoins des gens qui y trouvent leur intérêt en payant le prix qui leur convient pour le produit qui leur convient. Un des exemples les plus spectaculaires de notre temps de cette vérité, c'est que les États-Unis d'Amérique, comme chacun le sait, sont, ce qu'on pourrait appeler, la patrie mondiale de l'automobile. On n'a pas besoin de rappeler la mémoire d'Henry Ford pour s'en convaincre. Or, la voiture la plus vendue aux États-Unis, c'est la Honda Accord, une voiture japonaise, parce que les consommateurs et les consommatrices des États-Unis d'Amérique choisissent le rapport qualité-prix qui passe avant l'amour très grand qu'ils ont pour leur patrie, même un certain nationalisme qu'ils peuvent avoir. Ce faisant, les consommateurs américains et consommatrices sont typiques des consommateurs d'Occident et des pays libres. C'est la première raison.

La deuxième raison, c'est une tendance mondiale dont on voit de jour en jour qu'elle est incompressible. Cette tendance est à la globalisation des marchés et à l'abolition des entraves à la libre circulation économique et même au-delà. Ça aussi, ça a dû vous être répété par plusieurs des témoins qui sont venus vous entretenir de ces choses. Ce serait presque fastidieux si j'insistais encore, lourdement, sur les 6 pays qui ont fondé la Communauté économique européenne, qui en ont entraîné 6 autres dans leur sillage pour passer à 12, et au cours de l'automne dernier, ces 12 sont devenus 19 par l'addition de 6 autres. Vous pourriez me dire: Il ne sait pas compter. Comment se fait-il que 12 plus 6 puisse faire 19? C'est parce que le petit Liechtenstein a décidé de s'ajouter aux 6 qui s'ajoutaient aux 12 pour faire 19 et pour créer – le nom est symbolique – l'Espace économique européen. Alors, les pays de l'ancienne EFTA, European Free Trade Association, qui étaient au nombre de 6, incluant, en particulier, la Suisse et la Suède, qui avaient déjà un accord de libre-échange avec la Communauté, ont fait un pas de plus pour former l'EEE, Espace économique européen; singulièrement, c'est le même mot qu'on emploie pour Espace économique canadien.

Ce n'est même pas fini, vous le savez tous et toutes, parce que les gens de l'EEE, pour plusieurs d'entre eux, ont déjà demandé l'Inté-

gration pure et simple à la CEE. Quand ça sera fait, ce ne sera pas tout. C'est un secret de Polichinelle que plusieurs des anciens pays de l'Est, sans compter évidemment l'Allemagne de l'Est qui a déjà rejoint automatiquement la Communauté par la fusion des deux Allemagnes, plusieurs pays de l'ancien Empire de l'Est relèquent du côté de la Communauté. Ça devient naturel pour la Hongrie, pour la Tchécoslovaquie, pour la Pologne, peut-être pour les trois Baltes et pour un certain nombre d'autres. Tout ça est limité au continent européen, mais le continent européen donne le ton. Il donne à ce point le ton que notre continent n'a pas échappé au mouvement, et le mouvement en Amérique du Nord, bien, il s'est traduit d'abord par le libre-échange Canada-États-Unis. Je fais une petite parenthèse.

(9 h 45)

Je trouve à peine compréhensible que des esprits chagrins au Canada préconisent qu'il faille revenir au protectionnisme. Ça défie l'imagination et l'entendement. Fort heureusement, cette tendance n'est pas particulièrement québécoise. Au contraire, au Québec, elle est minoritaire puisque le gouvernement et l'Opposition s'entendent sur la nécessité de l'ouverture des frontières. Mais dans le reste du Canada, parfois il me vient à l'esprit que certaines tendances sont presque suicidaires et, assez étrangement, dans les milieux dits de gauche. La gauche mondiale est libre-échangiste, les socialistes français sont libre-échangistes, les socialistes suédois sont libre-échangistes, le Labour Party britannique l'est devenu, et le Nouveau Parti démocratique du Canada se bat contre l'ouverture des frontières. C'est un problème majeur pour le Canada. Il ne faudrait pas que le Québec se laisse entraîner dans ce qui – je le dis en toute amitié pour le reste du Canada – me semble une aberration. Fin de la parenthèse.

Donc, sur notre continent aussi la globalisation a joué, États-Unis-Canada, mais aussi États-Unis-Canada-Mexique, négociations trilatérales présentement en cours. Mais plus que ça, le Venezuela a demandé de faire partie maintenant de ces négociations. Alors, on passerait de trois à quatre avec le Québec – dans un avenir assez rapproché je l'espère – à cinq avec le Venezuela. Mais ce n'est pas tout puisque le Chili a signé, il y a un certain nombre de mois, un accord avec les États-Unis. Le Chili, phénomène assez surprenant si on pense à l'histoire récente, a signé un accord avec les États-Unis qui conduit directement au libre-échange. Au cours, toujours, du mois de décembre dernier, les pays bolivariens-andins: Pérou, Équateur, Colombie, Venezuela, ont mis sur pied une organisation d'intégration les menant vers un marché commun. Quelques mois avant, d'autres pays un peu plus dans le cône sud, un très grand, le Brésil, un moyen, l'Argentine et deux petits, l'Uruguay et le Paraguay, avaient mis sur pied une autre

organisation d'intégration de marché commun qui s'appelle Merco Sur. Est-ce que j'ai besoin d'en ajouter tellement plus pour vous convaincre que, dans aucune circonstance, l'espace économique intégrée du Canada, incluant le Québec, l'Amérique du Nord et, éventuellement, comme certains le disent, du cercle polaire jusqu'à la Terre de Feu, ne sera pas remis en question? Ce serait aller contre la tendance planétaire la plus lourde actuellement. Même les anciens communistes qui viennent de reprendre massivement et en groupe leur souveraineté nationale n'ont pas l'intention de fracturer leur espace économique. Et ce ne sont pas des champions jusqu'à tout récemment de l'économie de marché et de la connaissance profonde des marchés et de la concurrence. Et, eux-mêmes ont compris. J'en conclus qu'en termes de marché, si eux ont compris, pratiquement tout le monde a compris.

Alors, je quitte ce champ de l'intégration économique mondiale pour invoquer un autre argument qui milite dans le sens d'un maintien étroit de l'espace économique canadien. Il tient au marché, c'est-à-dire aux ventes de biens et de services qui se font du reste du Canada vers le marché québécois et l'inverse. Un très grand expert québécois va me succéder à cette tribune. C'est le professeur Pierre-Paul Proulx. C'est un des meilleurs, sinon le meilleur. Alors, vous pourrez, sur tous les points techniques, lui demander son opinion et ses chiffres. Il a les meilleurs chiffres, les plus récents et les plus disponibles sur la question. Mais retenons, dès maintenant, que l'Ontario vend chaque année pour 3 000 000 000 \$ de plus au Québec que l'inverse. Et tout le monde sait qu'un vendeur qui ne veut pas vendre, ça n'existe pas. Ce n'est pas un vrai vendeur. Un vendeur dont l'ambition est de diminuer son chiffre d'affaires, ça n'existe pas non plus. C'est vrai pour l'Ontario comme c'est vrai pour le Québec.

Or, celui qui veut vendre doit acheter, parce qu'il ne pourra pas vendre à ceux qui n'auraient pas les moyens pour acheter et pour qu'ils aient les moyens pour acheter, il faut qu'ils vendent eux-mêmes. C'est ça la base de l'économie mondiale contemporaine. Donc, il est dans l'intérêt de tout le Canada de vendre au Québec, comme il est dans l'intérêt du Québec de vendre dans tout le Canada. Il y a 2 000 000 de consommateurs dans les Maritimes, par exemple, qui sont de nos bons clients. Ça veut dire que le Québec a intérêt impérieux à ce que les Maritimes soient prospères et à ne rien faire pour diminuer le niveau de prospérité des Maritimes, au contraire, il a intérêt à tout faire pour l'accroître parce qu'ils achètent de nous, et plus ces régions sont prospères, plus leur pouvoir d'achat sera grand. Voilà pour la question des marchés. Mais il y a une raison plus impérieuse encore, qui est celle des investissements.

Vous représentez, autour de cette table, diverses régions du Québec. Vous savez tous,

d'expérience vécue, que les investissements ontariens, au Québec, sont beaucoup plus lourds que les investissements du Québec en Ontario. Que ce soit en Abitibi, en Gaspésie, au Lac-Saint-Jean ou ailleurs, l'économie ontarienne a étendu – et c'est très bien comme ça, je n'y vois aucun inconvénient – ses tentacules commerciales vers le Québec. Cela est absolument parfait, mais ça crée la situation que le jour où un Ontarien négligent ou étourdi fait quoi que ce soit contre l'économie du Québec, il travaille contre sa propre économie. C'est ça aussi la conséquence de l'intégration. Noranda Mines, ça n'a pas son siège social dans la basse-ville de Québec, pour ceux et celles d'entre vous – et il n'y en a pas, j'en suis sûr – qui auraient pu le penser. Donc, l'économie ontarienne a intérêt, pour sa propre survie en termes d'investissements, à ce que l'économie québécoise soit prospère pour rentabiliser ses installations qui sont ici.

L'inverse est vrai jusqu'à un certain point. Beaucoup plus depuis la semaine dernière, remarquez. Parce que, là, on voit Bombardier – et je pense que tous les Québécois et Québécoises ont pris un certain plaisir à cette transaction – qui va se porter au secours du principal employeur industriel du Toronto métropolitain: De Havilland; dans d'excellentes conditions pour Bombardier, soit dit en passant. C'est ça aussi, la solidarité économique. Aujourd'hui, si la France fait quoi que ce soit contre l'Allemagne, elle agit contre elle et si le Québec fait quoi que ce soit contre l'Ontario, il agit contre lui-même.

Je vais invoquer un dernier argument au soutien de mon affirmation première. Ce dernier argument, il est dans les sondages, c'est intéressant, les sondages. L'un ou l'autre ne sont pas toujours vrais, mais la somme d'entre eux, généralement, dit la vérité; qu'on aime ça ou qu'on n'aime pas ça. Ma formation politique, de ce temps-là, aime ça. Mais quand c'est moins bon, qu'on aime ça ou qu'on n'aime pas ça, il faut les croire, les sondages. Or, les sondages sont surabondants dans les milieux d'affaires ontariens. Pour eux, le minimum, au cas où le Québec accède à la souveraineté, c'est le libre-échange. Ce qui confirme tout ce qu'on vient d'évoquer ici. Ils ont compris que le minimum c'est le libre-échange. En fait, sur le plan technique, le minimum, c'est déjà plus que ça parce que le minimum, c'est le GATT. Je crois avoir déjà dit devant une commission de notre Assemblée nationale qu'évidemment le GATT chercherait dans les premières heures de son accession à l'indépendance... Le Québec chercherait l'adhésion au GATT, qu'elle est automatique, à toutes fins pratiques pour les pays d'économie de marché, ce qui est le cas du Québec, et la seule présence du Québec et du Canada dans le GATT, parce que le Canada est un membre fondateur, assure déjà les protections minimales du GATT: Clause de la nation la plus

favorisée, utilisation des seules douanes comme moyen de protection permise et lutte pour la décroissance de ces douanes. Alors, je pense que tout cela a été compris par la classe économique, du moins de l'Ontario et du reste du Canada.

Deuxième aspect de ma présentation, je voudrais réfuter quelques-unes des légendes qui ont été proférées devant cette commission. Et c'en est presque drôle parce que certains de ceux qui vous ont dit ça ont pris des risques avec la réalité qui leur joue un mauvais tour aujourd'hui. Il y a quelqu'un et des gens qui sont venus vous dire ici que si le Québec se séparait, Norsk Hydro pourrait être poursuivie par les Américains. Vous vous rappelez de ça? Manque de chance, le Québec n'est pas séparé et Norsk Hydro a été poursuivie par les Américains.

Je vous dis en passant que je crois que la poursuite des Américains est futile et je crois qu'Hydro-Québec n'a jamais donné un sou de subvention à quiconque. Et la poursuite porte sur les subventions. Hydro-Québec a une politique de tarifs. On pourra y revenir plus loin. Mais là n'est pas le point. Il y a des gens qui ont prétendu que, si le Québec sortait du Canada, Norsk Hydro pourrait être poursuivie par les Américains. Le Québec n'est pas sorti du Canada et Norsk Hydro a été poursuivie par les Américains.

**M. Gauthrin:** C'est pas la seule énormité qu'on a entendue.

**M. Landry:** Pardon?

**M. Gauthrin:** C'est pas la seule énormité qu'on a entendue.

**M. Landry:** Eh bien, M. le député, je veux bien vous croire que cette Chambre n'est pas à l'abri des énormités et j'espère que toutes celles qui ont été proférées seront reprises tel que j'essaie modestement d'en revendre quelques-unes ce matin.

Une deuxième: tout ce qui touche Québec inc. Les Américains et d'autres n'alimenteraient pas Québec inc. Et si le Québec devenait souverain, Québec inc. serait l'objet de la vindicte d'à peu près tous les pays de la terre. Je suis, comme vous le savez, un partisan convaincu, actif depuis des années, de Québec inc. Ce qui fait la caractéristique de Québec inc., c'est la concertation des agents socio-économiques. Ce n'est pas l'intervention de l'État. Il est vrai que l'État québécois, assumant ses responsabilités, sous tous les gouvernements depuis la Révolution tranquille, ou à peu près, a été interventionniste. Sauf que, quand un Ontarien vient dire que Québec inc. serait dénoncé à cause de l'intervention de l'État, il habite une maison de verre, il lance des pierres en habitant une maison de verre. Vous savez qu'en Ontario le gouvernement s'occupe même d'une compagnie d'essence qui



s'appelle Suncor. Avez-vous l'équivalent au Québec? Vous savez qu'en Ontario le gouvernement est lourdement impliqué dans UTDC qui est l'équivalent ontarien de Bombardier. Notre gouvernement n'est pas lourdement impliqué dans Bombardier. Vous savez depuis la semaine passée à quel niveau le gouvernement de l'Ontario subventionne, avec le gouvernement d'Ottawa, le sauvetage de De Havilland. Le gouvernement du Québec n'a jamais fait ça, ni pour Bombardier, ni pour son antécédent Canadair.

Vous savez peut-être que, si, au Québec, l'électricité se vend au prix du marché et suivant une grille tarifaire d'entreprises d'Hydro-Québec sans un centime de subvention, ce n'est pas le cas dans l'histoire d'Hydro Ontario. Quelle est la source massive de production de courant électrique, en Ontario? Le nucléaire. Pensez-vous que le nucléaire s'est bâti suivant les règles de l'économie de marché? Le nucléaire a été lourdement subventionné par Atomic Energy of Canada, une agence que nous avons tous financée et qui a permis, à peu de frais, de faire le programme nucléaire ontarien qui fournit le courant à Hydro Ontario. Je n'ai pas de ressentiment pour ça, ils ont profité de la manne, tant mieux.

Mais avant de venir dire que l'économie du Québec est une économie subventionnaire qui serait dénoncée par les puissances étrangères, dont les États-Unis, je leur suggère de faire un examen attentif du niveau des subventions en Ontario, pour ne rien dire de ce qui se fait dans l'Ouest et dans les Maritimes. Je pense que vous avez compris, que c'est totalement légendaire de penser que le Québec ne jouerait pas le jeu de l'économie internationale alors que l'Ontario le jouerait. Les deux le jouent, et l'Ontario intervient plus lourdement encore que le Québec ne le fait.

Une autre légende et qui, là, est d'actualité, puisque, même les journaux de ce matin y font allusion, c'est à l'effet que le GATT ne s'appliquerait pas au Québec province, mais s'appliquerait au Québec État. Vous l'avez entendu, celle-là aussi, elle est évoquée dans les journaux de ce matin, et pas par des personnages de moindre importance. C'est une légende absolue.

(10 heures)

Un agent économique québécois est un agent économique canadien. Le Canada a signé le GATT. Les agents économiques québéco-canadiens sont soumis au GATT, même si le Québec n'a pas signé le GATT. Mais certains vont plus loin en disant: Oui, mais les agences publiques, elles, ne le sont pas. Mais je vais vous communiquer deux faits, un qui est de notoriété publique, qui a été connu dans les journaux, et un autre qui relève de l'expérience personnelle que j'ai eue et que le président a évoquée puisque j'ai déjà fait partie du Conseil des ministres.

Le premier, c'est que l'Ontario Liquor

Board – c'est très très gouvernement de l'Ontario, ça – a succombé au GATT. Il a été poursuivi et il a été condamné. Et ce que je vais vous raconter de mon expérience personnelle comme ministre du Développement économique, c'est que le Québec, lui, n'a pas succombé parce qu'il n'a pas attendu d'être condamné. Mais il a été blâmé par le GATT et il s'est adapté. Certains d'entre vous se souviendront peut-être que, pour le bon motif, pour aider l'industrie québécoise des vins, nous avons décidé de prendre une marge différentielle sur les vins fabriqués au Québec, à la Régie des alcools. Notre Société des alcools prenait une marge moins grande sur les vins fabriqués à ville de Laval à partir de concentrés que sur les vins importés de France, d'Italie ou de Californie. Évidemment, la France et les États-Unis d'Amérique ont protesté au GATT. Le GATT nous a écrit immédiatement en nous disant d'amender cette pratique, ce que nous avons fait avant d'être condamnés. L'Ontario ne l'a pas fait; il a été condamné.

Il est légendaire de prétendre que la province de Québec n'est pas soumise au GATT parce qu'elle ne l'a pas signé. La province de Québec est dans le Canada et les pressions du GATT s'appliquent sur nous comme sur les autres.

Évidemment, cette légende sera encore plus légendaire si le rapport Dunkel est adopté. Le rapport Dunkel, effort de dernière minute, parce que là, on est déjà plus d'un an et demi en retard sur la conclusion de l'Uruguay Round, effort de synthèse qui comporte, comme vous le savez, une tendance qui, à mon avis, est celle de l'avenir à l'effet que le concert des nations se réorganise actuellement. Les groupes qui seront reconnus comme des États nationaux auront un rôle important dans le concert des nations et pourront avoir des politiques économiques différenciées, des programmes de subvention, des programmes de stratégie économique, et les sous-États en seront exclus. C'est ça, la tendance qui se dégage du rapport Dunkel.

Est-ce que ce sera adopté ou pas? Nul n'est prophète. Espérons que les intérêts du Canada et du Québec seront les mieux servis dans cette affaire, mais ça illustre bien le danger pour un peuple de se satisfaire du statut d'une simple province dans le concert des nations.

Je vous ferais remarquer aussi que, si c'était faux à un premier titre et à un deuxième, ça le serait encore plus si le projet centralisateur d'union économique canadienne, tel qu'il est proposé par le gouvernement du Canada, se réalisait parce que là, évidemment, ça achèverait de liquider tous les pouvoirs stratégiques et d'intervention qui se seraient appliqués à bâtir le Québec et au virage technologique quand il a été publié, comme ça va s'appliquer aux grappes industrielles de vous savez qui, si la centralisation fédérale se fait ou si le rapport Dunkel est adopté.

Dernière légende à laquelle je voudrais m'attaquer, et là je pense que la plupart d'entre vous, des deux côtés de cette table, avez compris que ça en était une légende: les Américains ne signeraient pas le libre-échange avec le Québec. Il y a quelqu'un ici qui croit à ça? J'aimerais qu'à la période d'échanges on en parle. Pourquoi cette phrase est-elle absurde? D'abord parce que les Américains ont dit et redit au cours des 25 dernières années, et le président des États-Unis nous l'a encore dit hier dans le discours sur l'état de la nation: "United States of America are a free-trading nation"; point final. Ça a été repris par je ne sais plus combien d'experts américains, dont M. Dunkel, expert américain de l'université... pas M. Dunkel, M. Jockel! Ça finit par "el", mais ce n'est pas la même chose. Le professeur Jockel, St. Lawrence University, Upper New York State, expert du Québec et des États-Unis, qui l'a dit et écrit d'une façon claire. M. Peter Murphy, négociateur des États-Unis dans le libre-échange Canada-États-Unis, l'a redit. Parce que quand on cherche un accord de libre-échange avec un grand pays comme le Mexique, qu'on commence à discuter avec le Chili et le Venezuela et qu'on est la première puissance du monde, on ne se permet pas de façon fantaisiste de dire: S'il y a un nouvel État qui naît, je ne négocierai pas le libre-échange avec lui. Alors, j'espère qu'il n'y a plus personne qui croit à ces fadaïses. D'autant plus surprenant, d'ailleurs, que certains éléments du Canada anglais qui sont contre le libre-échange nous menaçaient de perdre le libre-échange. D'après leur logique, ils nous menaçaient de devenir mieux. Ils disent que le libre-échange est mauvais, puis dans un même souffle ils nous menacent de le perdre. Donc, ils nous menacent d'un soulagement à un mal. Si vous voyez la contradiction; et on l'a entendu des dizaines de fois dans le reste du Canada.

Autre légende, qui est une espèce de "sous-légende" parce qu'elle s'applique aussi au libre-échange. Elle dit: Oui, oui. — ils ont été obligés d'admettre devant la surabondance de preuves que les États-Unis négocieraient le libre-échange avec le Québec — mais ils ont ajouté: Ils vont négocier dur. Où est-ce qu'ils vous ont dit de négocier quoi? C'est quoi un traité de libre-échange? Essentiellement, c'est l'abolition des douanes entre deux espaces économiques et l'engagement à ne plus les rétablir. C'est le coeur d'un traité. Et c'est ça Canada-USA, le traité. Est-ce que les douanes sont abolies? Non, on a mis un calendrier de 10 ans. Mais en l'an 1999, à l'aube de l'an 2000, il n'y aura plus de douanes entre le Canada et les États-Unis à cause du traité de libre-échange. C'est le coeur d'un traité. Il n'y a rien à renégocier de ça, c'est l'essence même. Tu fais le libre-échange ou tu ne le fais pas. Si tu le fais, tu en gardes le coeur, et le coeur c'est l'abolition des douanes. D'autant plus que pour qu'un traité de libre-

échange, qui est une exception à la clause de la nation la plus favorisée, soit accepté et approuvé par le GATT... Il doit l'être, vous savez, ça. Pour avoir un marché commun et une zone de libre-échange, il faut faire approuver ça par le GATT, parce que ça viole le premier principe du GATT qui est la clause de la nation la plus favorisée. Pour ça, il faut que le nouveau traité soit non discriminatoire. Alors, ce serait même contraire au GATT d'essayer de renégocier d'une façon plus dure avec le Québec que ça a été négocié avec le Canada. D'autant plus que quand on dit: Les Américains vont vouloir renégocier, on fait allusion à Québec inc. Vous vous en souvenez. On dit: Parce que, soi-disant, vous subventionnez, tout ça... Ouais, mais ça, ce n'est pas dans les négociations du traité que ça se fait. Le traité a établi des tribunaux pour décider de ça. Si jamais il était vrai que le Québec subventionnait — et dans le cas de Norsk Hydro, ce n'est pas vrai — si jamais c'était vrai, ce n'est pas un traité entre Québec et les États-Unis qui dirait: Norsk Hydro fait ceci. Un traité est général. Le traité dirait: Aucun des deux États, suivant notre code des subventions qu'on est en train de rédiger — on s'est donné un délai de cinq à sept ans pour rédiger le code — ne peut faire ceci, ceci ou cela. Si le Québec jamais le fait, ou si les États-Unis le font, on va devant le tribunal. Il n'y a aucune ouverture à renégociation de quoi que ce soit.

Est-ce qu'il faudrait changer des mots dans le traité de libre-échange, dans le cas de la venue du Québec au concert des nations? Certainement. On pourrait changer le mot "deux" par "trois". Quand il dit: "Les deux pays désigneront les représentants", ça va être les trois; d'ailleurs, il va falloir changer encore pour quatre, à cause du Mexique. Il faudra peut-être changer pour cinq à cause du Venezuela. C'est une procédure de routine, là. On est dans le chiffage, on n'est pas dans les drames cosmiques. C'est ce que je voulais vous dire au chapitre des légendes.

Je vais conclure d'une manière plus positive en évoquant ce que, depuis des années, je crois être l'avantage mutuel du Québec et du Canada dans la réorganisation constitutionnelle et la souveraineté. En disant d'abord, que, si l'immense majorité de la population du Canada savait que la souveraineté du Québec veut dire le maintien des quatre libertés, la tension décroîtrait beaucoup. Plusieurs de nos compatriotes du reste du Canada sont nerveux parce qu'ils pensent aux indépendances et aux souverainetés du XIX<sup>e</sup> siècle ou du début du siècle présent, avec l'arsenal douanier, les barrières, les ruptures de charges aux frontières, les casquettes de douaniers et l'inspection des camions. Je comprends que, s'ils voient la souveraineté du Québec comme ça, moi, ça m'énervait drôlement, moi qui suis en faveur du commerce libre, de penser qu'un État pourrait être assez rétrograde pour

remettre des armées de douaniers à casquette pour inspecter le moindre camion. Ce n'est pas ça, les rapports modernes entre les pays. Entre des pays souverains de la Communauté économique européenne, vous savez qu'un conducteur de camion, qui part de Copenhague pour aller à Brindisi dans le sud de l'Europe, n'arrête plus aux postes frontières. C'est ça, la liberté de circulation des biens et des services. Quand on pousse ça un peu plus loin, on va à la libre circulation des personnes, ce qui est vivement souhaitable.

Le jour où nos compatriotes du reste du Canada sauront vraiment de quoi il s'agit, je suis sûr que ceux et celles qui sont déjà d'accord avec la souveraineté du Québec – et il y en a – le seront encore davantage parce que, là, ils vont cesser de voir cette chose comme une menace au Canada et à son efficacité économique. Ils vont plutôt voir un réaménagement d'intérêts mutuels pour les parties. D'où vient-il, l'intérêt mutuel? Ça, vous avez entendu parler beaucoup de ces questions-là; je pense que même le parti gouvernemental, si je songe au rapport Allaire en particulier et à un certain nombre d'autres documents, dénonce presque avec la même vigueur que nous les dédoublements et les incohérences. Non seulement ça coûte cher, de façon budgétaire, d'avoir des dédoublements, mais ça coûte cher d'une manière qu'on ne peut pas calculer à cause des luttes découlant de ces dédoublements. Un ministère de l'Agriculture, payé par vos taxes et les miennes, à Québec, luttant contre un ministère de l'Agriculture payé par vos taxes et les miennes, à Ottawa, ce n'est pas juste d'une façon budgétaire que ça coûte de l'argent. Ça coûte de l'argent en actions stériles. J'ai toujours pensé, moi, que les deux plus grands ministres de l'Agriculture de l'histoire du Canada... Il y avait Eugene Whelan et Jean Garon, deux géants de la politique agricole. Imaginez-vous si Eugene Whelan, ministre de l'Agriculture du Canada souverain, avait coopéré main dans la main avec Jean Garon, ministre de l'Agriculture du Québec souverain, pour aller illustrer notre position commune au GATT, est-ce qu'on en serait où on est là? Est-ce qu'on aurait eu ces incohérences, ces chicanes, ces querelles, ces frustrations de la part de nos producteurs agricoles? Vous savez que l'UPA n'a pas en odeur de sainteté le gouvernement du Canada et ses politiques. Si tout cela avait pu être coordonné, ce n'est pas juste le Québec qui aurait gagné, c'est le Canada aussi. Perte de temps, perte d'énergies, incohérence, perte d'argent.

Enfin, je termine en parlant de la tendance mondiale. Faussement, au cours des années soixante-dix, des Québécois éminents ont dit: La tendance mondiale est à la fusion des nations, les souverainistes sont à contre-courant. Vous l'avez entendue, celle-là? Est-ce qu'il est nécessaire de vous convaincre aujourd'hui que la tendance mondiale, elle est à la souveraineté

nationale? Le GATT, dont on a parlé à plusieurs reprises... Quand j'ai commencé à enseigner l'économie, il n'y a quand même que cinq ans, il y avait 94 membres. Il y en a 108 aujourd'hui parce qu'il y a des pays qui n'avaient pas signé le GATT et qui l'ont signé et parce qu'il y a de nouveaux pays qui sont nés. La situation internationale évolue tellement lentement...

Je termine sur une anecdote un peu plus légère. J'avais, en professeur consciencieux, préparé mes syllabus avant les vacances de Noël pour être prêt pour la rentrée. Vous savez c'est quoi les syllabus. Ah! le plan de cours, ce qu'on va dire là-dedans, tout ça. J'ai été obligé, au retour des vacances, de tout reprendre mes syllabus, même s'ils avaient été multicotiés à plusieurs exemplaires, parce qu'avant que je parte en vacances il y avait encore une URSS, et le mot revenait 30 fois dans le syllabus, et quand je suis revenu, il n'y en avait plus. Il y avait des États souverains. C'est ça la tendance mondiale. Le Québec n'échappera pas à cela. Le combat antisouveraineté nationale, c'est lui qui est devenu le combat rétrograde. Le combat progressiste, c'est intégration économique, d'une part, et contrepoids à ce rouleau compresseur de l'intégration économique, car c'en est un contrepoids, par les souverainetés nationales. M. le Président, c'est ce que je voulais vous dire pour amorcer la pompe de vos savantes et de nos savantes délibérations.

(10 h 15)

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Les premières questions, c'est le député de Lac-Saint-Jean. M. le député.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. Je voudrais remercier d'abord M. Landry pour son exposé avec le talent habituel qu'on lui connaît et aussi la clarté dans ses propos. J'aurais quelques questions, évidemment, à vous poser, en faisant référence aussi à certaines personnes qui ont défilé devant nous avant votre venue. Concernant, entre autres, l'espace économique canadien, je pense que votre exposé est tout à fait clair. Les Interrelations... C'est tellement tricoté serré sur le plan économique, particulièrement entre l'Ontario et le Québec, que, d'évidence, la conclusion rationnelle est celle que vous avez exprimée. C'est que l'intérêt mutuel est tellement fort, tellement évident que tout le monde a intérêt à s'asseoir, je dirais à la même table, et à préserver, à assurer la préservation et le maintien de cet espace économique Canada-Québec. Mais il y en a quand même plusieurs qui sont venus devant nous, et certains sont des économistes réputés – je pense à M. McCullen, par exemple, qui a fait une étude pour le compte de C.D. Howe – et qui ont, sans nier cette interdépendance économique, quand même affirmé et prétendu que la rupture politique résultant de l'accession du Québec à la souveraineté, donc, le retrait du Québec de la Fédération canadienne,

entraînerait au Canada anglais, provoquerait au Canada anglais particulièrement une onde de choc émotive telle que la passion, l'acrimonie, bref, les sentiments, la dimension affective serait tellement puissante, tellement forte qu'elle finirait par provoquer une espèce d'aveuglement au Canada anglais à l'égard de leurs intérêts économiques dont vous nous avez parlé.

Alors, ma question est évidemment très simple. Est-ce que, vous, vous croyez aussi qu'advenant une décision démocratique, majoritaire des Québécois de faire du Québec un État souverain, de faire du Québec un pays, donc, de quitter la Fédération canadienne, est-ce que vous croyez que l'émotion qui serait provoquée par ce geste, cet événement au Canada anglais, serait d'une telle ampleur et d'une telle puissance qu'ils en arriveraient à adopter des comportements et à prendre des décisions qui iraient carrément à l'encontre de leurs propres intérêts économiques et, donc, qui auraient, comme vous l'avez mentionné un peu au tout début, un caractère suicidaire en quelque sorte?

**M. Landry:** Franchement, je ne peux pas le croire, et je vais essayer de dire pourquoi puis en faisant aussi des nuances. Un économiste fédéraliste affiché Canadien ou "Canadian" qui vient vous dire ici: Il va y avoir des vagues hautes comme la maison, vous pourriez lui dire: Vous êtes tellement fédéraliste que vous avez intérêt à dire ça. N'est-ce pas? Il veut faire peur. Vous pouvez me dire, à moi, si je viens vous dire: Il n'y a aucune vague, ça va être la mer étale: Vous avez intérêt à dire ça, vous êtes souverainiste.

Prenons la pire des hypothèses, que la vérité est au juste milieu. Ça réduit tout de suite pas mal l'ampleur des vagues. J'ai discuté de ça la semaine dernière avec un Canadien qui connaît bien la question, un Canadien éminent qui s'appelle David Peterson, ancien premier ministre de l'Ontario. Ce n'est pas une conversation privée; elle va passer à la télévision de Radio-Canada anglais, dans les semaines qui viennent; je ne sais pas quand, mais c'est plusieurs minutes de débats. Il y a Brian Peckford, il y a David Peterson et d'autres. J'ai dit à mon illustre interlocuteur: Vous, David, le lendemain, "the day after", allez-vous être du côté des excités, des agressifs, ou si vous allez être du côté de ceux qui veulent que ça s'arrange en douceur? Ah bien! évidemment, il a dit: Moi, vous me connaissez, je suis... - Il n'y avait pas de vous ni de tu, c'était en anglais. You know me, je suis un honnête homme, je suis un modéré. Mais les autres ne sont pas comme ça. Mais si on les prend un par un, les décideurs du Canada anglais, et qu'en pleine face on leur dit: Allez-vous crier au meurtre? Allez-vous vous exciter? Allez-vous vouloir ruiner l'économie du Canada et du Québec? Ils disent tous non. Alors, où sont-ils, qu'ils se lèvent ceux qui disent: Non,

moi, je suis prêt à couper mon niveau de vie en deux parce que je suis fâché? Ça, c'est le premier argument. On n'est pas prophètes ni les uns ni les autres.

L'autre argument c'est que les mêmes causes produisent généralement les mêmes effets et l'histoire, sans être absolument pareille d'un pays à l'autre, est transposable dans ses grandes lignes. Alors, prenons l'histoire des 50 dernières années, au début des 50 dernières années et à la fin. Au début, qu'est-il arrivé il y a 50 ans? Il est arrivé que le conflit le plus sanglant de l'histoire humaine s'est terminé dans les conditions que vous savez, laissant l'Europe de l'Ouest en ruines morales, en ruines physiques. L'appareil de destruction détruit. Qu'est-ce qui s'est passé dans les mois qui ont suivi la guerre? Après avoir laissé 50 000 000 de morts sur le terrain, il s'est produit que la France, l'Allemagne - deux des principaux belligérants - plus la Hollande qui était en partie détruite, plus le Luxembourg, plus la Belgique, plus l'Italie qui avait été un belligérant, ont mis sur pied la Communauté européenne du charbon et de l'acier; dans les mois qui ont suivi l'horreur de la Deuxième Guerre mondiale. Et puis quelques années plus tard, je ne reviens pas là-dessus, il y a eu le traité de Rome et l'intégration économique.

Il me semble qu'il ne faut pas être grand clerc pour penser qu'entre l'Ontario et le Québec, où jamais un coup de feu ne fut tiré aux frontières - sauf par des armes de chasse et sur du gibier - on pourrait avoir plus d'amertume que la France et l'Allemagne qui se sont affrontées deux fois en 50 ans. J'ai pris ma première anecdote, qui est plus qu'une anecdote, une référence, au début du dernier demi-siècle. Je vais en prendre une à la fin: l'empire soviétique. L'empire soviétique se défait. Des pays immenses, plus grands que le Canada, deux ou trois fois plus grands que le Canada, naissent: l'Ukraine, la Russie, le Belarus et les trois baltes. Est-ce que l'acrimonie a duré plus que deux jours? Qu'est-ce qu'ils font aujourd'hui, ces pays-là qui étaient l'URSS il y a six mois? L'Ukraine a voté il n'y a pas plus que 12 ou 15 mois pour rester dans l'Union, et a revoté il y a quelques mois, pour en sortir. Ils discutent de partage des actifs, même s'ils n'ont aucune tradition démocratique. L'Ukraine n'en a jamais eu de gouvernement démocratique, de son histoire, au sens où on l'entend. Ici, dans cette Chambre, ça fait deux siècles qu'on pratique la démocratie et en Ontario ça fait aussi très longtemps. Qui peut sérieusement prétendre que l'Ontario et le Québec vont être moins, entre guillemets, "civilisés" dans leurs rapports que l'Ukraine, la Russie, le Belarus et ainsi de suite? Il me semble que j'en ai assez dit pour établir une prépondérance de preuves du côté de la thèse, tout en reconnaissant que nul n'est prophète, que tout cela se fera dans une grande harmonie.

**M. Brassard:** En d'autres termes vous estimez que, je dirais, ces bouffées d'émotion qu'on connaît présentement, ces accès de passion ont une dimension largement stratégique...

**M. Landry:** Bien oui.

**M. Brassard:** ...dans le sens où c'est, pour une large part...

**M. Landry:** Prenez vos exemples.

**M. Brassard:** ...dans le but de faire pression ou d'exercer une certaine influence sur la décision collective des Québécois.

**M. Landry:** C'est fait de bonne foi, mais c'est ce qu'on appelle de la logomachie: la bataille par les mots. Et il y en a des deux côtés, je l'admets. Prenons un exemple bien plus simple que ça. Vous vous souvenez des minutes et des semaines, des mois d'après Meech, des deux côtés de la Chambre, vous vous en souvenez d'après Meech; ça a été la désolation et un niveau de frustration élevé chez les Québécois, sentiment de rejet, etc. Est-ce que les ventes de Ford ont baissé au Québec – et on ne fabrique pas de Ford au Québec – est-ce qu'on a cessé d'acheter? 95 % de l'industrie de l'automobile du Canada, GM, Ford, Chrysler, toute la bande, 95 % sont en Ontario. Est-ce qu'on a eu un ressentiment? Est-ce qu'il y a des gens qui ont mangé moins de bœuf de l'Ouest?

**M. Brassard:** On n'est pas retourné à la voiture à cheval.

**M. Landry:** Pardon?

**M. Brassard:** On n'est pas retourné à la voiture à cheval.

**M. Landry:** Mais non parce que les gens, vous-même, moi-même, comment est-ce qu'on se décide dans nos achats? Qualité-prix, n'oubliez pas ça.

**M. Brassard:** J'aborderais une autre question. Ça revient souvent dans nos travaux. Je vous l'avouerai bien sincèrement. On en a parlé encore hier avec des experts qui sont venus nous entretenir de la Communauté économique européenne... avant aussi. C'est toute la question, évidemment, du rapport intégration économique, intégration politique, dans le sens suivant. C'est que, bon, comme vous venez de le faire, il y a beaucoup de personnes au Québec ou ailleurs qui favorisent le maintien de la fédération, donc, qui sont fédéralistes, et qui disent qu'ils font à peu près la même analyse que vous faites en ce qui a trait à l'espace économique Canada-Québec, qui font état des interrelations du marché commun, qui existe, de l'union monétaire, qui existe, et

qui disent et qui affirment que l'intégration économique est telle qu'elle doit nécessairement s'accompagner d'une intégration politique tout aussi complexe et tout aussi profonde.

C'est, entre autres, un peu l'opinion souvent partagée par ce qu'on appelle nos amis d'en face qui font une corrélation très parfaite entre l'intégration économique et l'intégration politique et que, si on s'entend pour maintenir l'espace économique Canada-Québec, en allant au-delà du libre-échange, en allant non seulement vers l'union douanière, mais vers un marché commun et même plus, comme c'est la volonté de ma formation politique, vers une union monétaire, le maintien de la même monnaie, du dollar canadien, et donc, qui prétendent qu'aller aussi loin, en termes d'intégration politique, que ça commande, ça exige une intégration politique de même nature, tout aussi profonde et tout aussi complexe, et que donc – il y en a évidemment qui n'hésitent pas à conclure que cette intégration politique ressemblerait à ce qui existe présentement, au sein de la fédération canadienne – et donc disent: Alors, pourquoi prétendre vouloir la souveraineté du Québec quand on souhaite une intégration politique aussi profonde et aussi complexe que c'est le cas présentement?

**M. Landry:** Ça c'est un radeau de sauvetage, cette thèse-là. Que l'Europe s'intègre – on ne peut pas avoir une intégration économique sans intégration politique – sur lequel s'est embarqué, il y a de nombreuses années, notre premier ministre, en tout respect pour lui. J' imagine qu'il croyait à cette thèse.

**M. Brassard:** Il y croit encore.

**M. Landry:** Pardon?

**M. Brassard:** Il y croit encore.

**M. Landry:** J'ose espérer qu'il n'y croit plus parce que le radeau a coulé dans la mer du Nord, à la hauteur de la ville de Maastricht, dans la première semaine de décembre. La dernière rencontre européenne, la plus poussée dans la voie de l'intégration, c'est Maastricht. Il a été question de la monnaie commune avec un calendrier. Il a été question de donner un coup d'accélérateur comme c'était décidé par l'Acte unique européen où le marché va être encore plus fluide à partir du 1er janvier 1993. Tout cela est vrai. Mais avez-vous entendu dire après Maastricht ou découlant des documents de Maastricht que la France allait abandonner son siège aux Nations Unies, au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale? Avez-vous entendu parler que le consulat français, à Québec, était pour fermer, ou que l'Ambassade de France, à Ottawa, allait fermer après Maastricht? Avant Maastricht, la France, la Grande-Bretagne et le petit Luxembourg étaient des États souverains, et

ils le sont encore.  
(10 h 30)

Est-ce que notre premier ministre, en tout respect, encore une fois, pour sa fonction et pour lui-même, a besoin d'autres arguments pour débarquer de son radeau englouti sous les eaux? Il s'est servi de ça, il a spéculé sur l'Europe pour essayer de nous donner un démenti. Ça fait longtemps qu'il est allé étudier en Europe. Peut-être qu'à cette époque-là, il y a des gens qui l'ont convaincu que la France allait s'abolir elle-même, et la Belgique; il a peut-être cru ça. Mais là, les faits sont devant nous. Et la tendance mondiale, je le réitère, en Europe comme ailleurs, ce n'est pas à l'abolition des États nationaux, c'est à la naissance et à la consolidation des États nationaux qui sacrifient une partie de leur souveraineté nationale dans les mains d'ensembles supranationaux, mais supranationaux, par ailleurs.

Je vais faire une autre petite comparaison. J'aimerais ça, entendre des commentaires. Quand on dit: Le Québec dans le Canada, c'est comme la France dans l'Europe, il y a une grosse, grosse erreur. Il faudrait revirer la comparaison en disant: Si l'Europe était comme le Canada, la France serait un land allemand, la France serait l'égale du Bade-Wurtemberg, comme le Québec est l'égale de l'Ontario, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Alberta. Il faut comparer les choses comparables. Ce qu'on a en Europe, c'est une formule avancée de coopération harmonieuse entre États souverains, et rien ne laisse présager...

J'ai lu les comptes rendus de vos experts, dans les journaux seulement, par ailleurs, je vais essayer de lire les textes, demain. C'est hier qu'ils sont venus, je crois. Mais je crois qu'aucun d'entre eux, si je comprends bien les rapports de presse, n'a prétendu que Maastricht était la fin de la Grande-Bretagne, de la France ou du Luxembourg. Si le Canada est sincère, le premier ministre du Canada en particulier qui dit: Le Canada, c'est comme l'Europe, c'est intégré, qu'il nous donne le statut de la Hollande en Europe, à l'intérieur de son Canada réorganisé, qu'on fasse un marché commun avec le Canada souverain et le Québec souverain. On va accepter ça, j'imagine. Je crois que ça ferait l'unanimité des deux côtés de la Chambre, si c'était proposé par le Canada demain matin. S'ils sont sincères, qu'ils le proposent!

**M. Brassard:** Ça vient peut-être aussi du fait qu'il y a une certaine confusion autour de l'expression "intégration politique". Chez beaucoup d'interlocuteurs qui utilisent cette expression-là, l'intégration politique signifie et égale "mise en place d'un État fédéral", alors que l'intégration politique peut prendre toutes sortes de formes. En Europe, elle a pris la forme de la coopération intergouvernementale d'États souverains qui le demeurent. C'est une expression qui

génère de la confusion...

**M. Landry:** Tout à fait.

**M. Brassard:** ...parce que pas assez précise. C'est sans doute le cas de toutes les expressions qui sont trop générales.

Dernière question sur le GATT. Cette fois-ci vous portiez l'autre chapeau, vous portiez le chapeau du vice-président de la formation à laquelle j'appartiens aussi, et non pas celui d'économiste qui est votre profession. Vous êtes ici à titre d'économiste, cependant, et non pas de vice-président d'un parti. Mais il reste que vous avez exprimé une opinion sur le GATT en disant que, dans le rapport Dunkel, les provinces, les États fédérés se verraient imposer toute une série de contraintes nuisibles qui auraient des effets négatifs sur nos institutions, nos façons de se comporter sur le plan économique, nos politiques. Ce matin, je lisais la réplique du ministre des Affaires internationales du Québec, M. Ciaccia, qui vous répliquait en disant: Je comprends mal les souverainistes, puisqu'un Québec souverain serait également membre du GATT, serait également, lui aussi, soumis aux mêmes contraintes. Alors, pourquoi cette indignation? Je me fais l'avocat du diable, vous comprendrez.

**M. Landry:** C'est le contraire. Je vous remercie de la question parce que je pense qu'il peut être utile pour beaucoup de monde, sur le plan technique, qu'on y donne une réponse. C'est vrai que j'ai un double chapeau. J'essaie de coller à la technique, mais tous les techniciens sont toujours aussi collés à leurs opinions personnelles, ça, dans tous les horizons. Je n'échappe pas à cette règle.

D'abord, dans la logique du GATT, j'ai dit il y a 108 membres au GATT. Dans la logique du GATT, c'est pas mal plus facile d'en surveiller 108 que d'en surveiller 1000. Alors, ce que le GATT veut, c'est dire: J'ai 108 membres qui ont signé. Ceux-là ont le droit de faire ça, ça, ça et ça, mais je ne veux pas que, par des sous-États à l'intérieur de leur pays, ils refassent toute une série d'illégalités, aux yeux du GATT, qu'on ne sera pas capables de vérifier.

Ce que dit le rapport Dunkel, c'est que seuls les États nationaux pourront poser un certain nombre de gestes de portée économique et que les sous-États, s'ils le font, tomberont dans la catégorie des subventions spécifiques. Je vais élaborer un peu là-dessus. Vous savez qu'il y a des...

**M. Brassard:** ...peut-être illustrer par des exemples?

**M. Landry:** Oui.

**M. Brassard:** Oui.

**M. Landry:** Illustrer par des exemples. J'allais le faire.

**M. Brassard:** Ah, bon!

**M. Landry:** Vous savez qu'il y a des gens qui ont prétendu que notre système d'assurance-chômage au Canada était une subvention déguisée à l'industrie. Ça a été réfuté rapidement, pourquoi? Parce que ça s'applique de Halifax à Vancouver et à tout le monde équitablement et également. Ce n'est pas spécifique, c'est général. Quand c'est général, il n'y a pas de problème.

Ce que le GATT dit, c'est que tout ce qui ne s'applique pas de Halifax à Vancouver serait spécifique. Or, la SDI, ça n'a pas de juridiction à Vancouver, ça, ni à Halifax. Donc, c'est spécifique, donc, ce n'est pas permis. Voyez-vous? Et, dans l'esprit du GATT, c'est logique. Mais ça prouve que les groupes humains qui n'ont pas un État national, dans l'avenir, pourraient passer un mauvais quart d'heure parce que ce sont des États nationaux qui vont être considérés comme sérieux.

**M. Chagnon:** C'est la fin des États-Unis.

**M. Landry:** Pardon?

**M. Chagnon:** C'est la fin des États-Unis.

**M. Landry:** Non, M. le député. Ce n'est pas la fin des États-Unis parce que leur Constitution n'a pas été le résultat d'un pacte entre deux nations. Ils ont pris la précaution d'y inclure deux nations aux États-Unis, lesquelles? Vous avez l'air sceptique. Nommez-les moi.

**M. Chagnon:** ...l'Arkansas. Je peux continuer...

**M. Landry:** Ce n'étaient pas des nations.

**M. Chagnon:** Mais qui ont un pouvoir de...

**M. Landry:** C'étaient des États. Non mais, écoutez, vous connaissez peut-être, si vous ne connaissez pas ça vaut la peine de vérifier, ce qu'on appelle la clause fédérale aux États-Unis. Les États américains n'ont pas de juridiction internationale. Ils n'en ont pas. Quand le gouvernement de Washington signe un traité, il lie tous et chacun des États américains à travers la clause fédérale. Au Canada, ce n'est pas ça. Le Québec lui-même a signé des centaines et des centaines d'ententes de gouvernement à gouvernement sans passer par Ottawa et les ententes signées par Ottawa dans les secteurs de juridiction du Québec ne lient pas le Québec. C'est pour ça que dans le domaine du droit du travail, par exemple, on a été obligé de ratifier la convention internationale où elle ne s'appli-

querait pas. Alors, il y a une différence de nature, là, mais vraiment complète, entre le Québec et les États-Unis.

D'ailleurs, c'est la proposition européenne que M. Dunkel a reprise et non pas la position américaine. Sur ce point, vous avez raison. Je n'ai rien entendu de Washington jusqu'à ce jour, par ailleurs, mais la position Dunkel, c'est la position européenne. Alors, quand le ministre avait dit: Oui, mais les länders allemands... La proposition européenne n'a pas été faite sans que ne l'approuve le principal pays de la Communauté, l'Allemagne, où se trouvent précisément ces länders.

Il y a une autre chose qui est très bizarre dans l'argumentation du ministre, j'y vois une contradiction. Il dit que ce n'est pas grave si on n'est pas à la table. Regardez, le Japon est à la table et il n'a pas gagné sur la politique agricole. Donc, il conclut qu'il vaut mieux ne pas être à la table que d'y être alors que la vérité c'est que, c'est vrai que quand tu es à la table tu ne gagnes pas tout le temps, mais quand tu n'y es pas, tu ne gagnes jamais.

Une autre contradiction dans ce qu'a dit le ministre, comparé à son homologue, M. Bouchard à Ottawa, M. Benoît Bouchard, empêtré considérablement dans toutes ces questions, qui dit: Le Québec est trop petit, il ne peut pas gagner. Et le ministre québécois dit: Le Japon, à 112 000 000 d'habitants, ne gagne pas non plus. Alors, ni les petits ni les grands ne gagnent, je pense. Alors, revenons donc au gros bon sens dans ce tissu de contradictions. C'est que c'est mieux d'être un État souverain sur le plan international que d'être une province parce que si c'était mieux d'être une province qu'un État souverain, il y a beaucoup d'États souverains qui chercheraient le statut de province, et je n'en connais aucun qui le fasse.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. Merci, M. Landry, d'être devant la commission. Malheureusement, on n'a pas eu l'occasion d'avoir votre mémoire avant, parce qu'on aurait pu, à ce moment-là, avoir un peu de matière pour poser un peu plus de questions, dans le sens...

**M. Landry:** Quand vous est-il parvenu, M. le député?

**M. Maciocia:** On vient de l'avoir, là.

**Une voix:** À l'instant.

**M. Maciocia:** On vient de l'avoir, M. Landry.

**M. Landry:** Parce que ça fait quelques jours déjà que ma version est prête. Je m'en excuse

profondément.

**M. Maciocia:** On vient de l'avoir ce matin, alors vous comprendrez que c'est un peu en y allant à l'aveuglette...

**M. Landry:** Surtout que c'est assez technique dans bien des cas. Vous avez raison.

**M. Maciocia:** ...pour vous poser des questions, oui.

**M. Landry:** Oui.

**M. Maciocia:** Pour revenir sur la question du GATT, je pense que le ministre a déjà fait le point, mais il faudrait quand même établir un fait, que c'est très clair que le rapport qui a été déposé par M. Dunkel actuellement n'est pas final.

**M. Landry:** Très clair.

**M. Maciocia:** C'est un rapport qui doit être encore discuté. Vous savez même – je pense que vous êtes au courant – que ce n'est pas la façon habituelle de procéder du GATT, la façon dont le rapport Dunkel a été déposé.

**M. Landry:** Vrai aussi.

**M. Maciocia:** Et c'est à cause, justement, qu'il y a mécontentement et désaccord entre beaucoup d'États sur les items que contient le rapport Dunkel. Par conséquent, Dunkel a pris l'initiative de proposer un rapport, mais ce rapport-là doit être encore discuté parmi les parties. Puis il peut y avoir encore des amendements ou des changements à l'intérieur de ce rapport-là. Ça, c'est très clair, on ne peut pas le nier, c'est encore une possibilité.

On sait aussi – et ça, j'aimerais que ce soit très clair – que le gouvernement du Québec a toujours défendu avec fermeté cette position, qu'il n'est pas d'accord avec cette clause. Même si c'est une clause à interprétation, parce qu'il ne faut pas dire non plus que c'est une clause claire dans le sens de dire que la SDI, la Caisse de dépôt et autres seront pénalisées. C'est dans les possibilités, c'est vrai, mais seulement ce n'est pas clair. Et le gouvernement du Québec – je voudrais, tantôt, déposer la prise de position du gouvernement du Québec vis-à-vis de cette situation – dit très clairement, à la page 66: "Le concept de subvention doit être défini. Les critères retenus devront toutefois laisser aux gouvernements la marge de manoeuvre nécessaire pour atteindre leur objectif de développement économique". Ça, c'est la position qu'a toujours défendue le Québec. Et je crois aussi que c'est la position qui a été défendue par le Canada, parce que dans votre texte, à la page 7, vous laissez quasiment supposer que le gouverne-

ment fédéral était d'accord avec les propositions pour limiter la capacité du Québec d'assurer lui-même son développement économique. Et ça je ne peux pas être d'accord avec vous, M. Landry, pour une simple et unique raison. Quand vous faites cette relation avec la question que le Québec c'est une province, puis aussi avec les propositions fédérales qui sont déposées, c'est comme dire: Ottawa nous cache certaines choses pour ne pas réveiller les gens vers la souveraineté du Québec. D'après moi, ce serait complètement simpliste d'aller dans ce sens-là. Parce que je ne peux pas croire que le gouvernement fédéral aurait intérêt à cacher certaines choses, quand avec cette proposition-là – non, non, je vous explique sur cet aspect-là – sur cet aspect-là en particulier, ce serait de donner des armes aux souverainistes pour dire: Voilà une autre raison pour laquelle on devrait aller vers la souveraineté, parce qu'en étant un État souverain on ne serait pas soumis à cette clause-là. Alors, vous comprenez le raisonnement dans lequel je suis porté en lisant votre document, la question que je suis porté à vous poser. Vous dites aussi que les ministres des Affaires, de l'Industrie, de la Science et de la Technologie sont d'accord avec les propositions du rapport Dunkel. Mais je crois que dans les journaux de ce matin c'est complètement démenti, et même par le ministre Blais qui dit que ce n'est absolument pas vrai et que la position du Canada est celle de défendre la position du Québec. On doit y croire parce qu'on sait très bien qu'il y a des unions souvent entre les différentes provinces, entre autres le Québec et le Canada, justement pour défendre cette position à l'intérieur du GATT. Alors, je voulais seulement faire un peu le résumé de cette situation du rapport Dunkel. On espère tous, je pense, vous, moi, l'Opposition et le gouvernement, que cette clause soit changée et qu'elle ne soit pas soumise à interprétation parce que ça pourrait causer des problèmes, ça, c'est clair.

(10 h 45)

Ma question... Vous avez touché aussi la question de l'Europe. En touchant la question de l'Europe, M. Landry, vous avez dit tantôt: Donnez-nous aussi, à nous, un État souverain et on va accepter la même chose que les États européens avec l'union économique, et tout ça. On a eu trois experts qui sont venus devant cette commission hier et l'autre jour – entre autres M. Rasmussen et M. Noël, hier – où il a été très clairement établi – spécialement M. Rasmussen qui dit très clairement – qu'on s'en va, en Europe, vers une fédération. C'est très clair dans leur esprit. J'ai posé la même question à M. Noël, hier, que vous connaissez très bien, l'imagine, parce que ça a été, comme on dit, le treizième ou le quatorzième commissaire de la Communauté économique européenne. Il me dit justement: Quand vous dites que Maastricht, ce n'est pas une fédération, la France, ce n'est pas



devenu un Québec un länders, je suis d'accord avec vous, mais il faut bâtir d'où on est parti. On est parti de zéro et on est rendu à Maastricht où, actuellement, nous disait M. Noël, le gouvernement européen ramène des droits de légiférer vis-à-vis des 12 États. Même ce Parlement-là, il aura le droit, très bientôt, de légiférer. Alors, on est parti de zéro et on est arrivé à un Parlement européen qui aura même des droits législatifs. Vous allez comprendre qu'à ce moment-là, il y a tout un partage de souveraineté qui se fait actuellement entre les États membres de la Communauté économique européenne.

Alors, est-ce que, d'après vous, un Québec souverain... Je me réfère à des experts qui sont venus devant la commission et qui nous ont dit très clairement, entre autres, M. Yvan Bernier qui nous a dit: Même si un Québec souverain, s'il voulait garder le même espace économique, le même milieu économique qu'on a actuellement avec le Canada, il faudrait absolument qu'au GATT et qu'au libre-échange il y ait une seule voix avec le Canada parce que... On a l'exemple même de l'Europe où, vous le savez très bien, M. Landry, qu'au GATT, il n'y a pas les 12 pays qui sont représentés au GATT, qui parlent au GATT, il y en a un. Il y a M. Delors qui parle. C'est sûr qu'il faut avoir une entente des 12; si c'est à la majorité ou à l'unanimité, ça dépend, mais il y a seulement une voix au GATT, il n'y en a pas 12. Je ne sais pas si vous êtes d'accord avec cette position-là, que beaucoup de spécialistes nous disent, que même si le Québec est souverain, il faudrait quand même, dans certains organismes internationaux, qu'il parle de la même voix avec le Canada.

**M. Landry:** Alors, commençons par parler du GATT. Vous en avez parlé au début, vous en avez parlé à la fin et on parlera de l'Europe aussi.

Il y a certaines choses que vous avez dites au sujet du GATT qui sont évidentes. Le rapport Dunkel n'est pas définitif. C'est une tentative ultime, non pas désespérée, mais de dernière minute, pour sauver l'Uruguay Round, qui aurait dû déjà être signé en décembre 1990, qui ne l'a pas été. La guerre du Golfe a tout perturbé, l'affrontement agricole Communauté - États-Unis a empêché une entente. Là, les parties ont supplié M. Dunkel. Il n'a pas pris l'initiative de faire un rapport, il en avait déjà fait qui n'avaient pas marché. Ils l'ont supplié de tenter de faire l'arbitre. C'est ça, le rapport Dunkel, qui a surtout inclus la proposition européenne pour le sujet qui nous concerne. Alors, c'est sûr que ce n'est pas fini. Mais quand vous me dites que le gouvernement du Canada a les mêmes vues que le Québec là-dessus, il y a une contradiction absolument inhérente dans les offres fédérales.

Les offres fédérales d'intégration économi-

que, c'est la canadianisation du rapport Dunkel. Est-ce que l'un a influencé l'autre? Vous n'êtes pas là, je n'étais pas là. Mais, il y a une chose qui est certaine, quand on apprend la teneur du rapport Dunkel, à la première page d'un grand journal quotidien, alors que la question de l'agriculture, elle, avait été largement débattue sur la place publique, on est en droit de penser que nos gouvernements, le gouvernement du Canada surtout puisque c'est lui qui est membre du GATT, ne nous ont pas convenablement informés. Et quand je dis nous, je veux dire les syndicats ouvriers, je veux dire les entrepreneurs, je veux dire les gouvernements et les experts de cette question dans les universités et les centres de recherche. Comment se fait-il que c'est un journaliste qui fait son travail et qui est respectable, M. Denis Lessard, qui apprend ça au Québec surpris que l'ensemble des interventions du gouvernement du Québec sont éventuellement menacées par un rapport qui n'est pas encore approuvé, mais qui pourrait l'être. Écoutez, pour ne rien vous cacher de ma pensée, je trouve ça scandaleux. Tout sur l'agriculture nous a été dit et, sur une chose qui est plus grande encore et qui englobe l'agriculture en plus, rien ne nous est dit, sauf par la une de *La Presse*, à cause d'une fuite journalistique. C'est d'une extrême gravité.

Une autre de vos affirmations sur le GATT. Vous regarderez dans la transcription, vous avez commis un petit lapsus et vous vous êtes auto-corrigé. Vous avez commencé par dire que les 12 n'étaient pas représentés au GATT. Les 12 sont représentés au GATT, vous le savez très bien. Les 12 ambassadeurs des 12 pays de la Communauté, comme représentants de leur pays, sont membres du GATT et ils sont présents au GATT. N'importe qui a pu les voir, de visu, à Montréal. La réunion de "mid-term" de l'Uruguay Round a eu lieu dans notre Palais des congrès, à Montréal, et tous les ambassadeurs...

**M. Maciocia:** Mais vous allez admettre qu'ils parlent par une voix seulement.

**M. Landry:** Ils se concertent.

**M. Maciocia:** Mais c'est ça.

**Une voix:** Bien oui!

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Landry:** Je suis tout à fait d'accord...

**M. Maciocia:** Quelle est la raison?

**M. Landry:** ...que Québec et Canada parlent de concert dans des instances internationales, après la souveraineté, en s'étant concertés. Je n'ai rien contre ça - c'est la logique - si c'est dans notre intérêt, mais...

**M. Maciocia:** Et, d'après vous, il n'y en a pas actuellement.

**M. Landry:** Bien, il n'y en a tellement pas que les fonctionnaires fédéraux connaissent le rapport Dunkel, qui est le rapport européen, depuis des mois et des mois et votre ministre en a entendu parler au mois de décembre.

**M. Maciocia:** Vous savez très bien, M. Landry, qu'il y a beaucoup de réunions qui se font entre le gouvernement fédéral, les entrepreneurs et autres pour, justement, discuter de ces sujets-là et, quand vous dites que ces gens-là ne sont pas au courant et ne sont pas mis au courant, je pense qu'on pousse un peu trop loin.

**M. Landry:** Qu'ils se soient mis au courant entre eux...

**M. Maciocia:** Même les provinces sont au courant, vous le savez très bien, ça.

**M. Landry:** Écoutez, M. le député, qu'ils se soient mis au courant entre eux, je ne suis pas en mesure d'en juger...

**M. Maciocia:** Mais c'est ça.

**M. Landry:** ...mais qu'ils n'aient pas mis l'opinion publique au courant, ça, je le sais parce que c'est un M. Denis Lessard, excellent journaliste de *La Presse*, qui l'a écrit à la une de son quotidien.

**M. Maciocia:** Quand?

**M. Landry:** Il y a quelques jours.

**M. Maciocia:** Il y a quelques jours. Ça veut dire que vous n'étiez pas au courant avant. Est-ce que vous êtes au courant qu'il y avait...

**M. Landry:** On a discuté jusqu'à plus soif de la question agricole. Tout le monde en parlait et c'était bien.

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Landry:** Et le rapport Dunkel qui menace l'essentiel de l'appareil d'intervention du gouvernement du Québec n'est nullement discuté avant le milieu de décembre. Bien, c'est ça que j'appelle...

**M. Maciocia:** Mais est-ce qu'il y a eu un document...

**M. Landry:** ...une négligence à informer le public.

**M. Maciocia:** Est-ce qu'il y a eu un document qui a été déposé avant décembre 1991?

**M. Landry:** Qui a eu quoi?

**M. Maciocia:** Un document qui a été déposé au GATT avant décembre 1991.

**M. Landry:** Je vous ai expliqué que le rapport Dunkel, il intègre la position de la Communauté économique européenne.

**M. Maciocia:** Elle a été présentée quand, cette position?

**M. Landry:** Ça fait des mois, m'ont dit les fonctionnaires fédéraux...

**M. Maciocia:** Mais voilà! Voilà!

**M. Landry:** ...qu'elle traîne dans le décor...

**M. Maciocia:** Ça fait un an.

**M. Landry:** ...privé. Bon. Et si vous voulez...

**M. Maciocia:** Mais, quand même, vous êtes au courant!

**M. Landry:** Si vous voulez être un peu astucieux, M. le député, vous allez comprendre qu'il est très facile pour un fonctionnaire fédéral qui a eu accès aux documents de la Communauté parce qu'il était à la table du GATT, de parler à un autre fonctionnaire fédéral qui rédige les offres sur l'union économique. Il n'y a pas une certitude; il y a une présomption de fait. Vous les avez, les offres fédérales, là. Je vous redis que ça ressemble comme deux gouttes d'eau à la position Dunkel. C'est l'introduction, dans la Constitution du Canada, de l'esprit du rapport Dunkel, c'est-à-dire que seul le gouvernement, entre guillemets, national du Canada est l'arbitre ultime des interventions économiques. C'est ça, les offres fédérales.

**M. Maciocia:** Mais vous êtes d'accord avec moi que ces offres – et c'est pour ça que je ne peux pas concevoir ce que vous venez de dire – ont été jugées inacceptables, pas seulement par le Québec sur l'union économique, mais par toutes les provinces ou la quasi totalité des provinces.

**M. Landry:** Écoutez, là...

**M. Maciocia:** Je ne peux pas concevoir qu'à un certain moment...

**M. Landry:** ...il n'est pas nécessaire d'être grand clerc là-dessus. Ce document n'est pas définitif.

**M. Maciocia:** Bien, voilà!

**M. Landry:** Il deviendra intégré au GATT

comme résultat de l'Uruguay Round quand les parties contractantes l'auront approuvé. Il n'y a pas de débat entre nous là-dessus.

**M. Maciocia:** Non. Sur les propositions. Je parle des propositions faites par le fédéral qui sont sur la table depuis le 24 septembre. Ces propositions sur l'union économique sont...

**M. Landry:** Elles sont en contradiction flagrante, M. le député.

**M. Maciocia:** Pas seulement ça, mais elles ne sont acceptées par personne à travers...

**M. Landry:** Votre propre gouvernement n'accepte pas les offres fédérales. Or, les offres fédérales sont en contradiction flagrante avec le désaccord exprimé par les ministres fédéraux sur le rapport Dunkel. Les offres fédérales sur l'union économique, c'est la canadienisation du rapport Dunkel.

**M. Maciocia:** Je ne suis pas d'accord...

**M. Landry:** Et comme c'est la position de la Communauté qui était connue des fonctionnaires fédéraux depuis longtemps, ils peuvent s'être parlé ou ne pas s'être parlé mais il y a une ressemblance étrange entre les deux approches.

**M. Maciocia:** Je ne suis pas d'accord avec vous. Mais, de toute façon...

**M. Landry:** Ça, ça ne m'étonne pas!

**M. Maciocia:** Non, c'est ça! J'ai une autre question à vous poser, parce que c'est très important qu'on sache exactement – moi, je ne suis pas un expert en économie – quelle est la différence entre – parce qu'on en entend toujours parler – espace économique et union économique? Pourriez-vous nous dire quelle est la différence entre ces deux mots: espace économique et union économique?

**M. Landry:** On pourrait dire qu'une union économique est la traduction juridique de la constitution d'un espace économique. Mais concentrons-nous sur la notion d'espace. La notion d'espace, c'est l'abolition des barrières, dans toutes la mesure du possible, entre les diverses composantes de cet espace, et la création d'un tarif extérieur commun, c'est-à-dire, une barrière tout autour de l'espace. Alors, on peut dire, de ce point de vue là, qu'il y a un espace économique canadien, car la douane canadienne fait le tour du Canada mais ne s'applique pas entre les diverses composantes du Canada. Il n'y a pas de douane entre le Québec et l'Ontario, mais il y en a une entre la France et le Québec.

**M. Maciocia:** L'union; c'est quoi?

**M. Landry:** L'union économique, c'est un document juridique qui constate l'intention, et les mécanismes, d'établir l'espace. Une des plus vieilles du monde c'est l'union économique belgo-luxembourgeoise qui est un mariage très, très intime entre deux États souverains, qui l'étaient dans le temps et qui le sont toujours: la Belgique et le Luxembourg. Ils ont pratiquement fusionné leurs économies. Et ça, ça dément la thèse de notre respecté premier ministre. Le Luxembourg et la Belgique, après la Deuxième Guerre mondiale, ont créé l'union économique belgo-luxembourgeoise sans fusionner leurs États, en restant des États souverains. Ensuite, ils sont allés un peu plus loin, ils ont créé un autre espace appelé Bénélux, avec la Hollande cette fois-là, qui s'est intégrée dans la communauté.

**M. Maciocia:** J'ai compris ça. Mais j'aimerais quand même que vous me l'expliquiez, parce que je ne l'ai pas compris. Probablement, il y en a d'autres, comme moi, qui n'ont pas compris pourquoi on fait, des fois, une différence entre espace économique et union économique. Par exemple, on essaie de parler d'espace économique. On dit non, disons union économique. On dit non, ce n'est pas une union économique ou ce n'est pas un espace économique. C'est quoi la différence?

**M. Landry:** Savez-vous ce que vous me demandez, là? Quelle est la différence entre une maison et le contrat d'achat d'une maison? Il y en a une qui est une réalité, puis l'autre, c'est un papier.

**M. Maciocia:** Mais est-ce que, vous, en tant que vice-président du Parti québécois, vous êtes d'accord avec un espace économique ou une union économique avec...

**M. Landry:** Moi, je suis d'accord avec les deux, parce que l'union économique c'est la traduction juridique de la constitution plus ou moins parfaite d'un espace économique.

**M. Maciocia:** Vous allez comprendre la question que je vous pose. C'est parce que, justement, un de vos membres, qui siège sur cette commission, n'a absolument pas voulu qu'on parle d'union économique, mais d'espace économique. Alors, c'est la raison pour laquelle je posais la question.

**M. Landry:** Parler de maison ou de contrat de maison, ça dépend à quel stade de la conversation on est. Est-ce qu'on parle avec l'entrepreneur en construction ou avec le notaire?

**M. Maciocia:** Mais c'est quoi...

**M. Landry:** Mais si vous pensez sauver le fond de votre thèse avec des nuances aussi ténues, je pense que vous n'allez nulle part.

**M. Maciocia:** Non, c'est parce que j'essaie de comprendre pourquoi on ne veut pas parler d'union économique, mais on veut parler d'espace économique.

**M. Landry:** Je veux en parler, moi. Je vous le dis. L'union, pour moi, c'est le document, l'instrument juridique constitutif d'un espace économique. Puis je vous ai donné les exemples belgo-luxembourgeois et le Bénélux.

**M. Maciocia:** Est-ce que le libre-échange, c'est un espace économique ou c'est autre chose?

**M. Landry:** Non, malheureusement, ce n'est pas un espace économique.

**M. Maciocia:** C'est une union économique ou autre chose?

**M. Landry:** Non, je vais vous dire pourquoi. C'est relativement simple. Si vous voulez savoir s'il y a une union économique entre les États-Unis et le Canada alors qu'il y a un traité de libre-échange, demandez-vous si les douanes canadiennes et américaines, face aux tiers pays, c'est la même. Si vous répondez non à ça, vous devez répondre: Il n'y a pas d'union économique, il y n'y a pas d'espace économique. Il y a une zone de libre-échange parce qu'on a aboli les douanes entre nous, mais on n'a pas un tarif extérieur commun. Je suggérerais qu'on en ait un, d'ailleurs. Ça simplifierait beaucoup de choses, mais on n'a pas pu y arriver encore.

**M. Maciocia:** Parfait, merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Abitibi-Ouest.  
(11 heures)

**M. Gendron:** M. Landry, rapidement. Je suis très heureux que vous ayez accepté de venir aux travaux de cette commission. Votre expérience vous permet sans doute de traiter les questions aussi fondamentales comme la capacité d'un Québec souverain de négocier, ou de participer, ou d'avoir un texte ou une entente de libre-échange, parce que même si l'Accord de libre-échange cause des problèmes aux Québécois, il ne fait aucun doute que, compte tenu de la mondialisation, compte tenu de plusieurs facteurs qui ont été exposés tellement souvent, un Québec souverain trouve également avantage à être membre d'un traité de libre-échange.

Vous avez dit, avec raison, qu'il y en a plusieurs qui prétendent que si jamais le Québec — ce que nous souhaitons le plus rapidement — accédait à sa souveraineté, ce serait inévitable, qu'il faudrait presque recommencer

une négociation. C'est la thèse de McCallum, de Courchene, de M. Ritchie qu'on va recevoir cet après-midi. Gordon Ritchie va probablement nous dire ça, lui aussi, que ce serait très difficile, que ce serait terrible et tout ça. Vous avez évoqué des arguments dans votre exposé, je pense, on ne peut plus clairs. J'aimerais ça vous entendre... Plus précisément, à la page 15 de votre mémoire, de votre exposé, du document qu'on a eu, vous êtes d'avis ou d'opinion que le Canada, dans la mesure où il y aurait une réouverture du traité de libre-échange, pourrait devenir un chaud partisan de l'élargissement du traité, au Québec, sans renégociation des grandes lignes de force ou des grandes orientations de l'Accord de libre-échange. J'aimerais ça vous entendre d'une façon un peu plus élaborée là-dessus. Sur quoi vous appuyez-vous pour être presque convaincu que même le Canada, dans un tel contexte, deviendrait un allié, pour nous, dans une thèse à l'effet qu'il n'y a pas lieu de reprendre l'ensemble des grandes lignes qui ont été élaborées lors du traité de libre-échange?

**M. Landry:** Oui, M. le député, je vais le faire avec joie et, avant, je voudrais donner une précision. On me dit que mon mémoire vous a été communiqué hier soir, à 18 heures, pour la simple raison que j'avais demandé qu'on y intègre les événements des dernières 24 heures. Ça va vite, là-dedans. Toute l'affaire du GATT, toute la partie nouvelle que vous avez sur le GATT, on a été obligé de l'ajouter à la dernière minute parce que les événements n'étaient pas arrivés. D'après les questions du député, il me semble que c'est un élément central puisqu'il a parlé longuement du GATT. Alors, voilà pourquoi. Je m'excuse d'avoir un mémoire plus complet et tardif; j'aurais pu en avoir un antérieur et moins complet. Alors, espérons que les inconvénients se compensent.

Pour la question du libre-échange et de l'attitude du Canada, d'abord, je présume que le gouvernement du Canada est en faveur du libre-échange. Il en a signé un avec les États-Unis d'Amérique et il a embarqué dans la négociation trilatérale avec le Mexique. Je présume qu'il s'agit d'un gouvernement libre-échangiste. En sera-t-il toujours ainsi? Je n'en sais rien. Il y a des tendances politiques, au Canada, qui sont moins en faveur, mais si les tendances actuelles se poursuivent, ils veulent le libre-échange.

Deuxièmement, ils ont négocié, de haute lutte, un certain nombre de clauses de protection culturelle dont ils ont plus besoin que nous. Le Québec a des protections naturelles pour la culture: la langue française, l'ensemble de sa culture, sa littérature, son théâtre, etc. Le reste du Canada est très vulnérable, ayant la même langue, voyant que la télévision américaine est plus présente au Canada anglais. C'est la triste réalité, triste, entre guillemets, s'ils aiment ça, c'est leur affaire. Elle est plus présente que CBC

English à Toronto, par exemple, les stations américaines ont de meilleures cotes. Ils ont réussi à faire passer des clauses de protection culturelle qui leur sont spécifiques et dont ils ont grand besoin. Si vous voulez jouer le jeu des réouvertures, peut-être que ça pourrait être réouvert, ça aussi. En général, quand on commence une négociation comme ça, tout est sur la table. Comme l'a dit Mme Carla Hills à plusieurs reprises dans les négociations avec le Mexique: On ne peut pas présumer d'une issue. Alors, le Canada a intérêt à ce que ce traité, qui est un excellent traité, soit ouvert aux tiers sans trop de modifications. C'est en ce sens-là que je prétends que le Canada sera un chaud partisan du statu quo.

**M. Gendron:** Merci. J'ai une autre question. Vous avez, au début de votre exposé laissé tomber... pas laissé tomber mais exposé sur plusieurs légendes, selon vous, selon votre expérience. Il y en a une, je pense, qui est répétée constamment. C'est que l'économie québécoise, essentiellement, serait une économie subventionnée, une économie de toutes sortes d'aide, de soutien. C'est important, parce que ça crée des résistances, ailleurs, sur des difficultés qu'on aurait. Parce qu'on serait tellement différent à cet égard-là, d'après les prétentions de certains éléments dans le reste du Canada et aux États-Unis, alors que, vous, vous avez indiqué assez rapidement qu'on n'avait pas besoin de creuser trop, trop, qu'on se rendait compte qu'il en est de même en Ontario. Il en est de même dans les Maritimes, il en est de même dans l'Ouest, au niveau de l'interne, pas nécessairement venant du Canada. Et j'aimerais ça que vous soyez en mesure de donner des exemples précis qui illustreraient que ce n'est pas vraiment à cet égard, très précisément, qu'on peut parler du Québec inc. Je pense que vous l'avez exposé tantôt.

Et en quoi vous ne voyez pas vraiment, si on avait l'occasion d'exposer d'une façon plus précise ce que nous sommes exactement, que cette légende tomberait rapidement parce que ce n'est pas la réalité québécoise.

**M. Landry:** Québec inc., est surtout basé sur — je l'ai dit — la concertation entre les agents économiques. C'est ça qui fait la spécificité de Québec inc., comme de Japan inc., d'ailleurs, et on pourrait dire d'un certain nombre d'autres inc., dans le monde, y compris la Bundes Republik, qui est supposée être un modèle de développement économique. Les syndicats allemands, les gouvernements, les industriels, ils ont des solidarités si serrées, comme les Japonais. Ils appellent ça des kieretsu. Ce n'est pas parce que le gouvernement donne de l'argent. C'est parce que le gouvernement s'assoit à la même table que les entrepreneurs, les banquiers, les syndiqués. Ils se donnent des

stratégies pour aller dans un sens ou dans l'autre.

Ça n'exclut pas les subventions. Des fois, il y en a. Surtout dans les domaines de la recherche et du développement, dans le soutien des nouvelles industries, des technologies de pointe. Le Québec le fait, mais je soutiens qu'il le fait moins que le gouvernement du Canada et d'Ontario. Le secteur nationalisé du gouvernement du Canada, c'est beaucoup plus important que le secteur nationalisé du Québec. Et le secteur nationalisé du Québec, il ne reçoit pas 0,50 \$ de la subvention.

Je redonne l'exemple d'Hydro-Québec. Hydro-Québec, vous savez combien le gouvernement du Québec a mis là-dedans à la nationalisation, deuxième tranche, en 1962, 350 000 000 \$. Avec ça, on ne pourrait même pas payer une partie des infrastructures nécessaires avant de commencer le chantier de la phase I de la Baie James. Donc, un kilowatt qui sort du réseau Hydro-Québec, il n'est pas subventionné, d'aucune manière. Il faudrait chercher dans l'histoire ancienne pour trouver à dose homéopathique, comme on dit, un élément de subvention. Il n'y a rien là. C'est une légende pure et simple.

Tandis que dans l'histoire du Canadien National, c'est une autre affaire. Et dans l'histoire d'Hydro-Ontario, c'est une autre affaire à cause de l'influence d'Atomic Energy of Canada sur la subvention. Dans l'histoire de Suncor, dans l'histoire d'Hibernia, ce n'est pas des recherches de détectives là. Ça traîne dans tous les journaux, ce que je dis là. Il est évident que l'intervention par subvention du gouvernement du Canada et même du gouvernement de l'Ontario, est plus importante que celle du Québec. Au Québec, la spécificité du modèle, et en cela il se rapproche du modèle japonais, du modèle allemand, du modèle néerlandais et suédois, c'est la concertation des agents économiques. C'est ça qui fait notre force.

Et ça traîne dans à peu près tous les bons textes aussi. Mais je pense que, ce n'est pas M. Porter, la semaine dernière, justement, qui a rendu hommage au Québec, le grand gourou de la gestion moderne américaine, qui a rendu hommage au modèle québécois, à cause de la concertation des agents. Mais comme on dit, "by the book", en suivant les règles d'économie de marché et non pas en subventionnant outrancièrement toutes les activités.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, c'est maintenant au député d'Orford. Il a dû s'absenter un instant. Alors, c'est M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I would like to begin by raising a few points about the historical analogies and differences between Canada and the United States. It is true that the United States, after 1865, is a profoundly

different country than Canada in terms of relations between the central government and the component parts, but the United States was not founded that way. On the contrary, from the creation of the United States, until the 1850's, it would be fair to say that the South was regarded as a distinct society, and numerous attempts were made to accommodate its differences through a variety of complex political compromises, and even a suggestion that laws would function differently within the seven states through a kind of nullification procedure than that existing elsewhere. It was the failure of these attempts that, in fact, led to the Civil War. After that, the integration of the United States was much greater. But the political question that this raises, which seems to me to be, at least, as significant as the economic questions which we have discussed so far, is: What is exactly the Canadian political interest in, what I grant, would be otherwise a very strong economic interest in continued integration, and in continued relations between Québec and the rest of Canada that involve the minimum of tariff barriers, internal restraints and so on? For example, however much there was a severe economic cost to the rest of Canada presented by, let us say arbitrary and possibly quite irrational tariff barriers or punitive devices, of one kind or another, presented to a new sovereign State of Québec – in the event that it should come about – surely one of the most powerful reasons that such measures would be likely to be introduced, even against the arguments of Toronto businessmen, major Canadian economists and so on, is precisely that to prove that the rest of Canada was a State at all, it would almost have to act in such a fashion.

If Canada responded to the removal of at least 20 % of its population, a substantial chunk of its area and, above all, remaining political, federal sovereignty over Montréal, with nothing but the immediate reaction – let us then proceed to have happier economic harmony together – both with each other and with the United States, and with the European Common Market, then, surely, the automatic response of people throughout the rest of Canada would be that Canada was not, in fact, a State and that its real logic would be not to stop there, but simply to move for immediate absorption by the United States of America. It could consider that alternative too, but if it did not consider that alternative, if the insistence was maintained that Canada, or what we would call rest of Canada, ROC, should remain a sovereign State, then this intensity of political response, it seems to me would be practically guaranteed. And I grant that the economic cost could be, in many respects, more severe for the rest of Canadians than for Québec. They could be undertaken anyway. Would you care to comment on that?

**M. Landry:** That is precisely why we do not want to rock the rock. Je pense que vous n'étiez pas là, mais vous avez peut-être entendu, à travers les systèmes. D'abord, parlons de l'image américaine. La question américaine a été introduite quand on a parlé de la clause fédérale. Il existe, depuis la guerre de Sécession, aux États-Unis, une clause fédérale qui fait que tous les États sont liés par ce que les États-Unis, au niveau fédéral, signent comme traité international, incluant le GATT. Alors vous pensez bien que pour reprendre la réplique que Scarlett s'était fait offrir, s'était fait répondre: Madame Carla Hills à Genève, "she really does not give a dam, frankly, my dear, about la situation à Atlanta, Georgia, il y a 150 ans. C'est aujourd'hui que ça se pose. À Ottawa, ce n'est pas pareil. L'ambassadeur du Canada à Genève n'est pas du tout dans la position de l'ambassadeur américain. L'ambassadeur américain, quand il signe, ça lie tout le monde, le Nevada, comme New York State. L'ambassadeur du Canada, quand il signe, ça lie le gouvernement du Canada, dans ses sphères de juridiction, et rien d'autre. C'est pour ça qu'on introduit la notion. D'autant plus que vous savez que les mots "deux nations", à part les incidents de la guerre de Sécession où il y aurait pu avoir, de facto, "two nations", n'ont jamais été employés en droit constitutionnel américain. Il y avait des États du Sud, confédérés, fédérés mais pas "two nations". Tandis que dans l'histoire du Canada, même des fédéralistes ardents, comme Pierre Trudeau, ont admis, à plusieurs reprises, par écrit et par oral, la thèse des deux nations. Ça fait une très, très grosse différence.

(11 h 15)

Quant à votre hypothèse de tarifs entre le Québec et l'Ontario, parce que le Canada voudrait imposer des tarifs, premièrement, je la crois absurde car elle suppose une série de formalités préalables qui tourmenteraient au cauchemar. Pour mettre des tarifs entre l'Ontario et le Québec, il faudrait que le Canada quitte la zone de libre-échange. S'il y a une zone de libre-échange Canada-États-Unis-Mexique-Québec, tu ne peux pas, à l'intérieur de la zone de libre-échange, mettre des tarifs contre ton copartenaire dans la zone. Alors, ça suppose une grosse grosse démarche. Le Canada quitte la zone de libre-échange continentale et il devient isolé dans un marché où il y a 7 500 000 de Québécois, il y a 250 000 000 d'Américains ou presque et il y a 85 000 000 de Mexicains. Et le Canada, avec ses 17 000 000, 18 000 000 de personnes, dit: Je me replie sur mon périmètre. Je ne crois pas que, même les instincts les plus suicidaires, puissent aller jusque-là. C'est comme celui qui se suiciderait en se poignardant et se tirant une balle dans la tête. Il y a un coup de trop là-dessus.

La deuxième formalité, qui n'est pas moindre: Pour traiter le Québec de façon dis-

criminateur, il faudrait que le Canada, après avoir quitté la zone libre de libre-échange, quitte le GATT. Vous voyez l'opération? Car, la première règle du GATT, c'est la clause de la nation la plus favorisée. Au GATT, même si tu es très en colère, tu ne peux pas traiter ton ennemi, sur le plan douanier, différemment de ton ami. Le Canada est membre du GATT, il ne peut pas dire: Je n'aime pas les Belges, ça va être 18 % de douanes contre les Belges; j'aime bien les Japonais, ça va être juste 5 %. Le Canada ne pourra pas dire ça du Québec non plus.

Je pense que ces deux arguments très, très puissants seraient suffisants pour vous convaincre que votre hypothèse est absurde. Je peux en rajouter quelques autres. Un qui découle de la sagesse populaire: Ces choses-là se jouent à deux. N'oubliez pas que l'Ontario vend pour 3 000 000 000 \$ de plus annuellement au Québec que le Québec ne vend en Ontario. Le jour où on commence à jouer ces parties, c'est ce qu'il y a de plus odieux dans le protectionnisme d'ailleurs et c'est une des causes pour laquelle la crise de 1929 a viré à la tragédie. Parce que, quand l'emploi s'est resserré dans un certain nombre de pays, ils ont mis des barrières autour pour se protéger, pensant qu'ils se guériraient de la crise. Qu'est-il arrivé? Les autres ont fait de même. Tout le monde s'est tiré dans le pied. Alors, je ne crois pas.

Vous avez entendu ce que j'ai évoqué de ma conversation avec l'ancien premier ministre de l'Ontario? Vous pourriez faire votre examen de conscience à vous aussi, M. le député. Un peu de prospective. Je ne vous demande pas de me donner la réponse tout de suite, mais, dans le cas de souveraineté du Québec, allez-vous, vous, être dans les destructeurs de l'économie? Allez-vous être dans les agressifs qui vont essayer de ruiner l'économie du Québec et du Canada? Même si vous êtes, et je comprendrais, profondément endeuillé par la souveraineté, comme on l'a été quand on n'a pas gagné notre référendum en 1980, allez-vous, vous, être un destructeur des compagnies ontariennes travaillant au Québec ou de Bombardier, possédant Dehavilland? Posez-vous intérieurement la question et vous allez voir que ce n'est pas si évident que ça, qu'on ne s'en va pas vers une mer d'huile "the day after".

**M. Cameron:** Well, I will take up the answer to the question as follows: To begin with, if a conclusion on my part, and for that matter I should say on the part of many people in the rest of Canada, was that it was impossible to do anything with the formal economic arrangements without destructive effect, then, what would be demanded instead was territory from Québec and, if neither territory could be gained nor economic punitive measures to be taken, the logical answer at that point would be to say not to let Québec become sovereign at all?

**M. Landry:** Yes, but I think it is not within anyone's reach, your last sentence. Because it is hurting frontally the very principle of the rules of behaviour between nations, the sacred right of nations to self-determination.

It is not only in the United Nations Charters, charters plural, the general and a couple of others but it is also in the tradition of the last centuries, I would say, the last years, of course the last months. Could you, honestly, and I assume, of course, your honesty, could you honestly believe that the aggressivity between Québec and Ontario would be greater than between Russia and Ukraine, or Lithuania and Russia, and so on, or greater than between France and Germany just after Second World War?

Generally, the same causes lead to the same effects. And I do not see why the Canadian population, which is democratic since many centuries... We have 200 years of democracy in that very room; and suddenly, the day after, everything is forgotten and changed? I cannot believe that!

As far as territories are concerned, unfortunately, you are switching ground totally. That is another story. Some answers are being given, I guess.

Je crois que le territoire du Québec, comme l'a dit notre premier ministre, est indiscutable et inviolable par quiconque. C'est le droit constitutionnel canadien qui dit ça, c'est le droit international, et c'est le bon sens. Mais je pense que vous ne m'avez pas entendu à cette commission surtout pour parler de cette question, qui est fondamentale, mais permettez-moi de n'en pas dire davantage là-dessus.

**M. Cameron:** I would answer the point about self-determination and democracy in the following way: First of all, these traditions of two centuries of what we refer to as democracy, in Québec and Canada, have precisely been that of parliamentary democracy and that, in fact, has been the kind that has shown it's capacity for endurance. It has not been "plebiscitarian", it has not been based on such devices as referenda, and it has not been based, even particularly, on the concept of self-determination as that evolved since the end of the 18th century. The concept of self-determination gained its greatest force after the First World War, when Woodrow Wilson put the power of the Americans behind it. But it is by no means clear after a century that it has been a success in either establishing or maintaining nations, Czechoslovakia being a classic case in point, Yugoslavia being another, and so on down the line. I would agree with you that the hostilities between long established traditional societies - in some cases older than, let us say, the Romanov Empire - like the Baltic States and Russia are of a far greater bitterness and

intensity than I would ever hope to see taking place between English-speaking and French-speaking Canada in any circumstances. However...

**M. Landry:** It is already something.

**M. Cameron:** ...I do not think that the situation is parallel. And I do not think it is by any means yet clear that, for instance, the future evolution of those new components, of whatever we call what used to be the USSR – or for that matter, even the States of Eastern Europe – will be one of happy harmony, comfortable economic development, and so on down the line. The evidence, in many cases, seems to be very much in the opposite direction. We do not have to assume catastrophe, war, total chaos or anything similarly dramatic in Canada. What I am talking about is a hostility of a kind that is sufficiently intense that it would produce very unfortunate results for both Québec and the rest of Canada. If that hostility cannot be manifested through things like formal trading agreements, then people will find enough ingenuity to apply that hostility some place else. That is why I shifted the ground, as you put it, to territory. It does not matter what ground is chosen, they will find one.

**M. Landry:** When you say "they" it is also something. It is excluding you.

**M. Cameron:** No...

**M. Landry:** It is good news.

**M. Cameron:** ...I include myself.

**M. Landry:** You mean that you will find, at any price, some ground to create chaos?

**M. Cameron:** No.

**M. Landry:** I do not believe that, no. And I am also absolutely sure that here in that room, and in the Québec society in general, you are the very illustration of the quality of our democracy, because you are a very thin minority.

**M. Cameron:** True.

**M. Landry:** Je ne crois pas qu'il y ait personne dans cette salle, sauf l'honorable député de Jacques-Cartier, qui pense que le Québec n'a pas le droit à l'autodétermination. Ça ne fait pas de discussion dans la société québécoise. Même à Ottawa, ça ne fait pas de discussion, surtout depuis 1980. Le premier ministre Pierre Elliott Trudeau lui-même a participé joyeusement à la campagne référendaire, on s'en souvient, sans jamais dire un seul instant qu'elle était illégitime, ou illégale, ou que le Québec n'avait pas le droit. Il a dit au monde de voter non et il y en

a un certain nombre qui l'ont cru, dont un très grand nombre le regrettent aujourd'hui. Mais...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Ça, c'est charrié.

**M. Landry:** M. le député, là, véritablement, vous avez parfaitement le droit de le faire et ce n'est pas déshonorant de le faire, ça m'est arrivé plusieurs fois dans ma vie, mais vous êtes dans une très petite minorité.

**M. Cameron:** Well, even such a savage political thinker as Lenin once said that everyone is in favour of peace, the question is always: Peace, at what price? Self-determination is something that is probably accepted to a certain extent by the most hostile elements in the English-speaking minority in Québec or in the rest of Canada, depending on what it means. It is exactly what it means, I think, we are trying to establish in this committee. For instance, if Québec produced an overwhelming majority on some kind of sovereignty referendum, of a kind that I think the world, Canada, the people of Québec and so on would say "had no possible ambiguity of meaning", then, the technical differences between that approach to democracy and that represented by Parliaments would not be very significant. But if, in fact, the situation is one where the provinces split and, in particular, where the minority populations are overwhelmingly against the decision taken, then, the issue becomes: Was this self-determination or was it an attack on another principle advocated in the United Nations, which is the territorial integrity of States?

**M. Landry:** On a un terrain d'entente, là, assez paradoxalement. Ce que vous avez dit au début de votre dernière intervention, c'est que les souverainistes ont le devoir de s'expliquer. Vous dites: Quelle sera la souveraineté? What sort? What kind? What is that all about? Ça, j'assume et les souverainistes assument, il n'y en a pas qu'au Parti québécois des souverainistes et au Bloc québécois, il y en a maintenant dans un autre grand parti politique québécois. Ces souverainistes assument la responsabilité de s'expliquer. Ça, vous avez tout à fait raison. Ça fait plus de 25 ans qu'on explique à l'intérieur du Québec et qu'on fait... En particulier, le président de notre parti, M. Parizeau, fait des efforts, avec l'agenda du chef de l'Opposition, pour aller régulièrement à Toronto, à Calgary et dans toutes les autres parties du Canada, pour dire ce que c'est. Là-dessus, je pense qu'on peut s'entendre.

J'ai dit, dans mon témoignage antérieurement, que je crois que plusieurs Canadiens, hostiles actuellement à la souveraineté, sachant véritablement de quoi il s'agit, vont voir leur



niveau d'hostilité décroître considérablement. Quand on évoque des choses comme la poursuite des quatre libertés, libre circulation, enfin, vous savez de quoi il s'agit, déjà la tension diminue pas mal. Quand on évoque le souhait que le gouvernement du Canada accepte pour ceux qui le veulent la double citoyenneté, la tension décroît aussi pas mal, et ainsi de suite. Ce qui n'est pas renoncer au passeport québécois, je le signale en passant, là. Il y a des interprètes qui ont coupé les coins ronds avec ça.

**M. Cameron:** I would like to conclude, merely, by congratulating Mr. Landry for putting forward, I should say, about his persuasive and intelligent defense of his position.

**M. Landry:** Là, c'est trop, vous me comblez!

**Le Président (M. Bélanger):** Plus, la cour est pleine. Alors, merci, M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. J'avais deux questions à vous poser, M. Landry. La première était sur le traité de libre-échange; vous avez partiellement répondu, suite à l'intervention du député d'Abitibi-Ouest. Cette question tournait dans la réouverture éventuelle du traité de libre-échange, parce qu'il faudrait éventuellement qu'il y ait une réouverture du traité de libre-échange pour inclure le Québec. Il est clair, pour moi, que le Canada va avoir tendance aussi à minimiser les changements à l'intérieur du traité, ce qui ne veut pas dire que les États-Unis ne vont pas profiter du fait qu'on ouvre le traité pour pouvoir avoir des concessions un peu plus fortes. J'aimerais savoir quelle est votre position sur ça. J'ai une deuxième question sur le GATT, après. Je vous...

**M. Landry:** Très bien.

**M. Gauthrin:** ...la pose tout de suite ou après?

**M. Landry:** Sur le premier membre de votre phrase, nous nous entendons parfaitement. Il faut rouvrir, c'est la loi internationale. Ne serait-ce que pour ajouter une ligne pour une signature, celle du quatrième partenaire, et aussi pour changer le chiffre...

**M. Gauthrin:** Tout à fait.

**M. Landry:** ...trois juges au lieu de deux juges, etc. Et une fois que c'est ouvert, me dites-vous, quelle est la possibilité que les États-Unis d'Amérique veuillent changer radicalement le traité?

**M. Gauthrin:** Pas radicalement, c'est-à-dire obtenir un peu plus de concessions.  
(11 h 30)

**M. Landry:** Je crois que cette possibilité est virtuellement nulle pour deux raisons: la première, c'est que nous serons quatre et non plus deux ou trois. Il est à prévoir dans le temps que le Mexique sera présent, peut-être le Venezuela. Alors, le plus gros des participants voit volontairement sa marge de manoeuvre réduite quand il s'entoure de plus nombreux interlocuteurs. C'est comme quand on rentre dans un ensemble supranational, on diminue sa propre souveraineté. Donc, ça change un peu la dimension de la discussion. Mais plus fondamentalement que ça, c'est que je ne vois pas ce qui pourrait vraiment être changé. Le coeur d'un traité, c'est le désarmement douanier. C'est de passer à la douane zéro sur une période de temps. Ça va être fait en l'an 2000, je l'ai dit. Pour le reste... D'abord, le traité, c'est vrai qu'il est imparfait, il est incomplet parce qu'on n'a pas pu s'entendre dans plusieurs domaines, tout simplement. Mais ce qu'on a mis dedans, en général, c'est très bien fait et c'est l'ultime. C'est pratiquement la Cadillac. Ce sur quoi on n'a pas pu s'entendre, c'est les questions des subventions: 5 ans ou 7 ans — des comités techniques sont à l'oeuvre et on va essayer de s'en tirer; et sur le transport, parce que les Américains sont entêtés sur une de leurs vieilles lois protectionnistes qui est la loi du pavillon. Tu ne peux pas transporter aux États-Unis si tu n'as pas le pavillon américain, pour le cabotage. À part ça, franchement, là, c'est vrai qu'on ne peut pas enlever tous ses chapeaux, mais là, je parle comme technicien. J'essaie de voir où un changement substantiel pourrait être fait.

**M. Gauthrin:** Sur la question culturelle.

**M. Landry:** La question culturelle, je me suis déjà expliqué là-dessus, je pense que le Canada anglais...

**M. Gauthrin:** Le Canada va être contre, mais les États-Unis vont pouvoir avoir un peu plus de pression, à ce moment-là.

**M. Landry:** Oui. Mais là, ils vont se buter au Mexique en diable, parce que...

**M. Gauthrin:** Oui, dans l'hypothèse où le Mexique est présent.

**M. Landry:** Vous avez raison. Je vous donne raison parce que le Mexique n'a pas encore signé. Je crois que ça va se faire. Mais si les protectionnistes, dans la présente campagne présidentielle aux États-Unis, avalent le haut du pavé, ça serait une catastrophe. Mais votre hypothèse deviendrait vraisemblable.

**M. Gauthrin:** Maintenant, je reviendrais sur la deuxième question qui est la question du GATT, le rapport Dunkel. Il se dit beaucoup de

choses autour de ce rapport Dunkel. Je suis d'accord avec vous que la position qui amène à craindre quelque chose, c'est quelque chose qui était quand même connu, c'était l'opposition de la CEE depuis le début de l'Uruguay Round, qui voulait... Ce n'était pas nécessairement les provinces, ni les États, c'était d'éviter les subventions à l'intérieur d'une région géographique spécifique. C'était le terme "région géographique" qui était pris. Ce n'est pas le terme "État", ce n'est pas le terme "province"; dans ma lecture à moi, je voudrais avoir votre point de vue là-dessus. Il est clair que les États-Unis sont directement touchés par cette clause-là parce qu'on ne parle pas d'État, on parle réellement de subventions à des régions. Même si on la modifie après en parlant des régions défavorisées, et qu'à ce moment-là, les régions défavorisées, on les traiterait un peu spécialement. L'impression que j'ai, c'est que c'est une clause qui est gênante, certainement, pour le Canada, qui est gênante pour les États-Unis. La probabilité, d'après vous, que ça reste à la fin? À mon sens, elle est virtuellement nulle, pour reprendre vos termes aussi. Donc, on est en train de faire une grande bataille autour de quelque chose qui, dans le fond, n'existe pas. D'après vous, quelle est la probabilité que ces termes-là restent dans le traité à la fin? Moi, à mon sens, elle reste virtuellement nulle, compte tenu du fait qu'ils heurtent directement les États-Unis.

**M. Landry:** D'abord, le terme exact qui est employé, moi, j'ai eu la version française tardivement, hier en fait...

**M. Gauthrin:** Moi aussi.

**M. Landry:** ...c'est "sous-État", avec un trait d'union.

**M. Gauthrin:** Non. Moi, j'ai "région géographique".

**M. Landry:** Ah non! Un peu plus loin dans le texte, mais la proposition Dunkel ne parle, dans son texte français, ni d'État, ni de province, mais de sous-État. Région géographique, ça, c'est la doctrine classique et elle revient plus loin dans le texte.

**M. Gauthrin:** Attendez un instant. Je m'excuse, là. On est en plein rêve. Parce qu'on pourrait discuter réellement avec ça. C'est important, à l'heure actuelle, d'en discuter sérieusement, sur les textes.

**M. Landry:** Je ne suis pas en désaccord sur le fond avec vous.

**M. Gauthrin:** Non.

**M. Landry:** On est sur les mots. C'est vrai

que c'est les régions géographiques qui sont visées.

**M. Gauthrin:** C'est sur les mots. On parle de région géographique, d'une part...

**M. Landry:** Oui.

**M. Gauthrin:** ...et, d'autre part... Il faut le voir. C'est dans l'article 2.2 de la partie I. Et il faut le modérer avec le fait que, aussi, on pourrait même plaider, dire que ces dimensions ne sont pas spécifiques si elles satisfont aux mêmes critères objectifs, etc. Ça, ça serait 2.1b. Moi, je vois "région" dans le texte que j'ai ici...

**M. Landry:** Oui, mais...

**M. Gauthrin:** ...et pas "sous-État".

**M. Landry:** ...pour agir dans une région, il faut un État ou un sous-État. Vous êtes d'accord avec ça?

**M. Gauthrin:** Pas nécessairement parce que, regardez...

**M. Landry:** Mais qui va agir?

**M. Gauthrin:** ...une des idées qui voulaient être couvertes par ça – si on regarde la suite du débat sur l'Uruguay Round – c'était, par exemple, le fait de certaines régions, en France, qui ont une espèce de début de gouvernement régional, pour éviter qu'elles tournent les ententes du GATT en donnant des subventions à certaines régions.

**M. Landry:** C'est ça la notion de sous-État.

**M. Gauthrin:** Ah! Alors, vous avez une notion très extensible de sous-État, à ce moment-là. Toute chose.... Une MRC serait un sous-État pour vous. Une MRC, au Québec, serait un sous-État.

**M. Landry:** Elles n'ont pas de budget d'intervention.

**M. Gauthrin:** Non, non. Mais...

**M. Landry:** Il faut intervenir.

**M. Gauthrin:** ...éventuellement, dans une révision d'un Québec souverain, elles pourraient avoir...

**M. Landry:** Non. Il faut intervenir dans l'économie.

**M. Gauthrin:** Oui, bien sûr.

**M. Landry:** Bon. Alors, si la région du Bas-

Rhône-Languedoc, disons, qui est une des mieux organisées, se dote d'un budget d'intervention et se met à subventionner à tort et à travers ses industries, le lendemain, elle va être poursuivie au GATT, c'est absolument certain. Et là, avec le rapport Dunkel...

**M. Gauthrin:** Poursuivie et avec droit compensateur, avec les mécanismes du droit compensateur auquel on réfèrera parce que ce n'est pas une subvention prohibée, c'est une subvention qui amène la possibilité de droit compensateur.

**M. Landry:** C'est comme ça que ça finit. C'est toujours comme ça que ça finit. C'est la vengeance permise par le GATT, le droit compensateur. Alors, subventionne si tu veux, mais on va t'abolir pour la subvention par un droit qui va te punir. C'est le cas du bois d'oeuvre. Avant le traité de libre-échange, on s'est fait mettre un droit compensateur parce que, à tort, les Américains prétendaient qu'on subventionnait. Alors, là, qu'est-ce qui arrive dans le GATT? Il arrive que tout ce qui est régional va être considéré comme spécifique et le spécifique est illégal...

**M. Gauthrin:** On peut prétendre que ça pourrait être...

**M. Landry:** ...sauf deux exceptions: Recherche...

**M. Gauthrin:** La recherche scientifique...

**M. Landry:** ...et développement régional.

**M. Gauthrin:** ...et le développement régional. C'est vrai. C'est ça. Mais vous me permettrez de dire que la question que je vous posais, c'est: Quelle est la probabilité, compte tenu de la structure actuellement et vraiment d'un des interlocuteurs majeurs du GATT qui est les États-Unis, que ceci reste dans le terme final? D'après moi, elle est virtuellement nulle.

**M. Landry:** Ce n'est pas tellement la structure qui me fait peur que la conjoncture. La survie de l'Uruguay Round est en jeu.

**M. Gauthrin:** C'est vrai.

**M. Landry:** Et si l'Uruguay Round venait à capoter, j'irais jusqu'à dire que la crédibilité du GATT est en jeu et qu'on verrait un ébranlement du GATT lui-même. Alors, dans ces circonstances, il y a beaucoup de compromis possibles. Alors, je ne sais pas comment ça va finir. Je ne suis pas prophète.

**M. Gauthrin:** Mais croyez-vous réellement que ça, c'est une clause majeure pour la CEE? Je dirais, le GATT achoppe bien plus sur les

questions de subventions agricoles et des offices de protection agricole que sur la question du...

**M. Landry:** Ah, vous avez raison, la pomme de discorde, c'est l'agriculture. Si on avait réglé sur l'agriculture il y a un an et demi, on n'aurait pas eu de rapport Dunkel.

**M. Gauthrin:** C'est sûr!

**M. Landry:** Il y a 15 tables de négociations au GATT. On avait une entente totale à 14 tables sur 15, y compris les choses compliquées. Mais tout le monde avait lié sa signature...

**M. Gauthrin:** À l'agriculture!

**M. Landry:** ...à l'agriculture.

**M. Gauthrin:** Mais, moi, personnellement, je dois dire que je comprends qu'il y a une menace dans le 2.2, mais le poids... parce que, là, je voudrais... On va au moins revenir un peu, si on fait un peu de politique. À mon sens, le Canada est plus puissant, comme unité, pour parler au GATT, même s'il est faible à l'intérieur, qu'un Québec souverain. Et je pense que vous allez reconnaître ça aussi.

**M. Landry:** Notre ministre des Affaires internationales dit ce matin dans un article de M. Normand Girard que ce n'est pas tellement la taille qui compte. Il donne l'exemple du Japon qui a 120 000 000 d'habitants qui n'a pas été capable d'imposer sa position agricole. Alors...

**M. Gauthrin:** Mais on pourra reprendre ce débat-là...

**M. Landry:** ...la discussion reste ouverte.

**M. Gauthrin:** La discussion reste ouverte. Mais, pour moi, personnellement, et je vais terminer là-dessus et je vois que vous n'êtes pas contre non plus, je pense que ce n'est pas évident que c'est gelé dans le béton actuellement. Et la probabilité, pour moi, reste faible que cet article du rapport Dunkel soit adopté.

**M. Landry:** Écoutez, j'admetts qu'on n'a pas la vision du futur. Mais vous allez admettre avec moi qu'il eut été d'une souveraine imprudence, puis ça votre ministre va être d'accord aussi puis les fédéraux également, de ne pas s'en occuper illico.

**M. Gauthrin:** Absolument, il y a un risque là-dedans et je suis d'accord avec vous. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** J'ai pris connaissance, M.

Landry, du texte d'un de nos invités cet après-midi, M. Gordon Ritchie, qui nous dit très clairement que, pour lui, il est évident que toute entente négociée entre des parties souveraines, c'est-à-dire Québec et le reste du Canada, impliquerait la perte de certains des avantages du système fédéral actuel avec son marché unique national. Et de là découle, au niveau de l'entente négociée, deux choix possibles: un accord de libre-échange qui permet aux deux parties souveraines d'avoir une politique commerciale extérieure indépendante, mais à des coûts extrêmement élevés – et là, on nous descend toute la kyrielle de contraintes – ou une union douanière qui, à son avis, ralentit de manière significative le rythme du niveau d'activités et qui pose d'autres contraintes économiques. J'aimerais vous entendre là-dessus.

**M. Landry:** Je respecte M. Ritchie, mais tout ça m'a l'air à n'avoir aucun sens. Vous lui demanderez s'il a entendu parler de l'union économique belgo-luxembourgeoise, le Bénélux, la Communauté économique européenne. Si ces peuples ont pu créer de vastes marchés à l'aide d'unions douanières... Et on peut se doter d'un tarif extérieur commun. Et pour avoir ça, on n'a même pas besoin de négocier avec le Canada pour avoir un tarif extérieur commun. On a juste à copier totalement notre tarif sur le sien. Il va être commun de facto. Quand c'est fait, on établit de facto une union douanière. Mais c'est beaucoup plus commode de la négocier et de la signer. Vraiment, là, les propos de M. Ritchie me laissent perplexe. C'est vrai que je ne les ai pas encore lus. Je vais les relire, je vais y réfléchir, mais, d'après ce que vous m'en avez dit, je ne comprends pas, et j'espère que vous pourrez le questionner longuement sur cette question. Il n'a pas entendu parlé du Marché commun?

Ce ne sera plus une fédération; ça va être un marché commun basé sur un traité plutôt que sur une constitution. Mais un marché peut être... Je dirais plus: Vous direz à M. Ritchie que le marché pourrait être plus commun après la souveraineté qu'il ne l'est actuellement, la preuve étant que les quatre libertés dont on a souvent parlé vont être plus grandes le 1er janvier 1993, entre Rome et Paris qui sont dans deux pays différents, qu'entre Montréal et Toronto qui sont dans le même. Le traité, en Europe, prévoit la libre circulation des personnes et, pour la faciliter, on a permis aux différentes professions d'exercer leur métier dans une partie ou l'autre de l'Europe, ce qu'on n'a même pas au Canada. Alors, dites à M. Ritchie que, s'il veut faire marcher un peu son imagination, il pense qu'on pourrait améliorer la fluidité économique canadienne avec la souveraineté et la porter à un niveau plus haut qu'elle ne l'est présentement.

**Mme Caron:** Je vous remercie.

**M. Landry:** Là, vous me faites quasiment regretter de ne plus être député, par exemple. J'aurais aimé ça participer cet après-midi aussi.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Si vous le permettez, M. le vice-président du Parti québécois, d'abord, j'apprécie que vous soyez ici, ce matin, parce que ça va nous permettre de discuter de certaines choses, surtout de certaines positions, des déclarations que vous avez faites dans un passé pas trop lointain. Vous avez mentionné, dans votre exposé, qu'on s'apprête, en Amérique du Sud, à avoir un genre de libre-échange dans les États du sud ou les pays du sud de l'Amérique du Sud et vous avez mentionné également que le Venezuela pourrait se rattacher au traité de libre-échange avec les pays de l'Amérique du Nord. Je pense que tout ça ne surprend personne parce que le Pérou, l'Équateur, le Venezuela, la Colombie et la Bolivie avaient, à un moment donné, exprimé... Même qu'il y avait eu des pourparlers pour former des États et former un genre de gouvernement avec tout ça et ça a échoué. Tout ça pour en venir, M. Landry...

Là, j'aimerais aussi vous signaler que je suis content de voir que votre chef, M. Parizeau, s'efforce d'aller dans le reste du Canada anglais expliquer la position et les revendications du Québec et les faire comprendre, parce qu'on peut prétendre qu'ils ne comprennent pas. Mais, si on prétendait un instant qu'ils comprennent, mais qu'ils ne veulent rien savoir, qu'ils n'acceptent pas que le Québec se sépare, qu'ils n'acceptent pas de séparer le Canada... Vous avez été prudent, je pense, dans votre exposé lorsque vous avez mentionné qu'il serait souhaitable qu'il y ait une libre circulation des personnes.

Est-ce que, comme économiste, vous avez évalué l'impact et les conséquences, pour le Québec, advenant que le reste du Canada... Ça s'est déjà vu, vous savez, qu'un pays cesse, mette fin à la libre circulation des biens et des personnes pour une raison philosophique, politique ou idéologique. Ça s'est vu. Il y a eu des pertes d'argent. Qu'advient-il si le reste du Canada n'accepte pas, ne signe pas d'entente, ne conclut pas d'entente, qu'il réfute le Québec et dise: On va vous mettre au pas. Vous nous avez brisés; il n'y aura pas de libre circulation des personnes. Je comprends qu'il y a 3 000 000 000 \$ de différence dans les marchés, mais, pour l'idéologie, le monde sera toujours le monde et les gens seront toujours des gens. Vous avez votre idéologie. Je suis convaincu que vous seriez même prêt, personnellement, à faire des...

**M. Landry:** À quoi?

**M. LeSage:** Vous seriez même prêt, vous,

personnellement, à faire des sacrifices pour aller jusqu'au bout de votre idéologie. Peut-être que le reste du Canada anglais est prêt aussi à faire ça. Qu'advierait-il s'il n'y en avait pas d'entente de libre circulation? Quelles seraient les conséquences, pour le Québec?

**M. Landry:** Il me semble avoir déjà dit, M. le député, que même s'il n'y a pas d'entente, la libre circulation est déjà garantie à un haut niveau par le simple fait que le Canada est membre d'une zone de libre-échange nord-américaine qui va vraisemblablement inclure le Mexique. Vous pouvez le dire, le Canada peut sortir de la zone de libre-échange, c'est possible. Mais quel serait le discours des économistes du Canada et des gens d'affaires du Canada de dire: Notre pays a 17 000 000 d'habitants, à peu près, s'extrait du contexte continental où il y a Québec, États-Unis et Mexique et peut-être d'autres? Ça m'apparaît absurde mais, des fois, l'absurde arrive.  
(11 h 45)

Mais ce ne serait pas la fin de l'histoire. Il faudrait qu'il sorte du GATT. Le Canada, membre fondateur du GATT, qui a une délégation à Genève, il va dire: On prend nos cliques et nos claques et on s'en va à la maison. On n'est plus dans le GATT parce qu'on veut punir le Québec. Parce que pour punir, il ne faut pas être membre du GATT, clause de la nation la plus favorisée, non-discrimination. On a toujours le droit, sans violer les lois, de faire des campagnes. Vous vous souvenez des raisins en Californie? M. Chavez qui avait un grand syndicat agricole, dont les travailleurs et les travailleuses étaient persécutés. Il nous a demandé à nous, Nord-Américains, de boycotter les raisins. Et moi, je l'ai fait. Je n'en ai pas acheté de ces raisins-là.

Même Steinberg, qui voulait sauver le principe, était d'accord avec Chavez, avait mis sur les paniers de raisins, sur le comptoir: Ces raisins sont cueillis par une main-d'oeuvre exploitée, etc. Ils marchaient dans la campagne de Chavez, mais les raisins étaient là. Je n'en ai pas acheté, vous non plus probablement, si vous vous souvenez. Ça, c'est permis. C'est le consommateur qui décide. Ça prend une raison grave en diable. Autrement, le consommateur a juste une obsession: C'est le rapport qualité-prix, on ne le sait que trop. Les Américains eux-mêmes, tout patriotes qu'ils soient, ils achètent des véhicules japonais parce que ça fait leur affaire.

Et le Québec va acheter des véhicules ontariens, s'il y trouve son compte, comme on trouve notre compte présentement. En d'autres termes, ce que vous soulevez comme... D'abord, il y a une chose qui n'est pas acceptable. Vous dites: S'ils ne veulent pas, qu'ils n'acceptent pas que vous vous sépariez... Ils disent le contraire depuis 25 ans. Pierre Trudeau a participé au référendum. Il n'a jamais dit: Vous n'avez pas le droit de vous séparer. Il a dit au monde: Votez

non. Le premier ministre Mulroney, il y a quelques mois, commentant les événements malheureux de Yougoslavie a dit: On ne maintient pas l'unité d'une nation avec des blindés et des chars d'assaut.

Je nomme deux porte-parole qui sont des premiers ministres quand même d'horizons politiques différents. C'est ça que le Canada anglais nous dit. Il ne souhaite pas généralement qu'on s'en aille, sauf certains d'entre eux. C'est ce qu'on appelle le "good-riddance syndrome". Ils disent: On vous a assez vus. Bon. C'est leur droit. Mais, généralement, ils ne souhaitent pas qu'on s'en aille, mais ils ne nous empêcheront pas de partir.

**M. LeSage:** M. le Président, je conviens qu'ils ne souhaitent peut-être pas qu'on s'en aille. J'en suis même convaincu. Vous avez fait allusion dans votre exposé également que les sondages des fois il fallait y croire, des fois il ne fallait pas. Et des fois, on était heureux et des fois, on ne l'était pas. Les sondages nous disent que la majorité des Canadiens, à l'extérieur du Québec, ne veulent pas que le Québec se sépare. Vous êtes conscient également de ça.

**M. Landry:** Ils ne le souhaitent pas, M. le député, mais ils ne disent pas: On va l'empêcher.

**M. LeSage:** Je n'ai pas dit non plus qu'ils pouvaient l'empêcher. Je n'ai jamais mentionné ça.

**M. Landry:** On s'entend là-dessus.

**M. LeSage:** C'est vous qui êtes revenu avec ça. Je n'ai jamais mentionné ça. Je vous ai parlé qu'ils n'aimeraient pas, qu'ils ne voulaient pas.

**M. Landry:** Eh bien, si on est d'accord...

**M. LeSage:** Ce n'est pas parce qu'ils ne veulent pas qu'ils peuvent l'empêcher.

**M. Landry:** Si on est d'accord, les choses sont parfaitement claires. Vous dites comme moi qu'ils ne peuvent pas nous empêcher.

**M. LeSage:** Sauf que ce que je vous dis, ce que je vous demande, comme économiste: S'il y avait des répercussions par la suite parce qu'il n'y a pas d'entente qu'ils sortent du GATT ou pas? Dans l'Outaouais québécois, par exemple, si un employeur ontarien dans une usine ontarienne ou une manufacture ontarienne emploie des gens du Québec, même si le Canada reste dans le GATT, ça ne l'empêchera pas de faire des mises à pied pour les Québécois qui travaillent en Ontario.

**M. Landry:** S'ils veulent sacrifier sur la

main-d'œuvre compétente et bien formée, bien entraînée et commettent le suicide économique, tout est possible, remarquez. Il y a même des êtres humains désespérés. Et il y en a trop au Québec, hélas! on le sait, c'est un de nos problèmes nationaux qui mettent fin à leurs jours. Et j'espère que les gouvernements, et tout le monde avec la coopération de l'Opposition, vont tout faire pour qu'on comprenne ce phénomène horrible.

Donc, tout arrive. Mais, moi, je reste dans le probable et l'ultra probable. Le suicide économique pour une nation, c'est une chose d'une extrême marginalité et je ne connais pas d'exemple dans l'histoire économique.

**M. LeSage:** Alors, vous êtes d'avis qu'il ne peut pas y avoir aucune conséquence parce que s'il y avait des conséquences, s'il y avait des revendications ou des impositions par l'Ontario, par exemple, vis-à-vis du Québec, ce serait un suicide pour le gouvernement ontarien et que, grosso modo, il n'y a pas de problème, ça baigne dans l'huile.

**M. Landry:** Ne simplifiez pas outre mesure mes propos. L'accession d'un peuple à sa souveraineté, c'est une chose importante et complexe. Je ne dis pas qu'il n'y aura pas d'effets. D'abord, je me suis évertué à vous montrer que, d'après moi, il va y avoir des effets positifs. Je dis, deuxièmement, que certains effets négatifs ont été payés d'avance, ont été payés au cours des 25 dernières années. Souvenez-vous de mon exemple de Garon et de Whelan; toute cette querelle a coûté, au Canada et au Québec, énormément d'argent et d'énergie. Et, le jour où elle se termine, même s'il y a quelques petites vagues, les éléments positifs et la fin de la querelle compensent largement. C'est comme ça qu'il faut voir ça. C'est le C.D. Howe Institute qui a appelé ça la dynamique nouvelle de la souveraineté dont nous allons chercher des dividendes, qui est difficile à chiffrer, vous avez raison, mais à laquelle je crois profondément. C'est pour ça que les peuples sont souverains d'ailleurs, c'est parce qu'ils croient qu'ils vont être mieux souverains que pas souverains. En résumé.

**M. LeSage:** Alors, tout ce que je peux dire, M. le Président, c'est que les théories de M. Landry, advenant l'indépendance du Québec, ça ne devienne pas des légendes.

**M. Landry:** Mais, écoutez, c'est une théorie qui est la pratique de l'immense majorité du genre humain. Alors, c'est une pratique établie.

**M. LeSage:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, une remarque préliminaire. Pour que le scénario catastrophe se produise – il y en a qui l'évoquent – il faudrait, à ce moment-là, que le Canada soit obnubilé par un esprit de vengeance tellement fort que ça annule ou que ça escamote complètement ses intérêts économiques vitaux, d'une part, et que, d'autre part, pour ce faire, il adopte des politiques, des comportements et des stratégies économiques qui vont exactement à l'encontre, comme vous le dites et comme tous les économistes le disent – pas seulement les économistes, mais tous les observateurs le disent et le constatent – qui vont à l'encontre de ce qui se passe présentement dans le monde. Donc, il faudrait qu'il donne un préavis aux États-Unis, à Washington, pour dire... Je ne sais pas c'est quoi le délai dans l'accord de libre-échange; il faudrait qu'il donne un préavis en disant... Combien?

**M. Landry:** Un an.

**M. Brassard:** Un an. Bon. Il faudrait qu'il avertisse Washington en leur disant: Dans un an d'ici, nous, on n'est plus signataires du traité de libre-échange. C'est fini pour nous, fini. On revient au statu quo ante. Et, deuxièmement, qu'à Genève – c'est là qu'est le siège social du GATT – il envoie des avis également pour leur dire: Nous, le GATT, ne comptez plus sur nous, on ne participe plus. Non seulement on ne participe plus, mais les règles, les accords résultant des négociations qui constituent le GATT, on n'est plus partie prenante et on vous dit qu'on ne les respectera plus.

C'est ça que ça signifie, le scénario catastrophe. Parce que, sans ça, il n'est pas applicable. Il n'est pas applicable parce que le niveau minimum de relations, de règles régissant les relations commerciales Canada-Québec dans un Québec souverain, c'est le GATT, et on sait que ça signifie beaucoup de choses. Ça veut dire, presque à terme, l'abolition des droits de douane, donc libre circulation, en pratique, des biens et des services. C'est ça que ça signifie et bien d'autres choses aussi. Ça veut dire qu'il renoncerait à cela et qu'il s'engagerait dans une voie contraire à la voie empruntée par tous les États modernes et développés actuellement. C'est carrément une aberration. Il faudrait que l'esprit de vengeance soit tel que ça obnubile leurs intérêts économiques vitaux. J'ai de la misère, moi aussi, à le croire. L'exemple de l'Allemagne et de la France est éclairant. S'il y a un pays où l'esprit de vengeance, où l'esprit revanchard aurait dû, pendant un bon bout de temps, prévaloir, c'est bien en Allemagne qui avait subi une rclée quasiment absolue par les forces alliées en 1944-1945. Le pays était complètement détruit. S'il y a un endroit dans le monde où l'esprit de revanche et l'esprit de vengeance aurait dû fleurir, c'est bien en Allemagne. Et

pourtant, l'association économique en Europe de l'Ouest, le Marché commun, a commencé à naître et à se développer dès après la Deuxième Guerre mondiale. Enfin, c'est plutôt étonnant de voir qu'on s'attache encore à de pareils scénarios apocalyptiques.

Ceci étant dit, je reviens sur l'Accord de libre-échange. Je reviens aussi un peu, comme ma collègue, c'est vrai, il va venir après-midi, M. Ritchie. Mais il reste que M. Ritchie parle longuement de l'Accord de libre-échange et sa thèse, c'est: Attention! les États-Unis vont exiger sa renégociation et sa réouverture, et pas seulement pour changer des chiffres, et pas seulement pour ajouter une ligne où on y placerait la signature du Québec, mais pour complètement bouleverser les dispositions du traité.

Et là, domaine de négociations pour ce qui concerne le Québec, nous dit M. Ritchie: Traitement national. Selon les clauses de l'Accord de libre-échange, les gouvernements nationaux doivent mettre les biens importés et les biens nationaux sur un pied d'égalité. Or, le Québec, en tant que partie nationale, sera obligé de se plier à ces exigences. Achats gouvernementaux, même chose. Les États-Unis exigeraient probablement qu'Hydro-Québec cesse d'encourager vigoureusement les industries locales au détriment des concurrents extérieurs. Services financiers. Les caisses populaires feraient partie des cibles principales puisqu'elles jouissent de privilèges particuliers non disponibles aux autres entreprises. Le Canada insisterait pour que ses entreprises oeuvrant au Québec soient soumises au traitement national. Subventions à l'industrie. On revient encore à la pratique d'utiliser l'électricité à prix réduit comme moyen d'attirer des géants manufacturiers qui seraient menacés. Quotas d'importation. On considérerait de libéraliser ou de mettre fin au régime actuel de gestion de l'offre. Dans le cas de l'industrie de la volaille, le reste du Canada et le Québec feraient probablement front commun pour défendre le régime actuel, mais, dans le cas de l'industrie laitière, le Québec se retrouverait tout seul.

Par contre, il dit: Ah là! les États-Unis vont aussi avoir des exigences face au Canada et où le Canada aurait également des exigences en termes de droits compensatoires. Les industries culturelles. L'abolition de la protection accordée aux industries canadiennes de l'édition, de la radiodiffusion, du cinéma demeure une des priorités de négociation des États-Unis. L'industrie automobile. Cela constitue un autre élément dans le programme de négociation des États-Unis. L'industrie forestière, les boissons alcoolisées. Bref, l'accession du Québec à la souveraineté, selon M. Ritchie, aurait pour effet de provoquer une renégociation en profondeur de l'Accord de libre-échange, en réalité, aurait pour effet de mettre de côté l'accord tel que

conclu et d'enclencher un nouveau processus de négociations avec toutes sortes d'exigences sur la table qui auraient des effets peut-être probablement négatifs pour le Québec. Mais toutes sortes d'exigences sur la table également qui auraient des effets négatifs pour le Canada.

Donc, la question est la suivante. Comme économiste et comme, on peut le dire, un fin connaisseur de l'espace économique nord-américain, vous vous y intéressez particulièrement dans vos travaux, dans vos cours. Vous êtes quand même bien au courant de ce qui se passe. Vous enseignez même au Mexique. Donc, vous êtes parfaitement au courant également des revendications mexicaines et des positions mexicaines en matière de négociation d'un accord de libre-échange avec les États-Unis et le Canada. Est-ce que vous avez des indications, à Washington, par exemple, dans la classe politique américaine, parmi les dirigeants américains, des indications sérieuses que l'événement que constituerait l'accession du Québec à la souveraineté serait, pour les États-Unis, une occasion qu'on saisisrait d'emblée pour demander, exiger une révision en profondeur de l'Accord de libre-échange et même pour, en réalité, y substituer un accord très différent ou comportant des éléments et des dimensions que l'on ne retrouve pas dans l'Accord actuel? Y a-t-il quelque chose... Parce qu'on nous dit toujours: Ah! attention. Évidemment, les économistes du Canada anglais sont plus loquaces à ce sujet-là et ils nous disent toujours... M. Ritchie va revenir cet après-midi nous dire: Attention! les États-Unis guettent cette occasion-là, attendent ce moment-là, de l'accession du Québec à la souveraineté pour jeter sur la table toute une série d'exigences, de remises en question des dispositions de l'Accord actuel. Est-ce fondé? Est-ce qu'une telle opinion repose sur des faits, des données réelles, concrètes, des documents qu'on retrouve, des expressions d'opinions, des prises de position qu'on retrouve particulièrement dans la classe politique américaine à Washington ou parmi les dirigeants américains?

(12 heures)

**M. Landry:** Je vais vous dire, M. le Président, M. le député, que je pratique ces milieux-là professionnellement, comme vous l'avez fait remarqué. Je voyage fréquemment aux États-Unis d'Amérique, à Washington comme à New York qui sont les deux grands centres, plus, au Mexique. Jamais je n'ai entendu un porte-parole américain crédible et sérieux évoquer autre chose que des ajustements marginaux. Si on vous dit réouverture, oui réouverture, c'est nécessaire d'ajouter la signature du Québec.

**M. Brassard:** Vous avez répondu au député de Verdun.

**M. Landry:** J'ai répondu à ça. Mais citez-lui M. Jockel, un expert américain en la matière...

**M. Brassard:** Il va venir ici.

**M. Landry:** Citez-lui Peter Murphy, négociateur du traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Je vous fais remarquer que M. Ritchie et un certain nombre d'autres prennent des libertés en parlant au nom des États-Unis d'Amérique. Ce sont des Canadiens estimables. Ils connaissent peut-être les questions canadiennes, mais depuis quand c'est des experts venus de Toronto ou d'ailleurs qui vont venir prédir d'avance la réaction de notre grand voisin, par rapport au traité de libre-échange?

Si je comprends bien, M. Ritchie va vous réserver la litanie, vous l'avez donnée...

**M. Brassard:** C'est dans son document.

**M. Landry:** Prenons juste quelques exemples de la litanie. Il parle des subventions d'Hydro-Québec, je redis que c'est faux. En supposant que j'aie tort, pourquoi a-t-on besoin de rouvrir le traité pour ça? On est déjà poursuivi par une compagnie américaine. Norsk Hydro, dans le traité actuel, sans y changer une ligne, est poursuivie par ses compétiteurs américains, pas par le gouvernement américain, et le tribunal va décider. Pourquoi Washington dirait: On va rouvrir le traité? Le tribunal est déjà là. Les règlements sont déjà là. Et pourquoi est-ce qu'Hydro-Québec, qui ne subventionne pas, serait plus vulnérable qu'Hydro-Ontario dont la production est outrancièrement subventionnée parce qu'elle est nucléaire et parce que le nucléaire, c'est venu à peu près gratis de Atomic Energy of Canada?

Pour suivre M. Ritchie dans son raisonnement, et un certain nombre d'autres, il faudrait assumer que les États-Unis d'Amérique sont anti-Québec, ce qui est une absurdité. D'abord les Américains qui ont bien des qualités et bien des défauts ne sont pas réputés pour être des imbéciles. Ils savent qui est en faveur du libre-échange au Canada et qui ne l'a pas été. Et ils savent que, sans le Québec, il n'y aurait pas eu de traité de libre-échange, parce que le gouvernement du Québec et l'Opposition officielle ont fait front commun et que la population du Québec a choisi la voie la plus progressiste. Ça, aussi, peut-être que ça devrait être pris en compte. Autant que je puisse voir, sous réserve de lire sérieusement le papier de M. Ritchie, il va venir vous resserrer ici les légendes. Alors, il faut les décomposer une à une.

La clause du traitement national, excellente clause. Le Québec l'applique au maximum. C'est une règle du GATT. C'est déjà dans le GATT. Quand le traité de libre-échange reprend la clause du traitement national, il reprend le GATT textuellement. Qu'est-ce que les Américains vont vouloir changer? Est-ce qu'ils vont changer la clause de traitement national du GATT, puis ensuite vouloir changer la clause qu'il y a dans

le traité de libre-échange? Tout ça, c'est de la fantaisie de gens qui honnêtement, et je les comprends, sont attachés à la structure présente du Canada. Ils ne veulent pas qu'elle change, ils veulent que la nation québécoise soit une simple province du Canada. Probablement qu'ils le veulent de bonne foi, peut-être même pour notre bien, sait-on jamais, mais ça leur fait dire toutes sortes de choses qui ne sont pas conformes avec la technique économique et avec la réalité économique.

**Une voix:** Merci.

**M. Gauthrin:** Est-ce que je peux...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Gauthrin:** Vous voulez intervenir sur le même sujet? Moi, je voudrais intervenir aussi, un tout petit peu, sur le même sujet.

**M. Maciocia:** M. le Président, justement, j'avais une petite question. M. Landry, vous venez d'affirmer qu'il n'y aurait pas eu de libre-échange si ce n'était pas du Québec. C'est le Québec qui a voulu le libre-échange et c'est la raison pour laquelle on a eu le libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Je suis d'accord avec vous, parfaitement d'accord.

**M. Landry:** Il n'y aurait pas eu de majorité autrement.

**M. Maciocia:** Parfaitement d'accord avec vous.

**M. Landry:** ...conservateurs...

**M. Maciocia:** Avec cette position, on le sait très bien, vous venez de l'affirmer, que le reste du Canada n'était pas d'accord avec la question du libre-échange, on se le rappellera, l'Ontario, la Colombie-Britannique et tout ce monde-là.

Avec une éventuelle séparation du Québec, est-ce que c'est pensable, est-ce que c'est dans les hypothèses possibles que cet accord soit remis en question, étant donné que, justement, l'accord a été accepté parce que le Québec était en faveur et que les autres provinces étaient contre? Est-ce que, d'après vous, avec la séparation du Québec, on ne pourrait pas revenir – ces provinces-là, le reste du Canada – à un certain moment sur cette décision?

**M. Landry:** Le pire, M. le député, c'est que ça pourrait arriver même sans la séparation du Québec. Il s'agit simplement que le Nouveau Parti démocratique prenne le pouvoir à Ottawa...

**M. Maciocia:** Oui.



**M. Landry:** ...ce qui peut arriver. Il y a des élections généralement aux quatre ans, on ne sait pas qui va gagner, ou que le parti au pouvoir, à Ottawa, soit contre le libre-échange et décide d'abroger le traité – mon collègue l'a dit – il envoie une lettre à Washington: D'ici 12 mois, nous renonçons à tout ce qu'il y a dans ce traité, il est nul et non avenu.

**M. Maciocia:** Oul, mais c'est...

**M. Landry:** Vous dites que c'est invraisemblable.

**M. Maciocia:** Oui, mais c'est...

**M. Landry:** Bon! Alors, dans ce cas-là, vous répondez à votre question précédente.

**M. Maciocia:** Non, je ne réponds pas à ma question. Je ne réponds pas à ma question parce que...

**M. Landry:** Si c'est invraisemblable qu'il renonce comme Canada...

**M. Maciocia:** ...vous venez d'affirmer – comme tout le monde est au courant aussi, pas seulement parce que vous l'affirmez – c'est à cause du Québec qu'on a eu le libre-échange. Ça veut dire que la seule province... Et, encore aujourd'hui, ils sont contre le libre-échange. Vous savez très bien qu'il y en a encore qui sont contre le libre-échange, aujourd'hui.

**M. Landry:** Donc, ça prouve que s'ils sont contre et, à la prochaine élection, si les conservateurs qui défendaient ce traité sont battus, le Québec, tout en étant dans le Canada, sortirait du libre-échange parce qu'Ottawa l'aurait décidé.

**M. Maciocia:** Non, non. Là, vous faites...

**M. Landry:** Bien, écoutez, soyez cohérent, M. le député, en tout respect.

**M. Maciocia:** ...de l'extrapolation, et je ne suis pas d'accord avec vous, avec cette extrapolation-là. Est-ce que...

**M. Landry:** Mme McLaughlin a dit ça 100 fois que si elle était premier ministre du Canada, elle déchirerait le traité.

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Landry:** Vrai ou faux?

**M. Maciocia:** L'autre question qui me vient aussi à l'esprit, M. Landry, c'est qu'on sait très bien que les États-Unis aimeraient toujours avoir un partenaire seulement à côté, pas d'en avoir deux. Ce serait toujours préférable pour

eux. On sait pertinemment que quand vous dites que les États-Unis ne sont pas contre le Québec, c'est sûr qu'ils ne sont pas contre le Québec. Mais, par exemple, leur position est très claire, ils sont pour un Canada uni. Ils ne sont pas en faveur des divisions ou d'une séparation ou d'avoir deux États à côté au lieu d'en avoir un. Est-ce que vous êtes d'accord aussi avec ça?

**M. Landry:** Écoutez, moi, je ne fais pas comme M. Ritchie. Je n'essaie pas de mettre dans la bouche des Américains des mots qu'ils n'ont pas dit. Ce que les Américains disent depuis des années, avec une constance exemplaire, c'est qu'ils préfèrent le Canada tel qu'il est et qu'ils respecteront la décision qui se prendra au nord pour la suite. C'est un pays démocratique. En tout respect pour ce grand pays, ce n'est pas les Américains qui vont décider du destin du Québec...

**M. Maciocia:** Non.

**M. Landry:** ...c'est le peuple québécois.

**M. Maciocia:** Ça, c'est clair. Seulement, il faut prendre en considération aussi cette volonté qui a beaucoup d'importance vis-à-vis des solutions qu'on devrait avoir au lendemain de la séparation. Ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Ça va. Alors, à ce stade-ci, il ne nous reste plus qu'à remercier M. Landry pour sa...

**M. Gauthrin:** Une petite question. Est-ce que je peux encore...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, rapidement.

**M. Gauthrin:** Parce que je voulais poursuivre avec ce qu'avait introduit le député de Lac-Saint-Jean. Il y a un point... On parle du traité de libre-échange. Vous avez dit qu'il est probable que les États-Unis ne voudront pas rouvrir la majeure partie des points du traité de libre-échange – je pense que c'est vrai – sauf sur la question culturelle. Moi, j'ai l'impression que vous auriez dû nuancer votre réponse en disant: Dans le champ culturel – vous voyez un peu la presse américaine, vous la lisez comme moi – le fait qu'il ne puisse pas y avoir la libre circulation, la limitation sur des biens culturels, qui, évidemment, ferait plus mal au reste du Canada, c'est-à-dire au ROC, qu'au Québec, advenant un Québec indépendant. Mais, moi, je pense que sur les questions culturelles, il y aura probablement une volonté de rouvrir advenant la nécessité de rouvrir l'Accord de libre-échange. Je ne sais pas si vous nuancez à ce niveau-là.

**M. Landry:** Ma thèse, M. le député, la suivante: actuellement les questions culturelles

sont exclues du libre-échange.

**M. Gauthrin:** Absolument.

**M. Landry:** Totale­ment. Et ça n'empêche pas la télévision canadienne d'être envahie par la télévision américaine, toutes les librairies du Canada remplies d'ouvrages américains parce qu'ils sont moins chers, plus abondants, mieux illustrés, etc. En d'autres termes, ce n'est pas par les traités qu'on limite la circulation des biens culturels. Les pays qui ont essayé de limiter, dans l'histoire, les biens culturels se sont punis eux-mêmes. Une des raisons de l'effondrement de l'empire soviétique parmi plusieurs autres, dont un mauvais système, c'est la fermeture aux frontières, aux journaux, aux revues, aux magazines.

**M. Gauthrin:** O.K. Ça, c'est un autre débat.

**M. Landry:** Il n'y a pas un seul Québécois qui veut être privé du droit de s'acheter le *New York Times* en fin de semaine s'il le veut...

**M. Gauthrin:** Absolument.

**M. Landry:** ...ou *L'Express*, *Le Point* ou d'autres journaux, ou *Le Monde Diplomatique*, c'est son affaire.

**M. Gauthrin:** Mais est-ce que vous reconnaissez qu'il y a quand même, dans le champ culturel, la possibilité d'une volonté de rouvrir l'Accord de libre-échange au début? Initialement...

**M. Landry:** Moi, je pense que ça peut arriver.

**M. Gauthrin:** ...les États-Unis voulaient inclure ça dans l'Accord.

**M. Landry:** Ils mettent tout sur la table à chaque fois, les Américains.

**M. Gauthrin:** Ils ont voulu l'inclure. C'a été la pression du Canada qui n'a pas voulu le mettre dans l'Accord et, d'après moi, à mon point de vue – vous pouvez diverger avec moi, mais d'après moi – advenant, disons, la nécessité d'ouvrir l'Accord, probablement qu'on sera amenés à rediscuter de cette question de la circulation des biens culturels. Ce qui ne veut pas dire que l'output sera différent, mais, au moins, cette question-là, pour répondre à la position du député de Lac-Saint-Jean, d'après moi, c'est une chose dont on parle et qui risquera d'être mise sur la table, les biens culturels.

**M. Landry:** Je ne répondrai pas formellement à ça, moi. M. le Président, je ne me

sentirais pas capable de répondre formellement à ça...

**M. Gauthrin:** Une rixe.

**M. Landry:** ...mais j'ai donné une réponse indirecte en disant que c'est surtout pour le Canada anglais que ça compte; alors, ils feront leur propre bataille. Et j'ai ajouté que le Mexique sera présent.

**M. Gauthrin:** Advenant le cas où ils seront présents.

**M. Landry:** Advenant le cas où ils seront présents. Alors, tout ça relativise la question, mais, vous avez raison, il n'y a pas de réponse absolue à ça.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, M. Landry, au nom des membres de la commission, je voudrais vous remercier très chaleureusement pour votre participation à nos travaux, participation qui a été très appréciée si on regarde la qualité et la quantité des échanges qui se sont déroulés ici, ce matin. Donc, on vous en remercie infiniment et, sur ce, on suspend nos travaux jusqu'à 14 heures, dans la même salle.

**M. Landry:** Merci, M. le Président. Bon appétit!

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie.

(Suspension de la séance à 12 h 13)

(Reprise à 14 h 10)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place, pour que nous puissions débiter nos travaux. Messieurs. Alors, si vous permettez, avant de passer à la présentation de M. Ritchie, j'aimerais, dans un premier temps, entendre le député du Lac Saint-Jean. M. le député.

**M. Brassard:** Comme c'est la coutume, j'aimerais faire connaître une motion que nous voudrions voir débiter et adopter, nous l'espérons, en vertu de l'article 22, au moment prévu dans notre ordre du jour. La motion se lirait ainsi: En vertu de l'article 22 de la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, la Commission entend, dans les meilleurs délais, MM. Carl Grenier et Jake Warren, respectivement sous-ministre adjoint au ministère des Affaires internationales du Québec et conseiller spécial pour le gouvernement du Québec dans le dossier des négociations relatives aux accords du GATT, ainsi que M. Pierre Blais, ministre

d'État à l'Agriculture au gouvernement fédéral.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, nous ne discutons pas de la motion maintenant; on la ramènera à l'ordre du jour plus tard. Est-ce qu'on en aura des copies pour tous les membres, s'il-vous-plaît?

**M. Brassard:** On va leur en faire une copie, oui.

**Le Président (M. Bélanger):** On va leur en faire faire, s'il vous plaît. Je vous remercie. Alors, sans plus tarder, donc, je vous présente M. Gordon Ritchie, qui est le président-directeur général de Strategico Inc., une compagnie créée pour conseiller des entreprises nationales et internationales sur les politiques publiques et leurs implications dans les stratégies d'entreprise. M. Ritchie est administrateur à Télémedia. Il est né à Washington. Il a fait ses études à Carleton University et a une maîtrise en administration publique de Harvard Business School. Dans sa carrière, il est entré dans la fonction publique, il a travaillé comme courrieliste parlementaire au *Victoria Daily Times*, comme mineur dans une mine d'uranium de l'Eldorado Mining and Refining, et comme marin pour la Compagnie de la Baie d'Hudson dans l'est de l'Arctique. Il assume différentes responsabilités au sein du ministère de l'Industrie et du Commerce, après une première affectation au poste d'adjoint ministériel. Il s'occupait en particulier des questions de politique commerciale, notamment du GATT, et du commerce des richesses naturelles entre le Canada et les États-Unis; par la suite, il s'intéressait aux politiques et aux programmes industriels; il fut sous-secrétaire du Département d'État au développement économique de 1982 à 1985. Il fut sous-ministre associé au ministère de l'Expansion industrielle régionale. Vous m'excuserez, c'est que mon texte n'est pas très clair. Il fut ambassadeur et sous-négociateur en chef du Canada. Depuis 1988, il est président-directeur général de Strategico. Alors, donc, il est membre du National Capital Harvard Business School Alumni Club, des C.D. Howe Institute Policy Analysis Committee et Canadian-American Committee, ancien administrateur de Canadair, de Dehavilland, de Federal Business Development Bank, de Export Development Corporation. Alors, c'est un amateur de ski, à ce que je vois, ce qui ne fait pas nécessairement partie de son curriculum vitae et de ses compétences pour lesquels nous l'entendons aujourd'hui, mais ce qui nous le rend...

**M. Brassard:** Vous avez skié ensemble?

**Le Président (M. Bélanger):** Pardon?

**M. Brassard:** Vous avez skié ensemble?

**Le Président (M. Bélanger):** Non, pas encore. Alors, M. Ritchie, la parole est à vous. Nous vous écoutons avec grand intérêt.

**M. Gordon Ritchie**

**M. Ritchie (Gordon):** Merci, M. le Président, membres de la commission. J'ai l'impression d'être sur une pente un peu glissante aujourd'hui avec vous. Même si je suis diplômé de l'École nationale d'administration publique et actionnaire et administrateur d'une grande entreprise québécoise et propriétaire d'une petite entreprise québécoise, je ne suis pas Québécois, évidemment, et je suis donc doublement reconnaissant d'avoir cette opportunité de parler avec vous aujourd'hui concernant l'accession du Québec à la souveraineté et son impact économique.

Je dois vous avouer dès le départ que ça me cause une certaine peine parce que j'ai une très grande difficulté même à envisager un avenir où le Québec ne ferait pas partie du Canada. Je suis évidemment fédéraliste, après avoir travaillé au gouvernement fédéral depuis un bout de temps, et je croyais et crois toujours que le génie du fédéralisme permettra d'atteindre à l'intérieur de ce cadre-là toutes les aspirations de tout Canadien et Canadienne. Je trouverais donc que ce serait une tragédie au cas où le Québec déciderait de se séparer du Canada.

Ceci dit, la question, aujourd'hui, c'est, face à cette tragédie, quelles seront les leçons qu'on pourra tirer de l'analyse économique et de l'expérience pratique que nous avons eue dans le domaine des politiques économiques et des politiques commerciales? J'ai déposé pour les membres de la commission une étude que j'ai rédigée en mai 1991: "Réparer les pots cassés", pour l'institut C.D. Howe. Je propose aujourd'hui de la mettre à jour en tenant compte des développements récents pour ce qui est des rapports avec les États-Unis, le déroulement des négociations trilatérales avec le Mexique, les négociations du GATT et ainsi de suite, mais aussi à mettre le point sur peut-être quatre éléments.

Le premier, c'est l'intégration économique, qui est notre point de départ, la théorie et la pratique; deuxièmement, apporter un peu les perspectives des négociateurs pour ce qui est des rapports entre le Québec et le reste du Canada; troisièmement, apporter ces mêmes perspectives des négociateurs, quant aux rapports entre le Québec et les États-Unis, et, par la suite, tirer certaines conclusions.

Si vous le permettez, je vais commencer très brièvement avec la question de l'intégration économique qui constitue la base de la théorie économique sans doute la plus élaborée et la plus robuste. Comme vous savez tous, ça démontre bien que la libéralisation des échanges contribue à des gains d'efficacité économique, une hausse de revenu réelle, et donc ça mène à une amélio-

ration du bien-être économique de la population.

On peut peut-être distinguer quatre degrés d'intégration. D'abord, il y a l'autarcie économique où il n'y a pas vraiment d'échanges commerciaux. Ça, c'est un cas très rare, précisément pour des raisons économiques. Un seul exemple, peut-être, serait l'Irak aujourd'hui sous l'embargo de l'ONU.

Un deuxième degré d'intégration c'est le régime multilatéral du GATT, où il s'agit de la réduction des barrières commerciales, des principes de non-discrimination, des contrôles douaniers à la frontière, d'un système pour le règlement des différends et, en conséquence, d'une augmentation considérable du commerce, avec certains gains d'efficacité économique. Ça décrit, par exemple, les rapports entre disons le Canada et le Japon.

À un troisième degré plus avancé d'intégration, on parle de l'Accord de libre-échange où il y a un commerce, à toutes fins pratiques, libre entre les partenaires pour des biens qualifiés d'après certaines règles d'origine et que tout partenaire puisse mener des politiques externes indépendantes envers les tierces parties. Il existe quand même toujours certains contrôles à la frontière. Il y a un régime en plus pour le règlement des différends. Les accords de libre-échange, en théorie et en pratique, amènent à une augmentation très importante du commerce entre les partenaires, des gains économiques beaucoup plus importants. Un exemple courant serait, évidemment, l'accord entre le Canada et les États-Unis.

En troisième lieu, il s'agit de l'union économique. Pour avoir une union économique, il faut avoir ce qu'on appelle les quatre libertés à l'intérieur de l'espace économique: mobilité des biens, des services, des capitaux et des personnes à l'intérieur de cet espace; aucun besoin de contrôle à la frontière interne entre les partenaires; politique extérieure commune parmi les partenaires, ce qui va vouloir dire un tarif extérieur commun, des contingentements communs, etc. et d'autres politiques économiques communes, telles la politique monétaire et d'autres. Pour gérer une telle union économique, il faut forcément avoir des institutions communes, un Parlement commun, une commission centrale, etc. Et l'exemple le plus populaire aujourd'hui, évidemment, c'est l'Europe où le Marché commun de l'Europe essaie de devenir de plus en plus l'union économique de l'Europe.

Pour ce qui est du régime canadien, à l'heure actuelle, nous avons, d'une part, l'union économique canadienne qui constitue la septième économie du monde, au-delà de 700 000 000 000 \$, une envergure assez importante pour capturer des gains économiques très, très importants. Nous avons des politiques et institutions communes pour gérer cet espace économique; à l'intérieur de cet espace, les quatre libertés règnent. Il y a évidemment

certaines dérogations dans ce monde imparfait: des achats gouvernementaux des provinces, des boissons alcooliques, certaines professions et métiers et d'autres entraves dont je dois signaler que les entraves sont au moins autant, sinon plus, fédérales que provinciales, qui constituent donc une union économique imparfaite, mais quand même très, très intégrée. Et, en plus, nous profitons de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, le plus grand marché national du monde avec la suppression éventuelle, en 1998, des tarifs pour tout produit d'origine nord-américaine, des règles aussi pour gouverner les services, les investissements des personnes et ainsi de suite, et un système assez bien articulé pour le règlement des différends. Mais, même avec cet Accord de libre-échange, il est évident que le Canada et les États-Unis ont maintenu leur droit à gérer des politiques extérieures indépendantes.

C'est quoi l'impact économique de cette intégration économique? Les prévisions sont toujours dangereuses et donc leurs prévisions toujours fautives. Mais comme ordre de grandeur seulement, les experts ont calculé que l'impact de l'union économique au Canada a généré une augmentation entre 11 % et 16 % du produit national brut du Canada, ce qui va vouloir dire une valeur, en termes de bénéfices économiques, d'entre 11 000 \$ et 16 000 \$ par famille de quatre personnes en dollars 90. Ces bénéfices-là sont plus importants pour les citoyens et citoyennes de l'Ontario et du Québec que pour les provinces plutôt excentriques du pays. Et en plus on profite, ou on espère profiter, de l'impact de l'Accord de libre-échange canado-américain qui a été calculé à contribuer d'ici 1995 au-delà de 3,5 % à 5 % du PNB. Donc, ce sont des impacts économiques très substantiels qui découlent de l'intégration économique du Canada et l'association canadienne avec les États-Unis.

Pour m'adresser directement à la question devant la commission aujourd'hui, j'ai pris quelques prémisses et quelques perspectives. D'abord, une première prémisses évidente, c'est que la souveraineté, c'est la souveraineté. Au moment de l'indépendance du Québec, un pays souverain va affronter d'autres pays souverains. Les partenaires éventuels vont se comporter comme des pays indépendants, à la poursuite de leur intérêt national, tel que défini par ces partenaires, mais dans une reconnaissance d'intérêts mutuels. Et dans ces intérêts mutuels, les rapports économiques seront reconstitués par voie de négociations. Dans mon analyse, je ne tiens pas compte des gestes irrationnels ni de l'amertume qui pourraient régner. Ce n'est pas que je l'exclus, mais plutôt, comme point de départ, je ne le tiens pas en ligne de compte. Je présume plutôt un climat serein et responsable de part et d'autre.

Une deuxième prémisses, plus difficile, c'est que le reste du Canada s'appête à négocier. Il

ne s'agit pas d'une question de volonté. Il faut être clair là-dessus. Mais plutôt, au moment du démantèlement de la Confédération, au moment où le Québec accède à la souveraineté, qui serait donc l'interlocuteur pour le reste du Canada? Le reste du Canada n'a pas d'existence légale, juridique, sociale, politique, ou quoi que ce soit. Il n'est certainement pas représenté par le gouvernement fédéral. Depuis le quart de siècle, où moi j'ai travaillé au fédéral, c'était toujours, à l'exception de 12 mois, un premier ministre du Québec et une députation québécoise importante. Donc, le gouvernement fédéral, évidemment, ne représente pas le reste du Canada et le Canada n'existe que dans les mythes. Mais, par ailleurs, il existe neuf provinces; il existe au moins deux Territoires. Tout ça, juste pour signaler le fait que, comme base d'analyse, il faut reconnaître qu'avant qu'on puisse négocier ensemble pour reconstituer les rapports économiques entre les partenaires, il va falloir d'abord que le reste du Canada se reconstitue. Et le résultat de cette reconstitution est imprévisible à l'avance. Ça pourrait résulter en un seul pays mais quand même un pays dominé massivement par l'Ontario, probablement pas acceptable, au moins à certaines provinces, les provinces les plus excentriques. Ça peut se reconstituer en deux pays: l'un étant l'Alberta et la Colombie-Britannique et l'autre constituant le reste du Canada. D'autres ont suggéré que ça pourrait se reconstituer en quatre pays. Et tout ça, pour dire qu'il va falloir que le reste du Canada se reconstitue. Et pendant cette période de reconstitution, la priorité numero uno ne serait pas la négociation avec le Québec pour ce qui est des rapports qui vont régner entre le Québec et ses anciens partenaires. Je vais mettre ces aspects-là de côté pour l'instant pour revenir à la fin parce que je vous conseille de considérer sérieusement des implications pour le reste du Canada. Ce n'est pas seulement le problème du reste du Canada, c'est le problème pour un Québec qui cherche à négocier des ententes valables.

Enfin, la perspective que je vais adopter, c'est la perspective qui m'est la plus confortable, la perspective du négociateur. On m'a demandé à la porte si je proposais être un négociateur des ententes commerciales entre le Québec et le Canada et j'ai dû leur poser la question: De quel parti? Pour aujourd'hui seulement, je vais adopter le manteau de négociateur en chef d'un Québec souverain et explorer avec vous un peu les objectifs, les options et les points d'accrochage dans de telles négociations pour établir, ou rétablir, des rapports entre le Québec et le reste du Canada et entre le Québec et les États-Unis.

Parlons d'abord du Québec et du reste du Canada. Les objectifs d'une négociation seront, je crois, assez rudimentaires à chercher un accord avec le moins de délais possible et le moins d'accrocs possible. Un accord qui pourrait

maximiser les gains économiques pour les Québécois et les Québécoises sans sacrifier indûment l'indépendance difficilement obtenue. Que seront les options? Du point de vue économique, l'option à privilégier serait l'union économique. C'est l'idéal du point de vue économique. Et ça implique donc un maintien des gains économiques estimés, comme je vous l'ai dit, à quelque 10 % à 15 % du PNB et même perfectionner davantage cette union économique comme certains l'ont proposé.

Par ailleurs, il faut reconnaître qu'une union économique ne serait pas négociable. Ça implique des politiques et des institutions communes, précisément les institutions et les politiques qu'on aurait rejetées au moment de l'accession du Québec à l'indépendance. Autrement dit, il ne s'agit pas du retour au statu quo qu'on vient tout juste d'abandonner. Il y a deux autres possibilités nouvelles; l'une, c'est que le reste du Canada accepte que le Québec ait droit de veto absolu sur toute politique économique et tout changement de politique économique dans l'avenir, par exemple, une baisse ou une hausse de tarifs ou une baisse ou une hausse de quotas, etc. Encore là, je trouve cette hypothèse peu plausible. Ça constitue une base de parité binationale qui vient, d'après l'hypothèse, tout juste d'être rejetée à l'intérieur de la Confédération. Je vois mal pourquoi le reste du Canada l'accepterait à l'extérieur d'une telle Confédération.

Donc, une troisième possibilité pour maintenir une union économique serait que le Québec accepte le leadership du reste du Canada en toute matière économique, que le reste du Canada, seul, détermine les politiques économiques des baisses et des hausses de tarifs, etc., et que le Québec les adopte automatiquement et intégralement. Mais, pour moi, encore, ça, c'est peu plausible. C'est rendre dérisoire le projet même de l'indépendance; ça implique une perte d'autonomie importante par rapport à ce qui existe à l'intérieur de la Confédération.

(14 h 30)

Si ces trois possibilités sont exclues, comme je le prétends aujourd'hui, l'union économique n'est pas négociable. Qu'est-ce qui pourrait être négociable? Une deuxième option serait un accord de libre-échange entre le Québec et le reste du Canada. Évidemment, ce serait moins avantageux sur le plan économique qu'une union économique. Ça impliquerait un moindre degré d'intégration économique, ça permettrait quand même une divergence de politique externe envers une tierce partie, par exemple, des tarifs, des quotas, etc., et ça pourrait survivre avec l'absence relative d'institutions communes d'envergure. Donc, un accord de libre-échange offre certains gains d'intégration économique sans imposer les institutions politiques économiques communes impliquées dans une union économique.

Sur le plan économique, aussi, ça pourrait

dénicher des bénéfices, mais des bénéfices moindres. C'est de loin supérieur à l'autarcie économique mais c'est quand même inférieur à l'union économique, mettons, pour fins d'analyse, d'une perte qui s'équivalait à la moitié des bénéfices autrement obtenus. Autrement dit, une perte à 7.5 % du PNB. La négociabilité d'une telle entente, c'est un sujet très controversé, mais moi, je suis d'avis que ce serait négociable, pas sans difficultés, mais que ce serait négociable entre le Québec et le reste du Canada. Si ces négociations ne réussissaient pas, ce n'est pas la fin du monde non plus parce qu'on aurait quand même, comme troisième option, à voir les rapports entre le Québec et le reste du Canada sur la base du GATT, la base de la nation la plus favorisée. Mais les mêmes rapports avec le reste du Canada, qu'aurait le Québec, par exemple, avec l'Europe ça permet quand même une libéralisation importante du commerce des biens entre les partenaires – et avec des résultats de l'Uruguay Round – au cas où ces résultats seront entérinés – aussi, un cadre réglementaire pour les services, les investissements, la propriété intellectuelle, le règlement des différends et ainsi de suite. Et, en plus, des rapports genre GATT, la négociabilité, c'est quasi automatique. Si le Québec cherchait à accéder au GATT, ces négociations ne seraient pas indûment prolongées. Et ça pourrait maintenir au moins un minimum des bénéfices économiques de l'intégration économique, mettons, de l'envergure de 2.5 % à 3 % du PNB. C'est quand même un gain important par rapport à l'autarcie économique ou la rupture des relations économiques, ce que j'exclus comme totalement irréaliste. Des menaces qu'on entend dans quelques coins plutôt extrémistes que l'indépendance entraînerait une rupture totale des rapports économiques entre les partenaires ne sont pas, de mon avis, dignes de commentaires.

Présumons donc que vous acceptiez ma recommandation qu'on cherche à négocier un accord de libre-échange entre le Québec et le reste du Canada, quels seront les points d'accrochage potentiels? Je vais en mentionner seulement et brièvement quatre.

Un premier point, c'est la perte de contrôle ou d'influence sur les politiques du reste du Canada. Autrement dit, le reste du Canada serait parfaitement libre de varier unilatéralement ses tarifs, ses quotas, etc., envers des tierces parties, sans besoin d'obtenir le consentement préalable du Québec. Les secteurs les plus vulnérables, évidemment, seront les secteurs les moins compétitifs et, pas par coïncidence, les plus protégés. Ce sont des secteurs mous, tels vêtement, textile, chaussure, meuble, etc., et certains secteurs agro-alimentaires, avant tout, les produits laitiers. Mais il faut reconnaître que, précisément, ces mêmes secteurs vont être obligés d'affronter des défis difficiles, même sans un accord de libre-échange l'accord du GATT, et

même sans l'accord du GATT. La compétitivité internationale va continuer à créer des problèmes très difficiles pour ces industries-là. L'adaptation s'impose. La seule chose à négocier, c'est plutôt le "phasing", le "timing" de cette adaptation.

Un deuxième point d'accroc, c'est le besoin d'introduire des contrôles de douanes, etc., à la frontière. Ça découle inéluctablement des divergences éventuelles de politique externe des partenaires. Par exemple, le moment où le reste du Canada baisse les tarifs sur, mettons, les vêtements et les chaussures, et que le Québec garde quand même les tarifs à un niveau relativement haut. À ce point-là, il va falloir que le Québec installe à la frontière des contrôles douaniers pour s'assurer à ce que des produits n'entrent pas au Canada sans payer une douane substantielle pour être transmis directement à travers la frontière au Québec. Ce pourrait être la même chose pour des pièces d'automobile, présumant que le Québec baisse ses tarifs, l'Ontario maintient un haut niveau de tarifs. À ce moment-là, il va falloir que l'Ontario établisse des contrôles à la frontière, ce qui permettrait quand même au commerce de traverser la frontière, mais pas sans certains délais et certains coûts potentiels assez importants. Le pont Hull-Ottawa ressemblerait au pont Détroit-Windsor, et la 401 serait comparable à la frontière Québec-New York.

Un troisième point d'accroc, c'est l'application des règles commerciales au commerce entre le Québec et le reste du Canada. C'est un sujet un peu technique, mais je vais brièvement expliquer que, aux États-Unis, les lois sont devenues des instruments de guerre commerciale: les droits compensatoires, les droits anti-dumping, etc., à un point que je trouve franchement pas mal exagéré. Ces règles-là, aujourd'hui, ne sont pas applicables au commerce entre le Québec et le reste du Canada. Si un producteur québécois croit qu'il fait face à du dumping d'un producteur du Nouveau-Brunswick, il n'aurait pas recours à des lois sur le commerce déloyal. Si un producteur ontarien croit qu'il fait face à des industries subventionnées au Québec, il n'aurait pas droit à avoir recours à des droits compensatoires. Au moment de l'indépendance, évidemment, ces règles commerciales vont s'appliquer à cette frontière également. Et on pourrait bien s'attendre à ce que ça devienne un instrument privilégié dans la lutte compétitive pour bloquer des compétiteurs de l'autre côté de cette frontière interne. Ce serait sans doute un découragement des investissements et le découragement serait le plus fortement ressenti chez le partenaire plus petit, comme on le sait d'expérience. C'est là l'enjeu avec les Américains en ce moment. Mais il faut quand même se rappeler que certaines de ces pratiques et politiques qui seront les plus vulnérables à de telles lois sont aussi des pratiques qui sont mieux abolies.

Quatrième point: c'est le besoin pour un

Québec indépendant d'assumer des responsabilités nationales. Il ne s'agit pas seulement des droits nationaux, mais aussi certaines responsabilités nationales. Qu'est-ce que ça va vouloir dire dans le domaine des relations économiques? Parmi d'autres choses, il aurait fallu que le Québec s'engage à gérer ses achats gouvernementaux sur une base non discriminatoire, que le Québec accepte de limiter son droit de contrôle sur les investissements, que le Québec accepte de ne pas avoir de discrimination envers des institutions financières. Ce sont là des responsabilités qui, en ce moment, ne sont pas assumées qu'au niveau des gouvernements nationaux, quand le Québec en deviendra un.

Je passe maintenant à la question des négociations des rapports entre le Québec et les États-Unis. J'ose dire encore que l'objectif serait de maintenir ou réinstaurer l'Accord de libre-échange entre le Québec et les États-Unis et de maintenir ou réinstaurer certains autres accords, tels l'accord sur les automobiles, produits de la défense, etc., etc. Quelles sont les options? Encore là, l'option de rupture des liens commerciaux, c'est parfaitement irréaliste. Le Québec et les États-Unis vont continuer à être des partenaires commerciaux de grande envergure. La question, c'est plutôt sous quels termes et conditions va avoir lieu ce commerce. Une deuxième option serait que ce commerce procède sur la base du GATT, la nation la plus favorisée. Comme j'ai dit tantôt, je prends pour acquis que le Québec pourrait accéder sans grande difficulté au GATT, et donc être parfaitement autorisé à participer à tous les bénéfices et à toutes les disciplines de l'accord du GATT. Ça constitue une base adéquate, sinon la base la plus préférable pour des rapports entre le Québec et les États-Unis. Il s'agit de la perte du statut préférentiel dont nous disposons aujourd'hui. Aujourd'hui les producteurs, les exportateurs québécois dans les marchés américains disposent d'un avantage préférentiel vis-à-vis de tout le monde, sauf des Américains et des autres Canadiens. Au cas où les rapports commerciaux entre le Canada et les États-Unis iraient plutôt sur la base du GATT, on trouverait que nos exportateurs sont désavantagés vis-à-vis du reste du Canada et vis-à-vis, éventuellement, du Mexique et sur le même statut que les Japonais, les Européens et d'autres. Donc, dans la pire circonstance, on pourrait avoir recours au GATT pour régler nos rapports commerciaux entre le Québec et les États-Unis.

Mais une troisième option, l'option que je retiens personnellement, serait de renégocier un accord de libre-échange entre le Québec et les États-Unis. Je dis bien renégocier. Il est certain que l'Accord de libre-échange ne s'appliquerait plus aux rapports entre le Québec et les États-Unis au moment de l'indépendance du Québec. Les Américains auraient le droit d'exiger une renégociation de cet accord. Après tout, c'était

un accord entre le Canada et les États-Unis; en tout cas, il y a un avis préalable de six mois entériné dans l'accord. Les Américains auront aussi intérêt à exiger une renégociation, ce qui leur permettrait de poursuivre leur agenda de contentieux avec le Québec et certains objectifs particuliers envers le Québec. Le statut d'autres accords serait aussi remis en question: le Pacte de l'automobile et le pacte sur les biens de défense. Encore là, les deux ne sont pas sans un certain intérêt pour les industries québécoises, avant tout les "voituristes" et l'aérospatiale.

Ce serait quoi, la posture des Américains dans une telle négociation? Ce serait très dangereux de se leurrer avec l'idée que, vu l'amitié évidente entre les Québécois et les Américains, ça se traduirait en termes de concessions importantes à la table de négociations. D'expérience personnelle, je pourrais vous dire que le monde réel n'est pas comme ça. C'est très dangereux de personnaliser des politiques étrangères de cette façon-là. Même s'il y a de très bons rapports entre les chefs d'État, ça n'équivaut pas à une générosité d'esprit à la table des négociations, avant tout quand il s'agit du sacrifice des intérêts ou des intérêts perçus des producteurs domestiques. Donc, on pourrait compter sur une chose: un protectionnisme américain très agressif.

J'ai déjà émis certains commentaires sur leur comportement sous l'Accord de libre-échange, alors qu'ils nous ont harcelés pour ce qui est du porc, et on a eu gain de cause sous l'accord. Ils nous harcèlent en ce moment pour le magnésium, avec un comportement absolument indécent et, un cas très important, le cas du bois d'œuvre est en litige à ce moment-ci. Si nous avons des problèmes avec les Américains et avec les attitudes américaines aujourd'hui, ensemble, avec l'Accord de libre-échange, imaginez-vous la situation dans laquelle on se trouverait, divisés, sans Accord de libre-échange. Donc, je prends pour acquis que les Américains seront très agressifs dans une renégociation de l'Accord de libre-échange. Je n'ai pas discuté d'une quatrième option qui serait toujours l'option de l'union économique parce que je trouve ça irréaliste entre le Québec et les États-Unis.

Présumant qu'on va donc poursuivre une négociation d'un accord de libre-échange entre le Québec et les États-Unis, quels sont les points d'accrochage? L'un des points principaux serait tout de suite la question des achats gouvernementaux. Les États-Unis vont chercher à avoir un accès totalement non discriminatoire à tout achat gouvernemental au Québec, que ce soient des ministères ou, avant tout, d'Hydro-Québec. Le fait qu'ils cherchent de telles concessions ne veut pas dire que le Québec sera obligé d'y accéder, mais ce sera certainement sur la carte que les Américains cherchent à remplir et ce serait d'après eux un objectif très important.

(14 h 45)

Un deuxième objectif, pour les Américains, serait la suppression du régime de protection pour l'industrie agro-alimentaire. En ce moment les produits laitiers et la volaille sont protégés par un système très restrictif de contingentement pour protéger le système de gestion de l'offre. Il est évident que ce qui est envisagé, mais pas encore entériné, dans les négociations à Genève aurait pour effet de transformer ce système-là de protection en un système de tarification, à un niveau qui reste à être établi. Dans une négociation bilatérale, je prends pour acquis que les Américains vont chercher au moins des coupures accélérées des tarifs protégeant les industries agro-alimentaires du Québec.

Un troisième point d'accrochage serait sur la question des subventions industrielles. Comme j'ai mentionné, nous avons déjà en litige avec les États-Unis, sous l'Accord de libre-échange, le cas du bois d'oeuvre, le cas du magnésium, etc. Les Américains vont avoir comme objectif une entente qui va engager le Québec à laisser tomber toute subvention telle que définie par les Américains, ce qui va vouloir dire toute subvention directe, que ce soit de la SDI, du ministère de l'Industrie, des programmes d'aide à l'industrie, des programmes de développement industriel, des programmes de développement régional, etc. et en plus évidemment des contrats dits "subventionnés" de l'Hydro.

Il faut reconnaître que l'objectif américain ne serait pas seulement de garder la liberté de s'attaquer à ces mesures-là, mais même à engager le Québec à ne jamais utiliser de tels outils comme instruments de développement. Il y a deux points à noter là-dessus. L'un, c'est que la plupart de ces pratiques de subventions directes, franchement, et je dis mea culpa, mea maxima culpa, que j'étais l'administrateur du plus grand programme de subventions industrielles du Canada, ces programmes-là sont très peu efficaces. Et dans une période de contraintes budgétaires, ce ne serait pas une grande perte.

Deuxièmement, il faut reconnaître que certaines de ces pratiques-là pourront s'avérer moins vulnérables si les rapports du GATT sont entérinés, moins vulnérables qu'à l'heure actuelle. Ceci dit, ça, ce serait sous les règles du GATT qu'elles seraient moins vulnérables, mais ça ne nie pas que les Américains vont chercher, comme ils ont cherché dans les négociations originales avec le Canada, à engager le Québec à ne jamais utiliser de telles mesures de subvention.

Un quatrième objectif, encore je pourrais parler d'expérience personnelle, serait les services financiers ici au Québec. Et avant tout, la question du rôle, d'après les Américains, privilégié qu'occupent les caisses populaires, avec des droits spéciaux pour ce qui est de l'obtention des fonds et la provision des services financiers d'après les lois et les droits qui ne s'appliquent pas à d'autres institutions financières. Comme vous savez, là-dessus, les institutions financières

sont pour les Américains le point de mire et sont donc un objectif prioritaire.

En cinquième lieu, les Américains vont s'attaquer, et de façon assez vigoureuse et même parfois exagérée en s'attaquant, à ce qu'ils appellent le Québec inc. Comme vous le savez, en ce moment, c'est très politisé aux États-Unis. Il y a une guerre qui se fait contre les kaïretsu japonais. Et dans la politique américaine, les kaïretsu japonais et le Québec inc. sont deux choses presque parfaitement pareilles. Ce qui va vouloir dire qu'ils vont chercher à limiter la portée des activités de la Caisse de dépôt et placement, essayer à limiter encore une fois le rôle de l'Hydro et d'autres aspects de concertation directe dont le Québec a disposé dans le passé pour promouvoir sa stratégie industrielle.

Et enfin, en sixième lieu, les Américains auront une liste incroyable d'irritants spécifiques qu'ils vont vouloir régler dans une telle renégociation: la culture, la sécurité nationale, etc. Je pourrais même maintenant écouter Carla Hills dire que "everything is on the table".

Donc, en guise de conclusion, je vous amène quelques observations. D'abord, que le statu quo constitue un régime très favorable, même privilégié. Nous faisons partie d'une union économique, septième pays industrialisé du monde, avec un accord de libre-échange avec le plus grand marché national du monde.

Deuxièmement, que l'indépendance va inéluctablement exiger une renégociation des rapports avec les États-Unis, qui se saisi- ront de l'occasion pour avancer leurs objectifs, et des rapports avec le reste du Canada.

Troisièmement, qu'il ne faut pas laisser de vue cette question de la reconstitution du Canada. Ce n'est pas vrai que ce n'est pas notre problème, ici, au Québec. Ça devient vite partie de notre problème au moment où on ne pourrait pas trouver un négociateur ou un interlocuteur valable de l'autre côté de la table des négociations. Si le reste du Canada est en train de se déchirer en petits morceaux, de s'assimiler aux États-Unis ou même seulement de passer à travers une période longue et difficile d'incertitude, cela va avoir des conséquences excessivement difficiles pour un Québec qui est partenaire économique intime avec ce reste du Canada.

Quatrièmement, c'est mon point de vue personnel, qu'un résultat possible, le meilleur résultat possible, serait un accord de libre-échange qui va regrouper le Québec, les États-Unis, le reste ou les restes du Canada et, peut-être, le Mexique. Ça pourrait nous permettre de maintenir quand même une bonne proportion des bénéfices qui découlent de l'intégration économique. J'estime la perte de cet accord de libre-échange entre le Québec et le Canada, le reste du Canada, aux alentours de 5 % à 7,5 % du PNB, ce qui va vouloir dire 3000 \$ à 4000 \$ par capita, 12 000 \$ à 15 000 \$ par personne. Ce sont là des ordres de grandeur auxquels on fait



évidemment face au cas où on trouve qu'on doit abandonner l'union économique existante pour passer à un accord de libre-échange entre le Québec et le reste du Canada.

Je termine en précisant que je suis plutôt optimiste; je trouve que ce serait une négociation difficile, mais une négociation possible. Le Québec ne serait pas sans cartes importantes à jouer, il ne serait pas sans ressources humaines, ici dans les ministères et dans les universités, très substantielles et très importantes pour aider à guider ce processus-là.

Donc, M. le Président, je vous remercie pour votre indulgence et je suis ouvert à toutes questions et propositions.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous vous remercions, M. Ritchie. La première question, c'est le député d'Orford. M. le député.

**M. Benoit:** M. Ritchie, bienvenue parmi nous. Première remarque, je vous invite en ski dans le comté d'Orford. J'ai vu que vous étiez un skieur, alors on fait notre promotion partout où on peut dans le comté d'Orford. La neige est bonne et on vous y invite.

**Une voix:** Et le mont Orignal?

**M. Benoit:** Alors, vous prétendez qu'un Québec souverain, M. Ritchie, ne pourrait pas réussir à conserver un marché unique avec le reste du Canada. Un accord de libre-échange ou, au mieux, une union douanière serait le maximum d'intégration que pourrait atteindre une association Québec-Canada. Pour quelle raison le Québec-Canada ne pourrait-il pas conserver son niveau d'intégration économique actuel? Finalement, tout votre raisonnement arrive à la conclusion que tout ça tomberait le lendemain de la souveraineté, mais on a peut-être un peu de misère à vous suivre. Pourquoi tout ça tomberait-il effectivement et pourquoi ne pourrait-on pas conserver ce niveau d'intégration économique actuel?

**M. Ritchie:** Pour une raison très fondamentale, c'est que l'union économique exige aussi une intégration politique très substantielle au niveau des institutions communes et des politiques communes. Comme vous le savez très bien, par exemple, l'Europe n'est pas arrivée à l'union économique. C'est un marché commun qui cherche à devenir, avec un Parlement à Strasbourg, avec une grande commission à Bruxelles, etc., une union économique dotée des institutions nécessaires; mais il est loin d'être arrivé là.

Dans le contexte actuel où on présume de notre hypothèse pour fins d'analyse, que le Québec vient d'accéder à l'indépendance et ne fait plus partie de la Confédération, ce qui veut dire qu'on aurait, hier, laissé tomber le Parlement commun, les politiques communes, les

institutions communes, etc., et la question se pose: Vu qu'on vient tout juste de laisser tomber ces institutions communes, présumant des bonnes raisons, comment et pourquoi va-t-on maintenant les rétablir? Et évidemment, en les rétablissant, comme je vous l'ai indiqué, il y a différentes possibilités, mais toute possibilité va directement à l'encontre de tout le projet de l'indépendance. Sur une hypothèse, le Québec, comme l'Irlande, adopte automatiquement toute politique décrétée par le reste du Canada. Je trouve ça inacceptable. Si c'était là l'objectif, eh bien, l'indépendance serait illusoire.

Par ailleurs, ce serait possible, au cas où le reste du Canada qui vient tout récemment de dire non, d'après cette hypothèse, dise maintenant oui. Nous n'étions pas prêts à accepter la constitution binationale d'une confédération avec droit de veto du Québec sur toute politique et tout changement de politique. Mais, vu qu'on n'était pas prêts à l'accepter à l'intérieur d'une famille, maintenant que vous sortez de la famille, on va vous céder tous ces droits et ces prérogatives. Je comprends un peu mal dans quelle optique on croit que la Colombie-Britannique, l'Alberta ou qui que ce soit puisse vraiment présumer que c'est dans l'intérêt du reste du Canada. Donc, c'est pour ces raisons-là que je trouve que c'est impossible.

**M. Benoit:** D'accord. Dans le cas d'une négociation d'une union douanière, vous écrivez à la page 7 de votre document, que "les consommateurs du reste du Canada risquent de refuser de continuer à payer le tarif réel très élevé imposé à l'habillement, aux chaussures et aux meubles importés, tarif qui avantage les entreprises situées principalement au Québec." Est-ce que vous laissez sous-entendre, ici, qu'il n'y a pas de tarif qui n'avantage pas le reste du Canada et qui désavantagerait le Québec? Est-ce que c'est ce que je dois comprendre?

**M. Ritchie:** Bien, en tant que négociateur, j'aurais aimé trouver de tels tarifs. Quand on passe à travers, et je ne veux pas entrer dans des détails trop techniques, mais, quand on examine les secteurs dans lesquels les tarifs sont les plus élevés, lesquels trouve-t-on? Les vêtements: un tarif qui varie entre 19,7 % à 22,7 %; 55 % de la production canadienne se trouve au Québec; les meubles: un tarif de 11,8 % à 13,1 %, un tarif quand même très élevé; 32 % au Québec; les textiles: 10,6 % à 16,8 % et malheureusement, encore là, 44 % au Québec. Et j'en passe. Mais, quand on examine les tarifs les plus élevés, presque sans exception, ce sont les secteurs où la proportion de la production canadienne qui se trouve concentrée au Québec est bien supérieure à la proportion du Québec dans l'économie canadienne.

**M. Benoit:** Dernière question. Je la pose à

tous ceux qui sont venus nous rencontrer et qui ont eu le malheur de prononcer le mot "lait" dans leur présentation, SECOR, Informetrica, M. Bernier, la semaine dernière. Vous nous parlez, à la page 14 de votre présentation, des quotas d'importation de lait. J'aimerais que vous m'en parliez un peu plus.

La semaine dernière, au moment où j'ai posé une question à M. Bernier, de l'Université Laval, sur la réorganisation des quotas, mon savant confrère de Lac-Saint-Jean nous a vite répondu qu'il n'y avait pas de vache dans le reste du Canada et qu'il ne voyait pas de problème pour que les quotas soient pris là-bas. J'ai souvent pensé que les Américains se feraient un plaisir d'importer ici et que la production laitière pourrait, finalement, se remplir assez rapidement dans l'Ouest canadien.

(15 heures)

Ceci dit, je vous pose la question parce que ça nous intéresse. Il y a 17 000 producteurs de lait au Québec, c'est une industrie importante et on n'a pas la réponse là-dessus. Finalement, le président de l'UPA nous dit: il n'y a pas de problèmes. Il a dit ça sur toutes les tribunes. Il le disait encore en fin de semaine. Par contre, tous les experts qui sont venus nous voir sans exception, SECOR, Informetrica, Bernier, vous et d'autres d'ailleurs sont venus nous dire: Oui, il y a un sérieux problème au niveau du lait et j'aimerais que vous nous en donniez un peu plus là-dessus.

**M. Ritchie:** C'est un très sérieux problème mais ceux qui disent autrement doivent expliquer comment ils peuvent arriver à une telle conclusion farfelue. Le problème à l'heure actuelle, c'est que nous avons créé — et je précise que c'était sous un régime fédéral, mais quand même des politiques provinciales dans ce cadre-là — un système de gestion d'offres qui est basé sur le fait que nous avons compartimenté le marché canadien pour exclure à toutes fins pratiques la concurrence des produits importés. En conséquence, le prix du marché au Canada est de loin supérieur au prix du marché mondial. Autrement dit, si on n'avait pas ces embargos ou ces contingentements, soit que le prix va baisser automatiquement au prix mondial et être approvisionné soit de l'extérieur ou soit par les producteurs canadiens mais à un prix beaucoup plus bas. En ce moment, ça fait partie des compromis qui se font de part et d'autre parmi les partenaires de la Confédération et une partie de ces compromis qui est carrément censée favoriser le producteur de lait au Québec, c'est que le producteur au Québec puisse avoir accès à un marché beaucoup plus grand que le marché québécois, presque le double du marché québécois, à ce prix astronomiquement haut. Au moment de l'indépendance du Québec, tout ce que le Québec pourrait garantir, c'est son propre marché sauf si le Québec pouvait persuader le

reste du Canada de continuer de payer le double du prix pour son lait. Et ça, c'est hautement improbable. Ce qui se produirait serait plutôt que le producteur québécois va, d'une part, perdre son marché à l'extérieur du Québec, ce qui couperait par plus du tiers, presque la moitié de sa production totale et, deuxièmement, il y aurait des pressions faites très sévères sur le marché au Québec. Avec un embargo, on pourrait faire certaines choses mais quand même, avec des pressions, avec l'accord de l'Uruguay, ce serait même pire mais avec ces pressions-là. On pourrait même envisager que le producteur québécois ferait face à un prix réduit. Donc, perte aux alentours de la moitié du marché et un prix pas réduit de moitié, mais bien réduit par rapport au prix à l'heure actuelle. Ce qui va vouloir dire qu'il y aura quand même des producteurs de lait au Québec mais ils seront pas mal peu nombreux.

**M. Benoît:** Parfait, merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** M. le Président. Bonjour M. Ritchie. Je voudrais, si vous me le permettez, vous exposer un de mes souvenirs de surlendemain de l'élection de 1976. Aux nouvelles de six heures le soir, j'ai eu la surprise de voir la ministre fédérale de l'Expansion économique régionale annoncer qu'étant donné le résultat de l'élection dans le Québec, il n'y aurait plus aucune subvention du MEER au Québec, le 17 novembre 1976. J'ai, par hasard ou autrement, été nommé responsable des négociations des ententes Canada-Québec avec le fédéral.

**M. Ritchie:** En quelle année?

**M. Léonard:** J'ai été nommé en 1977 ou fin 1976, au lendemain de l'élection. J'étais alors ministre de l'Aménagement. Et, évidemment, on se sentait petit devant quelqu'un qui avait déclaré haut et clair qu'il ne nous parlerait plus et que, surtout, il ne nous donnerait pas d'argent. Mais nous sommes entrés dans des négociations et, le 23 juin 1977, j'ai signé la plus grosse entente qui avait été conclue à ce moment-là pour 439 000 000 \$. Pendant les quatre ans où j'ai été responsable du dossier, j'en ai signé pour plus de 1 500 000 000 \$. Et vous comprendrez que, quand je lis votre texte disant que tout le monde va être de bien mauvaise humeur et qu'on ne se parlera plus, il y a quelque chose comme des intérêts qui parlent si les gens ne se parlent plus et ce n'est pas long qu'ils se mettent à parler. Je ne le rappelle pas pour me vanter de ce que j'ai fait mais parce que c'est une réalité de gens qui nous déclaraient la guerre et qui nous ont parlé et qui ont négocié avec nous, pas pour nous demander des choses, pour nous

donner de l'argent. Alors, figurez-vous que s'il y a des intérêts des deux côtés de la table, nous allons nous parler entre Québec et Canada. Je pense que c'est inévitable et que vous pourriez dire n'importe quoi à l'encontre. Je comprends que vous êtes en position de négociation, que beaucoup de personnes qui parlent au Canada anglais, à l'heure actuelle, se mettent en position de négociation vis-à-vis du Québec, mais nul n'enlèvera le droit des Québécois à disposer d'eux-mêmes et je pense qu'il faut le reconnaître comme tel, à moins de nier les réalités internationales aussi. Alors, moi, je pense que, sur ce plan-là, je n'ai pas de doute. Je sais qu'on peut agiter toutes sortes de peurs, toutes sortes d'éléments, très bien. Qu'il y ait des gens de mauvaise humeur, je peux l'admettre. Que cela tienne très longtemps et que cela empêche toute entente ultérieure, je ne le crois pas, tout simplement.

Je pense que le Québec vise à rétablir ses positions dans le continent nord-américain parce que, à la différence, probablement, de ce qu'il se disait il y a 20 ans, 15 ans et même 10 ans, les perspectives du Québec ne sont plus seulement — seulement — ses relations avec le Canada, mais ses relations avec les autres partenaires du continent nord-américain et cela fait quand même pas mal de différence et cela aussi nous donne des assurances parce que, autrement, nous pourrions nous retrouver dans la même situation, si jamais le Québec disait un oui quelconque au Canada anglais, qu'au lendemain du rapatriement de la Constitution sans le Québec. Parce que c'est ça l'expérience concrète et vécue du Québec. Alors, moi, je pense qu'il y a de ces intérêts qui parlent, ne serait-ce aussi que les négociations sur le partage de la dette, cette dette qui était encourue par le fédéral. Et je pense que tout le monde peut admettre que, éventuellement, ça peut être intéressant que le Québec en assume une certaine part, mais ça, ça fait partie des intérêts bien compris du Canada anglais.

Par exemple, ces jours-ci, on discute du GATT et ce matin, M. Ciaccia, dans *La Presse*, si j'ai bien lu, disait: Si le GATT maintient sa position que les régions et ceux qui parlent en leur nom, donc les Institutions, les provinces comme le Québec, ne pouvaient pas établir de programmes de subvention et que le GATT maintenait cette position, il entrerait dans des négociations avec les États-Unis. C'est ça qu'il a dit, c'est ça qui était écrit à moins que ce soit démenti. Alors, je pense que ça vient en contradiction avec ce que vous avez dit tout à l'heure que le Québec, à ce moment-là, se ferait manger et M. Ciaccia ne pourrait pas réaliser ce qu'il a dit. Alors, est-ce que vous êtes d'accord avec la position de M. Ciaccia là-dessus? Comment l'expliquez-vous?

**M. Ritchie:** J'aurais cru que le débat aurait

progressé à un niveau un peu plus sophistiqué et c'est pour ça que je suis venu ici, aujourd'hui, de façon aussi objective que possible, après avoir énoncé mon point de vue, mais, quand même, de mettre sur table des analyses plutôt objectives. J'ai l'impression que votre intervention était rédigée bien d'avance, certainement avant mes commentaires de cet après-midi. Vous m'avez attribué précisément le contraire...

**M. Léonard:** Vous voulez voir mes notes?

**M. Ritchie:** ...parfaitement le contraire de ce que j'ai dit. Vous dites que, moi, je prétends qu'à cause d'une bien mauvaise humeur on ne se parlerait plus. J'ai dit précisément le contraire. J'ai dit que je prends pour acquis qu'on serait dans un climat serein, qu'on va respecter nos intérêts mutuels et j'ai même pensé à la question plutôt sérieuse de discuter quels seront vraiment les enjeux, les objectifs, les options, etc. Et même, j'ai conclu et je reconnais bien que bon nombre d'autres analystes contestent mon optimisme là-dessus, mais j'ai conclu qu'on pourrait fort bien conclure une entente entre le Québec, le reste du Canada et les États-Unis. Donc, charrier en disant que j'ai dit le contraire de ce que j'ai dit, ce n'est pas vraiment digne d'une question de cette importance. J'espère bien que cette mise en garde acceptable contre l'exagération, de part et d'autre, ne va pas quand même fermer les oreilles contre des analyses et des discussions plutôt sérieuses, des points d'accroc substantiels.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I had a professor once that said that Joseph Schumpeter was the greatest of all economists because he was the only economist, in the sense of tragedy, perhaps because he was an Austrian. I think Canadian economists and business consultants must be developing the same sense. I believe that the case that you have made is most important and I would agree with it, by the way, in the emphasis that you have placed on the idea that a future sovereign Québec would not be actually dealing with Canada, as it keeps thinking of it, but rather with the place that I will call, for want of a better word, ROC land. ROC land itself would have to be politically reconstituted. It would have a different set of objectives, and economic purposes than the existing State of Canada and that therefore, even leaving aside unpleasantness or feeling and so on, merely because of that quite different reconstituted political unit. There would be issues arising to do with a free trade agreement and with economic arrangements, in general, between the sovereign Québec and ROC land. We dealt with this issue, to some extent this morning, in an

Interesting exchange with Mr. Landry, and he took a different position than your own, arguing, broadly speaking, that we can say, in the kind of argument that you have presented, is that it would be so destructive to the interest of even this future truncated Canada, this ROC land, to bow out of the Free Trade Agreement, to bow out of existing external agreements of the kind that GATT involves, that the cost could be so large in terms of the interest of that State, that in practice, it would be pushed towards a ready agreement, on an almost entirely happy economic arrangement with the new sovereign State of Québec. I was somewhat sceptical about Mr. Landry's view, but I would be interested in what you have to say about it.

**M. Ritchie:** Let me first reiterate, but even more forcefully, the message that I have tried to take to people in the rest of Canada, which is that the economic consequences of separation for Québec may pale by comparison with the consequences for the rest of Canada. That is something that is completely unappreciated, unrecognized in the rest of Canada. Not only do I believe, although my fellow negotiator Simon Reisman disagrees, that the Free Trade Agreement would not withstand that kind of dismantling of Confederation. More broadly speaking, the economic impact would demonstrably, on Ontario, in particular, be very serious, even assuming that we are not in any of this kind of political confusions. When it comes to the political confusions, I believe it is rather tragic, again how little discussion there is of this issue, not only in Québec but in the rest of Canada. One has to distinguish very clearly three different categories of provinces. One is Ontario. Ontario and Québec are brother and sister, they are inextricably linked. There is no way on God's earth that an Ontario Government or a Québec Government could take any action which would unnecessarily imperil close economic relationships between the two countries, and I simply do not believe those who argue that even in the wildest scenario, we could see a situation where that rupture would occur. So, Ontario must see its interest is very closely linked with Québec, except in extreme circumstances. One can never rule out the extremes in this kind of thing.

At the other end of the spectrum, let me tell you that as far as my friends in British Columbia and Alberta and Newfoundland are concerned, if I were to tell them that the departure of Québec would impose significant economic costs, they would know I was telling an untruth. There would be no adverse economic impact and positively and possibly positive economic impact, as far as British Columbia is concerned, as far as Alberta is concerned and, possibly, under some circumstances, as far as Newfoundland is concerned. Those provinces do not have an economic interest in continuing a

relationship, and would strongly oppose negotiations which were based upon making massive concessions to Québec, to somehow keep the game together.  
(15 h 15)

The other provinces, Manitoba, and the Maritimes – and now I speak as a New Brunswicker – they are dependents, they are orphans, they're looking for a nourishing mother, and if they can find it in the United States, they'll take it there, otherwise they'll have to look to Ontario and see if they can make some deal there. But when it comes to negotiations, where Mr. Landry is making two very serious mistakes, and Mr. Landry and I have agreed on so many things that I hate to disagree with him on this one, but there are two very serious mistakes there. The first is the fundamental assumption that, indeed, the costs are so great to the rest of Canada, as a whole, that they would be prepared to make arrangements on practically any terms dictated by Québec, and that is simply not true, anymore than the opposite would be true. If the rest of Canada's demands clearly were hopelessly unrealistic and vengeful and spiteful, then Québec might well have to consider, as an alternative, not reaching an agreement. But I think that's... It is the first point that has to be made.

The second point is that we are talking about a political crisis of extraordinary proportions. We're talking about a situation in which the rest of Canada will literally be obliged to reconstitute itself. It would have no national government, it would have no national institutions, it would have nine provincial governments who would be operating from entirely different points of view, entirely different perspectives. And just in terms of the uncertainty of that, the economic and financial impact upon the credit worthiness of Canada and Québec, upon the attractiveness of this region of the continent as a place to invest, the impact of that would be truly, truly horrendous to even contemplate. And so, therefore, it would be a very serious mistake to consider that somehow, we can take for granted, here in Québec, that Quebecers can take for granted, that there will exist some wise and knowledgeable rest of Canada which will see it as being in its interest to quickly and expeditiously reach agreement, to put back in place almost exactly what we have just dismantled.

**M. Cameron:** Thank you.

**M. Ritchie:** Thank you.

**Le Président (M. Thérien):** Oul. Le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Ritchie, dans votre mémoire, vous parlez à la page 6, vous soulignez la question du traitement

national auquel serait astreint le Québec, en regard du GATT et en regard de l'Accord de libre-échange, en devenant souverain. En ce qui concerne les achats gouvernementaux, M. Ritchie, quelles seraient les conséquences de ce traitement national pour le Québec? Est-ce qu'il y aura des changements qui seront prévus automatiquement à l'intérieur du cadre de l'Accord de libre-échange, et quelles seraient les conséquences pour le Québec à ce moment-là?

**M. Ritchie:** Dans le contexte du GATT, il y a un code spécial qui régit les achats gouvernementaux, qui engage les pays participants à traiter de façon non discriminatoire certains achats des autres pays contractants. Les produits couverts sont négociés et définis pour l'ensemble des partenaires, et c'est une liste assez exhaustive. Mais par ailleurs, chaque partenaire négocie quels organismes seront touchés par ces règles-là. À l'heure actuelle, le Canada s'est engagé — je parle, avant les négociations qui sont en cours — mais aujourd'hui, le Canada n'a accepté ces engagements que pour tous les ministères fédéraux. Ça ne touche point les institutions provinciales, pas les gouvernements provinciaux, pas les agences, sociétés de la couronne, etc. En plus, la plupart des agences fédérales, une bonne proportion même des achats au fédéral ne sont pas couverts par ces engagements. Au cas où le Québec accèderait au GATT comme pays indépendant, ce serait négocié, et le Québec proposerait sans doute une liste assez restreinte. Les autres partenaires vont essayer de l'inciter à accepter une liste plus générale. Pour ce qui est des négociations bilatérales, les États-Unis, à mon avis, n'accepteront point un accord avec le Québec qui ne couvrirait pas les achats par Hydro-Québec, mais suggérerait comme toujours quelque chose à négocier, et il serait même possible, au bout du chemin, que le Québec dise que dans ce contexte-là le Québec n'est pas intéressé à faire partie d'un accord sur les achats gouvernementaux, ce qui aurait pour effet que des exportateurs québécois n'auraient pas de droits aux États-Unis, mais également que les Américains n'auraient pas droit d'être traités de façon non discriminatoire par Hydro-Québec. Mais je suis convaincu, par expérience personnelle, que leur cible privilégiée dans le contexte des achats gouvernementaux serait forcément Hydro-Québec.

**M. Maciocia:** Et c'est ça, on est porté souvent, M. Ritchie, à faire la comparaison entre le Québec et l'Ontario. Vous savez, on est porté à faire la comparaison dans le domaine financier, dans le domaine économique entre le Québec et l'Ontario. Advenant toujours l'accession du Québec à la souveraineté et que l'Ontario resterait une province du Canada, quelles seraient encore les conséquences entre les deux provinces? Est-ce que, d'après vous, le Québec

va être pénalisé vis-à-vis de l'Ontario ou s'il y a des possibilités que le Québec soit avantagé vis-à-vis de l'Ontario?

**M. Ritchie:** D'abord, le Québec sera obligé d'assumer certaines responsabilités qui ne seront pas assumées au niveau national dans le reste du Canada. Prémunt que le reste du Canada se reconstitue et qu'il y a un gouvernement pour ROC land, par exemple, dans le contexte des achats gouvernementaux, Hydro-Québec c'est une agence du gouvernement québécois, l'Ontario Hydro n'est pas une agence du gouvernement national, donc ne serait pas touchée par un accord entre les gouvernements nationaux. Dans le domaine des services financiers, encore là il y a certains engagements au niveau national concernant la non-discrimination qui ne s'appliquent qu'au niveau national. Par exemple, aujourd'hui, les privilèges spéciaux qui sont ouverts aux caisses pop ne sont pas attaques parce que le Canada n'a pas pris d'engagements qui lient les gouvernements provinciaux pour ce qui est de leur législation pour ce secteur-là. Au moment où le Québec accèderait à une entente quelconque où il faudrait qu'il assume ses responsabilités, tout ça serait évidemment sous le régime de l'accord. Le contrôle des investissements en est une autre où le Canada a fait certains engagements qui limitent ses capacités à faire le tamisage des investissements au Canada. Par ailleurs, il n'y a rien qui exclut l'Île-du-Prince-Édouard de créer ses propres lois concernant les investissements, mettons, dans les terrains agricoles, comme elle l'a fait, par exemple. Si le Québec devient un gouvernement national, à ce point-là, il serait sujet à ces contraintes-là. Donc, il y a ce genre-là, il y a 9 ou 10 points sur lesquels les responsabilités nationales sont différentes aussi des responsabilités provinciales.

Ceci dit, il faut reconnaître que les partenaires du Canada ne sont pas aveugles au fait que le Canada, comme d'autres fédérations, s'en est servi comme un parapluie protecteur. Autrement dit, le Canada n'a accepté que de faire des engagements au niveau national, tandis que pour les pays unitaires, les engagements faits au niveau national s'appliquent pour toutes les administrations. Donc, c'est très contesté. C'est très contesté dans les négociations du GATT à l'heure actuelle et le résultat final pourrait imposer des obligations, des engagements additionnels même aux provinces.

**M. Maciocia:** J'aurais une autre question, M. le Président. C'est en regard, M. Ritchie, toujours, de l'accession du Québec à la souveraineté. Tout le monde, ou la très grande majorité des gens, des experts qui sont venus devant cette commission, nous ont dit qu'il y aurait une période de transition. Une période de transition qui peut être pas tellement courte, mais plutôt

longue que courte à cause justement des négociations qu'il devrait y avoir entre le gouvernement du Québec et celui du Canada, après qu'il y aurait eu rupture du Canada. Et tout le monde dit qu'il y a un prix à payer à cause de cette période de transition là. Est-ce que, d'après vous... Il y en a qui ont dit ça pourrait être 10 ans. Il y en a d'autres qui ont dit 5 ans, il y en a d'autres qui ont dit 15 ans et celui qui a été le plus, disons, optimiste, on parlait toujours d'une différence pour le Québec et la population du Québec de 2 000 000 000 \$, et il y en a d'autres qui allaient jusqu'à 5 000 000 000 \$, 6 000 000 000 \$ de supplément ou de pénalité vis-à-vis la situation budgétaire et financière du Québec, à cause de toute la question de la dette, toute la question du refinancement de la dette... Est-ce que vous pourriez élaborer un peu étant donné que vous êtes, je crois, aussi un spécialiste dans ce domaine-là? Pourriez-vous élaborer un peu sur cet aspect de la période de transition?

**M. Ritchie:** Je crois que les aspects financiers de cette question ont déjà été bien ventilés devant cette commission et ailleurs. Tout ce que, moi, je pourrais peut-être apporter, c'est la reconnaissance qu'il y a toute une série de négociations impliquées là-dedans. Il y a d'abord et avant tout la renégociation à l'intérieur du reste du Canada, ce qui ne serait forcément pas chose facile. Après ça, pour le reste du Canada, il y a la négociation très importante avec les États-Unis. Et après ça, il y aurait la négociation avec le Québec. Mais, pendant cette période-là, il y aura une incertitude très importante qui va peser lourd sur tous les partenaires. Ça pourrait varier énormément par ailleurs et, moi, je ne pourrais pas attribuer de chiffres à ça.

C'est évident que ça ne rendrait pas, je m'exprime de cette façon-ci: Moi, je suis dans le "business" de conseiller les entreprises pour ce qui est de leur stratégie d'investissements et autres. Dans une telle période d'incertitude, sans préciser la longueur évidemment, soit que je serais obligé de leur conseiller de ne pas investir ou, au moins, investir seulement si le taux de rendement est tellement plus haut que toute autre opportunité, que ça compense un peu le rapport ou le "reward risk" serait compensé. Ce que ça va vouloir dire, c'est qu'en termes des emprunts, ça implique un taux d'intérêt carrément plus haut. Ça ne pourrait pas être plus bas, ça serait carrément plus haut. Jusqu'à quelle hauteur, je laisse à ceux qui ont des boules de cristal plus développées que la mienne de le dire. Pour ce qui est des investissements directs, ce qui m'inquiète davantage, il est évident que si l'accès du Québec aux autres marchés est incertain, il y a bon nombre d'industries ici au Québec qui, pendant cette période d'incertitude, ne pourront pas attirer à n'importe quel prix des investissements de l'étranger à cause des incertitudes. Et la même chose, je précise, pourrait se

faire et même davantage dans le reste du Canada, si j'ai raison, et la confusion pourrait régner dans ce domaine-là.

**M. Maciocia:** Une dernière question, M. le Président, c'est qu'il y a eu aussi d'autres experts qui sont venus devant cette commission, M. Ritchie, et qui nous ont dit que probablement ça pourrait, c'est une possibilité, on ne dit pas que ça peut arriver mais c'est une des possibilités qu'avec le départ du Québec, qu'on puisse avoir la désintégration du reste du Canada. Est-ce que c'est une possibilité que vous envisagez, une possibilité à laquelle on doit croire ou c'est une éventualité à laquelle on pourrait éventuellement donner une certaine crédibilité?

(15 h 30)

**M. Ritchie:** Ça me donne mal au coeur et j'ai de très grandes difficultés psychologiques, même à l'envisager, mais pour être candide, je ne pourrais pas envisager un Canada sans le Québec. Donc, advenant que l'impensable arrive, oui, la désintégration, évidemment, c'est fort possible. Pour les provinces maritimes, par exemple, si elles ne peuvent pas avoir de garanties de protection et d'aide substantielle, etc., de la part du reste du Canada, il serait irresponsable de ne pas examiner la possibilité de se rallier aux New England States et de devenir parties des États-Unis. Quand même, il faut reconnaître que mes antécédents sont arrivés en partie au Nouveau-Brunswick, précisément parce qu'on ne voulait pas être Américain. Donc, ce serait un peu difficile mais, au baseball, notre équipe, ce n'est pas les Expos, c'est toujours les Sox de Boston.

Pour ce qui est de l'Alberta et de la Colombie, vous auriez de très grandes difficultés, de très grandes difficultés, à donner à ces gens-là des raisons pour lesquelles ils devront adhérer à une nouvelle fédération, où l'Ontario domine avec 50 % de la population, sans que ce soit sous des conditions probablement inacceptables en Ontario. Donc, la désintégration, et bien je préfère ne pas même l'exprimer comme ça, mais il est fort possible que d'autres options soient examinées de façon très sérieuse par le reste du Canada, oui.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, le prochain intervenant, Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** J'aimerais aborder deux points avec vous, M. Ritchie. Dans votre document, page 7, lorsqu'on parle de l'union douanière, vous invoquez la possibilité de pressions, de vigoureuses pressions pour réduire certains tarifs à des niveaux différents du tarif actuel et vous donnez comme exemples les tarifs très élevés qui sont

imposés à l'habillement, aux chaussures, aux meubles et qui favorisent le Québec. Par contre, dans son analyse économique, le Secrétariat de la commission Bélanger-Campeau avait démontré, suite aux rencontres avec divers experts, et là je cite, page 45, qu'il y avait quand même avantage pour le reste du Canada aussi à négocier puisque ce n'étaient pas uniquement les tarifs du Québec qui étaient touchés, et je cite:

"Dans les secteurs des textiles et des vêtements qui sont les plus protégés, le Québec compte respectivement pour 48 % et 61 % de la production canadienne. L'Ontario, cependant, compte aussi pour une part importante avec 44 % pour les textiles et 25 % pour les vêtements. De façon plus générale, en 1987, 30 % de la production manufacturière du Québec était relative à des secteurs dont le tarif douanier de la nation la plus favorisée était de 10 % ou plus. Pour l'Ontario, cette proportion était de 17 %, alors que pour les autres provinces, elle s'élevait à 29 %. C'est donc dire qu'une réduction substantielle de la protection tarifaire canadienne actuelle aurait un impact non seulement pour l'industrie québécoise mais aussi pour celle des autres provinces."

Est-ce que, dans votre présentation sur les tarifs... Vous n'avez cerné qu'un aspect exclusif au Québec, alors qu'il y avait toute la dimension qui touchait effectivement l'ensemble des provinces du Canada.

**M. Ritchie:** Ce que j'ai dit, c'est que dans un accord de libre-échange, chaque partenaire serait libre de faire varier les tarifs – dans le cadre du GATT, ce serait de varier vers le bas – et que les secteurs les plus vulnérables seront les secteurs les plus protégés et les moins compétitifs tels les textiles, les vêtements, les chaussures, les meubles, les produits laitiers, etc. Ça ne veut pas du tout dire que ce n'est qu'au Québec seulement qu'il y a une production de ces produits-là, mais que – comme les chiffres que vous venez de citer l'ont démontré – ces secteurs-là sont beaucoup plus importants au Québec que dans d'autres provinces, avant tout en Ontario. Ce qui, en conséquence, a l'impact suivant: Que les producteurs, dans ces industries-là, auront beaucoup moins d'influence sur l'énoncé et l'élaboration de politiques commerciales dans le reste du Canada qu'ils en auront au Québec. Au Québec, ils auront d'autres possibilités de satisfaire le gouvernement qu'il faut que les tarifs soient retenus. Dans le reste du Canada, leur force serait carrément, d'après ces mêmes chiffres, beaucoup moins forte.

Ceci dit, il faut apporter deux précisions en plus. La première, c'est que, d'habitude, même si les économistes n'aiment pas toujours, nous, les négociateurs, on ne baisse pas les tarifs, sauf si on obtient des concessions en revanche. Donc, il faut envisager un contexte où ce serait dans l'intérêt du reste du Canada d'offrir de tels

tarifs en négociation.

Pour ces secteurs-là, des occasions vont se présenter. Elles se présentent à l'heure actuelle dans les négociations avec les Mexicains et dans les négociations du GATT, mais j'ai l'impression que ça va être réglé bien avant la question qui nous occupe aujourd'hui. Il y aura des occasions dans l'avenir où de telles négociations pourront avoir lieu. Il est possible, quand même, que le reste du Canada, dans un tel contexte, tout en reconnaissant les intérêts du consommateur, réduise unilatéralement ces tarifs-là. Et c'est ce que les économistes vont recommander. Mais de mon expérience au gouvernement, ce serait fort peu probable qu'une telle recommandation soit retenue.

Donc, au cas où il y a des négociations, où le reste du Canada pourrait, de son avis, gagner des avantages importants en acceptant de faire baisser les tarifs, même dans les secteurs qui ont beaucoup plus d'intérêts au Québec que dans le reste du Canada, ce serait dans son intérêt de mettre ces baisses de tarifs là sur table. Ce serait dans son intérêt, sauf dans le cas où le Québec est en mesure de les inciter ou de les convaincre d'agir d'une autre façon en offrant des concessions unilatérales envers le reste du Canada.

**Mme Caron:** Mon deuxième point. Vous avez parlé, justement, des négociateurs et on sait que M. Peter Murphy, négociateur américain, a fait des déclarations à l'effet que pour un Québec souverain, il ne serait pas question de renégocier l'ensemble de l'Accord de libre-échange. Est-ce que cette déclaration d'un Américain très impliqué au niveau de l'Accord de libre-échange ne vient pas mettre en doute toutes les craintes que vous énoncez dans votre document? Je rappelle qu'on retrouve également la même position que M. Murphy, par exemple, le professeur Joseph Jockel qui dit exactement la même chose. Et on a aussi trouvé, dans le document de synthèse de M. Bernier, les mêmes arguments.

**M. Ritchie:** Pour ce qui est de mes amis Peter Murphy et Jos Jockel, d'abord il faut reconnaître que, techniquement, au cas où il y a indépendance du Québec, le Québec ferait face aux États-Unis. Ce qui est accepté par tous les trois experts que vous avez cités, par moi et par tous les autres qui l'ont regardé, ce serait qu'il va falloir une renégociation. Est-ce que cette négociation va repartir à zéro? Non, absolument pas. Tout comme les négociations trilatérales avec le Mexique ne partaient pas à zéro, mais plutôt prenaient comme point de départ le texte que l'on a déjà élaboré pour voir si ça collait bien ou non avec le jeu d'intérêts dans cette négociation-là.

Donc, ce que Peter et Jockel cherchent à dire, si vous regardez dans leurs textes, c'est qu'il y aura besoin d'une renégociation. Mais

quand même, si les négociations réussissent, l'objectif ne serait pas de commencer avec une page blanche mais plutôt de réinstaurer la plupart du texte existant. Les négociations vont avoir lieu autour des points d'accroc et c'est ce que j'ai précisé dans mon texte. Dans les négociations avec les Américains, par exemple, en septembre 1987, on avait déjà un texte où nous étions d'accord sur 90 % des mots. Mais les négociations venaient tout juste de commencer parce que le sérieux, c'était dans ce qui restait. Il n'est pas question de recommencer à zéro, c'est vrai, mais les points qui restent à négocier seront précisément les points les plus difficiles et les points où les Américains vont exercer le plus de pression sur nous.

**Mme Caron:** Ce que leurs textes disent, c'est qu'il y a des ajustements nécessaires mais non une renégociation en profondeur comme votre texte semble le dire. Vous avez parlé un petit peu brièvement, peut-être juste pour me renouveler la mémoire, des négociations que vous aviez commencées jusqu'en 1987. Est-ce que vous avez terminé ces négociations?

**M. Ritchie:** En 1987?

**Mme Caron:** Est-ce que c'est vous qui avez terminé les négociations pour le Canada?

**M. Ritchie:** Les négociations étaient terminées par, d'une part, le premier ministre et d'autre part par le président des États-Unis.

**Mme Caron:** Mais au niveau des négociateurs?

**M. Ritchie:** Au niveau des négociateurs, ça s'est plutôt terminé entre Jim Baker, secrétaire d'État aux États-Unis, et du côté canadien, c'était le premier ministre par le biais de son subalterne M. Derek Burney qui est maintenant notre ambassadeur aux États-Unis. J'ai participé à toutes ces négociations mais ce n'était pas moi qui avais le dernier mot, c'était toujours le premier ministre.

**Mme Caron:** Je vous remercie.

**M. Ritchie:** Ça me fait plaisir.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Merci M. le Président. M. Ritchie, vous savez que ces derniers jours, on parle beaucoup de négociations au sein du GATT. On a entendu, entre autres, M. Bédard ce matin dire que le Québec doit négocier directement, ne doit pas passer par l'intermédiaire du fédéral. C'est la position également du PQ et M. Proulx, qui est le président de l'UPA, l'a maintes fois

affirmé que ce serait mieux pour le Québec de négocier directement au sein du GATT que de chuchoter dans l'oreille de son voisin fédéral. Par contre, lorsqu'on regarde ce qui se passe au niveau de la CEE, on s'aperçoit que la France va négocier, va chuchoter au niveau de la CEE. L'Allemagne va faire la même chose. La Belgique, la même chose. Je voudrais savoir, pour les intérêts supérieurs du Québec, est-ce que c'est mieux, effectivement, d'aller négocier ou si c'est mieux d'avoir influencé, parce que c'est bien sûr qu'il serait peut-être mieux qu'on ait une influence au niveau du Canada que de négocier tout seul mais qu'on n'ait pas de répondant, qu'il n'y ait personne qui nous écoute. Je voudrais avoir votre... Parce qu'on peut y aller, mais à savoir si on va être écouté, c'est une autre chose. Je voudrais vous entendre là-dessus.

**M. Ritchie:** Si vous permettez, je serai très candide, même si ça cause une certaine peine à mes anciens collègues. Mais le problème avec ces négociations au GATT, c'est un problème double pour le Canada. D'une part, les gains sont déjà largement obtenus par le biais de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, comme moi, j'ai été impliqué dans le Kennedy Round au GATT. 90 % de notre négociation étaient avec les États-Unis. Dans Tokyo Round, 80 % étaient avec les États-Unis. Cette fois-ci, dans le "round" de l'Uruguay, la partie avec les États-Unis est déjà faite. On a fait nos gains puis on les a faits dans des négociations bilatérales où on aurait pu échanger concession pour concession. Au GATT, ce n'est pas comme ça que ça se passe ces jours-ci. Il ne faut pas se raconter d'histoires. Il y a trois joueurs qui comptent au GATT: les États-Unis, le Japon et la Communauté. Et pour la plupart des grandes questions, ces trois, en fin de compte, décident du résultat. Ils cherchent dans la mesure du possible à accommoder d'autres intérêts mais en bout de ligne, les autres partenaires n'auront droit qu'à dire oui ou non. L'ébauche Dunkel, ça va sous la rubrique du directeur général du GATT mais ça a été négocié avec les États-Unis, l'Europe et le Japon.

(15 h 45)

Le Canada, dans le passé, et même cette fois-ci je présume bien, a pu exercer un rôle important et même démesuré, en partie à cause d'une compétence professionnelle reconnue. Depuis le début, il s'est produit que c'était mon père qui était le numéro 2 au GATT, au tout début du GATT. Parce qu'ils cherchaient des gens compétents dans ce domaine-là, ils avaient recours aux Canadiens. Cette fois-ci, l'un de mes anciens subalternes, l'un de mes sous-négociateurs adjoints dans l'Accord de libre-échange, était nommé pour ces négociations-là comme chef du groupe le plus important de négociation. Donc, les négociateurs canadiens sont très bien respectés et, donc, ils exercent une influence démesurée pour la grandeur du pays. Mais il faut



reconnaître quand même qu'un petit pays, avec une économie de 700 000 000 000 \$, n'a pas beaucoup à mettre dans la balance quand il s'agit du Japon, de l'Europe et des États-Unis. Est-ce que le Québec aurait une meilleure chance en négociant directement? Hum! Bon nombre de ces experts dont j'ai parlé sont des Québécois, y inclus mon subalterne qui a participé dans cette ronde. Donc, le Québec ne manque pas de grands experts. Et juste au début de cette séance, vous avez mentionné d'autres grands experts comme Jake Warren, Carl Grenier et d'autres. Donc, il y aura quand même une grande expertise. Mais quand bien même, ce serait un Québec avec un marché de moins du quart du marché canadien et c'est le poids du marché qui compte dans ces négociations-là. Je crois sincèrement que le Québec pourrait toujours obtenir un meilleur résultat en s'associant avec le reste du Canada, dans ces négociations, qu'en faisant cavalier seul, mais je ne veux pas exagérer non plus le rôle ultime que le Canada aura dans de telles négociations.

**Une voix:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Ritchie, j'aurais une autre question. Tantôt, si j'ai bien compris, vous allez me corriger si j'ai mal compris...

**M. Ritchie:** Excusez?

**M. Maciocia:** ...votre affirmation, vous avez dit que vous conseillez des entreprises et que, actuellement, en conseillant des entreprises sur les investissements à faire, vous avez dit de faire un peu attention au Québec. Vous leur dites de faire un peu attention parce qu'il y a quand même une certaine crainte vis-à-vis, probablement, de la situation politique ou ce qui peut arriver demain matin. Si c'est ça que vous avez dit, je me pose la question: Comment les résidents du Québec devraient réagir vis-à-vis de ces conseils? Disons, si les compagnies que vous conseillez vont suivre, d'une certaine manière, vos conseils de faire attention au Québec, les résidents, ils doivent penser quoi? Ils doivent faire quoi, en réalité, si ces conseils-là sont suivis?

**M. Ritchie:** D'abord, je crois que la question a été posée plutôt dans un contexte de la désintégration du reste du Canada où le Québec a accédé à l'indépendance. Je ne parlais pas d'aujourd'hui, mais je parlais de cette conjoncture qui serait une conjoncture franchement désastreuse pour nous tous au Québec, en Ontario... À l'heure actuelle, il va sans dire que l'incertitude politique nuit dans une certaine

mesure, s'ajoute au risque d'investir au Canada. J'ai siégé, l'autre jour, avec un conseil d'administration et en m'introduisant pour faire mon exposé devant le conseil d'administration, le P.-D.G. leur a conseillé de bien écouter pour ce qui est des répercussions pour des investissements au Québec. Mon premier commentaire, ça a été pour dire: Non, je suis plutôt ici pour discuter l'impact sur vos investissements à travers le Canada, parce que ce n'est pas du tout seulement le Québec qui fait face à des questions politiques difficiles qui auront un certain impact sur le risque perçu par les investisseurs. Mais, ceci dit, on ne se pose pas des questions constitutionnelles juste parce qu'on ne veut pas épeurer les investisseurs. Et les investisseurs, en ce moment, ont beaucoup d'autres facteurs à tenir en ligne de compte. Franchement, je doute fort que, si on fermait le dossier demain et si on disait: On va continuer toujours avec le statu quo, je doute fort que ça changerait beaucoup l'attitude des investisseurs japonais dans les obligations canadiennes ou québécoises, ni les investisseurs d'Irak. Ce qui les chicote, en ce moment, c'est la valeur du dollar canadien, la tendance de ce dollar-là, les taux d'intérêt au Canada, la mauvaise compétitivité à travers la Canada, la récession à laquelle on fait... etc., toute une série de choses. Donc, je n'étais pas pour dire pour un seul moment que je conseillerais à qui que ce soit de ne pas investir au Canada, au Québec ou ailleurs à cause du débat constitutionnel et certainement pas conseiller aux Québécois de cesser de se poser des questions constitutionnelles de peur d'inquiéter des investisseurs étrangers. Ceci dit, le conseil évident, c'est que ces questions sont bien tranchées. Si elles durent indéfiniment, l'incertitude continue indéfiniment. Mais malheureusement, si trancher veut dire obtenir la mauvaise réponse, je préférerais quand même avoir des délais additionnels.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Nicolet-Yamaska, une dernière.

**M. Richard:** Dans le cas d'une renégociation du libre-échange, vous écrivez dans votre document que les caisses populaires pourraient être la cible des États-Unis. Vous pourriez nous expliquer ça?

**M. Ritchie:** Bien. Dans le domaine des services financiers, les Américains poursuivent, à tort ou à raison, une croisade religieuse pour s'assurer que leurs institutions financières soient traitées parfaitement comme des institutions locales. Malheureusement, ils ne poursuivent pas une telle croisade pour s'assurer que la non-discrimination se pratique aux États-Unis, même s'ils se prennent pour des "boy scouts" dans ce domaine-là. Par conséquent, quand ils ont

regardé au Canada, ils ont cherché en 1986-1987, ils cherchent encore dans les négociations trilatérales et au GATT, ils chercheront encore, dans les négociations dont nous parlons aujourd'hui, à identifier des aspects sous lesquels des institutions locales bénéficient de certains droits et privilèges qui ne sont pas parfaitement partagés par les entreprises américaines. Au Québec, les caisses populaires ont droit, sont soumises à une autre série de règles que d'autres institutions financières. Elles peuvent aller chercher des fonds d'une manière qui n'est pas ouverte à d'autres entreprises et les services qu'elles peuvent offrir sont établis de façon plutôt généreuse. Et donc, les Américains auront comme point de départ que toute entreprise américaine, institution financière, doit avoir précisément ces mêmes droits et privilèges, ici au Québec.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. Ritchie, au nom de la commission, il me fait plaisir de vous remercier pour votre collaboration à nos travaux, collaboration qui est définitivement très importante et, je pense, qui a été très appréciée aussi des participants. Alors, dans ce sens-là, donc, un gros merci et pour le reste de la commission, nous allons suspendre nos travaux pour cinq minutes: pause sanitaire. Donc, cinq minutes, s'il vous plaît, tout le monde doit être ici, qu'on recommence avec le professeur Proulx. Je vous remercie.

**M. Ritchie:** Merci, M. le Président, et bonne chance dans vos travaux.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci beaucoup.

(Suspension de la séance à 15 h 50)

(Reprise à 16 h 7)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de bien vouloir reprendre sa place. S'il vous plaît, je demanderais à chacun... Bien. Nous recevons à l'instant même le professeur Proulx. Est-ce que j'ai le curriculum vitae? Nous recevons le professeur Pierre-Paul Proulx. Excusez. Je ne voudrais pas déranger de conversations privées. S'il vous plaît. Merci. Nous recevons à l'instant le professeur Pierre-Paul Proulx qui est professeur titulaire au département de sciences économiques de l'Université de Montréal, en relations économiques internationales, en organisation industrielle, les problèmes et politiques économiques québécoises et canadiennes. Il est président du conseil d'administration de l'Institut d'études des villes Internationales-Canada et vice-président du CORIM, Conseil des relations Internationales de Montréal, membre du COPIM, Comité permanent d'initiatives du Montréal métropolitain, fondateur du Forum pour le

développement économique du Montréal métropolitain, membre du Conseil national de Statistique Canada, membre du conseil d'administration de la SDEI, Société de droit économique International; il est ancien sous-ministre adjoint au MEIR et membre de la commission Québec-Vermont, membre aussi du Comité de la Chambre de commerce de Montréal, Montréal métropolitain et États-Unis, la recherche et développement et sur les dossiers constitutionnels. Donc, le professeur Proulx est un homme très impliqué qui va nous entretenir de différents points de grand intérêt cet après-midi. Cependant, avant de vous laisser la parole, professeur Proulx, si vous me permettez un petit instant, des petits points de procédure. Comme nous avons une motion qui nous a été déposée en vertu de l'article 22, nous devons tout au moins décider ce qu'on fait avec la motion et ce qui va arriver avec elle. Si on arrêta les travaux à 18 heures pour garder quelques minutes pour passer la motion, est-ce que ça convient à tout le monde?

**Une voix:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Ça nous va. Bien. Alors, professeur Proulx, vous venez de perdre une demi-heure, malheureusement c'est nous tous qui sommes perdants. Je m'arrête dès maintenant et je vous laisse la parole pour ne pas en perdre davantage.

**M. Pierre-Paul Proulx**

**M. Proulx (Pierre-Paul):** Je vous remercie, M. le Président. Mesdames et messieurs membres du comité, chers confrères. C'est un plaisir pour moi que de venir ici. J'ai trois objectifs en y venant, dont un est le principal, c'est, je l'espère, aider à vos réflexions sur une question qui est fondamentale pour nous. Avant de débiter, deux choses, des détails techniques si vous voulez. Le premier: j'anticipais un peu la réaction que j'ai eue du secrétariat de votre comité quand je leur ai présenté une brique d'au-delà de 100 pages, peut-être 150 pages. Je l'ai fait pour deux raisons, en somme. Une, et je vais essayer de développer ça un peu, moi, je soumets qu'il manque un élément dans le débat constitutionnel, et je vais essayer, à partir d'un texte que je laisserai, de mettre sur la table des éléments d'un débat économique avec des implications importantes pour les questions de partage de compétences, et le texte était une des façons de le faire. D'autre part, je voudrais essayer d'y laisser des choses que vos assistants, vos adjoints, j'espère, pourront utiliser parce que, même si on est mal servi sur le plan des données, il y a encore beaucoup de données utiles. J'ai mis ça en annexe pour que ça puisse, je l'espère, être utile et servir à ceux qui voudront vérifier et faire des analyses ultérieures. Voilà pour le premier commentaire.

Le deuxième, c'est que, malheureusement, il s'est glissé une erreur dans un tableau; je voudrais le signaler parce que la même erreur s'est glissée dans mon étude pour la commission Bélanger-Campeau. Dans le tableau I-7, il y avait une erreur de statistiques, et je suis malheureux, quoique ça ne change pas les conclusions, et on va vous remettre, sauf erreur, ce tableau-là.

Ceci dit, je passe directement à mon propos. Comprendre les effets de la souveraineté sur les flux commerciaux du Québec nécessite une analyse des causes et des effets de l'intégration économique sur l'économie québécoise et sur l'économie internationale. Moi, je prétends que le changement technologique qui n'attend pas les négociateurs d'accords de libre-échange, d'une part, et les modifications dans les stratégies d'entreprises qui, elles non plus, n'attendent pas qu'on essaie de négocier des accords, ces deux phénomènes-là, donc, qui entraînent des accords de libéralisation des échanges, qui les reflètent, modifient les règles de jeu et les déterminants de la compétitivité dans un nouvel espace économique intégré. Et je prétends, à tort ou à raison, que pour un économiste, si on prend l'optique économique, c'est ça qui est une question fondamentale. C'est de comprendre dans le monde qui change, qu'est-ce qui détermine de notre compétitivité, et partant de ça, on s'interroge sur quels instruments on a besoin pour arriver à promouvoir notre compétitivité dans des espaces économiques intégrés. C'est la question principale de fond si vous voulez.

Je crois, à l'analyse de ces données et d'autres données, que les tendances lourdes passées dans le commerce international du Québec ne seront pas infléchies par les divers phénomènes que j'évoque, mais l'espace économique des entreprises et des institutions du Québec est en train de changer. Donc il y a des défis, et il nous faut, en tant qu'institutions, entreprises québécoises, continuer à pénétrer des marchés où nous sommes – ce sont surtout des marchés américains – continuer à tenter de pénétrer de nouveaux marchés, parce qu'il y a des places où ça bouge plus, et essayer de maintenir notre compétitivité sur le plan local, parce que le phénomène d'intégration ouvre nos économies à des influences venant de l'Amérique du Nord et du plan international.

L'intégration économique, c'est une façon brève d'évoquer le même phénomène, oblige les gouvernements à revoir la nature de leurs interventions dans l'économie. Et moi, je prétends que les règles du GATT, la proposition de M. Dunkel, c'est une adaptation, une réaction qui essaie de canaliser des choses, mais à la lumière de ce qui se passe, d'autre part. Les changements technologiques, les stratégies d'entreprise ont réagi à des réalités, et bien comprendre ça, ça nous permet de nous positionner pour jouer des règles du jeu acceptables à d'autres, passer à travers et être compétitifs. C'est ce que je vais

essayer de défendre.

Le débat et les résultats divergents obtenus concernant les effets de la souveraineté sur le développement économique du Québec et ses flux commerciaux reflète des divergences entre économistes concernant les effets de l'intégration économique sur les flux de commerce et ce qui en découle sur le plan des politiques gouvernementales, entres autres facteurs. Je prétends que les études relativement pessimistes – il y en a une gamme, que l'on nous a servies – les études de C.D. Howe, celle de M. Grady, du Fraser Institute, celle du confrère Smith, d'autres domaines, quoiqu'il prétendait et se définissait plutôt comme négociateur que comme économiste, notre confrère Gordon Ritchie aussi, je prétends que ces études-là reposent sur une compréhension – et je suis prêt à faire le débat avec ces personnes-là – qui est inadéquate des effets de l'intégration économique sur le Québec et sur le reste du Canada. Ce que je vois naître, effectivement, au Québec, en morceaux détachés, il est vrai, c'est un nouveau modèle de développement économique au Québec. J'appelle ça le Québec inc. version II. M. Ritchie parle de version I et, dans les autres provinces, on "émule" la version I que nous sommes en train d'abandonner. Et je pense que c'est très important de comprendre que notre nouvelle version de développement économique reflète ces phénomènes-là qui nous incitent à chercher de nouvelles façons de faire les choses. Et ayant compris ça, je crois qu'on amène un éclairage différent sur les effets de la souveraineté, entre autres facteurs, sur le potentiel de l'économie québécoise.

(16 h 15)

Alors, dans ce nouveau modèle, je n'en parlerai pas très longuement si vous voulez, il y a des éléments qu'on retrouve assez bien au Québec: les questions de synergie et de collaboration, un effort pour s'insérer dans un espace économique nord-américain et, dans certains cas, international. Et je crois qu'on retrouve aussi dans le Québec certains éléments qui font qu'il y a un potentiel intéressant pour le Québec, à moyen terme surtout, dans ce nouvel espace économique que je vois naître.

Ne pas prendre suffisamment en considération les effets de l'intégration et ne pas tenir compte de l'évolution du rôle du secteur public et des synergies horizontales et verticales au Québec ne permet pas d'apprécier correctement les effets de la souveraineté parmi d'autres facteurs sur le développement économique du Québec et ses relations commerciales. On comprendra – et il faut avoir de l'humilité devant la tâche – que j'en resterai à des ordres de grandeur et, dans des cas, certains cas, bon nombre de cas, à des hypothèses non vérifiées, ni vérifiables d'ailleurs, je le dis très ouvertement et très honnêtement, dans les délais dont nous disposons, en partie parce qu'on fait peu de

recherche au Québec sur les questions du genre.

Nous voici donc dans une situation un peu comme celle où on était lors du référendum, alors qu'on a dû prendre des décisions sans avoir réellement l'éclairage aussi clair et complet qu'on le voulait sur des questions fondamentales. Je crois qu'on va avoir à faire ça lors d'un référendum ou d'une prochaine élection, ou des deux. On ne sera pas arrivé à cerner, étant donné nos lacunes et le peu de travail qu'on fait là-dessus, les enjeux. Mais, ça ne nous empêche pas de devoir faire des choix en l'occurrence.

Un de mes objectifs ici, c'est de semer le doute quant à la valeur des travaux actuellement disponibles que nous servent certains économistes canadiens anglophones qui, eux, se permettent d'élaborer des scénarios très pessimistes. L'autre, c'est de lancer si possible le débat sur les éléments économiques qui ont des implications importantes qui ne sont pas cernées adéquate-ment. Voilà.

Le nouveau modèle de développement économique Québec inc. Il que j'évoque dans ce texte peut, en principe, être mis en application dans divers contextes politiques. Ça, je le dis d'avance, je crois qu'on pourrait envisager que ça soit mis en place dans un genre de fédéralisme asymétrique modèle Allaire. Ça pourrait, je dis bien. Je crois que ça pourrait aussi être mis en marche un peu dans le modèle de M. Courchene, depuis longtemps, et que M. Robertson est venu raconter, avec des champs de compétences partagées et une prérogative provinciale particulière, en bout de ligne. Je crois donc que, dans ces deux cas-là, avec un régime, un fédéralisme asymétrique à la Allaire ou avec un régime de compétences partagées, d'où un fédéralisme symétrique ex ante, mais asymétrique ex post, on arriverait à mettre en place le modèle de Québec inc. Il que j'ai à l'esprit. Je crois que c'est aussi le cas dans le cadre d'un régime de souveraineté-association.

Je reviendrai, par contre, parce qu'il y a des éléments nouveaux dans le rapport Dunkel qui changent un petit peu mes réactions vis-à-vis de l'opportunité et de l'intérêt des trois modèles: genre Allaire, genre compétences partagées, d'une part, et souveraineté. Je crois qu'il y a des éléments là-dedans qui, si ça passe, m'influenceront dans ma réaction là-dessus. Et j'y reviendrai s'il y a lieu. Je ne l'ai pas tout à fait rédigé dans ce sens-là lorsque j'ai préparé ma proposition.

Ce que je prétends, c'est que ces choix-là... Donc, le modèle économique pourrait être mis en place par les Québécois, mais le choix et la démarche qu'on suivra dépendent beaucoup de la réaction des citoyens des autres provinces canadiennes et, dans la mesure où ils vont accepter que notre spécificité n'est pas qu'une question de langue ou de culture ni de droit civil, mais qu'elle repose sur tout un ensemble et sur la façon dont on fait des affaires, de

l'économique et autre chose, dans la mesure où ils seront prêts à accepter ça, moi, je prétends qu'on arriverait, dans certains régimes politiques différenciés, aux objectifs de mise en place de ce modèle Québec inc. nouveau que je vois naître.

En passant, je vous dis rapidement d'où vient ce modèle-là. C'est un modèle qui prend pour acquis que le GATT dont on parle est déjà passé. Il y a deux ans au moins... Depuis un an, moi, je suis le GATT quotidiennement comme beaucoup de confrères; j'ai les textes de M. Dunkel. Je n'ai pas eu de surprise en voyant ce qu'on nous a servi cette fois-ci. Je me suis dit: Qu'est-ce qu'on fait au Québec si le GATT est passé? Comment devient-on compétitif dans un espace économique nord-américain et mondial? Et j'en ai conclu, je suis allé vers ce que j'appelle un nouveau modèle de développement économique que je vois un peu naître en morceaux. Ça s'en vient, ce n'est pas fait, les éléments n'y sont pas, il y a des choses qui manquent. Mais, je vois naître des morceaux qui font ça comme hypothèse. Alors, vous voyez le contexte dans lequel je me situe. Je ne réagis pas au GATT, je me dis qu'il est passé, le GATT. Qu'est-ce qu'on fait? Et, c'est dans ce contexte-là que je cherche une démarche pour le Québec et ses citoyens et citoyennes si vous voulez.

L'adaptation au nouveau contexte économique dans lequel doit s'insérer le Québec nécessite, et ce sont des éléments de cette démarche pour arriver à passer, une lecture serrée du nouvel espace économique. Et l'espace économique des entreprises, l'espace économique pertinent pour notre gouvernement du Québec, ce n'est plus seulement l'espace politique québécois. On est dans un espace économique qui ne coïncide plus avec ça. Donc, la première chose, c'est de lire ça très correctement et dire où est-ce qu'on exporte, de qui on importe, où sont nos partenaires, où sont nos opposants, si vous voulez. Premier élément.

Deuxièmement, mettre en place un Québec dynamique dans ce contexte-là, ça nécessite des milieux locaux et régionaux très synergétiques. C'est un terme qui vient de beaucoup de travaux de nos collègues européens. J'ai essayé de comprendre les effets de l'intégration européenne sur la compétitivité des divers pays et régions en Europe et j'en ai tiré cet élément-là. Toutes choses étant égales, par ailleurs, lorsqu'il y a — il y a un peu de ça au Québec, on nous l'envie d'ailleurs — un peu de synergie dans un milieu local et régional — je ne parle pas de la province, je parle d'un milieu local et régional — c'est un élément positif pour la compétitivité dans les espaces économiques intégrés.

Troisièmement, il faut avoir des masses critiques, évidemment on peut être beaucoup trop petits, et un positionnement en tant qu'exportateurs dans des réseaux. Il faut donc s'insérer dans l'espace économique. Le lire, c'est le premier point; le deuxième point, c'est se con-

certier pour s'organiser; le troisième point, c'est réellement de s'insérer dans notre espace économique nord-américain ou mondial ou ce qu'on voudra, selon le produit ou le service en question. Enfin, dans ce nouveau contexte post-GATT, il y a un rôle pour les gouvernements, mais il faut qu'on s'ajuste. Et ce dont, moi, je parle, c'est un rôle pour le gouvernement québécois qui dit: Moi, je vais être un bon citoyen de l'Accord de libre-échange, je vais être un bon citoyen du GATT, mais il y a des choses à faire. Il faut donc qu'il fasse des choses et j'arrête de combattre le GATT. Je me dis: Qu'est-ce qu'on fait?

Or, voilà la démarche conceptuelle, si vous voulez, dans laquelle je m'inscris dans tout ce qui m'anime dans mes travaux. Je parle un peu, dans le texte, du fait qu'on est blême dans notre compréhension et connaissance de certains de ces éléments-là, mais il y a des choses intéressantes qui se dessinent. Je disais qu'il y a des morceaux du Québec inc. Il qui sont en train de naître. Les grappes de M. Tremblay sont un des éléments là-dedans, mais, comme je le prétends ici, ils ne sont pas branchés correctement. Il y a l'adéquation, la liaison entre les grappes de M. Tremblay et surtout le report intergrappes, parce qu'aux travaux américains, ils nous disent que ce volet-là est essentiel. Il est branché. Il aurait fallu qu'il parle plus à M. Johnson pour insérer les grappes sectorielles dans un espace économique régional et valoriser la dimension internationale, mais c'est un élément qui est là. Ça commence à venir, si vous voulez. La recette n'y est pas complètement, mais les morceaux y sont et je vois des choses qui sont extrêmement intéressantes pour le Québec, qui colorent ma réaction quant aux effets de la souveraineté parmi d'autres déterminants, effectivement.

Alors, nous devons comprendre ou, cependant, attendre l'aboutissement des négociations du GATT pour être un peu plus précis concernant le rôle pour nos gouvernements sur le plan économique. Moi, ce que je crois conclure, et si vous voulez vous pourrez y aller en détail tantôt, c'est que le GATT limiterait considérablement le rôle du secteur public du Québec, qu'il soit souverain ou qu'il soit province, parce que les règles de jeu qu'on impose, si on alloue le GATT correctement, commencent à se ressembler, qu'on soit une province dans un État fédéral ou qu'on soit un État souverain. Il y a une différence, par contre, et cette différence que je voudrais faire ressortir est un avantage pour un modèle de souveraineté-association par rapport à un modèle de fédéralisme. Mais c'est un détail en passant dont je pourrais discuter ultérieurement. Donc, il nous faut attendre pour essayer de parfaire et de développer certains éléments de ce modèle-là, mais ce sont des choses qui ne sont pas impossibles. Et la réflexion que je vois et ce que je vois se développer au Québec, je prends ça pour acquis. C'est assez amusant, en passant,

parce que c'est une drôle de situation. C'est peut-être que déjà, avant qu'on en parle un peu plus, du rapport Dunkel ces jours derniers, on nous servait l'argument qu'il était avantageux d'être une province au sein de l'ensemble canadien pour se cacher sous un parapluie. Un peu ce que M. Ritchie nous racontait tantôt. Moi, je dis: Le parapluie est parti. Il n'y en a plus de parapluie. On traite, et je pourrais vous citer les articles, on applique aux gouvernements de tous les paliers les mêmes règles du jeu. Donc, l'argumentation qu'on nous servait, un des arguments parmi d'autres, est disparu. Il faut donc s'ajuster à des réalités et prendre ça en considération.

Il n'est pas nécessaire cependant d'attendre qu'on ait négocié ces choses-là pour identifier, et nombre d'économistes le font de plus en plus, le rôle accru de la qualité des ressources humaines. Ça, ce sont des questions d'éducation et de formation. Ça suggère, sur le plan du partage des compétences, ce sur quoi on doit tenter de toucher les choses, de l'innovation. Il faut trouver les déterminants de l'innovation. Beaucoup de ces choses-là sont des choses locales, régionales, avec d'autres programmes à d'autres paliers de gouvernement aussi. Donc, il n'est pas nécessaire d'attendre ces négociations-là pour trouver quels sont les instruments pour la compétitivité du Québec dans un espace économique intégré. Ce sont des questions de ressources humaines, ce sont des questions d'innovation et de recherche et développement, ce sont des questions d'infrastructures multimodales pour les transports de biens, de services et d'informations. Ce sont des questions de qualité de la vie, de l'environnement, des produits et des services. Ce sont des questions de régime de fonctionnement de nos municipalités et de nos gouvernements régionaux. Ce sont des questions de valeur ajoutée, de productivité, de collaboration patronale ouvrière. Et ce sont une liste de déterminants qui, à moins de me tromper – et je peux me tromper, c'est pour ça que j'aimerais avoir un débat un peu plus élaboré que celui qu'on a maintenant – ce sont des éléments essentiels pour un nouveau monde où la concurrence n'est pas seulement internationale. On est dans un monde de concurrence internationale-interrégionale.

En d'autres mots, ce que je prétends, c'est que la Côte-Nord a des concurrents avec d'autres régions en Amérique du Nord et ailleurs. La région de Montréal a des concurrentes et des complémentarités avec Boston. On ne peut pas prendre l'ensemble du Mexique versus le Québec, versus le Canada. Il nous faut décomposer les choses et essayer de retrouver des unités. Et la concurrence internationale de demain qu'on voit naître, et que moi je vois naître sous l'effet du changement technologique et des stratégies d'entreprises, elle est interrégionale-internationale. Donc, les stratégies pour jouer dans ce

genre de contexte-là ne sont pas les mêmes.

Le modèle que je prône et que j'évoque ici, sommairement, qui influe sur les réactions concernant les effets de la souveraineté, identifie des choses qui sont particulières au Québec. Les déterminants de la localisation d'activités économiques dans les espaces économiques intégrés sont en mutation. Notre défi, c'est de comprendre réellement cela parce que les stratégies des entreprises sont en évolution rapide. Le modèle de la firme multinationale, c'est l'ancien modèle. C'est pour ça que l'Ontario a des problèmes maintenant. C'est parce qu'ils sont pris avec des succursales dans un ancien modèle qui est en mutation. On n'a plus d'entreprises multinationales. On en a moins. On s'en va vers d'autres genres d'entreprises avec des stratégies globales ou des entreprises multinationales qui ne sont pas de l'ancien modèle. Il faut comprendre les stratégies d'entreprises qui reflètent ces réalités-là et les gouvernements qui arriveraient à comprendre ça vont pouvoir mettre au point des règles de jeu pour aider.

Dans la lecture de l'intégration économique qui est le point de départ de cette réflexion, je mets en lumière deux phénomènes particuliers qui, à mon avis, sont importants pour comprendre la compétitivité du Québec sur son marché intérieur et pour comprendre son commerce international. En premier lieu, il m'apparaît que l'intégration économique limite de plus en plus les marges de manoeuvre dont disposent les gouvernements nationaux dans l'application de certaines politiques, qu'il s'agisse de politique monétaire, qu'il s'agisse de politique commerciale, qu'il s'agisse de politique de la concurrence, de politique fiscale. Ce qui arrive, c'est qu'avec l'intégration économique on est forcé de mettre en commun des souverainetés. C'est un peu ce qu'on voit en Europe. C'est ce qu'on voit renaître en Europe de l'Est jusqu'à un certain point. Pour garder des espaces économiques, on met un peu en commun des souverainetés.

En d'autres mots, ce qui ressort de ça, c'est que les débats et les discours, moi, à mon avis, ne devraient pas être très longs sur ce qu'on fait de la politique monétaire. On va s'entendre assez rapidement si on comprend ce que l'économie est en train de nous faire concernant le fait que les politiques monétaires, ça se passe ailleurs, ça se fait au G7. La Banque du Canada commence à avoir des contraintes évidentes dans son application de la politique monétaire. Un Québec souverain, qu'il ait son dollar ou qu'il ne l'ait pas, moi, je prétends que ce n'est pas fondamental. On s'en va vers un régime d'intermédiation financière intégrée où les politiques, certaines d'entre elles, passent par en haut. Ça, c'est bien identifié, je pense, de plus en plus, dans la littérature.

Mais ce qu'on n'a pas aussi bien identifié, et ce sur quoi j'insiste, c'est le deuxième phénomène. Le phénomène de l'intégration

économique fait apparaître des nouveaux déterminants de compétitivité dans ces espaces-là. Et ces nouveaux déterminants, on a une poignée un peu plus serrée là-dessus si on se situe aux niveaux local, régional et provincial, dans certains cas, par rapport à ce qu'on faisait auparavant. C'est pour ça que, dans les écrits du passé, j'étais très partisan d'un fédéralisme beaucoup plus déconcentré, plus asymétrique, parce que l'économie nous mène, à partir de cette compréhension du deuxième effet, vers le bas. Elle mène vers le haut pour des politiques, mais elle mène vers le bas pour d'autres politiques. Il faut donc essayer de comprendre et de saisir ça. C'est en partie ce qui sous-tend, pas ce qui est particulier au Québec; nos confrères américains voient ça au niveau des États. Les Européens, en essayant de parler de l'Europe des régions, sentent un petit peu ces deux mouvements-là aussi. Il y a des mouvements internationaux mondiaux, si vous voulez, qui ont des implications quant à notre recherche de modèle pour la révision constitutionnelle.

(16 h 30)

Alors, dans la compréhension des déterminants de la compétitivité, de l'innovation, il y a un rôle important à donner au milieu local régional. Et comment? On s'insère dans des réseaux, les grappes industrielles de M. Tremblay, continentaux et mondiaux, selon le produit et le service. C'est pour ça que je suis enclin à conclure que le modèle Québec inc., version II, que je vois naître par morceaux, est prometteur. Il pourrait faire l'envie des gouvernements et des autres provinces canadiennes dont chacune a le même défi et le même problème que nous de s'insérer dans un espace économique est-ouest qui est en train de changer, nord-sud qui prend du poids par rapport à l'espace économique est-ouest et international. Les gens de la Colombie-Britannique et de la Californie ont le même problème que nous, au Québec, que les Ontariens et puis l'économie est la même. Je soumets pour tous: C'est la même économie en Europe, puis c'est la même en Amérique du Nord. Il s'agit d'essayer de la comprendre et, à la lumière de nos réalités institutionnelles, socioculturelles, linguistiques, de s'y adapter et d'en tirer profit, si possible.

Il existe des lacunes importantes dans les données pour étudier les flux de commerce interprovinciaux. On est pris avec des données de 1984. Il faut attendre encore un mois ou deux avant d'avoir les données pour 1989, où on sera encore très en retard, mais quand même. On est pris donc avec des lacunes de données pour étudier. On est beaucoup mieux servi pour étudier les relations économiques entre les provinces et les États américains, c'est mensuel. Donc ça, on est mieux servi sur ce plan-là, puis on est relativement bien servi sur le plan de l'examen des flux de commerce internationaux du Québec. Alors, ce que je voudrais dire là-dessus,

c'est que la lecture des données qui ont des lacunes identifient des tendances de fond. Et les tendances de fond, qu'identifie la lecture de ces données plus ou moins bonnes, sont que l'est-ouest n'est pas aussi dynamique. En d'autres mots, les flux de commerce entre les provinces, et, en l'occurrence, c'est le Québec et l'Ontario à 80 % qui est l'ensemble du Canada, les flux de commerce est-ouest sont moins dynamiques que les flux de commerces nord-sud. Ça, c'est vrai pour le Québec. Ça, c'est vrai pour d'autre provinces et les travaux que je cite dans mon mémoire identifient ça, effectivement. Donc il se fait, à la lumière du changement technologique, un changement dans l'espace économique qui est pertinent pour nous. C'est un peu moins est-ouest qu'avant. C'est beaucoup plus nord-sud qu'avant et, dans certains cas, ça devient plus international. Donc, on ne joue pas au hockey de la même façon quand on a une aréna qui n'est pas la même. Et c'est un peu ça qu'il nous faut essayer de saisir et de définir en l'occurrence.

Mais, il y a une chose que je voudrais souligner, c'est que les travaux descriptifs que je fais indiquent que, quoique en déclin, le rôle de la géographie et de la proximité des marchés, lequel reflète des coûts de transport, puis d'autres déterminants des flux de commerce, ce n'est pas pour disparaître ça. Si on regarde où ils vont et avec qui commerce le Québec, c'est avec l'Ontario; je vous donne des données là-dessus, en gros. C'est avec les États du nord des États-Unis. C'est la proximité géographique qui est un facteur important pour expliquer où est-ce que c'est qu'on essaie de pénétrer des marchés et d'où on importe. Et donc la géographie, quoique ce soit un facteur qui décline lentement, parce qu'avec le changement technologique, des stratégies d'entreprises puis la mondialisation, on va plus loin, on exporte plus loin, on importe de plus loin, mais la géographie est encore très importante pour nous. Et c'est pour ça que je suis mal à l'aise avec beaucoup de scénarios que nous ont servis les économistes de l'Ontario, quelques confrères canadiens anglophones pour les décrire ainsi. Je ne vois pas disparaître la géographie aussi rapidement qu'eux. Je dis: Il y a des déterminants de proximité qui, quel que soit le statut politique du Québec, y sont. Que ce soit un fédéralisme asymétrique quelconque, que ce soit un régime de souveraineté-association, il y a des déterminants géographiques qui diminuent, il est vrai, mais qui sont encore très importants. Alors, à moins de s'imaginer des murs de Chine autour du Québec, à moins d'être plus irrationnels que les Européens de l'Est qui essaient de retrouver des espaces économiques, je ne vois pas les scénarios très pessimistes que j'ai vus dans beaucoup de cas.

J'accepte, par contre, et je le motive puis j'ai même fait, un scénario de souveraineté qui va nous créer quand même des soucis de réadap-

tation du flux de commerce. Mais ce scénario-là dit: Il y a une accélération dans le déclin des flux est-ouest, oui, puis un problème de pénétration dans le marché américain parce que les Américains ne sont plus le pays hégémonique. On a 74 %, 75 % de tout notre commerce qui se fait avec les Américains, mais ça a été très dynamique dans le passé pour le Québec. Ça va être difficile de maintenir ce dynamisme-là. Donc, pour le Québec, pour s'insérer dans son espace économique, il nous faut faire des choses vis-à-vis du sud-est asiatique. Il nous faut faire beaucoup de choses dans le réseau de la francophonie, puis il va falloir essayer, si possible, de pénétrer nos confrères européens qui, eux, nous pénétrèrent plus que nous, on les pénétre, si vous voulez.

Mais ce que je voulais dire donc, c'est que, malgré l'importance d'aller plus loin qui découle du changement technologique et des stratégies d'entreprises, la géographie compte pour quelque chose. Ça ne disparaîtra pas. Donc, je suis un peu moins pessimiste sur les scénarios que certains le sont, quoique ce sont des changements assez importants. Et l'accélération du déclin des flux est-ouest posera des problèmes évidents au Québec dans la réorientation de ses flux de commerce, s'il y avait un scénario de souveraineté.

Une autre chose qu'il faut donner, c'est que même si nos statistiques ne sont pas bonnes, on sait que le Québec a un déficit. Je l'ai identifié ici, les ordres de grandeur en 1984. Si vous prenez le primaire, le secondaire et le tertiaire, le Québec, province ou État, a un déficit commercial. Si je viens de dire tantôt qu'on ne peut pas utiliser la politique monétaire, c'est un instrument de moins pour s'ajuster à des déficits. Ça veut dire qu'il y a d'autres choses qu'il nous faut faire. Et c'est de là que vient le modèle Québec inc. Il qui nous dit ce qu'on fait dans un monde où on a perdu des politiques. Qu'est-ce qu'on fait dans un contexte comme celui-là pour être compétitif? On a des choix stratégiques sérieux à faire. Et moi, je prétends que, quelles que soient nos origines politiques, il nous faut, en gros, choisir entre continuer dans le domaine des ressources naturelles, puis là, la chose que j'ai découverte honnêtement, ça change l'image qu'on a du Québec. Si vous regardez les exportations du Québec, la composition des exportations du Québec, on a moins d'exportations primaires que pour le reste du Canada. C'est un avantage très intéressant pour nous, parce que les termes d'échanges sont négatifs; ils nuisent aux pays qui sont spécialisés dans les ressources primaires. Le Québec, c'est dans les 5 %, le reste du Canada, c'est dans les 15 %, 20 % dans ces exportations. On a des choix.

Et le secteur primaire, heureusement, on en a un peu moins que le reste du Canada. C'est une nouvelle... Je pense qu'on décidait le Québec comme étant primaire; il l'est moins que le reste

du Canada. C'est un avantage. Par contre, il faut choisir entre continuer là-dedans, parce qu'il y a des choses à faire dans le secteur primaire, c'est essentiel au secondaire. On a des secteurs traditionnels en déclin continu. Ça, il y a des décisions. M. Ritchie a longuement parlé des questions textile, vêtement et tout le reste où on a de sérieux problèmes à voir, mais il y a une dynamique dont on pourra parler, si vous voulez. On a donc à choisir entre l'importance relative qu'on va donner à notre économie basée sur les ressources primaires, celle sur les secteurs traditionnels. Celle qui est sur la haute technologie, la production de biens de haute technologie où là, on est dans un monde de concurrence extrêmement dure, où on doit rivaliser avec les fisco japonais, la CEE, les Américains qui sont beaucoup plus riches que nous, et donc, c'est un troisième élément, c'est une troisième orientation potentielle.

La quatrième, c'est l'application des nouvelles technologies. Moi, je suis partisan, je vous le dis, du dernier, mais il y a un débat à faire entre nous, puis ça va orienter nos politiques économiques et nos choix vont différer et nos possibilités différeront selon notre statut politique aussi, vis-à-vis de ces diverses orientations-là. Le Québec, à mon avis, s'il veut profiter de ce changement d'espace économique, devrait tenter de s'insérer dans un espace économique nord-américain en partie. Nos Américains nous prêchent beaucoup et ça sous-tend – ça perce dans le GATT – le modèle du marché si vous voulez et ça, c'est très fondamental. On l'accepte, on l'accueille volontiers. Mais si on regarde ce qui se passe au niveau des États américains, si on regarde ce qui se passe même à Washington, sur le plan national, j'énumère un peu des programmes qui identifient qu'on fait la part des choses. Il y a des éléments – M. Ritchie nous parlait du modèle japonais "kaïretsu" un peu plus tôt – on est, aux États-Unis, devant un débat – mais des indicateurs de déclin encore et de sérieux problèmes – à rechercher des éléments d'un modèle. On essaie de trouver des éléments. En partie, moi, ce que je prétends, c'est que même aux États-Unis, on cherche des modèles d'intervention un peu plus forts. Donc, il est très important pour nous de ne pas être trop naïfs sur le plan du modèle et de laisser tomber des éléments qui nous sont essentiels. Et on reproche au Québec d'avoir des éléments un petit peu du modèle japonais et européen. Moi, je prétends que les Américains les recherchent aussi et les introduisent dans leur politique, ces éléments-là. Et le modèle qu'on devrait tenter de mettre en place poura donner un rôle quelconque au Québec, au gouvernement québécois ou au gouvernement national, mais plus particulièrement au gouvernement québécois.

Si vous me permettez une note technique, en passant, rapidement, dans la théorie, les nouvelles théories du commerce international et

d'ailleurs, en finance publique, on nous dit que quand on "internalise" les retombées des dépenses publiques, c'est une chose intéressante, ça dérange moins les voisins, en somme. C'est bon d'avoir, donc – et là, ça remet les manuels à l'envers – l'immobilité relative des francophones québécois est un avantage dans ce contexte-ci parce que ça permet, si on se lance dans l'éducation, dans la formation, dans l'innovation, ça permet d'avoir un peu plus un processus d'apprentissage collectif dont les retombées restent un peu plus, dans l'ensemble, où il y a moins de mobilité. Ça, c'est le monde à l'envers, avec beaucoup d'économistes, si vous voulez, mais il faut quand même faire des débats du genre et c'est accepté comme argument dans les nouvelles théories et puis c'est pour ça que dans la recherche des politiques pour le nouveau modèle québécois, cherchons-en qui vont nous permettre d'"internaliser", au Québec, des déterminants de notre compétitivité. Ça, ce sont des questions de formation, de ressources humaines, ce sont des questions d'innovation, puis d'autres éléments qui ne bougent pas comme les infrastructures essentielles pour fonctionner dans le monde international, si vous voulez.

J'ai vécu une expérience intéressante depuis un mois et demi. Comme M. le Président le disait, je suis membre du comité constitutionnel de la Chambre de commerce de Montréal. Ça fait environ un mois – même plus maintenant, environ deux mois – qu'on reçoit une délégation de Toronto. Le Board of Trade de Toronto a été très assidu auprès du Board of Trade de Montréal, d'une part, et la Chambre de commerce de Montréal. Ce qu'on a fait ensemble, et je trouve ça intéressant, c'est qu'on a mis au point des éléments, des lignes directrices pour une révision constitutionnelle dont on va vous parler le 4 février prochain; le mémoire conjoint de Toronto et de Montréal va être déposé.

Moi, j'en tire deux choses: c'est que les hommes d'affaires et les femmes d'affaires comprennent des choses. Les gens de Toronto ne sont pas venus à Montréal de façon répétée. On n'y est pas allés une fois, nous autres. C'est les gens de Toronto qui sont venus à Montréal à de multiples reprises pour essayer de voir si on pouvait s'entendre. On a choisi de ne pas parler de certains sujets; il ne faudrait pas que des hommes d'affaires essaient de s'improviser pour vous. On a su où arrêter. Mais il y a des éléments qui ne sont pas complètement à négliger, je crois. Et ça reflète deux choses: une, c'est que c'est dans un contexte – pour Toronto, on le dit nécessairement – d'un régime fédéral renouvelé, qu'ils ont fait ça. Mais moi, si je comprends bien ce qu'ils voulaient, ces gens-là, ils ont compris que, que ce soit la souveraineté-association, les arguments de proximité, de géographie et de marché, ça compte pour un homme d'affaires. Je crois que c'est un exemple du fait que – moi, j'appelle ça des chevaliers d'apoca-



lypse, si vous voulez, dans les modèles de problèmes interprovinciaux de commerce – la proximité, l'importance du marché ontarien pour les Québécois et du marché québécois pour les Ontariens est telle que les hommes d'affaires vont tout faire ce qu'ils peuvent pour convaincre les citoyens que leur modèle politique, c'est le bon. Mais s'ils ne réussissent pas et que ça devient un modèle, par exemple, de souveraineté-association, ils vont se mettre aux affaires, avec des délais, des transitions, mais je crois, moi, si je les comprends bien, ces gens-là – et ça, c'en est un exemple – qu'ils ont des enjeux très essentiels qu'ils conservent et qu'ils gardent à l'esprit. Vous verrez un peu ce que ça donne quand ils feront état de notre mémoire le 4 février.

(16 h 45)

Un autre point, maintenant. J'ai tenté parce qu'on nous a invités à le faire, dans ce mémoire, de faire un peu le tour de la question mexicaine. Je vous avoue honnêtement que je l'ai fait pour votre commission et, donc, je n'ai pas creusé comme on devrait le faire, très systématiquement. Ce n'est qu'une première lecture des questions du commerce Mexique-Japon, si vous voulez. Rapidement, je résume ce que donne cette lecture sur le commerce Mexique-Japon. Ça fait voir, d'une part, que, pour l'instant, le Mexique est un très petit partenaire du Québec. Ce n'est pas 1% de nos exportations ni de nos importations. D'autre part, on sait que la plupart des exportations mexicaines au Canada – donc de nos importations provenant du Mexique – entrent en franchise. Ce qu'on importe de lui, c'est assez amusant, ça a l'air de choses de haute technologie, beaucoup. J'ai la liste des produits qu'on importe des Mexicains; c'est des moteurs, on le sait, donc des véhicules automobiles, des pièces de télévision, de radio et de télécommunication sonore, des équipements de traitement numérique, du matériel de bureau, d'une part. Si on regarde ce que le Canada exporte, c'est un peu plus primaire. Ça reflète ce que je disais tantôt, que le Canada, dans ses exportations, est pas mal primaire, effectivement.

Donc, c'est assez amusant de regarder ce qui se passe entre le Mexique et le Canada. Ça n'a pas l'air d'un commerce entre un pays industrialisé et un pays en voie d'industrialisation. On peut regarder: pour le Québec, c'est le papier journal et les avions entiers qui sont les deux principaux produits d'exportation; du côté importations, ce sont des importations d'automobiles et de châssis. Ce que ça souligne, c'est que, pour comprendre les effets de l'entrée du Mexique dans une zone américaine de libre-échange, il faut laisser faire le Mexique pour garder les "maquiladoras". C'est vrai que ça se répand de plus en plus au Mexique, mais il faut donc dégrossir l'espace mexicain pour concentrer sur le sous-ensemble, où se concentrent beaucoup d'investissements directs étrangers japonais, américains aussi, jusqu'à un certain point, et

européens. C'est pour ça qu'on voit des flux de commerce qui ressemblent à des choses, à des exportations de haute technologie provenant du Mexique. C'est que c'est un endroit où l'investissement direct étranger se concentre pour une pénétration plus forte au Canada, au Québec, effectivement.

Nous, ce dont on a plus à s'inquiéter, je pense, ce n'est pas des exportations mexicaines au Québec ni des importations ou des exportations québécoises au Mexique, c'est de notre concurrence sur le marché américain. En d'autres mots, il nous faut, je crois, analyser plus à fond ce qu'on appelle, nous, les économistes, les effets de détournement de commerce et d'investissement qui découleraient d'un accord de libre-échange nord-américain incluant le Mexique. C'est plutôt là où sont nos enjeux, parce que, là, on va être avec les Mexicains à concurrencer pour entrer dans le marché américain.

Dans le texte et dans le mémoire, j'essaie d'identifier un petit peu dans quels produits on rivalise, quels sont les domaines où on a des rivalités avec les Mexicains et puis il en ressort des choses assez intéressantes. Juste pour en citer une, moi, qui m'a surpris honnêtement, on a regardé ce qu'on appelle les avantages comparés révélés du Canada, des États-Unis, et du Mexique. Ça, ça identifie où est-ce qu'on est relativement bon ou relativement moins bon. Il y a bien d'autres mesures pour le faire, mais c'en est une. Ce qu'on constate, c'est que le Mexique a perdu ses avantages comparés dans les textiles, les fils et les tissus. Pourquoi ça? Ils sont en train de changer, eux, à l'aide d'investissements directs étrangers vers des modèles de la plus haute technologie. Et donc, les craintes qu'on se faisait par rapport au Mexique vis-à-vis de la pénétration et de la concurrence de textiles et de vêtements, oui, ça va ajouter aux pressions pour nous. Ça va nous créer des problèmes d'adaptation industrielle évidents. Mais il y a d'autres choses et c'est à moyen terme que les soucis vont être plus sérieux. À court terme, ce n'est pas – moi je lis du moins de par la lecture initiale – ce n'est pas fondamental. À moyen terme, plus sérieux, surtout en ce qui concerne notre concurrence avec les marchés américains et pas nécessairement dans les produits qu'on a à l'esprit immédiatement. Voilà, pour cette réaction.

Il y a eu quelques travaux qui ont tenté d'estimer les effets de la mise au point d'un accord de libre-échange nord-américain, incluant le Mexique, et ça donne des poussières. Les modèles, ce n'est pas 1% du PNB canadien qui en découlerait. Il y a des effets selon les secteurs qui sont un peu différenciés.

Là, pour me rapprocher un peu des propos que M. Ritchie traitait, à savoir les questions de négociations, il me semble vraisemblable que nos voisins américains vont chercher à renégocier l'Accord bilatéral de libre-échange canado-

américain, soit via l'entente avec les Mexicains si, et on est en marche, ils essayaient à mon avis de récupérer, via l'entente, avec l'entente de libre-échange nord-américain des questions, soit advenant la souveraineté du Québec. Pour moi, ça me semble évident. S'il y a une souveraineté du Québec, s'il y a une négociation impliquant le Mexique, nos voisins américains vont essayer de rouvrir des questions. Donc, ce n'est pas des surprises. Les questions de subventions, les questions du secteur de l'auto, les industries culturelles seraient à l'agenda. Ce que je constate, ce que j'anticipe possiblement, c'est deux accords, par contre. Il y aurait, d'une part, un ALENA tripartite Canada-États-Unis-Mexique, d'une part, et, d'autre part, un accord de libre-échange bilatéral Canada-États-Unis. Il n'est pas du tout acquis qu'on va arriver, à trois, à négocier un accord de libre-échange nord-américain avec les Mexicains. C'est tellement différent, et je vois deux accords: un accord trilatéral, d'une part, et un accord bilatéral, d'autre part. Et quel que soit le cas, un ou deux accords, moi, je conclus qu'il est indiqué pour le Québec, si c'est un Québec souverain, d'essayer de s'insérer dans cet espace-là, quoique ça nous créera des problèmes d'adaptation très évidents à court terme.

D'ailleurs, si le GATT est accepté sans trop de modifications, il affectera la substance, de beaucoup, de l'Accord de libre-échange. On va être obligé de rajuster l'Accord de libre-échange un peu à la lumière... D'ailleurs, le partage des compétences fédérales-provinciales; ce qu'on a négocié à Genève a des implications aussi fondamentales que les discussions constitutionnelles dont on discute en ce moment effectivement. Donc, il nous faudra revoir l'Accord de libre-échange, l'accord nord-américain, car les négociateurs américains et canadiens ont utilisé le véhicule du GATT pour poursuivre la négociation de plusieurs des sujets laissés en plan dans la négociation bilatérale avec les Américains. Le GATT a un effet, moi, que le prétends être centralisateur, tel qu'il est conçu actuellement et tel qu'il nous sera nécessaire d'en faire une analyse serrée, car il réduit considérablement le rôle du gouvernement du Québec dans l'économie québécoise. Les gouvernements canadien et américain étant d'ailleurs à la même table à Genève, il me semble très possible que l'on tente de réintroduire de tels résultats via l'accord trilatéral avec le Mexique advenant une faillite du GATT. Si le GATT ne fonctionnait pas, moi, je pense que ce n'est pas la fin de la discussion sur les subventions. Ça va revenir dans un autre contexte et ça reviendrait sur la table si la souveraineté-association se présentait aussi. Et la première analyse que j'en fais, c'est que le GATT... Bon, on pourra revenir là-dessus, s'il y a des questions effectivement à ce sujet.

L'autre commentaire: L'intégration économique, peu respectueuse des frontières politiques, a

des effets que l'on doit prendre en considération dans le partage des compétences si on en reste à un régime fédéral et que l'on doit considérer si on arrive à la souveraineté-association. L'accord bilatéral avec les Américains, qui est une entente qui accompagne l'intégration économique, donne lieu à effets sous-nationaux très différents. Les études du Department of Commerce américain font voir que, si on fait un accord nord-américain trilatéral, c'est au Texas qu'il y aurait particulièrement des effets et dans d'autres régions américaines, où les effets seraient concentrés. C'est le même phénomène qu'on observe en Europe. L'intégration européenne n'a pas des effets sur la France. Il y a des effets sur certaines régions de la France, certaines régions de l'Allemagne, certaines régions de la Belgique. Et ce qu'on constate, à partir du processus d'intégration européen – et, moi, je soumets que c'est le même phénomène au Canada – c'est qu'il y a des gens qui partent gagnants là-dedans et il y en a qui partent perdants. Et ce sont les villes et régions qui innovent, qui disposent de bonnes dotations de ressources humaines, en infrastructures de transport multimodal et qui ont des politiques gouvernementales locales et régionales qui les habilitent à faire de la paradiplomatie, puis à travailler sur le plan international. À mon avis, ce sont ces sous-ensembles qui, en Amérique du Nord, pourront le mieux s'adapter au contexte. Et voilà, il faut essayer de découper nos espaces politiques en parties pour qu'elles coïncident et leur permette de jouer dans cette plate-bande économique si vous voulez.

Il s'agit d'ailleurs – et j'ai presque terminé, M. le Président, je vous remercie de votre patience – d'un phénomène qui est maintenant pris en considération par un nombre grandissant de nos voisins. Trois d'entre eux, MM. Blank, M. A. Cohen et Stanley, deux Américains et un Canadien, qui récemment ont eu à réfléchir sur une redéfinition de la souveraineté pour le XXI<sup>e</sup> siècle, en sont arrivés à des réflexions qu'ils résument comme ceci. Je me permets de les citer, si vous permettez:

"The FTA then, is part of a larger process of trade liberalization whose collateral consequence is to substitute market forces for obsolete institutional arrangements the declining role of national governments – là on parle d'Ottawa – the enhanced importance of regions and of regional access to trade – on parle en partie de Québec, on parle en partie des régions du Québec – and the need to find useful ways of giving expression to differing collective values – ces trois questions-là, selon eux – these themes will form the background of North American commercial and diplomatic relations for the rest of this century." Moi, je suis d'accord avec leur constat. Mon analyse m'amène à identifier en partie ces questions-là.

D'où l'importance de poursuivre la mise au

point d'un nouveau modèle de développement économique pour le Québec, le modèle que j'appelle Québec inc. Il, afin de favoriser les compétitivités des entreprises et des institutions québécoises dans un espace économique nord-américain et mondial de plus en plus intégré. Et cela n'est possible que dans un modèle de fédéralisme asymétrique qui – c'est un jugement personnel, je n'ai pas les moyens que vous avez pour en apprécier les contraintes – me semble de moins en moins probable étant donné les orientations et les préférences de nos voisins des autres provinces. Ça peut se faire soit dans un régime de fédéralisme asymétrique, soit dans un régime de souveraineté-association.

Or, vous m'excuserez de vous avoir transmis, comme d'ailleurs ce résumé et ma présentation, quelque chose à toute vitesse. Je fais les choses assez rapidement parce que j'ai beaucoup, comme vous, de choses à faire. Je m'en excuse, ce n'est pas soigné, et puis il y a beaucoup de choses qui laissent à désirer. Mais j'espère que les renseignements que j'ai transmis dans le mémoire et que l'argumentation que vous voyez résumée là aideront à mettre à l'agenda des sujets sur les modèles de développement économique qui sont lourds de conséquences pour nos discussions politiques, et vous aideront aussi, je l'espère, à apprécier les conséquences de l'économie pour le partage des compétences et les modèles à choisir. Merci bien.

**Le Président (M. Bélanger):** On vous remercie beaucoup. Alors, c'est le député d'Abitibi-Ouest.

**M. Gendron:** Bonjour M. Proulx. Je vous salue amicalement, un voisin de table il n'y a pas longtemps à Rivière-du-Loup lors d'un colloque sur le développement régional. C'est sûr que le sujet d'aujourd'hui est passablement différent, mais je pense que vous rendez service aux membres de cette commission par votre prestation. J'ai la conviction que votre expérience, le fait que vous ayez participé à plusieurs instances qui vous ont obligé à être impliqué dans les questions que nous débattons, c'est sûr qu'il est de l'intérêt de la commission d'avoir le plus d'éclairage possible.

J'ai eu l'occasion aussi de regarder les documents d'accompagnement que vous avez laissés au secrétariat, aux membres de la commission. Il est certain qu'il y a plusieurs annexes qui seront intéressantes à consulter, parce qu'il y a là des données qui viennent étoffer en tout cas les prétentions de certains, puis désarçonner les prétentions d'autres.

Deuxième commentaire, rapidement, c'est sûr que moi je trouve très intéressant que vous succédiez à M. Ritchie dans la présentation. Ça fait un mémoire plus reposant en fin d'après-midi, plus rafraîchissant, moins alarmiste, plus conforme en ce qui me concerne à ce que

j'appellerais, moi, des gens qui veulent regarder l'avenir, mais d'une façon beaucoup plus positive. Moi, je ne veux pas être dans un scénario de rupture où on a cassé la clôture comme si on était des irresponsables et qu'il n'y avait plus d'intérêts communs à maintenir des choses ensemble. Alors, c'est dit peut-être très simplement, il n'y a pas là vraiment de notions économiques dans ce que je viens de dire. Mais, à tout le moins, il y a du réalisme, du discours dont j'entends parler par des citoyens, entre guillemets, normaux, qui veulent regarder l'avenir d'un Québec qui contrôle l'ensemble de ses institutions, tout en étant conscients, compte tenu de ce qui se discute dans le monde moderne: mondialisation des échanges, compétitivité, ouverture sur le monde, qu'on va devoir, de tout temps, faire des choses avec les autres. Mais moi, j'ai toujours pensé que j'ai plus de mérite à prêter ma chaise quand je suis sûr que c'est la mienne. Alors, nous, on ne veut pas céder notre chaise, et il n'est pas dit qu'on ne la partagera pas, qu'on ne permettra pas à une vieille dame ou à un vieux monsieur de 92 ans de s'asseoir dessus de temps en temps, mais c'est nous autres qui déciderons. Alors, on pense que c'est important de regarder ça comme ça.

Ça m'a intéressé aussi de prendre un peu connaissance du... Vous avez résumé votre mémoire, mais, dans votre mémoire un peu plus détaillé, élaboré, et c'est ma première question, M. Proulx, vous avez, il me semble, à moins que je fasse erreur, indiqué très clairement que, quand on analyse comment ça se passe, des échanges entre pays souverains, ce qu'on appelle communément l'analyse des flux commerciaux, la pratique de ces opérations-là se fait suivant des tendances dites définies; vous avez appelé ça des tendances lourdes, des tendances importantes, majeures qui régissent les pratiques de l'évolution du commerce international et interprovincial, et ça vous a amené à conclure – et, tantôt, je vais vous dire ce que je veux comme appréciation – que, dans un Québec souverain, c'est certain, selon vous, que ces pratiques liées au libre-échange seraient certainement influencées. Mais vous avez ajouté, et là je vous cite encore: "d'aucune façon, chamboulées, modifiées fondamentalement."

Donc – et c'est pour ça que je disais tantôt que c'était intéressant de vous entendre après M. Ritchie – c'est complètement l'opposé, si on ne veut pas s'enfarger dans les nuances. M. Ritchie dit: Non, non, non. Ce n'est pas que les tendances vont être influencées puis légèrement modifiées; on efface puis on recommence parce que le titre de son mémoire, c'est: "Réparer les pots cassés"; c'est un scénario de rupture, puis, là, tout est ouvert et ce ne sera pas drôle. Vous allez voir qu'on va s'en sortir presque d'une façon absolument impensable, inimaginable. Donc, il y a là deux thèses fondamentalement différentes et jamais, jamais je n'ai vu l'ombre d'un poil

d'un bout de phrase dans le mémoire de M. Ritchie sur ce qu'on appelle les intérêts mutuels. Je n'ai vu ça nulle part: Oui, mais de toute façon, même si on est obligé de regarder d'autres affaires, il y aura quand même des intérêts communs, mutuels.

Alors, ma question, ma première question: Lorsque vous, vous posez le diagnostic très clair que les pratiques courantes en ce qui concerne l'analyse et l'évaluation des flux commerciaux vont être influencées dans le contexte d'un Québec souverain, mais non fondamentalement modifiées et qu'en conséquence, vous ne semblez pas avoir autant d'inquiétudes majeures quant à la réouverture complète, est-ce que vous pourriez l'étoffer un peu plus, spécifiquement là-dessus?

**M. Proulx:** Oui, merci beaucoup. Je crois qu'il y a toutes sortes de déterminants du commerce du Québec avec les autres provinces, avec les États américains et avec les autres pays du monde. Il y en a tout un ensemble de déterminants. J'ai souligné le fait d'être proche. Quand on est proche, on fait des transactions d'affaires plus facilement; les coûts de transport sont moindres. Pour diverses autres raisons, j'ai souligné ça, je ne minimise pas l'importance des politiques publiques. Je pense que M. Ritchie donne un peu plus de poids, comme déterminants de l'évolution de ce qui se passe en fait de commerce international, aux politiques publiques, mais je crois que, dans la liste des déterminants, il y a des choses qui sont domestiques québécoises, que, nous, on peut contrôler et personne d'autre. Il y en a d'autres où on doit subir des influences, mais la liste est telle que le phénomène souveraineté dans la liste a une influence. Il va accélérer les tendances dites lourdes.

Si on regarde, dans l'après-guerre, l'évolution de la destination des exportations québécoises et leur provenance, on voit que ça change, que c'est en train de changer. Moi, ce que je prétends, c'est que ces tendances dites lourdes ne seront pas modifiées, à moins de se tromper. Il y a des choses qui sont en train de changer et ce qui est en train de changer, c'est qu'on commerce – et c'est vrai pour presque toutes les provinces, effectivement – un peu moins entre provinces; on commerce beaucoup plus sur le plan nord-sud. Pourquoi ça? C'est le GATT qui nous a fait ça; pas cette ronde-ci, l'autre ronde. En somme, on a le modèle canadien, celui du marché commun canadien. À l'aide de barrières et de la politique nationale, il est mort. Effectivement, il faut le modifier et, ceci étant, il y a des déterminants politiques évidents – M. Ritchie parlait des questions tarifaires – il y a tout un ensemble de facteurs qui vont affecter, mais, moi, je prétends qu'ils ne changeront pas fondamentalement les tendances qui font que le Québec s'insère beaucoup plus nord-sud, un peu moins est-ouest, et plus international. Et la souveraineté va accélérer le

déplacement vers le nord-sud, un peu, et, surtout, va forcer plus l'international parce que le nord-sud n'est pas aussi dynamique qu'on l'aimerait. Mais ça ne disparaîtra pas. C'est un peu ça que je prétends. La lecture de ces tendances, et les réactions mêmes quotidiennes des citoyens et des hommes d'affaires de Toronto avec qui je travaille quotidiennement, nous font voir qu'on a des intérêts mutuels et communs. Et on serait bien fous de se tirer dans les pieds.  
(17 heures)

Il nous est donc indiqué de comprendre ça et puis de faire les "trade-off", en somme, que ça implique. Mais, c'est un peu ça... C'est que mon modèle, si vous voulez, des déterminants des flux de commerce, fait une place définitive à la négociation, aux accords de libre-échange, mais un peu moindre que celle qu'on retrouve chez d'autres qui sont plus pris avec des questions de négociations. Je crois qu'il y a des déterminants réels de fond qui sont: nos compétitivités, la qualité de nos ressources humaines, est-ce qu'on innove?, est-ce qu'on n'innove pas?, est-ce qu'on a des moyens de transport intéressants?, est-ce qu'on est compétitif sur ce point-là? Et eux sont beaucoup plus importants pour déterminer l'orientation de notre commerce.

Si vous me permettez de compléter, si, par hasard, il y avait souveraineté, il va falloir qu'on ajuste notre modèle. Le gouvernement du Québec et l'importance relative qu'on donnerait aux diverses politiques va devoir être modifiée parce que le GATT, en partie, va nous forcer à le faire. La province de Québec va devoir jouer selon les mêmes règles du jeu... province, je dis bien. Si c'était une province fédérale, la province de Québec devrait jouer selon les mêmes règles du jeu que le gouvernement d'Ottawa, essentiellement. Alors, le parapluie est parti. Il faudra qu'on révise nos politiques. Mais c'est pour ça qu'en tentant de prendre ça pour acquis, j'ai cherché quelles sont les politiques pertinentes pour nous, sur lesquelles il faudra mettre plus d'importance si la souveraineté se fait, et ça mène à de l'éducation, de l'innovation, du marketing, des réseaux d'activités "résiliantes".

**M. Gendron:** Dans votre mémoire – parce que là, je ne suis pas dans le résumé, mais les choses se recoupent – à la page 8, vous aviez dit, à un moment donné, que "tenter de cerner les effets de la souveraineté sur le commerce international du Québec en demeurant dans un contexte exclusivement canadien et interprovincial". Et là, vous avez repris en paraphrase quelque chose qui vous paraît exact, et ça a été le cas de plusieurs intervenants ici qui nous ont présenté presque toujours un scénario apocalyptique, vous copiez vos collègues économistes anglophones canadiens et, là, vous arrivez à la conclusion: "C'est inadéquat comme cadre d'analyse".

La question que je vous pose, puisque vous

avez évoqué que vous avez actuellement des échanges avec des gens de l'Ontario, du Board of Trade de Toronto et de l'Ontario, qui viennent nous rencontrer et vous avez dit, à un moment donné, dans votre présentation: "Ils nous parlent, ces gens-là - et ce sont des scénarios plutôt négatifs - d'un Québec inc. numéro 1". Et vous, vous dites: On est rendu au 2, en gros, là, sans rentrer dans les nuances subtiles.

Dans les échanges récents que vous avez eus avec les gens de l'Ontario ou de Toronto, est-ce que vous pensez qu'ils commencent à saisir un peu plus ce qu'on entend ou ce que vous entendez, vous, par un Québec inc. qu'on appelle de deuxième génération, ou numéro 2? Est-ce qu'ils commencent à s'y faire, et l'explication pourquoi on aurait eu tant de scénarios un peu négatifs quand on reste uniquement avec des économistes canadiens? Et justement, est-ce qu'ils font ça volontairement en restant sur le Québec inc. numéro 1?

Et dans ce sens-là, il faut rester, pour laisser ça péjoratif, uniquement dans un cadre d'analyse pancanadien comme si c'était notre réalité future, si on devenait souverain. Alors qu'on sait bien que notre réalité future, si on devient souverain, elle va être tout autant internationale, sans s'écarter, en termes d'avenir et de potentiel, que sclérosée à l'intérieur uniquement du Canada.

**M. Proulx:** Deux choses, là-dessus, moi en effet, et je suis heureux de vous l'entendre souligner aussi, je pense qu'on ne peut pas comprendre le Québec si on regarde est-ouest, commerce interprovincial. Ce qui va nous arriver en fait de produits laitiers, ce qui va nous arriver en fait de textiles et vêtements, et il faudrait descendre la liste, on ne peut pas l'examiner en regardant un peu quels sont les soldes avec les autres provinces. Il faut regarder notre espace économique. Il faut donc tenir compte de ce qu'on pourrait éventuellement exporter ou importer avec les États limitrophes américains et puis si c'est un autre marché. Ça peut être international, s'il s'agit de produits de haute technologie, en somme.

Il faut donc fonctionner dans l'espace économique qui n'est pas l'espace politique. Les travaux de C.D. Howe en sont presque tous restés à des analyses où, d'accord, on voit de l'international, mais ce n'est pas intégré correctement dans l'analyse. Et donc, il n'y a pas une bonne lecture des effets de ces différents scénarios-là, effectivement.

Deuxièmement, moi, je trouve que... On est dans un régime, présentement, où la Constitution canadienne a été un élastique. On a pu faire ce qu'on a pu dans notre régime fédéral actuel. Et la preuve, c'est que dans les mois qui viennent de s'écouler, on a eu M. Tremblay qui nous a proposé... Un des éléments très intéressants: les grappes industrielles. On a eu M. Johnson avec

Innovatec qui nous donne un autre élément de cette réflexion-là. On a M. Bourbeau. Je ne suis pas nécessairement d'accord avec chacun de ces énoncés-là, mais il y a un autre morceau qui est axé sur les questions d'éducation. Puis là, M. Picotte qui commence à travailler avec d'autres choses qui sont près des questions régionales. C'est un peu récent.

Pour répondre, donc, à votre question, nos confrères ontariens arrivent, ils commencent à rattraper ça. Mon expérience, c'est que les Américains sont en avance. Les Américains sont déjà un peu plus en avance. J'ai le plaisir d'aller aux États-Unis, Manhattan récemment. Là, je dois retourner au State Department, ils m'ont appelé ce matin pour leur parler de ce qui se passe au Québec et je crois que les Américains sont très ouverts et curieux de ce dont on leur parle comme étant des éléments nouveaux. Il y a des Ontariens du milieu des affaires, je pense qu'on pourra leur parler puis ils vont suivre assez rapidement. Mais les Américains sont très ouverts et curieux de notre modèle ici. Puis, à tort ou à raison, je prétends que ce qui se passe sur le plan politique du reste du Canada avec des gouvernements NPD, si vous voulez, et ce désir de se définir.

M. Ritchie a beaucoup mis en lumière l'importance pour le reste du Canada de se définir, mais il le fait un petit peu à l'encontre des Américains. Les Américains, je pense, nous trouvent des gens intéressants dans ce sens-là parce que nous n'avons pas tout à fait les mêmes soucis, les mêmes contraintes, on est plus nord-américains. Et les initiatives qu'ils voient naître ici les intriguent, ils sont assez ouverts. Je ne dis pas que l'ouverture n'y est pas, au milieu des affaires ontariennes, oui, mais la conjoncture politique dans le reste du Canada rend un peu difficile cette ouverture parce que l'idéologie qu'on y voit est celle des années 1975 et 1980, 1970, si vous voulez, au Québec. Alors que nous sommes rendus dans les années quatre-vingt-dix. On "émule" ce qu'on faisait ici dans les années soixante-dix. Donc, c'est un peu plus compliqué pour eux de percevoir où on en est. Les Américains - on est très petits - acceptent, je pense, nos initiatives; ils nous voient évoluer là-dedans, avec curiosité pour l'instant, pas plus. Mais ils veulent en savoir plus long, ils sont plus curieux que les Ontariens.

**M. Gendron:** En page 19 de votre mémoire, vous dites que pour certains, si le Québec devenait souverain, ça serait la fin de l'Accord de libre-échange. Vous dites: Écoutez, même s'il y a certains économistes ou peu importe leur qualification qui les appellent à dire de telles choses, vous nous suggérez de ne pas aller dans cette voie-là en disant: Bien écoutez, à notre avis, un Québec souverain devrait tenter de maintenir ou de négocier une telle entente. Alors, nous aussi on partage cet avis-là. Là, je

vous questionne sur ce qui suit. Vous dites: Même dans le cas où le Canada anglais serait avisé – donc, je ne sais pas s'il va en rester – pour vous, ça ne vous inquiète pas ce qu'il va rester du Canada anglais, il ne prendra pas tant de temps que ça à se redéfinir parce que vous dites: Le Canada anglais serait peut-être tenté, à son avis, de se résilier ou de résilier l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, soit par, je ne sais pas moi, agressivité, vengeance, peu importe là, parce qu'il peut arriver des motifs politiques. Si le gouvernement canadien était dirigé par le NPD, il est possible, d'après le programme politique, ils avaient l'air d'être contre ça, le rêve du NPD Canada. Mais au-delà des motifs politiques, d'après vous, concrètement, pensez-vous qu'il y aurait des motifs sérieux pour que le reste du Canada prône et essaie de faire accroire que si le Québec devenait souverain, oui, ils seraient d'accord pour véhiculer une résiliation de l'entente avec le reste des États-Unis, de l'Accord de libre-échange? Pensez-vous qu'il y en aurait des arguments à trouver pour se retirer de l'Accord de libre-échange advenant que le Québec soit souverain?

**M. Proulx:** C'est une question qui est bien difficile, parce que j'arrive difficilement à dissocier la nature de ces arguments-là puis la réflexion politique qui la reflète, si vous voulez. Je vois qu'il y a un souci réel de la part de nos voisins des autres provinces de trouver un peu ces synergies, ce partage d'objectifs. Les provinces sont dans un ensemble très hétérogène, surtout à cause du rôle que l'immigration y a joué aussi. Les provinces sont dans un contexte où c'est très difficile d'y arriver. Donc, je crois qu'elles ont un souci réel sur le plan culture et définition d'un ensemble canadien qui essaie de passer derrière dans les propositions constitutionnelles qu'on nous sert. On essaie de définir un Canada, de retrouver des définitions et, en partie, je vois ça comme étant à l'encontre et contre nos voisins américains. Alors, je crois que ça serait à partir de ce souci que possiblement... Mais je prétends, à tort ou à raison, qu'il y a beaucoup de déterminants de ce qu'on fait et puis c'est un parmi d'autres. Et l'économie que je prône pour le Québec, c'est la même que je prône pour l'Ontario. C'est la même que je prône pour l'Ouest. Et ça, ça dit: Il faut rester dans un accord de libre-échange malgré les coûts, pour eux. Nous, ce n'est pas tout à fait les mêmes "trade-off", ce n'est pas les mêmes questions. Je ne sais si j'ai bien compris votre question.

**M. Gendron:** Merci, très bien. Merci beaucoup M. Proulx.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Merci, M. Proulx, pour votre présentation et pour votre participation aux travaux de cette commission. J'aimerais peut-être poursuivre ce que le député d'Abitibi-Ouest a commencé à discuter, c'est-à-dire essayer de dissocier la politique des ententes de libre-échange. Comme vous le savez, M. Proulx, ici, on a souvent entendu parler de l'hypothèse que la souveraineté du Québec ne comporterait aucune conséquence puisque le reste du Canada agirait selon ses intérêts rationnels, mais on a aussi entendu le contraire, et à maintes reprises. Déjà, à Bélanger-Campeau, le mémoire de l'Association des économistes mettait en garde concernant la période de transition.

Pour votre part, à la page 5, vous écrivez: "...on ne peut anticiper la mise en place d'un mur de Chine ou des comportements moins rationnels de la part des Canadiens anglais que ceux des habitants et gouvernements de l'Europe de l'Est, lesquels, partant d'une situation sans commune mesure avec la nôtre, sont à mettre au point des mécanismes permettant l'expression de leur souveraineté et la participation à un espace économique européen, et, éventuellement, mondial." Ma première question, M. Proulx: Si la réaction du reste du Canada est, de façon certaine, dictée par ses intérêts rationnels, comment se fait-il que sa réaction actuelle, au moment où on se parle, ne soit pas dictée par ses intérêts rationnels? En fait, comment peut-on s'expliquer qu'il soit si difficile d'obtenir un nouveau partage des pouvoirs lorsqu'on sait qu'un fédéralisme asymétrique n'ira justement pas à l'encontre de ses intérêts rationnels?

**M. Proulx:** C'est une question complexe. Je vais essayer d'y répondre. Si j'en échappe des morceaux, vous me relancerez, s'il vous plaît.

**M. LeSage:** D'accord.

**M. Proulx:** OK. D'une part, je le sais, mes travaux et mes conclusions, entre guillemets, m'ont porté à distinguer les effets transitoires négatifs des effets à moyen et à long terme potentiellement positifs pour le Québec, et ça, ça repose, oui, sur un jugement à l'effet qu'il y aurait des comportements rationnels qui se manifesteraient malgré des soubresauts qui pourraient être irrationnels. Quand on est dans l'irrationnel, eh bien, moi, je m'arrête; j'ai beaucoup de difficultés à fonctionner dans ces contextes d'irrationalité. Mais ma lecture de ce qui s'est dessiné dans d'autres contextes socio-culturels, politiques et historiques, indique que, oui, des fois, il y a des périodes d'irrationalité, il y a des soubresauts, mais que les déterminants de fond – puis là, on parle de flux de commerce – y sont. Dans le contexte actuel, j'ai constaté beaucoup de rationalité de la part des hommes d'affaires de l'Ontario par rapport au Québec et ce que je crois être le problème, c'est

qu'il y a un débat d'économistes qui n'est pas suffisamment engagé. Il sous-tend, dans les propositions du fédéral, surtout dans la première proposition qu'on nous a faite à l'automne, une vision macro-économique du fonctionnement de l'économie canadienne.

Je crois que, s'il y avait ce débat d'économistes, on arriverait à convaincre nos économistes conseillers — je les connais bien; ce sont nos collègues et amis qu'on côtoie régulièrement — on arriverait peut-être à les convaincre qu'un modèle de fédéralisme déconcentré, asymétrique de nécessité à cause des questions socio-culturelles québécoises, serait avantageux — pour nous, pas de question. Pour eux, possiblement aussi, mais c'est là que les questions culturelles et ce souci de définition culturelle allaient dans le sens d'une mise en commun et d'un renforcement à Ottawa, alors que l'économie, à mon avis, opte, si elle est bien comprise, pour une déconcentration pour que les gens de la Colombie-Britannique qui, eux, ont le marché du nord des États-Unis et particulièrement celui du Sud-Est asiatique que les Ontariens qui sont une économie des Grands Lacs, nous, les Québécois, n'avons pas tout à fait le même espace économique. Moi, je prétends, mais le débat n'a pas été fait avec les économistes qui avisent les conseillers à Ottawa, que l'économie va dans un sens, mais que les soucis culturels poussent dans l'autre sens, puis que l'ancienne économie pousse dans le même sens. Alors, mettez les deux ensemble et vous avez un modèle de révision constitutionnelle qui est quand même pas mal centralisateur puis qui, là, nous nuirait, je pense, si je comprends l'économie.

(17 h 15)

Alors, il y a de ces mouvements dans les deux sens, si vous voulez. Mais là-dessus, je prétends que la rationalité se manifesterait, malgré certains mouvements d'irrationalité, parce que c'est un des déterminants parmi d'autres. Est-ce que j'ai pu saisir votre question? C'est difficile.

**M. LeSage:** Oui, oui. Mais j'aimerais quand même poursuivre, et je ne veux pas encore exagérer pour revenir avec le mur de Chine là, mais est-ce que vous êtes d'accord que les gouvernements agissent et réagissent selon les pressions populaires qu'on peut retrouver dans les différentes provinces, y compris le Québec? Le Québec réagit lui-même aux pressions qu'il a. L'Ontario, les autres provinces, c'est la même chose, je pense. Ne peut-on pas présumer, d'autre part, que la population du reste du Canada sera très mécontente suite à la séparation du Québec et, qu'en conséquence, justement, cette population-là fasse des pressions auprès de ses représentants fédéraux pour tenter de mettre des bois dans les roues du Québec, ou du gouvernement du Québec, pour faire en sorte, justement, que ça n'aille pas bien, cette transi-

tion-là?

**M. Proulx:** Tout comme au Québec, il y a une gamme de points de vue sur toutes ces questions-là. Il y a dans les autres provinces canadiennes une gamme de points de vue. Mais ceux que je vois s'animer vis-à-vis de ça, ceux qui vont prendre les choses en jeu, c'est ceux qui sont touchés par le phénomène, et ça, c'est des hommes d'affaires et, avec eux, les travailleurs syndiqués. Si je comprends, moi, ce qui se passe là, ça va être eux qui vont faire des pressions et les gouvernements vont réagir avec plus ou moins de délai à ces pressions-là. Mais il y a certains groupes qui s'animent plus que d'autres quand il y a un mouvement politique comme celui-là. Moi, si je comprends, ceux qui vont s'animer, c'est les hommes d'affaires et les syndicats dans les entreprises qui ont des jobs en jeu, qui vont faire des pressions à l'effet d'essayer de maintenir un espace économique. Pour l'instant, on le voit dans le programme du Parti libéral, dans presque tous les écrits des économistes. Il n'y en a pas un qui dit le contraire dans le programme du Parti québécois. On veut maintenir une union économique qui pourrait prendre, soit une zone de libre-échange ou une union douanière, un minimum d'espace économique. Moi, c'est ce que j'entends des hommes d'affaires et, je crois, de beaucoup de travailleurs de l'Ontario: qu'ils vont faire des pressions sur l'Ontario. C'est déjà un gros bloc pour nous. C'est le gros de nos échanges avec le reste du Canada. Oui, il y en a d'autres qui vont dire: Non, bloquons ça. Et il y aura le débat et une transition assez difficile, comme l'évoquent certains. Mais je crois que les intérêts vont ressortir et se manifester auprès des gouvernements et qu'on en arrivera à une entente. C'est ma lecture des déterminants de nos relations commerciales en Amérique du Nord et en Europe qui me portent à conclure cela.

**M. LeSage:** Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Jacques-Cartier?

**M. Cameron:** Merci, M. Proulx. Je vous remercie aussi pour votre mémoire. There are two or three comments I would like to make. I cannot resist beginning with the one, at the term "synergy". It first came from the private sector. I recall, when I used to work as a consultant in Toronto, when it was used to describe combinations like retailers with large cash flow and resource firms with large assets, results producing such fond couples as Hiram-Walker, Husky Oil. But when this new and wondrous synergistic combination went into the United States, they promptly lost a tremendous amount of money. And I wonder whether some of

these future synergies you are talking about might run into some problems, too. I am familiar with the work of Mr. Porter and some of the other theorists on competitive action in a new kind of economy, but this may be a problem for Québec, in or out of Confederation.

The more substantial points that I wanted to turn to, however, were things like the response of, for instance, Toronto businessmen and bodies like the Boards of Trade or comparable bodies to the Québec political situation and to a general consideration of economic space and economic action in the future. It seems to me that, first of all, even those economists and other commentators we have heard who take a much grimmer view of the future than you do — such as Mr. Ritchie or, even more, Mr. Grady — would agree, we would all agree, that Ontario by itself is very closely mated with Québec economically. That there is an interaction of interests between the two provinces, and for that matter between Toronto and Montréal, of a very intense kind, and that, both on grounds of economic rationality and even friendly association. You will hear a tremendous number of people, especially in a place like Toronto, why they desperately want to make a deal within Confederation or, failing that, would like to see any subsequent arrangement with a sovereign Québec being one that involves as little in the way of economic disruption as possible. The difficulty in that argument seems to me to be quite profound however. Despite Ontario's size and power, the rest of Canada, ROC land as I call it from Mr. Ritchie, has a population in its entirety that virtually balances that of Ontario and, in the case of provinces like Alberta and British Columbia, equally dynamic if somewhat uncertain economies. They have interests that are completely different from Ontario. They would not see either the dangers of Québec separation or the subsequent events the same way. They would not exercise the same political pressures in the new ROC land State that would come into existence as would apply before. Ontario would have to respond to this, and in terms of things like linguistic, cultural similarities and so on in a democracy, would more likely respond in their direction, I think, in terms of those, than in terms of those rational enthusiasms in Toronto.

In addition to that, there seems to me something that goes even beyond this. In a larger consideration of this difference between political space and economic space, if we consider things like the language laws in Québec themselves, we can say that this is an example of the political space involving something that is certainly, in many respects, economically counterproductive, at least when one comes down to things like the language of work and education provisions. If they were not there, assumedly, whatever benefits they may bring for Fran-

cophones, in terms of a general economy, argued in terms of world competitiveness and so on, they do not bring an advantage. Nor would any future laws aimed at protecting the particularly French nature of Québec. Now, the point, it seems to me, is that either those laws and the general practices of a sovereign Québec State can stand even the forces of this new economic environment, which you have described so interestingly, or they cannot. If they can, that is just as good an argument that the rest of Canada can establish legislation that could be extremely disadvantageous to Québec. In other words, it seems to me that many of the people who have presented evidence here so far from the economic point of view are arguing that English-speaking Canada must somehow bow completely to the forces of modern economic reality, despite the fact that it is facing the really unpleasant event, while Québec does not. Or then, on the other hand, if Québec does, that it can retain those elements it wishes, assumedly the very reason why it is trying to become sovereign in the first place, but does not have to expect the same kind of thing, the same kind of, if you like, culturalism, or linguisticism or something of that sort, from the ROC land that it faces afterwards. I find this farfetched to the extreme.

**M. Proulx:** It is another scenario that you paint, and let me try to respond. Premièrement, la notion de synergie, moi, c'est surtout dans ma lecture et mon séjour européen que je l'ai découverte et mise en lumière, et tenté de l'introduire dans mon analyse économique. C'est surtout des économistes italiens, des économistes scandinaves et français qui m'ont porté à valoriser l'importance et à mettre en lumière des questions de synergie comme déterminants de compétitivité. Et pour illustrer comment il se fait que ça saute aux yeux, prenez n'importe quel pays européen, France, Angleterre. Au sein du même pays, il y a des villes et régions qui vont bien, il y en a d'autres qui vont moins bien. Entre la Suisse et la France, entre deux pays, n'importe quels, européens, dans certains cas il y a des relations transfrontalières très intéressantes. Dans d'autres cas, ça ne bouge pas, ça va mal. Alors, je me suis dit: Ils subissent tous les mêmes effets internationaux, plus ou moins. Ils subissent, au sein du même pays, la même politique nationale et, là, ça va plus ou moins bien.

On en conclut donc qu'il y a quelque chose qui n'est pas au niveau ni international ni national mais qui est là au niveau sous-national, interrégional ou régional, si vous voulez. Et c'est là qu'on arrive à la réalité des synergies. Et ce que je prétends, c'est que les scénarios politiques ne sont pas indépendants de la force des synergies. On travaille mieux ensemble, en somme, lorsqu'on est dans des groupes linguistiques



socioculturels un peu plus homogènes. C'est un commentaire un peu particulier que je fais, mais je crois que les synergies sont plus faciles entre gens qui se connaissent bien sur le plan socioculturel, linguistique. Et sur ce plan-là, donc, c'est pour ça que la synergie figure comme deuxième élément dans le modèle.

Le Québec, avec ses législations linguistiques, où il y a un coût, moi je suis économiste, je vous le dis, j'accepte volontiers ce que vous me dites... Je crois qu'à court terme on a l'impression - c'est l'analyse du passé ça par contre - on dit qu'il y a un coût au bilinguisme. Moi, je prétends que si on associe langue et synergie et collaboration patronale-ouvrière et tout le reste, on arrive aux éléments positifs du moyen terme.

Maintenant, pour revenir à votre scénario, moi je prétends qu'il serait, je comprendrais parfaitement, même je crois que je serais très heureux pour les citoyens, que vous appelez de ROC land, s'ils arrivaient effectivement à trouver une définition des valeurs socioculturelles, ou linguistiques anglophones pas mal, parce qu'on veut que ça soit très anglophone ce ROC land là. Je serais très heureux pour eux qu'ils y arrivent, mais je crois qu'on a un débat à faire et qu'on devrait essayer de les convaincre que ce n'est pas l'économie à Ottawa qui va leur aider à avoir une viabilité culturelle. C'est qu'ils comprennent dans ROC land, que ce qui se passe dans les Provinces atlantiques n'est pas la même chose que se qui se passe dans l'Ouest, et qu'ils adaptent leur économie qui leur permettrait, je crois, d'atteindre des objectifs socioculturels et linguistiques que je trouve tout à fait indiqués pour eux, comme pour le Québec aussi. Et ce n'est pas incompatible qu'on ait des relations commerciales très serrées dans ce contexte-là, parce que l'espace économique se manifeste, nos relations commerciales se manifestent par d'autres moyens qui ne sont pas nécessairement reliés à la politique, aux États politiques, comme vous disiez, mais où la géographie y est quand même pour beaucoup. Parce que c'est très intégré Québec-Ontario, et ces relations-là ressortiraient.

Je ne sais pas si j'ai bien saisi. J'ai essayé de réagir parce que c'est une question fondamentale que vous avez posée. Mais le scénario que vous faites, moi, je le vois comme étant un autre scénario. Je pense qu'il y en a un autre qui est plus intéressant que ça pour le reste du Canada, mais ce n'est pas à moi de le dire. Je pense que c'est à eux de le définir et puis de le promouvoir.

**M. Cameron:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Bienvenue, M. Proulx. Je voudrais, d'entrée de jeu,

vous dire que je partage votre analyse, et en particulier ce que vous dites en haut de la page 6, sur les ingrédients, en haut de la page 6 de votre résumé, sur la qualité des ressources humaines comme étant des déterminants importants: innovation et recherche, infrastructures, multimodal pour le transport, etc. Je pense que, oui, ce sont des éléments majeurs qui vont fonder d'ailleurs, je trouve, moi, un espace à multiples dimensions, parce que l'espace de certains secteurs économiques n'est pas le même que celui d'autres secteurs économiques. Donc, sur le plan économique, ça va être une multiplicité d'espaces et, en quelque sorte, de régions, mais je préfère le mot "espaces".

Je pense aussi que dans le contexte où vous identifiez la synergie nécessaire, ou la concertation pourrait-on dire aussi, un autre mot à peu près semblable, je pense qu'il serait important, il va être important de la retrouver pour les Québécois. J'ai, moi, l'impression que c'est ce qu'ils cherchent à définir depuis un bon bout de temps; c'est ce qu'ils sont en train de construire, veux veux pas, qu'on s'en rende compte ou pas, c'est ça qu'ils ont fait à travers l'État du Québec depuis on pourrait dire 30 ans, mais depuis plus longtemps que ça finalement parce que ça vient de plus loin. Et je pense que toute réforme de la Constitution canadienne obtenue sous de fausses représentations, qui ne tiendrait pas compte de cet élément, est vouée à l'échec à plus ou moins long terme. Elle éclatera à plus ou moins brève échéance, mais dans pas grand temps en se confrontant aux États-Unis, parce que, au fond, ce que vous dites est vrai sur le plan économique. Mais j'y mettrais une espèce de condition, ou j'introduirais un autre élément, c'est que les personnes, les citoyens, les populations veulent s'identifier à une institution. Et il ne peut pas y avoir une multitude d'institutions. Il y en a une qui est une institution de référence. Pour les Québécois, c'est le Québec; pour le Canada, c'est le Canada. Ça, je pense que c'est important, et au nom de cela ils vont construire leur synergie, construire leur modèle de concertation, se donner des objectifs. Et c'est ce qui est en train de se faire, ce que vous appelez Québec inc. deuxième version, à mon sens on va le retrouver.

Et ça nous permettra - d'autant plus qu'il y aura une identification très étroite ou la plus étroite possible avec l'institution - d'aborder des marchés beaucoup plus vastes. Il y a d'ailleurs des textes écrits dans ce sens. Un des volumes que j'ai parcourus, "Small States in the World Market", va exactement dans ce sens-là, c'est très intéressant de le voir et ce qui est dit, c'est que, finalement, les petits États qui ont construit cette synergie interne, s'en sortent mieux que les autres et ont plus de chances, d'ailleurs, de s'en sortir. Moi, je voulais épiloguer sur cet aspect de la question et il me semble qu'on est loin des peurs qu'on soulève,

parce que c'est une réalité qui va s'implanter graduellement.

Vous avez mentionné tout à l'heure que vous étiez allé au Manhattan Institute de New York, que vous avez rencontré les Américains et j'ai eu dire qu'il y avait des gens qui avaient certaines thèses et d'autres points de vue. Est-ce que vous pourriez nous renseigner sur cette rencontre?

(17 h 30)

**M. Proulx:** Très rapidement. D'ailleurs, j'ai mis en Annexe I au mémoire ce dont je me suis servi dans mon débat, si vous voulez, ma discussion avec M. Grady, qui est peut-être venu ici – je ne sais pas s'il est venu – qui a résumé beaucoup des études de la commission Bélanger-Campeau et des autres travaux. J'ai essayé – vous le voyez dans le mémoire – de faire valoir que l'économie qui inspirait l'analyse de M. Grady n'était pas tout à fait la bonne économique. Je pense que c'est le modèle keynésien, c'est un modèle macro-économique, c'est l'ancienne économie plutôt que celle... Il ne tient pas compte adéquatement de ces phénomènes d'ouverture, de changements technologiques, de stratégies d'entreprises. Il identifie ça comme étant le Québec inc. I, si vous voulez, un modèle industriel qui choque, en somme.

Or, ça a été un peu la nature du débat et ce que j'ai trouvé très intéressant, c'est qu'il y avait quelques Québécois des milieux financiers – parce qu'on a aussi chez nous beaucoup de divergences entre Québécois sur certains de ces faits-là – et il y en a un en particulier, qu'on connaît très bien mais je ne mentionnerai pas de nom, qui a soulevé les sérieux problèmes d'endettement du Québec. Je n'ai pas eu un mot à dire. Ce sont les gens des marchés financiers de New York qui ont répondu à ce monsieur pour moi. Donc, je n'ai pas eu de soucis, je n'ai pas eu de gros débats sur le plan des implications financières et des problèmes de financement d'un Québec dit souverain.

Pour résumer, on m'a dit: We spent and we invested in Mexico; Québec is not Mexico. C'était leur résumé. En d'autres mots la réaction a été très, très favorable au point où, comme je vous le dis, j'ai reçu l'appel d'un monsieur qui y était, le responsable américain pour le Canada et l'Europe, qui m'a dit: Viens au State Department faire un "briefing" interministériel. Ils se réunissent tous les mardis. Et je dois tenter de reprendre un peu les éléments de cette analyse qui perce un petit peu ici, qui fait voir que le Québec a une vision un peu différente de l'Amérique du Nord et du fonctionnement de l'économie, et ce n'est pas celle qu'on a qui sous-tend des travaux que M. Grady a résumés. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas d'éléments positifs. Il ne faudrait pas minimiser – et je pense que vous me le signaler – l'importance des politiques et du contexte macro-économique. Mais lui, c'est ça qu'il fait. C'est un bonhomme du

ministère des Finances, il connaît extrêmement bien, il est d'une compétence inégalée.

Donc, je ne veux pas minimiser l'importance du contexte macro-économique, mais ce que je dis, c'est que les forces d'intégration lui font perdre un petit peu de poids et de prérogatives là-dedans. On fait de la politique monétaire dans le G7, un peu plus. Si on veut faire de la politique monétaire au Canada, il faut quand même composer avec ce qui se passe dans le Federal Reserve System. Mais moi, en extrapolant, je vois que c'est un des éléments, mais que lui mettait beaucoup en lumière les questions de politique macro-économique. Je nous vois aller vers une zone monétaire nord-américaine, un peu comme les Européens s'en vont vers une zone monétaire européenne. Je vois donc qu'on a des contraintes et c'est là qu'on a eu des débats là-dessus. Lui, il voit plus de marge de manoeuvre au niveau des politiques macros et c'est pour ça qu'il est plus centralisateur dans sa vision de l'économie. Beaucoup des travaux que nos confrères font s'inspirent de cette même vision de l'économie. Moi, je prétends que c'est à voir, c'est à discuter, mais auprès des Américains, je leur ai dit que ce que je prônais et ce que le Québec – tel que moi je le vois se définir – est un peu en voie, je dis que c'est aussi pertinent pour la Californie, ça, que pour l'État de New York. Alors, ils sont curieux. Et ça a été la nature du débat. Vous me voyez résumer point par point, j'ai repris les arguments de M. Grady dans l'Annexe I au mémoire. Ça vous donnera plus de contenu, si vous voulez, dans la réaction à des argumentations que je trouve pour certaines valables et pour d'autres, pas du tout.

**M. Léonard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Viger?

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président, merci. Merci, M. Proulx, de votre mémoire devant la commission. J'avais une question. Vous avez parlé tantôt de la question – on a parlé souvent de l'Ontario, de l'Ontario et du Québec. Lorsqu'on pense au lendemain de la souveraineté, on nous dit parfois, comme vous avez dit, que probablement tout va aller bien parce que le reste du Canada et le Québec vont négocier d'égal à égal et selon des intérêts rationnels. Et il reste, d'après moi, que ce n'est pas tellement facile de déterminer facilement quels sont les intérêts rationnels du reste du Canada et les intérêts rationnels du Québec. Vous avez parlé de l'Ontario. Et moi, je pense que les intérêts rationnels de l'Ontario, ce ne sont pas les intérêts rationnels du reste du Canada. Je pense que cette question a déjà été posée par M. le député de Jacques-Cartier.

Et dans ce contexte-là, parce que les

intérêts rationnels de l'Ontario, d'après moi, sont différents de ceux de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve. Et les relations commerciales mêmes, entre le Québec et ces différentes provinces, à part l'Ontario, sont différentes des relations entre le Québec et l'Ontario. Vous avez toujours parlé, tantôt, en disant de l'Ontario que sûrement... Vous avez parlé avec des gens de l'Ontario et dit que ces hommes d'affaires-là sont prêts à accepter et à discuter probablement sans animosité et, disons, d'une certaine façon rationnelle, avec le Québec.

Mais, la question que je me pose est celle-ci: Étant donné que les intérêts rationnels sont différents entre l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, qui peut dire, aujourd'hui, que l'Ontario peut convaincre le reste du Canada, l'Alberta, la Colombie-Britannique et Terre-Neuve, que ses intérêts à lui sont aussi leurs intérêts à eux vis-à-vis du Québec?

**M. Proulx:** Bon, deux choses. D'une part, j'espère ne pas avoir donné l'impression que je parlais d'une période de transition où tout va bien. Il y a des problèmes...

**M. Maciocia:** Non, ça, je vous ai compris quand vous avez dit qu'il y aura quand même une période de transition. Je m'en venais avec ça, difficile, au début, et...

**M. Proulx:** Oui. Il y a des soubresauts anticipés qui vont accélérer les mutations et ça, ça va être assez particulier. Ça, j'en conviens. Maintenant, l'Ontario versus le reste du Canada. Là, on est dans une séance sur des flux de commerce. Donc, c'est plutôt là-dessus que je me suis concentré, effectivement, mais on ne peut en rester là.

Si on regarde les flux de commerce de l'Ontario, ou dans l'ensemble canadien, c'est drôlement concentré sur le Québec. Ça vient... j'ai les chiffres dans les annexes, dans les tableaux qui sont dans le mémoire. Et c'est très concentré sur le Québec. Mais il est vrai que l'Ontario a des surplus. C'est la seule autre province, avec le Québec, d'ailleurs, qui a des surplus avec les autres. Donc, l'intérêt des autres provinces, du côté primaire... elles sont des exportatrices de produits primaires. Donc, dans l'Ouest, ils ont des intérêts, quand même, à maintenir, à aménager avec l'Ontario.

Moi, je prétends que c'est plutôt des questions sociales, des questions culturelles, une définition d'ensemble ROC land qui vont faire que les citoyens des autres provinces et ceux de l'Ontario vont essayer de se trouver des points communs et des points de repère, parce qu'ils ont des réserves vis-à-vis de leurs voisins les américains. Ils craignent plus que nous ces questions-là.

Alors, il y a de l'économie, mais les liens

économiques ne sont pas du tout, en effet, ceux qu'on a entre l'Ontario et le Québec. L'Ontario versus l'Ouest, c'est beaucoup plus lâche. L'Ontario versus les provinces de l'Atlantique, on le voit dans les données statistiques, c'est aussi ténu, c'est très lâche. Donc, ce n'est pas autant autour de l'économie, je pense, que ces autres intérêts sociaux et culturels. On avait, avec la politique commerciale canadienne de John A. Macdonald, un espace économique canadien est-ouest qui donnait à l'Ontario quelque chose à garder. Les Ontariens, c'est eux qui ont proposé une charte sociale. On cherche un autre lien pour relier les autres provinces. Et on cherche du côté social, du côté linguistique, en se définissant par rapport aux Américains, qui est un élément négatif.

Et moi, je pense que ces éléments-là vont faire qu'on pourrait en arriver, malgré les problèmes que je n'amenuise pas, à définir... Parce que c'est un ensemble très hétérogène. C'est un ensemble extrêmement hétérogène. Et les soucis de décomposition du reste du Canada, moi, je les partage ces soucis-là. Parce que les Américains, ce ne sont pas des Ontariens, ce ne sont pas des gens des Provinces atlantiques et ce ne sont pas des gens de la Colombie-Britannique. Mais dans un régime constitutionnel politique adéquat, on permet que se manifestent ces disparités et ces réalités. Et c'est ce que les trois anglophones que j'ai cités à la toute fin de mon texte disent être notre défi, en Amérique du Nord, pour le XXI<sup>e</sup> siècle. C'est de permettre qu'on puisse garder nos espaces économiques, mais reconnaître nos diversités. Et ça nécessite un fédéralisme asymétrique pas mal. Est-ce qu'on va l'accepter? Je ne sais pas. Parce que, là, il y a la question linguistique qui s'y ajoute et qui complique les choses. Mais je pense qu'on va peut-être pouvoir en arriver à une redéfinition d'un ensemble canadien hors Québec mais qui sera assis moins sur l'économie. Je crois que vous avez raison, parce que l'économie, elle est nord-sud. Elle n'est plus est-ouest. D'où les sérieux problèmes en Ontario. Eux, ils ont des problèmes, comparativement à nous, je crois, parce qu'ils sont pris avec l'ancien modèle, avec beaucoup de concentration d'investissements directs américains chez eux. Et là, il faut qu'ils se retrouvent ce rôle-là puis ce n'est pas par l'économie qu'ils vont y arriver. Avec nous, oui, mais pas avec les autres. Vous avez raison. C'est donc par d'autres moyens qu'il faut qu'ils essaient de définir ça, mais pas en nous imposant ce modèle-là parce que nous, nous ne le voulons pas.

**M. Maciocia:** Non, mais c'est justement dans ce cadre-là que je disais que les intérêts économiques sont très différents dans les différentes provinces...

**M. Proulx:** Tout à fait.

**M. Maciocia:** ...du reste du Canada. Et par conséquent, il y aura déjà une certaine négociation à faire entre eux pour arriver à établir eux-mêmes quels sont les intérêts qu'ils peuvent proposer ou qu'ils peuvent discuter d'égal à égal avec le Québec. Par conséquent, sur la période de transition, comme on disait tantôt, ça peut être assez long et ça peut être certainement difficile comme vous l'avez dit tantôt, les soubresauts peuvent être assez difficiles, et dans cette période de transition, c'est très clair que quand même il y a un prix à payer. Est-ce que ce prix est énorme? Est-ce que ce prix c'est, comme certains le disent, 5 000 000 000 \$, 2 000 000 000 \$, si on peut le quantifier en chiffres ou 7 000 000 000 \$? Il y en a d'autres qui disent qu'il peut aller de 5 % à 7,5 %, comme Ritchie disait tantôt sur le produit intérieur brut, mais il y a quand même cette période de transition très difficile. C'est à se redéfinir le Canada à part le Québec, que ce soit sur le plan économique. Mais vous dites que ce n'est pas par le plan économique qu'ils vont vraiment trouver un point d'accord mais c'est plutôt sur les autres aspects, social et autres mais c'est quand même une période assez difficile à traverser.

**M. Proulx:** Oui, deux choses là-dessus, si vous me permettez. Entre la première proposition qu'on nous a présentée...

**M. Maciocia:** Oui, mais ça, on sait très bien...

**M. Proulx:** ...qui est dépassée...

**M. Maciocia:** ...que tout le monde n'était pas d'accord.

**M. Proulx:** ...et la prochaine qui s'en vient, il y a une évolution très considérable. Parce que vous savez qu'un mois et demi avant qu'on dépose la première proposition fédérale, on n'était pas dans l'orientation centralisatrice qu'il y a là. Je pense qu'on l'a faite comme ça pour réagir au rapport Allaire, pour avoir quelque chose à négocier. Et là, la deuxième version de ce qui s'en vient, vous avez votre intelligence, j'ai la mienne, elle va être assez différente dans son inspiration et ça fait voir qu'il y a du mouvement, il y a du drôle de mouvement qui se dessine, je crois, et je spécule moi aussi. On ne le saura pas tant que les propositions fédérales ne seront pas sorties, en avril. Mais il y a un mouvement qui reconnaît beaucoup plus les enjeux et on est loin de ces propositions-là et je m'en réjouis parce que ça indique qu'il y a déjà quand même beaucoup de déplacements dans la position fédérale qui va faciliter la transition. Puis les travaux d'économistes, on a nos limites, hein? Je les ai tous inventoriés. Puis quand j'en vois un qui dit que les coûts vont être moins que 3 % du PIB ou plus que 10 %, là, je regarde,

je dis: On charrie de part et d'autre. Mais ils sont tous à peu près dans cette gamme-là et je ne nie pas qu'il y a des coûts du genre. Mais il ne faut pas regarder que l'économique. C'est une question socioculturelle linguistique à moyen et à long termes. Et sur le moyen et le long terme, je vois des choses positives.

**M. Maciocia:** Oui, c'est ça. Mais, il y quand même un prix à payer. Ça, c'est clair...

**M. Proulx:** À court terme.

**M. Maciocia:** ...pour la période de transition.

**M. Proulx:** À court terme.

**M. Maciocia:** À court terme.

**M. Proulx:** Mais il y a un avantage à moyen terme.

**M. Maciocia:** On parle toujours à court terme, oui c'est ça. Mon autre question, c'est, M. Proulx, sur la question du libre-échange. On se rappellera sans doute, vous vous rappellerez que si l'Accord de libre-échange est passé, c'est à cause que le Québec a mis son poids politique en arrière du gouvernement fédéral pour que cet accord soit ratifié entre le Canada et les États-Unis. Ce matin je posais la même question, je pense, à M. Landry en lui disant: Étant donné que la très grande majorité des autres provinces canadiennes n'étaient pas d'accord avec l'Accord de libre-échange, elles ne le sont pas encore aujourd'hui et particulièrement après les données qui sont sorties même ce matin, que j'entendais à la radio, il y en a certaines qui prétendent que le Canada a perdu 500 000 emplois à cause du libre-échange. Je ne sais pas si c'est vrai ou si c'est faux. Mais c'est des choses qui se véhiculent actuellement. On sait pertinemment qu'elles sont encore contre l'Accord de libre-échange. Est-ce que vous croyez qu'avec le départ du Québec...

**M. Proulx:** Avec?

**M. Maciocia:** Avec le départ du Québec, avec la séparation du Québec, est-ce que le reste du Canada pourrait remettre en question l'Accord de libre-échange?

**M. Proulx:** Je soumets que le départ du Québec rend plus plausible une remise en question de cet accord par le reste du Canada. Mais à mon avis, ce serait une erreur fondamentale de la part du reste du Canada parce que ça va à l'encontre des déterminants de leur développement socioculturel et économique. Mais il y a des instances du genre, c'étaient des soucis de souveraineté canadienne, des questions linguistiques, culturelles et autres qui motivent beaucoup

de ces réserves que nous n'avions pas, les Québécois. Et donc, oui, je crois, en réponse à votre question, que ça rend plus possible, mais je ne dis pas probable parce que je pense que les déterminants de fond que je vois dans ma liste de déterminants: la géographie, les flux... L'Ontario est une économie très intégrée dans les Grands Lacs. Regardez la Colombie-Britannique. Où est-ce qu'elle exporte? De qui elle importe? Les liens sont très puissants et je pense que la rationalité des liens de fond, des tendances lourdes qu'on voit dans les autres provinces, va avoir à se manifester dans des débats. Il se peut qu'il y ait une période transitoire si, par exemple, on a un gouvernement minoritaire avec le Reform Party puis d'autres partis à Ottawa. Je vois que possiblement, avec un NPD très lourd là-dedans, qu'on remette en question l'Accord de libre-échange. Mais ce que je vois là-dessus, si on ne remet pas en question le GATT, le GATT fait beaucoup de choses, qu'on a repris au GATT ce qu'on n'a pas pu faire dans l'Accord de libre-échange. Donc...

(17 h 45)

**M. Maciocia:** Si on exploite un peu cette possibilité de remise en question de la part du reste du Canada de l'Accord de libre-échange, la question qui me vient à l'esprit est celle-ci: Pourquoi le reste du Canada devrait-il avoir un accord de libre-échange avec le Québec?

**M. Proulx:** À cause des déterminants et des liens fondamentaux. Pour l'Ontario, je pense, vous en convenez, c'est assez clair. Entre l'Ontario puis le Québec, les déterminants de fond sont tels que c'est dans leur intérêt de faire un accord de libre-échange avec le Québec. Tous les travaux d'économie motivent, en somme, des espaces économiques intégrés, une zone de libre-échange ou une union douanière, au minimum, entre l'Ontario, entre le reste du Canada et le Québec, en Amérique du Nord. On s'en va dans ce sens. L'intégration économique dont je parlais, c'en est une qui fait tomber les entraves de toutes sortes. Le GATT est en train de le faire, de toute façon. Les coupures tarifaires – hein, encore, ça continuerait... de l'ordre de 30 % dans la ronde actuelle si ça passe – vont faire que l'intégration va se poursuivre. Et donc, si on essayait de résilier le reste du Canada avec les Américains, moi, je prétends que leurs liens avec nous sont tels qu'ils essaieraient, quand même, ou conviendraient d'une entente avec les Québécois. Mais ça a trait beaucoup à l'automobile, hein? Ce qui va se dessiner sur le plan du secteur de l'automobile dans l'ensemble, de rationalisation nord-américaine du secteur de l'auto parce que l'Ontario, c'est environ 40 % de ses exportations qui ont trait à l'automobile. Si les Américains se rationalisent, il se peut que ça fasse doublement mal à l'Ontario qui, perdant le marché ou beaucoup de production d'automobiles, va être

drôlement à l'affût de marchés dont le marché québécois, entre autres. Mes déterminants me portent, à tort ou à raison, à conclure qu'on va arriver à une entente est-ouest. On va vouloir ménager ces liens.

**M. Maciocia:** C'est ça. Mais ça peut arriver aussi qu'il y ait des difficultés dans ce sens-là, aussi.

**M. Proulx:** Transition, oui.

**M. Maciocia:** Comme il y en a, là, entre le Canada et les États-Unis, ça remet en question l'Accord de libre-échange, c'est ça?

**M. Proulx:** Oui. Et puis on voit M. Ritchie, particulièrement, qui parle beaucoup de... Il n'aime pas trop la dureté de nos voisins américains sur ce plan-là. Nous aussi, on va en gagner, on va en perdre. On a des problèmes mais il nous faut cohabiter. Puis là, on a un mécanisme dans cette entente-là qui nous permet de civiliser un petit peu les choses puis d'essayer de contrer un système de politique commerciale américaine qui permet à n'importe qui de mettre en marche des démarches qui nous nuisent. Mais c'est un acquis qu'il nous faut tenter de garder, puis je pense que les Ontariens comprennent ces relations-là. Puis, sur le plan institutionnel, il y a des mécanismes qui sont à leur avantage pour que leurs hommes d'affaires et les travailleurs puissent continuer à commercer avec le Québec ainsi qu'avec les Américains.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Ça me fait plaisir de vous saluer à mon tour, M. Proulx. Je vais revenir sur cette question que vous venez encore d'aborder, qui a été soulevée tout à l'heure par nos collègues d'en face, et sur ce fameux comportement irrationnel qui pourrait apparaître, le jour où le Québec devient souverain, de la part du monde économique ontarien, entre autres. Et moi, à cela, je dis: Sur une base macro-économique, bien sûr qu'on peut se faire peur les uns les autres, mais quand on passe à une base micro-économique – et c'est ce que vous dites mais je pense qu'il faut préciser encore davantage – on n'est plus dans un univers de pensée magique mais on est dans un univers très concret, où l'intérêt mutuel, ce n'est pas l'intérêt d'une personne politique qui veut garder des pouvoirs. C'est l'intérêt très concret d'un chef d'entreprise, d'un travailleur ou d'une travailleuse, qui veut avoir son salaire qui va rentrer dans ses poches et le chef d'entreprise qui lui, ou elle, veut continuer à faire les profits sur sa mise, sur son investissement. Et là, ça

redevient très vite rationnel, moi je crois, parce qu'on passe à une autre réalité qui est très concrète, à ce moment-là et donc, la pression de la part, tant des entreprises que des travailleurs et des travailleuses, va jouer dans le sens de revenir, si tant soit peu qu'il y en avait eu, revenir à des comportements rationnels. Parce que l'intérêt est là et ce n'est pas un intérêt théorique, ce n'est pas un intérêt politique, c'est un intérêt concret d'avoir du pain et du beurre sur son pain. Et c'est dans ce sens-là, moi, je pense, que ce phénomène va jouer par la positive. Parce que nous sommes le marché des Ontariens pour des produits en nombre important, et vous nous avez expliqué ça, vos annexes le précisent. Et puis, d'autre part – la mobilité des marchés n'est pas si grande que ça – de se retourner de bord le lendemain matin pour trouver un autre acheteur, ce n'est pas évident. Alors, j'aimerais peut-être justement vous entendre...

**M. Proulx:** Oui.

**Mme Marois:** ...sur la possibilité de passer à d'autres consommateurs, industriels s'entend, ou commerciaux, qui viendraient s'approvisionner en produits. Ça c'est un premier élément.

Un deuxième élément de ma question qui est toujours relié un petit peu à ça, là – parce que ça réapparaît souvent dans nos débats, et vous êtes venu sur ça – d'autres ont amplifié le phénomène en disant: Il y aura des coûts de transition. Bon, moi, ce que je voudrais pouvoir avoir de votre part comme point de vue et comme élément de donnée, quels seraient les outils ou les éléments les plus importants ou les plus pertinents sur lesquels on devrait pouvoir se solidariser pour baisser ces coûts de transition? Parce qu'il y a toujours, dans quelque hypothèse que l'on fasse – parce qu'on est dans le domaine des hypothèses, là, bon – la vision plus pessimiste et la vision plus optimiste, et quelque part entre les deux un "mix" des deux. Bon! Et on a toujours une possibilité d'agrir sur ces réalités-là. Alors, quels sont les éléments que l'on pourrait privilégier pour nous permettre de passer à travers cette phase de transition aux moindres coûts possibles, puisque vous évaluez qu'il pourrait y en avoir?

Et troisième question – je les pose toutes en même temps, là, je me dis que ça permettra de faire le tour du jardin – le GATT. Je n'ai malheureusement pas pu être là ce matin et au début de l'après-midi, j'avais d'autres engagements. Je ne sais pas si on a abordé la question avec vos collègues, sûrement, qui sont venus avant vous. Vous avez mentionné dans votre document, comme vous l'avez fait dans votre présentation, que ce fameux rapport, vous étiez conscient des clauses qu'il pouvait contenir et de l'impact qu'il pouvait avoir sur les politiques économiques des gouvernements. Et donc, dans ce

sens-là, est-ce que vous confirmez les craintes qui ont été manifestées par un certain nombre d'entre nous à l'effet que dans les nouvelles politiques qui pourraient être adoptées au GATT, c'est aux gouvernements nationaux centraux, et non pas aux gouvernements régionaux, qu'on permettrait d'avoir des politiques de soutien à l'économie, qui ne seraient pas considérées dans certaines règles du jeu comme des entraves au libre commerce, au libre-échange entre les pays?

**M. Proulx:** Merçi, trois questions difficiles. Si vous permettez, je vais commencer par la dernière en regardant, mais très rapidement, sans citer des articles mais en donnant l'essence de ce que M. Dunkel propose. Effectivement, une première chose qui ressort, c'est dans le domaine où on veut définir les subventions. Ce qu'on dit, c'est que dès qu'il y a une contribution financière d'un pouvoir public fédéral, provincial, municipal, dès qu'il y a une contribution financière d'un pouvoir public – ça c'est des dons, c'est des prêts, c'est des crédits d'impôt, c'est tous les instruments qu'on peut s'imaginer – donc dès qu'il y a une forme quelconque de protection des revenus qui donne un avantage quelconque, on a ce qu'on appelle une subvention.

Un deuxième élément, pour essayer de réagir rapidement, pour préciser la question; ça, ça ne crée pas de problème, à moins que la subvention soit ce qu'on appelle spécifique. Il y a un adjectif, là, spécifique. Il était là, ce n'est pas nouveau en somme, mais on nous ramène la question de spécificité. Et c'est donc très important de souligner que des subventions qu'on vient d'identifier, il y en a qui sont permises dans la mesure où elles sont faites à partir de critères ou de conditions objectives. À savoir, où elles sont horizontales. À savoir, donc, qu'on a des critères comme on dit: Voici, toutes les entreprises de la juridiction vont avoir accès à la subvention dans la mesure où elles sont entre telle et telle taille ou en fonction du nombre de salariés. Donc, dans la mesure où c'est horizontal et objectif, et qu'il n'y a ni dans la loi, ni dans le programme, ni dans l'application du programme – parce qu'on est allé très loin dans ce texte-là – donc dans la mesure où c'est horizontal et non spécifique, pas de problème. Mais ce qu'on nous dit, c'est qu'il y a une catégorie de subventions très intéressante, ici. On nous dit: Une subvention doit peuvent bénéficier toutes les entreprises situées à l'intérieur d'une région géographique déterminée – disons le Québec pour fins des discussions – sera spécifique, et donc crée des problèmes quelle que soit la nature de l'autorité qui l'accorde. Donc, que ce soit fédéral ou provincial, si on essaie d'identifier et de donner une subvention à toutes les entreprises dans une région spécifique, ça pourrait être considéré comme spécifique.

Mais pour arriver, donc, directement à votre question, l'interprétation que je fais de ça et de ce qui suit, puis je vais résumer les propos rapidement, c'est que si la subvention provient du gouvernement québécois, elle va être considérée comme spécifique. Si elle provient du gouvernement national canadien, elle pourrait être une subvention générale. Alors, moi, je conclus que, quand même, il est indiqué d'essayer de se mettre dans un contexte où, même s'il ne faut pas maximiser l'intérêt de subventions... Parce que dans le modèle dont je vous parle il y en a moins; le gouvernement est endetté, il faut faire autre chose. Mais dans la mesure où il est nécessaire d'en garder, il est préférable d'avoir la possibilité de donner des subventions qui ne seront pas sujettes à des droits compensatoires de la part de nos partenaires. Et pour l'instant, tel que c'est rédigé, Ottawa peut faire ça, Québec ne peut pas faire ça. Donc, l'implication, c'est qu'un Québec souverain pourrait faire des subventions dites générales, tout comme Ottawa. Un Québec province d'un ensemble fédéral ne pourrait pas, sauf si ce sont des subventions de recherche, sauf si ce sont des subventions pour fins de développement régional. Mais c'est là que ça se complique, et je ne sais pas si vous voulez entrer dans les complications parce que...

**Mme Marois:** Non, pas nécessairement. Je pense que c'était pour, globalement, essayer de voir un peu les règles et ce qu'elles impliquaient.

**M. Proulx:** C'est ça. C'est ce qu'elles impliquent. Ce n'est pas neutre vis-à-vis de l'utilisation des subventions selon les paliers de gouvernement. C'est très centralisateur, c'est un peu ce que j'ai résumé dans mon texte.

**Mme Marois:** D'accord.

**M. Proulx:** Bon, deuxième question sur comment minimiser les coûts de transition. D'une part, moi, je prétends qu'il faut réellement ne pas attendre les coûts, aller de l'avant et immédiatement se lancer dans des éléments qui déterminent notre compétitivité. C'est de se mettre tout de suite, au plus sacrant, aux questions d'éducation, de formation puis de recyclage de la main-d'œuvre. De se mettre au plus sacrant à articuler des réseaux entre nos villes et nos régions, se donner une bonne politique de développement régional, déterminer de l'innovation, forcer beaucoup sur l'innovation qui n'est pas indépendante de la qualité de nos ressources humaines et de nos sous-ensembles internes. Donc, d'une part, une façon de les minimiser, c'est de se renforcer. C'est un premier élément.

Le deuxième, c'est d'expliquer à nos voisins canadiens que ce qu'on veut, c'est dans notre

intérêt mais ce n'est pas contre eux. C'est dans notre intérêt mutuel, et puis c'est l'adjectif "mutuel" qui revient. On a un défi pour faire comprendre à nos citoyens canadiens, nos voisins des autres provinces, que si nous, les Québécois, on réussit à avoir un peu plus de dynamisme, ils vont en profiter. Ils vont pouvoir nous vendre plus de choses. Les coûts de transition seraient diminués dans la mesure où, nous autres, on réussirait. Et ce n'est pas en créant des difficultés qu'on va minimiser les coûts de transition. C'est le deuxième élément de ma réaction, si vous voulez.

Et puis le troisième, c'est de continuer à affirmer auprès des instances internationales et américaines qu'on va être des bons citoyens du monde. On va être des bons citoyens, on va respecter l'Accord de libre-échange au moins autant que nos voisins américains. Et puis ça ne sera pas difficile des fois, parce qu'ils se permettent des choses assez intéressantes, nos voisins américains. Et qu'on va insister, qu'on va respecter le GATT comme n'importe quel autre pays, dans la mesure où on le peut.

Si on agit sur ces trois volets-là, interne, extérieur pour convaincre que c'est dans l'intérêt mutuel et, troisièmement, sur le plan international, on peut minimiser les coûts. Je ne crois pas qu'ils disparaissent, mais on peut les minimiser. On peut rapprocher cette période où ça devient positif.

**Mme Marois:** D'accord.

**M. Proulx:** Dernière question, avec les Ontariens. Si on regarde ce que les Ontariens nous exportent... Je m'excuse; c'est une vision d'économie pour l'instant, mais j'espère ne pas donner l'impression que ça se résume à de l'économie. Mais ce qu'on voit, c'est que les Ontariens ont des surplus avec nous dans les aliments, le tabac, les produits en matière plastique, les textiles de première transformation, la fabrication de produits métalliques, la machinerie et le matériel de transport, les produits électriques et électroniques, les produits minéraux non métalliques, les produits chimiques et les autres industries manufacturières. Ils nous vendent pour 50 000 000 \$ de... Ils ont un surplus de 50 000 000 \$ là-dessus.

Moi, je me dis que les chefs d'entreprise dans ces secteurs-là et les travailleurs qui y sont vont dire: Diab! On a quelque chose à perdre, nous autres, si on ne négocie pas ou si on n'est pas un peu sensibles à ce qui se dessine. Puis, dans la mesure où on aura pu discuter d'économie et les convaincre que ce modèle-là n'est pas à l'encontre de leurs intérêts, qu'ils doivent faire la même chose, ça va être à leur avantage aussi. Dans la mesure où on arrivera à faire ça, je crois qu'on arrivera un peu mieux à convenir et à s'entendre.

**Mme Marois:** D'accord. Je vous remercie.

**Motion requérant le témoignage de MM. Carl Grenier, Jake Warren et Pierre Blais**

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, sur ce, compte tenu de l'heure, nous devons mettre fin à votre intervention ici. Donc, professeur Proulx, nous vous remercions pour votre participation tout à fait quantitative et qualitative qui est très appréciée des gens de la commission et nous apporte un éclairage, en tout cas, très intéressant. Vous avez essayé de développer des avenues nouvelles, ou une vision nouvelle qui peut être drôlement stimulante aussi pour les travaux de la commission. Alors, en ce sens-là, nous vous en remercions infiniment.

Pour les autres membres nous n'avons pas terminé puisqu'en vertu de l'article 22, M. le député de Lac-Saint-Jean a déposé une motion qui se lit comme ceci: "Qu'en vertu de l'article 22 de la Loi sur le processus de détermination de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, la commission entende, dans les meilleurs délais, MM. Carl Grenier et Jake Warren, respectivement sous-ministre adjoint au ministère des Affaires internationales et conseiller spécial pour le gouvernement du Québec dans les dossiers de négociations relatives aux accords du GATT, ainsi que M. Pierre Blais, ministre d'État à l'Agriculture."

Alors, écoutez, comme on a déjà eu d'autres motions semblables, ça m'apparaît évident qu'elle est recevable, à moins qu'on veuille faire des interventions sur la recevabilité?

(18 heures)

**M. Maciocia:** Ce n'est pas sur la question de la recevabilité. Je pense plutôt qu'on a toujours des idées ici, à cette commission, spécialement quand il s'agit d'invitation à des individus, à faire les séances de travail. Alors, je demanderais qu'on puisse continuer à le faire de la même façon qu'on l'a fait jusqu'à date: c'est en séance de travail, sur cette commission. On se rappellera très bien d'autres noms que vous avez proposés, même qu'on avait dit à ce moment-là qu'on le faisait en séance de travail pour ne pas donner de raisons ou des arguments que, probablement, ce ne serait pas dans l'intérêt de tout le monde de les divulguer et que, par conséquent, on le faisait en séance de travail.

Alors, je me permets, M. le Président, de vous soumettre respectueusement cette suggestion, appelons-la suggestion, de le faire en séance de travail. Il faut qu'on aille en séance de travail de la commission. On a très souvent des séances de travail de cette commission et on pourrait en discuter à ce moment-là.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, M. le député de Lac-Saint-Jean?

**M. Brassard:** Je m'excuse, mais ce n'est pas

exact ce que vient de dire le député de Viger. D'abord, ça a toujours été à l'ordre du jour de toutes nos séances. C'est toujours le dernier point, les motions en vertu de l'article 22, d'une part; d'autre part, ce n'est pas la première fois qu'il y a des motions en vertu de l'article 22 qui sont déposées à cette commission et qui sont discutées, débattues et dont on dispose en séance publique. J'en ai fait moi-même, ce n'est pas la première que je fais, j'en ai fait au moins deux ou trois fois. Je me souviens, entre autres, des autochtones et je me souviens également de M. Grady, les auteurs d'études de C.D. Howe et d'études de l'Institut de Vancouver. Ça s'est discuté dans une séance publique, à la fin, comme c'est prévu dans notre ordre du jour. Ce n'est pas pour contredire à plaisir mon éminent collègue, mais ce n'est pas exact ce qu'il a signalé.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, comme c'était une suggestion du député de Viger, et qu'elle n'a manifestement pas l'accord de tout le monde, je ne retiendrai pas votre suggestion.

**M. Maciocia:** Si tout le monde veut le faire. Mais étant donné que je vois que, d'un autre côté, ils ne veulent pas absolument entériner, si on peut dire, cette suggestion que je croyais importante, spécialement pour les gens qui sont concernés dans le dossier, je pense, M. le Président, que c'est beau des idées de combats à débattre actuellement. C'est votre décision, on va la débattre, il n'y a pas de problème.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, sur le fond de la motion.

**M. Brassard:** Pour le fond, je serai très bref, M. le Président, je n'ai pas l'intention de faire un long discours et de prendre 20 minutes. On devine un peu pourquoi j'ai présenté cette motion en vertu de l'article 22. Toute la question du GATT est une question qui est d'actualité, surtout depuis quelques jours, compte tenu des négociations qui sont en cours actuellement à Genève et des impacts majeurs que le résultat de ces négociations pourraient avoir sur l'économie québécoise, aussi bien l'économie québécoise d'une province fédérée que d'un Québec souverain. Dans les deux cas, ça a des impacts. Ça aura des répercussions importantes et d'autant plus que c'est aussi l'objet d'un débat public. On sait qu'il y a plusieurs intervenants qui se sont exprimés sur cette question-là. Il nous semble opportun, dans les circonstances, puis je termine là-dessus, je n'en dis pas plus, ça ne m'apparaît pas utile d'en dire plus. Ça m'apparaît important, dans les circonstances, que les personnes qui sont au coeur de ce débat-là et qui ont des responsabilités dans les négociations à Genève pour le compte du Canada, mais aussi qui veillent, je dirais, à la protection, à la sauve-



garde des intérêts du Québec dans le cadre de ces négociations-là, ces personnes-là soient invitées à venir témoigner devant nous, et qu'on puisse discuter et aller davantage au fond des choses sur cette question bien précise qui fait l'objet du débat public présentement. Et pour ça, vous avez Carl Grenier, qui est le sous-ministre adjoint au ministère des Affaires Internationales, qui est responsable de ce dossier-là au niveau du gouvernement du Québec comme haut fonctionnaire. Jake Warren, bien, on le connaît, c'est un expert en cette matière qui est conseiller spécial pour le gouvernement du Québec. Et puis du côté fédéral, bien, il y a Pierre Blais qui est un des porte-parole fédéraux importants sur cette question et qui s'est exprimé à maintes reprises là-dessus, particulièrement sur toute la dimension agricole. Il est ministre d'État à l'Agriculture. Voilà pourquoi nous estimons pertinent et opportun de les inviter dans les plus brefs délais, pour qu'on puisse échanger avec eux et aller davantage au fond des choses sur cette question-là du GATT et des négociations du GATT.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. le député. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président, je dois dire en toute sincérité, ça me surprend énormément, les arguments que le député de Lac-Saint-Jean vient de donner pour qu'on puisse avoir devant nous ces trois personnes, M. Grenier, M. Warren et M. Blais.

Premièrement, je voudrais faire présent au député de Lac-Saint-Jean que M. Warren a déjà refusé – à moins que je me trompe, M. le Secrétaire – de venir devant cette commission. Alors, le député de Lac-Saint-Jean devrait déjà savoir qu'il y a une des trois personnes qui a déjà refusé de venir devant cette commission et que, par conséquent, on avait dit aussi que des fonctionnaires comme M. Grenier, ça serait très difficile. Si on commence à faire venir devant nous des fonctionnaires...

Mais je vais m'éloigner un peu de ça. Je vais sur les arguments que le député de Lac-Saint-Jean a dits tantôt. Il a parlé souvent des négociations. Premièrement, je vais établir les choses, M. le Président. On n'est pas, ici, à une table de négociation. On sait très bien qu'actuellement il y a le GATT, on a établi ce matin que les discussions ne sont pas terminées, les discussions se font encore. On a dit dans quelle situation le rapport Dunkel a été déposé parce qu'il n'y avait pas d'accord entre la très grande majorité des pays qui font partie du GATT. C'est la raison pour laquelle Dunkel a déposé ce document-là. Les discussions vont continuer. On sait très bien que ces discussions-là sont aussi assez confidentielles, parce que c'est justement de la négociation. Et nous croyons qu'à ce moment-ci, ça serait, justement, de mettre en péril certaines décisions qui pourront être prises

d'ici quelques semaines ou d'ici quelques mois, au GATT.

Pour ces raisons-là et pour d'autres que je pourrais continuer – mais je ne voudrais pas allonger beaucoup sur ces discussions-là – nous croyons que ça serait complètement irresponsable de notre part d'inviter ces trois personnes qui sont concernées par ce dossier-là, parce qu'en réalité elles sont encore à la table de négociations du GATT, parce que les négociations ne sont pas terminées et que, très probablement, il peut y avoir des changements à cause qu'il n'y a pas d'accord sur les propositions qui sont actuellement dans le document Dunkel.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** J'ajouterais dans la suite des choses, M. le Président, que ça ne serait pas une mauvaise idée que de faire l'étude de la négociation du GATT, et plus particulièrement comme le député le soulève dans la question spécifique. Mais ne serait-ce pas là le rôle de la commission parlementaire sur l'agriculture que de tenir à jour l'information sur la négociation spécifiquement sur l'agriculture dans ce cas-là précis, puisqu'on veut faire référence au ministre de l'Agriculture fédéral pour se faire entendre? Ça pourrait aussi être entendu à la commission des Institutions. Mais, ce n'est pas vraiment le rôle de notre commission de faire le suivi de la démarche d'une négociation, tout importante qu'elle soit. Et ce serait davantage le cas d'une commission parlementaire spécialisée. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** M. le Président, je pense que tous les intervenants et les experts que nous avons entendus, autant aujourd'hui qu'hier, ont clairement démontré qu'il y avait des impacts directs par rapport à l'accord du GATT et aux négociations en cours. Ils ont clairement démontré que ces impacts étaient différents dans le cas d'un Québec province et dans le cas d'un Québec souverain. Et je m'étonne qu'on se dise qu'il est trop tôt, que les négociations ne sont pas terminées justement. Je pense que c'est important d'agir avant que ça soit trop tard.

**M. Maciocia:** M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** ...si vous permettez, parce que je pense que je ne peux pas laisser passer ce que la députée de Terrebonne a dit.

**Le Président (M. Bélanger):** Non.

**M. Maciocia:** Non? Je m'excuse.

**Le Président (M. Bélanger):** On a juste une intervention par personne, je m'excuse. M. le député de...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Chagnon...

**Une voix:** Je ne peux pas.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, juste avant, il faut vous rappeler: C'est l'article 209 qui dit que, sauf disposition contraire, un député peut s'exprimer une seule fois sur une même question et son temps de parole est d'un maximum de 10 minutes pour une motion de forme et de 20 minutes pour toute autre affaire. Alors, c'est l'article 209, je m'excuse.

**M. Gendron:** Ce serait plus court, M. le Président. Non, rapidement, c'est un peu étonnant la suggestion du député de Saint-Louis de référer ça à la commission de l'agriculture. Ça fait quatre jours là, puis ça fait quatre experts d'affilée qui parlent à peu près de deux choses fondamentales: la négociation de l'Accord de libre-échange puis les accords du GATT. Et, à ce que je sache, on ne les a pas renvoyés en disant: Qu'est-ce que vous faites ici? Qu'est-ce que tu veux? C'est fondamental, dès que le Québec sera souverain, il faut avoir une bonne compréhension des impacts de cette réalité parce qu'un Québec souverain va vouloir, lui aussi, être assujéti aux accords du GATT. Et il y a également, comme je l'ai mentionné tantôt, toutes les prétentions à l'effet que: Ça va être plus dur. Pas trop dur. Oui, on est capables de rouvrir...

J'entendais un autre collègue, député de l'autre côté, dire: Écoutez, je vous demande, monsieur, pensez-vous qu'on serait mieux tout seuls ou si on est mieux avec le Canada? Comme si moi, j'ai mon voisin qui veut avoir mon chalet ça fait 10 ans, je lui demandais s'il veut l'acheter. Alors, c'est évident que si je lui demande: Est-ce que mon chalet fait dur? Il va dire: Bien non. Ça fait 10 ans qu'il veut l'acheter. Alors, on ne demande pas au gouvernement canadien si, effectivement, avec nous, ce serait plus important de faire front commun. On pense que si le Québec assume toute sa pleine souveraineté, les autres pays vont comprendre ça que ça soit nous qui faisons les règles du jeu, puis conjointement. Mais je veux juste illustrer par là qu'on en a parlé. Puis on en a parlé à cette commission-ci sur la souveraineté. Alors, je conclus: Il me semble qu'on ne soit pas en accord compte tenu que c'est en négociation. Moi, ce n'est pas un argument que je retiendrais mais je suis prêt à l'évaluer parce qu'au moins, il est pertinent de dire: On envoie ça à la commission de l'agricul-

ture, parce que je ne vois pas pourquoi la commission sur la souveraineté regarderait ça. Là, ça ne marche pas, pantoute. C'est très intimement lié à nos sujets de discussion et en particulier suite aux trois, quatre derniers exposés où il y a deux sujets fondamentaux: l'Accord de libre-échange puis l'accord du GATT. Puis ce sont des gens qui connaissent ça. Voilà.

**Le Président (M. Bélanger):** J'ai M. le député de Hull. J'ai M. le député d'Orford. Est-ce que... En tout cas, on va commencer par ces deux-là. M. le député de Hull.

**M. LeSage:** M. le Président, l'argument qui m'a le plus frappé jusqu'à maintenant, c'est le fait que ça soit justement en négociation présentement, l'histoire du GATT, et qu'on entende des tiers, des gens qui ne sont pas impliqués dans les négociations comme les experts qu'on a eus: Il n'y a pas de problèmes. Ils peuvent nous dire ce qu'ils veulent. Ils n'engagent pas le gouvernement dans rien...

**Une voix:** C'est ça.

**M. LeSage:** ...ni aucun des ministères du Québec, ni du fédéral. Mais qu'on fasse parader devant nous des gens qui sont impliqués directement dans les négociations, je me demande si justement on ne se rend pas un très mauvais service en faisant cela. Il y a peut-être des questions qui pourraient être posées à ces gens-là, qu'ils seraient très mal à l'aise de répondre parce que, justement, ils sont en négociations. Moi, pour ça, M. le Président, je pense qu'on ne se rend pas service en demandant à ces personnes-là de venir parader devant nous pour leur poser des questions qui les rendraient mal à l'aise, et puis ils ne pourraient peut-être pas nous répondre sans nuire aux négociations.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, Mme la députée de Taillon et M. le député d'Orford par la suite.

(18 h 15)

**Mme Marois:** Moi, je veux "réinsister", M. le Président. Nous sommes en train, devant cette commission... Notre mandat, c'est d'évaluer l'impact de la souveraineté sur l'ensemble de la réalité québécoise, hein? Se discute actuellement un projet d'entente avec une organisation internationale, qui pourrait avoir un impact majeur selon que nous serons souverains ou pas. Et nous à qui on a confié cette responsabilité d'étudier l'avenir d'un Québec souverain dans toutes ses composantes, nous, on regarderait passer le train en se disant: Bien non, laissons d'autres décider à notre place, ne nous questionnons pas trop, ils doivent savoir pour nous ce qui est le mieux pour nous.

Il me semble qu'avec un minimum d'honnêteté intellectuelle, quand ce ne serait que ça,

c'est important qu'on puisse entendre les gens qui défendent un point de vue, une position, et qu'on en évalue l'impact tant sur la structure actuelle que dans la perspective d'un éventuel Québec souverain, puisque notre mandat – et là, je ne l'ai pas devant moi, M. le Président, mais sûrement que vous l'avez, notre mandat – c'est ça, c'est d'étudier la réalité d'un Québec souverain avec tous les changements que cela pourrait amener pour l'ensemble du peuple québécois.

Et là il y a un des éléments majeurs en matière économique qui est en train de se décider et, nous, ça ne nous intéresserait pas. On dirait: Laissons à d'autres le soin de prendre position, d'aller dans un sens ou dans l'autre, puis on retiendra les résultats auxquels on sera arrivé, sans avoir une possibilité d'influencer, de modifier et au moins d'éclairer. Parce qu'on a un problème, là, actuellement, hein. C'est qu'on a camouflé cette réalité-là à l'ensemble de la population québécoise. On l'a camouflée, on n'en a pas fait état. Et à partir du moment où, maintenant, on sait, il m'apparaît qu'au contraire, c'est de notre devoir d'éclairer la population par l'intermédiaire de nos travaux sur cette question-là.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Orford.

**M. Benoit:** Je voudrais revenir sur ce que la députée de Terrebonne disait tantôt, qu'il fallait agir vite, M. le Président. Ça fait longtemps qu'on connaît la position du Québec et du ministre des Affaires Internationales, du ministère de l'Agriculture, et il y a eu plein de questions posées à l'Assemblée nationale avant la période des fêtes. Le premier ministre a pris position et moi, je me refuse... J'ai vu l'Opposition essayer, au début de notre commission, de gérer l'actualité à la commission, ici. Ils nous revenaient – à chaque fois qu'il y avait un "headline" dans le journal – ils nous revenaient avec ça, puis ils essayaient de faire un gros chiard avec ça. Puis à un moment donné, on a dit: C'est assez, là. On est ici pour regarder un peu plus loin que l'actualité. Et là, je comprends que leur chef a fait toute une "chire", là, il y a deux jours, avec ça, puis ils essaient de...

Mais moi, je ne suis pas ici pour gérer l'actualité, là, je suis ici pour regarder ce que seraient les conséquences de la souveraineté, et vous nous demandez de travailler sur des hypothèses. C'est ça que vous nous demandez de faire. Je veux dire... Il y a une discussion, il y a des hypothèses et il y a au moins deux, trois de nos ministères qui sont impliqués là-dedans. Moi, je ne vois pas pourquoi la commission ici... Je pense que la suggestion de mon confrère de Saint-Louis est "supervalable". Il y a des commissions et si, vous, vous voulez les faire venir là, bien, mon Dieu, c'est leur mandat. Mais moi, je ne suis pas ici pour gérer l'actualité. Je

m'excuse, je ne suis pas ici pour gérer l'actualité quotidienne, là. Merci, M. le Président.

#### Mise aux voix de la motion

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, merci. Alors, compte tenu des argumentations qu'on a entendues, est-ce que cette motion est acceptée ou...

**M. Brassard:** ...nominal, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Vote nominal sur la... Alors, j'appelle donc le vote. Madame... Oui, il y a des changements de dernière minute. Il y avait Mme Loisel (Saint-Henri), qui remplaçait M. Gauvin. On ne l'avait pas annoncé au début, mais on s'était entendus. Alors, ça règle...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Il y a un intrus qui parle ici, là, il vient d'où, lui? Ha, ha, ha! Alors, j'appelle donc le vote. Madame...

**M. Brassard:** Est-ce que le député de Joliette peut remplacer M. Parizeau? Puisque madame...

**Le Président (M. Bélanger):** Non, son représentant officiel, c'est M. Boulerice. Ha, ha, ha!

**M. Chevette:** Oui, mais il a une jambe cassée. C'est une force majeure, ça!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Mais il pourrait, mais avec consentement, mais en tenant bien compte que votre formation a droit à quatre votes seulement.

**Une voix:** Ah! On peut bien.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, est-ce qu'il y a consentement pour que le député de Joliette soit intégré au vote? Consentement? Consentement. Alors, M. le député de Joliette... On n'a pas encore appelé votre nom? Vous remplacez M. Parizeau. Alors, Mme Bégin (Belchasse)?

**Mme Bégin:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** Contre. M. Chagnon (Saint-Louis)?

**M. Chagnon:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** Contre. M. Després (Limoulu)?

**M. Després:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** Contre. Mme Loisel (Saint-Henri)?

**Mme Loisel:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. LeSage (Hull)?

**M. LeSage:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Maciocia (Viger)?

**M. Maciocia:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Richard (Nicolet-Yamaska)?

**M. Richard:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Thérien, non. Excusez. M. Benoit (Orford)?

**M. Benoit:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Brassard (Lac-Saint-Jean)?

**M. Brassard:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme Caron et M. Gendron n'ont pas droit de vote. C'est dans la loi, je ne peux pas... Alors, M. Chevette (Joliette)?

**M. Chevette:** Pour.

**Le Président (M. Bélanger):** Pour. M. Léonard (Labelle)? M. Léonard? Ah! Il est parti, oui. Mme Marois (Taillon)?

**Mme Marois:** Pour, M. le Président.

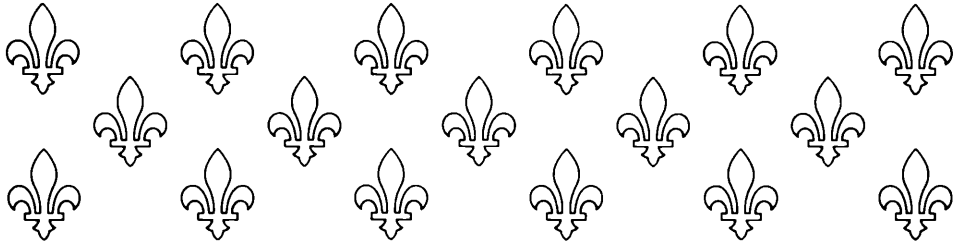
**Le Président (M. Bélanger):** Pour. Et M. Cameron (Jacques-Cartier)?

**M. Cameron:** Contre.

**Le Président (M. Bélanger):** Contre. Bien. Alors, donc, la motion est rejetée. La commission ajourne ses travaux sine die. On vous informera de la date de la prochaine séance. Merci.

(Fin de la séance à 18 h 25)





---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 4 février 1992 — No 24**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Exposé de la Nation algonquine

CEAS-703

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Henri-François Gauthrin  
M. Jacques Brassard  
M. Christos Sirros

Témoins interrogés: M. Jean-Maurice Matchewan, Nation algonquine  
M. James Morrison, idem  
M. David Nahwegahbow, idem  
M. Richard Falk, idem  
M. Russell Diabo, idem

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mardi 4 février 1992

(Onze heures huit minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Si chacun veut bien prendre sa place. Je vous remercie. Alors, ce matin, d'abord les remplacements, M. Kehoe (Chapleau) remplace M. Benoit (Orford), le remplaçant de M. Bourassa. M. Bergeron (Deux-Montagnes) devait remplacer M. Gauthrin (Verdun), mais M. Gauthrin est là?

**M. Gauthrin:** Toujours là.

**Une voix:** C'est demain.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, alors c'est demain, excusez.

**M. Gauthrin:** Si vous voulez que quelqu'un me remplace...

**Le Président (M. Bélanger):** Non, non, non, ça va. Et M. Sirros (Laurier), ministre des Affaires indiennes, remplacera M. Rémillard (Jean-Talon). Du côté du Parti québécois y a-t-il des remplacements?

**Une voix:** Il n'y en a pas.

**M. Brassard:** Non.

**Le Président (M. Bélanger):** Aucun remplacement. Bien, je vous remercie. Alors, ce matin, nous recevons les représentants de la nation algonquienne. Ils sont représentés par M. Matchewan, M. Jean-Maurice Matchewan qui est le grand chef algonquin, que j'inviterais à nous présenter les membres de son équipe.

Alors, auparavant, je vais vous expliquer les règles de fonctionnement de cette commission. Vous avez 30 minutes pour la présentation de votre point de vue. Nous estimons, nous prenons pour acquis que les parlementaires ont lu le texte qui nous a été remis. Alors, donc vous avez 30 minutes pour la présentation.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Il vient juste d'être distribué.

**Le Président (M. Bélanger):** Il vient d'être distribué! En tout cas. De toute façon ça ne change pas les règles. Nous avons 30 minutes pour écouter votre point de vue et ensuite une heure d'échange avec les parlementaires, qui est répartie en 30 minutes pour le parti au pouvoir et 30 minutes pour le parti d'Opposition, et qui se fait selon les règles d'alternance, il va de soi. Donc vous avez un porte-parole, alors j'inviterais M. le chef Jean-Maurice Matchewan à nous présenter les gens qui l'accompagnent, nous

identifier le porte-parole et procéder à la présentation de votre mémoire. Alors, si vous voulez bien.

#### Exposé de la Nation algonquienne

**M. Matchewan (Jean-Maurice):** Yes, first of all, thank you for giving us this hearing. (S'exprime dans sa langue): That is the translation of what I just said now. But before, I will introduce my friends I have over here. On that side, over at the end of the table is Russell Diabo, policy advisor and you have David Nahwegahbow, on this side over here on my right, legal advisor, and you have James Morrison, an historian. In the middle there, you have Richard Falk, professor of international law from Princeton University.

Well I guess I can start off. My name is Jean-Maurice Matchewan. I am the Grand Chief of the Algonquin Nation, as represented by the Algonquins of Barrière Lake, Wolf Lake, Kipawa and Temiskaming.

The Algonquin Nation is made up of 10 distinct communities in all. Nine are located in Québec, and there is one in Ontario. The Algonquin Nation has never given up aboriginal title to its traditional territory. This includes all the lands and the waters within - I forgot where I was, there - the Ottawa River watershed, on both sides of the Ontario-Québec borders.

We know that the possibility of Québec separation is very real, and we are here today to tell you that this creates a problem for us. We will explain our position frankly to you, letting you know in advance that we do not do it with hostility. You have your interest and we have ours. If Québec separates, the Algonquin people will have three basic choices, which is the same position which we took when we were at United Nations, telling them about our options, either to remain associated with Canada or to leave with Québec, or to form a separate sovereign nation. Québec claims the right of self-determination, but self-determination belongs to peoples, it does not belong to territories. If Quebecers and Québec can claim the right to determine their own future then the Algonquins have the prior right to self-determination.

We take the position that Québec cannot secede with Algonquin land, without our consent. And we have put Canada on notice that, until we advise otherwise, we intend to hold Canada to its fiduciary duty, with respect to our traditional lands in the Province of Québec.

There are four parts to our presentation, aside from the introduction: historical basis for aboriginal rights and self-determination of the Algonquin Nation; aboriginal title in the Royal



Proclamation of 1763: the Crown's fiduciary obligations; obligations in international law; and summary and conclusions.

Historical basis for aboriginal rights and self-determination of the Algonquin nations. The modern province of Québec is... O.K. I just went a little too far, there. I am having a problem reading this out. It is a very thick presentation and I feel more comfortable saying things in my language. But for now I have got this guy over here that can read these things out for me, because it is very technical. I would like to hand it over to Jim Morrison from hereon.

**M. Morrison (James):** Alors, je dois m'excuser. Je vais lire les conclusions commençant à la page 36 au lieu de lire toute la présentation et puisque c'est écrit en anglais, je vais le lire en anglais. Je pense que le traducteur va pouvoir le traduire mieux que moi-même.

The first part of it is summarizing the historical information about the history and constitutional development of Québec with respect to aboriginal title. Subparagraph 1 simply suggests that it is a fallacy in terms of aboriginal rights to claim that modern Québec is a successor to New France. Québec is a successor to a series of British colonies of which, I am sure, the dates are familiar. Owing there existence to British colonial law, all of these jurisdictions, the predecessor jurisdictions of Québec, have been subject to what is known as Common Law Aboriginal Title. That is to say the doctrine of aboriginal rights, which is now part of Canadian Common Law, applies in modern Québec as it applies elsewhere in Canada.

In the same way, Québec's present boundaries are the creation not of French colonial law but of various Imperial and Canadian enactments beginning with the Royal Proclamation of 1763 and including Boundary Extension Acts in 1898 and 1912 which added the Abitibi and Baie James regions. All of these enactments, either explicitly or implicitly, acknowledged preexisting aboriginal rights. The Algonquin Nation holds aboriginal titles to its traditional lands in Québec. This has now been recognized in Section 35 of the Constitution Act of 1982 and the Algonquin Nation has never ceded or surrendered its aboriginal title. The Algonquin nations were acknowledged as allies, not subjects of the British Crown. This was recently confirmed by Mr. Justice Antonio Lamer of the Supreme Court of Canada, in the Sioui case. He was speaking of the Hurons of Lorette.

When the French were defeated in 1760, the Indian nations, including the Algonquins, negotiated separate agreements with the British and in the case of the Algonquins, in the text of the brief, there was a peace treaty made with the Algonquins and others in August of 1760 with the British, on an island in the St. Lawren-

ce River. Their relations with the French and the English are on a nation to nation basis, this fact is reflected in the Royal Proclamation of 1763, which established civil government in the Province of Québec among other things.

When French Civil Law was reintroduced into Québec in 1774, because it had not been recognized by the English between 1760 and 1774, it was never intended that aboriginal peoples would be subject to the provisions of French Civil Law. Aboriginal peoples were to be governed according to their own usages and customs. Algonquin peoples have retained their inherent right to self-government. This is basically a summary of what was in the historical section of the brief and, with regards to the international law applications, I would like to turn it over to Professor Falk from Princeton University, excuse me, to David Nahwegahbow. We are out of order again.

**M. Nahwegahbow (David):** I have the task of delivering that section of the brief which I was primarily responsible for drafting in the sections 6 through 9. Number 6. "Not only do the Algonquin people have rights to Crown, presently represented by Canada, has obligations which have been acquired from Britain following patriation. In Canadian law, Canada owes a fiduciary duty to the Algonquin peoples to protect their aboriginal title to lands in Québec." This is because aboriginal title can only be surrendered to the Federal Crown now under Section 91.24 of the Canada Act. According to the Supreme Court of Canada, the fiduciary duty of the Federal Government is a constitutional duty and it is enforceable at law. This is reinforced at the international law level as our distinguished international lawyer will advise by the special responsibility of governments in relation to the rights of indigenous peoples. In the past, the Crown has failed miserably in protecting the interest of the Algonquin Nation to lands in Québec. The Crown in right of Canada has allowed the Crown in right of Québec to take massive encroachments on Algonquin lands without insuring that it was first a negotiated settlement.

In light of this, it is unreasonable to expect the Algonquin Nation to rely on mere promises, or pledges, that a sovereign Québec would adequately respect their most sacred rights. Recent experience of the Algonquins of Barrière Lake confirms this reluctance.

A trilateral agreement signed in August of 1991 with Québec and Canada is a joint project, and intended to be a good project, to create an integrated resource management plan for La Vérendrye Park, actually a wildlife reserve. It was intended to incorporate Algonquin traditional knowledge and to protect Algonquin traditional practices. But, unfortunately, Québec is not respecting this agreement. And I see the honora-

ble Minister of Native Affairs here, and he knows what I am talking about. I was acting as special representative under this process for a period of time and communicated with him several times.

Number 9. As a consequence of the Royal Proclamation of 1763, "common law aboriginal title"; the fiduciary duty of the Federal Crown in Section 35 of the Constitution Act, 1982: Any constitutional changes affecting the title of the Algonquins in Québec requires Algonquin consent; and be, Québec cannot legally secede from Canada, with Algonquin land, without Algonquin consent.

Now I would like to hand it over to our distinguished international lawyer, Mr. Falk from Princeton University.

**M. Falk (Richard):** First of all, honorable members, I would like to say that it is a privilege for me to be a part of this presentation on behalf of the Algonquin people. I shall try to summarize the relevance of international law to the questions that are being considered. I think that relevance is important to appreciate in relation to the fact that international law is taking a much greater interest in these kinds of issues. All countries now are subject to international legal understandings of the right of all peoples to self-determination and international law has increasingly imposed duties on governments to respect the rights of indigenous people. And there is a fiduciary relationship that is developing in the international community toward peoples in the situation of the Algonquin people. This affects not only their right of self-determination, but also their distinctive right of development according to their own way of life and values.

The first main point in this line of thinking is that self-determination for Québec would inevitably lead to the redefinition of the boundaries of Canada. Under international law, the rights of aboriginal peoples and nations within both States would be compromised and fundamentally altered. This process of separation cannot be insulated from these rights by claiming that it is carried on within the State of Canada in accordance only with its domestic law. This assertion has acquired extra force recently, with the increasing recognition that Indian Nations are subjects of international law, that are deserving of special protection because of their vulnerability and the degree to which their survival, as a nation, is at risk. And it is the case that human rights generally has been one of the areas of international law that has evolved most dramatically in recent years, especially I think, with respect to the protection of indigenous peoples.

The next main point is that peoples, not States or Governments, have the right of self-determination. This was eloquently acknowledged

by the World Court, the International Court of Justice in the 1975 Western Sahara case, where the Court said: It is for the people to determine the destiny of the territory, and not the territory the destiny of the people. The territory of Québec, as such, has no right of self-determination. This right inheres in the people, really in the peoples, that live in the territory, and these peoples alone can exercise that right. It can not be exercised on their behalf.

Therefore, if the Québécois and Québécoises claim the right of self-determination, it is only because they can establish their credentials as a distinct people. But, by doing this, by making this claim, they implicitly recognize the equivalent right of other peoples living within the territory. In this sense, the Algonquins are peoples, are a people, within the meaning of international law, and they clearly have their own right of self-determination, that must be exercised by them alone. It can not be exercised on their behalf.

This leads to the next point that any secession by Québec from Canada would rupture the integrity of the Algonquin Nation and its territory. It would have tangible effects on the quality of Algonquin life. The current tragedy of the Kurdish people shows what happens when a people is caught within the boundaries of separate and distinct States. Article 32 of the International Labour Organization Convention, number 169, which was drafted in 1989 with the principal participation of the Canadian Government, implicitly establishes the responsibility of all governments to uphold the political unity and territorial integrity of indigenous peoples. Accordingly, at the minimum, or at the least, the Algonquin people possess the right to approve or disapprove of the creation of any new State which would have the consequence of altering the status of their traditional lands, and creating new problems in maintaining the unity of their people.

The next point is that what is relevant here is that the international law doctrine of succession to rights and duties of the prior State applies in the event of revolutionary changes of circumstances, including secession, or the emergence of two or more States in the presence, in the place of a former State. What international law requires is that specific arrangements be made by the parent State, or the prior State, to make sure that the new political arrangement has taken full responsibility for the rights and duties that existed in the former state of affairs. And this obligation is particularly strong in relation to indigenous peoples.

(11 h 30)

In this committee, Professor Henri Brun has previously suggested that aboriginal rights in an independent Québec could be explicitly guaranteed by a separate clause of new Québec constitution and that that clause could be

drafted in such a way that it could only be amended with the consent of such people. But in our judgment, the promise, the naked promise to protect the right is not nearly enough, because it, in effect, avoids or cancels out the fundamental right of self-determination. That is the essential part of self-determination requires the full participation in the process of making any kind of change of status, and this participation must be by the Algonquin people as a distinct people. This participation needs to include the right to give or to withhold assent to the new sort of circumstances.

Our next point follows from this, namely that just as with the right of self-determination, the right of development which is a new right that is being increasingly recognized in international law, rests with peoples and not with States. According to the crucial Article 1 of the U.N. Declaration on the Right of Development, 1986, this is an inalienable right, that is a right that cannot be taken away by any political process and which cannot be surrendered, even by agreement. This inalienable right belongs to every human being and to all peoples.

Article 1, Paragraph 2, states: "The human right to development also implies the full realization of the right of peoples to self-determination, which includes subject to relevant provisions of both international covenants on human rights, the exercise of their inalienable right to full sovereignty over all their natural wealth and resources." It is significant that this instrument was endorsed by the Government of Canada and adopted in the United Nations by a vote of 146 to 1 with only 8 abstentions in the United Nations General Assembly.

Our final point in the international law section of the presentation is that the right of development includes the right of peoples to develop in their own way. This is especially important for those forms of development which are especially sensitive to environmental values. This sensitivity to environmental values is an acknowledged achievement of indigenous peoples and is fully consistent with the image of sustainable development, so persuasively emphasized by the Brundtland Commission report: Our Common Future. It is to preserve this right of development that the Algonquin people are particularly insistent upon exercising their special right and form of development. Thank you very much.

**M. Matchewan:** In conclusion, the Algonquin people have had over a century of bitter experience with "maldevelopment" in the Province of Québec. Accordingly, the political leadership of Québec lacks credibility on this range of issues. In this regard, any accession to sovereignty which would give a new State called Québec even more control over resources on Algonquin is totally unacceptable. You cannot

have double standards when it comes to self-determination. If Quebecers want to claim self-determination for themselves, then realize that we have it too. Because self-determination exists in a people, in their language and culture, and their connection with the land. We do not want our rights affected anymore than they are now. There are Algonquin people living both in Ontario and in Québec. Look at Temiskaming. Their reserve is in Québec but at least half of their traditional lands are in Ontario. Many community members live on the Ontario side. Temiskaming people go back and forth all the time. They visit, they hunt, fish and trap. They are working all sorts of jobs. They go to the doctors. They shop. They should not have... or the Federal Government be able to stop them from doing any of this.

For better or for worse, the Algonquin people have been part of Canada for a long time. We made solemn agreements with the white people. We believed the promises made to us by the great Queen in England. We are not prepared yet to give up on that reality, and certainly not when plans of sovereignty are being made without us. Some of you tell us we will be better treated in an independent Québec. Why should we believe you? It was the Québec Provincial Government that slaughtered our lands and put us in jail for hunting and trapping. And Québec is still letting timber companies rape our land.

I want you to think of a clock: The twelve hours represent all of human history on this land you call Québec. French-speaking people have been here since 5 minutes to 12. English-speaking people have been here since 3 minutes to 12. But the Algonquins have been here all along and we have done a lot less damage than you have in your few minutes. We plan to be here for another 5000 years. "Meegwetch".

**Une voix:** Thank you.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, notre premier intervenant, M. le député de Laurier et ministre des Affaires autochtones.

**M. Sirros:** Merci, M. le Président. Permettez-moi, peut-être, d'abord, de souhaiter la bienvenue au chef Matchewan, ses conseillers, en tant que représentants de la Nation algonquine, ici, aujourd'hui, de la part de la commission et, je pense bien, du gouvernement certainement.

On se connaît depuis un bout de temps, le chef Matchewan et moi, et on a souvent eu des échanges et des discussions autour d'une question qu'a rapportée ici le conseiller juridique, M. Nahwegahbow, en particulier quant à toute la question de la gestion intégrée des ressources dans la réserve de La Vérendrye. Je reviendrai tout à l'heure sur le commentaire qui a été fait.

Mais j'aimerais profiter, aujourd'hui, de

l'occasion d'échanger sur la question qui est souvent mise de l'avant, par le chef Jean-Maurice Matchewan en particulier, avec son style, avec ses positions, avec ses façons de faire valoir ses points de vue qui, des fois, créent un certain nombre de remous, je dirais. Par politesse d'abord, et par souci de m'assurer que je puisse transmettre moi-même ce que j'ai à échanger avec le chef Matchewan en particulier, je parlerai en anglais. Par politesse, parce que je ne peux pas parler l'Algonquin et c'est la deuxième langue que les Algonquins ont apprise ici non pas par choix mais par la force des choses. Et comme je ne peux pas le partager avec lui en Algonquin, qu'il ne peut pas le faire avec moi en grec ou en français, alors je le ferai en anglais. Because I believe it is important that we have an honest, direct exchange on a certain number of things.

And I would like to begin it by saying that I am a great believer in realism and pragmatism, not surrealism. And I think that if we are going to take people at their words, when you say that you come here without hostility, that it is a question of putting forth in your interests, and as you put it, our interests, then, I think we have to talk about our collective interests as peoples who share the same territory, and who should be trying, in all conciliatory ways possible, to find a harmonious way of sharing that territory. That is what we are trying to do, both in terms of relations with native people, but also in terms of a renewal of the federal system, or an examination of how it is working, so that, in fact, the different peoples that share a common territory can find together a common, beneficial use of that territory within a realistic, facts of life kind of framework.

You often talk about self-determination and you seem to equate it almost automatically with independence. In fact, self-determination means being able to determine one's own future. It may be that some people would like to take up to point x and arrive at the notion of a separate country. What we are trying to do here, if I understand correctly, is to find how we can establish the kind of relationship, in this case if we are talking about the native needs, the kind of relationship between the native people and the rest of the people that inhabit this territory, that will allow us to avoid the pitfalls associated with tension, conflict, succession and all the kinds of difficulties that you, in fact, put on the table, without hostility, as you say. So, let me then ask you a certain number of questions, because it would be very useful for us, I believe, to put the examination of the questions on the basis of real things, how can it work instead of simple declarations, affirmations that sometimes verge on the surrealistic - and I choose my words carefully. So, let me ask you.

You talked about the inherent right of self-government. Let me ask you what it means to

you. Let me ask you how you see it applying. Let me ask you how you see that relating to, for instance, within the Constitution of Canada, within the constitutional framework of Canada. This is, for instance, something that Mr. Clark has put forward, saying that we are able to see the recognition of the inherent right to self-government, insofar as it can be exercised within the constitutional framework of Canada - It is what Mr. Clark said - without leading, on the international level, to sovereignty and recognition. Let me ask you how you see the application, in concrete terms, to the Algonquin Nation, or the part of the Algonquin Nation that you represent, in terms of the application of the inherent right of self-government. Let me begin with that.

**M. Matchewan:** Self-determination means being what we have always been in the past, before the contact. Within the Barrière Lake Algonquin people we have always maintained that, as I have said before, and we do not vote in any elections, provincial or federal, as we think we have our own rules that we go by. Just to me, this is what the Barrière Lake people or the Algonquin people have been exercising all along, since the contact. We have never given up the right that we have. We still continue that today and I guess that is all I can answer about what being self-determined means to our people. I guess I can hand this over, for a more detailed answer to professor Falk.

(11 h 45)

**M. Falk:** To add to what the chief has just said, self-determination depends on the will of the people as they express it. There is no single way of responding to your question legally, at least from the perspective of international law. We have just seen the experience in Yugoslavia where two peoples have broken off from a federal State and have been rapidly recognized internationally as creating a new State. So, it is possible that sovereignty is implied by self-determination, but it is not necessary and it is not the intention of the Algonquin Nation, as I understand it, to seek to exercise their potential right of sovereignty. What they are seeking is a self-government within the framework of Canada and within the framework of international law. They feel, as any people, they are entitled both to the protection of the constitutional system of Canada and to the protection of international law. If there is any change of circumstance - and that is why the present concern emerges - they have an inalienable right to participate in the process by which that change occurs. That is a critical question at this moment.

**M. Sirros:** The point however that is being made here is that we are in a process which is a very specific process. We are examining scena-

rios, possibilities and, at the same time, all this is happening within a context of proposals about a renewal or a change. So, my question had less to do with the generalities of Croatia and Serbia and more with the specifics of how, within the framework that we know as Canada, within the framework of a federal system, within the concerns that the chief expresses about sovereignty, there may be an explanation forthcoming as to how the inherent right to self-government could be seen operating on the field in concrete terms here. I think that is the kind of discussion that would put the debate beyond positioning and help to create the kind of climate which would in fact allow us to see our collective interests as collective instead of opposing.

So, I repeat my question: In concrete terms, how do you see the recognition of the inherent right to self-government operating and what impact do you see it having in terms of the way things are working now or are being proposed to work within the constitutional framework of the country that we presently live in?

**M. Nahwegahbow:** Yes. I will try to answer your question in some more pragmatic terms, Mr. Minister, but, first, I want to say that I object to the suggestion that what was said in our brief was surrealistic. Much of what was said in the brief is historical and an explanation of Canadian law and an explanation of international law. You may regard that as surrealistic, I do not think it so. It is responding to a certain hypothetical situation which is to be meeting the Algonquin people in Québec, which has been brought about by the National Assembly in Québec and that is a referendum on the question of sovereignty. If you consider that surrealistic, then maybe what we are talking about is surrealistic.

I want to say that we met with the committee on Canadian unity yesterday, chaired by Mr Beaudoin and Mme Dobbie, and we discussed the issue of how the inherent right of self-determination or the inherent right of self-government may work. One of the points that was made yesterday in discussing international law was that recognition in the Canadian Constitution of the inherent right of self-government does not necessarily imply independence, and I think that is pretty clear. I think if you listen to the native people across the country, what is being expressed is some reconciliation with the country, and with the different provinces within which the different tribes and First Nations live, to accommodate, to come up with a practical accommodation on the sharing of jurisdictions and on the sharing of powers. A practical example is the trilateral agreement which was signed between Canada, Québec and the Algonquins at Barrière Lake. It is an example with which we are both familiar. It intended to involve some integration of decision making, between the Algonquins and Québec primarily,

toward resource management which of course, in the case of the Barrière Lake Algonquins, has been the greatest area of conflict. That would be a practical example of how self-government may work in harmony with the jurisdictions of Québec and Canada.

**M. Sirros:** I take from what you said one concrete statement, and I ask you to confirm that, or perhaps I ask chief Matchewan to confirm if I understood you correctly. The recognition of the inherent right to self-government does not mean independence for the Algonquin Nation in terms of the creation of a new nation State, a sovereign nation State. That is what I understood you to say. Chief Matchewan, is that the position of the Algonquin Nation?

**M. Matchewan:** Well, the position that we take is... We are not French people. We have been here for a long time and, to me, we want to continue as we are without being forced to have to live by provincial rules. Because we do have a lot of problems with what is going on in our territory. We would like to see our lands be more protected, so that our culture can continue. And this is something that we want. Even now, like to have an agreement with Québec as it is now... Like the agreement that we have now, with the forestry, is not even been respected. And what is going to happen in the future if we should decide to hop on with Québec, without any respect to the Algonquin people?

**M. Sirros:** One final comment before I allow, perhaps, the Opposition to ask some questions, with the possibility of coming back. I need to, first of all, object to the statements that have been made twice that Québec is not respecting its part of the trilateral agreement. I object to that at this point. We are not going to get into that right now, but we will have the opportunity to follow that and look at it more closely. It is an agreement that we all signed in good faith and an agreement that we believe in. But all parties have to approach it with good faith to make it work. It is an important agreement that I think can show the way for other things; both within the relations between the Algonquins in Québec and other native people as well, and for the general concern about managing our renewable resources. And when I say ours, I mean human beings who happen to live here, whether they would be Algonquins, French Quebecers or English Quebecers, or people from other origins.

But, I simply want to state, before I end it, that there is a large section of concern that I think has been recognized in very specific terms by the National Assembly, and by both parties, that have to do with the recognition of Native Nations as specific nations, with a right to their

cultures, their languages, their autonomy within Québec, within Canada. By the National Assembly in the resolution adopted in 1985, the recognition that native people have the right, should have the rights to their economic development within Québec, to their language within Québec, to their autonomy within Québec. And the question then becomes to deal with the issues that are of immediate and real concern to the people that you represent. We need to establish the kind of confidence, trust and dialogue that will allow us to deal with those things.

I have suggested to you and to your advisors on many occasions, that I believe that in what is happening here, in terms of this particular debate, you are in a sense putting the cartway before the horse, so that you are jumping the gun in a sense. Let us discuss some of those real issues without getting into the kind of, what I termed, almost surrealistic scenarios of claiming, for instance: all the territory – I forget the exact reference you make in your mémoire – for the 3000 Algonquins that are on the reserves.

Those are the kinds of things that I think we can both benefit from leaving aside and focusing on the real issues of concern. That is, in the way of a suggestion, as to how I think we would serve, both of us, to better create a climate that will allow for those real concerns to be dealt with. I will reserve my right to come back after, perhaps, some questions on the part of the Opposition.

**M. Matchewan:** I guess I can say that the big problem that we have right now is that for about 450 people on Barrière Lake – just in my community – there is only a 59 acre reserve. And, outside of that, if we should ask for land from, as you say, from the province right away, we have a big problem, because, first of all, it is a royal proclamation, which is a land reserve for Indians, as it is already recognized, which is on the map – that red section on the map is Indian territory. Other than Indian territory, they are only allowing a 59 acre reserve, within that territory. So, that is the big problem that we have. And, meanwhile, what is going on around in our territory, they are killing off the animals that we depend on, they are cutting down our trees and they are flooding the land. This is reality and this is the thing that we have to face.

In order to straighten out this problem, then, these things have to be taken into consideration, that we were, we are a people, that have been here for thousands of years. We had big lands. Now, we only have 59 acres, and we have never given that up. This was confirmed by the Wampum Belt, when the two nations that came from overseas, the French and the English, came to deal with us here. This is how far our rights go back. It goes back thousands of years,

way before they think they discovered this land.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord, en guise de remarques préliminaires, dire et rappeler que l'Assemblée nationale du Québec, par une résolution adoptée en mars 1985, a non seulement reconnu l'existence de nations autochtones sur le territoire du Québec, mais qu'elle a également accepté le principe de négociations avec les nations autochtones, pour en arriver à des ententes leur assurant le droit à l'autonomie au sein du Québec, le droit aussi à leur culture, leur langue, leurs traditions, leur droit de posséder et de contrôler des terres, de chasser, de pêcher, de piéger et de participer à la gestion des ressources fauniques et aussi de participer au développement économique du Québec. Cette résolution a été adoptée en mars 1985. J'étais déjà député, à ce moment-là, à l'Assemblée nationale, et j'ai voté en faveur de cette résolution, comme tous mes collègues à l'époque.

Mon parti, le parti auquel j'appartiens également – je tiens à le rappeler – a adopté lors de son dernier congrès un chapitre concernant les droits autochtones, et la façon dont un Québec souverain envisage la cohabitation des Québécois avec les diverses nations autochtones. Et les principes qu'on retrouve dans le programme de mon parti sont essentiellement les mêmes que l'on retrouve dans la résolution adoptée par l'Assemblée nationale, en mars 1985, c'est-à-dire une reconnaissance, d'abord, des nations autochtones et, également, la volonté très clairement affirmée d'entreprendre des négociations avec les communautés autochtones pour s'entendre, je dirais, sur le niveau d'autonomie gouvernementale que les parties sont disposées à accepter. Je pense qu'il est important de signaler ces choses-là. D'autre part, le Parti québécois, auquel j'appartiens, dans son programme, s'engage, sans équivoque, à ce que, dans la constitution d'un Québec souverain, les droits autochtones soient clairement et explicitement reconnus. Voilà, M. le Président, pour ce qui est des remarques préliminaires. Parce qu'il convient, je pense, dans un dossier aussi délicat et aussi complexe que celui-là, d'établir les principes de base qui vont nous guider et nous inspirer dans les pourparlers et les négociations que nous aurons, qu'un gouvernement du Québec aura à entreprendre avec chacune des nations autochtones.

(12 heures)

Ceci étant dit, cependant, pour clarifier, je dirais, les bases juridiques de ces pourparlers qu'il conviendra d'entreprendre, je pense qu'il est important de s'entendre ou, en tout cas, de clarifier un certain nombre de choses. En particulier, un certain nombre de choses ayant trait au droit international. Il y en a plusieurs

qui sont venus devant nous, devant cette commission – parce que je vous rappelle que le mandat de cette commission, c'est d'examiner ce que sera un Québec souverain – comment un Québec souverain va naître et s'établir et comment les choses vont se dérouler ou vont se passer. Comment ça va se passer dans un Québec souverain, c'est ça le mandat de cette commission. C'est ça qu'on a à étudier, donc, tous les aspects, toutes les modalités d'accession du Québec à la souveraineté.

Par conséquent, cette commission doit, en regard de ce qu'on peut appeler le problème autochtone, examiner comment ce problème sera traité dans un Québec souverain. C'est ça, son mandat. Le droit international nous dit de façon très explicite – et plusieurs spécialistes sont venus nous le dire ici – qu'à partir du moment où il y a une décision majoritaire et démocratique d'accéder à la souveraineté, l'intégrité territoriale du Québec n'est pas remise en cause. Ça, là-dessus, il y a, je dirais, un consensus des partis à l'Assemblée nationale. Je vous réfère, entre autres, à certaines déclarations du premier ministre du Québec lui-même. M. Parizeau était aussi d'accord avec ça. Donc, ça n'arrive pas souvent, c'est bon de le signaler, que le chef de l'Opposition et le premier ministre tombent d'accord ensemble. Ça mérite d'être souligné.

Le Québec devenant souverain, son intégrité territoriale n'est pas remise en cause. C'est ce que nous dit le droit international. C'est ce que sont venus nous dire des spécialistes en droit international et, tout récemment, puisque le professeur de Princeton qui vous conseille a évoqué la situation yougoslave tout à l'heure, je vous signale que la Commission d'arbitrage de la Conférence pour la paix en Yougoslavie, présidée par un juriste français de renommée internationale, M. Robert Badinter, qui est également président du Conseil constitutionnel français, cette Commission d'arbitrage a rendu des avis, trois avis, à la demande des parties en cause, sous forme de questions, compte tenu de ce qui se passait en Yougoslavie, et des questions, entre autres, sur l'intégrité territoriale et sur l'intangibilité des frontières de la Croatie et de la Slovénie, surtout de la Croatie, évidemment, car c'est la Croatie qui faisait problème.

Les avis sont on ne peut plus clairs. C'est important parce qu'on a parlé, en commission parlementaire, avec des spécialistes de droit international, de principes généraux, mais là, on a un cas bien spécifique où les principes généraux sont appliqués dans des avis d'une commission d'arbitrage. Dans ces avis-là, c'est très clair: "À défaut – j'en cite quelques extraits – d'un accord contraire, les limites antérieures acquièrent le caractère de frontières protégées par le droit international. Ce principe ne revêt pas, pour autant, le caractère d'une règle particulière inhérente à un système déterminé de droit international, il constitue un principe

général, logiquement lié au phénomène de l'accession à l'indépendance où qu'il se manifeste."

Dans un autre avis où on posait la question, évidemment, des minorités serbes en Croatie, problème majeur, on disait: Est-ce que les populations serbes de Croatie, en tant que formant l'une des nations constitutives de la Yougoslavie, bénéficient du droit à l'autodétermination? Question intéressante. La réponse de la commission, c'est non. Les frontières demeurent ce qu'elles sont. Toutefois, le nouvel État indépendant se doit d'assurer – cela, on en convient tous – le respect du droit des minorités qui vivent au sein du nouvel État.

Alors, ma question est la suivante: Compte tenu du droit international et compte tenu du fait que, dans votre texte – vous l'avez répété à la commission Beaudoin-Dobbie – vous dites que si le Québec devient un État souverain, il y a trois possibilités pour la Nation algonquine: demeurer associée avec le Canada, vivre au sein du Québec souverain ou former une nation séparée et souveraine – les questions, tout à l'heure, du ministre allaient aussi dans ce sens-là: Est-ce que vous affirmez que votre droit de devenir un État ou une république souveraine n'est applicable que dans l'éventualité où le Québec lui-même devenait souverain et que si le Québec ne devient pas souverain, cette possibilité-là est exclue? Est-ce que c'est un droit de former un État séparé? Est-ce que c'est un droit que vous possédez maintenant, que vous pouvez exercer à l'intérieur du Canada aussi, et que, par conséquent, si vous avez le droit de former un État séparé, souverain, à l'intérieur du Canada, je suppose aussi que c'est aussi un droit que possèdent toutes les autres nations autochtones et qu'on pourrait aussi, possiblement, envisager une république crie en Saskatchewan où ils sont très nombreux? Est-ce que ce droit, cette troisième possibilité, vous ne la reconnaissez comme applicable que dans l'éventualité où le Québec devient souverain ou est-ce que c'est un droit que vous possédez maintenant et que vous pourriez exercer maintenant à l'intérieur du Canada?

M. Falk: Let me respond to the general questions that were posed. I would not try to respond to the final question about the exercise of the Algonquin people's right in the circumstances that you proposed. But I think it is important to say that your interpretation of international law as it applies to the circumstances is not one that is held uniformly by international law experts in the world, at this time. One needs to remember that the right of self-determination is stated as the first article of both Human Rights Covenants. And I read from Article 1, Paragraph 1, of the International Covenant on Civil and Political Rights: "All peoples have the right of self-determination. By

virtue of that right, they freely determine their political status and freely pursue their economic, social, and cultural development". Note. It does not say governments and it does not say nations. It says peoples, very clearly. And this is being taken increasingly seriously in relation to the circumstances of indigenous peoples. It is not any longer just an abstraction of international law.

It is true, as you point out, in the circumstances of Yugoslavia, that the Serbian minority was not treated in the context of a people within the meaning that international law accords by virtue of these Human Rights treaties of which Canada, incidentally, is a member. But, I think what we have tried to suggest is that the proposed alteration of Québec's status within Canada or the proposed constitutional reforms on a federal level, both, involve a change of political status as affecting the Algonquin people. And because it involves a change of their political status, they have a right to participate in that process. And, I think, in that sense, with all due respect, the questioning has missed the central point. We are not trying to argue about sovereignty or about the substance of self-government. What is primarily being said is that the change of status engages consequences, very tangible consequences for the Algonquin Nation. And they have a right in international law that is confirmed, and increasingly acknowledged, to participate in the process that results in the change of their status. I think that is the central point, the central point of the brief and the central point, I believe, that the Chief has been trying to make.

**M. Diabo (Russell):** Just to add to your comment regarding the Parti québécois' resolution which was adopted in 1985. I think you should also remember that that was, as result of essentially a parallel process that the Parti québécois had established to the First Ministers conferences on the federal level, I remember, at the time because I was working at the Assembly of First Nations. And that, that resolution which was adopted – which I guess was a first step for the Government of Québec, a progressive step towards recognizing aboriginal peoples within what is now known as Québec – it did not have the sanction of the First Nations in Québec. They did not agree with that resolution being put forward. It was put forward in a paternalistic way on their behalf and it only involved vague principles like the right to develop, the right to hunt, fish and trap and to control land. Yes, it is true, it does provide for a negotiation process. But it is very vague as to what is meant by that and I remember M. Parizeau had addressed the Québec chiefs, last June I believe it was, and he said that this resolution was going to form the beginnings of a policy for the Parti québécois on relations with the First

Nations.

(12 h 15)

But, you know, there has been a number of years that have passed since 1985 to 1992. We are talking about events in Yugoslavia, here and in other parts of the world, which have implications here. And, clearly, the Parti québécois has to develop a much clearer policy than basing itself on a resolution which was passed a number of years ago, in an entirely different world. And, you know – before I hand it back to the Chief – just to say that the resolutions which the Parti Québécois passed as its last convention are also quite vague. And it is something which... There is not a real clear position of the Parti Québécois on these issues that has been put forward as yet.

**M. Matchewan:** To make myself clear is... Québec will not create the rights of Algonquin people. We are here to tell you that we have a right for you to recognize and we are dealing with that now through the process of land claims. Now we are asking the governments to give us the money so we can go ahead with our land claims. And this is as far as we go to get our land or to get our rights recognized through that system. But, over here, like you say, you are a provincial government which is subject to Canada, as I understand. Us too, we want to be... Like I say, we are not here to ask you to create rights for us, they are just there to be recognized and it is going to take some negotiations with the governments.

**Une voix:** M. le Président, est-ce qu'on peut?

**M. Brassard:** Avant d'engager tout pour parler de quelque nature que ce soit, il faut établir les principes de base sur lesquels on va s'appuyer pour négocier. Et quand vous dites que les principes de 1985 comme les principes qu'on retrouve dans le chapitre du programme du Parti québécois sont vagues, bien, c'est la nature de tout principe d'être général et vague. Mais on ne peut pas aboutir à des négociations sur des choses bien concrètes et bien précises si on ne s'est pas, d'une certaine façon, entendus, au départ, sur des principes qu'on peut qualifier de généraux. C'est ce qui fait d'ailleurs que nous sommes d'accord, nous, pour que la constitution d'un Québec souverain reconnaisse et définisse aussi les droits collectifs des nations autochtones, et que la nation québécoise et les nations autochtones participent à la préparation et à la ratification de la constitution, qui sera l'acte de naissance d'un Québec souverain, confirmant ainsi – c'est ce qu'on retrouve dans notre programme – notre ferme volonté de vivre ensemble au Québec.

En d'autres termes – et ça rejoint les remarques faites par M. le professeur de droit



international – nous sommes pleinement d'accord pour que les chapitres ou les dispositions de la constitution d'un Québec souverain, qui portent et qui concernent directement les autochtones, soient rédigés avec leur participation. Et on va même plus loin: Que ces dispositions-là n'entrent pas en vigueur sans que, finalement, les autochtones ne leur aient donné leur assentiment. Donc, à ce sujet-là, on est sur la même longueur d'onde. Il y a donc une ouverture très évidente, très nette dans un Québec souverain pour que s'établisse une cohabitation harmonieuse entre les nations autochtones et le peuple québécois.

J'en arrive à une question bien simple, parce que l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté, ce n'est pas quelque chose de frivole. C'est une possibilité réelle, à court terme, qui peut arriver. Il faut donc s'interroger pour savoir comment on va fonctionner dans un Québec qui va devenir souverain. Ce n'est pas en exprimant de l'hostilité à l'égard d'un projet comme celui-là ou en le rejetant, en le rejetant du revers de la main, ou en refusant de le prendre en considération qu'on va avancer, qu'on va progresser, au contraire. La question, finalement, un peu simpliste, que je me pose, c'est: Quel est l'objectif poursuivi par les nations autochtones du Québec? Quel est votre objectif? Est-ce que c'est de sauver le Canada? Est-ce que c'est de sauver le fédéralisme canadien ou si c'est de faire en sorte que, quoi qu'il advienne, quel que soit le statut du Québec, qu'il demeure dans la Fédération canadienne ou qu'il devienne souverain, quoi qu'il advienne, les intérêts vitaux des nations autochtones soient pris en compte, préservés, conservés, protégés et développés? Est-ce que c'est ça qui compte ou si votre objectif c'est de sauver le Canada? Des fois, quand j'entends les propos et les discours de certains leaders autochtones, j'en arrive peut-être à conclure à tort que ce qui les intéresse, c'est de sauver le Canada et que les intérêts de leur communauté et de leur nation sont plutôt secondaires. C'est de sauver le Canada qui compte et donc, de tout mettre en oeuvre pour empêcher le Québec de devenir souverain. Il faudrait peut-être qu'on se comprenne bien là-dessus, et ma question est très simple, très candide: C'est quoi votre objectif? Est-ce que votre objectif est de maintenir l'unité canadienne, de maintenir le Canada tel qu'il existe présentement ou si c'est les intérêts vitaux de vos communautés et des nations autochtones, quoi qu'il advienne, concernant le statut politique et constitutionnel du Québec?

**M. Matchewan:** What is our position? Well I am not going to speak for all the native people of this province, I want to speak for the Algonquins. We have been a good part of our lives, I guess, we have been with... Canada has a fiduciary duty towards Indian people, and we have some medals over here that go back to

the relationship with Canada. Maybe I can make... pass out for you guys to look at. That is a King George medal, and we also have the Queen Victoria, which shows a clear connection with the Algonquin people. This was handed down by the chiefs before me, and this is something that... As I said, Canada has a fiduciary duty, like in the Royal Proclamation, we hold a... that is a government's fiduciary duty, there. To me, we want to deal with Canada, because it made us, the Queen made promise to us and this is where we stand from.

**M. Brassard:** Est-ce qu'il me reste du temps?

**Le Président (M. Bélanger):** Deux minutes.

**M. Brassard:** Deux minutes. Bien, deux minutes, peut-être pour conclure. J'aime beaucoup l'histoire aussi. Moi, je suis professeur d'histoire. J'étais professeur d'histoire au cégep. Alors, j'aime beaucoup l'histoire, j'aime beaucoup les références historiques. C'est intéressant ce que vous nous dites sur la reine Victoria. On a des moins bons souvenirs que vous, de la reine Victoria. Elle a accédé au trône en 1837. Je ne sais pas si vous connaissez l'histoire du Québec mais 1837, ce n'est pas une très bonne année pour nous. Alors, on a de moins bons souvenirs historiques, mais ce n'est pas tellement bien grave. C'est intéressant de regarder le passé et c'est intéressant d'invoquer les obligations fiduciaires du gouvernement fédéral. Mais vous conviendrez avec moi que vous ne devez pas, comme communauté autochtone, et aussi comme leaders autochtones responsables, vous ne devez pas ignorer ou faire semblant que l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté n'est pas quelque chose de réel. Parce que, à ce moment-là, si ça se fait, il faudra qu'on se parle. Et ça serait peut-être mieux qu'on se soit parlé avant, qu'on se soit entendu avant sur les principes de base.

Et, si vous jugez que les obligations fiduciaires du gouvernement fédéral c'est important, je vous signale que nous sommes tout à fait disposés, quant à nous, à faire en sorte que le gouvernement d'un Parti québécois, et donc d'un Québec souverain, respecte les traités existants et les acquis des nations autochtones jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par de nouvelles ententes entre le gouvernement du Québec et les nations autochtones. Par conséquent, quand on parle de succession, quand on parle d'État successeur versus l'État prédécesseur, il faut bien comprendre que les obligations – et toutes les obligations – sont transférées également. Et les obligations – les obligations à caractère fiduciaires – que vous reconnaissez actuellement au gouvernement fédéral et qui vous sont importantes, bien ces obligations seraient transférées à l'État du Québec souverain aussi. Il

aurait les mêmes obligations que le gouvernement fédéral à l'égard des nations autochtones, de telle sorte que vos droits acquis soient pleinement reconnus et qu'il n'y ait pas régression, qu'il n'y ait pas reculé quant à vos droits.

Je termine là-dessus, M. le Président, mais je pense que... Je n'ai pas de conseils à vous donner non plus. Je sais que vous en avez beaucoup de conseillers, alors, je serais probablement de trop comme conseiller, sans aucun doute. Mais je pense que vous avez tort de fonctionner comme si l'éventualité d'un Québec souverain était quelque chose d'absolument impossible. Vous avez tort. C'est ce que je dis comme remarque dernière.

**Le Président (M. Bélanger):** Any comments on this?

**M. Matchewan:** Well I guess I can go back to what I have often said in the past when I started learning about Québec separation. I have no problem with Québec separation. But first, before it does separate, it has to recognize that we too have our own destiny. And I will finish with that.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Laurier et ministre des Affaires autochtones. M. le ministre.

**M. Sirros:** Merci, M. le Président. Peut-être moi aussi, en guise de conclusion. J'ai fait ressortir un peu le mandat de la commission, M. le Président, qui a pour mandat d'étudier et d'analyser toute question relative à l'accession du Québec à la pleine souveraineté. Les ténors du Parti québécois ont tendance, durant le court laps de temps que je suis ici, de parler de comment ça pourrait fonctionner éventuellement dans un Québec indépendant...

**Une voix:** Bien voyons!

**Des voix:** ...

**M. Sirros:** ...après l'accession de... M. le Président, je n'ai interrompu personne.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, s'il vous plaît! M. le ministre, continuez.

**M. Sirros:** Alors, quand je lis le mandat, c'est d'examiner, analyser toute question relative à l'accession, c'est-à-dire arriver là. Après ça, bien, peut-être dans l'an 2050, quand on parlera de cette commission comme on parle de la reine Victoria, aussi lointaine, là on pourra avoir un autre genre de débat. Mais, une chose qui ressort clairement c'est que les représentants qui sont ici ont clairement indiqué, pour eux autres, que cette accession pose problème. Il y a des difficultés.

I wanted to pick up on something that your advisor from the States said, which I agree with wholeheartedly, you said that the change of status – and you said that this was the primary issue that concerns the Algonquin people – engages consequences. You added: For the Algonquins; I could add: For everybody. And you also went further to say that what is being asked here, what is being stated here – maybe not asked but stated – is the right to participate in evaluating the consequences that affect them of this change of status. This is exactly the mandate of this commission.

Le mandat de cette commission c'est d'examiner les conséquences qu'engage un changement de statut. Comme les populations algonquines disent qu'à tout changement, à toute décision il y a des conséquences, c'est la même chose pour le reste de la population. Et sur ça, je pense que le processus démocratique, ouvert, transparent, mis de l'avant par le gouvernement assure la possibilité à tout le monde de participer avec leur point de vue, leurs préoccupations, leurs craintes, leurs espoirs, ouvertement et démocratiquement avant quelque prise de décision que ce soit.

Insofar as the debate is open, democratic, transparent, that everybody, all the people who live on what I called before the common territory, have the opportunity to present their points of view, their fears, their anxieties, their hopes, their aspirations, before any decision is made. Then we can all agree that we live within a system of democracy where, no matter what happens, no one is going to take their little parcel of territory and go away with it; that the day after whatever we decide, we are still there.

So, it is certainly in the interests of everybody, I claim, I believe, to find the choice, to make the choice that presents the least disruption possible. That is the message I take from you as you come here when you say that you want to ensure that no matter what happens in terms of a change of status, the rights of the Algonquin people to exist, survive and develop as a distinct people, need to be examined within the context of any decision that is made. And that is something the government and this parliamentary commission and this National Assembly fully believe in. This is exactly why we are having this kind of discussion and debate.

In that sense, I thank you for your presence. I think that what you have put forward reflects many of the concerns. I may have differences as to the way I believe you are approaching them in terms of ensuring that we can arrive at legitimately dealing with the legitimate concerns that you have. But irrespective of that, I want to, on behalf of the members of the government, thank you for your presence and for the concerns you have expressed.

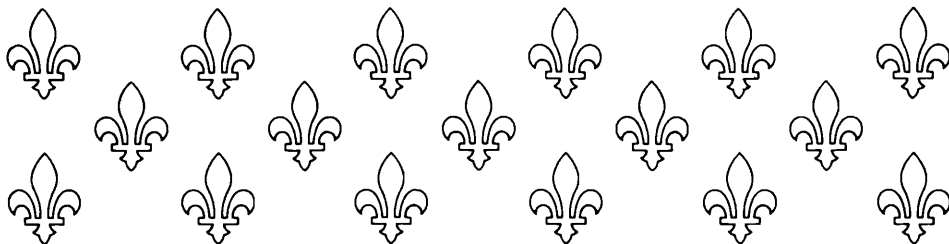
**M. Matchewan:** Well, I thank all the committee members for having us here to hear our concerns.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous remercions le grand chef de la Nation algonquine, M. Matchewan, pour sa présence ici, et nous suspendons les travaux jusqu'à 14 heures cet après-midi.

**Une voix:** À 16 heures.

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez-moi, 16 heures, vous avez tout à fait raison. C'est une séance de travail. Alors, je vous remercie tout le monde, bonjour.

(Fin de la séance à 12 h 34)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 5 février 1992 — No 25**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

#### Audition d'experts

MM. Claude Gendron et Daniel Desjardins  
M. Claude Lamonde  
Mme Geneviève Burdeau  
M. Malcolm N. Shaw

CEAS-715  
CEAS-730  
CEAS-742  
CEAS-760

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### Intervenants

M. Jacques Brassard  
M. Cosmo Maciocia  
M. Robert LeSage  
M. Jacques Léonard  
M. John J. Kehoe  
Mme Pauline Marois  
Mme Louise Bégin  
M. Neil Cameron  
M. Maurice Richard

Témoins interrogés: M. Claude Gendron, Étude Godin, Raymond, Harris, Thomas  
M. Daniel Desjardins, idem  
M. Claude Lamonde, Les actuaires & conseillers Optimum Inc.  
Mme Geneviève Burdeau, Institut d'études politiques de Paris  
M. Malcolm N. Shaw, Université de Leicester, Angleterre

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mercredi 5 février 1992

(Neuf heures quarante minutes)

Audition d'experts

MM. Claude Gendron et Daniel Desjardins

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, ce matin, la commission se réunit afin d'entendre M. Daniel Desjardins, M. Claude Gendron, M. Claude Lamonde, Mme Geneviève Burdeau et M. Malcolm Shaw sur le partage de la dette et des actifs de l'administration fédérale, dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté. Alors, ils vont nous entretenir, plus particulièrement, sur certains aspects juridiques du partage des actifs et des dettes en matière de succession d'État. Alors, ils avaient à réaliser cette étude pour le compte du groupe C.D. Howe, et c'est une parution qui était prévue en novembre 1991.

Alors, avant de commencer, est-ce qu'il y a des remplacements ce matin, M. le secrétaire?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Oui, M. Kehoe (Chapleau) remplace M. Bourassa, et M. Bergeron (Deux-Montagnes) remplace M. Gauthrin (Verdun).

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. C'est tout pour les remplacements. Bien. Alors, sans plus tarder j'inviterais... On a combien de temps pour nos...?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** On a jusqu'à 11 heures.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, mais ils ont combien de temps de parole?

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** Une trentaine de minutes, c'est la règle.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, bonjour, messieurs.

**M. Gendron (Claude):** Bonjour.

**M. Desjardins (Daniel):** Bonjour.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous prierais, dans un premier temps, de vous introduire et je vous informe, si ça n'a pas déjà été fait, que vous avez une enveloppe d'à peu près 30 minutes, plus ou moins 30 minutes, pour présenter votre point de vue, et, ensuite, il y aura des échanges avec les commissaires. Sans plus tarder, donc, je vous cède la parole.

**M. Desjardins:** Merci.

**M. Gendron (Claude):** Merci, mon nom est Claude Gendron. M. le Président, Mmes et MM. les membres de la commission, nous désirons d'abord vous remercier de nous avoir invité ce matin à vous présenter quelques commentaires sur la question complexe et difficile, quant à nous, mais, malgré tout, fort importante du partage des actifs et de la dette dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté. Les commentaires que nous vous présenterons ce matin sont tirés d'une étude qui nous a été demandée par l'Institut C.D. Howe, et qui a été publiée, il y a quelques semaines, dans la série d'analyses de cet institut, des questions et conséquences économiques relatives à deux scénarios, soit le renouvellement de la Constitution, et celui de la séparation du Québec. Notre analyse est strictement d'ordre juridique, et lors de nos incursions inévitables, évidemment, malgré tout, dans le domaine économique, nous avons été fort prudents en nous attachant non pas aux détails de l'analyse économique, mais uniquement à ses principes généraux.

Les questions relatives au partage des actifs et de la dette en matière de succession d'État ne sont pas nouvelles en droit international, et se sont soulevées à maintes reprises au cours du dernier siècle. Vous vous rappellerez que ce siècle a donné lieu autant à la dissolution d'empires qu'à tout le processus de décolonisation, sans parler de la dernière année qui, à elle seule, a vu le démantèlement de l'Europe de l'Est et de l'URSS. Cette pratique internationale, sauf celle de la dernière année, bien entendu, a soulevé un nombre considérable de commentaires et d'ouvrages de la part de juristes de tous les coins du globe. Il suffit de rappeler les travaux énormes de la Commission du droit international des Nations Unies qui, à partir de 1962, a travaillé à l'élaboration de la convention de Vienne sur la succession d'État en matière de biens, archives et dettes, laquelle fut finalement adoptée en 1978, donc après presque 20 années de travail.

Au Canada, la question du partage des actifs et de la dette, dans l'hypothèse de la souveraineté du Québec, du point de vue juridique, a été abordée par de très rares juristes. À notre connaissance, seuls M. Jacques Brossard, alors professeur à l'Université de Montréal, dans un ouvrage considérable publié en 1976 sur l'ensemble des questions juridiques liées à l'accession à la souveraineté, et le professeur Arbour de l'Université Laval, dans une thèse de maîtrise en 1977, ont traité de ces questions.

Depuis ces deux ouvrages, la convention de Vienne a été adoptée et les travaux de la commission Bélanger-Campeau et de son secrétariat, y compris les opinions juridiques des professeurs Shaw et Burdeau que vous entendrez aujourd'hui, ont été publiés. C'est à la lumière et avec le bénéfice de tous ces travaux, mais aussi avec le poids de cette abondance de matière, parfois divergente, que nous vous soumettons ce matin nos quelques réflexions.

Nous avons divisé nos commentaires en fonction des points suivants que nous aborderons, mon collègue et moi, à tour de rôle: le droit général applicable, le partage des actifs, le partage de la dette et les modes "d'assumption" de cette dette.

**M. Desjardins (Daniel):** Bonjour, mon nom est Daniel Desjardins. Alors, avant d'aborder les questions juridiques applicables au partage des actifs et de la dette, nous désirons souligner le cadre dans lequel fut rédigée notre étude pour l'Institut C.D. Howe. D'abord, nous avons présumé que le Québec accèderait à la souveraineté en conformité avec les règles du droit international et, en conséquence, nous n'avons pas examiné la question du droit des peuples à l'autodétermination. Pour que les règles de droit international relatives à la succession d'État puissent s'appliquer dans le cas du Québec, il est nécessaire que ce dernier accède à la souveraineté en conformité avec les autres règles du droit international applicables en matière d'autodétermination et de la souveraineté des États.

Les règles de droit applicables à la succession d'État entrent en jeu lors de l'accession à la souveraineté par un territoire déterminé et lorsque cette accession à la souveraineté s'accompagne d'une substitution de la souveraineté exercée sur ce territoire par l'État prédécesseur en faveur de l'État successeur. Les principes applicables au partage des actifs et des dettes pourront varier en fonction du type de succession. Par exemple, s'agit-il d'une annexion de territoire? D'une succession dans le contexte politique de la décolonisation? De la dissolution totale d'un État, comme ce fut le cas pour l'URSS?

Le cas Québec-Canada correspond, quant à lui, à la séparation d'une partie du territoire d'un État pour former un second État souverain. Il s'agit en fait de la succession partielle, classique en droit international. Dans ce type de succession partielle, l'État prédécesseur, ici le Canada, conserverait toute sa personnalité juridique en droit international – bien que sa superficie géographique soit réduite – et l'État successeur, ici le Québec, acquerrait quant à lui une souveraineté complète sur son territoire.

Au cours de notre exposé, nous limiterons donc nos commentaires aux règles de droit applicables à la succession dite partielle. Les sources de droit international sur cette question

se retrouvent dans les coutumes, les traités et les conventions découlant de précédents et, enfin, la doctrine, très abondante en la matière.

La tentative de codifier les coutumes et les précédents relatifs à la succession d'État, qui fut entreprise par la Commission de droit international des Nations Unies, a démontré la difficulté d'établir des règles claires et précises, acceptables par tous. La convention de Vienne, qui fut le résultat de ces travaux, n'est toujours pas en vigueur. De plus, on s'accorde généralement pour dire qu'elle ne peut être considérée comme une source impérative de l'état du droit sur la question de la succession d'État. Néanmoins, à l'exception de ses dispositions les plus controversées concernant la succession d'État en matière de décolonisation – ce n'est pas notre cas ici – on s'accorde généralement pour reconnaître que certaines des dispositions de la convention de Vienne reflètent l'état du droit international et pourraient donc être applicables au cas Québec-Canada.

Le partage des actifs entre État prédécesseur et État successeur repose principalement sur la notion de souveraineté territoriale, qui veut que tous les biens de l'État prédécesseur situés sur les territoires du nouvel État passent à ce dernier. Cette règle représente, selon nous, l'un des principes unanimement acceptés par la doctrine, et est reflétée par une pratique abondante. Elle est reflétée aussi par l'article 17 de la convention de Vienne.

Avant d'aborder plus en détail les règles de partage des actifs, il est nécessaire de soulever deux questions préalables; soit celle de la compensation, qui pourrait se poser suite au transfert des actifs, et le sens à donner à "biens d'État" définis à la convention de Vienne. À l'égard d'une possible compensation qui devrait être versée par l'État prédécesseur, la convention de Vienne ne prévoit pas, quant à nous, de règles précises et certaines. En effet, l'article 11 de la convention déclare de manière supplétive qu'à défaut d'entente, le passage des biens d'État, de l'État prédécesseur à l'État successeur, s'opère sans compensation. De plus, l'article 17 reprend ce même principe en cas de succession partielle. Selon la doctrine majoritaire, le transfert des biens ne comporte pas d'obligation d'une compensation quelconque de la part de l'État successeur. La pratique révèle également beaucoup de textes, traités et autres instruments de dévolution, qui ne prévoient aucune mention d'indemnité à recevoir par l'État prédécesseur.

Dans le cas Québec-Canada, la question de la compensation devient peut-être académique, étant donné que la compensation sera en définitive liée aux négociations sur le partage de la dette puisqu'on peut prétendre dans une certaine mesure que la compensation, si elle existe réellement, prendra la forme d'une "assumption" par le Québec d'une part de la dette générale du Canada.

À l'égard de la notion de biens d'État, c'est-à-dire les biens qui doivent faire l'objet de la dévolution entre le Canada en faveur du Québec, l'article 8 de la convention de Vienne stipule que les biens d'État s'entendent des biens, droits et intérêts qui, à la date de la succession d'État et conformément aux droits de l'État prédécesseur, appartenaient à cet État. L'article 8, donc, de la convention de Vienne a pour objet de formuler un critère de détermination de ces biens. La référence au droit interne de l'État prédécesseur pour déterminer ce qu'est un bien d'État a été rendue nécessaire en raison de la distinction que font certains systèmes de droit entre les biens publics de l'État et les biens privés de l'État. Il est à noter que cette distinction n'existe pas au Canada et on peut prétendre que tous les actifs fédéraux situés sur le territoire du Québec sont considérés comme des biens publics d'État.

Alors, passons donc, maintenant, à la dévolution et au partage des biens. Les biens immeubles d'abord. Alors, les biens immeubles situés dans le territoire devenu souverain sont, par définition et dans les faits, rattachés à ce territoire et passe donc dans le patrimoine public du nouvel État. En conséquence, on peut prétendre qu'en vertu du droit international serait dévolu ipso jure, c'est-à-dire de plein droit, au Québec, les biens immeubles publics du Canada situés sur son territoire sans que le Canada n'ait à donner son consentement. Ces biens comprendraient, entre autres, les ponts, les routes, les chemins de fer, les ports, aéroports, postes de douanes, bureaux de poste, édifices publics, établissements militaires et pénitenciers. Pour ce qui est des biens immeubles situés à l'extérieur du territoire québécois et situés dans le reste du Canada, ceux-ci demeurent la propriété de ce dernier.

Toujours en fonction du principe de la souveraineté territoriale, la convention de Vienne, la doctrine et la pratique établissent que les biens meubles physiques situés sur le territoire de l'État successeur et liés à son activité deviennent la propriété de ce dernier. Sur cette base, on peut donc également prétendre que serait toujours dévolu ipso jure, au Québec, tous les biens meubles physiques du Canada situés sur son territoire. Ces biens comprendraient, par exemple, l'équipement de bureau, l'équipement informatique, l'équipement militaire et le matériel roulant.

En regard des actifs financiers et les autres actifs intangibles, tels que les créances, les comptes d'opération de change, incluant la réserve d'or du Canada, le Québec serait peut-être en droit de recevoir la partie de ses actifs financiers reliés à l'exercice de sa souveraineté ou d'une activité sur son territoire, bien que le droit sur cette question soit plutôt controversé. Toutefois, pour les biens meubles ou actifs financiers qui n'ont aucun lien direct avec les

territoires du Québec, on peut conclure qu'ils demeureraient la propriété du Canada. Il est à noter aussi que le secrétariat de la commission Bélanger-Campeau ne prévoit aucune part du Québec dans les actifs financiers canadiens, telle la réserve d'or. Toutefois, cette question du partage des actifs financiers sera définitivement liée aux négociations sur l'union monétaire.

En ce qui concerne les sociétés de la couronne, toujours en vertu du principe de la souveraineté territoriale, tous les actifs immobiliers et mobiliers situés au Québec appartenant aux sociétés de la couronne passeraient à ces derniers, encore là, ipso jure, et deviendraient donc des biens publics du Québec. Il s'agirait, par exemple, de l'ensemble des actifs de la société, des sociétés telles que la Société du port de Montréal et la Société du port de Québec. En ce qui a trait aux sociétés de la couronne qui possèdent des actifs au Québec et dans le reste du Canada, par exemple la Société Radio-Canada, la Commission de la Capitale nationale, la Société canadienne des postes, la Banque fédérale de développement, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le principe de la souveraineté territoriale voudra, encore une fois, que les actifs de ces sociétés, qui sont situés au Québec, lui soient dévolus de plein droit. Toutefois, il est intéressant de noter que le secrétariat de la commission Bélanger-Campeau, dans son étude sur le partage des actifs et des dettes, n'a pas retenu un transfert en faveur du Québec des actifs de plusieurs des sociétés de la couronne ayant des actifs situés sur son territoire. Ce choix discrétionnaire dans les actifs des sociétés de la couronne qui pourraient être retenus par un Québec souverain, fera l'objet de quelques commentaires, un peu plus tard.

De manière alternative, on peut aussi penser que le Québec, au lieu de devenir propriétaire des actifs des sociétés de la couronne fédérales situées sur son territoire, pourrait négocier avec le Canada une participation dans le capital de ces sociétés dans une proportion égale aux actifs de ces dernières situées au Québec. Cette approche, à bien des égards, pourrait favoriser l'intégrité et la continuité de ces sociétés tout en permettant une gestion commune de ces sociétés entre le Québec et le Canada. Bien entendu, une telle participation conjointe dans le capital des sociétés, aux lieu et place d'un transfert des actifs, nécessiterait des négociations entre le Québec et le Canada. Enfin, pour les sociétés de la couronne n'ayant aucun actif au Québec, il appert, encore une fois, qu'en l'absence de règles de droit international précises, leur partage pourrait être négocié mais que le Québec pourrait aussi refuser de participer à ces actifs.

Ça nous amène à discuter de la question du droit de choisir, qu'on a soulevée tantôt. Comme nous l'avons mentionné il y a quelques instants, le secrétariat de la commission Bélanger-Cam-



peau, dans son étude du partage des actifs et des dettes, n'a pas retenu, en faveur du Québec, la dévolution des actifs appartenant à de nombreuses sociétés d'État. Par exemple, pensons aux actifs de la SEE, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, et de la Banque fédérale de développement.

La question, ici, est de savoir si ce droit de choisir existe en droit international et s'il peut être appliqué en matière du partage des dettes et des actifs. Disons d'abord que cette pratique du droit de choisir, dans le cadre de la succession d'État, en matière de traité, a déjà été reconnue. Elle consiste à décider, sous la forme d'une déclaration expresse par l'État successeur, quels traités signés par l'État prédécesseur s'appliqueront à l'État successeur.

Le droit de choisir, ou libre choix, en matière du partage des actifs entre États prédécesseurs et successeurs, s'il existe, n'a d'intérêt qu'à l'égard des actifs qui ne sont pas déjà dévolus de plein droit à l'État successeur par l'application du principe de la souveraineté territoriale que j'ai mentionné tantôt. En somme, une telle pratique, si elle s'applique, ne doit être examinée qu'à l'égard des biens publics ne relevant pas du territoire géographique de l'État du Québec, par exemple à l'égard de certains actifs financiers du Canada tels les comptes de change ou des participations dans certaines sociétés d'État n'ayant aucune activité sur le territoire du Québec.

En regard des actifs sur les territoires du Québec, que ceux-ci soient la propriété de l'État canadien ou de sociétés de la couronne, nous croyons qu'en vertu même du principe de la souveraineté territoriale tous ces actifs seraient dévolus ipso jure au Québec, sans possibilité pour ce dernier de choisir entre les actifs qu'il désire conserver et ceux qu'il ne désire pas conserver. En conséquence, l'évaluation des actifs effectuée par le secrétariat de la commission Bélanger-Campeau devrait peut-être être revue à la hausse, dans la mesure où on n'aura pas tenu compte de certains de ces actifs.

En regard des biens publics qui ne relèvent pas du territoire géographique du Québec et qui ne sont pas liés à l'exercice de la souveraineté ou d'une activité du Québec – par exemple des prêts consentis par le Canada – le libre choix ne pourrait s'exercer par le Québec que dans la mesure où celui-ci peut établir, de manière directe ou indirecte, une contribution à la valeur de ses actifs. Toutefois, encore là, il est à douter que le Québec veuille participer dans de tels actifs qui n'ont aucun lien avec son territoire.

Notons également que l'absence de règles formelles fondant le principe du libre choix en matière de partage ne crée pas cependant, selon nous, l'obligation inverse, pour le Québec, de partager en bloc et de manière obligatoire, à l'ensemble des actifs ne tombant pas sous

l'application du principe de la territorialité. Ainsi, le Québec ne serait pas légalement tenu de recueillir quelque part que ce soit dans des actifs financiers du Canada ou d'autres actifs qui ne sont pas situés sur son territoire ou liés à une de ses activités. Par exemple, on pourrait penser que, dans le cadre des négociations, le Canada exigerait que le Québec recueille 20 % ou 25 % de la réserve d'or, ce qui aurait pour effet également d'augmenter la part de la dette que le Québec devrait assumer. La réserve d'or n'ayant aucun lien avec les territoires québécois, le Québec ne serait pas tenu légalement d'accepter une part de ces actifs. Or, cette question est importante en raison de la relation directe entre la valeur des actifs qui sont recueillis par le Québec et la part que ce dernier devra assumer dans la dette générale du Canada.

Pour conclure, en regard de la question du partage des actifs, il nous apparaît approprié d'aborder en quelques mots la question de l'évaluation des actifs. Celle-ci sera importante car elle influencera directement le pourcentage de dette que le Québec devra assumer. En effet, tel que l'a démontré le secrétariat de la commission Bélanger-Campeau, la part du Québec dans la dette nationale pourrait varier de 10 000 000 000 \$ strictement en fonction d'évaluation des actifs recueillis par le Québec de 0 à 100 000 000 000 \$. La méthode de l'évaluation de ces actifs sera donc une question difficile et nécessite quant à nous, dès à présent, des analyses économiques et financières plus approfondies.

**M. Gendron (Claude):** Le partage de la dette maintenant. Si la règle générale de la dévolution à l'État successeur des actifs situés sur son territoire est unanimement reconnue en droit international, les choses sont loin d'être aussi claires en matière de partage de la dette. Malheureusement, en ce domaine, la pratique des États ayant déjà accédé à la souveraineté dans le passé, les juristes qui ont tenté de concilier les principes et précédents en présence, et la convention de Vienne ne vont pas tous exactement dans le même sens. Une analyse historique des cas de sécession intervenus au cours du dernier siècle n'est évidemment pas possible devant cette commission. Si on devait la faire, cependant, on en dégagerait essentiellement deux positions divergentes, soit les cas où l'État successeur a été exempté, par décision unilatérale ou par convention, de tout partage de la dette et les cas où l'État successeur a assumé une partie de cette dette.  
(10 heures)

L'examen de l'ensemble de ces précédents historiques révèle que l'exemption de partage est plutôt liée au processus de décolonisation, alors que les précédents où le partage fut accepté ou convenu se retrouvent plutôt en matière de dissolution d'États et de séparation. On a alors

dit, chez certains auteurs et non parmi les moins connus, que la pratique récente était en voie de faire du partage de la dette générale une règle positive de droit international. Et c'est à la lumière de ces précédents et de cette doctrine et dans un effort de conciliation des positions en présence que la Commission du droit international des Nations Unies, chargée d'étudier ces questions, après 20 ans de travaux, adopta en 1981 le principe du passage à l'État successeur d'une proportion équitable – ce sont les mots de la convention de Vienne – de la dette d'État, compte tenu, notamment, des biens, droits et intérêts qui passent à l'État successeur en relation avec cette dette d'État, le tout, évidemment, à moins d'entente différente entre les parties. Il s'agit en fait de l'article 40 de la convention de Vienne, qui est venu entériner les travaux de la Commission de droit international des Nations Unies. En somme, dans son effort de décrire la situation du droit international en vigueur au début des années 1980, la Commission du droit international des Nations Unies estimait que l'État successeur, dans le cadre d'une sécession comparable à la situation envisagée pour le Québec, devait, à défaut d'entente différente avec l'État prédécesseur, assumer une proportion équitable de sa dette générale – sans définir et à juste titre, à notre avis, le sens exact de cette expression.

Encore une fois, on note qu'il s'agit d'une règle supplétive, en ce sens que les parties sont libres de négocier leur propre entente. Comme la convention de Vienne n'est pas en vigueur, il faut donc se demander si cette notion de partage selon une proportion équitable est vraiment une règle de droit international, c'est-à-dire: Correspond-elle au droit coutumier et à la pratique moderne des États? Si oui, existe-t-il certains paramètres pouvant nous aider à déterminer la signification de cette notion de proportion équitable? Il faut d'abord préciser que la convention de Vienne se rapporte à la dette d'État, c'est-à-dire à la dette d'un État envers un autre État ou à l'égard d'organismes internationaux. Il n'en demeure pas moins qu'on s'entend généralement pour dire que le principe du partage équitable, s'il est représentatif du droit international, s'appliquera aussi aux dettes privées, c'est-à-dire aux dettes à l'endroit des institutions financières et bancaires, à l'endroit des porteurs d'obligations et autres détenteurs de la dette générale. Dans le cas du Québec, ça représente l'ensemble ou la presque totalité de la dette... du Canada, plutôt.

Dans ses travaux de recherche et de recensement de la pratique des États, la Commission du droit international des Nations Unies a recensé, pour la période postérieure à la Deuxième Guerre mondiale, trois cas de sécession qui ne relèvent pas de la décolonisation. On parle, évidemment, de séparations, et non pas de dissolutions totales d'États; parce qu'il y aurait à

ce moment-là plus de cas considérés. Les cas recensés depuis 1945 – les trois cas auxquels je faisais allusion – sont ceux du Pakistan et de l'Inde en 1947, de Singapour avec la Malaisie en 1965, et du Bangladesh avec le Pakistan en 1971. Antérieurement à cette époque, et toujours en matière de sécession en dehors du cadre de la décolonisation, le cas Irlande-Royaume-Uni en 1921 peut aussi être cité à titre d'exemple récent et comparable. Sauf pour le cas Pakistan-Bangladesh – qui ne serait pas encore réglé à l'heure où on se parle – tous les autres cas ont donné lieu, à notre connaissance, à une entente de partage de la dette générale aux termes de laquelle l'État successeur a accepté une partie de cette dette générale.

Il faut dire, cependant, que de nombreux autres précédents existent, non pas en matière de sécession mais dans des cas de transfert d'une partie du territoire d'un État à un autre État, ou encore, en matière de décolonisation. Toutes ces situations ont donné lieu à des solutions, tantôt de partage – je pense au traité de paix après la Première Guerre mondiale – et tantôt à des situations d'exemption de partage, qui relèvent généralement des situations de décolonisation. En somme, le poids de l'ensemble des situations de succession d'État au cours du dernier siècle, ajouté à celui de la doctrine qui les a commentées, fait en sorte qu'on hésite encore aujourd'hui à qualifier de règle reconnue en droit international celle du partage équitable, prévu à l'article 40 de la convention de Vienne.

Pour notre part, toutefois, ils nous est apparu que la pratique du dernier demi-siècle, en dehors de la décolonisation, bien entendu, fut généralement celle du partage et de l'"assumption" conventionnelle par l'État successeur d'une partie de la dette générale. C'est ce qui nous a fait dire dans notre étude que cette règle, par ailleurs énoncée à l'article 40 de la convention de Vienne, représente, selon nous, la tendance – on répète bien les mots – tendance actuelle du droit international sur cette question. Incidemment, il s'agit de l'approche prise par le secrétariat de la commission Bélanger-Campeau et il semble que ce soit aussi celle du Parti québécois si on s'en remet à la politique de relations internationales, telle qu'exprimée par M. Parizeau, lors de son passage au Conseil des relations internationales de Montréal le 23 janvier dernier.

Le passage d'une partie équitable de la dette à l'État successeur est une chose. Beaucoup plus difficile et plus technique est la question de savoir quelle proportion de la dette générale l'État successeur doit assumer, si tant est qu'on considère qu'il doit en assumer une, bien entendu. Alors, qu'est-ce que représente ou peut représenter une part équitable de cette dette? À noter qu'il faut exclure immédiatement de la dette générale ce que l'on qualifie de dette localisée, c'est-à-dire la partie de la dette

générale encourue exclusivement pour l'État successeur, et les dettes locales, c'est-à-dire celles liées directement aux actifs recueillis par l'État successeur. Tous conviennent que ces dettes doivent être assumées par l'État successeur. Considérant, cependant, l'autonomie financière des provinces qui contractent leurs propres emprunts ici au Canada, et les modes de finance fédérales, la dette générale canadienne recensée par la commission Bélanger-Campeau ne comporte pas, à notre connaissance, de portion qui peut être qualifiée de dette locale ou localisée.

Cette réserve étant faite, la proportion équitable à être assumée, comme je l'ai mentionné, n'est pas définie par la convention de Vienne. Cette dernière se limitant à indiquer que cette proportion équitable doit être établie compte tenu, notamment, des biens, droits et intérêts qui passent à l'État successeur. On ne retrouve pas non plus dans la pratique de critères uniques de partage. En fait, les biens, droits et intérêts dont hérite l'État successeur seraient une des considérations à mesurer mais ne devrait pas être la seule de ces considérations. Toutes les circonstances pertinentes doivent être prises en considération comme l'a, d'ailleurs, souligné la Commission du droit international des Nations Unies dans ses travaux. Et c'est là précisément, à notre avis, la difficulté de l'opération. Les économistes qui se sont penchés sur cette question, dans l'étude de l'Institut C.D. Howe, à laquelle nous avons participé, en utilisant quatre types d'analyses et de critères économiques différents, en sont arrivés à des variations allant presque du sixième au tiers dans la proportion de la dette générale, qui pourrait être assumée par le Québec. Il ne faut pas oublier que cette dette générale du Canada est de 400 000 000 000 \$. Les variations du sixième au tiers représentent des montants considérables. Les quatre types d'analyses examinées ou effectuées sont celles du secrétariat de la commission Bélanger-Campeau, qui prévoit un pourcentage de 18,5 % de la dette générale, avec 13 % pour les fonds de pension, celle basée sur les bénéfices historiques, qui donne un pourcentage très défavorable au Québec de 32 %, et deux méthodes intermédiaires, soit celle reliée à la population et celle basée sur le produit intérieur brut, qui donnent respectivement des scores de 25,4 % et 23,2 %.

N'étant pas économistes, nous ne nous sommes pas risqués, dans notre étude, à une analyse critique de ces travaux de décorticage de finances publiques et de comptes nationaux, mais avons limité notre travail à examiner la corrélation des critères examinés par ces économistes par rapport au droit international. D'abord, l'analyse du secrétariat de la commission Bélanger-Campeau. Le pourcentage de 18,5 % établi par le secrétariat est fondé sur la prémisse générale que le Québec devrait assumer une part de la dette générale du Canada équivalente

à la part des actifs fédéraux qu'il estime lui revenir. Ce pourcentage est donc établi en faisant une moyenne pondérée entre la valeur des actifs dont le Québec hériterait et celle de la partie du déficit accumulé à être assumée par le Québec, la partie de ce déficit étant établie en fonction de la moyenne des contributions fiscales du Québec depuis 1972. En somme, les critères retenus par la proposition du secrétariat de la commission Bélanger-Campeau sont les actifs recueillis et les contributions fiscales moyennes des 20 dernières années du Québec au fédéral, deux critères qui, quant à nous, sont parfaitement en accord avec la tendance moderne du droit international. Toutefois, ces critères, même si conformes au droit international, doivent aussi être utilisés en corrélation avec des données exactes et empreintes d'équité économique.

Or, les données de base du secrétariat de la commission Bélanger-Campeau, à certains égards, et aux dires mêmes du secrétariat, sont incertaines et nécessiteraient certains ajustements ou certaines vérifications. Par exemple, la valeur totale des actifs fédéraux en territoire canadien y est estimée à 72 000 000 000 \$. Selon les travaux du secrétariat, ce chiffre est approximatif parce que basé sur une étude effectuée à d'autres fins et omettant aussi la valeur de certains actifs importants tels certains parcs, ports et autoroutes. De plus, ce montant de 72 000 000 000 \$ constitue une approximation du coût de remplacement des actifs considérés et tous peuvent ne pas être d'accord avec une telle approche. On a aussi reproché au secrétariat sa sélection stratégique à l'égard de certaines sociétés de la couronne, dont mon collègue vous a parlé tantôt.

Maintenant, l'approche basée sur la population. Le partage de la dette fondé sur la population consiste simplement à répartir les actifs et la dette générale en fonction du nombre d'habitants de chaque province. Le Québec, selon cette méthode, hériterait de 25,4 % des actifs de la dette générale et des fonds de pension. En somme, une telle approche présuppose que la dette générale a profité de façon égale à chaque citoyen, ce qui est loin d'être une hypothèse partagée de tous, bien entendu. De plus, si le pourcentage final retenu pourrait être aux alentours des 25 % que représente la population du Québec, ce chiffre, dans l'économie du Canada, ne constitue pas, quant à nous, une mesure représentative, du moins si utilisé comme mesure unique. D'ailleurs, on pourrait difficilement dire que ce simple critère est représentatif de toutes les circonstances pertinentes auxquelles le droit international fait allusion.

La population n'en demeure pas moins un des critères retenus par certains économistes qui, bien que lui reconnaissant ses défauts, lui attribue le mérite d'être simple et, probablement, l'avantage d'éviter des discussions et travaux complexes et interminables qui, de toute façon,

finiraient par un pourcentage s'apparentant à ces 25 %. Il faut être conscient toutefois que, lorsqu'on parle d'une dette générale de 400 000 000 000 \$, les points de pourcentage valent 4 000 000 000 \$ pièce.

Maintenant, l'approche du produit intérieur brut. Le partage de la dette basé sur ce produit intérieur brut signifierait une part de 23,2 % au Québec, si l'on base l'analyse sur la période 1981 à 1989. Cette méthode consiste à diviser les actifs sur une base per capita mais la dette générale en fonction de la part de chaque province du produit intérieur brut du Canada, ce qui tient compte notamment de la prospérité de chaque province et, indirectement, de sa capacité de paiement. Bien que cette approche ne fasse pas de relation directe entre les actifs dévolus au Québec et sa part de la dette, en revanche, elle intègre d'une certaine façon l'effet des politiques et programmes spéciaux d'investissement et de développement régionaux. Sous l'angle du droit international, ce type d'analyse a le mérite, selon nous, de s'approcher de la notion d'équité chère à la convention de Vienne.

Les bénéfices historiques. L'approche du partage basé sur les bénéfices historiques consiste à diviser les actifs sur une base per capita, mais la dette générale, sauf pour les fonds de pension, en fonction de la part des bénéfices, calculés au cours de la période 1961 à 1988, reçue du fédéral par chaque province. Ces bénéfices sont calculés à partir des dépenses et retraits fédéraux effectués dans chaque province. Selon cette approche, l'apport du Québec à la dette générale serait de 32 %, celle de l'Ontario de 11 % et celle de la Nouvelle-Écosse, par exemple, de presque 16 %. Cette approche comporte, quant à nous, de sérieuses lacunes qui sont d'ailleurs reconnues par les économistes qui l'ont examinée. Son calcul, bien qu'il puisse s'effectuer avec des données objectives, omet des considérations importantes, tel l'effet de certains programmes ou politiques fédérales, tels les quotas, les programmes de stabilisation de prix, par exemple, ou encore la nature des investissements fédéraux faits dans chaque province. Des dollars payés en assurance-chômage et des dollars injectés en investissements industriels stratégiques sont tous deux des dépenses fédérales, mais n'ont évidemment pas les mêmes retombées économiques.

(10 h 15)

La conclusion de cette analyse, d'ailleurs, est que la dette générale devrait être absorbée par les provinces les plus pauvres alors que ces dernières auraient bénéficié plus largement de l'aide fédérale. Ce qui aux yeux de plusieurs n'aurait pas beaucoup de sens. À notre avis, cette dernière approche est définitivement à mettre de côté, eu égard à sa distance trop grande par rapport aux critères d'équité du droit international.

Quelle est la pratique des États? Ceux qui

ont procédé au partage de la dette générale ont utilisé dans le passé divers critères dont ceux que nous venons d'énumérer. Il n'est pas toujours facile de retrouver, dans les ententes de sécession intervenues dans le passé, les critères précis et mode de calcul retenus. L'Irlande, par exemple, lors de son indépendance en 1921, a accepté d'assumer une partie de la dette publique du Royaume-Uni ainsi qu'une part des pensions de guerre, le tout dans une proportion à être déterminée comme, l'œuvre des guillemets, juste et équitable. À défaut d'entente, les parties avaient convenu de soumettre cette question à l'arbitrage. Souvent aussi, les parties en sont arrivées à une entente sur un pourcentage sans que l'on puisse établir précisément sa provenance. Le Pakistan aurait accepté, par exemple, une part de la dette indienne équivalente aux actifs recueillis, plus 17,5 %. Plus récemment, la Russie aurait accepté – selon une dépêche d'une agence de presse, parue dans les journaux à la mi-janvier – une proportion d'environ 51 % de la dette de l'ex-URSS. C'est une information, une dépêche d'une agence de presse qu'il faut prendre avec beaucoup de précautions.

Les fonds de pension, maintenant. La dette générale du Canada comporte, outre les créances des banques, institutions financières et détenteurs d'obligations, celles résultant des fonds de pension des fonctionnaires fédéraux, des Forces armées, des employés de la GRC, des juges et parlementaires fédéraux. Ceux-ci méritent une analyse particulière. À noter que la convention de Vienne ne comporte pas de dispositions particulières à cet égard. Cet aspect tombe ainsi sous le même traitement que la dette générale, en ce sens que l'État successeur devrait prendre une partie équitable de ce fardeau financier, compte tenu de toutes les circonstances pertinentes. Le secrétariat de la commission Bélanger-Campeau, en assumant que le Québec conserverait un nombre égal à tous les employés fédéraux actuellement en poste sur son territoire, arrive à la conclusion que le Québec devrait assumer 13,3 % de ces fonds de pension. En somme, le secrétariat utilise comme critère la localisation des employés fédéraux. Certains ont évidemment reproché à cette méthode le fait qu'elle omette de considérer que l'ensemble des employés fédéraux, en théorie du moins, travaillent pour l'ensemble des Canadiens. Pour certains, il faudrait ainsi que le Québec assume un pourcentage de ces fonds de pension équivalant au pourcentage qui aurait été convenu, par ailleurs, pour le reste de la dette générale. Du point de vue du droit international, les sommes accumulées à titre de fonds de pension par les employés fédéraux constituent une créance à l'endroit du gouvernement fédéral, uniquement. Toutefois, si on considère que l'État successeur doit absorber une proportion équitable de la dette générale il devient donc logique, pour l'État successeur, de participer, dans cette même

proportion, à la valeur de cette dette à la date de l'indépendance. Cette méthode attribuerait alors au Québec une proportion de responsabilité, non plus en fonction des fonctionnaires fédéraux maintenus en poste au Québec, donc 13 %, mais en fonction de la part de la dette générale assumée, soit 18 %, 20 %, 25 %, 32 %, selon l'entente qui serait convenue. La pratique internationale sur cette question est difficile à cerner. L'Irlande a accepté, en 1921, de payer une part des pensions de guerre de l'ensemble des pensionnés du Royaume-Uni alors que dans le cas du Pakistan, en 1947, il semble plutôt que "l'assumption" acceptée par cet État concernait les fonctionnaires sur son territoire.

En conclusion, bien que la règle du partage nous apparaisse être la tendance, il n'existe pas de règles de droit certaines, à l'heure actuelle, ni de mode d'emploi précis pour le partage de la dette générale, chaque situation ayant son contexte particulier. Ce processus laisse donc une large part à la négociation. Cependant, de longues discussions de cette question ne manqueraient pas d'avoir des répercussions défavorables pour les deux parties en cause à leur retour sur les marchés financiers. À titre d'exemple, aussi récemment que le 24 janvier dernier, l'Allemagne a demandé au Groupe des Sept de refuser l'admission de l'Ukraine, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie et de l'Ouzbékistan au Fonds monétaire international, tant que ces républiques n'auraient pas signé "l'assumption" de leur part de la dette de l'ex-URSS. Une fois arrivés à un compromis, cependant, sur la part de la dette à être assumée par le Québec, il faudra alors convenir de la méthode "d'assumption" de cette dette.

**M. Desjardins:** Pour terminer, nous allons aborder brièvement deux aspects; soit "l'assumption" de la dette et nos recommandations qu'on voudrait bien soumettre à votre commission. Alors, compte tenu de l'ampleur du déficit...

**Le Président (M. Bélanger):** Il faudrait quand même être bref.

**M. Desjardins:** Je vais être très bref, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Desjardins:** Alors, il nous est apparu important, dans notre étude, d'examiner la question de la responsabilité éventuelle du Québec, face aux créanciers, d'emprunts contractés pour financer ce déficit. Les créanciers de la dette générale du Canada sont constitués d'une infinité de fonds de pension, particuliers, banques, et autres institutions financières disséminées au Canada et à travers le monde. Donc, la question, ici, c'est de savoir si le Québec, en raison même de la succession d'État, serait responsable face à

ces créanciers de la dette du Canada. Ces créanciers, donc, pourraient-ils s'adresser au Québec directement pour obtenir le paiement de leur dette, en tout ou en partie?

Alors, cette question est, évidemment, indépendante du partage de la dette. C'est plutôt une question de responsabilité du Québec face aux créanciers eux-mêmes. Quant à nous, il n'existe pas de règle impérative, en droit international, établissant une obligation pour le Québec face aux créanciers de la dette générale du Canada. Ainsi, à moins d'une "assumption" volontairement consentie par le Québec, les créanciers du Canada n'ont aucun droit, selon nous, à l'encontre du Québec, pour obtenir le paiement de leur créance. Le Canada ne pourrait donc justifier, juridiquement, dans le cadre du droit international, une "assumption" directe, obligatoire et automatique de sa dette générale face au tiers, même partiellement, de la part du Québec. Cette proposition s'accorde, d'ailleurs, avec le principe de l'effet des contrats qui ne lie que les parties à ce contrat.

On pourra, lors des questions, si vous voulez, aborder les questions du mode "d'assumption" de la dette, c'est-à-dire comment, une fois la part du Québec déterminée, comment le Québec et le Canada pourront négocier avec les créanciers de la dette générale du Canada, pour partager cette dette-là face à ces créanciers. Ce sont des questions qui pourront être soulevées lors de la période de questions.

En conclusion, on peut considérer que la succession d'État en matière de biens, d'archives et de dette d'État constitue une branche du droit international, fort complexe. À ce jour, elle est encore confuse, à bien des égards. Les États, ayant eu à faire face à de telles situations, se sont parfois assis à une même table, et ont négocié une entente, parfois, pendant de longues années. Comme mécanisme intérimaire, on a souvent eu recours à des arbitres ou des comités d'experts à qui on a confié l'examen scrupuleux des finances publiques. C'est peut-être la voie que le Québec et le Canada devront adopter, si le consensus ne peut se dégager rapidement.

Alors, dans l'éventualité d'une décision favorisant l'indépendance, le Québec devra s'atteler rapidement à la tâche en faisant un inventaire exhaustif du travail à accomplir. Nous croyons important que des études et des analyses plus approfondies soient effectuées en regard des éléments suivants: l'identification de tous les actifs fédéraux, y compris ceux des sociétés de la couronne qui seraient dévolus au Québec; les modes d'évaluation de ces actifs et leur proportion par rapport aux actifs généraux du Canada; sur la base des comptes publics du Canada; l'identification plus exhaustive de la dette générale du Canada, en fonction des types d'instruments d'emprunt, de leur échéance, des créanciers détenant ces instruments d'emprunt, les modes souhaités par le Québec pour "l'as-

sumation" de cette dette envers les créanciers, une fois la part du Québec dans la dette générale déterminée; l'identification des autres éléments du passif qui devront être assumés par le Québec, tels les baux, les contrats de service, et autres contrats qui sont directement liés aux actifs recueillis par le Québec; et enfin, les modes de transfert des fonds de pension pour la part qui sera assumée par le Québec.

Bref, beaucoup de travail pour les économistes et peut-être aussi pour les juristes, tout en étant conscients, cependant, qu'il s'agit beaucoup plus d'un enjeu politique.

Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, nous vous remercions. La première question, c'est M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** D'abord, je pense qu'il est important, dans votre analyse, que vous établissiez très clairement que le seul gouvernement qui est responsable légalement, juridiquement, de la dette publique du Canada, c'est le gouvernement fédéral. Ça, je pense que c'est un principe que vous établissez avec beaucoup de clarté. On peut lire, d'ailleurs, à la page 4 de votre mémoire: "Quant à nous, il n'existe actuellement pas de règle impérative ou de base uniforme et constante, en droit international, établissant une obligation de l'État successeur face au tiers créancier de la dette générale de l'État prédécesseur, à moins d'une "assumption" volontairement consentie par l'État successeur."

Ce qui fait que, quand on a déjà dit dans certains colloques organisés par notre parti — je me souviens, entre autres, de certains propos de mon collègue député de Labelle qui disait que, légalement parlant, juridiquement parlant, le Québec n'est pas obligé d'assumer une part de la dette fédérale, ce qui ne signifie pas que ce sera le cas — c'est évident qu'on a aussi affirmé par la suite qu'il convenait d'assumer comme État successeur une part équitable de la dette. Mais ce n'est pas sur une base légale, c'est par souci d'équité et, donc, le fruit d'une négociation politique. Je pense que c'est ça qui est important, que vous nous dites dans votre mémoire.

**M. Desjardins:** On fait une distinction qui, dans notre mémoire, est difficile à faire et qui, évidemment, n'est pas toujours certaine. Ce qu'on dit c'est: D'abord, face aux créanciers du Canada, le Québec n'est pas partie à ces contrats, n'est pas un emprunteur, n'a pas signé en bas de la page. Donc face aux créanciers du Canada, le Québec n'est pas responsable de ces dettes-là. Il n'est pas une partie au contrat. Et ça, même dans les avis qu'on a regardés, même ceux du professeur Shaw et, dans la doctrine, je pense que ça ne poserait pas un problème. C'est effectivement une règle de droit. Le Québec ne serait pas tenu juridiquement à des contrats qu'il

n'a pas signés. C'est une question. Donc, c'est le Québec face aux créanciers de la dette générale. Maintenant, le Québec face au Canada, à la lumière du droit international, comme mon confrère Claude vous l'a souligné, la tendance moderne en droit international voudrait que le Québec soit tenu d'assumer une part équitable de la dette générale. Il ne s'agit pas d'une norme impérative, obligatoire, mais c'est la tendance du droit international au cours des 50 dernières années. On reconnaît que le droit s'en va vers ça sans que ça soit véritablement une règle impérative.

Donc, il y a deux distinctions à faire. Même si le Québec, au cours de ses négociations avec le reste du Canada, reconnaît par exemple assumer 20 % de la dette, par hypothèse donc, le Québec devient, si vous voulez, un débiteur du Canada pour 20 %. Et au fur et à mesure que le Canada rembourse un dollar de créance à ses créanciers, le Québec devrait faire parvenir 20 % de ce dollar à Ottawa. C'est une chose. Maintenant, est-ce que les créanciers du Canada à qui est dû ce dollar pourraient poursuivre le Québec pour sa part, ses 20 %? Tant que le Québec n'aurait pas signé et convenu une entente avec ces créanciers, en bas d'une page, en disant: Je reconnais vous devoir 20 % de la dette fédérale, vous, messieurs les créanciers. Puis ces créanciers n'auraient pas de recours à l'encontre du Québec.

**M. Brassard:** Bien. Je pense que c'est important et quand vous dites que c'est la tendance du droit international moderne, c'est exact. C'est ce qu'on retrouve dans la convention de Vienne dont vous parlez longuement, mais qui est une convention qui n'est pas en vigueur parce qu'elle n'a pas recueilli le nombre suffisant de signatures d'États membres de la communauté internationale pour qu'elle puisse entrer en vigueur. Mais elle codifie d'une certaine façon un certain nombre de règles dont certaines ne font pas l'ombre d'un doute, comme en ce qui concerne l'actif, les biens meubles et immeubles situés sur le territoire de l'État successeur. Ça ne fait pas l'ombre d'un doute et d'autres reflètent une tendance assez claire, en particulier en ce qui concerne le partage du passif ou le partage de la dette, fruit d'une négociation.

Donc, par conséquent, pour en arriver à un partage effectif, il faut que, dans le cadre d'une négociation entre l'État successeur et l'État prédécesseur, on puisse en arriver à s'entendre sur un principe de partage et c'est là, évidemment, qu'est toute la difficulté. Bélanger-Campeau en avance un qui apparaît logique, qui établit une corrélation directe entre les actifs et le passif, mais ce n'est pas admis par tout le monde. Le niveau aussi, le pourcentage de la dette du passif qui sera assumé, ça aussi, ça varie d'un auteur à l'autre. Donc, ça veut dire

des négociations qui peuvent être, d'une certaine façon, longues, qui peuvent durer un bon bout de temps, surtout si les deux parties ne s'entendent pas et ne réussissent pas à faire consensus sur un principe de partage. D'autre part, vous signalez qu'il faut procéder à une évaluation précise et systématique des actifs, pas uniquement sur le territoire du Québec, mais partout au Canada. Parce que le pourcentage des actifs qui se situent au Québec par rapport à l'ensemble est très important. Donc, il ne faudra pas évaluer seulement les actifs fédéraux au Québec, mais partout au Québec et ailleurs dans le monde, aussi.

(10 h 30)

Ça veut dire un travail considérable. Des comités d'experts, d'évaluateurs, donc, qui vont devoir entreprendre un travail considérable. Ça veut dire du temps. Et la question, moi, que je me pose, étant donné que vous dites: Il ne faut pas non plus que ça risque d'avoir des effets perturbateurs sur les marchés financiers, s'il y a mécontentement très forte, si les négociations traînent... Et la question que je me pose est la suivante: C'est que, même si légalement les détenteurs de titres fédéraux ne peuvent pas obliger le Québec à les rembourser ou à reconnaître qu'ils ont des obligations envers eux — ça, c'est le droit — qu'est-ce qui arrive, pendant cette période-là de négociations, pour éviter que ça ait des effets négatifs? Étant donné qu'on ne s'est pas encore entendus, par exemple, sur le niveau du partage du passif, est-ce que ça veut dire que, pendant toute cette période-là, le gouvernement du Québec, du Québec souverain, ne paie pas un sou de la dette fédérale? Ou est-ce qu'il accepte d'en payer une partie, quitte à faire les corrections s'il y a entente d'abord? Et puis, l'autre question qu'on se pose, c'est que s'il n'y a pas entente, si vraiment c'est l'impasse totale, que se passe-t-il?

**M. Gendron (Claude):** Évidemment, si les parties ne s'entendent pas, et à la lumière du commentaire qu'on a fait suivant que le Québec n'aurait pas vis-à-vis des tiers, non pas vis-à-vis du Canada, mais vis-à-vis des tiers, d'obligation de payer à chaque mois ou à chaque échéance de la dette fédérale sa proportion de 18 %, 20 %, 22 %, 23 %, même si le Québec n'effectue pas ce paiement-là à la fin du mois pour toutes sortes de raisons, il reste que le Québec, pour financer ses opérations quotidiennes, doit retourner sur les marchés financiers. Le Canada aussi, d'ailleurs.

Deux emprunteurs qui se présentent sur les marchés financiers avec des besoins de financement aussi énormes que le Canada et le Québec devront... Et je ne suis pas économiste, il y en aura un qui nous suivra et vous pourrez lui demander, mais, à mon avis, ces gens-là de-

vront... Tous ces nouveaux créanciers, à qui on demandera des millions et des milliards, demanderont une prime du fait que leurs emprunteurs sont en discussion polie ou plus tendue au sein de leurs deux pays. Donc, il y aura une pression forte sur les deux parties pour arriver à une entente. Sinon, les deux parties doivent payer probablement une prime en termes de taux d'intérêts et d'accessibilité à des fonds.

Une solution qui implique moins de travail du point de vue de l'évaluation des actifs est celle du produit intérieur brut. Le pourcentage, selon les économistes, était de 23 %, plus ou moins. Cette méthode-là divise les actifs en fonction de la population, donc, au Québec, plus ou moins 25 %, et la dette en fonction du produit intérieur brut du Québec au sein de la Confédération. Alors, il s'agit d'un pourcentage qui est simple, qui ne semble pas, a priori, donner de difficultés en termes d'établissement et qui, au niveau des actifs, ne demande pas de travail. On dit simplement: Environ 25 % des actifs au Canada iront au Québec. On pourra faire le calcul exact du nombre d'actifs qui vont réellement être dévolus au Québec, et si le Québec a 18 % des actifs sur son territoire, il y aura un paiement de 7 % pour combler la différence. Alors, vous auriez une mesure, à ce moment-là, rapide, enfin, si les parties veulent bien en convenir et qui demanderait moins de travail pour établir un pourcentage relativement certain, quitte à ajuster l'évaluation, dans les années, ou dans l'année qui suivra, et là, la chose serait beaucoup plus simple. Maintenant, si les parties veulent absolument être campées sur leur position et ne pas bouger, bien là, il y a sérieusement des difficultés puisque les créanciers de la dette générale s'amènent tous les mois en demandant le loyer de l'argent; le Canada est obligé de payer et le Québec dit: Moi, je n'envoie pas ma proportion de 20 % ou 18 % ou 25 %. Forcément, les pressions politiques, à ce moment-là, joueront. Un exemple, l'Allemagne demande au Groupe des Sept de ne pas admettre un certain nombre de républiques au Fonds monétaire international. Quelle sera la réaction des parties à ce moment-là? Il s'agit d'enjeux politiques sur lesquels on ne peut pas répondre.

**M. Desjardins:** Si vous me permettez, M. le Président, j'aimerais juste ajouter... Évidemment, comme mon confrère le mentionnait, il y a des réalités financières. Le droit est une chose, mais la réalité financière veut que le financement de la dette publique doive continuer à se faire. Si on prend pour acquis que les négociations sur la question de la dette, du partage des actifs pourraient être assez longues, effectivement — et je pense que ça va être assez long — il y a des mécanismes intermédiaires à faire. On peut penser, comme ça a été suggéré, que le Québec dirait: Partons de Bélanger-Campeau. On nous dit

18,5 %, partons de l'autre, partons de 15 % puis on fera des ajustements après, au cours des trois prochaines années, quand on aura fini d'évaluer des actifs. Il sera entendu, on fera les ajustements. Pour l'instant, c'est 15 % puis on verra. Ça, c'est une chose.

Aussi, les négociations sur la dette et les actifs ne sont qu'une partie de l'ensemble de la négociation. Il va falloir tenir compte de ça. Ce ne sont pas des négociations qui vont se faire en vase clos. Il y a toutes les négociations sur l'union monétaire, l'union économique, et tout ça, ça va être lié. On n'a pas besoin d'avoir beaucoup de grands exemples de négociation pour savoir que ce qui va se donner sur une table, on va faire un "trade off" sur une autre question dans une négociation. Tout ça aussi est un tout. La dette et les actifs sont un aspect d'une négociation, et peut-être que le Québec sera plus intransigeant ou moins intransigeant sur les dettes et les actifs si l'union monétaire, l'union économique est là. Tout ça, ça se joue, ça se négocie.

**M. Brassard:** En fait, ce que vous nous dites, c'est qu'il faut prendre en compte la réalité suivante: c'est qu'on va se retrouver après, dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté, en face, toujours, de deux gros emprunteurs sur les marchés financiers, qui le sont maintenant, qui vont continuer de l'être. Deux gros emprunteurs sur les marchés financiers qui ont, par conséquent, intérêt à être, à la fois, raisonnables et diligents dans les négociations, aussi bien sur l'union monétaire, que vous invoquez, que sur le partage de l'actif et du passif, et la suggestion que vous faites de mécanisme intérimaire pourrait être, à ce moment-là, comment dire, l'expression de cette volonté, de cette bonne volonté des parties d'aboutir à une entente. Les deux conviendraient, dès le départ des négociations, le Québec, entre autres, de dire: Bon, bien, écoutez, on va, compte tenu que ça peut durer un bon bout de temps, ces négociations-là, pour des raisons qui ne tiennent pas nécessairement de la mauvaise volonté des parties, parce que c'est complexe puis c'est compliqué, on va assumer 15 % ou 16 % de la dette. En partant, là, comptez sur nous dès le départ. Vous aurez notre chèque régulièrement pour 16 % de la dette puis, quand il y aura entente, si on s'entend sur 18 % ou 18,5 % ou 19 %, bien on rajustera. Et est-ce que vous pensez qu'à ce moment-là, une telle volonté s'exprimant de cette façon, concrètement, ça aurait pour effet de rassurer les marchés financiers ou de réduire, de façon très substantielle, les effets ou les turbulences sur les marchés financiers?

**M. Desjardins:** On est tous les deux avocats, on travaille souvent pour des banquiers, en droit commercial. On fait beaucoup de droit

bancaire et on sait que les banquiers sont des gens, par définition, très nerveux. Je pense que, encore là, ce qu'on a vu de la demande de l'Allemagne face au Fonds monétaire et au G 7, par rapport à certaines des républiques de l'ancienne URSS, démontre bien de la nervosité de la part des marchés financiers. Effectivement, si le Canada et le Québec prennent les devants face à ces créanciers-là, en les rassurant – et je pense que c'est au bénéfice des deux, parce que le Canada aussi est un emprunteur – en assurant les marchés financiers d'une stabilité dans le remboursement, après ça, la question d'ajustements, c'est une question qui concerne le Canada et le Québec. Les créanciers, je pense, dans l'intérim, seraient satisfaits, parce qu'ils seraient rassurés et confortés dans le sentiment que, oui, leur dette et les engagements contractuels vont être respectés. C'est une question essentielle pour eux. Et après, eh bien là, ce sera une question de négociations entre le Québec et le Canada, une question de plomberie pour beaucoup, qui va être là.

**M. Brassard:** Dernière petite question. Vous admettez – d'après l'interprétation que je fais de vos propos – qu'en bout de piste, une fois l'évaluation des actifs complétée, il peut résulter soit un surplus d'actifs pour le Québec, soit un déficit d'actifs pour le Québec. Et ça entraîne aussi des ajustements quant au partage de la dette. Est-ce que c'est un principe, une tendance?

**M. Gendron (Claude):** Oui. Il semble plus que ça doive ressembler à un surplus d'actifs qu'à...

**M. Brassard:** Pour celui qui va vous suivre, c'est le cas.

**M. Gendron (Claude):** Ah oui! Je ne connais pas ses commentaires... une addition d'actifs qui, si on continue d'appliquer la méthode Bélanger-Campeau, entraîne une addition à la dette générale; parce que l'un est fonction de l'autre. Alors, plus le Québec recueille d'actifs, plus sa part dans la dette générale augmente. Il y a une chose qu'il ne faut pas oublier, c'est que les chiffres sont énormes: Quand on pense à une dette générale de 400 000 000 000 \$, un point de pourcentage c'est 4 000 000 000 \$. Alors, si vous retournez sur les marchés financiers... Évidemment, les gens ne retourneraient pas pour 400 000 000 000 \$. La dette est déjà là, mais juste comme ordre de grandeur, un point de pourcentage c'est 4 000 000 000 \$. Alors si tous vos créanciers vous exigent un point de pourcentage de plus sur une dette de 400 000 000 000 \$ parce que la discussion n'aboutit pas, ça vous coûte 4 000 000 000 \$. C'est beaucoup de motivation pour arriver à une conclusion. Évidemment, c'est des chiffres qui



sont énormes là; 400 000 000 000 \$, ce ne serait pas ça ce qui serait sur le marché demain matin. Mais la province a émis des obligations ou un emprunt de 1 000 000 000 \$ il n'y a pas plus d'un mois, 1 000 000 000 \$, 1 % sur le marché: ce sont des montants épouvantables. Il faudrait qu'il y ait des mécanismes pour calmer tous ces gens-là. Est-ce que de dire qu'on a une entente, et puis qu'on l'ajustera dans les prochaines semaines, ou la prochaine année, en fonction des pourcentages calmerait les prêteurs? Un économiste et les gens qui sont sur les marchés vous le diraient mieux que nous, ce sont des gens très prudents.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Desjardins, M. Gendron, merci d'être devant la commission ce matin. C'est vraiment un sujet, je dirais quasiment, très important pour cette commission à étudier en prévision — justement, c'est demain... il y aura une éventuelle indépendance, ou séparation du Québec. J'aimerais revenir sur un aspect qui a été touché par le député de Lac-Saint-Jean. La question qui me venait tout de suite à l'esprit, c'est: Est-ce que c'est même envisageable? Vous avez dit, tantôt, que le Québec n'étant pas signataire de la dette du Canada à l'extérieur, légalement il n'est pas tenu de respecter cette dette-là. Est-ce que — la question qui m'est venue comme ça à l'esprit — c'est même envisageable, une possibilité que le Québec indépendant puisse refuser d'avoir une partie de cette dette de l'État? Et si c'est oui, quelles seront les conséquences sur le plan international, pratiquement?

**M. Gendron (Claude):** Juridiquement, la réponse, c'est oui, c'est envisageable. De façon pratique, c'est bien difficile à répondre comme juriste. Le commentaire et la réponse sont faciles, oui. Quand on n'a pas signé un bout de papier, on n'est pas obligé de respecter les papiers que les autres ont signés. Ça c'est une chose assez simple en droit mais du point de vue financier, économique, est-ce que le Québec a... Du point de vue des relations entre le Québec et le Canada, nous, on est d'avis que la tendance est que le Québec devrait en prendre une partie. Mais est-ce que c'est envisageable qu'il ne le fasse pas? Il y a beaucoup de politique dans ça.

**M. Desjardins:** Écoutez, même le rapport Bélanger-Campeau prévoit automatiquement une "assumption" de la part du Québec. Et le débat, je pense... Il est bon de savoir si le Québec va assumer ou non une part de la dette. Tout le monde, je pense, le convient...

**M. Gendron (Claude):** C'est ça.  
(10 h 45)

**M. Desjardins:** ...et M. Parizeau l'a même dit à plusieurs reprises dans les discours. La question est de savoir quelle sera la part de cette dette-là.

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Desjardins:** Pas si le Québec va assumer quelque chose, mais combien. Et c'est là le débat: Le combien, mon confrère Claude vous l'a montré, peut passer de 18,5 % à 33 %.

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Desjardins:** Et ça, c'est énorme.

**M. Maciocia:** Non, je comprends. C'est énorme, mais je voulais éclaircir qu'il ne faut même pas l'envisager, cette possibilité juridique là, que le Québec puisse arriver et dire: Moi, je ne veux rien savoir de la dette du fédéral.

**M. Desjardins:** Le débat, je pense, n'est pas là.

**M. Maciocia:** En réalité, il faut absolument partir du principe qu'il faut assumer une certaine partie de cette dette si on veut...

**M. Gendron (Claude):** Je pense d'ailleurs que toutes les parties en présence n'ont pas manifesté de velléités...

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Gendron (Claude):** ...à cet égard-là, précisément aussi parce que le monde international est à l'écoute de ce qui se fait ici, et personne ne veut alarmer personne sur ces questions.

**M. Maciocia:** Mais je voulais que ce soit clair. C'est seulement dans cet esprit-là.

**M. Gendron (Claude):** Oui.

**M. Maciocia:** La deuxième question, c'est que vous avez parlé justement, et avec raison, et je pense aussi le député de Lac-Saint-Jean, que ce sont des négociations très longues, probablement qu'il pourrait y avoir, pour définir cette dette et disons pour définir les actifs et la dette du Canada, un partage avec le Québec. Et on a même parlé à un certain moment, que probablement s'il n'y a pas d'accord entre les deux pays, je pense que M. Gendron nous a dit que probablement ça pourrait être sur la question des actifs, le pourcentage de la population qui pourrait entrer en ligne de compte, 25,4 %, et sur la dette ce serait plutôt le produit intérieur brut, c'est-à-dire 23 %. Vous avez bien spécifié aussi tout à l'heure, ça fait quelques minutes seulement ou quelques secondes, vous avez dit

que chaque point de différence, ça représente 4 000 000 000 \$.

Vous savez que Bélanger-Campeau avait dit à un certain moment que c'était 17,5 %, le partage de la dette que le Québec devrait prendre. Entre 17,5 % et 23 % vous comprendrez qu'il y a 5,5 %, on parle de 22 000 000 000 \$ ou 23 000 000 000 \$. On parle de sommes énormes. Et c'est là justement qu'il peut arriver des accrochages avec le gouvernement fédéral. Et par conséquent, je pense que quand on dit, par exemple, qu'on peut partir et dire: Écoutez, on va partir de 15 %, on se met d'accord avec 15 % et on va régler après les négociations. On va faire des négociations qui peuvent être très longues, et dire: Écoutez, après on fera les ajustements. Mais c'est justement là le problème, d'après moi, des négociations. Pourquoi partir à 15 %? Le Canada pourrait dire: Partons de 25 %, et 10 % ça fait 40 000 000 000 \$; 40 000 000 000 \$, c'est énorme, je pense, et c'est là que, d'après moi, ça va accrocher. Je ne pense pas qu'on puisse arriver et dire: On peut partir de 15 % et après on peut arriver à 18 %, 19 %, 20 %, 21 %, 22 % ou 23 %. Mais l'autre partie peut dire: Très bien, parce que c'est l'autre qui va payer en attendant, sur les 40 000 000 000 \$ de différence, ou 30 000 000 000 \$, ou 20 000 000 000 \$, 15 000 000 000 \$ ou 10 000 000 000 \$. Il peut dire: Écoutez, non, partons de 20 %, ou partons de 25 % ou partons de 22 %, ou partons de 23 %. C'est là que ça va accrocher, sûrement, j'en suis profondément convaincu de ça. Je ne sais pas si vous partagez un peu cette vue.

**M. Gendron (Claude):** Il est sûr qu'avec les chiffres dont on parle, de dire: Bon, on passe plutôt à cette approche de la population, de toute façon c'est un point de plus ou un point de moins. Il est sûr qu'avec les chiffres en présence, il s'agit d'une négociation qui ne peut pas se faire aussi librement. Quand on parle de sommes plus petites, on peut concéder un point là pour un autre point ailleurs, mais les chiffres sont énormes, vous avez raison. Maintenant, chaque partie a de son côté un point faible et un point fort, ou plusieurs points faibles et plusieurs points forts. Alors, et la contrainte de chacun, cependant, et là est peut-être le dénominateur commun des deux parties, c'est que les deux parties ont besoin d'argent le lendemain matin, le surlendemain matin et la semaine suivante.

**M. Maciocia:** C'est ça. J'ai une autre question, M. le Président. Je voudrais toucher un autre sujet; je ne sais pas si c'est M. Desjardins ou M. Gendron qui peut me répondre. Dans votre texte remis à C.D. Howe, vous posez comme hypothèse dès le départ le scénario de la séparation d'une partie du territoire d'un État pour former un nouvel État. Et c'est à partir de cette

hypothèse préalable que vous échafaudez les règles à suivre en matière de partage de dette et d'actifs. Disons que je vous accorde que c'est le scénario le plus discuté, mais, par exemple, il ne faut pas rejeter du revers de la main le scénario de la dissolution du Canada.

Vous savez très bien qu'il y a eu déjà, devant Bélanger-Campeau, M. Louis Bernard, que tout le monde connaît, ce n'est pas un fervent fédéraliste, au contraire, qui disait: Il ne faut pas sous-estimer le risque d'une certaine désintégration du reste du Canada advenant la séparation du Québec. Un des fondements sur lequel s'appuyait Louis Bernard c'était la question du caractère hétérogène du reste du Canada. On se rappelle que, la semaine dernière, M. Pierre-Paul Proulx, qui est venu devant cette commission, nous disait que les flux commerciaux entre le Québec et l'Ontario sont très différents des flux commerciaux qu'il y a entre la Colombie-Britannique et le Québec, et entre Terre-Neuve et le Québec. De sorte que l'identification, disons, et la détermination des intérêts rationnels – parce qu'on parlait des intérêts rationnels à un certain moment dans ces négociations-là – du reste du Canada risquent d'être plus problématiques qu'on puisse le penser. Parce que les intérêts ne sont pas les mêmes, les flux commerciaux ne sont pas les mêmes.

Et, disons qu'il n'est pas impossible, comme je le disais tantôt, que le reste du Canada n'arrive pas à établir une position commune pour négocier avec le Québec. Par conséquent, ça peut être long entre eux pour arriver à ça, mais il peut arriver aussi qu'on n'arrive pas à cette position. Est-ce qu'on peut imaginer aussi, comme je le disais tantôt, la possibilité d'une dissolution ou désintégration du Canada? Et par conséquent, si c'est ça, ma question est: En quoi les règles de succession d'État relatives au partage des actifs et de la dette seraient-elles modifiées si le scénario n'est plus le même entre le Québec et le reste du Canada? Plutôt, il peut y avoir tellement de désintégration dans le reste du Canada qu'on peut avoir plusieurs, je dirais "pays", ou plusieurs autres choses. Quel serait le partage à ce moment-là, le scénario du partage, en regardant aussi, entre autres, la responsabilité de la dette, les plans de pension et tout ça, vis-à-vis d'une position comme celle-là?

**M. Desjardins:** Le problème de la dissolution d'État en droit international, en ce qui concerne la succession d'État, vous en avez le meilleur exemple actuellement avec ce qui s'est passé avec l'URSS. C'est l'exemple classique d'une dissolution d'État, où un État unique devient maintenant 14 ou 12 républiques. Alors prenons, sur la base de votre question, l'hypothèse que le Québec ou le Canada se dissout; on arrive maintenant à 10 États souverains. Les règles du droit international sur la succession d'État en

matière de dissolution ne sont pas tellement loin de ce qu'on disait au niveau de la succession partielle; c'est-à-dire, un partage équitable entre les 10 composantes de la dette. Alors on va revenir au même débat, c'est quoi la question équitable: population, produit intérieur brut, valeur des actifs dans chacune des provinces? Ça va être les mêmes questions, et tout ça – effectivement les paiements fiscaux – finalement, est multiplié par 10. Ce n'est donc plus une négociation Québec d'un côté, Canada de l'autre, mais les 10 provinces, les 10 États maintenant qui négocient la même chose.

La seule distinction importante qu'il y aurait à faire c'est au niveau de la responsabilité des dettes. Le droit international, lorsqu'on parle de dissolution d'État, veut protéger les droits acquis et les droits des personnes privées et des créanciers. Donc, on se dit: Le Canada n'existe plus. Et vu que le Canada n'existe plus, on ne doit plus rien à personne. Bien, c'est illogique. Le droit international, à ce moment-là, prévoit une transmission automatique aux nouveaux États, qui naissent de cette dissolution-là, de la dette de l'ancien État. C'est une transmission automatique. On n'a donc pas à dire qu'on la veut ou qu'on ne la veut pas. Légalement, là, les 10 États, les 10 provinces, seraient liés par cette dette-là. Et encore là, tout le débat entre elles c'est de savoir quelle part de cette dette-là chacun des nouveaux États doit assumer. Donc on revient encore au même débat: combien, quoi, partage équitable.

**M. Gendron (Claude):** Et ces chiffres-là ont été envisagés dans l'étude à laquelle on a participé. Les économistes qui se sont penchés sur la question ont fait des blocs. Par exemple, dans le partage de la dette, un bloc, qui serait le bloc des provinces atlantiques, aurait 8,78 %; l'Ontario, plus ou moins 42 %, 43 %; et l'Ouest du Canada, plus ou moins 28 %, dans un scénario comparable à Bélanger-Campeau, ou dans un scénario sur le produit intérieur brut des chiffres qui s'apparentent à ça. Ce calcul a été fait sur la dette et les actifs, d'ailleurs, par province, si on devait diviser les actifs et les passifs dans un cas de démantèlement plus global.

**M. Maciocia:** Ça veut dire, pour parler du Québec, autour de 23 %.

Une voix: 24 %.

**M. Gendron (Claude):** Ça dépend des scénarios. Si vous prenez Bélanger-Campeau, la population, les produits intérieurs bruts...

**M. Maciocia:** Non, non, je dis... Dans le scénario que vous donnez par région, vous parlez de 42 % pour l'Ontario, 28 % pour l'Ouest, 8 % pour les Maritimes, ça veut dire, si je comprends bien...

**M. Gendron (Claude):** Plus ou moins 20 % pour le Québec.

**M. Maciocia:** Plus ou moins 20 %, 21 %, 22 % pour le Québec.

**M. Gendron (Claude):** Mais qui est, en réalité, un ajustement que ces économistes faisaient pour certaines participations au fonds de pension, mais...

**M. Maciocia:** C'était seulement pour savoir, un peu, l'ordre de grandeur, dans ce sens-là. Vous allez admettre avec moi quand même, M. Desjardins, que c'est encore plus lourd, c'est encore plus compliqué.

**M. Desjardins:** C'est qu'au lieu de négocier à deux, il faut négocier à dix.

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Desjardins:** Donc, vous multipliez par 10 le nombre de participants dans les négociations et vous multipliez par 10 les difficultés aussi. Mais les problèmes restent les mêmes. Quelle est la valeur des actifs? Mais, évidemment, les négociations seront longues aussi.

**M. Maciocia:** Vous avez parlé aussi des impôts et des créances dans votre texte. À un certain moment, vous avez dit – vous n'avez pas pris position – à la page 6: Selon le principe de la souveraineté territoriale, la partie de ses actifs financiers correspondant à l'exercice de la souveraineté ou d'une activité de l'État prédécesseur sur le territoire transféré serait dévolue à l'État successeur. On pense, ainsi, aux impôts et autres créances dus par les contribuables du Québec.

À la fin, vous dites qu'il y en a d'autres. À la page suivante, vous dites, cependant: D'autres auteurs estiment que les impôts et autres créances dus à l'État prédécesseur, avant l'accession à la souveraineté de l'État successeur, continuent d'appartenir à l'État prédécesseur. Et vous n'avez pas pris position, si j'ai bien compris, à l'intérieur de ce document-là.

**M. Desjardins:** Parce que le droit est tout à fait...

**M. Maciocia:** Laquelle de ces options-là – admettons qu'il y a un désaccord entre les deux États – laquelle de deux options prévaut en droit. Ou quelle option, pensez-vous, est la plus plausible?

**M. Desjardins:** En droit, il n'y en a aucune qui prévaut. Le droit est tout à fait imprécis et le droit international, en matière de succession d'État, est imprécis à bien des égards. C'en est un exemple. Ça fera partie de la négociation. Je

pense que, en vertu du droit, la part d'impôts qui serait due, à partir du Jour 1 de la souveraineté, évidemment, doit être payée à un nouvel État. Vous ne payez pas des impôts à un État étranger sur votre territoire. Mais la part d'impôts qui serait due par des citoyens québécois au Canada, des impôts fédéraux, avant le Jour 1, mais qui sont payables au mois d'avril suivant, est-ce qu'ils seraient dus... payables au Québec, ou, encore là, techniquement... Je pense qu'ils seraient payables au Québec, et le Canada demanderait un ajustement pour tenir compte de ça, en fait. On ne ferait pas un chèque à Ottawa, peut-être on enverrait tout l'argent à Québec, mais il y aurait un ajustement que le Canada pourrait demander pour la part des mois de l'année qui serait avant l'accession à la souveraineté. Ça, c'est de la négociation, purement et simplement de la négociation entre les États, et il n'y a pas de règles précises. On ne peut pas vous donner une réponse précise là-dessus.

**M. Gendron (Claude):** Mais là-dessus, si on suit un calcul plus financier, c'est une créance. Le gouvernement fédéral a une créance à l'endroit d'un certain nombre de citoyens ou de contribuables. Alors, si on dit qu'on se sépare, les créances des contribuables — comme on se sépare — les créances du Canada à l'endroit de quel que ce soit d'autre, et il n'y a pas de raison que la règle soit différente, c'est un actif du Canada. Le Québec en prend un morceau, et si on ne prend pas de morceau, mais si on ne prend rien, à ce moment-là, qu'on fasse la corrélation dans la part de la dette à partager. Alors, si on n'a pas d'actifs ou qu'on ne participe pas dans les comptes à recevoir du Canada, eh bien, qu'on nous donne un crédit du côté passif.

(11 heures)

**M. Maciocia:** Mais, qu'est-ce qui arriverait... Mon autre question, je ne l'ai pas posée tantôt mais je voulais la poser, qu'est-ce qui arriverait, par exemple, pour les impôts et les créances dus par certains résidents du Québec, au moment de l'accession du Québec à la souveraineté, si ces résidents ne sont pas d'accord avec la citoyenneté québécoise et, par conséquent, partent du Québec et déménagent en dehors du Québec? Qu'est-ce qui arriverait, à ce moment-là?

**M. Desjardins:** Ça, ça fait partie des accords fiscaux qui existent déjà et qu'il faudrait maintenir. Lorsque vous déménagez d'une province à une autre, à l'intérieur du Canada, au cours d'une année, est-ce que vous payez des impôts dans la province que vous avez quittée ou dans la nouvelle province?

**M. Maciocia:** Non, vous comprendrez que je suis Canadien, jusqu'à aujourd'hui, et je dois payer des impôts au Québec, demain matin, advenant l'indépendance du Québec. Je déménage

du Québec. Le Québec c'est un pays indépendant. Je veux rester Canadien...

**Une voix:** La porte est ouverte.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Maciocia:** Jacques...

**Une voix:** Tu déménagerais aussi ta maison. Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Maciocia:** Jacques, tu permets que je pose ma question?

**Le Président (M. Bélanger):** Ha, ha, ha! S'il vous plaît! S'il vous plaît!

**M. Maciocia:** ...et je déménage en Colombie-Britannique ou en Alberta. J'ai un certain dû au gouvernement du Québec, en impôt ou en créance. Qu'arrive-t-il à ce moment-là?

**M. Gendron (Claude):** Juridiquement, à notre avis, c'est comme toute autre créance. Si vous devez de l'argent au Québec, comme État souverain ou comme province, et que vous déménagez, si vous avez une créance qui est due, qui est arrivée à échéance, vous la devez, quel que soit l'endroit où vous demeurez. Vous pouvez déménager en Amérique du Sud. Si vous devez à l'impôt québécois 100 \$, vous devez 100 \$ à l'impôt québécois, peu importe l'endroit où vous allez.

Juridiquement, personnellement, je ne vois pas de distinction. Si, toutefois, vous n'admettez pas le pouvoir de taxation nouveau, par exemple, de l'État souverain et que vous déménagez, eh bien là, vous êtes soumis à une autre juridiction. Vous payez vos impôts dans cette autre province ou cet autre pays-là. Mais les sommes courues que vous devez déjà sont une dette comme une autre dette.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, à ce stade-ci, je voudrais vous remercier, M. Desjardins et M. Gendron, pour votre présentation. Et croyez-moi, c'est très utile dans la poursuite de nos travaux. Sans plus tarder, j'invite à la table des témoins, M. Claude Lamonde.

Bien, alors, je demanderais à chacun de vouloir reprendre sa place, s'il vous plaît. S'il vous plaît, si chacun pouvait reprendre sa place. Alors, nous recevons, présentement, M. Claude Lamonde, sur le partage de la dette. Sans plus tarder, je pense qu'on va laisser M. Lamonde s'exprimer. Auparavant, peut-être vous présenter, un petit peu, son curriculum vitae. Il est fellow de la Société des actuaux, fellow de l'Institut canadien des actuaux, membre de l'Association

actuarielle internationale et, depuis 1989, il est actuaire au bureau d'actuelles et conseillers Optimum Inc. Donc, sans plus tarder, nous demandons à M. Lamonde de nous présenter son point de vue. M. Lamonde, nous sommes tout ouïe.

**M. Claude Lamonde**

**M. Lamonde (Claude):** Bonjour, M. le Président, MM. les membres de la commission. L'exposé que je vous présente est un exposé qui touche davantage une démarche qui pourrait être utilisée pour parvenir à faire le partage des actifs et des passifs advenant la séparation du Québec. Évidemment, il y a plusieurs chiffres qui y sont introduits, qui donnent des idées ou des ordres de grandeur sur les phénomènes ou certains aspects importants. Mais il est bien sûr que ce ne sont pas des chiffres définitifs et qu'ils doivent être vus à la lumière de l'ampleur du mandat qui nous avait été confié, qui ne nous permettait pas nécessairement d'aller dans tous les détails.

Alors, ce qui est important dans la démarche que je représente, aujourd'hui, c'est l'emphase que l'on met sur le partage des actifs, c'est-à-dire que la plupart des études qui ont été présentées sur le plan économique, actuellement, mettent beaucoup d'emphase sur le partage des dettes, en mettant un peu de côté, ou en négligeant un peu l'impact que pourraient avoir les actifs dans ce partage des passifs. Alors, à mon point de vue, il faut d'abord se pencher sur le partage des actifs avant de considérer le partage de la dette. Dans le monde des affaires, dans les relations privées, lorsqu'on pense séparer nos actifs et nos passifs, je pense que la première chose qui nous intéresse, c'est de voir quels sont les actifs qui me reviennent avant de pouvoir tout de suite dire: Je suis intéressé à partager la dette...

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez, M. Lamonde. Est-ce qu'on pourrait demander de faire moins de bruit dans la salle, s'il vous plaît? Je pense que c'est très difficile pour notre invité de faire son exposé dans un tel contexte. Alors, s'il vous plaît, si on a des conversations parallèles à tenir, on va aller le faire à l'extérieur, s'il vous plaît. Merci. M. Lamonde, je m'excuse. Merci.

**M. Lamonde:** Alors, les étapes qui doivent être faites pour réaliser ce partage d'actifs et de passifs sont énumérées dans le premier chapitre de mon exposé, et je vais les résumer, rapidement. Il faut d'abord regarder le côté du partage des actifs, et nous avons identifié quatre étapes. La première, c'est de connaître exactement les actifs totaux du gouvernement fédéral, c'est-à-dire de connaître exactement la situation de ces actifs-là. La deuxième étape consiste à évaluer

ces actifs du gouvernement fédéral qui sont sur le territoire du Québec ou qui seraient appelés à être transférés au gouvernement du Québec. La troisième étape consiste à établir quelle est la part de ces actifs totaux qui devrait normalement, en toute équité, revenir au Québec, indépendamment du transfert réel qui est effectué. Et la quatrième étape, d'établir le surplus ou le déficit d'actifs advenant qu'on transfère plus d'actifs ou moins d'actifs que ce à quoi on a droit. Et ensuite, on peut procéder au partage de la dette, qui est beaucoup plus simple, jusqu'à un certain point, en concept, pas nécessairement en dollars. Les passifs sont très bien identifiés, des redressements ont été faits par le secrétariat, ont été suggérés par le secrétariat de la commission Bélanger-Campeau, qui m'apparaissent acceptables. Donc, établir les passifs de la première étape, c'est, je pense, une opération relativement simple.

La deuxième étape consiste à établir la part de ces passifs qui devrait, selon toute équité, revenir au Québec, et finalement, dans une dernière étape, faire les ajustements, compte tenu des surplus ou des déficits d'actifs qu'on a identifiés dans le partage des actifs. Alors, c'est le cheminement, ce sont les étapes qu'il serait équitable de faire, je pense, pour procéder à ces partages. Alors, si on passe aux actifs totaux du gouvernement fédéral, qui est la première étape, on voit que les actifs ont évolué de façon différente dans le temps, comparativement aux passifs. Les passifs ont été accumulés récemment, dans les dernières années. Le tableau 1 de l'exposé indique que le gouvernement fédéral avait 25 000 000 000 \$ de dettes en 1971, 38 000 000 000 \$ en 1976, 83 000 000 000 \$ en 1981.

Ce qui veut dire que 92 % de la dette du gouvernement fédéral ont été créés dans les vingt dernières années, 74 % si on se réfère aux dix dernières années. Du côté de l'actif, l'évolution des actifs et la constitution des actifs se sont faites au cours des générations, donc au cours des années et des décennies. On sait que bâtir un pays représente des efforts importants et nous sommes dans un pays évolué, avec des infrastructures et un développement important dans le monde occidental.

Ces développements se sont faits depuis les tout débuts de la Confédération. Mentionnons à titre d'exemples les chemins de fer, qui ont été construits dans les années 1870 jusqu'à 1900, il y avait un effort particulier dans ce secteur; les ports nationaux, qui datent eux aussi du début de la Confédération; la Société canadienne des postes, qui date du siècle dernier; le réseau routier national, qui a été subventionné fortement par le gouvernement fédéral dans les années vingt à cinquante, de même que les aéroports, les bases militaires, les ambassades qui, pour la plupart, ont été construits ou constitués avant 1960.

Donc, on a une situation historique évolutive qui est différente pour les actifs, comparativement aux passifs. Alors, quelle est la valeur de ces actifs? Les comptes publics du Canada donnent une valeur des actifs de 41 000 000 000 \$, ce qui est très mince, évidemment, comparativement aux passifs qui y sont démontrés. Par contre, il faut comprendre que les comptes publics du Canada n'identifient pas de valeur pour des actifs matériels autres que les sociétés d'État. Alors, les seules valeurs reflétées dans les comptes publics du Canada sont une valeur pour les sociétés d'État. Tous les autres actifs sont évalués à 1 \$. Alors, c'est une comptabilité publique qui est normale, mais qui a comme conséquence de montrer un bilan qui est un peu, je dirais, déséquilibré, puisqu'on montre des actifs à une valeur peu significative, alors que les passifs sont montrés à leur vraie valeur.

Alors, les experts de la commission Bélanger-Campeau avaient procédé à une réévaluation ou à un redressement de ces actifs. Dans le cas des actifs des sociétés d'État, donc les actifs financiers, ce redressement amenait la valeur de ces sociétés à 57 000 000 000 \$ au lieu des 42 000 000 000 \$ qui apparaissent dans les comptes publics. Pour y arriver, les experts avaient annulé certaines écritures comptables qui avaient comme objet de ramener les actifs à zéro pour certaines sociétés d'État, les sociétés consolidées. Et quant aux sociétés d'État-entreprise, qui sont une catégorie où les actifs apparaissent, ils ont effectué un certain redressement pour que la valeur soit celle de l'avoir des actionnaires dans l'état financier de la société d'État plutôt que la valeur qui apparaissait dans le compte public.

(11 h 15)

Alors déjà, ces ajustements comptables, plus un ajustement aussi pour la valeur des réserves d'or qui étaient comptées à 50 \$ l'once plutôt que la valeur actuelle dans les comptes publics fait en sorte qu'il y a déjà un redressement pour les actifs financiers, qui a été fait par la commission Bélanger-Campeau, par les experts dans le document de travail numéro 1 au chapitre IX.

Pour ce qui est des autres actifs non financiers, donc, des actifs matériels, possédés directement par les ministères et par la couronne, les experts de la commission Bélanger-Campeau ont utilisé une valeur de 72 000 000 000 \$. Pour ce faire, ils se sont basés sur le rapport Nielsen, qui était le rapport qui date de 1985. Ce rapport avait pour objet de revoir l'ensemble des programmes fédéraux, et on avait procédé, à ce moment-là, à une certaine évaluation des actifs du gouvernement fédéral, des actifs immobiliers. Alors, il faut bien être clair, c'étaient les biens immobiliers qui ont été étudiés dans ce rapport. Alors, ce rapport est, évidemment, très incomplet puisque, de toute façon, on disait dans ce rapport que la valeur

des actifs pouvait varier entre 40 000 000 000 \$ à 60 000 000 000 \$. La commission Bélanger-Campeau a retenu la valeur médiane de 50 000 000 000 \$ et elle l'a indexée jusqu'en 1990 pour obtenir le chiffre de 72 000 000 000 \$.

Alors, cette étude, ce chiffre qui avait été établi par la commission Bélanger-Campeau apportait beaucoup de réserve, même dans leur rapport. Ils nous mentionnaient qu'il ne s'agissait, évidemment, que d'une évaluation approximative, que le rapport Nielsen n'avait pas procédé à une compilation exhaustive de ces biens, qu'une liste de ces biens avec une valeur inventoriée n'était pas faite, et que, donc, certains éléments d'actifs aussi n'étaient pas évalués, comme les biens non immobiliers, à titre d'exemple, les parcs nationaux et certains terrains qui n'avaient pas des vocations précises ou spécifiques. Alors, c'est la situation où on est actuellement sur la valeur des actifs. Dans l'exposé que je vous fais, j'ai essayé d'identifier les éléments d'actifs les plus importants et voir comment, par des indicateurs généraux, ces actifs pourraient être estimés, et s'ils sont estimés de façon adéquate par cette formule. Et on arrive à voir que pour la plupart de ces actifs importants, il y a une sous-estimation relativement systématique de ces actifs.

En termes de définition de la valeur des actifs, nous avons retenu, évidemment, lorsque c'était possible, la valeur au marché, puisque lorsque un marché existe pour un bien, on pense que c'est le meilleur prix qu'on peut lui attribuer. Par contre, il existe plusieurs biens possédés par le gouvernement du Canada qui n'ont pas de valeur marchande comme telle. On peut prendre des exemples tels que les routes, tels que des ponts, tels que des parcs et ces actifs doivent aussi être évalués, et on leur a attribué une valeur de remplacement. Alors ici, je pense qu'il faut faire attention. Il y a des études d'économistes, telles que celle qui vient de sortir par le C.D. Howe Institute, qui ont tendance à mettre des valeurs à zéro pour beaucoup d'actifs, sous prétexte que plusieurs de ces actifs sont générateurs de coûts. Par exemple, une route dans un parc entre Banff et Jasper coûte x millions de dollars par année à entretenir, donc, on n'y met aucune valeur. On suggère de n'y mettre aucune valeur.

Alors moi, je pense que ce n'est pas une approche adéquate, puisque c'est un choix de société, c'est-à-dire que si on a, dans un coin de pays, décidé de bâtir des infrastructures à même les taxes des payeurs de taxes, et que c'était une décision qui avait une valeur utilitaire et qu'il y a des coûts rattachés à ça, le fait que l'utilisation de ces biens-là soit gratuite – parce qu'on ne charge pas aux gens pour les utiliser – ça n'enlève pas la valeur de ces actifs sociaux là. Si on décide de prendre un espace et de ne pas couper les... par exemple, une forêt, et de ne pas couper le bois sur cette forêt, c'est

un choix économique qu'on fait, mais ça n'enlève pas la valeur de ce terrain. Alors, j'ai quelques exemples, que je peux vous présenter, où les actifs nous apparaissent sous-évalués. Évidemment, ce n'est pas une étude exhaustive, comme je l'ai dit au début. Il n'est pas possible, dans le laps de temps et les ressources qu'on a eus, de pouvoir passer à travers un exercice aussi difficile, aussi long et aussi complexe.

Il y a quelques exemples qui apparaissent, comme celui de la Commission de la Capitale nationale. Alors, cette Commission de la capitale nationale possède 48 000 hectares de terrain dans la région de la Capitale nationale, soit 10 % de tous les terrains de la région. Ça comprend une ceinture de verdure, des promenades, des parcs, des lieux historiques, etc. L'évaluation de ces actifs qui a été faite dans le rapport Nielsen est sous-évaluée, à notre point de vue, puisqu'il s'agit de terrains qui sont situés dans des centres urbains et où les coûts des terrains sont très élevés. Nous estimons, selon des critères d'évaluation reconnus pour des terrains de telle valeur, que la sous-estimation, pour la Commission de la Capitale nationale, pourrait être de l'ordre de 7 000 000 000 \$.

Un autre exemple dans les sociétés d'État c'est la Harbourfront Corporation, qui est la compagnie qui possède des terrains près du lac Ontario, à Toronto. Alors, ces terrains sont évalués à 1 \$ dans les actifs; ils ont coûté une centaine de millions de dollars dans les quinze ou vingt années précédentes, et on pense qu'ils valent beaucoup plus qu'il n'est indiqué. De sorte que, pour ces sociétés d'État, qu'on appelle consolidées, on pense que les actifs pourraient être évalués au total à 7 000 000 000 \$.

Maintenant, parmi les entreprises, sociétés qui ne sont pas consolidées dans les états financiers du gouvernement du Canada, nous avons aussi isolé quelques situations particulières, telle que la Société canadienne des postes. La Société canadienne des postes est évaluée, dans ses états financiers, à un actif de 1 400 000 000 \$. Par contre, les terrains sont évalués, dans ces états, à 239 000 000 \$. Alors, compte tenu que cette société possède des édifices pour une superficie de 2.2 millions de mètres carrés et près de 500 hectares de terrains, il nous apparaît clair que cette estimation est très au-dessous de sa vraie valeur et qu'une valeur de près de 2 000 000 000 \$ serait plus réaliste. Il en est de même de la Compagnie des chemins de fer nationaux qui possède 35 000 kilomètres de voie ferrée au Canada, dont un peu moins de 15 % au Québec. Il faut voir que la concentration de la population du Québec près du Saint-Laurent fait en sorte que la nécessité d'un fort réseau de voies ferrées est moins coûteuse, per capita, que dans les provinces de l'Ouest où on a des concentrations de population plus basses. Ce qui fait que les coûts, dans cet exemple, les valeurs, sont davantage situés en

dehors du Québec qu'au Québec.

Une autre indication qui pourrait nous le confirmer, ce sont les unités de locomotives qui, à elles seules, valent près de 1 000 000 000 \$ et qui sont, à 10 %, situées au Québec, et 90 % ailleurs. Les états financiers du Canadien National montrent un actif total de 5 000 000 000 \$, les terrains étant établis à une valeur négligeable. Nous pensons, à partir d'une extrapolation, on n'a pas les données partout dans le Canada, de Montréal, où le CN dispose de 1500 hectares, soit 1,5 kilomètre carré de superficie sur l'île, à une évaluation représentative de la valeur de ces terrains, dans un centre-ville que, sur l'île de Montréal uniquement, ces terrains valent près d'un quart de milliard de dollars. Si on extrapole pour d'autres grands centres au Canada, on pense qu'une valeur de 2 000 000 000 \$ ne serait pas exagérée. Compte tenu aussi qu'il y a des voies en dehors des grands centres et qu'elles sont très longues, on pourrait estimer qu'un autre 1 000 000 000 \$ pour l'ensemble des voies qui ne sont pas dans les grands centres ne sont pas incluses dans ces actifs. De sorte que, pour les terrains, on pourrait estimer à 3 000 000 000 \$ la sous-estimation des actifs. Dans le cas des autres actifs du CN, qui sont des actifs immobiliers, comme ils sont évalués au coût et non pas à leur valeur marchande, nous pensons qu'il y a, là aussi, une sous-estimation importante qui pourrait atteindre 4 000 000 000 \$, soit 7 000 000 000 \$ pour l'ensemble du Canadien National.

Alors, si on récapitule pour les sociétés d'État, on avait 7 000 000 000 \$ de sous-estimation pour la Commission de la Capitale nationale et la Corporation Harbourfront, 2 000 000 000 \$ pour la Société des postes et 7 000 000 000 \$ pour le Canadien National, ce qui nous donne, pour les sociétés d'État, une estimation de 16 000 000 000 \$ à ajouter aux montants déjà identifiés par la commission Bélanger-Campeau.

Maintenant, concernant les actifs non financiers, donc des actifs détenus par des ministères, un autre exemple c'est Transport Canada. Alors, Transport Canada possède les aéroports, la Commission des ports, les ports publics, des ponts et la Voie maritime. Dans le rapport Nielsen, on indique clairement que les terrains des 315 ports publics au Canada ne sont pas évalués. Et si on ajoute à ça une sous-évaluation pour certaines commissions de ports et de la Garde côtière, on pense qu'une sous-estimation de 1 000 000 000 \$ pourrait facilement être trouvée à l'intérieur du ministère des Transports. Je pense qu'il est important de signaler aussi, ici, que la proportion des ports publics au Québec est de beaucoup inférieure à sa population, étant de l'ordre de 10 %.

Maintenant, le ministère de la Défense nationale. Ce ministère a dépensé, en dépenses de capital depuis les 10 dernières années, 15 000 000 000 \$. Alors, ce ne sont pas des

dépenses de fonctionnement, ce sont des dépenses de capital qui apparaissent directement dans les comptes publics du Canada. Ces 15 000 000 000 \$ se comparent à 10 000 000 000 \$ pour les 5 dernières années. Alors, des 15 000 000 000 \$ des 10 dernières années, il y en a 10 000 000 000 \$ qui sont dans les 5 dernières années. Alors, ça nous apparaît... Ces actifs ne sont pas évalués dans le rapport Nielsen non plus. Nous pensons que, si on retient une valeur de 10 000 000 000 \$ pour l'ensemble de ces dépenses de capital, la valeur de ces dépenses de capital, après dépréciation mais en tenant compte aussi de la valeur marchande, donc pas de la valeur au coût, qu'une valeur de 10 000 000 000 \$ pour ces actifs ne serait pas exagérée. On n'a qu'à penser aux CF-18 qui valent un demi-milliard de dollars chacun, et pour les frégates, on n'a pas encore les chiffres, parce que ça augmente continuellement. Je pense qu'on n'exagère pas en disant que l'ensemble des actifs des bases militaires puisse représenter 10 000 000 000 \$. Si on ajoute à ces équipements les terrains qui ne sont pas partie des dépenses de capital des bases militaires, on peut ajouter un autre 1 000 000 000 \$ pour un total de 11 000 000 000 \$.

(11 h 30)

Le rapport Nielsen non plus ne met pas de valeur sur des actifs à l'extérieur du territoire du Canada, donc le ministère des Affaires extérieures, les ambassades, ne sont pas calculés dans les actifs. Nous savons que l'ambassade du Japon à elle seule, les terrains de cette ambassade sont évalués parfois à 1 000 000 000 \$, parfois à 2 000 000 000 \$, selon les fluctuations du marché. Nous savons que l'ambassade de Washington a coûté 100 000 000 \$ à construire à la fin des années quatre-vingt, que plusieurs autres ambassades telles celles de la France et de l'Angleterre sont situées dans des endroits stratégiques, à des coûts relativement élevés, et valent elles aussi facilement dans les 100 000 000 \$. D'ailleurs le rapport annuel même du ministère des Affaires extérieures, sans faire d'analyse ou présenter aucun détail, cite à un moment donné une valeur approximative de 4 000 000 000 \$ pour l'ensemble des ambassades. Alors, il y a là aussi, nous pensons, une sous-estimation qui pourrait être de l'ordre de 4 000 000 000 \$.

Un autre ministère où il y a beaucoup d'actifs, c'est celui des Travaux publics qui possède la majorité des immeubles du gouvernement fédéral. Par contre, le rapport Nielsen donne très peu d'indications sur ce ministère en termes de valeur. Et on ne peut pas dire, même si on connaît de façon grossière les superficies de bâtiments qui sont possédés et les superficies de terrains, on peut difficilement établir la sous-estimation puisque le rapport Nielsen n'a pas identifié une valeur précise à cet actif-là. Il l'a inclus dans l'évaluation globale, et on ne peut

pas dire que cet actif a été sous-estimé de x milliards de dollars.

Donc, je pense que c'est un endroit où il faudra, dans des études ultérieures, être très vigilant puisqu'il s'agit d'une partie importante des actifs du gouvernement du Canada. Mais, pour les fins de notre exposé, nous n'y avons indiqué aucune sous-estimation de valeur pour ces actifs.

Un autre ministère, celui de l'Environnement qui possède Parcs Canada. Actuellement, le Canada possède, le gouvernement du Canada possède 40 000 kilomètres carrés de parcs nationaux, si on exclut le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest où il y a 140 000 kilomètres carrés de territoire. Alors, en attribuant une valeur selon les situations de ces différents sites, qui tiennent compte d'une valeur économique, on arrive à 3 000 000 000 \$ pour l'ensemble de ces parcs nationaux. À peine 2,4 % de la superficie des parcs nationaux au Canada sont situés au Québec. Enfin, c'est des éléments importants puisqu'on peut voir en cours de route qu'il y a plusieurs actifs qu'on a pu voir, qu'on a pu faire ressortir. Dans plusieurs de ces cas-là, le Québec n'a pas une part des actifs qui est proportionnelle à sa population.

Maintenant, un autre élément intitulé machinerie et équipements. Alors, c'est sûr que le rapport Nielsen ne touche pas à ce type de biens puisqu'il s'en tient aux biens immobiliers. Le gouvernement du Canada a dépensé, dans les 10 dernières années, 7 000 000 000 \$ de capital, de dépenses en capital, si on exclut la Défense nationale dont on a parlé tout à l'heure, donc il y a des dépenses en machinerie et équipements, hors Défense nationale, de 7 000 000 000 \$ au cours des 10 dernières années. Alors, en y faisant des ajustements pour l'inflation et pour la dépréciation, on pense qu'un montant de 5 000 000 000 \$...

**Le Président (M. Bélanger):** M. Lamonde, je vous demanderais de conclure s'il vous plaît.

**M. Lamonde:** Ah bon!

**Le Président (M. Bélanger):** Pour qu'on puisse garder une période de questions assez importante. Je vous en prie.

**M. Lamonde:** Alors, peut-être là passer à l'autre étape à ce moment-là, ça va assez rapidement, qui est la partie des actifs qui revient, qui serait transférée au Québec. Alors, peut-être pour conclure sur la valeur des actifs, en ajoutant les sous-estimations qu'on a pu faire, on augmentait la valeur des actifs à 169 000 000 000 \$ comparativement à 129 000 000 000 \$ dans le rapport Bélanger-Campeau. Ce qui fait 40 000 000 000 \$ de plus.

Alors la deuxième question, la deuxième étape c'est: Quels sont, parmi ces actifs, ceux



qui seraient transférés au Québec? Évidemment, c'est difficile de répondre à cette question. Nous avons regardé la composition de ces actifs et indiqué un montant de 25 000 000 000 \$ comme étant vraiment un montant maximal que nous pensons qui pourrait être transféré dans ce cadre, ce qui représenterait à peu près 15 % des actifs totaux.

L'étape suivante consiste à déterminer la partie de ces actifs totaux qui devrait revenir au Québec. L'hypothèse que nous utilisons est celle de l'évolution historique de la population, c'est-à-dire que, compte tenu que les actifs ont été bâtis au cours de toute la Confédération, que la population a varié - celle du Québec par rapport au total - de façon importante dans cette période-là - à titre d'exemple, la population du Québec par rapport au Canada était de 59 % lorsque le Bas et le Haut-Canada ont été réunis en 1841 et elle était autour de 33 % lors de la Confédération, et s'est maintenue entre 30 % et 28 % jusqu'à il y a 20 ans - donc, le Québec représentait une partie du Canada qui pouvait être de l'ordre de 29 % jusqu'à 1971 et, par la suite, autour de 26 % de la population totale. Alors, si on veut, de façon équitable, répartir ces actifs, on doit se poser la question: Qui a contribué à bâtir ces actifs? Et attribuer à chacun les valeurs qui lui reviennent. Compte tenu que la plupart des actifs - on les estime à 80 % - datent de plus de 1975, donc sont antérieurs, et que la population du Québec, à ce moment-là, était autour de 29 % et que si on prend, pour les autres 20 %, 26 % de population, on arrive à un facteur de pondération moyen de 28,4 % des actifs à distribuer au Québec ou qui devraient revenir au Québec, théoriquement. Alors, 169 000 000 000 \$ des actifs totaux, 28,4 % de ces actifs totaux qui reviennent au Québec, ce qui représente 48 000 000 000 \$ d'actifs qui devraient revenir au Québec.

À l'étape suivante, il s'agit d'établir le surplus ou le déficit d'actifs. Comme le Québec, dans ce scénario, a droit à 48 000 000 000 \$ d'actifs et que seulement 25 000 000 000 \$ d'actifs lui sont effectivement transférés, nous avons donc un déficit d'actifs de 23 000 000 000 \$.

Maintenant, si nous passons au passif, la commission Bélanger-Campeau a établi le passif, après quelques ajustements, à 329 000 000 000 \$, ce qui exclut les comptes des régimes de retraite. Sur cette base, quelle est la partie des passifs du gouvernement fédéral qui devrait revenir au Québec?, ce qui est l'autre étape suivante. Alors, si on veut respecter le principe initial que le partage des actifs et des passifs doit se faire sur une base équitable et ne doit pas avoir comme conséquence de permettre à l'une des parties de s'enrichir aux dépens de l'autre, nous pensons que la partie des dettes qui revient au Québec, c'est celle qui aurait été payée si le Québec était demeuré à l'intérieur

du Canada, donc les recettes fiscales prélevées au Québec par le gouvernement fédéral, ce qui représente 22,8 % du total. Par contre, il est possible que, suivant la séparation du Québec, il y ait une migration de population qui pourrait faire, soit de façon historique soit de façon ponctuelle, que la part de 22,8 % pourrait être surévaluée, si certains individus payaient la dette du côté du Canada plutôt que du côté du Québec. Donc, nous pensons qu'un chiffre de 20 % nous apparaîtrait équitable, compte tenu des possibilités qui existent à ce moment-là. Alors, si le Québec assume 20 % du total des passifs, ça représente un montant de 66 000 000 000 \$, 20 % de 329 000 000 000 \$.

La dernière étape consiste à établir la dette nette transférée au Québec. À partir des 66 000 000 000 \$ qui reviennent au Québec comme dette, si on enlève un montant de 23 000 000 000 \$ pour des déficits d'actifs, donc des actifs qui n'ont pas été transférés au Québec mais auxquels il avait droit, la dette est réduite à 43 000 000 000 \$.

Dans un dernier chapitre, la question du financement de cette dette a été envisagée. La première constatation concerne les REER et les régimes de retraite auprès des employeurs. Selon les comptes du bilan national, actuellement, 400 000 000 000 \$ sont détenus par les Canadiens sous forme de placement en REER ou en régime de retraite. Ces fonds doivent être placés de façon très majoritaire dans des titres canadiens. Actuellement, le pourcentage de la partie qui peut être hors Canada a été augmenté à 16 %. Donc, la majorité des REER et des régimes de retraite sont investis au Canada. Ces véhicules de placement constituent des acheteurs privilégiés des titres de créance du gouvernement fédéral.

Pour rapatrier la partie de la dette du gouvernement fédéral qui lui revient, le gouvernement du Québec devra modifier les règles du jeu afin de créer lui aussi un marché interne pour l'émission de ses propres titres de créance. Au fur et à mesure que le gouvernement du Québec rapatriera sa dette, il pourra modifier ses lois pour obliger les fonds des REER et des régimes de retraite à investir un pourcentage croissant dans des titres de créance du Québec. Ce qui créerait un marché pour ces titres, de la même façon que le Canada le fait actuellement pour ses propres titres. La partie du marché actuel des titres de créance du gouvernement fédéral, qui serait libérée par le remboursement de la dette au gouvernement fédéral, pourrait créer un espace pour le gouvernement du Québec afin d'obtenir un marché, lui aussi, pour ses titres de créance.

Un autre aspect du financement concerne le financement par la Banque du Canada. On sait que la Banque du Canada détient à son passif 20 000 000 000 \$ de billets en circulation. Actuellement, ces passifs sont appuyés par des

obligations du gouvernement du Canada pour un montant équivalent. Alors nous pensons que dans l'optique d'une union monétaire, la Banque du Canada devrait financer environ 5 000 000 000 \$ d'obligations du Québec: ce qui est la proportion de l'activité économique au Québec par rapport au Canada.

Finalement, l'impôt différé. Si on revient à nos régimes de retraite et à nos REER pour plus de 400 000 000 000 \$ – dans la mesure où le Québec assume sa part de la dette – les impôts qui sont dus sur les régimes de retraite ou les REER au gouvernement fédéral seraient dus au gouvernement du Québec, puisque ces impôts différés ont eu comme résultat d'aggraver la dette du gouvernement fédéral. Dans la mesure où on assume cette dette, il y a transfert d'un actif, qui est l'impôt différé, et à ce moment-là on pense que cet actif pourrait être de l'ordre de 20 000 000 000 \$.

Évidemment, si on parle du bilan, quelle serait la position du bilan du gouvernement du Québec après cette opération? Alors, on a dit qu'il y avait un montant de 25 000 000 000 \$ d'actifs additionnels qui serait ajouté au bilan. Et du côté des passifs, un montant de 43 000 000 000 \$. Il faut ajouter des notes à ces éléments inscrits à l'actif et au passif. L'une concernant 20 000 000 000 \$, dont on vient de parler pour l'impôt différé à l'actif, et au passif un montant de 10 000 000 000 \$ pour les régimes de retraite des employés du gouvernement fédéral qui seraient transférés au gouvernement du Québec et pour lesquels il n'y a pas d'emprunt comme tel à faire, mais qui doivent être financés au fur et à mesure que les retraites seront payables.

(11 h 45)

Pour conclure, je pense que les points importants... Un, c'est que l'évaluation de l'ensemble des actifs détenus par le gouvernement fédéral constitue une étape fondamentale, préalable au partage des passifs. Deuxièmement, les différentes sources d'information disponibles sur la valeur de ces actifs, que ce soient les comptes publics du Canada, les comptes du bilan national, le rapport Bélanger-Campeau, sous-estiment la valeur de ces actifs. Les actifs du gouvernement du Canada pourraient comporter une valeur de 169 000 000 000 \$. Les analyses financières effectuées jusqu'à maintenant tendent à démontrer que la valeur des actifs qui reviennent au gouvernement du Québec est plus élevée que la valeur des actifs situés sur son territoire. Le déficit d'actifs qui en résulterait pourrait être de l'ordre de 23 000 000 000 \$. Ce qui pourrait réduire la dette éventuelle assumée par le gouvernement du Québec. Les passifs, quant à eux, sont plus faciles à déterminer que les actifs si on applique au montant établi par la commission Bélanger-Campeau de 329 000 000 000 \$ la part du Québec de 20 %, on obtient 66 000 000 000 \$ qui est réduite à

43 000 000 000 \$ après ajustement pour le déficit d'actifs. Finalement, les bilans du Québec demeureraient relativement sains après ce partage bien que les actifs auront moins augmenté que les passifs. Les impôts différés du gouvernement fédéral deviendront la propriété du gouvernement du Québec, ce qui aura un effet positif. Enfin, des sources de financement à l'intérieur même du Canada et du Québec telles les REER, les régimes de retraite et la Banque du Canada pourraient contribuer à faciliter le financement d'une partie de la dette additionnelle sur le marché intérieur.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. Lamonde. On va vous soumettre maintenant aux questions des collègues. M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Merci, M. Lamonde, pour votre mémoire et votre présentation de même que pour votre participation à nos débats de ce matin. Lorsque je vous entendais mentionner tantôt l'Outaouais, ça m'a frappé un peu. Vous parlez qu'il y avait une évaluation, vous estimiez à 7 000 000 000 \$ les actifs du gouvernement fédéral dans l'Outaouais québécois – je ne pense pas que ça soit exagéré – mais ce qui surprend un peu c'est justement le fait que ça représente près du tiers de tous les actifs du gouvernement du Canada situés en territoire québécois. Et c'est probablement... Là, vous pourrez facilement comprendre, de même que les membres de la commission, quelle importance le gouvernement fédéral pouvait avoir dans l'Outaouais québécois et surtout dans la ville de Hull alors que l'on sait que c'est justement grâce à sa présence que la ville de Hull a pu diminuer son taux de taxe cette année, même avec la réforme Ryan et qu'elle pourra probablement descendre encore les taxes ou même les maintenir au niveau où elles sont présentement.

Mais j'aimerais vous ramener à la page 25 de votre mémoire si vous le voulez, M. Lamonde. Vous dites à un moment donné: "Au moment de la séparation du Québec du Canada, pour respecter le principe que le partage des actifs ne doit pas avoir pour résultat de modifier la richesse relative des parties, il faut répondre à la question suivante: Qui a contribué à bâtir les actifs qui font l'objet du partage?" Puis quand je lis ça, je pense justement à l'Outaouais. Nous avons une qualité de vie dans l'Outaouais qui est hors de l'ordinaire. Je ne connais pas beaucoup de villes dans le monde qui ont un lac en plein centre-ville, un ruisseau en plein centre-ville, un parc qui part du plein centre-ville et qui s'en va vers des profondeurs illimitées, le parc de la Gatineau pour le nommer. Je pense qu'il y a une richesse et cette richesse-là, c'est toute la collectivité canadienne qui l'a payée. Alors, tout ça pour vous dire: Est-ce que vous pensez que le reste du Canada serait d'accord avec la façon de

faire que vous proposez? N'est-il pas possible qu'ils nous demande par exemple de contribuer aux passifs — parce que vous en avez fait mention — d'environ 25 % et de ne prendre que 25 % des actifs? Ou encore: À quoi faudrait-il s'attendre si le reste du Canada nous disait: Assumez 25 % de la dette, prenez vos 25 000 000 000 \$ d'actifs sur votre territoire qui est situé au Québec et oubliez les 48 000 000 000 \$ qui sont situés hors de notre territoire, hors-Québec?

**M. Lamonde:** Écoutez, je pense qu'il faut avoir des principes de base. Le principe qu'on suggère ici, c'est un principe d'équité basé sur la constitution de ses actifs et qui les a construits. Comme vous avez mentionné vous-même, tous les payeurs de taxes canadiens ont contribué à bâtir ces actifs. Donc, je pense que la solution du partage doit être globale, elle doit voir, en même temps, les actifs et les passifs et elle doit être logique. Il m'apparaît que les actifs, on sort cet exemple d'un actif important, il y a beaucoup d'autres actifs importants, aussi — qui ont été constitués dans le temps, alors que notre contribution était plus grande dans les recettes fiscales du fédéral. C'est sûr que le genre d'objection que vous mentionnez va survenir. Je ne nie pas qu'il y aura négociation, donc, d'autres principes, sûrement, que celui-là seront invoqués par d'autres.

**M. LeSage:** Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci aussi. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Bienvenue, M. Lamonde. Je voudrais d'abord féliciter M. Lamonde pour l'excellente qualité de son mémoire et la clarté des énoncés ainsi que des principes qui sont exposés. Je voudrais noter que c'est, je pense, la première fois que nous avons un actuaire devant cette commission. Et sans être critique envers les juristes et les économistes qui vous ont précédé, en tout respect pour eux, je voudrais simplement mentionner que ce que vous énoncez là, ce sont les principes qui servent de base, de façon générale, à toute évaluation d'entreprise lorsqu'il s'agit d'une transaction ou d'échange de cette entreprise.

Les valeurs au bilan et les flux de revenus qui sont escomptés lorsque vous avez des transactions qui sont amenées devant des conseils d'administration de banques, ils procèdent de cette façon. Je reconnais votre expérience et je pense que, sur ce plan-là, c'est la première fois qu'un tel exposé vient devant la commission. Il avait d'abord été amorcé avec la commission Bélanger-Campeau, mais vous allez au-delà de ce que la commission Bélanger-Campeau a exposé et, en particulier, un certain nombre d'actifs avaient

été omis dans l'évaluation, et c'était très clairement dit. Mais il était important de rappeler les valeurs de ces actifs dont on avait omis l'évaluation.

Je pense que ce que cela traduit, en particulier la question que vous posez: Qui a contribué à la constitution de ces actifs? C'est la réalité historique du Canada parce qu'au fond on pourrait revenir à l'origine de la constitution du Canada. Et même auparavant, lorsqu'on a fusionné les dettes et les actifs dans l'Acte d'union, alors que beaucoup d'actifs étaient au Québec à l'époque et plus qu'en Ontario, le Québec étant d'ailleurs, à ce moment-là, plus développé parce que depuis 200 ans, on construisait sur le territoire du Québec. Mais, à ce moment-là, on a fusionné les actifs au total et on a fusionné les dettes, qui étaient à trois quarts de cette dette en provenance de l'Ontario, du Haut-Canada, et au quart en provenance du Québec.

En réalité, depuis ce temps, le fédéral avait remboursé les dettes, donc, les trois quarts de la dette, la dette du Haut-Canada était trois fois plus élevée que celle du Bas-Canada. Et depuis tout ce temps, nous avions payé nos dépenses en immobilisations, nos dépenses en capital comptant. Il faut tenir compte de ce fait dans toute négociation, et je pense que sur ce plan, vous établissez les bases d'une véritable négociation, actuellement, parce qu'il faut revenir aux valeurs au bilan. Alors, vous dites: La commission Bélanger-Campeau a sous-évalué les actifs, elle le dit elle-même, elle l'admet, je pense, elle-même, mais encore faut-il y revenir. Et cet aspect des choses n'a pas été mis en lumière beaucoup depuis les travaux de cette commission.

Si je comprends, l'évaluation que vous faites tient compte des valeurs au marché ou essaie, dans la mesure du possible, c'est la base d'évaluation que l'on prend toujours lorsqu'on fait une transaction. Et l'on voit, par exemple, en ce qui concerne les chemins de fer, l'évaluation qui est indiquée. Moi, j'aimerais savoir quelles sont, pour le bénéfice de cette commission, les démarches que vous avez faites pour faire ou établir cette évaluation. Sur quelles bases, plus précisément, vous êtes-vous assis pour donner les chiffres que vous avez là? En d'autres termes, est-ce que, encore, dans les chiffres que vous présentez, il y a une sous-évaluation ou il y a encore une marge à des travaux qui vont préciser ou qui pourraient nous amener à dire que les actifs valent encore plus? Je ne voudrais pas vous amener à dire nécessairement que le Canada nous devra de l'argent lorsque nous serons en sécession, mais ça pourrait arriver.

**M. Lamonde:** Effectivement, je pense que, d'après l'étude qu'on a pu faire, le risque après cette évaluation est davantage à une sous-estimation encore qu'à une surestimation puisque

nous avons identifié seulement quelques éléments d'actifs pour lesquels nous avions des informations, souvent pas complètes non plus. Donc, je pense que, effectivement, on peut parler d'un minimum et qu'une étude plus approfondie qui inclurait beaucoup plus d'actifs que ceux qu'on a fait pourrait donner des résultats différents.

Maintenant, pour ce qui est de la démarche pour l'évaluation, enfin, il s'agit d'établir deux choses: d'une part, les superficies, les immeubles qui sont détenus. Évidemment, on n'a pas fait une vérification sur place de la valeur de chacun des immeubles, tout le monde le comprend bien, mais il s'agissait de mettre des ordres de grandeur à partir des superficies qui existent et à partir des valeurs normalement attribuées par des spécialistes en évaluation. À titre d'exemple, lorsque j'ai regardé la question des parcs, je me suis assuré, avec des spécialistes en évaluation, par exemple de la région du parc de la Mauricie, que les prix qui étaient mis sur les hectares dans cette région correspondaient aux prix des transactions qui se font sur des terres boisées dans cette région. Évidemment, c'est un peu un travail de détective parce qu'il n'y a aucune donnée qui existe de façon précise nulle part mais, par exemple, pour le Canadien National, j'ai pu obtenir d'eux pour Montréal les superficies qu'ils possèdent sur le territoire. Donc, c'est un peu pour chacune des situations, là, avec les sources les plus crédibles possible que nous pouvions obtenir. Il est sûr que c'est perfectible mais l'idée était de montrer davantage une démarche et d'essayer de visualiser le modèle avec des vrais chiffres.

**M. Léonard:** Autre élément neuf que vous apportez dans la discussion, ce sont les impôts différés qui seront dus au gouvernement sur les REER. Effectivement, il faut comprendre que le fait d'investir dans un REER fait que nous différons l'impôt à payer sur ces revenus. Je pense que c'est communément admis, c'est le principe et que vous devez payer de l'impôt lorsque vous recevez, vous retirez des fonds du REER au moment où vous prenez votre retraite. Effectivement, vous apportez comme évaluation une somme de 20 000 000 000 \$ sur les 400 000 000 000 \$ de REER détenus par des Canadiens, à l'heure actuelle, quant aux revenus qu'ils pourraient retirer de leur REER et vous évaluez cette somme comme impôt différé à 20 000 000 000 \$. Est-ce que vous pouvez élaborer davantage sur le calcul pour arriver à 20 000 000 000 \$? Je dois reconnaître que c'est, encore une fois, la première fois que cet élément vient devant la commission et, à mon sens, il est réel. Même si on ne peut inscrire l'évaluation comme telle au bilan, la note qui apparaîtrait nécessairement, même dans une entreprise privée, serait partie des dettes ou des actifs éventuels de l'entreprise. Est-ce que vous pouvez élaborer davantage puisque vous n'avez pas eu le temps à

la fin? On vous a demandé de conclure, mais ceci est un élément fort important puisqu'il s'agit d'une somme que vous estimez à 20 000 000 000 \$.

(12 heures)

**M. Lamonde:** En fait, comme vous dites, les 400 000 000 000 \$ des REER et des régimes de retraite détenus par des Canadiens, si on estime qu'il y a 20 % de cette partie-là des 400 000 000 000 \$ qui est détenu par des résidents du Québec, ça représente un montant de 80 000 000 000 \$. Je pense que les 20 % sont une estimation relativement conservatrice puisque la plupart des chiffres qu'on a pu voir sur le lieu de résidence des détenteurs de REER, ce ne sont pas des chiffres qu'on peut avoir clairement, mais ce serait de l'ordre de 20 % à 22 %. Donc, en mettant 20 %, je pense qu'on a une estimation relativement conservatrice, ce qui donne 80 000 000 000 \$. Alors, pour obtenir les 20 000 000 000 \$, qui sont le quart de 80 000 000 000 \$, c'est le taux minimum d'impôt qui est actuellement demandé par le gouvernement fédéral sur les revenus. Donc, l'hypothèse étant que la plupart de ces revenus-là seraient tous taxables, puisqu'ils ont été investis en franchise d'impôt, donc, il n'y aurait personne... Et là encore, je pense qu'il y a un élément de sous-estimation parce qu'il y a des parties de ces fonds-là qui seraient taxées à un niveau supérieur au niveau de base de 25 %. Donc, les 20 000 000 000 \$ m'apparaissent un chiffre relativement conservateur. Et comme vous mentionnez, même si ça n'apparaît pas directement aux actifs, c'est un élément important dont tiendront compte les marchés financiers lorsqu'il sera temps de négocier des emprunts. Parce que la comptabilité actuelle du gouvernement est ainsi faite qu'on comptabilise, par exemple, dans nos dépenses, les fonds de pension des employés du gouvernement comme une vraie dépense, et on ne tient pas compte des impôts différés pour les autres citoyens. Alors, il me semble qu'il y a un déséquilibre à ce niveau.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Châteauguay.

**M. Kehoe:** Merci, M. le Président. M. Lamonde, votre exposé nous a montré sans équivoque la difficulté qu'on va avoir pour préciser, pour évaluer la valeur des actifs au Canada. Vous mentionnez à la page 9 de votre rapport qu'une évaluation complète et précise des actifs nécessitait des travaux gigantesques. À la page 20, vous dites que c'est un exercice très complexe. Et, en effet, c'est bien clair. Je me demande comment on va procéder, effectivement, dans le concret. Est-ce que le Québec va avoir des évaluateurs? Est-ce que le Canada va avoir des évaluateurs? Est-ce qu'on va faire ça en même temps? De quelle façon est-ce qu'on va procéder? Vous avez mentionné la CCN dans la

région de l'Outaouais, où je suis député, il y a une différence, un écart de quelque, quoi, 7 000 000 000 \$ entre l'évaluation. Ça commence à être de l'argent énorme, ça. Quand on pense au parc de la Gatineau, qui a été bâti pour tous les citoyens du Canada au complet, et lorsque — si elle vient — viendra la séparation du Québec — je pense qu'il aura une autre vocation. Il s'agit d'un terrain vaste, tout près de Hull, tout près d'une région qui est urbaine. À ce moment-là, les évaluateurs du Québec, quand ils vont évaluer le parc de la Gatineau, mettons, juste concrètement, celui-là, là, et les évaluateurs, mettons, pour le Canada, qui vont l'évaluer, je vois la difficulté, je me demande dans le concret de quelle façon on va procéder.

**M. Lamonde:** Dans l'exemple du parc de la Gatineau, je pense que le fait que le parc appartienne au gouvernement du Québec plutôt qu'au gouvernement du Canada, même qu'il ait des vocations ou une orientation différente qui lui soient attribuées, ça ne change pas sa valeur, ça. La façon dont la valeur a été établie, c'est une valeur marchande. Donc, ce qu'on sait, c'est qu'un parc de cette envergure-là a une valeur économique. On a décidé, par choix social, de ne pas exploiter la valeur économique comme telle, mais plutôt d'en faire bénéficier la population par un bien-être additionnel. Bon! Ça ne change pas comme telle la valeur, c'est un choix social. Alors, pour moi, l'évaluation de ce parc, par exemple, va se faire sur la même base que celle des autres parcs dans le Canada. Et, à l'autre question que vous suggérez, que vous posez, il m'apparaît clair aussi qu'il devra y avoir des évaluateurs canadiens et des évaluateurs du côté du Québec pour s'assurer que c'est fait d'une façon... bon! Maintenant, je pense qu'il faut bien voir la difficulté de l'opération, mais il ne faut pas non plus exagérer, et je pense que l'idée n'est pas d'arriver avec des actifs évalués à des cents près, au contraire. Je pense qu'il y a une opération qui est d'envergure, mais qui peut se faire, qui ne peut pas aller dans chacun des détails de toutes les situations, mais qui pourra mettre une valeur équitable, là, basée sur des données beaucoup plus complètes que celles que nous avons, mais c'est sûr que je ne pense pas qu'on puisse se rendre, là, jusqu'à évaluer tous les biens qui sont possédés de façon précise. Mais je pense que l'important, c'est un ordre de grandeur le plus équitable possible, et je pense que c'est la raisonnable qui va l'emporter.

**M. Kehoe:** Quand vous parlez d'une différence de quelque 7 000 000 000 \$ dans l'évaluation des propriétés de la CCN dans la région de l'Outaouais, est-ce que c'est déjà fait? C'est fait par certains experts, ce n'est pas des experts vraiment engagés par soit...

**M. Lamonde:** Non.

**M. Kehoe:** C'est juste.

**M. Lamonde:** C'est basé sur les superficies de terrains qui sont actuellement possédés par la Commission de la Capitale nationale, qui sont immenses: en fait, toute la ceinture de verdure autour d'Ottawa, comme telle, tous les parcs qui sont dans la ville d'Ottawa, j'avais la superficie, mais c'est 48 200 hectares. Évidemment, le parc de la Gatineau compte pour beaucoup là-dedans, mais même en mettant à peine 10 % de ces actifs dans le centre-ville d'Ottawa et de Hull, on arrive à des montants aussi importants que 7 000 000 000 \$. Donc, la vraie réponse c'est peut-être plus de 7 000 000 000 \$, si c'est plus de 10 % qui sont situés dans des endroits stratégiques. Il y a des inconnues, mais je pense que la Commission de la Capitale nationale possède des actifs énormes, 7 000 000 000 \$ étant un estimé qui pourrait être précisé par des évaluateurs effectivement. Et peut-être que ça pourrait être 1 000 000 000 \$ de plus, ou...

**M. Kehoe:** Et effectivement, vous ne voyez pas de difficulté pour les différents critères qui peuvent être appliqués, soit pas le fédéral ou par la province de Québec lorsque viendra le temps, vraiment, concrètement...

**M. Lamonde:** Oui, c'est sûr, mais je pense que ça fait partie de la négociation globale. C'est-à-dire qu'il y aura des critères de base qui seront déterminés, pour évaluer des propriétés du même type, et qu'on va appliquer à la grandeur du Canada pour les mêmes types de propriétés. C'est sûr que les discussions vont avoir lieu davantage sur ces bases-là que, peut-être, sur le recensement lui-même, qui ne pose pas nécessairement un problème. On va s'entendre assez facilement sur les superficies et sur le recensement. Ce qui va être plus dur, c'est la valeur à attribuer à chacun de ces actifs. Mais je pense que ça fait partie de la négociation globale, et que l'argument d'équité et l'argument de valeur réelle de ces actifs-là est un argument de poids dans cette négociation-là.

**M. Kehoe:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci. Alors, je suis tout à fait d'accord avec les remarques que faisait mon collègue de Labelle quant à la qualité de votre travail. C'est tout à fait intéressant, parce que c'est la première fois qu'on le voit sous cet angle-là, sous l'angle de l'évaluation professionnelle, un peu comme ça se fait aussi dans le monde financier et des échanges commerciaux ou des échanges de biens.

Moi, j'aimerais revenir sur cette fameuse question de la Capitale nationale, juste pour qu'on s'entende bien sur les données, dans un premier temps. Dans votre document, et j'ai beau le relire, là, à la page 12, je comprends bien que, bon, la CCN évalue la Commission de la Capitale nationale, selon le rapport Nielsen, on dit: C'est 352 000 000 \$. Vous vous dites que l'évaluation c'est beaucoup plus que cela, c'est 7 000 000 000 \$, donc sous-évaluation de 6 500 000 000 \$. Mais je veux bien comprendre que ça s'applique à tous les actifs ou biens de la Commission de la Capitale nationale, et non pas seulement à la partie québécoise. C'est toute la Commission de la Capitale nationale...

**M. Lamonde:** C'est toute la Commission.

**Mme Marois:** ...et l'ensemble de ses actifs.

**M. Lamonde:** D'ailleurs, la plupart de ses actifs-là, sans être de la région, à mon point de vue, sont plutôt à Ottawa...

**Mme Marois:** C'est ce que je pense aussi, mais...

**M. Lamonde:** ...puisque une partie importante est la ceinture de verdure autour d'Ottawa, qui représente une superficie avec une valeur importante, puisqu'elle est située dans un milieu urbain.

**Mme Marois:** Et une valeur encore plus importante, justement, parce qu'elle crée une barrière au développement de la ville d'Ottawa elle-même, ce qui fait que pour se développer, Ottawa doit passer par-dessus la ceinture de verdure, qui elle, donc, prend une importance encore plus grande, en termes financiers dans les actifs. On s'entend bien, là, à cet égard.

**M. Lamonde:** Oui, exactement.

**Mme Marois:** Alors, pour moi ça apparaissait important, parce que l'interprétation qu'on semblait donner c'est que les 7 000 000 000 \$ c'était...

**M. Lamonde:** Pas seulement...

**Mme Marois:** Non, absolument pas. C'est l'ensemble des biens. Bon, puis une dernière remarque peut-être qui s'adresse davantage à mes collègues de la commission. Quand on s'inquiète de la participation canadienne aux parcs nationaux par exemple, dont celui de la Gatineau, bien, je me dis qu'il faut lire le document qui nous a été présenté par M. Lamonde, à la page 20. Sur 40 000 kilomètres carrés de parcs nationaux possédés par le Canada, excluant les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon, c'est 2,4 % qui sont situés sur le territoire du Québec.

Donc, si on ne prenait que cet élément, le Québec est en déficit très sérieux, peu important les critères qu'on appliquera. Alors, il ne faut pas trop s'inquiéter là que les Canadiens du reste du Canada aient contribué en partie au parc de la Gatineau. Je vous remercie, M. le Président. J'ai terminé pour l'instant.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. Lamonde, il n'y a pas de commentaires?

**M. Lamonde:** Non.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** M. le Président, merci. Merci, M. Lamonde, d'être devant cette commission. Vous avez parlé dans votre exposé d'un départ éventuel d'une partie de la population du Québec. Et en conséquence, vous avez dit à un certain moment que le Québec ne devrait pas assumer 22,8 % mais plutôt 20 % de la dette parce que la capacité de payer du Québec sera affectée à cause du départ de certains Québécois, ou d'une partie de la population du Québec.

Moi, j'aurais trois questions précises à vous poser et j'aimerais que vous répondiez aux trois. Par exemple, comment arrivez-vous à cet écart de 2,8 %, de 22,8 % à 20 %, étant donné que vous êtes un actuaire? Et je voudrais savoir comment vous y arrivez de 22,8 % à 20 %. 2,8 %, ça représente à peu près autour de 10 000 000 000 \$ dans la dette. Et, deuxièmement, combien prévoyez-vous de départs? Et seraient-ce surtout des départs de hauts salariés du Québec ou quelle sorte de monde qui va partir du Québec? Et ma troisième question est, quel effet ces départs auront sur le financement de la dette québécoise étant donné qu'il faudrait à ce moment-là... Est-ce qu'il faudrait qu'on augmente la contribution des citoyens qui restent au Québec?

**M. Lamonde:** Alors, à ce point de vue, je pense qu'il est important de préciser les bases un peu différentes, là, entre le rapport Bélanger-Campeau et celles que je suggère. En fait, c'est la même base mais appliquée sur des années différentes. C'est-à-dire que la commission Bélanger-Campeau suggère d'appliquer un pourcentage qui a rapport aux recettes fiscales des années antérieures. La proposition qui est ici est à l'effet que ça devrait être... Les recettes fiscales devraient être établies en fonction du futur et non pas du passé puisque les dettes, si nous demeurions Canadiens, seraient payées à partir de recettes futures et non pas à partir des recettes passées. Alors, dans la mesure où les recettes futures provenant des résidents du Québec pourraient être inférieures, il faut prévoir cette éventualité dans le partage de la dette.

Maintenant la question du pourcentage entre 20 % et 22 %, je dois vous dire que je ne lis pas dans les boules de cristal.

**M. Maciocia:** Je n'ai pas...

**M. Lamonde:** Je ne lis pas dans les boules de cristal. Alors, je ne peux pas dire combien de population exactement ça pourrait affecter. La seule chose c'est que, si on regarde l'évolution historique des dernières années, il y a eu une émigration plus forte dans le reste du Canada qu'au Québec, et aussi il y a eu, dans l'émigration interprovinciale surtout, un avantage... Il n'y a pas eu un avantage pour le Québec. Alors un des éléments dont il serait important de tenir compte, c'est que s'il devait y avoir des résidents du Québec qui deviennent des résidents d'une autre province et qui, eux, dans l'avenir, contribueraient à rembourser la part de la dette du gouvernement fédéral plutôt que la nôtre, puisqu'ils ne seraient plus là, il m'apparaît que ce serait équitable d'en tenir compte dans le partage de la dette.

**M. Maciocia:** Mais, M. Lamonde, vous m'obligez à vous poser une autre question. Vous faites, comme on dit, quasiment de l'hypothétique en disant: S'il y a des départs après. Mais vous dites que le Québec devrait prendre 20 % de la dette, pas 22,8 %, et on parle de 10 000 000 000 \$, 2,8 %, on parle de 10 000 000 000 \$, on ne parle pas de 10 000 000 \$.

(12 h 15)

**M. Lamonde:** Non, je pense que...

**M. Maciocia:** Non, non, vous allez me laisser terminer. Vous avez dit que vous faisiez cette différence-là parce qu'il y aurait des départs du Québec d'un certain nombre de résidents du Québec qui vont s'en aller, à cause probablement de la séparation – je ne sais pas si c'est ça votre raisonnement – mais, en tant qu'actuaire, vous dites que le Québec devrait prendre 20 % au lieu de 22,8 %, il faudrait que vous le justifiez en disant – je ne sais pas, moi – comment vous prévoyez ces 2,8 %, combien de résidents devraient partir du Québec, combien de monde, quel genre de monde, qui ce serait? D'après vous, quand vous avez fait ce raisonnement-là, vous pensiez à qui? Qui pourrait partir du Québec? Est-ce que ce sont de hauts salariés, des compagnies, des gens qui vont s'en aller avec ces compagnies-là? Je ne sais pas trop, là. Qui va partir du Québec? Et, en conséquence, la question que je me pose, c'est aussi – étant donné qu'on l'a bien dit et je pense que le député de Taillon l'a dit très clairement que c'était l'évaluation professionnelle que vous faites et très professionnelle – à ce moment-ci, je me pose des questions si les autres évaluations sont faites de la même manière.

**M. Lamonde:** Non, écoutez. D'abord, l'écart qu'il y a entre les 22 % et les 20 % n'est pas uniquement pour d'éventuels départs, mais aussi pour tenir compte d'une proportion de la population qui pourrait être différente entre le Québec et le Canada, dans le futur, relativement au passé. Si on se fie aux tendances passées, la proportion de la population canadienne résidente du Québec a été en décroissant au cours des dernières années. Si cette tendance-là se maintenait, il se pourrait que la proportion des Québécois, des recettes fiscales soit à un niveau inférieur à ce qu'elle est actuellement. Évidemment, je ne peux pas vous dire – et là-dessus, je suis parfaitement d'accord avec vous – que le chiffre sera exactement de 20 %, si on fait la moyenne des recettes fiscales éventuelles des 10 prochaines années. Par contre, je pense qu'il faut en tenir compte et ça pourra faire partie de la négociation. S'il s'avérait que cette hypothèse ne se réalisait pas – parce que personne ne connaît l'avenir, pas plus moi que personne – et qu'effectivement cet écart-là ne se produisait pas, je pense qu'il est très possible de l'inclure dans la négociation.

**M. Maciocia:** Oui, mais pourquoi ça devrait être le reste du Canada qui devrait payer pour les éventuels inconvénients aux problèmes qu'il y aura au Québec avec sa séparation? Pourquoi ça devrait être le reste du Canada qui devrait payer ça?

**M. Lamonde:** Non, je pense que...

**M. Maciocia:** Quelle est la raison?

**M. Lamonde:** Bien, écoutez...

**M. Maciocia:** À cause des départs qu'il y aura du Québec?

**M. Lamonde:** Déjà, déjà...

**M. Maciocia:** Je pense que vous faites la nette équation qu'avec un Québec souverain, il y aura des départs. Automatiquement, pourquoi ce devrait être le reste du Canada qui devrait payer pour ces départs-là?

**M. Lamonde:** Pas nécessairement. C'est qu'il peut y avoir, on peut peut-être penser qu'il y aurait une baisse de la proportion du Québec sur le total, comme on l'a vu dans le passé. Qu'est-ce qui est arrivé dans le passé? Quand la proportion du Québec a baissé, les recettes fiscales ont baissé aussi. Alors, tout ce que je dis, c'est que si les recettes fiscales, dans le futur, devaient baisser, il serait normal qu'on en tienne compte, comme on en aurait tenu compte si on était resté dans le Canada. Alors, l'idée n'est pas de faire payer par le Canada des conséquences de la séparation mais

plutôt de ramener les recettes sur la base qu'elles auraient été, même si on était resté dans le Canada.

**M. Maciocia:** Vous comprenez qu'en tant qu'actuaire, je ne peux pas accepter une hypothèse semblable, parce que c'est un peu vague, très vague et je dirais même à certains moments, irréaliste.

**M. Lamonde:** Bien écoutez, on parle du futur.

**M. Maciocia:** Oui, c'est ça.

**M. Lamonde:** Alors, ce futur, on peut tous avoir notre opinion là-dessus, je suis d'accord avec vous.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Oui, M. le Président, j'entendais le député de Viger, et sa question ne m'étonnait pas. Elle va toujours dans le même sens. Et je pense que ce qu'il ne comprend pas, c'est qu'on a simplement fait la projection des tendances passées pour en arriver aux 20 %. Ce qui est le cas depuis 25 ou 30 ans, la population du Québec a perdu trois points de pourcentage à l'intérieur du Canada. Donc, qu'on le fasse pour le futur sur les payeurs de taxes qui auraient à assumer une dette, c'est exactement la projection des tendances passées.

Alors, je comprends, il a le droit de remettre ça en cause, sauf que les faits sont là. Dans le passé, pour démontrer, ou, en tout cas, pour étayer les tendances du futur, d'autant plus que la progression démographique du Québec, au moins à l'interne, si on exclut la part de l'immigration, est beaucoup plus faible que dans le reste du Canada, ce qui a été démontré par les statistiques depuis une quinzaine d'années, à tout le moins.

Donc, quant à moi, j'ai tendance à considérer cet élément du dossier. Je comprends que M. Lamonde ne dise pas que c'est effectivement 20 %, puisqu'il s'agit du futur. Mais, encore une fois, il a le mérite d'introduire dans la discussion cet élément qui, à mon sens, a de la valeur. Et quand on établit des valeurs ou des modes de partage sur des flux de revenu, effectivement, on ne prend pas ceux du passé, on prend ceux de l'avenir. Et ça, c'est la prudence élémentaire dans toute négociation. À tout le moins, je dirai que, comme position de négociation, c'est le minimum qu'on l'établisse sur cette base et non pas sur le pire de ce qui pourrait arriver au Québec.

Et je comprends que lui veut sauver le Canada à toute force. Ça, c'est son droit. Mais

nous sommes ici pour examiner les modalités d'accèsion du Québec à la souveraineté, et sur ce plan-là, nous devons nous mettre dans l'éventualité où nous sommes souverains. Et donc nous établissons, et nous devons établir des bases de négociation en conséquence. Et notre responsabilité minimum c'est non pas de sauver le Canada, mais de protéger le Québec, comme parlementaires québécois, et pas l'inverse.

Je voudrais revenir sur un point. On a tendance, de l'autre côté de la table, à exagérer les difficultés du processus de négociation et la longueur du processus de négociation. J'ai souvent émis l'opinion – c'est une opinion qui peut se contester – que les intérêts des partenaires seront que cette négociation se mène rondement. Et qu'à tout le moins, pour les points qui vont rester obscurs, après avoir établi un certain nombre de principes de base de la négociation, pour tous les points qui vont rester obscurs, nous allons adopter des dispositions intérimaires. Comme il arrive dans le privé lorsqu'on veut faire une transaction, il y a une date à laquelle on s'entend et une date où la transaction est effective et, entre-temps, on prend des dispositions pour que les affaires continuent. Je suppose que ce serait à peu près la même chose.

Est-ce que vous prévoyez des dispositions intérimaires majeures? Est-ce que vous y avez pensé à cet aspect des choses? Est-ce que vous pouvez épiloguer sur cette question? En tout cas, je pourrais vous dire aussi qu'on aurait intérêt à vous faire revenir souvent parce qu'à 23 000 000 000 \$ du coup, ça pourrait être bon.

**Une voix:** C'est intéressant.

**M. Lamonde:** Non, je pense que tout à l'heure, il y a eu des commentaires sur les mécanismes de la transition. Je pense que, effectivement, on a intérêt et on peut, si la "raisonnabilité" est là et je pense que les intérêts des parties, soit que cette "raisonnabilité" soit là, à régler ça rapidement. Il y a des situations dans le monde où on a eu à faire face – si on prend l'Allemagne récemment – rapidement à un changement radical et les gens ont été capables de le faire. Alors, je pense que la pression va être davantage du côté de l'association économique, c'est-à-dire que je pense que les questions de dettes et d'actifs sont des questions de transition. Il s'agit de passer d'une situation à une autre et il s'agit de le faire d'une façon qui soit correcte. Par contre, ce qui est important pour le futur, je pense que c'est qu'il y a un réseau économique qui existe entre le Québec et l'Ontario en particulier qui va créer une pression énorme de la population, c'est-à-dire des entreprises et des employés qui y travaillent, pour que cette situation-là se règle



pour que les emplois soient sauvés. Alors, dans ce sens-là, je pense que la "raisonnabilité" devrait s'installer. D'ailleurs, je pense que, actuellement, déjà dans les milieux financiers, on sent partout que ce soient les grandes banques... Récemment, on entendait le président de la Banque Royale qui demandait qu'on soit rationnel dans tout ça parce que les impacts économiques sont très importants, pas juste pour le gouvernement du Canada mais aussi pour l'ensemble des affaires des compagnies, des individus qui y travaillent. Alors, je pense que la pression va être énorme et qu'on n'aura le choix que d'arriver avec des solutions qui fonctionnent.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Seulement, M. le Président, pour reprendre en quelques minutes les propos du député de Labelle parce que, oui, la commission est ici justement pour étudier les avantages et les inconvénients qu'on peut avoir avec une éventuelle séparation du Québec et c'est ça que la population doit savoir. On ne doit pas lire dans les boules de cristal. Il faut dire à la population quels seront les avantages et quels seront les inconvénients puis il faut le faire de façon pragmatique. Il faut le faire d'une façon rationnelle et dire clairement ce qui va arriver, pas des hypothèses sur de l'hypothétique après. On veut le savoir aujourd'hui et c'est la raison pour laquelle, nous, on se permet de poser certaines questions qui, probablement, font mal à l'Opposition. Mais on est obligé de le faire parce que, pour eux, tout est beau, tout est correct, tout est facile. On veut savoir. Je suis le premier à dire oui, s'il y a des avantages mais je suis le premier aussi à dire non, s'il y a des inconvénients, de l'inconnu.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** ...

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. S'il vous plaît! S'il vous plaît! On fera ça entre nous autres, après, on va avoir le temps. Alors, quelques mots pour remercier M. Lamonde de sa... S'il vous plaît, M. le député de Lac-Saint-Jean. Alors, quelques mots pour remercier, au nom des membres de la commission, M. Lamonde pour sa participation à nos travaux. Vous avez vu l'intérêt que ça suscite et je pense que vous avez piqué dans le vif du sujet. Alors, dans ce sens-là, c'est un apport qui est très important à nos travaux et nous vous en remercions beaucoup. Nous suspendons nos travaux jusqu'à 14 heures. On va siéger dans la même salle. Je vous remercie.

(Suspension de la séance à 12 h 26)

(Reprise à 14 h 5)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place. Merci. Merci de votre collaboration. Vous avez bien raison. Alors, s'il vous plaît. Ha, ha, ha! Alors, bonjour, Mme Burdeau. Nous recevons cet après-midi Mme Burdeau qui a fait ses études supérieures à la Faculté de droit de Paris, diplômée d'études supérieures de droit public, de droit privé et de science politique, docteur d'État en droit public avec mention "très bien", Institut d'études politiques de Paris, diplômée de la section service public et École nationale des langues orientales vivantes en études du russe. Oh la la! Elle est lauréate de la Faculté de droit de Paris, sept nominations, et du concours général des Facultés de droit et du prix Henri Goullencourt en 1974 pour sa thèse honorée d'une subvention du ministère de l'Éducation nationale. Elle est maintenant maître de conférence et professeure à l'Institut d'études politiques de Paris dans le secteur des relations internationales et service public.

Alors, elle a un curriculum vitae extrêmement impressionnant, je vais vous faire grâce de cette lecture, parce qu'on va prendre tout notre temps pour faire ça puis on ne vous entendra pas. Alors, Mme Burdeau, nous vous saluons chaleureusement et nous vous invitons à nous présenter votre point de vue. Nous vous donnons à peu près une demi-heure, trois quarts d'heure pour la présentation de votre point de vue pour qu'on ait plus de temps pour échanger avec vous. On va se reprendre par les questions sur ce que vous ne nous aurez pas communiqué d'autre façon. Alors, la parole est à vous. Nous vous écoutons.

**Mme Geneviève Burdeau**

**Mme Burdeau (Geneviève):** Je vous remercie M. le Président et je voudrais, en commençant vous dire combien je suis honorée de présenter aujourd'hui quelques observations sur les questions qui m'ont été posées. J'espère que j'y répondrai à certaines attentes de votre part et je suis prête, bien sûr, à compléter cet exposé par les questions que vous voudrez bien m'imposer.

Il m'a été demandé de vous parler de la dimension juridique du partage de la dette et de actifs du Canada dans l'hypothèse d'une accession du Québec à la souveraineté internationale. Il s'agit là d'une étude pour laquelle la commission Bélanger-Campeau m'avait demandé l'avis dernier de réfléchir, et ceci, en fonction d'un certain nombre d'hypothèses qui m'avaient été communiquées, quant au partage des actifs et de la dette, et c'est donc sur la base du travail que j'avais accompli l'an dernier et en fonction de hypothèses qui avaient été retenues dans ce travail, que je vais opérer ma présentation.

La question qui m'avait été posée l'an dernier était, pour la résumer, celle de savoir si une méthode qui consisterait à partager les dettes fédérales dues à des tiers, et ceci, à l'exception des pensions dues aux fonctionnaires, proportionnellement à la part recueillie par le Québec dans les actifs fédéraux, serait ou non conforme au droit international public. Donc, c'est sur la base de cette question que j'orienterai mon exposé, sachant que, pour les pensions, un autre mode de répartition a été envisagé qui tiendrait compte du lieu de résidence des personnes auxquelles les pensions sont dues, soit qu'il s'agisse de fonctionnaires en activité actuellement et qui ont vocation à prendre leur retraite ultérieurement, soit qu'il s'agisse de personnes qui sont déjà à la retraite et qui, par conséquent, reçoivent des pensions. Donc, c'est sur la base de cette question et de ce principe de répartition que je voudrais présenter mes observations.

Mais avant d'aborder la question de la méthode de répartition, la question de l'évaluation des actifs et du passif, il m'apparaît nécessaire de vous présenter quelques observations préliminaires, d'une part sur les caractéristiques de la succession envisagée, et d'autre part, sur l'état actuel du droit international relatif à la succession d'État. Alors, tout d'abord, quelques observations sur le cadre général de la succession envisagée. Je crois que vous avez eu, ce matin déjà, une présentation juridique relative à la succession d'État, et par conséquent, il me suffira de rappeler que le droit international considère qu'il y a succession d'État chaque fois que, sur un même territoire, se succèdent deux souverains. Il s'agit là, donc, d'un phénomène général qui, en réalité, peut se produire dans différentes hypothèses: unification d'États, sécession, accession d'un nouvel État à l'indépendance, transfert d'un territoire d'un État à un autre, bref, toutes sortes d'hypothèses, mais dans lesquelles on constate le même phénomène central, c'est-à-dire un même territoire se trouve successivement dans le temps soumis à deux souverainetés différentes.

Le droit international, donc, opère une classification entre les différents types de succession d'État et, donc, en fonction de ces différentes hypothèses. Cette classification n'a pas seulement des vertus pédagogiques à l'usage des étudiants de nos facultés, elle a également des conséquences juridiques. Et pour s'en tenir à l'hypothèse de la sécession du Québec, il faut certainement bien distinguer l'hypothèse de sécession, c'est-à-dire d'accession à l'indépendance d'une partie du territoire d'un État existant, d'une hypothèse qui est voisine et qui parfois peut se confondre avec la précédente, qui est l'hypothèse où il y a éclatement complet d'un État. Nous en avons à l'heure actuelle deux exemples sous les yeux: le cas de la disparition de l'Union soviétique et le cas de la dislocation

actuelle de la Yougoslavie. Dans le cas de l'Union soviétique, on peut dire que les États baltes peuvent être considérés comme ayant amorcé un processus de sécession et puis, par la suite, il y a eu éclatement complet de l'Union soviétique. C'est-à-dire qu'il n'y a plus d'Union soviétique et, par conséquent, l'ensemble des actifs et du passif de l'ancienne Union soviétique doivent être nécessairement partagés entre les différents États qui surgissent sur les décombres de l'Union soviétique. Pour la Yougoslavie, c'est un petit peu la même chose qui s'est passée. C'est-à-dire qu'au départ, on a pu penser que la Slovénie faisait sécession par rapport à un État existant et puis, finalement, on constate qu'il y a, là aussi, une dislocation complète d'État.

Là, ces situations de dislocation complète d'État doivent être à mon avis soigneusement distinguées de l'hypothèse dans laquelle il y a simplement sécession d'une partie du territoire en vue de constituer un État nouveau. Pourquoi est-ce qu'il faut les distinguer? Eh bien, parce que dans la deuxième hypothèse, c'est-à-dire l'hypothèse de sécession, la personnalité juridique de l'État prédécesseur demeure. L'État prédécesseur est celui qui a contracté les dettes et, par conséquent, on peut considérer que les créanciers sont toujours en présence du même débiteur, qui est donc cet État qui subsiste et que, par conséquent, la seule question va être de savoir comment éventuellement faire supporter à l'État qui accède à l'indépendance une partie du passif. Et il y a d'ailleurs, comme nous le verrons, des discussions sur le point de savoir si l'État qui fait sécession est tenu ou non de prendre à sa charge une partie de ce passif.

Donc, c'est là le cadre dans lequel nous nous situons et non pas celui d'une dislocation d'État, situation dans laquelle l'État prédécesseur n'existant plus, eh bien, il faut nécessairement qu'il y ait un partage de l'ensemble de l'actif et du passif.

Donc, il s'agit d'une hypothèse de sécession, d'un cas typique de sécession, et cette qualification appelle quelques remarques. Tout d'abord, première remarque, c'est la question de la conformité de la sécession aux règles de droit international. Alors, c'est une question qui est extrêmement difficile et qui soulève des controverses parce que, en effet, on enseigne depuis une vingtaine d'années aux étudiants en droit international que le droit international contemporain reconnaît parfaitement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et la légitimité de l'aspiration à la sécession dans le cadre de la décolonisation. Cette question ne fait pas de doute à l'heure actuelle. Elle a été formalisée par plusieurs résolutions des Nations Unies.

(14 h 15)

En revanche, la formulation des résolutions des Nations Unies et la tendance générale de la doctrine en droit international laissent penser que lorsque l'on ne se situe pas dans l'hypothèse

d'une décolonisation, le droit à la sécession ne pourrait être mis en oeuvre, de la part d'un territoire au sein d'un État, que si deux conditions sont réunies. La première étant, bien entendu, la volonté des populations intéressées. Cela va de soi selon la tendance générale du droit international. La deuxième condition serait celle du consentement de l'État duquel se détache le nouvel État. Cette condition de consentement se justifierait par un principe de droit international général qui est le principe du respect de l'intégrité territoriale des États, principe auquel l'ensemble des États de la communauté internationale marque traditionnellement son attachement.

Donc, cette question évidemment n'est pas celle qui m'a été posée directement, mais je crois qu'il est important de la poser. D'autant que dans des textes relatifs à la succession d'État, et notamment dans la convention de Vienne de 1983 sur la succession d'État en matière de biens et de dettes, il est indiqué que cette convention, dont nous verrons d'ailleurs qu'elle ne fait pas nécessairement partie du droit applicable, positif, cette convention dit qu'elle s'applique uniquement aux effets d'une succession d'État se produisant conformément au droit international et, plus particulièrement, aux principes du droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies.

Alors, la question qu'on peut me poser, c'est celle de savoir comment se passerait une succession d'État qui serait contraire au droit international. Je crois qu'elle se passerait mal et de façon très empirique et là, évidemment, à partir du moment où on a franchi les bornes du droit, il est très difficile de donner des indications. Je rappellerai, simplement, un exemple contemporain, qui est celui de la République turque du nord de Chypre qui s'est constituée dans des conditions qui n'ont pas été reconnues comme conformes au droit international, et dont le statut international, comme État, en tant qu'État, n'a finalement pas été reconnu par la communauté internationale. Donc, voilà une première remarque.

Deuxième remarque, en ce qui concerne cette sécession. Donc, première remarque, il faut qu'elle soit en conformité des règles de droit international; deuxième remarque – et nous supposons, par la suite de l'exposé, qu'elle se réalise conformément au droit international – deuxième remarque, il s'agit d'une sécession qui est réalisée à partir d'un État fédéral et, à cet égard, on peut se demander, au moins théoriquement, si c'est le droit constitutionnel interne fédéral qui a vocation à régler les problèmes de succession ou si c'est le droit international public. Alors, d'après ce que je sais, le droit constitutionnel canadien est muet sur la question de l'accession à l'indépendance éventuelle d'une province. Donc, on peut penser que ce serait plutôt le droit international public qui s'appli-

querait, et je dois observer que dans les États, il y a des États fédéraux qui ont été confrontés à des problèmes qui s'apparentent à des problèmes de succession d'État, et qui ont appliqué, donc, des règles de droit constitutionnel interne, en s'inspirant, très directement, des règles de droit international public.

Alors, je voudrais vous citer un exemple qui est le cas de la Suisse. La Suisse, en effet, a connu des problèmes qui sont voisins, des problèmes de succession d'État, non pas sécession internationale de certains cantons mais par division, à l'intérieur de la Suisse, de certains cantons. Alors, ça a été le cas de Bâle-ville et Bâle campagne en 1833. Mais plus proche de nous, on peut citer le cas du partage entre le canton de Berne et le canton du Jura en 1979. Le canton du Jura s'est constitué, donc, à partir du canton de Berne, c'est-à-dire qu'il a acquis une souveraineté, en tant que canton, mais à l'intérieur de l'ensemble suisse. Et s'est posée, donc, à cette occasion, la question du partage des biens et des dettes entre les deux cantons. Ceci se situant, évidemment, dans le cadre du droit constitutionnel suisse, et ce partage a fait l'objet d'un concordat qui a été signé le 12 avril 1984. Ce qui est intéressant dans cet exemple, c'est que le partage s'est opéré de manière tout à fait étudiée et tranquille, je peux dire, en s'inspirant – dans le cadre du droit constitutionnel suisse – directement de principes tirés du droit international de la succession d'État.

Donc, à supposer, même, au fond, que l'on puisse dire que la sécession du Québec doit s'inscrire dans le droit constitutionnel canadien, les précédents qui existent dans d'autres États fédéraux montrent que finalement, les solutions retenues sont directement inspirées du droit international public.

Troisième et dernière observation à propos de cette sécession. D'après les indications qui m'ont été données, cette sécession s'accompagnerait du maintien d'une union monétaire entre le Québec et le Canada. Jusqu'à présent, je crois que les implications juridiques de cette option n'ont pas été très longuement explorées. Je voudrais juste donner quelques indications à ce sujet. Si c'est l'option retenue par le Québec, elle nécessitera, obligatoirement, un accord avec le Canada. En effet, en droit international monétaire, il n'est pas admis qu'un État puisse utiliser la monnaie d'un autre État sans l'accord de l'État émetteur. Donc, nécessairement, il faudra un accord sur cette union, sauf s'il s'agissait d'une utilisation tout à fait transitoire dans une période qui précéderait l'introduction d'une nouvelle monnaie propre au Québec. Naturellement, cette union monétaire devra fixer les règles de la gestion monétaire et notamment les règles relatives aux crédits, au contrôle de la masse monétaire, bref, toutes questions qui ont des implications très importantes dans la gestion de la vie économique des États.

Par ailleurs, si cette option du maintien d'une union monétaire est choisie, elle signifie nécessairement que les actifs de la Banque du Canada seront exclus de la succession d'État. En effet, les actifs de la Banque centrale et les réserves constituées par l'or, les devises et les crédits à l'économie sont considérés comme la contrepartie de la masse monétaire et, par conséquent, il n'est pas question... En tout cas, la pratique internationale des successions monétaires montre très clairement que, si l'on maintient une union monétaire, il n'y a pas lieu de partager les actifs et ce n'est que dans l'hypothèse du partage de la masse monétaire que, corrélativement, il faudrait partager les actifs. Voilà donc quelques observations concernant cette sécession.

J'en viens à mon deuxième point qui est un examen des règles de droit international applicables en matière de succession aux biens et dettes d'État. Quelles sont les règles applicables et quels sont les enseignements que l'on peut tirer du droit international dans ce domaine? Vous avez sans doute déjà eu un témoignage ce matin par M. Desjardins et M. Gendron de l'extrême difficulté de la matière. En effet, tous les auteurs qui ont travaillé sur la question de la succession aux biens et aux dettes s'accordent pour considérer que la matière est évidemment extrêmement abondante, il y a de nombreux exemples, mais que la pratique est le plus souvent confuse et contradictoire. Les grands ouvrages de droit international qui ont analysé ces questions ont cherché à répertorier la pratique et ont essayé de dégager quelques lignes directrices mais il faut constater que les lignes directrices restent assez limitées. Au surplus, la jurisprudence dans ce domaine qui permettrait peut-être d'éclairer et de fixer certaines règles est assez rare. Elle est plutôt ancienne et il n'existe pas d'exemples de jurisprudence qui concerne le cas de la sécession. Il y a des exemples, par exemple à propos de la dette ottomane, qui ont été consacrés, enfin, qui ont touché à des hypothèses de dislocation d'État. Mais il n'y a pas de jurisprudence sur la sécession à proprement parler.

Alors, dans ce grand foisonnement, il y a eu tout de même un effort de clarification qui a été mené dans le cadre des travaux menés par la Commission de droit international des Nations Unies. Ces travaux de codification donc ont consisté d'abord à recenser les précédents et à essayer de tirer des lignes directrices. Ces travaux, comme c'est le cas habituellement pour la codification du droit international, sont d'abord préparés par des experts juridiques de tout système juridique et toute nationalité. Puis, une fois qu'un projet de convention a été établi par ces experts, ce projet est soumis d'abord à l'avis des États qui font part de leurs observations, et l'Assemblée générale des Nations Unies décide alors de convoquer une conférence de

codification composée de représentants d'État qui vont adopter une convention.

Alors, c'est ce qui a été fait dans le domaine de la succession d'État avec deux conventions successives. La première, qui ne nous intéresse pas ici, concerne la succession en matière de traité, elle a été signée en 1978, et la seconde, qui nous intéresse plus directement ici, est la convention de Vienne du 8 avril 1983 sur la succession d'État en matière de biens, archives et dettes d'État.

Il faut dire tout de suite que cette convention est certainement une des conventions de codification, ou peut-être la convention de codification qui, de toute l'histoire des Nations Unies, a eu le moins de succès. En ce sens que, d'abord, il y a peu d'États qui ont participé à son élaboration, seulement 90, ce qui est assez modeste sur une communauté internationale d'environ 170 États. Le texte de la convention a été adopté à une faible majorité, si mes souvenirs sont exacts, c'est de l'ordre de 54 voix, ce qui n'est pas extrêmement important, avec l'opposition d'une dizaine d'États et en particulier de tous les principaux États industrialisés, dont, si mes renseignements sont exacts, le Canada. Et en plus, cette convention a été signée par un très petit nombre d'États, elle n'a pas été ratifiée et elle n'est jamais entrée en vigueur.

Donc, cette convention ne peut pas être considérée comme étant à coup sûr le reflet des règles de droit international généralement admises. Sur certains points, elle est certainement fidèle à des tendances que l'on peut observer dans la pratique, en particulier sur un point très précis qui est le principe selon lequel les biens, notamment les biens immobiliers qui sont situés sur le territoire de l'État successeur, lui sont acquis et deviennent sa propriété. C'est une règle qui a été fréquemment mise en pratique et que la convention de Vienne reprend.

Mais cette convention ne traite d'abord, en ce qui concerne les dettes, que des dettes entre sujet de droit international, c'est-à-dire les dettes qui ont été contractées par l'État prédécesseur vis-à-vis d'autres États ou d'organisations internationales; elle laisse complètement sous silence la question des dettes contractées vis-à-vis de personnes privées, ce qui, à l'heure actuelle, représente quand même en général la majorité des dettes des États. Et les solutions qu'elle propose sont des solutions qui n'offrent que des éléments discutables. En ce qui concerne les biens, pour résumer les solutions de la convention, l'article 17 de la convention en ce qui concerne les biens propose le critère de la territorialité, c'est-à-dire que les biens situés sur le territoire de l'État successeur lui seraient acquis.

En ce qui concerne les dettes, l'article 38 de la convention sur ce point - c'est un des points sur lesquels la convention a été le plus

critiquée – prévoit en quelque sorte le principe de la table rase, c'est-à-dire la non-reprise des dettes par l'État successeur. C'est ça, en gros, si vous voulez, les grandes orientations de cette convention.

(14 h 30)

Il faut noter que la convention prévoit que, dans la plupart de ses articles, les solutions qu'elle préconise ne valent que dans l'hypothèse où les États concernés ne se sont pas mis d'accord par convention. Donc, ces propositions n'auraient qu'un caractère supplétif, et chaque fois que les États auraient trouvé un accord entre eux, eh bien, cet accord prévaudrait. Mais ce qu'il faut dire c'est que, contrairement à ce qui peut exister dans d'autres domaines du droit international, il ne semble pas qu'il existe, véritablement, une obligation pour les États de conclure un accord. C'est souhaitable, évidemment, pour des raisons d'équité et pour des raisons de bonnes relations entre l'État prédécesseur et l'État successeur, mais la conclusion d'un accord ne peut pas être considérée comme une véritable obligation, en vertu du droit international.

Alors, comme vous le voyez, l'état des règles est entaché d'une très grande incertitude, et il faut remarquer que dans la période récente, les solutions pratiques qui ont eu lieu ne sont pas nécessairement très éclairantes. Les cas de succession d'État, en effet, qui se sont produits et la pratique qui s'est manifestée à cet égard ont été caractérisés, dans la période précédente, par un phénomène tout à fait particulier, historiquement, qui est celui de la décolonisation, c'est-à-dire qu'il y a eu un très grand nombre de cas de succession d'État entre le milieu des années cinquante – on peut déjà commencer en 1947 avec la partition, enfin, avec l'accession à l'indépendance de l'Inde et du Pakistan – et jusque, disons, au milieu des années soixante, il y a eu la grande vague de décolonisation qui a été illustrée, évidemment, par un très grand nombre de cas de succession d'État. Mais ces exemples ne sont pas nécessairement des exemples toujours très pertinents, parce que le contexte particulier de la décolonisation a conduit les États successeurs, en général, dans beaucoup de cas, à nier leur obligation aux dettes, en arguant de leur situation particulière d'État ayant eu à souffrir de la décolonisation. Par conséquent, cette solution n'est pas nécessairement transposable dans un cadre différent, c'est-à-dire de cas de la sécession entre deux États qui ne se situent pas dans le cadre de la décolonisation.

Si l'on observe les solutions qui ont été adoptées dans des cas postérieurs à la décolonisation, eh bien, on constate que ces cas n'ont pas été réglés de manière satisfaisante. Il y a eu le cas de la séparation entre le Pakistan et le Bangladesh qui n'a pas été réglé pour des raisons qui tiennent, essentiellement... aux extrêmes dif-

ficultés économiques du Bangladesh. Donc, la situation empirique qui s'est imposée, c'est un non-règlement de la succession, et si nous constatons ce qui se passe à l'heure actuelle du côté de l'Est de l'Europe ou de la Yougoslavie, surtout de l'Union soviétique, on constate un très grand empirisme. Une règle comme celle du passage au successeur des biens situés sur le territoire semble s'être appliquée, par exemple, en ce qui concerne la flotte des États baltes qui est passée, les navires qui étaient immatriculés sous pavillon soviétique, dans des ports baltes ont été, semble-t-il, passés sous pavillon des États baltes. En revanche, la même solution, c'est le moins qu'on en puisse dire, n'est pas acceptée de façon très facile par la Russie s'agissant de la marine de la mer Noire. Donc là, il y a un lien, un très grand empirisme et il n'y a, je crois, aucun enseignement sérieux à en tirer, pour l'instant du moins.

Donc, il reste un certain nombre de tendances résultant d'une pratique ancienne, tendances qui ont parfois été confirmées par la convention de Vienne de 1978, et il faut tenir compte aussi de la situation actuelle du Canada et du Québec. En effet, il est certain que le problème du partage de la dette se situerait dans un contexte très différent des successions d'État qui se sont passées au XIX<sup>e</sup> siècle. Il existe, en effet, à l'heure actuelle, une communauté financière internationale qui accorde aux États un certain crédit sur le plan des relations financières internationales, et c'est un élément qui, nécessairement, devra être pris en considération et ne pourra pas conduire à considérer que, dès lors qu'il n'y a aucune règle précise de droit international qui impose à l'État successeur de reprendre les dettes du prédécesseur, eh bien, il n'y a qu'à s'en affranchir. Il est clair que ce contexte financier international est tout à fait déterminant.

Un autre élément jouera certainement, c'est l'existence des organisations financières internationales, en particulier du Fonds monétaire. Si le Québec devait accéder à l'indépendance, il aurait vraisemblablement vocation à devenir membre du Fonds monétaire international et il n'est pas douteux que le Fonds monétaire international exigera une certaine régularité dans l'attitude financière. Alors, j'en viens au dernier point qui est, évidemment, la conséquence de tout ce qui précède, c'est-à-dire les données du partage de l'actif et du passif en cas de sécession du Québec. La pratique est, comme on l'a déjà dit, confuse et contradictoire mais on peut néanmoins tenter de dégager quelques tendances en ce qui concerne la répartition des actifs et du passif en cas de sécession. Les données générales qui sont fournies par le droit international peuvent être établies de la manière suivante: s'agissant d'abord des actifs. Pour les actifs, il faut distinguer entre les biens immobiliers et les actifs financiers, pardon, biens immobiliers, biens corpo-

rels et mobiliers et actifs financiers.

S'agissant des biens immobiliers, il apparaît que le principe selon lequel les biens immobiliers situés sur le territoire de l'État successeur lui sont acquis est un principe qui a été très généralement admis dans la pratique des successions d'État et c'est ce principe que l'on retrouve dans la convention de Vienne de 1983. Cette solution s'explique très simplement par un principe fondamental de droit international qui est l'exclusivité des compétences territoriales de l'État. Dès lors qu'un État souverain apparaît, il a l'exclusivité des compétences territoriales sur son territoire et il est normal qu'il acquière, donc, la possibilité de définir le statut des biens qui étaient des biens publics de l'État prédécesseur. Alors, la question qui se pose à ce sujet, c'est de savoir si ce passage dans la propriété de l'État successeur doit s'accompagner ou non d'une indemnisation. Cette indemnisation n'a pas toujours et, d'une manière générale, on peut dire que l'indemnisation n'a pas nécessairement accompagné le passage des biens immobiliers au successeur. En particulier, dans la pratique de la succession d'État au moment de la décolonisation, la tendance qui a prévalu a consisté à faire passer gratuitement les biens immobiliers au successeur sans indemnité. S'agissant d'un cadre différent de celui de la décolonisation, je crois qu'il est difficile de dire s'il existe véritablement, au regard du droit international, une obligation d'indemnisation pour les biens immobiliers qui sont situés sur le territoire.

Deuxième catégorie: les meubles qui sont localisés sur le territoire. Alors, ces meubles peuvent être l'accessoire des biens immobiliers. Il peut s'agir de mobilier, de pièces de collection dans les musées, etc. Le principe a également été celui du passage au successeur sans indemnité. À cet égard, je crois que la pratique est tout de même assez générale.

Troisième catégorie d'actifs: il s'agit des actifs financiers. Alors, pour les actifs financiers, les incertitudes sont beaucoup plus grandes. On a préconisé, dans certains cas, une distinction qui serait opérée entre les avoirs localisés sur le territoire et des avoirs plus généraux de l'État prédécesseur. En général, on a eu tendance à considérer que les avoirs non financiers localisés sur les territoires devaient passer à l'État successeur. Un problème particulier peut se poser pour les créances fiscales. Alors, pour les créances fiscales, le principe qui a été souvent retenu, et c'est celui qui a été adopté, par exemple, à propos de la succession entre le canton de Berne et le canton du Jura, c'est qu'on a appliqué pour les créances fiscales un critère de date de naissance de la dette fiscale, c'est-à-dire que, lorsque la dette fiscale était née avant la sécession, la créance fiscale est considérée comme celle de l'État prédécesseur. Au contraire, la créance fiscale qui est née après la date de l'indépendance serait celle de

l'État successeur. Ce sont des indications; dans ce domaine, il est difficile de s'avancer avec plus de certitude.

En ce qui concerne maintenant le problème des dettes, nous avançons encore dans l'incertitude et les difficultés. D'une manière générale, on peut dire que, dans la plupart des successions d'État, on a procédé au partage des actifs et du passif de manière distincte et en distinguant au surplus parmi les actifs, les différentes catégories et, parmi le passif, les différentes catégories de dettes. Et donc, en ce qui concerne le passif, l'approche qui a été le plus souvent observée a consisté à essayer de distinguer les différentes catégories de dettes et à appliquer à chaque catégorie de dettes de l'État prédécesseur un principe de répartition particulier. Une distinction très fréquemment opérée a consisté à essayer d'identifier les dettes locales et les dettes générales.

Alors ce qu'on appelle les dettes locales, ce sont, au fond, les dettes qui sont contractées pour les besoins du territoire en cause: par exemple, un emprunt qui aurait été contracté par l'État prédécesseur pour les besoins de construction d'un barrage ou d'un ouvrage public quelconque. On peut dire, à ce moment-là, qu'il est logique que la dette ainsi localisée soit transmise au successeur en application d'un vieux principe, appliqué en matière de transmission en droit civil, qui est le principe *res transit con suo honore*, c'est-à-dire la chose est transmise avec ses charges, c'est-à-dire lorsqu'on transmet un actif, il doit être transmis avec les charges correspondantes. Donc, très souvent, on a dans la pratique des successions d'État considéré que les dettes locales, qui pouvaient être identifiées comme rattachées au territoire faisant sécession, devaient être transmises au successeur.

À côté des dettes locales, il y a ce qu'on peut appeler les dettes générales, c'est-à-dire les dettes qui sont contractées par l'État prédécesseur pour les besoins de fonctionnement général de l'État, par exemple, le fonctionnement des services publics, de la diplomatie, de la police, de l'armée. Donc, d'une manière indistincte pour l'ensemble du territoire de l'État prédécesseur, toutes les dettes qui sont relatives à l'activité générale de l'État. Alors, pour ces dettes relatives à l'activité générale de l'État, la tendance a été de considérer qu'elles n'étaient pas en général soumises à partage, c'est-à-dire qu'elles restaient à la charge du prédécesseur. Et ce principe a été appliqué de manière très fréquente, avec tout de même quelques exceptions, mais d'une manière générale il a été appliqué. Voilà une distinction, en tout cas, entre dette locale et...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous inviterais à la conclusion, s'il vous plaît, madame.

**Mme Burdeau:** Oui, très bien, je termine.

Alors, je terminerais simplement en donnant quelques indications rapides sur les modalités envisagées. S'agissant du Québec, les modalités de partage qui ont été envisagées ont ceci d'original qu'elles prévoient un partage global et une méthode de partage selon laquelle le passif serait partagé proportionnellement à l'actif. C'est une méthode qui, à ma connaissance, n'a jamais été utilisée dans les successions d'État qui se sont réalisées, sauf dans un domaine spécifique qui est celui des successions de système monétaire. Dans les successions de système monétaire il y a en effet un partage de la masse monétaire et un partage de l'actif qui sont corrélatifs. Mais, pour les autres dettes, et pour les autres actifs, on n'a jamais procédé de manière globale, en cherchant une clé de répartition générale du passif qui soit applicable à la fois au passif et à l'actif.

(14 h 45)

Cette méthode est-elle conforme au droit international? Je crois que rien, compte tenu de ce que j'ai dit sur l'incertitude des règles de droit international, ne permet de dire qu'une telle méthode serait contraire au droit international. Je crois que la recherche d'une certaine forme d'équité est en effet conforme aux tendances dans la matière, et par conséquent je crois qu'il n'y a pas de raison de considérer que cette méthode soit contraire au droit international.

Je ferais simplement une petite réserve. Dans la méthode qui m'avait été soumise l'an dernier, le partage des actifs mobiliers et immobiliers concernait essentiellement, donc, les biens qui étaient situés en territoire canadien, étant entendu que l'actif situé en territoire québécois passerait au Québec, et il n'était pas tenu compte de l'actif représenté par les biens appartenant au Canada et situés en territoires étrangers. Alors, je pense qu'il faudrait, si on applique une méthode de calcul global, tenir compte non seulement des biens situés sur le territoire du Canada mais également de l'ensemble des actifs qui appartiennent au Canada.

Donc, pour conclure, je dirais qu'une méthode de partage qui consisterait à partager globalement le passif en proportion d'une clé de répartition de l'actif qui aurait été déterminée selon différents critères admis par le droit international, comme le critère territorial ou le critère de la capacité contributive des citoyens québécois par rapport à l'ensemble des citoyens canadiens, ne me paraît pas contraire au droit international. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord vous remercier, Mme Burdeau, d'avoir accepté l'invitation de la commission. J'étais un peu surpris de lire et de vous entendre aussi dire tout à l'heure que, et je vous cite: "La

sécession d'une partie du territoire d'un État existant aboutissant à la création d'un nouvel État est conforme aux principes de la Charte des Nations Unies, dès lors que d'une part cette sécession correspond au vœu de la population librement exprimé, et que, d'autre part, elle se réalise avec le consentement de l'État démembré". Fin de la citation. Et vous avez repris essentiellement ces mêmes propos.

Je suis un peu étonné et surpris parce que, évidemment, les travaux de cette commission ont commencé depuis déjà un bon bout de temps et nous avons longuement, avec des juristes, des spécialistes du droit international, échangé sur toutes ces questions et sur l'exercice du droit à l'autodétermination. Et si la première condition ne fait aucun doute, c'est-à-dire que le peuple concerné, en l'occurrence le peuple québécois, doit exprimer son choix démocratiquement, c'est évidemment l'intention de tout le monde au Québec. Il n'est pas question de faire l'indépendance ou la souveraineté du Québec par d'autre voie que la voie démocratique et en s'appuyant sur une volonté majoritaire des Québécois. Cette condition-là ne fait aucun problème, ne cause aucun problème.

Quant à l'autre, je vous avouerai que je suis un peu surpris que vous en fassiez une condition, parce que ce n'est pas aussi évident que cela selon les juristes qu'on a entendus. Et quand on regarde ce qui se passe présentement dans le monde, ce n'est pas aussi évident non plus. D'abord, premièrement, je pense que le consentement de l'État fédéral est déjà, d'une certaine façon, acquis dans le sens où, en 1980, au moment où le peuple québécois, par la voie d'un référendum, a exercé son droit à l'autodétermination – sans qu'il y ait une majorité, cependant, qui se dégage en faveur de la souveraineté – il l'a exercé. Personne, au niveau du gouvernement fédéral, au niveau de l'État fédéral, aucun intervenant politique, aucune formation politique fédérale n'a remis en question l'exercice de ce droit, la légitimité du résultat, ce qui, selon les constitutionnalistes, plusieurs constitutionnalistes, équivaut à un consentement. Actuellement, il y a une loi, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale, qui a créé deux commissions, dont celle-ci, et qui prévoit, également, un référendum sur la souveraineté quelque part en 1992, au plus tard octobre 1992. Et cette loi n'a pas été non plus contestée ou remise en question par l'État fédéral, ni par aucun des partis politiques fédéraux ni par aucun intervenant, aucune autorité en exercice au niveau de l'État central; ce qui donc, à mon avis, selon plusieurs spécialistes, peut être considéré comme un consentement. Mais même s'il y a un consentement, à mon avis, de l'État fédéral et s'il y a eu un consentement en 1980 et s'il y a un consentement maintenant, quant à l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple québécois, je ne pense pas que ce consentement-là soit une condition

obligatoire pour que l'État souverain du Québec naisse, apparaisse dans la communauté des nations.

Cependant, je vous dirai que oui, sans doute, ça pourrait poser des problèmes s'il n'y a pas ce consentement, en termes de reconnaissance internationale du nouvel État. Je n'en disconviens pas mais, à mon avis, ce n'est pas une condition obligatoire. La meilleure preuve, c'est ce qui se passe présentement en Yougoslavie. La Croatie, la Slovénie ont été, depuis quelque temps, reconnues par un bon nombre d'États, dont le Canada. Je pense que c'est l'Allemagne qui a parti "le bal", si vous me permettez l'expression. À ma connaissance, ce qui reste de l'État fédéral et du gouvernement fédéral de Belgrade n'a toujours pas donné son consentement à l'accession à la souveraineté ni de la Slovénie ni de la Croatie, et pourtant la Croatie et la Slovénie se considèrent comme deux États souverains, reconnus maintenant par un bon nombre d'États.

D'autre part, si ma mémoire est bonne, les conditions que la Communauté économique européenne avait exigées pour procéder à la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie, parmi ces conditions – je pense qu'il y en avait cinq dont, entre autres, une importante concernant la protection des minorités – mais parmi ces cinq conditions, il n'y avait pas du tout, d'aucune façon, comme condition, le consentement de l'État fédéral yougoslave. Ça n'apparaissait pas dans les conditions posées par la Communauté économique européenne.

Donc, je suis un peu surpris que vous affirmiez que le droit international exige le consentement de l'État démembré ou de l'État prédécesseur comme condition à l'exercice du droit à l'autodétermination d'une nation, d'un peuple et, également, à l'apparition d'un nouvel État souverain.

**Mme Burdeau:** Effectivement, je pense que cette question est tout à fait cruciale, mais je crois que les propos que vous venez de tenir ne sont pas nécessairement en contradiction avec cette exigence du consentement. Le consentement peut être un consentement résultant tacitement du comportement de l'État qui fait l'objet d'un démembrement, voire même d'une disposition de son droit interne. Je vous rappellerai que, dans le cas de l'Union soviétique, par exemple, il y a une disposition de la défunte Constitution soviétique qui prévoyait le droit pour les républiques de se séparer de l'Union soviétique. Et il y a eu, au moment où les États baltes ont prétendu exercer leur droit à l'autodétermination, une discussion sur la question de leur sortie de l'Union soviétique. La position de M. Gorbatchev et des autorités soviétiques a été de dire: Sur le principe, ce droit existe parce qu'il est prévu par la Constitution, mais les modalités ne sont pas prévues par la Constitution et, par consé-

quent, il est nécessaire qu'une loi intervienne pour fixer les modalités de sortie de l'union.

Donc, dans un cas de ce genre, je pense que le droit international considérerait qu'au fond, sur le principe, le consentement résultait de la Constitution fédérale. Une telle disposition n'existe pas dans le cas de la Constitution fédérale canadienne. Mais je crois que ce que vous venez de dire montre très bien, dès lors que les autorités fédérales ont admis la tenue du référendum de 1980 et dès lors qu'elles n'ont pas considéré que la loi de 1990 constituait une atteinte aux principes fondamentaux de la Constitution canadienne, vous l'avez dit vous-même, qu'il y a une sorte de consentement tacite à considérer que le droit constitutionnel canadien n'interdit pas la sécession.

Alors, en ce qui concerne le cas de la Slovénie, je crois que c'est un cas qui peut être interprété dans différents sens. Tout d'abord, vous avez fait allusion aux travaux de la Communauté économique européenne. Vous savez sans doute qu'il existe une commission qui est présidée par M. Badinter qui a examiné, justement, la situation juridique de décomposition de la Yougoslavie et qui a, si mes informations sont exactes, analysé cette situation comme celle d'une dislocation d'un État existant. C'est-à-dire non...

**M. Brassard:** Un État en voie de dissolution.

**Mme Burdeau:** Voilà. Un État en voie de dissolution. Alors, dans mon exposé, j'avais distingué tout à l'heure, et je crois qu'il faut bien distinguer les deux hypothèses, l'hypothèse de sécession d'une partie d'une province ou d'un territoire particulier et l'hypothèse de dissolution. Lorsqu'il y a dissolution, eh bien, le consentement n'est pas nécessaire puisque, de toute façon, l'État central n'existe plus. Alors, je crois que dans le cas de la Slovénie, il y a eu dans un premier temps une réticence assez nette de la part d'un certain nombre d'États à reconnaître l'indépendance de la Slovénie parce que, précisément, ces États – et je crois que c'était la position, par exemple, du gouvernement français – pensaient que la Fédération yougoslave avait encore un avenir et que, par conséquent – il y a eu, d'ailleurs, des déclarations assez nettes en ce sens – reconnaître la Slovénie, c'était porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un État souverain reconnu par les Nations Unies. À partir du moment où l'on a dépassé ce processus et où l'on entre dans un processus d'explosion de la fédération, on est dans une autre situation.

Donc, je ne pense pas que cet exemple vienne forcément contredire ce que je vous ai indiqué. Je vous donnerai un autre exemple qui est très souvent utilisé lorsque l'on parle de ces problèmes de sécession, c'est le cas du Biafra. Dans l'affaire du Biafra, le Nigeria avait accédé à l'indépendance à la suite de la décolonisation



et, par conséquent, la sécession biafraise a été considérée comme ne se situant plus dans le cas de la décolonisation mais comme se situant dans un contexte postdécolonisation. Et dans ce cas-là, la position qui a été tenue par la communauté internationale a consisté, alors qu'il y avait une volonté très nette et manifeste de la part du Biafra d'accéder à l'indépendance — il y a même eu des actes de souveraineté qui ont été accomplis: nomination d'un gouvernement, création d'un système monétaire, création d'une armée; donc, toutes sortes d'actes qui pouvaient manifester l'amorce de la création d'un État — la position de la communauté internationale a été de considérer que cette sécession, qui n'était pas acceptée par l'État du Nigeria, était une atteinte au principe de l'intégrité territoriale et qu'elle ne pouvait être conforme au droit international.

Donc, je crois, quand même, que c'est la position dominante. Mais je crois aussi que le consentement de l'État n'est pas nécessairement un consentement solennellement émis par un acte et qui peut résulter du comportement de l'État prédécesseur.

(15 heures)

**M. Brassard:** D'autant plus, vous en conviendrez avec moi, que le droit international n'est pas très clair ni très loquace, je dirais, sur les conditions qui doivent être remplies pour qu'un nouvel État apparaisse. Et, en matière de reconnaissance, par exemple, il n'y a à peu près pas de règles. Chaque pays reconnaît un nouvel État en fonction de ses intérêts ou de son analyse de la situation géopolitique, finalement. C'est ça qui compte beaucoup plus que des règles précises de droit international et que, finalement, l'une des conditions qui est d'abord examinée par n'importe quel pays quand il s'agit de reconnaissance, c'est ce que les juristes appellent le contrôle effectif du territoire. Est-ce que le gouvernement en place, en exercice, contrôle effectivement le territoire concerné? Et c'est beaucoup plus cette réalité-là qui est prise en compte, en matière de reconnaissance d'un nouvel État, que des règles bien précises de droit.

**Mme Burdeau:** Je vous suis tout à fait sur ce terrain. C'est incontestable et il est certain que le droit international est très souvent bousculé par la réalité sociale et politique. Cela dit, je crois que, lorsqu'un État accède à l'indépendance, il peut le faire dans la fièvre et la révolution et il peut le faire de manière tranquille et en espérant être admis dans le club de la communauté internationale dans les meilleures conditions. Je crois que c'est la deuxième voie qu'envisage le Québec...

**M. Brassard:** Absolument.

**Mme Burdeau:** ...et c'est la raison pour laquelle je crois que, au fond, c'est vrai qu'il y

a des États qui ont forcé au fond leur existence en s'affirmant. Mais, souvent, ça s'est fait de manière chaotique et avec une reconnaissance partielle par une partie de la communauté internationale, pas par d'autres États. Je crois que le mieux, évidemment, est d'avoir une reconnaissance la plus large possible.

**M. Brassard:** Il y a une autre de vos remarques, Mme Burdeau, qui m'a fait sursauter. C'est celle qui porte sur la monnaie. Je vous avouerai que c'est un sujet qu'on a largement étudié ici en commission. On n'a pas terminé. On a un autre expert qui doit venir demain après-midi nous en parler, pour compléter nos travaux sur cette question-là, la question monétaire, et je suis un peu surpris de votre affirmation quand vous dites qu'un État ne peut pas utiliser la monnaie d'un autre sans son consentement. La plupart des spécialistes qui sont venus nous parler de la question monétaire nous ont exactement dit le contraire. Ils nous ont dit que le Parlement d'un État souverain peut, par une loi, décréter que telle monnaie a cours légal sur son territoire. Alors, l'Assemblée nationale du Québec pourrait dire: Le dollar canadien continue d'avoir cours légal au Québec. Théoriquement, le Canada pourrait peut-être nous en empêcher mais alors, à ce moment-là, ça demanderait un arsenal tellement compliqué de mesures de contrôle des changes, que ce serait impossible à réaliser et que, donc, on pourrait aussi... D'ailleurs, il y en a plusieurs, mais il y en a même qui préféreraient cela. Les Québécois, on pourrait décréter que c'est le dollar américain qui a cours légal sur le territoire du Québec souverain. Mais, il n'y a vraiment personne qui est venu nous dire qu'il faut obligatoirement le consentement de l'État à qui, je dirais, vous permettez l'expression, on emprunte sa monnaie ou on décide que sa monnaie a cours légal sur son territoire. Il n'y a personne qui est venu nous dire ça.

**Mme Burdeau:** Écoutez, sur cette question... Enfin, c'est une question que je connais bien parce que j'ai conduit des travaux sur les successions de système monétaire et sur les questions de gestion de système monétaire par les États, vu d'un point de vue de droit international public. Et je ne m'aventurerai pas dans les questions économiques. Je crois qu'il est admis qu'à partir du moment où un État a une monnaie convertible, il accepte nécessairement que cette monnaie puisse être utilisée en territoire étranger. C'est le cas par exemple du dollar des États-Unis qui est très largement utilisé à l'étranger, qui, parfois même dans certaines situations, a constitué une monnaie d'échange dans certains pays presque en quantité égale avec la monnaie nationale. Je pense à la situation en Pologne, par exemple, ou même en Russie, enfin la Communauté des États Indépendants, ces derniers temps. Mais il s'agit là, au

fond, du résultat de la convertibilité, de l'acceptation, au fond, par l'État émetteur, de l'utilisation de sa monnaie sur le plan international par n'importe quel porteur des billets. Si un État, par une loi, décide que la monnaie d'un État étranger a cours légal et constituera la monnaie nationale, c'est un acte différent. Cette fois-ci, il ne s'agit plus d'une simple utilisation, il s'agit de donner le cours légal à cette monnaie qui est émise par un État étranger, c'est-à-dire la faculté libératoire et, par conséquent, de lui attacher des effets juridiques.

Et là, je serais assez catégorique, je crois que ceci ne peut pas se faire sans l'accord de l'État d'émission parce que ça aboutit à une sorte de nationalisation, au fond, de la monnaie d'un État étranger. Alors, au surplus, si un État agissait de la sorte, un État est maître, sur son territoire, des conditions dans lesquelles les crédits sont distribués. Et par conséquent, ces crédits pourront être distribués à partir de cette monnaie étrangère qui aura circulation sur le territoire national, c'est-à-dire qu'ils pourront contribuer éventuellement au développement de la masse monétaire exprimée dans la monnaie d'utilisation à un moment où l'État d'émission, lui, au contraire, aurait une politique de restriction de sa masse monétaire.

Donc, je ne vois pas comment l'État d'émission pourrait accepter une chose pareille, parce que ça le dépossède, au fond, d'une partie de sa compétence souveraine monétaire, qui n'est pas simplement le pouvoir d'émettre des billets, mais qui est aussi le pouvoir de contrôler la masse monétaire. Donc, je ne vois aucun exemple... Vraiment, j'ai étudié la pratique des successions d'État en matière monétaire, je ne vois aucun exemple où un État a accepté durablement, sans accord de la part de l'État d'émission, l'utilisation de sa monnaie par un État étranger. Il y a des exemples d'États qui utilisent des monnaies étrangères, c'est le cas du Libéria, par exemple, qui utilise le dollar des États-Unis. Il y a des exemples de ce genre et il y a également eu des exemples, précisément en cas de succession d'État, pendant la très courte période de transition qui allait de la date de l'indépendance à la date à laquelle on a introduit le système monétaire nouveau. Donc, dans cette période courte, effectivement, il y a eu une situation, si vous voulez, d'union monétaire de fait entre l'État prédécesseur et l'État successeur. Mais ceci s'est toujours fait avec le consentement de l'État prédécesseur. Ça a été le cas, par exemple, en Algérie, au moment de l'accession à l'indépendance de l'Algérie. Le franc français a continué de circuler en Algérie jusqu'à ce que le dinar soit introduit, mais avec l'accord des autorités françaises et sachant qu'il s'agissait d'une mesure transitoire.

**M. Brassard:** Il y a un exemple qui nous a été très souvent cité, Mme Burdeau, c'est celui

de l'Irlande. L'Irlande, quand elle a accédé à l'indépendance en 1921, après la Première Guerre, a décidé, pendant plusieurs années, de continuer d'utiliser la livre sterling, la livre anglaise.

**Mme Burdeau:** Oui, mais je pense qu'elle l'a fait avec le consentement du Royaume-Uni.

**M. Brassard:** C'est peut-être à vérifier. Parce que...

**Mme Burdeau:** Oui, je pense qu'elle l'a fait avec le consentement du Royaume-Uni. Je vois mal que l'État d'émission puisse, contre son gré, se voir imposer qu'un État, un tiers, utilise sa propre monnaie. Ça me paraît tout à fait étrange. Et je crois... Le cas que vous citez rentre précisément dans ces cas de succession d'État; on pourrait en citer des quantités d'autres. Mais c'est toujours avec un consentement tacite de l'État prédécesseur.

**M. Brassard:** De toute façon, à mon avis, c'est une discussion très largement théorique parce que sur le plan pratique, pragmatique, le Canada... Actuellement, au Québec, il y a pour à peu près 100 000 000 000 \$ canadiens en dépôt, en épargne et en billets en circulation, 100 000 000 000 \$. C'est énorme et c'est la monnaie qui a cours légal, ici. Donc, en pratique, le Canada n'a pas beaucoup d'intérêt à refuser que le Québec continue d'utiliser le dollar canadien parce que le refuser, ce serait accepter que son espace monétaire soit restreint. Donc, que la valeur de sa monnaie également soit affectée en fait même. Par conséquent, ça reste à examiner parce que je vous dis qu'il n'y a pas beaucoup de spécialistes qui sont venus ici et qui ont fait une affirmation comme vous venez de le faire...

**Mme Burdeau:** Mais je tiens à préciser. Le consentement de l'État d'émission peut être un consentement tacite, mais je crois que si l'État d'émission s'oppose à l'utilisation de sa monnaie, je crois que ça n'est pas possible pour un État tiers d'utiliser sa propre monnaie.

**M. Brassard:** Ce n'est peut-être pas possible et surtout s'il veut l'empêcher concrètement et pratiquement, là, il faut qu'il adopte des politiques. Dans un contexte de globalisation des marchés, de libéralisation des échanges des marchés financiers interreliés, il faut qu'il imagine des politiques et des mesures de contrôle tellement multiples, compliquées, que c'est quasiment impensable.

**Mme Burdeau:** Oui, effectivement, c'est assez...

**M. Brassard:** En pratique, c'est quasiment impensable.

**Mme Burdeau:** Alors, attendez. Je voudrais quand même faire un point. Il y a deux choses dans la monnaie: il y a la monnaie de compte et il y a la monnaie de règlement, enfin, les billets. Tant qu'il s'agit de la monnaie de compte, effectivement, on ne peut pas empêcher un État tiers d'utiliser une monnaie de compte parce qu'on ne peut pas empêcher dans un État tiers l'utilisation, par exemple, du dollar comme étalon de valeur. Ça, c'est sûr. Mais en revanche, ce dont je parle, c'est l'utilisation des espèces monétaires.

**M. Brassard:** Qui compte pour peu dans la masse monétaire.

**Mme Burdeau:** Oul, mais les dépôts sont quand même représentatifs d'une monnaie qui est émise et qui a quand même sa contrepartie dans les livres de l'institut d'émission, dans le pays d'émission.

**M. Brassard:** Beau sujet! On en reparlera, d'ailleurs.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** D'ailleurs, ça tombe bien, Mme Burdeau. Ça tombe très bien ce que vous nous dites là et l'échange qu'on a là-dessus parce que M. Laidler vient demain, demain après-midi. David Laidler. Il a fait une étude, là-dessus précisément, pour le compte de l'institut C.D. Howe. Alors, ma foi, on va poursuivre les échanges avec M. Laidler à partir de ce qu'on a traité aujourd'hui. J'aurais une dernière question, moi, sur le... Parce qu'on s'est un peu éloigné du sujet, avec le partage des actifs et du passif. Mais, à votre connaissance, est-ce que vous avez eu la chance de jeter un coup d'oeil sur ce qui se passe dans l'ex-URSS où, évidemment, là, c'est un État qui se dissout, qui disparaît et où il faut, évidemment, régler toute la question du partage des actifs et du passif. Je vais laisser de côté la Yougoslavie, ce n'est pas... On va attendre que ça s'apaise pour voir comment ça va se passer mais là, en URSS, c'est chose faite. L'URSS n'existe plus. À la place, il y a une douzaine ou treize ou quatorze États souverains, pleinement souverains. Comment ça se passe? Est-ce que vous avez un peu de connaissance, comment les choses se déroulent et sur quelle base, à partir de quel principe, quelle clef de répartition a été retenue? Sinon, bien, on essaiera d'avoir les informations autrement.

**Mme Burdeau:** Sur ce point, je crois que c'est l'empirisme le plus grand qui règne, en ce sens que naturellement, il n'y a pas eu des travaux sereins de préparation comme ceux auxquels vous vous livrez actuellement. Et je crois que, dans le cas de l'ancienne Union soviétique, les différents États, les différentes

républiques soviétiques auront commencé par se donner l'indépendance et se séparer avant de se soucier de la question de la répartition. Et une des preuves les plus claires est fournie par le débat actuel sur le rattachement de la flotte stratégique en mer Noire. C'est une question qui a surgi dès lors qu'on s'est rendu compte que l'Ukraine était en train de mettre la main sur cette flotte en raison de l'application du principe que j'évoquais tout à l'heure, c'est-à-dire de la territorialité des biens et du passage des biens situés sur le territoire de l'État successeur. Au fond, je crois qu'il y a eu une préparation totale et que sur le partage de la dette, je crois que, pour l'instant, il n'y a aucun élément qui permette d'en tirer des enseignements. Je pense que vous êtes beaucoup plus avancés dans vos réflexions que ne le sont les républiques soviétiques.

(15 h 15)

**M. Brassard:** C'était par curiosité que je vous posais la question. Je constate que c'est le désordre, pas nécessairement créateur. Merci.

**Mme Burdeau:** Non. Le seul élément qui est quand même intéressant, c'est qu'il y a eu une déclaration des républiques qui ont succédé à l'Union soviétique – pas de toutes, pas des quinze, mais enfin, au moins d'une grande partie d'entre elles – disant qu'elles entendaient reprendre les dettes de l'ancienne Union soviétique, qui s'élèvent à peu près à 70 000 000 000 \$, ce qui, en chiffres absolus, n'est pas considérable, mais qui, compte tenu de l'état de délabrement de l'économie soviétique, posera certainement des problèmes de recouvrement. Donc, il y a eu une déclaration commune. Donc, ça, c'est quand même intéressant parce que ça montre qu'il y a une reprise. Mais comme on est dans un cas de dislocation d'union, c'est au fond assez normal que les États successeurs reprennent en charge l'ensemble de la dette en se la répartissant ensuite selon une clé qu'il conviendra de fixer.

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Merci, M. le Président. Si vous me permettez, Mme Burdeau, j'aimerais également revenir sur votre affirmation à l'effet que, pour qu'il y ait sécession, il faut avoir le consentement de l'État démembré. Vous savez, et vous l'avez dit lors de votre exposé, qu'en droit interne canadien, on est muets, nous, sur la sécession. Comme tel, ça doit être le droit international qui s'applique, et le droit international dit que, s'il y a sécession, il faudrait l'accord du gouvernement fédéral dans le cas qui nous occupe présentement. Mais nous, on a le projet de loi 150 qui nous dit qu'il nous met le

référendum à une date très précise, et qu'advenant le cas où la population québécoise dit oui à la souveraineté, cette souveraineté va être effective un an après. C'est bien entendu qu'entre le délai du référendum et la date effective de la souveraineté, il va y avoir des pourparlers, soit avec le gouvernement fédéral, soit avec les autres provinces. Advenant le cas que lors de ces pourparlers-là on en déduit que le fédéral, pour les questions de partage de dette ou autres, ne s'entend pas, est-ce qu'on peut dire — parce qu'il y a eu, peut-être, lors de 1981, non-ingérence du fédéral dans le fait que le Québec a fait un référendum, du fait qu'il y a une non-entente lors des négociations — qu'on peut en convenir qu'il y a une entente tacite qui pourrait faire que le fédéral reconnaît le Québec comme ayant acquis sa pleine autonomie? Vous comprenez? Je ne sais pas si je m'explique bien.

**Mme Burdeau:** Oui, je comprends tout à fait le sens de la question. Il me semble que, en se situant au regard du droit international public, on pourrait soutenir qu'il y a eu un consentement de la part de l'État canadien du fait du comportement qu'il a adopté. Le droit international, en effet, a admis, dans un certain nombre de situations, que le comportement suivi par un État, qu'il s'agisse d'un comportement actif ou d'un comportement par abstention, puisse être source d'obligation à son encontre, et que, par conséquent, si, par son comportement, il a manifesté, dans le cas présent, si l'État canadien a manifesté qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que soit posée la question de l'indépendance, c'est donc qu'apparemment il n'avait pas d'objection de principe. Donc, je crois, en tout cas, que ça pourrait tout à fait être défendu au regard du droit international, qu'il y a eu, au fond, un consentement tacite de la part de l'État canadien et qu'il s'est donc engagé, au fond, à accepter les résultats du référendum, et que, par conséquent, il ne peut pas revenir sur ce consentement. Je pense que ça pourrait être défendu.

**Mme Bégin:** Mais est-ce que les parties constituantes de cet État fédéral, à savoir les neuf autres provinces, elles, ont leur mot à dire? Parce qu'il s'agit du démembrement de leur intégrité territoriale. Le fait que le fédéral, disons, par une reconnaissance du référendum en 1981, par son non-agissement, aurait reconnu la possibilité que le Québec acquière sa pleine souveraineté, ce n'est pas nécessairement ce qu'ont fait les neuf autres provinces. Est-ce que les neuf autres provinces, qui volent leur unité territoriale affectée, elles, auraient un mot à dire aussi, au point de vue international?

**Mme Burdeau:** Alors, là il me semble que c'est une question plutôt de droit interne canadien, de droit constitutionnel canadien. Il s'agit de savoir si l'opinion et la position des

provinces elles-mêmes peuvent avoir une force indépendamment de leur expression au travers des positions de l'État fédéral. Est-ce que, au fond, les positions des provinces sur la politique de l'État fédéral canadien, sur sa situation, sur son avenir, peuvent être exprimées par les provinces prises elles-mêmes? Ou bien est-ce qu'elle doit être, est-ce que cette position sur l'avenir de la fédération du Canada ne peut s'exprimer que par l'intermédiaire des organes qui, constitutionnellement, sont habilités à le faire, c'est-à-dire le Parlement fédéral et le gouvernement fédéral? Ça, c'est une question de droit constitutionnel canadien. Je ne m'aventurerai pas...

**Mme Bégin:** Mais comme le droit constitutionnel canadien est muet sur ce sujet, vous ne trouvez pas qu'on se trouve... C'est muet, donc on ne l'a pas réglé, donc c'est... Vous comprenez ce que je veux dire, les provinces ont...

**Mme Burdeau:** Écoutez, à première vue il me semble, si l'on se situe dans le cadre du droit constitutionnel d'un État fédéral, dès lors qu'il y a des organes fédéraux qui sont chargés de mener la politique fédérale, c'est-à-dire ce qui intéresse l'état de la fédération dans son ensemble, on doit admettre qu'ils ont une sorte d'exclusivité pour le faire. Donc, et enfin c'est comme ça que je vois la question, et que, par conséquent, on peut difficilement admettre que les provinces viennent remettre en cause des positions prises pour l'ensemble du Canada, par le gouvernement fédéral, sinon ça veut dire qu'il y aurait une sorte de dualité de pouvoirs quant à la gestion de la politique de l'ensemble de l'État canadien. Et ça, il me semble que ça n'est pas admissible, dès lors qu'on a un système fédéral. L'existence, enfin, il me semble, d'un État fédéral, signifie que le sort de l'État fédéral est confié aux organes constitutionnellement compétents, c'est-à-dire le Parlement fédéral et le gouvernement fédéral.

**Mme Bégin:** Je conviens avec vous, madame...

**Mme Burdeau:** Parce que sinon il risque d'y avoir des conflits, et qui va arbitrer les conflits? Il n'y a personne.

**Mme Bégin:** Je conviens avec vous, Mme Burdeau...

**Mme Burdeau:** Oul.

**Mme Bégin:** ...que peut-être, au point de vue international, c'est le gouvernement fédéral qui répond vis-à-vis des autres nations. Mais je ne pense pas que, lorsqu'on regarde les États membres d'une fédération, qu'ils aient donné pouvoir au fédéral de la démembrer. Et à ce

niveau-là, est-ce que les provinces qui n'ont, en signant la Constitution canadienne que l'on connaît actuellement, donné aucun pouvoir au fédéral de démanteler le pays, est-ce que le fédéral, dans sa façon d'agir, n'outrepasserait pas ses pouvoirs?

**Mme Burdeau:** Alors, sur ce point, madame, je vous ferai une réponse selon les principes de droit constitutionnel, en général. En droit constitutionnel on distingue, si vous voulez, dans le pouvoir constituant, le pouvoir constituant originaire, c'est-à-dire celui qui fonde la Constitution, et ce qu'on appelle le pouvoir constituant institué, c'est-à-dire celui qui, d'après la Constitution, est capable, par exemple, de réviser la Constitution, ou d'exprimer certaines positions. Dès lors qu'il y a une Constitution, ça veut dire que le pouvoir constituant originaire, c'est-à-dire dans le cas du Canada, les provinces, qui ont choisi ce système fédéral et qui ont confié au Parlement fédéral le soin de mener la politique de l'État, s'effacent. Elles ont convenu de s'effacer et d'accepter le jeu mené par le gouvernement fédéral. Je crois qu'on peut difficilement, enfin, là, encore je parle d'un point de vue de droit constitutionnel, je crois qu'à partir du moment où ce pacte d'origine a été passé, cela veut dire qu'il y a une sorte de renonciation de la part des provinces à remettre en cause le sort de l'État fédéral. Au fond, elles ont accepté que ce sort soit défini par les organes désignés par la Constitution, et ce sont ces organes qui sont compétents. Donc, c'est comme ça que j'analyserais la question d'un point de vue constitutionnel général.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. If you do not mind, I would like to make my intervention in English. I am very pleased that the issue of money, first of all, has again been raised in this committee, granted it is a complicated one. But I believe that I could summarize the situation as I have understood it from you, and from the economic experts, as being something like this, that we are really talking about three different kinds of senses, as to the possible future use of the Canadian dollar.

The first is that it would be in use in a sovereign Québec, or for that matter an American dollar would be instead, as simply a currency that was accepted, in the same sense that the American dollar is accepted around the world – there are actually more Euro-dollars in circulation than there are in the United States – and so forth. This has nothing to do with the issuing of currency in Québec. It simply has to do with the acceptance of a currency for use. We might compare it to a lingua franca.

Then the second situation is one where

whatever currency is used in Québec, and whatever it is called, is pegged to the Canadian dollar, or to the American dollar. This is true of several countries in the world, at present. That is, for example, after the Second World War, the German mark was actually defined as being one quarter of an American dollar. That was its initial, it is worth a good deal more nowadays, but that was how it began. And the same practice, whether it was a one to one convertibility, or a convertibility with a ratio, could also conceivably be applied for a Québec currency.

The third situation is one where Québec used, issued, printed, denominated all transactions in Canadian dollars, and in that case the situation is almost unique, although as my colleague from Lac-Saint-Jean has pointed out, it was used in Ireland. But in that case consent would be required.

So, in the first two cases, consent not only would not be required, but even if it were granted it might not turn out to be the crucial factor. In the third case, consent would be absolutely necessary. This seems to me to be what this rather complicated issue is all about.

Now, the other thing that I wanted to raise a point about was the Vienna convention. I must admit – we have heard a great deal about the Vienna convention, in the course of hearing from several experts before this committee – and I wonder just how significant this is. We are talking about a convention where only 90 out of 157 countries were there, only 54 of them ratified the convention, 11 of the opposing countries included Canada and included the major industrial States. In other words, we seem to be talking about something where even in the rather shaky world of international law, we are not talking about a particularly well established, or particularly strong format. I cannot help noticing by the way that the distance from Vienna to the border of Croatia is about the distance from here to Montréal. And the Vienna convention did not seem to be a very important matter, in terms of the way things happened there.

The larger point that I am getting at is that, while, I think, we all value the instruction we get from international law, on how we should proceed here or in Canada, in the event of a break-up I share, despite other disagreements with my colleague from Lac-Saint-Jean, I think the belief that not too many of the crucial issues will be settled here by international law. That they can at most provide us with some kind of vague guides for people like negotiators on both the Québec side and the Canada side, as to equity or justice afterwards, that they are not really determinative or binding on what is going to happen here in the future. Is that a correct assessment?

**Mme Burdeau:** Je suis tout à fait d'accord sur les trois points que vous avez évoqués, et, en particulier, sur votre analyse des trois usages possibles de la monnaie canadienne par un Québec indépendant. Mais, je crois que dans un État moderne, il est essentiel de pouvoir avoir une maîtrise de la gestion, enfin, d'avoir une maîtrise de la politique de crédit. Et on ne peut pas avoir de maîtrise de la politique du crédit si on n'a pas accès à l'émission de la monnaie. Les deux choses sont liées.

(15 h 30)

Donc, soit cet accès peut se faire directement parce que l'État émet lui-même sa monnaie, soit il faut une forme d'union monétaire qui définisse les conditions dans lesquelles les partenaires gèrent leur politique de crédit. Il existe des exemples d'union monétaire de ce genre: par exemple, l'union monétaire belgo-luxembourgeoise; il y a les unions monétaires africaines qui sont une survivance de la colonisation française. Mais, dans tous les cas, ce sont les accords qui fondent ces unions monétaires qui indiquent comment les États participants vont gérer leur politique de crédit. Mais je suis tout à fait de votre avis.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** Merci, M. le Président. Madame, à la commission Bélanger-Campeau, en ce qui concerne le critère de partage de la dette, vous semblez indiquer, à la page 552 de votre mémoire à ce moment-là, que le critère de population a été le plus souvent retenu. Or, l'imagine que le Canada s'y accrochera, malgré que ce critère ne tienne pas compte de la richesse relative des deux États. Alors, dans cette éventualité, on assistera éventuellement, sans doute, à des propositions de compromis de type privilégié, par exemple, comme l'Inde en 1947, à savoir la combinaison du chiffre de la population et de la capacité "contributrice" respective. Est-ce que vous pourriez donner des détails là-dessus, sur cette façon du cumul des critères, l'utilisation de cumuler des critères ensemble autres que seulement la population?

**Mme Burdeau:** Alors, sur cette question de l'utilisation du critère de la population, il faut souligner que les auteurs de droit international, qui comparent les différents critères utilisables, ne considèrent pas, en général, que le critère de la population soit entièrement satisfaisant, parce que le chiffre de la population dans une partie du territoire peut comporter des éléments particuliers qui ne reflètent pas nécessairement, enfin qui n'aboutissent pas nécessairement à un critère équitable de partage. Donc, c'est un critère qui a été utilisé mais qui n'est pas forcément satisfaisant.

Le critère de la capacité contributive, au

contraire, a plutôt les suffrages de la doctrine, c'est-à-dire que les auteurs de droit international considèrent que c'est un critère qui est plus facilement utilisable. Bien entendu, il est utilisable dans un certain contexte et avec certaines précautions. Alors, il est utilisable dans un certain contexte. Il est certain que c'est un critère qui serait inutilisable dans l'Union soviétique pour le partage de la dette, parce que le système fiscal est pratiquement inexistant. Il n'y a pas d'impôt sur le revenu ou il est embryonnaire et, par conséquent, ce ne serait pas un bon système. Mais, dans un État industrialisé qui a un système fiscal établi depuis longtemps, je pense que c'est un critère qui se défend tout à fait. Il doit être utilisé avec certaines précautions, c'est-à-dire qu'il faut, évidemment, veiller à ce que la fiscalité soit homogène sur l'ensemble du territoire, ce qui est le cas si l'on prend en considération, d'après ce qui m'a été indiqué, uniquement les impôts fédéraux. Bien sûr, les impôts des provinces peuvent sans doute varier et il n'est pas question de les prendre. Donc, il faut que le critère soit évidemment homogène.

Alors, en ce qui concerne le cas de l'Inde, c'est un exemple que j'avais examiné il y a assez longtemps. Donc, je ne sais pas si je saurais retrouver les éléments qui le concernaient.

**M. Richard:** Madame, le plus important, c'est votre recommandation. Selon vous, ce serait un cumul de critères pour le Québec, dans la situation que vous connaissez, à l'intérieur du Canada dans une éventuelle souveraineté?

**Mme Burdeau:** À l'heure actuelle, pour autant que je sache, la population du Québec représente à peu près le quart de la population du Canada. En ce qui concerne la fiscalité, la contribution québécoise à la fiscalité fédérale représente...

**Des voix:** 22 %, 22,8 %.

**Mme Burdeau:** Donc, la différence est, au fond, assez petite. Je dirais que la combinaison des deux critères devrait peut-être permettre un compromis entre les deux positions. Et ça peut être, par conséquent, un argument de négociation qui serait utilisable.

**M. Richard:** Donc, par voie de négociation.

**Mme Burdeau:** Oui, par voie de négociation. Encore une fois, je crois que le droit international, comme l'a très bien dit mon interlocuteur précédent, n'apporte aucune règle précise et je crois qu'on pourrait très bien combiner les deux critères.

**M. Richard:** Merci, madame.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Mme Burdeau, je voudrais d'abord prendre acte de votre avis sur la méthode utilisée par Bélanger-Campeau quant au partage des actifs et des passifs. Si je comprends bien, vous trouvez qu'il n'y a rien qui s'oppose à une telle méthode, en droit international, et qu'elle est tout à fait admissible.

Vous venez de discuter de méthodes, en termes de fiscalité, du flux des revenus qui pourraient être escomptés ultérieurement. Il y a des gens qui pensent qu'on doit l'établir sur le passé, et d'autres qui prétendent qu'on doit l'établir sur l'avenir. Compte tenu de la tendance démographique en baisse, au Québec, et du fait que l'importance relative de la population du Québec dans le Canada diminue, est-ce que vous considéreriez — c'est ma première question — qu'on devrait faire des projections sur la tendance démographique future des payeurs de taxes, des contribuables, qu'on connaît pratiquement déjà parce que ce sont ceux qui atteindront l'âge de 20-25 ans et on sait qui ils seront ou quelle importance numérique ils auront?

L'autre commentaire que je voudrais faire, et je vais le faire tout de suite, ce sont les échanges qui ont eu lieu au sujet de la monnaie. Effectivement, j'ai compris que vous vous placiez sur un plan très juridique où la Banque du Canada est une instance du gouvernement fédéral et, donc, que l'autorité juridique en ce qui concerne la Banque du Canada revient effectivement au gouvernement fédéral. Mais ce qui a été avancé ici, autour de la table, par les experts et en particulier par les économistes, c'est que si le Canada refusait l'usage de sa monnaie, par hypothèse tout à fait invraisemblable, il aurait à faire face au remboursement d'une masse monétaire de 100 000 000 000 \$ parce que le Québec serait amené à prendre la décision suivante: ou il crée sa propre monnaie, et le Canada devrait rembourser ces 100 000 000 000 \$ en monnaie québécoise, ou le Québec adopterait la monnaie américaine, auquel cas le Canada devrait rembourser ces 100 000 000 000 \$ en monnaie américaine. Et tout le monde convient, tout le monde a convenu que c'était pratiquement irréalisable, du moins dans le court terme. Et je pense que je résume ici l'essentiel des témoignages qui ont été faits.

Donc, en pratique, si le Québec dit ou déclare qu'il veut faire partie d'une union monétaire et qu'il adopte les règles de la Banque du Canada, le Canada n'a pas beaucoup le choix que de laisser faire.

**Mme Burdeau:** Oui, alors, dans l'hypothèse... Supposons l'hypothèse de la création d'un système monétaire propre, cela voudrait dire — ce qui s'est produit dans de très nombreux

cas — qu'il faudrait évidemment identifier la masse monétaire en circulation au Québec et partager les actifs de la Banque du Canada en proportion de la masse monétaire retirée de la circulation. C'est ce qui s'est fait dans de multiples situations. C'est ce qui s'est fait, par exemple, lorsqu'il y a eu le passage de la Sarre de... Enfin, là, il ne s'agissait pas d'une vraie succession, mais le phénomène est un petit peu la même chose. La Sarre a été, après la guerre, rattachée au système monétaire français. Et puis vers 1954, elle a été détachée pour être rattachée au système mark. Donc, on a identifié la monnaie en circulation et on a procédé à un partage des actifs... enfin, on a transféré des actifs à l'Allemagne.

Donc, ce qui se passerait, ce serait, au fond, l'obligation pour le Canada de céder une partie de ses actifs, c'est-à-dire les réserves en or, les réserves en devises, en droit de tirages spéciaux. Donc, là, il y aurait certainement une négociation avec le Fonds monétaire international pour voir comment ceci se passe. Ce serait praticable mais ça voudrait dire que, pour le Canada, il aurait une circulation monétaire qui serait rétrécie et que le Québec aurait une monnaie qui aurait une surface monétaire relativement modeste. Alors, dans l'hypothèse de l'adoption du dollar des États-Unis, il faudrait nécessairement le consentement des États-Unis si le Québec veut faire du dollar des États-Unis sa monnaie officielle et, à ce moment-là, effectivement, le remboursement... Au fond, en présentant à la Banque du Canada la monnaie en circulation au Québec, il y a un droit sur les actifs monétaires, il n'y a pas nécessairement un droit à être remboursé en dollars des États-Unis. Ça, le droit international ne prévoit pas qu'on puisse être... Au fond, la monnaie en circulation...

**M. Léonard:** Vous allez voir chuter le dollar canadien, ça ne sera pas bien long.

**Mme Burdeau:** Oui. La monnaie en circulation donne un droit sur les actifs, ça, c'est sûr. C'est le principe même de l'émission, cette corrélation. Mais, elle ne donne pas nécessairement le droit à être remboursé dans la monnaie de son choix. Ça, il n'y a aucune règle qui le prévoit. C'est, au fond, une...

**M. Léonard:** Donc, le Canada, à ce moment-là, forcerait le cours de son dollar sur le territoire du Québec s'il ne veut pas le rembourser. Ou il le rembourse, ou il ne le rembourse pas. S'il ne le rembourse pas, les Québécois continuent de détenir des dollars canadiens.

**Une voix:** Il y a une dette flottante de 100 000 000 000 \$.

**M. Léonard:** Il y a une dette flottante de 100 000 000 000 \$. C'est ça la réalité.

**Mme Burdeau:** Oui.

**M. Léonard:** Au fond, on nage dans un univers tout à fait théorique. Tout le monde reconnaît que, pour le cours des affaires, nous allons continuer à utiliser le dollar canadien et que, jusqu'à ce qu'il y ait une entente quelconque, que, effectivement, ce sera de l'intérêt des parties d'utiliser le dollar canadien...

**Mme Burdeau:** Oui.

**M. Léonard:** Et, je pense que le consentement du Canada va venir automatiquement parce qu'il se créerait plus d'embêtements autrement s'il refusait.

**Mme Burdeau:** Oui. Je crois qu'en réalité le problème le plus important, ce n'est pas tellement une question d'émission, de savoir si le Québec aura des billets spéciaux ou non. Le plus important, c'est de savoir quelle sera la politique du crédit. C'est ça et comment elle sera définie et si le Québec indépendant aura une politique du crédit qui restera subordonnée au bon vouloir d'Ottawa...

**M. Léonard:** Sauf que...

**Mme Burdeau:** C'est ça qui me paraît important.

**M. Léonard:** Si on s'en réfère aussi, disons, à la réalité où nous avons un système bancaire très centralisé au Canada, les banques canadiennes ayant des succursales partout au Québec, tout le monde va dire qu'il faut que le système marche. Donc, on va continuer...

**Mme Burdeau:** Oui.

**M. Léonard:** ...à fonctionner en dollars canadiens. Je pense que c'est pour ça que la possibilité théorique que le Canada refuse est absolument éloignée. Il se ferait plus de mal. Comme on dit ici, il se tirerait dans le pied, s'il faisait ça. Mon autre question: Est-ce qu'on doit prendre plutôt la population future et tenir compte, en tout cas, de l'évolution démographique...

**Mme Burdeau:** Alors, j'avoue...

**M. Léonard:** ...probable de la population des contribuables et non pas ce qui est inclus: la population née actuellement? Parce que la population du contribuable, c'est 25, 30 ans... L'âge moyen du contribuable, c'est 30 ans, autour. Donc, ceux qui vont payer des impôts sont déjà nés. On les connaît.

**Mme Burdeau:** Oui, effectivement, c'est une question. Alors, ça, c'est une question qui est

très difficile et pour laquelle le droit international, alors là, n'apporte aucune réponse. Vraiment aucune réponse.

**M. Léonard:** Ha, ha, ha!

**Mme Burdeau:** C'est vrai qu'à partir du moment où on raisonne en disant que le critère des contribuables est celui qui permet de faire face au remboursement de la dette, c'est un critère qui est projeté vers le futur. Mais, tenir compte des évolutions démographiques futures... En tout cas, je ne connais aucun exemple de droit international dans lequel ceci a été fait et je me demande même si la question a déjà été posée en ces termes, dans des cas précédents de succession d'État. Donc, là aussi,...

**M. Léonard:** En tout cas, au Québec, je pense qu'on va innover. On va la poser en ces termes.

**Mme Burdeau:** Oui, mais il y a déjà beaucoup d'innovation, effectivement.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, M. le député de Jacques-Cartier.  
(15 h 45)

**M. Cameron:** I would like to know, from your past experience in considering these cases in international law, whether the question of partitioning debt is one where the successor State is likely to find that the state from which it wishes to succeed wants to impose the largest possible share of debt upon it.

In other words, to be more precise in terms of our own case, I think that many of the questioners have been assuming that whatever method is used, whether it is a population-based method or whether it is one based on the contribution to federal revenues or whether it is historical benefits or it is some combination that is worked out as being the most credible... Can we assume that it will automatically be the case that whatever method is agreed on, that the Canadian federal authorities will be trying to get the largest possible portion of the debt paid by the new State of Québec, or could they conceivably be trying to get, for example, the smallest portion of the debt paid by the new Québec? I am not quite clear whether it is to the benefit of Canada as a successor State to have a large proportion of its debt in the hands of another State. In other words, do we know even whether a negotiation would be aimed at maximizing or minimizing the Québec debt?

**Mme Burdeau:** Si je comprends bien votre



pensée, vous imaginez que le Canada, en laissant au Québec la part la plus large possible de ses dettes, pourrait se dire que peut-être il y a un risque que cette dette ne soit pas correctement honorée et que, par conséquent, ça pourrait avoir des répercussions sur le crédit du Canada?

**M. Cameron:** Let me use a homely analogy. I am not sure whether it will work, but perhaps it will make things clearer. If we use this analogy of divorce, which is often used, and we imagine then that the husband and wife have separated, both of them previously having borrowed a huge amount of money together let us say to pay for a house, then does the husband, when faced with splitting up assets, debts and so forth with the wife, prefer a situation where the largest amount of the mortgage on the house is being paid by himself if possible, or whether he leaves a large amount of the debt in the hands of his former wife? Depending on the circumstances, it seems to me it would depend entirely on whether it was a relatively amiable divorce rather than being a question that could be answered in the abstract.

The point I am trying to get at, is this: Even debt cannot be isolated from these other questions of relations between Canada and Québec because if this parting takes place on relatively amiable terms, then one debt agreement would follow. If the parting takes place on unhappy but still civil terms, another debt agreement would follow. And if the parting takes place on extremely unpleasant terms, another debt agreement would follow. Furthermore, even the unpleasant terms would not necessarily be ones in which Canada would want to stick Québec with the highest debt possible, because far from that being a way of — so to speak — getting even with Québec, it would be making more of the security and the reliability of their own currency hostage to what Québec did.

For example, to take the most extreme case, a total breakdown in relations between Canada and Québec, then surely Canada would wind up getting stuck for the whole debt, no matter how much this was bad for their economy, bad for Canadians and so on down the line. On the other hand, the other extreme, surely, is that sovereignty never takes place and we simply go on with our present arrangements. So, all of these positions in between, that is the largest possible debt charge to Québec, an intermediate charge or a low charge, are all possible. International law in itself, neither the Vienna convention, nor, for that matter, the various proposed methods, that is by population, by federal revenues historically and so on, will settle the level. What would really settle the level of debt will be the kind of split that takes place. So, it is a political question, not an economic one.

**Mme Burdeau:** Elle n'est pas plus une question juridique. Ce n'est pas une question juridique, c'est une question, effectivement, de relation... Mais je n'ai pas bien saisi la raison pour laquelle le Canada pourrait, délibérément, choisir de prendre la plus large part de la dette.

**M. Cameron:** Well, there are several...

**Mme Burdeau:** Oui, oui. Je comprends que si le partage se produit de manière amiable et dans de bonnes conditions, probablement que le Canada fera un effort pour ne pas demander le maximum au Québec. Mais, je ne vois pas en quoi ce serait son intérêt.

**M. Cameron:** Well, supposing, for example, the territory of Québec does not have the same boundaries, if it breaks off, that it does now.

**Une voix:** ...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Burdeau:** Oui. Alors là, donc, ça, c'est un élément dans un ensemble qui dépasse simplement le partage des actifs et des passifs.

**M. Cameron:** Exactly.

**Mme Burdeau:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. Mme Burdeau, dans votre analyse de la proposition de partage de Bélanger-Campeau, vous dites que la méthode globale qui lie le sort des actifs et du passif n'est pas contraire au droit international, dès lors qu'elle ne bouleverse pas la répartition de la richesse entre les parties, entre, disons, les deux États, mais d'autre part, qu'elle n'a généralement pas été retenue en matière de succession d'État. Pourriez-vous nous dire pourquoi elle n'a jamais été retenue, et en partant de ces raisons-là, croyez-vous qu'il y a de bonnes chances que ce soit retenu en cas de sécession du Québec?

**Mme Burdeau:** Alors, la raison pour laquelle la méthode n'a jamais été utilisée, jusqu'à présent, c'est peut-être parce qu'elle n'avait pas été imaginée. Les questions de succession d'État dans l'histoire sont apparues, au départ, comme étant très liées à des successions familiales, puisque dans l'histoire internationale, ça a été souvent lié à des successions entre princes et avec une confusion entre les héritages personnels des familles royales et le problème de l'État. Au fond, la dissociation entre la succession du prince et la succession d'État s'est faite avec la constitution des États modernes.

Alors, lorsque cette distinction s'est vraiment opérée, c'est-à-dire, en gros, à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle où là, véritablement, on voit apparaître les éléments d'une succession d'État moderne, ces successions ont été très souvent liées à des phénomènes violents. Enfin, c'est-à-dire à des successions qui faisaient suite à des guerres, à des annexions par la force ou à des mouvements révolutionnaires, dans certains cas. Il y a eu, au fond, peu d'exemples où on ait cherché... Enfin, il y a eu quand même quelques exemples dans lesquels on a cherché à procéder à une analyse globale de l'ensemble des actifs et des passifs, mais on n'a pas, à cette époque-là, au fond, analysé la situation de l'État sous la forme d'un bilan, un peu comme on le ferait pour une entreprise.

Au fond, ce qui est proposé dans la méthode de la commission Bélanger-Campeau, c'est de faire un bilan comme quand on liquide une entreprise. On met l'actif d'un côté, le passif de l'autre et on essaie de faire une répartition globale. Et ce serait, au fond, un peu ça, c'est-à-dire que ce serait une liquidation envisagée, un peu, sur le mode des liquidations d'entreprises. Alors, la raison pour laquelle ça n'a jamais été fait, je pense que c'est peut-être parce qu'on a considéré qu'il s'agissait d'une question de droit public, que c'était très différent de ce qui pouvait exister dans une entreprise et que, au fond, il n'y avait pas un patrimoine global d'un État comportant un actif et un passif. Alors, la question que je me suis plutôt posée quand j'ai vu cette méthode, c'est: Pourquoi proposer une méthode globale? Ça m'a paru très intéressant, et je me suis dit: Mais au fond, est-ce que ce n'est pas l'influence du développement des entreprises et de cette culture, au fond, économique, liée aux entreprises? Ma réponse n'en est pas une. Je vous dirais plutôt que je me suis interrogée sur cette innovation et les raisons de cette innovation.

**M. Maciocia:** Une autre question, M. le Président. Admettons, Mme Burdeau, que - vous savez que ça va être très difficile, les négociations ne seront pas faciles, spécialement sur le partage de la dette entre le Canada et le Québec et là... M. le Président, est-ce que j'étais très calme, très discret?

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie, continuez votre question.

**M. Maciocia:** Oui, mais j'aimerais que le député de Labelle...

**Le Président (M. Bélanger):** Il est tranquille, allez-y.

**M. Maciocia:** O.K.

**Une voix:** Regarde-les, regarde-les!

**M. Maciocia:** Vous savez, Mme Burdeau, même s'il y en a certains qui prétendent que c'est tellement facile de faire le partage à la fin d'une sécession entre un État comme celui-là, comme le Canada, et le Québec, qui puisse accéder à l'indépendance, ça va être beau, ça va être facile, ça va être agréable, on va avoir une accolade entre les deux. C'est ça que prétendent certains. Moi, je dis: Admettant, par exemple, parce que je veux voir la réalité des choses, admettant que c'est difficile, le partage de la dette, et je considère que ça va être difficile, parce qu'au moment où l'on parle de milliards, et même d'un point de différence, on parle de 4 000 000 000 \$; si on parle de 19 %, on parle de 22 %, on parle de trois points, on parle de 12 000 000 000 \$, on ne parle pas de 12 000 \$. Moi, je pense que ça va être difficile, dans ce cas-là, qu'il n'y ait pas d'accord. D'après vous, en droit international, ça serait quoi la réaction? Est-ce qu'il y a des méthodes qui sont proposées en droit international pour le partage de la dette, et il se base sur quoi, ce partage-là, s'il y a des propositions ou des choses qui sont prévues en droit international?

**Mme Burdeau:** Alors, dans l'hypothèse où il n'y a pas d'accord, il me semble qu'il y a deux principes qui vont s'imposer. S'il n'y a pas d'accord, mais que l'indépendance du Québec est acquise, le principe de la souveraineté territoriale de l'État sur son territoire va s'appliquer, c'est-à-dire que le Québec va pouvoir revendiquer les biens situés sur son territoire. Alors, à ce moment-là, pourrait intervenir tout de même une requête du Canada qui pourrait dire que les biens qui sont ainsi acquis par le Québec, en réalité, ont fait l'objet d'une sorte de nationalisation, qu'ils appartenaient juridiquement à l'État fédéral du Canada et qu'ils ont été nationalisés par le Québec. La règle de droit international en la matière est tout à fait claire, là, au moins, il n'y a pas d'hésitation, c'est qu'une nationalisation est toujours possible, mais qu'elle doit s'accompagner d'une indemnité juste et équitable.

Donc, ça pourrait être un titre, pour le Canada, à réclamer une indemnisation pour ces biens qui sont situés en territoire québécois. À quoi, évidemment, le Québec pourrait peut-être s'abriter derrière la convention de Vienne en disant qu'il y a eu des quantités de successions d'État dans lesquelles les biens publics sont passés à l'État successeur sans indemnité. En tout cas, le fait que le Québec puisse prendre la propriété de ces biens ne soulève pas de difficulté; ce qui soulèvera une difficulté, c'est la question de savoir si c'est avec ou sans indemnité. S'agissant des dettes, ces dettes ont été contractées par l'État canadien, qui a émis des emprunts, par exemple, dans le public, des bons du Trésor, toutes sortes de... et juridiquement, le débiteur est identifié, il n'a pas changé, il existera encore. Par conséquent, les créanciers

continueront de s'adresser à l'État canadien. Alors, la question de savoir si le Québec doit contribuer au remboursement, eh bien, supposera que le Canada, à ce moment-là, se retourne contre le Québec pour demander une participation et réengagement des négociations. Mais juridiquement, au fond, le Canada existant toujours et les créanciers... Alors, il peut arriver que dans les contrats, par exemple, de prêts liés à des clauses qui prévoient qu'en cas de changements importants affectant la personne du débiteur, ceci entraîne par exemple la déchéance du terme, c'est-à-dire l'obligation de remboursement anticipé. Ce n'est pas nécessairement de l'intérêt des créanciers, des prêteurs dans ce cas-là, d'invoquer la déchéance du terme, parce que ça voudrait dire que ce sera difficile peut-être d'obtenir le remboursement. Alors, je crois qu'il y a ces deux éléments qui risquent éventuellement de jouer. La souveraineté territoriale et puis le fait que l'État canadien s'est engagé, il est lié par les engagements financiers qu'il a pris.

**Une voix:** C'est fini.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est fini? Alors, je voudrais remercier Mme Burdeau pour sa participation à nos travaux et l'intérêt qu'ils ont suscité. Alors, nous vous remercions très chaleureusement, madame, et sur ce, nous allons suspendre quelques instants pour une pause sanitaire, mais quelques instants seulement, pas plus de deux minutes, s'il vous plaît.

(Suspension de la séance à 16 h 2)

(Reprise à 16 h 7)

**Le Président (M. Bélanger):** Prenez vos places, s'il vous plaît, pour que nous puissions reprendre nos travaux. Alors, nous recevons, comme prochain invité, M. Malcolm Shaw qui nous entretiendra sur le partage de la dette et des actifs de l'administration fédérale dans le cas de l'accession du Québec à la souveraineté. Alors, M. Shaw, vous êtes le bienvenu et vous allez nous entretenir en particulier de la succession d'État aux biens et aux dettes. Alors la parole est à vous. Vous avez une demi-heure pour votre présentation, et par la suite il y aura un échange avec les parlementaires. Alors, bienvenue à bord et la parole est à vous.

**M. Malcolm N. Shaw**

**M. Shaw (Malcolm N.):** Merci bien, M. le Président. C'est un grand honneur pour moi d'être invité devant vous. J'espère que vous me permettez de faire ma présentation en anglais pour, peut-être, mieux me comprendre. Et, après, je vais essayer de répondre aux questions en

français, je vais essayer. Je ne promets rien. I think that many of the things I am about to say, you will have heard already today, the difference being that this time you will hear them in English.

It, I think, would be very clear to you already that international law does not provide detailed answers to all the questions that you, or Canada, or anyone else would like to hear. What international law does provide is an acceptable international framework for the questions, and a common language in which those questions will be discussed but not, as I say again, detailed answers to all the problems.

The question of State succession, it is clear, arises in a variety of situations which reflect the methods by which political sovereignty may be acquired. These range from decolonization of all, or part of, an existing territorial unit, dismemberment of an existing State, secession, annexation, and merger. In each of these cases, a once recognized entity disappears, in whole or in part, to be succeeded by some other authority, wholly or partially, thereby precipitating questions of transmission of rights and duties.

State succession does not however affect the normal rights and duties of States under international law. State succession is shorthand for a factual situation which raises questions. The major distinction in State succession is between those situations where the former sovereign continues in existence and those situations where the former sovereign disappears entirely. In the former case, a situation of partial succession is posited and the question of the juridical consequences focuses then upon an adjustment of the continuity of the existing sovereign and the establishment of a new sovereign source of power and authority.

A further distinction has been made, which I shall mention very briefly, if only to dismiss, and that is the category of newly independent States which has been interpreted to mean States decolonized from overseas European empires. It is clear, from all the literature, that this does not apply to the separation of part of an already independent State.

International law has developed a series of rules dealing with problems of State succession, as I am sure, you have heard and will hear, over a wide range of subject areas. Succession to assets and debts is maybe one part of that. Each of these situations of State succession arises out of particular, political circumstances, and this is part of the problem, in trying to derive general rules of international law. The break-up of the Ottoman, Austro-Hungarian and Russian empires produced a whole variety of rules to deal with disparate succession issues. While the wave of decolonizations that occurred from the 1940's onwards also stimulated particular approaches to those issues. In many of

these cases, the problems concerned were dealt with by multilateral treaties, such as those following the first World War. In other cases, bilateral agreements sought to resolve differences. One example being the range of devolution agreements signed by the colonial powers with the newly decolonized successor States. This, however, was not a totally satisfactory method, and several of the newly independent States resorted to unilateral declarations, particularly in the sphere of succession to treaties. The relevant rules of customary international law, therefore, that would apply to the situation of an independent Québec, in this context, are founded upon State practice, emerging out of political crisis, in different types of situations. This, of course, complicates the situation.

Indeed, it has to be said, although it is obvious, that most of the relevant international legal principles are subject to agreement to the contrary by the predecessor and successor States. This appears very clearly from an examination of State practice. States retain a considerable degree of flexibility in seeking to apply the general rules of international law to particular political crisis.

As far as treaty law is concerned, you have already heard about the existence of the Vienna convention of 1983. This convention, as it is well known, has been ratified by no State, quite an extraordinary situation. However, it is fair to say that the most controversial principles in that document are those relating to the newly independent States, that is, the decolonized States, and that a lot of the other rules in that convention can be taken to reflect existing, customary international law. Therefore, we turn now to more specific issues.

As far as public property is concerned, it has been traditional to divide the property of a State into private and public property, and that only the public property of a State passes automatically to a successor State. This is clearly established in international law. What is to be regarded as public property is often determined by the specific treaty, for example, in the case of the independence of Cyprus public property was defined quite narrowly, whereas in the Treaty of peace with Italy in 1947, public property was widely defined. But those situations of international definition are quite rare and one has, therefore, to have recourse to municipal law, that is domestic law, internal law, in order to decide what constitutes public property. And of course, the issues here would focus on questions of public enterprises.

(16 h 15)

There is no doubt, it is well established, and I will skate over it quickly, that the relevant domestic law is that of the predecessor, not successor State. The definition in the Vienna convention of State property, is property rights and interests which, at the date of the succes-

sion of States, were, according to the internal law of the predecessor State, owned by that State. You will note, from that definition, that the question of State property is a narrower one, the matter of public State property being the test in the convention.

It is usual to differentiate between different kinds of public or State property, and that is the difference between immovable and movable property. In the case of immovable property, for clear, logical reasons, the rule has been well established that immovable State property of the predecessor State situated in the State which is succeeding becomes that of the successor State.

As far as movable property is concerned, I think it is fairly well established that movable State property of the predecessor State, connected with the territory in question, becomes transmitted to the successor State. The basic test, therefore, remains that of the locational or territorial syndrome. There are, of course, problems of definition here, as to when movable property falls on one side of the line, closely connected with the territory concerned, and when it is not. But the basic rule is clear.

A special problem relates to currency and circulation, and I will mention this very briefly because you have had a discussion already on this matter, and it is not in the area of my specialization. The International Law Commission, in discussing the projected convention, took the view that it was possible to argue that where the same money continues in circulation, in the separated territory, it was possible that the successor State would be entitled to a portion of the gold on other reserves backing that currency. Although the discussion of the International Law Commission took place in the context of the cession of territory from one State to another State, which is not the Québec situation, and it is an argument which, I am sure, will be discussed many times, in this situation.

The Vienna convention moves on from those accepted rules to one of a little more controversial nature by stating that other movable State property of the predecessor State, that is movable State property not connected with the territory in question which is separating, is to pass to the successor State in an equitable proportion. This is, in my view, a very controversial proposition. It seeks to modify the dominant territorialist approach to State succession. The commentary to the draft article in the International Law Commission report, is remarkably unconvincing, and I think the view in customary international law remains that movable property to pass to the successor State must be connected, in some way, with that territory.

It is also clear, I think, that the passing of State property upon a succession to the successor State takes place without compensation. Although, of course, in the context of negotia-

tions other arrangements can be arranged. That is the base proposition. One should also note for completeness that the private property of aliens is totally unaffected by any succession.

If you think I have been rather unclear in the sphere of State property, I am going to be even less clear with regard to public debts. And it is not totally my fault. It is an area, as you will already have found out, of considerable uncertainty and that has already been expressed in the lecture as to whether there is any rule of international law in this area at all. There are various kinds of debts that can be secured by charges on assets of various kind and secured, public or private, external or internal, guaranteed or unguaranteed. The loans can be made by a variety of lenders: private, individual lenders, private investors purchasing bonds, domestic or international, foreign governments for general or specific purposes or international institutions. These few estate successions to such debts are crucial since the credibility of the new State both in political and commercial terms is likely to be at stake and the rights of nationals and/or aliens possibly adversely affected.

The question of debt is also very sensitive since third parties are often involved. In many cases, the relationship between the debtor and the creditor is a contractual one and the creditor is often in these circumstances extremely reluctant to accept a change in the identity of the debtor. This encourages the view that the predecessor State remains liable for the debt in question. And in those situations where a division of the debt may take place, the successor State would be responsible to the predecessor State for its share rather than to the creditor directly. In such circumstances, a system of guarantee is not unlikely.

The Vienna convention excludes private creditors, a point which has been highlighted in the literature and greatly criticized. The view of the unofficial but influential United States restatement of foreign relations law is that the same rules would in effect apply to private creditors. But in any event, there is, in the Vienna convention, a savings clause. The concept of State debts used in the Vienna convention is narrower than that of public debts and excludes debts of public bodies other than that of the State type, but we won't go into that.

Public debt can be divided into three sorts: national debt, that is debts owned by the State as a whole; local debt, that is debts contracted by a subgovernmental territorial unit; and localized debt, that is those debts incurred by the central government for the purposes of local projects or areas. Local debts clearly pass under international law to the successor State since they constitute, in any event, arrangements entered into by subgovernmental units. What happens, in effect, is the situation simply continues.

Localized debts, that is debts incurred by the central government for specific local purposes, also pass to the successor State. The question of succession to the national debt or the general State debt is one to which it is impossible to provide a definitive answer in international law. Practice is not extensive but the presumption is that the responsibility for the general public debt of the predecessor State remains with that State. Practice is particularly sparse regard to secessions from existing independent States. The apportionment of debts between Bangladesh and Pakistan remains to this day unsettled. Therefore, I think it is impossible to say that State practice has overturned the general presumption that the general State debt remains the responsibility of the central government. It becomes obvious from this that it is important to differentiate between local and localized debts on one hand, and the general State debt on the other. In most cases, this would be relatively easy to distinguish, but in many cases, this may not necessarily be the case.

Let me make a further distinction, here, and that is that between secured and unsecured debts. In the case of unsecured debt, I think practice is relatively clear that these simply remain the responsibility of the central authority. Those examples which differ from this are highly particular and, I think, do not generate a general practice. And I am willing to mention these later on, after the presentation, if you should so wish.

The partition of India is of particular interest here, that is the 1947 partition of India. It is generally taken to have been a situation of separation, that is India continued the identity of British India as a separate person in international law and Pakistan became a new international person. The arrangement between those two States was that all the debts and responsibilities and so forth of British India remain the responsibility of independent India. There was then an arrangement between India and Pakistan by which, as it were, Pakistan sub-contracted debts from India and that arrangement remained between those two. The relationship between the creditors of British India and India continued on. The portion of the debt that Pakistan agreed to take was a bilateral arrangement between it and India.

As far as secured debts are concerned, the general view is that debt secured by mortgage of assets located in the territory in question, the territory which is separating, survives the transfer, that is it continues and becomes a responsibility of the successor State. There may be circumstances in which this may not be the case and again, if you wish, I can elaborate on that later.

Debts charged to a local revenue are generally taken to be of a rather different

character and here, the presumption lies the other way, that is those debts do not transmit, do not succeed to the successor State. This, I suppose, could be challenged where such a close relationship existed between the debt and the local source of revenue. That that debt could be characterized as a local debt and therefore would succeed much depends on the circumstances.

The Vienna convention provides that where part of a state separates to form another state, unless otherwise agreed, the State debt of the predecessor State passes to the successor State in an equitable proportion. Well, this does not appear to be a rule of customary international law. Well, I am sure it is not a rule of customary international law — let me be quite clear about that in my view — for a variety of reasons. Practice does not support it, quite what the principle of equitable apportionment means in practice is unclear and with regard to the question of maritime delimitation, we have had many cases before the International court in which that expression has been discussed and tremendous confusion generated.

(16 h 30)

The basis for any equitable apportionment of debt would however, if agreed, depend upon the consent of the parties concerned and would need to be regulated by agreement. A variety of possibilities exist. Let me just mention some of them: taxation ratio, extensive territory, population, taxable value, value of assets, contributions of the territory in question to the central administration, in my view, the least satisfactory of these bases of those relating to the extent of territory and population because they ignore the key factors of wealth and revenue. In the 1919 peace treaties, the principle of distribution proportional to the future paying capacity of the ceded territories was utilized, measured by reference to revenues in the pre-war years. In the 1923 peace agreement with the Turks, the principle used was that of proportional distribution based solely upon actual past contributions to the debts. It is an interesting distinction. It should be noted of the International Law Commission, when discussing this issue, decided not to include a specific reference to "capacité contributive" on the grounds of vagueness. And what they did refer to, specifically, was the relationship between assets and debts. All that can be said is that a range of 11 factors would need be taken into account by the parties concerned during the course of negotiations and much would depend upon the negotiating skill of the parties as well as upon the objective economic indices. International law does not prescribe definitively what the relevant factors are, now how they are to be evaluated or ranked as against each other.

Let me just conclude briefly. The approach of international law to questions of State succession, when part of a State secedes to form

a new State, is not free from uncertainty but that the dominant approach is a geographical — or territorially — based one. In general, State profit property, both unmoveable and moveable, closely linked to the territory concerned will pass to the successor State while debts similarly characterized would also pass to the successor State. Doubts exist with regard to some kinds of moveable property outside the territory and with regard to general State debts, where there appears to be a move towards apportionment although not such as to form a binding norm of international law at this stage. The possible bases for such an apportionment are various and have appeared in differing forms and combinations in relevant international agreements. Precisely, which factors might be used and in what order of priority or questions? That can only be determined in the context of negotiations, in specific cases. Thank you.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, j'ai M. le député de Chapeau qui avait demandé la parole ou M. le député de Hull. M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Bienvenue, M. Shaw, aux délibérations. J'aimerais en premier lieu vous faire remarquer que, ce matin, nous avons MM. Desjardins et Gendron qui sont venus nous entretenir également sur les partages et, dans leur texte qu'ils ont préparé pour C.D. Howe, comme vous, ils nous disent que tous les équipements reliés au territoire et utilisés en relation avec les activités de l'État sont dévolus à l'État successeur et il en va ainsi, selon eux, des équipements militaires. Puisque, pour votre part, vous nous dites: "It is a general principle that only such property as is destined specifically for local use as acquired by the successor State", puis vous prenez le cas du Pakistan qui a donné un résultat différent. Alors, selon vous, est-ce que les équipements militaires, comme les avions, par exemple... Je suis convaincu qu'il doit exister au Québec un "Combat Operation Center" pour les manoeuvres militaires, pour assurer la sécurité et du Québec et du reste du Canada, également. Est-ce que ces équipements-là passeraient automatiquement, selon vous, à l'État successeur?

**Le Président (M. Bélanger):** Juste avant que M. Shaw réponde. M. Shaw parle français, mais dans notre intérêt à tous, je pense que ce serait de poser nos questions lentement, pour être sûrs qu'il puisse avoir le temps de bien comprendre. M. Shaw, on attend votre réponse.

**M. Shaw:** Merci bien. Vous avez commencé avec un problème assez difficile. Je crois que la réponse est simple. Ça veut dire: C'est une question pour les deux États de décider pour eux-mêmes. On peut peut-être finir cette réponse

comme ça: Si c'est une question des immeubles, ça veut dire les bâtiments, des choses comme ça, je pense que c'est une question de succession, ça veut dire que la propriété va à l'État successeur. Mais si c'est une question des avions, des chars, des choses comme ça, c'est beaucoup plus compliqué. C'est impossible de dire qu'en droit international tous les avions qui se trouvent en place sur le territoire qui se sépare en un moment particulier, automatiquement, succède à l'État successeur. Ça, c'est une réponse très simple. Alors, pour moi, c'est une question de négociations entre les parties. Plus que ça, le droit international, à mon avis, ne précise pas une réponse plus détaillée.

**M. LeSage:** Je comprends, M. Shaw, votre explication. Sauf que, dans le cas qui nous intéresse, le cas du Québec, le projet de loi 150, entre autres, ça ne se fait pas du jour au lendemain. Il va y avoir un laps de temps entre le référendum et le résultat qui sera connu. Et supposons que le résultat est oui en majorité pour l'indépendance du Québec. Il n'y aura effectivement pas d'indépendance avant 365 jours après, ou à peu près. Alors, il y a amplement de temps dans tout ça. Qu'est-ce qui empêcherait, par exemple, le Canada de dire: "Les équipements, là, on va les sortir." On va invoquer n'importe quelle raison. Ça peut être des raisons de sécurité nationale, ça peut être toutes sortes de raisons, mais ils peuvent en sortir. Ils peuvent en vendre et ils peuvent en disposer. Quel recours est-ce que le Québec a avec tout ça?

**M. Shaw:** À mon avis, il n'y a pas un principe qui peut empêcher les Canadiens de retirer des chars, des avions du Québec à la Colombie-Britannique. Je crois que ce n'est pas une "issue" de très grande importance, parce que... Je vous donne l'exemple de l'URSS; l'ancienne URSS connaît tous ces processus, comme on sait. Les Russes sont, comme on sait, à retirer les forces stratégiques des quelques républiques. Alors, si c'était possible que les républiques puissent maintenant revendiquer ces chars, ces avions? À mon avis, non. C'est une question de négociation. Je ne crois pas que c'est possible pour le Québec de demander le retour des trente avions qui ont été retirés.

**M. LeSage:** Si je vous comprends bien, M. Shaw, et si je vous résume bien, vous nous dites que le principe de territorialité, ça ne s'applique pas au partage des biens meubles.

**M. Shaw:** Des immeubles, oui.

**M. LeSage:** Des biens meubles. C'est ça que vous nous dites?

**M. Shaw:** Oui.

**M. LeSage:** Mais, par contre, le Canada pourrait en disposer dans l'espace de temps que je vous ai mentionné tantôt.

**M. Shaw:** Je n'ai pas compris.

**M. LeSage:** Ce que vous nous dites présentement, c'est que le principe du territoire...

**M. Shaw:** Oui.

**M. LeSage:** ...le fait que lorsqu'un État devient indépendant, tout son territoire lui appartient et tout ce qui est sur le territoire lui appartient également. Mais ce principe-là ne s'applique pas sur les biens meubles. C'est ça que vous nous dites.

**M. Shaw:** Oui, quand arrive la question des immeubles et des meubles qui sont biens liés à ce territoire, ils sont cédés à l'État successeur. Je ne sais si j'avais bien compris votre question ou non.

**M. LeSage:** Ça va, M. le Président. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. Again I am afraid I cannot help saying that international law seem's to me a bit like the owl of Minerva, it only flies out at dusk. But to return to this interesting question of what happens to debt, especially, for a successor State, I would understand from the main point of your address - perhaps something that was made by others speakers but which I think was given more stress in your address - that debt would really be, overall, a responsibility of the Canadian State. That the 400 000 000 000 \$ plus, whatever, that in fact Canada owes at the moment, in terms of the actual bond holders, would be Canada's concern. Québec's "autologism" concern would be as a sort of "subletter" of debt, as you put it. The way Pakistan was with India that is, it would owe whatever proportion calculated really to Canada. So that you would not have to change the relationship of the people who would have initially taken on a financial obligation.

I understand that, and that makes sense to me. But one thing seems to follow from that, and it is that before that debt, or before that arrangement to work, the Québec successor Government would probably have to do something like lodge some kind of securities, or claims, with the successor Canadian Government, that would guarantee their reliability in paying their share of the debt. For example there would not be a default, if there were a default, then Canada would gain an automatic claim on certain assets in Québec. The reason I understand this

situation, is that even a responsible Québec Government that was very worried about its commercial and financial respectability, would be under very considerable pressure at various times to default on debt. One reason could be simply that whereas the burden of debt is bad enough for the existing unified Canadian State – and would also be extremely unpleasant for the rest of Canada: ROC land State, as I call it, that might exist after the secession – the problem could be far more acute for Québec, partly because population and assets could leave the new State of Québec. But the responsibility would then become heavier and heavier on everyone who remains. So that you have got a vicious circle. Those who remain would keep seeing their own requirement, in terms of their tax bills and so on, going up, and up, and up, which would give them a stronger and stronger incentive to decide to become Canadians, or Americans, rather than loyal to the new State. So, it would seem to me these guarantees would have to be put in place. The example from the past, that I am thinking of, is that even without an independent State in the United States of America, unlike the Canadian provinces, the American States have defaulted on debt. Not once but repeatedly: Mississippi, Minnesota, New York State itself in the mid seventies, all defaulted to their bond holders. In fact I think there was some famous Englishmen who was supposed to have gone to his grave with the words "Mississippi forever" on his lips. You know, he would have spent something like two decades trying to get his claim back from that State. So if bond holders were not to become extremely nervous about either Québec securities or about the Canadian securities that would exist after Québec, would not a debt division – whatever the amount, and whatever the formula and whether it is this population revenues and so forth – would it not have to be guaranteed somehow, by some kind of specific asset claims, being provided by the new State of Québec, of a kind that are not really necessary, in the same way, for example, for a united Canadian State?

**M. Shaw:** J'espère que vous me permettez de répondre en anglais. C'est une question un peu compliquée. If that scenario were to come into place, that is that Québec would become a debtor of Canada for the agreed proportion, and that would of course be an international obligation of the independent State of Québec. There is no doubt about that. Whether it would have to mortgage certain assets is a question for negotiation between Québec and Canada. It is not necessarily the case. Many States owe money to other States, without having to mortgage specific assets.  
(16 h 45)

Let me make one general point here. It is quite clear that if this scenario continued of

Québec secession, the question of partition of debt would be one amongst many complicated issues. And I have no doubt that one would be in a situation of a package deal, or trade-off between one thing and another. International law does not specify that in those circumstances a guarantee has to be given, or a mortgage has to be given, it is sufficient for international law that the new State has entered into an international agreement with the former State, that becomes an international obligation.

Whether Québec would be worse off after secession is simply a question which I can not give an answer. I have no idea whether your speculation would be true that the people and assets would leave Québec. I am simply not competent to answer that, and I hope that you will forgive me for not trying to answer that question.

**M. Cameron:** I am not arguing for certain that Québec would be worse off. I am merely arguing that the commercial credit of a new State, any new State, is always one of the largest questions. That is one of the reasons why these international law examples do not work very well is that most of the States that have come into existence, since the Second World War, have been virtually broke. So they almost started at bottom anyway. I mean they were frequently in such miserable financial circumstances that arguments about their assets, and so forth, were not very interesting because they did not have any to speak of.

This is a totally different case, where we are talking about an advanced sophisticated kind of society that is worried about competing on world markets and functioning on the same kind of level as the Western European States, and so on. So they cannot get away with the same things. Debt repudiations have been quite common in places like African States and so on down the line. But we are assuming Québec is not going to do something like this.

I was not claiming Québec would necessarily go down the tubes. What I was arguing was, that even if it were viable, and even if it were functioning, that it might be under considerable pressure to produce some kind of system of guarantees of this kind, simply to provide the necessary security for its credit. If it does not do so, it could be a respectable State, it could not – you know you do not necessarily have to be talking about one that is facing total crisis – but it simply would not be a very attractive place for people to buy bonds. After all, they would always have the alternative of a country with, even with no exodus, no population change, right next to it, which has four times the population and four times the assets to use as a basis for the bond sale.

So, unless there are rock-hard guarantees that it can sort of deliver on all of its debts



obligations, it seems to me that Québec would be in very serious trouble.

**M. Shaw:** International law goes no further than saying, than assuming, that a State that has entered into an international obligation would respect that obligation. Therefore, it does not go on to require specific guarantees. What any international financial market might require is a different question entirely. The...

**M. Cameron:** What international markets require is what matters. Surely what international law requires tends to be pious hope. That is what international law has required on a great number of things in the 20th century bears no resemblance to anything that has happened. What international financial markets require in the 20th century bears a great deal of resemblance to what actually happens.

**M. Shaw:** Well I cannot answer with regards to international financial markets.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. M. Shaw, bienvenue. En premier lieu, j'ai écouté l'échange que vous avez eu avec le député de Hull. J'ai eu l'impression, même, qu'il vous avait fait dire le contraire de ce que vous avez dit dans le paragraphe 25. Je comprends que l'échange que vous venez d'avoir a rétabli un peu les choses. Les biens meubles appartiennent aussi à l'État successeur. Je pense que ce qui est à vérifier, c'est la faisabilité très pratique de la chose. Je comprends qu'il voyait déménager les avions et les chars d'assaut, mais je comprends aussi que, à partir du moment où il y a un référendum positif pour le Québec et que tout le monde en reconnaisse la validité, il y a aussi une date dont l'on convient pour faire la succession. Donc, ça peut être, étant donné que le référendum va avoir lieu à l'automne 1992... On peut s'entendre sur les états financiers émis par le gouvernement fédéral au 30 septembre, ou peut-être au 31 décembre, mais au 30 septembre.

En d'autres termes, ce que je veux dire, avant que la souveraineté, que l'indépendance soit proclamée, ce qui va prendre un an après, il reste que la situation ou le bilan est figé à une date précise comme, par exemple, le 30 septembre. Donc, les négociations et les ententes auront lieu sous bénéfice d'inventaire. On s'entend là-dessus, il y aura un inventaire. Et je suppose, pour répondre exactement à l'interrogation du député de Hull, qu'il y a des inventaires sur les stocks de l'armée. Donc, nous allons négocier aussi sur dossier, en plus, peut-être, d'aller vérifier sur les lieux de temps en temps.

Alors, ce que je voulais dire... Maintenant, je voudrais, sur une note plus générale... Vous

avez examiné, je suppose, le document de Bélanger-Campeau, le rapport de Bélanger-Campeau et l'annexe sur le partage des actifs et des passifs. Le rapport de Bélanger-Campeau tient compte de la proportion d'actifs qui sont au Québec par rapport aux actifs totaux du Canada. En quelque sorte, on reconnaît l'un des fondements, pratiquement, de l'administration gouvernementale, qui est qu'on équilibre ses dépenses courantes, généralement, et qu'on finance par emprunts les dépenses de capital. On pourrait presque inférer que si le gouvernement fédéral s'administrait bien, ses emprunts devraient servir à des dépenses de capital. Donc, la relation entre la valeur des actifs qu'il y a au bilan fédéral et la dette et tous les critères de répartition actifs et dettes sont liés. Est-ce que vous êtes d'accord, de façon générale, avec l'approche de la commission Bélanger-Campeau sur le bilan pro forma qu'elle a établi et les états financiers qui en découlent?

**M. Shaw:** Oui, j'ai compris que l'approche de la commission Bélanger-Campeau était fondée sur une base équitable, ça veut dire la relation entre les biens et les dettes. À mon avis, ce n'est pas contradictoire avec le droit international. C'est une des méthodes qu'on peut utiliser. Votre première question était au sujet de mon interrogation, ma première interrogation, si j'avais contredit mon paragraphe 25.

**M. Léonard:** 25 et suivants, je pense que...

**M. Shaw:** J'espère que non.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** Très bien. C'est ce que je voulais vous entendre dire. Très bien.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Chapleau.

**M. Léonard:** Je reviens.

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez, vous aviez un autre... Continuez, continuez.

**M. Léonard:** Oui. Je pense que... Est-ce que vous trouvez que le fait ou que le mode de partage élaboré par Bélanger-Campeau est conséquent avec la théorie ou les théories administratives des États au terme desquelles on paie comptant ses dépenses courantes et que l'on finance ses dépenses à long terme, ou ses dépenses de capital.

**M. Shaw:** Je crois que c'est une question plutôt technique. Je ne suis pas économiste, mais juriste.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** Je comprends votre prudence. Je vais aller sur un autre plan. Vous avez dit qu'à la suite de la guerre de 1914-1918, en 1919, on s'était entendu pour partager, pour estimer les revenus potentiels des populations en cause pour payer des dettes. Alors, si je comprends, les critères qui ont été retenus c'étaient les revenus d'avant la guerre, la capacité fiscale d'avant la guerre. Est-ce que vous considérez, compte tenu des tendances et des capacités que nous avons maintenant à escompter les revenus futurs, notamment en regard de la démographie des populations, qu'on pourrait, de façon plausible, utiliser plutôt la capacité future basée sur la population future des contribuables?

**M. Shaw:** Oui, ça serait bien possible. Il faut ajouter...

**M. Léonard:** Est-ce que vous trouvez que ça serait plus équitable de procéder comme ça qu'autrement?

**M. Shaw:** En principe? Ça dépend beaucoup de la situation. C'est toujours la réponse d'un avocat, mais c'est comme ça. Il faut aussi ajouter qu'après la Première Guerre mondiale, la résolution des problèmes de succession de l'empire austro-hongrois était dans les mains d'une commission des réparations. Et tous les arrangements, très compliqués, étaient aussi plus compliqués par le problème des réparations des États successeurs ou des puissances de l'Axe.

Alors, c'est très difficile de vous donner une réponse très directe, très simple, parce que la situation est très compliquée. Et j'aurais tort de vous donner, ou de donner aux autres députés une réponse très simple, très directe.

**M. Léonard:** Par ailleurs, sur la période de transition, on sait que l'Allemagne a réintégré l'Allemagne de l'Est dans un an et, un an après que la décision eut été prise, on a fait la réunification formellement. Est-ce que vous considérez que, dans le cas du Canada, on devrait assister à peu près à une période semblable, c'est-à-dire qu'avant la proclamation de la souveraineté, on pourrait s'entendre sur les grands critères de répartition des actifs et des passifs, compte tenu de tout ce que nous savons maintenant sur ces questions?

**M. Shaw:** Si je vous ai bien compris, c'est une question de période transitoire, si ça peut aider la situation. Sans doute. Toutes les questions des successions, soit des biens, soit des dettes, soit des traités, soit des questions de "membership", être membre d'une organisation internationale, sont des questions très compliquées et c'est assez difficile de les trancher avec "the best of good will". Sans ça, c'est...

**M. Léonard:** Est-ce que vous considérez

que, de façon plausible, dans l'intérêt des parties, tout le monde financier en dehors du gouvernement, le monde des affaires, va souhaiter que tout cela se règle le plus rapidement possible et va exercer des pressions en ce sens ou bien si vous considérez qu'ils vont plutôt prendre l'attitude de faire traîner?  
(17 heures)

**M. Shaw:** Je crois que ça va sans dire que c'était dans "l'entraide" de tous, des hommes d'affaires, des syndicats, des gouvernements, des autres gouvernements, que la situation sera stable et claire...

**M. Léonard:** Le plus tôt possible.

**M. Shaw:** ...aussi vite que possible.

**M. Léonard:** M. le Président, je vous remercie beaucoup. Tout cela explique pourquoi ce serait difficile pour le député de Viger d'y participer parce que, lui, il trouverait difficile et ça serait long.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, M. le député de Chapleau.

**M. Kehoe:** Merci, M. le Président. Mr. Shaw, after listening to you, and the various experts that appeared this morning and this afternoon, one thing that is obviously very sure and very definite, this is going to be a very long and difficult process of trying to negotiate, determining how the various debts of Canada are going to be equitably distributed between Québec and Canada. If we follow the method in the Bélanger-Campeau report, it comes out to something like 18,5 %, and it goes all the way, roughly to 32 %, if we base it on the benefits that each of the provinces historically got from what they received over the years. And it goes all the way down to the gross national product that can be somewhere around 23 %, to the population of somewhere around 25 %. So, depending on the criteria that you use, it can vary considerably. And obviously each percent, when we figure that each percent represents 4 000 000 000 \$, you are taking about very large sums involved. So, what I coming to is, on 20 July 1991, I believe, in the *Toronto Star*, you were asked your opinion of the method that was used by the Bélanger-Campeau... The method that was used by Bélanger-Campeau, I am coming to this figure of 18,5 %, which is used very extensively, or talked about extensively, in the province of Québec. My quote, the answer you gave, professor Malcolm Shaw, of the University of Manchester, replied: That it was not of itself contrary to international law, that is, it would not be illegal. But a compatible method is not necessarily an optimal solution. I was just wondering, what is your opinion of the method used by the Campeau-Bélanger study, which

came to the conclusion that the distribution of debt, the portion to be paid by Québec, should be in the 18.5 % area.

**M. Shaw:** Can I preface my remarks by saying, that although my wife often says I have a poor memory. I have no memory of using those phrases. In part, I know, I did not certainly use the second phrase. That is entirely strange to me. It was a... I have not seen that interview. And therefore, you cannot automatically assume that what I am quoted as saying. I actually said. I have no way of knowing. It may be correct, it may not be correct. That is the first point. As far as the first phrase, the first sentence used, yes, it is right. I was asked, was the method, as suggested in the Bélanger-Campeau Commission, compatible with international law, and I said yes. It is not contrary to international law. I certainly did not say it would be an optimal solution, that is not a phrase that I would use.

**M. Kehoe:** I thought it was only politicians that are badly quoted, but I guess you also.

**M. Shaw:** Can I say it was a strange interview, and let us leave it at that. No, I say, I see, I am quoted as saying that a compatible method is not necessarily an optimal solution. I did not. I did not say that.

**M. Kehoe:** Well, O.K. Well, just...

**M. Shaw:** And I did not say... Can I... Well, I am just going to refute it. I should take the view of lawyers drafting documents and saying: Everything quoted in my name is wrong. And then, just picking up what is correct. However, I did not say the final figure 18.5 % would be a little on the low side. And why I am so sure, is for the same reason why I am not going to give you a straight answer and that is, I am not an economist, I am not familiar with the Canadian economy or with the Canada-Québec situation and all its details. I was asked, at that stage, whether a particular method of partition of debts and assets was compatible or not with international law and I ended up by saying: Yes, it was compatible. Full stop.

Whether other methods are equally compatible, the answer is: There are a variety of methods that are compatible and I simply cannot say to you that this method is better than that method. Any answer I would give you would be speculative and would no doubt be misquoted in any event. It is clear from international law that there are a variety of methods of dividing assets and debts that are entirely compatible with international law and it is a question for the parties concerned to decide for themselves, in the light of their particular situation, which method to go for. And that is really all that international law says. And it simply... It does

not go further than that.

**M. Kehoe:** So really, what you are saying is: International law, in this area, does not help us very much to settle it. It is really going to come down to a question of bargaining between the parties, or give-and-take negotiation, or call it what you may. There is the basic, fundamental guidelines of international law that are there. You can say as you did, whether rightly or wrongly, that it was in conformity with international law, the suggestion in Bélanger-Campeau that it would be 18.5 %. But there are other variations that could be used, obviously, and they would all conform to international law.

So we can come to inevitable conclusion that international law, per se, in the negotiation process, is a guideline but it certainly is not the answer. It is the parties that have to come up with a give-and-take situation, whether it be a combination of population, whether it be a combination of the gross national product, whether it be a combination of the historical benefits that they received. It is going to be...

We really do not know which criteria the parties will use, obviously. So the basic thing... What I am suggesting is that in light of the Pakistan-Bangladesh situation, which was in 1971... I understand that there is nothing settled, even to this day. The situation, although is it not comparable... the fact remains that I assume that when they started out initially, back in 1971, there were certain criteria. They started out negotiating different methods of trying to split up the debt and the assets and so forth, and 20 years later, they have not succeeded.

Do you see any possibility, the length of time that it could take, here, in North America, in Québec, in Canada? It is not a comparable situation, but in light of the fact that it lasted that long in a country, in that instance, is there any possibility that this could go on for years and years? What would be the consequences and the interval in the international financial community to lend money to the Québec Government, which would be sovereign at that time?

**M. Shaw:** Right. To start with your first point, as I said in the introduction, international law provides a framework and a common language, it does not provide detailed solutions. That is the first thing. With regard to the Pakistan-Bangladesh situation, that is, thank goodness, in no way comparable to the North American situation. It was a desperate and traumatic situation. Those States have remarkably high debts and remarkably few assets. I could not see any situation in which the negotiations, in a projected Québec secession, could possibly last for that long or hopefully, would be anything like as bitter and as unpleasant. As for the consequences of protracted negotiations, I could only speculate that uncertainty breeds uncertain-

ty and that the quicker the situation is resolved one way or another, the happier everyone would be, not just touch the financial markets, but no doubt the peoples of Canada themselves.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. À la page 19.

**M. Léonard:** M. le Président, à la page 19, je pense que c'est de la version française, oui. Vous mentionnez l'importance, ou vous traitez de l'importance, du lien entre le débiteur et son créancier, O.K. Et tout le monde connaît la réticence d'un créancier à changer son débiteur et, surtout, à modifier les garanties qu'il a déposées ou les garanties qu'il représente quant à... Vous considérez donc que c'est l'État prédécesseur, le Canada en l'occurrence, qui est le responsable de la dette fédérale. Bon. Je pense que légalement, juridiquement, vous avez tout à fait raison. C'est un peu ce que nous avons entendu de plusieurs experts d'ailleurs ici que, juridiquement, c'était le gouvernement fédéral qui était responsable de la dette.

Maintenant, comment voyez-vous se dérouler les choses, peut-être, ou je ne sais pas si vous avez pensé à la question, du pouvoir de négociation qu'une telle situation représente pour le gouvernement du Québec devenu souverain? Est-ce que sur le plan international... Il y a la loi, le point de vue juridique. Il y a évidemment le point de vue politique où, effectivement, le gouvernement du Québec, pour sa propre réputation sur le plan international, peut être amené à honorer un certain nombre d'obligations. Mais est-ce que vous considérez, à la base, que c'est un élément d'un bon pouvoir de négociation de la part du Québec que d'être dans cette situation?

**M. Shaw:** Si j'ai bien compris, vous me demandez si le respect du droit international, c'est un élément dans les négociations politiques? Ça veut dire...

**M. Léonard:** Avec le Canada. Je pense que c'est un des éléments de négociation positifs pour le Québec vis-à-vis du Canada.

**M. Shaw:** Oui.

**M. Léonard:** Oui, quelque chose du genre.

**M. Shaw:** À mon avis, c'est le cadre.

**M. Léonard:** C'est le cadre. Très bien. Mais je pense qu'il est important que la commission en prenne bonne note parce que, à mon sens...

**M. Shaw:** Comme professeur de droit, il faut toujours ajouter qu'il y a une très grande différence entre la politique et le droit. Il faut savoir ce qu'est le droit, quel principe est un principe de droit, quel principe est un principe

de politique. Mais il n'y a aucun doute que le droit international, c'est un élément dans le plan international. Le respect pour le droit international, c'est un très grand élément dans l'opinion publique mondiale.

**M. Léonard:** Très bien. Deuxièmement, sur le plan monétaire, nous en avons discuté tout à l'heure lors d'une autre comparution, le Québec détient une masse flottante de 100 000 000 000 \$. La masse monétaire du Canada étant d'environ 400 000 000 000 \$, le gouvernement du Québec en détient, pas le gouvernement mais les Québécois dans leur ensemble, en détiennent 100 000 000 000 \$. Nous considérons, ou l'on peut considérer, qu'il s'agit aussi, là, d'un élément positif de négociation que l'ensemble des Québécois détiennent une masse monétaire de 100 000 000 000 \$. Le point de vue juridique... Effectivement, le gouvernement fédéral a créé la Banque du Canada et, donc, contrôle tous les éléments juridiques entourant la création et l'opération de la Banque du Canada. Effectivement, le gouvernement fédéral pourrait refuser ou dire non à ce que le Québec utilise la monnaie canadienne, mais il serait dans l'obligation de devoir honorer pour 100 000 000 000 \$ de titres. Est-ce que vous considérez que, là encore, d'un point de vue juridique et économique, il s'agit là d'un avantage significatif de négociation?

(17 h 15)

**M. Shaw:** C'est un élément très important de négociation. Je suppose que, s'il y a des négociations entre le Québec et le reste du Canada, la question de la monnaie sera une des plus importantes questions, un des plus importants problèmes à décider. Je crois que c'est presque impossible, pour un Québec indépendant, souverain, de continuer d'utiliser la monnaie canadienne existante sans un accord spécial avec l'État prédécesseur, pour des raisons techniques, sinon des raisons politiques.

**M. Léonard:** Vous dites qu'il serait impossible pour le Canada de laisser ou de permettre au Québec d'utiliser la monnaie?

**M. Shaw:** Non, non, non.

**M. Léonard:** Sans accord?

**M. Shaw:** Non, non. Perhaps I will say this in English.

**M. Léonard:** Oui, impossible pour le Québec, en tout cas.

**M. Shaw:** I hope I have understood you correctly. It seems to me - as someone who is not an expert in monetary matters - that Québec itself would not continue to use existing Canadian dollars without an arrangement with the

predecessor State.

**M. Léonard:** Je suis d'accord avec vous qu'il faut que nous arrivions à un arrangement, mais l'obligation est plutôt du côté du Canada. Parce que s'il ne signe pas un accord avec le Québec, si le Québec le demandait et si le Canada refusait, il serait obligé d'honorer le paiement de ses titres, de ses dollars. Donc, cela entraînerait une sortie de fonds considérable et mettrait, dans l'hypothèse où il refuserait, le Québec dans l'obligation ou d'établir sa propre monnaie ou d'utiliser la monnaie américaine. On est d'accord. Dans le cas de la monnaie québécoise, il faudrait qu'il y ait un accord, dans le cas de la monnaie américaine, c'est moins sûr.

**M. Shaw:** Oui, c'est une situation très complexe. Je ne vois pas une situation où le Québec voudrait continuer d'utiliser les dollars canadiens sans un accord.

**M. Léonard:** O.K.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Bon. Merci. J'ai deux questions, M. le Président. La première, M. Shaw, ça va se rapporter à la page 8 de la transcription française de votre texte, où vous dites qu'il est important, lorsqu'on fait le partage des actifs, de bien déterminer la nature des biens – biens privés, biens publics – qui appartiennent à l'État. Selon vous, l'État successeur ne peut acquérir que les biens du domaine public qui appartiennent à l'État, et les biens du domaine privé restent à l'État prédécesseur.

**M. Shaw:** Oui.

**Mme Bégin:** Nous, au Québec et au Canada, vous savez que le Québec est de tradition civiliste et que le Canada est de common law. Donc, problème. Qu'entend-on par biens privés, qu'entend-on par biens publics, et qui dans le droit international va décider de la nature des biens? Est-ce que ça va être l'État prédécesseur ou l'État successeur? Ma première question.

**M. Shaw:** Oui. Je reprends maintenant?

**Mme Bégin:** Oui, oui, s'il vous plaît, c'est la première, puis elle est complète.

**M. Shaw:** D'accord. Sinon, je pourrais oublier. En principe, c'est à mon avis bien établi que c'est l'État prédécesseur qui détermine, effectivement, le caractère des biens, si c'est public ou privé. Ça découle d'affaires, de cas d'après la Première Guerre mondiale. Mais le Canada, ce n'est pas un État unitaire, c'est un État fédéral. En ce cas, le droit international dit

que quand il y a plus d'un système de droit, le système pertinent sera le système qui gouverne ces biens sous le droit interne.

**Mme Bégin:** Donc, selon vous, ce serait le droit civil québécois qui déterminerait la nature des biens à être transmis lors d'une succ...

**M. Shaw:** Si sous le droit canadien, fédéral...

**Mme Bégin:** Oui.

**M. Shaw:** ...le droit québécois gouverne ses biens.

**Mme Bégin:** Ah O.K. Deuxième question. On parle toujours de l'État prédécesseur qui est responsable des dettes qu'il a contractées. Ça, je pense que c'est un principe qui a été admis et par vous et par des prédécesseurs. Mais à la page 20, vous laissez sous-entendre que les créanciers pourraient aller chercher l'exercice de leur obligation de l'État successeur. La répétition de l'indu, là, est-ce que ça pourrait s'appliquer? Parce que c'est facile, on dit toujours: Celui qui a signé, c'est celui qui s'engage. Mais vous savez qu'il y a une répétition de l'indu en droit. Du moins en droit civil il y a la répétition de l'indu, à savoir que si quelqu'un n'est pas partie à un contrat mais qu'il en a reçu les avantages, la jouissance du bien, on peut très bien exercer l'obligation sur celui qui en a eu la jouissance et non pas le signataire. Est-ce que ça pourrait s'appliquer en droit international?

**M. Shaw:** Je crois qu'en principe c'est clair. À mon avis ça veut dire qu'il y a une situation de relations contractuelles entre le débiteur et le créancier. S'il y a une situation où, sous le droit interne de l'État prédécesseur, le bénéficiaire du contrat "goes elsewhere", part ailleurs, on a là une situation complexe et il n'y a pas de réponse dans le droit international. C'est une situation, parce que... Permit me to speak in English, here.

**Mme Bégin:** Je vais prendre mon...

**M. Shaw:** The general rule is clear, as I have said, that contractual relations remain and the creditor will look to the debtor to pay the money. The problem arises where the internal law of the predecessor State does not allow that State to pay because that debt is tied to a particular asset which, under x law, as gone elsewhere. Therefore, it is conceivable that the creditor may seek recompense from the successor State. That is the problem in that speculation, but international law does not provide an answer to that. I think it is simply a question of relations between the predecessor and the successor State. I think that is a situation where the creditor might lose out. I think that the

system of contractual relations in common law is clearly different from that in civil law – from what I have learned from you – and you cannot simply get that kind of shift in obligation. I think that international law in that case has not come out with a clear rule permitting a shift in obligations simply on the basis of the domestic law of the predecessor State, which complicates the matter. I think in that situation, the creditor can only look to the debtor State with which it has contractual relations. Because, under international law, problems of Internal law do not constitute a bar on honoring your agreements. The complications which domestic law have for you in fulfilling your international obligations are simply your headache. It does not modify your obligations in international law. And I think in that situation you would either have a negotiated agreement between the three parties, that is the most likely, or you could have a situation where the creditor loses out, because I do not believe that international law posits a shift in legal obligations like that. Ça, c'est mon avis.

**Mme Bégin:** Bon, mais si vous me permettez.

**M. Shaw:** Oui, bien sûr.

**Mme Bégin:** Advenant le cas que l'État successeur, dans son droit interne, tel est le cas ici au Québec où le droit interne du Québec, en matière de droit civil, reconnaît la répétition de l'indu.

**M. Shaw:** Je n'ai pas compris. La répétition de?

**Mme Bégin:** De l'indu.

**Une voix:** Il ne connaît pas ça.

**Une voix:** Say it in English.

**Mme Bégin:** O.K. Je reprends. Au Québec, dans notre droit interne, le droit civil québécois, on reconnaît la répétition de l'indu, à savoir qu'un tiers qui n'est pas partie à un contrat mais qui en jouit de ce contrat-là pourrait être tenu à l'exécution de l'obligation. Advenant qu'au Québec le fédéral soit tenu – vu qu'il y a eu souveraineté et partage des dettes – des dettes mais que le fédéral ne respecte pas son entente, ne paie pas, le créancier, lui, qui a le Québec, et que c'est le Québec qui jouit de la pleine souveraineté de l'immeuble, quelque chose comme ça, est-ce que le créancier, compte tenu du droit québécois, parce que notre droit interne nous le reconnaît la répétition de l'indu, est-ce que le créancier pourrait se prévaloir du droit interne québécois pour dire: Répétition de l'indu, payez-vous ce que vous nous devez?

**M. Shaw:** Bon d'accord. Il s'agit aussi d'une autre question. Quel est le droit qui gouverne le contrat? Ça, ce n'est pas une question de droit international. On présume que le créancier est une puissance, une personnalité étrangère bien sûr, et pas un Canadien ou un Québécois après sécession. Si c'est un contrat privé, si le droit gouvernant ce contrat est le droit civil du Québec, c'est le droit civil du Québec qui régit ce contrat. Mais on parle ici des dettes, des dettes d'État, des dettes publiques qui ne sont pas liées au territoire. Si c'est une dette qui est vraiment liée au territoire du Québec, il y a une transmission de cette dette, de ces dettes.

**Mme Bégin:** O.K.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I cannot resist beginning by saying that I can understand the look of bafflement on your face at some of the questions from the deputy for Labelle. As to this bizarre idea of Québec or any other place issuing somebody else's money and saying: We will do it and the hell with you because we have got lots of your assets and there is not anything you can do about it. I should explain that this crazy idea is something that unfortunately his party is now stuck with and has got to defend, no matter how ridiculous it is in terms of either economics or what.

But turning from that to a rather more serious issue, in terms of international law, I think there is one concrete issue on perhaps which you and other jurists who specialize in international law may be able to give us some direct and immediate instruction. I do not know whether you can or not. That is this. If we face genuine disputes in the future, between Québec and the rest of Canada, which are not ones that are bitter, both sides wish to conclude them as rapidly as possible for the general economic benefit and so forth, but where nonetheless when the chips are down they do not know how to reconcile. That is, in other words, both sides are agreed that a fast solution is a good solution, both sides want a resolution but if you come down to the exact thing, for example, just what the debt would be, they cannot agree. In that case, my own guess is that the most likely thing that they would do is that both would be willing to turn to the United States of America to come in as an honest broker and say: Do it like this. And if the United States did such a thing and wanted to keep the good opinion of both Québec and Canada and the international community, it would be likely to use somewhat more abstract rules than we would use at home. (17 h 30)

If the United States of America were presented with a situation, that is its diplomatic

representatives, its professionals, its international jurists and so on, as to something like this, like division of debt, would they go by the Vienna convention and do they have a preferred method of dividing debt in terms of population or assets, or what ever kind of thing, that they would be likely to apply?

**M. Shaw:** I think a situation – pour commenter, je vais reprendre en anglais – where the whole question of the partition of the debt was simply passed over to the U.S. is very speculative. What could be more likely and what has happened in the past in other situations is that there are disputes over the agreement that have been reached between the parties. Then it is not unusual to turn to third parties to give decisions on that in an arbitral tribunal or a commission of some kind.

Following your line of speculation, what law would the U.S. use? It would not use the Vienna convention as such, because it is not part of international law. It is a treaty which is not in force. What they would use would be customary international law which includes, in my opinion, certain of the provisions of the Vienna convention. I think it would be almost unbelievable for the United States or any other party to resort to principles which were incompatible with international law. As to which principles they would use in practice, in detail, your guess is as good as mine. They would follow, I have no doubt, the general principles of international law such as they are. And then beyond that, I think they would simply try and get the two parties to agree on a solution; in other words, be an honest broker, just mediate, come up with a solution which both parties were happy with. But in that level of detail, there are no specific international law rules. Thank you.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Très brièvement et sur une question très technique. À la page 8 de votre document, au paragraphe 14, vous parlez de "public property", et vous faites la différence entre un bien public et un bien privé appartenant à l'État. J'essaie de comprendre ce qu'est ou de définir – et j'aimerais avoir votre définition – un bien privé appartenant à l'État. Qu'est-ce que ce serait un bien privé? Je peux comprendre dans l'histoire, lorsqu'il y a eu des familles qui possédaient des biens qui étaient confondus avec les biens de l'État, ça va, mais dans notre monde moderne?

**M. Shaw:** C'est une question très difficile pour un "common lawyer"...

**Mme Marois:** Ha, ha, ha! C'est intéressant.

**M. Shaw:** ...parce que la distinction n'existe pas dans la common law. C'est une distinction de droit civil. Tous les exemples ont été tirés de l'expérience du droit civil, soit français, soit italien. J'ai compris...

**Mme Marois:** Et c'est quoi? Même si je connais minimalement les règles de droit civil, c'est quoi dans cette réalité juridique là qu'un bien privé d'État?

**M. Shaw:** Peut-être c'est une question des biens de l'État qui visent des objets non publics.

**Une voix:** Petro-Canada.

**Mme Marois:** Une société, une entreprise.

**M. Shaw:** Non, les entreprises sont des entreprises publiques avec leurs propres problèmes. Je ne sais pas si ça existe au Canada, le droit privé de l'État.

**Mme Marois:** Mais un bien privé de l'État, ce serait quoi? Un exemple.

**Mme Bégin:** Un bien public de l'État, ça sert à l'utilisation du public.

**Mme Marois:** Ça, ça va. Je n'ai aucun problème. Je veux avoir un exemple de bien privé.

**Mme Bégin:** Bien, d'après moi, je vais t'en donner un. D'après moi. J'y ai pensé. Mettons que le gouvernement a des terrains...

**Une voix:** ...

**Mme Bégin:** Bien oui, mais s'il ne sert pas au public, ce n'est pas un bien public. Tu as des terrains qui servent seulement que... Es-tu d'accord avec moi? Non?

**Mme Marois:** Bon, alors, je pense qu'on n'aura pas de...

**Une voix:** Non, ça a l'air pas mal limité comme explication.

**Une voix:** C'est ça que ça veut dire.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, on reprend la question. Ha, ha, ha!

**Mme Marois:** D'accord. Je pense que ça va. Oui. Mais je comprends bien que vous dites que dans la tradition de la common law, ça n'existe pas comme réalité et c'est davantage relié au droit civil. Et on n'a pas d'exemple très précis qu'on peut cibler ou qu'on peut imaginer ou que vous connaissez vous-même comme avocat, comme juriste.

**M. Shaw:** Juriste dans la common law.

**Mme Marois:** Oui. D'accord. Ça va. Je vous remercie.

**M. Shaw:** Pardon?

**M. Léonard:** British Airways est un bien public.

**Mme Marois:** Plus maintenant.

**M. Léonard:** Bien, plus maintenant. Mais avant la privatisation, est-ce que c'était public ou privé, British Airways?

**M. Shaw:** Avant la privatisation, c'était une corporation publique.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais d'après nos juristes, ici, il semblerait que cette notion de bien privé n'existerait pas, ici, au Canada.

**Mme Marois:** C'est ça, bien privé dans le sens de bien privé de l'État.

**Une voix:** Au niveau du code civil, ça existe...

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, si ça existe, donnez-moi un exemple!

**Une voix:** Voulez-vous qu'on vous sorte la jurisprudence, monsieur, on va vous la remettre...

**Le Président (M. Bélanger):** ...bien oui, parce que je ne sais pas c'est quoi! Je suis très sérieux, parce que je ne sais pas ce que c'est et personne n'est capable de me donner une définition. Si on a des exemples, tant mieux. Le concept a existé, mais peut-être qu'il n'y a pas d'application.

**Mme Bégin:** Il y a des applications, il y a une jurisprudence qui a sorti là-dessus, au niveau du Code civil.

**Le Président (M. Bélanger):** Tant mieux. Bien, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Oui, merci, M. le Président. Mr. Shaw, I would like to come back to a statement that the member for Labelle has made a little while ago and on which you did not comment. The member for Labelle said: For the disposal of the assets owned by the federal and being within the Québec boundaries, there would be a date set for the inventory of all those assets in Québec. And that date could be - I think he mentioned the 31st of December, or something like that - shortly after the referendum. Who would set that date? Would it be Québec? Would it be Canada? Or would it be the two of them after an agree-

ment? Who would set that date?

**Une voix:** Jointly.

**M. Shaw:** Yes, that is right, it would have to be joint. I cannot see how a decision by Québec, for example, could possibly bind the rest of Canada, and vice versa. Because you are... Generally, the relevant date, the date of succession, is the date of independence. But of course, the two parties may decide to operate on another important date as the critical date. But that can only be done by both parties agreeing, by saying: On this date, we will see what movables are here and what other property is here. That is entirely conceivable. But only jointly.

**M. LeSage:** O.K. Thank you.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** M. le Président, je veux juste revenir sur une remarque du député de Jacques-Cartier qui a dit que j'avais une position "foolish". C'était ça son expression. Je voudrais juste dire qu'il n'a pas suivi toutes les séances de la commission, ici, et cette hypothèse a été mise sur la table et examinée souvent. On verra aussi demain avec M. Laidler. Je l'encourage à venir ici participer au débat, le député de Jacques-Cartier, et j'espère que cette fois-là il sera présent.

Alors, en ce qui concerne, et la monnaie, et le partage de la dette, je pense que nous avons progressé beaucoup aujourd'hui, beaucoup d'information, d'experts réputés de façon méritée. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'il y a d'autres interventions?

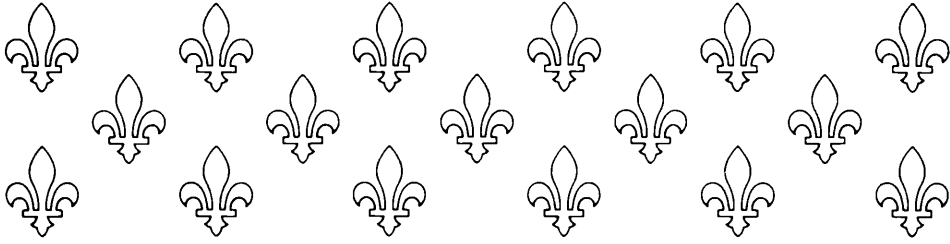
Bien, je voudrais remercier M. Shaw de sa participation à nos travaux. Comme vous pouvez voir, ça suscite beaucoup d'intérêt et de questions, et je pense que demain nous allons encore continuer, sur ce même sujet, avec M. Laidler en après-midi. Demain matin à 11 heures, on rencontre Max Gros-Louis, c'est-à-dire les Mont... pas les Montagnais, les Hurons! Excusez, je suis un peu mêlé dans mes tribus.

Sur ce, nous ajournons nos travaux jusqu'à demain 11 heures. Merci, M. Shaw.

(Fin de la séance à 17 h 41)







---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le jeudi 6 février 1992 — No 26**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Exposé de la Nation huronne-wendat

CEAS-775

Exposé de M. David Laidler

CEAS-791

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Jacques Brassard  
M. Christos Sirros  
M. Cosmo Maciocia  
M. Henri-François Gauthier  
M. Jacques Chagnon  
M. Jacques Léonard  
M. Neil Cameron

Témoins interrogés: M. Max "One-Onti" Gros-Louis, Nation huronne-wendat  
M. Bernard Cleary, idem  
M. David Laidler, University of Western Ontario

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le jeudi 6 février 1992

(Onze heures cinq minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Si tout le monde veut prendre place, s'il vous plaît! Merci. Alors, la commission se réunit ce matin pour recevoir et entendre le grand chef de la Nation huronne-wendat, M. Max Gros-Louis, Max "One-Onti" Gros-Louis, qui est le grand chef de la nation. Auparavant, simplement pour voir s'il y a des remplacements. M. le secrétaire.

**Le Secrétaire (M. François Geoffron):** Oui, M. le Président. M. Kehoe (Chapleau) va remplacer M. Bourassa (Saint-Laurent), M. Sirros (Laurier) va remplacer M. Rémillard (Jean-Talon) et M. Boulerice (Sainte-Marie-Saint-Jacques) remplacera M. Parizeau (L'Assomption).

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, pas d'autres remplacements? Excellent. Alors, pour expliquer à M. Gros-Louis, vous avez une demi-heure pour présenter votre point de vue, plus ou moins une demi-heure, on pourra arrondir si nécessaire. Par la suite, il y aura une période d'échanges avec les deux partis. La première question, ce matin, appartiendra au parti de l'Opposition, ce qui explique que le ministre s'adressera à vous dans un deuxième temps puisque nous avons le privilège, ce matin, d'avoir le ministre délégué aux Affaires autochtones. Alors, sans plus tarder, M. le grand chef, on vous invite à procéder, à présenter les gens qui vous accompagnent et à nous présenter votre point de vue. Je vous remercie.

#### Exposé de la Nation huronne-wendat

**M. Gros-Louis (Max):** Merci beaucoup, M. le Président. J'aimerais vous présenter, bien entendu, à ma droite, tout de suite, tout près de moi, Mme Reine Lainé, qui est la vice-grand chef de la nation huronne et M. Raymond Gros-Louis, qui est le chef à la culture. À ma gauche, M. Bernard Cleary, qui est le négociateur pour la Nation huronne-wendat.

Si vous permettez, je voudrais, avant de débiter, remercier le Créateur de nous permettre de nous rencontrer et comme il est témoin de cette rencontre, je voudrais qu'il donne à chacun d'entre nous la sagesse de bien comprendre l'exactitude du message contenu dans notre mémoire et de me permettre d'avoir tous les mots nécessaires pour vous faire comprendre notre position, qui en est une de fraternité et du désir de construire ensemble le futur.

Mmes et MM. les ministres et députés représentant l'Assemblée nationale du Québec et membres de cette commission, vous avez le mandat d'étudier – avec de bien grands mots – les

questions afférentes à la souveraineté du Québec. Cela serait sûrement "platte" que je vous lise textuellement le document que nous vous avons fait parvenir à temps pour que vous en preniez connaissance. Vous avez probablement eu le temps de le parcourir. Sinon je vous invite à le faire, parce que nous avons pris le temps d'analyser plusieurs aspects de la question qui nous concerne. Je me contenterai d'insister sur certains passages plus importants et plus d'actualité en vous invitant à poser vos questions dans la deuxième partie de notre rencontre.

Les raisons de notre présence. La Nation huronne-wendat a demandé d'être entendue par votre commission pour plusieurs raisons. La première est que nous ne pouvons rester indifférents à la démarche politique et constitutionnelle du Québec qui va déterminer son avenir pour plusieurs générations. Vos structures gouvernementales n'ont pas cessé de se transformer depuis que nos pères se connaissent et vous en êtes maintenant à une croisée de chemins si importante que votre peuple pourrait se prononcer prochainement en référendum sur un choix déterminant. Quelle que soit l'option qui sera choisie, nous aurons à discuter, à titre de première nation, d'une nouvelle alliance avec le Québec. Votre devenir nous intéresse donc au plus haut point.

La deuxième raison réside dans le fait que les résultats de la négociation qui se dessine actuellement entre le Canada et le Québec, que ce soit en vue d'un nouveau visage canadien ou d'un Québec indépendant, va avoir une influence majeure sur notre propre réalité, qu'on le veuille ou non. Vos juridictions ont un énorme impact sur les nôtres, sur nos droits et sur notre propre avenir. Nous ne pouvons donc ignorer le débat actuel du Québec et du Canada.

La troisième raison est certainement que nous sentons le besoin de vous avertir de nouveau, parce qu'il semble que notre message ne soit entendu que s'il vient d'ailleurs, que le choix du Québec devra, auparavant, garantir la possibilité du nôtre.

La dernière raison qui nous amène ici est certainement l'évidence que nous aurons à vivre pour plusieurs années avec la position que nous prendrons aujourd'hui parce que nous vivons avec les Québécois et que nous continuons de vivre avec les Québécois, que les Québécois vivront aussi avec nous et, aussi, avec les Québécois surtout. C'est donc notre responsabilité de parler nous-mêmes pour notre nation.

C'est un moment critique. Nous vivons actuellement un moment décisif. Notre nation, à travers tous les chefs qui sont passés dans son histoire – et moi aussi vous le savez – a toujours participé aux activités de la vie publique

sous toutes ses formes, dans la capitale et dans les villes environnantes, dans l'ensemble du Québec, et même au niveau international. Au cours de l'histoire, nous avons participé aux ambassades requises par les diverses circonstances de la guerre et de la paix, nous sommes probablement la nation la plus proche et la plus intimement liée par le cœur et par le sang aux Québécois et aux Québécoises. En même temps, mon peuple a toujours été solidarisé intimement avec les autres premières nations du Québec, du Canada et même de l'Amérique. Dans les circonstances, nulle autre occasion ne se prête mieux maintenant pour trouver entre nous une base de nouvelle alliance et pour concrétiser le traité toujours en vigueur entre mon peuple et le vôtre.

La commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Votre Assemblée nationale a analysé récemment l'avenir politique et constitutionnel du Québec par une commission qu'on a appelée la commission Bélanger-Campeau. Nous avons rencontré cette commission, de même que d'autres premières nations du Québec. Nous nous sommes donné la peine de préparer et de présenter un mémoire. Nous avons tenté de vous prévenir, et je cite: "que la Fleur de Lys ne pourra s'épanouir à l'ombre de nos cimetières, et que le monument du Québec ne pourra s'ériger sur les ghettos autochtones actuels." Notre passage a trouvé peu d'écho si on se donne la peine de lire le rapport de cette commission. La perspective de la reconnaissance de nos droits en était aussi absente que les canards sauvages le sont chez nous en hiver. Si vous me permettez la comparaison, ce n'est pas parce que vous avez besoin de temps et d'énergie pour organiser votre fête champêtre que vous devez négliger les indices de basse pression atmosphérique et les possibilités d'orage dans le secteur. Nous espérons que cette fois-ci, avec votre commission, la sagesse sera au rendez-vous et qu'on prévoira une tente pour des négociations d'égal à égal.

Un réveil nécessaire. Après avoir fait le bilan de nos revendications depuis quelques siècles et avoir crié dans le désert pendant plusieurs années, on constate les maigres résultats de toutes ces conversations. Certaines bonnes âmes gémissent quand nous voyons obligés d'utiliser une plate-forme extérieure pour provoquer des changements et réveiller des décideurs qui, depuis des générations, dorment au gaz. Le temps n'est-il pas venu de dire la vérité à ceux et à celles qui veulent l'entendre? Cette vérité n'est-elle pas que la loi fédérale actuelle, toujours en vigueur, est une loi dont le fondement est la disparition des peuples autochtones du Canada? La vérité n'est-elle pas qu'aucune entente sur le fondement de nos droits ancestraux, sur nos droits de traités et sur notre droit à l'autodétermination n'a jamais été conclue au Québec et au Canada à notre satisfaction? Il y a bien eu des petites ententes à l'amiable, des

petites concessions qui, la plupart du temps, sont le résultat de pressions exercées par notre peuple, ici ou à l'extérieur, et toujours sur l'absolu principe de l'intégrité du territoire du Québec et de la primauté des lois du Québec.

(11 h 15)

Nous avons un conseil à vous demander. Comment devons-nous appeler la situation d'un peuple dont la souveraineté est niée et écrasée depuis des générations par la force des structures juridiques d'un autre peuple? Comment nommer la destruction de nos droits collectifs, la dépossession de nos terres, l'assassinat de notre fierté collective, la dépendance, la souffrance morale et la condamnation de notre statut de premiers habitants et de notre réalité de nation? Comment décrire la situation d'une première nation qui a été historiquement presque complètement détruite, qui a été dépouillée de ses terres ancestrales, qui ne possède aucune ressource naturelle pour se développer, dont les parents ont dû se cacher pendant des générations pour chasser et piéger, dont les membres ont subi de multiples poursuites devant les tribunaux pour le simple fait d'avoir exercé honnêtement leurs coutumes et leur mode de vie?

Comment expliquer le fait que notre nation a dû se rendre jusqu'à la plus haute cour de ce pays pour faire reconnaître la validité d'un traité en bonne et due forme entre nous et la Couronne britannique? Comment se fait-il qu'on doive se battre encore aujourd'hui pour faire appliquer les droits de ce traité parce que votre gouvernement et celui du Canada en méprisent et la portée réelle? Comment nommer la situation d'un peuple dont toutes les activités sont soumises à une tutelle totale d'un maître tout puissant, qui ne peut décider de sa citoyenneté, dont le statut de plusieurs membres disparaît à la deuxième génération sans droit à l'héritage de leur peuple? Qui a déjà pendant des générations perdu ses sœurs et ses frères de sang parce qu'ils ont eu le malheur d'aimer un non-Indien ou de s'instruire? Comment expliquer que nous sommes confinés, en termes de propriété, à une minuscule réserve? Qu'on n'en contrôle pas l'aménagement, ni l'éducation de nos membres? Comment se fait-il que nos membres ne contrôlent pas leur propre succession, que notre mode de vie en général est entièrement soumis à la pression et aux obligations des lois des autres?

Comment appeler des gouvernements qui imposent à sens unique leur système juridique aux autochtones et à mon peuple, qui ont éteint, par du "tordage de bras" et certains traités obligés, les droits territoriaux de la majorité des premières nations du Canada?

Que ceux qui sont inquiets de la place que prennent les autochtones dans les grands débats de l'heure cherchent le bon mot pour décrire la situation d'un peuple dont les droits fondamentaux collectifs n'ont pas de place dans ce pays et dont la condition sociale générale révèle, au

niveau des statistiques, les pires données de ce pays.

Où se situent donc l'espace politique, l'espace légal, l'espace territorial et l'espace culturel des autochtones de ce pays? Au-delà du folklore et des bons mots, où sont-ils?

Je fais appel à la réflexion collective et à la conscience de chacun plutôt qu'à la condamnation rapide et facile des peuples autochtones déjà juridiquement dépossédés.

La démarche de ma nation n'est pas d'acquiescer les droits individuels des Québécois et des Canadiens, mais bien celle de retrouver concrètement ses droits collectifs: le droit d'exister et le droit de croître à titre de nation. Le problème dont je parle, vous le savez, est politique et légal. Il concerne fondamentalement le régime juridique canadien, le système juridique québécois et les politiques d'assimilation qui en découlent. Notre démarche est simple. Nous ne voulons pas chausser les bottes du Canada ni les souliers du Québec mais, simplement et en harmonie avec nos amis et nos voisins, mettre enfin nos propres mocassins.

Il faut que vous sachiez que tant que vous refuserez de nous écouter et tant que l'approche de la négociation ne donnera rien, vous ne nous laisserez pas le choix de nous battre sur le terrain où les actions donnent des résultats et avec la solidarité de nos frères et soeurs du Canada et de nos amis là où ils se trouvent pour vous convaincre de la réalité de nos droits et de leur importance. — De la bonne eau de la rivière Saint-Charles, la rivière Kabir-Kouba.

L'attitude du Québec jusqu'à maintenant. Vous connaissez mieux que moi ce qui a été jusqu'à maintenant la façon de faire du Québec dans le dossier autochtone. Certains vont vous rappeler l'effort public qui, en 1983, a consacré les 15 principes directeurs du gouvernement du Québec ou encore, en 1985, la résolution de l'Assemblée nationale sur les droits autochtones et la reconnaissance des premières nations.

D'autres vont prendre prétexte du fait que le gouvernement est en train de redéfinir sa politique générale sur les autochtones pour nous conseiller d'attendre son adoption et ensuite d'en vérifier le mérite sur le terrain. Vous savez, dans l'histoire du Québec et du Canada, nous n'en sommes pas à la première demande des décideurs de leur faire confiance ni à la première promesse des politiciens ou même des plus hauts personnages du pays de régler les problèmes qui nous concernent.

Au-delà des bonnes intentions, les récits de mes ancêtres sont peuplés des déclarations vides des vôtres. Le problème demeure celui de reconnaître de façon concrète l'urgence et l'ampleur des revendications autochtones. Les principes comportent leurs propres limites et leurs utilités. Mais je vous souligne que l'absence de volonté politique à les mettre en application avec ouverture d'esprit et générosité doit aussi et

surtout être questionnée.

Qu'on regarde la misère qu'on a, avec vous, dans tous nos dossiers ponctuels et on verra qu'on a bien des exemples à citer. Pourquoi se vanter de ces beaux textes quand on sait que, dans la réalité, le Québec et le Canada les appliquent avec tellement de réserves que les autochtones ne peuvent en siphonner que de la roche. Là-dessus, le Québec et le Canada s'entendent bien, ils sont comme Ti-Gus et Ti-Mousse. Les fédéralistes et les souverainistes ont l'air de comiques en tournée.

Cette interrogation vaut aussi dans l'idée d'une reconnaissance de nos droits inhérents. Plus loin que les écritures des avocats, rien ne remplacera la volonté politique de toutes les parties de développer une relation radicalement différente de celle des temps passés entre le peuple québécois et le nôtre.

Un bel exemple, le traité de 1760 de la nation huronne avec la couronne britannique. En mai 1990, la Cour suprême du Canada a reconnu l'existence et la validité moderne de notre traité avec la couronne britannique. Le Québec a défendu la nullité et l'absence de valeur de ce qu'il considérait comme notre vieille paperasse indienne. Avec sa batterie d'experts, le Québec a argumenté pour ne pas reconnaître nos droits de traiter avec les conseils de ses avocats-pompier. Il a essayé, comme d'habitude, d'éteindre les droits des Indiens. Cela fait du mal de se faire virer de bord par la plus haute cour du Canada et nous comprenons que l'orgueil peut en prendre un coup. Cela serait cependant un signe d'enfantillage que de continuer à nous nialiser! Depuis presque deux ans maintenant, le Québec n'a pas encore accordé de mandat de négociation qui irait au-delà d'accommodements mineurs en matière de chasse et de pêche. Il faut cesser de considérer les autochtones comme des mineurs, comme des minorités ou comme des assistés. Il faut changer la structure même des rapports que nous entretenons et, dans le respect de nos différences, négocier sur la base de l'équité et de l'égalité. À défaut de cette attitude, nous nous alignerons tous les deux dans des procédures juridiques sans fin qui n'auront comme résultat que la frustration de l'un et de l'autre.

On se doute fortement que le gouvernement du Québec ait de la misère avec notre traité parce qu'il est consacré dans la Constitution du Canada et parce que le Québec n'a pas encore trouvé sa propre place dans le dortoir de la Confédération. Cette attitude est injuste, basse et irresponsable. Il s'agit, en fait, d'ignorer le droit reconnu de son voisin sous le prétexte que le sien n'a pas encore trouvé la reconnaissance nécessaire.

Il ne s'agit pas là d'un signe de maturité pour un peuple qui choisira, éventuellement, son indépendance et qui aura besoin d'une accréditation nationale et internationale. Dites-vous que les premières nations étaient ici avant la vôtre,

qu'elles sont encore là aujourd'hui et qu'elles seront encore là le soir du grand paradis bleu et blanc de la possible indépendance. Nous ne croyons pas que le Québec bénéficie actuellement d'une telle marge de crédit politique quant à son avenir, sur le continent et à l'étranger, de sorte qu'il pourrait se permettre d'oublier notre droit à l'autodétermination. En toute sagesse, le Québec aurait tout avantage à améliorer encore sa crédibilité en devenant la province ou l'État qui aurait su le plus se distinguer quant au traitement et au statut de l'autonomie des premières nations vivant au Québec.

Vos propres études concluent à plusieurs possibilités quant aux obligations d'un éventuel Québec souverain par rapport aux traités internationaux du Canada. Nous vous invitons à relire ce document en songeant aux traités anglo-américains de Jay et de Gand et en pensant à notre traité toujours en vigueur. Vous verrez que les obligations du Québec dans une perspective de négociations pacifiques, graduelles et sans brisures subites avec le Canada auraient tout intérêt à nous considérer dans le décor.

Faites un exemple avec nous, les Hurons. On est le groupe autonome le plus près des Québécois. On est habitué à se fréquenter et on pourrait trouver un nouveau statut pour notre nation qui ferait votre orgueil et le nôtre au plan international.

L'histoire des frontières et les autochtones. Depuis les débuts des travaux de votre commission, nous avons beaucoup entendu parler de la question de l'intégrité du territoire. Cet exercice semble encore une fois une dispute entre larrons qui risque de se régler en ignorant les droits des nations autochtones. L'histoire des frontières que vos administrations ont érigées à notre détriment doit aussi être vue à travers la lunette autochtone. Vous constaterez que vos débats de frontières se sont toujours faits dans l'ignorance des premières nations. Elles n'ont fait que nous séparer par des administrations et des régimes juridiques différents, complexes et discriminatoires par rapport à nos droits et à notre mode de vie traditionnel. Elles n'ont introduit que des blocages à nos activités de chasse, de pêche, de piégeage, de commerce ainsi que nos relations internationales et à notre mode de vie en général. Je vous invite à lire notre mémoire sur cette question et vous comprendrez pourquoi nos nations en sont là aujourd'hui.

Les Algonguins – et ici, j'aimerais quand même faire un point: Je dois vous dire que je suis ici en qualité de grand chef de la nation huronne et seulement en cette qualité-là. Je ne parle aucunement au nom des autres premières nations du Québec ou du Canada – vivent maintenant à cheval sur l'Ontario et le Québec. Les Micmacs et les Malécites, au Québec et dans les Maritimes. Les Abénakis sont au Québec et aux États-Unis. Les Mohawks sont au Québec, en Ontario et aux États-Unis. Les Cris sont au

Québec, en Ontario et dans toutes les autres provinces. Les Montagnais sont au Québec et dans le Labrador-Terre-Neuve. Les Inuit sont au Labrador, au Québec et dans les Territoires du Nord-Ouest et les Hurons-Wendat sont au Québec et aux États-Unis. Et les territoires ancestraux, dans tout cela! Et vous voudriez peut-être qu'on crie: Vive l'intégrité du territoire québécois? Qui s'est inquiété du fait que cette distribution coloniale du territoire et des frontières ne respectait absolument pas le titre juridique ancestral des premières nations ni les délimitations naturelles du territoire autochtone?

Cela chambarde radicalement les relations dans les premières nations et avec les nombreux partenaires qui sortent chacun leur petit livre de règlements aussitôt qu'on bouge. Cela explique certainement certains problèmes si on veut s'ouvrir les yeux. Je vous invite à réfléchir avec moi à ce qu'un expert a déclaré lors d'une conférence internationale sur les minorités et je cite: "Il n'existe pas de minorités sur cette planète mais simplement de mauvaises frontières coloniales. Si on se force les méninges, il y a des solutions comme on en trouve par exemple chez les Lapons en Scandinavie. Quand on en cherche, on en trouve."

La clef d'interprétation de la situation. Comme dans l'histoire des frontières du Québec, on se doit de connaître et de comprendre toutes les facettes de l'histoire des relations des premières nations avec les gouvernements à diverses époques, sinon il est difficile de comprendre ce qui se passe aujourd'hui. Nous, on se souvient de tout ça, comme on se souvient de notre traité, comme on se souvient des relations que nos chefs ont toujours entretenues avec les vôtres. Nos pères nous ont raconté tout ça et à certaines occasions, ils ont échangé des wampums pour consacrer la constitution d'accord ou d'alliance. Certains esprits à courte vue vont vous crier que ce sont des histoires qui remontent à Noé. Non, ça ne remonte pas à Noé et ne faites pas de diversion pour échapper à vos responsabilités historiques. Vous avez hérité des droits de vos ancêtres, nous avons le droit d'hériter des droits des nôtres.

(11 h 30)

Ce n'est pas parce que les Québécois sont plus nombreux et plus organisés avec leurs papiers de notaire dans leur poche que nos droits doivent être "garrochés" dans la poubelle de l'histoire. On n'est pas des fous, on a appris que ça prenait souvent des pressions publiques ou des jugements de la Cour suprême du Canada pour rappeler tout cela. Car les gouvernements ont la mémoire courte et leurs politiciens ne font que passer et, souvent, ils passent vite.

Le débat constitutionnel canadien. Le premier ministre du Canada a fait connaître, mardi le 24 septembre 1991, la proposition de son gouvernement concernant la révision de la Constitution du Canada. Cette proposition

contient plusieurs éléments qui sont l'objet, depuis ce temps, de débats dans les milieux politiques et même populaires. Plusieurs de ces propositions nous concernent de façon spéciale, mais elles ressemblent comme deux gouttes d'eau aux propositions qui nous avaient été faites en 1987, lors de la quatrième conférence constitutionnelle. Le projet parle de la protection constitutionnelle d'un droit général à l'autonomie gouvernementale invocable devant les tribunaux, la définition de ce droit, dans un processus de négociation avec les gouvernements, etc.

Mais un fait plus ou moins intéressant, c'est que la proposition annonce que certains principes guideront cette négociation, tels le cadre des lois fédérales et provinciales d'application générale et la Charte canadienne des droits et libertés. On donnerait force de loi et protection constitutionnelle à ce droit d'ici 10 ans, après l'adoption de l'amendement constitutionnel. Je ne voudrais pas, ici, faire l'analyse des détails de cette proposition, qui a toutes les chances d'évoluer. Je rappellerai simplement qu'il y a une absence de reconnaissance de nos sociétés distinctes autochtones et de nos droits inhérents.

Le droit proposé est inférieur aux compétences des provinces et du fédéral en raison de la préséance des lois d'application générale. Cette proposition remet à plus tard la reconnaissance pratique de nos droits spécifiques. On s'attendait à un transfert de pouvoirs et ce n'est pas le cas. Il faudra que les provinces et le Canada ouvrent plus que cela sur cette question, sinon on s'en va directement dans un cul-de-sac. Nous voulons vous aviser: Que ça passe par la Constitution du Canada ou que ça passe par la constitution du Québec, nos droits inhérents devront passer, à quelque part, vous n'y échapperez pas.

Après des années de débat sur cette question, nous constatons que notre dossier a pris beaucoup d'importance, mais nous nous demandons toujours la même question fondamentale: À quel moment vos gouvernements consentiront-ils à partager pratiquement leurs compétences légales et constitutionnelles avec nous dans le cadre d'une négociation d'égal à égal? On attend cela à tous les jours de la part des ministres du gouvernement du Québec et aussi de l'Opposition, qui n'est pas diable mieux. Allez-vous un jour arrêter de vouloir nous imposer votre système et vos lois? Allez-vous avoir le courage politique d'admettre qu'on n'endurera pas les chaînes que vous voulez nous mettre au cou et qu'on n'est pas des citoyens ordinaires soumis à vos lois ordinaires? Ça fait assez longtemps qu'on vous le répète, il me semble que ce n'est pas difficile à comprendre.

Perspectives à court terme. Nous en venons maintenant à la partie la plus importante de notre présentation. À l'heure des choix du Québec et du Canada, nous n'avons pas à défendre le fédéralisme, pas plus que le souverainisme.

Il appartient au peuple canadien et au peuple québécois de chercher, avec la sagesse nécessaire, la voie qui permettra à tous de s'épanouir en toute liberté et dans le respect du système de chacun. Le plus grand obstacle à surmonter, pour nous tous, est probablement le danger de s'asseoir sur son bas de laine et de manquer d'imagination. Il est donc logique, dans ce contexte, de recommander à nos membres de ne pas voter au référendum prévu par le Québec ou à celui qui pourrait être prévu par le Canada parce que nous ne sommes pas concernés au premier chef.

Il appartient aux Canadiens de définir le système qui leur convient le mieux comme il appartient aux Québécois de définir aussi le système qui leur convient le mieux. Nous reconnaissons le droit du Québec à l'autodétermination dans la mesure où le Québec reconnaît notre propre droit à l'autodétermination. Il n'est pas question de nier le droit du peuple du Québec à disposer de ses institutions comme il n'est pas question que le peuple du Québec nie le nôtre. On doit cependant s'entendre sur le "timing" avant de partir en peur. Avant même que le Canada et le Québec n'aient réglé leurs problèmes, nous leur exigeons des garanties fermes et concrètes pour que nos droits ancestraux existants ou inhérents ainsi que nos droits de traité soient reconnus, respectés et concrétisés. Nous exigeons aussi que les obligations contractées historiquement par la couronne canadienne soient respectées par un Québec qui coiffera éventuellement sa propre couronne. Le Québec doit maintenant se commettre en ce sens.

Dans la perspective où le Québec choisirait de devenir un État souverain, nous exigeons des garanties de notre propre souveraineté à l'intérieur de cet État. Il y a plusieurs formules possibles et nous n'accepterons pas le manque d'imagination des uns et des autres comme prétexte à ne rien faire. Nous réserverons notre choix politique définitif en fonction de la qualité des propositions que nous fera le Canada ou le Québec. Nous attendons dès maintenant les offres des deux gouvernements. Nous ne ferons pas d'ingérence mais nous ne serons pas indifférents. Alors seulement, nous allons choisir la meilleure offre.

Dans la perspective où le statut constitutionnel qui nous sera proposé serait jugé inacceptable et que les garanties que nous exigeons ne seraient pas acceptées, nous nous réservons le droit légitime de défendre les droits historiques de notre nation avec l'aide de nos frères et soeurs et de nos amis, ici comme à l'extérieur. Une fois que le principe de discussion d'égal à égal aura été reconnu, nous nous engageons à négocier avec le Québec une entente de bon voisinage afin de nous ajuster. Nous sommes disposés à consacrer dans notre constitution huronne-wendat les droits et libertés individuelles de nos membres, particulièrement ceux qui consacrent l'égalité et l'équité des hommes et



des femmes de notre nation. Nous sommes aussi prêts à en garantir l'application. Notre choix fondamental sera toujours celui des Hurons avant celui du Canada ou du Québec. Il ne nous importe de chausser les bottes du Canada et les souliers du Québec mais nos propres mocassins.

En conclusion, la nation huronne tient à préciser qu'il lui appartient d'abord et avant tout de se prononcer quant à sa position sur l'avenir du Québec. Nous avons cru bon de nous présenter devant vous dans le but de vous affirmer que nous n'avons pas l'intention de nier au peuple québécois son droit de réaliser ses ambitions nationales et que nous ne servirons pas, pour qui que ce soit, de prétexte à de basses oeuvres. Nous ne sommes pas non plus des pompiers et nous ne voulons pas éteindre la flamme légitime d'un peuple qui cherche, lui aussi, à lever le voile sur son autonomie. Ce que nous ferons, dans les circonstances, relèvera strictement des intérêts de notre nation. Ce que feront les Québécois devra respecter les droits que nous avons acquis antérieurement et nous donner un certain nombre de garanties quant à l'avenir. Il y a moyen de parvenir à l'harmonie de nos intérêts respectifs dans la mesure où nos idées seront ouvertes et respectueuses des différences.

Je vous invite enfin à réfléchir sur le problème que nous avons en commun mais vous, par rapport à l'ensemble du Canada et nous, par rapport à l'ensemble québécois. Vous serez peut-être plus compréhensifs quand vous aurez constaté que notre problème dans le Canada ressemble étrangement et sous plusieurs aspects, au nôtre dans le Québec. Ne faites pas aux autres ce que vous ne voulez pas qu'on vous fasse. L'histoire des peuples démontre que la libération de l'un ne peut se baser sur l'asservissement ou la domination d'un autre. Les États qui procèdent de cette façon ont toujours payé cher en instabilité sociale et en mécontentement chronique interne et à l'externe. Voilà le message que nous voulions directement vous livrer, sans messagers ni médias interposés. Ho! Ho! Atouguetti. Je vous remercie de nous avoir écoutés, comme disaient nos ancêtres. Hugh!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, nous vous remercions, M. Gros-Louis. Notre première question, comme je parlais tout à l'heure, question d'alternance, alors c'est le chef de... député du Lac-Saint-Jean, pardon.

**Une voix:** Chef de quoi?

**Le Président (M. Bélanger):** Même pas chef chez eux. Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Je ne suis pas chef chez nous, moi.

**Une voix:** Il est marié. Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Surtout pas quand j'arrive à la maison.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Casquette en feu! Ha, ha, ha!

**Une voix:** Chanceux!

**M. Brassard:** Je suis chef de l'Opposition à la maison chez nous.

**M. Gros-Louis:** Moi, je ne suis pas chef dans la maison chez nous.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** C'est à peu près mon cas. Madame, Messieurs, je voudrais d'abord vous remercier d'avoir accepté de venir témoigner devant cette commission et vous dire d'entrée de jeu que, quand vous dites, et je vous cite à la page 3 de votre mémoire: "Nous sommes probablement la nation la plus proche et la plus intimement liée par le coeur et par le sang à vos fils et à vos filles", je pense que ça ne fait pas l'ombre d'un doute qu'entre la nation huronne et les Québécois, au fil des ans et même des siècles, se sont tissés des liens très serrés. Plus, admettons-le, plus qu'avec d'autres nations autochtones du Québec, pour toutes sortes de raisons, historiques entre autres. Ce que je trouve intéressant dans votre propos, M. Gros-Louis, c'est que c'est on ne peut plus limpide, votre objectif. Je vous avoue que je ne trouve pas que c'est le cas dans le discours de certains leaders autochtones ailleurs au Canada où, je vous le dis comme je le pense, j'ai souvent l'impression que leur premier objectif, leur objectif prioritaire, c'est de sauver le Canada et que la défense de leur nation vient en second lieu. C'est l'impression que ça me donne. Peut-être que j'ai tort, mais c'est ça, l'impression que j'ai quand j'écoute le discours de certains leaders autochtones ailleurs au Canada. Quand je vous écoute, c'est clair, c'est limpide, c'est non équivoque. Vous, votre objectif premier, prioritaire, c'est la défense des droits de votre nation, de votre communauté. Cette défense, cette sauvegarde, cette préservation et ce développement des droits de votre nation doit se faire dans le cadre constitutionnel canadien, si c'est ça qui continue, ou dans le cadre d'un Québec souverain, si c'est ça qui arrive. Moi, je pense qu'en tous cas, comme base de départ, c'est rafraîchissant dans le sens que, avec vous, on sait où on va.

Vous avez fait allusion à la commission Bélanger-Campeau. Je vous avoue que je me suis senti un peu pointé, parce que j'en étais membre. C'est vrai qu'il n'y a pas 20... 50 pages du rapport qui vous concernent. Mais il y a un paragraphe qui est quand même intéressant, à la

page 75 du rapport de la commission, et j'en cite quelques extraits: "Les questions qui intéressent les nations autochtones..." - parce que vous admettez avec moi qu'on a reçu toutes les communautés autochtones à la commission Bélanger-Campeau qui en avaient manifesté le désir, sans exception - "les questions qui intéressent les nations autochtones", dit le rapport, "doivent être traitées dès maintenant." Pas attendre que la question du statut du Québec soit réglée, dès maintenant. "En effet, l'état actuel des arrangements qui les concernent ne satisfait pas leur volonté d'affirmer leur personnalité et d'exercer leur autonomie gouvernementale dans leurs affaires internes.

(11 h 45)

"Cette situation ne saurait être prolongée indûment dans l'attente d'une réponse définitive à la question de l'avenir politique et constitutionnel du Québec. Au contraire, nous croyons qu'il est urgent de préciser la manière dont l'on entend concrétiser l'autonomie gouvernementale des autochtones. Dans un esprit d'ouverture et de rigueur, des négociations avec leurs représentants doivent être menées énergiquement et sans tarder. De telles négociations qui visent l'avenir ne pourront être que plus fructueuses si l'on met en place, rapidement, et de concert avec les autochtones un mécanisme de règlement des différends existant". Fin de la citation.

Alors, je tenais, quand même, pour rendre justice aux commissaires de la commission Bélanger-Campeau, de même qu'au rapport de cette commission, que s'il est vrai qu'on n'a pas consacré beaucoup de pages à la question autochtone, il y a quand même ces remarques et ces observations qui sont importantes, dans le sens où, à la commission Bélanger-Campeau, ce qu'on a dit, et ce qui se retrouve dans le rapport, c'est que oui, il est question éventuellement que les Québécois, par voie démocratique, décident de leur statut constitutionnel et de leur avenir. Ça peut venir rapidement comme ça peut prendre un certain temps, mais il en est question sérieusement. Et ce que Bélanger-Campeau dit, c'est: N'attendez pas, il ne faut pas attendre que cette question-là soit réglée pour amorcer des pourparlers avec les communautés autochtones... et conclure des accords et des ententes avec ces communautés. Il faut commencer dès maintenant! Je pense que c'est important de le signaler compte tenu de ce que vous disiez sur Bélanger-Campeau, dans votre mémoire.

Et donc, puisqu'il faut commencer immédiatement et sans tarder les pourparlers avec les nations autochtones, ma question est la suivante: Est-ce que vous considérez comme acceptable, comme étant une base de discussion acceptable, la résolution de 1985, adoptée par l'Assemblée nationale où, d'abord, il y a reconnaissance des nations autochtones, et on donne les différentes nations autochtones, il y a reconnaissance des droits ancestraux existants, de même que des

droits inscrits dans certains traités et conventions, et que des pourparlers doivent s'enclencher avec chacune des nations autochtones pour aboutir à des ententes, leur assurant le droit à l'autonomie, des droits à leur culture, à leur langue, à leur tradition, le droit de posséder et de contrôler des terres, de chasser, de piéger, etc., donc concrétiser leurs droits? Est-ce que vous êtes d'accord, est-ce que vous considérez cette résolution comme une base convenable sur laquelle pourrait s'appuyer des négociations, qui pourraient s'enclencher dès maintenant, quel que soit le choix de statut futur que pourront faire les Québécois, dans l'avenir?

**M. Gros-Louis:** Merci, monsieur. Vous avez une question très longue, et je crois que dans votre question, il y en avait sept ou huit.

**M. Brassard:** Il y avait des remarques aussi.

**M. Gros-Louis:** Bien, je vais répondre à certaines remarques, une où vous avez dit que vous pensiez que d'autres Indiens n'avaient pas la même idée, ce qui vous prouve que chaque nation est complètement indépendante et souveraine, et que chaque nation a le droit de prendre la position qu'elle veut prendre. Si elle veut prendre pour le Canada, si elle veut prendre parler avec le Québec, c'est de ses affaires et c'est là qu'on vous dit que la nation huronne c'est une nation encore souveraine, qui est capable de parler pour elle-même. Les autres parleront et diront ce qu'elles voudront. Je ne suis pas contre, je ne suis pas pour.

Je dois vous dire aussi que c'est mon rôle, en tant que grand chef, et je l'ai toujours fait depuis 25 ou 26 ans, de défendre ma nation avant tout. Et au moment où je n'aurai plus ce feu de vouloir défendre une nation qu'on essaie d'éteindre, eh bien, je me retirerai comme chef et je ne me présenterai pas aux prochaines élections.

Quand vous nous parlez de la commission Bélanger-Campeau, c'est vrai que vous avez dit quelque chose dans votre rapport, mais pour moi, c'est un peu des vœux pieux. Des vœux pieux, bien, il faut que ça aboutisse à un certain moment, et nous sommes prêts maintenant à nous asseoir, à négocier autant avec le Québec qu'avec le Canada pour qu'on en vienne à des ententes, qu'on en vienne à quelque chose qui a du bon sens et qu'on arrête de se faire de la mauvaise publicité autant d'un côté comme de l'autre. On a l'air des vrais fous toute la gang. Qu'on s'assoie, qu'on discute et qu'on trouve des solutions. Il y en a des solutions, si on veut se respecter, il y a de bonnes solutions qu'on peut prendre. Et ça c'est très facile.

Je vous le redis, les Hurons, on a fait, on a une commission huronne qui nous a fait des recommandations dans à peu près tous les secteurs.

On est prêt à s'asseoir, on est prêt à négocier. Alors, on vous attend.

Votre autre réponse... Je suis rendu comme vous autres, j'ai des conseillers. Ça, ça fait du bien des fois, hein!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Gros-Louis:** On s'est toujours battu tout seul, puis vous autres vous aviez des tas d'avocats, puis des tas de bonhommes...

**M. Brassard:** À condition qu'il n'y en ait pas trop, M. Gros-Louis.

**M. Gros-Louis:** Non, non. Vous avez remarqué, j'en ai un là.

**M. Brassard:** Puis des fois on en a trop nous autres aussi.

**M. Gros-Louis:** Et puis je me suis choisi un Indien pour le faire aussi. Ah, oui, oui, oui! Bien c'est exactement ça. Merci.

C'est que, écoutez là, quand on parle des 15 principes de 1985, on est d'accord à un certain point, si c'étaient des principes comme ça. Mais vous avez le petit, ou le gros mot qui dit toujours "à l'intérieur" des lois et de la constitution du Québec. Mais si ce que vous voulez discuter avec nous autres, vos lois, sont contraires à ce qu'on veut avoir, bien ça ne sert à rien. On vous parle d'autonomie, on vous parle de souveraineté dans plusieurs domaines, et ce n'est pas "à l'intérieur" des lois du Québec qu'on les veut, ou "à l'intérieur" des lois du Canada. Est-ce que ça répond à votre question?

Il vous a dérangé là, lui, dans mon meilleur là! Hein!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** C'est ça le problème. Bien, vous voyez, c'est ça le problème des conseillers souvent.

**M. Gros-Louis:** C'est ça. Je vais vous le répéter. C'est que ce qui a été dit en 1985, oui, c'est des belles choses pour les Indiens. Il y a des bons principes. Mais ces bons principes sont toujours à l'intérieur des lois et à l'intérieur de la constitution du Québec. Alors, n'importe quand, si vos lois sont contraires à ce qu'on veut faire, on ne pourra pas les appliquer et on ne pourra pas en profiter.

Nous vous répétons, nous voulons notre autonomie. Nous voulons notre souveraineté, qu'on débattrait ensemble. On sait qu'il y a des domaines qu'il va falloir travailler ensemble, que vous allez avoir de la juridiction qui va venir chez nous et peut-être de la nôtre chez vous. Mais ça, assoyons-nous ensemble et parlons-en, discutons-en.

**M. Brassard:** J'aimerais peut-être vous entendre justement parler de l'autonomie gouvernementale. C'est un thème qui revient fréquemment, souvent, qu'on veut voir consacrer dans des textes fondamentaux des constitutions, que ce soit la Constitution canadienne ou que ce soit la constitution future d'un Québec souverain. On voudrait – d'ailleurs mon parti aussi, mon parti est d'accord avec ça également, vous le savez – que le principe de l'autonomie des nations autochtones soit consacré constitutionnellement.

Mais, évidemment on ne sait pas toujours comment, quelle forme ça va prendre. Est-ce que vous avez réfléchi? J'imagine que vous avez réfléchi là-dessus beaucoup. Et pour vous, la nation huronne, établie ici pas très loin, près de Québec, sur un territoire exigu, ça peut vouloir dire quoi l'autonomie gouvernementale? Ça peut prendre quelles formes concrètes? Par exemple, en éducation, est-ce que vous revendiquez des pouvoirs spécifiques pour votre communauté en matière d'éducation, et que vous n'avez pas maintenant? Bon, quelle forme concrète ça pourrait prendre?

**M. Gros-Louis:** Bien écoutez, ça peut prendre la même forme que vous, les Québécois, voulez avoir quand vous parlez de la séparation.

**M. Brassard:** Là vous allez loin.

**M. Gros-Louis:** Non. Bien on va aussi loin que vous autres! C'est ça. Si vous ne voulez pas reconnaître des gens qui étaient déjà ici avant vous, vous pouvez être assurés que si vous vous séparez, il va falloir, avant de vous séparer, que vous respectiez les premières nations. Et du moins, au moins les Hurons. Vous ne nous garderez pas dans un territoire de 1000 mètres par 1000 mètres. Oubliez ça là, hein! Là, il faut l'oublier. N'oubliez pas qu'on veut avoir en main nos propres institutions. Et quand on parle de propres institutions, on part, à partir de: C'est nous qui allons décider qui est Huron et qui ne l'est pas. Si on est une nation, monsieur, on est une nation au complet. Et pour être une bonne nation, on définirait un territoire ensemble où on pourra profiter des richesses naturelles, où on pourra s'administrer nous autres mêmes et où on pourra avoir une autonomie. Vous ne pouvez pas avoir une autonomie à l'intérieur d'un gouvernement ou de gouvernements qui vous dictent leurs lois.

**M. Brassard:** Vous comprendrez que c'est là qu'est le problème et que c'est ça qui suscite, je dirais, la controverse parce que, si je vous comprends bien, votre droit à l'autodétermination que vous réclamez ou à l'autonomie, ça peut prendre la forme de la mise en place au Québec, que le Québec demeure dans le Canada ou que le Québec devienne souverain, dans un réseau de

républiques souveraines, dispersées un peu partout à travers le Québec en faisant du territoire québécois une sorte de fromage suisse ou de gruyère, avec des trous en tout cas, du fromage avec des trous...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Gros-Louis:** On vous laissera les trous, puis on prendra le fromage.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Là, il peut y avoir un problème.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Là, on peut négocier longtemps.

**M. Gros-Louis:** C'est ça.

**M. Brassard:** Là, vous pouvez négocier longtemps.

**M. Gros-Louis:** Non, écoutez...

**M. Brassard:** Mais ce que je veux savoir, c'est ça. Le droit à l'autodétermination, c'est un droit général qui est le droit de choisir, finalement, le droit de choisir...

**M. Gros-Louis:** Absolument.

**M. Brassard:** Mais est-ce que le droit de choisir, dans votre cas, comporte toutes les options? Est-ce que ça peut aller jusqu'à la mise en place d'un État pleinement souverain, souveraineté interne et externe? Est-ce qu'on peut assister à la mise en place d'une république huronne, d'une république montagnaise, d'une république naskapie et puis, quelque part en Saskatchewan où ils vont devenir quasiment majoritaires...

**M. Gros-Louis:** C'est ça.

**M. Brassard:** ...une république crie de la Saskatchewan?

**M. Gros-Louis:** Et il va peut-être y avoir une république québécoise à travers tout ça.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** C'est là qu'il faut bien se comprendre.

**M. Gros-Louis:** C'est ça. Il faut bien se comprendre.

**M. Brassard:** Quand je dis...

**M. Gros-Louis:** Monsieur, si vous permettez, c'est toujours la même question qui revient. Assoyons-nous ensemble et déterminons ce qu'on peut faire ensemble. Bien entendu, ce qu'on veut c'est de pouvoir prendre nos décisions selon notre choix. En harmonie, en harmonie avec les Québécois et le Canada, que cela soit l'un ou l'autre, le mémoire vous l'a bien dit tantôt, et dans le respect de chacun.

**M. Brassard:** Je vais vous donner un exemple bien simple, M. Gros-Louis. Le Québec a conclu en 1975 et en 1978, avec les Cris et les Inuit en 1975 et avec les Naskapis en 1978, des conventions qui ont valeur de traité, qu'on appelle familièrement la Convention de la Baie James, et qui est, à mon avis, de façon peut-être imparfaite – cela mérite peut-être d'être, je dirais, amélioré ou bonifié, selon les parties il faudra que ce soit le fruit d'une négociation à ce moment-là – mais qui est à mon avis une forme d'application concrète du principe de l'autonomie gouvernementale, à mon point de vue. Ce qui fait que j'estime que ce n'est pas votre cas, ce n'est pas le cas des Atikamekw-Montagnais, les négociations ont l'air de traîner pas mal d'après ce qu'ils nous disent, ce n'est pas le cas des communautés autochtones situées plus au sud mais celles-là, les communautés autochtones crie, naskapie et inuit, en vertu de conventions ayant valeur de traités signés avec le Québec, entérinées par des lois votées par le Parlement et par l'Assemblée nationale. Les deux Parlements ont cautionné par des lois ces ententes et ces conventions. Est-ce que, pour vous, tout en admettant qu'il s'agit là, sans doute, de quelque chose de perfectible, c'est une forme d'application du principe d'autonomie gouvernementale? Ces communautés-là ont des pouvoirs et une certaine forme d'autonomie.  
(12 heures)

**M. Gros-Louis:** Pour avoir une grande réponse, non.

**M. Brassard:** Non?

**M. Gros-Louis:** Non. C'est que, sans préjudice pour ce que les Cris... C'est de leurs affaires, encore une fois, ce qu'ils ont signé. D'ailleurs, vous les entendez, ils ne sont pas satisfaits non plus. Je dois vous dire que l'entente de la Baie James, ce n'est pas, pour nous, les Hurons, une bonne entente pour les autochtones, absolument pas.

**M. Brassard:** Pour quelle raison?

**M. Gros-Louis:** Pour plusieurs raisons. Écoutez, je ne suis pas ici pour définir l'entente de la Baie James et les Cris. Vous demanderez aux Cris pourquoi. Mais je dois vous dire, je ne sais pas si vous vous souvenez, c'est moi qui étais l'instigateur du procès de la Baie James et

je peux vous dire que, cette entente-là, toutes les autres nations du Québec ne l'ont pas appréciée. Ce n'est pas une base pour faire des négociations pour d'autres.

**M. Brassard:** Pourtant, on y retrouve des cessions de territoire, on y retrouve des reconnaissances des activités traditionnelles, on y retrouve une autonomie en matière d'éducation, de langue, d'environnement, de développement économique également. Alors là, si ce n'est pas une illustration de ce que pourrait être l'application du principe de l'autonomie gouvernementale, ma question première demeure: Qu'est-ce que ça veut dire et quelle forme est-ce que ça peut prendre?

**M. Gros-Louis:** Monsieur, c'est dommage, mais vous n'avez pas l'air de vouloir comprendre encore. Je ne sais pas ce qu'il faut faire pour vous faire comprendre. On veut notre autonomie.

**M. Brassard:** Je comprends ça.

**M. Gros-Louis:** On veut notre autonomie et la même que vous, le Québec, vous recherchez. Vous savez ce que vous voulez, vous autres?

**M. Brassard:** Nous, ce qu'on veut, c'est...

**M. Gros-Louis:** Bien, nous autres aussi on veut la même chose.

**M. Brassard:** Nous, on veut que le Québec...

**M. Gros-Louis:** Ce n'est pas compliqué.

**M. Brassard:** Nous, on veut que le Québec devienne un État souverain.

**M. Gros-Louis:** Il va falloir que vous arrêtez de poser des questions sur ce qu'on veut. Vous savez ce que vous voulez. On veut la même chose. Et avant que vous l'ayez, on veut être respecté et on veut l'avoir. Et quand on parle de souveraineté... On est une nation. Dites-moi quand les Hurons ont perdu leur statut de nation et à ce moment-là, je vous dirai: O.K. On embarque dans votre système au complet.

L'entente que vous avez signée avec la Baie James, vous savez très bien qu'elle est sujette à toutes les lois de la province de Québec. Vous le savez très bien. Mais ce n'est pas ça qu'on veut, monsieur. Ce n'est pas ça qu'on veut. Arrêtez d'être maîtres!

**M. Brassard:** Bon. O.K. C'est correct. Je veux bien vous comprendre. Donc, vous voulez vous soustraire à toutes les lois du Québec.

**M. Gros-Louis:** Monsieur, ce n'est pas ça que j'ai dit non plus.

**M. Brassard:** Ah bon!

**M. Gros-Louis:** Je vous ai dit qu'on va s'asseoir ensemble. Il y a certaines lois qu'on va administrer ensemble et il y en a d'autres... Ce n'est pas vous qui allez venir me dire qui est Huron et qui ne l'est pas, comme ça se fait aujourd'hui. Ce n'est pas vous qui allez nous dire que ce morceau de terrain...

**M. Brassard:** C'est en vertu de la Loi sur les Indiens, ça.

**M. Gros-Louis:** C'est ça. Mais vous pouvez peut-être l'adopter, vous aussi.

**M. Brassard:** On verra.

**M. Gros-Louis:** Vous pouvez en faire une à peu près pareille. On ne sait pas.

**M. Brassard:** Bien, ce n'est pas parti comme ça.

**M. Gros-Louis:** Bon, eh bien, on s'assoira ensemble. C'est ça, monsieur, vous posez des questions qui devraient avoir une réponse quand on s'assoira ensemble pour en discuter. Je crois que c'est le meilleur moyen. Et on est prêt à s'asseoir pour en discuter.

**M. Brassard:** Est-ce que vous êtes...

**M. Gros-Louis:** Si on ne s'entend pas à ce moment-là, bien là, on s'entendra pas et...

**M. Brassard:** Est-ce que vous vous êtes assis depuis que l'Assemblée nationale a adopté la résolution de 1985? Vous êtes-vous assis à une table avec le gouvernement?

**M. Gros-Louis:** On est assis présentement. On est assis présentement. Ça ne va pas à la course, mais on est assis et ça a l'air qu'on va commencer à négocier. Remarquez bien que, même en 1985, quand cette résolution-là a été passée, on ne s'est pas plus assis avec l'autre gouvernement qui était là qu'avec celui qui est là.

**M. Brassard:** On n'a pas été là longtemps après.

**M. Gros-Louis:** Bien non, mais c'est ça...

**M. Brassard:** La démocratie.

**M. Gros-Louis:** Ha, ha, ha! Je ne veux pas prendre un parti ou l'autre, mais je vous dis que...

**M. Brassard:** Non, parce que vous ne votez pas.

**M. Gros-Louis:** C'est ça. Parfait.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Gros-Louis:** Absolument. Non, mais vous me posez la question: Est-ce que vous vous êtes assis? Bien, on a eu de la difficulté à s'asseoir.

**M. Brassard:** Mais, là, est-ce que vous êtes assis? C'est ça que je vous posais comme question.

**M. Gros-Louis:** Présentement? C'est parce que vous m'avez dit: Depuis la résolution.

**M. Brassard:** Oui.

**M. Gros-Louis:** Alors, avec ni l'un ni l'autre, ça n'a été vite.

**M. Brassard:** Mais vous êtes assis?

**M. Gros-Louis:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Je dois vous interrompre, même si c'est bien intéressant, puisque le temps du parti de l'Opposition est écoulé. Alors, je céderais la parole au ministre délégué aux Affaires autochtones. M. le député de Laurier.

**M. Sirros:** Merci, M. le Président. À mon tour, j'aimerais souhaiter la bienvenue au chef Gros-Louis et les autres représentants de la nation huronne. J'aimerais peut-être poursuivre dans la même voie en commençant par le même point de départ, du député de Lac-Saint-Jean, peut-être pour aboutir ailleurs mais... Vous avez dit très clairement et vous l'avez répété à maintes reprises que, pour vous, l'important, que ça soit dans le cadre canadien, que ça soit dans le cadre d'un Québec souverain, ce sont les intérêts de la nation huronne que vous voulez défendre donc, de négocier – s'il faut le faire à un moment donné vis-à-vis d'un Québec souverain – la reconnaissance de ces droits-là. En même temps, vous posez une question. Je ne peux pas imaginer, moi, que la nation huronne ou toute autre nation autochtone qui accepterait de négocier avec un Québec éventuellement souverain demanderait moins que ce que les autres autochtones demandent ou demanderaient au Canada avec lequel, actuellement, il y a un processus d'engagé. Ai-je tort? Pouvez-vous voir que vous allez exiger moins dans une éventuelle négociation avec un Québec hypothétiquement souverain que ce que l'ensemble de vos frères et soeurs autochtones des autres nations demandent du Canada? Si je me place dans vos mocassins, je demanderais probablement plus.

**M. Gros-Louis:** On ne demandera pas plus, monsieur. On va demander exactement la même

chose qu'on demande. Ce sont les mêmes mocassins qu'on va chausser.

**M. Sirros:** Au moins. Donc, au niveau de la position que prendrait la nation huronne vis-à-vis d'un Québec indépendant, ça serait exactement au minimum, exactement la même position que prennent actuellement les autres nations autochtones vis-à-vis du gouvernement du Canada...

**M. Gros-Louis:** Au moins.

**M. Sirros:** ...donc, vous seriez, à ce moment-là, solidaires avec toutes les autres nations autochtones dans tout le reste du pays.

**M. Gros-Louis:** Pas nécessairement.

**M. Sirros:** Ha!

**M. Gros-Louis:** Pas nécessairement, je l'ai dit tout à l'heure. Chaque nation est une nation, et on se dit souveraines, et chaque nation devrait négocier pour elle et à sa manière. Pour vous dire, on va demander au moins ce qu'on demande déjà au gouvernement fédéral. Parce que nos revendications qu'on a faites, qu'on les fasse avec le fédéral ou qu'on les fasse avec le provincial, on croit que nos revendications ont été bien étudiées, sont valables et sont vraies.

**M. Sirros:** Oui mais je parle au niveau, par exemple, de la reconnaissance du droit à l'autonomie gouvernementale, que ça soit inhérent ou autrement.

**M. Gros-Louis:** Ce sera certainement inhérent.

**M. Sirros:** Actuellement, il y a des négociations en cours entre les nations autochtones et le reste du pays, l'ensemble du pays, vis-à-vis de ce genre de reconnaissance, l'inscription d'un certain nombre de droits dans une Constitution canadienne renouvelée. Donc, si je me mets à votre place, dans l'éventualité d'un Québec souverain, j' imagine que vous allez, en tout cas, vous concerter assez étroitement avec ce que les autres nations autochtones demandent vis-à-vis de l'autre gouvernement, ou de l'autre pays parce qu'il y aurait à ce moment-là deux pays, et je ne peux envisager que vous, vous pourriez retourner à votre nation pour conclure une entente avec un Québec indépendant qui donnerait moins de reconnaissance que ce qu'auraient les autres nations vis-à-vis le reste du pays.

**M. Gros-Louis:** On ne demandera certainement pas moins, M. le ministre. Certainement pas.

**M. Sirros:** Donc, il y aurait quand même un

lien entre vous et les autres nations autochtones dans le reste du pays, indépendamment de ce qui arrive sur la scène politique.

**M. Gros-Louis:** Sur des sujets spécifiques.

**M. Sirros:** O.K.

**M. Gros-Louis:** Mais pas sur toute la ligne.

**M. Sirros:** L'autre point de discussion que j'aimerais aborder c'est toute la question de, à l'intérieur et à l'extérieur des lois, l'application ou non des lois, quelles lois vont s'appliquer, etc. Quand on négocie pour faire reconnaître un certain nombre de droits dans une constitution, au départ, on accepte qu'on est sous le même chapeau, n'est-ce pas? C'est-à-dire qu'on accepte une grande loi qui est la Constitution, de laquelle découlent, par la suite, les autres lois qui trouvent leur application dans le concret et dans le quotidien.

**M. Gros-Louis:** Parfait, M. le ministre. Mais ce même chapeau-là, on va l'acheter ensemble, hein! Le chapeau, on va l'acheter ensemble puis s'il ne fait pas, on va le mettre à la grandeur qu'il faut ou à la couleur qu'il faut. Et la constitution du Québec, s'il se sépare, eh bien, on pourra s'asseoir ensemble et la faire ensemble cette constitution-là. O.K. Si ce n'est pas, ça ne sert à rien de faire une constitution qui va venir brimer une des premières nations, les Hurons.

**M. Sirros:** Je ne me suis peut-être pas fait comprendre, chef Gros-Louis. Ce que je veux dire, c'est qu'à partir du moment où on accepte de discuter, comme c'est le cas actuellement, entre l'Assemblée des premières nations, par exemple, et le gouvernement fédéral et les provinces, on accepte de discuter l'inscription, dans une Constitution canadienne, la reconnaissance d'un certain nombre de droits. Ça veut dire, à ce moment-là, qu'on accepte de faire partie de l'ensemble du pays, d'un pays, indépendamment duquel. Et, à ce moment-là, il s'agit de négocier, par la suite, j'imagine, l'application, dans le concret, par le biais d'ententes, des droits reconnus dans la Constitution. Est-ce que vous le voyez de la même façon ou voyez-vous une constitution autochtone à côté d'une Constitution canadienne ou québécoise? C'est-à-dire, est-ce qu'on parle, nécessairement, de choses complètement séparées?

**M. Gros-Louis:** Si vous voulez voir comment je vois ça, moi... D'abord, premièrement, il n'y aura pas une constitution autochtone.

**M. Sirros:** O.K. Alors, il y aura la constitution d'un pays, que ce soit le Canada, que ce soit le Québec.

**M. Gros-Louis:** Un instant. Il y aura une constitution huronne. Il faut toujours que vous pensiez que vous avez signé des traités avec les différentes nations et, à ce moment-là, vous avez reconnu ces nations comme des nations souveraines. Alors, on est, la nation huronne, on est une nation souveraine, à partir de là, on définit. Quand on parle de faire reconnaître, dans la Constitution du Canada, des droits autochtones ou des droits des Indiens, moi, je dois vous dire que je ne suis pas Canadien, je le dis partout et je le redis encore. Je n'ai jamais voté, je n'ai jamais perdu mon statut de Huron et je demande aux gens: Quand vais-je avoir mon statut canadien et qui l'a demandé pour moi?

Alors, la Constitution du Canada, c'est la Constitution des Canadiens. Ce qu'on leur demande, c'est de mettre dans leur Constitution, pour dire à leurs membres, les Canadiens: Attention, les Indiens ont des droits. Et c'est pour le dire à leurs Canadiens, pas le dire aux Hurons, pour que les Canadiens respectent cette Constitution qui dit: Oui, les Indiens ont des droits. C'est comme ça que je le vois, mais cette Constitution-là ne m'appartient pas.

**M. Sirros:** On peut essayer de s'entendre sur les mots. Est-ce que pour vous, "nation" veut nécessairement dire "pays"?

**M. Gros-Louis:** Ça veut dire "nation" et peut-être "pays".

**M. Sirros:** "Peut-être" et "nécessairement", ce n'est pas la même chose. Ma question: Est-ce que "nation" veut nécessairement dire "pays"? Est-ce que chaque nation doit nécessairement avoir un pays?

**M. Gros-Louis:** Pas nécessairement, mais il va falloir avoir une partie de terrain qu'il va falloir exploiter nous autres mêmes. Et sur ce terrain, pourquoi ne nous entendrions-nous pas à deux ou à trois pour l'exploiter?

**M. Sirros:** Pourquoi pas? C'est pour ça qu'on est assis à la même table.

**M. Gros-Louis:** Bon. C'est ça, exactement.

**M. Sirros:** Comme vous avez dit, tout à l'heure, pour définir les paramètres d'une autonomie, la gestion du territoire, l'étendue, etc. Mais ma question n'était pas celle-là. Ma question était: À partir du moment où vous acceptez de dire que chaque nation ou chaque peuple – parce que pour moi, on peut, peut-être, faire une équivalence entre les deux – n'est pas nécessairement érigé en pays, à ce moment-là, on a une constitution d'un pays qui peut définir les règles du jeu pour la coexistence de plusieurs peuples au sein de ce pays.

(12 h 15)

**M. Gros-Louis:** Ça pourrait être ça.

**M. Sirros:** Bon. Et au préalable, vous avez dit que...

**M. Gros-Louis:** Mais à une condition: qu'on soit bien dedans.

**M. Sirros:** Ça, je pense que c'est la condition que tout le monde veut.

**M. Gros-Louis:** Bon, parfait.

**M. Sirros:** Y inclus le Québec. À ce moment-là, on s'entend qu'on a une grande loi du pays. Donc, tout le monde est, par exemple, sous les mêmes droits fondamentaux. Je pense à la Charte des droits et libertés. J' imagine qu'on peut s'entendre sur certains droits universels, qu'on soit Huron ou peu importe notre origine ethnique. Il doit y avoir, j' imagine, un certain nombre de droits que vous acceptez comme étant universels. Si c'est oui, ce seraient lesquels?

**M. Gros-Louis:** J'aimerais que M. Bernard Cleary explique un peu, quand on parle... On sait que les lois internationales évoluent un peu. J'aimerais qu'il dise quelques mots sur ça, s'il vous plaît.

**M. Cleary (Bernard):** Merci. Je veux juste ajouter un point. Je pense que ce sont des termes, et surtout le terme "souveraineté", où il s'agit de voir ce qui se passe à travers le monde pour sentir une évolution dans le terme "souveraineté", et se camper dans une définition qui m'apparaît restreignante à ce moment-ci, il me semble qu'on se fermerait des portes énormes. Lorsque le grand chef parle de souveraineté, il n'exprime pas clairement si c'est une souveraineté interne ou une souveraineté externe, ce qui est déjà une nuance énorme. Lorsqu'il parle de souveraineté, il exprime que c'est un attachement à la terre parce qu'une souveraineté, il faut toujours bien que ça existe sur quelque chose, mais il n'exprime pas clairement à ce moment-ci si cet attachement à la terre n'est pas qu'un titre de propriété reconnu à l'intérieur d'un tout. Il exprime un attachement à la terre. Donc, ce qu'on veut exprimer et je pense que le grand chef l'exprime clairement, ce qu'on veut exprimer, c'est de s'asseoir avec les gouvernements, quels qu'ils soient, pour définir ce qu'on pense sans avoir cette espèce de carré de sable - O.K.? - où on nous dit: Jouez à l'intérieur de ce carré de sable.

Comme M. Brassard disait tantôt, si on était d'accord avec les Cris de la Baie James, je vous dirais simplement qu'en 1975, c'était une convention qui avait une certaine allure. Mais on est en 1992. J'espère que, de 1975 à 1992, il y a eu une évolution dans la compréhension des droits autochtones. Sans ça, on a un problème

majeur. Donc, ne venez pas nous demander d'être d'accord avec ce qui s'est passé en 1975, ne serait-ce que l'évolution constitutionnelle de la discussion sur les droits inhérents à l'autonomie. Donc, c'est ça qui doit être pris en considération et, moi, je pense, pour terminer, que la meilleure solution, c'est ce qu'on vous offre depuis le début et ce qu'on essaie de faire, c'est de s'asseoir et de définir ensemble quel va être notre statut, le statut huron à l'intérieur ou à l'extérieur de quoi que ce soit.

**M. Sirros:** Oui?

**M. Gros-Louis:** Alors, si vous permettez, je voudrais rajouter, dans la même idée que M. Cleary vient de dire. Nous avons suivi et nous suivrons toujours l'évolution, mais nous aurons toujours en tête une chose: les droits collectifs et non les droits individuels de ma nation. On se bat pour les droits collectifs d'une nation et non pour des droits individuels.

**M. Sirros:** Mais il y a les deux et je pense qu'on doit trouver un équilibre. À partir du moment où on reconnaît l'existence, au Québec en particulier par la résolution de l'Assemblée nationale, des nations distinctes, autochtones, en nommant entre autres la nation huronne, il me semble... Je suis d'accord qu'il faut qu'on définisse un certain nombre de droits collectifs, si on peut, qui vont assurer qu'on va pouvoir appliquer la résolution qu'on a adoptée, entre autres. Mais il y a également les droits individuels, et il y a également toute la question de l'application des lois au niveau des collectivités qui vivent ensemble. Par exemple, vous connaissez depuis fort longtemps l'existence, par exemple, du code criminel, de notre code criminel, du code criminel actuel. Est-ce que c'est un exemple que - vous le connaissez - est-ce que c'est quelque chose dont vous pouvez dire: On accepte de vivre avec ça, nous aussi, on ne veut pas un code criminel séparé, on ne veut pas un code criminel autre que celui qui régit l'ensemble des gens qui habitent dans le pays?

**M. Gros-Louis:** Vous citez un bon exemple, mais votre code criminel adapté aux Hurons.

**M. Sirros:** Ça, ça peut se faire par des négociations.

**M. Gros-Louis:** Parce que, écoutez, il faut vous dire une chose: Un bandit chez vous, c'est un bandit chez nous.

**M. Sirros:** O.K.

**M. Gros-Louis:** Correct, ça? O.K.? Bon! Mais on veut quand même avoir une certaine autonomie sur nos gens et les gens qui viennent sur la réserve, qui viennent dans notre pays



qu'on aura, là.

**M. Sirros:** Est-ce que, dans l'entente qu'on a signée récemment, que vous avez signée, plutôt, avec le gouvernement fédéral, non pas avec le gouvernement du Québec – et on peut revenir sur ça aussi, si vous voulez...

**M. Gros-Louis:** Oui, oui.

**M. Sirros:** Est-ce qu'il n'y a pas lieu, là... un des sujets n'est-il pas toute la question de l'application de la justice?

**M. Gros-Louis:** Oui et non. Attention! L'entente qu'on a signée, c'est une entente qui dit que le gouvernement fédéral promet de s'asseoir...

**M. Sirros:** De discuter.

**M. Gros-Louis:** ...et de discuter, et nous, on signe. C'est tout ce qu'on a signé. On a...

**M. Sirros:** Exactement.

**M. Gros-Louis:** Ah! bon. O.K.

**M. Sirros:** Mais je veux dire; vous avez là la preuve...

**M. Gros-Louis:** Mais il ne faudrait pas, c'est parce qu'il ne faudrait pas laisser entendre devant les autres qu'on a signé une entente qui s'applique sur la justice.

**M. Sirros:** J'aime beaucoup l'échange, M. le chef.

**M. Gros-Louis:** Oui, oui. Ha, ha, ha!

**M. Sirros:** Mais il faut aussi me permettre de mettre les choses sur la table. Tout ce que je voulais dire, c'est que, il y a là la preuve, il me semble, qu'il y a une volonté de discuter de l'application...

**M. Gros-Louis:** Exactement. De tout ça.

**M. Sirros:** ...de tout ça. Donc, ce que vous recherchez, vous l'avez.

**M. Gros-Louis:** Au moins de la part des Hurons. Ouf? Ha, ha, ha!

**M. Sirros:** Donc, on n'est pas si loin. Je sais que mon collègue avait peut-être une question qu'il voulait poser, ou...

**M. Maciocia:** Si vous voulez, oui.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger, oui. Je vous en prie.

**M. Maciocia:** J'avais une question, M. Max Gros-Louis. Premièrement, j'aimerais vider cette question de l'autodétermination. Vous parlez de l'autodétermination du peuple huron, que vous avez droit à cette autodétermination, et vous exigez des garanties de votre propre souveraineté dans votre mémoire. Ma question est très simple. Qu'est-ce que vous voulez dire par droit à l'autodétermination, est-ce que vous allez jusqu'à dire que vous voulez avoir une sécession?

**M. Gros-Louis:** Alors, excusez-moi. Par sécession, vous voulez dire séparation?

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Gros-Louis:** Non. Non. Je crois que, dans mon mémoire, et j'ai essayé de bien l'expliquer, on veut travailler autant avec le Canada, si c'est le Canada, si c'est un nouveau Canada, ou si c'est un nouveau Québec. On veut travailler en bon voisinage, on sait très bien qu'on vit avec les Québécois et les Canadiens et eux vivent avec nous. Et on veut vivre ensemble et travailler ensemble, mais faire nos propres choix dans certains domaines, ça sera pas... Aimeriez-vous ça, Québec, si vous vous séparez, là, que le Canada vienne dire: Québec, un Québécois, quand tu marieras une Italienne, à la deuxième génération, tu n'es plus Québécois? Si vous êtes un pays, aimeriez-vous qu'on vous fasse ça?

**M. Maciocia:** Je comprends.

**M. Gros-Louis:** C'est ce qu'on nous fait présentement, et ça, on ne l'acceptera pas. On veut avoir notre juridiction, on veut avoir en main nos propres institutions, et c'en est une. Notre citoyenneté, c'est à nous de décider qui est Huron et qui ne l'est pas.

**M. Maciocia:** Parfait. Mais vous n'allez pas jusqu'à la sécession, c'est ça.

**M. Gros-Louis:** Non, non.

**M. Maciocia:** Parfait. Ma deuxième question est celle-ci, M. Max Gros-Louis. Vous avez dit, tantôt, qu'avant que le Québec décide de son destin, il faudrait régler le problème des Hurons, avant.

**M. Gros-Louis:** Ça nous prend des garanties, oui monsieur.

**M. Maciocia:** Admettons que le Québec, démocratiquement, décide de devenir un État indépendant, sans que les problèmes ou les droits des Hurons soient réglés avant, quelle serait votre réaction à cette prise de position démocratique du peuple du Québec d'aller vers l'indépendance du Québec?

**M. Gros-Louis:** Je vais vous dire que, présentement, je ne crois pas que le Québec a le droit de se séparer sans, auparavant, régler la question des premières nations sur le territoire québécois.

**M. Maciocia:** Mais, admettons que le Québec, vous savez qu'il y a la loi 150, qui prévoit un référendum d'ici le 26 octobre sur la souveraineté du Québec, admettons qu'il y ait un référendum le 26 octobre, que le Québec, démocratiquement, décide d'y aller pour la souveraineté du Québec, et les droits du peuple huron ne sont pas réglés, quelle va être votre réaction le lendemain du référendum?

**M. Gros-Louis:** Bon, on verra, à ce moment-là. On va certainement se défendre, mais j'espère bien que les Québécois vont comprendre avant de se rendre là.

**M. Maciocia:** Vous allez vous défendre dans quel sens, de quelle façon?

**M. Gros-Louis:** Bien, on verra, à ce moment-là.

**M. Maciocia:** Vous n'avez aucune idée?

**M. Gros-Louis:** On a des idées, mais il ne faut pas tout vous dire.

**M. Maciocia:** Est-ce qu'on pourrait...

**M. Gros-Louis:** Il ne faut pas tout vous dire ici, là.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Maciocia:** Est-ce qu'on pourrait les partager?

**M. Gros-Louis:** À un certain moment, si on est rendu là, on les partagera.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, auparavant, si vous me permettez une question, pour mon édification personnelle, parce que je suis peut-être le plus ignorant des ignorants ici, il y a combien de Hurons-Wendat dans le Québec?

**M. Gros-Louis:** 2500, qui font partie de la nation huronne. Au village des Hurons, il y en a à peu près 1100 sur la réserve. Pourquoi il n'y en a pas plus que ça? C'est parce que la réserve était beaucoup trop petite et qu'on ne pouvait pas les recevoir chez nous. Il y en a, bien entendu, à travers le Québec, à travers le Canada, et il y en a même quelques-uns aux États-Unis. Mais, il faut aussi vous dire que la Nation Huronne-Wendat a aussi 6000 membres et

plus aux États-Unis, qui font partie des Wendots.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien.

**Une voix:** De la même nation.

**Le Président (M. Bélanger):** Pour ma plus grande compréhension. Puisque vous revendiquez le droit de définir qui serait Indien, vous dites que ce n'est pas correct de dire qu'après deux générations on ne l'est plus, c'est que vous avez derrière la tête une vision, une pensée quelconque. Ça regrouperait combien d'Indiens ou de gens qui pourraient être inclus dans vos statistiques là, si on faisait ce calcul-là?

**M. Gros-Louis:** Bon, si on parle de nation et puis si on parle de citoyens... Il y a un code d'appartenance qu'on est après monter bien entendu et, présentement, on doit vous dire qu'avec la Loi sur les Indiens, vous avez des Indiens purs qui ne sont pas Indiens, vous avez des Indiens qui n'ont aucunement de sang indien et qui sont Indiens, Indiens même purs si vous voulez parler de... Parce que maintenant, il y a des C-1, des C-2 et des C-0, là. C'est une loi de fous. Je le redis encore. Puis c'est un génocide, je le redis encore et puis je le maintiens. C'est qu'il y a des gens, si vous étiez un... à un âge plus jeune un peu...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie! Est-ce que ça paraît tant que ça?

**M. Gros-Louis:** Non, non, non. Attention. Je n'ai pas dit moins vieux. J'ai dit plus jeune. Ha, ha, ha! C'est que je pourrais vous adopter et vous deviendriez un Indien plus Indien que les enfants de mes enfants. Alors, dans notre code d'appartenance, si une femme marie un Huron, pourquoi elle ne deviendrait pas Indienne et Huronne et les enfants Hurons? Ça peut être ça. Mais on est après faire notre code d'appartenance et puis on va bien définir qui ferait partie de la nation huronne. Et je crois que si on regarde les Canadiens, et bien un Canadien, c'est n'importe qui qui veut être Canadien.

Et chez nous, présentement, on doit vous dire, même si ce n'est pas nous qui contrôlons ça, même si le gouvernement à travers la Loi sur les Indiens essaie de ne pas avoir trop d'Indiens, et bien on a quand même comme je vous ai dit des gens de race jaune, des gens de race noire, des gens de race blanche qui ne sont pas Indiens du tout, mais qui le sont par statut. Ils font partie de la nation huronne.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors... Mais pour l'adoption, vous savez, il n'y a pas de problème d'âge, hein.

**M. Gros-Louis:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous mentionne ça, la Loi sur l'adoption ne fait pas mention d'âge. Alors, M. le ministre s'il vous plaît.

**Une voix:** Ça a toujours été de même.

**M. Sirros:** Le mot de la fin, peut-être, M. le Président. Chef Gros-Louis, moi, j'aimerais peut-être conclure sur l'affirmation que je crois qu'il n'y a à peu près personne qui met en doute la nécessité de revoir, de réviser, toute la relation fondamentale entre les autochtones et les autres habitants de ce territoire. Personne ne met en doute, je crois bien, la nécessité de revoir tout ce fait, actuellement, qu'il y a des gens qui vivent sous la tutelle d'une loi spéciale qui a été adoptée il y a bien longtemps pour bien d'autres raisons, mais on ne les qualifiera pas ici pour ne pas ouvrir de débat parce qu'on est à la fin de cette présentation.

Je retiens de vous la déclaration que vous avez faite au mois d'octobre, quand on a déposé la problématique telle qu'on la voyait par rapport à la relation, quand vous avez dit: C'est la première fois qu'un gouvernement met sur la place publique, de façon aussi bien – je pense que c'étaient vos mots...

**M. Gros-Louis:** Il corrige.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Sirros:** Merci. Vous me corrigerez après, si vous le voulez. Dans le sens que les enjeux étaient clairement identifiés, la problématique était bien présentée. Nous sommes engagés, je crois bien, dans un processus qui devrait nous permettre, ici au Québec tout au moins, de définir le cadre des relations qu'on veut avoir ensemble parce que le mot que je retiens aussi de votre présentation, c'est "ensemble". Pour le reste, je retiens le fait que nous devons nous parler plus souvent et, en tout cas, vigoureusement pour bien saisir ce qu'on entend exactement par un certain nombre de mots. Comme j'ai pu le constater, finalement, ce n'est pas nécessairement un système parallèle que vous cherchez à ériger, mais plutôt une conciliation et une réconciliation à l'intérieur d'un ensemble qui pourrait fonctionner en harmonie.  
(12 h 30)

Pour ça, au nom des membres du gouvernement tout au moins, je vous remercie pour votre présence et votre présentation. Vous êtes toujours présent lors de ces débats, ce qui nous permet d'avancer, effectivement, la compréhension des enjeux. Merci bien.

**M. Gros-Louis:** J'aimerais juste ajouter quelque chose, M. le ministre. C'est qu'il ne

faudrait quand même pas attendre d'avoir fini une étude à travers toutes les premières nations avant de commencer à négocier avec celles qui sont prêtes. J'en reviens à vous dire que les Hurons sont prêts à s'asseoir et à négocier. Merci. Messieurs dames, encore une fois...

**Le Président (M. Bélanger):** Retenez vos conclusions, monsieur le chef. J'aimerais plutôt demander à chaque partie de nous donner ses conclusions et on ira à vous en dernier. On dit à tout seigneur tout honneur. Alors, aujourd'hui, vous serez notre seigneur, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Simplement pour apporter une précision, M. le chef Gros-Louis, faisant suite aux questions posées par mon collègue de Viger sur un référendum qui pourrait être favorable à la souveraineté du Québec, quelque part à l'automne 1992, en vertu de la Loi 150, si ça, ça se produisait, il faut quand même rappeler que dans la loi même, il y a un délai d'un an avant que la souveraineté devienne effective. Le moment du référendum où la décision est prise, supposons qu'elle est favorable, il y a un délai d'un an prévu dans la loi avant que la souveraineté ait un caractère effectif. Ce qui veut dire que si avant on ne s'est pas entendu sur ce que doit comporter une constitution d'un Québec souverain concernant les autochtones, il reste que ça pourrait être, je dirais, parachevé même après la décision référendaire puisque il y a là un délai d'un an qui pourrait être utile pour bien s'entendre sur ce qui apparaîtrait dans la constitution concernant les droits des autochtones. Tout en souhaitant, bien sûr, que cette entente-là ait eu lieu avant qu'on procède au scrutin référendaire.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le chef, êtes-vous capable de retenir votre conclusion. M. le ministre.

**M. Sirros:** Je pensais que j'avais conclu, mais, M. le Président, encore une fois, merci pour la présentation. Je pense que les occasions qu'on a pour approfondir les positions des uns et des autres nous permettront, j'espère bien, d'arriver à une solution acceptable, mutuellement.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le chef, la parole est à vous, pour la conclusion.

**M. Gros-Louis:** Alors, merci beaucoup, M. le Président. Je voudrais quand même répondre à la question qui est très importante. Bien entendu, il va falloir avoir une garantie. On sait très bien qu'avant que le référendum se fasse, on ne pourra pas régler tous les petits points et toutes les questions. Mais il va falloir, certainement,

avoir des garanties où on pourra les régler, ces points-là. Et c'est ce qu'on recherche.

Alors, je vous remercie beaucoup et j'espère que vous allez lire attentivement ce mémoire. On l'a fait, on vous l'a dit, dans l'esprit d'avoir des relations futures, et que ça soit un petit pays, un plus grand pays, un moyen pays, mais qu'on s'entende bien, et que le Grand Esprit nous bénisse dans tout ça.

Merci beaucoup.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le chef, au nom de la commission, je voudrais vous remercier aussi pour votre présentation empreinte de beaucoup de sympathie et de réalisme. Et là-dessus, je nous souhaite à tous, je pense, bonne chance. Alors, sur ce, nous suspendons les travaux jusqu'à 14 heures. Merci.

(Suspension de la séance à 12 h 34)

(Reprise à 14 h 10)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Est-ce que chacun veut bien prendre sa place? Bien. Alors, cet après-midi... S'il vous plaît! Cet après-midi, nous recevons le professeur David Laidler, qui est actuellement professeur en économie, professor of Economics at the University of Western Ontario. Il est aussi au C.D. Howe Institute. Alors, M. Laidler, si on veut maintenant, résumer son curriculum vitae, qui est aussi très impressionnant. Je vous invite, particulièrement, à voir le nombre de publications et de livres et d'éditoriaux qu'il a écrits, le nombre de reconnaissances scientifiques, aussi, qu'il a reçues. Alors, actuellement, il est professeur à temps plein à la London School of Economics. Il était aux University of California at Berkeley, the University of Essex and the University of Manchester, before coming to Canada, in 1975.

He also held visiting appointments at Stanford University, Brown University, the Stockholm School of Economics, the University of Konstanz, the Reserve Bank of Australia, Monash University and Flinders University. Le professeur Laidler est un spécialiste des questions monétaires et de l'histoire de l'économie. Il est auteur de six volumes sur le sujet et de très nombreux articles. Ses dernières publications sont: "Taking Money Seriously", au MIT Press, et "The Golden Age of the Quantity Theory" au Princeton University. Le professeur Laidler est aussi un "fellow" de la Société royale canadienne et a été président de la Canadian Economics Association.

Alors, pour faire un résumé très court, professeur Laidler, nous sommes très heureux de vous recevoir cet après-midi. Vous avez une demi-heure pour présenter votre point de vue et, par la suite, il y aura échange avec les parlementaires. Donc, la parole est à vous.

### Exposé de M. David Laidler

**M. Laidler (David):** Merci, M. le Président. Cet après-midi, nous discuterons de choses très compliquées et difficiles. Je pense que c'est important que quand je dis quelque chose, je dis ce que je veux dire et je regrette, en français, c'est impossible, parce que mon français, c'est le produit d'un lycée anglais. So, I will speak English with your permission, and I thank you for that, and arranging the translation.

**Le Président (M. Bélanger):** No problem, we have got a translation system.

**M. Laidler:** I have written a pamphlet with my colleague William Robson, of the C.D. Howe Institute on this issue, and I shall largely speak of the issue, speak of the material in that pamphlet. I am not sure that I will need a whole half hour, but I dare say that we will be able to fill the available time with discussion, with these very contentious matters.

Let me explain first, without claiming to be an expert on constitutional affairs at all, in general, how I see the more general picture, because I think that probably colors the way in which I approach the monetary details of the issue. First, I am not one of those people that believe that cultural, linguistics, social tensions are ever solved once and for all. I believe that politics exists to cope with those tensions and to manage them. So that I do not believe that the process that we are now going through in Québec and the other provinces of Canada is a process that will ever come to an end. Even if Québec were to become sovereign, Québec would still be on the border of Ontario and still be on the border of New Brunswick and we would still be living side by side with one another.

(14 h 15)

In order to manage these kinds of difficulties as well, I have a strong, though perhaps not very professionally, well informed belief in decentralisation, delegation. I believe in competitive experimentation in government, and I am very much not an advocate of a strong central government, either for Canada, as it now is, or for the rest of Canada, in the event of Québec's secession.

That does not mean that I am very sympathetic to Québec's sovereignty. I very much would like Québec to remain a part of the Canada that I came to. I valued the diversity of Canada when I decided which country to move to and I still do. Now, this, perhaps, colors my views on what is possible and what is desirable on the monetary front.

Let me begin with a brief discussion of general principles, and then go on to discuss the way in which those principles would apply to monetary arrangements, in the event of Québec becoming a sovereign State. Let us begin with

the functions of money. There are two functions that are particularly important to our current discussion. Money is, first of all, a unit of account. It is the dollar, it is the unit in which we state prices, keep our books, draw up our debt contracts, and so on. That last function, that last subset, the drawing up of debt contracts, is sometimes referred to by economists as the role of a standard of deferred payment, and it is, of course, particularly important when we consider the likely repercussions on capital markets of Quebec's sovereignty. So, I think it's important to split out that standard of deferred payment function.

Money's second role, of course, is that it is a means of exchange. We receive our bills, we pay our bills, we receive our tax bills, we pay our taxes, and so on, in Canadian dollars, with Canadian dollars, which are either the small change of the system, physical banknotes, dollar bills, ten-dollar bills, twenty-dollar bills, or bank accounts transferable by check. Money is often also referred to as a store of value, and I suppose one can hold one's wealth over time in checkable bank accounts, but I think what is important from the store of value point of view is that we denominate many debts in the unit of account money, rather than that we hold money itself as a store of value. Now, you do not need a long story from me about the advantages of using money for these matters. The costs of barter are horrendous, the costs of calculating relative prices without a common unit of account would be absolutely dreadful. There is a very funny little section from a nineteenth century English textbook, in our pamphlet about a concert singer getting paid in animals and fruit in the Society Islands, and it is just a lovely warm paragraph illustration of the problems. When one approaches monetary theory from this point of view, the question is not, the question that really arises is, if money is so economical and so useful and cuts down so many costs, why is there more than one money in the world that we live in. The answer to that question comes in two parts. The first is that the monetary system will not quite manage itself; it needs some kind of collective institutions and political power behind it, and by and large political power resides at the level of the Nation State. So the question really arises: Why the Nation States stick with their own money and not cooperate in some kind of supernational organization to have one world money?

One can make a little list of what the individual Nation State gets out of having its own money. First, symbolism. The national money is a symbol of national sovereignty and some commentators have from time to time thought of this as being very important. I do not believe it is an issue, particularly in the current debate in Canada or in Québec, but we can come back to it if you wish. The second is more practical. It

is the matter of seignorage. The profit that the government can make from getting the general public to hold government debt in the form of non-interest-bearing money rather than interest-bearing government bonds. A rough measure of this in Canada is the profits of the Bank of Canada and you have to make a little allowance for the mint as well, but somewhere between 2 400 000 000 \$ and 2 600 000 000 \$ in 1990 is an estimate of seignorage at the moment. That is not a trivial sum. It is not something to be totally ignored.

But I think it is in the matter of economic policy, in the area of economic policy, where people would agree that the big questions about the advantages of individual national currencies arise. And, in order to exploit these advantages, let me say immediately that a country needs not just its own currency but also needs at least to be willing to allow the exchange rate of that currency against foreign currencies to fluctuate. If it is not willing to do that, it cannot get the advantages that I am going to talk about.

The first of these has to do with the ability of the economy to adjust to so-called "real shocks" coming to it from the outside world. In terms of Canadian economic history, what I mean by this are mineral booms, fluctuations in the rate of foreign investment in Canada. And the problem here is that some real shocks impoverish a country. If the rate of foreign investment goes down, or the price of mineral exports goes down, Canadian real incomes have to fall. And there is two ways of getting Canadian real incomes to fall, one is to drive down Canadian money incomes to drive down wages, and the other is to allow prices to rise, holding money wages constant, therefore reducing real incomes that way. Now a flexible exchange rate that can depreciate and is allowed to depreciate is a good way of lowering real incomes without going through the sometimes painful and difficult business of forcing down money wages through decentralized contracting, strikes, and all the rest of it.

Whether this is a large advantage or not depends upon the extent to which people involved in wage bargaining can see through the trick that is being played upon them when the exchange rate is used to change their real incomes. And it is, I think, generally agreed, I do not think it is controversial among economists, that this is more of an advantage for large, complicated, rather closed economy than it is for a small and very open economy. In small and very open economies, people get pretty good pretty quickly at understanding the consequences of what the exchange rate is going to do to their own real purchasing power. And this advantage begins to disappear.

The final advantage, and I think the really big one, of keeping a national currency is that it enables the people running the national currency

to control the domestic inflation rate. Now, I am not one of those economists who believe that there are big long-term gains in employment or really economic growth to be had from increasing the inflation rate. I think that those gains are transitory and probably, in the longer run, damaging. Nevertheless, inflation is an important phenomenon. It affects everyone. In a democracy, you would like the people who are being affected by inflation to have some ultimate say over the inflation rate that is impinging on them, and this can only be achieved if the inflation rate is made at home by a national monetary authority that is ultimately accountable to the electorate.

And I think it is this reason, above all, that has led to most Nation States maintaining their own national currencies, and to most Nation States, at least in the 20th century, having an exchange rate regime that either leaves the currency to float and be market determined, or at least reserves the right to the monetary authorities to change the exchange rate if there is a conflict between domestic goals and balance of payments issues.

So, that is a very brief run through the general principles. And now, the question is how do these principles, how would these principles apply to a sovereign Québec which was deciding upon the kind of monetary arrangements that it wanted to have. I remarked earlier that I have seen no evidence that national symbolism is important here. People in this room, to whom I am now talking, obviously, know more about that than I do. But I do not intend to discuss that further unless the issue is brought back.

In the matter of seignorage, well, presumably, if Quebec had her own currency, there would be seignorage equal to about a quarter of the Canadian amount available to the Quebec authorities. So, there would be some gain there. The ability to deal with real shocks to the economy, again I would defer to Quebec economists who are experts on the Quebec economy, but it is my impression that the Quebec economy is so open that its business community and trade union movements are rather sophisticated, and that the capacity for fooling anyone for very long by moving an exchange rate and changing their real incomes is rather small. So I think that that is not a big advantage in the case of Quebec. I do not think that it would weigh particularly, heavily.

I would make one point here, though, and it is this. Quebec, at the moment of course, is a member of the Canadian monetary union and, therefore, does not have the advantage of adjusting to real shocks that impinge particularly upon Quebec by moving an exchange rate. At the moment, there are alternative adjustment mechanisms. One alternative adjustment mechanism involves fiscal transfers in and out of Quebec, through Ottawa and through the Canadian tax and welfare systems and equalization systems,

which presumably would not be available to a sovereign Quebec. The other mechanism that is available for an economy that is hit by a negative real shock is, at least temporary, out and in migration of labor. Again, it is my understanding that, for Quebec, this is not such a large issue as it is for the Maritime provinces or Ontario or Alberta. And, of course, it is not clear what arrangements for labor mobility, across what would become a national boundary, may or may not be in place if Quebec became a sovereign State.

All in all, though, I do not really see much advantage for Quebec on the adjustment to real shocks from maintaining a separate currency. As to the control of domestic inflation, I suppose it depends upon what you think of John Crow and his policies.

My own view, let me make it clear, is that those policies, in the last three years, have been well conceived and clumsily executed. But they have at least delivered the first two of the three promises made two or three years ago: very low inflation and much lower than normal interest rates. Now we await with interest the real and sustainable recovery, which I hope and believe will come. But an economist who makes forecasts like that in public is asking for trouble. O.K.?

If you are a fan of current Bank of Canada policy, then there is not much, again, to be had for a sovereign Québec by adopting its own currency and a different monetary policy. If you have doubts about John Crow, then, of course, there may be more advantages in that. But then, so might there be more advantages in joining in movements to reform the government of the Bank of Canada within a renewed Canadian Confederation. So, I think the case there cannot be made definitely, one way or the other.

There is however an extra item, in the matter we are discussing, which is important and is, in my view, decisive in discussions of what Québec and the rest of Canada ought to want. So far, the kind of discussion that I have been going through, of the pros and cons of a separate currency or a common currency, really, are discussions of alternatives at the same point in time, in a very sort of unrealistic kind of comparison. What would it be like if Québec had always been a member of the Canadian monetary union and stayed? What would it be like if Québec was a sovereign State and always had her own money and now has her money? That is the kind of comparison we have been going through.

(14 h 30)

But, of course, time does pass. And what we are considering here is a change of arrangements. The difference arises because a government, no matter how popular, no matter how wise, cannot simply, by decree, establish the viability of a new money. A government can

invent a new money, put it into circulation, pass legal tender laws, and so on. But it is up to the general public, the holders of money, the people who use it, the men and women in the street, to decide whether or not that currency is viable. This is the issue of the credibility of a new currency.

The problem is often stated in terms of whether, you know, Wall Street would be willing to deal in a Québec dollar. But that is not the point. It is not Wall Street or Bay Street or Frankfurt or Zurich, it is ordinary people in Québec, as well as out of Québec. If they are not willing to hold and use the currency, the currency will not be viable. So there is a problem of establishing the credibility of a new currency. A government can help to establish the credibility of its new currency by offering some kind of guarantee of its purchasing power, over time. The easiest and the most obvious way to do this is to stand ready to buy units of domestic currency, in exchange for some item of stable and unimpeachable purchasing power. In the 19th Century, that would probably have been gold, and the gold standard was there to ensure the credibility of national currencies.

Now, more realistically, we would be talking about the government of a sovereign Québec, giving a firm promise to fix the exchange rate of a new Québec currency against some credible foreign currency, and hold it fixed, for sufficiently far, into the future, that questions about what would happen then, eventually, simply did not arise in the minds of ordinary people using Québec currency. So, what I have said is I do not think that a Québec currency launched with a flexible exchange rate or an adjustable, pegged exchange rate is a very attractive option. What that means then, is that a new Québec currency, in my view, if it was going to be launched at all, would be a rather rigidly, fixed, exchange rate currency. And what that would mean, in turn, would be that you would have the disadvantages and the difficulties of getting a new currency accepted without any of the advantages in the conduct of monetary policy that come from being able to change the exchange rate. That does not seem to me to be, on the face of it, a very attractive alternative. It is viable, I believe, and I will come back to that, in a moment, but I do not think it is an attractive alternative.

May I also say, from the point of view of someone coming from Ontario, that it is not an alternative that attracts me very much, either, because if 25 % of the Canadian dollar area disappears, I do not know what kind of currency we would be left with in Ontario and the other provinces. It would not be the Canadian dollar, as we know it, and that new currency would also have viability problems of its own.

This leads me to conclude that the best option, in the abstract, if we just look at

monetary affairs, for a sovereign Québec, would be to try to maintain the Canadian monetary union. Now, we could think of two limiting cases here, and a whole spectrum of cases in the middle. One limiting case, which is of course the most attractive one, is to maintain the status quo, as far as it is possible. What that would mean would be something like Québec would remain a member of the Canadian monetary union, perhaps as part of the share-out of federal assets and liabilities, the Government of Québec would become a minority shareholder in the Bank of Canada, and would appoint a minority of directors to the board of governors, the board of directors of the Bank of Canada, that the Canadian deposit insurance system would stand behind as it does now, the Québec deposit insurance system that the Bank of Canada would remain as a lender of last resort, to the whole monetary system, that the current Federal regulatory environment, on which, I hasten to add, I am not an expert, would remain in place, that the currency unionwide clearing system, for bank checks and payments, would also remain in place. There might even be arrangements, if the Government of Québec was a minority shareholder in the Bank of Canada, for Québec to receive its share of the seigniorage, of the profits, of the Bank of Canada, as well.

Now, as Bill Robson and I said in our pamphlet, we can envisage this scenario, but it would take a fair bit of goodwill and calmness, foresightedness in negotiations, to achieve this outcome on the monetary front, while otherwise negotiating the accession to sovereignty of Québec. So, though it is feasible and conceivable, it does not seem to me to be very likely. Moreover, if whoever was conducting the negotiations, on behalf of the other provinces of Canada, was going to behave strategically during the negotiations, it would be an obvious threat to make, not to allow such a rosy scenario to go through, and it might be very difficult to back off that threat later.

The other extreme of the monetary union case, then, would involve an otherwise sovereign Québec, unilaterally deciding to remain part of the Canadian monetary union. What that would involve would be the government of sovereign Québec saying that the Canadian dollar was still the currency of sovereign Québec. There would no representation on the board of the Bank of Canada, it would have to have its own deposit insurance system, there would have to be a local national regulatory environment, there would presumably, if there were no cooperation in other provinces, have to be a Québec clearing system that somehow corresponded with the clearing system in the other provinces of Canada and so on and so forth.

It would be a much less efficient and much less pleasant scenario than the first, but I would emphasize that contrary to some things that

have been said by politicians and other economists, that I do not believe it is in the power of the government of the rest of Canada to prevent this, if Québec wished to use the Canadian dollar. The only way in which such prevention could be carried out would be for the rest of Canada to put itself on a system of exchanged controls, of a kind that was seen, for example, in the United Kingdom, during and after the Second World War. And it is a horrendous list of things. The reason for that is simply a shortsighted government could forbid trading Canadian currency with a sovereign Québec, but if it was not willing to forbid trading Canadian currency with the United States, it could not stop Québec getting all the Canadian dollars it wanted through Vermont, New Hampshire, and what have you. It just is not possible, and it would be foolish to try.

Moreover, this is something not in the pamphlet, if the Government of sovereign Québec was worried about seignorage, under a situation like this, they could, I suppose, have a local currency board that issued Québec dollar bills redeemable on demand in Canadian dollar bills, and hold some of the reserves against that in Canadian Government interest-paying securities, and get some seignorage that way. That could be possible. The last point I want to make, though, is that there may be a problem of getting there from here. Ultimately, the viability of the kind of arrangement, that I have just described, would be in the hands of the general public and would require citizens of Québec and elsewhere to believe in the durability of the arrangement.

If they did not, there might be a tendency to move resources out of Québec into other jurisdictions, perhaps Ontario, perhaps the United States. If there was that kind of capital flight, the advantage that accrues from having a separate national currency, of being able to pour on exchange controls in a national emergency might become more attractive to the Government of a sovereign Québec.

Of the very expectation, the very fear that that might happen, might prompt the capital flight that would bring it about. I would say that the same might go for the rest of Canada. If there were serious difficulties about negotiating the share of the federal debt, for example, and if foreign holders of Canadian federal debt, Ontario debt, Québec debt, Québec Hydro debt, began to worry about the security of their investments, began to worry about the viability of the Canadian dollar as a standard of deferred payment, then, there might be a foreign exchange crisis, not just for sovereign Québec but for the rest of Canada as well, and the whole thing might unravel. Now, I have heard this described as a B-movie scenario. I make absolutely no claim to be able to judge how likely it is. I do not know. All I know is that I can tell you the story and a story is logically

coherent. It may be very likely, it may be highly unlikely. B-movie scenarios do, sometimes, happen. And it is contemplating this, and we could cook up many other B-movie scenarios that are just as unpleasant.

It is this kind of fear that I think, should impell the authorities, not only in Québec but in the other provinces of Canada, to work very hard, indeed, to avoid this eventuality. And that no matter what happens on the devolution of powers over things like immigration and culture and language and what have you, that they realize the value of maintaining economic union and realize that a well-functioning monetary system is absolutely fundamental to that economic union, realize that material prosperity depends on it, and that material prosperity is important, as a means, to all those other ends and work extremely hard to avoid some of the unpleasant eventualities. So, my one-line summary is: No matter what the preservation of the Canadian monetary union is very important and presents a very difficult political problem. Thank you, Mr. Chairman.

**Le Président (M. Bélanger):** We thank you. Le premier pour les questions va être le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais quand même de parler lentement pour poser les questions, s'il vous plaît, pour aider notre visiteur.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. J'aurais trois questions à vous poser. Je vais les poser les unes après les autres. Ça va? Ma première question va toucher une remarque que vous avez faite dans votre exposé sur la théorie monétaire. Vous aviez posé la question: Pourquoi y a-t-il plus qu'une monnaie? Et vous avez établi... donné les avantages pour un État d'avoir sa propre monnaie. J'y reviendrai tout à l'heure. Vous avez dit aussi que, derrière strictement une politique monétaire, il était nécessaire d'avoir une structure politique, une structure de gouvernement. Moi, j'aimerais vous entendre entre des liens qu'il y a entre l'union monétaire et la nécessité d'avoir, derrière, une structure politique?

**M. Laidler:** A very complicated question. Let me begin by saying: If history had been different and Québec had always been a sovereign State in North America, I have no doubt that Québec would have its own currency. Québec is an economy about the same size as Finland and it would probably run some kind of quasi-fixed exchange rate regime on some basket of currencies, the U.S. dollar and whatever, circulating in what we would now call the rest of Canada. That is not the issue. We are dealing



with the issue of moving.

Now, what is the political structure that you need? I would not say "need"; I would say: What is the political structure that is desirable in the light of our 20th Century preoccupations with democratic control of the economic policy? One would need, I think, a central bank to carry out monetary policy. One would like that central bank to be accountable to the electorate upon which its policies impinge. I do not think that that means you want that central bank to be just like a government department, answerable to an elected government immediately as, say, a department of finances.

(14 h 45)

The reason for that is not that politicians are wicked people, it is just that politicians have to get reelected, and one can use monetary policy to deliver quite desirable outcomes over a period that is long relative to the electoral cycle, but you get unpleasant policies later on. So the trick in designing the constitution of a central bank is to keep the central bank ultimately accountable to the elected politicians, but not under their control, and, in particular, divorced from the electoral cycle.

The other things that I think you would want, again ideally, is alternative methods of stabilization policy for regions of a diverse economy that may experience cyclical fluctuations of different intensity and at different times. One would want a means of making fiscal transfers, from have to have not regions, temporarily have to temporarily have not regions, and of course, it helps immensely if you can take pressure off local labor markets, in both directions, by having labor move freely across the whole monetary union. That, of course, requires portability of social programs, legislation that ensures that there cannot be too many local preferences in the granting of employment. So, you pretty soon get a political superstructure that goes along with the monetary union.

Forget about Canada for a moment. Think about Western Europe as the Common Market turns into something more than just a common market. Labor mobility is starting to become an issue, and of course the Common Market has always had a massive fiscal transfer program in the shape of the common agricultural policy. We have these things within Canada now.

To go back to my very opening remark, if Québec had always been a sovereign State and the rest of Canada had been something else, I am sure that Québec would have its own currency. The difficulty as I see it, and one that simply will not go away in the current situation, is that the difficulty of establishing the viability of a new money for Québec over any kind of reasonable time horizon is such that none of the advantages of being able to run its own domestic monetary policy are going to be available to it over that time horizon.

So, as a second best rather anomalous arrangement, if it was not for the dynamics, it seems to me that even the grudging acceptance by the rest of Canada of a Québec that has decided unilaterally to stay part of the Canadian monetary union would be preferable to a separate currency for Québec.

Even more preferable than that would be, some say, at least for Québec, in the conduct of monetary policy in the monetary union, even if the fiscal transfers and things were all done away with.

**M. Gauthrin:** Je vous remercie. Vous avez partiellement répondu à ma deuxième question, mais je vais vous la poser quand même. Ma deuxième question, c'était: Un des avantages d'une politique monétaire, c'est évidemment de lutter contre l'inflation. Vous l'avez clairement établi dans votre exposé. Vous savez que les taux d'inflation surtout dans un pays qui est très grand comme le nôtre, peuvent varier d'une région à une autre région. Ma question, c'est: Si on veut avoir une seule monnaie, n'est-il pas nécessaire d'avoir aussi une certaine structure politique pour permettre de compenser les désavantages d'avoir une même politique monétaire quand il n'y a pas les mêmes taux d'inflation dans les différentes régions? Je crois que vous avez répondu à ma question déjà, mais je vous la pose quand même.

**M. Laidler:** Well, let me be a little careful. I think, on average, in the long run, within a monetary union, you do get the same inflation rates right across the monetary union, though in any year things will be happening to the cost of living on the East Coast or the West Coast that makes the local industries move. But that tends to be self-correcting. I do not believe by monetary policy within a monetary union that you can achieve interest differentials of any great order of magnitude across the currency union. You could, of course, by subsidizing loans in particular areas get interest differentials, but I would call that fiscal policy. It is not for me to tell politicians how valuable systems of fiscal transfer are for defusing local economic problems. I think sometimes if they are well conceived, they can be extremely useful, but I am bound to say as an economist that I think some of the schemes we have got in this country are very destructive. Let me say something which I am sure is very unpopular in most quarters. I think the unemployment insurance system is destructive of the Maritime economies, because it creates a system of incentives which makes it very difficult for those economies to adapt. So it is not always a benefit.

**M. Gauthrin:** Oui, ça c'est un autre débat. Ma troisième question, M. le Président, va toucher à la crédibilité des monnaies. Vous avez

clairement établi le danger et l'importance de la crédibilité d'une monnaie. Ma question c'est: Advenant le cas d'une séparation du Québec, est-ce que la crédibilité de la monnaie canadienne, même si on maintient la même monnaie, ne risque pas d'être endommagée, et par ce biais, s'il n'y a pas, disons, un passage, ce que j'appellerais votre scénario A, c'est-à-dire avec union monétaire et entente cordiale? Est-ce que pour protéger la crédibilité de cette monnaie il n'y aurait pas un certain "incentive" pour le reste du Canada d'avoir, au contraire, un passage souple dans l'union monétaire?

**M. Laidler:** Difficult question. I think I would answer it this way, that the maintenance of the status quo on the monetary front would require negotiations that were so amicable that I would expect issues like the sharing of the debt and things like that would also be settled reasonably amicably, reasonably quickly and that in those circumstances neither domestic holders of Canadian dollars – and I emphasize it is the domestic holder's matter as well – nor foreign holders of Canadian dollars would want to worry very much about it. The difficulty is if the negotiations became unpleasant, if strategic behaviour of threat and counterthreat came to dominate the negotiations and it was difficult for the players in this game to back off from their threats, then I think you might see threats to the viability not just of a sovereign Québec dollar but to the Canadian dollar as well. I think that is right. That is why I think there is a strong mutual interest here in getting this thing right.

If I may say just in answering a question that you have not asked but I think ought to be asked, the alternative, as far as I can see to maintain what viability there was for either country's currency would probably require pegging to the United States dollar, a fixed exchange rate against the United States dollar. Now, I am nervous about that because the United States banking system is terribly fragile, and the United States has got a huge foreign debt denominated in U.S. dollars. At the moment the U.S. is not inflating, but I do not regard the United States dollar as a good solid cast-iron bet for the future in the way that it was or appeared to be in, shall we say, about 1960. So I see a very bleak monetary outcome. You know, it would be nice if we could peg to the deutsche mark, but we do not trade enough with Western Europe for that really to be viable.

**M. Gauthrin:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** D'abord, je voudrais vous remercier, M. Laidler, d'avoir accepté de venir

témoigner devant cette commission. Nous en sommes très honorés puisque vous êtes une des – je pense que tout le monde le reconnaît – autorités en matière de politique monétaire au Canada. Peu importe, je pense que c'est important, vous faites la distinction très nette, d'ailleurs, dès le départ, en disant que vous avez des opinions politiques qui sont les vôtres. Vous ne les avez pas cachées, c'est légitime, c'est votre droit de les exprimer. Mais, vous avez aussi distingué très bien ces opinions politiques des opinions ou des avis en tant que spécialiste de la question monétaire. Et ça, je pense que c'est tout à votre honneur. Dans votre étude on le constate très bien. Et, au fond, ce que vous nous dites c'est qu'un Québec souverain – c'est l'hypothèse de départ – pourrait...

D'abord, peut-être, avant de continuer, peut-être vous faire remarquer – vous le savez déjà sans doute, mais ce n'est peut-être pas mauvais de le redire – qu'au Québec tout le mouvement souverainiste, c'est-à-dire tous les intervenants souverainistes, mon parti en premier, le Parti québécois, mais tous les intervenants souverainistes sont d'accord sur une chose, il n'y a pas de divergence là-dessus, c'est que, dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté, tous choisissent le maintien de l'union monétaire canadienne. Et donc que le dollar canadien continue d'être la devise d'un Québec souverain.

C'est évident qu'idéalement on souhaiterait en arriver à une entente avec le reste du Canada pour que le Québec puisse être partie prenante de la gestion de la Banque du Canada. On convient qu'on serait un actionnaire minoritaire, c'est évident, compte tenu de l'importance de notre économie, de la place de notre production. Bon, c'est clair qu'on ne pourrait pas exiger une participation d'égal à égal, mais il y aurait une participation, il y aurait une présence au sein du conseil d'administration de la banque centrale, et, donc, une participation québécoise aussi à l'élaboration de la politique monétaire commune. C'est l'idéal. Et on souhaiterait que ce soit cela qui arrive.

Mais, par contre, si ça ne débouche pas sur cette entente, sur une telle entente, nous maintenons toujours qu'il est préférable de continuer d'utiliser le dollar canadien. Cela pourrait se faire, comme vous le dites très bien, par une décision du Parlement du Québec, de l'Assemblée nationale, qui décréterait par une loi que le dollar canadien continue d'avoir cours légal, force légale au Québec. Ça continuerait d'être un instrument d'échange, l'unité de compte, en fait, de remplir les fonctions qu'une monnaie remplit dans une économie développée que vous avez évoquée au début de votre exposé.

Ce que vous dites dans votre étude au fond c'est que, oui, c'est tout à fait possible que cela se produise ainsi. Et au fond ce que vous dites: Oui, techniquement et théoriquement parlant, le

Canada, dans une telle éventualité, pourrait s'efforcer d'empêcher le Québec de continuer d'utiliser la devise canadienne. Il pourrait techniquement. Mais alors, ce que vous nous dites aussi c'est que ça exigerait un arsenal de moyens de contrôle tellement compliqués, puis pas nécessairement efficaces, que ça serait pratiquement une chose à ne pas considérer et que le Canada anglais aurait tout intérêt à laisser faire les choses, à accepter un tel fait accompli. Ce serait davantage ruineux pour lui que d'essayer de l'entraver. Il faudrait, comme le disait l'économiste Pierre Fortin, il faudrait dans ces conditions-là que, au fond, le dollar canadien cesse d'être une monnaie convertible, en pratique. Ce qui est tout à fait impensable dans l'économie nord-américaine. Bon.

(15 heures)

Alors, est-ce que finalement, ma question est très simple, est-ce qu'on vous comprend bien quand vous dites que, techniquement, il y aurait moyen d'empêcher le Québec de recourir, même sur le plan légal, il y aurait moyen juridiquement, mais que, finalement, en pratique, ça suppose un appareil tellement compliqué de moyens de contrôle que ça serait néfaste, dommageable, pour toutes les parties, y compris pour le Canada?

**M. Laidler:** Yes, you said very little that I disagree with. On the first scenario, I would caution that having directors on the board of the Bank of Canada, as it is currently constituted, would give Québec no influence whatsoever over monetary policy because those directors are strictly part-time and their responsibility is for housekeeping buildings, computers, personnel policy and ensuring the competence of the professional officers of the bank and that is all. Now, if the governance of the Bank of Canada were changed to strengthen the Board, which is something that I would advocate on a different scenario, it might be different. But I find it difficult to believe that the other provinces would look with equanimity upon giving a sovereign Québec any real political say whatsoever over the conduct of their monetary policy. I was at the Constitutional Conference in Montréal last weekend and a delegate from Alberta said very firmly: I know no one in Alberta who would tolerate the economic union without the political union. I think we all have to face the fact that that is a very widely held view. It is not one that I hold. O.K.? I would be arguing on the other side, let us be clear. But I think I would probably lose the argument in the other provinces of Canada.

Now, to come to the matter of unilateral adoption of the Canadian dollar by the Government of a sovereign Québec, I agree with you entirely. The kind of regulations that would be required to prevent Québec acquiring Canadian dollars and basing its monetary system

on it would, I think, simply not be tolerated by voters in the other provinces. I just cannot conceive of people in British Columbia and Alberta going down to the bank to get their allocation of United States dollars so they can have their winter vacation in Hawaii. It is absurd.

I have got an old English passport from the days of exchange controls that has got the entries from the bank when I took holidays on the continent of Europe. When I emigrated to Canada, I had to get permission from the Bank of England to buy a certain kind of motorcar and I was told that the kind of motorcar I was taking was suitable to someone of my station – wonderful phrase – and if I had been buying a Jaguar they would have presumed that I had been trying to evade the foreign exchange regulations and forbidden its export. I just cannot conceive of that kind of regulation going in in the rest of Canada.

So, I agree with you that the Government of the rest of Canada, whatever form it might take, could not prevent the Government of Québec declaring the Canadian dollar the currency of Québec and if the people of Québec wanted to use the Canadian dollar as the currency of Québec, that would be it. The thing that could prevent it is the anonymous operation of markets that, for good reason or bad reason, did not trust the Government of a sovereign Québec either to be willing or to be able to follow through on its promises because of pressure coming from those very markets.

I simply cannot tell how seriously that threat could be taken. I can construct a scenario. There are people in the financial community that take that scenario very, very seriously indeed. I do not think they are either lying or bluffing. I think they really believe that the whole thing would begin to unravel and the Government of a sovereign Québec would find it in its own interests to impose want to exchange controls. In order to do that, it would have to institute its own currency.

I do not know how seriously to take that, but it is something that has to be considered. It is not a matter of government, it is a matter of markets. And when we are talking about markets, let me repeat, it is not Wall Street, Zurich, and Frankfurt, you know, it is... Sherbrooke, and Montréal, and Chicoutimi that also matter.

**M. Brassard:** Justement, puisqu'il est question de marchés, ça me permet d'enchaîner avec mon autre question. Est-ce que vous admettez que, les marchés financiers, les institutions financières – qui sont des éléments importants du système monétaire – les banques à charte, les caisses populaires aussi, au Québec – qui sont très importantes – les compagnies d'assurances, de fiducie, enfin tout le système financier, tous

les marchés financiers, tout ça constitue un marché unique au Canada et au Québec... C'est évident, ça va de soi. Est-ce que vous admettez que les marchés financiers, les institutions financières – dont plusieurs ont leurs sièges sociaux à Toronto – ont tout intérêt à éviter des perturbations, des turbulences? Advenant une décision démocratique du peuple québécois d'accéder à la souveraineté – toujours dans cette hypothèse-là – pour éviter les turbulences, les tensions, les soubresauts, tous les intervenants des marchés financiers ont intérêt à faire en sorte que le système monétaire tel qu'il existe – puisque c'est le choix d'un Québec souverain de le maintenir – puisse continuer sans bouleversements. Ils vont sans doute faire des pressions, ou des démarches auprès des autorités politiques, de part et d'autre, pour que le tout se règle dans l'harmonie, avec diligence, et sans ces turbulences qui pourraient être nuisibles aussi bien pour l'économie québécoise que pour l'économie canadienne.

**M. Laidler:** I think it is in everybody's interest to maintain the viability of the Canadian monetary union. And I am sure there is nobody in the financial community in Toronto, or Montréal, or Vancouver, or anywhere else that would look forward, with any kind of pleasure, to the thought of it being weakened. But if someone in Montréal goes into a branch of some bank and says: I am really nervous that this government might "redenominate" my savings deposit in some new Québec currency that I do not know about and do not trust. So, could you please move this account to Cornwall and I will carry on my business by telephone? The bank would do that. It is not the financial institutions we are talking about. The trust has to come from ordinary depositors, ordinary people, businessmen.

As I say, I do not know. I cannot, in good conscience, say: This would never happen. I cannot either, in good conscience, say: You should be so terrified of this, that it is the only thing that could be possibly the outcome. I just do not know. But it is not the financial institutions. People with an equity stake in any Canadian bank, for example, have got every interest in preserving the stability of that bank, and its branch network, and all the rest of it. But if the customers in a particular part of the branch network want their deposits shifted around into another jurisdiction, they will do that. And that is how a capital flight starts. And I cannot say that that will not happen. I can assure you, I think, that a responsible financial institution would obey the instructions of its customers, until a government stepped in and said: Do not do it any more. That is the worry. I do not say this with any pleasure. It frightens me because it will happen in the rest of Canada as well.

**M. Brassard:** Oui, vous avez raison de dire, c'est le client qui est roi. C'est lui qui décide, c'est l'épargnant qui décide, vous avez raison. Mais moi, ce que je vous dis c'est que, pour éviter des situations de panique, des turbulences, si les autorités politiques de part et d'autre et si les institutions financières, les dirigeants des institutions financières, dès le départ, garantissent que le système est maintenu, que le dollar canadien est la devise du Québec, c'est dans ces conditions-là que... Je pense qu'à ce moment-là, et les institutions et les autorités politiques agiraient tout simplement de façon responsable en agissant ainsi. Comme vous dites, ni les autorités ni les gouvernements ni les institutions financières n'ont intérêt à déclencher un mouvement de panique ou à provoquer des turbulences dans le système. Ce serait mauvais pour leurs propres intérêts.

Donc, à partir du moment où tout ce monde-là accepte les règles du jeu, reconnaît que le système monétaire canadien demeure et continue de fonctionner, je pense que ça va avoir pour effet, à ce moment-là, d'apaiser les esprits, de dissiper les inquiétudes qui pourraient possiblement naître et d'assurer ainsi une transition assez harmonieuse dans l'ordre et dans l'intérêt de tout le monde. Parce que, je termine là-dessus, il y a des spécialistes qui sont venus nous dire: C'est dans l'intérêt du Canada que le Québec demeure partie prenante du système monétaire canadien. C'est dans leur intérêt. Parce que, si le Québec choisissait de créer sa propre monnaie, à taux de change flexible ou à taux de change fixe peu importe, mais s'il décidait de créer sa propre monnaie, ça veut dire, à ce moment-là, que l'espace monétaire du dollar canadien se rétrécit. Donc, inévitablement, ça affecte sa valeur sur les marchés, ça va de soi et donc, le Canada anglais n'aurait pas intérêt à encourager une telle situation. Il aurait plutôt intérêt à accepter puis à reconnaître que le Québec continue de faire partie du système monétaire canadien. Le contraire serait néfaste à ses propres intérêts et ça aurait un effet de rétrécissement du système monétaire canadien. L'espace monétaire serait ratatiné avec tous les effets que ça pourrait avoir sur la propre valeur du dollar.

C'est un peu ça que je dis, dans la perspective d'un Québec souverain, à partir du moment où tous les acteurs annoncent bien la couleur et disent: Le système monétaire canadien est maintenu, il n'y a pas ambiguïté là-dessus. Et, à partir du moment aussi où le Canada, face à une telle décision venant du Québec reconnaît que c'est dans son intérêt que l'espace monétaire du dollar canadien demeure ce qu'il est, est-ce que vous reconnaissez que, à ce moment-là, les risques de soubresauts ou de bouleversements sont limités?

**M. Laidler:** Let me answer briefly. If, as I

hope, it does not happen but if Québec takes sovereignty, you and I will stand on the same platform and make exactly that argument about what is in all our interest but I fear that we would lose the argument. I fear that what my friend from Alberta says: No economic union without a political union would be a very strong, emotionally compelling argument in certain provinces of Canada and, please, I do not like to talk about English Canada because it is not an entity, it is not an entity like Québec. It is a very diverse collection of provinces and I also believe that in the negotiations, things could get nasty and responsible people could make threats if they find that very hard to back away from. It is only a few weeks ago that I heard senior federal politicians arguing that if Québec became separate, Quebecers could not have Canadian passports.

(15 h 15)

Now, that, I think, would make Québec the only country in the world with which Canada did not permit joined citizenship. That would be an absolutely outrageous thing to do, in my view. But the threat has been made by senior federal politicians, at a very early stage! Imagine what it will get like when we start arguing about the share of the national debt and we start thumping on the table saying: Right, if you want to do that, Québec, then there is no more Federal deposit insurance for accounts booked in Québec, and the Bank of Canada will not act as a lender of last resort! That is the point in which the bank deposit starts shifting from Montréal to... Cornwall! Of course it would be stupid, of course it would be self-destructive to make threats like that.

But this is not hypothetical! Responsible federal politicians have already made threats like this. And it frightens me, it really does! It is not rational. But irrational things happen all the time. O.K.? If we were all rational, there would never be strikes, there would never be wars, there would never be revolutions, but there are.

**M. Brassard:** Dans le fond, je reconnais que vous, vous êtes raisonnable, mais qu'il y en a peut-être d'autres qui le sont moins. C'est un peu curieux parce qu'il y a toujours... l'interlocuteur qu'on a devant nous, il est toujours raisonnable, c'est toujours quelqu'un d'autre qui n'est pas raisonnable, qui est irrationnel. Alors finalement, quand on les aura fait défiler tous devant nous, on va s'assurer qu'ils sont finalement tous raisonnables.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Mais sur une dernière question, sur la question de l'union politique... Ha, ha, ha! Le président me souffle à l'oreille que c'est une des vertus de la commission, de rendre le monde raisonnable et rationnel.

Sur la question de l'union politique. Vous admettez qu'il peut exister une union monétaire sans l'équivalent de l'union politique – dans le sens où on entend par union politique un système fédéral comme il en existe un présentement, avec un gouvernement et avec un Parlement – il n'y a pas d'équivalence ou de corrélation automatique entre les deux; ce qui ne signifie pas nécessairement que dans une union monétaire – ça veut dire, à ce moment-là, finalement, un marché commun – on ne puisse pas prévoir des institutions, ou des instances communes, où se retrouvent, par exemple, des ministres de chacun des gouvernements des parties concernées. Si on veut appeler ça une union politique, j'en suis, mais c'est peut-être trop vague. Le terme d'union politique prête à confusion, à ambiguïté, parce qu'il y en a qui lui donnent un sens très fort, le sens de mise en place d'un système fédéral avec tout ce que cela comporte, alors qu'on peut aussi lui donner un sens plus limité, le sens de mise en place d'institutions communautaires, communes, des ministres de chaque gouvernement qui se réunissent périodiquement. Un peu comme le Conseil des ministres de la Communauté économique européenne, qui ont des décisions à prendre dans les champs ou les domaines qui relèvent de l'association dont ils ont convenu, du marché commun qu'ils ont convenu de mettre ensemble. Ce que je veux dire, c'est qu'au fond, quand on dit qu'une union économique ne peut pas se faire sans union politique, ça prête à confusion parce que le terme d'union politique est très ambigu, très flou, très vague et il peut référer à bien des choses, à bien des réalités très différentes les unes des autres.

**M. Laidler:** I am sure that is right and I already stated my non expert preferences for a really decentralized federation, but I have to come back to this delegate from Alberta who was so definite. And, I think by political union, he meant something very much like the current Canadian Federation.

**M. Brassard:** Quel est son nom? On va le faire venir. Est-ce que vous avez...

**Une voix:** What is his name?

**M. Brassard:** Est-ce que vous savez son nom? On va le faire venir.

**M. Laidler:** Oh! It was Professor Paul M. Boothe, of the University of Alberta, who made that remark.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Jacques-Cartier, s'il vous plaît.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I think I should begin by saying that perhaps we are not all entirely rational. As I commented once

before, "je suis le loup-garou".

I do not think that negotiations, either, as we consider them inside Québec, or as Québec considers them with the rest of Canada should be carried out in a spirit of rage, anger and vengefulness, but I do not believe that the removal of factors like that leaves nothing but the iciest calculation either. There are, after all, what could be regarded as perfectly reasonable, but nonetheless intense commitment to the preservation of one's country, and the feeling that if one cannot do that one is not going to be necessarily all that well disposed towards the central agency breaking it up. I was thinking, you might put it, reason is and always ought to be the slave of the passions.

I would also like to say that in terms of both your own political analysis and your economic one you would find me, in fact, for most purposes, entirely in agreement with you. But, I would also say that these factors that you have described, with some trepidation, in terms of economic interest, are probably ones that have to be considered in terms of this whole question of the money, at least, as much as the relative technical advantages of the different systems you have outlined. For example, the use of a common currency without agreement, which is the point that I have been making in the past, seems to me to virtually guarantee the flight of capital that you were talking about, just in ordinary, common sense terms, talking to people that say... just in the City of Montréal. We do not have to move into the realm of the remotely speculative, partly because it is so easy a course of action for people to take. If you have something like a new independent State coming into the world, at various times since the Second World War, certainly quite often, loads of people there wanted to get their assets and capital, and so on out of the place, but their geographical location, the power of the local State and their unhappy relationship with the previous Imperial power and so on, frequently meant that they were stuck keeping their assets where they were, anyway, even at considerable cost.

In the case of something like, you know, our modern system, our modern banking system, our electronic fund transfer system, and all the rest of it, and the extent to which we are right now integrated into the Canadian system, then, countless people I know, even including ironically enough, I think, some people who were supporters in theory of the sovereignty of Québec, would, as they saw the situation moving nearer and nearer to the reality, be very tempted to move there, at least a large portion of their assets, out of the Bank of Montréal, branched in Montréal, or the Banque Nationale, branched in Montréal, for some comparable branch in Toronto or Cornwall and so on.

In the case where common currency is not used, whatever the other disadvantages, but this

issue of credibility arising, it would appear to me possible for a sovereign Québec to establish a credible currency in time. This is, after all, essentially a place that has many sources of wealth, that is a developed society and has a capable work force, and so on down the line. But, it seems to me, there is a distinction that can be made that I am sure you are aware of but have not stressed. You can tell me whether you disagree with me on this or not and I am not sure how far this is a question for an economist, and how far it is for a political theorist. But, as I understand it really, we are talking about two rather separate questions all the time when we discuss the same one. One is: What the world would be like in the era where there is a sovereign Québec, that is leave aside what happened in between, which could be, where we could be talking about something of eighteen months, or we could be talking about something of ten years but at some point, we conceive of a sovereign Québec. Let us say for the sake of argument it is the year 2010 and this society is prosperous, it is successful, it is a new national State. It uses either a new currency which is accepted or a Canadian currency, which after some difficulties, that everyone has now agreed it is going to use. This does not seem to me to be a particularly unrealistic possibility, even given some difficulties in between.

The in-between part, however, is a rather large issue. That is, from right now in 1992 to at least, let us say, 1995 or 1996, and arguably for a much longer period, the issue of things like debt, currency, and so on, will be ongoing. In other words, even if the highly rational advice that you would put forward is acceptable to more Canadian negotiators than seems likely, even if your University of Alberta professor does not have as much impact as people giving advice, the kind you do, even if the Canadian Government of the time tries, in other words, to bring about the situation of a sovereign Québec that has the least possible friction and where they put up with perhaps a certain populist rage in various provinces of Canada – but just say for the ultimate good or something like that, we will just have to live with that – we will try to make a calm, reasonable agreement that is, in the long run, in the interest of the whole country.

As I understand it, even in those circumstances, because of the role of things like the markets, the financial markets and capital markets in general, because of the fact that the transition in political status is not something that could be accomplished overnight but would take several years, and because the economic part of the operation is also something that would have to be done in stages, then, in those years – we might as well say years – what we are talking about is an extremely grim prospect

for Québec.

I could perhaps summarize what I am saying into something like this: I have always understood, and even probably more than my colleagues on the opposite side of the table would believe, the belief in a completely independent Québec and the possibility that it could exist and function successfully. It might even be a better idea. What I find difficult to believe, and what I think many people find difficult to believe, is that it is possible to have your cake and eat it too. This seems to me to be what people are desperately trying to argue, to some extent in both the two major political parties in Québec right now, that is, that it is possible to get out of a country you have been in for over a century without much in the way of cost. Surely, no matter what, even if what you are doing is ultimately desirable, there must be a substantial cost.

**M. Laidler:** I don't know about "must". I think I should just fall back on what I said: I am an economist and I cannot rule out the nightmares and the very, very costly scenarios, and they do frighten me. I think it probably would be costly, but I would say that the fissure, if it came, would not just be between Québec and something called English Canada. When we wrote that pamphlet, the triple E Senate really was not on the agenda. Now, can you imagine for more than 30 seconds the rest of Canada without Québec: 50-odd percent Ontario, a social charter, and a Senate in charge of enforcing it with equal representation from the provinces? Ontario would secede next week in those circumstances. Right? You can clearly see what would happen. So I do not think that the rest of the Canadian Federation would be stable in the event. I think the nightmare is right across the federation, it is not just for Québec.

**M. Cameron:** I think that all of the responsible economists we have had giving us evidence would agree with you on that, that the cost is at least equal for the rest of Canada as for Québec, and possibly larger. I am not trying to argue that Québec would necessarily be the main victim of this process, but I am arguing that there would be a cost. The cost, whose head it falls on, I suspect, I have this horrible suspicion, would be the ordinary citizen, whether he is in Québec or in the rest of Canada.  
(15 h 30)

**M. Laidler:** It always is. There is no one else to pick up the cost, if it is a real cost.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, c'est maintenant au tour du député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** Merci, M. le Président. First

of all, I would like to welcome you, Dr. Laidler. I am sure that your passage here will be of some enlightenment for us. All those questions of monetary policies and currencies are so vital for our future, whatever happens. On page 26 of your brief, you are admitting that a sovereign Québec could use the Canadian currency. And on page 27, you are writing something important, I think, when you say: "Nevertheless, a unilateral decision by sovereign Québec to continue to make use of the rest of Canada dollar will make life more difficult for the rest of Canada authorities which, in turn, could create problems of confidence in the durability of the union." You have spoken few words about this possibility. Could you elaborate, please?

**M. Laidler:** Yes. First of all, I do not think that saying that a sovereign Québec could use the Canadian dollar is a matter of admission, right? It is not a view that has to be plucked out of me, in any sense. It just seems to me to follow from monetary theory that this could be the case. What I think I have... I do not actually have the brief right in front of me, this is another one, but what I think I had in mind, when we wrote that particular piece, was that with 25 % of the demand for Canadian money being generated outside of what we might call the rest of Canada, there would be difficulties in gathering data, in gathering economic intelligence, in measuring the relevant aggregates to make for timely policy decisions. And this would put a stress upon the viability of Canadian monetary policy. We wrote this a little less than a year ago. Now, I must say I would come back to my worries about the durability of the rest of the Federation, and emphasize them more. The more I think about the position of an Ontario, that is over 50 % of the remaining Confederation and not the most popular province in the Federation as it is, in combination with pressure for a social charter, in combination with pressure for a powerful elected Senate, where the representation is on a provincial "weighting", rather than on a population "weighting", the more I sit back and think about that, the less that sounds to me like a viable Confederation of any sort. And, if that is the case, there are going to be further problems about the stability of the monetary union in the rest of Confederation, because as you probably know, there is a strong undertone of arguments that the West would do better with its own currency.

**M. Chagnon:** Do you not believe it would create a special, and a very special, stress or that flux of capital between, for instance, Canada and U.S.A.?

**M. Laidler:** Oh sure it would! Sure, and that is where the questions of the viability of the

currency start to come in...

**M. Chagnon:** Even today, people are, some people, some Canadian individuals or Canadian institutions are, well, let us say, investing in American dollars. What would happen with that possibility?

**M. Laidler:** I am surprised that we have not seen more pressure on Canadian capital markets, more pressure on the foreign exchange market since the failure of Meech Lake. It seems to me the really big new story after Meech Lake was the run that did not happen on the Canadian dollar. I expected one, which you might bear in mind when you treat me as an expert on these matters, because I was clearly completely wrong.

**M. Chagnon:** If we look at this hypothesis, of a sovereign Québec working with the Canadian dollar, with that special stress, how could it be possible for any Québec Government to have any influence on the monetary policies of the rest of the Canadian Federation?

**M. Laidler:** Let us start with current arrangements. The way in which the political process affects monetary policy is rather indirect. But The Bank of Canada is a federal Crown Corporation; the directors are appointed by the Federal Government; the directors appoint the governor; the governor has certain responsibilities to consult with the Federal Minister of Finance, about the conduct of monetary policy. In the event of a disagreement, the Federal Minister of Finance has the right to issue a public and written directive to the governor to change his policy, in which case the governor will resign. So that is a bit of a doomsday weapon. The Federal Parliament can summon committees, can summon the governor, from time to time, to give evidence on various questions.

So, the political pressure on the governor, in the conduct of this policy is very indirect, but it is all focused through federal institutions. It does not come from the board of directors. The board of directors appoints the governor, and that is about it. They meet eight times a year, they get paid 3 000 \$ a year, 300 \$ a meeting, they look after the buildings, and the personnel policies, and supervise the competence of the staff. But that is all.

So, if Québec was no longer represented in the Federal Parliament, and was no longer represented in the Federal cabinet, Québec would lose whatever influence it now has over the conduct of Canadian monetary policy. And it would not regain that simply by having representation on the board of the Bank of Canada. Unless the board of the Bank of Canada was reconstituted to have a hard core of permanent members, who were responsible for making policy

as a committee under the chairmanship of the governor. But, I think, it would be rather unlikely that you would get that kind of reform of the governance of the Bank of Canada, if Québec were to succeed.

**M. Chagnon:** It would be something, what I would call, negotiable, the role of a separate or independent Québec in the preparation of the monetary policies of the Canadian Government? Could you see it? Could you imagine it?

**M. Laidler:** Well, it is a lay opinion that I am giving.

**M. Chagnon:** Yes, of course.

**M. Laidler:** No, I think it will be on the table and will be kicked off, the first time we started arguing about the division of the debt.

**M. Chagnon:** It is very important.

**M. Laidler:** I think, but that is not a professional economist judgment, and you must weight it that way.

**M. Chagnon:** We ask you to come here just to have your judgment.

**M. Laidler:** Oh! But about the technical matters, I hope.

**M. Chagnon:** O.K. I thank you very much.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Viger. Ah! Excusez. M. le député de Labelle. Non, ça va. Il vous reste huit minutes.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. M. Laidler, bonjour. Je ne peux m'empêcher d'épiloguer, un peu, sur des commentaires qu'il y a eu autour de la table, sur les coûts de transition. Je suis toujours étonné de voir qu'on élabore longuement sur les coûts de transition. À croire qu'il n'y aurait eu aucune indépendance possible dans le monde pour tirer la conclusion réelle. Parce que de tous les pays qui sont devenus indépendants, je suppose qu'il y a eu une transition et que, finalement, les coûts, s'il y en a eu, ont été absorbés. En tout cas, je m'étonne toujours de voir les "pleurines" éternelles s'apitoyer sur le sort d'un Québec souverain, par anticipation, et de dire, par exemple, que le Québec devra en défrayer les coûts. Sauf que, encore faut-il les démontrer.

Quoi qu'il en soit, c'est un changement de statut qui s'est produit à de multiples occasions dans le monde. Il y a aussi des chemins connus pour le faire. Ce que nous proposons, c'est de le faire dans la négociation, dans la bonne entente. Et je pense que, depuis le début, vous dites la même chose. Vous souhaitez que nous le fassions



de cette façon, et nous croyons que c'est possible de le faire parce qu'il y a des intérêts majeurs, et que peut-être, passés deux jours de mauvaise humeur, même et surtout le monde des affaires va penser à ce que les choses se passent très bien, le mieux possible, et non seulement le mieux possible mais très bien en fonction de l'avenir.

Je voudrais revenir, moi, surtout, il me semble, sur un sujet plus important parce que, si on est ici, dans cette commission, c'est pour voir les modalités d'accession à la souveraineté. Alors, notre question aussi ce n'est pas si nous devenons souverains, c'est quand nous deviendrons souverains, nous devons examiner comment nous devons faire. Et, une des questions que je me pose, c'est un peu sur le rôle d'une banque, la banque centrale. Alors en Europe, il y a de grandes discussions actuellement sur le rôle de la Banque centrale européenne. Je sais qu'il y a une certaine thèse en Angleterre à l'effet que le rôle de la Banque centrale européenne devrait être uniquement d'assurer la stabilité de la monnaie, alors que d'autres disent que cette stabilité ne peut pas être poursuivie sans que l'on considère les coûts économiques, les coûts sociaux et donc, on fait jouer ou on aurait tendance à faire jouer à la banque centrale certains rôles plus politiques, parce qu'il appartient à la politique de faire les poids et mesures entre différents objectifs. Comment voyez-vous, dans le contexte où nous nous entendons sur l'utilisation de la monnaie canadienne, comment voyez-vous le rôle de la banque centrale? Est-ce que le véritable débat n'est pas de décider des mandats que nous allons attribuer à la banque centrale de part et d'autre, Québec et Canada?

**M. Laidler:** Well, my view on what a central bank should be, I have already partly given that I think it should be rather independent of the political process but ultimately accountable to the electorate and there is a very nasty and difficult tension in the design of political institutions that has to be faced there and I do not think there is any clean answer to it. I think there is always a little friction. My view of what a central bank should be responsible for, really, stands from my view of what you could accomplish with monetary policy which, I think, is not much more in ordinary times than controlling the medium run behavior of the general price level and very important acting as a guarantor to the viability of the financial system, the lender of last resort function. I do not set any great store by arguments that suggest that you can use monetary policy for stabilizing the economy, ironing out, the business cycle with activist policy. The linkages are just so uncertain, the timing and the magnitude of the effects are so uncertain that though you can be sure you are going to have effects on those variables. You can not be sure when you are

going to have them whether it is the right time or the wrong time. So, I would just assume the central bank stayed away from that. Now, this view of the rather narrow but nevertheless terribly important role that the central bank can play makes me more willing to contemplate the viability of having a central bank in some other country make my monetary policy than it would if I was a kind of political activist, or was trying to stabilize the economy, and so on. You refer to the Common Market. I really do rather like the Bundesbank model and I find very strange the fact that the British, with one of the least independent central banks in the world are certainly, when it comes to discussing the Common Market, seem to be arguing for a very independent central bank. I am not quite sure. Oh! I think I know what is going on there. But I do not think there is any real lessons for Canada. I think it is that the British in particular fear the bureaucracy in Brussels, and fear that the bureaucracy in Brussels will get its finger into monetary policy unless the Central Bank was very independent. And, on the other hand, the British are not willing to give the European Parliament the power to control the bureaucrats, and Brussels either. So, I think they are in a very difficult situation.

**M. Léonard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.  
(15 h 45)

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. Merci, M. Laidler d'être devant nous aujourd'hui, devant cette commission. Et si j'ai bien compris vos commentaires sur la question de l'Albertain qui disait dans ses commentaires qu'il n'y a probablement pas d'union monétaire sans avoir une union politique, je comprends un peu la réaction à l'extérieur du Canada, parce qu'ils tiennent absolument au Canada, ça c'est clair, c'est net, c'est précis. Mais il faut, à un certain moment aussi, regarder un peu la réalité des choses à part la question du reste du Canada. Admettons qu'il y ait un référendum au mois d'octobre prochain sur la souveraineté du Québec. Il y a, disons, 55 % des gens qui vont voter en faveur de la souveraineté et il y a quand même 45 % qui votent contre la souveraineté du Québec. Démocratiquement, le Québec, c'est sûr, il a le droit de faire l'indépendance du Québec, la souveraineté du Québec.

Pour revenir à la question de l'exode des capitaux, quand vous parliez de l'extérieur du Québec, qu'il peut arriver un exode des capitaux, est-ce qu'au moment où il y a cette possibilité de la séparation du Québec...? Même s'il y en a dans les 55 % et, probablement, ils vont être craintifs, mais les 45 % qui ont voté contre l'indépendance du Québec... Disons qu'il y a un certain pouvoir économique à l'intérieur de

la province et que par conséquent il n'y a pas de confiance en l'indépendance du Québec à cause, justement, de cette possibilité qu'ils n'envisageaient même pas, est-ce que d'après vous, c'est une des possibilités, que ces gens-là puissent transférer des capitaux, ou dans le restant du Canada ou même aux États-Unis? Est-ce que c'est une possibilité que, concrètement, on peut envisager?

**M. Laidler:** I do not think it is any more likely that people who voted no would shift their funds than the people who voted yes would shift their funds. What people vote for and what they actually do when they are looking after their own wealth and their own retirement are not always the same things. The decision, as you look after your own wealth and your own retirement, is usually a lot more considered than the decision you take at a ballot box; which is why I hate referenda. That is, again, an amateur's comment. But surely, the goodness of a government that was going to have a referendum, would choose the wording in such a way that they would not get an outcome like that. Again, I do not know what voting for sovereignty in a referendum would mean until I would know how sovereignty was defined in that referendum, and defined in the debate. So, the question is a bit hypothetical. But I do not see which side you were on in that kind of question as being decisively determining what your are going to do with your retirement fund. I really do not. Perhaps, that is a cynical economist view of how people behave.

**M. Maciocia:** Non, je comprends très bien, M. Laidler, mais la question, elle est simple, disons. Ce n'est pas hypothétique, vous savez qu'il y a un référendum qui est prévu à la loi 150 et c'est un référendum sur la souveraineté du Québec. Et on sait très bien qu'au moment où il y aura cette question très simple... Ça pourrait être très simple, d'après moi: Est-ce que vous êtes d'accord, ou pas d'accord, avec la souveraineté du Québec, ou avec l'indépendance du Québec? Et il y a un certain pourcentage de gens qui votent contre cette possibilité-là, parce qu'ils ne croient pas à la viabilité d'un Québec souverain. Ils n'y croient pas économiquement, socialement et autres. Est-ce que, d'après vous, c'est envisageable que ces gens-là, même pour protéger une certaine partie des économies qu'ils ont faites, puissent transférer – quand vous parlez d'exode des capitaux – ces capitaux à l'extérieur du Québec ou dans une autre partie?

**M. Laidler:** Sure, they can. But let me again come back to the point I was trying to make earlier. I was one of those, in Britain, who were not very happy about Britain joining the European Economic Community, because I feared the common agricultural policy, and I did not

believe the assurances of the Government that the British would be able to change all that at the moment they got in. But at the same time, had I been allowed, I would have cheerfully held my money in German banks rather than British banks. So, I could understand how some people, out of patriotism, would keep their money in Québec and I understand how some people, out of sheer despair, would shift their money out of Québec. But that leaves 80 % in the middle, who would look carefully at what seemed to be best for them, regardless. I do not know where that line would be drawn.

**M. Maciocia:** Quelle devrait être, M. Laidler, d'après vous – admettons que ça arrive, c'est dans l'hypothèse, on préfère que ça n'arrive pas, mais admettons qu'il arrive – quelle serait la possibilité qui resterait au gouvernement du Québec pour empêcher cette possibilité-là?

**M. Laidler:** The Provincial Government would have to put on exchange control...

**M. Maciocia:** Je ne parle pas d'un gouvernement provincial, je parle d'un Québec souverain. Je parle d'un Québec souverain, pas d'un gouvernement provincial. Quelle méthode pourrait-il employer pour...

**M. Laidler:** The sovereign Québec would have to put on exchange controls very fast, and the easiest way to do that would be to declare that all deposits booked in Québec banks, in Québec branches, were now denominated in Québec dollars, and that the Québec dollar was not convertible. That is the nightmare scenario. That is the scenario that says you are so nervous about a flight of capital that it is necessary to give up the Canadian dollar in order to prevent the flight of capital. And again, I do not know how likely that is.

**M. Maciocia:** Par conséquent, si je comprends bien, on ne devrait plus avoir une union monétaire mais avoir une monnaie québécoise à ce moment-là.

**M. Laidler:** That is right. I mean, that is very much the nightmare scenario that my colleague Bill Robson and I sketched out, without wishing to say it is certain or anything like that, just that it is a possibility, but a frightening one.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle, brièvement. Il vous reste une minute.

**M. Léonard:** Oui, très brièvement, je vous remercie. Alors, vous avez une idée des interrogations que certains soulèvent régulièrement ici

sur le lendemain du référendum. Je pourrais simplement rappeler qu'au lendemain de 1976 il y avait la même situation et on n'a pas assisté à des mouvements de capitaux majeurs, comme au lendemain du lac Meech il n'y a pas eu non plus de mouvements de capitaux majeurs. Cela donne une idée de la maturité des institutions financières, de la maturité aussi de l'attitude des gens par rapport à cette situation. Tout le monde convient qu'un gouvernement d'un Québec souverain va aussi tenir compte des réalités financières et économiques. C'est de ça dont il s'agit. À mon sens, ça ne sert à rien de jouer les "pleurines" éternelles.

**M. Laidler:** Well, 1976 was not the same thing as a referendum. I look at this question of the Québec referendum from the other side, and I wonder what happens then. Again, I am not a political scientist. I do not know whether what I am about to say is sense or nonsense, but I do not understand how the Government in Ottawa could negotiate. It seems to me it would have to be a matter of Provincial Governments getting involved and Québec would have to wait until the constitutional crisis among the other provinces was settled before it had anyone else to negotiate with. So, I suspect the day after a referendum, even if the referendum was a vote for sovereignty and that was clearly defined in the wording of the question, or had been clearly defined in the debate, nothing would happen very fast because it is difficult to see who would negotiate with whom about what on what kind of timetable, until the other provinces got their act together. That is our problem perhaps, not yours, but it is a problem.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Je pense seulement, M. le Président – pour reprendre un peu la question du député de Labelle – que c'est deux choses complètement séparées, qu'on ne peut même pas faire de comparaison entre l'élection du Parti québécois en 1976, et après un référendum sur la souveraineté. En 1976 on pouvait penser qu'il y avait certaines personnes ou personnages politiques qui étaient des nationalistes, qui prévoyaient probablement d'aller vers une possible souveraineté. Mais un référendum c'est complètement, une chose, disons, complètement à l'opposé, parce que ce n'est plus le même discours, ce n'est plus la même position. De province on devient un État souverain, à ce moment-là, ça change beaucoup de choses.

**M. Laidler:** That is right, and I must remind you of the René Lévesque effect on the exchange rate. It was a very salutary effect, because the Canadian dollar was very overvalued in 1976. I do not want to suggest that its

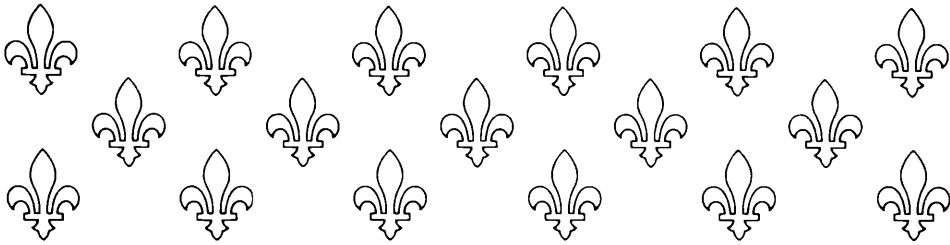
depreciation was simply caused by the election of Mr. Lévesque, it was not, but that was the catalyst that moved the market. So, markets do look at these things.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, au nom de tous les membres de la commission je voudrais vous remercier, M. Laidler. I want to thank you warmly for your participation to our work. Et à tout le monde, nous ajournons les travaux jusqu'à mardi – nous allons savoir si c'est l'avant-midi ou l'après-midi, là – 10 heures. Le local, ce sera dans la même salle. O.K. Alors, mardi 10 heures, dans la même salle. Vous avez lundi pour vous en venir, il n'y a pas de problème.

Alors, bonne fin de semaine à tout le monde et merci.

(Fin de la séance à 15 h 56)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 11 février 1992 — No 27**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Exposé de l'Assemblée des premières nations

CEAS-807

Audition d'experts

M. Éric Gourdeau

CEAS-830

M. Jean-Jacques Simard

CEAS-848

Président: M. Guy Bélanger

Secrétaire: M. François Geoffrion

Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### Intervenants

M. Christos Sirros

M. Jacques Brassard

M. Neil Cameron

M. Cosmo Maciocia

Mme Pauline Marois

M. Henri-François Gauthrin

M. Robert LeSage

Témoins interrogés: M. Ghislain Picard, Assemblée des premières nations

M. Ovide Mercredi, idem

M. Alexandre Hervieux, idem

M. Joseph McKenzie, idem

M. Jean-Guy Whiteduck, idem

M. Harry McDougall, idem

M. Michel Pouliot, idem

Mme Mary Helen Turpel, idem

M. Éric Gourdeau, consultant en économie et en foresterie

M. Jean-Jacques Simard, Université Laval

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires

70 \$ par année pour les débats de la Chambre

Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$

La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$

Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec

Distribution des documents parlementaires

5, Place Québec, bureau 195

Québec, (Québec)

G1R 5P3

tél. 418-643-2754

télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

ISSN 0823-0102

Le mardi 11 février 1992

(Dix heures vingt-cinq minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Je prie M. Mercredi et les gens qui l'accompagnent de bien vouloir commencer, afin que nous puissions débiter nos travaux. Je vous en prie.

**M. Picard (Ghislain):** Je prendrais la parole au nom de M. Mercredi.

**Le Président (M. Bélanger):** Vous pouvez vous identifier, s'il vous plaît?

**Exposé de l'Assemblée  
des premières nations**

**M. Picard:** Ghislain Picard, vice-chef régional de l'Assemblée des premières nations pour le Québec et le Labrador. (S'exprime dans sa langue.) Bon! Au nom de M. Mercredi, j'aimerais vous souhaiter le bonjour à tous, mesdames et messieurs, membres de la commission qui doit étudier les questions afférentes à la souveraineté du Québec. On a failli s'en aller tantôt. Je pense qu'on a été bousculés un peu. Même, à certains égards, on a été presque insultés, je dois le dire. Mais on a quand même accepté l'invitation. Évidemment, vous avez devant vous des représentants des aînés, qui sont d'ailleurs présents dans tout ce qu'on fait, et c'est eux autres qui vont prendre en premier la parole ce matin. Ensuite, il y a certains chefs qui ont voulu également exprimer très brièvement leurs opinions. Par la suite, on pourra poursuivre avec la présentation de M. Mercredi, notre chef national. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Auparavant, je voudrais quand même faire une mise au point. Nous avons bien voulu comme commission, ce matin, accepter la présentation de vos traditions, bien que ça soit absolument à l'encontre de nos propres traditions de ce Parlement qui existe depuis 200 ans. Il n'y a jamais eu aucune manifestation d'acceptée. Encore il y a quelques années, on avait refusé les artistes qui étaient venus ici dans le contexte d'un problème de travail, avec leur costume de travail, nous expliquer leurs revendications. Ils avaient été refusés pour assister seulement à la période de questions. Or, c'est une règle qui a toujours été appliquée avec beaucoup de rigueur et de constance dans les 200 années de ce Parlement. Ce matin, nous faisons une exception, dans un geste de bonne volonté, de "good will" pour accélérer les travaux. Mais je vous avoue que c'est à mon corps défendant qu'on le fait, et c'est dans ce contexte-là que nous acceptons que vous fassiez votre présentation. Alors, s'il vous

plaît, on vous laisse débiter.

**M. Picard:** Je pense que pour... on aura sûrement l'occasion de se parler un peu plus tout à l'heure, mais l'expression de "good will", comme vous le dites, je pense que ce n'est pas une exception, parce que ça s'est déjà fait, dans le passé, antérieurement, au travers d'autres commissions. Alors...

**Le Président (M. Bélanger):** Quand un... S'il vous plaît! Monsieur, je ne voudrais pas négocier ça ici ce matin. Nous avons accepté, si vous voulez bien débiter, nous nous conformons.

**M. Picard:** O.K. On va demander aux aînés de nous chanter une chanson.

**Les aînés:** (Ils s'expriment dans leur langue).

**Voix de l'interprète:** Ce tambour représente notre vie, à nous autres, notre culture, à nous autres, parce que c'est à travers ce tambour que, nous autres, on a pu vivre et survivre dans le bois, quand on était dans le bois, et puis ce tambour-là a quelque chose de sacré pour nous. Il a une valeur sacrée, parce que, de génération à génération, de père en fils, c'est à travers ce tambour qu'on a pu survivre, qu'on a pu trouver la nourriture qui était dans le bois, dans la forêt. Et je suis déçu qu'on ait eu de la misère, de la difficulté à entrer ce tambour dans cette maison parce que, pour nous, c'est quelque chose de sacré. C'est ce qu'on a reçu de nos pères, de nos grands-pères, de nos ancêtres pour que se perpétue la culture.

S'exprime dans sa langue.

Je vais taper ce tambour avec un os, avec le bois de caribou. Parce que le bois de caribou de nos pères et de nos grands-pères, c'est notre vie, à nous autres.

**M. Mercredi (Ovide):** (S'exprime dans sa langue).

**Voix de l'interprète:** Il dit: O.K. Je vais arrêter. Je suis fatigué, je suis vieux et puis je vous remercie tous d'avoir bien voulu que je rentre ce tambour, parce que je suis content d'être venu ici, dans cette maison du gouvernement, parce que je suis déjà venu chanter encore le tambour. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, s'il vous plaît, je demanderais d'abord aux journalistes de bien vouloir reprendre les secteurs qui leur sont assignés pour que nous puissions reprendre les travaux de la commission. S'il vous plaît! Je

voudrais aussi informer les gens dans la salle qu'il n'y a aucune forme de manifestation à partir de ce moment qui sera acceptée, pour le reste de la séance. On se comprend bien, aucune forme de manifestation, que ce soient des rires, applaudissements, que ce soit de n'importe quelle façon, on n'accepte, à partir de ce moment-ci, plus rien. On se comprend bien? Alors, j'inviterais, donc, M. Mercredi et son équipe à prendre place, s'il vous plaît. Je demanderais aux journalistes de se retirer du cercle, s'il vous plaît! S'il vous plaît! Je demanderais aussi le silence dans la salle. S'il vous plaît! Je demanderais le silence dans la salle. Je vous remercie. Alors, j'inviterais le chef Mercredi à nous présenter les gens qui l'accompagnent. Please, if you want to introduce the people who are with you, in this presentation, and then present your text.

**M. Mercredi:** Mr Chairmen, Mr Bélanger, members of the committee, as you can see I do not speak your distinct language, which places me in a disadvantage to communicate effectively, and to debate with you, in that manner. I take some consolation in the fact that you, yourself, do not speak my language, and perhaps that makes us equals in that sense, that we have all some loss in the relationships.

I want to say one thing to you that is very important before we proceed. Wherever we go, we do not violate people. Where we go, we do not try to desecrate people's traditions. We try, as much as possible, to be patient, and we try to portray ourselves as decent human beings. I know that in your Assembly there are rules that you have made for yourselves, but when you deal with our people, it is a different matter. We did not make those rules and we ask for leniency, some flexibility.

There will need to be reconciliation between traditions and cultures if Québec is to make any progress as a distinct society. It cannot be seen by others and by our people as refusing to accept the traditions of others. When we came here this morning, we were refused admission because we had a drum. It is part of our tradition as a people. We made it very clear out of an act of self-respect for us that we would not come here without the drum, because the drum is part of our identity, part of our life. We waited in that room for many minutes, waiting for the decision to be made to allow us to come with the drum. In the end it was done, and for that we are grateful. But we do not appreciate being lectured either, because that is not our tradition either.

Once we have acceptance, once we are in the same room, we talk, but we talk freely and openly, not with your rules, but we do it in a dialogue. You have your way of communicating, we have ours. You will see that through the course of this presentation, while you may have

had some expectations on how we would proceed, we are a distinct people too, and we have ways in which we decide to represent our own interests in this country.

So we have agreed amongst ourselves that before I make my submission, my presentation to the commission, the elders will speak, then the chiefs of the nations, the indigenous nations here, will speak, then I will speak. That is the order that we have decided for ourselves as a distinct people. Since we are involved in a dialogue between nations we have to be, I think, understanding as much as we can in the way in which you have done for us already. But please, we are not inferior or subordinate people. We come here to your forum, to your House of Government, with all due respect to you as a person and to your institution of self-government.

This, in my mind, is an historic occasion because we have brought here our culture too to share with you, not for you to laugh at, to ridicule, to mock or to be bewildered by or to think it is wasting your time. It is here to share with you and you will see that as we talk, it will be in that context in which we will make our presentation for the balance of the time that we have with you.

**Le Président (M. Bélanger):** Non, non. S'il vous plaît, pas d'applaudissements. S'il vous plaît, pas d'applaudissements sinon je devrai faire évacuer.

**Une voix: ...**

**Le Président (M. Bélanger):** Would you please identify yourself?

**M. Hervieux (Alexandre):** M. Alexandre Hervieux, Betsiamites. (Il s'exprime dans sa langue.)

**Voix de l'interprète:** Mon nom est Alexandre Hervieux. Je suis un Montagnais originaire de Betsiamites. C'est la première fois que j'ai l'occasion de me présenter devant vous. Je suis âgé de 79 ans. Pour aujourd'hui, je vais enlever neuf ans et revenir à 70 ans et vous présenter un peu ce que je connaissais comme vie. Évidemment, comme beaucoup d'autres nations, nos vies se situaient dans les territoires. Des fois même, certaines familles passaient jusqu'à neuf mois dans les territoires et, à ce moment-là, on n'était jamais dérangés, on pouvait chasser en paix. Mais, maintenant, avec tout ce qui a pu subvenir, avec l'arrivée des blancs, la vie n'est plus la même. Avec cela, évidemment il y a eu tout le progrès, le développement qu'on a connu, spécialement de la région d'où je viens: développement hydroélectrique Manicouagan-Outardes. (10 h 45)

**M. Hervieux:** (Il s'exprime dans sa langue).



**M. Picard:** Évidemment, c'est mon intention aujourd'hui, et je le souhaite très ardemment, que le gouvernement nous comprenne. Nous, ce qu'on veut, c'est des territoires pour vivre en paix. Je ne suis pas venu ici aujourd'hui pour me battre, mais bien pour qu'on puisse en arriver à une compréhension mutuelle entre nos peuples.

Je me souviens, entre autres, de la noyade de 10 000 caribous il y a quelques années et ça, ça me fait poser des questions. Je relate aussi la noyade de grandes parties de territoire, ce qui a fait en sorte que le système écologique est différent, ce qui amène les animaux à ne même plus se reconnaître, au niveau de leur territoire.

**M. Hervieux:** (S'exprime dans sa langue).  
Merci.

**M. Picard:** En terminant, il voudrait souligner la présence et remercier aussi tous les chefs des différentes nations, qui sont ici, de la Côte-Nord et toutes les régions, les remercier pour avoir bien voulu accepter l'invitation et être présents ici, à votre assemblée. Évidemment, il attache beaucoup d'importance au cercle que nous formons en tant que différentes nations. Il n'aura que des bonnes choses à rapporter lorsqu'il retournera chez lui.

Évidemment, pour les jeunes, il dit que les jeunes perdent souvent la mémoire lorsqu'il s'agit de l'histoire de nos aînés, ce que nous avons pu connaître comme traditions, dans le passé. En terminant, il voudrait remercier les membres de la commission et il souhaite ardemment qu'on puisse se quitter sur une compréhension mutuelle.

Le prochain aîné qui va vous parler, encore une fois brièvement, c'est M. Joseph McKenzie, de Schefferville.

**M. McKenzie (Joseph):** (S'exprime dans sa langue).

**Voix de l'interprète:** Je ne vais pas parler longtemps. Je suis vieux, je suis fatigué, mais je veux vous dire d'où vient le territoire des Indiens, d'où vient le fait que les Indiens ont un territoire. J'ai 78 ans, puis je vais vous parler de ce que j'ai vu.

Mon père m'a enseigné la culture. Mon père m'a montré comment vivre dans le bois, dans la forêt, afin que je puisse subvenir aux besoins de mes 15 enfants ainsi que de ma femme. Alors, je suis toujours surpris quand j'entends le gouvernement dire que l'Indien n'a pas de territoire. Je suis surpris parce que, moi, j'ai vécu sur le territoire et j'ai vu les traces d'utilisation de ce territoire avant même que l'homme blanc n'ait foulé ce sol — les traces d'utilisation de nos pères, de nos grands-pères et de nos ancêtres.

Je vais vous dire d'où vient le territoire des Indiens. C'est le Créateur qui l'a donné aux Indiens. Il a donné la terre et les rivières et je ne comprends pas comment il se fait qu'on puisse

faire des barrages sur ces rivières comme chez nous, à Sept-Îles. Donc, le Créateur a donné ce territoire aux Indiens et puis la couronne anglaise, quand elle est venue sur ce territoire, a reconnu cela. C'est ce qui a été compris.

**M. McKenzie:** (S'exprime dans sa langue.)

**Voix de l'interprète:** Et là d'où je viens, on a noyé le territoire, on a noyé les animaux et les arbres. Et maintenant, on ne peut plus utiliser ce territoire.

**M. McKenzie:** (Il s'exprime dans sa langue).

**Voix de l'interprète:** Les paroles que je vous dis, ce ne sont pas mes paroles, ce sont les paroles de ceux qui m'ont appris, c'est-à-dire les plus vieux que moi. Je ne sais pas comment prendre tous ces discours qui se passent quand on parle d'Ottawa et de Québec. Quand on entend les mots d'Ottawa et de Québec, je ne sais plus quoi penser. Parce que nous, on ne peut plus vivre de notre vie, on ne peut plus vivre du tout.

**M. McKenzie:** (Il s'exprime dans sa langue).

**Voix de l'interprète:** On aime notre territoire, notre pays, parce que c'est là qu'on mange du caribou et du lièvre. C'est pour ça qu'on aime notre territoire, notre pays. En fait, ça perpétue notre culture, notre mode de vie. Par chez nous, il y a tellement de caribou qu'on le partage aux Indiens qui sont des autres communautés, mais aussi aux Blancs qui viennent nous voir. C'est pour ça que je trouve dommage de voir toutes les choses qui tombent sur la terre, tous les méfaits qu'on fait à la terre, tout ce qu'on brise à la terre, tout ce qu'on fait pour briser la terre. C'est pour ça que c'est dommage, parce que, nous, on aime notre territoire.

**M. McKenzie:** (Il s'exprime dans sa langue).

**Voix de l'interprète:** Je suis content de vous avoir vus, vous, les gens du gouvernement. D'où je viens, c'est loin et j'ai fait un long voyage. Mais je suis content d'être venu et vous parler.

**Le Président (M. Bélanger):** Je voudrais faire une petite précision à ce moment-ci. Non pas que ce ne soit pas intéressant, au contraire. Je pense qu'on apprend beaucoup de choses et que ça fait partie des choses nécessaires pour se mieux connaître, les deux communautés, mais il y a aussi les impératifs des travaux de cette commission. Puisque nous devons terminer à 12 h 30, je demanderais au chef Mercredi et à son groupe de bien vouloir procéder avec plus de diligence pour que nous ayons, à partir de

11 h 30, une période d'échanges avec les parlementaires puisque c'est l'objectif premier de cette commission-là, de pouvoir échanger ensemble. Alors, je vous demanderais, donc, si on pouvait s'entendre pour qu'à 11 h 30, on puisse débiter cette période de questions. Alors, je vous remercie beaucoup de votre collaboration. Madame?

(11 heures)

**Une voix:** I am a Micmac and what I have to say will be in Micmac but I will try to translate it from my own language. It will not be too easy – but I want to try – because this is my first time here. I appreciate the fact that people are here and the Indian people are here, and to come together this way is very nice. I appreciate this. Before I start speaking, I usely, as a habit of mine, do an opening prayer.

(S'exprime dans sa langue). This is not a new prayer, this is the Lord's prayer in Micmac.

Now, what I have to say dates back to our chief 15 years ago and I am pretty sure that some of us may be well aware of him. His name was Jack Wise... He had a vision, long before the fifties. He is gone now; he died 15 years ago. But before he died, he had made this song and I feel very privileged to use this today.

(S'exprime dans sa langue). This chief made this song. I believe he had a vision in doing it. Since many years ago today, before the white men came, our fathers were here: the owners of the lakes and streams. They owned them themselves and they did not fight over them because they knew how to live. And the white men came and they depended on the Indians. But, they kept on using them, until they were brought up by then, and when they were brought up they stole from them and lied to them. Our forefathers did not understand why they behaved like this. Now we teach our children so they will be proud of being Indian, and not ashamed. They have ways of living, they have known the ways of living, and what they had once, the things they had once, will they straighten out again. And the white man will not take them, they will be the ones to return what has been stolen from us. Teach our children not to be ashamed and be a proud Indian, and proud of ourselves, because we deserve it. Our forefathers deserved it too. So our children will be brave and they will learn to read and not be deceived. They will take back what was stolen from us and will set straight what is wrong, and set it right. The white man cannot deceive them. They will bring back the names of all they had, that was written down, and they will not allow them to forget just what it was like hundreds of years ago. The government had all forgotten, and now the leaders, they did not want to see it, but they will show them, that when they argue, they will not be defeated. So teach your children now, they will return all the wrong ways that they did to us. It is true. Today they will return what has been

taken from us.

The other thing I would like to emphasize is that I was a counselor for four years, and it was not an easy thing to do, because there are times that the government has studied some kinds of programs and different things that they have done. They have studied them for a period of maybe over a year, and they are put on short notice for the Band Council to decide, and seek their resolution, when they do not know too much about it. There are a lot of mistakes that have been done on our reserves, and sometimes there is a lot of injustice, but I think, as we learn together, as we are sitting down here today together, we are learning together, on both sides. We have our own traditions, we have our own ways, and we have a different style of doing things. They are very simple. They are not complicated, and I really appreciate the fact that I am here, as an elder. I am beginning to learn more about the Indian way of life, as I was brought up by the white people, and I did not know too much about it, but now I am beginning to see the light of different things that the Indians are facing. It is quite different from the white culture to a Micmac. I feel so sad sometimes, just because they are Indian peoples, that does not give anybody the right to disown them, or to have no voice in anything. They have something to say, it may be small, but in our own way, it is really big because we have something to say. I thank you very much, and my closing is: I love to be an Indian, I love my language, and I love my Canadian land. Thank you very much.

**M. Picard:** Je tiens compte de ce que vous avez avancé tout à l'heure, et nous aurons un dernier intervenant, au niveau des aînés, qui est originaire de la nation Attikamek. Et on va également avoir un traducteur pour lui.

**Une voix:** (S'exprime dans sa langue)

**Voix de l'interprète:** Je vous dis bonjour à tous. Je suis très fier de me présenter ici à vous, et surtout pour vous parler un peu de notre vie.

**Une voix:** (S'exprime dans sa langue)

**Voix de l'interprète:** Nous avons toujours vécu ici, et nous avons toujours essayé de discuter ensemble, entre Blancs et Indiens. Il est vrai que nous avons aussi, nous, des lois et vous aussi, vous avez des lois. Je crois sincèrement, pour en arriver à joindre ces deux lois, que nous devons constamment discuter ensemble.

J'ai vécu aussi dans mes terres. Je n'ai pas vécu comme un Blanc, j'ai vécu comme un Indien dans mes terres. J'ai toujours suivi ce que mes grands-parents m'ont dit, ce que mes ancêtres m'ont toujours enseigné.

**Une voix:** (S'exprime dans sa langue).

**Voix de l'interprète:** Il est vrai qu'aujourd'hui c'est différent. Tout est différent dans le territoire d'avant les développements. On m'a toujours dit de travailler dans ce sens-là, dans le genre de vie que nous avons toujours vécu. Et comme aujourd'hui j'enseigne toujours à mes enfants, il est toujours vrai que c'est différent. En toute honnêteté, nous avons toujours travaillé dans le sens où nous nous sommes reconnus, en tant que nations attikameks. Nous nous efforçons aussi de faire comprendre aux gens de l'extérieur la façon dont nous vivons.

**Une voix:** S'exprime dans sa langue.

**Voix de l'interprète:** C'est tout pour cette courte intervention. J'espère qu'on m'a bien écouté et qu'on va vouloir nous faire entendre ce que nous espérons dans notre vie, sur notre territoire.

(11 h 15)

**Une voix:** (S'exprime dans sa langue)

**Voix de l'interprète:** À la grande démarche que nous avons déjà commencée, c'est l'Indien lui-même qui doit penser sa façon de vivre, sa façon de voir, aujourd'hui, la situation.

**Une voix:** (S'exprime dans sa langue)

**Voix de l'interprète:** Je vous remercie sincèrement de l'invitation que vous avez faite et, surtout, je remercie les gens des nations qui sont venus ici – surtout l'ainé qui est derrière – d'avoir participé avec lui à toute cette démarche-là.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci.

**M. Picard:** Comme vous l'avez probablement constaté, dans la délégation de M. Mercredi, aujourd'hui, il y a des chefs de communautés autochtones du Québec qui veulent également vous adresser quelques mots. Il y en aura quelques-uns seulement et on va commencer avec le chef Jean-Guy Whiteduck de Maniwaki, Rivière Désert.

**Le Président (M. Bélanger):** Auparavant, si on veut bien se comprendre, pour la bonne marche des travaux de cette commission, il avait été entendu qu'il y aurait au moins une heure d'échange avec votre porte-parole officiel, c'est-à-dire M. Mercredi. Alors, il est 11 h 15, il reste 15 minutes. Est-ce que vous croyez, dans votre calcul, que ça va être possible?

**M. Picard:** Ça va être possible. Je pense que les chefs, s'ils viennent à Québec, ce n'est pas pour rien. Ils ont aussi un message à transmettre et on va trouver le temps.

**Le Président (M. Bélanger):** D'accord. Alors, on vous fait confiance et on y va.

**M. Whiteduck (Jean-Guy):** Bonjour. Mon nom est Jean-Guy Whiteduck. Je représente une portion de la nation algonquine, la communauté Kitiganisipi autrefois nommée Rivière Désert. Je représente 2000 personnes, 2000 Algonquins et notre communauté est située près de la ville de Maniwaki dans la section ouest du Québec.

J'aimerais exprimer un peu, ce matin, le chagrin que j'ai vécu. C'est avec chagrin qu'on a vécu un manque de respect. Vous avez dit qu'on faisait une protestation ou une cérémonie. Pour nous, c'est sacré et on demande du respect. J'aimerais dire quelques mots pour ma nation, pour le peuple de ma communauté. Comme les sages ont exprimé, ce matin, leur point de vue, leur vision des choses, je vais exprimer quelques mots moi aussi.

Je pense qu'on est ici, au Québec, qui fait partie de l'Amérique du Nord, comme vous aussi qui êtes ici. Je pense qu'il faut trouver des façons de s'entendre et de vivre dans les territoires en paix, et d'apprendre à partager, comme nous avons partagé avec vous, toutes nos richesses, toutes les choses que cette terre-là a offertes à votre peuple. Nous cherchons des partenaires d'un nouveau processus, mais des partenaires égaux.

Jusqu'à date, on n'a pas été traités comme des partenaires égaux. Vous avez pris nos terres sans nous le demander et nous, de la nation algonquine, nous réclamons la souveraineté aussi, comme vous le faites. On n'a jamais cédé nos territoires ancestraux. La couronne française et la couronne britannique ont toujours reconnu notre souveraineté et la Constitution canadienne la reconnaît, l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982. Le territoire de la Nation algonquine se fait continuellement violer, les ressources, les coupes à blanc sans l'approbation des Algonquins. On vous demande de prendre ça en considération à l'avenir. J'ai ici avec moi un document nommé "Le pays des Anishnabes". "Anishnabes" ça veut dire le peuple. Nous sommes les premiers peuples de ce pays-là et nous avons des droits et on demande que vous respectiez ces droits-là. On demande aux Québécois, avec toute sincérité et honnêteté, de s'asseoir avec nous et de discuter de l'avenir. On peut jouer un rôle positif, d'égal à égal, sans la confrontation mais dans une atmosphère qui va assurer que notre peuple va connaître la justice et que notre peuple va avoir l'opportunité, lui aussi, de grandir et d'avoir accès à ses ressources, d'avoir un mot à dire dans son propre pays. Merci beaucoup.

J'ai un autre mot. J'aimerais déposer ce document-là, pour ma communauté seulement. C'est la preuve du territoire, c'est l'histoire de notre nation.

**Le Président (M. Bélanger):** Votre document

est donc officiellement déposé. Nous le recevons avec plaisir. Si quelqu'un peut aller chercher le document.

**Une voix:** Bonjour...

**Le Président (M. Bélanger):** Il est parti du mauvais bord. Ha, ha, ha! Si vous voulez continuer, M. le chef, je vous en prie.

**M. McDougall (Harry):** ...membres du comité. Je suis Harry McDougall, chef du conseil de bande d'Abitibi uni, situé en Abitibi à Pikogan. J'ai fait un mémoire de 12 pages. Vu le manque de temps, j'ai résumé en gros le mémoire que je vous dépose.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce que vous désirez déposer ce mémoire-là à la commission? Il nous servirait pour fins d'analyse.

**M. McDougall:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** D'accord, merci.

**M. McDougall:** Notre bande est membre de la Nation algonquienne située en Abitibi. Ce peuple occupe un vaste territoire, situé à l'intérieur du territoire du Québec, pour lequel le Québec anticipe d'obtenir un nouveau statut politique. Le soussigné, en tant que chef du Conseil de Bande et avec la collaboration du comité technique en matière de revendication territoriale désire vous exprimer, par la présente, l'étendue des droits dont jouissent les membres de notre bande, ces droits étant solidaires de ceux de plusieurs autres nations habitant le Québec aujourd'hui. Nous entendons par conséquent nous exprimer par le présent mémoire sur la question des droits à l'autodétermination des Québécois, de même qu'à l'égard de la question d'intégrité du territoire et nous aborderons les questions des droits et statuts des autochtones du Québec.

Le droit à l'autodétermination. Les nations autochtones qui habitent le Québec sont également en droit de revendiquer leur souveraineté. Des documents historiques nous permettent d'établir, hors de tout doute raisonnable, qu'au moment de la conquête, les Britanniques ont fait des représentations aux autochtones à l'effet de reconnaître qu'ils étaient les détenteurs de l'absolue propriété de leurs territoires. D'autres études qui seront éventuellement soumises devant les tribunaux – si cela s'avère nécessaire – démontrent que la proclamation royale de 1763 avait pour but de créer un pays autochtone au nord de la frontière américaine. Par conséquent, la proclamation royale de 1763 créait une frontière. Elle reconnaissait un pays autochtone avec qui les Britanniques voulaient effectuer des transactions commerciales. Les Britanniques voulaient retirer des profits économiques du commerce de la fourrure, tout en permettant aux

autochtones de conserver la reconnaissance de leurs pays autochtones, territoires dont ils étaient les absolus propriétaires. Eu égard à ces aveux historiques, le Québec et le Canada ont désormais le fardeau de démontrer que ces droits ont été éteints. Par conséquent, la bande d'Abitibi-Pikogan et d'autres nations, dont la neutralité militaire a été acquise en faveur des Britanniques au moment de la conquête, suite à des négociations, sont en droit de prétendre que toutes les structures constitutionnelles des Blancs survenues après cette période n'ont jamais porté atteinte au droit des nations autochtones du Québec. Ce peuple et ces nations n'ont jamais été l'objet de négociations ou d'ententes constitutionnelles de quelque nature que ce soit avec les Québécois et les Canadiens. Notre bande, se fondant sur les aveux historiques, affirme devant cette commission détenir un droit juridique absolu de propriété et déclare être en mesure de justifier l'existence d'une société autochtone souveraine détentrice d'un droit de propriété...

**Le Président (M. Bélanger):** Un instant.

**M. McDougall:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'on pourrait, dans la salle, s'il vous plaît!, cesser même de murmurer pour qu'on s'entende. Ce ne sont pas des murmures et ce ne sont pas des colloques parallèles qu'on veut entendre, c'est le chef. S'il vous plaît, par respect, je vous demanderais... S'il vous plaît!

**M. McDougall:** Donc, j'étais rendu à: ...détentrice d'un droit de propriété absolue sur le territoire et que ces droits n'ont jamais été atteints par une négociation de nation à nation.

La question territoriale. Nous-mêmes et d'autres peuples autochtones du Québec considérons n'avoir jamais renoncé à nos droits de souveraineté et d'absolue propriété du territoire québécois. Il est par conséquent impératif que ces négociations interviennent entre le Québec et les autochtones, au même titre que le gouvernement fédéral. Ça devrait être fait actuellement. Les peuples autochtones du Québec revendiqueront les mêmes droits que les Québécois. Ils sont en mesure de légitimer leur action sur les plans international et national, fondée sur les faits historiques. Il est facile de comprendre qu'un pays étranger ne pourrait négocier à la pièce avec certaines bandes, certains villages ou certains regroupements la renonciation de leur appartenance à un pays autochtone. Les Québécois se doivent de réaliser que les autochtones détiennent plus que le privilège et qu'ils sont bien fondés de revendiquer leur souveraineté. Les autochtones du Québec croient sincèrement être en mesure, d'ailleurs, de faire reconnaître cette souveraineté, même à l'intérieur du système judiciaire canadien et québécois. L'erreur histo-

rique des Canadiens et des Québécois a été considérée par la proclamation royale comme étant une loi ou un acte juridique de nature à éteindre les droits des autochtones, alors que les thèses ayant étudié le contexte, à l'époque, et préparé par les experts étrangers, révèlent que le but réel recherché était davantage celui de créer une frontière ou de reconnaître l'existence d'un pays autochtone au nom de la frontière créée par la proclamation royale de l'époque. Notre peuple se doit de revendiquer encore la propriété de ses territoires et l'existence de son pays qui n'a cessé d'exister, ce que les Québécois et les Canadiens oublient et ignorent trop facilement. Je laisse la parole à Me Pouliot pour expliquer en deux mots et résumer.

**M. Pouliot (Michel):** Rapidement. J'ai eu l'occasion d'étudier les droits des autochtones, depuis plusieurs années. J'ai été impliqué dans le dossier des Sioui, où on a révolutionné un peu la perception que les Québécois avaient du droit des autochtones à l'intérieur du territoire du Québec. Dans un premier temps, aujourd'hui, j'ai l'impression que deux peuples, pour la première fois, auraient l'occasion de faire une alliance; le Québec qui se demande en vertu de quoi on pourrait faire accepter, au niveau international, la reconnaissance des Québécois comme peuple.

J'ai eu l'occasion, sur cette question, d'étudier des jugements, entre autres des jugements du Conseil privé de Londres, avant même la naissance de partis indépendantistes au Québec, où les juristes révélaient ce qui suit, relativement au système constitutionnel canadien: Les provinces, vous êtes autonomes et indépendantes; vous avez délégué des pouvoirs à un gouvernement central. C'est la perception juridique du Canada dans sa forme constitutionnelle actuelle. Aujourd'hui, de savoir ça, il est évident que les Québécois peuvent dire: Légitimement, nous n'aurons pas honte de nous affirmer comme peuple et de déclarer qu'à l'égard du reste du Canada nous avons un droit légitime interne.

(11 h 30)

Aujourd'hui, des autochtones sont devant vous avec le même problème. Vous vous souviendrez du "What does Québec want?" et on voyait venir la deuxième question. Si vous prétendez vouloir quelque chose, la question suivante, c'est: En vertu de quoi allez-vous toujours bien prétendre avoir des droits à quelque chose? Aujourd'hui, les autochtones ont une perception. Les Québécois les perçoivent comme étant des gens privilégiés et détenteurs de droits qui sont très équivoques.

Les recherches constitutionnelles au niveau du droit nous permettent maintenant d'établir quelque chose d'évident. Quelqu'un qui demeure à l'extérieur du continent nord-américain, de toute évidence, nous dit en tant qu'expert: Vous n'aurez toujours bien pas de misère à faire

reconnaître que les autochtones étaient propriétaires d'un pays ou d'un territoire avant que les Européens arrivent. Le contexte historique actuel fait en sorte qu'il y a eu des aveux qui ont été faits au moment de la conquête, où les Britanniques ont créé leur système. Les dirigeants des troupes militaires de l'époque leur disaient carrément: Je n'ai jamais reçu le mandat du roi d'Angleterre, en tant que dirigeant des forces armées, de vous enlever les territoires dont vous êtes propriétaires. Aujourd'hui les Amérindiens pourraient autant que les Québécois, dans une certaine mesure, justifier juridiquement leur droit à l'autonomie, basé sur le fait qu'il y a eu une erreur d'interprétation des tribunaux où on a dit: Les autochtones, au Québec, vous avez juste, en vertu de la proclamation royale, des droits réservés de chasse et de pêche. C'est une erreur monumentale et les documents historiques et les aveux qui ont été trouvés, qui sont en la possession des autochtones actuellement, pourront faire en sorte, finalement, que les droits soient reconnus.

Le message d'aujourd'hui qui doit être retenu, c'est que le Québec a un problème dans un référendum à ne pas reconnaître la présence des autochtones. Vous vous souviendrez il y a 10 ans, quand les Québécois se sont engagés dans un référendum qui a coûté des millions, la question était: Nous mandatez-vous pour obtenir la souveraineté-association? On pouvait se ramasser au bout de ça, en tant que Québécois, à se faire dire: Vous êtes déjà souverains. Retournez chercher un mandat de votre peuple vous déclarant unilatéralement indépendants et vous reviendrez nous voir. Aujourd'hui, les Québécois vont s'engager dans un autre processus de référendum où ils vont dire: Les autochtones, on s'en fout. On ignore leurs droits et on n'exprimera même pas notre intention, de quelle façon on va se comporter à l'égard des autochtones.

Il y a un danger pour les Québécois de faire ça, de se comporter de la même façon que les Canadiens ont fait, en reportant toute négociation avec les autochtones. Le Québec se doit d'exprimer une position claire et nette, de reconnaître qu'il y a une alliance naturelle entre les autochtones et les Québécois, de ne pas considérer les autochtones comme étant des gens à qui on a accordé des privilèges. Aujourd'hui, en tant qu'autochtone, vous seriez mes enfants autochtones. Je serais propriétaire d'une entreprise qui vaudrait des millions. Je ne serais même pas capable de vous la revendre parce que je ne suis pas propriétaire des fonds de terre et je me dois de négocier comme étant un enfant mineur approximativement. Dans ces circonstances-là, il faut détruire le préjugé que les Québécois ont qu'il y a de l'agressivité de la part des autochtones et que ces gens-là n'ont pas de droits et rêvent en couleur. C'est exactement la même réponse que les Québécois peuvent obtenir au lendemain d'un référendum, disons, si on décide

de s'affirmer. Alors, il faut être conscient que des droits existent de la part des autochtones. Il ne s'agit pas d'un peuple comme d'autres à l'intérieur du Québec. Il s'agit des peuples qui étaient là au départ et qui ont des droits.

Alors, c'est le message que nous voulions livrer aujourd'hui. Il est évident que si le Québec ignore toute possibilité de prise de position avant le référendum, ça laisse les autochtones dans la position de faire valoir ces recours de quelque façon que ce soit, en faisant valoir leur position soit devant les tribunaux ou autrement. De grâce, il faut avoir un débat où les arguments vont être véhiculés et où il va y avoir une décision pour éviter justement des cas de violence où les deux peuples pourraient se séparer et emprunter des voies séparées parce qu'on ne se comprend pas alors que ces deux peuples-là peuvent constituer des alliés naturels. Le message d'aujourd'hui, c'est ça: Ne considérez pas les autochtones comme étant des gens à qui on a accordé des privilèges, comme des mineurs, mais considérez-les comme des associés dans un processus d'indépendance avec qui le Québec se devra de négocier.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. Alors, nous sommes maintenant à la période d'échanges, c'est-à-dire la période de questions et réponses. J'inviterais le chef Mercredi à prendre place à la table des témoins. Alors, M. Mercredi, please, if you want to take a seat at the witness' table.

**M. Picard:** On aurait deux autres chefs qui aimeraient faire des présentations.

**Le Président (M. Bélanger):** Écoutez, on s'était entendus, tout à l'heure, qu'à et demie, on commençait la période des questions. On ne peut pas malheureusement...

**M. Picard:** On devait rentrer à 10 heures ce matin. On est rentrés à 10 h 30.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais nous étions là à 10 heures, nous. Alors, je vous demanderais donc...

**M. Picard:** On était de l'autre bord, à 10 heures.

**Le Président (M. Bélanger):** Écoutez, moi, je ne veux pas négocier ça. Je dois être inflexible, sinon nous n'arriverons jamais à temps dans notre... Je déplore pour ces deux chefs; j'espère qu'ils ont des textes qu'ils pourront nous remettre, et que nous pourrons en faire lecture. Mais, malheureusement, pour le bon déroulement des travaux, nous devons procéder à cette période des questions.

**M. Mercredi:** With the greatest respect, Mr.

Chairperson, what more could you question if I have not made my presentation? Unless you have some preconceived opinions of what I am going to say, how can you formulate questions on the basis of the presentation, I am supposed to make.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous avons votre texte, we have got your paper, and everybody here has read this paper. So, we are here ready to ask questions.

**M. Mercredi:** Yes. I am ready to make the presentation, I am ready to read the paper.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K.

**M. Mercredi:** That is what I came to do, and that is what you have invited me to do.

**Le Président (M. Bélanger):** Yes.

**M. Mercredi:** And you will also appreciate that we were half an hour late, not because of our choice, but because of incidents that happened. Our distinct society was challenged by this institution.

**Le Président (M. Bélanger):** We are going to hear you.

**M. Mercredi:** The Assembly of First Nations welcomes the opportunity to appear before the Committee to examine matters relating to the accession of Québec to sovereignty. As a national chief, I am accompanied today by members of chiefs and other representatives of First Nations, whose ancestral territories are wholly or partly within what is now the province of Québec. We wish to make clear that we are not here as witnesses subject to the sovereignty or jurisdiction of Québec, but as representatives of First Nations, and peoples with distinct cultures, territories, governments and jurisdictions. The First Nations in Québec include the Abénakis, Algonquins, Attikameks, Cris, Hurons, Micmacs, Mohawks, Montagnais, Naskapis and Malécites. A James Bay Cri has been issued a separate invitation, to appear before this committee, to elaborate on their position. I will leave it to the Cris to specifically address the relevance of the James Bay and Northern Québec Agreement. However, in regard to the James Bay Cris, the AFN will support and endorse their position.

The purpose of our appearance, today, is to generally address the issue of the accession of Québec to full sovereignty, which is the mandate that you have been given by the National Assembly. In so doing, I will elaborate, briefly, on the fundamental status, rights and concerns of First Nations peoples in Québec. I will also seek clarification of Québec's position concerning the basis of the provincial claim to full sover-

eignty. The Assembly of First Nations has been closely following the proceedings of this Assembly on sovereignty. We take seriously the presumption that underlies bill 150 that, in the province of Québec, one group called Quebecers has a right to determine the political status and destiny of all peoples within its expansive, geographic borders. While we take this presumption seriously, we believe it is not supported by international law, and is a threat to our fundamental status and rights. We will not be robbed of our inalienable right to determine our own future. First Nations will decide which States we choose to be associated with, and in what ways should French Canadians chart an independent course. The critical point I make to you today is that it is the exclusive domain of First Nations to determine our future and not any province or political party. We will not be forcibly subordinated to a new sovereign power. Our homelands cannot be annexed or claimed by anyone without our consent.

Unless the self-determination of the First Nations is fully acknowledged and respected by the National Assembly, there can be no legitimate self-determination for the people in the province of Québec. To deny our right to self-determination in the pursuit of your aspirations would be a blatant form of racial discrimination. Moreover, international legal principles would be gravely violated. Neither that Québec Government, the Parti québécois, nor this Committee has yet come to terms with aboriginal self-determination. This must be a starting point. The Assembly of First Nations' approach of the constitutional reform is rooted in our rights to self-determination as the first people of what is now called Canada. Our approach is supported by international law. There can be no legitimate succession by any people in Québec if the right to self-determination of First Nations are denied, suppressed or ignored, in order to achieve independence. Our rights do not take a back seat to yours.

I want to bring to the Committee's attention some questionable presumptions which are part of the discussion of self-determination for Québec. Let me be clear, that each First Nation represented today constitutes a people, with its own common history, cultural or linguistic ties, ancestral territory, or governments. As chiefs, we have a strong collective will to maintain our identities and exercise our responsibility to govern our people. However, each of the First Nations has a right to self-determination and can freely exercise the rights as separate peoples.

For the First Nations in Québec and Canada, our languages, cultures and societies are endangered. This attack on our identities, our culture, our traditions, our nationhood is a devastating result of oppressive federal and provincial policies. We have been and continue to be subject to colonization. However, we will not

continue in a relationship of subordination. We will not have our cultural and linguistic identities subject to French control or English control. Oppression, whether it is inflicted by French or English, is oppression. Domination, whether it is imposed in French or English, is domination.

In certain quarters, including Québec, our inherent right to self-determination is still being opposed. This is an appalling reflexion of harmful, insensitive and assimilated policies. It thinly conceals a stubborn unwillingness to relinquish assumed federal and provincial powers that are unjustifiedly exerted over our peoples and territories. Our colonial situation is an international disgrace for Canada and Québec. Under international law, the right to self-determination is a right of peoples. As the Charter of the United Nations and the international Bill of Rights recognizes and I quote: "all peoples have the right of self-determination." By virtue of that right, they freely determine their political status and freely pursue their economic, social and cultural development. Self-determination is not a right of a province, it is a right of all peoples. All the people of Québec, a people in the international legal sense, the population of Québec is made up of a wide range of racial and ethnic groups. It cannot be considered to be a single people within the meaning of the right of self-determination. Otherwise, the people of Canada would also be a people for the purposes of international law. To such interpretations, the essential purposes of self-determination would be defeated.

(11 h 45)

Many French Quebecers appear to base their political dreams and aspirations in the right to self-determination. Indeed, it seems to be the foundation for the presumption of an independent State that can be formed. I would like some clarification on the basis of Québec's claim to full sovereignty. Is it self-determination? If so, it has interchangeably been said that Québec, Québécois, Quebecers, Québec men and women or the people of Québec have the right to self-determination. On more rare occasions, it has also been declared that French-Canadians have the right to self-determination. It is worth noting that Québec jurists such as professor Jacques Brossard insists that it is clearly the French-Canadian nation that has the right to self-determination. It would appear that the French-Canadian nation, centered in Québec, may be the people with the right to self-determination. It is up to the French-Canadians to make their own case. However, if such a right exists, it cannot be exercised in a manner that denies or impinges upon the right to self-determination of the First Nations' peoples. Further, as the jurists from Québec and elsewhere have suggested, it is uncertain under international law whether this right of the French-Canadian nation

can automatically include the right to unilaterally secede from the Canadian Federation. It certainly does not include a right to trample upon the rights of First Nations' peoples to self-determination. Even if the French-Canadian nation can accede to independence, then the question still remains as to what territory an independent Québec would claim.

**M. Picard:** Certains politiciens et juristes québécois ont soutenu que, dans le cas d'une déclaration même unilatérale d'indépendance, les frontières provinciales actuelles du Québec demeuraient intactes. Il semble que, dans une large mesure, cet argument s'appuie sur une doctrine internationale dite *uti possidetis*. D'après cette doctrine, des colonies existant dans l'Amérique centrale et du Sud et en Afrique s'accordèrent pour maintenir les frontières qu'elles avaient avant l'indépendance afin d'éviter des conflits sanglants. Autrement dit, la règle *uti possidetis* a été appliquée par consentement mutuel entre colonies et États dans le contexte de la décolonisation. En tout cas la règle *uti possidetis* n'est pas obligatoire en droit international. De plus, cette doctrine ne peut être employée pour forcer les premiers peuples à faire partie d'un nouvel État. Cela constituerait un abus flagrant de notre droit à l'autodétermination et, par conséquent, serait contraire aux normes du droit international.

Dans le débat sur la sécession du Québec, on présuppose souvent que le nouvel État engloberait le territoire de toute la province. Toutefois, le Québec n'est pas monolithique et il n'abrite pas qu'un seul peuple et une seule culture. En réalité, il constitue le territoire ancestral historique d'au moins 10 premières nations distinctes. Les territoires des premières nations recouvrent la majeure partie de la province de Québec. De plus, nos terres transcendent les frontières géographiques de la province. Elle s'étendent au-delà des côtes ainsi que d'autres régions du Canada et même des États-Unis. L'utilisation des frontières géographiques du Québec dans le contexte du droit à l'autodétermination n'est donc pas conséquente. Nous ne sommes pas ici pour revendiquer la totalité de ces territoires traditionnels comme étant le domaine exclusif des premières nations. Notre héritage au Canada a toujours été et continue d'être une tradition de partage de nos terres et de nos ressources. Cependant, nous tenons à souligner que les questions relatives aux territoires et aux frontières sont complexes. Il serait malhonnête et injuste de présumer que les frontières actuelles de la province seraient automatiquement celles d'un nouvel État souverain.

La province de Québec est présentement définie par une frontière administrative à des fins intrinsèques à la Fédération canadienne. Soit dit avec respect, elle ne reflète pas le territoire

légitime de la nation canadienne-française. En 1898 et en 1912, les frontières de la province de Québec ont été étendues, mais ces extensions résultaient d'actes politiques relevant du fédéralisme, injustement posés à l'insu et sans le consentement des premières nations dont les territoires étaient directement en cause. Vous ne pouvez pas réclamer nos terres, qui ont été remises au Québec à titre de province en 1898 et en 1912, sans notre consentement. Par conséquent, les frontières actuelles de la province de Québec ne seraient pas celles qui reviendraient aux Canadiens français en vertu du droit à l'autodétermination, d'après le droit international.

Votre gouvernement prétend que les droits fondamentaux des premiers peuples – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Québec – qui n'étaient pas partie de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, ni de l'entente subséquente que vous avez signée avec la Nation naskapie, ont été unilatéralement éteints par une loi fédérale. Cette violation profonde de leurs droits humains fut commise à la demande expresse et à l'insistance du gouvernement du Québec et demeure un acte de dépossession sans précédent dans l'histoire du Canada. Suite à cette action odieuse de la part du gouvernement fédéral et de la province, certains leaders politiques québécois prétendent que les peuples des premières nations vivant dans le Nord – c'est-à-dire dans les deux tiers du Québec – n'ont plus de droits territoriaux sur lesquels fonder un droit quelconque à l'autodétermination.

Les premiers peuples n'acceptent pas cette soi-disant extinction de leurs droits.

Aucune entente, aucune loi fédérale ou provinciale ne parviendra jamais à nous séparer de nos terres ancestrales, de nos ressources, ni de notre environnement. Nous occupons et nous utilisons nos terres depuis des siècles et nous n'avons pas l'intention d'aller ailleurs. Aucun changement de système politique ne pourra jamais servir de justification pour rompre les liens ancestraux qui unissent les peuples des premières nations à la terre, notre mère.

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse. Compte tenu du peu de temps qui nous reste je me fais insistant, mais je me dois de le faire. Est-ce qu'il est possible de résumer, puisque nous avons tous lu le texte, analysé sous tous ses angles, et je pense que là-dessus il n'y a pas de problème. Alors, si on pouvait juste résumer la position s'il vous plaît, pour faire ça plus rapidement. M. le ministre, oui?

**M. Sirros:** M. le Président, je constate avec vous que l'heure file et il va être évident bientôt qu'il va rester très peu de temps pour des questions. Alors, je pourrais peut-être demander le consentement de l'Opposition pour qu'on "extensionne" déjà d'au moins une demi-heure, et qu'on se rende jusqu'à une heure.



**Le Président (M. Bélanger):** Avant d'accepter des consentements d'extension, je voudrais d'abord qu'on essaie de voir si on peut se situer dans les temps puisque nous siégeons cet après-midi, et que la journée est longue. Alors...

**M. Sirros:** Je m'en remets à vous.

**Le Président (M. Bélanger):** J'apprécie cet effort, mais je pense que nos invités comprendront dans quel dilemme nous sommes. Nous demandons votre grande collaboration, avec tout le respect que nous devons à votre position et à votre texte, pour nous le résumer plutôt que nous le lire, s'il vous plaît.

**M. Picard:** Bon nombre de premières nations au Québec n'ont jamais signé de traité avec le gouvernement et n'ont jamais cédé leurs droits territoriaux de quelque façon que ce soit. Vous ne pouvez pas présumer que ces territoires reviendraient de droit à un nouvel État souverain du Québec.

Le lien qui nous unit aux territoires est avant tout d'ordre spirituel. Il nourrit à la fois notre identité et nos communautés, et ce de la façon la plus profonde. Ni la règle *uti possidetis*, ni aucune autre doctrine arbitraire, ni une clause d'extinction, ni un mouvement sécessionniste quel qu'il soit ne peut changer le lien qui nous unit à nos terres ancestrales. Personne ne peut réclamer la souveraineté à nos dépens, ni déclarer que nous n'avons plus de droits dans nos propres territoires. Les aspirations des souverainistes québécois francophones ne peuvent anéantir les droits des peuples des premières nations à l'autodétermination. Comme le déclarait le président des États-Unis, Woodrow Wilson, en 1917: Aucun droit n'existe, où que ce soit, de se passer des peuples, de souveraineté en souveraineté, comme si c'étaient des biens de propriété.

Nous disons qu'il n'appartient pas au Canada, ni au Québec, de déterminer qu'ils peuvent nous imposer leur souveraineté. Les premières nations ne sont la propriété ni du Canada, ni du Québec. Dans vos travaux, il vous faut reconnaître qu'il y a d'innombrables questions territoriales qui ne sont toujours pas résolues. L'intégrité d'un territoire traditionnel doit être assurée. La destruction et la dépossession qui nous ont été infligées, maintenant et par le passé, sont des torts qui doivent être réparés. En considérant les questions que nous avons soulevées devant vous, rappelez-vous que la Cour suprême du Canada a reconnu que l'honneur de la couronne est en jeu dans les relations entre le gouvernement et les premières nations. Le Québec doit se comporter honorablement dans ses relations avec les premières nations, et non pas en adversaire. Cela constitue une obligation constitutionnelle incontournable.

Le principe proposé par le gouvernement du Québec concernant l'intégrité territoriale du

Québec est un affront aux premières nations. Il va de soi que la notion juridique... à l'extrême préjudice des premières nations. Elle vous permettrait de créer une nouvelle fiction juridique, une sorte de manteau de légimité dont vous pourriez revêtir vos revendications quant à nos territoires. Nous nous élevons contre cette fiction. Elle porterait un grave préjudice à notre droit de déterminer notre destin en nous vouant à un avenir de subordination au Québec. Est-ce que les souverainistes québécois seraient prêts à reconnaître, comme un principe primordial, l'intégrité territoriale du Canada?

La loi référendaire comporte une distinction flagrante et discriminatoire entre les droits des Québécois et ceux des peuples des premières nations. Le préambule de la loi affirme que les Québécois sont libres d'assumer leur propre destin, de déterminer leur statut politique et d'assurer leur développement économique, social et culturel. Cette définition équivaut à celle de l'autodétermination, surtout du fait que la loi 150 porte sur la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec en 1992. Contraste saisissant, la loi se contente de convenir que le Québec reconnaît aux Amérindiens et aux Inuit du Québec le droit de maintenir et de développer leur identité et leur culture propre et d'assurer le progrès de leur communauté. Nous dénonçons les prémisses sur lesquelles repose la loi 150. Les premières nations ne constituent pas de peuple de second ou de troisième ordre. Nous ne nous laisserons pas refuser avec quelque frivole insouciance la pleine reconnaissance de notre droit à l'autodétermination. Le Québec n'accepterait jamais que le Parlement fédéral reconnaisse aux Canadiens la liberté de déterminer leur statut politique alors que les Canadiens français ne seraient en mesure d'assurer le progrès de leur communauté.

Qui le terme "Québécois" désigne-t-il? Cela n'est pas clair, à nos yeux. Sous-entend-il que les gens de toutes les origines raciales, nationales et ethniques qui vivent dans la province de Québec ne forment qu'un seul groupe? Est-ce que les Français, les Anglais, les Italiens, les Grecs, les Haïtiens, les Irlandais, les Allemands, les Juifs, les Arabes et les autres membres d'autres groupes ethniques vivant dans la province forment tous un seul peuple pourvu d'un même droit à l'autodétermination? Les Québécois francophones et les premières nations, à l'intérieur du Québec, font-ils partie d'un seul peuple? Si c'est là votre point de vue, il va à l'encontre de votre droit à l'autodétermination et à l'auto-identification.

De plus, un peuple ne peut être défini par les frontières administratives de la province de Québec. Comme le déclarait le juge Dillard de la Cour internationale de justice dans le cas du Sahara occidental, il appartient aux peuples de déterminer le destin du territoire et non au territoire de déterminer le destin du peuple. Une

loi référendaire juste et équitable doit se conformer pleinement aux normes du droit international. Sans la participation et le consentement des premières nations, la loi ne saurait s'appliquer qu'aux territoires particuliers que les Canadiens français peuvent légitimement réclamer lorsqu'ils aspirent à l'indépendance. Ainsi, le droit des premières nations de déterminer l'avenir de nos territoires serait reconnu et respecté.

La loi référendaire actuelle, en plus de soulever de graves problèmes, comporte un vice fatal car elle a pour effet de nier le droit des premières nations à l'autodétermination. La loi présuppose que tout le territoire de la province de Québec serait automatiquement inclus dans un nouvel État souverain de Québec. Or, cette supposition est sans fondement. De plus, la loi 150 ne prévoit pas de double majorité. Dans le cas d'un référendum pancanadien, le Québec accepterait-il une formule basée sur une simple majorité qui risquerait d'ôter toute portée aux voix des électeurs du Québec? Il y a un certain nombre de questions complexes et délicates qui devront être résolues avant qu'un référendum n'ait lieu sur la souveraineté du Québec.

(12 heures)

Nous avisons respectueusement tous les membres de cette commission, ainsi que l'Assemblée nationale, qu'il serait peu judicieux de tenter de tenir un référendum sur l'indépendance du Québec basé sur les principes erronés et injustes de la loi 150. Les règles actuelles nient les droits fondamentaux des premiers peuples, y compris le droit à l'autodétermination. À certains moments, on a suggéré que les futures négociations entre les premières nations et le Québec soient basées sur les principes contenus dans la résolution sur les droits des autochtones adoptée par l'Assemblée nationale en mars 1985. Bien que nous reconnaissons l'effort, je tiens à souligner que cette résolution a été imposée unilatéralement par le gouvernement du Québec et par l'Assemblée nationale contre les objections expresses des premières nations. Il en résulte que ce document a été catégoriquement rejeté par les premières nations ici présentes. Conséquemment, il ne peut servir de base légitime à des négociations ou à des discussions futures, que si celles-ci portent sur un Canada renouvelé ou sur un nouvel État du Québec. Le fondement de toute relation future devra reposer sur votre respect pour notre droit à l'autodétermination.

**M. Mercredi:** The final report of this committee on sovereignty must reflect the basic question posed before you today by the First Nations. Our position is clear, first it is essential that all policies and actions of the Québec government, and the National Assembly, be consistent with the essential principal of equal rights and self-determination of peoples contained in the United Nations and numerous other

international instruments. Second, the integrity of aboriginal territories must be adequately safeguarded and respected. No acts or self-determination by sovereignists in Québec, or French-Canadians centered in Québec, must be allowed to infringe upon our collective rights of a similar nature. Third, there cannot be no referendum on the Québec independence without first resolving First Nations' issues. Should a referendum on the accession of Québec to full sovereignty take place, it must in no way affect the First nations' homeland without our free and informed consent. If you go ahead with the referendum, without dealing with our issues, our international campaign will be intensified. We are confident that the international community will not stand by and allow our rights to be denied.

In closing, I want to make it clear that we have always acknowledged and respected the collective rights of French-Canadians. You are a distinct society. However, in the wake of your broader objectives, that impact severely on the destiny of the territories of First Nations, we will not become passive or subordinate societies. As national chief, I invite you to participate in a constructive dialogue between First Nations and Québec on constitutional issues. A dialogue that is not unduly restricted by rules and procedures. We should be building a new partnership based on mutual respect and support for our respective rights. Instead of trying to construct hierarchies of rights, your rights over ours, we should be trying to develop a relationship based on respect and the equality between peoples. Only through openness of the minds and of the heart can questions of such vital importance to our peoples and yours be reconciled. The alternative which we do not favour is confrontation. It is an alternative that is possible if we cannot create a forum, or forums, to begin a dialogue that is so necessary for us to come to a mutual agreement, or consensus, or to proceed with our respective destinies as distinct peoples. Thank you.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci.

**M. Picard:** Peut-être juste une petite note avant de poursuivre. J'aimerais préciser que dans le texte, la version française du texte, à la page 10, il y aurait une correction. À l'avant-dernier paragraphe, la phrase devrait se lire: "Si c'est là votre point de vue, il va à l'encontre de notre droit", au lieu de "votre".

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, cette correction étant faite, j'inviterais, donc, le député de Lac-Saint-Jean à poser une première question. M. le député. S'il vous plaît! S'il vous plaît! S'il vous plaît, pas de bruit dans la salle, qu'on respecte l'échange qui doit se tenir. M. le député.

**M. Brassard:** M. le Président, autant, tout à

l'heure, les témoignages des anciens et des chefs avaient une résonance très humaine et manifestaient une large ouverture d'esprit, une volonté de dialogue dans le respect mutuel des diverses communautés, autant le texte ou le mémoire de l'Assemblée des premières nations, avec ses prétentions juridiques, est provocateur, truffé de remarques incendiaires et très souvent fois méprisant à l'égard du peuple québécois et du Québec lui-même. Il y a comme une distorsion que j'ai constatée et que d'autres, sans doute, ont constatée entre les témoignages des anciens et des chefs, tout à l'heure, et le texte dont on a pu prendre connaissance. C'est à se demander, d'ailleurs, dans quelle direction les autochtones québécois, du Québec, vont s'orienter, dans le sens des propos et de l'ouverture d'esprit manifestée par les anciens et les chefs ou dans le sens du texte du mémoire de l'Assemblée des premières nations. Il faudra, évidemment, le savoir. J'en arrive à me demander si on n'est pas en face d'une stratégie qui vise à dévaloriser et à démolir l'aspiration à la souveraineté des Québécois et des Québécoises dans le but d'obtenir du Canada et du gouvernement fédéral des dispositions constitutionnelles satisfaisantes. J'ai l'impression qu'il y a là une dimension stratégique, mais qui pourrait comporter des répercussions très négatives concernant les relations entre les Québécois et les communautés autochtones.

Concernant le traitement des communautés autochtones du Québec, il y a, dans votre document, des jugements très durs, très sévères et, à bien des égards, mensongers. Quand on parle de forme flagrante de discrimination raciale, de conséquences désastreuses de politiques fédérales et provinciales répressives, de politiques néfastes, insensibles et assimilationnistes, de situations coloniales qui couvrent de honte le Canada et le Québec sur la scène internationale, je trouve qu'on va très loin. Et si le traitement que le Québec accorde aux communautés autochtones du Québec n'est sans doute pas exemplaire, n'est sans doute pas parfait, qu'il y a matière à amélioration, sans aucun doute, à progrès sans aucun doute, je pense qu'il est comparable, même avantageusement, à bien des égards, au traitement que l'on inflige aux communautés autochtones ailleurs au Canada, en dehors du Québec. Que ce soit en matière de logement, que ce soit en matière de revenu, que ce soit en matière de respect des langues autochtones, que ce soit même en matière d'application du principe de l'autonomie gouvernementale, le Québec est dans une situation tout à fait comparable à ce qui se fait ailleurs, et même, à bien des égards, à l'avant-garde, est allé plus loin.

Je vous donne comme exemple une des lois issues de la Convention de la Baie James – on en parlera tantôt de la Convention de la Baie James – c'est celle sur l'administration régionale

crie. Il est indiqué que l'un des objets et l'une des compétences de l'administration régionale crie, c'est d'encourager, de promouvoir, de protéger le mode de vie, les valeurs et les traditions crie et d'aider à leur conservation. C'est presque une clause de société distincte. C'est juste qu'elle n'est pas dans la Constitution.

Quand on regarde l'entente qui est intervenue entre les Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, à l'époque dirigé par M. Lévesque, qui portait sur la construction et la gestion d'un centre hospitalier, gestion parfaitement autonome d'un centre hospitalier, donc en matière de santé et de services sociaux, sur le territoire de la communauté mohawk à Kahnawake... Je vous lis juste les "considérant".

"Considérant que le gouvernement a reconnu – ça a été signé par les parties, ça – que les peuples autochtones du Québec sont des nations distinctes qui ont droit à leur culture, à leur langue, à leurs coutumes et traditions ainsi que le droit d'orienter elles-mêmes le développement de cette identité propre;

"que les nations autochtones ont le droit d'avoir et de contrôler des institutions qui correspondent à leurs besoins dans le domaine de la culture, de l'éducation, de la langue, de la santé, des services sociaux et du développement économique;

"que les nations autochtones ont le droit de bénéficier, dans le cadre d'ententes conclues avec le gouvernement – et c'en était une – portant sur la santé et les services sociaux, de fonds publics favorisant la poursuite d'objectifs qu'elle juge fondamentaux."

Quand on sait que, sur le territoire du nord du Québec, il y a trois commissions scolaires autochtones, une trentaine d'écoles primaires, plusieurs écoles secondaires... Et je vous signale que l'enseignement en cri dans le nord québécois, ça a commencé quand le Québec a commencé à s'en occuper. Avant, c'était l'anglais, et exclusivement l'anglais, dans les écoles autochtones du nord du Québec. C'est le gouvernement du Québec qui a commencé à respecter la langue des autochtones dans le nord, dans les écoles et dans le système d'enseignement qui est entièrement sous le contrôle des autochtones. En matière de santé et de services sociaux également et, en matière de gestion de la faune dans le nord, c'est également le cas.

Ce que je veux dire, c'est qu'on a encore un bon bout de chemin à faire. On a encore des progrès à accomplir. Il y a encore des communautés autochtones dont les négociations avec l'État du Québec ne sont pas très avancées, en matière de droits territoriaux par exemple. J'en conviens. Mais il y a eu du chemin de fait, il y a eu des progrès de faits. Et ce n'est pas vrai que le gouvernement du Québec, quel qu'il soit – que ce soit celui qui est en place présentement, que ce soient ceux qui l'ont précédé – ce n'est pas vrai de prétendre que le gouver-

nement du Québec a adopté une attitude raciste, discriminatoire, à l'égard des communautés autochtones. Des preuves multiples sont là pour le démontrer. Et des preuves, des éléments qui vont justement dans le sens d'une reconnaissance effective des droits des autochtones en matière de santé, d'éducation, de culture, de langue, de développement économique, des preuves qui vont dans ce sens-là et qui vont aussi dans le sens d'accorder aux communautés autochtones justement des institutions autonomes pour gérer leurs affaires dans ces domaines. Il y a encore beaucoup à faire, mais il faut reconnaître qu'il y a des progrès qui ont été accomplis. Si on ne le reconnaît pas, là, je pense qu'on n'est pas de bonne foi. C'est ce que je n'ai pas aimé dans votre papier, dans votre document.

Deuxièmement, sur la question du territoire, cette commission examine ce qu'il adviendra d'un Québec qui décide de devenir souverain. Ce choix se fera évidemment de façon démocratique. Surgit à ce moment-là toute la question du territoire. Moi, je veux être clair là-dessus, au nom de ma formation politique, qui prône la souveraineté, vous le savez, qui est une formation souverainiste. Nous avons été créés il y a plus de vingt ans pour atteindre cet objectif-là, faire du Québec un pays, un État souverain. Je veux être clair. On ne sera sans doute pas d'accord, mais vous ne pourrez pas m'accuser d'avoir été ambigu, équivoque et embrumé. Je vais être clair.

(12 h 15)

Sur le plan du territoire, si les Québécois décident que le Québec devient un État souverain, je regrette, vous avez tort. Le droit international est limpide. Le Québec devient souverain avec le territoire qui est le sien présentement. Là-dessus, tous les juristes qui ont défilé devant nous, tous les spécialistes de droit international qui ont défilé devant nous, sont clairs. Il n'y a aucun doute possible: Si les Québécois décident de faire du Québec un État souverain, il le devient avec le territoire qui est le sien présentement.

Vous invoquez, dans votre mémoire, la règle de... - j'ai toujours de la misère avec mon latin; c'est vrai que j'en ai pas mal plus avec le cri - mais la règle de uti possidetis, prétendant que ça ne s'applique qu'à des situations coloniales. Faux. Faux. Les juristes sont clairs là-dessus, ça ne s'applique pas uniquement aux situations coloniales. La meilleure preuve, c'est ce qu'on vous a déposé la semaine dernière, M. le Président, ici même à cette commission, les avis de la Commission d'arbitrage de la Conférence pour la paix en Yougoslavie, à la suite de questions posées par les républiques de Croatie et de Slovaquie et, aussi, même, de Bosnie-Herzégovine, que j'ajoute. C'est très clair. Cet avis-là est très clair. Vos juristes auraient intérêt à l'examiner.

Premièrement, à défaut d'un accord con-

traire, les limites antérieures, les frontières, acquièrent le caractère de frontières protégées par le droit international. Dans cet avis no. 3, on fait même référence au droit interne. On dit: Ce principe trouve d'autant plus aisément à s'appliquer entre les républiques, qu'en vertu des alinéas 2 et 4 de l'article 5 de la Constitution de la république de Yougoslavie - on fait référence au droit interne d'une fédération qui est en voie de dissolution, on y fait référence - il avait été décidé que la consistance, les territoires et les limites des républiques ne pourraient être modifiés sans leur accord. Je vous signale que c'est le cas du droit interne canadien. Le droit interne canadien est sans équivoque possible: Aucune frontière d'aucune province ne peut être modifiée sans son consentement. Or, le droit international y réfère, même. C'est on ne peut plus clair. Ce qui signifie que, en termes de succession d'État aussi, les responsabilités et les obligations du gouvernement fédéral en vertu de la Constitution canadienne à l'égard des peuples autochtones sont transférées au nouvel État du Québec, si tel est le vœu de la population du Québec. Ça aussi, c'est très clair. Les règles de succession d'État sont très claires. Ce sont toutes les obligations, toutes les compétences de la Fédération, de l'État fédéral, qui sont transférées au nouvel État, à ce qu'on appelle l'État successeur, y compris les responsabilités et les obligations dites fiduciaires, entre autres, du gouvernement fédéral à l'égard des communautés autochtones. Ce qui signifie par conséquent que, lorsque le Québec décidera de devenir un État souverain, il aura la responsabilité de protéger les droits des communautés autochtones telles qu'elles sont reconnues actuellement dans la Constitution canadienne. C'est évident. Il aura aussi la responsabilité, de concert avec les communautés autochtones, d'inclure, dans la nouvelle constitution d'un Québec souverain, des dispositions ou même un chapitre portant sur les droits des communautés autochtones. Ça, ça ne fait pas l'ombre d'un doute. En tout cas, c'est la volonté très claire de mon parti, de ma formation politique, que d'introduire, d'inclure dans la constitution d'un Québec souverain, de concert, avec l'accord et la participation des communautés autochtones, les dispositions constitutionnelles les concernant. C'est évident. Mais c'est clair aussi que les négociations avec les communautés autochtones, entamées par un État québécois souverain, portant sur la conclusion d'ententes négociées sur divers sujets y compris les droits territoriaux, y compris, évidemment, les droits à la protection et à la promotion de leur culture, de leur langue, dans tous domaines, c'est évident que le gouvernement du Québec, d'un Québec souverain, aura la responsabilité d'engager des négociations pour voir à concrétiser ces droits qui auront été reconnus au préalable.

Je vous fais une dernière remarque, M. le Président, toujours concernant le territoire. La

Convention de la Baie James n'est sans doute pas seule aussi portant sur les Naskapis. Ce ne sont sans doute pas des traités parfaits, j'en conviens. Ils ont été négociés en 1975 et en 1978. Le temps a filé, les choses ont évolué. Je dirais que les aspirations des communautés autochtones se sont diversifiées, enrichies. Par conséquent, c'est un texte ou un traité qui n'est pas parfait. Mais ce n'est pas vrai de dire que ça a été imposé. Il y a des limites, là, à véhiculer des mensonges. Ce sont là des conventions qui ont été négociées entre les parties et signées librement par les parties. J'ai hâte d'en parler, d'ailleurs, avec les chefs cris qui viendront bientôt ici. Négociées librement et signées librement par les parties et cautionnées par les deux Parlements qui ont adopté des lois en conséquence. Celui d'Ottawa et celui de Québec. Et celui de Québec, en plus, a eu la responsabilité d'adopter au moins une vingtaine de lois pour la mise en application de la Convention de la Baie James, entre autres sur le plan scolaire. On a créé des commissions scolaires, on a créé des municipalités, on a créé des instances régionales qui ont des pouvoirs, des compétences. En ont-ils assez? Ça, c'est une autre affaire. Ça mérite probablement des nouvelles négociations. Mais affirmer que ces traités ont été imposés par la force, qu'on a obligé les communautés autochtones à les accepter et qu'on les a forcés à signer, il y a des limites. La vérité a quand même ses droits. Et la vérité doit être respectée.

Ce qui me fait conclure, M. le Président, qu'il y a eu aussi, dans cette Convention de la Baie James à l'article 2.1 qui est on ne peut plus clair, renonciation des communautés des droits autochtones, des droits territoriaux. Même le juriste O'Reilly, M. O'Reilly qui est très connu dans les communautés autochtones, qui est un juriste qui s'occupe presque uniquement de ces questions, dans un colloque qui avait eu lieu en 1985 sur la Convention de la Baie James et du Nord québécois affirmait également qu'il y avait eu extinction des droits territoriaux en échange de bien des choses, là, qu'il serait trop long d'énumérer. C'était le fruit d'une négociation. Sinon, si vous dites que ce n'est pas le fruit d'une négociation libre des parties, si vous dites que ce n'est pas la signature librement consentie des parties, si vous dites qu'il n'y a pas eu vraiment extinction des droits territoriaux telle que prévue à l'article 2.1, bien, là, moi je vous dis: Comment peut-on négocier par la suite d'autres ententes, d'autres conventions, d'autres traités, si on sait d'ores et déjà que même si vous les signez vous ne les reconnaîtrez pas ou que, au bout d'un certain temps, vous pouvez les mettre à la poubelle et les considérer comme nuls et non avenue?

Moi, mes propos sont peut-être un peu longs, M. le Président. Je constate que nos invités ont pris aussi beaucoup de temps, je me suis permis, donc, de faire de longues remarques.

Pourquoi? Pour une raison très simple. Je ne veux pas qu'il y ait d'équivoque entre nous, pas d'ambiguïté, que ce soit clair, limpide, qu'on ne patauge pas dans la brume, dans le brouillard. Vous pourrez ne pas être d'accord avec nous, mais vous ne pourrez pas dire: Le Parti québécois, la formation politique que je représente, ce n'est pas clair ce qu'elle pense. C'est clair ce qu'on pense. Le territoire demeure ce qu'il sera si on accède à la souveraineté. Nous deviendrons responsables des obligations, des devoirs que le gouvernement fédéral a à l'égard des autochtones. Nous reconnaitrons les droits des autochtones dans la constitution d'un Québec souverain. Avec l'accord et la participation des autochtones eux-mêmes, nous enclencherons des négociations avec les communautés autochtones, comme nous l'avons déjà fait avec certaines, pour aller davantage plus loin, encore, en matière de reconnaissance de leurs droits linguistiques, sociaux, et de leur culture. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, M. Mercredi. S'il vous plaît!

**M. Brassard:** Le droit à l'autodétermination, moi, je suis bien prêt à en parler. Sauf que, M. le Président, j'ai de la difficulté à souvent saisir l'évolution des revendications autochtones. Il y a quelque temps on parlait d'autonomie gouvernementale, qu'il fallait s'acharner à définir. Il y a quelque temps déjà, pas plus tard qu'en fin de semaine, ah! maintenant c'était qu'on voulait être reconnu comme société distincte, comme les propositions fédérales le disent à propos du Québec. Là-dessus, M. Mercredi, si vous me permettez un petit conseil, je sais que vous avez beaucoup de conseillers, mais si vous me permettez un petit conseil, n'allez pas dans cette direction-là. Le concept de société distincte, ça ne veut rien dire.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** C'est une potiche constitutionnelle. Un bibelot. Ça fait joli dans un salon, mais ça ne change pas grand-chose. Alors, c'est un conseil, en passant et c'est sans frais. Mais là, c'est le droit à l'autodétermination. Il s'agit de s'entendre sur sa définition et surtout l'ampleur de son application. Je pense qu'il y a là quelques malentendus qu'il conviendrait de dissiper.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, on va laisser la parole au chef Mercredi.

**M. Mercredi:** Thank you, Mr. Chairman. First of all, I think it is important that we elevate the discussion where it belongs, that is the question of rights. There is no allegations here of the poor treatment that we do not make

for other provinces. We do not treat you any worse in terms of our assessment of how well we fare or how poorly we fare under federal or provincial governments.

And I do not know how you would feel, and here is my advice to you, never use this argument again. I do not know how you would feel if the Federal Government started taking that strategy to you as a sovereignist, saying to you: Look how well we treat you in Québec, all these millions of dollars and services that come from the coffers of the Canadian people. How would you react, with kindness? Would you say thank you, or would you do something else and say what are they trying to do to my identity, or my psychology? Are they trying to destroy my self-respect? Understand that we are not here to paint you in a negative way. We are here to assert our rights, and it is all that we are here to do.

Whether you accept it or not is a different issue. That shows we have a lot to talk about. On the other hand, let me say a few other things to you as well. You said the elders tone is different from the brief and that is true, but your tone is consistent with your position. The sovereignist tone is consistent with your position. It is always the same, it is always aggressive. It is hard. It is harsh. It does not respect other people's opinions. It does not give room for dialogue or discussion. It leaves no room for negotiations because you have made up your mind, in a very narrow way, that you are correct, and that everybody else is wrong. You see, we did not say that. We said we have rights that are very important to our people. I am a leader that listens to the way the elders advise us to deal with other people in Canada. That is why they came before I spoke, but I am also a political person that knows something about strategy, and I know that if we came here, hat in hand, the way you had expected us to do, you will dismiss us, you will ignore us completely. So, you give us no room, the sovereignists of Québec, but to say things in the same way as you say them. I know you are going to say to me you can do it, but we cannot. Listen: If you are going to be a strong advocate for your people's rights, so am I, and I thank you for being so strong in protecting the self-determination of your people, you thank me too, because that is what I am doing.

(12 h 30)

The issue that remains to be settled is how your right and my right to self-determination is going to be reconciled. That is the sole issue, not whether I want to remain under your jurisdiction, or whether you want me to remain subordinate to you. We want to end dominance. We do not want to maintain it, we want to end it.

And if I may – I know that you have said certain comments before I arrived about the

nature of our leadership – I will not say much except to say to you that when someone bargains hard, he is a champion for his people. René Lévesque was a champion for his people. No one said: Do not bargain too hard. I intend to bargain as hard as I have to for the rights of my people. You can say all you like to try to dampen my spirit, but you will not succeed. If I can carry on just for a moment, you are right when you say the tone that we should use is that of the elders. I take that advice and you take it. If you take that advice, we will make progress. If you do not, we will not. It is as simple as that.

The chiefs who came here, we worked in the statement together. The elders know the statement. This is the statement of my people. It is not the statement of the national chief. This is a statement that all my people will endorse. Some might say that it is a little too hard. That is true. The tone is hard, but so is the problem that we have to deal with. It is very difficult. It is very hard on my people not to know what is going to happen with their future in this province. It is hard for us to accept that another distinct group in Canada can make decisions for us. They will invite us to a committee to scold us, not to listen, not to embrace our vision, but to tell us that we have no business in their destiny. It is hard for us to sit back.

So, we have to come out from the bush and tell you not that you must stop your aspirations, but you have to question them in light of ours. If you are really, genuinely interested in human rights, in creating a better society in the Province of Québec, you will not violate ours, because that is your first test, how you treat us before you separate. It is not how you treat us after you separate because after, for my people, it will be too late. What I want to say on this legal principle, this international law that you keep hanging your rights on, is that we do that too. We use international law to hang on to something. I know the importance of that. But the most powerful force that we can rely on is fact and truth, not the law. The fact of the matter is that we are here, we were here before you, we have preexisting rights, we still have rights and we will continue to be part of this land. We, as a people, have a right to consent to measures that are going to affect us. We are not children told by their parents to go to bed on this important issue called the future accession of Québec. We will be part of this dialogue in a very important way, in a constructive way. That is not beginning here, of course. In any event, I would like my legal counsel to respond to your remarks about the international principle called *uti possidetis*.

**Mme Turpel (Mary Helen):** I would like to respond to your comment that all international jurists support this idea of *uti possidetis* which

has been put forth by the member of its committee to support the idea that a sovereign Québec would take the territory now within the provincial boundaries. I just want to bring it to the attention of this committee for the purpose of making the record very clear, that in fact, I am a professor of international law, and that international law, in fact, does not support the position. In fact, I would suggest to you that the position as it has been stated by the member is actually quite dishonest. For instance, let me refer you to Professor Brownlie, who is a professor at Oxford University. He is the leading international lawyer in the Anglo-American world. In his textbook, the hornbook on international law, he says it must be emphasized that the principle is by no means mandatory, and the States concerned are free to adopt other principles as the basis of a settlement. In addition, Professor Whiteman – he was one of the other leading authorities in international law – has said, in his text as well – I can provide citations for these references to the Committee – he has said that: In no case, has the international community recognized as an institution of international law the principle of *uti possidetis*. It remains, like the bull of Pope Alexander, derogatory to general international law, which insists on occupation as a basis for sovereignty. It is binding only on those persons which have expressly agreed to it. In other words, it is only binding in this case if the First Nations expressly agree to it as well.

I will also refer you to a decision of the International Court of Justice, in the frontier dispute between Burkina-Faso and the Republic of Mali. I think it is important for it to be noted that in the International Court of Justice, it was clearly stated that the principle of *uti possidetis* comes into conflict with another principle, which is also being discussed at this Committee, namely, the right of peoples to self-determination. And that, in fact, where there is a conflict with the right of people to self-determination, the principle will only apply by consent. That is... I am reading a passage to you from the... A decision of the International Court of Justice, just so... I make it clear that, in fact, the position that you have stated about the doctrine of *uti possidetis* is a dishonest one. And just to refresh your memory, Mr. Gordon Robertson appeared before your Committee, on January the 22nd, and he suggested to you, as an expert in law as well, I am sure you will recall, that *uti possidetis* is a presumption in international law; it is not a clear and final rule. So, just in order to make the record straight, I think that the position that has been put forward is inaccurate. It does not reflect international law and, in fact, it should not be supported by the Committee. Thank you.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, d'abord,

pour faire une petite précision, will you please tell me your name, just for the **Journal of Debates**. I need it.

**Mme Turpel:** Yes. My name is professor Mary Helen Turpel.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Je vous remercie. Alors, juste vous rappeler que, dans nos débats en Chambre, il y a des mots qu'on n'utilise pas. On ne parle jamais de malhonnêteté ou de choses de même. Je pense que l'éthique parlementaire exige ça. Mais je ne vous en tiens pas rigueur, on ne vous en avait pas informée auparavant. Ce matin, on ne voudrait pas faire un débat de légistes, savoir quel est le juriste qui a le plus raison par rapport à un autre, mais plus de s'entendre entre nous. Savoir qu'est-ce que vous voulez, nous, qu'est-ce que nous voulons et avoir les bases d'une discussion par la suite. Alors, c'est le genre de discussion que nous voudrions avoir. Je prends pour acquis que nous avons consentement pour prolonger. Alors je cède la parole à M. le ministre des Affaires autochtones. M. le ministre.

**M. Sirros:** Merci, M. le Président. J'ai l'habitude d'être un peu moins absolu que l'ont été aujourd'hui et le chef Mercredi, qui avait une présentation totalement absolue, qui, à bien des égards, a créé le genre de remous, non seulement vis-à-vis des souverainistes ou pour les souverainistes, mais pour l'ensemble du peuple québécois, et encore moins absolu que l'a été le député de Lac-Saint-Jean, sur toute la question de ce débat sur le droit international. Je n'ai pas l'intention d'essayer de prouver qu'un Québec éventuellement indépendant aurait les mêmes droits que la Bosnie, la Croatie, la Slovénie ou tout ça. Je pense qu'on pourrait bien laisser ça aux juristes, à un moment donné, de s'embarquer dans ce genre de débat.

J'ai bien plus aimé la présentation subéquente du chef Mercredi, où l'attitude avait changé. Après avoir semoncé, en quelque sorte, les gens qui l'ont invité pour qu'il explique un peu sa façon de voir les choses et celle des premières nations, disait: Il faut maintenant qu'on ait un dialogue. Il faut maintenant qu'on se parle. M. le Président, il y en a plusieurs au Québec, et plus spécifiquement le gouvernement actuel, qui disent depuis un bon bout de temps qu'il faut qu'on se parle, qui a même adopté, pris une décision plutôt, de justement redéfinir et parler de nos relations, parce que je persiste à dire qu'indépendamment de tout le positionnement, de tout le "bargaining", de toute la stratégie – que ce soit vis-à-vis des présences en commission parlementaire, que ce soit vis-à-vis des positions mises de l'avant – en dépit de toutes ces stratégies de "bargaining", il me semble qu'il y a une vérité fondamentale qui demeure. C'est que peu importe ce qui arrive sur

le plan du dossier constitutionnel, nous sommes quand même pris à vivre et évoluer ensemble. À moins que, comme à quelques égards dans son mémoire, le chef Mercredi dépossède complètement une partie de la population québécoise de son droit d'être partie prenante au débat que fait le peuple québécois. Parce que, par exemple, en tant que personne qui est arrivée ici beaucoup plus récemment, certainement que les premières nations, certainement que les Anglais ou les Français, et qui a quand même eu l'occasion de participer, je peux affirmer – et j'aimerais que vous preniez bien note – qu'en ce qui concerne les communautés culturelles en particulier, il me semble qu'il y a un choix collectif qui a été fait, et c'est celui d'appartenir au peuple québécois. C'est défini non pas en termes de l'ethnie, et il y a donc peut-être une différence entre la nation canadienne-française et certainement toutes les autres nations, mais je pense clarifier que tout le monde, de ceux qui sont arrivés après tout au moins, a l'occasion et le loisir, et pour moi, le choix, d'appartenir au peuple québécois et de prendre part à toutes ces discussions. Et je n'ai pas l'intention de rester à l'écart parce que par hasard je ne suis pas né Canadien français ou Cri. Donc, ça c'est une première chose.

Il me semble que ce qu'on voulait faire ici aujourd'hui c'est examiner comment on peut trouver ce dialogue, en dépit de tout le décor difficile – et certainement les déclarations d'aujourd'hui, d'hier, d'avant-hier n'ont pas rendu la tâche facile – mais il me semble que si on essaie, en dépit de ça, de trouver un terrain de début de discussion, j'ai une question à vous poser. Il y en a plusieurs aujourd'hui dans les présentations, tant des aînés, que des chefs, que de vous-même si ma mémoire est bonne, qui ont parlé de la couronne britannique, de la proclamation royale, etc. Est-ce que pour vous, on peut envisager notre relation, notre discussion future à partir de la base qui a été celle entre la couronne britannique et les peuples autochtones en 1760? Est-ce que nous avons là une base de départ, selon vous?

**M. Mercredi:** Is 1867 a starting point in your discussion with the future Québec? You do with the realities and your rights as you find them, and as you want to assert them, from time to time. What is good for you in the province of Québec in terms of defending your rights is good for the First Nations too. And what I want to say is this, that with respect to the agreements that have been made, our submission did not say people are forced to sign anything. What we said was that the people who did not make up those agreements, such as the James Bay Agreement, have been told that their rights have been extinguished. That is the issue that I raised and that is the issue that Mr. Brassard did not deal with, because he chose to make it foggy, because

it was in his interest to do so.

**M. Sirros:** C'est dans mon intérêt de ne pas parler pour M. Brassard et de vous reposer...

**M. Mercredi:** We are talking about a process of negotiations.

**M. Sirros:** Voilà.  
(12 h 45)

**M. Mercredi:** That the approach we should take. I think that people need to begin, first, with a starting position, I mean: This is what we are, this is who we are, these are our rights. Now, we have ideas and visions about our future too. They do not take a second train to someone else's rights and visions. They belong, there is no hierarchy of rights, in our view, they belong on the same level. And if we can meet, and talk in that context, if you are willing to do that, I think it may be possible to make the kinds of reforms in Canada that people are looking for without going beyond absolute sovereignty.

Because you are talking about absolutes, and you know, I mean who is expressing absolutes in the Province of Québec? I mean, we have just simply stated our position about what we want to be, how we want to belong, and why we must be part of the equation. It is not a question of, you know, being removed from the equation. We are not going to be subtracted from the next conclusion, we are going to be part of it, hopefully.

**M. Sirros:** Moi, j'aimerais répéter que je pense qu'il n'y a personne, certainement pas du côté gouvernemental, qui veut vous exclure de l'équation comme vous dites. Et au contraire, la question que je vous ai posée, est-ce que, comme base de départ, la relation qui existait entre les nations autochtones et la couronne britannique, telle que définie en 1760, est-ce que, pour vous, c'est un point à partir duquel on peut reprendre les discussions pour justement, comme vous le dites, parler de droits, mais de façon concrète, dans le contexte d'une réforme constitutionnelle, ou dans l'éventualité, j'imagine, d'un Québec indépendant, avec un éventuel gouvernement de ce pays? Mais, est-ce que, pour vous, c'est une base de départ? Et, est-ce que la notion véhiculée là de reconnaissance de l'existence de nations autochtones est quelque chose à partir de quoi on peut reprendre le dialogue?

**M. Mercredi:** Your starting point in trying to reassemble Canada, whether you are a federalist or a sovereignist, is not limited or historical instruments that have bound the nation one time. That is why I said what is your starting point, 1867, or some other thing? I your starting point is self-determination as distinct peoples, that is our starting point, and if you are looking at, for example, the royal



proclamation, I mean it has not been embraced by your society. So, for us to say that is the starting point, it is nothing that exists. So, how can it be a starting point, if you refuse to acknowledge it, right now, as a society, the royal proclamation of 1763.

So, obviously, if you read the brief, and you understood what I said, the starting point is that we are political entities. We have a right to freely determine our own future, but, on the other hand, we are realists. We understand how we live in a country where there are other people who populate it as well, and only a fool would try to proceed to act alone and we are not fools. And we say to you we need to discuss and negotiate some arrangement, some future together. But, do not try to limit the discussion by telling me what is the starting point, when for your purposes, in the Province of Québec, your starting point is not limited to 1867.

**M. Sirros:** I do not understand how identifying a starting point limits anything and that is one statement. The other being that I guess the relationship that I am asking you to comment on, because you are saying you want to negotiate, you are willing to negotiate some arrangement. And I guess it is in everybody's interest to try to identify what kind of arrangement it is we are talking about. What is contained in the recognition of the Crown, as was many times referred to, and has been many times referred to, in terms of its relationship with native nations, is the whole notion of what exists specifically, and called in other places domestic sovereignty. And I would submit to you that that is a notion that recognizes that we are not talking about the absolutes that you mentioned and that perhaps it can serve as an interesting model to work with. It is something that many of your chiefs have presented as a model and I am asking you to comment on that.

**M. Mercredi:** Let me put it this way. If you are talking about the relationships that we historically had with the Federal Government, like the Crown in right of the Federal Government, let me say to you that from our perspective, the Crown is indivisible. And the Crown, as represented by the Federal Government, is one of those entities that we have relations with. And, in fact, we have numerous treaties to reflect the fact that that relationship exists with the federal Crown.

Now, the James Bay Agreement is an example of that, a modern treaty. So, if Québec separates, which seems to be some of the preoccupation of the people in this province, what is that going to do with our place in terms of our relationships with the Federal Government and the Federal Crown? Is it going to be severed without our consent? Is it going to be severed without the permission of the Federal

Government? Is it something that is going to be made unilaterally by people without our involvement?

To me, the issue is not what the starting point of discussions will be, the issue is the future and that we have a stake in the future of Québec, the future of Canada, the First Nations here do. But, at the present time, the train is moving to October and is moving very fast, and we are not in it. Somehow it makes me wonder, as an individual, why we have been not asked to come on it or, for that matter, why we are being pushed off when we try to be part of the discussion, of the dialogue, towards October of 1992.

**M. Sirros:** Je peux voir, M. le Président, que c'est une discussion sur laquelle c'est difficile d'avoir une réponse concrète. J'aimerais peut-être revenir sur ma question première. Est-ce que le chef Mercredi reconnaît l'existence d'un peuple québécois?

**M. Mercredi:** The people in Québec exist. Only a fool can see you have no faces, no life. Of course, people exist in the Province of Québec but Indian people, First Nations exist here too. That is the message, you see? I do not know how we can do this. We do not want to be disrespectful, you understand? So, do not ask me questions such as if I recognize people in Québec. Of course, I do. There are people in this province. They live here.

**M. Sirros:** Let us not play with words. I am not saying: Are there people that live here? I am saying: Do you recognize the existence of a Québec people?

**M. Mercredi:** Well, you heard what I said during Meech Lake. You heard what I said in Toronto. You must have read what I have said in the papers about distinct society. We support distinct society. If I did not think that the people in Québec did not constitute a distinct society, do you think I would be saying those things? It is because we believe it and it is because we support it that we say them, not for peace of mind. The sociological reality, the political reality, the legal reality is that in the Province of Québec, there has been and continues to be a separate existence than the rest of Canada. No one can deny that. Just as no one can deny that there has also been, at the same time, in tandem with that reality, a separate existence, a separate reality for the First Nations of Canada who still maintain and will continue to maintain that they have a right to define their destiny. Since we all occupy a common geography, and we live in a modern society and on a planet that is smaller than it was before you arrived, you have to deal with practical realities in the process. That is why

negotiations must take place.

**M. Sirros:** Mon problème, c'est que vous avez dit le contraire.

**M. Mercredi:** But that is not what is happening, Mr. Sirros. What is happening right now is that from our perspective, from where we sit, the future of Canada is not being debated in the Province of Québec. I do not see a debate going on in your province about the future of Canada. The future of Québec is not being debated by the population of Québec either, because the debate is being done by politicians. And all I am saying to you is that since we are not politicians, we are not part of that debate that is going on in this very high level of discussion, involving the elite in Québec society. What we are suggesting is this, that as First Nations, we make a distinction between the people of Québec and the Government of Québec. We make a big distinction, because our view is this, that the people of Québec are more inclined than their government to support our inherent right to self-government. They are more inclined to protect our languages and our cultures. They are more inclined to respect our traditions, and that is why I say that what is needed right here is a forum of some kind that involves the general population, because that has been absent, because the general population has not been part of this process of defining the political future, the political goals of Québec. It has been done by them, for them, by the political parties.

**M. Sirros:** M. le Président, je ne sais qui n'est pas politicien. I do not know who is not a politician. M. le Président, à la page 5 du mémoire, le chef Mercredi dit le contraire de ce qu'il a dit et il n'a pas été très clair dans la réponse à ma question. Dans le texte, il semble dire qu'il ne reconnaît pas l'existence d'un peuple québécois, mais bien d'une nation canadienne-française. J'aimerais savoir s'il maintient cette affirmation, parce qu'il me semble que ce soit fondamental. Je vous souligne tout simplement que si vous maintenez cette affirmation, moi, comme exemple, et bien d'autres comme moi, sont nulle part. Moi, je m'identifie comme faisant partie du peuple québécois. Alors, ma question, encore une fois: Est-ce qu'il existe, pour vous, un peuple québécois? C'est très simple.

**M. Mercredi:** I think I understand your question now, but that is because you clarified it, not because you are a better politician than me.

**M. Sirros:** Are you admitting that you are?

**M. Mercredi:** I am, like you, a politician,

but, hopefully, a politician that tries to represent his people as honourably as I can, like you try as well.

**M. Sirros:** Thank you. Like everyone here, I assume.

**M. Mercredi:** Yes and I have said that to Mr. Bourassa, that I appreciate his right to defend his people in the way he wants to. But at the same time, so do I and, please, just respect that too. That is all I am saying.

**M. Sirros:** I am trying very hard too.

**M. Mercredi:** O.K. I know it is difficult.

**M. Sirros:** And let us find the ground...

**M. Mercredi:** I know it is difficult.

**M. Sirros:** ...on which we can proceed.

**M. Mercredi:** For us, it is very difficult. Now, let me say this to you.

**M. Sirros:** I will listen.

**M. Mercredi:** Canada is based on a vision of duality, something called the two founding nations. That is part of the law, that is the Constitution, as it is right now. That is what we are trying to change, because we are saying there is also another people here, the First Nations of Canada. They have to become part of this nation called Canada, and they have to be recognized in the same way as the two other founding nations were, which is essentially English Canada and French Canada. So, obviously, there are three founding nations, not two, and if anyone has a right to self-determination, my view, as an individual, is that it will be the people who are recognized as peoples, within the meaning of international law and these are people like the French Canadians of Québec. Now, maybe you do not share that vision or that idea with me, but that is not the point. You asked me for my opinion, I have given it to you. And I understand that the debate in Québec is somehow different because the distinct society that the people are expressing you is not the people as distinct, but the province as distinct. I can see that, here, some people have made choices, and for that reason we have said we support distinct society. But this is not the argument that we are having here, the argument is: What happens in the future if Québec separates from the rest of Canada? That is where our rights are of fundamental importance to us. And this is where we say the dialogue has to take place, you see. This is where the dialogue is not happening.  
(13 heures)

**M. Sirros:** Juste une dernière intervention, M. le Président, sur le dialogue, sur la réconciliation. Je dis bien réconciliation, parce qu'il me semble qu'il y a eu une bonne qualité de relation, même si elle n'était pas parfaite, même si elle était sur une base un peu difficile à cause du statut – c'est quoi le mot... difficile, que connaissent les autochtones soumis à la Loi sur les Indiens. Il y a eu, au Québec, une bonne relation et il faudrait qu'on se réconcilie. Alors, j'aimerais, en terminant, embarquer un peu dans cette voie qui est ouverte par le chef Mercredi au niveau du dialogue nécessaire et vous soumettre que tout en sachant fort bien qu'il faut que vous continuiez à vous positionner, à définir votre stratégie, comme vous l'avez dit, en vue des négociations sur le dossier constitutionnel... Ce n'est pas un conseil que je vous donne, mais c'est une demande que je vous fais de faire bien attention aux sensibilités de l'ensemble du peuple québécois, à la volonté que celui-ci démontre à ouvrir ce dialogue et au processus que son gouvernement... Parce que les gouvernements, pour moi, ne sont pas coupés du peuple. Ils expriment, ou devraient exprimer tout au moins – et c'est ce qu'on fait – la volonté du peuple. Ce qu'on exprime avec notre décision de nous donner une nouvelle base de relation à travers l'adoption d'une politique globale sur la question autochtone – sans prétendre que ça va régler tous nos problèmes, sans prétendre que ça va figer les choses dans le temps pour en finir avec la question autochtone, au contraire – ce qu'on cherche à faire, c'est de tenir ce dialogue sur une base structurée, cohérente, à partir de quelques constatations et à partir de l'identification d'une problématique, qui, à ma connaissance, a eu l'aval de l'ensemble des personnes qui ont pris la peine de la lire. Dans ce sens-là, je vous invite à être présents à ce forum d'échanges et de dialogues, tenu par le gouvernement du Québec au début du mois de mai, sans faire une prépondérance de ça sur le débat constitutionnel que je sais que vous suivez, et qu'on suit tous de très près.

Alors, c'est le souhait de vous voir appuyer et reconnaître qu'il y a bien du monde ici au Québec qui souhaite ardemment, non pas qu'on se chicane sur les droits éventuels d'un Québec souverain vis-à-vis la Bosnie ou l'Herzégovine ou les professeurs de droit international, mais qu'on élabore, sur le terrain, la base d'une relation quotidienne. C'est mon dernier commentaire, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Mercredi.

**M. Mercredi:** I have made a few trips to the Province of Québec and each time I learned something about the people that lives here and I want you to know one thing. Part of my ancestry is a French-Canadian by the name of Norbert Mercredi, who originated from this

province and moved West many years ago and became part of the Indian society. So I have, as an individual, as a human being, somewhere in my veins this identity that also includes a French Canadian character. So, I am not one that hates himself. So, that is not the approach that I take. And what I want to say to you is this: You were absolutely right in giving me advice to take it easy because Québec, the people of this province, are sensitive. Because you know, when I come here, I learn more. I find out that the more I come here, the more you are like us.

Because we are sensitive too. We have had the same experience of being excluded and rejected from the fundamental life of the Nation State. Maybe in varying degrees, you, less than ours in terms of rejection but the psychology is there. The identity that keeps reminding us that, maybe we do not really fully belong yet, which is a common experience that we share. And then, we also have this thirst for destiny as distinct people, something we call the inherent right to self-government is in part a call for that: The ability of our people to maintain their future as distinct peoples.

There, we hold something in common together again, you see. And for people who have so much in common, what baffles me is this: I cannot understand, for the life of me, why we cannot build alliances. What is the problem? You show me my statement. My statement will wake you up, I hope.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Mercredi:** And I have heard this statement. And you obviously have a command of the French language and you cannot, express your views I noticed, in an affirmative way, but in a very determined way. So I know, from that dialogue here, that we need more discussions. But the proposal I am making is that it has to be at the level of rights. Not at the level which you are proposing. The level of services, which is, as I understand, your process. And the priority for the people, here the First Nations, is land rights, land claims, constitutional issues. That is where the dialogue should be. And I am challenging, myself I do not challenge you, I mean, I should not challenge. As you see, I am asking, not the chair but the Premier of the province, to come to a meeting with the aboriginal leaders across Canada, to be part of an aboriginal summit, to deal with constitutional issues. He is still considering it. I have given him some time to think about it. I am hoping that after two months, he will make an affirmative response. But here, we have reached out to you, to try to involve the Premier in these discussions that are vital to our respective futures.

In addition to that, I am hoping that your

Premier will also join us in convening, here in the Province of Québec, a national forum involving the citizens of this province to begin this process of reconciliation. Because we need, I assert on behalf of my people, to create a new social contract amongst ourselves as distinct people.

**Le Président (M. Bélanger):** Eh bien, je cède maintenant la parole au député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. First of all, I would like to congratulate you on an extremely interesting memorandum and an even more interesting subsequent commentary. I must say I, perhaps more than some people present, enjoyed this terrific exercise in verbal judo you have employed so successfully on the member from Lac-Saint-Jean. It is very seldom that I have seen him this confident.

I believe, furthermore, that the points that you raised are not only central, in terms of the native peoples, but obviously are for other peoples in Québec, and in some extent for the general constitutional future, because I hope he would not say I was misrepresenting you if I condensed some of the arguments in your memorandum, as really coming under the rubric of sauce for the goose is sauce for the gander, and, essentially, what you are constantly running into is people saying sauce for the goose is sauce for the goose – but this argument must not be extended to the native peoples of Canada or to other groups, in general.

I would also comment on the issue of international law. I agree with your professor supporting you, that the case is by no means as clear as it was made out to be by my colleague, from Lac-Saint-Jean. We have now heard a great number of experts on the international law issue. As someone whose background is in history, I am inclined to say that, on the whole, they do not really demonstrate very much of one thing or another, because all of the arguments, first of all, have to deal not only with the issue of self-determination, but also with the other principle of international law, about the territorial integrity of States. They also have to deal with the fact that the most complicated thing is the transitional point or exactly the negotiation that you were interested in. That is, in other words, even those witnesses we have had before this committee, who have taken the most sceptical view, if you like, of self-determination of either Québec or the French-Canadian people, like professor Scott of McGill have, even they have argued that Québec's territorial integrity cannot be compromised, as long as Québec is a province of Canada, nor would it be compromised once it is safely out and away, and is seen as a sovereign State. It could, at that point, firmly declare that its boundaries were what they were. The

trouble is that leaves out the whole point that is of interest to everyone, it seems to me, the French Canadians, the native peoples, the English-speaking minority and so on, which is what we do in between. The points you have raised, I think, are very interesting in themselves and I will be very interested to see whether the kind of dialogue you were talking about will take place, and will continue, and develop in the terms that you are talking about.

I have two brief questions of a somewhat more narrow and practical nature that I would like to address to you, though, and that is that: I am curious what you think are the main priorities of the native peoples, particularly in Québec – perhaps to some extent to the native peoples in Canada generally, but those located here. Number one, if they are brought into a debate – when you say, is the issue for them mainly rights, you then moved on very quickly and said something like territorial rights – so, are you saying that the main issue is to do with something like Northern Québec – particularly in this dispute that we have about the James Bay Agreement – or are you talking about a more general issue of rights that applies as much to the Micmacs, the Algonquins and so forth throughout the province? Secondly, if there is not, in your view or in the view of other representatives of the native peoples, a sufficient recognition of their place in this negotiation and in this discussion, do you have any even tentative anticipations or speculations as to what is likely to happen in terms of how they would deal with the Québec referendum?

**M. Mercredi:** On a national level, and I will allow the discussion to be addressed also in a different way, if necessarily later on, by others, but on a national level, we have four goals, which in many ways hear mirror what appears to be the goals of some of the populations in Québec as well. The first, not in order of preference, but the first is identity, the preservation of our way of life. It is absolutely essential that our society survives, not in the next eight years but in the next century, because we believe that we have a distinct way of life, a distinct society, that has yet to realize its greater moments. So, we want to preserve those values, those traditions, those philosophies that we have, our spirituality as well, so that we can become part of the world community not as a minority, or a mandate of the government or as a minority of the Québec Government, but as a distinct member of one's own society. Because if you look at the world, in terms of its current progress, it is dominated by Western civilization. Some other countries are beginning to make some more visible presence, in terms of the world States in the future of the world. We want to be somewhere there sometimes in the future too. But we cannot be there if we are forced to

assimilate. If we are forced to become like everybody else, we will never be distinct. We can never, then, offer something new to human civilization. Identity, just like French identity is important in Québec, First Nations identity is important for the same reasons, for us. And then, you move on to land. We have land rights and these have to be acknowledged and respected. That is why negotiations have to take place on the land question because our people need land to survive. Our people need land to try to generate wealth so that we can take care of ourselves as best we can. We need land to be self-sufficient. We need land to generate wealth. We do not want to be paupers for the rest of time in our homeland called Canada. We want to be able to have some certainty that we have a territory, that we have what you call territorial integrity from the Province of Québec. If you can appreciate the importance of territorial integrity for yourselves, you can appreciate it is important for us.

We also have treaties with the Government of Canada and, in some cases, some provinces had been signatories to treaties. Many of our treaties have never been honoured by the Federal Government. We have provisions in our treaties that have yet to be implemented. We have people across this country waiting for their land rights pursuant to a treaty 125 years after the fact. So, treaties is an important constitutional agenda item for us. We have to access the rights our people negotiated for us 100 years ago or more. The honouring of the treaties, the integrity of Canada is important. Upholding our treaties will maintain its honour as a country and that is part of our constitutional objective as well. And self-government! An important constitutional aspiration for our people: The right of self-government, the inherent right to govern ourselves or the right of self-determination – whatever language people feel comfortable with. But the fact that it might erase, it means what it means for you, to be able to make decisions for yourselves, and that is all self-government can do for a people and that is essentially what we are saying. We see it as a vehicle for dealing with our social and economic needs. We see self-government as a means to eliminating poverty, as a means to creating opportunities for our people. And like you, we do not have to be restricted to the boundaries of the reserves of the lands that we occupy. Because if we can create individuals from our societies who are confident, who are scaled, who are knowledgeable, who are experienced, they can go anywhere in the world, anywhere in Canada, anywhere in Québec, to participate in the other societies on equal basis. Self-government, we think, will help us do that. And your help is important because if you stand in our way, if you resist or you try to define it for us, you put limits here and limits there like

the Federal Government does, if you do the same in the Province of Québec, our people – not your people, but our people – will suffer.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, au nom de la commission, je voudrais remercier le grand chef Mercredi pour sa participation à nos travaux. Je voudrais également remercier les chefs des autres nations autochtones qui ont participé, et les anciens, qui nous ont apporté un témoignage et qui ont apporté, je pense, une contribution là aussi très importante. Nous vous remercions tous et à la prochaine.

Nous reprendrons nos travaux à 14 heures. Merci.

(Suspension de la séance à 13 h 20)

(Reprise à 14 h 20)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Nous désirons d'abord nous excuser auprès des gens dans la salle et de M. Gourdeau pour notre retard à reprendre les travaux. C'est que nous avons terminé beaucoup plus tard que prévu ce matin, dû à certaines circonstances qui étaient, je vous jure, indépendantes de notre volonté. Ha, ha, ha! Alors, ceci fait, nous retrouvons quand même nos parlementaires en grande forme.

Or, cet après-midi, nous recevrons M. Eric Gourdeau, qui est un expert-conseil, qui est diplômé de l'Université Laval en génie forestier en 1951 et en sciences économiques. M. Gourdeau détient également des baccalauréats de la même université en arts, philosophie et sciences appliquées. Il avait été invité par le gouvernement Lesage à joindre la fonction publique québécoise en décembre 1960. Il assumait d'abord les fonctions de conseiller technique du ministre des Ressources hydrauliques et joua un rôle de premier plan dans l'organisation et la mise sur pied du ministère des Richesses naturelles. En 1963, il prit charge de la direction générale du Nouveau-Québec, nouvellement créée au sein du ministère des Richesses naturelles, pour assurer la responsabilité de l'ensemble des interventions gouvernementales québécoises dans le territoire du Nouveau-Québec à l'exception, évidemment, de la Justice et des Terres et Forêts. Alors, c'est en tant que sous-ministre du premier ministre et sous sa responsabilité immédiate qu'il mit sur pied, en février 1978, le Secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit, le SAGMAI, organisme central chargé d'élaborer, en consultation avec les intéressés, les politiques de l'État québécois à l'égard des autochtones et d'assurer la cohérence et la coordination des interventions des ministères et des organismes du gouvernement en milieu amérindien et inuit. M. Gourdeau a quitté la fonction publique québécoise à l'été 1986. De retour à la pratique privée, en 1987, à titre de consultant en économie et en

foresterie, Éric Gourdeau est demeuré, depuis, en contact avec le dossier autochtone et son évolution et lui consacre toujours une partie de ses activités professionnelles.

Alors, M. Gourdeau, nous ne vous permettons pas de danser avant de commencer. Ha, ha, ha! Nous vous prions de procéder à la présentation de votre mémoire et, toujours, de nous excuser pour ce petit retard. Merci.

### Audition d'experts

#### M. Éric Gourdeau

**M. Gourdeau (Éric):** Merci, M. le Président. Précisément parce que vous êtes un petit peu en retard, je pense que je vais passer rapidement par-dessus les cinq premières pages de mon mémoire que, j'imagine, chacun a devant lui ou devant elle. C'est, en somme, une note liminaire que j'ai mise au début de ma présentation pour permettre, éventuellement, de me suivre dans certaines des allusions que je vais faire en ce qui concerne l'évolution du territoire québécois. Je commence donc à la page 5, en faisant un survol historique rapide.

D'abord, la période précoloniale. Le terme "autochtone" signifie "né du sol lui-même". Au Québec, ce terme désigne des Inuit et des Amérindiens parce que leurs ancêtres sont les premiers habitants connus du territoire québécois. Leur présence remonte à quelque 6000 ans, donc fort longtemps avant l'arrivée des premiers Européens au Québec, voilà 450 ans. Au moment de l'arrivée des Européens avec Jacques Cartier, en 1534, le Québec n'était pas le territoire que l'on connaît aujourd'hui. Il faisait partie d'un immense territoire que se partageaient les autochtones pour exercer leurs activités sociales, culturelles et économiques. Ils possédaient leurs propres formes de gouvernement et d'organisation communautaire et constituaient différentes nations qui traitaient entre elles selon leurs besoins et pour échanger divers produits de leurs activités. Et, longtemps avant l'arrivée des Européens, diverses nations amérindiennes trafiquaient leurs fourrures et d'autres produits avec les commerçants européens navigateurs.

Lorsque les premiers Européens s'installèrent pour de bon au Québec, ils le firent pour étendre ici le royaume de France ou le royaume d'Angleterre. Ce furent d'abord les Français. Samuel de Champlain fonda la ville de Québec en 1608 au nom du roi de France. Sous son règne et sous celui de ses successeurs, des colons et des marchands français vinrent s'établir au Québec et furent rejoints par les missionnaires désireux de convertir les Amérindiens à la foi chrétienne.

Sous le régime français, les Amérindiens sont laissés libres, en quelque sorte, de circuler où ils l'entendent, de se conduire comme ils veulent. Ce qui n'exclut pas, toutefois, les pressions que font respectivement sur eux

intendants et missionnaires pour qu'ils apportent leur contribution sous forme de fourrures, particulièrement à la rentabilisation de l'extension du royaume de France et à l'expansion du christianisme. On les invite aussi à s'allier aux Français qui disputent la possession de cet immense territoire aux Anglais et aux Portugais. Et l'on fonctionne à leur endroit en les récompensant pour leur collaboration et, en général, dans le respect de leur vie et coutumes.

L'occupation du territoire par les Français dura 150 ans, donc de 1608 à 1760. Pendant cette période, le roi d'Angleterre, Charles II, concéda en 1670 le territoire nordique – la terre de Rupert – à la Compagnie de la Baie d'Hudson en lui donnant mission d'installer des postes de traite de fourrures. Parallèlement, l'Angleterre menait aussi une série de guerres contre les installations françaises le long du Saint-Laurent. Elle remporta finalement la victoire en 1759 sur les Plaines d'Abraham, à Québec, et malgré sa défaite l'année suivante à Sainte-Foy, se fit concéder la Nouvelle-France par le traité de Paris de 1763.

Durant le régime français, certains seigneurs avaient cédé des portions de leur seigneurie à des tribus indiennes. Par exemple à Odanak et à Wôlinak, Bécancour. Et des congrégations missionnaires s'étaient vu allouer des territoires pour y installer les Amérindiens et procéder à leur éducation.

Le régime colonial anglais, de 1760 à 1867, le roi d'Angleterre prit officiellement possession du territoire du Québec et émit la proclamation royale de 1763, après le traité de Paris, partageant le territoire québécois en deux parties – c'est là que les tableaux que j'ai mis dans ma note liminaire peuvent être utiles pour comprendre –: le territoire du gouvernement du Québec, une bande de terre des deux côtés du fleuve Saint-Laurent depuis la rivière Saint-Jean sur la Côte-Nord, jusqu'à l'Ontario en passant par le lac Saint-Jean, le territoire indien couvrant le reste du Québec d'alors. Dans le territoire du gouvernement du Québec, les titres et concessions territoriales du régime français furent confirmés. Les Amérindiens déjà sur place s'installèrent pour certains sur des terres qui leur furent cédées par des propriétaires privés, et pour d'autres, sur des terres que des congrégations missionnaires avaient reçues au temps du régime français pour regrouper les Indiens et procéder à leur éducation. Dans le territoire indien, des terres furent démarquées et mises de côté pour les différentes bandes amérindiennes par le gouvernement du Québec au fur et à mesure que la colonisation et le développement industriel se produisaient. Sauf exception très rare, les terres ainsi mises de côté visaient à confiner les Amérindiens dans des territoires relativement petits pour permettre au gouvernement de procéder librement à la colonisation et/ou à l'industrialisation du territoire.

Le régime canadien de 1867 à nos jours. En retraçant l'évolution du dossier autochtone au Québec, il faut considérer 1867 comme une année charnière. C'est en effet à ce moment que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, par son article 91.24, confère au gouvernement fédéral la compétence sur les Indiens et les terres réservées aux Indiens. Une première loi, celle de 1876, coïncide avec l'extension de la compétence fédérale, d'abord dans les Maritimes, puis dans l'Ouest canadien, et touche spécifiquement les terres indiennes, l'appartenance à la bande et l'administration locale. Ignorant l'incompatibilité existant entre, d'une part, les valeurs des peuples vivant en communautés ou en tribus et, d'autre part, les idéaux de la libre entreprise, elle préconise l'émancipation des Indiens et récompense leur passage éventuel de la vie traditionnelle à l'intégration pure et simple dans la société globale canadienne. C'est à la fois pour favoriser cet objectif et protéger les Indiens contre les abus des colons et des commerçants que fut consacré le système de la réserve: une entité territoriale, généralement destinée à favoriser la sédentarisation des Indiens, la promotion des valeurs éducatives jugées nécessaires à leur émancipation éventuelle et interdisant certaines pratiques jugées non civilisées – telles les danses tribales. Elle favorisa également l'exploitation, par des intérêts privés, de terres réservées jusqu'alors aux Indiens grâce au processus de cession des terres par les Indiens, réduisant d'une façon substantielle la superficie originale de nombreuses réserves. La création des réserves et leur rapetissement graduel au profit du développement par les non-Indiens – notamment des immigrants, dans l'Ouest du pays – ne se firent pas sans soubresauts. Pour y faire face, le Parlement fédéral adopta, dans la première moitié du 20e siècle, une série d'amendements à la Loi sur les Indiens pour étendre son pouvoir discrétionnaire sur la réserve et les Indiens, et accentua ses efforts pour inciter les Indiens à renoncer en quelque sorte à leur identité et à se fondre dans une entité canadienne "from coast to coast". Paradoxalement, la réserve indienne ramenée à des dimensions congrues et dépouillée d'assises territoriales sous le prétexte avoué de la rendre en quelque sorte invivable, sinon pour une période transitoire, devait s'avérer le lieu où l'identité indienne, dans de nombreux cas, allait se cristalliser et prévenir la disparition complète des premières nations en tant que groupe distinct et farouchement décidé à survivre.

C'est au tournant des années soixante-dix que le dossier autochtone a vraiment commencé à se présenter d'une façon nouvelle au Canada. Devant l'échec des politiques mises de l'avant par le gouvernement, des chefs autochtones se sont levés à travers le pays pour protester contre son attitude arrogante et égocentrique, et en ont dénoncé les effets néfastes sur la condi-

tion générale des autochtones. Une condition précaire tout autant sur le plan économique que sur le plan social. Depuis lors, le mouvement de revendication s'est généralisé et, tout en ne niant pas l'urgence des mesures à prendre pour améliorer leur situation, les autochtones ont systématiquement exigé que les politiques les concernant s'appuient sur la reconnaissance et la définition de leurs droits.

(14 h 30)

Ils ont gagné une première manche importante en obtenant que soient inscrites à l'article 35 de l'Acte constitutionnel de 1982 la reconnaissance et la confirmation de leurs droits ancestraux et ceux issus de traités; mais la définition de ces droits, c'est-à-dire leur nature exacte et leur portée, tarde encore. Dans les conférences constitutionnelles qui ont suivi, en 1983, 1984, 1985 et 1987 et qui portaient essentiellement sur cette question, aucune entente ne s'est avérée possible entre eux et les gouvernements fédéral et provinciaux. On en est toujours là aujourd'hui.

On me permettra de souligner au passage que le geste posé par Elijah Harper, dans la saga du lac Meech, doit s'interpréter, à mon avis, comme l'expression de la frustration ressentie par les leaders autochtones suite aux échecs des conférences constitutionnelles, et non pas comme un rejet de la position québécoise. Au terme d'une décennie d'espairs déçus, Harper a saisi une occasion unique – une occasion en or – de rappeler à l'ensemble de la société l'importance et l'urgence de définir la nature et la portée des droits ancestraux.

Quoi qu'il en soit, il faut espérer que la fin du 20e siècle marquera également la fin d'un régime qui garde, sous tutelle directe ou indirecte, les Amérindiens, les réduit à un statut de citoyens mineurs et perpétue leur état de dépendance; un état qui leur nie, en quelque sorte, la fierté qui caractérisait leurs ancêtres et qui leur avait valu – lors des conquêtes française et anglaise – d'être à la fois craints et respectés.

Il faut bien se rappeler, en effet, que ces conquêtes territoriales par les Européens, aux 17e et 18e siècles, ont été réalisées officiellement avec le concours des autochtones eux-mêmes, à qui les envahisseurs promirent en retour qu'ils ne seraient ni molestés ni dérangés dans leurs activités.

Que l'histoire ait permis, par la suite, d'invoquer cette promesse pour les cantonner dans des réserves, sous prétexte de les protéger contre eux-mêmes et contre les abus de l'extérieur, peut s'expliquer; tout comme peut s'expliquer, sans doute, le régime d'exemption de taxes qui s'y applique à leurs descendants. Mais, comme ceux-ci le soulignent, dans notre société de plus en plus conscientisée au problème, cela ne peut plus justifier la perpétuation d'un système de dépendance qui les garde sous tutelle

et les prévient de tenir dans leur évolution le rôle actif et décideur nécessaire. D'autant plus que cette tutelle leur a été imposée pour permettre en quelque sorte à ceux qui ne devaient pas les déranger de s'approprier, en toute tranquillité d'esprit, le développement de plus en plus gourmand des richesses naturelles contenues dans leur environnement.

Implication du Québec. Période d'avant 1960. Depuis la Confédération, l'intérêt du Québec à l'endroit des autochtones ne s'est à peu près pas manifesté avant 1960, sauf lorsqu'il s'est agi de mettre de côté des terres pour permettre au gouvernement fédéral d'établir sous son contrôle et son administration des réserves ou cantonner et sédentariser les Indiens. C'est ainsi que le Québec, après avoir, sous le régime anglais, mis de côté 230 000 acres en 1852, pour le bénéfice des Indiens alors sous sa juridiction, y ajouta 100 000 acres en 1922 pour permettre l'établissement de réserves indiennes fédérales. Notons qu'en tout et pour tout, seulement 194 000 acres sur les 330 000 acres ainsi prévues font effectivement partie aujourd'hui de la superficie totale des réserves indiennes au Québec. Le désintérêt du Québec pour les autochtones a, pendant cette période, connu son point culminant lorsque, au milieu des années trente, le Québec a prétendu, à l'encontre de la position canadienne, que les Inuit ne tombaient pas sous sa compétence mais bien sous celle du fédéral au motif qu'ils devaient être considérés comme des Indiens pour fins d'interprétation de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867, ce que confirma la Cour suprême du Canada en 1939, une décision que le Canada inscrivit en appel au Conseil privé de Londres et qui n'y fut jamais débattue, le Canada se contentant de régler son problème en excluant les Inuit de l'application de la Loi sur les Indiens lors de la révision de cette loi en 1950 et 1951.

Au début des années soixante, renversement complet de la position du Québec à l'endroit des Inuit. Le Québec fut alors appelé à transformer en permis d'exploitation minière un des permis d'exploration qu'il avait consentis à des promoteurs privés, dans son territoire nordique, le long du détroit d'Hudson. Soucieux d'associer les Inuit, seuls résidents permanents du territoire au développement éventuel des richesses naturelles, le Québec a entrepris d'assumer à leur égard ses responsabilités dans le domaine de juridiction provinciale. Même si la Loi sur les Indiens ne s'appliquait pas aux Inuit, le fédéral avait établi depuis la fin des années quarante certains établissements dans la région pour desservir les Inuit dans les domaines scolaire et sanitaire et les avait étendus graduellement sur l'ensemble de la région pendant les années cinquante. En somme, en l'absence du Québec, le fédéral avait assumé les responsabilités provinciales sans se prévaloir, comme le lui permettait la Cour suprême en 1939, de sa compétence pour s'en

approprier la juridiction.

La direction générale du Nouveau-Québec fut établie par décret en 1963, chargée de mettre en route une politique visant principalement à préparer les Inuit à jouer éventuellement un rôle-clé dans le développement du territoire qui se pointait à l'horizon. Politique centrée principalement sur l'éducation, la santé et l'emploi, ainsi que sur le développement économique via les coopératives et l'établissement d'infrastructures de communication. Des écoles provinciales furent établies dans chacune des communautés inuit, des hôpitaux construits à Kuujuaq et à Fort George et des administrateurs québécois placés dans chacune des communautés inuit.

L'implication nouvelle du Québec auprès des Inuit s'établit dans certains domaines aux Indiens cris résidant dans le territoire de 1912, c'est-à-dire ceux de Poste-de-la-Baleine (Whapmagoosui), Paint Hills (Wemindji) et Fort George (Chisasibi), notamment dans les secteurs de la santé et de la formation professionnelle et de la coopération.

Période de 1971 à 1978. Même si la politique québécoise de 1963 à l'égard des Inuit avait pris en compte des réflexions et des points de vue de fonctionnaires fédéraux en poste, de missionnaires et de certains leaders esquimaux, il reste qu'elle constituait une politique décrétée unilatéralement par le gouvernement et, sous cet aspect, une politique qu'on peut qualifier de paternaliste.

Il en va tout autrement de la politique québécoise à l'égard de ces mêmes Esquimaux et à l'égard des Amérindiens cris et naskapis, établie à l'occasion cette fois-ci encore de la volonté du Québec de mettre en valeur à ses fins propres les richesses naturelles de territoires habités par les autochtones, mais dont l'objectif immédiat et premier était le règlement d'un contentieux touchant les droits des parties en cause.

Le règlement de ce contentieux a mis presque deux ans à se finaliser et, à mes yeux, constitue la première véritable politique d'ensemble de l'État québécois vis-à-vis des populations autochtones de son territoire. Je la qualifie de politique véritable parce que, d'une part, elle a été établie dans ses moindres détails par les parties en cause et que, d'autre part, elle a créé des mécanismes pour en assurer la mise en application et lui apporter, au besoin, d'éventuels corrections ou redressements. Je la qualifie de politique d'ensemble parce qu'elle établit pour chacun des secteurs d'activité des régimes spécifiques assurant et gouvernant l'exercice des droits et des parties qui ont conclu les deux ententes.

La conclusion de ces ententes, est-il nécessaire de le mentionner, a constitué le règlement hors-cour du litige provoqué au début des années soixante-dix par la décision du Québec de procéder au développement hydroélec



trique de la Grande Rivière, dans le territoire annexé au Québec en 1912. La Loi de l'extension des frontières du Québec avait alors requis que préalablement à la mise en valeur des richesses naturelles de son nouveau territoire, le Québec obtint des autochtones la remise de leurs droits pour permettre au Canada d'en légiférer l'extinction. Rappelons que ce processus de la remise de leurs droits ancestraux par les autochtones et de l'extinction de ces droits par le fédéral, alors qu'il était prévu dans l'acte de 1912 sur le territoire allant de la rivière Eastmain au détroit d'Hudson, n'était pas prévu dans la loi de 1898, qui avait poussé les anciennes frontières québécoises jusqu'à la rivière Eastmain, ce qui n'empêchera pas d'inclure dans le règlement tous les Cris et Naskapis, qu'ils habitent dans le territoire de 1912 ou dans celui de 1898. À ce point de vue, aussi, l'on retrouve dans les conventions de 1975 et 1978 un règlement d'ensemble pour ce qui concerne les populations autochtones signataires et pour ce qui concerne la politique québécoise à leur égard. On les a considérées à juste titre comme membres de nations à qui on reconnaissait des droits fondés sur leur appartenance nationale, non limités au cadre constitutionnel ou juridique de la société québécoise et canadienne.

1978 à aujourd'hui. C'est à la fin de l'année 1978 que se concrétise une nouvelle volonté d'implication du Québec, cette fois-ci à l'endroit de tous les autochtones de son territoire. Créé en début d'année et placé sous l'autorité immédiate du premier ministre pour coordonner dans les mois suivants l'élaboration finale des lois donnant suite aux conventions de 1975 et 1978, le secrétariat des activités gouvernementales en milieu amérindien et inuit reçut entre autres mandats celui d'élaborer une politique d'ensemble en concertation avec les parties intéressées. Une politique d'ensemble existait déjà, comme je l'ai rappelé plus haut, pour ce qui concerne les Inuit, les Cris et les Naskapis mais pas à l'égard des autres autochtones, c'est-à-dire les Amérindiens habitant le territoire québécois d'avant 1898. Le 20 mars 1985, l'Assemblée nationale adopta une motion portant sur les droits des autochtones. Elle apparaît à l'Annexe I et je me permettrai d'en faire la lecture: "Que cette Assemblée reconnaisse l'existence au Québec des Nations abénaquise, algonquine, atikamekw, crie, huronne, micmac, mohawk, montagnaise, naskapie et inuit; reconnaisse leurs droits ancestraux existant et les droits inscrits dans les conventions de la Baie-James et du Nord québécois et du Nord-est québécois; considère que ces conventions de même que toute autre convention ou entente future de même nature, ont valeur de traités; souscrive à la démarche que le gouvernement a engagée avec les Autochtones afin de mieux reconnaître et préciser leurs droits, cette démarche s'appuyant à la fois sur la légitimité historique et sur l'importance pour la société

québécoise d'établir avec les Autochtones des rapports harmonieux fondés sur le respect des droits et la confiance mutuelle; presse le gouvernement de poursuivre les négociations avec les Nations autochtones en se fondant, sans s'y limiter, sur les quinze principes qu'il a approuvés - qui apparaissent à l'Annexe II - le 9 février 1983 en réponse aux propositions qui lui ont été transmises le 30 novembre 1982 et à conclure avec les Nations qui le désirent ou l'une ou l'autre des communautés qui les constituent des ententes leur assurant l'exercice: du droit à l'autonomie au sein du Québec; du droit à leur culture, leur langue, leurs traditions; du droit de posséder et contrôler des terres; du droit de chasser, pêcher, piéger, récolter et participer à la gestion des ressources fauniques; du droit de participer au développement économique du Québec et d'en bénéficier, de façon à leur permettre de se développer en tant que nations distinctes ayant leur identité propre et exerçant leurs droits au sein du Québec; déclare que les droits des Autochtones s'appliquent également aux hommes et aux femmes; affirme sa volonté de protéger dans ses lois fondamentales les droits inscrits dans les ententes conclues avec les Nations autochtones du Québec; et convienne que soit établi un forum parlementaire permanent permettant aux Autochtones de faire connaître leurs droits, leurs aspirations et leurs besoins."

Cette résolution marque en quelque sorte le point d'arrivée du processus entrepris à la fin de 1978 avec la rencontre, sur trois jours, du gouvernement et des chefs de bandes. Une réunion de sensibilisation mutuelle convoquée à la fois à la suggestion de certains chefs amérindiens et pour donner suite à la volonté exprimée par Québec de normaliser ses relations avec les autochtones de son territoire dans le respect de leurs droits particuliers, et d'assurer qu'ils puissent jouir en plénitude des services offerts à la population québécoise.

C'est à la suite de cette rencontre que les nations atikamekw et montagnaise, réunies au sein du Conseil des Atikamekw et des Montagnais, manifestèrent en 1980 leur désir de négocier avec Québec une entente globale s'appuyant sur leurs droits ancestraux. Une première occasion se présentait pour le Québec de se donner une politique à leur égard mais qui n'alla pas plus loin que d'adopter 11 principes, dont celui de ne pas faire de l'extinction des droits une condition préalable aux négociations. De toute façon, les discussions constitutionnelles au niveau pan-canadien et l'annonce d'une nouvelle politique fédérale sur l'autonomie politique des Amérindiens, tout autant que le manque de préparation des deux parties, Québec et le CAM, devaient paralyser dès le départ les négociations.

Toutefois, en insistant auprès du gouvernement pour qu'il précisât sa politique à l'égard des autochtones, le Conseil des Atikamekw et des Montagnais ouvrit la voie aux autres nations

autochtones du Québec. Aussi, lorsqu'à l'occasion des discussions constitutionnelles un front commun de tous les autochtones du Québec demanda, le 30 novembre 1982, au gouvernement de reconnaître leurs droits sous forme de 15 principes, le Conseil des ministres put-il, à peine deux mois plus tard, transmettre en réponse sa position officielle; laquelle allait constituer, avec la résolution de l'Assemblée nationale, la pierre angulaire de la politique du Québec à l'égard des autochtones. (Annexe II). La réponse du gouvernement, adoptée par le Conseil des ministres le 9 février 1983, élabore un nouveau cadre de discussion avec les autochtones, fondé sur la reconnaissance des nations autochtones du Québec, la nécessité d'établir des relations harmonieuses avec elles et de conclure des ententes visant à aménager l'exercice de leurs droits.

Durant trois jours, au mois de novembre 1983, les leaders autochtones vinrent entretenir les parlementaires des droits, des aspirations et des besoins de leurs nations. C'est à cette occasion, afin de mieux garantir la pérennité de la politique gouvernementale à l'égard des autochtones, et surtout afin d'assurer le plus large consensus possible dans la société québécoise en général et dans l'appareil administratif de l'État plus particulièrement, que fut évoquée l'idée de fournir l'occasion à l'Assemblée nationale elle-même de se prononcer sur les droits des nations autochtones.

Il faudra attendre plus d'un an avant que l'Assemblée nationale ne se prononce sur la question. Ce délai résultait essentiellement d'une méfiance profonde entre les autochtones et le gouvernement, non pas tant sur le contenu de la motion elle-même mais plutôt sur sa forme. Essentiellement les leaders des nations autochtones souhaitaient que l'Assemblée nationale se prononcât sur certains amendements à la Constitution canadienne dont avaient convenu toutes les provinces, à l'exception du Québec, en mars 1983. La position du Québec à l'égard de la Constitution canadienne depuis 1982 ne permettait pas de donner suite à cette demande.

Par la suite, les leaders autochtones, tout en reconnaissant la valeur de la politique gouvernementale, craignirent que si la motion était adoptée par l'Assemblée nationale, elle ne vienne nuire à la reconnaissance de leurs droits dans le forum constitutionnel pancanadien. Ces leaders croyaient en effet possible et jugeaient préférable d'obtenir au préalable une reconnaissance plus forte de leurs droits, à l'occasion des discussions constitutionnelles avant de poursuivre le dialogue avec le Québec.

(14 h 45)

L'échec de la conférence constitutionnelle de 1984 ne permettait plus de retenir cette objection. Le nouvel échec, survenu en 1985, ne fit que confirmer la difficulté d'atteindre un consensus pancanadien et la nécessité pour le

Québec de poursuivre sa propre voie. Entretemps, le 24 avril 1984, sur la base des quinze principes édictés en février 1983, le gouvernement concluait une entente qualifiée de gouvernement à gouvernement par les deux signataires, le premier ministre du Québec et le grand chef Mohawk de Kahnawake. Cette entente prévoyait le versement par le Québec d'une somme de 4 200 000 \$ aux Mohawks de Kahnawake pour construire leur centre hospitalier sur la réserve et en établissait le mode de financement et la gestion, le tout entièrement financé par le Québec. Elle fut entérinée par l'Assemblée nationale en juin 1984 et on y prévoit, pour la première fois au Québec, que ces clauses s'appliquent malgré toute disposition contraire d'une loi générale ou spéciale.

Au milieu de l'année 1988, le gouvernement du Québec a rendu public un document intitulé "Les fondements de la politique du Québec en matière autochtone" et où se trouvent confirmées les balises que représentent les quinze principes de 1983 et la résolution de 1985 pour établir, dans des ententes avec les nations autochtones, les politiques les plus appropriées pour leur assurer l'exercice de leurs droits, qu'il s'agisse de droits reconnus dans la Constitution canadienne ou de droits différents qui leur seraient reconnus dans les lois québécoises.

La situation juridique, politique et économique des autochtones du Québec. Au plan juridique, les Cris, les Inuit et les Naskapis ont déjà signé des conventions avec les gouvernements. Leurs droits, dont la nature, l'exercice et la portée sont maintenant précisés, jouissent de la protection constitutionnelle, en vertu de l'alinéa 3 de l'article 35 de la Constitution canadienne. Par contre, les Algonquins, les Attikameks et les Montagnais détiennent encore, sur une importante partie du territoire québécois, des droits de type ancestral confirmés par l'article 35, mais dont la nature et la portée, et a fortiori l'exercice, n'ont pas fait l'objet d'un règlement global. Quant aux nations micmaque, mohawk, malécite et abénaquise, elles ne semblent pas être couvertes par l'article 35, dans la mesure où la proclamation royale de 1763 est considérée au plan constitutionnel comme étant la source des droits territoriaux des Amérindiens du Québec. Enfin, les Hurons, ayant conclu en 1759, soit quatre ans avant la proclamation royale, une entente touchant certaines de leurs activités en territoire québécois, détiennent, en vertu de ce traité, des droits dont la portée et l'exercice n'ont pas encore été déterminés mais font l'objet de négociations présentement en cours.

La situation politique. Au plan politique, les Inuit sont, parmi les autochtones, dans une situation particulière, en ce sens qu'ils n'ont de statut ethnique particulier au Québec que celui d'être les propriétaires, en tant que membres de leur ethnie, de terres que leur a concédées le Québec par lettres patentes à la fin des années 1970. Ils occupent ces terres et les contrôlent

hors de toute tutelle fédérale. Quant aux organismes locaux et régionaux qu'ils dirigent, ils sont sous juridiction provinciale. Les Inuit ne sont pas exemptés des taxes fédérales ou provinciales s'appliquant au Québec.

Les Cris et les Naskapis, qui ont également acquis du Québec, en pleine propriété communautaire, certains territoires à la fin des années 1970, vivent, quant à eux, dans des portions adjacentes de terres publiques dont le contrôle et l'administration ont été, pour leur bénéfice exclusif, transférés au fédéral par le Québec, qui s'en est cependant conservé la nue-propriété. La loi Crie-Naskapie de 1984, en vertu de laquelle ces communautés sont administrées, leur reconnaît un statut particulier en tant qu'ethnies dans à peu près tous les domaines d'activité, y compris l'exemption des taxes. Cette loi leur reconnaît également un certain degré d'autonomie politique au niveau local. Quant aux lois provinciales qui s'appliquent à eux, elles sont également à caractère ethnique dans plusieurs domaines.

Les autres nations amérindiennes du Québec, toutes encore couvertes par la Loi sur les Indiens du Canada, sont sous tutelle fédérale, une tutelle qui, sans s'effacer complètement, cède graduellement une partie importante de ses prérogatives à la bande pour ce qui concerne le gouvernement local de la communauté. Petit à petit, le ministère fédéral des Affaires indiennes reconnaît à des bandes locales le droit d'administrer leurs affaires internes sans ingérence de sa part, sauf pour fins de contrôle ultime des dépenses effectuées à même les fonds fédéraux qui leur sont transférés.

Par ailleurs, les lois provinciales d'application générale restent applicables dans les réserves, à moins qu'elles ne viennent en conflit avec la Loi sur les Indiens, auquel cas cette dernière prévaut. C'est ainsi, par exemple, que la santé, un domaine de juridiction provinciale que la Loi sur les Indiens ne s'est pas appropriée, demeure de juridiction provinciale, même à l'intérieur de la réserve, alors que l'éducation, domaine de juridiction provinciale également, y est passée sous juridiction fédérale en vertu de cette loi.

L'économie. À l'exception, dans une bonne mesure, des Cris et des Naskapis, les communautés amérindiennes connaissent des difficultés considérables à générer pour leurs membres des activités à caractère économique autres que les activités tertiaires, domaine où elles ont pourtant réalisé ces dernières années des progrès importants: dans l'administration, l'enseignement, les loisirs, le développement communautaire. Pour la plupart parquées en quelque sorte à l'intérieur de territoires exigus, elles ne disposent pas des richesses naturelles avoisinantes: eaux, forêts, mines, assises territoriales, qui pourraient permettre aux générations futures de trouver du travail rémunérateur. Le taux de chômage se

situe souvent à au-delà de 60 % parmi les personnes en âge de travailler.

Les projets mis en route dans le voisinage des communautés autochtones ont, le plus souvent, peu de retombées économiques pour elles. En termes d'emplois et surtout en termes d'emplois permanents, ces développements économiques contribuent bien peu à résoudre les problèmes de sous-emploi que connaissent les communautés amérindiennes.

Pour plusieurs d'entre elles, l'exercice par leurs membres des activités traditionnelles de chasse, de pêche et de trappe représente un apport économique important, particulièrement en territoire indien, à la fois en termes de contributions alimentaires et vestimentaires et en termes de revenus d'appoint provenant de la vente de fourrures, activités souvent limitées, cependant, par les activités concurrentielles du développement et leurs effets négatifs sur la faune terrestre et aquatique.

L'exception que constituent les Cris et les Naskapis au plan économique provient du fait qu'un fort contingent parmi eux tirent un revenu décent de leurs activités traditionnelles, grâce au programme de revenu garanti des chasseurs et piégeurs, et y consacrent une portion importante de leurs activités économiques devenues rémunératrices, ce qui garde relativement beaucoup moins élevé leur taux de chômage. En fait, près du tiers de la population crie, par exemple, tire son revenu économique principal de telles activités. À quoi il faut ajouter, tant chez les Cris et les Naskapis que chez les Inuit, les centaines d'emplois qu'ils occupent dans les secteurs tertiaires d'une économie locale qu'ils contrôlent ainsi que dans les travaux de construction, d'entretien de routes et autres infrastructures qu'appelle le développement régional.

Enfin, à la fois les compensations monétaires qu'ils ont touchées suite à la signature des conventions et l'octroi en propriété communautaire de territoires avoisinants leur ont permis de mettre en route ou de développer des entreprises à caractère industriel et de nature permanente fournissant de l'emploi à leur population, notamment dans les secteurs forestier et touristique ainsi que dans la fabrication de canots et l'artisanat.

Quelques aspects de la problématique autochtone actuelle. Même si, comme je l'ai rappelé plus haut, bon nombre d'activités revendicatrices des autochtones du Québec se déroulent à l'intérieur d'une dynamique plus globale, il est évident que la problématique se présente au Québec d'une façon fort différente, à bien des égards, que dans le reste du Canada. Par exemple, la proportion des autochtones – moins de 1 % de la population totale – est au Québec sensiblement plus faible que dans les autres provinces, notamment celles de l'Ouest canadien. Et parmi la population autochtone de quelque 67 000 personnes, près de 19 000 vivent main-

tenant une relation administrative directe avec l'État québécois, soit 28 % de la population autochtone. Il s'agit des Inuit ainsi que des Cris et des Naskapis. Dans le cas de ces derniers, une certaine tutelle fédérale subsiste au plan local, bien que limitée dans les faits par l'autonomie politique et administrative que reconnaît aux bandes la Loi Crie-Naskapie de 1984, mais à compter de 1996, les bandes crie et naskapie n'auront plus à requérir l'approbation du fédéral avant de conclure avec Québec des arrangements ou des ententes touchant ce qui est resté au niveau local sous contrôle ultime fédéral.

De même aussi, la relation administrative entre Kahnawake – 10 % de la population autochtone québécoise – et Québec s'exerce-t-elle directement dans le domaine de la santé via le permis d'opération et le financement de l'hôpital local dans le cadre de l'entente à laquelle j'ai fait allusion plus tôt. Il s'agit là d'un domaine de juridiction provinciale. Ailleurs aussi, le Québec entretient des relations directes avec la bande dans des domaines de sa juridiction, la sécurité publique par exemple.

Mais à Kahnawake comme dans les autres communautés amérindiennes non régies par la Convention de la Baie James et du Nord québécois et celle du Nord-Est québécois, la réserve fédérale constitue toujours le cadre principal dans lequel s'exprime le statut indien et exclut, dans la plupart des domaines d'activités, une relation administrative directe entre la bande et Québec. Heureusement, cela n'a pas empêché Québec, dans certains secteurs tels la culture, la langue, les services sociaux et l'emploi, d'élaborer avec les bandes ou leurs organismes nationaux des programmes spécifiques ou encore de rendre accessible à la réserve des programmes offerts aux municipalités québécoises. Il reste, cependant, que dans bien des domaines d'activité tels l'administration locale, les services sociaux, la santé, sauf Kahnawake et le Grand-Lac-Victoria, la formation et le développement économique, le Québec reste pour les bandes un interlocuteur bien limité. Pourtant, ce sont là des domaines où l'association directe entre la communauté amérindienne et le Québec apparaît comme particulièrement importante, car, s'il est vraisemblable qu'un certain nombre d'Amérindiens pourront trouver à l'intérieur de leurs réserves des emplois importants, il saute aux yeux que la formation et l'éducation qu'ils y auront acquises devront, pour un nombre de plus en plus significatif, trouver des débouchés à l'extérieur et, dans une large mesure, dans un environnement québécois.

Je me permettrai ici d'insister sur un point que je trouve particulièrement important: celui du développement économique. Au Québec, la tutelle fédérale sur les Indiens et les terres des Indiens constitue une entrave importante à l'octroi de territoires pouvant assurer aux Amérindiens une partie importante de leur

développement économique. Il y a, en effet, bien peu de réserves indiennes au Québec qui soient suffisamment grandes pour permettre ce genre de développement sous leur contrôle. Par ailleurs, le Québec pourrait aisément se permettre d'adjudger de tels territoires à certaines bandes s'il n'allait pas de cette façon risquer de transférer sous administration et contrôle fédéraux d'importantes portions de son territoire et, ce faisant, s'exclure lui-même de son rôle d'aménagiste du territoire québécois. On l'a vu, le Québec a procédé à une telle adjudication faite directement aux Cris et Naskapis: les terres 1B. Ce fut alors possible en vertu d'une renonciation du fédéral à utiliser dans ce cas son pouvoir général de saisie du contrôle et de l'administration des terres ainsi réservées aux Amérindiens et de son engagement à faire modifier au besoin la Constitution du Canada à cet effet. Mais cette adjudication s'est faite dans le cadre d'un règlement de revendication territoriale. Or, dans plusieurs cas, il s'imposerait, à mon avis, de trouver rapidement la façon d'allouer à la réserve une assise territoriale qui lui permette de planifier son développement économique, même s'il n'intervient pas immédiatement dans le règlement de la revendication territoriale. Cela vaut particulièrement pour les réserves situées en territoire indien – tel que défini par la proclamation royale de 1763 – et pourra se faire, évidemment, à l'occasion d'ententes globales fondées sur les droits ancestraux. Cependant, même en l'absence d'entente finale, il m'apparaîtrait souhaitable que soit assurée à la bande indienne cette espèce de minimum en termes d'assises territoriales de développement, à la condition qu'il ne représente pas une brèche à l'intégrité du territoire québécois.

La mise de côté de terres publiques québécoises au bénéfice des bandes indiennes fait, depuis 1982, l'objet d'une politique précise au Québec, qu'il s'agisse de créations ou d'agrandissements. Il s'agit, cependant, d'une politique visant essentiellement l'établissement résidentiel de la bande sur une portion des terres publiques québécoises, dont l'administration et le contrôle sont transférés au fédéral pour le bénéfice exclusif de la bande, politique qui, au demeurant, fait obligation au fédéral de soumettre au Québec à long terme un plan de développement du territoire devant être transféré. Il m'apparaîtrait fort opportun qu'une approche analogue soit prise à l'égard de territoires beaucoup plus vastes, qui seraient concédés par Québec aux fins de développement économique de la bande. Ici, cependant, il s'agirait de concessions faites directement à la bande, et dont la mise en valeur serait assurée par la bande en vertu d'une entente avec Québec. Comme il ne s'agirait pas d'une entente couverte par l'alinéa 3 de l'article 35 de la Constitution, il faudrait trouver une façon légale de la rendre inopérante si les cours en venaient à décréter que ladite concession est,

de fait, passée sous le contrôle et l'administration du fédéral ou, mieux encore, de trouver la façon de dire dans la Constitution du Canada que ces ententes s'appliquent, nonobstant l'article 92.24.

On ne peut parler de problématique autochtone au Québec sans tenir compte de l'engagement pris par le fédéral de se délester graduellement de la tutelle qu'il exerce sur les Amérindiens. Nous sommes sûrement arrivés à un point où cette tutelle ne peut plus se justifier par des considérations du genre: les bandes ne peuvent pas administrer elles-mêmes leurs activités locales, qui ont prévalu si longtemps. Au Québec, en tout cas, les exemples se sont multipliés depuis quelques décennies, qui démontrent le contraire. Et, de toute façon, le processus est engagé d'une façon irréversible, me semble-t-il. Au fur et à mesure qu'il se déroulera, il favorisera la libre relation entre le gouvernement québécois et les gouvernements amérindiens locaux et/ou ceux de leurs nations respectives, à la condition, cependant – et cela est un élément essentiel de la problématique – que cette relation s'appuie sur des droits garantis susceptibles de sanctions dans notre système judiciaire. C'est là le sens qu'il faut, de toute évidence, donner à la résolution de l'Assemblée nationale de 1985. Le Québec n'a pas à attendre, à mon avis, que les droits fondamentaux des autochtones aient fait l'objet d'un règlement constitutionnel pour reconnaître aux autochtones des droits spécifiques dans les domaines relevant de sa juridiction et en aménager l'exercice dans des conventions convenues avec eux. La reconnaissance de tels droits, reposant sur leur caractère distinct et leur titre d'héritiers des premiers occupants, ne sera que renforcée dans son fondement par une éventuelle reconnaissance constitutionnelle. Comme je l'ai mentionné plus haut, les nations Attikamek, Montagnaise et Algonquine détiennent des droits historiques ancestraux sur une partie du territoire québécois délimitée par la proclamation royale de 1763 et ces droits jouissent maintenant de la protection constitutionnelle. Même si la nature et la portée de ces droits ne sont pas définis, ils n'en constituent pas moins une sorte d'hypothèque sur ce territoire, dont le Québec pourra difficilement poursuivre le développement sans que cette hypothèque soit levée.

(15 heures)

Traditionnellement, la façon d'y parvenir a consisté, au Canada, en extinction de ces droits non définis pour ensuite les remplacer par des droits dont la nature, la portée et l'exercice sont définis dans des traités ou des conventions équivalentes à traités. Or, on sait que les Amérindiens, à travers le Canada, s'opposent à cette façon de procéder et que la plupart de leurs leaders la rejettent formellement. Ceux du Québec ne font pas exception. Il me semble, en conséquence, qu'une nouvelle approche s'impose,

surtout que l'extinction unilatérale des droits ne paraît plus possible, étant donné l'article 35.1 de la Constitution.

Si cette nouvelle approche laissait de côté l'objectif de l'extinction des droits pour se concentrer sur leur définition, leur nature et leur portée, on aurait, me semble-t-il, bien meilleure chance de s'entendre. Une approche du genre suivant:

"Attendu que, sur le territoire désigné territoire indien dans la proclamation royale, les nations algonquine, attikamek et montagnaise détiennent des droits ancestraux dont la nature, la portée et l'exercice n'ont pas fait à ce jour l'objet de conventions complètes entre les bénéficiaires de ces droits et les gouvernements;

"Attendu que le Québec est propriétaire dudit territoire et entend en poursuivre l'aménagement et la mise en valeur en tenant compte de l'existence des droits ancestraux;

"Attendu qu'il y a lieu, à cette fin, que soient précisées d'une façon définitive et complète la nature et la portée de ces droits et que leur exercice en soit assuré et juridiquement protégé, etc."

Je terminerai ces propos sur la problématique actuelle par quelques observations sur ce que j'appellerai l'harmonisation des relations entre la société québécoise et les autochtones, que bien des efforts des deux dernières décennies ont eu pour objectif de favoriser. Je crois, je suis même convaincu que le chemin parcouru dans la bonne direction est considérable. Bien sûr, il y a eu des moments particulièrement difficiles et il y en aura encore. On revient de loin. Par contre, cette harmonisation ne repose pas que sur notre volonté et notre habileté à faire les choses parfaitement. Elle repose aussi sur la volonté des autochtones de coexister dans la dignité et sur un pied d'égalité avec les autres Québécois, dans un territoire que l'histoire nous a fait partager.

Or, cette volonté des autochtones existe bel et bien. Elle ne demande pas mieux que de s'exprimer, malgré des apparences parfois trompeuses. Je suis sûr que bien des fonctionnaires québécois, parmi ceux et celles qui sont régulièrement en contact avec les autochtones, sont en mesure de vérifier cela. Je l'ai, quant à moi, expérimenté personnellement en tant que fonctionnaire et je continue aujourd'hui de la vérifier régulièrement.

L'évolution à long terme du dossier autochtone et ses implications dans un Québec souverain. Le dossier autochtone, on le sait, est une donnée incontournable de la problématique sociale et politique de notre société. Ces gens, dont les envahisseurs ont tour à tour recherché et obtenu la collaboration pour étendre ici leur royaume, s'étaient vus garantir en contrepartie le droit de se développer en tant que peuple distinct à l'abri d'une assimilation forcée imposée. Aussi est-ce en douce que la loi fédérale sur

les Indiens a systématiquement, pendant près d'un siècle, favorisé leur émancipation pour qu'ils puissent s'intégrer au reste de la société. Une intégration qui, à sa limite, aurait signifié l'assimilation.

La carotte utilisée s'est avérée impuissante au fur et à mesure que le modèle du "melting pot" américain a été mis en doute. Depuis les années soixante, en effet, sous l'impulsion de l'anthropologue Margaret Mead et de ses disciples, on s'est rendu compte que la disparition des cultures originales ne pouvait qu'appauvrir le statut de la condition humaine et son évolution. Petit à petit, depuis lors, les voix se sont fait entendre pour que fût mis au rancart l'objectif d'assimilation et que fussent développées des politiques visant plutôt à intégrer les descendants des premiers habitants du pays dans la société, sans qu'il soit exigé d'eux qu'ils se dépouillent de leur identité propre. Une identité, comme je l'ai rappelé plus haut, qui a pu se perpétuer grâce en définitive à la réserve, qu'elle ait été formellement établie, comme c'est le cas à peu près partout au Québec, ou qu'elle ait pris une forme différente, mais en quelque sorte équivalente en quelques endroits de notre territoire.

On peut, on doit aussi, je pense, considérer dès lors la réserve d'une part, comme le foyer naturel où continuera de s'affirmer l'identité amérindienne et, d'autre part, comme un pôle de développement et de solidarité au plan culturel et social. En d'autres mots, l'évolution des autochtones au Québec s'appuiera sur la vie de la réserve. Par ailleurs, le concept de la réserve, tel qu'imposé par la Loi fédérale sur les Indiens, est en voie d'écarter à cause, entre autres choses, de l'inacceptable tutelle gouvernementale qu'il combat. Maintenant confiants que la société moderne ne peut plus chercher à les faire disparaître et désireux de prendre en main leur avenir, les Amérindiens vont se montrer, à bon droit, de plus en plus exigeants pour se libérer de cette sorte de chape de plomb qu'on leur impose toujours, et vont être en mesure de décider par eux-mêmes quelles sont les valeurs de la société globale qu'ils veulent intégrer et comment ils entendent procéder pour y parvenir sans devoir rejeter les valeurs qui leur sont propres et qu'ils jugent nécessaire de perpétuer.

C'est dans ce contexte, il me semble, qu'il faut considérer l'impact que pourrait avoir sur les autochtones d'ici, l'accession du Québec à la souveraineté. À moins de vouloir reproduire la tutelle — ce qui me paraît invraisemblable — un Québec souverain pourrait traiter avec ses autochtones en dehors du corset des schèmes traditionnels puisque nous sommes arrivés à un tournant de l'histoire particulièrement propice au rejet de cette approche dont le Canada, il faut le constater, demeure tributaire et dans une large mesure, toujours prisonnier. De plus, un Québec souverain ne connaîtrait pas ces obsta-

cles inévitables que rencontre le Canada lorsqu'il adopte, ou hésite à adopter, des politiques qui doivent s'appliquer sur l'ensemble du territoire canadien où les situations diffèrent parfois d'une façon fondamentale dans le cas des autochtones.

Au Québec, les autochtones représentent une petite proportion de la population et déjà, près du tiers de cette population a convenu de ses besoins et de ses aspirations avec Québec et possède à cet effet des institutions sanctionnées par les lois québécoises, des lois qui ne peuvent pas être modifiées sans leur consentement, mais qui peuvent être modifiées à leur demande sans que l'on craigne le précédent.

Le fait, pour les gouvernements amérindiens, de pouvoir négocier directement avec Québec sans avoir à passer par leur tuteur fédéral, serait assurément une expression tangible et concrète de leur libération et de la prise en charge de leurs affaires. Celui qui vous parle se rappelle bien la fierté évidente des dirigeants de Kahnawake lorsque, en 1984, ils signèrent avec le Québec — sans avoir à requérir l'approbation de leur tuteur — une entente qualifiée d'entente de gouvernement à gouvernement dans le domaine de la santé.

La remise aux bandes autochtones d'un pouvoir réel de décision et de négociation avec Québec accompagnerait nécessairement l'accession à la souveraineté. En d'autres temps, on aurait pu craindre une absence d'intérêt suffisant de la part du Québec ou encore, un manque de préparation. L'implication du Québec et ses nombreuses réalisations, surtout dans les deux dernières décennies, enlèvent beaucoup de poids à de telles craintes.

Les structures gouvernementales québécoises me semblent particulièrement bien préparées pour relever le défi que signifierait l'absence du gouvernement fédéral dans le dossier autochtone. Depuis une douzaine d'années maintenant, chaque ministère québécois et nombre d'organismes gouvernementaux et paragouvernementaux se sont dotés de petites équipes spécialisées et en relation soutenue avec les autochtones, leurs représentants et leurs communautés; des équipes qui, pour la plupart, sont directement reliées au haut de la pyramide décisionnelle dans les différents secteurs de l'activité gouvernementale et paragouvernementale. Outre qu'elles ont développé chacune une expertise spécialisée, elles ont pu développer une cohérence dans leurs approches grâce au rôle de coordination et d'élaboration des politiques confiées au SAA, lui-même situé au sommet de l'appareil administratif québécois: le ministère du Conseil exécutif. Il s'agit là de structures gouvernementales souples, légères et qui excluent la lourdeur tout autant que la tutelle administrative.

Ajoutons que la population québécoise, dans son ensemble, est devenue de plus en plus sensibilisée à la réalité autochtone et aux exigences que posent, autant à notre destin

collectif qu'à notre conscience, les droits particuliers des premiers habitants du pays. Car c'est bien de droits que l'on parle – de la reconnaissance et de l'application de ces droits – quand on évoque l'évolution du dossier autochtone. Il ne s'agit pas de considérations simplement altruistes à l'égard de populations que l'histoire a gardées dans un état de marginalité et de pauvreté. D'autres populations, au Québec, se retrouvent dans des situations semblables et même pires au point de vue économique et, si la situation souvent précaire des autochtones ne doit pas être occultée, c'est d'abord et avant tout sur la base de leurs droits que leur avenir doit être envisagé.

Ces droits, certains peuvent les détenir à la suite de traités, comme les Inuit, les Cris, les Naskapis et les Hurons; d'autres peuvent les détenir en vertu de la proclamation royale; d'autres, enfin, pourront les détenir en vertu d'une reconnaissance officielle dans la constitution du Québec.

Un Québec souverain n'aurait d'autre choix que d'enchâsser tous ces droits dans la constitution, étant donné qu'il en deviendrait le garant, le fiduciaire. Dans un premier temps, il pourrait enchâsser ceux qui sont inscrits dans la Constitution du Canada, par la suite, il enchâsserait ceux qui feraient l'objet d'ententes globales ou d'ententes spécifiques ultérieures.

Le fait, pour le Québec, de devenir le fiduciaire, le garant des droits des autochtones, aurait évidemment des implications financières importantes. À l'heure actuelle, le ministère des Affaires indiennes débourse, à ce titre, quelque 300 000 000 \$ par année. En assumant cette dépense et les dépenses d'autres ministères fédéraux, le Québec libérerait d'autant le budget fédéral, ce qui serait sans doute pris en considération lorsqu'il s'agirait pour le Canada de s'entendre avec Québec sur ce qu'on appelle le partage de la dette. Il n'entre évidemment pas dans mon propos de discuter de cette question, qui devrait cependant faire l'objet d'une étude attentive pour assurer que les droits des autochtones soient intégralement respectés et que leur situation ne souffre en aucune manière du changement de statut politique du Québec.

Pour ce qui est de l'intégrité territoriale, le dossier autochtone ne paraît pas devoir faire problème. Le territoire québécois n'est à peu près pas affecté dans son intégrité par l'occupation des autochtones. Même si 14 bandes résident sur des territoires dont la propriété est partiellement ou complètement fédérale, comme on peut le voir à l'Annexe III, il s'agit de portions de territoire relativement petites: en tout et pour tout, pour l'ensemble du Québec, moins de 2000 hectares, soit 7,5 milles carrés, que le fédéral a achetées à diverses époques pour agrandir ou parfois créer des réserves indiennes. Tous les autres territoires occupés par les bandes indiennes font partie des terres publiques et le Québec

en a conservé la nue-propriété. Les Cris, les Naskapis, les Inuit possèdent bien quelque 3300 milles carrés de territoire à eux, octroyés par le Québec, mais libres de tout lien fédéral et dont ils ne peuvent faire cession qu'au Québec.

Certains ont mentionné qu'une partie du territoire québécois appartiendrait à des nations amérindiennes en vertu de droits ancestraux. Le moins qu'on puisse dire à cet égard, c'est qu'aucun des jugements rendus jusqu'ici par la Cour suprême du Canada – et depuis quelques années elle a accueilli fort positivement les requêtes des autochtones touchant leurs droits ancestraux – n'a mis en doute le droit de propriété du territoire du Canada que se sont adjugé tour à tour la France et l'Angleterre et qui a été ultérieurement transmis au Canada et réparti entre les provinces, dont le Québec.

Il est vrai, cependant, qu'une partie importante du territoire québécois reste grevée d'une sorte d'hypothèque que le Québec devra lever avec le consentement des nations concernées: Algonquins, Attikameks, Montagnais, pour en continuer la mise en valeur dans le respect des droits ancestraux, définis pas en fonction du XVIIIe siècle mais en fonction de la réalité actuelle.

J'ai souligné plus haut le problème que pose à l'intégrité du territoire québécois l'octroi de terres publiques aux bandes amérindiennes pour leur permettre de disposer d'une assise territoriale assurant en partie leur développement économique. J'ai mentionné aussi qu'on pourrait, dans un grand nombre de cas, procéder à de telles allocations dans la mesure où l'administration et le contrôle n'en seraient pas récupérés par le Canada en vertu de la Loi sur les Indiens, ce qui pourrait bien nécessiter un amendement à la Constitution canadienne dans l'état actuel des choses. Dans un Québec souverain, un tel obstacle disparaîtrait automatiquement et le Québec pourrait s'entendre directement avec les gouvernements amérindiens pour réserver à leur usage et à leur contrôle, dans le cadre de conventions protégées par les lois, la mise en valeur de ces territoires.

Voilà esquissés quelques aspects de l'évolution du dossier autochtone dans sa dimension communautaire au sein d'un Québec devenu souverain. Je dirai maintenant quelques mots au sujet des droits individuels des autochtones.

On le sait, les Amérindiens ou Indiens de statut sont exemptés de certaines lois qui s'appliquent à l'ensemble des Canadiens et des Québécois. Ainsi sont-ils soustraits, en vertu de la Loi sur les Indiens, à toute taxation fédérale ou provinciale. Ces exceptions ne s'appliquent cependant que dans la réserve. En d'autres mots, les Amérindiens ne sont exemptés des taxes que dans la mesure où ils consomment leurs propres produits, ceux qu'ils fabriquent chez eux, ou ceux livrés dans la réserve. Ils ne sont exemptés de l'impôt sur le revenu que dans la mesure où

le revenu est gagné sur la réserve.

On peut considérer que ces exemptions font partie du traitement particulier qui leur a été réservé en tant que descendants des premiers occupants du pays. Que ce soit à titre de compensation pour la spoliation de leurs terres ou en guise de reconnaissance pour services rendus, leurs ancêtres ont depuis toujours bénéficié de ce traitement et l'ont légué en héritage à leurs descendants. Pour en profiter, cependant, ces derniers doivent se confiner à la réserve, une réserve qui deviendra de moins en moins capable d'offrir à tous ses résidents les emplois, les occupations et, parfois même, le genre de vie qui leur paraîtrait le plus souhaitable, et cela sans qu'ils veuillent pour autant se dissocier de leur lieu d'appartenance.

Il me semble de plus en plus que certaines exemptions de taxes devraient se rattacher à la personne même de l'Amérindien, où qu'il se trouve, dans la mesure où il s'agit d'un droit ou d'un simili-droit hérité de ses ancêtres. On pourra m'objecter que, si tel avait été le cas dans le passé, cela aurait pu induire les Amérindiens à quitter leur réserve et à s'assimiler. C'est peut-être vrai, mais ce danger me semble devoir être beaucoup moins menaçant au fur et à mesure que les communautés amérindiennes s'affirmeront comme des pôles de développement et d'accréditation de l'identité amérindienne. D'ailleurs, le traitement inférieur qui fut longtemps le lot des résidents de la réserve n'a pas empêché la majorité d'entre eux de continuer d'y résider puisque c'était le seul endroit où ils pouvaient rester en contact avec leurs racines.

(15 h 15)

Un Québec souverain, à mon avis, devra pousser la reconnaissance des autochtones en tant que différents des autres Québécois jusque dans des domaines comme celui-là. Historiquement, à l'instar des autres provinces, le Québec s'est longtemps contenté de refiler au fédéral l'entière responsabilité des Indiens. En devenant souverain, il n'aurait plus cette échappatoire, et pourrait, de concert avec les Amérindiens, inventer des formules qui conduiraient à une coexistence fructueuse.

Je conclus, M. le Président. Selon moi, le Québec n'a pas à attendre de devenir souverain pour continuer de s'impliquer dans le dossier autochtone à chercher, par tous les moyens à sa disposition, à concrétiser et développer son association avec les autochtones de son territoire. Je crois simplement et fermement qu'un Québec souverain aurait l'opportunité d'y parvenir mieux et plus vite. Quoi qu'il en soit, je répète qu'à mon avis – un avis fondé sur mes contacts avec les autochtones du Québec et avec quantité de Québécois de tout acabit – la relation entre les premières nations et la société québécoise va continuer de se tisser d'une façon positive, cela malgré les erreurs de parcours et certains échecs, malgré aussi cette espèce de

chassé-croisé auquel peuvent se livrer, trop souvent et trop facilement, fonctionnaires autochtones et non-autochtones, d'un gouvernement à l'autre, pour retarder des décisions qui pressent et dont le report entraîne souvent des solutions boiteuses, parfois même douloureuses.

À cet égard, je voudrais souligner deux points qui m'apparaissent importants. Le premier, c'est l'absence de contacts institutionnalisés – sauf les échanges entre jeunes étudiants québécois autochtones et non-autochtones, qui ont débuté il y a une douzaine d'années, et qui, je l'espère, se poursuivent toujours – l'absence, donc, de contacts institutionnalisés entre les communautés autochtones et leurs voisines non-autochtones. L'harmonisation des relations passe par le développement de l'amitié, et l'amitié passe par la connaissance les uns des autres et l'appréciation mutuelle. Confucius aurait pu le dire, mais ce que Jos Bleau peut dire, lui qui vit dans l'environnement immédiat, c'est que lorsque les conflits se produisent, c'est lui, sa communauté, sa famille, qui en souffrent et en sont incommodés d'une façon immédiate et sérieuse, bien davantage que les élus siégeant au sommet des collines parlementaires. On aura beau développer et mettre en oeuvre des politiques gouvernementales adéquates, elles ne pourront pas à elles seules résoudre l'espèce de méconnaissance qui subsiste dans la population québécoise en général touchant les Amérindiens, en quelque sorte enclavés à l'intérieur du territoire québécois et trop peu, beaucoup trop peu, exposés à des contacts institutionnalisés et à des échanges enrichissants de part et d'autre, des échanges qui favoriseraient une relation fondée sur la connaissance et la reconnaissance des valeurs, au lieu de se cantonner dans une méfiance que nourrit si facilement l'ignorance et qui entretient des clivages dont personne ne veut plus.

L'autre point: c'est celui de l'absence d'un dialogue institutionnalisé entre l'Assemblée nationale et les représentants des nations autochtones. Sept ans après la résolution de l'Assemblée nationale de 1985, n'existe toujours pas le forum parlementaire permanent qui devait permettre aux élus de dialoguer avec des représentants des autochtones et de se sensibiliser ainsi directement avec la réalité. Si cet engagement de l'Assemblée nationale pouvait être éventuellement honoré, je ne doute pas qu'il permettrait aux autochtones et aux parlementaires de faire le point de la situation dans une atmosphère beaucoup plus sereine et constructive que celle qui s'installe presque inévitablement à la veille ou au lendemain d'une crise. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, nous vous remercions, M. Gourdeau, et je céderais la parole au député de Viger pour les premières questions.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M.



Gourdeau, merci d'être venu devant la commission. Ce matin, vous savez sans doute qu'on a eu Ovide Mercredi, qui est venu devant cette commission pour nous parler un peu des problèmes ou des revendications du peuple autochtone.

**M. Gourdeau:** Il est venu avant son temps, lui. Il est venu mardi.

**M. Maciocia:** Oui, c'est ça. Ha, ha, ha! Justement, j'aurais une question. Vous parlez, je pense à la page 23 de votre mémoire: "Pour ce qui est de l'intégrité territoriale, le dossier autochtone ne paraît pas devoir faire problème. Je dois dire que j'ai eu une toute autre impression en entendant Max Gros-Louis, la semaine dernière, et Ovide Mercredi, aujourd'hui. Et justement, dans le mémoire qui a été présenté par M. Mercredi, il nous disait à la page 6: "Même si la nation canadienne-française peut accéder à l'indépendance, il reste néanmoins à résoudre la question de savoir quel territoire un Québec indépendant serait en mesure de revendiquer. Et, à la page suivante, il disait aussi: "Nous ne sommes pas ici pour revendiquer la totalité de ces territoires traditionnels comme étant le domaine exclusif des premières nations. Notre héritage au Canada a toujours été, et continue d'être, une tradition de partage de nos terres et de nos ressources. Cependant, nous tenons à souligner que les questions relatives aux territoires et aux frontières sont complexes. Il serait malhonnête et injuste de présumer que les frontières actuelles de la province seraient automatiquement celles d'un nouvel État souverain".

Alors, vous comprendrez ma question, en sachant un peu les revendications des autochtones, et avec la phrase où vous nous avez dit qu'il n'y aura pas de problèmes avec les autochtones sur l'intégrité du territoire.

**M. Gourdeau:** Oui, vous êtes un petit peu plus catégorique que moi, là. J'ai dit qu'il ne semble pas y avoir de problèmes.

**M. Maciocia:** Oui, oui, c'est ça.

**M. Gourdeau:** Je n'ai pas dit qu'il n'y en avait pas, bon.

**M. Maciocia:** Non, non, c'est ça, oui.

**M. Gourdeau:** Mais d'abord, je vais répondre à votre question, parce que ce bout-là est très court, sur Max Gros-Louis. Je pense que Max Gros-Louis n'a jamais prétendu qu'il était propriétaire du territoire. Max Gros-Louis dernièrement, à Paris, a attaqué le gouvernement fédéral en attaquant la Loi sur les Indiens. Il n'a pas attaqué le Québec, il n'a pas parlé de la question territoriale. Quand il en a parlé, il a dit: Qu'on ait 1000 mètres sur 1000 mètres, ça n'a pas de

bon sens, puis ça ne peut pas continuer comme ça! Et c'est évident qu'ils ont été dépouillés de leurs 40 arpents, par le gouvernement fédéral, en 1904 et 1905. Le gouvernement fédéral s'est retourné de bord, a vendu leurs terres, et ces ventes-là étaient absolument illégales. Le gouvernement du Québec a été obligé, en 1982, d'émettre de nouvelles lettres patentes à tous les propriétaires de Val-Bélair, parce que les lettres patentes qui avaient été émises par le fédéral n'étaient pas correctes. Alors, je veux dire que c'est sûr qu'ils se sont fait avoir. Il peut y avoir des cas comme ça, là. Mais c'est des territoires limités, c'est toujours à l'intérieur du contexte légal actuel dont on parle.

Pour ce qui est de M. Mercredi, sur ses affirmations, je n'ai pas de réponse à vous donner. J'ai mis la liste de tous les territoires qui, ça vient du terrier de la province de Québec, ces recherches-là sont très précises, les avocats maintenant s'en servent partout, et tout est bien prouvé. Là, vous l'avez en annexe. Il s'agit juste de choisir pour vous entre les conseillers de M. Mercredi qui écrivent ses discours, et ce que moi je vous dis. Moi, je me fie à ce que dit la loi, là, et puis à ce que dit la Cour suprême.

**M. Maciocia:** Non, je comprends. Mais vous comprenez la raison de ma question c'est justement pour essayer de voir, si demain matin le Québec décide démocratiquement d'aller vers la souveraineté, quelles sortes de problèmes on pourrait rencontrer avec les autochtones?

**M. Gourdeau:** Bon. Le seul problème qu'on peut rencontrer, à mon avis, c'est un problème qui concerne 7,34 milles carrés, dans tout le Québec, parce que c'est des terres fédérales. Plus, peut-être, là je parle des autochtones. Il peut y avoir les terres de Valcartier ou des terres militaires. Mais, pour ce qui est des autochtones, il y a juste 7,34 milles carrés qui sont de propriété fédérale.

Tout ce que les Indiens ont à l'heure actuelle, à l'intérieur de la Constitution du Canada, là, et à l'intérieur de nos lois, je ne parle pas à l'intérieur des lois du Créateur, là. Je parle de la Constitution canadienne, tout ce que le fédéral a, c'est ça.

**M. Maciocia:** Toujours dans la même veine, M. Mercredi parlait que les territoires qui ont été additionnés, si on peut dire, en 1898 et en 1912, l'étaient en tant que province canadienne, le Québec, et que, par conséquent d'après lui, ils ne feraient, avec un Québec souverain, je pense qu'il dit qu'ils ne feraient plus partie du Québec à ce moment-là. Est-ce que...

**M. Gourdeau:** Ça, je n'ai pas d'opinion là-dessus, là, pas du tout. Je pense que ça concerne le droit international.

**M. Maciocia:** O.K.

**M. Gourdeau:** De toute façon, la souveraineté du Québec, ça va se discuter avec le reste du Canada, ça va se discuter à l'intérieur des constitutions qui existent à l'heure actuelle. Je pense bien. Alors, est-ce que le Canada modifierait tout à coup ses propres frontières sans le consentement du Québec parce que le Québec veut devenir souverain? C'est difficile à imaginer.

**M. Maciocia:** Oui, j'aurais une autre question, M. Gourdeau. C'est à la page 14 de votre mémoire. Vous nous dites que les Cris, les Inuit et les Naskapis ont déjà signé des conventions avec le gouvernement, mais vous ne nous dites pas rien d'autre qu'ils jouissent probablement de la protection constitutionnelle en vertu de l'article 35.3 de la Constitution canadienne. Mais vous ne nous dites pas ce qu'en pensent actuellement, disons les signataires de ces conventions-là. Et avec le problème qu'on a actuellement avec Grande-Baleine, vous savez très bien que, vous êtes au courant qu'il y a beaucoup, spécialement les Cris et d'autres qui essaient de remettre en question la validité même de cette convention qui a été signée avec le gouvernement - vous vous rappelez, on parle ici particulièrement de la Convention de la Baie James. Etant donné que vous êtes un expert dans ce domaine-là - vous avez toujours eu des contacts avec eux - qu'est-ce que vous pensez que, réellement, pensent aujourd'hui ces gens-là vis-à-vis de ces conventions?

**M. Gourdeau:** Oui, je reviendrai sur ce sujet-là. Mon premier point, pour ce qui est de moi en tout cas, c'est qu'on pourrait toujours discuter d'une façon un petit peu théorique, à savoir ce que la Cour suprême va décider si cette question lui est posée. Or, dernièrement on a eu la réponse - il y a quatre ou cinq mois - lorsque la Cour suprême a décidé que dans le cas de la bande de Timagami, la cession des terres qu'ils avaient faite en 1859 était finale et qu'ils n'avaient plus de droits sur ces terres-là, même s'ils n'avaient pas signé le traité. Puisqu'ils avaient accepté les avantages découlant du traité, les paiements qui devaient être faits, et même si le fédéral n'avait pas honoré parfaitement son affaire, la Cour suprême a décrété: C'est final. Depuis ce temps-là, j'ai noté chez les Cris que je rencontre, ou leurs conseillers, qu'ils ont arrêté de parler de la question à laquelle vous faites allusion. C'est évident que, pour eux autres, ça veut dire que le traité est très moderne et qu'il est protégé par la Constitution. Il a été négocié pendant deux ans de temps et la Cour suprême n'ira pas dire: Celui-là n'est pas bon. C'est évident que, depuis ce jugement-là - je ne veux pas parler du tout au nom des Cris - ceux que j'ai rencontrés et

leurs conseillers surtout, je peux dire qu'ils ont la fale basse vis-à-vis de cet argument-là, sûrement.

**M. Maciocia:** O.K., mais vis-à-vis de la Convention de la Baie James, quelle est la réaction aujourd'hui? On sait qu'ils l'ont signée en connaissance de cause, en sachant exactement ce qu'ils signaient, en 1975. D'après vous, actuellement, c'est quoi leur opinion vis-à-vis de cette convention qui a été signée à ce moment-là?

**M. Gourdeau:** L'opinion des Cris, je peux en parler d'une façon très générale. Les chefs disent, viennent dire eux autres...

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Gourdeau:** Je parle de l'opinion générale du peuple cri. C'est que la convention a apporté des choses qui ont été extrêmement importantes pour la survie de leur identité, spécialement à cause du programme de revenu garanti du chasseur-trappeur. C'est quelque chose ça, bon! Québec est rendu qu'il paie 15 000 000 \$ pour ça, par année. Alors, décidément, ils sont très reconnaissants de ça au Québec et ils apprécient ça. Sauf que le pendant à ça, c'est que premièrement, les fourrures se vendent beaucoup plus difficilement, depuis l'année dernière, ils ont noté une baisse plus significative. Chez les aînés aussi, parce que, malgré tout, même s'ils ont un salaire pour y aller, le revenu d'appoint que leur rapportaient les fourrures, c'est important aussi pour eux autres. Alors, il y a une petite baisse de ce côté-là qui les affecte. Et leur jeunesse grandit. Les gens grandissent, grandissent et ne sont pas tous, loin de là, intéressés à faire une carrière de la chasse et de la trappe. Et là, il n'y a pas d'ouvrage permanent qui leur est offert, alors qu'ils voient les gens se promener, par un système organisé, entre Montréal et Radisson et les autres centrales d'Hydro-Québec. Si bien qu'il faudrait qu'ils aillent rester à Montréal pour être engagés par Hydro-Québec dans des emplois permanents! Alors, ça ça fait mal à la population parce que, qu'est-ce qu'il reste à faire? Il y a un certain nombre de jobs qu'ils ont, évidemment, de positions, sur les chemins, etc.; mais la jeunesse est tellement nombreuse que, tout à coup, l'avenir semble fermé et alors, c'est la drogue, c'est la boisson, c'est tout ça.

(15 h 30)

Alors, je pense qu'en général dans ce qui se passe à l'heure actuelle, pour l'opposition au projet, l'opposition des Cris, ça ne se passe pas sur leur territoire... Alors, ils s'opposent pour quoi au projet? Ils s'opposent pour s'opposer. Il y a les lignes de transport qui passent chez eux mais ce n'est pas ça qui va détruire leur faune d'une façon importante. Alors, ils s'opposent et

ils ont beau jeu auprès de la population de dire: On s'oppose parce que ça ne nous a pas donné d'emplois permanents. Ça ne nous donne rien ces travaux-là, finalement. Ça donne des choses à Montréal mais, nous autres, un coup la construction finie, c'est terminé. Par ailleurs, vous avez à Poste-de-la-Baleine les Inuit qui, eux, en veulent du projet. Je ne sais pas comment ils l'expriment actuellement. Il faut qu'ils respectent les Cris aussi mais je sais pertinemment, par l'intérieur, qu'eux ils y tiennent. Ils disent: C'est à notre tour d'avoir quelque chose. Ça fait qu'il y a au du conflit là aussi. Ce n'est pas clair, les opinions de tout le monde.

**M. Maciocia:** Une autre question, M. le Président. Vous écrivez dans votre texte que les nations micmaque, mohawk, malécite et abénaquise ne seraient pas couvertes par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 dans la mesure, si j'ai bien compris, que leurs droits ne découlent pas de la proclamation royale de 1763. C'est ce que j'ai cru...

**M. Gourdeau:** Non. Si j'ai laissé cette impression-là, peut-être que c'est ça, je ne suis pas correct. Étant donné que c'est la proclamation royale qui est la source de leurs droits et que la proclamation royale a dit quels étaient leurs droits, c'est réglé, c'est dans ce sens-là que je veux le dire. C'est que la proclamation royale a réglé le cas du territoire du gouvernement du Québec, à mon avis, pour ce qui concerne les autochtones.

**M. Maciocia:** O.K. Je comprends. J'avais mal compris. J'avais compris que c'était...

**M. Gourdeau:** Je l'ai peut-être mal dit aussi; je me rends compte de ça tout à coup.

**M. Maciocia:** Non, je ne voudrais pas... J'avais une autre question. À la page 11 de votre mémoire, vous indiquez que les conventions de 1975 et de 1978, dont on a parlé tantôt, ont reconnu aux membres des nations signataires des droits fondés sur leur appartenance nationale, vous dites non limitée aux cadres constitutionnels ou juridiques de la société québécoise et canadienne. J'aimerais que vous élaboriez là-dessus, compte tenu des trois principes adoptés par le gouvernement du Québec en 1983, spécialement du paragraphe 3 où on dit: "Les droits mentionnés aux paragraphes 1 et 2 doivent s'exercer au sein de la société québécoise et ne sauraient par conséquent impliquer des droits de souveraineté qui puissent porter atteinte à l'intégrité du territoire du Québec." Et puis, au paragraphe 2, il est écrit: "Le Québec reconnaît également aux nations autochtones, dans le cadre des lois du Québec, le droit de posséder et de contrôler elles-mêmes les terres qui leur sont attribuées."

Je ne sais pas comment concilier votre

phrase de droits fondés sur leur appartenance nationale avec ces deux paragraphes qui sont écrits dans la motion que le gouvernement du Québec a adopté en 1983.

**M. Gourdeau:** Quand je parle du cadre constitutionnel là-dedans, dont on n'a pas tenu compte de façon rigide, mais plutôt de la donnée nationale, je fais allusion, dans ça, au fait que les Cris, par exemple, étaient dans deux territoires différents. Il y a un certain nombre de bandes qui étaient dans le territoire de 1898, où il n'était pas mentionné du tout que le Québec devait se faire remettre les droits des autochtones. C'est un territoire qui a été concédé au Québec purement et simplement et il n'est pas question des autochtones en 1898, mais il en est question en 1912. Alors, on a laissé ça de côté, et on exclut la personne qui parle parce que je n'étais pas là du tout à ce moment-là. Ce qui a été fait avec la Convention de la Baie James, c'est qu'on a dit: Bon, bien, les Cris qui sont dans le territoire – on ne s'est pas préoccupé qu'ils soient dans le territoire de 1898 et qu'on n'ait pas d'obligations légales ou constitutionnelles à leur égard en vertu de nos lois à nous autres – on les a mis sur le même pied que ceux vis-à-vis desquels on avait des obligations constitutionnelles de régler des droits. C'est dans ce sens-là que je dis: On est parti du fait qu'ils appartenaient à la même nation et on les a traités semblablement, les deux, sans considérer que, étant donné qu'ils habitent un territoire différent, on n'a pas à considérer qu'ils ont les mêmes droits, etc.

Pour ce qui est de la question de la résolution, des principes, il faut dire, d'abord, qu'en établissant des principes le Québec ne peut pas prétendre remplacer le fédéral qui a la compétence sur les Amérindiens. Alors, il faut faire attention aux mots qui sont employés. C'est pour ça que vous retrouvez souvent "au sein du Québec" et des choses comme ça parce qu'on ne peut pas faire "at large" ce que le fédéral pourrait peut-être faire, par exemple, pour l'ensemble du pays. Alors, il fallait souvent préciser que c'était "au sein du Québec" et "à l'intérieur des lois québécoises". On ne pouvait pas prétendre que ça s'appliquait à l'intérieur des lois fédérales. Alors, souvent les gens ont mal interprété ces questions-là en se disant: Ah bien, ça c'est gelé, etc., c'est juste avec les lois actuelles.

Comme vous avez vu dans le cas de Kahnawake, ces principes-là ont servi pour, précisément, avoir une nouvelle loi québécoise qui est essentiellement l'entente qui est intervenue. Cette entente-là, ce n'est pas l'ancienne loi québécoise. C'est nouveau et ça prévaut sur l'ancienne. Alors, ce n'était pas gelé, c'est parce qu'il ne fallait pas être trop prétentieux, non plus, et s'imaginer de régler le cas de tout le monde à travers le pays.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président. M. Gourdeau, je vous remercie, d'abord, d'avoir accepté notre invitation. Quelques questions brèves. La première: Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, vous dites, de façon très claire que les responsabilités et les obligations, comme fiduciaire du gouvernement fédéral à l'égard des autochtones, seront transférées selon les règles de succession d'État. Vous savez que ce principe-là est contesté. Ce matin, manifestement, dans le mémoire de M. Mercredi aussi, les autochtones contestent ce fait-là. Ils prétendent, ils affirment que si le Québec devient souverain, quand il va devenir effectivement un État souverain, les responsabilités et les obligations du gouvernement fédéral à l'égard des autochtones ne peuvent pas être transférées au nouvel État souverain, ce qui fait que dans le discours autochtone, on entend souvent dire: On va se placer – si le Québec décide de devenir souverain – sous la protection, sous le parapluie fédéral qui, lui, va conserver ses obligations. Vous, ce que vous dites, c'est que, quand le Québec va devenir un État souverain, il va rapatrier l'ensemble des compétences et des pouvoirs actuellement détenus et exercés par le gouvernement fédéral, que ce soit en matière de – je ne sais pas, moi – des postes, des ports, des aéroports, des allocations familiales, des pensions de vieillesse, il rapatrie. Mais dans le rapatriement, il y a aussi les obligations et les devoirs, si l'on veut, du gouvernement fédéral en tant que fiduciaire face aux autochtones. C'est ça que vous nous dites? Ça va être transféré, ça? Le nouvel État québécois va devoir assumer ses obligations, en assurer la continuité à l'égard des communautés autochtones sur son territoire. Je vous ai bien compris?

**M. Gourdeau:** Oui. Eh bien, d'abord, je dois vous dire qu'en réfléchissant à cette question, qui n'est pas une question facile, j'ai trouvé à la page 13 en chiffres romains, je pense, de la Convention de la Baie James et du Nord québécois une déclaration très importante de Ciaccia, qui avait été le négociateur, et qui dit – tel quel – que le Québec est devenu le garant des droits des Cris et des Naskapis. Il est devenu le garant des droits des autochtones. Donc, le fédéral – comme lui a interprété, en tout cas – c'est que c'est le Québec qui est devenu le garant, ce n'est plus le fédéral qui est le garant. Bon! On s'est dit: C'est sûrement une façon de l'envisager, en regardant toutes les lois, etc., on s'aperçoit que le fédéral n'a plus de tutelle sur eux autres au point de vue financier; il n'a pas d'argent qu'il administre pour eux autres, ils l'administrent eux-mêmes. Pour ce qui est des

droits, ils sont protégés par la Constitution, ils sont protégés par les tribunaux et ils ne manquent pas d'aller devant aussi chaque fois qu'ils en ont l'occasion. Ils ne vont pas voir leur tuteur pour demander qu'il les protège. Alors, c'est comme si ce rôle de fiduciaire était maintenant devenu le rôle de la cour, ou au point de vue de l'argent et d'autres choses, même de leurs droits aussi, pour ce qui concerne ceux qui l'assument directement, est devenu le lot des Cris même et des Naskapis et des Inuit. Mais je pense que dans des questions comme ça, ou bien le Québec devient souverain, ou bien il ne le devient pas. Je veux dire, s'il est souverain, il est souverain.

Bon! Alors, à ce moment-là, le Québec se sent responsable de garantir les droits des gens. Si, en discutant avec les autochtones... Eux veulent des garanties additionnelles, ils ne partiront pas d'ici, c'est pas des visiteurs, eux autres, les autochtones. Tu sais, quand on a eu Schefferville, et qu'il y avait 13 000 personnes là, la mine a fermé, les visiteurs sont partis, mais les autochtones sont restés là, eux autres. Ils étaient chez eux. Ils ne partiront pas du Québec tout à coup parce que le Québec devient souverain. Bon. Alors, il va falloir faire des arrangements avec eux autres pour ce qui est de la question de fiducie, et de tutélarat, je n'aime pas ça parler de ça, mais de fiduciaire et de garant, il y a peut-être moyen d'organiser avec eux autres des formules qui leur donnent une garantie additionnelle. Remarquez que ça s'est fait, dans leur cas à eux autres. Ils ont toujours prétendu que ce n'était pas le gouvernement du Canada qui était le garant de leurs droits, c'était la reine d'Angleterre. C'est ça qu'ils prétendaient, eux autres. Bon! Il s'est fait des arrangements quand même.

**M. Brassard:** Je comprends bien, aussi. C'est une dimension quand même intéressante que vous mettez en lumière. C'est qu'en matière de revendication territoriale, quand le Québec, un Québec en tant que province d'un État fédéral – étant donné que c'est le gouvernement fédéral qui est fiduciaire et qui est responsable des autochtones – quand le Québec transfère des parties de territoire à des communautés autochtones, à des nations autochtones, ça tombe automatiquement sous la responsabilité du gouvernement fédéral, ça devient même la propriété...

**M. Gourdeau:** Ça peut... Non, non, non, non, pas la propriété.

**M. Brassard:** ...du gouvernement fédéral. À moins... Non, ça tombe sous sa responsabilité.

**M. Gourdeau:** Seulement sous le contrôle... L'exemple que je vous ai cité, justement, c'est

ça pour les Hurons. C'est que le fédéral s'est fait remettre, en 1904, par les Hurons, à l'occasion d'assemblées dont les gens disent maintenant que ça a été frauduleux, et le fédéral reconnaît ça et a décidé de faire quelque chose pour compenser. Le fédéral s'est fait céder une partie des 40 arpents qui appartenaient – pas au fédéral ni au provincial – ils appartenaient aux Hurons eux-mêmes, parce que les jésuites leur avaient donné le territoire, hein? Bon.

Alors, le fédéral, dans la Loi sur les Indiens – peu importe qui est le propriétaire, du moment que ce sont des Indiens qui sont là – le fédéral peut prendre le contrôle de l'administration de ce territoire-là. C'est ce qu'il avait fait avec les Hurons. Et là, il a dit aux Hurons: Vous en avez trop grand, etc., ça n'a pas de bon sens! O.K. Alors, ils ont dit: On vous le remet au fédéral. Et lui, il a pris ça, le fédéral. Il a dit: Il me le remet, donc, c'est à moi et je vends ça à l'encan. Il a fait ça et tout ça était illégal.

Une maison de Toronto, en 1981, qui a été pour prêter de l'argent à un gars de Val-Bélair, et ils ont dit au gars de Val-Bélair: Tu n'es pas propriétaire de ton terrain, toi! Il a dit: Comment ça? J'ai des titres, moi, qui remontent à 1905. Il avait ses titres. Il n'était pas propriétaire, le fédéral; ça ne lui appartenait pas, ce terrain-là. Ça retournait au Québec, ça. Ça ne pouvait pas appartenir à la couronne du chef du Canada; ça appartenait à la couronne du chef du Québec, si c'était plus aux Indiens. Et il y a eu des jugements là-dessus aussi en Nouvelle-Écosse, et des jugements assez récents là-dessus. C'est pour ça que la question territoriale, dans nos lois à nous autres, dans notre Constitution à nous autres... Je veux dire: Les Indiens, ils ont ce que j'ai mis en annexe, là; et le fédéral, il a ce qu'il y a là. Ils n'ont pas d'autre chose que ça, à l'heure actuelle. Je ne dis pas que c'est correct, mais je dis que c'est ça qu'ils ont.

**M. Brassard:** Sauf que les droits, les revendications territoriales des nations autochtones, ça comprend pas mal plus de territoire que ça.

**M. Gourdeau:** Oui, oui, oui, bien sûr. Parce que... Bien certain, que ça comprend plus que ça. Parce que c'est évident qu'on leur avait dit: Allez sur ce territoire-là, on en est les propriétaires, mais on est gentils. Vous pouvez y aller, vous autres, et vous amuser tant que vous voulez, et on ne vous troublera pas, on ne vous dérangera pas. Mais au fur et à mesure que la colonisation avançait, bien là, on disait: On est propriétaires, on y va; allez donc un peu plus loin, là, vous autres, allez donc un peu plus loin... C'est ça qui est la spoliation des terres, mais...

**M. Brassard:** En fait, il y a beaucoup de malentendus, actuellement, entre la propriété

légitime des terres publiques et l'usufruit, l'usage qu'on en fait. J'ai l'impression qu'il y a de la confusion. Je ne sais pas si je me trompe, mais beaucoup des revendications dites territoriales des autochtones, ça porte beaucoup plus sur l'usage que sur la propriété.

**M. Gourdeau:** Oui, c'est ça.

**M. Brassard:** Et l'usage relié, bien sûr...

**M. Gourdeau:** C'est ça.

**M. Brassard:** ...pour l'essentiel, à leurs activités dites traditionnelles.

**M. Gourdeau:** Oui, oui. La Cour suprême, elle a fait, à quelques reprises, la distinction très nette entre la possession et la propriété. C'est que les Indiens possèdent des terres. Bon.

**M. Brassard:** Dans le sens qu'ils en usent.

**M. Gourdeau:** Comme on peut posséder notre famille, si vous voulez. Mais on n'est pas propriétaires de quelque chose. Il y a une différence entre être propriétaire et être possesseur.

**M. Brassard:** C'est ça.

**M. Gourdeau:** Alors, ça revient peut-être à ce que vous dites: l'usufruit ou, etc., enfin, c'est ça qu'il faut régler, là. Mais je pense que quand on parle de revendications territoriales, ce sont autant des revendications concernant des choses qui se passent dans le territoire que des revendications au territoire. C'est plutôt sur des choses qui se passent dans le territoire, c'est là-dessus qu'on a des revendications, au point de vue circulation, au point de vue établissements, au point de vue de certaines pratiques, comme les Hurons, par exemple, viennent de se voir reconnaître par la Cour suprême. Ce n'est pas à des territoires qu'ils ont droit, ils ont droit à faire, dans certains territoires, certaines choses.

(15 h 45)

**M. Brassard:** Une dernière chose, M. le Président. M. Gourdeau, vous qui connaissez bien la question autochtone, est-ce que la façon dont un Québec souverain devrait aborder et traiter cette question-là serait la suivante, en gros? Premièrement, introduire dans une constitution d'un Québec souverain un chapitre, ou en tout cas des dispositions constitutionnelles, portant reconnaissance des droits autochtones; dispositions constitutionnelles qui seraient le fruit de discussions, ou impliquant la participation des autochtones eux-mêmes. Deuxièmement, le gouvernement, sur la base de ces dispositions constitutionnelles, amorcerait, enclencherait un processus de négociation avec chacune des nations autochtones pour en arriver à des ententes prévoyant la mise en application, si l'on veut, la

concrétisation des principes et des droits qui ont été reconnus constitutionnellement.

Est-ce que, selon vous, cette démarche d'un Québec souverain – il y a toujours l'hypothèse d'un Québec devenu souverain à la suite d'une décision démocratique des Québécois – vous apparaît être non seulement souhaitable mais acceptable pour les parties – y compris, évidemment, au premier chef, les communautés autochtones – et que c'est dans cette direction-là qu'un Québec souverain devrait s'engager?

**M. Gourdeau:** Oui. Je le dis d'ailleurs ainsi. Je pense que ce qu'un Québec souverain devrait faire c'est que, premièrement, il enchâsse, dans sa propre constitution tout ce qui est déjà enchâssé au fédéral. Bon.

**M. Brassard:** C'est le minimum.

**M. Gourdeau:** C'est le minimum! Puis ensuite, bien, il enchâsse graduellement ce qui est enchâssable. Il peut y avoir des petites ententes ponctuelles qu'il n'est pas nécessaire d'enchâsser dans une constitution. Alors, je trouve que oui, c'est la bonne démarche.

Je voudrais ajouter quelque chose à ce sujet-là. Il y a, dans un appareil gouvernemental comme celui du Québec, qui n'a pas les traditions que le fédéral a, quelque chose qu'il serait important de faire, je pense, dans un Québec souverain. Ce serait d'avoir une loi qui serait adoptée par l'Assemblée nationale pour permettre au gouvernement de conclure des ententes – comme on en a parlé – et que ces ententes-là, une fois approuvées par l'Assemblée nationale, prévalent sur les autres lois, s'il y a un conflit. Parce que le gros problème, à l'heure actuelle...

**M. Brassard:** Une sorte de cadre qui chapeauterait...

**M. Gourdeau:** C'est ça. Oui.

**M. Brassard:** ...les négociations avec les communautés autochtones.

**M. Gourdeau:** Qui rend possible d'agir. Prenez, quand il a fallu passer les lois...

**M. Brassard:** Qui habilite.

**M. Gourdeau:** ...pour la Baie James. Il a fallu modifier je ne sais pas combien de lois, puis tous les avocats qui cherchaient avec leurs lunettes, puis, etc...

**M. Brassard:** Une vingtaine, au moins.

**M. Gourdeau:** ...à quel paragraphe il fallait changer pour dire... Alors que, si on a une loi générale comme ça, c'est tellement simple. Je

veux dire, chacun regarde comme il faut, ceux qui sont concernés, puis le Conseil des ministres aussi regarde si c'est ça qu'on veut, etc. Bon bien là, supposons qu'il y a une objection à ça, quelque part, dans une loi, bien, c'est "just too bad". Elle est là mais cette loi-là l'emporte sur l'autre. Parce que, autrement, c'est un travail de nègre à faire tout le temps et ça retarde tellement des négociations; bien souvent, c'est dû à ça qu'il n'y ait pas d'entente avec les autochtones. Alors que le ministre concerné, son sous-ministre, tout le monde est d'accord. Oups! Là, tout à coup, ça s'en va dans les ministères et: Ah! ça va affecter notre loi de chasse et pêche; oups! ça va affecter telle autre affaire. On finit toujours à la fin par dire: On va la passer pareil mais on va avoir fait toutes les modifications. Bien, c'est bien plus simple de dire: On va la passer. Puis le fait de la passer, ça modifie les autres lois, au fond. Tu sais, c'est beaucoup plus simple.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Juste une petite question, M. Gourdeau. Si je comprends bien, au lendemain d'un référendum où la population, démocratiquement, va aller vers la souveraineté du Québec, d'après vous, on ne devrait avoir absolument aucun problème avec les autochtones, on va continuer à négocier puis à aller de la même manière qu'on va actuellement. D'après vous... C'est aussi rose que ça.

**M. Gourdeau:** Oui. Bien. Moi, on m'a demandé de venir ici pour donner ma vision du dossier autochtone...

**M. Maciocia:** Oui, oui. C'est ça.

**M. Gourdeau:** ...pas celle des autochtones. Ha, ha, ha!

**M. Maciocia:** Mais c'est pour ça qu'on vous pose la question.

**M. Gourdeau:** Oui, oui. Mais remarquez que si je présentais ça aux autochtones, je le présenterais exactement de la même manière. Je ne sais pas si je réussirais à les convaincre, hein? Mais j'ai essayé, dans mon texte, pas de tout simplement arriver puis vous plaquer quelque chose à la fin, mais montrer de quoi ça découle, tout ça. Et je le fais avec sincérité; je pense que c'est ça. Est-ce que les autochtones, eux, vont accepter ça ou pas? J'ai parlé aussi du fait que tout se déroule à l'heure actuelle dans une dynamique globale à l'échelle de l'ensemble du Canada, qui fausse complètement la donnée québécoise. La situation des autochtones au Québec, là, je ne sais pas si vous êtes familiers avec ça mais ce n'est pas du tout celle qu'il y a

dans le reste du Canada. Pas du tout. Vraiment! C'est fondamentalement différent.

Alors, on travaille actuellement dans une espèce de dynamique globale où les autochtones du Québec – les Mohawks, tout en se tenant séparés de l'Assemblée des premières nations, parce qu'eux autres ont leur propre confédération; les Cris, qui n'ont pas envie de se faire mettre la patte dessus du tout par l'Assemblée des premières nations, ils ont leur affaire; les autres qui sont quand même en relation étroite avec le Québec – j'ai fait allusion à la volonté de tous ces gens-là de vraiment avoir une coexistence sur un pied d'égalité à l'intérieur du Québec, et ils le désirent vraiment. Ce ne sont pas non plus des gens pour se mettre à dire: Non, ce n'est pas ça, nous autres, ce que lui dit, etc. Il y a une solidarité entre les Indiens. Ça fait dix ans qu'ils essayent d'avoir quelque chose et ils ne l'ont pas. Ils se servent de toutes les occasions qu'ils peuvent avoir pour tenir la dragée la plus haute possible, c'est bien évident. Ils ne sont pas pour faire comme le Québec a fait au lac Meech et dire: Tout ce qu'on réclame, c'est ça. On ne vous demandera pas plus que ça. Non. Ils ont appris leur leçon. Ils vont demander pas mal plus dans l'espoir d'avoir un peu moins probablement, en pensant que peut-être ils auront un peu moins.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Très brièvement, parce que vous l'abordez dans votre document, M. Gourdeau, mais souvent, ça nous est resservi au moment des discussions, cette fameuse résolution de 1985, plus ou moins, enfin ceux qui sont venus témoigner ici. On avait des désaccords avec cette résolution. Elle ne nous convenait pas nécessairement, etc. Dans le fond, vous, l'explication que vous nous donnez à ce désaccord qui s'exprime maintenant, c'est qu'ils auraient souhaité que le Québec fasse des revendications pour des modifications dans la Constitution canadienne. C'est bien ça. C'est bien ça que vous donnez comme interprétation?

**M. Gourdeau:** Oui, oui.

**Mme Marois:** Mais sur le fond de l'entente qui a été faite et sur lequel ils avaient – si j'ai bien compris – donné leur accord, on ne s'était, dans les faits, pas du tout objecté à cette résolution qu'on a passé à l'Assemblée nationale.

**M. Gourdeau:** Pas du tout, sauf une couple de conseillers – qui ont changé d'avis depuis d'ailleurs – de conseillers de nations moins nombreuses, mais des chefs amérindiens qui, eux,

craignaient que si Québec passait une résolution, ils s'embarquaient dans un champ de compétence qui était fédéral et que, donc, ils ne devaient pas faire ça. Ça pouvait annoncer qu'il y aurait un abandon de la part du fédéral, etc. Cette avocate-là avait réussi à persuader son groupe de ça. Je sais que depuis elle a changé d'idée à ce sujet-là, mais c'est évident que quand vous avez quelqu'un... Le Québec ne s'était pas occupé beaucoup... Il s'est occupé de la Baie James, etc., mais, comme j'ai expliqué, c'est seulement à partir de 1978, 1979 que le Québec commence à s'occuper des autochtones. Il peut y avoir encore bien des choses que les gens mettent en doute et quelqu'un leur dit: Ça peut être dangereux, telle affaire. Alors, il y a eu cette objection mais, surtout, c'est le fait qu'eux autres, ce qu'ils voulaient c'était que le Québec appuie... Parce que le Québec était sympathique à la question du gouvernement autonome. Il l'a dit dans sa résolution. C'est très simple. Alors, il était sympathique. Mais là ça aurait valu quelque chose d'important pour les autochtones.

Maintenant, eux autres, ils se faisaient offrir les sièges du Québec et ils pouvaient aller plaider leur cause même aux réunions constitutionnelles des premiers ministres et tout ça.

**Mme Marois:** D'accord. Merci, M. Gourdeau.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, au nom de la commission, je voudrais remercier M. Gourdeau de sa présentation très complète et extrêmement intéressante qui apporte une lumière, compte tenu des propos qu'on avait entendus ce matin, tout au moins qui replace les choses dans leur contexte et nous aide à mieux situer les travaux que nous avons à faire. Alors, dans ce sens-là, M. Gourdeau, nous vous remercions très chaleureusement pour votre contribution. Nous recevrons dans quelques instants M. Jean-Jacques Simard. On va suspendre les travaux deux minutes pour une pause sanitaire.

(Suspension de la séance à 15 h 54)

(Reprise à 16 h 4)

**Le Président (M. Bélanger):** Je prierais chacun de bien vouloir prendre sa place. Nous allons débiter les travaux dans quelques instants, avec notre invité, M. Jean-Jacques Simard. Auparavant, je voudrais déposer un texte qui a été fait par notre équipe sur les relations entre l'État et les nations autochtones. Alors, le document est donc déposé officiellement. J'inviterais M. Simard à prendre place à l'avant, s'il vous plaît. Alors, M. Simard qui est né à Chicoutimi, quelle belle ville!

**M. Simard (Jean-Jacques):** Quelle belle région!

**Le Président (M. Bélanger):** Bien oui, mais c'est surtout la ville, c'est mes origines.

**M. Brassard:** ...chauvin, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Ah! Permettez-moi quand même de l'être un peu. M. Simard tranchera. On va vous laisser l'odieux de la décision, M. Simard.

**M. Simard:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Il a étudié au Collège de Jonquière, il a fait ses Beaux-Arts à l'Université de Montréal et, à l'Université Laval, au département de sociologie, il a fait sa maîtrise en sciences, en sociologie, son Ph. D. en sociologie; il a travaillé au gouvernement du Québec, au ministère des Ressources naturelles, direction générale du Nouveau-Québec; il a été administrateur local et animateur au développement communautaire à Wemindji, Baie James; et il a été agent de recherche et de planification socio-économique, responsable du bureau de développement, adjoint aux politiques, et non adjoint politique, chargé de recherche. Bref, une carrière très remplie. Il a été aussi professeur à l'Université Laval, au département de sociologie et il est maintenant professeur titulaire à cette même université. Je vous fais grâce de ses publications, parce que c'est très volumineux. C'est donc un homme savant qui a une plume sûrement très alerte. Alors, M. Simard, sans plus tarder, nous vous écoutons avec beaucoup d'attention.

#### **M. Jean-Jacques Simard**

**M. Simard:** Écoutez, M. le Président, mesdames, messieurs, vous m'énerviez un peu, non pas que vous soyez personnellement énervants, sans vous connaître je suis convaincu du contraire d'avance, mais vous représentez, sans que ça paraisse j'imagine, la démocratie, et c'est difficile de trouver quelque chose de plus impressionnant et de plus énervant que cette institution. Par conséquent je devrai, parce que je suis un peu énervé, plutôt que de faire comme à mon habitude, essayer d'avoir quelques notes, c'est plus vivant, et partir de ça, je vais essayer de me tenir assez proche de mon texte, de crainte de bafouiller. J'espère que la lecture ne sera pas trop ennuyante.

La première chose, je m'excuse de devoir parler de moi comme ça en commençant, mais je veux vous avertir contre un malentendu courant lorsqu'on a affaire à des, entre guillemets, "experts des autochtones", on s'attend à ce que ce soit des gens qui connaissent la culture, qui aient passé à travers du miroir et qui aient fréquenté, étudié, compris le fond de l'âme de ces communautés ou d'une de ces communautés, et qui soient en mesure de servir d'interprète, de

venir dire en quelque sorte aux gens qui ne sont pas des autochtones et qui sont des non-initiés, qu'est-ce qui est dans le fond leurs valeurs, leur mentalité, comment ils voient les choses, et quel est le sens profond de leurs revendications et tout ça. Malheureusement, c'est une compétence que je n'ai pas. Je suis un sociologue, je ne suis pas un ethnologue. Je ne parle aucune langue autochtone par exemple, et très souvent c'est une clé pour pénétrer la subjectivité collective...

**M. Gauthrin:** On a vu ça ce matin.

**M. Simard:** ...des gens... Pardon?

**M. Gauthrin:** On a vu ça ce matin.

**M. Simard:** Vous avez vu ça ce matin? Excusez-moi?

**Une voix:** La question linguistique.

**M. Gauthrin:** La question linguistique.

**M. Simard:** Oui, bon.

**Le Président (M. Bélanger):** La question linguistique, oui.

**M. Simard:** Je suis quelqu'un qui, effectivement, a fréquenté et étudié les autochtones, mais toujours en essayant de comprendre et d'agir sur les conditions de vie qui étaient les leurs, l'environnement, si on veut, socio-historique dans lequel ils se trouvaient. Et je me suis trouvé pris dans ça, et il y a des autochtones qui font partie de ma vie depuis un quart de siècle, mais jamais ça n'a été ma hache, pour ainsi dire, que d'être à l'intérieur de ces communautés au sens culturel du terme. J'ai toujours été associé, essayé de comprendre comment, dans le fond, on se trouve ensemble dans un univers qui nous est commun depuis maintenant quasiment un demi-millénaire? Et, qu'est-ce que ça veut dire, ensemble? C'est-à-dire que le problème autochtone – et c'est de ça que je peux parler, ne fût-ce qu'à tâtons – c'est un problème qui nous concerne tous. Et quand je dis "nous", je veux dire aussi bien eux que ceux qui ne sont pas des autochtones. C'est dû au fait qu'on se trouve rassemblés dans un espace commun et qu'il s'agit, dans un certain sens, de donner une forme à ce que l'histoire, fatalement, a fait de nous tous.

C'est du problème ou de la question autochtone sur laquelle je peux m'avancer. Mais, je ne peux pas parler, ni même interpréter les attitudes des autochtones. Par contre, je dis un peu à la blague que si je ne suis pas un interprète des autochtones, je crois que je sais un petit peu ce que voulait dire le fameux secret de Fatima. Vous savez, qu'il a fait dire au pape: Pauvre Canada. C'est que je crois que non



seulement on est en crise constitutionnelle – ça, les gens de science politique nous l'auraient dit, depuis Léon Dion jusqu'à Daniel Latouche et Guy Laforest j'imagine – mais qu'on est en train d'attraper une crise aiguë de "constitutionnite" dans notre pays, que ce soit le Québec ou le Canada, où finalement toutes les conditions existentielles de la vie sont en train de devenir constitutionnelles. Je dis dans mon texte que jusqu'à la pauvreté... L'autre jour je voyais dans un journal, quelqu'un proposait de régler en nommant des représentants des pauvres au Sénat. Je ne sais pas, si on nommait rien que des pauvres au Sénat ça ferait déjà une centaine de gens qui seraient moins pauvres. Mais, je ne pense pas que c'est la solution.

Alors, aussitôt qu'on aborde la question autochtone dans une conférence, dans une commission comme la vôtre, j'imagine que la première question qu'il faut peut-être se demander c'est jusqu'à quel point on a affaire à un problème constitutionnel. La réponse que j'apporterai à ça, au cours des minutes qui suivent, c'est qu'effectivement on a affaire à un problème constitutionnel. Il est certain que, pour une large part, de vouloir solutionner le problème autochtone ça va exiger des réaménagements constitutionnels aussi bien à l'échelle du Canada, tant que le Québec s'y trouve impliqué, qu'éventuellement dans un Québec qui pourrait devoir faire sa propre constitution. De toute manière, il faudra toucher au cadre constitutionnel de la question autochtone.

D'un autre côté, ça ne sera certainement pas suffisant – la vieille distinction aristotélicienne entre nécessaire et suffisant. Et ce que je crains franchement c'est qu'en voulant bien faire on rempile les choses. C'est-à-dire que les manipulations constitutionnelles que l'on pourrait faire pourraient consacrer les problèmes qui sont les nôtres, au lieu de les corriger.

Alors, je vais essayer d'expliquer ça le plus rapidement possible parce que je n'ai pas eu le temps, et c'est difficile, de faire le tour d'une question de ce genre autrement qu'en sautant. Et plus vite on ira, mieux ça ira ensuite. Si vous voulez, on pourra discuter, ça me permettra de corriger les défaillances de mon exposé.

Premièrement, il n'y a pas de doute que la Constitution fait partie du problème quand on parle des autochtones, plus que pour n'importe quelle autre catégorie de citoyens dans ce pays ou que pour la population de ce pays. La Constitution avec ses séquences, en termes juridiques, ses lois, le ministère des Affaires indiennes, la tutelle fédérale et tout ça, pénètre la vie quotidienne des communautés autochtones comme aucune autre. Je ne m'étendrai pas là-dessus mais, au moment même de la naissance, vous savez que c'est la loi qui détermine qui sera ou ne sera pas autochtone dans ce pays, que les transactions commerciales privées sont soumises à la tutelle et à la supervision du ministre, que, de

façon générale, il n'existe à peu près pas de sphère de la vie commune, qui est celle des autochtones, qui ne tombe d'une manière ou d'une autre sous la règle de la Loi sur les Indiens, donc sous la responsabilité fédérale et, en dernière analyse donc, qui découle du fameux article 91 ou 92 – je n'ai jamais pu éviter de me tromper là-dessus – sur la division des pouvoirs. Alors ça, c'est évidemment une partie du problème qui est énorme puisqu'elle rentre partout dans la vie de tous les jours et quand on dit que le problème autochtone est un problème constitutionnel, j'imagine que c'est ça qu'on veut dire.

Il y a un autre aspect dont on parle trop peu souvent, c'est, pour ainsi dire, l'inverse de l'affaire. S'il est exact que la Constitution pénètre la vie de tous les jours des autochtones, d'un autre côté, la vie de tous les jours des autochtones est pénétrée par la Constitution, leur destin est envahi par cette chose-là. Il n'est pas besoin d'être grand clerc et grand analyste pour comprendre que, pour beaucoup d'entre eux et de façon générale, cet accouplement de la loi et de la vie, c'est ce qui tisse une relation privilégiée, qui inscrit la relation même entre les premiers habitants et les gens qui se sont suivis ensuite dans l'espace sociopolitique canadien. Ça leur offre, cette constitution et ces dispositifs, un rempart appuyé sur la puissance du gouvernement fédéral contre les prédateurs ou le mépris de la majorité et, en particulier, des majorités telles qu'elles s'inscrivent sur le terrain très concret qu'on appelle celui des provinces. Ça explique, il y a quelques années, chez Pierre Trudeau par exemple, que parfois on avait l'impression que les seuls véritables Canadiens, c'étaient les fonctionnaires fédéraux et les autochtones. Ce n'est pas faux.

(16 h 15)

Alors, cette protection est essentielle dans la représentation que les autochtones se font de leur propre destin et elle est aussi, finalement, leur recours principal d'un point de vue très pratique, compte tenu de leur faiblesse numérique, pour essayer d'arracher ou – excusez le grec – whatever comes to them. Et il est certain qu'avec le statut d'Indien, qui les place à part et qui leur donne une condition quasiment extraterritoriale par rapport aux couronnes du chef des provinces, ils se trouvent à constituer une population canadienne qui est en quelque sorte, en relation avec le gouvernement fédéral, un petit peu comme un autre peuple de l'intérieur, c'est-à-dire que ça confirme et ça symbolise le statut international du contentieux qui, depuis des siècles et des siècles, a toujours été vécu comme cela entre, d'une part, les habitants originaux du territoire et, d'autre part, les États-nations qui se sont constitués par-dessus eux.

Bien sûr, sans être angélique, il faut bien reconnaître que ça entraîne aussi un certain

nombre de privilèges, au sens propre du terme, de lois particulières qui réservent aux autochtones des avantages budgétaires, administratifs, qui ne sont certainement pas miraculeux, mais qui, quand même, représentent une chance et une espèce de planche de salut pour ces populations qui, en général, n'en ont guère d'autre.

Alors, c'est une manière de dire que le statut constitutionnel des autochtones ne fait pas seulement partie du problème, mais en quelque sorte, il fait aussi partie du problème dans la mesure où tout se passe comme si les autochtones devaient, parce que c'est la seule arme ou la seule force qu'ils ont, renforcer ce statut afin de combattre les effets historiquement négatifs qu'il a entraînés. C'est un paradoxe. C'est un paradoxe et on le voit se déployer à tout moment, dans la vie de tous les jours, tout particulièrement dans les conflits qui depuis quelques années opposent les associations de femmes autochtones aux instances représentatives, les chefs, si on veut, des communautés autochtones.

Vous vous souvenez, il y a quelques années, la bagarre qui a été menée pour éliminer les dispositifs, disons, pour le moins curieux, concernant l'héritage par la lignée du titre indien. Ça a donné ce qu'on appelle au fédéral la loi C-31. Dans les réserves indiennes, ça a été un bouleversement énorme. Il y a des enfants qui se font traiter de C-31 parce qu'ils sont une création de cet artifice d'une modification au statut, des enfants qui vivaient voisins de leurs compagnons.

Aujourd'hui, comme vous le savez, on l'a vu dans les journaux, les femmes amérindiennes, enfin leurs représentantes officielles en tout cas, s'inquiètent du fait que tout dispositif constitutionnel régissant les autochtones soit quand même soumis à la Charte des droits et libertés et, tout particulièrement, en ce qui concerne l'égalité sexuelle, bien sûr. Pour les chefs, ça veut dire une espèce de dilution du fameux statut constitutionnel particulier des autochtones, une dilution démographique, dans la mesure où on élargit les dispositifs régissant la transmission par la lignée du titre indien. Et ça nous donne les conflits engendrés par la loi fédérale C-31. Et alors, un affaiblissement du statut qui tiendrait à son assujettissement à une juridiction supérieure, qui soit celle de la charte. Un problème qui, comme on sait, se pose aussi au Québec.

Alors, il s'agit là de conflits tout à fait sérieux. Mais s'il n'y avait pas l'artifice du statut constitutionnel des Indiens, ces questions-là ne se poseraient pas. Donc, même si c'est vrai, même si c'est la vie de tous les jours, et même si c'est la chose la plus intime, imaginez-vous donc les rapports parents-enfants. C'est difficile de parler de société à moins de partir de ça. C'est le commencement. C'est soumis au statut constitutionnel, cette mesure-là. Il ne sera

pas possible de toucher à la question ou au problème amérindien sans, effectivement, se livrer à une réforme constitutionnelle quelconque.

Maintenant, la question est de savoir que faire. On est pris devant une alternative, finalement, en tout cas, historiquement, qui a été très serrée, à deux branches mutuellement exclusives. C'est que d'un côté, ou bien on renforce tout le système dont la clé est le statut constitutionnel ethnique à part, génétique, oserait-on dire, des autochtones, et tout ce qui en découle. On peut le renforcer. Et une des manières de le renforcer serait, d'ailleurs, de dire que pour les Indiens statuts, pour les groupes ainsi considérés, s'ajoute, par exemple, le droit à l'autonomie gouvernementale. Mais tout ça tiendrait toujours après la clef de voûte qu'est le statut génétique d'apartheid ethnique. Ou bien ça se tient tout ça, ou bien si on commence à tirer sur un bout de fil ici et là, la première chose qui arrive c'est qu'on démantibule et on effiloche tout le tissu. D'ailleurs, historiquement, surtout aux États-Unis, les politiques de l'État ont ballotté continuellement entre, d'un côté, renforcer l'apartheid ou, de l'autre côté, essayer de le démancher jusqu'à ce que, dans les années cinquante, on se dise: Il faut démancher l'édifice. Et au Canada, on s'est demandé, sous le premier gouvernement Trudeau aussi, quand Jean Chrétien était ministre des Affaires indiennes, comment on ferait pour démancher ce statut, et on aboutit quasiment automatiquement et naturellement, littéralement à l'abolition du titre indien et à une politique d'intégration pure et simple des populations autochtones dans l'ensemble et sous les mêmes conditions de citoyenneté qui sont celles de l'ensemble de la population.

C'est arrivé aux États-Unis, au début cinquante – la politique a été appliquée jusqu'au milieu des années soixante – et au Canada, vous vous souviendrez peut-être que, en 1969, ça avait été la politique proposée par le gouvernement canadien. Dans les deux cas, aux États-Unis comme au Canada, les gouvernements ont dû reculer. Ils n'ont pas été capables d'appliquer cette politique qui en serait une, du point de vue juridique, d'assimilation, c'est-à-dire tout simplement de dire que les autochtones sont des citoyens du pays, un point c'est tout, qu'on a un pays pluraliste et que leur place est la même que celle de tout le monde.

Alors, c'est comme si on était pris avec l'apartheid génétique, d'un côté. Il s'agit de ça, vous savez. Vous faites venir les formulaires sur l'application de la loi C-31 et vous avez les papiers avec des organigrammes sanguins: un trente-sixième de sang puis un seizième de sang et ce genre de choses. C'est comme ça que c'est. Bon.

Alors, c'est comme si on avait le choix entre ça et puis tout simplement de traiter les autochtones comme les derniers immigrants reçus, ce qui, dans un sens, était la politique de 1968

au Canada. Bien intentionnée, hein! Nous sommes tous des êtres humains, c'est l'esprit des Lumières, tous citoyens. Mais ça n'a pas de bon sens moralement et ça n'a pas de bon sens non plus historiquement. On ne peut pas considérer les autochtones comme étant la dernière génération d'immigrants et leur donner le statut d'immigrants reçus en disant: On va prendre cinq ans pour se placer.

Alors, est-ce qu'il existe une solution intermédiaire? Le mot "intermédiaire" est peut-être mal choisi mais, moi, je pense qu'il existe une solution qui nous permettrait de sortir de cette alternative faussée qui, de toute manière, est fondée sur l'appartenance génétique, sur le lien du sang, sur le droit du sang. J'en reparlerai tantôt. Mais il est certain que, premièrement, on ne peut pas continuer d'entretenir le statut d'apartheid qu'est celui qu'on connaît parce qu'on en connaît les effets. Trois cents ans d'histoire, ça commence à suffire pour savoir qu'est-ce que ça donne! Et puis, de l'autre côté, l'assimilation, c'est exclu! Alors, il va falloir qu'on cherche puis même, comme dirait l'autre, il va falloir qu'on invente. Puis, je vous avoue bien franchement, pour avoir fréquenté cet univers depuis un quart de siècle, qu'il va falloir qu'on invente dur parce que c'est un univers qui n'avance pas vite, où les clichés et le disque jouent depuis longtemps. Les mêmes disques, les mêmes rengaines jouent continuellement, c'est-à-dire que si on veut y faire quelque chose, il va falloir quelque part que la poule dise: Ayoye, les coïns! et qu'on heurte les intérêts constitués. Et je dirai nous ici au sens où je l'ai dit tout à l'heure, aussi bien chez les autochtones que dans l'univers des affaires autochtones que dans les gouvernements, y compris la belle culpabilité et la bonne volonté des Canadiens et des Québécois. Il va falloir se faire mal quelque part pour arrêter de faire du mal.

La première chose, je crois, qu'il va falloir qu'on fasse, c'est de s'entendre sur la place que tiennent et que doivent tenir au sein de la société que nous formons, fatalement... La question du désir et de la volonté, c'est autre chose, mais, fatalement, on sort d'une société dont les autochtones sont une des dimensions composantes. De la même manière que le Canada forme une société dont le Québec est une dimension composante, dont les Canadiens français sont une dimension composante.

La première question qu'on se pose – et c'est le côté le plus intéressant de dire que le problème est constitutionnel, c'est que, dans le fond, il s'agit de constituer en esprit le pays charnel et réel devant lequel on se trouve – c'est quelle est la place que tiennent et devraient tenir les autochtones dans ce pays? Vous avez vu, je ne sais pas, dans mon texte, les gens qui l'auraient lu, je dis: "Je compte au rang de ceux qui défendraient l'idée..." Plus loin, je dis: "Cette idée n'est pas très répandue...",

mais les téléjournaux d'hier me démentent. Cette idée est en train de se répandre. C'est-à-dire que notre pays – et quand je dis notre pays, ici, je fais littéralement abstraction du fait que ce soit le Canada ou le Québec, parce que le problème est le même – est fondé sur une triade "nationalitaire". Je ne dis pas qu'il est volontairement fondé ainsi; je dis qu'il est sociologiquement, historiquement, ainsi. Une triade "nationalitaire" qui est composée des descendants des premiers habitants, des descendants – voyez comment je fais le tour des choses – des néo-Français, et puis des descendants des Britanniques d'Amérique du Nord – au sens de l'AABN, c'est-à-dire que ça exclut les États-Unis d'Amérique. Il me semble que, dans ce pays – c'est aussi vrai pour le Canada que pour le Québec – il est extrêmement difficile de ne pas graviter, qu'on soit de souche récente, nombreux ou non, ou qu'on soit de souche ancienne, de ne pas graviter d'une manière ou d'une autre un petit peu plus vers un ou l'autre de ces trois pactes "nationalitaires", de ce qui se voudrait et pourrait être un État-nation.

J'avais prévu d'amener des objections; je pourrais dire: Il paraît que c'est ce qu'on vient de découvrir à Toronto! Maintenant, il faut quand même se poser la question: Est-ce que c'est sérieux? Les autochtones sont très peu nombreux, ils ne se trouvent pas à un niveau d'organisation, non plus, qui leur permettrait d'exercer une force politique ou économique assez grande pour manifester le fait qu'ils constituent une des pattes de cette triade. Maintenant, il faut bien comprendre que l'histoire se fait à partir des représentations qu'on s'en donne, et que, dans ce sens-là, quelqu'un qui dirait que la patte de la triade autochtone est beaucoup plus faible que les autres, c'est quelqu'un qui n'a pas été dans les Territoires du Nord-Ouest ou qui n'a pas été au Nouveau-Québec. Parce que aller au Nouveau-Québec, c'est pareil comme de venir à Québec à partir de Toronto. Tout à coup, le pays vous apparaît extraordinairement autochtone comme, pour un Torontois, arriver à Québec, c'est découvrir que le Canada est extraordinairement francophone. Chose que l'on peut complètement négliger à Sioux Lookout ou à Regina, mais pas à Québec. Même à Montréal. Alors, imaginez, à Kuujuaarapik!

Deuxièmement, c'est manquer de mémoire. Vous savez, qu'on le veuille ou non, c'est pas des affaires académiques de professeur d'histoire que de savoir qu'on vient de quelque part. Je l'isais encore, la semaine passée, le livre de Francis Parkman sur ce qu'il appelle la conspiration de Pontiac: chef des Outaouais qui a combattu contre les Anglais parce qu'il s'ennuiait des Français, immédiatement après la signature du traité de Paris en 1763. Eh bien, vous savez, même au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, ailleurs qu'au Bas-Canada ou au Québec, partout où vous trouviez quelqu'un qui était à moitié

européen et à moitié indien dans son mode de vie, on appelait ça des Canadiens. Les Montagnais, d'ailleurs, sont les seuls qui ont gardé l'histoire de ce mot présent dans tous les jours. Vous allez dans un village montagnais, ils vont vous dire: Ginette a marié un Canadien! C'est-à-dire pas un Anglais. Il y a quelque chose d'assez canadien là-dedans! Et puis enfin, il faudrait avoir été aveugle, ou absent du pays, ou n'avoir absolument aucun sens pratique du point de vue politique pour ne pas s'apercevoir – il y a quelque chose de quasiment hystérique là-dedans, mais que voulez-vous que j'y fasse – que, depuis un an ou deux, vous n'êtes pas capable d'ouvrir un quotidien au Québec sans y trouver deux, trois articles sur les questions autochtones. Il y a la Constitution, les questions autochtones, la faillite de Lavallin. Après ça, vous avez fait le tour à peu près de l'essentiel. C'est dire qu'en somme, ce morceau de la triade a une place symbolique, ce qui, en politique... Je n'ai pas de leçon à donner à personne, ici, là-dessus, ça fait partie de la réalité. Une place dans la réalité imaginaire et pratiquement politique de ce pays, qui est beaucoup plus importante que la démographie. Et dans cette mesure-là, l'hypothèse d'un État nation qui ait trois composantes nationalitaires est, disons, défendable.

D'ailleurs, il y a quelques années, en 1982, j'ai été membre d'un panel où il y avait quelqu'un qui avait été commissaire à la commission Pepin-Robarts et qui m'avait confié, puisque j'avais déjà, à ce moment-là, défendu cette hypothèse, que la commission avait examiné la possibilité de parler du Canada. Vous vous rendez compte? Il avait déjà de la misère avec biculturalisme, triculturalisme ça aurait été très compliqué. Il avait examiné l'hypothèse et l'avait écartée en disant: Ce n'est pas réaliste, ce n'est pas possible. Mais quand même, il l'avait examinée. (16 h 30)

Or, aujourd'hui, il ne s'agit plus d'une question d'examen, tout le monde sait parfaitement que le fait, la réalité autochtone – et je ne parle pas d'une mesure démographique – ne fait pas seulement partie d'une genèse lointaine derrière nous de la réalité de notre pays, mais se dresse partout, aux horizons mêmes du développement. Et je ne parle pas seulement du développement hydroélectrique, mais du développement de la société, au point de bloquer, comme vous le savez, de pouvoir bloquer certains développements politiques.

Alors, la question, c'est: Comment s'arrange-t-on avec ça? Mais il me semble qu'en tout cas, c'est une manière de... À cette lumière-là, on comprend mieux, au travers de toutes les fleurs de rhétorique, oratoires et autres, ce que ça peut vouloir dire, le fameux terme de "droit inhérent" à l'autonomie gouvernementale. C'est exactement la même chose que ce droit certainement aussi inhérent que, excusez-moi, je dirai les Canadiens-français du Québec – pour

bien distinguer de quelle ethnie on parle – considèrent comme un droit inhérent, c'est l'autodétermination.

Et dans cette mesure-là, qu'est-ce que ça veut dire? Ça veut dire que si on est pour faire un pacte, par hypothèse à deux, par hypothèse à trois, de toute manière, il faut qu'autrui commence par donner à chacun la chaise... une chaise de la même hauteur et donner à chacun le loisir de s'y asseoir, c'est-à-dire de reconnaître à chacun la responsabilité collective et le devoir et la capacité collective d'entrer dans un pacte volontaire, là où l'histoire, elle, avait mis une cohabitation, appelons-la fatale.

Maintenant, il est bien évident que si le Québec est indépendant, le problème et la question dont je viens de parler, c'est-à-dire cette hypothèse d'une nation assise sur trois composantes "nationalitaires" ne serait pas différente. Les rapports de force entre les composantes seraient changés, bien sûr, à l'avantage, à ce moment-là, des Québécois francophones. Mais pour ce qui est des autochtones, leur place, à tous points de vue et toutes proportions gardées, serait, dans un Québec indépendant, l'équivalent de ce qu'elle est au Canada. Autrement dit, on serait pris aussi, au Québec, avec la nécessité d'intégrer, dans un État-nation qui n'est pas défini ethniquement, une triade "nationalitaire" qui soit les descendants des premiers habitants, les descendants de la Neuve-France et les descendants des Britanniques de l'Amérique du Nord.

Maintenant, à ce sujet-là, parfois, on entend dire que le gouvernement du Québec, et le Québec, dans ce sens-là, a de l'avance de pris puisqu'il a reconnu 11 nations autochtones sur son territoire. Moi, je ne crois pas... D'abord, je crois que ça a un certain sens par rapport aux autres provinces du Canada, en particulier les provinces de l'Ouest qui sont, comme vous le savez, rigides à tous points de vue face à la question autochtone, ce n'est pas tout à fait vrai de l'Ontario, mais tout ça est dans une perspective canadienne. C'est-à-dire que si le Québec a une avance symbolique de prise par la reconnaissance de ces nations autochtones, c'est entendu celles qui y demeurent, hein, il ne s'agit pas d'adhésion.

Ça a du sens au Canada. Si demain matin le Québec était indépendant, il ne se trouverait pas plus avancé que le Canada. Ça fait longtemps que le Canada a contracté et reconnu officiellement, par la Loi sur les Indiens, l'existence d'une nation autochtone. Et les nations, les autochtones, les Indiens en particulier, sont rangés selon des numéros de bandes, c'est-à-dire des numéros de nations, de localités et ainsi de suite. Alors, on n'invente absolument rien là. Et plus que ça, le matin où le Québec se retrouverait indépendant, il se trouverait à devoir, probablement dans sa constitution, en assumant cette déclaration des onze nations, nous définir

qui en fait partie et pas, qui est autochtone ou non, et puis, une fois défini qui est autochtone, définir les droits particuliers qui s'y rattachent et un organisme pour s'en occuper. Bref, on réinventerait tout banalement ici le système canadien. Ce serait d'autant plus probable que, quoi qu'il advienne, chose certaine, c'est qu'en attendant de régler le problème autochtone, le gouvernement d'un Québec indépendant assurerait d'avance qu'il assumerait toutes les obligations historiques et actuelles du gouvernement canadien, c'est-à-dire le système tel qu'il est, en attendant de faire mieux. Puis, ce ne sera pas la priorité au lendemain de l'indépendance.

Donc, je crois que ces manœuvres largement intéressantes, symboliques et admirables ne devraient pas entrer dans la considération des avantages pragmatiques que le Québec aurait au moment de sa souveraineté face à son problème autochtone.

Il y a des forces beaucoup plus profondes que celles-là qu'il va nous falloir affronter. Je ne veux pas vous assommer. Déjà, je ne pensais pas que ça prendrait autant de temps. Je vais aller vite parce que je compte qu'au moins deux ou trois personnes d'entre vous ont lu l'affaire. D'abord, j'avais mon petit côté maîtresse d'école ici quand je racontais ça, comment la place socio-historique des autochtones nous obligeait à retourner dans l'histoire et à comprendre que, sans le savoir, on était tous des disciples des jésuites, qui ont fondé des enclaves pour protéger les autochtones qui n'avaient plus de place dans la société du temps: les Hurons exilés, des Iroquois convertis qui étaient mal vus parmi les leurs. Les autochtones qui n'avaient plus de place dans l'histoire, on a fait des petites poches pour les protéger contre la méchanceté des "Français", tout en leur donnant ce qu'il pouvait y avoir de meilleur dans les arts agricoles, les métiers, bref, le développement économique.

Ce qui me frappe là-dedans – ça s'est produit, ça, à partir du milieu du 17<sup>e</sup> siècle – c'est à quel point les manières dont on définit aujourd'hui le problème autochtone sont proches de cette conception. C'est-à-dire qu'on continue à dire, dans le fond, qu'il faut constituer quelque part, juridiquement et territorialement, des enclos protecteurs pour ces populations qui ont une âme contraire à celle d'un monde moderne qui détruit la nature et la nature humaine, qui ont un sens spontané de la communauté, de l'insertion écologique, contre, évidemment, tout le monde qui nous emporte, vous et moi, et que constituant comme ça un univers à part, en même temps dans cet univers sous cloche de verre, il faille leur donner accès à tout ce que la modernité a de plus beau à offrir: l'éducation, le savoir-faire, les entreprises et puis, il n'y a rien de plus beau, l'autodétermination, le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes, qui est la grande invention de l'Occident moderne. Mais remarquez, les

jésuites ne pouvaient pas leur offrir ça parce que, évidemment, au 18<sup>e</sup> siècle, le droit des peuples, même des individus, ce n'était pas large. Ils leur offraient le meilleur qu'ils avaient, c'est-à-dire la foi universelle, ce qu'il y avait de meilleur pour eux. Et on fait pareil, on offre ce qu'il y a de meilleur pour nous mais toujours à l'intérieur d'un cadre artificiel qui, bien sûr, se pose sur un impératif cruel et extraordinairement pragmatique: celui d'avoir à sortir de l'espace géographique ces populations qui occupaient le territoire.

Une fois que ces populations sont sorties de l'espace géographique, qu'elles sont mises dans des pochettes artificielles dont tout le monde se fiche; il s'agit bien de construire un univers qui pour l'éternité assurera également qu'ils sont exclus de l'histoire.

Les problèmes du changement, de la modernisation, ce qui vous traumatise, monsieur! Ce qui fait peur à vos enfants, monsieur, c'est la sortie des Canadiens français de la campagne pour les amener en ville! Ce qu'on appelait les Anglais! La modernité! Et tout ça représente une dissolution de leur identité profonde. Ils n'appartiennent pas à l'espace, donc, ils n'appartiennent pas à l'histoire. Et moi je trouve que tous les raisonnements que l'on fait actuellement sous prétexte progressiste sont exactement dans cette veine, et que l'on se prépare à couler dans le béton constitutionnel les ornières ordinaires qui ont été creusées dans le gravier de l'histoire! Belle phrase.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** Comment s'en sortir? Ha! Ha! Comme disait Lénine devant un problème au moins aussi important: Que faire? Écoutez, je ne le sais pas. Ni vous non plus, ni moi non plus et on ne le trouvera pas cette semaine, ni cette année. Le problème autochtone dans sa réalité globale fait littéralement partie de notre vie. Ce n'est pas un problème, c'est nous autres, c'est notre monde. Il sera toujours parmi nous, parce que ce sera une dimension constitutive de l'espace sociohistorique où on se trouvera, indépendamment des frontières constitutionnelles qu'on se donnera. Donc, ce n'est pas du genre de problème qu'on règle, seulement il faut qu'on s'en occupe. Ce n'est pas la même chose. Comment est-ce qu'on ferait bien pour s'en occuper? Eh bien, le modèle des jésuites... Vous savez, les jésuites appelaient leurs petits villages des réductions. Le mot est extraordinaire, par ce que le mot réduction veut dire ratatiner, il veut dire simplifier à l'extrême, il veut dire fermer l'horizon. C'est exactement la condition même des autochtones en Amérique du Nord, en particulier dans ce pays, y compris au Québec. La condition des autochtones, ce n'est pas l'exploitation, ce n'est pas l'oppression – au contraire, il y a un paternalisme qui les

"encoconne" qui est formidable – non, non, c'est la réduction! Alors qu'est-ce que c'est le prix de la réduction? C'est la dépendance. C'est que dans un univers ratatiné, un horizon atrophié, la vie réelle, elle, ne peut pas se déployer. Alors, il y a une dépendance démographique. Pour occuper leur vraie vie, ils sont obligés continuellement d'importer du monde qui n'est pas autochtone. Il y a une dépendance économique. Essentiellement c'est l'ensemble de la population qui paie pour maintenir le standard de vie qui est le leur. Une dépendance politique dans le sens où l'appareil administratif a tendu une espèce de toile jusque dans les tréfonds les plus intimes de la vie de ces gens-là, à telle enseigne que tu ne sais plus si tu as affaire à un chef politique ou à un représentant du fédéral. Et puis, alors, une réduction culturelle dont je viens de parler il y a un instant. Des gens qui sont pour l'éternité destinés à ce que l'histoire contemporaine et le monde moderne leur soient étrangers. Tout ça, évidemment accroché par la clé de voute juridique qui veut que l'identité même de ces êtres ne consiste pas à signer l'histoire autour d'eux à mesure qu'elle se fait, mais soit, pour ainsi dire, héritée par le sang. Des concepts qui ont été fortement discrédités au moment de la dernière grande guerre – je ne sais pas si vous savez – mais qui n'empêchent pas que dans les réunions les plus sociales et les plus distinguées vous trouviez encore des gens très bien qui vous disent: Untel chasse bien, il y a du sang indien.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** Eh bien moi, je prie bien, j'ai du sang de catholique! Alors c'est ça qu'il faut démancher, me semble-t-il. Comment faire pour le démancher? Il faut démancher des structures de dépendance. Ça veut dire qu'on n'a pas d'autre mot pour désigner l'horizon de remplacement que celui de l'"autodétermination". J'aime mieux ça qu'"autonomie gouvernementale", parce que ça montre que ce n'est pas rien que par les manipulations constitutionnelles et les déclarations de titres qu'on va régler le problème. (16 h 45)

Vous savez, l'autosuffisance économique, il faut la faire, il ne suffit pas d'une déclaration. Quant à la possibilité pour des collectivités de signer le monde, d'y imposer leur signature, ce qui est la culture, c'est bien autre chose que de voir consacrer dans le droit les coutumes auxquelles on tient pour le moment. Donc, l'autodétermination collective, il faut bien qu'elle soit collective avant qu'elle soit individuelle, puisqu'il y a mépris collectif. C'est notre horizon. Par où le prendre? Je vais me contredire. On va être obligés de le prendre par l'élément où on peut agir volontairement. Vous savez, on ne peut pas décréter volontairement le développement économique, malgré tous les débats qui consistent dans

votre métier à nous entretenir à ce propos. Et on ne peut pas décréter, non plus, malgré toutes les lois que l'on voudrait bien, encore là, faire, la survie culturelle. À quelque part, comme disait Pilsudski: À quoi servirait-il que la Pologne soit indépendante, si les Polonais ne veulent pas être libres? Ce problème-là, il ne se décrète pas! Maintenant, on peut agir, parce qu'il y a un coin de l'autodétermination qui est, effectivement, l'autonomie gouvernementale.

Alors, il faudrait qu'on agisse là-dessus. On pourrait agir là-dessus à l'échelon constitutionnel, en le décrétant, mais je crois qu'il faudrait, à ce moment-là, séparer, je ne sais pas comment on ferait, mais il faudrait qu'on sépare les droits ethniques acquis du droit à l'autonomie gouvernementale. Il faudrait qu'on se donne la possibilité de construire des territoires autonomes à majorité autochtone, un peu comme le Québec a une marge d'autonomie selon la Constitution du Canada, la couronne du chef de Québec, sans avoir une définition ethnique. En même temps, il pourrait y avoir ailleurs dans la Constitution des dispositifs qui touchent précisément la culture, de la même manière qu'on a des dispositifs – qu'on traîne, remarquez! – protégeant la religion, par exemple. Mais si on ne sépare pas ces deux choses-là, c'est-à-dire que si l'autonomie gouvernementale est pour être liée à l'appartenance génétique, tenons-nous bien, on consacre pour l'éternité l'existence des "homelands", au sens de l'Afrique du Sud.

Alors, il faudrait commencer par se demander si, oui ou non, on veut entretenir – et quand je dis on, vous voyez bien que c'est avec les autochtones, tous ensemble – si on veut entretenir le statut de ségrégation ethnique, ethnogénétique, qui est le fondement du régime de réduction autochtone dans ce pays. C'est vrai aussi pour le Québec, hein? Et puis là, se dire que, peut-être, on pourrait envisager une solution. Je ferais de la peine, je le sens, à mes collègues du Parti québécois, en disant que c'est la solution que les Pères de la Confédération avaient trouvée au problème des Canadiens français. On n'allait pas faire un "homeland" pour les frogs" – je ne sais pas si on disait ça à l'époque – mais il est bien certain que les juridictions provinciales sont celles que, entre autres choses, l'Église catholique voulait avoir: la communauté, le droit de la vie de tous les jours, les chicanes entre copains, puis la terre de chez nous – erreur magistrale – ses ressources naturelles! Mais, à l'époque, le Canada est un pays de commerçants: ils se fichaient des ressources naturelles, ce sont les Américains qui ont développé ça. Mais, en gros, les juridictions provinciales, c'est que ça permettait à l'ethnie canadienne-française catholique – qui est devenue ni l'une ni l'autre, comme vous savez; ni canadienne, ni française, ni catholique – à cette ethnie de se constituer un foyer. Mais on n'a jamais dit: La province de Québec va être

ethnique. Quand M. François-Albert Angers a proposé qu'au référendum, à l'avenir, il y ait juste les Canadiens français "étampés dans le front" qui votent, tout le monde a crié les hauts cris. Ça aurait été difficile à mesurer, à mon humble avis, mais personne n'a lancé les hauts cris au moment de la Convention de la Baie James, quand il y a seulement les autochtones Cris et Inuit qui ont voté.

Ça n'est pas la solution qui a été choisie ici. Moi, j'aime autant. J'aime autant. Alors, ce qu'il faudrait peut-être qu'on essaie d'envisager, c'est de constituer quelque part, et puis je ne sais pas comment, des territoires autonomes qui soient manifestement sous contrôle autochtone, parce que la majorité s'y trouve, comme le Québec est sous contrôle des Canadiens français catholiques, ni Canadiens, ni Français, ni catholiques. Et puis ça serait une manière, en quelque sorte, de donner à l'intérieur de la Constitution les possibilités à ces populations d'assumer parfaitement le destin qui est le leur, selon les formes qu'ils entendent, mais sans lier à tout jamais leur destin à un dispositif génétique qui les rattache à l'appareil d'État comme garant, pour ainsi dire, de leur devenir. Ça, cette question-là, est préalable.

Si demain matin le Québec devait agir dans ce sens-là, ça serait pareil comme au Canada. Il faudrait s'asseoir avec les autochtones, non pas pour dire: On va négocier vos droits, mais de dire: Écoutez, on va s'asseoir ensemble et on va s'entendre sur ce que ça veut dire ce qu'on va négocier, pour construire une autonomie collective qui vous permette d'avoir tous les droits que vous voudrez. Droits politiques, à ce moment-là, plutôt que constitutionnels, de la même manière que la majorité canadienne-française a tous les droits politiques, entre guillemets, qu'elle veut bien assumer. Quitte à ce que, ensuite, et bien on change les choses.

Alors là, il faudrait qu'on s'assoie et puis qu'on dise: O.K., qu'est-ce que c'est un gouvernement? Et on serait obligé de se poser des questions très pragmatiques comme, par exemple: Comment peut-on parler de gouvernement autonome quand, comme c'est le cas de la plupart des populations autochtones, l'essentiel de l'argent qui est nécessaire pour maintenir le standard de vie auquel ils sont habitués vient de transferts de fonds plus ou moins directs de l'ensemble de la population? Il ne s'agit pas de savoir si c'est beaucoup ou pas beaucoup! Vous avez Terre-Neuve, une large part du budget de Terre-Neuve vient des transferts. Le gouvernement du Québec lui-même a tenu des transferts fédéraux jusqu'au début de ce siècle, l'essentiel de son budget. Ce n'est pas ça qui est le point. La question, c'est de s'organiser pour qu'en même temps ça permette des conditions d'autonomie. Et à ce moment-là il faudrait parler de formule comme le fait qu'il y ait un Parlement qui puisse décider, d'ensemble, de faire les choix

alternatifs qui sont nécessaires pour exercer des responsabilités. Ce qui supposerait que les transferts de fonds arrivent en bloc, pour que les gens puissent choisir entre une aréna, une école, un centre industriel, des subventions, de l'aide sociale. Bref, faire des choix et puis en porter la responsabilité, de façon globale. La société, ce n'est pas une affaire découpée en morceaux comme on le voudrait dans les organigrammes des missions de l'État.

Alors, ça voudrait dire des transferts de fonds en bloc et, par conséquent, on aurait avantage à les standardiser pour éviter les voyages de "mendication" qui n'en finissent plus. Et puis on aurait avantage aussi à ce que les gouvernements en question soient arrimés sur des bases de fiscalité locale qui leur permettent d'avoir de quoi porter, au moins en partie, les résultats positifs de leurs choix et les résultats négatifs de leurs choix.

Je m'arrête là-dessus pour ne pas vous ennuyer plus longtemps.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous ne nous ennuyons pas du tout, bien au contraire. Vous avez eu, avec un sens pédagogique, un verbe et de belles phrases qu'on apprécie beaucoup.

**M. Simard:** C'était mon côté "maîtresse d'école", je vous l'ai dit tantôt, là.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, la première question, ce sera à Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Alors, je vous souhaite la bienvenue, M. Lessard. Je constate...

**M. Simard:** Simard.

**Mme Marois:** Simard, pardon. Je constate... De toute façon, dans la région il y a autant de Simard que de Lessard parfois.

**M. Simard:** Il y a plus de Simard.

**Mme Marois:** Oui, je sais. Vous avez fait sociologie, vous avez fait beaux-arts, avez-vous fait théâtre aussi? Ha, ha, ha!

**M. Simard:** J'ai fait du théâtre avec Michel Dumont, du temps que j'étais au collège. Mais Dumont a mieux réussi que moi, dans ce domaine en tout cas. Ça le paie plus que moi.

**Mme Marois:** Vous croyez?

**M. Simard:** De faire le clown, je veux dire.

**Mme Marois:** À certains moments.

**M. Simard:** À certains moments.

**Mme Marois:** À certains moments. Ça m'agace toujours un peu quand on utilise, là je m'adresse au sociologue, quand on utilise le terme "maîtresse d'école" pour présenter une attitude un peu agaçante, et qui pourrait apparaître un peu agaçante.

**M. Simard:** Moi, ça ne m'a jamais agacé.

**Mme Marois:** Je suis bien contente de vous l'entendre dire. Cela étant dit, et vous savez très bien que le langage est porteur...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le professeur, le couvercle! Excusez-moi.

**Mme Marois:** ...de toutes nos attitudes et de toute notre culture, à cet égard-là, souvent la notion de maîtresse d'école a une petite connotation négative. Je vous le mentionne, ça m'agace, ça va nous permettre de partir sur des choses plus claires à cet égard-là. Bon!

Moi, je veux revenir un peu sur vos derniers propos – d'ailleurs que vous avez élaborés à travers votre présentation – pour essayer de préciser un petit peu ce que vous entendez par les concepts que vous défendez. J'ai parfois l'impression, quand vous nous dites – en le disant, je risque de déplaire à mes collègues du Parti québécois, quand vous dites: Voici la proposition que je fais, elle ressemble un peu à l'espèce de fédération canadienne dans laquelle on vit et le modèle que je vous propose pourrait ressembler à celui-là. C'est un peu ça que vous nous dites, j'aimerais ça que vous élaboriez là-dessus. Mais d'abord, à la page 8 de votre document, en haut de la page – pour qu'on parte un petit peu sur les termes que vous utilisez – vous parlez de l'insatisfaction des collectivités à l'égard de la Convention de la Baie James en disant: Dans le fond, on aurait dû procéder autrement, mais en même temps, vous affirmez dans le papier qui est là que ce traité ou cette entente qui va se faire n'est que le résultat de tendances lourdes qu'on constatait dans cette communauté et, donc, qu'on est venu l'inscrire dans un texte. Ce qui m'étonne un peu, c'est qu'on dise: Oui, c'est le résultat de tendances lourdes qu'on inscrit dans un texte mais, en même temps, on en est insatisfait et ça ne devrait pas être la façon de procéder. Comme vous semblez un peu exclure l'approche essentiellement constitutionnelle – mais ce n'est pas évident – j'aimerais ça vous entendre un petit peu sur ce volet-là.

**M. Simard:** Là où je parlais de la convention – vous avez vu, j'ai sauté par-dessus parce que c'était un thème que je n'ai pas abordé maintenant – c'est sur l'idée, finalement, de l'humilité qu'on devrait avoir lorsqu'on prétend révolutionner l'histoire, changer vraiment le cours des choses. On aurait pu s'étendre sur

comment la révolution russe a recréé le tsarisme sous d'autres aspects, vous voyez ce que je veux dire? Ce que je veux dire, c'est qu'on s'est mis, pendant deux ans, à essayer de régler littéralement le problème autochtone du mieux qu'on pouvait faire. Moi, je respecte beaucoup les gens qui l'ont fait, la convention. Et puis, qu'est-ce qu'on constate? C'est que, comme les questions fondamentales du régime n'avaient pas été remises sur la table, on s'est contenté d'assumer toutes les formes que le progrès avait l'air d'avoir à ce moment-là et on l'a consacré, et sans le savoir, on a coulé dans le droit ce qui était déjà inscrit dans des tendances profondes qui n'étaient pas évidentes pour tout le monde. L'avertissement que je fais là-dedans, c'est de dire: Faisons attention de ne pas prendre le temps de dire d'où on vient. Qu'est-ce qu'on veut changer au juste? Et puis, faisons attention au fait que l'héritage du temps finit par s'incruster dans les mentalités, dans les âmes, dans les façons de voir. Et que, même lorsqu'on prétend changer le monde, on le perpétue tout simplement. C'est facile de le dire après le fait.

Il me vient ceci, remarquez, sans flagorneur ni fausse modestie, c'est qu'au moment de la sortie de la convention, moi, j'ai écrit des articles en disant: C'est une monstruosité. J'ai été traité d'irréaliste, d'universitaire, vous savez, les tours d'ivoire, les conneries, alors, non. Très bien, bon! Peut-être. Je ne suis pas le seul. En 1978, je pourrais vous citer des études qui ont dit: C'est une connerie, on va se ramasser exactement dans pire. More deceit. En 1979, j'en aurais d'autres. Bref, personne ne s'occupait de ça. Autrement dit, on peut, seulement il faut prendre le temps d'y voir. Regardez sur la question constitutionnelle québécoise, on a affaire à des siècles de réflexion. Regardez comment on a beaucoup de phases. Malgré tout, ce n'est pas facile d'arriver à une position. On peut toujours arriver et dire: Faisons le choix et ensuite on verra. Mais ensuite, on dit: Faisons ça, on verra. Sur la question autochtone, même si ce n'est pas beaucoup de monde, c'est une question au moins aussi difficile et plus importante encore parce que, dans un sens, c'est tout le problème colonial, tout le problème d'expansion de l'Europe, de la naissance de l'Occident et du monde moderne. Ce ne sont pas des choses que l'on peut régler comme ça, "manager" entre gens de bonne volonté.

**Mme Marois:** Moi, je pense qu'elle est encore plus difficile cette question-là...

**M. Simard:** Ben oui, ben oui!  
(17 heures)

**Mme Marois:** ...à cause justement du petit nombre et de l'éparpillement des membres de ces communautés et de ces nations...

**M. Simard:** Bien sûr!



**Mme Marois:** ...qui ne ne sont pas porteurs des mêmes cultures et des mêmes expériences à cet égard-là. Je pense que M. Gourdeau nous en a fait état tout à l'heure, comme vous le mentionnez ici...

**M. Simard:** Écoutez, je ne sais pas! Mêmes expériences... Je vous l'ai dit, sur ces questions de la culture, je ne veux pas me prononcer. Seulement, quand je vois, comme il s'est dit à Toronto en fin de semaine, qu'il fallait – toujours la même formule – couler dans la Constitution, en tant que droits autochtones, la protection de la langue, des lois qu'on a dites autochtones, des coutumes et de la culture... Vous vous rendez compte de ce que ça veut dire? Protéger des langues que les deux tiers des gens ne pratiquent plus! Autrement dit: Est-ce que c'est l'État qui va devenir responsable de ça? Des coutumes que les gens pratiquent plus ou moins! Imaginez-vous. C'est comme si on avait consacré le catholicisme, la domination des hommes et du clergé pour protéger la culture canadienne française, il y a 50 ans, si on avait coulé ça dans la Constitution. Quelle sorte de folie qu'on se prépare à faire là?

**M. Maciocia:** On l'a fait sur le plan scolaire.

**Mme Marois:** Oui, on l'a fait sur le plan scolaire.

**M. Simard:** On l'a fait sur le plan scolaire et regardez, on est collé avec cette connerie-là depuis ce temps-là! On n'arrive pas à réconcilier le droit avec la vie. Et ça sert d'instrument de manipulation et de manoeuvre juridique. On n'est pas capable de faire face au monde. Écoutez, il faut séparer la culture de l'État, comme on a séparé la religion de l'État. J'entends culture au sens anthropologique du terme. On ne s'en va pas couler dans la Constitution les coutumes d'un peuple qui vit dans le changement, comme vous et moi! Ça n'a aucun sens! Regardez, les gens ont applaudi à ça, on trouvé ça de bonne volonté; il s'agit de protéger constitutionnellement la culture. Vous savez, la culture, ça ne se protège pas. Si personne ne la respire, elle meurt. C'est ce que je veux dire. Faisons attention de vouloir faire du bien, de s'imaginer qu'il suffit de discuter avec les autochtones. Les autochtones ont largement intériorisé le système de réduction dont je parle.

**M. Mercredi:** On réclame "société distincte". C'est un monde qui n'a aucun sens. Une société, il faut que ça fournisse toutes les institutions qui permettent à un être humain aujourd'hui de faire sa vie en entier. À la limite, faisons l'hypothèse imaginaire que le Québec est coupé du monde, c'est une île déserte. Avec la gang qu'on est là, on va être capable de faire quelque chose. On va s'entendre avec les Anglais.

Mais enfin, on ne peut pas s'occuper de tout notre monde, selon toutes les définitions de ce que ça veut dire, s'occuper de soi-même dans le monde moderne! Conçoit-on une absurdité aussi grande que d'imaginer que si demain matin les groupes autochtones du Canada se retrouvaient entre eux qu'ils feraient la même chose? Voyons! Ça n'a aucun sens! Il n'y a seulement pas la base démographique. On voudrait faire ça sur la base de quoi?

Il y a un chef indien qui a dit qu'il y a 185 nations en Colombie-Britannique. L'Assemblée des premières nations en reconnaît 53. J'ai fait les calculs aujourd'hui. Ça veut dire 6500 personnes en moyenne. Écoutez; c'est Saint-Gabriel-de-Brandon! De quoi est-ce qu'on parle? Moi, je trouve qu'il y a du mépris qui s'exprime dans tout ça à l'endroit des volontés authentiques d'autonomie qui animent les autochtones. Je le sais pour avoir fondé des coopératives, avoir travaillé dans des coopératives au Nouveau-Québec, pour être associé avec des dissidents au Nouveau Québec depuis longtemps. Vous savez, c'est répugnant de laisser entendre aux gens qu'à 6500 personnes ils vont former un État-nation moderne. Alors c'est ça qui m'inquiète. Comprenez-vous? J'ai peur qu'on continue dans les ornières et qu'on coule dans la Constitution, en vertu d'une culpabilité dont on croit se libérer en argent et avec un morceau de papier, qu'on coule dans le béton la détresse épouvantable et l'horizon devant lequel on se trouve. L'avenir des autochtones du Canada, à mon humble avis, savez-vous où il faut le lire? Dans les ghettos noirs américains. Les statistiques des années soixante dans les ghettos noirs américains sont celles des milieux autochtones au Canada et au Québec aujourd'hui. Vous voulez voir la suite? Allez avoir ce que sont les statistiques maintenant.

**Mme Marois:** C'est ce que j'allais dire. C'est encore vrai dans les ghettos noirs, malheureusement.

**M. Simard:** Écoutez! ce n'est pas une farce, cette affaire-là! Et on ne règlera pas ça en jouant du violon sur l'autonomie des peuples.

**Mme Marois:** Je trouve ça très intéressant, dans le fond. Vous vous emportez là...

**M. Simard:** Oui, je m'emporte!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Marois:** ...mais je trouve ça très intéressant ce que vous développez. Je pense que c'est le dilemme auquel on est confronté qui joue sur notre propre culpabilité. On va bien s'entendre autour de cette table, je suis persuadé de ça. Sauf que, après ça, je me dis: Il faut passer aux moyens et à l'action. Et dans ce

sens-là, ce n'est pas toujours évident, vous le dites vous-même.

Toujours dans votre document, vous dites: Il faut sortir un peu de la définition ethnique, ou de l'ethnicité, et faire en sorte que ces gens qui vivent quelque part, sur un territoire, aient accès – j'imagine, je vous lis comme ça, là, et vous me direz si je vous lis de travers – aient accès à des institutions qui leur soient propres, aient accès – vous nous parlez d'une recherche d'autodétermination collective maximale, ça j'aimerais bien ça que vous m'expliquiez un peu à quoi vous vous référez – mais vous parlez d'un modèle, ou d'une institution qui existe maintenant, et qui est l'administration régionale de Kativik. C'est à la page 11.

**M. Simard:** Non, non.

**Mme Marois:** Attendez un peu, laissez-moi terminer.

**M. Simard:** O.K.

**Mme Marois:** Je ne dis pas que vous parlez nécessairement d'un modèle, mais vous nous dites: Cela existe et cela n'est pas de nature ethnique. Vous dites: L'administration régionale Kativik et les municipalités instituées chez les Inuit en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord ne sont pas davantage de nature ethnique. Et vous semblez dire que peut-être il y a là un début de quelque chose. Et là, vous avez l'air de dire: Non, ce n'est pas ça que je voulais signifier...

**M. Simard:** Non, je veux dire tout simplement que c'est possible. Autrement dit, ça n'est pas quelque chose qui n'a aucun sens dans l'univers des groupes autochtones, des nations autochtones, que d'avoir des institutions de gouvernement public qui ne soient pas ethniques.

**Mme Marois:** D'accord.

**M. Simard:** Je veux juste dire que ça existe déjà. Alors, pour les gens qui seraient très inquiets, bien allez voir ce qui se passe dans la zone Nunavik du Québec, dans le Nouveau-Québec inuit, et vous allez voir que dans le fond, les gens contrôlent les institutions, même si elles n'ont pas en droit un caractère ethnique. C'est ça que je voulais dire.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Simard:** C'est justement l'illustration du fait qu'il ne s'agit pas là de quelque chose d'inconcevable que d'avoir des institutions gouvernementales qui ne soient pas à caractère ethnique, c'est-à-dire dont le membership ne soit pas régi par la définition d'un statut génétique d'appartenance.

**Mme Marois:** D'accord. Mais sans qu'on utilise le terme "modèle" vous dites: Là il y a une expérience qui est intéressante à regarder aller et qui peut correspondre à autre chose que ce qu'on a déjà connu.

**M. Simard:** Non.

**Mme Marois:** Non.

**M. Simard:** Ce que j'ai dit, c'est un cas où elle ne sera pas ethnique, donc c'est possible. Comme je vous l'ai dit, j'ai beaucoup, beaucoup critiqué la Convention de la Baie James, et comme je vous l'ai dit aussi, je suis associé depuis plusieurs années aux gens qui ont refusé de la signer, les dissidents.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Simard:** Précisément parce que c'est un système bureaucratique à la con à mon humble avis. Mais ceci étant dit, quand je dis un modèle, ce n'est pas de cela que je parle. Je dis, c'est à la fin: Les Inuit, officiels, sont engagés, depuis une commission parlementaire de ce genre en 1983, M. Lévesque avait dit: Écoutez, si vous voulez vous gouverner, sacrement, faites-nous des propositions.

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. Simard:** Je sacre comme lui, moi je ne sacre pas, mais lui... Bon.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Marois:** Pas toujours.

**M. Simard:** Il avait dit: Faites-nous des propositions et si vous ne démanchez pas le Québec en morceaux, on va accepter à peu près n'importe quoi. Ça fait sept ou huit ans qu'on attend.

**Mme Marois:** Ça lui ressemblait, ça: "Si vous ne démanchez pas le Québec en morceaux, on pourra faire quelque chose."

**M. Simard:** C'est à peu près ça. Bon, vous vous en souvenez.

**Mme Marois:** Bien oui, je m'en souviens.

**M. Simard:** Il reste que moi, en 1985, j'ai consacré mon année sabbatique à travailler sur ce projet avec des gens du milieu et puis ça traîne, ça traîne. Il est arrivé une proposition l'autre jour. À mon sens, elle est assez médiocre. Il reste qu'on a quelque chose d'engagé, là. J'ai dit: Il faudrait qu'on mette beaucoup de billes de ce côté-là, pour essayer d'accélérer cette expérience-là, pour voir à peu près de quoi est-ce

qu'on parle, qu'est-ce qu'on pourrait essayer. C'est extrêmement difficile de le faire avec les Mohawks actuellement. Vous savez, M. Ryan a de la misère, beaucoup, même à entrer sur la réserve. Bon, alors...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Simard:** J'ai dit que dans le cas des Inuit, on a là une porte expérimentale. Pourquoi, au lieu de chercher de midi à quatorze heures dans les textes de loi, pourquoi on n'irait pas lire sur le terrain, essayer des affaires. C'est ça que je veux dire.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Simard:** Il n'y a pas de modèle, justement. On n'en a pas de modèle. Les paramètres que je poserais, moi, c'est: Attention, il faut qu'on ait des gouvernements responsables, représentatifs, vous voyez les termes, bon...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Simard:** Et puis démocratiques. Mais on n'en a pas de modèle. Seulement, on pourrait peut-être bien essayer, parce qu'il y a une porte ouverte du côté des Inuit pour travailler, ce qui ne veut pas dire qu'on ne continue pas avec les Montagnais ou avec n'importe qui qui veut travailler...

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. Simard:** ...mais si je me mets du point de vue de l'État, vous êtes obligés de travailler avec les gens qui veulent travailler. Alors, il y a une porte ouverte chez les Inuit et là on aurait une chance. L'avantage qu'on a, c'est que la convention n'a pas créé d'organismes ethniques à part Makivik, la société qui gère les indemnités versées aux Inuit, et ce qu'on appelle les corporations foncières, c'est-à-dire de propriété de la terre. On a gardé dans le fond, sur ce point de vue, des terres ethniques assises sur un statut génétique. Peut-être que c'était la chose la plus élégante à faire. Moi, je ne crois pas, en tout cas à moyen terme, qu'on va pouvoir se débarasser historiquement, là, le poids est trop lourd, d'une définition génétique et ethnique des autochtones dans ce pays.

Alors, j'ai dit: Il faudrait qu'on en arrive, je ne sais pas si c'est en jouant sur les déclarations préliminaires, vous savez à propos de la société distincte, elle se déplace cette histoire, c'est quasiment comme dans un rêve où est-ce que vous courez et vous restez à la même place, mais enfin, ce n'est pas que les juristes...

**Mme Marois:** On a l'impression de reculer à l'occasion.

**M. Simard:** ...ou on a au Canada des juristes qui sont littéralement les gens du Cirque du Soleil qui font des prouesses dans tous les sens.

**Mme Marois:** Oui monsieur!

**M. Simard:** J'imagine qu'il y a quelqu'un à quelque part qui pourrait trouver une manière...

**Mme Marois:** Le seul problème c'est qu'ils sont au Parlement.

**M. Simard:** ...de séparer l'ethnicité de l'autodétermination collective qui suppose, à mon humble avis d'ailleurs, une intégration démographique des populations "allochtones", c'est-à-dire étrangères aux milieux autochtones...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Simard:** Il y a un mensonge, là, qu'on fait. On fait accroire que c'est des communautés qui sont homogènes. C'est de la rigolade cette affaire-là, ce n'est pas vrai. Vous savez, quand vous êtes maîtresse d'école – vos enfants: excusez-moi encore une fois...

**Mme Marois:** Et les maîtres d'école, eux, qu'est-ce que vous en faites, de mes enfants? Ils en ont.

**M. Simard:** Dans ma famille, une maîtresse d'école, c'était un modèle d'être humain.

**M. Brassard:** De vertu!

**Mme Marois:** Et c'était très positif et très valorisé. Je suis heureuse de vous l'entendre dire.

**M. Simard:** C'est plus fort que moi. Que voulez-vous?

**Mme Marois:** D'accord. Allons-y. Parlons des maîtresses d'école.

**M. Simard:** Je ne suis pas sexiste. On n'avait rien à s'inquiéter du fait qu'elles soient des femmes.

**Mme Marois:** Non, surtout pas. Quand ça ne nous arrangeait pas, on les tassait, alors... Excusez-moi. Je disais quand ça nous...

**M. Simard:** Mais faites attention! Ma mère était maîtresse d'école. Vous allez me faire fâcher encore une fois.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Marois:** Là n'est pas mon objectif.

**M. Simard:** Alors. De quoi parlait-on déjà, là?

**Mme Marois:** Ha, ha, ha! On parlait d'expériences positives qui pourraient se vivre sur la base...

**M. Simard:** Qui pourraient s'essayer.

**Mme Marois:** ...qui pourraient s'essayer, oui.

**M. Simard:** Positives. C'est le résultat qui sera positif.

**Mme Marois:** Bien, on espère qu'elles seront positives puis qu'on mettra toute la bonne volonté dans ça.

**M. Simard:** Disons que, pratiquement, on a des chances, là, d'essayer des choses.

**Mme Marois:** Donc, ça veut dire qu'on n'institutionnalise pas. Sous l'angle où vous me le présentez, là, vous dites: Allons-y sur la bonne foi, la bonne volonté et le désir d'agir d'un groupe ou l'autre. Imaginons des institutions...

**M. Simard:** Non, non, non.

**Mme Marois:** ...une institution dans un cas qui pourrait se mettre en place. Ce n'est pas ça que vous me dites?

**M. Simard:** Non, non. Je dis que si on veut agir demain matin en vue d'explorer les voies vers une autonomie collective plus grande des autochtones, on devrait, il me semble, profiter des voies qui sont déjà ouvertes et travailler très pragmatiquement là où est-ce qu'on a déjà des billes d'accumulées du côté des Inuit. C'est très difficile dans le cas des Indiens statués. Chez les Inuit, vous savez, même le statut s'appuie sur un jugement de la Cour suprême. Ce n'est pas si clair. Par conséquent, on est beaucoup moins empêtré dans l'affaire. Et malgré les angoisses de Zebedee Nungak avec les cartes qu'il nous a faites là. Alors, c'est une vision très pragmatique où est-ce qu'on essaie quelque chose ensemble au plus vite. Je ne dis pas, il y a un modèle. On ne le sait pas, le modèle. Je dis, il y a des paramètres. Il faudrait qu'on fasse attention à ces dimensions-là. J'ose dire même, il faudrait commencer par négocier ce sur quoi on va négocier. Parlons d'abord des dimensions fondamentales. Qu'est-ce qu'on entend par un gouvernement responsable? Qu'est-ce qu'on entend par statut ou place?

Ce que je dis aussi, c'est que la possibilité de se séparer et la question d'un statut ethnique et celle de l'autonomie gouvernementale d'une collectivité qui, elle, n'a pas besoin d'être homogène du point de vue ethnique, on a aussi un exemple, je ne dis pas que c'est un bon exemple mais c'est un exemple, celui de la Convention de la Baie James qui veut que les

institutions régionales, chez les Inuit, n'aient pas de caractère ethnique, même si on n'a pas changé la Constitution canadienne et qu'on a fait le tour de l'affaire en disant: En ce qui concerne les terres de catégorie X, en tout cas, en ce qui concerne les indemnités qui, celles-là, sont versées vraiment à l'ethnie, bon, il y aura des institutions, celles-là à caractère ethnique, qui continueront à représenter.

Écoutez, je ne veux pas avoir l'air de faire une blague, mais c'est comme si les Canadiens français du Québec – je suis sûr que vous n'aimez pas plus ça que maîtresse d'école...

**Mme Marois:** Continuez. On verra bien.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** ...demandaient que la Société Saint-Jean-Baptiste soit constitutionnalisée. Bon! Mettons. On pourrait constitutionnaliser la Société Saint-Jean-Baptiste, mais ça ne serait pas le Québec. Je veux dire: Peut-être que les Canadiens-français en tant qu'ethnie, qu'il y ait du sang de la souche, la "chousse", comme disait ma mère...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** Et Caouette. Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** Si ces gens-là... Vous voyez, ça a l'air ridicule, mais ça n'aurait pas eu l'air ridicule il y a seulement 50 ans, vous vous souvenez. Les chicanes à propos de l'abbé Groulx, de ce temps-là, nous rappellent ça. Il y a eu un moment où la définition du Québec était, pour les Canadiens français, exclusivement ethnique. Bon. Ce n'est pas du tout la position, je le sais, du Parti québécois. C'est la position, je crois, de personne, sauf...

**Mme Marois:** Non.

**M. Simard:** ...peut-être nos amis de l'Action nationale avec la confiture québécoise. Bon.

**Mme Marois:** Oh! Et encore.

**M. Simard:** Et encore, ce n'est même pas sûr.

**Mme Marois:** Non. Je ne crois pas.  
(17 h 15)

**M. Simard:** Moi non plus, je ne pense pas. Et si ça arrivait, écoutez, il y a des malades partout. Mais si on disait qu'il faut constitutionnaliser les droits de l'ethnie canadienne-française, je dirais: Constitutionnalisons les droits de la Société Saint-Jean-Baptiste, mais ne mêlons pas ça avec les institutions qui permettent à

l'ethnie québécoise française, du fait qu'elle s'adonne à être historiquement majoritaire dans un espace sociopolitique, d'assumer l'essentiel de son autodétermination, y compris de faire le choix de l'indépendance. En tel cas, des choses comme protéger la culture et garantir des droits ethniques n'ont plus aucun sens. Si, demain matin, les autochtones, dans des territoires en majorité autochtone – on pourrait en reparler; comment ça peut vivre? Certainement pas sur une base de 1000 personnes – mais dans les territoires à majorité autochtone, décidaient de dire: La langue d'usage, ici, ce sera unetelle; il va falloir afficher en esquimau. Ha, ha, ha! Vous voyez où je pourrais aller avec ça, là? La loi 178, à pic! Rien qui ne l'empêcherait. Ils porteront l'odieux politique, c'est tout. Je veux dire que, protéger sa culture, assurer son destin ethnique, quand tu t'adresses à avoir la majorité à l'intérieur d'un cadre politique, tu peux le faire.

**Mme Marois:** Oui, c'est ça. Tu assumes ton destin.

**M. Simard:** Et c'est beaucoup plus solide, une chose comme ça, que droits consacrés dans une constitution. Voyons donc, une constitution, ça se change! Mais essayez d'aller enlever...

**Mme Marois:** Sauf que ça a l'air un peu compliqué, là.

**M. Simard:** ...les acquis de la puissance politique des Québécois. Ça ne se change pas, ça! Ça, ça ne se change pas! Alors, en coulant dans la Constitution la protection des ethnies autochtones, on consacre un système éternel de dépendance. Il n'est pas surprenant que... D'ailleurs, je voyais, l'autre jour, dans un article de Michel Vastel, il disait: Les autochtones ne veulent pas être indépendants. Je pense que, effectivement, ils ne veulent pas être indépendants. Ils ne peuvent pas être indépendants. Ce que je crains – et il n'y a rien de particulièrement autochtone là-dedans; il y a toute sorte de monde dans tous les milieux au Canada qui pensent la même chose – c'est qu'en consacrant un statut qui est fondamentalement ethnique – c'est ce qu'on a fait ici avec nos dix nations, y compris la nation des Malécites, qui compte quelques centaines de personnes qui ne se connaissent pas entre elles; non mais, c'est incroyable, hein? comme paternalisme symbolique – alors, en faisant ça, quand même vous mettriez là-dedans l'autonomie gouvernementale, vous allez consacrer la dépendance. Vous allez mettre entre les mains de l'État et de la majorité politique de ce pays la responsabilité même d'avoir à voir à la place des autochtones, d'assumer, pour ainsi dire – alors, imaginez, c'est la quadrature du cercle – leur propre autodétermination. C'est affreux. Si on fait ça,

on ne se tire pas rien que dans le pied: dans la tête.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Hull.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie, madame.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. J'aimerais, M. Simard, en premier lieu, vous remercier d'avoir soumis un mémoire.

**M. Simard:** Ce n'est pas grave, on me l'a demandé, monsieur.

**M. LeSage:** Oui.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. LeSage:** Mais ce qui m'a surtout frappé, c'est votre entrée en matière, tantôt, lorsque vous vous êtes présenté à la barre des témoins pour nous dire que vous étiez impressionné, que vous aviez même peur, à un moment donné.

**M. Simard:** Pas impressionné, j'étais énervé. Énervé, monsieur, pas impressionné. Ha, ha, ha!

**M. LeSage:** Je ne voudrais pas vous voir quand vous n'avez pas peur. Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** C'est le trac, c'est le trac, vous voyez.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Hull, c'est toujours à vous.

**M. LeSage:** Quand on dit qu'on va suivre le texte pour ne pas bafouiller, je trouve que vous lisez bien.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. LeSage:** À tout événement, ça a été très, très intéressant. Je vous félicite. Je voudrais revenir au dossier du problème des autochtones, qui doit être réglé, bon! Vous nous dites que le lendemain de la déclaration d'une souveraineté...

**M. Simard:** ...du Québec, vous voulez dire? Du Québec?

**M. LeSage:** Du Québec, oui. Le Québec, à ce moment-là, prend les devoirs et pouvoirs du fédéral en matière autochtone. Il devra continuer à négocier; ça ne se réglera pas demain matin. Ce matin, ou juste avant vous, M. Gourdeau nous

disait, probablement avec raison — je ne lui donne pas raison sur toute la ligne, mais en partie — qu'il serait plus facile pour un Québec indépendant, un Québec souverain, de négocier avec les autochtones que le Canada, le gouvernement canadien, pour lui, négocier avec les autochtones, parce qu'il doit négocier à ce moment-là, et adopter des règles, procédures et réglementations qui doivent s'appliquer à travers le Canada, qui est un vaste territoire. Est-ce que vous êtes également de cet avis, qu'il serait plus facile pour un Québec souverain de négocier avec les autochtones du Québec?

**M. Simard:** Je ne sais pas si c'est une réponse intelligente, je crois que c'est techniquement plus facile. Il y a moins de monde et il y a moins de diversité. Mais je ne crois pas du tout que le problème serait un problème technique. Le problème — même le mot "politique", il faut l'entendre au sens très large — c'est le problème de la définition de la place des premiers habitants dans les sociétés qui ont été longtemps coloniales et qui, dans un certain sens, le paraissent encore sous bien des aspects. Ça, vous savez, ce n'est pas facile. Et ça, ce n'est pas un problème technique, il est aussi difficile de le régler à petite échelle que de le régler à grande échelle, c'est un problème historique énorme.

Du point de vue technique, moins de monde, moins de diversité. Mais ici, il y a un problème qui se poserait — qui n'existe pas à l'échelle du Canada — qui risque aussi de devenir singulièrement important, c'est ce qu'on pourrait appeler le déportement de culture seconde des autochtones vers la francophonie et vers l'anglophonie. Ce n'est pas par hasard si vous avez parfois l'impression qu'entre le président du Grand Conseil des Cris, qui est un anglophone de langue seconde, et le vice-président, qui est un francophone de langue seconde — Roméo Saganash — vous avez l'impression des fois qu'il y en a un qui corrige continuellement ce que l'autre dit.

Ce n'est pas par hasard si, malgré tous les carnivals sympathiques auxquels participe M. Gros-Louis, ce n'est pas avec les Hurons et les Montagnais que le problème va être le plus gigantesque. Vous savez, la dérive vers le français ou vers l'anglais, avec tout ce que ça suppose — c'est-à-dire vers la néo-France et vers la Britannique du Nord, je ne parle pas rien que de la langue — ça risque de devenir un problème singulièrement sérieux, singulièrement sérieux. Parce que si, comme disait Zebedee Nungak, ne parlant pas — contrairement à ce que la presse dit — pour 35 000 Inuit, pas plus que personne, ici, ne parle pour tout le Québec, là, parlant au nom, en tout cas, certainement, d'une dimension du problème lorsqu'il disait: On est Inuit premièrement, Canadiens ensuite et Québécois, si on n'a pas le choix; cette position, elle est partagée par

un sacré tas de gens.

Et imaginez-vous, le matin d'une déclaration de souveraineté... D'abord, ça ne se fait pas de même, il n'y a pas de matin comme ça, ce n'est pas comme dans la Bible: "Dieu vit que cela était bon, il y eut un matin...", vous savez ce que je veux dire. Ça ne se fera pas de même, hein? Bon. Mais disons que dans le matin hypothétique du grand soir...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** ...il y a un certain nombre de Cris, d'Inuit, de Mohawks, d'Algonquins de la région du Témiscamingue qui auraient tous les droits, en tout cas, d'avance, de dire qu'il existe toutes sortes de choses dans les constitutions et dans l'histoire juridique du pays qui justifieraient leur rattachement au Canada. Alors, le problème du clivage des cultures secondes va être important. Moi, je crois qu'il va être très important.

**M. LeSage:** Si vous le permettez, M. Simard, j'aimerais vous ramener à la page 5 de votre exposé.

**M. Simard:** Avez-vous trouvé une erreur là, vous?

**M. LeSage:** Non.

**M. Simard:** Vous allez m'énervé, encore.

**M. LeSage:** Mais lorsque vous nous parlez de notion de droit inhérent à l'autonomie gouvernementale et à celle du droit à l'autodétermination, est-ce que vous considérez que le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale s'étend jusqu'au droit de faire sécession?

**M. Simard:** Ah bien, écoutez un peu, là. Je ne suis pas un expert des autochtones et je ne suis pas non plus un expert de ce genre de question. Et là, ce n'est pas que ça sort de mon sujet, mais enfin, je n'ai même pas d'idée là-dessus. Tout ce que je pourrais dire, c'est que dans le cas des autochtones, le droit dit inhérent — autrement dit, il va de soi, il n'a pas besoin d'être déclaré positivement, il n'a pas besoin d'être reconnu par une instance de juridiction moderne — c'est de dire qu'il y avait des collectivités, ici, qui se considéraient comme étant responsables d'elles-mêmes. Bien sûr! Pour eux, c'est une manière, en assumant leur propre histoire, de dire que n'importe qui qui se considère comme différent a le droit de signer un pacte entre soi pour dire: Gouvernons nous-mêmes. Le droit à l'autodétermination, dans les sociétés libérales modernes qui s'inspirent des lumières, c'est l'idée, dans le fond, que tous les individus sont souverains et que dans cette mesure, le pouvoir de l'État n'est qu'une délégation de la souveraineté des personnes.

Une délégation qui, d'ailleurs, s'appuie sur un contrat volontaire qui peut être résilié. C'est la doctrine de Rousseau. Dans un certain sens, avant qu'on aboutisse à la notion de souveraineté des nations – et toute l'histoire de la pensée l'enseigne – déjà, dès le 19<sup>e</sup> siècle, apparaissait la notion de la souveraineté de la personne, en Angleterre l'*Habeas corpus*, disposer de soi-même. Et c'est sur le fondement de la dignité de la personne humaine, comme l'incarnation de la commune humanité, que se fonde ensuite le contrat social, c'est-à-dire le contrat politique qui crée l'autodétermination des peuples.

Alors, pour les autochtones, ça passe par l'histoire. Ils se réfèrent, eux, au fait qu'il y a eu des traités de signés et que, on voit partout dans les textes et c'est tout à fait vrai, que les princes, l'armée, ainsi de suite, les nations, la nation des Illinois, la nation des Hurons, la question ne se pose pas. Le mot "nation" veut dire ethnie, et que ces ethnies-là, continuellement dans l'histoire, disent: Mais attention, vous prenez nos terres! Vous voyez ça tout le temps, tout le temps, tout le temps. Les bagarres, c'est là-dessus que ça se passe, excepté les bagarres de la traite. C'est toujours des bagarres de terres.

Donc, ils disent: Écoutez, cela va de soi. Comment voulez-vous, si on se considère nous-mêmes comme héritiers de cette histoire, comment oseriez-vous dire que ça dépend de ce que vous voulez ou non, que nous on puisse se gouverner? On pourrait dire, en appliquant les notions du droit libéral, les notions des droits des personnes, de l'esprit des lumières, qu'il suffit qu'il y ait des autochtones qui décident de vouloir se gouverner eux-mêmes, c'est bien de valeur, mais la légitimité de l'État ici s'écroule en ce qui concerne cette population. Et il ne resterait qu'une répression pour l'empêcher.

Le fondement de la souveraineté des États, c'est la souveraineté déléguée des individus, l'État étant la plus grande association de la société civile. Bien sûr, il y a une inclusion obligatoire et, effectivement, elle détient la force légitime et tout cela. Je veux dire que lorsque, chez les Québécois, on parle d'autodétermination, il est évident qu'on se dit que ce droit est inhérent. Il n'y a rien de plus insultant, à toutes les fois que j'entends ça, moi, je deviens le matin, le matin, le lendemain, je suis séparatiste pour le reste de ma vie, d'entendre dire qu'il y a quelqu'un à Regina qui dit: Eux autres, là, ils ne feront pas ce qu'ils voudront, hein! Autrement dit, moi, j'ai le droit inhérent à ma souveraineté. Si je veux la gaspiller avec les Canadiens français catholiques et puis les Anglais de Montréal, c'est de mes affaires! C'est ça le droit inhérent des peuples à l'autodétermination.

Donc, les autochtones, eux, le voient par l'histoire, ou qu'on l'approche par le biais des valeurs fondatrices de la modernité, du pluralisme même, et ne croyez pas que c'est des trucs de

Blancs, c'est des trucs de la modernité par les deux bords. Ça ne vaut même pas la peine de discuter de droit inhérent ou de droit pas inhérent. Ça va de soi. La question, c'est que ça veut dire dans tous les cas qu'on a affaire non pas à des droits inhérents à un débat sur les droits, mais à un débat entre des composantes, j'ai dit "nationalitaires", j'ai choisi mon mot, ce n'est pas nationales et ce n'est pas culturelles. C'est les affaires qui font une nation ensemble. Pour les autochtones, comme pour les Québécois français, n'oublions pas que le noeud, le courant de l'autodétermination au Québec, il est porté par une ethnie. Voyons donc!

Mais dans le cas des autochtones, comme dans le cas des Québécois français, l'idée de base c'est: Écoutez, si vous voulez qu'on s'entende, commencez par dire qu'on a le droit de ne pas s'entendre. Commencez par reconnaître au moins la dignité de la personne morale que nous formons en tant qu'associés historiques, comme peuples. Sinon, que le bon Dieu vous bénisse, que le diable vous emporte! Ah, c'est une question symbolique à ce moment-là, politique, mais au sens constitutif même des communautés politiques à construire. Question de projet, pour prendre un mot qui a été à la mode il y a quelques années. Ce n'est pas une question de droit dans le fond. Moi, il me semble que la question de droit, elle va de soi.

**M. LeSage:** On va laisser faire la question de droit. Je suis d'accord. On va passer au côté pratique. J'aimerais que vous m'expliquiez ou que vous me fassiez une analyse de certaines déclarations que vous avez sûrement entendues. La semaine passée, M. Gros-Louis nous disait, il répondait plutôt à une question de l'Opposition, à savoir ce qu'il voulait lui, ce qu'il voulait avoir. Il a dit: La même chose que vous autres! Vous voulez avoir l'indépendance, nous autres aussi on la veut notre indépendance. On veut, entre autres, pouvoir déterminer qui est autochtone. On ne veut pas se faire dire par un autre gouvernement untel est autochtone et puis l'autre ne l'est pas, puis là l'autre, lui va peut-être être reçu autochtone à un moment donné, puis avec les adoptions... Il nous a parlé de tout ça.  
(17 h 30)

D'un autre côté, à Toronto, on regardait, en fin de semaine, on avait le petit plan du Québec et les autochtones disaient: Si Québec se sépare, nous aussi on se sépare et on revendique ces territoires. Vous nous dites, tantôt, que vous n'êtes pas certain que les autochtones veulent leur indépendance.

**M. Simard:** Non, non. J'ai dit que j'étais certain qu'ils ne la veulent pas. C'est ce qu'a dit lui-même le chef Mercredi. J'ai dit que ça avait beaucoup de bon sens de ne pas vouloir...

**M. LeSage:** Je m'excuse mais...

**M. Simard:** Pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le désir.

**M. LeSage:** Je pense que M. Mercredi et plusieurs autres autochtones disent qu'ils ne veulent pas que le Québec se sépare.

**M. Simard:** Non, non. À propos du Canada, M. Mercredi a dit — si je me fie à Michel Vastel: Il n'est pas question d'indépendance pour les autochtones. Il a reporté ça, tout simplement.

**M. LeSage:** Comment vous analysez ces contradictions?

**M. Simard:** Mao disait: Les contradictions, c'est du peuple. Ce que je crois, c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de réflexions — contrairement à ce qu'on pense — de faites dans les milieux "autochtonistes" et autochtones sur cette question sérieuse de l'autonomie. Je crois que les énergies vont beaucoup, beaucoup à la revendication. Je crois qu'une très large part de l'expression collective officielle des autochtones consiste à exister dans le regard de l'autre. Et c'est une des manifestations de l'indépendance — et ça me fait de la peine de le dire; je sais que si je suis cité je vais passer pour un méchant. Une très, très large part de ces discours sont constitués quasiment au fur et à mesure, en ajustement constant à l'évolution de l'opinion publique face à la question autochtone. Et il y a eu, finalement, très, très, très peu de réflexions endogènes dans les milieux mêmes, et même à l'intérieur des organismes officiels, sur ce dont on parle. Qu'est-ce qu'on voudrait? Je crois qu'il y a très, très peu de choses à ce sujet-là.

Quand M. Gros-Louis dit: On veut la même chose que le Québec, tout le monde comprend ce que ça veut dire. Ça veut dire qu'il ne se considère pas, lui et les siens de façon générale, comme n'importe qui, qui, à leurs yeux, est descendant d'une population finalement émigrante. Ça veut dire aussi qu'il y a aussi une espèce de ressentiment contre des humiliations qui ont duré des siècles et qui, vous savez, durent encore, des fois, dans la vie de tous les jours. Ça arrive, vous savez, que des Indiens ou des Inuit se font, comme on dit, baver parce que ce sont des Indiens ou des Inuit. Il n'y a rien de plus humiliant que ça. Je pourrais vous raconter deux ou trois anecdotes qui me sont arrivées, moi, en tant que Canadien français. Et que c'est dégueulasse! Quand ça fait des siècles, à un moment donné, tu veux nettoyer ça d'une manière ou d'une autre.

Alors, symboliquement, M. Gros-Louis dit: Voulez-vous arrêter de nous considérer comme une bande d'enfants, comme du folklore? Même s'il en fait lui-même! Et puis ensuite, on ne veut rien savoir de gens qui nous sont partiellement étrangers et qui s'en viendraient décider comment on va éduquer nos enfants et ainsi de

suite. Qu'est-ce que vous diriez, vous, si les lois régissant l'éducation au Québec étaient faites à Vancouver? Vous ne demanderiez pas si on est 6 000 000 ou si on est 60. Vous diriez: Ça n'a ni queue ni tête! Ça, c'est le sens profond de ce que dit Max Gros-Louis. Maintenant, après ça, quand il dit: On veut être indépendant comme le Québec veut être indépendant; et bien là, excusez-moi de sauver du temps, mais il dit: Saint-Gabriel-de-Brandon veut être indépendant comme le Québec veut être indépendant. Lorsqu'on pense aux conditions pragmatiques de l'exercice des responsabilités collectives aujourd'hui, qui sont nécessaires pour entretenir une société dans sa différence, on est soit dans l'humour le plus subtil, soit dans le cauchemar le plus inconnu, en essayant de faire accroire qu'à 2 000 personnes, les Hurons-Wendake vont avoir des conditions d'autonomie comparables à celles de 7 000 000 de Québécois. Il ne s'agit pas seulement de nombre, il s'agit aussi de ressources humaines, d'héritage historique et ainsi de suite.

Vous savez, il y a seulement 50 ans, du temps que moi j'ai été élevé, on disait que la ville, la science, la technique, l'argent, la business, c'étaient les Anglais. Nous, c'étaient foi, famille, patrie, terre et le pape. Si on était restés à penser comme ça, on serait encore là. C'est Jean-Claude Germain, l'homme de théâtre, qui, à un moment donné, a dit: La culture, c'est prendre le monde et se le traduire. Donc, prendre le monde et s'y traduire. D'autres ont dit, à propos des Canadiens français, que ça voulait dire: Arrivez en ville! Bien, vous ne pouvez pas arriver en ville à 2000 personnes. Vous ne pouvez pas prendre le monde moderne à 2000 personnes. C'est ça, l'indépendance réelle! Et par le mot "indépendance", ça ne veut pas dire une souveraineté politique, ça veut dire ne pas dépendre de. Et en dehors de cette définition toute simple: ne pas dépendre de, sauf de choisir ses dépendances, ce qui est toute la question constitutionnelle.

Alors, le mot "indépendance", c'est de la rigolade! Les mots "autonomie collective", c'est de la blague! Savez-vous à quoi ça me fait penser? À Ti-Louis Laberge qui disait qu'il voulait casser le système, en 1972. Ça aussi c'est authentique.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président et merci M. Simard de vos explications.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Simard, à la page 11 de votre mémoire, vous proposez de mettre fin à la ségrégation ethnique et territoriale. Entre autres, vous dites à la page 11, au dernier paragraphe: "Notons enfin que rien n'interdit qu'une structure gouvernementale re-



couvre un archipel quelconque de territoires non contigus". Et juste avant vous dites aussi: "Par contre, rien n'interdit de découper des territoires où les autochtones seraient fortement majoritaires et contrôlèrent par conséquent les gouvernements autonomes de nature publique, non ethnique, qui y seraient institués." Ça me semble un peu contradictoire. Je pense qu'on aurait quand même, à ce moment-là...

**M. Simard:** Non, non.

**M. Maciocia:** ...encore un peu, comment je pourrais dire, de la ségrégation ethnique et territoriale.

**M. Simard:** Non, non.

**M. Maciocia:** Parce que, au paragraphe que je viens de lire, on retrouve un peu le Canada actuel avec le Québec et, là, ce serait le Québec avec des autonomies autochtones à l'intérieur de tout ça.

**M. Simard:** Vous trouvez ça pas normal, vous, le Canada et le Québec?

**M. Maciocia:** Non, je ne dis pas ça, mais je dis, quand on parle de ségrégation... Non, ce n'est pas que je ne trouve pas ça normal, mais je trouve un peu contradictoire de dire de mettre fin à la ségrégation ethnique et territoriale...

**M. Simard:** Non, je dis: Des territoires à majorité autochtone...

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Simard:** ...qui ne sont pas des territoires ethniques.

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Simard:** Vous savez, la ville de Montréal...

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Simard:** ...elle est conduite, pour les affaires qui l'intéressent, par des Québécois qui s'appellent des Montréalais.

**M. Maciocia:** Oui.

**M. Simard:** Bon. Moi, par exemple, ça ne me dérangerait pas beaucoup que le Québec du nord soit conduit par des Québécois qui, pour la majorité, seraient d'origine ethnique inuit. Ça ne me dérange pas, moi, que, demain matin, on crée des gouvernements régionaux au Québec. Et que les gens de l'Abitibi, peu importe leur origine ethnique, s'occupent de l'Abitibi, ça ne m'em-

pêche pas de dormir. De la même manière, l'existence des juridictions provinciales n'est pas incompatible – il s'agit de s'entendre, là – avec l'idée, comme dit tout le monde, que le Canada est divisé en différentes juridictions et qu'il en est une où il y a une majorité ethnique canadienne-française et que, dans cette juridiction-là, l'ensemble des Canadiens du Québec s'occupe de ce bout du Canada qui s'appelle le Québec. Je dis ensuite qu'il n'est pas exclu – ce n'est pas quelque chose d'inconcevable – que l'on puisse penser à des territoires autonomes à majorité autochtone qui intégreraient plusieurs territoires non contigus. Comment voulez-vous – faisons une expérience mentale – que les Mohawks aient du territoire en plein cœur de Montréal? Écoutez! Vous n'allez pas "bulldozer" La Prairie! Mais imaginons encore – expérience mentale idéaliste – que les Mohawks font partie d'un même territoire qui comprend une large part de la Baie James et que la participation des citoyens du gouvernement autonome de cette région non contiguë à l'exploitation des ressources de la Baie James retombe aussi sur les Mohawks qui sont citoyens d'un bout d'un territoire non contigu. Il pourrait y avoir une fédération. À la limite, on pourrait concevoir, à l'échelle du pays tout entier, une instance. Ce pourrait même être une instance de souveraineté, comme les provinces ont des instances de souveraineté dans leur domaine de juridiction, qui traverserait le pays.

**M. Maciocia:** Mais ça serait toujours basé sur l'ethnie.

**M. Simard:** Mais non.

**M. Maciocia:** Quand vous faites, par exemple, du territoire du nord...

**M. Simard:** Ça ne serait pas plus sur l'ethnie que sur l'idée de province, au Québec, telle qu'on la connaît. Elle est née en 1867. Voyons donc! Alors que tout le monde pensait aux Canadiens français, pensez-vous que c'était le problème du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse? Les juridictions provinciales, allez voir ce que c'est. C'étaient des choses dont les élites canadiennes-françaises voulaient s'occuper. Regardez les juridictions provinciales, vous allez vous apercevoir que c'est ça. Ça a été une manière d'aménager un espace juridico-politique pour que l'ethnie canadienne-française se fasse un foyer sans créer un territoire ethnique, et en conservant, sauf pour la foute religion, excusez l'expression, à partir surtout des revendications des anglophones, hein! Le grand combat pour l'inscription de la religion dans la constitution, ce sont les protestants... Ils parlaient de séparatisme s'il n'y avait pas une protection de protestantisme. Cette guerre, c'est la seule où on a fixé une partie de l'ethnicité qui s'appelle la religion dans la Constitution.

Quant au reste, on a créé une juridiction. Et à toutes les fois où aujourd'hui, on dit, au Canada: Il ne faudrait pas faire un Canada asymétrique, d'abord on ne comprend pas; deuxièmement, on est beaucoup plus irréaliste que les Pères de la Confédération qui, sans le dire, voyons donc, voulaient régler le problème du Bas-Canada, de l'ethnie canadienne-française. Le Québec n'est pas un territoire ethnique. Néanmoins, c'est une société à majorité ethnique canadienne-française ou québécoise-française.

Pourquoi ne pourrait-on pas envisager de la même manière des territoires dont la couleur ethnique soit celle des premiers habitants, mais qui soient en droit où vous et moi nous soyons, tous les jours... comme quand vous allez à Montréal, vous avez le droit de vote au bout d'un certain temps, ou ailleurs. Si je vais en Ontario, c'est la même chose. Vous rendez-vous compte que si on crée des territoires ethniques à toutes les fois qu'il y a un Indien ou un Esquimaux qui sont de chez lui, il va se faire dire en sortant, à la première taverne où il va entrer, il va rencontrer ses vieux chums, il va se faire dire: Retourne donc chez vous.

Aie! C'est un cauchemar, monsieur, imaginer un monde comme celui-là. Actuellement, même si on a des territoires ethniques, tout le monde s'en fiche.

**M. Maciocia:** J'aurais une autre question, M. Simard. On entend toujours parler, pas seulement par les autochtones, qu'il faudrait régler les droits des autochtones avant de faire, probablement, l'indépendance du Québec ou la souveraineté du Québec. Les autochtones en parlent. Il y avait aussi M. André Patry qui nous a dit, à un moment donné, que pour le Québec, c'était intéressant de régler le problème des droits des autochtones avant de faire l'indépendance. D'après vous, est-ce que ça serait raisonnable de régler ces problèmes-là avant de la faire? Et si, par exemple, au mois d'octobre prochain - vous savez que la loi 150 prévoit un référendum sur la souveraineté - le Québec décide démocratiquement d'aller vers la souveraineté, quels seront les problèmes qu'on pourrait rencontrer avec les autochtones si leurs droits ne sont pas réglés avant?

**M. Simard:** Grossièrement, rapidement, non, non, non, on ne peut pas régler avant, et on ne règlera même pas, pas longtemps après. Écoutez. Ça fait quatre ou cinq ans que la question autochtone est devenue une question publique. Je ne veux pas vous raconter une longue histoire, mais il y a quatre ou cinq ans, justement, j'ai écrit un article dans une revue française. Et ça commençait en disant: Vous savez, les autochtones n'existent pas au Canada. Dans l'opinion publique, dans la vie de tous les jours, personne ne parle de ça. Six mois après, j'ai été obligé de retirer mon article et de reprendre mon intro-

duction à cause de la conférence constitutionnelle de 1987. Et je n'ai pas besoin de vous parler d'Oka, hein, et de la Baie James.

Alors, on vient tout juste de commencer sérieusement à en parler, et les autochtones aussi. Le mouvement profond vers l'autonomie, qui est très sincère et très profond chez les autochtones, il est récent. Il date, comme dans toutes les sociétés modernes, en gros, de la montée du "welfare state" de l'après-guerre. Et il s'est longtemps épuisé à l'intérieur du cocon, de cet espèce d'univers souterrain du ministère des Affaires indiennes au Canada. Et il ne s'est mis à faire surface qu'à l'occasion des conférences constitutionnelles et depuis, de plus en plus, par les médias, une station publique, et ainsi de suite.

C'est quelque chose d'énorme. Du point de vue de l'évolution historique on ne peut pas penser mieux que ça. Mais entre vous et moi, on va être longtemps dans le carnaval des images avant de commencer à se comprendre. Donc, si on attend de régler la question autochtone au Canada ou au Québec pour faire avancer d'un demi-poil la question du Québec, mon ami, vous avez une job temps plein, et pour longtemps.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** La deuxième chose, c'est que ça ne sera pas du tout, du tout facile, le lendemain du référendum. Et vous allez voir, les professeurs, c'est du monde qui n'a pas les pieds à terre, mais moi, j'ai au moins un orteil à terre. Ça dépendra du nombre. Vous avez un référendum à 53 %, la question autochtone va devenir importante. Vous avez un référendum à 64 %, la question autochtone va prendre sa place numérique. Il ne faut pas être angélique là-dedans. Il va y avoir du "real politique", comme dirait Kissinger.

Non. La question autochtone, pour le moment, elle est, dans une large part, dans le carnaval de l'image. Et c'est très bien! Et c'est comme ça que ça commence. Mais je ne crois pas qu'on va arriver à des solutions sérieuses. Ce que je crains, c'est que justement, pour aller vite, on va couler, en vertu d'une culpabilité paternaliste, à l'échelle du pays tout entier. On va couler dans la Constitution. La perpétuation du régime de l'apartheid, nos enfants s'en occuperont.

**M. Brassard:** C'est ça qu'ils veulent.

**M. Simard:** Hein?

**M. Brassard:** C'est ça qu'ils veulent.

**M. Simard:** Je ne sais pas. Parce que vous ne pouvez pas savoir, vous, ce que pense une collectivité.

(17 h 45)

**M. Brassard:** Bien, c'est ça qu'ils nous disent. En Afrique du Sud, actuellement, les Noirs d'Afrique du Sud dénoncent le régime d'apartheid qui existe là depuis je ne sais combien d'années. Et ce qu'ils veulent, les Noirs d'Afrique du Sud, c'est la fin des "homelands", la fin des ghettos, la fin de l'apartheid, et de devenir des citoyens à part entière au même titre que les Blancs d'Afrique du Sud. C'est ça qu'ils veulent en Afrique du Sud. Mais les autochtones au Canada et au Québec, ce n'est pas ça qu'ils veulent. Qu'est-ce qu'on fait dans ce temps-là?

**M. Simard:** M. Brassard, vous posez là une question énorme. Avez-vous remarqué que quand on parle des autochtones par rapport au Québec, on a des positions qui ressemblent à celles de Trudeau quand il regardait le Québec. Il disait: Que les Québécois deviennent des citoyens à part entière; qu'ils nous laissent tranquilles avec l'idée de droits collectifs dans lesquels ils s'enconcreraient!

**M. Brassard:** Ce n'est pas ça que j'ai dit.

**M. Simard:** Mais quand vous voulez dire des citoyens à part entière, vous voulez dire... Qu'est-ce que ça veut dire, être des citoyens à part entière?

**M. Brassard:** Je ne vous donne pas mon opinion. Je me place de leur point de vue, à eux.

**M. Simard:** Moi, je ne connais pas leur point de vue.

**M. Brassard:** Je vous dis que je vois par les journaux que les Noirs d'Afrique du Sud, ce qu'ils veulent, c'est être des citoyens comme les Blancs. Bon. Même chose. Dans la démocratie d'Afrique du Sud, d'avoir un droit de vote et de participer aux élections: c'est ça qu'ils veulent, c'est ce que je vois dans les journaux.

Mais quand je regarde ce que veulent les autochtones, ce qu'ils revendiquent, ce n'est pas ça. Ils veulent continuer... Ce n'est pas mon opinion, je vous... Alors, qu'est-ce qu'on fait dans ce temps-là? On leur impose des vues qui ne sont pas les leurs?

**M. Simard:** Je ne sais pas. Vous savez, trouver des solutions, c'est votre métier; moi, c'est de poser les questions. Mais, regardons bien l'affaire. Quand vous dites "ils", là, on a le problème de savoir qu'est-ce que les autochtones... Moi, quand j'entends dire Bénungat... Je le connais depuis des années, je sais parfaitement... il y a des tas d'Inuit que je connais qui ne pensent pas ce que je pense de Bénungat... et ainsi de suite. Bon. Que voulez-vous? Le gouvernement s'en va partout en disant: Le Québec

pense que... Je réponds des fois: Pas moi, pas moi!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** Que voulez-vous qu'on fasse? Les autochtones, c'est la voix qu'on entend.

**M. Brassard:** Moi aussi, je réponds ça des fois.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** O.K. Vous voyez ce que je veux dire. Il faut quand même regarder toute l'affaire en ne rêvant pas en couleurs. La réalité des autochtones, c'est compliqué, tout le monde n'est pas d'accord. Vous aviez Léonard Paul, l'autre jour, qui était à Denise Bombardier – il faut le faire – qui venait contredire ses chefs. C'est inédit, mais ça existe. Mais, je ne veux pas m'embarquer dans ça.

Ce que je veux dire, c'est que si vous n'avez pas d'autres forces pour le moment, vous n'avez pas de force démographique, vous n'avez pas vraiment de richesse. Il y a le bingo, mais, bon, ce n'est pas quelque chose de solide. C'est comme Loto-Québec; c'est bon, mais ce n'est pas aussi bon qu'Hydro-Québec. Vous n'avez pas grand-chose, hein?, comme collectivité. Et vous savez parfaitement que votre existence collective, elle ne dépend pas vraiment de vous-mêmes, dans le fond. C'est que vous êtes tellement une telle majorité, une majorité qui a une telle puissance, que tout ce que vous avez, ce sont les droits que cette majorité, pour ne pas avoir honte d'elle-même, est prête à vous concéder. Alors écoutez, vous ne réfléchissez pas, dans ce temps-là, longuement, sur ce que vous feriez si vous étiez indépendants. Vous sauvez les meubles. C'est-à-dire que vous essayez de consolider la seule force qui est la vôtre et, cette force, elle est déjà une force de dépendance. C'est celle que la majorité est prête à vous reconnaître.

Alors, moi, je suis d'accord lorsque vous dites: Ils ne veulent pas... Les chefs ne parlent pas comme des gens qui disent: Hé, on veut l'indépendance, sacrez-nous la paix! Comme parlent, j'en suis convaincu à l'écouter, le chef du Parti québécois et son parti, qui, comme on sait, est unanime...

**Une voix:** ...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** En gros.

**M. Simard:** ...oui, en gros, sur les revendications...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Des voix:** ...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, s'il vous plaît!

**M. Simard:** ...je crois que sur les revendications, on n'a pas besoin de faire de longs sondages. Quand il s'agit de se plaindre ou de revendiquer, vous avez une très large solidarité dans les milieux autochtones. C'est comme en temps de grève chez les syndiqués. C'est de la faute du patron, bon bien, alors tout le monde est d'accord, contre. Alors, l'autonomie, dans ce sens-là, commence pour ainsi dire d'abord par le respect que l'autre accorderait. Mais là, c'est là que se pose le sacré danger de consacrer le régime qu'on a, et je ne recommence pas là-dessus.

C'est entendu que vous ne vous posez pas la question de l'indépendance, M. Brassard, quand rien, dans la vie de tous les jours, ne correspond à des conditions d'indépendance. C'est ça, notre problème à tous, c'est de dire: O.K., ne rêvons pas trop en couleurs. C'est ça que je disais à propos de Max Gros-Louis, tout à l'heure. Ne venez pas me parler de l'indépendance, sérieusement. Bonhomme Carnaval!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** Sérieusement, non, je ne crois pas que le discours que l'on entend, de part en part du pays, qui est singulièrement homogène de la part des autochtones soit un discours d'auto-détermination. Je crois au contraire que c'est un discours de revendications agressives d'indépendance. Mais on ne liquide pas trois siècles ou quatre siècles d'histoire parce qu'on cherche des bons mots pour le liquider. Dans ce sens-là, on dit la même chose: C'est notre problème. C'est ça qui est notre problème, aux autochtones et à l'ensemble de la société.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Ça va, M. le Président, je passerai à M. le député de Verdun.

**Le Président (M. Bélanger):** Ah, excusez. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci. Moi, je n'ai pas... Je m'excuse, j'ai dû partir et je n'ai pas pu écouter tout votre exposé. Mais j'ai quand même deux questions qui me trottent dans la tête comme spécialiste des questions autochtones. La première question que je voudrais vous poser, c'est: Est-ce que, par rapport aux différents, disons, bastions, est-ce que les nations sont toutes unanimes par rapport à leurs revendications? Je pense... On a vu des Attikameks, on a vu des Hurons, des Wendake, des Algonquins. Je n'ai pas

perçu chez eux, nécessairement, une similitude de revendications par rapport aux revendications des Mohawks, par exemple, qui sont extrêmement agressifs. Ça, c'est ma première question.

**Une voix:** Je l'ai posée.

**M. Gauthrin:** Ma deuxième question... pardon? C'est celle que tu as posée? La deuxième question que j'aurais. On a reçu, ce matin, vous avez peut-être regardé la télévision ce midi, le chef des premières nations, Ovide Mercredi. L'effet est un être extrêmement politique, extrêmement fin sur le plan politique. Advenant l'accession du Québec à la pleine souveraineté, la perception que j'ai des personnes que j'avais en face de moi, c'était qu'il était prêt à utiliser l'intérêt qu'il y aurait eu, ou le fait qu'on aurait braqué un projecteur sur le Québec, pour faire avancer sa cause autochtone et même pour retarder, pour utiliser la cause autochtone comme frein éventuel à l'accession du Québec à la souveraineté en utilisant, bon, des questions de droit international, etc. Vous savez exactement tout le débat qu'ils vont compromettre.

Ma deuxième question, c'est: D'après vous, qu'est-ce qui les satisferait, pour éviter qu'on se retrouve brutalement dans un scénario qui pourrait être un scénario d'horreur ou, brutalement, se replonger sur la scène internationale parce que c'est là où les choses devront se faire? Un Québec, un pays devient indépendant - c'est ça qu'on étudie ici, à cette commission - le jour où il est reconnu par les autres comme étant pays indépendant. Et dans ce débat de reconnaissance, éviter que se repasse aussi tout le débat de la question autochtone avec tout l'odieux qu'il pourrait y avoir. Ma perception, c'est qu'il est clair qu'ils ne veulent pas obtenir l'autonomie, la pleine autonomie. Ils veulent le respect de leurs droits, ils veulent sortir de ce que... J'ai bien aimé la citation de réduction, ce que vous avez défini tout à l'heure, mais ils veulent quelque chose et ils profitent de la situation qui se passe au Québec ici pour faire avancer - c'est la perception que j'ai - leurs droits. Je ne sais pas.

Alors, sur les deux questions, y a-t-il unanimité entre les différentes nations d'après vous et, deuxièmement, qu'est-ce qui les satisferait à court terme, pour éviter qu'on ait, advenant le cas où le Québec s'engage dans cette voie-là, le problème autochtone dans les pieds?

**M. Simard:** Premièrement, il n'y a pas unanimité dans le milieu autochtone, mais ce ne sont pas nécessairement les nations qui sont la base des clivages. Je veux dire par là qu'on suppose que les autochtones ont, en lieu et place de conscience individuelle, un cœur national. C'était peut-être vrai autrefois, mais ce n'est plus vrai. Ce que je veux dire, c'est que les clivages d'opinions et d'intérêts, même si parfois

ils prennent la forme de ce qu'on appelle les nations, c'est beaucoup lié, évidemment, à des intérêts qui sont parfois géographiques, par exemple, ou historiques. Il peut y avoir, à l'intérieur de ce qu'on appelle des nations, à cause de l'écartèlement, ne fût-ce que géographique, des nations, des clivages très importants.

Ça, ce sont des choses objectives et banales. Je ne sais absolument rien de ce que pensent les autochtones. Je sais, parce que je m'y promène, j'en rencontre et il en vient à la maison, qu'on parle de toutes sortes de choses et c'est au moins aussi contradictoire que les réunions de famille que je fais au Jour de l'an. Je sais aussi que lorsqu'il s'agit d'être contre l'autre, le consensus se fait aussi rapidement que dans les réunions de famille que je fais au Jour de l'an. Contre les Anglais surtout, tard en veillée.

**M. Gauthrin:** Au Lac-Saint-Jean.

**M. Simard:** Alors, on est obligés, tous tant qu'on en est, de parler avec les institutions qu'on a devant nous, les associations, les États, les partis, les groupes de la société civile, et se demander ce que veulent les autochtones, c'est bien difficile. C'est pour ça que votre deuxième question découle de la première. C'est qu'il n'y a pas unanimité, mais il y a unanimité sur un certain nombre de revendications. Mais ces revendications sont très symboliques. Lorsqu'on arrive à votre deuxième question... On a donc deux problèmes: premièrement, celle d'une unanimité, qu'est-ce que ces gens-là veulent? Écoutez, vous me dites: What does Québec want? C'est aussi ce qu'a demandé M. Beaudoin à M. Mercredi hier. C'était d'une beauté extraordinaire! Il lui a dit: Y a-t-il quelque chose que vous ne nous dites pas qu'il faudrait qu'on sache?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** Puis savez-vous ce que Mercredi a répondu? Il a dit: Y a-t-il des choses que le Québec vous demande puis que vous ne savez pas?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Simard:** Je vais vous dire: On ne peut pas dire, à propos d'une collectivité contemporaine qui n'est pas unanime – les autochtones sont des collectivités contemporaines, vous savez, ils vivent dans la même société que nous autres – ce que ces gens-là veulent. L'autre chose, c'est que franchement... Écoutez, je passe mon temps à l'université. Là, vous le disiez tout à l'heure: J'ai vu M. Mercredi, ça m'a paru énorme comme ceci. Il faut rentrer avec les personnes, là. Lorsqu'on parle de trouver des

compromis ici et maintenant, les personnes, les circonstances particulières, les contextes extrêmement empiriques et pragmatiques comptent. Et je ne vois pas que l'on puisse ici, dire ce qui les satisferait, ça serait ceci ou cela. Je ne le sais pas. Je n'en ai aucune idée. Puis bien franchement, je crois que même chez les autochtones officiels, ils n'en ont aucune idée de ce qui les satisferait.

**M. Brassard:** Vous êtes sûrs que le gouvernement dit ça.

**M. Simard:** Ils ne le savent pas plus que ce qu'ils disent, je crois. Ou alors, c'est comme M. Bourassa. Disons qu'il y a comme un soupçon. On se dit toujours: Est-ce qu'il n'y a pas quelque chose qu'il veut dire, qu'il ne dit pas? Vous le connaissez mieux que moi, M. Gauthrin. Moi, je pense qu'il dit ce qu'il pense. Et je crois aussi que la voix des autochtones, c'est la voix des autochtones, c'est la seule qu'on entend.

**Le Président (M. Bélanger):** Eh bien, sur ce, M. Simard, on va vous remercier. Je dois vous dire que j'apprécie votre chance. Si, dans les réunions de famille au Jour de l'an, vous pouvez parler politique, chez moi, ma mère l'interdit formellement. Je ne sais pas pourquoi, d'ailleurs.

**M. Simard:** ...pourvu de parler en mal des autres.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Manger du prochain, manger du curé... Mais toujours est-il que pour un homme qui se disait impressionné par cette salle, je pense que vous nous avez impressionnés, d'abord par le contenu que vous nous avez livré, et la façon avec laquelle vous l'avez livré. Vous avez su, après une journée très chargée, non seulement garder notre intérêt, même nous garder éveillés, ce qui était déjà un grand défi à cette heure-ci et après la journée qu'on venait d'avoir. Et, croyez-moi, vous l'avez réussi et très bien réussi. Il y en a quelques-uns qui vont avoir des insomnies.

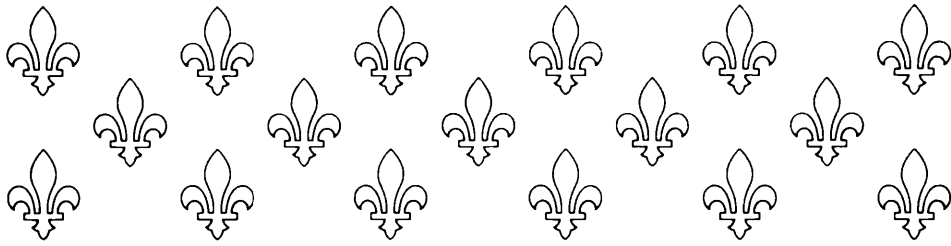
**M. Simard:** Vous êtes bon – excusez, madame – comme une religieuse!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Vous me faites peur, vous me faites... Ha, ha, ha! Alors, la commission va siéger en séance de travail, dans cinq minutes, puisque quelques-uns veulent aller voir les nouvelles. Alors, on se donne cinq minutes pour revenir. D'accord?

(Fin de la séance à 18 heures 2)





---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 12 février 1992 – No 28**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

#### Audition d'experts

M. Edward McWhinney  
M. Joseph T. Jockel  
M. Charles-Philippe David  
M. Jocelyn Coulon

CEAS-871  
CEAS-881  
CEAS-892  
CEAS-907

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### Intervenants

M. Cosmo Maciocia  
M. Robert Benoit  
M. Jacques Brassard  
Mme Louise Bégin  
M. Maurice Richard  
M. Jacques Léonard  
Mme Jocelyne Caron  
Mme Pauline Marois  
M. Jacques Chagnon  
M. Robert LeSage  
M. Henri-François Gauthrin

Témoins interrogés: M. Edward McWhinney, Université Simon Fraser de Vancouver  
M. Joseph T. Jockel, Université St. Lawrence de Canton, État de New York  
M. Charles-Philippe David, Université de la Californie et Collège militaire royal de Saint-Jean  
M. Jocelyn Coulon, journal Le Devoir

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102



Le mercredi 12 février 1992

(Neuf heures quarante-huit minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, vous m'excuserez pour ce retard de quelques instants. On va essayer de remédier à ça. Alors, auparavant, les remplacements. M. Benoit (Orford) qui remplace M. Bourassa. Alors, bonjour à M. Benoit qui, j'espère, a passé de bonnes vacances. Ha, ha, ha!

**Une voix:** Si je comprends bien, M. Bourassa ne vient jamais.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est M. Benoit qui vient.

**Une voix:** Je comprends.

**Une voix:** Il joue très bien.

**M. Maciocia:** Il est un remplaçant digne du chef.

**M. Benoit:** C'est ça. Merci, monsieur.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, ce matin, nous recevons M. Edward McWhinney, qui est professeur et membre de l'Institut de droit international et membre associé de l'Académie internationale de droit comparé. De 1985 à 1991, il a été membre de la Cour permanente d'arbitrage, c'est-à-dire une institution internationale qui siège à La Haye. Il a assumé plusieurs chaires dans des universités américaines et canadiennes de renom. Entre autres, il a enseigné dans plusieurs universités, tels l'Institut Max Planck en Allemagne, l'Université Paris I (à la Sorbonne), l'Académie de droit international de La Haye, pour n'en nommer que quelques-unes.

Il est aussi consultant auprès des Nations Unies du Canada et de plusieurs gouvernements étrangers. Il fut conseiller spécial de la délégation canadienne aux Nations Unies de 1981 à 1983. Il est présentement professeur de droit constitutionnel et de droit international à l'Université Simon Fraser de Vancouver. Il a écrit plus d'une vingtaine de volumes; il a collaboré à la rédaction d'une dizaine d'autres en plus de publier une centaine d'articles spécialisés. C'est donc un homme très érudit et très au fait de la problématique qu'il va nous présenter ce matin. Alors, M. McWhinney nous somme toute ouïe, nous vous écoutons.

#### Audition d'experts

**M. Edward McWhinney**

**M. McWhinney (Edward):** Merci, M. le Pré-

sident. Vous avez lu, il me semble, mon rapport que j'ai déjà fait, il y a deux semaines. Je peux faire un petit résumé des points principaux de ce rapport. Le premier point, la souveraineté est établie de façon juridique par la reconnaissance accordée par d'autres États. La souveraineté, c'est un état juridique établi par la reconnaissance faite par les autres États. Deuxième point, l'accession à la souveraineté par un État qui faisait précédemment partie d'un grand État multinational se fait habituellement au moyen d'une entente bilatérale entre le nouvel État et la puissance titulaire initiale. En l'absence d'accord spécial de cette nature, la question est réglée par le droit international coutumier. La plupart des principes du droit international coutumier sont très clairs, rationnels et équitables et, dans des situations de différends, on peut remettre ces questions normalement à l'arbitrage par une partie indépendante, c'est-à-dire un tribunal ad hoc d'arbitrage ou même la Cour internationale de justice. Il y a beaucoup d'exemples de cette façon de régler les différends de l'après-indépendance mais, normalement, c'est le droit international coutumier qui s'applique en l'absence d'un accord spécial bilatéral. De temps en temps, on attache à l'indépendance d'un État des conditions spéciales, par exemple une garantie officielle du respect des droits des minorités. Il y en a beaucoup d'exemples, surtout suivant la Première Guerre mondiale, et, pour la plupart, ces questions ont été enfin réglées par des jugements de la Cour permanente de justice internationale de La Haye. C'est normal dans une situation de l'après-indépendance de se rallier à des organisations régionales, et l'emphasis aujourd'hui c'est sur un accès à ces organisations régionales, et même à l'ONU. Vous connaissez bien qu'après les difficultés de l'après-guerre, c'est presque automatique qu'on devienne membre des Nations Unies. Ce n'était pas toujours ça, mais aujourd'hui c'est presque automatique.

Le premier point, le point le plus important peut-être c'est de signaler la coexistence de fortes tendances centripètes et centrifuges aujourd'hui dans le fédéralisme, dans l'accès à l'indépendance. Ce sont des questions que j'ai discutées moi-même avec, par exemple, les conseillers de M. Gorbatchev, l'ancien chef de l'Union soviétique. Les exemples sont très contradictoires, et de temps en temps la résolution découle de la compétence de l'élite politique, la capacité de l'élite à résoudre ses problèmes. Signalons l'exemple de l'ancienne Union soviétique. Il y avait toujours des possibilités d'un fédéralisme renouvelé, certainement beaucoup plus décentralisé, prôné par M. Gorbatchev, et la voie de l'indépendance dans un commonwealth d'États souverains indépendants prônée, à la fin de la

journée, par M. Eltsine.

Dans ces circonstances, ce qui est très intéressant c'est que l'emphase des deux groupes, qui étaient très souvent conseillés par les mêmes experts, la différence n'est pas nécessairement grand-chose si on examine les buts principaux de M. Gorbatchev et les buts déjà signalés par M. Eltsine, continuation d'un système de marché interne commun, libre-échange des commodités, maintien d'une monnaie commune, maintien, donc, central. Tous ces éléments-là, c'est-à-dire un marché commun, si vous voulez, les deux buts des deux programmes, enfin, on avait décidé qu'en balançant les avantages et les désavantages, c'était plus efficace de céder à ceux qui avaient voulu l'indépendance, mais les buts étaient vraiment la même chose. Ce qui est intéressant en ce moment, il me semble que le commonwealth de la préindépendance est moins efficace dans la poursuite de ces buts d'avoir l'alternative prônée par M. Gorbatchev. Mais, si on fait des comparaisons, il faut évidemment considérer la Yougoslavie et les autres exemples. À la fin de la journée – je retourne à mon message principal... C'est la capacité de l'élite politique de décider ces questions et, à la fin de la journée, on reste avec les résultats.

J'ai fait quelques observations supplémentaires. C'est presque une question que je veux poser, mais je peux le faire comme observation: le manque de pertinence aujourd'hui de conception de souveraineté traditionnelle dans une ère d'indépendance économique. En ce qui concerne l'accès à la souveraineté des États membres, des États multinationaux, de plus en plus, on ne fait que les grandes lignes d'un accord bilatéral. On laisse les détails au droit international coutumier, y inclus la question de règlement des frontières territoriales.

Troisième point – et j'ai été influencé peut-être par les manchettes que vous avez gagnées hier – il y a une différence profonde en ce qui concerne le droit international positif entre le droit de l'autodétermination et la question de règlement des frontières territoriales. Les choses sont complètement différentes. Les règles sont différentes. Il n'y a pas encore, certainement, de liens directs entre les deux, comme question juridique. Comme question politique, nécessairement, c'est autre chose.

Quatrième point. J'ai fait ça parce que j'étais un peu gêné par une intervention devant votre comité, il y a quelques mois, par un ancien collègue. Il y a une interdiction presque complète suivant le droit international de l'OTAN quant à l'application de la force armée pour régler les différends en ce qui concerne, par exemple, l'accès à l'indépendance. Je suis persuadé, et j'ai discuté ça avec quelques députés fédéraux, que c'était un crime de guerre qu'on avait vu en Yougoslavie, le bombardement de la ville de Dubrovnik par l'armée fédérale yougoslave. Malheureusement, l'Assemblée générale des Nations

Unies qui avait démontré beaucoup d'intérêt dans le contrôle de la force armée, a négligé ces opportunités-là. Je dis seulement que c'est incroyable que l'on discute de l'application de la force armée dans une situation canadienne, mais si on veut le faire, il faut reconnaître qu'il existe une interdiction presque complète contre l'application de la force armée. Je regrette les observations faites par mon ancien collègue devant ce comité.

J'ai déjà signalé la coexistence des éléments contradictoires et antithétiques. Les tendances sont intéressantes. La tendance centripète au-delà de l'État national en Europe occidentale, évidemment, c'est un paradigme pour tous nos collègues académiques. Mais il y a quelques autres exemples. En Europe occidentale, on avait appliqué moins le fédéralisme qu'un processus de fédéralisation par une politique des petits pas qui avait duré presque 30 ans et qui n'est pas encore achevée. Mais on avait déjà réglé les questions territoriales en Europe. Et c'est peut-être ça la question clé.  
(10 heures)

En Asie, par comparaison, pour des raisons historiques différentes, on n'a pas encore réglé les questions territoriales, les questions frontalières. Alors, pour ces raisons, il existe une coopération fonctionnelle, sans superstructure gouvernementale bureaucratique formelle, mais néanmoins qui est très efficace et, peut-être, aussi efficace que l'intégration déjà achevée en Europe par des moyens tout à fait formels et tout à fait constitutionnels et juridiques.

Dernier point, j'ai parlé des contradictions entre le fédéralisme comme processus de fédéralisation et le fédéralisme comme rassemblement des éléments déjà morts des constitutions d'antan. Je veux dire, il faut éviter une préoccupation excessive que les symboles du gouvernement dépendent du prix de la réalité concrète. À mon avis, ce ne sont pas des fédéralistes de l'Europe d'aujourd'hui, les fédéralistes de l'Europe d'antan. Et d'une façon un peu, même... Remarquez la différence entre les fédéralistes de l'Asie et les fédéralistes de l'Europe. Le défi, encore une fois, pour l'élite politique, c'est d'établir le coût social, économique et politique des choix alternatifs et, en exerçant son choix, de tenter de balancer ces avantages et désavantages. À la fin de la journée, le choix doit être très, très pragmatiste. On avait tenté, par exemple, de faire ça d'une façon pragmatiste dans l'ancienne Union soviétique. On n'est pas certain, jusqu'à ce moment, si on a fait le meilleur choix, mais ça, c'est une question pour les historiens. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. McWhinney. Alors, première question, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Je voudrais d'abord remercier

M. McWhinney d'avoir accepté de venir témoigner devant cette commission. Ce que je retiens, en tout cas, ce qui m'intéresse dans votre présentation, c'est cette idée que l'un des phénomènes majeurs de notre temps, c'est l'intégration économique des États. Le cas, évidemment, de la Communauté économique européenne est un cas bien connu, qu'on pourrait quasiment qualifier d'exemplaire. Mais il y en a d'autres, également, le Canada et les États-Unis, par exemple, qui ont conclu un accord de libre-échange; en Amérique latine, il y a un mouvement très fort dans ce sens-là également, et vous parliez aussi de l'Asie, et je voudrais d'ailleurs avoir tout à l'heure certains détails là-dessus, sur les pays côtiers du Pacifique et d'Asie.

Il y a donc une interdépendance, à caractère économique, qui prévaut dans le monde contemporain et qui semble vouloir s'accroître. Cependant, il y a une autre tendance tout aussi évidente qui saute aux yeux, également, c'est l'émergence de nouveaux États, ou de nouvelles nations; ou des nations qui faisaient partie autrefois de grands ensembles politiques décident d'emprunter la voie de la souveraineté. Vous faites référence, entre autres, à l'ex-URSS, à l'ancienne URSS, mais également la Yougoslavie, qui est une fédération, selon l'ONU, maintenant en voie de dissolution, parce que les républiques qui la composaient ont décidé, pour la plupart, d'accéder au statut d'États souverains. Ils peuvent créer des problèmes, j'en conviens, et des conflits violents, sans doute, mais ça fait partie quand même de ce phénomène où l'on voit de plus en plus de nations qui, autrefois, appartenaient à de grands ensembles politiques, émerger comme États souverains.

Ce que vous nous dites, et j'aimerais que vous me parliez, justement, de ce qui se passe en Asie, parce que, au fond, si je vous ai bien compris, vous dites que l'interdépendance économique et l'intégration économique peut s'accompagner d'une intégration politique, mais il n'y a pas un lien nécessaire entre les deux. Cette intégration économique ou cette interdépendance économique peut également se faire sans qu'il y ait, je dirais, une corrélation, ou un lien direct, avec une intégration politique. En Europe de l'Ouest, effectivement, l'intégration économique s'accompagne d'une certaine forme d'intégration politique, la mise en place d'institutions à caractère politique.

Mais ce que je retiens de votre présentation, c'est que ce n'est pas automatique, il n'y a pas un lien nécessaire entre les deux, et là, j'aimerais vous entendre parler, justement, de l'exemple que vous citez parce que j'avoue mon ignorance. J'en connais peu. Vous citez le cas des pays côtiers du Pacifique, donc, de l'Asie. Est-ce que vous pourriez nous entretenir de cet exemple où il y a une intégration économique de plus en plus forte mais qui n'est pas accompagnée

d'une intégration politique?

**M. McWhinney:** L'élite européenne, et surtout l'élite politique, formée dans les sciences juridiques dans l'ère de l'après guerre, quand elle a lancé le mouvement pour l'intégration européenne, elle a été tellement influencée par les juristes, surtout des juristes spécialisés dans le fédéralisme. Le grand juriste américain allemand Carl Joachim Friedrich, qui avait prôné cette théorie de fédéralisme comme processus plus qu'une collection d'institutions mortes, a été conseiller de M. Schuman, De Gasperi et autres dans la formation de l'Europe. On avait donné un accent à un processus fédéral, à des moyens constitutionnels, même avec une politique des petits pas.

En Asie, par comparaison, il existe toujours des questions frontalières. C'est impossible de considérer une espèce d'intégration politique, par exemple, entre le Japon et l'ancienne Union soviétique, il existe des querelles frontalières. Mais on discute néanmoins des possibilités de développer des liens économiques entre ma province actuelle, la Colombie-Britannique – nous avons des liens très étroits – avec la colonie de Hong Kong, le Japon, la Corée du Sud, sans considérer la nécessité d'avoir un traité, sans considérer la nécessité d'avoir une espèce de lien formel. Je peux vous signaler, par exemple, des arrangements spéciaux en ce qui concerne l'immigration. Même sans un accord spécial, les liens commerciaux sont de plus en plus développés. Le défi, en Asie, ça a été de reconnaître des faits établis par d'autres puissances, surtout les superpuissances. Le partage des deux Corées. Un traité de paix qui était, on peut le dire, très brutal en ce qui concerne le Japon et ses revendications territoriales historiques, des relations en Asie du Sud, par exemple le problème du Vietnam, l'ancienne colonie unifiée française. Mais, il n'y a rien qui empêche la création de liens de plus en plus étroits et la création d'une espèce de zone de libre-échange. Ça marche. Et ce qui est très important, on a peut-être remarqué ça à Ottawa ou peut-être à Québec: De plus en plus, nous nous séparons, en Colombie-Britannique, de la politique commerciale du Canada entier. Ça, c'est normal. Je dis seulement qu'une préoccupation avec la politique constitutionnelle, avec des liens constitutionnels, c'est une attitude plutôt du 19<sup>e</sup> siècle, d'avant la Première Guerre mondiale. Le monde de demain ne reconnaît pas d'une façon particulière les questions constitutionnelles. La ville de Vancouver fait des arrangements spéciaux avec des villes chinoises, sans l'intervention du gouvernement fédéral. Ce n'est pas nécessaire.

Je signale des conversations que j'ai eues avec mes collègues polonais et allemands. On m'a dit, par exemple: Nous sommes en train d'abolir des visas, des permis de voyager entre la Pologne et l'Allemagne. Et pourquoi? Parce qu'on

veut traverser des frontières. Des frontières étaient établies à Yalta, à Potsdam. Ce n'est pas important aujourd'hui. Ce qui est important c'est la libre circulation des gens. Si on peut faire ça, ce n'est pas tellement important d'avoir des arrangements constitutionnels. La question pour l'Europe orientale: Accès à la Communauté européenne, certainement, parce que sans ça, on ne peut pas avoir l'accès au Marché commun.

Je dis seulement qu'il y a un changement dans l'élite politique dirigeante, changement dans la formation des membres de l'élite politique dirigeante, et changement dans l'emphase. Et, pour ces raisons, je dis que la préoccupation constitutionnelle est déjà un peu démodée et pas nécessaire.

**M. Brassard:** Je vous comprends bien. D'ailleurs, vous citez... Là, vous nous avez parlé, et c'est intéressant, des pays asiatiques. Mais vous avez aussi parlé, dans votre texte, de l'ancienne URSS où les nations qui la constituaient, les républiques qui la constituaient étaient en quelque sorte placées devant l'alternative suivante: soit la solution Gorbatchev, dont vous parlez, qui était une espèce de renouvellement du fédéralisme soviétique, soit la solution qui a été choisie par les républiques, c'est-à-dire que les républiques devenaient pleinement souveraines, mais reconnaissent, cependant, la nécessité, dans leur intérêt, de maintenir des liens économiques, de maintenir la libre circulation des biens et des personnes entre elles, et aussi, évidemment, de maintenir une sorte de marché commun. Évidemment les difficultés éprouvées par toutes ces républiques pour passer de l'économie collectiviste ou autoritaire ou dirigée à une économie de marché, ça c'est un autre problème, c'est une autre dimension du problème. Mais il reste que la volonté des républiques de maintenir le marché commun, elle est là, mais ce qu'on constate, c'est que la voie pour le maintenir, ce n'est pas nécessairement la voie du fédéralisme. Il y a d'autres avenues pour le maintenir, et c'est ce que les anciennes républiques de l'URSS ont choisi de faire. Même si M. Gorbatchev avait une autre opinion et une autre option, ça n'a pas été retenu. C'est le constat qu'on doit faire. Et au fond, si on fait un parallèle avec ce qui se passe ici au Canada, on peut aussi faire le même raisonnement, dans le sens où l'espace économique Canada-Québec, le marché commun Canada-Québec, puisque c'est un véritable marché commun, en plus avec une union monétaire, ce que l'Europe n'a pas encore, tout cela peut être maintenu et son maintien ne passe pas nécessairement par la voie du fédéralisme. Ça peut être maintenu d'une autre façon, comme ça a été le choix des anciennes républiques de l'URSS. Est-ce que je vous interprète bien? (10 h 15)

**M. McWhinney:** Non, vous avez raison, ce sont des paradoxes ici. Il me semble que M.

Gorbatchev avait sous-estimé le rejet du communisme, de l'ancienne origine. Il avait peut-être sous-estimé la nécessité de sembler aller plus vite. Mais néanmoins, si on examine la situation, le sort de ces républiques indépendantes d'aujourd'hui, on avait sous-estimé de leur part la nécessité de maintenir les liens économiques avec la Russie, la république russe. Si on examine les possibilités pour les petites républiques baltes, par exemple, le commerce est orienté vers l'ancienne Union soviétique. Il y a des usines, là, mais ils ne peuvent pas faire la concurrence avec l'Europe occidentale. Alors, leur destin c'est de faire des produits pour l'ancienne Union soviétique, même des produits agricoles, par exemple, il y a un surplus en Europe occidentale pour ces produits, alors, tout est orienté vers l'ancienne Union soviétique, l'ancien empire russe, si vous le voulez. Et on trouve que la république russe qui contrôle les leviers les plus importants n'a pas beaucoup de sympathie pour les prétentions de l'après-indépendance de ces anciennes républiques. Et ça c'est la difficulté. Le paradoxe est le suivant: c'est certain que si on peut maintenir un marché commun, les liens économiques utiles, nécessaires et traditionnels, si on peut bien les faire, on n'a pas besoin d'une union politique et constitutionnelle. Ça ne vaut rien de s'opposer à une indépendance dans ces circonstances-là. Mais, c'est très difficile de maintenir un système de marché commun après un acte d'indépendance, et ça, c'est le problème pour l'ancienne Union soviétique. On aurait été mieux de maintenir le système fédéral. Ça, c'est clair. Aujourd'hui on est en train de tenter de reconstruire des éléments de l'ancien système fédéral, mais c'est très, très difficile. Il y a un élément spécial dans le cas de l'ancienne Union soviétique, l'Union était dominée par la république russe. Sans la république russe il n'y avait rien, là. Même l'économie était dominée par la république russe.

Mais, en tout cas, je crois qu'il y a eu une faillite décisionnelle dans l'ancienne Union soviétique. Dans les années 1990, 1991, peut-être, quand on a considéré les options, il me semble qu'on était dans un fossé. C'était ou l'un ou l'autre. C'aurait été peut-être plus sage d'aller plus lentement. Mais je ne veux pas faire des critiques inutiles. C'était complètement accepté qu'on ne voulait pas appliquer la force armée pour tenter de gagner du temps. Dans ce cas-là, du rejet de l'ancien régime, du système communiste, mais aussi du système de contrôle autoritaire – y inclus l'application de la force armée – on a peut-être été prisonnier des circonstances. Je dis seulement qu'on a peut-être agi trop vite et que c'est plus difficile maintenant de reconstruire le marché commun d'antan, le marché interne. Mais, vous avez raison. Si on peut maintenir un marché commun, le libre-échange et tous les éléments économiques comme ça, qu'est-ce que le constitutionnalisme, qu'est-ce que c'est l'indépendance? À quoi sert-il de

nier le droit à l'autodétermination, y inclus l'indépendance? Mais, malheureusement, il me semble qu'on ne peut pas avoir le meilleur des deux mondes en même temps.

Il y a toujours une période très difficile de transition. Je suis complètement convaincu que pendant le prochain siècle, l'ancienne Union soviétique, la république russe sera encore une fois une superpuissance. Ça c'est clair. Une fois qu'on aura maîtrisé les forces économiques. Mais il y aura une période très, très difficile, 10 ans, 15 ans, je ne sais pas. Et c'est triste parce que je connais bien, je connais depuis 30 ans les conseillers principaux, les conseillers constitutionnels principaux de M. Gorbatchev. Nous avons échangé des idées. Quelques-uns de ces messieurs sont restés des conseillers de M. Eltsine. On comprend les difficultés, mais on ne peut pas encore se tirer du problème.

**M. Brassard:** En fait, vous avez raison. Là, évidemment, notre sujet principal, ce n'est pas l'ex-URSS. En réalité, le problème qu'ils ont, ce n'est pas tellement de maintenir un marché commun comme de faire naître le marché. Le marché, comme tel, n'existe pas. Alors, c'est ça la grande entreprise ou le grand défi, c'est de passer à l'économie de marché. Ce qui n'est pas le fait. Ce qui est différent de nous – évidemment, le Québec et le Canada – ce qui est très différent de nous. Nous vivons déjà dans une économie de marché de concurrence. Donc, on n'a pas à changer le système économique. Nous, on n'a pas à changer de système économique, eux, c'est ça leur grand problème, c'est qu'il faut qu'ils changent. Ils passent d'un système à l'autre. Nous, ce n'est pas notre cas, on va demeurer dans le même système économique.

**M. McWhinney:** Ce n'est pas seulement le marché libre qu'on cherche, certainement, aujourd'hui dans la république russe et les autres républiques, c'est un système de circulation. Par exemple, quand j'étais à Moscou en 1990, à la fin de l'été, il y avait une crise parce qu'il n'y avait pas assez de pain. Il y avait une interdiction pratique de la circulation du blé de l'Ukraine à Moscou et Leningrad, parce que les dirigeants de l'Ukraine avaient insisté, même étant donné qu'ils étaient membres de l'union fédérale, on avait insisté qu'on paie en dollars ou en deutsche marks. C'était une absence de circulation. D'une façon, M. Gorbatchev avait résolu ce problème en demandant à l'armée de faire la récolte en Ukraine et de transporter, avec des automobiles de l'armée, du blé à Moscou et à Saint-Petersbourg, enfin, comme solution de la crise. Mais c'est plus que le marché libre, c'est une question aujourd'hui qu'il n'existe pas de circulation de commodités entre les républiques. Sous M. Brejnev, ça a existé. C'est pourquoi on peut voir sur l'écran de télévision ces messieurs et ces dames qui deman-

dent un retour à l'ancien régime. Sous M. Brejnev, il y avait du pain, il y avait toutes les commodités, il y avait un marché, certainement pas un marché libre mais un marché. Maintenant, il n'y a pas de commodités qu'on peut acheter, il n'y a que le marché noir. Il y a une espèce d'autarcie. On a utilisé ce mot-là entre les deux guerres. L'autarcie ça existe. Ça indique une espèce d'économie tout à fait isolée du monde extérieur. Ça, c'est la situation actuelle de l'ancienne Union soviétique. Ça n'a rien à faire, nécessairement, avec l'existence ou l'absence de marché libre. Je dis seulement que le système Brejnevien était basé sur une circulation des commodités. Ça n'existe pas aujourd'hui.

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. Merci, M. McWhinney d'être devant la commission aujourd'hui. C'est très intéressant de vous écouter. Et justement, vous parliez tantôt de l'ancien empire, comme vous l'avez appelé, soviétique. Je ne pense pas qu'il y ait de comparaison qu'on puisse faire entre la situation soviétique et la situation ici au Canada. Vous avez très bien dit que, là-bas, c'était le rejet complet du communisme et, disons, le rejet du contrôle autoritaire avec la force.

**M. McWhinney:** Un contrôle central, aussi.

**M. Maciocia:** C'est ça. Un contrôle central. Dans ce sens-là, c'est très difficile et je ne pense pas qu'on puisse faire de comparaison entre la Fédération canadienne et l'URSS d'avant et d'aujourd'hui, avec tous les problèmes que vivent actuellement ces républiques. Il ne faut pas oublier, non plus, qu'il y avait des républiques indépendantes qui avaient été annexées à l'ancien empire de l'Union Soviétique. Alors, je pense que ce sont deux mondes complètement séparés.

Revenons à la question canadienne. Plusieurs spécialistes sont venus devant notre commission, M. McWhinney, pour affirmer que la reconnaissance d'un Québec souverain ne pourrait se faire tant que le Canada lui-même ne reconnaîtrait pas un Québec souverain ou, à défaut, ça prendrait beaucoup de temps avant qu'on puisse reconnaître un Québec souverain, si le Canada ne le reconnaissait pas. Et c'est la position que nous a expliquée aussi, devant cette commission, M. André Patry. Il nous a mis en garde, justement, concernant la souveraineté du Québec, si le Canada ne la reconnaît pas avant et aussi si la question autochtone n'est pas réglée avant. Et vous, dans votre texte, vous avez parlé de la timidité politique de certains États européens pour la reconnaissance de la Slovénie et de la

Croatie. J'aimerais savoir pourquoi il y avait cette timidité politique de certains États à reconnaître la Slovénie et la Croatie.

Et, deuxièmement, est-ce que vous êtes d'accord avec la position de M. André Patry qui disait qu'il fallait, à un moment donné, régler le problème autochtone, ici au Québec, avant que les autres pays, au niveau international, puissent reconnaître la souveraineté du Québec? Vous connaissez la position des autochtones, actuellement, et vous savez le grave problème qu'on vit à l'heure actuelle, ici, au Canada et au Québec. Pourriez-vous élaborer un peu sur ce sujet-là? J'aimerais vous entendre sur ces questions-là.

**M. McWhinney:** Deux questions très intéressantes, mais différentes. En ce qui concerne la question de la reconnaissance, la souveraineté, c'est un état juridique créé par les actes des autres États. Ce n'est pas nécessaire qu'un État déjà existant reconnaisse l'indépendance d'un État membre. C'est toujours fait par d'autres.

On se souvient de l'exemple des États-Unis. On avait reconnu la souveraineté, l'indépendance de l'État de Panama avant que le gouvernement de la Colombie reconnaisse l'existence d'un état de guerre civile ou même d'insurrection. Alors, dans la situation de la Yougoslavie, c'est un seul État, l'Allemagne, qui avait accéléré le processus. Les Allemands avaient dit, même, aux membres de la Communauté économique européenne: Nous avons l'intention de reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, et nous avons l'intention de faire ça au plus tard le 15 janvier, avec votre accord ou sans votre accord. Alors, ça avait accéléré le processus. Il n'y a rien là qui avait indiqué la volonté de l'État serbe ou l'élément serbe, contrôlant l'État de la Yougoslavie, de reconnaître l'indépendance de ces deux éléments.  
(10 h 30)

Vous avez raison quand vous dites qu'il existe une nécessité. Mais c'est une nécessité politique qu'il y ait un certain nombre d'États qui se rallient à un acte de reconnaissance. Mais ce n'est pas nécessairement grand chose. C'étaient les Allemands qui avaient décidé: Il faut terminer cette guerre civile inutile. La Yougoslavie, c'était une erreur historique, créer cet État-là. Et ça avait déclenché le processus. Je me souviens de l'affaire de Biafra que j'avais citée, là. Il y avait quatre États qui avaient reconnu l'indépendance de Biafra, pas plus. Alors, c'était insuffisant et, comme geste politique, complètement inutile. Mais ça dépend des circonstances et, dans l'affaire de la Yougoslavie, un seul État, l'Allemagne, sans l'accord du gouvernement de la Yougoslavie entière, avait déterminé l'affaire.

Le grand professeur anglais, Lauterpacht, avait développé une espèce d'antinomie sur la base juridique de reconnaissance. Il y a un devoir de reconnaître une question de fait,

l'accès politique à l'indépendance d'un État, mais aussi un devoir de ne pas faire une reconnaissance prématurée entre les deux choses: question de fait surtout et attitude politique des autres États. Ça, c'est clair. Dans cette situation canadienne, c'est très, très clair que nos alliés comme, par exemple, l'Otan, notre associé principal dans l'union de libre-échange avec les États-Unis, toutes ces attitudes sont contrôlantes. Ça, c'est clair.

Deuxième point, il me semble que la question de la situation des autochtones n'a rien à faire juridiquement avec l'acte de reconnaissance par les autres États. Ça a peut-être beaucoup à faire dans l'aspect politique, mais jusqu'à ce moment, le droit international, la pratique au sein des Nations Unies et surtout, par exemple, au sein de l'Organisation de l'unité africaine, dont l'architecte principal de cette politique était l'ancien ministre d'État des Affaires étrangères de l'Égypte et le secrétaire général actuel des Nations Unies, M. Boutros-Ghali. On avait toujours insisté que la question de la situation des minorités au sein de notre État n'avait rien à faire avec l'attitude de reconnaissance. Il y avait une espèce de principe de légitimité appliqué par l'Organisation de l'unité africaine et, jusqu'à ce moment, il faut dire que ça, c'est le droit international contemporain. On ne fait pas de lien entre les deux choses. Peut-être qu'on devrait le faire, mais ça, de toute façon, c'est le droit international pas encore développé.

**M. Maciocia:** Ça veut dire que, juridiquement, il n'y a pas de liaison, disons, entre...

**M. McWhinney:** Pas du tout.

**M. Maciocia:** ...la séparation ou l'indépendance du Québec et le problème autochtone. Et vous avez dit que, politiquement, probablement il peut y avoir un problème à ce moment-là. Vous savez très bien que, dans ce cadre-là, c'est plutôt politique que juridique, la question d'une indépendance et la reconnaissance et les relations avec d'autres pays. Ma question était justement dans ce sens-là. D'après vous, étant donné que les autochtones nous disent très ouvertement qu'ils vont faire toutes sortes de chantages vis-à-vis du Québec s'il accédait à la souveraineté, pour la reconnaissance et les relations internationales avec d'autres pays, est-ce que cette position-là prise par les autochtones pourrait s'avérer un certain empêchement ou traîner en longueur un peu la reconnaissance du Québec souverain?

**M. McWhinney:** Ils sont très bien conseillés sur le droit constitutionnel et même le droit constitutionnel comparé. En ce qui concerne le droit international, j'ai des doutes. J'ai lu, évidemment, des commentaires, mais on n'a cité aucune autorité juridique pour ça. Je peux vous

donner un exemple. Il existe des minorités importantes au sein de l'État indépendant de la Croatie, par exemple. On n'a pas encore insisté, comme condition de la reconnaissance de l'État de Croatie, pour qu'il fasse des garanties formelles des droits de ses minorités, on n'a pas encore insisté pour qu'il cède un droit à l'autodétermination, par exemple, à la minorité serbe qui se trouve au sein de cet État indépendant de la Croatie. Les questions sont séparées. Il existe des normes de droit international public contemporain qui insistent sur la protection des droits des minorités et il existe des normes sur le droit à l'autodétermination. Mais jusqu'à ce moment, le droit international positif n'a fait aucun lien entre les deux, en ce qui concerne l'acte de reconnaissance par les autres États.

**M. Maciocia:** Je comprends. Mais vous allez admettre avec moi que le problème de la Croatie, ce n'est pas le même problème qu'on pourrait vivre au Canada. Vous savez, vous l'avez dit tantôt, que la Croatie et la Yougoslavie, c'est parce qu'il y a une guerre là-bas, et tous les États, à certains moments – et même l'ONU – ont essayé de régler ce problème-là, justement, qu'il y avait une guerre. Aussi, la Fédération yougoslave n'est pas reconnue par d'autres États actuellement. Vous savez très bien que la reconnaissance de ces deux États-là, c'est plutôt différent de celle qui pourrait se produire ici au Canada. La condition qu'on avait mise pour reconnaître les minorités avant de reconnaître l'indépendance de la Croatie, ce n'est pas la même chose qu'on pourrait vivre ici au Québec ou au Canada au lendemain d'un référendum sur la souveraineté. Parce que les référendums, c'est quelque chose de très démocratique, je pense. La population va se prononcer démocratiquement vis-à-vis de l'indépendance du Québec, tandis que là-bas, on essaie de régler le problème étant donné qu'il y a une guerre – qui existe et qui sévit actuellement – que la population subit actuellement là-bas.

**M. McWhinney:** Mais la question de la Yougoslavie est un peu plus difficile. Par exemple, il existe un peuple croate, il existe un peuple serbe. Alors, dans cet État indépendant, ce nouvel État de la Croatie, il existe un peuple croate avec une minorité qui est reconnue par le droit international comme peuple: les Serbes. Alors, le Canada a reconnu l'indépendance de la Croatie sans imposer des conditions en ce qui concerne le sort des minorités. L'État en train de se former, l'État de Bosnie-Herzégovine, ça c'est encore plus difficile parce qu'il n'y a pas de majorité, mais il y a certainement deux, trois peuples. Je dis seulement que la question de la reconnaissance n'a rien à faire sur le plan strictement juridique avec l'attitude d'un gouvernement quelconque en ce qui concerne ses minorités. Ça a beaucoup à faire avec la poli-

tique, nécessairement, mais ça, c'est autre chose. Sans entrer dans les questions que vous avez discutées hier – les questions des autochtones – je suis tout à fait prêt à répondre à des questions spécifiques. Il me semble qu'imposer, par exemple, comme condition, un référendum limité à quelques éléments de la population, ça n'a rien à faire avec les catégories juridiques de reconnaissance qui sont très bien connues, très bien développées, des catégories qui sont très âgées. Il n'y a pas beaucoup de flexibilité, heureusement peut-être, dans ces catégories. La réponse que je vous ai donnée est très, très claire et cela m'étonne un petit peu que des juristes vous aient donné, il me semble, des opinions divergentes sur ce point-là.

**M. Maciocia:** Si je comprends bien, ce n'est même pas nécessaire de faire un référendum pour être reconnu internationalement. C'est même suffisant de faire une déclaration unilatérale, ici, à l'Assemblée nationale, et dire: le Québec est souverain. Juridiquement, pour la reconnaissance internationale, à ce moment-là, il n'y a pas de problème.

**M. McWhinney:** Il y a une théorie, la théorie britannique de la reconnaissance, qui est la théorie la plus connue et la plus acceptée, qui dit que la question de la reconnaissance une question basée sur un choix politique exercé contre des faits objectifs, des faits politiques objectifs. Et de savoir ce que l'on a fait pour obtenir ce consensus, comme question de gouvernement interne, ça n'a rien à faire avec la reconnaissance. Il y a d'autres théories qui sont un peu avant-gardistes et qui insistent sur la consultation populaire, des choses comme ça. Mais je peux vous dire que la plupart des pays membres des Nations Unies insistent sur le fait que ça n'a rien à faire avec la reconnaissance. Il y a 164 ou 165 membres des Nations Unies... Je retourne encore une fois à l'exemple africain. On avait insisté: Nous n'avons pas le temps de faire comme les Européens et de prendre trois siècles pour résoudre ces problèmes d'indépendance. C'est surtout une question de faits, de faits objectifs. S'il y a un gouvernement là, une autorité là, si on est doté du pouvoir, si on exerce un contrôle sur le terrain, sur le pays, ça suffit. C'est la politique toujours suivie par le gouvernement britannique, par toutes les colonies britanniques et par la plupart, ce qui est très frappant, des pays de l'après colonialisme. C'est très frappant; ce sont des Africains, maintenant, qui sont les plus conservateurs dans ces doctrines.

**M. Maciocia:** Si je comprends bien, M. McWhinney, juridiquement il n'y aurait aucun problème sur la reconnaissance du Québec en tant qu'État souverain, mais les problèmes peuvent subsister au plan politique.

**M. McWhinney:** Oui. Oui.

**M. Maciocia:** C'est ça. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Merci, M. le Président. Merci, M. McWhinney. Moi, j'aimerais avoir un petit peu vos commentaires, parce qu'on a reçu M. André Patry, qui est tout de même un expert, puis qui est venu nous dire qu'advenant le cas où il y aurait un référendum sur la souveraineté du Québec, il fallait qu'il reçoive un très fort appui de la population. Puisque si on regardait un petit peu ce qui se passait au niveau international, on voyait que les référendums sur l'indépendance comme telle se situaient aux alentours de 80 %, 90 %.

Je voudrais savoir, en ce qui concerne la reconnaissance du Québec advenant le cas d'un référendum, est-ce que vous pensez qu'on peut établir un lien entre le fait d'être reconnu par le Canada, avec les résultats du référendum... Je m'explique un peu mieux. Si on a un référendum qui est très fort, mettons 90 %, est-ce que la reconnaissance du Canada va être aussi importante ou moins que si on a des résultats de référendum d'environ 52 %, 53 %. À ce moment-là, est-ce que la reconnaissance du Canada va être plus importante? C'est ça ma question.

**M. McWhinney:** Sur le plan politique, l'attitude du Canada est "contrôlante". Ça, c'est clair, parce que...

**Mme Bégin:** Je m'excuse, j'ai mal compris votre mot.

**M. McWhinney:** Comme question politique...

**Mme Bégin:** Oui.

**M. McWhinney:** ...l'attitude du gouvernement du Canada est "contrôlante". Ça me semble clair. Même si ça n'a rien, nécessairement, à faire avec des questions juridiques. C'est-à-dire que c'est l'attitude du gouvernement du Canada, s'il y avait un référendum - si on est satisfait avec 50 %, si on est satisfait avec 80 % - serait "contrôlante" en ce qui concerne les attitudes des autres gouvernements: les États-Unis, par exemple, la France...

**Mme Bégin:** Oui. Je comprends mais mettons qu'on est des tiers, on est des tiers pays et on regarde un peu un référendum qui se passe au Québec. On va prendre une hypothèse, il passe à 90 % et vous êtes les États-Unis. Est-ce que vous allez être enclin à reconnaître le Québec immédiatement, malgré le fait que le Canada, comme tel, ne l'a pas encore reconnu, ou vous allez attendre que le Canada - parce que, en fin

de compte, 90 %, entre vous et moi, ce n'est pas l'unanimité mais c'est bien juste, hein? Est-ce que vous dites: Bien là, réellement, les gens veulent se séparer et je le reconnais au point de vue international ou vous allez encore être obligé d'attendre que le Canada pose le premier geste de reconnaissance? Ou de fait, vous pourriez y aller automatiquement puis dire: Bien, compte tenu du référendum, je reconnais, point. Malgré le fait que le Canada, lui, ne reconnaît pas. Vous êtes un tiers, là, vous êtes un tiers pays. Comment agiriez-vous dans cette situation? (10 h 45)

**M. McWhinney:** Ce sera très difficile pour les autres pays alliés du Canada de faire un acte de reconnaissance contre le gré du gouvernement du Canada. Mais en ce qui concerne l'attitude du gouvernement du Canada, on doit reconnaître que des attitudes se basent sur l'opinion publique. Et de plus en plus, il y a une ouverture d'esprit, d'une part, une attitude de fatigue, de l'autre part. Et s'il y a une décision prise par le peuple de Québec et manifestée d'une façon très très claire, il me semble qu'il n'y a pas une majorité qui est prête, dans le Canada hors Québec, qui sera déterminée à s'opposer à ça, c'est tout. D'appliquer la force armée, ça, c'est complètement interdit.

**Mme Bégin:** Si je comprends bien, c'est que vous dites qu'au point de vue international, peu importent les résultats du référendum, les pays tiers vont attendre que le Canada reconnaisse le Québec et que la pression ne sera pas sur les pays tiers pour faire reconnaître le Québec, mais bien sur le Canada pour reconnaître le Québec comme pays indépendant. Avec 90 %, elle va être beaucoup plus forte que si elle est de 52 % ou 50 %. Et la pression n'est pas sur les pays tiers mais bien sur le Canada. C'est ça que je comprends de votre intervention.

**M. McWhinney:** Oui. S'il y avait même 90 % votant oui et si le gouvernement du Canada, renforcé évidemment par des élections fédérales, si on avait un mandat, ça c'est clair. Mais si le gouvernement du Canada était contre, alors je ne peux pas prévoir M. Bush faisant un choix contre l'attitude du gouvernement du Canada. C'est la réalité. Ou la France ou l'Allemagne. C'est-à-dire, on est membre des associations économiques, on est membre des associations militaires, des choses comme ça. Mais je dis encore une fois que l'attitude du gouvernement du Canada sera plus souple qu'on ne l'aurait soupçonnée. Il n'y a personne qui veut maintenir, aujourd'hui, une union contre la volonté de ses membres. S'il y avait une volonté clairement exprimée, et la seule façon de résister à ça n'était pas des moyens militaires ou des choses comme ça, c'est absolument exclu. Mais il ne faut pas sous-estimer la pression pour la permanence créée par l'attitude d'un gouvernement central, de n'im-



porte quel gouvernement central. Et les attitudes des alliés dans une situation comme ça... On ne peut pas s'attendre à ce que M. Bush prenne une décision contre la volonté du gouvernement central. Même si les faits sont 90 %, 95 %. Mais ce sont des questions très absolues et il me semble qu'il y aura des sessions beaucoup plus pragmatistes. S'il y a une forte majorité, dans une situation avec un vote honnête et conçu comme honnête, il me semble qu'on acceptera ça.

**Mme Bégin:** O.K. J'ai une autre question, mais dans un autre domaine, monsieur. À la page 5 de votre version française...

**M. McWhinney:** Oui, oui.

**Mme Bégin:** ...vous parlez du partage de la dette et vous dites que s'il n'y a pas d'entente entre le Québec et le Canada sur le partage de la dette, en droit international habituellement le règlement veut qu'on soumette ça à un pays tiers pour qu'il puisse régler le conflit qui existerait à ce moment-là entre le Canada et le Québec. Mais, advenant le cas où on ne s'entend pas, le Québec et le Canada, le fait de remettre la décision à un pays tiers, est-ce qu'on pourrait interpréter ça par le Canada comme une reconnaissance internationale du Québec? Vu qu'on soumet le tout à un pays tiers?

**M. McWhinney:** Ces questions sont toujours des questions de l'après-indépendance, des règlements de la dette nationale. J'ai signalé ici que ces problèmes ne sont pas tellement difficiles. Même dans l'ancienne Union soviétique, on a déjà décidé sur le pourcentage que chaque ancien membre doit payer. On a déjà décidé ça. C'est pas très difficile. Mais ce sont des questions de l'après-indépendance. Il y a maintenant une querelle entre l'Ukraine et l'Union soviétique. Ça ne touche pas le pourcentage alloué à l'Ukraine, seulement la banque centrale de la Russie contrôle l'argent, les fonds de l'argent étranger de l'Ukraine. Il y a une querelle. On veut retenir ces monnaies, mais sur le pourcentage, il n'y a pas de problème, et normalement, si on laisse ça au droit international coutumier, on peut peut-être décider en quelques semaines. Les règles sont très claires et très rationnelles, et il n'y a pas de problème en décidant ça. Les éléments de l'après-indépendance sont beaucoup plus faciles à résoudre que la question clé: l'indépendance, oui ou non.

**Mme Bégin:** Monsieur, vous me surprenez un peu quand vous me dites que les règles sont claires. Nous, on a eu des intervenants, et le partage de la dette pourrait se situer entre 18 % et 32 %. Je ne trouve pas que c'est clair, là.

**M. McWhinney:** Ah!

**Mme Bégin:** On a tout de même une marge de manoeuvre qui est assez grande. Si c'est ça qu'on appelle clair, quand on dit qu'un point c'est peut-être plusieurs milliards de dollars...

**M. McWhinney:** Ça dépend...

**Mme Bégin:** Je trouve que c'est assez difficile, 4 000 000 000 \$...

**M. McWhinney:** Ça dépend...

**Mme Bégin:** ...par point de différence.

**M. McWhinney:** Ça dépend des experts.

**Mme Bégin:** Bien, c'est ça qu'on a eu.

**M. McWhinney:** On utilise le terme "expert" au Canada d'une façon très libre, très généreuse, et je suis toujours étonné de voir des experts créés en un seul jour.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. McWhinney:** J'ai remarqué un rassemblement des experts pour ces cinq réunions dites publiques convoquées par le gouvernement fédéral. On a biffé tous les experts d'une opinion différente, alors, mais les experts... Je dis seulement qu'il y a des centaines de précédents dans ce domaine-là. Si vous voulez examiner les problèmes de dissolution des États multilatéraux, on a des exemples très difficiles d'après la Première Guerre mondiale, et ces questions ont été réglées très facilement, et très rapidement: les questions financières... Les principes sont objectifs, c'est le pourcentage de la population, mais on a même accepté des conditions pour minimiser la population par considération des autres éléments comme les ressources économiques et les choses comme ça.

**Mme Bégin:** Donc, si je comprends bien, c'est le pourcentage de population qui va déterminer le pourcentage de la dette du fédéral que le Québec va prendre. D'après vos informations, c'est ce que j'en conclus.

**M. McWhinney:** C'est qualifié par la base économique, évidemment, mais la qualification n'est pas immense. Le point de départ c'est le pourcentage de la population. C'est après qu'on peut introduire des éléments comme, par exemple, la base économique industrielle, le taux de richesse, etc. Mais ce ne sont pas des qualifications immenses qu'on fait. Il me semble qu'on peut, par exemple, réduire les problèmes d'un Québec dans ces circonstances avec une question de 5 % ou quelque chose comme ça.

**Mme Bégin:** Plus ou moins 5 %, c'est ça?

**M. McWhinney:** Oui.

**Mme Bégin:** Merci, ça répond à ma question.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Oui, excusez. Je m'excuse, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Brassard:** Je reviens un peu à ce que vous nous disiez tout à l'heure sur la reconnaissance. Je pense que la distinction que vous faites est importante. Il faut faire la distinction entre le droit international positif, coutumier, et la politique. Ce n'est pas pareil. La question des minorités, par exemple, vous savez très bien que, parmi les cinq conditions adoptées par la Communauté économique européenne visant à la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie, il y avait des exigences en matière de respect des minorités. Ce n'était pas en vertu du droit qu'elle demandait ça, c'était une exigence à caractère politique. C'est que la communauté jugeait que sur le plan politique ces nouveaux États devaient faire la preuve qu'ils sont capables de respecter les droits de leurs minorités. Ce n'est pas le droit international qui leur imposait ça, ce sont des exigences de nature politique. Je pense que vous l'avez faite très bien, la distinction.

**M. McWhinney:** Oui.

**M. Brassard:** Et ça fait plusieurs qui la font d'ailleurs, vous n'êtes pas le premier à la faire. Plusieurs font cette distinction entre le droit et la politique. Et surtout en matière de reconnaissance d'État, la politique a une importance, je pense, énorme, déterminante par rapport au droit.

Et, dans le cas du Québec, si le Québec décide de façon démocratique de devenir souverain, là, que ce soit 52,5 % ou 63,8 %, je ne pense pas que ce soit la question centrale. Si le référendum est organisé de façon démocratique et qu'il y a une décision majoritaire qui s'en dégage...

**M. McWhinney:** Une question claire.

**M. Brassard:** ...et une question claire, je pense...

**M. McWhinney:** Oui, et honnête.

**M. Brassard:** ...que le Canada ne pourra pas retarder indûment la reconnaissance. D'ailleurs, il faut quand même, dans une question comme celle-là, regarder les déclarations des chefs de partis fédéraux, les déclarations des leaders

politiques du gouvernement fédéral. Ce n'est pas négligeable. Il faut regarder ce que dit M. Mulroney qui est le premier ministre actuel. Même s'il a une cote de popularité très basse, il est quand même le premier ministre en poste et ce qu'il a dit, c'est qu'il ne pourrait pas s'opposer par la force à une décision démocratique du peuple québécois. Et même M. Trudeau, M. Trudeau qui était évidemment très hostile à la souveraineté on le sait bien, M. Trudeau a participé à l'exercice référendaire de 1980. C'est donc qu'il en admettait à l'avance les résultats. Les résultats en 1980 ont été dans le sens que l'on souhaitait. Bon. Alors, il était satisfait. Mais comme il a participé à l'exercice, si les résultats avaient été dans un autre sens, même M. Trudeau a déjà déclaré qu'il en accepterait les résultats.

Alors, la reconnaissance d'un Québec souverain par l'État prédécesseur, en l'occurrence le Canada, le gouvernement fédéral, ne pourrait pas être retardée de façon indue, compte tenu justement de leur attitude et compte tenu, aussi, des traditions démocratiques au Canada. Le Québec peut se vanter d'avoir de longues, d'anciennes traditions démocratiques. On n'est pas les seuls, le Canada anglais aussi peut se vanter d'avoir des traditions démocratiques. Et comme on vit dans un univers démocratique, bien ça va jouer beaucoup. Et il faut, je pense, s'appuyer sur les déclarations officielles des chefs politiques, sur la scène fédérale. Ce n'est pas négligeable.

Et, à ce moment-là, si c'est toujours la politique qui joue, ce n'est pas le droit là, si le Canada retarde trop, des pays voisins, comme les États-Unis, comme la France, vont sans doute lui souffler à l'oreille: Écoutez, faites quelque chose. Vous êtes devant une décision démocratique qui a été fort bien organisée. Le choix est clair, n'est pas équivoque, bougez, faites quelque chose. Je pense que c'est comme ça que les choses vont se passer. C'est comme ça qu'il faut les envisager.

**M. McWhinney:** J'ai un petit commentaire sur l'affaire yougoslave. Vous avez signalé qu'on avait établi d'une façon cinq conditions, par des membres de la Communauté européenne. Il y avait une fois une distinction qui est déjà maintenue en ce qui concerne la reconnaissance, entre reconnaissance de jure et reconnaissance de facto. Et la reconnaissance de facto était une espèce de reconnaissance préalable et conditionnelle. Ce qui est très frappant, c'est la situation de la Croatie et de la Slovénie. On n'a pas appliqué une espèce de reconnaissance de facto. C'est la reconnaissance de jure. On peut toujours révoquer la reconnaissance d'un autre État, mais normalement, ça, c'est une étape difficile à traverser. Si on examine, par exemple, la situation de la Chine populaire après le massacre de Tien an Men, on a parlé de cette possibilité mais on n'a rien fait dans l'affaire de la Croatie

et de la Slovaquie. Même si on avait attaché des conditions, ce n'étaient pas des conditions juridiques. On n'avait pas fait un attachement juridique. On a évité la possibilité de faire cette espèce de reconnaissance qui, juridiquement, est considérée comme conditionnelle.

En ce qui concerne le Canada, s'il y a un vote démocratique sur une question honnête et claire et considérée comme ça, je suis tout à fait satisfait de la réaction de mes collègues, les chefs politiques. Mais ça, c'est un jugement politique de ma part. Je dis seulement que, dans la situation actuelle, qui n'est pas la situation d'avant la guerre, quand la pratique de reconnaissance était politiquement beaucoup plus libre, je dis seulement qu'on est tellement influencé par ses alliés que sans l'ingérence – on ne peut pas dire l'ingérence – mais sans, d'une façon, l'initiative allemande dans l'affaire de la Slovaquie et de la Croatie, je peux vous dire que la guerre civile continuerait encore. C'étaient les Allemands qui avaient dit: Enfin, on ne peut pas appliquer une règle pour le Moyen-Orient et une autre règle pour l'Europe, il faut agir. Ils ont eu raison de terminer cette guerre civile idiote. Je suis tellement déçu de l'attitude de l'assemblée générale sur ces questions, parce qu'on a eu les moyens d'exercer une pression psychologique sur l'armée yougoslave et les commandants serbes, mais on avait négligé ça.

Alors, la question aujourd'hui, l'exercice de ces possibilités politiques, en ce qui concerne la reconnaissance, c'est lié à l'interdépendance économique croissante des nations aujourd'hui. Et on n'agit pas normalement sans l'accord préalable de ses alliés. Et ça, c'est une réalité politique aujourd'hui. Le Canada n'est pas aussi indépendant aujourd'hui qu'avant la guerre. Nous sommes liés aux États-Unis, en ce qui concerne l'économie, les questions comme ça, l'alliance militaire, et c'est une relation réciproque. Et dans ces circonstances, aucun président des États-Unis n'agira sans l'accord préalable du gouvernement du Canada. Mais il y a beaucoup plus de souplesse et de réalisme dans l'attitude du gouvernement du Canada, et beaucoup plus de générosité, et ça peut balancer ces autres éléments.

**Le Président (M. Bélanger):** M. McWhinney, nous vous remercions sincèrement pour votre participation à nos travaux. On s'excuse du bruit. Ce n'est pas de la contestation, ce sont les travaux qui se font dans notre édifice, qui n'est plus très jeune. On vous remercie beaucoup de votre participation et de l'éclairage que vous nous avez apporté.

Sur ce, nous allons recevoir, dans quelques minutes, M. Joseph T. Jockel. Alors, je demanderais à M. Jockel de s'approcher de la table des témoins, s'il vous plaît, et on prend quelques minutes de pause sanitaire.

(Suspension de la séance à 11 h 4)

(Reprise à 11 h 8)

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je demanderais à chacun de bien vouloir reprendre sa place, s'il vous plaît. Avant de vous introduire notre prochain invité, je voudrais déposer un autre document sur la succession d'État, c'est-à-dire "Les relations internationales d'un Québec souverain". Alors, c'est un état de question de l'équipe de la commission qui nous est déposé.

Alors, s'il vous plaît. Nous recevons présentement M. Joseph T. Jockel. M. Jockel avait demandé, compte tenu du précédent qui avait été établi, de faire une petite cérémonie à l'américaine avant de débiter, mais on le fera ensemble sur l'heure du dîner. Ça portera moins de conséquences.

**Une voix:** La prochaine fois.

**Le Président (M. Bélanger):** La prochaine fois. Il est très compréhensif. Alors, M. Jockel dirige le programme d'études canadiennes à l'Université St. Lawrence, à Canton, dans l'État de New York. Il se spécialise dans les affaires militaires de l'Amérique du Nord. Son livre le plus récent s'intitule "Security to the North: Canada and the Strategic Defense of North America". M. Jockel a été un "fellow" du programme de relations internationales du Council on Foreign Relations de New York; un "fellow" du programme de recherches de l'OTAN; et un "senior fellow" du programme d'études canadiennes aux États-Unis mis sur pied par le gouvernement du Canada.

Alors, M. Jockel, nous vous écoutons. Nous avons hâte de savoir ce que vous allez nous dire ce matin.

**M. Joseph T. Jockel**

**M. Jockel (Joseph T.):** Merci, M. le Président, et distingués membres de la commission. Le professeur McWhinney vient de parler des experts créés dans un seul instant. Moi, je dois admettre que je ne suis pas du tout un expert dans la langue française. Donc, je dois m'excuser pour mes limitations dans votre langue. J'ai devant moi un très beau texte fourni par votre service de traduction que je vais lire, mais vous allez découvrir que mon français personnel est un peu plus limité. Quand nous arriverons à l'interrogation, c'est bien possible que je demande votre assistance.

Je tiens, tout d'abord, à vous remercier de m'avoir invité à vos délibérations que je qualifierais d'historiques. Puisque vous avez eu l'occasion de consulter cette étude, mon préambule sera très bref.

Il n'existe actuellement pas de politique américaine définie concernant les éventuelles relations avec un Québec souverain. Bien sûr, les autorités américaines ont exprimé depuis

longtemps le souhait que le Canada reste uni, tout en précisant que les États-Unis n'interviendront pas dans les décisions du Québec et du reste du Canada. Mais Washington n'a jamais formulé de politique en prévision d'une éventuelle souveraineté du Québec. Donc, pour prévoir les relations entre les États-Unis et un Québec souverain, il faut extrapoler à partir des intérêts, des perceptions, des pratiques et des approches actuelles des États-Unis.

Deux grands points ressortent de cette étude. D'abord, les relations actuelles entre le Canada et les États-Unis sont les plus intenses et les plus complexes au monde. Il est même souvent impossible de départager précisément les intérêts des deux pays. Par exemple, notre industrie du bois veut être protégée contre la concurrence canadienne, mais nos entreprises de construction ont besoin de votre bois. Il y a aussi l'exemple célèbre des États, du nord-ouest des États-Unis, qui veulent davantage d'hydro-électricité québécoise, alors que nos environnementalistes s'y opposent.

En principe, c'est le gouvernement américain qui doit faire le tri de ces intérêts divergents. Quant au gouvernement américain, il n'est bien souvent qu'une vue de l'esprit, qu'un concept flou qui recouvre une dynamique bouillonnante, désordonnée et changeante localisée à Washington. Il s'agit là de mon deuxième facteur clé. Le pouvoir exécutif oriente généralement la politique étrangère des États-Unis, sous la gouverne du Président et du Secrétaire d'État. Mais, pour une bonne part, les relations Canada-États-Unis dépendent d'un Congrès sur lequel le président semble n'avoir au mieux qu'une influence limitée. Au sein du Congrès lui-même, la solidarité partisane cède souvent le pas aux coalitions ponctuelles qui se forment autour des grandes questions de l'heure. Et pour achever de compliquer l'écheveau, les agences gouvernementales, dont la loi garantit l'indépendance, et d'autres instances administratives, sous le couvert de l'énorme bureaucratie américaine, échappent au contrôle du gouvernement central.

Tout cela pour dire que la politique américaine à l'égard d'un Québec souverain – que ce soit au moment de l'accession à la souveraineté ou ensuite – serait largement dépendante de ce processus souvent aléatoire. Point n'est besoin d'ajouter que bien des incertitudes subsistent quant au détail de cette politique américaine, dont la question du libre-échange Québec-États-Unis. Je n'en crois pas moins qu'il est possible de tracer les limites extrêmes de cette incertitude.

(11 h 15)

D'un côté, la souveraineté du Québec ne serait pas accueillie avec hostilité à Washington. Bien sûr, elle ne serait pas non plus accueillie avec enthousiasme – comme je l'ai mentionné, les États-Unis préfèrent un Canada uni – mais je crois que, si le Québec choisit l'indépendance,

Washington adoptera une politique globale cordiale et amicale. Après tout, un Québec souverain deviendrait un pays démocratique du bloc de l'Atlantique nord, et un partenaire économique important des États-Unis. Selon toute vraisemblance, les valeurs similaires et les intérêts communs – particulièrement économiques – qui lient aujourd'hui les Américains et les Québécois survivraient à la souveraineté.

Plusieurs autres facteurs contribueraient au maintien des relations cordiales entre les États-Unis et un Québec souverain. Permettez-moi d'en citer quelques-uns. Les observateurs de Washington et de New York, les "Canada Watchers", en anglais, ont une perception et même une compréhension assez aigüe de la réalité québécoise. La vague frayeur associée à l'idée d'un Québec souverain hostile aux États-Unis est maintenant dépassée. "The Cuba of the North" est aussi dépassé. Il n'y a pas de Cuba du sud non plus.

Le récent effondrement de l'Union soviétique a habitué les décideurs américains à l'éclatement des États multiethniques. Le libre-échange nord-américain est bien appuyé aux États-Unis, même si cet appui n'est pas unanime, comme nous le verrons dans un moment. Les partisans américains du libre-échange appuieront fortement la négociation de la venue du Québec à l'Accord de libre-échange.

Si le Québec devient souverain, les États-Unis s'inquiéteront probablement plus de la stabilité à long terme du Canada anglais que de celle du Québec. Je crois, comme le professeur Bernier du Centre québécois de relations internationales, que ce paramètre amènera les États-Unis à négocier un accord subséquent avec le Canada et le Québec. Le Canada étant aujourd'hui notre principal partenaire commercial, un Canada et un Québec prospères, unis à nous dans le cadre d'une entente commerciale aussi ouverte que possible, va dans le sens de notre intérêt national. Il faut toutefois se garder de prendre pour acquis que le gouvernement américain négocierait et le Congrès américain approuverait un accord de libre-échange subséquent.

Là, encore, je me permets d'attirer votre attention sur quelques facteurs clairs. Certains désaccords potentiels – et je voudrais mettre l'accent sur ce mot "potentiel" – restent à régler entre le Québec et les États-Unis, par exemple, en ce qui concerne les subventions et les restrictions aux investissements. Je précise tout de suite que n'étant pas économiste, je n'ai pas une connaissance approfondie de ces questions vraiment compliquées.

Dans le cadre d'éventuelles négociations, le Québec pourrait faire valoir que, pour soutenir sa structure économique, un petit pays doit disposer de mécanismes spéciaux. Cet argument ne convaincrait probablement pas les négociateurs américains, qui rétorqueraient que tout aménagement spécial créerait un précédent

dangereux pour les autres négociations commerciales des États-Unis.

Le Québec pourrait également prétendre que, pour des raisons d'échelle, les mesures envisagées n'auraient qu'un effet minime sur l'énorme économie américaine. Mais le système politique américain est précisément là pour défendre les intérêts américains, si petits soient-ils, qui pourraient être touchés par les mesures du Québec. Malheureusement, le mouvement protectionniste pourrait s'intensifier aux États-Unis, rendant le Congrès plus difficile à convaincre. De même, un éventuel président démocrate serait peut-être plus sensible au courant protectionniste. Ça dépend, naturellement, du candidat démocrate. Il y a vraiment une différence entre les plusieurs candidats. Enfin, on remarque que l'intérêt des partisans américains du libre-échange est actuellement attiré par le marché mexicain, qui semble plus vaste en comparaison.

Bref, je crois que, pour le moment, il importe avant tout de définir les grands facteurs qui militeront en faveur d'un nouvel accord commercial – et ces facteurs sont vraiment très forts – et ceux qui joueront contre cette éventualité. Le processus souvent imprévisible de la politique américaine décidera de l'issue finale.

Permettez-moi deux autres remarques sur les relations éventuelles entre un Québec souverain et les États-Unis. La première touche à la transition vers la souveraineté. D'un côté comme de l'autre de la frontière, nous devons nous pencher sur cette période délicate qui s'étend de la décision du Québec de devenir souverain à l'avènement réel de la souveraineté. Un grand nombre d'accords Canada-États-Unis devront être modifiés pour tenir compte de la souveraineté du Québec, non seulement en matière de libre-échange et de défense, mais aussi dans les domaines moins évidents: dans la protection de l'environnement, de l'agriculture, de la coopération policière et des règlements frontaliers, pour ne nommer que ceux-là. Il serait nettement avantageux pour le Québec comme pour les États-Unis d'amorcer la négociation de ces accords au cours de la période de transition, avant leur entrée en vigueur, avant l'accession à la souveraineté du Québec.

Il faut bien voir que, tant que durerait cette période de transition, le gouvernement américain devrait, comme soulignait le professeur McWhinney, respecter la souveraineté canadienne, notamment sur le Québec. En d'autres termes, le gouvernement américain aurait probablement besoin de la permission d'Ottawa pour entamer des négociations officielles avec le Québec avant que celui-ci ne devienne souverain. Il me semble par ailleurs évident que des discussions parallèles Québec-États-Unis et Québec-Canada seraient souhaitables, sans parler des négociations Canada-États-Unis.

Je recommanderais donc respectueusement à

la commission de se pencher sur le meilleur moyen de lier ces discussions Québec-États-Unis aux discussions transitoires Québec-Canada.

Quelques mots enfin sur la défense. Je crois savoir que la commission étudiera cette question en détail cet après-midi. Le territoire et l'espace aérien du Québec joue un rôle extrêmement limité dans la défense de l'Amérique du Nord. Aucune installation de détection de missiles balistiques ne s'y trouve et aucun élément du système de défense américain contre un missile balistique n'y serait localisé. Deux points intéressent, par contre, les États-Unis. Le premier a trait à la défense aérienne.

Pour le moment, du moins, les opérations de défense aérienne dans le nord-est du Canada sont devenues essentielles à la sécurité du continent nord-américain. Comme on le sait, ces opérations s'effectuent actuellement à partir de la base de Bagotville. En cas d'indépendance du Québec, diverses solutions peuvent être envisagées: que ces opérations soient assurées par le Québec lui-même, par le Canada, par le Québec et le Canada conjointement ou même, au besoin, par les États-Unis. À cet égard, il faut faire une différence entre la défense aérienne nord-américaine et le NORAD lui-même, le commandement de la défense aéro-spatiale. Alors que les opérations de défense aérienne sont et restent essentielles à notre sécurité conjointe, le NORAD lui-même ne l'est plus depuis longtemps. Si un Québec souverain décidait d'assurer lui-même ses opérations de défense aérienne, les États-Unis décideraient probablement de remplacer l'unité NORAD de Colorado Springs par une structure élargie mais plus informelle de coordination Canada-Québec-États-Unis.

L'autre point concerne les armes nucléaires. Il n'y a pas d'armes nucléaires au Canada et Ottawa a affirmé qu'aucun accord ne permet aux États-Unis d'en introduire en cas d'urgence. Mais on sait depuis longtemps qu'il existe bel et bien des arrangements visant au transfert d'armes nucléaires au Canada sur approbation d'Ottawa. En d'autres termes, Ottawa refuse d'exclure cette possibilité en cas d'urgence. Le gouvernement américain pourrait demander à un Québec souverain d'accepter ce genre d'arrangement.

Pour terminer, M. le Président, la plupart des Américains, comme notre gouvernement, souhaitent que le Canada demeure un pays uni. Il est de notre intérêt national de traiter avec un pays, un gouvernement souverain, un marché et un allié traditionnel connu. Mais si le Québec devait choisir la souveraineté, je crois que les Américains et notre gouvernement s'ajusteraient à cette réalité et amorceraient très rapidement des relations étroites et amicales avec le Québec. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous vous remercions M. Jockel. Première question, M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** Merci, M. Jockel, de votre présentation. Maintenant, certains spécialistes sont venus affirmer ici que la reconnaissance d'un Québec souverain, bon évidemment, doit être faite par le Canada. Prenons l'hypothèse qu'il y aurait un mouvement plutôt lent à reconnaître un Québec souverain suite à un référendum, un référendum relativement clair, est-ce qu'on pourrait s'attendre à ce que les États-Unis – puisqu'ils vont devenir inévitablement... et ça va être à l'avantage de chacun, nous prétendons, de faire affaire avec le Québec ou de continuer à faire affaire avec la partie québécoise – pourraient reconnaître l'État souverain même si le Canada ne l'avait pas fait?

**M. Jockel:** Le voilà le cauchemar de Washington en ce qui concerne le Québec et le Canada, et a commencé avec ce cauchemar, c'est la situation la plus difficile pour le gouvernement américain. En général, on peut prévoir que Washington respecterait les règles bien connues internationales concernant la reconnaissance des nouveaux États. Et il me semble plus probable, à ce moment, que vous connaissez ces règles mieux que moi. Il y a quelques éléments – particulièrement dans l'implication du gouvernement américain: que la décision soit démocratique, dans le cadre d'un référendum, ça serait le cas au Québec; mais un autre élément clé, c'est que le gouvernement du nouvel État contrôle le territoire national. Dans un tel cas, est-ce que le gouvernement québécois contrôlerait le territoire québécois? C'est la question que je dois vous poser dans cette hypothèse. Ça pourrait être un élément clé. Ou est-ce que le territoire sera contrôlé de façon partagée par le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec?

**M. Richard:** C'est bien certain que le lendemain d'un référendum on s'alloue une période d'une année. Une année, on sait que c'est court. C'est même court pour une demande tout à fait normale dans l'appareil gouvernemental, et là on parle de l'autonomie d'un peuple. Alors on imagine que le délai est relativement court. Donc, on pense qu'il pourrait arriver la possibilité assez facile de retarder la reconnaissance officielle. Mais en même temps que tu retardes la reconnaissance officielle par le gouvernement canadien, tu retardes, d'une certaine façon, la reconnaissance internationale.

**M. Jockel:** Par exemple, dans les Nations Unies.

**M. Richard:** Absolument.

**M. Jockel:** Ah, oui!

**M. Richard:** Quand on pose la question pour nos voisins américains: Est-ce que les États-Unis d'Amérique nous reconnaîtraient comme nouveau

pays?, on se pose en même temps la question d'une façon internationale. Parce que si les voisins te reconnaissent, on présume que le reste du monde va te reconnaître automatiquement. (11 h 30)

**M. Jockel:** Oui.

**M. Richard:** Si les voisins... Si, au départ, tes voisins ne reconnaissent pas que tu existes, la deuxième question ne se pose même plus. Il faut d'abord que tes voisins te reconnaissent, et c'était le sens de ma question. Est-ce que l'on prétend que les Américains auraient tendance à nous reconnaître rapidement, puisqu'on sait que les Américains ne sont pas tellement des sentimentaux. Ils sont beaucoup plus, ce qu'on appelle, des "money makers". En partant de là, les Américains auraient sûrement tendance à dire: C'est de la "business" au Québec, on a avantage à regarder ça rapidement, et à s'asseoir avec eux autres au plus "mosus", le plus rapidement possible.

**M. Jockel:** S'il y a un accord Canada-Québec concernant l'indépendance du Québec, le gouvernement américain reconnaîtrait très, très rapidement, presque immédiatement, il me semble, l'indépendance du Québec, presque immédiatement. Il n'y a pas de question à mon avis, dans ce cas. Mais...

**M. Richard:** S'il n'y a pas d'accord.

**M. Jockel:** S'il n'y a pas d'accord, dans une situation dynamique, comme vous avez dit, la règle principale de la politique étrangère des États-Unis est de rester avec le statu quo. Et le statu quo, dans ce cas, serait de suivre la direction générale d'Ottawa et de respecter la souveraineté du Canada.

**M. Richard:** Parce qu'on sait déjà qu'avec toutes les ententes de libre-échange, que les ententes se font, évidemment, de pays à pays, se font entre le Canada et les États-Unis. Maintenant, on deviendra un partenaire additionnel.

**M. Jockel:** Mais dans cette situation, l'Accord de libre-échange continuerait.

**M. Richard:** Oui. O.K.

**M. Jockel:** Même au Québec, parce que du point de vue américain le Québec serait encore dans le Canada.

**M. Richard:** O.K. Donc, au niveau du libre-échange ça n'y change rien, du moins à court et à moyen termes.

**M. Jockel:** Pendant la période transitoire.

**M. Richard:** O.K.

**M. Jockel:** Pendant la période transitoire. Mais il faudrait négocier, dans cette période ou après l'accession à la souveraineté, un nouvel accord Québec-Canada sur le libre-échange.

**M. Richard:** J'aurais une autre question, M. le Président, si vous permettez. Dans votre présentation, vous nous faites réfléchir sur la différence qui existe aux États-Unis entre l'exécutif et le législatif.

**M. Jockel:** Oui.

**M. Richard:** Bon, et à juste titre, je pense. Bon, vous dites: "Much of the Canada-US relation is determined on the floor of the Congress". J'aimerais que vous élaboriez sur les conséquences pour un Québec souverain d'un tel constat, et, entre autres, en fonction d'une part des élections, qui sont en train de se faire, et on a peut-être l'impression, du moins à ce que l'on entend et à ce que l'on lit, que ça va peut-être bien devenir beaucoup plus protectionniste, O.K. Et si on se retrouve, par exemple, avec un Congrès plus protectionniste, partant du fait que vous dites que c'est important la différence entre les deux aux États-Unis, et qu'on se retrouve avec un président américain qui va avoir des tendances à se protéger encore plus, connaissant le contexte du libre-échange, où déjà il y a de petits accrochages, quelle est votre vision à ce niveau-là?

**M. Jockel:** Si je vous comprends, vous me demandez si la possibilité existe qu'il n'y ait pas de nouveau traité sur le libre-échange. Oui, cette possibilité existe. Comme vous dites, il y a des élections aux États-Unis, des élections législatives et congressionnelles. C'est bien possible que dans une vague de protectionnisme contre le Japon, contre l'Europe ou même contre le Canada, le Congrès n'approuverait pas un nouvel accord de libre-échange. C'est une possibilité. Mais, comme j'ai tenté de le souligner, il y a aussi des facteurs très, très forts en faveur d'un nouvel accord de libre-échange. Mais il n'y a personne qui puisse garantir ce que le Congrès américain fera.

**M. Richard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Avant vous céder la parole, M. le député de Labelle, si vous permettez j'aurai une question à poser. Hier, on a eu le grand chef des premières nations, M. Ovide Mercredi, qui est venu nous dire en grande pompe ici qu'advenant l'accession du Québec à la souveraineté, il ferait un bordel de pressions, au niveau international, pour empêcher que cela se réalise. Dans un tel contexte, comment les États-Unis, pensez-vous, réagiraient à ces pressions des autochtones pour refuser la reconnaissance du Québec.

**M. Jockel:** Voilà un autre cauchemar américain.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Oui. "A nightmare".

**M. Jockel:** Oui, exactement, un vrai "nightmare". Parce que, comme vous le savez, les autochtones ont beaucoup d'appuis populaires aux États-Unis. Quand même, je crois que le gouvernement américain respecterait les règles que j'ai mentionnées, concernant la reconnaissance des nouveaux États aux Nations Unies et en ce qui concerne la reconnaissance de la souveraineté du Québec lui-même. Mais il y a ici, il me semble, encore une question. Est-ce que – et c'est vraiment pour moi une question – après la souveraineté, le Québec contrôlerait immédiatement les territoires du Nord, les territoires où habitent beaucoup d'autochtones...

**Une voix:** "Natives".

**M. Jockel:** ... "natives", merci bien, des "natives" québécois? Et c'est aussi un élément, un élément de la décision américaine. Si le Québec contrôle son territoire national, il n'y aura pas de problème.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien, je vous remercie beaucoup. Alors, M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Oui, merci. Bienvenue. Je voudrais d'abord revenir un peu sur cette question de contrôle du territoire. Il y a des dispositions qui ont été prises à l'effet de donner la juridiction du territoire du Québec au gouvernement du Québec. Hier nous en avons fait le tour, il y a des dispositions constitutionnelles de 1898, 1912, et il y a finalement l'entente, qui a été signée par les autochtones eux-mêmes, de la Baie James en 1975.

Dans la foulée, le gouvernement du Québec a passé des lois, a adopté des lois créant des juridictions municipales ou supramunicipales en faveur des autochtones. Mais ce sont des lois du Québec. Quand on parle de contrôle du territoire, je pense que, sur le plan juridique et institutionnel, le contrôle du Québec ne fait aucun doute. Le seul qui pourrait peut-être survenir ce serait l'intervention militaire, que tout le monde a exclue, et qu'on exclut même à Ottawa. De sorte que, effectivement, nous avons le contrôle du territoire. Nous avons occupé par différents travaux, ne serait-ce que par Hydro-Québec qui y est intervenue, ou par des subventions, des gestes que le Québec a posés en termes d'investissements dans les infrastructures municipales et scolaires dans le territoire inuit.

Est-ce que pour vous ce contrôle effectif

du territoire est suffisant pour le reconnaître comme tel dans le processus de reconnaissance du Québec?

**M. Jockel:** Il ne s'agit pas naturellement de ma décision.

**M. Léonard:** Oui, oui.

**M. Jockel:** On tente de prévoir la décision du gouvernement américain. Quand même, je me permets de dire que ce sont des arguments très, très puissants en ce qui concerne le contrôle des territoires en relation avec la reconnaissance des États, parce que, aux États-Unis on connaît cette situation. Il y a, en particulier dans le sud-ouest de notre pays, des réserves dont la souveraineté des États-Unis et des États, il y a des "self-governing", des communautés autodéterminantes...

**M. Léonard:** Une autonomie administrative ou institutionnelle.

**M. Jockel:** Oui, oui, oui. Alors, ce seraient des arguments très, très importants et très puissants, ça si les "natives" au Québec tentaient de bloquer la reconnaissance internationale du Québec.

**M. Léonard:** Je voudrais revenir sur un autre aspect, celui de la période de transition en rapport avec la reconnaissance de l'État du Québec souverain et aussi, éventuellement, sur les accords de libre-échange. Est-ce que vous ne croyez pas que les intérêts économiques de tout le monde, du Québec, des États-Unis aussi, ou d'institutions économiques américaines, des banques américaines – puis nous pensons aussi à l'intérêt économique du Canada – vont faire qu'on aura intérêt à clarifier la situation le plus tôt possible? Même si, après le référendum, nous nous donnons une période d'un an, déjà, dans les heures qui vont suivre, il y aura des prises de position à l'effet de clarifier la démarche de la part des uns et des autres. Donc, il me semble que ce sera dans l'intérêt de tous que ce soit clair.

En plus, est-ce que vous ne pensez pas, finalement – je comprends l'attitude des États-Unis à l'heure actuelle de dire: Nous voulons un Canada uni, ce qui est la situation actuelle – que dans un tel contexte, les pressions officielles vont se faire sentir du gouvernement américain envers le gouvernement canadien à l'effet de régulariser, de régler et de prendre position le plus tôt possible dans le sens du respect d'une démarche qui, en principe, à tout le moins à ce stade-ci, est absolument démocratique? Est-ce que vous pensez qu'on peut penser à une telle attitude du gouvernement américain? Je ne dis pas des gestes officiels, je parle de démarches officielles, comme il s'en fait couramment à

travers les ambassades et les consulats.

**M. Jockel:** Je ne suis pas sûr que je comprends votre question.

**M. Léonard:** Au-delà, il y a des intérêts objectifs...

**M. Jockel:** Oui.

**M. Léonard:** ...économiques à l'effet de clarifier et stabiliser la situation, ça, je pense, de la part des trois parties: Canada, Québec, États-Unis. D'autre part, si certains éléments au Canada voulaient prendre du temps et retarder, est-ce qu'on peut penser qu'aux États-Unis mêmes, des démarches ou des pressions officielles seraient faites envers le Canada à l'effet de procéder dans ce sens-là, de stabiliser et de clarifier.

**M. Jockel:** Oui, je crois que ce serait le cas, certainement. C'est dans l'intérêt des États-Unis que la situation se stabilise. C'est absolument le cas. Mais on doit se demander quels sont les moyens de pression, "pressure points", du gouvernement américain. Le gouvernement américain se trouverait dans une situation un peu faible. Une association étroite entre le Canada et le Québec est dans l'intérêt national des États-Unis pour sauvegarder l'espace économique canadien. Un seul marché américain, nord-américain, pardon, est dans l'intérêt des États-Unis. Mais le gouvernement américain ne pourrait pas forcer Ottawa à accepter une association avec le Québec. Il me semble très, très probable qu'il y aurait beaucoup de discussions diplomatiques secrètes entre Washington et Ottawa, beaucoup de persuasions privées, mais pas de pressions parce que ces moyens de pression n'existent pas.

(11 h 45)

**M. Léonard:** Très bien. Alors, on pense, ici, et notre formation politique pense que nous devons maintenir les liens économiques avec le Canada, notamment avec l'Ontario. Donc, nous pensons que, une fois le référendum passé, après une décision démocratique, les partenaires vont s'asseoir à table rapidement à cause des intérêts que chacun a. Et dans ce contexte, l'Accord de libre-échange, nous en sommes, nous voulons le maintenir et il me semble qu'il va de soi, aussi, qu'il serait de l'intérêt de tous de le maintenir. Par ailleurs, vous avez fort bien mentionné les résistances à l'ouverture commerciale ou internationale actuelle qui peut se produire aux États-Unis, surtout à cause de l'impact du marché japonais envers les États-Unis à l'heure actuelle. Mais, ne pensez-vous pas que, là-dessus, finalement, au bout d'un certain temps, l'attitude américaine va s'ouvrir même au Japon et à l'Europe, mais qu'en toute hypothèse, ce sera de l'intérêt de tout le monde de maintenir le libre-



échange au moins sur le continent nord-américain? D'abord et avant tout, de le maintenir et de le consolider ici?

**M. Jockel:** Absolument. C'est dans notre intérêt national. Et il devient plus évident aux États-Unis que le marché nord-américain, comprenant le Mexique, est très important pour notre avenir économique. Mais on peut être irrationnel. Le protectionnisme n'est pas rationnel. Et on peut réagir d'une façon qui n'est pas très rationnelle. Et j'ai peur... Je suis un peu plus sombre, aujourd'hui, à cause de la crise économique dans mon pays et à cause des élections actuelles aux États-Unis. Le protectionnisme est devenu très populaire dans certains quartiers. Mais encore, un marché nord-américain est dans notre intérêt, et il y a beaucoup de gens, dans les deux partis politiques et en particulier dans l'administration actuelle, qui connaissent cette réalité.

**M. Léonard:** Mais, au fond, juste pour préciser davantage... Est-ce que, peut-être en contrepartie d'un certain protectionnisme sur le plan international envers le Japon et l'Europe, les États-Unis seraient plutôt ouverts à créer leur propre espace, ici, sur le continent nord-américain?

**M. Jockel:** Ah bon! Oui. C'est une possibilité. La création d'une forteresse, ça va trop loin. Mais c'est une possibilité, que si ça ne va pas bien avec le système de commerce international, les États-Unis mettront l'accent sur le marché nord-américain. Oui. Je vois ce que vous dites.

**M. Léonard:** Maintenant, sur le plan de la défense, j'ai bien aimé l'exposé que vous faites. Ça rétablit les choses, en fait, sur le rôle du Québec sur le plan de la défense. Il n'est pas très important. Ce n'est pas là que ça se joue. Mais dans le domaine aérien, il y a la base de Bagotville qui représente une importance stratégique certaine pour tout le monde. Et cette entente qui n'existe pas, mais qui existe officieusement avec Ottawa, à l'effet qu'en toute éventualité, on ne veut pas exclure l'hypothèse qu'il y ait transfert d'armes nucléaires sur le territoire canadien.

Est-ce que, aux États-Unis, on perçoit que le Québec aurait une attitude plutôt amicale envers le continent nord-américain? Le NORAD, vous l'avez dit, est à peu près désuet comme entente. Mais est-ce qu'on ne devrait pas le renégocier ou le reprendre d'une autre façon? Et par ailleurs, est-ce que, aux États-Unis, on sait que le Québec est disposé à participer à l'OTAN?

**M. Jockel:** Il s'agit de quels Américains?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Jockel:** Pour la plupart des Américains, c'est vrai, le Canada et le Québec n'existent pas, ou c'est peut-être un lieu de vacances, ou ils ont une idée floue, dans notre pays. Parmi ceux qui suivent la politique canadienne et la réalité canadienne et québécoise, les "Canada watchers". Et il y a un réseau très, très sophistiqué, aujourd'hui, à Washington et un autre réseau de "Canada watchers" à New York. Parmi ces gens, on sait très bien que la partie la plus pro-américaine du Canada, c'est le Québec. C'est un fait connu. Dans plusieurs éléments de la relation entre le Canada et les États-Unis, le Québec est le plus "relaxed" de toutes les parties du Canada...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Jockel:** ...parce que vous êtes protégés par votre langue. Par contre, on préfère le statu quo et les militaires préfèrent en particulier le statu quo. Ils ont eu plusieurs années d'expérience avec les Forces armées canadiennes. C'est le même cas avec les diplomates. Si le Québec devenait indépendant, on s'ajusterait. Est-ce que j'ai répondu à votre question?

**M. Léonard:** Oui. Merci beaucoup. Je voudrais faire un dernier commentaire. J'ai particulièrement aimé ce que vous nous avez présenté ce matin parce que ça démystifie plein de déclarations qui ont été faites là-dessus. Je pense que, depuis quelques mois pour ne pas dire un peu plus, plusieurs mois maintenant, ça devient de plus en plus clair, les relations qu'il y aura entre le Québec et les États-Unis, puis aussi les attitudes des uns et des autres durant la période de transition. Je vous remercie beaucoup de votre présentation ce matin.

**M. Jockel:** Merci, monsieur.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Merci, M. Jockel pour votre participation à nos délibérations. Je vais tenter aussi de démystifier certaines déclarations et, à cet effet, je vous ramène à l'article de septembre 1991. C'était votre article qui était intitulé: "If Canada Breaks Up: Implications for U.S. Policy" et vous écrivez, à la page 39, en parlant de relations États-Unis-Canada-Québec après la souveraineté: "Surely, sentiment would take a back seat to the pursuit of U.S. interest in Canada-U.S. relations."

À cause de la situation extérieure des États-Unis dans le problème Canada-Québec, je pense qu'il y a fort à parier que les intérêts rationnels prendront le dessus sur les émotions. Cependant, il n'est pas évident que le reste du Canada réagisse de la même façon. D'ailleurs, vous écrivez vous-même à la page 21 de ce texte

de septembre, et je vous cite: "Many English Canadians are reluctant now to decentralize in order to accommodate the interests of the province of Québec. They would be even more reluctant to do so in order to adapt a Canadian structure to the interests of sovereign Québec. Western Canada would do little business with Québec, would be especially hostile." Et vous poursuivez à la page 22: "Anger could be another fact of working against a close Canada-Québec association. Regardless of economic self-interest, English Canada might be in no mood to negotiate anything other than a clean break."

Ici, au Québec, il y en a qui pensent, qui vont même jusqu'à "paranoïer" là-dessus, et qui s'imaginent que la réaction émotive du reste du Canada sera là. Les opinions sont partagées. Ils nous disent aussi que c'est du "bluff" et que, lorsque le temps sera venu, les intérêts rationnels, ceux qui sont liés à l'argent et à l'économie, vont avoir le dessus. Alors, la question est la suivante: Est-ce que vous êtes sérieux lorsque vous nous écrivez que le reste du Canada pourrait avoir une réaction dictée par autre chose que les intérêts économiques?

**M. Jockel:** Oui, j'étais sérieux. Dans cette section, j'ai tenté d'expliquer aux lecteurs, principalement aux États-Unis, la situation politique au Québec et au Canada anglais. À ce moment-ci, je ne voudrais pas tenter de prévoir la réaction réelle du Canada anglais si le Québec prend la décision de devenir souverain. Mais ça arrive de temps en temps que l'émotion soit plus importante que les intérêts réels. Revenons aux États-Unis et à l'autre exemple. Le protectionnisme est, à mon avis, émotif, et pas rationnel. Mais quand même, le gouvernement américain, le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral du Canada ont souvent pris des mesures protectionnistes – je vais peut-être trop loin – ont de temps en temps pris des mesures protectionnistes. Alors, il ne me semble pas réaliste d'exclure, dans le cas du Canada anglais, la possibilité d'une réaction émotif. Ce n'est pas le cas avec les États-Unis. Pour le moment, il y a certaines émotions en ce qui concerne le Canada, un partenaire traditionnel. Mais ces émotions ne sont pas très profondes. Est-ce que je peux vous poser une question?

**M. LeSage:** Certainement.

**M. Jockel:** Trouvez-vous cette conclusion irréaliste, que le Canada anglais pourrait réagir d'une façon émotif?

**M. LeSage:** Moi, je pense que c'est une opinion qui est partagée par un bon nombre de personnes à l'extérieur du Québec, pour avoir vécu l'expérience, et avoir rencontré des groupes de l'Ontario à différents endroits. Mais j'aimerais vous ramener, si vous le permettez, à la page 22

de votre texte de septembre. Vous abordez brièvement le sujet, et vous dites à un moment donné que si jamais le Canada réagissait avec fureur et avec un esprit de vengeance à l'égard du Québec, les États-Unis viendraient les tranquilliser; les Américains feraient des pressions sur le reste du Canada pour stabiliser tout ça. J'aimerais que vous nous disiez quel genre de pressions que pourraient faire les États-Unis sur...

**M. Jockel:** Pas beaucoup. Il s'agirait presque exclusivement de discussions, de négociations diplomatiques et politiques entre les gouvernements. C'est ça que j'ai tenté de souligner en réponse à l'autre question. C'est curieux que, souvent, dans les relations entre le Canada et les États-Unis, c'est le gouvernement américain qui se trouve dans une position faible. Par exemple, pendant ce grand débat national, dans un certain sens, le gouvernement américain est dans une position faible. Il n'a pas le droit de faire des commentaires, et ce ne serait pas quand même utile. Et ce sera la même chose dans le cas d'une réaction émotif du Canada anglais. Mais permettez-moi de répéter que c'est dans notre intérêt national, aux États-Unis, que le Canada anglais – le Canada hors du Québec – négocie une association étroite avec le Québec. C'est, à mon avis, très clair. On a peur de l'instabilité aux États-Unis.

**M. LeSage:** Tantôt, M. Jockel, vous avez vanté le mérite des Québécois à se sentir associés d'une façon commerciale très facile avec les États-Unis, peut-être même plus facile que les autres provinces du Canada. Par contre, à la page 4 de votre présentation, vous écrivez: "Should Québec become sovereign, the U.S. will probably be more anxious about English Canada's long term stability, than about Québec's". (12 heures)

**M. Jockel:** Oui.

**M. LeSage:** Voulez-vous identifier les facteurs qui vous poussent à faire cette prédiction, nous dire si le danger de dissolution du Canada n'amènera pas les États-Unis à accorder des concessions au Canada, par exemple, sur le plan de l'Accord de libre-échange ou sur d'autres plans?

**M. Jockel:** C'est une très bonne question. Malheureusement, la politique de négociation et d'élaboration de commerce extérieur est souvent sous l'influence d'intérêts très particuliers, en particulier au Congrès. Par exemple, si le Québec devient indépendant, le Canada anglais aurait plus peur pour son identité continue. Dans ce cas, il serait dans l'intérêt des États-Unis de reconnaître la culture canadienne, de relâcher les règlements en ce qui concerne les films et autres choses. Mais il y a des intérêts très particuliers

au Congrès qui...

**Une voix:** Préviendraient.

**M. Jockel:** ...préviendraient – merci bien – ces mesures. Je cite dans le texte le sénateur Benson qui dit que "...the days of linking our foreign policy with our commerce are over". Et voilà l'idée que j'ai tenté d'expliquer là.

**M. LeSage:** Une autre question, probablement la dernière, M. le Président, en ce qui me concerne. Dans votre texte du mois de septembre, "If Canada breaks up; implications for U.S. policy", et nous en avons discuté également ce matin, vous parlez de ce fameux nouvel arrangement qui devrait être fait entre le Québec, s'il devenait souverain, en ce qui concerne le libre-échange. Alors, vous nous avez dit qu'il faudrait renégocier ce libre-échange avec les États-Unis. Selon vous, quel serait le poids d'un Québec souverain à négocier une nouvelle entente avec les États-Unis?

**M. Jockel:** Le poids?

**M. LeSage:** Le poids, oui.

**M. Jockel:** Le Québec est un partenaire économique important. Il y a un commerce important entre le Québec et les États-Unis. Les États-Unis voudraient aussi sauvegarder l'existence du marché commun nord-américain. Le gouvernement américain voudrait, pour cette raison, négocier un nouvel accord avec le Québec et le Canada. Voilà les sources du poids québécois. Mais j'ai l'impression que, en réalité, vous me demandez si le Québec aurait moins de poids hors de la Confédération canadienne.

**M. LeSage:** Vous avez parfaitement raison. Je me demande si le Québec aurait plus ou moins de poids que le Canada en a eu de 1985 à 1988, lorsqu'on a négocié et finalisé l'Accord de libre-échange.

**M. Jockel:** C'est évident que, si on parle exclusivement du pouvoir, du poids, un pays de 6 000 000 aurait moins de poids qu'un pays de 26 000 000. Mais pour vous, le "trade-off", si vous le faites, c'est que vous jouerez dans ces négociations de plus d'autonomie. On perd le poids mais on gagne l'autonomie.

**M. LeSage:** C'est le prix à payer. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** Merci, M. le Président. Alors, on va rester sur le même sujet, sur l'Accord de

libre-échange. Tout au long de votre présentation, vous nous avez clairement démontré que ce qui prime avant tout, ce sont les intérêts américains, si petits soient-ils, et que ce qui inquiète le plus – parce qu'on veut maintenir ces intérêts – c'est évidemment s'il y a l'instabilité. Est-ce que le fait que le Québec... Lorsqu'il y a eu négociation pour l'Accord de libre-échange, vous vous souviendrez que les poches de résistance contre l'Accord de libre-échange se retrouvaient principalement dans le reste du Canada et non au Québec, puisque le Québec était favorable à l'Accord de libre-échange, alors que les résistances se retrouvaient davantage chez nos voisins, principalement notre voisin immédiat, l'Ontario. Donc, advenant un Québec souverain, est-ce qu'il n'est pas dans l'intérêt des Américains de négocier un avenant Québec, c'est-à-dire de faire des aménagements sur le mode de gestion, mais de ne pas changer en profondeur l'Accord de libre-échange afin de maintenir justement cet accord avec le reste du Canada qui pourrait peut-être être tenté de se retirer?

**M. Jockel:** Oui, certainement. Mais comme j'ai tenté d'expliquer, il y a aussi, au Congrès, des intérêts très, très particuliers qui contrôlent le processus. On se trouve actuellement peut-être au commencement d'une vague de protectionnisme et on ne peut pas être sûr que le gouvernement américain, le Congrès américain, poursuivrait les intérêts réels, économiques des États-Unis. C'est un moment difficile pour nous. Mais vous avez raison, c'est dans notre intérêt de protéger le traité de libre-échange.

**Mme Caron:** Est-ce que vous croyez que les partisans américains du libre-échange s'inquiètent réellement que le reste du Canada ne souhaite plus renouveler l'Accord du libre-échange si le Québec est souverain?

**M. Jockel:** Absolument. Les partisans de l'Accord de libre-échange s'inquiètent de ce qui se passe actuellement au Canada anglais en ce qui concerne cet accord. C'est bien évident que l'accord n'est pas du tout populaire au Canada anglais, en particulier en Ontario.

**Mme Caron:** Ce qui pousserait davantage les partisans américains du libre-échange à favoriser simplement un avenant Québec, c'est-à-dire à favoriser seulement des aménagements plutôt qu'une nouvelle négociation?

**M. Jockel:** Oui, certainement. Mais ça serait un élément dans un mélange très, très compliqué. C'est un élément important, mais il apparaît que le mélange devient de plus en plus compliqué à Washington.

**Mme Caron:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. Je vois le député qui rit déjà.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Maciocia:** M. Jockel, avant de poser ma question, je voudrais quand même éclaircir un point. Je voudrais que ça soit clair, si j'ai bien compris. Vous venez de confirmer, d'après mon interprétation, ce que certaines autres personnes qui sont venues devant cette commission ont affirmé, avant tout que les États-Unis préfèrent le statu quo, préfèrent la situation actuelle. Ça, c'est clair dans l'esprit de tout le monde. Deuxièmement, que s'il y a, au lendemain d'un référendum un Québec souverain, et qu'il y ait un différend entre le Québec et le Canada, qu'ils ne peuvent pas se mettre d'accord entre le Québec et le Canada, et par conséquent, le Canada ne reconnaît pas le Québec en tant qu'État souverain, les États-Unis préfèrent toujours rester sur le statu quo dans le sens qu'ils préfèrent rester avec Ottawa tant que le Canada ne reconnaît pas le Québec. Est-ce que j'ai bien compris?

**M. Jockel:** Oui. D'accord. C'est ça.

**M. Maciocia:** C'est ça. Alors c'est clair dans mon esprit. Revenons un peu au traité de libre-échange. Vous avez écrit dans le texte que vous avez intitulé "If Canada Breaks Up: Implication for U.S. Policy", vous soulevez plusieurs problèmes concernant la renégociation du traité de libre-échange. Vous mentionnez, entre autres, certaines politiques de concertation et de subvention qui vont à l'encontre de la philosophie américaine sur le libre marché: les barrières tarifaires qui existent actuellement entre les provinces et que le Québec ne pourra plus mettre en place en tant qu'État souverain, ainsi que la constitution de comités d'arbitrage des différends. Pourriez-vous élaborer un peu sur ça, sur ces problèmes-là? Parce que, actuellement, je pense que le Québec, en étant à l'intérieur du Canada... il y a certains privilèges qu'il a en tant que province. Vous savez, il n'est pas assujéti au chapitre 13 de l'Accord de libre-échange et tout ça, étant donné qu'il est une province. Est-ce que, d'après vous, pour le Québec, c'est préférable, dans ce cas-là, de conserver ces avantages-là, ou quels seront les problèmes demain en étant un État souverain?

**M. Jockel:** Pardon. Je dois répéter que je ne suis pas économiste, et ce sont des questions, pour moi en particulier, très, très difficiles. Comme vous l'avez dit, le Québec, comme gouvernement provincial, est comme les gouvernements des États américains. Il est libre de

mettre en place quelques mesures interdites aux gouvernements fédéraux. Ça doit être réglé dans une négociation entre le Québec les États-Unis, et c'est un élément important. Ce que j'ai tenté d'expliquer, c'est que du point de vue américain, l'Accord de libre-échange fait plus que d'enlever des tarifs, il touche aux régimes d'investissements, et il touche aux régimes de subventions. Et on est en train de négocier un nouveau régime de subventions. On doit réaliser au Québec que ça c'est le point de vue américain, que c'est plus qu'un accord qui enlève les tarifs. Et les Québécois doivent réaliser que s'ils veulent, dans l'avenir, poursuivre une politique économique d'intervention extensive du gouvernement dans l'économie, la possibilité existe qu'il y ait un conflit avec l'Accord de libre-échange. À ce moment-ci, il n'y a pas beaucoup de mesures que je vois en conflit avec l'Accord de libre-échange, bien qu'il y ait des exceptions importantes. Il serait très, très utile au commencement de la nouvelle relation entre un Québec souverain et les États-Unis, de reconnaître ce fait que le point de vue américain est qu'il s'agit de plus que les tarifs. Il y a d'autres éléments très importants. Il me semble que je comprends ce qui se passe au Québec actuellement aux plans politique et économique. C'est possible qu'il n'y aura pas de problèmes, qu'on accepte au Québec les idées qui sont présentes dans le monde entier en ce qui concerne la relation entre le gouvernement et l'économie. Mais, une stratégie possible de dirigisme pourrait être en conflit avec l'Accord de libre-échange. Voilà le coeur, je crois, d'un problème possible, un problème potentiel entre le Québec et les États-Unis.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Ça me fait plaisir de vous saluer à mon tour. On parle beaucoup des décideurs politiques, ou des leaders politiques, soit au Congrès ou comme négociateurs dans les traités de libre-échange. On dit, bon... Ils préfèrent évidemment le statu quo et que la période de transition soit la plus courte possible pour se retrouver dans une nouvelle aire, si on veut, un nouvel espace où on aura redéfini et reconnu le Québec.  
(12 h 15)

Mais, si on se tourne du côté des décideurs économiques, est-ce que la pression ne sera pas encore plus grande de leur part à l'égard des décideurs politiques pour que cette période de transition soit la plus brève possible? Parce qu'il en va aussi de leurs intérêts en termes soit de libre-échange ou d'investissements. Parce qu'on sait qu'effectivement il y a de part et d'autre de nos frontières des investissements qui se font soit de la part de Québécois ou de Canadiens

vers les États-Unis, et inversement évidemment, et que toute période d'instabilité crée un risque évidemment à cet égard-là. On en est bien conscient et, donc, que eux vont faire une pression significative pour que rapidement il y ait une reconnaissance, à partir du moment où le processus démocratique s'est exercé et que le choix s'est fait et que la déclaration de souveraineté a eu lieu.

**M. Jockel:** Absolument. Et les intérêts américains, économiques, seraient exactement cela. Je suis complètement d'accord. Mais, encore, je me répète, je le sais, c'est un élément du mélange, mais ça serait aussi un élément très, très important. On préfère, les intérêts économiques, le gouvernement, les économistes américains en général, on préfère sauvegarder avant tout le marché nord-américain et on a vraiment peur de l'instabilité.

**Mme Marois:** Donc, à partir du moment où il y a... C'est-à-dire, à partir du moment où la décision est prise par le Québec de devenir souverain il pourrait s'exercer des pressions par ces décideurs ou ces leaders économiques sur les leaders politiques. Est-ce que leur influence serait plus grande selon que ce sont des démocrates ou des républicains qui sont là?

**M. Jockel:** L'influence...?

**Mme Marois:** Des décideurs économiques ou des leaders économiques.

**M. Jockel:** En ce qui concerne, surtout dans...

**Mme Marois:** C'est une question difficile peut-être pour vous. Ha, ha, ha!

**M. Jockel:** Oui, c'est une question très délicate.

**Mme Marois:** Oui, voilà, délicate. C'est ce que je voulais dire, oui. Je suis consciente de ça.

**M. Jockel:** Mais, ici, vous comprenez, c'est une telle sorte de question.

**Mme Marois:** Oui, oui, oui.

**M. Jockel:** Mais c'est bien vrai que le Parti démocrate est plus protectionniste, en général, que le Parti républicain.

**Mme Marois:** D'accord. Que le Parti républicain.

**M. Jockel:** Mais un autre élément... C'est bien vrai qu'il y a une certaine pression pour régler les choses rapidement avec le Québec,

mais il ne faut pas oublier ces autres éléments, comme les subventions, le code d'investissement. Il y a des choses à régler, mais pas pendant cette période de transition. Je ne crois pas que Washington accepterait tout d'un coup un accord qui ne règle pas les éléments importants de la "ration".

**Mme Marois:** Dans le fond, vous dites que des négociations informelles devront se faire pour que les éléments majeurs soient réglés avant que la reconnaissance ne se fasse?

**M. Jockel:** Oui.

**Mme Marois:** Je vous remercie.

**M. Jockel:** C'est moi qui vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'il y a d'autres participants?

**M. Chagnon:** J'aurais une question.

**Le Président (M. Bélanger):** Vous avez une question!

**M. Chagnon:** Le député de Viger a dit, tout à l'heure, qu'il y avait des privilèges attachés au statut de province. Est-ce que, dans la prochaine séance, il pourrait nous en déposer la liste?

**Le Président (M. Bélanger):** Peut-être n'aurons-nous pas assez de la séance pour avoir le dépôt complet?

**Mme Marois:** Des privilèges. Ha, ha, ha!

**M. Maciocia:** Sûrement...

**M. Chagnon:** J'ai hâte de la voir.

**M. Maciocia:** ...sûrement, sûrement...

**Mme Marois:** D'accord, ça va être intéressant.

**M. Maciocia:** ...si ça te fait plaisir, sûrement.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Viger, vous allez déposer la liste? Allons-nous avoir assez de la séance pour être capable de lire la liste?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors...

**M. Jockel:** Who are the...

**Le Président (M. Bélanger):** ...M. Jockel, permettez-moi, au nom des membres de la

commission de vous remercier de votre passage à cette commission. Il est certain que votre mémoire ainsi que les réponses aux questions que nous vous avons posées ont sûrement servi d'éclairage supplémentaire aux membres de la commission.

**M. Jockel:** C'est moi qui vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Mesdames et Messieurs, membres de la commission, je vous rappelle, d'une part, que nous suspendons les travaux pour les reprendre à 14 heures, et non pas ici, mais au Club sportif Laurier. Apportez votre raquette ou votre costume de bain.

(Suspension de la séance à 12 h 20)

(Reprise à 14 h 14)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Ça devient une obsession, les tam-tams. Ça peut finir en danse de la pluie et ça va être dangereux, on ne pourra pas siéger.

Alors, si vous permettez, nous allons reprendre nos travaux. Nous recevons cet après-midi, M. Charles-Philippe David, qui a fait une formation universitaire à l'Université de Montréal où il a fait un baccalauréat en science politique; à l'Université Carleton d'Ottawa où il a fait son Master of Arts in International Affairs; il a été superviseur; il est allé, aussi, à Princeton University; il est ensuite allé faire son Ph.D. à Princeton University en Affaires internationales; et il est actuellement Visiting Senior Research Fellow au Centre for International and Strategic Affairs, University of California at Los Angeles. Il est d'ailleurs revenu de Los Angeles pour nous rencontrer aujourd'hui. Il est professeur au Collège militaire royal de Saint-Jean, à l'Université de Montréal et à l'Université Concordia en Introduction to Nuclear Strategy.

Bref, c'est un monsieur qui maîtrise parfaitement le sujet qui nous intéresse cet après-midi et je suis sûr que vous avez tous, comme moi, très hâte de l'entendre. Alors, M. David, la parole est à vous.

#### **M. Charles-Philippe David**

**M. David (Charles-Philippe):** M. le Président, merci beaucoup, membres de l'Assemblée nationale. C'est tout un honneur de venir ici parler d'une question d'actualité, une question très sérieuse comme l'accession possible du Québec à la souveraineté.

Ça m'a demandé un effort de réflexion quand même assez considérable pour utiliser les notions de relations internationales de défense et de stratégie pour essayer de vous préparer quelque chose d'intéressant. Je ne vais pas lire ou oser, peut-être, résumer le texte que je vous

ai suggéré. Chaque phrase et chaque mot sont très pesés. J'ai tenté de répondre au mandat qui m'avait été assigné, c'est-à-dire celui de réfléchir à un certain nombre de scénarios d'une défense du Québec advenant, donc, le cas où le Québec soit souverain.

La littérature ou les documents qui existent sur le sujet ne sont pas nombreux. On part vraiment dans un terrain relativement vierge. Et c'est beaucoup plus un effort de réflexion faisant appel à une connaissance des relations internationales et de la stratégie, qu'une prise de position en fonction des documents ou des livres qui ont été écrits sur le sujet précisément. Il n'y en a pas. Donc, c'est vraiment un travail de défrichage.

Cependant, il y a déjà eu des dépositions qui ont été faites devant cette commission, entre autres par le professeur Albert Legault qui vous a remis un mémoire qui, je pense, donne à peu près tous les éléments nécessaires d'information sur ce en quoi consiste la politique de défense actuelle du Canada, quels sont les moyens mis à la disposition de cette politique et quelles sont les questions que le Québec devrait se poser advenant le cas de l'accession à la souveraineté.

J'ai osé quand même, je me suis risqué à écrire quelque chose peut-être de légèrement provocateur pour au moins susciter un certain nombre de questions, il me semble, fondamentales sur la défense d'un Québec souverain. Et j'ai voulu le faire dans l'esprit d'une réflexion beaucoup plus que d'une évaluation définitive. Je n'ose pas prétendre que, dans ce texte que j'ai préparé, vous allez tout aimer ou trouver toutes les réponses. J'essaie d'ouvrir des portes de façon, parfois innovatrice, pour réfléchir sur les enjeux et les scénarios possibles de demain, plutôt que d'essayer seulement de résumer les acquis, si vous voulez, de notre politique de défense actuellement, au Canada. Donc, c'est un travail en même temps de réfléchir sur ce qui se fait actuellement, mais regarder aussi les scénarios possibles de l'avenir avec un certain nombre de questions qui sont appelées à être discutées.

Alors, je n'ose pas prétendre ici que vous avez devant vous un document vraiment définitif et sûr à tous les niveaux sur ce qu'impliquent, au niveau des moyens et des objectifs, les différents scénarios. Mais je pars quand même du postulat fondamental que le débat actuellement sur la défense – enfin, ce que j'ai lu des différentes commissions ou des différents colloques qui ont eu lieu sur le sujet, par exemple, par l'ENAP ou ce qu'on a lu dans les journaux – il me semble que la façon dont le débat de la défense est formulé ne tient pas compte des changements sur le plan stratégique, sur le plan international et, à mon avis, regarde plutôt les solutions du passé pour les offrir à un Québec de demain, plutôt que de regarder les problèmes de demain pour essayer de les adapter déjà à un Québec d'aujourd'hui. Je pars donc du postulat

que la politique de défense d'un Québec souverain ne veut pas nécessairement dire faire ce qui existe ailleurs, c'est-à-dire reprendre à notre propre compte ce que le Canada fait ou, comme tous les États souverains, disposer d'une armée équilibrée avec une marine, une armée de l'air, une armée de terre, un ministère de la Défense, etc. Je pense que, comme je le dis dans le texte, si vous l'avez lu, c'est mettre la charrue avant les boeufs.

D'abord, il y a trois choses importantes si quelqu'un veut discuter de défense au Québec, dans n'importe quel pays à vrai dire. La première chose, c'est qu'une politique de défense ne peut être traitée en dehors du cadre de la politique étrangère. Quels sont les objectifs et les intérêts d'un engagement international du Québec? C'est le paramètre qui nous permet de définir quelle sorte de politique de défense nous voulons.

Deuxième critère: le complexe, si vous voulez, économique, ou le complexe militaro-économique, qui permet de supporter une politique de défense. Dans quelles conditions économiques, surtout quelles conditions économiques d'un Québec souverain... quelles seraient ces conditions-là pour une politique de défense? Je donne certaines réponses, et elles ne sont pas favorables, pour un effort de défense dit national.

Troisième paramètre: la culture politique d'un pays. Et là-dessus, je fais quelques réflexions sur l'attitude des Québécois face aux forces armées, face à l'emploi de la force, face à leur histoire et l'héritage de ce que j'appelle l'"establishment" de la défense. Il y a, là aussi, des critères très importants à retenir. Par exemple, si l'on parle d'alliance, ou si l'on parle de politique de concert avec les États-Unis, il faut tenir compte de certaines vérités à ce troisième niveau.

Une fois que les paramètres sont bien établis d'une potentielle politique de défense du Québec, je me suis mis à la tâche de définir quatre scénarios possibles. Ces quatre scénarios – et là, je résume vraiment l'essence du texte – sont le statu quo partagé, ce que la plupart, je pense, des gens dans le domaine, enfin, de la défense ou des affaires extérieures semblent souhaiter, c'est-à-dire de pouvoir récupérer au Québec ce qui se fait au Canada en notre nom, et ni plus ni moins changer les drapeaux, et dire: Nous avons x armements, x avions qui, maintenant, nous appartiennent. Évidemment, je soulève les problèmes de ce scénario qui dépendent énormément de la réaction des autres provinces et du gouvernement central ainsi que de la réaction américaine. Et ce n'est pas évident que le statu quo partagé peut fonctionner, et même, je suis personnellement pessimiste quant à son issue.

Le deuxième scénario est celui de l'indépendance militaire, avec ou sans les alliances, et c'est l'objet d'un débat. L'indépendance militaire, un effort de défense nationale, est tout à fait

prohibitif, je crois, et illusoire. Je crois que nos parlementaires auront d'autres chats à fouetter avec l'économie pour se soucier d'un effort de défense nationale qui pourrait coûter au bas mot 5 000 000 000 \$. Actuellement, la proportion des dépenses militaires du Québec dans la Confédération canadienne est de peut-être 3.1 ou 3.2 milliards, soit 25 % du budget. 5 000 000 000 \$, 6 000 000 000 \$ ça m'apparaît vraiment être un objectif démesuré. Une politique vraiment de défense nationale à la française risquerait de nous amener bien des soucis et de nous coûter énormément.

Il y a, évidemment, le problème des alliances, et là-dessus je soulève la question de la pertinence du NORAD et de la pertinence de l'OTAN dans les années à venir; franchement, je suis assez sceptique face aux arguments qui sont offerts, tant en public, si vous voulez, qu'au sein de cette commission ou devant cette commission, à l'effet que le Québec devra automatiquement demander son adhésion ou continuer son adhésion au niveau seulement du Québec dans l'OTAN et le NORAD, tout simplement parce que ces deux alliances sont en train de changer.

Ce matin, M. Jockel nous a très bien expliqué, en fait, pourquoi il faut séparer NORAD en deux aspects et pourquoi l'un d'entre eux est de moins en moins pertinent pour nous, c'est-à-dire le commandement en tant que tel de NORAD et pourquoi le deuxième, la défense aérienne, évidemment, nous implique un peu plus. Mais là aussi, je dirais qu'il n'est pas essentiel qu'on participe au NORAD, comme il l'a dit d'ailleurs pour avoir cet arrangement de défense aérienne. Ça peut être un accord tout simplement bilatéral avec les Américains ou trilatéral avec le Canada. Mais on peut aussi se poser des questions sérieuses sur l'OTAN dans la mesure où cette alliance elle-même est considérablement transformée et où notre participation, actuellement, du Canada, diminue. En 1995, il ne restera plus que 1100 soldats canadiens en sol allemand, alors, je vois mal en quoi consisterait exactement la participation québécoise à l'OTAN et si elle est vraiment nécessaire pour nous. D'autres forums de politique étrangère et de défense en Europe vont s'occuper aussi des problèmes de sécurité européens. Et en quoi sommes-nous impliqués ou concernés par ces problèmes? Ce sera une question sur laquelle on va peut-être revenir au courant de la discussion.

En somme, je remets un peu, en question la nécessité obligatoire du Québec de participer ipso facto à deux alliances militaires. Ce n'est pas seulement pour faire plaisir à nos voisins, mais il faut voir aussi la question des coûts et la question de nos intérêts.

Le troisième scénario est – je résume de façon très schématique, là – un petit peu plus avant-gardiste et a été discuté longuement durant – bien, longuement – a été discuté quelquefois durant les années soixante-dix et égale-

ment durant les années quatre-vingt et ça a toujours été rejeté parce qu'on disait que c'était un scénario qui, à ce moment-là dans les conditions géopolitiques de ce moment de la guerre froide, c'était impossible mais aujourd'hui, il y aurait peut-être intérêt à regarder de nouveau ce scénario, celui de la neutralité non armée. Personne, à mon avis, ne soulève cette question intéressante. La neutralité ne veut pas dire que vous êtes un pays armé nécessairement. Bien sûr, il faut également dire qu'à peu près 158 pays sur 160 sont armés et que pour chercher des exemples de pays non armés, bien, il faut aller chercher loin. Enfin, il y en a deux: il y a l'Islande et il y a le Costa Rica, et j'explique quelles seraient les possibilités d'application de ces modèles-là pour le Québec et j'ose provoquer un débat en suggérant qu'il ne faudrait pas éliminer la possibilité d'un Québec qui adopte le scénario costaricain. Et ce n'est pas à la légère que je le propose; c'est considérant les conditions géopolitiques transformées de 1992, considérant également les conditions de stratégie qui sont très différentes pour l'Amérique du Nord, que celles qui prédominaient il y a 10 ans ou il y a 15 ans. Et je ne veux vraiment pas faire la lecture du texte, mais je vais, argument par argument, essayer d'expliquer en quoi consiste ce scénario de neutralité non armée. Et j'ose espérer que cette commission pourra étudier sa pertinence.

Le quatrième scénario, c'est celui que j'appelle "le maintien de la paix." C'est un scénario qui répond aux intérêts politiques des Canadiens et des Québécois. Là-dessus, au moins, il y a entente partout au pays. Plus de 60 % des Canadiens appuient les opérations de maintien de la paix. À mon humble avis, si on veut continuer un effort de défense nationale au Québec, si on en a les moyens, si les politiciens décident qu'il y a les ressources nécessaires, j'aimerais mieux voir une politique orientée en fonction du maintien de la paix que simplement orientée en fonction de la défense territoriale ou la protection des eaux maritimes, ou simplement des forces d'intervention en cas de problèmes civils.

Le maintien de la paix, actuellement, implique 2000 de nos soldats canadiens. Je pourrais très bien concevoir une politique de défense du Québec qui fasse beaucoup plus. Elle coûterait également plus cher, cette politique. Cependant, je pense que pour les politiciens, ce serait enfin une politique de défense que tout le monde pourrait comprendre. Le Québécois pourrait accepter qu'on définisse ce terme traditionnel de défense en fonction d'une coopération très étroite, par exemple, avec le Conseil de sécurité de l'ONU, avec les institutions de l'ONU pour entraîner et disposer des ressources nécessaires pour envoyer des Québécois – comme nous le faisons actuellement avec les Canadiens, incluant des Québécois – pour des opérations de maintien de la paix. Ça serait certainement un

scénario politiquement plus efficace, plus vendable que le scénario d'une défense nationale. Cependant, il coûterait plus cher. Et si je parle des coûts en termes de scénario, il n'y a aucun doute que, probablement, le scénario numéro un, celui du statu quo partagé, est celui qui impliquerait le moins de changements au niveau financier, au niveau infrastructure.

Le deuxième scénario serait un effort colossal et je pense que les partis politiques seront d'accord pour dire avec moi qu'on n'en a simplement pas les moyens. Le troisième scénario serait le moins dispendieux de tous, parce que vous n'auriez pas besoin de disposer d'une force armée. Et j'ose, encore une fois, poser une question provocante: Tout le monde semble prendre pour acquis que souveraineté veut automatiquement dire l'acquisition d'une force armée. Il nous faut une force armée, sinon nous ne serons pas reconnus. Il faudrait peut-être que quelqu'un m'explique, à ce compte là, pourquoi l'Islande est un pays parfaitement bien reconnu, sur le plan international, et il ne semble pas que personne en veuille à l'Islande pour ne pas disposer de forces armées. Même deux présidents, à l'époque, se sont permis en 1987 d'aller au sommet de Reykjavik pour discuter de désarmement. Alors, il ne semble pas que l'Islande soit un pays mal considéré sur le plan international. La même chose pour le Costa Rica. Le Costa Rica n'a pas de forces armées, et pourtant a deux voisins qui sont, on pourrait au moins dire, problématiques: Le Nicaragua et le Panama, ce n'est pas évident que ce sont des frontières, par définition stables. Et pourtant le Costa Rica se débrouille, depuis 1947. Je ne suis pas en train de vous dire: Prenons le modèle, appliquons le parfaitement et le tour est joué.

(14 h 30)

Je dis, je pense qu'une étude sérieuse pourrait tenir compte de plusieurs données de ce scénario-là pour voir en quoi il est possible de l'appliquer au cas où le Québec devienne souverain, dans son éventualité de sa souveraineté, quelle serait la pertinence du modèle et comment on pourrait l'adapter. Le coût de ce scénario serait énormément moindre, parce que vous n'avez pas besoin, à long terme, de disposer d'une armée de l'air, vous n'avez pas besoin d'une marine, vous n'avez pas besoin de construire un port militaire, vous n'avez pas besoin de trouver un endroit vacant ici pour construire un ministère de la Défense nationale, vous n'avez pas besoin ici d'une infrastructure énorme, en termes d'entraînement et d'opérations.

Le scénario numéro quatre, celui du maintien de la paix, qui est également, je pense, un scénario très intéressant, le scénario numéro quatre implique des coûts substantiels. Probablement pas autant que le numéro deux, mais pas loin, parce que l'infrastructure nécessaire pour le transport, pour la logistique, pour amener des Québécois en Angola ou à Chypre ou ailleurs, au



Cambodge, ou en Yougoslavie, nécessite une préparation, une planification assez énorme. Également en termes d'entraînement, c'est un entraînement quelque peu différent des autres types d'entraînement.

Donc il y a des coûts, il y a des avantages, il y a des désavantages à chacun de ces scénarios-là. Je pense qu'il y a définitivement... Dans mon esprit, ou selon moi, les scénarios numéro trois et numéro quatre sont les meilleurs scénarios si le Québec décide de devenir souverain et veut se doter des moyens d'une défense. Le scénario numéro un est improbable, car il dépend des autres, il ne dépend pas de nous, et ça, c'est bien sûr, c'est dans le contexte de tout le débat général sur l'accession à la souveraineté, et c'est aussi bien vrai des questions économiques, financières, de droit international que c'est vrai dans le cas ici de la défense.

Alors, je pense que je pourrais enfin continuer, peut-être, à résumer le texte, mais si vous l'avez lu, je crois que la chose la plus intéressante à faire c'est vraiment d'entrer dans les questions, peut-être, les choses qui vous ont chicotés, les questions où vous voudriez des précisions.

Mais, n'oublions pas. On ne peut pas discuter de quinquillerie, de ressources, d'argent pour la défense, comme on l'a fait durant les derniers mois dans certains colloques, sans regarder la question d'ensemble. La question d'ensemble c'est, fondamentalement, une armée contre qui, une armée contre quoi? Quels sont les ennemis, dites-moi, que vous voyez dans les 20 prochaines, ou 30 prochaines années qui risquent de nous menacer? En quoi les conditions du monde, les conditions qui nous entourent en Amérique du Nord, ont changé qui font qu'on n'a peut-être pas besoin exactement de faire comme on a fait depuis 40 ans?

Alors, c'est un texte, j'espère, qui provoque des questions. C'était son unique et très modeste objectif et non pas de vous amener une réponse définitive sur toute la question. Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, merci, M. David. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Je voudrais vous remercier, M. David, pour votre témoignage et aussi pour votre texte parce que, en plus évidemment d'identifier les divers scénarios possibles qui s'offrent à un Québec souverain, vous établissez, je pense, un postulat de base qu'il convient de mettre en lumière et qui est le suivant, c'est qu'on ne peut pas avoir une politique de défense avant d'avoir élaboré une politique étrangère. Je pense que cette corrélation-là que vous établissez est tout à fait pertinente. Et une politique de défense en quelque sorte, ou une politique de sécurité nationale, découle d'une politique étrangère pour une large part. Je pense que c'est un postulat que vous exprimez et qu'il est important qu'on

ait à l'esprit en travaillant sur l'hypothèse d'un Québec souverain.

Toutefois, il est peut-être, bon... Il n'est peut-être pas inutile de rappeler à cette commission, vous le savez sans doute aussi, M. David, étant donné que vous connaissez bien ce domaine, vous savez très bien que ma formation politique, qui est une formation souverainiste, a un programme qui a fait un choix, là. Est-ce qu'il sera remis en question ce choix-là? Je ne le sais pas. Ça appartient au congrès du parti de le faire, et puis probablement aussi qu'à partir du moment où le Québec est un pays, est un État souverain, peut-être que tout cela sera révisé mais, pour le moment, il n'est peut-être pas inutile de vous indiquer que nous, c'est le deuxième scénario. Le Parti québécois, c'est le deuxième scénario, c'est-à-dire que c'est l'indépendance avec les alliances. Ce n'est pas un dogme intangible, ce n'est pas le Coran, ça peut peut-être changer, mais pour le moment, c'est ça. Nous, du Parti québécois, notre choix, c'est une armée et un Québec qui appartient, continue d'appartenir aux grandes alliances du monde démocratique, c'est-à-dire l'OTAN et NORAD. Là-dessus, vous dites que cette hypothèse-là, évidemment, ce scénario-là est très coûteux pour le Québec. Par contre, quand je regarde ce dont on hériterait, quand le Québec deviendrait souverain, de quoi hériterait-on? Puisque, selon la règle du droit international, les actifs des immobilisations qui se trouvent sur le territoire du nouvel État, de l'État successeur, lui appartiennent, de quoi hériterait-on? On hériterait d'une brigade – une brigade, c'est comme ça qu'on l'appelle à Valcartier; une brigade motorisée, celle de Valcartier? – on hériterait de deux escadrons à Bagotville – j'en parlerai tantôt; autant mon collègue de Hull est préoccupé par les fonctionnaires d'Ottawa, autant moi je suis préoccupé par les militaires de Bagotville, puisque c'est ma région...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** ...alors, je vais nécessairement avoir tendance à privilégier les scénarios qui vont maintenir en activité la base de Bagotville. Alors, deux escadrons: la base de Bagotville, et puis, on parle évidemment d'un certain nombre de navires de garde-côtes. Ça m'apparaît la base. On ne peut pas tellement aller en dessous de ça, si on veut avoir une armée. Un Québec souverain qui veut avoir une armée ne peut pas tellement aller en dessous de ça, parce que les navires garde-côtes, je pense que ça en prend. Il va falloir en avoir pour exercer une certaine surveillance de nos côtes. Les forces terrestres, bon, elles sont là, on pourrait les maintenir; les forces aériennes également. Quand vous dites que ça va coûter de 3 000 000 000 \$ à 5 000 000 000 \$, je ne sais pas sur quoi vous basez, mais quand on regarde le pour-

centage des actifs dont on hérite au Québec, c'est pas mal moins que ce qu'on donne, notre participation ou notre contribution au financement de la défense. Le budget de la défense, c'est quoi? C'est 12 000 000 000 \$?

**M. David:** 12 000 000 000 \$ actuellement.

**M. Brassard:** Actuellement, bon! Notre contribution normale sur le plan fiscal est de l'ordre certainement de 3 000 000 000 \$. Sûrement.

**M. David:** Oui.

**M. Brassard:** Mais quand on regarde ce dont on hérite, c'est à peu près... des effectifs. C'est quoi? 13 % des effectifs. Les équipements et les immobilisations, c'est à peu près la même chose aussi, autour de 15 %. C'est moins que la contribution financière, comme contribuable, qui est la nôtre, actuellement, dans le système actuel. De sorte que je me dis: Est-ce que ce qui existe présentement et ce dont on hériterait comme éléments de défense exigent un budget aussi élevé que ça, compte tenu que ça ne correspond pas vraiment à notre contribution?

**M. David:** Vous auriez une réponse très claire, et je le cite, du lieutenant général à la retraite, Charles Belzile, qui est beaucoup plus compétent que moi, et que bien des gens ici pour donner l'exposé de ce que représenterait une infrastructure militaire pour un Québec indépendant. Ce n'est pas juste de prendre 24 chasseurs F-18 et d'effacer le drapeau canadien, et mettre un drapeau québécois. Ce n'est pas juste de ça qu'on parle. Ce n'est pas seulement, non plus, avoir des navires garde-côtes dont on efface, là aussi, l'appartenance pour en dessiner une nouvelle. C'est beaucoup plus que ça. C'est toute l'infrastructure nécessaire pour faire fonctionner l'appareil de défense d'un pays.

Et je me réfère à lui parce que je pense qu'il a présenté, dans un article qui a été publié dans la revue *Forum* l'automne dernier, et également lors d'une conférence qu'il a donné à l'École nationale d'administration publique à Montréal, le 29 novembre dernier. Il a donné des chiffres, des statistiques, et il l'a fait d'une façon très posée, après avoir fait une analyse très poussée de ce que veut dire un effort de défense nationale et sans aller jusqu'au scénario où on acquiert des sous-marins d'attaque nucléaire. Ce n'est pas la question non plus. Ses statistiques et ses estimations étaient de l'ordre de 3 000 000 000 \$ au minimum. Mais il disait franchement que la facture risquait très facilement de s'élever à 5 000 000 000 \$.

Je ne suis pas assez compétent pour faire l'analyse précisément économique de ce que voudrait dire, dans l'hypothèse d'un Québec indépendant, le coût de cette infrastructure, mais

il faut croire que cette étude a déjà été, sinon faite, au moins abordée par des gens comme le général Belzile. Également, je pense que Robert Bernier, professeur également de l'ENAP, a fait une présentation sur le même sujet. Et ce sont eux qui le disent, pas moi. Et le général, je pense, là-dessus, a beaucoup de compétence pour parler de la question.

Alors, je me méfie toujours des budgets de la défense. C'est très rare que j'ai vu des budgets de la défense, non seulement répondre aux prévisions budgétaires, mais diminuer par rapport aux prévisions budgétaires. Les expériences ne sont pas concluantes. Elles sont plutôt l'inverse. Les budgets de la défense excèdent toujours les prévisions budgétaires. Et souvent on n'en a pas vraiment les moyens, donc on sacrifie quelque part. Et alors, c'est toute la qualité même, toute la performance même de ce système de défense qui sont remis en question.

Alors, si même on pouvait, peut-être, en espérant très fort que ça puisse marcher, maintenir une défense québécoise autour de 3 000 000 000 \$, donc qui ne coûte pas plus cher que dans la situation actuelle, il faut croire qu'on aurait les mêmes frustrations et les mêmes commentaires que l'on écoute actuellement sur la politique de défense, c'est-à-dire qu'elle n'a, franchement, aucun sens. Nous ne sommes pas capables de remplir les engagements d'une superpuissance avec l'objectif de la souveraineté, l'objectif de la surveillance des eaux maritimes, surveillance de l'espace aérien, appartenance aux alliances, et l'objectif du maintien de la paix. À chaque fois qu'il est question d'armement ou d'un livre blanc sur la défense au Canada, c'est évidemment la pagaille parce que personne n'est satisfait. Et je le dis quelque part dans le texte. De toute façon, il m'apparaît évident que la seule justification qu'on peut avoir désormais pour une politique de défense, au Canada ou au Québec, ce sont les alliances, pour des raisons très politiques et qui n'ont honnêtement, absolument, rien à voir avec les nécessités de sécurité ou les problèmes de sécurité.

Si le Québec indépendant choisissait d'être dans le NORAD ou dans l'OTAN, c'est parce qu'il a des objectifs diplomatiques vis-à-vis des États-Unis et vis-à-vis de l'Europe, et se sert, comme ça arrive souvent, par exemple, dans l'histoire canadienne, de son appartenance à ces alliances pour ses objectifs politiques ou ses intérêts.

Donc, je ne suis pas sûr, d'une part, que le coût soit réaliste. D'autre part, je pense qu'il pourrait facilement être plus élevé. Troisièmement, vous aurez les mêmes problèmes que vos collègues à Ottawa ont, c'est-à-dire comment justifier même ce budget de la défense de 3 000 000 000 \$ ou un peu plus – probablement un peu plus – quand les problèmes de sécurité ne sont pas évidents, quand une bonne partie des gens remettent en question l'idée de l'appartenance aux alliances. Alors, ce n'est pas évident

que ça va satisfaire tellement plus la population. J'ajouterais à titre très personnel que, si l'accès à la souveraineté veut dire de refaire exactement ce qu'on a fait pendant 40 ans au niveau canadien, je vous demande franchement, à titre professionnel et dans mon petit domaine d'expertise, en quoi la souveraineté m'apporte quoi que ce soit de neuf ou de nouveau?

**M. Brassard:** Ce matin, M. Jockel a indiqué dans son mémoire qu'il y a deux points clés qui intéressent par contre les États-Unis. Et je cite: Le premier a trait à la défense aérienne. Pour le moment, du moins, les opérations de défense aérienne dans le nord-est du Canada demeurent essentielles à la sécurité du continent nord-américain du moins. C'est sûr, je suis conscient qu'il y a eu des changements considérables dans le monde contemporain, que les blocs se sont effrités, que la guerre froide est chose du passé et tout ça. Mais il n'en demeure pas moins que M. Jockel, qui est un Américain, nous dit que ça va demeurer un des points clés préoccupants pour les États-Unis, c'est-à-dire la défense aérienne. Comment, à ce moment-là, le Québec souverain participerait-il ou s'impliquerait-il pour que cet objectif de Washington soit atteint? (14 h 45)

**M. David:** D'abord, l'objectif de Washington change lui-même. Plusieurs données à rappeler ici. D'abord, les Américains procèdent à une réforme majeure de NORAD et de leur programme, leurs commandements aux niveaux stratégique et de défense. En termes clairs, le commandement des armes nucléaires et le commandement de surveillance aérospatiale de NORAD vont être fusionnés fort probablement au courant des prochains mois sinon de la prochaine année. Ça veut dire que non seulement la défense mais aussi les armes nucléaires deviennent partie intégrante d'un seul et unique commandement avec ses objectifs propres et ses armes, enfin son réseau de planification pour les armes, les objectifs, etc.

Donc, NORAD se transforme lui-même. NORAD met également l'accent désormais, et va le mettre de plus en plus, sur la surveillance depuis l'espace. Je pense qu'Albert Legault vous a expliqué certainement cette donnée-là aussi, parce que le Canada est très impliqué au niveau de la surveillance spatiale. Cela veut dire aussi qu'à long terme le système d'alerte du nord, je ne dis pas sera inexistant ou périmé, mais aura moins d'importance. Là aussi, ça dépend des négociations. En passant du contrôle des armements, qu'est-ce qui arrivera avec les bombardiers et les missiles de croisière? Ces changements au niveau de NORAD, fusionnement des commandements d'une part et accent désormais mis sur l'espace, font que, à mon avis, les États-Unis n'auront pas tendance à vouloir plus ou davantage de participation canadienne dans la surveillance, mais probablement, sans trop s'en

faire, un peu moins. Ce qui veut dire – et je reprends les termes de M. Jockel dans son livre – que, probablement, les États-Unis ne seraient pas intéressés à un arrangement, enfin, une alliance trilatérale Québec-Ottawa-Washington pour le NORAD. Évidemment, c'est hypothétique. Il n'y a personne qui peut regarder sa boule de cristal et être sûr que ce sera précisément la réaction américaine, mais s'il y a quelqu'un qui connaît bien la réaction des États-Unis, c'est M. Jockel, et je pense que son avis doit être pris très sérieusement. J'aurais tendance, certainement, à appuyer cette conclusion.

La défense aérienne du Québec, ou la surveillance aérienne du Québec, n'est pas indispensable pour les États-Unis, pour leur propre défense. D'abord, les systèmes d'alerte du Nord ne sont pas au Québec; vérité géographique élémentaire. Leur surveillance spatiale n'a pas besoin non plus d'une participation d'un bras québécois sur le satellite américain. Au niveau du commandement unifié, NORAD, armes nucléaires, espace, je ne sais pas si un militaire haut-gradé québécois sera nécessairement le bienvenu dans le contexte politique ou international de l'accès du Québec à la souveraineté, enfin, je ne sais pas, c'est discutable. Ça pourrait même provoquer, en fait, l'abandon par les Canadiens eux-mêmes de la mission de NORAD, à vrai dire. Il est possible que les États-Unis profitent de l'occasion pour abandonner cette mission-là, en termes de deux ou trois pays, et la faire tout simplement tout seuls. Je souligne que, dans ce contexte-là, les Québécois auraient à ce moment-là une marge de manoeuvre quelque peu plus flexible pour décider ce qu'ils veulent, sans toujours faire référence à ce qu'on entend depuis 40 ans: on ne peut pas faire quoi que ce soit, parce que nous sommes dans NORAD, et on a besoin de NORAD, parce qu'il faut rassurer les Américains. Il faudrait demander aux Américains eux-mêmes s'ils peuvent être rassurés sans notre participation. Ça peut être dans notre intérêt de ne pas pousser davantage pour qu'on participe, et au contraire, pour qu'on accepte cette réalité-là, en disant: La page est tournée.

Je comprends que votre parti politique a cette clause d'appartenance aux alliances qui vous cause parfois, aussi, certaines difficultés, parce qu'il y a des gens qui se demandent pourquoi on a besoin d'être dans des alliances si la menace n'existe plus. Honnêtement, moi, je ne vois pas vraiment, dans les prochaines années, une attaque de bombardiers russes, à moins que vous croyiez qu'elle soit ukrainienne ou kazakhe, à travers le Pôle Nord contre les États-Unis, à moins que l'actualité fasse en sorte que la Russie ne puisse pas s'en sortir avec l'aide économique au compte-gouttes qu'on lui offre, et qu'on retourne à une forme de dictature militaire, et que, pour justifier leur pouvoir et leur légitimité, ils fassent recours à la vieille technique de l'ennemi. C'est un scénario toujours

possible, mais moi, je n'y crois pas vraiment, en tout cas, pas maintenant. Je ne vois pas d'où vient la menace sur le territoire nord-américain, en termes strictement militaires. Bon, évidemment, il y a peut-être les mauvaises langues qui diront qu'on pourra avoir des voisins frustrés qui voudront s'en prendre à nous après l'accession à la souveraineté, et que pour ça, il faudra appartenir à NORAD, mais je crois que c'est vraiment très élastique, la justification ou la légitimité d'appartenir à une telle alliance. Alors, je ne sais pas si je réponds à votre question, mais je pense qu'il faut commencer à aller un petit peu au-delà des thèses un peu faciles qu'on a émises depuis plusieurs décennies et peut-être regarder un peu plus l'avenir avec un oeil nouveau.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Orford.

**M. Benoît:** Merci, M. le Président. M. David, merci d'être avec nous aujourd'hui. Je ne veux pas rentrer dans la plomberie, mais j'aimerais me faire une idée, essayer de comparer un peu les coûts, qu'on s'entende sur 3 000 000 000 \$ ou 2 500 000 000 \$ ou 3 500 000 000 \$, pour moi, à ce point-ci, ce n'est pas vraiment si important que ça. Ce que je voudrais voir, c'est que par rapport à d'autres pays, si on le prenait en proportion du PIB, ou de la tête de pipe, par individu, avez-vous des comparatifs que ça peut nous donner, ce que ça coûte l'armée dans certain nombre de pays, au prorata de la population ou au prorata du PIB ou...

**M. David:** Vous avez toutes ces statistiques-là dans le mémoire d'Albert Legault, que j'ai avec moi, qu'on pourrait ressortir. Tous les tableaux sont là: participation de chaque pays en termes de dépenses militaires, ce que ça implique au niveau du PNB, du PIB, etc. Alors, la comparaison, bien, on la sait tous: c'est que le Canada n'est pas, semble-t-il, un participant très actif au niveau de ses alliances parce qu'il ne dépense pas tant d'argent que ça. Mais là, on entre dans un autre genre de débat et moi-même, je ne voudrais pas entrer dans cette analyse de chiffres. Voilà. Merci beaucoup, M. Émond. Alors, vous avez toutes ces statistiques-là, effectivement, dans le mémoire, ses nombreuses annexes qui détaillent... Budget de défense et comparaisons internationales, page 57 du mémoire d'Albert Legault, du 15 janvier. On vous donne le budget fédéral, le budget du ministère, la part du budget fédéral allouée au ministère et vous avez, dans le tableau en dessous, le pourcentage des activités consacrées à la défense dans les pays membres de l'OTAN. Maintenant, vous souhaiteriez peut-être faire une analyse encore plus grande des autres pays...

**M. Benoît:** Je n'ai pas vu ce document.

**M. David:** C'est là.

**M. Benoît:** Je pense que j'ai manqué la présentation de M. Legault. Je vais m'y référer. C'est très bien.

Je pense que vous dites, dans votre texte, qu'une organisation militaire démocratique reflète la culture politique d'un État, l'opinion publique et les rapports entre civils et militaires. Vous qui avez un Ph.D., qui avez voyagé à travers le monde, qui avez vu des militaires de tout acabit, j'ai l'impression... Quelle est cette culture politique du Québec? Comment l'évaluez-vous? Comment ça s'évalue, d'abord? Et quelle est cette culture politique? Avons-nous une culture politique? Nous avons refusé d'aller à la guerre lors d'un référendum. Je n'étais pas là, mais on a lu beaucoup là-dessus. Est-ce que, effectivement, on a une culture politique à cet égard-là et, si on en a une, comment ça s'évalue?

**M. David:** Est-ce que je peux vous répondre vraiment d'une façon très personnelle en vous disant que lorsque j'enseigne où j'ai enseigné dans les six dernières années, au Collège militaire de Saint-Jean, c'est évident que la plupart des réflexions que font nos jeunes cadets, nos jeunes élèves officiers dont une grande partie, évidemment, à Saint-Jean, vous pouvez comprendre pourquoi, est francophone, leur principale préoccupation, c'est tout simplement de n'être pas compris, de ne pas sentir que la population du Québec, si je peux dire, est derrière eux, que, enfin, il y a un appel politique, populaire pour ce qu'ils font, et ils s'interrogent franchement dans les salles de cours autant que vous autour de cette table et que les experts qui se rencontrent pour discuter de défense. Ils nous posent des questions, franchement, dans la salle de cours. Pourquoi a-t-on besoin de ceci? Pourquoi a-t-on besoin de cela? Qu'est-ce que ça donne de faire ceci si le résultat est qu'on s'aliène une partie de la population?

Par exemple, je vous référerai au débat que nous avons eu il y a quelques années avec le fameux projet d'acquisition des sous-marins nucléaires. Ce n'était quand même pas une petite décision pour un pays comme le Canada. Ça provoquait des débats autant parmi eux qu'au sein du système politique. Il y a... Et moi j'interprète toujours ces questions comme, au fond, une réflexion plus fondamentale qui n'est peut-être pas exprimée parfaitement mais qui est là, c'est: En quoi nous sommes importants et quel est notre rôle avec les civils? Et la raison pourquoi ce débat a toujours lieu, c'est que c'est difficile de justifier une politique de défense au Canada. Et je pense que c'est important l'exercice que vous faites, parce que si le Québec devient souverain et qu'on n'accepte pas le statu quo partagé et que pour d'autres raisons on décide de faire notre effort dans ce domaine, vous allez faire la même expérience qu'Ottawa,

avec ces mêmes questions qu'on soulève aujourd'hui. Vous devez faire face à ce genre de commentaires. Mais pourquoi une armée? Pourquoi on a besoin de soldats ici? En quoi la souveraineté oblige qu'on prenne des méthodes d'il y a plusieurs années pour les appliquer aujourd'hui dans un contexte où il nous semble, on nous parle quand même... Il y a la fin de la guerre froide. Il n'y a pas vraiment de menace pour un militaire en Amérique du Nord, etc. Ce sont des préoccupations que les jeunes cadets officiers eux-mêmes se demandent. Pour eux, le problème c'est que les politiciens, parfois, expliquent mal à la population pourquoi on a besoin d'eux. Et la seule justification qu'ils voient bien, qu'ils voient clairement, c'est le maintien de la paix, très souvent. Maintenant, officiellement et en public, la plupart aussi d'entre eux vous diront: Notre appartenance à l'OTAN, notre appartenance à NORAD, etc. Mais au fond, quand on pousse les choses plus loin, ils savent très bien que ce sont des débats, et ce sont des questions qui ne les satisfont pas.

Je pense, par ailleurs, que le Québécois, vous l'avez soulevé, à cause de son histoire est réticent à l'idée d'une force armée, parce que ça a toujours été perçu comme un "establishment" anglophone. Quoique là-dessus, et Jocelyn Coulon l'a vraiment très bien démontré dans son livre, les francophones ont fait un pas de géant au sein des forces armées canadiennes. Et c'est vrai qu'on a maintenant une panoplie, une série d'officiers, de généraux francophones extrêmement compétents qui se sont fait bien reconnaître dans leur domaine d'expertise. Il y a beaucoup de Québécois qui participent dans les forces de mission de paix qui sont à l'OTAN. Donc, il y a des progrès aussi qui ont été faits, si vous voulez, dans ce sens de rapprochement entre cultures civile et militaire. Mais il reste, il n'empêche que le Québécois est méfiant. Et on l'a vu dans plein d'expériences comme, par exemple, la guerre du Golfe, où on se pose plus de questions, on est un peu plus critique vis-à-vis de cette guerre, ou l'effort de guerre ou la participation canadienne, que dans le reste du Canada. C'est encore une fois l'héritage d'une méfiance, d'une attitude sceptique vis-à-vis du rôle exactement d'un soldat dans notre société.

Je dois dire toutefois que l'expérience d'Oka a probablement changé légèrement cette attitude, dans la mesure où on a vu que, dans ce cas-là précisément, l'armée avait été la bienvenue et s'est comportée de façon très professionnelle et, en fait, a probablement évité beaucoup plus de violence et a presque sauvé le système politique de devoir faire face à un problème encore plus énorme qu'il ne l'était. Et à ce point de vue, il n'y a aucun doute que l'attitude des Québécois vis-à-vis des forces armées a quelque peu changé. Maintenant, est-ce que ça a changé de façon permanente? J'en doute. C'est probablement plus un épisode isolé.

Toutefois, en contrepartie, je dirais: Si la seule mission que l'on donne à nos forces armées québécoises c'est de devenir une force d'intervention, au cas où la police, où la sécurité du Québec est incapable de faire face à des conflits, je ne sais pas si l'image que l'on projette avec ce genre d'armée est tellement concordante avec qui nous sommes, de culture politique et l'image surtout que l'on veut donner à l'étranger.

Pour vivre aux États-Unis depuis deux ans, je peux vous dire que certainement on se souvient très bien des images vues à la télévision sur Oka et la bataille entre, mettons, la police ou les Indiens et l'intervention de l'armée, que tout débat constitutionnel que vous pourriez entretenir ici et auquel ils ne portent aucune attention... Donc, les images frappent également. Est-ce que c'est le genre d'image que l'on voudrait projeter? J'ai des réticences, personnellement, vis-à-vis de cette perspective-là, et je dis peut-être que, à ce moment-là, on n'a pas besoin de force armée, si c'est ça la mission, on a besoin d'autre chose, qu'on appelle ça une gendarmerie, un autre corps indépendant de policiers ou de sécurité qui soit indépendant des forces actuelles. Ça c'est une discussion, peut-être, qui mériterait une étude plus approfondie. Mais il faut garder certainement à l'esprit cette réticence. Je crois que, certainement, les partis politiques sont encore mieux situés que nous, les experts, sur cette question-là, pour prendre le pouls de la réaction des gens. Et je crois que vous auriez tout un travail de justifier, mettons, une force armée de, je ne sais pas moi, 15 000 soldats. Les gens vous poseraient des questions. Ils vous diraient: Oui, mais telle usine vient de fermer, on a besoin d'emplois, comment se fait-il qu'on soit obligé de dépenser tant d'argent pour la défense? Certainement pour garder certains emplois dans certaines circonscriptions, mais on parle d'économie au niveau national. Ce sont les mêmes débats qui ont lieu à travers tout le Canada, aujourd'hui.

(15 heures)

**M. Benoit:** M. David, il y a quatre scénarios. L'Opposition nous a dit qu'elle, elle avait décidé de son scénario. Vous comprenez, de ce côté-ci on n'a pas vraiment de scénario, parce qu'on n'y croyait pas et je pense qu'on n'y croit pas vraiment encore à la souveraineté. Ce que vous dites, c'est qu'il y a quatre scénarios possibles: le statu quo, l'indépendance dans le cadre d'une alliance, la neutralité non armée, et le scénario onusien. Vous nous dites: Bien, là, il faudrait aller un peu plus loin. Il faudrait que je fasse des études pour arriver à une conclusion. C'est très bien, il y a beaucoup d'experts qui sont venus nous dire qu'il faudrait qu'ils fassent d'autres études. Pouvez-vous la faire tout de suite l'étude ici, là, et nous dire lequel des quatre scénarios, advenant une souveraineté, suite à un référendum, reconnaissance internationale, que le Québec est souverain, suite au

référendum de la loi 150, il n'y a pas de problème, tout est beau, et là on a à se poser la question le lendemain matin. Quel est lequel de ces quatre scénarios-là, vous pensez, qui est le plus plausible et le mieux pour le Québec?

**M. David:** Mon rôle, c'est d'être professeur. Mon rôle, ce n'est pas de parler à travers mon chapeau.

**M. Benoit:** Moi, c'est...

**M. David:** Attendez...

**M. Benoit:** Moi, mon rôle, c'est de vous questionner, moi.

**M. David:** O.K. Vous m'avez questionné et, moi, je vous donne ma réponse. J'aime mieux une étude, même si c'est encore une autre qui coûte x argent, que de vous donner, ou que plusieurs vous donnent, une réponse qui nous encourage à penser sur une voie qui pourrait nous coûter des milliards. Oui, j'ai des opinions personnelles sur certains de ces scénarios-là. Mais c'est nonobstant ou c'est autre chose qu'aussi dire: Je pense que pour faire un choix éclairé, et d'ailleurs qui m'amènerait peut-être à changer moi-même mon opinion sur ce choix que je fais, ça vaudrait la peine d'étudier plus attentivement, par exemple: Que voudrait dire réellement en termes de coûts, en termes de reconnaissance internationale, en termes de voisinage ou de bon voisinage avec les Américains, que voudrait dire, par exemple, le scénario de neutralité non armée? Je n'ai pas eu huit mois pour vous préparer ce mémoire et pour étudier avec une équipe de recherche tous les cas recensés de neutralité, et en vous donnant, littéralement, un cours avec toutes les données. Probablement que vous ne l'auriez pas souhaité non plus. La conclusion, c'est un débat trop nouveau pour vous précipiter un jugement du type: Bien, écoutez la neutralité non armée, ça va nous coûter seulement tant et voilà, le tour est joué.

Moi, je pense personnellement que, dépendant des moyens que vous donnez à la perspective d'une défense au Québec, c'est le scénario numéro trois ou le scénario numéro quatre. Personnellement, je rejette le scénario numéro deux et, personnellement, je crois que le scénario numéro un ne sera pas réalisable. C'est peut-être le plus souhaitable, mais je ne crois pas que ça va fonctionner. Je ne crois pas qu'on va tout simplement redistribuer le gâteau et mener en même temps, et on parle hypothétiquement ici en passant, je n'essaie pas de dire que ça c'est la réalité, je dis: Vous me demandez de vous soumettre un mémoire sur qu'arriverait-il pour la défense en cas d'accession à la souveraineté? Je regarde ma boule de cristal à moi et je vous donne toutes les conclusions et les réflexions que je peux faire. Et je pense honnêtement que ça

n'a pas... que vous auriez de graves problèmes à mener en même temps une politique souveraine mais qui s'arrête aux frontières. Et ensuite, tout ce qui regarde la politique extérieure et la défense est remis entre les mains d'un comité binational, d'un arrangement entre Québec et Ottawa. Je verrais beaucoup de possibilités de conflits, ou de divergences d'attitudes, ou d'interprétations opposées face à un problème, que ça s'appelle la Yougoslavie ou Haïti, par exemple, ou je ne sais quoi. Vous ne pourriez pas toujours avoir une entente parfaite avec Ottawa sur la façon dont est menée la politique étrangère et de défense.

Et ce n'est pas comme si, et vous le savez, la politique intérieure et la politique extérieure, ce n'est plus comme... Il y a un mur entre les deux. Aujourd'hui, l'interdépendance des sociétés, les mouvements transnationaux font que la politique extérieure fait maintenant partie de la politique intérieure et la politique intérieure, en revanche, détermine la politique extérieure. Je vois mal comment la souveraineté-association pourra exactement aussi clairement et de façon aussi limpide départager les deux. Sur papier peut-être, mais en réalité il faudra voir. Et si vous me demandez ce que je privilégie au point de vue théorique, je crois qu'il y aurait certainement beaucoup de mérite à étudier le scénario numéro trois, parce que les conditions ont changé, et j'insiste là-dessus. Je ne vois pas d'attaque de sous-marins nucléaires soviétiques à travers les archipels des îles du Nord du Canada. Je ne vois pas de ces sous-marins lancer des missiles de croisière contre des cibles canadiennes ou américaines. Les traités de désarmement, actuellement, même veulent éliminer une grande partie des armes nucléaires sur les bateaux, sur les navires, les armes nucléaires tactiques. Les bombardiers eux-mêmes, aussi, sont désactivés, si vous voulez, en termes de stratégie active, de stratégie nucléaire. Je ne vois pas comment les bombardiers posent aujourd'hui une menace vraiment formidable au continent nord-américain. Donc, le scénario de neutralité se fait dans des conditions géostratégiques qui sont différentes et mériteraient étude.

**M. Benoit:** M. David, la dernière question, parce que mon temps doit s'écouler, j'imagine. J'aime bien prendre le scénario trois. J'ai deux jeunes adolescentes qui me posaient la question que vous posiez, à la fin de votre présentation: Pour qui une armée et pourquoi une armée? Et finalement, vous y arrivez un peu à la réponse, en disant: Bien, le scénario trois, possiblement.

Mais, que faites-vous, advenant que nous prenions le scénario trois après le référendum de la loi 150, avec le personnel ici, au Québec, les équipements qui, normalement, après tout ce qu'on a entendu depuis deux ans, appartiendraient au Québec au lendemain d'une souveraineté? Qu'est-ce qui arrive de tout ça, là? On

prend le temps que ça rouille et ça disparaît avec le temps, "phase out" du personnel, qu'est-ce qui se passe?

**M. David:** J'ai lu attentivement les suggestions que je fais dans ce scénario-là; je n'ai pas dit que j'en fais là, personnellement, mon scénario. J'ai dit: C'en est un qui est intéressant, il faudrait l'étudier. Ça fait partie, d'ailleurs, de l'étude que de voir ce qui pourrait arriver, ou ce qui pourrait être fait dans ce cadre-là. Il n'est pas question de tout jeter ce beau monde dans le Saint-Laurent, ce n'est pas la question, là, ou de fermer carrément boutique! Je propose qu'on aurait sûrement besoin, à ce moment-là, d'une... - j'appelle ça, je prends des exemples de l'étranger; on pourrait inventer d'autres expressions - on pourrait avoir une garde, une gendarmerie - appelez ce que vous voulez - une force qui ne soit pas reconnue sur le plan international comme étant une armée. Parce que si vous avez une armée, vous ne pouvez pas être en même temps, une neutralité non armée ne peut pas se faire avec une armée. Mais vous pouvez recycler une partie ou une proportion de ces militaires pour remplir un nouveau rôle qui serait celui, par exemple, d'une gendarmerie: maintenir l'ordre public, assistance civile, navires en détresse, communautés qui subissent des problèmes écologiques, ou enfin n'importe quel cas de situation de détresse. Vous pourriez avoir ce genre de gendarmerie ou de corps qui ne soit pas exactement policier, mais un cran au-dessus. Dans le cas aussi d'Oka, ça aurait été parfaitement envisageable que cette force-là intervienne. Et elle coûterait moins cher! Et les Québécois, je pense, comprendraient pourquoi on aurait besoin d'une telle force. Et là, à ce moment-là, vous avez donc un recyclage à faire, mais vous ne perdez pas nécessairement des emplois avec ces gens-là.

**M. Benoit:** Très bien, merci, M. David.

**M. David:** Peut-être juste un commentaire, M. Brassard. Pour la défense aérienne, je crains que j'ai peut-être esquissé légèrement la question. La défense aérienne, je pense que ça mérite quand même d'être suivie. Et il serait fort probable que peut-être Québec, le Québec pourrait s'entendre avec Washington pour un arrangement bilatéral, par exemple, sur la continuation des ententes pour la détection du trafic des narcotiques, ou encore dans le cas improbable, comme je le mentionne, d'une attaque aérienne à travers le territoire québécois par une force inconnue, enfin, ou en perspective. Il pourrait y avoir un certain nombre d'accords qui puissent être maintenus. Mais, au niveau strictement bilatéral ou trilatéral, évidemment, si le Canada était d'accord, mais sans avoir nécessairement une participation à l'alliance en bonne et due forme.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Je vous remercie, M. le Président. Vous avez remarqué que mon collègue, le député de Lac-Saint-Jean, a fait un certain nombre de nuances au début de son intervention en disant que notre position était claire, au Parti québécois, et depuis un bon moment. Mais elle suscite chaque fois - et si vous suivez un peu les activités du parti ou les réflexions sur ces questions-là - elle suscite chaque fois de grands débats. Et, en fait, je ne suis pas loin de penser avec vous que le scénario quatre est sûrement, m'apparaît-il, le plus intéressant, et maintenant et pour l'avenir. Mais c'est toujours une attitude défensive. Il faut le dire comme ça s'est fait, une attitude défensive, et dans ce sens-là diplomatique, qui nous a fait choisir un autre scénario, parce que nous croyions que c'étaient les compromis nécessaires à faire - pour un certain nombre d'entre nous, je pense - pour que le Québec soit reconnu pleinement et entièrement par la communauté internationale.

L'échiquier politique s'est modifié, et dans ce sens-là, ça mériterait sûrement qu'on reprenne le débat et peut-être justement que s'élaborent des scénarios un peu différents, qui pourraient être aussi un "mixed" - si on veut - d'une approche comme celle que vous suggérez, d'une approche onusienne - si je me permets d'utiliser vos propos - tout en proposant qu'on respecte un certain nombre d'ententes avec nos partenaires, nos voisins, que seraient le Canada et les États-Unis. Alors, c'est une question de Realpolitik, entre guillemets, qui a fait se rallier un bon nombre d'entre nous. Et je pense que Jacques faisait bien la nuance en vous présentant l'intervention, c'est important.

Une autre réalité, cependant, à laquelle on est confronté et ça aussi, ça entraine à l'occasion dans nos débats parce que ça nous préoccupe, compte tenu que nous voulons être souverains, c'est ça notre option, c'est ça notre projet, c'est ça notre objectif. Donc, il faut y penser à notre politique étrangère, à notre politique de défense, comment on se situera là-dedans. Quand il y a eu la guerre du Golfe, entre autres, ça a soulevé au parti des débats énormes. Ça a été, d'ailleurs, l'objet du seul débat qui a provoqué un peu de tollé à l'occasion du dernier congrès. Les autres se sont faits, mais d'une façon un petit peu plus calme, si on veut, et notre collègue en sait quelque chose effectivement. Sauf que des situations comme celle-là, il y a, je ne sais pas, trois ans, quatre ans, on ne pouvait pas nécessairement les prévoir; par exemple, la situation du Golfe. Il y a toujours aussi ce volet-là qu'on ne peut pas négliger non plus dans une approche, encore une fois, très pragmatique, si on veut. Alors, c'est quoi, dans le fond, l'équilibre à trouver là-dedans? Et moi, je vous le dis, le scénario quatre, moi je l'achèterais d'un bout à

l'autre, parce que je trouve que... D'abord, il faut avoir les ambitions de nos réalités, de nos moyens...

**M. David:** J'ai dit, madame...

**Mme Marois:** Et dans ce sens-là, on est un certain nombre de population sur ce territoire avec des ressources d'un certain ordre, limitées bien sûr, et ça correspond peut-être plus justement à notre culture et à nos valeurs. Mais ceci étant dit, j'aimerais ça vous entendre un petit peu sur tous ces éléments-là.

**M. David:** Moi, je suis ravi surtout de vous entendre parler de ça, parce que je sais combien il est difficile, au Canada... On n'est probablement pas le seul pays non plus à avoir ce genre de débat, je pense que bien d'autres pays... Bien, même aux États-Unis actuellement, je peux vous dire que les gens se posent des questions aussi: Pourquoi est-il encore nécessaire de maintenir des budgets de défense quand même à 300 000 000 000 \$? Mais la tendance est amorcée aux États-Unis d'un désarmement quand même massif, dans les cinq ou six prochaines années, ce qui devrait aussi donc confirmer notre propre analyse que les choses changent. Et moi, je suis ravi de voir que vous parlez de cela, parce que c'est important ici au pays et tellement difficile pour les politiciens quand ils doivent affronter leurs électeurs et leurs électrices, d'expliquer pourquoi on a besoin d'investir de l'argent dans la défense ou la sécurité. Et le grave dilemme, c'est toujours de réconcilier objectifs politiques – parce que c'est ça que les gens comprennent le mieux – avec les moyens et les ressources existants, et de faire en sorte que objectifs et moyens soient le mieux coordonnés et le mieux attachés, enfin, que la logique soit claire. Et tout cela ne peut aussi fonctionner que si l'on tient compte des problèmes de sécurité parce que, évidemment, il faut commencer là où on doit commencer, quels genres de problèmes de sécurité auxquels on fait face.

Si on tient compte de tout cela, les moyens qu'on récupère et qu'on ne veut pas, comme disait le député, saborder ou dont on ne veut pas nécessairement se débarrasser, pour ne pas créer des frictions inutiles, pour ne pas faire croire ou laisser croire à l'organisation militaire qu'on abandonne toute forme de responsabilités au niveau de la défense. Si on tient compte de cela, une mission qui plairait davantage aux Québécois, je crois que la mission de défense nationale, c'est-à-dire simplement dire qu'on va faire ce qu'on a fait depuis 40 ans au niveau canadien, on va le faire au niveau québécois – je ne crois pas que ça marche – ce serait de proposer cette forme de mission de paix, ce qui, par ailleurs, sur le plan politique, est extrêmement rentable, sur le plan externe, de la politique extérieure, est extrêmement rentable parce que vous...

**Mme Marois:** Mais j'aimerais ça justement, quand vous dites... c'est intéressant, c'est vrai, moi aussi je pense ça que c'est rentable. Mais est-ce que ça va être rentable pour la reconnaissance du Québec souverain, parce que c'est de ça dont on parle aussi?  
(15 h 15)

**M. David:** Ça ne peut pas nuire. Tout dépend de la façon dont la diplomatie d'ici explique la mission à l'extérieur. Certainement que je peux voir beaucoup de gens aux Nations Unies être ravis d'un engagement comme cela. Il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde qui participent, en fin de compte, aux forces de paix de façon assez régulière. Le Canada est le seul pays qui a participé à toutes les missions de paix depuis 1948, disons. C'est quand même une tradition de laquelle on peut s'inspirer.

On peut faire davantage, même, que ce que les forces de paix mises à la disposition par le Canada ont fait. Et en faisant davantage, je ne peux pas voir comment ça peut être mal perçu à l'étranger dans une période de restriction budgétaire, une période de restriction des armements, une période où la défense nationale est plus difficile à expliquer. Ce genre de comportement-là serait de nature à donner au Québec de bons appuis internationaux. Et dans le contexte, aussi, où nos voisins, eux-mêmes, comprendraient que notre participation traditionnelle à certaines alliances est peut-être moins utile, si, en revanche, nous faisons beaucoup plus à un autre niveau qui est considéré comme quelque chose de sérieux, quelque chose de très positif et qui est une réelle, une vraie contribution, pas une contribution fictive ou symbolique ou mal appuyée financièrement ou politiquement.

Et par ailleurs, en politique intérieure, ici, je pense que ce serait beaucoup plus facile d'expliquer aux Québécois que notre nouveau ministère de la défense est davantage un ministère orienté vers la coopération internationale, participation aux forums de sécurité et en fin de compte pour la paix, plutôt que pour prévenir une agression contre le Québec. C'est la tradition "pearsonienne" d'un Canada ou d'un Québec qui joue le rôle de, on disait en anglais, "honest broker", médiateur, négociateur, sur le plan international; ce qui a aussi des effets d'entraînement sur le plan des autres forums, économiques ou politiques, et qui donne, à ce moment-là, au Québec, une très grande visibilité. Ceci dit, il y a des coûts. On n'est pas, non plus, dans "Alice au pays des merveilles".

**Mme Marois:** Voilà. Ça, c'était l'autre volet de ma question et vous le dites. Elle coûterait un peu moins cher que la première, que la neutralité non armée, mais beaucoup plus que la seconde. Est-ce que je vous lis bien, là?

**M. David:** Non, c'est-à-dire, elle coûterait plus cher que la troisième.



**Mme Marois:** Non, c'est l'inverse. L'indépendance, c'est ça, bon, voilà. Mais, en quoi vous... Où logez-vous les coûts principaux? C'est bien sûr que ça implique un maintien de forces de paix qui vont être appelées à agir, j'imagine, dans le monde entier, finalement comme les Casques bleus le font à différentes occasions. Ils l'ont fait, comme vous dites, à toutes les occasions où ça s'est présenté. Ils l'ont fait. Mais quels seraient les éléments majeurs des coûts affectés à une option comme celle-là?

**M. David:** Bien, j'aimerais faire cette étude-là. Je pense que ça pourrait peut-être prouver les possibilités d'une telle mission parce que je crois qu'elle est possible. Elle est possible mais, évidemment, il faudrait que les politiciens soient de bons vendeurs de cette mission, qu'ils expliquent aux gens en termes très clairs et très simples ce qu'elle veut dire.

Je pense qu'elle est légèrement un peu moins chère que la deuxième parce qu'elle est plus spécialisée, au lieu d'essayer de tout faire tous azimuts. D'avoir, comme je dis, une force armée qui est comparable à celle des autres. Je pense que je mentionne même le mot "équilibrée". Autrement dit, il faut une marine, il faut une armée de l'air, il faut une armée de terre. Ce serait beaucoup plus orienté en fonction d'un entraînement, forcément. Vous avez un entraînement quelque peu différent ou plus spécialisé que l'entraînement général qu'on donne aux forces armées. En termes de transport et de logistique, ça, c'est certain que ça demanderait un investissement majeur. Mais ça ne veut pas dire, donc, à ce moment-là, qu'à long terme vous devez vous procurer 24 ou 30 F-18. Vous vous procurez autre chose, des avions de transport, etc.

**Mme Marois:** ...des avions cargo, etc.

**M. David:** ...certains navires de transport. Mais ce n'est pas, encore là, des navires de nature offensive, donc, probablement, qui coûtent moins cher que des navires de transport. C'est pour stimuler une discussion que je vous présente ce rapport parce que je crois qu'on peut, de façon, j'oserais dire non partisane, dans le cas où le Québec accède à la souveraineté, regarder d'un oeil nouveau ces options-là et se dire: Oui, au fond, il y a peut-être moyen de faire quelque chose de mieux pour nous, sur le plan international, que de tout simplement prendre une copie carbone de ce dont on hérite depuis 40 ans.

J'aimerais ajouter un coût, aussi, parce que c'est important. C'est, évidemment, le risque que des Québécois se fassent tuer dans des opérations de paix. C'est quelque chose, également, qu'il faut expliquer. Ceci dit, je croirais et, là, je suis vraiment dans la boule de cristal très avancée... Des Québécois qui se feraient tuer, comme des Canadiens, dans une mission de paix, mettons, par un facteur important, je n'oserais

pas mettre de chiffres là-dessus, il y aurait une réaction internationale ou de l'ONU qui serait évidemment extrêmement directe ou, enfin, très répréhensible pour l'État qui aurait perpétré ce geste.

Donc, ce que je veux dire, c'est que nous ne subirions pas les coûts tout seuls. Et dans la plupart des opérations de paix, de toute façon, nous ne serions pas seuls.

**Mme Marois:** Nous sommes en groupe.

**M. David:** Et, croyez-moi, si le Québec, encore une fois dans l'hypothèse de l'indépendance, devait investir assez massivement, ou enfin, de façon importante dans cette force de paix plutôt que d'avoir nécessairement une marine, une armée de terre, une armée de l'air avec trois missions différentes, mais une seule mission et un entraînement de peut-être un certain nombre de milliers de soldats dans cette mission-là, ce serait une force importante sur le plan international. On ne parlerait pas de quelque chose qui est secondaire, périphérique ou mineur. On parlerait d'une opération presque d'envergure, dépendant de l'engagement et des coûts que le Québec, enfin, le pouvoir, le gouvernement, serait capable d'investir dans cette mission-là. Et c'est pourquoi elle a les effets aussi politiques qui seraient d'autant plus décuplés.

Moi, personnellement, je pense que les Américains accepteraient cette reformulation de mission. Ce que les Américains, je pense, détestaient, c'est, comme l'a mentionné M. Jockel, et ça c'était la vieille perspective d'un "second Cuba in the North". Bon! Ça, c'est terminé! Pour avoir été à Washington parler aux gens, là vraiment, ça, maintenant, ce n'est plus du tout... On n'en fait plus mention, heureusement.

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. David:** La seule autre crainte, cependant, c'est cette espèce de gratuité qu'on craindrait du Québec, du genre: Bon! Ils deviennent indépendants mais décident au fond de ne plus rien faire. En se disant, comme un professeur à Washington m'avait déjà dit: Au fond, je ne comprends même pas pourquoi vous avez besoin d'une défense. Si quelqu'un vous attaque, vous savez bien qu'on va aller vous défendre. Ça, la plupart des Américains seraient – enfin, je parle des milieux qui oeuvrent dans le système politique – un peu réticents et méfiants face à une telle attitude. Par contre, si vous donnez une mission à votre nouvel effort de défense, à ce moment-là, vous êtes accueillis de façon beaucoup plus crédible, beaucoup plus sérieuse. Et j'ose dire, de toute façon, comme Québécois, c'est une mission avec laquelle je m'identifierais très bien.

Ceci dit, qu'un parti ou un autre – je

m'adresse vraiment de façon non partisane – jugerait que les conditions économiques sont vraiment tellement mauvaises ou, enfin, la période de transition est très difficile et que ce n'est pas possible de pouvoir suggérer aux Québécois de refaire une telle restructuration et d'investir de façon importante dans une force de paix, à ce moment-là, le scénario numéro trois peut être envisagé. J'aimerais personnellement en faire l'étude de ce scénario-là, parce que, moi, je sais que vous allez entendre de façon répétitive: C'est idéaliste! Écoutez, ce n'est pas parce que deux pays sont neutres et non armés dans le monde qu'on peut croire à ce scénario-là. Pensez plutôt aux 158 autres! Ce n'est pas vraiment réaliste; ça ne tient pas compte de Washington, ça ne tient pas compte de l'Europe, ça ne tient pas compte de ceci et de cela. C'est un jugement précipité! Ce n'est pas un jugement objectif qui tient compte des nouvelles conditions d'aujourd'hui, et probablement de l'avenir.

Donc, je voudrais vraiment qu'on n'accepte pas les idées reçues sans les questionner. Ce n'est pas, encore une fois, parce qu'on a appartenu à des alliances que ceci est coulé dans le ciment pour toujours. Et ce n'est pas, non plus, parce que les autres y tiennent tellement plus que nous. En Europe, on remet en question l'OTAN. Il y a d'autres structures de sécurité possibles en Europe, en particulier la Communauté économique européenne, qui pourrait prendre sur elle les problèmes de sécurité à l'avenir. Ce même questionnement que l'on pose aujourd'hui a lieu dans toutes les capitales du monde occidental et en Europe. Même chose pour NORAD. Alors, il y a des coûts pour chacun de ces scénarios, mais ils méritent franchement qu'on se prépare, parce que, si le Québec se retrouve seul, il vaudrait mieux savoir dans quoi on s'embarque avant plutôt que de réaliser les coûts après.

**Mme Marois:** Je vous remercie. Je suis très heureuse que vous apportiez ces éléments d'information et d'analyse parce que, souvent, quand on a des débats au parti ou ailleurs dans la société québécoise sur ces questions, il y a toujours un certain nombre de spécialistes qui viennent nous dire: C'est absolument irréaliste, inimaginable, vous êtes tombés sur la tête quelque part! Je trouve que ça donne de la crédibilité, dans le fond, à cette option-là, le fait que quelqu'un qui soit impliqué un peu plus comme vous l'êtes – vous l'êtes en tout cas dans la formation, dans les études, dans la recherche, etc. – ce qui fait qu'on peut peut-être établir des bases crédibles pour le débat. Parce que, moi, je pense qu'aussi il y a une difficulté d'établir des bases crédibles qui font qu'on n'a pas l'air d'être complètement à côté de la "track" quand on veut débattre de ces choses-là. En même temps, je le répète...

**Le Président (M. Bélanger):** En conclusion, s'il vous plaît.

**Mme Marois:** ...c'est ce qui fait qu'on se rallie évidemment aux positions qui sont défendues actuellement au parti, par exemple, parce que...

**Le Président (M. Bélanger):** En conclusion, madame, s'il vous plaît.

**Mme Marois:** ...on a toujours la contrainte politique de la "Realpolitik". Je pense que monsieur veut ajouter...

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. David:** Juste un petit mot, parce que, si vous vous souvenez, durant la guerre du Golfe, il y a eu beaucoup de réactions comme quoi on ne comprenait pas pourquoi le Canada, nécessairement, participait à une opération perçue comme étant surtout, de façon prédominante, américaine. Si vous adoptez le scénario numéro quatre, voyez combien il est facile de pouvoir réconcilier tous les objectifs en même temps. Si cette opération est une opération onusienne en bonne et due forme invoquant l'article 47, c'est-à-dire les forces armées de l'ONU et non pas d'une seule puissance, à ce moment-là, le Québec dit: On a une légitimité internationale à notre action. C'est un scénario fort possible dans l'avenir, un autre conflit comme celui-là. Vous n'êtes pas, à ce moment-là, prisonnier seulement d'une relation bilatérale avec votre voisin tellement important du sud. Ça réconcilie donc les besoins politiques intérieurs, besoins de légitimité auprès des électeurs, besoins de légitimité des programmes des partis politiques avec le souci de maintenir une responsabilité extérieure pour le Québec.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. M. David, j'aimerais revenir sur l'intervention du député de Lac-Saint-Jean, que je félicite, d'ailleurs, de vouloir défendre les intérêts de sa région, parce qu'il y a deux escadrons à Bagotville, c'est important, je le comprends très bien. Là où je ne suis pas d'accord... Moi, je n'utiliserai pas de chiffres, et encore moins de pourcentages; les membres de l'Opposition ont cette facilité d'utiliser des chiffres et pourcentages, mais sans en arriver à un résultat exact, un vrai résultat; qu'on me dise à cette commission que le budget total de la Défense nationale est de x montant d'argent, et qu'on retrouve au Québec des effectifs et des masses salariales de x montant d'argent, et que l'on paie au fédéral x montant d'argent, je pense que ce n'est pas juste des bases aériennes et des bases militaires qui forment une armée dans un pays. Il y a d'autres

choses, et vous l'avez mentionné vous-même tantôt. Il faut vivre dans la région d'Ottawa pour voir combien il y a de soldats qui travaillent dans des bureaux, sans compter les fonctionnaires à Ottawa. Dans ce sens-là, je pense que ça ne travaille pas dehors, ces gens-là, ils travaillent dans des bâtisses, et ils ont des bureaux; il y a une masse qui n'est pas comprise dans les bases aériennes. À tout événement, je pense qu'il faudrait que l'Opposition, quand ils avancent des chiffres, qu'ils aient toutes les informations et qu'ils les donnent au complet.

J'aimerais, M. David, vous ramener à la page 10 de votre mémoire, lorsque vous dites que le partage au niveau de la structuration des forces armées, leur budget, leur armement et leur orientation pourraient faire l'objet de conflits entre une politique intérieure souveraine et une politique étrangère associée. Vous dites, après ça: "L'exemple de l'Ukraine, qui devra céder vraisemblablement la plus grande partie de la flotte soviétique à la Russie, peut indiquer qu'une situation de partage impliquerait de multiples compromis nécessaires et des concessions, surtout de la part du Québec". Alors, comment se fait-il que l'Ukraine a cédé ne serait-ce qu'une partie de la flotte?

**M. David:** Eh bien, parce que la Russie a jugé, évidemment, que ça lui appartenait, et là, c'est le débat de savoir à qui appartient la flotte soviétique. Lorsque vous avez deux pays qui sont riverains d'une mer et qui possèdent, qui se disent ou qui prétendent posséder, à juste titre d'ailleurs, une partie chacun des armées, ou enfin, dans ce cas-ci, de la flotte soviétique, ils se disent héritiers, en somme, de la flotte soviétique, et les Russes disent: Nous sommes les héritiers de la flotte soviétique, forcément, puisque nous avons le commandement central des forces armées, donc on récupère tout, les Ukrainiens disent non, puisque, dans la proportion x soldats soviétiques, nous, on ramasse tant de soldats, et donc, forcément, si ces soldats ou ces marins travaillent sur tant de bateaux, on récupère également les bateaux aussi, parce que nous avons également, nous, un accès sur la mer.

C'est le même débat qui aurait lieu avec les F-18, forcément. On voudrait prétendre rapatrier ou garder notre quote-part des F-18 qui nous appartient. Peut-être que d'autres diraient: Ça ne vous appartient pas vraiment, pour x, y autres raisons, parce que ça fait partie des biens de la couronne, du fédéral. Là, ça dépasse un peu mon champ d'expertise, parce que ça devient quelque chose de légal, et ce n'est pas le but, vraiment, de ma présentation aujourd'hui. Mais je peux vraiment concevoir où des choses qui en théorie appartiennent plutôt au fédéral dans la province de Québec, qui devient plutôt souverain, mais associé, que ça crée certains débats lorsque le Québec veut décider de faire autre chose avec

ces armes-là, ou ne veut plus dépenser pour ces armes-là, alors que la décision est prise ailleurs, à Ottawa ou par un comité binational Québec-Ottawa.

Je vois beaucoup d'incertitudes et de champs, de zones grises, dans la définition de ce que voudrait dire, pour la défense, une politique intérieure souveraine et une politique extérieure associée. Je m'excuse si je ne peux pas vraiment être beaucoup plus clair, mais c'est que, dans mon esprit, je ne visualise pas encore comment cette chose peut exactement se faire, à moins, vraiment, de créer une force armée commune, carrément commune, mais alors là, je peux voir peut-être certains problèmes ou ce que cela veut dire. Est-ce que ça veut dire que, lorsqu'il y a un problème au cas numéro deux, vous devez, comme Québécois plutôt indépendants, avoir également l'assentiment de votre associé pour intervenir chez vous? Peut-être que je dis quelque chose de ridicule, ici, mais peut-être qu'on peut imaginer toutes sortes de situations dans lesquelles il y aurait certaines tensions entre les équipements qui sont binationaux sur un territoire qui est plutôt souverain. Je ne dis pas ici que je suis nécessairement pour la souveraineté ou pas, je dis ça au point de vue logique.

(15 h 30)

Il y a des choses qui m'apparaissent n'être pas très claires ou pas très envisagées, et, au moins, on a un exemple, actuellement. C'est celui de l'Ukraine et de la Russie où, on voit, ça cause un problème. Et heureusement, ils négocient, ce qui est toujours préférable à essayer, par la force, de reprendre ce qui vous appartient. Mais si vous vous rappelez, on a cru pendant une semaine que les choses pouvaient vraiment grandement se gâter, parce qu'on exigeait, par exemple, aux soldats ukrainiens tout de suite de prêter, porter allégeance à leur nouveau pays. Et en même temps, ils recevaient des ordres de Chapochnikov, le général en chef maintenant des forces indépendantes du commonwealth, qui leur disait: Non, vous ne bougez pas tant qu'on n'a pas décidé de quelle façon le partage se fait. Je ne dis pas qu'on en viendrait à ce scénario-là non plus. Je ne dis pas que nos officiers de l'armée de l'air seraient tiraillés entre un gouvernement du Québec qui dit: Vous repeignez les F-18 avec les couleurs du drapeau québécois, et un commandement à Ottawa qui dit: Attendez! Ça, on va attendre que les négociations soient terminées. Peut-être que dans 20 ans, on décidera exactement quel drapeau on va mettre. Peut-être que ce seront les deux drapeaux. Mais je peux voir...

C'est tout ce que j'affirme, je ne dis pas plus que ça, c'est qu'il y aurait certainement des moments de tension ou des crises au sujet de la distribution ou, enfin, du gâteau militaire entre un État semi-indépendant et un autre État fédéral. Enfin, je vois certains problèmes. J'espère

que, autour de cette table, on peut en voir d'autres aussi.

**M. LeSage:** M. David, vous finissez par dire, dans votre texte, que les concessions les plus importantes viendraient de la part du Québec.

**M. David:** Plus petit, tout simplement.

**M. LeSage:** Bien, c'est que la plupart des spécialistes et des experts qui sont venus ici devant la commission, nous ont dit que les effectifs du gouvernement fédéral, selon le droit international, ça reste au Québec. Ça devient propriété du Québec. Alors, ce seraient quoi, les concessions?

**M. David:** Comme je vous dis, j'ai aussi entendu l'argument que les F-18 n'appartiendraient peut-être pas nécessairement au Québec. Je ne suis pas un juriste pour pouvoir décider de ça et je vais vraiment me référer à ceux qui connaissent beaucoup mieux la question que moi. Mais je pourrais concevoir des situations où, dans ce repartage, certains équipements sont réclamés, peut-être, par deux parties, les deux parties à la fois. Mais je ne suis pas vraiment plus compétent dans ce domaine-là pour parler en termes juridiques ce que voudrait dire le partage des forces armées. Ce n'est pas exactement quelque chose comme un gâteau: Vous prenez un couteau, là, puis vous coupez en deux en disant: Ça, c'est ta partie, on garde le reste. Ce sont des gens qui, enfin, font parfois même partie d'un "establishment", mais ailleurs qu'au Québec, et alors, on leur demanderait: Vous revenez au Québec ou vous restez là.

Je vois des situations où, effectivement, il pourrait y avoir des concessions faites par le Québec là-dessus. Je n'ai pas étudié ça plus qu'il faut. Je ne peux pas vous donner des exemples concrets, on est dans l'hypothétique. Ce qui m'a porté à cette réflexion-là, franchement, c'est la réalité de l'Ukraine et de la Russie. Bah! Elle n'est peut-être pas pertinente, cette image-là, mais enfin, j'ai pensé qu'il y avait un certain parallèle, peut-être, à tracer, en disant, en somme: Ne croyez pas que ce sera peut-être si facile que ça, en disant: Bon! On ramasse ce qui nous appartient et vous retournez chez vous.

Et je voulais également souligner: Vous avez mentionné les ramifications organisationnelles. Je mentionne ça à la page 12. On n'a pas étudié non plus du tout les ramifications organisationnelles de ce que voudrait dire, créer, par exemple, un ministère de la défense du Québec, là, si on retourne plus dans ces scénarios... Parce que vous le savez, aujourd'hui, on a quasiment une proportion plus grande d'officiers que de soldats, la bureaucratie est énorme. Est-ce que vous voulez vraiment recréer cette bureaucratie très lourde de la défense, parce qu'elle l'est?

**Une voix:** Mais non.

**M. David:** Mais je dis: Cet aspect-là n'a pas été étudié. Comment nous nous débrouillerions avec cela? Là aussi, il y a peut-être des concessions qui seraient nécessaires. Alors, je m'excuse de ne pas pouvoir répondre à cette question-là, de toute façon, ici.

**M. LeSage:** J'aurais, M. le Président, une dernière question rapide.

**Le Président (M. Bélanger):** Malheureusement, le temps est tout écoulé.

**M. LeSage:** Je ne vous poserai pas ma dernière question rapide parce que le temps est écoulé. Je vous remercie, M. David.

**M. David:** Bienvenue.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** M. David, nous vous remercions de votre présence à cette commission. Vous avez suscité beaucoup d'intérêt et beaucoup de réflexion. C'était l'objectif de notre commission. Alors, dans ce sens-là, nous vous remercions infiniment. D'autant plus que M. David a dû se déplacer de Los Angeles pour être ici aujourd'hui; alors, on l'apprécie doublement. Merci beaucoup.

**M. David:** C'est moi qui vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** On suspend quelques minutes pour une pause sanitaire et, par la suite, nous recevons M. Jocelyn Coulon.

(Suspension de la séance à 15 h 36)

(Reprise à 15 h 46)

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, il nous manque quelques éléments qui seraient allés arroser ça, si... Si vous permettez ce petit délai. Alors, nous recevons à l'instant M. Jocelyn Coulon. M. Coulon est responsable de l'information internationale au journal *Le Devoir*. Il a fait ses études collégiales à Montréal et obtenu un bac en science politique de l'Université de Montréal. Il a été directeur adjoint de la revue *Aéromag*, qui est un mensuel spécialisé dans les questions aéronautiques et militaires. De septembre 1985 à juin 1986, il a été correspondant parlementaire à Ottawa. Après un séjour de six mois à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, à titre de journaliste invité, il est revenu à Montréal en février 1987 pour diriger les pages internationales du *Devoir*. M. Coulon est membre du comité éditorial de la revue *Paix et Sécurité*, publiée par l'Institut

canadien pour la paix et la sécurité internationales. Je vous fais grâce des nombreuses publications de M. Coulon, mais je ne sais pas si c'est une indication de ce qu'il va nous dire, mais il y a: "En première ligne. Grandeurs et misères du système militaire canadien", Le Jour Éditeur, Montréal, 1991, 277 pages sur les misères... Enfin, je présume...

**M. Coulon (Jocelyn):** Grandeurs et misères...

**Le Président (M. Bélanger):** Les grandeurs et les misères du système militaire canadien, oui.

**M. Coulon:** Voilà.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, vous nous expliquerez probablement qu'est-ce qu'il en est. Excusez! Et, sans plus tarder, donc, j'invite M. Coulon à nous présenter son exposé et à répondre à nos questions.

**M. Jocelyn Coulon**

**M. Coulon:** Merci, M. le Président. Mme la députée, MM. les députés, je vous remercie de m'avoir invité à la commission parlementaire pour parler d'une question qui m'apparaît, en tout cas, hautement importante, lorsqu'on veut créer un nouveau pays, lorsqu'on veut proclamer l'indépendance d'un territoire. Vous ne trouverez pas dans mon discours ou chez moi quelqu'un qui veut bazarder facilement ce qui a été construit depuis 40 ans. Ce n'est pas moi qui vais oublier les leçons du passé, ni l'expérience acquise depuis un demi-siècle. Au contraire, je suis plutôt conservateur dans certains aspects des questions militaires et de défense.

Depuis quelques mois, donc, les questions concernant la sécurité et la défense d'un Québec indépendant font maintenant l'objet du débat sur les problèmes constitutionnels du Canada. Malgré certaines déclarations pour le moins spectaculaires sur l'utilisation de l'armée pour empêcher le Québec d'accéder à l'indépendance, on ne peut que se réjouir de voir enfin les politiciens, les spécialistes et le grand public s'intéresser à ces questions qui demeurent complexes mais très importantes pour l'avenir d'un territoire qui veut joindre le concert des nations. Une des premières choses que demandent à un nouvel État les pays qui l'accueillent dans le système international est de prouver sa capacité à contrôler son territoire et à assurer sa défense et sa sécurité. Cela ne peut être fait sans une force militaire.

Je tenterai, dans ces quelques pages, de répondre aux questions relatives à la période de transition, puisque c'est une question qu'on m'a posée, à la constitution de forces armées québécoises et aux relations militaires que le Québec devrait entretenir avec le Canada et les États-Unis. Dans mon exposé, je suppose évidemment que le Québec est dirigé par un gouvernement

qui a opté pour l'indépendance de la province, c'est-à-dire pour la gestion complète de ses affaires étrangères et de sa défense.

La transition du statut de province à celui d'État indépendant sera certainement la période la plus délicate en ce qui concerne, premièrement, les relations entre le gouvernement du Québec et les militaires stationnés sur son territoire et, deuxièmement, le partage des biens et équipements militaires entre le Québec et le Canada.

Il m'apparaît, dans un premier temps, que le gouvernement souverainiste devra établir quels sont, clairement, ses objectifs pour assurer la défense et la sécurité du Québec. Je rejette, particulièrement, l'option de la neutralité, quelle soit armée ou non armée. Je pense que le Québec doit travailler dans le cadre occidental actuel. Cette profession de foi pro-défense pourrait se faire au moyen d'une déclaration politique énonçant les engagements précis du gouvernement: adhésion du Québec à des alliances militaires existantes, tant en Amérique du Nord qu'en Europe, et volonté de constituer une force armée nationale dans laquelle les militaires présentement installés au Québec se verraient maintenus à leurs postes, dans leurs grades, et dans leurs missions. Les hommes et les femmes qui travaillent au Québec dans le système militaire canadien doivent être rassurés à toutes les étapes menant à l'indépendance de la province. Ils doivent être convaincus du sérieux des leaders du futur État sur les questions de défense et de sécurité.

Un autre moyen d'établir des relations de confiance entre le gouvernement et les militaires serait de prévoir des rencontres, des visites et des discussions de façon à entretenir un dialogue permanent qui permettrait d'éviter une mauvaise interprétation des politiques gouvernementales ou des décisions militaires. Bien sûr, je parle toujours là dans la période de transition. Je pense, par exemple, aux manoeuvres militaires ou aux transferts d'avions, de véhicules ou de navires d'une province à une autre. Il y a des messages qu'on doit bien expliquer, tant à la population qu'aux militaires.

Pendant la période de transition, le gouvernement québécois devra entreprendre des discussions détaillées avec les autorités politiques et militaires canadiennes au sujet du partage des biens et équipements militaires et de l'avenir de la coopération militaire entre le Québec et le Canada. Ces discussions devront aussi porter sur l'allégeance éventuelle des soldats et des officiers à une armée québécoise. C'est là un sujet délicat, mais qu'il est nécessaire de régler pour assurer une transition pacifique. Il serait certainement utile de confier tout le dossier militaire à une personne élue. Cela enverrait un message très clair, tant au gouvernement canadien qu'aux militaires installés au Québec. Il s'agit encore là de démontrer le sérieux du

gouvernement sur les questions de défense et de sécurité.

L'objectif des mesures adoptées par le gouvernement pendant la période de transition est de s'assurer que le transfert des pouvoirs et des responsabilités militaires au profit du Québec se fasse dans l'ordre et la paix, et que la majorité des militaires trouvent leur compte à joindre une force armée nationale.

Les structures du système militaire québécois. Avant de parler de la future armée québécoise, j'aimerais jeter un coup d'oeil sur l'armée canadienne présentement. Le système militaire canadien, malgré sa petite taille à l'échelle internationale, est la plus grande organisation du pays. Il est composé de deux grandes entités: les Forces armées canadiennes, qui comprenaient, en 1990, 87 500 militaires à temps plein; ensuite, le ministère de la Défense nationale qui, avec ses 38 000 employés civils, coordonne toutes les activités visant à assurer la sécurité du Canada.

Depuis 1968, les Forces armées canadiennes sont unifiées, un seul quartier général regroupe les autorités civiles et militaires chargées de la défense du pays et toutes les forces militaires se trouvent sous la direction d'un état-major unique qui exerce l'ensemble des pouvoirs administratifs et militaires. Le chef de l'état-major est l'unique représentant des militaires auprès du ministre de la Défense et du gouvernement. Le pouvoir politique est représenté à la Défense nationale par un sous-ministre civil qui est l'égal du chef de l'état-major et qui est responsable devant le ministre.

Les Forces armées sont divisées en sept commandements avec chacun un quartier général, un commandant et son état-major. Les commandements sont: la force mobile, c'est-à-dire l'armée de terre, dont le quartier général est situé à Saint-Hubert; le commandement aérien, l'aviation; le commandement maritime, la marine; les forces en Europe, peut-être un commandement qui est appelé à disparaître d'ici quelques années; la région du Grand-Nord; le commandement des communications et le commandement de l'instruction. Ces commandements et le quartier général de la Défense nationale à Ottawa regroupent les 125 000 salariés à temps plein du système militaire canadien. À cela, il faut ajouter environ 27 000 réservistes de la première réserve – je vous fais grâce de la deuxième – et 60 000 cadets.

Pour entretenir tout ce beau monde et fournir aux Forces armées l'équipement dont elles ont besoin pour remplir leurs engagements intérieurs et extérieurs, défense du territoire, recherche et sauvetage, missions de paix, engagements au sein de l'OTAN et NORAD, le gouvernement accorde, bon an mal an, environ 9 % du budget fédéral au ministère de la Défense nationale, ce qui représentait 12 000 000 000 \$ en 1990-1991, répartis comme suit: 40,4 % en salaires; 25,8 % en administration et entretien;

10,3 % en subventions, contributions et dépenses législatives; et 23,6 % en dépenses de capital, c'est-à-dire achat de matériel.

Sur les 87 500 militaires des Forces armées, 26 600 occupent des postes de combat répartis comme suit: 5300 pour la marine; 13 700 pour l'armée de terre; et 4600 pour l'armée de l'air. Tous les autres militaires occupent des postes dans le transport et la logistique, les communications, l'instruction, l'administration et les services médicaux et de sécurité. Ce que je viens de détailler, ça ne veut pas dire que les militaires qui ne sont pas à des postes de combat ne sont pas de vrais soldats. Ça veut dire que ceux qui sont à des postes de combat sont en première ligne, mais les autres ont reçu l'entraînement militaire qui leur permettrait d'être aussi des soldats. Donc, ne pas imaginer qu'on a là 25 000 vrais soldats et 60 000 faux militaires.

Les Forces armées s'occupent aussi de l'instruction de ses membres. Il y a une centaine d'écoles militaires de toutes sortes au Canada, dont trois collèges qui détiennent un statut universitaire.

Enfin, quelques données sur les francophones. Les Forces armées comptent 63 000 anglophones et 24 000 francophones. Il est difficile de savoir combien il y a de Québécois francophones au sein de l'armée. Toutefois, 28 % des recrues, tant anglophones que francophones, venaient du Québec en 1990. L'armée de terre compte 67 % d'anglophones et 33 % de francophones; l'aviation 76 % et 24 % respectivement; la marine 83 % et 17 %; et les forces en Europe 71 % et 29 %. Comme vous voyez, les francophones sont surreprésentés dans l'armée de terre et surreprésentés dans la marine, ce qui est une donnée historique, en fin de compte.

(16 heures)

Le ministère de la Défense estime qu'environ 11 000 militaires et 5900 civils travaillent au Québec, ce qui représente 13 % et 15 % des effectifs militaires et civils du ministère. Toutefois, pour obtenir un tableau complet de la présence des Québécois au sein du système militaire canadien, il faut ajouter à ces chiffres les militaires et civils québécois qui travaillent en Allemagne et dans le reste du Canada. Donc, quand on dit qu'il n'y a que 13 % des militaires qui sont stationnés au Québec, c'est vrai, mais ce n'est pas toute l'image des Québécois qui sont membres des Forces armées.

Il m'apparaît que les futures structures du système militaire québécois devront ressembler à celles du système canadien. En gros, le Québec devra se doter d'un ministère de la défense nationale, de forces armées unifiées composées de plusieurs commandements, d'un collège militaire, d'écoles et d'institutions d'instruction, d'une première réserve et d'un corps de cadets.

En admettant que le Québec obtienne, au moment de son indépendance, une part des équipements militaires canadiens – et je suis

désolé de ne pas avoir à vous présenter l'annexe que je voulais vous présenter, mais qui est, en fin de compte, la liste des équipements militaires dont le Canada dispose — la province possède déjà des infrastructures susceptibles d'accueillir ses futures forces armées: deux bases terrestres, Valcartier et Saint-Hubert; une base aérienne à Bagotville; des centres de réparation et d'entreposage de matériel, dont le plus important est Longue-Pointe à Montréal; des ports; des unités de milice terrestres, aériennes et maritimes; une base de formation et d'entraînement à Saint-Jean; un collège militaire; et une foule de petites unités militaires dans plusieurs villes. Toutefois, le Québec aura besoin de mettre sur pied d'autres infrastructures comme des écoles et institutions d'instruction pour compléter le système d'entraînement des militaires. De plus, dans le cadre de ses futurs engagements au sein du NORAD, s'il y a lieu, le Québec devra voir à se doter d'un centre d'opération de surveillance aérienne et de stations radar, à moins qu'il réussisse à s'entendre avec le Canada pour utiliser ses stations radar et son centre d'opération à North Bay, ou avec les États-Unis, en ce qui concerne Colorado Springs.

Ça, c'est l'option du statu quo, et je n'ai pas analysé ou suggéré d'autres options. Mon collègue Charles-Philippe David vous a présenté les quatre options sur lesquelles il pense qu'on devrait se pencher. Moi, je suis partisan du statu quo, donc ça ne m'intéressait pas de vous les présenter, mais on peut en discuter en période de questions.

La coopération avec le Canada et les États-Unis. Je ne veux pas, ici, m'étendre sur ce sujet puisque le professeur Albert Legault a longuement traité des relations canado-américaines et des options futures du Québec dans la défense continentale lors de sa présentation devant votre commission le 23 janvier dernier. Je fais miennes toutes ses remarques concernant les avantages et les inconvénients d'une adhésion du Québec à l'OTAN et à NORAD ainsi que d'un éventuel partenariat avec le Canada. Je voudrais souligner qu'il ne sera pas possible pour le Québec, à moins qu'il décide de dépenser d'énormes ressources, d'établir un système de défense autonome et complètement indépendant. Des raisons économiques et surtout politiques font en sorte que le Québec devra opter pour l'intégration militaire ou la coopération militaire avec le Canada et les États-Unis. Je pense, par exemple, à la survie de l'industrie aéronautique et militaire dans la région de Montréal; à l'achat des équipements militaires; à la nécessité de planifier la défense du continent nord-américain, quelles que soient les menaces et d'où elles viennent; aux susceptibilités politiques des Américains face à un Québec qui voudrait faire cavalier seul.

Je voudrais, toutefois, faire une remarque sur ce que M. Legault a dit en ce qui concerne l'impossibilité d'un Québec indépendant de par-

ticiper aux missions du maintien de la paix des Nations Unies et aux forums de désarmement. C'est une question qu'il a abordée, je pense, dans les pages 53 ou 54. Un Québec indépendant pourra participer aux missions de paix au même titre que la Finlande, le Danemark, l'Autriche, la Suède et l'Irlande, des pays qui ont sensiblement la même population que celle de la province. Quant aux forums de contrôle des armements, il est évident que le poids du Québec ne représentera pas grand-chose dans ces forums. Toutefois, sa participation modeste et discrète n'est absolument pas exclue.

M. le Président, je voudrais terminer ma présentation par une réflexion sur des propos que vous avez entendus ici, à cette commission, par le passé, ou ailleurs dans les médias et ça concerne l'intervention de l'armée au Québec. Moi, ça fait 12 ans que je m'intéresse aux questions militaires, que je traite, sur une base hebdomadaire ou mensuelle, à titre de journaliste indépendant ou de directeur de l'information internationale au *Devoir*, avec les militaires. J'en ai rencontré des centaines à travers tout le Canada, en Allemagne, à Chypre, au Koweït et ailleurs. J'en ai rencontré dans les deux langues. J'en ai rencontré des très agressifs, mais je peux dire que je n'ai jamais rencontré de militaires prêts à en découdre militairement avec le Québec si celui-ci voulait faire l'indépendance. Je suis toujours surpris d'entendre les spécialistes civils parler avec aisance d'une possible intervention militaire au Québec. Les militaires, qui connaissent la chose, sont bien plus discrets lorsqu'il s'agit de manier les armes, contrairement aux civils dans les universités.

Il m'apparaît, et je ne connais pas au Canada des généraux "putschistes" qui voudraient garder le Québec dans le Canada comme certains généraux ont voulu garder l'Algérie dans la France. Et si c'est ce scénario-là qu'on envisage, pour ma part, je n'y crois pas. Et j'espère bien que c'est le message qui devrait être passé auprès des gens. On n'a pas de généraux factieux au Canada. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je vous remercie, M. Coulon. La première question sera par le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci. Je voudrais tout de suite reprendre ce que vous venez de dire, quoique je ne crois pas non plus, moi, à l'intervention des militaires, en cas de l'accession du Québec à la souveraineté. Est-ce que vous êtes en train de me dire que les militaires ne respecteraient pas l'autorité politique, advenant l'accessibilité du Québec à l'indépendance, et où le gouvernement canadien déciderait d'envoyer les militaires au Québec, c'est-à-dire que les militaires seraient en rébellion contre l'autorité politique?

**M. Coulon:** Les militaires vont écouter ce

que les politiciens d'Ottawa vont leur dire, mais je vous rappellerai la phrase ou les phrases du général John de Chastelain, au mois de décembre, à des militaires: L'armée ne réglera pas ce que les politiciens n'ont pas été capables de régler en 30 ans de discussions. Ça, je pense que c'est très clair et, lorsque le général de Chastelain a fait cette déclaration, ça démontrait ce qu'il pensait de nos élites politiques, et surtout de ceux qui envisagent l'option de l'intervention militaire au Québec. Je pense que M. Chrétien avait fait quelques phrases malheureuses, à ce moment-là. J'ai été surpris que le général de Chastelain ne soit pas réprimandé puisque, d'une certaine façon, c'est presque avoir dérogé à son devoir de réserve. Au contraire, on a cru bon de prolonger son mandat d'un an, ce qui m'apparaît, en tout cas, très rassurant.

**M. Gauthrin:** Mais ce que vous me dites, parce que je pense que l'armée est au service du pouvoir politique, vous me confirmez que l'armée suivra la décision du pouvoir politique à Ottawa.

**M. Coulon:** Absolument. Mais l'armée, c'est aussi des hommes et des femmes dans la société civile, et je doute fort que l'armée intervienne là où une décision démocratiquement faite par le peuple québécois, de concert avec les différents gouvernements, si le résultat ne plaît pas à certains politiciens canadiens, je doute fort que l'armée écoute ces politiciens-là.

**M. Gauthrin:** C'est-à-dire à virer en rébellion contre le gouvernement canadien?

**M. Coulon:** Moi, je ne voudrais pas aller jusque-là, mais je n'ai pas l'impression. Je pense qu'on se parlerait beaucoup avant que le gouvernement canadien demande à l'armée de passer aux actes au Québec.

**M. Gauthrin:** Non, parce que, de mon point de vue, je ne pense pas que le gouvernement canadien irait jamais dans une telle intervention. Donc, je pense que c'est un peu hypothétique. Mais ça m'inquiéterait qu'on dise que l'armée ne suivrait pas les décisions des élus politiques. Ma question n'était pas celle-là. Dans votre texte, j'ai deux niveaux d'intervention. J'ai un niveau strictement comptable. À l'heure actuelle, dans un partage d'effectifs ou d'actifs, quelle est la part des actifs militaires qui sont sur le territoire québécois actuellement, par rapport à l'ensemble des actifs militaires du Canada?

**M. Coulon:** Écoutez, ça dépend toujours du commandement. Comme je vous ai mentionné tout à l'heure, il y a sept commandements au Canada, sous l'administration, sous la direction des Forces armées. Bon, il y a, on disait tout à l'heure, 11 000 militaires sur le territoire québécois. Mais advenant l'indépendance, qu'est-ce

qu'on fait des 3000 Québécois qui sont en Europe, dans les Forces canadiennes en Europe?

**M. Gauthrin:** Vous m'avez mal compris. Je parle des actifs en termes de camions, de bebelles comme ça, enfin, des fusils, des... Je ne sais pas quoi, moi...

**M. Coulon:** Bon! On parlait tout à l'heure des deux escadrons de F-18 à Bagotville, donc, grosso modo, environ 24 avions. La marine a très peu d'actifs ici au Québec, puisque ses ports d'attache sont à Halifax et à Esquimalt en Colombie-Britannique, donc la marine a très peu d'actifs ici et c'est peut-être l'armée de terre qui a le plus d'actifs, puisque ses deux plus grandes bases sur huit sont situées sur le territoire québécois et que son quartier général est situé sur le territoire québécois. Il n'y a pas, par exemple, de chars d'assaut au Québec, parce que les chars d'assaut sont en Allemagne. Donc, s'ils reviennent, vont-ils être partagés entre le Québec ou le reste du Canada? Vous savez, il ne faut pas oublier qu'il y a des militaires à l'extérieur du Québec aussi. Alors, quand vous posez cette question, bien sûr, immédiatement, au Québec, on a cité tout à l'heure les chiffres de 13 % et 15 % des militaires et des civils. Mais il y a plus que ça, parce qu'il y a des gens qui travaillent à l'extérieur du Québec mais qui sont reliés au Québec parce que ce sont des militaires québécois. Mais, en termes d'actifs, à part les bases et certains manèges militaires, un peu de quincaillerie aéronautique militaire et terrestre, il n'y a pas grand-chose.

**M. Gauthrin:** Parce que ma question, elle est toujours orientée vers un partage de la dette. Donc, j'ai besoin de connaître le partage de l'actif, et je voulais connaître un peu cette idée.

**M. Coulon:** Moi, je ne suis pas un juriste. Est-ce que les frégates qui sont amarrées à Halifax et à Esquimalt appartiennent toutes au Canada? Or, elles ont été payées aussi en partie par le Québec. Donc...

**M. Gauthrin:** C'est exactement ce qu'on veut dire dans le partage de la dette et le partage des actifs. Et qu'est-ce que seraient les actifs qui sont des actifs non mobiles et des actifs mobiles? C'était ça...

**M. Coulon:** Les actifs non mobiles, ce sont les bases...

**M. Gauthrin:** Oui.

**M. Coulon:** ...les bâtiments qui sont sur le territoire québécois. Les actifs mobiles, ce sont les F-18, les navires et les chars qu'on peut déplacer. C'est pour ça que, dans la période de transition, il va falloir être prudents. Il va



falloir que, au plus haut niveau de l'appareil politique, on s'occupe de cela dans des discussions avec les militaires, dans des discussions avec le gouvernement fédéral, à savoir qu'on ne bouge pas les F-18 s'ils sont stationnés à Bagotville et on ne bouge pas tant de chars ou tant d'appareils, s'ils sont situés en territoire canadien, québécois, excusez-moi.

**M. Gauthrin:** Je vous remercie. Mon deuxième niveau d'intervention est plus philosophique. Quel est, d'après vous ou pour vous, le rôle d'une éventuelle armée québécoise? Ça va servir à quoi, ça va être quoi, sa fonction? (16 h 15)

**M. Coulon:** Je pense que les missions sont multiples. Elles partent de la défense du territoire, de la souveraineté, d'assurer le contrôle du territoire, de la baie d'Ungava à l'Estrie en passant par le Témiscamingue jusqu'en Gaspésie. Donc, faire en sorte qu'on assure le contrôle du territoire puisqu'il y a des gens qui contestent que... puisqu'il y a des gens, même, qui avancent que le Québec peut être dépecé.

Il y a les missions au sein des alliances, les engagements, que ce soit la patrouille aérienne, que ce soient nos engagements à défendre l'Europe, si jamais il y avait un conflit. Moi, je ne sais pas ce qui va se passer dans 20 ou 30 ans, n'est-ce pas? Il y a des gens, peut-être, qui le savent. Moi, je ne le sais pas. Et je suis plutôt prudent là-dessus, et je me dis que la défense du Québec, du Canada et de l'Amérique du Nord, passe aussi par la défense de l'Europe et par le maintien du lien avec l'Europe. Autre mission...

**M. Gauthrin:** Mais défense contre qui?

**M. Coulon:** Quel ennemi sera présent dans 20 ans ou 30 ans, M. le député? Je ne le sais pas. La Russie est encore la grande puissance européenne. Je vous ferais remarquer qu'en termes de nombre, elle l'est toujours. Elle possède toujours 27 000 ogives nucléaires, quoiqu'on ne puisse pas se défendre tellement contre des ogives nucléaires. Elle possède toujours 3 000 000 à 4 000 000 d'hommes et, enfin, je pourrais vous énumérer tout le matériel dont elle dispose. Donc, il y a cette inconnue et il y a d'autres inconnues qui pourraient provenir du sud ou d'ailleurs.

Il y a aussi les missions de paix. Nous pourrions participer, nous pourrions continuer cette tradition canadienne qui est de participer aux missions du maintien de la paix. Et il y a les missions de rétablissement de l'ordre international, qui ont été efficacement menées lors de la guerre du Golfe, au sein des Nations Unies et au sein d'une coalition multinationale. Et le Québec, en tant que membre de l'Occident, devra faire partie de ces missions, s'il y en a, au même titre que le Danemark, la Norvège, le Portugal, qui

ont aussi participé à la guerre du Golfe. Donc, c'est ce que j'envisage...

**M. Gauthrin:** Et ça, est-ce que, avec les personnes qu'on récupérerait, on en a assez, en termes budgétaires, ou est-ce que ça prendra une augmentation de l'armée, une diminution de l'armée pour satisfaire les objectifs que vous exprimez?

**M. Coulon:** Moi, je pense que, avec les chiffres dont on dispose, il y a à peu près entre 18 000 et 20 000 Québécois travaillant dans les Forces armées canadiennes, actuellement, et qui seraient disposés, donc, à travailler pour une future force armée québécoise, ce qui serait suffisant pour entreprendre certaines missions.

Lorsqu'on va dans le golfe Persique, on n'envoie pas 60 bateaux. Le Danemark a envoyé une ou deux frégates, mais ils étaient présents. C'est une question aussi politique; ce n'est pas juste une question militaire. Si des pays comme le Danemark, l'Autriche, la Norvège, qui ont entre 4 000 000 et 6 000 000 d'habitants, sont capables d'avoir des forces armées – il est vrai, parce que le système militaire est obligatoire, où les réserves sont très importantes – je ne vois pas pourquoi un pays comme le Québec, avec 7 000 000 d'habitants, ne serait pas capable d'entretenir une force d'entre 15 000 et 20 000 hommes, plus une réserve, évidemment. On pourrait très bien dire: Nous mettons l'emphase sur la réserve; une toute petite armée et beaucoup de réservistes. Comme ça, en cas de conflit ou en cas de besoin, on peut faire appel à plus de réservistes. C'est une option.

**M. Gauthrin:** Et le coût pour un Québec, ce serait de combien, ça?

**M. Coulon:** Le coût? Je disais tout à l'heure que le gouvernement fédéral consacre 9 % de son budget aux forces armées. Ça fait, à peu près, à peine 2 % de son produit national brut. Peut-être que le Québec pourrait envisager de faire la même chose.

**M. Gauthrin:** Mais, enfin... Je ne veux pas faire le débat ici parce que c'est un débat philosophique, mais 7 % de son budget...

**M. Coulon:** 9 %.

**M. Gauthrin:** 9 %. Est-ce que ça, ça correspond à son déficit pour le gouvernement fédéral? Donc, essentiellement, on emprunte pour l'armée.

**M. Coulon:** Écoutez, je ne peux pas répondre à cette question-là. Je suis désolé.

**M. Gauthrin:** Parce qu'il manque... En tout cas, je vous remercie. Il y a un débat sur l'utilité de l'armée que je pourrai faire ailleurs,

parce que... Enfin, je vous remercie quand même des informations.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président. Merci, M. Coulon. Je pense qu'il est important pour une commission comme la nôtre d'examiner toute cette problématique de la défense et de la sécurité d'un État souverain du Québec. Par rapport à M. David, manifestement vous faites un choix qui, pour le moment en tout cas, correspond au programme de mon parti. C'est le scénario deux, tel qu'exposé par M. David tout à l'heure. Vous, votre choix est très clair. M. David avait plutôt tendance à privilégier les deux derniers scénarios qu'il a décrits. Vous, votre choix c'est clair, c'est le premier.

**Une voix:** Deuxième.

**M. Brassard:** Tout en reconnaissant, cependant, qu'il y a des changements majeurs qui se sont produits dans le monde: le communisme s'est effondré, le système communiste s'est effondré; la guerre froide est pratiquement devenue un fait historique et non plus une réalité quotidienne. Il y a donc des changements majeurs. Donc, les rivalités Est-Ouest ne sont plus ce qu'elles étaient, elles sont même disparues. Votre choix demeure quand même celui-là. Et vous dites, peut-être pas dans vos propres termes, mais vous dites qu'un Québec souverain se doit de s'intégrer aux grandes alliances occidentales, NORAD et l'OTAN et que s'engager dans une autre voie provoquerait un malaise et même de l'irritation chez nos partenaires et nos voisins du sud aux États-Unis. Moi, j'aimerais que vous m'expliquiez comment il se fait que, malgré tous ces changements qui sont intervenus dans le monde et qui entraînent d'ailleurs les États-Unis dans une politique vigoureuse de désarmement, comment il se fait que le maintien d'un Québec souverain dans les alliances actuelles est toujours le scénario qu'il faille privilégier? Comment se fait-il que pour les États-Unis, le maintien de ces alliances soit toujours prioritaire, essentiel et que, en termes géopolitiques, le Québec occupe une place importante et ne doit pas être mis de côté, qu'il doit continuer d'être partie prenante d'un tel système? Parce que je me souviens, il y a quelques minutes à peine que M. David nous disait que tout ça, évidemment, avait perdu beaucoup de son importance. Moi aussi, comme le disait ma collègue tantôt, je me souviens des débats dans les congrès successifs du parti, il y avait toujours du monde qui nous disait: Écoutez, l'OTAN et NORAD, ce n'est pas nécessaire que le Québec en fasse partie. Et à cette époque on était encore en pleine guerre froide, en pleine rivalité Est-Ouest. Moi, j'étais de ceux qui disaient, au contraire: N'irritons pas

les Américains, c'est important, pour des raisons de "Realpolitik" on a finalement choisi que le Québec serait maintenu dans ces alliances-là, parce qu'il ne faut pas vexer notre grand voisin. Ça paraissait d'un pragmatisme qui allait de soi. Mais là, les choses ont changé. Malgré tout, vous dites: Il faut maintenir cette ligne. Il faut quand même aller encore dans cette direction-là. J'aimerais que vous essayiez de nous justifier le choix que vous faites. Pourquoi faut-il encore s'engager dans cette voie-là?

**M. Coulon:** Je répondrai à certaines de vos questions, parce qu'il y en a plusieurs, quand même, dans votre intervention. On parle de la détente et tout change. Tout change effectivement pour les grandes puissances qui ont, pendant 40 ans, dépensé des budgets de défense astronomiques. Quand les Américains dépensaient 300 000 000 000 \$ par année pour leur système militaire, tout le monde, et eux les premiers, savait que c'étaient des dépenses onéreuses. Mais quand un pays comme le Canada est au dernier rang des pays de l'OTAN, il est difficile de désarmer plus que ce qui est déjà désarmé. Alors, conserver le minimum de forces militaires a toujours été la politique canadienne. Dans les années cinquante, les forces armées étaient un peu plus importantes parce qu'il y avait eu la guerre de Corée, c'était l'époque des grandes tensions. Mais, dès les années soixante, on commence à réduire l'outil de défense canadien de façon draconienne. Et on l'a fait pendant 30 ans. Donc, de venir dire que tout a changé, savez-vous, pour le Canada, tout a changé il y a 30 ans puisqu'il a décidé de laisser tomber, d'une certaine façon, sa défense, lorsqu'on la compare avec les autres.

Évidemment, tout ça est relatif. Je ne compare pas au Costa Rica ou à l'Islande. Ce ne sont pas des exemples qui m'apparaissent intéressants. Quand l'Islande décide de joindre l'OTAN, qu'est-ce qu'elle fait? Elle dit aux Américains: Nous n'aurons pas d'armée mais nous allons signer un contrat de protection avec vous. Moyennant une base militaire chez nous, nous n'aurons pas d'armée. Est-ce que c'est ce que nous voulons ou est-ce que c'est le genre de "deal" que nous voulons? Parce que c'est celui de l'Islande. Il ne faut pas se faire d'illusion là-dessus. Les Islandais ne sont pas des puristes. Quand on parle du maintien d'un système militaire ou d'un système de défense, j'ai souligné certains problèmes, par exemple celui du maintien de l'industrie aéronautique et militaire au Québec. Il y a là des emplois extrêmement importants, qui ne sont pas tous liés à l'industrie militaire, parce que le matériel aéronautique est à double capacité. Si on veut que tout cela parte, eh bien, c'est le signal qu'on enverrait si on décidait que, nous, on prend la neutralité non armée et qu'on décide de ne plus avoir de forces militaires ou même de participer à des alliances.

Mettez-vous dans la peau de l'industriel qui doit justifier sa production auprès d'autres pays et qui est dans un pays qui n'achète rien, qui ne fait rien au niveau de la défense. Ce qu'il fait, c'est qu'il déménage, parce que ses sources, ses appuis politiques seraient ailleurs et non plus ici au Québec. D'ailleurs, c'est même difficile de maintenir l'industrie aéronautique et militaire au Québec, même en ce moment. Elle a tendance à s'en aller vers l'Ontario puisque le marché américain n'est pas très loin. Ça prend des subventions. On l'a vu dans le cas de l'installation de Bell Helicopter à Mirabel. Combien de millions de dollars les gouvernements ont dû investir uniquement pour permettre à cette industrie de venir s'installer ici? Je ne dis pas que c'est un mauvais choix, parce que, après, il y a les retombées industrielles, technologiques qui peuvent amener d'autres industries à s'installer au Québec.

Politiquement, je dis: Maintenons ce qui est parce que l'objectif d'un Québec souverain c'est de rassurer, ce n'est pas d'effrayer. C'est le premier objectif pour moi du Québec souverain. Et pour rassurer, c'est de dire à nos partenaires occidentaux: Voici ce que nous voulons faire. Si on peut changer ça plus tard, on le fera ensemble, au sein des institutions OTAN, NORAD, CSCE ou toute autre architecture de sécurité ou de défense en Europe et en Amérique du Nord. On dit que l'OTAN va disparaître, mais l'OTAN n'a jamais été aussi populaire. Tout le monde se bouscule pour faire partie de l'OTAN, la Hongrie, la Roumanie, l'Ukraine, la Géorgie, la Lituanie, tout le monde soudainement veut faire partie de l'OTAN. Et nous, nous voudrions quitter, pour je ne sais trop quoi.

(16 h 30)

Il m'apparaît que la première étape serait de s'y maintenir, et ensuite de voir avec les alliés, et avec nos amis, si on continue à maintenir cette structure de sécurité. C'est vrai que les Européens s'en vont vers une structure de sécurité indépendante. Mais regardez les débats qu'il y a en Europe là-dessus. Qui a le doigt sur le bouton nucléaire? Pensez-vous que les Français et les Britanniques vont permettre à n'importe qui d'avoir le doigt sur le bouton nucléaire dans une Europe unie militairement? Ce débat-là, il ne fait que commencer. Et je rappellerai le mot d'un général aujourd'hui à la retraite, le général Gallois, qui est un peu le père de la dissuasion française et qui disait souvent: Oui, on parlera de la défense européenne en l'an 3000. Parce que c'est ça les problèmes en Europe. Ce n'est pas la facilité des discussions politiques, mais de le faire sur le terrain. La brigade franco-allemande qui ne compte – la brigade, excusez-moi, je ne sais même pas si c'est un bataillon – n'a que quelques milliers d'hommes à peine et fonctionne difficilement pour la simple et bonne raison qu'on ne parle pas la même langue. Alors, imaginez un peu les

problèmes d'intégration de défense entre 12, 15 ou 18 pays à l'histoire, à la technologie, ou à la politique différentes. Je ne sais pas si ça répond à vos questions, M. Brassard.

**M. Brassard:** Oui, en partie. Mais j'aimerais moi, surtout, évidemment vous n'êtes pas un porte-parole de Washington, mais comme vous connaissez la question, j'aimerais que vous vous placiez, pour un instant, du point de vue de Washington. C'est que, à l'époque des grandes rivalités Est-Ouest et de la guerre froide, c'est évident que les Québécois, qui sont très pragmatiques, savaient d'instinct qu'un Québec souverain devait demeurer dans l'OTAN et dans NORAD, et que tout autre scénario se serait buté à une opposition farouche des Américains.

Mais là, comme la situation a changé, et puis je sais bien que, ça, vous avez raison de dire que les conditions actuelles ne sont pas celles de demain, les choses évoluent, changent. Mais comme les conditions sont quand même différentes, du point de vue de Washington, est-ce qu'il y a autant de vigilance, et est-ce que les choix qui s'offrent au Québec sont plus nombreux ou est-ce qu'il n'y en a rien qu'un encore, qui est le préférable, qui est celui de maintenir le statu quo militaire en quelque sorte, et le statut de défense?

**M. Coulon:** Moi, ma perception de Washington, c'est la suivante: les Américains n'ont jamais eu besoin du Canada. Sauf que, pour faire plaisir aux Canadiens, on leur a dit: On va créer une organisation de défense aérienne et on va vous y intégrer. Vous allez avoir le partage de certaines responsabilités, vous ne paierez pas trop cher parce que de toute façon vous ne voulez pas payer, et nous on va s'occuper de la défense de l'Amérique du Nord. Les Américains auraient très bien pu dire aux Canadiens: On n'a pas besoin de vous, tout simplement parce que le jour où l'Amérique du Nord est attaquée, nous, on prend le contrôle, puis on défend l'Amérique du Nord. Mais par "fairplay", par relations politiques, économiques, diplomatiques, on a décidé de signer des accords de défense, parce que c'est ça la réalité. Et NORAD a failli être démantelé il y a une dizaine ou une quinzaine d'années, mais c'est sur insistance du Canada qu'on a décidé de maintenir la plupart des activités de NORAD, tout simplement parce que les Américains peuvent faire tout tout seuls et sans notre autorisation, surtout en période de crise.

Alors, moi, je dis que, effectivement, on peut se retirer de tout. Les Américains vont s'occuper de la défense. Mais comme il s'agit de rassurer et non pas d'inquiéter, offrons-leur de continuer le "partnership". S'ils ne le veulent pas, bien, mon Dieu, ce sera peut-être à notre honneur et on se débrouillera autrement. Mais, au moins, offrons cette option-là et nous verrons

ce qu'ils décideront.

**M. Brassard:** Oui, c'est vrai ce que vous dites. Les Américains peuvent assurer la défense du continent nord-américain tout seuls, ils n'ont pas besoin du Canada. Ils l'ont fait participer pour des raisons beaucoup plus politiques mais aussi, cependant, ils ont besoin d'une autorisation du Canada, du gouvernement canadien, pour...

**M. Coulon:** Je vous disais ça de façon cynique, là, quand on regarde la carte et quand on regarde les relations depuis 40 ans.

**M. Brassard:** Dans le cadre d'une société de droit, où le droit international est respecté...

**M. Coulon:** Absolument.

**M. Brassard:** Ils ont quand même des souverainetés nationales. Ils ont besoin d'une autorisation du Canada pour ne serait-ce que patrouiller l'espace aérien canadien...

**M. Coulon:** Oui, mais je vous ferai remarquer...

**M. Brassard:** Ce que vous dites, au fond, c'est que le Canada pourrait ne pas déboursier un seul sou, en termes de défense du continent, et les Américains pourraient l'assumer complètement.

**M. Coulon:** Complètement.

**M. Brassard:** C'est ça.

**M. Coulon:** Vous parliez tout à l'heure d'autorisation pour la surveillance aérienne. Pour la surveillance maritime, les Américains ne demandent pas l'autorisation aux Canadiens lorsqu'ils décident de passer dans le passage des Territoires du Nord-Ouest...

**M. Brassard:** Oui.

**M. Coulon:** Ou bien dans certains détroits de la Colombie-Britannique qui font l'objet de contestation politique.

**M. Brassard:** C'est un sujet litigieux, cependant.

**M. Coulon:** C'est litigieux, mais le sous-marin passe et après, on discute, hein?

**M. Brassard:** Sans doute. Ça vexait beaucoup M. Trudeau à l'époque.

**M. Coulon:** Voilà!

**M. Brassard:** Mais je reviens, si vous voulez, M. Coulon, sur une autre question. C'est

sur la question des budgets. Je reviens un peu avec la question que je posais tout à l'heure à M. David. C'est 12 000 000 000 \$. Si on prend les 25 % de la population, donc, on peut dire raisonnablement, en gros, qu'on contribue pour le quart du budget de défense du Canada, 3 000 000 000 \$. C'est ça notre contribution fiscale. On peut dire en gros que les Québécois contribuent pour 3 000 000 000 \$. Mais qu'est-ce qu'on a, au Québec, en matière de défense? À mon avis, il suffit de regarder les chiffres. En termes d'immobilisations, d'équipements, d'effectifs, c'est pas mal moins que 25 %. Donc, je fais juste une simple équation en disant que c'est 15 %, c'est 13 % des effectifs. Les immobilisations, c'est moins. Sur le plan de la marine, par exemple, vous avez dit qu'on n'a rien ou à peu près. Alors, je me dis que le retour doit être moins que 3 000 000 000 \$. Ça doit être moins que 3 000 000 000 \$. On donne 3 000 000 000 \$ sur le plan fiscal comme contribution fiscale mais, comme on est loin des 25 % des effectifs et qu'on est loin des 25 % des équipements et des immobilisations, donc, on doit avoir en retour moins que 3 000 000 000 \$. Par conséquent, dans un Québec souverain, pour maintenir les effectifs et les équipements qui sont présentement sur le territoire québécois, il faudrait évidemment en ajouter certains, créer un ministère de la défense – ça, je suis bien d'accord avec ça qu'il y a des choses à ajouter – mais pour maintenir tout ça, je me demande si c'est vraiment 3 000 000 000 \$, le plan budgétaire.

**M. Coulon:** Vous parlez et je conteste un peu le chiffre de 13 % et 15 % pour la raison que j'ai mentionnée dans le mémoire. C'est que les gens qui sont à l'extérieur...

**M. Brassard:** On est quand même loin des 25 %.

**M. Coulon:** Eh bien! Si 28 % des recrues viennent du Québec, j'imagine que, lors de l'indépendance, à peu près 25 % de l'armée canadienne pourraient se retrouver au Québec. C'est un chiffre que je lance comme ça parce que je mentionnais tout à l'heure qu'il y avait 63 000 anglophones et 24 000 francophones. On estime que, sur les 24 000 francophones, il y en a au moins 80 % qui viennent du Québec. Donc, vous voyez le bloc un peu. Les chiffres de 3 000 000 000 \$, je ne suis pas tellement placé pour en discuter parce que je n'ai pas fait cette étude économique de la défense du Québec. Mais je suis persuadé que si la commission avait le temps, dans le futur, son intérêt serait d'aller voir comment des petits pays, qui ont la même population, font pour entretenir l'armée qu'ils entretiennent. Je parle du Danemark, de l'Autriche et de la Norvège.

**M. Brassard:** La Finlande aussi, peut-être?

**M. Coulon:** La Finlande, ils peuvent mobiliser 700 000 hommes en 24 heures pour un pays de 4 000 000. Il faut avoir une longue tradition pour en arriver à une chose semblable, ce qui est absolument impossible ici. Mais ça serait intéressant de voir comment ils répartissent leur budget parce qu'ils font beaucoup appel à la réserve. Les militaires viennent s'entraîner pendant un an et ensuite sont régulièrement appelés pour se réentraîner et...

**M. Brassard:** ...par exemple.

**M. Coulon:** ...on n'entretient qu'une toute petite armée d'à peu près 15, ou 20, ou 25 000 personnes. Alors, il s'agirait de voir comment ces pays-là font pour se payer un budget de défense à même leur produit national brut, qui ressemble et qui est souvent plus petit que celui du Québec, quand même.

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. Merci, M. Coulon d'être devant la commission aujourd'hui. Je voudrais seulement enchaîner un peu dans le raisonnement du député de Lac-Saint-Jean, parce qu'il ne faudrait pas non plus avoir deux poids, deux mesures, dans le sens qu'on doit prendre 25 % du budget de la défense du Canada à cause qu'on représente 25 % de la population. Et quand on parle de dette, Bélanger-Campeau dit que le passif de la dette, on devrait prendre seulement 17,5 % parce que la contribution fiscale du Québec est de 17,5 %. Alors, vous comprenez, il faudrait...

Et à part ça, un Québécois qui est à l'extérieur, comme vous avez dit tantôt, il y a beaucoup de Québécois qui sont à l'extérieur du Québec dans les Forces armées canadiennes, même après l'indépendance du Québec, d'après moi, il devrait quand même rester Québécois. On ne peut pas lui dire qu'il n'est plus Québécois, à ce moment-là, et qu'il est un Canadien.

Mais ma question est plutôt sur un autre sujet. Étant donné que M. David nous a dit tantôt qu'il privilégiait un autre, disons, la neutralité non armée, au lieu d'avoir une armée, ma question est très courte. Sur le plan international, pour faciliter la reconnaissance internationale d'un Québec souverain, est-ce que ça serait plus facile en ayant des engagements déjà pris d'avance dans des alliances comme NORAD et comme l'OTAN, ou avec, par exemple, cette neutralité qui est préconisée ou privilégiée par M. David?

**M. Coulon:** Je ne suis pas un juriste, mais j'ose avancer que dire qu'on va faire partie des alliances, ce n'est pas une condition à la recon-

naissance diplomatique du Québec. Avant tout, il faut contrôler le territoire, il faut assurer le contrôle du territoire, il faut qu'il y ait un gouvernement constitué sur un territoire. Il y a des bases qui permettent à un État d'être reconnu internationalement, et le fait de dire: Nous allons appartenir à l'OTAN, ne me semble pas une condition nécessaire à la reconnaissance internationale.

Je ne sais pas si ça répond à votre question et ça serait peut-être mieux de la poser à un juriste, parce que...

**M. Maciocia:** Oui, ça répond en partie à ma question parce que je voulais poser la question à M. David, mais je n'en ai pas eu l'occasion tout à l'heure. Quelle est la raison pour laquelle la majorité ou une partie de ceux qui préconisent l'indépendance du Québec, du même souffle, disent en même temps qu'un Québec indépendant va quand même faire partie de NORAD et de l'OTAN? Quelle est la raison, disons, que du même souffle, quasiment au même moment... Est-ce que c'est pour rassurer? Pourquoi? Pourquoi disent-ils qu'on ferait partie automatiquement de NORAD et de l'OTAN?

**M. Coulon:** Non. On ne fait pas automatiquement partie...

**M. Maciocia:** Pas automatiquement, mais disons qu'on ferait partie d'un Québec indépendant, on ferait la demande pour participer à ces alliances-là.

**M. Coulon:** En fait, vous devriez poser la question à M. Brassard, pas à moi. Mais si ce message est envoyé, c'est parce que c'est un message politique, n'est-ce pas? C'est, encore là, rassurer et non pas effrayer.

**M. Maciocia:** Mais c'est rassurer la population du Québec pour rassurer les États...

**M. Coulon:** C'est rassurer les autres.

**M. Macciocia:** ...pour une éventuelle reconnaissance internationale.

**M. Coulon:** Oui, ça peut faire partie de la stratégie de la reconnaissance internationale.

**M. Maciocia:** O.K. Mon autre question, M. le Président, c'est que dans votre mémoire vous abordez assez longuement la question de la relation entre le gouvernement du Québec et les militaires. Et vous vous arrêtez surtout sur la période de transition. À la page 3 vous écrivez: "L'objectif des mesures adoptées par le gouvernement pendant la période de transition est de s'assurer que les transferts de pouvoirs de responsabilités militaires, au profit du Québec, se fassent dans l'ordre et la paix, et que la majo-

rité des militaires trouvent leur compte à joindre une force armée nationale".

Ma question est celle-ci. Parmi les mesures que devraient prendre le gouvernement, auxquelles songez-vous pour que les militaires puissent trouver leur compte à joindre une force armée nationale?

**M. Coulon:** Bon, eh bien, j'ai expliqué à la page 2 que le premier geste d'un gouvernement souveraineté serait une espèce de déclaration de politique sur les questions de défense et de sécurité, c'est-à-dire de dire aux militaires: Nous, on fait l'indépendance du Québec. On va faire partie des alliances. On a besoin d'une armée et, cette armée, elle sera composée des militaires qui sont actuellement sur le territoire québécois et qui voudront effectivement s'y joindre et que ces militaires-là conserveront leurs grades, leurs fonctions et les privilèges qui sont afférents à la charge d'être militaire. Alors, avec une déclaration comme ça, il s'agit de rassurer les militaires pour ne pas qu'ils se sentent un peu lésés ou, enfin, qu'ils n'aient plus de rôle soudainement au Québec. Certains pourraient être amenés à tout simplement le quitter, à traverser la frontière. J'en doute fort, mais c'est une possibilité. Je ne sais pas si ça répond à votre question.

**M. Maciocia:** Oui, mais ça m'amène une autre question à l'esprit. Qu'est-ce qu'il faudrait éviter à ce moment-là pour ne pas, disons, mettre l'armée dans une situation très délicate? Quels sont les gestes qu'il ne faudrait pas poser?

**M. Coulon:** Moi, évidemment, le sens de mon mémoire, c'est d'aller pour l'armée. Si vous leur dites: Non, on s'en va sans armée et les 20 000 personnes qui travaillent dans les forces militaires vous n'avez aucun avenir dans un Québec indépendant, j'imagine que le parti ou le gouvernement qui fera une telle déclaration en subira les conséquences politiques. Je ne vous dis pas que les soldats vont se révolter et qu'ils vont déferler sur la colline.

**M. Maciocia:** Non, ça, c'est clair.

**M. Coulon:** Mais, à l'évidence, il faudra que ce gouvernement-là en tire les conséquences politiques.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Est-ce qu'il y a d'autres questions? Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Peut-être un commentaire et une autre question juste pour nos collègues d'en face, et particulièrement mon collègue le député de Hull, qui se préoccupent souvent des chiffres. Il reste que, dans le document de M. Legault, il

y a plusieurs données sur les actifs, sur les budgets, les investissements, les personnes concernées par les différentes annexes. Donc, quand on intervient sur les coûts et sur ces éléments-là, on se base sur ce qui est le plus sérieux qui ait pu nous être présenté jusqu'à maintenant. Donc, ce ne sont pas des chiffres qu'on lance comme ça ou qu'on tire d'un chapeau d'une façon magique. C'est là. C'est évident qu'il y a des marges d'erreur et ce que vous soulevez, M. Coulon, à cet égard, est sûrement juste dans le sens qu'il faudrait sûrement rajuster à la hausse, si on veut, les chiffres.

Mais est-ce que ça atteindrait réellement 25 %? Est-ce que ce ne serait pas davantage près des 20 %? Parce que, là, on a la donnée des dernières années. Mais est-ce que les données historiques font en sorte qu'on a moins participé? Par exemple, on s'est moins enrôlé? Donc, dans ce sens-là, il y a sûrement des réajustements à faire, mais la base de données qui est là est quand même intéressante et importante. Je regardais encore sur la base des terrains, sur la base de quelque chose qu'on peut voir, visualisée et très concrète, c'est 1,42 % des actifs à cet égard-là qui sont sur le territoire québécois. Alors, disons qu'on n'a pas trop de problèmes avec ça. Bon!

**M. Coulon:** Mais vous savez que ce chiffre-là est quand même à prendre un peu... pas avec un grain de sel, mais regardez l'Annexe 10 où on marque, par exemple, l'Alberta, 41 %.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Coulon:** C'est un immense champ de tir. Il n'y a rien là-dedans.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Coulon:** Alors, au point de vue du sol, ça vaut peut-être quelque chose.

**Mme Marois:** Bon! C'est ça.

**M. Coulon:** Mais il n'y a pas grand-chose au niveau des infrastructures. Le périmètre de tir de Cold Lake, là où on fait les essais du missile de croisière, là où le missile de croisière atterrit, il n'y a rien.

**Mme Marois:** D'ailleurs, j'ai bien été prudente. J'ai dit "terrain".

**M. Coulon:** Oui, c'est vrai.

**Mme Marois:** Alors, je n'ai pas utilisé "équipement", "immobilisation", "meuble" ou autrement, parce que ce sont les terrains et, à cet égard-là, certains des nôtres, probablement, se comparent aussi dans certains coins à ceux-là. Mais, de toute façon, c'est tellement démesuré

en termes de proportion, c'est 1,5 % ici, sur le territoire québécois.

Moi, je veux revenir – vous étiez là au moment où on a eu les échanges avec M. David – sur ce fameux scénario onusien. Appelons-le comme ça pour l'instant. Est-ce que, dans la perspective où on veut aussi rassurer les personnes qui sont actuellement à l'emploi de la Défense nationale, dans une perspective où nous voulons conserver l'expertise et l'acquis chez ces personnes, et ces personnes aussi qui pourraient continuer à être maintenant au service du Québec, est-ce que ça ne pourrait pas être aussi une alternative intéressante pour ces gens-là que de continuer à servir leur pays, qui serait le Québec, et en faisant partie de forces armées, mais de forces armées s'inscrivant davantage dans une force de paix? Est-ce que ce ne serait pas tout autant acceptable pour les personnes qui sont actuellement, soit à la tête des Forces armées, qui occupent des postes dans la hiérarchie – je ne suis pas une spécialiste, alors j'ai un peu de difficulté avec les concepts – ou les personnes qui sont de simples militaires à l'heure actuelle?

**M. Coulon:** Je pense que l'option de Charles-Philippe David, de l'armée onusienne, c'est valable, mais elle est avant tout une armée nationale, c'est-à-dire que vous devez la constituer, cette armée-là, avant de la mettre au service de l'ONU. Les missions de paix qu'on a connues jusqu'à aujourd'hui ou jusqu'à la guerre du Golfe, plutôt, c'étaient, à la base, des missions qui ne relevaient que de l'armée de terre, avec quelques éléments aériens. Donc, on envoyait des bataillons terrestres. Tous les pays membres des missions de paix envoyaient des bataillons terrestres. La guerre du Golfe...

**Mme Marois:** Est-ce qu'il n'y a pas eu des opérations civiles, enfin, qui se rapprochaient d'opérations civiles dans le sens de transport de nourriture, de vivres, de médicaments, etc.?

**M. Coulon:** Oui. Mais c'est très minime en termes de nombre.

**Mme Marois:** Par rapport aux autres types d'opération.

**M. Coulon:** Alors, si vous voulez entretenir uniquement une armée terrestre pour faire ces opérations-là, j' imagine que c'est possible de le faire. Mais la guerre du Golfe a montré que si les opérations onusiennes du maintien de la paix prennent cette dimension, c'est-à-dire l'expulsion d'un pays d'un autre, il faut alors, là, une armée complète: marine, aviation et armée de terre, si vous voulez y participer, bien sûr. Évidemment, le Québec pourrait avoir une armée terrestre, et puis, si jamais il y avait une autre opération du Golfe, ne participer qu'à la phase terrestre des opérations. Mais moi, je dis qu'avant d'en arriver

là, il faut d'abord avoir une armée nationale, avec tous les éléments que ça comporte, et ce, pour l'entraînement. Parce que les Nations Unies pourraient un jour demander qu'un élément maritime ou aérien soit inclus dans ses missions de paix; et qu'est-ce qu'on fait, nous? On n'y participe plus parce qu'on a oublié cet élément-là dans notre plan? Je suis, encore là, très prudent, et je dis: Oui, l'armée de paix pour l'ONU – d'ailleurs, moi, je considère que les armées, elles sont là pour maintenir la paix, donc, je n'ai pas de problème avec ce concept-là. Sauf que là, il serait associé aux Nations Unies et il faut faire attention de savoir si le commandement serait réellement celui des Nations Unies ou celui d'une force multinationale, comme on a connu dans la guerre du Golfe, qui est un commandement qui ne me fait pas problème, alors que le commandement des Nations Unies est peut-être un peu plus compliqué. Mais je pense que l'option, elle est intéressante; mais il faut quand même maintenir une armée nationale.

**Mme Marois:** Mais je vous ramène juste...

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse, madame, le temps est écoulé.

**Mme Marois:** Ah bon, c'est terminé. Alors, je vous remercie, M. Coulon, ça m'a fait plaisir d'échanger avec vous.

**M. Coulon:** C'est moi qui vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Je m'excuse. Alors, M. Coulon, nous vous remercions infiniment pour votre participation à nos travaux. Nous avons eu aujourd'hui notre journée militaire. Hier, c'était la guerre, aujourd'hui, c'était la journée militaire. Ha, ha, ha! Hier, on a fait affaire aux stratégies, aujourd'hui, c'était...

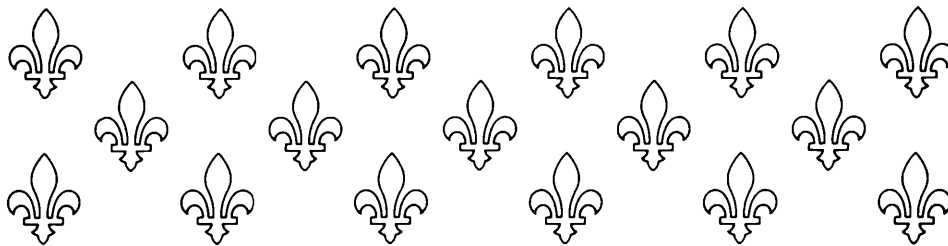
**M. Brassard:** Le volet militaire a été pas mal plus paisible.

**Le Président (M. Bélanger):** On n'a pas fumé le calumet de paix, et c'est tout juste. Moins coloré. En tout cas, on n'a pas perdu de plumes personne. Alors, on vous remercie beaucoup de votre participation à nos travaux. Ça suscite beaucoup d'intérêt, comme vous avez pu voir. Nous aurions pu discuter encore longtemps de ces questions-là. Malheureusement, il fallait nous limiter. Alors, nous vous remercions. À mes collègues, mercredi le 19 à 9 h 30 à la salle du Conseil législatif. Ce sont les implications socio-culturelles de la souveraineté avec M. Fernand Dumont et monsieur... Ah! bien, j'espère. On gagne le Salon rouge. Mais on remonte en grade, on regagne notre Salon rouge! Alors, bonne fin de semaine à tout le monde.

(Fin de la séance à 16 h 55)







---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 19 février 1992 — No 29**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Audition d'experts	CEAS-919
M. Simon Langlois	CEAS-919
Mmes Danielle Juteau-Lee et Marie Mc Andrew	CEAS-931
M. Fernand Dumont	CEAS-949

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### Intervenants

M. Henri-François Gauthrin  
M. Jacques Brassard  
Mme Pauline Marois  
M. Maurice Richard  
M. André Boulerice  
M. Jacques Chagnon  
M. Cosmo Maciocia  
M. Robert Benoit  
M. Robert LeSage  
M. Jacques Léonard

Témoins interrogés: M. Simon Langlois, Université Laval et Institut québécois de recherche sur la culture  
Mme Danielle Juteau-Lee, Université de Montréal  
Mme Marie Mc Andrew, idem  
M. Fernand Dumont, Université Laval et Institut québécois de recherche sur la culture

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mercredi 19 février 1992

(Neuf heures quarante-quatre minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Nous allons débiter nos travaux ce matin. Dans un premier temps, est-ce qu'il y a des remplacements outre M. Benoit (d'Orford) qui remplace M. Bourassa (Saint-Laurent), M. Boulerice (Sainte-Marie-Saint-Jacques) qui remplace M. Parizeau? Tout le monde est là pour le reste? Alors, bonjour.

Je voudrais, par la suite, déposer un document sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, un de nos documents de travail qui s'appelle "Les implications sociales et culturelles de la souveraineté", c'est-à-dire un bref portrait démographique, culturel et social du Québec contemporain. Le document est déposé. Dans un deuxième temps, mon collègue d'Abitibi n'est pas là, mais je me permets une liberté. Il nous a remis tout à l'heure une lettre d'un chef, M. Dominique Rankin, qui a été d'ailleurs publiée dans les journaux. C'est une lettre ouverte à M. Ovide Mercredi, d'un ancien grand chef algonquin qui replace les choses dans un contexte que j'aime bien. Alors, je vais...

**Une voix:** Ah oui?

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Il dit, entre autres, que la commission parlementaire, ce n'est pas une place pour faire des steppettes, que leur spiritualité est au-dessus de ces choses-là.

**M. Gauthrin:** Est-ce qu'il y a de la censure, c'est-à-dire: Est-ce que, pour être déposé, un texte doit vous plaire?

**Le Président (M. Bélanger):** Le texte est déposé intégralement.

**M. Brassard:** Consentement pour dépôt.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Gauthrin:** Je me méfie, là, aussi je vous préviens.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Mais je vous incite à le lire, je pense que c'est très intéressant. Ha, ha, ha! Ce matin, nous entendons M. Langlois. Attendez un petit peu, je cherche les notes biographiques de M. Langlois. Ça ne sera pas long, M. Langlois, on va parler de vous et en bien. Bon.

M. Simon Langlois qui a fait un doctorat à l'Université de Paris, à la Sorbonne, une maîtrise

en sociologie, un bac en sociologie à l'Université Laval et son bac ès arts au collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. C'est quasiment du folklore, parler des anciens collèges classiques. Je suis de la même époque aussi. Il a été aussi boursier au doctorat du Conseil des arts du Canada. Il est professeur invité à l'École normale supérieure de Cachan. Il est directeur de la recherche de l'Institut québécois de recherche sur la culture. Il est professeur titulaire à l'Université Laval depuis juin 1986, directeur du Département de sociologie et professeur adjoint et agrégé ensuite, de 1972 à 1980, et agent de recherche, de 1971 à 1972. Il a écrit de nombreux livres et de nombreux articles que je vous incite à lire dans vos temps libres. Ça serait trop long même d'en faire la nomenclature ce matin. M. Langlois, nous vous écoutons avec beaucoup d'attention. Je vous remercie.

#### Audition d'experts

#### M. Simon Langlois

**M. Langlois (Simon):** Merci, M. le Président. Alors, quel est le sens de la souveraineté et de la nation dans le monde contemporain? Notre thème: Est-ce que l'État-nation est encore le meilleur cadre pour le développement d'un peuple? Le nationalisme va-t-il à contre-courant des tendances dominantes qu'on observe en Occident? Voilà donc de vastes questions qu'on m'a demandé de traiter et j'essaierai assez brièvement de dégager quelques pistes pour alimenter notre réflexion et notre discussion.

Comment se pose maintenant la question de la souveraineté nationale et celle du nationalisme dans le nouveau contexte mondial? J'aborderai brièvement cinq aspects qui me paraissent caractériser les changements qu'on observe ces dernières années. D'abord, la souveraineté et l'autonomie des États-nations ont régressé, principalement, sur les plans économique et militaire. Les barrières tarifaires s'estompent, les marchés financiers s'internationalisent, les pays endettés sont contraints de respecter les directives des pays créditeurs. L'État douanier, bref, a cédé peu à peu la place à l'État commercial ouvert. Mais contrairement à ce que donne à penser une lecture superficielle ou rapide de ces changements, les États-nations n'ont pas abandonné pour autant entièrement leur souveraineté et la capacité de prendre les décisions qui leur sont propres en matière économique. Les politiques nationales continuent d'être mises en place un peu partout et les États négocient entre eux en fonction de leurs intérêts propres dans le cadre d'un grand marché.

Robert Reich a montré dans son ouvrage

"The Work of Nations" que les intérêts des "grandes firmes nationales", entre guillemets, ne coïncident pas toujours avec ceux des nations dans lesquelles elles sont implantées. Ce qui compte maintenant, c'est moins la nationalité de l'entreprise que l'activité réelle générée par celle-ci dans un pays donné. Ce qui fait la richesse d'une nation, en d'autres termes, ce n'est plus de pouvoir produire elle-même tout ce dont elle a besoin, c'est plutôt d'apporter au monde une valeur ajoutée dans certains domaines qui font sa force. Pour Reich, la promotion de l'intérêt économique national passe par la reconnaissance d'une nouvelle forme d'organisation économique.

En d'autres termes, c'est le marché à l'échelle mondiale et planétaire qui entraîne une mutation de la souveraineté nationale en matières économique et commerciale bien plus que l'abdication de certains pouvoirs aux mains d'une nouvelle superstructure. Ça, je pense, c'est un point important. Les États-nations doivent recentrer leurs interventions, non plus pour protéger artificiellement leur marché interne, mais bien pour mieux armer leurs entreprises et leurs travailleurs afin de faire place à des défis nouveaux.

On cite souvent l'Europe en exemple. Les pays membres de la Communauté européenne sont allés assez loin dans la voie de l'intégration de leurs économies respectives. On dit souvent que l'Europe a progressé sous la pression de la nécessité économique ou devant les contraintes économiques. Cette Europe de la nécessité soulève deux problèmes qui ont été examinés par le Groupe Horizon 2000 en France que j'aimerais évoquer brièvement. D'abord, quelles seront, au-delà du grand marché 1992, les finalités à long terme de l'Europe? L'Europe de l'ambition n'est pas encore très bien esquissée. Le sociologue français, Alain Touraine, porte un jugement d'ensemble sur la construction européenne qui ramène sur terre plusieurs idées reçues à ce sujet. La construction européenne est vécue – je le cite "comme la création moins d'une supernation que d'un marché commun et comme le dépassement des guerres entre les États européens". Il reste à voir à ce que l'Europe sera dans le futur. Une chose est cependant acquise, les États-nations s'entendent pour mettre en commun leur compétence décisionnelle dans plusieurs domaines et abandonnent de ce fait l'exercice de leur souveraineté dans certains champs sur le plan économique.

Cet abandon pose un second problème assez important et auquel, maintenant, les Européens sont sensibilisés – c'est celui de la démocratie. L'édification du marché commun s'opère en enlevant aux États-membres, c'est-à-dire à des instances démocratiquement contrôlées, les compétences décisionnelles en matières économique et financière au profit d'institutions européennes qui ne possèdent pas encore un caractère repré-

sentatif comparable. Voyons donc maintenant un problème important qui se pose.

Deuxièmement, deuxième grande tendance qu'on peut observer, c'est que parallèlement à ces transformations que je viens d'évoquer très brièvement, les États-nations restent des pôles importants d'identification et le lieu privilégié de régulation de la vie sociale, culturelle, socio-économique et politique. La nation reste importante sur le plan de l'identification. Dominique Schnapper que je cite dans le texte ajoute: "Il n'est pas indifférent d'apprendre à penser le destin humain à travers Shakespeare plutôt qu'à travers Goethe ou Dante."

S'il y a une seule Europe, il y a plusieurs manières nationales d'être Européen. Les systèmes d'éducation, les politiques sociales, les façons de vivre, la vie culturelle, la formation de la main-d'œuvre, les rapports sociaux, les façons de gérer les entreprises, l'organisation des relations du travail, le syndicalisme, etc., tous ces éléments révèlent des spécificités nationales importantes qui distinguent les États-nations qui peuvent, par ailleurs, coopérer étroitement entre elles dans un marché.

Le point le plus important est probablement le suivant: Dans le monde occidental développé, la nation au sens organique tend à céder la place à la nation au sens contractuel. La nation dans le monde contemporain aura tendance à regrouper non seulement les individus de même souche, de même sang ou de même culture, mais aussi de plus en plus des individus qui choisissent d'y adhérer par volonté. La nation sera moins ethnique et plus élective. Elle sera de plus en plus composée de citoyens qui veulent vivre en commun et non plus seulement formée de personnes issues d'une même souche culturelle.

L'identité nationale, en d'autres termes, n'est pas seulement prescrite, c'est-à-dire héritée de l'histoire, elle peut aussi être acquise par choix et être le résultat d'une participation à la société d'accueil par le travail, la consommation, la sociabilité, l'identification à un projet commun, bref par le vouloir-vivre collectif. La nation, au sens organique, continue d'exister un peu partout dans le monde, c'est certain; mais dans la plupart des cas, il ne sera pas possible de faire correspondre parfaitement les frontières de l'État et de la nation. Celle-ci sera même de plus en plus appelée à se transformer dans le sens de la notion de citoyen.

Le quatrième point, la quatrième tendance est évoquée très brièvement dans mon texte, mais c'est aussi un point très important. La nationalité et surtout l'identité nationale s'acquièrent de plus en plus par la scolarisation, la participation à la vie sociale et civile, l'apprentissage d'une langue, le travail et la consommation. La scolarisation, on le sait, a joué un rôle très important dans la construction nationale dans les sociétés comme la France, ou comme les États-Unis. L'école et plus largement les institu-

tions scolaires sont des instruments privilégiés pour construire ce sens d'appartenance à la société.

La cinquième grande tendance que j'ai dégagée, c'est le fait que, dans nos sociétés contemporaines, l'identité nationale tire aussi profit de l'ouverture, vers l'extérieur. C'est en ce sens qu'il faut interpréter la réponse: "l'Europe aux Français" que Lionel Stoléru, en France, a donné au slogan lepéniste: "la France aux Français". Par là, Stoléru voulait dire que l'identité française se construit aussi en intégrant des éléments qui viennent de l'extérieur, en s'appuyant sur une ouverture à l'extérieur.

Bref, voilà à mon avis cinq grands changements qui marquent – comment dire – qui marquent en quelque sorte l'identité nationale contemporaine dans les sociétés occidentales développées. Si ces tendances que nous venons de dégager sont justes, nous avons donc les éléments pour répondre à une des questions que j'ai posées en introduction: "La nation a-t-elle encore un sens dans le monde contemporain?" Oui, la nation a encore un sens, mais ce sens a changé dans beaucoup de cas. La nation continue de caractériser un regroupement d'individus qui partagent la même origine, la même histoire, mais la nation aussi, et de plus en plus, sera une communauté de citoyens qui adhèrent aux mêmes objectifs et s'entendent pour vivre ensemble et se reconnaître une même appartenance.

J'aborde dans la deuxième partie de ce texte les changements dans l'identité canadienne et les rapports qu'on doit faire maintenant entre identité canadienne et identité québécoise. Je serai assez bref là-dessus. Plusieurs auteurs ont déjà diagnostiqué comment s'était, peu à peu, éteint le rêve dualiste canadien, qui avait été élaboré à l'origine du pays en 1867, du moins du côté canadien-français. La croyance que le Canada était une association de deux nations au sens organique du terme a fondé pendant des générations l'adhésion symbolique et affective des Canadiens français et des Québécois au pays de leurs ancêtres. Mais ce Canada des deux nations s'est vite transformé, au fil des années. Le Canada s'est donné une entité propre maintenant qui est construite autour d'un certain nombre d'idées-forces que vous connaissez. Donc, j'insisterai un peu moins là.

D'abord, la présence d'un gouvernement central fort. Ce thème revient comme un leitmotiv sous la plume des intellectuels canadiens qui écrivent sur le Canada. Autre élément de base à la nouvelle identité canadienne, l'égalité entre les provinces. Il faut comprendre que le Canada c'est un pays vaste, un pays aussi qui comprend des provinces inégalement développées, de sorte qu'on a évolué peu à peu vers un changement assez radical, assez important, qui consiste à passer d'une asymétrie, qui caractérisait le fédéralisme canadien à l'origine, vers cette notion d'égalité entre les provinces.

Pendant ce temps, le Canada français, comme entité culturelle homogène, a éclaté en identités régionales. Ça aussi, c'est assez connu. Le Québec, de son côté, s'est engagé plus tardivement que le reste du Canada sur la voie de la construction d'une nation élective qui cherche à intégrer les immigrants. Les Canadiens français se définissent par des liens de filiation et de consanguinité, mais les Québécois se définissent de plus en plus par des liens d'appartenance et d'adhésion au sens que j'ai décrit tout à l'heure.

Les Québécois et les Canadiens ne conçoivent plus le Canada de la même manière. Ça aussi, je ne vous apprendrai rien en vous disant cela. Les Québécois, qu'ils soient dans le camp fédéraliste ou dans le camp souverainiste, partagent au fond l'idée que le Québec, comme société globale et comme nation, doit trouver sa place au sein du Canada alors que, du côté canadien, on a évolué de plus en plus vers ces idées d'égalité entre les provinces et d'un gouvernement central fort qui correspondent un peu moins aux aspirations québécoises.

Un mot maintenant sur l'identité québécoise comme telle, que j'ai intitulé "De la nation tricotée serrée à la nation élective". Je pense qu'il faut dépasser la perception ethnique de l'identité québécoise afin de reconnaître l'émergence d'une identité nationale nouvelle au sens de la communauté de citoyens. Cet appel à un changement de perception s'adresse autant aux personnes qui se situent à l'extérieur du Québec qu'à celles qui s'identifient elles-mêmes à la nation québécoise. Dans ce texte-ci, dans la suite du texte, je critique un peu la perception qui est ancrée au Canada anglais ou même à l'extérieur du Québec, à savoir que les lois linguistiques québécoises, les interventions sur la langue d'affichage, la langue de travail, la langue d'affichage, la langue de travail, la langue d'enseignement sont des interventions défensives ou répressives et qu'elles visent à protéger la culture ou la langue des francophones de souche en les soustrayant à l'exposition ou à la concurrence de l'anglais.

Je pense que c'est tout le contraire. Je donne ici des extraits, disons, sur lesquels j'appuie un peu ce diagnostic qui décrit la perception négative. Donc, je vous laisse le soin de les lire. La perception que nous venons de décrire s'appuie sur l'idée que le Québec constitue d'abord une nation au sens organique ou au sens "ethnique", entre guillemets, du terme. Or, la nation québécoise est aussi en train de changer, en suivant une voie qui caractérise le reste de l'Amérique tout entière, c'est-à-dire devenir une nation élective qui rend caduques les critiques formulées plus haut. M. Ovide Mercredi nous a parlé, la semaine passée, de la nation définie à sa manière. Il faut lui rappeler que la nation n'est pas une affaire de prise de sang. La nation moderne est plutôt axée sur le vouloir

vivre en commun.

(10 heures)

Loin d'être un réflexe frileux d'une majorité qui se sent menacée et qui n'est pas capable de se reproduire, les politiques linguistiques adoptées par le Québec proposent, en fait, aux immigrants un objectif identique à celui que leur offrent d'autres sociétés, c'est-à-dire celui de participer à la vie sociale, politique, culturelle et économique de l'ensemble de la société d'accueil. Les lois linguistiques n'entendent pas seulement donner aux Québécois de souches francophones un État à visage français, dans lequel ils pourront vivre ou avoir accès aux services et travailler dans leur langue, mais ces lois visent aussi à intégrer les nouveaux arrivants à la majorité de langue française. Les critiques qui s'inquiètent du caractère homogène du Québec ne voient pas que ces politiques vont, à terme, contribuer à transformer radicalement le Québec, comme ce fut le cas pour le Canada depuis 30 ans, en une société de plus en plus multiethnique et pluraliste-multiethnique d'origine. Les politiques en matière de langue et de culture n'ont pas d'abord pour but de protéger l'homogénéité de la race, comme on le disait pour reprendre un langage du début du siècle. Elles vont, sans doute, provoquer le contraire en amenant l'intégration à la société québécoise francophone d'immigrants qui, autrement, se seraient intégrés à la majorité canadienne et nord-américaine de langue anglaise. Alors, ceux qui s'inquiètent de l'action anachronique d'un groupe homogène en matière de langue devraient plutôt se réjouir de voir que le Québec adopte enfin, après avoir été réticent à accueillir et à intégrer des immigrants, une politique claire, en ce sens, qui ne fera que le transformer. En ouvrant ses portes, le Québec francophone de souche s'engage sur la voie de sa propre transformation. C'est ce qu'a bien vu l'auteur d'un article qui a soulevé certaines polémiques ici, lors de sa publication, un article publié dans *The Economist*, qui montrait que les immigrants savent ce qui les attend aux États-Unis et aussi au Québec, c'est-à-dire devenir des citoyens du pays d'accueil.

Alors, pour conclure cet exposé, la nation au sens électif, est en train de s'imposer dans le monde occidental, et le Canada et le Québec n'échappent pas à cette tendance. Cette conception de la nation exige un rôle accru de l'État qui doit intervenir davantage pour orienter le développement. Ce n'est pas par hasard si les sociétés qui se sont engagées dans cette voie sont aussi celles qui ont le plus insisté sur la nécessité de protéger les droits de la personne et la démocratie.

Nous avons souligné, dans la première partie de ce texte, le rôle important que joue la scolarisation dans la construction de l'identité nationale. Plusieurs pays en font une condition d'accès à la nationalité. Et l'on connaît le rôle majeur que l'école a joué dans l'intégration des

immigrants aux États-Unis, surtout durant les années 1890 à 1930, de même qu'en France, pour ne citer que deux exemples.

L'école offre donc aux nouveaux arrivants les instruments culturels nécessaires à une pleine participation sociale et à leur intégration dans la société d'accueil. C'est ce qui m'amène à dire que le Québec devrait continuer à privilégier le passage obligatoire des enfants d'immigrants à l'école française. Mais le Québec ne peut oublier qu'existe sur son territoire une importante minorité de langue anglaise dont les membres sont aussi attachés à ce coin de pays. Déjà les lois québécoises reconnaissent et garantissent l'accès à tous les services en anglais. Un aspect, cependant, qui continue de heurter ce groupe de québécois: les restrictions en matière de langue d'affichage, surtout dans les communautés où ils sont largement majoritaires.

Les Lois 101 et 178 ont été nécessaires et le resteront encore dans un avenir prévisible. Mais il serait possible, cependant, d'en assouplir la portée dans le domaine de l'affichage, ne serait-ce que pour corriger certaines incohérences. Des formules souples, qui respectent les droits des groupes en présence, francophones et anglophones, ont déjà été proposées. Il faudra les examiner avec attention. Il ne s'agit pas, bien sûr, de revenir au laisser faire d'antan. Il s'agit plutôt de répondre à des attentes légitimes de la communauté anglophone. Le changement proposé enverra le signal clair, à ces concitoyens anglophones, qu'ils font aussi partie, à part entière, du Québec.

Bref, la question de l'identité nationale n'est pas devenue une question secondaire dans un monde plus ouvert qui prend l'allure d'un grand marché où circulent argent, biens et personnes. Bien au contraire, la nation reste un important lieu d'identification, mais elle devra relever le défi de concilier des attentes diverses. Définir la nation comme un lieu d'adhésion, est probablement, à mon avis, la meilleure façon d'y parvenir.

Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, merci M. Langlois. La première question, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Je voudrais d'abord vous remercier, M. Langlois, parce que vous apportez une dimension intéressante aux diverses questions qu'on essaie d'approfondir, dans cette commission. Ce que je trouve intéressant, en tout cas, dans votre exposé, c'est cette redéfinition qui est en train de se faire du concept de nation. Autrefois, effectivement, on parlait beaucoup de la nation canadienne-française et ça faisait référence, de façon exclusive, à des valeurs à caractère ethnique. Et ce que vous nous signalez avec raison aujourd'hui... Et je pense que M. Mercredi, qui est venu devant nous la semaine

dernière, aurait intérêt à lire votre texte – on pourra le lui envoyer, M. le Président – parce qu'il se rendrait compte que depuis un certain temps au Québec, est en train d'émerger, et même de se constituer, la nation québécoise qui, comme vous le dites, repose davantage sur l'adhésion volontaire que sur des valeurs ethniques communes. Ce qui fait que, en d'autres termes, la caractéristique première – je ne me trompe pas en disant ça, j'espère – d'une nation, aujourd'hui, de la nation québécoise comme d'autres, c'est ce qu'on appelait le "vouloir vivre ensemble", "vouloir vivre collectif". C'est-à-dire, à partir du moment où des personnes et des citoyens, sur un territoire donné, acceptent volontairement de vivre ensemble, de partager ensemble leur vie, leur action, leur activité, c'est ce qui caractérise davantage la nation que des critères ethniques, comme autrefois.

Mais ce que vous nous signalez aussi avec raison c'est que, au Canada anglais aussi, s'est constituée une nation, de même type, fondée sur l'adhésion. Je pense que c'est juste de le dire. Le Canada anglais s'est constitué en nation aussi et une nation de même nature, fondée sur l'adhésion, sur le caractère électif des gens qui choisissent d'en faire partie. Et ce qui arrive maintenant, c'est qu'on est en face de deux nations, la québécoise et la canadienne, qui ont des visions largement incompatibles et adhèrent à des valeurs qui sont souvent différentes. L'égalité des provinces, la Charte des droits, les droits individuels au Canada anglais ont été haussés comme étant des valeurs suprêmes, fondamentales, ce qui n'est pas nécessairement le cas au Québec. Et ma question qui découle de ça, c'est que: Est-ce que vous croyez que, compte tenu de ces deux visions, deux identités très distinctes, qui se sont constituées au fil des années sur la même base, sur une base d'adhésion, est-ce que vous croyez vraiment que la structure politique actuelle, qu'on essaie de la rafistoler ou pas, que cette structure politique répond, convient à ces deux nations qui ont émergé, qui se sont développées, qui se sont formées sur le territoire canadien et que c'est peine perdue ou que c'est s'engager dans une impasse ou un cul-de-sac, de façon inéluctable, que de penser réconcilier ces deux visions, mettre dans une même structure politique ces deux identités nationales, ces deux nations qui se sont formées?

**M. Langlois:** Ça va être difficile, justement, pour la raison que j'ai expliquée dans le texte, mais surtout dans l'autre texte annexé que je n'ai pas commenté, qui est intitulé "Le choc de deux sociétés globales". Dans ce texte, je montre que le développement du Québec s'est appuyé sur des institutions, qu'il s'est donné un peu en parallèle aux institutions canadiennes, si on veut. On aurait pu avoir un autre modèle qui consiste à ce que les Canadiens français ou les Québécois

prennent leur place dans les grandes institutions nationales. Ça a été le cas de façon marginale, et le Québec s'est plutôt développé ou les francophones au Canada se sont plutôt développés sur les plans économique et culturel dans des institutions construites parallèlement aux institutions canadiennes. On le voit dans le système bancaire, pensons aux grandes banques contrôlées par les francophones, la Banque Laurentienne, la Banque Nationale, les caisses populaires ou encore les autres institutions que sont la Caisse de dépôt, etc. Bref, il y a eu, comme ça, un développement parallèle non seulement dans le système économique mais aussi sur le plan de la culture. On a deux Galas du disque, deux systèmes de toutes sortes de choses, si on veut.

Donc, le Québec s'est donné un certain nombre d'instruments pour assurer la promotion collective des Québécois et, aussi, le développement culturel. Il faut croire que, dans le monde où nous vivons, l'État intervient de façon importante, intervient aussi dans un grand nombre de domaines de sorte que ce développement de l'identité québécoise, au fond, nécessite de s'appuyer sur un certain nombre de pouvoirs qui seront contrôlés par le Québec. On observe une évolution dans ce sens-là, c'est-à-dire dans le sens d'une opposition grandissante, d'une différenciation grandissante entre le Canada, d'une part, qui se donne des institutions correspondant à ses propres aspirations, et le Québec qui fait la même chose de son côté. Alors, c'est donc devenu assez difficile, justement, de réformer le fédéralisme dans le cadre souhaité par les Canadiens, à mon avis. Vous avez tout à fait raison, de ce point de vue là.

**M. Brassard:** C'est-à-dire que c'est de deux choses, l'une, au fond. Le fédéralisme, on le réforme ou on le révisé pour répondre aux aspirations de la nation canadienne et, à ce moment-là, ça ne correspond pas aux aspirations de la nation québécoise et vice versa. Si on le réforme, on le révisé pour répondre aux aspirations de la nation québécoise, ça ne fera pas l'affaire de la nation canadienne. C'est un peu ça le dilemme.

**M. Langlois:** Oui, tout à fait. Il faut voir aussi que le projet qui est décrit ici et dans lequel on est déjà engagé, c'est-à-dire construire une société à laquelle vont adhérer les individus qui viennent aussi de l'extérieur, eh bien, nécessite des changements assez profonds dans l'organisation sociale, politique et économique, qui vont donner des instruments à l'État québécois qui veut réaliser ce projet, et ces instruments sont en ce moment assez incompatibles avec ceux que veut se donner le reste du Canada. Pensons, par exemple, à la législation linguistique ou encore au choix des immigrants, etc.

**M. Brassard:** Est-ce qu'on peut dire et est-ce qu'on peut affirmer que, dans le monde moderne, avec ce qui se passe actuellement dans le monde – globalisation des marchés, libéralisation des échanges et en même temps émergence des nations – la souveraineté nationale est devenue un instrument ou un outil essentiel pour édifier, consolider et développer la nation élective comme vous l'appellez, et forcément aussi, la nation élective québécoise?

**M. Langlois:** Oui. Elle est devenue même plus importante parce qu'il faut bien voir – et je ne sais pas si je me suis bien fait comprendre dans la première partie de mon texte – que ce qui s'impose maintenant, c'est la constitution d'un grand marché. Ce n'est pas nécessairement l'émergence de grandes superstructures ou d'une supériorité en Europe, par exemple; ce qui s'impose, c'est la construction d'un grand marché dont les gens acceptent de respecter les règles.

(10 h 15)

Cela dit, devant ce marché, les sociétés, les États-nations sentent le besoin de mieux contrôler tout le reste, c'est-à-dire les politiques culturelles, les politiques qui vont affecter la régulation sociale, etc. C'est le point b que j'ai abordé dans le texte, c'est-à-dire que les États-nations vont même devenir plus importants sur ce plan-là, c'est-à-dire pour assurer ce qu'on appelle la régulation sociale, l'organisation sociale, pour assurer une meilleure formation des travailleurs pour qu'ils puissent compétitionner dans ce monde plus ouvert, si l'on veut. En d'autres termes, le rôle de l'État-nation est appelé, à mon avis, à s'approfondir parce que les citoyens vont devoir s'y référer justement comme point d'ancrage, si l'on veut, pour pouvoir se tailler une place dans ce monde global et plus ouvert.

On pense souvent que la mondialisation est synonyme de perte de son identité propre et que ça veut dire que tout le monde devient pareil. Pas du tout. Au contraire, on s'aperçoit, lorsqu'on étudie un peu de près comment fonctionnent les divers États, les diverses sociétés, qu'il y a d'énormes différences; on s'aperçoit que les gens ne font pas les choses de la même façon. Je lisais récemment une étude de Marc Maurice, en France, qui compare justement les entreprises françaises et les entreprises allemandes. Pourtant, c'est le même marché; ces deux sociétés, ces deux États collaborent maintenant étroitement, mais les façons de produire, les façons d'organiser le travail, les relations dans les entreprises, la façon de gérer les conflits, etc., sont très, très diverses, très opposées et très différentes. Il y a donc des manières nationales de faire les choses et ces manières nationales, on doit leur reconnaître maintenant une grande importance et, surtout, ça nécessite que ces États-nations aient un certain nombre de pou-

voirs qui vont leur permettre justement de mieux, comment dire, préparer leurs citoyens à participer à ce monde.

**M. Brassard:** J'aurais une dernière question, M. le Président. Concernant ce que vous dites à la page 23, concernant la scolarisation dans la construction de l'identité nationale, je pense que ça a toujours été le cas. Vous donnez, entre autres, en exemple les États-Unis qui, grâce à l'école, ont intégré des millions d'immigrants qui sont venus s'établir chez eux. Mais on pourrait parler de la France également. Et vous dites: «L'école offre aux nouveaux arrivants les instruments culturels nécessaires à une pleine participation sociale et à leur intégration dans la société d'accueil. Le Québec devrait continuer à privilégier le passage obligatoire des enfants d'immigrants à l'école de langue française.» Fin de la citation.

Donc, c'est important de prendre conscience que l'école, le système scolaire, c'est un instrument fondamental, privilégié, pour assurer, justement, le développement de cette identité nationale à caractère électif, non pas ethnique, dont vous parlez. C'est essentiel. Et, donc, les lois linguistiques qui ont été adoptées par l'Assemblée nationale dans le but justement de faire de l'école un outil d'intégration sociale, et linguistique aussi, est donc de renforcer l'identité nationale. Que ces lois-là sont tout à fait essentielles, nécessaires, indispensables et n'ont pas, comme certains pourraient le prétendre – vous citez un certain nombre d'auteurs, surtout des Canadiens anglais – et n'ont pas du tout un caractère ethnique, ce n'est pas du tout le cas, et que, donc, il n'y a pas lieu – c'est le sens de ma question – d'affaiblir cet instrument d'intégration à l'heure actuelle.

Vous signalez que, peut-être dans l'avenir, on pourra assouplir dans certains domaines, si le contexte change puis la situation change, on pourra peut-être songer, dites-vous, à assouplir certaines dimensions de nos lois linguistiques, mais sur le plan de la scolarisation et de l'intégration des enfants d'immigrants, il ne faut pas céder. Il ne faut pas ramollir. Il faut maintenir les lois telles qu'elles sont, sinon, c'est tout le développement "identitaire" de la nation qui risque d'être compromis.

**M. Langlois:** Vous avez tout à fait raison, parce que ce point-là est très important. Parce que, si ce que je dis dans le texte est juste, c'est-à-dire si la nation évolue dans le sens décrit ici, il faut que la société se donne aussi des instruments qui vont permettre d'intégrer tous ces individus, les gens qui vivent ici, les autres qui se joignent en cours de route. Il faut donc qu'il y ait des institutions qui vont permettre d'assurer cette intégration, d'assurer les instruments qui permettent une participation à la vie collective, c'est-à-dire l'apprentissage du



français, mais aussi l'apprentissage de l'histoire. Ce vouloir vivre ensemble que j'ai décrit, il va d'abord s'élaborer au sein de l'école, ce qui fait que tout l'édifice décrit ici s'écroule si la scolarisation n'est pas l'instrument privilégié pour, disons, construire ce vouloir vivre ensemble, si on veut. C'est ce qui fait que les États-Unis ont mis au début du siècle, par exemple, autant... ont insisté autant sur le rôle de l'école pour justement fabriquer des Américains avec tous ces individus qui venaient de l'extérieur, qui venaient d'un peu partout, notamment d'Europe, si on veut. Et on insistait sur la nécessité d'apprendre l'anglais, la nécessité d'apprendre aussi les règles du jeu américaines, si on veut, et l'école était un instrument privilégié pour arriver à cette fin. On l'a vu aussi en France. Donc, je pense qu'il serait très dangereux, à mon avis, dans le contexte actuel – le contexte nouveau dans lequel s'engage le Québec, c'est-à-dire une plus grande ouverture à l'extérieur – de toucher à cet aspect de la loi qui est assez essentiel. Et si vous regardez le point b – au début, dans les grandes tendances que j'ai dégagées – j'ai bien insisté sur le fait que, justement, cette nation qui s'élabore sous nos yeux un peu partout, cette identité nationale, elle prend appui sur l'école dans les autres sociétés.

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, je dois dire avant de commencer que j'ai un peu de difficulté avec les concepts. Alors, je dois dire que je ne partage pas du tout l'analyse du député de Lac-Saint-Jean, mais je voudrais quand même savoir de quoi on parle. Ma première question va être: Quelle est la différence que vous faites entre peuple, nation et citoyen?

**M. Langlois:** Bon, alors le peuple c'est l'ensemble des personnes qui vivent en société, qui habitent le territoire commun, ou encore qui sont soumises aux mêmes lois, si on veut. C'est en ce sens-là qu'on va parler du peuple canadien, du peuple américain, bon, etc. Dans le mot "nation", il y a une référence identitaire, dans le sens que les individus vont aussi s'identifier à un vouloir vivre en commun, s'identifier à une histoire partagée. Cette histoire, les nouveaux arrivants peuvent aussi y adhérer, dans le sens qu'ils peuvent aussi en être fiers, si on veut. Les individus qui s'établissent en France, aux États-Unis, au Canada ou au Québec connaissent l'histoire de ces pays, et ont aussi peut-être choisi le pays parce que justement ils se sont identifiés, en quelque sorte, au destin, aux valeurs, aux normes qui sont dans ce pays-là. Donc, il y a une composante identitaire qui est

très importante dans l'idée de nation, et les individus qui choisissent d'immigrer dans un autre pays ne le font pas, comme ça, au hasard en disant: Je tire le nom d'un pays d'un chapeau. On va dans un certain pays parce qu'on se sent attiré par les manières de vivre, par la façon dont les droits y sont respectés, par son histoire, bref par un ensemble d'aspects avec lesquels on s'identifie.

**M. Gauthrin:** O.K. Alors, pour vous, si je comprends ce que vous dites, il y a une nation québécoise, et il y a un peuple canadien, il n'y a pas de peuple québécois. C'est ça votre position.

**M. Langlois:** Il y a un peuple québécois. Le peuple québécois c'est l'ensemble des citoyens qui sont soumis aux mêmes lois au Québec. Donc, dans le peuple québécois on met aussi là-dedans les anglophones de souche, les allophones aussi. Vous savez, il y a une manière québécoise d'être Amérindien, il y a une manière canadienne d'être Amérindien et il y a une manière américaine d'être Amérindien, si on veut. Les Amérindiens, en d'autres termes – je vais prendre cet exemple-là – ont une identité ethnique. D'ailleurs eux-mêmes s'opposent entre eux en disant: Un Mohawk ce n'est pas un Algonquin, etc. Il y a une dizaine ou une douzaine de nations amérindiennes au Québec. Voilà donc une identité ethnique qui est propre à chacun de ces groupes-là. Ceci dit, les Amérindiens forment un peuple dans le sens où ils s'identifient les uns et les autres comme les premiers habitants de ce pays, comme ayant un certain nombre de caractéristiques communes, si on veut. Par contre, les Amérindiens sont aussi des citoyens d'un pays. Alors, il y a des différences entre les Amérindiens américains et les Amérindiens canadiens et les Amérindiens québécois. Alors, le mot "citoyen" décrit en quelque sorte le statut juridique, la façon de participer à une société donnée alors que le mot "nation", je pense, décrit plutôt une façon de s'identifier à un collectif.

**M. Gauthrin:** Oui, mais je reviens là-dessus. Nation, c'est relié au concept de population, peuple, au concept géographique. C'est ça que vous dites?

**M. Langlois:** Le mot "peuple", c'est un ensemble de personnes qui vivent en société et qui sont soumises aux mêmes lois.

**M. Gauthrin:** Bon. Ça, c'est la définition que vous donnez à peuple. À ce moment-là, vous exprimez une différence par rapport aux gens qu'on a entendus et qui se référaient au droit international et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Vous, vous diriez le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. C'est ça que vous diriez dans votre langage à vous?

**M. Langlois:** Oui, c'est...

**M. Gauthrin:** Donc, autrement dit, il y a des notions qui glissent par rapport à d'autres. Est-ce que vous parlez d'une nation canadienne?

**M. Langlois:** Je pense qu'on peut parler maintenant d'une nation canadienne pour la raison suivante: c'est que le Canada est un pays très diversifié maintenant. On estime que plus de 10 % de la population canadienne sont nés en dehors du pays. Bon. Plaçons-nous du point de vue canadien. Le Canada est composé de plusieurs grandes communautés: La communauté francophone, la communauté anglophone de souche, les communautés amérindiennes, etc., et le Canada est en train de se donner en ce moment un vouloir vivre en commun, c'est-à-dire qui est centré - je l'ai expliqué dans le texte - sur le gouvernement fédéral fort qui va justement unifier cet ensemble composite. Le Canada se donne ou s'est donné une charte des droits, à laquelle il accorde beaucoup d'importance, justement pour cimenter cette appartenance à la société canadienne. Donc, au sens électif du terme, il y a effectivement une nation canadienne.

Regardons les nouveaux immigrants. Lorsqu'ils prêtent serment devant le drapeau canadien, ils sont fiers d'adhérer à cette nation, si on veut. Donc, je pense que de ce point de vue là, on peut parler au sens décrit ici d'une nation canadienne qui, justement, veut vivre en commun, selon les règles qu'elle se donne.

**M. Gauthrin:** Est-ce qu'elle peut inclure, la nation canadienne, la nation québécoise?

**M. Langlois:** Bon, la nation québécoise à ce moment-là, ça va devenir difficile à mon avis. Ça va devenir difficile parce que, justement, l'État-nation doit se donner un certain nombre de pouvoirs pour, par exemple, intégrer les nouveaux arrivants, choisir les immigrants, les scolariser, faire la promotion de la langue commune. Sur-tout, c'est important ici en Amérique du Nord d'avoir des politiques de ce côté-là qui vont protéger et assurer le développement du fait français, et plus largement dans le domaine des communications, dans le domaine de la vie sociale, culturelle, etc. Bref, il est nécessaire d'intervenir pour justement construire ces instruments qui vont assurer le vouloir vivre collectif.

**M. Gauthrin:** Je vais revenir là-dessus. Mais, quand même, en 1980, au moment du référendum, les Québécois ont choisi de participer à la nation canadienne. Oui ou non?

**M. Langlois:** Oui.

**M. Gauthrin:** Donc, ils en font partie. Comme

le choix national pour vous est un choix électif, ils ont fait ce choix.

**M. Langlois:** On a choisi mais, en même temps, on avait promis beaucoup de changements qui allaient dans le sens d'attentes québécoises, qui ont été déçues. Je pense que tout le monde peut l'admettre.

**M. Gauthrin:** Qu'ils prennent du temps à se réaliser, disons. Moi, j'ai une autre question maintenant qui va toucher les régionalismes. Vous vous faites l'apôtre de l'État-nation et moi j'ai une perception assez différente de ce que vous dites. J'ai l'impression qu'on est en train d'assister à la fin des États-nations, particulièrement dans la constitution de l'Europe et de la résurgence des régionalismes, c'est-à-dire l'importance qui va être donnée aux Bavaïrois, aux Écossais, aux Savoyards, aux Florentins par rapport à l'importance des anciens États-nations qui se sont d'ailleurs créés au XIX<sup>e</sup> siècle en supprimant la nation locale. Vous le savez, si on part de l'histoire de l'unité de l'Allemagne, de l'unité italienne au XIX<sup>e</sup> siècle, de la manière dont l'impérialisme français a écrasé les régionalismes, même linguistiques en France, j'ai l'impression que la création de l'Europe, et je n'ai pas l'impression que vous partagez ce point de vue là - à moins que vous ne le partagiez quand même - permet de plus en plus l'émergence des régionalismes. Si vous regardez, sur le plan politique à l'heure actuelle, vous voyez un début de décentralisation du pouvoir vers des structures régionales. Je pense à l'Italie, c'est-à-dire à l'augmentation des pouvoirs des provinces en Italie, la décentralisation française que vous voyez, l'importance des Länder en Allemagne. Je ne sais pas comment vous réagissez à ça.

(10 h 30)

**M. Langlois:** Je pense que l'État-nation est là pour rester et je ne crois pas qu'il perde de son importance. Bien au contraire, son importance s'accroît, sur le plan identitaire aussi. C'est la souveraineté militaire et économique qui, en ce moment, change, mais les autres aspects de la souveraineté continuent d'être très marqués. J'ai cité Touraine, je pense; qui a bien analysé ceci et qui le montre très clairement dans son texte. Vous parlez de l'Italie: l'Italie, c'est un cas un peu spécial. Dans l'ouvrage qui est cité ici, sur les six manières d'être Européen, le texte qui porte sur l'Italie porte le titre très judicieux: "Les trois Italies". Il n'y a pas une Italie, il y en a trois et l'unification de l'Italie en tant qu'État-nation, au sens français du terme, n'a pas été réalisée de la même façon et aussi loin qu'elle l'a été en France. Donc, les régionalismes en Italie sont restés très marqués. C'est un fait, vous avez tout à fait raison là-dessus. Je pense qu'on ne peut pas le nier à ce moment-là.

**M. Gauthrin:** L'Allemagne aussi. L'importance des lander et la différence, même linguistique, entre certaines régions de l'Allemagne, vous l'avez aussi.

**M. Langlois:** Oui. Par contre, l'Allemagne, c'est une nation au sens culturel du terme. Il y a une très forte identité culturelle allemande que vous ne pouvez pas nier. C'est l'exemple classique qu'on donne dans tous les textes.

**M. Gauthrin:** C'est exact, mais la culture allemande dépasse l'État allemand. Est-ce qu'elle n'allait pas jusqu'à l'Autriche et même dans certaines parties de l'Angleterre.

**M. Langlois:** Oui, tout à fait. C'est l'exemple classique, qu'on donne dans la littérature, de cette nation organique qu'on oppose souvent à la nation française qu'on qualifie de nation élective, un peu au sens où je le définis en ce moment. Mais même dans le cas de l'Allemagne, vous savez... L'Allemagne change en ce moment. Dans le texte, je cite le fait qu'en Allemagne, il naît en ce moment environ 40 000 enfants d'étrangers, et de ce nombre, il y en a à peu près 1000 seulement, qui vont recevoir la nationalité allemande...

**M. Gauthrin:** La citoyenneté.

**M. Langlois:** ...parce que la nationalité allemande est très difficile à obtenir.

**M. Gauthrin:** La citoyenneté, vous voulez dire.

**M. Langlois:** Oui, oui.

**M. Gauthrin:** C'est-à-dire que vous avez dit la nationalité, mais vous voulez dire la citoyenneté allemande.

**M. Langlois:** Oui, voilà, c'est ça. Par contre, en France, c'est le contraire. Il y a 35 000 enfants qui naissent de parents étrangers. Il y en a seulement 2000 qui n'auront pas la nationalité, parce que les parents ne la demandent pas, simplement. Par contre, le cas allemand est en train de changer. Vous le savez, on a changé les règles d'accès à la citoyenneté qui va être, maintenant, rendue plus facile. Et il faut voir aussi que l'Allemagne de l'Ouest, la RFA, a intégré, ces dernières années, plus de 5 000 000 d'habitants qui venaient de l'extérieur. Beaucoup de souche allemande, d'accord, mais qui avaient quand même des cultures, dans certains cas, différentes. Certains d'entre eux avaient même perdu leur langue d'origine, ceux qui venaient notamment des pays de l'Est. L'Allemagne a réussi, sans trop de problèmes, à intégrer ces nouveaux arrivants.

**M. Gauthrin:** Mais, si vous me permettez quand même, dans la période post-Maastricht... Évidemment on ne sait pas ce qui va arriver dans la période post-Maastricht. Je suis d'accord avec vous. C'est une boule de cristal. Mais il va quand même y avoir d'abord une libre circulation des nationaux qui vont pouvoir travailler un peu partout. Je pense à une participation aux élections européennes, d'un Européen, quel que soit l'endroit où il est, en fonction de son lieu de résidence et non pas de son lieu national d'origine et à la participation des Européens aux élections municipales. Évidemment, les élections, au niveau national, vont rester limitées aux citoyens du pays. Mais quand même, pour ce qui est des structures européennes, vous commencez à avoir une forme de citoyenneté européenne, du moins sur le plan démocratique. Un Européen, quel que soit l'endroit où il va se trouver, va pouvoir participer aux élections européennes en fonction de son lieu de résidence, et aux élections municipales en fonction de son lieu de résidence. Donc, on commence à créer une espèce d'appartenance européenne dans une superstructure. C'est pour ça que je plaide, moi, en fonction de la disparition de l'importance de l'État-nation et de la "réimportance" des régionalismes; c'est-à-dire que les gens puissent s'identifier comme Savoyards, Bavaïrois, Frisons ou Florentins.

**M. Langlois:** Vous savez, les régionalismes ont toujours existé. Au Québec, on en a aussi.

**M. Gauthrin:** Exact. Absolument. Les Beauce-rons...

**M. Langlois:** Les Gaspésiens, les Abitibiens, etc. L'identité régionale n'est pas incompatible avec l'identité nationale. Je pense que les deux peuvent très bien coexister et on observe, en ce moment même qu'il y a cette tendance, justement, à l'ouverture. Vous savez, je l'ai décrite un peu dans mon texte. Je pense que vous avez tort de dire que l'État-nation perd de l'importance ou encore que l'identité nationale va perdre de son importance. Je pense qu'au contraire, l'identité nationale va intégrer ou assimiler une composante extérieure. C'était le point 5, dans les tendances, que j'ai mentionné au départ.

Stolér, c'est exactement ce qu'il veut dire, lorsqu'il dit: «Europe aux Français». Ça veut dire que les Français vont rester Français, vont continuer d'avoir une forte identité française, mais celle-ci va s'élargir, en quelque sorte, pour intégrer de plus en plus un aspect européen.

On a observé dans l'histoire de nos sociétés un peu les mêmes processus. Vous savez, au début du siècle ou au siècle passé, probablement que les gens s'identifiaient davantage à leurs milieux très restreints, très régionaux. Vous lisez, par exemple, des écrivains du sud de la

France. Ils vont vous dire que les gens s'identifiaient vraiment à leur coin de région, et puis la France était peut-être un peu éloignée. Ce qu'on a observé, par la suite, c'est une ouverture vers une identité un peu plus large, qui débordait le village ou même la région, si on veut, pour intégrer l'identité, appelons-la nationale, ou celle qui correspondait à l'ensemble de l'État.

**M. Gautrin:** ...

**M. Langlois:** Et on observe, en ce moment, le même processus, mais à une échelle plus grande qui déborde la notion, qui déborde donc sur l'extérieur. Mais je pense que ça ne nie pas la pertinence et l'importance de la nation comme référence, qui reste importante. En d'autres termes, les Français ne sont pas prêts à devenir des Allemands demain matin, ni les Allemands devenir des Français. Ils vont rester tous les deux ce qu'ils sont, mais en partageant une commune participation à l'Europe, qui va venir, en quelque sorte, enrichir leurs identités nationales. Enfin, c'est comme ça que je vois les choses.

**M. Gautrin:** Brièvement, pour terminer, je ne pense pas que les Français deviendront des Allemands, ni les Allemands des Français. Je pense que tous vont devenir des Européens, de la même manière que les Lorrains, les Alsaciens et les Bretons ont fini par devenir des Français, au moment de l'assimilation.

**M. Langlois:** Oui, mais il y aura plusieurs manières d'être Européen. C'est ce qui ressort, en ce moment, des analyses qui sont faites.

**M. Gautrin:** Comme il y a plusieurs manières d'être Français.

**M. Langlois:** Je vous invite tous à lire le livre, justement, «Six manières d'être Européen», qui a été dirigé par Henri Mendras.

**M. Gautrin:** Je vais le faire.

**M. Langlois:** Vous avez là-dessus une très belle illustration, justement, de cette double identité, en quelque sorte, qui est en émergence.

**M. Gautrin:** Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Alors, je ne partage pas le point de vue de mon collègue...

**M. Gautrin:** ...

**Mme Marois:** ...d'en face, le député de

Verdun, parce que je pense qu'effectivement, la réalité des régionalismes ne nie jamais la réalité de l'État-nation auquel on s'identifie. Et dans ce sens-là, je me dis, les Savoyards sont Français, comme les Gaspésiens sont Québécois, et comme les Bretons sont Français aussi, même si, évidemment, ils défendent, bien sûr, une partie de leur culture et veulent en faire profiter le reste de la France. Alors, moi, je pense que dans ce sens-là, de dire qu'il y a émergence des régionalismes et... Bien sûr, c'est vrai, mais ça ne fait pas disparaître la réalité nationale à laquelle on s'identifie, qui fait en sorte que c'est ça la richesse, je dirais, d'un ensemble de pays et de citoyens.

Je voudrais revenir sur une question que vous n'abordez pas, évidemment, dans votre document, mais qui m'apparaît être un risque, si des décisions ne sont pas prises par les Québécois et les Québécoises dans le sens d'un choix clair en faveur du Québec souverain. Et c'est le risque de la louisianisation qui a été analysé, évidemment, par différents sociologues et historiens. Vous, vous abordez, évidemment, le fait que le Québec s'est construit et est devenu cette nation électorale qui réussit, tant bien que mal, à intégrer effectivement les nouveaux arrivants, mais parce qu'il a pris des décisions très claires en matière linguistique et en matière de scolarisation.

Et, dans ce sens-là, j'aimerais un peu vous entendre sur le fait que l'intégration au grand ensemble canadien, avec les règles, évidemment, ou le contexte que vous définissez et les exigences qui sont posées pour en faire partie, de ce grand ensemble canadien, est-ce que le risque, ce n'est pas de voir le Québec, effectivement, et les Québécois et les Québécoises s'assimiler progressivement et donc, à toutes fins pratiques, disparaître et renier et leur culture, et leur langue, et ce qui fait leur différence fondamentale?

Évidemment, j'ai l'impression qu'il y a une certaine sécurité qu'on a, actuellement, qui est une fausse sécurité. Et, dans ce sens-là, je trouve qu'on ne met pas suffisamment en lumière ce risque-là. J'aimerais vous entendre un petit peu sous cet angle-là.

**M. Langlois:** Oui. Le grand défi de construire cette société, dans la perspective qui est écrite ici, c'est justement d'avoir assez de pouvoirs pour le faire de façon efficace. C'est-à-dire, il y a de nouveaux domaines maintenant qui exigent qu'on ait une prise sur les décisions, si on veut. Je pense aux communications, la langue de travail probablement. Je pense aussi au choix des immigrants, etc. Donc, il faut que la société québécoise ait maintenant plus de pouvoirs pour réaliser ce projet qui est sous-jacent à la construction d'une nation électorale. Le problème, en ce moment, c'est que ça m'apparaît difficile d'y arriver au sein de la structure fédérale telle

qu'elle existe ou telle qu'on veut l'amender.

**Mme Marois:** Oui. Prenons notre scénario où on cessait, si on veut, la lutte, qui a été constante de toute façon dans notre histoire, pour un peu conserver les acquis. Mais sans se replier sur nous-mêmes parce que je pense que c'était ça, finalement, le défi qu'on a réussi à relever. On s'est, au contraire, ouvert sur le monde. Mais continuons le scénario d'une intégration dans le grand ensemble canadien. Qu'est-ce qu'on peut imaginer comme étant les éléments qui feraient en sorte que progressivement serait niée cette réalité et qu'on se désapproprierait de nos outils à cause des règles déjà établies par le grand ensemble canadien?

**M. Langlois:** Oui. Il y a plusieurs domaines dans lesquels ce risque se présente. J'ai parlé tout à l'heure des communications. Il faut voir que, maintenant, les sociétés sont davantage ouvertes vers l'extérieur, reçoivent aussi plus de messages de l'extérieur. Donc il apparaît nécessaire d'avoir une meilleure prise ou un meilleur contrôle sur cet aspect-là. On pense aussi à l'intégration des immigrants, dans le sens que le Québec doit pouvoir aller jusqu'à offrir une citoyenneté québécoise, si on veut vraiment assurer l'intégration symbolique des immigrants dans la société québécoise. Les symboles sont importants, parce que l'identification à la nation, dont j'ai parlé ici justement, repose aussi sur l'adhésion à de tels symboles, que ce soit le drapeau, que ce soit la culture, la littérature, etc.

**Mme Marois:** Je vous remercie. C'est intéressant parce que, dans le fond, vous l'aviez beaucoup traité quand vous êtes venu à la commission Bélanger-Campeau, cet aspect-là. C'est l'adhésion à de tels symboles qui fait en sorte qu'on s'intègre encore plus facilement. Mais pour que de tels symboles apparaissent, il faut que l'État apparaisse. C'est-à-dire que l'État-nation, que la souveraineté nationale apparaisse, sinon, c'est incompatible avec la réalité dans laquelle on vit à l'heure actuelle...

**M. Langlois:** Du moins, c'est difficile, en tout cas.

**Mme Marois:** À mon point de vue, évidemment, c'est ça. Alors, je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien merci. Alors, M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** Merci, M. le Président. Lorsque je lisais les passages de votre texte qui faisaient référence à la notion organique qui cède la place à la notion contractuelle et à la notion ethnique qui devient plus élective, aux pages 8 et 9, je n'ai pu m'empêcher de penser, par

exemple, à Max Gros-Louis qui, devant nous, ici à la commission, réclamait le droit de définir sa nation. Je me demande ce que vous pensez de la vision autochtone de l'avenir. En fait, celle-ci qui semble s'appuyer presque uniquement sur le sang. Ma question, c'est la suivante: Croyez-vous qu'il nous faille accepter cette vision qui, en fait, va un petit peu à contre-courant de ce qui se passe actuellement, de ce que nous connaissons dans le monde occidental?

(10 h 45)

**M. Langlois:** Je pense que les nations amérindiennes sont en ce moment devant un grave problème, c'est qu'elles font face à la modernité, si on veut. Le problème des Amérindiens, il est moins, je pense, celui de ne pas avoir assez de pouvoirs, celui d'être soumis à des directives des divers niveaux de gouvernement avec lesquels ils sont en interaction; je pense que le problème est d'abord un problème culturel. C'est le problème de rencontrer des défis posés par la modernité, par les communications, par tout ce qui vient de l'extérieur. Les Amérindiens en ce moment ont peut-être une vision qui insiste trop sur les liens du sang et à ce moment-là, on entre dans une définition de soi qu'il est assez difficile de faire. C'est-à-dire comment définir un Indien dans cette perspective-là? Est-ce qu'il faut avoir deux parents amérindiens, un seul? La loi, je pense, va jusqu'à 1/16 de sang. On définit comme Amérindien quelqu'un qui a au moins 1/16 de sang. Je ne suis pas spécialiste, je ne connais pas la loi amérindienne en ce moment. Mais si on cherche à définir justement une nation — eux emploient le mot nation, le terme de nation — seulement dans cette perspective organique, je pense qu'on s'engage dans une impasse parce qu'on ne sait pas comment se fixent les frontières, si on veut, de cette nation. En fait, au Québec comme ailleurs, on évolue en ce moment vers une définition que j'ai appelée ici plus élective. En ce sens-là, effectivement, je pense que les Amérindiens ne pourront pas aller jusque-là, c'est-à-dire définir leur nation, aller jusque-là.

Il m'apparaît plutôt que la voie de l'avenir pour les Amérindiens, c'est d'essayer de négocier des ententes avec leurs voisins immédiats pour pouvoir garder certaines façons de vivre, garder des traditions, garder les aspects qu'ils veulent conserver de leur culture, mais en même temps négocier aussi des façons de s'intégrer et de participer à la société globale, plus large si on veut. Je ne pense pas que l'avenir de la communauté huronne qui est près de Québec ici réside seulement dans un meilleur contrôle de son propre territoire; elle va devoir aussi accepter de participer à la société plus large. Par exemple, ses enfants vont à l'Université Laval.

**M. Richard:** M. le Président, j'aurais une autre question. Elle touche cette fois-ci la

langue d'affichage. Il n'y en a pas beaucoup qui nous ont parlé de ça ici, mais vous, vous le faites. Vous abordez la question et vous dites que «des formules souples qui respectent les droits des groupes en présence – évidemment les francophones et les anglophones – ont déjà été proposées». Vous mentionnez ça à la page 23 de votre document. Compte tenu de ce que vous dites en fonction de l'exposé sur le Québec contractuel et ouvert, quelle est la solution que vous privilégiez au niveau de la langue d'affichage?

**M. Langlois:** Je sais que là...

**M. Richard:** Vous y faites allusion mais vous n'allez pas dans les détails.

**M. Langlois:** Oui. Là, on s'engage un peu sur un terrain glissant. J'ai voulu ici proposer une perspective pour revoir en quelque sorte cette loi lorsqu'on devra le faire – l'an prochain je pense – au terme des cinq ans prévus. Moi, je pense qu'il faudrait justement l'assouplir ici pour rendre possible une certaine présence symbolique de l'anglais dans les communautés anglophones. Vous savez, les communautés anglophones existent au Québec depuis plusieurs générations; il existe une importante communauté anglophone de souche. Il m'apparaît nécessaire, dans le contexte de cette nation électorale, de ce vouloir vivre en commun de trouver une façon qui ne met pas en péril les droits de la majorité ou les aspirations de la majorité francophone, et donc de trouver une façon de satisfaire cette aspiration légitime qui est celle de nos concitoyens anglophones québécois, de voir une certaine présence de la langue anglaise à l'extérieur.

Cela dit, j'ai bien pris soin de distinguer entre scolarisation et langue d'affichage. La scolarisation, dans le contexte que j'ai décrit, m'apparaît... Il m'apparaît extrêmement important de garder la loi telle qu'elle est, c'est-à-dire que le Québec assure la scolarisation en français des nouveaux arrivants; ça, ça m'apparaît essentiel compte tenu de tout l'argument qui est donné ici.

Cela étant dit, il m'apparaît aussi que, dans ce contexte d'une société ouverte qui veut privilégier le vouloir vivre en commun, qu'on puisse aussi faire certains compromis qui s'adresseraient à la communauté anglophone.

**M. Richard:** En fait...

**M. Langlois:** La technicité reste peut-être à discuter, j'ai voulu ici plutôt appuyer le principe ou l'énoncer. Cela dit, il faudra discuter entre nous pour voir quels seront les règlements de façon très précise ou les limites, mais je pense que le principe, lui, devrait être accepté.

**M. Richard:** En fait, vous nous dites que

vous êtes en faveur de l'affichage bilingue.

**M. Langlois:** Non, je n'ai pas dit ça du tout. J'ai dit en faveur d'aménagements qui permettent une reconnaissance de l'anglais dans les communautés anglophones.

**M. Richard:** Oui, mais on va...

**M. Langlois:** Et ça, c'est différent de l'affichage bilingue sur tout le territoire. Je pense que j'aurais peut-être dû insister davantage pour le décrire, mais lorsque je faisais référence ici au respect des aspirations de part et d'autre, c'est à ça que je faisais référence.

**M. Richard:** En fait, pour être très précis, actuellement, on sait que l'affichage bilingue extérieur n'est pas permis. C'est unilingue français. À l'instant où vous dites: Faisons des concessions ou faisons des aménagements; vous dites: Permettre l'affichage dans une langue seconde.

**M. Langlois:** Ah! Tout à fait! Mais il y a moyen de donner des balises. Plusieurs autres pays le font et je pense qu'on peut aussi le faire ici sans retomber, disons, dans l'ancienne politique qui consistait à laisser faire ou à permettre un affichage bilingue généralisé, ce qui n'est pas le cas ici. Je pense d'ailleurs que nos concitoyens anglophones ne revendiquent pas ça non plus. Enfin, il y en a qui le font, c'est sûr, mais il y en a aussi plusieurs qui acceptent les règles du jeu que le Québec se donne et qui apprécieraient justement ces assouplissements que je propose.

**M. Richard:** Merci. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, est-ce qu'il y a d'autres interventions? Bien. Alors, je remercie notre invité, M. Simon Langlois, pour son exposé et ses réponses à nos questions. Votre participation à nos travaux est très importante et on vous en remercie infiniment.

Sans plus tarder, j'invite notre prochaine invitée qui sera Mme Danielle Juteau. Auparavant, nous allons faire une petite pause sanitaire de quelques minutes.

(Suspension de la séance à 10 h 52)

(Reprise à 11 h 3)

**Le Président (M. Bélanger):** Que l'on remette la rondelle au jeu! Pour faire suite à une demande du collègue de Lac-Saint-Jean, ce matin, qui voulait une motion pour féliciter la victoire des Nordiques, comme c'est tellement inhabituel, je présume que ça arrivera peut-être une fois

dans l'histoire de la commission... Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** M. le Président, là!

**M. Boulerice:** La rumeur circule que ma jambe de plâtre vient du fait que j'ai tenté désespérément de les aider!

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, sans plus tarder, donc, trêve de plaisanterie, nous recevons ce matin Mme Danielle Juteau et Mme Marie Mc Andrew. Bonjour, mesdames. Pour présenter un petit peu plus amplement nos invitées: Mme Juteau est sociologue. Elle a fait son baccalauréat et sa maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal et son doctorat en sociologie à l'Université de Toronto. Mme Mc Andrew est toujours professeure adjointe au Département d'études en éducation et administration de l'éducation à l'Université de Montréal. Elle a fait son Ph.D. en sciences de l'éducation, option éducation comparée. Je ne sais pas à quel endroit, mais, en tout cas, sûrement bien fait! Elle a aussi été conseillère au ministère des Communautés culturelles et de l'immigration du Québec, a été chercheure à l'Institut québécois de recherche sur la culture et elle a été consultante au Service aux communautés culturelles du ministère de l'Éducation du Québec.

Donc, deux femmes de beaucoup d'expérience et de grand savoir que nous écouterons avec beaucoup de plaisir. Mesdames, je vous en prie.

**Mmes Danielle Juteau-Lee et Marie Mc Andrew**

**Mme Juteau-Lee (Danielle):** M. le Président, Mmes et MM. les députés, nous tenons tout d'abord à vous remercier de nous avoir invitées à témoigner devant cette commission. Nous sommes bien conscientes, à l'instar de l'ensemble des Québécoises et des Québécois, de l'importance des enjeux qui sont ici évoqués, discutés et débattus. Nous sommes aussi très heureuses de voir que vous avez décidé de vous pencher sur la question des relations ethniques dans un Québec souverain, cette question nous apparaissant centrale et quelque peu éclipsée par l'importance qu'on accorde aux enjeux d'ordre économique ou juridique.

Malgré le titre d'expertes, que vous nous avez gracieusement attribué, nous tenons à souligner que nous ne sommes pas venues ici énoncer des vérités ex cathedra. Nous aimerions plutôt réfléchir avec vous sur la complexité des enjeux et sur l'apport de la réflexion académique, universitaire, et des travaux que nous menons, entre autres, au Centre d'études ethniques, donc, de leur apport sur les questions qui nous interrogent aujourd'hui.

Notre présentation comporte deux volets. Dans un premier temps, nous faisons un bref

rappel de la réflexion universitaire et académique sur les concepts et sur les modèles de nations pour nous interroger sur différents aspects de la dynamique interethnique dans les sociétés pluralistes et démocratiques.

Dans un deuxième temps, nous allons voir dans quelle mesure le modèle qui semble vouloir émerger au Québec – qui est un modèle d'une société pluraliste – peut continuer à évoluer dans la direction d'un pluralisme accru. Pour ce faire, nous allons aborder trois dimensions qui sont étroitement liées, mais que nous allons examiner de façon séparée, séparément, pour fins de clarté. Alors, la politique de sélection et la composition du mouvement migratoire à destination du Québec; ensuite, nous examinerons la dynamique d'intégration linguistique des allophones et, enfin, l'évolution des attitudes et comportements des Québécois d'origine française à l'égard des immigrants et des Québécois des communautés culturelles.

Nous tenons tout d'abord à préciser aussi les limites avant d'entrer dans notre exposé de préciser les limites de cet exposé. J'aimerais mentionner, premièrement, que notre analyse va privilégier pour l'essentiel la dynamique des rapports entre les Québécois d'origine canadienne-française, et les membres des communautés culturelles, ce qu'on appelle les communautés culturelles, c'est-à-dire, donc, les communautés autres que celles d'origine française, britannique, ou autochtone. Deuxièmement, nous privilégions une approche sociologique large, dans le sens où nous voulons mettre l'accent sur l'ensemble des facteurs socio-économiques et sociopolitiques qui balisent la place relative qu'occupe l'exercice de pouvoirs formels en matière, donc, d'enjeux qui sont aussi complexes que ceux dont nous traitons aujourd'hui. C'est pourquoi nous nous refusons de donner des réponses simples sur un impact éventuel, positif ou négatif, de la souveraineté à cet égard, et nous tentons davantage de déconstruire certaines attentes irréalistes et des craintes alarmistes qui ont cours actuellement au sein de différents segments de la population. Les scénarios du grand soir ou de grande catastrophe nous apparaissent tout autant à être écartés; nous voulons illustrer en quoi ces visions sont non fondées. Il nous semble important, en effet, de procéder à ce travail de démythification et de déconstruction parce que, à notre avis, ce sont ces attentes irréalistes et non fondées qui pourront poser un problème, puisque l'impact de la souveraineté ne devrait pas affecter d'une manière ou d'une autre certains des enjeux dont nous parlons aujourd'hui.

Alors, je passe donc à la première partie qui porte sur les définitions et les modèles de la nation pour en arriver éventuellement au cas québécois. Le Québec est à la fois un produit historique, une conscience nationale et un projet spécifique, trois éléments inextricablement liés qui exercent une influence déterminante, donc,

sur le mode de nation qu'il définira. Nous verrons, dans ce volet, qu'en vertu de la trajectoire historique spécifique et de la conjoncture actuelle, le Québec, quel que soit son statut politique, peut chercher à actualiser une société de type pluraliste et inclusif. Alors, je retrace rapidement certains éléments du texte où nous vous présentons une réflexion qui s'intitule «Derrière la notion de nation». Je pense qu'il est important de mentionner que derrière les revendications qui sont formulées depuis les années soixante au Québec, les revendications qui vont du statut particulier à la société distincte, en passant par les États associée et la souveraineté-association, se profile la nation comme une réalité, à la fois matérielle et idéale. Les nations, selon certains auteurs, sont des communautés politiques imaginées, imaginées parce que dans la tête de chacun des compatriotes existe l'idée d'une communion et d'une camaraderie horizontale; ce qui existe c'est une conscience nationale et un sentiment d'appartenance.

Mais affirmer que les nations sont imaginées, cela ne veut pas dire qu'elles sont imaginaires, et cette conscience nationale dont on parle s'élabore au sein d'une trajectoire historique spécifique et elle s'élabore en fonction d'un projet. Alors, si on regarde rapidement ces trois composantes, la conscience nationale, nous le savons, donc, peut être alimentée par plusieurs sources: quelquefois la langue, la religion et les souvenirs politiques. Les facteurs qui alimentent la conscience nationale peuvent se transformer et se transformer dans le temps et dans l'espace. En fait, si national, donc, signifie quelque chose d'unitaire, c'est davantage un projet spécifique, et un projet qui renvoie à l'idée d'une organisation du pouvoir politique déjà existante ou ardemment désirée. Dans le cas du Québec, ce projet spécifique va d'une souveraineté accrue mais circonscrite jusqu'à la pleine souveraineté. Et c'est précisément la définition d'un projet politique spécifique, et non la reconnaissance de la spécificité culturelle, qui est perçue comme non légitime par plusieurs Canadiens, ce qui évoque la crise constitutionnelle et l'impasse que nous connaissons aujourd'hui.

Je lisais avant de venir, dans l'autobus, le rapport préliminaire de la commission BB, écrit au début, enfin dans les années soixante, et on remarque que c'est le même débat que l'on reprend sous des mots différents à chaque décennie.

Donc, la nation est aussi un produit historique et elle se constitue dans le contexte d'une interaction constante de personnes qui partagent le même sort. Cette nation, à notre avis, on ne peut pas la définir seulement en fonction d'un ensemble de traits, l'accent doit reposer sur sa trajectoire historique spécifique. Donc, ce qui est important dans cette réflexion c'est de rappeler que des nations sont le produit de trajectoires historiques, que ces trajectoires historiques

viennent infléchir les modèles adoptés. Elles ne peuvent pas se passer d'importe comment, au gré du vent ou de la fantaisie. Et en vertu de la trajectoire ou de la diversité des trajectoires vécues, elles vont développer des visions distinctes de ce qu'elles ont été, de ce qu'elles sont, de ce qu'elles seront et de ce qu'elles devraient être. Donc, la diversité des modèles renvoie à des diversités de trajectoires historiques et nous voulons aborder, dans les minutes qui viennent, une réflexion sur les modèles de nation tels qu'ils semblent se présenter dans le monde occidental.

Alors, les modèles de nation sont, en général, présentés de façon binaire: on oppose ce qu'on appelle la nation des ancêtres à celle des citoyens. D'une part, on va parler souvent du droit du sang, et du droit du sol de l'autre côté. Ça renvoie très souvent aussi à un débat sur ce qu'on appelle la «Kulturation», donc la nation des ancêtres d'une part, et d'autre part, la «Staatnation», donc un État-nation. D'un côté, une vision qui est davantage organiciste et quelquefois perçue comme réactionnaire; de l'autre, une conception rationnelle, volontariste, davantage progressiste diront certains.

Très souvent dans la littérature européenne, on s'aperçoit qu'on oppose le modèle allemand au modèle français: le modèle allemand, qui en est un où on parle du droit du sang, et le modèle français, celui de l'État-nation de type volontariste et politique. Je crois que ce qu'il est important de mentionner ici ce sont les nuances qu'il faut apporter, ou la critique aussi qu'on peut adresser. Fonder la nation sur les liens du sang c'est masquer la production sociale de l'ethnicité et de la nationalité. C'est situer dans la génétique une question qui est essentiellement culturelle et politique. C'est également adopter, en fin de compte, un modèle raciste d'une société qui débouche sur l'exclusion — qu'on pense à la discrimination, à l'expulsion et au génocide.

La France semble, elle, se rapprocher d'un autre type, un peu de ce qu'on appelle la «Staatnation», et c'est un modèle que l'on connaît davantage. Mais c'est un modèle qui pose aussi un certain type de problèmes sur lesquels il faut réfléchir. D'abord, même si on parle de droits du sol, on sait très bien que les droits du sol sont quand même limités, c'est-à-dire que ce ne sont pas toutes les personnes qui naissent en sol français, qui ont automatiquement la nationalité française. Et, deuxièmement, si on a bien différencié et distingué dans le modèle français, le biologique et le politique, on semble par ailleurs faire une équation entre le politique et le culturel. C'est un peu ce dont on parle quand on se réfère à cette vision «assimilationniste» du modèle français.

(11 h 15)

Il semble apparaître, dans d'autres sociétés, un troisième modèle, je crois, qu'on peut appeler



un modèle pluraliste. Dans ce modèle pluraliste, on retrouve en effet les droits du sol qui existent de fait, c'est-à-dire que le fait de naître sur un sol confère ce qu'on appelle ou la nationalité ou la citoyenneté. Mais aussi, ce qui nous apparaît important, on effectue une dissociation entre le culturel et le politique. En d'autres mots, l'identité nationale peut se conjuguer à de multiples identités culturelles et le développement d'une conscience nationale n'entraîne pas nécessairement l'annihilation culturelle. L'identité nationale peut renvoyer à différents référents. On a parlé, entre autres, du modèle américain, du modèle australien et du modèle canadien.

La dernière partie de ce premier volet se termine par une réflexion sur l'émergence et la consolidation d'un modèle pluraliste au Québec. Je crois que ce qu'il est important de retenir dans cette partie, c'est que, d'une certaine manière, étudier la construction de la nation canadienne, c'est étudier – et j'ai bien dit «canadienne» ici, ce n'est pas un lapsus – une vaste opération de bricolage. Un bricolage qui, finalement, a commencé il y a très longtemps. Si je peux résumer très schématiquement, on a eu une opposition entre deux modèles de la nation: Le modèle de la nation canadienne-française qui a renvoyé plus longtemps au modèle de la «kulturation», et un modèle de la nation canadienne qui renvoyait au modèle de la «Staat-nation», de l'État-nation, et un État-nation de type français. C'est-à-dire finalement avec une vision «assimilationniste» très forte, le modèle de l'«angloconformité» étant celui qui a dominé, et un modèle au sein duquel être Canadien ne renvoyait pas à plusieurs types de référents.

Mais l'histoire que vous connaissez aussi bien que moi, une histoire, finalement, qui peut se résumer par un conflit non résolu entre deux peuples qui sont appelés les peuples fondateurs, l'occultation de leurs statuts respectifs de colonisateurs, leur aveuglement souvent quant à la contribution des groupes d'origine non française et anglaise à l'édification de la nation canadienne, a provoqué l'émergence de ce modèle pluraliste au niveau du Canada. Un modèle pluraliste qui a nié ou rejeté le binationalisme, qui a adopté, comme vous le savez, la politique linguistique de 1969 et celle du multiculturalisme de 1971. Mais ce qui est important ici, c'est de rappeler que la trajectoire du Québec s'inscrit, en partie certainement, dans cette trajectoire plus vaste et que l'émergence d'un modèle pluraliste au niveau de la nation canadienne a aussi une influence sur l'émergence d'un modèle pluraliste au niveau de la société québécoise et cela, d'autant plus que la nation canadienne-française a été remplacée. Donc, une nation qui était de type davantage des ancêtres a été remplacée par une nation de type plus ouvert. Peuvent être Québécois tous les habitants finalement de la province ou du Québec. Donc, dans ce

cas, vous avez un ensemble de facteurs qui influent sur la définition d'un modèle pluraliste au Québec.

Et quand on regarde l'évolution des discours politiques et certainement aussi d'un ensemble de politiques qui ont été effectuées au Québec, on s'aperçoit que le modèle inclusif devient de plus en plus fort. Si on a pu parler autrefois de Québécois d'une part, et des membres des communautés culturelles d'autre part, on parle maintenant des Québécois qui font partie des communautés culturelles. Donc, il n'y a plus exclusion entre appartenir à une communauté culturelle et être Québécois. Et c'est dans ce sens qu'on parle de l'émergence d'un modèle davantage inclusif.

Enfin, j'aimerais donc tout simplement rappeler que certaines formes de pluralisme normatif semblent s'être imposées jusqu'à un certain point au Québec, en ce qui concerne tout au moins le discours des élites politiques. Nous nous interrogerons maintenant sur l'évolution plausible de ce modèle dans un contexte de souveraineté, en cherchant notamment à cerner le poids que continueraient à exercer ces facteurs sur la politique de sélection, sur la dynamique d'intégration linguistique et sur l'évolution des attitudes et des comportements à l'égard des immigrants et des Québécois des communautés culturelles.

**Mme Mc Andrew (Marie):** Alors, je prends le relais. Pour situer d'une façon un peu générale mon intervention, je dirais que je vais m'en tenir au très, très grandes lignes, puisque vous avez le détail de l'argumentation et qu'on pourrait revenir point par point, vu qu'il s'agit d'une partie qui est beaucoup plus technique et qui donc, pourrait prendre beaucoup de temps pour chacune des questions. Si je calcule à peu près le temps qu'il me reste, normalement il me reste cinq minutes pour régler le sort de la sélection, cinq minutes pour régler le sort de l'intégration linguistique et cinq minutes pour régler le sort des attitudes des Québécois. Alors, je pense que vous comprendrez que mes coins seront ronds. Mais on pourra faire des échanges supplémentaires par la suite.

Nous avons tenu à regarder, fondamentalement comme disait Mme Juteau, quel est l'impact relatif de ce qu'on appelle l'enjeu constitutionnel, c'est-à-dire des pouvoirs accrus, le carcan constitutionnel ou la garantie constitutionnelle, selon qu'on parle de craintes de certains citoyens ou qu'on parle, au contraire, de leurs attentes. Quel est donc cet impact du carcan, ou de la garantie constitutionnelle, dans l'ensemble de l'enjeu que nous regardons, par rapport à celui de la volonté politique qui a pu s'exprimer à l'intérieur du cadre constitutionnel actuel – et qui pourrait s'exprimer également à l'intérieur d'un autre cadre constitutionnel, comme le Québec souverain – et par rapport, aussi, à

l'impact de déterminants qui, comme disait Mme Juteau, peuvent être à la fois des déterminants endogènes – une société qui d'elle-même secrète un modèle pluraliste, qui met des limites à ses propres interventions, qui a des besoins économiques, des besoins de solidarité internationale – et des déterminants exogènes – comme le bilan qu'on peut faire dans d'autres sociétés, par exemple, de la composition du mouvement migratoire et également de la vitesse d'intégration? Donc, c'est une réflexion à travers cette vision-là.

D'un point de vue de la politique de sélection et de la composition du mouvement migratoire, nous partons de trois ou quatre questions qui sont certainement des enjeux d'actualité. Nous nous demandons, par exemple: Est-ce qu'un Québec souverain aurait intérêt à ne pratiquer qu'une immigration restreinte? Sans aller si loin, est-ce qu'il est réaliste de penser que la souveraineté du Québec permettrait d'augmenter sensiblement le pourcentage de francophones au sein du flux total; ou qu'un Québec souverain déciderait de le faire? Ce qui est une autre façon de poser la question. Est-ce qu'il serait plus facile dans un Québec souverain, qu'aujourd'hui, d'identifier certaines catégories d'allophones dits francophonisables, comme certains mouvements nationalistes le réclament? Et à l'inverse – donc, tout ça c'étaient plutôt des attentes – est-ce que les gens qui ont peur de la souveraineté... Les mémoires qu'on a vus l'année dernière à la commission parlementaire sur l'immigration et l'intégration de gens des communautés culturelles qui craignent, finalement, qu'un Québec souverain ou qu'un Québec plus nationaliste simplement, souverain ou non, soit tenté de réduire le mouvement d'immigration familiale, ou le mouvement d'immigration humanitaire; est-ce que ces craintes sont fondées?

Et je passe rapidement. Nous faisons un peu le bilan des acquis de l'accord McDougal-Gagnon-Tremblay, des orientations privilégiées par le Québec actuellement. Je fais l'honneur aux membres de cette commission de penser qu'ils les connaissent aussi bien que nous. Et nous allons directement, finalement, un peu...

**Une voix:** Ce n'est pas évident.

**Mme Mc Andrew:** Ce n'est pas évident, mais enfin, on va assumer que s'ils ne le font pas, ils vont se précipiter pour le lire après la commission. Et face à ces réponses-là, ce que nous faisons comme réponse c'est: Probablement qu'un Québec souverain mènerait une politique de sélection sensiblement similaire qu'un Québec non souverain et que la composition du mouvement migratoire au Québec serait une composition tout aussi variée sur le plan socio-économique, linguistique et culturel, que le Québec soit souverain ou non.

Donc, à partir de ce moment-là, ce qu'on

cherche à viser, c'est que, finalement, la question de l'intégration se poserait d'emblée dans un Québec souverain, et ce n'est pas par la panacée d'une sélection différente qu'un Québec souverain y répondrait.

Alors l'argument; nous regardons au niveau de la hausse et nous nous disons que peut-être l'argument du poids démographique du Québec dans le Canada jouerait moins. Sauf que s'il s'agit d'une union économique, il est probable que le poids démographique relatif des partenaires aurait de l'importance.

Et finalement, l'ensemble des facteurs – sur lesquels on pourra discuter – tant démographiques, économiques, humanitaires, qui ont amené le Québec graduellement à une politique de hausse, s'imposeraient probablement aux décideurs dans un Québec souverain. De la même façon, si on regarde la proportion de l'immigration francophone, qui est fixée actuellement à 40 % et qui a atteint 37 % l'année dernière, on examine trois hypothèses par lesquelles les décideurs d'un Québec souverain pourraient maximiser l'immigration francophone. Et les trois hypothèses nous semblent irréalistes étant donné la culture politique du Québec et ses intérêts. La première serait de réduire sensiblement le mouvement familial et humanitaire. On vous explique pourquoi ce n'est pas une bonne source de francophones, on ne niera pas. On pense que, tant pour des raisons de rétention des immigrants que pour des raisons de position politique de la population même, un Québec souverain n'irait pas dans ce type de politique où on restreindrait encore la part de la famille et de l'immigration humanitaire pour maximiser la part des francophones qui ne se réalise que chez les indépendants. Si on se place à l'intérieur des indépendants, on se dit que des décideurs d'un Québec souverain pourraient décider – deuxième hypothèse – de diminuer le mouvement de gens d'affaires à l'intérieur de l'immigration sélectionnée. Et pour une série de rationnels dont on pourra rediscuter, on ne pense pas qu'un Québec souverain préoccupé de développement économique ferait ça, notamment s'il est préoccupé de régionalisation, vu la popularité de l'immigration économique en régions. Et à l'inverse, l'autre solution serait, à ce moment-là, de tenter de maximiser au sein de la catégorie des travailleurs, encore les francophones. Actuellement, pour avoir 40 % d'immigration francophone, il faut viser 70 % de travailleurs francophones. Alors, on questionne le réalisme face à la popularité d'une immigration qui répond à des pénuries de main-d'œuvre et à la difficulté pour certains francophones de se faire accepter lorsqu'ils ne répondent pas à des critères économiques. On questionne si des décideurs d'un Québec souverain ou non pourraient penser pousser la catégorie de francophones plus élevée qu'elle ne l'est actuellement. D'où nous concluons, en d'autres mots, que l'enjeu de l'in-

tégration linguistique va être sensiblement le même, puisque la proportion de francophones ne devrait pas augmenter de manière frappante.

Rapidement, on dispose un peu du fameux concept de «francophonisable», en montrant que les facteurs postmigratoires qui influencent l'acquisition du français sont tellement complexes qu'il nous est absolument impossible d'affirmer qu'il n'y ait aucun facteur prémigratoire qui permette d'annoncer que telle personne étant de telle langue, plus proche du français, ou d'ancien pays colonial, a priori, aurait des comportements linguistiques plus favorables au français, en excluant, bien sûr, le facteur prémigratoire de connaissances préalables. Mais celui-là, par définition, ils font partie des francophones. Donc, la notion de «francophonisable» est une notion qui n'est pas gérable, ni dans un Québec souverain, ni dans un Québec non gérable... non souverain. Excusez, c'est un lapsus, peut-être révélateur. Et de plus, elle serait réputée discriminatoire, puisque, autant la connaissance du français est une capacité évaluable, objectivement, chez des candidats, indépendamment de l'origine ethnique, autant une virtualité d'intégrabilité sur le plan de la langue ou d'attitude présumée favorable à la langue, serait réputée discriminatoire. Les mêmes genres d'argument s'appliqueraient aussi sur un enjeu qui va devenir d'actualité, qui ne l'est pas devenu encore, qui est celui des cultures compatibles, qu'on a mis en note, qu'on n'a pas développé, mais sur lesquelles on pourrait éventuellement discuter.

Finalement, un aspect qui semblerait intéressant, évidemment, au niveau sélection, dans un Québec souverain, ce serait le contrôle évidemment sur le phénomène du mouvement des revendicateurs du statut de réfugiés. Alors, il est difficile de penser qu'un Québec souverain pourrait faire plus mal que le Canada, à cet égard. La question étant: Pourrait-il faire mieux? Et, bien entendu, ça ne serait pas non plus une panacée. On a étudié – on l'a vu dans des documents, on a fait une petite recherche, par exemple – sur comment se posait la question de la gestion du mouvement dans différents pays européens pleinement souverains. Et si on enlevait le mot «France» ou le mot «Pays-Bas», ou le mot «Belgique», on mettrait le mot «Canada» et on croirait que ça a été écrit au Canada. Donc, en soi, un Québec souverain manipulerait dans ce dossier-là, comme il peut, au mieux ou au pire, mais on ne peut pas s'attendre non plus à une panacée, dans ce domaine-là. D'où, grosso modo, un Québec souverain aurait une immigration diversifiée sur les plans socio-économique, linguistique, culturel, probablement un maintien ou une hausse graduelle des niveaux, selon les conjonctures économiques. On ne prévoit pas, non plus, à moyen terme, en tout cas, une baisse de la demande; à court terme, possiblement; à moyen terme, vu le très petit nombre de pays

qui pratiquent encore une politique d'ouverture, ça serait douteux qu'il y ait baisse de la demande.

Lorsqu'on se tourne maintenant sur la question de l'intégration linguistique, certaines personnes, sans avoir des attentes sur le changement de la composition du mouvement migratoire dans un Québec souverain, ont, par contre, des attentes très élevées sur l'impact de l'intégration linguistique. Version, bien sûr, simple un peu, soit un caractère non problématique, pour ainsi dire automatique de l'apprentissage et de l'adoption du français comme langue commune, à partir du moment où l'ambiguïté du projet national aurait été levée. Bien entendu, tous les arguments qui sont de cette position ne nous semblent pas nécessairement rejetés. On les verra plus loin. Cependant, elle nous semble souffrir de trois travers, du moins dans sa version exagérément optimiste et surtout dans sa version qui croit que le rythme d'intégration serait modifié sensiblement.

(11 h 30)

Premier travers. Il semble que ça sous-estime fortement l'impact de la volonté politique, même à l'intérieur du cadre constitutionnel actuel, qui est manifeste par le bilan de 20 ans de politiques beaucoup plus claires sur la francisation des immigrants, notamment en milieu scolaire, et d'une façon générale, à travers tous les gouvernements avec la création du ministère, l'accord Cullen-Couture, et, évidemment, des mesures comme la loi 101. On cite une série de chiffres sur lesquels, je suis sûre, vous allez vouloir revenir tant sur les changements dans les transferts linguistiques, la progression de la connaissance du français que sur ce qui a trait davantage aux attitudes, tout ce qui concerne le choix, par exemple, d'un cégep francophone; également certaines enquêtes sur les attitudes à l'égard de la francisation dans les communautés culturelles. Donc, ne jamais oublier ce facteur non négligeable et vraiment irremplaçable que représente la volonté politique.

À l'inverse, on croit que lever l'ambiguïté sur le statut politique actuel du Québec aurait, effectivement, un message symbolique important sur les immigrants, notamment à l'étranger, pour le choix de la société. Les candidats à l'immigration devraient choisir de s'établir en toute connaissance de cause; ceci n'empêche pas qu'il y a du «counseling» actuellement qui dit que le français est langue commune au Québec, mais il faut quand même nuancer; choisir de s'installer dans un pays dont la langue officielle est le français a certainement un certain sens. Cela, en autant qu'on admette que les immigrants choisissent de s'installer quelque part – un débat qu'on pourrait avoir.

Cela étant dit, une fois qu'il est dans la société aussi, on croit que l'immigrant serait moins perplexe face aux messages contradictoires qui émanent des deux gouvernements. Il est clair,

je pense, que les chevauchements de la loi C-93 et de la loi C-72 ne sont pas des choses qui facilitent la perception d'un message clair par l'immigrant. Par contre, ce qu'il est très important de se rappeler c'est quelle est l'importance réelle du choix linguistique, par rapport à des déterminants autres, dans les comportements linguistiques. En d'autres mots, le message symbolique, quelle importance joue-t-il par rapport à un ensemble de déterminants de besoins, de nécessité fait loi, de besoins par rapport notamment au français pour participer pleinement à la vie économique, à la vie de l'école, à la vie du quartier? En d'autres mots, d'office, la souveraineté n'assurera pas une francisation accrue de la vie de quartier, du monde du travail ou de la vie, disons, communautaire de manière plus large, puisqu'on est encore dans le domaine beaucoup plus de la volonté politique. De fait, par exemple, on a cité que quelques problématiques qui ne touchent pas particulièrement le Québec, mais toutes les sociétés. La vitesse d'intégration linguistique va dépendre de phénomènes comme la concentration métropolitaine de l'immigration, une problématique qui, dans un Québec souverain ou non, va se poser d'une façon extrêmement complexe et pour laquelle il n'y aura pas de solutions simples; ça aussi, on pourra en reparler si vous voulez revenir là-dessus.

Même chose pour la francisation des petites entreprises où les travailleurs ne parlent pas français. Autant une loi peut assurer la francisation d'une entreprise quand les travailleurs sont francophones, autant les stratégies et les démarches pour franciser les milieux où les gens ne parlent pas français est une problématique complexe. On pourrait regarder ça aussi.

Il y a également la tendance à la concentration dans certaines écoles, qui est encore minoritaire, qui est surévaluée par les médias, mais qui pourrait poser des problèmes. Elle se pose dans bien d'autres sociétés et, quand on a essayé de régler ce problème-là, on a vu que ça avait plus d'effets pervers que d'effets positifs dans des sociétés toutes souveraines qu'elles soient.

Finalement, il ne faudra pas s'attendre, dans aucun contexte, à ce que l'intégration linguistique se produise à court terme si, dans plusieurs sociétés – c'était ça, notre troisième biais – si, dans la majorité des sociétés, c'est un phénomène qui s'étend surtout sur la deuxième génération. C'est un phénomène aussi qui demande des ressources et la conjoncture économique et budgétaire va influencer fortement sur la possibilité de franciser la première ou, au contraire, la deuxième génération. Et ça, ce n'est acquis ni dans un Québec souverain ni dans un Québec non souverain. Et une chose aussi que l'examen des politiques dans d'autres pays pourraient nous apprendre, c'est que la tolérance que le Québec, et plus que la tolérance, l'engagement actif qu'a le Québec à l'égard des langues d'origine et son

refus de l'assimilation linguistique ne sont pas l'effet de notre faiblesse comme certaines personnes l'entendent, c'est un trait général de l'ensemble des sociétés occidentales qui financent et soutiennent des programmes dans ce domaine-là. Donc, il serait bon de rappeler à certaines de nos troupes parfois qui ont tendance à interpréter ce soutien et ce refus d'une politique d'assimilation linguistique comme étant une faiblesse, certains disent même liée à l'enjeu constitutionnel, de rappeler que c'est un choix de société occidentale moderne. Oui, cinq minutes, c'est parfait.

Une dernière chose qui va me permettre de faire le lien avec le troisième bloc. Dans toute cette deuxième partie, nous ne parlons que d'appropriation instrumentale du français; nous ne parlons donc, finalement, que de sa connaissance et de son usage. Mais, à plus long terme, si on est préoccupé de l'appropriation symbolique, c'est-à-dire du développement du sentiment d'allégeance à la communauté pour laquelle le français représente un symbole d'appartenance, c'est beaucoup plus du côté de la place effective, que la communauté est prête à faire aux personnes, du message d'inclusion qu'elle va accepter de leur envoyer – et de ses attitudes en général – qu'on pourra évaluer cette capacité d'enracinement à plus long terme dans une communauté francophone.

Ça justifie un peu pourquoi, comme troisième point, nous n'avons parlé que de l'évolution des attitudes et des comportements des Québécois d'origine française à l'égard des immigrants et des Québécois des communautés culturelles dans un Québec souverain. Non pas que la question de l'évolution des attitudes, par exemple, des communautés culturelles elles-mêmes ne soit pas intéressante; on sait que le racisme et la xénophobie sont partagés de part et d'autre. Tout simplement, du point de vue de l'intégration linguistique à plus long terme, et aussi du point de vue du poids de la communauté majoritaire à 83 %, il était plus pertinent – vu les limites de temps – de s'interroger à savoir si elle, la souveraineté, allait amener un changement de ces attitudes et de ces comportements.

À cet égard, on a repris les deux grands lieux communs qu'on entend: d'une part, si les Québécois sont «sécurés» sur leur avenir collectif, notamment sur le plan linguistique, il y aura le développement d'attitudes positives à l'égard de la diversité ethnique, raciale et culturelle; en second lieu commun, opposé: la souveraineté, en confortant les Québécois d'origine française dans leur nationalisme étroit, va contribuer au contraire à maintenir ou à développer des attitudes et des comportements négatifs à cet égard.

Alors, ce qu'on répond, c'est que ce sont deux affirmations qui sont un peu absurdes. En bonnes intellectuelles, on prend huit pages à le

démontrer. Grosso modo, parce que ce sont des visions qui reposent sur une analyse de l'intolérance qui a beaucoup de limites. Tout d'abord, on y retrouve une vision traditionnelle comme quoi la xénophobie québécoise aurait été plus forte et de nature différente que celle des autres peuples. Or, en fait, on regarde un peu et on se rend compte que l'absence de projet intégrateur au niveau des élites n'implique pas que, à la base, les attitudes xénophobes ou intolérantes aient été plus importantes. En fait, on en vient à dire que l'époque du palmarès des peuples sur l'intolérance est largement résolue en psychologie sociale et, à ce titre, il n'y a pas de raison de penser qu'on a été moins ou plus xénophobe que d'autres peuples, même si nous n'avions pas de projet intégrateur, ce qui est une nuance sur laquelle aussi on pourra revenir.

Par contre, la question qu'il faut se demander également, c'est: Est-ce que c'est l'insécurité linguistique, encore aujourd'hui, qui est le principal déterminant de certaines attitudes d'exclusion qui existent encore au sein du peuple québécois? Effectivement, on pourrait avoir quelques arguments qui iraient dans ce sens-là, notamment, la progression depuis 20 ans de toutes les attitudes favorables à l'immigration, aux immigrants et aux communautés culturelles telle que révélée dans les sondages d'opinions, une progression qui coïncide effectivement, sans qu'il y ait de corrélation statistique, avec une affirmation nationale et une certaine sécurité au sein des Québécois. Ce qui fait que maintenant, par exemple, les attitudes des Québécois sont généralement, dans les sondages d'opinions, plus favorables que celles des Canadiens anglais. Une tendance absolument étonnante si on considère que, jusqu'en 1974, ça avait plutôt tendance à aller dans l'autre sens.

Par contre, il faut demeurer prudent. Dans l'ensemble des sondages on voit aussi que la menace économique est extrêmement importante comme motif d'exclusion, souvent même plus que la menace linguistique lorsqu'on interroge la population dans son ensemble et non pas les élites. Aussi, d'une façon générale, ce qu'on voit c'est qu'il faut se méfier des sondages d'opinions et des attitudes comme prédicteurs réalistes des comportements. En fait, ce qu'on voit dans toutes les sociétés, c'est que lorsqu'un motif d'exclusion se «délégitime», lorsqu'une inquiétude disparaît, les sociétés et certains groupes lorsqu'ils ont — pour toutes sortes de raisons qu'on aborde plus loin — besoin de chercher des groupes cibles trouveront d'autres motifs d'exclusion. En d'autres mots, le phénomène de l'intolérance est une espèce d'hydre à 100 têtes et si, en 1930, en France, on était préoccupé des juifs et de l'infériorité des races, en 1970 ou 1980, on était préoccupé des groupes incompatibles culturellement, puisque le racisme était discrédité, et on se préoccupait des Arabes, par

exemple. Donc, il y a toujours une espèce de motif qui redéfinit pour exclusion, selon les contextes, différents groupes.

Or, ce sur quoi il faut s'interroger, finalement, c'est: Pourquoi on a continuellement besoin, entre guillemets, d'exclure ou de définir comme différents, certains groupes? Et, nous, on n'a pas pris de position, mais on vous a simplement rappelé qu'il y au moins trois grandes théories là-dessus: Celle d'Alport sur l'utilisation des groupes minoritaires en situation de crise économique comme boucs émissaires, celle de Guillaumin qui dit, finalement, que la construction même des catégories raciale, sexuelle ou toute autre est construite dans un rapport de domination et l'analyse plus récente de Wieworka qui, lui, dit que les sociétés modernes occidentales sont devenues anomiques, que les grandes institutions de socialisation ne font plus tellement un rôle de socialisation commune.

Mais, de toute façon, quelle que soit l'optique qu'on adopte, il est clair qu'aucune de ces conditions n'est ou ne sera virtuellement absente du Québec moderne, quel que soit son statut politique. Donc, finalement, nous croyons que l'accession à la souveraineté n'aurait qu'un impact limité sur une dimension comme ça. Il est possible qu'un Québec souverain ne serait pas plus xénophobe ou moins xénophobe qu'il ne l'est maintenant ou que ne le sont d'autres peuples. Le seul danger de dérapage à court terme serait dans des attentes irréalistes. Si les gens s'imaginent vraiment qu'il n'y aura plus que des francophones dans un Québec souverain ou que les gens apprendront le français en trois ans dans un Québec souverain, effectivement, il pourrait avoir danger de dérapage.

Par contre, à l'inverse, nous ne pensons pas que nous soyons à l'abri de l'ensemble des tentations nostalgiques que soulève la présence d'une immigration de plus en plus diversifiée dans divers pays occidentaux. On peut d'ailleurs voir une tendance à cet égard dans le Québec moderne, notamment, dans le milieu scolaire où, à mesure que l'inquiétude linguistique devient moins importante, la question des différences culturelles prend une importance très grande et la définition des autres groupes comme non assimilables.

Rapidement, encore ici, question de volonté politique beaucoup plus que d'enjeux constitutionnels et, bien sûr, notamment, importance de faire de la place aux personnes. Et nous rappelions toute l'importance dans un Québec souverain ou non qu'un deuxième programme d'accès à l'égalité en 10 ans ne connaisse pas l'échec en termes de message symbolique. Ça aurait un sens pour le moins très fort. Et on s'interroge aussi sur l'absence d'une politique d'éducation interculturelle dans les écoles du Québec, dans un domaine de juridiction exclusive québécoise, alors que ça fait sept ans que le rapport Chancy avait été accepté.

Une voix: ...

**Mme Mc Andrew:** Pardon! Et je cède la parole à Mme Juteau, ayant dépassé mon temps de cinq grosses minutes au moins, pour la conclusion.

**Mme Juteau-Lee:** Très rapidement. Notre démarche théorique et empirique a démontré que le Québec a opté pour un modèle de société de type pluraliste et inclusif. Rien ne nous permet de penser qu'un Québec souverain serait a priori moins enclin à parachever cette évolution. Toutefois, il est important de le rappeler. La présence de conditions favorables au développement et à l'adoption d'un modèle pluraliste ne suffit pas à garantir son actualisation, d'où l'importance d'une volonté politique très ferme, ainsi que l'a souligné Mme Mc Andrew.

L'inclusion qui renvoie à l'égalité de fait, sans assimilation donc, l'inclusion requiert l'institutionnalisation de trois composantes légale, politique et sociale de la citoyenneté. Cette inclusion représente un défi considérable dans un monde qui est traversé par des inégalités socio-économiques et caractérisé par la remontée des mouvements néofascistes. Nous croyons, en outre, que la place du Québec au sein de l'espace géopolitique nord-américain appelle à une grande vigilance, parce que la réalisation du modèle pluraliste est toujours précaire et il n'est pas plus facile dans une situation minoritaire.

Il est toujours dangereux de différencier pour exclure, de distinguer entre les vrais et les autres, et ce danger demeure présent dans un ensemble de sociétés certainement occidentales. La tentation, donc, de redéfinir, d'une manière étroite et exclusive, les frontières de la nation nous guette et cela, d'autant plus que cette nation se construit par l'incorporation d'éléments ethniques préexistants. Pour réaliser l'objectif d'inclusion poursuivi — et, ici, c'est du côté des valeurs et non de la science, donc, où nous nous plaçons — le Québec et ses décideurs devront intervenir de manière vigoureuse. Il faudra résister au mythe de l'homogénéité de la nation et des individus pour développer un modèle respectueux des trajectoires personnelles et collectives où peuvent se côtoyer diverses identités.

La nation dans un Québec, souverain ou non, sera une nation de citoyens, entre guillemets, et le mot «Québécois» devrait pouvoir renvoyer à de multiples identités et à de multiples référents.  
(11 h 45)

Il importe aussi — et nous terminons avec ce commentaire — de défendre énergiquement les principes qui ont été établis à la suite de longues luttes, notamment, l'égalité des individus et des collectivités. Et tout devra être mis en œuvre, au niveau des politiques et des pratiques, pour passer de la valeur d'égalité à l'égalité de fait,

en luttant contre diverses formes de la discrimination et de l'inégalité sociale. Il faudra, notamment, combattre les idéologies et des pratiques racistes et sexistes qui maintiennent des inégalités qui reposent sur le pouvoir, ou des inégalités de pouvoir, et non pas sur la différence. Alors, nous vous remercions de votre attention et sommes prêtes à répondre.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous vous remercions infiniment, et je cède la parole au député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** Alors, bienvenue en commission Mmes Juteau et Mc Andrew. J'ai beaucoup apprécié votre document, votre mémoire, et vous m'avez mis sur une fausse piste, au début. Au départ, je me rappelle que, quand on commence à lire un document, on a tendance à penser que, lorsqu'on commence un document, on va se faire aligner sur une piste, et on ne s'en sortira pas jusqu'à la conclusion, alors qu'évidemment — je pense que c'est à la page 2 ou 3, vous citez Max Weber — qui disait: «Le nationalisme est un des concepts qui pour nous sont les plus chargés de sentiments pathétiques». Moi, là, j'ai dit: C'est une thèse que je connais et je connais Max Weber, je l'ai lu et j'avais une idée un peu comment j'aboutirais en conclusion. Ô surprise! La conclusion ne s'est pas alignée sur la piste d'atterrissage que je prévoyais au début. Je dois souligner que s'il y avait un mot pour définir votre mémoire, je le qualifierais d'équilibré. Autant vous recherchez à désamorcer, ou à écrêter des sentiments qui sont, soit favorables ou défavorables, le soir du grand soir ou la grande catastrophe, que l'on soit pour un point de vue ou un autre, il n'y aura pas, dans la vraie vie, de sentiments qui devront faire en sorte d'oublier que quotidiennement les citoyens et citoyennes de ce pays qu'est le Québec, auront à vivre des lendemains qui seront un peu ressemblants à ceux qu'on a quand même, que nous sommes en train de vivre.

Je voudrais, au tout départ, poser deux questions, M. le Président, juste de compréhension de bouts de texte qui m'ont fait sursauter un peu: page 7, «L'adoption de la loi 101 en 1977 faisant du français la seule langue officielle du Québec n'a pas favorisé, contrairement à certaines prédictions, le développement d'un modèle assimilationniste.» Je voudrais comprendre ce que vous voulez dire.

**Mme Juteau-Lee:** Bien ce qu'on entend beaucoup dans certains milieux universitaires anglophones, c'est que le Québec veut remplacer l'anglo-conformité par la franco-conformité, mais, ici, on fait une équation entre franco-francophone, et franco-culturelle, si vous voulez, parce que dans les débats, quand on rejette l'ancienne vision assimilationniste qui a été une des visions importantes au Canada anglais, on a souvent ap-

pelé le modèle anglo-conformité. Ce n'était pas seulement en termes d'assimilation linguistique, mais c'était aussi d'assimilation culturelle des immigrants. Alors, la phrase, ici, donc, «n'a pas favorisé le développement d'un modèle assimilationniste», c'est compris davantage comme une assimilation culturelle, qu'il y aurait au Québec un rouleau compresseur et on refuserait d'accepter, finalement, l'existence du pluralisme culturel ou même structurel, c'est dans ce sens-là.

**M. Chagnon:** Oui, sauf qu'il n'en demeure pas moins que, c'est une bonne chose en soi, je crois profondément que l'école est peut-être le principal créneau...

**Mme Juteau-Lee:** Oui.

**M. Chagnon:** ...d'intégration. On ne parlera pas d'assimilation. Voyez-vous, il ne faut pas avoir peur des termes non plus, il ne faut pas avoir peur d'appeler un chat un chat, là. Il y a des nuances, je suis d'accord, il y a des nuances entre intégration et assimilation, mais on sait que des gens qui sont intégrés, après deux ou trois générations, ils deviennent assimilés.

**Une voix:** ...

**M. Chagnon:** Oui, oui, mais ce n'est pas un phénomène repoussant en soi. On ne parle pas d'une assimilation forcée et ce n'est pas un esclavage culturel qu'on est en train de mettre sur pieds.

**Mme Juteau-Lee:** Oui, je peux revenir? Oui?

**M. Chagnon:** Mais il y a quand même un bienfait me semble-t-il à la loi 101 qui fait que...

**Mme Juteau-Lee:** Oui, oui.

**M. Chagnon:** ...80 % ou 90 % des enfants de cultures autres que française et anglaise désormais vont s'intégrer à la communauté francophone.

**Mme Juteau-Lee:** Alors, oui, je comprends votre question. On utilise souvent, dans un autre contexte, ce genre de phrase. C'est donc un modèle d'assimilation, mais culturelle tout simplement. Je prends souvent beaucoup de temps à rappeler aux collègues...

**M. Chagnon:** J'ai saisi. J'ai saisi la nuance.

**Mme Juteau-Lee:** ...oui, qu'il faut séparer la question. Je pense qu'il faut séparer la question linguistique de la question culturelle, même si on n'a pas...

**M. Chagnon:** Deuxième question, M. le Président.

**Mme Mc Andrew:** Est-ce que je peux ajouter quelque chose?

**M. Chagnon:** Oui, sûrement.

**Mme Mc Andrew:** Notamment au niveau des écoles. Je comprends le point de vue de Danielle qui va souvent au niveau des Canadiens anglais et international; par exemple, personne ne sait à peu près, et même souvent au Québec, que c'est la politique de la langue, le livre blanc sur la politique québécoise de la langue, qui a à la fois lancé bien sûr la loi 101, mais aussi par exemple le programme d'enseignement des langues d'origine dans les écoles publiques. C'était annoncé dans la politique culturelle du Québec, la politique de développement de la langue.

Alors, j'ajouterais que, dans les écoles, c'est vrai que le but de la loi 101 je crois, à long terme, était de créer des écoles publiques communes. Tout le problème de la confessionnalité qu'on évoque très rapidement est encore là, mais il y a eu un effort pour permettre à nos jeunes d'être socialisés ensemble. Et permettre d'être socialisés ensemble, ce n'est pas la même chose que de dire que tu veux assimiler un modèle préexistant du point de vue culturel. Tu veux qu'il y ait une langue commune, tu veux que les jeunes soient en contact quotidien pour bâtir ensemble quelque chose et où une grosse partie de la culture du pays d'accueil va être représentée bien sûr, vu l'importance de ses institutions, mais où on est dans un processus de changement quand même. Et nos jeunes, de quoi ils auront l'air et dans quel type de culture ils vivront en 2025, ça ne sera pas un modèle d'assimilation. Mais, au Canada anglais, souvent on confond les deux et on dit par exemple que le Québec en 1977 a passé une loi pour assimiler ses immigrants et refuser aux personnes le droit de maintenir leur vie culturelle.

**M. Chagnon:** Ça va. C'était la nuance que j'avais saisie. Deuxième question, à la page 23, vous parlez de l'intrant linguistique, on pourrait peut-être regarder aussi l'intrant, puisqu'on vient d'en souligner l'importance, l'intrant confessionnel. Je vous lis ceci:

«Il importe tout d'abord d'établir que la thèse qui veut que le peuple canadien-français ait été historiquement plus fermé à l'égard des immigrants ou des membres des minorités culturelles est loin d'être démontrée. En fait, s'il faut constater que, pour diverses raisons, les élites politiques de la communauté francophone – et là on assimile, permettez le mot – et donc ses institutions – n'articulèrent pas de projet «intégrateur» cohérent avant la fin des années soixante, cette tendance historique ne révèle pas nécessairement une plus grande intolérance à la différence culturelle, religieuse ou ethnique que celle des élites canadiennes-anglaises de l'époque».

J'aimerais comprendre, parce que ce n'est pas ma compréhension.

**Mme Mc Andrew:** Ce n'est pas clair. O.K.

**M. Chagnon:** C'est clair, mais ce n'est pas ma compréhension.

**Mme Mc Andrew:** O.K. Il y a un mythe comme quoi nous aurions été, en tant que catholiques, particulièrement intolérants. Si je comprends bien, ce qui vous dérange, c'est la notion de religieux.

**M. Chagnon:** Non, je suis... Ce que vous appelez un mythe, je pense qu'il est... On retrouve à la page 25...

**Mme Mc Andrew:** Oui.

**M. Chagnon:** ...le renvoi numéro 65. Je trouve que c'est un peu... Il s'agit d'une autocensure a posteriori de gens qui regardent le passé en disant: Mais non, franchement, on n'était pas comme ça.

**Mme Mc Andrew:** Écoutez, ce que je veux dire simplement, je vais y aller bien simplement, c'est qu'on peut trouver au début du siècle d'innombrables textes de pasteurs anglicans, canadiens-anglais, qui dénoncent la venue des immigrants qui vont faire disparaître le caractère...

**M. Chagnon:** Lintreau les cite, oui.

**Mme Mc Andrew:** Oui, O.K. C'est juste...

**M. Chagnon:** O.K. On s'entend.

**Mme Mc Andrew:** Donc, dans ce sens-là, on ne dit pas que nous n'avons pas été intolérants. Nous disons que le mythe comme quoi nous l'aurions été nécessairement plus que les autres ne tient pas parce qu'il y a une différence. Écoutez, c'est le problème de la différence entre articuler un projet intégrateur et être ouvert ou fermé. O.K.? Dans les écoles, je vais prendre l'exemple des écoles que je connais bien, dans les écoles protestantes, on n'a pas été plus ouvert à la diversité. On a refusé les bourses au fameux étudiant juif dont j'oublie le nom. C'est allé jusqu'en Cour suprême. On a dit: «Protestant, as a matter of grace...» Aucun droit pour les juifs dans les écoles protestantes. Il n'y avait pas de multiculturalisme de facto avant les années soixante-dix. Et ce n'est pas qu'ils étaient plus méchants que n'importe qui, c'était le modèle de 1000 ans en Occident. C'était: On assimile. Donc, ils acceptaient la différence mais ils redonnaient des noms. Laferrière a documenté qu'ils redonnaient des noms chrétiens aux enfants juifs. Ils changeaient, ils regroupaient les enfants

juifs ou grecs dans certaines écoles de façon à ce qu'ils ne soient pas mêlés par exemple avec les anglo-saxons de souche. On peut documenter une tendance générale à l'époque à la xénophobie.

**M. Chagnon:** Mais, on va s'entendre.

**Mme Mc Andrew:** O.K. Excusez-moi. J'arrive chez les francophones. Les francophones se définissaient comme un groupe ethnique à l'époque. Donc, ils ne cherchaient pas à aller intégrer les autres. Ils ne cherchaient pas à aller prendre dans leurs institutions. Ils ne cherchaient pas, finalement, à se définir comme un groupe d'accueil. Un peu comme la communauté grecque, maintenant, dans ses écoles ethniques, se définit comme une communauté ethnique et n'a pas de projet interculturel pour faire venir des petits francophones et des petits Chinois dans ses écoles grecques. Lorsqu'on se conçoit comme un groupe ethnique, on n'est pas nécessairement plus fermé à l'égard des autres, on l'est tout au plus... plus ou moins que d'autres, mais on n'a pas cette stratégie de les accepter comme clientèle scolaire ou comme clientèle de nos institutions. C'est une différence à faire entre un projet intégrateur – qui, souvent, est motivé d'ailleurs par des intérêts démographiques, de clientèles – et un projet, si vous voulez, d'exclusion ou d'intolérance plus forte. Simplement, ce qu'on cherche à établir, c'est qu'au niveau des élites, de part et d'autre, il y avait des attitudes extrêmement négatives à l'égard des gens de races différentes, de cultures différentes, lorsqu'on lit les discours, et que la différence était que, dans un cas, on cherchait quand même à les incorporer dans les institutions pour des raisons semi-altruistes et semi d'intérêt et, dans un autre cas, on ne le cherchait pas. Mais ça n'implique pas qu'en soi on ait été plus fermé ou peut-être également fermé, si vous voulez.

Par contre, au niveau de la population à la base, quand on étudie des bouquins – notamment, que Danielle a publiés sur la frontière ethnique – on se rend compte que, dans toutes les sociétés, les gens à la base ont toujours des conflits mais finissent toujours, aussi, par interagir, à s'intermarier notamment, qui est un des facteurs les plus forts de métissage culturel, et à collaborer jusqu'à un certain point. Donc, il est très difficile de dire: Dans tel peuple, à telle époque, les frontières sont un peu plus refermées; dans tel autre, les frontières, au contraire, s'ouvrent. C'est très, très difficile à couper au couteau. En plus, ça ne coïncide pas nécessairement avec le discours des élites. Les élites peuvent tenir un discours extrêmement fermé et, à la base, les gens, être extrêmement... ouverts, c'est relatif, mais... Oul?

**M. Chagnon:** Mme Mc Andrew, vous êtes



une spécialiste en éducation. Vous êtes de Montréal. Vous connaissez l'histoire, à tout le moins superficiellement, de la CECM.

**Mme Mc Andrew:** Oui, absolument.

**M. Chagnon:** Et c'est un peu celle-là que vous êtes en train de me citer. Mais il y a quand même une différence. Cette volonté de non intégrer dans la communauté protestante de l'époque a été au moins... Il y a une résultante. Il y a eu au moins un sentiment d'accueil qui était là.

**Mme Mc Andrew:** Oui.

**M. Chagnon:** Qu'on ait «parqué» des Grecs avec des Grecs dans des écoles grecques ou des juifs avec... pas des juifs, mais des...

**Mme Mc Andrew:** Des juifs beaucoup, oui.

**M. Chagnon:** ...juifs aussi dans certaines écoles juives, c'est fort possible. Je ne le nie pas. Mais, au moins, on les accueillait.

**Mme Mc Andrew:** Ah oui?

**M. Chagnon:** Quant à nous, dans notre réseau bien fermé, bien protégé, qui était et que demeure...

**Mme Mc Andrew:** Oui.

**M. Chagnon:** ...en 1992, la CECM. Hein, on s'entend?

**Mme Mc Andrew:** Ah, oui, ça. Ah, vous ne faites pas...

**M. Chagnon:** Eh bien, il ne faut pas s'étonner... En tout cas, il devient étonnant que la phrase que vous écrivez ne m'apparaisse pas correspondre avec une certaine réalité de l'époque. C'est moins vrai aujourd'hui.

**Mme Juteau-Lee:** Mais je pense qu'il est quand même...

**M. Chagnon:** En 1953...

**Mme Juteau-Lee:** Oui, je veux dire quelque chose. Écoutez... Oui.

**M. Chagnon:** ...on avait un premier ministre qui siégeait ici et qui faisait enfermer un gars qui s'appelaït Roncarelli parce qu'il était Témoin de Jéhovah.

**Mme Mc Andrew:** Oui, c'est vrai, mais ni plus ni moins qu'ailleurs. Et j'ajouterai quelque chose. Avant 1945, la majorité des enfants italiens étaient à l'école française et c'est après

1945 qu'ils cessent d'y aller. Donc, vous ne pouvez pas l'expliquer uniquement par le facteur d'exclusion...

**Une voix:** Religieuse.

**Mme Mc Andrew:** Ou même là, ce n'est pas religieux, dans ce cas-là, c'est linguistique. Mais vous vous souvenez qu'avant 1945 la majorité des enfants italiens sont au réseau français de la CECM. Et c'est après 1945, avec l'immigration de masse, que s'inverse la tendance et où ils sont majoritairement à l'école anglaise. Donc, ça nous montre qu'il y a des facteurs endogènes à la société, mais il y a probablement aussi des facteurs de mobilité sociale et d'intérêts différents selon les vagues migratoires.

**M. Chagnon:** M. le Président. Maintenant...

**Une voix:** Oui.

**M. Chagnon:** ...qu'on a regardé quelques points précis, quelle est votre opinion sur le fait que, d'une part, 87 % des clientèles dites culturelles s'établissent dans Montréal – très généralement l'île de Montréal? C'est un phénomène que l'on retrouve non seulement ici, mais davantage ici qu'ailleurs en Occident. Est-ce que vous y voyez une explication particulière en tout cas?

**Mme Mc Andrew:** Je vais commencer. Peut-être que Danielle pourra compléter. Vous vous référez à la concentration, hein?

**M. Chagnon:** Oui.  
(12 heures)

**Mme Mc Andrew:** Bon! C'est sûr qu'en termes de proportion Montréal est la neuvième ville au Canada en termes de proportion de population immigrée. Donc, la notion de seuil, on ne devrait pas encore grimper aux rideaux. La neuvième dans l'ensemble du Canada, en termes de proportion et de population immigrée. Il est vrai, par contre, qu'effectivement la tendance à la concentration métropolitaine, c'est-à-dire la proportion de gens qui choisit de s'établir à Montréal, est supérieure à Montréal que dans n'importe quelle autre grande ville canadienne. Il y a des explications qui, en général, reposent sur le déséquilibre de développement régional qui serait plus fort au Québec qu'ailleurs. Quand on regarde en Ontario, par exemple, c'est qu'il y a quatre ou cinq grandes villes qui sont aussi des pôles de développement économique et donc, on retrouve, par exemple – je pense à Windsor, Oshawa, qui ont des proportions de population immigrante supérieures à Montréal – Hamilton, Vancouver, mais ça c'est une seule ville. En Colombie-Britannique, on a un peu le même problème parce qu'il n'y a à peu près qu'une, il y a Victoria, qui fait équilibre, mais c'est

presque la même chose, Victoria et Vancouver.

Donc, il y a généralement une explication à caractère déséquilibré du développement qui est plus fort au Québec qu'ailleurs parce que d'une façon générale, aussi, la proportion de la population qui vit à Montréal – je pense que c'est 57 % de la population québécoise qui est concentrée dans la grande RMM de Montréal – est bien inférieure à celle des immigrants, mais supérieure à celle qu'on voit dans d'autres provinces.

Il y a aussi d'autres facteurs – je finis – qui sont communs à tous les pays et qui ne sont pas spécifiques au Québec, qui sont l'attraction vers la grande ville. Plus l'immigration est elle-même de première génération de mobilité sociale du tiers monde, plus elle correspond à une immigration qui s'en irait en ville chez elle, plus le modèle de la grande ville va attirer, et moins la régionalisation, la ruralisation d'immigrants va être possible.

**M. Chagnon:** Là, on a une communauté de culture qui vient au Québec et qui s'intègre dans la communauté québécoise et qui, et c'est très bien ainsi, majoritairement, vit à Montréal. Elle est, selon vous – et je pense que vous avez raison – quoi qu'il advienne du statut politique du Québec, les proportions d'immigrants reçus ne devraient pas changer dans l'avenir par rapport à ce que l'on a connu dans le passé. Il n'y aurait pas une fluctuation le lendemain de ce que vous évitez d'appeler le «Grand Soir». On n'arrivera pas avec 98,7 % de demandes de citoyenneté québécoise venant de la France, de notre ancienne métropole. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, ça ne sera pas le cas dans deux ans, et ça ne sera pas le cas dans cinq ans, ni dans dix ans. On s'entend là-dessus.

Mais, vous faites aussi allusion à une problématique de dérapage. Qu'arrivera-t-il? Que peut-il arriver si, pendant cette période de transition, tous les scénarios en conviennent, au moment où on discute des questions aussi importantes et là, qui nous réfèrent à des entités plus économiques et plus politiques que, par exemple, le partage de la dette ou que le territoire, au moment où on entendrait certains cris de ralliement amérindiens dans le paysage, qu'arrive-t-il? Quelles sont les possibilités de réel danger de dérapage, de resserrement de la communauté vers le «Kulturation» plutôt que «Staatnation»?

**Mme Mc Andrew:** Quelle question! D'abord, je veux bien comprendre, vous avez parlé de la régionalisation de l'immigration, vous ne posez pas la question: Est-ce que dans le cas de la souveraineté, il y aurait un changement de la concentration à Montréal? C'est une autre question complètement.

**M. Chagnon:** Non, j'admets au départ que ça

ne changera pas.

**Mme Mc Andrew:** O.K. Ça peut changer légèrement, mais... Est-ce qu'il y en a qui peuvent répondre? Oui, je vais commencer juste sur un petit point.

S'il y a une situation, vous voulez dire... en admettant qu'il y a une situation difficile à court terme, effectivement, du point de vue économique. Du point de vue de la demande – et c'est pour ça que dans notre texte on dit qu'elle ne devrait pas fluctuer à moyen terme – du point de vue de la demande d'immigration, c'est sûr que si la situation économique n'est pas bonne, il y a une autorégularisation de la demande. En fait, en général, avant même qu'on commence à fermer le robinet, le robinet des demandes à l'étranger, par le bouche à oreille, s'autorégularise lui-même. C'est sûr que dans les deux, trois ou quatre premières années où le Québec accèderait à la souveraineté, il est possible que la demande d'immigration, notamment, chez les candidats qui correspondent plus à nos besoins, je ne parle pas des réfugiés qui, eux, vont toujours être en demande, ou, à la limite, même la famille pourrait hésiter à venir rejoindre les parents et les indépendants pourraient, effectivement, se poser des questions, comme d'ailleurs s'il y avait une très grave crise économique dans un Québec non souverain. On se comprend.

Ça, c'est un aspect. Vous, vous posez la question: Si le peuple québécois vivait une situation d'extrême tension, d'anxiété, et tout ça, est-ce qu'il pourrait y avoir émergence sporadique de xénophobie? Oui, certainement, mais pas plus ni moins, par exemple, que lors de l'échec d'un second référendum. Imaginez, par exemple, un second référendum qui, pour cette fois-ci, serait gagné par une majorité de francophones, mais perdu par l'ensemble de la population québécoise. Je pense que dans les deux cas, qu'il s'agisse de situations ambiguës dans les premières années suivant l'accès à l'indépendance à cause de la situation économique, ou à cause de tensions avec les Amérindiens, ou dans une espèce de bouc émissaire, dans le cas où un référendum serait perdu pour la souveraineté, supposément interprété par les personnes comme à cause du vote ethnique, mettons-le entre guillemets, c'est vrai qu'il y a des situations de dérapage possible. On ne l'a pas vécu en 1981, parce que la majorité des francophones aussi avait voté non. Donc l'argument se posait mal. Je pense que ça serait aux partis politiques d'être extrêmement vigilants, de ne faire aucune utilisation de ces résultats et d'être le plus rigoureux, lorsqu'ils parlent, de part et d'autre, de l'impact de la souveraineté ou de son absence d'impact. Mais je pense aussi que, s'il y avait quelque chose... Ceci dit, je pense que la crise amérindienne est effectivement une crise qui risque d'amener un dérapage beaucoup plus que, actuellement, la question à court terme...

**M. Chagnon:** Sans changement de statut politique.

**Mme Mc Andrew:** Oui, oui, ça aussi. Je ne suis pas du tout spécialiste. Je ne connais pas les Amérindiens. J'aurais beaucoup de misère à parler. Par rapport aux autres groupes des communautés culturelles...

**M. Chagnon:** Est-ce qu'on ne vit pas justement avec un groupe qui profondément croit dans «kulturation»?

**Mme Mc Andrew:** O.K. Vas-y.

**Mme Juteau-Lee:** Quand nous sommes entrées, en effet, vous discutiez de cette question avec...

**M. Chagnon:** La question a été posée par le député de Nicolet-Yamaska à vos prédécesseurs. Elle était fondée. Je vous la repose.

**Mme Juteau-Lee:** Avec monsieur... Donc, la question a été posée à M. Langlois. Je pense que, quand on parle de ces modèles, il est important de faire rappeler que ce sont des modèles et que, dans la réalité, il y a quand même un rapprochement ou d'un pôle ou de l'autre, mais ce n'est pas complètement idéal, typique. Et deuxièmement, les modèles se transforment aussi. Je suis assez d'accord avec vous pour dire que, très souvent chez les autochtones, on utilise un modèle qui semble se rapprocher davantage de la «kulturation». Par ailleurs, je veux revenir à votre question aussi pour mentionner ou rappeler que — je pense que ce qui est très clair dans le texte que nous avons préparé, c'est qu'on se refuse à tout raisonnement sur la hiérarchie des horreurs ou, comme on avait dit aussi, le palmarès — il y a des peuples qui seraient plus racistes que d'autres, etc., parce que ça aussi c'est tombé dans une explication essentialiste. Ça serait de dire que, génétiquement, il y a des peuples qui sont plus racistes que d'autres. Il faut essayer de comprendre quelles sont les circonstances qui font qu'on peut avoir tendance à adopter certains types d'idéologie ou à les rejeter. Et une des choses qui est quand même très importante quand on regarde dans d'autres pays... Et encore une fois, ce n'est pas pour dire: On est plus fin ou on est moins fin, etc. Ça, je pense que ce n'est pas l'enjeu pour nous. Mais quand les gens nous disent: Vous savez, vous faites partie d'une nation qui a été plus raciste. Ou le fait d'être minoritaire, on entend aussi les Québécois d'origine française qui vont dire: C'est parce qu'on est minoritaire qu'on est racistes et quand on ne le sera plus, ça ira bien. Je dis: Qu'on regarde, quand même, l'exemple américain ou l'exemple français, l'exemple allemand, aussi, à certains moments où on ne peut pas parler d'une explication de minorité et

de domination pour jeter un certain éclairage sur le racisme qui est encore très présent.

**M. Chagnon:** En terminant, M. le Président, cinq secondes pour souligner que je suis tout à fait d'accord avec nos deux invitées à l'égard de la toute dernière conclusion de leur document à l'effet... C'est le renvoi 73. Lorsque vous dites: «À cet égard, la non-adoption par le MEQ, sept ans après le dépôt du rapport Chancy — Marc Chancy — d'une politique d'éducation interculturelle qui permettrait de préparer l'ensemble des jeunes du Québec à la réalité de demain est particulièrement préoccupante, précisément dans un domaine de juridiction exclusive du Québec.» Et je suis tout à fait d'accord avec vous. J'ai discuté de ça avec Chancy à l'époque, qui était d'ailleurs un de mes anciens profs. C'est d'abord bien fait. Deuxièmement, c'est une piste de travail qui est intéressante, articulée. Et je suis tout à fait de votre avis là-dessus. Je pense que c'est là un...

**Mme Mc Andrew:** Vous êtes certainement mieux placé que nous pour le dire à qui de droit.

**M. Chagnon:** Oui, mais je fais comme vous.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Chagnon:** C'est une orientation que l'État devrait prendre, à mon avis.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. le député. M. le député de Sainte-Marie-Saint-Jacques.

**M. Boulerice:** Oui, Mme Juteau, Mme Mc Andrew, vous avez remarqué que ce sont les deux députés du centre-ville de Montréal qui vous interrogent. C'est peut-être la nation chinoise de l'empire du milieu qui s'adresse à vous. J'aimerais vous dire, au départ, que votre texte apporte énormément à cette commission et, a posteriori, complète, à mon point de vue, la commission que nous avons tenue sur une politique québécoise de l'immigration. D'ailleurs, j'ai eu le plaisir de vous rencontrer, d'échanger avec vous. Je ne dis pas que vous avez réécrit l'histoire, mais je pense que vous l'avez replacée dans sa juste perspective. Non, on n'a pas été les plus fins, mais par contre, il faut cesser de nous dire, par je ne sais quelle volonté de culpabilisation, que nous aurions été les pires. J'ai toujours beaucoup de plaisir à rappeler que le premier Parlement situé à l'intérieur de l'Empire britannique qui a permis à un de ses concitoyens d'origine juive à siéger, est le Parlement du Québec. Élu d'ailleurs à Trois-Rivières, et Trois-Rivières vers les années 1800, le moins qu'on puisse dire, c'était «tuque et bas de laine». Il a été, si ma mémoire est fidèle, démis trois fois par le gouverneur anglais mais,

devant l'obstination de nos tuques et bas de laine, l'Anglais a cédé la troisième fois et l'a accueilli. J'ai remarqué avec plaisir que l'ancien président de la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, mon voisin de circonscription et ami, qui est de plus, catholique... Donc, une critique a posteriori, encore là, d'une erreur qui s'est produite mais qui, je crois, n'était pas une erreur volontaire dans un sens de discrimination, mais pour des raisons historiques que la sociologie pourrait aussi nous expliquer.

Il y a deux points où j'aimerais aller avec vous. Mais avant, je pense que je vais quand même faire encore un léger petit préambule à la question que mon collègue vous posait: Oul, comment se fait-il que les immigrants pour la plupart s'installent à Montréal? Il y a le fait que, oul, c'est un pôle économique important, enfin... Il y a des problèmes actuellement mais c'est un autre domaine. Mais, par contre, l'immigration... Et là je ne veux peut-être pas pratiquer mon ancien métier mais immigration signifie quand même une certaine part d'insécurité de la part de la personne qui la vit et forcément, la présence de coreligionnaires ou de gens de la même ethnie, donc un service d'entraide à ce moment-là était de nature, je pense, à rassurer, d'où, inévitablement, la tentation tout à fait légitime de se rassembler ensemble. Mais je peux dire à M. le député de Saint-Louis que Mme Gagnon-Tremblay, autant que moi, avons vécu un phénomène extraordinaire en régions lorsque l'on parlait de cette politique, c'était d'entendre les intervenants dans les régions. Autrefois lorsque les politiciens circulaient dans les régions, la récrimination était: Je veux mon CLSC! Je veux mon bout de routel Mais c'était presque un cri du coeur, c'était: On veut nos immigrants!

**Une voix:** «Je veux mon immigrant!»

**M. Boulerice:** Oul: Je veux mon immigrant! Oul, oul: Je veux mon immigrant. Il y avait une volonté de la part des gens d'accueillir cette population; c'est vraiment incroyable. D'ailleurs, il y a eu des exemples extraordinaires. Et c'est le Québec, d'ailleurs, qui a donné le ton au Canada dans l'accueil des "boat people", avec ce phénomène de parrainage qui s'est exercé d'ailleurs - je pense que M. le député d'Orford va être heureux de l'entendre et il le sait d'ailleurs - et qui s'est illustré de façon extraordinaire dans la région de l'Estrie. Ça a été, je pense, un modèle comme tel.

Maintenant, il y a deux points dont je veux m'entretenir avec vous. Cette fameuse notion dite de «francophonisable». On a toujours parlé de... Premièrement, à la commission parlementaire, vous vous rappelez, Mme Mc Andrew, je pense que tous les intervenants acceptaient bien que le Québec puisse avoir un préjugé favorable face à une immigration francophone. Je me souviens que tous les intervenants nous ont dit:

Oul, on croit que c'est tout à fait légitime, mais dans la mesure où vous nous dites que cela ne devient pas exclusif et ne se fait pas au détriment, c'est normal pour le Québec d'avoir un préjugé favorable.

Alors, cette notion de "francophonisable", j'ai l'impression qu'elle n'est peut-être pas saisie. Vous vous en souvenez, à la commission, j'avais déposé une étude qui indiquait que c'étaient les populations immigrantes en provenance des pays européens du bassin méditerranéen, c'est-à-dire le Portugal, l'Espagne, l'Italie, et des pays africains du bassin méditerranéen, c'est-à-dire ceux du Maghreb comme du Maghreb, qui avaient le plus haut taux d'adhésion envers le Québec à la question: Est-ce que vous vous considérez plus Québécois que Canadiens? C'était très largement, majoritairement: Québécois. Langue parlée à la maison, c'est eux qui avaient si vous me permettez l'expression - puisqu'on a parlé des Nordiques, je vais l'employer - le "score" le plus haut, à savoir que, pour la langue parlée à la maison, ils "scoraient" très fort si je peux dire. Même en termes de lecture! Quels sont les journaux que vous lisez? Eh bien, pour d'autres, c'était la *Gazette*, mais pour eux, c'était largement, majoritairement les journaux francophones: *La Presse*, *Le Journal de Montréal* et un journal aussi qui s'appelle *Le Devoir*. Et c'étaient également les pays d'Amérique latine, d'Amérique centrale...

(12 h 15)

**Mme Mc Andrew:** Vous voulez une réaction ou...

**M. Boulerice:** Oui, mais est-ce que ce serait discriminatoire, voyant ce résultat, de dire... Et ce sont surtout aussi des pays qui vivent certaines difficultés; je ne parle pas des pays européens ni de ceux de la corne africaine ni de ceux de l'Amérique centrale et latine. Ce sont des gens qui vivent également des situations à la fois politiques et économiques extrêmement difficiles, donc qui ont une incidence sur la volonté d'immigrer.

**Mme Mc Andrew:** Bon. D'abord, il y a deux choses qu'il faut distinguer: l'adhésion au Québec et l'intégration linguistique. Je ne connais pas l'étude à laquelle vous vous référez, mais on va constater, par exemple, effectivement, que la rétention au Québec va être plus forte chez certaines populations que chez d'autres.

Cela dit, moi, je vais à l'encontre de ce que vous dites, ne serait-ce que parce que, en général, le principal facteur qui détermine dans les études si le transfert linguistique se fait vers le français ou vers l'anglais ou ne se fait pas encore, c'est la date d'arrivée. En fait, il n'y a pas une communauté qui soit plus proche linguistiquement du français que la communauté italienne et c'est une communauté où les taux de transfert sont très massivement, à 80 %, vers

l'anglais, et c'est un acquis avec la loi 101 et largement avec la possibilité de scolariser en anglais. Puis, la période d'immigration a joué même à l'intérieur de mêmes communautés. Prenez le cas des hispanophones, la première vague espagnole est à peu près moitié vers le français ou vers l'anglais - l'Espagnol d'Espagne. Quand je prends le cas de certains réfugiés latino-américains eux, et notamment à cause de la classe sociale les Chiliens, se sont intégrés. Ils ont trouvé un emploi rapidement dans le secteur des services francophone et, en plus, souvent dans des quartiers francophones. Il y a une relation, un taux de transfert - pas de transfert à cette date-là, mais de langue d'usage en tout cas - de langue d'usage et de connaissance du français extrêmement rapide. Mais la même sous-population, par exemple, de réfugiés d'Amérique centrale, si elle n'a pas les acquis économiques et travaille dans le ghetto d'emplois ethniques, son taux de transfert linguistique va être pour ainsi dire nul et il est possible que si, par exemple, l'anglais demeure la langue de travail dans le secteur particulier où s'insère une communauté défavorisée, à l'intérieur de la même communauté, la vague chilienne soit francisée et la vague Salvadorienne ait plutôt tendance soit à garder sa langue d'origine ou à adopter l'anglais.

Ce qu'il faut regarder finalement, c'est l'ensemble, une fois qu'on est dans le pays, quels sont les facteurs qui vont faire que les gens vont apprendre le français. S'ils le connaissent déjà, je pense que c'est clair. Quand les gens parlent déjà français, ça favorise leur adoption du français comme langue d'usage. Mais une fois qu'on prend des allophones ou des anglophones, c'est-à-dire des gens qui ne parlent pas le français, prétendre dire à cause de la proximité des langues, à cause de l'histoire, je vais être capable de prédire que ces gens-là, une fois arrivés, vont nécessairement avoir des attitudes plus favorables au français ou des comportements - parce que les comportements puis les attitudes ne sont pas la même chose - je peux être très favorable au français, mais si je ne trouve qu'un emploi en anglais ou, si, à cause de mon type de revenu, je suis dans un quartier à 90 % ethnique, ce n'est peut-être pas un choix, mais, de fait, mes comportements linguistiques et ceux de mes enfants vont être influencés. Donc, je ne peux véritablement jamais dire que telle nation d'origine est a priori une nation qui est plus francophonisable. J'ajouterais même pour la fameuse proximité à cause de l'histoire. C'est peut-être curieux de dire que le colonialisme a créé un attachement. Ça semble déjà amusant, mais, enfin, on le dit et ça semble vrai pour les élites de ces pays-là.

C'est sûr que si on sélectionne les élites de certaines anciennes colonies françaises, effectivement, elles vont garder un attachement à la langue française. Mais, en général, on les sélectionne

comme francophones, ces gens-là, parce qu'ils parlent déjà le français. Mais les gens de ces pays-là qui ne parlent pas le français, la deuxième vague cambodgienne, la deuxième vague laotienne qui n'ont pas été proches des élites coloniales, en quoi je peux prétendre que, a priori, elles ont une virtualité qui fait qu'elles vont adopter le français davantage que le réfugié guatémaltèque, par exemple, qui, lui, n'a pas été colonisé par la France?

Quand on commence ça, on pourrait faire un modèle multiforme et on va arriver à des choses vraiment ingérables et absolument absurdes. Ou alors, il faut regarder comme vous le faites et, ça, c'est terrible. Il faut regarder les résultats ici. Puis, à ce moment-là, il faut faire payer aux communautés du passé le poids de nos erreurs. C'est-à-dire, il faut dire: Les Grecs adoptent l'anglais à 80 %, donc, c'est un groupe pas francophonisable. À ce moment-là, ce qu'on mesure, ce ne sont pas leurs attitudes en Grèce, c'est notre propre incurie au moment où ils sont arrivés. Alors, c'est vraiment un concept extrêmement dangereux.

**M. Boulgerice:** Donc, vous arrivez là où je veux vous amener! Nous avons besoin encore là, encore aujourd'hui, quand même d'un certain recul, puisque la fréquentation de l'école française est quand même un phénomène tout à fait récent. Il ne date que de 15 ans. On ne pourra avoir la juste mesure qu'uniquement encore dans quelques années.

**Mme Mc Andrew:** Oui, mais est-ce que vous revenez à la question de l'immigration francophonisable?

**M. Boulgerice:** Pardon? Non. Je...

**Mme Mc Andrew:** C'est une deuxième question?

**M. Boulgerice:** Oui.

**Mme Mc Andrew:** Qu'est-ce que c'est, la question?

**M. Boulgerice:** Pardon?

**Mme Mc Andrew:** Qu'est-ce que c'est la deuxième question?

**M. Boulgerice:** Je demanderais à M. le député de Rousseau d'essayer de se rappeler lui-même ses origines avant d'essayer de m'en rappeler les miennes! La question que je vous posais, on disait: Oui, il y a des communautés qui ont eu un comportement à une époque mais que, par contre, à l'époque que nous vivons actuellement, le comportement est différent. Le comportement a été modifié par l'inclusion de certaines lois, notamment, la loi linguistique 101. Donc, la

question que je vous posais est que cette loi-là était quand même récente. On a fêté son quinzième anniversaire il y a... On célèbre plutôt cette année son quinzième anniversaire. Donc, on a encore besoin d'un espace-temps pour mesurer le degré d'adhésion à la langue française des populations immigrantes, d'où la prudence de franconisable.

**Mme Mc Andrew:** De façon générale, de toute façon, la notion de francophonisable, même dans 25 ans, ne m'apparaîtra pas plus légitime. Ce sur quoi on a besoin d'une prudence – ça, je suis d'accord avec vous – c'est sur l'interprétation du bilan de la loi 101, parce qu'on voit qu'on est dans une phase où certains résultats tangibles se manifestent, mais ce sont des résultats encore fragiles. Personne ne peut affirmer que l'intégration linguistique des allophones est chose acquise à la communauté francophone. Par contre, personne ne peut non plus affirmer qu'il n'y a pas eu renversement intéressant des tendances depuis 20 ans. Et, par exemple, on peut commencer à percevoir l'impact de la loi 101. Mais il est tellement sur des nombres minimaux... Par exemple, en termes de transferts linguistiques on le verrait dans la tendance aux transferts linguistiques chez les immigrants arrivés après 1971. Ce qui montre que ce n'est pas rien que la loi 101, c'est le climat général qui, depuis 1971, depuis 1976, fait qu'une majorité d'immigrants, lorsqu'ils changent de langue – mais comme ils viennent d'arriver ce sont de très petits nombres – ces gens-là ont tendance à adopter le français. Par contre, si on regarde l'ensemble des données sur le transfert linguistique, comme 80 % des gens qui changent de langue actuellement ce sont les gens des années cinquante et soixante – parce que le transfert linguistique prend une génération – ça donne des chiffres comme deux transferts pour l'anglais par rapport à un pour le français. Parce que je mesure... Je suis en train d'assister dans les déclarations de recensement à l'anglicisation des Portugais et des Italiens des années cinquante, et des Grecs. Et maintenant je la mesure 40 ans après. Comme disait Michel Paillé, par exemple, le vrai impact complet de la loi 101 sur les transferts, rappelons que les transferts ce n'est pas nécessairement le seul objectif même en soi de la politique du Québec mais ça mesure sociologiquement quelque chose, l'impact sur les transferts pour la loi 101, c'est 2016. Il faudra que l'enfant ait lui-même eu des enfants pour que ça commence à paraître dans nos données de recensement, les sondages. Donc, d'accord avec vous que c'est un phénomène qui est à long terme. Mais, de là à dire que ça nous permettrait pour autant, à partir d'une origine quelconque dans un pays, de décider que les candidats de ce pays-là, a priori, ont des attitudes plus favorables à l'égard du français, je ne suis pas certaine qu'on l'a.

**Mme Juteau-Lee:** Mais je veux revenir à la charge sur cette question. Je pense que c'est très important qu'on comprenne que les comportements linguistiques ont vraiment un fondement social. Et pour parler ici, peut-être pas comme sociologue mais native de l'Abitibi, donc, de Rouyn-Noranda, on en avait des immigrants, entre guillemets, à Rouyn-Noranda. Il y en a eu des gens, très nombreux, qui ont d'ailleurs été expulsés de la région pour des raisons économiques, comme les Québécois d'origine française que nous étions. Mais s'ils apprenaient l'anglais, c'est qu'ils faisaient tout simplement comme les autres personnes d'origine française qui habitaient là. C'était la seule langue qu'on pouvait parler pour franchir certains échelons à la mine Noranda. Et donc, je pense qu'il est quand même important qu'on revienne toujours sur une analyse du fondement social des comportements linguistiques, parce qu'il y a encore beaucoup de personnes qui semblent penser que c'est la distance entre une langue et une autre qui fait qu'on va apprendre le français ou non. Les Polonais apprendront le français si c'est la langue qui est instrumentalement la plus rentable au Québec.

**Mme Mc Andrew:** Parce qu'il ne faut pas oublier que l'ambiguïté là-dedans c'est que, s'ils la parlent déjà même comme langue seconde, ils sont comptés dans vos francophones. C'est là où il faut saisir. Si vous me disiez: Il faut des francophones de langue maternelle et des francophones, comme on dit les Roumains parlent français, comme langue seconde, bien d'accord, ça c'est sûr que la connaissance préalable du français facilite l'intégration linguistique, c'est la lapalissade la plus évidente. Mais, lorsqu'on parle d'immigrants francophonisables, on parle de gens qui ne connaissent pas le français, d'aucune façon, mais qu'on suppose, à cause des virtualités de leurs pays d'origine, qu'ils ont une attitude a priori plus favorable pour l'apprendre.

Et je voudrais voir le gouvernement qui va se présenter devant les 93 communautés culturelles du Québec et qui va leur expliquer que la leur, les gens de leur pays ont été catalogués comme moins francophonisables que telle autre, même en l'an 2025.

**M. Boulerice:** Deux brèves questions aussi que j'aimerais vous poser. La première: Est-ce que vous considérez que le Québec est plus original, c'est le seul mot que je trouve, dans son recrutement au niveau de l'immigration? Parce que je prends l'exemple des immigrants-investisseurs; c'est un programme québécois, tellement généreux d'ailleurs que la pression des provinces anglophones, via le gouvernement fédéral, a fait en sorte qu'on a été obligé de le réduire à la baisse, parce que c'est nous qui gagnions à ce moment. Et, la deuxième question, je vous la lance tout de suite. On parle beaucoup d'éduca-

tion interculturelle – mon collègue le député de Saint-Louis vous en a parlé – c'est une chose à laquelle forcément je souscris, mais, est-ce que vous croyez que l'éducation culturelle sera – mais vraiment dans les faits – applicable, sera vraie, sera authentique et portera fruit si on ne va pas vers la commission scolaire linguistique?

**Mme Juteau-Lee:** Vas-y. Barrière linguistique, vas-y.

**Mme Mc Andrew:** Bon. Pour la politique originale du Québec, oui, effectivement. On a aussi bonne réputation pour notre accueil de réfugiés. Je voudrais mentionner... Ceci dit, là, pour répondre à un petit point que vous avez soulevé. Vous avez parlé des "boat people" en régions, le problème ce n'est pas de les attirer en régions, c'est de les retenir. Tous ceux qu'on a accueillis en régions, à 80 %, sont revenus à Montréal maintenant. Donc, le problème de la régionalisation de l'immigration ce n'est pas principalement l'attraction, c'est la rétention. Mais ça c'est une parenthèse. Ceci étant dit, oui, on peut pratiquer une politique de sélection intéressante. Oui, notamment par rapport au Canada. Vous l'avez vu dans le texte, on accorde plus d'importance aux indépendants, d'où, d'ailleurs, on a une marge de manoeuvre à mon avis encore plus limitée, en cas d'accession à la souveraineté, pour encore réduire la part de la famille des réfugiés. En fait, ce n'est pas tellement la part des réfugiés qu'on a moins que le Canada, c'est la part de la famille. On a déjà tendance à comprimer la catégorie de la famille, par rapport au reste du Canada, pour aller chercher nos objectifs économiques et linguistiques dans la catégorie des indépendants. Or, politiquement parlant, dans le contexte de relations avec les communautés culturelles, dans un Québec souverain, je vois mal qu'on réduise encore la part de la famille.

Mais, ceci dit, oui. Mais je ne sais pas si la réponse est utile. Oui, on a une politique intéressante. Et plus on aurait de pouvoirs, plus on en aurait une. Mais, fondamentalement, on resterait quand même soumis à certains déterminants exogènes.

Votre deuxième question me semble tout à fait intéressante. Écoutez, il y a deux déterminants des comportements et des attitudes. O.K. Il y en a plus que ça, mais on va parler de deux essentiellement. Un premier, c'est ce qu'on appelle l'éducation formelle et l'autre, la socialisation informelle.

En principe, d'après la recherche, la socialisation informelle est plus importante que la socialisation formelle. Ça ne veut pas dire qu'il faut, demain matin, arrêter d'enseigner la Charte des droits dans les écoles, qu'il faut arrêter d'avoir des programmes de formation personnelle et sociale pour lutter contre les préjugés. Ça

veut simplement dire, effectivement, qu'une politique d'éducation interculturelle qui accentuerait la discussion de ces enjeux-là en classe, qui permettrait, à l'intérieur de différentes matières, de discuter de racisme, de discrimination, aurait certainement un impact. Il est évident que, le grand déterminant, c'est le climat des relations interpersonnelles. En d'autres mots, les gens se créent leurs attitudes, surtout à l'adolescence, à travers les relations avec les pairs. Effectivement, donc, dans un système scolaire, il est important que les enfants de la majorité et de la minorité soient en contact. Ça, c'est clair.

Un des effets pervers de la confessionnalité, c'est non pas entièrement mais en partie un accroissement de la concentration ethnique dans certaines écoles. C'est-à-dire qu'on a un réseau franco-protestant qui est un réseau, à l'exception d'une école, largement où il n'y a pas de présence francophone de vieille souche. Donc, un réseau où les jeunes sont socialisés entre eux. Effectivement, dans une structure linguistique déjà, je n'aurais que la concentration qui correspond à mes quartiers. Ce serait déjà un gros facteur de concentration qui serait évacué. Donc, j'aurais plus de chance d'avoir des écoles balancées avec des enfants de toutes origines, francophone et immigrante.

En plus, vous avez raison sur la question confessionnelle. C'est qu'il y a une limite à l'interculturel ou à la tolérance, je termine rapidement, il y a une limite à ce qu'on peut enseigner sur la tolérance et l'ouverture lorsque, soi-même, on est dans un réseau qui, finalement, n'est pas un réseau laïc. Donc, je vous suis tout à fait.

**M. Boulerice:** Mme Juteau et Mme Mc Andrew, je vous remercie. Vous nous avez dit que, dans un Québec souverain, l'immigration continuerait. Je me permets de rappeler que les deux lois fondamentales à l'immigration, la Cullen-Couture et la Gagnon-Tremblay-McDougall, si je pouvais employer cette expression, ont été toutes deux votées à l'unanimité. Un Québec souverain présume qu'il y aura aussi un pluralisme politique, ça va de soi. Alors, je pense que les comportements des parlementaires n'auront pas changé dans une politique d'ouverture face à l'immigration. Je vous remercie beaucoup de votre présence et surtout de ce texte merveilleux.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, Mme Juteau et Mme Mc Andrew, au nom de la commission, je voudrais vous remercier de ce point de vue extrêmement intéressant que vous nous avez apporté. Le temps nous limite parce qu'il est évident que ça aurait pu continuer encore, cet échange, pendant longtemps, et vos lumières auraient été sûrement de plus en plus intéressantes. À ce chapitre-là, donc, merci de votre

contribution à nos travaux.

Avant de quitter, s'il vous plaît, je demanderais aux parlementaires encore deux minutes de votre temps, puisque nous avons un petit problème d'horaire pour demain et qu'il faudrait le solutionner avant d'aller se sustenter. Alors, M. le secrétaire général, si vous voulez nous saisir du problème.

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Oui, ça ne devrait pas être compliqué. Nous avions prévu entendre M. Saint-Germain demain matin. Le secrétariat, en programmant ses travaux, a sans doute oublié que le Parti québécois ne pourrait pas être disponible demain matin. Et par contre, je comprends que le parti ministériel ne serait pas disponible en fin de journée non plus, ce qui nous empêcherait de ramener M. Saint-Germain, en fin de journée, si j'ai bien compris. C'est ce qu'on nous a expliqué.

Malheureusement, le parti ministériel avait...

**M. Maciocia:** Vous avez un caucus, Jacques?

**M. Brassard:** Bien oul, on a un caucus, et qui est convoqué depuis...

**M. Maciocia:** Depuis quand?

**M. Brassard:** Depuis très longtemps. On a avisé la présidence depuis très longtemps.

**M. Maciocia:** Mais nous, malheureusement, c'est qu'il y a beaucoup de députés qui, à partir de cinq heures, ne sont pas disponibles. Alors, vous comprenez la situation. On est prêt à faire une entente, si c'est possible, c'est celle d'avoir...

**M. Brassard:** La question de l'Outaouais, voyons-la d'un seul coup, d'un seul...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! On va en entendre un à la fois

**M. Maciocia:** On est prêt à vous proposer, si c'est possible, qu'on puisse avoir M. Saint-Germain de 12 h 30 à 14 h 15, et de 14 h 15 à 17 heures, M. Marcel Beaudry. On est prêt à vous accommoder.

**Le Secrétaire (M. Geoffrion):** À défaut d'entendre les deux invités dans la même journée, il y a la plage du 26 en après-midi qui deviendrait libre parce que l'interview avec M. Mahesh K. Kotechaw, qui était prévue, devra être reportée un peu. Les documents ne seront pas prêts. Donc, ça libère cette plage-là.

**M. Brassard:** Sauf que ce qui était intéressant, c'est que tu faisais le tour de la question avec les deux intervenants qu'on avait identifiés

et choisis d'un commun accord, Beaudry et Saint-Germain. On faisait ça en même temps.

**M. Maciocia:** C'est une des raisons pour laquelle on vous offre cet accommodement-là. Autrement, on va rester avec M. Beaudry de 14 h à 17 h, et M. Saint-Germain, on va l'inviter un autre jour.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, alors, à la reprise des travaux cet après-midi, on va vous faire une proposition d'horaire, et vous nous direz si vous êtes pour ou si vous êtes contre, et on décidera, à ce moment-là. On mijote ça pendant l'heure du dîner?

(Suspension de la séance à 12 h 34)

(Reprise à 14 h 16)

**Le Président (M. Bélanger):** La commission reprend ses travaux. S'il vous plaît! Professeur Dumont, si vous nous permettez un instant, on a un petit problème de famille à régler et on vous revient. Ce n'est pas qu'on veut vous éliminer de notre problème, bien au contraire, vous en serez témoin.

**Une voix:** Tant que vous ne danserez pas, ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous ne dansez pas et que vous ne jouez pas du tam-tam, vous êtes correct. Ha, ha, ha!

**M. Dumont (Fernand):** Je pensais chanter peut-être quelques psaumes pour commencer, mais disons que je laisse tomber.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Non, ça serait mieux un bon set carré plutôt...

**M. Boulerice:** ...ou jouer de la cuiller, quelque chose comme ça.

**Le Président (M. Bélanger):** Chers collègues, nous avons suspendu nos travaux ce midi sur une décision à prendre. Alors là, j'ai une contre-offre qui m'arrive de M. le député de Lac-Saint-Jean qui propose que nous rencontrions le premier invité de 13 à 15 heures et le deuxième de 15 à 17 heures, ce qui permettrait de... On a fait changer M. Saint-Germain d'horaire quelques fois mais, là, il faut lui donner une réponse, il nous attend.

**M. Maciocia:** Je pense, M. le Président, de 13 à 15 heures et de 15 à 17 heures...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.



**M. Maciocia:** ...qu'on pourrait y aller comme j'ai dit à M. le député de Lac-Saint-Jean, de 13 à 14 h 30 avec M. Saint-Germain et de 14 h 30 à 17 heures avec M. Marcel Beaudry.

**Le Président (M. Bélanger):** Pourquoi?

**M. Maciocia:** Pour la simple raison que le comité de l'Outaouais était de 14 heures à 17 heures. On se rappellera dans l'ordre du jour que vous avez et dans la convocation, il devait être ici pendant trois heures. On est prêts à dire deux heures et demie, mais c'est important que ça soit deux heures et demie. Pour nous, c'était... On vous a offert de commencer à 12 h 30 avec M. Saint-Germain. Si vous voulez à 13 heures, c'est de 13 heures à 14 h 30 et de 14 h 30 à 17 heures avec M. Beaudry.

**Le Président (M. Bélanger):** Ça nous convient comme ça?

**M. Brassard:** On en reparlera à 16 heures tantôt, après M. Dumont.

**M. Maciocia:** Mais là...

**Le Président (M. Bélanger):** C'est parce que j'aimerais avoir une réponse rapidement. Je ne veux forcer personne. Mon problème, c'est que M. Saint-Germain qui, lui, doit faire des modifications d'horaire à l'autre bout qui attend la...

**M. Chagnon:** Et qui a un examen vendredi.

**Le Président (M. Bélanger):** Et qui a un examen vendredi. À administrer plutôt qu'à subir, je présume. Alors, c'est le problème. On suggère de reporter après le témoignage de M. Dumont, si je comprends bien.

**M. Brassard:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon. O.K. Il me fait grand plaisir de vous présenter M. Fernand Dumont, présentation tout à fait futile puisqu'il est connu de tout le monde ici, j'en suis à peu près certain.

Il a fait une maîtrise en sciences sociales à l'Université Laval, son bac ès arts à Laval aussi et ses études secondaires au Petit Séminaire de Québec, des études à l'Université de Paris, un certificat d'études supérieures de psychologie générale et un certificat d'études supérieures de psychologie sociale. Élève titulaire de l'École pratique des hautes études, il a fait un doctorat en sociologie à la Sorbonne, un doctorat en théologie à l'Université Laval. Il est professeur titulaire de théorie sociologique générale à l'Université Laval; enseignements sur la sociologie de la connaissance, la théorie de la culture, l'épistémologie des sciences humaines.

Il est président et directeur scientifique de

l'Institut québécois de recherche sur la culture, co-fondateur de la revue *Recherches sociographiques*, directeur de *Questions de culture*, membre du conseil de direction des *Cahiers internationaux de sociologie*, membre du comité de rédaction du *Laval théologique et philosophique*, membre du comité de direction de *Diagnostics* et de *Sociologie et sociétés*. Bref, il est membre de tant de sociétés savantes que ça occupe deux pages de texte ici. Ses ouvrages, c'est assez impressionnant aussi.

Donc, M. Dumont, on présume que tout le monde a lu au moins un jour quelque chose de vous ou entendu parler de vous quelque part. On préfère vous laisser plus de temps pour nous donner votre point de vue aujourd'hui. Alors, nous vous écoutons avec beaucoup d'attention. Merci.

**M. Fernand Dumont**

**M. Dumont:** Merci. On m'a demandé, vous savez, de traiter de ce qu'on a appelé, dans la requête qu'on m'a faite, les aspects socioculturels du projet de souveraineté ou de l'hypothèse de souveraineté si vous préférez. Jusqu'ici, à ma connaissance, la commission a surtout examiné les aspects juridiques et économiques de la question, ce qui est évidemment essentiel, indispensable, mais en abordant ce qu'on a appelé les aspects socioculturels, on a voulu sans doute aussi répondre, essayer de répondre à la question qui, après tout, est une sorte de question préalable, à savoir quelle société est alors en cause, et quel statut politique conviendrait à son développement.

J'ai divisé le mémoire que vous avez reçu et l'exposé que je vais faire, d'ailleurs, en le suivant d'assez près, je l'ai divisé en trois parties, c'est-à-dire en autant de sous-titres que je vous rappelle. La première partie qui va consister surtout à élucider quelques notions fondamentales, indispensables, je l'ai intitulée «Communauté nationale et communauté politique», la deuxième, je me suis posé une question qui ressort, me semble-t-il, de la distinction qui aura été proposée auparavant, à savoir le Canada est-il une communauté politique et, enfin, en troisième lieu, je m'attacherai plus directement au projet de souveraineté.

Premier point, la distinction entre communauté nationale et communauté politique. Étant donné que je dois esquisser, en peu de temps, une vue d'ensemble, je crois utile, en effet, de recourir à quelques distinctions, des distinctions qui me sont inspirées à la fois par la philosophie politique et par la sociologie. Sans nous perdre dans des abstractions, il est indispensable de savoir de quoi nous parlons lorsqu'il s'agit de nation, de communauté nationale, de communauté politique, etc. Si l'on admet que les aspects économiques et juridiques requièrent des précisions ou des précautions techniques, on admettra

aussi qu'il ne faut pas laisser flotter dans le vague du vocabulaire les aspects sociaux et culturels.

Nation et État: ce sont là des vocables apparemment simples, simples dans ce sens que nous utilisons tous les jours sans trop y penser, mais des vocables qui, à l'usage, s'avèrent ambigus. Comme je le dis dans mon mémoire, je ne me livrerai pas ici à d'amples spéculations d'ordre sémantique. On pourra mettre des mots différents sur les distinctions que je vais suggérer; l'essentiel – et j'insiste beaucoup là-dessus – réside dans les distinctions elles-mêmes et non pas dans les mots que l'on peut mettre sur ces distinctions.

Ce matin, M. Langlois – j'étais ici ce matin pour écouter mon collègue qui est aussi un ami – a utilisé des notions, comme par exemple «nation organique», «nation élective», qui sont en effet des notions assez couramment utilisées. Pour ma part, je n'utilise pas des notions tout à fait semblables, mais si vous voulez qu'on entre dans la querelle des vocabulaires, je n'aurai pas de peine à montrer que les notions qu'il a utilisées ne sont pas contradictoires avec les miennes. Par exemple, il a fait, à mon avis, une distinction très utile entre ce qu'il appelle «nation organique» et «nation élective», c'est-à-dire qu'il n'y a plus, effectivement – et, au fond, il n'y a plus depuis très longtemps – de nations au sens organique du terme, c'est-à-dire des nations à caractère strictement ethnique. Ce qui existe maintenant, ce sont des nations culturelles, et ce qu'il appelle «nation élective», c'est, en ce sens, effectivement, où maintenant, par des phénomènes d'assimilation ou autrement, les nations, qui sont avant tout des entités culturelles, sont susceptibles d'intégrer des gens qui, par ailleurs, pourraient être de caractères ethniques différents. La notion essentielle, moi, que je vais introduire, ce n'est pas celle de nation – bien que je vais en traiter à l'instant – mais c'est la notion de communauté politique, qui est, au fond, au centre – vous allez le voir – de mon exposé.

Entendons donc par nation une communauté qui résulte d'un héritage historique de manière de vivre. C'est évidemment impossible de faire la liste des manières de vivre qui sont caractéristiques d'une nation, qui, par exemple, peuvent distinguer, dans la vie quotidienne, un Français d'un Allemand ou d'un Américain. Le sociologue américain Peter Berger, sur un ton évidemment humoristique, lorsqu'il s'agissait, disait-il, de définir des caractères nationaux – on ne peut pas faire de liste – mais il dit: Par exemple, on n'aurait qu'à penser à ce qu'un Français perdrait s'il quittait subitement la France pour aller dans un autre pays: le pain français, les querelles d'automobilistes sur la place de la Bastille, etc. Évidemment, c'est humoristique, mais ça indique assez bien qu'à un certain niveau, au ras du sol pour ainsi dire, il existe un certain nombre de

traits qui distinguent les nations les unes des autres, mais dont il est futile, en quelque sorte, de faire la liste. Ce qui est plus important, c'est qu'en plus de ces traits, qui relèvent, pour ainsi dire, de la quotidienneté, de la sociabilité quotidienne, il existe des repères qui, ceux-là, ont un caractère plus objectif. Ces repères, ils sont, je dirais, relatifs: ça peut être une langue, ça peut être une religion, ça peut être des institutions juridiques, des organisations diverses, parfois un statut politique. Mais ces critères ne sont pas partout les mêmes, c'est-à-dire qu'on ne peut pas faire une liste en disant: Il y en a cinq. Et quand on les retrouve tous les cinq, dans chaque cas, on peut dire: Ah voilà! Nous sommes devant une nation. Mais s'il en manque un, on n'est pas devant une nation. Au contraire. Les nations que nous connaissons aujourd'hui, comme dans le passé, ont toutes réuni certains de ces caractères mais jamais tous. Ce qui fait que, par exemple la langue française... La langue française qui, me semble-t-il, est incontestablement une caractéristique de la nation francophone à laquelle j'appartiens pourtant, la langue française n'est pas parlée seulement par les francophones d'Amérique. Le catholicisme a été incontestablement un caractère distinctif de notre nation, puis il ne rallie plus maintenant l'unanimité.

L'État canadien, pas plus que l'État québécois, ne s'identifie à une nation, cependant. Cependant, et je le répète, des marques de ce genre se rencontrent dans n'importe quelle communauté nationale. Elles sont entretenues aussi bien par la mémoire historique que par les formes quotidiennes de la sociabilité. Pareille communauté, il s'agit toujours de la communauté nationale, pareille communauté évolue dans le temps. Elle modifie son visage, ses repaires, et je viens de faire allusion au cas québécois qui est manifeste, et puis il arrive, il arrive malheureusement qu'elle disparaisse.

Quant à lui, quant à lui l'État se définit avant tout par la citoyenneté. Du moins en démocratie. L'État concrétise le règne de la justice. Il garantit l'égalité des droits fondamentaux, confirmant ainsi l'individu dans son statut proprement public. Il existe, bien sûr, des inégalités par ailleurs de revenus, de pouvoirs, de classes. Mais c'est aussi la responsabilité de l'État d'introduire pour ainsi dire l'égalité dans l'inégalité elle-même, par l'accès à des ressources: la scolarisation, les services de santé, l'assurance-sociale, l'assurance-chômage, etc. (14 h 30)

L'État intervient aussi dans l'activité économique, dans le développement culturel. En somme, l'État assure un ensemble de normes et de procédures explicites qui concernent l'ensemble d'une société.

Nation et État procèdent donc de deux modes différents de cohésion des sociétés. La distinction est de principe, je viens d'essayer de le montrer. Elle est aussi de fait, c'est-à-dire

qu'entre les deux il n'y a pas de coïncidence obligée. Il existe des nations sans États correspondants, et puis les États plurinationaux, tout le monde le sait, sont en majorité dans le monde actuel.

Cependant, et c'est à ce point que je vais introduire une observation qui sera très importante pour la suite de ma réflexion: la nation et l'État entretiennent tous les deux des solidarités tissées par l'histoire. Ceci, à mon avis, est un point capital. La nation et l'État entretiennent tous les deux des solidarités tissées par l'histoire. C'est évident pour la nation qui, à la limite, n'a pas d'autre assise, hein? Au fond, lorsqu'on évoque l'idée de nation, même si on ne s'engage pas dans des théories très compliquées, ce qui vient tout de suite à l'esprit, c'est une espèce de continuité historique qui a été tissée par l'histoire. Nous sommes en quelque sorte les héritiers, chacun de nous, d'une nation quelconque.

Mais c'est vrai également pour l'État. Une constitution n'est pas seulement un aménagement juridique; elle est aussi le symbole d'un consensus social. Républiques ou monarchies ne sont pas seulement des types de gouvernement, mais des modes de rassemblement des citoyens. Les consultations électorales ne se réduisent pas à des mécanismes commodes pour faire fonctionner la démocratie. Les consultations électorales affirment le consentement collectif à la légitimité de l'autorité et à la légitimité de la contrainte. Le règne de l'opinion publique, dont on sait l'importance en démocratie, repose sur le postulat que les citoyens contribuent librement à entretenir un esprit collectif. En démocratie, les organes du pouvoir, si minutieusement agencés soient-ils, dépendent de ce qu'il faut bien appeler, de ce que j'appelle, en tout cas, une communauté politique.

Sous prétexte qu'il nous rassemble selon des fondements différents, il serait donc fallacieux d'affirmer que la nation détiendrait exclusivement le privilège d'être une communauté, alors que l'État ne serait qu'une espèce d'organisation juridique ou administrative sans report à une solidarité résultant d'une histoire partagée.

Bien plus, entre ces deux communautés, des échanges sont nécessaires. S'il revient à l'État de promouvoir l'égalité des citoyens et la justice distributive, cette responsabilité concerne notamment le maintien et l'épanouissement des communautés nationales. Ce n'est pas là, de la part de l'État, une concession à la diversité des nations, mais une exigence positive; comment concevoir une communauté politique d'où serait bannie l'une des sources culturelles qui l'alimentent? Le réveil présent des nationalités suffit à nous rappeler les inévitables conflits dans des États qui ont méprisé les nations, qui ont tenté de se substituer à elles, au point de se donner eux-mêmes arbitrairement comme des nations.

Pour résumer ces brèves considérations qui relèvent, encore une fois, de distinctions que je crois essentielles, je poserais donc trois énoncés qui sont simplement le résumé de ce que je viens de dire. Premièrement donc, État et nation relèvent de modes d'allégeance différents. Deuxièmement, chacun des deux suppose des communautés spécifiques. Et troisièmement, l'un et l'autre doivent entretenir des rapports qui ne sont pas de confiscation réciproque mais de support indispensable. À la lumière de ces critères, le jugement doit évidemment s'appliquer à des cas concrets. Les arrangements de communautés nationales, de communautés politiques, les rapports entre les deux sont extrêmement divers à travers le monde et l'ont toujours été, d'ailleurs. Par conséquent, il faut, à partir d'un certain nombre de distinctions indispensables, se demander ce qui en est dans chaque cas concret.

Voyons donc ce qui en est pour le Canada. Alors, c'est mon deuxième point où je m'interroge à savoir si le Canada est une communauté politique.

Les distinctions que j'ai suggérées et qui, encore une fois, n'ont rien de particulier à notre situation, m'amènent à récuser un projet de souveraineté du Québec qui aurait pour objectif d'identifier nation et État. Il y a ici des anglophones et des autochtones, et la nation francophone ne se limite pas au territoire québécois. Selon les mêmes critères, le projet de confédération canadienne est, de soi, parfaitement justifiable, mais à des conditions qui ressortent, je crois, des considérations, des distinctions que je vous ai proposées il y a un instant.

La Confédération devait garantir la sauvegarde et l'épanouissement des nations qui y ont adhéré. Dans notre cas, la nation francophone, qui après une longue histoire où ont alterné les tentatives d'assimilation et la réclusion dans une réserve folklorique, la nation francophone, dis-je, était en droit de trouver, dans la Confédération, un libre développement qui aurait enrichi la maison commune sans pour autant s'y dissoudre. Cette première condition est en étroite relation avec une seconde. La Confédération devait former peu à peu une authentique communauté politique, exigence à laquelle ne sauraient satisfaire ni des bricolages constitutionnels, ni des allusions attendries aux Rocheuses ou au passeport canadien. Une communauté politique – j'y ai insisté tout à l'heure – est le produit d'une histoire. Elle est le produit de la progressive sédimentation de solidarité. Or, l'histoire de la Confédération est l'histoire de l'échec à édifier une communauté politique.

Ici, je risque de vous ennuyer un peu parce que je vais vous proposer quelques rappels historiques. Mais, encore une fois, j'y suis obligé parce que, si c'est vrai qu'une communauté, ce n'est pas le résultat d'un bricolage organisationnel, si un État donc, ce n'est pas simplement un appareil administratif mais si c'est une véritable

communauté de citoyens, il n'y a pas d'autre façon de vérifier si nous sommes devant une communauté de citoyens, devant une communauté politique, sans se demander comment elle s'est construite ou comment elle ne s'est pas construite, c'est-à-dire: Qu'est-ce que l'histoire nous en apprend? Bon. Alors, je m'excuse, donc, de faire ces brefs rappels qui sont connus de tout le monde, mais leur accumulation a quand même quelque chose de significatif, surtout que plusieurs des épisodes sont extrêmement récents. Donc, il y a une continuité dans ça qu'il s'agit simplement de rappeler.

L'union des Canadas avait été l'ultime tentative pour assimiler les francophones, on le sait. Ce n'était pas la première, mais ça a été la dernière. Le Québec est entré dans la Confédération après l'échec de ce régime. On voulait contrer l'instabilité ministérielle, renforcer les colonies britanniques envers le voisin américain, promouvoir une extension de l'économie, en particulier par la construction des chemins de fer, ce qui a été, d'ailleurs, effectivement le motif déterminant, ne nous le cachons pas. Au départ, le peu de pouvoirs qui a été dévolu au Québec, la dépendance étroite des politiciens du Québec par rapport à ceux d'Ottawa ont empêché des frictions qui ne se sont manifestées que peu à peu et de plus en plus vivement avec le temps. Par ailleurs, il faut s'en souvenir, les Pères de la Confédération, anglophones comme francophones, voulaient fonder ce qu'ils appelaient – et ils ont souvent utilisé cette expression très curieuse – ils voulaient fonder ce qu'ils appelaient «une nation nouvelle».

Les francophones du Québec se trouvaient ainsi en toute hypothèse sujets de deux nations différentes. Comment l'ambiguïté a-t-elle pu se dénouer? Eh bien, on s'est mis – je passe vite sur ce que je développe par ailleurs dans un ouvrage en préparation – on s'est mis à insister sur le caractère culturel de la nation francophone – de la nation francophone du Québec en particulier – sur ce qu'on appelait, selon une expression inventée bien auparavant: «Notre langue, nos institutions et nos droits». Ces formules qui reviennent à propos de la société distincte. Si je comprends bien, face à cette nation culturelle, il y avait une autre nation qui, elle, était une nation que je suis obligé d'appeler – même si c'est extrêmement ambigu mais les Pères de la Confédération étaient ambigus ce n'est pas de ma faute – ce qu'on pourrait bien appeler une nation politique. Hein? Une nation politique. Effectivement, les pouvoirs qui ont été laissés au Québec étaient surtout de l'ordre de la culture: l'éducation, l'assistance sociale, qui d'ailleurs, toutes les deux, devaient être confiées à l'Église, ce qui enlevait encore à l'État québécois une assise politique.

Les facteurs que je viens d'évoquer sont des facteurs, je dirais, de l'ordre des structures du régime confédératif. Mais, je le répète, une

communauté politique repose aussi sur des symboles d'un consensus, dont le drapeau n'est pas le seul évidemment. Par exemple, on célèbre, dans tous les pays du monde les origines fondatrices: l'émancipation des cantons suisses, la Grande Charte britannique, la Déclaration de l'indépendance américaine, la Révolution française, la Révolution belge de 1830 – on pourrait comme ça continuer... l'unité de l'Italie en 1870. On pourrait continuer comme ça indéfiniment. Or, il n'y eu rien de pareil au début de la Confédération. Les Pères ont refusé de tenir une consultation populaire – ce n'est pas la première fois que la tentation se présente – les Pères ont refusé de tenir une consultation populaire: celle-ci aurait été, en la circonstance, non seulement le recours à un mécanisme démocratique mais ce que j'appellerais un acte fondateur analogue à ceux qu'ont connus d'autres communautés politiques. On s'est rabattu sur le vote des députés. Un excellent historien, M. Jean-Paul Bernard, a calculé que parmi les 49 représentants des comtés francophones qui prennent part au vote, 25 disent oui et 24 disent non au projet de confédération. Voilà une communauté qui doit célébrer, me semble-t-il, ses origines avec beaucoup de discrétion. La suite n'a fait qu'illustrer et accentuer ce défaut initial de structure et de symbolique.

Alors, ici, je ne m'attarde pas mais je rappelle ce qui est une longue suite de ce qui a fait de la Confédération ce qu'elle est aujourd'hui, je le répète. D'abord, je rappelle évidemment ce qui a commencé tout de suite après la Confédération, dès les années 1870-1871: la longue suite de suppression des écoles francophones dans le reste du Canada. Je rappelle les luttes qui, aujourd'hui, nous apparaissent extrêmement comiques pour le chèque bilingue, le timbre bilingue, la monnaie bilingue, tout ce qui nous a mis progressivement dans un état de défensive – ce qui n'était pas, me semble-t-il, extrêmement favorable non seulement pour le développement de notre culture mais pour une communauté politique où les deux partis auraient dû se sentir, me semble-t-il, spontanément égaux. Je passe rapidement sur l'affaire Riel, sur les deux conscriptions qui ont toujours, chaque fois, fait remonter à la surface des contradictions, des querelles qui, dans le temps ordinaire, étaient plus ou moins soigneusement masquées.

Deuxième facteur que je souligne, qui est, à mon avis, un facteur sociologique extrêmement important, le long attachement du Canada anglais envers l'empire. Après tout, ce sont surtout des Canadiens français, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au début du siècle, on peut même remonter jusqu'aux années cinquante – il y a des témoignages historiques constants – qui ont combattu pour l'autonomie du Canada, l'indépendance du Canada – pas l'indépendance du Québec, l'indépendance du Canada – c'est-à-dire qu'ils ont été extrêmement soucieux de construire une com-

munauté politique et, par conséquent, une identité politique canadienne.  
(14 h 45)

Le bilinguisme officiel, pratiqué le plus souvent en surface et avec parcimonie, ne pouvait faire dévier une tradition aussi longue et aussi solidement établie. On ne s'étonne pas qu'il soit si mal accepté en tant d'endroits. La politique du multiculturalisme a encore embrouillé les choses, au point où une personne normale n'arrive plus à se retrouver dans les nombreuses définitions officielles de ses allégeances politiques et nationales. Que l'on y ajoute la société distincte, et un véritable capharnaüm tiendra lieu, au Canada, de communauté politique. J'avais pris mes précautions, il y a quelques minutes.

Évidemment, à ces brefs rappels, certains ne manqueront pas de s'objecter en me disant: Tout cela, monsieur, c'est de l'histoire. Situons-nous carrément dans le présent et face à l'avenir. Eh bien, j'y reviens à nouveau: une communauté politique ne s'improvise pas; on ne saurait fabriquer d'un coup ce que l'histoire récuse. On mettra au point des mécanismes de fédéralisme asymétrique ou coopératif, on accumulera toutes les métaphores ou les recettes, on ne parviendra qu'à faire monter en surface les vieilles divisions. Depuis la déroute, d'ailleurs, des accords du lac Meech, d'un bout à l'autre du Canada, se disent enfin les contradictions qui ont été trop longtemps dissimulées.

L'échec d'une communauté politique canadienne, c'est une tragédie pour tout le monde — et je le dis très franchement, en insistant: C'est une tragédie pour tout le monde, l'échec d'une communauté politique canadienne. Dans un continent anglophone, la nation francophone aurait pu trouver dans la Confédération un point d'appui solide en Amérique. De même, les Canadiens anglais auraient pu construire avec nous un État où, les uns et les autres, nous nous serions sentis chez nous, fiers de nos différences comme de nos convergences. Nous n'avons pas réussi, et on ne voit pas comment un bricolage hâtif pourrait pallier un échec historique. Les hommes politiques du passé sont les premiers responsables de cet échec, par manque de lucidité et de courage, par complaisance envers les courants d'opinions ou d'intérêts, à moins que ce ne soit par entêtement. Envisageons maintenant l'avenir à partir de ce que l'histoire nous a légué, à partir de ce que l'histoire nous a fait; le défi se pose avec acuité aussi bien au reste du Canada qu'au Québec.

J'en arrive à ma troisième et dernière section: le projet de souveraineté. Dans ce contexte — dans le contexte que je viens d'essayer de décrire, évidemment, trop sommairement — il me semble que l'on peut dégager les raisons qui militent en faveur de la souveraineté du Québec, sans céder à des ressentiments envers le passé et sans s'abandonner non plus à quelque nationalisme étroit. Si nous ne sommes pas

parvenus, au cours de l'histoire, à créer au Canada un authentique consensus de base, il convient d'en tirer lucidement une conclusion: au Canada, il y a en fait deux communautés politiques. Depuis les années soixante, le constat est de plus en plus évident, du moins au Québec. Cela ne résulte pas d'abord de l'action du parti souverainiste; celui-ci en est plutôt, je dirais, la conséquence. Le rapport Allaire, qui provient du Parti libéral, ne repose-t-il pas sur le postulat que le Québec forme davantage qu'une province? Et davantage qu'une province, j'essaie d'imaginer ce que c'est: ça doit être une communauté politique. Et que peut bien désigner d'autre qu'une communauté politique, la notion de société distincte, malgré le flottement du contenu qu'on lui confère? Et, dans les imageries qui se succèdent à un rythme rapide, dans le fédéralisme asymétrique, par exemple, je ne peux manquer de constater que l'on rôde autour de l'association de deux communautés politiques.

Par ailleurs, à mesure que se multiplient les commissions et les comités, que réclame le Canada anglais? Un gouvernement central plus centralisé, un Sénat qui accentuerait encore la cohésion de l'autre société politique. Quelles que soient les positions où on s'arrête en chemin, la tendance est nette de part et d'autre. Et pourquoi ne pas consacrer en droit ce qui se dessine clairement dans les faits?

En rappelant quelques principes préliminaires, je soulignais une évidence: la communauté politique doit respecter et promouvoir l'épanouissement des nations qui, sans s'identifier à elle, contribuent à sa vitalité. Depuis toujours, plus fermement encore, depuis que le gouvernement de M. Lesage a inauguré la Révolution tranquille, on n'a jamais manqué de proclamer que la communauté politique québécoise est l'assise essentielle à la survie et au développement de la nation française en Amérique. Il y a là-dessus, vous vous en souvenez, une admirable déclaration de M. Lesage, presque au début de son mandat, au début de la Révolution tranquille. À cet égard, notre situation est radicalement différente des petites nations européennes. Là-bas, les nations forment une marquerterrie où la diversité est la règle, où l'identité des unes est, pour ainsi dire, garantie par l'identité des autres. En Amérique du Nord, nous sommes une toute petite population française sur un continent qui, pour le reste, est anglophone. L'appui d'une communauté politique spécifique est d'une aveuglante nécessité.

Néanmoins, une question a été souvent formulée pour des débats de ces dernières années; en quoi, nous dit-on, la renaissance que vous avez connue au Québec pendant la Révolution tranquille a-t-elle été empêchée ou favorisée par votre appartenance à la Confédération?

Il vaut la peine, effectivement, de s'arrêter à une question comme celle-là, qui est capitale. Aurions-nous fait mieux autrement? Répondre

directement est impossible. Les facteurs, les impulsions, les forces qui ont joué sont innombrables, mais il est loisible de faire des constatations plus sûres et plus instructives. Une grande partie des énergies mises en oeuvre pendant ces années ont été vouées à contester des juridictions, à dénoncer des enchevêtrements de programmes, à concilier, plus ou moins adéquatement, des visées différentes. Ça aurait été un moindre mal si cela n'avait été que perte de temps et de ressources qui auraient pu être mieux employées. Il y a plus grave; l'incidence de ces chicanes finit par faire perdre de vue, au profit des stratégies de conflits entre instances administration, les problèmes eux-mêmes. Par exemple, dans les médias, on nous parle davantage des conflits de juridictions sur la formation professionnelle que des mesures qu'il conviendrait d'adopter pour répondre à une extrême urgence. Que l'on repasse un à un les grands défis qui nous affrontent, du sous-développement de régions du Québec aux carences du support à notre essor culturel, on arrivera au même diagnostic: à un détournement de l'attention et des débats vers les querelles de pouvoirs. À croire qu'il s'agit là, pour certains responsables, d'un utile alibi.

Reprenons, donc, encore, la même question, question que l'on oppose souvent à la thèse souverainiste. La Confédération a-t-elle été un obstacle à la Révolution tranquille? Eh bien, n'oublions pas ce qui a été justement la composante principale de cette révolution, c'est-à-dire l'affirmation jamais connue auparavant du rôle de l'État québécois, de la communauté politique québécoise, des secteurs déterminants de la vie collective, entre autres l'éducation, la santé, l'assistance sociale, l'environnement, le développement économique sont devenus carrément des responsabilités proprement politiques. Pendant longtemps, la nation francophone – et je le rappelle – a été vouée à la survivance. La nation, c'étaient des coutumes, une langue, des institutions, le tout couronné par la religion. Au début des années soixante, la fonction, par exemple, qui avait été abandonnée à l'Église est enfin passée à l'État québécois: un changement décisif qui a contribué à la consolidation d'une communauté politique originale.

En définitive, la question de savoir si la Confédération nous a servis ou non dans notre évolution depuis 30 ans nous invite à une constatation: les changements ont été réalisés à travers d'épuisantes confrontations avec le gouvernement fédéral; ils ont entraîné sur la voie de la progressive confirmation d'une communauté politique québécoise, la conscience d'un nécessaire accroissement du rôle de l'État qui s'est accompagnée de l'affermissement d'un esprit public.

J'achève en invoquant un thème qui, en plus de celui que je viens de rappeler, est fréquemment mis sur le tapis, c'est-à-dire l'élargissement

des grands ensembles à travers le monde. Au Canada, comme partout dans le monde, on répète effectivement, et de divers côtés, que les problèmes des communautés politiques se posent actuellement dans un nouveau contexte. C'est vrai, et la question de la souveraineté du Québec ne doit pas être isolée des mouvances du monde contemporain.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour constater un élargissement des espaces économiques; on en conclut parfois que ce n'est pas le moment de restreindre les communautés politiques. Incidemment, si on tire argument de ce principe pour maintenir la Confédération, ce n'est pas au Canada qu'on va parvenir mais c'est à l'annexion aux États-Unis. S'il est vrai que plus l'espace est grand, plus il est fidèle, en quelque sorte, à l'élargissement des marchés et à l'élargissement des grands espaces, pourquoi s'arrêter à la Confédération? C'est une vieille tentation, depuis les années 1840, l'annexionnisme, ça revient périodiquement; il faudrait donc faire attention de réveiller ce vieux démon. Donc, les espaces économiques s'aggrandissent, mais d'autres espaces s'aggrandissent aussi: les espaces culturels, les aires de l'information, la mobilité des populations. La question est de savoir: Est-ce que les communautés politiques doivent suivre le mouvement?

En se complexifiant, en s'uniformisant d'une certaine manière, ces espaces ne deviennent pas pour autant des territoires abstraits où les groupes et les individus ne seraient plus que des atomes. De nouveaux pouvoirs apparaissent dans ces grands espaces, et de nouveaux pouvoirs étendent leur empire, souvent à l'écart des contrôles démocratiques. Des inégalités de privilèges et de ressources subsistent. Les cultures sont des entités concrètes, de même que les solidarités qui ne sauraient être étirées à l'infini sans qu'elles perdent toute substance et toute portée. La croissance économique, elle-même, ne dépend pas que des flux de capitaux ou de pouvoirs supranationaux laissés à leur seule initiative. Par exemple, la formation de la main-d'oeuvre ou la recherche-développement sont liées aux possibilités et aux besoins de sociétés circonscrites. La scolarisation se heurte – on en discute beaucoup de ce temps-ci – à des obstacles et profite de facilitations qui ne sont pas les mêmes partout. On pourrait continuer comme ça indéfiniment. Tout cela va à l'encontre de l'uniformisation des communautés politiques. Dans la mesure où l'économie, l'information, la mobilité des populations, transgressent les frontières, il revient aux communautés politiques d'affermir leur présence selon la diversité des besoins, des cultures, des possibilités de concertation. Nous n'aurons pas autrement une économie, une information, des migrations qui soient à dimension humaine. On a donc parfaitement raison de situer la discussion sur l'éventuelle souveraineté du Québec, dans la perspective des grandes

urgences de la civilisation contemporaine.

Eh bien, je terminais, j'ai déjà été trop long, je pense, M. le Président, je terminais ce mémoire par une espèce de récapitulation, mais aussi par une inquiétude, la manifestation d'une inquiétude: je rappelais tout à l'heure – au risque de nous reporter un peu loin dans l'histoire – qu'un des empêchements à la constitution d'une communauté politique canadienne, ça a été le ratage de ce que j'appelais l'acte fondateur. Il n'y a pas eu de consultation démocratique, et puis le vote des députés, encore une fois d'après les historiens, nous apparaît comme non significatif. Nous sommes, oublions un instant nos divergences quant à savoir si nous sommes pour la souveraineté ou si nous sommes pour le fédéralisme renouvelé ou toute autre formule, pour nous attacher à ce qui est quand même tout à fait fondamental du point de vue démocratique. Dans quel contexte vont se faire les discussions et dans quel contexte va-t-on prendre les décisions? Je m'inquiète, comme un certain nombre d'autres, de la manière dont on procède actuellement, par comités où se retrouvent des gens qui n'ont aucun mandat démocratique semblable au vôtre, par des sondages ou des manipulations d'opinion. Il arrive même à certains leaders d'opinion, je pense à un homme d'affaires, en particulier, de nous dire: Ça ne sera pas nécessaire de faire des consultations populaires, un accord des premiers ministres des provinces pourrait suffire.

(15 heures)

Encore une fois, quelle que soit la conclusion du débat, et je pense que démocratiquement nous devons tous nous rallier à ce que sera la décision populaire; il ne faut pas recommencer ce qui a été raté au départ. Parce que je pense que, c'est un lieu commun mais il est important de nous rappeler, qu'il y a des moments particulièrement où il faut se le rappeler, que la démocratie est une chose extrêmement fragile. Et il faut se le rappeler par-delà, encore une fois, les divergences quant au projet de souveraineté ou quant à la survie du fédéralisme canadien. Et que la démocratie soit une chose extrêmement fragile, je pense que c'est particulièrement le moment de nous en souvenir au Québec et au Canada. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. Dumont. La première question, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. D'abord, je voudrais vous remercier, M. Dumont, pour votre exposé très éclairant, et enrichissant aussi évidemment pour nous et pour les travaux de cette commission, à cause de la perspective historique aussi que vous y introduisez. Je pense que c'est important.

Avant peut-être de vous poser une question, une distinction là sur les termes et les concepts.

C'est parce qu'on commence à être pas mal embrouillés avec les notions et les concepts de peuple, de nation, d'État, de communauté politique. Est-ce que j'ai raison de dire que votre concept de communauté politique est semblable ou similaire au concept de nation électorale dont nous parlait ce matin M. Langlois?

**M. Dumont:** Oui.

**M. Brassard:** Dans ce sens où... Et que le terme de nation, que vous utilisez vous dans votre texte fait référence à la définition qu'on lui donnait là autrefois, c'est-à-dire un groupe ethnique?

**M. Dumont:** ...mais, pas seulement qu'on lui donnait autrefois, qu'on doit toujours, à mon avis, lui donner. Je pense que la distinction qu'a rappelée M. Langlois, j'y faisais allusion d'ailleurs tout à l'heure, est extrêmement utile en ce sens qu'elle nous rappelle que des nations, au sens de ce qu'il appelait par exemple des nations organiques... Le terme a souvent été appliqué par exemple à l'Allemagne par opposition à la France qui s'est constituée avant tout comme une nation-État, c'est-à-dire comme une nation politique avec les contraintes d'ailleurs qu'il ne faut pas oublier, qui seraient inapplicables aujourd'hui. Bon. Alors peu importe.

Donc, c'est une distinction utile en ce sens que des nations organiques, au sens le plus strict du terme, non seulement il n'y en a plus, il n'y en a jamais eu. Quand, par exemple, Groulx ou d'autres parlaient de race, Bourassa parlait de race par exemple, ils voulaient dire des nations.

**M. Brassard:** Oui, oui.

**M. Dumont:** C'étaient pour eux des synonymes. Et il ne faut pas s'effrayer là-dessus quand André Siegfried, qui n'était pas particulièrement ni un francophone ni un anglophone canadien, est venu ici – vous savez le grand politologue André Siegfried – et qu'il a fait un livre, il en a d'ailleurs fait deux, sur le Canada. Il y en a un de ces livres qui s'appelle «Le Canada, les deux races». Bien, ce n'est pas du racisme. Pour lui, ça veut dire il y a deux nations au Canada, ce n'est pas plus compliqué que cela.

**M. Brassard:** Durham utilisait la même notion.

**M. Dumont:** Oui, oui, c'est ça.

**M. Brassard:** Le même terme.

**M. Dumont:** Donc, nation renvoie avant tout à une communauté culturelle. Si on voulait faire une définition la plus simple possible, une nation c'est une communauté culturelle. C'est ce qui fait que, moi, je suis de nation francophone. Et c'est

ce qui fait que d'autres au Québec sont de nation anglophone. Pourquoi? Parce qu'ils sont les titulaires d'un héritage culturel. D'ailleurs, quand ils évoquent, comme moi j'évoque, nos droits collectifs, c'est ce qu'ils font. Ils se reportent dans le passé, comme les autochtones d'ailleurs qui disent: Nous étions ici il y a bien longtemps. Nous avons des coutumes différentes des autres, etc. Donc, nation renvoie, à mon avis, à une connotation culturelle.

Et, en ce sens, quand on parle, comme M. Langlois le faisait, de nation élective, c'est une notion très commode à mon avis. Parce qu'elle nous rappelle que si une nation, c'est une notion culturelle, c'est une communauté culturelle, en principe n'importe qui qui n'appartient pas à cette nation peut s'y assimiler. Et l'histoire de la nation francophone au Québec, comme de la nation anglophone d'ailleurs, comme de la nation française ou tout ce que vous voudrez, l'histoire de ces nations nous montre continuellement ces processus d'assimilation. Ma grand-mère paternelle, moi, était une immigrée et elle s'est assimilée. C'est ce qui fait que j'ai peut-être quelques gouttes de sang étranger mais que, si je suis francophone, c'est encore une fois par référence culturelle. Donc, la faculté d'assimilation et, par définition, la faculté d'élection, quand on parle de nation élective, non seulement ça a toujours fait partie des nations mais c'est de plus en plus répandu. C'est-à-dire que ce phénomène va se produire, avec la circulation maintenant des personnes à travers le monde, ce phénomène de choix, d'élection d'une nation et, par conséquent, d'assimilation... Il faut pousser le mot jusqu'au bout parce que «assimilation», ça veut dire «j'adopte la culture de l'autre», hein? Eh bien, ces phénomènes-là vont se produire de plus en plus.

Moi, ce que j'ai cru utile, c'est de distinguer de ça la notion de communauté politique, qui, à mon avis, n'est pas une nation, mais qui n'est pas étrangère aux nations, comme je le disais. Si c'est une communauté, elle doit se nourrir d'une vitalité quelconque. Ce n'est pas rien qu'un bricolage constitutionnel. Incidemment, ça me paraît être la grande illusion, actuellement, de penser que, si on réussissait à changer un peu les pièces dans la mécanique, on ferait une communauté. Mais, ça ne se fait pas comme ça, une communauté, ni une communauté politique, ni une communauté nationale. À mon avis, c'est l'évidence. Alors, quand on parle de peuple...

**M. Brassard:** «Communauté politique» fait aussi référence, si je vous ai bien compris, à la présence d'institutions.

**M. Dumont:** Ah oul, bien sûr! Malheureusement, on n'en a pas beaucoup ici, mais vous avez d'admirables exemples. La République pour les Français. Pensez à la manière dont Péguy, par

exemple, parle de la République: Je pars pour la dernière guerre et pour la survivance de la république. Il ne parlait pas de ça comme un gars qui va défendre simplement des institutions juridiques. Il allait défendre son appartenance à une grande communauté politique. Et, en ce sens-là – on joue toujours sur le vocabulaire – le mot «peuple» que nous utilisons aussi, à mon avis, s'identifie tout à fait...

**M. Brassard:** À «communauté politique».

**M. Dumont:** ...à «communauté politique». En ce sens-là, quand on dit...

**M. Brassard:** Et là, vous rejoignez le droit international et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

**M. Dumont:** Bien, il me semble et, par exemple, quand on dit: Au Québec, il y a une société distincte, on ne veut pas dire: Il y a une nation distincte. Les anglophones au Québec n'appartiennent pas à la même nation que moi. D'ailleurs, ils récuseraient cette appartenance-là et ils ont parfaitement raison. Et le fait qu'ils aient d'ailleurs leurs institutions culturelles à eux, le droit que nous voulons, que nous devons leur conserver à leur système scolaire, à leurs universités, etc., repose sur ce principe très simple qu'ils sont une communauté nationale et que, même si nous en arrivions à faire au Québec une communauté politique, donc la souveraineté politique, il n'en resterait pas moins qu'il y a une nation anglophone au Québec, comme il y a une nation francophone, comme il y a des nations autochtones. Mais, quand on parle d'une communauté politique québécoise, d'une société distincte québécoise, on parle d'un peuple québécois. J'entendais, l'autre jour, à la télévision M. Sirros protestant contre M. Mercredi en disant: Moi, j'appartiens au peuple québécois. Je crois que c'est précisément ce qu'il voulait dire. Incidemment, d'ailleurs, j'ai trouvé ça très émouvant.

**M. Brassard:** M. Dumont, je voudrais revenir à un élément de votre mémoire qui fait allusion à ce que vous appelez les origines fondatrices d'une communauté politique. Vous citez un certain nombre d'exemples: la Suisse, aux États-Unis, la déclaration d'indépendance, et tout ça. Est-ce que vous ne convenez pas qu'ici, au Canada, il y a historiquement un immense malentendu qui fait que, comme vous le dites, ça n'a pas marché, dans le sens où le mythe ou le fondement de deux nations qui s'allient ensemble, ça aurait pu devenir les origines fondatrices d'une communauté politique, comme vous dites? Or, quand on regarde ça historiquement, il y a un immense malentendu à la base de tout ça, dans le sens où il n'y a qu'au Québec qu'on a cru au mythe fondateur des deux nations. Il y a



juste au Québec qu'on a cru à ça. La réalité historique était très loin de ce mythe fondateur. Il y a juste les Québécois qui ont pensé et qui ont cru que le Canada de 1867 était le fruit d'une alliance entre deux nations. Il y a juste les Québécois qui ont cru ça.

Quand on lit les discours de ceux qu'on appelle les Pères de la Confédération, quand on lit leurs discours de 1864 jusqu'à l'adoption de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique par le Parlement de Londres, on se rend compte que les anglophones et forcément, d'abord et avant tout, Macdonald, ce qu'ils voulaient, c'était un État unitaire. Ce qu'ils voulaient – retenons le concept que vous nous présentez ou suggérez – c'était de créer une communauté politique au nord des États-Unis. Une seule.

Ils ont eu quelques difficultés parce qu'il y avait, sur les rives du Saint-Laurent, une nation qui avait réussi à survivre même si, à plusieurs reprises dans le passé, on avait mis en branle des politiques «assimilationnistes» pour la faire disparaître. Sans succès. On y avait mis bien des efforts et le dernier effort important, c'était l'acte d'Union proposé par le rapport Durham. Ça, ça leur posait problème. C'est ce qui fait que, finalement, ils ont accepté une structure fédérale pour permettre à cette communauté nationale d'assurer sa survivance.

Mais dans l'esprit, et c'est très clair dans les discours des leaders, des porte-parole anglophones de l'époque, dans leur esprit, il ne s'agissait d'aucune façon, en créant la Fédération canadienne par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, d'une alliance d'égal à égal, de deux nations au sein d'un même État. D'aucune façon.

Nous, on a cru cela parce que, probablement, nos leaders à l'époque, Georges-Étienne Cartier, les évêques, le clergé qui était quand même très influent à l'époque, nous ont fait croire que la Fédération canadienne, c'était le fruit d'une alliance entre deux nations, d'égal à égal. Et nous, on y a cru. Ce qui, évidemment, a généré bien des déceptions par la suite parce que les choses ne se sont pas passées comme ça, comme on l'aurait voulu. Et les événements qui sont survenus par la suite ne correspondaient pas, ne reflétaient d'aucune façon cette alliance dont on nous parlait, ce mythe des deux nations fondatrices. Les événements et les décisions des gouvernements, du gouvernement fédéral entre autres, ça ne reflétait d'aucune façon ce mythe fondateur auquel on croyait nous, au Québec, mais uniquement au Québec.

Est-ce que, au fond, vous ne croyez pas que l'échec ne vient pas nécessairement des circonstances qui sont survenues par la suite, mais l'échec vient de l'immense malentendu qu'on retrouve à l'origine de la mise en place de la Fédération canadienne? L'immense malentendu? On n'avait pas du tout la même perception. Les deux nations fondatrices, on regarde ça. Au Québec, tout le monde y a cru. On retrouve ça

dans l'oeuvre de Lionel Groulx, entre autres. Presque tous les historiens ont véhiculé ce mythe-là. Ce n'est, je pense, qu'à partir de Michel Brunet qui a commencé à en saper les fondations par une analyse vraiment rigoureuse de la réalité, tel que les choses s'étaient passées.

Et au fond, est-ce que vous ne convenez pas que, dès l'origine, c'était voué à l'échec à cause même de ce malentendu fondamental qui existait, au moment même de la création du régime politique, et qu'on ne pouvait, finalement, qu'aboutir soit à l'assimilation d'une des nations, ce qui était peu pensable parce qu'elle était devenue trop nombreuse et trop enracinée, mais que ça ne pouvait pas aboutir à la création d'une seule communauté politique. Ça ne pouvait qu'aboutir à la mise en place et à l'appartenance de deux communautés politiques. Ce qu'on constate présentement, ce que vous nous faites constater présentement, que c'était inéluctable, à cause de ce malentendu historique, dès le départ.

(15 h 15)

**M. Dumont:** Oui. Remarquez, je ne voudrais pas m'égarer dans l'histoire, bien que je sois un peu coupable de m'être orienté de ce côté-là, mais le malentendu est encore plus compliqué, c'est-à-dire qu'il est au moins à double face. Il y a d'abord un malentendu économique, c'est-à-dire que non les sources de la Confédération, mais les sources du régime de l'Union qui a précédé, sont d'abord des sources économiques. Quand on pense au rapport de...

**M. Brassard:** Le Haut-Canada était endetté...

**M. Dumont:** Oui. Quand on pense au rapport Durham... Dans le rapport Durham, il y a deux choses: la première a été retenue par les nationalistes québécois, à savoir que Durham proposait notre assimilation, mais il y en a une deuxième, tout aussi importante, c'est qu'il voulait notre assimilation pour unir ensemble les colonies britanniques de façon à développer leur économie et contribuer ainsi davantage à l'Empire. C'est ça l'idée fondamentale de Durham; ce n'est pas simplement l'assimilation. Pour lui, d'ailleurs, le problème de l'assimilation du petit peuple d'ignorants et d'attardés que nous étions – ce sont les expressions qu'il emploie – ça n'a pas tellement d'importance. Ça a de l'importance pour nous, évidemment, ça fait partie aussi de notre héritage culturel, mais, pour lui, ça n'avait pas tellement d'importance.

La Confédération procède exactement du même principe. La Confédération est la suite logique de l'Union. Elle a reposé d'abord sur des motifs économiques, qui, d'ailleurs, au point de vue économique, étaient, faut-il le dire, absurdes comme perspective de développement. Vous avez déjà vu, à part le Canada, un pays qui, économiquement, a voulu se développer en construisant des voies de communication dans des pays qui n'étaient même pas peuplés? Habi-

tuelllement, le développement, même en Australie, ça s'est fait comme ça; le développement, ça se fait par tache d'huile, aux États-Unis aussi, c'est-à-dire que la population avance et les moyens de transports se... Mais avez-vous déjà vu un pays qui se développe en construisant d'abord un chemin de fer, d'un bout à l'autre du pays, et en essayant ensuite de peupler ça avec du monde? La seule raison est bien simple. Ça n'a rien à faire ni avec la politique, ni avec la nation, ni avec quoi que ce soit: c'est une raison militaire. Il s'agissait de défendre l'Empire, le morceau de l'Empire contre les États-Unis. Et quand on parle de malentendu originaire, c'est tout ça qui est en cause.

Évidemment, je le répète, on peut toujours dire: Vous savez, monsieur, ça, ce sont des souvenirs historiques, passons donc au présent! Eh bien, au présent, ce qu'on constate, c'est la répétition du même malentendu dans des séances solennelles. Le rapatriement de la Constitution, par exemple, ça ne remonte pas, ça, au déluge, ni à Durham. Le rapatriement de la Constitution, c'est un phénomène récent. Avez-vous déjà vu un échec de fondation d'une communauté politique comme celui-là: rapatrier une constitution de façon absolument solennelle, en gardant d'ailleurs tous les symboles d'une domination étrangère? Je répète que les symboles sont très importants; s'ils ne sont pas importants, pourquoi ne les supprime-t-on pas? Donc, en gardant les symboles d'une domination étrangère, en mettant le Québec de côté. C'est récent, encore une fois. Ce n'est pas l'acte fondateur de 1867, c'est la répétition d'un autre acte fondateur d'il y a quelques années. Eh bien, ce malentendu, encore une fois, il faut bien l'avouer, il fait partie de l'histoire de nos deux communautés politiques et il se répète continuellement, jusqu'à nous.

**M. Brassard:** Il se répète, effectivement, quand on voit, par exemple, ce qui se passe tout récemment, que l'on voit que les aspirations ou les exigences du Québec, en termes de reconnaissance de son identité et d'exigence de moyens, d'outils pour développer, préserver et promouvoir cette identité-là, quand on se rend compte que cette aspiration fondamentale n'est pas acceptée, n'est pas reçue par les représentants de l'autre communauté. À moins que ça devienne uniquement symbolique – concept de société distincte – à moins que ce ne soit qu'un simple bibelot sans portée, pour orner, que ce soit uniquement de l'ordre ornemental. Sinon, aussitôt qu'on voit que ça peut avoir de la portée, que ça peut avoir une signification, c'est une fin de non-recevoir qu'on retrouve. Le malentendu persiste, en quelque sorte, se perpétue, se poursuit. Ce n'est donc pas vain et futile que de regarder derrière soi. La perspective historique – c'est peut-être par déformation, étant un professeur d'histoire de cégep – mais la perspective historique nous éclaire sur ce qui se

passé présentement et, aussi, sur l'avenir. Le malentendu qui est à l'origine de la naissance de la Fédération canadienne se perpétue, se retrouve sous de multiples formes dans les événements politiques qu'on connaît présentement et dans toute la saga constitutionnelle qu'on connaît présentement, ça se perpétue. Tant et aussi longtemps qu'on ne l'aura pas dissipé et qu'on n'aura pas admis qu'il existe deux communautés politiques – je reprends vos propres termes – authentiques, véritables et qu'il faut les reconnaître comme telles et en tirer les conséquences, tant qu'on n'aura pas fait ça, on va s'embourber et s'enliser, s'empêtrer encore une fois dans un immense malentendu.

**M. Dumont:** J'ai l'impression que, depuis un certain nombre d'années, le malentendu se dissipe en ce sens que quelles que soient les formules qui sont proposées – je le rappelais tout à l'heure – on parle de société distincte sur laquelle, je pense bien, tout le monde au Québec est d'accord, de société distincte, de fédéralisme asymétrique ou enfin des propositions du rapport Allaire, etc., il y a, manifestement, une sorte de consensus qui se crée dans l'ensemble du Québec à savoir que nous formons une communauté politique spécifique. Ce sur quoi on peut discuter ensuite, c'est comment on va faire pour s'entendre avec l'autre communauté politique. Alors là, je pense que c'est là-dessus que les divergences existent. Pour le reste, foncièrement, je pense que c'est clair et c'est clair – vous aviez raison de le rappeler tantôt – comme c'était clair à l'origine même de la Confédération. À l'origine de la Confédération, nos Pères ont toujours pensé qu'en acceptant la Confédération, ils conservaient leur originalité comme entité politique. C'est pourquoi ils ont combattu les projets de Macdonald ou d'autres de faire un État unitaire. C'est eux qui ont défendu, avant tout, de façon acharnée, l'idée de confédération, c'est-à-dire l'idée – et ça, vous trouvez ça dans tous les journaux de l'époque – qu'il y aurait un terrain où, politiquement, ils auraient pu régler un certain nombre de problèmes, qui pour eux d'ailleurs – ils étaient peut-être un peu naïfs parce qu'ils avaient oublié le pouvoir économique mais qui, pour eux, concernaient l'essentiel, c'est-à-dire l'éducation, l'assistance sociale, le droit civil et des choses de ce genre-là qui leur paraissaient spécifiques de leur société, en tant que société politique. Mais, encore une fois, ils ont oublié la dimension économique qu'ils ont complètement abandonnée au fédéral à tel point que les premiers budgets du Québec, après la Confédération, sont composés d'une part surtout de droits sur la coupe du bois et, d'autre part, des subventions fédérales.

**M. Brassard:** ...subsidés fédéraux, c'est ça.

**M. Dumont:** Bien oui.

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député d'Orford.

**M. Benoit:** M. Dumont, merci d'être avec nous, ici, aujourd'hui. La première question que je vais vous poser n'a rien à faire avec le débat d'aujourd'hui mais peut-être éclairer un peu des gens de ma génération, les baby-boomers. Vous avez écrit en 1972 un article sur les souvenirs et présences de Lionel Groulx. Comme vous le savez, dans les derniers mois, il y a eu toute une «chire» totale au Québec sur Lionel Groulx, suite à un article d'un des écrivains canadiens-anglais, juif lui-même, qui a écrit dans le *New York Times*. J'ai essayé de départager un peu, à partir des articles que j'ai pu voir d'intimes de Lionel Groulx et de gens qui l'ont moins aimé, pourriez-vous trancher du haut de votre sagesse et de votre savoir, vous qui l'avez connu d'après ce que je peux voir et qui avez écrit déjà en 1972, était-il un homme qui était tellement nationaliste, tellement Canadien français qu'il en avait de la misère à accepter d'autres groupes, d'autres religions ou d'autres provenances, finalement?

**M. Dumont:** Là encore, vous profitez de la façon que j'ai eue de m'égarer un peu du côté de l'histoire.

**M. Benoit:** Continuez à vous égarer, on aime ça, on aime ça.

**M. Dumont:** Oui. Ha, ha, ha! C'est un gros débat parce que, justement, hier, après mon cours, j'avais un téléphone d'une journaliste du *Toronto Star* qui voulait me poser exactement la question que vous venez de me poser et je vais vous donner la même réponse que je lui ai donnée et qui va être très brève. L'origine de cet événement qui maintenant... Elle avait d'ailleurs, elle, des articles qui ont paru dans des journaux que je ne lis pas. Ça a l'air que ça se répand un peu partout, cette histoire-là.

L'origine de ça, c'est une thèse qui a été soumise à l'Université Laval, au département de science politique, et qui, pour l'instant, n'a pas encore été acceptée. Remarquez, et n'en tirons pas de conclusion, que ça arrive assez souvent que les thèses de doctorat – ça fait partie de nos traditions – parce qu'un des membres du jury ou des membres du jury demandent des corrections ou une révision, ça peut prendre un certain temps. Donc, ne tirons pas de conclusion là-dessus. Il reste que l'auteur de cette thèse a donné une entrevue à la revue *L'actualité* pour dire que Groulx est un antisémite, Bourassa aussi, d'ailleurs, puis *Le Devoir*; enfin, mettez-en tant que vous voudrez. Ce qui était – ça il faut le dire, par ailleurs – assez curieux parce que, tant qu'une thèse n'est pas acceptée, elle n'est

pas déposée, de sorte que vous ne pouvez pas la consulter puis moi non plus. Alors, qu'est-ce qu'il y a là-dedans? Est-ce que c'est bien fondé, etc.? Par ailleurs, nous savons, je connais, moi, en tout cas, quelques textes de Groulx, un en particulier dans une correspondance et pas dans un article qui, par rapport aux Juifs, est assez vigoureux, c'est le moins qu'on puisse dire. Donc, on peut récolter deux ou trois textes de ce genre, mais on peut aussi récolter d'autres textes; il y en a un dans lequel il dit, par exemple, que l'antisémitisme, c'est une maladie infantile. Enfin, vous voyez, c'est assez...

Le problème n'est pas là à mon avis. Si Groulx a dit des bêtises, c'est la fonction des historiens de nous le dire et puis ce n'est pas plus compliqué que ça. Le problème n'est pas là. C'est pourquoi a-t-on fait de ce débat un débat aussi vaste et pourquoi est-ce rendu qu'au *Toronto Star* on se demande ce qui se passe au Québec? La jeune journaliste anglaise me disait: Nous, quand un homme est mort depuis 25 ans, on ne se demande pas s'il n'a pas dit une phrase à un moment donné quelque part. C'est curieux ce qui se passe chez vous. J'ai dit: Oul, mais c'est parce qu'il doit y avoir d'autres raisons. Quand je vois *Cité Libre* inviter à son dîner-causerie l'auteur de la thèse, je soupçonne que ce n'est pas simplement pour éclairer les esprits sur l'histoire du Québec; c'est probablement une espèce d'utilisation pour dire qu'il y a des nationalistes aujourd'hui qui ont de drôles d'ancêtres, hein? Ça doit être pour ça. Voilà mon explication. C'est ce que j'ai dit en tout cas à la journaliste du *Toronto Star* et j'espère qu'elle va me reproduire fidèlement.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Benoit:** Très bien. J'apprécie vos commentaires, M. Dumont. Dans votre texte – on revient à l'essence de notre travail ici aujourd'hui – à la page 10, vous parlez d'un bricolage hâtif. Ça m'a fait sourire un peu, ce passage-là, parce que ce qu'on entend, nous, hommes et femmes politiques, tous les jours de la semaine depuis des mois maintenant, c'est tout le contraire, c'est que ce n'est pas un bricolage hâtif, ça fait 30 ans que ça dure et nous devons maintenant prendre une décision. Alors, c'est ma question: Comment pouvons-nous arriver à prétendre que c'est un bricolage hâtif? On en parle finalement depuis Jean Lesage ou à peu près. Et peut-être, en sous-question: Ne croyez-vous pas que, avec tout ce qu'on entend, tout ce qu'on voit... Vous finissez votre texte, votre conclusion disait: Bien, de toute façon, ça prendra un référendum. C'est ce que j'ai cru comprendre. Ne croyez-vous pas qu'on pourrait arriver à un résultat de fédéralisme, par exemple, asymétrique où tous les Canadiens et les Québécois adhèreraient volontairement et feraient oublier une partie de ce que vous prétendez, que

nous n'avons jamais pu nous entendre finalement? J'y reviendrai tantôt, il y a tellement en commun que nous devons partager.

**M. Dumont:** Ce que j'appelle bricolage hâtif, je vais m'expliquer là-dessus. Vous venez de le dire, je pense, plus ou moins au passage, le problème remonte fort loin; il remonte d'ailleurs plus loin que le gouvernement Lesage, il remonte aux origines. Je lisais l'autre jour, dans le rapport de l'Archiviste, la correspondance d'Adolphe Chapleau avec Hector Langevin. Chapleau était député à Québec et Langevin était ministre à Ottawa, et une lettre sur deux, c'était pour demander de l'argent au fédéral. Donc, ça remonte très loin. C'est une vieille histoire et ça remonte au début.

Le problème traîne depuis extrêmement longtemps et je dirais qu'il y a un double problème. S'il n'y avait que le problème du partage de l'argent, on pourrait dire: Écoutez, ça fait assez longtemps que ça se discute ça, depuis Chapleau puis les autres, on pourrait peut-être trouver un moyen, aujourd'hui, en réunissant les ministres des Finances ou autrement, de partager autrement les ressources. Théoriquement, c'est peut-être possible, encore que les ressources économiques ne soient pas isolées du reste, que ce soit la politique culturelle, la politique de l'éducation, la politique des transports, les politiques sociales. M. Côté, avec raison, s'interroge beaucoup de ce temps-ci. Donc, la question d'argent, on ne pourrait pas la régler simplement en disant: Si on en mettait un petit peu plus d'un côté et de l'autre, ça réglerait nos problèmes. Non. Ce qui est en cause, c'est l'ensemble non seulement des structures politiques mais l'ensemble des politiques sociales aussi au sens large du terme, éducation, etc.

(15 h 30)

Donc, le problème dure depuis très longtemps. Et depuis très longtemps, on n'a jamais voulu, en somme, le régler. Au contraire, la centralisation fédérale, c'est... Ça fait aussi partie de l'histoire de la Confédération depuis les années vingt. Le Québec était, au début, un conseil municipal élargi et puis, avec les deux guerres, le gouvernement fédéral – tout le monde le sait – a saisi l'occasion d'une centralisation de plus en plus grande.

Ce qui apparaît dans les années soixante avec M. Lesage, et selon une continuité remarquable, c'est que le problème monte enfin en surface. Le problème est enfin mis sur la table. Le problème non seulement, encore une fois, du partage des ressources, mais du partage des décisions et de la répartition des responsabilités quant aux politiques sociales. Et ça devient plus aigu, à mesure que le gouvernement du Québec, depuis soixante, s'occupe de plus en plus de choses, se tient comme responsable politique de plus en plus de choses. Tant qu'il se contentait, encore une fois, de s'occuper à peine de l'éduca-

tion, de l'assistance sociale, des travaux publics et du reste, c'était moins aigu. Mais à partir des années soixante, le vieux problème monte de plus en plus en surface parce que, enfin, l'État québécois, la communauté politique québécoise, prend des responsabilités de plus en plus grandes.

Ce que j'appelle bricolage hâtif, c'est une façon, depuis qu'on a raté le rapatriement de la Constitution – depuis que M. Trudeau a voulu défendre à tout prix la centralisation, vous voyez l'incohérence encore une fois – là, tout d'un coup, on se dit: Ça presse, il faut trouver des solutions. Et on multiplie les comités, les commissions. À mon avis, et quand je dis bricolage, je reviens à ce qui était ma conclusion tout à l'heure, dans un singulier processus qui n'a pas grand-chose de démocratique, effectivement, que représentent légitimement, les gens qui ont fait partie des commissions qui se sont réunis depuis quelque temps, dans quelques villes du Canada? Qu'est-ce que ces gens-là représentent du point de vue démocratique? C'est ça aussi que j'appelle du bricolage. Ce n'est pas comme ça qu'on refait des constitutions et, surtout, ce n'est pas comme ça qu'on fonde des communautés politiques, s'il est encore possible aujourd'hui d'en fonder une autre.

C'est ça que j'appelle, encore une fois, du bricolage et du bricolage antidémocratique. Et je comprends bien pourquoi on fait ça. C'est parce que la panique a fini par saisir un certain nombre de responsables qui se disent: Il faut trouver une solution quelconque. Alors, c'est pour ça qu'ils ont inventé la commission Spicer qui nous a donné quoi? Je n'en sais rien. Mais pourquoi ils ont multiplié ainsi les commissions, etc.? C'est pour se donner du temps de réflexion, j'imagine. Il aurait fallu y penser avant, ce qui aurait empêché que ce soit du bricolage, à mon avis. C'est ça, encore une fois, que j'appelle bricolage dans les deux sens du terme, dans le sens où, à la dernière minute, on cherche à trouver vite quelque rapiécage possible. Puis vous voyez le chiard dans lequel on se trouve. Nous voilà rendus que les autochtones sont aussi là-dedans puis ils ont parfaitement raison. Puis, là, chacun met son affaire sur la table maintenant. Maintenant que c'est parti, chacun va mettre son affaire sur la table. Ça va être le Sénat, ça va être les autochtones, ça va être n'importe quoi. Tout va être mis sur la table. C'est ça que j'appelle, encore une fois, du bricolage.

**M. Benoît:** M. Dumont, comment se fait-il que, malgré ce que vous appelez «l'échec historique» dans votre texte et malgré les vieilles divisions dont vous nous parlez, même les souverainistes, finalement, désirent conserver... Par exemple, il y a quatre ou cinq grands pans qu'ils veulent conserver: une union économique avec le Canada; ils désirent conserver une même monnaie, même si cela veut dire qu'on aurait

moins d'influence que si on avait notre propre monnaie; ils souhaitent une politique de défense commune; la double citoyenneté, et probablement, si j'étais membre de leur formation et que je lisais leur programme, je trouverais d'autre chose.

Comment se fait-il que, si on s'est fait tant avoir dans cet échec historique, comment se fait-il que le Québec soit encore autant «associaniste»? J'ai de la misère avec cette partie-là de leur programme! Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Et du vocabulaire!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Avez-vous de la misère avec le rapport Allaire aussi?

**M. Benoit:** Non, ça va bien. Alors, la parole est à vous, M. Dumont.

**M. Dumont:** Mais ça me paraît, écoutez, je dirais, tout à fait... J'essaie ici de me situer un peu au-dessus de vos oppositions politiques, là. Mais vous voyez que mes conclusions sont précises, mais ce sont des conclusions; je pense qu'un intellectuel a droit aussi, à partir de ce qu'il sait, d'en arriver à des conclusions. Mais si j'essaie de me tenir un petit peu à l'écart, je me dis: Le problème qui se pose au Québec en la circonstance, c'est un problème qui se pose à toutes les communautés politiques du monde. On pourrait revenir à ce qui se passe en Europe, on pourrait revenir aussi à ce qui a l'air de se passer très difficilement dans la Communauté des nouveaux États indépendants soviétiques. C'est la nécessité, je dirais, pour les États – pas seulement les États voisins, mais d'autres États aussi – de s'associer sur un certain nombre de points qu'ils décident en toute responsabilité. C'est autre chose de dire: Vous savez, nous partageons des choses sur lesquelles nous n'avons pas de décision, parce qu'elles sont là; et c'est autre chose de dire: Nous allons partager librement, par un consensus de part et d'autre, un certain nombre d'éléments de souveraineté. Quand on dit «communauté politique» – vous avez raison de souligner ça, parce que ça permet de préciser un peu ma pensée – c'est évident que lorsqu'on parle de «communauté politique», on ne parle pas de communautés politiques dotées d'une espèce de souveraineté parfaitement étanche. Ça a toujours été le cas, d'ailleurs, et ça va le devenir de plus en plus, que des communautés politiques partagent avec d'autres communautés politiques – et souhaitons qu'il en soit de même, d'ailleurs, pour les communautés nationales – partagent des éléments. Mais qu'elles le fassent librement, par un consensus qui a été décidé de part et d'autre, c'est autre chose, ça, et dans

chaque cas, d'ailleurs, il faut évaluer, je dirais, non seulement le degré d'autonomie qu'on perd – parce que c'est relatif, ça – mais aussi l'efficacité de ce qu'on fait ensemble. Ça peut être efficace d'avoir une monnaie commune, c'est à examiner; ça peut être efficace d'avoir des accords économiques sur un certain nombre de points, c'est à examiner dans les deux cas. Je pense bien que c'est ce qui se ferait automatiquement.

Donc, je ne vois pas ce qu'il y a de contradictoire. Vous savez, l'expression qu'on voulait imagée, qui a été longtemps utilisée: Vous voulez divorcer et vous remarier ensuite! Bien, c'est une jolie métaphore. Mais la politique ne repose pas sur des métaphores, elle repose sur des raisonnements, et il ne s'agit pas de ça du tout. Il s'agit de savoir si, après l'échec d'une communauté politique, après la constatation qu'il y a ici deux communautés politiques, bien, s'il ne faut pas consacrer dans le droit ce qui est déjà inscrit dans les faits, et se demander ensuite qu'est-ce qu'on fait. Moi, j'ai été très heureusement frappé – ce sont des gens de ma secte – quand j'ai lu les deux articles que *Le Devoir* a reproduits d'intellectuels de Toronto, dans lesquels ils disent à la fin – au fond, ils disent la même chose que moi; ça me fait plaisir parce qu'ils appartiennent, manifestement, non seulement à une autre communauté politique, mais à une autre nation que la mienne – dans lesquels ils disent: Eh bien, si, de part et d'autre, on s'aperçoit enfin que nous sommes devant deux communautés politiques – c'est presque les termes qu'ils utilisent – eh bien, il faudra en toute lucidité et calmement nous demander les uns les autres qu'est-ce qu'on peut dorénavant faire en commun. Ça, il me semble que ce serait un acte politique, encore une fois d'une grande lucidité, mais aussi d'une grande noblesse.

**M. Benoit:** Merci, M. Dumont, pour votre participation.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. D'autres questions? D'autres interventions? Oui, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. À la page 10, M. Dumont, vous écrivez que «dans un continent anglophone, la notion francophone aurait pu trouver dans la Confédération un point d'appui solide en Amérique.» Pourriez-vous élaborer sur ce qu'aurait pu constituer ce point d'appui?

**M. Dumont:** Le problème qui s'est posé, et qui s'est posé de façon très explicite, je dirais – les déclarations, à l'époque, sont extraordinairement abondantes là-dessus – le problème qui s'est posé dès les années 1830 ici, le problème qui s'est posé à ce moment-là, nous avions, comme aujourd'hui, une certaine autonomie

politique puisque le Bas-Canada était séparé du Haut-Canada, le problème qui s'est posé dès ce moment-là ça été le problème de savoir si pour des raisons économiques ou autres, il ne valait pas mieux s'annexer aux États-Unis. Et ce problème-là est réapparu dans les années 1840, de la même manière. Il y a eu même, vous le savez, des libéraux, ceux qu'on a appelés les rouges qui ont prôné carrément l'annexion aux États-Unis, à la République américaine, pour retrouver ce qu'ils pensaient eux aussi être une grande communauté politique par opposition à l'Empire britannique.

Donc, le problème, pendant très longtemps, puis à mon avis ce problème-là n'est pas disparu, pendant très longtemps le problème qui s'est posé aux francophones ici, étant donné leur petit volume, leur petite dimension, ça été le risque de l'assimilation dans le vaste continent américain. Et c'est pour ça qu'ils ont accepté, au fond, la Confédération. Ils ont pensé que dans la Confédération, disaient-ils, sous la protection de l'Empire britannique, parce qu'ils y tenaient à cette protection-là, sous la protection de l'Empire britannique, dans la Confédération, deux, comme ils disaient dans ce temps-là, deux races... donc deux nations pouvaient s'unir ensemble, collaborer. En gardant, en profitant, si on peut dire, d'une espèce de puissance commune, c'est ça la Confédération, et puis en ayant, par ailleurs, grâce à la relative autonomie pensait-on du Québec, la spécificité, l'originalité des francophones, beaucoup moins nombreux à ce moment-là qu'aujourd'hui, aurait pu être sauvegardée.

Donc, l'idée au départ, moi, je me dis que c'est une idée qui avait du bon sens, hein, qui avait du bon sens. Et les hommes d'esprit, rassis, à cette époque, des hommes raisonnables, un homme comme Étienne Parent, par exemple, avaient parfaitement raison de prôner une solution de ce genre. C'était, au fond, nous sortir d'une espèce d'isolement culturel, extrêmement précaire pour une petite population comme la nôtre dans le vaste continent américain, sans compter que ce n'était pas sûr que les Américains n'avaient pas l'intention de mettre la main là-dessus. Il en était beaucoup question dans les journaux américains de l'époque. Donc, ça aurait pu être une excellente solution.

Moi, je continue de dire qu'en principe la Confédération c'est une très bonne idée. En principe, c'est une très bonne idée, à deux conditions que j'ai essayé d'énumérer dans mon texte.

Première condition: C'est que, effectivement, la Confédération a été pour nous, aura été pour nous la garantie non seulement de notre survie mais de notre épanouissement dans des conditions de fierté, de dignité. Première condition. Et, deuxième condition: Bien que ça a été finalement la communauté politique qu'on voulait fonder. Et c'est ça qui a été raté. Ça a été raté

dès le début, et avec une continuité remarquable, jusqu'à encore une fois, à la caricature de rapatriement de la Constitution à laquelle nous avons assisté il y a à peine quelques années, et dont nous avons été, comme vous le savez, écartés.

Donc, c'était une très bonne idée, je le répète, une très bonne idée. Et si on me rétorque aujourd'hui que c'est une affaire qui, en soi, a bien du bon sens, je suis parfaitement d'accord. Sauf qu'en réalité ça n'a pas marché. Et quand ça n'a pas marché pendant 100 ans, ça serait bien curieux, je reviens à mon idée de bricolage, que rapidement on puisse former une communauté. Non. On peut rafistoler une constitution, on ne rafistole pas une communauté, pas plus qu'on ne fabrique des nations.

**M. LeSage:** M. Dumont, vous avez devancé ma deuxième question qui allait dans le sens, pourquoi on ne profiterait pas du tampon canadien dans ce grand continent qu'est l'Amérique du Nord, pour que l'aspect francophone, tant au Québec que les francophones à l'extérieur du Québec, puisse s'épanouir? Mais, je pense que vous y avez répondu dans la dernière partie.

**M. Dumont:** Oui, c'est qu'on pensait que ça serait ce que vous appelé un tampon. Mais, si on regarde la vitesse d'assimilation des francophones hors Québec, c'est un tampon qui n'a pas été très efficace. Si on ne s'était pas barricadé derrière nos propres frontières provinciales, je ne sais pas ce qui nous serait arrivé.

**M. LeSage:** M. Dumont, dans votre conclusion, vous nous dites qu'on ne peut pas balayer le problème constitutionnel sous le tapis. Et vous écrivez: «Ici comme ailleurs la démocratie est fragile». J'aimerais que vous précisiez votre pensée sur cette démocratie fragile qu'est la nôtre.

(15 h 45)

**M. Dumont:** Oui. Eh bien, je vais le faire, si vous voulez, dans... Il faudrait s'étendre longuement, mais je vais souligner simplement deux choses. Le cas européen, qui revient continuellement sur le tapis, à savoir qu'il faut élargir les cadres politiques parce que les marchés s'élargissent, etc. Quel est le problème qui va se poser à l'Europe, qui se pose déjà à l'Europe dans cette perspective, je dirais, de l'organisation de l'Europe à tout prix? Quel problème va se poser? Ça va être la distance de plus en plus grande entre les citoyens, les électeurs et les responsables des décisions. C'est ça que j'appelle - c'est un exemple - la fragilité de la démocratie.

Imaginez-vous, on évoquait ça ce matin, qu'un Français qui habite Pierrefitte va voter pour un député au Conseil européen. Lui, il va être proche de ses commettants. Là, il va avoir un député sur lequel il va avoir un certain

contrôle. Ça, ça va être un député qui va rencontrer le lundi tous ses commettants. Vous pensez ça, hein? C'est ça, la fragilité de la démocratie: C'est qu'en construisant des patentes comme ça, on risque d'étirer tellement le processus de la participation politique que la démocratie devient une caricature. C'est-à-dire que ce qui va faire l'Europe politique, finalement, ça va être des administrateurs, et de plus en plus loin de la population. Voilà ce que j'appelle aussi, donc, la fragilité de la démocratie.

Il y a un autre facteur de la fragilité de la démocratie qui, celui-là, nous concerne autant que les Français, les Allemands, tous les pays d'Occident actuellement. C'est qu'au fond la démocratie, et là je parle un peu en sociologue – est en train de changer de forme. Nous avons toujours conçu la démocratie comme l'honneur confié à des citoyens d'avoir un statut public. C'est ça le statut de citoyen en démocratie qui nous distingue de tous les pays totalitaires, fascistes, etc. C'est que chacun d'entre nous est un citoyen, c'est-à-dire le titulaire d'un statut public, donc un participant à la communauté politique, à l'État. Eh bien, de plus en plus, nos démocraties sont en train de changer et partout. C'est le cas de la France; c'est le cas de l'Allemagne; c'est notre cas à nous aussi. Nos démocraties sont en train de changer. Nous sommes de plus en plus devant des citoyens qui sont simplement des bénéficiaires et qui, par conséquent, lorsqu'ils participent, c'est simplement pour réclamer, que ce soient les étudiants pour réclamer contre l'élévation des frais de scolarité ou... Faites toutes les listes que vous voudrez. S'il manque quelque chose quelque part, dans mon portefeuille ou dans mes privilèges, là, je suis mobilisable. Mais, en dehors de ça, je ne suis plus là. Eh bien, il faut tenir compte de ça. Encore une fois, cette démocratie de bénéficiaires qui succède, je dirais, à la démocratie des citoyens, c'est un phénomène qui touche tous nos pays occidentaux. Dans ce contexte-là, les décisions fondamentales qui sont à prendre au sujet de l'avenir de la communauté politique québécoise et de la communauté politique canadienne, la façon dont on va en décider, ça prend une importance, à mon avis, capitale. Non seulement une importance symbolique mais une importance, je dirais, pour montrer que la démocratie, c'est efficace ou ce n'est pas efficace. Qu'on conserve simplement le symbole, l'appellation, les mécanismes électoraux, mais qu'en réalité l'appel à la communauté des citoyens, lorsqu'il s'agit de questions fondamentales qu'ils se posent, ça, ce n'est pas important.

Donc, c'est ça que je veux dire quand je parle de la démocratie. Elle a toujours été fragile, la démocratie. Ce qui la distingue de tous les autres systèmes politiques: totalitaires, etc., c'est que c'est une perpétuelle construction. C'est pour ça qu'elle est fragile. Elle repose sur le consensus que nous apportons les uns et les

autres à l'édifice commun, à la participation commune, puisque le pouvoir, en démocratie, ne repose pas sur l'aristocratie de naissance. Il ne repose pas sur la dictature. Il repose simplement sur notre accord à tous que nous appartenons à la même communauté politique. C'est en ce sens-là que c'est très fragile. Ce qui fait d'ailleurs la grandeur de la démocratie, c'est sa fragilité, dans le fond.

**M. LeSage:** Je vous remercie, M. Dumont. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Labelle ou Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Oui, on va y aller brièvement.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, je vous en prie.

**Mme Marois:** Je trouve votre démonstration tout à fait passionnante. On nous a objecté souvent, un certain nombre de personnes qui sont venues devant nous, que la communauté politique canadienne, si on excepte le Québec et le Québec devenu souverain, était une communauté tellement fragile qu'elle éclaterait si le Québec exerçait sa souveraineté. Alors, j'aimerais vous entendre un petit peu sur cette question-là. Et nous étions donc, un peu le ferment, le lien de ce grand ensemble.

**M. Dumont:** Non, c'est sûr que c'est une communauté, je dirais, ça a l'air bizarre quand on pense à notre situation en Amérique, mais malgré tout, c'est une communauté politique plus fragile. Une des explications – j'y faisais allusion au passage – c'est que, contrairement à nous qui avons été coupés très jeunes, en pleine enfance, de l'empire maternel, eux sont restés très longtemps rattachés à l'empire. Ça a été un très grand avantage pour eux.

Pensez à ce qu'a été, simplement, le développement de la vie intellectuelle au Québec. Jusqu'aux années, moi, je dirais jusqu'aux années soixante, un intellectuel ou un universitaire québécois, son aire de travail, c'était le Québec. En dehors de ça, c'était un indigène. Bon. Et c'est assez récent qu'un intellectuel au Québec, enfin quelques-uns, en tout cas, peuvent se sentir appartenir à une aire culturelle plus vaste. Donc, ça a été, pour nous, une terrible épreuve d'avoir été ainsi relégué dans nos paroisses. On nous a reproché d'être restés près du clocher. Entre nous, ce n'est pas notre faute; le reste était fermé. Bon.

Tandis que ça a été un très grand avantage pour les anglophones, par exemple, vous avez beaucoup de professeurs d'universités anglophones qui, dès les années 1920, 1930, ont fini leur carrière à Oxford ou à Cambridge. C'est-à-dire, vous aviez un immense espace intellectuel. C'est

un avantage extraordinaire. Vous aviez ensuite l'identification d'un peuple aussi petit que le nôtre, les Canadiens anglais, avec l'immense empire britannique. Ce qui n'est quand même pas rien comme sentiment de fierté. On n'a pas eu ça, nous autres non plus.

Mais c'est un désavantage à long terme, parce que ce long attachement aux jupes de sa mère, ça fait des adultes qui cherchent longtemps leur identité. Alors, c'est ça le problème du Canada anglais. C'est d'avoir été trop longtemps favorisé par la maison paternelle et, par conséquent, d'avoir maintenant à se trouver une identité.

Mais moi, ce qui m'intéresse beaucoup c'est que, manifestement, la querelle actuelle du Québec avec le reste du Canada, c'est un élément, à mon avis, extrêmement positif pour le reste du Canada. C'est l'occasion d'une espèce de fermentation, de réflexions auxquelles on n'aura jamais assisté dans le reste du Canada avant ces années-ci. Et, si ça donne lieu à une prise de conscience beaucoup plus profonde de l'identité canadienne, de la redéfinition d'un certain nombre d'objectifs de cette communauté, moi, je trouve que c'est heureux. Et même si, par hypothèse, on devait encore partager la même maison, ça sera heureux, de toute façon, qu'on sache un peu ce qu'on est les uns les autres.

**M. Léonard:** Moi, j'aurais juste un commentaire à faire. D'abord, en vous écoutant parler de la mutation du citoyen participant au citoyen bénéficiaire, j'ai l'impression de lire la mutation de la république romaine à l'empire romain. C'est exactement les mêmes termes qui se sont posés à l'époque.

**M. Dumont:** Effectivement.

**M. Léonard:** Mais je voudrais simplement revenir sur une petite remarque que vous faites à la page 14, où vous rappelez la vieille tentation qui a surgi périodiquement au cours de l'histoire du Québec, de s'intégrer aux États-Unis. Et j'aimerais vous entendre sur comment vous voyez les choses dans l'avenir, parce que le Québec étant souverain, à côté d'un grand État comme celui des États-Unis, qu'est-ce qui arrive? Est-ce que vous avez quelques perspectives? Avez-vous sondé ces perspectives un peu?

**M. Dumont:** Si on revient juste un instant sur le passé, cette vieille tentation, vous savez, elle s'est inspirée souvent de motifs très différents. Parfois, il y a eu des motifs économiques, dans d'autres cas, il y a eu des motifs politiques, c'est-à-dire les rouges, dont je parlais tantôt, qui ont été très actifs pour l'annexion aux États-Unis, eux voulaient l'annexion aux États-Unis pour sortir de l'Empire britannique, qui leur apparaissait un régime attardé, monarchique, etc.,

pour entrer enfin dans un contexte républicain.

**M. Léonard:** C'est ce qu'on avait.

**M. Dumont:** Non, mais ça veut dire aussi que ce n'est pas vrai de dire que ceux qui nous ont précédés, au Québec, étaient des gens d'extrême droite, etc. Il y a eu aussi des républicains ici. Il y en a même eu beaucoup. Puis, il y a eu d'autres motifs aussi, celui de sortir d'une société précisément trop fermée sur elle-même. Et vous avez des phénomènes très curieux, des gens qui ont été pour l'annexion aux États-Unis, jusqu'à la fin du XIXe siècle. Des gens comme Gérin-Lajoie, d'autres qui ne l'ont pas dit publiquement, parce qu'ils étaient fonctionnaires fédéraux, mais, par exemple, la femme de Gérin-Lajoie nous apprend que le gars, il a toujours été pour l'annexion aux États-Unis. Il ne pouvait pas le dire publiquement, mais il a toujours été... On peut penser qu'il y avait beaucoup de monde comme ça. Donc, il y a là une histoire, ici, si vous voulez, qui est moins rigoureuse que celle qu'on raconte dans les manuels. C'est-à-dire que, par en dessous, vous avez toujours eu ici cette espèce de perpétuelle hésitation à savoir quel serait le bon statut politique. Ce n'est pas récent ces interrogations-là; ça a toujours existé. De temps en temps, ça oscillait vers l'annexion aux États-Unis, de façon à sortir de l'Empire et à se donner un gouvernement républicain. De temps en temps, ça a été l'indépendance. Parce que l'indépendance, aussi, ce n'est pas une idée récente. Il y en a toujours eu des Indépendantistes tout au long de l'histoire du Québec, depuis 1867. Donc, il y a toujours eu cette espèce d'errance. Moi, je crois que du moment où le Québec aurait enfin un statut politique un peu précis, un peu ferme, ce genre de tentation périodique disparaîtrait, parce que, à mon avis, c'est lié, ça a toujours été lié à l'incertitude de notre statut politique, et aussi au fait que beaucoup se sont dit: Les troubles qu'on a avec la Confédération, pourquoi ne pas y aller carrément et appartenir à la grande République américaine? Ça ne peut pas être plus compliqué que c'est là.

**M. Léonard:** De fait, il y a eu un sondage en 1963 où, déjà, au-delà de 30 % de la population étaient pour l'annexion aux États-Unis. Je me rappelle très bien.

**M. Dumont:** Ah, oui! C'est la vieille... Et je ne suis pas sûr qu'un certain nombre de gens qui vont magasiner outre-frontières ne trouveraient pas, finalement, que c'est une assez bonne idée, ça. Je ne suis pas sûr de ça. Alors, c'est le temps, en quelque sorte, de sortir de cette espèce d'incertitude d'allégeance politique qui, encore une fois, est un très vieux problème.

**M. Léonard:** Merci.

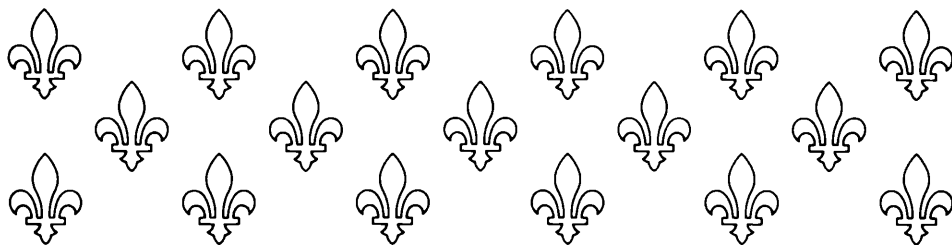


**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Est-ce qu'il y a d'autres questions? Donc, je vais, à ce moment-ci, au nom des membres de la commission, remercier le professeur Dumont pour sa contribution. Vous n'avez jamais hésité à contribuer. Vous n'êtes pas du genre qui donne au bureau. Vous allez sur la place publique nous faire part de vos opinions. Et, là-dessus, c'est très apprécié. Et croyez-moi, pour nous, aujourd'hui, je pense que c'était un privilège de vous avoir avec nous. On l'apprécie énormément. On vous remercie donc de cette contribution à nos travaux. Merci.

Les membres de la commission, nous sommes en séance de travail dans quelques instants. Alors, s'il vous plaît, on peut s'éloigner, mais pas trop loin pour pouvoir commencer à temps.

(Fin de la séance à 15 h 59)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le jeudi 20 février 1992 — No 30**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Exposé de M. Maurice Saint-Germain

CEAS-967

Exposé du Comité Outaouais

CEAS-988

Président: M. Guy Bélanger

Secrétaire: M. François Geoffrion

Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Jacques Brassard

M. André Boulerice

M. Henri-François Gautrin

Mme Pauline Marois

M. Robert LeSage

M. Neil Cameron

M. Jacques Léonard

M. John J. Kehoe

M. Cosmo Maciocia

M. Michel Després

M. Robert Benoit

Témoins interrogés: M. Maurice Saint-Germain, Université d'Ottawa

M. Marcel Beaudry, Comité Outaouais

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le jeudi 20 février 1992

(Douze heures trente-neuf minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de bien vouloir reprendre sa place, s'il vous plaît. S'il vous plaît! Alors, cet après-midi, est-ce qu'il y a des remplacements? M. Benoît (Orford) qui remplace toujours M. Bourassa...

**M. Brassard:** Quand est-ce qu'il va venir?

**Le Président (M. Bélanger):** ...et M. MacMillan... Pourquoi, avez-vous quelque chose contre M. Benoît, là?

**M. Brassard:** Pas du tout, pas du tout.

**Le Président (M. Bélanger):** Correct. O.K., Robert.

**M. Brassard:** Mais ce serait intéressant si le premier ministre venait de temps en temps.

**Le Président (M. Bélanger):** M. MacMillan (Papineau) qui remplace M. Rémillard (Jean-Talon), et M. Kehoe (Chapleau) qui remplace M. Thérien (Rousseau), et M. Parizeau (L'Assomption) sera remplacé par M. Boulé (Sainte-Marie-Saint-Jacques), que voilà d'ailleurs.

**M. Boulé:** Clop-clopant.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, dans un premier temps, je voudrais déposer un document qui est tout à fait d'actualité, il s'agit de «L'Avenir politique et constitutionnel du Québec», évidemment dans la série de nos états de questions, et c'est celui portant sur les régions frontalières, particulièrement l'Outaouais québécois. Alors, on est d'actualité, on est quasiment d'avance. Alors, on vous remercie, le document est déposé. Et, dans un premier temps, nous recevons M. Maurice Saint-Germain, qui est professeur agrégé à l'Université d'Ottawa. Il a été professeur et administre aussi les programmes à l'Institut de développement international et de coopération. De 1973 à aujourd'hui, il enseigne et recherche au Département de sciences économiques. Il détient un doctorat d'État en sciences économiques de l'Université de Paris, au Panthéon-Sorbonne. Il a été professeur invité au Département de science économique de l'Université de Sherbrooke, à la Faculté des sciences sociales de l'Université nationale du Rwanda, au Département de science économique de l'Université catholique du Pérou, à Lima, à l'Institut national de gestion et des Hautes études internationales de l'Université nationale d'Haïti, à

l'Institut de la paix et du développement de l'Université de Nice. Il a été aussi consultant pour une agence canadienne de développement international, c'est-à-dire l'ACDI, le commissariat aux langues officielles, et le Secrétariat d'État du Canada, et plusieurs autres organismes. Auteur de plusieurs livres sur l'économie québécoise et de plusieurs rapports et études, ainsi que des articles et revues, telles que *L'Actualité économique*, *Perspectives internationales*, *Cahiers de géographie du Québec*, *Mondes en développement*, *Revue du Nouvel Ontario*, *Revue de l'Université de Moncton*, *Possibles*, *Espirit*, *Habitat*, *Recherches sociales*. Alors, les principaux thèmes traités concernant l'économie québécoise et canadienne, économie et langues, économie de développement international. Il est l'auteur d'une étude rendue publique, en septembre 1990, sur les transferts de juridiction des fonctionnaires fédéraux qui ont fait l'objet d'une présentation devant la commission Bélanger-Campeau le 5 décembre à Hull. Or ce travail a été poursuivi et donne lieu à un rapport «Changer de capitale». Il réside depuis 25 ans dans l'Outaouais.

Et, dans un deuxième temps, je voudrais remercier M. Saint-Germain qui s'est adapté à nos changements d'horaire à la dernière minute, là. Ça n'a pas été facile et vous avez fait preuve de beaucoup de souplesse qui nous a beaucoup aidés. Nous l'apprécions grandement.

Alors, sans plus tarder, M. Saint-Germain, je vous inviterais à procéder à la présentation de votre mémoire. Je vous remercie.

#### Exposé de M. Maurice Saint-Germain

**M. Saint-Germain (Maurice):** Je vous remercie. M. le Président, Mmes et MM. les députés, j'ai l'honneur d'échanger avec vous aujourd'hui sur le transfert de juridiction des fonctionnaires fédéraux, dans l'éventualité de l'accession du Québec au statut d'État souverain, et de l'importance de cette question, en particulier pour l'Outaouais.

C'est en tant que résident de la région, préoccupé par les répercussions qu'un pareil changement aurait sur l'emploi, la valeur des propriétés, l'activité des entreprises, en un mot sur l'ensemble de la vie économique et sociale de la région que j'ai entrepris cette étude, il y a plus d'un an et demi.

La question est importante au plan économique puisque les employés fédéraux représentent plus de 103 000 emplois au Québec, auxquels s'ajoutent plus de 11 000 militaires et quelques milliers de fonctionnaires se trouvant hors du pays. La question est importante car ces emplois fédéraux se retrouvent dans toutes les régions du

Québec et leur rémunération totale atteint près de 4 000 000 000 \$ en 1990, auxquels s'ajoutent 500 000 000 \$ de solde des militaires.

De plus, l'État souverain du Québec devra fusionner ces emplois fédéraux aux 110 000 emplois provinciaux d'administration publique et aux 36 000 employés des entreprises publiques provinciales. C'est donc 250 000 employés publics dont le Québec aura la charge. En fait, le gouvernement du Québec peut orienter l'emploi d'environ 300 000 salariés du secteur parapublic: éducation, santé et services sociaux.

Alors, deux questions générales se posent. Un Québec souverain aura-t-il besoin de tous ces fonctionnaires? Pourra-t-il les payer? Deuxième question. À la première question, je répondrai que le Québec aura besoin de cet ensemble de fonctionnaires et d'employés d'entreprises publiques, fédéraux et provinciaux, qui travaillent et résident au Québec. Le Québec n'a actuellement que 18 % des fonctionnaires fédéraux du Canada qui travaillent sur son territoire. Il faudrait cependant ajouter à ce chiffre les 2690 employés fédéraux qui sont résidents de l'Outaouais mais qui travaillent à Ottawa ou y ajoutent, bien que cela peut se recouper en partie, les fonctionnaires qui travaillent à Ottawa dans les fonctions centrales de l'État, tels que par exemple ceux du ministère des Finances ou de Statistique Canada, ou encore des diplomates servant hors du pays et dont un Québec souverain pourrait difficilement se passer.

Par contre, certains fonctionnaires ne seront pas intéressés à travailler pour l'administration du Québec et quitteront leur emploi, pendant que le Québec héritera d'un trop grand nombre d'entre eux dans certains domaines ainsi que de chevauchements, tandis que le déficit d'emploi sera tout aussi évident dans d'autres domaines, les diplomates par exemple. Le rééquilibrage pourra se faire à moyen terme à travers la rotation du personnel. Au total, le Québec aura besoin d'un effectif de fonctionnaires au moins égal aux 18 % qui travaillent sur son territoire actuellement et, en ce sens, il peut garantir un emploi à tous les fonctionnaires fédéraux qui s'y trouvent déjà. Mais pourra-t-il les payer?

Oui, le Québec aura la capacité financière de payer l'ensemble de ces fonctionnaires fédéraux au niveau de rémunération déjà atteint et leur garantir tous les avantages sociaux, pensions de retraite, congés, etc. Cette capacité financière, le Québec la possède déjà. Je cite le rapport Bélanger-Campeau, page 468, qui nous dit: Le montant des dépenses de personnel s'élève à un peu plus de 3 000 000 000 \$, ce qui représente 18 % des dépenses fédérales à ce chapitre. Or, le nombre d'employés fédéraux travaillant au Québec correspond justement à 18 % du total des employés fédéraux.

Une autre question intervient alors. Un Québec souverain peut-il garantir aux employés

fédéraux un emploi dans la région où ils résident et travaillent déjà? C'est sans doute là le plus grand défi, non pas pour Montréal ou Québec mais pour l'Outaouais et, dans une certaine mesure, pour les villes où il y a une assez forte concentration de certains types d'emplois fédéraux, par exemple Shawinigan, Jonquière, etc. Nous allons revenir sur le cas de Hull, qui est de loin le plus complexe.

Une dernière question peut encore s'ajouter. Sera-t-il possible d'offrir, dans chaque région, des emplois donnant lieu à la même masse salariale, afin de maintenir le pouvoir d'achat régional et le niveau d'activité déjà atteint? À plusieurs reprises, j'ai indiqué que le maintien du niveau d'emploi doit s'accompagner du maintien de la masse salariale ou du pouvoir d'achat régional, afin de conserver à la région les activités et le niveau économique déjà atteint. Ceci peut permettre de créer indirectement des emplois par déduction fiscale ou exemption fiscale, par subvention ou par divers financements qui touchent le budget de l'État. Ainsi pourrait être conclu pour l'Outaouais un contrat de région consistant à remettre à la région un montant d'argent correspondant à la masse salariale non versée sous forme de salaire de fonctionnaire, par exemple.

Alors, malgré les risques évidents que court la région et dont mon rapport fait clairement état, j'ai pensé qu'il y avait des moyens d'y répondre et des voies de solution. En dépit des scénarios catastrophiques de pertes considérables d'emplois, dont j'ai parlé dès les débuts pour sensibiliser l'opinion dans la région et en dehors de la région, je pense qu'il n'y a toujours qu'un seul objectif prioritaire pour l'Outaouais, c'est de maintenir le niveau d'emploi. C'est le seul objectif stimulant et mobilisateur pour la population outaouaise.

Comme les emplois éventuellement affectés sont ceux qui dépendent du budget de l'État, j'ai pensé qu'il fallait tout d'abord chercher des réponses au niveau des emplois publics et parapublics, et même d'éventuels financements compensatoires et créateurs indirects d'emplois, sans négliger pour cela la promotion des emplois privés. On pourrait même penser que la diversification économique mise en place à travers les années pourrait permettre à la longue, à la manière d'Ottawa-Carleton entre 1983 et 1990, de poursuivre une croissance démographique tout en connaissant même une diminution des emplois publics.

Revenons maintenant à l'Outaouais, où se trouve le vrai défi. Le quart des emplois de la région métropolitaine de Hull sont des emplois fédéraux, environ 26 000 sur 104 000 dans la région métropolitaine. Leur impact est déterminant sur toute l'économie régionale et, au-delà des emplois fédéraux, la région de Hull présente une autre caractéristique. C'est la seule agglomération urbaine frontalière du Québec, ce qui

signifie des migrations quotidiennes de main-d'œuvre des travailleurs publics et privés entre les deux rives de l'Outaouais, au sein d'une vaste région métropolitaine d'environ 900 000 personnes. Chaque jour, seulement pour leur travail, en arrondissant les chiffres, on peut dire qu'environ 40 000 Québécois se rendent à Ottawa tandis qu'environ 20 000 Ontariens en font de même vers Hull.

Comment relever le défi de l'Outaouais? Une condition nécessaire, c'est certainement la prise de conscience, la volonté et les pressions exercées par la région elle-même, mais cela ne sera en aucun cas suffisant. D'ailleurs, même au niveau de la région, il y a déjà eu beaucoup d'occasions manquées depuis un an et demi. La liste est facile, on pourra y revenir. Mais il faut en plus une prise de conscience, une volonté politique et la mise en œuvre d'une politique générale de déconcentration administrative du gouvernement du Québec dans laquelle s'inscrit l'Outaouais.

Au lendemain d'une proclamation d'indépendance le Québec hériterait de l'implantation géographique actuelle des employés fédéraux et devrait, pendant les premières années, vivre avec cette contrainte. Ainsi, sa politique de déconcentration régionale de l'administration lui est déjà dictée pour les premières années. Elle devra reposer sur la répartition tricéphale actuelle, avec trois grands centres: Québec, Montréal et Hull. La tête de l'État rassemble déjà à Québec plus de 31 % du total des fonctionnaires fédéraux et provinciaux. Elle pourrait même être renforcée à ce moment-là et dépasserait légèrement le tiers des emplois d'administration générale. C'est d'ailleurs une proportion qui est celle que l'on observe à Ottawa pour l'administration fédérale dans la région de la CCN.

Montréal devrait être maintenue dans son rôle actuel de deuxième centre administratif du Québec avec environ 27 % des emplois d'administration générale, et conserverait le nombre déjà atteint dans ses emplois ainsi que les emplois dans les entreprises publiques pour lesquels Montréal a déjà des entreprises et maintiendrait son rôle prépondérant. Enfin Hull devrait être maintenue dans son rôle – son rôle actuel, d'ailleurs – de troisième centre administratif du Québec qui rassemble en ce moment un peu plus de 17 % du total des emplois fédéraux et provinciaux additionnés du Québec. Cependant, nous avons fait l'hypothèse, dans un premier scénario, que Hull pourrait perdre des emplois publics – environ 3500 – qui seraient compensés par la création d'un nombre d'emplois parapublics équivalent, dans les domaines de l'éducation de la santé et des services sociaux. J'ai proposé dans ce sens un plan de récupération de 3500 emplois en 5 ans. Hull rassemblerait alors environ 15 % des fonctionnaires d'un Québec souverain et resterait confirmée dans son rôle de troisième centre administratif du Québec.

Tout cela est-il possible? C'est une démarche semblable que vient d'entreprendre la République fédérale allemande qui transfère sa capitale de Bonn à Berlin et qui dirige, en fait, ses fonctionnaires vers une agglomération urbaine beaucoup plus importante.

Là encore il y a des plans de transfert des fonctionnaires fédéraux, dans ce pays, et une partie importante des ministères, les deux tiers selon certains articles, pourrait être maintenue au départ dans la ville de Bonn et le transfert ne se ferait que progressivement et sur une période d'au moins 10 ans.

Alors si nous voulons nous en donner la peine, nous pouvons relever le défi de l'Outaouais. Il y a des principes, des arguments et des moyens à travers lesquels il faut passer pour relever ce défi. Au niveau des principes, je dirais que les solutions passent, bien sûr, par la prise de conscience régionale – et même québécoise – du problème qui est posé, par la volonté politique de le résoudre, par des interventions spécifiques, par des appuis et une concertation à la grandeur du Québec, par des garanties et une information des fonctionnaires et de la population, par une libre circulation des personnes, des biens et des capitaux, par des mesures directes concernant la fonction publique, par la création d'infrastructures et d'alternatives d'emplois.

Au-delà de ces principes, il y a un certain nombre d'arguments sur lesquels on peut faire reposer une réponse aux défis auxquels serait confronté l'Outaouais. La réponse passe, bien sûr, par la proportion des effectifs quand on le resitue dans le cadre d'une politique de déconcentration administrative d'un Québec souverain. Il y a, comme argument, la capacité de gestion des Québécois qui l'ont montrée de différentes façons; on pourra y revenir. Il y a des précédents canadiens d'accords de transfert de fonctionnaires, comme dans le cadre de la TPS. Il y a des accords sur la libre circulation des personnes et des travailleurs comme dans le cadre de Windsor et Détroit. Il y a des pratiques fédérales de décentralisation administrative, de déconcentration dont on peut s'inspirer. Il y a la réalité que les gens sont déjà dans la région, qu'il y a déjà les espaces à bureau, qu'il y a des ministères qui ont un caractère vraiment décentralisable et qu'il y a même des emplois qui sont même plus décentralisables que les ministères ne le sont eux-mêmes. Alors, à ce niveau, donc, il y a un ensemble d'arguments.

Ensuite, il y a des moyens à considérer et je ferai reposer la politique pouvant répondre aux besoins de l'Outaouais sur des moyens et des étapes. Parmi les moyens, il y a, bien sûr, d'intégrer au Code du travail du Québec les conventions collectives et le cadre de travail qui existent déjà avec les fonctionnaires fédéraux. Il y a tout ce que l'on peut faire pour que la région de l'Outaouais soit présente dans le cadre des négociations, dans le cadre de l'organisation

de cette politique de déconcentration administrative. Il y a également, et là ça correspond à trois aspects sur lesquels je me suis particulièrement arrêté, de recourir à trois types de mesures: celles qui sont une décentralisation d'emplois publics et parapublics provinciaux, celles qui portent plus sur la décentralisation des emplois publics fédéraux actuels et, je reviens en fait sur la dimension du parapublic provincial et au-delà, on peut ajouter toutes les mesures de promotion des emplois du secteur privé qui viendraient s'ajouter mais que je n'ai pas pris en compte dans mes calculs. Je considère comme une nécessité la diversification économique, mais je ne l'ai pas considérée dans le total des calculs des scénarios proposés.

Alors, j'ai, dans une méthode de travail, essayé de repérer des ministères, des emplois, des programmes qui ont davantage un caractère potentiellement décentralisable et qui pourraient l'être éventuellement, à Hull ou dans l'Outaouais. J'ai trouvé de cette façon environ 38 000 emplois de type fédéral qui auraient ce caractère et à peu près une somme de 25 000 emplois provinciaux aussi. Donc, il y aurait un bassin d'emplois publics potentiellement décentralisables, fédéraux et provinciaux qui dépasse 60 000 emplois. C'est à partir de là que l'on pourrait chercher à combler un peu plus de 20 000 emplois, puisqu'il y a une balance de 3500 emplois que je vais chercher du côté du secteur parapublic.

Alors, pour ce qui est des décentralisables, j'ai commencé à travailler, parce que j'ai commencé à faire ça il y a un an et demi, avec des proportions de la population du Québec. Ensuite, j'ai intégré dans mes calculs la base de 18 %. J'ai également intégré tous les pourcentages que la commission Bélanger-Campeau a définis dans son rapport et les différentes approches montrent qu'il y a toujours un bassin largement suffisant, et bien au-delà, du nombre d'emplois qu'il faudrait pour l'Outaouais. En plus, à travers ça, j'ai cherché à définir le profil que pourrait avoir l'administration publique dans la région de l'Outaouais après plusieurs années où il y aurait une reconversion administrative beaucoup plus vers des types d'emplois genre régie, mettons Régie de l'assurance-automobile, Commission de santé et sécurité du travail, un certain nombre de fonds spéciaux, bon. Donc, mettre plus l'accent sur cette forme d'emplois décentralisables provinciaux et combler en fait les vides que ferait le départ de certain emplois fédéraux qui devraient être rapatriés à Québec pour assurer les responsabilités de souveraineté. Pensons aux Affaires extérieures, par exemple, qu'un nouvel État chercherait très vite à installer dans sa capitale.

Par contre, on peut penser que les régies ou certains ministères techniques n'ont certainement pas la même urgence et la même nécessité. Donc, on pourrait établir un calendrier sur plusieurs années pour d'autres types de minis-

tères à caractère moins prioritaire, tandis que Affaires extérieures, ou Cour suprême, ou Conseil du trésor, ou Commission de la fonction publique ou leurs équivalents demanderaient un transfert assez rapide dans la capitale.

Pour ce qui est du secteur parapublic, je fais intervenir 3500 emplois qui pourraient être créés dans un délai de cinq ans et je les répartis à travers l'hospitalier, le domaine des services sociaux et le domaine de l'éducation aux différents niveaux: primaire, secondaire, collégial, universitaire. À tous les niveaux où il y a des manques connus, reconnus dans l'Outaouais.

(13 heures)

Alors, ce sont là les principaux domaines dans lesquels, je considère, qu'il y a des emplois qui peuvent faire l'objet de cette politique de promotion du niveau d'emploi déjà atteint dans l'Outaouais. C'est donc ce que j'ai particulièrement développé et ce sur quoi on pourrait revenir au cours de nos échanges.

Alors, j'apprécie tout particulièrement la chance qui m'est donnée aujourd'hui de parler à l'Assemblée nationale, et dans la ville de Québec, avec laquelle l'Outaouais aura certainement un rôle complémentaire à jouer dans le cadre de l'éventualité d'un Québec souverain. Et j'apprécie cette chance qui nous est donnée de faire connaître aujourd'hui les besoins de l'Outaouais en souhaitant, quand il le faudra, que nous soyons entendus. Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie, M. Saint-Germain. La première question, M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. Je vous remercie M. Saint-Germain de votre exposé. Je dois dire néanmoins que je l'ai trouvé particulièrement optimiste, même par certains côtés dangereusement optimiste. Votre analyse est basée sur le fait que, et je ne veux pas rentrer réellement dans la définition que vous donnez de fonctionnaire québécois, il y a à l'heure actuelle un déficit de fonctionnaires québécois au niveau fédéral. C'est à peu près 33 000 emplois. C'est ça la base de votre raisonnement.

**M. Saint-Germain:** Non, ce que j'ai proposé dans le scénario, c'est seulement de faire des calculs à partir des fonctionnaires qui existent déjà, au Québec.

**M. Gauthrin:** Et vous considérez que le Québec n'a pas sa juste part des fonctionnaires fédéraux?

**M. Saint-Germain:** Il y a une chose que j'ai énoncée dans l'exposé tout à l'heure, c'est que les calculs que je fais sont à partir, si on veut, des 18 % que reconnaît la commission Bélanger-Campeau.



**M. Gauthrin:** C'est ça.

**M. Saint-Germain:** Mais ce que je fais valoir, je viens de le dire tout à l'heure, c'est que dans ces 18 %, c'est classé seulement selon le lieu de travail. Et ce que j'ai dit, c'est qu'il y a par exemple des résidents dans l'Outaouais qui ne travaillent pas sur le territoire québécois mais sur le territoire ontarien, mais dont un Québec souverain devrait s'occuper, car ils sont Québécois en tant que résidents. Ça en ajoute à peu près 2700, bon.

Et j'ai dit également qu'il y a, en dehors du territoire québécois, des fonctionnaires dans des fonctions centrales de l'État canadien qui travaillent en fait actuellement pour les Québécois, que ce soient des diplomates, des fonctionnaires du ministère des Finances ou d'autres institutions. Donc, nous bénéficions de leur travail actuellement, et un Québec souverain devrait rapatrier ces effectifs-là dans une certaine proportion.

**M. Gauthrin:** Mais est-ce que... Autrement dit, la question de fond c'est: est-ce que le Québec souverain pourrait s'occuper ou aurait besoin de ces fonctionnaires? Vous avez répondu rapidement, oui, d'après vous. Comment pouvez-vous répondre aussi facilement oui, alors qu'il y a une tendance générale à diminuer le poids de la fonction publique, qu'il y a une tendance générale à vouloir diminuer l'importance des fonctionnaires par rapport au secteur privé? Qu'est-ce que vous allez faire avec ces fonctionnaires que vous rapatriez à ce moment-là? Et après j'aurai une autre question sur ce que vous allez répondre.

**M. Saint-Germain:** Oui.

**M. Gauthrin:** Parce qu'il y a une autre analyse qui a été faite dont je vous parlerai dans un instant.

**M. Saint-Germain:** Alors, je suis d'accord avec vous qu'il y a une tendance actuelle du gouvernement, tant à Ottawa qu'à Québec, de comprimer les effectifs de la fonction publique. D'ailleurs, j'ai des tableaux et des statistiques où on voit la décroissance là, la courbe des effectifs fédéraux. Et on sait qu'à Québec aussi on a des politiques dans la même direction. Bon, cela est vrai. Si la politique se poursuit et que le Québec doit décider dans x années d'un choix de souveraineté, il prendra l'effectif qu'il y aura à ce moment-là. Actuellement l'effectif est de 18 %. Ce que je dis c'est que ces 18 % sont absorbables pour les besoins d'administration publique du Québec. Et ils sont facilement absorbables puisque je dis que, même, on bénéficie du travail de fonctionnaires qui ne sont même pas en territoire québécois, que nous bénéficions de leur travail.

Donc, nous aurions besoin en fait – il y a une logique là-dedans – nous aurions besoin même d'un peu plus certainement. Mais les 18 % sont seulement ce qui est présenté dans les calculs de ce qui s'appelle le premier scénario. Lorsque je dis: À Hull on doit conserver 25 875 emplois, ils sont dans les 18 % si vous voulez en gros, ou près.

**M. Gauthrin:** Mais, à ce moment-là, vous allez être en contradiction, en partie, avec un travail qui a été remis à cette commission par M. Rodrigue Tremblay, que vous connaissez peut-être, qui estimait à 1 500 000 000 \$ dans les comptes publics les économies d'un Québec souverain, advenant le cas où on n'aurait pas, justement, une duplication de fonctionnaires et une diminution du nombre d'emplois publics. Donc, là, vous êtes en contradiction avec la position de Rodrigue Tremblay. C'est bien ce que je comprends?

**M. Saint-Germain:** Bon! Alors, si je comprends bien votre question, c'est la question des chevauchements du travail.

**M. Gauthrin:** Bien, c'est la question des chevauchements, c'est la question des économies potentielles et dans l'analyse des comptes publics. Alors, j'imagine que vous n'avez peut-être pas vu le document, mais l'estimé que Rodrigue Tremblay faisait pour ce qu'il appelait les comptes publics dans une période post-souveraineté, il estimait à 1 500 000 000 \$ les économies par la diminution de la fonction publique, les chevauchements de la fonction publique et la diminution des fonctionnaires.

**M. Saint-Germain:** Alors, effectivement, il y a la question de chevauchements, je l'ai nommée tout à l'heure. Ce qu'il y a, c'est que je n'ai pas eu connaissance et ça n'a pas été rendu public le nombre exact de fonctionnaires ou la masse de rémunération des fonctionnaires qui seraient en chevauchement de travail. En fait, il y a plusieurs niveaux de chevauchement qui existent. Il y a des études du Conseil du trésor, à Ottawa, ou celles des professeurs Julien et Proulx, qui le montrent.

**M. Gauthrin:** Absolument.

**M. Saint-Germain:** Et, si on regarde de façon précise, il y a assez peu de chevauchement total, disons, avec les mêmes services donnés au fédéral et au provincial et les mêmes clientèles au fédéral et au provincial. Ces cas de chevauchement absolu sont rarissimes. La plupart des chevauchements sont des chevauchements dans une partie des services, une partie de la clientèle ou des aspects comme ceux-là. Donc, on ne peut pas dire qu'il y a une duplication absolue d'emplois répétés du fédéral et du provincial pour la

plupart des chevauchements. Mais ce que je peux dire, c'est que le nombre exact de fonctionnaires qui seraient même en chevauchement absolu, en un ordre de grandeur par les pourcentages de programmes concernés, dans le document du Conseil du trésor, à Ottawa, il y a à peu près 2 % des programmes qui sont en chevauchement absolu. Bon! Mais, ensuite, ce sont différents niveaux de chevauchement. Alors, reste à savoir le montant exact. Peut-être que cette étude de M. Tremblay présente...

**M. Gauthrin:** Bien, écoutez, M. Tremblay se base, donc, on se base sur la même étude: Julien-Proulx. D'accord? 1978.

**M. Saint-Germain:** Oui, d'accord. Et celle du Conseil du trésor du mois de...

**M. Gauthrin:** Et Julien-Proulx, disons... Je n'ai pas refait les calculs que Rodrigue Tremblay a faits, mais, se basant sur l'étude de Julien-Proulx, Rodrigue Tremblay établit à 2 000 000 000 \$ par année les économies de rationalisation dans la fonction publique. Je comprends qu'alors vous ne soyez pas d'accord avec ça.

**M. Saint-Germain:** Je n'ai pas lu l'étude de M. Tremblay.

**M. Gauthrin:** Non, je comprends, mais...

**M. Saint-Germain:** J'ai lu celle de MM. Proulx et Julien, par contre.

**M. Gauthrin:** Et, en faisant une translation, en adaptant en dollars de 1991-1992 l'étude de Julien-Proulx, on arriverait à 2 000 000 000 \$ d'économie.

**M. Saint-Germain:** L'étude de Julien et Proulx est une étude qui est purement qualitative. Il n'y a là-dedans aucun chiffre qui dise le nombre exact de fonctionnaires et les montants d'argent concernés. Il n'y en a aucun. Ils le disent eux-mêmes: C'est purement qualitatif. Alors, si M. Tremblay est arrivé à rentrer des chiffres là-dedans, tant mieux! Je ne connais pas l'étude de M. Tremblay.

**M. Gauthrin:** Je vous en donnerai copie.

**M. Saint-Germain:** Je ne peux pas vraiment juger et parler là-dessus.

**M. Gauthrin:** Je comprends.

**M. Saint-Germain:** Mais dans celle de Julien et Proulx, il n'y a pas de chiffres.

**M. Gauthrin:** Je comprends. Alors, lui, il prétend qu'il peut trouver ça et...

**M. Saint-Germain:** À part dire qu'il y a, mettons, 60 % des programmes qui ont un chevauchement d'une façon ou d'une autre, mais à des degrés très divers.

**M. Gauthrin:** Non, mais c'est intéressant, ce que vous me dites, parce que, moi, je lis ce que M. Tremblay disait: «Une extrapolation des économies identifiées en 1978 par les chercheurs Julien et Proulx établirait à 2 000 000 000 \$ par année les économies de rationalisation.» Et, là, on dépense... Vos fonctionnaires, c'était une masse salariale de 770 000 000 \$. C'est ça?

**M. Saint-Germain:** Ah, plus! 4 000 000 000 \$, j'étais rendu. 4 000 000 000 \$ en 1990. Les fonctionnaires fédéraux...

**M. Gauthrin:** Donc, vous en prenez la moitié. Non, je comprends qu'il y ait une divergence de points de vue entre vous et ce que M. Tremblay nous avait donné. Je comprends, non.

**M. Saint-Germain:** Bien, je sais que c'est qualitatif dans celle de Julien et Proulx. Celle de M. Tremblay, je n'en ai pas eu connaissance.

**M. Gauthrin:** Je comprends. Bon! Et, d'après vous, vous pensez qu'on peut facilement absorber sans difficulté, dans la fonction publique, actuellement...

**M. Saint-Germain:** Je ne dis pas «sans difficulté». Je dis qu'on peut l'absorber sur le nombre de fonctionnaires. Ça veut dire qu'on va se retrouver avec une fonction publique, on hériterait d'une fonction publique qui ne sera pas idéale, le lendemain de l'absorption de cet effectif-là. Mais, après plusieurs années et à travers la rotation du personnel, c'est-à-dire les départs naturels qui ont toujours lieu à chaque année et l'embauche des nouveaux, on rééquilibre et on rationalise sur plusieurs années. Mais on va hériter d'une fonction publique, à ce moment-là, qui ne sera pas équilibrée de la façon souhaitable...

**M. Gauthrin:** Avec une...

**M. Saint-Germain:** Même sans penser du tout au chevauchement, je l'ai dit, si on ne prend que ce qu'il y a sur le territoire québécois on n'aura pas de diplomates, alors qu'il en faudra. Par contre, on aura peut-être trop gens qui sont des services correctionnels. Donc on peut gonfler d'un côté, dégonfler de l'autre, mais on ne fait pas ça subitement. C'est vrai qu'il y a quelques domaines de chevauchement, mais en nombre de programmes, si je prends le document beaucoup plus récent que celui de Julien-Proulx, celui du Conseil du trésor à Ottawa – qui est sorti en décembre, à peu près, novembre ou décembre de l'année dernière, il y a quelques

mois – eux nomment les différents degrés de chevauchement. Et le chevauchement de caractère vraiment absolu, il est de l'ordre de 2 % des programmes, guère plus. Ensuite, on arrivera à ajouter, peut-être, 10 % à 12 %. On aurait peut-être 15 % de fonctionnaires qui seraient dans des niveaux de chevauchement peut-être assez importants. Le reste, ce sont des chevauchements vraiment minimes.

**M. Gauthrin:** Donc, il n'y a pas réellement de chevauchement entre les deux ordres de gouvernement, entre le fédéral et le provincial.

**M. Saint-Germain:** Il y a des chevauchements...

**M. Gauthrin:** Mais minimes.

**M. Saint-Germain:** Il y a des chevauchements, mais qui ne sont pas, peut-être, aussi considérables qu'on le pense...

**M. Gauthrin:** Ou qu'on veut bien le dire.

**M. Saint-Germain:** Tout dépend quel chiffre on veut mettre. Est-ce qu'on veut le mettre sur toutes les natures de chevauchement ou seulement sur les chevauchements absolus? Il y a un damier, par exemple, dans le document du Conseil du trésor à Ottawa, qui montre à peu près... Ça fait 9 types de degrés, 9 niveaux de chevauchement. Alors, si on part du niveau le plus élevé au niveau le plus bas, on peut arriver à des chiffres de salaires ou de fonctionnaires qui sont complètement différents. C'est tout ce que je peux dire.

**M. Gauthrin:** Je vous remercie de l'information que vous avez donnée à la commission.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. le député de Verdun. Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Je me permets de vous souhaiter la bienvenue à mon tour et de vous remercier de la qualité du travail qui nous est présenté. J'ai toujours pensé que, quand on était face à des enjeux majeurs, face à des événements qui pouvaient être des problèmes importants, il y avait toutes sortes d'attitudes. Il y en avait une qui était de se mettre la tête dans le sable et de ne pas vouloir les voir. Il y en a une qui est de les amplifier pour faire en sorte que ça devienne tellement catastrophique que c'est impossible de les résoudre. Il y en a une troisième qui est de dire: Évaluons-les à leur juste mesure, les problèmes que vont soulever les modifications dans lesquelles on va s'engager avec la souveraineté du Québec. Les ayant évalués, que pouvons-nous proposer pour faire en sorte que nous transformions ces éléments et

ces impacts, qui pourraient être négatifs, en éléments et en impacts positifs? Dans ce sens-là, j'apprécie donc, et je le répète, particulièrement votre travail, parce qu'il nous permet d'ouvrir toute espèce de champ sous l'angle des solutions et sous l'angle des hypothèses où on atteint les objectifs que l'on veut atteindre, tout en réalisant le projet collectif. Vous avez totalement raison de dire: Si nous ne faisons rien et si nous regardons passer le train, ça peut être assez sérieux et assez grave ce qui pourrait se passer comme détérioration au niveau de l'emploi dans l'Outaouais, advenant quelque changement constitutionnel que ce soit, d'ailleurs. Et ça, je pense que c'est important qu'on se le rappelle. Il y a, actuellement, des changements d'engagés qui ont des impacts. Et si on n'agit pas maintenant – imaginons que rien ne change d'autre part – ça aura un impact qui risque d'être négatif sur l'Outaouais. Et je vais y revenir à celui-là. Je pense que l'intérêt de votre papier, c'est qu'il ne part pas d'un seul scénario, il parle de plusieurs scénarios et il nous permet maintenant de peser, d'évaluer et de voir ce qui pourrait être fait pour faire en sorte que l'on réalise notre objectif, mais qu'en même temps cette région s'en sorte gagnante. Parce que c'est bien sûr ça qu'on recherche ensemble.

(13 h 15)

Bon. Je veux juste revenir sur une chose qui a été dite avant d'aborder des questions que soulève votre papier avec vous, entre autres, sur cette fameuse catégorie de chevauchements duquel le député de Verdun faisait état. La référence exacte, c'est un document – je l'ai moi-même consulté et lu – préparé par le Secrétariat du Conseil du trésor qui est: «Chevauchements et dédoublements des programmes fédéraux et provinciaux», qui date de novembre 1991. Dans cela ils ont effectivement une grille – vous en parlez M. Saint-Germain – qui va d'une catégorie où les services et les clientèles sont parfaitement confondus jusqu'à une catégorie de services où les services et les clients sont différents. Et il dit: Là où c'est parfaitement confondu, les provinces et le fédéral... Mais il ne fait pas de distinctions par rapport au Québec. Alors, il faut être prudent avec cette grille. Les autres provinces n'ont pas nécessairement des institutions aussi importantes que celles du Québec, donc, je reviens, il faut être prudent. C'est 2 %, 1,7 % exactement, mais il y a un chevauchement des clientèles ou des services pour 26,8 % aussi, d'une façon moins significative mais d'une façon quand même active, si on veut. Donc, dans ce sens-là, oui, il y en a. Et, à mon point de vue, il faut faire maintenant l'hypothèse en se disant: Oui, mais si on rationalise, ça veut dire qu'on devrait diminuer la fonction publique dans la perspective d'un Québec souverain. Moi, je pense que la rationalisation, c'est ce qu'elle devrait permettre de faire, c'est qu'à somme nulle – puis je veux revenir sur la somme nulle,

je veux en parler avec nous — on devrait réorienter les économies dégagées de la rationalisation vers les nouvelles fonctions de l'État souverain. Alors, c'est ce que ça nous dit aussi. Ça nous dit qu'il y a une marge de manœuvre et ça, ce n'est pas inintéressant.

L'autre chose, c'est sans changement constitutionnel aucun. D'ailleurs, c'est cité dans un rapport qu'on va voir tout à l'heure. Je ne voudrais pas leur voler de l'information, mais je sais qu'il est déjà public. Et c'est cité dans des documents que vous-même vous avez produits. L'évolution de la population en regard de l'évolution du nombre d'emplois à la fonction publique fédérale est complètement en opposition. Une courbe descend, celle de l'emploi dans la fonction publique fédérale, et l'autre, qui est l'augmentation de la population, évidemment est en hausse. Donc, même sans changement, il faut se préoccuper de ce qui se passe actuellement à mon point de vue dans l'Outaouais, sinon, il risque d'y avoir une décroissance et d'y avoir un prix à payer.

Revenons aux fondements mêmes du débat qu'on a actuellement et qui concerne, au premier chef, l'Outaouais. J'ai compris de vos scénarios qu'il y en avait où on se disait: Il y a une marge pour ajouter des fonctionnaires, à la limite, si on voulait, parce que le nombre de fonctionnaires qui nous est affecté, compte tenu de notre produit intérieur brut, qui est notre mesure de richesse collective, compte tenu de la population, nous laisse une place, puisque 19 % — vous avez rajusté les chiffres, c'est ça — des Québécois travaillent au fédéral. Donc, il y a une marge, parce qu'on a 23 % du PIB, on a 25 % de la population, ça nous donne une fourchette.

Mais, moi, ce qui m'intéresse, c'est le scénario à somme nulle, c'est-à-dire que je prends l'argent qui est actuellement versé pour payer les salaires de la fonction publique fédérale, j'intègre l'ensemble des fonctionnaires, je fais les compensations nécessaires pour l'Outaouais et les rajustements — on les traitera plus précisément — et j'assume les nouvelles fonctions de l'État souverain et ça ne coûte rien. Est-ce que je comprends bien, est-ce que je fais une bonne lecture de votre scénario principal quand je dis cela?

**M. Saint-Germain:** Oui, le scénario, pour l'essentiel, est un scénario de somme nulle, ce qui est même... Il est avec un effectif stable à Montréal, il est avec un effectif stable dans toutes les villes en dehors de Québec et de Hull. Il est avec un effectif diminué dans le cas de Hull et il est avec une augmentation de l'effectif dans le cas de Québec. Tout ça donnant lieu, effectivement, à un jeu de somme nulle. Il n'y a pas d'ajout là-dessus. L'essentiel, c'est de prendre justement l'effectif actuel et de l'utiliser dans le contexte du changement constitutionnel qui sera là.

**Mme Marois:** Bon, d'accord.

**M. Saint-Germain:** Donc, ça, c'est la base de calcul qui est présentée.

**Mme Marois:** Donc, on ne peut pas dire de votre étude — j'ai vu que c'était une nouvelle version de ce que vous aviez déjà présenté, le document que vous nous présentez aujourd'hui est une version, je dirais, bonifiée, améliorée. Dans certaines versions, on avait plutôt identifié des scénarios où il pouvait y avoir des ajouts dans la fonction publique, on ne peut pas dire de ce que vous nous présentez aujourd'hui, avec la lecture que je fais, on ne peut pas tirer cette conclusion. On dit: À somme nulle, nous intégrons, nous payons et nous réorganisons.

**M. Saint-Germain:** Quand il y a des ajouts, il s'agit de fonctionnaires hypothétiques ou éventuels dans le cas où le Québec voudrait se donner un niveau d'administration aussi élevé que la moyenne canadienne actuelle, par exemple. Bon. C'est seulement ce cas-là. Mais pour le cas qui nous intéresse le plus directement et qui est présent dans tout le premier scénario, c'est le cas de Hull et de l'Outaouais, tout le calcul est fait à partir d'effectifs qui existent déjà. Ce n'est pas: Il faut régler le cas de Hull, de créer des emplois de fonction publique. Il n'y a absolument pas l'intervention de création d'emplois additionnels de fonction publique pour résoudre le problème de l'Outaouais dans le scénario que je propose, absolument pas. C'est de partir des effectifs que l'on a déjà, tant au fédéral qu'au provincial, et de les ajuster. C'est tout. C'est ce que j'ai fait tout le temps. Je n'ai jamais été penser une chose pareille. D'ailleurs, j'ai tellement souvent été mal perçu que j'ai annoncé, depuis le début, des pertes d'emplois de fonctionnaires. Mais ça a été compris à l'inverse, alors qu'il y a plusieurs tableaux qui récapitulent même les pertes d'emplois de fonctionnaires et que ça a été présenté comme ça, dès la présentation d'un premier scénario.

**Mme Marois:** D'accord. Mais je pense que c'est important parce que, sans ça, les bases sont faussées, les bases de la discussion sont faussées. C'est important qu'on fasse le point sur cette question-là.

Je veux revenir sur la notion des gains dynamiques auxquels faisait référence notre collègue de Verdun, M. le Président, et qui mentionnait le document de M. Tremblay. Oublions même le document de M. Tremblay. En fait, dans le rapport de la commission Bélanger-Campeau, sûrement que mon président s'en souviendra puisqu'il siégeait à cette commission, une des études conclut qu'il y a, sans toucher aux effectifs d'aucune espèce de façon, 500 000 000 \$ ou 600 000 000 \$ — là, je n'ai pas retrouvé la référence mais je suis sûre que je ne

me trompe pas dans les ordres de grandeur – que l'on peut récupérer juste, par exemple, sur le compte des communications et du transport. Parce que le coût moyen canadien est, évidemment, beaucoup plus élevé que le coût moyen québécois qu'on aurait à assumer pour le coût de transport de nos fonctionnaires qui se promèneraient, ou de nos gens qui ont des mandats de déplacement, pardon.

Donc, déjà la commission évaluait – soyons conservateurs – à 500 000 000 \$, alors 1 500 000 000 \$, ce n'est donc pas inimaginable que ça puisse se produire. Ça ne touchait même pas, à ce moment-là, les effectifs. D'autre part, M. Fortin, je pense que c'est Pierre Fortin qui est venu devant nous, a aussi repris des hypothèses semblables sur la base des données qui lui étaient propres en disant: On peut arriver à 1 500 000 000 \$ d'économie.

Revenons, maintenant, à votre présentation pour situer un peu les échanges qu'il y a entre Hull et Ottawa en termes de personnes qui se déplacent et d'emplois occupés. Souvent, quand on a des discussions, parce que je dois vous dire que ce n'est pas la première journée que nous parlons de l'Outaouais aujourd'hui devant la commission, nous en parlons régulièrement ici. Nous en avons parlé quand il a été question du territoire; nous en avons parlé en matière économique, en matière de relations commerciales.

**Une voix:** Pour le député de Hull, c'est difficile de ne pas en parler.

**Mme Marois:** Le député de Hull soulève, à l'occasion, des questions, j'en soulève moi-même. Donc, ça n'a pas été absent de nos débats, au contraire. D'ailleurs, ç'a eu des échos, je pense, en Outaouais.

Une de mes hypothèses, c'est que le Québec souverain a des éléments en main pour créer un rapport de force positif avec l'Ontario et avec Ottawa dans le cadre des emplois à maintenir ou à développer au Québec. Là, je m'explique et je reviens sur un élément qu'on retrouve dans votre document, c'est que ce n'est pas que les gens de Hull qui traversent, vous l'avez bien dit, vers Ottawa, mais ce sont les gens aussi d'Ottawa qui traversent vers Hull, dans la fonction publique. C'est vrai aussi dans le secteur privé, mais la somme est moins importante que les Québécois qui vont travailler en Ontario, ça, on en convient. Je pense que c'est de l'ordre de grandeur – vous me rectifierez si je ne suis pas correcte – de 3000 à 15 000, à peu près, en termes d'échanges. Mais il reste que 3000, c'est important pour les gens de l'Ontario qui viennent travailler au Québec dans le secteur privé.

D'autre part, un de vos scénarios, c'est de dire: Nous avons, dans le public et le parapublic, des équipements qui sont absents en Outaouais et qui nous coûtent, parce qu'on va verser des

sommes importantes dans les hôpitaux d'Ottawa, dans les écoles, parce que notre population utilise ces services-là... Alors, ce qu'on dit, c'est: Rapatrions ces services-là vers le Québec. Donc, les sommes qu'on verse là-bas, on va se les affecter à nous-mêmes et recréer des emplois chez nous. Vous les évaluez dans le scénario des emplois de l'ordre de 3000, je pense. C'est ce que vous reprenez.

Dans votre document, vous parlez cependant, à la page 59, d'un manque à gagner de 6427 emplois. C'est bien ça? Et, dans l'hypothèse que vous faites, c'est 3000. Est-ce que, dans un contexte comme celui-là, où l'idée n'est pas, au contraire, d'élever des frontières, c'est de continuer à circuler librement, les biens, les capitaux et les personnes, est-ce que, dans cette perspective-là, ce n'est pas un élément aussi de négociation et de discussion avec la partie ontarienne pour faire en sorte que l'on trouve des *modus vivendi* à ces échanges quotidiens et qui concernent des milliers de travailleurs et de travailleuses qui vont trouver leur gagne-pain dans un coin ou dans l'autre?

**M. Saint-Germain:** Bien sûr, c'est fondamental de maintenir la libre circulation des personnes, la libre circulation des marchandises, aller faire les achats librement sur une rive ou sur l'autre; et libre circulation des capitaux, d'utiliser librement les institutions financières comme on l'entend. C'est le scénario que je vois, que je propose. C'est un scénario qui demeure pensable, encore plus quand on parle toujours de la même monnaie et quand on parle de l'existence d'une union douanière où il n'y a absolument aucune barrière de type douanier.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Saint-Germain:** On sait déjà actuellement combien les Canadiens vont magasiner aux États-Unis, et on parle de l'hémorragie qui est due à ce magasinage outre-frontière. Alors, la tendance sera encore plus forte entre Ottawa et Hull, et spécialement de Hull vers Ottawa, en l'absence de toute différence de monnaie, en l'absence de toute barrière de type douanier.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Saint-Germain:** Donc, cette habitude de circuler par-dessus une frontière s'est établie déjà assez fortement, malgré la différence de monnaie et malgré la barrière tarifaire. Ça existe assez facilement vers les États-Unis, mais ça existe aussi dans le cadre du Marché commun européen.

On vous l'a dit tout à l'heure, en effectifs, il y a, en gros, deux fois plus d'Ontariens qui vont du côté québécois que de Québécois du côté ontarien, à chaque jour. Bon, deux fois plus. Mais il n'empêche qu'il y a presque 20 000

Ontariens qui ont besoin d'aller travailler au Québec tous les jours, tous les matins, et il y en a encore beaucoup d'autres qui vont au Québec pour leurs loisirs.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Saint-Germain:** Ces gens-là veulent maintenir leur travail, leur emploi et le style de vie qu'ils ont dans la région. Donc, ils sont aussi intéressés, il y a un intérêt mutuel qui existe entre les deux rives, et je ne vois pas ce que gagnerait la région à vouloir se priver de cet échange qui est vraiment au coeur de toute la vie régionale.

**Mme Marois:** Ça revient à quelques reprises dans le document, c'est assez intéressant. Vous proposez même, à la page 66... Peut-être que ce serait intéressant de vous entendre sur ça. Vous élaborez un petit peu le scénario de cette bonne entente mutuelle, de cet échange, donc, qui devrait pouvoir se continuer. Vous dites: «L'accès aux emplois de l'administration publique québécoise offert en Outaouais devrait, dans un premier temps, être ouvert à tous les actuels employés fédéraux de Hull et d'Ottawa qui en feront la demande. Si des exigences de résidence de citoyenneté québécoise doivent apparaître un jour, il faudrait que ce soit seulement à moyen ou long terme pour les actuels employés fédéraux des deux rives.» Vous proposez donc une espèce d'attitude de souplesse, et tout ça.

Connaissant bien la vie outaouaise, est-ce que ça vous apparaît un projet ou une hypothèse qui puisse être acceptable par les gens d'Ottawa-Carleton aussi?

**M. Saint-Germain:** C'est seulement cette perspective-là avec laquelle la région ne se fait aucun mal, que ce soit du côté ontarien que du côté québécois, parce que Ottawa n'a rien à gagner à établir une barrière dans les échanges, mais strictement rien. Je l'ai nommée pour le nombre des emplois, mais, à tout point de vue, que ce soit pour le commerce ou autre chose, il n'y a aucun gain pour la partie ontarienne, absolument aucun, et ce serait nuire à leurs propres intérêts.

Bien sûr qu'il peut y avoir une humeur qui ne soit pas très bonne pendant un certain temps, bien sûr qu'il y a toujours des ressacs dans des situations pareilles, mais à un moment, je dirais, la poussière retombe et on revient à du plus rationnel, et, alors là, les intérêts – parce que les gens fonctionnent quand même au siècle des intérêts – les intérêts sont là si forts qu'on est poussés, veux veux pas, à une entente toujours plus précise.

(13 h 30)

L'idée, c'est surtout de ne rien brusquer, toujours échelonner dans le temps et de ne pas mettre des barrières quand elles ne sont pas

nécessaires. Cette phrase que vous avez citée en est un exemple parmi bien d'autres. C'est toujours de rechercher les ententes et, même, pour le comprendre, j'ai nommé toutes sortes d'ententes qui devraient se mettre en place et qui pourraient permettre de comprendre comment peut se faire le changement, puisqu'on a, dans tous les projets, union douanière et union monétaire, ça veut dire que, du jour au lendemain Québec peut payer une partie des salaires de fonctionnaires qui travailleraient dans la banque centrale ou de fonctionnaires qui travailleraient à la monnaie canadienne ou de fonctionnaires qui travaillent actuellement au ministère du Revenu national pour les Douanes et Accises. Rien n'empêcherait de le faire; de prendre une part là-dedans et – mettons Douanes et Accises – même, par la suite, les regrouper dans le même édifice, à Hull, pour ceux qui vont s'occuper plus spécifiquement du territoire québécois mais qui vont travailler, en fait, dans une continuité. Parce que Douanes et Accises, ils travaillent avec des accords et des règlements qui tiennent à la frontière canado-américaine. Mais la frontière canado-américaine c'est la frontière québéco-américaine aussi.

Donc, ils auront à gérer les mêmes types de règlements. Il n'y a pas quelque chose de bouleversé. Et il n'y a pas de règlement prévu de barrière douanière avec le reste du Canada, donc ce n'est pas de ce côté-là qu'il y aura le changement le plus considérable. Donc, au départ, les gens sont déjà formés. Ils existent déjà dans la région. On peut les payer dans le même cadre de travail, sur l'une ou l'autre rive au départ et, progressivement, par la suite, les regrouper dans un édifice qui sera plutôt du côté de Hull, lorsqu'ils auront pris plus l'habitude de travailler sur les dossiers québécois. Mais je le vois de façon progressive. Il n'y a pas de raison de vouloir, le lendemain matin, que tout le monde passe dans les fonctions du nouvel État et passe tout se suite, même, dans les fonctions de la capitale de l'État souverain: Québec. Ça me paraît absolument invraisemblable et je le dis. Quand j'ai parlé du cas de la République fédérale allemande, ils ne le font pas. Ils ne veulent pas nuire à deux villes du même pays. Il y a une solidarité nationale qui doit jouer dans ces circonstances-là. Elle doit tellement jouer que si le rythme d'ajustement, entre les emplois décentralisés provinciaux vers l'Outaouais et le départ d'emplois fédéraux qui vont aller dans la capitale Québec, se fait avec des à-coups et que l'ajustement n'est pas parfait, j'ai proposé que la région d'Outaouais soit indemnisée par un contrat de région et que l'on nous verse, pour les montants de salaires proportionnés au nombre de fonctionnaires qu'on n'aurait pas eus à ce moment-là, que l'on nous verse ça sous forme de compensation qui peut prendre la forme d'exemptions fiscales – mettons absence de TPS – déductions fiscales de différentes sortes, subventions aux

entreprises qui créent des emplois dans les zones industrielles de la région et ainsi de suite.

Donc si on nous verse le montant compensatoire, si on n'a pas eu, mettons à cause des à-coups, de l'ajustement de la période de transition dans la première année, s'il nous manque, je ne sais pas, 4000 fonctionnaires, on multiplie 4000 par à peu près 36 000 \$, 37 000 \$ de salaire moyen par tête et on a un montant qui est de x, je ne sais pas combien de millions. Et si c'est 200 000 000 \$ ou 300 000 000 \$, ça serait le montant, pour la première année, que le Québec devrait verser en compensation, injecter dans la région, et qui, de toute façon, aboutirait à des créations indirectes d'emplois. Parce que cet argent injecté permettrait d'ouvrir des emplois dans le secteur privé des entreprises, permettrait de stimuler le commerce là où il y a absence de taxes, parce qu'on voit bien ce qui se passe justement avec les achats aux États-Unis. Donc ça stimulerait du travail pour des vendeuses de magasins, pour la restauration et bon pour les chantiers de construction également. Ça serait une occasion, avec ces subventions, d'ouvrir enfin une route qui nous relierait au reste du Québec; une autoroute. Ça serait une occasion d'avoir un aéroport qui nous relie un peu mieux ici, parce que c'est compliqué d'arriver jusqu'ici. Autant de choses dont on a besoin, sans parler de ce qui nous manque en termes d'hôpitaux, en termes d'éducation collégiale ou d'Université du Québec à Hull et même du secondaire. Alors.

**Mme Marois:** Je vous remercie. J'aurais d'autres questions. J'ai un collègue qui reviendra plus tard. Mais je pense que c'est très intéressant l'hypothèse que vous soulevez de dire: Si jamais il y a quelque part un problème, prévoyons une espèce de caisse de compensation. Ça rejoint un petit peu ce que Pierre Fortin était aussi venu nous dire devant la commission, avec une formule tout à fait différente mais qui pourrait être explorée dans certaines circonstances. Alors je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, madame. Alors M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Alors, à mon tour, M. Saint-Germain, je veux vous souhaiter la bienvenue devant cette commission. Et j'aimerais qu'on parle un peu, si vous le voulez bien, parce que vous y faites allusion à la page 19 de votre rapport, de cette différence qui existe entre le nombre de fonctionnaires fédéraux au Québec et la proportion du Québec qui est payée au fédéral. Vous établissez ça... c'était à 18 %, vous êtes rendu à 19 % alors que l'on paie à peu près 23 % des dépenses fédérales. Est-ce que vous tenez compte, lorsque vous dites par la suite qu'il nous manque... Vous établissez cette différence-là à 33 750 jobs, est-ce que je me trompe en disant que c'est sur ce coussin-là que

vous vous basez pour dire qu'on peut en créer des jobs?

**M. Saint-Germain:** Non, ça n'intervient absolument pas pour régler la question de l'Outaouais, absolument pas, et tout ce que je propose comme programme de maintien d'emploi en Outaouais ne fait absolument pas intervenir ce volant, si vous voulez, mettons de 30 000 emplois. Ce volant de 30 000 emplois hypothétiques ou éventuels, c'est seulement de considérer si le Québec voulait se donner un taux, un ratio de fonctionnaires par rapport aux administrés qui soit celui qu'on observe actuellement en moyenne canadienne. S'il voulait le faire, ça demanderait d'avoir recours à peu près à 30 000 emplois de plus, mais 30 000 emplois de plus, rapportés à 250 000 emplois provinciaux et fédéraux accumulés actuellement. Donc, ça représente à peu près 12 % de plus, mais ces 12 % de plus il n'est même pas établi que c'est une affaire qui pourrait même éventuellement apparaître après x années. Au bout de cinq ou de dix ans, rien n'empêche de croire que c'est ça la réalité des besoins qu'aura le Québec. Il n'est pas dit que le lendemain on embauche 30 000 personnes de plus, même en en faisant l'hypothèse. Donc, dans tous les cas, ça n'intervient pas pour les calculs du maintien d'emploi en Outaouais. Il s'agit de quelque chose de purement éventuel et hypothétique si – et c'est toujours un conditionnel – le Québec voulait se donner un ratio administrateurs-administrés aussi important que celui de la moyenne canadienne actuelle, et également ce n'est pas dit par rapport à l'année 1 de la souveraineté. Ça peut être l'année 5 ou l'année 10. Ce n'est pas établi. Donc, vraiment, c'est parler dans l'hypothétique absolu lorsqu'on vient discuter ce volant éventuel. D'ailleurs, il est appelé éventuel, je l'ai appelé hypothétique en d'autres circonstances, et ce n'est pas le montant que j'utilise pour régler la question de l'Outaouais, du tout.

**M. LeSage:** Alors, on ne doit pas prendre au sérieux ce qui est écrit à la page 19, là, comme comme vous venez de le mentionner. Par contre, je reviens encore au différentiel qui existe, parce que vous y faites allusion à plusieurs endroits. Est-ce que vous tenez compte des transferts fiscaux pour le manque à gagner de fonctionnaires? Parce que nous sommes souverains dans plusieurs domaines au Québec et, si on appliquait soit le rapport Allaire ou une partie du rapport Allaire, on deviendrait encore souverains dans d'autres domaines, donc on paierait moins d'argent au fédéral. Présentement on en paie moins parce qu'on est souverains dans certains domaines. Est-ce que vous tenez compte de ça? Il y a de l'argent qui nous revient du fédéral, des milliards là.

**M. Saint-Germain:** Je prends les capacités

de payer qui sont reconnues, celles de Bélanger-Campeau. Quand on parlait de 18 %, là, ce qui a été calculé de différentes façons, c'est ça que j'ai pu prendre, ou bien j'ai pris la capacité financière qui, dans certains cas, est utilisée de 23 % et quelque. Ce sont toutes des logiques économiques sur lesquelles tout le monde s'est retrouvé et qui ont été tout le temps utilisées, à Bélanger-Campeau, dans le vingt-deuxième exposé du Conseil économique du Canada aussi et dans toutes sortes de documents différents économistes. On travaille toujours avec ces logiques-là. Il n'y a rien là d'extravagant. C'est vraiment tout ce qu'il y a de plus logique de s'y référer, de plus rigoureux.

**M. LeSage:** Dans le rapport Beaudry, on met énormément l'emphase sur les emplois d'administration générale ou de siège social versus les emplois décentralisés pour les services aux citoyens dans toutes les régions. Croyez-vous qu'il est important de faire cette distinction?

**M. Saint-Germain:** Oui, elle me paraît intéressante. Elle est intéressante et moi je l'ai nommée avec un autre vocabulaire, même tout à l'heure je parlais de ceux qui travaillent dans les fonctions centrales de l'État à Ottawa. Bon, pensons justement aux sièges sociaux, sans doute à ce moment-là, à la différence de ceux qui sont plus au service de la clientèle, la distinction est intéressante et, dans des calculs que j'ai refaits au-delà — parce que j'ai bien d'autres tableaux que ce rapport — j'ai appliqué cette logique-là. Effectivement, il y a des ministères très décentralisés qui fournissent un service à la clientèle, mettons main-d'œuvre et Immigration, et dont les effectifs sont beaucoup plus proportionnés au prorata des populations régionales, alors qu'il y a d'autres ministères qui ont beaucoup plus un caractère de fonction centrale, de siège social, qui sont plus près du pouvoir central, et puis il y a des ministères entre les deux, qui peuvent donner lieu à des masses d'emplois décentralisables assez importantes. Alors, j'ai essayé des classements de ministères et d'imputer des taux différents, donc de tomber au taux minimal, à la manière dont ça a été fait, justement, dans le rapport qui nous a été soumis, enfin rendu public dans l'Outaouais par le Comité Outaouais. J'ai appliqué le taux régional, là, les 3,9 % ou les 4 % justement, pour des ministères du type Main-d'œuvre, Emploi et Immigration et puis j'ai appliqué d'autres taux à d'autres ministères. J'ai fait l'exercice pour voir quel total ça donnait en bout de colonne et, en faisant un exercice qui comprime en fait les effectifs potentiellement décentralisables, effectivement, j'aboutis toujours à des totaux qui permettent de remplir l'effectif que l'on a à remplir à Hull, ou du moins celui que je propose de remplir dans mon scénario. Je n'ai pas eu de difficultés jusqu'à maintenant en

faisant cet exercice, donc, sur cette base-là ou même en appliquant différents taux de Bélanger-Campeau. Mais, je suis d'accord avec vous de faire cette distinction: fonctions centrales et services à la clientèle. Elle est intéressante.

**M. LeSage:** Je pense que les chiffres commencent à se ressembler un peu, là.

**M. Saint-Germain:** Je le pense d'ailleurs.

**M. LeSage:** Dans ce sens-là, le rapport du comité Outaouais estime qu'il y aurait, dans un Québec souverain, 213 000 fonctionnaires des ministères et sociétés. Il y en aurait 150 000 dans les régions, 63 000 des emplois de sièges sociaux, soit une proportion d'à peu près de 70 contre 30 %. Êtes-vous d'accord avec ça?

**M. Saint-Germain:** Alors, les ordres de grandeur se ressemblent. Effectivement, j'ai été frappé de ça lors de la présentation du rapport de M. Beaudry, du Comité Outaouais. Lorsque vous parlez tout à l'heure de 200 000 ou 215 000, c'est ce que j'appelais le quart de million, parce que là, bon, il faut voir des différences de source parfois. Donc, c'est maintenant rendu très proche, l'écart est minime entre nos deux données.

Lorsque vous parlez de 1/3 dans les fonctions centrales et puis 2/3 dans le décentralisable, services à la clientèle, finalement il y avait un chiffre de 65 000 ou 64 000. Moi, à un moment, je travaillais sur 63 000 ou 64 000 emplois potentiellement décentralisables. J'ai été moi-même frappé de voir que, à 1000 emplois près, on était dans les mêmes niveaux. Là, ça m'a vraiment frappé aussi.

Sauf, ce que je dirais, c'est que, pour l'Outaouais, l'Outaouais devrait récolter les deux types d'emplois. Il devrait y avoir quand même, dans la période de début, dans les débuts de la transition, le maintien d'emplois où il y a encore des parties de sièges sociaux importantes. Et le plus décentralisable... Et le service à la clientèle doit toujours exister et existe déjà, mais au départ il faudrait garder le plus possible de ce qui a encore un caractère de fonction centrale. Et il y en a plusieurs où c'est totalement justifié. Je l'ai nommé pour la banque centrale ou l'union douanière, on pourrait le voir pour d'autres fonctions comme celles-là. Donc, on pourrait prévoir ça au départ et, progressivement, aboutir à un profil différent de la fonction publique dans l'Outaouais qui serait plus proche des services à la clientèle, et plus avec du décentralisable très caractérisé.

**M. LeSage:** M. le Président, je pense qu'on se comprend. M. Saint-Germain, je pense que vous serez également d'accord...

**M. Saint-Germain:** Je m'en réjouis.



**M. LeSage:** ...que ce n'est pas avec le chiffre de 150 000 fonctionnaires qu'il faut travailler, mais avec un chiffre de 63 000 pour décentraliser. On s'entend là-dessus?

**M. Saint-Germain:** Ça, ce sont les emplois du... attendez, du total...

**M. LeSage:** Du fédéral, oui, oui.

**M. Saint-Germain:** Du total, je suis d'accord avec vous. Oui, d'accord, exactement, oui.

**M. LeSage:** O.K. Alors, si l'Outaouais veut maintenir ses 26 000 fonctionnaires, 26 000 fonctions occupées par les fédéraux, ça veut dire que selon le rapport du Comité Outaouais, 31 % des postes de sièges sociaux du Québec se retrouveraient dans l'Outaouais. Est-ce que vous êtes d'accord? Puis est-ce que vous croyez que c'est réaliste?

**M. Saint-Germain:** Alors, ma méthodologie n'a pas été exactement la même là-dessus. Je n'ai pas mis un pourcentage en tant que des sièges sociaux. Je ne peux pas dire. O.K., ils sont 31 %, que j'ai vus dans le rapport tout récemment. Je n'ai pas d'ailleurs à défendre ces 31 %. Mais ce que je viens de dire, c'est qu'il y a des fonctions centrales importantes qui devraient être gardées, dans les débuts, encore à Hull pour ne pas désorganiser l'administration d'un seul coup, et de rebâtir sur une autre orientation à travers plusieurs années. Ça, je l'ai dit et puis je le redis. Alors, je n'ai rien contre l'idée, mais le pourcentage ne me dit rien de spécial parce que je n'ai pas fait un calcul sur cette méthodologie-là de façon exacte.

**M. LeSage:** M. Saint-Germain, j'aimerais faire allusion à certaines déclarations qui ont été faites par les membres de l'Opposition. Vous y faites allusion également, aux pages 38 et 39, de ces déclarations alors que vous parlez de M. Parizeau, M. Landry. On dirait que M. Landry va un petit peu plus loin et est un petit peu plus généreux que M. Parizeau.  
(13 h 45)

Dans le *Magazine des affaires* du 10 mars 1990, M. Parizeau dit qu'un Québec indépendant conservera un important contingent de fonctionnaires à Hull. Selon vous, qu'est-ce que ça veut dire ça?

**M. Saint-Germain:** Cette citation-là de M. Parizeau?

**M. LeSage:** Oui.

**M. Saint-Germain:** Ça peut vouloir dire qu'il conservera la proportion dont je parle qui est de... J'ai parlé, par exemple, de 16 000 fonctionnaires fédéraux conservés à Hull. Ça peut vouloir

dire ça. 16 000 par rapport à la masse dont vous parlez tout à l'heure, qui est d'à peu près 70 000 au sens strict, et il y en aurait 16 000 de ceux-là qui resteraient à Hull, oui. Ça peut tout à fait recouvrir ça. Je ne vois pas d'opposition entre ces termes, qui sont d'ailleurs assez généraux, et une proportion qui serait de... même un chiffre de 16 000 personnes.

**M. LeSage:** M. Landry, lui, a déclaré le 16 juin 1990, dans *Le Droit*, que les souverainistes s'engagent à décentraliser, vers l'Outaouais québécois, tous les emplois pour que le nombre d'emplois augmente ici – il parle de l'Outaouais – grâce à l'indépendance. Qu'est-ce que cela signifie, selon vous? Est-ce qu'on parle d'un nombre de fonctionnaires... De quel nombre de fonctionnaires est-ce qu'on parle dans ça? Et quels ministères ou sociétés d'État, là...? Le PQ, est-ce qu'il a identifié des ministères ou des sociétés qui pourraient passer de Québec à Hull?

**M. Saint-Germain:** Ça, c'est une déclaration de M. Landry, que j'ai relevée dans le journal *Le Droit*, et que j'ai citée ici. Bon! C'est M. Landry qui pourrait le mieux, peut-être, dire à quoi il pensait à ce moment-là. Moi, je n'ai fait que relever cette citation. Je la trouvais intéressante parmi d'autres, pour montrer que des gens bien placés dans le pouvoir, disons, parlent de l'Outaouais et font des déclarations politiques. En Outaouais, on est souvent oublié et j'étais content de voir que des personnes qui sont bien connues font des déclarations qui nous intéressent. Bon! Alors, je l'ai mise là pour le rappeler. Moi, je ne peux pas vous dire exactement à quoi il pensait comme type de ministère lorsqu'il a dit ça. Ça, je ne le sais pas du tout. Il faudrait le lui demander. Je ne le sais pas. C'est tout ce que je peux dire. Vous pouvez porter l'appréciation que vous voulez là-dessus. Moi, je l'ai citée là, mais...

**Des voix:** ...

**M. LeSage:** M. le Président...

**Des voix:** ...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. LeSage:** ...je pense que l'Opposition, on les écoute quand ils parlent. Ils devraient peut-être faire la même chose et respecter la personne qui vient devant nous pour nous présenter son mémoire également.

**M. Boulerice:** Non, mais c'est gentil, on se fait dire qu'on s'occupe de l'Outaouais, nous autres.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît, monsieur!

**M. LeSage:** À tout événement, M. le Président, je vous remercie du temps qui m'a été accordé. Merci, M. Saint-Germain.

**Des voix: ...**

**Le Président (M. Bélanger):** Ah! Ne commencez pas ça, là. Merci, M. le député de Hull. M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I would like to make a couple of comments that you could perhaps respond to. I would first say that, even your critics, seem to me to, underestimate the change in the status of Ottawa that would be bound to come if Québec actually became a sovereign State. Ottawa is, after all, an entirely artificial capital. Even its location, never mind its purpose, is largely something determined by the existence of Canada as it is, and Québec within Canada. If Québec became a sovereign State, you could argue that the rational interest of ROCland – or whatever we are going to call a new State that existed outside sovereign Québec – would not be in proceeding with business as usual but, in fact, for all purposes except the judicial, police and central bank, in shutting Ottawa down. As a matter of fact, one could argue that if ROCland became the centralized State, the central area for it to run from would be more reasonably Toronto, and it would become a federal one. The centre would more reasonably be something like Winnipeg. Ottawa has not been regarded with deep love by Canadians at any time. And I should say that the last time that the amount of money that had to be poured into it that was regarded to with any genuine serious enthusiasm would be somewhere around the Second World War, or at the latest the Saint-Laurent administration. If there is no longer this set of purposes for Ottawa, it seems to me to be far fetched in the extreme to assume that, not only Ottawa but even the Outaouais and the Ottawa-Hull area, are going to be able to proceed on a «business as usual» basis. I should say that, on the contrary, there would be a very rapid movement in the rest of Canada to give Ottawa as few functions as possible.

The other comment I wanted to make, that I would ask you to respond to, is that it seems to me that your projections, if I understand you correctly, are really saying that if Québec maintains essentially the same kind of population that it has now, if it brings in the same kind of tax revenues as it has now, if a free movement of goods and services is maintained between the new sovereign Québec and the rest of Canada, if there are no problems with currency and if the people on the other side of the Ottawa river, after a brief period of irritation, decide that it is in their interest to restore the functioning of this huge operation – that is already showing

signs of bankrupting the country – then, the Outaouais has nothing to worry about. That seems to me to be a proposition roughly comparable to the idea that the Ottawa river will flow with champagne.

**M. Saint-Germain:** Bon. Je vous réponds?

**M. Cameron:** Oui.

**M. Saint-Germain:** J'ai déjà entendu parler de la question d'Ottawa qui serait remise en question dans son rôle de capitale pour le reste du Canada. J'ai entendu parler de Toronto, de Winnipeg. Je pense que si une pareille décision devait se faire, je ne pense pas qu'elle arriverait subitement au lendemain d'une accession du Québec à la souveraineté, qu'il y a des intérêts, à Ottawa, avec des lobbyings qui se feraient, très fortement, pour conserver les emplois aussi à Ottawa et retarder un transfert, retarder le changement. Je crois qu'il y a des intérêts très forts qui existeraient. J'en suis persuadé. Et ça ne se ferait pas au lendemain, subitement, d'une proclamation d'indépendance du Québec, à mon avis. Si 10 ans, 20 ans, 30 ans après, ça c'est le choix du Canada, on peut faire tous les scénarios que l'on veut.

Sur l'autre aspect, en me disant que c'est très conditionnel ce que je propose, c'est conditionnel à la libre circulation des personnes, c'est conditionnel à toutes sortes d'aspects. Il faut raisonner avec des hypothèses, mais ce sont des hypothèses qui ne sont pas irréalistes, au sens où ce sont des hypothèses avec lesquelles ont fonctionné et fonctionnent des quantités d'États à travers le monde. Quand on pense aux pays du Marché commun européen, ce sont des pays qui ont trouvé un niveau d'entente économique très élevé, après avoir eu des guerres fratricides entre eux, des guerres très dures, et après avoir vécu ça, ils ont accepté. Alors, entre des peuples qui n'ont pas un passif comme plusieurs pays européens, je pense qu'il est bien plus facile de trouver un terrain d'entente lorsque l'intérêt est là. Et l'intérêt est derrière! Le rationnel est là, derrière. Les passions, à un moment, peuvent l'emporter, mais pendant un certain temps, pendant un moment, ensuite le rationnel, la logique des intérêts est si forte qu'elle plaide en faveur de la libre circulation, par exemple.

**M. Cameron:** I heard M. Landry use this argument too, but...

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais dans la salle de cesser le bruit, s'il vous plaît, par respect pour notre invité et le travail qu'on fait. Je vous remercie.

**M. Cameron:** I was going to say that I have heard M. Landry use this argument too, about

the catastrophe that happened to Europe in 1945, followed by an eventual movement toward things like union. But, that does not seem to me to be at all the parallel situation with Canada. If you have a totally devastating war that wipes out things like the political system that almost ruined Europe before, and that you have to start from scratch and you have to create a new currency, like the west mark actually based on the American dollar, and you have to create a all new set of relationships from scratch, with a devastated world, that is one thing. If you talk instead about breaking up a national State that is existed for a century and a quarter, and you talk about the views of the people in the part that do not particularly wish to see such a State broken up, I do not see that they are at all similar to those of the people who put together the European Common Market. On the contrary, their attitudes were rather more like that probably of the European States before the Second World War, when they were arguing bitterly about what Czechoslovakia got of Hungary, what Czechoslovakia got, what Hungary got or what have you, and so on, down the line. And in fact, those hostilities still exist in Europe and if you watch for another few years, they may be just as irritating as they were in the past, including in Western Europe. They can even effect these moves toward economic union and rationality that you are talking about. Certainly in the short term, it seems to me for the Canadian situation, what happened in Europe in the age of — let us say — Adenauer and Schuman, and so on, has absolutely nothing to do with what is going to happen in Canada in 1992-1993.

**M. Saint-Germain:** Ça paraît pourtant la référence la plus constructive, la plus stimulante, que de regarder cette histoire de construction du Marché commun européen. Parce que, là, c'est de façon pacifique d'avoir résolu des problèmes d'intégration économique et de montrer que des États conservent leur souveraineté, tout en ayant multiplié et en continuant à voir multiplier l'intensité de leur intégration économique et monétaire. Moi, je trouve qu'il y a là un modèle de fonctionnement où plusieurs trouvent une inspiration. Et je trouve, personnellement, que c'est assez stimulant, parce que l'intégration économique et monétaire ne cesse de devoir se renforcer dans le cas du Marché commun européen et les États conservent une large liberté de souveraineté dans des domaines qu'ils jugent fondamentaux.

**M. Cameron:** Then, we should look forward to a great danger of Russian invasion.

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez, M. le député de Jacques-Cartier, le temps est écoulé. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Avant de commencer ou en commençant mon intervention, je voudrais d'abord saluer et souligner ici la présence du député de Hull où à la Chambre des communes, qui est membre de la formation du Bloc québécois et que nous avons bien connu et que j'ai bien connu à l'époque comme membre de l'Opposition. Il ne me faisait pas de cadeau non plus!

**M. Kehoe:** Ton «chum»!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Une voix:** Il couchait avec vous autres, dans ce temps-là.

**M. Kehoe:** On va avoir la peau de Léonard! T'en souviens-tu? Est-ce qu'il l'a eue, la peau?

**Le Président (M. Bélanger):** Les salutations étant faites, auxquelles on souscrit aussi...

**M. Léonard:** Très bien. M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît!

**M. Léonard:** Je voudrais d'abord remercier M. Saint-Germain de son travail et le féliciter du document qu'il nous présente aujourd'hui sous deux titres. Le premier, c'est d'abord l'ampleur du travail qu'il y a là-dedans, parce qu'il s'agit du travail d'un seul chercheur et non pas d'un comité ou de plusieurs personnes, mais d'un seul et, quand on le lit d'un travers à l'autre, avec la centaine de pages, les 125 pages qu'il a, je pense qu'il faut souligner le mérite qu'il a eu de faire l'inventaire de la fonction publique fédérale sous différents angles et sous différents aspects. Ce n'est pas facile et juste à voir l'évolution de ses travaux depuis un an et demi, on voit très bien comment toute la question progresse.

Deuxièmement, je voudrais aussi souligner l'imagination qu'il a mise et qui transparaît dans son document. Et quand je vois celle qu'il a déployée tout seul, j' imagine que quand tout l'Outaouais mettra son imagination pour résoudre la question qui se pose, je suis sûr qu'il n'y aura pas de problème là. Au contraire, il y en aura des solutions. Il a aussi commencé l'inventaire des solutions. C'est son mérite.

Je voudrais, d'abord, replacer la question dans la conjoncture actuelle. C'est un fait que les États tendent à diminuer leur taille ou tentent de le faire. Ce n'est pas toujours un succès. Je pense qu'au gouvernement du Québec, on a tenté de le faire, mais la taille de la fonction publique se maintient. Il y a une différence de qualité à l'intérieur de l'emploi: il y a moins d'emplois permanents et plus d'emplois occasionnels et temporaires, mais le total est à peu près le même et il n'y a pas eu de changements significatifs, malgré les efforts. Puis je

conçois que cela n'est pas facile.

L'autre élément, c'est qu'au fédéral aussi, on va être amené à réduire la taille de l'État et, là, avec des contraintes encore plus marquées. Il faut connaître l'ampleur du déficit fédéral de 420 000 000 000 \$ pour savoir qu'il n'a pas le choix de diminuer la taille actuelle de l'appareil fédéral. C'est bien sûr qu'il va le faire en refilant ses responsabilités aux provinces. Mais il ne peut pas continuer comme il l'a fait au cours des 10 dernières années. Il y a eu une enflure considérable et je pense que, là-dessus, les garanties ne sont pas très fortes que cela se maintiendra au niveau où nous sommes.

Troisièmement, je voudrais évoquer le contexte dans lequel nous serons. Il y a, effectivement, le rapport Allaire qui a été déposé, qui implique une décentralisation significative, donc, qui affecte, en toute hypothèse, le fonctionnement même de la capitale fédérale. Mais, quant à nous, ce que nous faisons ici, c'est que nous nous posons des questions sur ce qui arrivera quand nous ferons la souveraineté, et non pas si nous ferons la souveraineté. Ce n'est pas la question que nous nous posons. La question que nous posons, c'est quand nous ferons la souveraineté, quelles sont les questions qui se posent et quels sont les problèmes à résoudre.

(14 heures)

Tout à l'heure, nous l'avons abordé. Nous, au Québec, nous représentons 25,5 % de la population, mais il y a 18 % de la fonction publique fédérale qui appartiennent au Québec ou qui sont rémunérés par le Québec. Et ces chiffres ont encore été vérifiés par le secrétariat qui nous a distribué une copie. C'est 18,05 %. Alors, le 0,05, on va parler de 18 %. Tout autre facteur étant égal, lorsqu'il y a des déclarations et des engagements qui sont pris à l'effet que nous allons intégrer tous les fonctionnaires de la fonction publique fédérale qui voudront le faire, qui résident au Québec, nous pouvons le faire en sachant qu'il y a la marge à rationalisation immédiate de sept points, entre 18 % et 25 % et, sur le plan budgétaire, une marge à rationaliser, entre 18 % et 23 %, c'est-à-dire notre contribution actuelle au budget fédéral. Cela représente 150 000 000 \$ du point. Si on prend la différence entre 18 % et 25 %, c'est sept points. C'est 1 000 000 000 \$, juste là, avant toute autre opération. Le travail de M. Saint-Germain en tient compte. J'espère que le député de Hull et ses collègues qui se posent encore des questions pourront comprendre, maintenant, ce dont il s'agit. L'analyse est faite à partir d'un principe bien connu en économie, c'est-à-dire de celui où l'on considère que tout autre facteur étant égal, nous posons telle question. Je vois sourire le député de Jacques-Cartier, très bien! Très bien! J'aime mieux ça quand il sourit.

Maintenant, au moment où nous devenons souverains, la question qui se pose est celle de la fusion de deux fonctions publiques. Je parle, à

dessein, de la fusion de deux fonctions publiques et non pas de l'intégration de l'une par rapport à l'autre, parce qu'il s'agit là d'un moment majeur significatif de l'évolution de la fonction publique. J'ai déjà eu l'occasion de le souligner en commission parlementaire. Il faut faire cette fusion avec l'esprit qu'il faut tirer le maximum des avantages des deux fonctions publiques. C'est une opération que l'on voit couramment, M. le Président, dans l'entreprise lorsque deux entreprises fusionnent. Il se pose toutes sortes de questions. Et l'opération est semblable, avec un grand volume. Ce sont des opérations de réorganisation, de réaffectation, en partant du fait que nous passons d'un pourcentage théorique de 25 % de la fonction publique fédérale à 18 %, donc une marge immédiate à rationalisation. C'est là où les chevauchements et l'élimination des chevauchements interviennent, c'est là où ils interviennent. Quand le député de Verdun, tout à l'heure, posait la question ou essayait de mettre en contradiction ce qu'avait évalué M. Tremblay et ce que d'autres avaient dit: Il y a une opération majeure qui doit être faite du point de vue du gouvernement du Québec, c'est celle de la rationalisation des opérations, de la réorganisation de toute sa fonction publique en fusionnant les deux fonctions publiques. M. Tremblay a évalué les gains à 2 000 000 000 \$, tout de suite. Ici, ce que nous disons, la seule différence de sept points implique 1 050 000 000 \$, juste là. Il y a 1 050 000 000 \$ avant qu'on se pose toute autre question. Je pense qu'il est important qu'on souligne ce fait devant la commission.

Maintenant, lorsqu'on réfléchit à l'ensemble de l'opération, évidemment, on le prend sur le territoire du Québec. M. Saint-Germain l'a abordé, mais je pense que l'intérêt sur toute son étude, c'est de s'être penché sur la question, la situation particulière de l'Outaouais. Je suis le premier à admettre qu'il y a une question qui se pose. Évidemment, les adversaires vont dire que c'est un problème insoluble. Ils sont fatigués avant de commencer à l'étudier, donc ils n'ont pas d'imagination.

Une voix: C'est ça.

Une voix: ...

M. Léonard: Ceci étant dit, je pense que lorsqu'on l'aborde de la bonne façon, il me semble qu'on retrouve les questions que se pose le professeur Saint-Germain. On analyse la question et on fait, d'abord, l'inventaire des fonctionnaires, là où ils se trouvent, les ministères dans lesquels ils sont, ils travaillent et les organismes du gouvernement fédéral dans lesquels ils travaillent, incluant, en particulier, l'armée aussi.

Je pense que, là-dessus, M. le professeur Saint-Germain, vous avez fait preuve de grande imagination. Quand on regarde les pages 63 et

65, ce que vous mettez dans ces pages, si je comprends bien, vous pourriez affirmer ou infirmer, c'est l'hypothèse qu'un certain nombre d'emplois pourraient être décentralisés à Hull. Lorsqu'on fait le tour de tous les ministères et de ceux du Québec en même temps, où il peut y avoir de la décentralisation, ainsi que des entreprises publiques et parapubliques, cela donne — j'ai fait le calcul — 74 824 emplois, alors que la question qui se pose porte sur 25 875 emplois.

Donc, il y a, effectivement, des solutions à la question qui est posée et aussi, je pense qu'une des choses qui ont été mentionnées dans l'étude c'est celle de savoir s'il serait, si la souveraineté constituerait l'occasion d'une meilleure diversification de l'économie de Hull et de sa région. Ça, je pense que c'est un élément très important. Et cela répond en bonne partie, c'est un des éléments de la réponse à la question que se pose le député de Jacques-Cartier, parce que si les activités de la fonction du gouvernement fédéral dans la capitale dite nationale s'affaiblissaient, effectivement, la question qui se pose c'est: Quelles sont les chances ou quels sont les champs de diversification possibles? Et on a connu Hull à une époque où il y avait une fonction industrielle à Hull, qui est complètement disparue. Ça, je pense que c'est une chose à ramener et c'est une des questions majeures qui doit se poser dans la réorganisation du travail ou des emplois dans la région de Hull.

M. le professeur, j'aimerais, par rapport aux pages 63, 65, que vous nous identifiez les principaux bassins d'emploi qui pourraient être visés dans une opération de réorganisation de l'emploi et, en particulier, vous avez souligné ou évoqué la possibilité que et l'armée et la RCMP puissent aussi être affectées. C'est parce qu'il s'agit là de deux chiffres importants.

**M. Saint-Germain:** Effectivement, on peut considérer dans le total tous ceux qui sont actuellement salariés du gouvernement fédéral et qui remplissent des fonctions dont un État souverain du Québec aurait besoin. On a déjà évoqué le nombre des militaires qui est à 11 000, 12 000 sur le territoire québécois. Il y a même des états-majors qui sont en dehors du Québec probablement. Le Québec peut récupérer au moins ceux qui sont en territoire québécois et ce n'est pas impensable, parmi une douzaine de milliers de militaires, de penser avoir la présence d'un effectif dans la région de l'Outaouais sous forme de camps, de casernes. Et on sait que ces camps ou casernes ont toujours créé indirectement des emplois et, dans les régions où il y en a, les populations se sont habituées à leur présence dans leur commerce.

Donc, on peut les considérer et, de même, on peut le faire avec les effectifs de la Gendarmerie Royale, même reconvertie sous un autre nom. On peut prévoir une présence du côté de

Hull parce que, actuellement, ils sont tous du côté d'Ottawa et puis, bon, il peut y avoir là encore des besoins, surtout si Hull devait vraiment continuer à jouer cette fonction qui est celle que je souhaite et que je défends, de rester le troisième grand centre administratif du Québec avec, en plus, le siège d'institutions de caractère commun aux deux États qui succéderaient. À ce moment-là, ça peut justifier des services dans ces organismes-là.

Au niveau des ministères, j'ai passé en revue des ministères pour aller voir ceux qui avaient plus un caractère décentralisable d'après des définitions de qu'est-ce que c'est qu'un ministère qui est décentralisable et j'ai «listé» des ministères par rapport à ce que fait déjà le fédéral. Je ne suis pas allé chercher un exemple lointain dans ce cas-là. C'est vraiment de regarder ce que pratique le fédéral. On sait qu'il y a à peu près le tiers, si on prend les fonctionnaires au sens strict, des fonctionnaires qui sont dans la région de la capitale fédérale, les deux tiers sont dans les régions un peu partout à travers le Canada.

Donc, on sait que c'est vrai qu'il y a des fonctionnaires qui peuvent être en régions. Donc, si Hull devient une région et non plus une partie d'une capitale, Hull peut accueillir des effectifs assez importants de fonctionnaires décentralisables ou de ministères décentralisables. Alors, j'ai «listé» en prenant le seuil de 33 % qui était le seuil pour essayer de partager entre des ministères qui sont plus décentralisables que d'autres.

**M. Léonard:** Je voudrais aussi aborder un autre point qui est celui du sous-équipement de la région de Hull à divers égards et, en particulier, celui de la santé. On m'a dit, je me suis laissé dire que beaucoup de personnes de la région de l'Outaouais québécois allaient dans les hôpitaux de la région fédérale ou, en tout cas, allaient requérir des soins de santé de la région de l'Outaouais ontarien, du côté ontarien. Vous-même, dans votre étude, vous identifiez le sous-équipement du parapublic québécois à quelque 7000 emplois ou 3500, enfin dépendant de l'hypothèse ou du scénario. Est-ce que ce facteur existe encore? Dans quelle mesure? Est-ce que ce n'est pas un élément créateur d'emplois dans la mesure où nous équipons la région de l'Outaouais au même niveau qu'une autre région du Québec?

**M. Saint-Germain:** Effectivement, pour moi c'est un élément que je fais rentrer dans la recherche du niveau d'emplois déjà atteint pour l'Outaouais et j'essaie, à ce moment-là, de présenter que ces emplois dans l'éducation et la santé, tout le parapublic, puissent compenser les pertes du côté public pour 3500. Pourquoi 3500? C'est parce que j'ai commencé à regarder, à partir des statistiques que j'avais en main au

début – qui étaient celles en fait de 1986, à peu près, 1987 – l'état de sous-équipement hospitalier, en services sociaux et en éducation dans l'Outaouais, et j'ai vu qu'il y avait, en faisant le grand inventaire, à peu près 7000 emplois qui nous manquaient. Bon. J'ai expliqué la méthodologie. Ensuite, dans ces 7000, j'ai dit, je vais juste en prendre la moitié, 3500 et ces 3500, j'ai dit: On pourra aller se les chercher dans une période de cinq ans. Et c'est ce qui apparaît dans mon tableau 36 à la page 103; Je montre qu'en cinq ans on pourra aller chercher 3500 emplois à travers tous ces aspects du parapublic. Alors je le décompose en ce qu'on pourra aller chercher dans les domaines de santé et de services sociaux, d'éducation primaire et secondaire, le collégial et l'universitaire.

Vous pouvez voir qu'en cinq ans, j'envisage des augmentations qui sont mêmes inférieures à 300 emplois au niveau de l'université, au niveau du collégial et au niveau du primaire et du secondaire additionnés, chacun ce n'est qu'à peine 300. Ça me paraît quand même assez réaliste des ordres de grandeur comme cela. Dans santé et services sociaux où le déficit est beaucoup plus marqué, j'envisage une augmentation plus forte. Un spécialiste dans ce domaine m'a dit qu'il évaluait à 450 lits le manque d'équipement hospitalier actuel en Outaouais et qu'à partir de là on pouvait mettre un facteur multiplicateur de 3,25. Ça donnait lieu à peu près à 1500 emplois auxquels s'ajoutent indirectement les médecins et leur propre personnel. Ça a un effet multiplicateur aussi de ce côté-là. Donc, ça arriverait probablement à 1800 emplois de comblés, seulement du point de vue hospitalier. Seulement en allant chercher ce qui est vraiment du nécessaire, en allant chercher de la médecine ou de la chirurgie d'exception, pour laquelle on pourra toujours aller à Ottawa – parce qu'il y aura toujours des hôpitaux plus spécialisés parce que c'est un ensemble urbain beaucoup plus grand – mais aller chercher au moins les soins dans tous les domaines où il y a des demandes répétées et importantes. Et si on ajoute les services sociaux là-dessus, on rejoint, effectivement, l'ordre de grandeur qui est là et que j'avais, disons, présenté en partant d'une approche plutôt macro que j'ai désagrégée. Et en allant ensuite, à l'autre bout, à partir de données de milieux intéressés, j'ai pu voir que ce n'était pas quelque chose d'irréaliste. Alors on pourrait toujours rediscuter de quelques dizaines d'emplois, mais...

**M. Léonard:** Alors si je comprends bien le phénomène: Aller acheter des services du côté de l'Ontario existe toujours et cela est un facteur de création d'emplois plutôt en Ontario. Et ça explique, en partie, le déficit d'emplois dans les secteurs des équipements parapublics du Québec.

**M. Saint-Germain:** Absolument.

**M. Léonard:** Et, de toute façon, le Québec doit payer la facture. Parce que l'Ontario...

**Le Président (M. Bélanger):** Parce que le temps est fini.

**M. Léonard:** Ah, le temps est fini? O.K. Le Québec doit quand même payer à l'Ontario – pour finir ce que j'avais dit – et donc il y a un facteur important de saignée de fonds sur ce plan-là, actuellement. Merci!

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, je vous remercie. Merci.

**M. Léonard:** J'en aurais eu d'autres.

**Le Président (M. Bélanger):** J'en suis convaincu. Là, j'ai MM. les députés de Viger, Chapeau et Limoulu et il reste 15 minutes. Allez-y.

**M. Maciocia:** Merci. Merci, M. le Président. M. Saint-Germain, merci d'être venu devant la commission. Mais j'ai de la misère à suivre votre raisonnement. Je suis sincère avec vous. Avant tout...

**Des voix: ...**

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Continuez.  
(14 h 15)

**M. Maciocia:** Avant tout, M. Saint-Germain, vous êtes le seul à affirmer qu'on peut intégrer la fonction publique fédérale à un Québec souverain. Si je lis *Le Droit* du 15 février 1992 où Gérard Larose – vous connaissez Gérard Larose – dit, et je le cite: «Il va y avoir, dans l'Outaouais, des turbulences et des perturbations. Ce n'est pas vrai que l'on peut espérer un transfert intégral des emplois des fonctionnaires». Si je lis Alain Dubuc, dans *La Presse* qui dit: «Mais comment peut-on réaliser ces économies si les deux fonctions publiques restent intactes et si l'on garde tous les fonctionnaires, quand on sait que la moitié des dépenses publiques vont en salaires aux employés de l'État? La question est peut-être naïve mais elle n'a toujours pas de réponse». Il y a Michel C. Auger, qui nous dit à un certain moment: «Il faudrait qu'on se décide au Parti québécois. Ou bien un bon nombre de ces fonctionnaires fédéraux sont redondants et on n'en a pas besoin, ou bien ils sont essentiels et alors le fédéralisme n'est pas si inefficace que ça.» Je continue. M. Harguindeguy de la fonction publique ici au Québec dit, en réponse toujours au *Droit*, le 13 novembre: «Une chose est certaine, a-t-il déclaré au cours d'une conversation téléphonique, si on pense à une intégration de l'ensemble des fonctionnaires fédéraux, c'est évident qu'il va y en avoir de trop». Et je continue aussi avec – je pourrais

continuer à l'infini – une autre déclaration de M. Bélanger. Vous connaissez ces gens-là, ils ne sont pas des fédéralistes reconnus, vous le savez très bien. Cependant il dit, encore dans *Le Droit*, M. Bélanger: «Cependant le président du Mouvement Desjardins assortit ses conseils à la prudence d'un avertissement sérieux: L'Outaouais ne doit pas se leurrer puisque l'avenir du Québec ne peut dépendre de la situation particulière d'une région, même si celle-ci sera durement frappée».

M. Saint-Germain, vous dites, à part, qu'on peut intégrer tous les employés de la fonction publique du secteur fédéral à la fonction publique québécoise. Vous dites même, et c'est là que je ne peux pas vous comprendre non plus, vous laissez même prévoir, ou même, je dirais, je ne sais pas... Vous donnez un argument encore plus valide à votre argumentation dans le sens que probablement le Québec – si vous regardez la même taille que l'État canadien nouveau – pourrait aller chercher encore 33 000 emplois supplémentaires. M. Saint-Germain, à ce moment-là vous avez aussi affirmé qu'il y aura des règles de l'assurance-maladie, des ministères – probablement pas importants – qui pourront être transférés à Hull. Je voudrais que vous veniez devant les gens de l'est de Montréal et d'autres régions du Québec pour dire qu'on va transférer le ministère du Revenu, qu'on va transférer l'assurance-maladie, qu'on va transférer d'autres régions à Ottawa, quand on sait les problèmes qu'on vit dans ces régions-là. M. Saint-Germain, à ce moment-là, moi je ne peux le comprendre seulement d'une manière, que cette chose-là puisse arriver: c'est seulement si le gouvernement du Québec souverain déclare l'Outaouais zone sinistrée. Autrement, il n'y a pas d'autre façon pour le faire, M. Saint-Germain. Merci.

**Une voix:** Voilà.

**Une voix:** Ça m'avait étonné!

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît.

**M. Saint-Germain:** Bon, sur la question. Les citations que vous avez présentées, je les ai trouvées dans les journaux, effectivement, et je ne suis pas étonné. On en voit beaucoup comme ça et celles que vous avez données sont de personnes responsables, connues, importantes dans notre société. J'ai lu ces déclarations-là. Je dirais que pour l'essentiel de ces déclarations, il n'y a rien là qui me surprenne. Si M. Larose dit qu'il va y avoir une région affectée, c'est l'Outaouais, bon; qu'il utilise des mots – je ne sais pas – «turbulences» ou d'autres mots, bon, chacun a son vocabulaire. Moi aussi j'ai dit qu'il y aurait des pertes d'emplois publics dans l'Outaouais, et j'en ai mis 3500 dans ce seul scénario que j'ai présenté depuis des mois et des mois. Je n'ai jamais mis autre chose: 3500

emplois de perdus, bon. Sauf que j'ai dit qu'on pouvait les compenser dans le parapublic et je viens de l'expliquer il y a un instant. Ce que j'ai dit aussi tout à l'heure c'est qu'on peut intégrer la masse des emplois fédéraux à un Québec souverain, je le maintiens. Je ne vois pas en quoi on ne pourrait pas le faire, à la fois au niveau des besoins et à la fois par la capacité financière. Ça, je maintiens qu'à ce niveau-là c'est possible. Mais, et je le redis, pour l'Outaouais c'est plus compliqué et c'est pour ça que dans l'Outaouais j'ai mis une perte de 3500 emplois, parce que c'est infiniment plus complexe. Mais au niveau du Québec tout entier, je continue à penser qu'on aura besoin d'une masse de fonctionnaires qui correspond à ces 18 % qui sont constamment évoqués depuis la sortie du rapport de Bélanger-Campeau, et je maintiens qu'on pourrait les payer, dans cette entité de 18 %. Il n'y a pas de problème avec ça pour les 18 %.

Et j'ai dit aussi qu'on n'aura pas subitement, au lendemain d'une proclamation d'indépendance, une fonction publique taillée idéalement. Elle sera peut-être un peu pléthorique dans certains programmes et déficitaire dans d'autres, alors, je l'ai dit. J'ai donné des exemples parce que sur le territoire québécois, dans le 18 % de Bélanger-Campeau, il n'y a pas des diplomates. Il n'y a pas les économistes du ministère des Finances. Il n'y a pas une quantité de gens qui travaillent soit dans la capitale fédérale, dans Ottawa même, ou ailleurs à l'étranger même. Ces gens-là n'ont pas été comptabilisés. Donc, il y a de la place pour des personnes qui ne sont même pas comptabilisées dans les 18 % et qui pourront prendre les places d'ailleurs de ceux qui, dans les 18 %, ne voudront pas rester au Québec, ou pas travailler au Québec. Parce que ça aussi, c'est à considérer.

Donc, on se retrouve toujours à peu près à ces 18 % là. Et j'ai expliqué les raisons pour lesquelles on pourrait monter au-dessus de 18 % et les raisons pour lesquelles on pourrait retomber aux 18 %. Alors, je l'ai dit avec plusieurs nuances et puis je ne fais, je pense, que le répéter.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Chapleau.

**M. Kehoe:** Merci, M. le Président. M. Saint-Germain, je pense que vous avez dit dans votre exposé, à juste titre, que la question fondamentale dans tout l'exercice qu'on fait aujourd'hui, que ce soit vous, que ce soit le rapport qui est fait par M. Beaudry qui s'en vient après là, c'est de répondre à la question qui est de savoir si on peut maintenir des employés, le même nombre d'employés provenant de la fonction publique fédérale dans la fonction publique provinciale. Pour le faire, vous dites deux choses. Vous dites, vous répondez: Oui, il y a une perte de 3500. Là,

vous venez juste de mentionner une perte de peut-être 3500. Dans le rapport que nous allons entendre plus tard, celui de M. Beaudry, le chiffre, si c'est un Québec souverain, le chiffre est beaucoup plus élevé que ça. Ça frôle les 15 000 que lui prétend, 13 000 qui vont être perdus pour la région, qui seront obligés de déménager s'ils veulent rester dans la fonction publique provinciale. Ils seront obligés...

**M. Saint-Germain:** Je me méfie des chiffres de 16 000 à 20 000 emplois perdus.

**M. Kehoe:** Non, non. Bien là vous dites... Vous, vous dites que pour maintenir, puis ça c'est la question que je veux vous poser. Je veux en rester à ça là. Avec des chiffres, des pourcentages et puis tout le reste, on perd un peu le fil de l'idée. Mais, la question fondamentale c'est de savoir comment? Quand vous dites que Hull pourra devenir le centre administratif le troisième en importance dans la province de Québec, ça veut dire que les employés... Est-ce que les employés fédéraux, provenant de la fonction publique fédérale seront tous incorporés dans la fonction publique provinciale à Hull? Vous dites qu'il y aura un centre... Le troisième centre en importance dans la province de Québec, ça sera Hull. Sur quoi vous vous basez? C'est-y vraiment réaliste de penser que Québec, Montréal, comme le député de Viger a dit tantôt là, que ce soient des sociétés d'État ou que ce soient des corporations ou que ce soit le gouvernement lui-même va permettre le déménagement de Québec, de Montréal, ou d'autres centres-là, vers un centre administratif à Hull, le troisième en importance, qui va accueillir tous les fonctionnaires qui seront laissés par le gouvernement fédéral?

**M. Saint-Germain:** Non. C'est que c'est déjà la réalité. Hull est déjà, en importance, le troisième centre administratif du Québec par la masse des fonctionnaires qui s'y trouvent déjà. C'est déjà la réalité.

**M. Kehoe:** Combien y a-t-il de fonctionnaires provinciaux à Hull actuellement?

**M. Saint-Germain:** Il n'y en a pas beaucoup. Il y en a à peu près... Ça dépend comment on les compte. Si c'est au sens strict, on en compte à peu près 1100, 1200. Si on ajoute les entreprises publiques, on peut doubler ou tripler le chiffre. Ça dépend qu'est-ce qu'on veut compter là-dedans. Donc, c'est minime.

Mais, quand je parle de troisième centre administratif, c'est que je parle aussi de ceux du fédéral qui sont actuellement à Hull. Actuellement, par les effectifs, la région de Hull est déjà le troisième centre administratif. Donc, ce que je dis, c'est qu'au moment où apparaîtrait un changement constitutionnel et politique tel que la souveraineté, le Québec hériterait de cette ville

dans laquelle il y a le troisième centre administratif en importance du Québec, avec des gens qui habitent déjà là, qui sont attachés à la région et qui ont déjà des locaux où ils travaillent, et où ils ont déjà une habitude de vie et de travail et une région qui peut déjà les accueillir, qui a la capacité de le faire puisqu'elle le fait déjà. Donc, ce n'est pas amener des gens là, ils y sont déjà. Donc, au contraire, c'est de retenir là des gens qui y travaillent déjà, les empêcher de partir pour la plupart, pour le plus grand nombre. C'est ça l'effort que j'ai fait.

**M. Kehoe:** Si je comprends bien, que ce soient 3500 ou 13 000 ou 15 000 fonctionnaires fédéraux, là, la plupart de ces personnes qui seront disponibles, j'imagine que ça va être des commis, des secrétaires... Ce ne seront pas des personnes-cadres.

**M. Saint-Germain:** Vous voulez dire ceux qui vont rester ou ceux qui y sont actuellement?

**M. Kehoe:** Après la souveraineté du Québec, les personnes qui, actuellement, sont plutôt des secrétaires et des commis de bureau qui travaillent à Hull, qui seront des fonctionnaires fédéraux.

**M. Saint-Germain:** Bon! Alors, actuellement, c'est vrai qu'il y a moins de haute direction dans la fonction publique parmi les résidents du côté outaouais qu'il y en a du côté d'Ottawa. C'est vrai, votre remarque. C'est déjà comme ça.

**M. Kehoe:** Est-ce de ça qu'on a besoin dans un Québec souverain?

**M. Saint-Germain:** Oui, mais je veux dire, cette réalité-là n'est pas un obstacle en soi. Au contraire, ça peut être justement ce qui conviendra assez bien à l'installation de régies, de commissions dans la région, à partir de ces effectifs-là. Quant à ceux qui sont plus dans la haute direction, on peut quand même prévoir qu'il y aurait des organismes qui auraient même leur siège dans la région de l'Outaouais, des régies entières, et qui ne sont pas dans la région de Montréal. Quand je parle des régies: auto, assurance-maladie, par exemple, et qui auraient leur haute direction même qui pourrait être en régions, parce que ces régies-là n'ont pas besoin de se rapporter tous les matins au premier ministre pour dire ce qu'elles font. C'est des fonctions plus techniques. Bon! Également, on pourrait penser qu'il y aura des gens de haut niveau pour les institutions monétaires: la banque centrale du Canada, appelée banque centrale dans tous les cas, et puis l'union douanière, la monnaie. Donc, il faut des gens qui, au niveau professionnel, sont de haut niveau dans ces institutions-là et qui resteraient dans la région. Donc, je ne vois pas vraiment de complications



ou d'obstacles avec cet aspect-là. Voilà!

**M. Kehoe:** Merci, M. Saint-Germain. J'ai plusieurs autres questions à poser, mais je sais que mon collègue a des questions aussi.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Limoilou.

**M. Després:** Il ne reste pas grand temps, M. le Président. Merci beaucoup de me passer la parole. Je voudrais revenir... parce que votre étude est dense et je ne vous cacherai pas que, en tout cas, elle est parfois difficile à comprendre. Si on part de la théorie ou de l'analyse que vous dites que la somme des effectifs est la même à Québec qu'à Montréal et à Ottawa, ça va. Sauf que, quand je regarde — et un peu dans la même lignée que mon collègue — les tableaux 50 à 56, j'ai de la difficulté à comprendre pourquoi la CARRA, qui est à Québec, on va prendre 402 fonctionnaires, on va les envoyer ces effectifs-là. Je comprends que ce n'est pas nécessairement des gens qu'on déménage, ça, vous l'avez dit. Mais pourquoi la CARRA qui en a 405, elle, s'en va à Hull? Je comprends que les Affaires étrangères, qui sont à Ottawa, vont peut-être descendre un peu à Québec, mais pourquoi la Régie de l'assurance-maladie du Québec, qui est installée à Québec, elle, on va prendre 1032 fonctionnaires sur 1085 fonctionnaires pour les installer à Hull? C'est quoi l'idée?

**M. Saint-Germain:** D'accord. Alors, c'est parti de l'idée que, à partir du moment où l'essentiel d'une administration, comme la Régie de l'assurance-maladie ou l'assurance auto, irait dans une autre ville, comme l'Outaouais, comme à Hull, il y aurait toujours la part, disons, du service à la clientèle proportionnée à la population régionale. Donc, Québec — on peut dire que c'est 9 % ou 10 % de la population totale, la région de Québec — donc, on peut garder à peu près ce chiffre-là, qui est à peu près la proportion de service à la clientèle, si on amène l'essentiel de l'administration.

**M. Després:** Écoutez, je comprends que, si vous faites une répartition en fonction du service à la population, la Régie de l'assurance-maladie va être pas mal plus étendue, parce que je n'ai pas l'impression que la région de l'Outaouais représente effectivement 1032 employés divisés par 1085. Je n'ai pas fait le pourcentage. Ça va faire 95 %, qui se retrouvent dans la région de l'Outaouais.

**M. Saint-Germain:** Non. Ce que je veux dire... J'ai regardé que même une administration qui a son siège à Québec a des bureaux régionaux et certains fonctionnaires dans plusieurs régions. Donc, j'ai regardé ces chiffres-là, et la

meilleure façon encore qu'on peut faire, pour imputer le service à la clientèle, c'est prendre au prorata de la population de l'agglomération urbaine de la région en question. Donc, si la Régie de l'assurance automobile quitte Québec, on peut garder à Québec les 9 % ou 10 % que représente Québec dans le total de la population québécoise, et on envoie le gros de l'effectif, mettons, dans l'Outaouais.

Pourquoi envierait-on cette régie? Je l'ai dit. C'est parce que ça a un caractère vraiment décentralisable, parce que c'est un travail plus technique et ce sont des administrations qui n'ont pas besoin de se rapporter au premier ministre, au cabinet ministériel, à tous les jours. Elles font un travail qui est plus spécialisé. C'est un travail, bien sûr, nécessaire, important, mais plus spécialisé. Tandis que pour les Affaires extérieures, elles, bien sûr, ces fonctions-là vont venir à Québec.

Donc, il faudrait qu'au moment où on cède à Québec, disons, les emplois qui sont de type Affaires extérieures, que Québec nous retourne des emplois de montants équivalents dans une de ces régies, commissions, fonds spéciaux et autres. C'est ça l'idée.

**M. Després:** Ça va être la plus grande mobilité qu'on n'aura jamais connue dans la fonction publique.

**M. Saint-Germain:** Ça demanderait certainement un changement, mais il ne s'agit pas de déménagement de la totalité des fonctionnaires. Je l'ai nommé plusieurs fois, il s'agit d'ouverture de postes dans une région et d'ouverture de postes dans votre région, pour d'autres fonctions. Donc, les gens peuvent appliquer en restant dans la même région: quelqu'un qui fait un travail de commis ou de comptable ou de gestionnaire du personnel dans une de ces administrations à Québec peut appliquer à un nouveau ministère qui vient s'installer à Québec, de même qu'en Outaouais, les gens qui étaient dans le ministère déménagé pourront appliquer dans l'organisme décentralisé.

**M. Després:** Vous faites quoi avec les gens qui ont une certaine expertise? Un travail général de bureau, je comprends, les commis, les agents de bureau, les secrétaires. Mais vous faites quoi avec les gens qui ont une certaine expertise, peu importe le secteur d'activité?

**M. Saint-Germain:** Mais il y en a une partie qui devra déménager. Il faut le reconnaître. Une partie, bien sûr, une certaine partie. Alors, ça dépendra de chaque administration: la partie de ceux qui ont des fonctions vraiment spécifiques, techniques à un organisme et ceux qui ont des fonctions qui sont plus polyvalentes et qui peuvent se réintégrer dans d'autres administrations. Alors, la proportion est à faire selon le

type d'organisme. Et ça veut dire que si c'est 1000 emplois, ce n'est pas 1000 emplois qui bougent. Ce n'est peut-être que 350.

**M. Després:** Non, non, c'est le nombre de postes.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, vous me voyez...

**M. Després:** M. le Président, je vais souhaiter bonne chance au gouvernement qui va réaliser ça.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Ce n'est pertinent à nos débats. On fera ça entre nous autres tout à l'heure. Nous sommes à la fin de cette période. Alors, M. Saint-Germain, nous voulons vous remercier chaleureusement et sincèrement pour votre participation à nos travaux. C'est une contribution intéressante et on voit les réactions que ça suscite de part et d'autre. Ça démontre l'intérêt que le dossier de l'Outaouais suscite à cette commission et, dans ce sens-là, nous anticipons continuer tout à l'heure avec M. Beaudry et son groupe de travail pour voir peut-être un autre côté de la lumière, ou la même continuité. Je ne sais pas. Je n'ai pas lu le travail de M. Beaudry, comme je n'avais pas lu, je le confesse, le vôtre avant. C'est une contribution, quand même, très importante puisque que les intérêts de l'Outaouais, ce sont les intérêts de nous tous, les Québécois. Et nous leur portons une grande attention, soyez-en assuré.

Alors, je vous remercie beaucoup. On va suspendre quelques instants. Pour continuer, nous recevons M. Marcel Beaudry dans quelques minutes.

(Suspension de la séance à 14 h 33)

(Reprise à 14 h 37)

**Le Président (M. Bélanger):** Je prie chacun de bien vouloir reprendre sa place, s'il vous plaît! S'il vous plaît, je demanderais à chacun de bien vouloir reprendre sa place que nous puissions reprendre nos travaux. Je vous remercie de votre collaboration.

S'il vous plaît! Nous recevons à l'instant M. Marcel Beaudry qui a présidé un groupe de travail... S'il vous plaît! Nous recevons M. Marcel Beaudry qui a présidé un groupe de travail sur la... Président du Comité Outaouais. C'est comme ça que s'appelait le comité, je m'excuse, et comité dont on a beaucoup entendu parler. M. Beaudry qui n'a pas besoin de présentation autour de cette table a été, pour nous, un compagnon d'armes à Campeau-Bélanger pendant

de longs mois à travers cette province. Et il avait fait sa marque, en particulier, à cette commission pour l'intérêt immense qu'il portait à sa région et la défense qu'il en faisait de façon fort intelligente et fort efficace.

Donc, il avait gagné ses galons, je vous prie de me croire à ce niveau-là et, tous, nous étions devenus très sensibles à cette problématique de l'Outaouais grâce à M. Beaudry qui ne manquait jamais une occasion, finement mais très efficacement, de nous souligner l'apport ou les problématiques que pouvait rencontrer l'Outaouais. Je demanderais donc à M. Beaudry, dans un premier temps, de nous présenter les gens qui l'accompagnent et nous présenter son mémoire. Et, aux gens dans la salle, s'il vous plaît, ça vaut pour les parlementaires comme pour tous les autres, pas de bruit, s'il vous plaît, pour qu'on puisse écouter, dans le plus grand respect, notre invité. M. Beaudry, c'est à vous.

#### Exposé du Comité Outaouais

**M. Beaudry (Marcel):** M. le Président, Mmes et MM. les députés, membres de la commission, mesdames et messieurs, avant de débiter, comme vous me l'avez souligné, j'apprécierais vous présenter les membres du Comité Outaouais. À mon extrême droite, Mme Charlotte L'Écuyer; à ma droite, M. Antoine Grégoire et, à ma gauche, M. Franco Materazzi qui était personne-ressource. Nous accompagnent, également, les membres du Comité Outaouais aujourd'hui M. Jean-Marie Séguin qui est sorti pour quelques instants, M. Graham Gregg qui est assis à l'arrière et M. Aimé Desjardins qui agissait comme secrétaire exécutif.

**Le Président (M. Bélanger):** Si vous me permettez une suggestion, M. Beaudry. Si les gens de votre comité ont à prendre la parole, je leur demanderais, s'il vous plaît, de s'identifier avant de le faire pour permettre aux gens de la transcription qui ne nous voient pas de bien pouvoir faire leur travail à ce niveau-là. Je vous remercie.

**M. Beaudry:** Merci. Alors, il me fait plaisir de saluer, également, le député de la région de l'Outaouais et quelques-unes des personnes qui se sont déplacées de l'Outaouais pour nous accompagner ici, aujourd'hui. Nous avons, bien sûr, et comme ça a été souligné tantôt, M. Gilles Rocheleau qui est député du comté fédéral de Hull-Aylmer.

Je vous suis, tout d'abord, très reconnaissant, ainsi qu'à tous les membres de votre commission, de me fournir l'occasion, à titre de président du Comité Outaouais, de vous présenter les points saillants du contenu de notre rapport sur l'avenir économique de la région de l'Outaouais dans une perspective de changements au statut politique et constitutionnel du Québec.

Vous reconnaîtrez facilement que ces changements revêtent pour nous une très haute importance, compte tenu de notre situation géographique et des liens particuliers que nous entretenons, de tout temps, avec les diverses instances du gouvernement fédéral. D'ailleurs, comme vous le savez, la commission Bélanger-Campeau, dont j'ai eu le très grand honneur de faire partie, a reconnu cet état de précarité et elle a adopté, à l'unanimité, la recommandation qui suit: «Il convient de souligner que des changements éventuels au statut politique et constitutionnel du Québec pourraient avoir des conséquences particulières pour la région de l'Outaouais québécois. En effet, si un nombre substantiel de secteurs ou de services de compétence fédérale devenait du ressort du Québec, l'emploi et l'activité économique de cette région pourraient être sérieusement affectés. Il en irait de même, mais sans doute de façon encore plus marquée, si le Québec accédait à la souveraineté. La mise en place de façon urgente de programmes spécifiques destinés à maintenir l'emploi et l'activité économique s'imposerait quelle que soit l'avenue retenue par le Québec.»

Quelques mois plus tard, soit le 17 juillet 1991, le gouvernement du Québec donnait suite à cette recommandation et il créait le Comité sur l'Outaouais par voie de décret gouvernemental et voici le mandat qu'il a confié à notre organisme: «Étudier les effets économiques de la récupération par le Québec de certains pouvoirs actuellement exercés par le gouvernement fédéral; analyser toutes les questions pertinentes aux préoccupations exprimées dans le rapport Bélanger-Campeau relativement aux conséquences possibles pour la région de l'Outaouais de tout changement au statut politique et constitutionnel du Québec; enfin, élaborer dans ce cadre un plan de diversification économique visant au maintien de l'emploi et suggérer, le cas échéant, des programmes spécifiques pour atteindre cet objectif.»

Conformément aux termes de son mandat, le Comité soumettait donc, le 4 février dernier, son rapport au Comité ministériel permanent de l'aménagement, du développement régional et de l'environnement et en divulguait le contenu à la population outaouaise lors d'une conférence de presse tenue à Hull le 11 février dernier. L'accueil très favorable qu'a réservé la population à notre rapport, notamment les diverses instances régionales et les représentants des différentes tendances politiques, témoigne fort bien de l'objectivité de son contenu et de l'équilibre que nous avons recherché tout au long de nos travaux. Il aurait été tout à fait futile et contraire aux meilleurs intérêts de la région que de tenter de peindre un tableau apocalyptique de la situation pouvant résulter des changements importants aux statuts politique et constitutionnel du Québec.

(14 h 45)

Pour les mêmes raisons d'objectivité, nous refusons de nous prononcer sur la validité des diverses options constitutionnelles, jugeant que cette question n'est pas du ressort de notre comité et qu'il reviendra en temps et lieu au gouvernement et à la population de trancher dans ce débat.

Notre tâche était d'un tout autre ordre. Elle consistait essentiellement à étudier et à analyser les répercussions d'éventuels changements politiques et constitutionnels sur l'économie outaouaise, notamment sur la situation de l'emploi, et à proposer des moyens pour en atténuer les perturbations susceptibles d'en découler. Là, comme ailleurs, nous avons tenté, avec les moyens dont nous disposons, de faire ressortir la réalité: d'abord à travers certaines études menées par la firme SECOR pour le compte de notre comité, mais aussi par le biais des mémoires qui nous ont été soumis et des consensus qui se sont dégagés lors du Forum sur l'avenir de l'Outaouais qui s'est tenu le 30 novembre dernier à Hull.

C'est aussi avec intérêt que nous avons pris connaissance du rapport du professeur Saint-Germain que celui-ci vous a présenté il y a quelques instants. Nous avons également rencontré ce dernier en séance de travail, comme d'ailleurs un bon nombre des auteurs des 27 mémoires qui nous ont été soumis. Nous avons été frappés par l'esprit d'objectivité et de concertation qui a caractérisé ces discussions et je dois dire que les consensus qui s'en sont dégagés ont servi largement de point d'appui au contenu de notre rapport et de nos recommandations. C'est à l'aide de cette masse de données et de renseignements que nous avons cherché à peindre avec le plus d'objectivité possible les répercussions économiques ou les autres turbulences qui risquent d'accompagner les divers scénarios de changements.

Dans la mesure où il est possible de bien saisir tous les impondérables qui entourent des changements de cette envergure, nous en arrivons aux conclusions suivantes: Dans le contexte d'une décentralisation restreinte des pouvoirs actuellement détenus par le gouvernement fédéral, l'Outaouais risquerait de perdre environ 1000 emplois sur une période de trois ans. Si l'on en arrivait à une décentralisation accentuée des pouvoirs du gouvernement du Canada, ce scénario risquerait de faire perdre à la région environ 1800 emplois et provoquer une légère chute du taux de croissance de la main-d'œuvre. Par décentralisation accentuée, nous entendons une dévolution des pouvoirs semblable à celle prônée dans le rapport Allaire ou par le Groupe des 22. Selon les données de la firme SECOR, l'impact de la décentralisation asymétrique proposée dans le rapport Allaire ressemble en bout de piste à l'impact du Groupe des 22. Il n'y aurait donc, dans ces deux cas, qu'un léger impact négatif sur l'emploi.

Ce n'est que dans le scénario combinant les éléments du Groupe des 22 et ceux du rapport Allaire, plus particulièrement la situation où plusieurs pouvoirs mis de l'avant par le rapport Allaire et par le Groupe des 22 sont dévolus de façon symétrique à toutes les provinces, que l'impact sur l'économie de l'Outaouais se ferait le plus sentir. Ce scénario de décentralisation très accentuée risquerait d'entraîner la perte d'environ 6000 emplois directs et indirects et de provoquer une augmentation de 5 points du taux de chômage. On peut trouver aux pages 46 et 47 de notre rapport une analyse des divers scénarios de décentralisation.

Dans le contexte de l'accession du Québec à la souveraineté, les répercussions pourraient être plus sérieuses et cette éventualité pourrait remettre en question 13 000 emplois directs si le gouvernement ne prenait aucune mesure pour contrer cette perte. Ce chiffre ne tient pas compte des effets d'entraînement très élevés que ce changement est susceptible d'avoir sur les emplois indirects. Il importe de souligner ici que 25 000 Québécois, résidant en Outaouais, travaillent au sein de la fonction publique fédérale, et que plus de 24 000 autres oeuvrent dans le secteur privé en territoire ontarien.

Pour bien comprendre les difficultés du plein emploi en Outaouais, advenant l'accession du Québec à la souveraineté, il faut aussi considérer qu'une grande partie des emplois gouvernementaux sont affectés au service à la clientèle, et doivent nécessairement demeurer près de la clientèle. Il font partie de la catégorie dite décentralisable, et ceux-ci représentent environ 80 % de la fonction publique fédérale. Les autres liés à la fonction de direction ou de siège social représentent environ 20 % des emplois, et ils sont situés pour la plupart dans la région de la Capitale nationale. Actuellement, dans la fonction publique québécoise, la proportion des emplois de type siège social atteint 40 %. Avec l'accession à la souveraineté, cette proportion serait, selon nous, de l'ordre de 30 %. Nos études ont démontré, en appliquant ce facteur de 30 %, que l'on retrouverait dans un Québec souverain quelque 64 000 emplois dits de siège social, les 150 000 autres devant être situés à proximité de la clientèle, et donc décentralisés. Or, pour combler la perte des emplois dans l'Outaouais, c'est-à-dire à partir de cette masse de 64 000 emplois de type siège social, qu'il faut puiser des emplois qui devront être relocalisés dans notre région. En d'autres mots, l'Outaouais doit récupérer 20 000 emplois ou 31 % des effectifs de siège social d'un Québec souverain. Cela revient à dire que, dans cette perspective, notre région doit donc devenir un centre important de la fonction publique québécoise, sinon la deuxième capitale administrative du Québec. À ces 20 000 emplois de siège social, le gouvernement du Québec devra aussi ajouter 7000 autres emplois décentralisés à des fins de service à la

clientèle et dans le secteur parapublic.

Pour relever un pari de cette envergure, cela suppose, de la part du gouvernement du Québec, des efforts financiers importants et, qui plus est, une volonté explicite des autres régions du Québec, notamment des régions administratives de Québec et de Montréal, de reconnaître et d'accepter la vocation administrative de l'Outaouais. La question qui nous vient à l'esprit est la suivante: Dans quelle mesure peut-on songer à maintenir le plein emploi en Outaouais uniquement par le biais des emplois gouvernementaux? Si nous estimons qu'il est impératif pour le gouvernement de maintenir la vocation administrative de l'Outaouais, nous sommes aussi suffisamment réalistes pour reconnaître que cette mesure à elle seule ne saurait suffire, et cela pour deux raisons: d'une part, le gouvernement du Québec voudra probablement rapatrier dans le contexte de la souveraineté les fonctions liées aux contrôles administratif, politique et stratégique à la planification, ainsi que les autres fonctions à caractère national ou symbolique; d'autre part, on s'accorde dans la plupart des milieux pour affirmer que la taille des fonctions publiques québécoise et fédérale n'augmentera vraisemblablement pas au cours des prochaines années, et que cette tendance à la baisse devrait avoir des répercussions négatives sur l'économie de la région, comme l'Outaouais, que le Québec accède ou non à la souveraineté.

En définitive, M. le Président, les deux scénarios les plus susceptibles d'avoir un impact sur notre région sont, sans contredit, celui d'une décentralisation très poussée, à 50 % symétrique, ou celui de l'accession du Québec à la souveraineté. Dans un cas comme dans l'autre, les répercussions négatives risquent d'être très importantes si le gouvernement du Québec ne prend pas les mesures qui s'imposent dans les circonstances.

En effet, au-delà des opinions que chacun d'entre nous peut entretenir sur la validité de l'un ou l'autre de ces scénarios de changement, force est d'admettre qu'en Outaouais tout au moins, ces deux options représentent à bien des égards les deux angles morts de notre devenir économique et suscitent une bonne dose d'inquiétude.

Eu égard à des changements de cette ampleur, vous conviendrez avec moi que la pire bêtise serait de se satisfaire de demi-mesures, ou d'adopter une attitude attentiste. Il ne faut surtout pas se leurrer: l'atteinte du plein emploi est déjà difficile en période normale, et cet objectif risque d'être encore plus problématique dans un contexte de grand changement politique et constitutionnel. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, il est tentant bien sûr de succomber à la facilité. L'heure n'est pas aux illusions, mais bien au réalisme économique. L'heure n'est pas aux vœux pieux, mais à l'adoption de mesures énergiques pouvant avoir des effets

durables sur notre économie.

Enfin, l'heure est venue pour le gouvernement de reconnaître l'urgence de la situation et d'enclencher dans les meilleurs délais un processus de diversification qui vienne assurer le plein épanouissement de la région et de sa population. Compte tenu qu'il faut à tout prix maintenir à court terme le niveau des emplois et que la fonction publique en Outaouais constitue le principal pilier de l'économie, nous invitons le gouvernement du Québec à prendre les mesures qui s'imposent pour maintenir le niveau et la qualité des emplois dans ce secteur.

Dans un deuxième temps, nous invitons le gouvernement du Québec à doter l'Outaouais de structures et de moyens qui lui permettront d'assurer à plus long terme, la diversification de son économie en privilégiant les quatre secteurs moteurs suivants: le secteur de la forêt et autres ressources; le secteur de la haute technologie; le secteur du tourisme; le secteur du commerce et des services.

Notre comité soumettra d'ici quelques semaines un plan de diversification économique et proposera au gouvernement des mesures précises visant le maintien de l'emploi à plus long terme. Bref, l'avenir économique de l'Outaouais passe inévitablement par la diversification, et il existe chez nous un consensus très large à ce sujet, tant de la part des instances municipales et régionales que des intervenants économiques, politiques et syndicaux. D'ailleurs, la diversification économique a été le point central du Forum sur l'avenir économique de l'Outaouais.

Actuellement, 50 % de l'économie de la région sont tributaires de la fonction publique fédérale. Selon nos estimations, si l'Outaouais réussissait à se doter d'une économie aussi diversifiée et aussi équilibrée que la région d'Ottawa-Carleton, on pourrait y créer, à plus ou moins long terme, plus de 10 000 emplois et générer des revenus pour le trésor public québécois de l'ordre de 77 000 000 \$.

À notre avis, l'Outaouais doit se démarquer éventuellement de sa vocation gouvernementale traditionnelle et revenir à sa vocation industrielle d'antan. On observe depuis quelques années une amorce de diversification dans notre région, notamment dans le domaine de la haute technologie, et cela est encourageant. Il faut, de toute nécessité, chercher à accélérer ce mouvement. Mais, il y a plus. Pour arriver à atteindre un meilleur équilibre économique, dans une perspective de changement politique et constitutionnel, il importe que le gouvernement du Québec priorise le renforcement de nos institutions régionales dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la culture. En effet, à bien des égards, nos infrastructures de santé, d'éducation et de culture sont nettement déficientes par rapport à la région d'Ottawa-Carleton. Cette situation favorise les fuites vers l'extérieur de

notre région.

(15 heures)

Actuellement, ces fuites atteignent 25 % dans le domaine hospitalier, 30 % au niveau de l'éducation collégiale, 50 % dans le secteur de l'enseignement universitaire et 30 % dans les secteurs culturels et récréatifs. Je vous fais grâce des déficiences bien connues de notre réseau routier qui défavorise nettement le développement industriel et commercial de la région et qui handicape considérablement son potentiel touristique.

Si l'on reconnaît spontanément la dépendance de l'Outaouais à l'égard de l'employeur fédéral, on ne saisit pas toujours très bien l'ampleur de l'interdépendance de notre région relativement à la région d'Ottawa-Carleton. En effet, 24 000 résidents du Québec travaillent dans des entreprises situées en territoire ontarien et les mouvements des biens, des services et des capitaux occupent une place importante dans l'économie outaouaise. À vrai dire, ces mouvements conditionnent très largement la vigueur de notre économie. Toutefois, malgré une intégration ou libre circulation relativement importante, il existe néanmoins un certain nombre d'entraves qui nuisent au développement optimal de la région et qu'il faudrait éliminer. S'il est vrai que nous devons chercher à minimiser le niveau de nos fuites commerciales à la faveur de l'Ontario, il en va des meilleurs intérêts de l'Outaouais d'en arriver à une plus grande harmonisation des lois et des règlements entre le Québec et l'Ontario, notamment en ce qui concerne leur application dans l'Outaouais et l'est ontarien.

Nous invitons donc le gouvernement du Québec à mettre en place, de concert avec le gouvernement de l'Ontario, un mécanisme permanent favorisant une telle harmonisation et aussi à tenir compte du contexte frontalier de l'Outaouais dans toute législation qui peut avoir un impact sur notre économie.

Je profite de l'occasion pour souligner l'effet néfaste, voire discriminatoire, que l'imposition de la taxe de vente sur les services au Québec, la TVQ, est susceptible d'avoir sur notre économie régionale. Devant le refus de l'Ontario d'imposer une taxe semblable sur son territoire, l'adoption de cette mesure viendra, sinon contrecarrer, tout au moins nuire sérieusement aux efforts de diversification et de relance de notre économie. Nous avons là un très bel exemple d'un manque flagrant d'harmonisation.

Comme je l'ai mentionné précédemment, M. le Président, les discussions entourant d'éventuels changements politiques et constitutionnels revêtent en Outaouais une dimension bien particulière. En effet, notre région est prisonnière de son passé et de son contexte frontalier. Si cette proximité rassurante de la fonction publique fédérale a apporté à nos citoyens une prospérité et un niveau d'emplois enviables eu égard à d'autres régions du Québec, il nous faut

aussi admettre qu'il subsiste toujours chez nous des disparités économiques très importantes, notamment en ce qui a trait au niveau des revenus d'emploi dans les régions rurales et à la rémunération des femmes. Il nous faut aussi se rendre compte que cette proximité rassurante du gouvernement fédéral n'a pas eu que des effets bénéfiques. Cette présence fédérale a contribué à mettre en veilleuse le développement des autres secteurs de notre économie et elle a très souvent servi de prétexte aux instances politiques et administratives à Québec pour exclure l'Outaouais de certaines mesures de développement régional.

Si, en contrepartie, la Société de l'aménagement de l'Outaouais a favorisé la mise en place dans notre région d'infrastructures industrielles et touristiques importantes, le bilan des autres sociétés d'État du Québec reste peu enviable. En effet, à quelques exceptions près celles-ci n'ont pas investi dans notre région et elles ont grossièrement négligé de tout temps son potentiel économique, telles la Société générale de financement, la société REXFOR et la Caisse de dépôt. Cette situation nous amène à dire, M. le Président, qu'avant de songer au virage de notre économie, il est impérieux que les instances politiques et administratives à Québec développent une perception plus rigoureuse et plus exacte de notre réalité et de nos besoins.

Les gens de l'Outaouais sont profondément attachés aux valeurs et à la culture québécoise, et l'avenir politique et constitutionnel suscite chez eux au moins d'autant d'interrogations et de préoccupations qu'ailleurs au Québec. Si, pour la vaste majorité des Québécois, l'adoption des options souverainistes ou de décentralisation très poussée des pouvoirs fédéraux demeure, avant tout, une question politique fondée sur le caractère légitime des aspirations des Québécois, pour nous, gens de l'Outaouais, viennent s'ajouter d'autres motifs d'ordre pratique touchant la sécurité, la qualité des emplois et d'autres considérations liées à l'avenir économique de notre région.

La population de l'Outaouais est, sans contredit, la région la plus sensible au changement politique et constitutionnel et celle qui devra vivre le plus intensément les répercussions qui pourront en découler. Bien sûr que le changement ne nous effraie pas. Bien sûr que nous n'en sommes pas à notre premier défi, et que nous avons nous aussi le courage de nos convictions. Sauf que ce pari collectif comporte des risques que nous n'avons pas les moyens d'assumer seuls.

Pour relever ce défi avec confiance et avec sérénité, nous devons compter sur l'appui indéfectible du gouvernement du Québec et, dans une certaine mesure, des autres régions du Québec. Les défis que ces scénarios imposent sont de taille. Et dans les circonstances, nous ne pouvons pas nous satisfaire de vagues promesses, aussi

rassurantes soient-elles. Ce qu'il nous faut, c'est un engagement ferme et formel du gouvernement du Québec de tout mettre en oeuvre, dans les meilleurs délais, pour provoquer en Outaouais québécois une véritable relance de son économie. Mais nous savons tous que les effets positifs de cette diversification économique tant souhaitée prendront plusieurs années à se faire sentir. C'est pour cette raison que nous insistons autant pour que le gouvernement du Québec nous rassure quant à sa volonté de maintenir en Outaouais un niveau d'emplois dans la fonction publique comparable à la situation qui prévaut actuellement. Notre présence ici témoigne bien de notre intention de tout mettre en oeuvre pour relever le défi quel qu'il soit et pour trouver ensemble une solution québécoise à nos préoccupations. Qu'on nous fournisse l'aide et les outils qu'il nous faut et collectivement nous assumerons notre destinée.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous vous remercions, M. Beaudry. La première question sera de Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Alors, je vous souhaite la plus cordiale des bienvenues à nos travaux. M. Beaudry a eu l'habitude, pendant un moment, d'être plutôt assis de ce côté-ci de la table. J'imagine que ça doit être une autre impression, mais ça sera sûrement aussi riche comme échange et comme débat.

Je voudrais d'abord féliciter et remercier les membres du Comité et tous ceux qui ont collaboré à l'étude que vous nous présentez aujourd'hui. Je pense particulièrement à l'Université du Québec, qui a joué un rôle quand même assez important au moment du forum économique et de la plénière qui a suivi ce forum-là. Vous n'êtes pas sans savoir que je craignais un petit peu – et je l'ai dit aux membres de votre groupe – le ton catastrophé qu'aurait pu prendre le rapport que vous nous présentez aujourd'hui et qui, à mon point de vue, aurait desservi l'Outaouais. Ce n'est pas le cas et j'en suis fort heureuse. Parce que je pense que cela permettra de faire des consensus beaucoup plus larges et surtout – et c'est le sens que je retiens de votre intervention et de ses principales conclusions qui seront étoffées par d'autres – cela permettra de proposer des avenues de solution qui permettent aux gens de l'Outaouais de se retrouver et de se solidariser à l'intérieur de ça.

J'étais heureuse de constater que vous avez retenu certaines suggestions dans le texte que vous nous présentez, entre autres l'analyse qui concerne la place des femmes dans l'économie outaouaise. C'est très intéressant parce que ça ressort très clairement. Évidemment, c'est comparable à ce qu'on constate à travers d'autres données et d'autres réalités, mais je pense que ça la met en lumière de façon particulière. Dans l'éventualité d'un changement majeur, c'est

important d'avoir des données comme celles-là.

Vous venez, à quelques reprises, dans votre document comme dans la présentation que vous venez de faire, M. Beaudry, rappeler la nécessité de l'engagement gouvernemental, de l'engagement politique — c'est un peu comme ça que je le traduis — de la volonté politique. Pour moi, évidemment, l'action est toujours précédée de l'expression d'une volonté. Dans ce sens-là, j'aimerais rappeler ici quel est, du côté de ma formation politique, cet engagement qui a été pris, cette volonté qui a été exprimée à plusieurs reprises. Tout à l'heure, on a eu des discussions. Vous étiez dans la salle. Vous les avez sûrement entendues. On se posait la question, oui, mais ces engagements, cette expression de volonté, est-ce que c'est connu de l'ensemble du Québec ou simplement dit en Outaouais? C'est un peu ça qu'on aurait pu laisser entendre, mais pas dit dans l'ensemble du Québec, entre autres, que la région outaouaise, Hull et sa grande agglomération, sera une capitale administrative importante. On dit la troisième, pour qu'elle puisse garder son niveau d'emploi actuel. Nous disons oui, à cela. Et on l'a dit à moult reprises, on l'a dit lors de congrès, on l'a dit lors de documents qui ont été présentés, qui d'ailleurs sont actuellement débattus à travers le Québec. Il y a un petit document ici qui a été publié chez nous qui s'appelle «Une nouvelle fonction publique québécoise», qui reprend cet engagement de maintenir le niveau d'emplois dans les secteurs public et parapublic dans l'Outaouais. Je trouve que c'est important de le répéter ici parce que vous faites cet appel-là, tant à ma formation politique, parce que nous prôtons la réalisation de notre pleine et entière souveraineté, qu'au gouvernement aussi. Il m'apparaissait important que je puisse revenir sur cette question-là et répondre à votre attente.

Cela étant dit, on va revenir maintenant sur le rapport d'une façon un petit peu plus précise et avec des questions un petit peu plus serrées. Il y a un ou deux chiffres avec lesquels je suis encore mal à l'aise. Alors, on va les regarder ensemble. J'aimerais revenir sur une analyse que vous faites et je crois que ça apporte un éclairage très intéressant et très lucide sur la réalité économique outaouaise et sur l'impact qu'a eu l'action du gouvernement fédéral en Outaouais.

Souvent ce qui nous est présenté, cet impact des emplois en Outaouais nous est toujours présenté comme un élément mais qui est absolument, plus que positif, je dirais, qui a mis la région au monde. Quand on regarde les impacts positifs, oui sur l'emploi, oui sur le niveau de taxation, par exemple, en matière de taxe foncière, c'est évident qu'il y a eu un impact important, mais il y a eu des effets pervers et des effets pernicieux. Et quand vous nous dites entre autres, actuellement, dans les recommandations que vous faites: «Il faut

diversifier l'Outaouais, il faut se tourner vers un élargissement de l'activité manufacturière», il faut voir. Je pense que c'est important qu'on se le dise ici comme membres de la commission pour avoir une vision complète et précise de ce qui s'est passé en Outaouais. Vous le dites dans votre mémoire d'ailleurs, dans votre document, vous dites dans le fond: «Dans la partie québécoise de la capitale, l'emploi dans le secteur manufacturier a augmenté jusqu'en 1966 pour ensuite chuter sensiblement, se stabiliser par la suite, et cette chute a été due, entre autres, à la désindustrialisation des secteurs de l'île de Hull et du ruisseau de la Brasserie. Pour connaître un certain nombre d'entre vous, qui êtes à la table, qui avez vécu ces événements-là, je pense que vous pouvez non seulement en témoigner statistiquement, mais pour l'avoir vu se passer sous vos yeux. Il y a donc eu des effets intéressants, mais il y a eu aussi, à cette implication du gouvernement fédéral à Hull, une assurance tranquille qui a été donnée et qui a fait oublier que des secteurs manufacturiers importants échappaient à l'Outaouais. Ce qui fait qu'on se retrouve, entre autres, en déficit par rapport à l'ensemble québécois en matière manufacturière.

(15 h 15)

D'autre part — et ça, c'est plus triste un peu — on parle des centres de recherche fédéraux. On dit que la Capitale nationale a eu la possibilité d'implanter une vingtaine de centres de recherche fédéraux, sauf qu'on constate, à la lecture de votre document, qu'ils sont essentiellement implantés dans la région Ottawa-Carleton. Vous le dites vous-même: Il y a un rattrapage que l'Outaouais doit faire à cet égard pour se resituer dans le créneau de la haute technologie.

Un autre mythe qui tombe un peu, c'était cette possibilité qu'allait offrir à la région l'implantation des services gouvernementaux par les politiques d'achat en territoire québécois. Quand on regarde ce que vous nous apportez comme information, on va constater... C'est important de regarder aussi cette réalité-là, parce qu'on a toujours l'air de dire: Vous savez, d'un côté, tout a été beau, tout a été merveilleux, on a tout fait pour nous; et de l'autre, on n'a rien fait; d'un côté, c'était Ottawa; de l'autre côté, c'était Québec. Quand on regarde le document, les achats du gouvernement fédéral sont effectués dans la région de la Capitale nationale. Je prends votre chiffre le meilleur: 1,3 % seulement de tous les achats, qui se chiffrent par des centaines de millions de dollars, sont faits dans la région outaouaise, alors que tout le reste est acheté en territoire ontarien, soit dans la région immédiate d'Ottawa-Carleton ou ailleurs. Ça, évidemment, quand on veut monter un certain nombre d'entreprises, vous savez l'importance qu'a l'approvisionnement des gouvernements. Dans ce sens-là, il y a aussi tout l'impact positif qu'a eu le gouvernement

fédéral par ses investissements, mais il y a eu aussi ces effets pervers qui ont un impact à long terme sur le développement de la région.

Bon! Venons aux deux chiffres avec lesquels j'ai un petit peu de difficulté. Vous savez lesquels. On va aller aux scénarios. Dans les scénarios, vous prenez trois scénarios. Alors, aux pages 44, 46 et 47... J'ai tellement feuilleté les documents et travaillé avec ceux-là... Bon! Prenons la page 47. J'ai de la difficulté à imaginer que, dans un scénario de souveraineté, on parle d'une possibilité de perdre de l'emploi. Je reprends vos termes, par exemple, c'est très honnête. Vous dites: Si rien n'est fait, voilà ce qui va se passer. Nous, nous proposons de faire des choses, on en parlera, mais si rien n'est fait... Alors, regardons, si rien n'est fait.

Souveraineté: on dit autour de 13 000. Quand vous prenez la décentralisation accentuée et que vous prenez, entre autres, le rapport Allaire, vous arrivez avec des pertes d'emplois de l'ordre de 3256, si je prends la colonne centrale, à la page 47. Et les pertes d'emplois fédéraux dans l'Outaouais: 814, et même... Le Groupe des 22. Je l'oublie. Prenons le rapport Allaire. Alors, il y a quand même 22 pouvoirs qu'on veut décentraliser dans le rapport Allaire, du fédéral vers Québec. Le rapport Allaire ne demande pas que cette même décentralisation se fasse d'une façon donc symétrique, c'est-à-dire qu'Ottawa décentralise aussi ses pouvoirs dans les autres provinces canadiennes. Donc, ça va se passer juste au Québec. Dans ce contexte-là, 22 pouvoirs, il en reste 9 partagés, et puis 4 ou 5, je pense, qui étaient concentrés au fédéral. Comment se fait-il que l'impact soit si disproportionné dans les chiffres, entre une décentralisation poussée vers Québec versus la souveraineté, où on reprend nos billes? Alors, j'ai un petit peu de difficulté avec cette différence aussi importante. J'aimerais ça vous entendre un petit peu sur ça.

**M. Beaudry:** Dans le rapport Allaire, Mme Marois, ce qu'il faut se rappeler, c'est qu'on parle d'une décentralisation asymétrique. Alors, si on retient comme principe qu'il y a 20 % des emplois seulement à caractère siège social qui se retrouvent dans notre région, il faut comprendre que la décentralisation ou la récupération des pouvoirs de juridiction exclusive qui sont demandés par le rapport Allaire sont déjà au Québec à 80 %. Ils sont déjà en régions. Nous, nous n'en conservons que 20 % dans notre région parce que nos emplois, chez nous, sont toujours des emplois à caractère siège social. Sauf ceux qui sont déjà décentralisés mais à l'emploi du fédéral qui desservent la clientèle de notre région et les 2000 emplois qu'on retrouve, les emplois provinciaux qui desservent également la clientèle de la région. Alors, quand on regarde le rapport Allaire puis on retrouve toutes les juridictions exclusives qu'on demande, il faut se rappeler

que, déjà, 80 % de ces emplois qu'on retrouve à l'intérieur de ces juridictions sont en province. Ils ne sont plus chez nous. Nous, on n'en a que 20 %. Et lorsqu'on décentralise, on arrive à ces chiffres. Et quand on parle de juridiction partagée, on parle des affaires autochtones, la fiscalité et revenu, immigration, institutions financières, pêcheries, justice et autres, on ne parle pas du pourcentage de partage.

Alors, l'évaluation qui a été faite par la firme SECOR lorsqu'elle a fait ce travail, et vous vous souviendrez que c'est à la demande de certains intervenants que ce travail a été fait quant au rapport Allaire, on avait consulté des gens de la région justement avant d'aller au forum et on a fait faire cette étude par la firme SECOR. Et c'est elle qui est arrivée avec ce chiffre. Nous aussi, on était un petit peu surpris. On a été un petit peu surpris quand ils ont parlé de décentralisation restreinte, par exemple. Puis on se retrouvait avec la formation de la main-d'oeuvre, le partage de l'immigration, le partage de la culture. On retrouve un petit peu les offres ou les propositions du fédéral de septembre dernier...

**Mme Marois:** Oui, c'est ça. Tout à fait!

**M. Beaudry:** ...et on se retrouve en Outaouais avec une perte qui varie entre 262 et 504 emplois.

Nous autres aussi, on a été surpris par ça. Puis on a posé des questions, puis on a dit: Comment ça se fait qu'on ne perd pas plus d'emplois que ça alors qu'on retrouve ou qu'on récupère sept ou huit juridictions? Ils ont dit: C'est parce que dans l'Outaouais québécois, vous avez 20 % des emplois fédéraux. Des emplois fédéraux, il en existe à peu près 550 000 au Canada.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Beaudry:** Bon. Puis il y en a 110 000 dans l'Ottawa métropolitain, si vous voulez, incluant l'Outaouais québécois. Alors, il y en a 20 %. Et ces emplois-là, nécessairement, ce sont des emplois qui sont, pour la très grande majorité, à caractère siège social, sauf pour ceux qu'on retrouve dans l'Outaouais, 1000, et les autres qu'on retrouve dans Ottawa-Carleton qui desservent la clientèle. Alors, c'est pour ça qu'on se retrouve avec ces chiffres-là...

**Mme Marois:** Mais recevez-vous...

**M. Beaudry:** ...quand on regarde, par exemple, en comparaison... Si on regarde, en comparaison, le Groupe des 22. Le Groupe des 22, on parlait de un, deux, trois, quatre, cinq. On parle de 11 juridictions qui sont décentralisées de façon symétrique. Alors, là, chaque province récupère, bien sûr, ces pouvoirs-là. Et



ça touche davantage... C'est pour ça qu'on rejoint à peu près les mêmes chiffres que le rapport Allaire. Il y en a plus dans le rapport Allaire, c'est évident. Et c'est asymétrique, mais ça touche seulement les emplois à siège social. C'est pour ça qu'on arrive à ces chiffres-là.

**Mme Marois:** Et, à ce moment-là, l'hypothèse qu'on fait cependant, à l'autre bout de cette donnée, c'est que les juridictions partagées ne bougeraient pas. Ça...

**M. Beaudry:** Elles vont bouger, mais à quel pourcentage? Quand on parle d'une juridiction partagée, est-ce que le rapport Allaire, à ma connaissance, à ma souvenance, n'a pas dit: Ça va être partagé à 50-50, ça va être partagé à 40-60? On ne parle pas de ça. On parle de juridiction partagée. Mais, même dans le contexte de juridiction partagée, il faut toujours se rappeler que ces juridictions qui seraient partagées, ce sont encore des juridictions, quant à nous, qui ne représentent que 20 % de l'ensemble des emplois qui sont affectés.

Alors, même si on les partageait à 50-50, on ne retrouve chez nous que 10 % effectivement qui pourraient nous toucher. Et si on reproduit ça sur l'ensemble de l'Outaouais, la grande région métropolitaine, on représente, nous autres, 25 % de l'ensemble de ces emplois. Alors, ça nous touche à 2,5 %. Ça fait que les chiffres ne peuvent pas être faramineux, parce qu'on est dans cette situation-là. C'est pour ça qu'on se retrouve avec ce nombre d'emplois là.

**Mme Marois:** C'est ça. Donc, vous avez appliqué un certain pourcentage. Vous avez fait une hypothèse et vous avez dit: À partir de là, bien, voilà!

**M. Beaudry:** Moi, je ne peux pas vous dire...

**Mme Marois:** Si on l'applique...

**M. Beaudry:** ...que SECOR a pris 50-50 dans la juridiction partagée. Mais je prends pour acquis qu'il aurait pris 50-50 dans la juridiction partagée, si 50 %, ça représente 10 % d'emplois de siège social, et si de ces 10 % là on en retrouve le quart dans l'Outaouais québécois, bien, on parle de 2,5 % des emplois qu'on retrouve dans l'Outaouais qui pourraient nous affecter, nous autres, dans notre région, de façon directe. Alors...

L'autre scénario, quand vous voyez la dernière colonne...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Beaudry:** ...de décentralisation très accentuée.

**Mme Marois:** 11 000 emplois.

**M. Beaudry:** Là, on se rend compte que ça nous affecte beaucoup plus; parce qu'à ce moment-là, on a pris les 22, et on a pris 50 % des juridictions que le rapport Allaire revendiquait pour le Québec et on a dit: On va les rendre symétriques pour l'ensemble du Canada. Alors, en les rendant symétriques, on se rend compte que les résultats sont sensiblement différents. On se rend compte que c'est sensiblement différent.

**Mme Marois:** Oui, c'est ça. Vous vous retrouvez, à ce moment-là, avec 11 367...

**M. Beaudry:** Bien, 11 000! Là, l'Ontario est beaucoup plus frappé parce que l'Ontario, nécessairement, qui détenait trois quarts des emplois de la fonction publique fédérale dans toute la région, se trouve affecté de façon beaucoup plus sensible par cette décentralisation qui est symétrique...

**Mme Marois:** C'est ça. Là, c'est sur toute la région.

**M. Beaudry:** ...qui vient s'ajouter à la décentralisation symétrique du Groupe des 22.

**Mme Marois:** C'est ça. Mais là, il faudrait creuser davantage, à ce moment-là, les études faites par SECOR pour voir exactement les proportions et appliquer un peu. Est-ce que c'est 2 %? Est-ce que c'est 20 %?

**M. Beaudry:** Bien, ça reste des proportions. Mais si vous avez remarqué tantôt, M. Saint-Germain, sans avoir fait l'étude de la même façon que nous, il est arrivé avec à peu près les mêmes chiffres au niveau des emplois «siège social».

**Mme Marois:** Oui.

**M. Beaudry:** Il en a 63 000, nous autres, on en a 64 000.

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. Beaudry:** Il n'est pas parti des mêmes endroits...

**Mme Marois:** Non, c'est...

**M. Beaudry:** ...mais il est arrivé à la même conclusion.

**Mme Marois:** D'ailleurs, ça, c'est l'autre volet de la question des chiffres. Ce que je pense qui est intéressant, dans le fond, et qui redonne de la crédibilité un peu à toutes ces études-là – en tout cas sous le volet souveraineté – c'est qu'on arrive à peu près aux mêmes ordres de grandeur. L'un dans l'autre, quand on

regarde les données, avec des points de départ un peu différents, on arrive essentiellement aux mêmes ordres de grandeur. Quand vous parlez des emplois...

**M. Beaudry:** Oui, ouï! Ça se ressemble. Comme, d'ailleurs, M. Saint-Germain l'a mentionné tantôt, lui aussi, il parle de pertes potentielles de 16 000...

**Mme Marois:** Tout à fait! Si rien n'est fait...

**M. Beaudry:** ...et de 20 000 emplois. Nous aussi, on dit: S'il n'y a rien qui est fait par Québec et si on devient souverain ou qu'il y a une décentralisation très accentuée de la fonction publique fédérale symétrique, c'est évident qu'on va arriver, dans le contexte d'une décentralisation d'un fédéralisme renouvelé, on va perdre 6000 emplois; si c'est la souveraineté, on va en perdre 13 000, à part les emplois indirects. Alors, on arrive un petit peu, dans l'ensemble, aux mêmes conclusions. Ce qui est important de retenir, c'est que l'Outaouais, actuellement, est très vulnérable dans ce contexte de changements de statuts politique et constitutionnel. Ce qu'il est important de retenir, c'est qu'il faut que le gouvernement reconnaisse ce fait-là et mette d'urgence des mesures pour faire en sorte qu'on ne soit pas affecté négativement par ces changements-là. C'est ça qu'il faut...

**Mme Marois:** Et si j'ai bien compris un certain nombre de vos remarques ou interventions, dans votre document et lorsque vous avez rendu public le rapport – et vous le reprenez ici dans le rapport – vous dites: Il y a des investissements nécessaires dans un certain nombre d'infrastructures qui sont urgents à faire, auxquels il faut procéder avec diligence. Là, vous en identifiez un certain nombre. J'aimerais un peu vous réentendre là-dessus. Évidemment, ce qui me vient toujours à l'esprit, c'est l'autoroute 50. Je peux peut-être rappeler, en blague, que lorsque j'étais dans l'Outaouais, au début des années soixante-dix, on se battait pour cette autoroute. Il y a eu des investissements majeurs qui ont été faits au début des années quatre-vingt, mais il reste qu'elle n'est pas terminée. Il y a un certain nombre d'autres infrastructures auxquelles vous songez. J'aimerais ça vous entendre un peu sur ces infrastructures qui vous apparaissent essentielles pour le redéploiement de l'activité économique dans l'Outaouais.

**M. Beaudry:** Bien sûr qu'il y a nos institutions régionales: la santé, l'éducation, par exemple, je l'ai mentionné tantôt dans mon allocution. Au niveau de la santé, on a encore 25 %... Il y a 66 000 000 \$, actuellement, qui sont payés annuellement à l'Ontario pour des services de santé. Ça s'est amélioré, bien sûr,

depuis 1988. Il y a 22 000 000 \$ de moins qui sont payés de l'autre côté parce qu'il y a des services additionnels qui ont été donnés dans nos hôpitaux. Ça ne représente pas nécessairement, il faut bien le faire remarquer, cependant, de nouveaux emplois pour l'Outaouais. Parce que dans les 24 000 emplois qui sont dans le secteur privé en Ontario, il y en a bien sûr là-dedans qui sont au niveau des universités, des institutions d'éducation, des institutions de santé, de la culture et du récréatif. Alors, de ces emplois-là, ce n'est pas nécessairement vrai qu'à chaque fois qu'on va récupérer quelque chose au niveau de la santé ou au niveau de l'éducation, on va créer nécessairement un emploi dans l'Outaouais québécois, parce que, souvent, c'est quelqu'un de l'Outaouais québécois. On en a eu un bon exemple, tantôt, M. Saint-Germain demeure dans l'Outaouais québécois, et il enseigne...

(15 h 30)

**Mme Marois:** À l'Université d'Ottawa.

**M. Beaudry:** ...à l'Université d'Ottawa.

**Mme Marois:** C'est ça!

**M. Beaudry:** Alors, lui, quand même on récupérerait toute l'éducation, là, on ne crée pas de nouvelles jobs. On garde encore M. Saint-Germain avec sa job. Alors, comprenez-vous?

**Mme Marois:** Mais ça nous donne un autre message. Je trouve ça intéressant ce que vous développez là, et on ne peut pas le négliger.

**M. Beaudry:** Non, mais ça, il faut le reconnaître.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Beaudry:** Je n'essaie pas de dire ça pour des tours à personne, mais c'est la réalité, ça là.

**Mme Marois:** Mais, bon, sauf que des infrastructures nouvelles, par exemple le Centre hospitalier de Gatineau, ont permis, effectivement, de faire en sorte que notre argent, qui était dépensé sur un autre territoire...

**M. Beaudry:** Absolument.

**Mme Marois:** ...le soit chez nous, etc. Mais, d'autre part, ça me ramène à ce que je disais tout à l'heure à M. Saint-Germain, au débat qu'on a souvent sur ces questions-là, c'est que l'Outaouais – et ça, je trouve que vous l'avez bien fait sentir aussi – n'est pas dans une position de faiblesse pour discuter, soit le gouvernement du Québec souverain avec le gouvernement d'Ottawa, soit la région outaouaise avec Ottawa-Carleton, parce qu'il y a des intérêts mutuels à préserver, et qui font en sorte que les ententes nécessaires à ce que ces

changements se fassent d'une façon harmonieuse sont, à mon point de vue, possibles.

**M. Beaudry:** Oui, je pense que, des deux côtés, c'est bien évident qu'il y a avantage à ce qu'il y ait libre circulation des biens, des personnes, des services, des capitaux, et on a chacun des intérêts à sauvegarder. Mais, dans le contexte actuel, je pense que l'Outaouais a plus d'intérêts à sauvegarder que le côté ontarien. Qu'on regarde uniquement l'entreprise privée, le secteur privé: quand on voit qu'il y a 24 000 personnes de l'Outaouais québécois qui traversent en Ontario à tous les jours pour aller travailler, et qu'il n'y en a que 3500 de l'Ontario qui viennent au Québec dans le privé, c'est bien évident qu'il y a une disparité très importante. On sait que la population d'Ottawa-Carleton est d'à peu près 700 000 habitants, alors que nous, on en a 250 000. Alors, si on met ça dans des proportions, là, on est beaucoup plus avantagés. Et dans ce sens-là, c'est important qu'on en arrive à harmoniser nos lois, notre réglementation, parce qu'on a des secteurs, nous, chez nous, qui sont protégés par nos lois et nos règlements: la construction, par exemple, les agents d'immeubles, les courtiers en assurances. Il y en a un nombre très considérable qui sont protégés, alors que l'Ontario ne peut pas ou ne fait pas la même chose de son côté. Ça nous permet, nous, d'aller travailler de l'autre côté, alors qu'eux n'ont pas ce même avantage-là. Et ça, il va falloir y faire attention, et il va falloir y répondre de façon bien précise en demandant au gouvernement d'essayer d'harmoniser ces lois et ces règlements-là. C'est bien sûr qu'au niveau de la construction, là, il y en a peut-être qui vont être déçus, et il y en a peut-être bien que ça va leur faire mal, mais, d'un autre côté, s'il fallait que l'Ontario établisse ou prenne les mêmes mesures protectionnistes dans tous ces domaines-là, je ne sais pas si ce serait très positif pour les emplois dans le secteur privé de personnes qui vivent dans l'Outaouais québécois.

**Mme Marois:** Mais, moi je...

**M. Beaudry:** Ça, pour nous, là...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Beaudry:** ...on pense que c'est très important qu'on en arrive à harmoniser ces lois-là et ces règlements-là.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Beaudry:** D'ailleurs, je pense que c'est un petit peu la politique des deux partis qui sont ici aujourd'hui, de vouloir cette libre circulation des personnes, des biens, des capitaux et des services. Et c'est dans ce sens-là qu'avec la libre circulation, il va falloir nécessairement en venir

à harmoniser les lois, parce qu'autrement, cette libre circulation-là ne se ferait pas de façon absolue comme on souhaiterait le voir.

**Mme Marois:** D'ailleurs, je veux revenir un petit peu sur ça, mais il existe des situations de villes frontalières dont on pourra essentiellement s'inspirer, et dont on peut déjà s'inspirer. Ça existe, d'une part, ici même au Canada, entre Windsor et Détroit, ça existe beaucoup en Europe, et à partir du moment où, effectivement, on retient ce principe de la libre circulation, il s'agit un petit peu de tirer des leçons de ces expériences-là. Évidemment, de les adapter à nos réalités, parce que c'est nous qui allons vivre avec, alors on n'a pas à prendre nécessairement du tout cru, mais à les adapter. Maintenant, tant qu'à passer, je dirais, à une complète harmonisation, moi, je pense qu'il y a nécessité, effectivement, de se poser la question, il y a sûrement nécessité de faire un travail à cet égard-là. Mais je n'irais pas tout de suite à dire: Il faut nécessairement tout harmoniser. Je pense qu'il y a d'autres discussions à avoir avant qu'on puisse passer à une étape comme celle-là.

**M. Beaudry:** Je pense qu'on ne pense pas ça non plus...

**Mme Marois:** Non.

**M. Beaudry:** ...que ça va arriver aussi rapidement que ça. Mais il faut tendre à ça.

**Mme Marois:** C'est ça. Je pense qu'on a bien saisi.

**M. Beaudry:** Parce que nous autres, on le sent réellement. 24 000 emplois dans le secteur privé et puis 25 000 ou 26 000 dans le secteur public, ça fait 50 000 emplois sur 110 000 en tout et partout dans l'Outaouais québécois. C'est 50 % de nos emplois qui sont impliqués soit dans la fonction publique, dans le secteur privé en Ontario. Alors, pour nous, c'est un pourcentage qui est absolument bien trop élevé. Si on veut maintenir ça, il va falloir s'assurer qu'on va avoir la sympathie des gens de l'Ontario qui, soit dit en passant comme vous le savez, ont leurs problèmes économiques eux aussi. Ils ont leur chômage eux aussi. Ils ont besoin d'emplois eux aussi. Il ne faudrait pas se retrouver dans une situation où, eux, pour protéger des emplois pour leurs propres citoyens commenceraient à imposer des mesures protectionnistes qui pourraient être dévastatrices pour nous de l'Outaouais québécois.

**Mme Marois:** C'est ça. Oui. Non, je suis bien consciente que ces éléments-là sont en jeu. Mais, en même temps, je reviens toujours à cette notion d'intérêt mutuel et à ce qu'on trouve des terrains d'entente. D'autre part, il y a des secteurs où la mobilité de la main-d'œuvre est

plus facile que dans d'autres. Donc, ça ne se fait pas, je veux dire, cette modification qu'on peut imaginer dans la structure économique ne se fait pas nécessairement parce qu'on y a pensé et qu'on a trouvé que c'est une bonne idée.

Alors, on a le temps de voir venir. On a le temps de prendre les mesures et de faire les choses. Je vais m'arrêter là, parce que j'ai des collègues qui veulent poser des questions. Je vous remercie. Si j'ai un peu de temps à la fin, je pourrai revenir.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, Mme la députée. M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Alors, à mon tour, M. Beaudry, j'aimerais vous souhaiter la bienvenue de même qu'aux personnes qui vous accompagnent, vous féliciter pour le contenu de votre rapport ainsi que pour votre exposé. Je pense que les membres du Comité Outaouais ont fait un excellent travail. Je voudrais aussi remercier les gens qui se sont déplacés de l'Outaouais pour venir assister à nos travaux. Et je m'en voudrais, M. le Président, de ne pas souligner la présence du recteur de l'Université du Québec à Hull, M. Jacques Plamondon, ainsi que celle de mon prédécesseur, le député de Hull-Aylmer, M. Gilles Rocheleau.

Si vous le permettez, M. le Président, avant de poser ma première question, M. Beaudry, j'aimerais revenir sur une allégation qui a été faite par la députée de Taillon, à savoir qu'on pourrait utiliser l'expérience vécue de d'autres régions, même ici au Canada et à travers la planète s'il le faut. Et elle faisait allusion aux travailleurs de Détroit, de Windsor qui vont travailler à Détroit et vice versa. J'aimerais tout simplement rappeler à la députée de Taillon qu'à ma connaissance, il n'y a pas de fonctionnaires canadiens qui demeurent à Windsor et qui vont travailler à Détroit et que, au moment où on se parle, on connaît le climat politique qui existe entre le Canada et les États-Unis, mais il n'y a personne qui peut dire quel sera le climat, après l'indépendance du Québec, entre le Québec et le reste du Canada.

Alors, ceci dit, M. le Président, je vais maintenant m'adresser à M. Beaudry. M. Beaudry, vous conviendrez, je pense, assez bien avec moi qu'il est extrêmement difficile de voir clair lorsqu'il s'agit des effectifs de la fonction publique dans un Québec devenu souverain. Vous avez fait un excellent rapport de débroussaillage de tout ça, aux pages 49 et 53 de votre rapport. Je pense que c'est très bien. Et si l'on fait abstraction de l'énorme contingent de travailleurs des réseaux de la santé et de l'éducation, on parle d'environ 300 000 personnes, je crois. Je pense qu'on peut mieux saisir la situation à partir de ça.

La fonction publique québécoise, les employés des ministères et des sociétés d'État,

compte environ 108 000 personnes. La fonction publique fédérale qui travaille au Québec en compte 105 000. On fait toujours exclusion de la santé, etc. Dans un Québec souverain, il faudrait donc parler d'environ 213 000 fonctionnaires travaillant dans les futurs ministères et sociétés d'État d'un Québec souverain.

Ensuite, vous estimez qu'il y a deux types d'emplois: les emplois décentralisés qui servent à dispenser des services à toute la population dans les régions, 150 000 personnes, et les emplois que vous appelez des sièges sociaux, qui représentent à peu près 63 000. Donc, 150 000 qui travaillent pour les services en régions, 63 000 dans les sièges sociaux. Je pense que ça a été accepté tantôt par M. Saint-Germain, ces chiffres-là. Si on prend seulement les fonctionnaires de sièges sociaux, 63 000, là on commence à comprendre le problème de l'Outaouais. Si l'Outaouais veut compenser ses 26 000 fonctionnaires, elle peut compter sur un certain nombre d'emplois régionaux. Vous l'avez établi à peu près à 6000 ou 7000...

**M. Beaudry:** Décentralisés.

**M. LeSage:** ...pour les services. Et pour ceux des sièges sociaux, vous l'avez établi à peu près à 20 000. C'est ça? 21 000?

**M. Beaudry:** Actuellement, M. LeSage, il y a 26 000, ou à peu près, 25 500 et quelques fonctionnaires fédéraux qui demeurent dans l'Outaouais.

**M. LeSage:** Oui.

**M. Beaudry:** Il y a 2000 fonctionnaires provinciaux qui desservent la clientèle de l'Outaouais qui demeurent dans l'Outaouais. On parle entre 27 700 et 28 000 fonctionnaires, en tout et partout, dans notre région. C'est ça qui existe actuellement.

**M. LeSage:** Mais qu'est-ce que ça peut représenter 20 000 fonctionnaires?

**M. Beaudry:** C'est parce que si on recevait de Québec – et ce n'est pas le cas actuellement... Mais si on parle de 213 000 fonctionnaires en tout et partout dans un Québec souverain – en ne tenant pas compte du fait qu'on est à 18 % ou 25 % ou ces autres proportions-là qui peuvent être très discutables – si on prend juste les chiffres absolus qu'on connaît, l'Outaouais représentant 4 % de l'ensemble de la population du Québec, ou à peu près 4 %, ça veut dire qu'il devrait nous être dévolu, dans un Québec souverain, l'équivalent de 4 % pour desservir notre région au point de vue fonctionnaires décentralisés. Alors, on parlerait approximativement de 8 000 fonctionnaires. Et quand on dit que ça nous prendrait 20 000 fonctionnaires à

caractère «siège social», c'est sûr qu'on récupère d'Ottawa, qui s'en viennent vers Québec dans un Québec souverain, on dit: Pour combler le niveau des fonctionnaires que nous avons présentement, ça nous en prend 20 000 de siège social. Parce que les autres nous viendraient du groupe des fonctionnaires décentralisés qui fait nécessairement partie du nombre des 150 000 qui sont à travers le Québec. Comprenez-vous, c'est le service à la clientèle. Alors, c'est ça.

**M. LeSage:** M. Beaudry, à la page 50, vous écrivez que ça représente 31 % des postes...

**M. Beaudry:** Oui. C'est ça, postes de siège social.

**M. LeSage:** ...qui seraient installés dans l'Outaouais. De sièges sociaux, oui...

**M. Beaudry:** C'est ça.

**M. LeSage:** Il y aurait combien de ministères, selon vous et de sociétés d'État qui devraient déménager de Québec à Hull?

**M. Beaudry:** Écoutez, c'est difficile pour moi de vous dire combien il y aurait de ministères. Mais ce que je peux vous dire, c'est que dans l'étude SECOR, on a parlé de déconcentration de juridictions qui proviendraient du fédéral. Et on dit, dans cette déconcentration - là je vous parle de douanes, d'accise, je vous parle des postes, des communications, des aliments et drogues, de défense, des juridictions fédérales qui seraient récupérées dans un Québec souverain... On dit: De ce nombre-là, il y en a 4800 qu'on identifie, qu'on dit «pourraient être dans l'Outaouais québécois». Et on dit que des juridictions détenues par le Québec pourraient être déconcentrées vers l'Outaouais. Et là je parle du Revenu, de la Régie de l'assurance-maladie, de la Régie de l'assurance automobile, de la Régie des rentes, auxquelles on pourrait ajouter, par exemple, les laboratoires, qui pourraient être intéressés de venir s'installer dans l'Outaouais - parce qu'on sait que dans Ottawa-Carleton, il y a énormément de laboratoires qui auraient avantage à venir. On parle de 300 emplois additionnels. On dit: Déconcentrer des juridictions détenues par Québec présentement vers l'Outaouais, on en identifie 5200. Ce qui veut dire qu'il y a 10 000 postes qui pourraient être reconnus ou retrouvés dans l'Outaouais québécois, dans un contexte comme celui-là. Plus les 1000 qui existent déjà, du fédéral, qui sont déjà chez nous pour desservir la clientèle, on en retrouve 11 000. C'est pour ça qu'on dit que dans le contexte d'une souveraineté, on parle toujours en chiffres approximatifs, on dit: Il nous manquerait 13 000 postes. Si on fait le raisonnement que vous voulez faire, qu'on dise: On prend les 213 000 emplois qu'on retrouve

dans les deux fonctions publiques, québécoise et fédérale, et que de ce nombre-là il y en ait 30 % qui sont affectés à des sièges sociaux, il y en reste 150 000 décentralisés dans l'ensemble du Québec. C'est la réalité. Alors il en reste 64 000 à caractère «siège social». Pour maintenir notre niveau chez nous, en tenant compte de la proportion de notre population dans les emplois décentralisés, il faudrait récupérer, de ces 64 000 emplois-là, 31 %, soit 20 000 de ces emplois à caractère «siège social» pour maintenir le niveau des emplois. C'est ça qui est la question. (15 h 45)

Maintenant, est-ce que ça se fait ça? Est-ce que c'est réaliste de penser que ça va arriver? Ça prend une volonté politique du gouvernement de dire: On les prend et on les envoie là. Un petit peu comme le gouvernement fédéral a fait en 1971 et ils ont dit: On prend des emplois fédéraux et on les transfère au Québec. L'Outaouais québécois représente 25 % de la population. On va essayer de faire en sorte que, dans l'ensemble de ce territoire-là, on retrouve à peu près 25 % des fonctionnaires fédéraux dans l'Outaouais québécois et on en retrouve 75 % du côté ontarien. Avant ça, ça n'existait pas. Ce n'était pas ça, la proportion. Ça a pris une volonté politique de dire: On fait telle chose. Si Québec dit: Oui, j'ai la volonté politique de prendre, je ne le sais pas moi, l'assurance-maladie, l'assurance automobile, la CSST à Montréal, qu'il les ramène tous chez nous et qu'il dit: On remplit les bâtisses, je vais les retrouver mes 20 000 emplois. Et ça sera des emplois à caractère «siège social». Est-ce que c'est réaliste de penser que ça va se produire? Est-ce que les gens de Montréal et les gens de Québec vont dire: Oui, moi, ça ne me fait rien de voir mon assurance automobile partir de Québec et s'en aller à Hull? Je ne le sais pas. Mais je vous dis que politiquement ça se fait. Est-ce que c'est réaliste? Ça, c'est une autre histoire.

**M. LeSage:** Mais, M. Beaudry, vous viendrez avec moi que l'exemple que vous prenez du début des années soixante-dix, d'une décision politique du gouvernement fédéral, à l'époque, de transférer des fonctionnaires fédéraux sur le côté québécois, est drôlement différent de celui qu'on pourrait vivre entre le transfert des employés provinciaux de Québec vers Hull. Transférer des employés du ministère de l'Environnement qui travaillent à Ottawa en 1975 ou des employés du ministère de la Défense nationale ou des Approvisionnements et Services, on leur dit: Vous allez faire 2000 pieds plus loin et vous allez être rendus à Hull et c'est là que vous allez travailler maintenant. On est loin des quelque 400 kilomètres.

**M. Beaudry:** C'est évident, M. LeSage, et il faut se rappeler aussi qu'en 1971, quand il y a

eu ce transfert-là d'Ottawa vers Hull, on se rappelle que ça a fait beaucoup de vagues. Ce n'est pas vrai que ces gens-là s'en venaient en tapant des mains.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Beaudry:** Ils s'en venaient et ils n'étaient pas si heureux que ça. Alors, moi, je ne suis pas convaincu que les gens de l'Assurance automobile du Québec nous aiment au point de dire: Moi je m'en viens dans l'Outaouais et je suis très heureux de me retrouver à Hull.

**M. LeSage:** D'accord, M. Beaudry, les gens qui demeuraient à Hull, eux autres étaient contents.

**M. Beaudry:** Bien sûr que Hull, c'est bien agréable mais je ne suis pas sûr qu'ils seraient si heureux que ça.

**M. LeSage:** Ceux qui demeuraient à Hull et travaillaient à Ottawa, eux autres étaient bien heureux. Ceux qui étaient le plus malheureux, je pense que c'étaient les gens qui travaillaient à Ottawa et qui demeuraient à Ottawa. Ça, ils n'ont pas trop accepté ça au début mais je pense que ça a passé.

**M. Beaudry:** Non, non. Ça s'est fait avec le temps et c'a été accepté avec le temps. Mais je pense que c'est la conclusion pourquoi on dit que c'est possible. Moi, je ne vous dis pas que ça va être facile et je pense qu'il n'y a pas un parti politique qui pense que ça va être facile non plus là. Parce que, quand vous allez prendre une secrétaire, que vous allez prendre un chef de service et vous allez lui dire: Bien, c'est bien de valeur, ton service, on a décidé de le ramener à Québec et là il faut que tu démnages. Et sa femme qui travaille, je ne sais pour qui, tel notaire ou tel avocat ou bien dont dans telle autre entreprise, elle est obligée de laisser sa job pour suivre son mari ou bien dont le mari est obligé de laisser sa job pour suivre sa femme, ça, ça va créer certainement des contraintes et ça ne sera pas simple. On est conscient de ça. Je pense que tout le monde est conscient de ça. Mais pour dire que ça ne se fait pas, ce n'est pas vrai. Ça se fait.

L'autre chose qu'il faut bien faire remarquer là dans notre rapport, et ça c'est encore une question de volonté politique, on a parlé dans notre rapport des sociétés d'État qui n'ont pas donné leur juste part à l'Outaouais québécois depuis de très nombreuses années. D'ailleurs, depuis qu'elles ont été créées, certaines d'entre elles en 1971, on retrouve dans le rapport que la partie qui a été payée à l'Outaouais québécois – et moi j'ai des chiffres qui disent que les sociétés d'État du Québec ont investi depuis leur formation 2 000 000 000 \$ dans l'ensemble du

Québec pour des projets économiques toujours – la SDI à elle seule a investi 1 700 000 000 \$. Dans les ententes Canada-Québec, on a eu, au point de vue développement économique, sur l'ensemble du territoire québécois, 2 000 000 000 \$ additionnels. Ce qui veut dire qu'il y a eu au cours des années, depuis 1971, 5 700 000 000 \$ investis sur l'ensemble du Québec. De cette proportion-là, l'Outaouais a eu 100 000 000 \$, soit 1,7 %, et ces 100 000 000 \$ là incluent les 50 000 000 \$ qui ont été donnés à la SAO. Alors, ça veut dire, ça, que l'Outaouais n'a jamais eu sa juste part de ces investissements. Là encore, il y aurait possibilité, si on voulait investir, de créer des emplois parce qu'il y a une étude qui a été faite par la SAO qui nous dit que, dans sept secteurs différents – vous avez ça à la page 38 de notre rapport – si on tentait, nous, au niveau de la diversification économique de rattraper Ottawa-Carleton à 50 % seulement, on créerait 5000 emplois, 5137 emplois, et si on allait la rattraper par rapport à notre population, parce qu'on garde toujours 25 % du marché... Et là, je rejoins un petit peu ce que vous me disiez tantôt, Mme Marois, quand vous disiez: La partie québécoise ne reçoit pas sa juste part des achats du gouvernement fédéral. C'est vrai, on reçoit 15 000 000 \$ alors qu'il y a 1 000 000 000 \$ qui sont dépensés annuellement, et le reste est dépensé du côté de Kanata et de l'Ontario, mais on ne les a pas les industries et on ne l'a pas la haute technologie. Comment voulez-vous qu'on donne des services? On ne les a pas.

Si on avait ces injections de fonds dans nos industries chez nous et si on les avait pour les amener à la proportion de notre population, on créerait 10 000 emplois dans l'Outaouais québécois, qui viendraient compenser la perte des emplois prévisibles au niveau fédéral parce que ça ne sera pas si facile que ça, combler tous ces emplois-là. On viendrait d'en créer 10 000 et non seulement on en créerait 10 000, on serait capable de donner et on serait capable de fournir. Si on se replace dans le contexte de la souveraineté, peut-être que le fédéral va en acheter moins du côté du Québec, mais au moins, on aurait la capacité de fournir des services, que ce soit à Québec, que ce soit au fédéral ou que ce soit à qui le voudra. Il y a des gens qui vont en acheter de ces services-là et, si on les a les industries de haute technologie, on va être capable de les donner les services, mais tant qu'on ne les a pas, on n'est pas capable. Quand bien même je vous dirais qu'on n'a pas notre juste part! On a 1000 emplois, nous autres, dans la haute technologie chez nous alors qu'il y en a 25 000 à Kanata. Alors, c'est bien évident qu'on n'est pas dans le même «ball park» pantoute. C'est aussi simple que ça.

Notre économie, nous autres, est axée à 24 % sur la fonction publique fédérale. À Québec, proportionnellement, vous avez 11 % dans le

secteur public et dans l'ensemble de la province de Québec, vous avez 7 %. Ça fait qu'à partir du moment où vous touchez à notre fonction publique fédérale, vous coupez notre économie de façon très drastique. Et quand on ajoute à ça les 24 000 emplois dans le secteur privé, ça nous fait encore pas mal plus mal.

**M. LeSage:** M. Beaudry, je pense que je suis d'accord avec vous. Il n'est pas facile de déplacer des fonctionnaires. D'ailleurs, René Lévesque a déjà dit qu'il était plus difficile de faire descendre des fonctionnaires de Québec à Gaspé que de faire monter les poissons de Gaspé à Québec.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Marois:** Je me souviens de ça.

**M. LeSage:** Alors, peut-être que ça peut se transposer vers l'Outaouais et le même raisonnement sera bon. M. Beaudry, la première proposition que vous faites au gouvernement, à la page 56 de votre rapport, est de maintenir le niveau et la qualité des emplois de la fonction publique en Outaouais. À la lecture des pages précédentes, on dirait que cette avenue vous apparaît très difficile, voire même impossible. Est-ce que je fais une bonne lecture de ce que vous avez déposé?

**M. Beaudry:** Bien, écoutez, je viens de vous expliquer un petit peu comment on pourrait récupérer tous nos fonctionnaires, le niveau et la qualité, en partant des emplois à caractère «siège social», et je vous ai dit que des 64 000 emplois qu'il y a de cette nature-là au Québec, il y en a déjà 40 000 qui sont décentralisés, si vous me permettez l'expression, entre Québec... Il y en a 30 000 à Québec actuellement et il y en a 10 000 à Montréal. Il y en a déjà 40 000 de partis. Alors, ce que vous allez récupérer, c'est 24 000 additionnels, si on garde la même proportion de 30 %. Sur ces 24 000, si vous en prenez 20 000 pour les amener dans l'Outaouais québécois pour maintenir le niveau de mes emplois, vous imaginez qu'on a une tâche assez considérable parce que je ne suis pas sûr que Montréal et Québec vont être trop heureuses de ça. Moi, je vous dis que ça se fait. Ça prend la volonté politique de le faire. C'est tout ça la question.

**M. LeSage:** Merci, M. Beaudry.

**M. Beaudry:** Et on veut garder, bien sûr, que c'est notre objectif. On n'est pas pour vous dire qu'on va changer la vocation de l'Outaouais québécois, sa vocation administrative. Ça, ça serait un suicide en règle. C'est là qu'est notre économie à nous autres. Alors, il faut absolument sauvegarder cette vocation administrative dans le secteur public.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci.

**M. LeSage:** Merci, M. Beaudry, et merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. le député de Hull. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Bonjour, M. le président, ex-collègue de la commission Bélanger-Campeau, ainsi que ceux qui l'accompagnent. Je voudrais d'abord souligner une phrase que vous écrivez, que vous avez lue, la dernière: «Qu'on nous fournisse l'aide et les outils qu'il nous faut et, collectivement, nous assumerons notre destinée.» C'est une phrase qui mérite d'être relevée parce qu'il me semble qu'elle arrive au terme d'un processus de réflexion, dans l'Outaouais, qui mérite qu'on le relève comme phrase. Après l'autre paragraphe, sur lequel je reviendrai tout à l'heure, je pense que ça fait chaud d'entendre ça et de lire ça.

Évidemment, on est, en quelque sorte, à l'heure actuelle, dans l'Outaouais, à l'ombre du clocher fédéral, bien sûr, mais il y a toutes sortes de rumeurs constitutionnelles dans l'air. Comme on dit, des professionnels de l'industrie constitutionnelle, à l'heure actuelle, sont à l'oeuvre. Il y a sûrement quelque chose qui va se passer et on peut faire toutes sortes d'hypothèses: beaucoup de décentralisation, peu de décentralisation, et la souveraineté du Québec qui appert comme étant, finalement, inéluctable dans les circonstances actuelles.

Je comprends lorsqu'on dit: Si on ne fait rien, bien, il peut arriver des catastrophes pour l'Outaouais. Ça, je pense que tout le monde reconnaît qu'il y a un problème qu'il faut avoir le courage de prendre en main. Je comprends les gens d'en face. Comme ils sont habitués à ne rien faire, ils ne peuvent rien faire et ils tirent la conclusion qu'ils doivent tirer d'après leur ligne de conduite et de pensée. Alors, ils sont habitués à ne rien faire. C'est leur philosophie, d'ailleurs. Lui, au moins, il a changé de côté de table, si je comprends bien...

**M. Kehoe:** Ah ouï! Ah ouï!

**M. Léonard:** ...parce que vous ne l'aviez pas souligné tout à l'heure.

**M. Kehoe:** Vous l'avez bien aimé quand il était de ce bord-ci de la table.

**M. Léonard:** Peu importe le choix constitutionnel qui va être fait, il y aura des effets. Il faut les reconnaître, il faut voir les solutions qu'on apporte. Lorsqu'on prend l'emploi du public, comme l'a fait tout à l'heure le professeur Saint-Germain, il identifie, de façon théorique, 75 000 emplois, mais en sachant très bien que ce n'est pas 75 000 emplois, que ce n'est pas

possible d'arriver à cela. Vous dites, par ailleurs: Il y en a 13 000 qui, d'emblée, peuvent revenir à l'Outaouais, et il en reste 13 000 autres – en tout cas, je simplifie les chiffres, là – les derniers 13 000 sur lesquels vous posez des questions, qu'il serait probablement plus difficile... Évidemment, tout le monde, en tout cas, nous, notre engagement, c'est de faire en sorte que ces 13 000 emplois soient retrouvés d'une autre façon. On parlait, tout à l'heure, du parapublic. Le député de Chapleau disait qu'il n'y avait plus de problème là, mais vous avez justement souligné que, dans le domaine de la santé, seulement là, c'est 66 000 000 \$ par année. Comme facture, ça, c'est une création d'emplois pour les gens de l'Outaouais. Je pense, d'ailleurs, qu'il y aurait des analyses de coûts-bénéfices à faire pour le gouvernement là-dedans.

Mais je reviens sur la diversification. Supposons qu'il y ait un certain nombre d'emplois pour lesquels on s'interrogerait; on ferait aussi des analyses, et on trouverait que ce serait intéressant d'en faire l'objet d'une diversification vers des secteurs industriels, des secteurs de pointe, de recherche et de développement, des choses comme celles-là. Je rattache cette réflexion à l'hypothèse ou à la suggestion qu'a faite M. Saint-Germain en ce qui concerne les contrats de régions. Vous savez que cela existe; en Europe, c'est un modèle utilisé. Quand on regarde les 13 000 emplois, c'est 500 000 000 \$ annuellement, globalement, comme masse salariale. Si on met une moyenne de 40 000 \$ par emploi, 520 000 000 \$, c'est le maximum à peu près. Donc, qu'est-ce que vous dites de cette idée de contrats de région? Parce que, là-dedans, vous pouvez embarquer l'action de sociétés industrielles, des grandes sociétés d'État, de sociétés privées que vous incitez à même des fonds internes. Est-ce que vous trouvez que cette hypothèse est aussi une hypothèse intéressante?

(16 heures)

**M. Beaudry:** Ce qu'on dit, nous autres, c'est que ça prend une volonté politique du gouvernement de retrouver ces emplois-là. C'est ça qu'on dit, finalement. Le professeur Saint-Germain dit essentiellement la même chose. Si le Québec n'a pas la volonté politique de créer, dans l'Outaouais québécois, des emplois, qu'on le fasse par contrats de régions, qu'on le fasse par déconcentration, qu'on le fasse par décentralisation, qu'on le fasse en reconnaissant que l'Outaouais québécois, actuellement, est surtout servi par des emplois à caractère «siège social», si on arrive à une formule, quelle qu'elle soit, cette formule, si on retrouve nos emplois, nous autres, vous l'appellerez comme vous voudrez, votre formule; moi, ça ne me dérange pas. Tout ce qui est important pour nous autres, c'est de retrouver dans l'Outaouais québécois 27 000 ou 26 000 emplois; c'est ça qui est important. Qu'on utilise la formule qu'on voudra, ça demeure et ça

demeurera toujours une volonté politique de Québec de dire: On fait de l'Outaouais québécois une région à caractère d'administration publique. Puis si on n'a pas cette volonté politique, ce n'est pas vrai qu'on va maintenir ces emplois-là, parce que la population ne peut pas justifier ce nombre d'emplois dans un contexte d'un fédéralisme très décentralisé ou dans un contexte d'un Québec souverain. Ce n'est pas possible. C'est ça que ça revient à dire.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors, M. le député de Chapleau.

**M. Kehoe:** Merci, M. le Président. M. le Président, avant d'aborder des questions avec M. Beaudry, j'aimerais relever quelques déclarations faites par mon collègue, le député de Labelle. Il a dit que, nous autres, on n'a rien fait, que les députés des régions n'ont rien fait pour nos fonctionnaires, mais que le Parti québécois avait fait quelque chose...

**M. Léonard:** C'est pour ça que vous n'êtes pas capable de rien régler.

**M. Kehoe:** Laissez-moi parler! En 1982, vous avez fait quelque chose. Vous avez coupé les salaires de 20 %! Je ne pense pas que votre popularité a réglé bien des causes dans ce temps-là. En plus de ça, quand vous dites qu'on n'a rien fait pour notre région, les cinq députés... Quand la commission Bélanger-Campeau a commencé son travail, je pense qu'avoir quelqu'un de notre région qui siégeait à la commission Bélanger-Campeau, c'était d'une importance capitale. Et je sais pertinemment bien que le leader du Parti québécois ne voulait pas qu'on ait quelqu'un de notre région spécifiquement. Il a fallu que les cinq députés de notre région se battent pour avoir quelqu'un de notre région. En l'occurrence, on l'a eu!

**M. Léonard:** Une chance que vous avez eu M. Beaudry.

**M. Kehoe:** Laissez-moi parler! C'est ça que je dis! Laissez-moi donner les louanges.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Kehoe:** On a été chanceux d'avoir M. Beaudry. On a eu M. Beaudry. Il a fait son travail à la commission Bélanger-Campeau. Vous l'avez dit, tous les membres de la commission Bélanger-Campeau l'ont dit et tout le monde le félicite. Et aujourd'hui aussi, on voit le travail qu'il a fait.

**Une voix:** Ce que je dis c'est que...

**M. Kehoe:** Non, mais laissez-moi continuer! Si on n'était pas ici, lui, il ne serait pas là. En



somme...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Chapleau. Parlez au président, ça va être plus facile.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Kehoe:** M. le Président, vous direz à M. Labelle...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Kehoe:** ...au député du comté de Labelle, c'est justement ça... Je veux juste lui expliquer... Il n'y a rien qui se passe, évidemment, de la manière qu'il parle de ce qui se passe dans la région de l'Outaouais. On a fait notre devoir. Les cinq députés, on a fait notre devoir. On a fait une nomination et on a le rapport aujourd'hui. Je pense que le rapport qu'on a devant nous aujourd'hui est vraiment réaliste. Ce n'est pas une question de rendre une situation difficile plus dramatique ou d'essayer de dramatiser la situation. Avec beaucoup de réalisme, je trouve qu'avec le rapport que nous avons devant nous, nous avons tous les outils nécessaires pour comprendre l'envergure du problème. Auparavant, on avait des chiffres ici et là. Mais là, ils sont tous là; les chiffres sont tous là. C'est de savoir, à partir de là, ce qu'on va faire avec... Les problèmes sont bien évidents, les solutions sont loin d'être évidentes, ça, c'est certain.

Justement, M. le Président, si vous me permettez, je vais poser une question à M. Beaudry; peut-être qu'il pourra nous aider. Auparavant, M. Saint-Germain qui a comparu avant vous... Je pense que vous-même et les membres de votre comité êtes tous d'accord. Le problème central, le problème fondamental, c'est de maintenir dans notre région, chez nous, dans l'Outaouais, les emplois des fonctionnaires fédéraux qui vont certainement être transférés ailleurs si on ne fait pas quelque chose.

Vous avez dit, dans votre rapport et dans l'exposé que vous avez fait aujourd'hui, que vous aviez deux modes de procédure pour tenter de rectifier la situation, soit la diversification économique, puis vous nous avez dit que dans quelque deux semaines, vous allez soumettre un autre rapport donnant plus de détails sur ce domaine-là. L'autre alternative que vous avez proposée, pour que les employés restent dans notre région, c'est de faire en sorte que Hull, la région de l'Outaouais devienne une espèce de troisième centre administratif pour la province de Québec. Vous l'avez dit dans votre rapport aujourd'hui, vous avez parlé des différents chiffres, s'il y a une décentralisation restreinte, il y aura une perte d'environ 1000 emplois, une décentralisation accentuée, 1800 emplois, une décentralisation très accentuée, 6000 emplois et, finalement, l'accession du Québec à la souverai-

neté, 13 000 emplois. Plus loin, vous parlez de la question des sièges sociaux. Vous dites, dans votre exposé: Cela revient à dire que, dans cette perspective, notre région doit devenir un centre important de la fonction publique québécoise, sinon la deuxième capitale administrative du Québec. Au dernier paragraphe de la page 7, vous dites: «Pour lever un pari de cette envergure, cela suppose du gouvernement du Québec des efforts financiers importants et, de plus, une volonté explicite des autres régions du Québec, notamment des régions administratives de Québec et de Montréal de reconnaître et d'accepter la vocation administrative de l'Outaouais.» C'est justement sur ça un peu, la question que je veux formuler, Me Beaudry. Pensez-vous que c'est réaliste de croire ou d'espérer que les autres régions du Québec, spécifiquement Montréal et Québec, qui toutes les deux sont saisies des problèmes très sérieux du chômage, qui ont des problèmes elles-mêmes, pensez-vous pour un moment qu'elles vont accepter que l'Outaouais, Hull, que la région de l'Outaouais devienne le deuxième centre administratif dans la province de Québec?

**M. Beaudry:** Écoutez. Moi, je sais que Québec comme Montréal connaissent des difficultés au point de vue de l'emploi, Montréal en particulier. Il y a toutes sortes d'usines qui ferment. C'est évident que, être le maire de Montréal ou le maire de Québec, on viendrait me dire demain matin: On prend 1500 emplois de la Régie d'assurance et on envoie ça à Hull, je leur dirais au moins que je n'aime pas ça.

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**M. Beaudry:** Je ne sais pas ce qui arriverait par la suite, mais c'est évident que ces gens-là ne se laisseront pas faire comme ça. Mais ça reste une décision du gouvernement. Ces emplois-là, ce ne sont pas des emplois municipaux et ce ne sont pas des emplois dans l'entreprise privée, ce sont des emplois dans l'entreprise publique. Et si le gouvernement dit qu'il fait ça... Quand le gouvernement a décidé de prendre le Revenu et de l'envoyer à Sainte-Foy, ça n'a pas fait nécessairement l'affaire de la ville de Québec et ça n'a pas fait nécessairement l'affaire des fonctionnaires de Québec; ils se sont ramassés à Sainte-Foy pareil. Il a décidé qu'il faisait ça. Alors, nous, ce qu'on dit, c'est que, chez nous, c'est important que la région garde sa vocation administrative dans le secteur public. Ça, c'est primordial parce qu'en aucune façon on ne va pouvoir recréer des emplois dans un avenir immédiat qui vont correspondre au nombre d'emplois que nous avons présentement. Alors, si le gouvernement décide qu'il prend ces emplois-là et les transporte chez nous, ou s'il décide qu'il déconcentre sa fonction publique actuelle pour l'amener dans l'Outaouais, ou s'il décide, dans le

contexte de la souveraineté, qu'au lieu de récupérer tous les emplois qu'il y a dans l'Outaouais pour les ramener autour de lui à Québec qui est la capitale, s'il décide de faire une déconcentration plus accentuée pour l'Outaouais québécois, ce sont des emplois qu'on va récupérer.

Mais quand on vous dit qu'il faut diversifier notre économie, c'est bien clair que, dans notre optique à nous autres, on dit: Ce ne sera pas si simple que ça, cette histoire-là. En conséquence, il faudrait mettre l'accent immédiatement sur la diversification de notre économie, sur l'injection de fonds considérables, sur les moyens et les outils qu'ils mettront à notre disposition pour faire en sorte qu'on puisse explorer d'autres avenues. C'est pour ça qu'on vous parle de forêt, qu'on vous parle de tourisme, qu'on vous parle de haute technologie, qu'on vous parle de commerce, qu'on vous parle de services. Quand on aura diversifié notre économie pour revenir à un niveau qui est acceptable... Si on avait le niveau de Québec, si notre fonction publique devenait avec une proportion de 11 %, 12 % ou 13 % et qu'on avait créé ailleurs des emplois qui viendraient compenser ceux-là, on aura des emplois dans la région et notre économie ne sera que meilleure, au point de vue pratique. Elle sera plus vivante, au point de vue pratique, moins dépendante. Là, elle est dépendante à 24 %. Si elle l'était à 15 %, un contre-coup, de quelque nature que ce soit, va être moins grave pour nous que ça l'est dans le contexte actuel.

**M. Kehoe:** Si je peux comprendre, M. Beaudry, la voie de solution que vous privilégiez, c'est plutôt la diversification économique que l'autre. Ce sont les deux en même temps, j'imagine. Pour être réaliste dans le monde où on vit, compte tenu de la situation de chômage à travers la province, ici à Québec et à Montréal, la volonté c'est facile, c'est un mot ça, la volonté politique, mais c'est de travailler avec des êtres humains. Dans la réalité, ça veut dire de forcer des fonctionnaires de Québec et de Montréal à aller s'implanter dans la région de l'Outaouais.

Je me demande, dans la réalité, est-ce que c'est faisable ou est-ce qu'on ne devrait pas prioriser la question de la diversification économique de notre région?

**M. Beaudry:** M. le député Kehoe, l'économie c'est comme un arbre, ça ne pousse pas dans une journée. Ça prend un peu de temps avant que ça se réalise des jobs et que ça se crée des jobs. Quand on dit, nous, qu'il faut garder notre vocation administrative dans le secteur public, c'est évident qu'on parle à court terme parce qu'à court terme, c'est la seule façon qu'on a de sauvegarder notre économie.

Si on n'a pas nos jobs dans le secteur public à court terme, notre économie va s'en aller chez le diable, pour employer une expres-

sion qu'on connaît très bien. Mais à moyen et à long termes, c'est pour ça qu'on parle de diversifier notre économie, c'est pour ça qu'on parle de créer des jobs, ça va prendre des injections de fonds, ça va prendre des outils, ça va prendre des moyens qui seront mis à notre disposition par le gouvernement et, bien sûr, il va falloir que le milieu se prenne en main aussi. Il va falloir possiblement que des intervenants du milieu, que ce soient les municipalités au niveau régional, au niveau municipal, ou que ce soient des gens qui sont déjà dans l'industrie, interviennent eux également pour faire en sorte qu'on ne dépende pas uniquement du gouvernement. On ne rêve pas en couleur. Ce n'est pas le gouvernement...

**M. Kehoe:** Bien sûr.

**M. Beaudry:** ...qui va venir, juste le gouvernement qui va venir aider notre économie. Mais c'est évident que ça prend des injections...

**M. Kehoe:** Oui.

**M. Beaudry:** ...et que ça prend une volonté du gouvernement pour nous aider dans ce sens-là.

**M. Kehoe:** Ce à quoi je veux en venir dans l'ensemble, M. Beaudry, la question de la diversification financière, ça dépend en partie du gouvernement. Il s'agit d'une question de mettre beaucoup plus d'argent dans notre région, comme vous l'avez mentionné dans votre rapport dans différentes sphères d'activité. Sur une base politique, je pense que ce serait plus facile de dépenser de l'argent que dans l'autre scénario où vous êtes obligés de déménager, de forcer des fonctionnaires à déménager d'un endroit à l'autre.

**M. Beaudry:** Oui.

**M. Kehoe:** Je pense, pour les raisons réalistes qu'on vit dans le quotidien, politiques, que ce sera si le gouvernement met des fonds suffisants, des fonds d'importance assez grande pour la diversification économique. Ce sera beaucoup plus facile, n'est-ce pas?

**M. Beaudry:** Ça, c'est une question d'opinion. Je sais que le Parti québécois a dit: On va remplacer les jobs, et vous autres vous avez dit: On va remplacer les jobs, mais on va diversifier l'économie et ça va tenir compte des autres jobs. Alors ça, au point de vue pratique, c'est une question, seul le gouvernement peut y répondre. Mais moi, si le gouvernement dit demain matin: On va garantir l'équivalent de 27 000 jobs qui équivalent au niveau actuel des emplois que vous avez et on va injecter des fonds plutôt que de dire: On va prendre un fonctionnaire et on va le

ramener chez vous, sincèrement, ça ne me dérange pas tellement. L'économie va être sauvée.

Nous autres, on regarde l'économie dans l'ensemble. Ce qu'on craint, c'est que cette économie-là qu'on veut diversifier, quand on implante une industrie, ce n'est pas vrai que demain matin elle va avoir créé 1000 emplois et ce n'est pas vrai que dans six mois elle va en avoir créé 10 000. Ça prend un peu de temps ça. Les industries, il faut les développer et ça va prendre 10 ans, ça va prendre 15 ans, ça va prendre 20 ans avant d'avoir créé 10 000 emplois dans la région.

Pendant ces 20 ans, il faut continuer à vivre dans la région, nous autres. Il faut continuer à faire fonctionner nos commerces, il faut continuer à faire fonctionner nos services. Alors, la seule façon qu'on peut passer à travers cette période transitoire d'un manque d'emplois ou d'une perte d'emplois considérable dans quelque scénario qu'on se retrouve, la seule façon c'est de dire au gouvernement du Québec: Trouvez un moyen pour les remplacer ces emplois-là ou donnez-nous des compensations monétaires ou créez-en d'autres emplois ou déconcentrez de Québec ou déconcentrez des emplois récupérés d'Ottawa et laissez-les dans l'Outaouais québécois parce qu'autrement, on va se retrouver dans un vacuum à un moment donné pendant cette période transitoire.

Mais c'est important que les deux éléments fonctionnent de front parce que ce n'est pas vrai que, même si vous arrivez demain matin et que le gouvernement disait demain matin, on prend 100 000 000 \$ et on les investit dans l'Outaouais québécois, vous allez avoir créé toutes les jobs, les 13 000 jobs, par exemple, qui seraient perdues le contexte d'une souveraineté, s'il n'y a pas une volonté politique de les remplacer par une déconcentration, une décentralisation quelconque. Ce n'est pas vrai que ça va les créer ces 13 000 jobs-là.  
(16 h 15)

Alors, il faut travailler de front les deux avenues: garder la vocation administrative dans le secteur public et créer en même temps des incitatifs et donner à la région des moyens pour faire en sorte que nous puissions, éventuellement, être en mesure de diversifier notre économie pour ne pas se retrouver dans la situation où on se trouve présentement. Il faut fonctionner en parallèle. Éventuellement, on va devenir moins dépendant, bien sûr, et, à ce moment-là, s'il nous arrive un autre contre-coup de même, ça ne nous frappera pas aussi fort, parce que ça ne sera pas 24 % de notre économie qui sont en jeu parce qu'on se retrouve dans un contexte où on est obligés de parler de politique et de constitution, et personne n'est heureux dans la situation actuelle. On sera moins vulnérables, si vous voulez.

**M. Kehoe:** D'accord. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K.

**M. Beaudry:** Il y a un autre point aussi que j'aimerais ajouter, qui m'est souligné ici par mon ami, Antoine Grégoire. Il ne faut pas oublier que quand Québec investit dans la région de l'Outaouais québécois comme, d'ailleurs, quand il investit dans les autres régions et que ça crée des emplois, il y a des retombées fiscales pour la province de Québec. Quand on parlait tantôt de récupérer dans les infrastructures au niveau de la santé, les 66 000 000 \$ qu'on paie à l'Ontario, si on se donnait des moyens au niveau de la santé pour en récupérer et en payer seulement 22 000 000 \$ à l'Ontario, les 44 000 000 \$ qu'on va avoir sauvés vont rester au Québec et les jobs qu'on aura créés au Québec seront au Québec. Encore là, ce ne sont pas toutes des jobs nouvelles, ce n'est pas tous des emplois nouveaux qu'on retrouve en Ontario. Nous disons qu'il y a 50 %, possiblement, du potentiel des emplois qui sont réellement de nouveaux emplois parce que, souvent, ce sont des personnes du côté du Québec qui les occupent ces emplois-là, dans les hôpitaux et dans les institutions d'éducation, etc. Il y a peut-être 50 % de ces emplois-là, si on récupérait tout le secteur de la santé, de l'éducation, de la culture et de la récréation, on créerait possiblement – dans notre opinion à nous – approximativement 1500 emplois, et non pas 3000, parce qu'ils sont déjà occupés, dans bien des cas, par des gens qui demeurent déjà au Québec.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. C'est intéressant, dans le fond, la discussion qu'on a parce qu'on essaie d'imaginer un peu la faisabilité de la possibilité d'un échange entre, par exemple, Québec et l'Outaouais, sur un certain nombre de grands blocs de fonctionnaires.

J'aimerais ça rappeler aux membres de la commission, et dire aussi en même temps aux gens du Comité Outaouais, à M. Beaudry et à ses collègues que, dans le fond, la volonté politique doit s'accompagner aussi d'outils de gestion, de plans, d'échéanciers et de cheminement critique. C'est évident qu'on ne peut pas imaginer que ça va se faire parce qu'on y a pensé, et ça sera très exigeant. Il y a actuellement en France ce qu'ils appellent de la «délocalisation» – ils ont l'art de trouver des beaux mots, à l'occasion – mais c'est intéressant de regarder comment ça se passe et ça fonctionne. On va regarder d'ailleurs leurs expériences d'un peu plus près et ça peut impliquer, entre autres, d'aller aussi loin que d'avoir des politiques en ce qui concerne les couples, par exemple, dont l'un des membres ne voudrait pas se voir transférer ou ne voudrait pas transférer. Des mécanismes comme l'attrition devraient être utilisés. On ne

va pas bêtement dire à du monde: On ferme ton unité demain matin et ta gang s'en va. De la même façon du côté d'Ottawa, il n'y a pas intérêt à ce que tout ça se fasse très brusquement, mais il y a intérêt à ce que tout ça se fasse d'une façon organisée, planifiée et orchestrée.

Dans ce sens-là, je reviens toujours à cette notion de volonté politique, il faut que ça puisse s'instrumenter et s'organiser. Ce n'est pas vrai que ça doit rester comme ça, en l'air, parce que, justement, ça ne donne pas de résultat. Moi, sur ça, je ne vois pas ça comme quelque chose de facile, je vois ça comme quelque chose d'exigeant, mais en même temps, je vois ça comme quelque chose d'absolument extraordinaire et de mobilisant, parce que ça nous donne la possibilité de revoir nos tâches, de réorganiser un tant soit peu notre distribution de programme, notre organisation de services. Alors, ça peut être même un superbe défi à faire partager à des gens qui, dans nos fonctions publiques, que ce soit celle qui viendra d'Ottawa ou que ce soit celle de Québec, une espèce de projet neuf dans lequel on peut s'engager. Je pense qu'il y a des difficultés et des exigences, mais il y a aussi des possibilités de satisfaction très grandes et, surtout, de résolution des problèmes.

Je veux revenir sur la diversification économique et ce que vous disiez sur la contribution des sociétés d'État québécoises. Je pense que c'est un petit peu normal – je ne veux pas l'excuser – mais c'est un petit peu normal que, par exemple, la SDI n'ait pas eu nécessairement des interventions aussi significatives qu'elle a pu avoir ailleurs. Si déjà la concentration est dans le secteur de l'administration publique, la SDI est intervenue pendant un long moment uniquement dans les secteurs manufacturiers. Maintenant, c'est sur la base de créneaux très particuliers qu'on va aller vers du service, par exemple, ou vers un secteur comme le tourisme. C'est assez récent ces orientations-là. Donc, en ce sens-là, il y avait une espèce de lien avec la réalité structurelle économique de l'Outaouais et l'absence d'interventions de certaines sociétés. Je pense à une société dans le domaine forestier ou minier. Là, ils ont investi davantage.

Une dernière petite chose parce que je veux me garder un petit deux ou trois minutes à la fin. Il y a aussi du côté de la SAO. Vous êtes assez critique aussi sur l'intervention du Québec dans l'Outaouais, puis bon!, c'est vrai, je connais ce qui se passe et ce qui s'est vécu là. Je suis de très près toutes les activités. C'est vrai qu'il y a eu probablement des interventions qui auraient dû se faire qui ne se sont pas faites, etc. Mais n'oublions pas que la Société d'aménagement de l'Outaouais est la seule société comme celle-là qui existe, et sur tout le territoire québécois. Il n'y a pas d'autres sociétés semblables qui existent ailleurs dans aucune autre

région du Québec. C'est évident que, quand ça été implanté, ça avait un objectif de faire contrepoids à l'action de la Commission de la Capitale nationale. Ça, on va se souvenir de ça tous ensemble, mais ça a eu aussi un impact. Les 50 000 000 \$ qui ont été investis n'ont pas été investis non plus à perte. Ils ont permis la naissance ou l'apparition d'infrastructures intéressantes.

**M. Beaudry:** Ça, c'est vrai, Mme Marois. On l'a mentionné aussi parce que la SAO, bien sûr, a fait un travail dans le milieu. Par exemple, l'aéroport de Gatineau, c'est la SAO qui a payé pour ça.

**Mme Marois:** Voilà!

**M. Beaudry:** Ça a coûté 12 000 000 \$ et une marina à Aylmer, ça a coûté 9 000 000 \$. Il y a une trentaine de millions additionnels qui ont été dépensés dans...

**Mme Marois:** ...d'autres équipements.

**M. Beaudry:** ...des parcs industriels à Gatineau, à Aylmer et à Hull. Mais il n'en reste pas moins que, si on regarde, par exemple... On disait tantôt que le gouvernement fédéral a dépensé dans l'Outaouais québécois 1,3 % de son budget au point de vue approvisionnements et services. Ça représente à peu près 15 000 000 \$. Si la SDI nous avait donné notre juste part d'investissements dans l'Outaouais québécois, on aurait eu à ce moment-là des industries pour justement répondre à ces demandes de soumissions et possiblement que notre proportion n'aurait pas été de 1,3 %. Ça aurait possiblement été de 10 %, de 12 % ou de 15 %. Alors, ça aurait fait fonctionner notre économie. Quand on pense à REXFOR, par exemple... L'Outaouais québécois représente 15 % de la forêt. On a 50 % des feuillus et du pin blanc. Si l'on voit les investissements de REXFOR dans l'Outaouais québécois, ils ont investi 1 % de leur budget. Je pense qu'on est loin de la proportion à laquelle on a droit. Si on regarde SOQUIA par exemple, où l'Outaouais québécois représente 10 % dans l'agro-alimentaire, SOQUIA a dépensé moins de 1 % dans l'Outaouais québécois. Moi, je dis qu'on n'a pas eu notre juste part. Oui, on l'a eu la SAO. Mais quand on pense aux ententes Québec-Canada qui ont injecté dans l'ensemble du Québec 2 000 000 000 \$ et que l'Outaouais québécois a été exclu de ces ententes-là pour la très grande partie du temps où elles existaient, bien les 50 000 000 \$ que la SAO a eus au point de vue injection de fonds c'est de la petite bière ça, comparé à ce qui a été injecté ailleurs. Comprenez-vous! Alors, c'est sûr qu'on l'a eu et on le reconnaît, mais je pense que c'est loin de représenter ce que l'Outaouais québécois aurait dû recevoir au cours de toutes ces années.

**Mme Marois:** Est-ce qu'il me reste encore un peu de temps?

**Le Président (M. Bélanger):** Oui.

**Mme Marois:** Moi, je n'ai peut-être pas une question qui s'adresse au comité comme tel, mais comme nous discutons ici à cette commission des impacts de la souveraineté et que vous avez lancé un appel assez pressant aux membres de cette commission ou sinon au gouvernement, moi, j'aimerais bien entendre éventuellement le gouvernement nous identifier, nous manifester sa volonté politique à l'égard de la réalité outaouaise. Est-ce qu'il y a des engagements qui ont été pris? Est-ce qu'ils sont écrits ces engagements? Est-ce que des gestes ont été posés? Moi, je veux bien que nous creusions ensemble toutes espèces d'hypothèses de solution, auxquelles d'ailleurs j'adhère et que je crois réalisables, mais j'aimerais bien voir s'il y a une contrepartie à cela.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Beaudry avait une réponse. J'aurais un commentaire et M. le député de Viger par la suite.

**M. Beaudry:** C'est juste parce que le Comité Outaouais n'a pas fini ses travaux.

**Mme Marois:** ...l'autre partie.

**M. Beaudry:** Le Comité Outaouais a deux paragraphes de son mandat qui sont complétés par le dépôt du rapport. Il nous reste, d'ici au 15 mars, à déposer notre plan qu'on proposera au gouvernement sur la diversification économique: des outils et des moyens qu'on entend demander au gouvernement pour, justement, faire en sorte qu'on puisse mettre de l'avant cette diversification économique. Alors, le comité, bien sûr, viendra avec ça et nous souhaitons, à ce moment-là, que le gouvernement puisse y donner suite et donne suite, bien sûr, à la volonté exprimée dans le rapport Bélanger-Campeau qui parlait de l'urgence de mettre sur pied des moyens et des outils qui seraient mis à la disposition de l'Outaouais pour le protéger contre sa vulnérabilité dans le contexte politique constitutionnel habituel.

**Le Président (M. Bélanger):** Je voudrais quand même rappeler que le mandat de la commission ce n'est pas une table de négociation, ce n'est pas une table pour faire avancer des politiques ou tout ça. Nous sommes ici pour écouter des témoins et nous faire une opinion sur les questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté. Alors, les engagements, ça se fera ailleurs, sur d'autres terrains. Je pense qu'ici c'est bien plus d'écouter nos invités et d'aller au fond de leurs préoccupations. Vous aviez une question?

**M. Léonard:** Oui. Juste une question, de fait, en ce qui concerne les ententes signées entre le Québec et le ministère de l'Expansion économique régionale. Pendant tout le temps que j'ai été là et, je pense, pendant le temps où mes collègues ont été là et même depuis, le fédéral a toujours refusé d'inclure la région de l'Outaouais dans les ententes. Il y a eu, je pense, une seule exception, m'a-t-on signalé. C'est pendant la période où les conservateurs ont occupé le pouvoir en 1979 avec M. Clark, et M. Rocheleau, à l'époque, était maire de Hull. Alors, c'est le seul moment où il y aurait eu une exception. Mais tout le temps le fédéral a refusé d'inclure...

**M. Beaudry:** Mais moi, tout ce que je dis, c'est que nous autres, chez nous, au niveau diversification...

**M. Léonard:** On s'entend.

**M. Beaudry:** ...on n'a pas eu notre juste part. Comprenez-vous? C'est ça.

**Mme Marois:** Oui.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. M. Beaudry, merci encore, de ma part, d'être à cette commission. C'est un plaisir de vous avoir comme témoin, mais c'était encore mieux de vous avoir comme collègue à Bélanger-Campeau. Ça nous rappelle des souvenirs très agréables. On a passé des journées, des soirs même, où on a eu à placoter et à décider des fois sur des choses très importantes pour l'avenir du Québec et, en même temps, pour l'avenir du Canada.

J'écoutais tantôt la députée de Taillon qui disait: C'est clair. Nous, nous exprimons la volonté de garder tous les fonctionnaires fédéraux et tous les emplois dans l'Outaouais. Elle disait même qu'elle prenait un engagement: Nous, le parti de l'Opposition, qu'elle disait, le Parti québécois, on prend cet engagement. Bien, en toute sincérité, moi, je ne me sens pas prêt à prendre cet engagement-là, M. Beaudry, pour la simple et unique raison qu'on sait très bien que, dans l'Opposition, on peut dire n'importe quoi. Quand on arrive au pouvoir, c'est autre chose. On se rappellera aussi, M. Beaudry, certains engagements pris par le Parti québécois avant le référendum et ce qui est arrivé tout de suite après le référendum. Moi, je vous dis en toute sincérité: Je ne suis pas prêt. Je ne parle pas au nom du gouvernement, je parle au nom de mes collègues. C'est très difficile de pouvoir prendre un engagement aussi, d'après moi, irréaliste et aussi dangereux, pour un dérapage qui pourrait arriver le lendemain de la souveraineté. Et comme le disait M. Bédard, il ne faut pas non plus leurrer les gens de l'Outaouais. Il faut dire aux

gens de l'Outaouais la réalité telle qu'elle est.

Il faut leur dire et on a vu tantôt, M. Beaudry, M. le Président, comment on peut se permettre de faire des affirmations comme ça quand des gens comme Gerald Larose, comme Jean-Louis Harguindeguy, ou M. Béland, quand on sait très bien leur attachement et leur implication avec le Parti québécois, tous ensemble ont dit: Ce n'est pas vrai que, le lendemain de la souveraineté, pas tous les fonctionnaires fédéraux seront réintégrés, pas tous les emplois seront gardés. On sait très pertinemment que ça serait Gerald Larose, ça serait Harguindeguy, ça serait d'autres personnes qui vont négocier pour l'intégration des fonctionnaires fédéraux dans la fonction publique québécoise. S'ils le disent déjà d'avance, au moins ces gens-là sont honnêtes, sont sincères. Ils disent: Ne vous attendez pas à ça parce que ce n'est pas réaliste, c'est impossible. Alors, quand on parle de volonté politique, c'est clair, je suis d'accord avec vous, M. Beaudry. Et Mme Pauline Marois disait: Oui, on le prend cet engagement. Nous, on ne le prend pas cet engagement. Parce que la volonté politique, ça pourrait dire aussi: Demain matin, on déménage le Parlement du Québec à Hull. Ça serait complètement... C'est une volonté politique. On peut le faire, si la volonté politique est là. Mais est-ce qu'on pourrait déménager, demain matin, le parlement du Québec à Hull? C'est absolument irréaliste.

(16 h 30)

C'est la même chose irréaliste de prétendre qu'on pourrait amener la Régie de l'assurance-maladie, des ministères, d'autres régies dans l'Outaouais québécois, parce qu'à ce moment-là, que vont dire les autres régions du Québec? Que va dire l'est de Montréal où il y a un taux de pauvreté et de chômage beaucoup plus grand que celui qu'il y a dans l'Outaouais? Alors, il faut regarder la réalité en face et, nous, nous la regardons, de ce côté-ci. Nous, on peut dire: Regardons vraiment la réalité et essayons de trouver des solutions à cette réalité-là. C'est pour ça que cette commission existe, pour voir quels sont les avantages et les inconvénients que la population du Québec devrait avoir le lendemain de la souveraineté.

Quand on parle que ça prendrait 31 % de transferts de sièges sociaux du Québec dans l'Outaouais pour garder le même nombre d'emplois dans l'Outaouais, bien, M. Beaudry, je ne sais pas si c'est moi qui suis irréaliste ou s'il y en a d'autres qui le sont. Parce que 31 % de transferts de sièges sociaux dans l'Outaouais qui représente 4 % de la population, c'est complètement irréaliste. C'est pour ça que je ne me permets pas de dire qu'on peut faire des affirmations semblables. Je ne peux pas concevoir comment on peut aller aussi aveuglément vers un règlement. Le lendemain de la souveraineté, on va dire: Tout est beau, tout va bien. Et on ne parle pas là des 24 000 emplois du secteur privé

qui sont en Ontario, actuellement. On se rappellera très bien que l'Ontario n'a pas de protectionnisme, actuellement, vis-à-vis des employés du Québec qui vont travailler en Ontario, mais on sait très bien que le Québec protège, actuellement, je dirais quasiment ses frontières vis-à-vis des emplois des travailleurs de l'Ontario pour le Québec.

Le lendemain de la séparation, le lendemain de la souveraineté, on aura beaucoup de problèmes à régler entre les deux gouvernements, le gouvernement du Québec et le gouvernement du reste du Canada. La question de la dette, ça va être un sujet très sensible, très délicat, très difficile à régler. À ce moment-là, ne croyez-vous pas non plus que, probablement, l'Ontario – qui va faire partie du reste du Canada – pourrait se protéger et dire: Écoutez, là, les employés qui viennent travailler en Ontario, bien, on va essayer de protéger nos jobs. On va essayer de les donner à nos travailleurs.

C'est dans ce contexte-là que, moi, je dis qu'il faut regarder les choses en face et se dire la vérité. Moi, je ne suis pas prêt, comme je vous le disais tantôt, M. Beaudry, à dire: Oui, on va le faire le lendemain de la souveraineté. Parce que c'est impossible. Il peut y avoir une volonté politique, mais notre volonté politique c'est celle de voir quel est l'intérêt supérieur des gens de l'Outaouais. Si l'intérêt des gens de l'Outaouais est qu'il puisse y avoir un fédéralisme plus efficace, plus moderne, je dirais plus réaliste, dans l'intérêt des gens de l'Outaouais, dans l'intérêt des gens du Québec, moi, je pense que c'est ça la solution qu'il faut aller chercher, si on peut le faire. Si vraiment on ne peut le faire, il faudrait, à ce moment-là, dire clairement à la population de l'Outaouais qu'il y aura des problèmes.

Même Pierre Fortin, qui est venu ici, devant cette commission – et on ne peut pas mettre en doute Pierre Fortin, un économiste très renommé – disait que, probablement, il y aura un déménagement de beaucoup de fonctionnaires de l'Outaouais, ou d'Ottawa, vers Québec parce que le parlement et les ministères, par conséquent, seront à Québec. Probablement qu'il faudra même envisager, étant donné qu'il y aura une dévaluation immobilière des résidences dans l'Outaouais, il faudra même prévoir une surtaxe sur les immeubles de la ville de Québec, et du reste du Québec, pour compenser la perte immobilière de l'Outaouais. C'est dans cet esprit que je disais tantôt à M. Saint-Germain qu'à ce moment-là, il faudrait vraiment que l'Outaouais soit considérée comme une zone sinistrée. Parce que c'est irréaliste de penser qu'on peut transférer 31 % des sièges sociaux dans l'Outaouais. C'est irréaliste qu'on puisse transférer, dans l'Outaouais, je ne sais pas, 20, 30 ou 40 sièges sociaux. On peut faire des aménagements, c'est clair, mais l'Outaouais va subir des conséquences s'il y a séparation du Québec. C'est dans ce

sens-là que je voulais vous mettre un peu au courant de notre position, M. Beaudry.

**M. Beaudry:** M. Maciocia, vous vous souviendrez qu'à la commission Bélanger-Campeau, je suis revenu à maintes reprises sur le sujet de la vulnérabilité de la région de l'Outaouais, et ce n'est pas pour rien que j'ai fait des démarches bien précises pour faire en sorte que cette fameuse clause Outaouais fasse partie des conclusions du rapport de la commission. Or, nous avons obtenu l'assentiment de l'ensemble de tous les membres de la commission reconnaissant cette vulnérabilité de l'Outaouais dans un contexte d'un changement politique constitutionnel quelconque.

Ce que nous nous sommes appliqués à faire et, je le répète, nous l'avons fait avec toute l'objectivité que nous avons à notre disposition, nous nous sommes tenus à l'écart des options politiques personnelles de chacun des membres du Comité Outaouais. On n'a voulu ni prendre position pour l'option fédéralisme renouvelé, ni prendre position pour l'option souverainiste. On a tenté de mettre dans notre document la situation réaliste à laquelle l'Outaouais devra faire face dans un contexte politique constitutionnel différent de celui que nous connaissons présentement, et ça, sans tenir compte des politiques actuellement mises de l'avant par le gouvernement fédéral, qui tendent à diminuer la fonction publique au niveau fédéral, tout comme celles du gouvernement provincial, qui tendent à diminuer cette fonction publique pour tenter, bien sûr, de diminuer le déficit auquel on fait face continuellement.

Ce qui est important, pour nous, et je le répète, je pense que l'Outaouais n'a pas à payer le coût d'un changement politique et constitutionnel quelconque. Ce n'est pas vrai que c'est nous autres qui devons payer pour tout ça. On doit, bien sûr, comme l'ensemble des Québécois, faire notre part selon le choix que la population voudra bien faire, et, si ça coûte quelque chose à l'ensemble de la population québécoise, l'Outaouais devra faire face à cette situation-là, au même titre et avec les mêmes responsabilités que tous les autres Québécois. Mais c'est pas juste, ce n'est pas vrai que l'Outaouais devrait payer davantage pour un choix politique qui viendrait d'ailleurs, des autres régions du Québec, que l'Outaouais devrait payer davantage que l'ensemble de tous ces citoyens-là. Et quand on parle de perte d'emplois, quand on parle d'une économie qui deviendrait moribonde, c'est bien évident que la valeur des propriétés, la valeur des maisons, la valeur des commerces, la valeur de tout ce qu'on peut penser tomberait à presque rien si, du jour au lendemain, on se retrouvait sans fonctionnaires fédéraux, ou si ces fonctionnaires-là n'étaient pas remplacés et si on se retrouvait, parce qu'il y a des mesures protectionnistes qui sont prises par l'Ontario, à perdre

24 000 emplois additionnels dans le secteur privé.

C'est le message qu'on veut vous donner aujourd'hui. Le gouvernement du Québec doit prendre ses responsabilités. C'est vous autres qui êtes là aujourd'hui; c'est à vous autres qu'on va déposer un plan de diversification économique; c'est à vous autres qu'on va demander de prendre des mesures, et de façon urgente, pour faire en sorte que l'Outaouais québécois, on ne veut pas avoir puis on ne veut pas attendre trois ans, puis on ne veut pas attendre cinq ans, pour savoir ce qui va arriver. Quand on va arriver avec notre plan de diversification économique, on souhaite que le gouvernement dise immédiatement: Il y a des changements qui s'en viennent. Que ce soit le fédéralisme décentralisé puis que ça fasse perdre 1000 emplois, 3000 emplois, 10 000 emplois, ou que ce soit la souveraineté qui soit dans l'air, ce qui est une possibilité également, et qui en ferait perdre davantage si on décidait de ne pas les remplacer, c'est au gouvernement qui sera là en place, à ce moment-là, de faire en sorte que l'Outaouais québécois n'ait pas à payer le prix de ce changement politique et constitutionnel. Ça, c'est le message qu'on veut vous donner aujourd'hui. On est dans une situation de vulnérabilité; on est dans une situation de pénalité par rapport à l'ensemble des citoyens québécois, et on n'a pas à payer le prix d'un changement constitutionnel. Que ce soit une décentralisation ou que ce soit la souveraineté, il faut payer le même prix que tout le monde, et ça, je pense qu'il faut que ce soit bien compris, ici, à Québec.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Oui, M. le Président, merci beaucoup.

**Le Président (M. Bélanger):** Excusez-moi. Avant, j'avais le député de Jacques-Cartier, et le député de Labelle. Excusez-moi.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I will be brief. I merely wanted a main thing, to comment. First of all, I certainly think, Mr. Beaudry, that you and your group have done an excellent job of providing as much of an objective analysis of alternative possibilities, as one can make in the circumstances, a great deal as speculative that I think many of the presentations that we have heard, both in the previous commission and in this one. I also add something you may want to comment on and may not, that what you were really demonstrating, it seems to me, about the situation of the Outaouais, is that the most desirable of all alternatives, of course, is really to do nothing at all. The only thing, in fact, against this is the curious nature of modern politics where that is always the option in politics that is least discussed. Renewed

federalism, sovereignty, the Allaire report and possibly some new ingenious contrivance that none of us have thought of yet would all be assumed to be superior. But as a matter of fact, the difficulties that will arise or could arise for the Outaouais, and which you have just spoken about so eloquently, it seems to me to apply to several other groups in Québec beside the Outaouais where they, in fact, again taking several different options of the kind you have chosen to examine, could again, using only the most objective data with things like housing values and so forth, provide pretty much the same demonstration.

The real difficulty seems to me, to some extent, the extent to which the entire Québec political process is now aimed at the idea that something must be done. I think that, in fact, we are in a situation rather like a man who begins joyfully sliding down a bannister rail and watches it gradually turning into a razor blade. I see no reason at all why some thought might not be given, here as elsewhere, to the extent to which what we keep as it is is also of value.

**M. Beaudry:** This is true and I know that this is the option that your party has taken! Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Beaudry:** The status quo.

**M. Cameron:** That is right! Ha, ha, ha!

**M. Beaudry:** And we are all fully aware of that! Except that being realistic also, we have to also face the fact that changes are needed not only in Québec and the whole of Canada... And it seems that the population of Canada wishes some changes, maybe not the English provinces as much as Québec, but there again, I think that they are looking for a renewed Canada, a renewed federalism. And since we are at it, we have to look at and we have to face the facts also. I have not gone into – and the committee has not gone into – the proposition of looking into the matter whether Ottawa would be moved as a capital or anything like that, the capital of the country as you mentioned with Mr. Saint-Germain before. Obviously, this option, we have not looked at and we do not intend to look at. We are trying to stay within the borders that we have given ourselves to look at the economy in the future.

But the status quo for us, if you want to be very selfish, if the Committee Outaouais or the Outaouais region would look at the Federal Government employing more and more civil servants and trying to diversify our economy at the same time, I mean, for us, this would be the best option. But, obviously, we are not going in

that direction. It is obvious to me that the direction that the Federal Government is going to, is to diminish the civil servants. And it is the same thing with the Québec Government.

So, we have to look at changes whether we like it or not and we have to face the fact also that Québec wants more power, whether it is the governmental party or whether it is the Opposition. It is obvious to me that something will take place and some decision will be taken in the course of 1992. So, facing this reality, because this is to me a reality, we have to look at the different options that are left with us. And some of these options, we have tried to express in the most simple way, taking into account the fact that we do not want to be responsible and that we do not want to pay the whole price of this change in politics and in the Constitution.

**M. Cameron:** I do not object to change. I just think they should be as small as possible!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Just a tiny change! O.K. C'est maintenant au tour du député de Labelle.

**M. Léonard:** Oui, merci, M. le Président. Je voudrais vous dire, M. le Président, que je suis impressionné aujourd'hui par ce que j'ai entendu de la part des deux personnes qui sont venues ici, le Comité et M. Saint-Germain, parce que je trouve une grande générosité de la part de l'Outaouais envers l'option, quelle qu'elle soit, que les Québécois vont choisir. Et ils se préparent, en toute hypothèse. Nous allons, nous, défendre notre position mais je vois qu'eux-mêmes ont conçu un rapport, conçu ce qu'ils sont venus nous dire aujourd'hui, dans l'hypothèse... dans toutes les hypothèses. Je viens de lire ce qu'a dit M. Larose et, contrairement à ce que pense M. le député de Viger, je suis d'accord avec ce que M. Larose dit. Il dit qu'il y aura des turbulences et c'est un article du journal *Le Droit* qui est paru le 15 février. Il va y avoir des turbulences dans l'Outaouais. On le reconnaît tous. Le Parti québécois, dès l'année 1972, a commencé à siéger sur cette question, simplement pour bien reconnaître qu'il y aurait un problème particulier ou une question particulière en ce qui concerne l'Outaouais. C'est pour ça que nous sommes ici aujourd'hui. Il n'y a pas eu de comité spécial sur la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, par exemple, pour mentionner cette région, il y en a eu un sur l'Outaouais parce que tout le monde conçoit qu'il y a...

(16 h 45)

**Mme Marois:** Jacques pense qu'il en faudrait un!

**Des voix:** Ha, ha, ha!



**M. Léonard:** Jacques pense qu'il en faudrait un? Très bien!

**Le Président (M. Bélanger):** C'est à cause de l'aéroport à Bagotville. Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** Mais je pense que tout le monde ici s'entend sur le fait qu'il y a des gestes à poser, qu'il y a une option à étudier et qu'il faut se préparer en conséquence. Donc, là-dessus, il n'y a pas de surprise. M. Larose dit ça: Il y aura des turbulences. Il a employé le mot «turbulences», bon, très bien! Je pense que c'est l'objet même de votre rapport, l'objet de l'étude de M. Saint-Germain, l'objet de nos délibérations cet après-midi. Tout le monde se prépare à bien y faire face. Je suis d'accord avec vous – et je souligne, encore une fois, la générosité que vous manifestez – que vous voulez vous y préparer, mais vous n'avez pas à payer seuls des coûts qui peuvent survenir. Aussi, vous voulez partager les avantages, par exemple, de la souveraineté, mais en toute équité, pour tous les citoyens du Québec, donc que la région elle-même ne soit pas pénalisée. Nous sommes d'accord. Les engagements de mon parti vont dans ce sens; ils ont été cités aux pages 38 et 39 du rapport de M. Saint-Germain. Il y a eu des décisions prises en congrès et je pense que, dans le processus démocratique, vous avez des engagements tout à fait formels sur notre position là-dessus.

Le problème, c'est qu'en face, comme a dit le député de Viger, ils ne veulent pas s'engager. Ça, c'est leur problème. Mais le nôtre, vous l'avez, notre position, vous l'avez. Alors, moi, je suis content, très content de ce que j'ai entendu cet après-midi. Je trouve que ça s'en va dans une bonne direction, positive, dynamique, en regardant l'avenir! C'est ça. Merci.

**Mme Marois:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** M. le Président, à mon tour, je voudrais remercier M. Beaudry de sa présence, pas seulement de sa présence, comme je l'ai dit tantôt, mais aussi du document qu'il a déposé. Vraiment ils nous démontrent les difficultés que va rencontrer l'Outaouais vis-à-vis d'un Québec souverain. On se rappellera que M. Saint-Germain est venu ici tantôt, et il nous a dit que tout est beau, tout est parfait. Ils sont parfaitement d'accord que tout va être dans le meilleur des mondes au lendemain de la souveraineté, mais vous venez de rétablir certaines choses.

Je ne voudrais pas non plus laisser passer l'affirmation du député de Labelle quand il disait que M. Larose a dit: Oui, il y aura des turbulences! Je cite M. Larose, il dit: Il va y avoir dans l'Outaouais des turbulences et des perturbations.

Ce n'est pas vrai que l'on peut espérer un transfert intégral des emplois...

**M. Léonard:** Intégral!

**M. Maciocia:** ...des fonctionnaires.

**Des voix:** ...

**M. Léonard:** Intégral. Pourquoi on est ici?

**M. Maciocia:** Il faut continuer la citation.

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! S'il vous plaît! S'il vous plaît!

**M. Maciocia:** M. le Président, M. Béland a dit qu'il ne faut pas leurrer les gens de l'Outaouais quand il dit: L'indépendance du Québec, ça ne dépendra pas seulement d'une région. Il l'a dit très clairement. Moi, je dis que c'est dans cet esprit, dans celui-là que vous nous avez... Le message que vous nous avez passé, M. Beaudry, c'est dans ce sens-là qu'il faut regarder les choses, et la réalité, et voir... Le gouvernement a une responsabilité. La responsabilité du bien-être des citoyens du Québec. C'est dans cette optique, dans l'optique des intérêts supérieurs du Québec, que nous allons décider et que nous allons prendre nos responsabilités. Ce n'est pas au détriment d'une région ou d'une autre, mais c'est dans l'intérêt supérieur. Si nous considérons que l'intérêt supérieur du Québec c'est avec un fédéralisme renouvelé, avec des offres qui seront déposées probablement très bientôt et qui seraient dans l'intérêt de tout le monde, c'est dans cette direction que le gouvernement va s'en aller. Si ce n'est pas dans l'intérêt du Québec, à ce moment-là on prendra aussi nos responsabilités, mais en collaboration avec vous. Mais on ne vous fera jamais – et ça, je le prends en mon nom personnel et au nom de mes collègues – des promesses fausses ou des promesses que, le lendemain de la séparation, on devrait regretter. Jamais! Je vous dis, en toute honnêteté, que le gouvernement ne fera ça. Merci et probablement qu'on aura l'occasion de se revoir avant que certaines décisions ne soient prises.

**Le Président (M. Bélanger):** J'avais M. le député de Châteauguay et M. le député d'Orford.

**M. Kehoe:** Seulement quelques mots, M. le Président. Le 5 décembre 1990, Bélanger-Campeau est passée dans la région et a tenu des séances à Hull. Depuis ce temps-là, on dirait que les gens de la région de l'Outaouais se sont pris en main. Ils ont réalisé à quel point ils étaient vulnérables lorsqu'ils ont su qu'il y avait possibilité d'un changement constitutionnel dans notre région. On dirait que depuis ce temps-là, tout s'est déclenché. Depuis ce temps-là, le comité Beaudry a été formé. Il y a eu des

mémoires par tous les groupes, de toutes les sources, de toutes les différentes positions politiques. Tout le monde s'était entendu. On peut dire sans être contredit que tout le monde dans la région s'est donné la main. Ce n'était pas dans un esprit de partisanerie... C'était non partisan, dans toutes les interventions, tous les mémoires qui ont été déposés. J'ai eu l'occasion de les lire et il y en a qui prennent des positions différentes l'un de l'autre, mais ce qui est important, c'est que tout le monde est au fait qu'il y a un problème majeur dans notre région. Plus important que ça, depuis ce temps-là, il y a un changement de mentalité chez les fonctionnaires ici à Québec, pas seulement chez les fonctionnaires mais dans les ministères, puis dans le «bunker», dans l'ensemble de l'appareil gouvernemental. Il n'y a pas un changement, et je ne veux pas dire que tout ce que vous m'avez demandé, vous allez faire un autre rapport et tout ce que vous avez dit ici c'est allé à ce point-là, mais ce que je veux dire, c'est que dans l'ensemble, votre rapport, le message que vous avez passé aujourd'hui est clair, net et précis. Il faut absolument qu'on fasse quelque chose et je suis sûr que le gouvernement dont je fais partie va prendre au sérieux, très sérieusement, votre rapport et prendre les engagements qui s'imposent, en temps propice.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Orford.

**M. Benoit:** M. Beaudry, moi aussi je veux vous remercier d'être venu ici avec votre équipe aujourd'hui. On avait eu l'occasion de faire pas mal le tour du Québec ensemble il y a à peu près un an. Je ne sais pas si je suis le dernier à avoir la parole. Est-ce qu'il y en a d'autres qui vont prendre la parole après?

**Des voix:** On verra.

**M. Benoit:** On verra? Très bien.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Marois:** Ah bon! Il m'en reste.

**Une voix:** On reconnaît l'homme politique.

**M. Benoit:** On n'est jamais assez prudent. M. Beaudry, ce que je veux vous dire, c'est qu'il y a eu un congrès des membres avec le rapport Allaire. Il faut comprendre comment tout ça s'est déroulé. Il y a eu Jean Allaire avec une équipe qui a écrit un rapport et ensuite ce rapport-là a été approuvé par un congrès des membres du parti où il y avait 3500 personnes. Or, à ce congrès des membres, il y a eu au moment où on a approuvé le rapport Allaire, une résolution, la résolution 9 qui, d'une façon tout à fait spéci-

fique, parle de l'Outaouais et on prend des engagements au niveau de l'Outaouais et je ne voudrais pas que votre équipe, vous repartiez d'ici en pensant: L'Opposition a une position bien claire et le parti au pouvoir n'a pas de position. Ce n'est tout à fait pas vrai, nous avons une position, nous l'avons exprimée au moment du congrès des membres et, entre autres, je vous cite une phrase sur une page complète, où nous disons que nous allons viser à assurer le maintien d'un nombre maximal de fonctionnaires, qu'on veut mettre des mécanismes en place pour aider la région d'une façon spécifique advenant la souveraineté. Je voulais que ce soit clair ici, aujourd'hui, que nous avons une position et que nos gens là-bas ont travaillé à définir cette position-là.

**M. Beaudry:** Soyez rassuré, M. Benoit, la résolution du Parti libéral adoptée à son congrès le 10 mars 1991 et celle du Parti québécois adoptée en janvier 1991, on les connaît par coeur, les deux.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Beaudry:** Inquiétez-vous pas de ça, on n'oublie pas vos résolutions!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci. Je suis contente d'entendre ça parce que je n'avais pas l'impression que le député de Viger était au même congrès, voyez-vous. Mais cela étant dit, je veux à mon tour vous remercier de la qualité du travail qui a été fait, de la qualité de la représentation qui a été faite et soyez assuré que nous allons continuer à soutenir toutes les actions qui pourraient se mener dans l'Outaouais, et faire en sorte que l'Outaouais continue d'être cette région si intéressante pour l'avenir du Québec et qu'elle en fasse partie justement. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Hull, brièvement.

**M. LeSage:** Oui, brièvement, M. le Président. Tout simplement pour remercier M. Beaudry, de même que son équipe du Comité Outaouais pour l'excellente présentation que nous avons eue aujourd'hui et leur souhaiter un très bon retour dans la plus belle région du Québec, soit l'Outaouais québécois. Merci, M. Beaudry.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Beaudry, président du fameux comité, j'avais oublié au début de mentionner une chose, c'est de dire que vous êtes maire de Hull. Je pense que...

**M. Beaudry:** Vous avez fait la bonne chose en le disant.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Mais je pense que, dans votre discours, tout le long, cette préoccupation était présente. On se rappelle que Campeau-Bélanger, dont vous étiez membre, disait qu'il y avait deux avenues de solution: le fédéralisme renouvelé ou la souveraineté. Dans votre rapport, vous êtes allé plus loin, vous avez même dit – pour mes amis du Parti Equality – que même le statu quo n'était pas acceptable, qu'il y avait déjà un problème. Et vous nous avez fait part d'une façon extrêmement habile des problèmes de la région de Hull, sans égard aux choix qui pourraient se tenir. Le statu quo, la souveraineté ou le fédéralisme renouvelé, ça vous pose un problème et vous avez su nous sensibiliser à cette problématique-là. Ce n'était peut-être pas la tribune exacte pour ce message, mais on a au moins l'assurance qu'il va passer. Je pense que vous l'avez fait avec tellement d'habileté et de compétence que le message va passer et va se rendre de l'autre bord de la rue. Alors, à cet égard-là, on peut juste au moins souligner avec encore plus d'acuité combien votre région, c'est votre premier choix, et comme vous le défendez bien. Dans ce sens-là, on vous remercie infiniment pour votre contribution à nos travaux.

Sur ce, nous ajournons jusqu'à mardi, 14 heures.

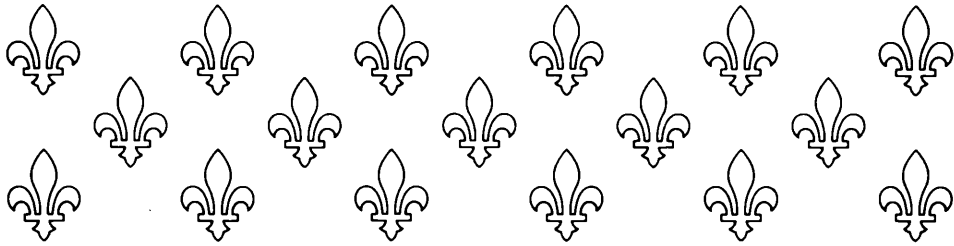
M. Beaudry, vous avez un dernier commentaire. S'il vous plaît, tout le monde!

**M. Beaudry:** Vous me permettrez, M. le Président, de vous remercier et de remercier tous les membres de cette commission de la réception qui nous a été réservée ici aujourd'hui. Bien sûr que nous avons un message à vous transmettre. Ce message-là, nous avons tenté de le faire et de le transmettre dans la plus grande objectivité possible. Vos remarques nous disant que le message sera transmis au «bunker» – pour utiliser l'expression – de l'autre côté de la rue... C'est évident que c'est le message que nous voulons vous laisser. Je pense qu'avec les mandataires que nous avons ici, autour de cette table, nous pouvons tout de même, même si le contexte est peut-être difficile, économiquement parlant, avoir espoir que les recommandations du Comité Outaouais, dans son plan de diversification économique, sauront recevoir une attention particulière, une oreille réceptive de la part de Québec. Et nous souhaitons que l'Outaouais québécois puisse continuer à progresser. Vous êtes d'ailleurs tous invités. Je faisais une blague tantôt, mais, si vous venez dans l'Outaouais québécois – en tant que maire, vous savez ma grande objectivité politique – vous êtes invités à venir chez nous. Ça me fera plaisir de vous accueillir!

**Le Président (M. Bélanger):** M. le maire, nous vous remercions infiniment et tous les membres de votre comité qui vous accompagnaient. Sur ce, à mardi. Bonne fin de semaine tout le monde!

(Fin de la séance à 16 h 58)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 25 février 1992 — No 31**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Exposé du Grand Conseil des Cris du Québec

CEAS-1015

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Christos Sirros  
M. Jacques Brassard  
M. Cosmo Maciocia  
M. Jacques Chagnon  
M. Neil Cameron

Témoins interrogés: M. Matthew Coon Come, Grand Conseil des Cris du Québec  
M. Diom Roméo Saganash, idem

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mardi 25 février 1992

(Quatorze heures sept minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** Je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place, s'il vous plaît. Bien. Alors, cet après-midi, nous nous réunissons pour entendre M. Matthew Coon Come et M. Billy Diamond. Mais M. Diamond s'est excusé, je crois qu'il ne pouvait pas être présent. Avant de procéder, cependant, je voudrais annoncer que M. Bourassa (Saint-Laurent) est remplacé par M. Benoit (Orford); M. Gauthrin (Verdun) est remplacé par M. Sirros (Laurier), M. le ministre délégué aux Affaires autochtones; M. Léonard (Labelle) est remplacé par M. Perron (Duplessis). Alors, ce sont les... Est-ce qu'il y a d'autres remplacements? Non? Ça va? Bien!

Alors, avant de procéder, juste rappeler les procédures. On demanderait aux gens, dans la salle, c'est une simple formalité, là, je le fais... C'est habituel. On demande aux gens de ne manifester d'aucune façon, que ce soit en riant, en applaudissant, en tapant des pieds ou n'importe quoi. Il n'y a aucune manifestation possible d'acceptée dans cette salle. Alors, ceci étant dit, j'inviterais M. Coon Come à nous présenter son mémoire. Alors, M. Coon Come, la parole est à vous.

#### Exposé du Grand Conseil des Cris du Québec

**M. Saganash (Diom Roméo):** Merci, M. le Président. D'abord, avant de présenter le mémoire du Grand Conseil des Cris, j'aimerais d'abord vous présenter les gens qui sont sur place avec nous, à la table. Nous aimerions aussi, avant de commencer la présentation de notre mémoire, faire une prière d'ouverture, ce qui est tout à fait en accord avec nos coutumes. Non pas par irrespect de vos traditions parlementaires, c'est une tradition, chez nous, de commencer par ça. Alors, d'abord, à l'extrême droite, il y a M. Bill Namagoose qui est notre directeur exécutif du Grand Conseil des Cris du Québec et le chef de Eastmain qui est à côté de lui, M. Kenneth Gilpin et là, évidemment, M. le grand chef Coon Come et à ma gauche, le chef de Waswanipi, M. Alan Happyjack. Et je me présente, M. Diom Saganash, vice-grand chef du Grand Conseil des Cris. Alors, j'inviterais, avant de commencer, M. Robby Matthew à faire la prière d'ouverture, si vous le permettez, évidemment.

**Le Président (M. Bélanger):** Aucun problème, vous avez l'autorisation.

**M. Saganash:** ...si vous le permettez, évidemment.

**Une voix:** (S'exprime dans sa langue) Amen.

J'aimerais aussi d'abord préciser que la première partie de la présentation du grand chef va se faire en cri. Vous avez sûrement remarqué qu'il y a beaucoup de Cris avec nous aujourd'hui. C'est un signe de solidarité avec le message qu'on vient vous mener ici aujourd'hui. Alors Matthew va vous faire une partie de sa présentation en cri, en commençant. C'est un résumé du mémoire que le Grand Conseil des Cris dépose aujourd'hui. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci.

**M. Coon Come (Matthew):** (S'exprime dans sa langue).

**M. Saganash:** (S'exprime dans sa langue).

**M. Coon Come:** As the voice of the Cree Nation and Cree People representing the First Nations of Mistassini, Waswanipi, Oujé-Bougoumou, Nemaska, Waskaganish, Eastmain, Wemindji, Chisasibi and Whapmagoostui, the Grand Council of the Crees is responding to your invitation to appear before this committee.

We wish to make it clear, we are already a nation, a people with an inherent right to self-determination which includes the inherent right to self-government.

We are before you today to talk to you about our relationship with the larger Québec and Canadian societies, and to talk about our rights as an indigenous people living in Northern Québec.

We refer to what you sometimes call the James Bay territory as Eeyou Aschee. This is the Cree territory. We, the Cree people have always occupied our lands. We have always lived in peace with those around us, and have never demanded anything from them. In our society particular extended family groups are associated with particular hunting, fishing, trapping and gathering lands. Each of these families is headed by someone known in our society as the Otchimaw. This person is in charge of the land and all the hunt is conducted upon it. He is also responsible for the welfare of the people living on the land. This is in accordance with Cree law.

(14 h 15)

In our society, everyone has the right to make a living on the land. This right to hunt has always been equated with the right to life among the Cree People. Our way of life is intimately bound-up with the animals and with the land. Each Cree person identifies himself or herself with the land, and with our way of life on the land. While we may be, some of us,

administrators or business people, we are each of us identified with the land and we represent the spirit of this land. We are its primary conscience. In our society, we believe that the Creator gave the land to us and that we, its people, are the guardians of the land. In our society, everyone has the responsibility to follow the traditions and treat the land with respect. This is the destiny of the Cree people to live on the land and to live with the land as our forefathers did, as we intend to continue doing.

Premier Bourassa recently declared that the aboriginal people cannot re-write history. However, in Northern Québec, the history is the history of the Cree people. We are the permanent residents of our land. We have occupied our land for at least 5 000 years. We have our own language, culture, spiritual values which are very much alive today but which are threatened by external forces.

We reject the myth of discovery, which is a narrow and ethnocentric interpretation of history. We possess, use and occupy all of our land and its resources. We continue to practice our traditional economy and related activities.

**M. Saganash:** En 1971, nous nous opposions à la construction du complexe hydroélectrique La Grande. Nous nous opposions à ce projet parce que sa réalisation détruirait une partie de notre mode de vie traditionnel. Nous nous opposions car ce projet violait notre droit de continuer notre mode de vie traditionnel. Nous avons eu gain de cause dans notre première poursuite devant la Cour supérieure du Québec. L'injonction émise par le juge Malouf fit cesser les travaux pour une durée d'une semaine. Pendant cette semaine, la Cour d'appel du Québec suspendait le jugement initial, en déclarant que la balance des inconvénients résidait du côté de Québec. Nous étions alors devant l'éventualité d'être toujours engagés dans un combat juridique pendant que la construction du projet suivrait son cours. Nous ne possédions ni les ressources financières, ni les ressources humaines nécessaires aux poursuites devant les tribunaux. Le gouvernement fédéral a fait fi de son obligation fiduciaire en adoptant une position qualifiée de neutralité vigilante en ce qui a trait au projet et à notre lutte pour faire respecter nos droits. C'est à ce moment que nous avons décidé d'en arriver à une entente hors cour, qui minimiserait les dommages causés par le complexe hydroélectrique La Grande. Les dispositions de l'entente devaient assurer la continuité de notre mode de vie traditionnel, protéger notre environnement, circonscrire et limiter tout projet de développement futur. La Convention devait inclure des dispositions relatives aux services de santé, à l'administration de la justice, aux services policiers, au gouvernement local, aux terres, au développement économique et communautaire,

ainsi qu'aux travaux correctifs qui devaient être réalisés suite aux dommages causés par le complexe La Grande. La Convention prévoyait également des compensations pour le peuple cri.

La Convention prévoit de nombreuses dispositions concernant la protection et la promotion du mode de vie des Cris. La Convention de la Baie James et du Nord québécois porte la signature du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada, de la Northern Québec Inuit Association et du Grand Conseil des Cris du Québec. La Convention porte également la signature d'Hydro-Québec ainsi que celle de la Société de développement de la Baie James et de la Société d'énergie de la Baie James. La Convention de la Baie James et du Nord québécois constitue un document sans précédent. C'est en s'inspirant de cette convention que le gouvernement canadien a élaboré sa politique de négociation des revendications globales. Les négociations menant à la Convention de la Baie James et du Nord québécois se sont déroulées en un bref laps de temps, sur moins de deux ans. Nous n'avions que peu de choix d'en arriver à une entente. Pendant que nous luttions pour faire reconnaître nos droits, on accélérât la construction du projet La Grande. Qui plus est, les ressources financières afin de mener à bien notre lutte contre le projet s'amenuisaient rapidement et nous étions endettés auprès du gouvernement fédéral. À cet effet, le discours de l'honorable Joe Clark prononcé en 1976 à la Chambre des communes, lors du débat du projet de loi fédéral approuvant la Convention, nous éclaire sur les circonstances sur lesquelles ces négociations furent tenues et le contexte de ces négociations. Je traduis: «Il est inadmissible, disait-il, que nous approuvions un processus qui a eu pour effet d'imposer à des peuples autochtones habitant les régions éloignées de notre pays des ententes qu'ils n'auraient vraisemblablement pas acceptées s'ils avaient pu négocier libres de toutes les contraintes qui leur avaient été imposées.» Nous croyons que nous n'avions d'autre choix que d'accepter la Convention.

Jusqu'en 1971, le Québec était, à toutes fins pratiques, absent de notre territoire et s'en est peu occupé jusqu'au moment où Robert Bourassa dévoilait ce qui devait devenir notre cauchemar: le projet de développement hydro-électrique de la Baie-James. Nous étions parmi les premiers Indiens, entre guillemets, au Canada, à coopérer avec une province et à déléguer à une province une certaine autorité en matière d'éducation, de santé, d'affaires municipales, de justice, de sécurité publique et de développement économique pour les communautés criées. Avant 1975, le gouvernement fédéral opérait un régime colonial abusif à notre égard dans lequel nous étions sans voix.

**M. Coon Come:** There have been fundamen-



tal breaches of the James Bay and Northern Québec Agreement in regard to matters of essential importance to the Crees. In particular, we note the lack of implementation of the hunting, fishing and trapping regime and the virtually unlimited access of non-aboriginal people to the territory, the devastation caused by the forestry activities, circumventions of the rights and authority of the tallymen, and the lack of implementation of the environmental regime. In regard of the Great whale river project, this lack of implementation is already well known. In addition, there has been a virtual omission of the Cree charter of economic benefits, set out in section 28 of the Agreement. There are numerous other breaches which are before the courts. It should be emphasized that Canada is as culpable as Québec in regard to these breaches. One of the worst examples of the failure of the James Bay and Northern Québec Agreement relates to resource development. When we signed the James Bay and Northern Québec Agreement, Hydro-Québec claimed that the La Grande hydroelectric project could be made to be compatible with the Cree way of life. What we have found in the La Grande complex is that the fish have become contaminated with mercury and the waters in the reservoirs are managed so that the Cree traditional life, particularly in the reservoir areas, is impossible. Moreover, the flooding of our traditional travel routes and campsites and the graves of our ancestors has devastated the communities most strongly impacted. Our society is still reeling from the effects of the La Grande complex, and our future is threatened.

Concerning the forestry operations in Northern Québec, the impact on our way of life has once again been very destructive. In recent years, Cree society has lost approximately 500 square kilometers of forest per year, or the equivalent of one hunting territory per year. Some reforestation is done on the Cree territory, but the forest companies are granted exemptions from the Québec law, but not Cree law, and do not have to do as much reforestation on the Cree territory, as long as they agree to increase the amount that they do south of the Cree territory. Moreover, the Québec Department of Energy and Resources has allowed forest companies to clear-cut, down to the water's edge in areas where the proposed Nottaway, Broadback, Rupert reservoirs would be built. This is against the law. Their proposed Nottaway-Broadback-Rupert project has not even been submitted for review.

In addition to this, it was understood, when we signed the Agreement, that forest management plans would take account of the Cree way of life, would be subject to review processes and controls within Québec law to ensure this. The experience has been very different. The forest rights over the commercial forest on the Cree

hunting lands were recently, in violation of the Agreement, given away by Québec to large multinational companies. The rules were set so that Cree enterprises could not be eligible for the forest concession agreements. If we were to participate in forestry, we would have had to do so by going through one of the existing forest companies. Québec and Canada have failed. There have been fundamental breaches of the Agreement by Québec and Canada.

What have we found with respect to the environmental protections in the Agreement? To start with, environmental committees have never been funded or staffed so that they could conduct valid and independent reviews. Rather, the environmental regime has always buckled under the weight of Hydro-Québec.

(14 h 30)

We have seen and we know full well that the Government of Québec and the Government of Canada have undermined and misinterpreted the treaty rights which are guaranteed in the James Bay and Northern Québec Agreement. When we signed the James Bay and Northern Québec Agreement, we approved one project and one project only: the La Grande project of 1975. Future projects and changes to the La Grande project would be subject to Cree consent. While we recognize that the possibility existed of future hydroelectric projects, we never gave our consent nor did we release the Government of Québec with respect to the potential damages and impacts of such projects. Once again, we, the people of the land, are being pushed from the land because of greed and the presumption that our way of life can be trampled. All of this is to say that in many respects, the present relationship between our two societies has not worked.

**M. Saganash:** En rapport avec la prétention que la Convention de la Baie James et du Nord québécois autorise le gouvernement du Québec à prendre le contrôle de notre territoire sans notre consentement préalable, nous vous référons aux nombreuses dispositions de la Convention de la Baie James qui stipulent clairement et sans ambiguïté que le consentement des Cris est requis pour que des pouvoirs additionnels du Québec puissent être applicables dans le Nord du Québec. Citons, à titre d'exemple, les paragraphes 2.2, 2.5, 2.11, 2.12, 2.15, 3.7, 5.1.2, 5.6, 8.8, le chapitre 9 et ainsi de suite. La Constitution du Canada ainsi que le droit international reconnaissent nos droits en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, y compris l'exigence du consentement préalable, dont il est question au paragraphe précédent.

Nous sommes conscients du paragraphe 2.1 de la Convention de la Baie James et nous avons présenté notre argumentation légale à cet égard dans les nombreuses procédures judiciaires

entreprises jusqu'à date. Le paragraphe 2.1 ne cède aucun droit sur les ressources naturelles et n'a aucune incidence sur notre droit inhérent à l'autodétermination et sur notre juridiction et autorité inhérente. Nous n'avons pas éteint et nous ne pourrions éteindre nos droits reconnus internationalement, droits qui comprennent, parmi d'autres, le droit à l'autodétermination et nos moyens de subsistance. De plus, le paragraphe 2.1 stipule que cette cession fut faite en considération des droits et avantages accordés aux Cris par la Convention. Or, compte tenu des multiples violations de la Convention, on est en droit de penser que toute cession puisse être aujourd'hui sérieusement mise en question.

Je sais qu'il y en a parmi vous qui prétendent qu'en signant la Convention de la Baie James nous avons accepté d'être un peuple assujéti à la tutelle du gouvernement du Québec. Cela n'est pas exact. Je sais aussi que le gouvernement du Canada cherche, depuis des années, sur la scène internationale, à faire en sorte que nos droits, à titre de peuple et protégés en tant que tel par des conventions internationales, soient reniés ou réduits. Nous sommes un peuple et l'âme de mon peuple réside dans nos terres. Notre droit à l'autodétermination, tout comme celui des Québécois d'ailleurs, est un droit qui ne peut être atteint ni renié. C'est un droit que nous possédons tous les deux, au même titre que tout être humain a le droit de vivre et de respirer.

**M. Coon Come:** Our right to self-determination goes along with our right to have access to the resources on our territory and to our lands. It goes along with the principle that we have under the James Bay and Northern Québec Agreement, to protect our traditional way of life, our environment, our land and to develop and promote Cree culture and language and our economy. Some in government would deny us these rights. Some in government want to impose their will and subjugate our people. We will never accept this. We, the Cree people, are a nation. We will always fight to increase recognition of our rights and powers.

We, the Cree nation, recognize the right of the Québécois people to self-determination. You can opt for independence or to participate as part of the Canadian confederacy. That is your right. We, the Cree nation, also have the right to self-determination. Whatever you decide will not affect our rights. The inescapable conclusion is clear: Québec cannot exert additional powers in Northern Québec nor claim Northern Québec as its territory in case of independence without consent of the affected aboriginal people. We are absolutely convinced of the soundness of our legal position in this matter, both in domestic law terms and international law terms. Québec will have to sit down

and negotiate with the native parties to the James Bay and Northern Québec Agreement if it wishes to exercise new powers in Northern Québec.

This is simply a fact, an inescapable fact. This does not necessarily mean that the Crees will leave with Northern Québec should Québec declare its independence. This does not necessarily mean that the Crees and Québec are opposed to one another in the constitutional debate. All this means is that Québec and the Crees must agree either on how Québec's additional powers could be made applicable to Northern Québec in case of an amendment to the Canadian Constitution or on the terms and conditions by which the Crees could adhere to an independent Québec.

We are ready to discuss these issues now, both with Québec and Canada. These discussions will allow our people as well as Québec and Canada to have a better grasp of the options available to us all, so that whatever the outcome of this constitutional debate, all concerned parties will have made their decision based on a full understanding of their implications. We are committed to enter these negotiations in good faith and with an open mind, but be aware that our consent is required if you wish to modify the political structure or status of Northern Québec. We, therefore, propose to enter into negotiations on a nation-to-nation basis, with both Canada and Québec to establish a treaty of coexistence.

The treaty of coexistence must include provisions and mechanisms to force Canada and Québec to respect their obligations under Cree law, under the Canadian Constitution, under the James Bay and Northern Québec Agreement, and under international law. No change can be made to the constitutional or legal regime affecting Cree territory without our consent.

We are not opposed to the constitutional claims and aspirations of Québec. We are not opposed to the independence of Québec. We are not opposed to major constitutional reform, on the contrary. However, none of these political changes can nor will they be made in disregard of our legitimate rights, interests and aspirations. None of these changes can be made applicable to us without our consent. We are ready to resolve these issues rationally through debate and negotiation. Is Québec or Canada ready to meet the political challenge before us? (S'exprime dans sa langue) Thank you very much.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je vous remercie. La première question sera du côté du parti au pouvoir. Alors, M. le ministre délégué aux Affaires autochtones.

**M. Sirros:** Merci, M. le Président. Un ton un peu différent, un message en deux mouve-

ments, je dirais. Permettez-moi donc de répondre en deux mouvements, également, et permettez-moi de le faire dans une langue que l'ensemble des Cris qui sont ici pourront comprendre, en m'excusant parce que je ne peux pas parler le cri, et parce qu'il va falloir que je le fasse en anglais si je veux que l'ensemble des Cris comprenne, parce que je pense que c'est important. Je n'ai pas compris ce que le chef a dit aux Cris au tout début de son intervention en cri. Je prends acte du fait qu'il nous a dit qu'il a résumé la position qu'il a mise de l'avant. So let me make a few comments.

Let me start by talking a little bit about the James Bay and Northern Québec Agreement which was amply covered in the first part of the message that the chief brought here. Let me read to you something that goes back to 1983, basic points of the Agreement: «The Agreement has retained many of the traditional rights and given specific recognition to them. The Agreement provides particular mechanisms as to how these rights will be applied, enforced and protected. The Agreement sets out a system of dealing with future development and a system to minimize future conflicts. The Agreement provides substantial control for the Crees in education, health, policing and justice. The Agreement provides for a very extensive system of Cree local government. The Agreement provides for specific economic and social measures as well as a substantial financial base. In summary, we feel that the Agreement secures the traditional way of life and allows those Crees who wish to pursue a new way of life to do so». That was in the submission that the Grand Council of the Crees made in 1983 to the National Assembly.

Now, I heard what the chief said about many of the things that have not been kept up so I can assume that his response to that would be that we were taken for a ride, to put it bluntly, and that in 1983, which was eight years after the signing of the Agreement, we still felt that to be the case. So, I will read you something else, and this was not the chief who is here before us that spoke, but this is: «At that time, in 1972, the Cree communities were collections of shacks and tents around trading post stores. Many people lived on the land six to eight months of the year and came together only during summers. The shacks were overcrowded, tuberculosis was prevalent and increasingly the sick and the invalids were staying at the trading post, living off welfare. Under the terms of that Agreement, we also secured what we felt were the necessary conditions to escape the oppression of poverty and gain access and participation in the mainstream Canadian economy. We gained access as a people with assurances for the preservation of our hunting, fishing and trapping way of life, our language, our culture. Under the terms of the Agreement, we gained what we

never had before: control of education through the Cree Schoolboard; control of health and social services; control over the governments of our lands; a strong voice in the approval of new projects on the territory; rights in respect of the resources on the land; rights in respect of a modified system of justice and police protection; and guarantees of major and important participation in the development of subarctic Québec. This is what we gained.». This was in reference to the James Bay Agreement, and it was spoken by Matthew Coon Come, Grand Chief of the Cree, declared at the State House in Augusta, Maine. When? On April 20th, 1989. Not quite three years ago.

(14 h 45)

This was just a little bit before the whole question of the Great Whale development came to the forefront. And in the three years, almost instantaneously after this declaration, once the issue came to light and I do not want to get into, at this point, saying that everything that happened since then, happened in the most appropriate manner. But what I do want to insist on, much as the Cree insisted here this morning, or today, in the first movement of their message, that the agreement is empty and devoid of any real meaning. I want to make the point that that is not the case, and as people that say the same, before the Great Whale project became an issue, I would point to the present Grand Chief. Because I do believe and continue to believe that the Agreement is a social contract between the Cree people and the Government of Québec and the Government of Canada, who are the signatories, and that although there may be difficulties in some of our relations, and although there may be things that still need to be put forward or done, it is not accurate to say that commitments have not been kept. Many, many, many commitments have been kept, and I would point out to everybody here, also, that the Agreement is an Agreement that does not have a final date. What I want to say with that is that much as the Cree speak about the need to integrate and to adapt and incorporate – if you like – all other changes that they have gone through, or have been put through – if you like – over the last 25 or 30 years, with contact and increasing contact, one has only to look at the way Cree people live today, as opposed to 30 years ago. It is obvious that there are many things that have been done, and that there are still things that need to be done.

And in that context, much of the rethoric that has been prevalent over the last three years – not up until 1989, but since then – I have felt, and I would say so, are attributed basically to a negotiating position. Because it is unfair to throw out, in one stroke, everything that has been achieved and done to free, to escape the oppression of poverty, although it may not be totally eradicated, it remains a fact

that, within the context of modern day society, the Cree nation, and I recognize that there is a Cree nation, much as the National Assembly has done, exactly as the National Assembly has done, within the context of the native nations has made tremendous progress and finds itself far ahead in its efforts to adapt, to control its destiny within the context of modern day Canadian economy and society in Québec, as you point out yourselves over here, and that has not happened with nothing. That has happened, because people have sat down and worked things out, negotiated agreements, perhaps with faults, but negotiated agreements nevertheless.

That is the first movement of the message that I refuse to accept. The James Bay and Northern Québec Agreement is a valid social contract, which needs to be looked at, in terms of its application and in specific terms. You have been invited to delegate somebody to sit down and look at it, what needs still to be applied. Many of your chiefs visit regularly and ask for things that could be dealt with, within the context of the Agreement. And they are not saying that it is worthless. Many other Indian nations, native nations here in Québec, are negotiating and would hope to have the capacity to arrive at a semblance of many of the things that are within that. So, I cannot accept the notion that has been put forward over the last two and a half to three years, on all the fronts, be that domestic or international, that the agreement is worthless. It is not.

I come to the second movement of your message and I welcome it. I welcome it because it is a message that says: Coexistence is there and we have to live with each other. And it is a message that begins to recognize what many people see, what many of your own leadership sees about the impact that the eradication of illness, tuberculosis and poverty has had on Cree society, which has seen its population doubled over the last 10 to 15 years, with 60 % of the population being under 25. You have an incredible youth crisis on your hands and I have always been convinced that common sense would, at some point, prevail because it is impossible to continue on the path that you have chartered out, which has been so far one of absolute confrontation, verbally, without coming to terms with the realities that people are living in their everyday lives.

So, I welcome the message of negotiations. I welcome the message that says: Let's sit down and talk, because that is what we have been trying to see. I welcome the message that says: Let's work out how we can coexist.

So, I hope to hear a little bit from you in the next little while, as to how you see that kind of discussion and how you envisage that kind of coexistence, and how we can move away from the hard, rigid confrontational positions that will allow us, on both sides, to reach the

kind of confidence, through a dialogue, that would see a reestablishment of honest, dignified and real relations between the Cree nation and the people of Québec.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Coon Come.

**M. Coon Come:** Mr. Sirros, I supposed it is time to be able to reflect on the intent, the spirit of the Agreement that was signed, in which the Government of Québec are signatories, so as the Government of Canada, and the other crown corporations. That was an administrative arrangement that was supposed to establish a relationship between the Government of Québec and the Government of Canada. We were supposed to have a say in the development of the territory. We were supposed to have a say in the way things are managed, controlled. We were supposed to have an input. And the idea of the Agreement was to have a choice. For those who wanted to continue to hunt, fish and trap as a way of life, that they could do so. And those ones that wanted to participate in the wage economy, that they could do so. But the hunting, fishing and trapping way of life regards to section 24 of the Agreement. There has been a lack of implementation. On one hand you give us the right to be able to continue to hunt, fish and trap. At the same time, you propose future hydroelectric projects that are destructive to the environment, that will destroy our main economic base as hunters, as fishermen and as trappers. These projects have flooded 11 000 square kilometers of land. They diverted major rivers, as James Bay I: the La Grande River, the Caniapiscaw, Opinaca, Eastmain. It is dried up! This gentleman, here, is the chief of Eastmain. Right in his community, I saw a man that told me I can no longer set my net to be able to put my fishnet out, because I am going to stand on dry ground. Because that river, Eastmain, was reduced by 90 % of its flow it impacted on the way of life. And when you are shaping and reshaping the geography of the land, diverting major rivers, then you are affecting a right that was given to us to be able to continue, to be able to promote. And yet everytime that you want to promote and to provide training to our young people, to encourage our culture... I am told that Georges Beauchemin, one of your supposedly negotiators, is saying: You know, we almost got that, finally, but it is because of the petitions that you are taking in our opposition to Great Whale. We could have given it to you; we where this close!

And, at the same time, we thought that we would get a reasonable chance to participate in the economy. Under section 28 of the James Bay and Northern Québec Agreement, we thought that we would be able to provide training and opportunities, create our own outfitting, outfitters, be able to promote our own economic

development projects. And yet, that section has not been implemented. Yes, the government gave some money on education, on health services, on policing. But those are normal services and programs that are available to Québeckers, to Canadians. They did not have to give up a way of life, but we were asked to give up a way of life in exchange for these services of policing, administration of justice, health, education. We were asked to give that up what normal Canadians and Québeckers are entitled to. You talk about a social contract that was an administrative arrangement to allow the development of the proposed La Grande project to be able to share the resources, but yet, you have forestry companies which you allocate wood right concessions. And they are clear cutting operations in our territory. When you displace and you destroy the animal habitat which we depend on as hunters, fishermen and trappers, then it is just as if you had driven us off the land. You gave us a right to hunt, fish and trap! Meanwhile, you are clear cutting. It is incompatible. And yet, we sit down with you and we ask you, we tell you, our trappers can tell you, we can tell you where that stream is. I can tell you that that stream is a spawning stream. But yet, the forestry operators come in with their fellow bunchers, cut the trees, take a skidder, take it to the creek, pull one log out and then they build a bridge over it. You have destroyed a spawning ground that is essential. We can identify, and we have, through Mistassini, through Waswanipi, of our moose yards... Essential areas that are essential to protect so that that right that we have, that economic base that we still have because the land is still the largest employer... And this continual advancement and disruption, this possession and the way that development is carried out...

(15 heures)

But I think we have made it very clear in regards to our opposition to Great Whale. We do not want Great Whale. We literally drag the Federal Government to court so that they can fulfill their obligations to carry out a review process. And then your government insisted to split the project and we said no, you can not split the project, so we went to court. It was an out of court settlement of a global review, but we literally had to drag you to be able to implement your obligations. We made it very clear that we do not want Great Whale, and we had agreed. We signed a memorandum of understanding in which you were present, Mr. Sirros, and we took a step of faith to give the process a chance. Yet I hear the Prime Minister of Canada making political statements, saying he will take the side and interest of Québeckers against the environmentalists and native people. And yet, the date it is signed, the ink is barely dry, in a minute, the federal minister says: «I am not bound by that agreement». And yet, we have

Bourassa, who attended the Francophone Summit, always in Europe anyways, and he is promoting his project, and we have agreed to a process, and we are not doing this so we can negotiate. We need to justify for Québeckers, for Crees, maybe for Canadians, as a whole, on the economic, social, cultural, environmental impacts of Great Whale.

To look at the alternatives to energy, I participated in an International Water Rights Tribunal, in which Hydro-Québec participated, in which your Government of Québec presented a letter to be read into the proceedings, in which the Government of Québec, the Government of Canada also participated, in which they sent their letter and their proceedings. It was very clear there, it was very clear to me, that they were saying that we have to reduce the energy consumption and try not to promote energy capacities, that to look at alternative sources to energy. But to get there, yes, we fought, we went to court, that is a normal judicial process, I am protecting my rights, I am protecting the rights of my people.

I am not posturing so that I can negotiate with you on Great Whale, but yet, you say you invited us to participate, to sit down and try to resolve in areas where we have said that you have outstanding obligations and commitments. Mind you, the Federal Government is not innocent. The Federal Government has also outstanding obligations, so does Québec. And we identified them and sat down. We were willing, but yet, you put a condition on it. Your government put a condition on it to blackmail us. You told us you could not sit at that table unless we discussed Great Whale. That is blackmail. We were willing to sit down and negotiate on the outstanding obligations and commitments of Québec. We have identified those issues, and we are still sitting down with you on education, on health, on policing. But I feel that you have blackmailed us. I feel that — and I have the letters to back up, right from the office of Premier Bourassa, Lise Bacon, letters sent by John Ciaccia, letters sent by minister Savoie, in regard to the file in where we wanted to sit down and talk about Québec's obligations. And every time we wanted to sit down, you said: We are not willing to discuss Québec's obligations unless we discuss Great Whale. That is blackmail. And you talk about our population has doubled. I hope you will not penalize my people because our population increased. Everything we did, everything that we do, we fought tooth and nail. On education, we had to go to court. On the environmental regime, we had to go to court. In the days when there was gastroenteritis and eight kids had died, we had to take the Federal Government to court, so that they can implement their obligations and commitments to our people. We fought tooth and nail to drag the Federal and Provincial Governments to court so that

they can live up to their commitments. You talk about absolute confrontation. Why are we at the crossroads? You want to carry out a project and we oppose it. Does that prevent us from sitting down and talking? It does, because you have put a condition on it. We will not sit down until we talk about Great Whale. But to resolve Great Whale, it is under review. Give it a chance.

I do not feel that I am in absolute confrontation. When Hydro-Québec produces documents in United States, making certain accusations against our rights, when they say that we had agreed to Great Whale and NBR, we will contest. We will state our case that we had agreed to one project and one project only and that we did not give our consent to Great Whale or NBR. When Hydro-Québec goes out and tells people that millions of dollars have been put in, we will respond. We have studies that indicate that the amount of money that has been given to the Crees, that ours is about 10 000 \$ per capita. Meanwhile, other natives groups, theirs is an average of about 13 000 \$, some, 23 000 \$, I believe. We are no better off.

But here we are, talking about confrontation. And yet, I feel that everything that we have got, we have to fight for it. And the confrontation, we did not start, you wanted to come on our lands. The only time that you want to talk to us is when you want something from us. When you wanted to make the modifications to the La Grande project, we sat down and talked, we made... what? Eleven complementary agreements? But it was always in whose interests? To make sure that Hydro-Québec got what they wanted, that additional turbine. The problems they have in the increase of flow. So that because of the increase in flow, it is going to affect Chisasibi. So, they said: Chisasibi, we have to move you; we have to move you over here. And on and on. It is always the Crees that are asked to sacrifice. And whatever is left of our society, again, we are asked to sacrifice again, so that we can sell energy to the Americans. It is unacceptable.

We have lived on that land, we have protected it, and we will not go away. We will be there. That is our homeland. And whatever mechanism that exists. We made our presentation. We are willing to give it a chance.

**Le Président (M. Bélanger):** Avez-vous quelque chose à ajouter?

**M. Saganash:** Si vous permettez, M. Sirros, je répondrai en français parce que je remarque qu'il y a beaucoup d'intérêt de votre côté aussi de notre présentation. Alors, si vous permettez... Je sais que vous êtes de descendance grecque... que je puisse répondre en français...

**Une voix:** Ça me fera plaisir.

**M. Saganash:** ...ou rajouter quelques points comme... que M. Coon Come a oublié de mentionner. L'approche que vous venez de défendre est, à mon avis, une démonstration que vous connaissez mal notre peuple. La façon dont vous envisagez la question... Vous me dites que les gouvernements ont été bons pour nous, qu'ils ont construit des écoles, etc., etc. On a eu tous ces bénéfices en vertu de la Convention de la Baie James, comme si toutes ces bonnes oeuvres de votre part étaient quelque chose d'inaccessible aux autres citoyens. Je pense que Matthew l'a assez clairement dit là-dessus.

Je vous ferais remarquer que M. Ciaccia, qui est encore membre de votre gouvernement, a mentionné dans le discours qu'il a présenté à l'Assemblée nationale que même s'il n'y avait pas eu de Convention, même s'il n'y avait pas eu de projet hydroélectrique sur le territoire des Cris, ces services-là devaient être donnés par vous et votre gouvernement. Je fais référence au discours que M. Ciaccia a fait.

Je pense qu'il est tout à fait exact de dire que l'histoire de la Convention de la Baie James, c'est ça. L'année dernière, nous avons entrepris toutes ces procédures judiciaires devant les tribunaux, seulement pour obliger les deux gouvernements à respecter les engagements qu'ils ont pris en vertu de la Convention de la Baie James. Ça, c'est juste 1991. J'aimerais vous rappeler que depuis 1977, nous avons été en cour pour faire respecter les engagements de la Convention de la Baie James par les deux gouvernements, à toutes les années, depuis 1977, surtout depuis 1982, lorsque le rapport du gouvernement fédéral est sorti pour dire que: effectivement, oui, vous n'aviez pas respecté vos engagements en vertu de la Convention de la Baie James et que vous aviez encore des obligations en vertu de la Convention de la Baie James. C'est seulement après que huit enfants furent morts que vous avez, vous, respecté vos engagements en ce qui a trait aux services sociaux et services de santé en territoire cri. Nous avons été obligés de traîner le gouvernement du Québec et le gouvernement canadien devant les tribunaux pour leur faire respecter les obligations qui sont prévues par la Convention. C'est ça l'histoire de la Convention de la Baie James. Quelle sorte de coexistence est-ce que c'est, ça? Dites-le-moi.

**M. Sirros:** Si je peux, M. le Président, il me fera plaisir de répondre en français au vice-chef, M. Saganash. J'aimerais commencer par une dernière déclaration du chef Coon Come qui dit que le peuple cri ou la nation cri sera toujours ici, ne quittera pas, ne disparaîtra pas. Je dirais que le peuple québécois également sera toujours ici, ne disparaîtra pas. Dans ce sens-là, je pense qu'on est tous les deux pris pour vivre ensemble, indépendamment de toutes les autres difficultés et problèmes.

On peut argumenter bien longtemps sur l'histoire de la Convention. Je vous fais souligner ce que vous avez vous-même dit tout à l'heure, qu'il y a eu, effectivement, 11 conventions complémentaires signées, signées librement et que jusqu'à il n'y a même pas trois ans, le chef actuel trouvait que c'était une convention qui donnait beaucoup de bonnes choses. Alors, l'histoire que vous avez devant vous commence en 1991, en fonction d'un problème précis. Vous avez justement accès à toute la procédure judiciaire avec des bons avocats, avec tout ce que le système donne à tout le monde. Je vous fais remarquer aussi qu'il n'a jamais été question de chantage. Quand – comme le disait le chef tout à l'heure – on parle d'éducation, on parle de santé et services sociaux, etc., il y a encore des choses qui se discutent et qui se signent et qui arrivent à avoir application concrète sur le territoire.

J'ai très peu entendu de ce que j'ai appelé le deuxième mouvement du message. Si, dans un premier temps, la Convention a été bonne pendant les 14 premières années et est devenue bonne à rien pour les trois dernières années ou deux ans et demi, trois ans on a reçu aujourd'hui, dans votre mémoire, une invitation, une ouverture à discuter, à dialoguer, à trouver un terrain d'entente. Mon rôle, c'est d'essayer de chercher, justement, dans le respect de part et d'autre, le terrain d'entente qui va nous permettre de continuer à exister. Ni l'un ni l'autre ne va disparaître. Je ne pense pas qu'on ait besoin, ni l'un ni l'autre, de faire de grands sparages – ce n'est peut-être pas le bon mot – des grandes déclarations sur le passé, à partir du moment qu'il y a une ouverture pour parler, qu'on dit tous les deux qu'on cherche. Alors, parlez-moi de cette ouverture-là à ce moment-là. Comment est-ce que vous voyez cette réconciliation?

(15 h 15)

**M. Coon Come:** I had difficulty with this little machine, here.

**M. Sirros:** I will repeat it.

**M. Coon Come:** So I am not sure that the last question I heard was in regard to how we can coexist. I do not think this is the forum to discuss this. You do not have a mandate to negotiate with us, and we do not know who your negotiators will be. And I do not know what the conditions and the terms of those negotiations will be, so if you have a mandate to negotiate, then maybe we will talk. I think we left an opening.

**M. Sirros:** Are you saying that this is just a question of negotiations, that you are not prepared to put forward some of the basic principles that would guide you in how you see the relationship between the Crees and the

people of Québec, without doing it in terms of closed-door negotiations?

**M. Coon Come:** But this is not the table.

**M. Sirros:** That is right.

**M. Coon Come:** You do not have a mandate to negotiate. You have a mandate to look at options, in regards to the Special Committee on Sovereignty, and I think we have stated our case that...

**M. Sirros:** Well...

**M. Coon Come:** ...whatever happens within the territory, whatever constitutional amendments are made, the offer from the Federal Government, if you achieve independence, well whatever you do, within the territory that affects us, you will need Cree consent. And I think we made that very clear.

**M. Sirros:** I guess I am insisting, Mr. Speaker, because I am not sure that the Opposition has anything to say, because it seems their leader has said that he does not want to talk with anybody, but this is an opportunity to put forward how you see this reconciliation. I am not saying that we should negotiate here, in terms of the details or anything, but I am disappointed if what you are saying is that you cannot even begin that kind of nation-to-nation discussion, within the context of sovereignty, even if you like, within this parliamentary commission, unless you do it behind, you know, around a negotiating table. That disappoints me, but I would ask if my colleagues on the other side of the House have anything they would want to add.

**M. Saganash:** Mr. Sirros, perhaps you could start by respecting the Agreement. With respect to the Great Whale River project, the decision of the Cree people, not the Grand Council of the Crees, but the Cree people, themselves, gathered in a general assembly, decided that they do not want any further hydroelectric development on their territory. That was a democratic decision. I hope you stand for democracy. All right? Maybe that is the basis on which we can start off, but when we talked about negotiations, in the brief that we presented here, your mandate, the mandate of this commission is to study questions related to the accession of Québec to sovereignty. All we are saying is that the destiny of the Cree people belongs to the Cree people, the destiny of the Cree territory belongs to the Cree people as well. And if you are contemplating either to exert additional powers over the territory this is covered by the James Bay and Northern Québec Agreement, you are going to deal with the Crees anyway. If the other party

is contemplating a separation from this country, they are going to have to deal with the Crees too. That is the basic message that we have brought here.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. Je dois d'abord constater, au départ, certains points positifs dans le discours que vous tenez, si en tout cas je compare à ce qu'on a déjà entendu il y a quelques mois. Par exemple, et je donne quelques exemples qui m'apparaissent des points très positifs et encourageants en tout cas, pour ce qui est de l'avenir. À la page 3, par exemple, de votre mémoire, vous dites que la Convention de la Baie James et du Nord québécois constitue un document sans précédent. Là-dessus, nous sommes d'accord, je l'ai toujours dit, je l'ai dit à maintes reprises en cette commission avec des leaders d'autres nations autochtones. Pour nous, c'est, cette Convention de la Baie James, un traité d'autonomie gouvernementale qui n'est pas parfait, qui est sans doute perfectible, mais qui est quand même unique au Canada.

Autre point positif également, vous affirmez, et ça je pense que tous les souverainistes québécois vont entendre votre message, à la page 9 de votre mémoire: «Nous ne nous opposons pas aux revendications constitutionnelles et aux aspirations du Québec. Nous ne sommes pas opposés à l'indépendance du Québec». Fin de la citation. Je pense que c'est un message très clair qui démontre que, comme vous le signaliez d'ailleurs dans vos derniers propos, à l'effet que cette commission traite et doit traiter des questions afférentes à la souveraineté, donc examiner les impacts, les conséquences et la façon dont un Québec pourrait accéder à la souveraineté. C'est en quelque sorte le postulat de cette commission. Et, comme c'est une éventualité qui peut survenir, le peuple québécois devant, en vertu même de la loi 150, exercer son droit à l'autodétermination très bientôt, et s'il y a une majorité qui s'exprime de façon démocratique en faveur de la souveraineté, un an plus tard le Québec deviendrait effectivement un État souverain. Ce que je constate, c'est que vous ne jouez pas à l'autruche. Vous ne vous fermez pas les yeux, ni les oreilles. Vous envisagez cette éventualité, cette possibilité. Et, vous la considérez évidemment en fonction de vos droits et des pouvoirs qui vous sont consentis présentement par la Convention de la Baie James.

Vous dites également, à la page 7: «Notre droit à l'autodétermination va de pair avec notre droit d'accès aux ressources de notre territoire et de nos terres, elle va de pair avec les principes reconnus dans la Convention de la Baie James et du Nord québécois». Ce qui, encore une fois, me fait conclure que la Convention est donc, d'une certaine façon, l'amorce, en tout cas

si ce n'est pas complet ou exhaustif, mais l'amorce de la mise en vigueur d'un droit à l'autonomie et à des institutions propres.

Je veux également vous indiquer que dans l'éventualité où le Québec devient un État souverain, à partir d'une décision démocratique du peuple québécois, ce qui pourrait se passer concernant les nations autochtones, c'est en gros là ce qui suit. Premièrement, pour vous et les Inuit, il est évident qu'en vertu des règles de succession d'État du droit international, la Convention de la Baie James et du Nord québécois, advenant l'accession du Québec à la souveraineté, continue d'exister et de s'appliquer. Je pense qu'il est important qu'on vous dise, comme souverainistes, qu'il n'est nullement question – ça n'a jamais effleuré notre esprit – que, le Québec devenant souverain, la Convention de la Baie James, signée de bonne foi, négociée librement, devienne caduque et tombe en désuétude. En vertu des règles qui régissent la succession d'État, la Convention de la Baie James va continuer d'exister pleinement et de s'appliquer pleinement sur le territoire prévu dans la Convention elle-même.

Deuxièmement, toujours en vertu... Je vous donne évidemment notre point de vue, puis qu'on les a largement aussi examinées à cette commission depuis le début. Les obligations du gouvernement fédéral concernant les autochtones seront, selon nous, transférées à un Québec souverain complètement et totalement, ce qui signifie que les obligations et les devoirs du gouvernement fédéral à l'égard des nations autochtones présentement seront assumés totalement et pleinement par le gouvernement d'un Québec souverain.

Troisièmement, ces obligations, fiduciaires ou autres, seront enchâssées dans la constitution d'un Québec souverain avec la participation des communautés autochtones elles-mêmes. En d'autres termes, le chapitre de la constitution d'un Québec souverain qui portera sur les autochtones devra être rédigé, conçu, élaboré avec les autochtones. Le minimum qu'on pourrait y retrouver, c'est ce qu'on retrouve déjà dans la Constitution canadienne – je dis bien le minimum – mais ces dispositions pourraient être bonifiées ou améliorées par rapport à ce qu'on retrouve déjà dans la Constitution canadienne. Je pense en particulier aux articles 27 et 35 de la Constitution canadienne actuelle.

Je dois vous dire aussi – et ça m'apparaît important de le dire – qu'il faut, je pense, faire preuve de franchise entre nous dans nos relations. Là-dessus, il y a unanimité au sein de cette commission comme il y a unanimité, d'ailleurs, de l'Opposition et du gouvernement, et les déclarations à cet effet, aussi bien du premier ministre, du ministre responsable des Affaires autochtones que du ministre responsable du dossier constitutionnel, sont multiples et nombreuses et très claires à ce sujet. Il est



évident pour nous que, dans un Québec souverain, l'intégrité territoriale sera assurée pleinement. Il est évident que, pour nous, les frontières de l'État québécois seront intouchables. Évidemment, ça repose sur le droit international et, là-dessus, il n'y a pas de divergences à l'Assemblée nationale sur cette question-là. Aussi bien M. Bourassa que le chef de l'Opposition, M. Sirros que M. Rémillard et que votre humble serviteur, on a toujours affirmé très clairement qu'un Québec souverain le deviendrait avec le territoire qui est le sien présentement. Il est évident que toute discussion ou toute négociation entre des nations autochtones et un Québec souverain qui prendrait comme prémisse, ou comme postulat, un démantèlement possible du territoire québécois, un dépeçage possible ou éventuel du territoire québécois, que toute discussion qui partirait, s'appuierait sur un postulat semblable, ne pourrait quant à nous que conduire à l'impasse et au cul de sac. Ce ne seraient sans doute pas des discussions fructueuses. Je sais qu'on n'est pas du même avis là-dessus. Mais je pense qu'il est important qu'il n'y ait pas de malentendu sur une question aussi vitale que celle-là.

(15 h 30)

Mais pour ce qui est du reste, quand vous dites que la Convention de la Baie James comporte un progrès en matière d'autonomie, ce qu'on appelle autonomie gouvernementale, moi je pense que c'est tout à fait exact. Ce n'est pas, convenons-en, la perfection. Vous avez noté – j'ai bien pris acte de vos commentaires là-dessus – un grand nombre, me dites-vous, de violations de cette Convention et quand même assez substantielles. Et quoique je sois d'accord avec le ministre, d'une certaine façon, pour dire qu'il ne faut pas non plus mettre de côté, ou mettre en veilleuse les dispositions qui se sont appliquées.

Je me souviens très bien, moi, qu'en 1977-1978 j'étais déjà à l'Assemblée nationale à ce moment-là, on a adopté au moins une quinzaine de lois pour donner suite à la Convention de la Baie James et créer des institutions autonomes dans le Grand Nord. Et là, j'avoue que j'étais un peu surpris de votre commentaire à ce sujet-là. J'aimerais d'ailleurs que vous me le confirmiez parce que si c'est ça, c'est un peu inquiétant. Vous dites qu'il y a quand même un certain nombre de dispositions de la Convention qui s'appliquent mal ou qui n'ont pas encore été vraiment appliquées, qu'il y a des problèmes issus de la mise en vigueur de la Convention. Et ce que vous me dites c'est qu'il n'y a à peu près pas de discussions qui se font avec le gouvernement, actuellement, parce que le gouvernement pose comme préalable à toute discussion une entente ou un accord de votre part concernant les travaux de Grande Baleine. C'est comme ça que j'ai compris votre intervention.

Je trouve ça inquiétant parce qu'il me

semble que c'est deux choses qui devraient être considérées de façon distincte. Grande Baleine, c'est un projet qui doit être, évidemment, évalué sur le plan environnemental. Il y a un processus qui est en cours et qui doit cheminer jusqu'au bout. Mais les problèmes issus de l'application de la Convention de la Baie James concernant la chasse, la trappe, le piégeage, la pêche, etc., ne devraient pas, à mon avis, être retardés parce que le gouvernement et Hydro-Québec veulent bâtir des barrages sur Grande Baleine. Il y a quelque chose d'inaacceptable là-dedans. Je comprends parfaitement votre point de vue. Mais j'aimerais quand même que vous me le confirmiez parce que si c'est ça, je pense que ça crée une situation qui ne peut qu'envenimer les rapports entre la nation crie et le gouvernement du Québec, d'une part.

L'autre partie de ma question, c'est la suivante. Vous dites quelque part, c'est à la page 8... Vous voulez en arriver... vous faites référence à un traité de coexistence. Ma question est la suivante: Est-ce que, dans votre esprit – toujours dans l'éventualité où un Québec devient souverain, et à partir du moment où... Comme je vous l'ai dit tantôt, dans un Québec souverain, il est évident que la Convention de la Baie James est considérée comme un traité et doit donc être respectée comme telle intégralement à moins d'utiliser les mécanismes qui sont prévus dans la Convention pour la modifier – ce qui s'est déjà fait à certaines reprises dans le passé. Est-ce que, pour vous, la Convention de la Baie James, même si elle est imparfaite, c'est sur cette base-là qu'on doit reprendre les discussions et essayer de l'améliorer, de la bonifier, d'ajouter des choses, de mieux perfectionner, je dirais, l'application concrète du principe d'autonomie gouvernementale? Ou est-ce qu'il faut faire table rase et recommencer à zéro? Est-ce que la Convention de la Baie James vous apparaît un traité dont la valeur est telle que ça doit servir de base pour aller plus loin ou s'il faut tout simplement faire table rase, la mettre à la poubelle et recommencer des discussions sur l'ensemble du dossier et sur l'ensemble des questions?

**M. Saganash:** Vous avez d'abord parlé des ressources naturelles du territoire. Nous avons toujours prétendu qu'en vertu de la Convention de la Baie James nous n'avons jamais cédé les ressources du territoire. Nous avons une cause devant les tribunaux, spécifiquement sur cette question-là, et nous avons même annoncé en conférence de presse, en avril 1990, qu'en vertu de cette procédure qu'on venait de déposer la journée même, on prétendait, en vertu de ça, de cette action-là, que les ressources du territoire appartiennent toujours aux Cris. Il y a quelques organismes de l'État qui nous avaient traités d'hypocrites, récemment, parce qu'on était vraiment après les ressources. Mais on l'a dit,

ça, publiquement, dans une conférence de presse, que c'était l'intention d'une des procédures, des nombreuses procédures qui sont devant les tribunaux, c'était une des intentions.

Oui, ça serait une base d'autonomie gouvernementale. Oui, si on nous reconnaissait nos droits sur ces ressources-là mais, comme vous savez, M. Brassard, pour l'instant, ce n'est pas le cas. Vous avez parlé aussi du principe dans le droit international qui est le pacta sunt servanda. Évidemment, vous n'êtes pas sans savoir qu'une promesse c'est la dernière chose qu'on dit à un autochtone, et la raison en est bien simple: parce que l'histoire ne vous donne pas raison là-dessus, point. Alors, je ne peux pas, moi, au nom de mon peuple, accepter ça comme promesse.

Vous avez également parlé du territoire. Évidemment, on ne s'entendra pas là-dessus, ça, c'est clair. J'ai relu et relu vos positions là-dessus, les délibérations que cette commission a eues depuis fort longtemps maintenant. J'ai relu vos positions là-dessus, je pense que votre position est assez claire pour nous. Nous avons, évidemment, une autre position à ça. Mais on se demande toujours, en tant que peuple autochtone, en vertu de quelle logique le Canada peut-il être divisible en vertu du droit à l'autodétermination et que, d'autre part, le Québec ne pourra pas être divisible en vertu de ce même droit-là. Ça n'a pas de sens. Oui, il y a beaucoup de personnes qui ont dit: Nous ne permettrons jamais aux autochtones de dépecer le territoire. Mais de quel droit, dites-moi de quel droit, M. Brassard, un peuple, si majoritaire soit-il, pourrait se servir de l'État comme vous le faites pour se donner le monopole du territoire? Nous avons toujours dit que le droit à l'autodétermination des autochtones, ça existe, et il y a plusieurs spécialistes qui sont venus devant cette commission confirmer ça. Daniel Turp en est un. Les principes qui sont applicables aux peuples autochtones sont les mêmes qui sont applicables pour le peuple québécois. Je pense qu'il serait irresponsable pour qui que ce soit de ne pas reconnaître ce fait-là. Si je peux vous donner de façon très modeste un conseil, n'ayez pas, M. Brassard, la naïve prétention que votre position là-dessus est sans faille.

Nous avons également parlé des violations fondamentales de la Convention de la Baie James. M. Coon Come a parlé tantôt de ces violations-là. Un des principes qui a été reconnu par la Convention de la Baie James, c'était que les Cris puissent continuer leur mode de vie traditionnel sur les territoires. Il y a des gens ici de Waswanipi, des chasseurs, qui sont venus ici aujourd'hui. Ces gens-là, malgré cette garantie qui existe dans la Convention de la Baie James, ne peuvent même plus exercer ce droit-là, qui est reconnu dans la Convention de la Baie James, parce qu'il y a eu des coupes à blanc. Il y a des personnes de Chisasibi qui ne peuvent même plus exercer ce droit-là parce que leur territoire a

été inondé. C'est ça, le problème.

Oui, on peut parler des écoles. Oui, il y a eu des écoles et, oui, il y a eu des maisons que le fédéral a financées. Oui, il y a eu toutes ces bonnes oeuvres des gouvernements, si vous aimez appeler ça comme ça. Oui, il y a eu ça, sauf qu'on a un problème fondamental aujourd'hui qui s'appelle Grande Baleine, qui est en train de ternir les relations entre les Cris et la nation québécoise. Il y a beaucoup de personnes qui se plaisent à dire qu'on dénigre la population québécoise à l'extérieur du Québec, ce qui n'est pas le cas. Nous avons toujours agi avec respect envers les Québécois et nous allons continuer de le faire. Ce que votre chef a dit n'est pas nécessairement respectueux envers nous, mais ça ne m'empêche pas de dormir, moi. Je ne pense pas que ça va empêcher le peuple cri de dormir non plus. Le mépris n'a qu'un temps, comme on dit.

Alors, l'autonomie gouvernementale qui est reconnue dans la Convention de la Baie James, ça fait longtemps qu'on essaie d'expliquer ce que ça veut dire pour nous. Ça fait longtemps qu'on essaie de dire, d'expliquer en termes pratiques ce que ça veut dire. Oui, c'est un principe qui est reconnu par la Convention de la Baie James, sous le chapitre 9, je crois. L'autonomie gouvernementale telle qu'exercée dans la Convention de la Baie James n'est ni plus ni moins qu'une municipalisation des réserves crées, point. Pas plus ni moins. Ce qui est une merveilleuse application de l'autonomie gouvernementale des autochtones, allez voir au Groenland, vous allez voir ce que c'est. Ayant déjà été là, je sais ce que c'est. Mais ce qui est reconnu à l'intérieur de la Convention à l'heure actuelle ne l'est pas.

Nous avons aussi fait référence... M. Coon Come a fait référence aux relations qui existent à l'heure actuelle entre les Cris et le gouvernement du Québec. Je pourrais vous citer les lettres de Mme Bacon là-dessus où elle confirme qu'effectivement les discussions et l'entente qu'on risque d'avoir avec ces discussions-là sera sans effet si nous, on n'accepte pas le projet Grande Baleine. Dites-moi qui accepterait de négocier sur cette base-là? Moi, je peux vous dire, certainement pas les Cris.

(15 h 45)

À savoir si la Convention de la Baie James est une base de négociation, j'espère. J'espère que vous avez évolué depuis 1975. Les principes qui sont reconnus en vertu de la Convention de la Baie James, c'est des principes de 1975, que ce soit au niveau de l'évaluation environnementale ou des autres dispositions de la Convention, c'est des choses qui datent de 1975. Puis à plusieurs égards, la Convention de la Baie James ne respecte plus les normes du droit international aujourd'hui, tel qu'il existe à l'heure actuelle en ce qui concerne les populations autochtones, les peuples autochtones. J'ai participé, par exemple, au mois de septembre, à la réunion des

Nations Unies sur les questions relatives à l'autonomie gouvernementale des autochtones de Nuuk, au Groenland. C'est une réunion des experts des Nations Unies et les conclusions sont claires là-dessus, qu'effectivement, les peuples autochtones sont des peuples, en vertu du droit international, qui ont droit à ces principes qui sont reconnus par les instruments du droit international. C'est clair.

Alors, on dit, aujourd'hui, devant vous – et je pense que notre mémoire est clair là-dessus – que ce soit un changement vers le mouvement d'indépendance du Québec – et ça, on vous le reconnaît, vous avez tout à fait le droit de le faire, si c'est le désir du peuple québécois, c'est un rêve absolument merveilleux que j'appuie – vous aurez besoin de discuter à cause de ça. Et, au même titre, s'il y a un renouvellement du fédéralisme, à l'heure actuelle, où ce qu'il y a un transfert du pouvoir du fédéral au provincial, encore là, vous avez un problème, vous êtes obligés de discuter avec nous. C'est tout ce qu'on dit. Alors, oui, on respecte le droit à l'autodétermination des Québécois, ça, c'est clair, pour nous. Mais, nous aussi, nous avons des droits, sur notre territoire. C'est seulement les Cris qui peuvent assumer leur avenir, leur destin. Et c'est seulement des Cris qui peuvent assumer le destin de leur territoire traditionnel, qui – soit dit en passant – le territoire traditionnel des Cris transcende les frontières du Québec, à l'heure actuelle, de toute façon. On a des droits sur les îles côtières, on a des droits qui s'étendent du côté de l'Ontario, on a même fréquenté, déjà, le Labrador. Alors, nous avons encore, à mon avis, certains droits qui dépassent les frontières actuelles du Québec.

**M. Coon Come:** M. Brassard. You know, we have been participating in many forums, and where are the problems of participating in these forums is that we have been told: "That is not the place to discuss your issues." Trust us, we will take care of the environment, we will take care of you, do not worry, we have got a deal with this. First, we have got a deal with Québec, first, we have got a deal with Canada. So, I am very glad to respond to you, to be very frank, to take a word that you use.

You passed referendum bill 150. It is your government, it is your law and whatever decision that you make, that will be the decision of the people of Québec. It is not our law, we were not consulted, we did not discuss it, but I have grave concern that within that text, you consider us as minorities.

We are a Cree nation. We are a people as defined under self-determination. We are Innu. Innu means people. That is how we identify ourselves. We identify ourselves because of the relationship that we have with the land as hunters, trappers or fishermen. And I cannot accept the notion that we are a minority,

because we are the original inhabitants of this land. We did not migrate here. I have friends that were born in Québec, and I respect that. They are my neighbours, where I live, but when it comes to being very frank, in the territorial integrity of Québec, yes, I can understand the position that is taken by the Government of Québec. They have to present their case, be seen as protecting the territorial integrity of Québec, if they want to meet the conditions, either in domestic or international law of the right to self-determination. We can argue about the interpretation of extinguishment when we ceded our rights and title to the land under the James Bay Northern Québec Agreement. But these are before the courts. The interpretation of whether our rights should be extinguished is before the courts. But not all of our rights have been extinguished. What we surrendered was to allow Hydro-Québec to be built. Yes, there was a partial surrender under the James Bay Northern Québec Agreement, but it was an exchange of certain rights and benefits.

If you literally were to transfer the federal responsibilities to the Government of Québec, should the Québeckers decide to secede from Canada, I would not accept that transfer. If you continue to implement the Federal Government's obligations, as they do now, I would not accept that. But in regards to the recognition of extinguishment of aboriginal rights, I would like to cite from the James Bay Northern Québec 10 years after, I would like to cite M. Phil Oboahish who was the executive chief, vice-chairman and who was the principal negotiator at that time. He said: «One of many serious and controversial issues dealt with was the recognition and extinguishment of aboriginal rights. Our rights and interests in the territory have been extinguished by the Parliament of Canada. But we do not believe that our aboriginal rights, which extend beyond those rights and interests, have been extinguished. We claim that our aboriginal rights include the right to our traditional way of life, the right to self-government and self-determination. Far from being extinguished, these rights are recognized and protected under Québec laws and the Constitution of Canada.» End of quote.

I believe he expressed well the position of the Cree nation. But the fact is that when Québec joined the Confederation, I am sure they would not have given all their rights. They did not, because now you are talking about the right to self-determination, to be able to decide whether to secede from Canada or not. You reserved that right. And in your comments, you make references to the fact that the James Bay Northern Québec Agreement will continue to be enforced. When we signed the James Bay Northern Québec Agreement, we signed it within the context that Québec was within the Confederation. Now, we are not in love with the Federal

Government, but that is a fact. And if there is change in that circumstance, which I am sure there will be, if Québec decides to hold a referendum, they decide to secede from Canada, then you have changed what was understood under the Agreement. And you will need the consent of the Crees. And any alterations, any modifications that will be agreed to, based on the proposals that you may receive from the Federal Government, will require Cree consent.

The James Bay and Northern Québec Agreement. You ask me a question: If I can confirm the guards to the attitude taken by the government of the day. I can present to you letters that are clearly blackmail. That the rights... That our position in regards to the Great Whale is used against us. We have approximately 200 projects that have been submitted by the bands, that are sitting on a desk, within SAGMAI, and those are withheld. You are not willing to implement the agreement, I am being told. It is because of the position that you take that we cannot implement our obligations.

We were prepared to sit down and negotiate with the governments. We went to the extent to identify the issues we thought were pertinent in regards to outstanding obligations and commitments of the Québec Government. But then they turned around and put a condition on it. We have to... On the table, has got to be Great Whale. The James Bay and Northern Québec Agreement itself is an administrative arrangement, supposedly to establish a new relationship. That was the intent, the spirit of the Agreement: That we would be copartners, to coexist, that we would have a say in the development of the territory. But that is not happening. The objective, as reasonably understood by my people when they signed the Agreement, is to be able to continue to hunt, fish and trap. That right is eroded. And if Québec decides to secede from Canada, you ask me if we are going to start from scratch. Well, my people gave the mandate, after consultations that we went through all the Cree communities, interpretations of the complex legal comprehensive land claims agreement, to explain to our people of what rights that we have, what we would get in exchange for a contract that we would sign, which by now is a statute of law, as decided by the Robertson case. And they went to the Cree communities to inform people: This is what the Agreement says. And my people reasonably believed that Québec and Canada would live up to their commitments. That may be a basis but, unfortunately, this is not the table in which to negotiate in order to identify the issues to be dealt with, identify the time frame, the parameters if necessary, and certain general principles that we all can live with.

(16 heures)

**Le Président (M. Bélanger):** Est-ce qu'il y a

d'autres questions?

**M. Brassard:** D'abord, je reviens un peu là-dessus là, mais je ne pense pas qu'on va s'éterniser sur cette question-là. Il est évident que le droit international est très clair, avec ce qui s'est passé en Yougoslavie en particulier, les conditions que la Communauté économique européenne a posées aux républiques de l'ancienne Yougoslavie sont également très claires et ça stipule l'inviolabilité des frontières. Et ça, là-dessus, nous on sera, comment dire, intraitables. Il n'est nullement question d'amorcer des négociations qui auraient pour effet de modifier substantiellement les frontières québécoises.

Ceci étant dit, la question que je me pose, et puis je voudrais bien que ce soit clair... Vous dites que la Convention de la Baie James parmi les parties signataires il y avait le Canada, le gouvernement fédéral, et qu'à partir du moment où le Québec devient souverain l'une des parties signataires n'est plus dans le décor, si vous me permettez l'expression. Ce qui est exact. Mais c'est le cas de tous les traités. La majorité des traités ont été signés par le Canada, alors ce n'est pas un cas unique. Pourtant, le droit international stipule que pour un bon nombre de traités, il y a succession automatique. Est-ce que vous êtes en train de nous dire que dans l'éventualité où le Québec devient souverain, la Convention de la Baie James devient nulle et non avenue, qu'elle est sans valeur, qu'elle n'a plus de valeur juridique à partir du moment où, comme vous le dites, un des signataires n'est plus partie prenante – c'est-à-dire le gouvernement canadien? Moi, ce n'est pas l'interprétation que j'en ai, là. L'interprétation que j'en ai, et que nous avons, nous, c'est que dans un Québec souverain, la Convention de la Baie James persiste et existe toujours, dans toute son intégrité, et continue de s'appliquer. Qu'elle soit mal appliquée dans plusieurs de ses dispositions, ça, c'est une autre affaire. Mais, juridiquement parlant, nous estimons qu'elle continue de s'appliquer. Est-ce que c'est ça votre point de vue juridique ou est-ce que vous nous dites que l'un des signataires n'étant plus là, soit le gouvernement canadien, la Convention devient nulle et non avenue sur le plan juridique? C'est important de le savoir parce que pour la suite des choses, personnellement, je souhaiterais que s'il n'y a pas consensus sur la question des frontières il y ait, au moins, consensus sur cette question-là et que, dans un Québec souverain, la Convention de la Baie James conserve toute sa valeur juridique.

**M. Saganash:** D'abord vous faites référence à l'opinion qui a été soumise dans le cas de la Yougoslavie. Je l'ai lue. Mais, il serait malhonnête d'essayer d'appliquer cette décision-là dans le cas du Canada ou du Québec dans la mesure où l'histoire qui entoure ces frontières-là, ici, au

Québec, est totalement différente, dans la mesure où la situation, ici, au Canada et au Québec, est totalement différente, et dans la mesure où les frontières actuelles qui ont été transférées pour la province pour les besoins de la Confédération en 1898 et 1912... Ça a été fait sans respect et sans reconnaissance des droits des peuples autochtones qui étaient touchés par ce transfert de frontières.

C'est évident, et je suis d'accord avec vous, que jamais nous n'allons nous entendre sur cette question-là. On pourrait en discuter pendant longtemps, pendant des jours et des jours – je serais capable de le faire avec vous n'importe quand – sauf que... Est-ce que vous, le parti québécois – et je vous pose la question – seriez prêt, dans le cas d'un vote positif lors d'un référendum pour l'indépendance du Québec, à soumettre la question devant un tribunal international impartial?

**M. Brassard:** La question des frontières?

**M. Saganash:** Oui.

**M. Brassard:** Pourquoi? À partir du moment où les Québécois, majoritairement, auront décidé que le Québec devient souverain...

**M. Saganash:** Oui, je vous relance la balle. À partir du moment que les Cris décident, d'une façon démocratique...

**M. Brassard:** C'est évident qu'il n'est nullement question que nous soumettions une question semblable devant un tribunal international. Nous sommes convaincus, persuadés, qu'en matière de droit international, c'est tout le territoire du Québec qui accède à la souveraineté, et que c'est dans le cadre du territoire d'un Québec souverain que les questions et les négociations avec les nations autochtones doivent se situer.

**M. Saganash:** Pour terminer sur la question de la Convention de la Baie James, si elle serait nulle après la séparation, je ne pense pas que c'est ce qu'on a dit dans le mémoire...

**M. Brassard:** Je veux être bien sûr...

**M. Saganash:** ...sauf que...

**M. Brassard:** ...qu'il n'y a pas de malentendu.

**M. Saganash:** ...il est évident, que ce soit dans le cas d'une séparation du Québec ou d'un changement fondamental du fédéralisme, qu'il faut que les trois parties reviennent à la table parce que, sinon, ces changements-là ne seront pas applicables sur le territoire qui est couvert par la Convention de la Baie James. Ça, c'est

certain.

**M. Brassard:** Là-dessus, on est d'accord. Pour ce qui est du territoire couvert par la Convention de la Baie James, si on veut y apporter des modifications, que ce soit à l'intérieur du régime fédéral actuel ou dans le cas d'un Québec souverain, nous sommes pleinement d'accord que toute modification à la Convention de la Baie James doit se faire en vertu des mécanismes qui s'y retrouvent et qui, donc, exigent l'accord des parties. Là-dessus, il n'y a pas de problème.

**M. Coon Come:** I just want to add that the James Bay and Northern Québec Agreement is recognized in the Canadian Constitution. There is a special constitutional regime that is applicable in Northern Québec. The James Bay and Northern Québec Agreement represents the special terms and conditions applicable to Northern Québec, soundly agreed to by the Grand Council of the Crees, the Government of Québec, the Government of Canada, which are constitutionally entrenched. The history and the legal effects of the extension of the boundaries of Québec are also a matter of major concern for us. Whatever Canada or Québec may have proposed to do about Northern Québec, what we are saying is that this is subject to the rights of the Cree people. Any claim to our lands without our consent or knowledge, cannot be invoked against us. You can sit here today and invoke the domestic arrangements between Québec and Canada in 1898, 1912, Québec's Extension Boundary Act, to destroy or take away our rights to our land, or our fundamental right to self-determination.

The facts are there. And we cannot avoid these facts and the history of how some king, somewhere in Europe, on the stroke of a pen, decided to transfer or give what is known as Rupert's Land, which is what we call the Cree territory, to be transferred to his niece, without our consent. He probably never stepped on that land. And again, on the stroke of a pen, to be able to transfer that land when Québec joined the Confederacy, which I must add, that it was on the condition that it would have to deal with the aboriginal issues.

And I think we have a case to be able to say that there are outstanding obligations and commitments, both of the Federal and Provincial Governments. But I think you understand our position. I am going to repeat myself: Any modifications to the territory, with every proposals that you receive, the transfer of responsibilities from the Federal Government to your Government, that, require our consent.

**M. Brassard:** Je n'ai pas eu vraiment de réponse précise et il me semble que ma question est: Est-ce que, selon vous, la Convention de la

Baie James et du Nord québécois, lorsque le Québec devient un État souverain, conserve toute sa valeur juridique? Il y a une sorte d'ambiguïté ou de doute qui plane sur cette question-là. Ça m'apparaît important. Est-ce que ça conserve toute sa valeur juridique dans un Québec souverain?

**M. Saganash:** Cette question-là est devant les tribunaux. Il y a une question de violation de principes fondamentaux, qui sont contenus dans la Convention de la Baie James qui a été soumise aux tribunaux. Alors, dans un certain sens, nous disons: De toute façon, ça, ça risque de tomber à cause de l'inaction des gouvernements par rapport à sa mise en oeuvre. Et ça, ça n'a rien à voir avec l'indépendance du Québec. La Convention risque de tomber avant même que vous partiez. Mais c'est une question qui est devant les tribunaux. On est en train de préparer des spécifications par rapport à ça.

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Laurier, ministre des Affaires autochtones.

**M. Sirros:** J'ai peut-être juste une question, à ce moment-ci, M. le Président, par rapport à la présentation qui a été faite. À la page 8 du mémoire, et ça fait suite un peu à ce que j'avais posé comme dernière question, vous dites: «Le traité de coexistence devra contenir les dispositions et les mécanismes qui, dans le cadre de la loi criée, de la Constitution canadienne, de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et du droit international, assureraient que le Québec et le Canada respectent leurs obligations.»

Une petite question. Accepterez-vous aussi qu'il y ait un chapitre ou une discussion, là-dedans, où on parlerait également des responsabilités qu'auraient les Cris pour cette coexistence?

**M. Coon Come:** Will we also consider, at the same time, a clause that regards the responsibility of Québec in here?

**M. Sirros:** I am sorry, I did not hear you. I wonder if you could repeat. I did not quite hear you.  
(16 h 15)

**M. Coon Come:** I said it before. It is not the form in which we are negotiating. We are willing to negotiate in the appropriate forms, that would be set up in order to participate, and if there is a clause regarding the responsibilities of the Crees then there has to be a clause, regarding the responsibilities of the Government of Québec. You cannot just talk about our responsibilities, you have to talk about the other party's responsibilities.

**M. Sirros:** I do not know how much...

**M. Coon Come:** But in any event, in regards to the legal questions that are raised by Mr. Brassard, we have examined them in detail. I am not a constitution lawyer. I am not a lawyer. But we have commissions to study, in which to look at all of the aspects in regards to the rights that we have, to the right to self-determination, regards to 1898, 1912, and the Québec Extension Boundary Act. And that will be tabled, and it is something that we looked at for information. You can say all you want to, Mr. Brassard, that the legal experts agree with you. I disagree with you, because I read, unless you have been present in some of the cases that were presented before you, that some international lawyers disagree. Put any two lawyers, in any room, and they will disagree.

**M. Sirros:** Je constate qu'on aura... I guess we will be speaking about it further at some point, as a small precision, that I wanted based on what you do say that you want to talk about. Dites-lui qu'il n'a pas besoin. It was just a slight comment about adding something to what you already stated that you wanted to talk about. But I can assume that we will probably be speaking about it in some other context at some point. Moi, j'arrêterai ici pour le moment, M. le Président, à moins que ce ne soit pour faire le résumé à la fin.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Je vous remercie...

**M. Sirros:** Je ne sais pas s'il y a d'autres collègues...

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Viger...

**M. Sirros:** Je pense qu'il y en a qui...

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président, merci. J'aimerais, monsieur, revenir sur le dernier paragraphe que vous avez écrit dans votre mémoire. Vous nous avez dit: «Nous ne sommes pas opposés à l'indépendance du Québec. Nous ne sommes pas opposés à des profondes modifications d'ordre constitutionnel, au contraire.» Toutefois, vous précisez: «Aucun de ces changements ne pourra être fait sans tenir compte de nos droits, intérêts et aspirations légitimes. Aucun des tels changements ne peut être applicable à nous sans notre consentement.» J'aimerais avoir une précision sur ça. Est-ce que cela veut dire que vous reconnaissez le droit du Québec à la souveraineté et vous niez que le Québec puisse exercer ce droit sans votre consentement? Ma première question. Et ma deuxième question est: Si le Québec décidait démocratiquement d'aller de l'avant, avec le

référendum qui est prévu dans la loi 150, et démocratiquement vers l'accession du Québec à la souveraineté, quelle serait votre réaction à ce moment-là, et quels gestes le peuple cri poserait au moment où le peuple québécois démocratiquement a décidé d'aller vers la souveraineté du Québec?

**M. Saganash:** Nous pensons que nous avons été assez clairs sur cette question-là dans notre mémoire. Mais, étant donné que vous posez la question, je me permets de le répéter: Nous n'avons rien contre l'indépendance du Québec, nous n'avons rien contre un fédéralisme renouvelé, au contraire. Nous vous disons que, simplement, nous avons des droits qui sont reconnus au niveau international, qui sont contenus dans la Convention de la Baie James, et que si vous voulez que le fédéralisme renouvelé s'applique sur le territoire de la Baie James, vous êtes obligés de venir à la table avec nous et discuter comment ça va s'appliquer sur le territoire de la Baie James. Parce que tout changement à ce document requiert notre consentement. Et on a dit et on le répète encore, on est prêts à discuter de ces questions-là, au même titre que nous disons aux Québécois: Oul, vous avez le droit de choisir votre avenir, de déterminer votre avenir, sauf que, si votre projet nous touche, nous, comme peuple cri, bien, il y a des problèmes! Mais on est prêts à en discuter. On n'a rien contre ça, on est prêts à en discuter. Parce que c'est vrai qu'il y a des dispositions dans ça qui requièrent notre consentement, si c'est le désir d'une partie de les changer. Par exemple, l'article 2.11 de la Convention, même si je ne suis pas particulièrement fier d'une telle connaissance, l'article 2.11 de la Convention dit: «Rien dans la Convention ne porte atteinte aux droits des autochtones en tant que citoyens canadiens du Québec.» Je suis prêt à devenir membre de la nation québécoise, mais dans la mesure où on m'en parle avant. C'est tout ce qu'on dit.

**M. Maciocia:** Si je comprends bien, c'est seulement question d'en parler et d'en discuter. Mais ça ne prend pas, en réalité, votre consentement pour un changement du Québec, de province canadienne à un État souverain. Ce que je comprends, je voudrais que ce soit clair, c'est ça, parce que vous dites: «Aucun tel changement ne peut être applicable à nous sans notre consentement». Vous savez que c'est un changement majeur, la souveraineté du Québec, qui, à un certain moment, d'une province canadienne devient un État souverain. Est-ce que, d'après vous, vous revendiquez les mêmes droits et les mêmes prérogatives du Québec, ça veut dire que le lendemain, est-ce que, d'après vous, vous pouvez décider même, vous-mêmes d'être une nation, mais dans le sens d'État souverain?

**M. Coon Come:** I would like to make certain comments in regard to your first question. We are a nation. As a nation, we are a people. As a people, we have a right to self-determination, and the Québec people have the right to decide who they are. I cannot tell you who you are. You are in a better position than I am to tell you who you are. But I know that we are Cree people, and we had made a choice when we signed the Agreement that we would be within Québec, provided at that time Québec was part of Canada. Now, if there are changes, then it will be up to the Cree people to decide. It will be up to us to decide; whatever Québec decides, we will respect your decision, because it is your right, it is your inherited right, it is our inherited right, and you decide your major laws; the Québec people made a decision, we will respect that decision. But of course, we cannot compromise our position and we are saying that you will need Cree consent.

**M. Maciocia:** Si j'ai bien compris, M. Coon Come... Vous savez très bien qu'on est dans l'année où il y aura un référendum sur la souveraineté du Québec. Admettons qu'il y ait un référendum au mois d'octobre 1992, sur la souveraineté du Québec, et le peuple, démocratiquement, décide d'aller vers la souveraineté, ça serait quoi, votre décision? Vous nous dites: C'est nous qui allons décider. Après que le peuple québécois aura décidé d'aller vers la souveraineté, vous allez le respecter. Mais après, c'est vous qui allez prendre votre décision pour votre peuple. J'imagine que vous envisagez déjà des possibilités, le lendemain d'un référendum. Je ne pense pas que vous allez regarder cette facette seulement le 27 octobre au matin, vous y avez déjà pensé, actuellement. C'est dans ce sens-là, ma question. Est-ce que le peuple Cri peut aller jusqu'à, pas seulement être une nation – comme vous le dites, vous l'êtes déjà – mais une nation qui serait un État souverain?

**M. Saganash:** Daniel Turp avait témoigné devant vous. Il a dit ce qui suit. Daniel Turp, qui est un spécialiste du droit international reconnu à travers le monde, a dit ce qui suit: Les mêmes règles sont applicables au peuple autochtone et au peuple québécois.

**M. Maciocia:** Vous voulez dire...

**M. Saganash:** Est-ce que vous, si le peuple québécois... Oul, nous allons respecter le désir du peuple québécois s'il décide démocratiquement de devenir un pays indépendant. That is your business. We, as a people... Nous, en tant que peuple, avons aussi le droit à l'autodétermination et nous avons aussi... Tout ce qu'on fait, ici, en tant que leaders du peuple Cri, M. Coon Come et moi-même, c'est de défendre ce choix-là, que

mon peuple a, de définir son propre avenir. Laissez-moi finir. Alors, les choix sont innombrables. Le peuple Cri peut décider que ça reste comme ça: le statu quo; le peuple Cri peut décider... Il y a toutes sortes de choix. Parce que ce sont les mêmes principes qui s'appliquent. Le peuple Cri peut décider – et je lance ça comme idée – de devenir la dixième province à la place du Québec qui vient de partir. C'est au peuple Cri de décider, parce qu'ils ont ce choix-là à faire. Et j'espère que si ce choix-là est fait de façon démocratique par le peuple cri, vous aussi, en tant que peuple civilisé, vous allez respecter ça.

**M. Maciocia:** C'est exactement ça que je voulais savoir. Parce qu'à un certain moment, il faut être clair. Vous dites: On a les mêmes privilèges et les mêmes droits que le peuple québécois. Ça veut dire que si le peuple québécois décide de faire sécession du Canada – si je comprends bien vos mots – le peuple cri, entre autres hypothèses, pourrait même décider de faire sécession du Québec. Est-ce que je me trompe ou c'est une possibilité?

**M. Saganash:** C'est une hypothèse, et c'est le peuple cri qui va décider de son avenir. C'est juste ce principe-là qu'il faut reconnaître.

**M. Maciocia:** Il peut aller jusque-là.

**M. Saganash:** Si on respecte les mêmes règles et les mêmes principes, comme beaucoup d'experts l'ont dit devant vous, ça peut aller jusque-là, oui. Est-ce que ce serait dans l'intérêt des Cris? Ça, c'est une autre question qu'on va devoir discuter entre nous. Mais c'est une possibilité qui existe en vertu des mêmes principes qui sont applicables au peuple québécois, ces principes-là sont applicables pour les Cris.

**M. Maciocia:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Coon Come:** We are, of course, in the same dilemma as all Québeckers are, all people that live within Québec, because it is unclear. I do not know what the reforms will be, the offer that will be given to Québec. I do not know what the constitutional accord, whatever it will be once it is drafted, should Québeckers decide to secede from Canada. So, we are in the same dilemma as you are. We are looking at other options, and it will be up to the people, our people, to decide.  
(16 h 30)

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** Tout d'abord, je voudrais nous féliciter ensemble de cette période que nous

avons eue avec les représentants du peuple cri. Je pense que c'est une des meilleures rencontres que nous ayons eues avec les autochtones depuis le début de cette commission. Il est extrêmement intéressant, de toute façon, de constater d'abord que, au-delà de la méfiance normale de négociateurs que vous démontrez et qu'il nous faut accepter de toute façon – parce que comme vous l'avez souligné, nous ne sommes pas à une table de négociations – votre venue ici, la discussion que nous avons, ont un impact pédagogique énorme. Nous nous connaissons mal, vous le savez, nous le savons, et l'approche que vous avez tenue ici, cet après-midi, ne peut faire en sorte que d'améliorer les relations, mêmes ténues, que nous pourrions avoir présentement et faire en sorte de les améliorer.

On ne peut pas, M. le Président, reprocher aux leaders du peuple cri de manquer de cohérence. Lorsqu'ils affirmaient, lorsqu'ils répondaient à la question du député de Lac-Saint-Jean que le droit à l'autodétermination justement réclamé par le peuple du Québec et qui pourrait ultimement – c'est là, entre autres, l'objet de notre commission – faire en sorte d'arriver à – éventuellement, une hypothèse, comme disait M. Saganash – la sécession du Québec du Canada... On ne peut pas nier, en même temps, le droit à l'autodétermination de peuples que nous devons reconnaître comme entités, non seulement en tant que peuples, mais en tant qu'entités culturelles importantes dans le développement de notre pays.

Je n'avais pas pris connaissance de la déclaration du chef de l'Opposition. J'ai vu, dans le journal, que M. Saganash – Saganash ou Sagamash?

**M. Saganash:** Saganash.

**M. Chagnon:** ...que M. Saganash avait... J'inviterais nos amis d'en face à avoir une discussion de fond avec le chef de l'Opposition sur cette question-là, s'il a été bien cité – car je fais attention quand même. S'il a été bien cité, ça m'apparaît être une réaction pour le moins anachronique, dangereuse et dommageable aux relations que le Québec devrait avoir, a – dans l'esprit de certains – ou devra avoir avec chacun des peuples qui sont sur le territoire du Québec.

M. Saganash, il y a une question que le ministre des Affaires autochtones vous a posée et à laquelle, en tout premier lieu, vous n'avez pas voulu répondre, ou vous avez cherché, peut-être, à l'éviter. Mais, éventuellement, le naturel revenant au galop, vous avez laissé tomber ce que je peux croire comme étant un concept, comme étant un modèle, peut-être pas importable à 100 %, mais un modèle qui vous a inspiré. Vous avez cité à un moment donné... Le ministre vous demandait: Y a-t-il des principes, y a-t-il des choses sur lesquelles vous pensez qu'on pourrait



avancer, les uns les autres, advenant la sécession du Québec ou n'advenant pas la sécession du Québec? La réponse a été un peu mitigée. Mais un peu plus tard, vous avez laissé entendre: Il y a, au Groenland, une expérience politique, administrative et administrée par le peuple inuk. J'ai eu la chance, la très grande chance de visiter le Groenland et de discuter de ces questions-là avec les dirigeants inuit, de Nuuk à Sisimiut, et tant le représentant à Nuuk que le représentant à Copenhague – on admettra que le Groenland est encore une entité territoriale du Danemark... Je dois vous dire que de toutes les expériences que j'ai pu avoir avec les peuples autochtones au Canada, les Haïdas, Dénés et compagnie, Cris et tout, j'ai été aussi extrêmement impressionné par l'expérience vécue au Groenland. Le home rule du Groenland est pour vous une forme d'autodétermination. Mais vous êtes quand même conscients, et c'est là ma question, M. le Président, que plus de la moitié du budget du Groenland est un budget de transferts du Parlement danois – du Parlement de Copenhague – au Parlement de Nuuk. Vous êtes conscients aussi que la problématique de la sécession du Groenland vis-à-vis du Danemark, compte tenu de cette réalité économique, fait qu'on la met sous la table, la volonté sécessionniste groenlandaise. Ne serait-ce pas un peu le même type de difficulté que connaît le peuple cri, par exemple, en cherchant non seulement à s'autodéterminer, dans le sens du home rule, mais en cherchant à devenir un pays?

**M. Saganash:** D'abord, si on parle de négociations, on doit partir nécessairement de principes de base. Si la table de l'autre côté me reconnaît le droit à l'autodétermination comme nation, et qu'on respecte le principe de l'égalité des peuples, je pense qu'on a une bonne base de négociations, primo. Oui, je suis tout à fait conscient de la situation au Groenland. J'ai rencontré plusieurs ministres là-bas. Ils m'ont expliqué de fond en comble comment ça marche. Je suis tout à fait conscient de ça.

Donc je vous ai expliqué les principes de base, la position à partir de laquelle il faut partir. O.K.? Ce qui me déçoit souvent, parce que c'est des choses qui sont souvent colportées par les élus du peuple, c'est qu'on nous dit toujours: Vous vivez aux crochets de la société. Vous vivez sur des subventions du gouvernement. On a entendu ça, particulièrement ces temps-ci. Si on avait peu profiter, ne serait-ce que d'une infime partie des revenus que les gouvernements reçoivent en vertu de l'exploitation de ces ressources-là, que mes ancêtres – et j'en suis fier – ont su conserver jusqu'à votre arrivée, peut-être qu'on ne serait plus dépendants de vous. C'est là, le problème.

C'est justement à cause de ce problème-là qu'on veut se débarrasser de cette dépendance-là. C'est pour ça qu'on revendique les choses

auxquelles on a droit: l'autodétermination. Qu'on nous reconnaisse comme nation. Ce n'est pas à vous de déterminer si oui ou non le peuple cri est capable d'assumer son destin sur son territoire. À partir du moment où on va reconnaître qu'effectivement c'est mes ressources et que j'ai droit aux revenus de ces ressources-là, je n'aurai plus besoin de vous ni de personne d'autre.

Juste pour démystifier un peu cette notion qu'on perpétue encore aujourd'hui de la dépendance des Cris, je vais vous citer des chiffres, des chiffres que cette supposée superconvention est sensée nous donner. En termes financiers, en termes de subventions per capita, les autochtones en 1985-1986 – et c'est une étude qui a été faite par Price Waterhouse – ont reçu, de toutes les sources gouvernementales, 13 179 \$. Dans les Territoires du Nord-Ouest en 1990-1991, 26 022 \$ par personne; les Inuit du Nord du Québec, 1990-1991, 26 000 \$ par personne. Les Canadiens – incluant évidemment les Québécois – de tous les programmes, à tous les niveaux de gouvernement, reçoivent, par personne, en moyenne 13 000 \$; pour les Cris, c'est 10 000 \$ par personne.

Alors, qu'on arrête de dire qu'on n'est pas capable d'assumer notre destin. Il n'y a pas de petit peuple, il y a seulement des grands peuples. Il y a quelqu'un qui a dit ça, un jour.

**M. Chagnon:** Oui, absolument, c'est une citation fort connue.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député, le temps est écoulé. Très brièvement.

**M. Chagnon:** C'est à 5 heures qu'on finit, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, mais le temps de votre formation est fini. Il vous reste deux minutes.

**M. Chagnon:** L'objet de ma question n'allait pas exactement dans le sens de la dépendance amérindienne. Peut-être, probablement, que le plus grand drame amérindien...

**M. Saganash:** Mais, c'est ce que j'ai compris...

**M. Chagnon:** Non, mais justement, je vais y revenir. Le plus grand drame amérindien au Canada, c'est ce drame de la dépendance et de la "désresponsabilisation" des individus. Alors, quand même les Inuit auraient 26 000 \$. Ce n'est pas un concours de celui qui serait le plus subventionné, que d'être Amérindien au Canada et ça ne pourra jamais être ça. Quand même il y aurait...

**M. Saganash:** D'ailleurs, la meilleure convention du monde était sensée nous rendre

riches!

**M. Chagnon:** Quand même que les Inuit auraient 26 000 \$ dans le Nord du Québec, à Kuujuaq il n'y a pas un propriétaire sauf Charlie Watt, sauf erreur. Par contre, si on regarde l'exemple groenlandais, 40 % des gens sont propriétaires de leur maison. Ça, c'est énorme. Ils sont responsables. Ils ont développé une responsabilité. Ils ont développé cette indépendance que vous cherchez à avoir. Et, malgré tout, ce n'est pas un mal en soi. La péréquation fait en sorte que les provinces les plus pauvres, dans un État qui s'appelle le Canada, soient subventionnées par les provinces les plus riches. On pourrait imaginer que c'est le même type d'approche qu'il y a entre Copenhague et Nuuk, encore une fois. Ce n'est pas, ça ne se voulait pas une lamentation sur la dépendance du pauvre Indien sur le coin de son île, mon approche. Mais, il y a quand même des vérités fiscales et financières qui se doivent d'être étudiées au moment où on décide, ou au moment où on pourrait décider de passer du principe de l'auto-détermination au principe du gouvernement responsable.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Chief Coon Come, I was not going to originally speak today. I thought your own performance and that of your colleague were sufficiently eloquent and effective that you did not need anything extra from me. But I would like to respond to something said by my colleague from Lac-Saint-Jean. I will, first of all, entirely agree with you on the issue of international law. I have heard all of the presentations, from the beginning of the sittings of this committee, by the various international jurists on these issues. Not only are they not all entirely in one direction, I would say that they do not really demonstrate very much of anything, because they nearly all set a hypothetical case where what will actually happen – both in terms of Québec as a whole, and in terms of things like the Northern Territory – ultimately comes down to the same things like: Well what is Ottawa actually going to do? And then, even international authorities would wind up asking that type of question.

I would also point out, on the question of self-determination, that there is one difficulty, I think, with the idea of self-determination. Perhaps I have a certain advantage in coming from a small and eccentric political party, and being able to say something that practically nobody else can apparently say in the 20th century. Which is that self-determination is, in many respects, an appallingly bad idea because it is logically incoherent. It always has been. It combines the concepts of territoriality, ethno-

culturalism, and majoritarianism in one term. And nobody is ever quite sure which is the one you are supposed to emphasize. When people begin talking about self-determination, those who talk in terms of the broadness of their tolerance and their willingness to take in peoples of all kinds are always the ones who want the most territory. And those who make the most modest claims, as to what they want are usually the ones who have the most narrow as ethno-cultural base. And neither of them accept the other person's idea of a majority, which is one of the reasons that the concept of self-determination has had spread disaster all over the face of the earth in the 20th century. It is something that really got going with the Irish in the 1630's and that has amazed me that the rest of the world has adopted it with such enthusiasm.

(16 h 45)

So, since it is now one of the great sacred cows of our time, I suppose we have to deal with the fact that it is sacred cows both for the native peoples and for Québec politics, and we see the sacred cows locked in mortal conflict, as it were, which is one of the reasons why the international law argument will not yield anything much in the end. I do believe, however, that the most unfortunate thing about this old dispute, if we are going to talk about the international law at all, is that I think that the member for Lac-Saint-Jean and for that matter the present Government of Québec knows it, a real advantage that both the present government or a possible future PQ one would have in dealing with both the English-speaking population of Québec and the native population of Québec, is that we both essentially are law abiding and civil people, and they are reasonably confident that we will not actually behave as most peoples in the world do, when you give them such an immense incentive to become a collection of violent terrorists.

This seems to me that the one other thinks that they are strangers about the entire present Québec political direction, that is to say it is really being argued that it will work, precisely on its basis that it can convince the English-speaking population or the native peoples that they should not use illegal or violent or, at least, uncooperative methods. As a matter of fact, I do not think they should, but it is also providing the maximum incentive for them to do so, in terms of their interest, and then sitting and explaining to us why we cannot do anything as long as we argue, they attempt to use the law and talk in terms of negotiation. Therefore, we are bound to go around and around in circles. In this way, we have to ultimately depend, I think, not only on ourselves, but on an occasional sign of strength and intelligence from the Canadian Federal Government. Merci, M. le Président.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** No comment? Ha, ha, ha! Je reconnais maintenant M. le député de Lac-Saint-Jean et, par la suite, le député de Laurier, ministre des Affaires autochtones. Alors, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Mais d'abord, M. le Président, je vais me permettre quelques remarques au député de Saint-Louis, pour lui dire qu'il est très mal placé pour nous faire la morale et nous sermonner. Quand on habite une maison de verre, on ne tire pas de roches. Parce que ce qu'on a appris aujourd'hui, ce n'est pas très, très réjouissant ni très bon pour son gouvernement. Alors, il devrait regarder dans sa cour aussi avant de faire la morale au chef de l'Opposition, parce que ce qu'on vient d'apprendre, par la voix des leaders cris, c'est que le gouvernement, la stratégie du gouvernement, c'est d'arrimer le consentement des Cris à Grande Baleine au règlement des questions et des litiges issus de l'application de la Convention de la Baie James. C'est ça qu'on vient d'apprendre, et ce n'est pas très honorable. Alors, peut-être que le chef de l'Opposition a eu quelques mots un peu durs, mais...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** ...mais je vais vous dire une chose. La morale et les sermons ne doivent surtout pas venir du côté du gouvernement. Ils sont très mal placés pour nous faire des homélies; première remarque.

Deuxièmement, je pense qu'il faut être pragmatique. Sur les principes, je constate qu'on n'a pas beaucoup avancé et qu'on reste, à la fin comme au début de nos échanges, avec des divergences de fond sur des questions de principe.

Mais il faut, je pense, être pragmatique et réaliste dans le sens où — en tout cas de notre part c'est un peu la conclusion que je veux exprimer... Quant à nous, il est clair que pour un Québec souverain, la Convention de la Baie James reste et continue de s'appliquer, et que pour y apporter des modifications et des améliorations... Je conviens avec les Cris qu'un texte, et un document, et une convention qui datent de 1975 méritent sans aucun doute, à tout le moins, d'être réactualisés en regard de l'évolution des choses, de ce qui s'est passé, mais que cette réactualisation ou cette bonification de la Convention de la Baie James doit se faire en accord avec les parties concernées, au premier chef les Cris eux-mêmes. On n'a aucune misère à vivre avec le principe qui veut qu'il n'est pas question de modifier de façon unilatérale ce qui est contenu dans cette brique, mais ça ne doit pas empêcher le gouvernement, par exemple, de regarder les points litigieux et les choses qui sont mal appliquées dans la Convention ou qui ne le sont pas du tout. Ça ne doit pas l'empêcher

d'agir et de passer à l'action de concert, évidemment, avec les principaux intéressés.

Il m'apparaît aussi important de signaler que dans un Québec souverain, le chapitre de la constitution d'un Québec souverain... Un Québec souverain va avoir une constitution comme n'importe quel pays qui se respecte, et il va devoir y avoir un chapitre sur les autochtones. C'est essentiel, indispensable, et on ne pourra pas y échapper. Je tiens à dire que ce chapitre-là ne peut pas être rédigé sans la participation concrète et l'approbation des principaux intéressés, des nations autochtones. On ne s'entend pas très bien sur tout, mais ça me semble important de signaler ces faits-là pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté sur ces données-là.

D'autre part — je termine là-dessus — il faut peut-être commencer dès maintenant à discuter de ces choses-là avec les nations autochtones. Il reste aussi que la loi 150, si elle s'applique — ce n'est pas sûr, justement parce qu'on n'est pas sûr qu'on l'applique, qu'on va voter contre — s'il y a une décision favorable... Il y a une disposition importante dans cette loi-là, c'est le délai d'un an, douze mois, entre le moment où les Québécois décident dans un référendum, et le moment où le Québec devient effectivement souverain. Il y a un délai d'un an et je pense que cette année-là, si ce n'est pas déjà commencé avant — ça devrait commencer avant — devra être consacrée, entre autres choses, à s'entendre convenablement, sans équivoque possible, avec les autochtones, à la fois sur le chapitre constitutionnel les concernant et aussi sur le respect des conventions, des traités déjà existants.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le ministre.

**M. Sirros:** En conclusion, M. le Président, il y avait deux choses que je voulais dire, mais là, après avoir entendu le député de Lac-Saint-Jean, j'en ai trois. D'un côté, le député de Lac-Saint-Jean vient — je ne sais pas si c'est à la rescousse ou au désaveu de son chef...

**M. Brassard:** Au meilleur de mon chef.

**M. Sirros:** Il nous dit que la participation des autochtones est absolument essentielle vis-à-vis de tout nouvel ordre constitutionnel en même temps que son chef nous dit: Qu'ils aillent se faire cuire un oeuf, les autochtones.

**Une voix:** Oui, c'est compliqué un peu.

**M. Sirros:** Parce que, nous, de notre côté, dit le chef du Parti québécois, dans l'état actuel des choses on ne veut pas leur parler à ces gens-là. Et ça, il faut que je m'inscrive en faux parce que la pire chose qu'on peut faire à l'heure actuelle, c'est régresser, M. le Président,

dans le cheminement du dossier. Parce que si les situations sont tendues, si les relations sont difficiles, ça ne doit pas être une excuse pour arrêter les discussions, bien au contraire. C'est le moment de faire face à ce que nous avons devant nous, de l'adresser ou de le confronter directement et d'en parler en clarifiant les choses mais en gardant les portes ouvertes. Le chef du Parti québécois a fermé les portes. Je le regrette. Les deux autres choses que j'avais à dire sont très courtes. Je retiens de cette discussion deux choses. Premièrement, il me semble qu'on se trouve dans une commission parlementaire qui examine toutes les questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, et encore une fois, il me semble que la démonstration est faite que de toutes les options que nous avons devant nous, celle qui semble être la plus compliquée – la plus, en tout cas, compliquée, je pense que c'est le bon mot – est celle que le parti de l'Opposition défend comme son option de préférence. L'autre chose que je retiens d'aujourd'hui c'est que les Cris sont disposés à parler de coexistence. Nous le sommes aussi. Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le Grand Chef Coon Come, je sais que la semaine dernière, ou il y a quelques jours, vous avez déposé à l'Assemblée des Nations Unies, à la Commission des droits et libertés des personnes, un document d'environ 220 pages, une étude sur les droits du peuple indigène à l'autodétermination. Nous serions très intéressés à recevoir copie de ce texte. Alors, je vous en fais officiellement la demande: Si la chose est possible, nous aimerions recevoir copie de ce texte. Et enfin, en terminant... D'abord, avant de vous laisser la parole pour un dernier mot, on voudrait vous remercier pour votre participation à nos travaux. Bien que nous ne soyons pas toujours d'accord sur chacun des éléments, je pense que nous cherchons tous le même port, c'est-à-dire le meilleur intérêt de nos peuples, ou de nos nations respectives. Dans ce sens-là, avec le plus grand respect, je pense que, dans mon esprit, il ne subsiste aucun doute que toutes les nations autochtones et le peuple québécois, on est faits pour s'entendre et qu'on arrivera à s'entendre. Quelle que soit la décision qui sera prise dans les prochains mois, que ce soit un fédéralisme renouvelé, que ce soit la souveraineté, que ce soit même le statu quo – pour faire plaisir à M. le député de Jacques-Cartier – quelle que soit l'éventualité, je crois que nous devons mieux nous connaître et arriver à des solutions qui nous permettront de mieux vivre tout le monde ensemble. Dans ce sens-là, c'est notre vœu le plus cher. Je vous remercie et si vous avez un dernier commentaire, nous vous écoutons.

**M. Coon Come:** (S'exprime dans sa langue.)

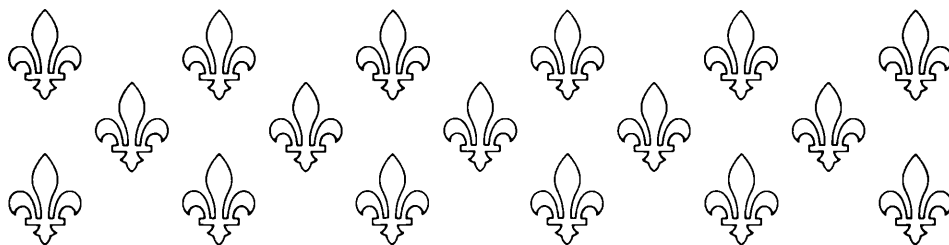
Well, on behalf of the Cree nation, we appreciate very much the invitation that was extended to us to participate in a forum in order to air our concerns. You mentioned a text which we have tabled. It is purely information. It is a study that we have done, looking at all the options and the questions that are raised and which have personally been discussed here. Yes, as soon as possible, we will forward it to this committee, if need be, for their considerations. It is just information, not necessarily the position of the Crees but we were looking at all the options. Having said that, once again, I thank you very much and "maigoech", merci beaucoup, thank you very much.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. La commission ajourne ses travaux jusqu'à jeudi, 10 heures.

**Une voix:** Non, c'est pas 10 heures, 14 heures.

**Le Président (M. Bélanger):** 14 heures!

(Fin de la séance à 17 heures)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le jeudi 27 février 1992 — No 32**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

#### **Audition d'experts**

M. Robert A. Jenness  
M. Robert Saint-Louis

CEAS-1037  
CEAS-1050

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Robert Benoit  
M. Jacques Baril  
M. Maurice Richard  
M. Jacques Brassard  
M. Paul-André Forget  
M. Jacques Léonard  
Mme Louise Bégin  
Mme Pauline Marois

Témoins interrogés: M. Robert A. Jenness, Informetrica Limited  
M. Robert Saint-Louis, Université Laval

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec)  
G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le jeudi 27 février 1992

(Quatorze heures neuf minutes)

viterais M. Jenness à présenter son document.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place pour que nous puissions débiter les travaux. Cet après-midi nous allons entendre M. Robert A. Jenness et M. Robert Saint-Louis. Later on, we will have Mr Saint-Louis sur les impacts de la souveraineté dans le secteur agricole. Or, je vais vous présenter M. Jenness. M. Jenness est associé sénior d'Informetrica Itée et dirige le Service sur l'économie de la confédération. Il a fait carrière pendant plus de 30 ans comme haut fonctionnaire au gouvernement fédéral avec le Conseil économique, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, le ministère de l'Industrie, du Commerce et le ministère des Affaires extérieures. Il a dirigé la recherche pour huit des rapports annuels du Conseil économique. Il est conseiller à l'occasion pour l'OCDE. Il a fait ses études universitaires aux Universités Queen's et de Colombie-Britannique. M. Jenness présentera les deux études d'Informetrica sur la gestion de l'offre dans le domaine agricole. Alors, bonjour, M. Jenness. J'ai bien compris que... Do you understand French?

**M. Jenness (Robert A.):** Oui, un peu.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. J'ai bien compris qu'on pouvait faire la distribution de vos études. We can spread this to the papers?

**M. Jenness:** To the press.

**Le Président (M. Bélanger):** To the press, yes.

**M. Jenness:** Nous avons fait un petit changement pour la deuxième édition. Si la presse prend cette étude je voudrais qu'elle ait les deux changements.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Alors, messieurs les gens de la presse vous êtes informés qu'il y a des changements dans le document alors, veuillez en tenir compte, s'il vous plaît. Je vous remercie.

Sans plus tarder nous allons passer aux remplacements de cet après-midi. M. Bourassa (Saint-Laurent) est remplacé par M. Benoit (Orford) - c'est une grande nouvelle - M. Gauthrin (Verdun) sera remplacé par M. Charbonneau (Saint-Jean); M. LeSage (Hull) sera remplacé par M. Forget (Prévost); M. Maciocia (Viger) par Mme Loisel (Saint-Henri) et M. Parizeau (L'Assomption) par M. Baril (Arthabaska). Bienvenue à tous ces gens. Sans plus tarder, j'in-

#### Audition d'experts

**M. Robert A. Jenness**

**M. Jenness:** M. le Président, je suis heureux et fier d'avoir été invité aujourd'hui. Vous avez un devoir très important, très historique et j'espère que je pourrai vous aider un peu. Si l'Opposition est d'accord, je voudrais présenter mon discours en anglais et mes réponses en anglais.

**Le Président (M. Bélanger):** Pas de problème, vous pouvez procéder.

**M. Jenness:** I hope that this is not an example of the two solitudes between us here.

**Le Président (M. Bélanger):** It is an example of the parliamentarians...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Jenness:** As the president has indicated, I have the privilege of working for the firm Informetrica. We are an economic consultant firm based in Ottawa. We specialize in forecasting and in consulting work using a large econometric model of the Canadian economy and of each of the provincial economies. The Québec Government is one of our clients. We have a variety of clients, governmental and private, but, essentially, we are independent and we do our own thing.

What I am here to discuss is part of another service that we provide, the Economics of Confederation Service. As you know, all parts of our society and all parts of our economy operate within the broad constraints of government regulation, whether it be government at the federal level or government at the provincial or municipal level. This means that if there is an impending constitutional change and a jurisdictional change in responsibility, some of those regulations and some of that legislation which now impacts on the cost structure of individuals and businesses unquestionably will be changed.

The service we are providing is intended to look at about 35 to 40 different industries, institutions and activities, ranging from the dairy and poultry and eggs industries to the pharmaceutical industries, to such issues as retirement plans, the life and health insurance industry, immigration, environmental issues, competition policy and so on. What we try to do for our clients is, first of all, describe the industry and the activities as they are now taking place, the federal and provincial regula-

tions which impact on those activities and then, we present at least three and sometimes four constitutional alternatives. Those alternatives, for simplicity's sake, may be described as the Allaire Commission recommendations applied symmetrically to all provinces, the Allaire recommendations applied asymmetrically exclusively to the Province of Québec, an independence scenario and, for some subjects, if it is relevant, a scenario which we call a «reconfederation» scenario which takes account of the latest federal proposals as they were last presented in September and, undoubtedly, as the new findings of the federal parliamentary commission are presented in the next few days, we will amplify that «reconfederation» scenario to take into account the new suggestions that are being put forward.

If I may turn now to the issue at hand and if you will forgive me, I will bore you with perhaps a few presentational statistics in order to set a background for my comments later on. In 1990, the farm gate value of dairy products in Canada was worth about 30 000 000 000 \$, the value of dairy products shipped from processing plants over 7 000 000 000 \$. In the same year, the combination of eggs, chicken and turkey production generated farm receipts of about 1 700 000 000 \$ and at retail, about 3 500 000 000 \$. So, the magnitude of the industries that we are looking at today represents between 10 000 000 000 \$ and 11 000 000 000 \$ in the Canadian context.

There are about 34 000 registered dairy farms in Canada, 15 000 in Québec and 11 000 in Ontario. There are about 1600 regulated egg producers of whom there are about 170 producers in Québec and 650 in Ontario. There are about 2900 chicken and turkey producers, about 720 in Québec and 785 in Ontario. So much for the backdrop on the numbers.

The demand for dairy products and eggs has grown very little in the past two decades. As a result, productivity, in terms of output per cow, or per laying hen or broiler chicken has continued to improve, has been a substantial process of farm consolidation. Today, there are about one third of the dairy farms that there were in 1970. Egg production is lower than it was two decades ago and the number of laying hens in Canada has dropped by 25 %. By contrast, there has been a dramatic per capita increase in the consumption of poultry meat. The number of chickens produced and consumed annually has almost doubled since 1970. In Québec, there has been a substantial consolidation of production which has seen a 22 % drop in the number of producers in the last decade.

At the retail level, fluid milk and eggs, being perishable, are traditionally used as lost leaders and their mark up, price mark up, is fairly reasonable. Chickens and turkeys, on the other hand, can always be frozen and their mark

up at the retail level sometimes borders on 200 % over farm gate. There is some interprovincial movement of these products. Fluid milk is directed almost entirely to consumers within the province where it is produced. But Québec dominates the production of industrial milk which is used for the onward production of butter, cheese, skim milk, etc., and Québec has been allocated almost half the national industrial milk quotas.

As a result, Québec exports about one quarter of Canada's process dairy products mostly to the West of Canada. Ontario dominates egg production and exports, net, about 17 000 000 dozen eggs to Québec. Chicken production, on the other hand, is more balanced between the two provinces. Each produces about one third of the Canadian total. Québec exports about 18 000 tons, or 10 %, of its output of eviscerated chicken to the West of Canada. These movements will take on significance when we consider the constitutional alternatives in a few moments.

Let me turn now to the characteristics of supply-managed agricultural systems. The principal objective of supply management is national self-sufficiency, and in a federation such as Canada, more or less provincial self-sufficiency. This involves the setting of national production quotas to coincide with expected consumption, with a national agency allocating these quotas among the provinces and provincial agencies allocating them among producers within their province.

For dairy, the Canadian Dairy Commission coordinates the overall supply management of industrial milk, sets the target price and, with the provincial board representatives on the Canadian Milk Supply Management Committee – of which the Canadian Dairy Commission acts as chairperson – sets the share of the national quota for each province. It also buys up butter and skim milk powder for ultimate resale. Provincial boards set the price for fluid milk, for eggs and poultry, the main national agencies of the Canadian Egg Marketing Agency and the Canadian Chicken Marketing Agency operating under the watchful eye of the National Farm Products Marketing Council. Both the egg marketing and the chicken marketing agencies include representatives of the provincial boards and allocate quota to the provinces.

The egg marketing agencies set the target price for Grade A large eggs, the provincial boards for other sizes. Provincial boards set the price of chicken. The provincial marketing boards, in turn, are responsible, as you know, for allocating the fluid and industrial milk, eggs and chicken quota to their individual producers within their respective provinces, and for insuring quality of product, and for picking up and for the onward sales for delivery of the product to processors.



Originally, within the provinces, the quotas were distributed, more or less freely, to producers in line with their historic output levels. In some provinces, quotas could subsequently be bought and sold within the province. In other cases they became an integral part of the farms itself so that to secure them one would have to buy farm outright and, in certain cases, if a farmer was retiring, the quotas might have to revert to the board itself.

Now, as you know, supply manage quotas have taken on a substantial value since they were originally distributed to producers. Their actual worth may vary from province to province and from producer to producer but they represent a financial windfall to those producers who received them originally free of charge, which windfall will cushion their retirement when they sell out. Of course, quota values should be recognized for what they are. They are the capitalized value of the expected extra profits, resulting from production limits and trade restrictions common to cartels or monopolies, paid for by consumers through prices higher than those in a truly competitive market. At Informetrica, we have estimated these higher prices, for instance, on a national basis, to be about an extra 0,09 \$ a dozen eggs and 0,10 \$ a kilogram of chicken.

Canadians, generally, have been supportive of the system as a means of providing orderly, quality markets with income security for producers despite the higher prices. But a matter of concern for marketing agencies is that the quotas are very costly barriers to entry to new farmers that must buy them. According to Agriculture Canada sources, the average quota value for dairy farmers, in the late 1980s, was 170 000 \$ per producer, for egg producers, 290 000 \$ and chicken producers, 265 000 \$. For a new young farmer wishing to enter the business, you can see that the combination of quota values together with the cost of the equipment: barns, farm and other necessities associated with going into the business, is an immense upfront cost.

(14 h 30)

Crucial to supply management's self-sufficiency objectives is the application of tight import controls. While Canada does admit a limited amount of variety cheeses and enough chickens and eggs to make up for any temporary local or seasonal shortages, generally speaking, Canada applies very stringent import restrictions. Currently, these are permitted for supply managed systems only under GATT article 11, section 2C. On this score, let me turn to a number of international pressures impacting on the industry. For a number of reasons, Canada's milk, poultry and egg prices are close to double those in the United States. The United States exercises its own dairy support program through a combination of floor prices and purchases by the Com-

modity Credit Corporation, together with a wide range of Federal State and local subsidies initiatives.

The situation is different with eggs and poultry. Here, Canada has sought to emphasize the family farm with provincial limits being placed on the size of the flocks. By contrast, by 1980, large U.S. agri-food corporations controlled 90 % of egg and turkey production and close to 100 % of broiler chicken production in the United States. Economies of mass production, along with lower feed grain and other prices give them a pronounced competitive edge. Not surprising then that supply managed products are among those much sought after by Canadian cross-border shoppers. This competitive disadvantage also confronts Canadian food processors, especially as they must now face up to a phasing out of processed food tariffs under the Free Trade Agreement. Well, we mainly note within Canada, it is worth noting that there is considerable unhappiness about the allocation of the import quotas that are available to importers, which have traditionally been made available on a historical basis that allegedly, creates inequities and inefficiencies, especially where importers in growing locations such as the Toronto market cannot respond to local shortages. And, of course, of immediate concern, internationally, are the GATT negotiations where Canada has been able to muster little support for the maintenance of supply management in the face of strong U.S. and other challenges and the widespread acknowledgement that agricultural subsidies, trade restrictions and trade wars are counterproductive.

Now, let me turn to some of the constitutional alternatives that Informetrica examined in the two studies that you have at hand. As I said we divided our attention between an Allaire symmetric, an Allaire asymmetric and independence types scenario. Take Allaire symmetric. Allaire assigns exclusive jurisdiction for: agriculture, health, research and development and industry and commerce to the provinces, without being particularly precise about what that would entail. But for the most part, outside Québec, there is little support for that position, symmetrically applied to all provinces, and particularly in the case of agriculture.

Canada is too dependent on international markets for our grain, red meats and other export products. Moreover, given the huge uncertainties in agriculture and the wide swings and volatility in prices and climate there is reassurance in Federal Income Support, Crop Insurance and federal programs to inspect and to insure the health and quality of our agricultural output. Nevertheless, a symmetric Allaire would not likely, of itself, disrupt the present arrangements. The various agencies, at the federal level, would likely remain in order to resolve how the provincial quotas would be distributed, to find

off-shore markets for domestic surpluses and to resolve disputes between provincial boards. But the national agencies under Allaire would become, not federal in nature, but creatures of the provinces since the provinces would have exclusive jurisdiction for agriculture. With exclusive jurisdiction in their own hands, however, there might well be the danger of increased frictions between provinces, of new so-called chicken and eggs wars that, you may remember, were a problem in the early seventies, as provincial boards seek to expand their turf and their potential sales.

Let me turn to Allaire applied asymmetrically, that is that exclusive jurisdiction for agriculture and the other elements that I indicated would be accorded only to the Province of Québec. Here, it seems most likely that, while claiming to exercise jurisdictional authority in agriculture, Québec would be content to opt into the existing arrangements, especially as they now seem to be so favorably tilted towards Québec. The role of the Québec Provincial Federations, for dairy, on the one hand, and eggs and poultry, on the other, sitting on the national agencies would remain the same, and the provincial agencies would continue to allocate quotas within the province. Under this scenario, Québec might, however, want to play a stronger role in inspection and research and development.

Finally, let me turn to the independence scenario, as we perceive it. By itself, Québec independence would not alter the respective role played now by the federations within Québec, since they would continue there what was provincial, what would now be a sovereign Québec national role, nor would it much alter the supply managed system in the rest of Canada. But at least initially, each sovereign country would likely impose import barriers on the other in keeping with their own self-sufficiency goals. With respect to poultry and eggs, Québec producers would be in a mixed position, for Québec dairy products and producers, the consequences could be far more damaging.

Remember what we said about net exports. In 1990, Québec was a net importer of eggs, valued at wholesale at about 29 000 000 \$, and a net exporter of eviscerated chicken to the rest of Canada worth 46 000 000 \$ wholesale. If, at the extreme, each country applied tight import restrictions on the other's products, this would suggest, for instance, that the Fédération des producteurs d'œufs de consommation du Québec would encourage its producers to increase production by the equivalent amount of eggs, or 21 % of production; Ontario producers of eggs would face a corresponding loss of sales of over 9 % of their respective quota.

With chickens, it would be the other way around, with Québec losing roughly 46 000 000 \$ in sales and having to decrease quota by about 10 % while Canadian chicken sales and quota

would rise correspondingly. So, for these two sectors, what are we looking at? There are two sources of losses or gains. The first on sales, the second on quota value which either rise or fall.

Now, the federation can make its own policies on quota, either distributing additional ones free, or by auction, or taking back, with or without compensation. We have sighted the sales losses or gains by sector for chickens and for eggs. As to the quota values, we see windfall gains to Québec egg producers in the order of 55 000 \$, and to chicken producers in the rest of Canada of about 15 000 \$. The respective losses on quota values look to be about 25 000 \$ each for Ontario egg and Québec chicken producers and you bear in mind that these are averages.

Note that we say nothing about the real costs or benefits attached to the individual farmers expanding or shrinking their operations; nor do we say anything about the indirect or multiplier effects, through increased or decreased spending, to third parties and they intern increasing or decreasing their spending, since in these two sectors we assume that they roughly cancel out.

(14 h 45)

Now, for dairy. Using the same extreme analysis of both sovereign countries, excluding the other's product. Remember again that Québec exports about half her processed dairy products, almost all to the rest of Canada. Under our assumptions, these exports would be at risk. As with eggs and poultry, there would be the loss of sales and the loss of associated quota values. But there would also be another potential loss to an independent Québec. That is the loss of that share of the industrial milk subsidy which Québec producers enjoy, but which taxpayers in the rest of Canada provide.

Québec producers currently benefit from close to one half of the 265 000 000 \$ industrial milk subsidy. When the share now contributed by Québec taxpayers is netted out, that still leaves a net loss to Québec, on the subsidy, of about 67 000 000 \$ to be picked up either by the producer or the taxpayer. To this, add the losses resulting from reduced sales and reduced quota values. Of the total milk produced in Québec, about three quarters is produced for industrial purposes and, as I indicated earlier, about half of that industrial milk goes to processing and is then exported. Assuming that the value of Québec dairy quota coincides with the national average that I cited earlier, roughly about 170 000 \$, actually a little less because Québec dairy producers have slightly lower output per farm than Ontario and some other provinces... Assuming it is in that range of 160 000 \$ to 170 000 \$, we estimate it an average asset loss to each dairy farmer of about 55 000 \$ to 60 000 \$ per producer.

Finally, there is the expected loss of sales of processed products to the rest of Canada. Taken together, Québec surplus on processed dairy items now amounts to 25 % or about 1 000 000 000 \$ of all Canadian production. But here, given the importance and dispersion of dairy farming within Québec, it seems appropriate to add a modest multiplier effect for those serving and served by the industry: the feed suppliers, the wholesalers, the distributors, and others to whom dairy farmers take their income and spend it. When these additional losses are taken into account, we estimate a potential loss to the dairy and dairy related goods and services industries, at the extreme, of about 1 700 000 000 \$ annually as a result of independence.

Now, what we have described are admittedly extreme. They presume a total closing of borders between the two countries. They also include, for example, the use of a multiplier to measure the indirect effects, which can be debated. Generally speaking, as compared to other economic commentators, that tend to use multipliers of two or three, we feel that ours is fairly modest in being of the order of .75. But the main point, regardless of whatever number you arrive at or we arrive at, is that there are three potential losses to Québec dairy farmers of quite sizable magnitude associated with the prospect of independence: the losses on prospective sales of products to the West of Canada, the losses on quota values and the losses of the Québec share of the federal industrial milk subsidy.

Now, let us look at an alternative scenario within the context of independence. Our assessment is that the best alternative for Québec dairy farmers would be for their sovereign government to negotiate to preserve the historical market share of Québec producers and Québec processors with Canada as part of a common market or free trade deal.

The Canadian Dairy Commission subsidy on industrial milk would be lost, but would probably be replaced by an equivalent subsidy paid for by the Québec taxpayer. This may be deemed a legitimate cost associated with a new constitutional arrangement. That is for Québec to decide, but that is not likely to be a stable arrangement. Canadian producers and processors are likely to press hard within the diminished Canada to expand their share of the market, to fill the void. For its part, the United States is not likely to look kindly upon what they might perceive as a cosy and discriminatory Québec-Canada trade deal at its expense. And Canadian consumers are bound to question buying high price Québec products when they can get them much less expensively from the U.S. and world markets.

So, let me conclude. If GATT decides to eliminate article 11, both Canada and Québec will be faced with the choice of either retaining their supply managed systems and facing certain

trade sanctions on other fronts designed to hurt both Canada and Québec or to comply. It seems likely that if article 11 is eliminated, there will be a time period, say five years, for Québec and Canada to put their houses in order. Once, the dust is cleared away, it seems likely that the provincial boards would remain, since they serve purposes that go beyond strict quota allocation and that the national agencies would also remain, primarily serving export oriented or promotional purposes, and that import quotas would be replaced by capped tariffs with their own descending schedule overtime. Undoubtedly, the trend towards farm expansion and consolidation would continue, and perhaps the now leaner industries would be protected by contributory income-related insurance schemes such as those that have recently been introduced for the grain sector by the Canadian Federal Government in both countries. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Alors la première question, M. le député d'Orford.

**M. Benoit:** Merci, M. le Président. Je voudrais d'abord remercier l'Opposition pour m'avoir permis de poser la première question, devant quitter rapidement après pour Montréal. Mr Jenness, thank you for being here today. As Bélanger-Campeau was going around Québec we got various groups of agriculture giving us different messages. One was the UPA, who is the largest organization of farmers, here in Québec, who all along claimed that the day after independence, everything will go as planned and there will be no problems and no hustle.

We also got, in Sherbrooke – when we were going around with Bélanger-Campeau – the English association of Québec farmers who claimed that the day after the independence, they will be in major difficulties, especially in the milk situation they claimed at that time. That is what we heard when we went by with Bélanger-Campeau for about a year, and some of the Opposition were there with us.

When I go in my own riding and visit the farmers, they do not really know what to think at this point. It is still «très vague dans leur esprit» what the answer is. So we end up in panel, the PQ on one side, and the Liberals on the other side, you know. We tell farmers that at this point, as you say on page 11, we export about half of our milk production outside Québec. The answer of the Opposition, when we go on these panels, is always the same: Well, we import beef and we can trade beef for milk. Now you understand we are not experts here, and I would like to ask you that simple question: Can we, the day after the independence, trade beef for milk? And is the economic life in agriculture that simple?

**M. Jenness:** I do not wish to speculate

unduly, since I do not claim to be an expert on all matters of agriculture in Québec. It would seem to me that what we have observed today is that within the dairy and supply-managed industries, what is crucial to their continuation is the application, at the national boundary, of import restrictions. Now, there are no import restrictions that apply generally to beef, or other products. And generally speaking, other than health factors, there is no import restrictions applying to red meats, as between United States and Canada.

If a sovereign Québec Government were to apply import restrictions to cover its own supply-managed sectors, and the West of Canada likewise, we have indicated the magnitudes of the problem for Québec. It is conceivable that Québec could use any kind of bargaining or negotiating strategy. Unilaterally, arbitrarily, it could say: We will apply restrictions on your beef, or your vegetable products, or other products unless you give us access for our supply-managed products into your country. (15 heures)

But the moment it does that, it sets in train a self-perpetuating, escalating problem of trade retaliation. I think it very unlikely in the long run that if the two sovereign countries preserved their supply management systems the rest of Canada in the long run would tolerate very substantial competition from Québec suppliers since this would essentially violate the essential objective of supply management which is national self-sufficiency. So, essentially, yes, it might be traded away as part of the overall negotiations and trade relations, but if you take the relatively narrower front, I think there is still a problem.

**M. Benoit:** Second and last question. At page 7, you mention that there is a federal direct cash contribution in the industry to every farm of about 7500 \$. How do you arrive at that amount of money and how is it being spread? Is it equal to every farmer or it depends on their production? Can you explain a little bit about that 7500 \$? Perhaps, you can touch also, in the same answer, the RRSP, the quota that can be transferred to the RRSP and the advantage that farmers are getting from Ottawa when they sell their quota. If I understand right, they can transfer that amount of money to the RRSP without any tax inconvenience.

**M. Jenness:** If I may take the last part first, our understanding is yes, indeed, there is provision in the Income Tax Act by which farmers who are moving out of the business can take the asset value that they realize from the sale of their farm and their quotas and put that in its entirety into RRSPs.

**M. Benoit:** So, if I understand right, you

can sell your farm or at least your quota without paying a cent of income tax. Is that what you are saying?

**M. Jenness:** You would pay no income tax at the point of sale and at the point of putting it into the RRSP. Of course, you would build up a tax liability later on.

**M. Benoit:** Further down the road, yes.

**M. Jenness:** Yes.

**M. Benoit:** Sure. But, as you sell... Then, you can spread your income tax over a number of years with a little amount of money on each year. Is it...

**M. Jenness:** That is right.

**M. Benoit:** O.K.

**M. Jenness:** Now, as to the first part of your question, the industrial milk subsidy is worth approximately 265 000 000 \$. The 7500 \$ is merely dividing that amount by the 34 000 dairy farmers. Now, it is an implicit subsidy in that it is paid for by the Federal Government, but it is hidden in the target price of industrial milk. What it does is that it enables farmers to sell essentially more milk at a lower price than otherwise would be economic for them because, essentially, the subsidy is closing the gap between their cost of production and the price that the consumer would pay.

**M. Benoit:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de...

**M. Baril:** Arthabaska.

**Le Président (M. Bélanger):** ...Arthaska, excusez-moi.

**M. Baril:** Merci, M. le Président. M. Jenness, vous avez présenté un mémoire et vous semblez, dans votre mémoire, essayer plutôt de démontrer l'hypothèse la plus dramatique qui pourrait arriver dans un Québec souverain. Vous semblez dire, vous semblez croire que ce qui pourrait être permis aux autres ne le serait pas pour nous. Vous avez dit, qu'au niveau des échanges commerciaux, c'est évident que vous classez, dès le départ, à l'effet que les autres provinces ne voudront rien savoir de respecter les quotas de lait, soit à peu près 22 % du lait de transformation que l'on produit en plus de notre consommation. Vous partez de l'hypothèse que, demain matin, c'est fini, ça. C'est certain que les autres ne voudront rien savoir de ça. En retour, vous dites: Par contre, le Québec ne

pourra pas faire de représentations à l'effet de dire: Si vous n'achetez pas notre lait, on n'achètera pas vos légumes, vos céréales, votre boeuf, etc. Comment expliquer ça? Si nous, nous n'avons pas le droit de négocier nos échanges commerciaux en disant aux autres: Si vous ne voulez pas vous entendre avec nous autres pour continuer à acheter et consommer notre surplus de lait, nos surplus de production, il est bien évident, à des prix compétitifs, comment se fait-il que nous ne pourrions pas aller acheter sur d'autres marchés?

Deuxièmement, dans votre mémoire, est-ce que vous avez bien tenu compte ou analysé les impacts du traité de libre-échange avec les Américains qu'un Québec souverain se devra de respecter, comme le reste du Canada devra continuer à respecter, et aussi toutes les conséquences, sur l'agriculture, des négociations du GATT qui sont en cours présentement? Selon moi, dans votre mémoire, il y a beaucoup d'hypothèses que vous avez lancées à savoir que lorsque les négociations du GATT seront terminées, d'appliquer le libre-échange comme il devrait être appliqué. Il y a des arguments que vous amenez aujourd'hui et j'aimerais ça que vous nous expliquiez si vous avez pris en considération au moins ces deux hypothèses-là?

**M. Jenness:** Again, let me deal with the last one first. We have, as an organization, on another occasion, and at an earlier time, looked at the implications of the Free Trade Agreement on Canada as a whole. We have not looked at the implications of the Free Trade Agreement in the event of an independent Québec. In our studies that we have done to date, and I have asked to have distributed a description of our services in which, at the end, you will find a list of the studies we have or will be undertaking and there, the starred items are ones which we have now completed. In some of those studies, we have developed scenarios for taking it a position that embodies what might happened were there an independent Québec, in a North American context, where Canada and the United States are still bound by a Free Trade Agreement. Our assumption in those studies, and it is clearly an assumption, has been that Québec will not automatically enter into the Free Trade Agreement, simply because it was an integral part of Canada at the time that the agreement was signed. Consequently, it will have to negotiate its own way in, and it will have to negotiate its own way with both partners, the United States and Canada. Now, undoubtedly, others can take a different position that is presumably for them to study and develop.

As to your first question, one would anticipate that with two sovereign countries there will, of course, be good trade relations after, perhaps, a temporary period of negotiation, and that much of commerce will flow back and

forth relatively freely with or without there being tariffs and other barriers applied. At the first instance, and again this can be debated, I would think that Canada would apply to an independent Québec, the most favored nation treatment that Canada applies to most other industrialized States, and that Québec would apply the same type of treatment to Canada. But, within that trade relations there is this special agricultural situation which is dominated by import restrictions, by national self-sufficiency objectives, and that is the supply-managed sector. It may be that if an independent Québec, either wants to drop supply management or if Canada drops supply management, along with the import quotas associated with them, a more conciliatory arrangement could develop.

As I mentioned at the beginning, our purpose in developing this service, bearing in mind that our clients are both governments and the private sector, which will be involved and impacted if there are substantial changes in jurisdictional arrangements or indeed national arrangements, our purpose was to alert those parties affected where they should be on guard, where their costs might be affected and where their sales might be affected. We do not claim immutable truth, we do not claim that our figures are going to be exact and precise, we simply say: If, under these assumptions, and we think these assumptions are not unreasonable, at least initially, then, be prepared!

**M. Baril:** Bon! La commission Bélanger-Campeau a fait ressortir très clairement avec chiffres à l'appui que le Québec via le reste du Canada, on est déficitaires de 500 000 000 \$ en alimentation, en produits alimentaires. Donc, je considère qu'à partir de ces chiffres-là, le reste du Canada est en position de faiblesse face au Québec. On achète plus d'eux que nous leur vendons. Ils vont être prudents. Vous savez aujourd'hui que tous les pays courent après les marchés, que ce que tous les pays veulent, c'est vendre; peu importe la couleur des cheveux de la personne, tout le monde, tous les pays veulent vendre leurs produits, leurs surplus, et nous sommes en déficit avec le reste du Canada de 500 000 000 \$.

Donc, quand on essaie de dire: Je ne sais pas comment les autres vont nous considérer, vous savez, entre nous, on peut bien être émotif dans nos idées ou dans nos visions, mais quand deux gouvernements, ou quand vient le temps de négocier des choses économiques, des secteurs économiques, je pense que les émotions, tu les mets de côté et tu changes ça pour des signes de piastre. C'est comme ça dans la vie économique. Donc, là-dessus, je pense que le Québec a un avantage, à cause, entre autres, de son déficit alimentaire au niveau de ses échanges face aux autres provinces.

Une autre chose, dans votre étude, est-ce

que vous avez analysé ou étudié le coût de production du lait, entre autres, parce que c'est surtout du lait dont vous parlez; le coût de production d'un kilo de lait au niveau des autres provinces ou sur quelle base êtes-vous arrivé à dire qu'au Québec on ne serait pas compétitif avec les autres provinces au niveau de la production, de la vente, de la fabrication et de la transformation? Avez-vous étudié le coût de production du lait dans chacune des provinces du Canada?

**M. Jenness:** The first question has to do with the net deficit, as I understand it, that Québec has with the rest of Canada on agricultural products. And the argument, as I understand it, is that the rest of Canada is not in a strong bargaining position, these indeed of an independent Québec, because potentially it will lose agricultural sales if it refuses to accept Québec dairy products as it does now in a united Canada.

The problem with that argument is where do you draw the line? We have, in our study, admittedly stayed very closely within the supply-managed sector and we have pointed up a problem. Now, undoubtedly, were there a separation and an independent Québec, everything will be up for negotiations. I am sure that you are quite right that the fact that the rest of Canada might lose agricultural sales to Québec will be a factor in those negotiations, but Québec may lose sales on iron or a variety of other goods and services to the rest of Canada. Where do you draw the line in saying: You have bargaining strength or you do not have bargaining strength? That is my problem with that argument.

The second question has to do with whether we studied the production costs province by province, and why do I say allegedly that Québec is not or will not be competitive. First of all, on the matter of production costs, we have taken on face value production costs, findings of Agriculture Canada which, in turn, are based on findings of provincial boards, including the Québec boards. Secondly, I did not say that Québec would not be competitive, costwise. What I did say was that Québec might be very competitive, costwise vis-à-vis du reste du Canada. Both Québec and the rest of Canada are not competitive with the United States at this point of time. And, if Québec and Canada retain supply management, then, consumers in the rest of Canada have the choice of going to the United States market if we, in Canada, remain in an import position, or, more likely in my view, the rest of Canada would simply support the allocation of additional quota to Canadian producers, even though these might be higher cost producers than those in Québec, and maintain the integrity of the supply management system within a diminished Canada.

(15 h 15)

**M. Baril:** Mais vous savez, M. Jenness, qu'avec ce qui se passe au GATT actuellement, les pays ne pourront plus supporter leur agriculture comme vous venez de nous le démontrer. C'est fini, ça. De toute façon, on n'a jamais été défendus au GATT par le gouvernement fédéral, et j'écoutais M. Dunkel lui-même, hier soir dire sur les ondes de la radio que tu ne peux pas avoir deux discours en même temps. Tu ne peux pas rouvrir tes marchés vers les autres et les fermer pour toi, et c'est toujours la politique que le gouvernement canadien a défendue. Ça fait que, quand le gouvernement canadien dit qu'il défend la position du Québec et la position des plans nationaux au Canada, j'ai toujours dit que je ne croyais pas à leur démarche, et M. Dunkel, qui est directeur lui-même, l'a confirmé sur les ondes de la radio hier soir.

Quand vous parlez du coût de production, j'ai des chiffres ici qui datent des coûts de production de l'année 1987. On regarde ici le coût de production pour le Québec, c'était 32,13 \$; en Ontario, 26,94 \$; à New York, 31,18 \$ contre 32,13 \$ — on se rapproche là, hein? Au Minnesota, 27,50 \$ et en Californie, 29,66 \$. On se rapproche encore du Québec, là, hein? Et, le Québec, faisant partie du Canada, a toujours été obligé d'acheter ses céréales provenant de l'Ouest, au prix fixé par la Commission canadienne du blé, et que depuis, c'est historique, le Québec aurait toujours pu obtenir ses céréales sur le marché international à un coût beaucoup moindre que celui fixé par la Commission canadienne du blé.

Donc, ce qui veut dire que si on veut être compétitifs dans un Québec souverain, si on dit qu'on pourra, et avec le traité de libre-échange, parce qu'il faut regarder tout ça globalement, tous les pays pourront acheter les céréales sur le marché international. Le gouvernement canadien ne pourra plus, lui non plus, fixer un prix et dire à l'ensemble des provinces: C'est cette céréale-là que vous achetez. Donc, en ayant la possibilité d'acheter les céréales sur le marché international, nous allons diminuer considérablement notre coût de production, considérablement notre coût de production. Et je vais vous donner, à titre d'exemple, la semaine dernière, dans l'Ouest canadien, les producteurs payaient l'orge 55 \$ la tonne métrique et, ici au Québec, on l'a payée autour de 115 \$ ou 120 \$ — autour de 118 \$ pour dire, mais en tout cas — on va prendre 115 \$. Donc, les producteurs québécois paient le double, à l'heure où on se parle, du prix de l'aliment pour nourrir leurs troupeaux que ce qu'ils paient dans l'Ouest, et on paie — j'ai des chiffres là, mais je sais que le temps passe — au moins 40 \$ à 45 \$ la tonne métrique de plus que le marché international.

Donc, si on peut acheter nos céréales sur le marché international, nous sommes capables au Québec d'être compétitifs, que ce soit au niveau du lait, des oeufs et de la volaille. Et pourquoi

pensez-vous que les producteurs américains, ceux des États du Nord, de la Nouvelle-Angleterre, eux-mêmes craignent énormément le résultat des négociations du GATT? La preuve est que, vendredi dernier, il y avait quatre autobus qui étaient venus des États-Unis manifester à Ottawa contre le GATT parce qu'ils savent que les producteurs de lait québécois sont aussi compétitifs, et même, dans les meilleurs, sont plus compétitifs que les producteurs de lait américains. Et les producteurs de lait québécois... Malgré le taux d'endettement élevé, il est encore moins élevé que l'endettement des Américains. Donc, quand, nous autres, on dit que pour nos producteurs, c'est dangereux... Les quotas qu'est-ce qu'on va faire avec? Qu'est-ce qu'on va faire avec notre lait? Comment se fait-il que les Américains, eux-mêmes, craignent énormément l'ouverture des... Vous n'entendez plus?

**M. Jenness:** Excusez.

**M. Baril:** Oui.

**M. Jenness:** Votre dernière phrase, répétez-la encore.

**M. Baril:** Comment expliquer que les producteurs des États du Nord des États-Unis craignent eux autres aussi l'ouverture des marchés? C'est parce qu'ils savent très bien qu'on est capable facilement d'aller les compétitionner sur le marché de New York et sur le marché de Boston. J'aimerais ça savoir un petit peu ce que vous pensez de... C'est ça, la réalité.

**M. Jenness:** Let me be blunt on the last question. I do not think for a moment that the United States producers in Vermont, or New Hampshire or particularly with respect to chicken and egg production in more southerly States in the United States have any fear whatsoever of producers in Québec in terms of competition. Their costs are substantially below ours. What they benefit from is a variety of subsidies which would be threatened by GATT. Now, we are well aware that our situation of supply management is also not acceptable to most members of GATT. What the American producers are worried about are their subsidies.

The figures that we have with respect to farm price comparisons are found in table 3 of the statistics in front of you with respect to dairy and Table 3 on the third page with respect to eggs, chicken and turkeys. There is no question that the farther that you move away from the Green Belt in the Midwest, whether you are in Canada or whether you are in the United States, the more costly feed grain is going to become because of transportation. It may be that an independent Québec will buy its feed grain from the United States rather than Canada. So be it. For the most part, however,

Canadian grain producers must meet world prices so that if there is an advantage in buying grain either from the States or from Canada, it cannot be very far removed from the international prices that are available.

The determining factor may well be differences in transportation costs and differences in subsidies available. But if you think that our method of particularly chicken and egg production with limited farm size imposed as a matter of deliberate policy can compete with these mass, huge producing enterprises in the mid United States, then I suggest to you respectfully, Sir, that it is worth additional study.

Was another part of your question which I have missed?

**M. Baril:** Vous soulignez vous-même que, actuellement, les producteurs américains sont subventionnés de différentes façons. Vous l'admettez vous-même. Mais avec le GATT, eux autres non plus n'auront pas le droit d'être subventionnés. Et je vais vous donner des chiffres: 68 % des revenus des producteurs de l'Ouest canadien proviennent de l'aide gouvernementale; 34 % des revenus des producteurs américains proviennent de l'aide gouvernementale; 14 % des revenus des producteurs québécois proviennent de l'aide gouvernementale. Donc, voyez-vous, quand l'aide des autres pays tombera, suite au GATT, ça nous donnera un avantage, à nous aussi, d'être compétitifs. Quand vous dites que les grosses productions américaines sont compétitives et vont avoir de la difficulté, là-dessus je vous l'accorde. Mais il faut regarder aussi la qualité des aliments que ces gens-là produisent. Vous savez qu'au Canada, au Québec entre autres, on a les normes les plus sévères au monde en qualité et en salubrité. On voit des reportages à l'occasion, et le poulet qui provient des États-Unis, entre autres, est rempli de salmonellose. Il est rempli de salmonellose! Ici, au Québec, si tu en découvres un dans un poulailler, on va faire brûler le poulailler, tandis que là-bas, ils libèrent ça pareil. «Envoye par là!» Au niveau de la qualité du boeuf et du porc, aux États-Unis, on utilise toutes sortes d'hormones de croissance qui sont défendues au Québec. Elles sont défendues! Comprenez-vous! Et ça, je ne suis pas un spécialiste du libre-échange, remarquez, mais je pense que les pays se sont gardé un droit, ou un pouvoir de – je ne sais pas si on peut dire contrôler, là – contrôler la qualité des aliments qui viennent chez eux. Mon collègue là-dessus, est plus spécialiste que moi, mais je pense que les pays se sont gardé un pouvoir de contrôler la qualité des produits qui vont venir chez nous.

Donc, je pense qu'on a plein d'atouts pour être capables de se sortir de ça, de faire valoir et d'encore mieux se développer, et surtout d'être compétitifs au niveau international, au niveau de la production, que ce soit du lait, de

la volaille ou des oeufs. Les oeufs, il n'y a pas de problème. La volaille, il peut y avoir un problème, mais si on applique les normes de qualité quand ils entrent chez nous, vous pouvez être assurés que nos producteurs... On va être aussi productifs, sinon plus, que ceux des États-Unis et on va pouvoir l'envahir, le marché américain. Il n'y a aucun problème et, de plus en plus, les agriculteurs et la chaîne de transformation est en train de s'adapter à ça rapidement. Ils sont en train de faire le virage, parce qu'ils se préparent à ça.

(15 h 30)

**Une voix:** ...

**M. Baril:** Non, je ne convaincrs personne, mais les données sont là pareil.

**Une voix:** Tu vas convaincre tout le monde, sauf lui.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Baril:** Tu n'as pas le choix. Le GATT, personne ne nous a défendus; ça fait qu'il faut bien essayer de vivre avec.

**M. Jenness:** I share with you the pride that I think we all should have in the quality of the food production that we enjoy in Canada, that has been developed within our federated system to the joint services of the Federal and Provincial Governments. And I hope that these high standards can be maintained and improved regardless of the outcome of the constitutional debate. As to the level of subsidies, I would respectively say that you are looking at apples and oranges a bit. I agree with you that Canadian and American Western grain farmers are subsidized to the extent of anywhere from 40 % to 60 %, whereas Québec farmers are subsidized to a much lesser extent - I believe you said 16 %. But that is because they are producing different products. Grain farmers are hugely subsidized, everyone knows that. The system of supply management is developed so as to minimize subsidies and, essentially, egg and chicken producers get no subsidy.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** M. le Président, vous me permettez, avant de poser une question, j'ai une inquiétude en fonction de mon collègue le député d'Arthabaska.

**Une voix:** On va éclaircir ça tout de suite.

**M. Richard:** Ha, ha, ha! C'est une inquiétude qui n'est pas nécessairement grande, je n'en serai pas traumatisé. Mais puisque nous étions

tous les deux à Ottawa, M. le Président, M. le député d'Arthabaska et moi, pour appuyer nos agriculteurs et nos agricultrices en fonction de l'article 11 du GATT et demandions le renforcement... Si j'ai bien entendu, tantôt, mon collègue le député d'Arthabaska était le défenseur du projet Dunkel, il y a quelques minutes, le rapport Dunkel, en disant...

**Une voix:** Ce n'est pas ça qu'il a dit.

**M. Richard:** Non? Écoutez, je vais revoir les galées parce qu'on parlait de libéralisation des marchés, de double prix en fonction de l'orge, et là, ça m'inquiétait parce que j'avais l'impression de voir les principaux arguments du rapport Dunkel qui étaient dans les commentaires du député. Je ne dis pas que c'est un mauvais constat, pour l'instant, mais j'avais l'impression que le député d'Arthabaska était en défense du rapport Dunkel, ce qui m'étonnait.

**Des voix:** ...

**M. Baril:** Me donnez-vous une minute, M. le Président? Me donnez-vous une minute?

**Une voix:** Tout à l'heure tu reviendras, s'il t'en reste, une minute.

**M. Baril:** Oui, mais juste pour répondre à ça, hein?

**M. Richard:** Aucun problème. Si vous permettez, M. le Président. Ou bien j'ai mal compris, parce que ça m'étonnait d'entendre...

**Le Président (M. Bélanger):** Pour régler l'équivoque. Oui.

**M. Richard:** Pas de problème. On s'excuse, monsieur, si...

**M. Baril:** C'est très clair. J'ai dit l'évidence même; elle est là. J'ai toujours contesté, j'ai toujours contesté la démarche même du gouvernement fédéral qui disait qu'il nous défendait. Ce n'est pas vrai qu'il nous défendait. J'ai toujours dit que le gouvernement du Québec devrait être plus agressif face au gouvernement fédéral et qu'il nous montre des preuves à l'effet qu'il ne l'approuve pas, qu'il rejette le rapport Dunkel. Mais à l'heure où on se parle, tout le monde sait que les carottes sont cuites. Le rapport Dunkel va passer, bon.

Je ne veux pas dire que je suis d'accord avec. Ce n'est pas ça. Mais il est là, là. Moi, ce n'est pas le député d'Arthabaska et ce n'est pas l'Opposition aujourd'hui qui peuvent dire: Le rapport Dunkel, nous autres on le refuse; parce que ce n'est pas nous autres qui sommes au gouvernement, ni à Québec, ni à Ottawa. Mais je n'ai jamais appuyé le rapport Dunkel. Mais à



l'heure où on se parle, c'est ça qui va s'appliquer dans un mois.

**M. Richard:** Vous comprendrez ma surprise de voir ces arguments-là dans votre bouche puisqu'on est, en tous les cas, carrément contre ce rapport-là.

**Des voix:** ...

**M. Baril:** J'espère que ça vous a...

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Richard:** Non, non, non. M. le Président, je me permettrai une question. Les rapports que vous avez soumis à la commission laissent voir, en fait, que l'agriculture québécoise se trouve parfois, selon les produits – vous l'avez très bien expliqué – dans une situation d'exportatrice nette; ce que vous identifiez dans le cas du lait de transformation, par exemple, ou du poulet. Et dans d'autres situations, nous sommes nettement des importateurs, dans le cas des oeufs. D'après vous – j'ai une question précise – qui, du Québec ou du reste du Canada, aurait le plus à perdre de l'imposition d'entraves au commerce entre le Québec et le ROC, en fait «the rest of Canada», dans le secteur agricole en cas de souveraineté du Québec? Est-ce que la question est claire?

**M. Jenness:** The question is a speculative one and therefore my answer must be treated as such. When trade barriers are applied as a rule, the country that applies them loses, because essentially, what it means is that the consumers in that country pay more than they otherwise would for the product on which the trade barriers are put in place.

But that is only half the story because when one country applies trade barriers, the other applies trade barriers and it is a mutually self-defeating type of process. I do not believe that you can contain an answer to that question solely to the agricultural field. I personally believe that, in the context of a subsequent negotiation, the whole host of agricultural products, manufactured products and services will be on the table.

So, I do not want to take a position as to which side would be hurt the most by the mutual imposition of trade barriers other than to say that just as we see, in the mutual imposition of trade barriers, Canada gets hurt more than the United States because we are a smaller country. So, everything else being equal, I would suspect that the smaller country Québec would be at a disadvantage in a trade barrier war with the rest of Canada.

**M. Richard:** J'aurais une autre question, M. le Président, si vous permettez.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Richard:** Advenant l'accession du Québec à la souveraineté, certains prétendent que très peu de choses changeraient dans le domaine de l'agriculture. Pour ceux-là, à ce moment-là, ça veut dire que les quotas, dans le domaine du lait par exemple, seraient très peu modifiés. Pour d'autres, l'accession du Québec à la souveraineté entraînerait des changements radicaux et majeurs.

Je sais que vous en avez parlé, mais ce que je veux savoir, c'est si, par exemple, des articles comme ceux qui ont paru en Saskatchewan, entre autres – et c'est relié au sens de ma question – qui identifient: «The separation will leave Québec dairy farms without quota share. Farmers here could produce same goods less expensively»... Ce que j'aimerais savoir, c'est: Est-ce vrai qu'une partie des fermiers de l'Ouest canadien pourrait produire les mêmes biens à un coût inférieur, dans certains cas peut-être à cause du climat qui est différent, et est-ce que ce courant de pensée est assez répandu dans l'Ouest canadien? Est-ce que, dans l'Ouest canadien, on aurait cette prétention-là de dire: Si le Québec se sépare, il y a un paquet d'affaires qu'on pourra, nous autres, produire à moindre coût, et on s'occupera d'essayer de prendre le marché? Est-ce qu'il y a cette prétention-là dans l'Ouest canadien? Si on se fie, par exemple, entre autres, à cet article-là qui a paru dans le *Star Phoenix* de la Saskatchewan... On a souvent, nous, un problème de perception par rapport à ce qui se passe dans l'Ouest, comme d'ailleurs eux, ils en ont un majeur à savoir ce qui se passe au Québec. Est-ce que c'est répandu, cette...

**M. Jenness:** Again, I do not present myself as an expert on agricultural issues and particularly an expert on Western agricultural issues, but let me approach the question this way. As I understand it, the main agricultural products that are produced in the Province of Québec are dairy products, hogs, beef cattle and fresh vegetables with eggs and chickens as well. Now, the Western provinces do not have... The Western provinces specialize in beef cattle and not dairy cattle. My understanding is that our climat here in the East, even with its cold winters, is more conducive to dairy production than it is in the Western provinces. With respect to beef cattle and hogs, as you know, both are heavily reliant on feed grain production, and poultry as well. And there, I think that it is probably true that the Western provinces, being the breadbasket of the nation, do have a competitive advantage simply by virtue of the proximity of the food supply in the production of these commodities: red meats and poultry. They have a disadvantage in that they are distant from the main consumer markets. So, my

answer is that I do not know, but I think that it would involve a balancing of calculations associated with the transport cost of the food, to the animals initially, as against the red meat and poultry, to the consumers in Eastern North America in exchange.

(15 h 45)

**M. Richard:** Une dernière question, M. le Président. Pourriez-vous nous indiquer, selon vous, l'impact de la disparition des quotas en matière agricole, et leur remplacement par l'imposition, évidemment, de tarifs pour les produits étrangers? L'agriculture québécoise, selon vous, peut-elle se restructurer, évidemment avec succès, afin de devenir compétitive et de prendre, en fait, le marché international? Est-ce que, selon vous c'est réalisable?

**M. Jenness:** Yes, I do, but I believe it would involve quite a substantial consolidation of farms and perhaps the introduction of even more modern machinery than is now available. There are, as I understand it, limits to the efficient size of a dairy farm, which vary, of course, with the geography and the location. I do believe that there would be hardship involved for Québec dairy farmers, and to a lesser degree for egg and poultry producers, in the sense that if you replace your supply-managed system with quota values by a system of tariffs, if you do not have quotas and producers are free to produce as long as they can remain competitive within the protected tariff boundary, you do not have the surety of supply and your quota values become... Do they become zero? I am not sure. So that if, as a result of a GATT decision, we did go to a «tarification» system, the Provincial Governments would, I believe, perhaps in conjunction with the Federal Government, have to come up with some kind of a income replacement program for those quota values for existing dairy farmers.

**M. Richard:** Merci. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Juste une question d'information concernant votre firme, d'abord, en premier lieu. J'en aurai une autre précise après ça. Informetrica a produit toute une série d'études concernant l'avenir du Canada et du Québec en fonction des divers scénarios constitutionnels. Est-ce que ces études-là ont été commandées ou si c'est la firme elle-même qui a décidé d'y donner suite? Et si ça a été commandé, par qui ces études-là ont-elles été commandées et, donc, financées? Parce que j'imagine que ça doit coûter quelque chose. Pour information.

**M. Jenness:** As I indicated earlier, our firm

is an independent consulting firm. We provide, we have offered, as you will see from the description of service; a service. Clients are free to buy into it or not, as the case may be. Clients are free to buy individual studies or not, as the case may be. We have a range of prices, depending on full membership to a simple one-shot subscriber. We set, we determine what studies we undertake according to three things. First and foremost, our own firms assessment of the relative importance and interest that a study would generate. If it is of no interest to anybody it is not marketable. So, it has to be of some interest. Secondly, we look for a competent person to undertake the study who has some knowledge in the field. And thirdly, on the basis of our subscribers, who as I indicated include the various levels of government and the private sector, upon discussion with them we will give some higher priority, or lesser priority to one study or another, as the case may be. As you can see from the back of that description of service, there are about 35 to 40 areas where we initially thought it might be useful and prudent to study. The ones that we have already completed reflect the work of some of us in the organization and subcontractors who have worked for us. All are then subjected to an advisory review board composed of prominent economists and political figures.

**M. Brassard:** Dans le cas de la série d'études «Economics of Confederation» service, est-ce qu'il y a un organisme qui les a commandées? Est-ce que le gouvernement fédéral les a commandées à votre firme? C'est le gouvernement fédéral qui est à l'origine de l'élaboration de ces études, au nombre d'une douzaine? D'après les titres que je vois, il y en a une douzaine de ces études. Est-ce que ça a été commandé par le gouvernement fédéral?

**M. Jenness:** The service description that you have, possibly in an earlier form, was distributed to the Federal Government, the Provincial Government, the Provincial Opposition parties, the private sector, a range of individuals including the Canadian Association of Business Economists and other associations with a price list attached. They could order the full set of 35 to 40 studies, they could order 20 and select, they could order 10 and select, they could order 1 and select. They could get a person-to-person consultation for an additional price, etc. The studies that we have undertaken have been undertaken on our decision only. They have not been ordered by anyone. We have among our clients, not only this commission, but the various governments at the provincial level and a number of departments at the federal level as well as a number of firms in the private domain. You will appreciate that this is not germane for me to reveal our client list.

**M. Brassard:** J'aurais une dernière question, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous en prie.

**M. Brassard:** Une dernière question qui porte sur un point bien précis. Vous avez prétendu tout à l'heure qu'advenant l'accession du Québec à la souveraineté, le Canada pourrait, par mauvaise humeur ou par un comportement émotif, décider de ne plus acheter les produits laitiers fabriqués au Québec et produits au Québec, puisque le Québec détient près de 48 % du marché canadien actuel, comme tout le monde le sait.

Je me demande comment cela pourrait se faire étant donné qu'en vertu des règles du GATT, et le Canada est membre du GATT, et le Québec, un Québec souverain ne pourra pas faire autrement qu'être membre du GATT, et ça se ferait de façon quasi automatique, c'est ce qu'on est venu nous dire ici en commission. Donc, les deux seraient membres du GATT, soumis aux règles du GATT. Or, en vertu des règles du GATT, le Canada serait tenu de respecter ce qu'il est convenu d'appeler les importations – le niveau historique des importations – et ne pourrait pas, en vertu des règles du GATT, ne pourrait pas imposer des contingentements ou des quotas d'importation au Québec, aux producteurs laitiers du Québec, qui iraient au-delà de ce qu'est la réalité historique. Sinon, il contreviendrait aux règles du GATT et il serait passible de sanctions. D'ailleurs, M. Saint-Louis qui est du département d'économie rurale de la Faculté des sciences de l'agriculture de l'Université Laval, qui va vous succéder tout à l'heure, l'a clairement indiqué dans son étude. D'autres, d'ailleurs, étaient venus nous le dire aussi. Ce n'est pas la première fois qu'on nous dit que les pays ne peuvent pas agir en toute liberté concernant le contingentement des importations. Il y a des règles à suivre. Et, dans le cas des produits laitiers et des produits agricoles, le Canada, même le Québec devenant souverain, serait tenu de respecter ces règles-là. Sinon, il serait un contrevenant au GATT.

Or, vous avez complètement ignoré cette dimension-là, capitale, en disant: Le Canada pourrait tout simplement dire, bon, bien écoutez, maintenant c'est fini. On cesse d'acheter vos produits laitiers parce que vous n'êtes pas gentils, vous êtes devenus souverains. Vous n'êtes pas fins, vous n'êtes vraiment pas aimables là. Vous êtes devenus un État souverain, alors là, fini. On n'achète plus rien. En vertu des règles du GATT, ils ne peuvent pas faire ça. C'est une dimension, à mon avis, que vous avez négligée, qu'on ne retrouve pas dans votre étude. Et je ne sais pas pourquoi. J'aimerais savoir pourquoi vous mettez de côté cette dimension-là importante des marchés agricoles.

**M. Jenness:** I think that you will find on close study of our document that we actually dealt with that. But let me take the question as you have put it. As I understand it, you are saying that in a new trading relationship, and assuming that GATT does not, or does, I am not sure where you come down in that scenario, forbid supply management. You are saying that GATT requires independent States to continue to observe their historical market, and that we should have raised this particular scenario in our discussion.

Well, first of all, there is nothing in GATT to the best of my knowledge, except possibly under some interim arrangements that calls for the perpetual maintenance of historical markets at the expense of other competitive nations.

(16 heures)

Now, we did in our remarks, Sir – I think as the record will show – indicate that one alternative to the bleak or extreme scenario that I painted was for there to be some kind of five – year period in which barriers would be reduced, and that Canada would continue and that Québec would try to negotiate for the maintenance of a historical market for its dairy products. And I observed, Sir – I think the record will show – that that would not be a stable relationship, for three reasons. The first reason would be that Canadian producers would probably press very hard to exclude Québec imports, particularly if supply management and the goal of national self-sufficiency were maintained.

The second reason that would be an unstable situation would be the presence of the United States, to the south of us. On the one hand, the United States would not take kindly to a discriminatory arrangement between the Québec and Canadian Governments. And if that were not the case, Canadian consumers would not take kindly to buying high-priced Québec imports over U.S. imports. So that I think we did deal with that question. But the critical point to be made is that there is nothing in GATT, except as a temporary measure, which would ensure the continuing historical advantage that Québec now enjoys with the rest of Canada on dairy products.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Prévost, brièvement, il reste peu de temps.

**M. Forget:** Très brièvement. Merci beaucoup, M. le Président. Voici ma question, moi. On est exportateurs de poulets et on dit: C'est en Ontario. Mais une chose est certaine, c'est qu'il y a des entreprises québécoises qui ont du quota québécois, qui vont faire abattre leurs poulets en Ontario. Est-ce que dans l'exportation que vous mentionnez ici vous avez tenu compte de ça? Parce que, quand même, ça représente pas

mal de poulets qui ont été abattus en Ontario mais qui nous reviennent au Québec.

**Une voix:** ...

**M. Forget:** Oui, mais justement, c'est quand même des abattoirs de l'Ontario qui les ont abattus.

**M. Jenness:** I am not sure that this would change our observations, Sir. It undoubtedly would enter into the cost of production for the finished chicken, and for the finished chicken to the food-processor in general, but I am not sure that that would change our main observations per se.

**Le Président (M. Bélanger):** À ce stade-ci, il me reste, M. Jenness, à vous remercier chaleureusement pour votre participation à nos travaux. Nous savons que vous avez dû procéder dans des délais assez courts finalement, mais connaissant vos compétences et vos facilités à vous adapter à ces choses-là, vous avez su, ma foi, tirer très bien votre épingle du jeu. En ce sens-là, la commission vous remercie beaucoup de votre participation. Nous allons suspendre pour raison sanitaire cinq minutes.

(Suspension de la séance à 16 h 4)

(Reprise à 16 h 10)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît! Alors, nous recevrons, dans quelques... S'il vous plaît! Nous recevons M. Robert Saint-Louis, qui est économiste agricole et agronome. M. Saint-Louis a fait sa formation, son Ph.D. au Department of Agricultural Economics, Michigan State University, East Lansing, Michigan. Il a son Ph.D. en Agricultural Economics. Ses principaux champs d'étude: politique agricole et agro-alimentaire; économie de production; développement agricole et agro-alimentaire. Excusez-moi! Je n'ai pas les bras assez longs et j'ai oublié mes lunettes, alors j'ai un problème, ha, ha! Il a travaillé aussi dans des champs d'étude en mineure: théorie économique, des champs d'étude sélectifs: économie des ressources naturelles, commerce international, évaluation de projets et développements, et dans des méthodes quantitatives: analyse bénéfices-coûts, économétrie et recherche opérationnelle.

Le titre de sa thèse: «A Simulation Analysis of Planned Dairy Farm Development in Eastern Québec». Il a été aussi, de 1961 à 1965, à l'Institut d'économie appliquée, École des Hautes études commerciales, Université de Montréal. Il a une maîtrise en économie appliquée et en administration des affaires; champs d'étude: comptabilité, management, finances, théorie économique et marketing. Titre de la thèse:

«Considérations sur les prémisses du modèle de Kalecki». Alors, il a fait ses études pré-universitaires au Séminaire de Sherbrooke. Il est professeur titulaire à l'Université Laval, il a été aussi professeur titulaire et directeur du Département d'économie rurale de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval; associé de recherche, service de mise en marché du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Il a fait une quantité impressionnante de réalisations professionnelles que l'on peut retrouver... Vous avez copie de son curriculum vitae, je vous invite à les lire. Ça va être moins laborieux que de m'entendre. Alors, ceci étant dit, j'inviterais, sans plus tarder, le professeur Saint-Louis à nous présenter son exposé. Alors, professeur, nous sommes à vous.

**M. Robert Saint-Louis**

**M. Saint-Louis (Robert):** Merci beaucoup, M. le Président. Très brièvement, je voudrais vous remercier de m'avoir invité ici, ça me fait énormément plaisir de partager mes réflexions sur le dossier constitutionnel et le dossier du GATT. Je voudrais préciser que, contrairement au précédent intervenant, quand on m'a demandé, moi, de réaliser ça, c'était vraiment à froid; ce n'était pas dans la suite d'études que j'avais commencées avant sur d'énormes modèles pour essayer de voir quels étaient les impacts du GATT, et tout ça. Alors, ce que j'ai essayé de faire pour vous, c'est de ramasser ce que je considère des opinions assez solides au Québec et ailleurs, à travers le Canada et aux États-Unis, sur le problème que vous avez entre les mains.

Et la façon suivant laquelle je l'ai interprété, c'est qu'au moment où j'ai décidé d'accepter, il me semblait, moi, que le dossier du GATT était le dossier principal par rapport au dossier constitutionnel sur cette question agricole. Et quand j'ai pris cette décision – ce n'est pas pour dévaluer quoi que ce soit que vous faites au niveau du dossier constitutionnel – c'est qu'il m'apparaissait que la proposition Dunkel, qui s'en venait – et à ce moment-là, elle n'était pas connue, parce qu'on m'a approché le 13 décembre... Mais je connais assez de gens dans le milieu et je savais que la proposition Dunkel qui s'en venait était assez concrète. Il commençait à y avoir assez de chiffres pour qu'on puisse dire quelque chose d'assez précis sur ce qu'il y avait là-dedans.

Et la raison pour laquelle je vous ai présenté le document que je vous ai présenté, où vous avez peut-être l'impression que j'ai insisté plus sur GATT que sur le dossier constitutionnel, c'est précisément et seulement pour cette raison-là. Maintenant, ce que j'aimerais faire, cet après-midi... Je vais peut-être spéculer moins que le précédent conférencier parce que moi, il m'apparaît que la proposition GATT, à ce stade-

ci, est rendue tellement sérieuse que c'est probablement sur elle qu'il faut d'abord et avant tout commencer à discuter de façon très, très sérieuse.

Alors, ce que je vais faire, je vais résumer avec vous une partie du document où je commence par la proposition Dunkel-GATT qui est sur la table et, après ça, on pourra aborder les autres options à travers des questions, si vous n'avez pas d'objection. Le document que je vous ai présenté est assez indigeste à lire parce qu'on ne sait pas exactement si, si, si... Il y a tellement de si, dans tous ces dossiers-là, qu'on ne sait pas par lequel commencer. Alors, plutôt que de lire de la première à la dernière page, je vais vous demander de me suivre et de regarder d'abord l'option de Dunkel.

(16 h 15)

Le contentieux si on le pose à travers l'option de Dunkel, d'après moi, la première application, c'est que ça change la nature de toutes les politiques agricoles qu'il va y avoir ici, ailleurs et n'importe où, c'est-à-dire que, si le dossier GATT est retenu comme tel, ce qu'on appelle les piliers de la politique agricole du Québec sont remis en question, et je vous dirai pourquoi.

Ça pose le problème du partage des marchés contingentés au Canada, c'est bien sûr, et le précédent confère à vous a exposé son point de vue là-dessus; je vous parlerai du mien. Ça pose tout le problème de la controverse au niveau du commerce interprovincial et des barrières interprovinciales au commerce dont il n'a pas parlé, mais qui font partie du débat, et je vous dirai pourquoi je pense que son étude ne couvre pas ces problèmes-là. Ça pose aussi, à mon avis, le problème du coût et du partage des coûts des politiques à l'avenir, selon que le dossier constitutionnel va évoluer ou pas, et cette partie-là de la question, moi, je ne l'ai pas couverte; durant la période que j'avais pour réaliser l'étude, je n'ai pas du tout regardé le coût des politiques, avec ou sans souveraineté. C'est un aspect que je n'ai vraiment pas eu le temps d'examiner. Alors, si vous cherchez ça dans le document, vous ne le trouverez pas, c'est très clair.

Finalement, moi, j'ai décidé d'ajouter ce que ça implique au niveau du secteur de la transformation agro-alimentaire parce que, qu'on le veuille ou pas, le phénomène de la mondialisation est avec nous, qu'on le veuille ou pas, le coût des aliments n'est constitué qu'au tiers du prix des produits agricoles et je pense qu'à l'avenir on va devoir parler de plus en plus de politique agro-alimentaire et bio-alimentaire et pas juste de politique agricole, comme telle. Donc, ça change le contexte dans lequel on pose les problèmes et moi, ce que je vous dis tout de go, avant même de commencer à en discuter, c'est que si GATT passe tel qu'il est si jamais GATT est renégocié dans cinq ans en plus dur, il

faut à l'avenir se dire que la locomotive qui tire le secteur agro-alimentaire, c'est la transformation et non plus le secteur primaire. Alors, ça fait partie du débat et je n'ai pas entendu les gens d'Informatica vous en parler. Et vous parlez de l'agriculture, comme si c'était juste l'agriculture qui allait influencer les politiques agricoles.

Ceci étant dit, ce que j'aimerais faire avec vous cet après-midi, c'est regarder à partir de la page 8, si vous me suivez, du document, et c'est à partir de celle-là que j'examine le scénario Dunkel. Juste une clarification, en passant, si vous avez obtenu le document, j'ai centré l'étude sur les plans conjoints avec gestion de l'offre, non pas parce que je n'aime pas le secteur porcin et non pas parce que je n'aime pas les autres secteurs qui n'ont pas de gestion de l'offre, mais, à mon avis, le dossier Dunkel est le dossier constitutionnel. Le focus des implications va être sur les secteurs avec gestion de l'offre; les autres vont être affectés, mais beaucoup moins, et c'est pour ça que je n'ai pas eu le temps de me pencher là-dessus. J'ai mis l'attention sur ce qui me semblait le plus important.

Juste pour clarifier les chiffres, il y a de petites erreurs dans les chiffres qui vous ont été transmis. Ça a été fait très vite, et j'avais tellement de coordonnateurs que je n'ai pas eu le temps de tout vérifier; dans la section 2, et là, je vais suivre mon texte assez littéralement, je dis: «Pour rendre les choses plus concrètes, rappelons les faits suivants. Le secteur du lait comprend près de 14 000 fermes – je n'ai pas à répéter ça, il y en a qui vous l'ont dit – produisant pour une valeur – puis il faudrait dire 1 200 000 000 \$ maintenant. Le secteur des oeufs comprend 1418 exploitants.» Maintenant, faites bien attention, dans le secteur, on sait que si on met tout le monde qui déclare quelques oiseaux, oui, ça donne ça, mais le gros noyau des producteurs dans le secteur, c'est aux alentours de 175 à 180 à l'heure actuelle.

«Finalement, le secteur de la volaille et du dindon confondu comprennent 1167 fermes produisant – puis, là, il faut le corriger – pour 335 000 000 \$.» Mais, dans le secteur, on dit qu'il y a à peu près 807 fermes maintenant, le noyau dur du secteur; c'est ce dont on parle à l'heure actuelle quand on parle des...

**Une voix:** À quelle page?

**M. Saint-Louis:** À la page 8.

**Le Président (M. Bélanger):** Partie 2, hypothèse de l'accession?

**M. Saint-Louis:** Oui. Alors, c'est là où je garde l'hypothèse de Dunkel systématiquement.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Oui.

**M. Saint-Louis:** Dans le tableau qu'il y a là, je vous donne les chiffres sur les actifs totaux, la valeur des quotas et le passif dans les secteurs contingentés en 1991, et je tiens, tout de suite, à vous préciser que, lorsqu'on évalue la valeur des quotas dans ce secteur-là, cette évaluation, c'est une valeur que j'ai faite à partir des chiffres de l'Office du crédit agricole, ça ne veut pas nécessairement dire que tous les quotas dont la valeur est rapportée là ont été payés. C'est le nombre total des quotas multiplié par la valeur. Et, dans le secteur concerné, on considère aux niveaux fédéral et provincial à l'heure actuelle, on s'entend là-dessus, sur le fait qu'il y a un petit peu plus que le tiers de cette valeur qui a été effectivement payé et pas nécessairement cette valeur-là. D'accord? C'est une espèce de valeur totale au livre...

**Une voix:** ...

**M. Saint-Louis:** Tout coûte, oui. La valeur marchande. C'est difficile à dire s'ils ont une valeur marchande parce qu'il y a beaucoup de transferts père fils qui ne se font pas à la valeur marchande; il y a toujours une partie de donation.

**M. Léonard:** ...évalué à la valeur actuelle du marché.

**M. Saint-Louis:** Oui. Mais les agriculteurs, eux-mêmes, si vous leur dites ça, ils vont résister. Vous les connaissez, vous savez comment ils sont. Ça va?

**Une voix:** Avec raison.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Saint-Louis:** Est-ce qu'il y a des agriculteurs dans la salle?

**Une voix:** Tiens-toi-le pour dit.

**M. Saint-Louis:** Excusez-moi. Maintenant, on va passer tout de suite à la page 4 du document et je vais vous demander de me suivre. J'ai appelé ça «Résumé et interprétation de quelques éléments de la proposition Dunkel». J'ai vraiment fait ressortir les...

**Une voix:** À la page 4?

**M. Saint-Louis:** Page 4 maintenant, oui. Item 3. Alors, je dis bonnement que c'est un texte assez aride de 75 pages. Ce n'est pas ça qui est important. Si on passe au prochain paragraphe... C'est un texte qui est très drastique vis-à-vis de la vitesse à laquelle il suggère de convertir toutes les économies agricoles à l'économie de marché, c'est-à-dire 1993-1999. Quand on dit que c'est une conversion à l'écono-

mie de marché, ce n'est pas un symbole. C'est vrai. D'accord? C'est très, très vrai.

Je fais ressortir les deux principaux aspects de la proposition Dunkel. Il n'y a pas beaucoup de gens qui les connaissent en détail. C'est très, très important de savoir de quoi on parle. Le premier item qui a beaucoup d'implication vis-à-vis des plans conjoints, c'est celui qui est identifié comme étant le petit 1: «Toutes les politiques fédérales et provinciales de soutien interne à l'agriculture devraient être graduellement réduites de 20 % sur six ans. Ceci concerne donc toutes les sommes affectées au crédit agricole, à la stabilisation des revenus [...] ainsi que d'autres politiques de moindre importance toutefois, et par le gouvernement du Québec et par le gouvernement fédéral.»

Maintenant, vous avez probablement lu dans les journaux des gens qui interprètent cette position comme étant: «C'est-y» vrai, «c'est-y» pas vrai que ça détruit les piliers de l'agriculture? Moi, ce que je dis dans le rapport, c'est que, compte tenu de l'expérience que j'ai eue précédemment à négocier avec les producteurs de porc contre les tarifs compensatoires américains, vous pouvez être certains que l'accord du GATT qu'on est en train de négocier va être interprété par les tribunaux dans la lettre de ce qu'il veut dire. Ce qui est excessivement important – je vais faire référence ici au texte de Dunkel lui-même, et je tiens à vous le préciser – et c'est écrit noir sur blanc dans l'annexe B: «Les politiques de soutien interne que l'on demande à exclure des engagements de réduction répondront à une prescription fondamentale, à savoir que leurs effets de distorsion sur les échanges ou leurs effets sur la production doivent être nuls ou, au plus, minimes.»

Ceux qui travaillent dans ce secteur-là, ce que ça veut dire, ça veut dire que ça épouse l'esprit de la proposition américaine qui dit qu'à l'avenir toutes les politiques agricoles devront être – nous, on appelle ça des politiques déliées – ce qu'ils appellent «decoupled». C'est-à-dire que vous allez pouvoir garder seulement les politiques agricoles pour lesquelles vous pouvez faire la preuve que si vous donnez 1 \$ à l'agriculteur ça ne l'incite pas à produire davantage. Vous rendez-vous compte de ce que ça veut dire? Ça veut quasiment dire que la seule façon, à l'avenir, d'aider les agriculteurs, ça va être sous forme de paiements de soutien qui vont venir totalement et après, en sus de ce qu'ils vont réussir à gagner à travers leur activité d'agriculteur. Ça veut quasiment dire qu'il va falloir concevoir des politiques agricoles qui vont se rapprocher du revenu annuel garanti. C'est-à-dire que si vous voulez aider les agriculteurs, par exemple, à obtenir 25 000 \$ de revenu net par année, vous allez dire: Débrouille-toi sur le marché, on va regarder ton rapport d'impôt à la fin de l'année et si ça donne 18 000 \$, on va te verser 7000 \$ comme manque à gagner.

Les politiques découplées dans l'esprit américain et qu'on appelle des politiques déliées, des politiques qui ne distorsionnent pas le marché, c'est ça exactement que ça veut dire. Maintenant, ce n'est pas passé encore. L'Europe résiste énormément à cette chose pour la bonne raison qu'ils ne sont pas totalement en faveur de politiques déliées parce qu'ils ont chez eux, comme chez nous, beaucoup de politiques agricoles qui sont administrées de telle sorte que, par exemple, c'est fait par un soutien de prix. Un soutien de prix, si vous créez la stimulation de produire chez l'agriculteur, ça le stimule à produire. Ce n'est pas moi qui l'invente, là. C'est écrit dans la proposition Dunkel. La raison pour laquelle il y a autant de résistance à la proposition Dunkel de la part de la Communauté économique européenne, même s'ils n'ont pas parlé beaucoup sur la place publique, c'est à cause de ça. C'est cet aspect-là de la question qui est en cause.

Je continue dans le texte. Ceci concerne donc aussi les sommes affectées par le gouvernement fédéral au soutien du revenu dans le secteur du lait industriel. Ce montant présentement touché par les producteurs s'établit à 120 000 000 \$ annuellement. La proposition Dunkel implique, pour ce secteur contingenté, que le montant total de cette subvention devrait avoir été réduit graduellement pour, finalement, ne plus dépasser 96 000 000 \$ par an après 1999. Je fais l'hypothèse, bien sûr, que le fédéral continuerait – je le mets au conditionnel – à verser cette subvention, dépendamment, bien sûr, du dossier constitutionnel.

Parallèlement aussi, j'ai procédé à un calcul sommaire des implications de ce principe sur l'ensemble de l'agriculture du Québec, mais c'est vraiment une approximation. Je ne mettrais pas ma main dans le feu que mon chiffre est exact parce que je n'avais pas tout le décompte des derniers budgets gouvernementaux par secteur. Cette approximation conduit à la conclusion suivante: Si ce type d'aide du gouvernement actuellement accessible à l'agriculture du Québec – et là, je parle des subventions qui sont touchées par cet aspect de la proposition Dunkel, toutes catégories et toutes provenances confondues – serait réduit sur six ans, au tournant du siècle l'agriculture du Québec recevrait chaque année 125 000 000 \$ en moins, au titre des paiements totaux de soutien, ce qu'on appelle les programmes verts, jaunes, etc., le soutien à l'agriculture.

**M. Léonard:** Ça, c'est sans compter l'inflation.

**M. Saint-Louis:** Sans compter l'inflation. C'est en dollars nominaux. D'accord? Alors, c'est la première partie de la proposition Dunkel. O.K. Et la raison pour laquelle vous allez trouver des nuances dans la presse écrite, essayer de savoir

est-ce que ça détruit vraiment les piliers, est-ce que ça ne les détruit pas, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui ont lu le rapport Dunkel en voyant juste la proposition en général. Mais, quand vous regardez l'esprit qui se cache derrière ça, si l'esprit est appliqué complètement et si jamais la Communauté économique européenne se range du côté des Américains pour dire: On l'applique très, très systématiquement, moi, ce que je vous dis, sur la foi de mes expériences, ça veut dire que votre prochain ministre de l'Agriculture ou le ministre de l'Agriculture qui est en place, qui continuerait à exercer ce rôle, va devoir réexaminer l'ensemble des politiques agricoles, et c'est pour ça que je dis dans le document que ça affecte la nature des politiques. D'accord? Bien sûr, vous comprendrez que ce n'est pas juste pour les secteurs contingentés. C'est aussi pour les secteurs non contingentés parce que le crédit agricole, il s'adresse à la fois aux producteurs dans les secteurs contingentés et aux producteurs qui sont dans les secteurs non contingentés. Ça va. Alors, ça, c'est le premier élément parmi les plus importants dans la proposition Dunkel qui est sur la table, à l'heure actuelle.

Le deuxième élément, que vous trouvez à la page 6, le rapport Dunkel dit, et je résume: Pour les produits agricoles qui, actuellement, sont assujettis à des mesures à la frontière autres que les droits de douane proprement dits, donc, par exemple, les secteurs où il y a quota à l'importation, il y aurait d'abord conversion de toutes ces mesures en tarifs, et c'est cette opération qu'on appelle la tarification. Puis, tous les droits de douane, y compris ceux nouvellement apparus dans le cadre de cette opération de tarification, seraient graduellement réduits de l'année 1993 à l'année 1999 sur la base et au rythme d'une moyenne simple de 36 %, avec un taux minimal de 15 % pour chaque filière agricole tarifaire.

Si on continue, on passe quelques paragraphes, je dis: Limitons-nous, ici, à un seul aspect de la tarification. Dans la proposition Dunkel, il s'agit bel et bien d'une tarification intégrale sans aucune exception, c'est-à-dire sans maintien de l'article 11 qui permet pour l'instant de garder les marchés domestiquement contingentés, et qui abolirait donc automatiquement l'usage des quotas ou les licences à l'importation comme moyen de limiter l'accès aux marchés agricoles protégés. Ça, c'est très très clair dans la proposition actuelle du GATT. En effet, Dunkel précise que les politiques visées par la tarification comprendraient toutes les mesures telles que les restrictions quantitatives à l'importation, les prélèvements variables, les régimes de licences d'importation discrétionnaire, les mesures non tarifaires appliquées par l'intermédiaire d'entreprises commerciales d'État et l'autolimitation des exportations. Donc, il a vraiment écrit tout, tout, tout ce qu'il pouvait écrire, et ça couvre, en fait, toute la gamme des possibilités de ce qu'on

appelle les barrières non tarifaires.

L'article 11, dans sa forme actuelle, et je vous en ai mis une copie en annexe, si jamais vous voulez la consulter, disparaîtrait donc. L'une des questions est alors de savoir si des tarifs suffisamment élevés permettraient quand même de gérer l'offre au Canada ou, en l'occurrence, de gérer l'offre au Québec advenant que le Québec accède à la souveraineté politique ou pas. Et c'est vraiment une question qui est importante pour vous. J'ai écouté vos questions, j'ai écouté les réponses, et les réponses étaient aussi vagues que les questions, et ce n'est pas sans raison. C'est que ce qu'on ne savait pas au moment où Dunkel a déposé sa proposition, et ce qui est en train de se clarifier, c'est lorsqu'il a dit: C'est une proposition à prendre ou à laisser. L'impression que j'ai eue, c'est qu'il renvoyait chacun des pays chez eux, et il leur disait: Si jamais vous acceptez la tarification, revenez nous voir au mois de mars, au mois d'avril, avec des propositions de tarifs équivalents. Et ce qu'il y a de surprenant, ce qui m'a surpris énormément, c'est qu'il a l'air de dire: Ça, ça va être négociable. Et lorsque le ministre fédéral a dit la semaine dernière qu'il n'allait pas déposer ses propositions de tarifs, il avait l'air de dire qu'il ne voulait pas se placer dans une position où les tarifs canadiens seraient négociables. Je ne suis pas tout à fait certain de ce que j'affirme, mais c'est ce qui a été affirmé sur la place publique.

(16 h 30)

Maintenant, l'exercice qu'on est en train de faire... Je ne sais pas si vous avez eu copie des propositions de tarifs qui ont déjà été calculés à l'échelle canadienne. Moi, j'en ai une copie. Ça veut quasiment dire que les fonctionnaires sont revenus et qu'ils se sont dits: Étant donné qu'on est en train de se faire coincer dans une proposition où on doit remplacer les quotas par des tarifs, allons-y gaiement et mettons ces tarifs les plus élevés possible.

Dans le document que je vous ai rédigé, un peu plus tard – si vous l'avez lu complètement – j'ai fait, par exemple, une différence entre le coût de production américain du dindon et le coût de production québécois du dindon. Si vous avez lu tout le document, vous avez dû vous rendre compte qu'à l'heure actuelle, les Américains, par exemple, réussissent à produire du dindon à peu près à 0,30 \$ le kilo moins cher que nous. Ce que j'ai fait, j'ai fait un petit calcul totalement simpliste. Ce n'est pas le calcul que les fonctionnaires vont faire, il va être beaucoup plus élaboré que ça. Moi, ça m'indiquait qu'il faudrait que le tarif soit à peu près de 35 % pour que les prix s'équilibrent après que vous avez remplacé les quotas par les tarifs. Maintenant, quand je regarde la proposition des fonctionnaires, au niveau du quota qu'ils vont soumettre pour négociations – je ne vous donnerai pas le chiffre, parce que, apparemment,

on n'est pas supposés en parler, ce n'est pas sur la place publique – je vous dirai que c'est de l'ordre de 70 % et plus.

Les commentaires que je vous ferais ici, c'est de faire bien attention dans vos raisonnements. C'est bien beau de dire: On va mettre les tarifs à 70 %. Mais après qu'on a remplacé les quotas par des tarifs, vous rendez-vous compte de la situation, s'il fallait que les prix soient plus chers qu'avant ici, à cause que le tarif est établi de façon très, très élevée? Vous allez vous retrouver dans la situation où tous les producteurs, y inclus les exportateurs, vont vendre moins de dindons ici qu'ils en vendaient avant, ça va? Y inclus vos propres producteurs. Puis les consommateurs vont être en maudit contre les gouvernements qui ont négocié cette chose-là.

C'est pour ça qu'à l'heure actuelle je me demande vraiment si les gens sont bien conscients de ce qu'ils sont en train de faire au niveau du tarif. Maintenant, ce que M. Dunkel semble nous dire: Venez-vous-en à Genève, mettez ces tarifs-là sur la table et on va les négocier. N'oubliez pas qu'on a signé un accord de libre-échange avec les Américains, qui a précédé cet accord qu'on est en train de signer au GATT, et moi, la question que je me pose sérieusement – et c'est une des raisons pour lesquelles je me refuse à construire des modèles tels que ceux qui vous ont été présentés; il y a tellement d'hypothèses là-dedans qu'on ne sait plus exactement ce qui va se produire. Moi, j'ai l'impression que, par exemple, dans le cas du dindon, les Américains vont nous dire: Écoutez, on n'est pas prêts à accepter un tarif de 70 % même si vous l'avez présenté au GATT. Ça n'a pas de bon sens, par rapport à la différence de coût de production entre le Canada et les États-Unis. Et ils vont probablement essayer de négocier la différence entre les coûts de production, ou aux alentours de, parce qu'ils les connaissent, nos coûts de production. Les Américains vous vendent du dindon à chaque période des fêtes, puis ils savent exactement qui ils concurrencent ici à Valcartier, puis ils connaissent les coûts de production, etc.

Donc, ce n'est pas clair à ce stade-ci, et toute personne, à mon avis, qui va venir dans cette salle et qui va être capable de vous affirmer: Je suis certain, après que la négociation va être terminée, que c'est ça qui va se passer... Écoutez, je vous dirai: S'il a une boule de cristal, qu'il me la vende. Parce qu'on ne sait même pas pour le moment, à ce stade-ci de la discussion dans la proposition Dunkel, quels vont être effectivement ces tarifs. Moi, ce que je comprends dans la proposition Dunkel à l'heure actuelle, c'est que si le Canada accepte de retourner à Genève, de déposer ses tarifs équivalents, par exemple, pour le dindon, pour le fromage, etc... La façon dont ça s'est discuté à date, ce n'est pas une proposition finale et ce



que M. Dunkel disait c'est: Parlons-en et négocions-les autour de la table. Vous vous rendez compte de la négociation que ça va donner? Moi, j'ai l'impression qu'on s'engage encore pour quelques mois. Après ça, pouvez-vous déterminer quels vont être exactement les tarifs? Mais ça, c'est de la pure spéculation de ma part.

Alors, c'est pour ça que quand j'écoute les gens qui font des modèles à l'heure actuelle, je me dis: Tabarouette, comment font-ils pour tout mettre ça dans des modèles? Et eux-mêmes le reconnaissent quand on commence à défaire ces modèles-là pour se dire: À quoi ça rime, tous ces chiffres que vous mettez sur la table?

Maintenant, de façon plus précise, après coup, au niveau des implications pour chacun des secteurs – et là je vais vous demander de faire un voyage beaucoup plus long – je vais vous demander d'aller à la page 23, où, en conclusion, j'examine pour chacun des secteurs quelles sont les implications de Dunkel. Alors les négociations multilatérales du GATT et le dossier constitutionnel sont cruciaux pour l'avenir des offices de commercialisation, ça je n'ai pas à vous le répéter.

En guise de conclusion, on va tenter d'en résumer très succinctement quelques implications concrètes et là je vais prendre ça secteur par secteur. Dans le secteur laitier, elle entraînerait comme première conséquence que le maximum du soutien fédéral obtenu par les producteurs de lait industriel du Québec devrait être abaissé, comme je vous l'ai dit antérieurement, de 120 000 000 \$ à environ 96 000 000 \$. Mais là, je faisais l'hypothèse que le fédéral continuerait à verser de tels subsides.

Elle entraînerait comme deuxième conséquence de modifier le mode d'établissement des prix à la ferme et pour les producteurs de lait nature, dont le prix est présentement arbitré par la Régie des marchés agricoles, et pour les producteurs de lait industriel, dont le prix est arbitré par la CCL, et la CCL, c'est la Commission canadienne du lait. Les quotas à l'importation en vigueur dans tous les produits laitiers dérivés du lait seraient transformés en tarifs. Donc les prix effectifs touchés par les producteurs de lait cru et par les transformations deviendraient les prix américains plus les tarifs. Ça ce serait le prix américain. Le marché est tellement gros aux États-Unis, ils sont tellement gros producteurs, vous deviendrez complètement preneurs de prix, et le maximum de prix que vous pourriez avoir au Canada, ce serait le prix américain plus le tarif. Ça, c'est clair pour tout le monde.

Tous les économistes que vous rencontrez qui ont fait le minimum d'économie doivent vous dire la même chose, j'espère. Dans le cas du lait cru, nous avons pu calculer que le tarif serait probablement de l'ordre de 10 % à 20 % en 1993, et serait réduit par la suite de 36 %. Ça ce n'est absolument pas certain. Ça se pourrait que ce

soit 15 % et non pas 36 % parce que, je vous rappelle que dans la proposition Dunkel, ils laissent au Canada un petit peu de marge de manoeuvre pour déterminer quels produits on pourrait réduire de 36 % et quels produits on pourrait réduire de 15 %. J'ai vu, à un moment donné, quelqu'un affirmer que dans le cas de tous les produits contingentés, eux autres, on essaierait d'obtenir au moins une exception et on essaierait de faire en sorte que ce soit juste 15 %, mais ce n'est absolument pas certain. Ça aussi ça fait partie des nombreuses hypothèses qui sont lancées sur la table à droite et à gauche.

Mais comme je vous disais, ça c'est mon calcul. Ce n'est sûrement pas le calcul que les fonctionnaires du Québec vont aller déposer au GATT, advenant qu'ils le fassent. J'ai essayé de trouver rapidement des coûts de production et ils ne sont pas tous établis sur une base excessivement scientifique les chiffres que je vous fournis. J'ai essayé de trouver ce qu'il y avait de meilleure information au moment où j'ai pu le trouver. Mais ça vous donne un ordre de grandeur. Il est à peu près certain, par contre, compte tenu du fait que les tarifs vont être négociables, que le Canada va sûrement proposer pour les produits laitiers un tarif plus haut que ça – O.K. – est-ce qu'à la fin il va se ramasser avec un tarif qui va être exactement celui-là? Ça, je ne le sais vraiment pas.

C'est pour ça que j'ai écouté la personne vous répondre tantôt à vos questions hypothétiques. Je me disais, il sait beaucoup plus de choses que je sais. On ne sait vraiment pas parce qu'il semble qu'à l'heure actuelle ils vont retourner là-bas, ils vont négocier les tarifs et à un moment donné ils vont revenir avec des tarifs négociés.

En bref, cette proposition conduit au démantèlement pur et simple des systèmes de gestion de l'offre qui existent présentement dans le secteur laitier canadien. Il conduit aussi, par voie de conséquence, au démantèlement du système de partage des marchés entre provinces sur lequel je pourrai revenir si on en a besoin.

L'accession du Québec à la souveraineté, en soi, ne pourrait pas modifier cet état de fait, si ce scénario est accepté au GATT. Une concurrence vive s'instaurerait, surtout entre les producteurs du Québec et de l'Ontario, pour augmenter chacun ses parts du marché canadien. Une très grande concertation entre toutes les entreprises de l'industrie laitière seraient rendues nécessaires au Québec.

Le Québec aurait peut-être avantage, à ce moment-là, à réduire sa production de beurre dans laquelle il est peu compétitif pour s'orienter vers des produits transformés à plus grande valeur ajoutée, pour lequel il est plus compétitif, tel que le fromage de spécialité. J'ai pris un exemple en particulier. Un bon nombre parmi les 14 500 producteurs laitiers actuels seraient

amenés à sortir de cette production plus rapidement qu'ils nous l'avaient prévu. Les revenus des producteurs deviendraient plus instables et sûrement moins élevés présentement, à compter du milieu de la décennie. De combien? Je ne le sais vraiment pas. O.K.

Si j'avais des chiffres à vous mettre sur la table et j'étais prêt à les soutenir de façon solide, je vous le dirais. Je ne le sais vraiment pas. Le secteur des oeufs et du poulet, ces producteurs ne touchent présentement aucun soutien direct majeur des gouvernements et touchent un peu le crédit agricole, comme tout le monde. Ils seraient affectés par les aspects du crédit agricole, mais disons que ce n'est pas considéré, ce n'est pas ça leur principal problème. Cependant, les prix à la ferme deviendraient déterminés, dans le cas du lait, par le niveau du prix américain plus un tarif établi de manière à se substituer aux quotas à l'importation.

Étant donné que les producteurs sont moins compétitifs que les producteurs laitiers par rapport à leurs concurrents américains, le tarif proposé pourrait être de l'ordre – encore là, c'est mon calcul à moi – de 20 % à 30 %, pour 1993, et ça va être 20 % à 30 % ou plus, si les tarifs deviennent un objet de négociation, tel que c'est mis sur la table. Ceci poserait un immense défi aux producteurs locaux à devenir plus compétitifs, dans un marché où il y aurait démantèlement des offices de commercialisation, c'est tout à fait certain. Plusieurs, parmi les 2500 producteurs concernés – maintenant, quand je vous parle des 2500, rappelez-vous que ce sont les producteurs dans le terme du recensement, mais le noyau dur des producteurs, là-dedans, c'est de 980 à 1000, à peu près – je regarde le monsieur qui acquiesce, il connaît le secteur – ne pourraient pas devenir aussi compétitifs et abandonneraient la production. La valeur des actifs, dans ces secteurs, pourrait être significativement dépréciée, à court terme. Les revenus chuteraient et deviendraient beaucoup plus instables que présentement. L'accession du Québec à la souveraineté, en soi, ne pourrait pas non plus modifier, à mon avis, cet état de fait, si ce scénario était accepté au GATT. Pourquoi j'affirme ça de cette façon? C'est que j'ai l'impression que le scénario GATT, tel qu'il va passer et tel qu'il risque de passer à l'heure actuelle, si vraiment les carottes sont cuites – moi, je n'ai pas cette information, si vous l'avez, dites-le moi – d'après moi, laisse très peu de marge de manoeuvre au niveau de l'écriture de nouvelles politiques agricoles qui permettraient, par exemple, de réécrire des programmes de stabilisation d'une autre forme, etc. Compte tenu des contraintes budgétaires dans lesquelles on vit tous, j'ai l'impression que la marge de manoeuvre – je ne dis pas qu'il n'y en aurait pas – serait assez mince, pour essayer de constituer des filets de sécurité d'autre nature

pour essayer de sauver tout le monde, dans une optique de ruralité ou de maintien du milieu rural.

Le secteur du dindon. Les 286 producteurs ne touchent présentement aucun soutien direct, mis à part le crédit agricole et des bricoles de ce genre. Dans leur cas, la proposition Dunkel implique aussi que les prix à la ferme deviendraient déterminés en pratique par le niveau du prix américain plus le tarif. Étant donné que ces producteurs sont très peu compétitifs – et, dans les faits, ce sont eux qui sont les plus vulnérables – par rapport aux immenses élevages des États-Unis, le tarif proposé devrait être de l'ordre de 30 % à 40 % en 1993, ou plus, bien sûr; puis, il serait graduellement réduit pour atteindre 20 % à 25 % en 1999. Pourquoi le secteur du dindon est-il plus vulnérable que d'autres? J'écoutais l'intervenant qui m'a précédé ici. Il faut vous représenter qu'il y a des éleveurs américains, ceux qui détiennent, par exemple, les races de dindons; il y en a un, à lui tout seul, qui peut approvisionner le Québec et plus. D'accord? C'est une entreprise qui est immense. Ça va? Et c'est à ces gens-là qu'on va se frotter. Maintenant, c'est très difficile de déterminer leur coût de production, parce que ce sont des gens qui ne vendent pas que du dindon; ils vendent des lignées génétiques, ils vendent de l'expertise et sont consultants à droite et à gauche, en Afrique et ailleurs. C'est eux qu'on rencontre au Koweït, qui vont construire les élevages, clé en main, et tout ça. Ce sont des gens qui font leurs revenus à toutes sortes de sauces. Alors, c'est difficile de déterminer exactement ce qu'est, dans leur coût de production, l'élevage de leurs propres dindons. Maintenant, ce sont eux qui vous vendent votre dindon de Noël américain que vous achetez chaque année. Ils réussissent à entrer parce qu'ils ont des licences à l'importation. C'est ça qu'est le dindon américain. Je ne vous dis pas qu'il est moins bon que le nôtre, mais je vous dis qu'il est fabriqué par des gens qui en produisent d'énormes quantités.

Alors, à notre avis, la plupart de ces éleveurs de dindons québécois seraient aussi mis en très sérieuse difficulté, à très court terme. Il y aurait, bien sûr, démantèlement de leurs offices provinciaux de commercialisation, et donc démantèlement du système de partage du marché canadien. En définitive, la question des conséquences de l'accession du Québec à la souveraineté, sur ces secteurs agricoles contingents, est, pour l'instant, totalement conditionnelle ou enclavée, à mon avis, dans celle des négociations multilatérales du GATT, et c'est pour ça que la proposition Dunkel est aussi importante qu'elle l'est à l'heure actuelle. En d'autres mots, elle cessera d'être une question purement académique pour ces producteurs seulement en avril, au moment où le GATT parviendrait à une conclusion définitive, semble-t-il. Mais, encore là,

est-ce que ça va être... Moi, je ne suis pas aussi certain qu'on le dit dans la presse qu'ils vont tirer une conclusion définitive en avril, surtout si les tarifs dont je vous ai parlé et qui sont supposés être les tarifs équivalents qui vont remplacer les quotas, sont négociables. Parce que là, j'ai l'impression que les gens vont aller à Genève, vont présenter... Imaginez-vous autour d'une table 108 pays qui se parlent de tarifs, avec toute l'aréopage de spécialistes qui va les entourer, pour dire: Ça n'a pas de bon sens, c'est un petit peu trop élevé par rapport à notre concurrence avec le Japon sur tel produit, tel produit, etc. Moi, j'ai l'impression qu'ils vont revenir ici, qu'ils vont retourner et qu'il va y avoir... si la proposition Dunkel est acceptée comme telle.

(16 h 45)

Maintenant – et je termine là-dessus – si le GATT échoue complètement, alors, la question cruciale, c'est certain, pour ces secteurs agricoles, devient la suivante: Sera-t-il possible d'établir, avec le ou les gouvernements de ce qui restera du Canada, les ententes et les conventions nécessaires au maintien du fonctionnement des systèmes déjà en place si le Québec choisissait l'option de la souveraineté? Tous les analystes s'entendent pour dire que le principal enjeu pour ces secteurs serait alors, en bout de ligne, celui-là, à court et à moyen terme: Est-ce qu'on va réussir à s'entendre avec les autres provinces sur le partage des marchés tel qu'il est défini maintenant?

Je pense que l'autre conférencier vous a présenté, avec des chiffres, exactement cette problématique. Je ne vous dis pas nécessairement que je suis d'accord avec ses hypothèses et je ne reprendrai pas tous les chiffres qu'il vous a balancés sur la table, mais il vous a présenté la problématique de cette façon. J'ajoute que c'est une question qui n'est pas qu'économique, bien sûr, comme on a tenté de le démontrer dans ce document. Elle sera aussi éminemment politique, immédiatement après l'effet des négociations du GATT, si celles-ci se terminent par un échec cuisant. Et je vous laisse le soin d'évaluer la probabilité que ça survienne.

En effet, le chaos international qui risque de s'installer sur les marchés agricoles, si les négociations du GATT échouent complètement, auront un impact politique très important, dans les Prairies surtout. Il restera à voir, en temps et lieu, si, et surtout quand, le maintien des offices de commercialisation dans le lait, dans les oeufs, dans le poulet et le dindon pourra être abordé objectivement dans le cadre du dossier constitutionnel canadien. D'après moi, une fois que la poussière va être retombée, il va sûrement y avoir moyen de se parler froidement, strictement sur une base d'affaires, et c'est l'opinion qu'on développe dans le reste du document. Alors, si vous avez des questions, ça me fera plaisir de vous répondre.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, merci, M. Saint-Louis. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. D'abord, je voudrais vous remercier, M. Saint-Louis, parce qu'il est arrivé souvent, ici, qu'on ait reçu des prophètes et des voyants. Alors, c'est réconfortant et rafraîchissant de voir quelqu'un qui vient nous voir, qui nous parle de façon très lucide, mais qui nous dit aussi: Je n'ai pas de boule de cristal compte tenu de ce qui se passe, entre autres, surtout, à propos du GATT; je peux difficilement vous dire quelle sera la situation qui va prévaloir, quelle sera la réalité dans deux ans ou dans cinq ans.

Est-ce que je vous décède bien? Parce que vous avez insisté beaucoup sur le rapport Dunkel, la position Dunkel: le remplacement des quotas par des tarifs, par la tarification pour ce qui est des productions contingentées – et la tarification serait négociable. Vous avez présenté ça de telle façon qu'en vous écoutant, je me suis dit un peu comme mon collègue de tout à l'heure, le député d'Arthabaska: Est-ce que, finalement, les carottes ne seraient pas cuites et la partie ne serait-elle pas jouée? Est-ce que la partie n'est pas jouée? Parce que vous me dites: On est en train de regarder, d'élaborer des tarifs. C'est donc qu'on prend maintenant pour acquis que c'est une chose faite, qu'il n'y a plus grand combat à livrer, qu'il n'y a plus de bataille à livrer, que c'est une chose acquise. Les quotas seront remplacés par des tarifs. Est-ce que je vous décède bien? Est-ce qu'au fond la partie est faite, la partie est jouée? Est-ce que la partie est jouée sur ce plan-là?

**M. Saint-Louis:** Faisons bien attention. Je vais interpréter votre question à ma manière. Ce que j'ai senti, au niveau du Québec, c'est que les gens refusaient d'en parler, de la question de la tarification. Un peu pour dire que les gens considéraient ça comme une hypothèse totalement invraisemblable jusqu'à il y a tout récemment, du moins jusqu'au mois de décembre, à partir du moment où Dunkel a mis les chiffres sur la table. Au niveau des Américains, c'est une chose qui se parlait depuis trois ou quatre ans, mais on a l'impression qu'au niveau d'ici, les gens refusaient ça complètement en se disant: Si on commence à en parler, ça va être comme de leur montrer que ça nous intéresse donc d'en parler, etc. Moi, j'ai senti, dans le milieu, une espèce de refus d'examiner ce scénario. Est-ce qu'il va être retenu au GATT? Je ne le sais pas. Je n'ai pas plus d'information que vous, M. le député. Je ne suis pas sur l'équipe de négociation. Je n'étais pas là quand ils ont discuté avec la CEE et les États-Unis. Et les deux derniers, probablement, qui vont donner un point de vue là-dessus, ça va être les deux grands marchands internationaux de produits agricoles qui sont la CEE et les États-Unis.

**M. Brassard:** O.K., c'est correct. Je vous ai mal compris dans ce cas là.

**M. Saint-Louis:** Je ne peux pas interpréter politiquement jusqu'où ils sont rendus à l'heure actuelle et essayer de savoir si vraiment les carottes sont cuites. Comme vous, j'ai écouté M. Dunkel hier. Dans son esprit à lui... Ce qu'il semble dire c'est: Pour moi, ma proposition est solide et j'ai l'impression que parmi les 108 pays au mois d'avril il y en a peut-être 104, 105 ou 106 qui vont venir discuter de tarification. Mais je ne suis absolument pas certain que tout le monde va y aller.

Là, ce qu'il faut surveiller c'est la CEE qui est en train de travailler la politique agricole commune et, dès le moment où la CEE va se brancher — parce qu'ils n'ont pas fini de peaufiner leur politique agricole commune... Le dernier signal que tout le monde surveille c'est à ce niveau-là. On prend tous pour acquis dans le milieu que les Américains, par contre, pour eux, leur position est, je dirais, finalement enclenchée. Moi, ce que les Américains m'ont dit c'est qu'au retour du président Bush il a affirmé avec certitude que les Japonais ouvriraient le marché du riz et sa préoccupation c'était celle-là. Alors, au niveau du Japon, les choses seraient plus ou moins organisées.

Par contre, il n'a pas réussi à s'entendre avec la CEE sur le partage du marché des céréales parce que ceux qui discutent sérieusement à l'heure actuelle ce sont ceux qui sont sur le marché. Les deux grands, les deux derniers à se prononcer, ça va être la CEE et les États-Unis. Moi, je n'ai pas plus d'information politique à ce niveau-là que vous en avez. Alors, c'est pour ça que c'est difficile pour moi de vous dire si les carottes sont cuites ou pas. Je n'affirmerais sûrement pas ça devant les producteurs agricoles parce que ce serait mentir de dire que je sais ce genre de choses là.

**M. Brassard:** Je vous ai probablement mal interprété. Vous insistiez tellement sur le fait que les gouvernements étaient en train d'examiner et même de mettre au point des projets de tarification que j'ai...

**M. Saint-Louis:** Les Américains ont déjà tous leurs chiffres calculés, il paraît. Ils ont déjà tous leurs tableaux. La plupart des pays ont leurs tableaux. Le dernier à sortir son tableau, apparemment avant le Canada qui a dit qu'il n'en déposerait pas de tarifs, si j'ai bien entendu, ça va être la CEE. Si la CEE ne sort pas de tarifs, vous pouvez être certain que la proposition de tarification ne passera jamais. Donc, en ce sens-là, les carottes ne seraient pas cuites parce que l'un des piliers de la proposition Dunkel frapperait une sérieuse résistance. C'est-à-dire que les gens refusent même de continuer l'exercice à ce moment-ci au niveau de ce qu'ils

proposent. Est-ce que ça retarde d'un an, cet aspect-là? Ça, je ne le sais pas. C'est de la très haute politique.

**M. Brassard:** C'est une épée de Damoclès...

**M. Saint-Louis:** Ah ouï!

**M. Brassard:** ...qui nous pend au-dessus de la tête.

**M. Saint-Louis:** C'est certain.

**M. Brassard:** Ce que vous nous dites aussi c'est que dans l'éventualité où Dunkel passe presque intégralement, ça provoque en quelque sorte le démantèlement des offices de commercialisation ...

**M. Saint-Louis:** Ça, c'est certain.

**M. Brassard:** C'est évident?

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Brassard:** Donc, ça provoque un bouleversement assez considérable des marchés agricoles au Canada et au Québec et, ça, que le Québec soit un État souverain ou pas. Dans cette éventualité-là le statut politique ou constitutionnel du Québec a peu d'importance d'une certaine façon.

**M. Saint-Louis:** Il a une importance — vous me permettez de vous interrompre...

**M. Brassard:** Oui.

**M. Saint-Louis:** ...sur un aspect qui n'a pas été discuté avec le précédent intervenant et j'aurais aimé qu'il réponde à cette question de cette façon-là parce qu'ils ne l'ont pas modélisée. Dites-vous qu'il existe entre le reste du Canada et le Québec, advenant que le dossier constitutionnel évolue vers la souveraineté, ce qu'on appelle des barrières non tarifaires. Moi, j'ai un document entre les mains qui est le «Comité fédéral-provincial des barrières non tarifaires».

**M. Brassard:** Bien ouï!

**M. Saint-Louis:** Apparemment, il y a 156 barrières non tarifaires entre le Québec et les autres provinces dans le secteur agricole et chacune des provinces a l'air de dire que la politique agricole des autres, c'est une barrière non tarifaire. On a une façon assez extraordinaire au Canada de se tirer dans les pieds quand on veut se présenter aux négociations. Imaginez-vous quand les Américains ont trouvé ce document-là. Ils ont dit: Vous-mêmes, vous admettez que vous avez des barrières non tarifaires entre

les provinces, etc. Une fois que le Québec...

**M. Brassard:** Dans cette perspective-là les offices de commercialisation...

**M. Saint-Louis:** Alors, si vous restez dans le GATT...

**M. Brassard:** ...sont identifiés comme des barrières non tarifaires par le gouvernement fédéral.

**M. Saint-Louis:** ...et que vous devenez souverain, le GATT... Ils vont dire: On ne veut pas se mêler de vos querelles internes. Mais à ce moment-là, si vous appliquez les règles du GATT, vous allez pouvoir établir des tarifs entre vous qui vont être l'équivalent des barrières non tarifaires que vous pratiquez déjà entre les provinces. C'est ça qu'il aurait dû vous répondre, l'intervenant qui est venu avant moi. Quand il dit que l'Ontario va bloquer tous nos marchés laitiers, le GATT, il va dire: Attendez un peu. Il y a des façons civilisées de bloquer les marchés laitiers. Si, vous-même, vous avez déclaré que vous aviez 143 barrières non tarifaires les uns avec les autres, avec la nouvelle proposition Dunkel, vous avez une base pour établir de nouveaux tarifs entre vous, qui vont être équivalents à ce que vous appelez vos barrières non tarifaires entre vous. Qu'est-ce que ça va donner comme tarifs? Je n'en ai aucune espèce d'idée, mais ce que le GATT permettrait selon ces règles, à ce moment-là, c'est au Québec d'imposer les tarifs au reste du Canada, mais qui seraient soutenus par quelque chose, c'est-à-dire qui seraient pour contrer les politiques de l'autre qui sont répréhensibles selon le GATT; si, bien sûr, le Québec est signataire du GATT, advenant le dossier constitutionnel et son évolution. Ils ne pourront pas faire n'importe quoi s'ils sont joueurs du GATT et si nous sommes joueurs du GATT. Il va falloir tous les deux qu'on joue et c'est pour ça que je vous dis que le dossier Dunkel, à l'heure actuelle, est si important par rapport à l'évolution de tous les autres dossiers qui sont sur la table.

**M. Brassard:** Parce qu'il change les règles du jeu complètement.

**M. Saint-Louis:** Complètement, complètement. C'est une autre partie de balle; c'est une autre...

**M. Brassard:** C'est une autre «game», comme on dit.

**M. Saint-Louis:** Une autre «game».

**M. Brassard:** Maintenant, dans l'hypothèse, cependant, où ça ne marche pas et que l'article 11 soit maintenu, les offices de commercialisation

peuvent continuer de fonctionner.

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Brassard:** Les quotas à l'importation aussi. Dans cette éventualité-là, ce que vous dites, toujours si le Québec devient un État souverain, c'est que le Québec n'est pas nécessairement en position de faiblesse. C'est vrai qu'il est peut-être exportateur de produits laitiers vers le reste du Canada, mais, par contre, globalement, dans tout le secteur agro-alimentaire, il est importateur net de produits agro-alimentaires en provenance du reste du Canada, puis il y a une marge assez intéressante. Enfin, c'est ce j'ai pu voir dans votre...

**M. Saint-Louis:** Oui. On utilise l'argument en disant que nous avons une excellente base de négociation parce qu'un acheteur net au niveau international, dans la conjoncture actuelle, a le gros bout du bâton au niveau de la négociation.

**M. Brassard:** Ce que le témoin précédent n'a pas voulu admettre ou considérer, se limitant de façon assez exclusive au secteur laitier, dans une négociation d'État à État pour maintenir un espace économique commun. C'est évident que, sur le plan agro-alimentaire, le Québec m'apparaît, et vous avez raison de le signaler, en position de force d'une certaine façon. Par exemple, on est, à peu près, un des gros acheteurs de fruits et légumes de l'Ontario, on est un gros acheteur de céréales de l'Ouest et de l'Ontario, on est un gros acheteur de viande rouge en provenance de l'Ouest, et tout ça fait que, finalement, on achète pas mal plus qu'on ne vend au reste du Canada.

Alors, ça, je pense qu'autour d'une table de négociation, l'émotion étant abolie, mise en veilleuse – ça ne peut pas durer une éternité, ça, la mauvaise humeur – les intérêts des parties vont apparaître dans toute leur réalité. À ce moment-là, je pense qu'il y a sûrement moyen de maintenir les offices de commercialisation qui existent présentement, avec des modifications probablement...

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Brassard:** ...au niveau des organismes qui vont contrôler tout ça. Probablement qu'il y aura des changements à apporter, mais pour l'essentiel les maintenir, et pour le Québec continuer aussi d'être un gros acheteur de produits agricoles dans des secteurs qui ne sont pas contingentés, comme la viande, les céréales ou les fruits et légumes.

**M. Saint-Louis:** Je prends votre commentaire comme un commentaire. Écoutez, vous me confrontez à l'autre individu; je n'ai pas ses chiffres et ça, ça me plaît un peu moins. Moi,

j'affirme ce que j'affirme dans le document. Mais n'oubliez pas que, d'ici l'an 2000 ou 2010, ce n'est plus les agriculteurs qui vont déterminer où va être l'agriculture, c'est là où les transformateurs vont s'installer.

Et au niveau des transformateurs, il y a d'autres aspects que le coût de la matière première agricole. Il y a toute la question des salaires – et j'insiste là-dessus dans le dossier – il y a toute la question des bénéfices marginaux, des conditions de travail, etc. N'oubliez pas qu'on est maintenant sur un marché des aliments; on n'est plus sur un marché des matières premières agricoles. Il y a cet aspect-là de la question qui va jouer énormément, et j'insiste dans le document. Les marchés d'exportation sur les fromages: Ne vous imaginez pas qu'on se présente à New York avec un petit camion de fromages et qu'on vend ça facilement. Il faut maintenant rentrer dans les créneaux d'exportation; c'est de très, très grosses entreprises qui contrôlent ces créneaux-là et c'est à ce niveau-là que la partie de balle va se jouer.

(17 heures)

**M. Brassard:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** M. Saint-Louis, vous prétendez qu'il existe certaines raisons qui militent en faveur d'une discussion rationnelle évidemment entre l'éventualité d'un Québec souverain et le Canada, en ce qui concerne l'ensemble des marchés agricoles.

Parmi les raisons, vous soulignez que les règles du GATT obligent les parties à respecter ce que vous identifiez comme étant les marchés historiques. C'est quoi que vous identifiez comme étant des marchés historiques?

**M. Saint-Louis:** Cette clause du GATT est une des vieilles clauses, comme toutes les clauses dérogatoires que les Américains avaient fait introduire au début du GATT parce que le GATT date de 1945-1950, et c'est toutes des vieilleries qui sont restées dans le GATT parce que ça ne dérangeait personne. Et, au niveau du GATT, bien, le GATT était obligé de les faire observer, ces vieilleries-là, et les pays s'en servaient quand ils voulaient. Les Américains, des clauses dérogatoires grand-pères et tout ça, ils sortaient ça du chapeau quand ils en avaient besoin. Mais ça fait partie de toute la liste des clauses dérogatoires et celle-là, étant dans les clauses dérogatoires...

Ce qu'on dit nous, elle est encore là jusqu'à preuve du contraire. Maintenant, ce qu'on ne sait pas, c'est, est-ce qu'elle va être dans la prochaine convention du GATT? Et ça, je ne le sais pas. Moi, la seule partie du document du GATT que j'ai, c'est la partie qui concerne l'agriculture et, dans les 75 pages du document

qui concerne l'agriculture, moi, je n'ai pas trouvé l'écriture de cet aspect historique de la question et j'espère que dans vos équipes de négociations qui vous représentent à Ottawa et ailleurs vous avez des juristes qui sont assez excellents pour avoir perçu ça parce que ce serait peut-être important, dans le contexte dans lequel on discute ici, que ces clauses constitutionnelles soient maintenues dans un éventuel GATT renouvelé.

Mais moi, j'ai l'impression qu'il y a beaucoup de vieilles toiles d'araignée du GATT de 1944 qui vont peut-être passer par-dessus bord à l'occasion de cette négociation-ci et c'est pour ça que je ne fais pas aussi radical au niveau de la conclusion que vous en tirez. Mais ce que j'affirme dans le document, c'est que ça existe encore, dans l'actuel contrat du GATT.

Si le dossier constitutionnel, un jour, devait être transporté dans GATT actuel, ce que je vous dis, c'est que vos juristes pourraient sûrement invoquer cette clause-là pour essayer de défendre le dossier d'ici. Est-ce qu'il va être dans le prochain GATT? Je ne le sais vraiment pas. Là, vous devriez vous renseigner auprès des négociateurs ou vos représentants aux équipes de négociations. Moi, je ne l'ai pas vu dans le document.

**M. Richard:** Est-ce que ça devrait rester là, selon vous?

**M. Saint-Louis:** Moi, j'espère que ça va rester là, oui.

**M. Richard:** Ça nous avantage?

**M. Saint-Louis:** Bien, ça nous aiderait à passer des périodes de transition qui vont être assez cahotiques. De toute façon, par exemple, si on a la tarification, si on se débarrasse des quotas à l'importation... Par exemple, dans un secteur comme le dindon, il y a déjà un certain nombre de clauses de sauvegarde qui sont incluses là-dedans qu'on pourrait invoquer pour faire en sorte qu'on ne déboulonne pas complètement notre marché tout d'un coup, mais ce serait un outil additionnel s'il était dedans que vous me permettriez d'utiliser, moi, en tant que consultant, pour aller défendre le dossier pour dire: On va s'assurer que ça va se faire de façon pas trop cahotique. C'est sûr que ça jouerait en notre faveur s'il était dedans.

**M. Richard:** Ça répond à ma question. J'aurais une autre question, M. le Président. On sait que l'ensemble des agriculteurs et agricultrices du Québec sont représentés par un syndicat qui s'appelle l'UPA. Selon ce qu'on entend et selon ce qu'on peut comprendre, ils ont, en fait, certaines attentes, admettons, élevées, peut-être pas très élevées, mais élevées quant au bénéfice que pourrait peut-être apporter la souveraineté

éventuellement. Je parle bien en fonction de l'UPA. On sait aussi que M. Proulx et ses représentants ont dit que si ça ne marchait pas au GATT et si on n'obtenait pas le renforcement de l'article 11 du GATT, eh bien, on devrait carrément se retirer du GATT.

Chaque fois que vous avez touché le dossier, tantôt on y a fait allusion lorsque vous avez touché les barrières tarifaires avec M. le député de Lac-Saint-Jean, vous avez dit: Si vous restez dans le GATT. Alors là, ma question est la suivante: Est-ce que vous pensez qu'un Québec souverain, on devrait fonctionner dans le GATT ou si on devrait recevoir l'indice des représentants du monde agricole qui nous disent que si ça ne marche pas, l'article 11, bien...

**M. Saint-Louis:** Moi, je tiens à souligner, premièrement, que je travaille beaucoup avec l'UPA moi-même...

**M. Richard:** Ah! c'est du bon monde. Je ne suis pas contre l'UPA là.

**M. Saint-Louis:** ...sur toutes sortes de dossiers au niveau de l'évaluation des plans conjoints, des impacts des plans conjoints. J'ai fait beaucoup de choses avec eux. Mais je ne réponds pas à cette partie-là de votre question parce que je ne veux pas faire la lecture politique de leur position. C'est eux qui l'ont. Je ne suis pas certain de partager toujours, exactement, les mêmes points de vue que vous sur leur interprétation vis-à-vis de tous les dossiers. D'accord. Il y a toutes sortes d'agriculteurs au Québec. Quelle est la majorité à l'intérieur d'eux? Je ne le sais vraiment pas. Je la devine peut-être, mais je ne le sais pas. Alors, je ne voudrais pas me baser là-dessus.

**M. Richard:** Mais le sens de ma question, j'y reviens. Le sens de ma question – et je ne pense pas qu'il y ait une consonnance politique...

**M. Saint-Louis:** O.K.

**M. Richard:** ...est-ce qu'un Québec souverain se devra de faire partie des négociations du GATT éventuellement...

**M. Saint-Louis:** Ah oui! D'après moi.

**M. Richard:** ...contrairement à ce qu'a dit Jacques Proulx, entre autres, de l'UPA?

**M. Saint-Louis:** Non, non. Ce que je comprends de M. Proulx, c'est qu'il dit que...

**M. Richard:** Non, mais ne le défendez pas. Vous dites que vous n'en faites pas, là, vous.

**M. Saint-Louis:** ...la proposition Dunkel qui est sur la table n'est pas acceptable pour eux.

Mais je ne pense pas que Jacques Proulx a parlé de l'aspect textile, l'aspect service, l'aspect... Jacques Proulx défend la...

**M. Richard:** Bien, l'ensemble de la... Parce que la négociation du GATT ne se fait pas en partie, je pense que vous le savez, même si Jacques Proulx est votre patron ou indirectement.

**M. Saint-Louis:** Jacques Proulx n'est pas... Excusez-moi, monsieur.

**M. Richard:** Ah, bon. Excusez.

**M. Saint-Louis:** Je travaille à l'Université Laval. Je suis un professeur et j'ai réalisé des études pour eux. Ils m'ont donné toute liberté de parole tout le temps.

**M. Richard:** Ils vous ont bien payé?

**M. Saint-Louis:** La dernière fois que j'ai fait une étude, est-ce que je peux vous dire qu'ils ne m'ont pas payé? J'ai accepté de la faire avec plaisir parce que c'est important, les plans conjoints.

**M. Richard:** C'est bien.

**M. Saint-Louis:** Ça va.

**M. Richard:** Mais je reviens à ma question. Est-ce qu'un Québec souverain se devra de faire partie du GATT...

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Richard:** ...Indépendamment de ce que dit le monde agricole représenté par son syndicat actuellement en rapport avec le rapport Dunkel?

**M. Saint-Louis:** Alors, je réponds juste à votre question. Est-ce qu'on doit être au GATT?

**M. Richard:** Oui, c'est la question.

**M. Saint-Louis:** Je ne parle pas de l'agriculture. Est-ce qu'on doit être... Oui, bien sûr.

**M. Richard:** Maintenant, une additionnelle. Est-ce qu'on doit être au GATT en matière agricole?

**M. Saint-Louis:** Non, pas avec cette proposition-là.

**M. Richard:** Bon, alors, vous me répétez votre réponse. Vous me dites...

**M. Saint-Louis:** J'ai dit: Non, pas avec cette proposition-là.

**M. Richard:** Ah bon! Ça va, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. M. Saint-Louis, je vois que vous avez étudié la question à l'aide des documents. Quand on regarde l'évolution économique générale, c'est vraiment la mondialisation, l'ouverture des marchés et on peut prendre pour acquis que le GATT, il va finir par toucher aussi l'agriculture un jour ou l'autre. Si ce n'est pas cette négociation-ci, ça sera la suivante. Moi, j'ai peut-être une question là-dessus. À supposer que le rapport Dunkel passe à peu près comme il est – je pense qu'il peut y avoir des correctifs, je suppose qu'il y a des négociations et même si ça ne faisait pas notre affaire, que ça serait quand même, dans le gros, accepté – quelles seraient les mesures que nous aurions à prendre pour y faire face? Est-ce que dans ce contexte, finalement, on serait mieux souverains? Et quelles seraient les mesures que nous aurions à prendre aussi dans le contexte où nous serions souverains?

**M. Saint-Louis:** Les mesures qu'on va avoir à prendre, c'est sûr, c'est d'aider notre agriculture à faire cette transition de la situation actuelle... Parce qu'on est un des rares coins de la planète où on s'empêchait de produire, avec des plans conjoints, parce qu'on se disciplinait. Ce qui est en train de se passer au GATT, et c'est frustrant pour les agriculteurs... Parce que la raison pour laquelle on veut rentrer l'agriculture dans le GATT, au niveau international, c'est parce que les marchés sont devenus tellement cahotiques qu'on veut que les gens se disciplinent et on est en train de se faire coïncider. On était un des rares joueurs disciplinés et la solution... On n'était pas partie du problème et ils sont en train d'imaginer une solution qui nous rentre dans le problème.

**M. Léonard:** O.K.

**M. Saint-Louis:** C'est ça. C'est pour ça que les agriculteurs sont aussi frustrés, si je les comprends bien. Et je pense que, indépendamment de tout aspect politique, vous comprenez cet aspect-là de la question. C'est-à-dire qu'on s'était doté de politiques assez extraordinaires – moi, que je trouve assez extraordinaires – qui ont leurs coûts, bien sûr – vous le savez sur le plan budgétaire, vous approuvez les budgets et tout ça – mais c'est un ensemble politique qui est bien fait, qui est coordonné et qui est cohérent. Et là, survient de l'extérieur un... C'est un peu comme si vous étiez, vous, le joueur qui a un enfant de six pieds et au niveau international tous les autres pays se rassemblent avec des enfants de cinq pieds et de sept pieds et ils trouvent une solution à leur problème où tous leurs enfants se sentent bien, mais la

solution, ce n'est pas pour les enfants de six pieds. C'est un peu la position dans laquelle on se retrouve. Alors, moi, je vous dirais: Après ça, on va essayer d'imaginer des politiques qui vont permettre à l'agriculture de faire des transitions. Mais, moi, ce que je vous dis, à l'heure actuelle, et je vous le répète: Cette proposition-là, le handicap qu'elle a, c'est qu'elle ne nous donne aucune espèce de crédit pour ce qu'on a fait avant, elle ne nous donne aucune espèce de crédit pour le fait qu'on n'a dérangé personne sur le plan du commerce international, qu'on n'a pas causé de surplus, qu'on n'a pas embêté les autres, etc. Et il faut absolument, absolument qu'on continue de se battre pour cette raison-là, c'est-à-dire pour faire en sorte que nos agriculteurs d'ici puissent vivre une transition qui va être harmonieuse par rapport au monde nouveau.

Ceci étant dit, je reviens à ce que vous disiez. Je ne suis absolument pas contre la mondialisation, je ne suis absolument pas contre la compétitivité, je ne suis absolument pas contre le modernisme. Ce que je trouve frustrant, c'est que de l'extérieur il y a une solution qui est en train d'être imaginée, qui pénalise des gens qui ne faisaient pas partie du problème. C'est la meilleure façon de le dire.

**M. Léonard:** Dans la mesure où on est obligés d'abolir nos offices de commercialisation et le système de quotas, le problème qui se pose à l'agriculteur individuel, ou individuellement, c'est qu'il l'a payé ou qu'il est en train de le payer. Il a un coût considérable de l'ordre de 200 000 \$ à 300 000 \$, dépendant de la taille de la ferme, notamment dans l'industrie laitière. Comment pensez-vous qu'on puisse résorber le coût de l'abolition de ces quotas? Je suppose que l'agriculteur qui est face à cela, si on ne lui donne pas une aide quelconque ou un dispositif pour en sortir, il va faire faillite. Une bonne partie vont faire faillite. Ça, ça touche en particulier les plus jeunes qui sont nécessairement plus endettés que les autres, parce qu'ils sont au début de leur carrière.

Peut-être qu'il est encore trop tôt, le GATT n'a pas fini, mais je relie cette question à une autre dimension. C'est qu'un des problèmes que nous avons dans la succession des fermes, c'est justement le transfert de ces quotas et, au fond, on a là le désavantage, aussi au-delà du coût, de notre système. Les quotas représentent un coût considérable. C'est un achalandage, en quelque sorte. Ce n'est pas beaucoup autre chose ou un droit exclusif de produire. Comment résorber la question?

**M. Saint-Louis:** Moi, je n'ai pas la solution à ça. Si je l'avais, je serais très heureux. C'est un des éléments principaux du débat, à l'heure actuelle, qui n'est pas sur la place publique, qui va devoir l'être bientôt, parce que les agriculteurs commencent à être très nerveux. Ils n'en



parlent pas. C'est une espèce de sujet tabou.

tard.

**M. Léonard:** Est-ce que le GATT accepterait le rachat de ces quotas ou un système de résorption en lieu et que les subventions qu'il y avait avant pourraient servir à cela sur une période x de temps?

**M. Saint-Louis:** Je vous suggère de mettre cela sur la place publique et d'en parler tout de suite aux agriculteurs, parce qu'ils vont sûrement vouloir vous rencontrer en très grand nombre et essayer d'élaborer une solution pour vous, parce que c'est un problème qui les chicotait.

**M. Léonard:** Est-ce que ce serait acceptable de la part du GATT?

**M. Saint-Louis:** Je l'ignore. Je n'ai pas examiné cette question-là. Étant donné que c'est quasiment l'équivalent d'un achalandage, mais ce n'est pas tout à fait un achalandage comme... O.K.

**M. Léonard:** Non, c'est plus que ça, c'est une exclusivité. C'est comme une franchise, en quelque sorte.

**M. Saint-Louis:** N'oubliez pas que c'est un droit de produire, mais qui a été arbitré, parce que vous avez des règles gouvernementales qui arbitrent le prix.

**M. Léonard:** Oui, oui.

**M. Saint-Louis:** Comment ce serait traité par le GATT? C'est compliqué. Le GATT demanderait sûrement de regarder ça de a à z. Il ne vous donnerait sûrement pas le feu vert comme ça. Ça, j'en suis certain.

**M. Léonard:** Est-ce que dans le contexte de la négociation ça peut devenir un argument de négociation pour une période de transition raisonnable?

**M. Saint-Louis:** Sûrement. Mais, j'essaie de voir par rapport à quelle clause du GATT... Je ne sais pas. Je vous avoue que... Sous quelle clause on pourrait le passer, je pourrais le regarder, mais spontanément comme ça, je ne le sais pas.

**M. Léonard:** Je dirais que sur ce plan-là, on serait mieux de se fier à nous-mêmes pour le négocier avec le GATT que de se fier au fédéral. C'est l'objet de notre commission.

**M. Saint-Louis:** Ha, ha, ha! Je suis totalement d'accord avec vous.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** O.K. Je vous reviendrai plus

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Prévost.

**M. Forget:** Merci, M. le Président, M. Saint-Louis. M. Saint-Louis, je voudrais quand même vous féliciter pour votre document. Je trouve ça drôlement intéressant. Ça amène à penser sérieusement à l'avenir de l'agriculture. Voici, concernant le contingentement, si j'ai bien compris, disons que présentement ça va sauter. Si je comprends bien, avec le GATT, ça va sauter. Est-ce qu'on va devenir un peu comme le système américain comme producteur laitier, de la même façon qu'aux États-Unis? Aux États-Unis, si demain matin un producteur veut produire, il produit. Il produit 100 livres, 200 livres, 300 livres, comme il l'entend. Du moment que son lait rencontre les normes, il produit. Est-ce que la même chose va s'appliquer au Québec?

**M. Saint-Louis:** Pas nécessairement. Connaissiez-vous le système américain?

**M. Forget:** Oui.

**M. Saint-Louis:** Au niveau du lait, ils ont des «marketing orders». Les «marketing orders» c'est un peu l'équivalent de nos coopératives d'ici, mais d'une autre façon.

**M. Forget:** Oui, notre ancien système.

**M. Saint-Louis:** Oui, ils font de la mise en marché collective pour les producteurs agricoles, mais dans laquelle le producteur n'a pas nécessairement fidélité complète avec un droit de produire, etc. Il y a des choses comme ça qu'on peut organiser à notre façon. On a déjà nos coops, on a déjà des systèmes. Ce que je vous dis, c'est qu'on n'est pas obligés d'adopter exactement ce qu'ils font. Mais, aux États-Unis, chaque «marketing order» de chaque État – et il y a même des États où il y en a deux, comme en Californie – est en concurrence l'un avec l'autre. C'est la différence de ce qu'on a avec nous aussi.

(17 h 15)

**M. Forget:** Un paie plus cher que l'autre à un moment donné.

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Forget:** Mais, par contre, tout à l'heure on parlait des subventions. Si vous regardez en Californie, entre autres, c'est une subvention par les municipalités. Par exemple, pour approvisionner des vaches en eau et ces choses-là, c'est la municipalité qui aide, comme elle aide les citoyens de la région. Est-ce qu'on pourrait établir, à un moment donné au Québec, une

politique par les municipalités qui pourraient aider les agriculteurs?

**M. Saint-Louis:** Indirectement, peut-être qu'on pourrait intervenir au niveau des régions pour faire une espèce de péréquation au niveau des coûts de production dans une optique de maintien de la ruralité dans tout... Alors, il y a sûrement des politiques comme celle-là. Maintenant, faites attention au niveau des interventions, au niveau régional. O.K. Il y a des aspects du document, je pense qu'ils ont été mis sur la table par vous les gens qui sont en politique, qui sont de même nature. La marge de manoeuvre pour intervenir au niveau régional, pour modifier les coûts de production, n'est pas aussi large qu'on le pense. Mais il y a une petite marge de manoeuvre.

**M. Forget:** M. le Président, une autre petite question. Voici. Si un agriculteur, par exemple, dans une région donnée dit: Bon, moi écoutez, moi je m'en vais sur un marché local. Je vais faire la distribution. Je vais m'installer une fromagerie. Est-ce qu'il va avoir le droit de le faire avec la nouvelle politique du GATT?

**M. Saint-Louis:** Non seulement il va avoir le droit, mais ça va être encouragé parce que le GATT veut établir un marché libre.

**M. Forget:** Individuel.

**M. Saint-Louis:** Oui, oui. Maintenant, il laisse à l'intérieur de chaque pays le soin de déterminer comment il va le faire à sa façon.

**M. Forget:** Maintenant, je reviens au niveau du «broiler», au niveau du poulet, par exemple. C'est sûr que si on regarde, naturellement, il n'y aura plus de frontières. C'est qu'on ne sera plus là. On ne peut pas concurrencer les États-Unis présentement. On a mentionné des chiffres tout à l'heure. Si on regarde au niveau du «broiler», je pense que c'est contrôlé par quatre ou cinq producteurs de «broilers» aux États-Unis. Quasiement à moitié prix de nous. Comment va-t-on faire pour pouvoir survivre, concurrencer ces gens-là? C'est à peu près impossible.

**M. Saint-Louis:** Faites attention. Moi, j'ai vécu aux États-Unis trois ans et demi. J'étais étudiant. Et le poulet américain n'est pas exactement le poulet d'ici.

**M. Forget:** Je suis d'accord avec vous, un peu comme le porc.

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Forget:** Mais quand même, si vous regardez présentement au niveau de nos abattoirs là, s'il y a une possibilité d'aller chercher le

poulet américain, ils sont là.

**M. Saint-Louis:** Mais ce à quoi je faisais allusion, c'est qu'au niveau de... La possibilité d'identifier notre produit et de le segmenter par rapport au marché américain reste. Alors, c'est une question de fidélité de nos consommateurs. C'est une question de prix et c'est une question de marché.

**M. Forget:** Là, je vous pose une autre question. C'est un peu comme le chapon.

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Forget:** Vous savez, moi je fais l'élevage du chapon et vous savez, on a quand même un chapon de qualité au grain. Mais par contre, est-ce que le marché est toujours là?

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Forget:** Il est quand même très limité. Si vous regardez au niveau du «broiler», c'est la même chose. C'est les coûts. Alors, si vous arrivez au niveau de la restauration, au niveau des coûts moindres, pas mal à meilleur marché, alors...

**M. Saint-Louis:** La bagarre va être très dure.

**M. Forget:** C'est justement, c'est ça.

**M. Saint-Louis:** Et le partenaire est très gros. Là je vous suis. Et ça va jouer dur.

**M. Forget:** Est-ce qu'on va pouvoir supporter la concurrence? Je me pose des questions sérieuses.

**M. Saint-Louis:** D'après moi, ça va hâter énormément la disparition de nos producteurs de poulet. Ils ne disparaîtront peut-être pas tous. Vous êtes probablement vous-même un excellent producteur qui va réussir à résister, mais ça va jouer très dur.

**M. Forget:** Non, mais disons que je suis un producteur laitier avant tout. Mais par contre... Alors, M. le Président, je vais revenir avec d'autres questions tout à l'heure.

**Une voix:** Le sirop d'érable aussi.

**Une voix:** Le sirop d'érable aussi. On connaît.

**Le Président (M. Bélanger):** C'est diversifié. Alors, M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Est-ce que vous avez pu identifier dans vos études le coût du quota. Bon.

Nos prix sont plus élevés que ceux des Américains, mais il y a une qualité différente. Il y a un volume différent. Les quotas eux-mêmes, est-ce que vous avez pu identifier le coût du quota?

**M. Saint-Louis:** Je vous ferai remarquer, et ce n'est pas à moi de vous faire cette leçon, que vous avez des institutions qui surveillent les prix agricoles, dont la Régie des marchés agricoles, et qui défend aux producteurs d'imputer le prix de leurs quotas dans le calcul des coûts de production. Donc, en principe, en pratique aussi, j'espère, sinon vous devriez surveiller vos régies. Elles sont sensées avoir établi des prix agricoles dans lesquels on n'avait pas le droit de faire «percoler» le prix du quota. Dans les chiffres comptables que nous ramassons pour les producteurs agricoles dans nos centres de recherche pour le calcul du coût de production, nous n'imputons pas un coût de financement du quota.

**M. Léonard:** Vous n'imputez pas des coûts d'intérêt?

**M. Saint-Louis:** Non, c'est défendu par vos régies gouvernementales.

**M. Léonard:** Oui, mais ce que l'agriculteur fait, c'est qu'il hypothèque ses propriétés au maximum et paie comptant le coût de son quota.

**M. Saint-Louis:** Oui, d'accord.

**M. Léonard:** Alors là...

**M. Saint-Louis:** Il y a une espèce de déphasage par rapport...

**M. Léonard:** Oui. C'est évident.

**M. Saint-Louis:** Ça tout le monde le sait dans le milieu.

**M. Léonard:** Alors, je repose donc ma question. C'est-à-dire que vous me répondez un peu juridiquement.

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Léonard:** Et je vous comprends, vous êtes très prudent. Mais disons que, d'un point de vue économique, nos prix étant plus élevés, jusqu'à un certain point, on peut attribuer ces prix plus élevés à un certain nombre de facteurs et, même si c'est défendu, est-ce qu'on peut quand même cerner, en quelque sorte, le coût du quota?

**M. Saint-Louis:** C'est excessivement difficile. On essaie de le faire, nous, à l'heure actuelle. Par exemple, il y a tout l'aspect du crédit agricole. Les prêteurs chez qui vous vous

présentez, si vous détenez un quota, vous considèrent comme un client à moindre risque que quelqu'un qui n'en a pas. Il y a tout cet aspect-là du coût du crédit qui est en... Ce n'est pas facile à calculer. Je ne vous réponds pas malicieusement, je vous réponds en tant qu'économiste. Séparer tout ça et dire: Ça, c'est juste le prix du quota, ce n'est pas aussi facile que ça en a l'air.

**M. Léonard:** Mais, en fait, on peut penser, par exemple, qu'une ferme qui vaut 500 000 \$ et a 200 000 \$, à peu près, pour le quota, donc, les 2/5 des coûts de financement, etc... Est-ce qu'on peut retrouver ça au niveau du coût?

**M. Saint-Louis:** Non, ce n'est pas identifiable.

**M. Léonard:** Je comprends que ce n'est pas aussi linéaire que cela. Mais, au fond, il me semble que c'est inévitable qu'on retrouve le coût du quota dans le coût de production, indirectement.

**M. Saint-Louis:** Il y a sûrement les jeunes qui le rachètent qui sont assez frustrés parce qu'eux autres, un jour, ils ont très, très hâte que ça entre dans le calcul du coût de production, surtout chez un jeune qui l'aurait tout payé. Maintenant, faites bien attention! Beaucoup de jeunes qui ont acheté le quota ont été obligés de dévaluer le prix de la terre pour acheter le quota. Donc, il y a toujours ce jeu. Ce n'est pas aussi simple que ça en a l'air. Je ne suis pas malicieux en vous disant ça.

**M. Léonard:** Non, non.

**M. Saint-Louis:** C'est très difficile à calculer.

**M. Léonard:** Je reviens à ma question de tout à l'heure. À partir du moment où les quotas sont abolis par une règle du GATT – je dirais, si on se met à 10 ans de distance, et, très probablement, c'est ce qui va se passer – ça implique un réajustement des valeurs des fermes au Québec.

**M. Saint-Louis:** Ils ne seront pas abolis par une règle du GATT, ils vont être abolis par votre Assemblée, à la suite d'une décision du GATT, si vous décidez...

**M. Léonard:** Je comprends, mais le fond de ma question... Ça va nous amener à réévaluer les valeurs des fermes...

**M. Saint-Louis:** Tout à fait.

**M. Léonard:** ...de chacun des éléments du coût de production.

**M. Saint-Louis:** Ça, demain matin, ça va se passer, vous pouvez être certain, le jour où on change les règles du jeu.

**M. Léonard:** Dans le contexte où un agriculteur, un jeune, n'a plus, pour se lancer, à acheter du quota, donc à le financer, et le comptant qu'il a, il le met directement sur les biens fonciers, au fond, ça devrait l'amener à baisser de façon significative son coût de production.

**M. Saint-Louis:** Le coût de son établissement va être moindre, mais son revenu va probablement être moindre, dans le contexte de l'après GATT, mettons. Ça va?

**M. Léonard:** Oui, mais dans ses dépenses, il va avoir 20 000 \$ de moins à payer, par exemple...

**M. Saint-Louis:** Oui, exact.

**M. Léonard:** ...ou 30 000 \$. Donc, est-ce que, tout compte fait, en bout de ligne, compte non tenu de la transition qu'on peut aménager, au fond, il ne se retrouvera pas dans une position concurrentielle, peut-être différente, mais quand même acceptable?

**M. Saint-Louis:** J'en doute. Vous me poussez jusqu'au point d'une question très, très pointue. Ça me prendrait des chiffres. Le raisonnement me semble logique, dans votre suite, mais je ne suis pas du tout certain de ça. D'après moi, les prêteurs vont... Dans une économie où on déboulonnerait le système, il n'y aurait plus de valeur, il y a des agriculteurs qui vont avoir de la misère à se trouver du crédit. Ça fait partie du portrait. Probablement que le coût du crédit va augmenter après coup, surtout si l'autre partie de Dunkel dit que la bonification des taux d'intérêts, il faut diminuer ça graduellement parce que n'oubliez pas que ça aussi ça va faire partie du décor.

**M. Léonard:** Mais dans la mesure...

**M. Saint-Louis:** Je ne suis pas prêt à vous répondre, à être...

**M. Léonard:** M. Saint-Louis...

**M. Saint-Louis:** Non, je ne suis pas prêt...

**M. Léonard:** ...dans la mesure où les 200 000 \$ qu'il aura, il va les mettre directement pour payer sa ferme, ses équipements, par exemple, ses bêtes, à ce moment-là ça va être pas mal plus facile...

**M. Saint-Louis:** O.K.

**M. Léonard:** ...d'aller chercher du crédit, aussi.

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Léonard:** Et là, je pense qu'on raisonne de façon hypothétique, mais...

**M. Saint-Louis:** Mais ce dont je suis à peu près — excusez-moi, madame — certain, c'est que les fils et les filles de ces agriculteurs-là vont pouvoir construire des exploitations plus grosses, à cause du fait qu'ils vont pouvoir acheter plus de capital avec le même montant d'argent, s'ils ne sont pas obligés d'acheter le quota. J'ai l'impression que, là, ça nous place peut-être dans une structure où les coûts de production vont être un petit peu inférieurs, et tout ça. Je vous suivrais jusque-là, mais de là à affirmer catégoriquement que c'est 0,55 \$ contre 0,55 \$, je ne le sais...

**M. Léonard:** Ah non! je n'affirme rien catégoriquement, je pose la question.

**M. Saint-Louis:** Non, non, je ne le sais pas.

**M. Léonard:** Je vous la pose.

**M. Saint-Louis:** Je ne le sais pas.

**M. Léonard:** On a fait un bout de chemin. Peut-être que je reviendrai.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Bellechasse.

**M. Forget:** M. le Président, juste une petite mise au point. M. Saint-Louis, tout à l'heure vous avez mentionné, si j'ai bien compris, que l'Office du crédit agricole ne prêtait pas sur les quotas. Oui, elle prête. On vient justement d'en acheter, la semaine passée, et on a emprunté de l'Office du crédit agricole et de la Société.

**M. Saint-Louis:** Ce que j'ai dit, c'est qu'ils prennent en compte le fait que vous êtes détenteur ou non de quotas. Je pense même que c'est rendu...

**M. Forget:** Voulez-vous que je vous dise, c'est exactement...

**M. Léonard:** Il y a des garanties derrière.

**Une voix:** Ça n'entre pas dans calcul des coûts de production.

**M. Saint-Louis:** Non.

**M. Léonard:** Qui sont basés sur le quota lui-même...

**M. Forget:** Bien, disons que c'était pour garantir...

**M. Léonard:** Tu as des garanties derrière.

**M. Forget:** Oui, mais des garanties sur le quota. Ils ont pris en garantie le quota.

**Le Président (M. Bélanger):** Mme la députée de Bellechasse.

**Mme Bégin:** Oui, merci, M. le Président. M. Saint-Louis, j'aimerais revenir sur les réponses que vous avez données à mon collègue, le député de Nicolet, et ce, pour mon bénéfice personnel. Tantôt, vous avez dit, à la question du député de Nicolet, que le Québec devrait faire partie du GATT, mais en ce qui concerne l'agriculture, il devrait se retirer du GATT.

**M. Saint-Louis:** Non. J'ai dit qu'on ne devrait pas signer la proposition Dunkel telle que soumise présentement.

**Mme Bégin:** Mais vous avez dit au départ, en tout cas si j'interprète bien vos paroles, que dans un Québec souverain, le Québec souverain devrait faire partie du GATT.

**M. Saint-Louis:** Vous n'aurez pas le choix, madame.

**Mme Bégin:** Bon.

**M. Saint-Louis:** Vous vendez de l'électricité, des pâtes et papiers, vous vendez... Chère madame!

**Mme Bégin:** O.K. Mais vous avez dit qu'en ce qui concerne l'agriculture, le Québec ne devrait pas faire partie du GATT.

**M. Saint-Louis:** Non. J'ai dit que le Québec ne devrait pas signer la proposition Dunkel telle que mise sur la table. Il y a peut-être d'autres propositions qu'on est capable de concocter, qui vont être plus favorables. On n'a pas le choix, il faut rester dans le GATT. N'oubliez pas qu'on est aussi vendeur de porc au niveau international.

**Mme Bégin:** Oui, mais, là, je me pose la question. D'après moi, le GATT, c'est un tout. C'est à prendre ou c'est à laisser.

**M. Saint-Louis:** Oui, c'est un contrat, le GATT. C'est un morceau de papier.

**Mme Bégin:** Mais si on ne signe pas sur l'agriculture, est-ce qu'on va faire partie des autres secteurs dans le GATT...

**M. Saint-Louis:** Attendez un peu, là.

**Mme Bégin:** ...comme le textile et tout ça?

**M. Saint-Louis:** Ce n'est pas certain que tout ce beau monde va renouveler le GATT avec l'agriculture dedans. Si la Communauté économique européenne dit non, il peut arriver deux choses. Ou bien M. Dunkel renvoie tout le monde chez lui et dit: On ne signe pas un nouvel accord du GATT, on fait continuer l'ancien... Ce qui est sur la table, à l'heure actuelle, c'est d'entrer l'agriculture dans le GATT, tout court. Ça, c'est un des cinq problèmes qu'ils discutent. Ce n'est pas le seul.

**Mme Bégin:** Donc, si je comprends bien, on pourrait très bien... Est-ce que ça se fait, présentement, dans certains secteurs d'autres pays? Parce qu'on est 108 pays qui négocient, je pense, autour de la table au niveau du GATT.

**M. Saint-Louis:** Pour la première fois dans l'histoire du GATT, il y a deux grands partenaires...

**Mme Bégin:** La CEE.

**M. Saint-Louis:** ...qui s'appellent la Communauté économique et les Américains, et ils disent: Si vous n'entrez pas l'agriculture dans le GATT, c'est tellement important pour nous, qu'on retourne chez nous et on «scrape» tout le GATT. C'est ça qu'ils disent. Est-ce qu'ils vont le faire? Je ne le sais pas.

**Mme Bégin:** O.K.

**M. Saint-Louis:** Parce que les Américains ont des problèmes de voiture automobile. Ils ont d'autres sortes de problèmes sur la table et, pour eux, la voiture automobile...

**Mme Bégin:** Qu'est-ce qu'un Québec souverain va faire si l'agriculture entre dans le GATT? Advenant que l'agriculture entre dans le GATT, comme vous dites, la CEE et les États-Unis veulent la faire entrer...

**M. Saint-Louis:** Bien, ce n'est pas une question.

**Mme Bégin:** ...s'il y a un Québec souverain, face à ça, qu'est-ce qu'il fait?

**M. Saint-Louis:** Si l'agriculture entre dans le GATT telle que Dunkel et si le Québec entre dans le GATT, vous n'avez pas le choix. Vous avez la réponse à votre propre question. Il va falloir appliquer le GATT.

**Mme Bégin:** O.K.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. Mme la députée de Taillon et M. le député de Prévost.

**Mme Marois:** Juste pour bien comprendre, parce que c'est complexe et intéressant en même temps au plan des règles internationales, au niveau du GATT. J'avais compris, moi, que les pays de la Communauté économique avaient un peu lâché au niveau de l'agriculture et que c'est un peu ce qui nous permettait de dire, ou que certains collègues ont même interprété en disant: On a l'impression – mais sur la base, évidemment, d'impressions, sur une base impressionniste – que les carottes sont un peu cuites et qu'on n'a pas vraiment le choix parce que les grands ensembles ont lâché.

**M. Saint-Louis:** La CEE n'a pas encore lâché.

**Mme Marois:** Moi, j'avais vraiment l'impression...

**M. Saint-Louis:** Non, non, non.

**Mme Marois:** ...que, de leur côté, ça avait été... Maintenant, juste pour pousser plus loin aussi. Si une entité aussi petite soit-elle, comme l'entité canadienne – parce qu'il ne faut pas se raconter d'histoires par rapport à l'ensemble des pays, c'est une petite entité, à cette échelle-là – dit: Bien, moi, je refuse. Je n'accepte pas, effectivement, à cause de ce volet agricole. Est-ce que ça oblige, selon les règles du GATT, à ce que la discussion se continue jusqu'à ce que l'on trouve un terrain d'entente?  
(17 h 30)

**M. Saint-Louis:** Non, je pense qu'ils ont vécu depuis 1944 où l'agriculture était juste là par cas d'exception avec des règles qui...

**Mme Marois:** Qui s'appliquaient, c'est ça.

**M. Saint-Louis:** ...s'appliquaient. Je pense qu'ils pourraient continuer avec un autre GATT renouvelé dans lequel l'agriculture ne serait pas. La lecture de la situation que je fais, c'est que les deux partenaires majeurs à l'heure actuelle, les Américains et la CEE...

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. Saint-Louis:** ...compte tenu des chicanes qu'ils ont eues à s'arracher les marchés internationaux, cette fois-ci, ils ont l'air de dire: 1992 c'est l'année où on entre l'agriculture dans le GATT.

**Mme Marois:** C'est ça. Mais la définition de la façon dont on l'entrera, ça, c'est une autre chose. Voilà.

**M. Saint-Louis:** O.K. Oui, c'est ça. Reste à faire.

**Mme Marois:** O.K. Ça va. Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député de Prévost.

**M. Forget:** Merci, M. le Président. Voici, moi, c'est concernant les assurances de stabilisation, par exemple, au niveau de la grande culture: le maïs et les céréales. Alors, ça, ça va tout tomber?

**M. Saint-Louis:** L'assurance-récolte... Il y a certains aspects de l'assurance-récolte où ils vous chargent des primes qui ne sont pas nécessairement en fonction juste du niveau de production et qu'on peut peut-être les convaincre que ça n'affecte pas votre niveau de production, la façon que vous vous assurez. C'est ça qui est en cause. Ils veulent empêcher les pays à l'avenir de faire des politiques qui contribuent à faire augmenter la production. C'est ça qu'ils veulent dire quand ils ne veulent pas que les politiques distorsionnent les marchés. J'ai déjà été impliqué au niveau du Conseil du trésor à regarder l'assurance-récolte. Il y a certaines modalités des contrats d'assurance-récolte où je pense que moi, je serais capable de défendre le fait qu'on peut les mettre dans ce qu'ils appellent «la boîte des programmes verts», c'est-à-dire les programmes qui ne sont pas attaquables par le GATT.

**M. Forget:** Également dans le boeuf, par exemple, au niveau de notre assurance de stabilisation au niveau de l'élevage...

**M. Saint-Louis:** Je ne connais pas assez le nouveau programme de stabilisation du boeuf pour vous répondre.

**M. Forget:** Ça touche le boeuf et le porc également, là?

**M. Saint-Louis:** Je préfère ne pas commenter. Je ne le connais pas aussi bien que les programmes d'assurance-récolte, celui du boeuf. Est-ce que c'est un programme d'assurance-revenu, ou si c'est un programme d'assurance... Les programmes d'assurance-revenu c'est plus délicat.

**M. Forget:** Ça, ça pourrait rester?

**M. Saint-Louis:** Ça se pourrait que ce soit contestable, les programmes d'assurance-revenu alors que les programmes d'assurance-récolte pourraient ne pas être contestables.

**M. Forget:** Disons que c'est vrai qu'au niveau des Américains ça ne touche pas beaucoup, mais quand même ils pourraient contester, eux aussi.

**M. Saint-Louis:** Oui, oui. Ah, ils contestent tout en principe, les Américains, même si ce

n'est pas important pour eux. Ils aiment bien gagner.

**M. Forget:** Je reviens au niveau du lait. Si vous vous souvenez, avant 1971 notre fonctionnement au niveau du Québec, où les coopératives fonctionnaient avec des petits quotas pas négociables, etc., si ça avait continué, ça aurait été la chose idéale. On aurait pu quand même concurrencer et continuer à fonctionner de la même façon. Je ne sais pas si vous avez regardé avant 1971, le fonctionnement?

**M. Saint-Louis:** Les quotas dans le lait datent de 1967. Je n'ai jamais regardé ça aussi loin que ça.

**M. Forget:** Vous n'avez jamais regardé ça parce qu'on avait quand même des systèmes...

**M. Saint-Louis:** Oui.

**M. Forget:** ...drôlement intéressants à l'époque qui n'étaient pas négociables mais qui permettaient quand même aux producteurs de se contrôler et d'avoir une production efficace. Moi, je suis convaincu que si les quotas tombent demain matin, je regrette, il y a un paquet de producteurs qui ne pourront plus rester en place, même beaucoup plus qu'on peut penser. Heureusement, dans certains coins les producteurs vont pouvoir s'organiser et mettre leurs produits en vente. Ceux qui vont être les plus mécontents ça va être les gens de la Coopérative fédérée, à ce moment-là.

La semaine passée j'étais quand même à l'assemblée générale de la Fédérée. Eux, ils sont inquiets, naturellement, pas au niveau du GATT comme tel, parce qu'ils disent qu'il y a peut-être des choses que les marchands vont pouvoir aller chercher au niveau européen, mais par contre, ce qui les inquiète, c'est que les agriculteurs se regroupent en certains domaines pour partir un marché. Ça, ça les inquiète beaucoup. Est-ce que vous pensez que ça peut-être dangereux?

**M. Saint-Louis:** C'est un commentaire de votre part sur 1970-1971. Je m'excuse mais je n'ai pas connu la situation. Je ne peux pas vous dire si c'était très bon ou si c'est répliquable aujourd'hui. Moi, concernant les quotas, j'ai peut-être été un peu évasif, mais je souhaiterais comme vous un système de quotas idéal où on puisse, du point de vue collectif, opérer ce système sans qu'il prenne une valeur extraordinaire, etc. J'ai déjà eu l'occasion de le dire et incluant des producteurs agricoles. Maintenant, on doit vivre avec la situation. Si la situation est rendue là où elle est, on est tous un peu coupables en tant que consommateurs et en tant que gouvernement qui avons permis au système de se développer et aux régies gouvernementales qui l'ont arbitré. Je pense qu'il va falloir trouver

une solution avec les agriculteurs. Je n'ai pas d'autres propositions à vous faire que celle-là.

**M. Forget:** Merci, M. le Président. Voici, M. Saint-Louis, j'aimerais quand même, si vous aviez du temps, que vous regardiez dans les années cinquante et soixante, la façon que ça fonctionnait au niveau du lait au Québec. Je peux vous dire une chose quand même, c'est que les agriculteurs à l'époque étaient beaucoup moins endettés et qu'ils pouvaient quand même se monter un quota drôlement intéressant. Moi, personnellement, si j'ai pu percer dans le lait, c'est grâce à ça à l'époque.

**M. Saint-Louis:** Je ne vous dis pas que je ne connais pas la situation, mais...

**M. Forget:** Non, mais je vous demande de faire une étude là-dessus...

**M. Saint-Louis:** À l'époque...

**M. Forget:** Peut-être que, pour les producteurs, à l'avenir, ça pourrait s'appliquer.

**M. Saint-Louis:** Mais, à l'époque, je transportais des bidons de lait avec mon grand-père à Danville, chez Vermette.

**M. Forget:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. Saint-Louis, il y a une chose que j'ai de la misère à comprendre. Vous dites qu'actuellement, ce que recherche le GATT, c'est d'établir des règles qui auront pour effet d'empêcher des distorsions sur les marchés agricoles et d'écarter toute politique dont l'application aurait pour effet d'encourager le producteur à produire davantage parce que les marchés sont...

**M. Saint-Louis:** Saturés.

**M. Brassard:** ...saturés et même certains sursaturés.

**M. Saint-Louis:** Faisons bien attention. On ne parle pas des pays en voie de développement, on parle juste des marchés solvables, ceux qui ont de l'argent pour payer.

**M. Brassard:** Non. D'accord. Mais ça, c'est la réalité, et on cherche à corriger ça. Et voilà que le Canada, le Québec, ont établi des politiques qui ont justement pour effet de ne pas encourager à produire davantage, c'est-à-dire qu'ils gèrent l'offre des programmes, des politiques de gestion de l'offre, donc des politiques qui n'encouragent pas à produire plus, qui

contrôlent, disciplinent la production. Comment se fait-il que le Canada n'ait pas réussi à convaincre les autorités du GATT, dont M. Dunkel lui-même? Comment se fait-il qu'il n'ait pas réussi à les convaincre que les politiques qui sont mises en place au Québec et au Canada depuis plus de 20 ans sont justement des politiques qui atteignent les fins et les objectifs que le GATT entend poursuivre dans l'avenir en matière agricole? Y a-t-il eu quelque part là, quelqu'un qui n'a pas été capable de persuader parce que là, j'ai de la misère à comprendre?

**M. Saint-Louis:** Mais comment est-ce que, moi, je peux répondre à votre question?

**M. Brassard:** Non, mais ce que je veux dire, c'est est-ce que, par hasard...

**M. Saint-Louis:** Ça, c'est à M. Dunkel qu'il faut demander ça.

**M. Brassard:** Non. C'est à vous que je la pose parce que vous connaissez quand même la situation agricole, vous l'avez regardée de fond en comble et sous tous ses angles depuis des années. Vous savez ce qui se passe, vous savez comment le gouvernement canadien fonctionne, celui du Québec aussi, les politiques agricoles qui ont été mises en place. Est-ce que ce ne serait pas... Au fond, est-ce que la réalité, ce n'est pas celle dont M. Dunkel a parlé hier, que le Canada avait en quelque sorte deux discours?

**M. Saint-Louis:** O.K. Le Canada s'est présenté à la négociation. C'est la seule chose que je veux dire, moi, d'un point de vue scientifique, en jonglant avec deux balles.

**M. Brassard:** En jonglant avec?

**M. Saint-Louis:** Deux balles.

**M. Brassard:** Voilà.

**Une voix:** Deux...

**M. Brassard:** Deux balles.

**Une voix:** Deux balles.

**M. Saint-Louis:** Et tout le milieu international l'a perçu exactement comme ça, au départ, c'est-à-dire qu'on a des secteurs agricoles pour lesquels on joue le marché international puis pas juste dans l'Ouest, notre secteur porcin d'ici, on joue le marché international, ne l'oubliez pas.

**M. Brassard:** Dans le fond...

**M. Saint-Louis:** Et il y a d'autres secteurs où on ne le joue pas.

**M. Brassard:** C'est ça que je veux vous entendre dire. C'est ça l'explication.

**M. Saint-Louis:** On s'est présenté avec deux balles et M. Dunkel a répondu de façon élégante hier: Choisissez vous-même laquelle vous voulez privilégier.

**M. Brassard:** La réalité, c'est que le Canada n'a pas été convaincant. C'est ça la réalité. S'il s'était présenté avec juste une balle, il aurait peut-être été plus persuasif dans sa démonstration, puis il aurait peut-être fait mieux comprendre au GATT qu'il faut qu'il imagine des règles qui n'auront pas pour effet de démanteler les politiques qui atteignent justement les buts poursuivis par le GATT.

**M. Saint-Louis:** Probablement.

**M. Brassard:** Bon.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, vous avez une question, oui?

**M. Léonard:** Est-ce que les négociations du GATT, à l'heure actuelle, posent des problèmes particuliers avec l'Accord de libre-échange? Ou, en d'autres termes, quelle est l'articulation ou quelles sont les articulations que vous voyez entre l'Accord de libre-échange, le GATT en ce qui concerne l'agriculture?

**M. Saint-Louis:** La seule liaison qu'il faut faire entre les deux, et les ministres fédéraux en ont parlé la semaine dernière, ils ont dit: Quand on est retournés à Genève, on leur a expliqué que, quand on a négocié avec les Américains, on leur a donné une ouverture de marché.

N'oubliez pas qu'on leur a donné une petite concession; on a ouvert un petit peu plus le marché pour le poulet aux Américains, etc. Mais la proportion qu'on leur a donnée est supérieure à celle que le GATT exige à l'avenir, dans les premières négociations. Donc, quand ils sont retournés les voir, ils ont dit: Si on gardait l'article 11 avec ce qu'on a négocié avec les Américains, déjà, on s'est rendus conformes à ça. C'est la seule liaison qu'il faut faire entre les deux. Alors, je ne pense pas que, si on négocie le GATT, il faille revenir pour renégocier avec les Américains. Non.

**M. Léonard:** Ça va. O.K.

**M. Saint-Louis:** Mais ce qu'on me dit, moi, c'est que ce qu'on négocie au GATT va avoir prédominance. Qu'est-ce que ça veut dire sur le plan juridique? Je ne le sais pas par rapport à l'entente qu'on a faite avec les Américains avant. Ça, c'est sûr parce que c'est sur un bout de papier qu'on signe avec 108 pays et c'est supposé avoir prédominance sur les bouts de papier que



vous avez signés juste avec votre voisin.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Est-ce qu'il y a d'autres questions?

Alors, M. Saint-Louis, nous vous remercions particulièrement pour votre collaboration. Vous avez fait un travail colossal en peu de temps. Vous nous laissez un document qui est très important et qui nous servira sûrement à éclairer cette problématique qui semble, en tout cas, plus nébuleuse. Vous avez aujourd'hui ouvert beaucoup de lumières. On espère que ça va continuer comme ça.

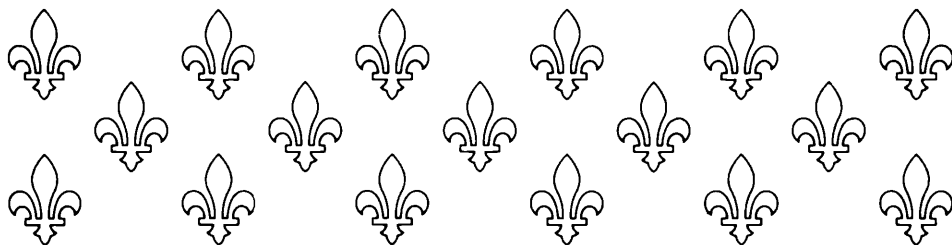
**M. Saint-Louis:** Est-ce que je peux vous demander de ne pas le diffuser avant que j'aie fait des corrections parce qu'il y a quelques perles sur les chiffres, mais après vous pourrez faire ce que vous voudrez.

**Le Président (M. Bélanger):** Bien. Alors, vous nous ferez parvenir la nouvelle copie corrigée et, à ce moment-là, on en fera la diffusion. Je vous remercie beaucoup.

Sur ce, la commission ajourne ses travaux sine die puisqu'on en a pour une semaine encore. Merci.

(Fin de la séance à 17 h 42)





---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 11 mars 1992 — No 33**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Audition d'experts  
M. André Côté  
M. Dennis DesRosiers

CEAS-1073  
CEAS-1088

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Robert Benoit  
M. Jacques Léonard  
M. Henri-François Gauthier  
Mme Pauline Marois  
M. Jacques Chagnon

Témoins interrogés: M. André Côté, Stradeco  
M. Dennis DesRosiers, DesRosiers Automotive Consultants Inc.

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mercredi 11 mars 1992

(Neuf heures quarante-quatre minutes)

**Le Président (M. Bélanger):** S'il vous plaît. Les comités parallèles, on pourra les tenir en baissant les décibels, pour nous permettre de faire notre travail. Merci.

Alors, M. Côté est président de... Bon, s'il vous plaît! Alors, M. Côté est président de Stradeco, qui est une société-conseil en planification stratégique et en développement international des entreprises. Il a précédemment occupé de nombreux postes de haute direction dans diverses entreprises nationales et internationales, dont Dominion Textile, où il a été successivement directeur de la planification stratégique, vice-président au développement corporatif, et vice-président aux affaires corporatives et gouvernementales. Ses fonctions au sein de Dominion Textile, chef de file canadien et leader mondial de l'industrie du textile, l'ont amené à participer activement au redéploiement stratégique de l'entreprise à une époque de transformations profondes de cette industrie au Canada.

Comme membre du bureau de direction de l'Institut canadien du textile et responsable des orientations stratégiques chez Dominion Textile, il a également été directement impliqué à titre de personne-ressource et expert dans l'élaboration des diverses politiques du gouvernement du Canada à l'égard du textile, comme l'Accord multifibres de 1986, l'accord du libre-échange Canada-États-Unis en 1987, la dernière ronde de négociations du GATT, amorcée en 1986, de même que l'enquête du tribunal canadien du commerce international en 1989. Son rôle de planificateur stratégique, ses connaissances de l'industrie du textile, ont également amené le gouvernement d'Ottawa à inviter M. André Côté à faire partie, pendant quatre ans, de l'un des groupes de consultants sectoriels sur le commerce extérieur du Canada, mis sur pied pour appuyer les négociateurs du GATT. Avant son séjour de dix ans chez Dominion Textile, il a été, entre autres, administrateur chez Énergie Atomique du Canada International, directeur et vice-président d'une filiale de TransAmerica Corporation, une des plus importantes compagnies de services financiers aux États-Unis; il a été auparavant, de 1973 à 1976, responsable des activités européennes à partir de Paris; il a également occupé des fonctions en marketing auprès de IBM Canada et de Honeywell Information Systems, deux importantes sociétés spécialisées dans le développement de systèmes informatiques.

Bachelier ès Arts de l'Université Laval de Québec, André Côté a poursuivi ses études en affaires internationales en Europe. Il est membre du comité des affaires internationales de la

Chambre de commerce du Canada. Vous avez une présentation de Stradeco qui suit, et que je vous invite à lire. Alors, sans plus tarder, donc, j'inviterais M. Côté à nous en... auparavant, oui, les remplacements, sauf M. Benoit (Orford), est-ce qu'il y a d'autres remplaçants?

**Une voix:** Non.

**Le Président (M. Bélanger):** Non. Ça va, merci. Alors, j'inviterais sans plus tarder M. Côté à nous présenter son point de vue. Alors, nous vous écoutons, M. Côté. Excusez. Est-ce que vous avez eu tous la copie du texte de M. Côté?

**Une voix:** Oui.

**Une voix:** Il y en a qui l'ont, mais...

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, il y en a une qui vient de rentrer ce matin. M. Côté préférerait qu'on suive avec le texte, parce que semble-t-il qu'il y aurait des bouts assez arides. Alors, sur la base de cette recommandation de M. Côté... Oui, il y en a un qui lit à l'autre bout. Alors, M. Côté... Il y a deux sortes de gens qui ne savent pas rire: ceux qui ne comprennent rien et ceux qui comprennent trop.

#### Audition d'experts

**M. André Côté**

**M. Côté (André):** La vraie raison, vous savez, c'est au cas où je manque de souffle. Vous pourriez continuer à le lire. Merci, M. le Président, membres de la commission. J'apprécie beaucoup l'occasion que vous me donnez aujourd'hui de discuter avec vous des perspectives d'avenir des industries du textile et du vêtement, selon différents scénarios d'accession du Québec à la souveraineté. J'ai eu la chance, au cours des années quatre-vingt, de vivre de l'intérieur les conditions de développement de l'industrie canadienne du textile, alors que j'étais vice-président de planification stratégique et au développement corporatif d'une importante compagnie canadienne de textile.

Vous comprendrez bien qu'avec cette expérience professionnelle, j'ai choisi d'étudier les industries du textile et du vêtement dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté avec une approche de planification stratégique qui est celle, en bout de ligne, qui permettra aux entreprises et à ces industries d'évaluer le plus correctement possible leur environnement, de définir leurs options et de choisir les stratégies qui leur permettront de

demeurer concurrentiels dans leur domaine d'activité.

Sachant, au départ, que cette approche était ambitieuse et laborieuse, je l'ai quand même retenue parce que je suis convaincu que ce sont les stratégies que développent les dirigeants d'entreprise, en tenant compte des orientations d'ordre économique et politique, qui ont le plus d'impact sur le résultat de ces mêmes orientations. L'approche est ambitieuse parce qu'elle demande qu'on essaie de simuler le processus de prise de décision de ces dirigeants d'entreprise. Elle est laborieuse, peut-être trop, même, pour la courte période dans laquelle cette réflexion a eu lieu, parce qu'elle a nécessité la dissection des industries du textile et du vêtement dans leurs éléments stratégiques de base qui, comme le rapport le souligne, sont constitués de 31 industries distinctes possédant chacune un groupe de produits spécifiques, des concurrents bien différenciés et des marchés précis.

Il est bien entendu que mon but ne pouvait être d'étudier en profondeur les composantes stratégiques de chacune de ces industries, et de donner toutes les options de développement selon tel ou tel scénario politique et économique retenu. Mon but était cependant de donner les grandes lignes qui délimitent le cadre d'évolution de ces industries pour qu'à partir de leur situation présente, il soit possible d'entrevoir leur développement à moyen et à long terme selon la forme que ce cadre pourrait prendre dans l'avenir. À ce propos, j'ai noté avec plaisir qu'un économiste de renom comme M. Pierre-Paul Proulx a mis, dans sa présentation du 29 janvier dernier, beaucoup d'emphasis sur l'importance des stratégies d'entreprise lorsqu'il a abordé la question des changements structurels amenés par un nouvel ordre politique et économique.

Le cadre réglementaire général dans lequel évoluent actuellement les industries du textile et du vêtement est présentement en voie d'être redéfini par les négociations du GATT et celles qui pourraient mener à un accord de libre-échange nord-américain. Avant de discuter ici de certains aspects de l'étude, j'aimerais vous dire qu'il est assez exceptionnel que les dossiers du textile et du vêtement soient traités par une même personne. Pour des raisons dont certaines sont sans doute historiques et d'autres sont fondées sur des questions d'intérêts, ces deux secteurs ne font pas bon ménage, au Canada. Ils prennent souvent des positions diamétralement opposées à l'égard des politiques domestiques et extérieures qui les affectent et ont aussi, souvent, des conclusions contradictoires quant aux impacts et aux effets de ces politiques. À ce jour, il ne s'est pas trouvé de mécanisme ou d'arbitre suprême qui ait réussi à établir l'harmonie entre ces secteurs quant à un encadrement de politiques qui satisferait autant l'un que l'autre. Je n'ai pas la prétention de pouvoir régler ces différends ici aujourd'hui, j'ai cepen-

dant tenté, dans mon rapport, d'être le plus objectif possible en parlant de l'un et de l'autre.

L'industrie du textile, comme celle du vêtement, est très composite. En réalité, les deux ensemble sont constituées de 31 industries souvent fort différentes entre elles, mais souvent très étroitement reliées. Plusieurs autres industries se rapportent à elles, comme en fait d'ailleurs état le ministre Tremblay dans sa description des grappes stratégiques: équipement, design, chaussure, cuir, activités de promotion et industrie du détail, chacune augmentant encore davantage la masse critique de ces industries au Québec et au Canada.

Une composante stratégique fondamentale de ces industries, c'est le marché qu'elles desservent qui est essentiellement le marché canadien. En effet, les industries du vêtement exportent moins de 5 % de leur production à l'extérieur du Canada, contre 12 % pour les industries du textile. Et dans ce dernier cas, c'est l'industrie des fibres chimiques qui compte pour la plus grande partie des exportations.

À la page 12 de l'étude, j'ai fait référence à certaines études macroéconomiques qui ont été réalisées dans le passé sur l'industrie du textile et du vêtement. Celles-ci indiquent que, globalement, 40 % de la production québécoise sont destinés au reste du Canada.

Depuis le dépôt de mon étude, j'ai poursuivi mes recherches, et un examen détaillé de statistiques récentes et plus complètes indique qu'il faudrait augmenter encore davantage la proportion des produits textiles et des vêtements de fabrication québécoise destinés au reste du Canada. D'autres données fournies par le Bureau de la statistique du Québec confirment l'importance capitale que constitue l'espace canadien pour la plupart de ces 31 industries. Ainsi, pour presque toutes les industries du vêtement québécoises, pour lesquelles les statistiques complètes existent pour 1988 ou 1989, on constate que plus de 50 % de leurs expéditions canadiennes sont écoulés en dehors du Québec.

Dans la plus importante industrie québécoise du secteur textile, celle des filés et des tissés, plus de 66 % de la production ont été écoulés au Québec et 35 % dans le reste du Canada. Cette industrie fournit les intrants aux fabricants de vêtements et, de ce fait, les expéditions totales directes et indirectes vers le reste du Canada sont certainement au-dessus des 50 %.

En ce qui a trait à l'importante industrie québécoise du tapis, les statistiques indiquent que 33 % des produits manufacturés ici sont destinés au marché québécois, alors que 66 % sont destinés au reste du marché canadien.

Évidemment, il faut être prudent avec les statistiques puisque, d'une part, elles ne sont pas complètes pour toutes les industries étudiées, et d'autre part, elles ne concordent pas toujours exactement avec celles publiées par d'autres sources. Ces données indiquent cependant, bien

clairement, que le marché des fabricants québécois se situe presque entièrement à l'intérieur de l'espace économique canadien et, dans une proportion importante, sur le territoire canadien à l'extérieur du Québec. Dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté, il sera essentiel de s'assurer de maintenir un accès sans entrave au marché canadien pour les produits québécois, sinon ces derniers risquent de perdre plus de 50 % de leur marché à la concurrence mondiale.

La deuxième composante stratégique importante de ces industries est la concurrence et l'environnement concurrentiel dans lequel elles évoluent. La concurrence dans le marché canadien se fait véritablement à l'échelle mondiale. Les fabricants canadiens, dans plusieurs de ces industries, sont assaillis de toutes parts par les pressions constantes des pays exportateurs existants et par l'arrivée continue de nouveaux pays exportateurs. Pas moins de 126 pays ont exporté des vêtements au Canada en 1989. Il n'y a sans doute aucune autre industrie canadienne qui doive faire face à un telle concurrence globale. Les pays membres du GATT ont reconnu depuis les années soixante qu'il était très difficile pour les pays importateurs de composer avec une telle concurrence, et c'est pourquoi ils ont négocié une entente nommée l'arrangement multifibres, qui a permis d'instaurer une certaine discipline dans le marché mondial du textile et du vêtement. Cet accord a permis aux industries canadiennes et québécoises de survivre à la concurrence de pays exportateurs qui, à plusieurs égards, définissent leur compétitivité selon des critères fort différents de ceux qui existent dans les pays importateurs tels que le Canada. Les objectifs fondamentaux de l'accord sont de réaliser, en ce qui concerne les produits textiles, l'expansion du commerce, l'abaissement des obstacles et la libéralisation progressive du commerce mondial, tout en assurant son développement ordonné et équitable. L'accord cherche également à éviter les effets des désorganisations sur des marchés et sur des types de production, aussi bien dans les pays importateurs que dans les pays exportateurs.

Un autre des objectifs est de favoriser le processus d'ajustement industriel des pays participants, et au cours des années ces ajustements se sont effectués au Canada et au Québec de façon continue. Au début des années quatre-vingt, les importations de textiles et de vêtements avaient un taux de croissance moyen de 11 % par année, dans un marché dont le taux de croissance n'était que de 2 %. Ce phénomène, combiné à la récession de 1981-1982, a nécessité des ajustements considérables dans la production québécoise et canadienne. Reconnaisant les dangers qu'une progression aussi rapide des importations représentait pour toute la structure de la chaîne canadienne du textile, le gouvernement canadien a énoncé une politique qui per-

mettrait, à l'intérieur de l'Accord multifibres, de diminuer considérablement le taux de croissance des importations tout en permettant, aux nouveaux pays fournisseurs de développer leurs industries du textile et du vêtement.

L'Accord multifibres permet donc de définir d'une certaine façon l'environnement concurrentiel des industries du textile et du vêtement en contrôlant les importations au moyen de quotas d'importations négociés avec les pays exportateurs. Pour les industries du vêtement, 80 % des importations au Canada proviennent de pays avec lesquels le Canada a négocié une entente bilatérale de restrictions des importations. La situation est assez différente pour les textiles primaires et les produits textiles puisque seulement 10 % des importations de ces produits font l'objet de restrictions.

Le processus de négociation de quotas avec un pays exportateur est souvent long et laborieux puisqu'il doit démontrer la désorganisation des marchés pour un produit donné, c'est-à-dire faire la preuve que les importations de certains produits en provenance de sources déterminées risquent de porter un préjudice grave pour les producteurs concernés. L'établissement de quotas d'importation constitue un véritable levier politico-économique national et international pour tout État souverain qui y participe. Le gouvernement canadien, par exemple, négocie des quotas avec des pays exportateurs en fonction, entre autres, des exigences de sa politique extérieure, de ses intérêts économiques, et de ceux des industries du textile et du vêtement conjuguées à ceux d'autres industries nationales.

L'administration des ententes bilatérales et le contrôle des importations sont régit par la loi canadienne sur les licences d'exportation et d'importation. Dépendant de la voie que choisira le Québec à l'issue des prochaines négociations constitutionnelles, l'administration des quotas devra suivre une des procédures suivantes. Dans l'hypothèse d'une formule d'union économique intégrale, c'est-à-dire sans aucune entrave dans les échanges commerciaux intracanadiens, la détermination, la négociation et l'administration des quotas se feront en concertation entre le Québec et le reste du Canada. Il faudra, sans doute, une instance administrative pour concilier les intérêts des parties en cause. Il est tout à fait plausible que la structure actuelle des quotas demeure inchangée et que la distribution des quotas à l'intérieur de l'espace économique canadien continue même à se faire à l'échelle canadienne, sans répartition entre le Québec et le reste du Canada.

Dans l'hypothèse d'une formule de marché commun, telle qu'elle existe présentement en Europe, où les pays maintiennent certains mécanismes douaniers, l'administration des quotas serait considérablement alourdie, même si la détermination et la négociation de quotas continuent à se faire par une instance administrative

commune, à l'instar de la Commission européenne. Dans ce cas, les quotas applicables à l'espace économique canadien seraient répartis entre le Québec et le reste du Canada. Le Québec serait responsable alors du contrôle des quotas sur son territoire.

Dans l'hypothèse où les rapports commerciaux du Québec avec le reste du Canada seraient régis par le GATT, on peut supposer qu'une partie des quotas existants serait dévolue au Québec par des négociations avec le reste du Canada. Le partage des quotas se ferait vraisemblablement sur la base de l'historique de la production et des importations de chacun. Il faut toutefois se souvenir que la détermination des quotas se fait principalement à partir de la notion de désorganisation des marchés pour les producteurs nationaux, et qu'il faudrait en tenir compte dans les négociations entre le Québec et le Canada. Par la suite, le Québec devra établir sa propre politique en matière de quotas qui se fera, sans doute, dans le contexte de l'élimination graduelle de l'Accord multifibres.

En plus des quotas, le marché canadien est également conditionné par une structure tarifaire qui a évolué au cours des ans pour refléter les conditions particulières du textile et du vêtement au Canada. Selon les hypothèses d'une union économique, ou d'un marché commun à l'euro-péenne, les tarifs existants pour le Canada seraient applicables au Québec. Il n'y aurait pas de tarifs dans les échanges commerciaux entre le Québec et le reste du Canada. Si les relations commerciales avec le Canada étaient régies uniquement par le GATT, je suppose que le Québec adopterait, du moins à l'origine, la structure tarifaire dont elle hériterait par voie de succession au GATT. Par la suite, le Québec devrait établir sa propre politique de tarifs à l'égard du textile et du vêtement qui refléterait sa politique économique globale.

Dans l'éventualité où les relations commerciales entre le Québec et le Canada seraient régies par le GATT, la production québécoise des textiles et des vêtements destinés au reste du Canada, soit plus de 50 % de sa production, serait alors assujettie aux mêmes tarifs que les produits venant de concurrents mondiaux, c'est-à-dire des pays producteurs à bas coût. Les conséquences de ce nouvel environnement concurrentiel seraient sans aucun doute néfastes pour les producteurs québécois qui perdraient une bonne part de leur marché au profit de ces pays à bas prix.

(10 heures)

Il y a un moment, j'ai signalé que seulement 10 % environ des importations de textiles font l'objet de quotas. En effet, contrairement aux vêtements, les importations de textiles proviennent surtout de pays industrialisés et, plus particulièrement, des États-Unis qui comptent pour environ 50 % de toutes les importations au Canada. De ce fait, les Américains sont

les plus importants concurrents des fabricants canadiens de textiles et de produits textiles. D'ici la fin des années quatre-vingt-dix, cette concurrence américaine dans le textile ainsi que dans le vêtement sera conditionnée par l'évolution de l'environnement créé par l'Accord de libre-échange avec les États-Unis qui sera probablement lui-même modifié par une entente de libre-échange nord-américain incluant le Mexique. L'existence d'un régime de libre-échange est un élément crucial qui aura une influence majeure sur les industries canadiennes et québécoises du textile et du vêtement. Il est fort probable qu'il faudra, dans l'éventualité de l'accession du Québec à la souveraineté, soit renouveler, soit renégocier l'Accord qui a été conclu entre le Canada et les États-Unis en 1987.

Dans mon étude, j'ai indiqué de façon générale quelles étaient les modalités d'application de l'Accord sur le textile et le vêtement pour essayer de mieux cerner les conditions qui auraient un impact sur cette renégociation. J'aimerais relever ici quelques éléments importants de l'accord qui concernent le textile et le vêtement.

En premier lieu, signalons qu'en vertu de l'accord, les tarifs canadiens et américains applicables sur les produits textiles et les vêtements sont, depuis janvier 1989, graduellement éliminés en 10 tranches annuelles égales. Les tarifs seront donc totalement éliminés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1998. Les tarifs sur certains produits seront réduits encore plus rapidement à la demande de producteurs des deux pays.

Ensuite, il y a les règles d'origine. Cela signifie que pour bénéficier de l'élimination des barrières tarifaires, les produits textiles et les vêtements doivent subir au moins une double transformation à l'intérieur de la zone de libre-échange. Ces règles sont différentes des règles d'origine générales prévues à l'accord et en vertu desquelles un produit ne peut être reconnu comme étant de la zone de libre-échange que s'il a un contenu canadien ou américain de 50 %. Nous avons tous été témoins récemment des problèmes d'interprétation qui existent à cet égard avec le dossier de certaines automobiles construites au Canada. La règle des 50 % n'existe pas pour les textiles et les vêtements. On a plutôt retenu le principe selon lequel le procédé de transformation utilisé pour obtenir un produit donné doit inclure au moins deux étapes spécifiques de production, soit au Canada, soit aux États-Unis. Ainsi, pour qu'un tissu soit considéré comme nord-américain, il faut qu'il soit tissé dans la zone de libre-échange avec des filés qui, eux-mêmes, auront été produits dans la zone. Pour certains produits, les négociateurs ont convenu qu'il faut non pas deux, mais trois, ou même quatre étapes de production dans la zone de libre-échange pour conférer à un produit une origine nord-américaine. C'est le cas des couver-



tures et draps de lit qui, par exemple, doivent inclure la production de filés, le tissage, la finition et l'impression des tissus, et enfin la taille et la couture en produit fini. De même, toutes les étapes requises pour la production de tapis doivent être effectuées dans la zone de libre-échange pour bénéficier du traitement douanier de l'accord.

Il y a plusieurs autres règles spécifiques de même nature qui toutes, cependant, respectent le principe de la double transformation. Par ces diverses règles spécifiques, les négociateurs ont voulu faire en sorte que les produits bénéficiant du traitement tarifaire de l'accord ne contiennent pas d'intrants provenant de pays à bas prix qui lui permettraient de passer le test du 50 %, étant donné les coûts de transformation au Canada.

On a aussi reconnu la situation particulière des manufacturiers de vêtements et de tissus canadiens qui, historiquement, ont utilisé une plus grande proportion d'intrants importés dans la fabrication de leurs produits que leurs équivalents américains. C'est pourquoi on a établi, pour le Canada et les États-Unis, des contingents tarifaires en vertu desquels une certaine quantité de tissus peuvent bénéficier du traitement tarifaire de l'accord, même s'ils sont fabriqués de filés importés de tiers pays. Pour les mêmes raisons, une certaine quantité de vêtements peut bénéficier aussi de ces traitements tarifaires s'ils sont confectionnés à partir de tissus importés de tiers pays.

Enfin, autre aspect de ces règles d'origine, l'accord permet exceptionnellement aux fabricants de vêtements d'obtenir les remises de droits de douane sur les intrants importés de pays tiers utilisés dans la fabrication de vêtements qui seront par la suite réexportés aux États-Unis, sans toutefois bénéficier du traitement tarifaire de l'accord.

En résumé, les règles d'origine sont établies pour inciter les fabricants canadiens et américains de textiles et de vêtements à utiliser le plus possible des intrants manufacturés dans la zone de libre-échange afin de pouvoir bénéficier de l'élimination des tarifs entre les deux pays.

Cependant, il faut savoir que ces règles d'origine ne s'appliquent pas aux intrants importés qui entrent dans la production de tissus ou de vêtements vendus sur les marchés domestiques de chacun des pays. Elles n'ont aucun effet, aucune relation avec les quotas d'importation négociés avec les pays tiers, et elles ne s'appliquent pas à la composition des produits canadiens destinés uniquement au marché intérieur. Les manufacturiers de vêtements du Québec, de l'Ontario, comme du reste du Canada peuvent donc utiliser, dans la fabrication de produits écoulés sur le marché domestique, des tissus tissés ou tricotés importés de pays tiers, pour autant que les quotas d'importation le permettent.

Dans l'hypothèse où le marché entre le Québec et le reste du Canada serait régi par un accord de libre-échange, tel que celui qui existe aujourd'hui entre le Canada et les États-Unis, les manufacturiers de vêtements du Québec et ceux établis dans l'espace économique canadien ne pourraient plus utiliser des tissus importés de pays tiers dans des vêtements destinés à être écoulés sur le territoire de l'autre. On pourrait, cependant, négocier des contingents similaires à ceux prévus dans l'actuel accord Canada-États-Unis, afin de permettre l'utilisation d'une certaine quantité de tissus importés de pays tiers. Mais le nouvel environnement économique modifierait certainement, de façon très substantielle, les stratégies d'approvisionnement des manufacturiers canadiens qui utilisent des intrants importés pour le marché canadien. Cela s'appliquerait évidemment aussi de façon semblable aux manufacturiers québécois.

Si le Québec retenait l'option de l'union économique intégrale, il est logique de croire que les règles actuelles applicables au textile et au vêtement demeureraient inchangées, puisque les conditions des échanges à l'intérieur de l'espace économique canadien seraient les mêmes. Surtout, les intrants provenant de pays tiers continueraient à être acceptés à l'intérieur de l'espace économique canadien. Il est moins évident qu'il en serait de même dans l'hypothèse d'un marché commun à l'europpéenne, puisqu'il y aurait alors contrôle frontalier des quotas de l'origine d'un produit. On peut supposer que nos partenaires américains insisteraient pour que les produits faisant l'objet du commerce entre le Québec et le Canada et pouvant être également écoulés sur leur marché répondent aux exigences des règles d'origine de l'accord. Dans cette éventualité, les fabricants québécois ne pourraient plus utiliser des intrants importés de tiers pays dans des produits destinés au reste du Canada.

Dans l'hypothèse où les relations seraient régies par le GATT, il n'y a aucun doute que les règles d'origine limiteraient les fabricants de textiles et vêtements québécois dans le choix de leurs intrants pour les produits destinés à l'espace économique canadien. On peut donc s'attendre à ce qu'une entente de libre-échange Québec-Canada-États-Unis crée, sauf dans l'option d'une union économique intégrale Québec-Canada, une entrave importante aux producteurs québécois dans leur marché du reste du Canada. Cette entrave entraînerait la perte de facteurs de compétitivité à l'avantage de concurrents internationaux, ceci avec des conséquences très négatives pour les fabricants québécois et canadiens.

À l'heure actuelle, donc, l'Accord multifibres et l'Accord de libre-échange sont des facteurs cruciaux de l'environnement concurrentiel de ces industries au Canada. L'environnement mondial dans lequel évoluent les industries canadiennes du textile et du vêtement subira une

transformation considérable qui aura un impact important sur le développement futur de ces industries québécoises et canadiennes. D'une part, il est acquis que, dans le cadre d'un nouvel accord du GATT, l'Accord multifibres sera progressivement éliminé au cours des 10 prochaines années. Selon le rapport Dunkel, il y a consensus pour que tous les quotas d'importation soient abolis en l'an 2003, selon des formules assez précises, permettant une augmentation progressive des niveaux d'importation au cours des années de transition. De fait, plus de la moitié des produits qui font actuellement l'objet de quotas en vertu de l'Accord multifibres seraient réintégrés au GATT au cours des 10 prochaines années et tout le reste serait réintégré au GATT dès la fin de la période de transition, soit en 2003.

De plus, il y a aussi une proposition des pays membres du GATT, à laquelle le Canada a souscrit, selon laquelle les tarifs seraient réduits du tiers. Il y a cependant encore beaucoup à faire pour en arriver à une échelle canadienne de tarifs qui soient compatibles avec les tarifs extérieurs des autres pays et plus particulièrement des États-Unis. Il y aura, bien sûr, des mécanismes de sauvegarde qui pourront être utilisés pendant une période de transition afin de protéger les fabricants canadiens contre une augmentation massive des importations de certains produits spécifiques de textiles et de vêtements. En plus des mécanismes de sauvegarde prévus, le Canada pourra se prévaloir des règles du GATT relatives à l'antidumping de même qu'aux droits compensatoires, afin de faire valoir ses droits relatifs aux importations de pays à bas prix.

Dans le contexte de l'élimination de l'Accord multifibres et d'une réduction éventuelle des tarifs par les membres du GATT, les marchés québécois et canadiens seront plus facilement accessibles aux fournisseurs étrangers. Si on veut permettre le repositionnement durant cette importante période de transition, il sera essentiel que les industries québécoises du textile et du vêtement conservent un accès privilégié au marché du reste du Canada. D'autre part, une éventuelle entente de libre-échange nord-américain incluant le Mexique apportera un changement additionnel important à l'environnement concurrentiel canadien. Il est très probable que, dans le cadre d'une telle entente, les règles d'origine seront davantage resserrées, de sorte qu'un produit devra subir non pas deux, mais un minimum de trois étapes de transformation s'il veut bénéficier de l'élimination des tarifs entre les trois pays. Cette règle imposerait une nouvelle contrainte aux fabricants québécois et canadiens de textiles et de vêtements, qui devraient désormais utiliser des tissus faits de fils fabriqués dans la zone de libre-échange pour bénéficier de la démission des tarifs dans la zone nord-américaine.

En conclusion, l'industrie du textile et celle du vêtement sont régies par des règles fort complexes, et qui sont en mouvance quasi permanente. C'est pour cette raison que j'ai cru utile de m'y attarder quelque peu au cours des dernières minutes, afin que chacun puisse prendre la dimension réelle des enjeux auxquels font face ces industries, dans la perspective de changements constitutionnels qui pourraient survenir au cours des prochains mois ou des quelques prochaines années. Les industries du textile et du vêtement font face à des transformations majeures des règles internationales qui les régissent. Ces modifications se sont amorcées il y a quelques années, et s'accéléreront dans un proche avenir. La libéralisation des barrières tarifaires à l'échelle internationale mettra des pressions considérables sur ces deux industries dont la survie est littéralement mise en jeu si l'on ne prend pas rapidement les mesures appropriées. Les nouveaux accords du GATT, qui vont entraîner la disparition de l'Accord multifibres, l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, qui a déjà commencé à avoir des conséquences sur nos entreprises de textiles et de vêtements, l'accord de libre-échange nord-américain en cours de négociation, ces trois ententes internationales vont totalement modifier les règles du jeu qui protégeaient relativement bien, jusqu'à ce jour, nos industries du textile et du vêtement. Ainsi, il faut prévoir que la protection accordée au Canada, et donc au Québec, à l'égard des pays à bas prix, va disparaître au cours des dix prochaines années. L'Accord de libre-échange avec les États-Unis a déjà commencé à avoir des conséquences directes ici. Le meilleur exemple est certainement celui du secteur du tapis où nous avons subi une pénétration vertigineuse des producteurs américains au cours des deux ou trois dernières années. Enfin, avec la disparition de l'Accord multifibres et la signature d'un accord de libre-échange avec le Mexique, il faut prévoir que ces deux éléments conjugués vont créer de nouvelles pressions majeures, tant sur l'industrie du textile que sur celle du vêtement.

Je ne peux ni ne veux prédire en chiffres et en nombres l'impact que ces changements auront sur les affaires, les expéditions et l'emploi dans ces secteurs. En fait, je me méfie quelque peu des projections économétriques qui, souvent, ne tiennent pas compte des stratégies et des intentions des dirigeants d'entreprise. La réaction à des changements structurels, les redéfinitions de marchés, les stratégies d'investissement et de marketing appartiennent aux chefs d'entreprise qui doivent prendre en compte l'évolution des règles qui conditionnent leur marché. Je suis en contact avec plusieurs chefs d'entreprise dans ces deux industries et je ne m'étonne pas de la diversité de leurs options. Certains misent sur leur créativité en design pour maintenir et développer de nouveaux marchés; d'autres ont une vision claire et des

plans concrets pour exploiter les nouveaux marchés des États-Unis et du Mexique. Plusieurs étendent leurs activités de production aux États-Unis, et certains étudient des occasions d'alliance avec des firmes européennes et asiatiques. Mais plusieurs d'entre eux se sentent coincés entre la libéralisation rapide du commerce mondial du textile et du vêtement et la très grande difficulté d'identifier et de développer des nouveaux marchés d'exportation.

Il y a cependant une constante qui caractérise tous les manufacturiers de la chaîne textile canadienne: toutes ces industries ont, au cours des ans et à la faveur des lois et politiques canadiennes et de la réglementation internationale, structuré leurs activités, leur production, leurs produits, leur distribution, leurs politiques d'affaires pour servir un marché domestique à l'intérieur de l'espace économique canadien. C'est d'ailleurs à partir de cette base stratégique que les producteurs canadiens et québécois doivent réaliser leur adaptation aux conditions changeantes du commerce international du textile et du vêtement.

Si rien n'est fait rapidement, si aucune stratégie n'est développée, ces deux industries – qui représentent à elles seules 18 % des emplois manufacturiers au Québec et environ 22 % dans la seule région métropolitaine de Montréal – risquent de se disloquer, possiblement en quelques courtes années, avec des conséquences, en termes de perte d'emplois directs et indirects, que je n'ai pas besoin de vous décrire ici. C'est dans cette perspective qu'il faut approcher les travaux de votre commission, qui cherche à mesurer quels seraient les impacts éventuels d'un accès du Québec à la souveraineté sur les industries du textile et du vêtement.

À cette question que vous posez ici, je dois répondre que les changements qui se produisent actuellement à l'échelle internationale menacent d'avoir des conséquences difficilement prévisibles sur ces industries et qu'un accès du Québec à la souveraineté, dépendant de la voie qui sera choisie, risque d'avoir un effet multiplicateur sur l'ensemble des transformations internationales qui s'amorcent. Comme je vous l'ai expliqué plus tôt, les industries du textile et du vêtement québécoises dépendent largement du marché intérieur canadien. En effet, 48 % des expéditions canadiennes de textiles et 62 % des expéditions de vêtements proviennent du Québec. Les expéditions, tant du Québec que du Canada, vers l'extérieur du pays sont peu importantes, sans être négligeables, puisqu'elles sont de l'ordre de moins de 5 % dans le cas du vêtement et d'environ 12 % pour le textile.

(10 h 15)

Dans l'hypothèse où les discussions actuelles en vue du renouvellement de la Constitution canadienne conduise au statu quo – soit à un marché commun intégral entre le Québec et le Canada, dans lequel l'espace économique canadien

serait considéré comme une entité unique – toutes les industries de la chaîne textile conserveraient leur environnement stratégique actuel. Cet environnement ne créerait aucune entrave nouvelle aux échanges entre le Québec et les autres provinces canadiennes et ne nécessiterait aucune adaptation spéciale des industries. Cependant, si l'option du marché intégral est retenue, il demeure que tant l'industrie du textile que celle du vêtement devront rapidement s'adapter aux changements internationaux qui s'amorcent et trouver des voies de solution ingénieuses qui lui assureront non seulement la survie, mais également l'expansion et le développement. Je vous rappelle que ces deux industries représentent ensemble près du cinquième des emplois manufacturiers au Québec et même si on les qualifie de secteurs mous, elles constituent une part significative de notre économie.

L'autre option que peut prendre le Québec dans les mois à venir, c'est celle de la souveraineté. Commercialement, les relations entre le Québec et le Canada seraient désormais régies par les règles du GATT. Dans une telle éventualité, des barrières tarifaires et douanières s'élèveraient entre les deux entités politiques qui créeraient des pressions considérables sur les deux industries. À cause de l'intégration importante de nombreuses entreprises de la chaîne du textile dans l'espace économique canadien, telle que décrite dans mon étude, ces barrières tarifaires et douanières nécessiteraient une profonde restructuration de la plupart des industries du textile et du vêtement, à la fois au Québec et au Canada. Pour réduire quelque peu les effets de ces barrières, il faudrait nécessairement qu'un accord de libre-échange tripartite ou quadripartite avec le Mexique soit négocié.

Cet accord rétablirait, du moins en partie, les liens d'interdépendance entre plusieurs des industries concernées. Mais même avec un accord tripartite, les manufacturiers québécois et canadiens ne pourraient utiliser les intrants importés selon les règles présentement en vigueur à moins d'un contingentement spécial permettant l'utilisation de ces produits dans l'espace économique canadien. Dans un Québec souverain où les échanges commerciaux avec le Canada seraient soumis aux règles du GATT et où les entreprises pourraient alors perdre une partie de leur marché intérieur canadien, ces deux industries devraient fournir des efforts colossaux d'adaptation.

En outre, lorsqu'on parle en termes de mois, d'une démarche conduisant éventuellement à la souveraineté, il est difficile d'imaginer comment cette industrie, qui est déjà plutôt mal adaptée au contexte actuel, pourrait arriver à s'ajuster en une aussi courte période de temps.

Je tiens à souligner que ces nouvelles conditions viendraient s'appliquer alors que l'industrie est confrontée à des changements majeurs des règles internationales, qui déjà soumettraient le textile et les vêtements québé-

cois et canadiens à des pressions telles qu'on n'en a jamais vu de semblables jusqu'ici. Rien n'est impossible, dit-on. Mais je crois sincèrement que dans ce cas-ci, la question peut se poser.

Je ne suis pas de tendance pessimiste. Bien que les industries du textile et du vêtement soient déjà sérieusement menacées, et bien qu'un accès à la souveraineté du Québec, sans une union préservant l'unité de l'espace économique canadien, représenterait une nouvelle pression presque insurmontable, je demeure convaincu qu'avec une volonté bien arrêtée de tous les intervenants, nous pouvons sauver ces industries et leur donner une nouvelle vigueur. Ce sera difficile, très long, et l'issue est loin d'être évidente; mais si les Italiens y sont arrivés, précisément dans ces secteurs, pourquoi pas nous? Peu importe l'option politique, fédéralisme renouvelé ou souveraineté, il me semble que c'est aujourd'hui que l'on doit se pencher sur le problème de l'avenir des industries du textile et du vêtement, sinon, lorsqu'on aura, bientôt j'espère, décidé de nos options constitutionnelles, il sera peut-être trop tard.

Je crains que vous me disiez que la tribune, ici, n'est pas appropriée pour passer ce message. Je crois, cependant, qu'il doit être pris en compte pour discuter de l'avenir du Québec. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Nous vous remercions, M. Côté. Sans plus tarder, nous allons passer à une période d'échanges. Alors, la première question, c'est M. le député d'Orford.

**M. Benoit:** M. Côté, merci d'être ici avec nous aujourd'hui. Vous avez affaire à un groupe de personnes qui regarde le futur de notre province, et je ne pense pas qu'il y ait, alentour de cette table, personne qui soit expert en textiles. On va le dire tout de suite, nos questions peuvent vous sembler un peu compliquées, ou un peu mélangées, mais il n'y a personne alentour de la table qui est un expert en textile. On essaie de regarder ça dans un portrait beaucoup plus global. On a regardé la semaine dernière les producteurs de lait, on va regarder les producteurs d'automobiles. On essaie de regarder quelles seraient les implications de tout ça.

Ma première question serait peut-être de vous demander: Il y a combien de gens dans l'industrie du vêtement et du textile, au Québec? Combien il y a de gens qui, directement et indirectement, vivent de cette industrie-là en ce moment?

**M. Côté (André):** Je répondrais qu'il y a certainement, disons, 100 000... Il y a à peu près 100 000 emplois au Québec, dans ces deux industries-là.

**M. Benoit:** Est-ce que j'ai raison de dire qu'il y a bon nombre de ces compagnies-là – je pense à C.S. Brooks, Dominion Textile, on pourrait en nommer d'autres – qui ont des bras, soit dans les autres provinces canadiennes ou dans des parties de la Nouvelle-Angleterre, pour des raisons historiques probablement, et qu'une partie de leur production est faite ailleurs, et une autre partie est aussi faite ailleurs. C'est-à-dire qu'on commence le produit à un endroit, on le transforme, on le finit à l'autre, on l'empaquette, etc. Est-ce j'ai raison de dire ça, qu'il y a, dans cette industrie-là, plus que dans d'autres, une interrelation entre les différentes branches de ces différentes compagnies?

**M. Côté (André):** Dans plusieurs de ces compagnies-là, et dans plusieurs segments de l'industrie textile surtout, il y a des procédés de fabrication, pour en arriver à un produit, qui sont faits de part et d'autre du Québec et de l'Ontario, par exemple. Certaines compagnies vont produire des filés en Ontario, lesquels filés vont être expédiés au Québec pour produire des tissus tissés, par exemple. Et ces tissus tissés-là, ou tissus tricotés, peuvent éventuellement être retournés en Ontario, pour être finis, où il y a des procédés de finition qui sont faits. Il y a d'autres cas où présentement – même s'il y aura des changements dans les prochains mois, j'ai bien peur, par les nouvelles annonces qui ont été faites récemment – il y a des tissus qui sont tissés en Ontario et qui sont expédiés au Québec pour être finis, qui sont ensuite vendus aux manufacturiers de vêtements, lesquels tissus sont transformés en vêtements et, éventuellement, retrouvent leur voie vers le reste du Canada. Alors, il y a une intrication très serrée dans la production de certains produits, surtout dans les textiles primaires. Vous avez mentionné C.S. Brooks, par exemple, qui produit des draps dans votre comté. Ils ont, je crois, presque toute leur production au Québec, mais évidemment ils vendent une grande partie de leur production dans le reste du Canada. Et c'est un cas là aussi où ils produisent, ils ont adapté leurs usines, leurs marchés, pour servir le marché canadien. Et ils regardent, évidemment, à profiter de l'entente de libre-échange, et de ce qui se passe dans les marchés mondiaux, mais... Oui?

**M. Benoit:** En ce moment, ces compagnies peuvent faire voyager leurs biens de l'Ontario à ici, ou du Manitoba à ici et vice versa, pour la production, la fabrication. Il n'y a aucune forme de restriction. Je veux dire qu'on peut transporter ça jour après jour, il n'y a pas de barrière, d'aucune sorte, sauf les tempêtes de neige, là. Est-ce que j'ai raison de dire ça aussi?

**M. Côté (André):** Il n'y a absolument aucune entrave dans le flux des produits textiles au

Canada, présentement.

**M. Benoit:** Quel est le pourcentage, maintenant, du vêtement et du textile qui est exporté à l'extérieur du Québec? Il y en a 25 %, je pense, qui sont consommés ici sur le terrain, le reste, est-ce que j'ai raison de dire que c'est exporté soit dans d'autres pays et en grande partie sur le territoire canadien?

**M. Côté (André):** D'après mon étude des statistiques plus récentes, surtout, que j'ai regardées, il semble qu'il y ait plus de 50 % de la production du Québec qui sont destinés au reste du marché canadien, et ça, ça s'applique aux vêtements et aux textiles.

**M. Benoit:** Advenant une souveraineté, il y a deux entités légales, un pays qui s'appelle le Canada, et un autre pays qui s'appelle le Québec. J'imagine que nos voisins américains qui se meurent d'élever la barre de toutes les barrières tarifaires, est-ce qu'on doit comprendre qu'ils profiteraient de cette occasion-là? J'écoutais M. Wilson, pas plus tard qu'hier soir, qui disait à la télévision: On est un petit pays, c'est compliqué de négocier avec les gros de l'autre côté. Quand j'ai vu M. Wilson dire ça, hier soir, je me disais: Oui, advenant la souveraineté on ne sera certainement pas plus gros, en tout cas, nous autres, là. Est-ce que je dois comprendre qu'advenant la souveraineté, que ce soit l'entente tripartite avec le Mexique ou que ce soit l'entente du libre-échange, que les Américains n'attendent que cette heure-là pour lever la barre, finalement, de barrières tarifaires, et ils se réjouiraient grandement de voir la possibilité de rouvrir ces ententes-là.

**M. Côté (André):** La base de ma réponse est que les Américains, certainement dans le textile et le vêtement, cherchent à protéger ces industries-là, de la façon la plus resserrée possible, et, les règles d'origine qui existent dans l'entente de libre-échange présentement démontrent ça. Ce que je dis et ce que j'ai essayé d'expliquer, c'est que si nous renégocions une entente de libre-échange Québec-Canada-États-Unis selon les principes de l'accord actuel où il est nécessaire, à cause de la règle de la double transformation, d'avoir dans la production d'un vêtement des tissus qui sont fabriqués dans la zone de libre-échange, donc ça serait Québec-Canada-États-Unis, ça représenterait un changement pour le Québec et le Canada, parce que, présentement, les manufacturiers de vêtements québécois et canadiens peuvent utiliser pour le marché intérieur, dans l'espace économique canadien, des tissus importés jusqu'à concurrence des quotas d'importation qui existent avec les pays appropriés. Si on avait une entente de libre-échange Québec-Canada-États-Unis, ces manufacturiers de vêtements là, maintenant, ne

pourraient plus utiliser de tissus importés parce que les tissus importés ne satisfont pas les règles d'origine pour les vêtements, pour prendre un cas.

Alors, les vêtements qui seraient destinés au reste du Canada, manufacturés au Québec, devraient, si l'entente est renégociée selon les principes de l'accord actuel, utiliser des tissus qui sont fabriqués dans la zone, des tissus fabriqués au Québec, ou en Ontario, ou dans le reste du Canada ou aux États-Unis, ou même éventuellement au Mexique.

Et, ce que je remarque, c'est que, dans l'historique de l'industrie textile et du vêtement au Canada, à cause de la petitesse du marché canadien, les manufacturiers ont utilisé des intrants dans une beaucoup plus grande proportion, des intrants importés, que les manufacturiers américains, pour desservir le marché domestique et que, si la règle change, ils devront changer leur stratégie d'approvisionnement de leurs intrants. Alors, il y a toute une période d'adaptation, et changer la stratégie d'approvisionnement ça voudrait dire, en termes plus clairs, que les prix qu'ils devront payer, sans doute, ce seront les prix pour des intrants fabriqués dans l'Amérique du Nord. Et il y a des façons de s'adapter à ça, c'est certain, à long terme. Mais, à court terme, c'est sûr que ces gens-là devraient changer leur système d'approvisionnement.

**M. Benoit:** Une dernière question, M. Côté, on a un confrère qui est Italien là, je ne sais pas où il est aujourd'hui. Il doit nous arriver d'une minute à l'autre, certainement. Vous finissez en disant que vous êtes optimiste de nature, moi aussi. Et vous nous dites: Mais si les Italiens y sont arrivés, pourquoi pas nous? Et je suis un de ceux qui pensent qu'il y a des petits pays, effectivement, qui, économiquement, ont fait face à des concurrences, et ont ouvert leurs barrières et ont réussi. Parlez-moi donc de ce qui s'est passé en Italie. J'aimerais ça comprendre ça. Je ne connais pas l'industrie du textile, je ne pense pas qu'il y ait grand monde qui connaisse d'ailleurs ici l'industrie du textile en Italie. Dites-nous donc deux mots là-dessus. Qu'est-ce qui s'est passé, effectivement, et comment ont-ils réussi?

**M. Côté (André):** Je ne l'expliquerai pas en grands détails, parce qu'il faudrait que j'explique, que je fasse une dissertation sur la société italienne et tout le contexte culturel, je pense bien. Il n'en demeure pas moins que l'industrie...

**M. Benoit:** On ne vous en demande pas tant. Ha, ha, ha!  
(10 h 30)

**M. Côté (André):** Non, non, mais dans ce contexte, il n'en demeure pas moins que l'industrie du textile et du vêtement, en Italie, a

confronté essentiellement les importations à bas coûts, et aussi a développé des stratégies d'exportation avec un succès phénoménal. Et, pour le comprendre et essayer de voir un peu comment ça se fait, ce que j'en connais est que les fabricants textiles, de vêtements et toute la chaîne de production ont développé des stratégies de concertation où il y a toute une série de sous-contractants, à travers la chaîne textile, qui travaillent de concert dans la qualité de leurs produits, dans leur créativité, dans le design, dans les stratégies d'exportation et dans leur qualité, qu'on connaît tous, dans ces domaines-là, avec un succès phénoménal. Et ce que je dis, c'est que si ces gens-là, qui ont un taux de change, une monnaie très forte, qui sont dans un environnement très concurrentiel, ont été capables de réussir ça dans les dernières 10 années, alors mon optimisme prend le dessus. Et je me dis que peut-être que si, dans les années de transition auxquelles on fait face avec la disparition de l'Accord multifibres, tout le monde se concerte au Québec dans tous ces secteurs-là, et là je fais allusion aux grappes stratégiques dont le ministre Tremblay a fait la présentation au mois de décembre, si on actualise ces grappes stratégiques-là, si les gens réellement commencent à travailler ensemble, bien il y a toutes sortes de choses qui sont possibles, je crois.

**M. Benoit:** M. Côté, j'ai grandement apprécié le réalisme de votre mémoire. Je vous remercie d'avoir été ici aujourd'hui. M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** M. le député d'Orford, merci. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Bonjour, M. Côté. J'ai lu votre mémoire, le long, et je viens de lire avec vous l'autre. Je ne suis pas un expert moi non plus en textile, absolument pas, mais je ne voudrais pas que vous pensiez que le député d'Orford parle en mon nom. Quand il s'exprime, il parle pour lui-même et pour ses collègues. C'est une chose, il a le droit de le faire mais, en ce qui me concerne, je prends mes distances.

M. Côté, je pense que l'industrie dont vous parlez ce matin est une industrie très importante qui représente des dizaines, des centaines de milliers d'emplois et qui a d'ailleurs souffert beaucoup, au cours des deux dernières années, de la récession économique, qui a perdu, je pense, au-delà de quelque 20 % de ses emplois. Je pense que nous devons nous poser des questions, parce qu'il y a la récession et qu'il y a aussi des problèmes structurels. Je pense que ce n'est pas strictement conjoncturel les difficultés du textile présentement, c'est structurel aussi et, à mon sens, ça doit faire référence à l'entente sur le libre-échange qu'il y a eu; l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, je suppose que ça

doit commencer à faire sentir ses effets et que ça vous amène à faire des réalignements importants. Par ailleurs, il y a certains secteurs qui ont connu des augmentations d'emplois. Donc, là-dessus, ce n'est peut-être pas aussi triste que ce qu'on pourrait voir à première vue. Il y a donc des possibilités de réajustement.

En lisant votre mémoire, vous émettez deux hypothèses. Il y a un espace économique commun avec le reste du Canada ou il n'y en a pas. Évidemment, s'il n'y en a pas, c'est une autre question. Nous pensons, nous, qu'il y en aura un et que même s'il y a des gens qui disent qu'il n'y aurait pas de négociation parce qu'on serait de mauvaise humeur de l'autre côté, vous avez très bien montré à mon sens que, à cause de l'imbrication intime des entreprises, notamment de l'Ontario et du Québec, il y en aurait un accord.

Mais au-delà de ça – disons que je laisse ce terrain-là pour l'instant – quand on regarde l'évolution du marché international, on s'aperçoit au fond que le GATT va nous imposer des règles de fonctionnement. Je suppose que notre accord de libre-échange nord-américain étendu au Mexique va devoir en tenir compte dans une certaine mesure, mais dans 10 ans, il va y avoir une libéralisation considérable des marchés. C'est l'objectif que tout le monde poursuit, parce qu'on veut réduire les coûts, etc. Bon, je ne reviens pas là-dessus. Mais au fond, si dans 10 ans, ce sont les règles du GATT qui nous régissent, en grande partie ou en très grande partie, la question que nous nous posons porte sur la période intérimaire, sur les 10 ans pour y arriver. Donc, la question aussi que nous nous posons, c'est: Est-ce que nous y allons en commun avec le reste du Canada, compte tenu de nos antécédents, ou bien s'il n'y aurait pas d'accord et que, abruptement, on jette par-dessus bord tout ce qu'on a construit ensemble d'ici là? Je maintiens que les pressions, l'intérêt de tous les partenaires va être tel qu'on va faire ce bout de chemin d'adaptation ensemble, et on a besoin de le faire tout de suite. En réalité, je pense même qu'on a pris du retard depuis l'Accord de libre-échange. Les deux ans... depuis le 1er janvier 1989, il aurait fallu qu'on mette en branle toute une série de dispositions pour en profiter au maximum.

Bon. J'aimerais voir si vous êtes d'accord là-dessus, d'abord, en première étape, sur cette perspective de 10 ans où, finalement, ce seront les règles internationales qui s'appliqueront et qu'au fond, on parle d'une période de 10 ans de transition qu'on doit subir de toute façon.

**M. Côté (André):** C'est certain que si l'accord du GATT est signé – et moi, je ne sais pas si ça va être signé avant Pâques – dans la proposition de cet accord-là, l'Accord multifibres sera éliminé en l'an 2003. C'est clair. Et ça, ce n'est que 10 ans. Dix ans c'est, finalement,

assez court. Et à ce moment-là, le marché canadien et québécois du textile et du vêtement sera régi par les règles normales du GATT à partir de l'an 2003.

Alors ça veut dire, essentiellement, que s'il y a des importations de produits à bas prix... Je voudrais noter que les accords du GATT s'appliqueront à tout le monde. Et ça, c'est un élément extrêmement important de cet accord-là. Les pays qui exportent chez nous des produits textiles et des vêtements, eux aussi devront respecter les règles du GATT, à tout point de vue, et que s'ils ne le font pas, eh bien, les règles du GATT pourront s'appliquer sur les questions d'«anti-dumping» ou les questions de droit compensatoire.

En d'autres mots, les pays exportateurs qui – comme je le notais dans mon exposé, ici, ce matin – à certains égards, ont leur propre définition de compétitivité chez eux, leur système, ces systèmes-là devront être les mêmes que chez nous. Alors, toute leur structure de commerce international devra, elle aussi, respecter les accords du GATT.

C'est l'objectif, en fait, de la libéralisation mondiale des échanges, que tout le monde respecte, essentiellement, les mêmes règles lorsqu'il s'agit du commerce international.

Alors, ça devrait, dans cette période de transition, idéalement, égaliser un peu ce qui se passe dans les pays producteurs. Et à partir de l'an 2003, les pays exportateurs qui ne respecteraient pas ces règles du GATT, eh bien, on pourrait prendre, selon les règles du GATT, des recours contre ces gens-là s'ils exportent des produits à bas prix, ici, pour des raisons qui ne sont pas tout à fait selon les accords du GATT. Là, ce seront des recours qu'on prendra.

Mais vous avez raison que si l'accord du GATT est signé bientôt, peut-être dans un an, on ne sait pas quand ce sera fait... À tout événement, je crois que c'est inévitable, que la libéralisation des marchés mondiaux va se faire, en effet.

**M. Léonard:** Dans le domaine du textile, revenons à la période de 10 ans. On est à 10 ans de 2003. Vous avez raison de dire que 10 ans dans ces secteurs-là, c'est relativement court parce qu'on parle de grandes orientations. Dans cette période de 10 ans, il y a aussi l'Accord de libre-échange qui pourrait amener le Mexique dans le continent nord-américain. Et ce qu'on peut voir présentement, compte tenu des débats politiques américains, on voit qu'ils ont une tendance à un certain protectionnisme. Au moins dans cette période intercalaire d'adaptation, on peut penser qu'ils vont jouer au maximum pour protéger le marché nord-américain contre, peut-être, un envahissement du Marché commun ou d'autres pays.

Est-ce que vous ne trouvez pas que, sur ce plan-là, l'approche qu'on doit prendre, c'est

d'établir une base solide de notre commerce, de notre industrie sur le continent nord-américain, pour pouvoir faire face à la concurrence internationale par la suite et que, si on s'en tient trop strictement à la concurrence ou au développement du marché canadien exclusivement, on va être doublement pénalisés lorsque l'accord du GATT va s'appliquer? Donc, au lieu que la souveraineté du Québec ait un effet multiplicateur sur les embûches, en réalité, si on est capables de s'en sortir maintenant, ça va être le contraire. On va être plus libres de faire face à la concurrence sur un grand marché nord-américain. J'ai lu ce paragraphe avec beaucoup d'attention et je me pose des questions parce que, à mon sens, ce n'est pas si évident que ça, pour moi en tout cas. Je pense qu'on peut échanger sur cette question. En réalité, si on est capables de faire face au marché maintenant, on va être mieux équipés pour l'an 2003. Si on est encore protégés dans le cocon canadien présentement, on va avoir des problèmes. On ne fait que reporter nos problèmes.

**M. Côté (André):** Je dois dire qu'avant de distribuer mon paragraphe, je l'ai relu plusieurs fois, moi aussi, et il est certain que, lors des négociations de l'Accord de libre-échange, en 1986-1987, l'objectif et le principe étaient que, à partir du moment où on avait cet accord-là, il fallait que les industries québécoises et canadiennes réorientent leur stratégie pour prendre avantage du nouveau marché américain. Je crois qu'il y a un certain nombre de ces industries-là qui font ça, mais elles rencontrent des embûches considérables. C'est très difficile. C'est très difficile de développer des nouveaux marchés, de développer des nouveaux réseaux de distribution et ça prend beaucoup de temps. Évidemment, il faut aussi développer ces facteurs de compétitivité pour adresser ces marchés-là. Comme je le note dans ma présentation de ce matin, toute la base de l'industrie canadienne du textile et du vêtement, c'est historique, ça, et ça a été un peu le résultat des lois internationales canadiennes. On avait le droit d'avoir des quotas d'importation, des restrictions d'importation. Et ça, ça dure depuis plus de 30 ans. Alors, c'est certain que les usines canadiennes de textile et de fabrication de vêtements se sont structurées pour servir un marché canadien.

Et pour s'adapter à un plus grand marché, il y a toute une nouvelle philosophie, des nouvelles stratégies et ça prend aussi du nouvel argent, des investissements pour tout réinvestir dans la nouvelle technologie et trouver des économies d'échelle différentes et ce, après avoir trouvé des nouveaux marchés, surtout aux États-Unis qui, eux-mêmes, sont très matures dans ces industries-là. L'industrie américaine du textile et du vêtement est très, très forte et elle a été, au cours des années, mieux protégée que l'industrie canadienne. Dans ce contexte-là, trouver des

créneaux de marché et même des réseaux de distribution dans un marché comme ça est réellement d'une très grande difficulté et ça prend des fonds. Mais je crois qu'il faut le faire de toute façon parce que, comme je le dis, le marché canadien... de plus en plus, nous sommes réellement dans un marché global présentement, parce que, si on a 125 pays qui exportent des vêtements chez nous, c'est dans une économie mondiale qu'on est réellement aujourd'hui.

(10 h 45)

Je crois qu'à long terme, si je me permets d'être rêveur un tout petit peu, s'il est vrai que les règles du GATT ont pour but d'avoir, excusez l'expression anglaise, un «level plain field» pour tout le monde dans l'industrie du textile et du vêtement, que tout le monde joue selon les mêmes règles, moi, je crois fermement que les industries québécoises de textile et de vêtement devraient déjà penser à être des concurrents mondiaux. J'ai parlé à des chefs d'entreprise. Il y en a qui pensent comme ça dans ces industries-là, qui pensent réellement... Quand je dis, dans mon texte, que je connais des gens qui, présentement, agissent sur la stratégie d'alliance avec des firmes asiatiques, c'est vrai. Ça ne se fait pas à tous les jours, ce n'est pas tout le monde qui le fait, mais ces gens-là ont perçu, je crois, qu'éventuellement, on va tous être sur un pied d'égalité, ou à peu près, et qu'il va falloir développer des marchés mondiaux, comme certaines industries de pointe, aujourd'hui, qui sont devenues des compagnies mondiales basées au Québec. Si on se rappelle leur histoire, il y a 20 ans, ce n'étaient pas des compagnies mondiales, c'étaient des compagnies québécoises et canadiennes dans des marchés extrêmement compétitifs et qui, à force d'efforts, ont réussi. Je crois que c'est possible dans les industries du textile et du vêtement, avec extrêmement de difficultés. Mais, monsieur, si je peux rajouter... Ce que je dis, c'est que pour en arriver là – parce que ces industries québécoises ont été structurées pour servir un marché pancanadien – il faudrait, pour leur permettre d'avoir cette transition-là durant les 10 prochaines années qu'elles aient la sécurité de ce marché-là. Si elle leur est donnée par une entente de libre-échange, tant mieux! Sinon, eh bien, je crois qu'il y aurait des difficultés à s'adapter, plus grandes. C'est ce que je dis.

**M. Léonard:** Mais qui aurait intérêt à faire table rase, du jour au lendemain, de cet historique, actuellement? Nous n'avons pas intérêt, et le Canada non plus. Donc, je me demande pourquoi, du jour au lendemain, parce qu'on serait souverains, tout à coup, on jetterait tout ça par-dessus bord, surtout dans la période critique des 10 ans nous amenant au GATT de 2003. À mon sens, c'est de l'intérêt des deux parties de protéger ce marché, surtout dans le domaine du textile, quelles que soient nos parts

respectives du marché, parce que, en réalité, quand on regarde les statistiques, ça dépend des secteurs. Il y a des secteurs où on vend beaucoup plus, et d'autres où ce sont les autres qui nous vendent plus. Globalement parlant, cependant, il faut admettre que nous exportons davantage que notre part du marché au Canada. Bon. Mais en réalité, comme c'est tellement imbriqué, je pense que je ne vois pas pourquoi, du jour au lendemain, on jetterait tout cela par-dessus bord, vraiment pas. Ni nous, ni eux. Alors, ce serait quoi, la raison?

**M. Côté (André):** Moi, je ne peux pas répondre à cette question-là. Tout ce que je peux vous dire, c'est que...

**M. Léonard:** Bien, c'est parce que l'hypothèse, c'est qu'on bloquerait ça. Je dis non.

**Une voix:** Ce n'est pas possible.

**M. Côté (André):** Moi, ce que je veux vous dire, à votre commission, c'est que, quelle que soit la forme qui sera retenue par les négociateurs dans ce contexte constitutionnel, quelle que soit la forme retenue, c'est que je souhaite et j'espère que, dans les industries du textile et du vêtement, on saura trouver une façon de conserver l'intégralité du système d'échanges qui existe aujourd'hui.

**M. Léonard:** Non. Moi, je pense que les chefs d'entreprise vont faire pression dans ce sens-là, et nous, c'est ce que nous proposons, notre formation politique, c'est ce que nous proposons.

**Une voix:** Le maintien de l'espace...

**M. Léonard:** Le maintien de l'espace économique.

**M. Côté (André):** Oui. Sans entraves?

**M. Léonard:** Sans entraves. Le moins possible, pour nous préparer davantage, même, à affronter le marché nord-américain et international, je pense. Au fond, on devrait tout de suite s'aligner sur les marchés internationaux, parce que, à ce moment-là, on va l'être ailleurs.

**M. Côté (André):** Ce que j'ai voulu noter, dans ma présentation de ce matin, c'est que, à ce moment-là, si c'est un accord de libre-échange – et quelle que soit la formule – mais si c'est un accord de libre-échange Québec-Canada-États-Unis, les négociateurs américains et les industries américaines, je crois, vont certainement vouloir s'assurer que les règles d'origine sur lesquelles ils insistent dans un accord de libre-échange, respectent les principes qui ont été mis en valeur dans l'accord actuel.



**Le Président (M. Bélanger):** Merci. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, je voudrais remercier M. Côté pour la qualité de son mémoire. Je dois dire que peut-être on n'était pas des experts, ici, en question textile, mais on a appris énormément en lisant vos textes. Je dois dire que les questions que je vais vous poser, les réponses se trouvent dans votre texte. Donc, ce n'est pas parce que je n'ai pas compris ou pas lu votre texte.

Premièrement, première question, vous l'avez eue tout à l'heure, l'industrie du textile, c'est 100 000 emplois au Québec, à peu près. Dans la région, c'est 18 % des emplois manufacturiers, c'est ce que vous dites, 22 % des emplois manufacturiers dans la région de Montréal, c'est-à-dire un emploi sur cinq dans la région de Montréal, c'est à peu près ça.

**M. Côté (André):** Il y a... Écoutez, les 100 000, j'ai 22 %. Je vais vous dire un peu mes sources, les 22 %...

**M. Gauthrin:** Vous avez tout en détail.

**M. Côté (André):** Les 22 % viennent du... C'est tout récent, c'était dans le document du plan stratégique de Montréal qui a été dévoilé au début de l'année, je crois...

**M. Gauthrin:** Absolument.

**M. Côté (André):** ...on fait état des 22 % de l'emploi manufacturier à Montréal. Les 18 % viennent de Statistique Canada où je vois qu'il y a, en 1988, 538 000 emplois manufacturiers au Québec. Et le total, dans le textile primaire, les produits textiles et l'habillement, est de 94 000. Disons...

**M. Gauthrin:** Un secteur industriel très important, en termes d'emplois.

**M. Côté (André):** Oui. Je voudrais noter qu'il y a différentes définitions. Si on prend l'industrie du vêtement et on ajoute toutes les industries, par exemple, dont fait état la grappe stratégique de modes textiles du ministre Tremblay, là, il y a beaucoup d'autres industries qui se rattachent. Alors, il y a des définitions précises de certaines industries, mais celles dont je parle dans mon étude, l'emploi au Québec, est à peu près 100 000 personnes.

**M. Gauthrin:** Maintenant, je voudrais reprendre l'hypothèse d'un Québec souverain puisque c'est celle sur laquelle on travaille et bien comprendre ce que vous dites. Dans l'hypothèse d'un Québec souverain, je comprends qu'on n'a pas avantage à bouleverser les échanges économiques, mais ils devraient se faire entre le

Canada, le Québec et le reste des États-Unis à l'intérieur d'un accord de libre-échange qui impliquerait tous les éléments de l'accord et, éventuellement, le Mexique. C'est à peu près de ça qu'on est en train de se parler.

À l'intérieur d'un tel accord de libre-échange – je veux savoir si j'ai bien compris – à l'intérieur d'un accord de libre-échange dans le secteur du vêtement, actuellement, dans les échanges actuels dans le secteur du vêtement entre le Québec et le Canada, on n'est pas obligés d'avoir la règle des intrants par rapport aux produits textiles. C'est-à-dire, les fabricants de vêtements peuvent fabriquer des vêtements avec des textiles qui sont importés, tout en satisfaisant la règle des quotas, je suis d'accord avec vous. Apporter des pays où les produits textiles sont faibles au coût et pouvoir les échanger au Québec et au Canada puisqu'on est à l'intérieur du même pays sans réellement qu'il y ait de pénalité douanière. Advenant le cas où nous soyons dans un marché de libre-échange, ce seraient les règles du libre-échange entre le Canada et les États-Unis qui s'appliqueraient à ce moment-là, donc, on ne serait plus en mesure de faire ces échanges de vêtements entre le Québec et le Canada sans qu'il y ait pénalisation douanière. Est-ce que j'ai bien compris?

**M. Côté (André):** En effet.

**M. Gauthrin:** Merci. Je le dis, c'était dans votre texte. Je pense que ça, c'est un élément important qui va risquer, éventuellement, de mettre en difficulté l'adaptation. Ça, je suis assez d'accord avec mon collègue de Labelle là-dedans. Il est évident que l'industrie textile va devoir s'adapter aux règles du marché international, à moyen terme, mais va pénaliser l'industrie du vêtement dans sa potentialité d'adaptation aux règles internationales. Est-ce que c'est à peu près ça, ce que vous nous dites?

**M. Côté (André):** Oui. J'aimerais rajouter et je le note ici. Dans les négociations de l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, il y a eu des représentations de faites aux négociateurs américains disant: Écoutez, le Canada, historiquement, a utilisé des intrants importés, et on ne pourra pas prendre avantage de l'Accord de libre-échange si on ne peut pas utiliser des tissus importés pour l'exportation aux États-Unis dans l'Accord de libre-échange. Parce que justement, la stratégie d'approvisionnement est basée sur des bases historiques...

**M. Gauthrin:** ...des tissus importés...

**M. Côté (André):** ...et à force de négociations – je crois aux résultats des négociations – le contexte où le principe de contingentement tarifaire a été adopté... Alors, les Améri-

cains ont dit: Parfait, on comprend, alors on va vous permettre d'utiliser une certaine quantité. Et si je me souviens, je crois que c'était 50 000 000 de verges carrées, une certaine quantité de tissus importés à être utilisée dans des vêtements qui pourront être expédiés aux États-Unis, tout en bénéficiant des tarifs de l'Accord de libre-échange. Alors, il y a une règle d'exception, là, qui permet, jusqu'à la limite du contingentement, d'utiliser tout de même des intrants importés dans l'Accord de libre-échange. Et, dans l'étude, je dis qu'un accord tripartite qui serait Québec-Canada-États-Unis, évidemment, le principe est accepté des contingentements tarifaires, alors il pourrait y avoir une négociation. Il y a aura sans doute une négociation. Il y aurait sans doute négociation entre le Québec et le Canada, pour un contingentement tarifaire qui permettrait ça, aussi, dans des vêtements fabriqués au Québec, pour aller dans le reste du Canada.

**M. Gauthrin:** Est-ce qu'il pourrait y avoir, advenant un cas où il n'y aurait pas d'Accord de libre-échange, un accord du type Accord multifibres, bilatéral Québec-Canada, compte tenu des règles du GATT pour l'Accord multifibres?

**M. Côté (André):** L'Accord multifibres est essentiellement un accord qui permet aux pays industrialisés – et c'est comme ça qu'il est utilisé – de transiger avec les pays à plus bas coût et à bas prix.

**M. Gauthrin:** C'est pour ça que vous allez répondre non. Donc, la réponse c'est non?

**M. Côté (André):** La réponse est non.

**M. Gauthrin:** C'est bien ce que j'avais compris. Merci. Autre question que je voudrais poser. On a pris la date de 2003, que je sais qui est incluse dans le rapport Dunkel actuellement, dans les accords du GATT. Mais je vais revenir un peu en arrière sur l'expérience qu'on a connue dans le secteur textile, dans le GATT. Il y avait la fameuse diminution de 6 %. Parce que l'objectif d'arriver à une pleine libéralisation des marchés du textile date depuis longtemps. Si je me rappelle bien, dans l'accord, je crois que c'est en 1973, au début, on voulait diminuer de 6 % à peu près par année. Sauf qu'en 1977 on a considéré que c'était irréaliste, compte tenu de l'évolution du marché des textiles. Et on a dit: On ne va pas pouvoir prendre ce quota de 6 %. Est-ce qu'on n'est pas encore, dans ce nouvel accord du GATT, de se donner un objectif – qui a toujours été le même objectif des négociateurs – d'en arriver à une pleine libéralisation des marchés et de se rendre compte, probablement en mi-mandat, que dans le fond, l'objectif n'était pas aussi réaliste et qu'on sera obligé de prolonger la date de 2003? Si on fait l'hypothèse

de ce qu'on a connu dans le passé, quant à cet objectif de libéralisation des marchés dans le secteur textiles et dans le secteur du vêtement, là, évidemment, on est obligé de faire de la prospective.

**M. Côté (André):** Oui.

**M. Gauthrin:** Mais on fait de la prospective toujours en fonction de ce qui s'est passé dans le passé.

**M. Côté (André):** Écoutez, c'est sûr que l'Accord multifibres est toujours supposé... On est dans la quatrième séquence de l'Accord multifibres présentement. Chaque renouvellement, chaque protocole était toujours supposé être le dernier. C'est certain. Mais les conditions étaient telles... Il faut dire aussi qu'il y avait des pays exportateurs, en 1973, mais depuis ce temps-là, il y a beaucoup d'autres pays qui sont devenus des pays exportateurs. Il y a des pays qui arrivent soudainement sur le marché et qui n'étaient pas exportateurs, qui ont eu des investissements, soit d'un tiers pays ou qui eux-mêmes ont eu des ressources pour investir dans la production et, soudainement, ils deviennent de nouveaux pays exportateurs. Alors les conditions changent toujours. C'est pour ça que l'Accord multifibres, essentiellement, a été renouvelé. Parce que je suppose que si c'était demeuré le même nombre de pays qu'il y a 20 ans, tout se serait stabilisé. Mais ça ne s'est pas stabilisé. Alors, l'hypothèse que vous émettez est sûrement très intéressante. Il y a un historique pour ça, parce que l'Accord multifibres a été renouvelé. Je ne sais pas si c'est dans les accords du GATT, cependant, je crois que – bien que je n'en aie pas fait une étude exhaustive – lorsque les éléments de l'accord du Tokyo Round ont été implantés, au fur et à mesure des années, comme ils devaient l'être, ce n'est pas impossible. L'hypothèse que vous soumettez n'est pas impossible.

**M. Gauthrin:** Donc, de là l'importance de sécuriser, quand même, le marché canadien. Je vous remercie, M. Côté. Vous nous avez vraiment éclairés sur le secteur des textiles. Merci beaucoup.

**Le Président (M. Bélanger):** Merci, M. le député de Verdun. Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci. Ça me fait plaisir, à moi aussi, de vous souhaiter la bienvenue. Je pense que nos échanges sont fort enrichissants. On se place toujours évidemment dans la perspective – et c'est l'objet de notre mandat – où le Québec devient souverain. Et on dit: Qu'est-ce qui se passe par rapport à nos partenaires autour, avec, d'abord, le partenaire canadien, et le partenaire américain? Mais si on se situait en Ontario et que du point de vue ontarien, par

exemple – et je prends celui-là, mais mettons le reste du Canada – et qu'on se situe là-bas et qu'on évalue l'impact de la souveraineté sur ces industries à soi, est-ce que dans le modèle que vous avez développé... Parce que je vais revenir, moi je pense, et c'est notre point de vue, qu'il y a nécessité, effectivement, de préserver l'espace économique...

(11 heures)

**M. Côté (André):** Oui.

**Mme Marois:** ...et dans ce sens-là nos efforts vont porter sur cet objectif-là, parce que nous croyons que nous y avons intérêt, mais que d'autres autour de nous ont intérêt. Et là, c'est ça que je voudrais vous poser comme question, est-ce qu'il n'y a pas aussi, à cause de cet imbrication des industries, tant dans le domaine des textiles industriels et commerciaux que dans le domaine du vêtement, l'intérêt – l'intérêt est peut-être moins gros en termes de volume d'emplois concernés, mais ça peut être aussi significatif à d'autres points de vue parce que je pense que l'industrie – et vous le dites dans votre document – l'industrie du vêtement pour dames, entre autres...

**M. Côté (André):** Oui.

**Mme Marois:** ...est importante en Ontario – est-ce qu'il n'y a pas aussi intérêt de leur côté à ce qu'on maintienne cet espace économique là, et donc que l'on trouve les façons de s'entendre sur une union douanière? Parce que ça peut aller jusque-là, et là, ça nous situe la perspective du GATT ou de l'Accord de libre-échange comme un ensemble.

**M. Côté (André):** Je crois que oui. Les statistiques d'exportations à l'extérieur du Canada que j'ai données, 5 % pour le vêtement, ça s'applique, à tous les producteurs canadiens de vêtements, qu'ils soient à Montréal, dans le grand Toronto, qui est l'autre base, et à Winnipeg. Alors, ces gens-là combinés exportent à peu près 5 % de leurs produits en dehors du Canada, c'est-à-dire, donc, que les producteurs du grand Toronto et du grand Winnipeg exportent, vendent surtout leurs produits à l'intérieur de l'espace économique canadien. Malheureusement, je les ai recherchées mais je n'ai pas pu les obtenir, les statistiques qui m'auraient dit combien de ces produits-là vont du Manitoba ou de l'Ontario au Québec, je n'ai pas pu trouver ces statistiques-là, mais c'est certainement à l'intérieur de l'espace économique canadien.

**Le Président (M. Bélanger):** M. Côté, je m'excuse...

**Mme Marois:** Attendez un petit peu, donc...

**Le Président (M. Bélanger):** ...le temps est

complètement écoulé...

**Mme Marois:** C'est terminé? Quel dommage! J'aurais voulu que vous me parliez un petit peu de la formation...

**Le Président (M. Bélanger):** Malheureusement.

**Mme Marois:** ...dans cette industrie-là, parce que je pense que c'est un problème structurel majeur dont les producteurs se plaignent actuellement, et il y aurait des investissements à faire.

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, je m'excuse madame.

**Mme Marois:** Ça va.

**Le Président (M. Bélanger):** Je remercie M. André Côté. On vous remercie chaleureusement pour votre participation à nos travaux. Je pense que l'intérêt suscité par votre texte a été non équivoque. Il est clair que vous avez répondu à beaucoup de questions que se posaient nos parlementaires ici. Je vous en remercie donc. Je suis dans l'obligation d'inviter dès maintenant M. Dennis DesRosiers à la table des témoins, s'il vous plaît. Nous allons procéder sans transition, puisque le temps nous presse, et qu'on m'annonce qu'il y aura un vote à 12 h 15, c'est bien ça? On vérifie ça, bon. On votera ici et on ira porter le résultat. On fera comme un poll...

Je demanderais à chacun de bien vouloir reprendre sa place pour que nous puissions reprendre nos travaux. Nous recevons présentement M. Dennis DesRosiers, de DesRosiers Automotive Consultants Inc. M. DesRosiers, qui est natif de Windsor, Ontario, a obtenu en 1973 un diplôme universitaire en économie et en administration des affaires, et après sa graduation, il a travaillé pour le gouvernement ontarien comme économiste spécialisé dans le secteur de l'automobile. De 1979 à 1985, il a été directeur de la recherche pour l'Association canadienne des manufacturiers de pièces d'automobiles. Et durant cette période, il a visité le Japon pour étudier l'industrie de l'automobile de ce pays, en compagnie d'un certain nombre de dirigeants de l'industrie canadienne de l'automobile. M. DesRosiers a fondé sa société-conseil en 1985. Il est spécialiste reconnu du secteur automobile au Canada.

Donc, M. DesRosiers, nous allons profiter avec beaucoup de plaisir de vos lumières et vos compétences ce matin. Alors, sans plus tarder, je vous inviterais donc à nous présenter votre texte. M. DesRosiers va le faire en anglais, si j'ai bien compris. Je pense qu'il y a les appareils de traduction pour ceux pour qui c'est nécessaire. Alors, M. DesRosiers, je vous en prie.

**M. Dennis DesRosiers**

**M. DesRosiers (Dennis):** Thank you very much. I apologize for not having French. With a French last name I think I am a perfect case study of why you need to maintain your cultural identity in this province. I guess my grandfather moved to an English community in the 1880's and lost his French. My father never spoke it and I was not encouraged in school. So, perhaps it is my biggest disappointment today. So keep up the battle, I am all for you there.

Let me give you a little bit more of my background. I have my own automotive consulting company. I have been in this business on my own for about six or seven years now. We do an awful lot of very serious, high and strategic market research-oriented work for the vehicle companies and the parts companies. I think we have pleaded probably at least 1000 studies, in the last six years, on various aspects of the industry. So we come from a very broad base, understanding all aspects of the industry, and I think I can give you some insights that are a little broader than you may get elsewhere.

I have also got just very close to 20 years of experience in the auto industry, and in fact, only one executive I know in Canada has actually been around as long as I have. I like to think that I still look young, but my experience actually belies me. And so, I will give you some historical perspective also. I have some insight there.

As I put together an approach for you today, to try to summarize what we were writing about and to take a complex industry and simplify it, I wanted to touch on a couple of themes. But, first of all, it is to give you a little better understanding of the nature of the auto industry, particularly in Québec. And if you look at the typical consumer's point of view, the typical policy maker's point of view who do not have the industry experience, they tend to focus too much on the manufacturing side of the industry – only the assembly, perhaps the parts manufacturers – not enough understanding of the whole nature of the auto industry. And I think it is important for you to understand, as you look at your options, that in rough terms, not trying to be precise, perhaps only about a third of the value of the vehicles that you see, or you pay for – you go out and you buy a nice fancy car for 20 000 \$ or 30 000 \$ – is related to the manufacturing process. Two thirds plus of that value are related to distribution, marketing, sales, car dealers, including transportation companies, advertizing agencies, etc. And so, it is very market-related. And that does not include a substantial industry related to fixing vehicles. As we all know, these vehicles require maintenance and repairs, and there is a substantial industry in Canada, and indeed Québec, related

to after-purchase experience, primarily maintenance and repairs. And so, in very rough terms you have, let us call it 25 %, perhaps 30 % of the industry which are... you have to look at it from a manufacturing focus, and somewhere in the three quarters, perhaps higher, of the industry related to more market-oriented issues. And if you look at that production environment, which you have, essentially you are also dealing with an industry that, to put it in simpler terms, is very complex. The manufacturing side of the industry, those 25 % of your employment that are related to manufacturing are complex from a number of perspectives. First of all, an automobile is difficult to make. There are over than 10 000 parts in an automobile that have to be manufactured and kept track of and brought to the factory.

It is also very trade-intensive. It is not like a lot of industries where raw material comes in at one end of the plant, goes through a variety of processes and a finished vehicle comes out at the other end of the plant. There is what we call a very distinct tier structure in the industry, where there are four or even five tiers that parts have to go through. And sometimes parts have to cross a border anywhere. It is not most unusual to see four and five times where parts are made here and shipped there, and then shipped here and then shipped there, and shipped here, and ultimately ending up in a vehicle that may or may not stay in Canada or be shipped to the U.S. It is very trade-intensive, this industry, also.

You tend to be complaisant about your car, and most are very reliable and you can get in and start the car in the morning and go and you have all kinds of luxury and conveniences. It is actually a very complex technological vehicle also. It is technologically difficult to make. These are not low-skilled workers that you are dealing with in a typical assembly plant. It is relatively skill-intensive. A typical automotive assembly worker, or parts worker, requires roughly three months to six months of training before he can do his job, and probably two weeks to four weeks of training, every year, to maintain his skills and to upgrade his skills, in order to be an effective worker in an assembly plant or a parts plant.

And finally, the industry is very capital-intensive. Most people do not realize that only about 10 % of the cost that GM faces, or Ford or Chrysler, are their assembly work force; 90 % are related to what they buy and the capital structures that they put into place. This is extremely capital-intensive. And I think that you have to keep that in focus as you start to look at how the production workers, production jobs and facilities in shipments that you have in your province, are affected, those kinds of complexities. But still, you have two thirds to three quarters of your market, of your jobs and

your industry depending on the market and how the market functions unrelated to how your production base functions. That leads to the general issues of how efficiencies of the market will be maintained, as you explore your options and things like that.

To put it in a nutshell, we did a little analysis of exactly what employment you have versus Canada. And in a Canada level, we have somewhere between 450 000 and 500 000 jobs in the automotive sector today. Put cyclical issues aside and the difficult economy, it comes in somewhere in that range. Roughly, 150 000 of those are direct manufacturing oriented and the remainder, which is 350 000 to 400 000, are related to distribution, sales, maintenance and all of those kinds of issues. So, you have, at a Canada level, roughly about a 30 %-70 % split between manufacturing issues versus market-driven issues, in the automotive sector. In Québec, you have approximately 80 000 to 85 000 employees directly involved with the automotive sector. Roughly 11 000 to 12 000 of those, or about 15 %, are directly employed in the manufacturing side, be it the vehicle assembly, parts manufacturing, truck body builders and especially vehicle builders. Where somewhere in the range of 70 000 to 75 000 workers, 85 %, by far the bulk of your workers in the automotive sector, are tied to the market; this is the distribution, sales, and maintenance of vehicles again. I think, just to conclude that general background understanding of the industry, that you have got to look at production issues very separately from market-driven issues. Your market can be maintained... You can have a very inefficient production system and all kinds of difficulties there, but Québeckers are still going to buy vehicles. They are still going to have to maintain vehicles, no matter what happens, and that process will give you some assurance, on the market-driven side of your jobs, versus the production-driven side of your employment which becomes more vulnerable as you look at your option. Eventually, I want to develop those two windows for you today, the market window separate from the production window.

(11 h 15)

To move on to a very broad area, I think it is important for you to understand the fundamental issue. I think there is really only one, that everything flows out of, that is facing the auto industry today; and facing the auto industry, whether it be a direct industry player, an indirect industry player, a parts manufacturer or a car dealer, a government who is looking at its automotive option. That issue comes down to, very simply, that it is a mature industry. That is what our auto industry in North America, not just Canada, is today. It is mature from a market point of view and from a production point of view. Let me touch each of those again, separately: this market window separately,

from the production window.

To summarize the market side, I do not want to get into details, but if you just go back into a short history here, if you look at, say, decade over decade, the industry in North America, and especially in Canada, has just finished three, maybe four decades of growth. In some of those eras, the market actually exploded. It was not just casual growth, it was very rapid growth, a very rapid run out, and the drivers behind that were demographics. It was the affluence of our economies. Women entering the labour force were a huge element of demand for vehicles. And throughout the seventies and the eighties, we had a saying in the industry that, if you have a job, you have to have a car, and not very many women had jobs or were active participants in the fifties and sixties. As their participation increased, obviously, their need for vehicles increased. Vehicles were better built, better quality, better technology. Consumers responded and bought more, and more, and more. The industry put a lot of capital intensity in place, which reduced its costs. Its high productivity has resulted in relatively affordable vehicles, albeit the cost of these things always seemed high to me. But nonetheless, that resulted, in that community, in that environment, of three to four decades of fairly rapid growth.

The concern we have in the industry, and the core issue we have, is that the market has matured. If you look at virtually all of the internal analysis of the vehicle companies, the external analysis – by analyst like myself, and those in the U.S. that studied these things – virtually every variable that we look at points to slow or no growth in the market for vehicles, especially this coming decade. There is hope as we turn the century, but this next ten years is a little to no growth market. Essentially the pie is grounded to a halt. It is no longer exploding, no longer growing. It is a stable pie, a zero-sum game, you might say, when you do not have any growth in the market place. A zero-sum game essentially if the pie does not get bigger, if one company sells a vehicle and somebody else sells one less. Those are the difficulties that we are facing today in the industry.

Without getting into details here, the reasons for that no growth comes back to the demographics that we are facing today. The population growth has slowed to a trickle in North America. The baby-boomers, which spurred growth through the sixties and the seventies, well, they all own a car. They do not add more. They just need to replace the ones they have. There are a lot of vehicles that will still be required by them, but there is no growth. The rapid aging of our population – as consumers get older they need less vehicles... you go from two vehicles a household to one, and ultimately to no vehicle requirement. And so, all of these things

are going to work very negatively against the market place.

You also have perhaps the most serious side, and I guess, as people dealing with government, this comes back into your court, I would view this as the most serious threat to the market, it is that the automobile has also become a social policy target, by government, related to broad environmental issues, related to fuel efficiency, related to occupant safety, and safety of how the vehicle is being driven, the general word of luxury. Therefore, the automobile has been targeted with tax, after tax, after tax, and regulation, after regulation, after regulation.

There is an analysis that was done recently in the U.S. that looked at the productivity gains by the vehicle manufacturers and the offsetting cost related to government compliance and tax issues. And every penny that the vehicle companies have been able to reduce the value or the real cost of a car buy has been scooped up by governments through increased taxes and regulatory issues. And that is going to become more and more intense, again driving that market to a zero-sum game essentially that you are playing, little to no growth on the market side.

Industry's reaction to this is what you are seeing today in the headlines. There are closing plants, reducing capacity. General Motors does not just close 21 plants, out of the good of their health, Ford did the same, Chrysler did the same in the 1980's. There is probably more to come. What is hidden because they are smaller, less visible are the parts manufacturers. Forty plants have closed in the parts manufacturing sector, in Canada, in the last two and a half to three years. There have been close to a 1000 in the United States of the smaller parts manufacturers who have closed, disappeared, as this closing of reduction of capacity has become a very major necessity.

There is also this focus on the share of the pie that people, and it is more than just a corporate share, you see the vehicle companies fighting over their share and putting increased emphasis on customer loyalty and retention. Perhaps one of the best examples today is the Nissan customer retention program that you have probably seen advertized in the last two or three months, where you are a customer for life. Well, that is focusing on their share. They are not going to have any new customers, so they are going to maintain the ones that they have. That is the theme that they are developing here. You also have quite a focus on share from a domestic versus import, and it is a real battle going on there. We look at some of the political issues that come into the play, the domestic fighting with the import overseas companies, the Bush trip to Japan plays into that particular sharing of the pie issue, the calls for higher

protection and higher content rules. That is essentially, well boy, if the pie is not growing, we better make sure we have our share of the pie, import versus domestic.

Very critical for you and you will see - I will touch on it a little later and in more depth - is there is also a battle growing in North America over the geography split. And the geography is Canada versus U.S. We are no longer their brothers, you might say. The CAW and the UAW do not particularly like each other anymore. They do not get along. Again, it plays to that zero-sum game, if a Canadian auto worker has assurance of a job or gets an additional job, that means that a U.S. auto worker loses his job, and these people do not get along anymore. It is not in my report, but about two weeks ago, the UAW, in the States, issued a list of cars that they recommended consumers in the United States not buy and, on that list of cars, was every vehicle manufactured in Canada. This is the most powerful labour union in North America telling U.S. consumers not to buy a GM car because it was made in Oshawa, or a Chrysler vehicle made in Windsor, or a Ford vehicle made in Oakville, and a Toyota made in Cambridge, etc. Those kinds of battles are intensifying, looking at the share of the pie arguments. There is an increased protectionist point of view coming through in the U.S. from automotive perspectives. The best example from an industry, from a direct government perspective, put aside the efforts and the CAW lobbying, is the Honda customs case. This is the U.S. Government saying that if we are going to have a limited number of jobs, Mr. Honda, you had better make those cars in Ohio not in Alliston, Ontario. This is the message that is coming forward very clearly. In other issues related to the lobbying going on by different trade associations and other different players the problem is essentially this, the whole fight is for their share of the jobs. And that is the difficulty you are going to have as you explore your most favored option, as I will develop in a second, as you look at sovereignty as a potential here.

The focus on jobs comes back to discussing very quickly the production side also, and to put it into focus. Again, just if you go back to a quick historical perspective, you have an industry that also, through the 50's, the 60's and the 70's, grew quite rapidly and again exploded, but in 1980, it stopped. The production growth in North America of vehicles stopped in 1980, and over the last 10 years, there has been a significant reduction of vehicles produced in North America. But in that environment, because of the Auto Pact, Canada had this trade policy agreement, which is complex, so I am not going into details on it - it was able to grow its share of this production pie. Through the 50's and early 60's, Canada had about 5 % of North American

production, and that is growing today to — I think that the final 1991 numbers came out a couple of weeks ago — that was just under 18 % of North American production was in Canada. One out of five vehicles is produced in Canada, where is this one in ten formula that we Canadians tend to cherish relative to the U.S. market, while on automotive we get twice our share of automobile production versus United States? So we put in this environment from a production point of view, where it also was rapidly growing, and we had essentially, in what you might call, to put it in very laymens' terms, a double whammy on the upside. Production was growing rapidly, and Canada was getting a rapidly increasing share of that production. That is very significant to why Canada has done so well economically as a result of the auto industry over the last three, and potentially, four decades. But remember, in the last decade, the pie started to shrink, and shrink quite rapidly, and the prospects for that pie growing are, from the production point of view, which is the job side here — put the market side — the job side, the manufacturing production side is not high either. The best that you can call it is that it would be a fair share, or be similar, no growth.

My gut says that production of vehicles in North America will actually decline. But I can buy into the at least stable growth, the stable pie argument for purposes of this discussion today. And Canada's share within that pie is also starting to decline: we went from 5 % to close to 20 %, and now we see over this next decade that Canada will slowly — I do not think it is going to be a free fall — but Canada's share of North American automotive is also starting and will start to contract. We are going start to see a shrinking share of that pie. We already know of two plants, assembly plants, that have been announced to be closed. General Motors is closing a plant in Scarborough, Chrysler is closing a plant in Brampton. We have three other plants that are highly vulnerable. Chrysler has a full-size van plant in Windsor and the market for full-size vans is shaky, so that plant is vulnerable. General Motors, very visibly, is going through a battle to maintain one of their, what they call their "W" cars, the Buick Regal car in Oshawa. They have two plants there producing... there is five plants producing these vehicles in North America, one or two have to go. And that plant is very vulnerable, and hopefully, we shall win that battle, but it is certainly vulnerable. And you have just gone through a whole decade where Sainte-Thérèse has been vulnerable, the General Motors plant here in Québec. And believe me, I have been a supporter there, I have all along been building the case why that should stay open, but it still remains very vulnerable; it does have a new platform, it will appear to have a short-term security, but in a

longer-term environment, given these serious issues that the industry is facing, it is also vulnerable.

So, just to put that in perspective, this is the key issue that the industry is facing. It is a mature industry. We have just finished three to four decades, again, of a growing piece of a growing pie. Now we are facing a decade, in the industry, of stability at best, more than likely a shrinking pie, and Canada's share of that pie starting to also decline. To put it quite bluntly to you, as you examine your options on automotive relative to your aspirations, you could not be picking a worst time. Your timing is bad, to say the least, in terms of the environment that you are negotiating and looking at your options in. The initial reactions to all of these, I have touched on a couple. One is to reduce capacity, the assembly capacity and the park's capacity. Also, it is to not allow any inefficiencies: competitiveness is the word; we have study after study after study, the whole industry is going through this process of what we have come to call in the auto sector, becoming lean. If you have heard the concept of lean production techniques, that is generated and focused on automotive first, and other industries sector second. The industry is becoming very cautious, ultimately overly cautious to a degree, where it cannot allow any mistakes; it is being ultra-conservative in its production planning and its marketing of vehicles, because, again, this environment does not allow any room for mistakes, a mistake will kill you.

(11 h 30)

Now, focus it back to the largest player. General Motors could move from a high mid-40 % market share to a low mid-30 % market share over the seventies and the eighties because the pie was still growing. They will not allow that to happen, they cannot get away with that in the 1990's. Without any growth, they cannot make a mistake, they cannot allow those inefficiencies, or mistakes, to happen. This intense focus on market share, which I mentioned, it is also become very politically sensitive. The industry has a very high multiplier, one in seven jobs is indeed tied directly and indirectly to the auto industry in Canada. We do not have the Québec number on that, but it would be similar.

It would be, perhaps, one in eight, Ontario was maybe one in six; that is what direct and indirect employment comes to. And that goes through the classic input-output analysis that includes the barber that cuts the Sainte-Thérèse workers' hair, etc. But it is very politically sensitive, this industry, because, again, so much has been built on the back of the auto industry and the politicians do not have another escape valve, they do not have another industry to turn to, to grow.

It is also very unforgiven, that is the stark reality. You should be very cautious as you

review your points of view, if you make a mistake, the industry will not forgive you. They will react and they will act very harshly to any negatives that you may bring forward. I think, if you want to look at your options, I focus it back to what power you have. You obviously have to bring something to the table in order to get a positive result. The example I looked to is the Auto Pact, which gives you some insight into the power that you have or do not have and how that can be used effectively over the next few years.

The Auto Pact, first of all, is at the root of why Canada did so well, why we grew from 5 % share up to close to 20 % share. And the reason for that was that it was a very protectionist document. The concept, or perception that the Auto Pact was a free-trade agreement is dead wrong. It is a duty-free agreement; but supporting that, in order to operate and get access to the efficiency of no duty, you had to maintain a very strict production to sale's ratio of approximately one to one. As a Canadian consumer buys a vehicle GM has got to produce one, and the penalty for that is very severe. If General Motors misses their production to sale's ratio by even one vehicle, if consumers bought 300 000 GM vehicles and they only produced 299 999, they have to pay duty on everything, both ways, into Canada and out of Canada: very severe penalty.

That is hardly a free-trade agreement. They are tied to a production to sale's ratio. So, that is one of the reasons why they maintain a very high margin for error, in the agreement. They also have a Canadian value-added commitment, which I am not going to go into the complexity. Now, they were able to do that and get away with it for two primary reasons. One is that the market, in Canada, was very strong. All of those factors that I was talking about were leading Canadians to close to double their purchases of vehicles over the decade. We now have, put this economic cycle aside, about a 1 500 000 market. That is fairly significant, in North American terms: 1 500 000. There, in that formula, we are one in ten; the US market is about 15 000 000.

So, we do have a significant market in Canada, which makes sense for these vehicles companies to play to. More importantly, however, was the competitive advantages that they managed as a result of the Auto Pact. They eliminated the duty. The duty was 17.5 % and it went to zero overnight, in one day. That is a significant cost advantage to the participants of the Auto Pact. Equally important, and generally not understood and often forgotten, it eliminated paper work. Remember that the auto sector is trade-intensive, stuff has to cross the border three, four, five times before it finally reaches the assembly plant, and there is no paper work, nothing, no barrier at all there. It is very efficient from an administration standpoint. They

write Auto Pact on the top of their trade documents and everything just flows. It is paper work free, administration free, significant from an automotive perspective.

We also have in Canada a high government subsidization related to the auto worker, primarily focused on medical cost. Some numbers here might shock you and to put it into perspective: If General Motors produces a vehicle in the States, their direct medical cost, in that vehicle, what they have to charge, in that price of that vehicle to cover their medical cost in the U.S., is over 1000 \$ per vehicle, each and everyone of them. In Canada, it is 30 \$, that is it. They have literally 1000 \$ per vehicle advantage on medical alone, subsidized by you and me for producing in Canada. And that is another reason why production has been able to grow in Canada and become more significant. And do not discount the value of the Canadian dollar. Again you have this: rationalized industry develops a lot of back and forth trade between the countries. A value of the dollar that moved, mid-seventies late seventies, to Canada's advantage, and has pretty well been there, albeit deteriorating over recent years, has also given the vehicle company significant advantages to stay and to build in Canada, and indeed Québec.

Now, where is Québec in all of this, just to wrap up? First of all, what pact to that Auto Pact? It was market, power and the competitiveness power that allowed the Auto Pact to work and for Canada to do quite well out of that. And if you look at that from a Québec perspective, first of all from a market perspective: Your market is small, to be quite blunt with you. It is relatively small. You sell 350 000 in a good year, 400 000 vehicles. Yes, that is a fair number of vehicles, but 14 U.S. States have higher sales than Québec. One of those States has higher sales than all of Canada. So you start to go in and you start to talk with the vehicle companies and lobby for your market strengths and use that as a tool, they have got 14 people ahead of you that can bring more quote to the table. And again, you come back to this political variable, Canada versus U.S. the share of the pie issues.

Secondly, on that market is that the Québec consumers record is not sound, to be quite blunt. This analysis surprised me. But General Motors, in 1965, came to Québec and has provided you with the bulk of your automotive jobs through the years. They have outperformed everybody else in term of their automotive contribution to your economy, tenfold, probably, if not twentyfold versus any other player. And the Québec consumers response to GM and GM's commitment in jobs to Québec is to not buy GM products. General Motors lowest market share in Canada, tied with British Columbia, is in Québec.

So, there is not a lot of sympathy here, as



you start to go and talk to GM or with other players. They say: If you bring your market clout to the table, they are going to say: But, wait a second now. We gave you all of these jobs, thousands and thousands of jobs through the years. And what did you reward us with? A lowest market share in Canada. You have got an issue there, not just with GM. But, how do you then take that argument to the other players, in terms of trying to get them to maintain their facilities and to grow their facilities in your marketplace, from a production standpoint to move on to that production window side?

Different issues here. First of all, the classic criticism of Québec is that it is not in the industrial heartland, that it is out of the way. That is an element, I discount that. I think that you can overcome that. I see General Motors deciding just last week whether to keep an assembly plant in Michigan open versus one in Texas, and they chose Texas. You know, if that logic holds, it is kind of hard to build the other logic that you would want to change Québec because it is out of the way. Texas is not near Michigan, is not in the industrial heartland. But it has historically been significant, more in the part side, in the focus... in terms of transportation, the need for just in time and things like that. It is a bit of an issue. I think it is overlaid in the media.

You have kept Sainte-Thérèse. And why is it an issue that comes back to the production? The main reason comes down to two, from my focus. One is that the auto worker had, as a result of the threats on Sainte-Thérèse, had a - I am searching for the right word here - went above and beyond the call of duty, and got down to the factory floor and saved that plant. It was the worker on the factory floor that saved Sainte-Thérèse first and foremost. He has been producing an efficient vehicle; he has eliminated a lot of the inefficiencies in terms of work scheduling, in language issues of contracts; he has got a very high quality vehicle; that plant is now one of the higher quality plants within the General Motors' system. He went above and beyond. It is almost a miracle finish in terms of what he did in order to keep Sainte-Thérèse going, that production worker on the factory floor. The second important key is that General Motors is a very smart company from a political perspective. They understand the politics of the situation, be it the Canada-U.S. politics, be it a Québec-Rest-of-Canada politics. I think you have done a good job. I think there has been lobbying in behind the scenes, but also a recognition of the quality that General Motors management team has, in terms of being able to understand the complexities of the politics in this particular situation and to bring that to the fore, at the board level in GM Detroit. That is important.

We interviewed... oh I guess it was 8 to 10

different executives, who we, as a team, interviewed, in the industry. Most of the issues that they raised touched on the production side issues. There was not very market issues that any of these people talked to. The executives were talking about the economic uncertainty, they were talking about the cost of capital and their fears there. Remember the auto industry is capital-intensive, so cost of capital is a real critical variable for a typical automotive executive, not just assembly, but parts workers also. Currency issues, they were talking about it, all on the production side. Labor productivity, labor issues, labor pool, the quality of the labor pool issues; the Federal Government support of the industry, and worries about that; the infrastructure transportation; that argument that Québec is out of the way; the border issue, the trade-intensity issue came up again, again and again: Are we going to have a competitiveness issue related to that border, if it is established? The regulatory control, the industry is highly regulated from a safety, environmental, etc. point of view. We already have serious issues between different regulatory standards in Canada and the U.S.; they are worried about regulatory issues in Québec. The general concern with the social policy agenda issues...

To conclude, we looked at four scenarios for you, one of which was not initially on the agenda, but it was discussed.

**Le Président (M. Bélanger):** Excuse me, may I ask you to go to the conclusion, because of the time...

**M. DesRosiers:** Right now.

**Le Président (M. Bélanger):** ...it is running very fast.

**M. DesRosiers:** Yes.

**Le Président (M. Bélanger):** Thank you.

**M. DesRosiers:** In conclusion, we looked at four scenarios. One of which originally where there, the first one: There is a possibility that Québec could negotiate its own Auto Pact and gain the benefits like Canada gained from the Auto Pact. Our view on that is that it is impossible. No option at all, basically because you need a market, and you need an efficiency of the market, and the industry would be unforgiving there. There is no room for a Québec Auto Pact on its own. Remember the Auto Pact is tied to the market and Québec does not have a market.

The second option was related to GATT, but maintaining tariff levels in GATT. This was perhaps the most undesirable option that we looked at from an industry perspective. It puts virtually all of your automotive manufacturing

jobs vulnerable in this province. You create inefficiencies on both the market side and the production side from an automotive perspective. Now, though I did not pick up any sense of immediate reaction, should that option come forward – a GATT with duties – no executive that we talked to said: Boy, that happens in the next day. I think there is some sympathy that would be allowing to play out that option and to see what the true implications were before anybody reacted to it. But it certainly puts a vulnerability to your automotive assets on the production worker side.

(11 h 45)

The third option was GATT, but free. It helps the market share side, the market side of the option, although those jobs tend to become much more secure. But the other countries would have to go along with you and all feel free to give you some viable options on the production side. And that is questionable at this point. I do not understand all the complexities, it is bigger than just automotive, but it seems that most of the industry people we talked to questioned whether other countries would offer you the freedom like you would offer them on automotive issues because of the political nature of the industry. And therefore the production and efficiency that would go on that third option would also ultimately lead to some vulnerability on your manufacturing-oriented automotive jobs. There are 10 000 to 12 000 production worker jobs that would be vulnerable there.

Your best option came down to the fourth one that we looked at, it was that to be part of Canada but maintain, for automotive purposes, the Auto Products Trade Agreement, the Auto Pact and FTA status as your best option from a positive market point of view, and from a positive production point of view. But, the U.S. would have to go along, and the U.S. is already in a Canada-U.S. battle, that zero-sum game going on, and we do not think that you could pull it off. It certainly would require adapted negotiating on your part, on your side. I cannot foresee the U.S. agreeing to that, but then in a broader context perhaps they would be sympathetic.

I guess the second side of that, in terms of the downside of it, is that I thought the whole purpose of this debate was to become sovereign, but in one of your most important industries, you would be back into... you would not be sovereign. And so it may not be palatable politically within your own environment.

So, in conclusion to summarize, there does not appear to be any scenario where Québec can grow its automotive industry, just like Canada is unlikely to grow its industry. The industry is becoming smaller not larger. So, do not look to any scenario where there is a positive investment, a positive growth scenario. It just does not exist in Canada, less alone in Québec.

Remember a smaller piece of the smaller pie.

The Auto Pact and FTA, as part of Canada, appears your best option, but you have got some tough negotiating ahead of you in terms of the U.S. I think all of this focus, by the way, has been on that 10 000 to 12 000 manufacturing jobs. If there is a silver lining here, it is that, those 70 000 to 75 000 automotive, direct automotive jobs, that you have related to the market place, appear to be secure as long as you do not create inefficiencies in the market place. I would shy you away from trying to set up strict borders and high duties protection. It would not work, it would kill your market and put into vulnerability those 70 000 to 75 000 jobs.

That is all I have to say. I took longer than what I wanted but I think it is a complex industry and you need to take the time to understand it.

**Le Président (M. Bélanger):** Well, thank you very much. La première question, M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. J'ai suivi l'analyse qu'a faite M. DesRosiers de l'industrie automobile et du pacte, de l'avenir du Pacte de l'automobile, mais surtout je pense que son analyse du marché qu'il qualifie de stable, je pense que c'est un fait que sur le continent nord-américain à l'heure actuelle le marché lui-même est stable. Par ailleurs, je crois qu'il y a beaucoup d'intervenants qui luttent pour le conquérir. Et la concurrence internationale, japonaise, allemande est très forte sur ce plan-là.

Mais, dans le cas qui nous occupe, c'est celui des relations du Québec avec le Canada et les États-Unis en ce qui concerne le Pacte de l'automobile. Je pense que c'est passablement pour cela que vous êtes venu, et je crois que votre texte en fait une analyse très élaborée. Actuellement, c'est l'Ontario qui a l'essentiel de la production. C'est lui en quelque sorte qui établit l'équation entre le marché et la production à l'intérieur du pacte, et vous avez établi quelles étaient les pénalités auxquelles on faisait face si notre marché était moindre que la production. En d'autres termes, il me semble que dans ce contexte le Québec, lui, est déficitaire sur ce plan. C'est le contraire de ce que nous avons vu tout à l'heure dans le textile. Alors que dans le textile notre marché était canadien, à l'heure actuelle c'est l'Ontario qui nous vend. Compte tenu des impacts indirects que crée le Pacte de l'automobile, nous sommes un marché pour l'Ontario, en tout cas en termes de garanties à l'intérieur du pacte.

Donc, je comprends mal le raisonnement parce que, au fond, l'Ontario a un intérêt majeur à garder une union économique en ce qui concerne la production dans le Pacte de l'automobile. Ce que nous proposons, c'est évidemment

qu'il y ait un espace économique commun Canada-Québec. Dans ce contexte-là, nous sommes en bonne position de négociation et pas l'inverse, parce que l'Ontario va avoir tendance, pas tendance mais intérêt, et donc tendance, à maintenir l'espace économique canadien, ce que nous offrons avec la souveraineté du Québec, de garder l'espace commun. Alors, je trouve que, sur ce plan-là, il semble que justement nous avons intérêt à le faire. Quant à négocier un pacte séparé avec les États-Unis, éventuellement peut-être, ce n'est pas ce que nous privilégions d'abord. Nous privilégions l'espace commun et c'est dans votre intérêt de le maintenir, plus que dans le nôtre. Je ne sais pas comment vous réagissez à cela.

**M. DesRosiers:** I am not sure exactly, put that off, sorry. There is certainly additional power to align with Ontario. Remember Ontario is equally vulnerable over this decade in automotive as well as Québec. There is no doubt about that and Ontario with Québec has got a little bit more power with these vehicle companies and with the United States Government than without. That certainly is an ally there. But even there, from a relative perspective, you have less power than what you may think, because you have such a high... Your real power is in how many GM, Ford or Chrysler you buy and Québec significantly underperforms the rest of Canada in terms of their contribution to domestic industry, with GM being only one example. This is the same with Ford and Chrysler. You have one of the highest import penetration in Canada. So, I agree that you have some power with Ontario, you would better up with them than without them. But together, you both have the problem. Ha, ha, ha! And so!

**M. Léonard:** Parce que, effectivement, vous le mentionnez, c'est le problème du Canada à l'heure actuelle. Maintenant, juste une question précise. Est-ce que vous connaissez la production de GM actuellement, le nombre d'unités? Est-ce que c'est public, le nombre d'unités produites par GM? Combien par rapport au marché?

**M. DesRosiers:** General Motors Canada or General Motors?

**M. Léonard:** GM.

**M. DesRosiers:** In Canada or in Québec?

**M. Léonard:** GM a un marché de 100 000 unités, camions et voitures au Québec. O.K.? Et la production de GM?

**M. DesRosiers:** And they produce in Québec... If you look at GM within Québec, their market is approximately 100 000 units. The production side is more difficult to give you a

fix on because it has changed so rapidly with the changes so geared to one particular plant. Just a matter of four, five years ago, that was up close to 150 000 to 200 000 units and as a result of that car not selling, which is totally unrelated to the production workers there, it declined last year to 140 000 units. Now they are putting a new vehicle in but it is an all new vehicle. How can you determine what that production would eventually be? We think that it will come in somewhere in the 100 000 to 150 000 range again. The likelihood of GM and Sainte-Thérèse getting back to a previous peak level where it got close to 200 000 units is small, is very low. It is likely to come back to half to three quarters of where they were, from a production standpoint, a long time. Within Canada, General Motors has got a very significant production base. They sell approximately one third of the vehicles, so somewhere in the 150 000 vehicle range and they are producing, I believe, last year, was well over 500 000 vehicles in Canada as a whole. So, they do well over a one-to-one ratio if they produce about one and a half to one vehicle, to a further one vehicle they sell.

**M. Léonard:** Mais disons, vous admettez que l'an dernier, les unités produites à GM Sainte-Thérèse étaient de 50 000 et le marché de 100 000. En réalité, vous dites que notre performance est négative. Dans ce contexte-là c'est déjà, juste pour l'an passé, 50 000 de plus comme marché que comme production. Et si l'on ajoute à ça le marché des autres fabricants d'automobiles au Québec, il n'y en a pas. La production est zéro, mais le marché est quand même important. Donc, dans le contexte général du Pacte de l'automobile canadien, nous avons plutôt une contribution positive, il me semble, si je fais les calculs.

**M. DesRosiers:** If every consumer in Québec bought a domestic vehicle, you could justify somewhere in the one and a half to two assembly plants within your province. That is what would be required. There is eighty in North America, approximately. And that would require every consumer to buy domestic. In reality, about little under a half buy import. So you only have a domestic share of about half of that, which comes down to one plant, and that is what you have.

And do not worry about it being 40 000 units, that is just because of the unique timing on the market conditions. General Motors is likely to get to about a 100 000 units plus production at that particular plant. You do not have market power in here. You are looking at an assembly plant, and it is all that you potentially could secure. And even that is vulnerable, given some of the issues that General Motors are going through. They are looking to close plants,

not keep plants. So, that is the reality of automotive. I do not know how else to put it.

**M. Léonard:** Je comprends, par rapport à GM, puisque son marché est de 100 000 unités. Mais il y a d'autres compagnies américaines, Chrysler, Ford, qui vendent ici aussi, au Québec, et qui n'ont pas d'usine de fabrication. Je dis que dans ce contexte, la contribution globale du Québec au Pacte de l'automobile est plutôt positive. Ceci étant dit, je comprends que le marché n'est pas le marché américain. C'est 2 % du marché américain. Et en plus il y a les importations. Bon, c'est relatif. Bien qu'à l'heure actuelle, je pense que l'intérêt de l'Ontario, et du Canada en particulier, pour préserver le Pacte de l'automobile, c'est justement d'accepter l'association économique qu'on propose dans le cadre de la souveraineté, pour préserver, justement, le Pacte de l'automobile. Et c'est un peu le point que je voulais faire ce matin.

**M. DesRosiers:** No further comment.

**Le Président (M. Bélanger):** O.K. Alors, M. le député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** Merci, M. le Président. D'abord bienvenue à M. DesRosiers. J'ai aussi pensé que vous deviez avoir de la famille qui était partie du Québec pour aller à Windsor ou dans le sud de l'Ontario, compte tenu que c'est un nom très courant chez nous. Je pense que vous êtes... You are more fluent in English, so I will transfer to English if you prefer.

**M. DesRosiers:** That is a unique situation, where the DesRosiers in Windsor are all unilingual English and the DesRosiers in Québec are all unilingual French. Ha, ha, ha!

**M. Chagnon:** Well, it happens sometimes. But, my first question, ma première question, Mr. Speaker, will be very personal. Were you really born in 1958, as your C.V. indicates?

**M. DesRosiers:** 58? 1950, five zero!

**M. Chagnon:** Five zero. Well, in French, you were born in 1958 and in English you were born in 1960. But you graduated in 1973. So I thought: He was a genius, probably.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger):** Could not make this. No inflation.

**M. DesRosiers:** I can only point to your translators.  
(12 heures)

**M. Chagnon:** In English you were born in 1960. It is just worst. Well. Anyway. My first

question concerning the core of the subject that you have written in your brief, is a little bit in the way that our member for Labelle has spoken already. As you know, when you look about our GMP's, in Québec and Ontario, if you exclude the automotive industry in Ontario, it places, more or less, a difference of 7 to 10 % of GMP between Québec and Ontario. It is enormous. That was what Mr. Jacques Léonard, not Mr. Labelle but Mr. Léonard, was trying to say, I believe. I have read your brief, and I must tell you very frankly that I have not been convinced that the Auto Pact or whatever happens in the political future of this province would have a very serious effect on the automotive field. Your predecessor has spoken about the textile industry, and it appears to be clear that there is, in the scale of risk, a much higher risk in the field of textiles than you can have in the automotive field, and it is very easy to understand. When you look at your brief, you see that Québec is performing with 10 % of the Canadian production, 10 %, and your statistics are from 1988, I believe, 1989.

**M. DesRosiers:** ...

**M. Chagnon:** But as you probably know, as you certainly know, last year, at Boisbriand, Sainte-Thérèse, GM shut down its plant in the spring and will not reopen it before next fall, after having received over 110 000 000 \$ from both governments in subsidies.

**M. DesRosiers:** Are you being critical of them? That is the nature of automotive. In order to get the 110 000 000 \$ investment, you have to shut down...

**M. Chagnon:** For closing, yes. I am really a bit shocked, by the way. And if you look at Hyundai, Hyundai is working at one fourth of its capacity right now. People have been... There is no shut down at Bromont, but they work only half-time. It is a part-time job working at Hyundai, in Bromont, right now. Look at the parts sector, which is a very, very important sector in Ontario, 14 500 000 000 \$ per year. Look what is going on in Québec. It is 393 000 000 \$ in 1988 statistics. Well, that means it is not a very important industry for Québec. I will not neglect those jobs that are here, but if I think of this industry, globally, it is, by far, an Ontarian concentration of the industry, and I believe it is very important for the country. But it is a specific Ontarian industry which is running the automotive industry.

I would have some fear if I were an Ontarian, for instance. I would have some fear. I would have been scared about the possibility of the U.S. asking the renegotiation of the Auto Pact after Québec secession, because it would diminish the share of the Canadian market by

one fourth, one fifth and that Washington might ask for a renegotiation of the Auto Pact, for instance. And, if I were an Ontarian, I would have some fear about it. I would have some fear, and I would probably be scared. But if it ever happens, do you not believe that the Ontarians will be angry against Québec, that they will develop this anger?

**M. DesRosiers:** Let me touch each of your points separately. First of all, I cannot understand why you would have any ill thoughts towards GM and Hyundai, who have been exceptional players within your economy.

**M. Chagnon:** Let us say that GM plant was erected and constructed before the Auto Pact.

**M. DesRosiers:** General Motors plant came because of the Auto Pact, not before the Auto Pact. It was in 1965, and they had to add production capacity to meet their commitments under the Auto Pact, and the first commitment to Canada by General Motors, in 1965...

**M. Chagnon:** ...

**M. DesRosiers:** ...was Québec. It is a pretty serious statement that General Motors made at that time. And what has Québec's response to General Motors been? They have rewarded that company who were at their lowest market share in Canada, consistently, year in and year out: Thank you, General Motors, for these investments. General Motors, despite having to close six plants already and another six assembly plants over the next few years and a few dozens, a couple of dozens parts plants over the last few years, have committed increased investments to Sainte-Thérèse. They could have closed that plant anytime in the last decade, with stroke of a path. So, I think that you are playing with folly when you are being critical of GM and their...

**M. Chagnon:** I am not being critical of GM. I am a GM owner myself.

**M. DesRosiers:** O.K.

**M. Chagnon:** Well! I am just telling you...

**M. DesRosiers:** No, but you had a tone that was saying: Gee whiz, I am not too happy with GM, I am not too happy with Hyundai, they are only...

**M. Chagnon:** No, no, I am very happy with Hyundai, I am very happy with GM, but just look at their numbers, there...

**M. DesRosiers:** The number for...

**M. Chagnon:** ...are two industries in Québec, 10 % of the Canadian market, so, it is not so much important here, compared with Ontario.

**M. DesRosiers:** If you want to get into a battle over numbers, then, you should be focusing on the other players, not the ones that you have. The ones that you have have gone out of their way to put economic activity into your province and you should be very glad and thankful of that. Yes, they have got issues with their plants and they are vulnerable and they are running at less than capacity, but just think about that. The natural response of industries on those situations is to close and leave the market. They do not need to keep these things going. They are doing it because they recognize the importance of Québec within their whole corporate environment. They are politically sensitive. They recognize the market's significance, they have... Hyundai was able to get subsidization.

**M. Chagnon:** Because the industry is competitive at Boisbriand. You told us that.

**M. DesRosiers:** I do not disagree, it has very high quality.

**M. Chagnon:** That is the main reason and the only reason why they are there and they are still there.

**M. DesRosiers:** They are still there because... But it took a superhuman effort to get that through to the auto worker...

**M. Chagnon:** That is right.

**M. DesRosiers:** ...at General Motors, because he was not competitive. It was one of the worst performing plants throughout the late seventies and into the eighties. I do not want to put myself into Bob White's corner, but Bob White went in there and pounded them over the head, hit them over the head with a baseball bat and he said: You are better do it, and they did. Thank God, for your economy! You should have a lot of a bigger automotive problem.

The second point related to Ontario or Québec. There is an element here where I detect that you are more worried or more upset about Québec not getting its fair share of Canada's auto industry. You appear to...

**M. Chagnon:** Not necessarily.

**M. DesRosiers:** ...have 4 % to 5 % at best, in a good year, but you have 20 % or 25 % of the market. Why do we not have more?

**M. Chagnon:** No. I am just looking at the cold facts...

**M. DesRosiers:** Yes. No, no...

**M. Chagnon:** ...the industries in Ontario.

**M. DesRosiers:** ...that is their cold facts. You know, I have looked at this industry for 20 years. I was the Ontario Government auto analyst and those debates go back, literally back into the early 1970's as: Why does not Québec have a larger share of the Canadian manufacturing jobs? And I cannot explain it. I guess that the basic economics would say: It is there for a reason or it is not there for a reason; it is in Ontario for very specific reasons. Automotive investments tend to be very lumpy; once you get in a plant, it makes sense to put a lot around that plant...

**M. Chagnon:** That is right...

**M. DesRosiers:** ...and operate it very...

**M. Chagnon:** ...around Detroit.

**M. DesRosiers:** And we already had, for historical reasons, plants in Oshawa, plants in Oakville, plants in Windsor...

**M. Chagnon:** And Detroit, just the other side of the river...

**M. DesRosiers:** ...in Detroit and, therefore, it made more sense for the vehicle companies to grow their Ontario base. There was only - let me go through plant by plant - with GM, Ford and Chrysler, there were only two investments, following the Auto Pact, of all new facilities; one was St. Thomas and one was Québec. So, you have a 50 % share of the new plants, in terms of location.

**M. Chagnon:** There is no complaint to it.

**M. DesRosiers:** You have also got this issue that you have touched, that Québec is not in auto economy. I agree. You have 10 000 to 12 000 manufacturing jobs tied directly to automotive. And within the whole realm of Québec, that is certainly not as significant as the 148 000 that Ontario has, etc. In the book of your jobs that are direct to automotive, or the 70 000 to 75 000 that depend on sales and distribution, unless you are stupid, you should be able to maintain that. So, do not do anything dumb. I do not think you are heading towards a high protection, a high social cost type of a set up. They should be reasonably secure. What is vulnerable is the existing manufacturing facilities, 10 000 to 12 000 jobs; they are indeed vulnerable. I do not close plants, I am not predicting that they will close. I also detected, from the executives that I talked to, that everybody would give you a chance. There was

not anybody that indicated to me, privately or publicly, that they would up-root. I think everybody has an understanding here, nobody wants to see certain specific outcomes, but I do not think that any manufacturer up-roots an asset just for a pure political reason, they do it for an economic assessment.

What I am saying is that, within the current automotive situation, the way you are currently structured, politically, economically in Canada, is that you have a little more assurance of those 10 000 to 12 000 jobs staying put and growing... If there is any growth, in some minor sectors, it might be part sectors, the after market and perhaps truck bodies, etc., etc.

**Une voix:** I agree with you.

**M. DesRosiers:** But your move, in depending on what policy scenario you develop, if you go GATT with duties, GATT without duties, etc., you open up vulnerabilities, there, in an industry that is just looking for scouring everyone of their plants to try to find a reason to close something. That does not mean they would, but you open up the vulnerability on that particular front to be reexamined very closely. Whether the politics in this situation would hold the day, I cannot take the call out of it, and I certainly am not predicting that you would lose assets.

Your final point was related to your power with Ontario, Ontario being an ally, here. I think you do have an element, there, where Ontario is certainly an ally. They need your market. Remember, there is a production and sales ratio in the Auto Pact, and Québec consumers do buy domestic vehicles: 150 000, 175 000 vehicles, roughly, about half an assembly plant's worth of production. And that is a nice little power that you have and Ontario benefits from that and you benefit from that, with Sainte-Thérèse. But keep in mind that it is half an assembly plant out of 80 that you really bring to the table, it is...

**M. Chagnon:** I want to be clear. I looked about a scenario where, for instance, there is the hypothesis of Québec secession, 340 000 cars less in the Canadian market, like...

**M. DesRosiers:** It is not 340 000! It is only your domestic production that is related to production jobs.

**M. Chagnon:** No, no. I mean, 340 000 consumed in Québec. If there is an Auto Pact, it is just because the Canadian market was pretty important at the eyes of the Americans. If this market is divided by one fifth, it might appeal to a renegotiation of the Auto Pact, no? But if there is a renegotiation of the Auto Pact, who will suffer first? Ontario, not Québec.

**M. DesRosiers:** Who would be lobbying Washington to open the Auto Pact? You start to look at scenarios, there. Where would the effort come from? Why would the U.S. call into question the Auto Pact under a sovereignty option? Actually, there would be lobbying from the UAW in Washington, there would be certain congressional efforts because, again, you are dealing in a zero-sum game, here, and the Auto Pact is very protectionist and maybe this is an opening for the U.S. to go in and eliminate a protectionist document. But fundamentally, the people lobbying against the U.S. getting rid of the Auto Pact are not necessarily Ontario, it is more than likely, GM, Ford and Chrysler, in Detroit, pounding on Washington's door saying: You better maintain the Auto Pact. We are not going to move off of it because of Québec.

**M. Chagnon:** I am just speaking about a kind of domino effect. If Québec secedes, you might have a rebound, specially for Ontarians, and I am not saying that it is amazing to see Ontario hurt by the negative effects of an eventual renegotiation of the Auto Pact, but...

**M. DesRosiers:** Half an assembly plant is vulnerable, I agree. That is what you are talking about though. You are not talking about tens of thousands of jobs here, you are talking about 1500...  
(12 h 15)

**M. Chagnon:** And I am talking about hundreds of thousands of jobs in Ontario. That is the scale... the comparison between both.

**M. DesRosiers:** But Ontario does not lose its 140 000 or 150 000 auto jobs without Québec. Yes, there is some vulnerability there, and I think you can play on that positively. But the only real power that you have in the Auto Pact is how many domestic vehicles Québeckers buy, and that is not high. O.K. Québeckers buy just as many imports as... And they would continue. Are you going to tell your consumers not to buy vehicles produced by Honda or Toyota, or Hyundai, or...

**M. Chagnon:** But, don't you believe that if Québec secedes, it might have an effect on the Auto Pact? Just in the eyes of the Americans, they will see that the Canadian market is not as big as it was, and they might ask for a renegotiation of the Auto Pact. And if ever it happens, it is not Québec which will suffer most. It is the people of Ontario.

**M. DesRosiers:** I don't believe it, because the people who benefit from the Auto Pact are GM, Ford and Chrysler. They have significant benefits as a result of the Auto Pact versus the importers, and those companies are Detroit based, not Ontario based. O.K. Those decisions

are made down in Detroit, in Bloomfield Heights, and Highland Park, Michigan, and they would be knocking down Washington's door and saying: Despite the Québec situation, let us maintain the Auto Pact. We don't want it to deteriorate.

**M. Chagnon:** Fine.

**M. DesRosiers:** That is where the power is, GM, Ford and Chrysler. It would be in their best interest to keep it. And I suspect, I believed, wholeheartedly, that Washington would respond to the Detroit boardrooms and maintain an Auto Pact environment, with or without Québec.

The ultimate consequences to Ontario, however, with losing that, is that you have lower sales, therefore, the count for Auto Pact purposes, that have to be offset by production... But those lower sales are 150 000 units on the outside, maybe 200 000 units. That is one assembly plant. So Ontario has 10 or 12. They lose one. Yes, that is important, that is 3000 to 5000 jobs in an assembly plant, but it is not 100 000, and they are already losing one. It could just be the one that they are already losing.

**M. Chagnon:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger):** Mais, si je comprends bien votre réponse, le statu quo sur le Pacte de l'automobile est, selon vous, le meilleur scénario pour le Québec - en tout cas, c'est ce que vous dites dans votre étude. Est-ce que ça l'est, aussi, le meilleur scénario pour l'Ontario?

**M. DesRosiers:** Yes.

**Le Président (M. Bélanger):** Yes?

**M. DesRosiers:** Oh, yes. You are discounting a better scenario that is not related to Québec's sovereignty, and that is what we are classically calling Auto Pact plus. In that, you allow more members into the Auto Pact, and you accommodate Honda and Toyota and Hyundai in the new investors south of the border. It is a better overall scenario. We need to have freer trade in a mature industry not more restricted trade, but the Auto Pact is Ontario's best scenario, with or without sovereignty, also. They would fight for it.

**Le Président (M. Bélanger):** Je vous remercie. M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Il voulait une demi-minute.

**Le Président (M. Bélanger):** Oui, O.K., alors M. le député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** ...much about the effects on the Auto Pact, if ever secession happens. I am

just looking at the end of your brief, page 64. When you say: «The only trade regime that would not provide additional costs to the Québec industry is one where Québec would continue as part of Canada for APTA/FTA purposes. It should be noted that it is questionable whether such a trade regime is possible». It is you, you are writing it.

**M. DesRosiers:** What is questionable?

**M. Chagnon:** «There are growing protectionist elements in the U.S. automotive industry, that would welcome the opportunity to renegotiate or remove the Auto Pact». That is what I was talking about.

**M. DesRosiers:** Oh, that is what I said. This is why I talk about that geography share issue, you know. With it, the U.S. is slapping a duty on Honda. There is no doubt that you have a very serious threat in Washington. If you asked me to call it, at the end of the day, I think it is in GM, Ford and Chrysler's best interests to maintain it. But what is the price to maintain it? That is always forgotten. It is not just going in and saying: Boy we want the Auto Pact, Mr. Protectionist. Mr. Protectionist will say: Well fine, we will give you the Auto Pact, but what is the pound of flesh in return? O.K.? So I think the Auto Pact may carry the day, but you are going to face extreme protectionist pressures in Washington. They are there without your problems, already. So, it is vulnerable.

**M. Chagnon:** ...

**Le Président (M. Bélanger):** Alors M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Oui, j'ai écouté cette discussion et je trouve qu'il y avait comme un malentendu, à la base. Vous reprochez au Québec de ne représenter que 28,7 % des ventes pour GM, par exemple. Donc vous dites: C'est très faible, et ils ont des récriminations par rapport à ce fait sauf que dans l'ensemble du Pacte de l'auto, le Québec représente un client très important et que, finalement, cela conforte la position de l'Ontario dans le domaine de la production. Bon, moi je pense que l'on pourrait élaborer à partir de là, mais ce sont des bases qu'il aurait fallu peut-être établir dès le départ, là-dessus, parce que j'ai eu l'impression que c'est un dialogue de sourds, jusqu'à un certain.

Mais ce que je voudrais vous dire, et un peu laisser comme message, c'est qu'il n'y a personne qui veut abolir le Pacte de l'auto, en ce qui nous concerne, à l'heure actuelle. Nous, comme souverainistes, nous voulons qu'il fonctionne le mieux possible. Ce que nous reconnaissons, c'est que la part de la production, la part ontarienne de la production, est considérable par

rapport elle-même à son marché, et que cette part-là est assurée parce qu'il y a un marché ailleurs, dont le Québec. Nous ne voulons pas, en tout cas, à ce stade-ci, remettre cet état de fait en cause, nous le constatons, et ce que nous disons, c'est qu'il est de l'intérêt de l'Ontario d'entrer ou de préserver l'espace économique Ontario-Québec-Canada, ce que nous proposons aussi, tout en étant souverains. Et la question qu'on pose c'est: Est-ce qu'il y a des embûches particulières? Il n'y en a pas qui ont été mises sur la table et qui ont été démontrées dans le débat que nous avons eu. Il n'y en a pas, parce qu'au fond tout le monde s'entend pour le faire. Et si en fait les Américains arrivaient à augmenter leur part du marché au Québec, moi j'applaudirais. Effectivement il y a peut-être du marketing à faire sur ce plan-là parce que les Québécois, n'ayant pas la part de la production qu'ils représentent en termes de marché, globalement dans le Canada, se sont aussi sentis moins impliqués et se sont tournés davantage vers les automobiles, disons, japonaises ou européennes, bien que, au fond, dans la logique du consommateur, ce n'est pas nécessairement le premier élément qui compte, il y en a beaucoup d'autres, dont la qualité de la voiture, etc., et puis je n'accuse personne là-dedans.

Mais, la question qui est posée, c'est dans le contexte où nous faisons la souveraineté. Ce n'est pas si nous faisons la souveraineté, là - où on dit peut-être que c'est catastrophique, et puis je comprends votre opinion là-dessus. Mais, c'est dans le contexte où nous faisons la souveraineté, effectivement. L'Ontario a-t-il avantage à maintenir le Pacte de l'auto? Nous pensons que oui. Est-ce que vous pensez que oui aussi?

**M. DesRosiers:** I am saying your only option is the Auto Pact. Under the other options I think you would open yourself to a severe vulnerability. Under the Auto Pact, you have an ally in Ontario, to answer the last part of your question. It is important to Ontario to have Québec. Albeit do not emphasize your importance, is what I am saying. No doubt it is important, but do not get carried away, do not get full of yourself here, O.K. It is a market that is 150 000, approximately, domestic vehicles and it highly underperforms, from a domestic point of view, versus other parts of the country, particularly Ontario.

You also have, on the adversary side, severe lobbying pressures in Washington, already, to move against Canada. And there is no better case study right now than the Honda customs case. And so, if you do have an Auto Pact option, you have a bit of an ally in Ontario, somebody is going to have to step forward to convince Washington to allow it to happen, and the most likely ally to do that is GM, Ford and Chrysler themselves. Because I would suspect

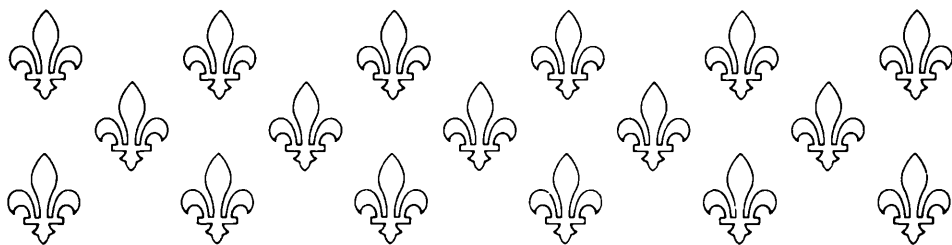


that they would prefer a freer North American market rather than a protected North American market. But they have got a battle in Washington to fight already. And what pound of flesh would they extract in order to do that and to fight that battle for you?

**Le Président (M. Bélanger):** Alors, à ce stade-ci, je voudrais remercier M. DesRosiers pour sa participation à nos travaux, et pour la qualité du travail, du rapport qu'il nous a soumis. Les travaux sont suspendus jusqu'après la période des questions, cet après-midi. Mais pas ici, au 1.38, O.K.? Alors, à l'Édifice Pamphile-Le May, 1.38, après la période des questions. Alors, je vous remercie beaucoup et bon appétit tout le monde.

(Fin de la séance à 12 h 25)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 24 mars 1992 — No 34**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

#### **Audition d'experts**

M. Gérard Coulombe

M. Roma Dauphin

M. Stanislas Slosar

CEAS-1103

CEAS-1122

CEAS-1125

Président: M. Guy Bélanger

Secrétaire: M. François Geoffrion

Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Robert Benoit

Mme Pauline Marois

M. Robert LeSage

M. Jacques Léonard

M. Neil Cameron

M. Henri-François Gautrin

M. Jacques Brassard

M. Cosmo Maciocia

Témoins interrogés: M. Gérard Coulombe, firme Desjardins Ducharme

M. André Vautour, idem

M. Roma Dauphin, Université de Sherbrooke

M. Stanislas Slosar, idem

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec

Distribution des documents parlementaires

5, Place Québec, bureau 195

Québec, (Québec)

G1R 5P3

tél. 418-643-2754

télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

ISSN 0823-0102

Le mardi 24 mars 1992

(Seize heures trente-neuf minutes)

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Si vous permettez, on va demander à chacun de bien vouloir prendre sa place pour que nous puissions débiter nos travaux.

Dans un premier temps, je voudrais déposer les documents produits par M. Daniel Turp en collaboration avec M. Frédéric Drouin – c'était quoi, le titre, excusez – «Étude sur la succession du Québec aux traités auxquels le Canada est partie dans l'hypothèse d'une accession du Québec à la souveraineté». J'ai un deuxième document qui est celui de M. Albert Legault: «Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté» – M. Legault nous avait fait un texte sur la défense, c'est ça – un troisième texte qui est celui de M. Ivan Bernier sur «La dimension juridique des relations commerciales d'un Québec souverain» et un quatrième texte de M. Bernard Vermot-Desroches sur «Les régions limitrophes et l'accession du Québec à la souveraineté». Donc, ces documents-là, vous les avez eus, mais ils n'avaient pas été officiellement déposés à la commission. Donc, là, c'est fait.

Il y a une modification à l'agenda. La séance prévue pour jeudi avec Lamonde Mallette sur la prise en charge des services fédéraux est reportée au mardi 31 mars, pour une raison, c'est que le texte est arrivé juste aujourd'hui, je pense, alors, pour permettre à chacun de lire le texte et d'analyser ça.

Pour les remplacements, aujourd'hui, nous avons...

**M. Benoît:** M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Oui, ouï!

**M. Benoît:** Est-ce que ça veut dire que jeudi on ne siège pas à 9 h 30? Est-ce que c'est ça que ça veut dire?

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Ça veut dire qu'on siège en haut, mais pas ici en commission.

**M. Benoît:** Ça veut dire quoi?

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** La commission sur la souveraineté ne siège pas jeudi. Celle sur les offres siège.

**M. Benoît:** Démélangez-moi un peu, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-**

**Rapides):** Ha, ha, ha! Tu viens tous les jours. Il y en a toujours une qui siège.

Dans les remplacements, Mme Bégin (Bellechasse) est remplacée par M. Bordeleau (Acadie); M. Bourassa (Saint-Laurent) par M. Benoit (Orford). Ah! bonjour, M. Benoit, ha, ha, ha!...

**M. Benoît:** Mes hommages!

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** ...et M. Parizeau (L'Assomption) par M. Boisclair (Gouin). Alors, ce sont les changements pour aujourd'hui.

Donc, dans un deuxième temps, nous allons entendre nos experts d'aujourd'hui, c'est-à-dire: Audition de M. Gérard Coulombe, associé du bureau Desjardins Ducharme, dans le cadre juridique du fonctionnement des institutions financières dans un Québec souverain. M. Coulombe est accompagné de monsieur...

**M. Coulombe (Gérard):** Vautour, M. le Président, et Beauchemin.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Bien! Alors, je vous remercie de votre aide opportune. Sans plus tarder, donc, nous vous demandons de procéder à la présentation de votre texte.

#### Audition d'experts

**M. Gérard Coulombe**

**M. Coulombe:** Merci, M. le Président. Mon nom est Gérard Coulombe. À ma gauche, M. André Vautour, et, à ma droite, M. Marc Beauchemin, qui ont été étroitement associés à la préparation de notre étude. Je tiens tout d'abord à remercier la commission de l'occasion qui nous est fournie de lui présenter ce rapport. Je serai bref, compte tenu de l'heure qui court déjà dans cette présentation sommaire de l'étude qui, je l'espère, parle d'elle-même.

Nous avons choisi, dans l'étude, de rappeler le cadre constitutionnel actuel dans lequel fonctionnent les institutions financières et les intervenants sur les marchés de capitaux. Ce rappel n'est pas inutile, puisqu'il fait ressortir la position toute particulière des banques canadiennes qui sont les seules institutions financières tombant sous l'unique juridiction du gouvernement fédéral canadien. La Loi constitutionnelle actuelle accorde au gouvernement fédéral une exclusivité de juridiction en matière de banques et de matières bancaires qui est unique, puisque les autres institutions financières, que ce soient les compagnies ou sociétés d'assurances, les compagnies ou sociétés de fiducie, les caisses de

retraite et les courtiers ou conseillers en valeurs mobilières qui sont également des intervenants sur les marchés de capitaux et sont, à divers moments et en diverses occasions, régis soit par une législation provinciale du Québec, si c'est le cas, ou d'une autre province, ou encore, du gouvernement fédéral.

On peut, par exemple, demander la constitution d'une société de fiducie, soit en vertu de la législation du Québec, soit en vertu de la législation fédérale ou encore de celle de l'Ontario. Il en va de même pour une compagnie d'assurances. Cette intégration du marché canadien dans le domaine bancaire, en ce qui concerne les banques, nous paraît extrêmement importante en pratique, parce que, historiquement, les banques ont été habituées à fonctionner et, semble-t-il, si on se fie aux statistiques sur leur taille et sur leur rentabilité, ont fonctionné avec beaucoup de succès en ne se rapportant qu'à une seule autorité de contrôle, c'est-à-dire l'autorité de réglementation et de contrôle fédérale. Elles n'ont pas l'expérience d'un chevauchement de juridictions sur leur vie propre. Je fais évidemment abstraction au fait que si une banque vous consent un prêt hypothécaire pour financer votre maison, elle devra évidemment faire en sorte que cette hypothèque soit consentie conformément aux règles de droit privé en vigueur dans la province où se situe votre propriété. Mais ce n'est pas du droit bancaire, c'est vraiment l'activité de prêteur et la prise de sûreté. La banque, en tant que telle, pour son fonctionnement à elle, le type d'activités qu'elle peut faire, les réserves qu'elle doit maintenir, les rapports ou modalités de contrôle qui s'appliquent à elle ne relèvent que du gouvernement fédéral.

Contrairement aux banques, les autres institutions sont habituées à traiter avec les deux niveaux de juridiction puisque toutes les provinces canadiennes, à l'heure actuelle, exigent l'obtention d'un permis émis par l'autorité provinciale pour permettre à une société de fiducie ou à une compagnie d'assurances qui n'est pas constituée sous leur juridiction de faire affaire à l'intérieur de leur territoire. Donc, si une société de fiducie constituée, par exemple, en vertu des lois du Québec décide d'ouvrir un bureau à Toronto et de recevoir des dépôts d'Ontariens et de faire des prêts en Ontario, elle doit s'inscrire et obtenir un permis de l'autorité de contrôle ontarienne et, pour ce faire, elle doit rencontrer des critères qui sont généralement les mêmes qui s'appliquent à une société constituée en vertu du droit de l'Ontario.

Une hypothèse très simple de différence que cela peut amener – ce n'est pas une différence tellement significative en pratique mais tout de même elle est dans les textes juridiques – on peut constituer une société de fiducie, au Québec, avec un capital minimum de 5 000 000 \$. La loi de l'Ontario exige que le capital minimum

d'une société de fiducie soit de 10 000 000 \$. Donc, si j'avais constitué ma société au Québec et qu'elle ait un capital de 7 000 000 \$, par exemple, et que je souhaite ouvrir un bureau à Ottawa, parce que ma société est à Hull, je ne pourrais pas obtenir de permis ontarien parce que je ne rencontre pas la norme de capitalisation minimale ontarienne. Donc, la société de fiducie, même à charte fédérale, doit obtenir ses permis des différentes provinces où elle veut faire affaire et elle est donc habituée de produire des rapports et de transiger avec les différentes autorités de contrôle où elle exerce ses activités. C'est donc dire qu'advenant l'accession du Québec à la souveraineté et, par conséquent, l'affirmation de la souveraineté législative québécoise sur l'ensemble des institutions financières, toutes les institutions autres que les banques ne seraient pas outre mesure surprises parce que, déjà, elles sont habituées de répondre et de dialoguer avec l'inspecteur général des institutions financières du Québec. Il n'en va pas de même des banques. Les banques ne répondent pas à l'inspecteur général du Québec ou de quelque autre province d'ailleurs. Elles ne relèvent que de l'autorité fédérale.

C'est cette différence fondamentale du cadre actuel qui nous a amenés à explorer, dans le cadre d'une accession du Québec à la souveraineté, deux grands principes fondamentaux: le principe de la reconnaissance mutuelle et le principe du traitement national. Nous avons recommandé fortement, dans notre rapport, que le principe de la reconnaissance mutuelle soit offert à l'ensemble des institutions financières par un Québec souverain. La reconnaissance mutuelle signifie, d'une part, la liberté d'établissement pour l'institution financière qui existe et qui est valablement constituée en vertu des lois d'un État d'origine. Donc, si une banque est constituée et existe valablement en vertu de la Loi sur les banques du Canada, le principe de la reconnaissance mutuelle voudrait que le Québec permette à cette banque d'ouvrir des établissements, des succursales et de faire affaire au Québec sans contrainte particulière. Je ne dis pas sans devoir donner un avis de son intention d'ouvrir un établissement, sans devoir fournir des rapports pour permettre à l'autorité équivalente québécoise de superviser les opérations; mais elle n'a pas à justifier de son capital, elle n'a pas à justifier de la validité ou de la compétence de son personnel et de la validité de ses réserves. Cela, parce que la reconnaissance mutuelle, aussi connue sous le nom de «respect des juridictions», implique que l'État hôte – c'est-à-dire l'État où vient s'installer une institution financière – reconnaît la validité de la juridiction de l'État d'origine. C'est le principe qui prévaut maintenant, ou qui est en voie de prévaloir, devrais-je dire, dans ce qu'on appelle l'Europe de 1992. L'Europe des communautés, l'Europe communautaire va permettre la liberté

d'établissement des institutions financières constituées dans n'importe quel autre État de la Communauté. Sous réserve, je le répète, de contraintes minimales en matière de connaître: Où va-t-on ouvrir une succursale? Quel est le projet de cette succursale? Sera-t-elle grosse, petite? Quel type de prêts ou d'activités fera-t-elle? Quels produits offrira-t-elle? Mais ce n'est que du suivi; ce n'est pas un contrôle pour lequel on remet en question la validité de fonctionnement de l'institution.

Deuxième volet de la reconnaissance mutuelle, c'est la liberté de prestation de services ou de commercialisation de produits. Donc, vous avez une institution valablement constituée en vertu des lois d'un État donné; elle est reconnue en tant qu'institution dans le deuxième État où elle veut s'installer et, si elle peut, dans son État d'origine, commercialiser un produit, offrir un service financier quelconque, elle peut, en principe, l'offrir dans l'État où elle veut s'installer, dans l'État hôte. Elle doit, bien sûr, se conformer aux lois de l'État hôte si, par exemple, on impose des formalités comme l'enregistrement du produit ou l'utilisation d'un acte notarié plutôt que d'un acte sous seing privé; ce sont des formalités, mais on ne remet pas en question la capacité d'offrir un type donné de produits ou de services dans l'État hôte si le service ou le produit est offert dans l'État d'origine.

On comprend que, dans le cas des banques, il nous paraît essentiel, pour ne pas perturber les marchés financiers, advenant l'accession du Québec à la souveraineté, que les banques canadiennes puissent continuer d'offrir leurs services à la population du Québec à travers leur important réseau de succursales. Dans ce contexte, la reconnaissance mutuelle paraît offrir les meilleures garanties de souplesse et de continuité d'opération, puisque le Québec reconnaîtrait la validité de la création et de la constitution des banques canadiennes, leur accorderait la liberté d'établissement et la liberté d'offrir les services et produits financiers qu'elles peuvent offrir en vertu de la législation canadienne. Ce qui n'empêche pas — notre rapport est clair là-dessus — le Québec d'exiger, je le répète, des rapports pour permettre un suivi des activités, des préavis quant aux changements d'orientation des établissements, ou encore d'imposer des normes d'application prudentielles, des normes de préservation, par exemple, des investisseurs, protection des épargnants, des normes dans l'intérêt général et des normes qui seraient d'application générale. Il va de soi que cette reconnaissance mutuelle devrait être, le mot le dit, mutuelle, ce qui veut dire que le Québec, à notre avis, devrait se doter d'une législation bancaire — nous n'avons pas de loi sur les banques au Québec — un Québec souverain se doterait de sa législation bancaire, et il irait de soi que le Canada devrait offrir la reconnais-

sance mutuelle et permettre aux institutions financières constituées et régies par la législation bancaire québécoise d'établir, d'ouvrir des établissements au Canada et d'y offrir les services qui peuvent être offerts en vertu de la législation québécoise. C'est ça, la reconnaissance mutuelle.

Nous pensons que ce même traitement de reconnaissance mutuelle devrait être offert à l'ensemble des institutions financières, c'est-à-dire aux assureurs, aux compagnies de fiducie, aux courtiers et aux conseillers en valeurs mobilières et aux caisses de retraite, parce que nous croyons que le principe de la reconnaissance mutuelle — et le précédent de l'Europe communautaire nous le démontre bien — est le principe de l'avenir, le principe qui s'inscrit le mieux dans la mondialisation des services financiers et c'est aussi celui qui permet à chacun d'abandonner, jusqu'à un certain point, une juridiction illusoire sur les institutions étrangères qui viennent sur son territoire au profit d'une juridiction ou d'une souveraineté réelle sur les institutions de son territoire.

Les tableaux statistiques, ou les données qui sont reproduites en annexe de notre rapport, font bien ressortir ce que l'inspecteur général des institutions financières du Québec, Me Jean-Marie Bouchard, répète à toutes les fois qu'il en a la chance: Le Québec est la seule juridiction qui, autre que le gouvernement fédéral, exerce une souveraineté et un contrôle sur un nombre important d'institutions financières qui sont elles-mêmes de taille et d'importance significatives. Et, je n'ai qu'à vous mentionner, bien sûr, le Mouvement Desjardins mais aussi, et ne les oublions pas, l'Industrielle-Alliance, la Laurentienne, le Trust Général et j'en passe et j'en passe et j'en passe.

Donc, si vous regardez la liste, vous constaterez que les autres provinces, même l'Ontario, sont finalement des nains par rapport au Québec dans le domaine du contrôle sur les institutions financières. Les grandes institutions, autres que québécoises, sont généralement à charte fédérale. Par conséquent, il nous paraissait important de bien établir la souveraineté québécoise sur les institutions québécoises en leur permettant, grâce à la reconnaissance mutuelle, d'être reconnues pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des institutions fiables, solvables, capables de faire affaire à l'échelle de la planète et, d'abord et avant tout, au Québec bien sûr mais dans le reste du Canada. Et, la reconnaissance mutuelle permet ça.

Si nous optons pour le traitement national, le traitement national, c'est simple, le mot le dit, vous offrez aux institutions étrangères qui veulent oeuvrer sur votre territoire le même traitement que vous offrez à vos propres institutions financières. Donc, vous ne maltraitez pas les étrangers mais vous ne leur reconnaissez aucun passe-droit. Vous ne leur permettez que de

faire ce que vous permettez à vos propres institutions. Comme le Québec a été depuis longtemps à l'avant-garde de la réforme des institutions financières au Canada et comme le Québec possède de nombreuses institutions financières, il nous est apparu préférable de tenter, à l'occasion de l'accession du Québec à la souveraineté puisque c'est notre hypothèse, de permettre aux institutions québécoises d'aller oeuvrer hors Québec librement plutôt que de voir, peut-être, se durcir les barrières qui peuvent leur être imposées. Je donnais mon exemple, tout à l'heure, du capital de la société de fiducie ontarienne qui doit être de 10 000 000 \$, bien on peut facilement concevoir, et c'est quelque chose qui existe déjà... Je peux vous parler d'expériences de clients à moi, de sociétés financières qui ont dû négocier ferme pendant des mois pour obtenir un permis en Ontario parce que, par exemple, la composition de leur conseil d'administration ne rencontrait pas les normes édictées par la loi ontarienne sur les sociétés du même type – qui exigeaient une composition plus importante, par exemple de personnes indépendantes, indépendantes du groupe financier.

Nous avons, vous le savez, ces noyaux durs, ces noyaux forts de l'économie québécoise que sont nos institutions financières et on reconnaît, au Québec, la possibilité pour des gens de siéger à des conseils d'administration sur plusieurs niveaux. Il y a obligation d'avoir certains administrateurs indépendants, mais on permet quand même certaines formes de représentation à différents niveaux. Ces formes sont plus souples au Québec qu'elles ne le sont en Ontario. On peut facilement envisager que des barrières puissent rapidement être imposées aux institutions financières québécoises souhaitant oeuvrer hors Québec, si nous avons le traitement national.

J'admets que ce ne serait pas nécessairement un drame, parce que qui dit traitement national ne dit pas discrimination. On ne peut pas imposer, par le traitement national, aux institutions étrangères – en l'occurrence québécoises – des règles plus strictes que celles que l'on impose à nos propres institutions – qui seraient ontariennes. Le problème, vous le voyez à l'échelle de l'ensemble du Canada, c'est que peu de provinces ont des institutions financières provinciales. Donc, il est beaucoup plus concevable que l'on envisage de poser des règles très strictes, qui seraient sans application pratique à l'égard des institutions de la province concernée parce qu'il n'y en aurait pas ou très peu qui auraient un impact sur les institutions québécoises.

Pour éviter cette possibilité – sur laquelle nous ne nous prononçons évidemment pas quant au risque qu'elle se produise – il nous paraît que la reconnaissance mutuelle est une solution valable qui, de toute façon, je le répète, s'inscrit

dans la tendance internationale contemporaine. De plus, si le Québec souhaitait maintenir la continuité des opérations sur les marchés financiers, les meilleurs alliés que pourrait avoir le Québec sont les institutions financières elles-mêmes. Ce sont elles qui pourraient, si elles sont troublées par le régime qu'on leur offre, décider d'ostraciser le Québec, de le mettre au banc, de l'ignorer, etc. Alors que, si on se fait des alliées des institutions, elles seront, finalement, le meilleur garant, le meilleur gage de la pérennité et de la continuité des marchés financiers dans un Québec souverain.

(17 heures)

Comme nous savons que toutes les institutions financières passent leur temps à se plaindre que le régime actuel – même dans la Fédération canadienne comme on la connaît maintenant – est une véritable jungle où des sociétés de fiducie passent plus de temps à se demander si un prêt qu'elles font au Québec ne va pas leur créer un problème en vertu de l'«equal's approach» de l'Ontario ou si une opération qu'elles font en Ontario ne va pas les mettre en difficulté avec le bureau de l'inspecteur général au Québec et où, plutôt que de concurrencer les grands concurrents internationaux, elles passent leur temps à s'assurer qu'elles respectent les législations provinciales, je pense que l'offre que pourrait faire un Québec souverain de la reconnaissance mutuelle de toutes les institutions financières ne saurait que rallier l'appui des institutions financières qu'elles soient et permettre, par conséquent, une transition plus souple.

Cette reconnaissance mutuelle, si elle s'accomplissait, si elle était acceptée par le reste du Canada, bien sûr, parce qu'il va de soi que nous ne pouvons pas imposer à nos partenaires du reste du Canada, le ROC... N'est-ce pas, le «Rest of Canada», le ROC comme maintenant l'institut C.D. Howe souhaite que nous l'appelions; alors, il y a maintenant dans les documents du C.D. Howe: le SQ, le «Sovereign Québec» et le ROC, le «Rest of Canada». Alors, comme le SQ ne pourra sûrement pas imposer au ROC, le reste, des contraintes ou le contenu d'un traité économique ou d'un traité de libre circulation des biens, des personnes, des services et des capitaux, il pourrait se retrouver que nous devions appliquer le traitement national. Je m'empresse de dire et notre rapport le clarifie, j'espère, que ce ne serait pas un drame puisque c'est largement le système qui prévaut actuellement pour toutes les institutions sauf les banques.

L'adoption d'un principe aussi ambitieux et avant-gardiste que la reconnaissance mutuelle devrait également permettre l'insertion d'un Québec souverain dans l'ordre économique international. Ce que nous appelons l'ordre économique international, c'est au fond l'accession du Québec à une série de traités multilatéraux



internationaux comme, par exemple, l'accord général sur les douanes, les tarifs et les douanes, le GATT, General Agreement on Tariffs and Trade, l'accession au Fonds monétaire international, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, aussi connue comme Banque mondiale, la reconnaissance ou l'accession ou l'adhésion – et là, pour un juriste, je prends bien soin d'utiliser plusieurs mots qui ne sont pas synonymes – à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis puisque cet accord de libre-échange Canada-États-Unis étant un accord de nature bilatérale... Un document dont M. le Président a fait mention tout à l'heure, le rapport du professeur Bernier – à qui je présente d'ailleurs toutes mes excuses puisque, à cause d'une lamentable erreur typographique, notre rapport met un y à son prénom, Ivan, alors que c'est un i; alors, toutes mes excuses d'avance au professeur Bernier – précise lui aussi qu'un traité aussi bilatéral que l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis devrait, évidemment, faire l'objet d'une renégociation avec le Québec. Ce n'est pas un traité auquel on pourrait adhérer aussi simplement qu'à certains autres traités internationaux qui sont de portée plus vaste en matière technique, culturelle, frontalière ou autre.

Pour ce qui est des traités comme le GATT ou le FMI, il faudrait que le Québec procède par voie de demande d'adhésion. Notre rapport fait état – et je pourrai élaborer si vous le souhaitez – de deux méthodes. Il y a la méthode du parrainage. Lorsqu'un État se sépare, lorsqu'une partie d'État quitte un État qui fait déjà partie du GATT, il est possible que l'État initial, l'État parent, comme on l'appelle, dans ce cas-ci le Canada, parraine l'adhésion au GATT ou l'accession au GATT de la parcelle de son territoire qui est devenue État indépendant. C'est sûrement la voie qui serait à privilégier parce que, de cette façon, il n'y a pas de négociation tarifaire particulière entre les partenaires du GATT et l'État qui demande son adhésion. Nous accèderions tout simplement au régime tarifaire déjà en place pour le Canada et, par conséquent, pour le Québec donc, moins de perturbations et meilleure continuité.

Si le Canada refusait de parrainer la candidature du Québec au GATT, il faudrait que le Québec procède par la voie normale d'une demande d'adhésion et nous ne voyons pas dans les précédents que nous avons étudiés de raisons pour lesquelles cette demande serait refusée mais elle est tout de même complexe et demande l'accord de 66 2/3 des membres du GATT. Il en va de même pour le Fonds monétaire international où il faudrait présenter une demande d'adhésion. Et, là non plus, nous ne voyons pas... Nous étudions dans notre rapport différents scénarios de monnaies communes avec une banque centrale à propriétaire unique, le Canada, ou à propriétaires doubles, c'est-à-dire le Canada et le

Québec. Des précédents des deux types se sont déjà présentés dans l'histoire du Fonds monétaire international et, dans les deux cas, le Fonds monétaire n'a pas jugé qu'il s'agissait là d'un problème insurmontable à l'accession de l'État concerné.

Finalement, M. le Président, notre rapport fait état dans une dernière partie, la partie 3 du titre 2, d'une série d'amendements qui pourraient être envisagés aux législations en vigueur actuellement au Canada et au Québec pour faciliter, pour enlever ce que nous appelons des irritants dans les législations déjà en vigueur. Je vous donne un exemple parce que c'est peut-être la meilleure façon de voir la nature des problèmes. La Loi sur les banques, actuellement, exige qu'une banque maintienne son siège social au Canada. Trois grandes banques à charte canadienne, la Banque nationale du Canada, la Banque Royale du Canada et la Banque de Montréal ont leur siège social à Québec, sans doute avec des degrés d'activités divers, mais toutes trois ont leur siège au Québec. Nous croyons qu'il serait dans l'intérêt de tous que le Canada amende sa législation et reconnaisse pour cette fin qu'un siège social au Québec est équivalent à un siège social au Canada pourvu, bien sûr, que la législation bancaire québécoise permette à une banque québécoise de maintenir son siège social au Québec ou au Canada. Si tel n'était pas le cas, nous pourrions assister à l'exode, à nouveau, de ces trois sièges sociaux.

Bon, est-ce que cela perturberait de manière irrémédiable le fonctionnement des marchés financiers? Sans doute pas. Mais nous avons jugé bon de faire une liste assez considérable d'amendements de la nature de celui-là qui pourraient faciliter le fonctionnement harmonieux des marchés financiers dans l'éventualité d'un Québec souverain.

M. le Président, je crois que ça termine le court résumé, ou le court sommaire, que je souhaitais faire verbalement de notre rapport.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Bien, je vous remercie. Alors, les premières questions sont pour le parti au pouvoir. M. le député d'Orford, si j'ai bonne mémoire.

**M. Benoit:** Merci, M. le Président. M. Coulombe, quelques questions. Malheureusement, j'ai eu votre document vraiment tard hier soir. Alors, j'ai dû le lire plus que très rapidement.

Quelques questions. Historiquement, les commissions des valeurs mobilières ont été tirailées par Ottawa pour amener chez eux une juridiction de quelque sorte et, historiquement, le Québec a résisté à cette demande-là. Qu'est-ce qui se passe en Europe avec la Communauté européenne en ce moment et cette ouverture des marchés totale en ce moment en Europe? Est-ce

que les commissions des valeurs mobilières... est-ce que chaque pays va garder sa commission des valeurs mobilières? Est-ce qu'ils vont les intégrer? Qu'est-ce qui va se passer dans ce grand mouvement en Europe au niveau des commissions des valeurs mobilières?

**M. Coulombe:** En principe, M. le Président, les différents pays devraient conserver leur commission d'opérations boursières ou l'équivalent des commissions de valeurs mobilières puisqu'il s'agit là d'un domaine important de souveraineté sur le commerce des valeurs mobilières. La reconnaissance mutuelle n'implique pas la disparition des organismes de contrôle puisque, quel que soit le domaine, la commission des valeurs mobilières ou l'équivalent de l'inspecteur général des institutions financières doit demeurer pour veiller à la bonne marche des marchés financiers, des marchés de capitaux à l'intérieur du territoire.

**M. Benoit:** Maintenant – vous semblez dire qu'il va y avoir une intégration – jusqu'à quel niveau ils vont intégrer leurs commissions de valeurs mobilières? Est-ce qu'un prospectus sera valable dans les neuf pays, en ce moment, ou quelle va être la reconnaissance au niveau de l'intégration?

**M. Coulombe:** Deux choses, M. le Président, je laisserai mon collègue, M. Vautour, nous donner plus de détails sur l'aspect prospectus. Je peux, cependant, vous dire que la Communauté est actuellement rendue moins loin que le Québec, l'Ontario, la Colombie-Britannique et les États-Unis, c'est-à-dire qu'il y a déjà, au moment où nous nous parlons, des ententes entre la Commission des valeurs mobilières du Québec, celle de l'Ontario, celle de la Colombie-Britannique et la Securities and Exchange Commission de New York qui font que, pour des émetteurs d'une certaine taille, un prospectus qui rencontre les critères de l'une de ces quatre juridictions est à toutes fins pratiques reconnu dans les autres. Donc, nous avons déjà cette formule qui n'est pas perçue comme un abandon de la juridiction mais qui est plutôt perçue comme la reconnaissance d'une juridiction principale, c'est-à-dire qu'on permet à l'entreprise qui souhaite faire un appel public à l'épargne de se conformer à sa juridiction principale, généralement celle où elle a son siège social ou son principal établissement, et ensuite on lui facilite la tâche quand elle se présente dans les autres commissions. Alors, je voulais juste rappeler qu'on a déjà ça ici. Maintenant, je demanderais à André d'ajouter pour ce qui est de la Communauté européenne.

**M. Vautour (André):** La seule chose que je peux peut-être ajouter, c'est que c'est justement un exemple de reconnaissance mutuelle ce qu'on retrouve à l'heure actuelle entre le Québec,

l'Ontario, la Colombie-Britannique et le SEC américain, donc d'avoir une juridiction principale qui est chargée de vérifier, d'étudier et d'approuver un prospectus et, une fois que ce processus-là est fait et terminé, ça permet de vendre les valeurs mobilières à l'intérieur de l'ensemble des juridictions qui sont dans ce régime de reconnaissance mutuelle. Alors, c'est un peu ce vers quoi on s'en va en Europe également, vers le principe de reconnaissance mutuelle pour les valeurs mobilières.

**M. Benoit:** Vous avez mentionné, M. Coulombe, à la fin de votre exposé, advenant la souveraineté du Québec, qu'il y aura un certain nombre de sièges sociaux dont la constitution dit clairement qu'ils doivent être au Canada et, à ce moment-là, que ça prendra une entente en quelque sorte, j'en suis. Est-ce qu'il y a d'autres secteurs, je pense aux fiducies, aux compagnies d'assurances, où on aurait le même problème ou si c'est typique aux banques?

**M. Coulombe:** La règle, M. le Président, est la même pour toutes les institutions financières de charte fédérale. Donc, toutes les sociétés de fiducie régies par la Loi fédérale sur les fiducies, toutes les compagnies d'assurances et les banques doivent maintenir leur siège social au Canada en vertu de la législation canadienne. Donc, pour celles d'entre elles qui ont un siège au Québec, le problème se poserait qu'elles soient dans le domaine de l'assurance, de la fiducie ou bancaire.

**M. Benoit:** On a une idée de grandeur? On parle de combien de corporations importantes?

**M. Coulombe:** Ce n'est pas énorme, M. le Président. Il faudrait que je me rafraîchisse la mémoire. Les tableaux sont en annexe...

**M. Benoit:** Il y a des annexes, effectivement.

**M. Coulombe:** ...mais ce n'est vraiment pas énorme, parce que la plupart des institutions qui sont à charte fédérale ont en fait leur siège à Toronto, déjà, ou à Mississauga, plutôt qu'à Montréal. Il y a tout de même des exceptions, mais j'attirerais votre attention sur le fait que, à une autre époque – et loin de moi, M. le Président, de rappeler l'évolution politique du Québec, vous la connaissez mieux que moi en cette Chambre – beaucoup de sociétés, notamment de fiducie, avaient jugé bon de se scinder en deux et d'avoir une compagnie à charte québécoise qui fait affaire au Québec avec un siège au Québec, et d'avoir une société à charte fédérale, avec siège social en Ontario, soit à Ottawa, soit à Toronto, qui fait affaire dans le reste du Canada. C'était une autre époque, mais ces modalités permettent, jusqu'à un certain point, d'assouplir ce qui pourrait être la transition dans le cas qui

nous occupe. Je pense, par exemple, à toutes les grandes sociétés de fiducie; j'ai la conviction – je n'ai pas devant moi le tableau, mais j'en ai la conviction – que si nous prenions les cinq ou six plus grandes sociétés de fiducie canadiennes, qui sont le Canada Trust, le Royal Trust, le Central and Guarantee Trust pour autant qu'elle ne se démantèle pas comme elle propose de le faire, le Montréal Trust, elles ont toutes soit leur siège social au complet en Ontario, soit le siège social de leurs activités autres que québécoises, et les activités québécoises sont déjà dans une société de fiducie à charte québécoise.

**M. Benoit:** Je vois. À la page 112, M. Coulombe, vous traitez de deux tendances qui s'opposeraient à l'égard de la nature juridique de la déclaration de succession. L'une de ces tendances consiste à nier une succession automatique, pour plutôt requérir une convention avec l'État tiers; on a entendu cette théorie-là. L'autre tendance expliquerait une succession rétroactive à la date de l'accession du nouvel État à l'indépendance, mais sous condition que le nouvel État ait indiqué sa volonté de succéder avant son accession à l'indépendance. Comme cette commission a entendu des experts qui ont surtout parlé de la première tendance, j'aimerais que vous élaboriez sur la seconde. Comment fonctionne-t-elle, d'abord? Quelles sont les conséquences de l'effet rétroactif de cette succession? Quelles garanties y a-t-il que cette succession soit automatique? Quels sont les précédents qui permettent de dire qu'il s'agit d'une tendance? Je pourrai continuer un peu plus tard.

**M. Coulombe:** Ha, ha, ha! J'allais dire, M. le Président, vous êtes bien parti. Deux choses, M. le Président. D'une part, il est évident que notre rapport n'avait pas pour objet d'étudier ces questions particulières là. Nous avons donc volontairement résumé très, très brièvement un document, enfin, deux documents qui sont, d'une part, un document de travail qui avait été préparé par le secrétariat, et ensuite, l'étude du professeur Bernier. J'ai appris tout à l'heure qu'il y avait même une autre étude dont nous n'avions pas pris connaissance, qui est allée plus loin. Par contre, pour ce qui est de l'origine de ça, et des précédents qui nous permettaient de parler de deux tendances, je laisse à mon collègue, M. Vautour, le soin de vous apporter les précisions nécessaires.  
(17 h 15)

**M. Vautour:** Je pense que ce qu'on a pu trouver, nous, également, c'est que c'est sûrement... La pratique des États veut que la première tendance soit probablement celle qui est la plus sûre, entre guillemets. La deuxième tendance se retrouve dans la convention de Vienne de 1978, où on a essayé de codifier et de changer

quelque peu la situation du droit international public en matière de succession de traités. Cette convention-là n'est, par contre, pas en vigueur: le Canada ne l'a pas signée, ce qui fait que c'est un peu difficile de dire que c'est véritablement l'état du droit, mais il y a quand même une volonté qui a été établie de la part des auteurs, de commentateurs de droit international public et, également, de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de l'adoption de la convention de Vienne de 1978. Il y a eu des cas, par exemple le cas de l'Inde et du Pakistan, où il y avait eu ce genre de déclaration, de volonté de la part du Pakistan, qui venait d'accéder à l'indépendance, de succéder aux traités qui liaient l'Inde avant la scission en deux des États. Savoir comment ce serait appliqué ou reçu par les États tiers, évidemment, ça dépend de chaque État tiers qui peut décider d'accepter cette succession rétroactive et automatique, alors qu'un autre État peut prendre une position différente. Mais il reste que l'état du droit demeure, avec les deux tendances, la tendance la plus favorisée et la plus sûre étant probablement celle qu'on appelle la tendance de la table rase, c'est-à-dire celle où il doit y avoir une nouvelle accession ou encore que la succession ne se fait pas de façon rétroactive.

Il faut également mentionner, et ça, je pense qu'on l'a aussi indiqué dans notre rapport, et ça semble assez clair de la part de l'ensemble des commentateurs, qu'en ce qui concerne les organismes internationaux – les Nations unies sont de ceux-là, le FMI, le GATT – il faut que l'État qui a obtenu son indépendance fasse une demande formelle d'accession ou encore de succession par voie de parrainage dans le cas du GATT, aux obligations et aux droits de l'État dont il est issu.

**M. Benoit:** Ce que je dois comprendre, là, c'est que dans le cas de l'Accord de libre-échange, à titre d'exemple, il n'y aurait pas de succession automatique, est-ce que c'est ça qu'il faut que je comprenne?

**M. Vautour:** Bien, il nous apparaît clair, que l'on prenne l'une ou l'autre des deux théories, dans la pratique et compte tenu de la nature de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, compte tenu du fait de sa rédaction même, il devient très difficile de penser que le Québec puisse succéder automatiquement aux droits et aux obligations du Canada. En ce qui concerne l'Accord de libre-échange, il faudrait nécessairement, à notre avis, qu'il y ait une renégociation d'un certain nombre de parties du traité de libre-échange, advenant la souveraineté du Québec.

**M. Coulombe:** M. le Président, si vous permettez, c'est d'ailleurs ce qui est exprimé noir sur blanc à la page 115 de notre rapport.

**M. Benoit:** Oui, exact. Une dernière question pour moi. Dans le chapitre relatif au GATT, à la page 124, vous rappelez qu'il est possible, pour un pays accédant au GATT, de demander spécifiquement une exemption de l'application de la règle de la nation la plus favorisée. Il y a eu tout le débat du lait, ces derniers temps, on a parlé beaucoup de ça et... Pourriez-vous nous donner quelques détails sur effectivement ce qu'est la règle de la nation la plus favorisée, et quelle est la portée de la durée de cette exemption, par exemple?

**M. Coulombe:** M. le Président, je crois que je vais m'abstenir de répondre à cette question dans le sens que ce n'est vraiment pas l'objet de notre rapport. Qui dit nation la plus favorisée dit généralement en matière de commerce, de biens et de produits plutôt que de services. Les exemptions pourraient être de la durée qui sera négociée au moment de l'accession. Généralement, ce que vous expliquez, c'est que vous avez en place... Et on l'a vu, ça, par exemple dans des exceptions reliées au libre-échange avec le Canada et les États-Unis. Lorsqu'il y a en place des mesures et que l'on convainc les partenaires d'accepter que ces mesures restent en place, il y a des précédents, me semble-t-il, où les mesures peuvent rester en place tant et aussi longtemps qu'elles sont en place. Et on peut même les modifier, pourvu que ce ne soient pas des modifications qui aient pour effet d'en affecter complètement la portée. Mais je ne voudrais surtout pas, dès que j'entends domaine agricole et autres... Ce rapport porte sur les institutions financières et je crois que nous avons intérêt à nous en tenir à cela, de notre point de vue.

**M. Benoit:** Oui, d'accord. Mais est-ce que vous pouvez m'expliquer un peu la règle de la nation la plus favorisée? Oubliez le lait, là. Est-ce que vous pouvez m'expliquer un peu, parce que, effectivement, ce n'est pas très clair?

**M. Coulombe:** Oui. La règle de la nation la plus favorisée est une règle assez répandue dans le domaine du commerce mondial. Elle s'applique également, à l'occasion, en matière de navigation aérienne et maritime et de taxation. Si vous êtes le Canada, par exemple, et que vous accordez – l'exemple, peut-être, le plus valable, je vais prendre la taxation parce que c'est un domaine que je connais bien, ayant moi-même négocié des conventions de double imposition pour le Canada – vous vous retrouvez avec la situation où vous avez, par exemple, le Canada qui permet à une entreprise d'établir une succursale ici, au Canada, et qui prélève un impôt de succursale de 15 % sur les bénéfices réalisés par cette entreprise. Si nous le faisons dans une convention fiscale négociée avec, hypothèse de travail, la Grande-Bretagne, et que je suis prêt à accorder

le traitement de la nation la plus favorisée à d'autres États, je prélèverai également 15 % d'impôt sur les bénéfices réalisés par des succursales d'entreprises de ces autres États au Canada même si mon taux d'impôt, dans la loi canadienne, est de 25 %. J'abaisserai au taux de la nation la plus favorisée – qui dans mon exemple est de 15 % – l'imposition frappant les autres entreprises.

J'ai le même régime, par exemple, de la nation la plus favorisée, qui s'établit au niveau des tarifs douaniers. Si je prélève une douane, des tarifs douaniers de 25 % sur les tapis du Pakistan et que je décide de réduire les tarifs douaniers sur les tapis afghans à 15 %, si le Pakistan bénéficie du traitement de la nation la plus favorisée, je devrai réduire mes tarifs douaniers à 15 % sur les tapis pakistanais. Cela, même si je n'ai pas négocié de quid pro quo ou quoi que soit avec le Pakistan, je lui donne le traitement de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire de la nation à qui je consens le tarif douanier le plus bas. Et on peut le concevoir au niveau des services financiers. Si je permettais à des entreprises financières d'un État donné de venir faire affaire au Canada sans avoir à rencontrer certaines exigences de la législation canadienne, quelles qu'elles soit, et que j'étais parti d'un principe général de nation la plus favorisée dans les services financiers, je devrais permettre aux entreprises de services financiers d'autres États de bénéficier du même traitement même si je n'ai pas, techniquement, négocié avec eux. Je m'empresse de dire que pourraient être exclus de cette clause de la nation la plus favorisée les traitements de faveur qui proviennent d'un accord tel que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Lorsqu'il s'agit d'un traitement favorable qui est accordé à la suite d'une négociation bilatérale ou multilatérale visant à créer une zone limitrophe de transfert ou de circulation de biens et de marchandises et de services, je peux accorder, à l'intérieur de cette zone-là, un traitement plus favorable que je n'accorderai au reste du monde, même en vertu de la nation la plus favorisée.

**M. Benoit:** Merci, M. Coulombe, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Je vous salue à mon tour et vous remercie de votre présence devant notre commission. Moi, je vais vous avouer très simplement que, non seulement je ne l'ai pas lu vite, mais je n'ai pas eu le temps de le lire, le document. Je l'ai feuilleté et je vous ai écouté. J'aimerais que vous me parliez un petit peu de la politique canadienne à l'égard des institutions financières étrangères. Vous nous dites: Il y a deux avenues, dans le fond, pour, éventuellement,

que le Québec se resitue par rapport au ROC, au reste du Canada. Il y a des attitudes qui relèvent de façons de faire qui sont sous les grandes appellations de traitement national ou de reconnaissance mutuelle. Quels sont les outils qu'utilise le Canada à l'égard des institutions étrangères? Quelles sont les attitudes qu'il a développées? Et quelles sont les règles qu'il applique?

**M. Coulombe:** La question, M. le Président, pourra m'amener à prendre un peu plus de temps que je ne le souhaiterais, mais, en tout cas, vous m'arrêterez. Je pense qu'il faut d'abord distinguer entre les institutions. Le Canada n'a pas tellement, et ça, c'est tout à fait... Je le dis très amicalement, étant moi-même un étudiant d'université britannique, donc j'ai beaucoup de respect et d'amitié pour nos collègues anglosaxons qui sont des gens très pragmatiques et qui souvent ne s'interrogent pas à l'avance pour l'établissement de principes mais développent des règles de conduite pragmatiques qui permettent un fonctionnement généralement couronné de succès de leurs entreprises commerciales et financières. Alors, le Canada, donc, ne s'est pas vraiment doté de grands principes à l'égard des institutions étrangères. Il y avait autrefois – et ça sonne pratiquement comme une histoire – les grandes banques canadiennes et le reste. Les grandes banques canadiennes étaient uniques sur leur marché puisqu'on ne permettait pas aux banques étrangères de venir au Canada.

Quand les banques canadiennes ont commencé, vers 1970 à peu près, à sérieusement regarder à l'échelle internationale, elles avaient vraiment commencé avant, mais à vraiment regarder à l'extérieur, les pressions se sont faites plus fortes pour permettre aux banques étrangères de venir s'établir au Canada. Et justement, on a donc, à partir de 1980 avec la réforme de la Loi sur les banques en 1980-1981, permis aux banques étrangères de venir s'installer. Au fond, on ne leur a sûrement pas accordé pas la reconnaissance mutuelle parce qu'on les contrôle beaucoup plus que ça, on ne leur permet pas d'ouvrir d'établissements bancaires. Les banques étrangères ne peuvent pas ouvrir d'établissements bancaires au Canada. Elles peuvent avoir uniquement un bureau de représentation qui ne peut faire aucune activité bancaire, qui ne sert qu'à représenter la banque étrangère. Et si elle souhaite, cette banque étrangère, s'établir au Canada, elle doit constituer une filiale en vertu des lois canadiennes.

Donc, elle devient une banque régie par les lois canadiennes et, non seulement elle devient régie par les lois canadiennes, mais elle est encadrée en ce que, si elle est autre qu'américaine – le traité de libre-échange a donné un traitement différent aux Américains – et si elle est autre que canadienne, elle ne peut avoir, sauf permission du ministre des Finances, que son siège social et une succursale. Pour ouvrir

d'autres succursales, il lui faut la permission du ministre. L'ensemble des actifs des banques étrangères au Canada ne peut pas dépasser 12 % de l'ensemble des actifs nationaux – vous m'excuserez à l'occasion je dois consulter mes collègues – c'est 12 % des actifs nationaux des banques canadiennes. La façon de contrôler la croissance des actifs des banques étrangères était le contrôle de leur capital, puisqu'une banque ne peut avoir d'actifs qui excèdent un ratio d'endettement, une base d'endettement qui est de tant de pourcentage de capital requis pour permettre d'avoir des actifs.

Donc, quand on demandait si une banque japonaise avait demandé à constituer une banque canadienne, une filiale canadienne avec 1 000 000 000 \$ de capital, on la lui aurait refusée parce qu'on a au début alloué un montant de capital global qui, multiplié par le ratio d'endettement permis, conduisait à un volume d'actifs équivalent à 12 % de l'actif des banques canadiennes. Et on a réparti ça selon un complexe calcul, que j'ai participé à élaborer à l'époque, entre les banques françaises, allemandes, japonaises, américaines. Et on disait: Bon, bien vous, vous avez droit à tant de millions de capital, vous à tant de millions de capital, etc., en fonction globalement de l'importance de ces banques sur leur marché domestique et sur les marchés internationaux.

Aujourd'hui, par contre, l'arrivée de banques étrangères au Canada est assujettie à la règle de la réciprocité. C'est-à-dire qu'on ne permettrait plus maintenant à une banque provenant d'un pays étranger de constituer une banque filiale canadienne si les banques canadiennes n'ont pas un accès adéquat au marché de l'État d'origine de la banque concernée. Et ça se retrouve maintenant dans la législation bancaire canadienne. C'est une règle de réciprocité. Nous n'exigeons pas ce que les Français appellent la réciprocité à l'identique, ce que les Anglais appellent le «mirror-image reciprocity» c'est-à-dire d'avoir l'exacte réciprocité. On demande simplement une réciprocité qui se traduit par un accès adéquat et efficace aux marchés. C'est-à-dire qu'il pourrait arriver qu'une banque canadienne ne puisse pas créer une filiale dans l'État concerné, mais si elle peut y ouvrir des succursales qui peuvent faire l'ensemble des services bancaires, le ministre des Finances canadien pourra reconnaître qu'il y a là réciprocité suffisante pour permettre à une banque de ce pays, x, y ou z, de créer sa filiale canadienne. (17 h 30)

Pour ce qui est des sociétés de fiducie, il n'y a aucune société de fiducie étrangère qui fait affaire au Canada, à ma connaissance. Toutes les sociétés de fiducie doivent, pour obtenir un permis des provinces, quelle que soit la province, être constituées en vertu des lois soit du Canada, soit d'une autre province, soit de la province concernée. Donc, notre comportement est on ne

peut plus simple, nous ne laissons pas les sociétés de fiducie étrangères faire affaire au Canada.

Les compagnies d'assurances, quant à elles, le Canada a toujours fait preuve de beaucoup d'ouverture à l'égard des sociétés ou compagnies d'assurances. Il y a à cela, bien sûr, des raisons historiques, puisque les premières compagnies d'assurances qui ont eu pignon sur rue au Canada étaient bien sûr des compagnies britanniques. Nous avons — il est d'ailleurs bon de se rappeler que la loi actuelle, n'est-ce pas, s'intitule la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques — une autre loi qui s'appelle la Loi sur les compagnies d'assurance étrangères. Donc, on voit l'origine. Cette loi est en voie d'être modifiée, la nouvelle Loi sur les sociétés d'assurance, qui devrait entrer en vigueur au mois de juillet, élimine; il y aura la Loi sur les sociétés d'assurance et la Loi sur les sociétés d'assurance étrangères. N'est-ce pas, on ne distinguera plus entre le britannique et le canadien — ce sera remis — mais on permet aux compagnies étrangères de s'établir au Canada, soit en créant des filiales, soit en opérant par voie de succursales. Il faut cependant que ces succursales se livrent à ce qu'on appelle en anglais, et je crois que l'image correspond bien à la réalité, du «branch accounting», c'est-à-dire qu'on doit tenir une comptabilité distincte de cette succursale en établissant des caisses de placement et de polices distinctes à l'égard des polices émises au Canada, et l'assureur doit maintenir au Canada des éléments d'actifs jugés suffisants par le Surintendant des assurances canadien pour lui permettre de rencontrer ses obligations envers les assurés canadiens.

Encore une fois, la nouvelle Loi sur les assurances fédérale posera maintenant le principe de la réciprocité effective et ne permettra l'établissement de filiales ou de succursales d'assureurs étrangers au Canada que dans la mesure où le pays d'origine de l'autre État accordera une réciprocité efficace. Encore une fois, il va de soi qu'il y aura, je pense, protection des droits acquis à l'égard des assureurs qui sont déjà en place et qui l'avaient fait à l'époque.

Alors, on le voit, le dossier canadien est quand même un peu complexe à cause du traitement différent, banques, fiducies et assurances. Ça répond au fond à des considérations historiques, je pense, dans une très large mesure. J'espère, M. le Président, que ça répond.

**Mme Marois:** Alors, moi, je suis très satisfaite de cette réponse que vous m'apportez, de cet éclairage que vous m'apportez, parce que, dans le fond, ce que ça peut vouloir dire, et là je voudrais avoir un avis sur cela, imaginons qu'on ne bouge rien, dans le sens où on dit: On respectera les règles que le Canada applique à l'égard des banques au lendemain de la souverai-

neté. À ce moment-là, ça nous convient parfaitement, en ce qui concerne les banques, puisque la règle de réciprocité fait en sorte que, de toute façon, il y a accès adéquat, il y a efficacité, etc. Donc, je dirais pour une période de transition qui pourrait s'étendre sur un certain nombre d'années, eh bien, je me dis que cette règle-là pourrait s'appliquer sans que ça nuise à qui que ce soit et les opérations pourraient continuer à fonctionner sans entrave, si on veut. Est-ce que j'ai bien compris votre explication?

**M. Coulombe:** Oui, M. le Président, avec une petite précision: Il faudrait, quand même, que le Québec soit un peu plus généreux que le gouvernement canadien ne l'est à l'heure actuelle à l'égard des banques, parce que si le Québec accède à la souveraineté, les banques canadiennes seraient des banques étrangères par rapport au Québec, toutes choses étant par ailleurs égales comme on dit parfois.

**Mme Marois:** En économie entre autres.

**M. Coulombe:** Si on adopte telle quelle la législation bancaire canadienne, les banques étrangères ne peuvent pas avoir de succursales au Canada mais doivent se constituer une filiale canadienne pour opérer. Or, je crois qu'il ne serait pas, et là j'exprime un avis qui est bien sûr le mien, et ce n'est pas celui de la commission sans doute, je ne crois pas que ce serait dans l'intérêt du Québec, je crois même qu'il serait très mauvais pour le Québec d'exiger que les banques à charte canadienne doivent constituer une filiale québécoise pour posséder et exploiter des succursales bancaires au Québec.

Il faudrait donc, dans l'adoption que l'on pourrait faire d'une législation bancaire québécoise calquée sur la loi canadienne, que l'on accorde un traitement particulier et que l'on permette finalement le maintien des succursales et, à la limite, je pense, toujours dans l'intérêt du Québec, l'ouverture de nouvelles succursales par les institutions bancaires canadiennes sur le territoire du Québec.

**Mme Marois:** Et inversement! C'est ça que je voulais dire: Et inversement.

**M. Coulombe:** Tout à fait, M. le Président. Ça, notre rapport le dit, il me paraît évident que la règle de la réciprocité doit jouer. M. le Président — simplement parce que je gagne ma vie en conseillant souvent des institutions financières — la règle veut que la réciprocité soit un principe fort louable mais si le gouvernement canadien — hypothèse de travail — disait: Écoutez, votre réciprocité à l'égard des banques, on en parlera lorsque vous aurez des banques québécoises, pour le moment, je ne veux pas en entendre parler, je conseillerais fortement au

gouvernement du Québec du moment de renoncer à l'exigence de réciprocité et de permettre quand même le fonctionnement des succursales bancaires au Québec, dans l'intérêt même des services bancaires offerts à la population du Québec.

Donc, je dis simplement, M. le Président, en mots très clairs: Oui, la réciprocité, c'est ce que nous recommandons dans notre rapport, mais ce n'est pas, à mon point de vue en tout cas, la réciprocité ou la mort, notamment dans le domaine bancaire où, au départ en tout cas, il n'y a pas de banques québécoises, en parlant.

**Mme Marois:** Oui, c'est ça, mon collègue le mentionne. La Banque Nationale a son siège social...

**M. Coulombe:** Elle a son siège social, mais elle a une charte fédérale...

**Mme Marois:** ...mais en vertu, oui, c'est vrai, en vertu d'une charte, oui, oui, fédérale. Bien sûr, parce que c'est la loi.

**M. Coulombe:** ...c'est d'ailleurs, M. le Président, une banque qui me tient bien à cœur, si vous voyez l'adresse de mon cabinet.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Marois:** Oui, je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Alors, M. Coulombe, bienvenue à notre commission, de même qu'aux personnes qui vous accompagnent. Si vous le permettez, M. le Président, j'aimerais poser quelques questions à M. Coulombe, surtout en ce qui concerne... là, je vous reporte au chapitre sur la source constitutionnelle des pouvoirs de chacun des paliers dans le système fédéral canadien. On a un peu l'impression qu'il y a beaucoup de dédoublements. Par exemple, vous dites, à la page 20, que chaque palier a créé un organisme de réglementation et de contrôle des activités des institutions financières. En lisant cela, on se dit qu'il y aurait des économies à faire en évitant ce genre de chevauchement, mais est-ce que c'est vraiment possible? Même si le Québec était souverain, les institutions financières du Québec devraient se soumettre au cadre juridique du Québec pour leurs opérations au Québec et elles devraient se soumettre, également, aux cadres juridiques extérieurs pour leurs opérations à l'extérieur du Québec. En d'autres mots, est-ce qu'il ne faut pas comprendre que la souveraineté ne changerait rien si on veut conserver le degré d'intégration actuel, ou est-ce qu'il ne faut pas comprendre

que nous sommes condamnés à une coordination de nos législations au Canada, que ce soit dans l'hypothèse de la souveraineté ou dans l'hypothèse du fédéralisme renouvelé?

**M. Coulombe:** Je laisse, M. le Président, la deuxième partie de la question mais ma réponse est non ambiguë: Oui, le Québec, comme le reste du Canada et comme tous les autres États dans le monde contemporain, est condamné, pour reprendre votre expression, à une forme de coordination et à un minimum d'harmonisation. Il n'est sûrement plus possible aujourd'hui, pour quelque État que ce soit qui souhaite s'insérer dans l'ordre économique international, de prétendre appliquer une juridiction parfaitement autonome et séparée, sans coordination, sur ses institutions financières. À cette question-là, la réponse est non ambiguë dans mon esprit.

Par contre, je pense que le reproche que l'on fait, à l'occasion, au système canadien... J'exclus encore une fois les banques, M. le Président, et ce n'est pas parce que je suis obsédé par les banques, c'est qu'elles ont un traitement spécial; elles ne relèvent que de la juridiction fédérale, donc, elles ont, quant à elles, un marché qui est bien intégré et auquel il est relativement simple de se conformer au niveau de la réglementation. Pour toutes les autres institutions financières, et je pense notamment aux sociétés de fiducie et aux assureurs, le reproche que l'on fait est justement qu'il y a – et l'expression n'est pas de moi, vous l'avez sûrement vu ailleurs – une trop grande balkanisation des marchés. À l'heure actuelle, de toute façon, en ce qu'il est justement difficile de penser qu'il est impossible pour, prenons le cas des provinces les plus importantes, l'Ontario et le Québec – je ne veux surtout pas, ici, minimiser l'apport des autres provinces à la Fédération canadienne – mais sur le plan des marchés financiers, il ne fait pas de doute que Toronto et Montréal jouent un rôle primordial au Canada.

Il est curieux, pour un nombre important de mes clients, de devoir se conformer à des réglementations passablement différentes, par exemple, en ce qui concerne la composition de leur conseil d'administration, la composition de leur comité de vérification, la composition de leur comité de déontologie ou d'éthique, le type de prêts qu'ils peuvent faire à leurs administrateurs. Il y a un minimum, et un véritable minimum, de degré d'harmonisation entre les législations de l'Ontario et du Québec. Je ne porte absolument aucun jugement quant à savoir laquelle des deux est la meilleure. Je constate simplement qu'il y a un minimum d'harmonisation. Par exemple, un assureur québécois peut, depuis longtemps, posséder un «holding» en aval. L'exemple le plus frappant était le groupe La Laurentienne. C'est toujours le groupe La Laurentienne qui était à l'avant-garde, à ce

moment-là, d'avoir créé la corporation du groupe La Laurentienne. Il est clair que la présence de la corporation du groupe La Laurentienne, dans lequel La Laurentienne Vie possédait des investissements considérables, créait un problème pour les activités hors Québec de cet assureur parce que la législation ontarienne ne reconnaît pas la possibilité pour un assureur d'avoir ce type d'activité.

Donc, vous avez parfaitement raison, M. le Président, que les problèmes auxquels font face les institutions financières aujourd'hui ne seraient, en soi, ni améliorés ni empirés par l'accession du Québec à la souveraineté ou par le fédéralisme renouvelé. Nous avons, à l'égard des banques, un marché intégré. Nous ne l'avons pas à l'égard des autres institutions financières. L'harmonisation s'accomplit doucement. Je ne blâme personne, encore une fois, elle ne va pas plus vite en Europe. Les Européens ont tout autant de difficultés à s'harmoniser. Je suis convaincu que si vous avez comme client une banque grecque et que vous avez une banque allemande, il y a un monde de différence entre la réglementation applicable à Athènes et celle applicable à Francfort. Ça va de soi. Mais on aurait pu penser qu'entre la réglementation applicable à Québec et celle de Toronto, on pourrait avoir plus d'harmonie.

La recherche de l'harmonie est peut-être plus facile. Et je reviens donc sur la recommandation de notre rapport. La recherche de l'harmonie est peut-être facilitée par la reconnaissance mutuelle en ce que là, justement, vous n'avez besoin que d'un minimum d'harmonie en ce que si vous pouvez vous convaincre qu'un conseil d'administration comptant 66 2/3 % d'administrateurs indépendants peut prendre des décisions aussi valablement qu'un conseil d'administration qui comporte 75 % d'administrateurs indépendants. Vous n'avez pas besoin d'harmoniser en ce que vous pouvez vous dire: Moi, je vais reconnaître, pour laisser faire affaire sur mon territoire, l'institution financière qui cogne à ma porte et dont le conseil, conformément à sa loi d'origine, ne comporte que les deux tiers d'indépendants. J'accepte ça et je les laisse faire affaire chez moi.

Alors qu'à l'heure actuelle, dans le système canadien, il n'est pas clair que, de droit, une institution financière puisse passer d'une province à l'autre avec un conseil d'administration qui, bien que conforme à sa législation d'origine, n'est peut-être pas conforme à la législation en vigueur dans la province où elle veut aller faire affaire. Et le traitement national qui est, au fond, l'approche actuelle, qui est le «equal's approach» de l'Ontario qui dit: Quand vous venez jouer sur le marché ontarien, vous allez jouer selon les règles de l'Ontario. Si moi je juge qu'il faut 75 % d'administrateurs indépendants, eh bien, vous, société financière, quelle qu'elle soit, québécoise, qui n'avez que les deux tiers en

vertu de la loi québécoise, je regrette, je ne vous permettrai pas d'avoir un permis en Ontario.

(17 h 45)

Si vous aviez la reconnaissance mutuelle, je ne demanderais pas à l'Ontario de faire une exception à l'égard de ce qu'elle veut chez elle. Tout ce que je dis, c'est qu'il est peut-être plus pratique, advenant la souveraineté du Québec, mais attention, de la même manière, la reconnaissance mutuelle serait un excellent outil que je n'aurai aucune hésitation à recommander dans le cadre d'un fédéralisme renouvelé. Au contraire, ce serait un excellent outil d'intégration plus poussée de nos marchés financiers pour permettre à nos institutions financières de mieux concurrencer les géants japonais, allemands ou autres. Donc, la reconnaissance mutuelle n'est absolument pas incompatible avec, soit le fédéralisme renouvelé, soit l'accession du Québec à la souveraineté. Elle nous paraît simplement nettement supérieure à ce qui prévaut actuellement dans le régime actuel des institutions financières lequel, à mon humble avis, n'a rien à voir avec la structure législative fédérale ou autre qui nous régit.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Bien, M. le député de Labelle.

**M. LeSage:** Si vous le permettez, M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Ah! Vous avez une autre question.

**M. LeSage:** J'aurais une autre question M. Coulombe, si vous le permettez, j'aimerais me reporter à la page 5 de votre introduction de même qu'aux pages 144 et suivantes, parce que vous venez de faire allusion à la reconnaissance mutuelle pour l'ensemble des institutions financières. Vous proposez cette idée parce qu'elle serait, selon vous, à l'avantage de toutes les parties. L'Opposition officielle dirait que cela se ferait facilement puisque ce serait dans l'intérêt rationnel des partenaires. Alors, ma question, M. Coulombe, serait la suivante: Dans l'hypothèse où il serait plus avantageux d'adopter le principe de la reconnaissance mutuelle plutôt que celui du traitement national qui s'applique actuellement, pourquoi on ne l'a pas mis en place jusqu'à maintenant?

**M. Coulombe:** M. le Président, là, je n'ai pas la réponse à cette question. Je puis vous assurer, pour ma part, avoir prêché cette bonne parole auprès des autorités de tutelle ou de contrôle à Québec et à Toronto où j'ai eu l'occasion à maintes reprises de faire valoir au nom de grandes institutions québécoises qui, je le répète, cognaient à la porte de l'Ontario, de faire valoir au «Treasurer of Ontario» qu'une



forme de reconnaissance mutuelle serait la bienvenue. Et j'ai eu l'occasion, représentant, cela m'arrive, des institutions non québécoises, de suggérer la même chose à M. Bouchard, et vous dire pourquoi ce n'est pas fait. Là, évidemment, ça déborde largement la sphère de ma compétence ou, en tout cas, ce que la saine prudence me dicte.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, M. le député de Labelle. M. le député de Jacques-Cartier par la suite.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Bonjour, M. Coulombe.

**M. Coulombe:** Bonjour.

**M. Léonard:** J'ai lu une bonne partie de votre document et j'ai été pratiquement enthousiasmé parce que c'est la première fois, je trouve, qu'on aborde la question des institutions financières dans l'optique où vous le faites puis en rapport, en particulier, avec la souveraineté du Québec. La reconnaissance mutuelle, c'est un fait, ça amènerait vraiment beaucoup plus de facilité sur les marchés financiers parce que s'il y a une chose qu'on peut constater, c'est vraiment toutes les barrières que chacun a érigées à l'intérieur du Canada, dans chacune des provinces, en ce qui concerne toute une série d'institutions financières sauf les banques, puis encore là, si on regarde les sociétés de prêt et de crédit, bon, les caisses d'épargne, déjà, chacune des provinces a mis ses barrières. Et, moi, ce que j'ai apprécié particulièrement c'est l'esprit positif que vous avez démontré en traitant de la question. Au fond, on en est là et la question qu'on devrait se poser maintenant, c'est: Quand nous serons souverains, qu'est-ce que nous allons proposer, quelles sont les questions auxquelles nous devons répondre, et votre étude a le mérite de mettre cette question au coeur de l'affaire. Alors, vous proposez la reconnaissance mutuelle – et ce que vous avez dit d'ailleurs en réponse aux questions aux autres c'est soit dans le contexte du fédéralisme renouvelé soit dans le contexte de la souveraineté – je suppose bien que vous l'avez étudiée en relation avec le Québec souverain et le reste du Canada, le ROC, donc après qu'il a adopté en quelque sorte les offres constitutionnelles du 24 septembre dernier en ce qui concerne l'économie en autant qu'elles arriveront à terme, modifiées ou pas. Mais l'esprit, l'esprit, c'est quand même un esprit conforme aux négociations du GATT et à l'accord de libre-échange canado-américain. Donc, on peut s'attendre que, tôt ou tard, la question va se poser, de la reconnaissance mutuelle, soit dans un Canada tout simple, vraiment centralisé, soit dans un autre contexte

où il y a le Québec souverain et le Canada recentralisé avec les autres provinces canadiennes. Dans ce contexte-là, au fond, est-ce que ce n'est pas la question à mettre à l'ordre du jour, vraiment, actuellement, que l'on considère la question de la reconnaissance mutuelle? Parce que, en réalité, les propositions du 24 septembre dernier en tenaient compte: On faisait le Canada unitaire et, sur le plan des institutions financières, on visait, en particulier, beaucoup plus l'unité canadienne et à éliminer les barrières interprovinciales. Je ne sais pas si vous avez une réflexion par rapport à cela.

**M. Coulombe:** M. le Président, j'avais prévenu votre bien-aimé secrétaire, M. Geoffrion, de ce terrain glissant que pouvait représenter la reconnaissance mutuelle des institutions financières. Effectivement, M. le Président, ce qui est magnifique de la reconnaissance mutuelle, c'est que c'est un petit peu comme la tarte aux pommes: on peut difficilement ne pas être en faveur. Je ne dis pas ça méchamment parce que c'est quand même des questions extrêmement importantes. Mais le fait est, et je vais peut-être revenir en arrière 30 secondes pour regarder, qu'historiquement, si on part de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, comme on l'appelait à l'époque de 1867, il est évident que les grandes institutions financières de l'époque étaient le domaine... au fond, étaient les banques. Déjà, c'était la notion de banque: «banking» suffit. Vous le voyez dans notre rapport, il y a au moins une demi-douzaine de mentions de «banking», «money», «savings bank». Ça, c'est donc fédéral. Ce n'est que...

**M. Léonard:** Est-ce qu'il y a d'autres fonctions pour faire mentir les notaires?

**M. Coulombe:** Ha, ha, ha! On pourra un jour proposer la reconnaissance mutuelle des professions, M. le Président. Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** Ha, ha, ha! Ah, bien, c'est lié, c'est lié.

**M. Coulombe:** Je reviens donc sur ce fait que le cadre constitutionnel de 1867 prévoyait quand même que l'institution financière était de juridiction fédérale canadienne et c'est vraiment, on le voit très bien, par l'élargissement que les tribunaux ont apportée à la notion de propriété et droit civil que les provinces ont pu valablement légiférer en matière, notamment, d'assurance, puisque l'assurance était dans le code civil, sauf l'assurance maritime, et que, si l'on légifère en assurance, il devient logique de permettre la constitution de compagnies qui oeuvrent dans l'assurance et, finalement, d'en venir à se dire que l'épargne et le crédit, c'est également des questions qui relèvent de la propriété et du droit civil, donc d'avoir des

caisses d'épargne et de crédit, et ainsi de suite. Il est évident que, si l'on s'arrête à penser et à dire qu'est-ce qui est le mieux, moi, en tout cas, et je pense que mon adhésion au principe est assez évidente et dans les écrits et dans ma présentation verbale, la reconnaissance mutuelle est clairement la meilleure règle.

Je note, par ailleurs, qu'historiquement, ce n'était pas ça au départ et que c'est tout de même l'État ou la juridiction qui a le plus gros marché financier qui fait indirectement le plus grand sacrifice en acceptant la reconnaissance mutuelle. Je m'explique. Si vous êtes l'Ontario et que toutes les institutions financières canadiennes qu'elles soient – quand je dis «canadiennes», je ne veux pas dire de juridiction fédérale, mais je veux dire du Québec ou d'ailleurs – doivent à toutes fins pratiques aller transiger sur le marché de Toronto. C'est là que se situe le plus grand «pool», la plus grande réserve de capitaux. C'est là que sont les grands sièges sociaux des institutions financières. Vous regardez les banques étrangères, c'est fascinant. Donc, pour une juridiction comme l'Ontario, vous vous dites: Moi, quand les gens viendront faire affaire chez moi, au fond, ce n'est pas quand ils viendront faire affaire chez moi, la question, c'est: Lorsqu'ils viendront, je peux leur imposer à peu près la règle que je veux. Et je ne suis pas méchant quand je dis ça, c'est simplement le fait que je ne peux pas être une institution financière digne de ce nom au Canada sans être en mesure d'aller soit recevoir des dépôts, soit faire des prêts, soit transiger sur la Bourse de Toronto, soit assurer des risques en Ontario, c'est le plus grand marché.

Par conséquent, il est normal de dire – et ce marché-là, soit dit en passant, est quand même très bien réglementé, il faut aussi le dire; la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, les collègues ontariens du «Treasurer Office» font quand même un bon boulot – donc, on se dit: Pourquoi est-ce que je laisserais venir – excusez-moi l'expression – n'importe qui chez moi? Au fond, pourquoi est-ce que je ne dirais pas aux gens: Écoutez, quand vous venez chez moi – et vous devez venir chez moi – comportez-vous selon les règles que j'ai édictées pour les joueurs qui sont chez moi. Et quel est votre stimulant, quel est votre incitatif à dire: Je vais reconnaître la compétence, la juridiction de quelque autre autorité que ce soit? Il n'y en a pas beaucoup. Il y en a d'autant moins qu'il faut aussi se replacer... Et quand je dis que je revenais en arrière, c'est que je dis: Pourquoi n'y a-t-il pas la reconnaissance mutuelle? Je pense qu'il n'y a pas la reconnaissance mutuelle parce que, depuis 10 ans, maintenant, pratiquement, le gouvernement fédéral explore différentes avenues de réforme des institutions financières; on a eu les livres bleus, les livres verts, les livres gris, bon.

Et je ne reproche rien, c'est complexe,

c'est une situation complexe. Et il y avait les banques, les assureurs, les fiduciaires, tout le monde a des intérêts qui sont divergents. Donc, le fédéral explore. Le Québec a choisi d'être à l'avant-garde de cette réforme des institutions financières, à commencer par les «holdings» en aval des assureurs, les pouvoirs de placements en bon père de famille, les institutions... le Mouvement Desjardins qui peut avoir des portefeuilles industriels ou commerciaux ou immobiliers ou de services en annexe à son corps coopératif. Bon. Le Québec est donc à l'avant-garde de tout ça. Le fédéral explore, reprend les pour et les contre, produit des documents de travail. Et on a l'Ontario, qui est le plus grand marché, qui se dit: Bon, bien, en attendant que ça se tasse, je vais demander aux gens qui viennent sur mon marché de se comporter selon les règles que j'ai édictées. Et je répète, je ne trouve rien d'anormal à ça et pour moi, ce n'est pas nous condamner à l'intérieur du Canada actuel à un régime balkanisé, pour reprendre l'expression que je prenais tout à l'heure.

Il est évident que si l'on disait aujourd'hui: Adoptons la reconnaissance mutuelle, posons ce geste qui fasse que nous, du Québec, on ne passe pas derrière l'autorité de contrôle fédéral pour voir si elle a bien fait son travail, sauf pour l'essentiel. Donnez-moi les rapports que je regarde et si je note quelque chose, bien, je vous donnerai un coup de téléphone pour vous dire: Aïe, le rapport de placements «mauvais prêts», il n'est pas bon, ce mois-ci. Bon, bien, ça, c'est s'entraider, ce n'est pas se piler sur les plects. Je pense que si le Québec était prêt à dire cela, si l'Ontario est prêt à dire ça, si le fédéral est prêt à dire ça, moi, je vous dis: Le régime serait, à mes yeux, comme avocat de pratique privée qui conseille des institutions financières, nettement mieux pour tout le monde. Et ça ne demande pas de changements du cadre constitutionnel pour faire ça. Pour moi, c'est la grande question de l'heure. Maintenant, le rapport qu'on nous demande est de dire: Messieurs, dites-nous si l'accession du Québec à la souveraineté peut se faire dans un contexte de continuité des marchés financiers ou si, par définition, elle doit entraîner des bouleversements. Nous avons écrit, aussi bien dans l'introduction que dans la conclusion, que des bouleversements pourront venir et ne manqueront pas de venir pour toutes sortes de raisons. Mais il nous paraît possible, sur le plan strictement juridique, de se doter de règles qui, parce qu'elles sont bonnes – et elles sont bonnes aujourd'hui, dans le cadre actuel – devraient être assez bonnes et assez fortes pour nous faire passer, sur le plan juridique, à travers les péripéties qui pourraient accompagner la souveraineté du Québec.

**M. Léonard:** Deux éléments que je voudrais remettre dans la discussion, bon. Le Québec est souverain. A-t-il plus de chances d'en arriver à

la reconnaissance mutuelle en étant souverain et quels sont les éléments qui peuvent l'appuyer dans ce sens-là? Et le deuxième élément que je voudrais mettre sur la table, c'est: Dans le contexte de l'Accord de libre-échange, bien sûr, tout n'est pas touché. Mais quand même, il y a un certain nombre d'articles qui touchent la libéralisation des institutions financières ou les réglementations qui entourent les institutions financières. Est-ce qu'on n'est pas amené à ouvrir beaucoup plus largement que tout ce dont on a discuté jusqu'ici? Là, le Québec s'est protégé par une réglementation, mais il va jouer dans un autre contexte, le contexte de l'élargissement du libre-échange, à tout le moins, et il y a un contexte de souveraineté aussi.

(18 heures)

**M. Coulombe:** M. le Président, ce qui joue un peu à contre courant dans l'analyse que l'on doit faire de la situation de gestion financière, c'est que l'Accord de libre-échange prévoit vraiment ce que l'on pourrait, dans le fond, appeler un traitement national.

**Une voix:** On ne va même pas si loin que ça.

**M. Coulombe:** Même pas si loin. Bon. Mais ce n'est sûrement pas une reconnaissance mutuelle. Toutes les études que nous avons analysées et étudiées en Europe nous indiquent que les Européens qui prônent la reconnaissance mutuelle entre eux sont préoccupés par les relations de cet État communautaire européen par rapport aux États-Unis. Parce que, justement, la reconnaissance mutuelle n'est pas quelque chose que les Américains voient d'un très bon oeil, pour une raison – il y a toutes sortes de raisons mais...

**M. Léonard:** ...dans chaque état, là.

**M. Coulombe:** Exactement. Ils ont ce que les Français appellent un système atomisé. Ce sont des banques dans presque chaque État, toutes séparées. Donc, ce caractère atomisé, pour eux, apporte des considérations qui sont absentes quand vous avez la Deutsche Bank ou le Crédit agricole ou une banque, quelle qu'elle soit, d'un grand État européen. Deuxième volet, les banques européennes, traditionnellement, ont eu davantage de pouvoirs en matière d'investissements industriels et commerciaux, de commerce des valeurs mobilières, de l'assurance, la banque-assurance, etc. Donc, pour les Américains, accepter une notion de reconnaissance mutuelle face aux Européens, c'est difficile. Les Américains n'ont pas poussé en ce sens. Et nous n'avons pas nécessairement, que je sache, dans le libre-échange, poussé non plus du côté canadien. Donc, le régime Canada-États-Unis-libre-échange n'est pas, pour l'instant en tout cas, fondé sur la reconnaissance mutuelle, mais plutôt sur une

espèce de... Quand je disais traitement national tout à l'heure, mon collègue me corrige, ce n'est pas un traitement national complet, mais c'est de permettre de reconnaître qu'un Américain, un ressortissant américain est un peu comme un ressortissant canadien en matière de propriété, par exemple, d'une banque. De la même manière, les banques américaines étrangères qui ont des filiales ici ne sont pas assujetties à certaines contraintes que l'on impose. On les traite davantage comme des banques de l'annexe 1 que comme des banques de l'annexe 2. Bon, on a amélioré un peu le traitement. Il est clair que tout ça va évoluer, et mon collègue pourrait parler des négociations de l'Uruguay Round avec le GATT en matière de services financiers. Mais il reste un fait, c'est que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ne pousse pas vers la reconnaissance mutuelle, pour des raisons qui sont historiques aux États-Unis.

Est-ce que la reconnaissance mutuelle, qui me paraît le régime le plus apte à créer des institutions financières fortes au Canada et au Québec – moins soucieuses de se conformer à ce qu'elles appellent, elles en tout cas, des tracasseries administratives, ou à faire face à des irritants – est plus facilement réalisable dans un Québec souverain ou dans un contexte de fédéralisme renouvelé? Ça, M. le Président, je vous dirais bien que sur le plan juridique, il suffirait, à mon avis, d'asseoir les personnes qui sont en autorité dans une même salle, de leur permettre de laisser libre cours à leur rationalité et à leur imagination, et on pourrait se doter de la reconnaissance mutuelle dans le Canada d'aujourd'hui tout aussi bien que dans le Québec de demain.

Par contre, je suis convaincu que – et je pense que notre rapport le reconnaît – que dans un contexte actuel, il n'y a peut-être pas l'enzyme voulue pour démarrer ces négociations-là. Puisque le gouvernement fédéral a tout à gagner, jusqu'à un certain point – et on l'a vu, par exemple, quand est venu le débat relié au «big bang», la résistance des courtiers en valeurs mobilières: Est-ce que les courtiers pouvaient appartenir aux banques ou pas? C'est sûr que le régime actuel fonctionne comme il fonctionne, correctement. Et il y a pour le Canada, comme pour tous les autres États du monde – il n'est pas particulier là-dessus et le Québec n'est pas différent non plus – ce que j'appelle la loi de l'inertie, la résistance aux changements. C'est ambitieux la reconnaissance mutuelle, l'Europe s'y engage. C'est un précédent qui balbutie, qui commence, et on se dit peut-être: Est-ce que ça vaut vraiment la peine de consacrer tous les efforts qu'il faudrait faire pour faire fonctionner ça entre nous au Canada alors qu'on n'a pas eu à le faire avec les États-Unis, qu'on n'aura vraisemblablement pas à le faire dans l'immédiat avec les États-Unis, laissons peut-être aller l'expérience européenne et on verra bien. Il est

clair qu'en ce sens-là, je pense, ce qui ressort de notre rapport c'est que le choc que pourrait constituer l'accession du Québec à la souveraineté pourrait amener des gens à se dire: Eh bien, il faut s'adresser à ce problème-là et, à partir du moment où on s'adresse au problème, on pourrait à ce moment-là peut-être plus facilement au moins se poser la question, est-ce qu'on doit adopter la reconnaissance mutuelle ou pas? Alors que maintenant je me dis qu'on peut la poser la question, je prêche cet Évangile-là depuis quelques années et je pense que moi je n'ai pas l'intention d'arrêter de le prêcher quel que soit le statut politique du Québec.

**M. Léonard:** M. Coulombe, nous sommes ici à la commission sur la souveraineté. La commission sur les offres, c'est l'autre commission et elle n'a pas grand-chose à étudier par les temps qui courent. Mais ici c'est la question de la souveraineté et la question qu'on vous pose, ce n'est pas si on devient indépendant, c'est quand on sera indépendant, l'objectif qu'on pourrait poursuivre c'est celui de la reconnaissance mutuelle, et qu'est-ce qu'on doit faire pour ça? Moi, j'aime bien ce que vous venez de dire. Au fond, le moment où on accède à la souveraineté constitue un moment privilégié où on peut remettre sur la table des choses fondamentales, qu'on ne peut pas mettre sur la table dans le système actuel. Le système actuel, je comprends que le fédéral aime bien la zizanie entre les provinces et quand ça ne va plus du tout, il lève le panier, il règle l'affaire et il reprend ses pouvoirs. Bon, traditionnellement, c'est ça qu'il a fait.

Mais on n'est pas dans ce contexte-là. Le contexte de la souveraineté, c'est deux partenaires qui discutent ou c'est deux États souverains qui vont discuter du cadre dans lequel vont agir les institutions financières. Et moi, c'est pour ça que j'apprécie votre travail, c'est que vous dites que c'est l'objectif à atteindre. Je vois bien qu'au cours du texte vous dites: Oui, ce sera probablement le traitement national qui va surgir, mais entre les deux il y a très probablement des améliorations à apporter, et notre pouvoir de négociation dans ce contexte quel est-il? Vous avez dit tout à l'heure: L'Ontario a peu d'intérêt à baisser ses standards. C'est elle qui représente le plus gros marché. Bon, j'admets cela. Par ailleurs, d'un point de vue pratique, je vois mal la Banque Royale demain matin, dans le cas de négociations qui s'enclenchent sur la situation des institutions financières, ne pas surveiller ce qui va se discuter aux tables. Parce que, justement, au Québec, il y a quand même quelques succursales de la Banque Royale, je suppose bien qu'elle ne tient absolument pas à ce que quelque mouvement que ce soit se passe, des capitaux qui sortent de ses succursales. Vous pourriez me répondre: Bien à l'inverse il peut en

sortir des succursales québécoises. Fort bien, mais au fond tout le monde va considérer que l'avantage c'est de poursuivre comme avant. Et à la minute où on élargit et qu'on diminue la réglementation, je pense qu'on peut avoir l'appui des institutions financières davantage que maintenant, parce que dans le secteur ça a toujours été une situation qui est décriée, l'avalanche de réglementation de part en d'autre. On parle des banques mais on pourrait parler des compagnies d'assurances. C'est incroyable!

Est-ce que notre pouvoir de négociation ou le moment où on fait la souveraineté ne constituerait pas un levier pour y arriver davantage que maintenant?

**M. Coulombe:** M. le Président, je me contenterai de dire qu'on a écrit effectivement, je pense, à deux endroits dans le rapport, qu'une proposition de reconnaissance mutuelle devrait recevoir un accord favorable de toutes les institutions financières voulues. Ça, c'est écrit à la page 5 du rapport.

**M. Léonard:** À la commission, c'est bien de le dire oralement.

**M. Coulombe:** Alors, M. le Président, je lirai le quatrième paragraphe de la page 5: «En premier lieu, une telle proposition devrait recevoir un accueil favorable de l'ensemble des institutions financières de toutes les juridictions qui devraient l'interpréter comme la manifestation concrète du désir du Québec d'éviter l'augmentation ou l'exacerbation du fardeau découlant du régime actuel que plusieurs d'entre elles considèrent comme une jungle où elles doivent composer au mieux avec toutes sortes de contraintes et de réglementations provinciales plutôt que de pouvoir se mesurer à la concurrence internationale, une fois rencontrées les exigences de leur juridiction d'origine.»

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Bien, alors sur ce, je cède la parole au député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. Do you mind if I use English?

**Une voix:** No.

**M. Cameron:** Some of the points that I was going to raise were actually dealt with in your exchange with the deputy for Labelle, but there are one or two other comments that I would like to make and then perhaps have your responses.

First of all, in terms of the general issue of confidence in financial institutions, or mutual confidence, if you want, surely even such economic powerhouses as Japan and Switzerland, if they split into two components, would feel a considerable fall in confidence in financial

institutions in both of the component parts, both by the local citizenry and by the world financial community in general. And, if anything, I suppose other things being equal, the stronger position would be whichever was the larger component part. This is not something where the actions of either government, or the bankers in those two societies concerned, would be what would be most important but, rather, the way the financial marketplace and the way society, at large, regarded what happened. That was one thing I wanted to ask you.

But then, there are a couple of other points as well. I think maybe the member for Labelle touched on this too. If some kind of a sovereignty arrangement is worked out for Québec, is it not likely that the other provinces of Canada, despite the past historical tangle that used to exist for the four colors, will dispense with a lot of this in the 1990's or in the years ahead? I know there are still... You know it is not just a question of Québec or Québec and Ontario, there are other securities commissions and so on. But, there seems to me to have been, especially since the sort of financial revolution of the late 1980's, a certain willingness, among the brokers and, you know, the other financial institutions from Vancouver through to Toronto, to talk more and more about the advantages of a system in which, let us say, companies could deliver the same prospectus, you know, right across the country and so on. And I would think that they would want to move very rapidly in that direction and would at least find it somewhat easier to negotiate if they did not have to concern themselves with Québec at all. So that, in other words, Québec and Québec's financial institutions would not be facing perhaps the present combination on trust companies and so forth, but very rapidly a rest of Canada, a Rockland, new system of financial regulation that would be rather different. So, that is another thing I wonder if you would comment on.

Then, the last point I would like to ask you about is in terms of this business about the difference between banks and the other financial institutions. In a way, all financial institutions are banks of a sort. And I think people began seeing that more in the 1980's where people began seeing things like General Motors Acceptance Corporation as a bank, or the trust companies as banks, and so on down the line. But there is a big interesting difference between the chartered banks and the other financial institutions, which is not just the question of federal jurisdiction, and that is that a chartered bank as a deposit-taking institution and lenders are much less affected by population demographics than all of the rest.

That is, in other words, any financial institution that is concerned with retirement savings plans, pensions, annuities, devices that generally involve paying out to people as they

get older, is obviously going to go through a very different kind of change in importance, impact, power and so on, if you have change in population demographics then, let us just say, the ordinary chartered banks will. You know, just earlier today the Leader of the Opposition came to criticize the government for saying that its health plan, or its lack of a health plan, that was precisely what was weak about it was that it left out the element of the aging of the population when that was going to be one of the most significant things in figuring out health costs. Well surely the same thing is going to be true in trying to figure out things like the future of La Caisse de dépôt, Québec insurance companies on their own, holders of, you know, registered retirement savings plans, or anything else like that that is a pay out. If the real issue is the aging of the Québec population, then surely Québec financial institutions are going to be... If anything may be at least as much affected by this, or how much it is affected by Québec sovereignty as they will be by the strict regulatory regime. All those three points, I would like you to...

(18 h 15)

**M. Coulombe:** Mr. Chairman, if I can take the three points in reverse order. The latter point concerning the aging of the population, I think I have very little to add to what the Honourable Member has said. But to me, this is not a particular question in the context of sovereignty, in the sense that whatever is the future of La Caisse de dépôt et placement du Québec, because of the aging of the population is something that the Caisse de dépôt will have to face. I suspect that whether Québec is independent, sovereign or not, it is its problem. I would perhaps tend to agree less with the Honourable Member that the other institutions are to some degree affected. Like trust companies, for example, are perhaps affected a little bit by the aging of the population, but to the extent of what is referred to in French as «le décloisonnement», which is the mixing of the four pillars, if you want. It is now allowing trust companies and insurance companies to engage in activities more of a banking nature. As you said earlier, everybody is becoming a bank to some extent, and a bank is becoming everything, because now, a bank will be allowed to have subsidiaries in the insurance business, a trust company has a subsidiary, a trust company will be allowed to own an insurance company. So, with this form of diversification of activities, I suspect that the effect of the aging of the population will be less on non-bank financial institution, except of course those that are strictly aimed at paying pensions, like the Caisse de dépôt. Now, as I said, we deliberately left the Caisse de dépôt out, because its regime is purely Québec's and its founding and its capacity to grow or not to grow is something which is not

affected per se by sovereignty.

Where, Mr. Chairman, I think that the Honourable Member is quite right, is when he says that – as we mentioned in the penultimate paragraph of our report – financial institutions as a whole would welcome, in the context of a sovereign Québec, a proposal of mutual recognition «reconnaissance mutuelle». On the other hand, I also think, and we said: Nous sommes cependant conscients de l'importance primordiale des réactions humaines et des sentiments de confiance et de sécurité pour assurer la bonne marche des marchés financiers. So, I have no doubt that if we were to take a poll in financial institutions across Canada today, and ask them if they would rather have the separation or the accession of Québec to sovereignty with mutual recognition, or an evolution of the present constitutional regime towards a form of mutual recognition, they will choose the latter, basically because financial institutions are – and I suppose it is not unusual or I am not unhappy that they be, considering that they are the guardian of my deposit, or of my insurance policy, or of my trust – that they be inclined to prefer a form of status quo where they know the rules and can see what the evolution will bring to them, rather than a regime where there will be a shock which we would then have to face.

Having said this, as I think the Honourable Member said before, the hypothesis here was: If Québec accedes to sovereignty, what will be the situation for financial institutions? We have visualized the proposal of mutual recognition as the best means of showing financial institutions that the world will not stop turning. It will not only be business as usual, but it will be, perhaps, easier business than now because there will be a less burdensome regulatory environment.

So, this is the context in which the report is prepared. If and when Québec separates, this is the assumption for the purpose of this report, please do not decide to legislate a completely autonomous system which might be well conceived but which will scare everybody away. Rather, try to adopt a legislation which is compatible with that one existing already in Canada, which will, therefore, make mutual recognition easier. And with that, we think that it would be a very strong argument for the financial institutions not to worry about Québec's separation. Because we think that they will tend to worry by themselves enough.

So, we say: Do not give a legal framework which will add to their worries. That is the thrust of the report. The report does not say, nor was it intended to say: The only way to achieve mutual recognition is through sovereignty. However, I immediately point out that I still think that, yes, mutual recognition would stand, perhaps, a better chance of being – and this is what I said in French – that mutual recognition

could stand a better chance of being adopted faster, in the context of the sovereignty of Québec, basically because, in a sense, everything is pulled up in the air, which is the negative side of my argument. But on the other hand, when everything is up in the air, you then say: O.K. I will pick up the pieces, and I will pick them to make the best puzzle I can, and that is mutual recognition. If I avoid putting everything up in the air, I will have to evolve to mutual recognition. And I think you are absolutely right that there has been significant progress already. There is no question in my mind that we should be past, at least I hope that we are past the peak of each jurisdiction trying to ascertain its power in abstracto. I think that things like Les Coopérants, in Québec, or what is happening to Olympia & York right now, shows that the markets are so interconnected and the institutions are so huge today, that you need a form of cooperation, harmonization and discussions amongst the regulators. That is taking place, there is no question. And I even answered the first question that that was taking place in the Securities and Exchange Commission and the Québec Securities Commission. So, I hope that clarifies some bit of our position.

**M. Cameron:** Thank you very much.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, je vous remercie. M. le député d'Orford, il vous reste six minutes.

**M. Benoit:** C'est parfait. Me Coulombe, j'aimerais regarder rapidement avec vous ce qui va se passer le lendemain de la souveraineté. Tout le monde va se demander: Qu'est-ce qui arrive avec mes dépôts, mon fonds de pension, mes assurances au niveau des garanties? Alors, si on les prend un après l'autre rapidement: protection des assurés de biens et de personnes, qu'est-ce qui se passera le lendemain de la souveraineté au niveau des différents fonds ou régimes de protection qu'on a? Ensuite, on va aller chez les épargnants, les valeurs mobilières, etc. Est-ce qu'on peut les prendre individuellement? Alors, compagnies de dommages, en ce moment, qu'est-ce qui arriverait le lendemain de la souveraineté, les différents fonds de garantie pour les individus, là-dedans?

**M. Coulombe:** On sait qu'à l'heure actuelle, M. le Président, les assureurs de dommages ont créé leur propre société d'indemnisation des assureurs de dommages, la SIAD, et que les assureurs de personnes ont créé leur propre société, la SIAP, la Société d'indemnisation des assureurs de personnes. Je m'abstiendrai de commenter sur la performance de la SIAP dans un dossier récent. Quoi qu'il en soit, je pense que ces deux organismes étant des organismes d'autoréglementation des assureurs canadiens, il

faudrait soit que les assureurs québécois choisissent de mettre eux-mêmes sur pied un nouveau régime réservé aux assureurs québécois ou, comme nous le mentionnons dans notre rapport, que l'on étende le mandat de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec qui, elle, protège déjà les dépôts faits auprès des fiduciaires au Québec et des autres institutions de dépôt, caisses d'épargne et de crédit. On pourrait facilement concevoir que le mandat de la Régie soit élargi. Donc, en principe, tout dépend du geste que l'on choisit de poser entre le gouvernement qui pourrait amender la loi de la Régie ou les assureurs qui pourraient se doter d'un régime équivalent à celui de la SIAD et de la SIAP mais réservé au Québec.

**M. Benoit:** La protection des épargnants au niveau des valeurs mobilières, à la page 77, vous en traitez, mais vous ne dites pas ce qui va arriver finalement. Vous dites, bien, voici comment ça fonctionne maintenant, mais vous ne mentionnez pas ce qui se passerait advenant la souveraineté.

**M. Coulombe:** En principe, M. le Président, la réponse serait la même que pour la SIAD et la SIAP, c'est-à-dire que le fonds de protection des épargnants, pour l'instant, est un organisme d'autoprotection et d'autoréglementation des courtiers de l'ACCOVAM. Il faudrait que les courtiers qui oeuvrent au Québec constituent leur propre fonds, vraisemblablement, je suppose et c'est pure spéculation de ma part, qu'ils souhaiteraient obtenir une part du fonds qui existe déjà, tout comme le partage d'autres éléments d'actifs et de passifs au sein de la Fédération canadienne devrait se faire advenant la souveraineté.

**M. Benoit:** À la page 182, vous parlez des déposants. Vous l'expliquez un peu, ce qui se passerait. Est-ce que je dois comprendre que si j'ai un dépôt au Canada, ça va être un régime et si j'ai un dépôt au Québec, ça va être un autre régime? Est-ce que c'est ce qu'il faut que je comprenne, à la page 182, de vos explications?

**M. Coulombe:** C'est déjà, M. le Président, le régime actuel. Si vous déposez dans une société de fiducie, même québécoise, hors Québec, vous faites votre dépôt au bureau de Toronto, par exemple, d'un trust québécois, c'est la Société de l'assurance-dépôts du Canada qui assure ce dépôt; alors que, si vous le déposez à une succursale de Montréal, c'est la Régie de l'assurance-dépôts du Québec qui l'assure. Donc, en principe, les deux régimes devraient continuer de s'appliquer à l'égard des activités et des dépôts faits sur le territoire de chaque région.

**M. Benoit:** Et dans le cas des fonds de pension: Moi, j'ai un fonds de pension; demain

matin, il y a souveraineté, je sais qu'il est garanti par toutes sortes de régimes; qu'est-ce qui arrive le lendemain de la souveraineté avec mon fonds de pension et les garanties des fonds de pension que je pourrais avoir? À la page 193, vous n'expliquez pas, là, vous parlez des organismes de surveillance...

**M. Coulombe:** C'est ça...

**M. Benoit:** ...les normes de solvabilité de placements...

**M. Coulombe:** C'est ça. C'est, M. le Président, qu'il n'y aurait aucun changement, advenant la souveraineté, pour les fonds de pension, parce que les fonds de pension ne sont pas garantis, ce sont simplement des argentés déposés dans des caisses de retraite qui sont gérées par des fiduciaires ou des administrateurs nommés par, souvent, des représentants de l'employeur et de l'employé. Ces fonds sont investis dans des titres québécois, canadiens, ou étrangers, et ces fonds demeureraient en place. L'important est de savoir de quel régime, de quelle juridiction, relève la caisse quant aux normes de prudence dont elle doit faire preuve dans les placements qu'elle effectue. À l'heure actuelle, elle relève soit des normes provinciales, soit des normes fédérales, et en principe, nous suggérons ici qu'il faudrait vraisemblablement maintenir le régime actuel, qui assujettit globalement à la juridiction où se situe le plus grand nombre d'employés. C'est l'entente administrative que les provinces ont faite. Donc, si les employés sont au Québec, ce seraient les normes québécoises; si les employés sont ailleurs, ce seraient les autres normes des autres provinces. Mais, encore une fois, c'est un régime qui est très compatible avec ce qui existe maintenant, ça.

**M. Benoit:** Très bien. Merci, Me Coulombe.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, je vous remercie, et je voudrais, à ce stade-ci, remercier nos invités, M. Coulombe, M. Beauchemin, M. Vautour, pour leur participation à nos travaux et la qualité de leur travail. Je pense qu'on a vu, à l'intérêt que les parlementaires ont porté aux questions, que... Il y avait beaucoup d'intérêt pour cette question-là. Sur ce, nous suspendons les travaux de la commission jusqu'à 20 heures. Merci.

(Suspension de la séance à 18 h 27)

(Reprise à 20 h 16)

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, bonsoir. Avant de vous présenter nos invités de ce soir, je voudrais juste vous rappeler que, demain, c'est 10 heures au lieu de

9 h 30. Nous sommes en huis clos et c'est à la salle Duquesne, à l'Auberge des Gouverneurs, à 10 heures. L'Auberge des Gouverneurs, c'est l'autre bord de la rue, la salle Dequen... Duquesne pardon, c'est à quel étage, ça?

**Une voix:** Rez-de-chaussée.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** C'est salle Duquesne, excusez, ce n'est pas De, c'est Du.

**Une voix:** C'est l'hôtel Radisson Gouverneurs.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** O.K., Radisson Gouverneurs, qu'il s'appelle maintenant, et c'est à 10 heures. Mais la salle va être ouverte à partir de 9 h 30, s'il y en a qui veulent aller lire les documents à l'avance, il y aura des gens de la permanence qui seront là pour vous accueillir.

**Une voix:** Ah! Bonne idée.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Demain midi, on va même vous fournir le dîner, ceux qui voudront lire les documents sur l'heure du dîner. Or, tout est bien qui finit bien.

**Une voix:** ...

**Une voix:** Du poulet.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Juste une portion. Ha, ha, ha!

**Une voix:** On «poulet-y» laisser faire?

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, sans plus tarder, je vous présente ce soir le professeur Roma Dauphin et M. Stanislas Slosar qui vont nous entretenir sur les mécanismes nécessaires au maintien de l'espace économique Québec-Canada. Alors, je n'ai pas vos curriculum vitae, messieurs. Oui, je les ai. Je vais mettre mes lunettes, je pense que ça vaut la peine, il y en a long à lire.

Alors, M. Slosar qui est natif de — Oh! Mon Dieu!, je n'ose pas dire — Kielce...

**Une voix:** Exact.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** ...Kielce, en Pologne — excusez, je ne voudrais vraiment pas... — qui est licencié en droit, en 1963, à l'Université de Poznan, diplômé d'études supérieures d'État de droit public à l'Université de Grenoble et une maîtrise de droit public à l'Université de Montréal. Or, il a été assistant en droit international à la Faculté de droit de l'Université de Poznan; chargé d'ensei-

gnement du droit public à l'Institut d'études politiques et à la Faculté de droit, à l'Université des Sciences sociales Grenoble II; chargé d'enseignement de la Faculté de droit à l'Université de Montréal et à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke et, actuellement, il est professeur agrégé à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke.

Alors, il a fait tant et tant de belles choses, je vous fais grâce de la lecture de son curriculum vitae qui est très impressionnant et qui en fait sûrement une compétence. D'ailleurs, c'est ce qui lui a valu d'être invité à notre commission.

Et M. Roma Dauphin, qui est Canadien, qui est... Attendez. Bon, après un début de carrière en 1968 à l'École des hautes études commerciales de Montréal, il a joint le Département d'économie de l'Université de Sherbrooke où il enseigne trois années de suite. À l'invitation du Conseil économique du Canada, il entreprend un vaste projet de recherche sur les impacts du libre-échange au Canada, projet qui l'a occupé durant deux ans à temps plein. Or, les résultats premiers de ses recherches furent publiés en 1978 dans un livre qu'il considère jusqu'à présent l'oeuvre maîtresse de sa carrière. De retour à l'Université de Sherbrooke en 1974, il reprend sa carrière de professeur. En 1976, il accepte le poste de vice-doyen de la Faculté de lettres et sciences humaines et il est devenu doyen de la Faculté à compter de 1981. Or, il est de retour depuis au Département d'économie de l'Université de Sherbrooke. Alors, il a fait des études de doctorat à la Queen's University de Kingston, une maîtrise en économie à l'Université d'Ottawa et un baccalauréat au Collège Sainte-Marie de Montréal. Il est professeur titulaire au Département d'économie de l'Université de Sherbrooke, il a été doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, il fut vice-doyen, président du Comité de programme du département, professeur adjoint, chercheur au Conseil économique du Canada, professeur adjoint, chargé de cours. Bref, il a fait toutes les étapes de cette noble carrière de professeur universitaire. Et lui aussi a beaucoup écrit et a beaucoup été consulté. Ce qui fait que je vous fais grâce de la lecture de son curriculum vitae, qui est aussi très impressionnant.

Alors, messieurs, nous sommes anxieux de voir les résultats de vos travaux et votre présentation ce soir. Alors, nous sommes tout ouïe.

**M. Roma Dauphin**

**M. Dauphin (Roma):** Merci, M. le Président, et messieurs les commissaires. D'abord, je dois vous remercier infiniment d'avoir fait de moi, aux yeux de mes étudiants, le professeur le plus compétent du département. Je n'ai pas essayé de les dissuader, je sais que ça ne durera pas



longtemps, mais pour des étudiants, que leur professeur soit invité à s'exprimer à un endroit comme celui-ci, c'est extrêmement honorant.

Dans le rapport de la commission Bélanger-Campeau, on recommandait le maintien de l'espace économique canadien advenant la souveraineté politique du Québec. Cette recommandation visait surtout la préservation de la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux. Votre commission nous a confié la mission d'examiner les modalités du maintien de cet espace économique.

Nous nous sommes partagé la tâche. Je vous présenterai une vue d'ensemble de l'espace économique canadien en essayant de faire ressortir une caractéristique essentielle de l'économie canadienne qui distingue l'économie canadienne des autres économies et qui a beaucoup beaucoup d'implication en ce qui concerne les réponses à apporter à la question que vous nous posez. M. Slosar, par la suite, tentera d'expliquer ou étudiera le choix des moyens qui s'offrent au Québec afin de préserver précisément cet espace économique là.

On a, au début de l'analyse, jugé nécessaire de se donner une définition de l'espace économique canadien parce qu'on a trouvé une dizaine de définitions différentes dans la littérature. La définition qu'on a adoptée, c'est la suivante: L'espace économique canadien est un espace géographique au sein duquel les régions s'en remettent à un organisme central pour assurer la gestion unitaire des différents secteurs d'activité économique en vue de réaliser un gain par rapport à la situation où cette gestion serait régionale ou provinciale. Il faut, avant de poursuivre l'analyse, préciser deux points au départ. Ça nous apparaissait assez évident que, compte tenu de la définition qu'on a donnée, il fallait admettre dès le départ que ça ne serait pas possible de préserver intégralement l'espace économique canadien. Je pense que vous allez comprendre très facilement. La première chose qu'on ne peut pas préserver, advenant la souveraineté politique du Québec, c'est le maintien des transferts intergouvernementaux. Je pense que tout le monde, au Québec, admettrait, accepterait l'idée qu'il n'y ait pas de transferts envers le Québec. Ce serait parfaitement normal puisque le Québec aurait une pleine juridiction au niveau des taxes sur son territoire. Ça, c'est la première chose, donc. Il y aurait cessation des transferts intergouvernementaux advenant la souveraineté politique du Québec.

Il y a un deuxième point qui pourrait peut-être être conservé, mais ce ne serait pas, à notre avis, dans l'intérêt du Québec ni dans l'intérêt du reste du Canada d'essayer de le préserver à tout prix. On pense à la mobilité de la main-d'œuvre. M. Slosar pourra expliquer un peu plus loin certaines raisons pour lesquelles ce n'est peut-être pas souhaitable qu'on paie le prix, qu'on cède des choses pour maintenir cet

élément de l'espace économique canadien, la parfaite mobilité de la main-d'œuvre.

Moi, je peux vous dire dans mon exposé, et je vais le répéter plus loin, ce n'est pas non plus profitable lorsqu'on regarde, lorsqu'on tient compte du fait que les francophones du Québec sont peu mobiles, ont un marché du travail qui est «fragilisé» par une série de politiques, et un marché du travail qui fonctionne extrêmement mal, à mon point de vue personnel et, je pense, au point de vue de plusieurs personnes, lorsqu'on examine le taux de chômage, lorsqu'on regarde la proportion des gens de la population active qui vivent de façon très précaire, qui travaillent à temps partiel et des choses comme ça. Si on regarde les particularités du Québec en ce qui concerne le marché du travail, si on regarde aussi peut-être d'autres objectifs qu'un Québec souverain pourrait viser, ça ne nous apparaît pas absolument essentiel de maintenir la liberté de la main-d'œuvre comme telle. Ça ne veut pas dire, cependant, qu'on exclut tous les types de mobilité de la main-d'œuvre. Mais c'est, comme point de départ, une chose qu'on voulait souligner; on pourra y revenir plus loin.

En ce qui concerne la grosse question, à savoir si, advenant la souveraineté politique du Québec, il y aura maintien de l'union douanière, maintien de l'union monétaire, maintien de la liberté de circulation des capitaux, j'arrive à des résultats très optimistes. C'est évident que le Québec serait très perdant, advenant que le Québec doive s'isoler et ne puisse pas profiter de l'union douanière canadienne. Ce que j'ai mis en relief dans mon étude cependant, c'est que d'autres régions canadiennes seraient aussi perdantes que le Québec, à commencer par l'Ontario, et même des régions qui se croient, à l'heure actuelle, absolument protégées contre un affaiblissement du marché canadien, je pense à la Colombie-Britannique, par exemple, même ces régions-là pourraient subir des pertes très importantes advenant une exclusion du Québec de l'union douanière canadienne. La raison est très simple et ça découle de la caractéristique de l'économie canadienne. L'économie canadienne, en fait, c'est une économie où il y a cinq régions, chacune très, très, très spécialisée. À chaque région, on ne peut pratiquement identifier qu'un produit et chacune de ces... Et ça, c'est le résultat de deux choses. C'est le résultat de 150 ans de vie commune où chaque région s'est spécialisée en fonction des autres. C'est aussi le résultat de la géographie. Parce que de l'est à l'ouest, la géographie est extrêmement différente, les ressources naturelles sont très, très, très différentes et chaque région a une base économique qui est différente de celle des autres. Il y a certaines grosses provinces, comme le Québec et l'Ontario, qui sont un peu plus diversifiées, mais il y a à peu près une seule industrie qui est importante en Ontario, c'est l'industrie automobile. Au Québec, on est probablement la provin-

ce, la région la plus diversifiée au Canada, mais, comme vous le savez, on est loin d'être aussi diversifié qu'on le souhaiterait.  
(20 h 30)

Si vous avez cinq régions qui sont spécialisées, qui sont très, très différentes et qui sont en fait complémentaires les unes par rapport aux autres, ça devient extrêmement important et payant, pour ces régions-là, de s'unir, de coopérer ensemble, de faire front commun face à la concurrence étrangère. Et c'est à partir de cette base-là, de cette hypothèse-là qu'on peut assez facilement démontrer que toutes les régions canadiennes ont profité de l'union douanière canadienne. On peut donner des exemples assez facilement. L'union douanière canadienne, pour moi, qu'est-ce que ça permet de faire? Ça permet à une région du Canada de multiplier par quatre, par cinq ou par dix, sa force de négociation face à l'extérieur, face aux autres pays, face à ses concurrents. Prenons un exemple. Le plus connu c'est sans doute celui du Pacte de l'automobile, en 1962. En 1962, le gouvernement fédéral a rassemblé ce que j'appellerais tout le capital politique du Canada et a négocié, pour l'Ontario, le Pacte de l'auto qui a permis à l'Ontario de doubler sa part de la production nord-américaine et de connaître un taux de croissance assez extraordinaire de 1965 à venir jusqu'à aujourd'hui.

Il y a un autre exemple qui est peu connu. Dans cet exemple-là, le succès qu'on a eu à ce moment n'était pas dû au gouvernement fédéral comme tel. Je veux parler de la naissance de l'industrie des pâtes et papiers au Canada, au début du siècle. Il y a eu la Colombie-Britannique, le Québec, l'Ontario et les Provinces maritimes qui, spontanément, sans que le gouvernement fédéral prenne aucune initiative, ont décidé ensemble d'adopter des politiques communes pour favoriser l'implantation d'une industrie des pâtes et papiers sur leur territoire. Et ça a été une très dure épreuve qu'ont connue ces régions-là. Il a fallu qu'elles tiennent très longtemps. Elles ont adopté des politiques favorisant l'apparition de l'industrie des pâtes et papiers vers les années 1900, et ça a pris 13 ans avant qu'effectivement le gouvernement des États-Unis et les grands quotidiens aux États-Unis acceptent de prendre des mesures, d'abaisser les droits de douane des États-Unis pour que l'industrie des pâtes et papiers au Canada prenne de l'expansion. Comme vous savez, aujourd'hui, l'industrie des pâtes et papiers au Canada, c'est une industrie qui est importante pour toutes les régions canadiennes. C'est une industrie qui n'aurait peut-être pas vu le jour si, à ce moment-là, les cinq régions canadiennes n'avaient pas fait front commun, face aux États-Unis. Je pourrais multiplier les exemples de cette nature-là, où les cinq régions, lorsqu'elles se sont unies, ont réussi à faire des gains.

Il y a eu aussi des échecs. Je présume que

ce sera très difficile pour le gouvernement fédéral de venir en aide à Terre-Neuve et aux producteurs de pêche qui sont là-bas. Jusqu'à date, l'unanimité, la solidarité qui existe au Canada en ce qui concerne le bois d'oeuvre n'a pas encore permis au gouvernement fédéral de faire comprendre au gouvernement des États-Unis que c'est normal que le prix de la coupe de bois soit inférieur ici au Canada. Il n'y a pas toujours eu des succès, mais il y a eu suffisamment de succès jusqu'à date pour que les régions canadiennes aient nettement l'impression que l'économie canadienne dégage un surplus, que le tout est plus grand que la somme des provinces.

J'ai estimé, sous certaines hypothèses... Je pense que les hypothèses les plus vraisemblables, que l'union douanière canadienne a permis aux travailleurs du Québec, à la main-d'oeuvre du Québec d'avoir un pouvoir d'achat réel, un pouvoir d'achat qui soit d'environ 5 % supérieur à ce qu'il serait si le Québec ne faisait pas partie de la zone de libre-échange et de l'union douanière. Dans le cas de l'Ontario, c'est 4 %, c'est à peu près l'équivalent. Il y a tellement de marge d'erreur dans ces grands calculs-là qu'on peut très bien dire que le Québec et l'Ontario gagnent également. Les autres régions canadiennes, vous n'êtes pas sans savoir que l'Ouest critique sévèrement le centre du pays pour lui vendre des produits à des prix beaucoup plus élevés que le prix international, alors que lui est forcé de vendre ses produits au prix mondial. Dans l'Ouest, il y a un sentiment d'injustice qui se développe, qui a toujours existé. Il y a certainement une part de vérité là-dedans, mais c'est évident aussi que si le gouvernement fédéral n'était pas là, ou s'il n'y avait pas un organisme central pour défendre les producteurs de blé au GATT, pour défendre les producteurs de blé sur la scène internationale, je suis à peu près certain que le niveau de vie des producteurs de blé de l'Ouest serait inférieur à ce qu'il est présentement.

Bref, dans une union douanière, on peut facilement protéger un certain nombre d'industries qu'on juge cruciales, surtout si on veut offrir à sa main-d'oeuvre un revenu décent, et on peut aussi aider des régions dont la production est écoulée à l'étranger. On peut aider ces régions-là en incitant les pays étrangers à éliminer leurs obstacles, leurs barrières non tarifaires, qui nuisent aux exportations des régions qui sont surtout dotées en ressources naturelles.

J'ai parlé beaucoup de l'union douanière parce que c'est véritablement l'union douanière qui est au coeur de l'économie canadienne et c'est véritablement ça que le Québec doit préserver à tout prix. Maintenant, il y a d'autres éléments de l'économie canadienne qui sont bénéfiques au Québec et il y en a d'autres qui sont néfastes.

Je vais dire deux mots sur l'union monétai-

re. Je sais que vous avez reçu beaucoup de communications sur ce sujet-là. Moi, je pense que c'est essentiel d'avoir une union monétaire, de conserver la situation telle qu'elle est présentement, si on veut avoir une union douanière forte, si on veut que les flux commerciaux de l'est à l'ouest demeurent prédominants sur les flux commerciaux du nord au sud. Je pense qu'au niveau de la politique monétaire on a souvent été très critiques, nous au Québec et dans les provinces atlantiques, face aux politiques de la Banque du Canada. D'après moi, selon les recherches les plus récentes, on avait peut-être tort parce que c'est de plus en plus évident que la Banque du Canada ne peut faire qu'une chose efficacement, c'est de conserver un taux d'inflation décent. Ce n'est pas le rôle de la Banque du Canada de créer des emplois. Ce n'est pas le rôle de la Banque du Canada de jouer un rôle paternaliste et de relever la masse monétaire quand des patrons ou quand des syndicats ont réussi à obtenir des hausses de salaires ou des hausses de prix exagérées.

Si on veut, et si on veut, s'attaquer au coeur du problème, non pas du problème constitutionnel mais du vrai problème économique du Québec qui à mon avis est le problème du chômage, du sous-emploi des jeunes, d'une multitude de personnes qui ont des emplois précaires, et tellement précaires qu'ils ne peuvent pas fonder de famille, si on veut s'attaquer à ce problème-là, il y a deux choses qu'il faut faire, à mon avis. La première chose doit se faire dans le cadre d'un traité et dans le cadre de nos négociations avec le reste du Canada.

La première chose, si vous voulez créer des emplois, il y a une seule façon, c'est qu'il y ait des investissements. Et il va y avoir des investissements si on n'impose pas que les investissements ne soient faits que par les francophones ou que par les entrepreneurs québécois. Si on accepte tout investissement au Québec, qu'il vienne du reste du Canada ou qu'il vienne de l'étranger, ça va certainement être un apport important pour réduire le taux de chômage.

L'autre chose qui est importante pour réduire le taux de chômage, et là je reviens au problème initial, c'est le fonctionnement du marché du travail. Le marché du travail au Québec est extrêmement rigide. Pourquoi est-il rigide à ce point-là? Je crois que c'est dû, en partie en tout cas, au gouvernement fédéral, aux politiques que le gouvernement fédéral impose au Québec, comme d'ailleurs il les impose à toutes les autres régions du Canada, je pense à toutes les politiques reliées à la sécurité du revenu: pension de vieillesse, assurance-chômage, assurance-maladie, toutes des politiques qui ont une incidence sur le marché du travail. Comme vous le savez, le Québec ayant renoncé ou perdu ses pouvoirs sur l'assurance-chômage et toutes ces questions-là, les politiques qui encadrent notre marché du travail à l'heure actuelle et qui sont

déterminées par le gouvernement fédéral sont des politiques qui ne sont pas du tout appropriées à notre marché du travail. Ce sont des politiques qui sont élaborées en fonction d'une moyenne canadienne et ce sont des politiques qui n'aident pas à réduire le marché du travail, qui ne facilitent pas un ajustement des salaires qui permettrait un retour au plein emploi. On n'est pas la pire des provinces canadiennes à souffrir de cette question-là, les provinces atlantiques en souffrent beaucoup plus que nous.

Mais ce que je dirais pour conclure sur cette question-là, c'est que ça m'apparaît absolument fondamental que, dans le cadre des négociations constitutionnelles, le Québec récupère absolument tous les pouvoirs qui ont une incidence sur le marché du travail pour faire en sorte que le marché du travail devienne de plus en plus flexible et qu'on puisse accommoder la jeune génération qui s'en vient et qu'on doit accommoder rapidement, d'après moi.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, professeur, si vous me permettez, je suis dans l'obligation de vous interrompre un peu...

**M. Dauphin (Roma):** Oui.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** ...simplement pour qu'on s'entende bien. Je souhaierais aussi que monsieur votre collègue, le professeur Slosar, ait quelques minutes pour exprimer son point de vue et que les parlementaires, on ait quelques minutes pour échanger avec vous. Alors, dans ce sens-là, j'apprécierai si vous pouviez arriver à vos conclusions, s'il vous plaît.

**M. Dauphin (Roma):** En fait, je vais immédiatement passer la parole à mon collègue, parce que j'ai vraiment dit tout l'essentiel de ce que je voulais dire.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, je vous remercie. C'était très intéressant, on était parti, là. Alors, professeur Slosar, s'il vous plaît.

(20 h 45)

**M. Stanislas Slosar**

**M. Slosar (Stanislas):** M. le Président, mes propos vont être sur un sujet qui est relié évidemment à celui que mon collègue vient d'aborder, mais le contenu va être, bien entendu, tout à fait différent. Vous avez affaire à un juriste plutôt qu'à un économiste. Vous vous attendez donc, je suppose, à un changement de registre.

Mon propos, et je sais que le temps presse, je vais le résumer au strict nécessaire. Je vous présenterai, en fait, un bref résumé de la partie

de cette étude que j'ai rédigée moi-même. Mes propos porteront sur un seul sujet qui, malheureusement, a plusieurs ramifications. Ce sujet est: le Québec est-il en position de négocier et de conclure un traité international avec le Canada advenant l'accession à la souveraineté, bien entendu, afin de maintenir, comme le titre de notre étude l'indique, l'espace économique canadien? M. Dauphin vient de le définir. Donc, sans aucune autre transition, je passe directement au sujet.

La première réponse à cette question, posée comme question de principe, est que, idéalement, le Québec devrait essayer, du moins, de négocier et de conclure un tel traité avec le Canada pour de multiples raisons qui sont autant juridiques que de nature strictement politique. Quand deux États s'entendent sur quelque chose, il est toujours préférable que ce soit rédigé dans une forme écrite, n'est-ce pas, que ça existe sous forme d'engagements internationaux, surtout qu'un tel traité rassurerait un certain nombre de témoins attentifs à cette transition du Québec de composant d'un État fédéré à l'état d'une entité souveraine. Cependant, un tel traité aurait également pour le Québec des avantages politiques très prononcés et qui sont très faciles à percevoir. La conclusion d'un traité à propos du maintien de l'espace économique du Canada, avec le Canada, avant la date de l'accession à la souveraineté, serait une forme de reconnaissance internationale avant terme et serait, en plus, une invitation très nette lancée aux autres États de reconnaître le Québec à leur tour.

Dans ce sens – et je passerai tout à l'heure aux questions de nature purement économique – la conclusion d'un tel traité serait ou devrait être perçue, du point de vue du Québec, comme une solution optimum, idéale. Malheureusement, qui dit idéal constate habituellement aussitôt après que l'idéal est difficile à atteindre. Et la réalité, dans ce cas, n'est pas différente des réalités des autres solutions idéales.

En effet, avant que ce traité ne puisse être négocié, conclu et entendu, on peut anticiper – je dis bien anticiper sans attacher aucun degré de probabilité à ce que je vais dire – un certain nombre d'inconnues. Arrêtons-nous à trois. La première des inconnues est: Avec qui négocier un tel traité? Sous ce plan-là – j'explique cette idée en détail dans l'étude – il y a moyen d'adopter deux attitudes différentes. Ou bien on peut partir du principe que cette question sera négociée avec les autorités fédérales qui représentent le reste du Canada, l'expression consacrée, même si elle n'est pas précise, n'est-ce pas, et par conséquent, le Québec ne devrait pas avoir du mal à trouver un partenaire de négociation. D'un autre côté, on peut percevoir une telle négociation comme une négociation au sens international du terme, qui relève de relations internationales, même si le Québec n'aura pas encore atteint la date d'accession à la

souveraineté. Et dans ce cas-là, le Québec n'aura pas de prise sur les événements, en ce sens que le Québec n'aura aucune influence sur l'identité de celui avec qui il pourrait négocier. C'est le reste du Canada, il appartiendra au reste du Canada à déterminer qui négociera quoi au nom de qui. Ce sont des situations constitutionnelles nouvelles qu'il est impossible de prévoir avec les détails à l'heure actuelle. Voilà une première inconnue.

Une deuxième inconnue – et je dis bien inconnue parce que, pour l'instant, on attend de voir à ces sujets. Rien ne sera connu avec certitude à ces sujets avant que le référendum n'apporte un résultat affirmatif, favorable à la souveraineté. Cette inconnue est: À supposer que quelqu'un soit en mesure de négocier pour le compte du reste du Canada, qui voudrait-il négocier? L'ordre du jour de négociations internationales ne peut jamais être imposé; il doit être agréé par les deux parties. Le Québec, une fois de plus, ne pourra que proposer. Il faudra que l'autre partie accepte de négocier sur les mêmes sujets et, habituellement, quand il y a des divergences, entre les deux parties, sur le sujet à négocier dans les relations internationales ou dans les relations autres qu'internationales, on s'entend sur le plus petit commun dénominateur, n'est-ce pas? Le Québec n'aura donc non plus le contrôle des sujets de négociation. S'agira-t-il d'un traité de l'union économique – comme je l'ai dit tout à l'heure – ça va être une solution idéale. Pourra-t-on négocier autre chose? On n'en sait rien. C'est une inconnue.

Finalement, troisième inconnue – et je le mentionne simplement parce que c'est un sujet que tous ceux qui sont présents autour de cette table connaissent très bien. À supposer qu'on négocie et que la négociation débouche du côté du reste du Canada, il va sans doute falloir que le résultat de ces négociations soit approuvé. On ne sait pas par qui, ça dépendra de la structure du reste du Canada, au moment même, n'est-ce pas? Mais, l'approbation, comme l'histoire de l'accord du lac Meech le prouve, peut être une entreprise risquée qui est pleine d'aléas. Alors, déjà, avant même qu'on aborde la question de négociation – sans parler de la conclusion de ces traités ayant pour but le maintien de l'union économique du Canada – nous avons en face de nous trois inconnues dont il n'est pas facile de disposer, d'essayer à l'heure actuelle. Mais admettons que ces trois inconnues ne soient pas un obstacle à la négociation; alors, tout ce qui suivra partira du principe que ces trois inconnues sont résolues de façon à permettre la négociation et la conclusion d'un traité de l'union économique. Je voudrais simplement ajouter à cela que ces trois inconnues pourront s'avérer un obstacle d'autant plus important qu'elles joueront en l'espace d'un an. Le temps qui séparera la date où le résultat du référendum sera connu et la date de l'accession du Québec à la souveraineté

qui, en vertu de la loi que vous avez votée, est d'un an, jour pour jour, n'est-ce pas?

Ceci dit, admettons que le traité puisse être négocié et conclu. Dans ces optiques, je vais, très brièvement maintenant, vous décrire de quoi pourrait avoir l'air un tel traité. Il est décrit dans la partie 3 de l'étude, et à la fin de cette étude vous avez un appendice, ou le texte vraiment très sommaire d'un tel traité qui a été rédigé à votre intention. Un tel traité serait évidemment un traité entre deux États souverains. Si ce traité est négocié avant que le Québec n'accède à la souveraineté, ce traité ne pourrait entrer en vigueur, au plus tôt, que le jour où le Québec accèderait à la souveraineté; premier point. Deuxième point. Il s'agirait évidemment d'un traité bilatéral. Il n'y aurait que deux États, parties à ce traité: le Québec d'un côté et ce qu'il est convenu d'appeler le reste du Canada de l'autre côté. À ce sujet, une remarque s'impose, qui est notoire mais que je tiens à faire quand même parce qu'elle détermine un certain nombre de choses à propos de ce traité, dont il sera question tout à l'heure. C'est la question d'une disproportion, une certaine disproportion entre parties à ce traité. Le reste du Canada sera quand même trois fois plus grand que le Québec. Dans une relation bilatérale, quand il y a une telle disproportion entre les parties, parfois il n'est pas facile de se mettre d'accord, juste à cause de cela. Laissons de côté toutes sortes d'autres accords possibles.

Au sein de ce traité, il faudra bien entendu, et c'est mon premier point, se mettre d'accord sur la façon d'établir les règles qui lieraient juridiquement les deux parties. Alors, puisque nous sommes en présence d'une structure à deux États, la solution est très simple: il faut mettre sur pied un organe principal que j'ai appelé conseil – qu'on peut appeler comme on veut – conseil de l'union où le Québec et le Canada sont représentés et toutes les décisions se prennent nécessairement par voie d'accord unanime. À deux, on ne peut pas procéder autrement, n'est-ce pas? Bien entendu, cette constatation évidente a des conséquences: quand il faut l'unanimité, même à deux, il est très facile de bloquer l'ensemble du processus, il suffit qu'un des deux soit en désaccord. C'est pour cela, vous allez voir, que j'ai prévu, de façon à atténuer un peu le risque de ces désaccords une procédure qui devrait, en principe, réduire ce risque. C'est une procédure de consultation dont il sera question dans un instant. Pour l'instant, je voudrais juste vous dire en quelques mots comment ce conseil établira les règles qui lieront les deux parties, le Québec et le Canada, au sein de cette union économique.

Dans l'étude, vous avez toute une liste de différentes formes possibles selon lesquelles ces règles obligatoires pourraient être adoptées. Laissez-moi juste vous suggérer une distinction entre deux types de normes. D'un côté, ce

conseil d'union pourrait adopter des textes qui seraient en fait adoptés par les organes nationaux, par le Parlement par le biais de... pardon, par le gouvernement par le biais de la ratification des Parlements, par le biais de l'adoption de projets de loi uniformes ou de directives, etc., et de l'autre côté, ce conseil, comme n'importe quel organe d'organisation internationale, aurait le pouvoir d'adopter de son propre chef, à l'unanimité bien entendu, des dispositions qui lieraient tous les intéressés dès l'instant de leur adoption, comme le font la plupart des organisations internationales. Vous allez voir que cela a une certaine importance quand on parlera tout à l'heure de gestion commune; il s'agit après tout d'une union économique.

Avant l'adoption de toute mesure de ce genre, qu'il s'agisse d'une mesure simplement proposée aux États parties ou qu'il s'agisse d'une mesure qui est adoptée avec effet juridique par le conseil lui-même, de façon à atténuer les possibilités de désaccord, j'ai prévu une procédure obligatoire de consultation, consultation d'experts, de technocrates. Rappelez-vous, il s'agit d'une union économique qui doit maintenir en vie ce que M. Dauphin a décrit tout à l'heure comme un mécanisme économique qui existe à l'heure actuelle au Canada. Il s'agit de domaines très souvent très techniques et c'est pour cela, comme le font d'autres organisations internationales, que je propose que le conseil soit obligé de procéder à la consultation de comités d'experts paritaires, formés par les deux parties, où les consultants seraient, primo, des technocrates compétents en la matière où on leur demande leur avis, de l'autre côté, que ces technocrates agissent de façon indépendante des gouvernements, c'est-à-dire qu'ils se prononcent en leur nom propre sans se préoccuper de contingences de nature politique. Étant donné que ces avis, qui ne lieraient pas le conseil, seraient publiés, les représentants des gouvernements qui siègent au sein du conseil auraient probablement quelques explications à fournir à l'opinion publique s'ils devaient passer outre à un avis technocrate et apolitique qui leur a été fourni avant qu'ils ne prennent la décision. Voilà, en simplifiant vraiment à l'extrême, le mode d'adoption des règles.

(21 heures)

Deuxième volet, probablement le plus important d'une telle union économique, parce que ce deuxième volet veillerait, précisément, à maintenir en état de fonctionnement ce qu'on appelle l'espace économique du Canada. Ce sont ce que j'ai appelé, dans ma partie de ces études, les secteurs de gestion commune. Il s'agit en fait de secteurs qui sont aujourd'hui gérés exclusivement par les autorités fédérales en vertu de leur compétence constitutionnelle, songez à l'union monétaire dont tant de personnes ici ont parlé longtemps, et qui, dans l'avenir, dans le cadre de cette union économique, devraient

normalement être gérés à deux, par le Québec et par le Canada, n'est-ce pas? Et ces secteurs – dans l'annexe, à la fin de cette étude, vous avez une liste très approximative des secteurs qui pourraient faire l'objet d'une telle gestion commune – seraient soumis à ce système de gestion commune, donc, gestion à deux par voie d'annexes, c'est-à-dire des accords internationaux complémentaires conclus dans chaque cas particulier par le Québec et par le Canada à ce sujet. Et dans ces annexes, il y aurait essentiellement – et qui s'ajouteraient au traité de l'union, bien entendu – deux choses, mais au moins une de ces deux choses est une nouveauté qui, sans doute, suscitera un certain nombre d'interrogations.

La première de ces choses est le principe gestion, le principe immuable... Vous avez, dans l'étude, l'exemple des pêches, par exemple pêches maritimes, qui serait un secteur soumis à la gestion commune où, parmi les principes, serait celui d'avantager la pêche artisanale en ce qui concerne la pêche côtière et avantager la pêche industrielle en ce qui concerne la pêche hauturière, n'est-ce pas, des principes de base que personne ne contesterait. Voilà un premier élément.

Le deuxième élément, et celui-là est beaucoup discutable j'en conviens à l'avance, il s'agirait de mettre sur pied un système de gestion de ce secteur de façon à ce que la dualité de l'union elle-même ne se répercute pas directement sur la gestion. La gestion pourrait ainsi être souvent bloquée et évidemment, le blocage d'une gestion, ce sont deux termes qui sont incompatibles. Par conséquent, mon projet prévoit une solution différente. Chaque secteur serait géré par un directeur de cinq administrateurs, chacun représentant une région économique principale du Canada comme il existe aujourd'hui, Colombie-Britannique, Prairies, Ontario, Québec et provinces... région de l'Atlantique. Le Québec, bien entendu, nommerait son administrateur qui serait une personne professionnellement compétente et agissant en tant qu'administrateur de façon indépendante du gouvernement. Comment le reste du Canada nommerait quatre autres administrateurs qu'il déterminerait lui-même.

La nouveauté, et là, je vais peser mes mots parce que je sais que je cours le risque... La nouveauté du système est ailleurs, elle est la suivante. Chacun des administrateurs disposerait d'un vote pondéré, suffrage pondéré dont le nombre dépendrait grosso modo de l'importance de la région qu'il représente au sein du secteur qui est soumis à la gestion commune. Et dans l'étude, vous avez des exemples exprimés en pourcentages à ce sujet. Je vais prendre celui qui est probablement le plus connu et le plus éclatant. En ce qui concerne le traitement du lait industriel, du lait de transformation, le Québec produit 48 % de la production canadienne. Dans ce cas-là, le Québec... le représentant de la

région du Québec aurait en principe 48 % des suffrages à exprimer lors de réunions de ce directeur qui est une forme de conseil d'administration. On dit donc qu'il aurait pratiquement la moitié des suffrages à exprimer.

Évidemment, ce pourcentage varierait en fonction de chaque secteur. Le poids du Québec et le poids de chaque autre région serait ajusté par la décision du conseil, unanime évidemment, en fonction de son poids propre. Ainsi, ce système éviterait la dualité, l'opposition dualiste du Québec et du reste du Canada. Il y aurait cinq régions qui réagiraient ensemble. Et c'est un système qui pourrait non seulement fonctionner comme un conseil d'administration mais, surtout, qui éviterait le blocage et une minorisation systématique d'une région, ou d'un administrateur, n'est-ce pas? Voilà, pour l'essentiel.

Dans ce traité, il y aurait deux autres éléments qui, sans doute, sont pour vous d'une importance mineure. Je passe très rapidement dessus. D'un côté, il y a un système de règlement des différends. C'est un système assez compliqué, comme vous le voyez. Donc, il faut quand même un système de règlement des différends, qui se compose de deux volets séparés: un système de règlement des différends entre États: Québec et Canada, et de l'autre côté, un autre système de règlement des différends destiné essentiellement à vérifier la légalité des décisions prises par l'union et par ses fonctionnaires. Finalement, dernier élément de cette union, le secrétariat qui est scindé en deux parties, un peu à l'instar de la commission mixte internationale qui existe entre le Canada et les États-Unis à l'heure actuelle, parce que dans les relations à deux c'est le système qui est probablement le mieux adapté à la spécificité de cette relation bilatérale.

Voilà grosso modo de quoi pourrait avoir l'air un tel traité bilatéral, qui aurait pour but, de façon très flexible, comme vous avez vu, de maintenir en état de fonctionnement ce qu'on appelle l'espace économique du Canada. Mais vous vous souvenez de mes précautions au départ. La question est de savoir si un tel traité a des chances réelles d'être négocié et conclu dans le temps, c'est-à-dire dans une année qui sépare le référendum de la date de l'accession du Québec à la souveraineté. Eh bien, si on se fie à la vitesse habituelle des négociations internationales où, par exemple, des récents accords portant sur le libre-échange seulement, beaucoup plus simple qu'une union économique, ont demandé des années de négociations – songez à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, par exemple – un an, ça paraît un délai très court. Je n'ai pas jusqu'à dire trop court, parce que disant cela j'anticiperais sur les événements où, après tout, tout est possible mais comparativement, c'est un délai très court. Premier point. Un délai très court.

Deuxième point. C'est une question que j'ai

déjà évoquée. À l'heure actuelle, nous n'avons aucune certitude que le reste du Canada ait vraiment perçu son intérêt dans la négociation avec le Québec d'un traité qui instaurerait une union économique. L'intérêt du Québec y serait. Il faudrait aussi l'intérêt de l'autre côté. Et à ce sujet nous n'avons aujourd'hui aucun indice sûr.

Finalement, et c'est un point que je soumets à votre attention sous forme d'un point d'interrogation, dans la mesure où il s'agit de relations à deux où tout doit être déterminé par voie de l'unanimité, où par conséquent le Québec serait au sein de cette union économique sans arrêt confronté au risque, d'une réponse négative de l'autre côté, il est possible de se poser la question – et je vous laisse avec cette question en ce qui concerne ce traité – dans une situation où il faut toujours demander le consentement de l'autre partie, ce traité représenterait-il vraiment un gain d'autonomie en matière de gestion de l'économie? Vous trouverez sans doute vos propres réponses à ce sujet.

Mais, en ce qui me concerne, je vais clore mon exposé en songeant, en quelque sorte, aux alternatives à ce traité. Vous avez vu que la négociation et la conclusion de ce traité pourraient rencontrer un certain nombre d'obstacles d'une sévérité qu'on ne pourrait anticiper. Par conséquent il serait sage que le Québec, d'un côté, vise l'optimum, vise cette solution de négociation et de conclusion d'un traité d'union économique mais, au cas où cela s'avérerait irréalisable, il serait approprié d'envisager des alternatives. C'est précisément de ces alternatives qui seront, vous allez voir, très simples, que je veux vous parler pendant quelques instants et je vais conclure ma présentation. Ces alternatives sont en fait de deux sortes. On peut imaginer un accord, ou des traités internationaux de rechange à négocier et à conclure entre le Québec et le reste du Canada, et tout cela évidemment avant la date de l'accession à la souveraineté, parce que c'est évidemment le but de l'opération. Et deuxièmement, si la solution de remplacement à deux ne pouvait pas être trouvée, je suggérerais à la fin que le Québec puisse procéder seul.

Mais abordons d'abord la première alternative: les traités internationaux de remplacement. Quand on songe aux solutions de remplacement, il faut se poser la question: Qu'est-ce qui est vraiment essentiel, eu égard aux intérêts des parties, le Québec et le Canada? Parce que s'il faut négocier quelque chose rapidement, on ne peut espérer négocier que des choses qui sont dans l'intérêt évident de part et d'autre. Eh bien, la réponse à ce sujet qui vient à l'esprit et qui découle en quelque sorte de ce que M. Dauphin vient de vous dire, et ce qui est essentiel, c'est maintenir en vigueur la liberté des échanges commerciaux entre le Québec et le reste du Canada, et principalement entre le Québec et l'Ontario d'un côté, et la région

atlantique de l'autre côté. Ce qui veut dire, en termes pratiques, qu'il serait dans l'intérêt du Québec, et sans doute du Canada, de maintenir en vigueur la zone de libre-échange qui existe en vertu de la Constitution actuelle, l'article 121; et si possible, il serait préférable, précieux, de maintenir en vigueur l'union douanière et l'union monétaire, c'est-à-dire le même système douanier et la même monnaie. Voilà la première alternative.

Il est possible de négocier, il serait – je dis ça au conditionnel – il serait possible de négocier rapidement un traité entre le Québec et le Canada, portant sur le maintien en vigueur de ces trois éléments: libre-échange, union douanière et union monétaire, à une condition qui est que ces trois éléments soient simplement maintenus en vigueur, que le Québec ne veuille pas, à cette occasion-là, négocier une participation à la gestion, c'est-à-dire qu'on n'essale pas de négocier, en moins d'un an, le chambardement complet des structures de la Banque du Canada par exemple, ce qui, selon ceux qui s'intéressent au domaine monétaire, serait difficile à réaliser. Alors, il s'agirait évidemment d'une solution temporaire, qui maintiendrait simplement en état de fonctionnement le système actuel. Le Québec y participerait par voie de consultation, par voie de présence lors de négociations internationales, mais le système serait temporairement géré par le Canada seul comme c'est le cas à l'heure actuelle. Voilà une première solution de remplacement.

Deuxième solution de remplacement, elle vous surprendra peut-être parce que c'est une solution pas souvent utilisée dans les relations internationales. Si la négociation et la conclusion d'un tel traité entre le Québec et le Canada s'avérait irréalisable, pour des raisons sur lesquelles je ne m'étendrai pas, il serait toujours possible de recourir au système de législations parallèles, c'est-à-dire maintenir en vigueur ces trois éléments: libre-échange, union douanière et union monétaire par voie de législations parallèles adoptées en termes identiques par l'autorité du reste du Canada et par les autorités québécoises de façon à avoir un système reposant sur deux bases législatives identiques; évidemment, aussi comme solution temporaire en attendant qu'on puisse de façon sereine négocier un traité international à ce sujet. Le désavantage de cette solution est qu'aucun engagement international n'existerait de part et d'autre. Il y aurait simplement un parallélisme de la conduite.

Finalement, et c'est le dernier point M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Je vous en prie.

**M. Slosar:** ...si toute coopération, au sens de négociation, conclusion, n'est-ce pas – entendez quelle qu'elle soit entre le Québec et le reste

du Canada – s'avérerait impossible lors de l'année qui sera disponible à cet effet, je suggère à la fin de mon étude, qu'il serait possible que le Québec agisse seul.

(21 h 15)

Vous avez appris, de la part des autres spécialistes que vous avez entendus ici, que le Québec pourrait maintenir en place le régime monétaire canadien par sa propre décision. Le Canada ne pourrait pas s'y opposer, enfin ne pourrait pas pratiquement s'y opposer. Il pourrait s'y opposer, mais il ne pourrait pas l'empêcher sur le plan pratique. À cela, j'ajouterais que le Québec pourrait faire exactement la même chose en ce qui concerne le régime douanier existant. Le Québec pourrait reprendre à son compte, et l'appliquer de façon pratique, le régime douanier tel qu'il existe aujourd'hui, tout en maintenant une entière liberté des échanges entre le reste du Canada et le Québec, sous réserve de réciprocité évidemment. Cela serait possible parce que, au moins une partie du Canada, l'Ontario et la région atlantique, aurait intérêt à ce que cette liberté des échanges soit maintenue. Et, si le Québec maintenait cette intégrité du territoire douanier et cette liberté d'échanges, ceux qui auraient intérêt à faire de même dans le reste du Canada auraient des arguments pour exercer des pressions sur les gouvernements, sur les autorités du reste du Canada pour que la situation reste temporairement en état.

Une phrase de conclusion. Donc, traité d'union économique si possible. Si impossible, visons au moins à maintenir en place la liberté d'échanges, union douanière et union monétaire, si possible par voie d'entente avec le reste du Canada, sinon par une décision unilatérale du Québec. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, nous vous remercions, M. Slosar. Alors, la première question c'est celle du député de Labelle. M. le député.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Je ferais d'abord quelques remarques au départ. Je pense que nous sommes ici à la commission sur la souveraineté, pas à la commission sur les offres qui, elle, étudie des offres potentielles, qui ne sont plus là de toute façon, parce que ça a l'air que c'était juste du temporaire.

**M. Gauthrin:** Elles n'arrêtent pas, elles arrivent, elles arrivent.

**M. Léonard:** Elles arrivent, oui, oui. Ha, ha, ha! Mais, ici, les questions qui se posent: Quand arrivera la souveraineté, et non pas si la souveraineté doit arriver.

Quoi qu'il en soit, je pense qu'il y a un contexte qu'il faut vraiment voir. Le Québec souverain ne veut pas s'isoler. Et, je pense bien que l'objectif n'est pas l'isolement du Québec,

c'est plutôt d'en faire un pays comme la Suisse, comme la Belgique, comme l'Autriche, comme la Suède, etc. Alors, quand on parle d'isolement, on ne peut pas dire que la Suisse soit un pays isolé. C'est peut-être un des pays les plus ouverts sur le monde et je pense que c'est exactement le cas du Québec, surtout avec le commerce qu'il fait, les exportations qu'il réalise avec l'étranger.

Alors, je trouve que ça c'est une considération importante, au départ, que beaucoup de fédéralistes ne peuvent pas comprendre. Je le regrette pour eux, ils pourront s'essayer un de ces jours. Un des objectifs que nous avons, dans ce contexte, c'est le maintien de l'espace économique sur le territoire actuel du Canada, Canada-Québec. Et, pour nous, il n'est pas question d'élaborer des espèces de superstructures qui vont contrôler davantage que ça ne l'est à l'heure actuelle.

Je pense que depuis 10 ans on s'est embarqué dans une ère de déréglementation, de décloisonnement de toutes espèces, et je crois que cette tendance n'est pas terminée. Au contraire, ça va aller plus loin. Et, dans ce contexte, pour moi, il y a l'espace économique que nous connaissons maintenant, que nous voulons préserver. Nos affaires, sur ce plan-là, se maintiennent depuis un certain nombre d'années. Elles ont atteint, peut-être pas le sommet, mais elles ne peuvent pas doubler par rapport à ce qu'elles sont en termes de participation au PIB. Là où nous avons du potentiel cependant, c'est vers le sud, vers les États-Unis, beaucoup plus que n'importe quoi et surtout beaucoup plus que vers le Canada. Et, je pense qu'il est important de le mentionner, parce que, au fond, si on parle d'union douanière – nous en parlons aujourd'hui un peu plus qu'autrement – l'union douanière canadienne s'est construite aussi pour certains objectifs. Les relations entre les États-Unis et l'Angleterre n'ont pas toujours été roses. Il y a eu la guerre de l'Indépendance américaine. Il y a eu celle de 1812. Et, la plupart du temps, on trouve au fond de tout ça justement des questions de douanes. Et le Canada a été pratiquement – comment je dirais ça, il y a un mot anglais qui me vient à la tête – «a device» pour protéger le territoire canadien contre l'envahissement américain.

Au fond, je pense qu'aujourd'hui on peut rationaliser en disant: Oui, les avantages des uns et des autres, des cinq grandes régions du pays font que c'est avantageux pour tout le monde. Très bien, dans ce contexte-là. Mais la question qui pourrait se poser et qui survient immédiatement: Si l'intégration s'était faite vers les États-Unis, peut-être que nous profiterions aujourd'hui du niveau de vie américain. Et c'était ça le prix à payer pour rester Canadiens, à l'époque. Alors, sur ce plan-là, je pense que nous tenons à maintenir nos relations économiques avec le reste du Canada. Mais l'avenir, c'est le contexte du libre-échange. C'est celui-là l'avenir, beaucoup



plus, et c'est là où il y a un potentiel de progrès économique considérable pour le Québec. Moi, je crois que, sur ce plan-là, ce n'est pas un isolement du Québec, c'est plutôt vraiment une ouverture vers le monde.

Tout à l'heure, j'entendais M. Closar? Excusez...

**Une voix:** Slosar.

**M. Léonard:** ...Slosar, parler de structures, de conseil. À mon sens, la question qui se pose là, elle se pose dans l'hypothèse... Ce n'est pas ce que nous voulons a priori. Ce que nous désirons, c'est beaucoup plus qu'il y ait le moins de réglementation possible et il n'est pas question de remultiplier tous les organismes. On parlait de la Commission canadienne du lait. Si je comprends bien, à voir comment se déroulent les négociations vis-à-vis du GATT, on n'en parlera même plus dans six mois, bien que ce ne soit pas fini. On verra. Mais il reste quand même que, si on se met dans ce contexte-là, finalement, le GATT viserait l'abolition de tous ces organismes dans une optique de déréglementation.

Dans votre document, moi, je trouve qu'il y a deux questions que cela soulève, compte tenu de ce que je viens de dire, que nos intentions c'est l'ouverture et non pas l'isolement. Vous dites que ce serait difficile de négocier à l'intérieur d'un an. Effectivement, on peut penser que, au rythme où vont les négociations constitutionnelles canadiennes, régler quelque chose en moins d'un an, c'est bien difficile. Sauf que, dans un contexte où on doit régler des choses et compte tenu des intérêts économiques que cela soulève, je pense qu'il va devoir s'en régler et il va s'en régler et que chacun va vouloir que les négociations soient menées rondement. Nous aurons intérêt à le faire, le Canada aura intérêt à le faire. J'imagine mal que, le lendemain du référendum, le président de la Banque royale laisse aller les choses comme ça, parce que ça prendra du temps. Non. On va vouloir que les grandes décisions de principe soient prises rapidement. C'est vrai aussi de notre part.

Donc, je voudrais que vous m'expliquiez davantage pourquoi vous trouvez qu'il n'y aura pas grand-chose qui va se régler dans un an, peut-être dans les questions de détails. Effectivement, je suis sûr qu'il va rester quelques fils qui vont pendre mais, sur les questions essentielles, il y aura des assurances qui devront être données avant beaucoup moins qu'un an. Je pense juste à l'expérience de l'Allemagne. Vous allez me dire que c'est une question d'union, de fusion des deux Allemagnes de l'Est et de l'Ouest, mais il reste quand même que, dans un an, elles ont parcouru beaucoup de chemin.

La deuxième, c'est: Est-ce que le Canada voudra? Dans votre texte, j'ai l'impression que le fardeau de la preuve est toujours au Québec. Or,

je maintiens que le Canada aussi a des intérêts à protéger et qu'il va vouloir négocier lui aussi. Effectivement, il peut y avoir certaines personnes qui soient de mauvaise humeur. Très bien. Mais il me semble connaître certaines de ces gens, justement, qui vont vouloir s'asseoir vite à la table un coup que nous aurons pris notre décision. Et les coûts que nous portons sont les coûts de notre indécision, autant du côté Canada que du côté Québec. Ceux-là, ils sont lourds depuis 30 ans, depuis au moins 30 ans. Nous les payons et je pense que nous devons les terminer le plus vite possible. Il y a d'autres échéances encore plus immédiates qui nous apparaissent. Traîner un an, c'est 30 000 000 000 \$ de plus au déficit fédéral, 25 000 000 000 \$ à 30 000 000 000 \$. C'est toujours ça. Mais sur le plan des intérêts fondamentaux, les autres, je pense, le Canada va vouloir négocier, il va y avoir une volonté de régler vite et le mieux possible. Donc, tout va pousser dans le sens où on va régler cette question du maintien de l'espace économique canadien, et le Québec. Si vous avez des commentaires par rapport aux commentaires que je vous fais quant à votre texte.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, est-ce qu'il y a des commentaires?

**M. Slosar:** Très rapidement, je reprends un certain nombre de points que j'ai notés pendant que vous parlez. Je ne prétends pas avoir la vérité ultime des choses mais, à partir du moment où un secteur de l'économie passe – tel est le but de l'indépendance, ce n'est pas à moi de vous le dire, vous en conviendrez – de la gestion par une seule autorité à une gestion dont on veut qu'elle soit conjointe, c'est-à-dire à une gestion assumée par deux, je ne vois pas – ce qui ne veut pas dire que cela n'existe pas – comment on pourrait éviter toute structure ou, au moins, une certaine procédure, de procéder de façon à agir en commun. Et cette idée était la seule que j'ai exprimée. Ce conseil, le plus simple possible, deux membres qui décident en commun tout cela, est précisément l'exemple d'une telle structure.

À propos du délai, un autre point que vous avez invoqué. Dans mon propos je croyais avoir mis l'accent, précisément, sur le fait qu'étant donné le délai court qui nous est imposé, peut-être, ultimement, les parties négocieront une entente plus simple, du moins plus simple que mon option idéale, optimum, parce qu'une entente plus simple serait plus facile à négocier en l'espace de temps court qui reste pour négocier, plutôt qu'un traité qui aurait pour but de sauvegarder, comme c'était notre tâche de le faire, l'ensemble de l'espace économique du Canada. Et sur ce plan-là, je crains que vous ayez mal compris mes propos ou que je me sois

mal exprimé parce que l'idée essentielle dans 95 % de mes propos était que le Canada a intérêt à négocier une entente avec le Québec. Aujourd'hui, il n'est pas certain en quoi consistera ou quel sera l'objet de cette entente. Mais dès à présent on peut prétendre – et la plupart des économistes sont très certainement de cet avis, que je reprends simplement en tant que juriste – que le Canada, sans doute, fera un effort de manière à s'entendre avec le Québec sur ce qui est jugé essentiel du point de vue des intérêts économiques de part et d'autre, à savoir en vue de maintenir en place le libre-échange en tout état de cause et, peut-être aussi, l'union douanière et l'union monétaire. La volonté de négocier du Canada, au demeurant, du moins à ma connaissance, n'est mise en cause par personne. La question est de savoir, simplement, quels seront exactement les sujets ou l'objet que le Canada voudra négocier avec le Québec. Et à ce sujet-là, je pense que nous n'aurons pas de réponse avant la date et le résultat du référendum. Merci.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. M. Dauphin, vous aviez des commentaires à ajouter? (21 h 30)

**M. Dauphin (Roma):** Enfin, peut-être que M. Léonard a raison. Peut-être que le potentiel d'accroissement des exportations du Québec se retrouve vers le sud. Peut-être. Il y a des clauses dans l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis, qui pourraient permettre à certaines industries du Québec, effectivement, d'accroître considérablement leurs exportations. Je pense à l'industrie du vêtement, par exemple, qui a obtenu un certain nombre de privilèges, et on pourrait peut-être capitaliser là-dessus pour faire de Montréal un Paris en Amérique du Nord. C'est une possibilité. Mais, dans les autres secteurs où on a des possibilités d'expansion vers le sud, où il y a des tarifs douaniers très élevés, qu'on a éliminés dans le meuble, dans la chaussure, dans le textile, ce sont tous des secteurs où je ne vois pas trop comment on sera capable de capitaliser là-dessus. Là où on avait les plus grandes possibilités d'échange avec le sud, c'est dans le papier journal; ils n'en ont plus de bois, depuis longtemps, on en a en masse. Depuis 1950, on entre là en franchise. Maintenant, il y a une concurrence qui provient du sud et qui va nous faire mal. Peut-être qu'on va exporter moins, à l'avenir, notre papier journal vers la région du nord-est et peut-être même qu'il va y avoir un certain recul. Moi, personnellement, je souhaite avec vous que le Québec puisse faire une percée; puis, il y a certains indicateurs qui indiquent que, effectivement, il peut – pour certains produits très fins – faire une percée jusqu'au sud des États-Unis. La région de New York, Boston, Washington, ressemble trop, physiquement, géographiquement au Québec pour qu'on puisse vé-

ritablement aller chercher plus que ce qu'on a été chercher à date. Pour moi, on a été chercher le maximum jusqu'à présent; mais peut-être que je me trompe et je souhalerais que vous ayez raison.

**M. Léonard:** Je ne tiens pas à faire ça. Seulement, l'hypothèse que ça fait, c'est que ça voudrait dire que les lignes naturelles de commerce c'est est-ouest sur le continent nord-américain. Ce n'est pas exactement ce qui s'est passé. Une autre remarque que vous faites, à la page 29 en particulier et vous parlez de l'union monétaire canadienne: «...les taux d'inflation, d'intérêt, de change des devises étrangères sont tous identiques.» Taux d'inflation, en tout cas, c'est peut-être discutable. Pour les taux d'intérêt et taux de change, effectivement, c'est à peu près les mêmes. Mais, vous dites que ceci a pour effet d'accroître le commerce au sein de l'union douanière, puis, en contrepartie, que le bon fonctionnement de l'union monétaire «exige une coordination dans les dépenses budgétaires des régions et la gestion de leur dette extérieure.» Ce n'est pas exactement ce qui se passe actuellement au Canada parce que quand on regarde ce que fait l'Ontario, ce qu'il a fait l'an dernier, je ne pense pas que ça a été un modèle. C'est décrié d'ailleurs par les plus fervents fédéralistes, que ce fonctionnement. Bref, c'est un voeu pieux, actuellement.

**M. Dauphin (Roma):** Non. Vous avez absolument raison. Jusqu'à présent, on n'a pas profité pleinement de tous les avantages qu'on pourra aller chercher d'une certaine coordination au niveau de nos politiques fiscales. Ça, je crois que dans l'indépendance ou à l'intérieur du fédéralisme, c'est très clair qu'il y a des avantages énormes. Je peux vous en donner un exemple très clair. Supposons que le Québec se lance – et je présume qu'il va se lancer – dans son projet de la Baie James et qu'on va aller emprunter 60 000 000 000 \$. Qu'est-ce qui va arriver, pensez-vous, au taux de change? Très probablement qu'il va y avoir une appréciation du taux de change...

**M. Léonard:** Il va en exporter un peu vers les États-Unis. Ça, c'est nord-sud, en tout cas.

**M. Dauphin (Roma):** Oui. Il va y avoir une appréciation du taux de change et l'appréciation du taux de change va avoir des effets néfastes dans les autres régions. Bon, là, j'ai parlé d'un projet du Québec, mais imaginez ce qui serait arrivé au Québec si les mégaprojets dans l'Ouest avaient été mis en place. Je pense qu'on a, si on reste à l'intérieur de l'union monétaire, avantage à échanger de l'information et à planifier nos emprunts à l'étranger pour essayer de stabiliser le plus possible le taux de change parce qu'à chaque fois qu'on change le taux de change, on

donne un signal aux investisseurs et si le signal n'est pas dans la bonne direction, c'est de l'argent qui est gaspillé et c'est des emplois qui sont perdus. Et, je suis d'accord avec vous, on a beaucoup de choses à améliorer à l'intérieur du fédéralisme actuel.

**M. Léonard:** En tout cas, ce n'est pas l'hypothèse que nous étudions ici, là...

**M. Dauphin (Roma):** Non, ce n'est pas...

**M. Léonard:** Il reste que l'hypothèse que nous étudions ici, c'est celle du maintien de l'union économique actuelle...

**M. Dauphin (Roma):** Oui.

**M. Léonard:** Au moins, si on pouvait le maintenir, je pense... Notre hypothèse, c'est qu'on peut le maintenir, c'est ça qu'on veut. Alors, ce n'est pas nécessairement en pensant à des politiques monétaires.

**M. Dauphin (Roma):** Mais moi, je pense que ce que j'ai dit, c'est que oui, on pouvait le maintenir. Mais je pense que ça serait un beau geste de la part du Québec de dire: Acceptons, assumons un leadership...

**M. Léonard:** Ah! Ça, ça, j'ai compris...

**M. Dauphin (Roma):** Ha, ha, ha!

**M. Léonard:** ...j'ai compris qu'au référendum, vous allez voter non, mais coudon, c'est votre droit. Ha, ha, ha!

**M. Dauphin (Roma):** Mais je ne sais pas pourquoi vous concluez si rapidement ça.

**M. Léonard:** O.K.

**Le Président (M. Bélanger):** Bon, alors avant qu'on en arrive à d'autres considérations, M. le député de Verdun, sans autres commentaires. Ha, ha, ha!

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. Je vais continuer sur la lancée du député de Labelle. Si je comprends bien, un Québec souverain tel qu'il essaie de le décrire serait un Québec ouvert. Je pense que c'est l'hypothèse que vous avez prise. Vous avez pris comme hypothèse, ici, si j'ai compris... Non, non, mais je suis, je pense, réellement dans l'hypothèse d'un Québec souverain.

**Le Président (M. Bélanger):** Non, s'il vous plaît, M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** Merci. Ce que vous avez pris aussi, comme hypothèse, c'était que, si les gens

agissaient rationnellement, ils auraient donc automatiquement avantage à maintenir l'espace économique canadien, c'est-à-dire maintenir une union douanière, une union monétaire, une libre circulation des capitaux. Vous allez aussi jusqu'à – implicitement, en page 3 de votre document – en inférer qu'il devrait y avoir aussi une coordination. C'était l'élément dont venait de parler actuellement le député de Labelle, une coordination entre les politiques sociales et une coordination entre les politiques économiques. Alors, la question que je me pose, c'est: Qu'est-ce qu'il resterait pour le Québec souverain qu'il n'a pas actuellement dans le fédéralisme ou qu'il ne pourrait pas avoir dans le fédéralisme?

**Une voix:** Bonne question.

**M. Dauphin (Roma):** Pourriez-vous...

**M. Gauthrin:** Alors, je reprends. Si vous voulez, je reprends. Vous avez posé comme hypothèse que les gens étaient rationnels. Si les gens sont rationnels, vous le dites, ils doivent donc maintenir l'espace économique canadien. S'ils maintiennent l'espace économique canadien, ça veut dire ce que vous avez établi, je ne le répéterai pas, une union douanière, une union monétaire, libre circulation des capitaux. Vous en avez inféré aussi que ça impliquait aussi une coordination des politiques sociales et des politiques économiques, et des politiques fiscales. Alors, de ceci, je conclus: Une fois qu'un Québec souverain coordonne ses politiques fiscales, coordonne ses politiques monétaires, coordonne ses politiques sociales, fait partie d'une union douanière, fait partie d'une union monétaire, fait partie d'une libre circulation des capitaux, qu'est-ce qu'il a gagné, en quelque sorte, comme autonomie ou comme souveraineté par rapport à ce qu'il a à l'intérieur d'un fédéralisme renouvelé?

**M. Dauphin (Roma):** Bien, il y a une chose que j'ai...

**Une voix:** 25 millions.

**M. Dauphin (Roma):** ...sur laquelle j'ai insisté passablement dans mon document: c'est que je trouve que c'est très coûteux pour le Québec de ne pas contrôler lui-même les politiques qui ont un effet direct ou indirect sur le marché du travail. Et à l'heure actuelle, ce que j'ai dit, c'est que dans un marché commun, plus il y a mobilité de la main-d'oeuvre, plus il doit y avoir uniformité au niveau des politiques d'immigration, au niveau des politiques de main-d'oeuvre, financières, etc. Or, la situation du Québec est très, très, très différente par rapport à la situation des quatre autres régions du Canada. Les gens qui habitent le Québec sont les gens les moins mobiles, et de très loin, les gens

les moins mobiles au Canada. Les gens qui habitent les autres régions sont parmi les gens les plus mobiles à travers tout le monde, à travers le monde entier, d'après les derniers chiffres. Et le gouvernement fédéral, dans ses politiques, essaie de contrôler ces flux. On essaie, par exemple, de garder des gens dans les provinces atlantiques, à l'heure actuelle, par l'assurance-chômage, par d'autres programmes. Dans d'autres cas, on va essayer d'envoyer des gens en Alberta parce que, là, il y avait une demande de main-d'œuvre très considérable. Alors, le gouvernement fédéral, par ses politiques, cherche, accorde beaucoup d'importance à contrôler les flux. Ce que nous, Québécois, on ne peut pas accepter, à mon avis.

Comme, dans la Constitution canadienne de 1867, toutes les politiques sociales devaient relever de nous et comme ça devait être nous qui devions juger du degré d'harmonisation de nos politiques en fonction, évidemment, des problèmes de mobilité, mais aussi en fonction du marché du travail, bien là, s'il y avait rapatriement de tous ces pouvoirs-là au Québec, moi, je vous dis que le taux de chômage au Québec ne serait pas aussi élevé qu'il l'est présentement, et que l'économie du Québec serait bien plus en santé. Il y aurait moins de jobs, de personnes qui ont des revenus précaires. On estime, à l'heure actuelle, à 40 %... C'est très grave, dans une société, d'avoir 40 % des gens qui ont des revenus précaires comme c'est là. Et ça, ce n'est pas dû uniquement aux politiques du gouvernement fédéral. Je pense que nous-mêmes, en tant que société, dans le passé, on a fait des erreurs sur ce plan-là quand on croyait, tout le monde, à une société juste à tout prix et que la seule chose qui comptait, c'était d'égaliser les salaires de Percé à Montréal. Évidemment, on a causé des problèmes.

Mais aujourd'hui, on prend de plus en plus conscience de l'importance d'avoir des politiques qui permettent au marché du travail de s'ajuster. Et sur ce plan-là, il y aurait un gros gain si le Québec réussissait, soit à l'intérieur du fédéralisme actuel ou soit par l'indépendance, à récupérer toutes les politiques qui pourraient permettre un fonctionnement plus harmonieux du marché du travail. Moi, je pourrais vous dire, je n'ai pas fait de calcul, mais je pourrais vous dire, j'ai dit, bon, que probablement que les gains qu'on a, qu'on retire de l'union douanière canadienne, de la protection qu'on reçoit dans le textile, c'est à peu près l'équivalent de 5 %, 5 % de pouvoir d'achat accru pour notre main-d'œuvre. Bon. Si on avait, demain, le plein emploi au Québec, le plein emploi au Québec amènerait plus de bénéfices, probablement — je n'ai pas fait des calculs très précis, j'ai des collègues qui ont fait des calculs — que ces 5 % là de salaires réels... Parce que je pense qu'on peut comprendre ça facilement. Si tout le monde, dans la société, si 100 % des gens travaillent, on produit bien plus, on

peut consommer bien plus que s'il y a uniquement 70 % des gens qui travaillent.

**M. Gauthrin:** Ça, c'est évident. Mais ce n'est pas nécessairement les politiques de main-d'œuvre qui sont cause de tout le chômage, il ne faut pas exagérer.

**M. Dauphin (Roma):** Moi, pour moi, oui. Et de plus en plus, les...

**M. Gauthrin:** Mais je voudrais... Vous allez m'expliquer ça.

**M. Dauphin (Roma):** De plus...

**M. Gauthrin:** Expliquez-moi ça. Parce que ce matin... Attendez un instant. Parce que vous avez plaidé, à un moment, en disant l'importance de l'investissement pour créer de l'emploi.

**M. Dauphin (Roma):** Oui. Les deux.

**M. Gauthrin:** Alors, à ce moment-là, vous êtes en train de me dire que strictement les politiques de main-d'œuvre et vous n'avez pas d'emplois.

**M. Dauphin (Roma):** Bien, vous avez raison, là.

**M. Gauthrin:** Expliquez-moi comment ça va fonctionner, parce que là, on va se parler.

**M. Dauphin (Roma):** Bon, O.K.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Dauphin (Roma):** Les politiques de la main-d'œuvre sont prioritaires, c'est ça qui prime. Mais, avant, on croyait que pour stimuler le chômage, pour réduire le chômage, on pouvait penser à des politiques macroéconomiques. De plus en plus, on s'aperçoit que les politiques macroéconomiques créent des anticipations, créent de l'inflation et que, au fond, à long terme, ça ne crée pas d'emplois. La seule façon de créer des emplois c'est d'avoir un marché du travail qui s'ajuste, des taux de salaires qui s'ajustent et aussi, évidemment, comme vous dites, des investissements. Je suis d'accord avec vous. Ça prend les deux. Et le Québec, dans les négociations du traité, doit, à mon avis, se faire l'avocat, même si on a un taux d'épargne élevé ici au Québec, doit se faire l'avocat de la plus grande mobilité possible des capitaux à l'intérieur du Canada, d'après moi.

**M. Gauthrin:** Je comprends. Là, ça revient à mon autre question. Est-ce que vous ne pensez pas que l'instabilité politique, qui va revenir d'une éventuelle accession du Québec à la pleine souveraineté, va être un frein énorme aux

investissements et, à ce moment-là donc, génératrice de chômage, et va aller contre votre hypothèse de plein emploi?  
(21 h 45)

**M. Dauphin (Roma):** Vous avez sans doute raison.

**M. Gauthrin:** Oui. Je vous remercie.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** M. le Président, je voudrais poursuivre, compléter la réponse à la question qui revient incessamment dans la bouche du député de Verdun et qui nous dit: S'il y a l'union douanière, le libre-échange, l'union monétaire, qu'est-ce que ça donne de plus la souveraineté? Ce n'est pas la première fois qu'il la pose. C'est la première fois qu'il vous la pose, mais c'est devenu une vraie obsession. Ce n'est pas la première fois qu'il la pose à la commission. Juste pour compléter, parce que ce que vous dites sur la main-d'oeuvre m'apparaît important, mais c'est d'abord 25 000 000 000 \$ de taxes et d'impôts de plus qu'on récupère et qu'on va gérer nous-mêmes. Ce n'est pas négligeable. Ce sont des pouvoirs qu'on va rapatrier, des pouvoirs qu'on nous prétend exclusifs en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, mais qui ne le sont plus depuis bien longtemps, entre autres en matière de santé, d'éducation, de services sociaux. Ce sont des pouvoirs et des compétences qu'on va retrouver en matière de culture, en matière de formation professionnelle et de recherche-développement, deux secteurs majeurs pour le développement d'une économie moderne. C'est le pouvoir de conclure et de négocier des traités avec nos partenaires et les États étrangers. Ce sont bien des choses de plus.

**Une voix:** 400 000 000 000 \$ de dette.

**M. Brassard:** Oui, la dette. Exactement, oui. Ajoutons-la, la dette. Si on était sorti en 1980, elle serait moindre que ça. Pas mal moindre.

**Des voix:** Oui, pas mal!

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** S'il vous plaît! On pose les questions au président et on discute avec nos invités. Entre nous autres, on se chicanera demain à huis clos.

**M. Brassard:** La dette, même s'il n'y a pas de liens légaux entre la dette fédérale et un Québec souverain, il reste qu'en termes d'équité on s'est engagé à en assumer une part. On va devoir vivre avec. Mais, soit dit en passant, on l'assume déjà, la dette. Ça ne sera pas une nouveauté ou un fardeau additionnel, on le

supporte déjà à l'intérieur de la fédération. Mais c'est tout ça, la souveraineté. Le député de Verdun fait le candide et le naïf, quand il pose sa question. Il sait très bien ce que ça signifie comme différence. Mais, moi, je reviens un peu sur votre étude et en même temps pour conclure, ce que vous nous dites, au fond, c'est que, une zone de libre-échange, une union douanière, une union monétaire, c'est ça les fondements essentiels de l'espace économique Canada-Québec. Et c'est ça qu'il faut d'abord et avant tout préserver. Et ça, je pense que ça peut se faire assez rapidement, parce que le Québec, vous l'avez dit à juste titre, a intérêt à préserver ces trois piliers de l'espace économique Canada-Québec. Mais pas seulement le Québec, le reste du Canada aussi a intérêt à préserver ces trois piliers de l'espace économique Canada-Québec. Donc, je pense qu'à partir du moment où les intérêts sont mutuels, les négociations peuvent être rapides pour ce qui est de préserver ces trois éléments essentiels là.

Le reste, comme instance on peut mettre un conseil de l'union, dont vous parlez. Ça m'apparaît relativement facile à mettre sur pied, puisque c'est constitué de ministres représentant les deux gouvernements des deux États souverains, un tribunal pour régler les litiges, un secrétariat, bon assez léger, et ça, ça peut se faire assez rapidement. Pour le reste, les transports, les communications, enfin les autres dossiers, le conseil de l'union pourra se fixer un calendrier puis aborder ces sujets-là un peu plus tard. Mais les trois piliers de l'espace économique sont assurés, sont préservés et ça, ça pourrait se faire, je pense, assez rapidement. Même, sur certains points – je pense à l'union monétaire – le Canada a davantage d'intérêt, ferait probablement plus diligence que le Québec pour qu'on s'assure du maintien de l'union monétaire, parce que je ne pense pas – vous le signalez à un moment donné quelque part dans votre texte – que le Canada ait intérêt à ce qu'il y ait trop longtemps une incertitude qui plane sur sa monnaie, sur le dollar canadien. Il a plutôt intérêt à dissiper rapidement l'incertitude, et la façon de dissiper l'incertitude c'est que les deux s'entendent très vite sur le maintien de l'union monétaire, et à partir du moment où on décide de maintenir l'union monétaire...

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** En conclusion s'il vous plaît.

**M. Brassard:** ...c'est évident que le reste suit, l'union douanière et le libre-échange également.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, il y a une réponse à cela?

**M. Slosar:** Non.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Slosar:** Mais je tiens quand même à dire que si M. le député, en disant cela, veut s'assurer que telle est effectivement ma façon de penser ces choses-là, vous avez en quelque sorte suivi ma façon de raisonner de telle manière que j'aurais tort d'ajouter quelque chose.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président. Avant tout je voudrais rappeler au député de Labelle que cette commission n'est pas là pour étudier le cas où, déjà, on est dans un Québec souverain.

**Une voix:** Non, c'est ça.

**M. Maciocia:** Le mandat de cette commission est très clair, à l'article 3 de la loi qui dit: «La commission a pour mandat d'étudier et d'analyser toute question relative à l'accession du Québec à la pleine souveraineté». C'est juste un peu différent.

**Une voix:** Ce n'est pas le parti, c'est le gouvernement!

**Des voix:** ...

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Attention à nos invités, s'il vous plaît!

**M. Maciocia:** Oui, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** S'il vous plaît!

**M. Maciocia:** C'a été le préambule du député de Labelle, alors, je voulais faire cette précision.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** M. le député de Labelle, s'il vous plaît. Là, c'est vous que j'ai nommé.

**M. Maciocia:** Mais, M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** S'il vous plaît, s'il vous plaît.

**M. Maciocia:** Une chose est claire au moins dans mon esprit, en lisant votre mémoire, M. Dauphin et M. Slosar, c'est que vous êtes un... Vous nous dites qu'à un certain moment il y a des problèmes avec l'accession du Québec à la souveraineté, disons spécialement sur le plan des traités internationaux. Vous nous dites: Ce n'est pas facile de régler ces problèmes du traité international sur l'union économique avec le reste du Canada. C'est très très clair dans mon esprit, au moins en partant c'est ça. Et, par conséquent, pour moi ça veut dire que c'est disons, un cer-

tain obstacle à l'accession du Québec à la souveraineté qu'il faut envisager avant si on décide, ou si la population décide, d'y aller vers la souveraineté. Ça c'est clair dans mon esprit.

À la page 15 de votre mémoire, je pense que vous dites... Vous écrivez que, prise isolément, chaque région canadienne est petite, très spécialisée et vulnérable, mais ensemble elles sont puissantes. J'aimerais quand même que vous précisiez cette vulnérabilité des régions et en quoi consiste un peu la puissance en étant ensemble, tous ensemble.

**M. Dauphin (Roma):** La meilleure chose que je peux faire, c'est de vous rappeler, en deux secondes, la naissance de l'industrie des pâtes et papiers. Les cinq régions ont fait front commun face aux États-Unis. Il aurait suffi qu'une seule région accepte de vendre son bois à l'état brut aux États-Unis pour que les quotidiens américains ne jugent pas nécessaire de faire pression auprès du gouvernement des États-Unis, pour que le gouvernement des États-Unis enlève son droit de douane qui empêchait des usines rentables, la mise en place d'usines rentables. Or, on s'est battu durant... les provinces canadiennes... Le front a tenu et ce n'était pas le gouvernement fédéral qui était là pour tenir les cinq régions ensemble. C'était spontanément, de leur propre gré, à partir du calcul de leurs propres intérêts. Les cinq régions ont tenu et ont tenu à peu près 13, 14 ans. Et, par la suite, ce qui est arrivé, c'est que le gouvernement des États-Unis, sous la pression des quotidiens américains, a enlevé son droit de douane. Ça, c'est un exemple où, prises quatre régions ou trois régions ensemble, ça n'aurait probablement pas suffi pour aller chercher le gain qu'a représenté par la suite la création des multiples usines de pâtes et papiers à travers tout le Canada. Alors, politiquement, que ça soit au GATT, que ça soit lorsqu'on négocie avec le Japon ou avec la Corée, c'est extrêmement important – et je pense qu'en tant qu'hommes politiques vous devez être au courant de ça – c'est extrêmement important de faire front uni. Et c'est facile pour les régions canadiennes de faire front uni, elles sentent ce besoin de faire front uni parce qu'elles sont très très différentes les unes des autres. Prise isolément, c'est très très clair que la Colombie-Britannique ne fait pas le poids – et là je reviens peut-être aux idées que M. Léonard avançait tantôt – la Colombie-Britannique ne fait pas du tout le poids face à la région du Pacifique nord aux États-Unis. La région du Pacifique nord aux États-Unis a une population qui est trois à quatre fois plus grande que celle de la Colombie-Britannique. Elle a toutes les ressources. La même chose pour l'Ontario, par exemple, face à la région du centre-nord des États-Unis, eh bien, l'Ontario a une population de cinq à six fois inférieure à celle qui est juste au sud de sa frontière. Tout seul, l'Ontario n'aurait jamais

pu faire face à cette région-là, lorsqu'on a négocié le Pacte de l'auto. Mais quand on a négocié le Pacte de l'auto toutes les provinces canadiennes, le Québec inclus là-dedans, on s'est engagé à payer nos autos plus cher à la condition qu'il y ait une production d'autos en Ontario. Donc, ça a donné de la force. C'est dans ce sens-là que je dis que le tout est plus grand que la somme des régions.

**M. Maciocia:** J'aimerais, dans un autre ordre d'idées, M. le Président, que vous précisiez... À la page 7 de votre mémoire, vous dites: «Le fait que le Québec veuille négocier le maintien de l'espace économique canadien ne pourrait empêcher le reste du Canada de vouloir étendre la négociation aux sujets qui sont maintenant de compétence provinciale ou, au contraire, en réduire la portée.»

Quels sont ces sujets, qui sont de compétence fédérale actuellement, que le reste du Canada pourrait demander de renégocier?

**M. Dauphin (Roma):** J'en donne un sujet, mais M. Slosar en a plusieurs en tête. Moi j'en donne un, c'est le sujet que M. Léonard a abordé tantôt. À l'heure actuelle, la politique fiscale des provinces, les provinces ont une complète autonomie là-dessus. Vous n'êtes pas sans savoir que les dernières propositions du gouvernement fédéral semblaient vouloir enlever une certaine autonomie aux provinces. Si le Québec se séparait et si on restait à l'intérieur de la zone de libre-échange – je pense, par exemple, à l'idée d'emprunter 60 000 000 000 \$ pour financer les travaux de la Baie James – ça m'apparaîtrait vraisemblable que le reste du Canada dise, dans ce contexte-là: Oui. Mais essayez de rééchelonner parce que là, l'impact est trop grand chez nous. Ça, c'est un exemple, mais je pense que M. Slosar a d'autres exemples, aussi, qui pourraient se produire.

**M. Slosar:** Ma façon de répondre à votre question vous paraîtra sans doute un peu circulaire, mais je pense que c'est nécessaire. Tant que nous sommes dans le cadre du régime fédéral actuel, dont la constitution prévoit un partage des compétences qui se veut étanche, les compétences provinciales ne peuvent pas faire l'objet de négociations en vue de leur transfert aux autorités fédérales, et inversement. Il y a une barrière constitutionnelle qu'on ne peut pas franchir. À partir du moment où le Québec accède à la souveraineté – et toute cette étude est écrite dans cette optique-là, parce que la plupart de ces problèmes-là n'auraient jamais lieu si le Québec ne devait pas accéder à la souveraineté – la Constitution du Canada cesse de s'appliquer à lui. Et avec cette cessation de l'effet constitutionnel disparaissent les barrières qui ont aujourd'hui pour effet le partage constitutionnel des compétences. Le résultat net de

cette situation est que – et c'est la réponse directe à votre question – à partir du moment où le Québec négocie avec le reste du Canada à propos du maintien de l'espace économique canadien, tout est négociable, dans un sens comme dans l'autre.

Et cette phrase que vous m'avez citée s'inscrit dans l'optique de cette idée. Cette négociation peut porter sur une partie de ce qui existe aujourd'hui comme espace économique canadien, elle peut porter sur la totalité de cet espace – c'est-à-dire sur la totalité du domaine fédéral – et elle pourrait porter, théoriquement, si les deux parties y consentaient, sur des sujets qui sont aujourd'hui de compétence provinciale.

Par exemple, il y a quelque temps déjà, certaines voix se sont fait entendre du côté qui est actuellement fédéral et qui serait le reste du Canada, à propos de la nécessité de la réglementation fédérale du commerce des valeurs mobilières qui, aujourd'hui, relève des provinces comme propriété et droit civil, n'est-ce pas, et cette question ne peut pas être déplacée. Lors de cette négociation, tout secteur, toute compétence pouvait être transférée de la compétence exclusive du Québec à la compétence commune si le Québec y consentait.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Il est 10 h 1. Alors, compte tenu de l'heure, on doit mettre fin à nos travaux, mais, auparavant, non pas sans remercier le professeur Dauphin et le professeur Slosar pour leur brillante présentation qui, définitivement, est une contribution très importante à nos travaux. Vous pourrez le souligner à vos étudiants, professeurs. Ha, ha, ha!

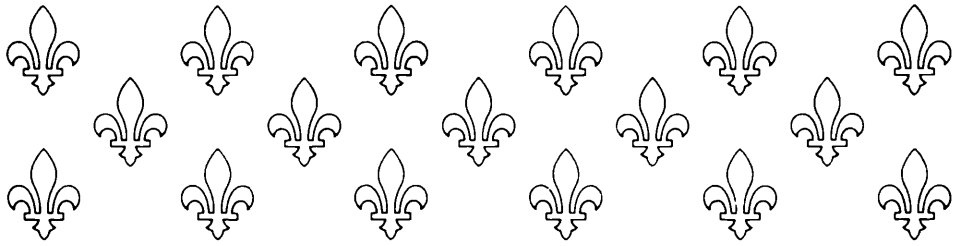
**Une voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Mais, c'est une contribution, je pense, très appréciée. Alors, on vous remercie beaucoup. Et, sur ce, on ajourne les travaux à demain 10 heures, à la salle Duquesne, à l'Auberge des Gouverneurs.

(Fin de la séance à 22 h 1)







---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 31 mars 1992 – No 35**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Audition d'experts  
M. Jacques Lamonde  
M. Denis Bradet

CEAS-1139  
CEAS-1143

Président: M. Guy Bélanger  
Président suppléant: M. Robert Benoit

Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Robert LeSage  
Mme Pauline Marois  
M. Jacques Brassard  
M. Neil Cameron  
M. Cosmo Maciocia  
M. Jacques Léonard  
M. Henri-François Gauthrin

Témoins Interrogés: M. Jacques Lamonde, Consortium Lamonde Mallette  
M. Denis Bradet, Étude Grondin, Poudrier, Bernier  
M. Pierre Roy, Consortium Lamonde Mallette

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mardi 31 mars 1992

(Quinze heures trente-deux minutes)

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, aujourd'hui, 31 mars, la commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunit pour entendre M. Jacques Lamonde et M. Pierre Roy, qui sont tous deux associés du Consortium Lamonde Mallette, sur les questions de la prise en charge des services fédéraux, ainsi que Mme France Thibault et M. Denis Bradet, juristes à la société d'avocats Grondin, Poudrier, Bernier, sur l'examen des questions juridiques relatives aux relations de travail.

Alors, dans un premier temps, est-ce qu'il y a des remplacements?

**Le Secrétaire (M. François Geoffron):** Oui, M. le Président. M. Benoit (Orford) remplacera M. Bourassa (Saint-Laurent).

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Je vous remercie. Alors, il n'y a pas d'autres remplacements d'annoncés. Non. Bien. Alors, pour présenter brièvement nos invités de cet après-midi, j'ai les curriculum vitae de chacun de nos invités. Alors, disons que pour ce qui concerne M. Lamonde, il a un bac spécialisé en économie de l'Université Laval et une scolarité de maîtrise en économie à l'Université Laval toujours. Il a fait de nombreuses réalisations. Écoutez, je vous fais grâce de la lecture d'un curriculum vitae assez impressionnant, d'une dizaine de pages. Alors, je pense que ce qu'il est important de savoir c'est qu'il est un économiste, maîtrise en économie.

M. Pierre Roy, conseil en gestion et développement des organisations des secteurs public, parapublic et péripublic, notamment le secteur de la santé et des services sociaux, donc a fait beaucoup de travail dans ces secteurs-là. Il a particulièrement fait de la planification de l'environnement, des marchés, de la concurrence et des clientèles, du diagnostic organisationnel, du développement de la stratégie de l'organisation, et développement et évaluation des programmes et des services offerts par les entreprises. Il a été directeur général, responsable du développement et de la gestion des activités de consultation réalisées en matière de gestion et de développement des organisations des secteurs public, parapublic, péripublic, notamment dans les secteurs des services de santé et services sociaux.

Pour ce qui est de M. Denis Bradet, il est à l'École de formation professionnelle du Barreau. Alors, il est membre du Barreau depuis 1975. Il a une licence en droit. Il a étudié à l'Université Laurentienne à Sudbury où il a fait un bac en

histoire, avec une mineure en science politique. Et, il a été au collège Sainte-Anne, à Pointe de l'Église en Nouvelle-Écosse, et à l'école Sacré-Cœur à Kénogami. Ah bien! C'est la première fois que je rencontre quelqu'un qui a étudié à la même école primaire que moi! Ha, ha, ha! Ce n'est pas nécessairement une référence, en ce qui me concerne, ça fait quelques années effectivement.

Et, monsieur, euh, excusez, Mme France Thibault, par qui nous aurions d'ailleurs dû débiter. Vous nous excuserez de cet impair, madame. Elle est membre du Barreau depuis 1976. Elle a un bac en droit de l'Université Laval. Elle a étudié au cégep de Trois-Rivières, au collège Marie de l'Incarnation à Trois-Rivières et à l'école Leneuf à Trois-Rivières. Donc, pas Kénogami, elle. Elle a travaillé à l'étude Grondin, Poudrier, Bernier depuis 1976. Elle a surtout rédigé des procédures et des opinions, des représentations devant des tribunaux de droit commun et des tribunaux administratifs en matière de droit civil général, droit familial et droit du travail jusqu'en 1985. Elle fait aussi du droit du travail, droit administratif et droit constitutionnel depuis 1986. Alors, elle est co-auteure de quatre volumes; elle a fait de l'enseignement. Elle est membre du Comité du Barreau. Donc, tous des gens savants et sûrement très bien préparés pour nous donner des avis ici cet après-midi. Alors, messieurs et mesdames, nous vous accueillons avec grand plaisir et je vous prierais de procéder à la présentation de votre document. Nous avons...

Pour la présentation globale, on souhaiterait que vous consacriez à peu près trente, trente-cinq minutes... Est-ce que vous pensez que ça va être suffisant? Oui? Un peu serré? Un peu court, mais... Et par la suite, il y aura une période d'échanges avec les parlementaires qui, elle, va durer sûrement plus longtemps. Alors, messieurs et mesdames, je vous prie de procéder à la présentation de votre texte.

#### Audition d'experts

##### M. Jacques Lamonde

**M. Lamonde (Jacques):** Merci, M. le Président. Je suis Jacques Lamonde. À ma gauche, M. Pierre Roy; immédiatement à ma droite, Me Denis Bradet et à l'extrême droite, Me France Thibault. Le mandat qu'on a eu consistait à préciser ce que le gouvernement du Québec devrait faire pour assurer la prise en charge des services fédéraux offerts aux Québécois.

La méthodologie utilisée. La première question qu'on s'est posée était à l'effet de déterminer les besoins. Quels sont les besoins, pour le

Québec, en services fédéraux? On avait deux choix. Ou bien une approche de rationalisation ou bien une approche de quote-part. Avec le temps imparti et les informations disponibles, l'approche de rationalisation n'était pas possible. On a donc adopté l'approche de quote-part. Il fallait encore choisir une quote-part. On a retenu Bélanger-Campeau. Ça nous apparaissait, disons, la plus facile à choisir. On a, suite à ça, vérifié l'applicabilité de Bélanger-Campeau. On a donc examiné les différents taux utilisés par Bélanger-Campeau pour chacun des ministères et organismes, et les programmes d'activités dans certains cas, ainsi que les motifs invoqués par la commission Bélanger-Campeau pour retenir ces taux-là. Dans chacun des cas, on s'est posé la question à savoir si l'approche qui avait été retenue pour faire le partage des dollars était applicable pour faire le partage des effectifs.

Dans la presque totalité des cas, on a conclu positivement. Il y a certains cas où il nous est apparu préférable de proposer des amendements à l'approche Bélanger-Campeau. En fait, six ministères ou organismes ont été visés par ces amendements-là: Anciens combattants, Communications, Emploi et Immigration, Environnement, Revenu national et Transports.

On a fait un test pour vérifier quel serait l'impact de ce que j'ai appelé par la suite Bélanger-Campeau amendé, par rapport au fait qu'on aurait pris Bélanger-Campeau tel que présenté. En fait, en prenant l'amendé, on s'est trouvé à avoir un effet d'augmentation du besoin de fonctionnaires fédéraux au Québec de 98 postes sur environ 68 000. Donc, l'effet net total est non significatif sauf que ça nous apparaissait, quand même, quand on avait fait la démarche à la pièce, être plus exact, par rapport à une organisation éventuelle, d'effectuer certaines modifications.

Il fallait encore déterminer notre univers statistique. En fait, ce qu'on a fait, c'est qu'on a pris les entités nommées par Bélanger-Campeau. Étant donné qu'on prenait comme quote-part Bélanger-Campeau, on a pris son univers d'entités pour lesquelles il proposait un partage. On a fait certaines exclusions, celle où Bélanger-Campeau proposait plutôt un genre de prise de capital-actions – donc là, il n'y avait pas de partage d'effectifs – celle qui ne concernait pas le Québec, les sociétés qui étaient ailleurs au Canada et qui n'avaient aucun impact sur le Québec, et dans nos tableaux vous pourrez constater qu'il y a quelques petites organisations pour lesquelles on n'avait pas de données, donc qui ne sont pas entrées dans le tableau, mais ce sont de petites organisations et c'est marginal.

Une fois cette méthodologie-là établie, on s'est donné des postulats de base, en fait, des hypothèses de travail. Le premier postulat était la continuité des services. Les services fédéraux offerts présentement aux citoyens québécois doi-

vent continuer à l'être sans interruption. Cette exigence est particulièrement importante pour des services comme le soutien financier aux individus et la sécurité publique. Le deuxième principe était le maintien des effectifs fédéraux au Québec. Chaque employé fédéral travaillant au Québec – je dis bien travaillant au Québec – se voit offrir un emploi dans la nouvelle fonction publique québécoise.

Troisième postulat: Les besoins du Québec en effectifs fédéraux établis sur la base d'une quote-part. C'est ce que j'ai mentionné auparavant. La limitation des impacts négatifs sur Hull. Compte tenu de l'impact négatif prévisible d'un tel événement sur la région de Hull et de l'importance socio-économique de chacun des postes du secteur public dans cette région, il est nécessaire de prendre les mesures pour limiter ces impacts négatifs.

Le dernier principe, postulat de base. La gestion des affaires publiques canadiennes ne serait pas faite par les citoyens du Québec ni l'inverse en ce sens que, dit plus généralement, les affaires d'un État ne sont pas gérées par un autre État. Une fois appuyés sur ces postulats et avec la méthodologie qu'on avait, on a identifié une certaine quantité de problématiques qui se posaient. D'abord, on a constaté qu'en faisant ça, on ajoutait à la fonction publique québécoise presque autant qu'il y en avait déjà. Donc, il ne s'agissait pas d'une opération mineure d'ajout de quelques postes ou d'un pourcentage faible, mais on en ajoutait presque autant qu'il y en avait déjà. Ensuite, on arrivait avec trois pôles dans la fonction publique, contrairement à la fonction publique québécoise actuelle qui en a surtout deux qui sont Québec et Montréal; on ajoutait un troisième pôle qui était Hull. En plus, chacun de ces pôles-là, on a constaté qu'ils avaient des rôles différents dans la fonction publique québécoise que dans la fonction publique canadienne. Par exemple, Hull dans la fonction publique québécoise. On retrouve à Hull essentiellement des responsabilités régionales, alors que dans la fonction publique canadienne, on y retrouve un rôle de capitale nationale. Montréal, pour le Québec, la fonction publique québécoise est essentiellement un centre d'opérations tandis que dans le cas du Canada, c'est un centre qui rayonne sur l'ensemble du Québec. Québec, ville, région, dans la fonction publique québécoise, une capitale, dans la fonction publique canadienne, plutôt un centre d'opérations.

Troisième grande problématique: un flux important de fonctionnaires fédéraux entre Hull et Ottawa. À chaque jour, il y a plus de 10 000 fonctionnaires fédéraux qui traversent dans un sens et plus de 10 000 qui traversent dans l'autre sens. On a aussi – même si on n'a pas fait d'étude systématique sur le sujet, mais à l'examen sommaire des rôles des ministères fédéraux et provinciaux – constaté comme le Conseil du trésor fédéral qu'il y avait un faible dédouble-

ment des fonctions entre le fédéral et le provincial.

On a aussi examiné l'autonomie fonctionnelle que le Québec aurait en cas d'accèsion à la souveraineté par rapport aux services fédéraux. Pour mesurer ça, on a comparé, dans la fonction publique fédérale, les catégories d'emploi au Québec et dans l'ensemble du Canada. On a constaté que les catégories d'emploi des fonctionnaires fédéraux, au Québec, étaient du même ordre et dans les mêmes proportions que les catégories d'emploi de fonctionnaires fédéraux au Canada; donc, il n'y avait pas là un facteur de distorsion par rapport à l'autonomie fonctionnelle.

On a aussi regardé l'aide financière aux individus. Ici, on peut penser à la paie des fonctionnaires et aux différentes allocations: pensions de vieillesse, allocations familiales et ainsi de suite. Là, on a constaté que la situation était, disons, mixte. Il y a comme une interdépendance pour la fonction publique fédérale au Québec avec celle qui est au Canada, disons en Ontario.

(15 h 45)

Sécurité intérieure. On a constaté qu'on n'avait pas de problèmes d'autonomie fonctionnelle en matière de sécurité intérieure. Sécurité extérieure. Il y a effectivement un problème d'autonomie. On a considéré aussi certaines autres activités stratégiques: transports maritime, aérien, ferroviaire. Notre perception est à l'effet qu'il n'y a pas de problèmes d'autonomie fonctionnelle dans ces cas-là non plus.

Face à ces problématiques-là, on a examiné la possibilité d'organiser l'arrivée des fonctionnaires fédéraux. Pour faire ça, on a établi d'abord quatre principes directeurs. Le premier... En fait, il fallait se définir un modèle de fonction publique pour savoir où les gens pourraient aller; ce modèle-là avait des principes directeurs. Le premier: pour que la notion de capital prenne tout son sens, il est essentiel qu'on y retrouve les fonctions stratégiques centrales. Le deuxième: pour les fonctions déconcentrées sur le territoire, il est pertinent de ne rien changer. Il s'agit généralement des services directs à la population. Il est tout à fait justifié que ces effectifs soient localisés près de leur clientèle. Troisièmement, lorsque les besoins identifiés sont supérieurs aux effectifs fédéraux réels au Québec, on doit privilégier le meilleur arrimage possible avec la fonction publique québécoise de façon à favoriser le plus possible la fonctionnalité de l'organisation.

Quatrième principe: lorsqu'il n'y a pas nécessité de procéder à cet arrimage, on fait le choix de favoriser Hull. De plus, toutes les fois qu'il est possible de choisir la région où l'on coupe, où l'on effectue les réductions, à savoir que ce n'est pas significatif au plan organisationnel ou que les quantités de postes le permettent, on choisit de réduire ailleurs qu'à Hull.

Cette préférence pourra les relier à l'importance du secteur public pour le bien-être de cette région.

Quels ont été les impacts de ce scénario? On a d'abord constaté, au Québec, un surplus d'effectifs fédéraux de l'ordre de 4600 postes par rapport aux besoins. Dans le rapport original que vous avez eu, on parlait d'environ 4700. Il y a une note amendée, un amendement qui ramène ça à 4600. Donc, ici, je répète, on constatait un surplus d'environ 4600 postes au Québec. Il y a un corollaire à ça qui est effectivement le manque de 4600 postes au Canada, parce qu'il ne s'agit pas ici de coupures de postes ou de fonctions. Il s'agit tout simplement de les partager entre le Québec et le Canada. Un des impacts qu'on trouve, c'est un manque d'environ 2500 postes à Québec. Donc, un ajout d'environ 2500 postes à faire dans la région de Québec. Dans la région de Hull, on retrouve un surplus de l'ordre de 8200 postes. Pour Montréal et les autres régions, il y a des surplus non significatifs. Finalement, il y a aussi un autre impact. Quand j'ai mentionné qu'il y avait environ 4600 postes de plus au Québec que les besoins, selon le scénario Bélanger-Campeau amendé, ça, c'était un résultat net. En fait, pour arriver à ce résultat-là, il y a des ministères ou des organismes où on a besoin de plus de postes que ce qu'on a présentement, et il y en a où on en a besoin de moins. En fait, les plus sont au nombre d'environ 13 500 et le manque qu'on a est de l'ordre de 8000, ce qui signifie environ 22 000 postes qui sont affectés par la démarche.

En passant, j'ai oublié de mentionner quelque chose dès le départ en ce qui concerne tous les aspects de relations de travail, conditions de travail. Je n'en fais pas état en cheminant ici parce qu'il y a des impacts, il y a des postulats, il y a des principes, mais il va y avoir une présentation subséquente sur tout l'aspect conditions de travail.

Les solutions. Qu'est-ce qu'on fait avec le surplus de 4600 postes? On a pensé que l'époque n'était pas beaucoup à l'accroissement de la fonction publique; ça ne nous apparaissait pas la solution la plus évidente. On a examiné davantage l'approche de l'attrition. Il nous apparaît que c'est tout à fait possible de le faire et sans difficulté.

En ce qui concerne Hull, les avenues de solution passent, d'une part, par le rapatriement des services. Présentement, il y a une certaine quantité de citoyens québécois qui reçoivent, entre autres, des services de santé du côté ontarien. Ensuite, du côté de l'enseignement, particulièrement universitaire, il y a des gens de la région qui étudient dans les universités ontariennes et qu'il serait possible de rapatrier au Québec, vraisemblablement, s'il y avait des installations sur place. Toutefois, cet effort de rapatriement, bien qu'on n'ait pas réussi vraiment à en quantifier l'impact... D'ailleurs, d'autres

experts qui sont passés devant la commission ont parlé de ça. Ils avaient des chiffres, je dirais, diamétralement opposés. Il va rester certainement un problème dans la région de Hull.

Pour solutionner ça, le gouvernement du Québec devra nécessairement examiner un redéploiement de la fonction publique québécoise. Pour faire ça, il y a deux avenues possibles: une qui serait, je dirais, une avenue de saupoudrage et une autre qui serait davantage basée sur une nouvelle modélisation ou organisation de la fonction publique québécoise, qui confierait des rôles, particulièrement, à Québec, à Montréal et à Hull. Nous, on privilégie la seconde, c'est-à-dire non pas le saupoudrage mais la modélisation. Parce qu'il y a un trop grand nombre... Si c'était un tout petit nombre, on pourrait facilement enlever des morceaux à un ministère et les amener à Hull mais, dans la mesure où c'est un grand nombre, ça entraînerait des dysfonctionnements importants de la fonction publique québécoise.

Finalement, et ça a été mentionné par d'autres aussi, le gouvernement devrait supporter le développement économique de la région. C'est difficile de mesurer les capacités réelles de ce côté-là. Nous, on n'est pas très optimistes.

Du côté de l'autonomie fonctionnelle. En ce qui concerne la Défense nationale, on l'a vu, on n'est pas autonome. Notre suggestion va dans le sens de faire des ententes avec d'autres pays. En ce qui concerne l'aide financière aux individus, notre suggestion va dans le sens d'avoir une entente avec le Canada à cet effet-là.

Gestion du changement. Comment gérer tout ça? Il nous apparaît qu'il faudra certainement — nous on a dû avec le temps et les informations qu'on avait, y aller de façon très sommaire et très globale — la journée où on serait rendu à cette échéance, à cette éventualité, étant donné qu'il y a des individus en cause, on ne pourrait plus y aller de façon globale, il faudrait certainement faire des analyses détaillées de la situation. C'est-à-dire: Qu'est-ce que font exactement les fonctionnaires fédéraux au Québec? Donc, une analyse détaillée des entités fédérales. Nécessairement, une modélisation de la fonction publique québécoise, où on confierait des rôles à Québec, Montréal, Hull, qui seraient les trois grands pôles, et aussi à l'ensemble des régions du Québec. Il faudrait aussi faire la consultation des individus impliqués, parce qu'il s'agit là de choix individuels. Donc, chacun devrait pouvoir choisir s'il demeure dans la fonction publique fédérale, ou intègre la fonction publique québécoise; s'il demeure au Québec ou non. Il faudrait certainement négocier avec le Canada. Notre hypothèse à nous c'est que cette négociation-là c'est une hypothèse réaliste. Pourquoi? Parce qu'il y a des intérêts économiques mutuels importants, et d'autre part parce qu'il y a au Québec certaines fonctions stratégiques canadiennes dans la fonction publique. Quel serait le contenu de ces négociations?

Une offre mutuelle de services, des modalités de transfert et la responsabilisation des gouvernements comme employeurs. Il faudrait qu'il y ait des modifications législatives. Dans la présentation qui va suivre on va en faire état.

Évidemment, ça va impliquer une réaffectation des individus. On a dit tantôt qu'il y avait un solde de 4600 postes environ, mais près de 23 000 postes affectés. C'est une opération de grande envergure. Il faudra aussi que le gouvernement du Québec se dote d'une organisation adéquate pour ce faire. Ce qui signifie que chaque ministère et organisme devra avoir une équipe pour gérer ça, pour gérer ces changements-là, l'intégration des fonctionnaires fédéraux. Il faudra aussi que le gouvernement, comme entité centrale, ait aussi une équipe. Il faudra qu'il y ait des orientations, pour que chaque entité ne parte pas dans sa direction.

En conclusion, les différents constats et propositions formulés tout au long de cette étude demeurent fondés sur la base de principes directeurs retenus dès le début des travaux, et tiennent compte de la compréhension que nous avons des réalités concernées. En effet, il nous apparaît important de rappeler que les besoins du Québec en termes d'effectifs fédéraux sont exprimés non sur la base d'une rationalisation mais d'une quote-part, et plus particulièrement de celle tirée du scénario amendé de Bélanger-Campeau.

D'autre part, la proposition organisationnelle des services qui se trouve présentée dans cette étude est établie sur la base d'une rationalité qui privilégie notamment un arrimage étroit, fonctionnel des deux fonctions publiques concernées. Enfin, le dénombrement des fonctionnaires fédéraux travaillant au Québec, la distribution de ces derniers sur le territoire du Québec, la nature des rôles qui leur sont dévolus ainsi que les régimes de relations du travail et les conditions de travail en vigueur sont des réalités dont nous avons tenu compte et qui ont exercé un poids relativement important sur les résultats de notre démarche.

Si d'autres hypothèses de départ avaient été utilisées, des résultats différents auraient été obtenus. Cependant, nous sommes convaincus que les principales problématiques que nous avons énoncées dans cette étude seraient de nouveau mentionnées. En effet, il y aura toujours nécessité de procéder à un certain arrimage des deux fonctions publiques et ce fait engendrera inévitablement d'importants mouvements d'effectifs et des impacts significatifs pour la région de Hull.

En conséquence, dans l'éventualité dont on parle, il serait impératif de gérer ce changement-là. La mise en place d'une organisation adéquate qui responsabilise les différents intervenants et qui facilite l'actualisation progressive des actions éventuellement retenues demeure à notre avis l'une des conditions essentielles à la

gestion efficace et efficiente de ce changement. Me Denis Bradet va faire une présentation sur l'aspect des relations du travail.

#### M. Denis Bradet

**M. Bradet (Denis):** M. le Président, nous avons examiné principalement les questions juridiques relatives aux relations du travail, à l'aide surtout de comparaisons de diverses conventions collectives et des conditions de travail de groupes d'employés du gouvernement fédéral et de certaines sociétés d'État. Nous les qualifions, tout au long de notre rapport, d'employés affectés, c'est-à-dire les employés qui sont susceptibles d'être affectés au gouvernement fédéral.

Hormis le chapitre introductif, nous avons identifié le contexte législatif actuel tant au Québec qu'au fédéral et nous avons examiné, au niveau de la question juridique préliminaire, l'application de la législation fédérale en matière de cession d'unités administratives, j'en discuterai tout à l'heure. Nous avons aussi examiné, au niveau de la comparaison des conditions de travail, non pas toutes les catégories d'employés susceptibles d'être affectés – elles seraient extrêmement nombreuses compte tenu, entre autres, du régime d'accréditation qui est très différent au gouvernement fédéral et dans les sociétés d'État. À titre d'exemple, nous avons examiné certaines catégories d'employés à la Société Radio-Canada qui regroupe plus de 23 associations de salariés et 30 conventions collectives. Nous nous sommes limités, en accord et après discussion avec le Secrétariat de la commission, à certains groupes qui nous apparaissaient les plus représentatifs de l'ensemble.

(16 heures)

Par exemple, au niveau des professionnels, dans la fonction publique, je vous indique tout de suite que nous avons examiné la catégorie des ingénieurs, alors qu'au niveau des fonctionnaires, nous avons examiné la catégorie qualifiée de commis aux écritures au fédéral et qualifiée de fonctionnaires, c'est-à-dire personnel de bureau, personnel technique, au gouvernement provincial. Et nous avons examiné les catégories équivalentes à la Société Radio-Canada et à la Société Radio-Québec, pour fins de comparaison, et à la Société canadienne des postes.

Notre postulat de départ était que c'étaient des catégories représentatives. En cours d'étude, on a constaté que, effectivement, sans pouvoir extrapoler que toutes les conditions de travail des employés du gouvernement fédéral sont celles que nous avons identifiées dans notre rapport, nous pouvons dire qu'elles ressemblent beaucoup à celles que nous avons identifiées. Au chapitre 4, nous avons identifié les grands impacts juridiques pour chaque groupe d'intervenants, c'est-à-dire les employeurs, que je viens d'identifier, les employés et les associations de sala-

riés, les syndicats. Et au chapitre 5, nous avons discuté des précédents, qui sont peu nombreux, et nous avons examiné la nature de l'intervention législative qui serait nécessaire pour permettre l'embauche de ces employés.

Les principes directeurs que nous nous sommes donnés et qui sous-tendent l'étude sont identifiés au début du rapport. J'en relèverai deux qui ont particulièrement influencé nos conclusions, c'est-à-dire celui que le Québec offrirait aux employés affectés – si je peux utiliser ce qualificatif – une garantie du maintien intégral de leurs conditions de travail s'ils se joignent aux effectifs du Québec. Et deuxièmement, le principe directeur que les matières faisant l'objet d'une compétence concurrente, comme c'est le cas en matière de relations de travail, seraient régies par la législation appliquée au Québec et non pas par une législation fédérale que nous adopterions éventuellement.

Je vous rappelle, comme nous le disons dans le rapport, que ces principes directeurs constituent une hypothèse de départ que nous nous sommes donnée pour pouvoir identifier ensuite les impacts, mais c'est une hypothèse de départ, tout simplement. Du contexte juridique actuel, que faut-il retenir? Je vous dirais qu'on peut retenir globalement que, tant au Québec qu'au fédéral, le régime d'emploi des employés est encadré par un ensemble législatif et réglementaire – en plus des conventions collectives – tout à fait semblable. Il y a beaucoup de points de comparaison, beaucoup d'équivalences, beaucoup de similitudes. Par exemple, c'est le Conseil du trésor, au fédéral, qui s'occupe en grande partie de la gestion des relations de travail. Vous savez que c'est la même chose au Québec. Il y a des tribunaux spécialisés pour les employés de la fonction publique fédérale; c'est le cas, sur certains aspects, au Québec, etc., etc. De telle sorte que si on retrouve des structures semblables, des institutions semblables qui ont des rôles semblables, un type d'organisation semblable, on peut dire que les employés qui seraient éventuellement intégrés au Québec ne seraient pas – si je peux utiliser l'expression – dépayés. Ils se retrouveraient avec un ensemble législatif tout à fait comparable, mais évidemment avec des institutions distinctes et différentes.

Ce principe directeur, le principe directeur voulant que la législation québécoise s'appliquerait dans les matières qui faisaient l'objet d'une compétence concurrente, nous amène aussi à conclure, lors de l'examen des questions juridiques préalables, qu'à l'égard des employés que nous embaucherions, advenant l'accession du Québec à la souveraineté, c'est, à moins d'une intervention législative, la Loi sur la fonction publique qui s'appliquerait, le Code du travail du Québec qui s'appliquerait. Donc, les accréditations que nous avons dans la fonction publique québécoise sont celles qui couvriraient les

employés nouvellement embauchés. Les conventions collectives qui ont été négociées par ces syndicats au Québec sont aussi celles qui s'appliqueraient aux employés nouvellement embauchés qui proviendraient du gouvernement fédéral ou des sociétés d'État.

Accessoirement, cette conclusion nous est amenée par le principe directeur du maintien de la législation québécoise en matière de relations de travail. Nous avons examiné ce qu'il adviendrait si nous n'avions pas un tel principe directeur. Autrement dit, y a-t-il des dispositions législatives qui, au fédéral par exemple, au Canada, en cas de cession d'unités administratives ou cession de groupes d'employés, ont comme effet le transfert d'une partie ou de la totalité du régime de relations de travail? Par exemple, y a-t-il dans le Code canadien du travail, dans les dispositions fédérales, une disposition qui pourrait avoir pour effet de transférer les accréditations, de transférer les conventions collectives et ce qui y est relatif, advenant la cession par le gouvernement du Canada ou par des sociétés d'État de groupes d'employés ou de services? Et nous avons constaté qu'il n'y a pas dans la législation actuelle de disposition qui permet un tel transfert ou cession, par exemple, des services relatifs à la TPS qui s'est fait dernièrement et qui a dû se faire par entente. Ce n'est ni la législation fédérale ni la législation provinciale qui ont permis de régler les problèmes, les difficultés, entre autres au niveau des conditions de travail relatives à cette cession.

Alors, je pense qu'il faut retenir que la cession d'activités fédérales n'est pas actuellement encadrée dans la législation. Qu'il y ait un principe directeur ou qu'il n'y en ait pas, c'est par entente, ou par une intervention législative du Québec, que les conditions de travail pourraient être maintenues pour les employés qui seraient éventuellement embauchés.

Au niveau des comparaisons de conditions de travail, j'attire votre attention sur quatre grands titres: ceux de la classification, de la rémunération, des régimes de retraite et de la sécurité d'emploi. C'est la partie la plus volumineuse de notre rapport, mais j'en relèverai quelques éléments qui m'apparaissent plus pertinents. D'abord, il faut savoir que la classification des emplois, qui sous-tend tout le régime de rémunération des employés au gouvernement fédéral, repose sur des principes entièrement différents au fédéral par rapport au Québec.

Au gouvernement fédéral, il y a un système où chaque emploi, et non pas chaque groupe d'emplois, fait l'objet d'une évaluation en fonction d'un système d'évaluation précis et d'un classement fondé sur différents facteurs comme les tâches, l'autonomie, la qualification académique, etc. Et le classement des employés, à partir de ce système de classification, peut se faire dans plusieurs échelles de rémunération

pour un même type d'emploi, pour une même catégorie d'emploi, alors qu'au Québec le classement des employés se fait normalement dans une seule échelle de rémunération. Par exemple, vous pouvez avoir, au Québec... Prenons une catégorie professionnelle, un ingénieur par exemple, qui est embauché au gouvernement du Québec. Il va être à son embauche, on va lui reconnaître une certaine scolarité, une certaine expérience et on va l'intégrer, à partir de ce moment-là, dans une échelle salariale au Québec: l'échelle salariale unique, 18 échelons, progression dans cette échelle salariale en fonction d'un rendement satisfaisant. De telle sorte que, normalement, un employé au Québec qui donne un rendement satisfaisant va se retrouver, après 12 ou 13 ans dans l'échelle salariale, au maximum de l'échelle. L'ingénieur qui est engagé au premier échelon, 12 ou 13 ans plus tard, en fonction des règles de progression normale va se retrouver au maximum de son échelle.

Alors qu'au gouvernement fédéral l'embauche se fait, pour reprendre l'exemple d'un ingénieur, à l'intérieur de six niveaux possibles de rémunération, chacun des niveaux comportant plusieurs échelons. Et la classification de l'employé à l'intérieur de l'un ou l'autre de ces niveaux se fait en fonction de l'évaluation de l'emploi que l'ingénieur ou que le professionnel occupera. De telle sorte que vous allez retrouver au fédéral la situation suivante, c'est-à-dire un ingénieur qui, au début de sa carrière, peut se situer au niveau de rémunération 2, par exemple. Il va rapidement plafonner et, pour ensuite avoir une chance d'augmentation dans ce système, il devra nécessairement postuler un autre emploi d'ingénieur, ce qui le fera éventuellement passer à un autre niveau de rémunération, et ainsi de suite. Alors, vous voyez qu'entre les deux systèmes, il y a une distinction fondamentale qui a une grande influence sur le plan de carrière.

On peut dire qu'au gouvernement fédéral les employés les mieux rémunérés — théoriquement, en tout cas — devraient être ceux dont les fonctions sont les plus exigeantes, dont les responsabilités sont les plus grandes. Normalement, ce sont ces employés-là qui, au gouvernement fédéral, dans le système de classification, sont les mieux rémunérés. Alors qu'au Québec, le professionnel ou le fonctionnaire qui est au maximum de son échelle n'est pas nécessairement celui qui occupe l'emploi le plus complexe ou le plus difficile, à cause de la progression plus automatique dans l'échelle de traitements et l'existence d'une échelle de traitements unique. Alors, je vous invite à retenir que le plan de classification est très différent et qu'il repose sur des principes très différents; ce qui cause la difficulté suivante et ce qui nous empêche de répondre à une question qui serait bien légitime: Est-ce que, par exemple, les employés du gouvernement fédéral — par rapport à ceux du Québec et vice versa — ont une rémunération plus élevée



ou moins élevée que les autres? Vous ne retrouverez pas de comparaison semblable dans notre étude. Le système de classification nous empêche de faire une comparaison directe de la rémunération entre le Québec et le Canada.

Pour faire une comparaison de la rémunération entre un employé du Québec et un employé du Canada, il faut procéder à ce qu'on appelle l'appariement des fonctions. Il faut étudier les fonctions de l'un, les comparer aux fonctions de l'autre, et une fois que nous sommes convaincus que les fonctions sont équivalentes, là, on peut faire une comparaison. Or, l'appariement des fonctions, tous les experts s'entendent pour dire que c'est une technique qui repose évidemment sur un ensemble de jugements parfois objectifs mais parfois subjectifs. Il n'y a pas de méthode reconnue et acceptée universellement pour faire l'appariement des fonctions et il n'y a pas – pour parler de ce qui nous préoccupe aujourd'hui – d'étude permettant de façon concluante de dire que l'appariement des fonctions est maintenant fait entre les emplois du fédéral et les emplois du Québec de façon définitive. Il y a des appariements de fonctions entre le Québec et le Canada, il y en a au Conseil du trésor québécois, au Conseil du trésor fédéral. Il y en a dans les associations de salariés, des experts en ont fait, mais il n'y en a pas, à notre connaissance, qui font consensus. De telle sorte que vous ne retrouverez pas dans l'étude un appariement de fonctions qui permettrait de comparer la rémunération.

Au niveau de la sécurité d'emploi, j'attire votre attention sur le fait que, encore une fois, bien sûr, dans les deux systèmes, il y a des régimes de sécurité d'emploi très développés et très sophistiqués. On peut dire là-dessus que dans l'hypothèse que nous examinons, c'est-à-dire l'accession du Québec à la souveraineté, il faut bien comprendre que le Canada se retrouvera – c'est pour ça que le chapitre de la sécurité d'emploi est important – en situation de surplus d'emplois. Théoriquement, tous les employés qui dispensaient des services au Québec – dans l'hypothèse que nous avons prise – seront des employés excédentaires, pour utiliser les termes de la réglementation fédérale. Or, dans le système fédéral, les employés excédentaires ont une garantie du maintien de leur emploi – qui est très importante – tant et aussi longtemps qu'ils ne refusent pas un emploi qui leur est offert, et à certaines conditions. Alors, il faut réaliser que, du jour au lendemain, l'accession du Québec à la souveraineté amènerait au niveau fédéral un surplus d'employés, théorique, me dira-t-on, mais un surplus d'employés qui bénéficierait d'un régime de sécurité d'emploi. Important! Le gouvernement fédéral, en deux mots, ne peut pas, ne pourra pas non plus, du jour au lendemain, à cause du régime de sécurité d'emploi, congédier les employés en trop, les licencier ou les mettre à pied. Le régime ne le permet pas.

Nous en sommes arrivés aux mêmes conclusions à la Société Radio-Canada, aux mêmes conclusions à la Société canadienne des postes, bien que les régimes de sécurité d'emploi, évidemment, s'articulent autrement.

(16 h 15)

À la Société Radio-Canada, par exemple, pour vous donner un autre exemple, il y a un régime de sécurité d'emploi très complet entre autres pour les employés qui étaient à l'emploi de la Société Radio-Canada en 1981. Le régime de sécurité d'emploi prévoit un processus de supplémentation d'autres employés. J'attire votre attention sur le fait que ce processus de supplémentation est limité aux stations de la Société Radio-Canada au Québec et à Moncton, ce qui veut dire que, dans l'hypothèse que nous examinons, la très grande majorité des employés de la Société Radio-Canada de l'unité que nous avons examinée se retrouveraient en surplus, mais bénéficieraient d'une sécurité d'emploi qui, dans leur cas, voudrait dire le droit à la rémunération pendant un bon bout de temps. C'est ce que prévoit le régime de la sécurité d'emploi.

Au niveau des régimes de retraite, dernier élément sur lequel j'attire votre attention sur la comparaison des conditions de travail. Nous avons examiné au Québec le régime qu'on appelle le RREGOP, que vous connaissez tous parce qu'il regroupe le plus grand nombre d'employés, et nous avons examiné, au fédéral, le régime régi par la Loi sur la pension de la fonction publique, aussi un régime qui regroupe la grande majorité des employés. Il faut retenir qu'il s'agit de deux régimes dont la prestation est en fonction du nombre d'années de service, 2 % par année de service – vous connaissez aussi ce système – multipliés par 35 ans ou par le nombre d'années de service, c'est ce qui permet d'établir le droit à la retraite. C'est semblable dans les deux systèmes. Les deux régimes prévoient certaines possibilités de remboursement de cotisations. Au Canada, par exemple, celui qui est âgé de 45 ans et qui compte moins de 10 ans de service a droit à un certain remboursement. Mais les possibilités sont assez limitées au Canada; elles le sont encore plus au Québec.

Un autre élément qu'il me semble important de souligner, c'est la capitalisation des sommes. Au Canada, il n'y a aucune capitalisation, tant de la part de l'employeur – si vous me permettez l'expression – que de la part de l'employé, alors qu'au Québec, il y a une capitalisation de la part de l'employé. Ce qui veut dire qu'il n'y a pas, au fédéral, de fonds particulier dans lequel le gouvernement et les employés versent à chaque année les montants relatifs à la retraite. Cela va dans le fonds général du pays. Au moment où l'on se parle, il y a des ententes de transfert entre le gouvernement du Canada et la CARRA, l'organisme administratif du Québec chargé d'administrer les régimes de retraite. Il y en a aussi à la Société Radio-Canada. Ces

régimes de transfert, ces ententes de transfert ont été utilisées, entre autres, pour le transfert des employés en ce qui concerne l'entente récente sur l'immigration et en ce qui concerne aussi l'entente sur le transfert de services sur la TPS.

Au niveau des impacts. Les impacts varient beaucoup, vous le constaterez, en fonction de la garantie qui sera accordée aux employés affectés, de telle sorte que nous nous sommes attardés à développer cette hypothèse du maintien des conditions de travail. Nous avons identifié ce que voulait dire, d'après nous, un maintien intégral des conditions de travail, pour réaliser que c'est extrêmement large et qu'il y a là un élément auquel il faut être particulièrement attentif. Il faut que cette garantie, si la garantie est offerte, soit bien précisée, soit très claire, parce qu'elle peut être très large. Elle peut inclure, bien sûr, le salaire mais une garantie des mêmes fonctions, une garantie des mêmes responsabilités, une garantie du même lieu de travail, une garantie du même régime de travail. C'est extrêmement large et, à la limite, pour garantir aux employés affectés au gouvernement fédéral les mêmes conditions de travail, il faudrait presque adopter les mêmes conventions collectives, réadopter les mêmes conventions collectives, réadopter les mêmes lois, réadopter la même réglementation. Nous avons discuté, dans notre document, d'une hypothèse peut-être plus réaliste qui se situe autour de deux types de garantie. D'abord, plutôt que de parler de garantie du même emploi, nous proposons peut-être d'utiliser des termes comme «un emploi semblable», «un emploi de complexité équivalente», «un emploi comportant des exigences d'égale valeur» d'une part et, d'autre part, une garantie, peut-être, du maintien d'un ensemble de conditions de travail présentant des caractéristiques globalement comparables. Parce que conditions de travail pour conditions de travail, il est très difficile d'en arriver à un constat général qu'un régime est plus avantageux que l'autre. Il y a des choses plus avantageuses d'une part, moins avantageuses d'autre part. L'ensemble se ressemble beaucoup et est très comparable.

Quelques autres éléments au niveau des impacts sur lesquels nous désirons attirer votre attention. D'abord, il faut réaliser – même si je l'ai déjà souligné – que les employés du gouvernement fédéral bénéficient d'un très bon régime de sécurité d'emploi qui est prévu dans des directives, mais dans des directives qui font en général partie des conventions collectives. Donc, un régime de sécurité d'emploi avec lequel le gouvernement du Canada devra composer éventuellement. Un régime qui prévoit, dans certains cas – comme dans le cas de démissions ou de départs volontaires, des indemnités qui peuvent être importantes, par exemple dans le cas de démissions. Un employé peut avoir droit jusqu'à 6 mois de rémunération, en vertu de la directive

et jusqu'à 13 semaines en vertu des conventions collectives. Donc, des sommes éventuellement importantes au niveau du régime de sécurité d'emploi fédéral.

Deuxième remarque: au niveau des associations de salariés, je réitère – c'est très important de le retenir – qu'il n'y a pas de transfert des accréditations qui existent au gouvernement du Canada à l'égard des employés qui seraient affectés au Québec. Il n'y a donc pas de transfert des conventions collectives. La réalité, c'est plutôt, juridiquement, que les employés nouvellement engagés, pour nous, seraient de nouveaux employés, en fait, entreraient comme tout autre nouvel employé de la fonction publique québécoise dans un régime de relations de travail qui est entièrement encadré par une législation, la Loi sur la fonction publique, par des conventions collectives, par un régime de retraite, par des associations de salariés. La question, donc, au niveau des impacts pour le gouvernement du Québec, c'est de déterminer dans quelle mesure, pour ces nouveaux employés, on écartera, on maintiendra, on bonifiera ou on modifiera le régime actuel, le régime des fonctionnaires québécois, en fonction de la garantie d'emploi ou la garantie de condition de travail qu'on désire ou qu'on ne désire pas accorder aux employés nouvellement engagés.

**Le Président (M. Benoit):** Je vous inviterais à conclure. Il vous reste environ une dizaine de minutes pour que nous passions à la période des questions.

**M. Bradet (Denis):** Oui. Il faudrait aussi examiner dans quelle mesure on assurera aux employés affectés la continuité de leur emploi. Par exemple, les employés qui bénéficient, évidemment, au gouvernement du Canada, de banque de congés-maladie, à leur départ, ils perdent cette banque et les jours de congés-maladie accumulés ne sont pas monnayables. C'est un exemple de bénéfice qu'il faudrait, lors d'une intégration, éventuellement reconnaître aux employés ou à l'égard duquel on pourrait peut-être opérer une certaine forme de compensation.

Par exemple, les employés qui démissionnent, comme je l'ai dit tout à l'heure, du gouvernement du Canada ont droit à des indemnités. Est-ce que cela compense pour la banque de congés-maladie perdue? Ce sont des questions qu'il faudra se poser au niveau de la détermination de la garantie du maintien des conditions de travail. Au niveau de la gestion des relations de travail, je dirais que l'impact majeur principal, la difficulté principale se situe au niveau du système de classification. Dans la mesure où le système de classification fédéral est très différent, nous estimons qu'il sera, à toutes fins pratiques, impossible de le maintenir pour les employés nouvellement engagés. Il faudra donc intégrer ces nouveaux employés dans le système

de classification québécois ou dans une autre classification, ce qui est une opération fastidieuse.

À titre d'exemple, cependant, nous avons identifié dans notre rapport qu'en 1970, il y a eu, au Québec, une opération d'intégration de 33 000 fonctionnaires dans un nouveau plan de classification. La création du plan a nécessité trois ans de travail, l'intégration des employés, 33 000 personnes, six mois, et il y a eu, suite à cette intégration, 9000 appels. En 1975, le processus qui avait débuté en 1969 était terminé. Ça peut donner une référence.

Dernier élément au niveau des impacts. Évidemment, ce qu'on peut appeler l'effet d'entraînement est un impact qu'il faut considérer. Dans la mesure où on reconnaît à de nouveaux employés des bénéfices supérieurs ou plus avantageux qu'aux employés de la fonction publique actuelle, on peut penser que les employés actuels chercheront à obtenir ces bénéfices plus avantageux. Là-dessus, je vous indique que l'impact ne se situe pas seulement au niveau de la fonction publique québécoise, c'est-à-dire au niveau des 50 000 ou 60 000 employés de notre fonction publique. Les conditions de travail dans le public et dans le parapublic au Québec sont très semblables de telle sorte qu'il faut penser que cet effet d'entraînement pourrait survenir pour tous les employés de l'État, les 300 000 ou 400 000 employés, et non pas seulement pour ceux de la fonction publique québécoise.

Enfin, dans le chapitre 5 – et je termine là-dessus – nous avons examiné les précédents. En pratique, il y en a un qui est particulièrement intéressant, celui relatif à la TPS où il y a eu une entente de transfert. Des garanties ont été données dans cette entente de transfert. Les garanties visaient des éléments comme la permanence, la rémunération, les niveaux d'emploi équivalents, les plans de carrière, une certaine protection du système de plan de carrière et de promotion, protection de certains crédits, congés de maladie, vacances, etc., et certains transferts, évidemment, au niveau des régimes de retraite. C'est un précédent instructif mais, évidemment, qu'il s'est appliqué à un groupe d'employés beaucoup moins important que celui dont on parle aujourd'hui, je pense.

Par ailleurs, c'est ma dernière remarque, nous expliquons dans notre rapport que, quel que soit le niveau des ententes qui pourraient intervenir avec tous les intervenants – gouvernement, syndicats, employés – il faudra toujours une intervention législative pour prévoir par exemple, l'entrée de nouveaux employés sans passer par le processus de concours prévu à la Loi sur la fonction publique. Ça nécessitera donc une intervention législative. Mais on peut penser que si les ententes sont complètes et que tous les intervenants en sont partie, le niveau d'intervention législatif pourrait être finalement très

limité. Je vous remercie.

**Le Président (M. Benoit):** MM. Lamonde, Roy, Bradet, ainsi que Mme Thibault, merci de votre présentation. Nous allons maintenant passer à la période des questions et nous allons commencer avec le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Merci également aux intervenants qui sont devant nous aujourd'hui. J'aimerais aussi les féliciter pour la qualité du mémoire qu'ils nous ont présenté, d'autant plus que ce sont des personnes, contrairement à certains experts que nous avons pu avoir dans cette commission, par exemple, le Comité Outaouais, présidé par M. Beaudry dont certains auraient pu dire ou prétendre que c'était un ancien organisateur libéral. Nous avons eu également le professeur Saint-Germain. Certains et certaines auraient pu dire: C'est un conseiller du Parti québécois. Alors, nous avons devant nous, M. le Président, des personnes neutres. Alors, il sera peut-être plus facile d'obtenir des réponses aux questions qu'on peut se poser.

Alors, M. Lamonde, je suis député de Hull, donc député de l'Outaouais. Le dossier qui nous concerne aujourd'hui, vous comprendrez que ça me touche de très près. Ça me touche de très près parce qu'il a été établi par les experts que les impacts du transfert des employés fédéraux se ferait sentir d'abord et avant tout et surtout dans l'Outaouais québécois. Alors, dans ce sens-là, j'aimerais qu'on se rapporte, si vous le voulez bien, à la page 12 de votre mémoire, lorsque vous parlez des principales données. Et avant de vous poser ma première question, je comprends que vous avez mentionné à quelques reprises – ou M. Roy l'a fait tantôt – que votre rapport est basé sur la protection des emplois ou la réaffectation des employés qui travaillent présentement au Québec. J'ai bien compris, c'est ça?

**M. Lamonde:** Oui.

**M. LeSage:** Alors, dans le tableau que vous avez à la page 12 de votre mémoire, vous indiquez le total des effectifs fédéraux et provinciaux. Pour Hull, par exemple, il y a 19 000 fédéraux et 1000 – je vais laisser faire les centaines – des effectifs provinciaux. Les 19 000, ce sont des postes à Hull ou dans la région de Hull. C'est exact?  
(16 h 30)

**M. Lamonde:** Exact.

**M. LeSage:** Alors, ça comprend des gens qui viennent de l'Ontario également.

**M. Lamonde:** Ça comprend des gens qui viennent de l'Ontario.

**M. LeSage:** Et ça doit comprendre la

totalité des gens qui demeurent au Québec et qui travaillent au Québec.

**M. Lamonde:** Oui, mais ça exclut les gens qui demeurent au Québec et qui travaillent à Ottawa.

**M. LeSage:** Voilà ma question: Pourquoi est-ce que les gens qui travaillent au gouvernement fédéral soit à Hull, soit à Ottawa, ce sont des Québécois, pourquoi est-ce que vous ne les avez pas considérés dans votre étude? C'est ça ma question, ma première.

**M. Lamonde:** Le motif est le suivant. C'est que notre premier objectif, où le mandat qu'on avait, n'était pas de regarder les comportements potentiels des individus, ou ce qui devrait être fait en termes d'offres aux gens qui sont Québécois dans le sens qu'ils habitent le Québec, ou qui se sentiraient Québécois dans l'éventualité de ce qu'on examine présentement et qui voudraient revenir au Québec. Le mandat qu'on avait c'était d'examiner la fonction publique, c'est-à-dire son organisation et son fonctionnement présentement au Québec. Donc, nous, ce qu'il nous intéressait de regarder, c'est les postes de travail au Québec, les emplois au Québec. Quels sont ces emplois-là, comment sont-ils organisés, comment serait-il possible de les réorganiser dans la mesure où on ferait la jonction des deux fonctions publiques? Et c'est exclusivement pour ça qu'on a pris les gens travaillant au Québec, donc les postes de travail au Québec. Je ne me souviens plus de l'endroit, dans le mémoire, où on indique quels sont les effets des scénarios proposés. On indique qu'évidemment, dans la mesure ou d'autres individus que ceux dont on parle – par exemple, des gens travaillant en Ontario mais demeurant au Québec – souhaiteraient, au lendemain de l'accession à la souveraineté, demeurer au Québec, évidemment ce sont des gens qui viendraient, si on leur offrait l'opportunité d'intégrer la fonction publique québécoise, amplifier le problème dont on a parlé. C'est-à-dire que c'est des gens à qui il faudrait trouver des fonctions au Québec alors que présentement ils n'en ont pas. À l'inverse, des gens qui présentement travaillent au Québec et qui, au lendemain de l'accession à la souveraineté, souhaiteraient demeurer dans le gouvernement fédéral ou vivre en Ontario viendraient diminuer la problématique dont on a parlé. Il s'agit là de choix individuels qu'on avait aucune possibilité de mesurer. La seule chose dont on fait état ici, c'est qu'en plus de l'analyse organisationnelle qu'on a faite, il ne faut pas négliger effectivement les aspects dont vous parlez et qui peuvent être dans les deux sens.

**M. LeSage:** Si vous permettez, M. le Président. Bien sûr je vais revenir, parce que lorsqu'on attaquera, ou on discutera de vos

conclusions, je vais revenir sur ce sujet-là. J'aimerais qu'on se reporte à la page 13, au troisième paragraphe, à la fin, lorsque vous dites: «Ainsi, parce que le Québec est la capitale nationale au sens de la fonction publique québécoise et que Montréal est le centre des opérations pour tout le Québec au sens de la fonction publique fédérale, il sera difficile de confier à Hull un rôle prépondérant dans la situation d'un Québec souverain.» J'aimerais que vous élaboriez un petit peu plus là-dessus.

**M. Lamonde:** Ce que ça veut dire, c'est la chose suivante, c'est-à-dire que si on ne change rien par rapport au rôle actuel des régions, O.K., ce qu'on constate, c'est que Québec, c'est-à-dire la région de Québec, dans le Québec actuel ou dans un éventuel Québec souverain, nous, l'hypothèse qu'on fait, c'est que c'est la capitale. Donc on retrouverait là des fonctions de nature des capitales. Montréal a déjà une fonction très importante au niveau des opérations du côté provincial, et du côté fédéral a des fonctions importantes du côté des opérations et aussi en termes de rayonnement sur l'ensemble du Québec.

Quand on regarde ça, on dit, s'il n'y a rien de changé par rapport à tout ça, c'est quoi la place de Hull? Ça deviendrait une place comme toutes les autres régions, c'est-à-dire dispensation de services régionalisés à la population dans le secteur. C'est ce que ça laisse entendre ici, c'est-à-dire que, si on prend les rôles actuels et qu'on ne change rien, ça devient difficile de lui trouver un rôle, il n'y a plus d'espace autre que celui d'être une région qui a des services déconcentrés sur son territoire. C'est ce que ça signifie ici. C'est pour ça d'ailleurs que plus loin, dans nos conclusions, on dit qu'il faut «remodéliser» la fonction publique et attribuer un rôle à ce nouveau pôle qui est la région de Hull.

**M. LeSage:** Je comprends que dans votre étude, M. Lamonde, vous l'avez bien fait: vous avez fait la répartition des postes. Vous avez pris un ministère du fédéral, vous avez regardé combien il en manquait, vous en avez ajouté, vous en avez enlevé. Vous nous dites combien il y en avait de trop, ou il n'y en avait pas assez. Je veux juste prendre comme exemple, à la page 39 de votre étude – je saute, mais c'est parce que je veux qu'on se comprenne bien avant d'arriver aux conclusions.

À la page 39, vous favorisez le maintien à Hull d'effectifs comme le Secrétariat des conférences internationales. Alors, sans parler de la pertinence de conserver ce secrétariat, considérez-vous logique de conserver un service aussi directement lié au gouvernement aussi loin du gouvernement? En mesure d'efficacité, pensez-vous que c'est logique?

**M. Lamonde:** Je m'excuse, M. le député,

est-ce que vous seriez assez gentil pour représenter la question? En cherchant...

**M. LeSage:** À la page 39, là.

**M. Lamonde:** Oui.

**M. LeSage:** Vous dites qu'on devrait avoir un maintien à Hull d'effectifs comme par exemple pour le Secrétariat des conférences internationales, intergouvernementales. C'est ça?

**M. Lamonde:** Non, ce n'est pas affirmé, ça.

**M. LeSage:** À concentration des effectifs additionnels requis, vous dites qu'à Hull ça en prendrait 108 de plus. Bien, je pourrais prendre d'autres exemples. Il n'y a pas juste celui-là, il y en a d'autres dans votre étude où vous dites qu'à Hull ça prend... Vous voulez décentraliser. Vous ne pensez pas qu'en décentralisant des effectifs comme ça, que ce soit pour ce que j'ai mentionné tantôt, le Secrétariat des conférences intergouvernementales, ou autre chose, loin de Hull, je n'irai pas jusqu'à dire «loin des yeux, loin du cœur», mais au point de vue de l'efficacité pour le gouvernement, parce qu'on s'est bien entendu tantôt, la capitale ça va être Québec. Bien sûr que j'aimerais ça, moi, que la capitale déménage à Hull, ça m'enlèverait un fardeau de sur les épaules, et puis ça ferait beaucoup moins mal aux fonctionnaires de Québec que ça ferait mal aux fonctionnaires de l'Outaouais. Je suis convaincu de ça mais ça ne se fait pas. Mais, au point de vue de l'efficacité, est-ce que vous pensez réellement qu'on peut laisser à Hull un si grand nombre de fonctionnaires que vous suggérez?

**M. Lamonde:** Si on prend chacun des cas et l'ensemble de l'analyse qui est là, notre conclusion est à l'effet, suivant les principes directeurs qu'on avait mis en place, que lorsqu'on fait les répartitions comme on les fait ici, on maintient la fonctionnalité, ou le fonctionnement, ou l'organisation de la fonction publique québécoise avec ces nouveaux arrivants. Ça ne devient pas désorganisé.

C'est très difficile, pour nous, de savoir s'il s'agit là de la meilleure organisation, parce qu'on a dit qu'on n'avait pas fait une approche de rationalisation. On n'a pas pu examiner dans le détail chacun des cas. Peut-être, si on prend des cas, qu'on pourrait imaginer des scénarios différents ou légèrement différents de ça. Notre approche était suivant les principes directeurs qu'on a élaborés. Et, nous, on pense qu'en favorisant l'arrimage avec la fonction publique québécoise le plus possible, on arrive aux chiffres qui sont là et on pense qu'on peut maintenir ces emplois-là à Hull sans entraîner de dysfonction dans la nouvelle fonction publique, d'aucune façon.

**M. LeSage:** M. le Président, si vous le permettez, j'aimerais, M. Lamonde, qu'on aille à la page 14 de votre étude. En fait, ça débute en bas de la page 13 lorsque vous parlez des allées et venues des fonctionnaires fédéraux, ceux qui demeurent au Québec et qui travaillent en Ontario et vice versa. Vous nous dites, dans votre étude, qu'il y en a 11 900 qui partent du Québec pour aller vers l'Ontario et 11 300 qui partent de l'Ontario pour venir au Québec. Et si je me rappelle bien, vous avez pris vos statistiques selon Statistique Canada de 1991, si ma mémoire est fidèle. Alors que, dans Bélanger-Campeau, dans le mémoire soumis par le Comité Outaouais, dans le mémoire soumis par M. Saint-Germain, dans les études faites par la Société d'aménagement de l'Outaouais, on établit le nombre de fonctionnaires comme suit: 18 000 travaillent du côté ontarien et 8 000 travaillent du côté québécois. Et qu'il y en avait 15 000 qui provenaient de l'Ontario au Québec tous les jours. Moi, je ne veux pas partir une guerre de chiffres, mais je pense que c'est important de les établir et de savoir où on va.

**M. Lamonde:** M. le Président, on fait état, là, d'une problématique excessivement importante. Importante parce que ça a des impacts, mais importante par son ampleur, sa difficulté. Je ne voudrais pas témoigner au nom des avocats, ils pourront le faire eux-mêmes. Mais dans notre cas à nous, ça a été une opération très difficile d'avoir la statistique, l'information. D'abord, je ne dirais pas d'abord je dirais surtout, parce qu'il y a des univers statistiques. Tout le monde en a et il n'y en a pas un qui est semblable et il n'y a surtout pas beaucoup de monde qui a fait des efforts de conciliation de ces univers statistiques là.

Bon. Ce qu'on a voulu exprimer ici... C'est évident qu'on aurait pu prendre d'autres univers statistiques avec d'autres flux que ceux-là. Notre message n'était pas sur le nombre, 11 300, 11 900. On aurait pu ne pas mettre de chiffres. Le message qu'on voulait indiquer était à l'effet qu'il y avait une problématique additionnelle dans cette région-là: C'est qu'il y a un nombre important de gens qui traversent la frontière chaque jour. Et je pense que, quels que soient les univers statistiques qu'on utilise, on arrive toujours à la même réalité: Il y a un nombre considérable de gens et, là, je parle de gens qui sont dans la fonction publique fédérale qui traversent la frontière à chaque jour. Si on ajoute à ça les gens du secteur privé, ça s'accroît encore. Bon. Peut-être que... M. le Président, si vous permettez, M. Roy pourrait ajouter un commentaire sur ce sujet-là.

**M. Roy (Pierre):** Je pense que l'étude à laquelle vous faites référence, notamment dans le document de l'Outaouais, leur univers statistique est plus large que celui que nous avons retenu.

Ils tiennent compte des effectifs du Conseil du trésor et des effectifs qui sont rattachés aux sociétés d'État. C'est pour ça qu'ils ont, si ma mémoire est bonne, pour l'univers des fonctionnaires qui travaillent dans la région de l'Outaouais, un décompte d'au-delà 80 000 postes juste du côté d'Ottawa. Notre univers à nous est plus restreint que celui dont fait mention cette étude. Et c'est pour ça que nous vous mentionnons, à la page 13 de notre rapport – et c'est cohérent avec le tableau qui figure à l'Annexe V de notre rapport – si on considère, selon notre comptabilité à nous qui comprend moins de postes que cette étude de l'Outaouais dont nous n'avons pas tenu compte de toutes les sociétés d'État mais des postes qui sont rattachés aux ministères et à certaines sociétés – parce que nous nous rattachions à l'univers de Bélanger-Campeau – nous arrivons à un total de 82 000 postes, dont 63 000 en Ontario et 19 000 au Québec. C'est de là qu'on peut expliquer la différence entre l'étude publiée par les experts de l'Outaouais et celle qu'on vous présente aujourd'hui.

**M. LeSage:** Si vous le permettez, M. le Président, je ne ferais pas toute la nomenclature. L'étude à laquelle je fais allusion ne comprend pas le Conseil du trésor et beaucoup d'autres. Où je veux en venir finalement – et je ne suis pas rendu là encore – pour nous, dans l'Outaouais québécois, ce qui est important, ce n'est pas le nombre de jobs qu'il y a dans Hull. On arrive à la même chose. Eux autres, ils arrivaient à 19 797 jobs, vous arrivez à peu près à la même chose. Des jobs dans Hull, dans l'Outaouais québécois, on le sait combien il y en a de jobs dans l'Outaouais québécois. Ce qui nous préoccupe, nous dans l'Outaouais québécois, c'est notre économie: Qu'est-ce qui va arriver demain matin? Les gens qui travaillent dans ces 19 000 jobs-là, qui viennent de Hull ou d'Ottawa, ça a peu d'importance. On a établi, parmi toutes les études, qu'il y a 26 000 personnes dans l'Outaouais québécois qui travaillent dans la fonction publique fédérale. Qu'ils travaillent à Hull ou qu'ils travaillent à Ottawa, ça n'a pas d'importance, mais ils travaillent pour le fédéral. (16 h 45)

Vous nous avez parlé, tantôt, de sécurité d'emploi. J'ai lu votre étude. J'ai lu qu'il fallait qu'on leur offre une job en dedans de 50 km. J'ai lu également que s'ils refusaient cette job-là, il fallait qu'ils attendent un autre six mois, et que si on ne leur en offrait pas... en tout cas, ça pouvait durer longtemps. Mais ça ne peut pas durer ad vitam aeternam. Ça, c'est sûr et certain.

Et il n'y a rien qui nous prouve, non plus, que le gouvernement fédéral, le lendemain d'une souveraineté du Québec, ne changerait pas ses lois, qu'il ne changerait pas les règles du ministère du Travail pour ses employés. Il n'y a

rien qui garantit ça. Il n'y a rien qui nous garantit, dans l'Outaouais, qu'on va maintenir les 26 000 jobs, finalement. Il n'y a rien qui nous garantit qu'on va en maintenir 15, 12 ou 10. Il n'y a rien qui nous dit ça.

Ce qu'on aimerait savoir, dans l'Outaouais québécois, c'est: À quoi est-ce qu'on peut s'attendre? Tout simplement. On ne veut pas de promesses de personne, mais on veut savoir à quoi on doit s'attendre. Et dans ce sens-là, si vous le permettez... Je comprends que vous dites, à un moment donné, que «cette réalité rend plus complexe la réorganisation de la fonction publique québécoise, étant donné notre postulat dans la gestion des affaires publiques canadiennes». Je comprends également que vous nous dites qu'il n'y a pas de dédoublement. Je comprends tout ça. Je comprends également, et là vous faites allusion, à la page 24, qu'il est difficile d'établir les comparaisons salariales parce qu'il y a des difficultés inhérentes, il y a des absences d'équivalence. Je ne veux pas rentrer là-dedans, mais il me semble assez simple de dire: Un sous-ministre à Ottawa, il fait à peu près la même job qu'un sous-ministre au Québec. Un sous-ministre adjoint à Ottawa, il fait à peu près la même job qu'un sous-ministre adjoint à Québec. Un directeur du contentieux dans un ministère donné à Ottawa, il fait à peu près la même job qu'un directeur du contentieux dans un ministère au Québec. Leur secrétaire exécutive et les gens qui les supportent dans les différents ministères, il y a des équivalences. Vous avez établi, par exemple pour les ingénieurs, des échelles salariales entre le Québec et le Canada. Et si on prend le dernier échelon, il y a une marge très, très grande entre le salaire qui est payé dans la fonction publique provinciale du Québec et celle qui est payée à la fonction publique fédérale.

Tout ça pour vous dire, M. le Président, et là j'aimerais qu'on entre dans le jus de ma question parce qu'il est important de déterminer ce qui va arriver à nos 26 000 fonctionnaires. Vous arrivez à des conclusions et je pense que vos conclusions pourraient peut-être être modifiées dans le sens des impacts négatifs que ça peut avoir sur l'Outaouais québécois. Et là, comprenez bien, je ne suis pas ici pour faire l'indépendance. Je suis ici pour connaître des choses, apprendre des choses, et dire à mes commettants dans l'Outaouais québécois: Voici ce qui vous attend. C'est pour ça que je suis ici. C'est ça que j'essaie de trouver comme réponse.

À la page 60, dans les impacts, vous nous dites dans votre tableau que, finalement, au Québec, il y en a 4000 de trop, dans l'Outaouais 8000. Donc, si je comprends bien... Je me demande si je comprends bien. C'est qu'il y en aurait juste 4700 de trop dans l'Outaouais? Est-ce que c'est ça que vous nous dites?

**M. Lamonde:** Non. On dit...

**M. LeSage:** Je voudrais savoir combien il y en a de trop dans l'Outaouais.

**M. Lamonde:** Ce qu'on dit, c'est qu'en vertu des principes de réorganisation qu'on avait établis, des principes directeurs, et de l'univers statistique qu'on avait, c'est qu'il y en a 8000 de trop.

**M. LeSage:** Il y a 8000 postes de trop dans l'Outaouais québécois, après que vous avez fait votre répartition?

**M. Lamonde:** Exact. C'est-à-dire avant de faire la répartition. Oui, c'est après, mais basé sur les principes qui étaient établis avant. Et si vous permettez, je voudrais juste ajouter un commentaire sur ça, peut-être pour indiquer dans quelle mesure c'est... Je comprends que ce ne soit pas agréable, mais notre mandat n'était pas de ce côté-là. Il était sur ce que ça va faire exactement. Et je dirais la chose suivante: Si on regarde la fonction publique fédérale à Hull et région, O.K., essentiellement, en raison de la notion de capitale nationale, le gouvernement canadien a, dans une certaine mesure, mis en place, sur ce territoire, en plus de services déconcentrés sur le territoire comme il y en a partout dans l'ensemble du Québec et du Canada, certains services pour des fonctions de nature de capitale. Il y a certains sièges sociaux de ministères canadiens qui sont basés dans le territoire de Hull. Il n'est donc pas surprenant que, au moment où on fait la dislocation, où on fait le choix de faire deux pays avec un, qu'un endroit qui jouait un rôle de capitale nationale dans l'ancien pays et ce territoire-là appartenant après à un seul des deux pays, c'est normal que les anciennes fonctions de capitale nationale qu'il avait, il les perde. Donc, il n'est pas surprenant que l'impact soit beaucoup plus fort à Hull, ou sa région, que n'importe où ailleurs. À cause de la façon dont la fonction publique fédérale actuelle est organisée sur le territoire québécois.

**M. LeSage:** Moi, je comprends ça, M. Lamonde, parfaitement. J'espère que ma population va le comprendre avant qu'il ne soit trop tard aussi, mais je pense qu'ils comprennent. Ça, il n'y a pas de doute là-dessus. Je ne pense pas qu'il y ait personne qui soit venu dans l'Outaouais pour les faire changer d'idée encore. En tout cas, ils ne nous ont pas fait la preuve qu'il n'y aurait pas de problèmes dans l'Outaouais québécois. Ça, j'en suis convaincu. Mais, je reviens encore à ma question parce que ce n'est pas clair encore, puis comme je vous l'ai dit, il faut que ça soit clair dans ma tête. Après que vous avez fait la répartition de tous les postes dans la fonction publique fédérale au Québec – vous en avez pris ici, puis vous en avez transféré là, vous en avez pris d'ailleurs, en tout

cas – vous avez fait un remaniement de tout ça; combien est-ce qu'il manque de jobs dans l'Outaouais québécois?

**M. Lamonde:** Ce que je vous dis, c'est qu'il y a 8000 postes fédéraux de trop dans l'Outaouais.

**M. LeSage:** Parfait. Je reviens avec une autre question. Vous êtes parti avec la prémisse qu'il y avait 19 000 postes dans l'Outaouais québécois, 19 277...

**M. Lamonde:** Oui.

**M. LeSage:** O.K. Alors, si on accepte le fait qu'il y a 26 000 fonctionnaires fédéraux dans l'Outaouais – qu'ils travaillent au Québec ou en Ontario, ça n'a pas d'importance – ça veut dire qu'il y en aurait 7000 de plus que 19 000. Alors, il y a 8000 postes qui manquent, mais il y a 15 000 jobs qui nous manquent. Il y a 15 000 personnes qui ne travaillent plus.

**M. Lamonde:** Il y a effectivement 7000 personnes qui résident en Outaouais, qui travaillent présentement en Ontario et qui, dans l'éventualité de la souveraineté, se trouveraient à travailler au Canada et qui auront un choix à faire. Mais, M. le député, il y a aussi l'inverse qui existe c'est-à-dire qu'il y a présentement des gens qui demeurent en Ontario et qui travaillent au Québec dans la fonction publique québécoise. Ce que je vous dis, M. le député, à ce sujet-là, c'est que moi, je n'ai aucun instrument de mesure pour savoir quel sera le comportement desdits individus.

**M. LeSage:** Vous comprendrez, M. Lamonde, que dans mon cas, dans ma situation, les gens qui demeurent en Ontario et qui viennent travailler à Hull, ça ne me préoccupe pas trop, trop, parce que je n'ai pas l'impression que quand le fédéral va commencer à retirer ses ministères, que ces gens-là vont perdre leur job. Ils auraient peut-être le choix de s'en venir. Je ne suis pas convaincu qu'ils le feraient tous, par exemple, parce que je me rappelle pertinemment bien que, quand on a commencé à transférer des édifices fédéraux à Hull, pour justement offrir des jobs aux Québécois, en sol québécois, ça a fait un tollé. Il y en a plusieurs qui sont venus contre leur gré, puis il y en a probablement plus qui sont venus contre leur gré qu'il n'y en a qui sont venus de plein gré et bien contents de le faire. Mais, ce que je veux – puis, je pense que vous l'avez bien déterminé – il y a 15 000 personnes qui se retrouveraient sans emploi dans l'Outaouais québécois le lendemain de l'indépendance. C'est ça que vous m'avez dit. À part ceux qui travaillent au Québec. Mais ceux qui partent de l'Ontario qui viennent au Québec, on l'a déterminé combien il y en avait, on a ça, hein?

Il y en a 18 000. Je vous écoute.

**M. Lamonde:** Si vous permettez, M. le député, je voudrais faire une distinction entre une perte d'emploi et ce dont on a parlé dans notre étude. Quand vous dites qu'ils perdent leur emploi, c'est que vous présumez qu'ils n'auront pas du fédéral la possibilité de travailler au Canada alors que, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que lorsqu'on dit qu'il y a 4600 postes, emplois de trop au Québec, ça veut dire qu'il en manque 4600 au Canada. Ce n'est pas une coupure de fonctions, ces fonctions-là demeurent pertinentes à moins que le gouvernement fédéral veuille faire une rationalisation, ce qui est autre chose. Mais dans la mesure où il n'y a pas de rationalisation, les 4000 postes que nous considérons être de trop au Québec deviennent un manque de 4000 postes du côté ontarien. Donc, il y a des jobs, pour utiliser le terme, dans le secteur territorial concerné, qui sont disponibles et qui vont devoir être comblés par des individus. C'est sûr que je ne peux pas vous dire, ce n'était pas mon objectif non plus, et je n'ai pas de mesure de ça, je ne peux pas vous dire: Est-ce que les gens qui sont présentement à Hull vont appliquer sur ces postes-là? Est-ce qu'ils sont intéressés à le faire, à traverser la frontière? Je ne le sais pas. Moi, mon objectif, ce n'était pas de regarder ça, c'était de regarder l'organisation de la fonction publique. La conclusion ou la conséquence que vous en tirez, je ne peux pas être contre mais je ne voudrais pas que vous pensiez que je l'affirme.

**M. LeSage:** M. Lamonde, moi non plus, je ne veux rien affirmer mais je suis en droit de me poser certaines questions. Ce que vous me dites, c'est qu'au minimum, il y a 8000 jobs qui sont perdues dans l'Outaouais québécois. On va en rester à ça. On n'a pas l'assurance, non plus, que le fédéral embaucherait tout le monde qui travaille à Hull présentement et qui demeure en Ontario, on ne l'a pas, cette assurance-là. Mais est-ce qu'on ne pourrait pas penser par exemple - là, je pense tout haut, je ne vous pose même pas la question, je vous dis ce que je pense, pour qu'eux autres en face le comprennent aussi et qu'ils l'entendent surtout: au Québec, il n'y a personne de l'Ontario qui travaille pour la fonction publique provinciale parce qu'un des critères premiers pour être embauché au Québec, c'est d'être résident québécois. Alors qu'il y a plusieurs gens de l'Outaouais québécois qui travaillent pour la fonction publique provinciale de l'Ontario, qui travaillent pour les services de santé de l'Ontario, les services d'éducation de l'Ontario, les villes de l'Ontario, les services policiers de l'Ontario, ce n'est pas le cas, ce n'est pas tout à fait vrai à l'inverse.

Je ne veux rien présumer non plus, et je ne veux pas me faire prophète de malheur, mais j'ai toujours été prudent dans ce que j'ai toujours

fait dans ma vie. Pourquoi est-ce qu'on ne serait pas en droit de se demander si nous, au Québec, nous empêchons les Ontariens de venir travailler chez nous, est-ce qu'on ne pourrait pas se poser la question, demain matin, le jour où on sera séparé, est-ce que les Ontariens ne nous empêcheront pas d'aller travailler chez eux? Est-ce qu'on sera en droit de se poser cette question-là? Je vais y répondre pour vous autres mais je vais vous dire oui, moi.

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**M. LeSage:** C'est ça qui m'inquiète, entre autres. Vous dites, à la page 63, un des derniers paragraphes: «Malgré les efforts importants réalisés par les gouvernements québécois et les gens de la région, la population de l'Outaouais recourt encore de façon importante aux services de santé ontariens. Le rapatriement au Québec de ces services générerait des emplois nouveaux.» Après ça, vous continuez dans la formation professionnelle, le campus universitaire, ainsi de suite. J'aimerais juste vous faire une remarque que nous avons faite à l'un des experts qui est venu devant cette commission, qui était le professeur Saint-Germain, qui est professeur en économie, je crois, à l'Université d'Ottawa. J'avais fait cette remarque-là ou quelqu'un avait fait cette remarque-là et on l'avait utilisée comme exemple: Ce n'est pas parce que, la semaine prochaine, l'Université du Québec à Hull commence à donner des cours en économie et qu'on demande à M. Saint-Germain de l'Université d'Ottawa de venir dispenser ses cours à Hull qu'on vient de créer une job. Ce n'est pas vrai. M. Saint-Germain demeure à Hull. Ça a changé quoi, ça, pour l'économie du Québec? Lorsqu'on rapatrie des services de santé de l'Ontario et qu'on amène ça sur le côté du Québec, ça fait quoi, ça? Ça fait que des gens qui demeurent au Québec et qui travaillent en Ontario reviennent tout simplement chez nous. On vient de changer quoi, là? C'est quatre trente-sous pour une piastre. Ça change quoi à l'économie, ça? Ça ne change rien. Si vous avez des commentaires là-dessus, j'aimerais vous entendre.

**M. Lamonde:** Ce que je veux dire, c'est la chose suivante: notre prétention en disant ça n'était pas à l'effet que, en faisant ce genre de démarche de rapatriement de services, on réglerait le problème de Hull, absolument pas. C'est pour ça, d'ailleurs, qu'il y a aussi d'autres solutions de mises sur la table. Cependant, il nous apparaît évident que, la journée où il va y avoir deux pays, il va y avoir une problématique, à tout le moins, des services de santé, qui va se poser et, normalement, ils devraient être dispensés au Québec. Je n'ai pas fait d'analyse particulière sur ce sujet-là dans le cadre de cette étude-ci mais je suis convaincu que, si on fait ça, il y a une certaine quantité de postes



nouveaux qui vont se créer à Hull ou dans sa région. Ce qu'on dit, c'est que ce ne sera pas suffisant pour combler le problème, l'écart, mais il y a certainement une certaine quantité de postes nouveaux qui vont se créer.  
(17 heures)

**M. LeSage:** Je comprends avec vous qu'il y a des postes qui vont se créer mais la plupart de ces postes-là sont déjà comblés par des résidents du Québec qui travaillent en Ontario. Ce sont ces gens-là qui vont faire l'application un jour parce que je viens de vous dire avant tout ça que, pour travailler au Québec, tu dois être résident du Québec. C'est ça...

**M. Lamonde:** M. le député, en ce qui concerne la nécessité d'être Québécois pour travailler dans la fonction publique québécoise, la Loi sur la fonction publique n'oblige pas ça. Il faut être citoyen canadien pour le faire. Il peut y avoir une pratique à l'ouverture des concours où on demande aux gens, dans un concours x, d'être citoyen québécois. Je veux juste rétablir les faits. En ce qui concerne les gens qui, disons dans un contexte de rapatriement de service, moi, je n'ai pas l'information qui me permet de dire que 100 % des gens qui seraient rapatriables, au titre des rapatriements de services de santé, sont des gens qui habitent présentement Hull.

**M. LeSage:** Il y a un autre commentaire que j'aimerais vous faire, M. Lamonde. Ça commence à la page 65 lorsque, au dernier paragraphe, vous dites que: «Le gouvernement devrait aussi envisager le support au développement économique comme solution à la diminution de l'emploi à Hull. Des instances régionales ont d'ailleurs proposé cette avenue qui présente également ses propres difficultés. D'abord, les emplois qui pourraient être ainsi créés n'ont pas la stabilité de ceux de la fonction publique et représentent souvent des revenus inférieurs.» Pour continuer: «D'autre part, l'avenir du développement économique basé sur la mise en valeur des ressources est discutable et il l'est d'autant plus si le secteur est lui-même en danger: quel est l'avenir de l'industrie forestière?» Bon...

«Quant aux emplois reliés à la haute technologie, on peut émettre l'hypothèse que si le gouvernement du Québec devait supporter des développements en ce domaine, il pourrait devoir privilégier une autre région, notamment Montréal.» Je ne l'aime pas trop.

Oui, oui. Allez-y!

**M. Lamonde:** J'espère que vous comprenez bien qu'on ne dit pas ici que c'est notre choix. Ce qu'on a essayé de faire, c'est une lecture réaliste de ce qui risquerait de se passer. Cette lecture-là peut être contestée. Quelqu'un d'autre peut en avoir une autre. Nous, on pense qu'à la lecture des événements, de tout ce qui se passe, on pense que cette lecture-là est réaliste. On ne

dit pas que c'est celle qu'on souhaite et on ne prétend pas que quelqu'un d'autre ne pourrait pas avoir une autre lecture que la nôtre.

**Le Président (M. Benoit):** M. le député de Hull, nous allons maintenant passer au parti de l'Opposition et nous reviendrons à votre formation.

**M. LeSage:** Très bien, M. le Président.

**Le Président (M. Benoit):** Alors, maintenant, Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président. Alors, je vous souhaite à mon tour la bienvenue. Mais, avant de m'adresser à vous pour soulever un certain nombre de questions avec vous, j'aimerais, si vous me le permettez, M. le Président, faire une ou deux remarques.

C'est toujours la même attitude de la part du député de Hull. Ça m'estomache à chaque fois. Il aime vraiment se situer dans une position de faiblesse et de perdant, comme s'il n'avait aucune espèce de rapport de force qu'il pouvait établir avec les gens de l'Ontario qui vont être bien malheureux si, effectivement, ils voient partir un certain nombre d'utilisateurs québécois de leurs services de santé ou de leurs services universitaires ou de leurs services collégiaux. Parce que ça signifie pour eux aussi des emplois et donc, dans ce sens-là, et ce n'est pas dans une perspective de dire: «On part déjà le débat à couteaux tirés.» C'est au contraire dans une perspective de dire, M. le Président...

**M. LeSage:** Il y a une question de règlement.

**Mme Marois:** ...que dans cette discussion-là...

**M. LeSage:** M. le Président.

**Mme Marois:** ...nous pouvons envisager ça d'une façon rationnelle et faire en sorte que nous débattions, comme des adultes que nous sommes...

**M. LeSage:** M. le Président, une question de règlement.

**Une voix:** Quel article?

**Mme Marois:** ...avec nos collègues de l'autre côté de la rivière.

**Une voix:** Quel article?

**Le Président (M. Benoit):** Un instant, Mme la députée de Taillon. Oui M. le député.

**M. LeSage:** Je laisserai le choix au prési-

dent de déterminer l'article.

**Mme Marois:** Ah, bien non!

**M. Brassard:** Il n'y a aucune question de règlement là-dedans. Il y a des expressions d'opinion, M. le Président. Je ne vois pas en quoi les règlements ont été bafoués.

**M. LeSage:** Tout ce que je veux vous dire, M. le député, là, et Mme la députée...

**Mme Marois:** Non, M. le Président...

**Le Président (M. Benoit):** Un instant, M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Moi, je suis ici pour défendre les intérêts de l'Outaouais québécois, du comté de Hull et je ne laisserais pas...

**M. Brassard:** Ce n'est pas une question de règlement.

**M. LeSage:** ...Mme la députée de Taillon commencer à placoter sur toutes sortes de choses...

**Le Président (M. Benoit):** M. le député de Hull.

**M. LeSage:** ...pour essayer de me déprécier. Je n'accepterai pas ça, M. le Président.

**M. Brassard:** Ce n'est pas une question de règlement.

**Le Président (M. Benoit):** M. le député de Hull, vous devez, d'abord, vous adresser à la présidence. Et la parole était à la députée de Taillon. Mme la députée, si vous voulez continuer.

**Mme Marois:** Merci, M. le Président, je n'ai pas l'intention de poursuivre davantage. On a eu des gens ici, de toute façon, qui sont venus nous faire la preuve qu'il y avait des avenues de solutions à envisager pour les changements qui allaient se produire dans l'Outaouais, advenant la souveraineté du Québec. Et je pense que c'est faire preuve d'honnêteté que d'essayer de regarder les problèmes tels qu'ils se présentent et de voir justement comment on peut appliquer un certain nombre de solutions et quelles sont ces solutions. Dans ce sens-là, il y a le président du Comité de l'Outaouais, M. Beaudry, qui a fait un excellent travail pour très bien représenter sa région.

D'autre part, pour rassurer un peu mon collègue d'en face, s'il avait lu le document qui est présenté par les spécialistes qui sont devant nous aujourd'hui, concernant les conditions de travail dans les deux fonctions publiques, il

aurait constaté qu'il y a une sécurité d'emploi, évidemment qui est assurée ici au Québec, mais qui est assurée aussi du côté canadien. Donc, dans ce sens-là, il ne s'agit pas de dire que le gouvernement fédéral n'aimera ou n'aimera pas prendre ces employés ou garder ces employés qui voudront rester. C'est qu'il n'aura pas le choix. C'est ça la différence. Alors, après ça, là on peut commencer à discuter. Je ne dis pas que c'est souhaitable de se situer dans cette perspective-là ou avoir cette attitude-là, mais ce sont ça les faits. Alors, partons au moins des faits.

Cela étant dit, j'ai trouvé votre étude fort intéressante. J'ai beaucoup aimé votre travail. J'ai quand même certaines remarques à faire sur celui-ci et je vais vous dire dans quel sens. Ce n'est pas nécessairement un reproche, mais c'est plutôt un constat. Je pense qu'il était peut-être difficile, pour vous, de toute façon, d'aller beaucoup plus loin. Alors, je reviendrai plus tard sur ça.

Moi, je pense que c'est intéressant, les principes qui sont élaborés, la philosophie qui est là font en sorte qu'on a vraiment un contexte global qui permet de dire: Voilà les enjeux, de quel ordre ils sont. Et sur les chiffres, quant à moi, je n'ai pas l'intention de faire un peu le chipotage que certains collègues pourraient faire. Qu'on regarde Beaudry, qu'on regarde Saint-Germain, ça se compare. Ce sont des blocs qui se comparent. Ça peut être 1000 de plus, 1000 de moins, mais on arrive à des ordres de grandeur qui nous permettent, je pense, de travailler d'une façon correcte. Bon. Dans ce sens-là, je les prends vos chiffres. Cependant, je constate que si je prends un peu l'hélicoptère et je regarde globalement, je me dis que le vrai problème qu'on a dans l'Outaouais, ou qu'on a pour tout le Québec, c'est 4500 postes. Le vrai problème, c'est cela. Si ce n'était que des questions de chiffres, c'est tout petit à régler. Et vous le dites vous-mêmes dans votre étude: l'attrition, au fédéral, est de l'ordre de 3500 par année; au Québec, c'est 2 %, 1500. En un an, c'est réglé. Bon. Mais je pense qu'on ne travaille pas... ce ne sont pas des boîtes de conserves, ce sont des personnes. Ce sont des situations humaines.

Dans ce sens-là, cependant, ce que ça nous dit - et pour moi, c'est important, par exemple - c'est que l'engagement que l'on prend actuellement, de dire oui... Et vous le rappelez, ce qu'on peut faire pour faire en sorte qu'il y ait une transition ordonnée, qu'on intègre les postes et les fonctions nécessaires à assumer la continuité des services. Et moi, je vais plus loin. Je peux même offrir la possibilité à toutes les personnes qui le souhaitent de faire le choix de devenir des membres de la fonction publique québécoise, des personnes qui sont des fonctionnaires fédéraux du Québec, d'adopter ou de décider d'aller vers la fonction publique québécoise, je dis que c'est possible de le faire, parce que de toute façon, techniquement, en l'espace

de quelques années, je pourrais rattraper ce trop-plein que j'aurais qui est de l'ordre de 4000. Mais, si je le prends aussi globalement, donc, comme il s'en ajoute 2000 à Québec et un certain nombre de centaines ailleurs au Québec, ça amplifie le problème de Hull de l'ordre de 8000; mais globalement, si je dis: Je transfère certaines fonctions, je délocalise si on veut certaines fonctions qui sont actuellement à Québec, ce qui est une des hypothèses qui nous a été présentée par M. Saint-Germain, j'amplifie mon problème organisationnel. Ça, j'en conviens, et il est important. Et je pense que là-dessus vous insistez beaucoup, et vous avez raison. Je l'amplifie, mais je ramène mon problème réel à 4500 postes pour l'Outaouais. Et là, les possibilités de diversifications économiques, les possibilités de rapatriement de services utilisés de l'autre côté de la rivière sont à envisager.

Une autre chose que nous n'aborder pas mais que d'autres études ont abordée, et ce n'est pas à vous nécessairement de le faire non plus, et qui est très intéressante, c'est que M. Beaudry, quand il est venu devant nous avec le Comité Outaouais nous a dit: Les achats, l'approvisionnement du ministère des Approvisionnements et Services dans la région de la Capitale nationale, même si Approvisionnements et Services est situé du côté québécois, se fait à 98,5 % au moins – je suis certaine que je n'exagère pas – 98,5 % du côté ontarien. Alors, imaginons que déjà... une politique d'achat, qui concernerait un nombre relativement important de gens, de fonctionnaires québécois situés en Outaouais, on achète pour eux des produits dans la région outaouaise, on voit naître déjà des entreprises qui viendraient un tant soit peu compenser si on veut pour la perte que l'on a, qui est réelle, et qu'il faudra effectivement voir à compenser. Alors, globalement, sur ça, d'accord... éventuellement, j'aimerais que vous réagissiez dans le sens de me dire si mon analyse est faussée ou pas, sur la globalité des données. Là, je pense que ce serait intéressant que vous reveniez là-dessus.

Maintenant, je vais aller sur des questions un petit peu plus précises. Je voudrais que vous me réexpliquiez la notion de quote-part révisée en fonction du scénario Bélanger-Campeau, parce que j'ai eu un petit peu de difficulté à vous suivre, là. J'ai eu beau relire... Évidemment, on a les documents juste avant de partir, j'en ai pris connaissance ce matin, même si je l'ai fait d'une façon la plus approfondie possible, mais vous prenez globalement le scénario Bélanger-Campeau et vous injectez un calcul nouveau à ce scénario-là, vous refaites certains calculs sur la base de quoi? Des postes à temps complet, de la masse salariale, de la valeur globale de ce que ça signifie aux états de revenus et dépenses? J'aimerais ça que vous reveniez là-dessus, sur la façon dont vous comptabilisez les postes; et ça c'est juste pour que je sois capable de faire

ensuite une meilleure lecture. Est-ce que vous prenez... vous avez transformé les temps partiels, et tout ça en temps complets, en personnes-année si on veut; est-ce que ça comprend effectivement les temps partiels, pas nécessairement les occasionnels, on s'entend là, mais des personnes qui seraient à temps partiel deux jours, un jour-semaine, ou sur un autre régime de travail? J'aimerais ça d'abord sur ces questions-là, et après ça je reviendrai sur d'autres éléments, M. le Président.

**M. Lamonde:** En ce qui concerne l'analyse globale, c'est exact que si on fait l'arithmétique, effectivement, on a 4500 postes en surplus. J'hésiterais toutefois à dire qu'on peut faire juste de l'arithmétique, parce que faire juste l'arithmétique, ça fait fi de la nature des emplois. Et, effectivement, si on ne tient pas suffisamment compte de la fonctionnalité ou de l'arrimage des fonctions publiques, on risque d'avoir des problèmes organisationnels, solubles évidemment, mais des problèmes organisationnels dont personne n'a besoin. Dans ce contexte-là, j'arriverais moins vite que vous à la conclusion que le vrai problème à Hull est 4500. Même en faisant un effort additionnel pour sacrifier sur la fonctionnalité par rapport à l'approche assez rigoureuse qu'on a eue ici, c'est certain qu'on reste avec un problème important à Hull, qui serait vraisemblablement supérieur aux 4500 auxquels vous arrivez. Donc, une réserve à l'arithmétique, à votre démarche arithmétique, sur l'analyse de marge.

(17 h 15)

Quant à la modification de Bélanger-Campeau, on pourrait se reporter à l'annexe IV de notre document où on retrouve les différents cas d'ajustements qu'on a faits au scénario de Bélanger-Campeau.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Lamonde:** En fait, dans le scénario de Bélanger-Campeau, il y a une détermination de taux, de quote-part applicable dans le cas de chacun des ministères sur la base d'un raisonnement qui a été fait par les gens qui étaient à Bélanger-Campeau: la part de la population québécoise dans le Canada, la part du PIB. Il y a différents motifs qui sont invoqués suivant la nature des sujets. On a examiné ça. Il nous est apparu que dans la plupart des cas ce qui avait été utilisé pour les dollars était applicable aux effectifs, sauf certains cas qui sont mentionnés ici.

À titre d'exemple, les anciens combattants. Dans le fond, Bélanger-Campeau nous dit c'est 13,1 %. De mémoire, je crois que c'était sur la base du nombre effectif d'anciens combattants québécois versus anciens combattants total au Canada. Alors, dans un premier temps, on a voulu appliquer ce taux-là. Toutefois, en faisant

notre analyse plus détaillée, on a constaté qu'il y avait au Québec un hôpital pour anciens combattants, pour lequel il y avait environ 1200 employés fédéraux. Dans ce contexte-là, nous, on a considéré l'hôpital comme étant un service déconcentré sur le territoire, comme un bureau d'assurance-chômage ou tout autre. Et, dans ces cas-là, on s'est dit: On prend le réel et non pas un pourcentage parce que notre objectif n'était pas de partager les coûts, mais notre objectif était la fonctionnalité d'une organisation. Et si on avait pris 13 % des effectifs de l'hôpital, l'hôpital devenait dysfonctionnel. On s'est dit: Il faut que l'hôpital continue à être fonctionnel. Donc, dans ce cas-là, on a pris, pour les employés de l'hôpital, 100 % et pour les autres effectifs fédéraux anciens combattants au Québec, on a appliqué le taux de Bélanger-Campeau.

**Mme Marois:** D'accord, et c'est comme ça tout au long...

**M. Lamonde:** Dans chacun des cas.

**Mme Marois:** Ça va. Donc, ce remodelage-là, c'est qu'il y a une annexe à un moment donné où vous faites un petit calcul savant sur la base effectifs Québec, effectifs Canada, masse salariale Québec, masse salariale Canada, et où vous revisez un peu. Vous dites: L'étude Bélanger-Campeau arrive à 17,9 % au niveau du taux moyen de rémunération et avec votre facteur de correction qui est de l'ordre de 1,0226, vous arrivez à 18,3 %.

**M. Lamonde:** Oui, je vais expliquer ça.

**Mme Marois:** Je sais que vous l'avez fait au début mais reprenez-le donc, oui.

**M. Lamonde:** O.K. En fait, dans le cas des effectifs, notre compréhension de Bélanger-Campeau c'est qu'il y a eu une opération qui a été faite. Ça a été de prendre la masse salariale des fonctionnaires fédéraux au Québec et de l'appliquer sur la masse salariale des fonctionnaires fédéraux au Canada, sur la base, je crois, de l'univers du Conseil du trésor, de mémoire, Bélanger-Campeau a trouvé comme résultat que ça faisait 17,9 %. Il y a eu une comparaison, je crois, qui a été faite avec l'univers statistique de Statistique Canada qui disait qu'il y a 18, 18,1 % des effectifs fédéraux qui sont au Québec. Donc, c'était très près. Ça avait du sens.

Nous, quand on a cheminé, on arrivait à 18,4 %. Alors, on s'est interrogé à savoir pourquoi Bélanger-Campeau quand il applique les masses salariales trouve 17,9 et pourquoi, nous, quand on prend les postes et non pas les masses salariales, on arrive à 18,4. On a voulu, on s'est interrogé pour savoir si on n'avait pas une erreur quelque part. On a cherché l'explication. Et ce qu'on a trouvé, c'est la chose suivante.

C'est que Statistique Canada fournit des statistiques sur les masses salariales de la fonction publique fédérale. Et quand on a regardé ça, on a constaté que la rémunération moyenne des fonctionnaires fédéraux au Québec, suivant Statistique Canada, était inférieure à la rémunération moyenne des fonctionnaires fédéraux dans l'ensemble du Canada. Donc, pour une même masse salariale, au Québec, on peut avoir plus de fonctionnaires fédéraux que dans le Canada dans l'ensemble. On a dit si on prend l'écart, la relation entre les deux masses, entre les deux niveaux de rémunération dans l'ensemble du Canada et pour le Québec et qu'on l'applique à Bélanger-Campeau, on obtient quoi? On obtenait 18,3 %, ce qui est très près de notre chiffre.

**Mme Marois:** Oui, c'est ça.

**M. Lamonde:** Donc, il y a une conciliation entre les données calculées originellement par Bélanger-Campeau sur base de masse salariale et notre calcul sur base poste par poste.

**Mme Marois:** Oui, d'effectifs. Oui, d'accord. Bon, là, je pense que je vous suis bien. Sur la notion de temps complet, ce sont les postes tous transformés, finalement, sur valeur temps complet, est-ce que c'est ça?

**M. Lamonde:** C'est ça. Ce sont toutes les personnes-année, en fait.

**Mme Marois:** C'est ça. Bon, O.K. C'est pour être sûre qu'on parle des mêmes choses.

**M. Lamonde:** Ou années-personnes.

**Mme Marois:** Je veux revenir sur cette réalité à laquelle on est confronté et qui est, évidemment, un défi, on va tous en convenir ensemble. Il va y avoir personne qui va nier ça, de dire: Bon, bien, il y a un focus tout à fait particulier à mettre sur l'Outaouais. Et je reviens à cette préoccupation que nous avons, de ce côté-ci, de se dire: Comment faire en sorte que l'on solutionne ce qui pourrait être un problème si on ne l'aborde pas de front? Bon. Quand vous faites votre analyse, et moi, c'est ça la principale critique que je peux faire de votre analyse, c'est que c'est... Dans le fond, c'est statique, hein? C'est statique dans le sens où vous dites, vous appliquez une quote-part. On s'est entendu, on a regardé ce qu'on pouvait choisir de critères qui apparaissaient le plus pertinents. Je ne les commente pas, c'est correct. Ce sont ceux-là puis je pense que, quand vous faites cette analyse justement qu'on vient de faire ensemble par rapport à Bélanger-Campeau, vous dites: Bon bien, on peut regarder, après ça, bloc par bloc et voir ce qui pourrait être appliqué et passé au Québec.

Mais il reste que vous ne remodelez pas la

nouvelle fonction publique québécoise. Vous le dites vous-mêmes, d'ailleurs, à la fin de votre document en disant: Le grand défi, ça va être ensuite de remodeler.

**Une voix:** Voilà.

**Mme Marois:** Comme, d'ailleurs, vous ne faites pas non plus cette analyse et c'est une... Ce n'est pas un blâme que je fais. Dans le fond, vous ne l'aviez pas, ce mandat-là, alors, il ne s'agissait pas de le faire.

Mais moi, qui dois continuer à travailler, je me dis: Il faut que je voie un peu les hypothèses qui vont se dégager de ça. Bon. Vous ne remodélisez pas. De un, vous ne redessinez pas et, de deux, il y a aussi, par exemple, le fait que Québec devienne la capitale d'un État souverain va amener, dans la capitale nationale, des fonctions qui n'y sont pas actuellement ou des postes qui ne sont pas là maintenant dont, entre autres, la question des ambassades. Je ne sais pas combien on a de consulats à Québec mais c'est sûr que ça va quand même prendre une ampleur un peu plus grande. Même si ce ne sont pas des milliers de postes, des dizaines de milliers de postes qui seraient concernés, ça peut aller jusqu'à quelques milliers de postes qui sont concernés.

Alors, donc, dans ce sens-là, on a un portrait statique des changements qui peuvent intervenir et qui concernent le fait qu'on prend des blocs qui sont actuellement assumés par Ottawa et on dit: C'est Québec qui va les assumer, avec les personnes concernées pour ce faire. Il y a des pertes, il y a des gains. Tout ça nous amène à 4500 à peu près, en trop dit-on, pour le Québec, compte tenu du monde qui est là. Maintenant, si l'on prend ça sous l'angle dynamique, on dit: Imaginons que la Capitale nationale voie son nombre de postes augmenter un peu encore, de 2000 qui est prévu à un autre 2000, etc. Ce qu'on peut dire, sous l'autre volet de la «remodélisation» de la fonction publique québécoise, c'est que, là, des fonctions qui sont actuellement à Québec, qui n'ont pas nécessairement, pour être fonctionnelles – et là, je vous suis, il faut que le nouveau gouvernement soit fonctionnel – des fonctions pourraient être assumées en régions et en Outaouais, en particulier, sans que ça ne nuise à l'efficacité de l'appareil gouvernemental.

Et là, évidemment, on ne parle plus des services fédéraux qu'on a transférés, qu'on a revus un peu rapatriés à Québec parce que c'est plus utile que ce soit comme ça, mais on peut parler de grandes régies ou de grandes sociétés d'État québécoises qui sont essentiellement d'ordre administratif et qui, donc, peuvent faire le travail aussi bien à Hull qu'à Chicoutimi, à Jonquière ou ailleurs. Et c'est là que je vous disais, dans mon intervention, au départ: C'est sûr que ça augmente le problème organisationnel.

Ça, je suis bien consciente de ça, mais ça nous ouvre une autre piste en termes de solutions. Et... Oui, je voudrais vous entendre un petit peu sur ça.

**M. Lamonde:** Vous avez tout à fait raison, que l'étude qui est là est statique. Vous avez aussi raison qu'on n'avait pas le mandat d'aller au-delà.

**Mme Marois:** Voilà.

**M. Lamonde:** Et vous auriez aussi raison si vous aviez dit qu'on aurait pu avoir le mandat d'aller au-delà. Ha, ha, ha!

**Mme Marois:** Ha, ha, ha! Là, c'est à la prochaine étape, là, mais on ne sait pas si c'est nous qui le donnerons ou quoi, là. Ha, ha, ha!

**M. Lamonde:** Mais ceci étant dit, je voudrais quand même faire remarquer que, malgré que ce soit statique, par rapport à la modélisation on a quand même donné une piste...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Lamonde:** ...qui est importante. Et quand on l'a donnée, il nous est apparu que c'était peut-être la seule. C'est-à-dire qu'on dit: Il faut que Québec soit une capitale nationale. Et dans le fond, on pourrait peut-être retrouver à Montréal, parce qu'il faudrait que ça continue d'exister comme pôle aussi, plus d'activités de nature commerciale, financière et autres et, dans la région de Hull, ce qu'on appelle, nous, des activités opérationnelles ou des opérations. On a même fait une nomenclature de ministères qui pourraient être là.

Donc, effectivement c'est statique, mais il y a une piste qui est envisagée de la façon dont on devrait dynamiser ça. Et ce qu'on dit, même si on n'a pas fait d'étude très détaillée, c'est que ça va être difficile d'avoir d'autres pistes que celle-là à cause des rôles existants à l'heure actuelle dans les deux fonctions publiques. D'autre part, ce qu'on dit aussi, qui est important, c'est qu'il faut absolument que cette modélisation-là existe avant qu'on décide de ce qu'on fait des postes fédéraux à Hull, parce que ça serait inefficent, inefficace, inéconomique qu'on prenne des postes et qu'on les envoie, disons, vers Québec ou vers Montréal et qu'ultimement, quand on aurait remodélisé la fonction publique québécoise, il faille les reprendre et les retourner dans l'autre sens.

**Mme Marois:** Je suis tout à fait d'accord avec vous.

**M. Lamonde:** Donc il faudrait éviter ça. Mais vous avez raison, c'est une étude statique.

**Mme Marois:** Parce que – et dans le fond, ce n'est personne d'entre nous, ici – ce sont des gens qui sont venus devant nous dont, entre autres, le professeur Saint-Germain dont vous avez sûrement lu le document, évidemment, qui nous ont dit: Bon, il y a des sociétés d'État qui peuvent fort bien accomplir leur travail à Hull. Comme on a des gens qui sont au Revenu à Jonquière ou qui sont au Revenu dans la région de Trois-Rivières, à Shawinigan, actuellement, et qui desservent des entités beaucoup plus grandes, finalement, que, évidemment, la région dans laquelle ils sont implantés. C'est dans ce sens-là que je me dis: Il y a, sans doute, des pistes à explorer.

**M. Lamonde:** Ce que je voudrais dire là-dessus, madame, pour conclure, c'est qu'il y a des difficultés organisationnelles qu'il ne faudrait pas négliger.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Lamonde:** Toute la dimension, entre autres, des conditions de travail des gens est à considérer dans cette démarche-là. Donc, il faut faire ça. Dans l'hypothèse qu'on examine, c'est certain qu'il faut faire ça. C'est certain qu'il y a des pistes de solution, et c'est aussi certain qu'il y a des difficultés à le faire.

**Mme Marois:** Oui. Moi, j'en conviens tout à fait avec vous. Et je pense que quelqu'un qui aura cette responsabilité, au plan de la gestion de projet, c'est un défi absolument extraordinaire, dans un sens; parce que c'est probablement la plus grande organisation, qu'on remodelera, qui ne s'est jamais remodelée.

Et ça, justement, ça va m'amener à une autre question. Vous dites: On a regardé un peu l'expérience du début des années 1970, où on a modifié les conditions de travail, etc. Mais est-ce que vous avez regardé des grandes entreprises – parce que c'est une chose que j'aimerais qu'on puisse faire – qui se sont fusionnées, les entreprises de grande taille, avec des scénarios qui auraient pu se dégager ou des expériences qui auraient pu être prises de ça pour permettre de dégager une façon de faire, même si elle peut être modifiée, adaptée ou changée?

**M. Lamonde:** On n'a pas regardé.

**Mme Marois:** Vous ne l'avez pas fait?

**M. Lamonde:** Non. Le seul examen qu'on a fait est très sommaire. Ce n'est pas une réalisation, c'est une planification envisagée, c'est celle des Français.

**Mme Marois:** Bon. C'est ça que j'allais dire parce que, actuellement, les Français travaillent sur la relocalisation – ils appellent la délocalisa-

tion ou la relocalisation – de groupes assez importants de fonctionnaires, ou de gens qui sont affectés à des fonctions publiques. Vous l'avez regardée un peu, donc, cette expérience-là? (17 h 30)

**M. Lamonde:** C'est-à-dire qu'on a regardé, comme je vous dis, quel est le plan actuel des Français. Ce qu'on constate, là-dedans, c'est la même chose qu'on propose, nous. C'est-à-dire qu'il y a une modélisation de la fonction publique dans le sens qu'on a identifié des fonctions, actuellement, centralisées alentour de Paris qui pourraient être réalisées ailleurs sur le territoire, et on a établi une priorité d'action en disant: Certaines fonctions, on pourrait procéder plus rapidement. Leur objectif, c'est de délocaliser 30 000 fonctionnaires d'ici l'an 2000 et 10 000 d'ici les trois prochaines années. Mais, les caractéristiques, c'est d'abord examiner ce qu'il était, en termes de fonction, possible de faire, qui demeurerait fonctionnel. Ils ont établi des priorités et ils ont l'intention de procéder en séquences. Donc, c'est des caractéristiques qui correspondent à celles que nous, on avait identifiées.

**Mme Marois:** Ça pourrait être intéressant de le regarder quand même. Mais, ils commencent quand à le faire, à procéder? Il me semble qu'il y avait un groupe qui était prévu pour le printemps, quelque part. Je suis assez bien...

**M. Lamonde:** Oui, c'est ça. Ils sont en démarrage...

**Mme Marois:** Bon, c'est ça.

**M. Lamonde:** C'est trop tôt pour savoir comment ça se vit les...

**Mme Marois:** Il sera peut-être intéressant quand même d'observer exactement quelles sont les difficultés qu'ils vont rencontrer et tout ça. Puis, évidemment, chaque expérience est différente, mais on peut quand même tirer des leçons quelque part pour s'en servir un peu.

**M. Lamonde:** Nous, on est intéressés à les observer, en tout cas.

**Mme Marois:** Mais, en tout cas, moi de même. Une question un peu plus pointue. J'ai été étonnée, je dois vous dire, en regardant votre rapport puis en l'analysant... Au niveau du ministère du Revenu, là, on va aller au document principal, au Revenu national, à la page 53. Si je comprends bien, là, on garde tout le monde?

**M. Lamonde:** Pardon?

**Mme Marois:** Si je comprends bien, on garde tout le monde?

**M. Lamonde:** Oui. Il faudrait retourner à l'Annexe IV qu'on avait tantôt...

**Mme Marois:** Oui.

**M. Lamonde:** ...sur le Bélanger-Campeau...

**Mme Marois:** On va y revenir ensemble.

**M. Lamonde:** ...amendé.

**Mme Marois:** D'accord, allez-y. Oui.

**M. Lamonde:** Sur le Revenu national. Ce qu'on dit...

**Mme Marois:** Oui, c'est ça, les tableaux qui sont à l'horizontale.

**M. Lamonde:** Alors, ce qu'on dit dans ce cas-là, c'est que pour le volet «impôt de Revenu national», on maintient l'effectif actuel au Québec. Alors, on dit: Pourquoi n'applique-t-on pas le taux de Bélanger-Campeau? Bélanger-Campeau parle de 25,4 %. Pour nous, on dit: Ce taux-là n'est pas vraiment contestable. C'est un bon taux. Le problème, c'est la masse sur laquelle on l'applique parce que, présentement, il faut savoir que le Revenu national «impôt fédéral» fait l'impôt fédéral et fait l'impôt de toutes les autres provinces au Canada. Donc, la masse des fonctionnaires qui est là, il y en a une partie qui est dédiée Canada, mais il y en a une autre partie qui est dédiée x provinces...

**Mme Marois:** C'est ça.

**M. Lamonde:** On peut bien appliquer les 25,4 %, mais il faudrait l'appliquer sur la bonne masse et exclusivement sur celle qui est dédiée Canada. Cette information-là ne nous étant pas disponible, on n'a pas pu faire le travail tel qu'il était. On a fait un petit calcul arithmétique très rapide en se disant: Si... On a regardé la quantité de fonctionnaires au Québec, à Revenu Québec, et on s'est dit: Si chacune des provinces, étant donné son ratio de population, avait le même effectif et qu'on enlevait ça de la masse fédérale, ça donnerait quoi? O.K. Ce qu'on a constaté, c'est que là, et qu'on appliquait dessus les 25,4 %, c'est qu'on arriverait significativement en bas de l'effectif réel québécois, réel fédéral au Québec. Par contre, si on prend les 25,4 % sur l'ensemble de la masse actuelle, on arrive à un chiffre significativement supérieur...

**Mme Marois:** D'accord.

**M. Lamonde:** Bon, on s'est dit...

**Mme Marois:** Devant l'impossibilité de procéder, gardons-les tous.

**M. Lamonde:** C'est ça. D'autant plus... Bon, donc, ça, c'était l'arithmétique; l'autre partie, c'était une partie de raisonnement par rapport au comportement du gouvernement fédéral en termes d'impôt, particulièrement au Québec. Il a eu tendance à avoir une stratégie de mettre en place au Québec des services pour la population québécoise. Il a eu cette tendance-là. On se souviendra des mises en place... Jonquière, je crois...

**Mme Marois:** Jonquière, c'est ça, puis Shawinigan.

**M. Lamonde:** Shawinigan. Donc, on s'est dit: Prendre l'hypothèse que le réel actuel au Québec, c'est vraisemblablement ce qui nous reviendrait de fait parce que c'est les gens qui rendent vraiment des services aux Québécois – s'il s'agit de rendre un service à des gens que de prélever l'impôt – mais, sur cette base-là, on a décidé de retenir le réel. Ce n'est pas plus fort que ça. Par contre, ce n'est pas plus faible que ça non plus. Et, dans les circonstances, c'est le mieux qu'on a pu faire.

**Mme Marois:** D'accord.

**M. Lamonde:** Donc, il y a une partie de raisonnement, là, qui tient.

**Mme Marois:** C'est ça, parce que probablement là, moi, où ça m'a le plus étonnée... Bon, je me disais Douanes et Accise, ça ne va pas trop mal mais quand on arrive à l'impôt, comme de toute façon nous traitons avec les personnes comme avec les entreprises, il y aura sûrement, au niveau de la révision d'un certain nombre de fonctions... non? Oui, je vous écoute.

**M. Lamonde:** Ce qui n'est pas dit ici, l'hypothèse, c'est qu'il n'y a pas de rationalisation.

**Mme Marois:** Oui.

**M. Lamonde:** La journée où on mettrait ensemble fonctions publiques fédérale et provinciale, il est évident qu'il faudrait examiner de façon spéciale les employés de Revenu Canada, Revenu Québec, parce que ce n'est pas sûr qu'il ne faudrait pas faire une rationalisation dans ce cas-là.

**Mme Marois:** Bon, c'est ça, c'est un autre élément des questions que je voulais soulever avec vous. Vous faites référence dans votre document au fameux document fait par le Conseil du trésor sur les chevauchements et les doublonnements, que j'ai lu moi-même aussi. Il m'a semblé, bon, relativement sérieux; évidemment, je l'ai lu, je n'ai pas été fouiller comment avait été leur technique de collecte de données, tout le

machin. J'ai pris pour acquis que, si on accordait une certaine crédibilité à ce type de document, c'est parce qu'on y avait mis du sérieux, etc. Pour se rendre compte, effectivement, que les véritables chevauchements, c'est-à-dire les doubléments parfaits: mêmes services, mêmes clientèles, sont de l'ordre de 1.8 %, je pense. C'est tout petit. Mais dans votre document – vous en faites état, entre autres, à la page 71 – vous en parlez toujours, que ce document existe, vous-même vous le qualifiez avec l'échelle qu'eux-mêmes se sont donnée, de 1 à 5, mais vous n'en tenez pas compte cependant, d'aucune espèce de façon, dans le travail que vous faites. Vous faites référence au fait que c'est un travail plus fin qu'on devrait continuer à faire. Nous, on a toujours eu l'information à l'effet que ce travail avait déjà été fait pour un bon nombre de ministères au gouvernement du Québec. Est-ce que vous vous êtes adressé au gouvernement du Québec pour avoir de l'information à cet effet-là?

**M. Lamonde:** Non, madame.

**Mme Marois:** D'accord.

**M. Lamonde:** Parce que, d'abord, le temps imparti pour le mandat qu'on avait était relativement court et, d'autre part, sur cet aspect-là, nous, notre hypothèse, c'est qu'on ne visait pas à faire des rationalisations tout de suite. Ce qui nous apparaissait important dans notre analyse, c'était de voir ce qui s'arrimait – c'était ça, notre démarche – ce qui pouvait s'arrimer entre les services fédéraux et les services québécois. Évidemment, quand il y a un doublement, c'est sûr que ça s'arrime, bon, O.K.? Donc, la notion de chevauchement, et la source du document du Conseil du trésor nous était particulièrement utile parce qu'elle nous permettait de valider nos propres perceptions quand on regardait ce que font les fonctionnaires fédéraux au Québec, et versus un correspondant québécois qui peut exister ou qui, dans certains cas, n'existe pas. Bon.

**Mme Marois:** Hum, hum.

**M. Lamonde:** Donc, on l'a utilisée plus comme effort de validation de nos propres perceptions et c'est sûr qu'on a constaté, on le dit comme eux, qu'il y a des endroits, et c'est mineur, où il y a de véritables doubléments. Bon. C'est un sujet de rationalisation éventuelle et Revenu Canada Québec, pour le volet Impôt, est un sujet particulièrement intéressant dans cette problématique.

**Mme Marois:** Enfin, où il y a sûrement...

**M. Lamonde:** C'est ça. Il y aura certainement des économies d'échelle à faire dans la

dispensation de ce service entre guillemets.

**Mme Marois:** Hum, hum. D'accord. Bon, j'essaie de revoir mes notes, je pense que j'ai fait pas mal tout le tour de ce que je voulais discuter avec vous. Je vous redis à nouveau que j'apprécie beaucoup le travail qui a été fait, les recommandations aussi que vous faites quant à la suite des choses, parce que moi, ma préoccupation, c'est vraiment qu'on puisse faire ce travail de transfert, de modélisation de la façon la plus ordonnée possible et sans que les gens n'aient à en payer le prix.

Vous mentionnez que les gens devraient être consultés, les gens concernés, tant les gestionnaires, évidemment, que les travailleurs et les travailleuses des deux fonctions publiques. Moi, je pense que c'est une des conditions essentielles à la réussite d'une opération comme celle-là. Qu'il y ait quelque part des grains, à l'occasion, dans la machine, il y en aura. Que ce soit compliqué, c'est sûr. Que ça grinche un peu, oui, bien sûr. Mais si on sait où on s'en va et que c'est clair, ce que l'on veut faire, avec des stratégies aussi bien identifiées, où les partenaires vont être associés, je pense qu'on maximise notre capacité de réussir l'opération en faisant en sorte qu'on ne fasse pas payer le prix aux gens qui ne sont pas responsables, nécessairement, de ces changements-là et de cette réalité-là.

Dans ce sens-là, le scénario que vous proposez ou les avenues que vous proposez au niveau de la réaffectation, de la réorganisation, je pense, sont intéressants. Ils mériteraient maintenant d'être poussés beaucoup plus loin en termes de cheminement critique, d'une façon très précise et très fine, pour qu'on sache exactement comment chaque geste pourrait se poser et à quel moment. Est-ce qu'on le prend ministère par ministère? Est-ce qu'on le fait d'une façon... Vous dites: Oui, un organisme central pour superviser un peu l'opération. C'est ce que j'ai cru comprendre de vos conclusions. Enfin... Nous avons reçu très positivement votre document qui, je pense, ouvre de nouvelles portes, en ferme quelques-unes mais en ouvre un certain nombre aussi. Merci.

**Le Président (M. Benoit):** Merci, Mme la députée de Taillon. Maintenant, la parole est au député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I hope you do not mind if I make my commentary and questions in English. Répondez en français si vous préférez.

I will begin by saying that I would agree that your study is very precise and very persuasive, so long as it deals with those civil service issues that involve clear thinking about salary scales or a rational placement, let us say, when you were talking about something like the



Veterans' hospital or something of that kind. On the other hand, I am afraid I have something of the same difficulties with the larger argument as you heard from the deputy from Hull. I cannot help thinking, and I say this as a general commentary not applied particularly to your study but to many of the studies that we have heard before this committee, that the case may remind me of that old joke about a policeman who finds a man under a street light, on all fours, and he says: «What are you doing?» And the man says: «I am looking for the keys to my house. I have lost them.» So, the policeman gets down on his hands and knees to help for a while and then says: «About where do you think you have lost them?» And he says: «But I have lost them a block away!» He says: «But what are you doing down on your hands and knees here?» Well, it is dark as can be a block away, we cannot see a thing so that is why we are looking here!»

I mean, in other words, if you say: «We will carry out studies on the implications of sovereignty where we will look at the problems, where we have the statistical information that makes it possible for us to draw precise conclusions, while we will carefully avoid investigating those questions on which it is very difficult for us to do this because we do not have the exact statistics. We do not know exactly what the intentions of particular people will be, we do not know what the effects of certain particular strategies will be or what the outcomes of constitutional negotiations will be. The difficulty, it seems to me in that case, is that does not mean that you can say: But we have got it pretty clear for 80 % or something of that sort. It is just a little part over on the edge that we are worried about. It is the other way around. It is the parts that, in fact, are murky in terms of providing precise information that are the critical ones.

If, for example, we consider this whole question of what is going to happen to the civil service, federal civil service essentially, in the advent of Québec sovereignty, then, surely, most of the critical questions are the ones the deputy from Hull was talking about. That is, I doubt that very many people would be worried either in the Canadian federal Government or in Québec about being able to work out some kind of arrangement on the disposition of federal positions and so on, where they could clearly be seen to be ones where there merely requires to be an administrative change in the interior of Québec, why Montréal or what have you? The Ottawa-Hull area, we are talking about something completely different. We are talking about tens of thousands of people tied in to the whole federal governmental structure. Now, I understand your point about the uncertainty of the intentions of these people and the complexity of the back and forth movement. I do not know

that you could do much more than, let us say, carry out some kind of polling, but what have you? But I still cannot see, if we do not have any information on precisely that critical issue, whether we really know what the implications of sovereignty are for the federal civil servants of Québec. It seems to me that that is the central issue. Not changing functions for people in Montréal or in Québec city or something of that kind. Could you comment on that?  
(17 h 45)

**M. Lamonde:** Oui. En fait, je pense que, et vous avez tout à fait raison, on n'est pas allé voir la situation réelle. Donc, un, on n'est pas allé voir ce que les gens souhaiteraient faire, c'est exact. On n'avait pas les informations «superdétaillées» pour savoir, au poste près, ce que chacun faisait. Par contre, ce qu'on a mis ici, qui, je pense, est utile à la commission, c'est de dire: Dans la mesure où l'événement arriverait – c'est-à-dire déclaration de souveraineté – quelles sont les difficultés pour l'État et pour les individus? Et est-ce qu'il y a des pistes de solution à ces difficultés-là? C'est ce qu'on a essayé de mettre ici, c'est-à-dire les difficultés possibles autant en termes organisationnels qu'en termes conditions de travail et relations de travail. Et je pense qu'on a aussi essayé de dire quelles pouvaient être les pistes de solution. Si on imagine le scénario du pire, c'est-à-dire que dans le cas d'une déclaration semblable l'autre partie, qui est le Canada, décidait de n'avoir aucune collaboration, là, on ne sait pas du tout comment se comporterait chacun des individus. C'est encore plus difficile. Les difficultés s'additionnent.

Ce qu'on a dit, nous, c'est que pour toutes sortes de raisons, on pense que ce scénario du pire n'est pas celui qui se produirait dans cette éventualité-là parce que, effectivement, il y a des intérêts économiques des deux côtés. On a vu, je pense, dans la présentation, en ce qui concerne les conditions de travail, que le gouvernement du Canada a certains engagements majeurs envers ses fonctionnaires, en cas de démission ou autre, qui impliquent des sommes d'argent considérables, d'une part. D'autre part, le fait qu'il y a des gens qui travaillent au Québec, qui rendent présentement des services à l'ensemble des Canadiens, poserait un problème si ces services-là n'étaient plus rendus à l'ensemble des Canadiens. Donc, pour toutes ces hypothèses-là, ces motifs-là, je pense qu'on peut imaginer un scénario où les gens vont essayer de négocier. Ça ne veut pas dire que les gens vont être d'accord immédiatement. Ça ne sera pas difficile, mais je pense qu'il est dans l'intérêt de tout le monde de le faire dans l'éventualité dont on parle.

Alors, je reviens là-dessus. C'est sûr qu'on n'a pas examiné le réel et quelle est la condition de chacun des individus. On a toutefois examiné quelles étaient les difficultés organisationnelles et de relations de travail qui vont se présenter,

et on a dit aussi quelles étaient les pistes de solutions. C'est le maximum où on pouvait aller dans le contexte actuel.

**M. Cameron:** Je pense que c'est très raisonnable. One last quick comment. I cannot help noticing that it seems to me surprising that a great number of defenders of the advantages of the sovereignty option are sort of simultaneously, as best I can tell, telling the people of Québec that there is considerable cost in duplicating provincial and federal civil service tasks, while at the same time, apparently trying to convince people that it will be possible to employ all the federal civil servants or nearly all of them at the provincial level. If you can do the second, surely, you also keep the cost that you do with the duplication of services, or very near.

**M. Lamonde:** Sur ce sujet-là, si j'ai bien compris votre commentaire, nous, on ne dit pas qu'il y a une grande duplication de services. On ne parle pas de ce coût-là, qu'on n'a pas évalué. Mais ce qu'on dit c'est que la duplication des services n'est pas très élevée, que les services à l'heure actuelle sont plutôt complémentaires et qu'ils peuvent le demeurer. Il y a certains cas de duplication qui vont nécessiter, effectivement, de la rationalisation. Mais notre interprétation à nous, notre lecture n'est pas à l'effet qu'il y a des duplications considérables.

**M. Cameron:** Well, in fact, that might indicate that the attempt to swallow up the federal civil servants would actually be a less economic exercise. The kind of thing that I am thinking of is that when people put together, for instance, colleges and universities. I saw this in the case of Concordia University. The old Loyola and Sir George Williams were, in effect, competitive and not complimentary. So, if they simply wound up with what, I think, the largest university administration in Canada, in terms of trying to provide functions for all of the bureaucrats in both educational institutions and all of the professors teaching essentially the same courses. I was imagining that there would be a possible parallel in terms of what might happen to the provincial and federal civil service if they were coalesced in a single Québec service. Is that not a real possibility?

**M. Lamonde:** It could be.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Oui, merci, M. le Président. M. Bradet, M. Lamonde on vous remercie d'être devant la commission aujourd'hui. Je pense que

c'est très intéressant pour nous d'approfondir spécialement cet aspect de l'intégration ou, si on peut dire, le rapatriement des fonctionnaires fédéraux dans la fonction publique québécoise. Ma question s'adresserait à M. Bradet, à Me Bradet. Je trouve dans votre étude, qu'il y a des questions vraiment très intéressantes et très pertinentes que vous soulevez dans votre mémoire.

En lisant votre rapport, on constate que plusieurs problèmes très concrets vont se poser rapidement. Par exemple, à la page 26 vous parlez de la prime de 800 \$ pour le bilinguisme. Qu'est-ce qui arriverait de ces 800 \$ dans un Québec souverain? Je vous énumère un nombre de questions et vous allez répondre à la fin, M. Bradet. À la page 34, vous parlez d'un maximum de 30 jours de vacances dans la fonction publique fédérale, et d'un maximum de 25 jours dans la fonction publique québécoise, et il faut se poser la question: Qu'arrivera-t-il de ces 30 jours de vacances dans un Québec souverain? Si j'ai bien compris, aux pages 45 et 46 vous faites valoir l'écart des salaires chez les ingénieurs travaillant pour Ottawa et pour Québec. Un ingénieur au Québec peut gagner jusqu'à environ 54 800 \$, alors qu'à Ottawa il peut gagner 78 000 \$. Qu'arrivera-t-il, encore là, dans un Québec souverain? Est-ce qu'on va les payer 54 000 \$ ou 78 000 \$? Ce sont des questions, je pense, très importantes. Et la question, je dirais, plutôt très concrète qu'il faut se poser: Est-ce qu'on va négocier à la hausse ou est-ce qu'on va négocier à la baisse? Parce qu'on sait très bien – et je pense que je vous ai entendu dire tantôt justement sur l'intégration de ces fonctionnaires à la fonction publique québécoise – que ça créerait un grand problème, parce que ce serait très difficile de ramener ces gens-là au même niveau que les fonctionnaires québécois. Et deuxièmement, étant donné qu'ils ont la possibilité de garder la même garantie d'emploi et, je dirais, le même salaire qu'ils ont avec les mêmes conditions et les avantages qui sont beaucoup plus nombreux dans la fonction publique fédérale que québécoise; à ce moment-là, ce serait quoi l'atmosphère à l'intérieur de la fonction québécoise intégrée par les fonctionnaires fédéraux?

Et ma dernière question, je vous la pose aussi dans la même veine. À la page 140, il y a une section sur les employés déjà à l'emploi du gouvernement du Québec. Vous faites allusion, au troisième paragraphe, aux employés occasionnels et vous dites, je lis: «La venue massive de nouveaux employés pourrait affecter les employés du gouvernement du Québec qui n'ont pas la sécurité d'emploi. Dans le même sens, le nombre d'employés occasionnels serait appelé à diminuer s'il y avait un excédent de personnel suite à cet engagement massif d'employés.» Alors, combien d'employés occasionnels de la fonction publique québécoise qui n'ont pas la sécurité d'emploi

risqueraient-ils de perdre leur emploi? Parce qu'il faut se la poser cette question-là, je pense aussi. Et c'est un peu le tour que je voulais faire sur cette aspect-là, M. Bradet. J'aimerais vos commentaires sur ces questions.

**M. Bradet (Denis):** En ce qui concerne les différences que vous avez identifiées dans les conditions de travail: prime de bilinguisme, écart de salaire, etc.; il est certain que pour nous, le point de départ c'est que le rapatriement des employés du fédéral au Québec implique un engagement. Au point de départ c'est un engagement comme tout nouvel employé. Et tout nouvel employé au gouvernement du Québec a déjà, se retrouve dès son premier jour d'emploi, avec des conditions de travail qui sont celles des fonctionnaires du Québec, intégralement. De telle sorte que les employés rapatriés, sans aucune intervention législative ou sans aucune négociation avec les associations syndicales, se retrouveraient intégralement avec les conditions de travail des autres fonctionnaires québécois. Qu'est-ce qui arrive des conditions de travail qu'ils perdent, s'ils en perdent? Bien, tout dépend de la garantie que le gouvernement du Québec décidera de leur accorder ou de ne pas leur accorder lorsqu'il leur offrira un emploi. Il pourrait, dans l'offre d'emploi, offrir des garanties. Il pourrait ne pas en offrir. S'il offre des garanties qui impliquent des conditions de travail différentes de celles des fonctionnaires québécois, il faudra donc qu'on écarte, qu'on bonifie ou qu'on modifie le régime actuel pour le groupe d'employés rapatriés.

Donc, oui, on peut maintenir les conditions de travail des employés rapatriés. Lesquelles devrait-on maintenir? Lesquelles peut-on maintenir réalistement? Toute la question effectivement est là. Il y a des choses faciles à faire, dire par exemple: On va protéger votre salaire. Ça coûte des sous, mais c'est facile à donner comme garantie. Mais, garantir par exemple la classification, ce qui implique tout un système de promotions, c'est peut-être beaucoup plus complexe parce que ça découle d'un ensemble législatif qui n'est pas le même au Québec qu'au fédéral. Alors, c'est pour cette raison que nous avons insisté – votre question est très pertinente – sur toute la dimension, toute la problématique de la définition de la garantie du maintien des conditions de travail que le gouvernement du Québec donnerait dans son offre d'emploi.

Deuxième question que vous mentionnez, la question des occasionnels. Effectivement, dans une opération, dans une situation de surplus de personnel dans la fonction publique québécoise, pour une raison ou pour une autre, parce qu'on en a engagé d'autres par exemple, parce qu'on a rapatrié un certain nombre d'employés, les premières catégories d'employés québécois susceptibles d'être affectées, ce sont les employés occasionnels et les employés permanents qui

n'ont pas la sécurité d'emploi, c'est-à-dire les employés qui n'ont la permanence que depuis deux ans, depuis moins de deux ans. Donc, pour ces deux catégories d'employés, les mécanismes de sécurité d'emploi effectivement ne s'appliquent pas et la possibilité de mise à pied existe. La garantie d'emploi qu'implique la sécurité d'emploi ne s'applique – si je le dis dans un autre... à l'inverse – que pour les employés qui sont permanents au gouvernement du Québec depuis plus de deux ans.

**M. Maciocia:** Ma question, M. Bradet, il y en a combien d'occasionnels, des employés permanents mais qui n'ont pas de sécurité d'emploi ici au Québec actuellement?

**M. Bradet (Denis):** C'est un chiffre que je ne connais pas.

**M. Maciocia:** O.K. On va probablement le chercher. Est-ce que... je voulais retourner quand même justement à cet aspect qui est très important, je crois, dans les négociations... qu'elles doivent venir dans un éventuel Québec souverain, c'est que, est-ce que d'après vous ça serait facile, pas seulement facile, mais je dirais même réaliste d'offrir moins que ce qu'ils ont actuellement – les employés de la fonction publique fédérale – pour les intégrer à la fonction publique québécoise? Est-ce que d'après vous, c'est même imaginable, des gens qui sont là depuis 15 ans, depuis 20 ans, depuis 25 ans?

**M. Bradet (Denis):** Je serais tenté de vous répondre que ce n'est pas une question juridique pour moi. Je peux seulement vous référer à... peut-être à titre d'exemple, au précédent que nous avons identifié, celui qui concerne certains groupes d'employés pour l'Immigration et certains groupes d'employés pour la TPS. Je suis obligé de constater, en regardant ce qui a été fait dans ce cas-là, que les garanties données ne sont pas des garanties de maintien total et intégral de toutes les conditions de travail. Il y a eu, dans le transfert, certaines conditions qui ont été modifiées, perdues, ajoutées, mais ce n'est pas un maintien intégral l'expérience que nous avons vue dans ces deux cas-là.

**M. Maciocia:** Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. Alors, M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** Merci, M. le Président. Merci, M. Lamonde et vos collègues. Je voudrais vous référer à la page 70 de votre étude où vous traitez de l'organisation de l'opération. Vous dites, en premier paragraphe: «Le transfert des programmes et des effectifs fédéraux est une opération complexe et d'envergure...» etc., et, au deuxième, «...chaque ministère et organisme

québécois devra contribuer à l'examen des fonctions fédérales et de leur arrimage aux fonctions québécoises ainsi qu'à la modélisation de la fonction publique québécoise. De plus, ils seront directement responsables de la réaffectation des individus. Il sera nécessaire qu'une équipe, au sein de chaque ministère et organisme impliqué soit dédié à cette démarche».

(18 heures)

Alors, M. le Président, je voudrais demander à M. Lamonde s'il a eu accès, s'il a demandé et s'il a eu accès aux études qui ont déjà été faites par chacun des ministères du gouvernement, sur cette question justement. Parce que, lorsque nous nous remémorons le mémo de l'arrêté en conseil et les directives qui ont été demandées par le Secrétariat exécutif du ministère des Finances, c'était précisément ce que vous dites, là. Est-ce que vous avez eu accès? Est-ce que vous y avez pu vous informer sur cette question, et est-ce que vous avez eu accès à ce qui a déjà été fait?

**M. Lamonde:** On n'a pas demandé; évidemment, on n'a pas eu accès.

**M. Léonard:** Vous n'avez pas demandé.

**M. Lamonde:** Non.

**M. Léonard:** Si je comprends bien, ça aurait été très utile de l'avoir, d'avoir les travaux qui avaient été faits là.

**M. Lamonde:** C'est évident. Définitivement.

**M. Léonard:** M. le Président, je trouve que le gouvernement, à ce stade-ci, devrait au moins rendre publiques les études qu'il a fait faire, par chacun de ses ministères, précisément sur cette question. À mon sens, il oblige des gens à travailler pour le compte de la commission de façon théorique, trop souvent, alors que dans le concret, ça a déjà été fait. Mais ça n'a pas été fait. Je regarde les gens d'en face, ils ont des réactions, des mimiques qui s'agitent, mais sans plus.

**M. Brassard:** Il n'y a plus de représentant du gouvernement depuis trois mois à cette commission. Ça fait que...

**Une voix:** À part ça, ça va bien?

**M. Léonard:** Ça va bien. Oui.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** S'il vous plaît!

**M. Léonard:** Alors, M. le Président, je suis particulièrement d'accord avec cela, qu'il y ait des études faites dans le détail, qu'on regarde chacune des fonctions, parce que dans des

opérations de fusion d'entreprises, c'est l'aspect le plus délicat. Les directions d'entreprises peuvent décider de fusionner sur le plan financier, financer les bilans, les états de profits et pertes, la direction, mais dans le concret, si une fusion est mal préparée, les conséquences peuvent être dramatiques au plan du personnel. À mon sens, il serait important qu'on attache beaucoup d'attention à cette question.

D'ailleurs, si je comprends bien l'attitude du gouvernement, les hauts fonctionnaires ont donné de ces directives, à l'époque, en voyant très bien venir les événements. Mais il y a quelqu'un, au plan politique, qui a mis les freins, c'est ce qui s'est passé. Les cas de fusion d'entreprises qui ratent, c'est très souvent parce que, dans le détail, on a mal planifié. Et je pense que c'est la responsabilité du gouvernement de le faire très correctement. Si c'est vrai qu'on veut évaluer des choses, il me semble que oui, on doit faire ces travaux. Surtout, pour l'information du public, on doit rendre public ce qui a déjà été fait. Alors, c'est la remarque que je voulais faire à ce sujet.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merçi. M. le député de Verdun.

**M. Gauthrin:** M. le Président, je voudrais m'adresser à M. Bradet, si vous le permettez et concentrer mes questions envers lui. J'ai beaucoup apprécié votre texte et la qualité du travail que vous avez fait. La première question que je me pose, c'est la question de l'ancienneté. Alors, je ne connais peut-être pas bien les questions, au niveau des conventions collectives dans le secteur public, je m'en excuse. Est-ce que l'ancienneté est une variable importante dans les conventions collectives dans la province de Québec? Et est-ce que, à ce moment-là, l'intégration des gens... Comment cette question d'ancienneté, si c'est une variable importante, va-t-elle être maintenue ou non maintenue dans l'intégration éventuelle? Vous n'avez pas touché cette question-là. Peut-être que ça veut dire que l'ancienneté n'est pas une variable qui, dans le secteur public, est importante, et j'avoue mon ignorance.

**M. Bradet (Denis):** Oui. On est obligé de constater que l'ancienneté n'a pas, par exemple, dans la fonction publique l'importance qu'elle a, par exemple...

**M. Gauthrin:** Dans le secteur privé.

**M. Bradet (Denis):** ...dans le secteur des affaires sociales, par exemple, ou dans le secteur privé, où c'est très, très important. Mais elle est quand même importante pour le choix de certains bénéfices, les vacances, évidemment, et aussi, elle a une implication au niveau de la sécurité d'emploi. C'est-à-dire qu'en bout de ligne,

lorsque le processus force au déménagement; vous avez vu, dans notre rapport, qu'après une certaine période de stabilité d'emploi pendant laquelle l'employé ne peut pas être déplacé dans un rayon qui excède 50 km, après cette période-là, il peut être déplacé. Le choix de la personne à déplacer va se faire, entre autres, en tenant compte de l'ancienneté. Alors, oui, ça a une importance, entre autres, au niveau de la sécurité d'emploi et pour déterminer les employés qui seraient affectés, l'ordre dans lequel ils seraient affectés. Outre ces deux éléments-là, je ne...

**M. Gauthrin:** Alors, l'intégration des fonctionnaires fédéraux...

**M. Bradet (Denis):** Oui.

**M. Gauthrin:** Est-ce qu'ils rentreraient avec une ancienneté zéro? Parce que vous avez peut-être plusieurs choix, ils vont rentrer comme si c'était un nouvel engagement ou est-ce qu'il faudrait leur transférer l'ancienneté qu'ils avaient dans la fonction publique?

**M. Bradet (Denis):** Je saisis mieux votre question. Encore une fois, le point le plus important, je pense, c'est de se rappeler toujours que, théoriquement, les employés rapatriés, ou affectés, ou transférés, ou que nous embaucherions sont de nouveaux employés qui entrent dans la fonction publique provinciale avec aucun droit acquis, aucun bénéfice particulier, qui entrent avec exactement les mêmes conditions de travail que les fonctionnaires de la fonction publique québécoise, ce qui veut dire, au niveau de l'ancienneté, au niveau des banques de congés de maladie, qu'il n'y a, à l'entrée, aucun bénéfice. Il n'y a pas d'ancienneté, pas de banque de congés de maladie. Rien. Il y a les conditions de travail d'un nouvel embauché dans la fonction publique québécoise.

De là la nécessité, si on veut attirer les employés, de leur garantir certains bénéfices, par exemple de leur dire: Si vous entrez à notre emploi, on reconnaîtra l'ancienneté que vous avez obtenue chez un autre employeur, qui est le gouvernement du Canada. Mais cette reconnaissance-là, la reconnaissance d'un bénéfice comme celui-là, qui est un bénéfice exorbitant de la convention collective, ne peut pas se faire si on ne modifie pas la convention collective ou si on n'intervient pas législativement. Ça ne peut pas se faire unilatéralement, dans notre esprit.

Donc, pour répondre très précisément à votre question, l'employé du gouvernement fédéral qui, demain matin, est engagé au gouvernement du Québec arrive avec zéro d'ancienneté.

**M. Gauthrin:** Je reprends la sécurité d'emploi. Il a, actuellement, la sécurité d'emploi au gouvernement fédéral. Est-ce que je dois comprendre qu'il redeviendrait permanent mais n'ob-

tiendrait la sécurité d'emploi au gouvernement provincial, dans le scénario que vous donnez, seulement qu'au bout de deux ans?

**M. Bradet (Denis):** Effectivement, la permanence devrait faire l'objet d'une garantie, elle aussi, comme l'ancienneté. Sinon, il n'y a pas de permanence avant deux ans.

**M. Gauthrin:** Bien, moi, je me pose - c'est un scénario que vous n'avez pas envisagé - mais j'essaie de me mettre à la fois dans les bottes de quelqu'un et après dans les bottes du gouvernement fédéral. Vous êtes actuellement un fonctionnaire fédéral ayant une pleine sécurité d'emploi, on vous transfère à un poste au Québec. Vous pouvez avoir un intérêt, évidemment, parce que c'est votre lieu de résidence mais vous avez une pression ou un risque quant à votre sécurité d'emploi. Donc, vous perdez, à l'heure actuelle, votre sécurité d'emploi. On vous transfère sur un poste permanent et la sécurité d'emploi ne sera obtenue qu'au bout de deux ans, dans le transfert, parce qu'à l'heure actuelle le fonctionnaire fédéral va perdre sa sécurité d'emploi pour deux ans.

**M. Bradet (Denis):** À moins qu'on ne la lui reconnaisse...

**M. Gauthrin:** ...par voie législative. Parce que de l'autre côté, ce qui risquerait d'arriver, supposons que l'ensemble des fonctionnaires fédéraux préférerait rester à l'emploi du gouvernement canadien - ce qui resterait dans leur droit - ça poserait à ce moment-là un problème qui serait un problème politique extrêmement grave pour le gouvernement canadien, si je peux dire, qui aurait un énorme surplus de fonctionnaires et qui serait obligé de légiférer soit pour les renvoyer au Québec soit pour briser le sens de la sécurité d'emploi parce que, à ce moment-là, il serait dans un problème budgétaire qui serait quasiment insoluble. Est-ce que c'est bien la situation dans laquelle on se retrouverait?

**M. Bradet (Denis):** Je le pense.

**M. Gauthrin:** Bon. Eh bien, écoutez, je pourrais poursuivre longtemps mais vous m'avez au moins signalé qu'il y avait quand même certains problèmes quant à l'intégration des fonctionnaires fédéraux. Évidemment, il y a des pistes de solution mais il peut y avoir aussi des grains à l'intérieur, qui ne sont peut-être pas simplement de petits grains comme disait la députée de Taillon tout à l'heure, du moins je le pense. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. Mme la députée de Lac-Saint-Jean...

**M. Brassard:** Monsieur.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** M. le député de Lac-Saint-Jean, excusez. Ha, ha, ha!

**M. Brassard:** Écoutez, M. le Président...

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Je n'ai aucun doute sur votre identité, c'est un lapsus.

**M. Brassard:** N'ayez aucun doute sur mon orientation non plus, M. le Président. C'est parce que Mme la députée de Taillon aurait une question à poser. Je vous céderai la parole, je reviendrai après plutôt.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Bien, alors, Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Je n'ai malheureusement pas compris le dernier point de mon collègue d'en face, mais...

**M. Brassard:** C'était mal venu.

**Mme Marois:** ...c'était un peu... Pour ce qui est des remarques générales qui étaient faites au sujet de la possibilité de choix, entre autres des gens de la fonction publique fédérale, dans les faits, l'Alliance de la fonction publique a fait un sondage auprès des travailleurs et des travailleuses de la fonction publique fédérale – qu'il représente comme syndicat – et sur un échantillon de 600, ce n'est quand même pas mal au Québec, et un pourcentage relativement important – évidemment, c'était il y a un an exactement, c'était en avril 1991 – il y avait un pourcentage relativement important qui disait: Bon, un premier choix, ce serait de rester au gouvernement fédéral. Est-ce que vous avez pu un peu regarder ce sondage-là? L'avez-vous vu ou avez-vous pensé en faire un semblable? Parce que, tout à l'heure, vous avez dit: Bien, c'est un peu compliqué à évaluer. Parce que, moi, je la pose la question. On parle presque de 40 % ici, mais, mon hypothèse, c'est qu'il peut y en avoir 10 %, 15 % de gens. Je veux dire, à ce moment-là, ça aussi, c'est un autre élément pour faire en sorte que la négociation se fasse positivement et en respectant les travailleurs et travailleuses concernés parce que, sans ça, le problème, ce n'est pas le Québec qui va l'avoir, c'est le fédéral qui va avoir le problème dans les bras, puis il va être important à part ça.

**M. Lamonde:** Bon, d'abord, on n'a pas regardé le sondage. On n'en a pas fait. On n'avait pas l'intention d'en faire. Ça nous apparaissait être à l'extérieur de notre mandat et surtout du temps imparti pour le faire. Et je pense qu'il est important de rappeler que, dans

le comportement des individus, il y a toutes sortes de facteurs qui vont jouer...

**Mme Marois:** Oui, je suis persuadée de ça.

**M. Lamonde:** ...mais il y en a un qui est de notre regard à nous, où on dit: Ce qui va largement influencer le choix, c'est l'engagement qu'on va prendre envers eux.

**Mme Marois:** Je suis persuadée de ça.

**M. Lalonde:** Plus l'engagement sera faible, plus la tendance sera à l'effet qu'il y a moins de gens qui viendront, qui seront intéressés. Plus l'engagement sera élevé, plus il y aura vraisemblablement de gens qui auront tendance à venir.

**Mme Marois:** Oui, je suis assez d'accord avec vous. D'ailleurs, ce qui ressortait aussi c'est que, quand on disait qu'on respecterait les conditions, déjà, ça faisait varier le taux de gens qui choisissaient de rester au fédéral, mais, là, qu'ils étaient peut-être davantage prêts à venir au Québec. Merci.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. Si je comprends bien, Mme la députée de Taillon nous a parlé d'un sondage. Effectivement, il y en a eu un dans l'Outaouais québécois auprès de la fonction publique fédérale. Une grande majorité des fonctionnaires fédéraux voulaient rester dans la fonction publique fédérale. J'aimerais, M. le Président, revenir avec nos intervenants. Vous nous avez parlé, aux pages 69 et suivantes, que le redéploiement engendrait des coûts, bien sûr. Par exemple, il y a le déménagement qui affecterait pas mal de monde. Il y a également des réaménagements de bureaux, des équipements. On a parlé tantôt de certaines conditions de travail qui pourraient être acceptées par législation, entre autres la reconnaissance de l'ancienneté. On a parlé des banques de congés-maladie. En tout cas, il y en a pour les fous puis les fins. Quand vous nous parlez de ça, ça engendre des coûts. On n'a pas établi quels pourraient être ces coûts-là?

**M. Lamonde:** Nous n'avons pas établi ces coûts-là.

**M. LeSage:** Selon vous, ... C'est parce que le Parti québécois nous fait des présentations à grand déploiement, comme celle qu'il a faite le 14 décembre, entre autres, qui dit – je cite le titre du Soleil, là: «Un Québec souverain sauverait une fortune en rapatriant les fonctionnaires fédéraux, dit le PQ». Quand vous voyez ça, une telle déclaration, vous autres, commencez-vous à douter de vos chiffres, ou bien non si vous êtes

d'accord avec... C'est quoi, votre réaction à ça?

**M. Lamonde:** Bien, moi, je ne peux pas, d'aucune façon, infirmer ni confirmer les études du Parti québécois. Je ne les ai pas vues, et je n'ai pas fait d'étude là-dessus. Ce que je peux vous dire, M. le député, c'est qu'effectivement, je pense qu'il y a des coûts à l'opération, c'est sûr. Je voudrais juste mettre en lumière la difficulté de les comptabiliser dans le cas de l'événement dont on parle. À titre d'exemple, mes collègues ont mentionné tantôt que, lorsqu'un fonctionnaire fédéral démissionne, il y a des engagements de l'État canadien, présentement, envers ces gens-là, à continuer de les rémunérer pendant une certaine période de temps. C'est sûr qu'il est vraisemblable que, dans un contexte d'accession du Québec à la souveraineté, le gouvernement canadien ne sera pas intéressé. Il ne pourra pas considérer ça comme des démissions usuelles, et s'il y en avait un grand nombre, ça occasionnerait un coût considérable pour lui. Donc, il n'est certainement pas intéressé à le payer, je pense que c'est une prémisse qui, jusque-là, se tient. Conséquemment, dans la négociation avec le Canada, je vous rappelle que j'ai mentionné que cette négociation-là devait couvrir différents aspects, dont la responsabilité qu'a chacun comme employeur. C'est sûr que le Québec, à l'examen de ça, dépendamment de l'engagement ou des engagements qu'il prendrait, pourrait générer pour lui des coûts plus grands, évidemment. (18 h 15)

En contrepartie de ça, il y a aussi des coûts pour le gouvernement canadien. Quel serait le coût net de l'opération? Ça, c'est à voir, parce que – tantôt, on a parlé de la banque de congés-maladie – peut-être que le gouvernement canadien serait intéressé à la, entre guillemets, financer au départ pour éviter de payer le coût des démissions de ses fonctionnaires. Donc, s'il y a une entente là, c'est, dans le fond, la somme des plus et des moins. C'est la même chose pour les fonctionnaires, l'offre faite aux fonctionnaires. On a déjà dit, je crois, que c'était difficile de comparer, comment dirais-je... est-ce que c'est plus avantageux, présentement, d'être un fonctionnaire fédéral que d'être un fonctionnaire provincial? C'est très difficile de faire l'équation. Donc, lorsqu'il va y avoir une négociation, ces choses-là seront prises en considération. Tout ce que je veux dire, c'est que c'est vrai qu'il y a des coûts, mais il ne faut pas que regarder dans la colonne des coûts pour le Québec; parce que ça peut être mis en contrepartie dans une négociation contre des coûts inévitables pour le Canada aussi.

**M. LeSage:** J'aurais une toute petite dernière question, M. le Président. Je pense qu'elle est importante. Quand vous parlez qu'il devrait y avoir négociation... Le député de Labelle trouve

ça drôle, moi, je trouve que le déplacement de...

**Une voix:** Posez-la, votre question.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Allez à votre question!

**Une voix:** J'attends...

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** M. le député, s'il vous plaît!

**M. LeSage:** On ne vous interrompt pas, quand vous parlez, M. le député de Labelle! Pourquoi vous interrompez les autres?

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Posez votre question, ça va aller.

**M. LeSage:** Ces négociations-là, auxquelles vous faites allusion, ça se fait entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Est-ce que l'Alliance de la fonction publique et le Syndicat des employés provinciaux sont impliqués là-dedans?

**M. Lamonde:** Si vous me posez la question comme ça, il faudrait qu'ils le soient.

**M. LeSage:** Pardon?

**M. Lamonde:** Il faudrait qu'ils le soient, parce qu'on ne peut pas négocier avec chacun des individus. Il y en a plusieurs dizaines de milliers.

**M. LeSage:** Alors, on parle d'une négociation à quatre?

**M. Lamonde:** On parle de négociation d'une part entre des États sur certains aspects particuliers. Pour la partie responsabilité d'employeur et avantages aux employés, il s'agit là d'une négociation qui devrait impliquer les deux employeurs et les différents groupes d'employés.

**M. LeSage:** Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, M. le député de Labelle.

**M. Léonard:** M. le Président, j'ai posé la question, en commission parlementaire, au président du Conseil du trésor du Québec au mois de juin 1991. C'est lui qui a dit qu'il n'avait aucun lien entre lui et l'Alliance de la fonction publique fédérale. C'est lui qui a refusé de négocier avec l'Alliance. La réponse, vous deviez la savoir.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. Alors, M. le député de Lac-

Saint-Jean.

**M. Brassard:** C'est ça, M. le Président. Je pense que mon collègue a raison. Moi, ce sont des remarques que j'ai à faire en terminant.

Mon collègue a raison parce que quand il y a eu une entente pour le transfert de fonctionnaires fédéraux relativement à la gestion de la TPS, le syndicat des employés fédéraux n'a été nullement impliqué, d'aucune façon. Ça a créé d'ailleurs pas mal de grogne et de frustration. Ce n'est pas un gouvernement du Parti québécois qui est en place, là! C'est le gouvernement libéral, le gouvernement du député de Hull. Il les a mis de côté carrément, créant, d'ailleurs, des difficultés de relations avec les employés fédéraux. Alors, je trouve un peu curieuse sa question de tout à l'heure.

Moi, j'ai juste deux remarques à faire, M. le Président. La première, ça rejoint le commentaire de mon collègue de Labelle de tout à l'heure. Je trouve ça inadmissible, inadmissible pour les travaux de cette commission, que le gouvernement du Québec continue de refuser de déposer devant cette commission les études qu'il a commandées et qui sont complétées. Tout est fait, hein? L'échéance, c'était novembre, à l'automne, novembre 1991. Alors, c'est complété. Le travail est fait, les études concernant les transferts des services fédéraux d'Ottawa vers Québec; et à la page 70, le paragraphe qui a été cité tantôt par mon collègue de Labelle, c'est fait, les études sont faites. J'en ai eu entre les mains à la suite de fuite. Je peux vous dire qu'elles sont très bien faites. Je n'ai pas à les rendre publiques parce que je risquerais d'avoir des représailles qui seraient exercées sur certaines personnes. On pourrait les identifier facilement. Mais je trouve ça complètement anormal, inadmissible, inacceptable que le gouvernement québécois s'acharne à refuser de dévoiler ces études-là, de les rendre publiques et je suis convaincu que si nos éminents experts les avaient eues entre les mains, ces études-là, ils auraient fait un travail encore plus approfondi, plus sérieux, quoique leur travail est déjà tout à fait remarquable, exceptionnel même à bien des égards. Mais ils auraient pu aller encore plus loin, ils auraient pu approfondir la question.

Malheureusement, le gouvernement, sans aucune raison – parce que le motif de la négociation, ça ne tient pas, ce n'est pas une raison valable – se refuse à rendre publiques et à déposer ces études-là. J'ignore pourquoi. Probablement parce qu'il y a moins de problèmes majeurs que soulève constamment le député de Hull, parce qu'il semble qu'il y ait juste des problèmes puis qu'il n'y ait jamais de solution. Peut-être que dans ces études-là, il y en a un certain nombre de solutions. On a réussi, sans aucun doute, à démontrer qu'il y a une intégration des services, un accueil des services fédé-

raux qui peut se faire, peut-être pas nécessairement toujours sans difficultés, mais qui peut se faire. Donc, aussi, les effectifs peuvent être intégrés à la fonction publique québécoise. Ça, c'est ma première remarque.

Ma deuxième remarque c'est que je ne comprends pas que le gouvernement ne puisse pas déposer les études. On ne le voit pas depuis plus de trois mois. Ça, aussi, je trouve ça anormal. Je ne l'ai pas dit souvent mais là, je prends l'occasion de le dire: Depuis plus de trois mois, il n'y a aucun représentant du gouvernement à cette commission, aucun représentant. Les seules fois où il y a eu un représentant du gouvernement, c'est quand on a entendu des groupes autochtones. Là, le ministre délégué aux Affaires autochtones a jugé utile de se déplacer et de venir participer à nos débats et à nos délibérations. Mais en dehors de ces quatre fois – c'est arrivé quatre fois, quatre groupes autochtones – il n'y a plus eu de représentants du gouvernement à cette commission. Ça veut dire quoi, ça? Est-ce que c'est révélateur de la façon dont on considère et dont on juge les travaux de cette commission au gouvernement? Espèce d'indifférence et de désinvolture à l'égard des travaux de cette commission? Je ne sais pas quelle conclusion on doit en tirer mais on entre, à partir de jeudi, dans une phase où on a à rédiger et à adopter un rapport. Je trouve ça un peu curieux, bizarre, et même anormal et peut-être même scandaleux qu'il n'y ait aucun représentant du gouvernement qui se soit pointé à cette commission depuis plus de trois mois.

**M. Maciocia:** Le chef de l'Opposition pas plus.

**M. Brassard:** Le chef de l'Opposition n'est pas au gouvernement.

**M. Maciocia:** Non, je sais...

**Mme Marois:** Il n'est pas au gouvernement.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Sur ce, est-ce qu'il y a d'autres interventions?

**M. LeSage:** M. le Président, je pourrais dire que c'est vrai que je vois qu'il y a des gros problèmes dans l'Outaouais québécois mais je dois avouer, par contre, que si le PQ n'avait pas été là, les problèmes ne seraient pas là. Alors, c'est eux autres qui ont créé les problèmes, ils devraient peut-être nous apporter les solutions et venir dans l'Outaouais et expliquer aux gens dans l'Outaouais québécois comment ils vont résoudre le problème.

**Mme Marois:** On y vient d'y aller...

**M. LeSage:** Vous reviendrez, Mme la



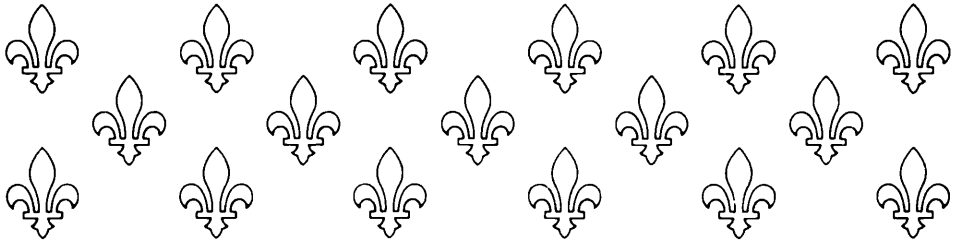
députée de Taillon.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Sur ce, avant de suspendre les travaux... S'il vous plaît! Je tiens à déposer les rapports du Consortium Lamonde Mallette, un rapport sur la gestion de la prise en charge des services fédéraux et l'autre rapport, de la firme Grondin, Poudrier, Bernier, sur l'examen des questions juridiques relatives aux relations du travail dans l'hypothèse où les employés fédéraux seraient intégrés dans la fonction publique québécoise lors de l'accession du Québec à la souveraineté. Alors, messieurs, nous vous remercions infiniment de votre participation à nos travaux.

Sur ce, la commission ajourne ses travaux jusqu'à jeudi le 2 avril 1992, à 9 h 30 à la salle 1.38 de l'édifice Pamphile-Le May. Merci.

(Fin de la séance à 18 h 25)





---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mardi 7 avril 1992 — No 36**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Exposé de M. Gary Caldwell

CEAS-1171

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Jacques Brassard  
M. Robert Benoit  
M. Neil Cameron  
Mme Pauline Marois  
M. Robert LeSage  
M. Cosmo Maciocia

Témoin interrogé: M. Gary Caldwell, anciennement de l'Institut québécois de recherche  
sur la culture et professeur dans différentes universités

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mardi 7 avril 1992

(Vingt heures dix minutes)

Exposé de M. Gary Caldwell

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** À l'ordre, s'il vous plaît!

La commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté se réunit, ce soir, pour entendre M. Gary Caldwell. Mais auparavant, je voudrais savoir, M. le secrétaire, s'il y a des remplacements.

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Oui, M. le Président, M. Benoit (Orford) qui remplace M. Bourassa (Saint-Laurent).

**Le Président (M. Bélanger Laval-des-Rapides):** Bien. Pas d'autres remplacements? Alors, ça va. Alors, nous recevons, ce soir, M. Gary Caldwell. Bonsoir, M. Caldwell.

**M. Caldwell (Gary):** Bonsoir, M. le Président.

**(Le Président (M. Bélanger Laval-des-Rapides):** M. Caldwell est né à Toronto. Il a fait ses études à Martinville au Québec. Il est diplômé du York University où il a fait son B.A. À University of Toronto, il a été boursier pendant deux ans. À l'Université Laval aussi, maîtrise en sciences sociales et, comme thèse, il a fait «French-Canadian Participation in the Canadian Department of External Affairs». Et il a été — mon Dieu, c'est un curriculum vitae tellement impressionnant — professeur agrégé à Bishop's University, Département de sociologie. Il est, depuis 1982, membre du Conseil consultatif du ministère des Communautés culturelles et de l'immigration du Québec. Il a, depuis 1986 aussi, une permanence accordée à l'IQRC, l'Institut québécois de recherche sur la culture. Il a été, en 1989-1991, participant au groupe International «Comparative Charting of Social Change»; rencontres à Paris en 1987; Frankfurt et Québec en 1988; Charlottesville et Nice, Bad Homburg, Athens et Provo au Utah. Il fait une étude pour les Townshippers sur la migration des jeunes anglophones.

Alors, je vous fais grâce de tous ses écrits, de tous ses nombreux travaux. Il en a pour cinq pages, pas à double interligne, mais à simple interligne. Alors, c'est un homme qui a beaucoup réfléchi, qui a beaucoup travaillé. Alors, M. Caldwell, nous vous recevons avec beaucoup de... hâte de connaître votre point de vue. Nous apprécions aussi qu'en si peu de temps, vous ayez été capable de vous rendre disponible et de participer à nos travaux. Alors, c'est un effort très apprécié, croyez-moi.

Sans plus tarder, nous vous laissons la parole.

**M. Caldwell:** Merci beaucoup, M. le Président. Effectivement, c'est une préparation un peu hâtive, mais, pour moi, c'est un honneur de pouvoir répondre à l'invitation d'une commission parlementaire; alors, j'ai fait mon possible. Je veux passer à travers le texte; normalement, je ne lis pas, mais c'est assez court et je pense que les membres ne l'ont pas lu. Alors, je vais faire mon exposé en partant du texte. Est-ce que vous m'entendez bien?

**Le Président (M. Bélanger Laval-des-Rapides):** Très, très bien, aucun problème.

**M. Caldwell:** Alors, ça s'intitule: «L'Anglo-Québec et la souveraineté de la Couronne québécoise». Vous allez voir, plus tard, la raison pour ce titre-là.

On m'a demandé de me pencher sur trois questions, soit: Combien d'Anglo-Québécois quitteront le Québec advenant la séparation du Québec du Canada? Qu'est-ce qui pourrait être fait pour les rassurer? Et, finalement, quels droits devrait-on leur accorder? Alors, j'alignerai mes propos en fonction de ces trois questions, faisant fi des explications et des précisions qui sont de rigueur lorsqu'on traite de sujets si complexes et si difficiles à cerner. Toutefois, en ce qui concerne le départ des Anglo-Québécois, une brève mise en contexte historique s'impose.

Il faut savoir, historiquement — au moins depuis la Confédération — les Anglo-Québécois quittent le Québec régulièrement et en grand nombre. Lors de l'ouverture de l'Ouest canadien, au tournant du siècle, il y a des cantons de l'Estrie qui ont connu la perte de la moitié de leur population anglaise entre deux recensements.

À ceci, il faut ajouter que la population francophone a aussi connu des périodes de départs nombreux. À la fin du siècle, entre approximativement 1885 et 1910 — 25 ans — le total des départs équivalait à un tiers de la population francophone en place au début de cette période. Les années soixante ont aussi vu une migration importante des francophones hors du Québec. Et pensons aux quelque 250 000 Québécois francophones maintenant en Floride, ceux qui préfèrent vivre hors d'un Québec non séparé. Combien de Québécois francophones vont les rejoindre advenant la séparation du Québec? La classe politique ne le sait pas, mais une proportion importante de la population — comme le héros du Matou — rêve de s'établir aux États.

Toutefois, depuis la deuxième guerre, les anglophones ont été, en général, dix à quinze fois plus disposés à quitter le Québec que les francophones. Jusqu'à dernièrement, cette saignée

habituelle était cachée par un renouvellement régulier nourri de trois sources: la migration d'autres provinces, l'immigration internationale anglophone et l'assimilation de francophones et d'allophones. Ces trois appuis extérieurs étant substantiellement réduits, les départs – même au niveau habituel – deviennent plus dramatiques.

L'ordre de grandeur des départs et l'influence des perturbations politiques nous sont révélés par ce que nous connaissons des départs dans la période de 1966 à 1981. Plus de 100 000 anglophones ont quitté le Québec pendant chacun des trois lustres – ça, c'est une période de cinq ans – de cette période de 15 ans. Pendant le lustre un peu exceptionnel de 1976 à 1981, plus d'un quart des Québécois de langue maternelle anglaise avec un diplôme universitaire et plus d'un tiers des diplômés anglophones entre 25 et 34 ans ont quitté le Québec pour une autre province. Ces départs et le tarissement des sources de renouvellement ont amorcé, depuis 1971, le déclin absolu de la population anglophone du Québec et un changement dans la composition de son capital humain. Cette population est devenue bimodale: un segment avec des revenus et des qualifications supérieurs, un segment de personnes plus démunies. Le centre, la classe moyenne a été comme creusée. Par contre, c'est une population plus stable, en ce sens qu'il y a moins de roulement et que la fécondité augmente. Mais c'est une population déclinante et démoralisée. On sait qu'au moins le quart des jeunes a déjà décidé de partir et cette proportion est probablement plus haute à Montréal.

Cependant, il faut garder à l'esprit que la raison immédiate des départs est le plus souvent économique: le manque réel ou perçu d'emplois. La situation politique vient généralement en deuxième. Je veux faire un petit ajout ici. Il y a une chose qui joue beaucoup et qu'on a tendance à sous-estimer – c'est un peu à cause de la spécification des connaissances dans notre système universitaire – les cycles économiques, les cycles des affaires, «business cycles», jouent beaucoup sur l'émigration au Québec et il faut toujours séparer un peu la conjoncture politique et la phase du cycle des affaires. Par exemple, on est dans une récession maintenant. Ça joue énormément sur les départs et des anglophones et des francophones. Ça joue aussi sur les variations à court terme de la fécondité. Ça, c'est un ajout que je fais à cette thèse que les raisons économiques sont toujours, en grande partie, la cause immédiate.

Il est vrai que le rythme des départs s'est ralenti pendant la période 1985-1990, mais c'est aussi une période «boom» du cycle économique. Toutefois, la plupart des observateurs sont d'accord pour dire qu'il y a un nouvel exode en progression présentement. Ça, c'est basé sur des renseignements personnels, ce n'est pas sur les chiffres du recensement. On ne les a pas encore. Mais on est d'accord pour dire qu'il y a une

nouvelle vague de départs.

Un climat préférendaire et une victoire souverainiste comme celle de 1976 amèneraient vraisemblablement un exode au moins aussi important que ceux de 1971 et 1981 – il y a eu une récession aussi à l'intérieur de cette période-là – c'est-à-dire une diminution d'au moins 10 % en termes absolus pendant la décennie 1991-2001. C'est sûr, beaucoup des Anglo-Québécois plus mobiles sont déjà partis, mais la souveraineté en poussera plusieurs à partir qui sont encore sur place, surtout à Montréal.

La situation à Montréal. Effectivement, la situation à Montréal et celle hors de la région métropolitaine ne sont pas les mêmes. Il vaut la peine d'élaborer sur cette différence pour mieux répondre aux trois questions qui nous occupent ici. Beaucoup de Montréalais anglophones ont été plus mobilisés par une rhétorique que j'appelle néo-libérale, et qui est axée sur les questions des droits individuels dans l'abstrait, c'est-à-dire désincarnée du contexte sociohistorique où doivent vivre les individus. Ainsi, leur sens de la privation est plus aigu et, effectivement, ils ont plus perdu en termes de statut d'emploi.

Le discours se situe à l'intérieur de la logique néo-libérale. Ils resteront frustrés à moins d'un retour du bilinguisme intégral, ce qui est inconcevable pour un Québec qui veut se maintenir comme société distincte. Le discours de Richler est un bon exemple de cette frustration. Plus mobiles, plus convaincus qu'ils subissent une suppression de leurs droits, ils vont partir, en bonne partie, de toute façon. Et ils ont le droit de partir selon leur vision. Ils ne peuvent pas être heureux au Québec, même dans celui d'aujourd'hui. Donc, la question de l'accession à la souveraineté n'est pas déterminante dans leur cas. C'est un milieu dont le leadership actuel ne peut plus imaginer un avenir satisfaisant à l'intérieur d'un Québec faisant ce qu'il faut pour se maintenir comme société face aux contraintes inhérentes à sa situation géo-politique. Beaucoup de Montréalais anglophones, sauf peut-être dans certains milieux particuliers, sont en train de quitter à mesure que leur niveau de qualification, la disponibilité ailleurs d'emplois comparables à ceux qu'ils détiennent actuellement le permettent. Plusieurs de ceux qui pensent à partir sont, par ailleurs, très attachés à Montréal et reviendront peut-être.

Maintenant, l'âme et l'avenir de l'Anglo-Québec ne sont plus à Montréal, région où demeurent présentement, néanmoins, 80 % de la population anglophone du Québec. Dans leur cas, avec le leadership actuel, c'est peine perdue. On s'est décidé à se déraciner hors de Montréal. Bien qu'il comprenne à peine 100 000 individus, l'Anglo-Québec des régions se présente autrement. Chez cette population plus enracinée culturellement et géographiquement, il reste des vestiges de l'ancien nationalisme canadien-anglais, en opposition au nationalisme anglophone

pancanadien contemporain. Cette population, bien qu'en contraction et également démoralisée quant à son avenir, est moins mobilisée dans la rhétorique néo-libérale, ce qui veut aussi dire: moins montée contre le Québec francophone, le Québec français. Par exemple, lors du réaligement récent d'Alliance Québec par Reed Scowen, comme par «A new vision», une expression de ce néo-libéralisme, toutes les associations régionales ont pris leurs distances vis-à-vis d'Alliance Québec. Les Anglo-Québécois des régions avaient des réserves sur ces positions parce qu'ils y ont vu la promotion de l'anglais, en tant que langue seulement, comme étant une provocation envers leurs concitoyens québécois.

Cette différence culturelle se manifeste, par exemple, dans une reconnaissance de la nécessité de protéger une société francophone distincte, un plus grand attachement à la culture politique canadienne d'avant 1982 et un enracinement géographique plus profond. Tout ceci n'est pas étranger au fait que ces Anglo-Québécois des régions ont effectivement plus de contacts avec les francophones.

Là où ils constituent un nombre suffisant, et ce n'est pas partout – il n'y a pas beaucoup de place, un seuil critique – ces Anglo-Québécois des régions, bien que soumis aux mêmes pressions économiques, sont plus aptes potentiellement, à rester au Québec. Mais, je le répète, ils sont démoralisés et disposés à prendre peur, soit sous l'influence du leadership de Montréal, soit parce qu'ils n'arrivent pas à se convaincre qu'ils sont des vrais Québécois.

Deuxième question: Comment les rassurer? La population anglo-québécoise souffre d'une inquiétude activée par la rhétorique néo-libérale et par une posture défensive et quelque peu agressive de certains milieux nationalistes. Par exemple, des jeunes interrogés tout récemment par les Townshippers disent ne pas avoir été victimes de discrimination parce qu'ils sont anglophones, mais ils ont entendu parler d'une telle discrimination. Lorsque Action Québec est passée dans les «townships», l'année dernière – la chasse aux affiches bilingues anglaises – les contraintes selon lesquelles on cherche à les exclure se trouvaient à être confirmées.

Il est vrai que le milieu majoritaire québécois, au moins celui de la classe politique, n'accorde pas beaucoup de reconnaissance à l'Anglo-Québec. On n'a qu'à lire le rapport Arpin où on va jusqu'à évacuer, dans le domaine des arts et de la culture, toute l'histoire qui n'est pas le fait des francophones. Dans ce rapport, on passe tout simplement par-dessus, ou à côté du Québec anglais. Je donne ça comme exemple. On est encore, chez plusieurs de la classe politique québécoise, à l'étape d'une mentalité de conquis parce qu'on se dit diminués par la conquête. On est défensif par rapport à tout ce qui concerne la culture du conquérant d'autrefois. La reconquête francophone du Québec n'a pas encore

amené la confiance et la sérénité du conquérant. On va jusqu'à escamoter l'histoire du Québec de 1759 à nos jours. On admet difficilement que les institutions britanniques ont été pour quelque chose dans l'épanouissement du Québec français en sol américain et on voit, dans une Confédération qui a permis au Québec la consolidation d'assises politiques suffisantes pour faire la Révolution tranquille, une défaite à ne pas reprendre (Dumont devant la commission).

Pour que des Anglo-Québécois restent, ceux qui y sont disposés, il va falloir faire en sorte qu'ils puissent se voir comme citoyens à part entière. Pour que ceci puisse être possible, il va falloir quatre dispositions dans la classe politique majoritaire.

Premièrement, il va falloir que le Québec réhabilite et valorise l'histoire du Québec anglais. Pourquoi l'histoire plutôt que le Québec anglophone contemporain? Parce que la société québécoise elle-même ne survivra pas à moins d'avoir une visée conservatrice; il faut conserver une société. En ce qui concerne le Québec anglais, la même logique s'applique: il ne peut pas être question de promouvoir un Québec anglophone ou anglicisant. Ce qu'il faut valoriser et réhabiliter, c'est la contribution que l'Anglo-Québec a faite à la société québécoise. Une fois cela fait, l'Anglo-Québec pourrait, s'il choisissait de le faire, se conserver en tant que milieu québécois. La préservation du Québec de l'Anglo-Québec passe par la culture, ce qui veut dire par la légitimation, par l'histoire.

Deuxièmement, il va falloir que l'État québécois, souverain ou non, décide qu'il représente et protège la société civile entière et non pas seulement la nation francophone et, en corollaire – mais c'est un enjeu pour toute la société québécoise – il va falloir trouver le moyen de rendre la technocratie plus respectueuse de la société civile. Sans société civile, il n'y aurait ni nation ni État québécois.

Troisièmement, il va falloir clarifier les règles du jeu pour que tous ceux qui voudraient participer puissent le faire. La loi 101 est-elle là pour rester ou non? Le recul vis-à-vis de la loi 101 et la subséquente trahison, lorsqu'on a décidé de ne plus reculer, ont fait plus de dommage que si on avait laissé la loi telle quelle.

Quatrièmement, il faudrait continuer de s'appuyer sur la constitution québécoise vivante, en opposition à une nouvelle codifiée et enchaînée. Les Anglo-Québécois de l'ancienne culture politique canadienne-anglaise savent que la culture politique québécoise, avec la souveraineté parlementaire et ses libertés d'inspiration britannique, ne leur est pas étrangère. La discontinuité qu'impliquerait la formation d'une république québécoise et tout ce que cela entraînerait en termes de culture politique, constitution codifiée, Charte des droits et, ce qui est pis, une centralisation laissant toute la société civile en miettes aux pieds d'une technocratie étouffante est ce

qui les insécuriserait le plus.

Autrement dit, il est futile de parler de droits enchâssés pour les Anglo-Québécois. On n'y croit pas. C'est plutôt la façon par laquelle la fin est proclamée qui est plus importante. D'ailleurs, des droits anglophones enchâssés seraient une croix que le Québec viendrait vite à regretter, s'exposant à une judiciarisation à l'infini de la question et ouvrant une voie de pénétration privilégiée pour les profondeurs de l'idéologie néo-libérale continentale. On pourrait imaginer une situation où on se sentirait justifié d'intervenir pour libérer des anglophones privés de leurs droits. Conservons plutôt nos libertés britanniques qu'on a appris à apprécier, et l'Anglo-Québec viendrait même soupçonner qu'un Québec souverain pourra offrir ce que le Canada n'est plus en mesure d'accorder.

Je fais cinq propositions. Je les pose en termes généraux et après ça, je donne cinq exemples. Ce sont seulement des exemples. Je ne prétends pas, dans les exemples, couvrir de quelque façon les domaines évoqués dans ces cinq propositions.

Laisser tomber le terme "anglophone" pour parler plutôt de l'Anglo-Québec; réhabiliter l'histoire anglo-québécoise; promouvoir l'accès à une culture publique commune véhiculée en français; continuer l'intrusion de la technocratie francophone et anglophone sur des institutions locales, des sociétés civiles; se rabattre sur, et proclamer l'engagement envers des institutions parlementaires qu'ont si bien servi et qui servent encore le Québec.

Je donne cinq exemples et les cinq exemples vont avec les cinq propositions. Favoriser dans les écoles anglaises des cours de culture anglo-québécoise; deuxièmement, en mémoire de celui qui a su obtenir de la classe politique anglaise la préservation de la société québécoise et qui l'a défendue contre les Américains, baptiser l'auto-route 40 la voie Dorchester; troisièmement, voir à ce que tous les élèves au primaire s'initient à une connaissance de nos institutions politiques et acquièrent une connaissance adéquate du français; quatrièmement, voir à ce que les commissions scolaires – je m'excuse, il y a une erreur ici – que les commissions scolaires, les représentants de la société civile reprennent le contrôle des commissions scolaires protestantes; cinquièmement, lorsqu'on fête le bicentenaire des institutions parlementaires au Québec, n'ayons pas peur de dire des institutions parlementaires d'inspiration britannique.

Je termine. Tout ceci revient à dire, en termes globaux vis-à-vis de ces trois questions-là, vis-à-vis de l'avenir du Québec posé dans l'article de ces trois questions: se rabattre sur l'histoire du Québec en date de 1982, soit avant la révolution de culture politique opérée par le Canada anglais et si le reste du Canada ne peut pas vivre avec ça, qu'il se sépare du Québec.

J'admets que c'est un peu énigmatique. Je

suis ouvert à une discussion, à des questions sur les points précis.

(20 h 30)

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Bien. Alors, M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Merci, M. le Président. D'abord, merci, M. Caldwell, de votre témoignage et de votre mémoire. J'aurais deux questions à traiter avec vous. D'abord, en guise de remarque préliminaire, je voudrais vous faire remarquer que, quant à nous en tout cas, les institutions parlementaires de type britannique nous conviennent parfaitement.

**M. Caldwell:** Je suis très content d'entendre ça et j'admets que, pour moi, c'est toujours un point de fierté que le Parti québécois ait toujours juré par les règles du système parlementaire.

**M. Brassard:** Et je pense que c'est une forme de parlementarisme qu'on a parfaitement assimilée.

**M. Caldwell:** Oui, et maîtrisée.

**M. Brassard:** Et maîtrisée. Alors, il n'y a pas de raison et je ne vois aucune raison de s'en départir ou d'essayer d'imaginer, en s'inspirant des États-Unis ou de l'Europe, un autre régime démocratique. Cela étant dit, ma première question porte sur les exodes successifs qui se sont produits au cours de l'histoire et qui ne concernent pas uniquement les anglophones. Vous avez raison de le signaler. Ça concerne aussi, à bien des égards, les francophones. Et il est intéressant de noter, je pense – vous le faites ressortir – que les motivations qui expliquent très largement ces exodes ou ces migrations sont de nature économique.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** Même pour les francophones. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où le Québec entraînait dans la Fédération canadienne, quelques années plus tard, c'est à ce moment-là qu'on a connu le pire exode, la pire hémorragie démographique vers les États-Unis. Des centaines de milliers de Québécois nous ont quittés à la recherche d'emplois, parce qu'ils ne pouvaient pas trouver à vivre, ici, au Québec. Puis, il n'y a personne, il n'y a pas un historien qui a prétendu que c'était parce qu'ils n'étaient pas satisfaits du régime politique nouveau qui venait de naître en 1867; cela n'avait aucun rapport. C'était vraiment pour des motifs purement économiques. Et vous signalez qu'à bien des occasions, par exemple, au début des années soixante-dix, il y a eu des migrations anglophones importantes. Pourtant, on avait, ici, à Québec un gouverne-



ment libéral, le premier gouvernement de M. Bourassa.

Par conséquent, est-ce que je me trompe en disant que les motifs politiques, de nature vraiment politique, sont peu importants pour expliquer les migrations, les mouvements migratoires et les exodes, en particulier, des anglophones vers ailleurs, vers ailleurs au Canada ou vers les États-Unis?

**M. Caldwell:** C'est une question très difficile. Je vais essayer de répondre à ça. Dans l'extrême, s'il y avait des emplois pour des jeunes anglophones, c'est sûr que la proportion qui quitte actuellement serait beaucoup moindre que maintenant, s'ils se trouvaient des emplois. Aussi, il faut dire que, lorsqu'on les interroge, comme je l'avais dit, comme vous faites bien de le remarquer, ils placent la raison politique en deuxième. Ça vient après la raison économique. Mais, selon les périodes, selon la conjoncture politique, c'est en deuxième ou troisième. La famille compte pour beaucoup de raisons. Et, pendant certaines périodes de tension, ça peut être plus important. Par exemple, pendant les années soixante-dix, lorsque le gouvernement péquiste était au pouvoir et qu'il y a eu controverse autour de la loi 101 — évidemment il y avait eu la controverse autour du bill 22 aussi avant — on avait tendance à blâmer, lorsqu'on parlait de ce facteur politique, le gouvernement. Pas leurs voisins mais le gouvernement. Et ils mettaient un certain blâme sur le gouvernement pour la situation qu'eux voyaient comme contraignante, ce qui les amenait à partir.

Je pense qu'avec le temps, aussi paradoxal que ça puisse sembler — et peut-être que c'est parce que ceux qui étaient le plus touchés par ces raisons politiques sont partis depuis longtemps — lorsqu'on interroge les jeunes maintenant, les considérations politiques sont moins importantes aujourd'hui, en 1992, qu'elles ne l'étaient en 1971 ou en 1981. Je pense qu'ils envisagent la possibilité soit de rester, soit de revenir. Ceux qui parlent de revenir s'ils avaient un emploi, ils envisagent cette possibilité en y mettant moins d'importance qu'ils en mettaient il y a 10, 15 ans, sur le facteur politique. Je ne sais pas la raison pour ça. Comme je dis, c'est peut-être une question de sélection. Ceux des familles qui étaient le plus préoccupés par ça sont peut-être partis. Ceux qui restent c'est moins important pour eux.

Alors, ce que je suis en train de dire, la raison politique vient en deuxième. Ça varie entre deuxième, troisième position. Et, on est en train maintenant de faire une étude auprès des Townshippers, sur ceux qui ont quitté l'école secondaire en 1981. On les rejoint 10 ans après. On n'a pas fait l'analyse de ça, mais on est frappé par un peu moins d'émotivité ou un peu plus de détachement en ce qui concerne le facteur politique. Mais, le facteur politique reste

toujours comme considération.

**M. Brassard:** Au fond, ce que vous nous dites, c'est que ceux qui, en tout cas la plus large partie de ceux qui sont poussés pour des raisons politiques à quitter le Québec l'auraient déjà fait. Disons que l'élection du Parti québécois en 1976 aura été pour beaucoup l'élément déclencheur parmi ceux qui étaient poussés...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...d'abord et avant tout par des motivations politiques.

**M. Caldwell:** Je ne dirais pas exactement ça. Je dirais peut-être le contraire de ça: Combien partiront advenant la séparation. Je dis: Vraisemblablement, on aurait à peu près le même phénomène, c'est-à-dire une diminution de 10 %. Évidemment, il y a moins d'entrées maintenant et ça contribue aussi à cette diminution, c'est-à-dire que je n'ai pas pu dire que ce serait pire que ce qu'on a vécu dans le passé parce que le bassin de ceux qui partiraient pour ces raisons-là s'est peut-être épuisé jusqu'à un certain point. C'est sûr que la conséquence des départs qui vont se faire, parce qu'il y a certaines personnes qui vont être finalement résignées à partir, va être plus lourde parce qu'il y a moins d'entrées dans le moment. Mais, à ce moment-là, je ne parle plus des départs, je parle du solde qui reste. Alors, M. Brassard, c'est pour cette raison-là, quand j'ai essayé de répondre à cette question à savoir combien partiront, que je me suis limité à dire que j'étais de l'opinion que ce serait peut-être vraisemblablement à peu près la même chose parce que, bien qu'il y en ait quelques-uns qui sont préoccupés par ça et qui sont déjà partis, quand même, la souveraineté est une discontinuité politique assez peu commune et ça en motiverait quelques-uns à partir qui ne sont pas partis avant. Mais je n'ai pas pu trouver ou dire que ce serait pire que ce qu'on a connu dans le passé, à cause de toutes ces raisons-là.

**M. Brassard:** Oui, d'accord. Il reste que les 10 % ce n'est pas...

**M. Caldwell:** Ce n'est pas les départs, c'est le déclin.

**M. Brassard:** Ce n'est pas non plus une mesure scientifiquement...

**M. Caldwell:** Ah, pas du tout! Ah oui! Et dans ce domaine-là, rien ne peut être scientifique. C'est une sorte d'observation, de jugement face à ce qu'on a vu dans l'histoire récente et ce n'est pas plus que ça.

**M. Brassard:** Comme vous le dites aussi, les

cycles économiques ont leur importance.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** Actuellement, je ne sais pas s'il y a des études, mais actuellement, en pleine récession, on sait que l'Ontario est durement touché, peut-être plus encore que le Québec...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...par la crise économique, toute l'Amérique du Nord est durement touchée par la récession.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** Ça perdure. Donc, les possibilités d'emploi, pour ceux qui voudraient partir...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...sont déjà réduites. Donc, même en période de récession, compte tenu des cycles économiques, les mouvements migratoires doivent avoir tendance à tomber...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...à être réduits.

**M. Caldwell:** Effectivement, c'est probablement pour ça, c'est-à-dire pour le contraire de ça qu'en 1986, 1987 – il y avait aussi une conjoncture politique, c'est sûr – les départs se sont...

**M. Brassard:** Mais on était en période de croissance économique.

**M. Caldwell:** C'est ça. Il y a eu beaucoup moins de départs dans cette période-là. Il existe un certain corpus d'études sur ça mais au Québec, parce qu'on se trouve dans un système continental où la mobilité de la main-d'œuvre est une mécanique inhérente au système, et vous avez fait allusion à ces grandes migrations de francophones à la fin du siècle, on est très exposés, francophones, anglophones, à ces mouvements de population, qui, dans ce système-là, sont normaux. C'est vouloir retenir une population qui est anormale dans ce système-là. Et toutes les provinces du Canada ont subi ça; la Saskatchewan l'a subi plus que n'importe quelle autre province.

**M. Brassard:** Parce qu'on vit dans une économie qu'on peut qualifier de continentale.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** Et il reste que, même en pre-

nant ça pour acquis, parce que les anglophones, justement, parlent anglais...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...cette fameuse mobilité, elle est plus forte. Tous les sociologues l'affirment, sur la base d'études, les francophones sont moins mobiles...

**M. Caldwell:** C'est ça.

**M. Brassard:** ...à cause du phénomène linguistique et donc les anglophones sont plus mobiles.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** C'est plus facile pour un anglophone...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...de s'en aller en Californie ou en Floride ou à Chicago ou à Toronto parce qu'il parle l'anglais.

**M. Caldwell:** Et comme j'avais dit, depuis la guerre, en général, ça varie de neuf fois à dix-neuf fois, mais en général, les anglophones – et c'est énorme – sont dix à quinze fois plus disposés à partir que les francophones.

**M. Brassard:** Plus mobiles. L'autre dimension qui m'intéresse beaucoup – parce qu'à plusieurs reprises ici à cette commission, avec plusieurs experts s'intéressant à la question de la minorité de la communauté anglophone québécoise, il a été largement question, évidemment, des droits historiques de cette communauté ou des inquiétudes vécues par cette communauté quant à l'avenir de leurs droits historiques dans un éventuel Québec souverain – et l'une des pistes de solution à la fois pour apaiser cette inquiétude ou les rassurer quant au respect de leurs droits, c'était la constitutionnalisation de leurs droits. C'est l'enchâssement de leurs droits dans la constitution d'un Québec souverain, donc un chapitre spécifique de la constitution d'un Québec souverain, qui garantirait les droits historiques de la communauté. D'après ce que je peux voir, en tout cas, je ne sais pas si je vous ai bien compris, mais vous ne semblez pas très, très favorable à cette façon...

**M. Caldwell:** C'est ça.

**M. Brassard:** ...d'en arriver à respecter les droits anglophones, les droits de la communauté. Vous trouvez que c'est un peu trop rigide. J' imagine que ça encarcane trop, ça empêche l'évolution. Et, par conséquent, c'est quoi votre proposition ou votre suggestion pour assurer un res-

pect, quand même correct, convenable des droits de la communauté anglophone en même temps que de réduire aussi, à tout le moins, sinon de faire disparaître l'inquiétude qu'ils ont actuellement?

**M. Caldwell:** Vous avez raison dans votre façon d'avoir interprété ce que j'ai dit. Et, pour répondre à votre question: Évidemment, je me situe en tant que quelqu'un qui réfléchit sur ça, mais en tant que membre de ressortissants de cette tradition de culture politique canadienne-anglaise. C'est-à-dire que je parle en tant que participant dans ça et pas seulement en tant qu'analyste. Oui, je trouve que ça serait une erreur de constitutionnaliser ces droits-là pour les raisons que vous avez données. Ça empêche le jeu normal, le fonctionnement normal de la Constitution comme on l'entendait avant 1982, c'est-à-dire un corpus de conventions, de droits, de décisions de la Cour, lois du Parlement qui peuvent évoluer et répondre aux circonstances et qui peuvent permettre qu'on puisse faire face à des circonstances. Comme le Parlement d'Angleterre en 1774 a pu faire face à une situation où il se trouvait avec une population, ici francophone et catholique, et après avoir été convaincu par certaines personnes comme Dorchester que cette société valait la peine d'être conservée, ils ont pu faire en sorte qu'un citoyen britannique, ici au Québec, pouvait tenir un poste public en étant catholique et que ce n'était pas le cas en Angleterre. C'est-à-dire que le Parlement a créé une situation où des situations particulières étaient entérinées par des lois qui n'étaient pas faites pour toujours et qui pouvaient évoluer avec le temps. Alors, il y a cette raison-là.

L'autre raison que je donne c'est que, moi, je ne suis pas convaincu que ça convaincrerait personne. Je pense que c'est un exercice futile. Lorsqu'on sort de cette tradition-là – et je me mets à part évidemment de cette tradition néo-libérale – cette culture politique, on n'y croit pas à des droits encastrés parce que c'est le fonctionnement du système qui compte plus que ces visées proclamées.  
(20 h 45)

Troisièmement, l'autre raison que je donne, c'est que je trouve que ça serait une erreur pour le Québec. Ça serait entrer dans un jeu où le Québec se trouverait perdant, c'est-à-dire où il se serait conformé aux règles du jeu d'une rhétorique néo-libérale au niveau du continent, et le Québec serait appelé ou se trouverait en position de subir d'autres exercices comme celui que M. Richler fait maintenant... il aurait aussi de bonnes raisons pour le faire – et il y a aussi la question de la légalisation de cela.

Finalement, ma dernière raison, évidemment en tant que personne qui est le produit de cette culture politique, je trouve que le système parlementaire est beaucoup plus efficace. Par

exemple, moi, comme individu, je me suis trouvé pris avec ce que je trouvais être une sorte de corporatisme qui détournait les véritables fins. C'était un litige entre l'UPA et les plans conjoints. Avec d'autres cultivateurs anglophones, nous avons réussi ici, en commission parlementaire, à changer les lois pour que les gens des plans conjoints soient obligés de déposer un état financier séparé du syndicat pour permettre une supervision par les membres des plans conjoints, comme le législateur l'a voulu. Donc, dans une petite société comme Québec, c'est un parlementarisme où les gens ont accès à leur député. On a tous accès à nos députés, on a accès au Parlement; on a un système de commissions parlementaires qui fonctionne très bien et qui est sous-utilisé, et je trouve que la voie de la constitution élargie est vivante dans le système parlementaire, surtout dans une société avec une culture relativement homogène comme le Québec. Le Québec est comme l'Angleterre était en 1760, c'est-à-dire 6 000 000 de personnes avec une certaine élite homogène où il y a un discours qui fait en sorte qu'on peut se rejoindre. Alors, c'est ma dernière réponse à ça mais j'ajouterais que ça implique, évidemment, vu de cette position-là, qu'on ne fait pas une constitution pour le Québec aussi. Moi, je trouve que ça serait une erreur, une constitution pour le Québec.

Je ne suis pas d'accord, par exemple, avec Jacques-Yvan Morin dans son article dans le *McGill Law Journal* où il passait en revue toute la question de la constitution – c'était la constitution de la province comme telle – mais il faisait référence à ce qu'on pouvait faire dans l'éventualité de la souveraineté et, finalement, il opte pour une constitution écrite.

Je suis de l'avis d'Edmund Burke, qu'une constitution écrite fait l'affaire d'une classe politique constituée surtout d'avocats et d'une partie de la classe politique et que c'est un autre moyen pour la technocratie d'étouffer la société civile.

**M. Brassard:** Vous avez un point de vue intéressant, M. Caldwell, mais vous êtes bien conscients du fait qu'il y a un courant de fond actuellement dans les sociétés contemporaines...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...qui nous porte à constitutionnaliser à peu près tout ce qui bouge.

**M. Caldwell:** C'est ça.

**M. Brassard:** Évidemment, le pendant de tout ça, on le voit depuis 1982, depuis qu'il y a une charte des droits constitutionnalisés dans la Constitution du Canada, c'est la judiciarisation.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** C'est la multiplication des démarches judiciaires...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...et des poursuites devant les tribunaux...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...qui, finalement, fait vivre beaucoup d'avocats...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...mais qui, sur le plan concret, ne change pas beaucoup de choses. Ce que vous dites finalement, ce qui est important pour les anglophones ou les Anglo-Québécois, comme vous les appelez, ce qui est important, c'est que leurs droits concrets soient préservés, leurs institutions scolaires par exemple.

**M. Caldwell:** Non, c'est ça.

**M. Brassard:** ...que tout ça soit protégé, soit conservé et que le Parlement puisse être en mesure, assez rapidement et de façon efficace, de suivre l'évolution de ces institutions-là et de changer les lois quand ça sera nécessaire, ce qui, évidemment, n'est pas toujours possible quand c'est constitutionnalisé...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...et enchâssé dans une constitution.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** Au fond, ce que vous dites, c'est que le parlementarisme britannique permet davantage la protection concrète...

**M. Caldwell:** C'est ça.

**M. Brassard:** ...des droits alors qu'un enchaînement, sur le plan théorique évidemment, c'est peut-être plus séduisant...

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Brassard:** ...plus attrayant mais ce n'est pas évident que ça entraîne de façon efficace une protection efficace des droits sur le terrain, dans la vie quotidienne.

**M. Caldwell:** C'est ça. Et j'ajoute que le Québec a tout ce qu'il faut pour faire fonctionner, avec ses vertus particulières, ce parlementarisme qui exige un certain niveau de connaissances dans la culture commune, mais ça peut-être fait à travers le système scolaire. Je

demande que les Anglo-Québécois soient équipés pour pouvoir participer pleinement à ça aussi.

**Une voix:** Merci.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** M. le député d'Orford.

**M. Benoit:** M. Caldwell, thank you very much. Merci d'être venu nous rencontrer. On a décidé jeudi, en fin d'après-midi. Mardi soir, vous êtes ici, tempête de neige incluant. Alors, je vous remercie d'avoir en si peu de temps produit un document et de répondre à toutes nos questions. Je dois vous avouer que vous êtes le premier qu'on va rencontrer qui vient de Sainte-Edwidge-de-Clifton et sur 17 mois d'audition. Alors, c'est un honneur pour votre village d'être ici aujourd'hui.

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Est-ce qu'on aura droit à une explication géographique à savoir où est Sainte-Edwidge-de-Clifton?

**M. Caldwell:** Oui, O.K. Si M. Benoit permet, Sainte-Edwidge faisait partie du canton de Clifton. Ça faisait partie évidemment des Cantons de l'Est qui étaient arpentés en 1792. C'était arpenté, c'était concédé à des propriétaires anglophones qui n'ont jamais valorisé les terres. Ça a été retourné à la couronne. C'était peuplé à l'ouest par les anglophones et, à l'est de la Beauce, des francophones. Finalement, il s'est constitué un noyau, à Sainte-Edwidge, de francophones. C'était ouvert par des anglophones venant des États-Unis, M. McClary qui a été un des premiers députés de ce Parlement ici. Mais, finalement, il y avait un noyau de francophones à Sainte-Edwidge. Ça comprenait aussi Martinville. C'est toute la partie à l'ouest de la municipalité parce que c'était plus haut. Les anglophones dans Clifton étaient surtout à Sawyerville, alors les anglophones se trouvaient dans l'est. Et Martinville et Sainte-Edwidge se sont séparées de l'est, ce qui est resté East Clifton. Mais, ce qui est intéressant, en 1795, Martinville et Sainte-Edwidge étaient une seule municipalité. Ils ont décidé de se scinder et de prendre chacun leur voie parce qu'ils disaient et c'est très intrigant... Dans les procès-verbaux, ceux de Martinville, c'étaient surtout des anglophones. Ils avaient des façons différentes de voir les choses. Alors, les anglophones de Martinville se sont séparés de Sainte-Edwidge et Sainte-Edwidge a été érigée en municipalité en 1795. Sainte Edwidge, c'est une sainte polonaise, en passant. Alors, c'est ça, c'est une petite municipalité où il y a eu beaucoup d'Irlandais au commencement. Ce sont les cultivateurs, je dis ça pour certains qui sont ici et qui connaîtraient

ça, qui ont inspiré certains écrits du premier sociologue du Québec, Léon Gérin. Quand il a parlé des habitants émancipés du Haut-Saint-François, il parlait des gens de Sainte-Edwidge qui avaient une culture politique très intéressante parce qu'ils avaient été influencés par les Irlandais qui étaient là. Alors, c'est ça Sainte-Edwidge. C'est une municipalité qui avait 1000 personnes au tournant du siècle, qui est de 500 personnes maintenant. Nous sommes 500 à Sainte-Edwidge-de-Clifton.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Je vous remercie beaucoup. Alors, M. le député d'Orford.

**M. Benoit:** Pour compléter, c'est dans le comté de Mégantic-Compton.

**M. Caldwell:** Ha, ha, ha! J'ai oublié ça, le plus essentiel, oui.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Benoit:** M. Caldwell a une histoire très intéressante. C'est un Ontarien, M. le Président, qui a rencontré une de nos jolies canadiennes-françaises. Il a élevé une famille autant en français qu'en anglais. Il est devenu échevin de son petit patelin, sociologue, comme vous avez pu le voir. Son épouse est enseignante. Alors, c'est un anglophone qui comprend, je pense, le Québec profond, chez les anglophones, dans une famille qui comprend le Québec contemporain très profond. Ses enfants vont maintenant dans des institutions universitaires francophones. Je pense que c'est le bel exemple d'un anglophone qui a accepté le changement au Québec et qui, d'autre part, a des valeurs qu'il défend pour sa communauté. Je reconnais qu'il le fait avec beaucoup de vigueur et d'intérêt.

Vous avez parlé d'exode, M. Caldwell. Pour avoir lu certains de vos écrits, parce que ce n'est pas d'aujourd'hui que vous réfléchissez sur le problème de l'exode de la communauté anglophone, il n'est pas tout égal cet exode-là; dépendant si on est jeune ou plus âgé, dépendant si nous sommes sur la terre ou à Montréal, dépendant si nous sommes unilingues anglophones ou bilingues. L'exode, il se quantifie, il se différencie. J'aimerais ça que vous en parliez un peu de ces différences de la terre versus la ville, de la francophonie, unilinguisme anglophone versus le bilingue, le jeune versus le plus âgé.

**M. Caldwell:** O.K. Jusqu'à un certain point, ce sont des différences qui sont communes à tout mouvement migratoire en Occident où on est en train de vivre une industrialisation. Mais il y a quand même des particularités. C'est sûr, les jeunes partent, parce qu'ils sont mobiles — certaines gens ont employé ce terme. Ils ont des compétences et, parce qu'ils parlent anglais, ils

peuvent trouver un travail ailleurs, un travail qu'ils ne peuvent pas, ou leur perception c'est qu'ils ne peuvent pas le trouver ici. Alors, les jeunes diplômés partent en plus grand nombre et, comme je l'ai fait remarquer dans le texte, entre 1971 et 1976, le tiers ou un quart de tous les diplômés est parti.

Il y a une autre perte qui est la classe moyenne. Le petit entrepreneur, celui qui a une cour de matériaux de construction, celui qui a une franchise d'équipement agricole: ces gens-là ont vendu à des francophones et ils sont partis. C'est aussi une conséquence d'une certaine rationalisation de l'économie nord-américaine. Ce n'est plus l'épicier du coin, c'est Steinberg qui nous fournit. Alors, cette classe moyenne est très affaiblie, ce qui amène un affaiblissement très remarqué de toute la communauté anglophone du Québec dans le sens suivant, et on le voit dans les chiffres sur l'écoute de la télévision. Les jeunes francophones, depuis quatre ou cinq ans, regardent de moins en moins de télévision. Il y a des activités liées à l'école. Le milieu est devenu suffisamment vivant et stimulant pour qu'il y ait d'autres activités. Ils se préparent pour les olympiques.

Les anglophones sont devenus de plus en plus reculés sur la sphère domestique. Ils regardent de plus en plus de télévision. On ne sait pas si c'est parce qu'ils regardent de plus en plus de télévision ou si c'est parce que c'est la couche plus active, c'est-à-dire que ces gens diplômés qui, normalement, auraient fourni un leadership dans la communauté; c'est eux qui s'occupent des scouts, de former des jeunes patineurs. Ces gens-là sont de moins en moins là, ce qui fait en sorte que, dans l'ensemble, ceux qui auraient eu tendance à ne pas sortir et à regarder la télévision le font de plus en plus. Et comme je l'ai fait remarquer, il y a un changement très important dans le capital humain; je parle d'une population bimodale. On a des gens comme moi, que ce soient des médecins ou des gens qui ont une certaine position dans une entreprise, des grandes entreprises... Justement, je faisais allusion à cette technocratie, dont je fais partie, ceux qui dirigent les systèmes scolaires. On a une population qui n'est pas mobile parce qu'elle possède sa maison. Dans cette culture-là, surtout hors de Montréal, c'est une valeur très importante, c'est extraordinaire; plus de 95 % possèdent leur maison et ils ne peuvent pas la vendre pour acheter une maison ailleurs, et ils ont beaucoup de famille et ils ne peuvent pas ou ils ne peuvent pas imaginer trouver un travail ailleurs.

Alors, c'est véritablement un drame, le fait que ce leadership communautaire est en train d'être creusé, surtout hors de Montréal et... j'ai peur d'avoir perdu... Oh oui! Vous avez parlé des différences entre rural et urbain. Moi, je suggère que, chez la population rurale, il y ait moins tendance à être mobilisé, et je prends comme

exemple le discours de Richler, ça prend moins, ça poigne moins dans ces milieux hors de Montréal qu'à Montréal. C'est parce qu'il y a des vestiges. Ce n'est pas parce que c'est articulé. C'est un peu parce qu'ils sont coupés des changements qui ont eu lieu ailleurs au Canada. Eux, par exemple, se souviennent de Hong Kong, ça fait partie de ce nationalisme canadien-anglais. Pour eux, ce discours néo-libéral est moins prenant, alors ils sont peut-être moins mobilisés, ils n'ont pas le sentiment...

Par exemple, dans les Cantons de l'Est, on n'a pas été convaincu que l'affichage, ou le fait de ne pas avoir l'affichage bilingue était la perte d'un droit fondamental, pour deux raisons: d'abord, c'est parce qu'on a moins explicité, on a moins mobilisé là-dessus, mais aussi parce qu'on faisait des arrangements dans la communauté. C'est-à-dire que les anglophones respectaient peut-être plus les sensibilités francophones, et les francophones – même les députés péquistes – voyaient à ce qu'il n'y ait pas de conflit autour de ces choses-là. Alors, il n'y avait pas la même tension. Évidemment, les Cantons de l'Est sont un peu spéciaux, ce qui faisait un peu moins d'inquiétude. Comme je le disais, les jeunes anglophones des Cantons de l'Est disent qu'ils n'ont pas été l'objet d'une discrimination linguistique, mais qu'ils en ont entendu parler. Alors, il y a ce facteur-là qui joue.

(21 heures)

Il y a aussi un autre facteur qui est très peu important, mais il y a une culture générale chez les cultivateurs, une culture générale, de la ferme, anglophone, qui fait en sorte qu'ils ont été moins mobilisés dans une agriculture surspécialisée et surcapitalisée. Alors, ils ont pu passer à travers les crises de l'agriculture mieux que les francophones et, pendant la période 1971-1981 où la population anglophone a commencé à connaître un déclin et connu son premier véritable déclin – et un déclin important de 10 % – le milieu agricole anglophone se tenait mieux que le milieu agricole francophone, ce qui est quand même assez extraordinaire. Et, dans les Cantons de l'Est, nous nous emparons de ça. Parce que les jeunes des familles des cultivateurs francophones – il n'y a pas beaucoup d'enfants, pour commencer, deux, trois – ils veulent tous être techniciens en administration. Ils ont vu leurs parents pris avec une grosse affaire, des grosses dettes et ils ont vu leurs parents brûlés à 40 ans. Ça ne les intéresse pas, l'agriculture.

Les anglophones, d'abord, ils étaient un peu en dehors de ces courants-là mais ils ont une expérience plus longue de l'agriculture commerciale. Ils ont été moins tentés de surspécialiser. Ils ont gardé cette ancienne culture où on a une certaine diversification et, maintenant, on voit dans les Cantons de l'Est plein de familles d'anglophones qui profitent d'une occasion historique qui arrive de temps à autre où le prix des terres est en baisse et on peut établir ses enfants et

ils restent. Nous connaissons tous les deux une famille et on est satisfaits des milieux ruraux anglophones qui se consolident actuellement. Mais c'est relatif évidemment parce que dans tout l'Occident les milieux agricoles sont encore en contraction et c'est relatif. Mais, dans les Cantons de l'Est, le milieu agricole représente 10 % de la population anglaise. Dans l'ensemble du Québec, la population agricole est beaucoup moins que ça. C'est entre 3 % et 5 %.

**M. Benoit:** M. Caldwell, je suis d'accord avec vous que la situation est peut-être moins pire que certains ont essayé de le faire prétendre. D'autre part, quand je me promène dans mon comté, dans la partie sur le long de la ligne américaine, dans la région d'Ayer's Cliff, et que je vois vos institutions, je vois l'âge des gens «on the board of directors».

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Benoit:** Je regarde la couleur des cheveux.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Benoit:** Et je regarde ensuite qui d'autre est dans la salle. C'est évident, quand j'ai regardé les Townshippers venir nous dire: Entre 1972 et 1992, 60 % de diminution dans les «schoolboards» de l'Estrie de la communauté anglophone, je ne peux pas comprendre si c'est par exode ou par écoeurement ou par phénomène expotential de l'exode, mais il y a quelque part que vos institutions – ma compréhension c'est que ce sont les petits musées de Stanstead – sont après disparaître. Ces institutions-là, dans votre communauté, n'auront tout simplement plus le nombre de gens... En français, on parle d'une masse critique.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Benoit:** On n'aura plus cette masse critique pour supporter ces institutions-là. J'aimerais ça que vous nous parliez un peu de la problématique de cette masse critique pour retenir ces institutions-là en place.

**M. Caldwell:** Comme je le disais, cette population est démoralisée et déclinante, comme je l'ai dit dans le mémoire. Ils sont démoralisés et déclinants pour deux raisons. Vous avez évoqué les deux. La première, c'est la contraction de la population. Il y a de moins en moins de population. Je voulais insister sur le fait que c'est un phénomène rural, non métropolitain, qu'on trouve ailleurs, mais c'est sûr que c'est plus aigu. Et c'est une population vieillissante parce que les jeunes partent et c'est une population qui est démoralisée pour deux raisons. Premièrement, leurs institutions sont en train d'être envahies

par un appareil étatique. On a maintenant des cégeps anglophones, des hôpitaux anglophones qui sont anglophones de nom, mais ils le sont de moins en moins de culture et, pour toutes sortes de raisons, de conjoncture. Par exemple, quand il fallait avoir des bilingues, ils n'étaient pas bilingues. Maintenant, des bilingues sont là, ils sont souvent des gens de culture francophone. Alors, il y a toutes sortes de raisons, mais ces institutions-là sont de moins en moins liées au milieu à cause de cette invasion étatique. Mais il y a aussi ce que j'évoquais. Ils ne sont pas du tout convaincus qu'ils sont de vrais Québécois parce que la société majoritaire ne valorise pas son histoire et ils cherchent à se légitimer comme partie de cette société et la légitimité ne se trouve pas... Je sais que j'ai effleuré ça. J'ai dit des choses qui sont peut-être un peu énormes. Je les ai dites, mais je ne crois pas qu'il y ait quelque chose là qu'il faudrait surmonter dans l'intérêt de tout le monde. J'ai pris le cas de Dorchester, par exemple. Moi, j'aurais voulu qu'on nomme, qu'on baptise l'autoroute 40 l'autoroute René-Lévesque, mais on ne l'a pas fait. On a décidé de débaptiser Dorchester et de l'appeler René-Lévesque. Maintenant, c'est fait. Moi, je suggère - c'est un exemple - qu'on réhabilite, revalorise cette histoire pour que ces milieux puissent s'insérer dans la société québécoise par la voie de leur histoire que je prétends être une contribution très importante à l'histoire du Québec. Mais c'est l'époque...

Dans les Cantons de l'Est, ça n'a pas été un problème jusqu'à il y a 10 ou 15 ans. Il y a toutes sortes de raisons. Une des raisons, c'est que les francophones étaient les deuxièmes venus dans cette région. Il y a eu cette fameuse bonne entente, mais maintenant on a une génération de jeunes anglophones qui, d'après ce qu'ils voient autour d'eux, ne sont pas capables d'arriver à la conviction qu'ils sont chez eux ici. Et ils partent pour cette raison là. Moi, je trouve qu'il faudrait agir sur ça. Et tout ça, ça fait partie de cet état démoralisé. Et on a le contraire. Par exemple, ici, à Québec, dans la ville de Québec, on a une certaine élite, une partie d'une élite, qui a une attitude beaucoup plus cynique. Ils ont décidé de ramasser ce qui reste de leur héritage avant que les francophones ne s'en emparent et ils agissent comme des vautours pour ce qui est de la richesse de leur milieu.

Tout ça, c'est démoralisant. Mais il faudrait renverser ça dans le sens de faire en sorte que les jeunes de ce milieu, en s'équipant pour participer à la culture publique commune, c'est-à-dire en connaissant les règles du jeu et en apprenant le français, puissent par la suite participer pleinement à cette culture comme le fait le jeune McKinnon, qui est une exception.

**M. Benoit:** La quatrième recommandation, et je vais terminer là parce que je sais que plein de confrères et de consœurs veulent poser

des questions, votre quatrième recommandation, qu'est-ce qu'elle a à faire avec l'exode? Quand vous dites «contenir l'intrusion de la technocratie sur les institutions locales», qu'est-ce que ça a à faire avec l'exode?

**M. Caldwell:** Je vous donne un exemple, le système scolaire anglophone maintenant. Je m'inspire de cas concrets dans les Cantons de l'Est. Je vais vous donner un cas extrême. On est en train de poser des gestes, dans le système scolaire, qui ont une finalité surtout pour l'institution, c'est-à-dire de maintenir l'institution et des effectifs plutôt que de mettre la commission scolaire au service de la communauté. On aurait pu, par exemple, garder des sections anglaises, toujours pour l'administration... Je prends un cas extrême. Je prends des villes comme Sawyerville où on perd l'école anglaise, on perd l'école française, parce qu'on consolide dans des écoles très centralisées. On aurait pu garder dans une même école une section francophone, une section anglophone sous deux administrations scolaires différentes pour garder le milieu intact, parce que ce qui arrive, c'est que les anglophones deviennent trop dispersés et ils perdent une certaine volonté de continuer parce qu'il n'y a plus de communauté autour d'eux.

Ce que je dis, c'est que les commissions scolaires ne sont plus... et il y a toutes sortes de raisons parce que c'est trop énorme. On fait partie d'un système très étatisé. Le système scolaire n'est plus sous la direction de la société civile, c'est-à-dire les commissaires scolaires ne sont plus capables d'avoir un impact sur ces commissions scolaires qui couvrent beaucoup de territoire. Finalement, les seuls qui ont l'information qui permet d'avoir une influence sont les fonctionnaires qui les gèrent.

Je donne deux exemples concrets. Les cégeps. Les cégeps ont cessé d'être des institutions anglophones, les cégeps anglophones. On cherche surtout à maintenir une clientèle et, finalement, ils sont devenus des écoles francophones. Il ne reste qu'un seul cégep anglophone au Québec, c'est Heritage. Dans les autres, les administrateurs, parce qu'ils ont voulu maintenir leur clientèle, auraient pu imposer un test d'anglais. Ils auraient très bien pu imposer un test pour que vous ne puissiez pas fréquenter un cégep anglophone à moins d'avoir une maîtrise suffisante de la langue. Ça, c'est un exemple. Je donne un autre exemple. Lors de la loi 101, le système scolaire a mobilisé les parents - le système scolaire protestant anglophone - qui avaient leurs enfants dans les écoles francophones en disant: Si vous ne revenez pas au système protestant, vous allez perdre votre éligibilité. Ce qui n'était absolument pas le cas. La loi 101 faisait en sorte que les jeunes anglophones - comme mes enfants - puissent fréquenter une école élémentaire et garder leurs droits.

They were deemed to have attended.

Alors, le système scolaire – moi j'estime que c'est un problème pour le système francophone aussi, pas dans le système scolaire mais dans d'autres aspects – le système scolaire, pour toutes sortes de raisons particulières – l'étendue des organismes, la difficulté d'un leadership local à s'imposer – n'agit plus en fonction de la population anglaise. Et moi, à la limite, si j'étais obligé de choisir, si j'avais vraiment à choisir une action importante pour promouvoir l'avenir de la communauté anglo-québécoise au Québec, je ferais les écoles élémentaires anglaises. Et, je sais que ce n'est pas dans l'optique du rapport Chambers, ou si j'étais un nationaliste cynique, je ferais en sorte que les écoles anglophones restent ouvertes, parce que c'est ça qui est en train de faciliter le plus cet exode. Et, toute l'élite anglophone le sait, et leurs enfants ne vont pas dans les écoles anglophones.

**M. Benoit:** Merci, M. Caldwell.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. Alors, M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. I would like to comment on two or three of the points that you made, both academically and perhaps a little more personally and politically.

To begin with the issue of the economic versus political motives for movements of Anglophones, both in the past and the present, I think that any discussion or consideration of this problem has to consider things like the cost of labor in Québec. I speak from direct experience. For example, when I came to work in Montréal, in 1962, during the Diefenbaker recession, when I worked as a laborer, and when I and my closest friend hitch-hiked back and forth between Montréal and Toronto looking for work, there was as much or more work in Montréal and in other cities in Québec because the average cost of labor in Québec was lower. This did not make people like Mr. Laberge particularly happy, but it was one of the things that maintained the level of employment. And, it also affected relations between Francophones and Anglophones, because as long as the cost of labor was lower in Québec, it meant it was frequently worthwhile to open an enterprise. It was frequently worthwhile for people, in whatever language group, to hire people from the other language group because of the need for labor and so on.

Over the next few years, the cost of labor in Québec steadily rose. It is not now the highest in Canada, the highest provinces are British Columbia and Alberta. But, for example, the average cost for manufacturing labor power, I do not have the statistics current to this year, but roughly say a year or two ago the way they

would work would be that it would be about 8,50 \$ for the maritime provinces, about 10 \$ for Ontario, and about 9,50 \$ for Québec, slightly below Ontario but not much, and just about as high, making appropriate conversions, as some areas of the New England States. Therefore, the level of employment in Québec has been steadily down since the 1970's. And, talking about the decision to leave or to stay has been profoundly affected by that. Because, even when Montréal is supposedly prospering, not a year like now, the steady unemployment rate in Montréal is around 10 % which is nothing like what it was in earlier years. And, it is not what it is like in several cities in the rest of Canada, even in hard times. So, that is one of the things that seems to me to come into this whole issue.

If I go a little further, and say something like what about the difference between economic and political motivation for movement? I believe there is an important distinction to be made. When people leave for what could be called economic motives, they can be described as political motives as well, which do not necessarily mean hostility to the language laws, or hostility to the Parti québécois, or hostility to the Liberal Party, or to some new spirit of assertion in French-speaking Canada. What they also mean, which I think is frequently underestimated by all groups of this kind, is hostility to politics. One of the great freedoms, after all of a free society, is the freedom of individuals to be totally indifferent or hostile to politics of any kind. I have heard many Francophones, never mind the Anglophones, tell me that they want to get out of Québec because they were tired «of the whole business», irrespective of what position they held on any particular piece of language legislation or anything else of that kind.

(21 h 15)

One of the things that has happened to Québec in the last quarter of the century is what one might call the politically interested class has grown steadily, whatever language it speaks, as opposed to the economically productive elements. So, I am sure, for example, the member for Lac-Saint-Jean or our distinguished guess or I could talk a great deal about something like the cégep system and the fact that, for instance, all of us could talk about it at length and its relations with the Anglophone community and the Francophone community. And we could do so with much greater enthusiasm than, for example, somebody who works in the manufacturing industry, engineering, and so on down the line. It is the people who, in fact, grow impatient of exactly this kind of thing who leave; not necessarily the ones who react to a particular constitutional stance or a particular position of the Québec Government, or that seems to be dominant in Québec society, at that time.



Again, turning even to the larger more philosophical argument of our distinguished guess, I would remind him that Edmund Burke was an all Whig, not a Tory. That is to say, he was more, perhaps in some respect, what we would now call a Neo-Conservative, not a red Tory. And, one of the disadvantages of trying to conceive of a way that the Anglo community can deal with modern Québec by looking at the collective dimension or being skeptical about things like neo-liberalism, is that the English-speaking community and the English-speaking sense of identity and culture, is to no small extent, defined by arguments both about what they conceive to be rights and what they conceive to be, as they admit themselves frequently, archaic institutions like the Protestant School Board of Greater Montréal. That kind of thing cannot easily be dispensed with, even by those of us who were just as well aware of the archaic quality of these institutions. As everyone else here, if we do not know exactly what we can do instead, nothing from either the present Government of Québec or from the Parti québécois has given us a very clear idea of what we can do instead.

So, for instance, the suggestions that have been provided by Mr. Caldwell, some of which are, after all, very modest and very limited. I would obviously heartily endorse, for instance, the idea that we should look more closely at the history of English-speaking Québec and that we should give it its proper level of value. I think also that he is quite correct in saying that the term «Anglophone» would be better dispensed for something like Anglo-Québécois and there are several other instances where he and I would find ourselves perhaps, rather more than a decade ago, in total harmony. But I would also add that, after all, the big issue for many people, here in Québec, will be: If Québec actually is seriously proposing to leave Canada, does that mean that people who live here cease to be Canadians? This may be seen very differently in some places like the Townships or perhaps even in the Ottawa-Hull area. But certainly, for Montrealers, and not only Montrealers who are necessarily followers of Mr. Richler, this is going to be a central question. For example, both for myself personally and for much of my electoral support, I know we would rather stay in Québec. I suspect some of us could even imagine the circumstances in which we could work out an arrangement or an understanding, even strange as it might seem, with the Parti québécois. But one thing we know, in the interim, is that we have to know the terms.

We have to know whether this place is actually leaving or not. We have to know if it is, whether or not that means an end to a particular kind of citizenship that exists in this country. We have to know whether it means an end to a particular kind of economy. We have to

know whether it means we could ever be put in a position of some kind of conflict, however mild or however serious, with the rest of Canada. None of those kinds of things seem to me to be much clearer, even after six months of this hard-working Committee, than they were at the outset. And as long as that kind of area stays vague, stays in doubt, then, we are likely to face a continuing Anglo exodus, and not just an Anglo one. In fact, I am not sure that the issue of movement out of the province is entirely defined, even by a word like «Anglophone» anymore. If I look at something like, for instance, my own son and daughter, both of whom live in Toronto right now, the daughter speaks fluent French and the son does not. They both wound up in Toronto and neither of them had become anti-Québec, so to speak. Their reasons were somewhat similar and they were also different. But what was most important was not economy alone or politics in the sense of saying something like: I cannot stand the effects of Bill 101 or I cannot stand the effects of Bill 178 or something of that sort. What was really much more common was they wanted to go to some place where they saw the main action was business and economic development, not the debate. Many of those young people are, just as us, other people whether they represent the kind of politics of the Equality Party or of the Parti québécois. And that seems to me to be the actual reality the provinces face in the 1990's. Mercl, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** I thought that everybody got enough of the constitutional debate, you know. It is about time to make a decision. Vous avez des commentaires, M. Caldwell?

**M. Caldwell:** M. Cameron a évoqué des enjeux énormes et je ne sais pas si on peut les aborder dans le contexte de cette discussion. J'ai peut-être deux ou trois réflexions. Moi aussi je suis très préoccupé par la nécessité, par le besoin du Québec de se consolider démographiquement, au niveau des finances publiques, au niveau de sa capacité de produire de la richesse. Nous avons une société où le secteur tertiaire prend beaucoup de place. Il va falloir faire face à une situation démographique très inquiétante. La dette publique, comme ailleurs, est dans une situation catastrophique. Le Québec doit consolider et je suis d'accord avec lui qu'il y a des problèmes à ce niveau-là et aussi que s'il y avait des emplois, si on vivait dans une période comme on vivait dans les années soixante-dix où tout était en pleine expansion, le secteur public, le secteur privé, il y aurait très peu de personnes qui partiraient du Québec.

Un autre aspect, une autre dimension qu'il a évoquée où je n'ai pas tout à fait la même vision, mais je ne conteste pas la véracité de ce

qu'il dit, pour moi, un des atouts du Québec c'est qu'ici on a au moins l'illusion de pouvoir influencer sur notre destin. Ici, il y a un sentiment de participation qui est extraordinaire. Moi, je me souviens, quand je suis venu à Québec en 1963, d'avoir entendu des cultivateurs raconter des élections, des campagnes électorales d'il y a 10, 15, 20 ans. Des vieux à Sainte-Edwidge pouvaient me dire quand Bourassa était venu à Sainte-Edwidge, Henri Bourassa. Ils pouvaient me dire quand le maire Drapeau était venu à Sainte-Edwidge. Et ce sentiment, cette riche culture politique, pour moi, est un aspect important de notre identité — M. Cameron et moi on a parlé de ça déjà — de notre identité comme hommes de l'Occident, c'est-à-dire que pouvoir assumer la responsabilité de notre destin public est une dimension importante de notre dignité comme homme occidental et ici au Québec, les gens se préoccupent de leur avenir, de leur destin politique. Je sais que dans certains milieux anglo-québécois ou anglophones, on devient tanné de ça. On voudrait procéder, faire des choses. Je suis d'accord que pour beaucoup, ça c'est très agaçant. Je peux vous dire que pour moi, partant de l'Ontario, c'était rafraîchissant de me trouver dans un milieu où des gens s'intéressaient à la chose publique. Et c'est sûr, c'est le moins qu'on puisse dire du Québec, on s'intéresse à ça. Moi, je me souviens de ma grande déception, quand je suis revenu au Québec et en Ontario après un certain séjour à l'étranger et que le Nouveau Parti démocratique avait engagé une compagnie de relations publiques américaine pour diriger sa campagne. J'étais profondément choqué. On ne met pas notre destin dans les mains des étrangers. Ici, au Québec, on ne fait pas ça encore.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Ah non, c'est un sport la politique.

**M. Caldwell:** Ha, ha, ha!

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Mme la députée de Taillon.

**Mme Marois:** Merçi, M. le Président. Alors, j'ai beaucoup apprécié votre intervention, M. Caldwell, et j'ai bien aimé aussi l'intervention du député de Jacques-Cartier parce que je pense que c'est très juste: il y a un problème qui doit mobiliser toutes nos énergies et qui est d'améliorer, dans le fond, la réalité économique à laquelle on est confronté et qui a un impact — qu'est-ce que vous voulez — sur les choix que l'on fait aussi à un autre niveau: rester là ou quitter le Québec. Dans ce sens-là, il y a des alliances stratégiques sûrement fort intéressantes à imaginer.

Je pense que ce qui est intéressant dans ce que vous avez présenté aussi, M. Caldwell, c'est

de faire apparaître, dans le fond, que ce n'était pas un bloc monolithique que la communauté anglo-québécoise, mais que, selon qu'elle était membre de région — c'est-à-dire partie à la vie collective d'une région ou partie à la vie communautaire et collective d'une métropole comme Montréal — ça amenait des attitudes, des comportements différents. Aussi, le fait de participer à la vie communautaire en régions, donc hors d'un grand centre comme Montréal, ça amène probablement une meilleure connaissance des communautés respectives et un meilleur échange. C'est le sentiment que j'ai à travers les visites et les rencontres que j'ai pu avoir aussi sur le territoire québécois. Je pense que vous le faites bien apparaître dans votre présentation et je crois que c'est une richesse. Moi, ma préoccupation, et la préoccupation aussi de notre formation politique, dans ce sens-là, c'est, au-delà des questions de constitutionnaliser les droits, les chartes et tout le reste, de permettre les outils communautaires et collectifs permettant aux Anglo-Québécois de continuer d'être une force vivante et qui contribue à la construction du Québec. C'est, pour moi, le plus important sûrement à préserver et à assurer. Dans ce sens-là, que ce soit au niveau des écoles ou des institutions de santé, je pense que c'est là qu'on doit continuer à faire les plus grands investissements.

Quand vous dites: il va falloir que le Québec réhabilite et valorise l'histoire du Québec anglais; moi, je vous dirai qu'il va falloir que le Québec réhabilite et valorise l'histoire du Québec tout court.

J'écoutais ce matin encore M. Georges-Hébert Germain ou... comment s'appelle l'historien? Jean-Claude Germain, qui racontait un peu l'histoire de Montréal. Comme c'est la semaine de l'histoire et qu'il va présider cette semaine-là, il racontait à sa façon très humoristique comment c'était absolument catastrophique le fait qu'on n'enseigne pas l'histoire dans nos écoles, qu'elles soient primaires ou secondaires. Mais je suis d'accord avec vous. Alors, d'abord, il faut réhabiliter l'histoire tout court parce qu'on a un problème à cet égard-là, en termes d'apprentissage et de connaissance. Il faut toujours, à mon point de vue, savoir un peu d'où on vient pour savoir où on s'en va. Mais je suis aussi d'accord qu'à travers ça, il faut retrouver les personnages, les Anglo-Québécois qui ont contribué à construire le Québec et probablement que c'est dans la sécurité qu'on finit par retrouver ça aussi. Évidemment, on pourrait faire de longues réflexions sur les peuples conquis et dominés, et vous l'abordez aussi.

Je veux juste revenir sur une petite question; c'est plus de l'ordre du commentaire et, peut-être, de la clarification de certaines orientations que l'on peut avoir de ce côté-ci de la table. Je suis un peu étonnée quand je lis dans votre document que vous dites, dans les proposi-

tions très, très précises et très concrètes: Voir à ce que les commissaires scolaires – j'ai compris que ce n'est pas les commissions – reprennent le contrôle des commissions scolaires protestantes. Vous dites bien protestantes et non pas anglophones. À ce moment-là: anglo-protestantes? Ça pourrait être... Il me semble que ça devrait être anglo-catholiques et anglo-protestantes, si on veut, et même tout simplement les écoles anglophones.

**M. Caldwell:** Oui.

**Mme Marois:** C'est plutôt ça que vous voulez dire finalement, que nécessairement anglo-protestantes.

**M. Caldwell:** Oui, oui.

**Mme Marois:** D'accord. Alors, voilà, moi, ce que je voulais vous rendre comme témoignage. J'ai beaucoup aimé votre intervention et je pense que ça vient enrichir nos débats. Je ne sais pas si vous avez des commentaires que vous voudriez ajouter à ce que j'ai dit.  
(21 h 30)

**M. Caldwell:** Je vous remercie beaucoup. Je me réfère encore aux Cantons de l'Est. Oui, si cette sécurité pouvait être régénérée, ça aurait beaucoup d'impact. Par exemple un des députés les mieux aimés dans les Cantons de l'Est – peut-être que M. Benoit va pouvoir prendre sa place parce qu'il est en train de se faire connaître beaucoup dans les Cantons de l'Est – c'était M. Rancourt qui était un cultivateur et qui avait une capacité de fonctionner avec le milieu anglo-québécois, ce qui faisait en sorte qu'il était extrêmement populaire dans les milieux anglo-québécois des Cantons de l'Est. Je cite un autre exemple. Je suis en train de répéter ce que j'ai dit et ce que, vous, vous avez dit, mais je me souviens quand M. Laurin a fait sa tournée des milieux culturels à travers le Québec et qu'il est venu dans les Cantons de l'Est. Il y a eu un comité pour préparer ça et tous les notables anglophones se sont mobilisés pour cette rencontre-là. Il y en a eu d'autres, peut-être que vous étiez là, je ne le sais pas, et c'était très productif. M. Laurin, comme je me plais à dire, a fonctionné comme un ministre de la couronne. Il a été traité comme un ministre de la couronne. Les Townshippers sont nés de ça et les Townshippers existent suite à ça. Quand il est allé à Montréal, c'était tout à fait une autre affaire. Ça n'a pas fonctionné à Montréal.

**Mme Marois:** Je pense qu'effectivement vous donnez là un bel exemple de ces différences qui existent déjà sur le territoire. Je vous remercie de votre intervention.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci, Mme la députée. M. le député de

Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président, merci, M. Caldwell pour votre présentation. Vous nous avez mentionné tantôt qu'au début des années quatre-vingt, il y a plusieurs diplômés, ou même professionnels, qui ne se sentaient pas bien dans le contexte du référendum et qui ont quitté le Québec. Vous avez également mentionné qu'il pourrait y avoir un nouvel exode, s'il n'est pas commencé, il va être sur le point; mais en tout cas, il va y en avoir d'autres, selon vous. Vers quelles provinces vont, en grande majorité, ces personnes qui quittent le Québec?

**M. Caldwell:** Ça varie avec le temps. Dans les années soixante, c'était surtout l'Ontario et aussi dans les années quatre-vingt. Dans les années soixante-dix, c'était l'Ouest du Canada. Ça varie avec les périodes, et probablement avec le libre-échange, on va voir avec l'enquête en cours maintenant qu'on fait sur les gens, lors de la cohorte de 1981, 10 ans après, déjà on en trouve plus aux États-Unis qu'on en a trouvés quand on a fait le même exercice avec la cohorte de 1971. Alors, ça varie; si j'étais économiste, je dirais en fonction des demandes... si je prends en considération ce que M. Cameron a évoqué, sur l'articulation du système économique. Il y a eu le «boom» – je citais cet exemple – des années soixante-dix dans l'Ouest du Canada et ça, ça en a attiré beaucoup, mais la plupart vont ailleurs au Canada. Notre vision est un peu faussée parce qu'on ne sait pas qui va aux États-Unis. On n'a pas de comptabilité de ceux qui vont aux États-Unis, ou de ceux qui vont outre-mer. Il y a un nouveau phénomène à Montréal. Moi, j'en ai des étudiants grecs et italiens qui sont nés à Montréal, qui vont s'établir de façon définitive en Europe; c'est-à-dire qu'ils reviennent en Europe. Moi, j'ai une fille qui est en France maintenant. Il y a même un courant, un milieu migratoire vers l'Europe dans le moment, chez certains milieux à Montréal, surtout des milieux ethniques, des gens qui viennent des pays qui participent à ce nouvel essor de l'Europe, comme l'Italie et le Portugal. Alors, ça varie avec le contexte économique.

**M. LeSage:** Ces gens qui sont partis dans les années soixante et quatre-vingt, qui partiront dans les années quatre-vingt-dix, selon vous, quels sont leurs sentiments au moment où on se parle, alors que le Québec fait encore partie du Canada, et quels pourraient être leurs sentiments, à ces mêmes personnes qui seraient en Ontario, par exemple, et qui verraient de leur parenté qui demeure encore au Québec ou qui n'en auraient pas? Quels seraient leurs sentiments à ces gens-là, ces anglophones vis-à-vis des francophones du Québec?

**M. Caldwell:** Laissez-moi préciser ou fournir

certaines précisions. Ça, c'est un échantillon à travers tout le Québec. La cohorte de 1971, c'est-à-dire ceux qui avaient terminé l'école en 1971, 10 ans après comme je le disais, la moitié était partie, mais de cette moitié, il y a un tiers qui était parti et revenu, c'est-à-dire un sixième était parti qui est revenu. Alors, il y en a toujours un certain nombre qui reviennent. Pour répondre en gros à votre question, c'est un peu une caricature... Il y en a un certain nombre qui voudraient revenir, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de ressentiment négatif envers le Québec. Mais il y en a une certaine proportion aussi qui part extrêmement frustrée. Ils sentent qu'on les a reniés, qu'ils ont été évincés ou qu'ils n'ont pas eu les occasions qu'ils auraient voulu avoir pour exercer leur compétence et pour s'épanouir. Je parle de la situation jusqu'à maintenant. Je ne sais pas si vous posiez la question en termes de l'histoire récente ou en termes de l'éventualité de l'accession à la souveraineté.

**M. LeSage:** Les deux.

**M. Caldwell:** Les deux, oui. Ayant dit ça, j'ajouterais qu'il y a un certain courant — ce n'est pas beaucoup, mais ça existe; j'en suis peut-être un — de jeunes Anglo-Canadiens qui, depuis 10 ou 15 ans, sont venus au Québec parce qu'il y avait quelque chose là qu'ils ne trouvaient plus au Canada anglais. Il y avait cette dimension du projet politique canadien, qui était de maintenir une société distincte des États-Unis. Ça devient de plus en plus difficile au Canada anglais. Par exemple, il est maintenant possible pour le citoyen américain — et, tenez-vous bien, je vais l'expliquer — de devenir premier ministre du Canada.

Maintenant, la double citoyenneté est possible au Canada. J'ai vérifié avec le registre de citoyenneté. Maintenant, quelqu'un qui détient la double citoyenneté, américaine et canadienne, peut devenir premier ministre et on ne pourrait pas l'en empêcher à cause de la charte; ce serait de la discrimination. Alors, il y a une certaine perte au niveau de ce projet politique qui était de maintenir une société qui était différente, qui avait une certaine vertu que la société américaine n'avait pas, mais où il y avait certaines opportunités qu'on n'avait pas et que les Américains avaient. Alors, il y a un certain nombre — et on le voit surtout dans le milieu artistique, j'en vois à Montréal — de gens qui viennent à Montréal à cause de la dynamique et de la vigueur de la vie artistique à Montréal. Il y a ce courant-là. Mais il y a aussi un très important contingent de gens qui partent avec le sentiment qu'ils ont été évincés de leur rôle juste.

**M. LeSage:** M. Caldwell, si vous le permettez; vous avez mentionné tantôt que certaines personnes, peut-être même plusieurs, avaient

contesté le fait que le Nouveau Parti démocratique ontarien avait retenu les services d'une firme américaine pour faire la publicité de leur campagne. Ça m'amène à la question suivante: En Ontario, à part Bombardier qui a acheté des actions en Ontario, je pense que la majorité des entreprises ontariennes appartiennent à des Ontariens et en grande majorité anglophones. Est-ce que vous pensez que, au lendemain de l'indépendance du Québec, les Anglo-Ontariens seraient plus sensibles à favoriser l'embauche de Québécois, qui pourraient être, même, présentement à l'emploi de ces compagnies-là en Ontario? Je parle de l'Outaouais québécois vis-à-vis d'Ottawa, d'Ottawa-Carleton. Est-ce que vous pensez que, lorsqu'une vacance viendrait dans une entreprise, on favoriserait davantage l'embauche d'un Québécois par rapport à un type de l'Ontario, et est-ce qu'on pourrait même aller jusqu'à dire qu'on pourrait les remercier pour engager des gens de l'Ontario, justement?

**M. Caldwell:** C'est une question très difficile. C'est sûr que, dans des situations difficiles, on favorise surtout, et c'est normal, nos proches et des gens de notre milieu. C'est sûr que, advenant la séparation ou dépendant des ententes ou des échanges commerciaux qui sont faits entre le Québec et le reste du Canada, il n'y aurait pas la même circulation d'emplois et de positions et qu'il y aurait un certain ressac contre le Québec, comme on a connu à d'autres époques, lors de la crise de la conscription. Mais c'est sûr qu'advenant l'indépendance du Québec, ceux qui quitteraient le Québec pour trouver un emploi le trouveraient à mesure qu'ils se rendent dans un contexte qui est en expansion, où il y a une rareté d'emplois. Mais s'il n'y avait pas de rareté d'emplois, alors ils auraient moins de chance de trouver un emploi. Jusqu'à quel point ce serait différent de ce qu'on a connu dans le passé? C'est sûr, qu'à l'intérieur du Canada on a tous eu l'occasion de voyager et de travailler n'importe où. C'est ça qui a fait en sorte qu'il y a eu une ruée vers Toronto dans les années quatre-vingt, que Toronto est en train de drainer tout le pays. Mais c'est sûr qu'entre deux juridictions indépendantes, il n'y aurait pas du tout cette même mobilité de travail, d'emploi.

**M. LeSage:** Merci, M. Caldwell, merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. Est-ce qu'il y a d'autres interventions de l'autre côté? Non. Alors, M. le député de Viger.

**M. Maciucia:** Merci, M. le Président. M. Caldwell, merci d'être venu devant la commission en si peu de temps parce que, en réalité, vous n'avez pas eu beaucoup de temps pour nous entretenir d'une façon encore plus globale que

vous ne l'avez fait actuellement.

À la page 4 de votre mémoire, vous nous dites que 10 % d'anglophones vont partir entre 1991 et 2001 s'il y a un Québec souverain.

**M. Caldwell:** Non. C'est-à-dire qu'il y aura un déclin de 10 %.

**M. Maciocia:** C'est ça.

**M. Caldwell:** Ça ne veut pas nécessairement dire que 10 % vont partir, mais il y aurait un déclin de 10 %, oui.

**M. Maciocia:** Un déclin de 10 %.

**M. Caldwell:** Parce qu'il y a toujours certaines entrées. Mais il y aura moins d'entrées. Ces 10 % seraient de plus en plus constitués de départs.

**M. Maciocia:** De départs que d'immigration.

**M. Caldwell:** D'entrées, oui, oui...

**M. Maciocia:** C'est ça?

**M. Caldwell:** ...parce qu'il y a de moins en moins d'entrées.

**M. Maciocia:** Parfait.

**M. Caldwell:** À moins qu'il y ait un certain essor économique qui fasse en sorte qu'il y aurait des emplois.

**M. Maciocia:** Parfait. Je disais ça parce que, à un certain moment, même Pierre Fortin – vous connaissez Pierre Fortin?

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Maciocia:** Il disait que, selon les sondages, 35 % des anglophones disaient vouloir partir d'ici cinq ans.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Maciocia:** Et il ajoutait, d'autre part, que le sondage voulait que 45 % d'anglophones partiraient dans un contexte de souveraineté.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Maciocia:** C'est ça, ma question aussi. Est-ce que les 10 % d'écart que M. Fortin prévoit entre les 35 % et les 45 %, c'est plus ou moins les mêmes 10 % que vous prévoyez dans le contexte de la souveraineté du Québec?

**M. Caldwell:** Oui. Bon, je vais reprendre ça. Je veux juste faire une mise en garde. C'est le même M. Fortin qui disait, il y a cinq ou six

ans, que la dette publique, ce n'était pas un problème, que ça marchait avec l'accroissement du PNB, et maintenant, il s'est ravisé, et maintenant la dette publique c'est un problème. Alors, les économistes ont souvent une vision un peu tronquée de la situation. Je ne prétends pas que les sociologues ont une vision plus large.

Ça se peut très bien qu'il y ait 35 % qui voudraient partir, mais ils vont partir, comme je le dis, en fonction des postes et des emplois disponibles ailleurs et en fonction de leur capacité de liquider leur capital, de vendre leur maison. Si, au Québec, il y a une certaine règle de droit et un système politique avec lequel ils ont certaines familiarités, s'ils ont des députés aussi articulés que M. Cameron pour les défendre, ils vont rester jusqu'à ce qu'ils soient capables de liquider leurs avoirs et trouver un poste ailleurs.

Alors, je ne conteste pas les 35 %, 40 %. Ça va un peu avec ce que je dis parce qu'il parle de Montréal. À Montréal, c'est une population qui est beaucoup plus susceptible de partir parce qu'il n'y a pas ce même enracinement et, aussi, une certaine mobilisation – à laquelle contribue le Parti Égalité aussi, dans une rhétorique néo-libérale – qui les rendent un peu inquiets. Alors, je ne conteste pas du tout.

**M. Maciocia:** Non, non, je comprends très bien, mais je voulais dire seulement l'écart. Il y a 10 % d'écart advenant l'accession du Québec à la souveraineté plus ou moins. C'est ça...

**M. Caldwell:** Mais lui parle de ceux qui voudraient partir. Moi, je parle de ceux qui vont partir.

**M. Maciocia:** C'est ça. De ceux qui vont partir. C'est exactement dans ce sens-là, M. Caldwell.

À la page 5, vous dites au dernier paragraphe que les anglophones de Montréal, soit 80 % des anglophones, sont décidés à se déraciner.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Maciocia:** Si j'ai bien compris, le mot «déraciner», ça veut dire qu'ils sont décidés à partir. Il sont décidés à laisser la place où ils sont actuellement et probablement à aller ailleurs...

**M. Caldwell:** Non.

**M. Maciocia:** ...que ce soit ailleurs dans la province ou ailleurs à l'extérieur de la province. (21 h 45)

**M. Caldwell:** Le terme a aussi une connotation culturelle, pas seulement physique. Quand je dis «déraciner», je fais allusion à ce mouvement au niveau de la culture politique, d'une culture politique canadienne-anglaise qui était

très enracinée, qui était faite de l'expérience du Canada comme étant des colonies britanniques qui avaient décidé de ne pas faire partie de la Révolution américaine, qui avaient décidé de faire un pacte avec le Québec pour maintenir le nord du continent. Et elles avaient une culture dont les constituants très importants étaient, par exemple, la souveraineté parlementaire et un sentiment d'identité locale, qui était très important dans le cas de Montréal. Quand je dis «désincerner», ils ont fait une option culturelle et idéologique qui fait en sorte qu'ils ne peuvent plus envisager un avenir satisfaisant à Montréal.

Alors, «désincerner», ça veut dire soit se déplacer physiquement, comme vous l'avez bien signalé, ou se faire une conception de la vie selon laquelle vous n'êtes plus du milieu où vous vous trouvez et que vous êtes plutôt aligné vers un pays quelque part où vos droits vont être respectés, vos droits fondamentaux comme l'affichage bilingue. Alors, c'est ça que je voulais dire par «désincerner».

**M. Maciocia:** C'est exact. Ça veut dire qu'ils ne se sentent plus à l'aise. Ils ne se sentent plus à l'aise dans le contexte, même culturel, actuel.

**M. Caldwell:** C'est ça.

**M. Maciocia:** Et, à ce moment-là, ils pourront très facilement prendre la décision de quitter et de s'en aller.

**M. Caldwell:** C'est ça, et c'est ça que je dis dans le papier. Ils vont partir de toute façon.

**M. Maciocia:** C'est ça. C'est ça que je voulais mettre au clair avec vous, M. Caldwell. L'autre question que j'avais, c'était à la page 2 de votre mémoire. Vous nous dites que «la migration d'autres provinces a régressé et qu'il s'agit là d'un des facteurs de la saignée actuelle». Est-ce que c'est bien clair?

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Maciocia:** De l'immigration. Ma question est: Pouvez-vous nous dire quelles sont les raisons qui ont entraîné cette réduction d'immigration des autres provinces vers le Québec?

**M. Caldwell:** Jusqu'à tout dernièrement, un cinquième de la population anglophone du Québec était né dans une autre province. Historiquement, il y a eu beaucoup de départs comme je l'ai signalé pour l'Ouest, mais il y a eu beaucoup d'entrées vers Québec, des Maritimes par exemple, de certaines parties de l'Ontario, de gens qui venaient travailler dans les entreprises de Montréal. Alors, il y a eu un va-et-vient assez important entre les provinces. C'est de moins en moins le cas. C'est sûr, il y a des facteurs

politiques et économiques à ça. On ne vit plus l'expansion de l'après-guerre. Montréal vit un certain crépuscule, Montréal c'est une ville qui stagne au niveau économique. Le centre de gravité de l'économie sur le continent a basculé vers le centre et Toronto participe à ça.

Alors, il y a un facteur économique qui fait en sorte qu'il y a moins de personnes qui viennent et aussi la francisation du Québec fait en sorte que les emplois... Canadair va être francisée. Il va falloir, dans une autre génération, parler, être capable de fonctionner en français. Ça contribue à ça. Et il y a aussi une certaine publicité, je dirais exagérée, négative, qui a été faite envers par exemple le bill 22, la loi 101, à l'extérieur du Québec. Par exemple, la rhétorique actuelle de Richier va sûrement avoir un impact sur les décisions d'anglophones d'autres provinces de venir ou de ne pas venir à Montréal.

**M. Maciocia:** Une dernière question, M. le Président. Comment la communauté anglophone a perçu, si on peut l'appeler, la chance qu'on s'affiche bilingue ou anglais de Action Québec? Parce qu'on se rappellera qu'on a eu ce problème qu'on a vécu l'année dernière.

**M. Caldwell:** Oui.

**M. Maciocia:** Ça a été perçu comment par la communauté anglophone cette chance?

**M. Caldwell:** Bon, comme je l'ai dit, c'a été vu comme très malheureux, cette action-là, dans les Cantons de l'Est. Comme je le disais dans mon texte, il y a une sorte d'accommodation et il y a une sorte d'évolution qui se fait dans le milieu anglophone. Et, comme je faisais allusion à ça, une certaine action, bon je me répète, mais accommodation faite par des députés soit libéraux, soit péquistes, pour que ça évolue. Et, ça a évolué. Et, lorsqu'il vient des gens de l'extérieur, qui sont étrangers à ce climat, à cette évolution, et qui posent des actions, qu'ils sont pleinement en droit de faire légalement, ça contribue à ce problème fondamental que je signalais des jeunes anglophones qui ne sont pas certains qu'ils sont des vrais Québécois. Et, ça a un effet très négatif. La différence... Bon, je n'en dirai pas plus.

**M. Maciocia:** Je comprends. Si je comprends bien, pour avoir, pour essayer encore de retenir d'une certaine manière la communauté anglophone, ou les anglophones au Québec, il faudrait au moins essayer d'éviter des actions comme celles-là.

**M. Caldwell:** Oui. Disons, pour moi, ça c'est l'envers de cette autre action positive que je prônais qui serait de valoriser l'histoire du Québec anglais, à l'intérieur d'une culture publi-

que commune qui s'exprime en français, mais de la valoriser plutôt que de poser des gestes d'exclusion qui étaient quand même explicables et légaux dans le contexte d'un droit que, moi, personnellement, je juge nécessaire, la loi 101. Mais, ça aurait été beaucoup plus positif d'entreprendre une action comme celle que je signalais, de baptiser. Et, je vois, je pense que j'avais convaincu Mme Blackburn du sérieux de ça. Mais, je ne sens pas une résonance ici, mais la nécessité d'honorer, par exemple, Dorchester.

**M. Maciocia:** Merci. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, je voudrais vous remercier, M. Caldwell, de votre participation à nos travaux. Pour un sociologue, vous avez su être très philosophe. Vous nous avez donné, je pense, ce qui pourrait être des règles d'éthique, dans une façon de vivre entre Anglo-Québécois et Franco-Québécois, si j'utilise votre vocabulaire. Ce qui nous permettrait, comme société, de mieux vivre ensemble et de profiter des richesses des uns et des autres. Et, dans ce sens-là, je pense que c'est un apport extrêmement important à notre commission. Vous nous avez sensibilisés à un point de vue, peut-être, que vous étiez un des seuls à pouvoir le faire.

Il y a M. Cameron qui essaie toujours, mais c'est parce qu'il est du Parti Égalité, on ne peut pas... Ha, ha, ha! Je vous taquine, I am kidding you!

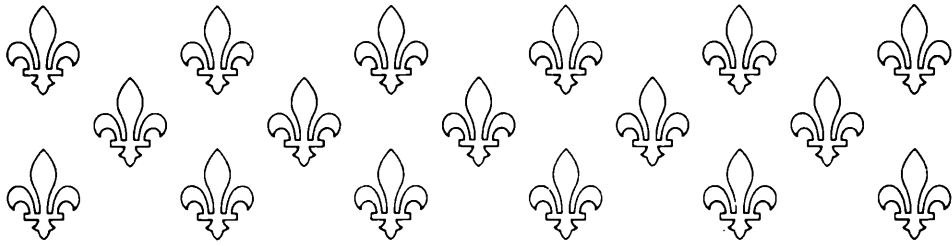
**Des voix:** Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, je voudrais vous remercier très chaleureusement et surtout d'avoir accepté, en si peu de temps, de venir nous donner un texte quand même aussi intéressant. Alors, sur ce, nous ajournons les travaux au mercredi 8 avril 1992, à 9 h 30, à la salle 1.38; alors, demain matin, 1.38. Merci beaucoup, bonsoir.

(Fin de la séance à 21 h 53)







---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le jeudi 9 avril 1992 — No 37**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## **Débats de l'Assemblée nationale**

### **Table des matières**

Exposé de M. Jonathan I. Charney

CEAS-1191

Président: M. Guy Bélanger  
Secrétaire: M. François Geoffrion  
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy

### **Intervenants**

M. Robert LeSage  
M. Cosmo Maciocia  
M. Jacques Chagnon  
M. Jacques Brassard  
M. Neil Cameron  
M. Maurice Richard  
Mme Jocelyne Caron

Témoignage interrogé: M. Jonathan I. Charney, Vanderbilt University School of Law,  
de Nashville, Tennessee, États-Unis

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) tél. 418-643-2754  
G1R 5P3 télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le jeudi 9 avril 1992

(Quinze heures quarante et une minutes)

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** S'il vous plaît, je demanderais à chacun de bien vouloir prendre sa place. Je vous remercie. Avant de passer à l'audition de notre invité d'aujourd'hui, M. Charney, je voudrais d'abord savoir s'il y a des remplacements. Il y a M. Benoit (Orford) qui remplace M. Bourassa, toujours, et c'est tout. Bien, donc, pas d'autres remplacements.

Cet après-midi, dans un premier temps, nous entendrons M. Charney et, par la suite, on vous demandera quelques minutes à la fin de la séance de travail pour rendre la décision sur la question qui avait été posée hier et finaliser ce document-là, si vous voulez. Alors, sans plus tarder donc, je vous présente M. Jonathan Charney. Excusez, je cherche le curriculum vitae de M. Charney.

M. Charney a fait ses études, son B.A. au New York University College of Arts and Science à University Heights et en 1968 à University of Wisconsin School of Law, Law Review, Order of the Cof. Il a été à l'emploi de Vanderbilt University School of Law. Il a été professeur et assistant professeur. Il a été Visiting Professor à the University of Pennsylvania School of Law. Il a été au United States Department of Justice, Land and Natural Resources Division, Chief, Marine Resources Section, attorney de Marine Resources Section et attorney, Appellate Section. Il est actuellement directeur de The American Society of international law, Maritime Boundary Project (Ford, Mellon and Amoco Foundation grants). Il est aussi Chair of the Senior Advisors Committee for the Marine Policy Center, Woods Hole Oceanographic Institution, actual member; member of the Board of Editors of American Journal of international law, member of the Board of Editors, Ocean Development and international law, et member of the American Law Institute. Il est membre aussi d'une quantité très importante de sociétés très savantes. Alors, ça me fait plaisir de recevoir M. Charney qui va s'exprimer en anglais. M. Charney ne maîtrise pas la langue française. Donc, M. Charney, we are wide open to hear you.

#### Exposé de M. Jonathan I. Charney

**M. Charney (Jonathan I.):** Thank you Mr. Chairman. I am very pleased to be here and pleased to be able to testify before this committee today. As you mentioned, I was asked to prepare a legal memorandum on the maritime jurisdiction of Québec based upon the assumption that Québec would become an independent State. My memorandum is entitled: «The Maritime

Boundaries of Québec» and, as you mentioned, was issued on the 9th of march 1992. I understand you all have received copies of this. I have been asked to summarize that memorandum briefly and then respond to questions that the committee may have.

The memorandum assumes that Québec will become an independent State. It does not express any view on the political question, whether Québec should become an independent State. The opinions expressed in the memorandum are based on my expertise as a professor and scholar in international law. It is not a legal brief arguing for the maximum possible maritime claim for Québec or for Canada. Rather, it is an analysis of the legal issues that rise in respect to Québec's potential claims to maritime jurisdiction. While I do make judgments on the strengths and weaknesses of certain claims and theories, I do not believe that the law and facts are sufficiently clear to give you a definitive judgment as for the maritime boundaries an independent State of Québec would attract under international law. I do develop legal arguments relevant to the location of the maritime boundaries of Québec in the waters of Hudson Bay, Hudson Strait and the Gulf of Saint Lawrence, based upon a variation of the equidistant line with the offshore islands enclaved.

In connection with my testimony today, you see to my left two maps that were recently prepared, that illustrate the areas in question. The map on the left shows Hudson Bay and Hudson Strait and the map on the right shows the Gulf of Saint Lawrence. I have not had the opportunity to review these maps in great detail and there are some minor questions as to the lines used but I think they are very useful for illustrative purposes. The light grey area shows a twelve-mile territorial sea, assuming that Hudson Bay, Hudson Strait and the Gulf of Saint Lawrence are not already territorial sea, or internal waters, of Québec or Canada. The dark grey shows what might be considered to be internal waters of Québec, under that previous assumption. The dash line, on both of the maps, the small dash line on both of the maps show what is called an equidistant line, that is equally distant from the coastlines of all the provinces in the area. And then, on the right, on the map showing the Gulf of Saint Lawrence, the long dash line that drops below, Îles-de-la-Madeleine, shows an equidistant line – excuse me, let me back-up, let me correct that. The small dash line shows an equidistant line without considering the Islands in the Bay, Gulf and Strait. The large dash line, on the map of the Gulf of Saint Lawrence shows an equidistant line which uses the Îles-de-la-Madeleine as a base point for the

equidistant line. I think, as I go through my testimony and questions arise, perhaps this will become clearer, but I want you to know that these are available for review.

The substance of my memorandum is found in parts II through V. They are entitled «The Legal Setting; The Limits to the Territorial Solution; International law rules for Maritime Boundary Delimitation; and The Delimitation of Québec's Maritime Zones.»

I should review each of these sections briefly. Section II, «The Legal Setting», begins on page 2 of the memorandum. The purpose of this section is to describe the current situation where Québec is a province of Canada. I describe the jurisdiction of Canada over the maritime areas adjacent to it, including the regime of internal waters, the twelve-mile territorial sea, the 200 mile exclusive economic zone or fishery zone, and the continental shelf. As a consequence of this jurisdiction, the nation of Canada has authority over all the maritime areas adjacent to Québec, and that includes all the waters that are shown on those maps that I previously referred to.

The domestic law of Canada determines the division of authority in those maritime areas between the national government and the provinces. I understand Canada maintains that Québec has no authority in the water areas beyond the shore line and waters of small bays and rivers. It is possible that Québec, as a province, does have territorial rights in some of these waters, notwithstanding recent case law applicable to other provinces. And next, let us consider whether independence will give rise to maritime jurisdiction by Québec over these maritime areas. Certainly, an agreement of secession with Canada could transfer maritime jurisdiction to Québec. If the province of Québec today has some maritime jurisdiction, it will probably be transferred automatically to the independent Québec. International law could be interpreted to mandate maritime jurisdiction of Québec over the adjacent territorial sea, exclusive economic zone and continental shelf of Canada, since the law presumes all the coastal States have such rights. But, if the waters adjacent to Québec are internal waters of Canada, no such strong presumption necessarily arises.

Canada claims Hudson Bay, Hudson Strait and the Gulf of Saint Lawrence as historic internal waters, and other waters internal as result of the adoption of a system of straight base lines. Even if those claims are correct, arguments for Québec's jurisdiction over those allegedly internal waters based upon equity and the trusteeship, over those areas that Canada may hold for the benefit of Québec could support arguments for the location of Québec's boundary in those waters. Related arguments could be made with respect to the adjacent islands. On the other hand, the express limita-

tion of the Québec boundary to the shore in Hudson Bay and Hudson Strait may be difficult to overcome. In internal waters and land areas, the boundary line between two States may be drawn at any location. The current provincial boundary of Québec which may not include maritime areas could be carried forward as the political boundary of the independent State of Québec. Nevertheless, international law places few limits on the voluntary boundary agreement between States. The location of Québec's maritime boundary could be established by agreement with Canada, regardless of the current or historic situation.

Section III of my memorandum entitled «Limits to The Territorial Solution» begins on page 13. In this section, I express the view that delimitation of maritime boundaries will not necessarily settle all issues related to Québec's maritime zone. Arrangements would have to be reached with Canada, regardless of the location of Québec's maritime boundaries. I point out that a variety of trans-boundary activities may require agreement with Canada by an independent Québec, including matters relating to environmental protection, fishery management, mineral resource development, shipping and overflight. I suggest that if Canada is correct in its claim to the internal water status of Hudson Bay, Hudson Strait and the Gulf of Saint Lawrence, Québec would become a landlocked State.

As such, it would have no clear enforceable right under customary international law for free navigation and overflight to and from the high seas. Québec would be required to obtain the consent of Canada or the United States for such transit, international agreements such as the General Agreement on Tariffs and Trade, the GATT, to provide for some qualified transit rights, so long as these agreements are in force. The lack of a basic right under customary international law requires attention to agreements with Canada, as well as attention to the legal status of the waters adjacent to Québec. Thus, if the Gulf of Saint Lawrence is not internal waters but territorial sea, or high seas, and/or high seas, the right of navigation and overflight to and from Québec would be better protected under current customary international law.

Section IV is entitled «International law rules for Maritime Boundary Delimitation» and begins on page 19 of my memorandum. This section reviews the general international law of maritime boundary delimitation with no specific examination of Québec's situation. I discuss the methods by which the normal baseline, along the shore, and across 24 miles juridical bays and river mouths is delimited for the purpose of generating the twelve-mile territorial sea and the 200 mile exclusive economic zone. This section also includes a discussion of the rules related to

the establishment of a historic base which call for a claim and exercise of authority over the waters in question as internal waters, the passage of a substantial period of time, and the acquiescence of the international community.

I point out that unlike juridical bays, that is 24 mile bays, historic bays can be large and might even be found on the coast of more than one State. A different baseline may also be established by the coastal State's adoption of a system of straight baselines in the appropriate circumstances.

Under international law, a coastal State may claim a twelve-mile territorial sea, a 200 mile exclusive economic zone and sovereign rights over the adjacent continental shelf. Since those coastal States claims may overlap, international law has established rules for the delimitation of maritime boundaries between conflicting offshore claims. These rules are highly indeterminate and are applied in a fact intensive way. The rules speak of the application of equity and of an equitable result. The literature also allows for a variety of geographic, geological, resource and economic facts to influence the boundary delimitation. In fact, the coastal geography seems to be the critical element. Many maritime boundaries are delimited on the basis of a line that is located equally distant from the coast lines of the boundary States or a line that is a variant of that equidistant line. Many boundaries, however, are not based on the equidistant line or represent substantial unique variations from that line. In near shore areas, and in situations where the States are opposite, the equidistant line is often used. Islands are often disregarded or enclaved, depending upon the circumstances.

My last substantive section of the memorandum is section V, entitled «The Delimitation of Québec's Maritime Zones», and begins on page 43. After all of this preliminary discussion, I finally address the actual question of the location of Québec's potential maritime boundary. This section assumes that Québec would be found to have authority in the maritime areas adjacent to its land territory and, thus, is not limited to the shoreline along any of these coasts. I discuss the three major maritime areas adjacent to Québec in turn. The Gulf of Saint Lawrence, Hudson Bay, and then, Hudson Strait. In all three areas, I begin with a description of the current boundary of Québec in the area, then turn to the question of the status of the waters, particularly the question of historic waters, and then I discuss the potential location of the maritime boundary between Québec and the remainder of Canada.

So, let us turn to the first, that is the Gulf of Saint Lawrence. The boundary description that I have studied did not establish the specific maritime boundary for Québec in the Gulf of Saint Lawrence. There is, however, a delimitation in Chaleurs Bay, but it does not run into the

Gulf. The Gulf of Saint Lawrence would not be closed by the normal baseline. The normal baseline would run along the shore, placing the Gulf in the regimes of the territorial sea and the exclusive economic zone. Canada has not closed the Gulf by a system of straight baselines. Thus, under this view, the map on the right, entitled Gulf of Saint Lawrence, shows a twelve mile band in light grey of the territorial sea. The white area inside the Gulf of St. Lawrence would, under this assumption, be high seas or exclusive economic zone and continental shelf. Did I say twelve? I meant twelve. Sorry. Canada claims that the Gulf is historic internal waters. My review of the evidence finds that the claim is unlikely to meet the required burden of proof under international law. Memorandum documents, conflicting claims, and interpretations by Canadian authorities, and the lack of acquiescence by foreign governments, even the courts of Canada appear not to have accepted the view that the Gulf is internal waters of Canada. Since the burden to establish the exceptional status of historic waters is heavy, I reach the conclusion that the Canadian claim is unpersuasive.

(16 heures)

I proceed to discuss the potential maritime boundary in the Gulf. This discussion is informed by the 1964 Interprovincial Boundary Agreement, which drew boundaries in the Gulf and was accepted by all the provinces with shores on the Gulf. That Interprovincial Boundary Agreement is illustrated by the long dashed line on the map of the Gulf of Saint Lawrence, which runs south of the Îles-de-la-Madeleine. The 1964 agreement uses a simplified equidistant line drawn from selected points on the main land and islands in the Gulf. Due to the size and configuration of the Gulf, the use of an equidistant line as the foundation for the delimitation may be appropriate. I do point out that this line strongly favors Québec, since it is substantially influenced by the Îles-de-la-Madeleine, by running south of the islands. I suggest that the international cases, boundary agreements, and literature do provide substantial support for the view that islands similar to the Îles-de-la-Madeleine are to be discounted. According to that view, the boundary in the Gulf of Saint Lawrence would not attract as much maritime jurisdiction to Québec as is found in the 1964 agreement. The enclaving of the Îles-de-la-Madeleine by a twelve-mile territorial sea and the equidistant line drawn without regard to these islands would come closer to the likely solution. That is illustrated by the short-dashed line on the map of the Gulf of Saint Lawrence. I do point out, however, that arguments favoring the 1964 solution are not unpersuasive, and the law is capable of a variety of results.

And then turn to Hudson Bay, which is illustrated on the map on the left. The map of Hudson Bay is so large that it cannot be closed

by a 24 mile closing line. Thus, it is not automatically internal waters of Canada. Well, in that, as a result if we assume that situation, the light grey band shows the twelve-mile territorial sea within Hudson Bay. Canada has closed its waters by a system of straight baselines drawn around the Canadian Arctic archipelago. The United States and the European Community have protested this system of straight baselines. If those baselines have legal force, the waters of Hudson Bay are today the internal waters of Canada, not high seas, not territorial sea but internal waters.

Canada does claim that Hudson Bay is an historic bay, totally included in the internal waters of Canada. The historic evidence in support of this claim is substantial. With clear international claims made over many years, well around the beginning of the century, foreign navigation and fishing is known to have taken place and objections to the claim were actively made. The area has attracted little foreign attention for many years. Well, Canada has peaceably maintained its claim. The absence of international attention or actual Canadian enforcement may be problematical. I believe, however, that the Canadian historic water claim to this area is rather strong.

Some authorities suggest that there can be no historic waters where the waters are adjacent to the shores of two States. Others suggest that the agreement of the coastal State would be required to maintain a multi State, historic water area. If this is the correct view of the law, the historic status of Hudson Bay could be joined in question as a result of the independence of Québec. If one were to assume that the maritime boundary between Québec and the rest of Canada is to be delimited in Hudson Bay, the location of that boundary would be difficult to predict. The allocation of territorial jurisdiction in Hudson Bay is likely to have a substantial influence on the delimitation. There are many islands in Hudson Bay. It is possible that Québec would acquire title to some or many of those islands. Thus, it is almost impossible to express a strong view on the maritime boundary in these waters.

A very conservative delimitation, based upon the assumption that all the islands remain is Canadian would leave Québec merely a small sliver of maritime area between the mainland and the offshore islands. It is possible to argue that, on the other hand, all the islands should be enclaved and that a maritime boundary delimitation should be based upon an equidistant line drawn merely from the mainland coast lines and the dash line in the middle of Hudson Bay shows such a line drawn with that regard to the islands, which may remain Canadian.

As you can see, this approach will provide Québec with almost half of the waters of the Bay. Solutions can be found that lie between these two extremes. If some or all of the Hudson Bay islands were included in Québec's territory,

arguments for a maritime boundary of Québec deep in the Bay would be strengthened. A similar uncertainty arises in the subsidiary water body of James Bay, which is numerous islands scattered throughout. It is shown on the lower portion of the map on the left. This juridical status would depend upon the status of Hudson Bay, since it is also a bay that cannot be closed by 24 mile closing line.

The last water body that I discuss is Hudson Strait. Hudson Strait and Hudson Bay are closer linked if for no other reason than the historic claims often address the two areas jointly. Some have argued that the mouth of Hudson Bay is the closing line at the eastern entrance of Hudson Strait. The Canadian system of straight baseline closes both water bodies at the eastern entrance of Hudson Strait.

The historic water claim to Hudson Bay includes Hudson Strait, but there are distinctions that may be significant. Unlike Hudson Bay, which is a cul-de-sac, Hudson Strait is part of the Northwest Passage and is used for international navigation. My memorandum provides evidence of United States navigation in the Strait during the 1940s and the 1950s. That is only consistent with the high seas status of those waters. Pharand has reported many crossings during the 1970s and 1980s. The United States and the European Community made objection to the Canadian straight baseline system and it was predicated, in large part, on their interest in keeping the Northwest Passage open to international navigation. These distinctions suggest that the Canadian historic water claim to Hudson Strait is on less firm ground than Hudson Bay. As mentioned in regard to Hudson Bay, an independent Québec would cause these waters to lie along the coast of two States. The historic water status of the Strait in that situation may be more problematical as a consequence.

Even the Canadian straight baseline system that closes the Strait may be drawing a question if Québec becomes independent. The codification of the international law of straight baselines forbids the delimitation of straight baselines if they cut off the territorial sea of another State. If Québec acquires the right of a territorial sea in Hudson Strait, at independence, the straight baseline system may be required to be withdrawn. This rule, however, has not been tested and its application in the case of a newly emerging State is not clear.

If Québec were to have a maritime boundary in the Strait, that boundary is likely to closely follow the equidistant line due to the opposite shores in the Strait, and the limited distance separating Québec from the rest of Canada. Islands would probably be enclaved. And that is illustrated again with the dashline running through Hudson Strait at the top right hand corner of the map. That is an equidistant

line without regard to the islands enclaving them with a twelve-mile territorial sea.

The subsidiary area of Ungava Bay would not automatically be closed since its closing line is longer than 24 miles. The status of those waters would be linked to the status of Hudson Strait.

In conclusion, it is impossible to state with certainty where the maritime boundaries of Québec would be located, if it were to become an independent nation State. In the first place, all these maritime boundaries are negotiable with Canada due to the complexities and uncertainties of the maritime boundary delimitation and the necessary interdependencies of Québec and the remainder of Canada, a negotiated resolution of the maritime boundary problem and related uses of the waters would be an important consideration. As a potentially landlocked State, the insurance of the transit rights through the Gulf of the Saint Lawrence would be particularly important for Québec to obtain.

In the absence of an agreement with Canada, questions arise with respect to whether Québec would have any maritime zone and if so, how it would be bounded. In my opinion, strong arguments favor a legal right to maritime jurisdiction in the Gulf of Saint Lawrence, even though, under current law, the province of Québec does not appear to have authority over maritime areas in the Gulf. The same arguments in Hudson Bay and Hudson Strait may be more difficult to make, due to the stronger arguments for internal water status of those waters, especially Hudson Bay. But Québec secession might prejudice that status and strengthen the arguments for the normal maritime zones.

If Québec does obtain rights in some or all of these waters, the maritime boundaries with Canada cannot be predicted with certainty. It is likely that, due to the limited size of the areas involved, the equidistant line adjusted to take account of offshore islands would play a major role. The islands of Hudson Bay may very well be enclaved, giving Québec boundaries west of the islands that are adjacent to the coast. A similar results can be expected in Hudson strait. The Îles-de-la-Madeleine may be given full effect as found of the 1964 interprovincial agreement, but some diminution of effect by enclaving or proportional lessening may very well be required.

An independent Québec will have to resolve many boundary and management issues arising in its maritime areas. In the absence of a negotiated settlement with Canada, the resolution of these issues could be particularly difficult. Thank you.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. M. le député de Hull.

**M. LeSage:** Merci, M. le Président. J'aime-

rais, en tout premier lieu, souhaiter la bienvenue à M. Charney, le remercié pour son mémoire de même que sa participation aujourd'hui à nos travaux.

**M. Maciocia:** Un instant, Robert.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** There are some mechanical problems. We will give you another pair.

**M. LeSage:** While they give you another instrument, I was just saying that I wanted, firstly, to thank you for your presentation and your participation to this commission and I would... est-ce que la transcription se fait en français, M. le Président?

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** C'est aller et retour, là. Mais...

**M. LeSage:** Dans le moment, est-ce que ça fonctionne?

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Je ne sais pas. O.K. vas-y en français, c'est parce que M. Charney n'a pas d'écouteurs. C'est ça le problème.

**M. Chagnon:** Continue de toute façon.

**M. LeSage:** You will permit Mr. Charney... J'aimerais en tout premier lieu, M. Charney, souligner deux passages dans lesquels vous avez fait allusion à vos conclusions et qui me semblent très importants. Il sont d'autant plus importants que ça fait ressortir que le territoire du Québec, finalement, n'est pas très bien, ou pas du tout bien limité, ou délimité. Vous écrivez, entre autres, à la page 99: «It is impossible to state with certainty where the maritime boundaries of Québec would be located if it were to become an independent nation-state», and you add on page 100: «An independent Québec will have to resolve many boundary and management issues arising in its maritime areas. In the absence of a negotiated settlement with Canada, the resolution of the issues could be particularly difficult.» En termes concrets, M. Charney, à quel genre de difficultés doit-on s'attendre, justement, du fait que le territoire n'est pas bien délimité?

**M. Charney:** I am not sure exactly what you are referring to. If you are referring to the problems of locating the boundary, as I pointed out, the international law on maritime boundary delimitation is highly indeterminate. It is open to much negotiation, the litigation on maritime boundaries before the international court of justice has been very extensive and unpredictable. So, if you are asking what are the difficulties? The difficulties are negotiating or

litigating the exact location of the boundary... Canada has been involved in maritime boundary disputes with the United States and France, and they both led to international litigation, after negotiations failed.

(16 h 15)

With respect to the indeterminate nature of the maritime boundary, activities in the area may be affected. That is allocation of fishing rights, either on a territorial basis or on some joint management basis, management to protect the environment, navigation and overflight could be a problem, if you do not know exactly the location of the boundaries. I point out, in the memorandum also that even development of fixed resources such as seabed deposits of minerals might be, if they cross the area that is in dispute, may be prejudiced by the indeterminate nature of the boundary. I hope this is responsive, Mr. Chairman.

**M. LeSage:** M. Charney, est-ce qu'il serait possible, par exemple, que le Québec et le Canada légifèrent, chacun de leur côté, à l'égard d'un même territoire? Et, dans l'affirmative, la logique entraînerait-elle les deux pays à démontrer un contrôle effectif du territoire? Qu'est-ce qu'il va arriver si les deux se mettent à légiférer sur le même, le même territoire?

**M. Charney:** Of course, while the boundary is in dispute, the disputing States might very well pass laws that apply to the same physical area, and would create great confusion. There are examples in international law where, because of the overlapping laws, mineral leases to the area either have not been forthcoming because of the conflict, or a company has obtained leases from both sides and tried to deal with both countries. With that confusion, that confusion might cause the disputing States to modify their positions and reach an agreement. But, I am not sure that I am fully responding to your question.

**M. LeSage:** Well, we are getting at the main question that I wanted to ask you. S'il n'y a pas entente entre le Québec et le Canada, justement sur des territoires et des délimitations de territoire, et s'il devait y avoir un arbitrage, je suppose que cet arbitrage s'en irait à une Cour internationale. Moi, j'aimerais savoir combien de temps durerait cet imbroglio et cette impasse, et ces discussions avant qu'on ait un jugement quelque part d'une Cour suprême, une Cour internationale? Combien de temps est-ce qu'on serait dans cette situation?

**M. Charney:** At the present time, Canada has not accepted the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice, and, therefore, could not be compelled to go to any international Court by Québec or any other State on this subject matter. So, one could start from

the proposition that it would be in the control, it would require the mutual agreement of both Québec and Canada to submit the matter to any tribunal, the International Court of Justice, or an ad hoc tribunal, or any other panel of persons they deem to be qualified. And the negotiation of that compromise may take some time. It could be very quick, you could do it on the back of an envelope, or you could negotiate that for 5 or 10 years, or more.

Once you get to a tribunal, again, it is within the control of the parties, but the history of the international boundary adjudications has shown that these, many of these adjudications move very slowly, with extensive expert studies over many years. My shelf of the maritime boundary disputes between the United States and Canada, in the Gulf of Maine, has a set of memorials and annexes that is probably a meter and a half long. It takes a long time to write those and it takes equally long for the Court to absorb that and reach a judgement. But it could go fast, if there is a will.

**M. LeSage:** We need a will from both parties.

**M. Charney:** Yes.

**M. LeSage:** M. Charney, on entend souvent parler... vous avez mentionné également tantôt dans votre présentation les sols marins. On parle aussi souvent des quotas de pêche pour les pêcheurs, puis ça, pour eux autres, c'est bien important, c'est évident. Aussi, on sait que d'éventuelles ressources naturelles pourraient être découvertes et tout cela constitue des intérêts économiques importants pour le Québec, bien sûr. Est-ce qu'il est possible qu'un différend à l'égard du territoire maritime ait pour effet de nous empêcher de jouir des avantages économiques que pourraient procurer justement ces richesses naturelles?

**M. Charney:** Absolutely, of course. Particularly with respect to mineral and hydrocarbon resources, which require major investments by the industry in fixed locations. The industry would be unwilling to invest if their right to exploit the resources are drawn in question. The same problem may not arise with respect to transitory fishing operations where the vessels might be able to move in and out efficiently. And less control is exercised over those activities.

**M. LeSage:** Thank you, Mr. Charney. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** M. le député de Lac-Saint-Jean.

**M. Brassard:** Je vais essayer de prendre



chacun des problèmes de façon distincte parce que je pense qu'ils sont différents. Le cas du golfe d'abord, puis le problème des frontières maritimes nordiques. Prenons le cas du golfe. Si je vous comprends bien, si je vous décote bien, le cas du golfe est plus simple, dans le sens où la prétention canadienne qu'il s'agit d'eaux territoriales n'est pas admise par aucun État de la communauté internationale. Donc, en vertu du droit international, un Québec souverain pourrait fort bien, sur une base juridique solide, affirmer que le golfe, qu'il s'agit d'eaux internationales et que donc les règles du droit international en cette matière s'appliquent. Ce qui donne lieu à la carte de droite que vous nous présentez. Les États-Unis, par exemple, si je vous comprends bien également, considèrent les eaux du Golfe comme des eaux internationales.

Une voix: ...

**M. Brassard:** Pardon? ...les considèrent comme des eaux internationales et donc, par conséquent, le Québec souverain pourrait, d'une certaine façon, se retrouver avec comme allié son voisin du sud, les États-Unis. Est-ce que selon vous le cas du golfe Saint-Laurent pourrait être, après l'accession du Québec à la souveraineté, réglé sur la base du droit international de façon assez rapide puisque les choses sont nettement plus claires et plus évidentes au nord du Québec?

**M. Charney:** Let me respond a bit, as a law professor, here. First of all, you say the Gulf is international waters. Let me clarify that. If the Canadian assertion of internal water status of the Gulf is wrong, then we have in the Gulf a twelve-mile territorial sea. That would not be international waters. That would be waters of Canada or Québec. Beyond that, the wide area in the middle would not be strictly high seas. It would be the exclusive economic zone of Canada/Québec. In all of those waters, the coastal States would have the authority to exploit all the natural resources in that area. Furthermore, they would have jurisdiction over scientific research and substantial authority over environmental protection. In addition, the high seas rights of navigation and overflight, and other related rights, would apply to those waters of the Gulf. So, it is not like the middle of the Atlantic ocean. It is coastal State authority. But it is qualified by high seas rights.

The U.S. position on this – and I am speaking as a law professor, I do not represent the United States – is, I understand, particularly from the letter from Mr. Oxman of the legal advisors office that was referred to in my paper, and I have every reason to believe that that continues to be the U.S. position, is what you said it was. That is, the Gulf is not internal waters of Canada, and beyond the normal

territorial sea it is not territorial sea. It is a high seas economic zone.

With respect to my opinion that the Gulf is not historic waters, that is an opinion based on a marshalling of the evidence, and I do not know that you want me to go through this, but I can marshal the evidence on both sides. I think there is not an incredible argument for the Canadian claim of historic water status. There are some authors that have suggested that it is historic internal waters and they have a basis. I believe that the better argument, and I believe it is clearly better, is that the historic water claim, as of today, cannot be sustained. If you would like me to go through the arguments, I could. They are in my memo. Whatever you prefer.

**M. Brassard:** Non. Non. Ce n'est pas nécessaire. Donc ça signifie qu'à partir... Est-ce qu'on peut comprendre qu'un Québec souverain pourrait, s'appuyant sur le droit international, déclarer que les eaux du golfe sont des eaux internationales et, évidemment, prendre toute une série de décisions qui en découleraient et mettre, en quelque sorte, les autres États de la région devant un fait accompli? Est-ce qu'une telle façon de procéder est faisable? Qu'un Québec souverain aura, évidemment, à porter un jugement sur ce que constituent ces frontières maritimes et que, dans le cas du golfe, il prendrait pour acquis qu'il s'agit d'eaux internationales et que, par conséquent, à partir de ce moment-là, il y a un certain nombre de règles qui s'appliquent et que, dans sa législation, dans ses décisions, dans ses politiques, dans ses programmes, dans ses dépenses budgétaires, il tiendrait compte du fait qu'il s'agit d'eaux internationales, avec tout ce qui s'ensuit?

(16 h 30)

**M. Charney:** I think I agree with you, but let me refine that a bit. I would state, and if my opinion is correct, automatically these are not internal waters of Canada. There is, within the Gulf territorial sea, exclusive economic zone and that Québec would need not do anything. It would automatically have the right to a territorial sea and exclusive economic zone. I think it would be practically an appropriate and advisable thing for Québec to assert officially its position that these are not an historic water of Canada and Québec should officially adopt a territorial sea of twelve nautical miles, following generally the light grey area illustrated on the map, and adopt rules and regulations applicable to that twelve-mile territorial sea, and rules and regulations applicable to the exclusive economic zone. Beyond that, that would also include the development of a position on the location of the maritime boundary with Canada that it would then pursue through whatever international means are deemed appropriate. I hope this is responsive.

**M. Brassard:** Bien. Maintenant, prenons le deuxième cas, particulièrement en ce qui concerne la baie d'Hudson. Actuellement, ce n'est pas exact de prétendre, comme le député de Hull le disait tantôt, que les frontières du Québec, de ce côté-là, sont mal délimitées. C'est faux. Elles sont bien délimitées. La délimitation actuelle du Québec, en tant que province, c'est la ligne des basses eaux. C'est ça, la délimitation. Ce n'est pas une délimitation vague ou floue ou ambiguë. C'est bien délimité actuellement au nord. C'est la ligne des basses eaux. Le Québec, en étant une province du Canada, là, le Canada affirme, entre autres en invoquant l'histoire, que les eaux de la baie d'Hudson sont des eaux intérieures. Là-dessus, d'ailleurs, vous dites que, sur le plan historique, la position du Canada est peut-être un peu plus forte que celle qu'il adopte dans le cas du golfe. Dans le cas du golfe, ses droits historiques sont très contestables, tandis que, dans le cas de la baie d'Hudson, vous nous dites qu'ils sont un peu plus forts, un peu plus solides, mieux établis.

Donc, prenons pour acquis que la position historique du Canada vaut, que les eaux de la baie d'Hudson soient des eaux intérieures. Mais, ça, c'est dans le cas où le Québec continue d'être une province dont la délimitation de la frontière s'arrête à la ligne des basses eaux. Mais, lorsque le Québec devient un État souverain, à partir du moment où il devient un État souverain, là, il peut invoquer le droit international concernant les frontières maritimes. Et c'est évident qu'il ne pourra pas se contenter de la ligne des basses eaux comme frontière de ce côté-là, aussi bien du côté de la baie d'Hudson, de la baie James que de la baie d'Ungava. Parce que ça ne correspond d'aucune façon aux règles du droit international pour un État qui est limitrophe à des espaces maritimes. La règle, c'est qu'il y a la règle des 12 milles et, après ça, la zone de 200 milles. Mais là, le Québec se retrouverait comme État souverain, avec, sur une longue distance, comme frontière délimitée, la ligne des basses eaux, alors qu'il fait face à des espaces maritimes sur une longue distance. La question que je me posais, quand je vous écoutais: Y a-t-il un État dans le monde, un État souverain dans le monde, qui fait face à des espaces maritimes, qui se retrouve avec comme frontière la ligne des basses eaux? Je veux bien admettre que, pour une province, c'est possible, ça existe, c'est le cas pour une province fédérée, mais pour un État souverain; y a-t-il un État souverain dans le monde qui fait face à des espaces maritimes, et dont la frontière, c'est la ligne des basses eaux? Ça existe-t-il quelque part, ça, dans le monde?

**M. Charney:** Thank you. Let me respond to the number of parts of this question. I am not as certain as you are - I am not from Québec, so perhaps that I do not have the experi-

se - that the boundaries of Québec in Hudson Bay are that clearly delimited, even with Québec as a province of Canada. The boundary description speaks of the shore. The 1912 delimitation speaks of the shore. I do not know that it has been further refined. That has been interpreted to me in the low water line. But there are a number of interesting issues that arise in the application of even that, even if you accept the view that it is the low water line. First of all, there are bays and rivers on the shore in Hudson Bay, and one of the questions is the exact crossing of those bays and rivers. How large a bay gets crossed? Is it the waters inter fauces terrae, under the Common Law, which might be limited to three-mile base? Is it the ten mile closure base, which was the coast line around 1910, just before the 1912 delimitation, or is it the 24 mile closing line that is now the current law? With respect to islands, there are many islands along the shore of Hudson Bay and James Bay? Does this low water line follow the mainland low water line, even if the islands are just a meter off of the shore, or does that low water line run along the seaward edge of the islands, when they are very closely integrated into the shore? So there are questions about whether certain islands or many islands are so closely integrated to the shore that this boundary line should run to the west of the actual physical mainland shore line.

Thirdly, the Common Law rule which has been adopted by the Canadian Supreme Court for the boundary line along the shore of the provinces uses the interpretation of *Regina vs Keyn*, which also includes, within the Common Law territory, bays that are part of the domain by historic usage. That is a very big opening for discussing how far seaward one would go. Perhaps the maximum claim could be, this may be extreme, that all of Hudson Bay is the result of historic usage, and therefore Québec boundary runs into the Bay. But there may be smaller areas where historic usage, James Bay or subsidiary, would advise. So I think there are a number of areas where the exact delimitation of the Québec boundary in Hudson Bay is not fully settled. In my humble opinion, there may be more information available that I am not aware of.

With respect to the maritime boundary in Hudson Bay, if one assumes that Canada has established historic, into the internal waters of Hudson Bay, Hudson Bay, then, is not water in the maritime concept to the world, it is like a lake or a river or like dry land. It is included within the total sovereignty of Canada. Following from that, is the conclusion that Canada can draw boundaries through or along the side of Hudson Bay, just as it could draw a boundary on any dry land that is subject to its sovereignty. And if Québec were to become independent, the land, if I put in quotes, the land boundary or

the boundary between Canada and Québec could be located anywhere, just as it could be located on dry land. There are many examples in international boundary law where an international boundary runs along the shore rather than in the middle of a water body and internal water body: a lake, a river. And one could proceed on the assumption that this is internal water, just like lakes and rivers and land and the boundary could be drawn along the shore. It would not contravene the idea that a State that faces maritime areas would have a presumptive right to a maritime area. This under the theory of historic internal waters is not a maritime area. It is internal waters of Canada.

On the other hand, even if we are in internal waters if there is an undefined boundary, the common law often presumes that the boundary runs in the middle of the water body or along, the navigation route. So, it is not necessary that once its internal waters at the boundary run along the shore, if the boundaries undefine, perhaps as a presumption of a boundary in the middle of the internal waters, such as Hudson Bay.

There is, under international law, a presumption that a State does have maritime zones and there is discussion that would seek to maximize or equalize the maritime zones of a coastal State. So, if this is considered to be a maritime zone, one does have a strong argument for the position that the sovereign coastal State has a right to the maritime zones in the area which include territorial sea and exclusive economic zone. That is why I would say that Québec, seeking to strengthen its claim to waters of Hudson Bay, would be on former, former international ground, if they had argued that this is not historic internal waters of Canada, but it is high seas or exclusive economic zone.

Other examples of the sovereign State without a maritime zone? Well, surely land-locked States, and there are all... too many of them do not have maritime zones. But coastal States, I know, I have not done a throughout meticulous check, but I do not know of any coastal State that faces the open sea that does not have a maritime zone. And I think that reflects the reality, it reflects the presumption under international law that a coastal State should have maritime zones and access to the sea. That may not necessarily pertain to Hudson Bay as strongly as it pertains to the Gulf of Saint Lawrence, so although the argument could be made in both areas.

**M. Brassard:** Oui, bien, c'est évident qu'un État qui n'a pas d'ouverture sur un espace maritime, c'est clair qu'il n'a pas de zone maritime. Moi, ma question était: Un État dans la communauté internationale, un État qui a une ouverture quelconque, quelle que soit sa largeur

ou son ampleur, mais qui a une ouverture sur un espace maritime, se retrouve normalement avec une zone maritime, conforme au droit international. Et votre réponse me satisfait, dans le sens où, à votre connaissance, ça ne vous vient pas à l'esprit, un pays dans le monde qui s'ouvre sur des espaces maritimes et qui ne dispose pas, en vertu du droit international, d'une zone maritime.

(16 h 45)

J'en conviens avec vous. Je pense que moi aussi, j'ai bien de la misère à trouver un exemple comme celui-là. Par conséquent, si je vous comprends bien, un Québec souverain aurait intérêt à considérer les eaux de la baie d'Hudson de la même façon que les eaux du golfe, c'est-à-dire, de les considérer comme étant de la haute mer, des eaux de haute mer, et donc, par conséquent, assujetties aux règles du droit international et considérer que, en cette matière, il a droit à sa zone maritime et qu'il doit agir sur cette base-là, en tenant compte et en considérant qu'il dispose, dans le nord, d'une zone maritime conforme au droit international.

**M. Charney:** Was there a question for me?

**M. Brassard:** J'interprétais.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** It is just a comment.

**M. Brassard:** J'interprétais et je décodais vos réponses qui me satisfont tout à fait.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Bien, je vous remercie. Alors, c'est M. le député de Saint-Louis.

**M. Chagnon:** Merci, M. le Président. Thank you Mr Charney. I appreciated your brief and also your presentation. Il y a un point que vous avez soulevé et qui fait exactement... Vous avez soulevé un point parce que le député de Lac-Saint-Jean disait qu'il n'y a pas de problème au niveau de la démarcation du territoire au nom de la baie d'Hudson. Lorsqu'on regarde dans nos travaux ici, M. le Président, le 17 octobre 1991, au moment où nous avons entendu le professeur Henri Dorion, qui est un géographe réputé, nous nous étions entendus pour dire que s'il n'y avait pas de problème au niveau de la démarcation du territoire dans la baie d'Hudson, on a précisé que les règles de la délimitation... C'est-à-dire, s'il n'y avait pas de problème au niveau de la délimitation du territoire dans la baie d'Hudson, à savoir la ligne des basses eaux, la démarcation, elle, n'a jamais été faite. Et c'est un peu ce que le professeur Charney venait de nous répéter ici.

What I have a problem with, is your islands, professor Charney. You wrote that the islands offshore should be considered as Canadian Islands. Is that not so?

**M. Charney:** No. I did not express that view. It is Canadian, with the Canadian viewed as part of Canada as a whole. I did not express the view that they should be Canadian as opposed to Québec.

**M. Chagnon:** Those islands are enclaved in your design of the border. Are they not?

**M. Charney:** These maps were prepared for illustration. The maritime boundary line, using the dash line, assumes that Hudson Bay is not internal waters of any state, and then the equidistant line is drawn from the mainland coastline. You could draw such a boundary line and not take a position on whether the islands offshore of Québec are Québec's or Canadian. You could enclave them as Canadian or enclave them as Québec islands. The position that that reflects – and I am not saying that is the only boundary, but it is a reflection of a possible boundary – is that small islands distant from shore should not substantially affect the location of the maritime boundary. If we were to presume and, so that could work in either case, that those islands are Canadian or Québec's. If we presume that they were Québec's islands, and we were to use them for delimiting the equidistant line, the equidistant line would be pushed substantially to the west. If we were to presume that those islands were Canadian and they were to be relevant for the equidistant line generation, the equidistant line would move very close to the eastern...

**M. Chagnon:** Eastern side, eastern shore.

**M. Charney:** ...shore of Hudson Bay.

**M. Chagnon:** When I read again what Mr. Dorion told us, on October the 17th, it is very clear. He is saying: «La loi est claire. Toutes les îles du littoral autour du Nouveau-Québec appartiennent aux Territoires du Nord-Ouest.» This man is believing that all those islands we are speaking about are owned by treaty and law by the Canadian territory, by the Northwestern Territories. So, if it is true, that changes quite a bit your line, and your division.

**M. Charney:** No.

**M. Chagnon:** No.

**M. Charney:** And this issue arises both in Hudson Bay and the Gulf of Saint Lawrence. If one takes the view that small islands distant from shore should not affect the location of the maritime boundary line, you simply ignore them in generating the boundary line. And so, I do not think that I am inconsistent with that testimony. But let me point out something about one of the arguments I make, I do make the

argument. I see from the Canadian statute that these islands are by statute included with the Northwest Territories. But one of the interesting theories that I threw out parenthetically was that these islands not being within the territory of any province perhaps one could argue or wants to argue that Canada is holding these islands in trust for the provinces, and if a province were to secede, the islands adjacent to it should return or be delivered to the adjacent State. I realize there are arguments on both sides of that, but I would not say that I take a position where the law is absolutely clear that a secession of Québec would mandate that none of these islands...

**M. Chagnon:** O.K.

**M. Charney:** ...go to Québec.

**M. Chagnon:** If we take the hypothesis of... well that hypothesis, the law works and the islands are Northwestern Territories'. What happens, logically, to a very sociological problem, to the Inuit that are living all along the shores, from Chisasibi to Salluit, up north? They go in the islands, they go hunting, they go... well not fishing in the islands but along the islands, they go hunting in the islands. They live between both shores, Québec shores and those islands shores. If, for instance, those islands were Canadian in the context of enclaved islands, what would be the possibilities or the way of living of the Inuit in that part? They live in a Québec territory and they go hunting, for instance, in a Canadian territory. That does not make a lot of sense.

**M. Charney:** If strict territorial claims were asserted and customs laws and immigration laws were applied, yes, I would think that would present a great difficulty. Of course, one could resolve this by agreements between Québec and Canada involving these peoples and there is international law that would support some resolution favorable to native groups that might deal with the problem. But, under the modern practice, I guess they would have to show their passport everytime they went between the island and the mainland.

**M. Chagnon:** Dr Charney et M. le Président, je voudrais qu'à la commission on prenne effectivement note qu'il y a un problème résiduel qui se trouve dans les îles, pour fixer le territoire de la zone maritime d'un Québec souverain dans la baie d'Hudson, il se trouve un problème résiduel que sont les îles. On l'a mentionné au mois d'octobre, on le rementionne aujourd'hui. Et, je ne dirai pas l'aveu, mais la présentation du Dr Charney fait que l'on doit comprendre que la problématique territoriale autochtone dans le nord-ouest du Québec, dans le Grand-Nord

— nous ce qu'on appelle au Québec le Grand-Nord-Ouest du Québec — est une problématique sérieuse qu'il nous faudra étudier davantage, comme on l'a déjà suggéré au moment de l'étude de notre plan.

J'aimerais, si vous me le permettez, M. le Président, passer à un autre secteur, ou plutôt à une question plus générale au Dr Charney. You have concluded, Dr Charney, that Québec's territory would not be enclaved because of your presentation on the Gulf of Saint Lawrence. How, and on the page 15 of your brief, you are saying modern scholars maintain that such a right exists, but, it is imperfect and unenforceable. I would like you to elaborate more on the rights of those enclaved States, please.

**M. Charney:** Of landlocked States?

**M. Chagnon:** Landlocked States.

**M. Charney:** As I, let me see if I can go a bit further than my memorandum. In the first instance, I am not clear that there is a right of transit for landlocked States out to the open sea. There are arguments in favor of that, and perhaps the strongest position, and I would be happy to defend it, that there is a right as described in the 1982 Convention on the Law of the Sea, which I discussed on page 17.

**M. Chagnon:** Was it the Caracas?

**M. Charney:** What?

**M. Chagnon:** What is the Caracas?

**M. Charney:** Caracas?

**M. Chagnon:** Caracas.

**M. Charney:** Yes, sorry, the translation. The negotiation for the Law of the Sea Convention began in Caracas. It is now called the Montevideo.

**M. Chagnon:** Montevideo.

**M. Charney:** Montevideo. Well, let us call it the 1992 Convention on the Law of the Sea.

**M. Chagnon:** At Montevideo or at Caracas?

**M. Charney:** Montego Bay, I am confused. Montego Bay Convention, but I would call it the Law of the Sea Convention which is today not yet in force. As Canada is a signatory to it, there are not enough ratifications to bring it into force, but it does say, in article 125, that landlocked States shall have the right of access to and from the sea, and they shall enjoy the freedom of transit through the territory of the transit States by all means of transport, that

sounds like a legal right. And many of the other conventions on the subject make some broad statements like that, but what they give with one hand they take with another by saying, as I pointed out, that the, if I can find it... the terms and modalities for exercising the freedom of transit are to be determined by agreement by the landlocked States, and the States can take necessary measures to protect their legitimate interests.

(17 heures)

The consequences, the practical reality of transit, which means moving ships or rail, or trucks, or aircraft requires arrangements with the State, between the landlocked State and the open sea. And that leaves practically a lot of leverage on the part of the coastal State. It would be, and there is no example that I can find, very difficult for a landlocked State to, actually obtain a judgment of a court which says: You must give this State this access without qualification. It will always refer back to the negotiations and the conditions. And, as I pointed out earlier, in my memorandum, Canada, in regard to the Northwest passage, was very jealous of its right to protect the environment in the area and right to regulate shipping in the area and the consequences that I would expect Canada to do so in the Gulf of Saint Lawrence, under a situation of an independent Québec.

**M. Chagnon:** Thank you. Peut-être une dernière question, est-ce que j'ai le temps?

**M. Bélanger (Laval-des-Rapides):** Vous avez le temps.

**M. Chagnon:** J'ai le temps. You spoke about... You have written about the Magdalen Islands, in particular on page 62 of your brief and you say that they can play a very important role in determining the borders, the maritime borders of the Gulf of Saint Lawrence, but you also write that they are too small to have this real effect. What do you mean really? Are they too small or are they just not well located in the Gulf? Anyway, we cannot change anything.

**M. Charney:** The answer is both. The Magdalen Islands are very far from the Québec shore line and rather close to the shore line of Prince Edward Island and...

**M. Chagnon:** Nova Scotia.

**M. Charney:** ...Nova Scotia. If one were to... And they are very limited areas above low water. To look at the map that I have shown illustrating this, those small and distant islands have a major impact on the equidistant line. The equidistant line that runs south of the islands, results in the use of the Îles-de-la-Madeleine,

the equidistant line that runs north of it does not use the islands. The islands, therefore, attract for Québec that entire enclosed area – let me go to the map – these relatively small islands attract to Québec by use of the equidistant line, this very large area. Some argue, many argue in international law, that small islands, very distant from the coast line should not, in and of themselves, generate very large border areas. It is inequitable to do so, and consequently, the impact of the islands on the delimitation should be diminished. There are numerous situations in international law where small islands have a radical impact on the equidistant line, because of their very peculiar situation. If the Magdalen Islands were located very close to the Québec shore, the same islands – just transposed North – they would have a minimal impact on the...

**M. Chagnon:** Equidistant line.

**M. Charney:** ...equidistant line and therefore, the arguments for their discounting would be lessened. If the islands were very large, such as the Anticosti Island, one might argue, because of their very large size, they are sufficiently substantial that they justify the generation of a larger area. The argument, of course, is that you compare the area that is generated by the Magdalen Islands to the area generated on Prince Edward Island which is many times larger, there is an inequity there. That is not to say that it is absolutely inappropriate, but that is the line of argument.

**M. Chagnon:** Must I understand that, in terms of precedent, you have no precedent in mind of such small islands having such a big effect on the maritime borders in the world? Let say I do not know, the Azores are so...

**M. Charney:** Well, that does not present the same problem. I think I do, I do not have them right in mind but... Yes, 216 cites one example, the Italy-Spain continental shelf boundary. I honestly cannot talk about it. I know that I found it when I was doing my research. But as you can see, my 215 cites many others and the international case on the subject, the continental shelf boundary between France and the United Kingdom involving the Channel Islands is perhaps the strongest case in point for enclaving of...

**M. Chagnon:** The Jersey and Guernsey islands.

**M. Charney:** Yes. There are many examples that produce many different results, but the literature and the cases would suggest a discounting of small islands distant from shore that generate very substantial maritime boundaries.

Now, I have been speaking on the basis of

equidistance, and that is a very simple geometrical construction. The maritime boundaries do not have to be generated by equidistance. They can be generated by any line that the parties were to agree to or that the tribunal would decide as appropriate. I am just using this as one of the more popular methods and one that is useful and illustrative of the situation.

**M. Chagnon:** I would like to thank you Dr. Charney. Merci beaucoup, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** M. le député de Jacques-Cartier.

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. Would it not be as accurate to say, if Québec does separate from Canada and the maritime boundaries have to be agreed on between Québec and Canada, that it would be more the case that they would come up with whatever agreements they came up with, which would then look interesting to the international lawyers to comment on, rather than the international law would determine what kind of boundaries they would come up with?

**M. Charney:** I would agree that the international law places virtually no restraint on the maritime boundary settlement that two States would voluntarily agree to.

**M. Cameron:** I would add another question – perhaps it is a difficult one for you to answer, but it is one that somewhat bothered me in terms of hearing a variety of legal experts on the possibilities, the consequences of a change in our political status, particularly professors whose special field of expertise was international law. But to some extent, lawyers in general... I do not really understand exactly what it is that all of you are saying to us that we would not know if you had not come. I know that sounds a little harsh. But I mean, I know that you bring scholarly expertise, that you have looked at passed judgments, that you have looked at empirical instances, you can point the various places in the world, and so on. We can talk about things like Caracas and Montevideo, and we can talk about the Convention of Vienna which is not ratified, and of all that stuff. But what I mean is that I have the impression that, let's say, the ladies and gentlemen of the media, who will usually sit behind you or one of the other kind people that we hear before this committee, generally report what is said in this committee – not necessarily entirely accurately – as making a case that Québec will obtain this or that, or will not obtain this or that. I do not think this is the fault of the jurist, but this seems to me, somehow, how it gets out in public... As far as I can make out, what the jurists actually do is merely say: Well, if you

guys are going to get into this tangle, here is a framework of past judgments, and past devices, and past principles that help to clarify conceptually just how it might be done. Is that not a fair assessment?

**M. Charney:** I think that is fair, but I do not think that is unique to international law.

**M. Cameron:** No. I did not claim that.

**M. Charney:** I train my students in domestic law and international law to argue the case from both sides. And I am trying to present to you... And I think you have heard other fine testimony that provides fair analysis from all sides of the issue.

**M. Cameron:** But there is a certain difficulty, or a certain asymmetry, is there not, between domestic and international law? The domestic case, you may, indeed, have two sides to the argument, or more, and all kind of problems of practical settlement. But in the end, there are, for example, devices of coercion. There are means of enforcing contracts in civil law, there are means of redress, there is crime and punishment in criminal law and so on down the line.

In the case of international law, one of the things that seems to me to be fairly evident about it is that one cannot even say – although there are a few bandit nations out there and they are largely law-abiding international community, let us say two or three, that do not go by the rules and the other 150 are. All show deep respect for professor Henri Brun or for other comparable professors like him, when they approach their board of disputes or their maritime disputes, they apply the principles of these international jurists without fail.

My impression is that that is not at all the case, that, in fact, if you go around even well-known politically stable established moderate Western democratic States of long endurance and so forth, you can say that there is a long-lasting dispute between these two Latin-American countries over such and such. There is a disagreement that has lasted over certain aspects of the Adriatic ever since the Austro-Hungarian Empire, that there are disputes over exactly how the Baltics should be carved up in terms of the existence at various times in history of the Baltic States versus the USSR, and so on down the line. And that, in fact, these disputes are permanent, they even have the potentiality at certain times of bursting out into outright warfare, but even if they do not, even if they do not constitute a threat of violence or anything as dangerous as that, they do not ever have to be settled. You could have a permanent claim by one of the parties and a permanent claim by the other one, and especially if it is in

a sufficiently geographically remote area.

Both parties could perhaps happily go on believing, maybe they are ordinary citizens, that they could claim the territory or the maritime boundary, or whatever it was, as long as they felt like it. Only when something strange happened, for instance when somebody suddenly discovered a resource in that area that no one knew was there, or when somebody began realizing that the fishing possibilities or something else of the sort could have profound economic consequences for the whole society, would it all of a sudden become a matter of genuine dispute. And, at that point, when that dispute did take place, the most relevant factor in many cases would not be international law but a whole bunch of angry fishermen out in one set of boats facing a whole bunch of angry fishermen in another set of boats.

That is, in other words... I suppose I must seem to you a bit to be playing devil's advocate, but I just cannot help having this kind of feeling that international law is rather like all those kinds of jokes people made about consultants and so forth and like bankers. I mean, it sounds to me like something like when you need it, it is not there.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Cameron:** And when it is there, you do not need it. Ha, ha, ha!

**Une voix:** Come on.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Charney:** Ha, ha, ha! You have opened a very big area with that issue and we could talk about this for many days. You fundamentally question international law. And to a certain extent, you are taking or suggesting that, in order for there to be law, you need a centralized enforcement system and a court established to enforce and determine the law. And many do take and legitimately take the position that that is what is necessary for there to be law, that there be a compulsory centralized enforcement mechanism.

Many, and more than just international lawyers, take the position that law does not depend upon those centralized structures, that law can exist through decentralized enforcement mechanism. And that is what we claim to have international law. That, when there is a breach in international law, it attracts sanctions in a decentralized, perhaps not very neat, but very effective way. Then, you get to the question: Well, look there are all those violations of international law, what is going on? Well, you can ask the question: What percentage of the behaviour of States is so violative of international law? And you can go to Bronx, New

York, and ask how law is obeyed there and whether there is enforcement of the law there. And you can find that perhaps there is less enforcement and practice of the law, even though you have courts and policemen. Then, you do have an international law. International law is rather highly effective in many, many cases. In the most salient ones, which get into the newspapers, perhaps it is not all that pleasant, and perhaps not all that effective. But in the day-to-day activities of states, and with respect to maritime boundaries, it tends to be rather effective.

I am completing a study of international boundaries which shows the number of settlements of these boundaries, and it is very substantial. Most nations, most of the time abide by international law, and one can expect that what I am delivering to you is, yes, the structure that we can predict. Nations will abide by, and if they do not, they can expect disapprobation by the international community. You can talk to Saddam Hussein about some reactions to that, which was very much predictable under international law, and there are many other examples where law has been effective. But I am not about to say that international law is 100 % effective, and it will automatically settle all disputes. But it is a structure that predictably tells you what you can expect nations will do and what you can expect how nations will react if you act incompatibly with the established norms of international law. I realize that many lawyers find that unacceptable. But... (17 h 15)

**M. Cameron:** It seems to me that the difficulty of that position is that it assumes that everything under international law is in the same category. I just finished making an address to the National Assembly this afternoon, where I pointed out that even what we regard as a crime over time in civil society does not always stay exactly the same. Now, when you talk about the fact that international law has a real power, both persuasive over people throughout the world community and practical, in certain areas, I would not argue that you are certainly entirely correct, and that that was even true hundreds of years ago, with certain aspects of the law of the sea. It is a little comparable to the idea that at the most heated moments of partisan debate in the Québec National Assembly, we would not expect one party to advocate driving on a different side of the road than the other party did. That is, in other words, there are a whole range of regulations and assumptions, and so forth, where they are so clearly for the common benefit that only lunatics or, you know, sorts of mad adventurers or something like that act against them. Then, there is another group that is somewhat more controversial, but where you might find a very wide consensus, let us say among the Western European nations, and among

places like the United States, Canada, and so forth. But there are a large number of ones that are not in this category. I do not really imagine a dispute between a future sovereign or would-be sovereign Québec and the rest of Canada would be likely to attract the same moral interest or approbation or disapprobation as Saddam Hussein. I find it a little difficult to imagine, no matter who is governing either Canada or Québec, that we would be, too, likely to produce anybody very much like Saddam Hussein, or that we would be likely to produce as clear and unequivocal a moral reaction either from the Americans or anybody else in the world. I think we would mostly be having a battle with each other, and I think that the Americans and the West Europeans and people like that, in terms of their own interpretation of legalities, would tend to ask the Canadians – they would ask the Québécois, too; I do not mean they would ask exclusively Rest-of-Canada Canadians – but they would ask the people up here more than anyone else to say: What do you see as the moral, legal, political, etc. Because in many cases, as far as I can make out, when there is an external criticism or an external analysis, this is pretty well what it comes down to.

**M. Charney:** There is no doubt that morality is very much part of international law, and in forums, it would be inappropriate if it was otherwise. I think there are examples, and I point them out in my memorandum, where Canadian Law of the Sea policy has been very much influenced by the international rules. Canada would very much have liked to have claimed very extensive jurisdiction in the Canadian Arctic and in the Gulf of Saint Lawrence – system of straight baselines in particular – and it has been restrained by – you want a quarrel on morality – perhaps the political reaction of other states. Well, you could also argue that is the predictable reaction of the rules of international law. They hopefully reach the same result.

**M. Cameron:** I rather suspect Canada might have behaved a little differently if it had the same size navy as it did in 1945.

**M. Charney:** That is truly part of it. Ha, ha, ha!

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Bien. Alors, M. le député de Nicolet-Yamaska.

**M. Richard:** Merci, M. le Président. En 1964, le Québec a participé à une entente qui divisait les eaux du golfe. Ma prétention, c'est qu'à ce moment-là, le Québec a reconnu que c'était une mer intérieure. Le député de Lac-Saint-Jean, M. Brassard, notre collègue, propose



que le Québec s'associe aux États-Unis pour voir à la définition d'une possibilité d'une mer internationale. Est-ce que, à ce moment-là, ça ne serait pas mettre de côté le fait que le Québec fait partie de l'entente de 1964? Alors, la question, c'est la suivante: Est-ce que, à ce moment-ci, le Québec peut s'associer aux États-Unis et se dissocier de ce qu'on a convenu avec l'ensemble des autres provinces en 1964, aujourd'hui?

**M. Charney:** I do not understand the connection to the United States, the association with the United States. I assume you mean the association with a position that the Gulf is not internal waters of Canada which, if I am correct, in my opinion, it is not only the position of the United States but the position of many other countries, implicitly or explicitly. I do not have this 1964 agreement before me. I am not certain that it expressly speaks to the juridical status of that: Do we have it, juridical status of the Gulf? It was an effort to draw boundaries and certainly, even at that time, and that was before the development of the 200 mile exclusive economic zone, the coastal State had authority over the continental shelf offshore, and the Gulf of Saint Lawrence is surely part of the continental shelf of Canada, so it would be Canadian to develop as sea-bed resources. And at that point, there were some arguments as well that there could be extensive fishery zone jurisdiction, so it would not be inappropriate to divide the Gulf for Canadian purposes without taking a position on the legal status of the waters of the Gulf. That is number one.

Number two, I have never been completely clear on the exact position of Québec on that agreement. My document said I have seen having agreements signed by the maritime provinces and a telegram from Québec, in some way accepting that. Again, I do not have the words in front of me, which may be somewhat different. I gather that Québec was not directly involved. Let us see. O.K. I have the document in front of me now. It is pretty broad. It speaks that the document, the 1964 agreement, talks about the manner in which the base from the limits to be measured where it constitutes territorial and inland waters and similar questions. So, it is broad. So, I think my quick perusal does not specifically adjust the juridical status. In the telegram that I saw, the province of Québec is in agreement with the Atlantic provinces on the matter of submarine mineral right and of the maritime boundaries agreed upon by the Atlantic provinces. So, it is speaking both of submarine and perhaps other boundaries and I guess that it is some level of agreement.

I am not certain, I guess - my number is three - of the legal status of this agreement under even Canadian law. This was presented to the Government of Canada, it never entered into

Canadian law by statute and never has been the subject of a Court judgment. As far as I am aware, the Prime Minister in 1977, Mr. Trudeau, agreed to go forward with it but never did, so I do not know whether this has any legal status. I use it more as a reference of usage and general understanding of what is appropriate rather than a legally binding instrument.

**M. Richard:** J'aurais une autre question, M. le Président, si vous le permettez. À la page 6, vous rappelez le cas de Terre-Neuve qui s'est vu reconnaître des droits à l'égard des territoires maritimes, comme étant antérieurs à leur arrivée dans l'union, et comme ayant été préservés. D'autre part, vous précisez aussi que le Québec n'avait pas de tels droits. Cependant, à la note 17, en bas de la page, vous référez le lecteur à une thèse de doctorat d'un M. Lorient, selon laquelle - vous vous exprimez en anglais, c'est identifié: «French law may have recognized the colonies rights to the territorial sea. The right may have been retained by Québec.» J'aimerais que vous élaboriez sur ce sujet.

**M. Charney:** As I understand the Newfoundland judgment on the territorial sea, the Court takes the position that prior to entry into the Canadian Confederation, Newfoundland itself had a territorial sea, and that the terms of Confederation retained that territorial sea for Newfoundland. That legal doctrine is, I assume, available to Québec. And the question then becomes whether the territory that now comprises Québec, when it was part of France, a French colony, had rights in the waters adjacent to it, such as territorial sea, and were the terms of incorporation into the Confederation such that that was retained in Québec. I have not studied the colonial history. Lorient, I gather, has. I read it myself, and he made a case for that authority. I would defer to him or other experts on that question. Assuming that that theory is correct, then the next question is whether the terms of the confederation brought that to Québec. There is no case binding on Québec that settles the matter as far as I am aware. But the boundary description surely... apparently - I do not want to say surely - appears to me, in the Hudson Bay and the Hudson Strait, to be incompatible with the territorial sea of Québec, because it speaks about the boundary along the shore. We previously discussed that. In the Gulf of Saint Lawrence, the boundary is not as clearly described. That could mean that is not sufficiently clear to retain a presumptive territorial sea in Québec, or that it is sufficiently flexible to allow Québec to make that extraordinary claim. I am of the view, but not strongly held, that the better argument is that Québec is not in the same situation as Newfoundland was for the territorial sea. But, I allow that the argument could be made.

**M. Richard:** Merci. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Merci. Mme la députée de Terrebonne.

**Mme Caron:** Merci, M. le Président. Peut-être pour rassurer le député de Nicolet, le député de Lac-Saint-Jean n'a pas proposé la souveraineté-association avec les États-Unis. Ce n'était pas une proposition. Il faut être bien clair.

**M. Richard:** Ce n'est pas ce que j'ai dit.

**Mme Caron:** Pour vous rassurer.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Il n'a pas discuté des frontières du lac Saint-Jean non plus.

**Mme Caron:** Non plus. Je vais revenir très brièvement sur les Îles-de-la-Madeleine, parce qu'il me semble extrêmement important... je considère qu'elles ont un effet important au niveau de nos droits maritimes. Il m'apparaît très clair aussi que les Îles-de-la-Madeleine font partie intégrante du territoire québécois et qu'il n'y a pas de doute là-dessus. Vous avez semblé parler d'une certaine iniquité possible par rapport à l'Île-du-Prince-Édouard et vous avez donné comme exemple certaines îles entre l'Italie et l'Espagne. Est-ce que, au niveau de ces îles-là vous pouvez nous donner certaines données, comme, par exemple, la population ou l'appartenance réelle à ces îles?

(17 h 30)

**M. Charney:** I would rather speak about the Channel Islands to give you a better example of that in the France-United Kingdom situation. There we had, I do not have the exact map in mind, but this is just very illustrative here. The U.K. up here and France down here, the English Channel running through here, we have the Channel Islands off the coast of France, several islands, and a very substantial population located on those island and they had communicated often with the United Kingdom. There was much transit between... there are farms on there, there are houses, there is industry there. The United Kingdom argued for a maritime boundary that would run equidistant through the Channel, putting all the waters between the Channel Islands and the U.K., part of the U.K.'s offshore area. The panel of arbitration refused to accept that argument, and put an enclave around the Channel Islands and then drew a line essentially equidistant through the Channel itself, thus in a sense cutting off these islands from the mainland coast of the United Kingdom, notwithstanding arguments of close connection, military necessity, access to the territory and the whole variety of economic and sociological claims to support the view. The panel took the position that this was

so separated from the coast and it would have such a major impact on the location of the boundary that it refused to accept the British argument. And I must say I do not know the activity on the Magdalen Islands, but I suspect that the activity here in the Channel is much more substantial and continuous.

**M. Chagnon:** You are right.

**Une voix:** Ha, ha, ha!

**Mme Caron:** Ne connaissant pas les Îles-de-la-Madeleine, je pense que c'est assez difficile de votre part de porter un jugement justement. Ma question, par contre, je reviens, était à votre exemple premier qui était les îles entre l'Italie et l'Espagne. C'était votre exemple premier tantôt au moment de la discussion sur les Îles-de-la-Madeleine.

**M. Chagnon:** Les îles entre l'Italie et l'Espagne?

**M. Charney:** Yes, I...

**Mme Caron:** Le plateau continental précisément, c'est exactement ce que vous nous avez dit tantôt.

**M. Chagnon:** La Corse, en France.

**M. Charney:** I must apologize. As I recall when I called that to the attention of this committee I confessed that I could not remember the exact circumstances of those islands and I still cannot. So, I cannot speak to that and I would be happy to supplement that matter if the committee wishes.

**Mme Caron:** Bon, comme vous avez oublié votre exemple premier, on va aborder un autre point. Vous avez à plusieurs reprises souligné qu'il y avait de nombreux litiges au niveau des droits maritimes et que ces litiges étaient souvent très longs à régler et existaient finalement au niveau international un peu partout. J'aimerais vous entendre un petit peu plus précisément sur certains litiges que vous avez abordés, mais très rapidement, qui sont vécus actuellement par le Canada. J'aimerais que vous nous traciez le portrait actuel des litiges, le Canada soit avec les États-Unis ou avec d'autres.

**M. Charney:** Well the major dispute which is supposed to be settled, but I do not think is, is in the Gulf of Maine where I suspect, 15 years ago or more, the United States and Canada got into a dispute over the maritime boundary in that area for both oil, hydrocarbon development, and fisheries. They negotiated what they thought was a joint management agreement, but the United States did not ratify it, because of

objections by American fishermen which prevailed over the Senate. So, the settlement by a functional regime collapsed.

The consequence was a series of negotiations which went on for a number of years, resulting in agreement to go to the International Court of Justice, a Chamber of the Court. In the course of that, there were questions and difficulties over management of the fisheries in the area, a certain matter of overfishing, and an impossibility to develop the petroleum resources in the area because of the dispute.

The case went to the Court, and I spoke about the very extensive litigation and the memorials that were produced. A boundary line was established by the Court, but that still did not resolve the issue. And, I do not think that it is successfully resolved to this day, because of problems with the fish. You see, they do not recognize this international boundary. They tend to go across the boundary, and so, management of this fisheries has become difficult because if you draw an arbitrary boundary, and this was an arbitrary boundary in the gulf, fish stocks are split, management of the fisheries are split, and if you have two different sovereigns regulating the fisheries in different ways, you have, perhaps, mismanagement of the resources.

Another problem that has arisen is that at least the American fishermen, I gather, maybe some Canadians, were not comfortable with the boundary and started cheating and going across into the Canadian area, and so there was a good bit of dispute over that. The United States and Canada have negotiated a method of resolving these disputes, but I am not certain that this is completely satisfactory even today. I gather that in the Saint-Pierre and Miquelon situation, which is now before an ad hoc arbitral body, the question of fisheries management was also at the core of this, and we await, momentarily, an award that would draw, presumably draw a boundary line, whether it would resolve the fisheries management issue, we do not yet know.

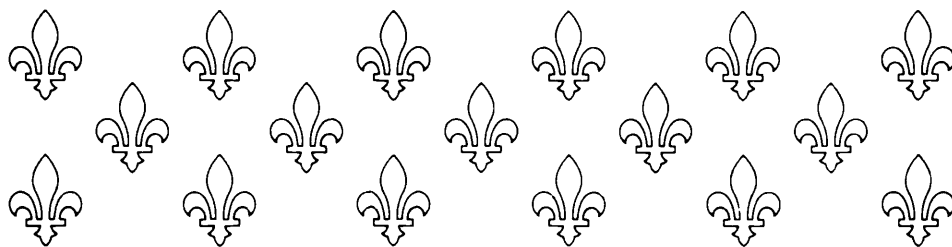
They are still open between the United States. Well, Canada has negotiated a boundary agreement with Greenland, which I referred to in my memorandum. I am not aware of any problems there. The United States and Canada have boundaries on the north slope of Alaska and Northern Canada, and boundaries in the Strait of Juan de Fuca that have not yet been completely resolved, and in the Alexander Archipelago.

**Mme Caron:** En fait, nous vivons actuellement dans un Canada souverain qui vit, et depuis très longtemps, certains litiges au niveau maritime, et qui va effectivement continuer à vivre avec ces litiges maritimes. Et, ce que vous nous démontrez, finalement, c'est que peu importe le pays, peu importe l'État, ces litiges existent. Et, la résolution de ces litiges dépend d'ententes, lorsqu'il y a ententes, et ces ententes se signent

plus rapidement lorsqu'il y a des intérêts mutuels. Et, lorsqu'il n'y a pas d'intérêts mutuels, c'est effectivement beaucoup plus long à se régler. Mais une chose est très claire: Pour avoir des droits maritimes, il faut d'abord et avant tout être un État souverain et, finalement, tous les États souverains sont appelés à régler certains litiges dans ce domaine. Je vous remercie beaucoup pour vos informations et pour les documents que vous nous avez remis.

**Le Président (M. Bélanger, Laval-des-Rapides):** Alors, à ce moment-ci, je voudrais remercier M. Charney pour sa participation à nos travaux. C'est un document qui nous est précieux et que nous déposons d'ailleurs comme document de la commission, officiellement. Alors, dans ce sens-là, nous vous remercions très chaleureusement et nous allons suspendre les travaux pour deux minutes, histoire de permettre aux gens de se retirer puisque nous avons une petite séance de travail d'à peu près cinq minutes à faire.

(Fin de la séance à 17 h 44)



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

## **Journal des débats**

### **Commission parlementaire spéciale**

---

**Commission d'étude des questions afférentes  
à l'accession du Québec à la souveraineté**

**Le mercredi 16 septembre 1992 — No 38**

**Président : M. Jean-Pierre Saintonge**

---

**QUÉBEC**

## Débats de l'Assemblée nationale

### Table des matières

Dépôt d'un rapport minoritaire	CEAS-1209
Motion proposant de déposer et rendre public le projet de rapport de la commission	CEAS-1209
Mise aux voix de cette motion	CEAS-1211
Motion d'ajournement des travaux	CEAS-1212
Président: M. Maurice Richard	
Secrétaire: M. François Geoffrion	
Secrétaire adjoint: M. Onil Roy	

### Intervenants

M. Neil Cameron  
M. Cosmo Maciocia  
M. Henri-François Gauthrin  
M. Jacques Chagnon  
Mme Louise Bégin  
M. Robert Benoit  
M. Michel Després  
Mme Christiane Pelchat  
M. Michel Tremblay

Abonnement: 250 \$ par année pour les débats des commissions parlementaires  
70 \$ par année pour les débats de la Chambre  
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 10 \$  
La transcription des débats des commissions parlementaires est aussi  
disponible sur microfiches au coût annuel de 150 \$  
Dans les 2 cas la TPS et la TVQ s'ajoutent aux prix indiqués

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:  
Assemblée nationale du Québec  
Distribution des documents parlementaires  
5, Place Québec, bureau 195  
Québec, (Québec) G1R 5P3  
tél. 418-643-2754  
télécopieur: 418-528-0381

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0823-0102

Le mercredi 16 septembre 1992

(Quinze heures trente-neuf minutes)

**Le Président (M. Richard):** Je déclare ouverte la séance de la commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté. Je vous rappelle l'objet de la séance. Nous sommes réunis afin d'organiser les travaux de la commission.

M. le secrétaire, est-ce que nous avons des remplacements?

**Le Secrétaire (M. François Geoffrion):** Oui, M. le Président, deux. M. Benoit (Orford) remplacera M. Bourassa (Saint-Laurent) et Mme Pelchat (Vachon) remplacera M. LeSage (Hull).

**Le Président (M. Richard):** Maintenant, vous avez reçu l'ordre du jour, qui se résume au minimum, et qui est, en fait, d'organiser les travaux, l'organisation des travaux de la commission.

Juste auparavant, si vous me le permettez, j'aimerais faire un rappel. Nous avons, hier, eu une séance de travail à laquelle séance de travail, nous avons eu deux motions. Une motion de M. Brassard: Que la commission se réunisse en séance publique plutôt qu'en séance de travail privée. Une deuxième motion: Que les travaux de la commission soient ajournés jusqu'au 26 octobre 1992.

Alors, aujourd'hui, comme président, j'ai convoqué la commission puisque — inutile de dire qu'hier, on s'est laissé avec pas nécessairement un maximum de clarté — aujourd'hui, le but de la réunion est effectivement de clarifier l'organisation de nos travaux puisque l'article 3 de la loi 150 est très clair et dit que: «La commission devra formuler des recommandations à l'Assemblée nationale.» Vous comprendrez que, comme président, puisque nous siégeons et nous terminons aujourd'hui, c'était la raison de la convocation d'hier. C'est aussi la raison de la convocation de cet après-midi.

Juste avant de passer à l'organisation des travaux, nous aurons un dépôt de document de la part du député de Jacques-Cartier, M. Cameron. Vous avez la parole, M. Cameron, pour déposer votre document.

#### Dépôt d'un rapport minoritaire

**M. Cameron:** Merci, M. le Président. M. le Président, the members of the committee will recall I indicated, earlier in the year, that I felt that it would be necessary for me to submit a report of my own partly because, with the expert witnesses appearing before the committee, I found that I disagreed not just with what they said as individuals, but the entire approach they

took. So I completed my own report about three months ago and then had a version prepared in both English and French, which was informally circulated. I would now like to formally submit it to the committee as my report. That is all I really have to say, now. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Richard):** Merci, M. le député. Alors, je dépose donc à la commission en langue française et en langue anglaise le document titré: «Souveraineté d'esprit». Merci, M. le député. Tout à l'heure, je n'ai pas souligné, évidemment, que les deux motions que j'ai soustendues en assemblée de travail avaient été défaites. Alors, maintenant, nous passons à l'organisation des travaux. Vous avez la parole, M. le député de Viger.

#### Motion proposant de déposer et rendre public le projet de rapport de la commission

**M. Maciocia:** M. le Président, je voudrais d'abord vous remercier d'avoir convoqué cette séance publique. La commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté a débuté ses travaux il y a maintenant plus d'un an. Nous avons entendu des dizaines et des dizaines d'experts. Le Secrétariat a commandé des études poussées à de nombreux spécialistes québécois, canadiens, américains et européens. À ce jour les Québécois ont investi plus de 2 000 000 \$ dans les travaux de cette commission. M. le Président, même si nous ne sommes pas entièrement d'accord avec le libellé de ce projet de rapport, nous ne pouvons pas mettre en doute la bonne foi et la compétence des rédacteurs de ce document. Le Secrétariat a livré un projet de rapport bien rédigé. Après avoir investi autant d'efforts, d'énergie et d'argent dans ces travaux, nous estimons que les Québécois ont le droit de savoir.

Depuis quelques jours, la stratégie du Parti québécois est de plus en plus évidente. La semaine dernière, le Parti québécois a tout fait pour que la commission sur les offres ne produise pas de rapport, parce que ça prenait un consentement unanime et elle aurait pu le faire. Cette semaine, il veut mettre un couvercle sur la marmite de la souveraineté. Il ne veut plus en parler. Pourquoi le Parti québécois ne veut-il pas voir l'ombre de ce projet de rapport? La réponse a été donnée hier par le député de Labelle, M. Jacques Léonard. Le Parti québécois rejette catégoriquement les conclusions d'ordre économique de ce document. Il n'accepte pas que des fonctionnaires impartiaux écrivent noir sur blanc que les taxes vont augmenter, que le chômage va augmenter et que le produit intérieur

brut va diminuer. Évidemment, on comprend que le Parti québécois n'aime pas voir dans un document que l'Outaouais va perdre des milliers d'emplois et qu'il faut envisager des mesures fiscales spéciales pour la région de Québec afin de compenser les pertes dans l'Outaouais. M. le Président, les rédacteurs du projet de rapport ont posé comme hypothèse de travail le maintien des relations harmonieuses entre un Québec souverain et le Canada. Et Dieu sait que ce n'est pas comme ça que ça va se passer. Même dans ce contexte, le projet de rapport fait ressortir des chocs économiques majeurs. Je pense que la population du Québec doit en être avisée.

Cela dit, nous avons lu attentivement ce projet de rapport. Nous avons des commentaires à faire autant sur le fond que sur la forme. Par exemple, il nous semble que le court terme devrait être abordé avant le long terme. Le chapitre 5 qui porte sur les mécanismes d'accession à la souveraineté, sur la transition et sur les implications de la mise en oeuvre de la souveraineté devrait précéder le chapitre 4 qui dresse un portrait de ce que serait un Québec indépendant dans 20 ou 30 ans. M. le Président, nous avons plusieurs commentaires à formuler et nous les ferons en temps et lieu. Nous avons toujours dit que nous n'avons rien à cacher. C'était vrai il y a un an, c'est vrai encore aujourd'hui. Le député de Lac-Saint-Jean, M. Jacques Brassard, a affirmé hier des choses très inquiétantes. Il a dit très clairement qu'il ne se sentait plus lié par la confidentialité des travaux. Il a fait des menaces à peine voilées qu'il pouvait rendre public à sa façon le rapport, en partie ou en totalité. M. le Président, ce commentaire du député de Lac-Saint-Jean est inacceptable. Le projet de rapport est demeuré confidentiel jusqu'à ce jour parce que nous avons toujours cherché à produire un rapport qui ferait l'objet d'un consensus entre nous et l'Opposition.

M. le Président, les députés libéraux membres de cette commission n'ont pas l'intention de modifier seuls la teneur du projet de rapport préparé par le Secrétariat. Ce n'est pas notre façon de fonctionner. À ce stade-ci de nos travaux, il faut que la vérité sorte. Nous savons aujourd'hui que nous n'avons rien à cacher. M. le Président, par respect pour les contribuables québécois qui ont investi jusqu'à maintenant plus de 2 000 000 \$ de fonds publics dans cette commission, par respect pour les fonctionnaires du Secrétariat de la commission et par respect pour les Québécois et par respect pour la vérité, je fais la motion suivante: Que le projet de rapport de la commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté soit officiellement déposé devant cette commission et soit rendu public dans sa version intégrale.

Et ça, M. le Président — je ne sais pas si vous avez assez de copies — j'imagine que vous

allez vous faire un devoir de le faire le plus tôt possible pour que la presse et nous, les membres de la commission, puissions tous avoir une copie de ce document-là.

**Le Président (M. Richard):** M. le député de Viger, votre motion est recevable. Je crois qu'on va aller au vote nominal, mais le vote nominal va sûrement être en fonction de votre motion, je présume. Maintenant, vous comprendrez qu'il s'agira pour nous de suspendre quelques minutes, le temps d'aller chercher les copies et c'est un maximum de 10 minutes où les copies se rendront ici. Et si vous voulez, durant ce temps-là, débattre la motion. Alors, nous continuons le débat. On mandate des gens pour aller chercher les copies et on en fera une distribution immédiate, prioritairement à tous les membres de la commission et ensuite aux gens de la presse. Alors, nous continuons donc pendant que des gens de la commission vont être mandatés pour aller chercher le document en question, présumant que la motion va être adoptée. M. Gauthrin, député de Verdun, vous avez la parole.

**M. Gauthrin:** Merci, M. le Président. Je vais voter en faveur de cette proposition. Le projet de rapport, le document de travail qui a été préparé par le Secrétariat et que nous avons l'occasion de lire est un texte qui n'est peut-être pas complet, à nos points de vue, mais il constitue une pièce d'information importante dans le débat actuel sur les questions qui touchent la souveraineté. J'aurais certainement préféré que, dès maintenant, nous puissions, de concert avec les membres de l'Opposition, étudier chapitre par chapitre ce document et être en mesure de faire valoir ce que nous considérons, ou des points que nous considérons, incomplets à l'intérieur de ce rapport. Malheureusement, les représentants de l'Opposition à cette commission ont considéré qu'ils ne siègeraient pas pendant les mois ou le mois qui vient, ce qui fait que l'information, même partielle, qui est contenue dans le rapport du Secrétariat ou dans le projet de rapport du Secrétariat, dans le document de travail du secrétariat, aurait été inaccessible dans le débat référendaire.

Je pense, M. le Président, et pour dire brièvement mon point de vue, il est clair que ce rapport pré suppose bien des fois que les modes d'accession du Québec à la souveraineté se feraient de la manière la plus harmonieuse possible, comme l'a rappelé tout à l'heure le député de Viger. Il est clair qu'il faudra, à l'intérieur du rapport, si on veut poursuivre nos travaux complètement, envisager aussi l'hypothèse où l'accession du Québec à la pleine souveraineté se ferait d'une façon non harmonieuse et même acrimonieuse. Mais, l'information qui est contenue dans ce document, même si elle est partielle, me semble un apport important dans le débat et je considère qu'on ne peut pas, en

toute conscience et en toute décence, ne pas la rendre accessible à nos concitoyens. Et dans ce sens-là, M. le Président, je vais voter en faveur de la motion du député de Viger. Et je pense que, lorsque la commission aura la chance de pouvoir étudier chapitre par chapitre ce rapport, je réserve tous nos droits de pouvoir éventuellement faire des améliorations et des compléments qui doivent être inclus à l'intérieur de ce rapport, mais aujourd'hui, alors qu'on est à l'aube de l'ajournement de la Chambre, je pense qu'il est urgent et important que les citoyens du Québec aient accès à toute la mine d'information, malgré tout, même partielle qui se trouve dans ce rapport.

**Le Président (M. Richard):** Merci, M. le député. M. Chagnon, député de Saint-Louis, vous avez la parole.

**M. Chagnon:** Brièvement, M. le Président, puisque le député de Saint-Henri et le député de Viger ont déjà parlé sur la question...

**M. Gauthrin:** Je suis le député de Verdun, pas de Saint-Henri.

**M. Chagnon:** Ah! Je m'excuse. Le député de Verdun et le député de Viger ont déjà parlé sur la question. Je n'ai pas participé hier à une partie des travaux et je trouve regrettable que l'Opposition officielle ait cette attitude soupe au lait qui fait que, lorsque les choses ne sont pas exactement à 100 % dans le sens où elle le veut, elle s'en aille. Maintenant, par souci de transparence, je pense qu'il nous faut rendre public ce document et qu'on fasse en sorte que ce document puisse d'abord susciter une réflexion pour l'ensemble des Québécoises et des Québécois et, ensuite, je pense que nous devons, comme on l'a souligné plus tôt, revenir et améliorer ce document, car 100 fois sur le métier il nous faut remettre notre ouvrage. Je voterai donc pour, M. le Président.

**Le Président (M. Richard):** M. le député de...

**M. Maciocia:** ...vote sur cette motion. Je pense que vous devez le demander. Alors...

**Le Président (M. Richard):** Est-ce que vous demandez le vote nominal?

**M. Maciocia:** Oui, oui. C'est ça.

#### Mise aux voix de cette motion

**Le Président (M. Richard):** Alors, le vote nominal sur la motion suivante: «Que le projet de rapport du Secrétariat soit officiellement déposé devant cette commission et rendu public dans sa version intégrale.» Alors, M. le secrétaire, M.

Geoffrion, si vous voulez faire l'appel nominal des collègues députés!

**Le Secrétaire:** Oui. Mme Bégin (Bellechasse)?

**Mme Bégin:** Pour.

**Le Secrétaire:** M. Benoit (d'Orford)?

**M. Benoit:** Pour.

**Le Secrétaire:** M. Chagnon (Saint-Louis)?

**M. Chagnon:** Pour.

**Le Secrétaire:** M. Després (Limoilou)?

**M. Després:** Pour.

**Le Secrétaire:** M. Gauthrin (Verdun)?

**M. Gauthrin:** Pour.

**Le Secrétaire:** Mme Pelchat (Vachon)?

**Mme Pelchat:** Pour.

**Le Secrétaire:** M. Macloca (Viger)?

**M. Maciocia:** Pour.

**Le Secrétaire:** M. Cameron (Notre-Dame-de-Grâce)?

**M. Cameron:** Pour.

**Le Président (M. Richard):** Alors, la motion...

**Le Secrétaire:** Contre?

**Le Président (M. Richard):** M. Tremblay, excusez.

**M. Tremblay (Rimouski):** Vous ne m'avez pas nommé.

**Le Secrétaire:** Oh! Pardon. Excusez-moi.

**Le Président (M. Richard):** Excusez, M. Tremblay.

**Le Secrétaire:** M. Tremblay (Rimouski)?

**M. Tremblay (Rimouski):** Pour.

**Une voix:** Ah!

**Le Secrétaire:** Contre? Non?

**Le Président (M. Richard):** Personne contre. Alors, la motion est donc adoptée.



**M. Maciocia:** M. le Président.

**Le Président (M. Richard):** M. le député de Viger.

#### Motion d'ajournement des travaux

**M. Maciocia:** À ce stade-ci des travaux, je ferais une autre motion si vous le permettez: «Que la commission ajourne ses travaux sine die.»

**Le Président (M. Richard):** C'est recevable. Il n'y aura sûrement pas de discussion là-dessus, si je comprends bien.

**Une voix:** Non, il n'y en aura pas.

**Une voix:** Minute! Minute.

**Le Président (M. Richard):** Vous avez droit à 10 minutes si vous voulez convaincre les gens qu'il faut que ce soit ajourné.

**M. Maciocia:** On est convaincus de ça, M. le Président.

**Une voix:** Mais est-ce que le député n'aime pas mieux attendre?

**Le Président (M. Richard):** Mais, si vous permettez, j'aurais une suggestion personnelle. C'est une question de quelques minutes. Je suspendrais les travaux en attendant l'arrivée des documents officiels...

**Une voix:** ...s'il veut qu'on fonctionne sur la première motion.

**Le Président (M. Richard):** ...de façon à ce qu'on puisse faire une réalisation de la première motion.

**M. Chagnon:** M. le Président, j'allais vous suggérer justement qu'on attende au moins que le dépôt se fasse avant qu'on ajourne.

**Le Président (M. Richard):** M. le député de... M. Cameron, député de Jacques-Cartier. Excusez.

**M. Cameron:** M. le Président, est-ce que c'est possible que la commission aussi rende public mon rapport minoritaire?

**Le Président (M. Richard):** Le rendre public?

**M. Cameron:** Oui.

**Le Président (M. Richard):** Oui, oui. Absolument. Oui.

**M. Cameron:** O.K.

**Le Président (M. Richard):** Oui. Absolument. Il l'est déjà.

**M. Cameron:** O.K.

**Le Président (M. Richard):** C'est déjà fait.

**M. Cameron:** O.K.

**Une voix:** J'ai des copies disponibles.

**Le Président (M. Richard):** Alors, nous suspendons quelques instants pour l'arrivée des documents.

(Suspension de la séance à 15 h 56)

(Reprise à 16 h 9)

**Le Président (M. Richard):** À l'ordre, s'il vous plaît!

Mesdames et messieurs, nous reprenons les travaux de la commission. Nous avons déposé la copie que j'ai comme président actuellement, et les autres copies vont arriver d'une minute à l'autre. Nous vous mentionnons aussi que les annexes, les six documents dont les membres de la commission ont pris connaissance – ils ont reçu ces copies-là il y a plusieurs jours maintenant – seront aussi éventuellement disponibles. La commission va aussi faire valoir prochainement à quel endroit on peut se procurer ce document de travail, s'adresser au Secrétariat éventuellement, et on va le faire relier de façon la plus sobre possible pour que le document de travail soit accessible.

**M. Gauthier:** C'est un document de travail.

**Le Président (M. Richard):** C'est un projet, c'est un document de travail. Donc, le dépôt.

Maintenant, je reviens à la motion de M. le député de Viger qui était la suivante: «Que la commission ajourne ses travaux sine die.» Vous maintenez votre...

**M. Maciocia:** Ah! Oui, M. le Président, on maintient le...

**Le Président (M. Richard):** Je pense que ça semble être unanime. Juste avant d'accepter la motion, je pense qu'il serait honnête et louable de remercier le personnel de la commission d'avoir travaillé, je pense, durant plusieurs mois à la préparation de ce document de travail, et je pense que le fait qu'on demande le dépôt identifie qu'on y reconnaît une forme de qualité. Alors, je pense qu'on félicite, au nom des membres de la commission, tout le personnel de la commission de ce travail que vous avez effec-

tué. M. le député...

**M. Gautrin:** M. le Président, je voudrais aussi qu'on ait...

**Le Président (M. Richard):** M. le député de Verdun.

**M. Gautrin:** ...la chance ici d'adresser formellement nos remerciements au président qui vous a précédé et qui a travaillé aussi dans l'utilisation et la rédaction de ce rapport. Il est actuellement malade, comme vous le savez, et je pense qu'on devrait lui souhaiter un prompt rétablissement et des remerciements pour le travail qu'il a pu faire dans la rédaction de ce rapport.

**Le Président (M. Richard):** Et vous soulignez évidemment M. Guy Bélanger, qui était le président de la commission.

**M. Gautrin:** Bien sûr. Excusez-moi, le député de Laval-des-Rapides.

**Le Président (M. Richard):** Le député de Laval-des-Rapides. M. le député de Viger.

**M. Maciocia:** Je pense, M. le Président, que c'était très important de le faire et, comme je le disais dans mon allocution, le Secrétariat a fait un travail remarquable, disons même dans des circonstances probablement pas tellement faciles des fois. On a eu des moments qui, probablement, n'étaient pas aussi faciles qu'on pensait, puis ça prenait, si je puis dire, tout le courage, la patience de ce personnel-là. Mais, en même temps, je voudrais quand même remercier mes collègues qui ont fait un travail magnifique sur cette commission, mes collègues qui n'ont pas compté les heures, les journées, les semaines et les mois pour travailler et aussi notre personnel de soutien. Je pense que ce personnel-là a fait un travail remarquable, et je le félicite très ouvertement aujourd'hui parce que, vraiment, on peut être fier de lui et on va continuer à travailler avec lui parce que le travail n'est pas terminé. On va le terminer et ces gens-là vont continuer à nous aider d'une façon remarquable.

**Le Président (M. Richard):** Une courte intervention et je confirme la motion.

**M. Chagnon:** En fait, M. le Président, il s'agit d'une étape importante, celle du dépôt du document. Mais ce n'est qu'une étape. Nous allons devoir, et je souhaite en tout cas que nous revenions pour finaliser le travail d'émondage et d'amélioration de ce document, qui est déjà assez avancé, comme vous l'avez souligné et comme on pourra le démontrer plus tard. Je souhaite qu'on réfléchisse et qu'on travaille encore sur ce document, comme on l'a souligné

plus tôt. Ce document mérite encore certaines améliorations et je souhaite que nous nous retrouvions dans les plus brefs délais avec l'Opposition pour continuer ce travail.

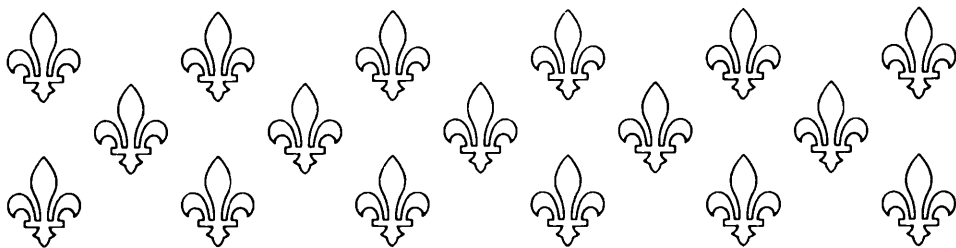
**Le Président (M. Richard):** M. le député d'Orford.

**M. Benoit:** Oui. Je voudrais aller dans le même sens que mon confrère ici. Nous avons dû, comme vous savez, M. le Président, lire ces documents un par un dans le plus grand des secrets et j'aimerais partager dans les mois et, possiblement, les années à venir cette réflexion avec les gens de l'Opposition et avec nos confrères ici et j'espère que nous allons apporter des améliorations à ce rapport dans les mois qui viennent. Merci, M. le Président.

**Le Président (M. Richard):** Merci. Sur ce, avant d'ajourner sine die, je mentionne aux journalistes, aux gens de la presse qui sont ici, dans quelques minutes, vous pouvez rester en place, on va vous distribuer certaines copies du document et je reçois donc la motion que la commission ajourne ses travaux sine die. Merci, mesdames et messieurs.

(Fin de la séance à 16 h 14)





---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

**Commission d'étude des questions  
afférentes à l'accession du Québec  
à la souveraineté**

**Président: M. Guy Bélanger**

## **INDEX DES DÉBATS**

**Du 28 août 1991 au 16 septembre 1992**

---

**QUÉBEC**

**COMMISSION D'ÉTUDE DES QUESTIONS  
AFFÉRENTES À L'ACCESSION  
DU QUÉBEC À LA SOUVERAINETÉ**

**INDEX DES DÉBATS**

**Table des matières**

<b>Présentation.</b>	<b>iii</b>
----------------------	------------

**Sections**

<b>1. SUJETS</b>	<b>1</b>
<b>2. PARTICIPANTS.</b>	<b>23</b>
<b>3. EXPERTS</b>	<b>41</b>

## Présentation

Cet index du *Journal des débats* consacré à la Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté est composé de trois sections. La première (SUJETS) fait état des thèmes discutés, la seconde (PARTICIPANTS) regroupe les références aux interventions des membres de cette commission parlementaire spéciale et la troisième (EXPERTS) dresse la liste des personnes et des groupes que la Commission a entendus et interrogés. Dans les trois sections de l'index, chaque référence est formée de l'acronyme retenu pour désigner la Commission (CEAS) suivi de la pagination concernée.

### Exemples de rubriques:

Section SUJETS:	Accord bilatéral Immigration, CEAS 224-5 .....
Section PARTICIPANTS:	BARIL, Jacques - Arthabaska  Accord de libre-échange Canada-États-Unis Agriculture, CEAS 1043 .....
Section EXPERTS:	Assemblée des premières nations, CEAS 807-29 Balthazar, Louis, CEAS 481-92 .....

Un réseau de renvois ("*Voir*" et "*Voir aussi*") a été incorporé à la section SUJETS pour en faciliter la consultation.

### Responsabilités

Ces tables alphabétiques ont été principalement réalisées par mesdames Nicole Brind'Amour et Sylvie Deschênes et madame Monique Vézina a assuré la saisie des données et la mise en page du document.

Clément LeBel  
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

## **1. SUJETS**

- A -

**Accord bilatéral**

Immigration, CEAS 224-5

**Accord canado-américain**

Adhésion, CEAS 488, CEAS 883

*Voir aussi* Accord de libre-échange Canada-États-Unis;  
Accord de libre-échange  
Canada-États-Unis-Mexique

**Accord de libre-échange Canada-États-Unis**

Agriculture, CEAS 1043  
Application, CEAS 45-6  
Industrie du textile, CEAS 1076-7,  
CEAS 1081, CEAS 1085-6  
Institution financière, CEAS 674-5,  
CEAS 1117  
Négociation, CEAS 389  
Politique d'achat gouvernemental,  
CEAS 339, CEAS 342-3, CEAS  
547-8, CEAS 669-70  
Souveraineté du Québec, CEAS  
378-9, CEAS 488-9, CEAS 535-  
7, CEAS 541-3, CEAS 546-7,  
CEAS 635, CEAS 645-6, CEAS  
650, CEAS 656-9, CEAS 664-5,  
CEAS 672-3, CEAS 686-7, CEAS  
693-4, CEAS 882-7, CEAS 889-  
90

**Accord de libre-échange Canada-États-Unis-Mexique**

Application, CEAS 682-3

**Accord général sur les tarifs  
douaniers et le commerce**

*Voir* GATT

**Achat, Politique d'**

*Voir* Politique d'achat

**Affichage**

Politique linguistique, CEAS 929-  
30

**Afrique**

Sécession, CEAS 193-5

**Agriculteur**

Déduction fiscale, CEAS 1042  
*Voir aussi* Producteur laitier

**Agriculture**

Accord de libre-échange Canada-  
États-Unis, CEAS 1043  
GATT, CEAS 1062, CEAS 1067-8  
Négociation, CEAS 1069-71

**Quota**

Abolition, CEAS 1048, CEAS  
1062-3, CEAS 1065-6

Coût, CEAS 1064-5

Rapatriement de compétences,  
CEAS 1039-40

Souveraineté du Québec, CEAS  
1057

Subvention, CEAS 1052-3

Tarification, CEAS 1057-8

*Voir aussi* Agriculteur; Assurance-  
stabilisation; Aviculture;  
Industrie laitière; Marché  
agricole; Office de  
commercialisation; Pêche;  
Produit agricole

**Algonquins**

Droit à l'autodétermination, CEAS  
704-11, CEAS 713

Droits, CEAS 811, d.d., CEAS 811-  
2

Gouvernement fédéral  
Responsabilité, CEAS 704-5

Position, CEAS 712-3

Territoire, CEAS 709

*Voir aussi* Conseil de bande  
d'Abitibi uni; Rankin,  
Dominique

**Alliance militaire**

Participation, CEAS 490-1, CEAS  
909, CEAS 912-4

*Voir aussi* Coopération militaire;  
NORAD

**Amérique latine**

Sécession, CEAS 196

**Arbitrage**

Association économique, CEAS 57-  
8

Territoire, CEAS 277

**Armée**

Création, CEAS 516-8, CEAS 908-  
9, CEAS 916

Maintien de la paix, CEAS 516,  
CEAS 902-4, CEAS 917

Opinion publique, CEAS 898-9

Rôle, CEAS 911-2

*Voir aussi* Aviation militaire;  
Forces armées canadiennes;  
Marine

**Armement**

Production, CEAS 520

**Asie**

Sécession, CEAS 195-6



**Association économique**

- Arbitrage, CEAS 57-8
- Canada, CEAS 46, CEAS 377-8, CEAS 385-7, CEAS 531, CEAS 537-9, CEAS 548-50, CEAS 619-22, CEAS 631-3, CEAS 652-3, CEAS 661, CEAS 666-9, CEAS 960-1
- Communauté économique européenne, CEAS 604-5
- Définition, CEAS 644-5, CEAS 1123
- Droits de douane, CEAS 666, CEAS 671-2
- Fédéralisme renouvelé, CEAS 1133
- Fiscalité
  - Harmonisation, CEAS 577-9
- Industrie du textile, CEAS 1077-80, CEAS 1083-4, CEAS 1086-7
- Institutions, CEAS 43-4, CEAS 49-50, CEAS 539-40, CEAS 626-8
- Négociation, CEAS 543-5, CEAS 661-4, CEAS 1130-1
- Pacte de l'automobile, CEAS 1094-5, CEAS 1100
- Politique fiscale, CEAS 50-2
- Réalisation, CEAS 41-2, CEAS 46-7
- Souveraineté du Québec, CEAS 583-5
- Traité, CEAS 1126-9
- Typologie, CEAS 42-3, CEAS 660-1
- Union monétaire, CEAS 413-4
- Union politique, CEAS 565-7, CEAS 594-5, CEAS 638-9, CEAS 800, CEAS 871-5, CEAS 954-5

**Assurance-stabilisation**

- Programme, CEAS 1068-9

**Audition publique**

- Souveraineté du Québec, m., CEAS 417, CEAS 437-9
- Mise aux voix, CEAS 439-40

**Australie**

- Droit de sécession, CEAS 199

**Autochtones**

- Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Convocation, CEAS 177, CEAS 221-2
- Développement économique, CEAS 836-7
- Droit à l'autodétermination, CEAS 136-7, CEAS 180-1, CEAS 185-6, CEAS 215-6, CEAS 280-1, CEAS 812-5, CEAS 821-2, CEAS 853-5, CEAS 862-4

- Droits, CEAS 200-5, CEAS 266-7, CEAS 273-4, CEAS 281, CEAS 813-4, CEAS 834, CEAS 837-9, CEAS 843, CEAS 866, CEAS 876, CEAS 1024-5
- Constitution, CEAS 857
- Constitution québécoise, CEAS 455-6, CEAS 1035
- Convention de la Baie James et du nord québécois, CEAS 856
- Succession d'État, CEAS 820
- Emploi, CEAS 835
- Exonération fiscale, CEAS 839-40
- Gouvernement
  - Relations, CEAS 173, CEAS 835-6, CEAS 840, d.d., CEAS 847
- Négociation, CEAS 824-5, CEAS 827-8, CEAS 861-2
- Politique gouvernementale, CEAS 832-4
- Proposition constitutionnelle, CEAS 778-9
- Revendication, CEAS 828-9, CEAS 831-2, CEAS 867-9
- Sécession
  - Nord du Québec, CEAS 175-6, CEAS 186
- Souveraineté du Québec, CEAS 175
- Statut, CEAS 216, CEAS 834-5, CEAS 844-7, CEAS 849-53
- Résolution, CEAS 709, CEAS 711, CEAS 847
- Territoire, CEAS 160, CEAS 162-3, CEAS 172-3, CEAS 181-5, CEAS 187, CEAS 778, CEAS 808-9, CEAS 844-5, CEAS 864-6
- Colonisation, CEAS 830
- Traitement, CEAS 819-20
- Voir aussi* Algonquins; Cris; Hurons; Inuit; Nation autochtone; Réserve indienne

**Automobile, Industrie**

- Voir* Industrie automobile

**Avenir politique et constitutionnel**

- État
  - Rôle, CEAS 613
- Hurons
  - Position, CEAS 775-6
- Québec
  - Loi
    - Interprétation, CEAS 26-9
- Voir aussi* Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec

**Aviation militaire**

- Rôle, CEAS 523-4

**Aviculture**

Compétitivité, CEAS 1044-6  
Rapport Dunkel  
Application, CEAS 1056-7  
Situation, CEAS 1038  
Souveraineté du Québec, CEAS  
1040, CEAS 1042-4, CEAS 1047-  
8

- B -

**Baie d'Hudson**

Frontière, CEAS 1193-5, CEAS  
1198-201  
*Voir aussi* Territoires du Nord-  
Ouest

**Banque centrale**

Fonctionnement  
Communauté économique  
européenne, CEAS 600-1  
Mandat, CEAS 804  
Statut, CEAS 358-9  
*Voir aussi* Banque du Canada

**Banque du Canada**

Nomination, CEAS 327  
Rôle, CEAS 317-9

**Biafra**

Sécession, CEAS 207-8

**Bien public**

Évaluation, CEAS 724, CEAS 731-  
3, CEAS 736-9  
Partage, CEAS 716-8, CEAS 725-6,  
CEAS 730, CEAS 733-6, CEAS  
746-7, CEAS 761-2, CEAS 770,  
CEAS 773  
U.R.S.S., CEAS 752  
*Voir aussi* Équipement collectif

- C -

**Caisse de retraite**

Statut, CEAS 1119, CEAS 1121

**Canada**

Association économique, CEAS 46,  
CEAS 377-8, CEAS 385-7, CEAS  
531, CEAS 537-9, CEAS 548-50,  
CEAS 619-22, CEAS 631-3,  
CEAS 652-3, CEAS 661, CEAS  
666-9, CEAS 960-1  
Avenir, CEAS 622, CEAS 671,  
CEAS 963-4  
Capitale  
Localisation, CEAS 980  
Composition, CEAS 389  
Coopération militaire, CEAS 518-9  
Défense

Budget, CEAS 524-5

Disparité régionale, CEAS 52-4  
Identité nationale, CEAS 921-3,  
CEAS 926

Institution financière

Législation, CEAS 1110-3

Peuple, CEAS 259-60

Région, CEAS 1136

Souveraineté du Québec

Position, CEAS 233, CEAS  
635-8, CEAS 646-8, CEAS  
887-8

Union monétaire, CEAS 306-7,  
CEAS 314-6

*Voir aussi* Accord canado-  
américain; Banque du Canada;  
Canadiens anglais; Charte  
canadienne des droits et  
libertés; Confédération  
canadienne; Conseil  
économique du Canada;  
Constitution canadienne;  
Économie canadienne; Politique  
monétaire canadienne; Système  
bancaire canadien

**Canadiens anglais**

Immigration, CEAS 1188

**Capitale**

Canada  
Localisation, CEAS 980

**CEC**

*Voir* Conseil économique du  
Canada

**CÉE**

Communauté économique  
européenne

**Centralisation**

Communauté économique  
européenne, CEAS 613-4

**Change flottant**

Monnaie québécoise, CEAS 307

**Charte canadienne des droits et  
libertés**

Droits des minorités, CEAS 289  
Nationalité, CEAS 497-8

**Charte de la langue française**

Bilan, CEAS 938-9, CEAS 945-6

**Charte des droits et libertés de la  
personne**

Constitution québécoise, CEAS  
295-6, CEAS 429-31

- Chômage**  
 Montréal (ville), CEAS 336-9,  
 CEAS 345-6
- Chypre**  
 Reconnaissance, CEAS 210-1
- Citoyenneté**  
 Communauté économique  
 européenne, CEAS 561  
 Hurons, CEAS 789-90  
 Immigrant, CEAS 230-4, CEAS  
 505-6, CEAS 508  
 Réfugié, CEAS 505-6  
*Voir aussi* Nationalité
- Clause dérogatoire**  
 Abolition, CEAS 455, CEAS 473-5  
 Droits des minorités, CEAS 289-91
- Colonisation**  
 Autochtones  
 Territoire, CEAS 830
- Comité Outaouais**  
 Développement économique  
 Plan, CEAS 1007  
 Rapport, CEAS 988-90
- Commerce international**  
 Évolution, CEAS 532-3  
 Souveraineté du Québec, CEAS 531  
*Voir aussi* Échange commercial;  
 Exportation
- Commission Bélanger-Campeau**  
*Voir* Commission sur l'avenir  
 politique et constitutionnel du  
 Québec
- Commission d'étude des questions  
 afférentes à l'accession du Québec à  
 la souveraineté**  
 Autochtones  
 Convocation, CEAS 177, CEAS  
 221-2  
 Conseil économique du Canada  
 Convocation, CEAS 222-3  
 Document, CEAS 11-2, CEAS 125-  
 8, d.d., CEAS 147, d.d., CEAS  
 441  
 Document de travail, m., CEAS  
 1209-11, d.d., 1212  
 Enregistrement des débats  
 parlementaires, CEAS 10-1  
 Experts  
 Convocation, CEAS 6, CEAS 8-  
 9, CEAS 73-8, CEAS 81-5,  
 CEAS 108-16, m., CEAS 143-  
 5, CEAS 245-7  
 Fonctionnement, CEAS 2-8  
 Horaire, CEAS 108, CEAS 351-2  
 Ministre délégué aux affaires  
 intergouvernementales  
 canadiennes  
 Participation, CEAS 509  
 Ordre du jour, CEAS 1, m., CEAS  
 14-6  
 Plan de travail, CEAS 16-21, CEAS  
 23-45, d.d., CEAS 24, CEAS 29,  
 CEAS 71-3, CEAS 85-108  
 Président  
 Décision, CEAS 16, CEAS 26,  
 CEAS 31  
 Rôle, CEAS 79-81  
 Rapport, CEAS 78-9  
 Mise aux voix, CEAS 1211  
 Rapport minoritaire, d.d., CEAS  
 1209  
 Séance, CEAS 9-10  
 Secrétariat, CEAS 1-2
- Commission d'étude sur l'intégrité du  
 territoire du Québec**  
 Mandat, CEAS 147-8
- Commission sur l'avenir politique et  
 constitutionnel du Québec**  
 Étude économique, CEAS 344-5  
 Hurons  
 Participation, CEAS 776, CEAS  
 780-1  
 Recommandations, CEAS 381-2
- Communauté anglophone**  
 Droits  
 Constitution québécoise, CEAS  
 1176-8  
 Droits des minorités  
 Constitution québécoise, CEAS  
 296-300  
 Exode, CEAS 1171-2, CEAS 1179-  
 80, CEAS 1182-8  
 Institutions, CEAS 1180-2  
 Région, CEAS 1173  
 Traitement, CEAS 1173-4, CEAS  
 1184-5  
*Voir aussi* Canadiens anglais;  
 Minorité anglophone
- Communauté économique européenne**  
 Adhésion, CEAS 595-6  
 Association économique, CEAS  
 604-5  
 Banque centrale  
 Fonctionnement, CEAS 600-1  
 Centralisation, CEAS 613-4  
 Citoyenneté, CEAS 561  
 Création d'emplois, CEAS 579-80,  
 CEAS 582-3  
 Culture, CEAS 601  
 Décision, CEAS 602-3, CEAS 605-6

- Développement, CEAS 552-3, CEAS 561, CEAS 587-8, CEAS 612-3
- Développement régional, CEAS 601
- Directive
  - Application, CEAS 562-3, CEAS 581-2
- Droit communautaire, CEAS 585
- Droit de retrait, CEAS 553-4, CEAS 565
- Équipement collectif
  - Fonds, CEAS 603-4
- Évolution, CEAS 592-4
- Fédéralisme, CEAS 555-9, CEAS 626-7
- Fiscalité
  - Harmonisation, CEAS 567-75, CEAS 580-1
- Fonctionnement, CEAS 44-5, CEAS 553-5, CEAS 565-6, CEAS 588-9
- GATT
  - Négociation, CEAS 546, CEAS 598-600
- Institutions, CEAS 614-7
- Intégration, CEAS 624-5
- Langue, CEAS 553
- Membre
  - Statut, CEAS 564, CEAS 598-9, CEAS 606-7
- Modèle, CEAS 608, CEAS 617-8
- Partage de compétences, CEAS 559-60, CEAS 590-1, CEAS 596-7
- Politique budgétaire, CEAS 561
  - Harmonisation, CEAS 575-6
- Sécurité sociale
  - Harmonisation, CEAS 582
- Valeur mobilière
  - Juridiction, CEAS 1107-8
- Voir aussi* Cour de justice des communautés européennes; Parlement européen; Traité de Maastricht
- Communauté francophone**
  - Confédération canadienne, CEAS 951-3, CEAS 961-2
  - Voir aussi* Francophones hors Québec
- Compétitivité**
  - Aviculture, CEAS 1044-6
  - Industrie laitière, CEAS 1044-6
- Concurrence**
  - Industrie automobile, CEAS 1090
  - Industrie du textile, CEAS 1075
  - Volaille, CEAS 1064
- Confédération canadienne**
  - Communauté francophone, CEAS 951-3, CEAS 961-2
- Fondation, CEAS 956-8
- Conseil de bande d'Abitibi uni**
  - Mémoire, d.d., CEAS 812
- Conseil économique du Canada**
  - Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Convocation, CEAS 222-3
- Constitution**
  - Autochtones
    - Droits, CEAS 857
  - Voir aussi* Avenir politique et constitutionnel; Constitution canadienne; Constitution québécoise; Débat constitutionnel; Modification constitutionnelle; Proposition constitutionnelle
- Constitution canadienne**
  - Droit à l'autodétermination, CEAS 139-40, CEAS 270
  - Droit de sécession, CEAS 138-9, CEAS 209
  - Droits des minorités, CEAS 289
  - Indépendance, CEAS 250-2
  - Sécession, CEAS 252, CEAS 744, CEAS 753-4
  - Territoire
    - Modification, CEAS 149-50, CEAS 263
  - Voir aussi* Clause dérogatoire; Droit de retrait; Société distincte
- Constitution québécoise**
  - Adoption, CEAS 444, CEAS 453, CEAS 462-3, CEAS 465-71, CEAS 476, CEAS 479-80
  - Autochtones
    - Droits, CEAS 455-6, CEAS 1035
  - Charte des droits et libertés de la personne, CEAS 295-6, CEAS 429-31
  - Communauté anglophone
    - Droits, CEAS 1176-8
    - Droits des minorités, CEAS 296-300
  - Droits, CEAS 443-4, CEAS 463
  - Institutions, CEAS 464-5
  - Langue, CEAS 419-20
  - Minorité anglophone
    - Droits, CEAS 296-300, CEAS 421-5, CEAS 431-3, CEAS 453-5, CEAS 1173-4
  - Rédaction, CEAS 444-6, CEAS 448-9, CEAS 451-3, CEAS 459-65, CEAS 469-70, CEAS 475-6,

- CEAS 478-9
- Souveraineté du Québec, CEAS 441-2
- Contrôle des changes**
  - Monnaie québécoise, CEAS 369-70
  - Voir aussi* Change flottant
- Convention de la Baie James et du nord québécois**
  - Application, CEAS 1018-23, CEAS 1025-6
  - Autochtones
    - Droits, CEAS 856
  - Cris
    - Position, CEAS 842-3, CEAS 1016-8
  - Souveraineté du Québec, CEAS 1028-30, CEAS 1035
- Convention de Vienne**
  - Application, CEAS 745-6
- Coopération militaire**
  - Canada, CEAS 518-9
  - Voir aussi* Alliance militaire
- Cour de justice des communautés européennes**
  - Mandat, CEAS 554-5, CEAS 563, CEAS 588
- Coût de production**
  - Lait, CEAS 1044
- Création d'emplois**
  - Communauté économique européenne, CEAS 579-80, CEAS 582-3
- Cris**
  - Convention de la Baie James et du nord québécois
    - Position, CEAS 842-3, CEAS 1016-8
  - Droit à l'autodétermination, CEAS 1018, CEAS 1026, CEAS 1031-4
  - Négociation, CEAS 1023-8, CEAS 1030
  - Projet Grande Baleine
    - Position, CEAS 1021-2
  - Souveraineté du Québec, CEAS 1018, CEAS 1030-1
  - Territoire, CEAS 1015-6
- Culture**
  - Communauté économique européenne, CEAS 601
- Danemark**
  - Système politique, CEAS 566
- Débat constitutionnel**
  - Société Radio-Canada
    - Politique de l'information, m., CEAS 67-71, CEAS 120-3, CEAS 142
  - Mise aux voix, CEAS 143
- Défense**
  - Budget, CEAS 341-3, CEAS 896-8, CEAS 914-5
    - Canada, CEAS 524-5
  - Coût, CEAS 515-6
  - Retombées économiques, CEAS 512-3
  - Situation internationale, CEAS 513-4
  - Souveraineté du Québec, CEAS 525-6, CEAS 529-30, CEAS 883, CEAS 887, CEAS 892-5, CEAS 899-901, CEAS 907
  - Voir aussi* Armée; Armement; Alliance militaire; Coopération militaire; Équipement militaire; Intervention militaire
- Déficit budgétaire**
  - Gouvernement fédéral, CEAS 347
  - Souveraineté du Québec, CEAS 330-4, CEAS 341
- Démocratie**
  - Évolution, CEAS 962-3
- Dépense budgétaire**
  - Évolution, CEAS 337-9, CEAS 345-6
- Dettes publiques**
  - Financement, CEAS 734-5
  - Partage, CEAS 341, CEAS 343-4, CEAS 380, CEAS 383-4, CEAS 414-6, CEAS 718-22, CEAS 726-9, CEAS 734, CEAS 737, CEAS 739-41, CEAS 747-8, CEAS 755, CEAS 757-60, CEAS 762-9, CEAS 771-2, CEAS 879-80
  - Négociation, CEAS 741-2
  - Remboursement, CEAS 722-5, CEAS 770-1
- Développement économique**
  - Autochtones, CEAS 836-7
  - Comité Outaouais
    - Plan, CEAS 1007
  - Modèle, CEAS 676-9
  - Outaouais (région), CEAS 991-2, CEAS 996-8, CEAS 1004-5
  - Voir aussi* Développement régional

**Développement régional**  
Communauté économique  
européenne, CEAS 601

**Directive**  
Communauté économique  
européenne  
Application, CEAS 562-3, CEAS  
581-2

**Disparité régionale**  
Canada, CEAS 52-4

**Douane, Droits de**  
*Voir* Droits de douane

**Droit à l'autodétermination**  
Algonquins, CEAS 704-11, CEAS  
713  
Autochtones, CEAS 136-7, CEAS  
180-1, CEAS 185-6, CEAS 215-  
6, CEAS 280-1, CEAS 812-5,  
CEAS 821-2, CEAS 853-5, CEAS  
862-4  
Conditions, CEAS 129  
Constitution canadienne, CEAS  
139-40, CEAS 270  
Cris, CEAS 1018, CEAS 1026,  
CEAS 1031-4  
Définition, CEAS 129  
Droit international, CEAS 247-9,  
CEAS 261-2, CEAS 274-6  
Hurons, CEAS 781-8  
Peuple, CEAS 139, CEAS 279-80  
Québec, CEAS 129-30, CEAS 252-6,  
CEAS 269-70, CEAS 648-50,  
CEAS 815-6, CEAS 1034  
Territoire, CEAS 263-4, CEAS 268-  
9, CEAS 272-3, CEAS 275  
Traité, CEAS 128-9  
*Voir aussi* Droit de sécession

**Droit communautaire**  
Communauté économique  
européenne, CEAS 585

**Droit de l'immigration**  
Définition, CEAS 224

**Droit de retrait**  
Communauté économique  
européenne, CEAS 553-4, CEAS  
565

**Droit de sécession**  
Australie, CEAS 199  
Constitution canadienne, CEAS  
138-9, CEAS 209  
Fédération, CEAS 137-8  
Statut, CEAS 130-1

U.R.S.S., CEAS 205-6  
*Voir aussi* Droit à  
l'autodétermination

**Droit du travail**  
Travailleur étranger, CEAS 225

**Droit international**  
Droit à l'autodétermination, CEAS  
247-9, CEAS 261-2, CEAS 274-6  
Droits des minorités, CEAS 420-1  
Droits et libertés de la personne,  
CEAS 225  
Indépendance, CEAS 251-2  
Réfugié, CEAS 225-6  
Sécession, CEAS 743-4, CEAS 748-  
50, CEAS 752-3, CEAS 760-1  
Succession d'État, CEAS 716,  
CEAS 1109  
Territoire maritime, CEAS 1192-3,  
CEAS 1202-4, CEAS 1206  
*Voir aussi* Droit communautaire

**Droits**  
Algonquins, CEAS 811, d.d., CEAS  
811-2  
Autochtones, CEAS 200-5, CEAS  
266-7, CEAS 273-4, CEAS 281,  
CEAS 813-4, CEAS 834, CEAS  
837-9, CEAS 843, CEAS 866,  
CEAS 876, CEAS 1024-5  
Constitution, CEAS 857  
Constitution québécoise, CEAS  
455-6, CEAS 1035  
Convention de la Baie James et  
du nord québécois, CEAS  
856  
Succession d'État, CEAS 820  
Communauté anglophone  
Constitution québécoise, CEAS  
1176-8  
Constitution québécoise, CEAS  
443-4, CEAS 463  
Hurons, CEAS 776-8  
Minorité anglophone  
Constitution québécoise, CEAS  
296-300, CEAS 421-5, CEAS  
431-3, CEAS 453-5, CEAS  
1173-4  
Éducation, CEAS 292-3, CEAS  
427-8

**Droits de douane**  
Association économique, CEAS 666,  
CEAS 671-2

**Droits des minorités**  
Charte canadienne des droits et  
libertés, CEAS 289  
Clause dérogatoire, CEAS 289-91

- Communauté anglophone
  - Constitution québécoise, CEAS 296-300
  - Constitution canadienne, CEAS 289
  - Droit international, CEAS 420-1
  - Entente internationale, CEAS 302-3
    - Ratification, CEAS 428-9
  - Souveraineté du Québec, CEAS 291-2, CEAS 300-2, CEAS 418, CEAS 425-7, CEAS 434-6
- Droits et libertés de la personne**
  - Droit international, CEAS 225
  - Réfugié, CEAS 230, CEAS 235-6
  - Souveraineté du Québec, CEAS 238-44
  - Voir aussi* Charte canadienne des droits et libertés; Charte des droits et libertés de la personne; Droits des minorités
- Dunkel, Rapport**
  - Voir* Rapport Dunkel
- E -
- Eaux territoriales**
  - Délimitation, CEAS 214-5, CEAS 218
- Échange commercial**
  - Ontario
    - Position, CEAS 694-6
  - Souveraineté du Québec, CEAS 396-7, CEAS 679-82, CEAS 685-6, CEAS 688-90, CEAS 692
- Économie**
  - Forum sur l'emploi, CEAS 412-3
  - Intégration, CEAS 676, CEAS 679
  - Rapatriement de compétences, CEAS 623-4
  - Voir aussi* Association économique; Développement économique; Épargne; Étude économique; Investissement; Investissement étranger; Marché; Marché financier; Monnaie; Politique économique; Prix; Production; Retombées économiques; Tarification; Taux d'intérêt; et aux types d'économie, p. ex.: Économie canadienne
- Économie canadienne**
  - Fédéralisme renouvelé, CEAS 687-8
  - Souveraineté du Québec, CEAS 342
- Économie québécoise**
  - Intervention de l'État, CEAS 633-4, CEAS 646
  - Période de transition, CEAS 339, CEAS 380-1, CEAS 397-8
  - Politique monétaire canadienne, CEAS 392
  - Souveraineté du Québec, CEAS 387-8, CEAS 690-1
- Éducation**
  - Droits
    - Minorité anglophone, CEAS 292-3, CEAS 427-8
  - Identité nationale
    - Rôle, CEAS 924-5
  - Relations interethniques et interraciales, CEAS 946-7
- Embauche**
  - Fonction publique fédérale, CEAS 335
- Émigration**
  - Souveraineté du Québec, CEAS 398
  - Voir aussi* Exode
- Emploi**
  - Autochtones, CEAS 835
  - Fonction publique, CEAS 977-8
  - Industrie automobile, CEAS 1089, CEAS 1091-2
  - Industrie du textile, CEAS 1080, CEAS 1085
  - Outaouais (région), CEAS 968-9, CEAS 1001-2
  - Voir aussi* Création d'emplois; Forum sur l'emploi
- Enregistrement des débats parlementaires**
  - Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, CEAS 10-1
- Entente internationale**
  - Adhésion, CEAS 239-40, CEAS 1106-7
  - Droits des minorités, CEAS 302-3
    - Ratification, CEAS 428-9
  - Minorité, CEAS 286-9
  - Nationalité, CEAS 496-7
  - Voir aussi* Accord bilatéral; Traité
- Épargne**
  - Monnaie québécoise, CEAS 316-7
- Équipement collectif**
  - Communauté économique européenne

Fonds, CEAS 603-4

**Équipement militaire**

Partage, CEAS 519, CEAS 526-7,  
CEAS 763-4, CEAS 905-6, CEAS  
907-8, CEAS 910-1

**État**

Avenir politique et  
constitutionnel  
Rôle, CEAS 613  
Création, CEAS 193  
Définition, CEAS 192-3, CEAS 950  
Nation  
Relations, CEAS 950-1  
Reconnaissance, CEAS 191-2, CEAS  
211-2  
*Voir aussi* Fédération; Intervention  
de l'État; Société d'État;  
Succession d'État

**États-Unis**

Politique linguistique québécoise  
Position, CEAS 489-90  
Québec  
Annexion, CEAS 964  
Souveraineté du Québec  
Position, CEAS 481-4, CEAS  
491-2, CEAS 881-2, CEAS  
888-9  
Reconnaissance, CEAS 884-6,  
CEAS 890-1  
Relations politiques, CEAS 47-  
9, CEAS 485-6  
*Voir aussi* Accord canado-  
américain; Accord de libre-  
échange Canada-États-Unis

**Étude économique**

Commission sur l'avenir politique  
et constitutionnel du Québec,  
CEAS 344-5  
Informetrica Ltd (compagnie),  
CEAS 1048  
Souveraineté du Québec, CEAS  
336, CEAS 338

**Europe**

Sécession, CEAS 196-7  
*Voir aussi* Communauté économique  
européenne

**Exode**

Communauté anglophone, CEAS  
1171-2, CEAS 1179-80, CEAS  
1182-8

**Exonération fiscale**

Agriculteur, CEAS 1042  
Autochtones, CEAS 839-40

**Exportation**

Industrie du textile, CEAS 1081  
Volaille, CEAS 1049-50

- F -

**Fédéralisme**

Communauté économique  
européenne, CEAS 555-9, CEAS  
626-7  
Évolution, CEAS 609-12  
U.R.S.S., CEAS 628-9

**Fédéralisme renouvelé**

Association économique, CEAS  
1133  
Économie canadienne, CEAS 687-8

**Fédération**

Droit de sécession, CEAS 137-8

**Financement**

Dette publique, CEAS 734-5  
*Voir aussi* Subvention; Subvention  
fédérale; Transfert financier

**Finances publiques**

Gestion, CEAS 391-2  
Souveraineté du Québec, CEAS  
346-7, CEAS 401-2  
*Voir aussi* Bien public; Dette  
publique; Fiscalité; Politique  
budgétaire

**Fiscalité**

Association économique  
Harmonisation, CEAS 577-9  
Communauté économique  
européenne  
Harmonisation, CEAS 567-75,  
CEAS 580-1  
*Voir aussi* Droits de douane;  
Exonération fiscale; Politique  
fiscale

**FMI**

*Voir* Fonds monétaire  
international

**Fonction publique**

Emploi, CEAS 977-8  
Hull (ville), CEAS 986-7, CEAS  
1148-9, CEAS 1157-8

**Intégration**

Fonctionnaire fédéral, CEAS  
334-5, CEAS 402-6, CEAS  
410-1, CEAS 457-8, CEAS  
968-74, CEAS 976-7, CEAS  
984-5, CEAS 1140-8, CEAS  
1150-68



- Outaouais (région), CEAS 978-9, CEAS 982-3, CEAS 987-8, CEAS 990-1, CEAS 994-6, CEAS 998-1001, CEAS 1003-4  
*Voir aussi* Fonction publique fédérale; Secteurs public et parapublic
- Fonction publique fédérale  
 Embauche, CEAS 335
- Fonctionnaire fédéral  
 Intégration  
     Fonction publique, CEAS 334-5, CEAS 402-6, CEAS 410-1, CEAS 457-8, CEAS 968-74, CEAS 976-7, CEAS 984-5, CEAS 1140-8, CEAS 1150-68  
     Outaouais (région), CEAS 1149-50
- Fonds monétaire international  
 Adhésion, CEAS 535
- Forces armées canadiennes  
 Fonctionnement, CEAS 908
- Forum sur l'emploi  
     Économie, CEAS 412-3  
     Gouvernement  
         Participation, CEAS 413
- Francisation  
     Immigrant, CEAS 935-6, CEAS 944-6
- Francophones hors Québec  
     Traitement, CEAS 301, CEAS 435-6
- Frontière  
     Baie d'Hudson, CEAS 1193-5, CEAS 1198-201  
     Délimitation, CEAS 150  
     Golfe du Saint-Laurent, CEAS 157, CEAS 161, CEAS 163, CEAS 178-80, CEAS 1193, CEAS 1196-7, CEAS 1201-2, CEAS 1204  
     Labrador, CEAS 154-7, CEAS 271-2  
     Litige, CEAS 150-1  
     Mesure gouvernementale, CEAS 171  
     Modification, CEAS 151  
     Québec, CEAS 151-8  
     Souveraineté du Québec, CEAS 163-7, CEAS 173-5  
     Territoires du Nord-Ouest, CEAS 159-60  
     *Voir aussi* Eaux territoriales; Territoire
- G -
- G 7  
     Adhésion, CEAS 539
- Garde côtière  
     Création, CEAS 518
- GATT  
     Adhésion, CEAS 533-5, CEAS 1060-1, CEAS 1110  
     Agriculture, CEAS 1062, CEAS 1067-8  
     Application, CEAS 634  
     Industrie du textile, CEAS 1082-3, CEAS 1086  
     Marché agricole, CEAS 1060  
     Négociation, m., CEAS 659-60, CEAS 697-700  
     Agriculture, CEAS 1069-71  
         Québec  
             Statut, CEAS 673-4  
         Communauté économique européenne, CEAS 546, CEAS 598-600  
         Mise aux voix, CEAS 700-1  
     *Voir aussi* Rapport Dunkel
- General Agreement on Tariffs and Trade  
     *Voir* GATT
- General Motors du Canada ltée (compagnie)  
     Production, CEAS 1095
- Golfe du Saint-Laurent  
     Frontière, CEAS 157, CEAS 161, CEAS 163, CEAS 178-80, CEAS 1193, CEAS 1196-7, CEAS 1201-2, CEAS 1204  
     Pêche, CEAS 277-8  
     Statut, CEAS 178, CEAS 189-90
- Gouvernement  
     Autochtones  
         Relations, CEAS 173, CEAS 835-6, CEAS 840, d.d., CEAS 847  
     Forum sur l'emploi  
         Participation, CEAS 413  
     *Voir aussi* Gouvernement fédéral; Politique d'achat gouvernemental; Politique gouvernementale; Programme gouvernemental
- Gouvernement fédéral  
     Déficit budgétaire, CEAS 347  
     Politique d'achat  
         Outaouais (région), CEAS 1000  
         Propriété immobilière  
             Québec, CEAS 161, CEAS 168-

70, CEAS 278-9  
 Responsabilité  
 Algonquins, CEAS 704-5

**Groulx, Lionel**  
 Nationalisme, CEAS 959

**Groupe des sept**  
*Voir G 7*

- H -

**Hull (ville)**  
 Fonction publique, CEAS 986-7,  
 CEAS 1148-9, CEAS 1157-8

**Hurons**  
 Avenir politique et  
 constitutionnel  
 Position, CEAS 775-6  
 Citoyenneté, CEAS 789-90  
 Commission sur l'avenir politique  
 et constitutionnel du Québec  
 Participation, CEAS 776, CEAS  
 780-1  
 Droit à l'autodétermination, CEAS  
 781-8  
 Droits, CEAS 776-8  
 Population, CEAS 789  
 Souveraineté du Québec  
 Position, CEAS 779-80, CEAS  
 788-9

- I -

**Identité nationale**  
 Canada, CEAS 921-3, CEAS 926  
 Éducation  
 Rôle, CEAS 924-5  
 Évolution, CEAS 920-1  
 Politique linguistique, CEAS 922  
 Québec, CEAS 921-2  
 Région, CEAS 926-8

**Immigrant**  
 Citoyenneté, CEAS 230-4, CEAS  
 505-6, CEAS 508  
 Francisation, CEAS 935-6, CEAS  
 944-6  
 Intégration sociale, CEAS 936-7,  
 CEAS 939-41  
*Voir aussi* Travailleur étranger

**Immigration**  
 Accord bilatéral, CEAS 224-5  
 Canadiens anglais, CEAS 1188  
 Montréal (région), CEAS 941-2  
 Politique gouvernementale, CEAS  
 240, CEAS 946-7  
 Région, CEAS 236-8

Souveraineté du Québec, CEAS  
 234-5, CEAS 934-5, CEAS 942  
*Voir aussi* Droit de l'immigration;  
 Immigrant; Réfugié

**Indépendance**  
 Constitution canadienne, CEAS  
 250-2  
 Droit international, CEAS 251-2  
 Territoire, CEAS 249-51  
*Voir aussi* Droit à  
 l'autodétermination; Sécession;  
 Souveraineté du Québec

**Industrie automobile**  
 Caractéristiques, CEAS 1088-9  
 Concurrence, CEAS 1090  
 Emploi, CEAS 1089, CEAS 1091-2  
 Marché, CEAS 1089-90, CEAS  
 1095-6  
 Production, CEAS 1090-1  
 Québec, CEAS 1096-8  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 1091, CEAS 1093-4, CEAS 1098  
 Subvention, CEAS 1092  
*Voir aussi* General Motors du  
 Canada ltée; Pacte de  
 l'automobile

**Industrie du textile**  
 Accord de libre-échange Canada-  
 États-Unis, CEAS 1076-7,  
 CEAS 1081, CEAS 1085-6  
 Association économique, CEAS  
 1077-80, CEAS 1083-4, CEAS  
 1086-7  
 Avenir, CEAS 1078-9  
 Concurrence, CEAS 1075  
 Emploi, CEAS 1080, CEAS 1085  
 Exportation, CEAS 1081  
 GATT, CEAS 1082-3, CEAS 1086  
 Italie, CEAS 1081-2  
 Marché, CEAS 1074-5  
 Production, CEAS 1080-1  
 Quota, CEAS 1075-6

**Industrie laitière**  
 Compétitivité, CEAS 1044-6  
 Rapport Dunkel  
 Application, CEAS 1055-6  
 Situation, CEAS 1038  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 1040-2, CEAS 1049

**Information, Politique d'**  
*Voir* Politique d'information

**Informetrica ltd (compagnie)**  
 Étude économique, CEAS 1048

**Institution financière**

Accord de libre-échange Canada-États-Unis, CEAS 674-5, CEAS 1117

**Canada**

Législation, CEAS 1110-3

**Législation**

Harmonisation, CEAS 1113-4

Reconnaissance, CEAS 1114-8

Siège social, CEAS 1107-8

Souveraineté du Québec, CEAS 1104-6, CEAS 1118-21

Statut, CEAS 1104-5

*Voir aussi* Système bancaire canadien

**Institutions**

Association économique, CEAS 43-4, CEAS 49-50, CEAS 539-40, CEAS 626-8

Communauté anglophone, CEAS 1180-2

Communauté économique européenne, CEAS 614-7

Constitution québécoise, CEAS 464-5

Inuit, CEAS 858-61

Politique monétaire, CEAS 325-7

Souveraineté du Québec, CEAS 442-3

*Voir aussi* Constitution; Gouvernement; Pouvoir législatif; Système politique

**Intégration sociale**

Immigrant, CEAS 936-7, CEAS 939-41

*Voir aussi* Relations interethniques et interraciales

**Intervention de l'État**

Économie québécoise, CEAS 633-4, CEAS 646

**Intervention militaire**

Souveraineté du Québec, CEAS 521-2, CEAS 530, CEAS 872, CEAS 909

**Inuit**

Institutions, CEAS 858-61

**Investissement**

Outaouais (région)

Société d'État, CEAS 1000, CEAS 1006

Souveraineté du Québec, CEAS 1134-5

**Investissement étranger**

Québec, CEAS 674, CEAS 1125

**Irlande**

Sécession, CEAS 219

Union monétaire, CEAS 317

**Italie**

Industrie du textile, CEAS 1081-2

- J -

**Juridiction**

Communauté économique européenne

Valeur mobilière, CEAS 1107-8

- L -

**Labrador**

Frontière, CEAS 154-7, CEAS 271-2

**Lait**

Coût de production, CEAS 1044

**Langue**

Communauté économique européenne, CEAS 553

Constitution québécoise, CEAS 419-20

*Voir aussi* Charte de la langue française; Francisation; Politique linguistique québécoise

**Législation**

Institution financière

Canada, CEAS 1110-3

Harmonisation, CEAS 1113-4

*Voir aussi* Loi

**Libre circulation**

Outaouais (région), CEAS 975-6

*Voir aussi* Libre circulation des personnes; Mouvement de capitaux; Union douanière

**Libre circulation des personnes**

Entente, CEAS 653-5

Main-d'oeuvre, CEAS 1123

**Litige**

Frontière, CEAS 150-1

**Loi**

Québec

Avenir politique et constitutionnel

Interprétation, CEAS 26-9

**Loi 101**

*Voir* Charte de la langue française

- M -

**Main-d'oeuvre**

Libre circulation des personnes,  
CEAS 1123  
*Voir aussi* Travailleur étranger

**Maintien de la paix**

Armée, CEAS 516, CEAS 902-4,  
CEAS 917

**Marché**

Industrie automobile, CEAS 1089-  
90, CEAS 1095-6  
Industrie du textile, CEAS 1074-5  
*Voir aussi* Commerce international;  
Concurrence; Mondialisation des  
marchés; et aux types de  
marché, p. ex.: Marché agricole

**Marché agricole**

GATT, CEAS 1060  
Souveraineté du Québec, CEAS  
1058-9

**Marché du travail**

Québec, CEAS 1125  
*Voir aussi* Chômage; Embauche;  
Emploi

**Marché financier**

Souveraineté du Québec, CEAS  
370-1  
*Voir aussi* Institution financière;  
Valeur mobilière

**Marine**

Création, CEAS 527-9

**Ministre délégué aux affaires  
intergouvernementales canadiennes**

Commission d'étude des questions  
afférentes à l'accession du  
Québec à la souveraineté  
Participation, CEAS 509

**Minorité**

Entente internationale, CEAS 286-  
9  
Statut, CEAS 283-6  
Traitement, CEAS 291-4  
*Voir aussi* Droits des minorités;  
Francophones hors Québec;  
Minorité anglophone

**Minorité anglophone**

Droits  
Constitution québécoise, CEAS  
296-300, CEAS 421-5, CEAS  
431-3, CEAS 453-5, CEAS  
1173-4

Éducation, CEAS 292-3, CEAS  
427-8

Traitement, CEAS 294-5

**Modification constitutionnelle**

Processus, CEAS 959-60

**Mondialisation des marchés**

Nation  
Rôle, CEAS 924  
*Voir aussi* Compétitivité

**Monnaie**

Rôle, CEAS 307-8, CEAS 792-3  
Souveraineté du Québec, CEAS 60-  
1, CEAS 313-4, CEAS 319-22,  
CEAS 323-4, CEAS 326, CEAS  
354-5, CEAS 360-3, CEAS 366-  
9, CEAS 371, CEAS 373-5,  
CEAS 379-80, CEAS 382-5,  
CEAS 387-8, CEAS 392, CEAS  
540, CEAS 750-2, CEAS 754-7,  
CEAS 769-70, CEAS 793-4,  
CEAS 796-8  
Union politique, CEAS 363-4  
*Voir aussi* Contrôle des changes;  
Fonds monétaire international;  
Monnaie québécoise; Mouvement  
de capitaux; Politique  
monétaire; Système bancaire  
canadien; Système monétaire  
international; Union monétaire

**Monnaie québécoise**

Avantage, CEAS 309-12  
Change flottant, CEAS 307  
Contrôle des changes, CEAS 369-  
70  
Coût, CEAS 308-9, CEAS 322-3  
Épargne, CEAS 316-7  
Union monétaire, CEAS 307, CEAS  
312-3

**Montréal (région)**

Immigration, CEAS 941-2

**Montréal (ville)**

Chômage, CEAS 336-9, CEAS 345-6

**Mouvement de capitaux**

Souveraineté du Québec, CEAS  
804-6

- N -

**Nation**

Définition, CEAS 925, CEAS 931-2,  
CEAS 949-50, CEAS 955-6  
État  
Relations, CEAS 950-1  
Évolution, CEAS 919-20

- Modèle, CEAS 932-3**  
**Rôle**  
 Mondialisation des marchés,  
 CEAS 924  
*Voir aussi* Identité nationale
- Nation autochtone**  
 Définition, CEAS 929
- Nation québécoise**  
 Évolution, CEAS 933, CEAS 942-3
- Nationalisme**  
 Groulx, Lionel, CEAS 959
- Nationalité**  
 Charte canadienne des droits et  
 libertés, CEAS 497-8  
 Définition, CEAS 493-4  
 Entente internationale, CEAS 496-  
 7  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 494-509  
*Voir aussi* Citoyenneté
- Négociation**  
 Accord de libre-échange Canada-  
 États-Unis, CEAS 389  
 Association économique, CEAS  
 543-5, CEAS 661-4, CEAS 1130-  
 1  
 Autochtones, CEAS 824-5, CEAS  
 827-8, CEAS 861-2  
 Cris, CEAS 1023-8, CEAS 1030  
 Dette publique  
 Partage, CEAS 741-2  
 GATT, m., CEAS 659-60, CEAS  
 697-700  
 Agriculture, CEAS 1069-71  
 Québec  
 Statut, CEAS 673-4  
 Communauté économique  
 européenne, CEAS 546,  
 CEAS 598-600  
 Mise aux voix, CEAS 700-1  
 Partage de compétences, CEAS  
 1137  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 214, CEAS 217-8, CEAS 270,  
 CEAS 409  
 Territoire  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 189
- Niveau de vie**  
 Souveraineté du Québec, CEAS 349  
*Voir aussi* Pouvoir d'achat
- Nomination**  
 Banque du Canada, CEAS 327
- NORAD**  
 Adhésion, CEAS 514-5, CEAS 521,  
 CEAS 897-8
- Nord du Québec**  
 Autochtones  
 Sécession, CEAS 175-6, CEAS  
 186
- North American Air Defense Command**  
*Voir* NORAD
- O -
- Office de commercialisation**  
 Avenir, CEAS 1059-60
- Ontario**  
 Échange commercial  
 Position, CEAS 694-6
- Opinion publique**  
 Armée, CEAS 898-9
- Outaouais (région)**  
 Avenir, CEAS 404-7, d.d., CEAS  
 967, CEAS 980-1, CEAS 1007-13  
 Développement économique, CEAS  
 991-2, CEAS 996-8, CEAS 1004-  
 5  
 Emploi, CEAS 968-9, CEAS 1001-2  
 Fonction publique, CEAS 978-9,  
 CEAS 982-3, CEAS 987-8, CEAS  
 990-1, CEAS 994-6, CEAS 998-  
 1001, CEAS 1003-4  
 Fonctionnaire fédéral, CEAS 1149-  
 50  
 Gouvernement fédéral  
 Politique d'achat, CEAS 1000  
 Libre circulation, CEAS 975-6  
 Secteurs public et parapublic,  
 CEAS 983-4, CEAS 996  
 Société d'État  
 Investissement, CEAS 1000,  
 CEAS 1006  
*Voir aussi* Comité Outaouais
- P -
- Pacte de l'automobile**  
 Application, CEAS 1092  
 Association économique, CEAS  
 1094-5, CEAS 1100  
 Québec, CEAS 1095  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 339-40, CEAS 1096-101
- Paix, Maintien de la**  
*Voir* Maintien de la paix

**Parlement européen**

Pouvoir législatif, CEAS 560-1

**Partage de compétences**

Chevauchement, CEAS 347-8

Communauté économique  
européenne, CEAS 559-60,  
CEAS 590-1, CEAS 596-7

Négociation, CEAS 1137

*Voir aussi* Rapatriement de  
compétences

**Pêche**

Golfe du Saint-Laurent, CEAS 277-  
8

**Peuple**

Canada, CEAS 259-60

Définition, CEAS 136, CEAS 925

Droit à l'autodétermination, CEAS  
139, CEAS 279-80

**Peuple québécois**

Reconnaissance, CEAS 825-6

**Politique budgétaire**

Communauté économique  
européenne, CEAS 561

Harmonisation, CEAS 575-6

Union monétaire, CEAS 576

*Voir aussi* Déficit budgétaire;  
Dépense budgétaire

**Politique d'achat**

Gouvernement fédéral

Outaouais (région), CEAS 1000

*Voir aussi* Politique d'achat  
gouvernemental

**Politique d'achat gouvernemental**

Accord du libre-échange Canada-  
États-Unis, CEAS 339, CEAS  
342-3, CEAS 547-8, CEAS 669-  
70

**Politique de l'information**

Société Radio-Canada

Débat constitutionnel, m.,  
CEAS 67-71, CEAS 120-3,  
CEAS 142

Mise aux voix, CEAS 143

**Politique économique**

Harmonisation, CEAS 324-5

Union monétaire, CEAS 59-60

*Voir aussi* Politique fiscale;  
Politique monétaire

**Politique fiscale**

Association économique, CEAS 50-  
2

**Politique gouvernementale**

Autochtones, CEAS 832-4

Immigration, CEAS 240, CEAS 946-  
7

Réfugié, CEAS 226, CEAS 228-9

*Voir aussi* Politique d'achat  
gouvernemental; Politique  
économique; Politique fiscale;  
Politique linguistique; Politique  
monétaire

**Politique linguistique**

Affichage, CEAS 929-30

Identité nationale, CEAS 922

Souveraineté du Québec, CEAS 418

**Politique linguistique québécoise**

États-Unis

Position, CEAS 489-90

**Politique monétaire**

Contrôle, CEAS 371-2

Institutions, CEAS 325-7

Objectif, CEAS 364-5

Souveraineté du Québec, CEAS  
365-6, CEAS 384, CEAS 411-2

*Voir aussi* Politique monétaire  
canadienne

**Politique monétaire canadienne**

Économie québécoise, CEAS 392

**Population**

Hurons, CEAS 789

*Voir aussi* Émigration;  
Immigration; Minorité; Peuple

**Pouvoir d'achat**

Souveraineté du Québec, CEAS 335

**Pouvoir législatif**

Parlement européen, CEAS 560-1

*Voir aussi* Législation

**Président**

Commission d'étude des questions  
afférentes à l'accession du

Québec à la souveraineté  
Décision, CEAS 16, CEAS 26,

CEAS 31

Rôle, CEAS 79-81

**Prix**

Produit laitier, CEAS 1039

Volaille, CEAS 1039

**Producteur de lait**

Subvention fédérale, CEAS 1040-2

**Production**

Armement, CEAS 520

- General Motors du Canada ltée  
(compagnie), CEAS 1095  
Industrie automobile, CEAS 1090-1  
Industrie du textile, CEAS 1080-1  
*Voir aussi* Coût de production;  
Quota
- Produit agricole**  
Tarification, CEAS 1053-5  
*Voir aussi* Lait; Produit laitier;  
Volaille
- Produit laitier**  
Prix, CEAS 1039  
Quota, CEAS 545-6, CEAS 666-7,  
CEAS 1038-9, CEAS 1069  
Abolition, CEAS 1063-4  
*Voir aussi* Lait
- Programme gouvernemental**  
Gestion, CEAS 400-1
- Projet Grande Baleine**  
Cris  
Position, CEAS 1021-2
- Proposition constitutionnelle**  
Autochtones, CEAS 778-9
- Propriété immobilière**  
Gouvernement fédéral  
Québec, CEAS 161, CEAS 168-  
70, CEAS 278-9
- Q -
- Québec**  
Avenir politique et  
constitutionnel  
Loi  
Interprétation, CEAS 26-9  
Droit à l'autodétermination, CEAS  
129-30, CEAS 252-6, CEAS 269-  
70, CEAS 648-50, CEAS 815-6,  
CEAS 1034  
États-Unis  
Annexion, CEAS 964  
Évolution, CEAS 953-4  
Frontière, CEAS 151-8  
Gouvernement fédéral  
Propriété immobilière, CEAS  
161, CEAS 168-70, CEAS  
278-9  
Identité nationale, CEAS 921-2  
Industrie automobile, CEAS 1096-8  
Investissement étranger, CEAS  
674, CEAS 1125  
Marché du travail, CEAS 1125  
Pacte de l'automobile, CEAS 1095  
Rapatriement de compétences,  
CEAS 928-9
- Statut  
GATT  
Négociation, CEAS 673-4
- Territoire**  
Modification, CEAS 177-8  
*Voir aussi* Constitution québécoise;  
Économie québécoise; Nation  
québécoise; Nord du Québec;  
Peuple québécois; Politique  
linguistique québécoise;  
Souveraineté du Québec
- Quota**  
Agriculture  
Abolition, CEAS 1048, CEAS  
1062-3, CEAS 1065-6  
Coût, CEAS 1064-5  
Industrie du textile, CEAS 1075-6  
Produit laitier, CEAS 545-6, CEAS  
666-7, CEAS 1038-9, CEAS 1069  
Abolition, CEAS 1063-4  
Volaille, CEAS 1038-9
- R -
- Rankin, Dominique**  
Lettre, d.d., CEAS 919
- Rapatriement de compétences**  
Agriculture, CEAS 1039-40  
Économie, CEAS 623-4  
Étude, m., CEAS 29-36, m., CEAS  
37-9, m., CEAS 116-9  
Mise aux voix, CEAS 119-20  
Québec, CEAS 928-9  
*Voir aussi* Partage de compétences
- Rapport Dunkel**  
Application, CEAS 639-44, CEAS  
650-2, CEAS 695-6, CEAS 1046-  
7, CEAS 1051-7  
Aviculture, CEAS 1056-7  
Industrie laitière, CEAS 1055-6
- Reconnaissance**  
Chypre, CEAS 210-1  
État, CEAS 191-2, CEAS 211-2  
Souveraineté du Québec, CEAS  
202-3, CEAS 206-10, CEAS 212-  
3, CEAS 216-9, CEAS 233,  
CEAS 238, CEAS 871, CEAS  
875-81, CEAS 915  
États-Unis, CEAS 884-6, CEAS  
890-1
- Référendum**  
Résultat, CEAS 262, CEAS 472-3,  
CEAS 491  
Souveraineté du Québec, CEAS  
131-3, CEAS 476-7, CEAS 817-8

**Réfugié**

Citoyenneté, CEAS 505-6  
 Définition, CEAS 226-7  
 Droit international, CEAS 225-6  
 Droits et libertés de la personne,  
 CEAS 230, CEAS 235-6  
 Politique gouvernementale, CEAS  
 226, CEAS 228-9  
 Statut, CEAS 227-30

**Région**

Canada, CEAS 1136  
 Communauté anglophone, CEAS  
 1173  
 Identité nationale, CEAS 926-8  
 Immigration, CEAS 236-8  
*Voir aussi* Développement régional;  
 Disparité régionale

**Règlement de l'Assemblée nationale**

Article 159: CEAS 10  
 Article 161: CEAS 10  
 Article 165: CEAS 61, CEAS 63  
 Article 214: CEAS 31

**Relations interethniques et  
 interraciales**

Éducation, CEAS 946-7

**Relations internationales**

Souveraineté du Québec, d.d.,  
 CEAS 881  
*Voir aussi* Droit international;  
 Entente internationale;  
 Frontière; Relations politiques;  
 Reconnaissance; Situation  
 internationale

**Relations politiques**

États-Unis  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 47-9, CEAS 485-6  
*Voir aussi* Situation politique;  
 Union politique

**Réserve indienne**

Création, CEAS 831

**Retombées économiques**

Défense, CEAS 512-3

**Retrait, Droit de**

*Voir* Droit de retrait

**Retraite, Caisse de**

*Voir* Caisse de retraite

- S -

**Sécession**

Afrique, CEAS 193-5

Amérique latine, CEAS 196

Asie, CEAS 195-6

Autochtones

Nord du Québec, CEAS 175-6,  
 CEAS 186

Biafra, CEAS 207-8

Constitution canadienne, CEAS  
 252, CEAS 744, CEAS 753-4

Droit international, CEAS 743-4,  
 CEAS 748-50, CEAS 752-3,  
 CEAS 760-1

Europe, CEAS 196-7

Irlande, CEAS 219

Singapour, CEAS 197-8, CEAS 207-  
 8

Territoire, CEAS 232-3

*Voir aussi* Droit de sécession;  
 Indépendance

**Secteurs public et parapublic**

Outaouais (région), CEAS 983-4,  
 CEAS 996

**Sécurité sociale**

Communauté économique  
 européenne  
 Harmonisation, CEAS 582

**Siège social**

Institution financière, CEAS 1107-  
 8

**Singapour**

Sécession, CEAS 197-8, CEAS 207-  
 8

**Situation internationale**

Défense, CEAS 513-4

**Situation politique**

U.R.S.S., CEAS 198-9  
 Yougoslavie, CEAS 198

**Société d'État**

Outaouais (région)  
 Investissement, CEAS 1000,  
 CEAS 1006

**Société distincte**

Reconnaissance, CEAS 348-9

**Société Radio-Canada**

Politique de l'information  
 Débat constitutionnel, m.,  
 CEAS 67-71, CEAS 120-3,  
 CEAS 142  
 Mise aux voix, CEAS 143

**Souveraineté du Québec**

Accord de libre-échange Canada-  
 États-Unis, CEAS 378-9, CEAS



**Souveraineté du Québec (suite)**

488-9, CEAS 535-7, CEAS 541-3, CEAS 546-7, CEAS 635, CEAS 645-6, CEAS 650, CEAS 656-9, CEAS 664-5, CEAS 672-3, CEAS 686-7, CEAS 693-4, CEAS 882-7, CEAS 889-90  
 Agriculture, CEAS 1057  
 Association économique, CEAS 583-5  
 Audition publique, m., CEAS 417, CEAS 437-9  
 Mise aux voix, CEAS 439-40  
 Autochtones, CEAS 175  
 Aviculture, CEAS 1040, CEAS 1042-4, CEAS 1047-8  
 Canada  
 Position, CEAS 233, CEAS 635-8, CEAS 646-8, CEAS 887-8  
 Commerce international, CEAS 531  
 Constitution québécoise, CEAS 441-2  
 Convention de la Baie James et du nord québécois, CEAS 1028-30, CEAS 1035  
 Coût, CEAS 395-6, CEAS 399-400, CEAS 408, CEAS 693, CEAS 695-6, CEAS 802  
 Cris, CEAS 1018, CEAS 1030-1  
 Défense, CEAS 525-6, CEAS 529-30, CEAS 883, CEAS 887, CEAS 892-5, CEAS 899-901, CEAS 907  
 Déficit budgétaire, CEAS 330-4, CEAS 341  
 Droits des minorités, CEAS 291-2, CEAS 300-2, CEAS 418, CEAS 425-7, CEAS 434-6  
 Droits et libertés de la personne, CEAS 238-44  
 Échange commercial, CEAS 396-7, CEAS 679-82, CEAS 685-6, CEAS 688-90, CEAS 692  
 Économie canadienne, CEAS 342  
 Économie québécoise, CEAS 387-8, CEAS 690-1  
 Émigration, CEAS 398  
 États-Unis  
 Position, CEAS 481-4, CEAS 491-2, CEAS 881-2, CEAS 888-9  
 Relations politiques, CEAS 47-9, CEAS 485-6  
 Étude, d.d., CEAS 919  
 Étude économique, CEAS 336, CEAS 338  
 Finances publiques, CEAS 346-7, CEAS 401-2

Frontière, CEAS 163-7, CEAS 173-5  
 Hurons  
 Position, CEAS 779-80, CEAS 788-9  
 Immigration, CEAS 234-5, CEAS 934-5, CEAS 942  
 Industrie automobile, CEAS 1091, CEAS 1093-4, CEAS 1098  
 Industrie laitière, CEAS 1040-2, CEAS 1049  
 Institution financière, CEAS 1104-6, CEAS 1118-21  
 Institutions, CEAS 442-3  
 Intervention militaire, CEAS 521-2, CEAS 530, CEAS 872, CEAS 909  
 Investissement, CEAS 1134-5  
 Marché agricole, CEAS 1058-9  
 Marché financier, CEAS 370-1  
 Monnaie, CEAS 60-1, CEAS 313-4, CEAS 319-22, CEAS 323-4, CEAS 326, CEAS 354-5, CEAS 360-3, CEAS 366-9, CEAS 371, CEAS 373-5, CEAS 379-80, CEAS 382-5, CEAS 387-8, CEAS 392, CEAS 540, CEAS 750-2, CEAS 754-7, CEAS 769-70, CEAS 793-4, CEAS 796-8  
 Mouvement de capitaux, CEAS 804-6  
 Nationalité, CEAS 494-509  
 Négociation, CEAS 214, CEAS 217-8, CEAS 270, CEAS 409  
 Niveau de vie, CEAS 349  
 Pacte de l'automobile, CEAS 339-40, CEAS 1096-101  
 Période de transition, CEAS 134-6, CEAS 446-51, CEAS 471-2, CEAS 670-1  
 Politique linguistique, CEAS 418  
 Politique monétaire, CEAS 365-6, CEAS 384, CEAS 411-2  
 Pouvoir d'achat, CEAS 335  
 Processus, CEAS 133-4, CEAS 140-1  
 Réalisation, CEAS 393-4, CEAS 407-8, CEAS 456-7  
 Reconnaissance, CEAS 202-3, CEAS 206-10, CEAS 212-3, CEAS 216-9, CEAS 233, CEAS 238, CEAS 871, CEAS 875-81, CEAS 915  
 États-Unis, CEAS 884-6, CEAS 890-1  
 Référendum, CEAS 131-3, CEAS 476-7, CEAS 817-8  
 Relations internationales, d.d., CEAS 881  
 Taux d'intérêt, CEAS 340-1, CEAS 343, CEAS 373

- Territoire, CEAS 159, CEAS 161-2, CEAS 167-8, CEAS 170-2, CEAS 185-8, CEAS 199-200, CEAS 213, CEAS 256-9, CEAS 264-6, CEAS 816-7, CEAS 820-3, CEAS 828, CEAS 839, CEAS 841-2, CEAS 872, CEAS 1028-9
    - Négociation, CEAS 189
    - Territoire maritime, CEAS 267-8, CEAS 270-1, CEAS 276-7, CEAS 1191-2, CEAS 1195-6, CEAS 1201
    - Transfert financier, CEAS 1123
    - Union douanière, CEAS 1123-4
    - Union monétaire, CEAS 54-7, CEAS 372-3, CEAS 744-5, CEAS 794-5, CEAS 799-800, CEAS 802-3, CEAS 1124-5, CEAS 1132-3
    - Voir aussi* Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Subvention**
    - Agriculture, CEAS 1052-3
    - Industrie automobile, CEAS 1092
  - Subvention fédérale**
    - Producteur de lait, CEAS 1040-2
  - Succession d'État**
    - Autochtones
      - Droits, CEAS 820
    - Droit international, CEAS 716, CEAS 1109
    - Voir aussi* Convention de Vienne
  - Système bancaire canadien**
    - Fonctionnement, CEAS 354-8, CEAS 1103-4
    - Voir aussi* Banque du Canada
  - Système monétaire international**
    - Évolution, CEAS 359
  - Système politique**
    - Danemark, CEAS 566
    - Voir aussi* Démocratie
- T -
- Tarifcation**
    - Agriculture, CEAS 1057-8
    - Produit agricole, CEAS 1053-5
    - Voir aussi* GATT
  - Taux d'intérêt**
    - Souveraineté du Québec, CEAS 340-1, CEAS 343, CEAS 373
  - Terre-Neuve**
    - Territoire maritime, CEAS 1205
    - Voir aussi* Labrador
  - Territoire**
    - Algonquins, CEAS 709
    - Arbitrage, CEAS 277
    - Autochtones, CEAS 160, CEAS 162-3, CEAS 172-3, CEAS 181-5, CEAS 187, CEAS 778, CEAS 808-9, CEAS 844-5, CEAS 864-6
    - Colonisation, CEAS 830
    - Cris, CEAS 1015-6
    - Droit à l'autodétermination, CEAS 263-4, CEAS 268-9, CEAS 272-3, CEAS 275
    - Indépendance, CEAS 249-51
    - Modification
      - Constitution canadienne, CEAS 149-50, CEAS 263
      - Québec, CEAS 177-8
    - Sécession, CEAS 232-3
    - Souveraineté du Québec, CEAS 159, CEAS 161-2, CEAS 167-8, CEAS 170-2, CEAS 185-8, CEAS 199-200, CEAS 213, CEAS 256-9, CEAS 264-6, CEAS 816-7, CEAS 820-3, CEAS 828, CEAS 839, CEAS 841-2, CEAS 872, CEAS 1028-9
    - Négociation, CEAS 189
    - Voir aussi* Commission d'étude sur l'intégrité du territoire du Québec; Territoire maritime
  - Territoire maritime**
    - Droit international, CEAS 1192-3, CEAS 1202-4, CEAS 1206
    - Souveraineté du Québec, CEAS 267-8, CEAS 270-1, CEAS 276-7, CEAS 1191-2, CEAS 1195-6, CEAS 1201
    - Terre-Neuve, CEAS 1205
    - Voir aussi* Eaux territoriales
  - Territoires du Nord-Ouest**
    - Frontière, CEAS 159-60
    - Voir aussi* Baie d'Hudson
  - Textile, Industrie du**
    - Voir* Industrie du textile
  - Traité**
    - Association économique, CEAS 1126-9
    - Droit à l'autodétermination, CEAS 128-9
  - Traité de Maastricht**
    - Application, CEAS 590

**Transfert financier**

Souveraineté du Québec, CEAS  
1123

**Travailleur étranger**

Droit du travail, CEAS 225  
*Voir aussi* Immigrant

- U -

**Union des républiques socialistes  
soviétiques**

*Voir* U.R.S.S.

**Union douanière**

Création, CEAS 402  
Souveraineté du Québec, CEAS  
1123-4  
*Voir aussi* Droits de douane

**Union monétaire**

Association économique, CEAS  
413-4  
Canada, CEAS 306-7, CEAS 314-6  
Irlande, CEAS 317  
Monnaie québécoise, CEAS 307,  
CEAS 312-3  
Politique budgétaire, CEAS 576  
Politique économique, CEAS 59-60  
Souveraineté du Québec, CEAS 54-  
7, CEAS 372-3, CEAS 744-5,  
CEAS 794-5, CEAS 799-800,  
CEAS 802-3, CEAS 1124-5,  
CEAS 1132-3  
Union politique, CEAS 319, CEAS  
327-8, CEAS 795-6

**Union politique**

Association économique, CEAS  
565-7, CEAS 594-5, CEAS 638-  
9, CEAS 800, CEAS 871-5,  
CEAS 954-5  
Monnaie, CEAS 363-4  
Union monétaire, CEAS 319, CEAS  
327-8, CEAS 795-6

**U.R.S.S.**

Bien public  
Partage, CEAS 752  
Droit de sécession, CEAS 205-6  
Fédéralisme, CEAS 628-9  
Situation politique, CEAS 198-9

- V -

**Valeur mobilière**

Communauté économique  
européenne  
Juridiction, CEAS 1107-8

**Volaille**

Concurrence, CEAS 1064  
Exportation, CEAS 1049-50  
Prix, CEAS 1039  
Quota, CEAS 1038-9

- X - Y - Z -

**Yougoslavie**

Situation politique, CEAS 198

## 2. PARTICIPANTS



- B -

**BARIL, Jacques - Arthabaska**

Accord de libre-échange Canada-États-Unis  
Agriculture, CEAS 1043  
Aviculture  
Compétitivité, CEAS 1044-6  
Souveraineté du Québec, CEAS 1042-3  
Industrie laitière  
Compétitivité, CEAS 1044-6  
Lait  
Coût de production, CEAS 1044  
Rapport Dunkel  
Application, CEAS 1046-7

**BÉGIN, Louise - Bellechasse**

Bien public  
Partage, CEAS 770  
Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté  
Horaire, CEAS 108  
Communauté économique européenne  
Membre  
Statut, CEAS 606  
Dette publique  
Partage, CEAS 343-4, CEAS 879  
Remboursement, CEAS 770-1  
Droit à l'autodétermination  
Droit international, CEAS 274  
Droits des minorités  
Souveraineté du Québec, CEAS 436  
Francophones hors-Québec  
Traitement, CEAS 435  
GATT  
Agriculture, CEAS 1067  
Négociation  
Québec  
Statut, CEAS 673  
Nationalité  
Souveraineté du Québec, CEAS 502-3  
Sécession  
Constitution canadienne, CEAS 753-4  
Droit international, CEAS 752-3  
Souveraineté du Québec  
Reconnaissance, CEAS 202-3, CEAS 238, CEAS 878  
Territoire  
Droit à l'autodétermination, CEAS 275

Union monétaire  
Association économique, CEAS 413-4

**BÉLANGER, Guy - Laval-des-Rapides**

Autochtones  
Gouvernement  
Relations, d.d, CEAS 847  
Territoire, CEAS 187  
Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté  
Autochtones  
Convocation, CEAS 177, CEAS 221-2  
Conseil économique du Canada  
Convocation, CEAS 223  
Document, CEAS 11-2, CEAS 126-7  
Enregistrement des débats parlementaires, CEAS, 10-1  
Experts  
Convocation, CEAS 6, CEAS 8, CEAS 73, CEAS 76, CEAS 78, CEAS 81-3, CEAS 108-10, CEAS 114-6, m., CEAS 143-5, CEAS 245-7  
Fonctionnement, CEAS 2-4, CEAS 6-8  
Horaire, CEAS 108, CEAS 351  
Ordre du jour, CEAS 1, CEAS 14  
Plan de travail, CEAS 17-8, CEAS 23-5, CEAS 71-2, CEAS 85, CEAS 88-93, CEAS 95-100, CEAS 104-5  
Président  
Rôle, CEAS 79-81  
Rapport, CEAS 78  
Séance, CEAS 9-10  
Secrétaire, CEAS 1  
Secrétaire adjoint, CEAS 1  
Secrétariat, CEAS 1  
Personnel, CEAS 1  
Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec  
Recommandations, CEAS 381-2  
Constitution québécoise  
Adoption, CEAS 453  
Hurons  
Citoyenneté, CEAS 789-90  
Population, CEAS 789  
Monnaie  
Souveraineté du Québec, CEAS 60-1  
Nationalité  
Souveraineté du Québec, CEAS 502

**BÉLANGER, Guy - Laval-des-Rapides  
(suite)**

- Outaouais (région)
  - Avenir, d.d., CEAS 967, CEAS 1013
- Pacte de l'automobile
  - Souveraineté du Québec, CEAS 1099
- Québec
  - Avenir politique et constitutionnel
  - Loi
    - Interprétation, CEAS 26
- Rankin, Dominique
  - Lettre, d.d., CEAS 919
- Rapatriement de compétences
  - Étude, m., CEAS 116
- Règlement de l'Assemblée nationale
  - Article 159: CEAS 10
  - Article 161: CEAS 10
  - Article 165: CEAS 63
  - Article 214: CEAS 31
- Relations internationales
  - Souveraineté du Québec, CEAS 881
- Société Radio-Canada
  - Politique de l'information
    - Débat constitutionnel, CEAS 120, CEAS 142
- Souveraineté du Québec
  - Étude, d.d., CEAS 919
  - Reconnaissance
    - États-Unis, CEAS 885

**BENOIT, Robert - Orford**

- Agriculteur
  - Exonération fiscale, CEAS 1042
- Armée
  - Opinion publique, CEAS 898
- Association économique
  - Canada, CEAS 666, CEAS 960-1
  - Droits de douane, CEAS 666, CEAS 671-2
- Caisse de retraite
  - Statut, CEAS 1121
- Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Experts
    - Convocation, CEAS 9, m., CEAS 144
- Commission d'étude sur toute offre d'un nouveau partenariat de nature constitutionnelle
  - Horaire, CEAS 351-2
- Communauté anglophone
  - Exode, CEAS 1179-80
- Communauté économique européenne

**GATT**

Négociation, CEAS 546

**Valeur mobilière**

Juridiction, CEAS 1107-8

**Défense**

Budget, CEAS 898

Souveraineté du Québec, CEAS 899-901

**Droits des minorités**
 Communauté anglophone  
 Constitution québécoise,  
 CEAS 299

Souveraineté du Québec, CEAS 300

**Entente internationale**

Succession d'État, CEAS 1109

**GATT**

Adhésion, CEAS 1110

Négociation, CEAS 700

**Groulx, Lionel**

Nationalisme, CEAS 959

**Industrie du textile**
 Accord de libre-échange  
 Canada-États-Unis, CEAS 1081

Emploi, CEAS 1080

Exportation, CEAS 1081

Italie, CEAS 1081

Production, CEAS 1080

**Industrie laitière**

Souveraineté du Québec, CEAS 1041

**Institution financière**

Siège social, CEAS 1108

Souveraineté du Québec, CEAS 1120-1

**Minorité anglophone****Droits**
 Constitution québécoise,  
 CEAS 299
**Modification constitutionnelle**

Processus, CEAS 959-60

**Monnaie québécoise**

Contrôle des changes, CEAS 369-70

**Niveau de vie**

Souveraineté du Québec, CEAS 349

**Outaouais (région)**

Avenir, CEAS 1012

**Producteur de lait**

Subvention fédérale, CEAS 1042

**Produit laitier**

Quota, CEAS 545, CEAS 666-7

**Souveraineté du Québec**

Audition publique, CEAS 438-9

**Succession d'État**

Droit international, CEAS 1109

**Union monétaire**

Union politique, CEAS 327

**BLACKBURN, Jeanne L. - Chicoutimi**

- Clause dérogatoire
  - Abolition, CEAS 455
- Francophones hors-Québec
  - Traitement, CEAS 301
- Minorité anglophone
  - Droits
    - Constitution québécoise, CEAS 453-5

**BORDELEAU, Yvan - Acadie**

- Droit à l'autodétermination
  - Constitution canadienne, CEAS 139-40

**BOULERICE, Jacques - Sainte-Marie - Saint-Jacques**

- Charte de la langue française
  - Bilan, CEAS 945-6
- Immigrant
  - Citoyenneté, CEAS 505-6
  - Francisation, CEAS 944-5
- Immigration
  - Politique gouvernementale, CEAS 946
- Réfugie
  - Citoyenneté, CEAS 505-6
- Relations interethniques et interraciales
  - Éducation, CEAS 946-7

**BRASSARD, Jacques - Lac-Saint-Jean**

- Accord canado-américain
  - Adhésion, CEAS 488
- Accord de libre-échange Canada-États-Unis
  - Souveraineté du Québec, CEAS 488-9, CEAS 541-3, CEAS 656-7
- Agriculture
  - Tarification, CEAS 1057-8
- Algonquins
  - Droit à l'autodétermination, CEAS 710, CEAS 713
  - Position, CEAS 712-3
  - Statut
    - Résolution, CEAS 709
- Alliance militaire
  - Participation, CEAS 912-4
- Armée
  - Création, CEAS 516-8
- Association économique
  - Canada, CEAS 385-6, CEAS 549, CEAS 584
  - Négociation, CEAS 543-4
  - Union politique, CEAS 567, CEAS 594-5, CEAS 638-9,

- CEAS 800, CEAS 873-5
- Autochtones
  - Droit à l'autodétermination, CEAS 821
- Droits, CEAS 203-5, CEAS 1024-5
  - Constitution québécoise, CEAS 1035
  - Succession d'État, CEAS 820
- Gouvernement
  - Relations, CEAS 173
- Revendication, CEAS 867
- Statut, CEAS 844-6
- Territoire, CEAS 162, CEAS 183-5, CEAS 844-5
- Traitement, CEAS 819-20
- Baie d'Hudson
  - Frontière, CEAS 1198-9
- Bien public
  - Évaluation, CEAS 724
  - Partage, CEAS 725
  - U.R.S.S., CEAS 752
- Canada
  - Identité nationale, CEAS 923
- Charte des droits et libertés de la personne
  - Constitution québécoise, CEAS 295-6, CEAS 429, CEAS 431
- Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
- Autochtones
  - Convocation, CEAS 177, CEAS 221-2
- Conseil économique du Canada
  - Convocation, CEAS 222-3
- Document, CEAS 127
- Enregistrement des débats parlementaires, CEAS 11
- Experts
  - Convocation, CEAS 9, CEAS 74-5, CEAS 77, CEAS 81, CEAS 84, CEAS 108, CEAS 110-4, m., CEAS 143-5, CEAS 245
- Fonctionnement, CEAS 2-8
- Horaire, CEAS 108, CEAS 351
- Ministre délégué aux affaires intergouvernementales canadiennes
  - Participation, CEAS 509
- Ordre du jour, CEAS 1, CEAS 14-5
- Plan de travail, CEAS 16-9, CEAS 23-5, CEAS 29, CEAS 72, CEAS 86, CEAS 89-91, CEAS 93-105, CEAS 107
- Président
  - Rôle, CEAS 80
- Rapport, CEAS 78



**BRASSARD, Jacques - Lac-Saint-Jean (suite)**

Commission sur l'avenir politique  
et constitutionnel du Québec  
Hurons  
Participation, CEAS 780-1  
Communauté anglophone  
Droits  
Constitution québécoise,  
CEAS 1176-8  
Exode  
Situation politique, CEAS  
1175-6  
Communauté économique  
européenne  
Adhésion, CEAS 595  
Évolution, CEAS 592-4  
Fédéralisme, CEAS 555-9  
Confédération canadienne  
Fondation, CEAS 956-8  
Constitution  
Rédaction, CEAS 448-9  
Constitution québécoise  
Adoption, CEAS 467-9  
Rédaction, CEAS 469  
Convention de la Baie James et du  
nord québécois  
Application, CEAS 1025  
Souveraineté du Québec, CEAS  
1028-30, CEAS 1035  
Coopération militaire  
Canada, CEA 518-9  
Cris  
Négociation, CEAS 1025  
Défense  
Budget, CEAS 896, CEAS 914  
Dette publique  
Remboursement, CEAS 723-5  
Droit à l'autodétermination  
Droit international, CEAS 275-  
6  
Hurons, CEAS 781-5  
Québec, CEAS 253-6, CEAS  
269-70  
Droit de sécession  
Constitution canadienne, CEAS  
138  
U.R.S.S., CEAS 205-6  
Droits des minorités  
Communauté anglophone  
Constitution québécoise,  
CEAS 296-9  
Droits et libertés de la personne  
Souveraineté du Québec, CEAS  
238-9, CEAS 241-4  
États-Unis  
Souveraineté du Québec  
Position, CEAS 486-7

Finances publiques  
Souveraineté du Québec, CEAS  
401  
Fonctionnaire fédéral  
Intégration  
Fonction publique, CEAS  
1168  
Frontière  
Golfe du Saint-Laurent, CEAS  
163, CEAS 178-80, CEAS  
1196-7  
Souveraineté du Québec, CEAS  
173-4  
GATT  
Négociation, m., CEAS 659-60,  
CEAS 697-8  
Agriculture, CEAS 1069-70  
Identité nationale  
Éducation  
Rôle, CEAS 924  
Immigrant  
Citoyenneté, CEAS 230-1  
Industrie laitière  
Souveraineté du Québec, CEAS  
1049  
Informetrix Ltd (compagnie)  
Étude économique, CEAS 1048  
Marché agricole  
Souveraineté du Québec, CEAS  
1058-9  
Marché financier  
Souveraineté du Québec, CEAS  
370-1  
Minorité anglophone  
Droits  
Constitution québécoise,  
CEAS 296-9, CEAS 431-3  
Mondialisation des marchés  
Nation  
Rôle, CEA 924  
Monnaie  
Souveraineté du Québec, CEAS  
361-3, CEAS 750-2, CEAS  
797-8  
Union politique, CEAS 363  
Nation  
Définition, CEAS 955-6  
Nationalité  
Souveraineté du Québec, CEAS  
499-501  
NORAD  
Adhésion, CEAS 897  
Office de commercialisation  
Avenir, CEAS 1059-60  
Peuple  
Droit à l'autodétermination,  
CEAS 139  
Politique monétaire  
Régionalisation, CEAS 327  
Programme gouvernemental  
Gestion, CEAS 400

Québec  
 Avenir politique et constitutionnel  
 Loi  
     Interprétation, CEAS 26-8  
 Rapatriement de compétences  
     Étude, m., CEAS 29-36, m., CEAS 37-9, m., CEAS 116-8  
 Rapport Dunkel  
     Application, CEAS 639  
 Réfugié  
     Droits et libertés de la personne, CEAS 230  
 Sécession  
     Droit international, CEAS 748-50  
 Société Radio-Canada  
     Politique de l'information  
     Débat constitutionnel, m., CEAS 67-70, CEAS 120-2  
 Souveraineté du Québec  
     Audition publique, CEAS 437-8  
     Canada  
     Position, CEAS 636-8  
     Coût, CEAS 399-400  
     Période de transition, CEAS 449-50  
     Reconnaissance, CEAS 206-7, CEAS 880  
 Territoire  
     Droit à l'autodétermination, CEAS 268  
     Négociation  
     Souveraineté du Québec, CEAS 189  
     Souveraineté du Québec, CEAS 161-2, CEAS 167-8, CEAS 820-1, CEAS 1028  
 Territoire maritime  
     Souveraineté du Québec, CEAS 276  
 Union douanière  
     Création, CEAS 402  
 Union monétaire  
     Canada, CEAS 314-6  
     Souveraineté du Québec, CEAS 799-800

- C -

**CAMERON, Neil - Jacques-Cartier**

Association économique  
 Canada, CEAS 668-9  
 Autochtones  
     Revendication, CEAS 828  
 Caisse de retraite  
     Statut, CEAS 1119

Canada  
 Capitale  
     Localisation, CEAS 980  
 Commission d'étude des questions afférentes à l'accèsion du Québec à la souveraineté  
     Plan de travail, CEAS 103-5  
     Rapport minoritaire, d.d., CEAS 1209  
 Communauté anglophone  
     Exode, CEAS 1183  
 Dette publique  
     Partage, CEAS 757-8, CEAS 764-6, CEAS 771-2  
 Droit à l'autodétermination  
     Constitution canadienne, CEAS 270  
     Québec, CEAS 648-50, CEAS 1034  
 Droits des minorités  
     Souveraineté du Québec, CEAS 434  
 Droits et libertés de la personne  
     Souveraineté du Québec, CEAS 243  
 Échange commercial  
     Souveraineté du Québec, CEAS 688-9  
 Économie québécoise  
     Souveraineté du Québec, CEAS 387  
 États-Unis  
     Souveraineté du Québec  
     Position, CEAS 491-2  
 Fonctionnaire fédéral  
     Intégration  
     Fonction publique, CEAS 1160-2  
 Frontière  
     Souveraineté du Québec, CEAS 166  
 Golfe du Saint-Laurent  
     Statut, CEAS 190  
 Immigrant  
     Citoyenneté, CEAS 233-4  
 Immigration  
     Souveraineté du Québec, CEAS 234-5  
 Institution financière  
     Souveraineté du Québec, CEAS 1118-9  
 Minorité  
     Traitement, CEAS 293-4  
 Minorité anglophone  
     Traitement, CEAS 294-5  
 Monnaie  
     Souveraineté du Québec, CEAS 387, CEAS 754  
 Nationalité  
     Souveraineté du Québec, CEAS 503-5

**CAMERON, Neil - Jacques-Cartier  
(suite)**

- Outaouais (région)
  - Avenir, CEAS 980-1, CEAS 1009-10
- Relations politiques
  - États-Unis, CEAS 491-2
- Sécession
  - Biafra, CEAS 207-8
  - Irlande, CEAS 219
  - Singapour, CEAS 207
- Souveraineté du Québec
  - Audition publique, CEAS 438
  - Canada
    - Position, CEAS 647
  - Coût, CEAS 802
  - Négociation, CEAS 270, CEAS 409
  - Processus, CEAS 140-1
  - Réalisation, CEAS 407-8
  - Reconnaissance, CEAS 233
- Territoire
  - Souveraineté du Québec, CEAS 187-8, CEAS 256-7, CEAS 270-1, CEAS 828
- Territoire maritime
  - Droit international, CEAS 1202-4

**CARON, Jocelyne - Terrebonne**

- Accord de libre-échange Canada-États-Unis
  - Souveraineté du Québec, CEAS 672-3, CEAS 889
- Association économique
  - Canada, CEAS 652-3
  - Droits de douane, CEAS 671-2
- Clause dérogatoire
  - Abolition, CEAS 473-4
- Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Autochtones
    - Convocation, CEAS 222
  - Plan de travail, CEAS 93, CEAS 97
- Communauté économique européenne
  - Directive
    - Application, CEAS 562-3
- État
  - Reconnaissance, CEAS 211-2
- Frontière
  - Mesure gouvernementale, CEAS 171
- Rapatriement de compétences
  - Étude, m., CEAS 119

- Réfugié
  - Droits et libertés de la personne, CEAS 235-6
- Souveraineté du Québec
  - Reconnaissance, CEAS 212-3
- Territoire
  - Souveraineté du Québec, CEAS 170
- Territoire maritime
  - Droit international, CEAS 1206

**CHAGNON, Jacques - Saint-Louis**

- Accord de libre-échange Canada-États-Unis
  - Négociation, CEAS 389
- Autochtones
  - Droit à l'autodétermination, CEAS 180-1, CEAS 216
  - Territoire, CEAS 160, CEAS 181-2
- Baie d'Hudson
  - Frontière, CEAS 1199-201
- Canada
  - Composition, CEAS 389
- Charte de la langue française
  - Bilan, CEAS 938-9
- Chômage
  - Montréal (ville), CEAS 345
- Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Document de travail, m., CEAS 1211
- Experts
  - Convocation, CEAS 76-7, CEAS 83-4, CEAS 110, CEAS 115-6
  - Plan de travail, CEAS 105
- Cris
  - Droit à l'autodétermination, CEAS 1032-4
- Défense
  - Souveraineté du Québec, CEAS 529-30
- Déficit budgétaire
  - Gouvernement fédéral, CEAS 347
- Dépense budgétaire
  - Évolution, CEAS 345-6
- Dette publique
  - Partage, CEAS 415
- Eaux territoriales
  - Délimitation, CEAS 218
- Finances publiques
  - Souveraineté du Québec, CEAS 346
- Frontière
  - Golfe du Saint-Laurent, CEAS 1201-2

Labrador, CEAS 161  
Territoires du Nord-Ouest,  
CEAS 159-60  
GATT  
Négociation, CEAS 698  
Gouvernement fédéral  
Propriété immobilière  
Québec, CEAS 161  
Immigrant  
Intégration sociale, CEAS 939-  
41  
Immigration  
Montréal (région), CEAS 941-2  
Industrie automobile  
Québec, CEAS 1096-8  
Marine  
Création, CEAS 527-9  
Nation québécoise  
Évolution, CEAS 942-3  
Pacte de l'automobile  
Association économique, CEAS  
1100  
Souveraineté du Québec, CEAS  
1096-9  
Partage de compétences  
Situation, CEAS 347-8  
Rapport Dunkel  
Application, CEAS 640  
Souveraineté du Québec  
Négociation, CEAS 217-8  
Reconnaissance, CEAS 218-9  
Territoire  
Souveraineté du Québec, CEAS  
159  
Territoire maritime  
Souveraineté du Québec, CES  
1201  
Union monétaire  
Souveraineté du Québec, CEAS  
802-3

**CHEVRETTE, Guy - Joliette**

Commission d'étude des questions  
afférentes à l'accession du  
Québec à la souveraineté  
Experts  
Convocation, CEAS 74-6,  
CEAS 81, CEAS 112  
Plan de travail, CEAS 72, CEAS  
90-7  
Président  
Rôle, CEAS 79-80  
Société Radio-Canada  
Politique de l'information  
Débat constitutionnel, m.,  
CEAS 69-71

- D -

**DESPRÉS, Michel - Limoilou**

État  
Reconnaissance, CEAS 211  
Outaouais (région)  
Fonction publique, CEAS 987-8  
Politique monétaire  
Objectif, CEAS 364-5  
Souveraineté du Québec, CEAS  
365

- F -

**FORGET, Paul-André - Prévost**

Assurance-stabilisation  
Programme, CEAS 1068  
Produit laitier  
Quota, CEAS 1069  
Abolition, CEAS 1063-4  
Volaille  
Concurrence, CEAS 1064  
Exportation, CEAS 1049-50

- G -

**GAUTRIN, Henri-François - Verdun**

Accord de libre-échange Canada-  
États-Unis  
Souveraineté du Québec, CEAS  
650, CEAS 658-9  
Armée  
Rôle, CEAS 911-2  
Association économique  
Institutions, CEAS 539  
Autochtones  
Droit à l'autodétermination,  
CEAS 136-7  
Revendication, CEAS 868  
Territoire, CEAS 172-3  
Banque du Canada  
Rôle, CEAS 317-8  
Canada  
Identité nationale, CEAS 926  
Chypre  
Reconnaissance, CEAS 211  
Commission d'étude des questions  
afférentes à l'accession du  
Québec à la souveraineté  
Document, CEAS 128  
Document de travail, m., CEAS  
1210-1  
Enregistrement des débats  
parlementaires, CEAS 10  
Experts  
Convocation, CEAS 8-9,  
CEAS 74, CEAS 81, CEAS  
85, CEAS 113-5, m., CEAS  
143

**GAUTRIN, Henri-François - Verdun (suite)**

Ordre du jour, CEAS 15-6  
 Plan de travail, CEAS 72-3,  
 CEAS 85-103, CEAS 105-8  
 Communauté économique  
 européenne  
 Banque centrale  
 Fonctionnement, CEAS 600  
 Citoyenneté, CEAS 561  
 Culture, CEAS 601  
 Développement, CEAS 561  
 Développement régional, CEAS  
 601  
 Fiscalité  
 Harmonisation, CEAS 580-1  
 Partage de compétences, CEAS  
 559-60  
 Politique budgétaire, CEAS 561  
 Constitution québécoise  
 Adoption, CEAS 465-7  
 Dette publique  
 Partage, CEAS 383, CEAS 414-5  
 Droit de sécession  
 Constitution canadienne, CEAS  
 209  
 Fédération, CEAS 137  
 Droits et libertés de la personne  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 240-2, CEAS 244  
 Équipement militaire  
 Partage, CEAS 910-1  
 Fédéralisme renouvelé  
 Association économique, CEAS  
 1133  
 Fonctionnaire fédéral  
 Intégration  
 Fonction publique, CEAS  
 970-3, CEAS 1164-5  
 G 7  
 Adhésion, CEAS 539  
 GATT  
 Industrie du textile, CEAS  
 1086  
 Golfe du Saint-Laurent  
 Statut, CEAS 189-90  
 Industrie du textile  
 Accord de libre-échange  
 Canada-États-Unis, CEAS  
 1085  
 Emploi, CEAS 1085  
 Intervention militaire  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 909-10  
 Irlande  
 Union monétaire, CEAS 317  
 Monnaie  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 382-3, CEAS 540, CEAS 796-  
 7

Monnaie québécoise  
 Épargne, CEAS 316  
 Nation  
 Définition, CEAS 925  
 Nationalité  
 Charte canadienne des droits  
 et libertés, CEAS 497-8  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 498-9  
 Parlement européen  
 Pouvoir législatif, CEAS 560-1  
 Pêche  
 Golfe du Saint-Laurent, CEAS  
 277-8  
 Peuple  
 Définition, CEAS 136, CEAS  
 925  
 Politique fiscale  
 Association économique, CEAS  
 50-2  
 Politique monétaire  
 Contrôle, CEAS 371-2  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 384  
 Rapatriement de compétences  
 Étude, m., CEAS 34, m., CEAS  
 117  
 Rapport Dunkel  
 Application, CEAS 650-2  
 Région  
 Identité nationale, CEAS 926-8  
 Règlement de l'Assemblée nationale  
 Article 214: CEAS 31  
 Société Radio-Canada  
 Politique de l'information  
 Débat constitutionnel, m.,  
 CEAS 71, CEAS 123  
 Souveraineté du Québec  
 Audition publique, CEAS 438  
 Investissement, CEAS 1134-5  
 Reconnaissance, CEAS 208-10  
 Taux d'intérêt  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 373  
 Territoire  
 Arbitrage, CEAS 277  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 257-9  
 Union monétaire  
 Politique économique, CEAS 59-  
 60  
 Union politique, CEAS 319,  
 CEAS 795-6

**GAUVIN, Réal - Montmagny-L'Islet**

Territoire  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 171-2

**GENDRON, François - Abitibi-Ouest**

- Accord de libre-échange Canada-États-Unis
  - Souveraineté du Québec, CEAS 546-7, CEAS 645-6, CEAS 686-7
- Autochtones
  - Droits, CEAS 273-4
- Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Document, CEAS 11-2
  - Experts
    - Convocation, CEAS 9, CEAS 246
  - Fonctionnement, CEAS 2-3
  - Ordre du jour, CEAS 15-6
- Échange commercial
  - Souveraineté du Québec, CEAS 685-6
- Économie québécoise
  - Intervention de l'État, CEAS 646
- GATT
  - Négociation, CEAS 699
- Intervention militaire
  - Souveraineté du Québec, CEAS 521-2
- NORAD
  - Adhésion
    - Souveraineté du Québec, CEAS 521
- Rapatriement de compétences
  - Étude, m., CEAS 38-9
- Territoire
  - Droit à l'autodétermination, CEAS 272-3

**GOBÉ, Jean-Claude - Lafontaine**

- Union monétaire
  - Souveraineté du Québec, CEAS 54-6

- K -

**KEHOE, John - Chapeau**

- Bien public
  - Évaluation, CEAS 737-8
- Dette publique
  - Partage, CEAS 767-8
- Hull (ville)
  - Fonction publique, CEAS 986
- Outaouais (région)
  - Avenir, CEAS 1011-2
  - Développement économique, CEAS 1004
  - Fonction publique, CEAS 1003

- L -

**LAFRANCE, Yvon - Iberville**

- Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Experts
    - Convocation, m., CEAS 144-5

**LÉONARD, Jacques - Labelle**

- Accord de libre-échange Canada-États-Unis
  - Institution financière, CEAS 1117
  - Souveraineté du Québec, CEAS 886-7
- Agriculture
  - Quota
    - Abolition, CEAS 1062-3, CEAS 1065-6
    - Coût, CEAS 1064-5
- Association économique
  - Canada, CEAS 667-8
  - Fiscalité
    - Harmonisation, CEAS 577-8
  - Institutions, CEAS 49-50
  - Négociation, CEAS 1130-1
  - Politique fiscale, CEAS 51
- Banque centrale
  - Mandat, CEAS 804
- Bien public
  - Évaluation, CEAS 736
- Canada
  - Peuple, CEAS 259-60
- Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Experts
    - Convocation, CEAS 82-3, CEAS 112, m., CEAS 144, CEAS 245-6
    - Horaire, CEAS 351
    - Plan de travail, CEAS 85-8, CEAS 93, CEAS 96-103, CEAS 106-7
- Communauté économique européenne
  - Création d'emplois, CEAS 579
- GATT
  - Négociation, CEAS 599
- Membre
  - Statut, CEAS 564, CEAS 598-9
- Défense
  - Budget
    - Canada, CEAS 524-5
    - Souveraineté du Québec, CEAS 525-6, CEAS 887

**LÉONARD, Jacques - Labelle (suite)**

Dette publique  
     Partage, CEAS 737, CEAS 757,  
     CEAS 776-7, CEAS 769  
     Négociation, CEAS 741  
 Développement économique  
     Comité Outaouais  
     Plan, CEAS 1007  
 Économie  
     Souveraineté du Québec, CEAS  
     690-1  
 Équipement militaire  
     Partage, CEAS 526-7  
 Fonctionnaire fédéral  
     Intégration  
     Fonction publique  
     Étude, CEAS 1163-4,  
     CEAS 1168  
 GATT  
     Agriculture, CEAS 1062  
     Industrie du textile, CEAS  
     1082-3  
     Négociation  
     Agriculture, CEAS 1070  
 General Motors du Canada ltée  
     (compagnie)  
     Production, CEAS 1095  
 Industrie automobile  
     Marché, CEAS 1095-6  
 Industrie du textile  
     Association économique, CEAS  
     1083-4  
 Institution financière  
     Reconnaissance, CEAS 1115-8  
 Monnaie  
     Souveraineté du Québec, CEAS  
     319-22, CEAS 366-9, CEAS  
     371, CEAS 769-70  
 Mouvement de capitaux  
     Souveraineté du Québec, CEAS  
     805-6  
 Outaouais (région)  
     Avenir, CEAS 1010-1  
     Emploi, CEAS 1001-2  
     Fonction publique, CEAS 982-3  
     Secteurs public et parapublic,  
     CEAS 983-4  
 Pacte de l'automobile  
     Association économique, CEAS  
     1094-5  
     Souveraineté du Québec, CEAS  
     1100  
 Québec  
     États-Unis  
     Annexion, CEAS 964  
 Rapatriement de compétences  
     Étude, m., CEAS 36, m., CEAS  
     118-9

Relations politiques  
     États-Unis  
     Souveraineté du Québec,  
     CEAS 47-9  
 Société Radio-Canada  
     Politique de l'information  
     Débat constitutionnel,  
     CEAS 122  
 Souveraineté du Québec  
     Reconnaissance  
     États-Unis, CEAS 885-6  
     Union monétaire, CEAS 1132

**LESAGE, Robert - Hull**

Accord de libre-échange Canada-  
     États-Unis  
     Souveraineté du Québec, CEAS  
     889  
 Association économique  
     Union politique, CEAS 566-7  
 Autochtones  
     Droit à l'autodétermination,  
     CEAS 862-4  
     Négociation, CEAS 861-2  
 Aviation militaire  
     Rôle, CEAS 523-4  
 Bien public  
     Partage, CEAS 735-6, CEAS 773  
 Commission d'étude des questions  
     afférentes à l'accession du  
     Québec à la souveraineté  
     Plan de travail, CEAS 92  
 Communauté anglophone  
     Exode, CEAS 1185  
 Confédération canadienne  
     Communauté francophone, CEAS  
     961-2  
 Constitution québécoise  
     Adoption, CEAS 476  
     Rédaction, CEAS 475-6  
 Danemark  
     Système politique, CEAS 566  
 Démocratie  
     Évolution, CEAS 962  
 Droit à l'autodétermination  
     Québec, CEAS 252  
 Droits des minorités  
     Souveraineté du Québec, CEAS  
     301-2  
 Économie canadienne  
     Fédéralisme renouvelé, CEAS  
     687-8  
 Équipement militaire  
     Partage, CEAS 763-4, CEAS  
     905-6  
 Fonction publique  
     Emploi, CEAS 977  
     Hull (ville), CEAS 1148-9, CEAS  
     1157-8

Outaouais (région), CEAS 978-9, CEAS 998-1001  
 Fonction publique fédérale  
 Embauche, CEAS 335  
 Fonctionnaire fédéral  
 Intégration  
 Fonction publique, CEAS 334, CEAS 405-6, CEAS 457-8, CEAS 1147-8, CEAS 1150-3, CEAS 1166-7  
 Outaouais (région), CEAS 1149-50  
**GATT**  
 Négociation, CEAS 699  
 Gouvernement fédéral  
 Propriété immobilière  
 Québec, CEAS 169-70  
 Indépendance  
 Constitution canadienne, CEAS 251-2  
 Droit international, CEAS 251-2  
 Institution financière  
 Législation  
 Harmonisation, CEAS 1113  
 Reconnaissance, CEAS 1114  
 Libre circulation des personnes  
 Entente, CEAS 653-5  
 Monnaie  
 Souveraineté du Québec, CEAS 323, CEAS 756-7  
 Monnaie québécoise  
 Coût, CEAS 322-3  
 Souveraineté du Québec, CEAS 323  
 Nationalité  
 Souveraineté du Québec, CEAS 509  
 Outaouais (région)  
 Avenir, CEAS 406  
 Politique économique  
 Harmonisation, CEAS 324-5  
 Pouvoir d'achat  
 Souveraineté du Québec, CEAS 335  
 Référendum  
 Souveraineté du Québec, CEAS 476-7  
 Sécession  
 Constitution canadienne, CEAS 252  
 Territoire, CEAS 232  
 Société Radio-Canada  
 Politique de l'information  
 Débat constitutionnel, CEAS 122  
 Souveraineté du Québec  
 Audition publique, CEAS 439  
 Canada  
 Position, CEAS 233, CEAS 887-8

États-Unis  
 Position, CEAS 888  
 Réalisation, CEAS 456-7  
 Territoire  
 Souveraineté du Québec, CEAS 213  
 Territoire maritime  
 Souveraineté du Québec, CEAS 1195-6

# **LIBMAN, Robert - D'Arcy-McGee**

Commission sur l'avenir politique  
 et constitutionnel du Québec  
 Étude économique, CEAS 344-5

## **- M -**

# **MACIOCIA, Cosmo - Viger**

Accord de libre-échange Canada-États-Unis  
 Souveraineté du Québec, CEAS 657-8, CEAS 693-4, CEAS 890  
 Alliance militaire  
 Participation, CEAS 490-1  
 Armée  
 Création, CEAS 916  
 Association économique  
 Canada, CEAS 548, CEAS 619-21  
 Définition, CEAS 644-5  
 Union politique, CEAS 565  
 Autochtones  
 Droit à l'autodétermination, CEAS 185-6, CEAS 215, CEAS 280  
 Droits, CEAS 281, CEAS 843, CEAS 866, CEAS 876  
 Constitution, CEAS 857  
 Sécession  
 Nord du Québec, CEAS 175, CEAS 186  
 Souveraineté du Québec, CEAS 175  
 Statut, CEAS 216, CEAS 846  
 Territoire, CEAS 864-5  
 Banque du Canada  
 Nomination, CEAS 327  
 Canada  
 Avenir, CEAS 622, CEAS 671  
 Région, CEAS 1136  
 Canadiens anglais  
 Immigration, CEAS 1188  
 Commission d'étude des questions  
 afférentes à l'accession du  
 Québec à la souveraineté  
 Autochtones  
 Convocation, CEAS 222



**MACIOCIA, Cosmo - Viger (suite)**

Conseil économique du Canada  
 Convocation, CEAS 223  
 Document, CEAS 125-7  
 Document de travail, m., 1209-11  
 Experts  
   Convocation, CEAS 108-9, CEAS 114, m., CEAS 144, CEAS 245-6  
 Horaire, CEAS 351-2  
 Ministre délégué aux affaires intergouvernementales canadiennes  
   Participation, CEAS 509  
 Ordre du jour, CEAS 14  
 Plan de travail, CEAS 104-6  
 Rapport, CEAS 78-9  
 Communauté anglophone  
   Exode, CEAS 1187-8  
 Communauté économique européenne  
   Association économique, CEAS 604-5  
   Décision, CEAS 605  
   Droit communautaire, CEAS 585  
   Intégration, CEAS 624  
 Constitution québécoise  
   Adoption, CEAS 471  
   Rédaction, CEAS 451-2, CEAS 469-70  
 Convention de la Baie James et du nord québécois  
   Cris  
     Position, CEAS 842  
 Cris  
   Droit à l'autodétermination, CEAS 1031-2  
   Souveraineté du Québec, CEAS 1030-1  
 Dette publique  
   Partage, CEAS 726-9, CEAS 739-41, CEAS 758-9  
 Droit à l'autodétermination  
   Droit international, CEAS 261  
 Droits et libertés de la personne  
   Souveraineté du Québec, CEAS 242-3  
 Échange commercial  
   Souveraineté du Québec, CEAS 692  
 Économie  
   Rapatriement de compétences, CEAS 623-4  
 Entente internationale  
   Adhésion, CEAS 239-40  
 Fonctionnaire fédéral  
   Intégration  
     Fonction publique, CEAS 402-4, CEAS 984-5, CEAS

1162-3

GATT  
   Négociation, CEAS 697-8  
 Hurons  
   Droit à l'autodétermination, CEAS 788  
   Souveraineté du Québec, CEAS 788-9  
 Immigrant  
   Citoyenneté, CEAS 508  
 Immigration  
   Politique gouvernementale, CEAS 240  
 Intervention militaire  
   Souveraineté du Québec, CEAS 530  
 Investissement étranger  
   Québec, CEAS 674  
 Monnaie  
   Souveraineté du Québec, CEAS 326, CEAS 373-4  
 Mouvement de capitaux  
   Souveraineté du Québec, CEAS 804-6  
 Nationalité  
   Souveraineté du Québec, CEAS 506-8  
 Outaouais (région)  
   Avenir, CEAS 404, CEAS 1007-9, CEAS 1011  
 Partage de compétence  
   Négociation, CEAS 1137  
 Peuple  
   Droit à l'autodétermination, CEAS 279  
 Politique d'achat gouvernemental  
   Accord de libre-échange  
     Canada-États-Unis, CEAS 547-8, CEAS 669-70  
 Politique linguistique québécoise  
   États-Unis  
     Position, CEAS 489  
 Politique monétaire  
   Institutions, CEAS 326  
 Rapatriement de compétences  
   Étude, m., CEAS 32, m., CEAS 37-9, m., CEAS 116-7  
 Rapport Dunkel  
   Application, CEAS 640-4  
 Référendum  
   Résultat, CEAS 262, CEAS 472-3, CEAS 491  
 Règlement de l'Assemblée nationale  
   Article 165: CEAS 61  
 Société distincte  
   Reconnaissance, CEAS 348  
 Société Radio-Canada  
   Politique de l'information  
     Débat constitutionnel, CEAS 121-3, CEAS 142

- Souveraineté du Québec
  - Audition publique, m., CEAS 417, CEAS 437
  - Coût, CEAS 693
  - Période de transition, CEAS 450-1, CEAS 471-2, CEAS 670-1
  - Reconnaissance, CEAS 216-7, CEAS 875-7, CEAS 915
  - Territoire
    - Souveraineté du Québec, CEAS 185-7, CEAS 841
- MAROIS, Pauline - Taillon**
  - Association économique
    - Arbitrage, CEAS 57
    - Institutions, CEAS 626, CEAS 628
  - Autochtones
    - Droits
      - Constitution, CEAS 857
      - Convention de la Baie James et du nord québécois, CEAS 856
    - Statut
      - Résolution, CEAS 847
  - Bien public
    - Évaluation, CEAS 738-9
  - Canada
    - Avenir, CEAS 963
  - Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Experts
    - Convocation, CEAS 73-4, CEAS 85
    - Plan de travail, CEAS 73-4, CEAS 85, CEAS 88, CEAS 92-3, CEAS 96-7, CEAS 100-2, CEAS 104
  - Communauté anglophone
    - Traitement, CEAS 1184-5
  - Communauté économique européenne
    - Création d'emplois, CEAS 582-3
  - Décision, CEAS 602-3
  - Directive
    - Application, CEAS 581
  - Droit de retrait, CEAS 565
  - Équipement collectif
    - Fonds, CEAS 603-4
  - Fédéralisme, CEAS 626
  - Fonctionnement, CEAS 565
  - Sécurité sociale
    - Harmonisation, CEAS 582
  - Constitution québécoise
    - Adoption, CEAS 479-80
    - Rédaction, CEAS 478-9
  - Développement économique
    - Comité Outaouais
      - Plan, CEAS 1007
    - Disparité régionale
      - Canada, CEAS 52-3
    - Eaux territoriales
      - Délimitation, CEAS 214-5
    - Échange commercial
      - Ontario
        - Position, CEAS 694-5
    - Économie
      - Forum sur l'emploi, CEAS 412
    - Économie québécoise
      - Politique monétaire canadienne, CEAS 392
    - Finances publiques
      - Gestion, CEAS 391-2
    - Fonction publique
      - Hull (ville), CEAS 1157-8
    - Fonctionnaire fédéral
      - Intégration
        - Fonction publique, CEAS 405, CEAS 410, CEAS 974, CEAS 976-7, CEAS 1154-60, CEAS 1166
    - Forum sur l'emploi
      - Gouvernement
        - Participation, CEAS 413
  - GATT
    - Agriculture, CEAS 1068
    - Négociation, CEAS 699-700
  - Gouvernement fédéral
    - Propriété immobilière
      - Québec, CEAS 168-9, CEAS 278-9
  - Industrie du textile
    - Association économique, CEAS 1086-7
  - Institution financière
    - Canada
      - Législation, CEAS 1110-3
  - Inuit
    - Institutions, CEAS 858-61
  - Maintien de la paix
    - Armée, CEAS 902-4, CEAS 917
  - Monnaie
    - Souveraineté du Québec, CEAS 392
  - Outaouais (région)
    - Développement économique, CEAS 996-8
    - Fonction publique, CEAS 994-6
    - Libre circulation, CEAS 975
    - Secteurs public et parapublic, CEAS 996
    - Société d'État
      - Investissement, CEAS 1006
  - Politique monétaire
    - Institutions, CEAS 325
    - Souveraineté du Québec, CEAS 411

**MAROIS, Pauline - Taillon (suite)**

Québec  
 Rapatriement de compétences,  
 CEAS 928-9  
 Rapport Dunkel  
 Application, CEAS 695  
 Société Radio-Canada  
 Politique de l'information  
 Débat constitutionnel,  
 CEAS 123  
 Souveraineté du Québec  
 Coût, CEAS 695  
 Fonction publique  
 Hull (ville)  
 Rôle, CEAS 1157-8  
 Négociation, CEAS 214, CEAS  
 217-8  
 Reconnaissance  
 États-Unis, CEAS 890-1  
 U.R.S.S.  
 Fédéralisme, CEAS 628-9

- P -

**PARIZEAU, Jacques - L'Assomption**

Chômage  
 Montréal (ville), CEAS 336-7  
 Commission d'étude des questions  
 afférentes à l'accession du  
 Québec à la souveraineté  
 Plan de travail, CEAS 19-21  
 Défense  
 Budget, CEAS 341-2  
 Déficit budgétaire  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 341  
 Dépense budgétaire  
 Évolution, CEAS 337-8  
 Dette publique  
 Partage, CEAS 341  
 Économie québécoise  
 Période de transition, CEAS 339  
 Pacte de l'automobile  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 339-40  
 Politique d'achat gouvernemental  
 Accord de libre-échange  
 Canada-États-Unis, CEAS  
 339  
 Souveraineté du Québec  
 Étude économique, CEAS 336  
 Taux d'intérêt  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 340-1

**PELCHAT, Christiane - Vachon**

Droits des minorités

Entente internationale, CEAS  
302-3

- R -

**RÉMILLARD, Gil - Jean-Talon**

Association économique  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 583-4  
 Commission d'étude des questions  
 afférentes à l'accession du  
 Québec à la souveraineté  
 Experts  
 Convocation, CEAS 9, CEAS  
 75-6, CEAS 81-2, CEAS 84,  
 CEAS 109, CEAS 111-4,  
 CEAS 116  
 Fonctionnement, CEAS 2-8  
 Plan de travail, CEAS 18-20,  
 CEAS 24-5, d.d., CEAS 24,  
 CEAS 29, CEAS 86, CEAS  
 90-2, CEAS 94-8  
 Communauté économique  
 européenne  
 Partage de compétences, CEAS  
 596  
 Politique budgétaire  
 Harmonisation, CEAS 575-6  
 Frontière  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 163-6  
 Québec  
 Avenir politique et  
 constitutionnel  
 Loi  
 Interprétation, CEAS 26-  
 9  
 Rapatriement de compétences  
 Étude, m., CEAS 30-1, CEAS  
 33-6, m., CEAS 117-9  
 Société Radio-Canada  
 Politique de l'information  
 Débat constitutionnel, m.,  
 CEAS 67-70, CEAS 122  
 Territoire  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 168  
 Union monétaire  
 Politique budgétaire, CEAS 576

**RICHARD, Maurice - Nicolet-Yamaska**

Accord de libre-échange Canad-  
 États-Unis  
 Institution financière, CEAS  
 674  
 Souveraineté du Québec, CEAS  
 884-5

- Agriculture
  - Quota
    - Abolition, CEAS 1048
- Armement
  - Production, CEAS 520
- Autochtones
  - Droits
    - Constitution québécoise, CEAS 455-6
- Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté
  - Plan de travail, CEAS 97
- Cour de justice des communautés européennes
  - Mandat, CEAS 563
- Dette publique
  - Partage, CEAS 755
- Droits des minorités
  - Entente internationale
    - Souveraineté du Québec, CEAS 428-9
- Équipement militaire
  - Partage, CEAS 519
- Frontière
  - Labrador, CEAS 271-2
- GATT
  - Adhésion, CEAS 1060-1
  - Marché agricole, CEAS 1060
- Golfe du Saint-Laurent
  - Frontière, CEAS 1204
- Immigration
  - Région, CEAS 236-8
- Minorité anglophone
  - Éducation
    - Droits, CEAS 292-3, CEAS 427-8
- Nation autochtone
  - Définition, CEAS 929
- Politique linguistique
  - Affichage, CEAS 929-30
- Rapport Dunkel
  - Application, CEAS 1046-7
- Souveraineté du Québec
  - Produit agricole
    - Droits de douane, CEAS 1047, CEAS 1048
  - Reconnaissance
    - États-Unis, CEAS 884
- Terre-Neuve
  - Territoire maritime, CEAS 1205
- Autochtones
  - Négociation, CEAS 824-5, CEAS 827
- Convention de la Baie James et du nord québécois
  - Application, CEAS 1018-20, CEAS 1022-3
- Cris
  - Négociation, CEAS 1023, CEAS 1030
- Hurons
  - Droit à l'autodétermination, CEAS 785-8
- Peuple québécois
  - Reconnaissance, CEAS 825-6

- S -

**SIRROS, Christos - Laurier**

- Algonquins
  - Droit à l'autodétermination, CEAS 706-9
  - Territoire, CEAS 709



### **3. EXPERTS**



Assemblée des premières nations, CEAS 807-29  
Balthazar, Louis, CEAS 481-92  
Bernier, Ivan, CEAS 531-50  
Bradet, Denis, CEAS 1143-7, CEAS 1163-5  
Brun, Henri, CEAS 263-81  
Burdeau, Geneviève, CEAS 742-60  
Caldwell, Gary, CEAS 1171-89  
Charney, Jonathan I., CEAS 1191-207  
Comité Outaouais, CEAS 988-1013  
Côté, André, CEAS 1073-87  
Coulombe, Gérard, CEAS 1103-21  
Coulon, Jocelyn, CEAS 906-17  
Crépeau, François, CEAS 224-44  
Dauphin, Roma, CEAS 1122-5, CEAS 1132-7  
David, Charles-Philippe, CEAS 892-906  
Deschênes, Jules, CEAS 283-303  
Desjardins, Daniel, CEAS 715-29  
DesRosiers, Dennis, CEAS 1088-101  
Dorion, Henri, CEAS 147-76, CEAS 177-90  
Dumont, Fernand, CEAS 949-65  
Duplé, Nicole, CEAS 459-80  
Emanuelli, Claude, CEAS 493-510  
Fortin, Bernard, CEAS 305-28  
Fortin, Pierre, CEAS 393-416  
Gendron, Claude, CEAS 715-29  
Gourdeau, Eric, CEAS 830-47  
Grady, Patrick Michael, CEAS 377-93  
Grand conseil des cris du Québec, CEAS 1015-36  
Jenness, Robert A., CEAS 1037-50  
Jockel, Joseph T., CEAS 881-92  
Juteau-Lee, Danielle, CEAS 931-49  
Laidler, David, CEAS 791-806  
Lamonde, Claude, CEAS 730-42  
Lamonde, Jacques, CEAS 1139-42, CEAS 1148-53, CEAS 1155-62, CEAS 1164, CEAS 1166  
Landry, Bernard, CEAS 631-60  
Langlois, Simon, CEAS 919-30  
Legault, Albert, CEAS 511-30  
Leroy, Vély, CEAS 351-75  
Louit, Christian Georges, CEAS 567-85  
Masson, Claude, CEAS 40-61  
Mc Andrew, Marie, CEAS 931-49  
McCallum, John, CEAS 329-49  
McWhinney, Edward, CEAS 871-81  
Morin, Jacques-Yvan, CEAS 441-58  
Nation algonquine, CEAS 703-14  
Nation huronne-wendat, CEAS 775-91  
Noël, Émile, CEAS 587-607  
Orban, Edmond, CEAS 607-30  
Patry, André, CEAS 191-220  
Proulx, Pierre-Paul, CEAS 675-96  
Rasmussen, Hjalte, CEAS 551-67  
Ritchie, Gordon, CEAS 660-75  
Saint-Germain, Maurice, CEAS 967-88  
Saint-Louis, Robert, CEAS 1050-71  
Scott, Stephen A., CEAS 247-62  
Shaw, Malcolm N., CEAS 760-73  
Simard, Jean-Jacques, CEAS 848-69  
Slosar, Stanislas, CEAS 1125-32, CEAS 1135-7  
Turp, Daniel, CEAS 128-42  
Woehrling, José, CEAS 417-36